

~~1125/29~~

# CODUL CIVIL

## ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ȘI BELGIAN

CU DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ

ȘI

JURISPRUDENȚA COMPLECTĂ DE LA 1868-1927

DE

**C. HAMANGIU**

CONSILIER LA INALȚA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE

ȘI

**N. GEORGEAN**

JUDECĂTOR DE ȘEDINȚĂ LA TRIB. ILFOV

---

**VOLUMUL V**

**DOCTRINA**

FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ

(Art. 1-460)



Operă premiată de Academia română  
cu marele premiu al Statului: „Gh. Asachi“.

BUCUREȘTI

EDITURA LIBRĂRIEI „UNIVERSALA“ ALCALAY & Co.

Calea Victoriei, 37

1928

CODUL CIVIL  
ADNOTAT



76904

~~Inv. 17.16.058~~

# CODUL CIVIL

## ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZATOR FRANCEZ, ITALIAN ȘI BELGIAN

CU DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ

ȘI

JURISPRUDENȚA COMPLECTĂ DE LA 1868-1927

DE

**C. HAMANGIU**

CONSILIER LA ÎNALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE

ȘI

**N. GEORGEAN**

JUDECĂTOR DE ȘEDINȚĂ LA TRIB. ILFOV

53.236

**VOLUMUL V**

**DOCTRINA**

— FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ —

(Art. 1—460)



BUCUREȘTI

EDITURA LIBRARIEI „UNIVERSALA“ ALCALAY & Co.  
Calea Victoriei, 37.

1928

CONTROL 1953

53296  
53236

RC96/10

B.C.U. "Carol I" - Bucuresti  
  
C53236



## INDEX BIBLIOGRAFIC

### AL OPERELOR CONSULTATE ȘI LA CARI S'AU FĂCUT TRIMITERI.

- ALEXANDRESCO (DIMITRIE). Explicațiunea teoretică și practică a dreptului civil român, 14 volume.
- ASSER. Eléments de droit international privé, traduit par A. Rivier, 1 volum.
- AUBRY ET RAU. Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariae, revue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par G. Rau et Falcimagne, 8 volume.
- Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariae, revue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par Et. Martin, 12 volume.
- BARD. Précis de droit international privé, 1 volum.
- BAUDRY-LACANTINERIE (G). Traité théorique et pratique de droit civil, avec la collaboration de Houques-Fourcade, Ph. Bonnacarrère, G. Chéneaux, M. Chauveau, Alberth Wahl, Maurice Colin, L. Barde, J. le Courtois, F. Surville, Léo Saignat, P. de Loyne, Albert Tissier, 28 volume.
- BERTAULD (A). Questions pratiques et doctrinales de Code Napoléon, 1 volum.
- BEUDANT. Cours de droit civil français.
- BILHARD. Traité des référés en France, 1 volum.
- BIOCHE. Dictionnaire de procédure civile et commerciale, 6 volume.
- BLANCHE (A). Études sur le Code pénal, 2-e édition annotée et mise au courant de la législation et de la jurisprudence par G. Dutruc, 7 volume.
- BOITARD ET COLMET-DAAGE. Leçons de procédure civile, 2 volume.
- BONNIER. Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel, 1 volum.
- BRÉDIER. Commentaire de la loi du 9 Mars 1891, modifiant les droits de l'époux survivant, 1 volum.
- BUFNOIR. Propriété et contrat. Théorie des modes d'acquisition des droits réels et des sources des obligations, 1 volum.
- CANTACUZINO (Matei). Elementele dreptului civil, 1 volum.
- CARPENTIER. Traité théorique et pratique du divorce et de la séparation de corps, 1 volum.
- Divorce et séparation de corps. Doctrine et jurisprudence, 2 volume.
- CARRÉ ET CHAUVEAU. Lois de la procédure civile et commerciale, augmenté d'un Supplément alphabétique et analytique par Dutruc, 11 volume.
- CHABOT. Questions transitoires sur le Code civil, 3 volume.
- Commentaire sur la loi des successions.
- CHAUVEAU (Ad) ET FAUSTIN-HÉLIE. Théorie du code pénal, 7 volume.
- COIN-DELISLE. Principes de l'interprétation des lois, des actes et des conventions entre les parties, 2 volume.
- Jouissance et privation des droits civils, 1 volum.
- Actes de l'état civil, 1 volum.
- Commentaire du livre III, titre 2, 1 volum.
- Limite du droit de rétenton par l'enfant donataire, renonçant, etc., 1 volum.
- COLIN (Ambroise) ET CAPITANT (H). Cours élémentaire de droit civil français, 3 volume.
- CONSTANTINESCU. (N. Jac). Despre succesiuni, 1 volum.
- Despre testamente, 1 volum.
- Despre ipoteeci, 1 volum.
- DALLOZ. Jurisprudence générale ou Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.
- Supplément.
- DEGRÉ (Alexandru). Scrieri Juridice, 4 volume.
- DELVINCOURT. Cours de code civil, 3 volume.
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. Cours analytique du code civil, 9 volume.

BIBLIOGRAFIE

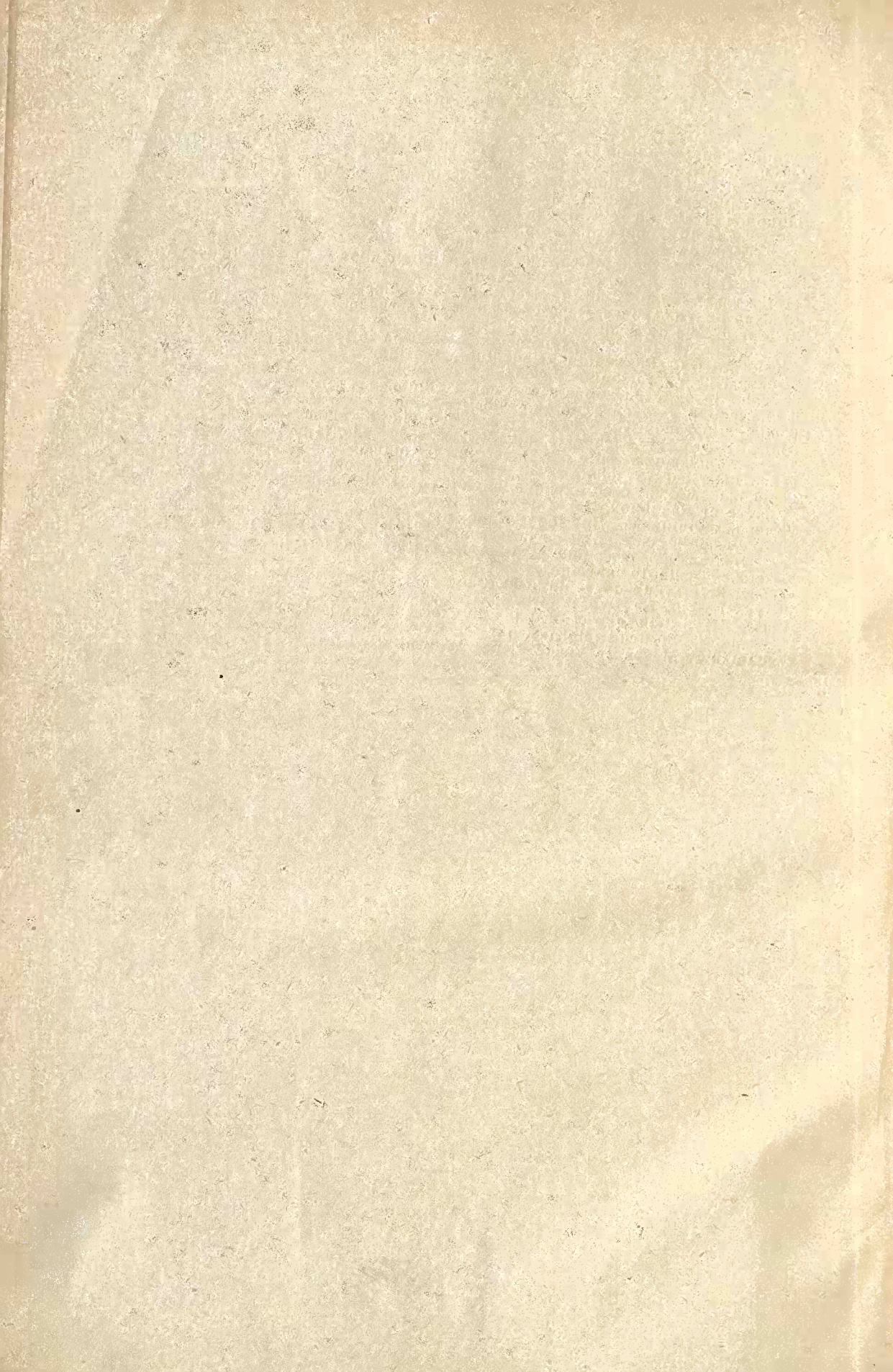
- DEMOLOMBE. Cours de code Napoléon, 32 volume.  
 DESPAGNET. Précis de droit international privé, 1 volum.  
 — Essai sur les protectorats. Etude de droit international, 1 volum.  
 DOCAN (GEORGE P.) Studii de drept civil comparat, 1 volum.  
 DUMITRESCU (M. A.). Codul de comerčiu comentat.  
 DURANTON. Cours de droit français suivant le Code civil, 22 volume.  
 DUTRUC. Supplément aux lois de la procédure civile et commerciale.  
 DUVERGIER. Droit civil français suivant l'ordre du code, par Toullier, acompagné de notes par Duvergier, 14 caete.  
 — Suite par Duvergier, 6 volume.  
 FAUSTIN HÉLIE ET CHAUVEAU (A.). Théorie du code pénal, 7 volume.  
 — Traité de l'instruction criminelle, 8 volume.  
 FERAUD-GIRAUD. Traité des voies rurales publiques et privées et servitudes rurales de passage, enclaves, 2 volume.  
 GARRAUD. Traité théorique et pratique du droit pénal français, 6 volume.  
 — Précis de droit criminel, 1 volum.  
 GARSONNET. Traité théorique et pratique de procédure, 8 volume.  
 GEORGEAN (N.). Studii Juridice, volumul I.  
 GLASSON ET COLMET-DAAGE. Précis théorique et pratique de procédure civile, 2-e édition par A. Tissier, 2 volume.  
 GRENIER. Traité des donations, des testaments, etc., 4 volume.  
 — Traité des hypothèques, 2 volume.  
 GUILLOUARD. Traité du contrat de mariage, 4 volume.  
 — Traité de la vente et de l'échange, 2 volume.  
 — Traité du contrat de louage, 2 volume.  
 — Traité des contrats aléatoires et du mandat, 1 volum.  
 — Traité du prêt, du dépôt et du séquestre, 1 volum.  
 — Traité du cautionnement et des transactions, 1 volum.  
 — Traité du nantissement et du droit de rétention, 1 volum.  
 — Traité des privilèges et hypothèques, 4 volume.  
 — Traité de la prescription, 2 volume.  
 HEROVANU (EUGEN). Tratat teoretic și practic de procedură civilă, 1 volum.  
 HUC. Commentaire théorique et pratique du code civil, 15 volume  
 — Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances, 2 volume.  
 IONESCU (IOAN I.). Dota sub raportul instrăinării, 1 volum.  
 JOUITOU Etude sur le système du régime dotal, 2 volume.  
 LABORDE. Cours de droit criminel, 1 volum.  
 LAROMBIÈRE. Théorie et pratique des obligations, 7 volume.  
 LAURENT. Principes de droit civil français, 33 volume.  
 — Le droit civil international, 8 volume.  
 LĂZĂRESCU (ALEX. EM.). Des droits du conjoint survivant, 1 volum.  
 LE SELLYER. Etudes historiques, théoriques et pratiques sur le droit criminel, 6 volume.  
 LEVASSEUR. Traité de la portion de biens dont on peut disposer, 1 volum.  
 LOCRÉ. Législation civile, commerciale et criminelle de la France, ou Commentaire et complément des cinq codes, 16 volume (de materie civilă).  
 LYON-CAEN ET RENAULT. Traité de droit commercial, 10 volume.  
 — Manuel de droit commercial, 1 volum.  
 MAILHEL DE CHASSAT. Traité de la rétroactivité des lois ou Commentaire approfondi du code civil, 2 volume.  
 MARCADÉ ET PONT. Explication théorique et pratique du Code Napoléon, 13 volume.  
 — Commentaire-traité des petits contrats, 2 volume.  
 MASSÉ ET VERGÉ et Zachariae. Cour de droit civil français.  
 MERLIN. Répertoire universel et raisonné de jurisprudence.  
 — Recueil alfabétique des questions de droit.  
 MERSIER. Traité théorique et pratique des actes de l'état civil, 1 volum.  
 MEYER. Principes sur les questions transitoires.  
 MOLINIER. Traité théorique et pratique de droit pénal, annoté par Vidal.  
 MOURLON. Répétitions écrites sur le Code Napoléon, 3 volume.  
 NACU. Dreptul civil român, 3 volume.  
 PARDESSUS. Traité des servitudes ou services fonciers, 2 volume.  
 PILLET. Droit international privé, 1 volum.  
 PLANIOL. Traité élémentaire de droit civil, 3 volume.  
 — et Ripert. Traité pratique de droit civil français, avec le concours de René Savatier.  
 PLASTARA (GEORGE). Cours de drept civil român.  
 PONT (P.) ET MARCADÉ. Explication théorique et pratique du Code Napoléon, 13 volume.  
 — Commentaire-traité des petits contrats, 2 volume.



BIBLIOGRAFIE

- POTHIER. Oeuvres annotées et mises en corrélation avec le Code civil, 11 volume.
- POUJOL. Traité des successions, 2 volume.
- Traité des donations entre-vifs et testaments, 2 volume.
- Traité des obligations, 3 volume.
- PROUDHON. Traité de l'état des personnes, 2 volume.
- Traité du domaine de propriété, 3 volume.
- Traité du domaine public, 5 volume.
- Traité des droits d'usufruit, d'usage, d'habitation et de superficie, 5 volume.
- Traité des droits d'usage, d'habitation et de superficie, 2 volume.
- RĂDULESCU (ANDREI). Studii de drept civil, 2 volume.
- ROLLAND DE VILLARGUES. Répertoire de la jurisprudence du notariat, 9 volume.
- SAVIGNY. Traité du droit romain.
- SURVILLE ET ARTHUYS. Cours élémentaire de droit international privé, 1 volum.
- TATARU (V. GH.). Prezidentul tribunalului, 1 volum.
- TAULIER. Théorie raisonnée du code civil, 7 volume.
- TESSIER (HONORÉ). Questions sur la dot, 1 volum.
- TITULESCU (N). Impărțirea moștenirilor, 1 volum.
- TOCILESCU (GEORGE G.). Curs de procedură civilă, 3 volume.
- TOULLIER. Droit civil français suivant l'ordre du code, 14 caete.
- ET DUVERGIER. Suite par Duvergier, 6 volume.
- TRÉBUTIEN. Cours élémentaire de droit criminel, 2 volume.
- TROPLONG. Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du code, 27 volume.
- VALETTE ET PROUDHON. Cours de code civil.
- VAREILLES-SOMMIERÈS. Une théorie nouvelle sur la rétroactivité des lois, Revue critique de législation et de jurisprudence 1893, p. 444—468, 492—519.
- Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois.
- VAZEILLE. Traité du mariage.
- VILLEY. Précis d'un cours de droit criminel, 1 volum.
- VRAYE ET GODE. Le divorce et la séparation de corps, 2 volume.
- WEISS. Traité théorique et pratique de droit international privé, 7 volume.
- Manuel de droit international privé.
- ZACHARIAE ET MASSÉ ET VERGÉ. Cours de droit, civil français.







## PRESCURTĂRI

al. . . . .	Alineat.
Apel. . . . .	Curtea de Apel.
Art. . . . .	Articolul.
<i>Botoșanii Juridic</i> . . . . .	Revista de drept „Botoșanii Juridic“.
<i>B., Bul., Bul. Cas.</i> . . . . .	Buletinul Curții de Casație.
<i>Bul. C. Apel.</i> . . . . .	Revista de drept „Buletinul Curților de Apel.“
<i>Bul. Trib. Muscel</i> . . . . .	Revista de drept „Buletinul Tribunalului Muscel“
<i>C. Apel.</i> . . . . .	Curtea de Apel.
<i>C. civ.</i> . . . . .	Codul civil.
<i>C. com.</i> . . . . .	Codul comercial Român.
<i>C. J., C. Jud., Curier Jud.</i> . . . . .	Revista de drept „Curierul Judiciar“.
<i>C. p., C. pen.</i> . . . . .	Codul penal Român.
<i>Cas.</i> . . . . .	Inalta Curte de Casație Română
<i>Cas. Fr.</i> . . . . .	Inalta Curte de Casație franceză.
<i>Cas. S. U.</i> . . . . .	Inalta Curte de Casație Română, Secții Unite.
<i>Civ.</i> . . . . .	Codul civil Român.
<i>Civ. Elv.</i> . . . . .	Codul civil elvețian.
<i>Civ. Fr.</i> . . . . .	Codul civil francez.
<i>Civ. Germ.</i> . . . . .	Codul civil german.
<i>Civ. Ital.</i> . . . . .	Codul civil italian.
<i>Civ. Rom.</i> . . . . .	Codul civil Român.
<i>Com.</i> . . . . .	Codul comercial Român.
<i>Const.</i> . . . . .	Constituția României.
<i>Contr. de mar.</i> . . . . .	Contrat de mariaje.
<i>Conv. Jur., Convorbiri Juridice</i> . . . . .	Revista de drept „Convorbiri Juridice“.
<i>D., Dr., Drept.</i> . . . . .	Revista de drept „Dreptul“.
<i>Dr. civ. int.</i> . . . . .	Dreptul civil internațional.
<i>Ed.</i> . . . . .	Ediția.
<i>Fr.</i> . . . . .	Francez.
<i>Gaz. Trib., Gazeta Tribunalului</i> . . . . .	Revista de drept „Gazeta Tribunalului“.
<i>Instr. crim.</i> . . . . .	Instruction crimirale.
<i>J., Jud., Judec.</i> . . . . .	Judecătoria.
<i>Jurisprudența</i> . . . . .	Revista de drept „Jurisprudența“.
<i>Jur. Gen., Jurispr. Gen.</i> . . . . .	Revista de drept „Jurisprudența Generală“.
<i>Jur. Rom., Jurispr. Rom.</i> . . . . .	Revista de drept „Jurisprudența Română“.
<i>Justiția Dobrogei</i> . . . . .	Revista de drept „Justiția Dobrogei“.
<i>Justiția (Craiova)</i> . . . . .	Revista de drept „Justiția Olteniei“.
<i>Justiția (Iași)</i> . . . . .	Revista de drept „Justiția din Iași“.
<i>L. Leg.</i> . . . . .	Legea.
<i>L. Ard.</i> . . . . .	Legea Ardeleană.
<i>L. aut. act.</i> . . . . .	Legea autentificării actelor.
<i>L. jud. oc.</i> . . . . .	Legea judecătorilor de ocazie.
<i>L. p. accel. jud.</i> . . . . .	Legea pentru accelerarea judecăților.
<i>L. timbr.</i> . . . . .	Legea timbrului.
<i>Minor.-tutelle.</i> . . . . .	Minorité-tutelle.
<i>Mon. of.</i> . . . . .	Monitorul oficial.
<i>n.</i> . . . . .	Nota.
<i>No.</i> . . . . .	Numărul.
<i>Ord.</i> . . . . .	Ordonanța.
<i>p.</i> . . . . .	Pagina.
<i>Pag. Jur., Pagini Juridice</i> . . . . .	Revista de drept „Pagini Juridice“.
<i>Pand. Rom.</i> . . . . .	Revista de drept „Pandectele Române“.

PRESCURTĂRI

<i>Pand. Săpt. part.</i>	Revista de drept „Pandectele Săptămânale“.
<i>Pen.</i>	Partea.
<i>Prescr.</i>	Codul penal.
<i>Pr. civ.</i>	Prescription.
<i>Pr. pen.</i>	Codul de procedură civilă Română.
<i>Reg., Regul.</i>	Codul de procedură penală Română.
<i>Reg. act. st. civ.</i>	Regulamentul.
<i>Rép.</i>	Regulamentul actelor de stare civilă.
<i>Req.</i>	Répertoire.
<i>Rev. crit., Revista critică</i>	Casația Franceză, Chambre des requêtes.
<i>Rev. de drept., Revista de drept</i>	Revista de drept „Revista critică“.
<i>Rev. Jud., Revista Judiciară</i>	Revista de drept „Revista de drept“.
<i>S.</i>	Revista de drept „Revista Judiciară“.
<i>S. U.</i>	Secția.
<i>Săptămână Juridică</i>	Secții unite.
<i>Success.</i>	Revista de drept „Săptămâna Juridică“.
<i>Suppl.</i>	Successions.
<i>t.</i>	Supplément.
<i>T., Trib.</i>	Text.
<i>Teleormanul Judiciar</i>	Tribunalul.
<i>Text. belg.</i>	Revista de drept „Teleormanul Judiciar“.
<i>Text. fr.</i>	Textul codului civil belgian.
<i>Text. ital.</i>	Textul codului civil francez.
<i>Tr.</i>	Textul codului civil italian.
<i>Trib. Jur.</i>	Traité.
<i>urm, ur.</i>	Revista de drept „Tribuna Juridică“.
	următoarele.

# CODUL CIVIL

Art. 1—460





# CODUL CIVIL

DECRETAT LA 26 NOEMVRIE 1864. — PROMULGAT LA 4 DECEMVRIE 1864. — PUS ÎN APLICARE LA 1 DECEMVRIE 1865. — CU ULTIMELE MODIFICĂRI DIN 1906 ȘI 1924.

## TITLU PRELIMINAR

Despre efectele și aplicarea legilor în genere.

**Art. 1.** — Legea dispune numai pentru viitor; ea n'are putere retroactivă. (Civ. 304, 624, 1015, 1415, 1589, 1911, 1914; Pr. civ. 739, 742; C. p. 2; Leg. timbr. 100; Leg. agrară 125; Leg. minelor 1 urm.; Civ. Fr. 2).

*Text. fr. Art. 2.* — La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Notă sub Trib. Prahova s. I*, 410 din 7 Iunie 1924, Curier Jud. 37/1924;  
ARSENESCU VALERIU, „*Subsolul și respectarea drepturilor anterior câștigate, sub regimul noii legi a minelor*”, Curier Jud. 17, 18, 19/1925;  
BENDERLI D. G., „*Legea pentru accelerarea judecăților și procesele în curs*”, Justiția Dobrogei 6—7/1925;  
CERBAN AL., *Notă sub C. de Apel Galați s. I*, 210 din 14 Noembrie 1924, Curier Jud. 15/1925;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 9; *Despre ipoteți*, p. 132, 133;  
DJUVARA MIRCEA, *Notă sub Cas. S. U.*, 13 din 11 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 145;  
DUGUIT LÉON, *Notă sub Cas. S. U.*, 13 din 11 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 145;  
GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „*Retroactivitatea legilor*”, p. 172 urm.;  
GHEORGHIU A. XENOFONT, *Notă sub Cas. I*, 2984 din 28 Oct. 1925, Pand. Rom. 1926, I, 56;  
IULIU GEORGE, *Notă sub Cas. III*, 919 din 30 Mai 1922, Pand. Rom. 1925, I, 161;  
JEZE GASTON ȘI LAPRADELLE, A., *Notă sub Cas. S. U.*, 13 din 11 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 145;  
LIBROS EM. PAUL, *Notă sub Cas. S. U.*, 10 din 4 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 71;  
PARASCHIVESCU M., *Rezumat de concluzii sub Cas. S. U.*, 10 din 4 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 1;  
POLITIS N., *Notă sub Cas. S. U.*, 13 din 11 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 145;  
SERBESCU S., *Notă sub Cas. S. U.*, 13 din 11 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 195;  
STAMBULESCU N. ION, *Notă sub Cas. S. U.*, 13 din 11 Iunie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 145; *Notă sub Cas. S. U.*, 10 din 4 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 1;  
VERMEULEN H. JEAN, *Notă sub Trib. Ilfov S. II c. c.*, 1926, Jur. Gen. 1926 No. 551;

### Doctrină

#### Impărțirea materiei

- I. *Caracterile și înțelesul principiului de neretroactivitate a legilor (No. 1-8).*
- II. *Intinderea principiului neretroactivității legilor (No. 9-43).*
  - A. Legi retroactive prin voința legiuitorului (No. 11).
  - B. Legi interpretative (No. 12-15).
  - C. Legi rectificative (No. 16).
  - D. Legi de ordine publică (No. 17-25).
  - E. Legi de organizare și de competență (No. 26-29).
  - F. Legi de procedură și de executare forțată (No. 30-43).



### III. Aplicarea principiului neretroactivității legilor la diversele materii ale dreptului civil (No. 44-132).

- A. Legi privitoare la starea și capacitatea persoanelor (No. 44-64).
- B. Dreptul de proprietate (No. 65-68).
- C. Dreptul de uzufruct (No. 69).
- D. Dreptul de servitute (No. 70-73).
- E. Succesiuni, donațiuni și testamente (No. 74-99).
- F. Quasi-Contracte (No. 100).
- G. Delicte și quasi-delicte (No. 101).
- H. Contracte (No. 102-116).
- I. Convențiuni matrimoniale (No. 117-123).
- J. Contract de împrumut. Dobânzi (No. 124-125).
- K. Contracte aleatorii (No. 126).
- L. Privilegii și ipotecii (No. 127-130).
- M. Prescripția (No. 131-132).

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acceptare, 77, 80.  
 Administrative legi, 20.  
 Adopțiune, 57.  
 Aleatorii contracte, 126.  
 Apel, 36, 37.  
 Aptitudine, a se vedea cuvintele: „Capacitate”, „Starea persoanelor”.  
 Autoritate de lucru judecat, 14, 29, 34.  
 Bune moravuri, 10.  
 Capacitate, a se vedea cuvintele: „Starea persoanelor” și 45, 46, 48, 52, 53, 55, 58, 74, 80, 87-92.  
 Căsătorie, a se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie” și 52-55, 117, 129.  
 Cetățenie, a se vedea cuvintele: „Naționalitate”.  
 Civile drepturi, 48, 49.  
 Civilă materie, 27, 30.  
 Competență, legi de, 10, 26-29.  
 Condamnare penală, 50.  
 Condiție, 91, 92, 111.  
 Confirmare, 116.  
 Conflict de legi, 3, 4.  
 Conservare de drepturi, 39, 68, 128.  
 Consiliu judiciar, 63.  
 Constituție, 11, 18, 19.  
 Contract, 7, 43, 67, 100, 102-116.  
 Contracte aleatorii, 126.  
 Contract de căsătorie, 53 bis, 117-123, 129.  
 Convenții matrimoniale, a se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie”.  
 Cotitate disponibilă, 97, 98, 99.  
 Creditor, 78, 124, 125, 127.  
 Cuasi-contract, 100.  
 Cuasi-delicte, 101.  
 Debitor, 124, 125, 126.  
 Deces, a se vedea cuvintele: „Succesiune”.  
 Delicte, 101.  
 Dispoziții tranzitorii, 8.  
 Divorț, 56, 122, 123.  
 Dobândirea cetățeniei, a se vedea cuvintele: „Naționalitate”.  
 Dobânzi, 124, 125.  
 Donațiuni, 79, 80, 81, 94, 96-99.  
 Dotă, a se vedea cu-

vintele: „Contract de căsătorie”.  
 Dovadă, a se vedea cuvintele: „Probă”.  
 Drept câștigat 5, 7, 29, 35, 38, 45-48, 60, 63, 64, 67, 68, 72, 75, 80, 110, 111, 112, 126, 131.  
 Drepturi civile, 48, 49, 50.  
 Drept condițional, a se vedea cuvintele: „Condițional”.  
 Drept de proprietate, a se vedea cuvintele: „Proprietate”.  
 Drept electoral, 22.  
 Drept eventual, 110.  
 Drept politic, 21.  
 Drept real, 67, 68, 128.  
 Efecte, a se vedea cuvintele: „Contract”, „Contract de căsătorie”.  
 Electoral drept, 22.  
 Eroare, 16.  
 Eventual drept, 110.  
 Executare silită, 41, 42, 43.  
 Exercițare, a se vedea cuvintele: „Contract”, „Drept real”.  
 Expectative, 5, 6.  
 Facultățile persoanelor, a se vedea cuvintele: „Capacitate”, „Starea persoanelor”.  
 Femei, 55 bis, 129.  
 Fidei-comis, 86.  
 Filiațiune, 57, 58, 59.  
 Fiscale legi, 24, 25.  
 Francez, 47, 48.  
 Funcțiuni publice, 21.  
 Hotărîre, 14, 29, 34, 41, 42, 43.  
 Imobile, 120.  
 Impozite, 24.  
 Împărțeață, a se vedea cuvintele: „Partaj”, „Raport”, „Reducțiune”, „Succesiune”.  
 Împrinat, 124, 125.  
 Înscrispțiune, 128.  
 Instrăinare, 121.  
 Interdicție, 63.  
 Interpretare, 9, 15, 85, 105.  
 Interpretative legi, 12-16.  
 Ipotecă, 127, 128, 129.  
 Joc, 126.  
 Legat, a se vedea cuvintele: „Succesiune”, „Testament”.  
 Legi administrative, 20.

Legi constituționale, 18, 19.  
 Legi de competență, 10, 28-29.  
 Legi de ordine publică, 10, 17, 56, 63.  
 Legi de organizare judecătorească, 10, 26, 27.  
 Legi de procedură, 10, 28, 30-33, 40, 109.  
 Legi electorale, 22, 23.  
 Legi fiscale, 24, 25.  
 Legi interpretative, 12-16.  
 Legi politice, 10, 20, 21, 22.  
 Legi rectificative, 16.  
 Legi retroactive, 10, 11.  
 Libertate individuală, 49.  
 Lucruri imobile, 120.  
 Lucruri mobile, 120.  
 Majoritate, 63, 64.  
 Minoritate, 63, 64.  
 Moarte, a se vedea cuvintele: „Succesiune”.  
 Mobile lucruri, 120.  
 Monitorul oficial, 1.  
 Moștenire, a se vedea cuvintele: „Succesiune”, „Testament”.  
 Naționalitate, 47, 48, 51.  
 Naturalizare, a se vedea cuvintele: „Naționalitate”.  
 Neretroactivitate, conflict de legi, 3, 4.  
 Neretroactivitate, înțelesul noțiunii, 2.  
 Nulitate, 88, 89.  
 Ordine publică, 10, 17, 56, 63.  
 Organizare judecătorească, 10, 26, 27.  
 Părintească putere, a se vedea cuvintele: „Putere părintească”.  
 Partaj, a se vedea cuvintele: „Raport”, „Reducțiune”, „Succesiune”, „Testament” și 74.  
 Penală materie, 27, 30, 40, 50.  
 Politice legi, 20, 21, 22.  
 Prescripție, 131, 132.  
 Privilegiu, 127, 130.  
 Probă, 54, 59, 108, 109.

Procedură legi, 10, 28, 30-33, 109.  
 Promulgare, 1.  
 Proprietate, 7, 63, 66.  
 Publicarea legilor, 1.  
 Putere părintească, 60, 61, 62.  
 Quasi-contract, 100.  
 Quasi-delicte, 101.  
 Raport, 93-96.  
 Ratificare, 116.  
 Real drept, 67, 68.  
 Rectificative legi, 16.  
 Reducțiune, 97.  
 Renunțare, 74.  
 Restituirea dotei, 123.  
 Retroactive legi, 10, 11.  
 Revocare, 81, 112, 113.  
 Rezervă, 97, 98, 99.  
 Rezoluțiune, 112-115.  
 Român, 47, 48.  
 Separație de patrimoniul, 78, 122.  
 Servitute, 70-73.  
 Soți, 52, 55, 55 bis, 117.  
 Starea persoanelor, a se vedea cuvintele: „Capacitate” și 44, 45, 47, 52, 57, 58.  
 Stat, 130.  
 Străin, 49.  
 Substituțiune fidei-comisară, 86.  
 Succesiune, a se vedea cuvintele: „Partaj”, „Raport”, „Reducțiune”, „Testament” și 7, 74-78, 82-84, 86, 87, 90, 92-99.  
 Tempus regit actum, 102.  
 Termin de apel, 36, 37.  
 Testament, 6, 74, 82-93, 95-97.  
 Transcripțiune, 103.  
 Tranzitorii dispoziții, 8.  
 Tutelă, 63.  
 Urmărire silită, 41, 42, 43.  
 Uzucapiune, 131, 132.  
 Uzufruct, 61, 62, 69.  
 Vârsta, 53, 63.  
 Vindere-cumpărare, a se vedea cuvintele: „Instrăinare”.  
 Viții, 116.  
 Votarea legilor, 1.

#### I. Caracterele și înțelesul principiului de neretroactivitate a legilor.

1. O lege este obligatorie din momentul ce fiind votată de corpurile legiuitoare, sancționată de șeful statului, și promulgată de puterea executivă, a fost adusă la cunoștința obștească prin publicarea ei în Monitorul Oficial, sau mai exact din momentul când publicațiunea a putut să apară în localitatea în care se află acel contra căruia legea se invoacă. (Nacu, I, p. 38 urm.; Alexandresco, I, p. 74, 75; Matei Cantacuzino, Elementele dreptului civil, p. 24; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 43 urm.).

2. Articolul 2 c. civ. fr. (1 c. civ. rom.) după dispozițiile căruia, legea dispune numai pentru viitor, și nu pentru trecut, trebuie astfel înțeles că legea nu guvernează, în principiu, situațiunile și raporturile ce au avut loc înainte. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois No. 117; Planiol, ed. 6-a I, No. 240, 243; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 47; Matei Cantacuzino, p. 25; Degre, Scrieri Juridice, II, p. 275 urm.; Eugen

Herovanu, *Tratat teoretic și practic de procedură civilă*, I, p. 10).

3. Pentru faptele juridice sau actele, cari prin natura lor, se încheie instantaneu și a căror efecte se realizează în același timp ca și cauza din care rezultă, aplicația art. 2 c. civ. fr. (1 c. civ. rom.) nu prezintă nici o dificultate, de oarece este aplicabilă o singură lege, adică acea care era în vigoare atunci când faptul a avut loc. (Beudant, *Explication du titre préliminaire*, No. 127, p. 132, No. 128, p. 133; Dalloz, *Rép., Suppl., Lois*, No. 124; Mourlon, *Répétitions, écrites*, I, No. 66; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 48; Matei Cantacuzino, p. 26, 27).

4. Pentru faptele juridice sau actele cari nu sunt urmate imediat de realizarea efectelor pe cari le conțin în germene și a căror consecințe se desvoltă în mod succesiv, este posibil un conflict între legea veche și legea nouă dacă același fapt aparține legii vechi prin origina sa și legii noi prin efectele și consecințele sale. (Mourlon, I, No. 66; Dalloz, *Rép., Suppl., Lois*, No. 124; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 49; Matei Cantacuzino, p. 26, 27).

5. În principiu legea nouă poate să modifice și chiar să distrugă simplele expectative, dar nu se poate atinge de drepturile câștigate; dificultatea este însă a se recunoaște când avem aface cu o simplă expectativă și când cu un drept câștigat. (Dalloz, *Rép. Lois*, No. 198; *Suppl., Lois*, No. 125; Mourlon, I, No. 67, 68; Planiol, ed. 6-a, I, No. 241; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 50 urm.; Matei Cantacuzino, p. 27; Degre, *Scrieri Juridice*, II, p. 275; Andrei Rădulescu, *Studii de drept civil*, I, p. 197; *Plastara*, I, p. 42, 43).

6. Expectativele sunt simple speranțe cari, în momentul când legea nouă a devenit obligatorie, nu erau în patrimoniul celui care compta pe ele și cari pot fi distruse prin faptul unui tert cum ar fi de exemplu: dreptul rezultat dintr'un testament, în timpul vieții testatorului. (Mourlon, I, No. 68; Dalloz, *Rép., Lois*, No. 205; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 76, 77; Nacu, I, p. 49; Matei Cantacuzino, p. 27, 28; Andrei Rădulescu, *Studii de drept civil*, I, p. 197; *Plastara*, I, p. 43; A se vedea și trimeterile dela numărul care urmează).

7. Dreptul câștigat este acel cu care suntem deja investiți, care face parte din patrimoniul nostru, pe care un tert nu ni-l poate ridica și pe care îl putem în mod valabil înstrăina; astfel sunt: dreptul de proprietate dobândit în virtutea unei legi, drepturile rezultate dintr'un contract, dintr'o succesiune deschisă etc. (Dalloz, *Rép., Lois*, No. 125; Demolombe, I, No. 40; Laurent, I, No. 153; Comp.: Aubry et Rau, *édit. 5-a*, I, § 30 p. 112 urm.; Huc, I, No. 60; Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, I, No. 131, urm.; Vareilles-Sommières, *Une théorie nouvelle sur la rétroactivité des lois*, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1893 p. 444-

468, 492-519; Planiol, ed. 6-a, I, No. 241; Mourlon, I, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 75, 76, 82; Nacu, I, p. 49; Matei Cantacuzino, p. 27, 28; Degre, *Scrieri Juridice*, II, p. 275; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 13 urm.; *Plastara*, I, p. 43, 45).

8. Câteodată legiuitorul rezolvă prin dispozițiuni tranzitorii dificultățile pe cari le ridică aplicațiunea dispozițiunilor art. 1 c. civ. rom. (2 c. civ. fr.) și fixează măsura în care legea nouă guvernează trecutul. (Dalloz, *Rép., Suppl., Lois*, No. 124; Aubry et Rau, ed. 5, I, § 30, p. 100; Planiol, ed. 6-a, I, No. 263; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 79, 80; Nacu, I, p. 44; Matei Cantacuzino, p. 24; Eugen Herovanu, op. cit. I, p. 21, 30 urm.).

## II. Intinderea principiului neretroactivității legilor.

9. Legile retroactive trebuiesc interpretate din punctul de vedere al retroactivității în cel mai restrictiv sens, dar trebuiesc aplicate la toate speciile cari intră în termenii acestor legi. (Dalloz, *Rép., Lois*, No. 357, 358, 359).

10. Principiul neretroactivității legilor nu este absolut de oarece sunt legi cari au totdeauna putere retroactivă, astfel sunt: legile cărora legiuitorul li-a dat această putere prin o dispozițiune expresă, legile cari fie prin natura lor proprie, fie prin obiectul lor, fie prin considerațiunile cari au determinat legiferarea lor, scapă aplicării principiului, neretroactivității, chiar dacă legiuitorul nu și-a manifestat în mod expres această dorință, legile de organizare judecătorească, de procedură și de competență, legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri, legile politice etc. (Dalloz, *Rép., Lois*, No. 186; *Suppl., Lois*, No. 119; Planiol, ed. 6-a I, No. 249).

A. *Legi retroactive prin voința legiuitorului.* — 11. Legiuitorul poate deroga de la principiul neretroactivității legilor, de altfel ca și de la orice altă dispoziție ne garantată prin Constituție și să creeze legi cu efect retroactiv obligatorii pentru judecătorii cari le aplică, de oarece dreptul care aparține legiuitorului de a face legi cu efect retroactiv, este limitat numai atunci când Constituția garantează un drept cetățenilor și care nu poate fi modificat decât tot de puterea constituantă. (Massé et Vergé, sur *Zachariae*, I, p. 35, § 28, text și nota 5; Dalloz, *Rép. Lois*, No. 184, 186; *Suppl., Lois*, No. 118; Demolombe, I, No. 67; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30 p. 99; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 9 bis; Marcadé, I, art. 2, No. 14; Mourlon, *Répétitions écrites*, I, No. 65; Laurent, I, No. 141, urm.; Beudant, *Explication du titre préliminaire*, No. 131; Berriat-Saint-Prix, *Notes élémentaires sur le Code civil*, I, No. 63; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 138; Huc I, No. 88 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No.



249, 250; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 54; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 79, 80. Nacu, I, p. 41; Matei Cantacuzino, p. 25, 26; Degre, Scrieri Juridice, II, p. 275; Eugen Herovanu, op. cit. I, p. 11; Plastara, I, p. 41, 45).

**B. Legi interpretative.** — **12.** Principiul neretroactivității legilor nu este aplicabil legilor interpretative, adică legilor cari au de obiect de a explica și de a fixa înțelesul obscur sau controversat al unei legi anterioare și părerea după care legile interpretative nu au efect decât pentru viitor este complet părsită. (Toullier, I, No. 81; Dalloz, Rép., Lois, No. 188, 189; Suppl., Lois No. 119; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30 p. 102, nota 9; Mourlon, I, No. 74; Demolombe, I, No. 66; Beudant, Explic. du titre prélim. No. 133, 134; Loqué, Legislation civile, commerciale et criminelle de la France, I, p. 380, art. 2; p. 391 No. 16; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, section 3 § 13; Questions de droit, Chose jugée, § 8 Mailher de Chassat, Traité de la rétroactivité des lois, I, p. 126; Delisle, Principes de l'interprétation des lois, I, § 60; Laurent, I, No. 137; Huc, I, No. 94; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 141; Planiol, ed. 6-a, I, No. 251; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 56; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 84; Nacu, I, p. 44; Plastara, I, p. 41).

**13.** De altfel legiuitorul având puterea de a da unei legi noi efect retroactiv, este indiferent dacă legea este înadevăr interpretativă sau dacă legiuitorul i-a imprimat acest caracter, cu toate că ea statuează în fapt pe cale de dispozițiune nouă. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 119; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 102; Nacu, I, p. 44).

**14.** Dacă o lege interpretativă intervine în cursul unui proces ea este obligatorie pentru judecători, însă dacă înainte intervenirii acestei legi, au avut loc tranzațiuni între părți sau au intervenit hotărâri definitive având putere de lucru judecat, în acest caz legea interpretativă nu-și mai găsește aplicațiunea. (Mourlon, I, No. 74; Dalloz, Rép., Lois, 188; Delisle, op. cit. I, § 60; Beudant, Explic. du titre prélim., No. 136).

**15.** Chestiunea de a se ști dacă o lege nouă este sau nu interpretativă, este o chestiune pură de fapt. (Beudant, Explication du titre prélimin. No. 133).

**C. Legi rectificative.** — **16.** Se asimilează, în general, legilor interpretative, legile rectificative, cari au de obiect de a repara erorile comise într-o lege anterioară. (Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3 § 14; Dalloz, Rép., Lois, No. 194, 195; Supplément, No. 119).

**D. Legi de ordine publică.** — **17.** Principiul neretroactivității legilor nu este aplicabil legilor de ordine publică și de interes general, cari aparțin suveranității statului, pentru motivul că în materiile cari fac obiectul acestor legi, indivizii nu pot să invoace drepturi propriu zise, în-

trucât interesele generale primează interesele lor particulare. (Beudant, Explic. du titre prélim. No. 144 p. 154; Dalloz, Rép., Lois, No. 192; Suppl., Lois No. 123; Huc, I, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 86; Nacu, I, p. 47; Matei Cantacuzino, p. 28; Comp. Aubry et Rau, I, § 30 p. 99, 112; Laurent, I, No. 160 urm.).

**18.** Legile cari privesc organizarea puterilor publice într'un stat, au efect retroactiv, fără a se face distincția între legile constituționale și legile pur organice. (Beudant, Explication du titre prélim. No. 140; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 86; Matei Cantacuzino, p. 25, 26).

**19.** Legile constituționale au efect retroactiv. (Dalloz, Rép., Lois, No. 193; Suppl., Lois No. 120, 121; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30 p. 104; Laurent, I, No. 56; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 86; Nacu, I, p. 42).

**20.** Legile politice sau administrative au efect retroactiv. (Dalloz, Rép., Lois, No. 193; Suppl., Lois, No. 120, 121; Planiol ed. 6-a, I, No. 257; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 86; Nacu, I, p. 42; Comp. Degre, Scrieri Juridice, I, p. 276).

**21.** Legile cari regulează dreptul de a se folosi de drepturile politice sau fixează condițiunile de a ocupa funcțiuni publice au efect retroactiv. (Dalloz, Rép., Lois, No. 120; Nacu, I, p. 42).

**22.** Legile cari guvernează drepturile electorale și care au deci un caracter politic, au efect retroactiv. (Laurent, I, No. 154; Huc, I, No. 56; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 143; Planiol, ed. 6-a, I, No. 25; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 86; Nacu, I, p. 42; Matei Cantacuzino, p. 26).

**23.** Incapacitățile stabilite de legile electorale, din cauza unor condamnățiuni judiciare, se întind atât la condamnările anterioare legilor ce stabilesc aceste incapacități cât și la condamnările suferite posterior. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, 122).

**24.** Scutirile de impozit acordate de o lege, pot fi retrase prin o altă lege. (Laurent, I, No. 157; Nacu, I, p. 42).

**25.** Legile fiscale nu au niciodată putere retroactivă, afară de cazul când ele ar prevedea contrarul. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 84; Comp.: Nacu, I, p. 42).

**E. Legi de organizare și de competență.** — **26.** În ceea ce privește legile de organizare judecătorească și de competență, chestiunea dacă ele au sau nu putere retroactivă este controversată. S-a spus că legea nouă de organizare judecătorească și de competență are efect retroactiv atunci când jurisdicțiunea veche a fost înlăturată și înlocuită prin alta. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 208, 209; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 176; Comp. Nacu, I, p. 46; Degre, Scrieri Juridice, II, p. 279; Tocilescu, Cours de procedură civilă, partea III, p. 7 urm; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 18, 21).

**27.** În cazul când jurisdicțiunea veche a fost păstrată, cu toate că chestiunea este controversată, majoritatea autorilor



și jurisprudenței admite astăzi că legile de organizare judecătorească și de competență au efect retroactiv și guvernează faptele anterioare promulgării acestor legi, chiar dacă s-ar fi făcut oarecare acte de procedură sub vechea lege; această dispozițiune își găsește aplicațiunea atât în materie civilă cât și penală. (Demolombe, I, No. 59; Dalloz, Rép., Lois, No. 348; Suppl., Lois, No. 210, 211; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 6; Planiol, ed. 6-a, I, No. 258; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 55; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 86 urm.).

**28.** După unii autori, legea nouă aducând modificarea competenței, nu se aplică faptelor anterioare promulgării, de cât dacă în momentul intrării sale în vigoare, procesul nu era încă început; însă dacă procesul era deja început, trebuiește aplicată legea veche atât în privința competenței cât și a procedurii. (Merlin, Répertoire, Compétence, § 3; Effet rétroactif, sect. 3, § 7, No. 3; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 213; Demolombe, I, No. 59; Marcade, I, art. 2 No. 12; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, note 14 și 15 p. 105; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 176-1; Varelles-Sommières, op. cit., Revue critique de légis. et de jurispr., 1893 p. 511; Degré, Scrieri Juridice, II, p. 278; Eugen Herovanu, op. cit. I, p. 19).

**29.** După o altă părere, legea nouă modificând competența, se aplică faptelor anterioare promulgării ei, dacă nu a intervenit o hotărâre definitivă, căci nu poate fi vorba în această materie de drepturi câștigate în profitul părților în litigiu, decât atunci când s-a pronunțat o hotărâre definitivă. (Le Sellyer, Compétence et organisation des tribunaux, I, No. 605, p. 673; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 213; Trébutien, Cours de droit criminel, ed. 1-a, p. 85; Blanche, Etudes pratiques sur le Code pénal, I, No. 38; Comp. Nacu, I p. 45 urm.; Eugen Herovanu, op. cit. I, p. 19).

**F. Legi de procedură și de executare forțată.** **30.** În ceea ce privește legile de procedură, după părerea care a prevalat în doctrină și în jurisprudență, atât în materie civilă cât și penală, ele au efect retroactiv, de oarece în lipsă de dispozițiuni speciale, în lege, ele se aplică imediat actelor ce se fac după intrarea legilor în vigoare, chiar când ele derivă din fapte juridice anterioare, nimeni neputând avea un drept câștigat în privința formelor pe cari legiuitorul le edictează pentru a asigura o mai bună distribuție a justiției indiferent dacă instanța este sau nu angajată. (Merlin Répertoire, Compét § 3; Effet rétroactif sect. 3 § 7; Marcadé art. 2 No. 12; Dalloz, Rép., Lois, No. 335; Suppl., Lois, No. 199, 200; Demolombe, I, No. 59; Mourlon, I, No. 72; Laurent, I, No. 231; Beudant, Explicat. du titre prélim., No. 141 p. 143, 149; Huc, I, No. 55, 83; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 177; Planiol, ed. 6-a, I, No. 248, 258;

Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 55; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 86 urm.; Nacu, I, p. 44; Tocilescu, Cours de procedură civilă, partea III, p. 7 urm.; Eugen Herovanu, op. cit. I, p. 22; Plastara, I, p. 44).

**31.** Actele de procedură făcute însă sub legea veche, sunt valabile și nu pot fi atinse de o lege de procedură posteroară. (Dalloz, Rép., Lois, 336 urm.; Suppl., Lois, No. 199; Planiol, ed. 6-a I, No. 248; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 55; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 87, 88; Matei Cantacuzino, p. 26; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 22, 23).

**32.** După o a doua opinie, care nu a prevalat, este de ajuns ca primele acte de procedură să fi fost făcute sub imperiul vechei legi, pentru ca toate celelalte ce urmează să fie guvernate de aceeași lege, iar nu de legea nouă care modifică procedura. (Meyer, Principes sur les questions transitoires, p. 29, 30, 43; Dalloz, Rép., Lois, No. 336; Suppl., Lois, No. 199; Degre, Scrieri Juridice, II, p. 277).

**33.** După o a treia opinie, dacă este exact în principiu că legile de procedură au efect retroactiv, atunci însă când pricina se găsea introdusă și judecată la prima instanță, în momentul când intervine o modificare a legislației, hotărârea obținută constituie un drept câștigat pentru părți și ele pot deci urmări desăvârșirea judecării conform legii de procedură în vigoare când hotărârea a fost pronunțată, fără a li se putea aduce vreo atingere în drepturile lor prin aplicarea dispozițiilor procedurale din legea nouă (Garraud, Traité théorique et pratique du droit pénal français, ed. 3-a, I, No. 160 urm.; Garraud, Précis de droit criminel, ed. 9-a, p. 99, 100; Chauveau et F. Hélie, Théorie du code pénal, ed. 5-a, I, No. 34; Villey, Précis de droit criminel, p. 65; Huc, I, No. 55).

**34.** Legile noi de procedură care se aplică faptelor anterioare promulgării lor, chiar când instanța este începută, nu pot fi întinse la instanțele deja terminate prin o hotărâre definitivă. (Vraye et Gode, Le divorce et la séparation de corps, ed. 2-a, II, No. 881; Dalloz, Rép., Suppl. Lois No. 202; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 86, 87).

**35.** Cu toate că în principiu legile sunt neretroactive, o lege nouă poate regula formele după care va trebui să se procedeze la exercitarea unui drept câștigat înaintea acestei legi. (Dalloz, Rép., Absence, No. 658; Lois No. 339).

**36.** Dreptul de a face apel, recurs etc. precum și termenul lor sunt guvernate de legea de procedură sub imperiul căreia a fost pronunțată hotărârea iar nu de legea în vigoare, în momentul notificării hotărârii. (Dalloz, Rép., Appel civil, No. 893; Lois, No. 346; Suppl., Appel civil No. 160; Lois, No. 204; Chauveau sur Carré, Lois de la procédure civile et commerciale, Question 1552 bis; Dutruc Supplément aux lois de la procédure civile et com-



merciale, Appel, No. 109; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 19, p. 107; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 177; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 89; Matei Cantacuzino, p. 26; Degre, Scrieri Juridice, II, p. 277; Eugen Herovanu, op. cit. I, p. 24, 25).

**37.** Cu toate că o lege nouă de procedură nu poate aduce atingere dreptului de apel și termenului său fixat de legea veche sub imperiul căreia sa pronunțat o hotărâre totuși formalitățile prescrise pentru introducerea apelului sunt guvernate de legea de procedură în vigoare în momentul introducerii apelului. (Daloz, Rép., Suppl., Lois, 205; Eugen Herovanu, op. cit. I, p. 23).

**38.** Deși legile de procedură și de construcție sunt în principiu retroactive, acest principiu nu se poate aplica atunci când ar aduce atingere unui drept câștigat, cum ar fi în cazul când legea nouă ar stabili nulități sau căderi care nu existau în legea veche. (Daloz, Rép., Suppl., Lois, No. 204).

**39.** Legile noi prescriind oarecare formalități pentru conservarea unui drept, se aplică și drepturilor născute sub imperiul unei legislații care nu cerea aceste formalități. (Mailher de Chassat, op. cit., I, p. 205 urm.; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 3, art. 3. No. 11; Demolombe, I, No. 60 urm.; Laurent, I, No. 218 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 159 urm.; Chauveau sur Carré, Lois dela procédure civile et commerciale, I, p. 273, No. 521).

**40.** În materie penală, principiul de neretroactivitate a legilor nu se aplică legilor cari creează forme noi de instrucție și de judecată. (Laborde, Cours de droit criminel, ed. 2-a, No. 68-73; Daloz, Rép., Lois, 199, 200, 340; Molinier-Vidal, Traité théorique et pratique de droit pénal, I, p. 241 urm.; Beudant, Explic. du titre prélim. No. 141; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30 p. 106; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 23).

**41.** Legile privitoare la căile de executare forțată sunt retroactive, ele guvernând urmărirea făcută sub imperiul lor, chiar atunci când obligația, sau hotărârea a cărei executare se cere, a luat naștere sub imperiul unei legi anterioare. (Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 10, No. 1; Daloz, Rép., Lois, 361; Suppl. Lois, 217; Beudant, Explic. du titre prélim. No. 141; Demolombe, I, No. 59; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, notele 26-31, p. 110, 111; Laurent, I, No. 227 urm.; Huc, I, No. 83; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 178; Nacu, I, p. 44; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 22).

**42.** Căile de executare autorizate de o lege veche, nu pot avea aplicațiunea chiar pentru obligațiunile contractate sub imperiul acestei legi, atunci când o lege nouă le-a înlăturat. (Laurent, I, No. 229; Daloz, Rép., Suppl. Lois, No. 219; Aubry

et Rau, ed. 5-a, I, § 30, note 26, p. 110; Eugen Herovanu, I, p. 24, 25).

**43.** Legea care introduce forme noi de executare, nu este aplicabilă contractelor sau hotărârilor anterioare ei, în cazul când se prevede în cuprinsul ei o dispozițiune formală care le exceptează de la aplicațiunea sa. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 27, p. 110; Daloz, Rép., Contrainte par corps No. 395; Lois, No. 364; Supplément, Lois No. 218).

### III. Aplicarea principiului neretroactivității legilor la diversele materii ale dreptului civil.

*A. Legi privitoare la starea și capacitatea persoanelor.* — **44.** Este de principiu că legile cari regulează starea persoanelor au efect retroactiv în înțelesul că ele guvernează pe indivizii din momentul promulgării lor. (Demolombe, I, No. 45; Daloz, Rép., Lois, No. 208; Suppl., Lois, No. 128; Laurent, I, No. 169 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 144 urm.; Degré, Scrieri Juridice, II, p. 276; Comp. Delvincourt, Cours de Code civil, I, p. 7, nota 2; Duranton, I, No. 50; Chabot, Questions transitoires sur le code civil, Autorisation maritale, § 1; Proudhon, Traité de l'état des personnes, I, p. 13, 14; Grenier, Donations, I, p. 296; Huc, I, No. 59; Plastara, I, p. 46).

**45.** Nu trebuie să se confunde însă starea propriu zisă a persoanelor cu facultățile sau aptitudinile cari nu sunt decât consecința și cari constituiesc capacitatea persoanelor; starea persoanelor nu se poate schimba și constituie un drept câștigat, legea nouă asupra stării persoanelor nu le poate lipsi de această situațiune pe care judecătorii cheamați a face aplicațiunea legii noi, trebuiesc să o respecte de oarece este îrevocabilă. (Demolombe, I, No. 41; Daloz, Rép., Suppl. No. 128; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, text și nota 20, p. 108; Huc, I, No. 66; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 144; Nacu, I, p. 57; Comp. Laurent, I, No. 172; Plastara, I, p. 43).

**46.** Capacitatea persoanelor constă în oarecare facultate sau aptitudine cari permit unei persoane să facă anumite acte, și o lege nouă poate să modifice sau să înlătore aceste facultăți, cari cât timp nu au fost executate, nu pot fi considerate ca drepturi câștigate; se exceptează însă cazul când exercițiul acestor facultăți s-a manifestat prin acte făcute sub legea veche și cari rămân valabile chiar sub legea nouă care modifică sau înlătură autorului acestor acte capacitatea de care se bucura sub legea veche. (Aubry et Rau, I, § 30, nota 20 p. 108; Daloz, Rép., Suppl. No. 128; Demolombe, I, No. 45; Laurent, I, No. 169 urm.; Huc, I, No. 63; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 147; Comp.: Vareilles-Sommières, op. cit., Revue critique de legisl. et de jurispr.



1893 p. 467, 468, 499, 500, 512, 513, Laurent, I, No. 182; Nacu, I, p. 54 urm.; Plastara, I, p. 43).

**47.** Starea persoanelor fiind imutabilă și constituind un drept câștigat, se decide că, odată câștigată conform legii, calitatea de francez (sau cea de român) ea nu poate fi ridicată prin o lege nouă care schimbă condițiunile sub care se dobândește această calitate; însă dacă cineva făcuse cerere pentru dobândirea acestei calități și între timp intervine o lege nouă care schimbă condițiunile de dobândire, acea lege își găsește aplicațiunea. (Beudant, Explic. du titre prélimin., No. 129; Dalloz, Rép. Lois, No. 210; Suppl., Lois, No. 130; Vareilles-Sommières. op. cit., Revue critique, 1893, p. 497; Mailher de Chassat, Traité de la rétroactivité des lois, I, p. 203 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30 p. 112; Demolombe, I, No. 41; Laurent, I, No. 171 urm.; Huc, I, No. 62; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 145; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 90; Nacu, I, p. 57).

**48.** Drepturile civile însă, cari sunt atașate calității de francez (sau de român) pot fi restrânse prin o lege nouă, de oarece ele sunt supuse, ca toate facultățile care constituiesc capacitatea persoanelor, puterii suverane a legiuitorului, cât timp nu au dat naștere la acte a căror aducere la îndeplinire, le transformă în drepturi câștigate. (Duvergier sur Toullier, I, No. 81, nota, p. 60; Mailher de Chassat, Traité de la rétroactivité des lois, I, p. 205; Dalloz, Rép., Lois, No. 211; Suppl., Lois, No. 130).

**49.** O lege nouă poate să modifice drepturile conferite străinilor într-o țară, de oarece aceste drepturi rezultă din o concesiune a legiuitorului, cu condiție însă ca să nu se aducă atingere libertății lor individuale sau bunurilor lor. (Dalloz, Rép., Lois, No. 212; Suppl., Lois, No. 137).

**50.** O lege nouă poate să restituie drepturile civile unor indivizi cari le-au perdut prin faptul unei condamnări penale. (Dalloz, Rép., Lois, No. 214; Suppl., Lois, No. 138).

**51.** O lege care ar schimba condițiunile necesare pentru a putea obține naturalizarea, se aplică tuturor persoanelor cari nu ar fi obținut naturalizarea sub legea veche. (Laurent, I, No. 171; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 90, 91).

**52.** O lege nouă nu poate să modifice starea soților, însă poate schimba capacitatea lor; prin urmare dacă după legea sub care o căsătorie a fost contractată, ea este valabilă sau nulă, ea rămâne neschimbată cu toate că legea nouă ar fi prevăzut oarecari modificări. (Duvergier sur Toullier, Droit civil français, I, p. 55, 62; Dalloz, Rép., Lois, No. 217; Suppl. Lois, No. 139; Beudant, op. cit., No. 129; Vareilles-Sommières. op. cit., Revue critique, 1893, p. 498; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 2, art. 5, No. 2; Au-

bry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 35, p. 113; Moulon, I, No. 69 bis.; Demolombe, I, No. 41; Laurent, I, No. 175, Huc, I, No. 65; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 145; Planiol, ed. 6-a, I, No. 260; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 90).

**53.** Condițiunile căsătoriei sunt guvernate de legea nouă. Dacă de exemplu, s-ar promulga o lege care ar mări vârsta la care se poate cineva căsători, de la data promulgării acestei legi, cei cari voesc să se căsătorească trebuie să aibă vârsta cerută de această lege. (Moulon, I, No. 69 bis; Laurent, I, No. 173).

**54.** Dovada căsătoriei trebuie făcută în conformitate cu legea sub care a fost săvârșită. (Dalloz, Rép., Lois, No. 250; Mariage, No. 588).

**55.** Capacitatea personală a soților este fixată de legea nouă de oarece această capacitate este o consecință a căsătoriei după cum a fost organizată de legiuitor. (Dalloz, Rép., Contrat de mariage, No. 2055; Lois, No. 218, 219; Mariage, No. 791, 804, 861; Duranton, I, No. 34; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 2, art. 5, No. 3; Chabot, Questions transitaires, Autorisation maritale, No. 1; Mailher de Chassat, op. cit., I, p. 217; Duvergier sur Toullier, I, No. 62; Demolombe, I, No. 44; Laurent, I, No. 175; Planiol, ed. 6-a, I, No. 260; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 91; Nacu, I, p. 54).

**55 bis.** Drepturile femeii în cece privește bunurile sale, sunt guvernate de legea în vigoare în momentul când s-a încheiat contractul de căsătorie. (Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 2, art. 5, No. 2; Dalloz, Rép., Lois, No. 218; Suppl., Lois No. 141; Mailher de Chassat, op. cit., I, 217; Duvergier sur Toullier, I, p. 55; Duranton, I, No. 53; Aubry et Rau, ed. 5-a I, § 30, nota 25, p. 109; Laurent, I, No. 175 urm.; Huc, I, No. 65; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 148).

**56.** Legile privitoare la despărțenie, interesează ordinea publică și au efect retroactiv; prin urmare dacă o lege nouă ar desființa astăzi despărțenia, soții nu ar mai avea dreptul să divorțeze cu toate că legea existentă în momentul căsătoriei lor o permitea. (Beudant, I, p. 135; Laurent, I, No. 180; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 92; Nacu, I, p. 47).

**57.** O lege nouă nu poate să modifice starea persoanelor rezultând din filiația legitimă, naturală sau adoptivă, astfel cum a fost dobândită sub imperiul legii vechi. (Aubry et Rau., ed. 5-a, I, § 30, text și nota 36, p. 113, 114; Dalloz, Rép. Lois No. 227, 229, 230; Paternité, No. 735; Supplément, Lois, No. 148; Chabot, op. cit., Enfants naturels; Mailher de Chassat, op. cit., I, p. 251; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 145; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 90; Nacu, I, p. 57).

**58.** O lege nouă însă poate modifica capacitatea adică prerogativele, facultățile sau avantajele care sunt atașate stării



persoanelor, rezultând din filiațiune. (Daloz, Rép., Droits civils No. 496; Lois No. 228, 229, 230; Supplément, Lois No. 148; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 90).

**59.** Proba filiațiunii și modurile de probă sunt în principiu guvernate după legea veche. (Daloz, Rép., Paternité et filiation No. 205, 208, 339; Suppl. Lois, No. 148; Comp.: Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 2, art. 8, No. 3; Chabot, Questions transit. sur le code civil, Enfants naturels; Mailher de Chassat, op. cit., I, p. 256 urm.; Demolombe, I, No. 42; Aubry et Rau, ed. 5-a I, § 30, nota 36, p. 113, 114; Huc, I, No. 66; Meyer, Principes sur les questions transit. p. 206, 207; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 145; Laurent, I, No. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 94).

**60.** Legea care modifică dreptul puterii părintești are efect retroactiv, de oarece puterea părintească este stabilită într'un scop de utilitate socială și nu poate fi vorba în această materie de drepturi câștigate. (Merlin, Rép., Effet rétroactif, sect. 3, § 2, art. 8, No. 1 urm.; Daloz, Rép., Lois, No. 234, 235; Suppl., Lois, No. 149; Duranton, I, No. 55; Mailher de Chassat, op. cit., I, No. 259, 261; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 109; Demolombe, I, No. 43; Laurent, I, No. 187 urm.; Huc, I, No. 64, 65; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 148; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 91; Nacu, I, p. 58).

**61.** O lege nouă care suprimă dreptul de putere părintească, are efect imediat și face să înceteze uzufructul legal al părinților. (Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 2, art. 8 No. 4; Usufruit paternel, § 5 No. 7; Daloz, Rép., Lois, No. 237; Mailher de Chassat, op. cit., I, p. 245; Duranton, I, No. 55; Delisle, Principes de l'interprétation des lois, art. 1, p. 221; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30 p. 115; Laurent, I, No. 189; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 146; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 93).

**62.** O lege nouă care stabilește uzufructul legal în favoarea părinților își are aplicația imediat după promulgarea ei. (Merlin, op. cit., Effet rétroactif, sect. 3, § 2, art. 8, No. 4; Daloz, Rép., Lois, No. 238; Laurent, I, No. 189; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 115; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 146; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 93).

**63.** Legile noi privitoare la majoritate, minoritate, tutelă, interdicție, consiliu judiciar, sunt de ordine publică și se aplică imediat chiar situațiunilor anterioare promulgării, însă actele îndeplinite sub imperiul legelor precedente rămân valide. Prin urmare o lege care micșorează sau mărește vârsta majorității, își capătă imediat aplicațiunea așa încât face major deplin drept pe acel care era minor în momentul promulgării ei sau face să reintre în tutela pe indivizii majori cari în momentul promulgării legii

nu atinseseră vârsta cerută de noua lege. (Duranton, I, No. 55; Mailher de Chassat, op. cit., I, 245 urm.; Proudhon, Traité de l'usufruit, No. 2018; Daloz, Rép., Lois, No. 239, 240; Suppl., Lois, No. 150; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect., 3, § 2, art. 9 No. 1; Meyer, op. cit., p. 96; Mourlon, I, No. 69 bis.; Demolombe, I, No. 45; Marcadé, art. 2 No. 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 108; Laurent, I, No. 182 urm.; Huc, I, No. 63, 64, 65; Baudry et Houques-Fourcade, I, 148; Planiol, ed. 6-a, I, No. 260; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 92, 93; Nacu, I, p. 57; Plastara, I, p. 43).

**64.** Inșă actele făcute de major care redevine minor, rămân valabile. (Mourlon, I, No. 69 bis.; Laurent, I, No. 186; Huc, I, No. 64; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 146 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 92, 93; Plastara, I, p. 43).

**B. Dreptul de proprietate. — 65.** Chestiunea dreptului de proprietate este guvernată după legea care exista în momentul constituirei acestui drept. (Demolombe, I, No. 46; Daloz, Rép., Obligations, No. 5024; Huc, I, No. 67; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 150 urm.; Comp.: Nacu, I, p. 43, 58).

**66.** Dacă dreptul de proprietate în sine nu poate fi ridicat, legiuitorul poate însă modifica exercițiul acestui drept de oarece regulile relative la exercițiul dreptului de proprietate sunt create în scopul de a garanta fiecăruia acest drept. (Nacu, I, p. 58).

**67.** O lege nouă nu poate avea efect retroactiv și să guverneze raporturile contractuale născute înaintea promulgării ei și pentru executarea cărora nu au putut să aibă în vedere decât legile în vigoare în momentul contractării, deși în principiu natura unui bun se regulează după legea nouă.

Deasemenea o lege nouă nu poate să aducă atingere existenței unui drept real ce există în momentul promulgării ei, căci s-ar nesocoti principiul drepturilor câștigate. (Beudant, Explicat. du titre prélim., No. 129; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 150, 151; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 119; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 95).

**68.** Exercițiul, modul de folosință și conservarea unui drept sunt guvernate de legea nouă, respectându-se actele deja făcute sub legea veche. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 152, 153; Daloz, Rép., Lois, No. 263; Actions possess., No. 503; Suppl., Lois No. 263; Comp.: Laurent, I, No. 149, 162, 217 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, text și nota 67; Huc, I, No. 168; Demolombe, I, No. 60; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect., 3, § 3 No. 11; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 96).

**C. Dreptul de uzufruct. — 69.** Efectele și durata unui drept de uzufruct sunt guvernate de legea care exista în momentul constituirei acestui drept. (Mailher de Chassat, Traité de la rétroactivité des lois, I, p. 275; II p. 232 No. 14; Daloz, Rép., Lois, No. 259, 264; Louage, No. 63;



Usufruit, No. 76, 125, 259, 264; Proudhon, Cours de droit français, I, p. 40; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 97).

**D. Dreptul de servitute.** — **70.** O lege nouă nu poate să aducă atingere unui drept de servitute convențională care rămâne guvernat de legea sub care s-a constituit acel drept, în virtutea principiului după care o lege nouă nu poate aduce atingere unei obligațiuni născute dintr'un contract care a fost încheiat înaintea acestei legi prin acordul voinței părților contractante. (Daloz, Rép., Lois, No. 313).

**71.** În ceea ce privește contestațiunile privitoare la servituțile legale, trebuie aplicată legea nouă din momentul contestației, de oarece aceste servituți fiind simple facultăți acordate prin lege, legiuitorul le poate stabili, modifica sau chiar suprima. (Daloz, Rép., Lois, No. 313; Servitute, No. 458, 473; Suppl., Lois No. 184; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30 p. 116; Nacu, I, p. 59).

**72.** În materie de servituți legale, principiul neretroactivității legilor, neaplicabile simplelor facultăți care nu fuseseră încă executate în momentul promulgării legii noi, trebuie din contră să-și primească aplicațiunea pentru faptele legal îndeplinite sub imperiul vechei legi de oarece când o simplă facultate a fost executată ea se transformă într'un drept câștigat. (Locré, Esprit du Code civil, VII, 468; Daloz, Rép., Servitute, No. 805; Suppl., Lois, No. 184, 186, 187; Servitute, 270; Duranton, V, No. 316, 318; Féraud-Giraud, Traité des voies rurales, No. 802; Demolombe, XII, No. 422; Laurent, VIII, No. 118; Huc, I, No. 71; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 153; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 96).

**73.** Într'o altă opinie se spune că, servituțile legale, dispar cu începere de la promulgarea unei legi noi, cari nu le mai prevede, cu toate că acele servituți fuseseră exercitate sub legea sub care fuseseră constituite. (Chabot, Questions transitoires, Servitudes; Pardessus, Traité des servitudes, II, p. 352 urm.; Toullier, III, No. 559, nota 2; Aubry et Rau, ed. 5-a I, § 30 p. 116).

**E. Succesiune, donațiuni și testamente.**

**74.** Legea nouă sub care s-a deschis o succesiune, guvernează capacitatea de a testa, vocația și capacitatea de a veni la o succesiune, precum și ordinea succesorală. (Daloz, Rép., Lois, No. 323; Marriage, No. 211; Successions No. 201, 205, 206, 207; Suppl., Lois, No. 192; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 6, No. 1; Taulier, Théorie du Code civil, I, p. 63; Mourlon, I, No. 69 bis.; Demolombe, XII, No. 47; Demante et Colmet de Sauterterre, I, No. 9 bis.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, text și nota 39 bis, p. 115; Laurent, I, No. 235 urm.; Huc, I, No. 84; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 162, 164; Pianol, ed. 6-a, I, No. 247; Alexandresco, ed.

2-a, I, p. 97, 99; Nacu, I, p. 60; Matei Căntacuzino, p. 28; Plastara, I, p. 43, 44).

**75.** O lege posterioară deschiderei succesiunii, nu ar putea aduce atingere drepturilor câștigate de moștenitorii cari aveau dreptul la acea succesiune deschisă sub legea veche. (Mailher de Chassat, op. cit., II, p. 195, 198, 200; Dallez, Rép., Lois, 329, 330, 331, 332; Merlin, op. cit., sect. 3, § 6, No. 3, 4, 5, 6; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 97; Plastara, I, p. 43, 44).

**76.** O lege care creează noi moștenitori sau care majorează drepturile moștenitorilor instituiți prin legea veche, se aplică din momentul promulgării sale, tuturor celor cari au interes s-o invoace. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 547; Successions, No. 275; Supplément, Lois, 193; Brédier, Commentaire de la loi du 9 Mars 1891, p. 37 urm.).

**77.** O lege nouă guvernează formele de acceptare și renunțare la o succesiune precum și cele de lichidare a partajului, cu toate că succesiunea s-a deschis sub o lege anterioară. (Daloz, Rép., Lois, No. 333; Successions, No. 591, 608, 619, 971, 1837, 1841, 1849; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 98, 99).

**78.** Legea care guvernează și determină persoanele cari au dreptul a cere separația de patrimoniu în materie de succesiune, și efectele acestui beneficiu, este aceea existentă în momentul deschiderei succesiunii. (Laurent, I, No. 242; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 98).

**79.** În ceea ce privește condițiunile de fond ale donațiunilor între vii irevocabile, ele sunt guvernate de legea care este în vigoare în momentul perfecțiunii donațiunilor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 123, 124; Daloz, Rép., Dispositions entre vifs et testam., No. 1444; Demolombe, I, No. 51; Demante et Colmet de Sauterterre, I, No. 9 bis, X; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 165).

**80.** Capacitatea donatorului și a donatarului este guvernată de legea care există în momentul când donațiunea se perfectează, adică atunci când este acceptată de către donatar; deci dacă ar interveni o lege nouă care ar modifica capacitatea donatorului sau donatarului, ea ar fi aplicabilă donațiunilor cari nu ar fi perfecte, dar nu s-ar putea aplica celor care s-ar găsi perfecte în momentul promulgării ei. (Demolombe, I, No. 51; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 162; Merlin, Répertoire, Conventions matrimoniales, § 1; Toullier, V, No. 95, 96; Proudhon, Des personnes, I, p. 20; Chabot, Questions transitoires, Donations, § 3; Mailher de Chassat, op. cit., I, p. 365; Duranton, I, No. 56; VIII, 165, 223, 420; Grenier, op. cit., I, No. 138, 138 bis; Mourlon, I, 69 bis.).

**81.** Revocarea donațiunilor va fi guvernată de legea care era în vigoare în momentul facerii lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 107).



**82.** Condițiunile de formă ale unui testament sunt guvernate de legea în vigoare din momentul facerii testamentului; legea din momentul deschiderii succesiunii nu poate influența asupra validității unui testament făcut după formele cerute de legea din momentul confecționării lui. (Chabot, Questions transitoires, Testament, § 1; Dalloz, Rép., Lois, No. 314; Suppl., Lois, No. 189; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 5; Questions de droit, Testament, § 12; Duranton, I, No. 68; Toullier, III, partea I, ed. 6-a, No. 382; Demolombe, I, No. 49; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 101; Laurent, I, No. 202; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 173; Planiol, ed. 6-a, I, No. 247; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 100, 101, 109, 110, 111; Nacu, I, p. 52; Matei Cantacuzino, p. 28; Comp. Plastara, I, p. 44).

**83.** Condițiunile de fond, intrinsece, ale dispozițiilor unui testament sunt guvernate de legea în vigoare din momentul deschiderii succesiunii. (Dalloz, Rép., Dispos. entre vifs et testam. No. 589, 649, 677, 2483; Lois, No. 320; Suppl., Lois No. 191; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 165; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 101).

**84.** Un testament nul, în ceea ce privește condițiunile de formă, după legea în vigoare din momentul facerii sale, nu poate fi declarat valid cu toate că aceste condițiuni ar fi îndeplinite după legea nouă în vigoare din momentul deschiderii succesiunii. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 163; Dalloz, Rép., Lois, No. 315; Suppl., Lois, No. 189; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 664 p. 94).

**85.** Pentru interpretarea voinței testatorului trebuie luată în considerație legea în vigoare din momentul facerii testamentului. (Dalloz, Rép., Biens, 251; Lois, 319; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 102).

**86.** Valabilitatea unui testament cuprinzând o substituție fidei comisară este guvernată de legea în vigoare în momentul deschiderii succesiunii. (Chabot, Questions transitoires, Substitution, § 2; Dalloz, Rép., Suppl., Substitutions, No. 203; Demolombe, I, No. 49; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 56, p. 124; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 9 bis, XI, p. 48; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 165; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 101; Nacu, I, p. 56, 57).

**87.** Capacitatea testatorului de a dispune de bunurile sale, este guvernată atât de legea care exista în momentul facerii testamentului cât și de cea în vigoare în momentul decesului său. (Dalloz, Rép. Disposit. entre vifs et testam. No. 488; Suppl. Dispos. entre vifs et testam., No. 173; Grenier, Donations, I, No. 139, 141; Delvincourt, II, p. 193; Merlin, Répertoire, Testament, sect., I, § 6; sect. 2, § 4; Delisle, Traité de l'interprétation des lois, I, p. 275 urm.; Chabot, Questions transitoires sur le code civil, Testament, § 1, 4; Duranton, I, No. 62; IX, No. 17;

Toullier, V, No. 86 urm.; Demolombe, I, No. 49; Laurent, I, No. 238; Huc, I, No. 85; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 163; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 99; Nacu, I, p. 55).

**88.** Dacă intervine o lege nouă care declară capabilă pe o persoană care făcuse un testament sub legea care o declarase incapabilă, testamentul rămâne mai departe nul. (Merlin, Répertoire, Testament, sect., 1 § 6; Dalloz, Rép., Lois, No. 316; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 99; Nacu, I, p. 55, 56; Contra: Meyer, Principes sur les questions transitoires, p. 179).

**89.** Legea care restituie testatorului capacitatea pe care o avea în momentul facerii testamentului, și pe care o lege intermediară i-o ridicase, redă validitate testamentului. (Dalloz, Rép., Disposit. entre vifs et testament. No. 419, 667; Lois, No. 317, 320).

**90.** Capacitatea legatarilor de a primi bunurile testate este guvernată de legea în vigoare din momentul deschiderii succesiunii. (Merlin, Répertoire, Légataire, § 3, No. 1; Dalloz, Rép., Disposit. entre vifs et testam., No. 491; Lois, No. 320; Suppl., Dispos. entre vifs et testam., No. 174; Delvincourt, II, p. 412; Poujol, art. 906, No. 6; Rolland de Villargues, Répertoire, Testament, No. 76; Co'n-Delisle, art. 906 No. 9; Chabot, Questions transitoires, II, § 6; Duranton, I, No. 63; VIII, No. 232; Toullier, V, No. 90; Demolombe, I, No. 51; XVIII, No. 715; Marcadé, art. 906, No. 498; Aubry et Rau ed. 4-a, VII, § 650, nota 10, p. 46; Laurent, I, No. 236; Huc, I, No. 84; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 162; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 100; Matei Cantacuzino, p. 28, 29).

**91.** În privința capacității legatarului condițional, într-o părere, se spune că este guvernată de legea în vigoare din momentul îndeplinirii condițiunii. (Toullier, III, partea I, No. 91 urm.).

**92.** Într-o altă părere, care asimilează legatul condițional cu legatul pur și simplu, se spune că ea este guvernată de legea care există în momentul deschiderii succesiunii. (Demolombe, I, No. 49; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 162; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 100).

**93.** Cu toate că o lege nouă sub imperiul căreia s-a deschis o succesiune stabilește asupra raportului succesoral, dispozițiuni diferite de acele prevăzute de o lege anterioară, voința defunctului testator trebuie respectată când el și-a manifestat în mod formal intențiunea de a-l supune la raport sau de a-l dispensa de raport, pe acel dintre moștenitori în profitul căruia a testat, afară numai dacă legea nouă nu impune în mod imperativ și absolut, obligația de raport, fără a permite testatorului să facă această dispensă. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 194; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a I, § 30, p. 124; Laurent, I, No. 245 urm.; A-



lexandresco, ed. 2-a, I, p. 104; Nacu, I, p. 60, 61).

**94.** Obligația de raport, în privința donațiilor între vii, în cazul când donatorul nu și-a exprimat intenția cu privire la raport, se guvernează după legea în vigoare în momentul când s-a făcut donațiunea, iar nu după legea în vigoare în momentul deschiderii succesiunii, afară numai dacă, legea nouă nu impune în mod imperativ și absolut, obligația de raport. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs et testam., No. 613; Lois, No. 295; Successions, No. 1019, 1022, 1116; Supl., Lois, No. 194; Demolombe, I, No. 49; Laurent, I, No. 245 urm.; Comp. Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 102, 103).

**95.** Obligația de raport, în privința liberalităților testamentare, în cazul când testatorul nu și-a exprimat intenția cu privire la raport, se guvernează după legea în vigoare în momentul deschiderii succesiunii. (Chabot, Questions transitoires, sur la Code civil, Rapport à succession, p. 18, 19; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 194; Demolombe, I, No. 49; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, text și nota 61, p. 126; Laurent, I, No. 248; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 166; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 104).

**96.** După o altă părere, legea nouă din momentul deschiderii succesiunii se aplică totdeauna raportului donațiilor între vii, legatelor și altor liberalități revocabile. (Poujol, Traité des donations, art. 843, No. 7; Dalloz, Rép., Lois, No. 295; Grenier, Donations, II, p. 248; Rolland de Villargues, Répertoire, Rapport, à successions, No. 15; Toullier, IV, No. 454, nota 1; Merlin, Répertoire, Rapport à succession, § 2, art. 4, No. 2, 3; Duvergier, I, p. 82; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 103).

**97.** Fixarea rezervei și a cotității disponibile și reducerii liberalităților, când este vorba de dispozițiuni testamentare, sau orice donațiuni revocabile, este guvernată de legea în vigoare din momentul deschiderii succesiunii. (Dalloz, Rép., Disposit. entre vifs et testam., 584 urm.; Proudhon, Etat des personnes, I, p. 32; Toullier, V, No. 119; Dalvincourt, II, p. 226; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, §, art. 6 No. 5; Institution d'héritier, sect. I, § 9, p. 431 urm.; Grenier, Donat., I, No. 15, II, No. 441; Levasseur, De la quotité disponible, No. 192; Duranton, I, No. 56; VIII, No. 315; Chabot, Questions transitoires, Donations, § 3; Réduction des dispos., § 2, 3; Testament, § 4, 5; Demolombe, I, No. 49; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, notele 58-61, p. 126; Marcadé, I, art. 2, No. 49; Laurent, I, No. 244; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 168; Planiol, ed. 6-a, I, No. 247; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 104, 105; Nacu, I, p. 62).

**98.** În ceea ce privește dispozițiunile irevocabile, cum sunt donațiunile între vii, în privința aplicării legii pentru fixarea cotității disponibile și rezervei, che-

stiunea este controversată: După o părere, fixarea cotității disponibile este guvernată de legea în vigoare din momentul facerii liberalității. (Chabot, Questions transitoires, Réduction, § 2, 3; Dalloz, Rép., Disposit. entre vifs et testam., No. 605; Suppl., Lois, No. 195; Marcadé, I, No. 48; Duranton, I, No. 56, 57; Demolombe, I, No. 51, 52; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 64, p. 127; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 106).

**99.** După altă părere, fixarea cotității disponibile și rezervei la donațiuni între vii, este guvernată de legea în vigoare din momentul deschiderii succesiunii donatorului. (Levasseur, De la quotité disponible, No. 193; Dalloz, Rép., Disposit. entre vifs et testam., No. 594 urm.; Toullier, III, partea I, ed. 6-a, No. 119; Laurent, I, No. 245 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 170; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 105; Nacu, I, p. 62, 63).

F. *Quasi-contracte.* — **100.** Quasi-contractele, sunt guvernate, ca și contractele, de legea care exista în momentul formării lor. (Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 4; Dalloz, Rép., Lois, No. 308 urm.; Suppl., Lois, No. 184; Mailher de Chassat, Traité de la rétroactivité des lois, I, p. 416; Proudhon, Cours de droit français, I, p. 45; Demolombe, I, No. 58; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 44, p. 117; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 161; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 115; Nacu, I, p. 70).

G. *Delicte și Quasi-delicte.* — **101.** Obligațiunile cari isvorăsc din delicte și quasi-delicte, sunt guvernate de legea care era în vigoare în momentul când ele au avut loc. (Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect., 3, § 4; Demolombe, I, No. 58; Dalloz, Rép., Lois, No. 308 urm., Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 44, p. 117; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 161; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 115; Nacu, I, p. 70).

H. *Contracte.* — **102.** Condițiunile extrinsece sau de formă ale contractelor se guvernează de legea în vigoare din momentul facerii lor conform regulii: „tempus regit actum”. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 99, 100; Dalloz, Rép., Suppl., Lois No. 156; Mourlon, I, No. 70; Demolombe, I, No. 48 urm.; Laurent, I, No. 201; Huc, I, No. 72; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 172; Planiol, ed. 6-a, I, No. 245; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 107, 108; Nacu, I, p. 51, 52, 63; Matei Cantacuzino, p. 29).

**103.** Legiutorul poate, fără a se spune că se aduce atingere principiului nerecetroactivității legilor, să oblige contractele existente la îndeplinirea unor anumite formalități cum ar fi transcripțiunea. (Troplong, Commentaire de la loi du 23 Mars 1855 sur la transcription, No. 346).

**104.** Condițiunile intrinsece de validitate ale contractelor se guvernează de legea în vigoare din momentul închețerei lor. (Mourlon, I, No. 69 bis; Dalloz, Rép.,



Lois, No. 243; Suppl., Lois, No. 153; Demolombe, I, No. 55; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 117, 118; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 9 bis, VIII; Laurent, I, No. 204; Huc, I, No. 72; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 154; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 111; Nacu, I, p. 63).

**105.** Contractele trebuiesc interpretate și regulate după legea în vigoare din momentul formării lor. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 35, § 28; Mourlon, I, No. 71; Laurent, I, No. 195; Huc, I, No. 74; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 154; Nacu, I, p. 64).

**106** Efectele contractelor sunt guvernate de legea în vigoare din momentul încheierii lor. (Demolombe, I, No. 57; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 118; Demante, I, 9 bis, VIII; Laurent, I, No. 207; Huc, I, No. 81; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 156; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 111, 112; Nacu, I, p. 65).

**107.** Modul de executare a contractelor se face după legea în vigoare în momentul când se face executarea. (Demolombe, I, No. 59; Laurent, I, No. 227; Huc, I, No. 83; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 116, 117; Nacu, I, p. 65, 70).

**108.** Proba contractelor este guvernată de legea care era în vigoare în momentul când dreptul părților a luat naștere conform regulei: „tempus regit actum”. (Mailher de Chassat, *Traité de la rétroactivité des lois*, I, p. 271; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 249, 250; Mariage, No. 82; Obligations, No. 4632; Suppl., Lois, No. 157; Meyer, *Principes sur les questions transitoires*, p. 23; Proudhon, *Cours de droit français*, I, p. 19; Toullier, IX, p. 61, nota 1; Mourlon, I, No. 71; Merlin, *Répertoire Effet rétroactif*, sect. 3, § 3, art. 2; Duranton, I, No. 66; XIII, No. 310; Marcadé, I, art. 2 No. 54; Bonnier *Traité des preuves*, II, No. 923, 924; Demolombe, I, No. 54; Laurent, I, No. 230; Huc, I, No. 82; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 174; Aubry et Rau, ed. 5-a, § 30, p. 127, 128; Planiol, ed. 6-a, I, No. 245; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 56, 57; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 115, 116; Nacu, I, p. 52, urm.; 63; Mattei Cantacuzino, p. 29; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 27).

**109.** Formele stabilite de lege pentru administrarea probelor sunt guvernate de legea în vigoare în momentul când se face proba, acestea fiind regule privitoare la legile de procedură care au efect retroactiv. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 55; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 116; Nacu, I, p. 54; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 27).

**110.** Drepturile actuale sau eventuale, rezultate dintr'un contract sunt guvernate de legea în vigoare din momentul încheierii contractului și nu pot fi atinse de legile posteroare care ar surveni. (Dalloz, *Rép.*, Lois No. 253; Suppl., Lois, No. 158; Mailher de Chassat, *Traité de la*

*rétroactivité des lois*, I, p. 285; Chabot *Questions transitoires*, Douaires coutumiers; Merlin, *Répertoire*, Effet rétroactif, sect., 3, § 3, art. 3, No. 1; Duvergier sur Toullier, I, p. 69 urm.; Duranton, I, No. 59; Demolombe, I, No. 54; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 43, p. 117; Huc, I, No. 70, 81; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 156; Planiol, ed. 6-a, I, No. 261).

**111.** Constituiesc drepturi câștigate chiar drepturile contractuale condiționale. (Mourlon, I, No. 68; Laurent, I, No. 198; Nacu, I, p. 51).

**112.** Cauzele de rezoluțiune și revocațiune ale contractelor sunt guvernate de legea în vigoare din momentul încheierii lor și nu pot fi influentate de o lege posteroară care ar suprima aceste cauze. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 121; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 297; Suppl., Lois, No. 180; Demolombe, I, No. 54; Laurent, I, No. 207 urm.; Huc, I, No. 75; Baudry et Fourcade, I, No. 159; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 114; Nacu, I, p. 64).

**113.** Soluțiunea de mai sus este admisibilă chiar atunci când acțiunea s-ar intenta după promulgarea legii noi. (Merlin, *Répertoire Effet rétroactif*, sect., 3, § 3, art. 6, No. 3; Contra: Meyer, *Principes sur les questions transitoires*, p. 181, 182).

**114.** După părerea generalmente admisă, cauzele de rezoluțiune create prin o lege nouă, nu-și pot găsi aplicațiunea la contractele încheiate înaintea promulgării acestei legii chiar dacă ar fi provocate de fapte petrecute posterior ei. (Demolombe, I, No. 54; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 293; Vente, No. 1231; Suppl., Lois, No. 180; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 121, nota 52 p. 122; Laurent, I, No. 223; Huc, I, No. 75; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 159, 160; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 114).

**115.** Intr'o părere opusă se face o distincțiune și anume: Legea nouă nu poate fi aplicabilă la contractele anterioare, în cazul când rezoluțiunea este subordonată de legea nouă, fie unui fapt anterior, fie unui fapt posterior, pe care părțile nu l-au putut evita; dacă însă rezoluțiunea derivă din fapte posteroare legii noi și care depind numai de voința părții contra căreia este pronunțată, legea nouă își găsește aplicațiunea la contractele încheiate sub o lege veche. (Merlin, *Répertoire*, Effet rétroactif, sect. 3 § 3, art. 6, No. 2; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 273, 294; Obligations, No. 1205).

**116.** Pentru confirmarea sau ratificarea care tinde să repare viciile unui contract, atât în ce privește formele cât și efectele actului confirmativ, trebuiesc a ne raporta la legea existentă din momentul confecționării actului confirmativ. (Chabot, *Questions transitoires*, Senatus-consulte Velléien, No. 4; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 306, 307; Suppl., Lois, No. 183; Mailher de Chassat, *Traité de la rétroactivité des lois*, I, p. 407 urm.; Merlin, *Répertoire*,



Effet rétroactif, sect. 3, § 3, art. 7; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 114; Nacu, I, p. 64).

**I. Convențiuni matrimoniale** — **117.** Raporturile bănești ale soților, căsătoriți fără convenție matrimonială, sunt guvernate de regimul de drept comun prevăzut de legea care era în vigoare în momentul căsătoriei, ele neputând fi modificate de legile care s-ar promulga postêrior căsătoriei. (Daloz, Rép., Lois, No. 255; Contrat de mariage, No. 503; Suppl., Lois, No. 172; Chabot, Questions transitoires, Communauté conjugale, I, p. 79; Duranton, I, No. 59; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 3, art. 3 No. 1; Gains nuptiaux et de survie, § 2, p. 127 urm.; Duvergier sur Toullier, I, p. 55; Proudhon, Des personnes, I, p. 29; Demolombe, I, No. 44; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30 nota 45 p. 117; Laurent, I, No. 211 urm.; Huc, I, No. 81; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 158; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 113; Nacu, I, p. 68).

**118.** Forma convențiilor matrimoniale este guvernată de legea existentă în momentul facerii lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 108, 109).

**119.** Efectele convențiilor matrimoniale sunt determinate de legea în vigoare din momentul căsătoriei. (Daloz, Rép., Suppl., Lois, No. 172; A se vedea și trimerterile de la numărul 117).

**120.** Natura mobilă sau imobiliară a bunurilor dotale, este guvernată de legea sub care a avut loc căsătoria, chiar în privința bunurilor care ar deveni dotale sub imperiul legii noi. (Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3, § 3, art. 3, No. 2; Laurent, I, No. 211 urm.; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 95, 113).

**121.** Dreptul de înstrăinare a averii dotale este guvernat de legea în vigoare din momentul căsătoriei. (Chabot, Questions transitoires, I, p. 133, 377; Merlin, Répertoire, Effet rétroactif, sect. 3 § 3, art. 1; Daloz, Rép., Contrat de mariage, No. 3579, 3890 urm.; Lois, No. 220; Suppl., Contrat de mariage, No. 141, 156; Lois, No. 141, 175; Mailher de Chassat, Traité de la rétroactivité des lois, I, p. 220 urm.; Duranton, I, No. 25; Demolombe, I, No. 44; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 537, nota 1, p. 557; Laurent, I, No. 215 urm.; Tessier, Questions sur la dot, I, No. 79; Joutou, Etude sur le système du régime dotal, I, No. 7; Gouillouard, Contrat de mariage, IV, No. 1843; Alexandresco, ed., 2-a I, p. 113; Nacu, I, p. 68).

**122.** Efectele separației de patrimonii, sunt determinate, de legea în vigoare din momentul căsătoriei, iar nu de legea în vigoare din momentul pronunțării sentinței de separațiune. (Daloz, Rép., Contrat de mariage, No. 1796, 1797, 2055, 2056, 2061, 3507, 3511, 3966, 3973; Suppl., Contrat de mariage, No. 157; Lois, No. 173; Aubry et Rau, I, § 30 p. 122, 123; Alexan-

dresco, ed. 2-a, I, p. 113; Contra: Nacu, I, p. 69).

**123.** Restituirea dotei de către soț, trebuie să se facă după modul fixat de legea existentă în momentul constituirei ei. (Nacu, I, p. 69).

**J. Contract de împrumut. Dobânzi.** — **124.** O lege nouă nu poate să reducă cuantumul dobânzilor fixat de comun acord de către părți, potrivit legii în vigoare din momentul încheierii convenției lor. (Duranton, VII, No. 602; Daloz, Rép., Lois, No. 266; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 49, p. 120; Marcade, art. 2, No. 12; Laurent, I, No. 194; Huc, I, No. 72; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 155; Planiol, ed. 6-a, I, No. 245, 252; Nacu, I, p. 65).

**125.** În ceea ce privește dobânzile legale, legea nouă care le modifică, nu-și găsește aplicațiunea la obligațiunile născute sub legislațiile anterioare, în ceea ce privește efectul direct al acestor obligații iar nu a unui fapt posterior cum ar fi neplata obligației contractate. (Daloz, Rép., Lois, No. 267, 288; Prêt à intérêts, No. 109; Huc, I, No. 76; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 117; Contra: Nacu, I, p. 65, 66).

**K. Contracte aleatorii.** — **126.** O lege nouă care ar abroga excepțiunea de joc, prevăzută de art. 1965 c. civ. fr. (1636 c. civ. Rom.), nu ar putea aduce atingere drepturilor câștigate ale debitorilor de a invoca această excepțiune pentru operațiuni îndeplinite sub legea veche. (Huc, I, No. 74; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 158; Planiol, ed. 6-a, I, No. 245, 252).

**L. Privilegiu și ipotecă.** — **127.** Privilegiile și ipotecile, cari sunt niște drepturi accesorii ale creditorilor, sunt guvernate de legea în vigoare din momentul dobândirii lor. (Daloz, Rép., Lois, No. 276; Suppl., Lois, No. 167; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, p. 123; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 109; Nacu, I, p. 70).

**128.** Legea care supune unor formalități noi conservarea unui drept real, este aplicabilă drepturilor reale existente la promulgarea acestei legi. Astfel ipoteca constituită sub legea veche, este supusă reînnoirii inscripțiunei prescrisă de art. 1786 de codul civil român iar termenul de 15 ani curge de la data punerii în aplicare a codului civil. (Alexandresco, ed. 2-a I, p. 97, 109, 114; Nacu, I, p. 71, 72, 73).

**129.** Caracterul și natura ipotecei legale a femeii măritate, sunt guvernate de legea în vigoare din momentul căsătoriei. (Demolombe, I, No. 60; Daloz, Rép., Contrat de mariage, No. 1890; Privileges et hyp., No. 856; Suppl., Lois, No. 176; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 30, nota 55, p. 123; Grenier, Hypothèques, I, No. 239; Troplong, Privileges et hyp., ed. 5-a, II, No. 588, 589, p. 373; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 158; Nacu, I, p. 70).

**130.** Privilegiul creanțelor statului este



guvernat de legea în vigoare din momentul nașterii lor. (Nacu, I, p. 70).

**M. Prescripția.** — 131. Uzucapiunea și prescripțiunea extinctivă, odată împlinite, formează drepturi câștigate cari nu pot fi modificate de o lege ulterioară. (Merlin, Répertoire, Prescription, sect. I, § 3, No. 8 urm.; Demolombe, I, No. 61; Troplong, Prescription, II, No. 1075; Laurent, I, No. 232 urm.; Planiol, ed. 6-a I, No. 248; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 118 urm.).

132. Când o lege modifică durata prescripțiunii, fie pentru a o mări, fie pentru a o reduce, prescripțiunile în curs suferă efectele modificării.

În cazul când legea nouă reduce durata prescripției, soluția cea mai juridică este aceea de a stabili o proporție între timpul scurs și timpul ce mai trebuie să curgă așa de ex. dacă s-a scurs deja o jumătate din timpul cerut după legea veche, se va socoti de asemenea altă jumătate din timpul cerut de legea nouă pentru a prescrie. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 248; Comp.: Nacu, I, p. 74, 75, 76; Plastara, I, p. 44).

#### INDEX ALFABETIC (la jurisprudență)

Accelerarea judecăților 19, 24, 31.  
Acțiune recursorie civilă 4.  
Agrară lege 12.  
Amendă 1.  
Apel 1, 6, 7, 20, 24—29, 31.  
Arbitri 3.  
Artistică proprietate 7.  
Autoritate de lucru judecat 3.  
Cale de atac, a se vedea cuvintele: „Apel”, „Hotărâre”, „Opoziție”, „Recurs”.  
Casare, 2, 16, 27, 29.  
Chirii lege, 2, 10.  
Comisie de arbitri 3.  
Competență 1, 4, 5, 6, 8, 9, 13, 25, 26.  
Condemnare 1, 6.  
Constituție 3, 16, 18.  
Contrafacere 7.  
Contravenție 6, 7, 13.  
Contribuțiuni 11, 15.  
Declinare de competență 4.  
Direcția Generală a Serviciului Sanitar 6.  
Dobrogea 18, 30.  
Doctrină 1.  
Drept câștigat 1, 4, 5, 7—11, 15, 20, 24, 27, 31.  
Executorie formulă 24.  
Expectative 24.  
Expropriere 12, 23.  
Formulă executorie 24.  
Hotărâre 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 14, 16, 20, 24, 25, 27, 29, 31.  
Impozite 11, 15.  
Inamic 16.  
Industria 11, 15.  
Infrațiuni 1.  
Interpretative legi 6, 12, 13, 23, 30.  
Închiriere 2.  
Instrăinare, a se vedea cuvintele: „Vindere-Cumpărare”.  
Judecător 1.

Judecător de ocol 1.  
Jurisprudența 1.  
Legea accelerării judecăților 19, 24, 31.  
Legea agrară 12.  
Legea chiriilor 2, 10.  
Legi de competență, a se vedea cuvântul „Competență”.  
Lege de expropriere 3.  
Legi de organizare, a se vedea cuvintele: „Organizare judecătorească”.  
Legi de procedură, a se vedea cuvântul: „Procedură”.  
Legi interpretative, 6, 12, 13, 23, 30.  
Legea încurajării industriei naționale 11, 15.  
Legea lichidării bunurilor inamice 16.  
Legea pensilor 26.  
Lege pentru organizarea Dobrogei noi, 18.  
Legea proprietății literare și artistice 7.  
Legea rechizițiilor 21.  
Legea sanitară 6, 13, 14.  
Legea speciei 1, 9.  
Lichidarea bunurilor inamice 16.  
Literară proprietate 7.  
Locație 2, 10.  
Lucru judecat, a se vedea cuvântul: „Hotărâre” și 3.  
Materie penală 1, 28.  
Neretroactivitatea legilor, a se vedea cuvântul: „Retroactivitate” și 1, 18, 20, 22, 26, 29, 30, 31.  
Oficiu de închiriere 10.  
Opoziție 7, 31.  
Ordin publică 2, 10, 24, 24, 25, 26.  
Organizare judecătorească 1, 4, 23, 25, 28.  
Pământ rural 18, 30.

Pedeapsă 1, 6, 13.  
Penală materie 1, 28.  
Pensii lege 26.  
Preț 3.  
Procedură 1, 4, 5, 7, 10, 17, 19, 24, 25, 27, 31.  
Procedură civilă 4.  
Proprietate artistică și literară 7.  
Rechiziții lege 21.  
Recurs 2, 16, 27, 29.  
Recursorie acțiune 4.  
Regulamente 26.  
Regulamente sanitare 6.  
Renunțare 3.

Retroactivitatea legilor, a se vedea cuvântul: „Neretroactivitate”, și 1-6, 8-19, 21-28, 30, 31.  
Revendicare 30.  
Rural pământ 18, 30.  
Sanitară lege 6, 13, 14.  
Sanitare regulamente 6.  
Siguranța Statului 21.  
Speculă ilicită 1, 9.  
Termin, a se vedea cuvintele: „Apel”, „Hotărâre”, „Opoziție”, „Recurs”.  
Vindere-cumpărare 12, 18, 30.

### Jurisprudență.

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. Dacă în materie penală, neretroactivitatea este regulă, urmând ca în ce privește incriminarea și pedeapsa să se aplice textul formal care dispune pedeapsa cea mai ușoară pentru infractor, sub raportul procedurii însă, nu găsim nici un text formal.

Doctrina și jurisprudența însă s'au pronunțat că dacă în ce privește pedeapsa, autorul unei infracțiuni comise sub imperiul unei legi, judecat în timpul aplicațiunii altei legi, are un drept câștigat, nu tot astfel este cu formele procedurale, unde legea cea nouă își întinde puterea sa retroactivă asupra tot ce privește: organizarea, competența și procedura de urmat.

Prin urmare, în speță, infracțiunea pentru care apelantul a fost condamnat, deși comisă sub o lege anterioară, totuși fiind judecată sub legea actuală a speciei, conform art. 32 al. 3 și 41, hotărârea condamnatore este fără drept de apel dacă pedeapsa pronunțată de judecătorul de ocol este numai amenda, care nu depășește suma de 5000 lei. (Trib. Mercurea-Ciuc, sent. pen. 472 din 31 Aug. 1923, Jur. Gen. 1925 No. 806).

2. Noua lege a chiriilor de la 24 Martie 1924, fiind o lege de ordine publică, cu caracter retroactiv, se aplică tuturor proceselor pendente la instanțele de fond, ca instanțe de trimetere, în urma unei casări, chiar dacă au fost judecate înainte de promulgarea ei, sub legea anterioară. (Trib. Prahova S. I. 410 din 7 Iunie 1924, Curier Jud. 37/1924).

3. a) Retroactivitatea nu este un principiu de ordin constituțional.

b) Legea din 27 Iunie 1923, modificatoare a art. 37 și 67 din legea de expropriere pentru utilitate publică, dă drept Administrației publice expropriante, cu efect retroactiv, ca să renunțe la bunul expropriat, în termenul prevăzut de art. 37 al. 5 și 6, chiar când hotărârea de expropriere a rămas definitivă, însă înainte de a fi plătit prețul. Caracterul acestor hotărâri nu este nici atributiv, nici declarativ de drepturi și nu au caracterul de lucru judecat, decât în privința prețului fixat de Comisia de arbitri. (C. Apel Con-

stanța, 445 din 14 Iulie 1924, Curier Jud. 38/1924. Buletinul C. Apel 13/1924).

4. a) Legile, cari modific competența instanțelor, ca și acelea cari stabilesc noi forme procedurale, cu o singură excepție pentru legile ce transferă o anumită competență dela jurisdicția existentă la altă jurisdicție existentă, cum este în cazul de față noua lege de organizare judecătorească, care prin art. 210 modifică dispozițiunile art. 305-315 pr. civilă, dând în competența instanțelor ordinare judecata acțiunilor recursorii civile împotriva judecătorilor, nu au efect retroactiv, în lipsa unor dispozițiuni legislative, cari se hotărăscă altfel.

În speță însă, acțiunea fiind intentată direct înaintea Curții, deși pârîtul declară că primește a fi judecat de această instanță, cât timp nu a intervenit o hotărîre, urmează să se decline competența.

b) Art. 210 din legea de organizare judecătorească din 1924 dispunând că acțiunea recursorie nu se poate intenta decât după ce comisiunea disciplinară va fi stabilit în prealabil și definitiv culpa judecătorului, neîndeplinindu-se această formalitate, acțiunea urmează a fi respinsă. (C. A. Galați S. I, 210 din 14 Noiembrie 1924, Curier Judic. 15/1925, Bul. C. Apel 4/1925).

5. Deși, în genere, legile cu caracter procedural au un efect retroactiv, totuși în litigiile începute sub imperiul unei legi procedurale, dacă prima instanță s-a pronunțat, atunci partea a câștigat în mod irevocabil întreaga serie a jurisdicțiilor fixată prin acea lege chiar dacă ulterior în timp ce litigiul nu a încetat a fi pendent, a survenit o nouă lege, care schimbă competența și căile de atac prescrise de legea anterioară. (Cas. I, complet chirii, 1389 din 15 Sept. 1924, Jurispr. Rom. 18/1924).

6. Conform legii din 1 August 1924, contravențiunile la regulamentele sanitare, regulamente cari prin zisa lege au căpătat putere de lege, se pedepsesc cu pedepsele prevăzute în art. 63 legea sanitară și se judecă conform art. 65 legea sanitară, adică de Direcția Generală a serviciului sanitar, ca primă instanță, cu apel la Tribunal.

Legea din 1 August 1924, având caracter interpretativ și fiind privitoare la competența instanței de a judeca, urmează să se aplice cu efect retroactiv și contravențiilor săvârșite anterior promulgării ei. (Cas. II, dec. penală. 2246 din 1 Octombrie 1924, Jurispr. Rom. 17/1924).

7. În conformitate cu art. 52 din noua lege asupra proprietății literare și artistice din 1923, delictele de contrafaceri, ca și contravențiunile prevăzute de această lege, se vor judeca în primă instanță de tribunale și cu drept de apel la Curte, însă fără drept de opoziție la nici o instanță.

Deși delictul s'a comis anterior promulgării noiei legi, totuși instituțiunile de procedură nu constituiesc un drept câștigat pentru impričinați atâta timp cât ele conduc la simplificarea formelor de procedură sau a căilor de atac, în scopul descoperirii adevărului; ca atare legile de procedură au un caracter retroactiv.

Prin urmare în speță, neexistând dreptul de opoziție, ea este inadmisibilă. (Trib. Ilfov, secția III civ. cor. sent. pen. No. 1641 din 20 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 367).

8. Legile relative la competență au în principiu efect retroactiv, în sensul ca se aplică imediat proceselor în curs de judecată dacă nu a intervenit o hotărîre asupra fondului, căci atunci raporturile dintre părți sunt definitiv fixate prin acea hotărîre, care creează astfel un drept câștigat de natură a fi la adăpostul modificărilor introduse prin legile ce intervin ulterior.

Prin urmare, în specie, la data promulgării legii din 4 August 1921, care a modificat competența Judecătorilor de ocol, fiind pendent înaintea tribunalului litigiul dintre părți, fără ca să fi intervenit vre-o hotărîre asupra fondului, urmează a se aplica dispozițiunile noiei legi în ce privește competența. (C. Apel Constanța, 39 din 22 Octombrie 1924, Justitia Dobrogei 3-5/1925).

9. Deși faptul ce se impută inculpatului este anterior legii asupra speculei ilicite din Iunie 1923, însă, întrucât instanțele competente să judece după decretul-lege 673-919, sub imperiul căruia a fost comis faptul, nu au pronunțat o hotărîre de condamnare sau de achitare mai înainte de promulgarea noiei legi asupra speculei, care să fixeze raporturile dintre părți și să le creeze astfel un drept câștigat, urmează ca competența să se reguleze după noua lege asupra speculei, de oarece legile relative la competență au în principiu efect retroactiv, în sensul că se aplică imediat la procesele în curs, chiar și pentru faptele comise în trecut, cât timp nu a intervenit o hotărîre asupra fondului fie chiar în primă instanță. (Cas. II, dec. 3225 din 12 Decembrie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 660).

10. Dispozițiunea art. 20 din legea chiriilor dela 6 Aprilie 1927, prin care se lasă proprietarilor libera dispozițiune asupra imobilelor rămase nefinchiriate fără amestecul oficiilor de închiriere, are un caracter de ordine publică și ca atare ea urmează a se aplica și proceselor în curs la data punerii ei în aplicare.

Este adevărat că această dispozițiune rezolvă o chestiune referitoare la fondul însuși al dreptului de proprietate iar nu o chestiune de procedură, dar ea fiind de ordine publică se aplică și proceselor în curs, atâta timp cât prin o hotărîre defi-



nitivă, nu s'a conferit sau recunoscut nici uneia din părți un drept câștigat și irevocabil. (Cas. I, 328 din 10 Februarie 1925, Pand. Săpt. 10/1925).

11. Este de principiu că în materle de impozite cetățenii nu pot avea drepturi ci numai obligațiuni în sensul în care legiuitorul regulează contribuțiunile cum crede de cuviință că reclamă interesul general al societății al cărei reprezentant este. În baza acestui principiu legiuitorul poate abroga o lege fiscală care ar nesocoti interesul general, fără ca un contribuabil să i se poată opune, interesul general prevalând celui individual și prin urmare o lege relativă la impozite, ca în specie, derogă prin natura ei la toate dispozițiile ce i-ar fi contrarii și față de o asemenea lege nu pot fi opuse drepturi câștigate, ea urmând a fi aplicată deopotrivă față de toți, fără vreo deosebire.

Așa fiind, în speță, recurenta sub legea contribuțiunilor directe care prin art. 130 abrogă orice lege care a acordat scutiri în afară de cele menționate într'însa, nu mai poate invoca scutirea acordată pe 10 ani prin jurnalul Consiliului de miniștri din August 1921 dat în baza art. 3 și 35 din legea pentru încurajarea industriei naționale, și deci bine comisiunea de apel a procedat la impunerea ei conform noii legi a contribuțiunilor directe. (Cas. II, dec. fiscală Nr 264 din 6 Martie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1459).

12. Dacă sub imperiul vechiului art. 32 din legea agrară dispozițiunile art. 81 din regulamentul legii s-ar fi putut considera inaplicabile întruatăt, întrucât ele se găsesc în contradicere cu însuși textul legii, e necontestat că de la promulgarea noii legi din Martie 1925 ele, au dobândit cu efect retroactiv putere de lege, așa că devin aplicabile chiar înstrăinărilor anterioare. (C. Apel, Constanța, 203 din 13 Aprilie 1925, Justiția Dobrogei 3-5/1925).

13. Chestiunea de a se ști ce pedepse urmează a se aplica contravențiunilor prevăzute de art. 70 din legea sanitară și care sunt instanțele competente a judeca și condamna pe contravenienți, a fost rezolvată de legea din 1 August 1924. Această lege referindu-se la pedeapsa prevăzută de art. 63 din legea sanitară și la instanțele competente, acolo prevăzute, nu rezolvă o chestiune nouă, ci pe cale interpretativă deslușește adevăratul sens al textelor de lege preexistente. Prin urmare, legea mai sus citată se aplică și faptelor petrecute anterior promulgării ei. (Cas. s. II, 1321 din 6 Mai 1925, Pand. Rom. 1925, III, 146, Jur. Rom. 16/1925, Pand. Săpt. 18/1925).

14. Legea sanitară din 1 August 1924 are un caracter interpretativ.

O lege interpretativă având de scop nu de a modifica o dispozițiune legislativă anterioară, ci de a-i fixa adevăratul ei

înțeles, face corp cu aceasta din urmă și se aplică chiar faptelor anterioare publicațiunei ei, dacă ele s'au petrecut sub imperiul legii interpretate și dacă nu au fost deja judecate în mod irevocabil. (Cas. II, Dec. 1542 din 22 Maiu 1925, Jur. Rom. 18/925).

15. a) Impozitul fiind o preluare efectuată asupra resurselor contribuabililor în scopul de a subveni la cheltuelile Statului, județelor, sau comunelor, contribuabilii nu pot avea nici un drept în această privință, ci numai obligațiuni.

De aceea legiuitorul regulând contribuțiunile, după cum crede că reclamă interesul general al statului poate abroga o lege fiscală, sau a suprima o scutire de impozit acordată anterior, fără ca contribuabilul să-i poată opune vreun drept câștigat.

b) Legea pentru încurajarea industriei naționale, prin scutirea de impozite ce o prevede, nu creiază prin aceasta nici o situație de obligațiuni reciproce dela Stat la fabricanții beneficiari și ca atare scutirile acordate acestora pot fi retrase printr'o lege posterioară, cum este cazul cu art. 130 din legea pentru unificarea contribuțiunilor directe și de aceea această din urmă dispoziție este perfect legală. (Cas. S. Unite, 10/4 Iunie 1925, Curier Judiciar 36/1925, Pand. Rom. 1926, I, 1, Pand. Rom. 1926, I, 71, Jurispr. Rom. 17/1925, Pand. Săpt. 18/1925).

16. Legiuitorul poate — fără a viola drepturile consfințite prin Constituție — să edicteze reguli în interes general și impersonal, chiar și cu caracter retroactiv, cu condiția ca aceste reguli să nu nesocotească drepturile garantate de Constituție, ci să supună numai la noi condiții eficacitatea drepturilor anterioare dobândite.

Art. 36 din legea lichidării bunurilor inamice, nu atinge principiul separației puterilor, căci nu contrazice întru nimic meritul hotăririlor definitive, pronunțate în această materie, ci, fără a împieta asupra prerogativelor puterii judecătorești, se mărginește a supune controlului instanței supreme acele hotăriri cari, sub regimul anterior acestei legi, erau lipsite de acest control. (Cas. S. U. 13 din 11 Iunie 1925, Pand. Săpt. 15/1925, Curier Jud. 35/1925, Pand. Rom. 1925 I, 145).

17. Când o lege stabilește dispoziții noi de procedură, acestea se aplică din momentul promulgării legii, indiferent de data comiterii faptelor. (Cas. III, 1323 din 23 Septembrie 1925, Pand. Săpt. 29 din 1925).

18. a) Legiuitorul prin articolul 116 par. 12, alin. 2 din legea pentru organizarea Dobrogei-Nouii considerând ca bunuri rurale imobilele din raza comunelor urbane de categoria celor ce se enumăra în acest articol, ele urmează în totul regimul la care legiuitorul a supus



acele bunuri, astfel că înstrăinările după data de 28 Iunie 1913 cad sub sancțiunea art. 115.

b) Principiul de neretroactivitate al legilor înscrise în art. 1 cod. civil, nefiind de ordin constituțional, nu poate împiedeca o lege căreia legiuitorul îi dă putere retroactivă, de a produce efecte și în trecut. (Cas. I, complet Dobrogea-Nouă, 2984 din 28 Oct. 1925, Pand. Rom. 1926, I, 56).

19. Principiul retroactivității legilor procedurale este restrâns în legea accelerării din 1925 prin art. 58. (Judecătoria ocol urban I Galați, 17 Decembrie 1925, Justiția Olteniei 1-2/1926).

20. Legea în vigoare în momentul pronunțării unei hotărâri judecătorești fixează căile și termenele de atac, iar nu legea sub imperiul căreia partea uzează de o asemenea cale. (Cas. II, decizia civilă No. 133 bis din 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1559).

21. Legile cari privesc ordinea publică și siguranța Statutului, se aplică în teritoriile alipite, din chiar momentul anexării fără nici o altă formă de publicitate. Legea rechizițiilor este o lege privind siguranța Statului. (Cas. III, 112 din 29 Ianuarie 1926, Pand. Săpt. 23/1926).

22. În ce privește principiul neretroactivității legilor, acesta fiind opera legiuitorului ordinar, tot legiuitorul îl poate înlătura la caz de necesitate, iar dispozițiunile investite cu putere retroactivă își produc efectele lor și pentru actele din trecut, fără vre-o împiedecare. (Cas. I, 1989 din 10 Februarie 1926 Jur. Rom. 13/1926).

23. Legea de organizare judecătorească din 1925, prin art. 20, prevede că, toate afacerile de competența Tribunalului, ca primă instanță, se judecă de un singur judecător, afară de excepțiile anume arătate în acest articol.

Chestiunile de expropriere nu sunt trecute în aceste excepții, iar prin legea de la 17 Martie, 1926, despre modificarea al. 2 din art. 20 etc. din legea de organizare judecătorească, se precizează că, se modifică cu caracter interpretativ art. 20 din legea de organizare judecătorească, în sensul că, tot de un singur judecător se judecă la Tribunal, și exproprierea pentru cauză de utilitate publică.

Cum legile cu caracter interpretativ se aplică la toate afacerile pendinte în fața instanțelor judecătorești, rezultă că, în materie de expropriere Tribunalul este bine constituit cu un singur judecător. (Cas. III, dec. 384 din 16 Aprilie, 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1439).

24. Legile cari stabilesc noi forme de procedură au efect retroactiv, fiind aplicabile din momentul publicării lor, de oarece nu lovesc drepturi câștigate, referindu-se la expectativă, de care cineva va înțelege să se folosească, când dreptul seu va fi recunoscut.

Legea accelerării stabilind noi forme

de procedură pentru judecarea proceselor, într'un interes general, au un caracter de ordine publică și nu se poate pretinde de o parte din proces că are un drept câștigat, care să se opună principiului de retroactivitate a legii decât în cazul când a intervenit o hotărâre definitivă.

Legiuitorul pentru a înlătura dificultățile la care poate da naștere aplicatiunea noii legi de procedură față cu acțiunile în curs de judecată poate lua dispozițiuni prin care să lămurească noile forme de procedură ce voeste a introduce, ceea ce de altfel s'a prevăzut de noua lege a accelerării; că acțiunile introduse până la aplicarea legii se vor judeca după vechea procedură numai înaintea instanței, unde se găsesc, urmând ca în instanța de apel să se judece după noua lege, conform art. 58 din lege.

Prin urmare, în speță, acțiunea fiind intentată sub imperiul vechei proceduri, judecarea ei se va urma după formele prescrise într'însa, având căile de atac recunoscute de acea lege și calea apelului fiind prevăzută de noua lege, termenul va fi acela de 15 zile, conform art. 41 din legea în vigoare, pe temeiul de retroactivitate a legilor de procedură. Or hotărârea fiind comunicată la 5 Febr. 1926, după cum se constată din procesul verbal al agentului și apelul introdus la 26 Martie 1926, deci peste termenul de 15 zile, el este tardiv, și deci este bine investită cu formula executorie sentința primei instanțe. (Trib. Prahova s. III, sent. civ. 198 din 26 Aprilie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 889).

25. În principiu, legile relative la organizarea judecătorească, competentă și procedură cuprinzând formalități și reguli, edictate în interesul ordinii publice și al bunei administrațiuni a justiției, sunt imediat aplicabile din chiar momentul promulgării lor; prin urmare legea în vigoare în momentul pronunțării unei hotărâri este aceea care determină căile și modul de a o ataca. Nu este însă mai puțin adevărat că adeseori aceste legi, pentru evitarea dificultăților cari fatal s'ar ivi în distribuirea justiției din cauza punerii lor în imediată lucrare, precum și pentru salvarea drepturilor câștigate, de-roagă ele înșile dela aceste principii și edictează dispozițiuni cari înlătură sau suspendă aplicațiunea lor în asemenea împrejurări. (Trib. Ilfov s. III c. c., Jurnal 12597 din 3 Iulie 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1836).

26. Este exact în drept că, principiul în materie de competență a instanțelor judecătorești este că legile cari stabilesc competența sunt de ordine publică și se aplică din chiar ziua punerii lor în aplicare, tuturor afacerilor în curs; de asemenea este exact că orice dispozițiune dintr'un regulament contrară dispozițiunilor legii este inaplicabilă.

Însă în legea pensiilor din 15 Sept. 1925



din împrejurarea că art. 92 prevede că „apelurile pendinte înaintea instanțelor respective până la punerea în aplicare a legii, vor continua a fi judecate de aceste instanțe, ceea ce este în contradicție cu principiul retroactivității legilor în materie de procedură și competență, rezultă că legiuitorul legii din 15 Aprilie 1925 a înțeles să facă o derogare dela acest principiu de retroactivitate.

Dacă legiuitorul a derogat dela principiul enunțat chiar numai pentru apelurile deja declarate, nu se mai poate spune că dispozițiunea art. 168 din regulament, redactată în aceiași termeni cu art. 92 din lege, cu simpla deosebire că a cuprins în el și cuvintele „precum și a ceea ce s'ar mai face”, este contrarie dispozițiilor legii, când în art. 109 din lege se prevede dispozițiunea că „un regulament de administrație publică va determina modul punerii în aplicare a legii de față”.

Prin urmare, art. 109 din lege dând drept celui ce va întocmi regulamentul să determine modul de aplicare a legii, și cum chestiunea fixării normelor cum se va aplica dispozițiunile legii referitoare la competență înaintea instanțelor de judecată a apelurilor ce se vor mai face în contra deciziunilor date pe baza altei legi, cuprinde implicit modul punerii în aplicare a legii, este evident că art. 168 din regulament nefăcând decât să desvolte fără să contrazică principiul legii care derogă la regula retroactivității legilor de procedură, urmează a-și primi aplicarea tot cu aceeași derogare.

Prin urmare, apelul deși este ulterior introdus legii din 15 Aprilie 1925, este bine introdus la Curtea de apel, iar nu înaintea Comisiunii centrale înființată prin art. 37 din legea pensiilor din 15 Aprilie 1925. (C. A. București, s. IV, Jurnal 3751 din 7 Iulie 1926, Bul. C. Apel 15/1926).

**27.** Textele de legi care fixează durata termenelor în care trebuie să se exercite căile de atacarea hotărârilor au un caracter de legi de procedură și ca atare ele se bucură de un efect retroactiv.

Acest efect retroactiv al legilor de procedură nu poate, însă, să atingă un drept câștigat.

Dacă în genere este admis în drept că termenul pentru exercitarea unei căi de atac în contra unei hotărâri, acordat de lege în momentul pronunțării acelei hotărâri, constituie un drept câștigat, rațiunea acestei reguli stă în faptul că la data când hotărârea a fost pronunțată partea neputând cunoaște dispozițiunea legii noi și deci a fi atentă asupra efectelor ce decurg din conținutul ei, cu drept cuvânt ea nu i se poate aplica.

În speță, în momentul pronunțării hotărârei atacate, deși dispozițiunea din legea nouă relativă la termenul de recurs nu era pusă în aplicare, însă ea era promulgată și publicată, iar comunicarea

hotărârei, care atât în sistemul legii noi cât și celei vechi, fixa data de când termenul începea a curge, a avut loc după ce disp. legii noi fusese pusă în aplicare.

Această împrejurare fiind de natură a înlătura pentru parte aceea ce în materie constituie și justifică ideea de drept câștigat, rezultă că dânsa era obligată a exercita dreptul recursului în termenul prescris prin disp. legii noi, cunoscută în momentul pronunțării hotărârei și în vigoare în momentul comunicării ei și nefăcând totuși în acest termen recurs, ci în termenul mai lung prevăzut de vechea lege, recursul său este tardiv introdus. (Cas. I, dec. 3147 din 15 Iunie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1767).

**28.** Dispozițiunile art. 37 din noua lege de organizare judecătorească, după care ședințele Curții de Apel se țin cu trei consilieri în toate apelurile contra sentințelor pronunțate de judecătorul unic, precum și în afacerile penale, fiind referitoare la procedură, au efect retroactiv și deci chiar dacă divergența s'a ivit sub legea cea veche de organizare judecătorească, se aplică totuși dispozițiunile din legea cea nouă. (Cas. II, 2413 din 1926, Jurispr. Rom. 18/1926).

**29.** Legea în vigoare în momentul pronunțării unei hotărâri, fixează căile și termenele de atac. (Cas. II, 238 din 28 Septembrie 1926, Jurispr. Rom. 20/1926).

**30. In fapt:** Acțiune în revendicare admisă de instanța de fond, care constată că ea se referă la un pământ rural dat după legea din 1882 în Dobrogea. Instanța de fond mai constată că, lotul a fost dobândit de reclamant în 1894 și până la 1903 a fost stăpânit de dânsul și ratele au fost plătite de el; că, în 1903 numitul îmbolnăvindu-se, a plecat din localitate și a fost deposedat de către părit.

Păritul opunând în apărare, disp. art. 26 din legea interpretativă din 1910, care obligă pe cumpărătorii acestor bunuri să se stabilească în mod permanent și efectiv pe lotul dobândit, sub sancțiunea deposedării, Tribunalul hotărăște că, această lege nu se aplică în speță, deoarece deposedarea a avut loc cu mult anterior promulgării ei, iar legea din 1882 aplică sancțiunea deposedării numai în cazul neachitării a două rate din prețul de răscumpărare, ceea ce nu este în speță. Sufiția instanței de fond, cu privire la neaplicarea principiului retroactivității la speța a legilor interpretative, n'a fost confirmat de Inalta Curte.

*In drept:* Este constant, pe deoparte că legea interpretativă are efect retroactiv, iar pe de altă parte că, făcând corp comun cu legea interpretată, urmează a privi dispozițiunile sale ca fiind cuprinse în legea interpretată din chiar momentul promulgării acesteia.

În speță nefiind contestat caracterul interpretativ al legii din 10 Aprilie 1910, și nici obligațiunea impusă sub sancțiunea

deposedării, urmează că această obligațiune — după cum s'a arătat și pe baza principiului retroactivității legilor interpretative — cată a fi respectată și de cei ce au dobândit loturile sub regimul vechi legi din 1882.

De altfel această obligațiune era impusă și cumpărătorilor anteriori legii interpretative, lucru ce reese clar atât din disp. art. 26 din vechea lege, cât și din aliniatul final al art. 26 din legea dela 1910, prin care se validează toate deposedările efectuate anterior acestei date, pentru neexecutarea sus zisei obligațiuni. (Cas. I, dec. 3390 din 29 Sept. 1926, Jurisp. Gen. 1926 No. 1882).

**31. a)** Legile de procedură fiind în general retroactive, ele urmează a se aplica imediat, dela promulgarea lor, nu numai proceselor născute după punerea lor în

vigoare dar și în acele angajate deja în acel moment.

Că însă aplicarea strictă a principiului retroactivității legilor de procedură, putând să atingă drepturi câștigate, de asemenea este generalmente admis, că aplicațiunea acestui principiu încetează în limita în care se pot atinge drepturi câștigate, așa că din acest punct de vedere legile de procedură pot fi și neretroactive.

**b)** Art. 43 din legea pentru accelerarea judecăților, care ridică dreptul de opoziție, se aplică la toate sentințele pronunțate după data punerii în aplicare a acestei legi, indiferent dacă apelul a fost introdus înainte sau după această dată. (Trib. Muscel 412 din 21 Oct. 1926, Bul. Trib. Muscel 11-12/1926).

**32.** A se vedea: Art. 308, nota 2; art. 624, nota 4; art. 1310, nota 5.

**Art. 2.** — Numai imobilele aflătoare în cuprinsul teritoriului României sunt supuse legilor Române, chiar când ele se posedă de străini.

Legile relative la starea civilă și la capacitatea persoanelor urmăresc pe Români, chiar când ei își au reședința în străinătate.

Forma exterioară a actelor e supusă legilor țării unde se face actul. (Civ. 34, 152, 885, 1773, 1789; Pr. civ. 374; C. p. 3—5; Civ. Fr. 3).

*Text fr. Art. 3.* — Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire.

Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française.

Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français même résidant en pays étranger.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Observație* sub. Cons. de Stat din Italia 27 Mai 1918, Pand. Rom. 1924, III, 109; *Observație* sub Trib. civil Orthez (Basses-Pyrénées) 15 Iulie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 11; *Notă* sub Trib. Nizza, 18 Iulie 1922, Jurisp. Gen. 1925, No. 330; *Observație* sub Trib. Paris, 15 Februarie 1922, Pand. Rom. 1926, III, 108; ALEXANDRESCO TRAIAN, *Notă* sub C. Apel Buc. S. I, 53 din 17 Februarie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 257; CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 34 urm., 38 urm.; *Despre succesiuni*, p. 234 urm.; DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 43 urm., 117 urm.; GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Data certa”, p. 12; GEORGESCU D. ION, *Notă* sub Trib. Caliacra 536 din 12 Decembrie 1924, Jur. Gen. 1926, No. 296; HAMANGIU C., *Observație* sub. C. Apel Milan, 7 Dec. 1916, Pand. Rom. 1924, III, 128; JUVARA ALFRED, *Notă* sub Trib. Ilfov, S. Notariat 4104 din 22 Aprilie 1926, Curier Jud. 30/1926; LAZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 189; PAXIMADE-GHELMEGEANU MARGARETA, *Nota* sub. Judec. Brașov 4561/1922, Jur. Gen. 1925, No. 1860; TONEANU N. C., *Observațiune* sub Cas. Torino 30 Aprilie 1910, Pand. Rom. 1924, III, 110;



## Doctrină.

## Impărțirea materiei.

- I. *Principii generale*, (N. 1—3).  
 II. *Legi personale*, (N. 4—87).  
 A. Starea civilă și capacitatea persoanelor, (N. 6—15).  
 B. Absență, (N. 16).  
 C. Căsătorie, (N. 17—36).  
 D. Despărțenie, (N. 37—41).  
 E. Paternitate, maternitate și filiațiune, (N. 42—56).  
 F. Adopțiune, (N. 57—61).  
 G. Putere părintească, (N. 62—69).  
 H. Minoritate, tutelă și emancipare, (N. 70—86).  
 I. Interdicțiune și consiliu judiciar, (N. 87).  
 III. *Legi teritoriale*, (N. 88—135).  
 A. Legi de poliție și de siguranță, (N. 90—108).  
 B. Legi privitoare la imobile și bunuri, mobile aflate pe teritoriul țării (N. 109—135).  
 IV. *Legi privitoare la formă, la interpretarea și la executarea actelor juridice*, (N. 136—200).  
 A. Căsătorie, (No. 144).  
 B. Donațiuni, (N. 145).  
 C. Testamente, (N. 146—150).  
 D. Contracte, (N. 151—174).  
 E. Quasi-contracte, (N. 175).  
 F. Delicte și quasi-delicte, (176—177).  
 G. Contractul de căsătorie, (N. 178—195).  
 H. Prescripția, (N. 196—200).

## INDEX ALFABETIC.

(la doctrină)

- Absență 16.  
 Acceptare 162.  
 Act, a se vedea cuvintele: „Forma actelor“ și 143, 160, 173, 174.  
 Act autentic 136, 137, 145, 179.  
 Act de procedură a se vedea cuvintele: „Legi de procedură“.  
 Act de stare civilă 101.  
 Act nesolemn 136, 145.  
 Act solemn 136, 145, 179.  
 Act sub semnătură privată 136, 145, 179.  
 Acțiune în nulitate 25.  
 Adopțiune 5, 57, 57 bis, 58, 59, 60, 61.  
 Afini 31, 102.  
 Alimente a se vedea cuvintele: „Pensiune alimentară“.  
 Amanet 135.  
 Ambasadori 108, 142.  
 Autentic act a se vedea cuvintele: „Act autentic“.  
 Bărbat 34, 47, 104, 185, 186, 189.  
 Bună credință 8.  
 Bune moravuri 15, 130.  
 Bunuri a se vedea cuvintele: „Imobile“, „Mobile“ și 3, 89, 109.  
 Capacitate 4—8, 11, 13, 17, 18, 19, 33, 34, 57 bis, 70, 71, 122, 126, 133, 182, 183.  
 Căsătorie 5, 17—30, 55, 56, 102, 144, 180, 181, 186—190, 200.  
 Cestiune de fapt 14.  
 Civile drepturi a se vedea: „Drepturi civile“.  
 Codul civil francez 7, 11, 23, 110, 167.  
 Codul civil român 7, 11, 110.  
 Colaterali 31.  
 Comisiune rogatorie 169.  
 Competență 99.  
 Concepțiune 48.  
 Conflict de legi 1, 32, 33.  
 Consiliu judiciar 87.  
 Consimțământ 20, 160.  
 Constituționale legi 94.  
 Consuli 108.  
 Contract 10, 142, 151—157, 162-166, 169-172, 196-199.  
 Contract de căsătorie 178—195.  
 Contract de transport 158, 159, 160.  
 Convențiuni, a se vedea cuvântul: „Contract“.  
 Copil, a se vedea cuvintele: „Filiațiune“, „Minoritate“, „Putere părintească“, „Tutelă“.  
 Recurs acțiune 4.  
 Regulamente 26.  
 Corespondență 162.  
 Cotitate disponibilă 132.  
 Creanță 110, 135.  
 Creditor 135, 198.  
 Quasi-contract 175.  
 Quasi-delicte 176.  
 Debitor 32, 155, 200.  
 Decrete 92, 97.  
 Delicte 176.  
 Disponibilă cotitate 132.  
 Divorț 37—41.  
 Dobândă 167.  
 Dobândire 122, 123.  
 Domiciliu 6, 11, 13, 93, 96, 100, 127, 129, 153, 184, 187, 188, 191, 198, 200.  
 Donațiune 35, 133, 134, 145.  
 Dovadă, a se vedea cuvântul: „Probă“.  
 Drept penal 96.  
 Drepturi civile 5.  
 Drepturi personale 121.  
 Drepturi reale 120, 121.  
 Economice legi 94.  
 Efecte 16, 26, 27, 28, 40, 41, 56, 58—61, 164, 165, 192.  
 Emancipare 5, 86.  
 Executarea contractului 88, 156, 157, 165, 170, 172, 197.  
 Executare silită 99 bis, 170.  
 Exercițiul farmaciei și medicinei 97.  
 Expropriere 117.  
 Exteritorialitate 108.  
 Facultate 138.  
 Faliment 100.  
 Fals, valabilitatea actului 173.  
 Familie 4.  
 Farmacie 97.  
 Femea măritată 5, 33, 34, 104.  
 Fidei-comis 131.  
 Filiațiune 5, 29, 30, 31, 42—56.  
 Forma actelor 2, 88, 136 urm.  
 Francez 6, 10, 12, 22, 111, 145.  
 Francez, cod civil 7, 11, 23, 110, 167.  
 Franța 7, 8, 11, 12, 15, 22, 100, 110, 145, 148, 167.  
 Fraudă 8, 71.  
 Gaj 135.  
 Garanție reală 135.  
 Imobile 80, 81, 88, 110, 111, 113, 114, 115, 117, 120, 122, 124, 125, 129, 131, 134, 135, 145, 161, 192—195.  
 Impozite 114, 115.  
 Imprudență 80.  
 Imprumut 167.  
 Imutabilitate 191.  
 Inalienabilitate 193, 194, 195.  
 Inscrisiere în fals 173.  
 Intenție 152—160, 190.  
 Interdicție 5, 87, 105.  
 Interpretare 152—160, 184, 185, 187, 189, 190.  
 Ipotecă 135.  
 Jurământ 172.  
 Legi constituționale 94.  
 Legi de organizare judecătorească și de competență 99.  
 Legi de poliție preventivă 97.  
 Legi de poliție și siguranță 62 bis, 88, 90 urm.  
 Legi de procedură și de executare silită 99 bis, 168, 169.  
 Legi economice 94.  
 Legi fiscale 114, 115.  
 Legi naționale, a se vedea cuvintele: „Legi personale“, „Legi teritoriale“, „Statut personal“, „Statut real“.  
 Legi penale 96.  
 Legi personale 2, 4 urm., 112, 122, 126—130, 133, 134, 138, 140, 148, 153, 155, 175, 177, 181, 182, 183, 185, 186, 189, 199.  
 Legi politice 95.  
 Legi reale 2, 4, 89.  
 Legi represive 96.  
 Legi străine 8, 14, 15, 21, 24, 52, 61, 111, 130, 167, 173.  
 Legi teritoriale 4, 29, 33, 62 bis, 65, 67, 81, 83, 88 urm.  
 Lex rei sitae, a se vedea cuvintele: „Legi teritoriale“.  
 Legitimare 54, 55.  
 Libertate individuală 95.  
 Libertatea presei 95.  
 Locus regit actum, a se vedea cuvintele: „Forma actelor“, „Legi reale“, „Legi teritoriale“.  
 Lucruri mobile, a se vedea cuvintele: „Mobile“.  
 Majoritate 5, 70, 71.  
 Mamă 43, 62.  
 Mandat 163.  
 Medicină 97.  
 Miniștri străini, a se vedea cuvintele: „Ambasadori“, „Consuli“.  
 Minoritate 5, 62—85, 104, 161.  
 Mobile bunuri 79, 88, 110—115, 122, 124, 125, 129, 131, 134, 135, 192.  
 Moravuri, a se vedea cuvintele: „Bune moravuri“.  
 Naștere 48.  
 Naționalitate, a se vedea cuvântul „Străin“ și 11, 12, 13, 18, 19, 32, 34, 42, 46—51, 57 bis, 59, 60, 63, 68, 69, 73, 74, 88, 114, 117, 118, 139, 153—160, 164, 175—177, 182, 183, 185, 191.  
 Nulitate 25, 26, 131.  
 Ofertă 162.  
 Opoziție la căsătorie 20.  
 Ordine publică 15, 16, 21, 23, 24, 28, 29, 31, 41, 52, 53, 61, 64, 78, 87, 106, 107, 130, 131, 166, 174, 194, 195.  
 Ordonanțe 92.  
 Organizare judecătorească 99.  
 Parte disponibilă 132.  
 Paternitate, a se vedea cuvântul: „Filiațiune“.  
 Patrimoniu 4.  
 Penale legi 96.  
 Pensiune alimentară 29-32 103.  
 Persoane 3, 4.  
 Personale drepturi 121.  
 Personale legi, a se vedea cuvintele: „Legi personale“.  
 Poligamie 21, 102.  
 Poliție, a se vedea cuvintele: „Legi de poliție preventivă“, „Legi de poliție și siguranță“.  
 Politice legi 95.  
 Posesiune 119.  
 Prejudiciu 9.  
 Presă 95.  
 Prescripție 124, 196, 197, 198, 199, 200.  
 Presumpțiuni 153.  
 Presumpțiuni legale 172.  
 Probe 5, 14, 45, 169, 171, 172, 173.  
 Procedură, legi 99 bis, 168, 169.  
 Prodig 87.  
 Profesiune 97.  
 Privilegiu 135.  
 Proprietate 91, 113, 114, 122.

Putere părintească 62-69, 104.  
 Quasi-contract 175.  
 Quasi-delicț 176.  
 Rasă 24.  
 Reale drepturi 120, 124.  
 Reale legi, a se vedea cuvintele: „Legi reale”.  
 Reale garanții 135.  
 Recunoașterea copilului 51, 52, 53.  
 Recurs 14.  
 Regie 108.  
 Regim dotal, a se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie”.  
 Regulamente 92, 97.  
 Religie 24.  
 Represive legi 96.  
 Revocare 133.  
 Rezervă 132.  
 Risipitor 87.  
 Rogatorie comisiune 169.  
 Român 6, 10, 111, 144, 145, 149, 150.  
 Român cod civil 7, 11, 110.  
 România 7, 8, 11, 15, 52, 110, 131, 143, 145, 148, 149.  
 Rudenie 22, 31, 102.  
 Sarcină publică 114.  
 Sclavaj 98.  
 Semnătură privată, a act 136, 145, 179.  
 Servitori 108.  
 Servitute 120.  
 Siguranța, a se vedea cuvintele: „Legi de poliție și siguranță”.  
 Soți 18, 19, 20, 25, 26, 27, 33, 35-40.  
 Stare civilă 4-8, 11, 13, 126.  
 Stare civilă, act 101.

Statutul formelor 2.  
 Statut personal 2, 3, 11.  
 Statut real 2, 3.  
 Străinătate, a se vedea cuvântul: „Străini”.  
 Străini 7-12, 16, 18, 22, 23, 37, 38, 52, 53, 71, 85, 100, 106, 107, 110, 111, 116, 138, 140, 142-145, 148, 149, 150, 167, 169, 173, 174, 177, 179, 186-190.  
 Substituțiune fidei-comisară 131.  
 Succesiune 110, 116, 125-134.  
 Sustragere 141.  
 Suveranii unui stat străin 108.  
 Tagadă de paternitate 49.  
 Tată 43, 47, 48, 51, 55, 56, 62, 63.  
 Taxe de timbru și înregistrare 116, 118, 143.  
 Termin 49, 196-200.  
 Terțe persoane 123, 174.  
 Testament 125-134, 146-150.  
 Testament conjunctiv 150.  
 Testament olograf 147, 148, 149.  
 Transcriere 123.  
 Tutelă 72-85, 106, 161.  
 Țară străină, a se vedea cuvântul: „Străini”.  
 Urmărire silită, a se vedea cuvintele: „Executare silită”.  
 Ușurință 10.  
 Uzucapiune 124.  
 Uzufruct 65-69, 74, 120.  
 Viclenie, a se vedea cuvântul: „Fraudă”.  
 Vindere-cumpărare 36, 82, 83, 118, 122, 123, 161.

nale sunt acele legi cari regulează starea civilă și capacitatea persoanelor. (Demolombe, I, No. 76; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 77; Dalloz, Rép., Suppl., Lois No. 276; Laurent, I, No. 88 urm.; Huc, I, No. 140 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 197; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 124, 141).

5. Legi personale sunt acele cari regulează folosința, exercițiul și pierderea drepturilor civile, majoritatea și minoritatea, emanciparea, cauzele și efectele interdicției, proba paternității și a filiației legitime și naturale, capacitatea cerută în materie de adopțiuni, capacitatea cerută în materie de căsătorie, capacitatea femeii măritate etc. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 134; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 77; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 276; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 124, 141; Nacu, I, p. 92, 93).

A. Starea civilă și capacitatea persoanelor. — 6. Francezul (Românul) în orice țară s-ar găsi este supus în privința stării civile și capacității sale, legii sale naționale iar nu legii domiciliului său. (Merlin, Répertoire, Lois, § 4, No. 6; Laurent, I, No. 84 urm.; Duranton, I, No. 79; Toullier, IV No. 102; Demolombe, I, No. 98; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 142; Dalloz, Rép., Lois, No. 387; Suppl., Lois, No. 277; Duvergier sur Toullier, I, p. 99; Marcadé, art. 3, No. 5; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 78; Weiss, Traité théorique et pratique, III, p. 139 urm.; Traité élémentaire, p. 445, 446; Planiol, ed. 6-a, I, No. 190; Planiol et Ripert, I, No. 12; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 422; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 142, 143; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 45).

7. Art. 3 din codul civil francez, căruia în corespundere art. 2 din codul civil român, nu arată ce legi vor governa starea civilă și capacitatea străinilor în Franța, (România); totuși este constant admis astăzi că legile relative la starea civilă și la capacitatea persoanelor urmăresc pe străini în Franța (România) afară de cazul când legea lor națională ar dispune altfel. (Merlin, Répertoire, Lois, § 4, No. 6; Duranton, I, No. 79; Toullier, IV, No. 102; Demolombe, I, No. 98; Duvergier sur Toullier, I, p. 99; Aubry et Rau, I, § 31, p. 143; Mourlon, ed. 7-a I, No. 79; Marcadé, art. 3 No. 5; Proudhon, I, p. 82; Dalloz, Rép., Lois, No. 390; Suppl., Lois No. 277; Laurent, I, No. 89 urm., Huc, I, No. 140 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 203 urm.; Planiol, ed. 6-a I, No. 192; Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, p. 282; Pillet, Principes, No. 145; Planiol et Ripert, I, No. 92; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 422; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 141, nota 3, Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 45; Plastara, I, p. 49, 50).

8. În privința aplicării legilor personale străinilor în Franța (sau în România), după o părere, legea străină trebuie aplicată în totul când este vorba

## I. Principii generale.

1. Articolul 2 din codul civil este privitor la conflictul legilor din punctul de vedere a locurilor unde ele se aplică. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 75; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 243 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 182).

2. Art. 2 din codul civil român, împarte legile în două categorii: legi personale sau statutul personal și legi reale sau statutul real, vorbind apoi despre legile privitoare la forma exterioră a actelor (statutul formelor). (Demolombe, I, No. 76; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 123; Nacu, I, p. 89 urm.; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 38).

Se numește „statul real”, dispozițiile legii privitoare la bunuri și „statul personal”, dispozițiile privitoare la persoane. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 184; Plastara, I, p. 47).

## II. Legi personale.

4. În privința întinderii aplicației legilor, diferitele categorii de legi pot fi împărțite în două clase: legi personale și legi teritoriale.

Legi personale sunt acele cari au ca obiect principal și predominant condiția juridică a persoanei considerată în ea însăși, sau în raporturile sale de familie, sau chiar în raporturile sale cu patrimoniul său: cu alte cuvinte legi perso-



de starea civilă și de capacitatea străinilor, afară de cazul când ei ar fi întrebuințat manopere frauduloase pentru ascunderea capacității lor. (Duranton, I, p. 58; Marcadé, Art. 3, No. 5; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 277, 279; Laurent, I, No. 84 urm.; Huc, I, No. 152 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, 142; Weiss, Traité élémentaire, p. 276; Despagnet, Précis, ed. 3-a, p. 469; Comp., Alexandresco, ed. 2-a, p. 151).

9. După o altă părere, legea personală a străinului nu-și mai găsește aplicațiune atunci când ea ar aduce prejudicii intereselor franceze, (române), chiar private, indiferent de împrejurările în care s-a format raportul de drept. (Valette sur Proudhon, De l'état des personnes, I, p. 83 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 79 bis; Dalloz, Rép., Lois, No. 398, 401; Effets de commerce, No. 877; Suppl., Lois, No. 279; Demolombe, I, No. 98; Planiol et Ripert, I, No. 43).

10. După o a treia părere, nu este suficient ca legea națională a străinului să prejudicieze interesele francezilor (românilor) ci trebuiește să se stabilească că Francezul (românul) care a contractat a fost de bună credință și că nu a lucrat cu ușurință și imprudentă. (Demolombe, I, No. 98, 102; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, p. 143 urm.; Dalloz, Rép., Lois, No. 279; Merlin, Répertoire, Loi, § 6 No. 6; Duranton, I, No. 93; Comp., Nacu, I, p. 93).

11. Când un străin care domiciliază în Franța (România) nu are naționalitate sau are două naționalități diferite, trebuiește aplicată legea franceză (română) în privința stării sale civile și capacității sale, adică legea domiciliului său. (Demolombe, I, No. 180; Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, sect. I, p. 146; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, nota 24, p. 144; Huc, I, No. 143; Dalloz, Rép., Suppl. Lois, No. 282; Laurent, I, No. 86; Droit civil international, III, No. 258; Weiss, Traité élémentaire, p. 282; Traité théorique et pratique, III, p. 160; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 142, nota 2, 144, 145).

12. Străinul care nu este străin de origine și care a fost Francez, nu poate să invoace în Franța beneficiul statutului său personal de străin decât în cazul când naționalitatea străină obținută este considerată ca valabil dobândită de legea franceză. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois No. 283).

13. Când o persoană are două naționalități și când înaintea unui tribunal din una din aceste două țări, se ridică o chestiune privitoare la starea civilă sau la capacitatea sa, tribunalul va aplica legea țării în numele căreia judecă, chiar dacă acea persoană și-ar avea domiciliul în străinătate. (Weiss, Traité élémentaire, p. 327; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 285).

14. Legile străine sunt niște chestiuni de fapt, lăsate la aprecierea suverană a instanțelor de fond și judecătorii nu sunt

ținuți a le aplica decât atunci când le propun părțile și le dovedesc înaintea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 153 urm.; Comp., Nacu, I, p. 78, 79).

15. Legile străine nu-și mai găsească aplicațiunea în Franța (România) atunci când sunt contrare ordinii publice sau bunurilor moravuri. (Weiss, Traité élémentaire, p. 880; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 278; Demolombe, I, No. 98; Valette sur Proudhon, Etat des personnes I, p. 85 urm.; Laurent, I, No. 77; Bertauld, Questions pratiques., I, No. 23 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 150; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 79 bis.; Planiol et Ripert, I, No. 43; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 148 urm.).

B. Absență. — 16. Condițiunile de declarare a absenței și efectele sale sunt guvernate, în principiu de legea națională a absentului fie că absența este declarată în țara sa de origine fie că se cere declararea ei în o țară străină unde există această instituțiune, bine înțeles cu condițiunea de a nu se aduce atingere ordinii publice internaționale. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 355; Comp., Demolombe, II, No. 15; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 240 urm.; Laurent, Droit civil international, VI, No. 334; Weiss, Traité élémentaire, p. 400 urm.).

C. Căsătorie. — 17. Capacitatea cerută pentru ca cine-va să se poată căsători este determinată de legea țării căreia aparțin viitorii soți. (Demolombe I, p. 101; Mourlon, ed., 7-a I, No. 78; Dalloz, Rép., Lois No. 392; Suppl., Lois, No. 287; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 142; Laurent, I, No. 89; Weiss, Traité élémentaire, ed., 2-a, p. 447; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 251; Asser et Rivier, Eléments du droit international privé, p. 105; Alexandresco, ed., 2-a I, p. 143, 169, 196, 198).

18. Dacă viitorii soți sunt de aceeași naționalitate, pentru căsătoria lor, (chiar celebrată în străinătate se va aplica legea lor națională. (Weiss, Traité théorique et pratique, III, p. 409).

19. Dacă însă viitorii soți nu sunt de aceeași naționalitate, condițiunile de capacitate pentru a se putea căsători, vor fi determinate pentru fiecare din ei, de legea lor națională. (Dalloz Rép., Droits civils, No. 445; Lois, No. 393; Mariage, No. 50, 307; Suppl., Lois, No. 287; Mariage No. 32; Weiss, Traité élémentaire, p. 447, 454; Traité théorique et pratique, III, p. 409, 417, 428; Despagnet, Précis, ed., 3-a, No. 253; Laurent, Droit civil international, IV, No. 304 urm.).

20. Deasemenea tot legea personală a fiecăruia dintre viitorii soți, va determina ce persoane au dreptul să facă opoziție la căsătorie cine trebuiește să-și dea consimțământul, ce obstacole se pot ivi la contractarea căsătoriei, etc. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 238, 239; Suppl., Lois, No. 287, 288).



**21.** Cu toate acestea dispozițiile legii străine, nu se vor aplica de câte ori vor aduce atingere ordinii publice internaționale cum ar fi permisiunea poligamiei, etc. (Aubry et Rau, ed., 5-a, I, § 31, p. 150; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No 287, 288, 290; Mariage, 100; Laurent, I, No. 90; Despagnet, Précis, ed., 3-a, No. 255).

**22.** Un străin nu poate lua în căsătorie în Franța o franceză sau chiar o străină, dacă între ei există legătură de rudenie care oprește în Franța căsătoria; sau să obțină autorizația guvernului francez în cazul când legea franceză prevede posibilitatea obținerii unei asemenea autorizații. (Weiss, Traité théorique et pratique, III, p. 426; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 255; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 150; Laurent, I, No. 90).

**23.** Dacă dispozițiile legii naționale a străinului pentru a se putea căsători, ar fi mai riguroase decât cele ale legii franceze, ele se vor aplica, cu condițiunea ca să nu se aducă atingere ordinii publice internaționale. (Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 255; Dalloz, Rép., Suppl. Lois, No. 288).

**24.** Dacă o lege străină ar opri căsătoria între persoane de religii deosebite, sau de rase deosebite, această lege nu se va aplica de oarece este contrară ordinii publice internaționale. (Weiss, Traité élémentaire, p. 450; Laurent, Droit civil international, IV, No. 331 urm.; Despagnet, Précis, ed., 7-a, No. 255; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 289).

**25.** Condițiunile pentru exercitarea acțiunii în nulitate a unei căsătorii, vor fi determinate de legea națională a soților. (Weiss, Traité élémentaire, p. 522 urm.; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 445; Mariage, No. 453; Suppl., Lois, No. 290).

**26.** Efectele unei căsătorii anulate, vor fi determinate de legea națională a foștilor soți. (Weiss, Traité élémentaire, p. 523; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 247; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 290).

**27.** Efectele căsătoriei sunt guvernate de legea personală a soților. (Weiss, Traité élémentaire, p. 490; Traité théorique et pratique, III, p. 501, urm.; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 257 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Lois No. 298; Contra: Laurent, Droit civil international, IV, No. 214).

**28.** Această regulă suferă excepțiune în cazul când în țara unde se produc aceste efecte, ele sunt contrare ordinii publice. (Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 258; Weiss, Traité élémentaire, p. 491; Traité théorique et pratique, III, p. 504; Laurent, Droit civil international, V, No. 49; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 298).

**29.** Obligația la alimente rezultând din căsătorie și filiațiune, după o părere, trebuie să fie considerată de ordine publică internațională, așa încât dacă legea teritorială impune această obligație unor persoane, ele trebuiesc să se supue de și

legea lor națională nu le-o impune. (Demolombe, I, No. 70; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31 p. 132; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 334; Weiss, Traité élémentaire, p. 497; Nacu, I, p. 83).

**30.** Dacă legea personală a părților lărgeste obligația la alimente, se va aplica statutul lor personal. (Weiss, Traité élémentaire, p. 498; Dalloz, Rép., Suppl., Lois No. 334).

**31.** După o altă părere, între rude în linie directă descendentă și ascendentă, obligația alimentară trebuie să fie considerată de ordine publică internațională, însă între rude colaterale și afini trebuie să se aplice legea națională a părților. (Laurent, Droit civil international, V, No. 93; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 334).

**32.** Când ambele părți nu au aceiași naționalitate și legile lor personale sunt în conflict, trebuie să se aplice legea națională a debitorului. (Laurent, Droit civil international, V, p. 194; Dalloz, Rép., Lois No. 392).

**33.** Capacitatea femeii căsătorite este guvernată de legea națională a soților, chiar în cazul când este în conflict cu legea teritorială. (Merlin, Répertoire, Autorisation maritale, section 10 No. 2, 3; Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 161, p. 170. Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs et test. No. 297; Lois, No. 394; Mariage, No. 823; Suppl., No. 299, 301; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, nota 10, p. 135; Roland de Villargues, Loi, § 6, No. 6, p. 232; Laurent, I, No. 90; Droit civil international, V, No. 61, 69; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 258; Asser et Rivier, Eléments de droit international privé, p. 105; Weiss, Traité élémentaire, p. 497; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 138, 141 nota 6, 167, 168).

**34.** În cazul când numai bărbatul dobandește altă naționalitate, soția păstrându-și naționalitatea de mai înainte, această schimbare nu poate modifica capacitatea soției care urmează a fi guvernată ca și mai înainte de legea sa națională. (Asser et Rivier, Eléments de droit international privé, p. 105; Laurent, Droit civil international, III, No. 294; Weiss, Traité élémentaire, p. 499; Dalloz, Rép., Suppl., Lois No. 303).

**35.** Admisibilitatea și modalitățile donațiilor între soți, sunt guvernate de legea personală a soților. (Weiss, Traité théorique et pratique, III, p. 509; Laurent, Droit civil international, VI, No. 292; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 137).

**36.** Admisibilitatea și modalitățile vânzărilor între soți, sunt guvernate de legea personală a soților. (Weiss, Traité théorique et pratique, III, p. 511; Laurent, Droit civil international, VIII, No. 135).

**D. Despărțenie.**— **37.** Tribunalele unei țări în care este admis divorțul nu pot să respingă cererea de divorț făcută de străini sub motivul, fie că țara de ori-



gină a străinilor nu admite divorțul, fie că în acea țară nu se admite divorțul pentru cauzele invocate de părți. (Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, p. 207; Dalloz, *Rép.*, *Suppl. Cassation*, No. 294; *Divorce et séparation de corps*, No. 148; Nacu, I, p. 83, 84).

38. După o altă părere tribunalele unei țări în care se admite divorțul nu ar putea pronunța desfacerea căsătoriei decât în cazul când statul personal al soților o permite. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 539; *Traité théorique et pratique*, III, p. 597; Surville et Arthuys, *Cours élémentaire de droit international privé*, No. 300; Laurent, *Droit civil international*, V, No. 119; Dalloz, *Rép.*, *Lois*, No. 396; *Mariage*, No. 507; *Suppl.*, *Lois*, No. 296; Vraye et Gode, *Le divorce et la séparation de corps*, ed. 2-a, II, No. 929).

39. În cazul când atât legea țării în care se judecă acțiunea de divorț cât și statutul personal al soților străini, permit divorțul el nu poate fi admis decât atunci când cauzele de despărțenie sunt admise de statutul personal al soților. (Weiss *Traité élémentaire*, p. 540; *Traité théorique et pratique*, III, p. 601; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Divorce et séparation de corps*, No. 148; Vraye et Gode, *Le divorce et la séparation de corps*, ed. 2-a, No. 928; *Contra*: Laurent, *Droit civil international*, V, No. 134).

40. Efectele despărțeniei sunt guvernate de legea națională a soților. (Merlin, *Questions de droit, Divorce*, § 13; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 295; Demolombe, I, No. 101; Planiol et Ripert, I, No. 45)

41. Afară de cazul când efectele ar fi contrare ordinii publice internaționale. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 541; *Traité théorique et pratique*, III, p. 603, 604; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Divorce et séparation de corps*, No. 559; *Lois*, No. 297; *Comp.*: Laurent, *Droit civil international*, IV, No. 325; Huc, II, No. 399).

E. *Paternitate, maternitate și filiațiune*. — 42. Filiațiunea persoanelor este guvernată de legea lor națională, care este determinată de naționalitatea lor. (Huc, I, No. 147; Dalloz, *Rép.*, *Lois*, No. 398; *Paternité et filiation*, No. 205; *Suppl.*, *Lois*, No. 304; *Paternité et filiation*, No. 100; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 141, nota 4).

43. Filiațiunea legitimă față de tatăl, precum și filiațiunea față de mamă, sunt guvernate de legea națională a părinților. (Aubry et Rau, ed., 5-a, I, § 31, p. 134; Huc, I, No. 147; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 305, 306; Laurent, *Droit civil international*, V, No. 244; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 270 urm.; Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, p. 124 urm.; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 546).

44. Acțiunile relative la filiațiune pe care le poate introduce copilul sau se pot introduce în contra sa, sunt determinate și guvernate de legea națională a părinților. (Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 306).

45. Mijloacele de probă pentru stabilirea filiațiunii sunt determinate de legea națională a părinților. (Huc, I, No. 147; Dalloz, *Rép.*, *Lois*, No. 398; *Suppl.*, *Lois*, No. 306).

46. În cazul când copilul are o naționalitate deosebită de cea a preținșilor săi părinți, după o părere, în această împrejurare, pentru stabilirea filiațiunii trebuie luată în considerație legea personală a copilului. (Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 270; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 550; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 307).

47. După o altă părere, în această împrejurare, trebuie să se aplice legea națională a bărbatului. (Merlin, *Répertoire, Légitimité*, sect. 4, § 3, No. 3; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 307).

48. În cazul când tatăl a dobândit altă naționalitate, pentru a se determina naționalitatea care va decide legea aplicabilă pentru stabilirea filiațiunii, este de ales între trei epoci și anume: epoca intențării acțiunii, cea a nașterii copilului și acela a concepțiunii sale. (Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 308; *Comp. Laurent, Droit civil international*, V, No. 243).

49. Terminul în care trebuie intențată acțiunea în tăgăda de paternitate, este determinat de legea personală a tatălui. (Laurent, *Droit civil international*, V, No. 244; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 550; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 309).

50. Ca și la stabilirea filiațiunii legitime, filiațiunea naturală depinde de legea personală a părinților, când ele au aceeași naționalitate. (Huc, I, No. 147; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 313).

51. Când părțile nu au aceeași naționalitate, pentru stabilirea filiațiunii naturale, prin recunoașterea voluntară, trebuie ca legea personală a tatălui să-i permită să facă recunoașterea, iar legea personală a copilului să-i permită să fie recunoscut. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 554; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 314).

52. Dispozițiile legii străine nu-și mai găsesc aplicațiunea în cazul când ar aduce atingere ordinii publice internaționale. Astfel cercetarea paternității nu ar putea fi admisă în România, din cauză că ar aduce atingere ordinii publice, chiar dacă legea personală a părinților ar permite-o. (Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 315).

53. În cazul însă când un străin a obținut în țara sa de origină recunoașterea paternității prin cercetarea ei conform legilor sale, ea își produce efectele și într-o țară care nu admite această cercetare, de oare ce în acest caz ordinea publică nu mai este amenințată. (Laurent, *Droit civil international*, V, No. 262; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 274, 725; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 556; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 315 urm.).

54. Legitimarea depinde, în principiu, de legea națională a părinților. (Dalloz, *Rép.*, *Lois*, No. 398; *Suppl.*, *Lois*, No. 320, 326).



**55.** Chestiunea legitimității copilului natural prin căsătorie subsequentă, depinde de legea personală a tatălui din momentul celebrării căsătoriei. (Merlin, Questions de droit, Légitimation, t. 9 § 1; Dalloz, Rép., Lois, No. 399; Suppl., Lois No. 320, 322; Laurent, Droit civil international, IV, No. 275 urm.; Weiss, Traité élémentaire, p. 559 urm.; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 276; Asser et Rivier, Eléments de droit international privé, p. 125, 126).

**56.** Efectele legitimității copilului natural, depind de legea națională a tatălui. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 330).

F. *Adopțiune*. — **57.** Adopțiunea, depinde în principiu, de legea națională a părților. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 331).

**57 bis.** Când adoptatorul și adoptatul nu au aceiași naționalitate, pentru a putea avea loc adopțiunea trebuie ca legea națională a ambelor părți să admită adopțiunea și fiecare dintre ele să îndeplinească condițiunile de capacitate cerute de legea lor națională. (Weiss, Traité élémentaire, p. 565; Laurent, Droit civil international, VI, No. 38; Asser et Rivier, Eléments de droit international privé, p. 127; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 331).

**58.** Efectele adopțiunii sunt guvernate în principiu de legea națională a părților. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 332).

**59.** În cazul când adoptatorul și adoptatul sunt de naționalitate deosebită, după o părere, efectele adopțiunii sunt guvernate de legea personală a adoptatorului. (Laurent, Droit civil international, VI, No. 39; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 332).

**60.** După altă părere, efectele adopțiunii sunt guvernate de legea personală a adoptatului (Weiss, Traité élémentaire, p. 566; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 332).

**61.** Dispozițiile legii străine, care permite adopțiunea, nu-și mai găsesc aplicațiunea în cea ce privește condițiunile și efectele adopțiunii în cazul când sunt contrarii ordinii publice locale. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 333).

G. *Puterea părintească*. — **62.** Puterea tatălui și mamei asupra persoanei copilului lor sunt guvernate de legile lor personale. (Demolombe, I, No. 88; Laurent, I, No. 96; Droit civil international, VI, No. 12; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 50; Suppl., Lois, No. 336, 337; Weiss, Traité élémentaire, p. 573; Asser et Rivier, Eléments de droit international privé, p. 125; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 258, 269).

**62 bis.** După o altă părere, legile private la puterea părintească constituiesc legi de poliție și de siguranță și se aplică tuturor persoanelor ce se află în o țară. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 132; Proudhon, Etat des personnes, I, p. 91; Troplong, Hypothèques, II, No. 429; Nacu, I, p. 82).

**63.** Când tatăl și copilul nu au aceiași naționalitate, dreptul de putere părin-

tească va fi guvernat de legea națională a copilului. (Demolombe, I, No. 104; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, I, 145, 146).

**64.** Legea personală nu-și mai găsește aplicațiunea când dispozițiile sale sunt contrare ordinii publice internaționale. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 336; Comp. Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31 p. 132; Surville et Arthuys, Cours élémentaire de droit international privé, No. 319 bis; Weiss, Traité théorique et pratique, II, p. 199; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 337)).

**65.** În privința uzufructului legal al părinților asupra bunurilor copiilor lor minori, părerile sunt împărțite: După o părere acest uzufruct este guvernat de legea situațiunei bunurilor copilului. (Merlin, Répertoire, Puissance paternelle, sect. 7, No. 1; Dalloz, Rép., Lois, No. 400; Proudhon, I, p. 91; Nacu, I, p. 98).

**66.** După o altă părere, care este dominantă, acest uzufruct este guvernat de legea personală a părților. (Demolombe, I, No. 88; Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 134, urm.; Laurent, I, No. 96; Droit civil international, VI, No. 18; Huc, III, No. 226; Asser et Rivier, Eléments de droit international privé, p. 125; Weiss, Traité élémentaire, p. 573; Pillet, Principes, No. 180; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 338; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 139).

**67.** După o a treia părere, acest uzufruct nu este admis decât în cazul când el este acordat atât de legea personală a părților cât și de cea unde sunt situate bunurile copiilor. (Bard, Précis de droit international, p. 236).

**68.** În cazul când părintele și copilul nu au aceeași naționalitate, după o părere se va aplica în privința uzufructului legal legea personală a copilului. (Weiss, Traité élémentaire, p. 576; Bard, Précis, p. 234; Comp. Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 340).

**69.** După o altă părere, în cazul când părintele și copilul sunt de naționalitate deosebite, uzufructul legal va fi guvernat de legea personală a părintelui, de oarece acest uzufruct este stabilit în favoarea sa. (Laurent, Droit civil international, VI, No. 21; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils No. 119; Lois, No. 339; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 140).

H. *Minoritate, tutelă și emancipare*. **70.** Majoritatea unei persoane și capacitatea sa este, în principiu, guvernată de legea sa personală. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 134; Toullier, I, No. 117; Duranton, I, p. 58; Dalloz, Rép., Lois, No. 401 urm.; Suppl., Lois, No. 341 urm.; Minorité, No. 37; Valette sur Proudhon, Traité de l'état des personnes, I, p. 84 urm.; Demolombe, I, No. 102; Laurent, I, No. 97; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 142, nota 2).

**71.** Cu toate că statutul personal al minorului străin determină majoritatea și capacitatea sa, această regulă nu-și mai găsește aplicațiunea, prin aplicarea drep-



tului comun, în cazul când minorul a lucrat cu viclenie pentru a-și ascunde starea sa. (Demolombe, I, No. 102; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 341; Laurent, I, No. 97).

**72.** Regulele privitoare la organizarea și exercitarea tutelei copiilor minori, sunt guvernate de statutul personal. (Laurent, Droit civil international, VI, No. 49; Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, p. 128; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 408; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 343; Nacu, I, p. 84).

**73.** În cazul când minorul și tutorul au naționalități deosebite, se va aplica în privința tutelei minorului, legea sa personală. (Laurent, Droit civil international, VI, No. 50 urm.; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 409; *Traité théorique et pratique*, III, p. 319; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 289 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 344, 345).

**74.** După o altă părere în cazul când minorul și tutorul legal sunt de naționalități deosebite, și făcându-se aplicațiunea principiilor stabilite mai sus la materia uzufructului, se va aplica legea personală a părintelui. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 344).

**75.** Tutela va fi organizată în țara unde domiciliază minorul, după regulele stabilite de legea sa națională. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 411; *Traité théorique et pratique*, III, p. 323; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 346; Comp. Nacu, I, p. 84).

**76.** În ceea ce privește cauzele de scuză, incapacitate, excluderile și destituțiile din tutela se va aplica legea națională a minorului. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 414; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 347).

**77.** Puterile și obligațiunile tutorului vor fi determinate de legea națională a minorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 348, 350).

**78.** Regula că puterile și obligațiunile tutorului sunt determinate de legea națională a minorului suferă excepțiuni în cazul când această lege ar aduce atingere ordinii publice internaționale. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 348).

**79.** Puterile și obligațiunile tutorului în privința averii mobiliare a minorului, vor fi guvernate de legea națională a minorului. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 415; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 348, 350)

**80.** În ceea ce privește puterile și obligațiunile tutorului asupra averii imobiliare a minorilor, chestiunea este controversată; după o părere dominantă, se va aplica în acest caz legea personală a minorului. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 417; Laurent, *Droit civil international*, VI, No. 120; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 348).

**81.** După o altă părere în acest caz trebuie aplicată legea situațiunii bunurilor imobile. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 348).

**82.** Vânzarea bunurilor trebuie făcută după formele stabilite de legea personală a minorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 349).

**83.** După o altă părere, această vânzare trebuie făcută după formele stabilite de legea situațiunii bunurilor, conform regulei: „*locus regit actum*”. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 349).

**84.** Cauzele de încetare a tutelei și consecințele ce rezultă sunt guvernate de legea personală a minorului. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 420; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 350).

**85.** Cu toate că organizarea tutelei depinde de statutul personal, totuși când tutorul părăsește interesele tutelei, tribunalele franceze (române) au dreptul și obligația de a numi un tutor provizoriu care să se ocupe de averea și persoana minorului străin. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 409, 410).

**86.** Emanciparea expresă sau tacită condițiile sale și efectele sale sunt guvernate de legea personală a emancipatului. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 422; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 351; Comp. Laurent, *Droit civil international*, VI, No. 58 urm.; Nacu, I, p. 84, 85).

#### I. Interdicțiune și consiliu judiciar. —

**87.** Tutela interzisilor și numirea unui consiliu judiciar sunt guvernate de legea personală a interzisului sau prodigului, în cazul când nu se aduce atingere ordinii publice internaționale. (Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 288 urm.; Laurent, *Droit civil international*, VI, No. 72 urm.; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 429; *Traité théorique et pratique*, III, p. 368; Dalloz, Rép., Lois, No. 406; Suppl., Lois, No. 352, 353; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 142).

### III. Legi teritoriale.

**88.** Legile teritoriale se aplică pe întreg teritoriul unei țări și tuturor persoanelor aflate în acea țară, indiferent de naționalitatea lor; ca legi teritoriale cităm: legi de poliție și de siguranță, legi privitoare la imobile și bunuri mobile aflate pe teritoriul țării; legi privitoare la forma și la executarea actelor juridice.

**89.** Legile reale sunt acele cari se ocupă în mod principal cu bunurile ce stau în legătură cu persoanele. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 124, urm.).

#### A. Legi de poliție și de siguranță. —

**90.** Legile de poliție și de siguranță nu pot fi definite și aparține tribunalelor să le stabilească caracterele. (Dalloz, Rép., Lois, No. 450; Suppl. Lois No. 429).

**91.** Prin legi de poliție și de siguranță se înțeleg acele legi care au de obiect siguranța persoanelor, respectul proprietății și asigurarea bunei ordine în societate. (Beudant, *Explication du titre prélim.*, No. 153, p. 162; Dalloz, Rép., Suppl., Lois No. 429; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 131; Weiss, *Traité élémentaire de*



droit intern. privé, ed. 2-a, p. 245; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 156).

**92.** Prin legi de poliție și de siguranță se înțeleg nu numai legile propriu zise ci și regulamentele administrative, decretele, ordonanțele făcute și date în puterea unei legii. (Duranton, I, No. 77; Demolombe, I, No. 70; Beudant, I, No. 153; Aubry et Rau, I, § 31, text și nota 5; Dalloz, Rép., Lois, No. 449; Suppl., Lois, No. 429; Laurent, I, No. 105; Baudry et Houques-Fourcade, Des personnes, I, No. 196; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 156).

**93.** Legile de poliție și de siguranță se aplică tuturor persoanelor ce locuiesc în țară, indiferent de durata locuirii. (Toullier, I, No. 112; Duranton, I, No. 77; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 132; Mourlon, ed. 7-a I, No. 76; Demolombe, I, p. 71; Huc, I, No. 112; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 194; Planiol ed. 6-a, I, No. 188; Weiss, Traité élémentaire, p. 229, text și nota 1; Faustin Hélie, Traité de l'instruction criminelle, II, No. 627 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 156).

**94.** Trebuie să fie considerate ca legi de poliție și de siguranță următoarele: Legile constitutive ale ordinii sociale sau economice. (Beudant, Explicat. du titre prélimin., No. 153, p. 162; Eugen Herovanu, I, p. 43).

**95.** De asemenea legile politice, cum sunt cele privitoare la libertatea individuală, la libertatea presei, la dreptul de întrunire. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 429; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 43).

**96.** Legile represive, adică întregul drept penal, trebuie de asemenea să fie considerate ca legi de poliție și de siguranță și se aplică tuturor locuitorilor domiciliați într-o țară. (Beudant, op. cit., I, No. 153, p. 162; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, nota 5, p. 132; Dalloz, Rép., Compét. crimin. No. 107 urm.; Instruction crimin., No. 106 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 188; Garraud, Traité théorique et pratique du droit pénal français, I, No. 135; Le Sellyer, Droit criminel, II, No. 750 urm.; Alexandresco, ed. I, p. 154, 156; Nacu, I, p. 80).

**97.** De asemenea legile, regulamentele și decretul privitoare la poliția preventivă, adică la poliția și siguranța Statului și a comunelor la condițiunea și siguranțele cerute pentru exercitarea unor anumite profesii, cum este exercițiul farmaciei sau medicinei, etc. (Beudant, op. cit., I, No. 153, p. 162; Planiol, ed. 6-a, I, No. 188; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 156).

**98.** De asemenea legile cari opresc sclavajul. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 79 bis; Beudant, op. cit., I, No. 153, p. 162; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 151; Nacu, I, p. 81).

**99.** De asemenea legile de organizație judecătorească și de competență. (Surville et Arthuys, Cours élémentaire de droit intern. privé, ed. 2-a, No. 414, p. 465; Laurent, Droit civil international, VIII, No. 103; Alexandresco, ed. I, p. 133; Nacu, I,

p. 85, 86; Eugen Herovanu, op. cit. I, p. 49).

**99 bis.** De asemenea legile de procedură și cele privitoare la executarea forțată a actelor și hotărârilor. (Beudant, Explicat. du titre prélimin., No. 153, p. 162; Planiol, ed. 6-a, I, No. 189; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 128; Nacu, I, p. 85, 87; Eugen Herovanu, op. cit. I, p. 47 urm.).

**100.** De asemenea legile asupra falimentului. Se zice că tribunalele franceze sunt competente să judece cererea de declararea în stare de faliment contra străinilor, mai ales atunci când ei își au domiciliul în Franța. (Demante et Colinet de Santerre, V, No. 48 bis.; Toullier, VI, No. 175; Laurent, XVI, No. 166; Huc, I, No. 109; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 156, 157; Contra: Duranton, X, No. 353, 354).

**101.** De asemenea legile privitoare la actele stării civile. (Beudant, op. cit., No. 153, p. 162; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 132; Planiol, ed. 6-a I, No. 188; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 157).

**102.** De asemenea legile cari opresc poli-gamia și căsătoria între rude și afini apropiati. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 79 bis; Valette sur Proudhon, I, p. 85, 86; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 132; Comp., Alexandresco, ed. 2-a I, p. 151).

**103.** De asemenea legile cari obligă pe anumite persoane a-și procura unele alimente. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 132; Demolombe, I, No. 70; Planiol, ed. 6-a, I, No. 188; Nacu, I, p. 83).

**104.** De asemenea legile cari guvernează puterile părinților sau tutorilor asupra persoanei copiilor minori, precum și cele care guvernează puterile bărbatului asupra persoanei soției sale. (Beudant, op. cit., No. 153, p. 162; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 132; Weiss, Traité théorique et pratique, II, p. 199; Nacu, I, p. 82).

**105.** De asemenea legile privitoare la interdicție, în măsura, bine înțelese, în care aceasta interesează siguranța publică. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 132; Planiol, ed. 6-a, I, No. 188; Nacu, I, p. 84).

**106.** După o părere legile de ordine publică sunt deopotrivă obligatorii atât pentru naționali cât și pentru străini. (Demolombe, I, No. 70; Laurent, I, No. 105; Nacu, I, p. 80; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 43).

**107.** După o altă părere se disting două feluri de legi de ordine publică: legi de ordine publică internă, care cuprind toate legile cari sunt obligatorii, fără excepție, tuturor supușilor unui stat și legi de ordine publică internațională, cari cuprind legi obligatorii nu numai naționaliilor ci chiar și străinilor cari se găsesc în o țară. (Baudry et Houques-Fourcade, Personnes, I, No. 196, 272 urm.; Huc, I, No. 108; Lyon-Caen et Renault, Précis de droit commercial, II, No. 1388; Laurent, Droit civil international, II, No. 185 urm.; Weiss, Traité élémentaire, p. 245 urm.;



Traité théorique et pratique, III, p. 83 urm.; Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, No. 25; Despagnet, *Précis*, p. 159, 160; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 80, 81; Comp.: Nacu, I, p. 80, 81; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 43).

**108.** Legile de poliție și de siguranță nu se aplică: suveranilor străini, ambasadiorilor, familiei și personalului lor, afară de servitori în virtutea principiului exteriorității; consuli însă, nu se bucură de această favoare. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 188; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 159 urm.; Contra: Laurent, *Droit civil international*, III, 59 urm.).

**B. Legi privitoare la imobile și bunuri mobile aflate pe teritoriul țării.** — **109.** Legile cari au de obiect direct și principal de a regula condițiunea bunurilor considerate în ele înșile sau în raporturile lor cu persoanele, au în principiu, aplicațiune teritorială. (Mourlon, ed. 7-a, I, 80; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 425; Suppl., Lois, No. 358; Planiol, ed. 6-a, I, No. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 126 urm.).

**110.** Sunt guvernate de legile franceze (române) nu numai imobilele aflate în Franța. (România) ci și mobilele corporale și creanțele posedate de străini în Franța (România), privindu-se aceste lucruri în individualitatea lor iar nu ca făcând parte integrantă din o succesiune. (Beudant, *Explicat. du titre prélim.*, 164, p. 175; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 80; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 410, 425; Bertauld, *Questions pratiques et doctrinales*, I, No. 11; Demolombe, I, No. 96; Aubry et Rau, ed. 2-a, I, p. 127; Comp.: Plastara, I, 121; Huc, I, No. 130, 131; Planiol, ed. 6-a, I, No. 191; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 405, p. 734; Weiss, *Traité élémentaire*, ed. 2-a p. 579; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 133; Comp.: Nacu, I, p. 95, 96).

**111.** Bunurile mobile sau imobile aflate în țară străină, sunt guvernate, în principiu, de legile străine, chiar când ar aparține unui francez (român). (Aubry Rau, ed. 5-a, I, p. 155; Demolombe, I, No. 90; Marcadé, I, art. 2., p. 73; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 127; Comp.: Plastara, I, p. 50, 51).

**112.** După o altă părere, bunurile mobile sunt guvernate de legea personală a celui ce le posedă. (Duranton, I, No. 90; Merlin, *Répertoire*, Lois, § 6, No. 3, p. 691; Taulier, *Théorie du code civil*, I, p. 57; Nacu, I, p. 95; Comp.: Plastara, I, p. 51).

**113.** Natura mobilă și a lucrurilor, caracterul lor și întinderea dreptului de proprietate se determină după legea situațiunii lor conform regulei, „lex rei sitae.”. (Huc, I, No. 117, 123; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 409; Suppl., Lois, No. 361, 362; Planiol, ed. 6-a, I, No. 189; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 579 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 133; Nacu, I, p. 95).

**114.** Legile cari supun proprietățile la impozite fiscale și sarcine publice au caracter teritorial indiferent de naționalitatea proprietarului. (Dalloz, *Rép. Im-*

*pôts dir.* No. 172; Lois, No. 409; Suppl., *Impôts dir.* No. 81; Lois, No. 361; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 128, 137).

**115.** Legea situațiunii bunurilor va determina natura mobilă sau imobilă, pentru impunerea la impozite fiscale. (Demolombe, I, No. 96; Laurent, I, No. 121; Huc, I, No. 120, 123).

**116.** Taxa de înregistrare pe moșteniri, se aplică tuturor succesiunilor deschise în țară, chiar când ele s-ar cuveni unui străin. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 128, nota 3).

**117.** Legile privitoare la exproprierea imobilelor pentru utilitate publică sunt de statul real, indiferent de naționalitatea proprietarilor. (Duranton, I, No. 82; Merlin, *Répertoire*, Loi § 6, No. 2; Demolombe, I, No. 77; Planiol, ed. 6-a I, No. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 128).

**118.** Legile cari impun la taxe drepturile de mutație au caracter teritorial indiferent de naționalitatea părților. (Dalloz, *Rép.*, Enregistr., No. 3244, 4150; Lois, No. 409, 426; Suppl., Enregistr., No. 2252; Lois, No. 395).

**119.** Posesiunea bunurilor și drepturile cari rezultă din aceasta sunt guvernate de legea locului situațiunii lor. (Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 366).

**120.** Constituirea de drepturi reale asupra bunurilor, cum ar fi uzufructul, servituțile etc., este guvernată de legea situațiunii bunurilor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 156; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 78, 80; Dalloz, *Rép. Suppl.*, Lois, No. 362 urm.; Laurent, *Droit civil internat.*, VII, No. 294 urm., p. 365 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 189; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 602, 606; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 400, 402, 727; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 128; Plastara, I, p. 50).

**121.** Caracterul real sau personal al unui drept, este determinat de legea teritorială. (Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 363).

**122.** În privința modurilor de a dobândi cu titlu particular proprietatea, se aplică legea teritorială, indiferent dacă bunurile sunt mobile sau imobile; în ceea ce privește însă capacitatea dobânditorului, se aplică legea sa personală. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 592; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 374; Demolombe, I, No. 83; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 157; Laurent, *Droit civil international*, VII, No. 214; Despagnet, *Précis*, No. 395; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 167).

**123.** Formalitățile de îndeplinit în privința transmisiunii bunurilor pentru a fi opozabilă terților, sunt cele prevăzute de legea situațiunii bunurilor, de oarece ele interesează creditul public. (Despagnet, *Précis*, No. 395; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 376; Demolombe, I, No. 107; Laurent, I, No. 102; Huc, I, No. 120; Baudry et Houques-Fourcade, *Personnes*, I, No. 214; Planiol, ed. 6-a, I, No. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 128, 168; Nacu, I, p. 89, 103).



**124** Pentru prescripția achizitivă sau extinctivă, trebuiește aplicată legea țării unde se găsesc bunurile cari fac obiectul prescripției. (Merlin, Répertoire, Prescription, sect. J, § 2. No. 7; Dalloz, Rép., Lois, No. 421; Prescription civile, No. 227, 228; Suppl., Lois, No. 375; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 80; Troplong, Prescription, I, No. 39; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 124, nota 2, 128, 133; Comp.: Nacu, I, p. 101).

**125** In ceea ce privește transmiterea unui patrimoniu prin succesiune ab intestat sau prin testament, după o opinie, trebuiește luată în considerație legea situațiunii bunurilor indiferent de natura lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 377).

**126** După o a doua opinie, trebuiește luată în considerație legea personală a defunctului, ca și în cazul când este în discuțiune starea sau capacitatea unei persoane. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 75 urm. 102; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 80; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 377; Comp. Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 134 urm.).

**127** In ceea ce privește determinarea legii personale a defunctului, părerile sunt împărțite: după un sistem, legea personală a defunctului este aceea a domiciliului său. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales de code civil, I, p. 65).

**128** După alt sistem, legea personală a defunctului este legea sa națională care de altfel trebuiește să guverneze raporturile sale de familie. (Asser et Rivier, Eléments de droit international privé, p. 136; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 358; Weiss, Traité élémentaire, p. 680; Daloz, Rép., Suppl., Lois, No. 377).

**129** După o a treia opinie, succesiunea imobiliară este guvernată de legea situației bunurilor iar succesiunea mobilă de legea domiciliului defunctului. (Duranton, I, No. 90; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 80; Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 155 p. 165; Valette sur Proudhon, De l'état des personnes, I, p. 97; Dalloz, Rép., Lois, No. 415, 418, 419; Suppl. Lois, No. 378, 379, 382, 394; Demolombe, I, No. 91, 93; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, text și nota 45 p. 154 urm.; Laurent, I, No. 108 urm.; Droit civil international, VI, No. 130 urm.; Huc, I, No. 122 urm.; Baudry et Wahl, Traité des successions, ed. 3-a, I, No. 841; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 343; Pillet, Principes de droit international privé, No. 174; Planiol, ed. 6-a, I, No. 189, 196; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 128, urm.; Nacu, I, p. 96).

**130** In ori ce caz, orice opinie s-ar adopta, legea străină nu poate fi aplicată atunci când este contrară ordinii publice sau bunelor moravuri. (Weiss, Traité élémentaire, p. 694; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 385; Nacu, I, p. 97, 99).

**131** Substituțiile fidei comisore, fiind prohibite în legea română, și fiind o dispoziție de ordine publică în România, a-

nulează dispozițiunea testamentară pentru toate bunurile aflate în România. (Nacu, I, p. 97).

**132** Dispozițiile legii care fixează cotitatea disponibilă și oprește orice dispozițiune cari ar aduce atingere rezervei, sunt de aplicațiune teritorială. (Merlin, Répertoire, Loi, § 6, No. 2; Delvincourt, I, No. 187; Duranton, I, No. 84; Toullier, I, No. 119; Proudhon, I, No. 91; Valette sur Proudhon, I, p. 97; Demolombe, I, No. 80; Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 97 urm.; Laurent, I, No. 108; Pillet, Principes, No. 176, 177; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 135, 136).

**133** După o părere, dispozițiunile între vii și cele testamentare în privința validității lor și cauzelor de revocare, sunt guvernate de legea personală a donatorului sau testatorului și capacitatea de a primi de legea personală a donatarului sau moștenitorului. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales de code civil, I, p. 51; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 379; Weiss, Traité élémentaire, p. 704; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 388; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 132, 136, 137, 169).

**134** După o altă părere, soluțiunea aceasta își are aplicațiunea numai când bunurile donate sau testate sunt mobiliare iar în cazul când ele sunt imobiliare, trebuiește a se aplica legea situațiunii lor. (Beudant, Explication du titre prélimin., No. 164, p. 175; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 157; Laurent, I, No. 108; Droit civil international, VI, No. 271 urm.; Asser et Rivier, Eléments de droit international privé, p. 140; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 388; Demolombe, I, No. 94).

**135** Natura și întinderea garanțiilor reale pe care le poate obține creditorul pentru asigurarea plății creanței sale, bunurile asupra cărora se pot constitui și modul cum ele se constituiesc sunt guvernate de legea țării unde sunt situate bunurile. (Merlin, Répertoire, Loi, § 6, No. 2; Duranton, I, No. 82; Demolombe, I, No. 77, 96; Huc, I, No. 119, 132; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 78, 80; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 155; Dalloz, Rép., Lois, No. 410; Privilèges et hypoth. No. 1279 urm.; Suppl., Lois, No. 367 urm.; Privilèges et hypoth., No. 862 urm.; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 405; Weiss, Traité élémentaire, p. 614 622; Laurent, Droit civil international, VII, No. 412 urm.; Surville et Arthuys, Cours élémentaire de droit international privé, ed. 2-a, No. 376; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 128, 168, 218 urm.; Nacu, I, p. 99, 100).

#### IV. Legi privitoare la forma de interpretare și la executarea actelor juridice

**136** Forma exterioară a actelor este guvernată de legea țării unde ele s-au făcut conform regulii: „locus regit actum”, atât la actele solemne cât și la cele nesolemne. (Merlin, Répertoire, Loi, § 6,



No. 7; Locré, X, p. 478; Duranton, I, No. 91; Toullier, I, No. 120; Proudhon, I, p. 52; Demolombe, I, No. 105; Dalloz, Rép., Lois, No. 427; Suppl., Lois, No. 396, 398; Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 154; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 81; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 167; Laurent, I, No. 154 urm.; Droit civil international, II, No. 241; Huc, I, No. 168; Guiliouard, Traité du contrat de mariage, I, No. 334; Baudry et Houques-Fourcade, Traité des personnes, I, No. 215 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 186, 194; Weiss, Traité élémentaire, p. 251 urm.; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 211; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 165 urm., 169, 170 urm., 176, 178; Nacu, I, p. 88 urm., 99; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 43 urm.; Plastara, I, p. 47).

**137.** Pentru a se putea determina dacă un act este sau nu autentic, trebuie să se luat în considerație legea țării unde a fost făcut actul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 170; Bonnier, Traité des preuves, No. 761; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 177).

**138.** Într-o părere, regula „locus regit actum” nu este obligatorie, ci, facultativă și un străin, ar putea să îndeplinească formalitățile prevăzute de legea sa națională, dacă nici o piedică nu se opune la îndeplinirea lor în țara în care se găsește. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, text și nota 79, p. 172; Laurent, I, No. 101; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 227; Dalloz, Rép., Lois, No. 430; Suppl., Lois, No. 399, 400; Huc, I, p. 159; Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, p. 255, 711; Asser et Rivier, Eléments de droit international privé, p. 64, 138; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 217; Surville et Arthuys, Cours élémentaire de droit intern. privé, ed. 2-a No. 206; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 170, 171, 175 urm.; Contra: Merlin, Répertoire, Preuve, sect. 2, § 3, art. 1, No. 3; Bertauld, Questions pratiques, I, No. 152, 153; Demolombe, Traité des donations et testaments, IV, No. 482 urm.; Laurent, I, No. 100; Droit civil international, II, No. 245; Comp.: Plastara, I, p. 48).

**139.** Regula „locus regit actum” trebuie să-și găsească totdeauna aplicațiunea când actul se încheie între persoane de naționalitate diferită. (Weiss, Traité élémentaire, p. 256; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 172; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 171).

**140.** Când, legea națională a străinilor nu recunoaște regula „locus regit actum” ei nu se pot prevala de ea. (Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 215; Weiss, Traité élémentaire, p. 255; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 402; Laurent, I, No. 100; XIII, No. 158; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 225; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 173).

**141.** Regula „locus regit actum” este aplicabilă chiar atunci când o persoană s-a transportat în altă țară pentru a se sustrage de la formalitățile pe care le cerea legea sa națională, pentru facerea unui act. (Asser et Rivier, Eléments de

droit international privé, p. 62; Weiss, Traité élémentaire, p. 257; Traité théorique et pratique, III, p. 111; Contra: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 83; Beudant, I, No. 164; Demolombe, I, No. 106; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 173; Huc, I, No. 169; Laurent, Droit civil international, II, No. 239, Laurent, Droit civil international, II, No. 239, 294 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 223, 224; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 172).

**142.** Reprezentanții puterilor străine sunt supuși regulei „locus regit actum” când contractează în țara unde își exercită funcțiunea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 175).

**143.** Actele făcute în străinătate pe hartie liberă, după legea acelei țări, sunt valabile în România însă pentru a putea fi produse în România, vor trebui plătite taxele de timbru cuvenite. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 173).

**A. Căsătorie. — 144.** Căsătoria unui român în țară străină este valabilă dacă este săvârșită potrivit formelor prevăzute în acea țară. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 169).

**B. Donațiune. — 145.** Donațiunile făcute prin act sub semnătură privată chiar între Francezi (Români) în țările unde legea declară valabile donațiunile făcute sub această formă, sunt valabile în Franța, (România) chiar când sunt privitoare la imobile situate în Franța (România). (Merlin, Questions de droit, Donations à cause de mort, § 2; Demolombe, I, No. 106; Mourlon, de 7-a, I, No. 83; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31 p. 168; Huc, I, No. 168, IX, No. 61; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 218; Weiss, Traité élémentaire, p. 252; Contra: Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 154; Duranton, I, p. 56; Laurent, I, No. 99; XXI, No. 49; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 221, 222).

**C. Testamente. — 146.** Forma testamentelor este determinată de legea locului unde sunt făcute. (Mourlon, ed. 7-a I, No. 81; Dalloz, Rép., Lois, No. 434; Dispositions entre vifs et testam. No. 2506; Suppl., Lois, No. 613 urm.; Disposit, entre vifs et testam. No. 810 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 168, 169, 203 urm.).

**147.** Forma testamentelor olografe este guvernată de legea locului unde sunt făcute. (Troplong, Donations et testaments, III, No. 1736; Demolombe, IV, No. 483; Dalloz, Rép., Suppl., Disposit, entre vifs et testam. No. 614; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 661, p. 90; Laurent, XIII, No. 160; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 207 urm.; 214, 215).

**148.** Un testament olograf făcut în Franța (România) de către un străin, este valabil, de și legea sa națională nu admite această formă de testamnet. (Duranton, VIII, No. 218; IX, No. 15; Troplong, Donations et testaments, III, No. 1736; Demolombe, IV, No. 483; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 661, p. 90; Laurent, XIII, No. 160; Baudry et Colin, Donations et



testaments, II, No. 2248; *Traité théorique et pratique*, IV, p. 632 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 211 urm.; *Contra: Delvincourt, Cours de code civil*, art. 999).

**149.** Un testament olograf făcut în străinătate, de un Român este valabil, potrivit dispozițiilor art. 885 din codul civil Român, chiar dacă în țara în care se află nu există această formă de testamente. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 174, 203, 207, 210, 211).

**150.** Românii însă nu pot face un testament mutual sau conjunctiv în o țară străină chiar dacă legea acelei țări ar permite-o. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 210; *Comp. Laurent*, XIII, No. 145).

*D. Contracte.* — **151.** Potrivit principiului din art. 1134 c. civ. fr. (969 c. civ. Rom.) după care convențiunile legale făcute, au putere de lege între părțile contractante și nu se pot revoca decât prin consimțământul lor mutual sau din cauze autorizate de lege, părțile contractante au dreptul să determine ele înșile legea pe care voesc s-o urmeze în convențiunea lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, nota 17, p. 137; Duranton, I, No. 91; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 409; Laurent, *Droit civil international*, VII, No. 427 urm.; Nacu, I, p. 100; *Comp. Despagnet, Précis*, ed. 3-a, No. 293; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 628 urm.; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 44, 45, 46).

**152.** În cazul când părțile nu au arătat expres la ce lege au înțeles să se refere la încheierea convențiunii lor, judecătorul trebuie să cerceteze care a fost intențiunea comună a părților contractante, după faptele și împrejurările cauzei. (Laurent, I, No. 104; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 172; Nacu, I, p. 100, 101).

**153.** În cazul când este imposibil a se determina intențiunea părților contractante și când ambele părți contractante sunt de aceeași naționalitate, este prezumptiunea că ele s-au referit la legea lor națională și se face aplicațiunea acestei legi, iar în cazul când ele locuiesc de mult timp în locul unde s-a încheiat convențiunea și unde își au sediul afacerilor lor, să se aplice legea acestui domiciliu. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, nota 65, p. 164; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 227; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 411; Laurent, *Droit civil international*, VII, No. 461 urm.; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 629; Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, p. 75; Despagnet *Précis*, ed. 3-a, No. 294; *Comp. Eugen Herovanu*, op. cit., I, p. 45).

**154.** În cazul când este imposibil a se determina intențiunea părților contractante, în privința legii la care s-au referit, și părțile contractante sunt de naționalități deosebite, după o părere, trebuie aplicată legea situației bunurilor care formează obiectul convențiunii. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 135; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 412).

**155.** După o a doua părere, în acest caz trebuie aplicată legea națională a debitorului. (Demante, et Colmet de Santerre, I, No. 10 bis V, p. 55).

**156.** După o a treia părere, se va aplica în acest caz, legea locului unde urmează să se execute convențiunea. (Savigny, *Droit romain*, VIII, § 372, p. 244).

**157.** După o a patra părere, dominantă, în acest caz, urmează a se face aplicațiunea legii țării în care s-a încheiat convențiunea, afară de cazul când din convențiune rezultă că executarea ei trebuie să aibă loc în altă țară, în care caz se va aplica legea țării unde urmează să aibă loc executarea și care va guvernă modul de executare a obligațiilor ce decurg din convențiune. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 81; Demolombe, I, No. 105; Dalloz, Rép., Lois, No. 441; Suppl., Lois, No. 412; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 164; Huc, I, No. 160 urm.; Laurent, *Droit civil international*, VII, p. 435 urm.; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 632; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 294; Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, p. 72; Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, II, No. 2000; *Comp. Alexandresco*, ed. 2-a, I, p. 171).

**158.** În cazul când nu se poate determina legea la care părțile s-au referit la încheierea unui contract de transport și părțile sunt de naționalitate deosebită, se va aplica legea țării de unde s-a făcut expedierea mărfurilor. (Laurent, *Droit civil international*, VIII, No. 171 urm.; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, III, p. 393).

**159.** După o altă părere, în acest caz trebuie aplicată legea locului unde s-a produs faptul generator al responsabilității contractuale. (Surville et Arthuys, *Cours élémentaire de droit international privé*, ed. 2-a, No. 476 bis).

**160.** Prin locul contractului se înțelege locul unde a intervenit consimțământul reciproc al părților, iar nu locul unde s-a redactat și semnat actul care constată încheierea convențiunii. (Laurent, *Droit civil international*, VII, p. 533).

**161.** La o vânzare a unui imobil aparținând unui minor, locul contractului este acel unde a avut loc vânzarea imobilului iar nu acel unde s-a obținut omologarea tribunalului. (Despagnet, *Précis*, ed. 7-a, No. 298; Laurent, *Droit civil international*, VII, No. 446; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 633; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 413).

**162.** Când se încheie contractul prin corespondență, legea aplicabilă va fi aceea a locului unde se va fi format contractul și după o părere, contractul se formează în locul de unde pleacă oferta și unde ajunge acceptarea celeilalte părți; prin urmare legea acestui loc se va aplica. (Laurent, *Droit civil international*, VII, No. 447 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 414; *Contra: Despagnet, Précis*, ed. 3-a, No. 299; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 633; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 414).



taire, p. 634; Asser et Rivier, *Eléments de droit international privé*, p. 76).

**163.** Când una dintre părți este reprezentată prin mandatar, care deci reprezintă pe mandant, se va aplica legea țării unde mandatarul încheie contractul. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 635; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 300; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 415).

**164.** Când contractul se încheie între părți de naționalitate deosebită și deci urmează a se aplica legea locului unde s-a încheiat contractul, această lege se va aplica nu numai la formarea și la substanța contractului ci și la efectele ce rezultă din încheierea contractului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 164; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 417; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 640; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 171; Comp. Laurent, *Droit civil international*, VII, No. 461; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 303; Asser et Rivier, *Eléments de droit international privé*, p. 74).

**165.** Efectele care decurg din executarea contractului, vor fi guvernate de legea locului unde are loc executarea. (Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 417, 418).

**166.** Aplicabilitatea legii locului încheierii contractului încetează în cazul când ea este contrară ordinii publice în locul unde se invoacă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 162; Berthauld, *Questions pratiques et doctrinales*, I, p. 37; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 418; Asser et Rivier, *Eléments de droit international privé*, p. 77; Laurent, *Droit civil international*, VIII, No. 109 urm.; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 638; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 486).

**167.** După o părere, tribunalele franceze nu pot să ia în considerare, o dobândă convenită în țară străină, mai mare decât cea permisă de legea franceză, chiar în cazul când legea străină ar permite acea dobândă. (Berthauld, *Questions pratiques et doctrinales*, I, p. 38; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 419; Laurent, *Droit civil international*, VIII, No. 203; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 639; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 369, p. 606; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 308; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 171, nota 4).

**168.** Formalitățile actelor de procedură sunt guvernate de legea locului, unde este intentată și se judecă acțiunea. (Huc, I, No. 173; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 435 urm.; Suppl., Lois, No. 405, 406, 408; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 180; Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 49 urm.)

**169.** O comisiune rogatorie dată unui judecător străin, trebuie executată după legea locului unde se face această procedură, însă o probă este sau nu admisibilă luându-se în considerație legea locului unde a avut loc faptul ce se probează. (Weiss, *Traité théorique et pratique*, V, p. 519 urm.; Dalloz, *Rép.*, Suppl. Lois, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 180, 183 urm.)

**170.** Formalitățile executării contractelor și a hotărârilor sunt guvernate de

legea locului unde se face executarea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 80; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 410, 419, 425, 433, 438, 439; Suppl., Lois, No. 407; Planiol, ed. 6-a, I, No. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 128, 168, 178).

**171.** Regulele privitoare la modul de probație a contractelor sunt determinate de legea locului încheierii lor. (Bonnier, *Traité des preuves*, ed. 5-a, No. 928 urm.; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 413; Obligations, No. 4633, 5024; Suppl., Lois, No. 404; Aubry et Rau, ed. 5-a, I § 31, p. 170; Huc, I, No. 174; Laurent, *Droit civil international*, VIII, No. 28; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 625; *Traité théorique et pratique*, V, p. 483 urm.; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 213; Pillet, *Principes*, No. 269; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 221; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 177, 179, 180; Comp. Eugen Herovanu, op. cit., I, p. 50).

**172.** În ceace privește admisibilitatea probei prin prezumpțiuni legale sau prin jurământ, trebuie cercetată legea locului unde se cere executarea actului. (Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 431; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 181 urm.)

**173.** Legea străină determină dacă un act făcut în altă țară după legile de acolo este valabil până la înscrierea în fals sau numai până la proba contrară. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, nota 77 quater, p. 171; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 404).

**174.** După o altă părere însă această regulă nu-și găsește aplicațiunea când un act făcut în țară străină trebuie de opus unui tert, caz în care trebuie să se ia în considerație regulele prevăzute de legea locului unde se găsesc tertii și care sunt de ordine publice. (Laurent, *Droit civil international*, II, No. 252; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 625; Dalloz, *Rép.*, Suppl. Lois, No. 404; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 178, nota 1)

E. *Quasi-contracte*. — **175.** Aceleași regule care se aplică contractelor, se aplică și quasi-contractelor, deci în principiu, dacă părțile sunt de aceeași naționalitate se va aplica legea lor națională, iar dacă sunt de naționalitate deosebită, se va aplica legea locului unde a avut loc faptul generator de obligații. (Huc, I, No. 165; Bard, *Précis de droit international*, p. 271; Laurent, *Droit civil international* VIII, No. 2 urm.; Asser et Rivier, *Eléments de droit international privé*, p. 86 urm.; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 321; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 645 urm.; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois, No. 426; Nacu, I, p. 103).

F. *Delicte și quasi-delicte*. — **176.** Pentru obligațiile care nasc din delicte și quasi-delicte, se aplică, în principiu, legea locului unde a avut loc faptul generator de daune, indiferent de naționalitatea părților. (Huc, I, No. 165; Laurent, *Droit civil international*, VIII, No. 9 urm.; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Lois No. 427; Nacu, I, p. 103).

**177.** După o altă părere în cazul când ambele părți au aceeași naționalitate, și



faptul s-a produs în străinătate, se va aplica legea lor națională, rămânând a se aplica legea locului unde a avut loc faptul, numai în cazul când părțile sunt de naționalitate deosebită. (Weiss, *Traité élémentaire*, p. 647; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Lois*, No. 427).

**G. Contractul de căsătorie. — 178.** Forma contractului de căsătorie este guvernată de legea locului unde este făcut actul. (Laurent, *XXI*, No. 49; Dalloz, *Rép.*, *Contrat de mariage*, No. 271; *Suppl.*, *Contrat de mariage*, No. 40 urm.)

**179.** Un contract de căsătorie, sub semnătură privată făcut într-o țară unde legea permite întrebuintarea acestei forme, este valabil. (Beudant, *Explication du titre préliminaire*, No. 157, p. 166; Dalloz, *Rép.*, *Contrat de mariage*, No. 271, 272; Demolombe, I, No. 106; Troplong, *Contrat de mariage*, I, No. 188; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 168; Huc, I, No. 168; IX, No. 64; Guillaouard, *Traité du contrat de mariage*, I, No. 334; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 330; Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 536; *Contra*: Laurent, *Droit civil international*, II, No. 241).

**80.** În privința legii care trebuie să se aplice epocii când trebuie făcut contractul de căsătorie, părerile sunt împărțite: După o opinie, se va aplica legea țării unde se face contractul așa în cât dacă acea lege permite a se face contractul de căsătorie posterior săvârșirii căsătoriei, el este valabil. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, p. 253; Troplong, *Contrat de mariage*, I, No. 179, 188; Guillaouard, *Contrat de mariage*, I, No. 335).

**181.** După o altă opinie, regulile prevăzute de lege ca acest contract să se încheie înainte de săvârșirea căsătoriei iar după aceasta să nu mai poată fi modificat, constituiesc, regulile de fond, care se încorporează regimului matrimonial adoptat și sunt obligatorii. (Laurent, *Droit civil international*, V, No. 213; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 330; Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 532).

**182.** Condițiunile de capacitate cerute pentru a încheia valabil contractul de căsătorie precum și clauzele cari pot fi inserate în contract, în cazul când înainte de căsătorie, ambii soți erau de aceeași naționalitate, sunt guvernate de legea lor națională. (Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 532).

**183.** În cazul când viitorii soți sunt de naționalitate deosebită capacitatea lor pentru a putea încheia valabil contractul de căsătorie, este determinată în principiu de legea personală a fiecăruia dintre ei. (Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 535).

**184.** Când în contractul de căsătorie sunt oarecare lacune sau texte cari nu pot fi înțelese, pentru interpretarea lui, după o părere, trebuie să se face aplicațiunea legii domiciliului matrimonial, părțile fiind presupuse că au înțeles să se conformeze acestei legi când au încheiat

contractul de căsătorie. (Merlin, *Répertoire*, *Conventions matrimoniales*, § 2; Dalloz, *Rép.*, *Lois*, No. 442).

**185.** După o altă părere, în acest caz, trebuie aplicată legea națională a soților, când sunt de aceeași naționalitate, iar când sunt de naționalități deosebite, se va aplica legea națională a bărbatului. (Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, p. 115; Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 545).

**186.** Când soții se căsătoresc într-o țară străină, fără a încheia contract de căsătorie după o părere, ei vor fi supuși regimului matrimonial prevăzut de legea lor națională, care după unii autori, este legea națională a bărbatului. (Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, p. 111, 112; Nacu, I, p. 102).

**187.** Prin legea națională a soților, după alți autori, se înțelege legea domiciliului matrimonial, adică a locului unde și-au fixat soții sediul interesului lor, îndată după săvârșirea căsătoriei. (Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Contrat de mariage*, No. 40; *Comp.*: Dalloz, *Rép.*, *Contrat de mariage*, No. 201; *Lois*, No. 200, 442; *Mariage*, No. 907).

**188.** După o altă părere, soții care se căsătoresc, într-o țară străină, fără a încheia contract de căsătorie, trebuiesc considerați că au înțeles să adopte regimul legal al țării, unde au înțeles să și fixeze domiciliul și l-au și fixat chiar. (Demolombe, I, No. 87; Dalloz, *Rép.*, *Contrat de mariage*, No. 200; *Suppl.*, *Contrat de mariage*, No. 40; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 504 bis, texte și notele 3 și 4, p. 275; Guillaouard, *Contrat de mariage*, I, No. 336, 337; Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, No. 49; Nacu, I, p. 102).

**189.** După o a treia părere, soții căsătoriți în o țară străină, fără contract de căsătorie au înțeles să fie supuși regimului legal stabilit de legea națională a viitorului soț, afară de cazul când se stabilește voința lor din alte împrejurări. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 504 bis, p. 274; Weiss, *Traité élémentaire*, ed. 2-a, p. 513; *Traité théorique et pratique*, II, p. 553; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 325).

**190.** După o a patra părere, în cazul când soții s-au căsătorit în țară străină fără să încheie un contract de căsătorie, va trebui în fiecare caz, să se cerceteze, după împrejurările de fapt ale cauzei, care a fost intențiunea prezumată a soților în adoptarea regimului lor matrimonial. (Dalloz, *Rép.*, *Contrat de mariage*, No. 205, 213; *Domicile* No. 20; *Suppl.*, *Contrat de mariage*, No. 41, 43, 44; Laurent, *Droit civil international*, V, No. 198 urm.; Nacu, I, p. 102).

**191.** Regimul matrimonial al soților, odată fixat, fie prin contractul de căsătorie, fie, în lipsă de un asemenea contract, de legea însăși, este imutabil și nu i se poate aduce vre-o atingere de faptul schimbării domiciliului soților sau chiar



a naționalității lor. (Guilouard, *Traité du Contrat de mariage*, I, No. 339; Dalloz, *Rép.*, *Contrat de mariage*, No. 209, 528; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 328; Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 558).

**192.** Legea care guvernează efectele convențiilor matrimoniale se aplică la toate bunurile soților, fie mobile, fie imobile și ori unde ar fi ele situate. (Demolombe, I, No. 85 urm.; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Contrat de mariage*, No. 1229; Lois, No. 425; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, nota 20, p. 140; Guilouard, *Contrat de mariage*, IV, No. 1835 urm.; Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 555; *Traité élémentaire*, p. 516; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 331 urm.).

**193.** Legea care declară imobilele dotale inalienabile, are aplicațiune teritorială. (Duranton, I, No. 83; Delvincourt, I, Art. 3; Marcadé, Art. 3, No. 4; Troplong, *Contrat de mariage* IV, No. 3317; Nacu, I, p. 99; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, p. 140; Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 557 urm.).

**194.** Inalienabilitatea averii dotale, nu poate fi considerată ca o regulă de ordine publică internațională. (Demante et Colmet de Santerre, VI, p. 497, No. 232 bis; Guilouard, *Traité du contrat de mariage*, IV, No. 1835 urm.; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, Lois, No. 425; Laurent, *Droit civil international*, V, No. 226; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 333; Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 557).

**195.** Dacă însă în o țară ar fi considerată ca o chestiune de ordine publică, inalienabilitatea averii dotale, soții oricare ar fi legea lor matrimonială, nu vor putea opune dispozițiile acelei legi înaintea tribunalelor acelei țări. (Demolombe, I, No. 85, 86; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, Lois, No. 425; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 516; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 333).

H. *Prescriptia*. — **196.** Condițiunile și termenele prescripției liberatoare decurgând dintr'un contract, după o părere trebuie să determine legea locului unde s-a încheiat contractul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 165; Huc, I, No. 164; Laurent, *Droit civil international*, VIII, No. 253; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 644; Despagnet, *Précis*, ed. 3-a, No. 317; Asser et Rivier, *Eléments de droit international privé*, p. 84; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit comm.*, IV, 664; Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 248; *Suppl.*, Lois, No. 423; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 124, nota 2).

**197.** După o altă părere însă, trebuie aplicată în caz de prescripție liberatorie, legea locului executării obligațiunii. (Troplong, *Traité de la prescription*, I, No. 38; Dalloz, *Rép.*, *Effets de commerce*, No. 890, 892; Lois, No. 444; *Prescription civile*, No. 232; *Suppl.*, Lois, No. 422; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 124, nota 2).

**198.** După o a treia părere, în acest caz, trebuie aplicată legea domiciliu-

lui creditorului. (Pothier, *Traité de la prescription*, No. 251; Dalloz, *Rép.*, *Prescription civile*, No. 231; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 124, nota 2).

**199.** După o a patra părere, se va aplica statutul personal al părților. (Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, Lois, No. 423; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 124, nota 2).

**200.** După o a cincea părere, trebuie aplicată legea domiciliului debitorului. (Dalloz, *Rép.*, Lois, No. 444; *Prescription civile*, No. 232; *Suppl.*, Lois, No. 423; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 124, nota 2).

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** După art. 2 din codul civil, legile române sunt acele care guvernează un imobil situat pe teritoriul român, chiar atunci când el este posedat de un străin.

În ceea ce privește mobilele ele sunt guvernate de statutul real pentru că niciari legiuitorului român nu a consacrat prin vre-un text de lege statutul personal. Un fond de comerț de farmacie din România nu poate fi guvernat decât de legea română, chiar dacă prin convenția matrimonială dintre soți s-ar fi arătat contrarul, aceasta și în baza dispozițiilor art. 123 din legea sanitară română care arată cum trebuie făcută concesia, vânzarea sau arendarea unui fond de farmacie norme care sunt de ordine publică, fiindcă vizează sănătatea publică. (Trib. Buzeu s. II, 300 din 27 Nov. 1922, *Jur. Gen.* 1924 No. 1833).

**2.** Delictul de bigamie, astfel cum este înțeles în mod literal în art. 271 codul penal, nu este aplicabil musulmanilor din Dobrogea, — ci le devine aplicabil numai în cazul când ei ar deveni *pentagami*.

Art. 39 din legea de organizare a Dobrogei Vechi din 30 Mai 1886 și art. 77 din legea de organizare a Dobrogei Noi din 1 Aprilie 1914, cari au un caracter constituțional menținut și prin Constituțiunea din 1924, le-au recunoscut în mod expres mahomedanilor din acest teritoriu dreptul ca afacerile dintre ei privitoare la organizarea părintească la căsătorie, la divorț și la succesiunile ab intestat să fie judecate de către tribunalele mahomedane conform legilor și uzurilor musulmane.

Ambii legiuitori din 1886 și 1914 au arătat prin aceasta că au voit să le recunoască acestor locuitori ai țării dreptul special de a-și păstra și întemeia mai departe familia pe baza noțiunii lor speciale de ordine publică religioasă musulmană pe care au arătat că înțeleg să o respecte în întregime.

Tot astfel și un musulman, cetățean al altei țări, poate să se căsătorească în Dobrogea a doua oară, trebuind să se bucure și el de aceleași drepturi religioase ca și musulmanul cetățean român.

(Trib. Caliacra, sent. cor. nr. 536 din 12 Dec. 1924, Jur. Gen. 1926 No. 296).

3. Conf. art. 36 din legea avocaților din 19 Februarie 1923, procura dată avocatului chiar sub semnătura privată și certificată de el, îi acordă dreptul de a lua orice măsuri cu caracter judiciar sau procedural, chiar dacă nu se indică în mod special toate drepturile de mai sus.

În baza acestui text reclamanta dela prima instanță cu consimțământul soțului ei domiciliat la Viena, au dat procură d-lui av. Lionescu din Brăila a-l reprezenta în justiție.

Acest act, fiind sub semnătură privată și alcătuit conf. legii avocaților nu era necesar a fi făcut în forma actelor conf. legii locului unde a fost făcut sau cu formalitatea legalizării consulatului român; cuvintele adăogate sub semnăturile de pe zisa procură și anume cuvintele: ca tutrice a minorei Elena Doris Scherner și personal de sub semnătura Nelli Rosenfeld vero Scherner și cuvintele ca soț și ca tutor al minorei Elena Doris Scherner, de sub semnătura Emil Rosenfeld, pe care apelantul susține a fi fost adause de mandatar după primirea procurei, cu altă cerneală, chiar dacă ar fi astfe' totuș nu apelantul are calitatea de a discuta raporturile între mandante și mandatar. (C. Ap. Galați s. II, Dec. civ. 1-925, Jur. Gen. 1925 No. 2089).

4. Pentru ca o procură dată în țară străină să poată conferi în mod legal mandatarului drepturile ce ea le prevede, acest act trebuie să îmbrace formele cerute de legile țării unde a fost confecționată.

Cestiunea de a se ști dacă aceste forme au fost sau nu respectate și deci dacă

pe temeiul actului exhibit, mandatarul are sau nu drepturile ce le pretinde, este o chestiune de fapt, de atributul suveran al instanțelor de fond, întru cât rezultă din interpretarea legilor streine referitoare la materie. (Cas. I, dec. 197 din 28 Ianuarie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1680).

5. Atunci când cineva nu are nici o naționalitate, i se aplică legea domiciliului său, cu privire la starea civilă și capacitatea sa. (C. Apel Galați s. I, 70 din 11 Mai 1925, Bul. C. Apel 14/1925).

6. Potrivit dispozițiilor art. 2 din codul civil român și principiilor de drept internațional privat, regulile favorabile la capacitatea persoanelor fac parte din statutul personal, deci sunt orânduite de legea națională și astfel urmăresc pe individ ori unde s-ar afla.

Din acest principiu rezultă în mod evident, că atunci când se pune în discuțiune chestiunea de a se ști dacă un străin a avut capacitatea să înstrăineze un imobil aflător în România, capacitatea străinului are a se judeca după legea sa națională, deci nu-i sunt aplicabile regulile codului civil român. (Cas. I, 2292 din 27 Aprilie 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1382).

7. Doi soți italieni separați de corp nu pot obține divorțul în țară, chiar dacă unul dintre ei ar fi devenit cetățean român, pentru că legea italiană nu admite divorțul iar art. 1 și 8 din Convenția de la Haga, cere ca divorțul să fie admis de legea națională comună a soților cât și de aceea a locului unde se face cererea. (C. Apel Brașov s. I, 1226 din 6 Octombrie 1926, Dreptul 38/1926).

8. A se vedea: art. 307, nota 1; art. 1307, nota 3.

**Art. 3.** — Judecătorul care va refuza de a judeca, sub cuvânt că legea nu prevede, sau că este întunecată sau neîndestulătoare, va putea fi urmărit ca culpabil de denegare de dreptate (Pr. civ. 305—307; C. p. 152; Civ. Fr. 4).

*Text. fr. Art. 4.* — Le juge qui refusera de juger, sous pretexte de silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă sub judec. ocol Târgoviște*, 17 Decembrie 1924, Curier Jud. 8/1925; SESCIOREANU M. G., „*Proba judiciară și proba istorică*”, Pand. Rom. 1925, IV, 1.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Absolvire 7.	Contribuțiuni 18.	Eroare materială 22.	Interpretare autentică 11,
Administrativă autoritate	Corpuri legiuitoare, a	Fiscale legi 18.	23, 24.
8, 25.	se vede cuvintele:	Hotărâre 4, 8.	Interpretare doctriinală
Amânare 4, 5.	„Interpretare legi-	Identitate 17.	11, 12.
Analogie 17, 18.	slativă”.	Impozite 18.	Interpretare doctriinală
Autoritate administrativă	Denegare de dreptate 1,	Inducțiune 15, 16.	gramaticală 12.
8, 25.	5, 8.	Instrucțiuni ministeriale	Interpretare doctriinală
Circulări ministeriale 23	Doctriinală interpretare	23 bis.	logică 12.
bis.	11, 12.	Interpretare 10—25.	Interpretare judecătorească
Civilă materie 6.	Echitate 9, 15.	Interpretare „a contrario	11, 13—22.
		sensu” 21.	Interpretare legislativă
		Interpretare „a fortiori”	11, 14, 23, 24.
		20.	



Judecare 1, 2, 3, 5, 6, 8, 9, 14.  
 Judecătorească interpretare 11, 13—22.  
 Jurisconsult 12.  
 Legi fiscale 18.  
 Legi interpretative 11, 23, 24.  
 Legislativă interpretare 11, 14, 23, 24.  
 Legiuitoare corpuri 11, 14, 23, 24.

Materie civilă 6.  
 Materie penală 6, 7, 19.  
 Ordine publică 3.  
 Parlament, a se vedea cuvintele: „Interpretare legislativă”.  
 Penală materie 6, 7, 19.  
 Profesori 12.  
 Pronunțare 4, 8.  
 Refuz de a judeca 1, 2, 3, 5, 8.  
 Suspendare 14.

### Doctrină

1. Judecătorul nu poate, sub nici un cuvânt, să refuze judecarea unui proces căci altfel ar comite o denegare de dreptate. (Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 112; Demolombe, I, No. 111; Dalloz, Rép., Dénis de justice, No. 9; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 39 bis, p. 187; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 84; Planiol, ed. 6-a, I, No. 209; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 38; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 58; Nacu, I, p. 105; Matei Cantacuzino, p. 22).

2. Tribunalul nu ar putea să respingă cererea unui reclamant sub cuvântul că ea nu este cuprinsă nici direct nici indirect în vre-un text de lege. (Laurent, I, No. 256; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 237; Dalloz, Rép., Dénis de justice, No. 13; Puissance paternelle, No. 185; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 86; Planiol ed. 6-a, I, No. 221; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 38; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 60; Contra: Demolombe, I, No. 113; Huc, I, No. 179).

3. Ordinea publică cere ca un proces să nu rămână nehotărît, ci să i se dea o soluție. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 58).

4. Dispozițiile art. 4 c. civ. fr. (3 c. civ. rom.) nu opresc pe judecătorii de a amâna pronunțarea unei hotărîri chiar pe un timp mai depărtat. (Dalloz, Rép., Suppl., Dénis de justice, No. 4).

5. Dacă însă judecătorii ar amâna de mai multe ori, în mod sistematic și la epoci nedeterminate, judecata unui proces, în acest caz este denegare de dreptate. (Dalloz, Rép., Dénis de justice, No. 4; Chauveau Adolphe et Faustin-Hélie, Théorie du code pénal, III, No. 878, 879; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 59, nota 2).

6. Dispozițiile art. 3 din codul civil român (4 c. civ. fr.) cari impun magistraților obligația de a judeca, își găsesc aplicațiunea atât în materie civilă cât și în materie penală. (Demolombe, I, No. 43; Dalloz, Rép., Dénis de justice, No. 10; Suppl., Dénis de justice, No. 7; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 60).

7. În materie penală, în cazul când asupra unui fapt, pentru care a fost trimis un inculpat înaintea judecății, legea face, inculpatul trebuiește absolut. (Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 112; Demolombe, I, No. 43; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 86, 88; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 237; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 39 bis, nota 1, p. 188; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 60).

8. Pot fi culpabili de denegare de dreptate și administratorii și autoritățile administrative în cazul când este un litigiu sau o reclamațiune înaintea lor și ei trebuiesc, potrivit legii să judece și să pronunțe o decizie. (Dalloz, Rép., Dénis de justice, No. 18; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 58).

9. Când legea este clară, formală, magistratul este obligat s-o aplice, chiar când ea ar fi contrară echității. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 85, 86; Planiol, ed. 6-a, I, No. 217; Nacu, I, p. 106; Matei Cantacuzino, p. 22; Plastara, I, p. 52, 53).

10. Interpretarea consistă în a determina, prin ajutorul raționamentului, adevăratul înțeles al legilor obscure sau cu dublu înțeles. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 88; Nacu, I, p. 104).

11. Interpretarea unei legi poate fi: doctrinală, judecătorească și legislativă sau autentică. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 199; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 66; Nacu, I, p. 104; Plastara, I, p. 51, nota 4).

12. Interpretarea doctrinală este aceea care este emisă de jurisconsultii, profesori și servește ca normă judecătorilor, fără a fi obligatorie pentru ei; această interpretare se împarte și ea la rândul ei, în două: interpretarea gramaticală, care tinde la descoperirea sensului cuvintelor din lege și interpretarea logică, care tinde la stabilirea spiritului legii și a motivelor cari au determinat pe legiuitor s-o voteze. (Laurent, I, No. 75; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 66; Nacu, I, p. 105; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 88, 89, 90; Planiol, ed. 6-a, I, No. 200, 201; Matei Cantacuzino, p. 22, 23; Plastara, I, p. 52, nota).

13. Interpretarea judecătorească este aceea care emană de la instanțele judecătorești. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 91; Planiol, ed. 6-a, I, No. 202; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 67; Nacu, I, p. 105; Plastara, I, p. 52, nota).

14. Judecătorii nu pot suspenda judecarea unui proces și să ceară puterii legiuitoare interpretarea unei legi. (Laurent, I, No. 257; Planiol, ed. 6-a, I, No. 209; Dalloz, Rép., Dénis de justice No. 12; Lois No. 462, 468, 480; Suppl., Dénis de justice, No. 5; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 59, nota 2, 65).

15. Judecătorul interpretează legea, fie prin inducțiuni scoase din ea însăși, fie prin principiile de dreptate și echitate în cazul când ea nu prevede cazul supus judecății, sau este întunecată sau neîndestulătoare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 86, 88; Dalloz, Rép., Dénis de justice, No. 9; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 60).

16. În interpretarea unei legi se pot consulta lucrările pregătitoare, însă cu oarecare rezervă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 88; Laurent, I, No. 272; Planiol, ed. 6-a, I, No. 218; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 66, 67; Nacu, I, p. 108).

17. Când legea este întunecată sau neîndestulătoare, interpretarea ei se poate face prin analogie cu alte cazuri, cu o

condițiune ca să existe identitate de motive. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 40, p. 196; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 70, 72; Nacu, I, p. 107; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 88; Planiol, ed. 6-a, I, No. 222; Matei Cantacuzino, p. 24; Plastara, I, p. 54, 55).

**18.** Interpretarea unei dispozițiuni de lege, prin analogie nu este permisă în materie de legi fiscale și de contribuțiuni. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 71).

**19.** De asemenea nu este permisă în materie penală. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 40, p. 196; Chauveau Adolphe et Faustin Hélie, Théorie du Code pénal, I, No. 24; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 71).

**20.** Un alt mod de interpretare a unei dispozițiuni de lege este și acel zis „a fortiori” care constă din întinderea, unei dispozițiuni de lege asupra unui caz neprevăzut. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 222; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 88; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 73, 74; Nacu, I, p. 107; Matei Cantacuzino, p. 24).

**21.** Unul din modurile de interpretare a unei legi este și acel scos din tăcerea legii, conform regulei: „a contrario sensu”, cu condițiune însă ca consecința trasă să fie conformă principiilor de drept. (Laurent, I, No. 279; Planiol, ed. 6-a, I, No. 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 73; Nacu, I, p. 108; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 88; Matei Cantacuzino, p. 24).

**22.** Judecătorul, în interpretarea unei legi, nu poate să înlocuiască voința legii prin voința sa și să modifice un text de lege, afară de cazul unei erori materiale. (Laurent, I, No. 273; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 40, p. 192; Dalloz, Rép., Suppl., Lois, No. 437; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 74; Nacu, I, p. 106; Plastara, I, p. 56).

**Art. 4.** — Este oprit judecătorului de-a se pronunța, în hotărârile ce dă, prin cale de dispozițiuni generale și reglementare asupra cauzelor ce-i sunt supuse. (Civ. 1201, 1537; C. p. 108; Civ. Fr. 5).

*Text. fr. Art. 5.* — Il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises.

### Doctrină.

**1.** Potrivit dispozițiunilor art. 5 c. civ. fr. (4 c. civ. rom.) judecătorii trebuiesc totdeauna să hotărască asupra fiecărei cauze ce-i este supusă spre judecare, în limitele concluziilor puse de părți, aplicând legea și neputând să dispue pe cale de regulament. (Demolombe, I, No. 109, 110; Laurent, I, No. 262; Dalloz, Rép., Compétence administrative, No. 71, 72, 73; Lois No. 45; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 56, 57; Nacu, I, p. 105; Comp. Mourlon, ed. 7-a, I, No. 87; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 38, 39; Matei Cantacuzino, p. 21, 22; Plastara, I, p. 55, 56).

**2.** Deciziile pe cale generală și reglementară sunt acele prin care o instanță judecătorească, judecând un fapt particular, care îi este supus, hotărăște că în viitor toate faptele identice vor fi jude-

**23.** Interpretarea legislativă sau autentică, este aceea care emană de la Corpurile legiuitoare și are aceiași forță obligatorie ca și legea. (Dalloz, Rép., Lois, No. 458, 466; Suppl., Lois, No. 433; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 67; Nacu, I, p. 104; Plastara, I, p. 51, 52; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 92; Planiol, ed. 6-a I, No. 208 urm.).

**23 bis.** Circulările și instrucțiunile ministeriale nu au putere interpretativă și nu sunt obligatorii nici pentru judecători nici pentru particulari. (Alexandresco, ed. 2-a I, p. 43, 44, 69).

**24.** Legiuitorul are voie să facă legi interpretative. (Demolombe, I, No. 122; Dalloz, Rép., Lois, No. 467; Plastara, I, p. 51, 52, nota 4; Contra: Duranton, I, p. 37).

**25.** Regulamentele întocmite de autoritățile administrative, au menirea și puterea de a explica o lege iar nu de a o interpreta. (Dalloz, Rép., Réglem. administrat. No. 8; Suppl., Réglem. administrat. No. 4; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 69, 70).

### Jurisprudență.

(continuare de la 1924 până la 1927).

**1.** Judecătorul în toate pricinile ce i se prezintă, nu are dreptul să respingă o acțiune pe motiv că nu are text precis de lege, ci în asemenea cazuri, trebuie să recurgă la principiile generale de drept și să dea soluția conform acestor principii. (Judecătoria Ocol. Târgoviște, 17 Decembrie 1924, Curier Jud. 8/1925).

cate în același mod. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 57, 58; Nacu, I, p. 105; Plastara, I, p. 55).

**3.** Se violează dispozițiile art. 5 din codul civil fr. (4 c. civ. rom) când judecătorul își motivează hotărârea ce o pronunța, numai prin trimeterea pur și simplu, la o hotărâre a sa anterioară. (Huc, I, No. 184, 185; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 57, nota 1).

**4.** Nu se poate spune că judecătorul se pronunță pe cale de dispozițiuni generale și reglementare, când în hotărârea ce o dă, oprește pe una din părți de a face ceva sub pedeapsa de a plăti o sumă de bani determinată, pentru fiecare contravenire. (Laurent, I, No. 266 urm.; Huc, I, No. 185; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 248).



**Art. 5.** — Nu se poate deroga prin convențiuni sau dispozițiuni particulare, la legile, care interesează ordinea publică și bunele moravuri. (Civ. 587, 620, 702, 728, 803, 824, 839, 965, 968, 1008, 1010, 1089, 1123, 1125, 1223—1226, 1256, 1270, 1281, 1338, 1339, 1373, 1471, 1492, 1495, 1498, 1513, 1636, 1689, 1701, 1757, 1760, 1838; Pr. civ. 80, 109, 340, 374, 409; Com. 79, 273, 880, § 3; Leg. judec. oc. 116; Leg. 20 Februarie 1879, art. 1, 2; Leg. p. persoanele juridice (Mon. of. 27/1924), Art. 106; Legea asupra propr. literare și artistice (Mon. of. 68/923), Art. 3 al. final; L. Agrară, Art. 124; Civ. fr. 6).

*Text. fr. Art. 6.* On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.

### Bibliografie (continuare).

- BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Nota*, sub C. Apel Galați S. I, 230 din 18 Dec. 1924, Pand. Rom. 1226, II, 23; *Despre testamentele*, p. 122 urm.; *Despre ipotecă*, p. 295 urm.;  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „*Depozit. Dovada Contractului*“ pag. 44; „*Testamente și Donațiuni*“, pag. 183 urm.; *Notă*, sub Trib. Dorohoi, 364 din 6 Noembrie 1923, Jur. Gen. 1925 No. 99;  
 IONAȘCU R. TRAIAN, *Notă*, sub C. Apel Buc. S. I, 171 din 27 Iunie 1923, Pand. Rom. 1924, II, 229;  
 PANTAZI EM., BĂDULESCU ALEX., ȘI BENTOIU AURELIAN, *Rezumat de concluzii*, sub Cas. I, 2514 din 12 Mai 1926, Pand. Rom. 1926, I, 267;  
 PETIT EUGEN, *Nota*, sub Cass. fr. req., 17 Martie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2193;  
 PHERECHYDE GRIGORE, *Notă* sub C. Apel Buc. s. I, 125 din 10 Sept. 1925, Pand. Rom. 1926, II, 4;  
 PLESNILĂ G., TEODORU CHR., VASILIU E. I., *Concluzii* sub Trib. Covurlui s. II, 488 bis, din 15 Dec. 1924, Curier Jud. 11/1925;  
 POLTZER GH. ȘI ROMAN I., *Concluzii* sub Trib. Covurlui s. II, 488 bis din 15 Dec. 1924, Curier Jud. 11/1925;  
 ROSENAL S., *Rezumat de concluzii* sub. Cas. I, 2514 din 12 Mai 1926, Pand. Rom. 1926, I, 267;  
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Observație* sub C. Apel Iași, 11 Octombrie 1924, Pand. Rom. 1926, III, 113;  
 SESCOREANU M. G., *Notă* sub Cas. III, 1664 din 8 Dec. 1925, Pand. Rom. 1926, I, 242;  
 STOENESCU D. DEM., *Notă* sub C. Apel Craiova s. I, 125 din 19 Iunie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 232;  
 VRĂBIESCU NICULAR, „*Legile de ordin public și legile de ordin privat*“, Curier Judiciar 25/1926, Curier Jud. 26/1926.

### Doctrină.

#### Împărțirea materiei

- I. Principii generale (No. 1-5).
- II. Legi cari interesează ordinea publică (No. 6-34).
- III. Legi cari interesează bunele moravuri (No. 35-36).
- IV. Nulitatea și inexistența actelor (No. 37-46).

#### INDEX ALFABETIC.

(la doctrină)

- |   |   |
|---|---|
| Act inexistent 44.                        | Autorizația justiției 25.   |
| Administrative legi 13.                   | Bărbat 25.  |
| Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate“. | Bunuri, circulația lor 27.  |
| Aprecieri suverană 5.                     | Bune moravuri, a se vedea cuvintele: „Ordine publică“ și: 1-5, 7, 35, 35 bis, 36. |
| Asigurare contract 32.                    | Capacitate 10, 24.  |
| Autoritate părintească 18.                |   |
| Autorizația bărbatului 25.                |   |

- |  |
|--|
| Casație 5.   |
| Căsătorie 18.  |
| Cercetarea paternității 20.                          |
| Circulația bunurilor 27.                             |
| Codul civil francez 3.                               |
| Codul Napoleon 3.                                    |
| Comert 30, 31.                                       |
| Competență 17.                                       |
| Condițiune 3, 4.                                     |
| Constituționale legi 13.                             |
| Contribuțiuni directe 15.                            |
| Contract 2-5, 29-33, 36.                             |
| Contract de asigurare 32.                            |
| Contract de căsătorie 25.                            |
| Contract inexistent 44.                              |
| Convențiuni 2-5, 29-33, 36.                          |
| Copil natural 18.                                    |
| Criminale legi 13.                                   |
| Criteriu 6, 8, 35.                                   |
| Culpă gravă 32.                                      |
| Cult 14.   |
| Debitor 28.  |
| Dotă, a se vedea cuvintele: „Contract de căsătorie“. |

- |   |
|---|
| Dovezi, a se vedea cuvântul: „Probe“.                 |
| Drept privat 23-26, 34, 40, 46.                       |
| Drept public, 12, 45.                                 |
| Familie 18.   |
| Femea căsătorită 25.                                  |
| Fidei-jomis 21.                                       |
| Fiscale legi 15.                                      |
| Grăție, termin 28.                                    |
| Gratuit contract 4.                                   |
| Imperative legi 41, 42.                               |
| Impozite 15.  |
| Inexistent act 44.                                    |
| Inregistrare, legi 15.                                |
| Interes privat, a se vedea cuvintele: „Drept privat“. |
| Interpretare 42.                                      |
| Judecătorească organizare 16.                         |
| Jurisdicțiune, ordine de, 16.                         |
| Justiție 43.  |
| Legi administrative, 13.                              |
| Legi constituționale 13.                              |

Legi de drept publ. 12, 45.  
 Legi de ordine publică, a se vedea cuvintele: „Bune moravuri”, „Ordine publică”.  
 Legi de organizare judecătorească 16.  
 Legi de poliție 13.  
 Legi fiscale 15.  
 Legi imperative 41, 42.  
 Legi penale 13.  
 Legi prohibitive 20, 39, 40, 41.  
 Libertate individuală 18.  
 Ministerul Public 45.  
 Minoritate 18, 19.  
 Morală 35 bis, 36.  
 Moravuri, a se vedea cuvintele: „Bune moravuri”, „Ordine publică”.  
 Marturi 29.  
 Natural copil 18.  
 Nulitate 3, 4, 25, 30, 37-46.  
 Obligație unilaterală 2.  
 Ordinea jurisdicțiilor 16.  
 Ordine publică, a se vedea cuvintele: „Bune moravuri” și 1 urm.  
 Organizare judecătorească 16.  
 Oneros contract 4.  
 Parchet 45.  
 Părintească putere 18.  
 Paternitate, cercetare 20.

Penale legi 13.  
 Poligamie 20.  
 Politică stare 12.  
 Poliție, legi 13.  
 Privat drept 23-26, 34, 40, 46.  
 Probe 29.  
 Procuror 45.  
 Prohibitive legi 20, 39, 40, 41.  
 Proprietate 2.  
 Public drept 12, 45.  
 Putere părintească 18.  
 Recurs 5.  
 Renunțare 7, 28.  
 Schimb 4.  
 Sclavaj 5.  
 Sinalagmatică obligație 2.  
 Stare civilă 10, 24.  
 Stat 9.  
 Substituție fidei-comisară 21.  
 Succesiune 20, 21, 22.  
 Suverană apreciere 5.  
 Taxe de timbru și înregistrare 15.  
 Termin de grație 28.  
 Terțe persoane 10, 25, 33.  
 Testament 3.  
 Transcripție 33.  
 Tutelă 19.  
 Unilateral contract 2, 3.  
 Vindere-cumpărare 4, 27.

este supusă controlului instanței de recurs. (Nacu, I, p. 109; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 227; Contra: Laurent, XI, No. 491).

## II. Legi cari interesează ordinea publică.

**6.** Asupra sensului art. 6 cod. civ. fr. (5 c. civ. rom.) adică în privința determinării legilor cari interesează ordinea publică, s-au ivit mai multe păreri: După o părere, se spune că nici legea, nici doctrina nu ni pot da un criteriu pentru a putea recunoaște cu siguranță cari sunt legile de ordine publică. (Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 119, p. 124; Demolombe, I, No. 17; Dalloz, Rép., Lois, No. 524; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 36, p. 178; Laurent, I, No. 47 urm.; Huc, I, No. 187 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 268; Nacu, I, p. 224; Plastara, I, p. 57).

**7.** După o altă părere, dispozițiile art. 6 c. civ. fr. (5 c. civ. rom.) trebuie interpretate, că nu se poate renunța la drepturile conferite de lege, când renunțarea ar fi contrară ordinii publice sau bunelor moravuri; iar o lege trebuie considerată de ordine publică când ordonă sau oprește un act juridic, a cărui îndeplinire este imediat utilă sau vătămătoare întregului corp social. (Vareilles-Sommières, Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois, p. 14, 80 urm.).

**8.** E greu de stabilit un criteriu absolut pentru a putea recunoaște dispozițiunile legale de ordine publică, de oarece cuprinsul noțiunii de ordine publică este susceptibil de a se modifica treptat cu transformarea neconținută a nevoilor sociale. (Cantacuzino, p. 63).

**9.** Ordinea publică este ordinea în stat, adică o anumită organizație necesară bunei funcționări a statului. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 63; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 224; Eugen Herovanu, I, p. 57; Plastara, I, p. 57).

**10.** Ordinea publică este așezarea sau orânduiala ce rezultă din legile care au de obiect starea civilă a persoanelor, capacitatea lor și ocrotirea interesului terțelor persoane. (Huc, I, No. 186; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 224; Comp. Cantacuzino, p. 62).

**11.** Sunt considerate ca legi de ordine publică, legile cari interesează în mod colectiv societatea mai mult de cât pe fiecare individ ce compune această colectivitate. (Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 120; Comp. Cantacuzino, p. 63).

**12.** Sunt considerate că legi de ordine publică, toate legile cari compun dreptul public, adică starea politică a unei țări. (Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 120; Laurent, I, No. 51; Huc, I, No. 187; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 269; Planiol, ed. 6-a, I, No. 291; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 63; Nacu, I, p. 108; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 227; Plastara, I, p. 57).

## I. Principii generale

**1.** Nimeni nu se poate sustrage de la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri; aceste legi sunt obligatorii pentru toți. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 95; Dalloz, Rép., Lois, No. 521 urm.).

**2.** Cu toate că art. 6 din codul civil francez pare să se aplice numai convențiilor sinalagmatiche, el își găsește aplicațiunea și actelor juridice unilaterale cari ar cuprinde dispozițiuni contrare ordinii publice și bunelor moravuri. (Laurent, I, No. 50, 59; Huc, I, No. 187).

**3.** Articolul 5 din codul civil român, a adăugat la redacțiunea art. 6 din Codul Napoleon cuvintele: „sau dispozițiuni particulare”, pentru a cuprinde și actele unilaterale, între cari sunt și testamentele, între actele cari se anulează în cazul când ar conține vre-o condițiune contrară ordinii publice sau bunelor moravuri. (Nacu, I, p. 108; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 223, nota 2; III p. II, ed. 2-a, p. 465, nota; IV, p. I, ed. 2-a, p. 175, 176, 180, 181, 182; IV, p. II, ed. 2-a, p. 306; VI, p. 41, 42; Matei Cantacuzino, p. 322; Plastara, I, p. 57).

**4.** Convențiunile făcute sub condițiuni contrare ordinii publice sau bunelor moravuri, dacă sunt cu titlu oneros, cum e vânzarea, schimbul etc. sunt nule atât condiția cât și convenția de care depinde; dacă însă sunt cu titlu gratuit, condițiunea este considerată ca nescrisă, dar convenția subsistă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 96).

**5.** Judecătorul de fapt când va avea de cercetat o convențiune sau dispozițiune va fixa înțelesul clauzelor în mod suveran, însă chestiunea dacă clauza, în înțelesul seu astfel fixat, aduce atingere ordinii publice sau bunelor moravuri



**13.** Ca legi de ordine publică se citează: legile constituționale, administrative, criminale și de poliție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 36, p. 178; Demolombe, I, No. 17; Laurent, I, No. 47 urm.; Huc, I, No. 188; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 268 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 63; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 227).

**14.** Legile cari protejează libertatea și liberul exercițiu al culturilor, sunt considerate legi de ordine publică. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 229).

**15.** Ca legi de ordine publică se mai citează legile de stabilirea impozitelor și a taxelor de timbru și înregistrare. (Daloz, Rép., Obligations, No. 594; Suppl., Enregistrement, No. 2931 urm.; Impôts directs, No. 67; Lois, No. 450; Laurent, I, No. 52; XVI, No. 148; Huc, I, No. 187, urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 269; Planiol, ed. 6-a, I, No. 291; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 227; Herovanu, I, p. 58).

**16.** Nu se poate deroga prin convențiuni particulare la legea de organizare judecătorească și în special la ordinea jurisdicțiilor. (Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 120, p. 125; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 36, p. 178; Daloz, Rép., Lois, No. 521; Suppl., Lois, No. 450; Laurent, I, No. 51, 52; Huc, I, No. 187 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 268 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 229, 230; Eugen Herovanu, I, p. 66).

**17.** Legile relative la competența „ratione materiae”, sunt considerate ca legi de ordine publică; cele relative la competența „ratione personae” sau „ratione loci”, nu au acest caracter. (Laurent, I, No. 51; Huc, I, No. 187; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 269; Daloz, Rép., Compétence civile des tribunaux d'arrondissement, No. 212 urm.; Suppl., Compétence civile des tribunaux d'arrondissement, No. 136 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 230, 232; Eugen Herovanu, I, p. 66, 67; Comp.: Boitard, Colmet-Daage et Glasson, Leçons de procédure, ed. 15-a, No. 72 urm.; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, II, p. 185; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, ed. 2-a, I, No. 382).

**18.** Sunt considerate ca legi de ordine publică, legile relative la constituirea familiei cum sunt cele relative la căsătorie, autoritatea părintească, condițiunea copiilor naturali etc., legile privitoare la condițiunea străinilor, legile privitoare la libertatea individuală, cum sunt cele relative la oprirea sclavajului etc. (Laurent, I, No. 52; Huc, I, No. 188; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 169, Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 63; Nacu, I, p. 109; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 228, 229, 237; Cantacuzino, p. 62, 63).

**19.** Regulele privitoare la drepturile și obligațiile tutorului sunt de ordine publică și consiliul de familie nu ar putea să impue tutorului alt mod de administrație a averii minorului deosebit de

acel fixat de lege. (Demolombe, Traité de la minorité, etc., I, No. 413; Laurent, IV, No. 366; Comp.: Cantacuzino, p. 63).

**20.** Sunt considerate ca legi de ordine publică, legile prohibitive, cum sunt cele cari opresc: poligamia, căutarea paternității, convențiunile asupra succesiunilor nedeschise încă, etc. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 230; Comp.: Nacu, I, p. 109; Plastara, I, p. 58).

**21.** Legile care opresc sau permit substituțiunile fidei-comisare sunt de ordine publică și aceste substituțiuni sunt guvernate de legea teritorială, indiferent de principiile admise pentru regularea succesiunilor. (Weiss, Traité élémentaire, p. 700).

**22.** Legile asupra succesiunilor sunt considerate ca legi de ordine publică. (Daloz, Rép., Successions, No. 184; Nacu, I, p. 109).

**23.** Prin legi de ordine publică, în dreptul privat, se înțeleg acele legi în cari predomină preocuparea interesului general care s-ar găsi compromis dacă particularii ar putea să împedecă aplicarea legilor. (Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 120 p. 125, 126; Planiol, ed. 6-a, I, No. 291).

**24.** Ca legi de ordine publică, de interes privat, se citează: Legile relative la starea civilă și la capacitatea persoanelor și cele relative la drepturile și obligațiile ce rezultă din aceste legi. (Rolland de Villargues, Répertoire, Etat des personnes, No. 6, 7; Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 120, p. 125, 126; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 36, p. 178; Demolombe, I, No. 17; Daloz, Rép., Interdiction, No. 31; Lois, No. 522; Suppl. Lois, No. 450; Laurent, I, No. 52; Huc, I, No. 188; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 169; Planiol, ed. 6-a, I, No. 292; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 63, 64; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 227, 228; Matei Cantacuzino, p. 62).

**25.** Este nulă ca fiind contrară ordinii publice, dispoziția făcută în contractul de căsătorie, că femeia nu se va putea obliga față de terțele persoane, nici chiar cu autorizația soțului sau a justiției. (Troplong, Contrat de mariage, I, No. 78; Huc, I, No. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 236).

**26.** Ca legi de drept privat cari interesează ordinea publică, sunt și acele cari organizează proprietatea și în special proprietatea fonciară. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 292; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 64; Cantacuzino, p. 63).

**27.** Ca legi de ordine publică se mai citează, cele privitoare la libera circulație a bunurilor și la regulamentul distribuției și transmisiunii lor. (Cantacuzino, p. 63; Plastara, I, p. 58).

**28.** Debitorul nu poate renunța de mai înainte la termenul de grație pe care au drept tribunalele să-l acorde, de care acordarea acestui termen se bazează pe considerațiuni umanitare, într'un interes

general. (Huc, VIII, No. 34; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 235).

**29.** Într-o convenție se poate stipula admiterea dovezii cu martori pentru probarea unui fapt juridic, chiar în cazul când această dovadă nu este admisă de lege, de oare ce nu e o chestiune de ordine publică. (Duranton, XIII, No. 308, 329; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, II, Question No. 976, p. 497 urm.; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, Leçons de procédure, ed. 15-a, I, No. 474; Huc, VIII, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 235; VII, ed. 1-a, p. 268; Contra: Larombière, V, art. 1347 No. 1; Toullier, V, partea I, No. 36 urm.; Toullier, Théorie raisonnée du code civil, IV, p. 531 urm.; Poujol, Obligations, art. 1341 No. 17; Demolombe, XXX, No. 215; Laurent, XIX, No. 397 urm.).

**30.** Este nulă ca fiind contrară ordinii publice, convențiunea, care oprește pe una dintre părțile contractante să exercite în mod absolut un comerț anume determinat sau folosința numelui seu în exercițiul acestui comerț. (Daloz, Rép., Industrie et commerce, No. 214, 381 urm.; Suppl., Industrie et Commerce, No. 2, 106, 529; Heroveanu, I, p. 62).

**31.** Este permisă convențiunea prin care una dintre părțile contractante se obligă a nu exercita un comerț determinat, de cât sub anume restricțiuni în ceea ce privește locul și timpul exercitării. (Daloz, Rép., Suppl., Industrie et commerce, No. 107 urm.; Herovanu, I, p. 62).

**32.** Este contrară ordinii publice, clauza dintr'un contract de asigurare sau ori ce alt contract, ca una din părți să fie exonerată de orice răspundere, pentru greșelele sale grave. (Duranton, X, No. 397 urm.; Toullier, V, No. 230 urm.; Larombière, Obligations, I, No. 12 și 13, Art. 1137; Demolombe, XXIV, No. 404 urm.; Proudhon, Usufruit, III, No. 1487 urm.; Troplong, Vente, I, No. 362 urm.; Laurent, XVI, No. 217 urm.).

**33.** Nu se poate deroga prin convențiune, la dispozițiile prevăzute de lege pentru garantarea drepturilor terțelor persoane, cum ar fi de ex: transcripția etc. (Beudant, Explication du titre préliminaire, No. 120; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 36, p. 178; Huc, I, No. 186; Planiol, ed. 6-a, I, No. 292; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 64; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 228; Cantacuzino, p. 63).

**34.** O persoană poate deroga la dispozițiile din lege, cari privesc interesul seu privat și sunt introduse în lege în favoarea sa, afară bine înțeles de cazul când însăși legea interzice în mod formal orice derogare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 36, p. 178; Daloz, Rép., Lois, No. 524; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 231; ed. 1-a, VII, p. 703).

### III. Legi care interesează bunele moravuri.

**35.** După cum s-a arătat și la legile de ordine publică, nici legislația nici doctrina nu dau un criteriu pentru a putea recunoaște cu siguranță legile cari interesează bunurile moravuri. (Daloz, Rép., Lois, No. 521; Suppl., Lois, No. 450; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 294; Plastara, I, p. 57, 58).

**35 bis.** Legile cari interesează bunele moravuri, sunt acele cari au de scop, a ne face să contractăm obiceiuri bune și morale, împiedicându-ne de a contracta obiceiuri rele și pernicioase. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 226).

**36.** Bunele moravuri înseamnă morală. Este oprit a se insera în convențiuni, dispozițiuni contrare moralei. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 63; Nacu, I, p. 109; Comp.: Plastara, I, p. 57, 58).

### IV. Despre nulitatea și inexistența actelor.

**37.** Nulitatea este textuală, formală sau expresă, când este prevăzută de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 237).

**38.** Nulitatea este tacită sau virtuală, când nu este prevăzută în mod expres de lege, însă rezultă din spiritul ei. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 79; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 237).

**39.** Legile prohibitive, au în general de consecință, nulitatea actului făcut fără a se fi îndeplinit formalitățile cerute de lege, chiar când nulitatea nu este prevăzută în mod formal, de oarece prohibiția implică în genere un interes general. (Merlin, Questions de droit, V, ed. 5-a, Nullité, § 1, No. 6, p. 660 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 79; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 237 urm.).

**40.** De câte ori însă o lege prohibitivă implică un interes particular, nulitatea nu mai are loc decât când este prevăzută în mod formal. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 239).

**41.** Asupra legilor imperative, când ele echivalează în conținutul lor, legilor prohibitive, se aplica aceleași principii ca și la legile prohibitive, și nulitatea va trebui să fie admisă de tribunale. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 240).

**42.** Orice lege este imperativă, însă nu ori ce este contrar legii trebuie să fie nul, ci trebuie de cercetat care a fost voința legiuitorului; când legea tace asupra nulității, tribunalul va cerceta dacă legiuitorul a înțeles să creeze o nulitate virtuală sau nu; când actul va fi lipsit de formele esențiale sau substanțiale, fără de care nu poate să aibă ființă, actul va fi anulat. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 79; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 240, 241).

**43.** Nulitatea unui act, chiar în cazul când nulitatea operează deplin drept, trebuie totdeauna pronunțată sau cel puțin constatată de justiție căci deși legea declară un act nul, nu înseamnă că el



este nul fără nici o judecată, ci că justiția va trebui neapărat să pronunțe nulitatea lui. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 330; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 81; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 242, 243; Cantacuzino, p. 67).

44. Tribunalele când judecă un act inexistent, vor declara prin sentințele lor că el nu a avut nici odată ființă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 243; Cantacuzino, p. 67; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 332, 333; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 81).

45. Când nulitatea este absolută, adică este stabilită într-un interes public, ea poate fi cerută deoricine ar avea interes în cauză și chiar de Ministerul Public. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 339; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 77; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 243; Cantacuzino, p. 67; Plastara, I, p. 76).

46. Când nulitatea este relativă, adică este stabilită în interesul particular al unor anumite persoane, ea nu poate fi cerută de cât de aceste persoane. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 343; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 80; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 243; Cantacuzino, p. 68; Plastara, I, p. 76).

### Jurisprudență.

#### (continuare dela 1924 până la 1927)

1. Art. 42 din legea de organizare a Ministerului de Domenii, prin care se opresc funcționarii de a lua moșii cu arendă, nu constituie o dispozițiune de ordine publică pentru că nu este creată decât pentru a garanta o bună îndeplinire a atribuțiilor funcționarilor și deci aplicarea măsurii disciplinare în caz de abatere. (C. Apel București s. III, 56 din 27 Februarie 1924, Pand. Rom. 1926, I, 266).

2. Nulitatea din art. 27 legea agrară a contractelor de arendare, pe termen mai mic de șapte ani, fiind dictată de interesul economic al țării, de a se face o cultură mai rațională, are caracterul unei nulități de ordine publică absolută, ce poate fi invocată de oricine are interes și deci și de proprietar, iar nu numai de arendaș. (C. Apel București s. II, 297 din 9 Iulie 1924, Bul. C. Apel 13/1924).

3. O funcțiune publică exercitată în baza unui act de numire al autorității, potrivit legilor de organizare, nu poate fi retrasă decât în cazurile și cu formalitățile prevăzute de lege.

O atare funcțiune nu poate fi modificată, în ce privește durata ei, prin încheierea unui contract între autoritate și funcționar, de oarece legea în virtutea căreia e dată și se guvernează, fiind o lege de organizare administrativă, este ca atare de ordine publică și la asemenea legi nu se poate deroga prin dispozițiuni sau convențiuni particulare. (Cas. III, 2355 din 3 Decembrie 1924, Jurispr. Rom. 1/1925).

4. Clauza impusă legatarului universal de a dobândi un local propriu pen-

tru sediul decanatului și consiliului de disciplină nu este o clauză ilicită sau contrarie textului art. 60. al. 2 din legea corpului de avocați, fiind că această dispozițiune nu este obligatorie sau de ordine publică ci facultativă. (Trib. Covelului s. II, 488 bis din 15 Decembrie 1924, Curier Judiciar 11/1925).

5. Dispozițiile ca sarcinile cu care sunt gravate către bănci moșiile expropriate au a fi plătite în rentă, sunt de ordine publică și nu se poate deroga dela dănsese. Ele au a fi aplicate indiferent dacă grevarea s'a făcut după prima expropriere. (Cas. II. 345 din 19 Iunie 1925, Pand. Săpt. 3/1926).

6. Intrucât, potrivit rânduelilor din art. 339 și 342 pr. civ., se pot judeca de către arbitri nu numai conflictele existente, dar și cele ce s'ar putea naște în viitor, este valabilă și nu atinge întrun nimic ordinea publică o clauză dintr'un contract de asociațiune, în virtutea căreia părțile convin a supune judecătii unei comisii de arbitri toate diferențele isvorâte din executarea și lichidarea acestui contract. (C. Apel Buc., s. I, 125 din 10 Sept. 1925, Pand. Rom. 1926, II, 4).

7. Administrarea probei cu martori acolo unde legea cere un act scris, ne fiind o dispoziție de ordine publică, — partea protivnică, care nu s'a opus la administrarea ei, nu mai poate în urmă să invoace inadmisibilitatea ei.

Prin urmare, odată ce în speța instanța de fond printr'un jurnal anterior admisesse proba cu martori cerută de intimat pentru a dovedi că, biletele la ordin le-a emis în alb, iar recurenta nu s'a opus, recurenta nu mai este autorizată ca la termenele următoare să susțină că, o asemenea probă este inadmisibilă în drept potrivit disp. art. 349 c. com. (Cas. III, dec. 1664 din 8 Decembrie 1925, Pand. Săpt. 16/1926).

8. Art. 42 din legea organică a Ministerului de domenii, prevede că funcționarii acestui minister nu pot, între alte acte ce le sunt interzise, să ia moșii în arendă.

Această dispozițiune a fost edictată de legiutor în scopul de a asigura numai buna rânduială interioară a Ministerului de domenii prin garantarea unei bune îndepliniri a atribuțiunii lor din partea funcționarilor.

De aceia, dispozițiunea de mai sus nu este de ordine publică și nu creiază o incapacitate civilă pentru funcționari — ceea ce duce la concluziunea că actele făcute cu nerespectarea ei rămân perfect valabile, fiind expus numai funcționarul contravenient la pedepsele disciplinare pe care i le pot da șefii săi ierahici.

Astfel fiind, urmează că, în speța bine a judecat Curtea de apel când a decis că arendarea încheiată de intimat este valabilă deși intimatul este funcționar silvic și intră în prevederile art. 42 din legea organică a Ministerului de dome-

nii. (Cas. I, dec. 2514 din 12 Mai 1926, Pand. Rom. 1926, I, 263).

nota 1; art. 250, nota. 2; art. 282, nota 1; art. 518, nota 2; art. 728, nota 3; art. 1008, nota 1; art. 1632, nota 10.

**Art. 6—20** inclusiv din Codul civil se abrogă şi se înlocuiesc cu art. 1—70 inclusiv din:

## LEGE

PRIVITOARE LA

### DOBÂNDIREA ŞI PIERDEREA NAŢIONALITĂŢII ROMÂNE

din 23 Februarie 1924, publicată în Monitorul Oficial No. 41/1924.

#### DISPOZIŢIUNI GENERALE

şi

MIJLOACELE PRIN CARE SE DOBÂNDEŞTE NAŢIONALITATEA ROMÂNĂ

#### CAPITOLUL I

*Art. 1.* — Naţionalitatea română se dobândeşte în condiţiunile acestei legi prin:

1. Filiaţiune;
2. Faptul naşterii pe teritoriul României prevăzut la art. 3 din prezenta lege;
3. Căsătorie şi
4. Naturalizare.

*Art. 2.* — Sunt români prin filiaţiune;

a) Copiii născuţi din căsătoria unui român, indiferent de locul naşterii lor;

b) Copiii naturali ai unei românce născuţi chiar în ţară streină. Copiii legitimaţi de către un român se socotesc că au fost totdeauna români.

Adopţiunea nu produce efecte asupra naţionalităţii.

*Art. 3.* — Sunt socotiţi ca români copiii găsiţi pe teritoriul României fără tată şi mamă cunoscuţi.

*Art. 4.* — Streina căsătorită cu un român devine româncă.

*Art. 5.* — Streinii care au dobândit naturalizarea devin români.

*Art. 6.* — Streinii se bucură în deobşte în România de aceleaşi drepturi civile de cari se bucură şi românii, afară de cazurile unde legea ar fi hotărît altfel.

Ei nu pot dobândi cetăţenia română şi prin efectul acesteia drepturile politice, decât prin vreunul din mijloacele prevăzute sub titlul de faţă.

#### CAPITOLUL II

#### Naturalizarea

##### § 1. Condiţiunile naturalizării

*Art. 7.* — Naturalizarea este individuală şi nici un strein nu o poate dobândi decât întrunind condiţiunile următoare:

1. Să aibă vârsta de cel puţin 21 ani împliniţi;
2. Să-şi manifeste voinţa de a deveni român şi să declare că se leapădă de cetăţenia streină după formele prevăzute la art. 21;
3. Să fi locuit, în urma acestei manifestări de voinţă, neîntrerupt pe teritoriul României timp de zece ani;
4. Să fi avut şi să aibă bune purtări;



5. Să aibă mijloace suficiente pentru întreținerea sa și a familiei sale, sau posibilitatea de a le câștiga;

6. Să fi pierdut naționalitatea streină sau să o piardă, potrivit legilor țării sale, prin efectul dobândirii naționalității române.

*Art. 8.* — Comisiunea de constatare a condițiilor naturalizării poate aviza la reducerea sau la dispensa de stagiu;

a) Pentru streinii cari dovedesc că sunt utili națiunii române;

b) Pentru streinii căsătoriți cu românce.

*Art. 9.* — Sunt dispensați de stagiu:

a) Streinii născuți și crescuți în România până la vârsta de 21 ani, dacă cer naturalizarea în cursul unui an dela împlinirea acestei vârste;

b) Copiii cari aveau 21 ani împliniți în momentul când tatăl lor a dobândit naturalizarea.

*Art. 10.* — Românii de origină supuși unui stat strein, indiferent de locul nașterii lor, lepădându-se de supușenia streină, pot dobândi naționalitatea română fără a mai îndeplini condițiunile cerute la No. 3, 5 și 6 din art. 7.

În acest caz declarațiunea de manifestare de voință prevăzută la art. 7 No. 2 și art. 21 va cuprinde în mod expres renunțarea la supușenia streină.

## § 2. Organele și procedura naturalizării

*Art. 11.* — Naturalizarea se acordă de consiliul de miniștri în urma constatării comisiunii, compusă din prim-președintele și președinții Curții de apel din Capitala țării, că streinul solicitant întrunește condițiunile de sub art. 7 din legea de față.

*Art. 12.* — Comisiunea pentru constatarea condițiilor naturalizării funcționează pe lângă ministerul de justiție și este prezidată de prim-președintele Curții de apel din Capitală.

În lipsa acestuia funcțiunile sale se vor îndeplini de cel mai vechiu dintre președinții cari compun comisiunea.

Directorul afacerilor judiciare din ministerul de justiție îndeplinește funcțiunea de secretar al comisiunii.

*Art. 13.* — În caz de vacanță a vreunuia din locurile de prim-președinte sau președinte, comisiunea va fi complectată cu președintele sau consilierul care, după legea de organizare judecătorească, îndeplinește de drept funcțiunile de prim-președinte sau președinte.

Această dispozițiune se aplică și în cazul când președintele sau unul din membrii comisiunii este împiedecat de a lua parte la lucrările ei.

*Art. 14.* — Comisiunea se convoacă de președintele ei. Ea nu va putea lucra, nici lua deciziuni, decât cu majoritatea absolută a membrilor cari o compun.

Paritatea se interpretează în favoarea cererii.

*Art. 15.* — Încheierile comisiunii se vor da întotdeauna în scris și motivat.

*Art. 16.* — Încheierea comisiunii constatând că streinul întrunește condițiunile cerute pentru naturalizare se înaintează, împreună cu dosarul respectiv, consiliului de miniștri, prin mijlocirea ministerului de justiție.

*Art. 17.* — Consiliul de miniștri acordă sau refuză naturalizarea. În cazul art. 8 el se pronunță și asupra reducerii sau dispensei de stagiu.

Cererile de reducere și de dispensă de stagiu respinse nu mai pot fi repetate, afară de cazul când cei cari au făcut cerere ar dovedi că au adus țării servicii excepționale după respingerea cererii.

*Art. 18.* — Jurnalul consiliului de miniștri prin care se refuză naturalizarea nu va fi motivat.

Jurnalul de admitere a naturalizării se va publica în *Monitorul Oficial*.

*Art. 19.* — Cererile de naturalizare constatate prin încheiere de comisiune că nu întrunesc condițiunile legii nu se vor mai înainta consiliului de miniștri.

*Art. 20.* — Cererea de naturalizare însoțită de declarația prevăzută la art. 7 No. 2 și de toate actele privitoare la naturalizare se adresează președintelui comisiunii prevăzută la art. 11 și se înregistrează la secretariatul acestei comisiuni.

Stagiul prevăzut la art. 7 No. 3 va începe să curgă dela data înregistrării cererii de naturalizare.

*Art. 21.* — Declarațiunea de manifestare a voinței de naturalizare și de lepădare de cetățenia streină se va face în forma autentică.

Tot astfel se va face și declararea de opțiune privitoare la naționalitate.

*Art. 22.* — Indată după înregistrarea cererii de naturalizare, președintele comisiunii va dispune, la stăruința și în contul petiționarului, publicarea ei în *Monitorul Oficial*, într'una din publicațiunile periodice mai răspândite din țară, de preferință într'unul din ziarele de la domiciliul petiționarului.

Președintele va supune comisiunii cererea de naturalizare numai după ce petiționarul va fi prezentat *Monitorul Oficial* și ziarul în care s'a făcut publicația și va fi constatat că au trecut 30 zile libere de la data ultimei publicații.

Cererile românilor de origină se vor publica numai în *Monitorul Oficial*, din oficiu și aceasta în mod gratuit, de asemenea și jurnalul consiliului de miniștri pentru acordarea naturalizării.

*Art. 23.* — În termenul prevăzut la art. 22 ministerul public, autoritățile administrative, centrale și locale, precum și orice persoană în măsură de a dovedi cu acte că solicitantul nu întrunește condițiunile cerute de lege, vor putea să adreseze întâmpinările lor scrise înaintea comisiunii.

Asemenea întâmpinări se pot adresa și consiliului de miniștri înainte ca acesta să se fi pronunțat asupra naturalizării.

*Art. 24.* — Comisiunea poate dispune:

a) Ca petiționarul să completeze actele sau să dea explicațiuni orale sau scrise;

b) Ca prin unul din membrii săi, sau prin delegațiuni date membrilor parchetelor de orice grad, sau autorităților administrative, să culeagă informațiuni sau să facă cercetările ce va crede necesare;

c) Să cheme înaintea sa pe orice alte persoane ce ar crede că pot da informațiuni utile.

*Art. 25.* — Cererile de naturalizare respinse de comisiune pentru neîndeplinirea vârstei sau stagiului vor putea fi reintroduse după împlinirea vârstei de 21 ani sau a stagiului cerut, fără a mai fi nevoie de o nouă declarație de manifestare a voinței.

Cererile respinse pentru neîndeplinirea condițiunilor prevăzute la art. 7 No. 4 nu mai pot fi reînnoite.

Cererea respinsă pentru neîndeplinirea condițiunii dela art. 7 No. 5 se poate reînnoi când prin acte noi se poate dovedi neîndoios că solicitantul îndeplinește și această condițiune.

*Art. 26.* — Jurnalul consiliului de miniștri pentru acordarea naturalizării se comunică ministerului de justiție, care îl va publica în *Mo-*



*nitorul Oficial* pe cheltuiala celui naturalizat, după ce acesta va presta jurământul de credință.

*Art. 27.* — Sub sancțiunea pierderii beneficiului jurnalului de naturalizare, solicitantul este obligat ca, în termen de 30 zile libere dela invitațiunea ministerului de justiție și după plata taxelor legale, să presteze înaintea delegatului ministrului de justiție jurământul de credință, în formula următoare:

„Pe onoare și conștiință, jur credință M. S. Regelui României și „Dinastiei, Constituției și legilor țării, drepturilor și intereselor naționale „ale poporului român“.

*Art. 28.* — Naturalizarea se constată prin jurnalul de naturalizare publicat în *Monitor* și prin diploma de încetățenire ce se eliberează celui în drept de ministerul justiției.

*Art. 29.* — În afară de condițiunile statornicite la art. 7, cetățenia română, sub titlul de cetățenie de onoare, pentru servicii excepționale aduse țării și națiunii, se poate acorda, la propunerea guvernului sau a invitației parlamentare, de Adunările legiuitoare cu majoritate de două treimi din numărul votanților.

*Art. 30.* — Exercițiul drepturilor politice pe temeiul cetățeniei de onoare nu se poate dobândi decât cu autorizarea consiliului de miniștri după ce beneficiarul dovedește că nu mai ocupă în țară streină nici o funcțiune publică și că s'a lepădat de supușenia Statului al căruia național era.

*Art. 31.* — Cetățenia de onoare acordată streinilor de consiliile județene sau comunale n'are nici un efect asupra naționalității. Nici într'un caz ea nu poate fi acordată decât în condițiunile stabilite de legea administrativă și pentru servicii excepționale aduse județelor sau comunelor.

### § 3. Efectele naturalizării

*Art. 32.* — Naturalizarea nu are efect retroactiv.

Efectele ei se produc numai dela data publicării în *Monitorul Oficial* a jurnalului consiliului de miniștri prin care s'a acordat.

*Art. 33.* — Naturalizarea aseamănă pe streini cu românul atât în ce privește drepturile civile cât și în cece privește drepturile politice.

*Art. 34.* — Soția profită de naturalizarea soțului, afară numai dacă dânsa printr'o declarațiune autentică renunță la naționalitatea română pentru a-și conserva naționalitatea dobândită prin căsătorie sau aceia care și-a rezervat-o cu ocazia căsătoriei în forma arătată la art. 40.

Deasemenea și copiii mai mici de 21 ani profită de naturalizarea tatălui lor.

*Art. 35.* — Copiii deveniți români în condițiunile art. 34, pot în termen de un an dela împlinirea vârstei de 21 ani să renunțe la naționalitatea română printr'o declarațiune făcută în formă autentică și adresată în țară ministerului de justiție, iar în streinătate legațiunilor sau consulatelor române.

## TITLUL II

### Despre pierderea și redobândirea naționalității române

*Art. 36.* — Naționalitatea română se pierde:

- a) prin naturalizare dobândită în țară streină;
- b) prin legitimarea copilului natural de naționalitate română de către un strein;

- c) prin căsătorie, în cazul art. 38;
- d) prin primirea fără autorizația guvernului român a vreunei funcțiuni publice dela un guvern strein;
- e) prin supunere pentru ori cât de puțin timp la vreo protecțiune streină, ori din care fapt ar rezulta aceasta;
- f) prin retragerea naturalizării, în cazurile art. 41 și 42;
- g) în cazul prevăzut la art. 37.

*Art. 37.* — Românul care, fără autorizarea guvernului, va intra în serviciul militar la streini sau se va alătura pe lângă vreo corporațiune militară streină va pierde calitatea de român.

El nu va putea redobândi calitatea de român decât conform art. 7.

Toate acestea fără a fi scutit de sancțiunile prevăzute de codul penal în contra românilor cari au purtat sau vor purta arme în contra patriei lor.

*Art. 38.* — Româncea devine streină prin căsătoria sa cu un strein, exceptându-se cazul când, după legea soțului, ea nu dobândește naționalitatea acestuia, sau când și-a rezervat naționalitatea română prin contractul matrimonial sau, în lipsa acestuia, printr'o declarație expresă făcută în formă autentică înainte sau cu prilejul contractării căsătoriei.

*Art. 39.* — Româncea devenită streină prin căsătorie, redobândește calitatea de româncă prin încetarea căsătoriei, prin divorț sau decesul soțului, dacă își manifestă dorința printr'o declarațiune dată în formă autentică și adresată în țară ministerului de justiție, iar în streinătate legațiunilor sau consulatelor române.

Acelaș drept îl are și femeia în caz de separațiune de corp.

*Art. 40.* — Streina care a dobândit calitatea de româncă prin căsătorie, își menține această calitate și după desfacerea căsătoriei prin despărțenie, sau *separație de corp*, sau prin decesul soțului, afară numai dacă nu și-a manifestat dorința contrarie printr'o declarațiune făcută în formă autentică și adresată în țară ministerului de justiție, iar în străinătate legațiunilor sau consulatelor române.

*Art. 41.* — Naționalitatea română poate fi retrasă oricărui naturalizat român originar al unui Stat cu care România s'ar găsi în stare de război:

a) Când se va constata că a săvârșit acte contrarii ordinei publice și siguranței interioare sau exterioare a Statului român;

b) Când se va constata că a părăsit țara pentru a se sustrage serviciului militar sau oricărui alt serviciu public obligator pentru români;

c) Când se va constata că în serviciul țării lui de origină sau al oricărei alte țări ar fi săvârșit acte de spionaj și ar fi ajutat acțiuni potrivnice drepturilor și intereselor naționale ale Statului și poporului român.

În toate aceste cazuri, retragerea naturalizării se va face prin decret regal publicat în *Monitorul Oficial*, dat prin propunerea ministerului de justiție și pe baza unui jurnal al consiliului de miniștri.

Sub nici un cuvânt aceștia nu vor mai putea redobândi calitatea de români.

*Art. 42.* — Retragerea naturalizării are efect individual. Ea nu se poate resfrânge asupra femeii și copiilor celui naturalizat, afară dacă aceasta se prevede expres în decretul de retragere a naturalizării.

*Art. 43.* — Retragerea naturalizării se face independent de sancțiunile prevăzute în codul justiției militare sau alte legi pentru crimele și delictele săvârșite de cel naturalizat.

*Art. 44.* — Românul care și-a pierdut această calitate, în cazurile prevăzute sub lit. a și b dela art. 36, nu o va putea redobândi decât prin naturalizare.



*Art. 45.* — Românul care și-a pierdut această calitate prin acceptarea unei funcțiuni publice în țară străină sau prin supușenie temporară la o protecțiune streină, o va putea redobândi dacă, renunțând formal la aceasta, va obține autorizațiunea consiliului de miniștri de a-și stabili domiciliul în România.

*Art. 46.* — Copilul născut dintr'un român care ar fi pierdut calitatea de român, va redobândi totdeauna această calitate îndeplinind formalitățile prescrise la art. 45.

### TITLUL III

#### Despre opțiuni și renunțări la Naționalitate

*Art. 47.* — Declarațiunile de opțiune sau de renunțare la naționalitate, în cazurile și în termenele îngăduite de legi sau de convențiunile internaționale ratificate de Corpurile legiuitoare, se vor face, dela data promulgării legii de față, în forma prevăzută la art. 21 și înaintea autorităților prevăzute la art. 48, afară de cazul când acele legi și convențiuni statornicesc alte forme și alte autorități.

*Art. 48.* — Declarațiunile de opțiune sau renunțare la naționalitate se pot face pe teritoriul român, în orice comună rurală sau urbană, înaintea autorităților împuternicite după lege de a constata consimțământul și a autentifica actul.

Declarațiunea se va face în 6 exemplare, din cari numai 3 vor fi eliberate declarantului.

Sub sancțiunea prevăzută la art. 53, atât autoritatea care a autentificat declarațiunea, cât și persoana care a făcut opțiunea sau renunțarea, sunt obligate fiecare din ele să trimită câte un exemplar autentificat primăriei comunei unde domiciliază declarantul și prefecturii județului respectiv.

În streinătate declarațiunea de opțiune pentru naționalitatea română sau de renunțare la această naționalitate se vor face tot în forma autentică, înaintea legațiunilor sau consulatelor române.

*Art. 49.* — Autoritatea care primește declarațiunea de opțiune sau renunțare va verifica identitatea declarantului, menționând pe declarațiune actele de identitate prezentate.

*Art. 50.* — Opțiunea sau renunțarea soțului atrage după sine pe aceea a soției, iar renunțarea părinților atrage după sine pe aceea a copiilor mai mici de 21 ani.

Opțiunea și renunțarea pentru minorul fără părinți se va face de tutor.

*Art. 51.* — Declarațiunea de optare sau renunțare este definitivă. Ea nu mai poate fi retrasă.

Se exceptează opțiunea sau renunțarea pentru persoanele prevăzute în art. 50, dacă au dreptul, după lege sau după convențiuni, de a opta sau renunța în numele lor propriu.

*Art. 52.* — Prefecturile județelor sunt obligate să comunice ministerului de interne toate declarațiunile de opțiune sau renunțare, care făcând cuvenitele tablouri le va înainta, prin ministerul de afaceri streine, guvernelor Statelor în favoarea cărora s'a optat.

*Art. 53.* — Autoritățile și declaranții cari nu se vor conforma art. 48 și 49, se vor pedepsi cu amendă dela 5.000 la 20.000 lei.

## TITLUL IV

## Dispoziții finale și tranzitorii

*Art. 54.* — Se abrogă dispozițiunile art. 6—20 inclusiv de sub cartea I, titlul I, cap. I și II din Codul civil român; paragrafele 18—38 inclusiv din Codul civil în vigoare în Bucovina; art. 50 al colecției legilor din 1879 aplicabile în Transilvania, Banat, Crișana, Sătmar și Maramureș; art. 819, 820, 824, 825, 826, 827, 836—857 inclusiv din tomul IX, cartea I, partea VI, cap. III din 1899 cu modificările ulterioare aplicabile în Basarabia, precum și orice alte dispozițiuni privitoare la aceleași materii cuprinse în legi, regulamente, ordonanțe, decrete și deciziuni ce s'ar găsi la data promulgării legii de față în vigoare în deosebite părți ale Statului român.

*Art. 55.* — Cererile de naturalizare sau de recunoaștere adresate ministerului de justiție sau Corpurilor legiuitoare înainte de promulgarea legii de față, cu toate lucrările referitoare, se vor înainta comisiei dela art. 11, care le va examina dacă întrunesc condițiunile legii de față, fără ca pentru aceasta să mai fie necesară declarațiunea de manifestare de voință prevăzută la art. 7 No. 2.

În aceste cazuri stagiul se calculează dela data introducerii cererii de naturalizare.

Consiliul de miniștri se pronunță asupra încheierii comisiei în condițiunile arătate la cap. II de sub § II al legii de față.

Cererile de naturalizare sau de recunoaștere, votate de unul din Corpurile legiuitoare înainte de promulgarea prezentei legi, se vor trimite cu toate lucrările referitoare direct consiliului de miniștri, care va decide asupra lor fără a mai fi nevoie de constatarea comisiei prevăzută de art. 11.

*Art. 56.* — Sunt și rămân cetățeni români, fără a fi obligați să îndeplinească vreo formalitate, locuitorii de mai jos cari, până la data promulgării legii de față, nu vor fi optat pentru o altă naționalitate:

1. Toți locuitorii din Bucovina, Transilvania, Banat, Crișana, Sătmar și Maramureș cari aveau indigenatul (apartenența) la <sup>18 Noiembrie</sup>/<sub>1 Decembrie</sub> 1918;
2. Locuitorii din Basarabia cari la data de <sup>27 Martie</sup>/<sub>9 Aprilie</sub> 1918 aveau domiciliul administrativ după legile în vigoare în Basarabia;
3. Locuitorii din vechiul regat cari au dobândit naționalitatea română în condițiunile decretelor-legi ratificate prin art. 133 din Constituție;
4. Locuitorii din județele Caliacra și Durostor, cărora li s'a recunoscut naționalitatea română prin hotărârile definitive ale comisunilor prevăzute în art. 6 din legea dela 1 Aprilie 1914 și în art. 10 și următorii din legea dela 26 Iulie 1921 pentru organizarea Dobrogei-Noui;
5. Persoanele originare din Bucovina, Transilvania, Banat, Sătmar, Crișana și Maramureș, domiciliat la data unirii în vechiul regat, întrucât posedau indigenatul (apartinerea, apartenența sau competența), într-una din comunele din teritoriile menționate;
6. Persoanele cari la data unirii, deși nedomiciliate în vreuna din comunele din Bucovina, Basarabia, Transilvania, Banat, Crișana, Sătmar și Maramureș, erau însă născute în acele comune din părinți domiciliați acolo;

7. Românii de origină din teritoriile fostului imperiu rus și din cele atribuite Statelor Serbo-Croato-Sloven, Ceho-Slovacia, Polonia, Italia, Austria și Ungaria, cari vor fi optat pentru naționalitatea română înaintea autorităților locale din aceste State sau a oricărei autorități române;



8. Locuitorii din comunele cari la stabilirea sau la rectificarea fruntariilor trec de sub suveranitatea unui alt Stat sub suveranitatea Statului român, întrucât întrunesc condiţiunile cerute pentru categoriile de locuitori de sub No. 1 şi 2.

*Art. 57.* — Dobândirea naţionalităţii române în condiţiunile prevăzute mai sus de către soţ şi părinte, atrage după sine obţinerea acelei naţionalităţi pentru soţia şi copiii aflaţi sub puterea părintească.

*Art. 58.* — Vor putea fi dispensaţi de stagiul în condiţiunile art. 7 şi 8 streinii majori născuţi, crescuţi şi domiciliaţi în România, nesupuşi nici unei protecţiuni streine, dacă cer naturalizarea în cursul unui an dela promulgarea legii de faţă.

*Art. 59.* — Copiii născuţi în Basarabia, Bucovina, Transilvania, Banat, Sătmar, Crişana şi Maramureş, cari la data unirii nu se vor fi putut prevala de o altă naţionalitate, dobândesc naţionalitatea română.

*Art. 60.* — Sunt considerate a fi perdue de drept naţionalitatea română persoanele din categoriile de sub art. 56, cari se vor constata că înainte de data promulgării legii de faţă au optat pentru o altă naţionalitate.

Ministerul de interne şi autorităţile administrative şi poliţienesti vor fi în drept de a lua măsurile necesare faţă de persoanele cari, optând pentru o altă naţionalitate, nu vor fi părăsit ţara în cele 12 luni acordate dela data opţiunii.

Aceste persoane vor putea să-şi ridice bunurile lor mobile de orice natură fără a fi impuse pentru aceasta la o taxă de ieşire.

Dela data autentificării declaraţiunii, ele sunt obligate pentru tot timpul cât vor mai petrece în ţară să se conformeze legilor şi regulamentelor relative la streini.

*Art. 61.* — Opţiunile sau renunţările făcute înainte de promulgarea legii de faţă, fie că au rezultat dintr'o declaraţiune autentică, fie că au rezultat din declaraţii sau acte sub semnătură privată, sau numai din fapte din cari se poate deduce neîndoelnic voinţa şi hotărîrea de a opta, sunt şi rămân valabile şi au de efect pierderea naţionalităţii române.

*Art. 62.* — Autorităţile cari, până la data promulgării legii de faţă au primit declaraţiuni de opţiune pentru o naţionalitate streină, precum şi de renunţări la naţionalitatea română, de persoane născute pe teritoriul Statului român, sunt obligate să le înainteze primăriilor comunelor unde s'au născut acele persoane.

*Art. 63.* — Locuitorii din comunele cari la stabilirea sau rectificarea fruntariilor ar trece sub suveranitatea unui alt Stat, pierd naţionalitatea română din momentul retrocedării, afară dacă ei îşi strămută de fapt domiciliul pe teritoriul Statului român sau optează pentru naţionalitatea română.

*Art. 64.* — Situaţia tuturor persoanelor de sub No. 1, 2, 4, 5, 6 şi 7 ale art. 56 şi art. 57, 59, 60, 61 şi 63 se va constata din oficiu de autorităţile administrative, prevăzute în regulamentul pentru constatarea naţionalităţii, cu drept de apel pentru cei interesaţi, la comisiunile ce vor funcţiona în acest scop pe lângă fiecare Curte de apel.

Fiecare comisiune de apel va fi compusă:

a) Dintr'un consilier al Curţii de apel respective, numit de ministerul de justiţie cu aprobarea consiliului de miniştri, cu titlu de preşedinte al comisiunii;

b) Din doi delegaţi, numiţi de ministerul de interne, deasemenea cu aprobarea consiliului de miniştri.

Apelul se declară la primăria locală în termen de 40 zile libere de la data afişării listelor prevăzute la art. 64 şi se va judeca fără opoziţie

Acelaș drept îl are atât ministerul de interne cât și ministerul public.

*Art. 65.* — Autoritățile administrative însărcinate cu operațiunea constatării sunt obligate să întocmească pe comune liste de cetățenie în cari vor cuprinde pe toți acei cari se găsesc în vreuna din categoriile prevăzute la art. 56.

Aceste liste se vor afișa după terminarea operațiunilor în fiecare comună la locurile autorităților comunale.

Actele rămân definitive față de toți aceia cari în termenul prescris la art. 64 n'au declarat apel.

Recursul împotriva hotărârilor comisiunilor de apel se va declara la grea a acestor comisiuni în termen de 20 zile libere de la pronunțare.

Curtea de Casație va judeca aceste recursuri de urgență în camera de consiliu, după memoriile scrise fără citarea părților.

*Art. 66.* — Se acordă pentru această singură dată un termen de 3 luni dela data promulgării legii de față, locuitorilor din județele Durostor și Caliacra, cari nu au făcut declarații la comunele prevăzute în art. 10 și următoarele din legea dela 26 Iulie 1921, pentru organizarea Dobrogei-Noui, sau ale căror cereri pentru recunoașterea cetățeniei române au fost respinse pe motivul că declarațiile au fost făcute după expirarea termenului prevăzut în art. 13 din acea lege.

În acelaș termen își vor stabili cetățenia română și locuitorii cari nu pot face dovada cetățeniei prin hotărârile definitive ale comisiunilor de încetățenire prevăzute în legea din 1 Aprilie 1914. Diplomele de încetățenire eliberate potrivit dispozițiilor acelei legi sunt valabile.

Se prelungeste în acest scop funcționarea comisiunilor prevăzute în art. 10 din sus citata lege.

Aceste comisiuni își vor termina lucrările cel mult în 3 luni dela data expirării termenului de mai sus.

*Art. 67.* — Toți locuitorii cari nu vor fi cuprinși în aceste liste, sau nu vor fi obținut hotărârea judecătorească potrivit art. 64, dela data promulgării legii de față, nu pot dobândi naționalitatea română decât prin mijloacele arătate la art. 7 și următorii.

Se exceptează locuitorii absenți dela domiciliu, cari având dobândită de drept naționalitatea română, potrivit art. 56, vor putea oricând cere dela autoritatea comunală competentă, certificatul de naționalitate cu drept de apel la tribunal și recurs la Curtea de casație, în termenele prevăzute de art. 64 și 65, împotriva deciziei acestei autorități.

*Art. 68.* — Pe temeiul listelor și hotărârilor definitive prevăzute la art. 65 și 66 ministerul de interne va elibera celor în drept, prin primării, certificate de naționalitate

Orice alte acte sau certificate de naționalitate sunt nule.

Decretele-legi de naturalizare individuală, hotărârile judecătorești sau certificatele grefei instanțelor judecătorești constatând declarațiunile prevăzute de decretule-legi, ratificate prin art. 133 din Constituțiune, fac dovada naționalității pentru evreei din vechiul regat.

*Art. 69.* — Românce de origină din Basarabia sau Bucovina, care prin căsătorie contractată înainte de unirea acestor provincii, a devenit străină, poate beneficia de dispozițiunile art. 40 din prezenta lege, dacă căsătoria este desfăcută.

*Art. 70.* — Un regulament special pentru constatarea naționalității va stabili amănunțit condițiunile de aplicare a dispozițiunilor de sub art. 56 și următorii din legea de față.



## Bibliografie (la legea pentru dobândirea și pierderea naționalității române)

- ALEXANDRINI AL., *Nota sub C. Apel Iași S. I.*, 64 din 6 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 193;
- HILLARD VICTOR, „O inadvertență legislativă”, Pand. Rom. 1926, IV, 60;
- JUVARA ALFRED, „Naturalizarea în România. Dare de seamă”, Curier Jud. 9/1926, 10/1926;
- MAXIM G. DIM., *Naturalizarea în România*; „Efectele naturalizării, după sistemul legii noi din 1924”, Dreptul, 22/1924, Dreptul 24/1924, Dreptul 31/1924; „Determinarea vârstei la care un străin poate fi naturalizat”, Dreptul 38/1924; „Considerațiuni asupra § 6, art. 7 al noii legi privitoare la naționalitatea română, din 1924”, Dreptul 1/1925; „Unitatea naționalității în familie, după noua lege privitoare la naționalitatea română din 1924”, Dreptul 3/1925; „Retragerea naționalității române după noua lege din 1924”, Dreptul 6/1925, 7/1925; „Sistemul legii române privitor la naționalitatea românei căsătorită cu un străin”, Dreptul 8/1925; „Naturalizarea românilor de origine, după noua lege din 1924 și suprimarea recunoașterii”, Dreptul 10/1925; „Reducerea și dispensa de stagiu, după legea română a naturalizării din 1924”, Dreptul 11/1925; „Cetățenia de onoare, după noua lege a naționalității române din 1924”, Dreptul 12/1925; „Principiile naționalității și naturalizării după legea română din 1924”, Dreptul 16/1925; „Organele și procedura naturalizării”, Dreptul 17/1925; „Legea naționalității române din 1924, în raport cu tratatele de pace”, Curier Jud. 11/1925; „Legitimitatea revizuirii de către Statul român a naționalității de origine, a celor ce solicită naturalizarea după legea română din 1924”, Dreptul 2/1926; „Atribuțiunea naționalității române, copiilor născuți dintr-un român care a pierdut naționalitatea”, Dreptul 6/1926; „Perdere naționalității române după legea nouă din 1924”, Dreptul 9/1926, Dreptul 10/1926; „Renunțarea la naționalitatea română, după noua lege din 1924”, Dreptul 16/1926; „Dobândirea naționalității române prin filiație, în baza regulei «jus sanguinis»”, Dreptul 19/1926, Dreptul 25/1926, Rom. 1925, I, 265; „Naționalitatea indivizilor născuți în țară dintr-un străin, după legea română din 1924”, Curier Jud. 4/1926; „Atribuțiunea naționalității prin naștere în țară”, Curier Judiciar 6/1926; „Perdere naționalității române prin emigrare, fără spirit de reîntoarcere”, Pand. Rom. 1926, IV, 1;
- PLASTARA GEORGE, *Curs de drept civil român*, vol. I. p. 114 urm; *Nota sub Trib. Mehedintzi*, 494 din 11 August 1924, Pand. Rom. 1925, II, 112;
- RAPAPORT M., „Schimbarea naționalității foștilor supuși inamicilor față cu măsurile excepționale luate referitor la bunurile acestora”, Curier Jud. 34/1925; *Nota*, sub C. Apel Colmar, 23 Iulie 1924, Jurispr. Gen. 1925, No. 1624; *Nota* sub C. Apel Montpellier, 7 Iulie 1925, Jurispr. Gen. 1926, No. 368;
- ROSENTAL S., *Nota sub C. Apel București S. I.*, 101 din 23 Octombrie 1924, Pand. Rom. 1924, II, 225; *Nota sub Cas. I.*, 2053 din 19 Noembrie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 257;
- SCRIBAN R. TRAIAN, *Nota sub Trib. Teleorman S. I.*, 204 din 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1798;
- SOFTA ȘTEFAN, *Nota sub Trib. Soroca*, 125 din 26 Febr. 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 596;
- STOENESCU DEM., *Nota sub Trib. Ilfov S. I. com.*, 8669 din 27 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 223.

## INDEX ALFABETIC.

(la jurisprudență)

Abrogare 8.  
 Acțiune 7, 8, 17.  
 American 15.  
 Anexiune 14, 18, 19, 20, 22.  
 Apartenență 3, 5, 11, 13, 14, 22.  
 Apel 17, 20.  
 Ardeal, a se vedea cuvântul: „Transilvania”.  
 Austro-Ungaria 2, 4, 5, 11, 19.  
 Banat 14.  
 Basarabia 6, 10, 18.  
 Căsătorie 14, 23.  
 Ceho-Slovacia 22.  
 Cetățenie, a se vedea cuvântul: „Naționalitate”.  
 Citație 17, 20.  
 Codul civil 8, 23.  
 Comisiune 17, 20.  
 Competență 8, 19, 23.  
 Con-tituție 11.  
 Copil natural 1.  
 Croat 19.  
 Decret-lege 4.

Dobândire, a se vedea cuvântul: „Naționalitate”.  
 Domiciliu 3, 5, 6, 10, 13, 18.  
 Dreptul ginților 14.  
 Electorale liste 12, 13.  
 Emigrare 6, 9.  
 Evreu 4.  
 Funcțiune publică 4.  
 German 16.  
 Ginților drept 14.  
 Guvern 4.  
 Heimatos 4, 16, 21.  
 Inamic 2.  
 Indigenat, a se vedea cuvintele: „Apartenență”, „Naționalitate”.  
 Infracțiune 19.  
 Judecată 7, 8, 17.  
 Jugo-Slav 19.  
 Legea recrutării 19.  
 Liste electorale 12, 13.  
 Mamă 1.  
 Militar 19.  
 Naționalitate Austro-Ungară 2, 11, 14.

Naționalitate rom. 1 urm.  
 Naționalitate rusă 10.  
 Opțiune 14, 18.  
 Pasaport 6, 9.  
 Paternitate 1.  
 Penal fapt 19.  
 Perdere, a se vedea cuvântul: „Naționalitate”.  
 Polonez 5.  
 Proces, a se vedea cuvântul: „Acțiune”.  
 Protecțiune 4.  
 Răsboi 2.  
 Recrutare 19.  
 Recunoașterea copilului.

Recurs 7, 10, 20.  
 Regulament 5, 6, 9, 20, 22.  
 Renunțare 2, 4, 6, 9, 14.  
 Român 1, 15, 23.  
 Rus 10.  
 Serbia 19.  
 Străin 1, 4, 8, 12, 21, 23.  
 Tată 1.  
 Termin 7.  
 Transilvania 5, 13, 19, 22.  
 Tratatul dela St. Ger. man 5, 11.  
 Tratatul dela Trianon 2, 14, 19.  
 Ungară lege 2.

Jurisprudență  
(la legea pentru dobândirea și pierderea naționalității române)

1. - Recunoașterea tatălui, înlăturând ori ce îndoială asupra paternității, această recunoaștere desbrăcată de orice caracter juridic, face dovada unui simplu fapt, că copilul natural este în adevăr al tatălui ce l-a recunoscut; naționalitatea



fiind o chestiune de drept public, ea interesează mai ales pe stat, în raport cu cei născuți pe teritoriul său; atunci când legea prin art. 10 c. civ. dispune ca tot copilul născut din român, fie în țară, fie în străinătate, are naționalitatea tatului său, este a rămâne atât în litera cât și în spiritul legii, când se aplică această dispozițiune și copilului natural, născut de un tată român deși mama sa este străină. (Cas. I, 2053 din 19 Noembrie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 257, Curier Jud. 37/1925).

2. a) O simplă petițiune de renunțare la cetățenia română adresată unei autorități, nu poate duce la rezultatul pierderii acestei cetățenii atâta timp cât nu se constată îndeplinirea formalităților prevăzute de art. 34 al legii din 16 Decembrie 1916, relativă la supușii statelor cu care România se afla în stare de război.

b) După dispozițiile legii a XXII ungară din anul 1886, indigenatul putea fi dobândit fără ca cel ce-l invoca să fi locuit doi ani în comuna respectivă.

c) În virtutea art. 61 și 63 ale tratatului de la Trianon, persoanele având indigenatul pe un teritoriu ce a aparținut Austro-Ungaria, dobândesc deplin drept naționalitatea română, dacă în curs de un an dela punerea în vigoare a tratatului nu vor fi optat pentru naționalitatea ungară. (Trib. Mehedinti, 494 din 11 August 1924, Pand. Rom. 1925, II, 112).

3. În conformitate cu art. 56 din legea pentru dobândirea naționalității române, sunt considerați de drept cetățeni ai acestui Stat, numai acei locuitori din ținuturile alipite, cari fiind domiciliați în Vechiul Regat au avut apartenența în una din comunele acelor ținuturi, sau cari, nefiind domiciliați în una din comunele acelor ținuturi, sunt cel puțin născuți în vreuna din ele din părinți domiciliați acolo.

Prin urmare, nu este suficient ca instanța de fond să constate că o persoană este născută — de exemplu — la Sibiu, pentru a-i recunoaște calitatea de cetățean român, ci trebuie să stabilească dacă a avut apartenența, sau dacă părinții săi au avut domiciliul în acea comună. (Cas. I, Complect chirii, 1807 din 23 Octombrie 1924, Pand. Săpt. 2/1925, Jur. Rom. 9/1925).

4. a) Articolul 56 din legea privitoare la pierderea și dobândirea naționalității române, prevede că sunt și rămân cetățeni români, fără a fi obligați să îndeplinească vre-o formalitate, locuitorii cari până la promulgarea legii acesteia, nu ar fi optat pentru altă naționalitate, între alții cei din vechiul regat cari au dobândit naționalitatea română în condițiile decretelor-legi.

b) Situația juridică a evreilor pământeni, deși discutată, este în generalmente admisă că sunt considerați ca heimatloși, adică fără naționalitate, întrucât nici un text de lege nu recunoaște ca cetățenii

români alții decât acei cari au plenitudinea drepturilor.

c) După dispozițiile articolului I, din codul civil, calitatea de cetățean român se pierde: prin naturalizarea dobândită în țară străină, prin primirea fără autorizația guvernului român a unui funcțiuni publice de la un guven străin și prin supunerea pentru oricât de puțin timp la vreo protecțiune străină, cazuri cari s-au menținut și în dispozițiile art. 36 din actuala lege relativă la naționalitate; iar dispozițiile art. 61 din această lege mai prevede că opțiunile sau renunțările făcute înainte de promulgarea legii, fie că au rezultat din declarații sau acte sub semnătură privată sau numai din fapte, din care se poate deduce neîndoelnic voința și hotărârea de a opta, sunt și rămân valabile și au de efect pierderea naționalității române.

d) Faptul unui individ, de a fi declarat înaintea autorităților judiciare germane, că este supus austriac, nefiind prevăzut prin cazurile arătate de art. 17 cod. civil, ori de dispozițiile art. 36 din legea relativă la naționalitate, care-l fac să pierdă naționalitatea și nefiind din acele acte din cari să se poată deduce, neîndoelnic, voința sa de a opta pentru supușenia austriacă, nu poate avea nici un fel de efect juridic asupra calității lui de evreu pământean, devenit astăzi legalmente cetățean român și nici nu-i poate conferi calitatea de cetățean sau supus austriac. (C. Apel București, s. I, 101 din 23 Octombrie 1924, Pand. Rom. 1924, II, 225).

5. În baza art. 56 alin. I din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române, publicată în Monitorul Oficial No. 41 din 24 Februarie 1924, toți locuitorii din Transilvania, etc. cari aveau indigenatul (apartenența) la 1 Decembrie 1919 sunt și rămân cetățeni români fără a fi obligați să îndeplinească vreo formalitate.

Din actele depuse la dosar de recurentă și anume: extrasul de căsătorie, actul de deces al soțului său, certificatul că fiul său a făcut avocatura în țară, nu rezultă că recurenta și soțul său au avut apartenența dobândită în condițiunile legale într-o comună din Transilvania până la data de 1 Decembrie 1918.

Recurenta nu poate invoca nici art. 2 din regulamentul legii, potrivit căruia sunt considerați ca supuși români de plin drept, supuși austriaci și unguri, precum și persoanele fără nici o naționalitate cari aveau la punerea în vigoare a tratatelor de pace, domiciliul în actualul teritoriu al României, întrucât prin efectul art. 70 și 78 din tratatul de pace dela St. Germain, dânsa urmând naționalitatea soțului său, născut în Lemberg, a devenit polonă, de vreme ce în termen de un an nu a optat pentru altă naționalitate. (Cas. I, Complect chirii, dec. 1360 din 3 Iulie 1924, Jurispr. Gen. 1926 No. 725).

6. Potrivit art. 60 legea pentru dobân-



direa și pierderea naționalității române, sunt considerate că, au pierdut de drept naționalitatea română, persoanele din categoriile de sub art. 56, deci și locuitorii din Basarabia cari la data de 27 Martie (9 Aprilie) 1918, aveau domiciliul administrativ după legile în vigoare acolo. Dacă se va constata că înainte de 24 Februarie 1924, au optat pentru altă naționalitate.

Potrivit art. 61 din lege și art. 15 lit. c. din regulament, declarațiunile făcute pentru a obține repatrierea din România în altă țară, sunt considerate ca fapte de opțiune, și au de efect pierderea naționalității române.

În speță chiar recurentul recunoscând că a renunțat la supușenia română numai în vederea de a obține un pasport de emigrare, urmează că, cu o exactă aplicare a principiilor legii, Comisiunea de apel a considerat ca valabilă această opțiune și pe temeiul ei i-a respins cererea de a i se recunoaște calitatea de cetățean român. (Cas. I dec. 2306 din 5 Octombrie 1925. Jurispr. Gen. 1926 No. 150).

7. a) Termenele de judecată prevăzute în legea pentru dobândirea naționalității române, nu sunt create în favoarea părților, ci pentru administrarea internă a justiției. Schimbarea lor nu poate constitui un motiv de recurs.

b) Instanțele au facultatea, nu obligația de a cere relații oficiale dela Primărie. (Cas. I, 4458 din 2 Decembrie 1925, Pand. Săpt. 25/1926).

8. Cu toate că prin art. 54 din legea din 24 Februarie 1924 privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române, se abrogă dispozițiunile art. 6—20 c. civil, totuși nu urmează a fi socotite ca abrogate și dispozițiunile art. 13 din același cod, prin care se dă în competența tribunalelor române judecarea litigiilor dintre un supus român și un supus al unui Stat străin, chiar când acesta își are reședința în țara lui de origină, deoarece, ceea ce a voit legiuitorul din 1924, a fost ca să abroge dispozițiunile codului civil privitoare la fixarea condițiilor și procedurii de urmat pentru dobândirea și pierderea calității de român, iar nu și dispozițiunile privitoare la competența de judecată a tribunalelor române față de străini, reglementată prin art. 13 din codul civil. (Trib. Ilfov. s. I, com., 8669 din 27 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1925, II, 223).

9. Potrivit articolului 60 din legea pentru constatarea naționalității române, comb. cu art. 14 și 15 din regulamentul ei de aplicațiune. — orice declarațiune făcută pentru a obține expatrierea din România în altă țară, sub orice formă, anterioară datei de 24 Februarie, 1924, este valabilă și are de efect pierderea de drept a naționalității române.

În speță fiind constant că, recurentul a renunțat la cetățenia română, înainte de data sus arătată în vedere — zice dânsul — de a i se da un pașaport, — bine Comisiunile respective nu i-au mai acordat

naționalitatea română și aceasta independent de cuprinsul circularii 51837 din 19 Iunie 1924 a Ministerului de interne, care ar dispune contrariul, întrucât potrivit art. 64 din regulament, această circulară nu ar putea de cât să lămurească legea și să-i asigure aplicarea, iar nu să-i contrazică principiile și spiritul ei. (Cas. I, dec. 1903 din 10 Iulie 1925, Jur. Gen. 1926 No. 7).

10. *In fapt*: Comisiunile de fond au respins cererea recurentului de a i se acorda cetățenia română de oarece nu a acordat că este născut în Basarabia, din părinți stabiliți acolo, sau că a avut domiciliul administrativ în Basarabia ca supus rus, la 27 Martie 1918, așa precum trebuia să dovedească conform art. 66 din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române și conform art. 2 al. 2 și 4 din regulament. Din contra adaugă comisiunea, din actele produse reese că recurentul este, actualmente supus rus. Recursul pentru violarea art. 56 al. 7 legea naționalității române, pe motiv că ar fi român transnistrian și a optat pentru naționalitatea română a fost respins.

*In drept*: Din deciziunea atacată nu se constată că reclamantul, în sprijinul pretențiunii sale de român originar, transnistrian, să fi produs dovezi că a optat pentru naționalitatea română înaintea autorităților Statului de unde venise sau a vreunei autorități române, așa precum cere art. 56, al. 7, invocat de recurent.

Din contra din actele aduse în cauză și care nu sunt atacate ca fiind denaturate, se constată că reclamantul, în momentul apelului la Comisiunea de apel din Chișinău, avea calitatea de supus rus. (Cas. I, dec. 1913 din 19 Iulie 1925, Jurispr. Gen. 1925 No. 2018).

11. a) Potrivit dispozițiilor art. 70 din Tratatul de pace de la St. Germain-en-Laye din 10 Septembrie 1919, ori ce persoană având indigenatul pe un teritoriu, făcând parte anterior din teritoriile fostei monarhii austro-ungare, va dobândi deplin drept și cu excluderea naționalității austriace, naționalitatea statului ce exercită suveranitatea asupra aceluia teritoriu.

b) Conform legii constituționale austriace din 5 Martie 1862, adevăratul loc de origină nu este locul nașterii sau al domiciliului, ci acel în care părintii sau străbunii au dobândit indigenatul pe care l-au transmis urmașilor lor. (C. Apel Iași s. I, 5 Aprilie 1925, Dreptul 25/1925).

12. Faptul că un străin a fost înscris în listele electorale, nu-i conferă dreptul de a se considera în mod legal ca cetățean român, ci trebuie să îndeplinească formalitățile cerute de legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române din 23 Februarie 1924. (Judec. ocol urban Craiova, 353 din 16 Martie 1925, Jurispr. Gen. 1925 No. 1552).

13. Prin părăsirea domiciliului dintr-o comună de origine din județul Odorhei (Transilvania), de 27 ani și stabilirea în



vechiul regat, o persoană a pierdut indigenatul cerut de art. 56 alin. II din legea dela 24 Februarie 1924. Deasemenea și înscrierea în listele comunale nu a avut de cât un caracter provizoriu, deci dânsa nu mai poate invoca naționalitatea română căpătată prin indigenat. (C. Apel Buc. s. IV, 251 din 16 Iunie 1925, Bul. C. Apel 15/1925).

**14.** Prin tratatul dela Trianon s'a respectat vechiul principiu din dreptul ginților că, prin anexiune starea persoanelor și a bunurilor trece asupra Statului anexant, în aceleași condițiuni și drepturi, în care se găseau în teritoriile anexate, în momentul anexiunii. De aceea art. 51 din Tratat recunoaște dreptul de opțiune supușilor Statului anexat în favoarea unuia sau altui din statele beligerante, iar legea Română dela 24 Februarie 1924, desvoltă aceleași principii, în fixarea normelor pe cari le edictează cu privire la condițiunile de încetățenire și constatarea lor.

Prin art. 56 al. I legea din 1924, recunoscându-se de drept cetățenia română locuitorilor din Banat cari aveau indigenatul (apartenența) la 18 Noembrie (1 Decembrie) 1918, în cea parte a țării și care până la data promulgării legii nu au optat pentru o altă cetățenie, urmează că, în speță, instanța de fond eră obligată a cerceta dacă intimatul, care invocă cetățenia română pentru că a aparținut com. Orșova a avut sau nu acest indigenat, iar nu a se mulțumi numai cu constatarea că guvernul ungar i-a recunoscut cetățenia ungară în 1917, ceeace nu este suficient, — de asemenea trebuie să mai cerceteze dacă intimatul până la promulgarea legii din 1924, nu a optat pentru altă naționalitate.

Instanța de fond nefăcând aceasta, deși avea elementele necesare și discuțiunea a fost pusă pe acest teme, — a abzis dela unica sa îndatorire prevăzută de art. 54 legea din 1924 și decizia sa trebuie casată.

Nu întrunește condițiunile din art. 56 legea dela 24 Februarie 1924 acela care fiind cetățean ungar și locuind în 1913 în Orșova, posterior a dobândit cetățenia română, iar în urmă renunțând la această cetățenie și fiind recunoscut ca cetățean ungar de guvernul ungar, nu a mai locuit în Orșova din 1913, astfel că nu are indigenatul în această comună, pentru a susține că a devenit cetățean român prin anexiunea acestei comuni.

Statul român nu este obligat a recunoaște cetățenia română în baza art. 61 Tratatul din Trianon, decât acelor cari au căpătat anterior cetățenia ungară, într'una din localitățile anexate, conform legilor ungare în vigoare, nu și celora cari prin abuz au dobândit această cetățenie.

Naționalul ungar, care în urma actului Unirii dela Alba Iulia, consfințit prin legea din 13 Decembrie 1918, care-i dădea dreptul de a opta pentru cetățenia

română, a rămas în armata ungară, luptând în contra Statului român, nu poate invoca cetățenia română pe baza anexiunii, conf. art. 61 Tratatul din Trianon.

Prin tratatul dela Trianon art. 63, nu s'a dat nici un drept acelor cari au avut naționalitatea română și au renunțat la ea, să poată invoca această naționalitate pe baza anexiunii. (Cas. I. Complet Ardeal, Dec. 928 din 1 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 265).

**15.** O americană căsătorită cu un român, chiar dacă căsătoria s'a celebrat în America, devine, din punct de vedere al legilor române, româncă și ca atare are să-i se aplice în totul legea română și nu cea străină. (Trib. Ilfov. s. II. c. c. 76 din 18 Martie 1925, Pand. Săpt. 9/1925).

**16.** Calitatea de supus german se pierde, conform legii federale din 1870 prin locuirea neîntreruptă a unui supus german timp de 10 ani în străinătate. Un supus german locuind în România și pierzându-și calitatea de german mai înainte de a deveni român, devine Heimatlos. (C. Apel București s. III, 113 din 1 Aprilie 1925, Pand. Săpt. 14/1925).

**17.** Comisiile de apel pentru dobândirea naționalității române, judecă fără citarea părților, numai pe baza actelor și a memoriilor de apel. (Cas. I, 5080 din 19 Decembrie 1925, Pand. Săpt. 23/1926).

**18.** Conform art. 56 din legea pentru dobândirea și pierderea naționalității române sunt și rămân cetățeni români, fără a fi obligați să îndeplinească vreo formalitate, locuitorii din Basarabia cari, la data de 27 Martie 1918, aveau domiciliul administrativ după legile în vigoare în Basarabia, astfel că singurul fapt al aflării apelantului Gr. Știrbu pe teritoriul Basarabiei în momentul alipirei acesteia la patria mamă se consideră ca un drept câștigat, fără ca să fi fost nevoie de a-și fi manifestat dorința de a fi considerat ca cetățean român, atâta timp cât bine înțeles apelantul n'a optat în scris pentru altă cetățenie, iar autoritățile administrative erau obligate, cum prevede art. 64 din suszisa lege, ca din oficiu să constate situația tuturor persoanelor aflate pe teritoriul Basarabiei la data de 27 Martie 1918. (Trib. Soroca sent. civ. 125 din 26 Fevr. 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 596).

**19.** Potrivit Tratatului dela Trianon, sunt de drept cetățeni ai Statului Român toți cei domiciliați în provinciile din Ungaria alipite României afară dacă nu au optat pentru cetățenia vreunui alt stat în termenul prevăzut de sus zisul tratat.

În speță din biletul de identitate cu No. 16384 din 7 Octombrie 1919 în care se menționează ca naționalitate a recurrentului „Croat” precum și din biletul de repatriere cu No. 837 din 14 Iunie 1922, eliberat de consulatul Jugoslav din București cu care urma a se repatria în Serbia — rezultă că recurrentul, fost cetățean ungar la alipirea Ardealului cu România, în urma războiului a optat în



condițiunile tratatului dela Trianon pentru cetățenia Jugoslavă.

Așa fiind potrivit art. 2 al. 1 din legea recrutării, dânsul nu putea fi recrutat la acea dată nefiind cetățean român și în consecință pentru infracțiunea comisă în acest timp nu putea fi judecat cu competență de către instanțele militare.

Imprejurarea că în anul 1924 recurentul obținând cetățenia română și venind în țară s'a prezentat autorităților militare spre a fi recrutat ceea ce s'a și întâmplat, nu putea atinge deasemenea competența instanțelor militare deoarece infracțiunea fusese săvârșită cu mult anterior datei la care el devenind cetățean român putea să capete calitatea de militar. (Cas. II, decizia penală 1003 din 8 Martie 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1163).

20. Potrivit art. 45 din regulamentul legii pentru dobândirea și pierderea naționalității române, Comisiunile de apel pentru constatarea naționalității române în teritoriile alipite judecă fără citarea părinților.

De aici rezultă că, aceste comisii nu sunt obligate a judeca, iar apelantul este dator, pentru susținerea cauzei sale să prezinte, odată cu petiția de apel și dovezile pe cari se sprijină.

Dovezile neprezentate înaintea instanțelor de fond, nefiind dobândite cauzei, nu pot fi examinate pentru prima oară în Casațiune. (Cas. I, Dec. 1861 din 9 Martie 1926, Journ. Gen. 1926 No. 1516).

21. În timpul stagiului de zece ani, străinul care a cerut naționalitatea română, îndeplinind formalitățile prevăzute de art. 7 legea relativă la pierderea și

dobândirea cetățeniei române, nu devine heimatlos, ci păstrează vechea sa naționalitate. (Trib. Teleorman, s. I, 204 din 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1798).

22. Potrivit art. 37 din legea pentru constatarea naționalității române, cetățenia română nu se dobândește de drept decât de locuitorii care la 1 Decembrie 1918 aveau apartenența legală întruna din comunele teritoriului alipit României.

În speță, petiționarul a fost înscris în listele com. Cluj, fără a se face dovada apartenenței conf. art. 56; chiar din declarația sa rezultă că nu avea apartenența la 1 Decembrie 1918 căci arată că este născut în Cehoslovacia și numai în anul 1923 i s'a recunoscut apartenența la Cluj, ceea ce nu este valabilă conform art. 59 din regulament pentru a-i da dreptul de a pretinde recunoașterea cetățeniei române. (Cas. I, dec. 2014 din 17 Mai 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1722).

23. a) Străina care a dobândit calitatea de româncă, potrivit art. 12 din codul civil, prin căsătoria sa cu un român nu-și pierde această calitate prin văduvie, ci prin recăsătorie cu un străin.

b) Redobândirea calității de româncă în virtutea art. 39 din legea pentru dobândirea cetățeniei române, se operă de drept în virtutea legii, prin simpla manifestare de consimțământ adresată Ministerului de Justiție, așa că numai instanțele judecătorești ordinar au căderea de a constata dacă cineva se găsește în cadrul citatului text. (C. Apel Brașov, s. I, 1226 din 6 Octombrie 1926, Dreptul 38/1926, Pand. Rom. 1926, III, 148).

## CARTEA I

### DESPRE PERSOANE

#### TITLUL I

#### Despre drepturile civile și despre naturalizare

##### CAPITOLUL I

##### Despre bucurarea de drepturile civile și despre naturalizațiune.

Art. 6 (Abrogat<sup>1)</sup>). — Exercițarea drepturilor civile nu depinde de calitatea de cetățean, care nu se poate dobândi și păstra decât conform art. 6 din această condică. (Civ. 11, 13; C. p. 8 § II, 13, 16, 22; Const. 6, 7, 133; Decret-lege 3902/918 relativ la acordarea drepturilor cetățenești (Mon. Of., 223/918); Decret-lege 2085/919 privitor la acordarea drepturilor cetățenești evreilor născuți în țară (Mon. Of., 33/919); Decret-lege 3464/919 privitor la prelungirea termenelor pentru declarațiile de opțiune (Mon. Cf. 93/919); Civ. Fr. 7).

<sup>1)</sup> Art. 6-20 inclusiv din Codul civil român, au fost abrogate și s'au înlocuit prin *Legea pentru dobândirea și pierderea naționalității române*.

*Text. fr. Art. 7.*—L'exercice des droits civils est indépendant de la qualité de citoyen, laquelle ne s'acquiert et ne se conserve que conformément à la loi constitutionnelle.

**Art. 7 (Abrogat<sup>1</sup>).**—Tot Românul se va bucură de drepturile civile (Civ. 6, 17—20; C. p. 8, 11, 13, 16, urm., 22; Const. 8, 10; Civ. Fr. 8).

*Text. fr. Art. 8.*—Tout Français jouira des droits civils.

**Art. 8 (Abrogat<sup>2</sup>).**—Verice individ născut și crescut în România până la majoritate, și care nu se va fi bucurat niciodată de vreo protecțiune străină, va putea reclama calitatea de Român în cursul unui an după majoritate<sup>3</sup>).

Acei ce, aflându-se în condițiunile de mai sus, vor fi devenit majori înainte de promulgarea acestui codice, vor avea termen de un an dela promulgare pentru a reclama calitatea de cetățean român<sup>4</sup>).

Copii găsiți pe teritoriul Român fără tată și mamă cunoscuți, sunt Români (Civ. 9—11, 44; Constit. veche, 7, 9; Civ. Fr. 9).

*Text. fr. Art. 9.*—Tout individu né en France d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Français; pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en France son domicile, et qu'il l'y établisse dans l'année, à compter de l'acte de soumission.

### Bibliografie (continuare)

JUVARA ALFRED, *Notă* sub Cas. I, 2053 din 19 Noembrie 1924, Curier Jud., 37/1925.

**Art. 9<sup>5</sup>).** (Abrogat prin art. 7 Constituția veche).

**Art 10 (Abrogat<sup>6</sup>).**—Tot copilul născut din Român în țară străină este Român.

Tot copilul născut în țară străină din un Român care ar fi pierdut calitatea de Român, va redobândi totdeauna acea calitate îndeplinind formalitățile prescrise de art. 18. (Civ. 17—20; Const. veche 9; Civ. fr. 10).

*Text. fr. Art. 10.*—Tout enfant né d'un Français en pays étranger est Français.

1) A se vedea nota sub art. 6 c. civil.

2) A se vedea nota sub art. 6 c. civil.

3, 4) Aliniatele 1 și 2 ale art. 8, sunt implicit înlocuite și deci abrogate prin art. 7, din Constituție, astfel cum a fost modificat în Constituția din 1879.

Articolul 9 francez corespunzător prin modificarea ce a suferit în 1893, a impus o serie de formalități pentru străinii ce ar voi să dobândească cetățenia franceză. Chiar minorii pot cere calitatea de cetățeni, prin cereri făcute de părinții sau tutorii lor. Orice cerere, trebuie făcută printr'o declarațiune, care, sub pedeapsă de nulitate, trebuie a fi înregistrată la Ministerul Justiției. A se vedea textul art. 9 francez cu modificarea din 22 Iulie 1893.

5) **Textul vechiu al art. 9.** Cei cari nu sunt de rit creștinesc nu pot dobândi calitatea și drepturile de cetățean Român, decât cu condițiunile prescrise la art. 16 din acest codice. (Civ. 6; Const. veche, 7, 8).

Acest art. 9, ca și art. 16 ce urmează este abrogat prin art. 7 din Constituție, astfel cum a fost modificat prin legea din 13 Oct. 1879. A se vedea textul art. 7 din Constituția veche, și nota dela textul art. 16. Cod. Civ.

6) A se vedea nota sub art. 6 c. civil.



Tout enfant, né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, pourra toujours recouvrer cette qualité; en remplissant les formalités prescrites par l'article 9.

### Bibliografie (continuare).

JUVARA ALFRED., *Notă* sub Cas. I, 2053 din 19 Noembrie 1924, *Curier Jud.* 37/1925.

### Jurisprudență

(Continuare dela 1924 până la 1927)

1. a) Codul civil prin art. 304—308 se ocupă de copii naturali numai în ce privește legitimitatea lor și nu vorbește nimic de efectele civile ce le produce această recunoaștere, dacă n'a fost urmată de căsătorie.

b) În lipsa unui text precis urmează că, recunoașterea voluntară a copilului natural nu produce nici un efect cu privire la averea și familia tatălui care l-a recunoscut, astfel că, acest copil nu intră

nici în familia tatălui său și nu are nici un drept de succesiune, sau alimente asupra tatălui său.

c) Recunoașterea tatălui înlăturând însă orice îndoială asupra paternității și art. 10 c. c. dispunând că, tot copilul născut din român, fie în țară, fie în străinătate, are naționalitatea tatălui, este a rămâne în litera și spiritul legii când se hotărăște că, copilul natural, recunoscut de un tată român, are naționalitatea tatălui său, deși mama sa este străină. (Cas. I, 2053 din 19 Noembrie 1924, *Curierul Judiciar* 37/1925, *Pand. Rom.* 1925, I, 257).

**Art. 11 (Abrogat<sup>1</sup>).** — Străinii se vor bucură în de obște în România de aceleași drepturi civile de care se bucură și Românii, afară de cazurile unde legea ar fi hotărît altfel. (Civ. 6, 13—15, 1773; Pr. civ. 54, 75 § 7, 106, 107, 374; Const. 9; C. p. 22, 220; Leg. 19 Mart. 1915 p. control străin. (Mon. of. 281/915); Civ. Fr. 11).

*Text. fr. Art. 11.* — L'étranger jouira en France des mêmes droits civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra.

### Doctrină.

1. După art. 11 din codul civil român străinul, în România în privința drepturilor sale civile, este asimilat românului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 344 urm.; Nacu, I, p. 158; Plastara, I, p. 135).

2. Articolele 11 și 13 din codul civil francez (11 c. civ. rom.) stabilesc care este condițiunea străinilor din punctul de vedere al drepturilor civile: prin drepturi civile, în aceste articole, trebuiesc a se înțelege drepturi private, adică acele de care au voie să se folosească particularii în raporturile lor cu alți particulari, luați individual. (Weiss, *Traité théorique et pratique*, II, p. 179; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 77, p. 492).

3. Străinul în Franța (România) este supus legilor franceze (române) de poliție și de siguranță. (Demolombe, I, p. 71; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 78, p. 504 urm.; A se vedea și art. 2, notele 90 urm.).

4. Străinul în Franța (România), este supus legilor franceze (române) în ceea ce privește bunurile sale mobile și imobile situate în Franța (România). (Demolombe, I, No. 96; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 78, p. 507; A se vedea și art. 2, notele 109 urm.).

5. Străinul este supus legilor Franceze (române) în cea ce privește forma exterioră a actelor sale ce le face în Franța. (România). (Demolombe, No. 105; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 78, p. 509; A se vedea și art. 2, notele 136 urm.).

6. Străinul în ceea ce privește statutul său personal, este supus legii sale (România). (Demolombe, I, No. 105; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 78, p. 503; A se vedea și art. 2, notele 4 urm.).

7. Străinii sunt incapabili să dobândească în România, imobile rurale prin orice mijloc, chiar prin testament sau prin succesiune ab intestat. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 337 urm.; Plastara, I, p. 135).

### Jurisprudență.

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. Numai străinul așezat în țară are dreptul, conform art. 11 din codul civil, să cheme în judecată, ca și românul, înaintea tribunalelor române, pentru plata datoriilor contractate în România, pe un străin, care nu are reședința în țară, dar nu și străinul care are domiciliul în altă țară străină. (C. Apel Constanta, 615 din 9 Iunie 1926. *Bul. C. Apel* 16/1926).

<sup>1</sup>) A se vedea nota sub art. 6 c. civil.

**Art. 12 (Abrogat<sup>1</sup>).** — Străina ce se va căsători cu un Român se va considera de Româncă. (Civ. 19, 93, 1753 urm.; Civ. Fr. 12.

*Text. fr. Art. 12.* — L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari.

**Art. 13 (Abrogat<sup>2</sup>).** — Străinul, chiar când n'ar avea reședința sa în România, va putea fi tras înaintea tribunalelor Române pentru îndeplinirea obligațiilor contractate de dânsul în România, sau în țară străină cu un Român. (Civ. 11, 14, 1773, 1789; Pr. civ. 54, 58, 59, 75, 106, 374; C. p. 5; Const. veche 11; Tratat de pace Versailles 28 Iunie 1919 (Mon. of. 7/1920), Art. 304; Civ. Fr. 14).

*Text. fr. Art. 14.* — L'étranger, même non résidant en France, pourra être cité devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français; il pourra être traduit devant les tribunaux de France, pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers de Français.

### Bibliografie (continuare)

HILLARD VICTOR, „O inadvertență legislativă“, Pand. Rom. 1926, IV, 60.

#### Doctrină.

##### Impărțirea materiei

- I. Principii generale (No. 1—3)
- II. Contestatii între un român (francez) și un străin (No. 4—46)
- III. Contestatii între doi străini (No. 47—64).

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acțiune 31-34, 44, 45, 51, 52, 58, 59, 64.  
 Acțiuni imobil. 2, 15, 61.  
 Acțiuni mixte 3.  
 Acțiuni person. 1, 37, 47.  
 Acțiuni posesorii 61.  
 Agenți diplomatici 19-25.  
 Ambasadori 19-25.  
 Aprecieri suverană 43.  
 Autorizație 24, 27.  
 Calitate 30, 31.  
 Capul Statului 11, 12, 17, 18.  
 Capacitate 52.  
 Cheltueli 39.  
 Civilă materie 39.  
 Comerț 21.  
 Competență 1 urm.  
 Constrângere 45.  
 Consuli 26, 27.  
 Creditor 32, 36, 62.  
 Crime 59.  
 Contract 5, 6, 7, 50, 53.  
 Cuasi-contract 5.  
 Cuasi-delicț 5.  
 Daune-interese 59.  
 Debitor 32, 62.  
 Delicț 5, 59.  
 Diplomatic tratat 42.  
 Divorț 54, 55.

Domiciliu, a se vedea cuvântul: „Reședința“ și 19, 29, 37, 38, 44, 47, 50, 51, 64.  
 Dreptul Ginților 13, 56.  
 Dreptul natural 56.  
 Excepțiune 46, 49, 53.  
 Execuator 63.  
 Familie 25.  
 Formula executorie 63.  
 Funcționar 25.  
 Ginților drept 13, 56.  
 Guvern 11, 24, 27.  
 Imobil 2, 3, 15, 23, 61, 63.  
 Imobiliare acțiuni 2, 15, 61.  
 Incompetență, a se vedea cuvântul: „Competență“ și 46, 49, 53, 60.  
 Independență 14.  
 Industrie 21.  
 Intenție 29.  
 Interes public 56.  
 Invocare 46, 49, 53.  
 Legat a se vedea cuvântul: „Succesiune“.  
 Lege 5.  
 Legi de poliție și de siguranță 60.  
 Lucruri mobile, a se vedea cuvintele: „Mobile“.

Materie civilă 39.  
 Materie penală 22.  
 Minori 57.  
 Mixte acțiuni 3.  
 Mobile 23.  
 Morale persoane 8.  
 Moștenire a se vedea cuvântul: „Succesiune“.  
 Moștenitori, a se vedea cuvântul: „Succesiune“.  
 Naționalitate 30, 31.  
 Natural drept 56.  
 Obligațiune 5, 6, 7, 11, 12, 13, 20, 28, 30, 38.  
 Ordine publică 40, 56.  
 Părat 1, 13, 19, 29, 37, 38, 64.  
 Penală materie 22.  
 Persoane morale 3, 9, 13, 16.  
 Personale acțiuni 1, 37, 47.  
 Poliție și sigur., legi, 60.  
 Poprire 62.  
 Posesorii acțiuni 61.

Public interes 56.  
 Quasi-contract 5.  
 Quasi-delicț 5.  
 Reclamant 38, 39.  
 Rege 11, 12, 17, 18.  
 Renunțare 18, 24, 40-45.  
 Reședință, a se vedea cuvântul: „Domiciliu“ și 4, 37, 38, 64.  
 Siguranță legi 60.  
 Societate 8, 10.  
 Stare civilă 34, 52.  
 Stat 11-18.  
 Străini 3, 4, 7, 8, 10-29, 32, 33, 35-38, 42, 44-64.  
 Succesiune 28, 33, 35, 36.  
 Suveran 11, 12, 17, 18.  
 Suveranitate 11, 12, 13, 16.  
 Țară străină, a se vedea cuvântul: „Străini“.  
 Tratat diplomatic 42.  
 Tutelă 57.  
 Urgență 57, 60.  
 Vexatoriu 39.

#### I. Principii generale

**1.** În privința acțiunilor personale, art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.), aduce o schimbare principiilor de drept comun, după care în această materie, competența se fixează după domiciliul părâtului. (Daloz, Rép., Droits civils, No. 257; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 353; Nacu, I. p. 159).

**2.** În privința acțiunilor reale imobiliare art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) nu aduce nici o schimbare principiilor de drept comun cari stabilesc în această materie competența tribunalului locului,

1) A se vedea nota sub art. 6 c. civ.

2) A se vedea nota sub art. 6 c. civil. Dispozițiile acestui articol nu au fost abrogate prin legea pentru dobândirea și pierderea naționalității române.



imobilului. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 91; Demolombe, I, No. 248; Dalloz, Rép., Compétence civile des trib. d'arr. No. 201; Droits civils, No. 472; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 29 bis V; Huc, I, No. 278; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 643; Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, p. 728; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 137; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 398; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 355; Nacu, I, p. 158).

**3.** În privința acțiunilor mixte, dacă ele sunt privitoare la imobile situate în Franța (România) sunt de competența tribunalelor franceze (române), dacă însă sunt privitoare la imobile situate în o țară străină, aceste acțiuni se consideră în acest caz ca personale și sunt de competența tribunalelor franceze (române). (Weiss, Traité élémentaire, p. 728; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 173; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 643).

## II. Contestații între un român (francez) și un strein

**4.** Din cuvintele, chiar neavând reședința în Franța (România) rezultă că art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) se aplică și străinilor care și-ar avea reședința în Franța (România). (Duranton, I, No. 151; Merlin, Répertoire, Etranger, No. 5; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 2, p. 136; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 119; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 258 urm.; Huc, I, No. 279; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 655).

**5.** După o părere, aplicația art. 14 din codul civil fr. (13 c. civ. rom.) are loc în orice fel de obligațiuni, indiferent dacă ele derivă dintr'un contract, quasi-contract, delict, quasi-delict sau lege. (Merlin, Répertoire, Etranger, § 4; Duranton, I, No. 151; Demolombe, I, No. 250; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 137; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 119; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 264; Suppl., Droits civils, No. 159; Huc, I, No. 279; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 647 urm.; Weiss, Traité élémentaire, p. 744 urm.; Traité théorique et pratique, V, p. 201 urm.; Despagnet ed. 3-a Précis, No. 178; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 398; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 355; Nacu, I, p. 159).

**6.** După o altă părere, aplicația acestui articol are loc numai în materie de obligațiuni rezultate din contracte. (Demante et Colmet de Santerre, I, No. 29 bis, II; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 263).

**7.** Aplicația art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) are loc, indiferent de locul unde s-a încheiat obligația, în țară sau în străinătate. (Duranton, I, No. 151; Merlin, Répertoire, Etranger, No. 5; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 2, p. 136, 137; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 119; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 262, 263; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 647, 655).

**8.** Persoanele morale străine și în special societățile străine, chiar când nu

au existență legală în Franța (România) pot fi chemate înaintea tribunalelor franceze (române), ca societăți de fapt și nu pot opune faptul că nu au personalitate juridică în Franța (România). (Aubry et Rau ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 141; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 78; Huc, I, No. 279; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 654; Weiss, Traité élémentaire, p. 70, 735; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 357).

**9.** De dispozițiile art. 14 din codul civil fr. (13 c. civ. rom.) se pot folosi nu numai Francezii (Români) ci și persoanele fizice sau morale care se bucură de aceleași drepturi civile ca și francezii (românii). (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis p. 135; Huc, I, No. 279; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 649; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 357).

**10.** Tribunalele franceze (române), prin aplicația art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) sunt competente să judece acțiunile contra unei societăți care își are sediul într-o țară străină. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 134; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 648).

**11.** Tribunalele franceze (române) nu sunt competente să judece actele făcute de suveranul sau guvernul unui stat străin, în virtutea dreptului lor de suveranitate, în acest caz trebuind să se aleagă calea diplomatică. (Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 177; Laurent, Droit civil international, III, No. 41 urm.; Contra: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 658).

**12.** Suveranul unui stat străin, poate fi chemat, înaintea tribunalelor franceze (române), prin aplicația art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.), când a lucrat în numele său personal și ca persoană privată. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 21, p. 141; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 176; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 658; Weiss, Traité élémentaire, p. 736; Traité théorique et pratique, V, p. 42 urm.; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, p. 440; Laurent, Droit civil international, III, No. 41 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 358).

**13.** În ceea ce privește obligațiile contractate de un stat străin, lucrând ca persoană morală pentru actele vieții civile, părerile sunt împărțite: după o părere, se spune că tribunalele franceze (române) sunt competente să judece, aceste acte, de oarece, articolul 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) nu face nici o distincție în ceea ce privește calitatea părăturii și în acest caz nu este în joc suveranitatea unui stat străin. (Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 179; Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, p. 736 urm.; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 398; Laurent, Droit civil international, III, No. 39 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 657; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 358).

**14.** După o altă părere dominantă, se spune că dispozițiile art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) fiind o regulă de drept



civil, nu-și găsesc aplicația în acest caz, de oarece tot ceea ce privește statele este guvernat de dreptul ginților; că la aceasta se opune și independența reciprocă a statelor ca tribunalele unei țări să poată critica conduita unui stat străin și că tribunalele franceze (române) nu pot cerceta dacă un stat străin s-a angajat în mod regulat după legile sale, întru cât acest lucru nu-l pot face nici în cea ce privește statul francez (român). (Demolombe, I, No. 251 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 21, p. 141; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 177; Weiss, Traité élémentaire, p. 736).

**15.** În ceea ce privește procesele imobiliare privitoare la imobile pe care statele străine le-ar poseda în Franța (România), tribunalele franceze (române) sunt competente să le judece. (Despagnet, Précis, No. 179; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 177; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 657; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 358).

**16.** În ori ce caz pentru ca un stat străin să poată fi scos de sub aplicația art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) trebuie să constituie o persoană morală suverană recunoscută de celelalte state cu care este în relații. (Despagnet, Essai sur les protectorats, p. 211, 218, 240).

**17.** Statele protejate și suveranii lor sunt deasemenea scoși de sub aplicația acestui articol. (Despagnet, Essais sur les protectorats, p. 313).

**18.** Un suveran sau un stat străin poate renunța să se prevaleze de imunitatea de jurisdicție și să accepte jurisdicțiunea tribunalelor franceze (române). (Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 177).

**19.** Ambasadorii și agenții diplomatici străini, sunt considerați că-și au domiciliul în țara pe care o reprezintă, așa încât ei nu pot fi judecați de tribunalele franceze (române) fie că sunt chemați ca părât în calitate de persoană publică, fie în calitate de persoană privată. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 22, p. 141; Dalloz, Rép., Agent diplom. No. 166; Suppl., Agent diplom., No. 26; Merlin, Rép., Ministère public, sect. 5, § 4; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 656; Weiss, Traité élémentaire, p. 738; Traité théorique et pratique, V, p. 102, urm., 127 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 359 urm.).

**20.** După o altă părere, în cazul când ei au contractat obligația în calitate de agenți diplomatici sunt scoși de sub aplicația art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) însă când au lucrat ca persoane private actele lor cad sub aplicația acestui articol. (Laurent, Droit civil international III, No. 74, urm.; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 398; Dalloz, Rép., Suppl., Agent diplomatique, No. 26 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 360, urm.);

**21.** Când agenții diplomatici străini fac comerț sau o industrie actele lor cad sub aplicația art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) (Dalloz, Rép., Agent diplom. No. 110;

Suppl., Agent diplom. No. 27; Contra: Weiss, Traité élémentaire, p. 740).

**22.** Agenții diplomatici străini se bucură de imunitatea de jurisdicție, în materie penală. (Dalloz, Rép., Agent diplom. No. 126; Suppl., Agent diplom. No. 29 urm.).

**23.** Bunurile mobile și imobile ale agenților diplomatici străini sunt supuse însă în principiu jurisdicțiunii tribunalelor franceze (române). (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 656; Dalloz, Rép., Agent diplom., No. 113; Suppl., Agent diplom. No. 28; Weiss, Traité élémentaire, p. 740, 741; Traité théorique et pratique, V, p. 141 urm.; Laurent, Droit civil international, III, No. 80; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 359, 360, nota 3).

**24.** Agenții diplomatici străini nu pot accepta competența tribunalului francez (român) decât cu autorizația guvernului lor. (Weiss, Traité théorique et pratique V, p. 138).

**25.** Ceea ce s-a spus de agenții diplomatici, se aplică și funcționarilor ambasadei și familiei lor. (Weiss, Traité élémentaire, p. 738; Dalloz, Rép., Suppl., Agent diplom. No. 36 urm.).

**26.** În ceea ce privește consulii străini, pentru faptele lor personale, sunt, în principiu, justițiabili de tribunalele franceze (române) în cazurile prevăzute de art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.), afară de excepțiile stabilite prin tratate încheiate între țări. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 23, p. 141; Dalloz, Rép., Suppl., Consul, No. 9; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 656; Weiss, Traité élémentaire, p. 739; Traité théorique et pratique, V, p. 132 urm.; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 359).

**27.** Tribunalele franceze (române) nu sunt competente să judece acțiunile îndreptate contra consulilor străini, derivând din actele făcute după ordinul guvernului țării lor și cu autorizația guvernului francez (român). (Merlin, Répertoire, Consuls étrangers, No. 3).

**28.** Moștenitorii unui străin vor putea fi chemați înaintea tribunalelor franceze (române), pentru judecarea diferendelor rezultate din obligațiunile contractate de autorul lor cu un francez (român). (Dalloz, Rép., Compétence com., No. 362; Droits civils, No. 280).

**29.** Chiar dacă un francez (român) și ar avea domiciliul în țară străină unde domiciliază părâtul însă cu intenția de a se reîntoarce în țară, are dreptul a se prevala de dispozițiile art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.). (Duranton, I, No. 151; Coin-Delisle, No. 14, p. 38; Demolombe, I, No. 247; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 135; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 119; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 265; Suppl., Droits civils No. 161; Huc, I, No. 269; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 650; Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, p. 732; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 178; Ale-



xandresco, ed. 2-a, I, p. 356; Contra: Delvincourt, I, p. 30).

**30.** În ceea ce privește momentul când cineva trebuie să aibă calitatea de francez (român) pentru a putea beneficia de dispozițiile art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.), după o părere, se spune că trebuie să aibă această calitate în momentul contractării obligației. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 169; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis., p. 136; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 272; Coin-Delisle, Jouissance des droits civils, No. 12, p. 37).

**31.** După o altă părere dominantă, este suficient ca reclamantul să aibă calitatea de francez (român) în momentul introducerii acțiunii. (Dalloz, Rép., Droits civils, No. 267, 269; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 651; Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, p. 732; Despagnet, Précis, No. 287; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 356).

**32.** Un francez (român) creditor al unui debitor străin, nu poate beneficia de dispozițiile art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) când voește să exercite contra unui străin acțiunile debitorului său. (Demolombe, I, No. 250; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 14 p. 139; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 166; Comp.: Huc, I, No. 279; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 398).

**33.** Tribunalele franceze (române) sunt competente să judece acțiunile unui francez (român) moștenitor al unui străin, contra unui străin debitor al lui decujus. (Aubry et Rau, ed. 4-a VIII, § 748 bis, p. 140).

**34.** Tribunalele franceze (române) sunt competente să judece, potrivit dispozițiilor art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) nu numai acțiunile privitoare la chestiunile personale bănești ci și cele privitoare la starea civilă a persoanelor. (Demolombe, I, No. 250; Beudant, I, No. 89; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 137; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 648 bis; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 178; Weiss, Traité théorique et pratique, V p. 207; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 354).

**35.** Tribunalele franceze (române) sunt competente, prin aplicația art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) să judece chestiunile privitoare la o succesiune deschisă în străinătate. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 314).

**36.** Tribunalele franceze (române), sunt competente să judece acțiunile legatarilor și creditorilor francezi (români), contra moștenitorilor străini, indiferent de locul deschiderii succesiunii. (Demolombe, I, No. 520; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 138; Huc, V, No. 316; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 648; Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, p. 746; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 355).

**37.** În privința competenței tribunalului se pot prezenta mai multe situațiuni: Dacă pârâțul străin își are domiciliul

sau reședința în țară, tribunalul competent, în materie personală mobilă, va fi acel al domiciliului sau reședinței sale, potrivit dispozițiilor art. 58 pr. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 363).

**38.** Dacă străinul nu are nici domiciliul nici reședința în România, acțiunea se va intenta la tribunalul locului unde a fost contractată obligația, iar dacă obligația nu a fost contractată în România, se va intenta la tribunalul domiciliului reclamantului. (Nacu, I, p. 159).

**39.** În celelalte cazuri, în materie civilă, reclamantul român are dreptul să aleagă tribunalul înaintea căruia va acționa pe debitorul străin, cu condiție de a nu supune la cheltueli vexatorii. (Demolombe, I, No. 252; Laurent, I, No. 436; Huc, I, No. 282; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 664; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 363).

**40.** Dispozițiile art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) nu sunt de ordine publică ci de ordine privată și se poate renunța la beneficiul lor, fie expres, fie tacit. (Demolombe, I, No. 251; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, notele 26, 27, p. 142; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 171; Huc, I, No. 280; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 659; Weiss, Traité élémentaire, p. 741, 750; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 353, 354; Nacu, I, p. 161).

**41.** Renunțarea la beneficiul dispozițiilor art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) poate fi făcută și înaintea încheierii convențiunii. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 660).

**42.** Străinul care în virtutea unui tratat diplomatic, este scos de sub aplicațiunea dispozițiilor art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) poate deasemenea să renunțe la beneficiul tratatului și să accepte competența tribunalelor franceze (române). (Dalloz, Rép., Suppl., Droits, civils, No. 174).

**43.** Faptele din cari rezultă o renunțare tacită la beneficiul dispozițiilor art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) sunt lăsate la aprecierea suverană a instanțelor de fond. (Demolombe, I, No. 251; Beudant, I, No. 91; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, text și nota 27, p. 142; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 172; Huc, I, No. 280; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 661; Pillet, Précis, No. 98; Weiss, Traité élémentaire, p. 751; Traité théorique et pratique, V, p. 217 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 354).

**44.** Un francez (român) trebuie considerat că a renunțat la beneficiul art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) în cazul când a intentat acțiunea contra unui străin, înaintea tribunalului acestui străin. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 174; Coin-Delisle, Jouissance des droits civils, No. 15, p. 38; Demolombe, I, No. 251; Huc, I, No. 280; Weiss, Traité élémentaire, p. 751; Alexandresco, ed. I, p. 354).

**45.** Dacă însă el a intentat acțiunea înaintea tribunalului străin, constrâns



de necesitatea poziției sale, involuntar, el poate introduce o nouă acțiune înaintea tribunalelor franceze (române). (Toullier, X. No. 82; Merlin, Questions, Jugement, § 14, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 27; Contra: Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 174; Huc, I, No. 230).

**46.** Excepțiunea de incompetență a tribunalelor franceze (române) pe motivul că acțiunea ar fi de competență tribunalelor străine, se acoperă dacă nu este propusă înainte de apărarea în fond. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 662; Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, No. 753; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 354).

### III. Contestații între doi străini

**47.** În cazul când ambele părți sunt străine și nu au dobândit autorizarea de a-și stabili domiciliul în Franța, după o părere tribunalele franceze nu sunt competente, în principiu, să judece contestațiile personale sau mobiliare ivite între ele de oarece aceste tribunale sunt înființate pentru a judeca diferendele dintre naționali. (Duranton, I, No. 154; Delvincourt, I, p. 15, 16; Merlin, Répertoire, Etranger, § 2; Coin-Delisle, Jouissance des droits civils, No. 25, p. 40; Toullier, I, No. 265; Demolombe, I, No. 261; Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 177, urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 33, p. 143; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 300; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 29 bis IV; Nacu, I, p. 160).

**48.** După o altă părere, tribunalele franceze sunt competente să judece contestațiile dintre străini, în toate cazurile când după dreptul comun ar avea competență să judece pe Francezi. (Laurent, I, No. 440; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 179; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 693, urm.; Despagnet, Précis, No. 292; Weiss, Traité élémentaire, p. 788 urm.; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 410).

**49.** În cazul când diferendul este între doi străini și tribunalele franceze nu sunt competente să judece, excepțiunea de incompetență trebuie ridicată înainte de apărarea asupra fondului, de oarece incompetența este relativă, „ratione personae”, iar nu absolută. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 184 urm.; Demolombe, I, No. 261; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 148; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 311, 315; Suppl., Droits civils, No. 187; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 29 bis, IV; Coin-Delisle, Jouissance des droits civils, No. 20, 21).

**50.** Străinii pot de la început să stipuleze în contractul lor că acceptă competența tribunalelor franceze; acceptarea poate fi și tacită, cum ar fi de exemplu când se alege în Franța un domiciliu pentru executarea contractului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 743 bis, p. 148; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 204; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 703).

**51.** Dacă contestația este între doi străini și pârâtul are domiciliul de fapt în Franța se decide că tribunalele franceze sunt competente să judece contestația, dacă pârâtul nu poate dovedi că are un domiciliu în țara sa. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 90; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 701).

**52.** După o părere, tribunalele franceze sunt competente să judece contestațiile dintre doi străini, privitoare la chestiuni de stare civilă și de capacitate, în cazurile când ele ar fi competente să judece aceste contestații dacă ele ar avea loc între francezi. (Huc, I, No. 279; Baudry et Fourcade, I, No. 648, 693 urm.).

**53.** După o altă părere tribunalele franceze, în cazul de mai sus sunt incompetente „ratione personae” și în cazul când se opune excepțiunea de incompetență, ele nu pot judeca iar în cazul când nu se ridică excepțiunea, ele au facultatea sau să judece sau să se deseziseze. (Demolombe, I, No. 261; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 144, 148).

**54.** După o părere tribunalele franceze nu sunt competente să judece cererea de divorț dintre doi soți străini. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 144; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 319; Suppl., Divorce, No. 140; Droits civils, No. 196).

**55.** După o altă părere, tribunalele franceze sunt competente să judece cererea de divorț dintre doi soți străini. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 182, 201; Laurent, I, No. 440; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 440).

**56.** Tribunalele franceze sunt competente să judece contestațiile dintre doi străini, în cazul când ele derivă din dreptul natural și al ginților, sau când ele privesc un interes public. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 181; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, text și notele 44, 45, p. 146; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 183; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 696).

**57.** Tribunalele franceze pot să ordone luarea unor măsuri urgente, conservatorii și provizorii pentru a nu lăsa fără protecțiune interesele copiilor străini minori cari se găsesc în Franța. (Demolombe, I, No. 70; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 78, text și nota 36, p. 506).

**58.** Tribunalele franceze sunt competente să judece, contestațiile dintre doi străini când ele derivă din contracte încheiate în Franța. (Demolombe, I, No. 252; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 306; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 149).

**59.** Tribunalele franceze sunt competente să judece acțiunile civile de daune-interese, dintre străini rezultate din crime sau delict, comise în Franța. (Demolombe, I, No. 261; Duranton, I, No. 153; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 146; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 336; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 696; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 408).



**60.** Chiar în cazul când tribunalele franceze nu sunt competente să judece în fond litigiul între doi străini, ele pot lua măsuri de conservare în cazuri urgente în baza dispozițiilor art. 3 c. civ. fr. (2 c. civ. rom.) care declară aplicabile și străinilor, legile de poliție și de siguranță. (Demolombe, I, No. 261; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 144; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 207; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 696; Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, No. 59).

**61.** Tribunalele franceze sunt competente să judece acțiunile reale, petitorii și posesorii privitoare la imobile situate în Franța, chiar când se poartă între străini. (Merlin, *Répertoire, Compétence*, § 2, No. 9; Demolombe, I, No. 261; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 143; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 302; Suppl., Droits civils, No. 180; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 695).

**62.** Tribunalele franceze sunt competente să admită înființarea și validarea unei popriri, asupra bunurilor unui francez și cerută de un creditor străin. (Bertauld, *Questions pratiques et doctrinales*, I, No. 203; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 149; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 333).

**63.** Tribunalele franceze sunt competente să dea exequaturul unei hotărâri pronunțate de o instanță de judecată străină sau unui act făcut în străinătate privitor la bunuri situate în Franța. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 150; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 700).

**64.** Tribunalele române, prin aplicația art. 11 și 13 din codul civil român, cari se deosebesc de articolele corespunzătoare franceze, sunt în principiu competente să judece contestațiile dintre doi străini, dacă părătul străin își are domiciliul sau reședința în România. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 354; Nacu, I, p. 160, 161).

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Art. 54 din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române (Monitorul Oficial No. 14 din 24 Februarie 1924), abrogă disp. art. 6-20 inclusiv din cartea I, art. I, cap. I și II cod. civ., deci și art. 13 din acelaș cod prin care se dă în competența tribunalelor ro-

mâne judecarea litigiilor dintre un supus român și un supus al unui alt Stat străin, chiar, când acesta din urmă, își are reședința în țara lui de origină. Față de această abrogare expresă și globală, exprimată într'o lege cu caracter prin excelență excepțional, a unui text din cod. civ. ce conține o regulă de competență judiciară legată de ordinea publică internațională, s'ar putea pune în mod firesc întrebarea: dacă nu este cumva o inadverență a legiuitorului?

În adevăr, legea din 24 fevr. 1924 este o consecință a al. 3 art. 7 din noua constituție, care stabilind principiile generale de naturalizare, în ce privește condițiunile și procederea de urmat prin care se dobândește și se pierde calitatea de cetățean român, delegă puterile sale adunărilor ordinare pentru a face o lege specială în care se concretizeze aceste reguli. Prin urmare, cadrul acestei legi speciale este determinat și limitat la fixarea condițiunilor și procedurii privitoare la dobândirea și pierderea calității de cetățean român.

Totuși, legiuitorul din 1924 fixând condițiunile și procedura de urmat pentru dobândirea și pierderea calității de cetățean român, în conformitate cu noua situațiune și noile idei născute în urma războiului mondial, se simtea obligat ca în textul art. 54, să înlăture regulele înscrise în art. citate din codul civil, unde până în prezent fusese sediul materiei în ce privește naturalizarea și să le abroge în mod global, uitând însă, că aceste texte rezolvau nu numai probleme relative la naturalizare, dar și la bucurarea de drepturi civile, trecând astfel peste cadrul fixat de Constituție. Această uitare nu poate fi socotită decât ca o inadverență a legiuitorului din 1924. Prin urmare, ceea ce intră în cadrul abrogării făcute prin art. 54 este numai ceea ce ar fi relativ la principiile puse de legiuitor cu privire la naturalizare; nu și cele privitoare la bucurarea de drepturi civile, de oarece legiuitorul nu era chemat să le rezolve.

Prin urmare articolul 13 din codul civil nu a fost abrogat de Art. 54 din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române. (Trib. Ilfov s. I, Com., Jurnal 8669 din 27 April 1925, Dreptul 22/1925).

**Art. 14 (Abrogat<sup>1</sup>).** — Românul va putea fi tras înaintea unui tribunal Român pentru obligațiuni contractate de el în țară străină, chiar cu un străin. (Civ. 2, 13, 15; Pr. civ. 75, 76, 106, 107; C. p. 4, 5; Civ. Fr. 15).

*Text. fr. Art. 15* — Un Français pourra être traduit devant un tribunal de France, pour des obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger.

<sup>1</sup>) A se vedea nota sub art. 6. Acest articol nu este abrogat prin legea pentru dobândirea și pierderea naționalității române.

## Bibliografie (continuare).

HILLARD VICTOR, „O inadvertență legislativă”, Pand. Rom. 1926, IV, 60.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Actor sequitur forum rei 1, 2.	Incompetență 9, 10.
Având-cauză 10.	Morale persoane 15.
Cetățenie 8, 9.	Naturalizare 8, 9.
Competență 1 urm.	Obligație 8, 11, 12, 13, 16.
Contract, a se vedea cu- vântul: „Obligațiune”.	Ordine publică 19, 20.
Cuasi-contract 16.	Părât 1, 2, 3, 4, 17, 18, 21.
Cuasi-delict 16.	Persoane fizice 15.
Delict 16.	Persoane morale 15.
Derogare 2, 3.	Quasi-contract 16
Domiciliu 1, 2, 6, 7, 11, 13.	Quasi-delict 16.
17, 18.	Reciprocitate 14.
Fizică persoană 15.	Recalmant 3, 4.
Fraudă 18.	Renunțare 19, 20.
	Reședință 17, 18.
	Sicană 18.

## Doctrină

1. Dispozițiile art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) par a fi consacrară regulii de procedură în materie de competență: „actor sequitur forum rei”. (Demante et Colmet de Santerre, I, No. 29 bis, III; Demolombe, I, No. 253; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 665; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 177).

2. Cu toate că un francez (român) este domiciliat în străinătate, el poate fi chemat în judecată înaintea tribunalelor franceze (române), prin derogare de la regula: „actor sequitur forum rei”. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 665).

3. Derogarea prevăzută de art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) își are rațiunea în intenția legiuitorului de a da aceiași garanție străinilor reclamânți contra unui francez (român) după cum a dat-o francezilor (românilor) prin art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) și apoi dacă prin art. 14 c. civ. fr. (13 c. civ. rom.) legiuitorul a dat drept unui francez (român) să cheme înaintea tribunalelor țării sale pe un străin ca părât, trebuia să acorde aceiași compensație și străinului de a sesiza același tribunal, ca reclamant și să evite deci cheltuielile și întârzierile în obținerea unei proceduri de exequatur. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 666; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 366).

4. Dispoziția art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) este prevăzută nu numai în interesul străinului reclamant ci și în interesul francezilor (românilor) de oarece le asigură competența tribunalelor țării lor. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 666).

5. Câmpul de aplicare al art. 14 și 15 c. civ. fr. (13 și 14 c. civ. rom.) este același. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 667).

6. Art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) poate fi invocat în contra tuturor francezilor (românilor), fără a se cere să domicilieze în Franța (România). Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 142; Dalloz, Rép., Suppl., Droits civils, No. 154; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 668).

7. Dispozițiile art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) se aplică atât francezilor (ro-

mânilor) cari domiciliază în străinătate cât și celor domiciliați în Franța (România). (Weiss, Traité élémentaire, p. 254; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 675; Huc, I, No. 283; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 665).

8. Art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) nu face nici o distincțiune între francezii (români) de origine și străinii ce au obținut naturalizarea; toți sunt justii iabli de tribunalele franceze (române) chiar dacă naturalizarea au obținut-o posterior contractării obligației. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, nota 29, p. 143; Demolombe, I, No. 253; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 270; Suppl., Droits civils, No. 154; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 668; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 403; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 366).

9. Dacă în timpul procesului un francez (român) își schimbă naționalitatea ei nu ar mai putea cere declinarea competenței, de oarece acțiunea a fost bine introdusă în momentul când el nu-și schimbase naționalitatea. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 668; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, I, Question No. 254; Carré, Chauveau et Dutruc, Supplément, Ajournement, No. 18).

10. Un francez (român) poate fi chemat înaintea tribunalelor țării sale, de un străin, chiar dacă ar fi avândul cauză al unui străin care ar fi putut cere și obține declinarea competenței acestui tribunal. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 668; Weiss, Traité élémentaire, p. 754).

11. Un francez (român) domiciliat în Franța (România), nu poate fi acționat înaintea unui tribunal străin, chiar pentru angajamente contractate în străinătate, ci trebuie acționat înaintea tribunalului domiciliului său. (Dalloz, Rép., Droits civils, No. 456; Comp. Huc, I, No. 283).

12. Dacă un francez (român) poate fi chemat înaintea tribunalelor țării sale pentru angajamente făcute în străinătate, în virtutea dispozițiilor art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.), cu atât mai mult un străin poate acționa pe un francez (român) înaintea tribunalelor franceze (române) pentru obligații contractate în Franța (România). (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 142; Dalloz, Rép., Droits civils, No. 243; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 668).

13. Din termenii art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) după care un francez (român) va putea fi acționat înaintea unui tribunal francez (român) pentru obligațiile ce le-a contractat în străinătate, chiar cu un străin, rezultă că un francez (român) domiciliat în străinătate, va putea cu atât mai mult, să fie acționat înaintea unui tribunal francez (român)



pentru obligații ce a contractat în Franța (România) sau cu un francez (român) domiciliat în Franța (România). (Weiss, *Traité élémentaire*, ed. 2-a, p. 754).

14. Străinul poate beneficia de dispozițiile art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) fără să fie nevoie să dovedească că există reciprocitate din partea legii țării sale. (Dalloz, *Rép., Droits civils*, No. 246).

15. Pot beneficia de dispozițiile art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) atât persoanele fizice străine, cât și cele morale străine regulat constituite și recunoscute în Franța (România). (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 748 bis, p. 143; Dalloz, *Rép., Suppl., Droits civils*, No. 152, 177; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 668; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 754; *Traité théorique et pratique*, V, p. 231; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 367).

16. Dispozițiile art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea pentru obligații născute din alte isvoare afară de contracte, cum or fi din quasi-contracte, delictive și quasi-delictive. (Dalloz, *Rép., Droits civils*, No. 251; *Suppl., Droits civils*, No. 156; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 667, 668; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 754; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 366).

17. Părâtul francez (român) care este acționat în virtutea dispozițiilor art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) trebuie chemat înaintea tribunalului domiciliului său reședinței sale. (Dalloz, *Rép., Droits civils*, No. 365; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 670; Weiss, *Traité théorique et pratique*, V, p. 234).

18. În cazul când francezul (românul) urmărit conform art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) nu are nici domiciliul nici reședința în Franța (România) și în cazul când competența tribunalului nu e determinată de natura acțiunii, străinul va putea introduce acțiunea la tribunalul ce va crede cu rezerva însă de a nu uza în mod fraudulos de acest drept șicanând pe adversarul său. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 670; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 366, nota 6).

19. Dispozițiile art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.), nu sunt de ordine publică și părțile pot renunța la ele, fie în mod expres, fie în mod tacit. (Weiss, *Traité élémentaire*, ed. 2-a p. 755; *Traité théorique et pratique*, V, p. 236; Despagnet, *Précis*, No. 78; Surville et Arhuys, *Cours élémentaire*, No. 403; Dalloz, *Rép., Droits civils*, No. 155; Huc, I, No. 283; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 669; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 367).

20. După o altă părere, care astăzi este părăsită, dispozițiile art. 15 c. civ. fr. (14 c. civ. rom.) sunt de ordin publică, la cari francezii (românii) nu pot renunța. (Dalloz, *Rép., Droits civils*, No. 259, 289, 438).

21. Străinul care a acționat pe un francez (român) înaintea tribunalului țării sale, nu se mai poate adresa apoi tribunalului francez (român) cu aceeași acțiune. (Weiss, *Traité élémentaire*, ed. 2-a, p. 755; Huc, I, No. 283; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 669).

### Art. 15<sup>1)</sup>. (Abrogat, art. 106 Proc. civ.).

*Text fr. Art. 16.* — En toutes matières, autres que celles de commerce, l'étranger qui sera demandeur, sera tenu de donner caution pour le paiement de frais et dommages-intérêts résultant du procès, à moins qu'il ne possède en France des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce paiement.

### Art. 16<sup>2)</sup>. (Abrogat, art. 7, 8 și 9 din Constituția veche).

1) Textul vechiu al art. 15. În orice materii, afară de cele comerciale, străinul reclamant, care nu va avea imobile în România, de o valoare suficientă pentru a asigura plata cheltuielilor de judecată și a daunelor interese ce ar putea rezulta din proces, va fi ținut de a da cauțiune pentru plata acestora. (Civ. 11, 14, 1675, 1676; Pr. civ. 105, 107, 392—396; Civ. Fr. 16).

Acest art. este abrogat prin „*Noua procedură civilă*” ca una ce desființează art. 106, din vechea procedură civilă, care obligă pe străinul reclamant sau intervenient de a da cauțiune în materie civilă.

2) Textul vechiu al art. 16. „Străinul care va voi a se naturaliza în România, va fi dator a cere naționalizarea prin suplica către Domn, arătând capitalurile, starea, profesiunea sau meseria ce exercită, și ani în țară și dacă prin purtarea și faptele sale va dovedi că este folositor țării, adunarea legiuitoare, după inițiativa Domnului, ascultând și opiniunea consiliului de Stat, îi va putea acorda decretul de naturalizațiune, care va fi sancționat și promulgat de Domn.

Cu toate acestea va putea fi dispensat de stagiul de 10 ani streinul, care ar fi făcut țării servicii importante, sau care ar fi adus în țară o industrie, invențiuni utile sau talente distinse, sau care ar fi format în țară stabilimente mari de comerț sau industrie”. (Civ. 6, 9, 87; Const. 6—9).

Art. 16, ca și art. 9 Cod. Civ., a fost abrogat prin art. 7 din Constituția veche, astfel cum a fost revizuit prin Legea din 13 Octombrie 1879. Iată cuprinsul acestei legi. Art. unic. „În locul art. 1 din Constituțiune, care se revizuește, se va pune următorul:

Art. 7. Diferența de credințe religioase și confesiuni nu constituie în România o piedică spre a dobândi drepturile civile și politice, și a le exercita.

§ 1. Străinul fără osebite de religiuine, supus ori nesupus unei protecțiuni străine, poate dobândi împământarea cu condițiile următoare;

a) Va adresa guvernului cererea de naturalizare, în care va arăta capitalul ce posedă, profesiunea sau meseria ce exercită și voința de a-și stabili domiciliul în România.

b) Va locui în urma acestei cereri, 10 ani în țară și va dovedi prin faptele sale că este folositor ei.

## CAPITOLUL II

## Despre pierderea drepturilor civile prin pierderea calității de român.

**Art. 17 (Abrogat <sup>1</sup>).** — Calitatea de român se pierde:

- a) Prin naturalizațiune dobândită în țară străină;
- b) Prin primirea fără autorizațiunea guvernului român, a vreunei funcțiuni publice dela un guvern străin;
- c) Prin supunerea pentru oricât de puțin timp la vreo protecțiune străină. (Civ. 7, 19, 20; Const. 32; Civ. Fr. 17).

*Text fr. Art. 17.* — La qualité de Français se perdra, 1<sup>o</sup> par la naturalisation acquise en pays étranger; 2<sup>o</sup> par l'acceptation non autorisée par le Roi, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger; 3<sup>o</sup> enfin par tout établissement fait en pays étranger, sans esprit de retour.

Les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

**Art. 18 (Abrogat <sup>2</sup>).** — Românul care va fi pierdut calitatea sa de Român, o va putea redobândi întorcându-se în România cu autorizațiunea guvernului Român, și declarând că voește a se așeza în țară, și că renunță la toate distincțiunile contrarii legilor Române. (Civ. 10, 17, 19 § 2, 20 § 2; Const. veche 9; Legea privitoare la recunoașterea calității de cetățean român celor cari sunt de origină Română și se află sub drapel (Mon. of. 321/916), Art. unic; Civ. Fr. 18).

*Text Fr. Art. 18.* — Le Français qui aura perdu sa qualité de Français, pourra toujours la recouvrer en rentrant en France avec l'autorisation du Roi, et en déclarant qu'il veut s'y fixer, et qu'il renonce a toute distinction contraire, à la loi française.

**Art. 19 (Abrogat <sup>3</sup>).** — Româncea care se va căsători cu un străin, va urma condițiunei soțului său.

Devenind văduvă, ea va redobândi calitatea sa de Româncă. (Civ. 12, 17, 93, 196; Civ. Fr. 19).

*Text Fr. Art. 19.* — Une femme française qui épousera un étranger suivra la condition de son mari.

§ II. Pot fi scutiți de stagi:

- a) Acei cari vor fi adus în țară industrii, invențiuni utile sau talente distinse, sau cari vor fi fondat aci stabilimente mari de comerț sau de industrie;
- b) Acei cari fiind născuți și crescuți în România din părinți stabiliți în țară, nu s'au bucurat nici unii nici alții, vre-odată de vreo protecțiune străină;
- c) Acei cari au servit sub drapel în timpul resbelului pentru independență și cari vor putea fi naturalizați în mod colectiv, după propunerea guvernului printr'o singură lege și fără alte formalități.

§ III. Naturalizarea nu se poate acorda decât prin lege, în mod individual.

§ IV. O lege specială va determina modul prin care străinii vor putea stabili domiciliul lor pe teritoriul României.

§ V. Numai Românii sau cei naturalizați Români pot dobândi imobile rurale în România.

Drepturile până acum câștigate sunt respectate.

Convențiunile internaționale astăzi existente rămân în vigoare cu toate clauzele și termenul cuprins într'însele.

A se vedeă și art. 8 și 9 din constituția veche, precum și nota dela art. 9 Cod. Civ. A se citi în acelaș timp și art. 379 din Regulamentul Organic, spre a se vedeă modul și condițiile cum se facea naturalizarea sub imperiul acestei legi abrogate.

1) A se vedeă nota sub art. 6.

2) A se vedeă nota sub art. 6.

3) A se vedeă nota sub art. 6.



Si elle devient veuve, elle recouvrera la qualité de Française, pourvu qu'elle réside en France, ou qu'elle y rentre avec l'autorisation du Roi, et en déclarant qu'elle veut s'y fixer.

**Art. 20. (Abrogat <sup>1)</sup>).** — Românul care, fără autorizațiunea guvernului, va intra în serviciul militar la străini, sau se va alătura pe lângă vreo corporațiune militară străină, va pierde calitatea de român.

El nu va putea reintra în România decât cu permisiunea guvernului. El nu va putea redobândi calitatea de român decât conform art. 18; toate acestea, fără a fi scutit de osândeale pronunțate de legea criminală, contra Românilor, cari au purtat, sau vor purta arme contra patriei lor. (Civ. 2, 8, 17, 18; C. p. 66 urm.; Const. veche 30; Civ. Fr. 21).

*Text. fr. Art. 21.* — Le français qui, sans autorisation du Roi, prendrait du service militaire chez l'étranger, ou s'affilierait à une corporation militaire étrangère perdra sa qualité de Français.

Il ne pourra rentrer en France qu'avec la permission du Roi, et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées à l'étranger pour devenir citoyen; le tout sans préjudice des peines prononcées par la loi criminelle contre les Français qui ont porté ou porteront les armes contre leur patrie.

## TITLUL II

### Despre actele stărei civile <sup>2)</sup>).

#### CAPITOLUL I

##### Dispozițiuni generale.

**Art. 21.** — Actele stărei civile vor cuprinde anul, luna, ziua și ora când ele s'au făcut, pronumele (numele de bottez), familia, vârsta, profesiunea sau meseria și domiciliul tuturor persoanelor înscrise în ele. (Civ. 29, 43 urm., 62, 65 urm., 70, 71, 73 urm., 87; Const. 21; Leg. timbr. 39 § 6; Reg. act. st. civ. 27; Civ. Fr. 34).

*Text. fr. Art. 34.* — Les actes de l'état civil énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus, les prénoms, noms, âge, profession et domiciles de tous ceux qui y seront dénommés.

#### Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Data certă”, p. 5.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Absență 2, 3.

Act autentic 14, 19.

Act de căsătorie 8, 21, 30.

Act de deces, a se vedea cuvântul: „Deces” și 30.

Act de naștere 13, 20, 30.

Act de stare civilă 1 urm.

Acțiune 29.

Ajutor de primar 2, 3, 4,

6, 12.

Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.

Aplicație teritorială 28.

Biserică 30.

Căsătorie 8, 21, 30.

Competență 10, 11.

Consiliu comunal 4.

Data 15, 16, 27.

1) A se vedea nota sub art. 6.

2) A se vedea regulamentul din 2 Iunie 1865 pentru punerea în aplicațiunea titlului privitor la actele stării civile; regulamentul din 3 Decembrie 1866, pentru serviciul actelor stării civile, precum și noul regul. din art. 78-88 din regulamentul consular din 20 Iunie 1890; art. 77 și 85 din legea comunală dela 8 Maiu 1887. Sub Regulamentul organic (cap. 8, anexa 3) rolul de ofițeri ai stării civile era încredințat preoților, iar nu primarilor ca în legile astăzi în vigoare. Dispozițiile din Codul civil privitoare la actele stării civile se modifică. Comentariile făcute la articolele modificate își păstrează interesul lor pentru actele petrecute sub imperiul acestor articole și ca o îndrumare pentru interpretarea dispozițiilor legii noi. A se vedea la sfârșitul acestui volum: „Legea privitoare la actele stării civile”.

Deces 13, 18, 27, 30.  
 Declarații, 7, 9, 20, 29.  
 Declarație, a se vedea cuvântul: „Declarații” și 29.  
 Delegație 2-6, 17.  
 Eroare 21.  
 Fals, înscriere în, 26.  
 Forță majoră 14.  
 Franceză limbă 14.  
 Franța 28.  
 Hotărîre 29.  
 Impedecare 2, 3, 17.  
 Încetare din viață, a se vedea cuvântul: „Deces”.  
 Înscriere în fals 26.  
 Judecată 29.  
 Legi teritoriale 28.  
 Limbă franceză 14.  
 Limba română 14.  
 Mandat 23.  
 Marturi 7, 9, 21, 22.  
 Ministerul de justiție 12.  
 Ministerul Public 12, 13.  
 Moarte 13, 18, 27, 30.  
 Naștere 13, 20, 30.  
 Neglijență 20, 21.  
 Nulitate 8, 9, 18—22, 24.  
 Nume 17.

Ofițer de stare civilă 1—13, 17, 18, 21, 24, 26, 29.  
 Ora, a se vedea: cuvântul „Data” și 27.  
 Ordonanță 5.  
 Parchet 12, 13.  
 Pedepsă 13.  
 Penalitate 13.  
 Primar 1—6, 12, 17.  
 Proba 26, 27, 30.  
 Proba contrară 26, 27.  
 Proces 20.  
 Procurator 23.  
 Procuror 12, 13.  
 Profesune 17.  
 Redactare 13, 14, 16, 17, 29.  
 Refuz 29.  
 Registre de stare civilă 15, 16, 29, 30.  
 Reședință 25.  
 România 28.  
 Rude 9.  
 Semnătură 17—22.  
 Străini 28.  
 Tată 20.  
 Teritorială aplicare 28.  
 Transcriere 29.  
 Ziua, a se vedea cuvântul: „Data” și 27.

### Doctrină

**1.** În principiu funcțiunile de ofițer de stare civilă, aparțin primarului comunei. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 98; Mersier, Traité théorique et pratique des actes de l'état civil, ed. 2-a, No. 19; Aubry et Rau ed. 5-a, I, § 56, p. 206; Plastara, I, p. 143).

**2.** În caz de lipsă sau impedecare a primarului, funcțiile sale de ofițer de stare civilă, trec de drept asupra ajutorilor de primari chemați după lege a-l înlocui, fără să fie nevoie de delegație specială. (Mersier, Traité théorique et pratique, No. 19; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 30, 410; Suppl., Acte de l'état civil, No. 15; Aubry et Rau, I, § 56, nota 3; Matei Cantacuzino, p. 180).

**3.** Când primarul nu e absent sau impedecat, ajutorul de primar nu poate îndeplini funcțiunile de ofițer de stare civilă decât în cazul când are o delegație de la primar. (Beudant, op. cit. I, No. 98; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 19; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 56, nota 3, p. 287; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 30; Suppl., Acte de l'état civil, No. 15; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 799; Contra: Demolombe, I, No. 278).

**4.** Primarul poate delega funcțiunile sale de ofițer de stare civilă, în parte sau în total, ajutorilor de primar iar în lipsa lor membrilor consiliului comunal. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 30; Suppl., Acte de l'état civil, No. 17 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 386; Plastara, I, p. 143).

**5.** Delegația funcțiilor de stare civilă se face printr-o ordonanță specială, semnată de primar, în care trebuie să arătat timpul cât va avea loc delegația. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 31).

**6.** Cu toate că primarul a delegat funcțiunile de ofițer de stare civilă unui ajutor de primar, el poate primi deasemenea acte de stare civilă, concomitent cu ofi-

țerul delegat. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 30, 31).

**7.** Ofițerii de stare civilă nu pot dresa acte în care ei figurează ca părți martori sau declarații. (Merlin, Répertoire, État civil, § 4; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 89 bis, IV; Demolombe, I, No. 279; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 23; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 56, p. 289; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 38; Suppl., Acte de l'état civil, No. 21; Huc, I, No. 312; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 806; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 387).

**8.** În cazul când ofițerul stării civile, ar face un act de căsătorie în care el e parte, căsătoria este inexistentă, pentru celelalte acte, ele nu sunt nule ci aparține judecătorului de a aprecia împrejurările și după cazuri de a pronunța nulitatea sau valabilitatea actului. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 806; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 38; Suppl., Acte de l'état civil, No. 21).

**9.** Ofițerii de stare civilă nu trebuiesc să primească acte în cari rudele sau afiniile săi sunt părți, martori sau declarații totuși dacă le primesc, actele sunt valabile. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, No. 89 bis, IV; Merlin, Répertoire, Actes de l'état civil, § 4, No. 8; Demolombe, I, No. 279; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 23; Aubry et Rau, ed. 5-a I, § 56, p. 289; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 38; Suppl., Acte de l'état civil, No. 21; Laurent, II, No. 23; Huc, I, No. 312; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 806; Matei Cantacuzino, p. 181; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 387).

**10.** Ofițerii de stare civilă au competență teritorială trebuind a constata actele ce se întâmplă în comună, oricare ar fi domiciliul părților interesate. (Demolombe, I, No. 279; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 56, p. 289; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 37; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 806; Plastara, I, p. 143).

**11.** Ofițerii de stare civilă sunt competenți a încheia acte de stare civilă numai în comuna unde funcționează, neputând a se transporta în altă comună chiar dacă una dintre părți ar domiciliu acolo. (Proudhon, I, p. 381; Demolombe, I, No. 279; III, No. 207; Duranton, II, No. 340—343; Nacu, I, p. 188, 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 386, 387).

**12.** Primarii și ajutorii lor în calitatea lor de ofițeri de stare civilă, sunt agenți ai ordinii judiciare și în această privință depind de Parchet și de Ministerul de Justiție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 56, p. 289; Demolombe, I, No. 278; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 807; Matei Cantacuzino, p. 181).

**13.** Actele de stare civilă nu pot fi încheiate din oficiu și dacă un ofițer de stare civilă află că a avut loc o naștere sau un deces, fără a se dresa actul respectiv va încunoștiința Parchetul pentru a se aplica pedepsele și a se constata naș-



terile sau decese. (Daloz, Rép., Droits civils No. 90).

**14.** Actele de stare civilă trebuiesc redactate în limba franceză (română) ca și actele autentice. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 176; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 392).

**15.** Când un act de stare civilă, nu poartă data în registru, data poate fi completată în cazul când actul se găsește trecut între alte două acte purtând data aceleiași zile. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 177).

**16.** Când un act de stare civilă poartă o dată inexactă în ceea ce privește anul redactării lui, ea poate fi completată cu data registrului în care este trecut. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 177).

**17.** Actul de stare civilă trebuie să poarte semnătura și desemnarea ofițerului de stare civilă care l-a primit; în cazul când el nu a fost primit de primar, se va arăta numele și profesiunea celui ce l-a primit, cauza împedecării primarului sau delegația din partea lui. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 394).

**18.** Lipsa semnăturii ofițerului de stare civilă, nu dă loc la anularea actului, când ea este datorită unui caz fortuit cum ar fi decesul ofițerului îndată după primirea lui. (Coin-Delisle, Principes, art. 39; Demolombe, III, No. 213; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 826 bis).

**19.** După o altă părere, lipsa semnăturii ofițerului de stare civilă, aduce anularea actului, fiind o formalitate substanțială, căci nu poate exista autenticitate fără semnătura funcționarului care a instrumentat. (Laurent, II, No. 25; Huc, I, No. 317; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 395).

**20.** Un act de naștere este valabil, chiar dacă îi lipsește semnătura tatălui declarant în cazul când lipsa ei este datorită unei nebagări de seamă. (Coin-Delisle, Principes, art. 39 No. 2; Demolombe, I, No. 285; Laurent, II, No. 25).

**21.** Un act de căsătorie este valabil, chiar dacă îi lipsește semnătura uneia dintre părți, dacă această lipsă este datorită unei nebagări de seamă sau unei greșeli și dacă actul a fost semnat de cealaltă parte, de martorii și de ofițerul de stare civilă. (Coin-Delisle, Principes, art. 76; Duranton, II, No. 241; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 394, 395).

**22.** Lipsa semnăturii martorilor într'un act de stare civilă, fără a se indica cauza acestei lipse, nu aduce nulitatea actului. (Coin-Delisle, Art. 39 No. 2; Laurent, II, No. 26; Baudry et Houques-Fourcade, I,

No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 394, 395).

**23.** Când una dintre părți este reprezentată printr'un mandatar, acest mandatar, trebuie desemnat în actul de stare civilă în același chip, cum ar fi trebuit desemnată partea însăși. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 183).

**24.** Unele formalități sunt considerate substanțiale și lipsa lor aduce nulitatea actului, cum ar fi de ex.: lipsa calității persoanei care primește actul. (Toullier, I, No. 641; Laurent, II, No. 23).

**25.** Prin cuvântul: „domiciliu” din art. 34 c. civ. fr. (21 c. civ. rom.) se înțelege mai mult reședința sau domiciliul de fapt, de cât domiciliul legal, arătat de art. 102 urm. c. civ. fr. (87 urm. c. civ. rom.). (Huc, I, No. 313).

**26.** Actele de stare civilă nu fac credință până la înscrierea în fals de cât în privința faptelor constatate de ofițerul de stare civilă; simplele enunțări făcute în act de ofițerul de stare civilă după declarațiile părților, fac credință până la proba contrară. (Duvergier sur Toullier, II, p. 94, nota a; Demolombe, I, No. 319, 320; Massé et Vergé, I, § 80 nota 6; Valette sur Proudhon, I, p. 206, nota b; II, p. 80; Aubry et Rau, I, § 65, nota 5; Laurent, II, No. 38 urm.; Huc, I, No. 320; Contra: Coin-Delisle, Principes, art. 46, nota 1; Duranton, I, No. 305 urm.; Delvincourt, I, p. 28, nota 6).

**27.** Mențiunea zilei și orei a unui deces în, actul de stare civilă, are credință numai până la proba contrară. (Duranton, I, No. 323; VI, No. 43; Laurent, II, No. 62).

**28.** Formalitățile prevăzute de art. 34 c. civ. fr. (21 c. civ. rom.) se aplică tuturor actelor de stare civilă făcute în Franța (România) indiferent de condițiunea persoanelor, deci și străinilor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 58, p. 301; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 385).

**29.** Când ofițerul de stare civilă refuză să primească o declarație sau să dreseze un act de stare civilă, partea interesată va chema în judecată pe ofițer pentru ca în contradictoriu cu el să obție o hotărâre, care după ce va fi transcrisă în registrele de stare civilă, va ține loc de act de stare civilă. (Huc, I, No. 312; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 803 bis; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 387).

**30.** Registrele păstrate la biserici, pot face proba nașterilor, căsătoriilor și deceselor petrecute anterior promulgării codului civil. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 56, nota 5. p. 286).

**Art. 22.** — Ofițerii stărei civile nu vor putea trece în aceste acte, nici prin adnotațiuni nici prin alte adaose oarecare, decât numai ceace trebuie a fi declarat de persoanele ce se înfățișează înaintea lor. (Civ. 29, 41—43, 64, 70, 307, 308, 1197; Reg. act. st. civ. 28; Lege p. reorganizarea Ministerului afacerilor străine; Civ. Fr. 35).

*Text fr. Art. 35.* — Les officiers de l'état civil ne pourront rien insérer dans les actes qu'ils recevront, soit par note, soit par énonciation quelconque, que ce qui doit être déclaré par les comparants.

### Doctrină

1. Ofițerul de stare civilă este obligat a trece în actul de cel redactează numai ceea ce i se declară de către părți; când părțile nu vor sau nu pot să-i facă toate declarațiile prescise de lege, el nu le poate completa cu cunoștințele sale personale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 248; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 87 bis; Laurent, II, No. 17; Huc, I, No. 314; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 821; Planiol, ed. 6-a, I, No. 483; Nacu, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 392; Cantacuzino, p. 182).

2. Ofițerul de stare civilă nu trebuie să treacă în actele ce le redactează declarații străine faptelor sau actelor juridice pe care este obligat să le constate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 248; Aubry et Rau, ed. 5, I, § 59, p. 302; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 90 urm.; Suppl., Acte de l'état civil, No. 27 urm.; Laurent, II, No. 17; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 820; Planiol, ed. 6-a, I, No. 483; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 394; Planiol et Ripert, I, No. 193; Nacu, I, p. 191, 192; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 392; Cantacuzino, p. 182; Plastara, I, p. 144).

3. Ofițerul de stare civilă este obligat să primească declarațiile prescise de lege, astfel cum s'au făcut, fără a avea dreptul să le controleze; însă nu poate primi declarații cari ar angaja responsabilitatea sa, prin faptul că ar tinde a face să se constate fapte contrare legii, și a căror ilegalitate o cunoaște personal. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 59, p. 302; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 91; Suppl., Acte de l'état civil, No. 27; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 42 urm.; Laurent, II, No. 18; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 821; Contra: Huc, I, No. 314; Comp.: Nacu, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 392, 393).

4. Declarațiile inutile înscrise într'un act de stare civilă, nu aduc nulitatea aceluia act. (Huc, I, No. 314; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 393).

5. Ofițerul de stare civilă care înscrie în act o declarație care dăunează unui terț, se expune la condamnarea la daune-interese. (Demolombe, I, No. 298; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 92; Suppl., Acte de l'état civil, No. 30; Huc, I, No. 314; Planiol et Ripert, I, No. 193; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 393).

**Art. 23.** — In cazurile când părțile interesate nu vor fi obligate a se înfățișa în persoană, ele vor putea fi reprezentate de un procurator, cu procurațiune specială și autentică. (Civ. 25, 31, 52, 61, 246, 276, 1171, 1532 urm., 1535; L. aut. act.; Reg. act. st. civ. 47; Civ. Fr. 36).

*Text fr. Art. 36.* — Dans les cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne, elles pourront se faire représenter par un fondé.

### Doctrină

1. Procura prevăzută în art. 36, c. civ. fr. (23 c. civ. rom.), trebuie să fie specială, adică anume pentru actul de stare civilă ce trebuie redactat, și să fie autentică. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 246; Demolombe, I, No. 284; Huc, I, No. 315; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 808; Planiol, ed. 6-a, I, No. 480; Nacu, I, p. 189).

2. Părintii pot să-și dea consimțământul la căsătoria copilului lor, printr'un mandatar special. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 200).

3. După o părere, la celebrarea unei căsătorii, părțile se pot prezenta prin procuratori. (Merlin, Rép., Mariage, sect. 4, § 1, art. 1, quest. 1, Toullier, I, No. 574; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 36; Contra: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 246; Duranton, I, No. 287; Delvincourt, I, p. 68, nota, 1; Marcadé, I, art. 36; Massé et Vergé sur Zachariae, III, p. 299; Demolombe,

III, No. 210; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 59, p. 302, texte și notele 3, 4; Huc, I, No. 315; Planiol, ed. 6-a, I, No. 480; Planiol et Ripert, I, No. 191; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 389).

4. Marturii la actele de stare civilă, nu se pot prezenta prin mandatar. (Demolombe, I, No. 248; Huc, I, No. 316; Contra: Coin-Delisle, Actes de l'état civil, art. 36; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 199; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 389).

5. Chiar și declarații la actele de stare civilă pot fi reprezentate prin mandatar special. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, art. 36; Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 105; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 59, p. 302; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 199; Demolombe, I, No. 284; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 31; Huc, I, No. 315; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 810; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 389).



**Art. 24.** — Martorii produși la actele stărei civile nu vor putea fi decât în vârstă de 21 de ani cel puțin, rude sau străini, și vor fi aleși de persoanele interesate. (Civ. 26, 33, 42, 57; 61, 81, 874, 884; C. p. 22 § 3; Reg. act. st. civ. 48; Civ. Fr. 37).

*Text. fr. Art. 37.* — Les témoins produits aux actes de l'état civil ne pourront être que du sexe masculin, âgés de vingt-un ans au moins, parents ou autres; et ils seront choisis par les personnes intéressées.

*Text fr. Art. 37. (Modificat prin legile din 7 Decembrie 1897 și din 27 Octombrie 1919).* — Les témoins produits aux actes de l'état civil devront être de vingt et un ans au moins, parents, ou autres, sans distinction de sexe; ils seront choisis par les personnes intéressées.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act de naștere 2, 3.	Naștere 2, 3.
Act de stare civilă 1 urm.	Naționalitate 3, 9, 10.
Codul penal 12.	Nulitate 5, 6.
Condemnare 12.	Ofițer de stare civilă 1, 2,
Declarații 2, 3.	4, 6, 7, 8.
Declarație 1, 2.	Părți 1—4, 6—8.
Degradațiune civică 12.	Penal cod 12.
Domiciliu 3.	Redactare 1 urm.
Femeie 3, 11.	Rude 8.
Identitate 1, 7.	Sex 3.
Interdicțiune 12.	Străini 9, 10.
Majori 10.	Știutor de carte 11 bis.
Marturi 1, 2, 4—12.	Vârstă 3, 10.

**Doctrină**

**1.** Rolul marturilor la redactarea actelor de stare civilă este atât pentru a certifica identitatea părților și sinceritatea declarațiilor lor cât și pentru a întări și sprijini constatările ofițerului de stare civilă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 242; Planiol, ed. 6-a, I, No. 482; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 153, 394; Planiol et Ripert, I, No. 191; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 390).

**2.** Marturii la redactarea actelor de naștere, nu atestă exactitatea declarațiilor făcute de declaranți, ci sunt marturi instrumentari cari confirmă, atestarea ofițerului de stare civilă. (Cantacuzino, p. 181).

**3.** Declaranții sunt la redactarea actelor de naștere, persoane cari semnaleză nașterea unui copil. În privința lor nu este nici o condițiune relativ la vârsta, sex, naționalități sau domiciliu. (Cantacuzino, p. 181; Plastara, I, p. 144).

**4.** Martorii se aleg de părțile interesate; când însă nu există parte interesată, ei se aleg de ofițerul stării civile. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 59, p. 303; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 391).

**5.** Numărul marturilor este acel prevăzut de lege, dar nu este caz de nulitatea actului de stare civilă dacă la redactarea lui a fost față un număr mai mare de martori de cât cel cerut de lege. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 197, 204).

**6.** În cazul când părțile nu găsesc marturi pentru a fi produși la redactarea actelor de stare civilă, ofițerul de stare civilă este obligat a încheia actul, de oarece lipsa totală a marturilor sau prezența u-

nui număr mai mic decât cel cerut de lege, nu constituie motive de nulitate a actului de stare civilă. (Merlin, Répertoire. Mariage, section 4, § 3; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 37, No. 6; Beudant, I, No. 114; Laurent, II, No. 26; Huc, I, No. 316; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 818, 864; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 391).

**7.** Ofițerul de stare civilă trebuie să constate identitatea părților și a marturilor. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 195, 198; Comp. Toullier, I, No. 308).

**8.** Marturii produși la actele de stare civilă, pot fi rude între ei sau pot fi rude cu părțile din act sau cu ofițerul de stare civilă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 243; Demolombe, I, No. 280; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 59 p. 303; Beudant, I, No. 106; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 25; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 89 bis. III; Baudry et Fourcade, I, No. 813; Planiol, ed. 6-a, I, No. 482, 859; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 153; Planiol et Ripert, I, No. 191; Nacu, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 390).

**9.** Marturii produși la actele de stare civilă pot fi de naționalitate străină de oarece actele de stare civilă trebuind să fie redactate în termen scurt, ar fi fost câte odată dificil să se găsească martori naționali. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 37, No. 3; Duranton, I, No. 288; Delvincourt, I, p. 29, nota 2; Valette sur Proudhon, I, p. 208; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 25; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 242; Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 106; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 59, p. 302; text și nota 5 Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, No. 89 bis; Demolombe, I, No. 281; Laurent, I, No. 451; II, No. 19; Huc, I, No. 316; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 816; Planiol, ed. 6-a, I, No. 482; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 394; Nacu, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 390).

**10.** Străinii putând fi marturi la redactarea actelor de stare civilă nu se cere ca ei să fie majori după legea lor națională ci să aibă vârsta de 21 ani. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 243, nota 1; Demolombe, I, No. 280; Huc, I, No. 316; Baudry et Houques-

Fourcade, I, 812; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 390).

**11.** Femeile pot fi marture la redactarea actelor de stare civilă. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 482, 859; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 153, 394; Planiol et Ripert, I, No. 256; Nacu, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 390; Cantacuzino, p. 181; Plastara, I, p. 144).

**Art. 25.** — Ofițerul stărei civile va citi părților înfățișate sau procuratorilor lor precum și martorilor actele, și se va face mențiune despre îndeplinirea acestei formalități. (Civ. 23, 26, 36; C. p. 124; Reg. act. st. civ. 31; Civ. Fr. 38).

*Text. fr. Art. 38.* — L'officier de l'état civil donnera lecture des actes aux parties comparantes, ou à leur fondé de procuration, et aux témoins.

Il y sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité.

### Doctrină

**1.** Scopul cetirei actului de stare civilă, este pentru a da ocazie părților și marturilor să verifice dacă actul care a fost redactat este conform declarațiilor ce el au făcut. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 249; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 394).

**2.** Intrucât actele de stare civilă se fac în dublu exemplar, trebuiesc citite părților și marturilor ambele exemplare. (Coin Delisle, Actes de l'état civil, art. 38;

**11 bis.** Martorii pot fi neștiutori de carte. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 482).

**12.** Persoanele condamnate la degradatie civilă sau la interdicția prevăzute de codul penal, nu pot folosi ca martori la dresarea actelor de stare civilă. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 37; Duranton, I, No. 288; Nacu, I, p. 190).

Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 6).

**3.** Mențiunea de cetirea actelor trebuie este pusă la finele actului de stare civilă. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 185).

**4.** Ofițerul de stare civilă care în mențiunea sa făcută în actul de stare civilă, ar afirma că a citit actul părților și marturilor, pe când în realitate această cetire nu ar fi avut loc, comite un fals în acte publice. (Murlon, ed. 7-a, I, No. 249; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 394).

**Art. 26.** — Aceste acte se vor subscrie de ofițerul stărei civile, de persoanele înfățișate înaintea lui și de martori, sau se va menționa cauza ce a poprit pe aceștia de-a subscrie. (Civ. 25, 36, 863; Reg. act. st. civ. 32, 35; Civ. Fr. 39).

*Text. fr. Art. 39.* — Ces actes seront signés par l'officier de l'état civil, par les comparants et les témoins; ou mention sera faite de la cause qui empêchera les comparants et les témoins de signer.

### Doctrină

**1.** Părțile și marturi vor semna îndată după încheierea actului de stare civilă și în prezența ofițerului de stare civilă. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 64).

**2.** O parte care nu știe să semneze, nu ar putea să înlocuiască această neștiință prin facerea unor semne pe actul de stare civilă, ci ofițerul de stare civilă este obligat să facă mențiune de cauza pentru care partea nu a scris actul. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 189).

**3.** Lipsa uneia dintre semnături nu aduce nulitatea actului de stare civilă, ci nulitatea este supusă aprecierii suverane a tribunalului pentru a vedea dacă nu trebuie atribuită schimbării voinței părții. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 39, No. 2; Demolombe, I, No. 285; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 59, nota 7 ter, p. 303; Laurent, II, No. 25 urm.; Daloz, Rép.,

Mariage, No. 380, 568; Suppl., Acte de l'état civil, 47, 49; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 864; Planiol et Ripert, I, No. 204; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 394).

**4.** Lipsa semnăturii ofițerului de stare civilă nu aduce nulitatea actului de stare civilă. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 39 No. 2; Beudant, I, No. 104; Demolombe, I, No. 285; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 862 bis; Contra: Mersier, Traité théorique et pratique, No. 7; Laurent, II, No. 25; Huc, I, No. 317; Planiol et Ripert, I, No. 204; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 395).

**5.** Lipsa semnăturii ofițerului de stare civilă pe un act, aduce neregularitatea actului, atunci când nu este voluntară, și se face rectificarea actului pe cale de acțiune. (Planiol et Ripert, I, No. 204).

**6.** Când lipsa semnăturii ofițerului stărei civile de pe act, este voluntară, actul este nul. (Planiol et Ripert, I, No. 204).



7. In cazul când ofițerul de stare civilă a încetat din viață și nu a semnat actul de stare civilă, se va face rectificarea actului pe cale de acțiune. (Aubry et Rau,

ed. 5-a, I, p. 303, text și nota 7 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 47; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, p. 611).

**Art. 27.** — Actele stărei civile vor fi înscrise în fiecare comună într'unul sau mai multe registre, ținute în câte două exemplare. (Civ. 29, 36, 38, 45, 46, 48, 49, 66, 68, 72, 180; C. p. 161; Reg. act. st. civ. 15; Civ. Fr. 40).

*Text. fr. Art. 40.* Les actes de l'état civil seront inscrits, dans chaque commune, sur un ou plusieurs registres tenus doubles.

### Doctrină

1. In regulă generală registrele de stare civilă sunt în număr de trei: registrul pentru trecerea nașterilor, unul pentru căsătorii și unul pentru decese, fie care în dublu exemplar. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 43; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 251; Planiol, ed. 6-a, I, No. 472; Planiol et Ripert, I, No. 185; Nacu, I, p. 192).

2. Inscrierea actelor de stare civilă în registre este o formalitate substanțială, fără de care nu poate să existe act de stare civilă. (Duranton, II, No. 251; Laurent, II, No. 24; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 396).

3. Actele de stare civilă nu pot fi înscrise decât în registre; în cazul când ar fi înscrise altfel, de ex. pe foi volante, ele sunt nule sau mai bine zis inexistente și este cazul a se introduce o acțiune civilă sau chiar penală pentru îndreptarea erorii. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 54, 55; Comp. Laurent, II, No. 24; Planiol et Ripert, I, No. 204; Coin-Delisle,

Actes de l'état civil, Art. 52; Bonnier, Traité des preuves, No. 200, 344; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 396).

4. Proba care rezultă dintr'un act de stare civilă, netrecut în registru, este lăsată la aprecierea suverană a judecătorilor. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 206, 399; Planiol et Ripert, I, No. 204).

5. Actul de stare civilă înscris pe o foaie volantă, poate servi ca un început de dovadă scrisă. (Duvergier sur Toullier I, No. 348; Bonnier, Traité des preuves, No. 200; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 399; Planiol et Ripert, I, No. 204; Contra: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 905, nota 1; Comp: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 396).

6. Registrul de publicarea căsătoriilor și în care se trec și opozițiile de la căsătorie sunt într'un singur exemplar. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 472; Planiol et Ripert, I, 185; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 395, nota 5).

7. Actele de stare civilă trebuiesc înscrise în ambele registre odată. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 49).

**Art. 28.** — Registrele vor fi numerotate, șnuruite și parafate, pe fiecare pagină, de președintele tribunalului de întâia instanță, sau de judecătorul ce-l va înlocui. (Civ. 49, 76; Reg. act. st. civ. 14; Civ. Fr. 41).

*Text. fr. Art. 41.* — Les registres seront cotés par première et dernière et paraphés sur chaque feuille, par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera.

### Doctrină

1. După dispozițiile art. 28 din codul civil român, registrele de stare civilă trebuiesc parafate pe ambele fețe ale fiecărei file, contrar ca în dreptul civil francez unde art. 41 din codul civil, prevede parafarea numai a fiecărei file. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 397).

2. După o părere, președintele tribunalului sau înlocuitorul său, nu este obligat să numeroteze fiecare pagină, însă parafarea lor este obligatorie. (Coin-Delisle,

Actes de l'état civil, art. 41; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 23; Laurent, II, No. 15; Contra: Demolombe, I, No. 285; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 4; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 252).

3. Tribunalul competent pentru facerea operațiunilor prevăzute de art. 28 c. civ. (41 c. civ. fr.) este acel al județului în care este situată comuna în care se vor întreprinde registrele de stare civilă. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 46; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 396, 397).

**Art. 29.** — Actele se vor înscrie pe registre în șir, fără loc gol; răsăturile și indicațiunile, notițele, vor fi aprobate și subscrise în acelaș mod ca și textul actului.

Nu se va putea scrie nimic în prescurtare, și data nu se va scrie în țifre, ci în litere. (Civ. 26, 36; Civ. Fr. 42).

*Text. fr. Art. 42.* Les actes seront inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc. Les ratures et les renvois seront approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Il n'y sera rien écrit pas abréviation, et aucune date ne sera mise en chiffres.

### Doctrină

1. Actele de stare civilă trebuiesc înscrise pe registre în șir și să poarte fiecare un număr de ordine scris la marginea registrului în continuare până la sfârșitul anului (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 51).

2. Nu este suficient dacă răsăturile, indicațiunile și notițele sunt numai parafate, ci trebuiesc îndeplinite exact dispozițiile art. 42 c. civ. fr. (29 c. civ. rom.), adică să fie aprobate și subscrise în acelaș mod ca și textul actului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 59, p. 304; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 52; Suppl., Acte de l'état civil, No. 24; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 9).

3. Toate indicațiunile și notițele trebuiesc aprobate și subscrise, fiecare în mod

separat, iar nu toate odată. (Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 9).

4. Cu toate că art. 42 c. civ. fr. (29 c. civ. rom.) nu vorbește nimic de scrisul printre linii, însă el este oprit, și în orice caz, chiar dacă s-ar întrebuința această procedură, ea trebuiește aprobată de ofițerul stărei civile. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 53).

5. În cazul când un act de stare civilă a fost înscris în registru însă nu a fost consumat fie din cauza că părțile s-au retras, fie din orice altă cauză, ofițerul de stare civilă trebuiește să-l șteargă (anuleze) și să facă o mențiune în marginea sau în josul lui, semnată de el, arătând cauza pentru care actul nu s-a perfectat. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 56)

**Art. 30.** — Registrele se vor încheia de ofițerul stărei civile la finitul fiecărui an, și până într'o lună, unul din cele două exemplare se va depune la arhivele comunei; iar celalt se va trimite la grefa tribunalului de întâia instanță, spre păstrare. (Civ. 36, 39; Reg. act. st. civ. 9, 18, urm.; Civ. Fr. 43).

*Text. fr. Art. 43.* — Les registres seront clos et arrêtés par l'officier de l'état civil à la fin de chaque année; et dans le mois, l'un des doubles sera déposé aux archives de la commune, l'autre au greffe du tribunal de première instance.

### Doctrină

1. Registrele de stare civilă trebuiesc încheiate exact la 31 Decembrie a fiecărui an căci dacă ar fi încheiate mai înainte sau mai târziu, nu ar conține toate actele încheiate în cursul anului sau ar cuprinde acte și din anul următor. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 66; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 398).

2. Chiar darea în registre nu s-a trecut nici un act de stare civilă, ele totuși trebuiesc închise iar în procesul verbal dressat să se arate că în tot cursul anului, nu s-a înscris nici un act. (Coin-Delise, Actes de l'état civil, Art. 43; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 14; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 65; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 398).

3. În cazul când o instanță judecătorească ar ordona să se aducă un registru de stare civilă pe anul curent, înainte de a-l trimite, ofițerul de stare civilă este obligat a face procesul-verbal de închidere, urmând ca trecerea celorlalte acte de stare civilă pe anul în curs să aibă loc în alt registru. (Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 14).

4. Formele de încheierea registrelor de stare civilă se fac prin dresarea unui proces verbal de către ofițerul stării civile. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 65, 67; Nacu, I, p. 193; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 398).

5. După închiderea registrelor prin dresarea de proces verbal, ofițerul stării civile depune un exemplar în arhivele comisiei respective, iar cel alt exemplar



il predă grefierului tribunalului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 251, 252; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 76; Planiol, ed. 6-a, I, No. 475; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 389; Planiol et Ripert, I, No. 185; Nacu, I,

p. 193; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 398)

**6.** Procurorul tribunalului are dreptul a cerceta dacă ofițerul stărei civile depune registrele în termenul fixat de lege. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 81).

**Art. 31.** — Procurele și celelalte înscrisuri, care trebuie să rămână anexate la actele stărei civile, se vor depune, după ce se vor parafă de persoanele care le-au depus și de ofițerul stărei civile, la greșa tribunalului dimpreună cu registrele care trebuie să rămână în zisa greșă. (Civ. 23, 39, 52, 54, 56, 57, 59; Reg. act. st. civ. 39; Civ. Fr. 44).

*Text. fr. Art. 44.* — Les procurations et les autres pièces qui doivent demeurer annexées aux actes de l'état civil, seront déposées, après qu'elles auront été paraphées par la personne qui les aura produites, et par l'officier de l'état civil, au greffe du tribunal, avec le double des registres dont le dépôt doit avoir lieu audit greffe.

#### Doctrină

**1.** Prin înscrisuri cari trebuiesc anexate la actele de stare civilă, se înțeleg toate acele acte pe cari legea le cere și fără care nu s'ar fi putut încheia: actul de către ofițerul de stare civilă. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil No. 192; Planiol, ed. 6-a, I, No.

485; Nacu, I, p. 193; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 389).

**2.** În cazul când ofițerul de stare civilă lucrează prin delegație dată de către primar, se va alătura la registru și procesul-verbal de delegația sa. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 78).

**Art. 32.** — Oricine are drept de-a cere dela păstrătorii registrelor stărei civile extracte din acele registre. Extractele date conform registrelor și legalizate de președintele tribunalului de întâia instanță, sau de judecătorul ce-l va înlocui, vor fi crezute, pe cât timp ele nu vor fi atacate prin inscripțiune de fals. (Civ. 30, 43, 61, 64, 84—86, 176, 292, 1171, 1173, 1188; Pr. civ. 134, 162 urm., 168, 181; C. p. 123—126; Pr. p. 450 urm.; Leg. timbr. 20 § 12; 39 § 6; Reg. act. st. civ. 9, 49 urm.; Civ. Fr. 45).

*Text. fr. Art. 45.* — Toute personne pourra se faire délivrer, par les dépositaires des registres de l'état civil des extraits de ces registres. Les extraits délivrés conformes aux registres, et légalisés par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera, feront foi jusqu'à inscription de faux.

*Text. fr. Art. 45. (Modificat prin legile din 30 Noembrie 1906 și din 9 August 1919).* — Toute personne pourra, sauf l'exception prévue à l'article 57, se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des copies des actes inscrits sur les registres.

Les copies délivrées conformes aux registres, portant en toutes lettres la date de leur délivrance et revêtues de la signature et du sceau de l'autorité qui les aura délivrées, feront foi jusqu'à inscription de faux. Elles devront être, en outre, légalisées, sauf conventions internationales contraires, lorsqu'il y aura lieu de les produire devant les autorités étrangères.

Il pourra être délivré des extraits qui contiendront, outre le nom de la commune où l'acte a été dressé, la copie littérale de cet acte et des mentions et transcriptions mises en marge, à l'exception de tout ce qui est relatif aux pièces produites à l'officier de l'état civil qui l'adressé et à la comparution des témoins. Ces extraits feront foi jusqu'à inscription de faux.

## Doctrină.

## Impărțirea materiei.

I. Liberarea extractelor de pe registrele de stare civilă (N. 1—8).

II. Puterea probatoare a actelor de stare civilă și a extractelor de pe registrele de stare civilă. (N. 9—30).

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act de căsătorie 30.	Legalizare 6, 7, 3, 27, 28.
Act de moarte 23—26, 30.	Mamă, a se vedea cuvântul „Părinți“.
Act de naștere 15, 17—22, 30.	Marturi 15, 19.
Act de stare civilă 9—26, 30.	Maternitatea copilului 22.
Aprecierie 10.	Mențiune, a se vedea cuvântul: „Enunțări“.
Buletin 30.	Moarte, a se vedea cuvintele: „Act de moarte“.
Certificat 3.	Naștere, a se vedea cuvintele: „Act de naștere“.
Circumscripție 7.	Nulitate 10.
Copil 15, 17, 18, 19, 21, 22, 23.	Nume, 17, 21.
Dată 15, 21.	Ofițer de stare civilă 1, 2, 3, 5—9, 14, 17—19, 21, 24, 30.
Daune-interese 5.	Ordine publică 16.
Deces, a se vedea cuvintele: „Act de moarte“.	Părinți 15, 21.
Dovadă, a se vedea cuvintele: „Forță probantă“.	Păstrătorii registrelor de stare civilă 1, 2, 3, 5—8.
Enunțări 11—14, 17, 18, 21, 24, 25, 30.	Președintele Tribunalului 6, 7.
Eroare 15.	Proba contrară 14, 20, 25.
Extracte de pe registrele de stare civilă 1—8, 27, 28, 29.	Proba testimonială 15, 19.
Fals 9, 13, 14, 17, 18, 21, 24, 26, 27.	Putere probatoare, a se vedea cuvintele: „Forță probantă“.
Forma actelor de stare civilă 10.	Raficare 15, 26.
Forță probantă 9—15, 17—25, 27, 28, 30.	Registrele de stare civilă 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 27, 28, 29.
Grefier 1.	Semnătură 6, 7.
Identitate 20.	Sex 18.
Început de dovadă scrisă 13.	Tată 15, 21.
Inscriere în fals 9, 13, 14, 15, 17, 18, 21, 24, 26, 27.	Taxe de timbru 16.
	Tribunal 6, 7, 10.

## Doctrină

## I. Liberarea extractelor de pe registrele de stare civilă.

1. Păstrătorii registrelor cari sunt obligați a libera extracte de pe actele de stare civilă sunt: ofițerii de stare civilă și grefierii tribunalelor pentru registrele depuse la grefă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 260, 265; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 101; Planiol, ed. 6-a, I, No. 477; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 391; Planiol et Ripert, I, No. 199; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 398).

2. Numai păstrătorii registrelor de stare civilă liberează extractele și le semnează; ori ce alt funcționar nu are această calitate. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 57, p. 292, text și nota 4; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 34, 101; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 260; Planiol, ed. 6-a, I, No. 477; Comp.: Nacu, I, p. 198).

3. Păstrătorii registrelor de stare civilă sunt obligați să libereze ed.ii exacte literale și întregi după actele trecute în registre iar nu numai certificate de conținutul actelor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 261; Beudant, I, No. 139; Baudry et Hou-

ques-Fourcade, I, No. 835; Huc, I, No. 319; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 98 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 516; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 399).

4. In cazul când actul conține pe marginea sa o mențiune, ea trebuie să figureze literal în extractul liberat. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 100).

5. Păstrătorii registrelor de stare civilă sunt obligați să libereze extracte de pe registre la ori cine le-ar cere; în cazul contrar sunt pasibili de daune-interese. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 98; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 260; Planiol, ed. 6-a, I, No. 476; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 390, 391; Planiol et Ripert, I, No. 199; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 398).

6. Legalizarea prevăzută de art. 45 c. civ. fr. (32 c. civ. rom.), este certificarea făcută de Președintele Tribunalului, în josul extractului și prin care atestă că semnătura care se află acolo este a persoanei care a liberat extractul și că această persoană are dreptul după lege de a libera extracte. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 264; Planiol, ed. 6-a, I, No. 478).

7. In cea ce privește legalizarea semnăturii, prevăzută de art. 45 c. civ. fr. (32 c. civ. rom.), după o părere, ea nu este obligatorie de cât în cazul când extractul trebuie produs în afară de circumscripția administrativă sau a tribunalului. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 97 bis. IV; Toullier, I, No. 307; Marcadé, Art. 45 No. 2; Huc, I, No. 319).

8. După o altă părere dominantă, legalizarea semnăturii ofițerului de stare civilă ce liberează extractul, este obligatorie, în toate cazurile, fără deosebire. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 45, No. 7; Duranton, I, No. 299; Demolombe, I, No. 317; Beudant, I, No. 139; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 65, nota 6, p. 331; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 63; Laurent, II, No. 36; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 838; Planiol, ed. 6-a, I, No. 478).

## II. Puterea probatoare a actelor de stare civilă și a extractelor de pe registrele de stare civilă.

9. Actele de stare civilă redactate după cerințele legii de către ofițerul de stare civilă competent și înscrise în registrele de stare civilă, fac credința până la înscrierea în fals. (Laurent, I, No. 35; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 36; Nacu, I, p. 196; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 399; Cantacuzino, p. 183; Plastara, I, p. 145).

10. Neobservarea regulilor privitoare la forma actelor de stare civilă, nu aduce totdeauna nulitatea lor și nu le ridică forța probantă ce ar fi trebuit să aibă, dacă s'ar fi observat aceste reguli; ci aparține tribunalelor de a aprecia, după caz, gradul de credință ce trebuie atribuit actului după natura și gravitatea neregularității. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 34. No. 10; Toullier, I, No. 311;



Duranton, I, No. 327; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 65 p. 332, text și notele 8, 9; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 188, 206, 259, 399).

**11.** Nu toate enunțările conținute în actele de stare civilă, au aceeași forță probantă. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 396; Suppl., Acte de l'état civil, No. 98; Planiol, ed. 6-a, I, No. 518; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 407; Plastara, I, p. 146, nota 1).

**12.** Enunțările din actele de stare civilă care nu trebuiau să fie făcute, fie pentru că legea le preoște, fie pentru că ele sunt străine de obiectul special al actului care le conține, nu au nici o forță probantă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 263; Laurent, II, No. 39, 41; Beudant, I, No. 137; Demanté et Colmet de Santerre, I, No. 90 bis, V; Planiol et Ripert, I, No. 203; Nacu, I, p. 197; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 403; Plastara, I, p. 146, nota 1).

**13.** În ceia ce privește forța probantă a enunțărilor conținute în actele de stare civilă, după o părere, trebuie de făcut o distincție: toate declarațiile făcute de persoanele cari sunt însărcinate prin lege să le facă, sunt valabile până la înscrierea în fals iar cele făcute de orice altă persoană nu pot face nici o dovadă nici nu pot constitui un început de dovadă scrisă. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 46 No. 1; Duranton, I, No. 302, Delvincourt, I, p. 30; Comp.: Toullier, I, No. 854, 865; Merlin, Répertoire, Maternité, No. 6).

**14.** După o altă părere, dominantă, numai mențiunile prin care ofițerul de stare civilă constată faptele petrecute înaintea sa, sunt crezute până la înscrierea în fals însă în ceea ce privește declarațiile părinților, cari nu pot fi controlate de ofițerul de stare civilă ele fac credința până la proba contrară. (Beudant, I, No. 137; Valette sur Proudhon, I, p. 206; Duvergier sur Toullier, I, No. 865; Marcadé, Art. 45, No. 239; Demolombe, I, No. 319; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 65, p. 329; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 39, 60, 61; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 410; Suppl., Acte de l'état civil, No. 98; Laurent, II, No. 39; Huc, I, No. 320; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 844; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 262, 263; Planiol, ed. 6-a, I, No. 518; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 407; Planiol et Ripert, I, No. 202, 203; Nacu, I, p. 207 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 401 urm.; Cantacuzino, p. 184).

**15.** Eroarea strecurată în privința datei prevăzută într'un act de naștere rezultată prin facerea unei declarații false de către tatăl copilului, poate fi rectificată prin ajutorul probei testimoniale, fără a fi nevoie să se recurgă la calea in-scrisptiei în fals. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 460).

**16.** Actele de stare civilă fiind înființate într'un interes de ordine publică, sunt sentite de timbru. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 403).

**17.** Mențiunile dintr'un act de naștere cari sunt crezute până la înscrierea în fals sunt: prezentarea copilului înaintea ofițerului de stare civilă, existența copilului în momentul prezentării lui, numele și pronumele ce s-au dat copilului, sexul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 263; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 396. Comp.: Nacu, I, p. 197; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 402; Cantacuzino, p. 183, 184).

**18.** Când în actul de naștere nu se face mențiune în mod expres că copilul a fost prezentat ofițerului de stare civilă sau că ofițerul de stare civilă a verificat sexul copilului, aceste mențiuni nu mai sunt crezute până la înscrierea în fals. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 45 No. 5; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 79; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 65, p. 329; Contra: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 844).

**19.** În cazul când copilul nu a fost prezentat înaintea ofițerului de stare civilă și dacă există contestație asupra faptului dacă acel copil a fost născut viu, pentru dovedirea acestui fapt, se poate admite proba testimonială. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 410).

**20.** Actul de naștere face dovadă numai până la probă contrară că persoana arătată în el că a dat naștere unui copil, este în adevăr persoana care a născut. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 396; Nacu, I, p. 197).

**21.** Enunțările din actul de naștere privitoare la locul și ziua nașterii, la numele, pronumele, profesiunea părinților etc. și cari sunt trecute în act după declarațiile părinților, nu sunt crezute până la înscrierea în fals; constatările ofițerului de stare civilă că aceste mențiuni sunt conforme declarațiilor făcute de părinți, au valoarea unui act autentic, nu însă și declarațiile lor. (Valette sur Proudhon, I, p. 206, nota 6; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 64; Demolombe, I, No. 319, 320; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 396; Suppl., Acte de l'état civil, No. 98; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 263; Marcadé, art. 45; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 407; Nacu, I, p. 197; Contra: Proudhon, II, p. 38; Merlin, Répertoire, Maternité, No. 6; Delvincourt, I, p. 28 nota 6; Toullier, II, No. 848 urm.; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 46, No. 1; Duranton, I, No. 308).

**22.** Când declarația asupra maternității unui copil, este făcută de o persoană care nu are calitatea, după lege, să o facă, ea nu are nici o putere probantă. (Duranton, I, No. 309 urm.; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 403; Toullier, II, No. 863).

**23.** Actul de moarte al unui copil nu constituie o dovadă completă că acest copil s-a născut viu și era viabil. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 408; Succes-sion, No. 43).

**24.** Constatarea faptului decesului trecut într'un act de moarte, face credință până la înscrierea în fals, de oarece ofițer-

rul de stare civilă este obligat să constate „de visu” faptul decesului și bine înțeles dacă se arată această în act. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 15; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 65, p. 329).

**25.** Orice altă mențiune din actul de moarte are credința până la proba contrară. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 219, 415; Planiol, ed. 6-a, I, No. 520; Comp. Duranton, I, No. 323).

**26.** Când o persoană care trăește este arătată într'un act de stare civilă, că a încetat din viață, ea va trebui să facă acțiune de rectificarea actului, iar nu să se înscriere în fals contra lui. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 292).

**27.** Extractele de pe actele de stare civilă, liberate și legalizate în conformitate cu dispozițiile art. 45 c. civ. fr. (32 c. civ. rom.) fac credința până la înscrierea în fals, și o parte nu ar putea să ceară prezentarea registrelor de stare civilă pentru a se putea controla dacă extractele sunt conforme cu registrele. (Demolombe, I, No. 318; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 80, p. 110, nota 4; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 264; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 65, p. 332; Daloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 97; Beudant, I, No. 140; Bonnier, op. cit., No. 794; Mersier, Acte de l'état civil, ed. 2-a, No. 62; Laurent, II, No. 37; Huc, I, No. 319; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 841; Bonnier, Traité des preuves, No. 744; Planiol, ed. 6-a, I, No. 516; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 406; Planiol et Ripert, I, No. 201; Nacu, I, p. 198; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 400).

**28.** După o altă părere, puțin susținută, părțile ar putea cere prezentarea registrelor de stare civilă, chiar în cazul când

pe extract s-ar găsi mențiunea că este liberat conform conținutului registrului. (Duranton, I, No. 299; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 393; Larombière, IV, Art. 1334 No. 5).

**29.** Dacă o parte pretinde că extractul nu este conform cu registrul, ea poate aduce un alt extract și dacă ambele extracte nu concordă între ele, tribunalul are dreptul să ordone o verificare directă a registrelor. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 517; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 406; Planiol et Ripert, I, No. 201).

**30.** Simplele buletine, liberate de ofițerul de stare civilă și relatând indicațiile esențiale ale actelor de naștere, de căsătorie și de deces, nu au nici o forță probantă. (Planiol et Ripert, I, No. 199).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Dacă art. 32 codul civil dispune că extractele date conform registrelor stărei civile și legalizate de Președintele Tribunalului de întâia instanță vor fi crezute pe cât timp ele nu vor fi atacate prin înscrierea în fals, această legalizare însă se cere de legiuitor în scopul de a se constata autenticitatea semnăturii ofițerului de stare civilă; de unde rezultă că dacă partea interesată nu a contestat — cum este în speță. — înaintea instanțelor de fond semnătura și competența ofițerului de stare civilă, lipsa îndeplinirii formalității cerută de art. 32 codul civil, nu ridică necesarmente acestor acte puterea probantă ce le atribuie legea. (Cas. II, decizia penală Nr. 822 din 24 Februarie 1926, Jur. Rom. 10/1926, Dreptul 30/1926).

**Art. 33.** — Când nu vor fi existat registre, sau se vor fi pierdut, lipsa sau pierderea lor se va putea dovedi atât prin dovezi înscris cât și prin martori, și în asemenea cazuri, căsătoriile, nașterile și încetările din viață se vor putea dovedi atât prin registre și înscrisuri de ale tatălui și ale mamei încetați din viață cât și prin martori. (Civ. 176, 292, 296, 297, 308, 1169, 1185, 1198; Civ. Fr. 46).

*Text. fr. Art. 46.* — Lorsqu'il n'aura pas existé de registres, ou qu'ils seront perdus, la preuve en sera reçue tant par titres que par témoins; et dans ces cas, les mariages, naissances et décès, pourront être prouvés tant par les registres et papiers émanés des pères et mères décédés, que par témoins.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 71, 98 urm.;  
 PETIT EUGEN, *Nota sub Cas. fr. req. 14 Nov. 1922*, Jurispr. Gen. 1925 No. 504;  
 STRELICESCU I., *Nota sub C. Apel Craiova S. II, 172 din 21 Ianuarie 1926*, Pand. Rom. 1926, II. 148;

### Doctrină

#### Impărțirea materiei

- I. Sfera de aplicație a art. 33 c. civ. rom. (46 c. civ. fr.) (No. 1-11).
- II. Dovada actelor de stare civ. (No. 12-35).

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de căsătorie 6, 8, 11, 12, 20, 27, 29.	Act de stare civilă, a se vedea cuvintele: „Registre de stare civilă”.
Act de moarte 6, 8, 11, 12, 19, 20, 27, 29.	Act scris 20, 21.
Act de naștere 6, 8, 11, 12, 19, 20, 24, 25, 27, 29.	Acțiune 9, 32.
	Acțiune penală 9.



Aprecieri suverană 14, 15, 16.  
 Autoritate de lucru judecat 34.  
 Având-cauză 34.  
 Casație 16.  
 Căsătorie, a se vedea cuvintele: „Act de căsătorie”.  
 Certificat 18.  
 Codul civil 28.  
 Competență 32.  
 Contra-dovadă 26.  
 Deces, a se vedea cuvintele: „Act de moarte”.  
 Distrugere, a se vedea cuvântul: „Perdere” și 3, 34.  
 Domiciliu 32.  
 Dovadă 12-15, 17-20, 22-26, 28-31.  
 Eroare 10.  
 Existență, a se vedea cuvântul: „Inexistență”.  
 Filiațiune 24, 25.  
 Foae volantă 7, 8, 9.  
 Grefier 18.  
 Hotărâre 9, 34, 35.  
 Ilizibil 3.  
 Inceput de dovadă scrisă 23, 24.  
 Încetare din viață, a se vedea cuvintele: „Act de moarte”.  
 Inexistență 2, 11, 12, 13, 14, 17, 18.  
 Inscris 20, 21.  
 Interpretare 2, 14, 15, 16.  
 Lacune, a se vedea cuvântul: „Omisuniune”.  
 Lucru judecat 34.  
 Mamă 20, 21, 30.

Marturi 20, 23, 24, 25, 29, 30, 31.  
 Ministerul Public 33.  
 Moarte, a se vedea cuvintele: „Act de moarte”.  
 Naștere, a se vedea cuvintele: „Act de naștere”.  
 Necitez 3.  
 Neregulă 4.  
 Ofițer de stare civilă 9, 18.  
 Omisuniune 4, 5, 6, 9, 10, 19, 34.  
 Parchet 33.  
 Penală acțiune 9.  
 Perdere 1, 11-14, 17, 18, 28, 33, 34.  
 Prezumțiuni 17, 22, 24.  
 Probă, a se vedea cuvântul: „Dovadă”.  
 Probă testimonială, a se vedea cuvântul: „Martori”.  
 Proces-verbal 18.  
 Procuror 33.  
 Rectificarea actelor de stare civilă 32.  
 Recurs 16.  
 Refacere 33.  
 Registre 20, 21.  
 Registre de stare civilă 1 urm.  
 Regulament organic 29.  
 Rude 31.  
 Succesor 34.  
 Străinătate 27.  
 Suverană apreciere 14, 15, 16.  
 Țară străină 27.  
 Tată 20, 21, 30.  
 Transcriere 9, 35.  
 Volantă foae 7, 8, 9.

I, p. 199; Alexandresco, ed. 2-a. I, p. 405; Plastara, I, p. 146).

4. Deasemenea în cazul când registrele de stare civilă se dovedește că au fost ținute în mod neregulat, sau când ele prezintă omisiuni sau lacune. (Beudant, I, No. 142; Demolombe, I, No. 322; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 64, p. 326; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 149, 153, 158; Suppl., Acte de l'état civil, No. 40; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 267; Laurent, II, No. 51; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 91 bis I; Huc, I, No. 321; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 852; Planiol, ed. 6-a, I, No. 537; Planiol et Ripert, I, No. 232; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 409; Nacu, I, p. 199; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 405).

5. Deasemenea în cazul când de și registrele de stare civilă par să fie ținute în mod regulat, însă se alege că s'a omis a se trece un act în aceste registre. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 46 No. 19; Delvincourt, I, p. 35, nota 3; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 148 urm.; Suppl., Acte de l'état civil, No. 42 urm.; Laurent, II, No. 51; Huc, I, No. 323; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 853; Planiol, ed. 6-a, I, No. 537; Planiol et Ripert, I, No. 233; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 409; Nacu, I, p. 199, 200; Comp: Beudant, I, No. 143 urm.; Merlin, Répertoire, Legitimé, sect. 1, § 2, No. 8; Bonnier, Traité des preuves, No. 199; Contra: Valette sur Proudhon, I, p. 211; Duranton, I, No. 297; Demolombe, I, No. 324; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a. I, No. 98 bis. II; Marcadé, Art. 46 No. 2; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 408).

6. După o altă părere însă, disp. art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) se vor aplica în cazul arătat la numărul precedent, numai atunci când este în discuțiune un act de naștere sau de moarte iar nu și atunci când este în discuțiune un act de căsătorie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 64, p. 327, 328; Mersier, Traité théorique et pratique des actes de l'état civil, ed. 2-a, No. 505, 506; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 233).

7. Deasemenea în cazul când de și registrele de stare civilă par să fie ținute în mod regulat, însă se produce un act de stare civilă înscris pe o foae volantă. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 52 No. 3; Toullier, I, No. 348; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 268; Huc, I, No. 325; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 507; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 857; Planiol et Ripert, I, No. 232; Nacu, I, p. 200; Matei Cantacuzino, p. 184; Contra: Duranton, I, No. 297; Demolombe, I, No. 323; Laurent, II, No. 52; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 408).

8. După o altă părere însă, disp. art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) se vor aplica în cazul arătat la numărul precedent, numai atunci când este în discuțiune un act de naștere sau de moarte, iar nu și atunci când este în discuțiune un act de căsătorie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 64, p. 328).

### I. Sfera de aplicație a art. 33 c. civ. rom. (46 c. civ. fr.)

1. În cazul când s-a pierdut unul dintre cele două registre originale de stare civilă, celalt face probă complectă a actelor ce le conține, nefiind cazul a se face aplicația dispozițiilor art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 114; Planiol, ed. 6-a, I, No. 536; Planiol et Ripert, I, No. 232).

2. Cu toate că art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) prevede numai două cazuri când se poate face aplicația acestui articol, totuși, dispozițiile sale nu trebuiesc interpretate în sens limitativ ci trebuiesc aplicate și la alte cazuri, cum ar fi de ex. când există registre, însă din cauza unor împrejurări extraordinare nu s-a putut trece un act de stare civilă. (Toullier, I, No. 350; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 136, 137; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 267).

3. De asemenea în cazul când una sau mai multe foi din registre au fost rupte sau au devenit imposibil de cetit. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 142; Demolombe, I, No. 322; Duranton, I, No. 296; Locret, Art. 46; Toullier, I, No. 349; Merlin, Répertoire, Actes de l'état civil, Art. 46; Delvincourt, I, p. 65; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 64, p. 326; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 141 urm.; Laurent, II, No. 51; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 852; Planiol, ed. 6-a, I, No. 537; Planiol et Ripert, I, No. 232; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 409; Nacu,



9. Când un act de stare civilă a fost omis a se trece sau a fost trecut pe o foaie volantă, nu e cazul a se aplica dispozițiile art. 33 c. civ. rom., ci se poate introduce acțiune penală potrivit art. 161 c. pen. contra ofițerului de stare civilă, iar hotărîrea se va transcrie potrivit art. 180 din codul civil în registrul de stare civilă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 408, 409).

10. Se poate recurge la aplicarea dispozițiilor art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) deasemenea pentru a se îndrepta erorile și omisiunile ce se alegă că ar exista în actele înscrise în registrele de stare civilă regulat ținute. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 165, 243; Comp.: Plastara, I, p. 146).

11. Cu toate că art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) vorbește numai de căsătorii, nașteri și încetări din viață, totuși dispozițiile sale sunt numai enunciative și se aplică în caz de inexistență sau pierdere a ori căror alte registre conținând proba unei stări civile. (Demolombe, I, No. 327; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 170, 171; Suppl. Acte de l'état civil, No. 44; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 504 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 540; Planiol et Ripert, I, No. 232; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 406, 407; Comp. Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 98 bis, V).

## II. Dovada actelor de stare civilă

12. Când cine-va pretinde a se face într'un proces aplicațiunea dispozițiilor art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) este obligat să facă două dovezi: întâi că nu au existat registre sau că s-au pierdut și al doilea să dovedească însăși faptul căsătoriei, nașterii sau încetării din viață. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 268; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 118; Laurent, II, No. 43, 44; Planiol, ed. 6-a, I, No. 538; Planiol et Ripert, I, No. 232; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 411; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 405).

13. Nu este suficient alegațiunea că nu au existat sau s-au pierdut registrele de stare civilă, pentru a se face aplicațiunea dispozițiilor art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) ci trebuie dovedit acest fapt. (Mersier, Traité théorique et pratique, No. 444; Demolombe, I, No. 525; Aubry et Rau, I, § 64, p. 326; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 118, 169; Huc, I, No. 322; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 848; Planiol, ed. 6-a, I, No. 538).

14. Judecata este obligată să admită părților a dovedi faptele de pierdere sau inexistență a registrelor de stare civilă. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 848).

15. Dispozițiile art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) nu sunt obligatorii pentru tribunale ci este lăsat la aprecierea lor pentru a decide dacă probele prevăzute în acest articol sunt admisibile sau nu. (Merlin, Répertoire, Actes de l'état civil, § 2, No. 3; Delvincourt, I, p. 32, nota 1;

Demolombe, I, No. 325; Duranton, I, 294; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 64, p. 325; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 46, No. 18, 21; Toullier, I, No. 347; Marcadé, Art. 46, No. 4; Mersier, Traité, No. 389; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 129; Suppl., Acte de l'état civil, No. 39; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 268; Laurent, II, No. 45; Huc, I, No. 326; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 849; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 406).

16. Aprecierea tribunalelor în respingerea probelor prevăzute de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) pe motivul că faptele nu sunt pertinente, este suverană și scapă controlului instanței de casare. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 131, 161).

17. Proba pierderii sau inexistenței registrelor poate să se facă și prin prezumpțiuni, cu toate că acest mijloc de dovadă nu este arătat de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.). (Demolombe, I, No. 325; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 98; Laurent, II, No. 43 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 848; Planiol et Ripert, I, No. 232).

18. Proba inexistenței, pierderii registrelor, sau altor cazuri analoge se poate face printr'un proces-verbal sau certificat al păstrătorilor registrelor de stare civilă, ofițer de stare civilă și greșier, în care se va constata că din cercetările făcute s'a stabilit că registrele de stare civilă dintr'o anumită epocă nu există. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 268; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 405).

19. Planiol și Ripert, arată că este inutil a se face o probă specială a omisiunii trecerii actului de stare civilă în registre de oarece ea rezultă în mod necesar din faptul că nașterea sau decesul s-au produs într'un loc determinat. Ia o dată determinată, fără ca la această dată să facă mențiunea despre aceasta registrele. (Planiol et Ripert, I, No. 233).

20. Articolul 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) arată că proba căsătoriilor, nașterilor și încetărilor din viață, în cazurile când ea este admisă, se face atât prin registre și înscrise de ale tatălui și mamei încetați din viață, cât și prin martori; prin aceasta nu înseamnă că aceste dovezi sunt cerute cumulativ ci se poate recurge la una din ele. (Duranton, I, No. 294; Toullier, I, No. 346; Merlin, Rép., Actes de l'état civil, § 2, No. 3; Demolombe, I, No. 325; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 64, p. 325; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 268; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 124, 162, 163; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 494; Laurent, II, No. 46; Huc, I, No. 326; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 850; Planiol, ed. 6-a, I, No. 541).

21. Cu toate că art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) vorbește numai de registre și înscrise de ale tatălui și mamei încetați din viață, nu înseamnă că nu se poate admite ca dovadă și alte înscrise. (Merlin, Répertoire, Actes de l'état civil, § 2, No. 3; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 64, p. 325; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 116, 134.



162; Demolombe, I, No. 325; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 268; Mersier, *Traité théorique et pratique*, No. 494; Laurent, II, No. 46; Huc, I, No. 326; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 850; Planiol, ed. 6-a, I, No. 540; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 411; Nacu, I, p. 200; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 406).

**22.** Deasemenea art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) nu exclude proba prin prezumpțiuni, însă se cere ca aceste prezumpțiuni să fie grave, precise și concordante. (Demolombe, I, 325; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 98 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 268; Dalloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 123, 168; Laurent, II, No. 46; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 850; Planiol et Ripert, I, No. 232; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 264, 265).

**23.** În cazurile prevăzute de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) proba testimonială este admisibilă chiar dacă nu este un început de dovadă scrisă. (Coin-Delisle, *Actes de l'état civil*, Art. 46, No. 4 urm.; Duranton, I, No. 294, 295; Toullier, I, No. 346; Demolombe, I, No. 326; Dalloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 121, 122; Planiol, ed. 6-a, I, No. 541; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 406, 407; Comp. Mourlon, ed. 7-a, I, No. 268, 269).

**24.** În ceea ce privește filiațiunea, după o părere, proba cu martori nu este admisibilă, chiar în cazurile prevăzute de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) de cât atunci când există un început de dovadă scrisă sau prezumpțiuni potrivit dispozițiilor art. 323 c. civ. fr. (296 c. civ. rom.), de carece dispozițiile prevăzute de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) trebuiesc aplicate numai la proba nașterilor. (Coin-Delisle, *Actes de l'état civil*, Art. 46, No. 13; Toullier, II, No. 885; Marcadé, art. 16, 323, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 270; Plastara, I, p. 146; Comp.: Duranton, I, No. 295).

**25.** După părerea dominantă însă, proba cu martori admisă prin art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) pentru a dovedi nașterea, stabilește deasemenea și filiațiunea. (Demolombe, I, No. 326; Aubry et Rau, VI, § 569 p. 195; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 271; Mersier, *Traité théorique et pratique*, No. 390; Laurent, III, No. 425; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 860).

**26.** În contra dovezilor făcute de către reclamant, potrivit dispozițiilor art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) este admisibilă contra-proba. (Dalloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 125).

**27.** Dispozițiile art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) sunt aplicabile și căsătoriilor, nașterilor și încetărilor din viață petrecute în țară străină. (Demolombe, I, No. 328; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 66, p. 334; Huc, I, No. 327; Weiss, *Traité théorique et pratique*, III, p. 248, 249; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 407).

**28.** Pentru faptele petrecute înaintea promulgării codului civil, proba actului de stare civilă pierdut, se va face potrivit

legilor în vigoare din momentul când s-a petrecut faptul. (Dalloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 126).

**29.** Căsătoriile, nașterile și decesele întâmplătoare în România înainte de Regulamentul organic (1832) prin care se înființează registre de stare civilă, pot fi stabilite cu martori, fără nici o altă formalitate. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 404).

**30.** Pentru dovedirea unui fapt de stare civilă în cazurile prevăzute de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) pot fi audiți ca martori chiar tatăl sau mama, care s'ar afla în viață, a celui ce voește a-și stabili actul. (Valette sur Proudhon, *Etat des personnes*, II, p. 70, nota a; Demolombe, I, No. 325; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 268; Laurent, II, No. 46; Huc, I, No. 326; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 850; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 406).

**31.** În cazurile prevăzute de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) rudele pot fi ascultate ca martori. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 407).

**32.** Cu toate că legea nu o spune, însă prin analogie cu acțiunile privitoare la rectificarea actelor de stare civilă, acțiunile privitoare la stabilirea actelor de stare civilă, pe baza dispozițiilor art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.), sunt de competența tribunalului locului a cărui registre trebuiesc completate iar dacă locul nu este cunoscut, de competența tribunalului domiciliului părții interesate. (Paniol et Ripert, I, No. 234).

**33.** Când registrele de stare civilă s-au pierdut, Ministerul Public, are dreptul, în interesul public, să ceară refacerea lor. (Duranton, I, No. 339; Planiol et Ripert, I, No. 232, 234).

**34.** Hotărîrea care înlocuiește actul de stare civilă, omis sau distrus, obținută potrivit dispozițiilor art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) are autoritate de judecată relativă și nu poate fi opusă decât părților cari au fost în instanță și succesorilor sau avânzilor-cauză ai lor. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 544, 545; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 411; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 234).

**35.** Cu toate că art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) nu impune transcrierea hotărîrilor obținute potrivit acestui articol, în registrele de stare civilă, tribunalele dispun totuși transcrierea lor și cu drept cuvânt. (Paniol et Ripert, I, No. 232; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 411).

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Dovada rudeniei în materie de legea chirilor poate rezulta și din alte acte, nefiind vorba aci de proba riguroasă a filiațiunii prescrisă de codul civil. (Cas. I, complex chirii, 63 din 14 Ianuarie 1925, Pand. Săpt. 3/1925).

**2.** Potrivit art. 33 c. civ. atunci când nu vor fi existat registre sau se vor fi

pierdut, lipsa sau pierderea lor se va putea dovedi atât prin dovezi scrise, cât și prin martori.

Însă art. 191 pr. civ. dispune că nu pot fi ascultați ca martori, rudele de sus și de jos ale unei părți, frații și surorile, unchi și nepoții, afinii în același grad, soțul chiar despărțit și persoanele declarate de lege incapabile a mărturisi.

Prin urmare, în speță, fiind vorba de stabilirea nașterii unui copil, martorii

propuși fiind frații petiționarului, ei nu pot fi audiați ca martori sub prestare de jurământ, conform art. 196 pr. civ., ci ca simpli informatori. Or, ei fiind ascultați ca simpli informatori, declarațiunile lor nu pot avea forța probantă cerută de art. 33, în cât nu se poate întemeia pe ele restabilirea unui act de stare civilă. (Trib. Constanța, s. I, sent. civ. No. 95 d.n 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1126).

3. A se vedea: art. 308. nota 2.

**Art. 34.** — Orice act al stărei civile privitor la Români sau la străini, făcut fiind el în țară străină, va fi vrednic de credință, dacă el se va fi făcut după formele păzite în acea țară. (Civ. 2, 11, 32, 45, 73, 152, 885, 1773, 1789; L. din 13 Febr. 1894 p. reorganizarea Ministerului afacerilor străine, Art. 23, 24; Regul. și tariful consular din 12 Iunie 1880, Art. 25; Civ. Fr. 47).

*Legea din 13 Februarie 1894 pentru reorganizarea Ministerului afacerilor străine.* Art. 23. — Afară de atribuțiunile lor politice și administrative, agenții diplomatici și consulari au calitatea de ofițeri ai stării civile observând dispozițiunile codului civil dela Cartea I-a (despre persoane).

Art. 24. — Secretarii, atașajii și cancelarii, pot exercita, prin delegațiune, tot sau parte din atribuțiunile prevăzute în articolul precedent.

*Regulamentul și tariful consular din 12 Iunie 1880.* Art. 25. — Consulii generali, consulii și viceconsulii, au atribuțiuni administrative de ofițeri ai stării civile și de jurisdicțiune civilă și penală.

*Text. fr. Art. 47.* — Tout acte de l'état civil des Français et des étrangers fait en pays étranger, fera foi, s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays.

*Text. fr. Art. 47. (Complectat prin legea din 8 Iunie 1893).* — Tout acte de l'état civil des Français et des étrangers, fait en pays étranger, fera foi, s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays.

Lorsqu'un de ces actes concernant des Français sera transmis au ministère des affaires étrangères, il y restera déposé pour en être délivré expediton.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de stare civilă 1-9.  
Act scris 5.  
Agenți diplomatici 8, 9, 10.  
Capacitate 4.  
Căsătorie 9, 10.  
Competență 2, 8, 9.  
Dovadă, a se vedea cuvântul: „Probă”.  
Extract de stare civilă 1, 3.  
Filiațiune 4.  
Forma actelor de stare civilă 1, 4.  
Inscris 5.  
Legatiune 8, 9, 10.  
Legea organizării Ministerului de Externe 8, 9, 10.  
Lege personală 4.  
Lege străină 1, 5.

Martori 5.  
Ministerul de Externe 8, 9, 10.  
Ministru 9.  
Naționali 6.  
Ofițer de stare civilă 2, 8, 9, 10.  
Personal statut 4.  
Personală lege 4.  
Probă 1, 2, 3.  
Probă testimonială 5.  
Registru de stare civilă 3, 7.  
Români 8, 9, 10.  
Străină lege 1, 5.  
Străinătate 1-4, 6-9.  
Străini 6, 9, 10.  
Statut personal 4.  
Țară străină 1-4, 6-9.  
Transcriere 7.

#### Doctrină.

1. Actele de stare civilă făcute în străinătate pentru a fi valabile în Franța (România) trebuiesc să întrunească toate condițiunile de valabilitate cerute de legea străină, atât în ceea ce privește formele cât și a termenilor în care ele trebuiesc încheiate. Extractele de pe aceste acte au în Franța (România) aceeași putere probatorie pe care o au în țara lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a. I, § 66, p. 334, text și notele 4 urm.; Huc. I, No. 327; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 873; Weiss. Traité théorique, III, p. 248; Alexandresco, ed. 2-a. I, p. 189).

2 Actele de stare civilă făcute în țara străină, pentru a fi valabile în Franța,



(România) trebuiesc să fie încheiate de ofițerul de stare civilă competent. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 349; Huc, I, No. 327; Planiol et Ripert, I, No. 194).

3. In cazul când în țara străină, unde s-a întâmplat faptul privitor la starea civilă, există registre de stare civilă, proba aceluia fapt nu va putea fi făcută în Franța (România) de cât printr'un extract de pe acele registre. (Demolombe, I, No. 328; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 66, p. 334, text și nota 5; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 873).

4. Actele de stare civilă făcute în țară străină sunt valabile în Franța (România) în ceea ce privește forma lor; însă consecințele acestor acte, în cea ce privește filiațiunea, capacitatea, etc. sunt guvernate de legea națională a părților. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 272; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 89).

5. Dispozițiile art. 47 c. civ. fr. (34 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar în cazul când legea străină, căreia se conformează părțile, nu cere redactarea unui înscris pentru constatarea unui act de stare civilă; în acest caz el va putea fi dovedit cu martori. (Merlin, Répertoire, Etat civil, § 2, No. 4; Mariage, sect. 5, § 2, No. 9; Demolombe, I, No. 328; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 47 No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 66, p. 334; Huc, I, No. 327; Laurent, I, No. 80; II, No. 9; Droit civil international, IV, No. 233 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 873; Weiss, Traité élémentaire, p. 468; Planiol, ed. 6-a, I, No. 550; Nacu, I, p. 194, 195; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 188, 189).

6. Dispozițiile art. 47 c. civ. fr. (34 c. civ. rom.) se aplică atât naționalilor cât și străinilor, indiferent dacă aceste acte interesează numai naționali sau interesează în același timp pe naționali și străini. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil Art. 47, No. 1; Demolombe, I, No. 312; Toullier, I, No. 310; Duranton, I, No. 291; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 66, p. 334; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 344; Suppl., Acte de l'état civil, No. 86; Lau-

rent, II, No. 10; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 874; Weiss, Traité élémentaire, p. 383; Traité théorique et pratique, III, p. 249; Planiol, ed. 6-a, I, No. 552-553; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 188).

7. Actele de stare civilă făcute în străinătate pentru a fi valabile în Franța (România) nu este nevoie ca ele să fie transcrise în registrele de stare civilă franceze (române); când însă părțile cer transcrierea unor asemenea acte, ofițerul de stare civilă nu o poate refuza. (Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 453; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 350; Comp: Planiol et Ripert, I, No. 194; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 190; Contra: Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, p. 395; Traité théorique et pratique, III, p. 274).

8. Prin legea din 14 Februarie 1879 asupra organizării Ministerului de externe și a legațiilor în străinătate s-a dat în competența legațiilor, oficiul de stare civilă pentru actele relative la Români, dispoziție analoagă la art. 48 din codul civil francez. (Nacu, I, p. 195; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 190; Matei Cantacuzino, p. 182, 183).

9. Ministrul român, capul unei legațiuni române în străinătate, este competent să primească actele de stare civilă numai când sunt privitoare la Români, el nu ar putea primi un act în care una dintre părți ar fi străină, cum ar fi de ex. o căsătorie între un român și o străină. (Nacu, I, p. 195; Comp: Demolombe, I, No. 312; Marcadé, Art. 48; Laurent, II, No. 11; Huc, I, No. 328; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 879).

10. După o altă părere, de oarece art. 23 din Lege pentru reorganizarea Ministerului afacerilor străine din 13 Februarie 1894 cu modificările din 1898, prevede pur și simplu că agenții diplomatice români sunt ofițeri de stare civilă, fără a adăuga cuvintele: numai în ceea ce privește pe români, rezultă că ei pot primi un act de stare civilă cum ar fi căsătoria dintre un român și o străină. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 191).

**Art. 35.** — In toate cazurile, când urmează a se face mențiune despre un act privitor la starea civilă, pe marginea unui alt act dejă înscris în registre, acea mențiune se va face, după cererea părții interesate, de către ofițerul stărei civile pe registrele zilnice, sau pe acelea care vor fi fost depuse la arhivele comunei, și de către greșierul Tribunalului de întâia instanță pe registrele depuse la greșă. Spre acest sfârșit ofițerul stărei civile va vesti, în termen de 3 zile, despre mențiunea de el făcută, pe procurorul tribunalului respectiv, care va priveghia ca mențiunea să se facă într'un mod uniform la ambele registre. (Civ. 36, 39, 48, 53, 85, 86, 180; Reg. act. st. civ. 9; Civ. Fr. 49).

*Text fr. Art. 49.* — Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un autre acte déjà inscrit, elle sera faite à la requête des parties intéressées, par l'officier de l'état civil, sur les registres courants ou sur ceux qui auront été déposés aux archives de la commune, et par le greffier du tribunal de première instance, sur les registres déposés au greffe; à l'effet de quoi l'officier de l'état civil en donnera avis, dans les trois jours, au procureur du Roi près ledit tribunal, qui veillera à ce que la mention soit faite d'une manière uniforme sur les deux registres.

*Text. fr. Art. 49. (Modificat prin legea din 17 August 1897).* — Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle sera faite d'office.

L'officier de l'état civil qui aura dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention effectuera cette mention, dans les trois jours, sur les registres qu'il détient. Dans le même délai, il adressera un avis au procureur de la République de son arrondissement, et celui-ci veillera à ce que la mention soit faite, d'une façon uniforme, sur les registres existant dans les archives des communes ou des greffes, ou dans tous autres dépôts publics.

### Doctrină

1. După codul civil român, actele cari trebuiesc menționate în marginea actelor corespunzătoare sunt trei și anume: actul de recunoaștere a unui copil (Art. 48 c. civ. rom.), hotărîrea despre rectificarea unui act de stare civilă (Art. 86 c. civ. rom.) și anularea opozițiilor la căsătorie (Art. 53 c. civ. rom.) (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 409).

2. Mențiunea prevăzută de art. 35 c. civ. rom. (49 vechiul cod. civ. fr.) trebuie făcută de ofițerul stării civile la stăruința părților interesate; Ministerul Public nu are dreptul să ordone fa-

cerea acestei operațiuni. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 61).

3. Mențiunea prevăzută de art. 35 c. civ. rom. (49 c. civ. fr.) trebuie datată și semnată de către ofițerul de stare civilă. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 410, nota 1).

4. Dacă mențiunea este cerută a se face în anul curent, ofițerul de stare civilă trebuie să o facă pe cele două originale ale registrelor de stare civilă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 253; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 60; Planiol et Ripert, I, No. 189; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 396; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 400, 410).

**Art. 36.** — Oricare abatere din articolele precedente din partea funcționarilor în ele arătați, va fi urmărită înaintea tribunalului de întâia instanță și pedepsită cu o amendă, care nu va putea trece peste 100 lei. (Civ. 39, 40, 172, 174, 181, 182; Leg. jud. oc. 51; Reg. act. st. civ. 58; Civ. Fr. 50).

*Text. fr. Art. 50.* — Toute contravention aux articles précédents de la part des fonctionnaires y dénommés, sera poursuivie devant le tribunal de première instance, et punie d'une amende qui ne pourra excéder cent francs.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Afinitate 2.  
Amendă, a se vedea cuvântul: „Pedepsă”.  
Amendă civilă 6, 7.  
Analogie 2.  
Civil tribunal 5.  
Civilă materie 6, 7.  
Contravenție 1, 2.  
Culpă 10.  
Daune-interese 10.  
Funcționar 10.  
Greffier 3.  
Magistrat 3, 4.

Materie civilă 6, 7.  
Materie penală 7, 8.  
Mențiune 3, 4.  
Ofițer de stare civilă 3, 10.  
Pedepsă 1—9.  
Penală materie 7, 8.  
Prejudiciu 10.  
Prescriptie 9.  
Procură 3.  
Registre de stare civilă 3, 4.  
Tribunal civil 5.

### Doctrină

1. Pedepsa prevăzută de art. 50 c. civ. fr. (36 c. civ. rom.) nu poate, după o părere, să fie aplicată la alte contravențiuni afară de cele prevăzute de art. 34—49 c. civ. fr. (21—35 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 62, notele 3, 4, p. 313; Huc, I. No. 331; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 411).

2. După o altă părere însă, această pedepsă poate fi aplicată și la alte cazuri



decât cele prevăzute de art. 34—49 c. civ. fr. (21—35 cod. civ. rom.), când între ele există oarecare analogie sau afinitate. (Massé et Vergé sur Zachariae, Droit civil français, I, § 82, p. 113, nota 2; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 867; Planiol et Ripert, I, No. 183).

3. Pedepşa prevăzută de art. 50 c. civ. fr. (36 c. civ. rom.) se aplică, după o părere, numai ofițerului de stare civilă și grefierului păstrător al registrelor de stare civilă, ea nu se aplică și Magistratilor însărcinați cu privegherea faceret mențiunilor în registrele de stare civilă. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil Art. 50, No. 1; Demolombe, I, No. 288; Marcadé, Art. 50; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a No. 50; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil No. 488; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 411).

4. După o altă părere însă această pedepşa se aplică și magistratilor însărcinați de lege a priveghea ca să se facă mențiunile în registrele de stare civilă. (Locré, Législation civile, commerciale et criminelle de la France, III, p. 195, No. 5; Toullier, I, No. 312; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 62, p. 312 nota 1; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 866; Planiol et Ripert, I, No. 183).

5. Pedepşa prevăzută de art. 50 c. civ. fr. (36 cod. civ. rom.) se aplică de tribunalele civile. (Locré, Législation civile, III, p. 305 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 256; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 517; Mersier, Traité théorique et prati-

que, ed. 2-a, p. 37; Planiol et Ripert, I, No. 183; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 411; Mathei Cantacuzino, p. 183; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 62, p. 312; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 867).

6. Amenda prevăzută de art. 50 c. civ. fr. (36 c. civ. rom.) este de natură civilă. (Dalloz, Rép., Peine, No. 734; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 867; Planiol et Ripert, I, No. 183; Matei Cantacuzino, p. 183).

7. După o altă părere, de și de natură civilă, amenda prevăzută de art. 50 c. civ. fr. (36 c. civ. rom.) are un caracter special, apropiindu-se de amenzile pronunțate în materie represivă. (Demolombe, I, No. 286; Laurent, II, No. 28).

8. După o a treia părere, amenda prevăzută de art. 50 c. civ. fr. (36 c. civ. rom.) este de natură penală. (Demolombe, I, No. 286; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 82, p. 113; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 62, p. 313, text și nota 2; Huc, I, No. 341; Laurent, II, No. 28).

9. Acțiunea pentru aplicarea pedepsei prevăzută de art. 50 c. civ. fr. (36 c. civ. rom.) se prescrie prin trecerea de trei zeci ani. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 519; Huc, I, No. 331; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 867; Planiol et Ripert, I, No. 183; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 411).

10. În cazul când părțile au suferit un prejudiciu, ele pot acționa pe funcționarii în culpă, pentru daune-interese. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 255, 256; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 489).

**Art. 37.** — Vericare depozitar al registrelor menționate va fi supus acțiunii civile a părții vătămate pentru alterațiunile ce s'ar săvârși în ele, rămânând însă acestuia, de va găsi de cuviință, dreptul de a se întoarce cu urmărire asupra adevăraților făptuitori a sus ziselor alterațiuni. (Civ. 38, 182, 998, 999, 1599, 1601; Civ. Fr. 51).

*Text. fr. Art. 51.* — Tout dépositaire des registres sera civilement responsable des altérations qui y surviendront, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs desdites altérations.

### Doctrină

1. Prin depozitarii registrelor din art. 37 codul civil rom. se înțeleg: ofițerul de stare civilă pentru registrele anului curent și primarul și grefierul pentru registrele date în păstrarea lor potrivit art. 30 din codul civil rom. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 412).

2. Cu toate că în articolul 51 c. civ. fr. (37 c. civ. rom.) se vorbește numai de „alterații”, sensul acestui cuvânt nu e limitativ, ci cuprinde și ruperea sau înlocuirea unei foi din registrele de stare civilă. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 96; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 412, nota 1; Comp.: Coin-Delisle, Actes de l'é-

tat civil, ar. 51; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 62, p. 315).

3. Depozitarii registrelor răspund chiar pentru alterările și falsificările ce ar suferi registrele din faptul altuia dacă se dovedește că nu au întrebuintat mai multă priveghere; nu răspund de cazul fortuit sau fortă majoră. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 412, 413).

4. Păstrătorii registrelor de stare civilă sunt răspunzători de daune, dacă liberează extracte neexacte sau necomplete de pe registrele de stare civilă sau dacă ar omite să facă mențiunile ce sunt chemați a face, pe marginea actelor de stare civilă. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 488).

**Art. 38.** — Orice alterațiune, orice falsificare în actele stărei civile, orice înscriere a acestor acte, făcută pe vre-o foaie liberă, și nu în registrele destinate pentru ținerea lor, va da drept părților interesate a-și cere despăgubiri, și aceasta fără prejudiciul pedepselor prescrise de codul penal. (Civ. 27, 54, 62, 139, 140, 174, 182, 998, 999; Pr. p. 61, 162, 179; C. p. 123—126, 161, 162, 203, 204; Civ. Fr. 52).

*Text fr. Art. 52.* — Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, toute inscription de ces actes faite sur une feuille volante et autrement que sur les registres à ce destinés donneront lieu aux dommages-intérêts des parties, sans préjudice des peines portées au Code pénal.

### Doctrină

1. Inscrierea actelor de stare civilă pe foi volante constituie un delict pedepsit de legea penală; înscrierea unui act de stare civilă pe alt registru de cât cel destinat pentru aceasta, se pedepsește conform dispozițiilor art. 50 c. civ. fr. (36 c. civ. rom.) (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 52 No. 2; Comp. Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 413).

2. Dispozițiile art. 52 c. civ. fr. (38 c. civ. rom.) nu declară nule actele de stare civilă înscrise pe foi volante, ci prevede numai o penalitate pentru ofițerul de stare civilă care contravine; prin urmare judecata poate, după împrejurări, să recunoască acestui act forța probantă. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art.

52 No. 3; Toullier, I, No. 348; Aubry et Rau, I, § 64, nota 14; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 863; Contra: Demolombe, I, No. 323; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 254; Duranton, II, No. 251; Laurent, II, No. 24).

3. Dispozițiile art. 52 c. civ. fr. (38 c. civ. rom.) nu exclud aplicatia dispozițiilor art. 1382 c. civ. fr. (998 și 999 c. civ. rom.) în cazurile în care ofițerii de stare civilă ar cauza părților o daună prin greșala sau neglijența lor. (Demante, et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 103; Demolombe, I, No. 286; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 62, p. 314; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 93; Laurent, II, No. 28; Huc, I, No. 331; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 870; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 388; Nacu, I, p. 204; Matei Cantacuzino, p. 183).

**Art. 39.** — Procurorul tribunalului de întâia instanță va fi dator a verifica starea registrelor, când ele se vor depune la grefă; el va încheia proces-verbal sumariu despre a sa verificare, va arăta abaterile sau vinele comise de ofițerul stărei civile, și va cere osândirea sa la amendele prevăzute de lege. (Civ. 34, 36, 54, 62, § ultim, 81, 84, 139, 140, 164, 174; Pr. p. 21, 31 urm., 45, 178; C. p. 123—126, 161, 162; Leg. jud. oc. 56; Reg. act. st. civ. 59, 60; Civ. Fr. 53).

*Text fr. Art. 53.* — Le procureur du Roi au tribunal de première instance sera tenu de vérifier l'état des registres lors du dépôt qui en sera fait au greffe; il dressera un procès-verbal sommaire de la vérification, dénoncera les contraventions ou délits commis par les officiers de l'état civil, et requerra contre eux la condamnation aux amendes.

### Doctrină

1. În afară de verificarea anuală prevăzută de art. 53 c. civ. fr. (39 c. civ. rom.), Procurorul tribunalului de întâia instanță, are dreptul și în cursul anului să verifice registrele de stare civilă atât cele în curs, cât și cele depuse la Pri-

mării sau grefe pentru a vedea cum sunt conservate. (Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 58; Dalloz, Rép. Suppl., Acte de l'état civil, No. 26; Planiol et Ripert, I, No. 186).

2. Ministerul public nu poate rectifica el însuși un act de stare civilă ci are dreptul numai a verifica registrele de



stare civilă. (Demolombe, I, No. 287; Duranton, I, No. 338; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 390).

3. Acțiunea Ministerului Public, în ca-

zul prevăzut de art. 53 c. civ. fr. (39 c. civ. rom.) se prescrie prin trecerea de 30 ani. (Daloz, Rép. Acte de l'état civil, No. 519).

**Art. 40.** — Părțile interesate au dreptul de apelațiune în contra hotărîrilor date de tribunalul de întâia instanță asupra actelor stărei civile. (Civ. 85, 1201; Pr. civ. 316 urm.; Civ. Fr. 54).

*Text. fr. Art. 54.* — Dans tous les cas où un tribunal de première instance connaîtra des actes relatifs à l'état civil, les parties intéressées pourront se pourvoir contre le jugement.

### Doctrină

1. Aplicațiunea art. 54 c. civ. fr. (40 c. civ. rom.) este consacraea principiului general al celor două grade de jurisdicțiune. (Demolombe, I, No. 289).

2. Dispozițiile art. 54 c. civ. fr. (40 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea în cazul când s-a condamnat ofițerul de stare civilă conform art. 50 c. civ. fr. (36 c. civ. rom.). (Coin Delisle, Actes de l'état civil,

Art. 54; Demolombe, I, No. 289; Duranton, I, No. 281; Toullier, I, No. 312; Aubry et Rau, I, § 62, nota 3; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 47).

3. Toate părțile au drept de apel: ofițerul de stare civilă în caz de condamnare și procurorul în caz de achitare, căci procurorul este aci parte principală de și acțiunea sa e civilă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 412).

## CAPITOLUL II.

### Despre actele de naștere.

**Art. 41.** — Declarațiunea despre nașterea unui copil se va face la ofițerul stărei civile al locului, în termen de trei zile după ușurarea femeii. Copilul i se va înfățișa.

La caz de împiedicare de a se transporta copilul înaintea ofițerului stărei civile, acesta va fi dator a merge însuși fără vre-o plată, la locuință spre a constata nașterea <sup>1)</sup>. (Civ. 42, 45, 77, 84, urm., 292; C. p. 276; Reg. act. st. civ. 74, 80, 92 urm.; Civ. Fr. 55).

*Text. fr. Art. 55.* — Les déclarations de naissance seront faites, dans les trois jours de l'accouchement, à l'officier de l'état civil du lieu: l'enfant lui sera présenté.

*Text. fr. Art. 55. (Modificat prin legile din 21 Iunie 1903 și din 20 Noembrie 1919).* — Les déclarations de naissance seront faites dans les trois jours de l'accouchement à l'officier de l'état civil du lieu.

Lorsqu'une naissance n'aura pas été déclaré dans le délai légal, l'officier de l'état civil ne pourra la relater sur ses registres qu'en vertu d'un jugement rendu par le tribunal de l'arrondissement dans lequel est né l'enfant, et mention sommaire sera faite en marge à la date de la naissance. Si le lieu de la naissance est inconnu, le tribunal compétent sera celui du domicile du requérant.

En pays étranger, les déclarations aux agents diplomatiques ou au consuls seront faites dans les dix jours de l'accouchement. Toutefois, ce délai pourra être prolongé dans certaines circonscriptions consulaires en vertu d'un décret du Président de la République qui fixera la mesure et les conditions de cette prolongation.

1) În textul art. francez 55, corespunzător, lipsește acest al 2-lea aliniat.

## Bibliografie (continuare)

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 100 urm.INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act de naștere, a se vedea cuvântul: „Declarație” și 12, 13, 14, 16, 18, 19.	Infățșarea copilului 7, 17, 18, 19.
Act de moarte 5, 6.	Ingropare 14.
Apreciere 13.	Lege penală 3.
Botez 16.	Moarte, a se vedea cuvintele: „Născut mort” și 4, 5, 6, 14.
Călătorie 2.	Născut viu 4, 6, 7, 8.
Cale ferată 2.	Născut mort 4, 5, 7, 8.
Codul penal 15, 16.	Naștere 1-19.
Comună 2.	Nulitate 13, 14, 19.
Consul 3.	Oficiu de stare civilă, a se vedea cuvântul: „Primărie”.
Deces, a se vedea cuvintele: „Act de moarte”, „Moarte”, „Născut mort”.	Ofițer de stare civilă 1-7, 9-14, 16-19.
Declarație 1-4, 6-7, 9-13, 15.	Pedeapsă 15, 16.
Dovadă, a se vedea cuvântul: „Probă”.	Penal Cod 15, 16.
Embrion 7, 8.	Personală lege 3.
Hotărâre 12.	Preot 16.
Impedecare 17, 18.	Prezentare 7, 17, 18, 19.
Incapacitate 17, 18.	Primărie 17, 18.
Incetare din viață, a se vedea cuvintele: „Act de moarte”, „Moarte”, „Născut mort”.	Probă contrară 14.
	Rectificare 12.
	Străini 3.
	Termen 9-13, 15.
	Viu născut 4.

## Doctrină

1. Declarația de nașterea unui copil se va face la ofițerul stării civile a locului unde a avut loc nașterea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 276; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 214; Suppl., Acte de l'état civil, No. 60; Planiol et Ripert, I, No. 207; Nacu, I, p. 205; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 415).

2. In cazul când nașterea unui copil a avut loc în timpul unei călătorii pe cale ferată, și dacă este imposibil a se face declarația la ofițerul stării civile al comunei pe teritoriul căreia a avut loc nașterea, această declarație se va face la ofițerul stării civile a comunei unde mama și-a întrerupt călătoria. (Huc, I, No. 332; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 60; Planiol et Ripert, I, No. 207; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 415, nota 2).

3. Străinii pot face declarația de naștere a copiilor lor la consulii lor respectivi, dacă după legea lor, consulii au dreptul a îndeplini funcțiunea de ofițer de stare civilă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 415).

4. Obligația de a se declara nașterea unui copil există atât în cazul când copilul se naște viu, cât și în cazul când el se naște mort. (Demolombe, I, No. 299; Huc, I, No. 336; Chauveau Adolphe et Faustin Hélie, Théorie du Code pénal, IV, No. 1549; Blanche, Etudes pratiques sur le Code pénal, V, No. 274; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 227, 510; Suppl., Acte de l'état civil, No. 61; Planiol, ed. 6-a, I, No. 495; Planiol et Ripert, I, No. 209; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 416).

5. In cazul când un copil se naște mort se va încheia numai actul de deces. (Cha-

veau Adolphe et Faustin Hélie, op. cit. IV, No. 1549; Blanche, op. cit., V, No. 274; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 265, 300; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 283; Planiol, ed. 6-a, I, No. 495; Planiol et Ripert, I, No. 209; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 401; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 416; Matei Cantacuzino, p. 182).

6. Chiar în cazul când s-ar pretinde că copilul a trăit câteva ore dela naștere, însă dacă nu s-a făcut declarația de naștere înaintea decesului, ofițerul stării civile va încheia numai actul de deces arătând că i s-a înfățșat un copil mort. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 283; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 264, 300, 408; Suppl. Acte de l'état civil, No. 61; Planiol, ed. 6-a, I, No. 495; Planiol et Ripert, I, No. 209; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 401; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 416; Matei Cantacuzino, p. 182).

7. Când produsul nașterii consistă dintr'un embrion, nesusceptibil de viață extra-uterină, nu mai sunt necesare declarația și înfățșarea. (Huc, I, No. 347; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 903; Planiol et Ripert, I, No. 209).

8. Produsul embrionar născut înainte de a împlini șase luni de gestație trebuie considerat că nu este susceptibil de viață extra-uterină. (Chauveau et Faustin Hélie, Théorie du Code pénal, ed. 6-a, IV, No. 1712, 1713; Planiol et Ripert, I, No. 209).

9. Declarația de nașterea unui copil se va face în termen de trei zile de la naștere. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 274; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 215; Planiol, ed. 6-a, I, No. 488; Planiol et Ripert, I, No. 206; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 399; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 415; Plastara, I, p. 148).

10. Nu este socotită în termenul de trei zile acordat de lege, ziua când a avut loc nașterea. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 55 No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 274; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 65; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 215; Huc, I, No. 333; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 884; Planiol, ed. 6-a, I, No. 488; Planiol et Ripert, I, No. 206; Plastara, I, p. 148, nota 2).

11. Termenul de trei zile prevăzut de art. 41 c. civ. rom. se socotește pe zile libere. (Nacu, I, p. 205; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 415; Comp.: Plastara, I, p. 148, nota 2).

12. Dacă cele trei zile acordate de lege au expirat și nu s-a făcut declarația de nașterea unui copil, ofițerul stării civile nu mai poate primi declarația de naștere; actul de naștere se va încheia pe cale de hotărâre judecătorească dată la stăruința părții interesate. (Merlin, Répertoire, Naissance, § 4; Valette sur Proudhon, I,



p. 221; Duranton, I, No. 313; Demolombe, I, No. 292; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 275; Beudant, I, No. 120; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 60, p. 307; Laurent, II, No. 55; III, No. 397; Huc, I, No. 333; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 885; Mersier, *Traité théorique et pratique*, ed. 2-a, No. 67; Planiol, ed. 6-a, I, No. 490; Planiol et Ripert, I, No. 206; Colin et Capitant, ed. 4-a I, p. 399; Nacu, I, p. 206; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 417; Matei Cantacuzino, p. 181; Plastara, I, p. 148; Contra: Coin-Delisle, *Actes de l'état civil*, Art. 56, No. 4; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 107 bis, II).

**13.** Cu toate acestea dacă ofițerul de stare civilă primește declarația de nașterea unui copil după cele trei zile prevăzute de lege actul de naștere nu cese născut de drept ci aparține tribunalelor de aprecia, după împrejurări valabilitatea actului. (Demolombe, I, No. 292; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 107 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a I, § 60, p. 308; Dalloz, *Rép.*, *Acte de l'état civil*, No. 230, 410; *Suppl.*, *Acte de l'état civil*, No. 62; Laurent, II, No. 27; Huc, I, No. 334; Baudry et Houques-Fourcade I, No. 885; Mersier, *Traité théorique et pratique*, No. 68; Nacu, I, p. 206; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 418; Contra: Merlin, *Répertoire*, *Naissance*. § 4; Laurent, III, No. 397).

**14.** Actul de naștere încheiat după îngroparea copilului nu este născut în să face dovadă numai până la probă contrară, de oarece ofițerul de stare civilă nu a putut face constatările cerute de lege. (Laurent, II, No. 27).

**15.** Lipsa declarației nașterii în cele trei zile este pedepsită de codul penal. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 489; Planiol et

Ripert, I, No. 206; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 399; Nacu, I, p. 205; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 420, 421; Matei Cantacuzino, p. 181).

**16.** Preotul care va boteza un copil înainte de înscrierea nașterii sale la ofițerul de stare civilă, nu se pedepsește. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 417).

**17.** Copilul născut se va înfățișa totdeauna ofițerului de stare civilă la Primărie, afară de cazul când această înfățișare ar pune în pericol viața copilului. (Demolombe, I, No. 295; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 60, nota 56, p. 305; Dalloz, *Rép.*, *Acte de l'état civil*, No. 236; Laurent, II, No. 55; Planiol, ed. 6-a, I, No. 492; Nacu, I, p. 205; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 418; *Comp.* Planiol et Ripert, I, No. 208).

**18.** În caz de împedecare a se înfățișa copilul ofițerului de stare civilă la oficiul de stare civilă, ofițerul se va transporta la locul nașterii, și va arăta în actul de naștere locul unde a încheiat actul și cauzele împedecării de a se transporta copilul la oficiul de stare civilă. (Delvincourt, I, p. 34; Toullier, I, No. 313; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 282; Demolombe, I, No. 295; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 107 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 60, nota 56, p. 305; Dalloz, *Rép.*, *Acte de l'état civil*, No. 237; *Suppl.*, *Acte de l'état civil*, No. 64; Huc, I, No. 355; Planiol, ed. 6-a, I, No. 492).

**19.** Un act de naștere poate fi declarat valabil, cu toate că nu a fost înfățișat copilul înaintea ofițerului de stare civilă sau când nu se face mențiune în actul de naștere despre această înfățișare. (Aubry et Rau, I, § 60, nota 7).

**Art. 42.** — Nașterea copilului se va declara de către tatăl său, în lipsa acestuia, de către medici sau chirurghi, moașe, sau de către orice alte persoane care vor fi fost față la naștere.

Iar dacă mama nu va fi născut la domiciliul ei, această declarațiune se va face și de persoana aceea la locuința căreia ea a născut.

Actul de naștere se va redige îndată față cu doi martori. (Civ. 24 urm., 45, 93, 94; C. p. 276; Reg. act. st. civ. 75, 76, 79, 81, 82, 84; Civ. Fr. 56).

*Text. fr. Art. 56.* — La naissance de l'enfant sera déclarée par le père, ou, à défaut du père par les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé ou autres personnes qui auront assisté à l'accouchement; et lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, par la personne chez qui elle sera accouchée.

L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act autentic 4, 14.  
Act de naștere, a se vedea cuvântul „Naștere” și 17.

Asistare 1-11, 14, 17.  
Chirurg 5, 6, 7, 10, 11.  
Copil legitim 3.  
Copil natural 3, 4.

Declarație 1 urm.  
Domiciliu 3, 8-11.  
Existență 17.  
Identitate 17.  
Împedecare 5.  
Imposibilitate 5.  
Înfățișare 17.

Legitimitate 3.  
Majoritate 13.  
Mamă 8-12, 17.  
Mandatar 16.  
Martori 17.  
Medic 5, 6, 7, 10, 11.  
Moașă 5, 6, 7, 10, 11.

Naștere 1 urm.  
Natural copil 3.  
Ofițer de stare civilă 17.  
Prezentare 17.  
Procurator 16.

Recunoaștere 4.  
Redactare 17.  
Străini 15.  
Tată 1-6, 9.  
Termen 2.

### Doctrină

**1.** Cel dintâi care trebuie să declare nașterea unui copil, este tatăl copilului atunci când a fost față la naștere. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 278; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 218; Planiol, ed. 6-a, I, No. 491; Planiol et Ripert, I, No. 205; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 398; Nacu, I, p. 206; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 419).

**2.** În cazul când tatăl nu a fost față la nașterea copilului și dacă se reîntoarce înainte de expirarea celor trei zile prevăzute de art. 55 c. civ. fr. (41 c. civ. rom.) el este obligat a declara nașterea. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 888; Contra: Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 218; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 419, nota 2; Comp.: Marcadé, Art. 56 No. 1; Blanche, Etudes pratiques sur le code pénal, V, No. 271; Planiol et Ripert, I, No. 205).

**3.** Obligația de declararea nașterii unui copil, există numai pentru părintele legitim iar pentru cel natural, numai atunci când a asistat la naștere, sau nașterea a avut loc în domiciliul său. (Demolombe, I, No. 293; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 53; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 60, p. 305; Laurent, II, No. 56; Huc, I, No. 337; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 888; Planiol, ed. 6-a, I, No. 491; Planiol et Ripert, I, No. 205; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 398; Nacu, I, p. 206; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 419).

**4.** În cazul când tatăl natural a recunoscut copilul printr'un act autentic anterior declarației de naștere copilului, el este obligat a face declarația de naștere lui. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 278; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 60, nota 4 bis, p. 305; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 53; Huc, I, No. 337; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 898; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 70).

**5.** Medicii, chirurgii, moașele sau celelalte persoane ce au fost față la nașterea copilului nu sunt obligate a face declarație de naștere lui decât în lipsa tatălui sau când el e în imposibilitate să facă declarația. (Demolombe, I, No. 293; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 60, p. 305; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 278; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 221 urm; Suppl., Acte de l'état civil, No. 53; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 889; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 70; Planiol, ed. 6-a, I, No. 491; Planiol et Ripert, I, No. 205; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 398; Nacu, I, p. 206; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 419).

**6.** Obligația de a face declarația de naștere unui copil, în lipsa tatălui, după o părere, incumbă persoanelor arătate de

art. 56 c. civ. fr. (42 c. civ. rom.) simultan. (Valette sur Proudhon, I, No. 222; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 108 bis, I; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 84, nota 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 60, p. 305; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 57; Huc, I, No. 337; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 889; Planiol, ed. 6-a, I, No. 491; Planiol et Ripert, I, No. 205; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 71; Chauveau Adolphe et Faustin Hélie, Théorie du code pénal, ed. 5-a, IV, No. 1723; Blanche, Etudes pratiques sur le code pénal, V, No. 271; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 398; Nacu, I, p. 206).

**7.** După o altă părere însă, această obligație ar incumba persoanelor notate, în mod succesiv în ordinea indicată de art. 56 c. civ. fr. (42 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 280; Demolombe, I, No. 293; Duranton, I, No. 312; Marcadé, Art. 56, No. 252; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 219, 224; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 421).

**8.** În cazul când mama va fi născut la domiciliul altei persoane, această persoană este obligată să facă declarația de naștere copilului. (Merlin, Répertoire. Déclaration de naissance, No. 1; Valette sur Proudhon, I, p. 222; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 210; Suppl., Acte de l'état civil, No. 210; Planiol et Ripert, I, No. 205; Nacu, I, p. 206; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 420).

**9.** În cazul când mama va fi născut la domiciliul altei persoane, numai atunci această persoană va fi obligată a declara nașterea copilului, când tatăl nu a fost față la naștere. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 279; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 210; Huc, I, No. 337; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 419, 421; Contra: Nacu, I, p. 206).

**10.** În cazul când mama va fi născut la domiciliul altei persoane, după o părere, medicii, chirurgii, moașele și celelalte persoane ce au asistat la naștere, nu sunt obligați a face declarațiune de naștere copilului, dacă persoana la domiciliul căreia a avut loc nașterea este prezentă. (Merlin, Répertoire, Déclaration de naissance, No. 1; Duranton, I, No. 312; Demolombe, I, No. 293; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 280; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 220).

**11.** După o altă părere, aceste persoane sunt obligate în același timp să declare nașterea copilului, cu persoana la domiciliul căreia a avut loc nașterea, dacă ea a asistat la naștere. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 60, p. 304; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 58; Huc, I, No. 337; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 889; Chauveau Adolphe et Faustin Hélie, op. cit., IV, No. 1722, 1723; Blanche, op. cit., V, No. 271; Planiol et Ripert, I, No. 205; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 420, 421).

**12.** Legea nu arată persoanele obligate a face această declarație. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 212; Planiol et



Ripert, I, No. 205; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 420).

13. Nu se cere ca persoanele obligate să facă declarație de naștere unui copil să fie majore. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 56, No. 4; Duranton, I, No. 288; Toullier, I, No. 309; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 213; Suppl., Acte de l'état civil, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 419; Matei Cantacuzino, p. 181).

14. Nașterea unui copil poate fi declarată chiar de o persoană care nu este obligată să facă declarația și chiar dacă nu a asistat la naștere. (Planiol et Ripert, I, No. 205).

15. Străinii sunt supuși, ca și naționali, la obligația de a face declarație de naștere unui copil. (Demolombe, I, No. 271; Matei Cantacuzino, p. 181).

16. Persoanele obligate de art. 56 c. civ.

fr. (42 c. civ. rom.) ca să facă declarația de naștere unui copil, pot fi reprezentate în facerea acestei declarații printr'un mandatar cu procură autentică și specială. (Demolombe, I, No. 284; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 211, 499; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 31; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 419).

17. Marturii față de care se redactează actul de naștere de către ofițerul de stare civilă, atestă, facerea actului în prezența lor, prezentarea și existența copilului, și identitatea persoanei declarantului; ei nu atestă că copilul prezentat ar fi al mamei declarate nici identitatea lui cu cel care s-a născut. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 242; Matei Cantacuzino, p. 181).

18. A se vedea: art. 36, 37, 45, 80—89 și 319 din codul civil cu notele respective.

**Art. 43.** — Actul de naștere va arăta cu deslușire ziua, ora, locul nașterii, sexul copilului, prenumele ce i se va da la botez, precum și numele de familie, profesiunea sau meseria și domiciliul tatălui, mamei și al martorilor. (Civ. 21, 22, 24, 42, 44, 45, 307, 308; C. p. 276; Reg. act. st. civ. 78; Civ. Fr. 57).

*Text. fr. Art. 57.* L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant, et les prénoms qui lui seront donnés les prénoms, noms, profession et domicile des père, et mère et ceux des témoins.

*Text. fr. Art. 57. (Complectat prin legea din 30 Noembrie 1906).* — L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère, et ceux des témoins.

Nul, a l'exception du procureur de la République, de l'enfant, de ses ascendants et descendants en ligne directe, de son conjoint, de son tuteur ou de son représentant légal, s'il est mineur ou en état d'incapacité, ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le juge de paix du canton où l'acte a été reçu et sur la demande écrite de l'intéressé.

Si cette personne ne sait ou ne peut signer, cette impossibilité est constatée par le maire ou le commissaire de police qui atteste, en même temps, que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé.

En cas de refus, la demande sera portée devant le président du tribunal civil de première instance, qui statuera par ordonnance de référé.

Les depositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant, sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui ont été donnés, les noms, prénoms et professions et domicile des père et mère tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge de cet acte et reproduisant la mention prévue au dernier alinéa de l'article 76 du Code civil.

### Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I., „Data certă”, p. 5.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de naștere 1-9, 11-16.  
Adulter 12.  
Botez 15.  
Căsătorie 14.

Codul civil 14.  
Copil adulterin 12.  
Copii gemeni 9, 10, 11.  
Copil incestuos 13.

Copil legitim 1, 2.  
Copil natural 3-8, 12, 13.  
Daune-interese 4.  
Declarații, a se vedea cu-vântul: „Declarație”.  
Declarație 5, 6, 7, 8.  
Domiciliu 1.

Dovadă, a se vedea cu-vântul: „Probă”.  
Filiațiune 5.  
Gemini 9, 10, 11.  
Hotărîre 4.  
Incest 13.  
Legitimitate 1, 2.

Mamă 1, 2, 4-8, 12, 13, 14.	Ora 9, 11.
Mamă naturală, a se vedea cuvintele: „Copil natural”.	Proba testimonială 11.
Martori 11.	Profesiune 1.
Naștere 1 urm.	Pronume 1, 9.
Natural copil, a se vedea cuvintele: „Copil natural”.	Rectificare 4.
Nulitate 16.	Recunoaștere 3.
Nume 1.	Religio 15.
Ofițer de stare civilă 1-4, 7, 8, 14.	Semnamente 9.
Omisivune 11.	Soț 2, 12.
	Tată 1-4, 8, 14.
	Tată legitim 1, 2.
	Tată natural, a se vedea cuvintele: „Copil natural”.

### Doctrină

**1.** Obligația de a arăta în actul de naștere, numele, pronumele, profesiunea și domiciliul tatălui și mamei are loc numai când copilul este legitim. (Toullier, I, No. 316; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 287; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 243, 246; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 894; Planiol et Ripert, I, No. 210, 211; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 400; Nacu, I, p. 207; Alexandresco ed. 2-a, I, p. 423, 424; Matei Cantacuzino, p. 182; Plastara, I, p. 148).

**2.** Chiar în cazul când soțul femeii care a născut, ar declara că nu el este tatăl copilului născut, ofițerul de stare civilă este obligat a-l trece în actul de naștere ca tatăl copilului. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 248; Suppl., Acte de l'état civil, No. 65).

**3.** În cazul nașterii unui copil natural, ofițerul de stare civilă va trece în actul de naștere că este născut din tată necunoscut; numele tatălui numai atunci va fi trecut când el va recunoaște că este copilul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 286; Laurent, II, No. 56; Huc, I, No. 338; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 894; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 232, 249; Suppl., Acte de l'état civil, No. 65; Planiol, ed. 6-a, I, No. 494; Planiol et Ripert, I, No. 212; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 400; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 424; Matei Cantacuzino, p. 182).

**4.** În cazul când se naște un copil nelegitim, și în cazul când fără voința tatălui natural se va trece numele său în actul de naștere, el are dreptul a cere rectificarea actului de naștere și daune de la mamă care a semnat actul și de la ofițerul de stare civilă care l-a redactat. (Toullier, I, No. 316; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 286; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 424).

**5.** După o părere, declaranții sunt obligați să arate numele mamei naturale atunci când o cunosc, de oare ce numele ei, constituie un element necesar al declarației și servește la dovedirea filiației copilului. (Toullier, I, No. 317; Duranton, I, No. 307, 315; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 233; Suppl., Acte de l'état civil, No. 63; Valette sur Proudhon, I, p. 209, 222; Matei Cantacuzino, p. 182; Comp.: Plastara, I, p. 148).

**6.** După o altă părere, însă persoanele care sunt obligate să facă declarația de naștere unui copil, nu sunt obligate să

arate numele mamei naturale. (Mersier, Traité théorique et pratique, No. 89 urm.; Demolombe, I, No. 294; Marcadé, art. 57; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 287, 287 bis, 287 ter; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 233, 235; Suppl., Acte de l'état civil, No. 63; Laurent, II, No. 57 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 895; Planiol, ed. 6-a, I, No. 494; Planiol et Ripert, I, No. 212; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 400; Nacu, I, p. 207, 208; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 424, 425).

**7.** Totuși dacă declaranții arată numele mamei naturale, de și nu sunt obligați, ofițerul de stare civilă este obligat să facă mențiune de numele său în actul de naștere. (Valette sur Proudhon, I, p. 209, 222; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 57, No. 10; Merlin, Questions de droit, Maternité, p. 290; Duranton, I, No. 315; Toullier, I, No. 317; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 109 bis, II; Demolombe, I, No. 297; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 287 bis, 287 ter; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 60, text și nota 8, p. 306, 307; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 252, 254; Suppl., Acte de l'état civil, No. 65; Huc, I, No. 338; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 105; Planiol, ed. 6-a, I, No. 494; Planiol et Ripert, I, No. 212; Contra: Laurent, II, No. 55, urm. 61; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 895).

**8.** În cazul când declaranții nu arată nici numele mamei nici pe cel al tatălui, ofițerul de stare civilă va menționa în actul de naștere că copilul s'a născut din părinți necunoscuți. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 287; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 253; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 425).

**9.** În cazul nașterii de copii gemeni, se va încheia câte un act de naștere deosebit pentru fie care din ei, și pentru a nu se naște confuziune între ei, se va arăta ordinea în care au fost născuți și ora nașterii, menționându-se semnele particulare ce ar avea fiecare pe corp, dându-se la fiecare câte un pronume deosebit. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 284; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 266; Huc, I, No. 338; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 416).

**10.** Copilul gemene care s-a născut întâi este cel mai mare dintre ei. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 234, 266).

**11.** Când în actul de naștere s-a omis a se trece ora nașterii fiecărui copil gemene, dovada orei nașterii lor se va putea face prin martori. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 243).

**12.** Dacă copilul este adulterin, în actul de naștere va trebui să figureze numai numele soțului mamei iar nu numele tatălui adevărat. (Planiol ed. 6-a, I, No. 494; Planiol et Ripert, I, No. 212).

**13.** Dacă copilul este incestuos, actul de naștere va cuprinde numai numele mamei. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 494; Planiol et Ripert, I, No. 212).

**14.** Codul civil nu obligă pe ofițerul de stare civilă să arate în actul de naștere



dacă părinții copilului sunt căsătoriți, însă de obicei el face această mențiune (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 245; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 400; Comp. Toullier, I, No. 317).

15. In actul de naștere nu trebuie să se facă mențiune despre religia copilului, de oarece de obicei copilul nu e încă bo-

tezat în momentul încheerii actului său de naștere. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 423, nota 3).

16. In cazul când nu se vor fi trecut în actul de naștere mențiunile prevăzute de art. 58 c. civ. fr. (43 c. civ. rom.) el nu este nul. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 259).

**Art. 44.** — Vericine va găsi un copil nou născut, va fi dator a-l încredința ofițerului stărei civile împreună cu toate hainele și obiectele găsite la copil și a declara toate împrejurările timpului și locului unde-l va fi găsit.

Ofițerul stărei civile va întocmi îndată proces-verbal arătător de toate împrejurările, în care se va cuprinde vârsta copilului după aparență, sexul și numele ce i se va da și autoritatea civilă la care se va fi încredințat.

Acest proces-verbal se va trece în registru. (Civ. 8, 21, 27, urm.; C. p. 276—279; Reg. act. st. civ. 85, 86, 97; L. asupra numelui din 18 Mart 1895, Art. 6; Civ. Fr. 58).

*Text. fr. Art. 58.* — Toute personne qui aura trouvé un enfant nouveau-né, sera tenue de le remettre à l'officier de l'état civil, ainsi que les vêtements et autres effets trouvés avec l'enfant, et de déclarer toutes les circonstances du temps et du lieu où il aura été trouvé.

Il en sera dressé un procès-verbal détaillé, qui énoncera en outre l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui lui seront donnés, l'autorité civile à laquelle il sera remis. Ce procès-verbal sera inscrit sur les registres.

### Doctrină

1. Cu toate că legea vorbește numai de un copil nou născut, dispozițiile art. 44 din codul civil rom. își vor găsi aplicațiunea chiar și atunci când s-ar găsi un copil mai mare, dar care nu ar fi în stare să dea informațiuni asupra identității sale. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 426, nota 1).

2. Copilul găsit va trebui să fie încredințat ofițerului de stare civilă, al comunei unde a fost găsit copilul. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 270; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 426).

3. Ofițerul de stare civilă căruia i se încredințează un copil găsit este obligat, a menționa în procesul-verbal ce-l încheie: locul unde a fost găsit, împrejurările aflării lui, vârsta după aparență, sexul, semnalmentele copilului, semnele sale particulare de pe corp, descriind și hainele și rufele copilului. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 272; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 426; Matei Cantacuzino, p. 182).

4. Ofițerul de stare civilă nu are dreptul, când încheie procesul-verbal, prevăzut art. 58 c. civ. fr. (44 c. civ. rom.) să

facă vre-o mențiune în privința numelui preinsei mame a copilului găsit, nume ce i-ar fi arătat de declarant. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 275).

5. Numele și pronumele copilului găsit va fi dat către ofițerul stării civile căruia i s-a încredințat copilul găsit. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 217; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 426).

6. Dacă între obiectele copilului găsit se află și extractul de pe actul său de naștere, se va face mențiune despre el în procesul-verbal care apoi se va transcrie în registre. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 278).

7. La întocmirea procesului-verbal nu e nevoie de marturi, însă dacă declarantul îi aduce, ofițerul de stare civilă este obligat a-i admite. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 274; Comp: Alexandresco, ed. 2-a I, p. 426).

8. Procesul-verbal încheiat de ofițerul de stare civilă este transcris în întregime în registrele de stare civilă ale născuților și ține loc de act de naștere. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 273, 274; Planiol et Ripert, I, No. 213; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 427).

**Art. 45.** — Dacă se naște un copil pe un vas Român, călătorind pe mare, actul de naștere se va face până în 24 de ore

în prezența tatălui, dacă se va fi aflat față, și a doi martori luați dintre ofițerii vasului, sau în lipsă dintre oamenii echipajului.

Acest act se va redige de căpitanul, stăpânul sau patronul vasului și se va trece în rolul (lista oficială) persoanelor ce se află pe vas. (Civ. 21 urm., 24, 46 urm., 71, 72, 874 urm.; Reg. act. st. civ. 87, 90; Reg. de navigație din 9 August 1862; Civ. Fr. 59).

*Text. fr. Art. 59.* — S'il naît un enfant pendant un voyage de mer, l'acte de naissance sera dressé dans les vingt-quatre heures, en présence du père, s'il est présent, et de deux témoins pris parmi les officiers du bâtiment, ou, à leur défaut, parmi les hommes de l'équipage. Cet acte sera rédigé, savoir, sur les bâtiments du Roi, par l'officier d'administration de la marine; et sur les bâtiments appartenant à un armateur ou négociant, par le capitaine, maître ou patron du navire. L'acte de naissance sera inscrit à la suite du rôle d'équipage.

*Text. fr. Art. 59. (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893).* — En cas de naissance pendant un voyage maritime, il en sera dressé acte dans les trois jours de l'accouchement, en présence du père, s'il est à bord, et de deux témoins pris parmi les officiers du bâtiment, ou à leur défaut, parmi les hommes de l'équipage.

Si la naissance a lieu pendant un arrêt dans un port, l'acte sera dressé dans les mêmes conditions, lorsqu'il y aura impossibilité de communiquer avec la terre ou lorsqu'il n'existera pas dans le port, si l'on est à l'étranger, d'agent diplomatique ou consulaire français investi des fonctions d'officier de l'état civil.

Cet acte sera rédigé, savoir: sur les bâtiments de l'Etat par l'officier du commissariat de la marine ou, à son défaut, par le commandant ou celui qui en remplit les fonctions; et sur les autres bâtiments, par le capitaine, maître ou patron, ou celui qui en remplit les fonctions.

Il y sera fait mention de celle des circonstances ci-dessus prévues dans laquelle l'acte a été dressé.

L'acte sera inscrit à la suite du rôle d'équipage.

### Doctrină

1. Competența căpitanilor de vase ca ofițer de stare civilă, are loc numai când vasul călătorește pe mare, atunci însă când vasul se află într-un port român sau chiar străin, dar unde avem consuli sau agenți diplomatici, această competență încetează. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 430).

2. Cuvintele: căpitan, stăpân sau patron, înseamnă șeful vasului iar nu trei șefi subordonați unul altuia în mod erarhic. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 330).

3. În cazul când șeful vasului lipsește, formalitățile prevăzute de art. 59 c. civ.

fr. (45 c. civ. rom.) se vor îndeplini de persoana care îl înlocuiește în ordinea de serviciu. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 330; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 428).

4. Alegerea martorilor aparține tatălui și în lipsa lui mamei. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 335).

5. Când rolul (lista oficială) echipajului s-a pierdut în totul sau în parte, sau este o lacună sau omisiune în ținerea sa, se aplică dispozițiile art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) și nașterea unui copil care ar fi avut loc pe vas va putea fi dovedită cu martori. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 331).

**Art. 46.** — La cel dintâiu port unde se va opri vasul, de va fi un port Român, căpitanul, stăpânul sau patronul vasului, sau oricine ar fi redigiat actul de naștere, este dator a depune două copii autentice după act la autoritatea portului. Acesta va opri o copie în cancelaria sa, iar cealaltă o va trimite neîntârziat Ministerului de interne, care o va transmite autorității comunale a



domiciliului tatălui copilului născut sau, de nu s'ar cunoaște tatăl, al mamei.

Autoritatea comunală va trece actul îndată în registrul stărei sale civile. (Civ. 45, 47, 72; Reg. act. st. civ. 88, 97; Civ. Fr. 60).

*Text. fr. Art. 60.* — Au premier port où le bâtiment abordera, soit de relâche, soit pour toute autre cause que celle de son désarmement, les officiers de l'administration de la marine, capitaine, maître ou patron, seront tenus de déposer deux expéditions authentiques des actes de naissance qu'ils auront rédigés, savoir, dans un port étranger, entre les mains du consul.

L'une de ces expéditions restera déposée au bureau de l'inscription maritime, ou à la chancellerie du consulat; l'autre sera envoyée au Ministre de la marine, qui fera parvenir une copie, de lui certifiée de chacun desdits actes, à l'officier de l'état civil du domicile du père de l'enfant, où de la mère si le père est inconnu: cette copie sera inscrite de suite sur les registres.

*Text. fr. Art. 60. (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893).* — Au premier port où le bâtiment abordera pour toute autre cause que celle de son désarmement, l'officier instrumentaire sera tenu de déposer deux expéditions de chacun des actes de naissance dressés à bord.

Ce dépôt sera fait, savoir: si le port est français, au bureau des armements par les bâtiments de l'Etat, et au bureau de l'inscription maritime par les autres bâtiments; si le port est étranger, entre les mains du consul de France. Au cas où il ne se trouverait pas dans ce port de bureau des armements, de bureau de l'inscription maritime ou de consul, le dépôt serait ajourné au plus prochain port d'escale ou de relâche.

L'une des expéditions déposées sera adressée au ministre de la marine, qui la transmettra à l'officier de l'état civil du dernier domicile du père de l'enfant, ou de la mère si le père est inconnu, afin qu'elle soit transcrite sur les registres; si le dernier domicile ne peut être retrouvé ou s'il est hors de France, la transcription sera faite à Paris.

L'autre expédition restera déposée aux archives du consulat ou du bureau de l'inscription maritime.

Mention des envois et dépôts effectués conformément aux prescriptions du présent article sera portée en marge des actes originaux par les commissaires de l'inscription maritime ou par les consuls.

### Doctrină

1. Locul unde trebuie înscris actul de naștere al unui copil născut pe un vas, este acel al ultimului domiciliu al tatălui; dacă tatăl este necunoscut, al ultimului domiciliu al mamei. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 338; Alexandresco, ed. 2-a. I, p. 429).

2. Ofițerul de stare civilă căruia i s-a transmis copia autentică a actului de naștere al copilului, îl va trece în registrul de născuți la data când a primit actul, fără a fi nevoie să facă în registru vre o mențiune pe margine, la data când actul a fost în adevăr încheiat. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 338, 339).

**Art. 47.** — De va aborda vasul într'un port străin, căpitanul, stăpânul sau patronul vasului va trimite, prin poșta locului, la Ministerul de Interne al României o copie legalizată de pe actul de naștere.

Ministerul și autoritatea comunală vor urmări în acest caz după cum s'a prescriș la articolul precedent. (Civ. 46, 72, 877; Reg. act. st. civ. 89; Civ. Fr. 61).

*Text. fr. Art. 61.* — A l'arrivée du bâtiment dans le port de désarmement, le rôle d'équipage sera déposé au bureau du préposé à l'inscription maritime,

qui enverra une expédition de l'acte de naissance, de lui signée, à l'officier de l'état civil du domicile du père de l'enfant, ou de la mère si le père est inconnu; cette expédition sera inscrite de suite sur les registres.

*Text. fr. Art. 61. (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893).* — A l'arrivée du bâtiment dans le port de desarmement, l'officier instrumentaire sera tenu de déposer, en même temps que le rôle d'équipage, une expédition de chacun des actes de naissance dressés à bord dont copie n'aurait point été déjà déposée, conformément aux prescriptions de l'article précédent.

Ce dépôt sera fait, pour les bâtiments de l'Etat, au bureau des armements, et, pour les autres bâtiments, au bureau de l'inscription maritime.

L'expédition ainsi déposée sera adressée au ministre de la marine, qui la transmettra, comme il est dit à l'article précédent.

**Art. 48.** — Actul de recunoașterea<sup>1)</sup> unui copil se va înscrie în registrele stărei civile cu data sa și se va menționa recunoașterea în marginea actului de naștere, dacă există asemenea act. (Civ. 27, 35, 304, 307, 308, 337; Reg. act. st. civ. 97; Civ. Fr. 62).

*Text. fr. Art. 62.* — L'acte de reconnaissance d'un enfant sera inscrit sur les registres à sa date; et il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance, s'il en existe un.

*Text. fr. Art. 62. (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893).* — L'acte de reconnaissance d'un enfant naturel sera inscrit sur les registres à sa date, et il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance, s'il en existe un.

Dans les circonstances prévues à l'art. 58, la déclaration de reconnaissance pourra être reçue par les officiers instrumentaires désignés en cet article, et dans les formes qui y sont indiquées.

Les dispositions des art. 60 et 61, relatives au dépôt et aux transmissions, seront, dans ce cas, applicables. Toutefois, l'expédition adressée au ministre de la marine devra être transmise par lui, de préférence, à l'officier de l'état civil du lieu où l'acte de naissance de l'enfant aura été dressé ou transcrit, si ce lieu est connu.

### Bibliografie (continuare)

GRIGORIAN I. CORNELIU, „Recunoașterea voluntară a copilului natural”, Pand. Rom., 1925, IV, 53.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act autentic 6, 9.  
Act de căsătorie 13.  
Act de naștere 1, 3, 8.  
Act de recunoaștere 16, 17, 18.  
Autorizația soțului 11.  
Bărbat 11.  
Căsătorie 11, 13.  
Codul civil român 1, 2.  
Concepțiunea copilului 5, 10, 11.  
Consiliu judiciar 15.  
Copil legitim 8.  
Copil natural 1-7, 9-18.  
Deces 4.  
Declarativ efect 10.  
Domiciliu 18.  
Dovadă, a se vedea cuvântul: „Probă”.  
Drept civil român 1, 2, 3.

Efect declarativ 10.  
Efect retroactiv 10.  
Emancipare 12.  
Femea măritată 11.  
Hotărâre 8.  
Încetare din viață 4.  
Inscriere, a se vedea cuvântul: „Transcriere”.  
Interzis 14.  
Lacune 8.  
Legitim copil 8.  
Mamă 2, 6, 7, 8, 13.  
Mamă naturală, a se vedea cuvintele: „Copil natural”.  
Mandatar 9.  
Maternitate 6, 7.  
Minori 12, 13.  
Moarte 4.  
Naștere 1, 3, 5, 10.

Natural copil, a se vedea cuvintele: „Copil natural”.  
Nulitate 12.  
Nume 7, 8.  
Ofițer de stare civilă 1, 16, 17, 18.  
Omisiune 8.  
Părinți, a se vedea cuvintele: „Copil”, „Mamă”, „Tată”.  
Probă 6.  
Procurator 9.  
Prodig 15.

Rectificare 8.  
Recunoaștere 1 urm.  
Redactare 1.  
Registru de naștere 16, 17, 18.  
Retroactiv efect 10.  
Risipitor 15.  
Român drept civil 1, 2.  
Tată 2, 7, 8, 13.  
Tată natural, a se vedea cuvintele: „Copil natural”.  
Transcriere 16, 17, 18.  
Vârsta 4.

#### Doctrină

**1.** În dreptul civil român, recunoașterea unui copil natural, potrivit dispozițiilor art. 48 din codul civil nu se poate face decât înaintea ofițerului de stare civilă,

1) Aci vorba „recunoaștere” este improprie de oarece codul nostru civil, spre deosebire de cel Francez, nu admite recunoașterea copiilor naturali; legiuitorul Român admite *legitimarea lor*. A se vedea dispozițiunile art. 304 codul civil.



fie în momentul redactării actului de naștere, fie mai târziu printr'un act deosebit întocmit de el. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 317, 318).

2. Legiuitorul român, a admis recunoașterea de bună voe, a copilului natural atât din partea tatălui cât și mai cu seamă din partea mamei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 314 urm.).

3. Un copil natural poate fi recunoscut, fie prin actul de naștere, fie printr'un act posterior. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 290).

4. Recunoașterea copilului natural poate avea loc la orice vârstă a copilului și chiar după decesul său. (Demolombe, V, No. 416; Laurent, IV, No. 43; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 321).

5. Recunoașterea unui copil natural poate avea loc înainte de nașterea lui, însă posterior concepției sale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 320).

6. Recunoașterea unui copil natural făcută conform art. 48 c. civ. rom. prin act autentic. (art. 304 c. civ. rom.) de către mamă, dovedește maternitatea ei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 328, 329).

7. Recunoașterea unui copil natural din partea tatălui, cu arătarea numelui mamei copilului, nu dovedește maternitatea acestei femei, de oarece recunoașterea este o mărturisire personală celui care o face. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 321).

8. Copiii legitimi nu pot fi recunoscuți, de oarece dacă în actul lor de naștere există o lacună cum ar fi lipsa numelui părinților sau a unuia dintre ei, neregularitatea se îndreaptă printr'o hotărâre judecătorească dată pe cale de rectificare. (Demolombe, V, No. 193; Mourlon, I, No. 291; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 321).

9. Recunoașterea unui copil natural se poate face și prin mandatar, însă cu procuri autentice și speciale. (Laurent, IV, No. 51, 57; Baudry et Chéneaux, III, No. 627; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 320).

10. Recunoașterea unui copil natural fiind declarativă, are efect retroactiv până în ziua nașterii copilului și chiar până la concepția lui. (Beudant, II, No. 579; Demolombe, V, No. 456 urm.; Baudry et Chéneaux, III, No. 654; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 330).

11. Femeea măritată poate recunoaște un copil natural conceput înaintea căsătoriei sale, fără autorizația bărbatului. (Demolombe, V, No. 388; Huc, III, No. 77; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2218; Baudry et Chéneaux, III, No. 650; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 753; II, p. 323).

12. Minorii, fie emancipați sau nu, nu pot să recunoască un copil natural. (Mourlon, I, ed. 7-a; No. 953; Laurent, IV, No. 40; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 323; Contra: Demolombe, V, No. 388; VII, No. 796; Baudry et Chéneaux, III, No. 651).

13. Recunoașterea făcută de un minor a unui copil natural, prin actul său de

căsătorie la care a fost asistat de persoanele cerute de lege, este validă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 324).

14. Interzisul poate să recunoască un copil natural, în intervalele lucide. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 322, 323).

15. Prodigul pus sub consiliu judiciar, poate recunoaște un copil natural, fără asistența consiliului, dacă el poate să-și dea seama de însemnătatea acestui act. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 323).

16. Actul de recunoașterea unui copil natural va trebui să fie înscris de ofițerul de stare civilă în registrul de nașcuți, chiar dacă recunoașterea nu a fost făcută înaintea sa. (Marcadé, Art. 62, No. 2; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 263; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 320).

17. Actul de recunoașterea unui copil natural este valabil, chiar dacă nu a fost transcris în registrul de nașcuți. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 261).

18. Orice ofițer de stare civilă, indiferent de domiciliul părinților, este obligat, când i se prezintă un act de recunoașterea unui copil natural, să-l primească și să-l înscrie în registru. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 48, No. 3; Demolombe, V, No. 393; Laurent, IV, No. 45; Baudry et Chéneaux, III, No. 617; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 320).

19. A se vedea: art. 304 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Codul civil român prin art. 304-308, se ocupă de copiii naturali numai cu privire la legitimitatea lor, iar modificarea art. 304, adusă prin legea de la 1906, se rezumă în a spune că copilul natural recunoscut de părinți, fie prin actul de naștere, fie separat prin act autentic, va fi legitimat prin singurul fapt. al căsătoriei ulterioare, chiar când recunoașterea a fost omisă a se trece în actul de celebrarea căsătoriei.

Acelaș text enumerând formele recunoașterii, nu vorbește însă nimic de efectele civile ce produce atunci când recunoașterea n'a fost urmată de căsătorie, astfel că în starea actuală a legislației noastre, copilul recunoscut de tată nu intră în familia sa, nu dobândește nici un drept de moștenire, sau de alimente asupra tatălui său, și din contră are toate drepturile unui copil legitim în familia mamei și asupra averii acesteia, deși recunoașterea voluntară a tatălui, manifestată în forma autentică cerută de art. 304, ridică orice îndoială asupra paternității, această încertitudine fiind singura rațiune a legii pentru a interzice copiilor naturali dovedirea și căutarea paternității.

Dacă în ce privește drepturile patrimoniale, recunoașterea voluntară, în lipsa unui text precis, nu produce nici un efect, acelaș rezultat nu se poate admite în ce privește naționalitatea copilului.

Recunoașterea tatălui, înlăturând orice îndoială asupra paternității, această recunoaștere, desbrăcată de orice caracter juridic, face dovada unui simplu fapt, că copilul natural este în adevăr al tatălui ce l-a recunoscut; naționalitatea fiind o chestiune de drept public ea interesează mai ales pe Stat în raport cu cei născuți pe teritoriul său; atunci când legea prin art. 10 c. civ. dispune că tot copilul născut din român, fie în țară fie în străinătate, are naționalitatea tatălui său, este a rămâne atât în litera cât și

în spiritul legii, când se aplică această dispozițiune și copilului „natural” născut de un tată român, deși mama sa este străină.

Prin urmare în speță cu drept cuvânt Curtea de apel a recunoscut naționalitatea română unui copil născut dintr-o franceză, odată ce tatăl său natural, de naționalitate română, l-a recunoscut prin act autentic trecut în registrele stării civile. (Cas. I, dec. 2053 din 19 Noembrie, 1924, Curier Judiciar 37/1925).

### CAPITOLUL III

#### Despre actele de căsătorie

**Art. 49<sup>1)</sup>.** — (Mod. L. 15 Martie 1906). Căsătoria trebuie să fie precedată de o publicațiune; viitorii soți vor face declarațiunea proiectului de căsătorie ofițerului stărei civile care îl va publica înaintea ușei bisericeii enoriei și la ușa casei comunale.

Această declarațiune se va putea face verbal sau înscris.

Această publicațiune și actul ce se va încheia întru aceasta vor cuprinde pronumele, numele, profesiunea și domiciliul ambilor viitori soți, calitatea lor de majori sau minori și pronumele, numele, profesiunea și domiciliul taților și mamelor. Acest act va mai cuprinde și ziua, locul și ora în cari s'au făcut publicațiunile; el se va înscri pe un singur registru care va fi numerotat și parafat precum este prescris la art. 28 și care, la finele anului, urmează a se depune la grefa tribunalului de întâia instanță. (Civ. 28, 30, 50, 51, 55, 76, 79, 80, 84, 151, 152, 174, 175, 179, 342, 434; Regul. act. st. civile 9, 98 urm.; Civ. Fr. 63).

*Text. fr. Art. 63.* — Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera deux publications à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison commune. Ces publications, et l'acte qui en sera dressé, énonceront les prénoms, noms, professions et domiciles des futurs époux, leur qualité de majeurs ou de mineurs, et les prénoms, noms, professions et domiciles de leur pères et mères. Cet acte énoncera, en outre, les jours, lieux et heures où les publications auront été faites: il sera inscrit sur un seul registre qui sera coté et paraphé comme il est dit en l'article 41, et déposé, à la fin de chaque année, au greffe du tribunal de l'arrondissement.

*Text. fr. Art. 63. (Modificat prin legile din 21 Iunie 1907 și din 9 August 1919).* — Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera une publication par voie d'affiche apposée à la porte de la maison commune.

Cette publication énoncera les prénoms, noms, professions, domiciles et résidences des futurs époux, leur qualité de majeur ou de mineur, ainsi que le lieu où le mariage devra être célébré.

Elle sera transcrite sur un registre coté et paraphé, comme il est dit à l'article 41 du Code civil, et déposé, à la fin de chaque année, au greffe du tribunal de l'arrondissement.

#### Bibliografie (continuare)

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 24.

1) Textul vechiu al art. 49. Înaintea celebrării căsătoriei, ofițerul stării civile va face două publi-



## Doctrină

1. Cererea de a se face publicațiile de căsătorie trebuie făcută de ambii viitori soți iar nu numai de unul dintre ei. (Demolombe, III, No. 181; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 569; Laurent, II, No. 418; Planiol, ed. 6-a, I, No. 794; Baudry et Fourcade, II, No. 1569; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 601).

2. Părțile sunt obligate să dea ofițerului de stare civilă toate datele necesare facerii publicațiilor însă aceste date se dau verbal și ofițerul de stare civilă nu poate cere de la început toate actele în care se găsesc aceste date. (Delvincourt, I, p. 65, nota 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 465, p. 104; Mersier, *Traité théorique et pratique*, ed. 2-a, No. 274; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 335; Huc, II, No. 86; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1570; Planiol, ed. 7-a, I, No. 794; Comp. Demolombe, III, No. 181).

3. După unii autori, în cazul când viitorii soți sunt minori, ofițerul de stare civilă înainte de a face publicațiile de căsătorie, poate cere ca ei să facă dovada consimțământului celor sub a căror putere se găsesc. (Demolombe, III, No. 181; Mersier, *Traité théorique et pratique*, No. 274; Contra: Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1570).

4. Publicațiile care preced o căsătorie trebuiesc făcute numai de ofițerul de stare

civilă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 569; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 334).

5. Publicațiile de căsătorie nu trebuiesc să cuprindă vârsta viitorilor soți, ci numai calitatea lor de minori sau majori. (Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 338; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 603; Coin-Delisle, *Actes de l'état civil*, Art. 64, No. 9; Demolombe, III, No. 185; Nacu, I, p. 305).

6. Ofițerul de stare civilă care ar refuza să procedă la facerea publicațiilor de căsătorie fără just motiv, când condițiile de domiciliu sunt îndeplinite, poate fi constrâns prin hotărâre judecătorească și condamnat la daune-interese. (Coin-Delisle, *Actes de l'état civil*, Art. 63; Demolombe, III, No. 181; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 602; Comp.: Delvincourt, I, p. 65, nota 4; Laurent, II, No. 418).

7. Actul încheiat cu ocazia publicațiilor de căsătorie, trebuie transcris în întregime într-un singur registru special; transcrierea unui extract de pe el nu ar fi suficient. (Mersier, *Traité théorique et pratique*, No. 275).

8. Omisiunea din partea ofițerului de stare civilă de a face publicațiile de căsătorie, nu anulează căsătoria dacă ea s-a celebrat în public, de oarece împedicarea ofițerului de stare civilă de a celebra căsătoria înainte de a fi făcut publicațiile este numai prohibitivă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 560; Nacu, I, p. 306; Matei Cantacuzino, p. 676).

Art. 50<sup>1)</sup>. — (Mod. L. 15 Martie 1906). Un extract de pe actul de publicație se va afișa pe ușa Casei comunei unde își au domiciliul viitorii soți și va rămâne afișt timp de 10 zile.

Căsătoria nu se va putea celebra decât după 10 zile libere dela publicație. (Civ. 174, 175, Pr. civ. 729; Reg. act. st. civile 101, 105; Civ. Fr. 64).

*Text. fr. Art. 64.* — Un extrait de l'acte de publication sera et restera affiché à la porte de la maison commune, pendant les huit jours d'intervale de l'une à l'autre publication. Le mariage ne pourra être célébré avant le troisième jour, depuis et non compris celui de la seconde publication.

*Text. fr. Art. 64. (Modificat prin legile din 21 Iunie 1907 și din 9 August 1919).* — L'affiche prévue en l'article précédent restera apposée à la porte de la maison commune pendant dix jours. Si l'affichage est interrompu avant l'expiration de ce délai, il en sera fait mention en marge de la transcription prévue à l'article précédent.

Le mariage ne pourra être célébré avant le dixième jour depuis et non compris celui de la publication.

## Bibliografie (continuare)

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 24.

cațiani, în interval de 8 zile în zi de Duminecă, înaintea ușei bisericii enoriei și la ușa casei comunale.

Acste publicații și actul ce se va încheia întru această, vor cuprinde prenumele, numele, profesia și domiciliul ambilor viitori soți, calitatea lor de majori sau minori și prenumele, numele, profesia și domiciliul taților și mamelor. Acest act va mai cuprinde și zilele, locul și ora în care s'au făcut publicațiile; el se va înscrie pe un singur registru care va fi numerotat și parafat, precum este prescris la art. 23 și care la finele anului urmează a se depune la grefa tribunalului de întâia instanță.

1) **Textul vechiu al art. 50.** Un extract după actul de publicație se va afișa pe ușa casei comunei, unde își au domiciliul viitorii soți și va rămâne afișt în tot intervalul publicațiilor. Căsătoria nu se va putea celebra, decât după 3 zile libere dela cea de a doua publicație.

## Doctrină

1. După art. 50 din codul civil român, căsătoria nu se poate celebra de cât după zece zile libere de la publicație. Nici o dispensă nu este admisă, în această privință. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 603).

2. În Franța în cazuri urgente se poate da dispensă de publicație. Legiuitorul nostru nu permite acordarea dispensei, de unde se poate deduce că a voit să împedecă căsătoria în extremis. (Nacu, I, p. 306; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 602).

3. Termenul în care trebuie să se celebreze căsătoria după afișarea extractu-

lui de pe actul de publicație, se socotește pe zile iar nu pe ore, așa în cât nu importă ora celebrării căsătoriei luate în comparație cu ora când s-a făcut afișarea publicațiilor. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 64; Demolombe, III, No. 186; Dalloz, Rép., Mariage, No. 340; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 277; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1580).

4. În cazul când publicațiile se fac în mai multe comune, termenul de celebrare a căsătoriei va curge de la ultima publicație. (Demolombe, III, No. 188; Dalloz, Rép., Mariage, No. 347).

Art. 51<sup>1)</sup>. — (Mod. L. 15 Martie 1906). Dacă căsătoria nu s'a celebrat în cursul unui an de la publicație, atunci se va face o nouă publicație după formele prescrise mai sus la art. 49. (Civ. 49, 50; Pr. civ. 730; Reg. act. st. civ. 107; Civ. Fr. 65).

*Text. fr. Art. 65.* — Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année, à compter de l'expiration du délai des publications, il ne pourra plus être célébré qu'après de nouvelles publications auront été faites dans la forme ci-dessus prescrite.

*Text. fr. Art. 65. (Modificat prin legea din 21 Iunie 1907).* Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année, à compter de l'expiration du délai de la publication, il ne pourra plus être célébré qu'après une nouvelle publication faite dans la forme ci-dessus.

## Bibliografie (continuare)

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 24.

## Doctrină

1. În termenul de un an prevăzut de art. 65 c. civ. rom. se cuprinde după o părere și „dies a quo”. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 65 No. 2; Demolombe, III, No. 187; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 579; Marcadé, Art. 65; Huc, II, No. 87; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1582; Alexandresco ed. 2-a, I, p. 603, 604).

2. După o altă părere însă „dies a quo”

nu este cuprinsă în termenul de un an. (Toullier, I, No. 567; Delvincourt, I, p. 66; Duranton, II, No. 229; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 465, p. 105; Laurent, II, No. 423).

3. Când publicațiile de căsătorie s-au făcut în mai multe comune, dacă față de una din aceste publicații, a trecut termenul de un an, trebuiesc făcute noi publicații pentru toate comunele. (Demolombe, III, No. 187, 188; Dalloz, Rép., Mariage, No. 347).

Art. 52. — Opozițiunile la căsătorie se vor face în două exemplare subsemnate amândouă de însăși opozanții, sau de împuterniciții lor prin procurațiune specială și autentică. Unul din exemplare, dimpreună cu copie după procurațiune, se va comunica părților în persoană și în lipsă-le se va lăsa la domiciliul lor; iar celălalt exemplar, asemenea cu copie după procurațiune, se va comunica ofițerului stărei civile care va pune viza sa. (Civ. 23, 53—55, 62, 87, 153—161, 174; C. p. 284; Pr. civ. 74; Reg. act. st. civ. 121; Civ. Fr. 66).

1) Textul vechiu al art. 51. Dacă căsătoria nu s'a celebrat în cursul unui an dela cea din urmă publicație, atunci se vor face noi publicații, după formele prescrise mai sus, la art. 49.



*Text. fr. Art. 66.* — Les actes d'opposition au mariage seront signés sur l'original et sur la copie par les opposants ou par leurs fondés de procuration spéciale et authentique; ils seront signifiés, avec la copie de la procuration, à la personne ou au domicile des parties, et à l'officier de l'état civil, qui mettra son visa sur l'original.

## Bibliografie (continuare)

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 24.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Alegere de domiciliu 6, 7.	Ofițer de stare civilă 4, 8, 11, 13.
Ascendenți 5.	Opoziție la căsăt. 1 urm.
Autentică procură 3.	Parchet 13.
Celebrarea căsătoriei 6, 7, 11.	Petiție 8.
Comunicare 8-12.	Portărei 12.
Curator 4.	Primar 4, 8, 11, 13.
Domiciliu 6, 7.	Procură 1, 2, 3.
Grad de rudenie 4.	Procuror 13.
Inexistență 11.	Publicațiune la căsăt. 7.
Mandatar 1, 2, 3.	Rudenie 4.
Ministerul public 13.	Semnătură 1, 2.
Motivare 5.	Soți 7, 9, 10, 11.
Notificare 8-12.	Știință de carte 1, 2, 3.
Nulitate 1, 2, 4, 5, 6, 8, 10, 11.	Tutor 4.
	Viitori soți 7, 9, 10, 11.
	Viză 13.

## Doctrină

**1.** Opozițiile la căsătorie vor trebui semnate de opozanți sau de mandatarii lor când știu carte; în caz de lipsă a semnăturii, după o părere, opoziția este nulă. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage; Beudant, I, No. 271; Demolombe, III, No. 154 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 256; Marcadé, Art. 176, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 630, 634; Aubry et Rau; ed. 4-a, V, § 455 text și nota 3, p. 36; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 295; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 276; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 161; Baudry et Fourcade, II, No. 1651; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 817).

**2.** După o altă părere însă, lipsa semnăturii, opozanților sau mandatarilor de pe opozițiile la căsătorie, nu poate aduce nulitatea lor, de oarece legea nu prevede această nulitate. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 66, No. 2; Dalloz, Rép., Mariage No. 295; Suppl., Mariage No. 143; Laurent, II, No. 393; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 623).

**3.** În cazul când opozantul nu știe carte, opoziția va trebui semnată de un mandatar special cu procura autentică. (Demolombe, III, No. 154; Dalloz, Rép., Mariage, No. 295).

**4.** Opoziția este nulă dacă nu cuprinde gradul de rudenie sau calitatea de tutor sau curator; această condițiune a opoziției este pentru ca ofițerul de stare civilă să poată constata legalitatea ei. (Alexandresco, I, ed. 2-a, I, p. 622, 624).

**5.** Opoziția este deasemenea nulă dacă nu cuprinde motivele ei; în cazul când ea este făcută de un ascendent nu este necesară motivarea. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 622, 624).

**6.** Opoziția este deasemenea nulă dacă nu cuprinde alegere de domiciliu la locul unde căsătoria urmează a se celebra. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 622, 624).

**7.** În cazul când viitorii soți au domiciliu deosebit iar în publicațiuni nu se arată locul unde se va celebra căsătoria, oponentul va trebui să facă alegere de domiciliu la locul unde este situat domiciliul viitorului soț, a cărui căsătorie este opozată. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 622, nota 2).

**8.** Opoziția la căsătorie trebuie comunicată părților; prin urmare, este nulă opoziția la căsătorie care a fost predată numai primarului printr-o simplă petiție. (Demolombe, III, No. 163; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage No. 152; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 455, nota 2; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1650).

**9.** Opoziția la căsătorie trebuie comunicată nu numai părții contra căreia este îndreptată, ci și celeilalte părți pe care nu o privește. (Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 305; Dalloz, Rép., Mariage, No. 296; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 635; Planiol, ed. 6-a, I, No. 820; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 161; Nacu, I, p. 316; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 624).

**10.** Dacă opoziția la căsătorie nu se comunică ambilor viitori soți ea este nulă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 455, p. 36; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 150; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 161; Contra: Laurent, II, No. 391; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 624; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 822).

**11.** Dacă opoziția a fost comunicată numai ambilor viitorii soți, iar nu și ofițerului de stare civilă, ea este inexistentă și ofițerul de stare civilă poate proceda la celebrarea căsătoriei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 635; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 151; Laurent, II, No. 394; Planiol, ed. 6-a, I, No. 822; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 161; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 624).

**12.** Opozițiunea la căsătorie trebuie comunicată părților în drept prin portărei. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 623).

**13.** Ofițerul de stare civilă nu poate refuza punerea vizei pe exemplarul de opoziție ce i se comunică sub motiv că el nu ar cuprinde toate formalitățile prevăzute de lege; în caz de refuz viza poate fi pusă de către Procurorul tribunalului. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 297; Comp.: Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 66, No. 5; Demolombe, I, No. 159).

**Art. 53.** — Ofițerul stărei civile va trece pe scurt, în registrul de publicațiune, toate opozițiunile. Dacă acele opozițiuni se vor anula prin vre-o hotărîre judecătorească, sau prin vre-un act de retragere din partea celor ce le dedese acea hotărîre sau act se va trece, pe scurt, pe marginea aceluiaș registru. (Civ. 49, 54, 62, 158—161; Reg. act. st. civ. 122, 124; Civ. Fr. 67).

*Text. fr. Art. 67.* — L'officier de l'état civil fera, sans délai, une mention sommaire des oppositions sur le registre des publications; il fera aussi mention, en marge de l'inscription desdites oppositions, des jugements ou des actes de mainlevée dont expédition lui aura été remise.

### Doctrină

**1.** Cererea de anularea opoziției la căsătorie se poate face înaintea tribunalului domiciliului ce și-a ales persoana ce a făcut opoziția. (Beudant, I, No. 272; Demolombe, III, No. 156, 157; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457, p. 39, nota 3; Laurent, II, No. 391, 398; Huc, II, No. 120; Baudry et Fourcade, II, No. 1654; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 623).

**2.** Cererea de anularea opoziției la căsătorie poate fi făcută însă și conform

dreptului comun la domiciliul opozantului. (Laurent, II, No. 398; Huc, II, No. 120; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1667; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 623. nota 1).

**3.** Motivul pentru care ofițerul de stare civilă este obligat a trece pe scurt în registrul de publicațiune toate opozițiunile la căsătorie, este ca atunci când ar perde copia de pe opoziție care i-a fost notificată, să-și poată reaminti din registru de existența ei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 637-2<sup>o</sup>).

**Art. 54.** — La caz de opozițiune, ofițerul stărei civile nu va putea celebra căsătoria până ce nu i se va face formal cunoscut anularea opozițiunii prin retragerea celui ce a dat-o, sau prin hotărîre de judecată.

Ofițerul stărei civile, care va urmări în potrivă, va fi osândit la o amendă de 300 lei și la despăgubirea de toate cheltuelile și pagubele urmate părților. (Civ. 62 § 7, 158—161, 174; Reg. act. st. civ. 58, 123; Civ. Fr. 68).

*Text. fr. Art. 68.* — En cas d'opposition, l'officier de l'état civil ne pourra célébrer le mariage avant qu'on lui en ait remis la mainlevée, sous peine de trois cents francs d'amende, et de tous dommages-intérêts.

### Bibliografie (continuare)

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

#### Doctrină

Amendă 4.  
Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.  
Aprecieri 3, 10.  
Ascendent 12.  
Autentică declarație 6.  
Autoritate de lucru judecat 15, 16.  
Căsătorie 13.  
Celebrarea căsătoriei 1-5, 9, 13.  
Comunicare 7.  
Corecțional tribunal 4.  
Declarație 6, 9.  
Dezistare 8.  
Dovadă 10.  
Impedecare 11, 12, 13.  
Judecare 10, 11, 15, 16.  
Lucru judecat 15, 16.  
Morală impedecare 12.

Notificare 7.  
Nulitate 1, 2, 5, 13, 14.  
Ofițer de stare civilă 1-4, 7, 9.  
Opoziție la căsăt. 1 urm.  
Penală amendă 4.  
Portărei 7.  
Probă 10.  
Recurs 13.  
Reînnoirea opoziției 14, 15, 16.  
Ridicarea opoziției 2, 4, 6, 7, 13.  
Scrisoare 3.  
Suspendarea celebrării căsătoriei 3.  
Tribunal 4, 10, 11, 15, 16.  
Tribunal corecțional 4.  
Valabilitate, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.

**1.** După o părere, ofițerul de stare civilă poate proceda la celebrarea căsătoriei, în cazul când opoziția este nulă în formă sau în fond. (Valette sur Proudhon, I, p. 491; Merlin, Répertoire, Opposition, question, I, Art. 177, No. 4; Beudant, I, No. 273; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 153; Laurent, II, No. 396; Huc, II, No. 121; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 310; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1662; Planiol, ed. 6-a, I, No. 819, 824; Comp: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 638, 639; Nacu, I, p. 317, 318, 319).

**2.** După o altă părere însă, ofițerul de stare civilă nu are dreptul să cerceteze



valabilitatea unei opoziții la căsătorie și de îndată ce s-a făcut opoziție, el este obligat să amâne celebrarea căsătoriei până la ridicarea opoziției. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 68 No. 1; Taulier, I, p. 296; Marcadé, art. 176, No. 6; Demolombe, III, No. 163; Duranton, II, No. 203; Aubry et Rau, ed. 4-a, V § 456, nota 1, p. 37; Dalloz, Rép., Mariage, No. 301; Comp: Nacu, I, p. 317, 318, 319).

3. Ofițerul de stare civilă are oarecare putere de apreciere și nu va putea să suspende celebrarea căsătoriei înaintea unei opozițiuni care nu are nici un caracter juridic, cum ar fi de exemplu o opoziție făcută prin o simplă scrisoare misivă. (Demolombe, III, No. 163; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 640; Laurent, II, No. 396; Nacu, I, p. 317 urm.).

4. Ofițerul de stare civilă care procedează la celebrarea căsătoriei, înainte de a se fi ridicat opoziția, va fi trimis înaintea tribunalului corecțional, iar nu înaintea tribunalului civil, de oarece amenda prevăzută de art. 68 c. civ. fr. (54 c. civ. rom.) este de natură penală iar nu civilă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 62, p. 207; Planiol et Ripert, I, No. 183; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 158).

5. Căsătoria celebrată, cu toate că se făcuse opoziție, nu este nulă de cât în cazul când cauzele de opoziție aduc nulitatea ei. (Demolombe, III, No. 172; Beudant, I, No. 272; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 641; Dalloz, Rép., Mariage, No. 302; Suppl., Mariage, No. 153; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 456, p. 38; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1659; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 159; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 626; Matei Cantacuzino, p. 678).

6. Ridicarea opoziției poate fi făcută în mod voluntar și poate rezulta din o declarație autentică. (Delvincourt, I, p. 59, nota 12; Demolombe, III, No. 164; Mourlon ed. 7-a, I, No. 642; Laurent, II, No. 397; Planiol, ed. 6-a, I, No. 826).

7. Ridicarea opoziției poate fi notificată ofițerului de stare civilă prin poartărei. (Demolombe, III, No. 164; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 642; Laurent, II, No. 397).

8. Opozantul se poate dezista de la cererea sa și această dezistare nu este supusă la o formă deosebită. (Huc, II, No. 120; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 625).

9. Faptul prezenței celui care a făcut opoziție, la celebrarea căsătoriei și declarația sa verbală că nu se opune la căsătorie sunt suficiente ca ofițerul de stare civilă să procedeze la celebrarea

ei. (Demolombe, III, No. 164; Marcadé, art. 67; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 642; Baudry et Houques-Fourcade, III, No. 1663; Planiol, ed. 6-a, I, No. 825).

10. Tribunalul are dreptul să judece o opoziție la căsătorie și să aprecieze dacă există în adevăr o împedecare reală, a cărei probă trebuie produsă de către opozant. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 827).

11. Tribunalul când judecă o cerere de opoziție la căsătorie, o va admite numai atunci când se va stabili că există o împedecare legiuită, prohibitivă sau dirimantă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 628).

12. Nu poate fi motiv de opoziție la căsătorie o împedecare morală, neprevăzută de lege, chiar dacă opoziția ar fi introdusă de către un ascendent. (Vallette sur Proudhon, I, p. 421 nota a; Demolombe, III, No. 140; Beudant, I, No. 269; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454 p. 30, text și nota 8; Laurent, II, No. 399; Huc, II, No. 111; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 628).

13. În caz de a se declara recurs în Casație contra deciziei Curții de apel care a ordonat ridicarea opoziției, căsătoria poate fi celebrată iar în caz de casare și de menținerea opoziției de către instanța de trimetere, căsătoria va fi nulă numai atunci când va fi fost o cauză reală de anulare a ei. (Demolombe, III, No. 170; Laurent, II, No. 405; Huc, II, No. 122; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 627).

14. O opoziție la căsătorie anulată de tribunal pentru lipsă de forme, poate fi reînviată, de oarece legea nu se opune. (Demolombe, III, No. 176; Laurent, II, No. 406; Baudry et Houques Fourcade, II, No. 1675; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 629; Contra: Merlin, Opposition au mariage, XI, p. 779).

15. O opoziție la căsătorie judecată de către tribunal în fond și respinsă de către tribunal nu mai poate fi reînviată, chiar pentru alt motiv, de oarece se opune principiul autorității lucrului judecat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457, p. 41, 42, text și nota 15; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1676, 1677, 1678; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 629).

16. După o altă părere însă, o opoziție la căsătorie respinsă, după ce a fost judecată în fond, ar putea fi reînviată pentru un alt motiv decât cel care forma obiectul primei opoziții. (Demolombe, III, No. 176; Laurent, II, 406).

Art. 55. — Dacă nu s'a ivit vre-o opozițiune, se va menționa aceasta în actul de căsătorie și dacă publicațiunile au fost făcute în mai multe comune, părțile vor înfățișa certificatele fiecărei comune la funcționarul stărei civile spre a constată neivirea de opozițiune. (Civ. 62 § 7; Civ. Fr. 69).

*Text. fr. Art. 69.* — S'il n'y a point d'opposition, il en sera fait mention dans l'acte de mariage; et si les publications ont été faites dans plusieurs communes, les parties remettront un certificat délivré par l'officier de l'état civil de chaque commune, constatant qu'il n'existe point d'opposition.

*Text. fr. Art. 69. (Modificat prin legea din 9 August 1919).* — Si la publication a été faite dans plusieurs communes, l'officier de l'état civil de chaque commune transmettra sans délai à celui d'entre eux qui doit célébrer le mariage un certificat constatant qu'il n'existe point d'opposition.

**Art. 56. (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1)</sup>** — Ofițerul stărei civile va alătură la dosarul căsătoriilor extractele după actele de naștere, scoase din oficiu din registre, când soții sunt născuți în acea comună. Dacă ambii soți, sau unul din ei, sunt născuți în altă comună, sunt datori a prezenta ofițerului stărei civile extracte de pe actele lor de naștere, sau vor îndeplini lipsa acestor acte prin alte dovezi de la domiciliul lor.

Tot așa se va urmări și cu extractele de pe actele de moarte ale ascendenților viitorilor soți, când au decedat în acea comună. (Civ. 33, 57—59, 84, 87, 133; Leg. jud. oc. 50; Reg. act. st. civ. 104; Civ. Fr. 70).

*Text. fr. Art. 70.* — L'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs époux. Celui des époux qui serait dans l'impossibilité de se le procurer, pourra le suppléer, en rapportant un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu de sa naissance, ou par celui de son domicile.

*Text. fr. Art. 70. (Modificat prin legea din 17 August 1897).* — L'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs époux. Cet acte ne devra pas avoir été délivré depuis plus de trois mois, s'il a été délivré en France, et depuis plus de six mois, s'il a été délivré dans une colonie ou dans un consulat.

Celui des époux qui serait dans l'impossibilité de se le procurer pourra le suppléer, en rapportant un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu de sa naissance, ou par celui de son domicile.

### Doctrină

1. Viitorii soți nu ar putea să înlocuiască prin alte acte, actul de notoriété (dovezile) arătate de art. 70 c. civ. fr. (56 c. civ. rom.); astfel s-a decis că acel care a fost admis într'un ospiciu de copii găsiți sau orfani, nu ar putea să înlocuiască actul său de naștere printr'un certificat din care să se constate intrarea sa în ospiciu. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 70, No. 2; Demolombe, III, No. 192; Dalloz, Rép., Mariage, No. 351; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 325).

2. Dovezile prevăzute de art. 70 c. civ. fr. (56 c. civ. rom.) pentru îndeplinirea lipsei actelor de naștere ale viitorilor soți nu pot fi înlocuite prin alte acte considerate ca echivalente. (Demolombe, III, No. 192).

3. În lipsa de acte de naștere, viitorii soți pot produce, la celebrarea căsătoriei, hotărâri date de tribunale pe cale de rectificare. (Dalloz, Rép., Mariage No. 352).

4. Dacă unul dintre viitorii soți a fost deja căsătorit, el nu ar putea înlocui actul de deces al soției sale prin dovezile prevăzute de art. 70 c. civ. fr. (56 c. civ. rom.) afară de cazul când ar fi fost o imposibilitate notorie de a înscrie actul de deces. (Toullier, I, No. 359).

5. Dovezile prevăzute de codul civil, pentru a înlocui actele de naștere necesare la celebrarea căsătoriei, sunt admise numai în scopul celebrării căsătoriei și ele nu ar putea folosi în altă materie, fie

1) Textul vechiu al art. 53. Ofițerul stărei civile va cere și va lua actele de naștere ale ambilor viitori soți.

Dacă însă va fi cu neputință a le avea, atunci se va îndeplini lipsa acestor acte prin alte dovezi dela locul nașterii sau al domiciliului lor.



pentru stabilirea filiațiunei, fie pentru a stabili oarecare drepturi de familie sau de succesiune neputând servi nici ca un început de dovadă scrisă. (Toullier I, No. 355, 358; Demolombe, III, No. 192; Huc,

II, No. 342; Dalloz, Rép., Mariage, No. 350; Planiol, ed. 6-a, I, No. 833; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1584; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 612, nota 1).

**Art. 57. (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>).** — Dovezile ce vor îndeplini lipsa actelor de naștere sau de moarte sunt: declarațiunea a doi martori, bărbați sau femei, rude sau nu a viitorilor soți, despre locul și epoca nașterii sau a morții.

Primarul comunei va redacta act despre această declarațiune, care se va semnă de martori și dacă veri-unul din martori nu va ști sau nu va putea subscrie se va face mențiune despre aceasta în acel act. (Civ. 56, 59, 138, C. p. 22, 3<sup>o</sup>; L. jud. oc. 50; Reg. act. st. civ. 104; Leg. Timbr. 20 § 25, 39 § 34; Civ. Fr. 71).

*Text. fr. Art. 71.* — L'acte de notoriété contiendra la déclaration faite par sept témoins, de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non parents, des prénoms, nom, profession et domicile du futur époux, et de ceux de ses père et mère, s'ils sont connus; le lieu, et, autant que possible, l'époque de sa naissance, et les causes qui empêchent d'en rapporter l'acte. Les témoins signeront l'acte de notoriété avec le juge de paix; et s'il en est qui ne puissent ou ne sachent signer, il en sera fait mention.

#### Doctrină

1. Pot servi ca martori în declarațiunea prevăzută de art. 71 c. civ. fr. (57 c. civ. rom.) femei, rude sau afini, servitori. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 588; Dalloz, Rép., Acte de notoriété, No. 41; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 612).

2. Este necesar a se menționa vârsta acestor martori. (Dalloz, Rép., Acte de notoriété, No. 41).

3. Martorii cari fac declarațiunea prevăzută de art. 71 c. civ. fr. (57 c. civ. rom.) nu trebuiesc să depue jurământ.

(Dalloz, Rép., Acte de notoriété, No. 41; Nacu, I, p. 308).

4. Declarațiunile martorilor cari tin loc de act de naștere ar trebui să arate: locul nașterii, pe cât este posibil, epoca nașterii și cauzele de împedecare de a se produce actul de naștere. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 588).

5. Când declarațiile tuturor martorilor sunt în același sens, și faptul este simplu și unic, nu e nevoie a se lua declarația fiecărui martor în parte; această este necesar numai când faptele sunt complexe. (Dalloz, Rép., Acte de notoriété, No. 41).

**Art. 58. (Abrogat L. 15 Martie 1906<sup>2</sup>).**

*Text. fr. Art. 72.* — L'acte de notoriété sera présenté au tribunal de première instance du lieu où doit se célébrer le mariage. Le tribunal, après avoir entendu le procureur du Roi, donnera ou refusera son homologation, selon qu'il trouvera suffisantes ou insuffisantes les déclarations des témoins, et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance.

**Art. 59. (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>3</sup>).** — Actul autentic despre

1) **Textul vechiu al art. 57.** Dovezile ce vor îndeplini lipsa actelor de naștere, sunt: declarațiunea a 5 martori, bărbați sau femei, rude sau nu a viitorilor soți, care va cuprinde prenumele, numele, profesiunea și domiciliul viitorilor soți, locul și, pe cât se va putea mai nimerit, epoca nașterii și cauza pentru care nu

Martorii vor subscrie acea declarațiune, care se va legaliza de primarul comunei, și dacă vreunul din martori nu va ști, sau nu va putea subscrie, se va face mențiune despre aceasta în acel act.

2) **Textul vechiu al art. 58.** Actul de dovedire se va infățișa tribunalului de întâia instanță al județului, unde trebuie să se săvârșească căsătoria. Tribunalul, ascultând concluziunile procurorului, va face sau refuza legalizațiunea lui, după aprecierea ce va da declarațiunilor martorilor și împrejurărilor ce au împiedicat infățișarea actului de naștere. (Civ. 60; Leg. jud. ocoale 62; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 72).

3) **Textul vechiu al art. 59.** Actul autentic despre consimțământul tatălui, mamei, moșului (bunicii) și moașei (bunei) sau, în lipsă-le, despre consimțământul familiei, va cuprinde prenumele, numele, profesiunea și domiciliul viitorilor soți și a tuturor acelora ce vor fi luat parte la acest act; precum și gradul înruderii lor.

consimțământul tatălui, mamei sau tutorelui, va cuprinde prenumele, numele, profesiunile și domiciliul viitorilor soți și a tuturor acelorora cari vor fi luat parte la acest act și gradul înrudirei lor.

Autentificarea acestui act va putea fi făcută de judecătoriile de ocol și de judecătoriile comunale. (Civ. 87, 131—134, 142, 164, 165, 1171; C. p. 162; Leg. aut. act. Art. 14 urm.; Reg. act. st. civile 104; Civ. Fr. 73).

*Text. fr. Art. 73.* — L'acte authentique du consentement des père et mère ou aïeuls et aïeules, ou, à leur défaut, celui de la famille, contiendra les prénoms, noms, professions et domicile du futur époux, et de tous ceux qui auront concouru à l'acte, ainsi que leur degré de parenté.

*Text. fr. Art. 73. (Modificat prin legea din 20 Iunie 1896).* — L'acte authentique du consentement des père et mère ou aïeuls et aïeules, ou, à leur défaut, celui de la famille, contiendra les prénoms, noms, professions et domiciles du futur époux et de tous ceux qui aurent concouru à l'acte, ainsi que leur degré de parenté.

Hors le cas prévu par l'art. 160, cet acte de consentement pourra être donné, soit devant un notaire, soit devant l'officier de l'état civil du domicile de l'ascendant, et, à l'étranger, devant les agents diplomatiques ou consulaires français.

*Text. fr. Art. 73. (Modificat prin legea din 20 Iunie 1896).* — L'acte authentique du consentement des père et mère ou aïeuls et aïeules, ou, à leur défaut, celui du conseil de famille, contiendra les prénoms, noms, professions et domicile des futurs époux et de tous ceux qui auront concouru à l'acte, ainsi que leur degré de parenté.

Hors le cas prévu par l'article 159 du code civil, cet acte de consentement pourra être donné soit devant un notaire, soit devant l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de l'ascendant, et, à l'étranger, devant les agents diplomatiques ou consulaires français.

### Doctrină

1. Când persoanele al căror consimțământ se cere sunt prezente și asistă la celebrarea căsătoriei, nu mai este necesar actul autentic despre consimțământul lor, care se cere numai când ei lipsesc de la această celebrare. (Daloz, Rép., Mariage, No. 354; Planiol, ed. 6-a, I, No. 767, 833; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 150; Nacu, I, p. 308; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 612).

2. Consimțământul trebuie dat prin act autentic; consimțământul dat printr'un act sub semnătură privată nu este valabil. (Marcadé, Art. 73; Demolombe, III, No. 55; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 241; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 466, text și nota 5, p. 107).

3. O căsătorie celebrată în baza unui consimțământ dat prin act sub semnătură privată, nu ar putea fi atacată în nulitate pentru lipsă de consimțământ. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 466, nota 5, p. 107; Huc, I, No. 343).

4. Prin actul autentic, persoanele al căror consimțământ se cere, vor arăta sub pedeapsă de nulitate, nu numai persoana căreia îi dau consimțământul ci și per-

soana cu care va avea loc căsătoria. (Delvincourt, I, p. 70; Marcadé, Art. 73, No. 573; Demolombe, III, No. 53; Duranton, II, No. 92; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 241 bis; Mersier, Traité théorique et pratique ed. 2-a, No. 235; Laurent, II, No. 320; Huc, I, No. 343; Planiol, ed. 6-a, I, No. 768; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 141; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, § 466, nota 6, p. 107).

5. După o altă părere însă, chiar dacă în actul de consimțământ nu se arată numele persoanei cu care se contractează căsătoria, rămâne la aprecierea ofițerului de stare civilă de a-l admite sau a-l înlătura. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 73, No. 4).

6. Dacă părinții sau ascendenții refuză a-și da consimțământul la căsătoria descendentului lor, hotărîrea lor este definitivă și nu ar putea să ceară tribunalului reformarea ei, de oarece ei nu trebuiesc să arate motivele ce i-au determinat a refuza consimțământul. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 769; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 141).

7. Ascendenții au dreptul să revoace consimțământul dat până când nu s-a celebrat căsătoria. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 770; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 141).



**8.** In cazul când ascendentul care și-a dat consimțământul încetează din viață înainte de celebrarea căsătoriei, dacă în acelaș grad cu el mai sunt și alți ascendenți cari și-au dat consimțământul, nu mai e nevoie de alt consimțământ; dacă însă prin decesul său dreptul de a autoriza căsătoria trece la alt grad de ascendenți, este necesar consimțământul acestora. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 771; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 141).

**9.** Totodată viitorii soți vor mai produce următoarele acte dacă este cazul: dispensa de vârstă și de rudenie, dovada de desfacerea căsătoriei anterioare, actul sau hotărârea de ridicarea opoziției la căsătorie. Dacă viitorul soț este militar, autorizația autorităților militare. (Demolombe, III, No. 192; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 73, No. 14; Dalloz, Rép., Mariage, No. 358; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 612, 613).

**Art. 60. (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>).** — Căsătoria se va celebra în comuna în care unul din soți va avea domiciliul său. Acest domiciliu, întrucât privește căsătoria se va stabili prin o reședință de șase luni continue într'o comună<sup>2</sup>). (Civ. 73 urm., 87 urm., 151, 173 urm.; Reg. act. st. civ. 106; Civ. Fr. 74).

*Text. fr. Art. 74.* — Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des deux époux aura son domicile. Ce domicile, quant au mariage, s'établira par six mois d'habitation continue dans la même commune.

*Text. fr. Art. 74. (Modificat prin legea din 21 Iunie 1907).* — Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des deux époux aura son domicile ou sa résidence, établie par un mois au moins d'habitation continue à la date de la publication prévue par la loi.

### Doctrină

**1.** In privința fixării domiciliului, s-au ivit în doctrină mai multe păreri: După o părere dominantă, căsătoria poate fi celebrată atât în comuna în care una dintre părți își are domiciliul său real, cu toate că în această comună partea nu are o reședință de șase luni sau a încetat de a locui de un oarecare timp, cât și în comuna în care una dintre părți are o reședință continuă de șase luni cu toate că ea își are domiciliul real în altă parte. (Merlin, Répertoire, Domicile, § 9, No. 2; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 74 No. 2; Valette sur Proudhon, I, No. 571; Toulhier, I, No. 571; Beudant, I, No. 165, 166; Mourlon ed. 7-a, I, No. 584; Demolombe, III, No. 196 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, § 466, text și nota 17 p. 106; Dalloz, Rép., Mariage, No. 364; Huc, II, No. 91; Planiol, ed. 6-a, I, No. 852, 853; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1588; Colin et Capitant, de. 4-a, I, p. 152, 427; Nacu, I, p. 307; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 599; Matei Cantacuzino, p. 687).

**2.** După o altă părere, căsătoria trebuie celebrată numai în comuna în care una dintre părți a locuit continuu timp de șase luni, indiferent dacă aci este și domiciliul său real. (Delvincourt, I, p. 55.

nota 1; Duranton, II, No. 220 urm.; Marcadé, Art. 74 No. 1; Dalloz, Rép., Mariage, No. 364 urm.; Suppl., Mariage, No. 182; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 161 urm.; Laurent, II, No. 412 urm.).

**3.** După o a treia părere, căsătoria poate fi celebrată atât în comuna în care unul dintre viitorii soți are o reședință continuă de șase luni cât și în comuna unde una dintre părți își are domiciliul real, cu condiția ca să fi locuit aci continuu timp de șase luni. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 233).

**4.** Minorii neemancipați având domiciliul obligator la părinții sau tutorii lor, căsătoria lor trebuie celebrată la domiciliul acestor persoane, determinat conform art. 74 c. civ. fr. (60 c. civ. rom.). (Demolombe, III, No. 204; Dalloz, Rép., Mariage, No. 366; Suppl. Mariage, No. 183; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 599, 600).

**5.** După o altă părere însă ei se pot căsători și în comuna unde ei aveau o reședință continuă după cum cere art. 74 c. civ. fr. (60 c. civ. rom.). (Duranton, II, No. 225; Laurent II, No. 417; Baudry et Houques-Fourcade, III, No. 1591; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 600).

<sup>1</sup> Textul vechiu al art. 60. Căsătoria se va celebra în comuna, în care unul din soți va avea domiciliul său. Acest domiciliu, întrucât privește căsătoria, se va stabili prin o reședință de 6 luni continue într'o comună.

<sup>2</sup> După o modificare avută loc la Senat în ședința dela 7 Martie, se adăogase la finalul acestui articol următoarele rânduri: „afară de cazul prevăzut de art. 50, când reședința de șase luni nu se cere”, cari nsă nu au fost menținute.

**Art. 61.** (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1)</sup>. — În ziua hotărâtă de părțile ce voesc a se însoți, după expirarea termenului de publicațiune, ofițerul stărei civile, în casa comunală, în prezența a doi martori, rude sau străini, va da citire părților în persoană a actelor sus menționate, relative la statul civil al părților și la formalitățile căsătoriei și le va citi art. 194, 195, 196 din capitolul VI al titlului «Despre căsătorie, despre drepturile și datoriile respective ale soților»; el va întrebă pe viitorii soți, precum și persoanele cari autorizează căsătoria, de vor fi de față, să declare dacă s'a făcut veri-un contract de căsătorie, și la caz de afirmativă, data acestui contract, precum și numele și reședința autorității care l-a autenticat. Ofițerul stărei civile va primi după aceasta declarațiunea fiecărei părți, una după alta, că voesc a se căsători. El va pronunța, în numele legii, că părțile sunt unite prin căsătorie și va redacta îndată act despre aceasta.

Căsătoria poate fi celebrată în alt loc decât în casa comunală, după atestarea medicală că unul dintre soți este împiedecat de a părăsi casa pentru cauză de boală.

Intrarea publicului în acest local va fi lăsată liberă și se va face mențiune despre aceasta în act. (Civ. 24, 49, 51, 62, 129, 151, 173, 194, 208; Const. veche 22; C. p. 162 urm., 166; Com. 19; Reg. act. st. civ. 108, 110; Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război cu privire la familia și averea celor mobilizați (Mon. of. 221/916) Art. 10, 11; Civ. Fr. 75).

*Text. fr. Art. 75.* — Le jour désigné par les parties après les délais des publications, l'officier de l'état civil, dans la maison commune, en présence de quatre témoins, parents ou non parents, fera lecture aux parties, des pièces ci-dessus mentionnées, relatives à leur état et au formalités du mariage, et du chapitre VI du titre du *Mariage, sur les droits et les devoirs respectifs des époux.*

*Addition, L. 10 juillet 1850.* — Il interpellera les futurs époux, ainsi que les personnes qui autorisent le mariage, si elles sont présentes, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage, et, dans le cas de l'affirmative, la date de ce contrat, ainsi que les noms et lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu.

Il recevra de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme; il prononcera, au nom de la loi, qu'elles sont unies par le mariage, et il en dressera acte sur-le-champ.

*Text. fr. Art. 75. (Modificat prin legea din 9 August 1919).* — Le jour désigné par les parties, après le délai de publication, l'officier de l'état civil, dans la maison commune, en présence de deux témoins, parents ou non parents, fera lecture aux parties des pièces ci-dessus mentionnées, relatives à leur état et aux formalités du mariage, ainsi que des articles 212, 213 et 214 du Code civil.

Toutefois, en cas d'empêchement grave, le procureur de la République du lieu du mariage pourra requérir l'officier de l'état civil de se transporter au

1) Textul vechiu al art. 61. În ziua hotărâtă de părțile ce voesc a se însoți, după expirarea termenului de publicațiune, ofițerul stărei civile, în casa comunală, în prezența de 4 martori, rude sau străini, va da citire părților de actele sus menționate, relative la statul civil al părților și la formalitățile căsătoriei și le va citi capitolul VI al titlului *Despre căsătorie, despre drepturile și datoriile respective ale soților*; el va interpela pe viitorii soți, precum și persoanele care autorizează căsătoria, de vor fi de față, să declare dacă s'a făcut vreun contract de căsătorie și, la caz de afirmativă, data acestui contract precum și numele și reședința autorității, care l-a legalizat. Ofițerul stărei civile va primi, după aceasta, declarațiunea fiecăreia din părți, una după alta, că voesc a se căsători. El va pronunța în numele legii, că părțile sunt unite prin căsătorie și va redigea îndată act despre aceasta.



domicile ou à la résidence de l'une des parties pour célébrer le mariage. En cas de péril imminent de mort de l'un des futurs époux, l'officier de l'état civil pourra s'y transporter avant toute réquisition ou autorisation du procureur de la République, auquel il devra ensuite dans le plus bref délai, faire part de la nécessité de cette célébration hors de la maison commune.

Mention en sera faite dans l'acte de mariage.

L'officier de l'état civil interpellera les futurs époux, et, s'ils sont mineurs, leurs ascendants présents à la célébration et autorisant le mariage, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage, et dans le cas d'affirmative, la date de ce contrat, ainsi que les nom et lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu.

Si les pièces produites par l'un des futurs époux ne concordent point entre elles quant aux prénoms ou quant à l'orthographe des noms, il interpellera celui qu'elles concernent, et, s'il est mineur, ses plus proches ascendants présents à la célébration, d'avoir à déclarer que le défaut de concordance résulte d'une omission ou d'une erreur. En cas de non présence, les ascendants attesteront l'identité dans leur consentement, donné en la forme légale. Le tribunal, qui exerce les fonctions de conseil de famille, donnera, s'il y a lieu, la même attestation dans son acte de consentement. En cas de décès des ascendants, l'identité sera valablement attestée pour les mineurs par le conseil de famille et, pour les majeurs, par leurs propres déclarations.

Il recevra de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme; il prononcera, au nom de la loi, qu'elles sont unies par le mariage et il en dressera acte sur-le-champ.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de căsătorie 6, 7, 8, 10, 11.	Prezumpțiune 10.
Casa comunală 3, 7.	Primărie 3, 7.
Celebrarea căsătoriei 1-5, 7, 8, 9.	Probă 8, 10.
Competență 4.	Procurator 2.
Comună 4.	Pronunțarea căsătoriei 5, 7, 8, 9.
Consimțământ 10.	Publicitate 3.
Deces 8.	Răspuns 5.
Deschise ușile 3.	Redactare 7, 8, 10.
Dovadă 8, 10.	Registre de stare civilă 7.
Incetare din viață 8.	Scris 6.
Întrebare 5, 6.	Semnătură 6, 10, 11.
Mandat 2.	Semne 6.
Mențiune 3.	Sărbătoare legală 1.
Moarte 8.	Soți 1, 2, 5-11.
Neregularitate 11.	Surdo-mut 6.
Nulitate 10, 11.	Ușile deschise 3.
Ofițer de stare civilă 1, 4, 5, 7, 8, 9, 11.	Valabilitate 10, 11.
	Viitori soți 1, 2, 5-11.
	Ziua 1.

## Doctrină

1. Deși art. 75 din codul civil fr. (61 c. civ. rom.) arată că ziua celebrării căsătoriei se hotărăște de către viitorii soți, totuși ei nu ar putea obliga pe ofițerul de stare civilă să celebreze căsătoria într-o zi de sărbătoare legală. (Mersier, *Traité théorique et pratique*, ed. 2-a, No. 340; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 370).

2. Părțile trebuiesc să se prezinte în persoană la celebrarea căsătoriei, ele nu ar putea fi reprezentată prin procuratori. (Delvincourt, I, p. 137; Duranton, I, No. 287; Loché p. 156; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 589; Demolombe, III, No. 210; Marcadé, Art. 36 No. 123; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 245 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 466, nota 9, p. 109;

Dalloz, *Rép., Acte de l'état civil*, No. 201; *Mariage*, No. 372; *Suppl., Acte de l'état civil*, No. 51; *Mandat*, No. 28; *Laurent*, II, No. 427; *XXVII*, No. 401; *Baudry et Houques-Fourcade*, II, No. 1597; *Planiol*, ed. 6-a, I, No. 849, 858; *Colin et Capitant*, ed. 4-a, I, p. 393; *Nacu*, I, p. 308; *Alexandresco*, ed. 2-a, I, p. 607; *Contra: Merlin, Répertoire, Mariage*, section 4, § 1, No. 4; *Coin-Delisle, Actes de l'état civil*, Art. 36; *Toullier*, I, p. 574).

3. Când căsătoria se celebrează în alt loc de cât casa comunală, ea se va face cu ușile deschise menționându-se motivul pentru care nu s'a celebrat la primărie. (Demolombe, III, No. 206; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 466, nota 10, p. 109; Dalloz, *Rép., Suppl., Mariage*, No. 188; *Laurent*, II, No. 425; *Huc*, II, No. 92; *Baudry et Houques-Fourcade*, II, No. 1594; *Nacu*, I, p. 308; *Alexandresco*, ed. 2-a, I, p. 597).

4. Ofițerul de stare civilă nu se poate transporta în altă comună de cât aceia unde funcționează, pentru a celebra o căsătorie. (Demolombe, III, No. 207; *Duranton*, II, No. 340 urm.; *Beudant*, I, No. 254; *Huc*, II, No. 93; *Baudry et Houques-Fourcade*, II, No. 1595; *Planiol*, ed. 6-a, I, No. 855, 1025; *Planiol et Ripert*, I, No. 181; *Alexandresco*, ed. 2-a, I, p. 598; *Contra: Mourlon*, ed. 7-a, I, No. 585; *Aubry et Rau*, ed. 4-a, V, § 467, text și nota 20, p. 115; *Laurent*, II, No. 482).

5. Formalitățile de întrebare din partea ofițerului de stare civilă făcută viitorilor soți dacă voesc a se căsători, răspunsul lor afirmativ și pronunțarea

unirei lor prin căsătorie, sunt esențiale și lipsa lor aduce nulitatea căsătoriei. (Loché, *Esprit du code civil*, Art. 191; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 590, 593; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 567; Planiol ed. 6-a, I, No. 860; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 606).

6. Răspunsul părților ce voesc a se căsători poate fi făcut în orice chip, de ex.: un surdo-mut, ar putea răspunde prin semne sau în scris și înscrisurile însemnate de părți rămân anexate la actul de căsătorie. (Coin-Delisle, *Actes de l'état civil*, Art. 75, No. 11; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 213, 375; Huc, II, No. 18; Planiol, ed. 6-a, I, No. 861; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 153; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 606; Matei Cantacuzino, p. 679).

7. Actul de căsătorie trebuie redactat imediat după ce s-a pronunțat unirea soților și aceasta chiar când căsătoria are loc în altă parte de cât în casa comunală, și unde ofițerul de stare civilă este obligat a duce registrele. (Coin-Delisle, *Actes de l'état civil*, Art. 75, No. 16; Demolombe, III, No. 206; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 377).

8. Căsătoria este celebrată din momentul ce ofițerul de stare civilă a pronunțat unirea viitorilor soți, așa în cât dacă din o cauză oarecare ofițerul de stare civilă nu poate redacta actul sau

a încetat din viață, căsătoria există și poate fi dovedită conform art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) (Demolombe, III, No. 213; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 379; Suppl., *Mariage*, No. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 607).

9. Căsătoria se consideră celebrată din momentul ce ofițerul de stare civilă a pronunțat formula unirei soților. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 153; Nacu, I, p. 309).

10. În cazul când după redactarea actului de căsătorie, o parte refuză a-l semna, este prezumțiunea că ea nu a consimțit la căsătorie, și căsătoria nu e valabilă afară de cazul când s-a dovedit că ea și-a dat consimțământul. (Coin-Delisle, *Actes de l'état civil*, Art. 76, No. 3; Demolombe, III, No. 213; Duranton, II, No. 241, nota 2; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 380; Laurent, II, No. 429; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1874; Comp: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 590; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 606, 607).

11. Neregularitățile ce ar putea cuprinde un act de căsătorie, cum ar fi lipsa semnăturii uneia dintre părți sau a ofițerului de stare civilă, nu aduce totdeauna nulitatea căsătoriei. (Coin-Delisle, Art. 75, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 590, 592; Dalloz, *Rép., Acte de l'état civil*, No. 380; Suppl., *Acte de l'état civil*, No. 190).

**Art. 62.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1)</sup>). În actul de căsătorie se va cuprinde:

1. Prenumele, numele, profesiunea, etatea, locul de naștere și domiciliul fiecăruia din soți;
2. De sunt majori sau minori;
3. Prenumele, numele, profesiunea și domiciliul taților și mamelor lor;
4. Consimțământul taților și al mamelor sau al tutorelui în cazurile cerute de lege;
5. Publicațiunile din diferite domiciliuri;
6. Opozițiunile, de ar urmă niște asemenea, revocarea acestora sau mențiunea că nu s'a arătat opozițiune;

1) Textul vechiu al art. 62. În actul de căsătorie se va cuprinde:

- I. Prenumele, numele, profesiunea, etatea, locul de naștere și domiciliul fiecăruia din soți.
- II. De sunt majori sau minori.
- III. Prenumele, numele, profesiunea și domiciliul taților și al mamelor lor.
- IV. Consimțământul taților și al mamelor, bunilor sau al bunelor sau al familiei în cazurile cerute de lege.
- V. Actele respectuoase, dacă acestea s'ar fi făcut.
- VI. Publicațiunile în diferite domiciliuri.
- VII. Opozițiunile de ar urmă niște asemenea, revocarea acestora, sau mențiunea că nu s'a arătat opozițiune.
- VIII. Declarațiunea părților contractante că se iau de soți, și pronunțarea uniunii lor de către ofițerul public.

IX. Prenumele, numele, etatea, profesiunea și domiciliul fiecăruia din martori, precum și declarațiunea de sunt rude sau afini ai soților, de ce anume parte și grad.

X. Declarațiunea ce s'a făcut asupra interpelațiunii prescise de articolul precedent, că a urmat sau nu contract de căsătorie și, pecăt se va putea, data contractului, de există, precum și numele și locul reședinței autorității care l-a legalizat; toate acestea, sub pedepsă contra ofițerului stărei civile de amenda prescristă la articolul 54. În caz când declarațiunea s'ar fi omis, sau greșit, rectificațiunea actului, în ceace privește omisiunea sau greșala se va putea cere de procurorul tribunalului, fără prejudiciul dreptului părților interesate, în conformitate cu articolul 84 al acestui codice.



7. Declarațiunea părților contractante că se iau de soți și pronunțarea unirei lor de către ofițerul public;

8. Prenumele, numele, etatea, profesiunea și domiciliul fiecărui din martori, precum și declarațiunea de sunt rude sau afini a soților, de ce anume parte și grad;

9. Declarațiunea ce s'a făcut asupra interpelațiunii prescise de articolul precedent, că a urmat sau nu contract de căsătorie și, pe cât se va putea, data contractului, de există, precum și numele și locul reședinței autorității care l-a autentificat; toate acestea sub pedeapsă contra ofițerului stărei civile de amenda prescisa la art. 54. In caz când declarațiunea s'ar fi omis sau greșit, rectificațiunea actului, în cece privește omisiunea sau greșala, se va putea cere de procurorul tribunalului, fără prejudiciul dreptului părților interesate, în conformitate cu art. 84 al acestui cod. (Civ. 21, 24, 49, urm., 61, 84, 129, 131, urm., 153 urm., 164, 165, 174, 342, 343, 660 urm.; Com. 19, 20; Lege din 29 Oct. 1877; Reg. act. st. civ. 58, 109; Civ. Fr. 76).

*Text. fr. Art. 76.* — On énoncera, dans l'acte de mariage :

1<sup>o</sup> Les prénoms, noms, professions, âge, lieux de naissance et domiciles des époux;

2<sup>o</sup> S'ils sont majeurs ou mineurs;

3<sup>o</sup> Les prénoms, noms, professions et domiciles des pères et mères;

4<sup>o</sup> Le consentement des pères et mères, aïeuls et aïeules, et celui de la famille, dans les cas où ils sont requis;

5<sup>o</sup> Les actes respectueux, s'il en a été fait;

6<sup>o</sup> Les publications dans les divers domiciles;

7<sup>o</sup> Les oppositions, s'il y en a eu; leur mainlevée, ou la mention qu'il n'y a point eu d'opposition;

8<sup>o</sup> La déclaration des contractants de se prendre pour époux et le prononcé de leur union par l'officier public;

9<sup>o</sup> Les prénoms, noms, âge, professions et domiciles des témoins, et leur déclaration s'ils sont parents ou alliés des parties, de quel côté et à quel degré.

*Addition, L. 10 juillet 1850, et 17 Août 1897, § 10.* — La déclaration faite sur l'interpellation prescrite par l'article précédent, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage, et autant que possible, de la date du contrat, s'il existe, ainsi que les noms et lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu; le tout à peine, contre l'officier de l'état civil, de l'amende fixée par l'article 50.

Dans le cas où la déclaration aurait été omise ou serait erronée, la rectification de l'acte, en ce qui touche l'omission ou l'erreur, pourra être demandée par le procureur de la République, sans préjudice du droit des parties intéressées, conformément à l'article 99.

Il sera fait mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux.

*Text. fr. Art. 76. (Modificat prin legeile din 21 Iunie 1907 și din 9 August 1919).* — L'acte de mariage énoncera :

1<sup>o</sup> Les prénoms, noms, professions, dates et lieux de naissance, domiciles et résidences des époux;

2<sup>o</sup> S'ils sont majeurs ou mineurs, et au cas où ils sont majeurs, s'il sont ou non plus de trente ans révolus;

3<sup>o</sup> Les prénoms, noms, professions et domiciles des pères et mères;

4<sup>o</sup> Le consentement des pères et mères, aïeux ou aïeules, et celui du conseil de famille dans le cas où ils sont requis;

5<sup>o</sup> Les prénoms et noms des précédents conjoints de chacun des époux, avec les dates des décès ou divorces ayant entraîné dissolution de leurs mariages;

6<sup>o</sup> La mention qu'il n'existe aucune opposition pouvant empêcher le mariage;

7<sup>o</sup> La déclaration des contractants de se prendre pour époux, et le prononcé de leur union par l'officier de l'état civil;

8<sup>o</sup> Les prénoms, noms, professions, domiciles des témoins et leur qualité de majeur;

9<sup>o</sup> La déclaration, faite sur l'interpellation prescrite par l'article précédent, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage et, autant que possible, la date du contrat, s'il existe, ainsi que les nom et lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu; le tout à peine, contre l'officier de l'état civil, de l'amende fixée par l'article 50.

Dans le cas où la déclaration aurait été omise ou serait erronée, la rectification de l'acte, en ce qui touche l'omission ou l'erreur, pourra être demandée par le procureur de la République, sans préjudice du droit des parties intéressées, conformément à l'article 99.

Il sera fait mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux.

### Doctrină.

1. In afară de mențiunile arătate de art. 76 c. civ. fr. (62 c. civ. rom.) actul de căsătorie va trebui să cuprindă și alte mențiuni, în cazuri speciale, cum ar fi de ex. în cazul căsătoriei unui militar, se va menționa autorizația autorităților militare. (Daloz, Rép., Mariage. No. 378; Org. militaire, No. 513; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 610).

2. In cazul când prin căsătorie se legitimează un copil natural, se va face mențiune despre recunoașterea acestui copil. (Daloz, Rép., Mariage, No. 378; Alexandresco, ed. 2-a, p. 610).

3. In caz de eroare sau omisiuni în redactarea actului de căsătorie, se poate cere rectificarea actului pe calea prevăzută de art. 84 din codul civil, atât de către părți cât și de Ministerul Public. (Matei Cantacuzino, p. 688).

### CAPITOLUL IV.

#### Despre actele de încetare din viață.

Art. 63. — Nici o înmormântare nu se va face fără autorizațiune. Autorizațiunea se dă de ofițerul stărei civile, care nu o va putea elibera până ce mai întâi nu va merge însuși la locuința celui încetat din viață, ca să se încredințeze despre moartea sa și până nu vor trece 36 ore dela încetarea din viață, afară de cazurile prevăzute de regulamentele polițienești.

In localitățile unde se vor fi aflând revizori de morți, ofițerul stărei civile îl va lua cu dânsul pentru a face constatare.

Autorizațiunea de înmormântare se va da fără plată de vre-o taxă <sup>1)</sup>. (Civ. 66, 67, 68, 81; C. p. 284 urm.; Reg. act. st. civ. 145 urm.; Civ. Fr. 77).

*Text. fr. Art. 77.*—Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation, sur papier libre et sans frais, de l'officier de l'état civil, qui ne pourra la délivrer qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée, pour s'assurer du décès, et que vingt-quatre heures après le décès, hors les cas prévus par les règlements de police.

<sup>1)</sup> In textul art. francez corespunzător, 77, lipsesc ultimele două aliniate. In acelaș timp, textul francez prevede în primul aliniat, 24 ore în loc de 36.



INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act de deces 1.	Mulage 8.
Autopsie 8.	Născut mort 1.
Autoritate comunală 7, 10.	Ofițer de stare civilă 3-6, 9.
Autorizație de înmormântare 1, 2, 3, 7, 9, 40.	Ora 2.
Competență 9.	Oraș 6.
Comunală autoritate 7, 10.	Ospiciu 8.
Constatarea decesului 2, 6.	Proces-verbal 10.
Copil 1.	Redactare 3.
Declarație de deces 3.	Registre de stare civilă 10.
İmbalsamare 8.	Spital 8.
İncertitudine 5.	Termin 2, 4, 5, 7, 8.
İnmormântare 1 urm.	Transcriere 10.
Justiție 8.	Urgență 4.
Medic 4, 6.	Verificarea decesului 2, 6.
	Ziua 2.

## Doctrină

1. Autorizația de înmormântare trebuie liberată chiar în cazul înmormântării unui copil născut mort. (Daloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 69; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 432; Comp.: Huc, I, No. 347; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 903).
2. Autorizația de înmormântare poate fi liberată îndată după verificarea încetării din viață, cu toate că înmormântarea nu poate avea loc înainte de 24 ore în Franța (36 ore în România); în autorizație se va arăta încă ziua și ora când urmează să aibă loc înmormântarea. (Demolombe, I, No. 302; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 114; Mourlon, ed. 7-a, I, p. 169; Huc, I, No. 350; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 904; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 403).
3. Înainte de a libera autorizația de înmormântare, ofițerul stării civile poate cere să i se facă declarația de deces, prevăzută în art. 78 c. civ. fr. (64 c. civ. rom.) pentru a redacta actul. (Demolombe, I, No. 302, 303; Delvincourt, I, p. 39; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 114 bis; Marcadé Art. 77, No. 3; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 419, 420; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 907; Planiol et Ripert, I, No. 214).

4. Ofițerul de stare civilă nu poate scurta termenul prevăzut de art. 77 c. civ. fr. (63 c. civ. rom.) de cât în caz de urgență și după avizul medicilor. (Mourlon, ed. 7-a, I, p. 169; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 286; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 403; Nacu, I, p. 209; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 432).

5. Ofițerul de stare civilă ar putea prelungi termenul de înmormântare prevăzut în art. 77 c. civ. fr. (63 c. civ. rom.), în cazul când ar avea oarecare incertitudine. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 286).

6. În practică, în orașe constatarea decesului se face de către un medic. Această practică, este legală de oarece legea nu oprește pe ofițerul de stare civilă ca să însărcineze o persoană competentă care să verifice încetarea din viață. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 401; Nacu, I, p. 209; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 431; Plastara, I, p. 149).

7. În cazul când după liberarea autorizației, s-ar întârzia cu înmormântarea, autoritatea comunală poate da ordin să se conformeze autorizației și legii. (Daloz, Rép., Culte No. 761).

8. În timpul termenului prevăzut de art. 77 c. civ. fr. (63 c. civ. rom.) nu se pot face autopsii, îmbălsămări sau mulage asupra cadavrului, afară de cazul când este ordinul Justiției sau când acestea se fac în ospicii sau spitale. (Daloz, Rép., Culte, No. 763; Suppl., Acte de l'état civil, No. 69).

9. Autorizația de înmormântare se liberează de ofițerul de stare civilă al comunei unde s-a întâmplat moartea. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 431).

10. Când administrația comunală autorizează înmormântarea în altă comună se va încheia un proces-verbal care nu trebuie transcris în registrul actelor de moarte de oarece nu este de cât o măsură polițienească. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 294).

**Art. 64.** — Actul de încetare din viață va fi redactat de către ofițerul stării civile, după declarațiunea a 2 martori; acești martori vor fi, de se va putea, din cele mai de aproape rude sau vecini. Iar când cineva va muri afară din domiciliul său, persoana în locuința căreia a murit, dimpreună cu ruda sau alte persoane vor servi de martori. (Civ. 21, 24, 25, 36, 65 urm., 76 urm., 81 urm., 87; Civ. Fr. 78).

*Text. fr. Art. 78.*—L'acte de décès sera dressé par l'officier de l'état civil, sur la déclaration de deux témoins. Ces témoins seront, s'il est possible, les deux plus proches parents ou voisins, ou, lorsqu'une personne sera décédée, hors de son domicile, la personne chez laquelle elle sera décédée, et un parent ou autre.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act de deces 1 urm.	Martori 4, 5.
Competență 1, 2, 3.	Mină 10.
Constatarea decesului 10.	Naștere 12.
Copil 12.	Ofițer de stare civilă 1,
Copii gemeni 11.	2, 3, 7-11, 13.
Declarația de deces 4-9, 11.	Parchet 9.
Domiciliu 13.	Pedeapsă 6.
Gemeni 11.	Râu 10.
Hotărâre 8, 10.	Rectificare 8.
Identitate 9.	Redactare 1-5, 8-13.
Imposibilitate 10.	Registre de stare civilă
Inecat 3, 10.	10, 13.
Înmormântare 8, 9.	Sentință 8, 10.
Lucrător 10.	Termin 6.
Mamă 12.	Transcriere 10, 13.
Mare 10.	Verificarea decesului 10.

## Doctrină

**1.** Actul de încetare din viață trebuie redactat de ofițerul de stare civilă al locului unde a avut loc decesul. (Daloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 79; Planiol, ed. 6-a, I, No. 505; Planiol, et Ripert, I, No. 215).

**2.** În cazul când cadavrul a fost transportat în altă comună din ordinul autorităților pentru a se face cercetări și a se identifica, actul de încetare din viață va fi redactat de ofițerul stării civile al Comunei unde a fost transportat. (Daloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 79).

**3.** În cazul găsirii unui cadavru într-un loc unde este aproape sigur că nu s-a produs moartea cum ar fi pentru cadavrele celor înecați, actul de încetare din viață va fi redactat de ofițerul de stare civilă al locului, unde a fost găsit cadavrul. (Paniol et Ripert, I, No. 215).

**4.** Actul de încetare din viață este redactat după declarația a două persoane cari sunt și declaranți și martori. (Mourlon, ed. 7-a, I, p. 170; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 909; Planiol, ed. 6-a, I, No. 499; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 394, 402; Nacu, I, p. 209; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 433).

**5.** Martorii necesari la încheierea actelor de deces, trebuiesc să îndeplinească cerințele prevăzute de art. 37 c. civ. fr. (24 c. civ. rom.). (Delvincourt, art. 78; Demolombe, I, No. 303; Mourlon, ed. 7-a, I, p. 170; Planiol, ed. 6-a, I, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 433).

**6.** În cazul unei declarații tardive, nu se aplică nici o pedeapsă declaranților, de oarece, legea nu prevede un termen pentru facerea declarației. (Mourlon, ed. 7-a, I, p. 170; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 284; Mersier. Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 418; Planiol, ed. 6-a, I, No. 500; Planiol et Ripert, I, No. 214; Comp.: Demolombe, I, No. 303; Mar-

cadé, Art. 77 No. 3; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 910; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 403; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 433).

**7.** Ofițerul de stare civilă nu este obligat a primi declarațiile tardive de deces. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 284).

**8.** După o părere dacă declarația de deces nu a fost făcută de cât după înmormântare și nu s-a dresat actul de încetare din viață, el nu mai poate fi încheiat de cât după pronunțarea unei sentințe de rectificare. (Demolombe, I, No. 302; Marcadé, Art. 77, No. 3; Aubry et Rau., ed. 5-a, I, § 61, nota 2 bis, p. 310; Huc, I, No. 351; Mersier. Traité théorique et pratique, No. 420; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 907; Planiol et Ripert, I, No. 214; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 433).

**9.** După o altă părere însă, ofițerul de stare civilă ar putea încheia actul de deces în cazul când se constată identitatea persoanei încetate din viață după actele prezentate, în cazul contrar va trebui să înștiințeze Parchetul. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 284).

**10.** În cazul când moartea unor persoane este sigură, însă este imposibil de a se găsi cadavrul și a-l prezenta ofițerului de stare civilă pentru a încheia actul de deces, cum ar fi cazul unei înecări în mare sau într'un râu și corpul nu mai reapare, sau cazul unei prăbușiri de mină și a acoperirii lucrătorilor fără a se putea ajunge la ei, constatarea decesului se va face de către tribunal, iar hotărârea se va transcrie în registre. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 507 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 241 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 403 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 434, 439).

**11.** În cazul când ofițerul de stare civilă primește declarația morții simultane a mai multor copii gemeni se va redacta pentru fiecare câte un act de deces. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 302).

**12.** În cazul când cu ocazia unei nașteri, încetează din viață mama și copilul se vor încheia două acte de deces deosebite. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 301).

**13.** Când decesul unei persoane are loc într-o comună unde nu era domiciliul său, ofițerul de stare civilă al acestei comune și care a redactat actul, va înainta în termen scurt o copie de pe actul de deces, ofițerului de stare civilă al domiciliului defunctului, pentru a fi transcrie în registre. (Paniol et Ripert, I, No. 215; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 402).

**Art. 65.** — Actul de încetare din viață va cuprinde: prenumele, numele, vârsta, profesiunea și domiciliul mortului; prenumele, celuilalt soț, dacă mortul eră căsătorit sau văduv; prenumele, numele, vârsta, profesiunea și domiciliul celor ce au declarat moar-



tea, și de sunt rude, gradul înrudirii. Acelaș act va mai cuprinde pe cât se va putea ști, prenumele, numele, profesiunea și domiciliul părinților mortului și locul nașterii sale. (Civ. 21, 22 urm., 25, 36, 68, 82; Reg. act. st. civ. 153; Civ. Fr. 79).

*Text. fr. Art. 79.* — L'acte de décès contiendra les prénoms, nom, âge, profession et domicile de la personne décédée; les prénoms et nom de l'autre époux, si la personne décédée était mariée ou veuve; les prénoms, noms, âges, professions et domiciles des déclarants; et, s'ils sont parents, leur degré de parenté.

Le même acte contiendra de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère du décédé, et le lieu de sa naissance.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de deces 1 urm.	Nume 1.
Copil 10.	Ora 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Dovadă 7, 8, 9, 10.	Probă 7, 8, 9, 10.
Forță probantă 7, 8, 9.	Tată 1, 10.
Identitate 2.	Timpul 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Inecat 6.	Valabilitate 1.
Inscriere în fals 8, 9.	Vârsta 9.
Mamă 1.	Ziua 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Nulitate 1.	

#### Doctrină

**1.** Cuprinderea numelui tatălui și mamei mortului în actul de încetare din viață nu este substanțială și nu atinge valabilitatea actului. (Merlin Répertoire, Faux, sect. I, § 3, No. 3; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 293; Faux, No. 273).

**2.** Când identitatea mortului nu este cunoscută, trebuiesc menționate semnele caracteristice, hainele, bijuteriile, etc., cari vor permite recunoașterea. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 305; Planiol, ed. 6-a, I, No. 502; Planiol et Ripert, I, No. 218).

**3.** În privința mențiunii zilei și orei decesului în actul de încetare din viață, sunt trei păreri: după o părere, cu toate că art. 79 c. civ. fr. (65 c. civ. rom.) nu cere mențiunea zilei și orei decesului, ele trebuiesc înserate în actul de deces. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, cap. I, § 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 61. text și nota 3, p. 310; Planiol, ed. 6-a, I, No. 503, 520; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 218; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 40).

**4.** După o a doua părere, ofițerul de stare civilă, trebuiesc chiar să refuze a trece ziua și ora încetării din viață în actul de deces de oarece art. 79 c. civ. fr. (65 c. civ. rom.) nu cere înserarea acestei mențiuni. (Demolombe, I, No. 304; Mourlon, ed. 7-a, I, p. 171; Marcadé, Art. 79; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 282, 283; Laurent, II, No. 17, 62; Huc, I,

No. 325; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 913; Nacu, I, p. 209, 210; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 434, 435; Comp.: Vallette sur Proudhon, I, p. 229; Duranton, I, No. 323).

**5.** După o a treia și ultimă părere, de și mențiunea zilei și orei decesului în actul de încetare din viață nu este cerută, totuși ea poate fi înserată. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 116; Mourlon ed. 7-a, I, p. 172; Comp. Marcadé, Art. 79; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 422; Plarfara, I, p. 149).

**6.** Când ora și ziua decesului nu sunt cunoscute, cum ar fi cazul pentru cei înecați, a căror corpuri se descoperă mai târziu, ofițerul de stare civilă trebuiesc să menționeze epoca probabilă a morții după starea cadavrului. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 503; Planiol et Ripert, I, No. 218).

**7.** Dacă ziua și ora încetării din viață au fost înserate în actul de deces, după o părere, aceasta nu are nici o forță probantă ci este o simplă indicație. (Mourlon, ed. 7-a, I, p. 171; Marcadé, Art. 79; Demolombe, I, No. 304; Laurent, II, No. 17, 62; Huc, I, No. 352; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 402; Nacu, I, p. 210).

**8.** După o altă părere însă, această mențiune nu este valabilă până la înscierea în fals, ci numai până la proba contrară. (Duranton, I, No. 323; Mourlon, ed. 7-a, I, p. 172; Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 67; Planiol, ed. 6-a, I, No. 520).

**9.** Inserarea vârstei mortului în actul de deces, nu face credința până la înscierea în fals. (Duranton, I, No. 322; Toullier, VIII, No. 166).

**10.** În cazul când două persoane au murit împreună, cum ar fi de exemplu: tatăl și fiul, părțile interesate vor dovedi, potrivit dreptului comun, cine a murit întâi. (Alexandresco, ed. 2-a, I p. 435, nota 1; Comp.: Matei Cantacuzino p. 217).

**Art. 66.** — Dacă încetarea din viață a vre-unei persoane s'a întâmplat în spitalele militare, civile sau orice alte stabilimente publice sau particulare, superiorii, directorii, administratorii și stă-

pânii acelor case vor fi datori a da de știre în 24 ore, ofițerului stărei civile, care va merge îndată ca să se încredințeze de moartea acelei persoane, după declarațiunile ce i se vor fi făcut și după științele ce va fi luat; se vor ține în zisele spitale și stabilimente, registre destinate spre a se înscrie acele declarațiuni și științe.

Ofițerul stărei civile va întocmi actul de încetare din viață și îl va trimite la locul unde încetatul din viață va fi avut cel din urmă domiciliu, pentru a se înscrie în registre. (Civ. 21 urm., 63, 81, 82; C. p. 284; Reg. act. st. civ. 149, 154; Lege privitoare la constatarea morții prezumate a acelor dispăruți în timpul războiului. (Mon. of. 204/923), Art. 5; Civ. Fr. 80).

*Text. fr. Art. 80. — En cas de décès dans les hôpitaux militaires, civils ou autres maisons publiques, les supérieurs, directeurs, administrateurs et maîtres de ces maisons, seront tenus d'en donner avis, dans les vingt-quatre heures, à l'officier de l'état civil, qui s'y transporteront pour s'assurer du décès, et en dressera l'acte conformément à l'article précédent, sur les déclarations qui lui auront été faites, et sur les renseignements qu'il aura pris.*

Il sera tenu en outre, dans lesdits hôpitaux et maisons, des registres destinés à inscrire ces déclarations et ces renseignements.

L'officier de l'état civil enverra l'acte de décès à celui du dernier domicile de la personne décédée, qui l'inscrira sur les registres.

*Text. fr. Art. 80. (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893 și prin legea din 20 Noembrie 1919). — Lorsqu'un décès se sera produit ailleurs que dans la commune, l'officier de l'état civil qui aura dressé l'acte de décès enverra, dans le plus bref délai, à l'officier de l'état civil du dernier domicile du défunt, une expédition de cet acte, laquelle sera immédiatement transcrite sur les registres.*

En cas de décès dans les hôpitaux ou les formations sanitaires, les hôpitaux maritimes, coloniaux, civils ou autres établissements publics, soit en France, soit dans les colonies ou les pays de protectorat, les directeurs, administrateurs ou maîtres de ces hôpitaux ou établissements, devront en donner avis, dans les vingt-quatre heures, à l'officier de l'état civil ou à celui qui en remplit les fonctions.

Celui-ci s'y transporteront pour s'assurer du décès et en dressera l'acte, conformément à l'article précédent, sur les déclarations qui lui auront été faites et sur les renseignements qu'il aura pris.

Il sera tenu, dans lesdits hôpitaux, formations sanitaires et établissements, un registre sur lequel seront inscrits ces déclarations et renseignements.

### Doctrină

1. Prin stabilimente publice, arătate în articolul 66 c. civ. român, se înțeleg: seminarele, liceile, școlile publice și toate stabilimentele, cari sunt proprietatea statului sau cari sunt puse sub privegherea sa. afară de închisori. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 436).

2. După art. 66 din codul civil român, stabilimentele particulare, cum ar fi pensionatele, fabricile etc. sunt obligate a avea registrele cerute de acest text. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 436, text și nota 1).

3. Directorul sau administratorul stabilimentului public sau particular este obligat a aduce la cunoștința ofițerului de stare civilă, decesul întâmplat, cel mult până în 24 ore sub pedeapsa prevăzută de art. 284 c. penal. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 436).

4. Dispozițiile art. 80 c. civ. fr. (66 c. civ. rom.) sunt aplicabile numai celor ce stau în pensionare în stabilimente publice sau particulare, iar nu și familiilor directorilor și funcționarilor acestor stabilimente și care locuiesc acolo. (Mersier, *Traité théorique et pratique*, Appendice, p. 9).



5. La redactarea actelor de deces prevăzute de art. 80 c. civ. fr. (66 c. civ. rom.) este necesară asistența martorilor. (Demolombe, I, No. 307; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 436).

6. Registrele ținute în spitale și stabilimente, prevăzute în art. 80 c. civ. fr. (66 c. civ. rom.) nu fac dovadă în justiție de cât ca simple lămuriri și indicii, în caz de lipsă sau pierderea registrelor de stare civilă. (Demolombe, I, No. 306; Mourlon, ed. 7-a, I, p. 173; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 117 bis, III; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 308; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 917; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 437).

7. Când decesul unei persoane are loc într-o comună unde nu era domiciliul său, ofițerul de stare civilă al acestei comune și care a redactat actul, va în-

ta în termen scurt o copie de pe actul de deces, ofițerului de stare civilă al domiciliului defunctului pentru a-l transcrie în registre. (Planiol et Ripert, I, No. 215; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 402).

8. Ofițerul de stare civilă după ce dresează actul de deces al unei persoane încetate din viață într'un spital militar sau civil, sau în orice stabiliment public sau particular, nu va trece actul în registrele sale, în cazul când defunctul nu avea domiciliul în acea comună sau în chiar stabilimentul în care a avut loc decesul, ci îl va trimite ofițerului de stare civilă de la ultimul domiciliu al defunctului, pentru a fi transcris în registrele acelei comune. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 436, 437).

**Art. 67.** — Când vor fi oarecari semne, sau indicii de moarte violentă sau alte împrejurări bănuitoare, mortul nu se va putea îngropa decât după încheierea unui proces-verbal de către un funcționar polițienesc, față cu un medic sau chirurg, spre a se constată starea cadavrului și a vericărei alte împrejurări relative la aceasta, precum și orice informațiuni ce se vor putea lua despre prenumele, numele, vârsta, profesiunea, locul nașterii și domiciliul aceluși mort. (Civ. 63, 68, 70; C. p. 284, 285; Pr. p. 14, 43; Reg. act. st. civ. 151; Civ. Fr. 81).

*Text. fr. Art. 81.* — Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de le soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre, et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédé.

#### Doctrină

1. Când cadavrul poate avea un semn de violență oricât de mic, sau chiar în lipsă de semne, dacă există vre-o bănuială că moartea nu a fost naturală, agenții de poliție vor înștiința pe procuror, care va lua cu el unul sau doi me-

dici pentru a stabili identitatea mortului și starea cadavrului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 438).

2. Dacă moartea s'a întâmplat în urma unui duel sau sinucideri, se va constata în procesul verbal încheiat, toate acestea, pentru a se înlătura ori ce bănuială. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 439, nota 1).

**Art. 68.** — Funcționarul polițienesc va fi dator a trimite îndată ofițerului stărei civile al locului unde va fi murit acea persoană, toate științele arătate în procesul său verbal, în conformitatea căruia se va redacta actul de încetare din viață.

Funcționarul stărei civile va expedia o copie după acea comunicațiune despre încetarea din viață a acelei persoane la domiciliul său, de va fi cunoscut, și această expediere se va înscrie în registre. (Civ. 27, 65, 67, 83, 87 urm.; Civ. Fr. 82).

*Text. fr. Art. 82.* — L'officier de police sera tenu de transmettre de suite à l'officier de l'état civil du lieu où la personne sera décédée, tous les renseignements énoncés dans son procès-verbal, d'après lesquels l'acte de décès sera rédigé.

L'officier de l'état civil en enverra une expédition à celui du domicile de la personne décédée, s'il est connu : cette expédition sera inscrite sur les registres.

### Doctrină

1. In articolul 82 c. civ. fr. (68 c. civ. rom.) se arată că ofițerul polițienesc trebuie să trimită ofițerului de stare civilă toate științele arătate în procesul său verbal; aceasta trebuie înțeleasă în sensul că ofițerul polițienesc trebuie să trimită numai datele necesare pentru a

fi trecute în actul de deces ce se încheie. (Mourlon, ed. 7-a, I, p. 173).

2. Ofițerul de stare civilă al locului unde a încetat din viață o persoană, în condițiile art. 68 din codul civil român, după ce va primi datele de la ofițerul de poliție, va trebui să încheie actul de deces în prezența a doi martori. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 439).

**Art. 69.** — In caz de moarte în închisori se va încunoștiința îndată ofițerul stărei civile, de către îngrijitorul închisorei, spre a merge acolo după cuprinderea art. 66, spre a redigi actul de încetare din viață. (Civ. 64 urm., 70; C. p. 284; Reg. act. st. civ. 150; Civ. Fr. 84).

*Text. fr. Art. 84.* — En cas de décès dans les prisons ou maisons de réclusion et de détention, il en sera donné avis sur-le-champ, par les concierges ou gardiens, à l'officier de l'état civil, qui s'y transportera comme il est dit en l'article 80, et rédigera l'acte de décès.

### Doctrină

1. Cuvântul „îndată“ din art. 84 c. civ. fr. (69 c. civ. rom.), trebuie înțeles că încunoștiințarea trebuie făcută în 24 ore de la încetarea din viață. (Marcadé, Art. 84 No. 1; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 310).

2. Potrivit dispozițiilor art. 78 c. civ. fr. (64 c. civ. rom.) actul de moarte al persoanelor aflate în închisori, trebuie redactat în prezența a doi martori. (Demolombe, I, No. 307; Marcadé, Art. 84, No. 1; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 310, 324; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 434; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 439).

3. Inchisorile nu sunt obligate a avea registrele prevăzute de art. 66 din codul civil român, această obligație fiind numai pentru stabilimentele arătate în acel text. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 440).

4. Ofițerul de stare civilă este obligat a trimite o copie de pe actul de deces, al persoanei încetată din viață în închisoare, ofițerului de stare civilă al domiciliului mortului, în cazul când domiciliul este cunoscut, pentru a fi înscris în registre. (Demolombe, I, No. 307; Marcadé, Art. 84, No. 1; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 310; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 440; Contra.: Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 921).

**Art. 70.** — In toate cazurile de moarte în închisori, nu se va face în registre nici o mențiune despre asemenea împrejurări și actele încetării din viață se vor redacta numai după formele prescrise de art. 65. (Civ. 65, 67, 69; Reg. act. st. civ. 150; Civ. Fr. 85).

*Text. fr. Art. 85.* — Dans tous les cas de mort violente, ou dans les prisons et maisons de réclusion, ou d'exécution à mort, il ne sera fait sur les registres aucune mention de ces circonstances, et les actes de décès seront simplement rédigés dans les formes prescrites par l'article 79.



## Doctrină

1. De și art. 70 din codul civil român, contrar art. 85 c. civ. fr., nu vorbește de cazul unei morți violente, totuși, nu se va face mențiune în actul de moarte de cauza unei morți violente. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 440, 441).

2. Poirivit dispozițiilor art. 85 c. civ. fr. (70 c. civ. rom.), ofițerul de stare ci-

vilă este oprit a trece în registrele de stare civilă, împrejurarea morții în in-chisoare; în cazul însă când ofițerul de stare civilă calcă această dispozițiune, părțile interesate pot cere la tribunale rectificarea actelor și cheltuelile ocazionate vor fi în sarcina ofițerului de stare civilă. (Marcadé, Art. 85, No. 1; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 316; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 440).

**Art. 71.** — În caz de moarte pe un vas român călătorind pe mare, moartea se va constata până în 24 ore prin un act în prezența a doi martori luați dintre ofițerii vasului sau în lipsă dintre oamenii echipagiului. Acest act se va redigă de către căpitanul, stăpânul sau patronul vasului și se va înscrie pe rolul echipagiului. (Civ. 21 urm., 45, 65, 72; Reg. act. st. civ. 160 urm.; Civ. Fr. 86).

*Text. fr. Art. 86.* — En cas de décès pendant un voyage de mer, il en sera dressé acte dans les vingt-quatre heures, en présence de deux témoins pris parmi les officiers du bâtiment, ou, à leur défaut, parmi les hommes de l'équipage. Cet acte sera rédigé, savoir, sur les bâtiments du Roi, par l'officier d'administration de la marine; et sur les bâtiments appartenant à un négociant ou armateur, par le capitaine, maître ou patron du navire. L'acte de décès sera inscrit à la suite du rôle de l'équipage.

*Text. fr. Art. 86. (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893).* — En cas de décès pendant un voyage maritime et dans les circonstances prévues à l'article 59, il en sera, dans les vingt-quatre heures et en présence de deux témoins, dressé acte par les officiers instrumentaires désignés en cet article et dans les formes qui y sont prescrites.

Les dépôts et transmissions des originaux et des expéditions seront effectués conformément aux distinctions prévues par les articles 60 et 61.

La transcription des actes de décès sera faite sur les registres de l'état civil du dernier domicile du défunt, ou, si ce domicile est inconnu, à Paris.

## Doctrină

1. Căpitanii de vase sunt ofițeri de stare civilă numai pentru nașteri și in-

cetări din viață întâmplare pe mare; ei însă nu au competența de a celebra o căsătorie. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 441).

**Art. 72.** — La cel întâiu port unde va intra vasul, de va fi portul român, căpitanul, stăpânul sau patronul vasului, care a redigiat actul, va depune două copii încredințate de el ale actului de încetarea din viață la autoritatea portului, care va urma conform art. 46, iar de va intra vasul într'un port străin se va urma conform art. 47. (Civ. 46, 47, 65, 71, 87, 877; Reg. act. st. civ. 161; Civ. Fr. 87).

*Text. fr. Art. 87.* — Au premier port où le bâtiment abordera, soit de relâche soit pour toute autre cause que celle de son désarmement, les officiers de l'administration de la marine, capitaine, maître ou patron, qui auront rédigé des actes de décès, seront tenus d'en déposer deux expéditions, conformément à l'article 60.

A l'arrivée du bâtiment dans le port du désarmement, le rôle d'équipage

sera déposé au bureau du préposé à l'inscription maritime; il enverra une expédition de l'acte de décès, de lui signée, à l'officier de l'état civil du domicile de la personne décédée; cette expédition sera inscrite de suite sur les registres.

## CAPITOLUL V

Despre actele stării civile privitoare la militarii ce se găesc afară de teritoriul român, sau pe teritoriul român în timp de resbel sau turburări.

**Art. 73.** — Actele stărei civile, făcute afară de teritoriul român sau pe teritoriul român, în timp de resbel sau turburări, și care privesc la militarii sau alte persoane în servicii pe lângă armată vor fi redactate după formele prescise după dispozițiunile de mai sus, afară de excepțiunile cuprinse în articolele următoare. (Civ. 21 urm., 30 urm., 34 urm., 42 urm., 62, 64 urm., 868 urm.; Civ. Fr. 88).

*Text. fr. Art. 88.* — Les actes de l'état civil faits hors du territoire du Royaume, concernant des militaires ou autres personnes employées à la suite des armées, seront rédigés dans les formes prescrites par les dispositions précédentes, sauf les exceptions contenues dans les articles suivants.

*Text. fr. Art. 93<sup>1)</sup> (Modificat și complectat prin legile din 8 Iunie 1893, 17 Mai 1900 și 1 Iulie 1918).* — Les actes de l'état civil concernant les militaires, les marins de l'État et les personnes employées à la suite des armées seront établis comme il est dit aux chapitres précédents.

Toutefois, hors de France et dans les circonstances prévues au présent paragraphe, ils pourront, en tout temps, être également reçus par les autorités ci-après indiquées, en présence de deux témoins: 1<sup>o</sup> dans les formations de guerre mobilisées, par le trésorier ou l'officier qui en remplit les fonctions, quant l'organisation comporte cet emploi, et, dans le cas contraire, par l'officier commandant; 2<sup>o</sup> dans les quartiers généraux ou états-majors, par les fonctionnaires de l'intendance ou, à défaut, par les officiers désignés pour les suppléer; 3<sup>o</sup> pour les personnes non militaires employées à la suite des armées, par le prévôt ou l'officier qui en remplit les fonctions; 4<sup>o</sup> dans les formations ou établissements sanitaires dépendant des armées, par les officiers d'administration gestionnaires de ces établissements; 5<sup>o</sup> dans les hôpitaux maritimes et coloniaux, sédentaires ou ambulants, par le médecin directeur ou son suppléant; 6<sup>o</sup> dans les colonies et les pays de protectorat et lors des expéditions d'outre-mer, par les officiers du commissariat ou les fonctionnaires de l'intendance, ou, à leur défaut, par les chefs d'expédition, de poste ou de détachement.

En France, les actes de l'état civil pourront également être reçus, en cas de mobilisation ou de siège, par les officiers énumérés au cinq premiers numéros du paragraphe précédent. La compétence de ces officiers s'étendra, s'il est nécessaire, aux personnes non militaires qui se trouveront dans les forts et places fortes assiégées.

Les déclarations de naissance aux armées seront faites dans les dix jours qui suivront l'accouchement.

Les déclarations de décès aux armées peuvent, par dérogation aux articles 37 et 77 ci-dessus, être reçues, bien que les déclarants ne soient point âgés de vingt et un ans au moins et que l'officier n'ait pu se transporter auprès de la personne décédée.

1) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprindeă, vechiul articol 88 din codul civil francez, a devenit art. 93.



## Doctrină

1. Prin „persoane în serviciu pe lângă armată”, se înțeleg orice persoane aparținând unei administrațiuni militare

sau unei întreprinderi a unui serviciu administrativ al armatei, autorizată să însoțească armata. (Demolombe, I, No. 314; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 361; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 443).

**Art. 74.** — Quartir-Maestrul în fiecare corp de unul sau mai multe batalioane sau escadroane, ofițerul contabil în celelalte corpuri, vor îndeplini funcțiunile de ofițeri ai stării civile. Aceste funcțiuni vor fi îndeplinite pentru ofițerii fără trupe și pentru funcționarii armatei, de către intendentul atașat pe lângă armată sau pe lângă corpul de armată. (Civ. 82; Civ. Fr. 89).

*Text. fr. Art. 89<sup>1)</sup>.* — Le quartier-maître dans chaque corp d'un ou plusieurs bataillons ou escadrons, et le capitaine commandant dans les autres corps rempliront les fonctions d'officiers de l'état civil: ces mêmes fonctions seront remplies pour les officiers sans troupes et pour les employés de l'armée par l'inspecteur aux revues attaché à l'armée ou au corps d'armée.

## Doctrină

1. Quartir-maestrul este ofițerul însărcinat cu comptabilitatea corpului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 444).

2. Competența autorităților desemnate în acest articol de a încheia acte în afară de teritoriul țării în caz de războiu pentru militari sau alte persoane în serviciu pe lângă armată, nu exclude competența funcționarilor străini de a încheia aceste acte după formele acestei țări. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 88, No. 5; Demolombe, I, No. 312; Dalloz, Rép., Mariage, No. 395, 405; Laurent, II, No. 12, urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 935; Weiss, Traité élémentaire, p. 387; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 442; Contra: Merlin, Répertoire, Actes de l'état civil, § 3, No. 1; Valette sur Proudhon, I, p. 234; Murlon, ed. 7-a, I, p. 174; Duranton, I, No. 232; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 66, p. 333; Dalloz, Rép.,

Acte de l'état civil, No. 359; Huc, I, No. 354).

3. Actele de stare civilă ale militarilor, prizonieri de război, sunt supuse dreptului comun și vor fi redactate potrivit dispozițiilor art. 47 și 48 c. civ. fr. (34 c. civ. rom.) (Duranton, I, No. 352; Marcadé, Art. 88 No. 3; Murlon, ed. 7-a, I, p. 175; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 360, 386; Mariage, No. 407; Suppl., Acte de l'état civil, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 443).

4. Prin „persoane în serviciu pe lângă armate” se înțeleg ori ce persoane aparținând unei administrații militare sau unei întreprinderi a unui serviciu administrativ al armatei, autorizate de Ministerul de război, vivandiere, servitorii, cantinieri cari sunt autorizați să însoțească armata. (Demolombe, I, No. 314; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 361; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 443).

**Art. 75.** — Se va păstra în fiecare corp al trupelor un registru al actelor stării civile pentru oamenii din acel corp și altul la statul major al oștirii pentru actele civile relative la ofițerii fără trupe și la funcționarii atașați.

Aceste registre se vor păstra ca și celelalte registre ale corpurilor și ale statelor-majore și se vor depune în arhivele ministerului de resbel la întoarcerea corpurilor sau armatelor în țară, sau la încetarea resbelului, sau a turburărilor în țară. (Civ. 27, 76; Civ. Fr. 90).

*Text. fr. Art. 90.* — Il sera tenu, dans chaque corps de troupes, un registre pour les actes de l'état civil relatifs aux individus de ce corps, et un autre à l'état-major de l'armée ou d'un corps d'armée, pour les actes civils re-

1) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprindea, vechiul articol 89 din codul civil francez a devenit art. 93. (A se vedea textul acestui articol, sub articolul precedent 73).

latifs aux officiers sans troupes et aux employés; ces registres seront conservés de la même manière que les autres registres des corps et états-majors, et déposés aux archives de la guerre, à la rentrée des corps ou armées sur le territoire du Royaume.

*Text. fr. Art. 95<sup>1)</sup> (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893).* — Dans les circonstances énumérées à l'article 93, il sera tenu un registre de l'état civil: 1<sup>o</sup> dans chaque corps de troupes ou formation de guerre mobilisée, pour les actes relatifs aux individus portés sur les contrôles du corps de troupes ou sur ceux des corps qui ont participé à la constitution de la formation de guerre; 2<sup>o</sup> dans chaque quartier général ou état-major, pour les actes relatifs à tous les individus qui y sont employés ou qui en dépendent; 3<sup>o</sup> dans les prévôtés, pour toutes les personnes non militaires employées à la suite des armées; 4<sup>o</sup> dans chaque formation ou établissement sanitaire dépendant des armées et dans chaque hôpital maritime ou colonial, pour les individus en traitement ou employés dans ces établissements, de même que pour les morts appartenant à l'armée, qu'on y placerait à titre de dépôt; 5<sup>o</sup> dans chaque unité opérant isolément aux colonies, dans les pays de protectorat ou en cas d'expédition d'outre-mer.

Les actes concernant les individus éloignés du corps ou des états-majors auxquels ils appartiennent ou dont ils dépendent seront inscrits sur le registre du corps ou de l'état-major près duquel ils sont employés ou détachés.

Les registres seront arrêtés au jour du passage des armées sur le pied de paix ou de la levée de siège.

Ils seront adressés au ministre de la guerre ou de la marine, pour être déposés aux archives de leur département ministériel.

### Doctrină

1. Registrele de stare civilă prevăzute în art. 95 c. civ. fr. (75 c. civ. rom.) sunt într'un singur exemplar nu în dublu exemplar. (Mersier, *Traité théorique et pratique*, Appendice, p. 17; Mourlon, ed. 7-a, I, p. 176; Planiol et Ripert, I, No. 197; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 444).

2. Proba care rezultă din aceste registre poate fi completată prin aplicarea dispozițiilor art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.), în cazurile prevăzute în acest articol. (Daloz, *Rép., Acte de l'état civil*, No. 362, 371, urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 443).

**Art. 76.** — Registrele vor fi numerotate și parafate, în fiecare corp, de către ofițerul care îl comandă, și la statul major, de către capul statului major general. (Civ. 28, urm., 75; Civ. Fr. 91).

*Text. fr. Art. 91.* — Les registres seront cotés et paraphés, dans chaque corps, par l'officier qui le commande; et à l'état-major, par le chef de l'état-major général.

*Text. fr. Art. 96<sup>2)</sup> (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893).* — Les registres seront cotés et paraphés: 1<sup>o</sup> par le chef d'état-major, pour les unités mobilisées qui dépendent du commandement auquel il est attaché; 2<sup>o</sup> par l'officier commandant, pour les unités qui ne dépendent d'aucun état-major; 3<sup>o</sup> dans les places fortes ou forts, par le gouverneur de la place ou le commandant du fort; 4<sup>o</sup> dans les hôpitaux ou formations sanitaires dépendant des armées, par le médecin chef de l'hôpital ou de la formation sanitaire; 5<sup>o</sup> dans les hôpitaux maritimes ou coloniaux et pour les unités opérant isolément aux colonies, dans les pays de protectorat et en cas d'expédition d'outre-mer, par le chef d'état-major ou par l'officier qui en remplit les fonctions.

1) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprindeă, vechiul articol 90 din codul civil francez a devenit art. 95.

2) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprindeă, vechiul articol 91 din codul civil francez, a devenit art. 96.



**Art. 77.** — Declarațiunile de naștere în oștire se vor face în 10 zile după naștere. (Civ. 41 urm.; Reg. act. st. civ. 97; Civ. Fr. 92).

*Text. fr. Art. 92.* — Les déclarations de naissance seront faites dans les dix jours qui suivront l'accouchement.

*Text. fr. Art. 93 al. penultim<sup>1)</sup>* (Modificat și complectat prin legile din 8 Iunie 1893, 17 Mai 1900 și 1 Iulie 1908). — Les déclarations de naissance aux armées seront faites dans les dix jours qui suivront l'accouchement.

**Art. 78.** — Ofițerul însărcinat cu ținerea registrelor stărei civile va fi dator, în 10 zile după trecerea unui act de naștere în registrul său, să adreseze un extract funcționarului stărei civile la locul unde și-a avut în urmă domiciliul tatăl copilului sau mama, când tatăl nu e cunoscut. (Civ. 41 urm., 49—51, 74, 83, 87 urm., 174; Reg. act. st. civ. 97; Civ. Fr. 93).

*Text fr. Art. 93.* — L'officier chargé de la tenue du registre de l'état civil devra, dans les dix jours qui suivront l'inscription d'un acte de naissance audit registre, en adresser un extrait à l'officier de l'état civil du dernier domicile du père de l'enfant, ou de la mère si le père est inconnu.

*Text. fr. Art. 94<sup>2)</sup>* (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893). — Dans tous les cas prévus à l'article précédent, l'officier qui aura reçu un acte en transmettra, dès que la communication sera possible et dans le plus bref délai, une expédition au ministre de la guerre ou de la marine, qui en assurera la transcription sur les registres de l'état civil du dernier domicile: du père ou, si le père est inconnu, de la mère, pour les actes de naissance; du mari, pour les actes de mariage; du défunt, pour les actes de décès. Si le lieu du dernier domicile est inconnu, la transcription sera faite à Paris.

**Art. 79.** — Publicările căsătoriei militarilor sau funcționarilor de lângă armată, se vor face la locul unde au avut cel din urmă domiciliu. Pe lângă aceasta, 25 zile mai înainte de săvârșirea căsătoriei, publicațiunile se vor pune în ordinea zilei a corpului, pentru cei ce țin de un corp, și la ordinea zilei a armatei pentru ofițerii fără trupe și pentru funcționarii atașați pe lângă dânsle. (Civ. 49—51, 87, 127, 151, 174; Civ. Fr. 94).

*Text fr. Art. 94.* — Les publications du mariage des militaires et employés à la suite des armées, seront faites au lieu de leur dernier domicile: elles seront mises en outre vingt-cinq jours avant la célébration du mariage, à l'ordre du jour du corps, pour les individus qui tiennent à un corps; et à celui de l'armée ou du corps d'armée, pour les officiers sans troupes, et pour les employés qui en font partie.

*Text. fr. Art. 97<sup>3)</sup>* (Modificat prin legea din 8 Iunie 1893). — Lorsqu'un mariage sera célébré dans l'une des circonstances prévues à l'article 93, les publications seront faites au lieu du dernier domicile du futur époux; elles seront mises, en outre, vingt-cinq jours avant la célébration du mariage, à l'ordre du jour du corps, pour les individus qui tiennent à un corps, et à celui

1) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprindea, vechiul articol 92 din codul civil francez, a devenit art. 93 al. penultim.

2) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprindea, vechiul articol 93 din codul civil francez, a devenit art. 94.

3) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprindea, vechiul articol 94 din codul civil francez, a devenit art. 97.

de l'armée ou du corps d'armée, pour les officiers sans troupes et pour les employés qui en font partie.

### Doctrină

1. Ofițerii armatei române și asimilații lor nu se pot căsători nici în țară

nici în străinătate fără autorizația înscris a autorităților militare superioare. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 445).

**Art. 80.** — Indată după înscrierea în registru a actului de serbarea căsătoriei, ofițerul însărcinat cu ținerea registrului va trimite o copie funcționarului stărei civile al locului unde căsătoriții își vor fi avut cel din urmă domiciliu. (Civ. 62, 74, 78, 83, 87; Civ. Fr. 95).

*Text fr. Art. 95.<sup>1)</sup>* — Immédiatement après l'inscription sur le registre, de l'acte de célébration du mariage, l'officier chargé de la tenue du registre en enverra une expédition à l'officier de l'état civil du dernier domicile des époux.

### Doctrină

1. În cazul când ambii soți nu au avut același domiciliu ci domiciliu deosebite, se

va trimite câte o copie de pe actul de căsătorie la ofițerul fiecărui domiciliu. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 446).

**Art. 81.** — Actele de încetare din viață se vor face în fiecare corp de către Cuartir-Maestru, și, pentru ofițerii fără trupe și funcționarii atașați pe lângă armată, de către intendentul corpului, după încredințarea a 3 martori, și extract după aceste registre se va trimite, în 10 zile, funcționarului stărei civile la locul unde și-a avut cel din urmă domiciliu încetatul din viață. (Civ. 21 urm., 33, 64 urm., 74, 78, 87; Civ. Fr. 96).

*Text fr. Art. 96.<sup>2)</sup>* — Les actes de décès seront dressés, dans chaque corps par le quartier-maître; et pour les officiers sans troupes et les employés, par l'inspecteur aux revues de l'armée, sur l'attestation de trois témoins; et l'extrait de ces registres sera envoyé, dans les dix jours, à l'officier de l'état civil du dernier domicile du décédé.

### Doctrină

1. După art. 81 din codul civil român, ofițerul public nu constată el însuși de-

cesul, ci el face actul de moarte după încredințarea a trei marturi. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 447).

**Art. 82.** — La caz de moarte în spitalele militare ambulante sau statornice, actul se va redacta de directorul acelor spitale și se va trimite la Cuartir-Maestru sau la intendentul corpului din care făcea parte încetatul din viață; acești ofițeri vor trimite o copie funcționarului stărei civile al locului unde încetatul din viață și-a avut domiciliul în urmă. (Civ. 66, 74, 78, 87; Civ. Fr. 97).

*Text. fr. Art. 97.<sup>3)</sup>* — En cas de décès dans les hôpitaux militaires am-

1) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprinde vechiul articol 95 din codul civil francez, a devenit art. 94. (A se vedea textul acestui articol sub articolul 78).

2) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprinde, vechiul articol 96 din codul civil francez, a devenit art. 93 și 94. (A se vedea textul acestor articole sub art. 73 și 78).

3) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprinde, vechiul articol 97 din codul civil francez, a devenit art. 93 și 94. (A se vedea textul acestor articole sub art. 73 și 74).



bulants ou sédentaires, l'acte en sera rédigé par le directeur desdits hôpitaux, et envoyé au quartier-maître du corps, ou à l'inspecteur aux revues de l'armée ou du corps d'armée dont le décédé faisait partie: ces officiers en feront parvenir une expédition à l'officier de l'état civil du dernier domicile du décédé.

#### Doctrină

1. Actul de încetare din viață încheiat conform dispozițiilor art. 82 din codul civil român, trebuie redactat în

prezența a trei martori după cum se prevede în art. 81 din codul civil, iar nu a doi martori după cum se prevede în art. 64 din codul civil. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 437).

**Art. 83.** — Funcționarul stărei civile dela domiciliul părților, îndată ce va primi de la armată copia unui act al stărei civile, va fi dator a-l trece în registru. (Civ. 21 urm., 29, 36 urm., 78, 80—82, 86; Civ. Fr. 98).

*Text. fr. Art. 98<sup>1</sup>.* — L'officier de l'état civil du domicile des parties auquel il aura été envoyé de l'armée expédition d'un acte de l'état civil, sera tenu de l'inscrire de suite sur les registres.

#### Doctrină

1. Dacă ofițerul de stare civilă, ar omite să treacă actul de stare civilă în registre, el este pasibil de penalitatea

prevăzută de art. 161 din codul penal care pedepsește nu numai înscrierea actului de stare civilă pe o foaie volantă ci chiar faptul de a omite înscrierea. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 447).

## CAPITOLUL VI

### Despre rectificarea actelor stării civile

**Art. 84.** — Când se va cere rectificarea unui act al stărei civile, tribunalul competent va judecă, cu drept de apel, ascultând concluziunile procurorului<sup>2</sup>). Părțile interesate se vor chema la judecată, de va fi trebuință. (Civ. 21, 32, 33, 40, 41, 56, 180; Pr. civ. 80 § 2; Leg. 29 Oct. 77; Leg. Timbr. 21 al. 1; Reg. act. st. civ. 63 urm., 83, 148; L. asupra numelui 18 Mart. 1895, Art. 24; Civ. Fr. 99).

*Text. fr. Art. 99.* — Lorsque la rectification d'un acte de l'état civil sera demandée, il y sera statué sauf l'appel par le tribunal compétent, et sur les conclusions du procureur du Roi. Les parties intéressées seront appelées, s'il y a lieu.

*Text. fr. Art. 99. (Modificat prin legea din 20 Noembrie 1919).* — La rectification des actes de l'état civil sera ordonné par le président du tribunal de l'arrondissement dans lequel l'acte a été dressé, sauf appel. Lorsque la requête n'émanera pas du procureur de la République, elle devra lui être communiquée. Le président pourra toujours renvoyer l'affaire devant le tribunal; le procureur de la République sera entendu dans ses conclusions.

La rectification des actes de l'état civil dressés au cours d'un voyage maritime, à l'étranger ou aux armées, sera demandé au président du tribunal dans le ressort duquel l'acte a été transcrit; il en sera de même pour les actes de décès dont la transcription est ordonné par l'article 80.

La rectification des jugements, déclaratifs de naissance ou de décès, sera

1) Prin modificarea titlului capitolului V și a articolelor ce le cuprindeă, vechiul articol 98 din codul civil francez, a devenit art. 94. (A se vedeă textul acestui articol sub art. 74).

2) Prin art. 2 al Legei din 29 Octomvrie 1877, asupra atribuțiunilor ministerului public, concluziunile procurorului în această materie nu mai sunt necesare. În acelaș sens este și art. 81 din noua procedură civilă.

demandée au tribunal qui aura déclaré la naissance ou le décès; toutefois, lorsque ce jugement n'aura pas été rendu par un tribunal de la métropole, la rectification en sera demandée au tribunal dans le ressort duquel le jugement déclaratif aura été transcrit.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de naștere 7, 12, 19, 25-29.  
 Act de stare civilă 2-11, 13-24, 30-42.  
 Acțiune penală 16.  
 Adăugire 1, 18.  
 Agent diplomatic 39 bis, 40.  
 Alterație 7, 8, 10.  
 Autoritate administrativă 24.  
 Camera de consiliu 36.  
 Codul civil român 32.  
 Competență 33, 38-42.  
 Consiliu judiciar 32.  
 Consimțământ 29.  
 Constatate de stare civilă 19, 20.  
 Copil 2, 12, 19, 26-29.  
 Copil natural 26, 28.  
 Declarație falsă 27.  
 Deghizare 20.  
 Dovadă 37.  
 Eroare 9, 27, 37.  
 False declarații 27.  
 Filiațiune 20.  
 Foae volantă 15, 16, 19.  
 Grațioasă juridicț. 36.  
 Greșă 38.  
 Hotărâre 1, 16.  
 Identitate 3.  
 Ignoranță 10.  
 Înscrisoare 14, 15, 16, 19.  
 Înțeles indoelnic 5.  
 Înțeles obscur 5.  
 Interes 22, 23, 24, 34, 35.  
 Interzis 32.  
 Jurisdicțiune grațioasă 36.  
 Legitimare 26.  
 Mențiuni 1, 2, 3, 4, 26.  
 Minister Public 21, 30-33.  
 Minor 25, 32.  
 Naștere 2, 12, 19, 25-29.\*  
 Nume 6-9, 12, 13, 18, 28, 29.  
 Obscur înțeles 5.  
 Oficiu 21, 30, 31, 35.  
 Ofițer de stare civilă 10, 16, 21, 33, 39 bis, 43.  
 Omisiune 2, 3, 12, 37, 39 bis.  
 Ordine publică 30.  
 Ortografie 8, 9.  
 Parchet, 21, 30-33.  
 Părinți 12, 27, 29.  
 Penală acțiune 16.  
 Poreclă 18.  
 Posașiune de stat 19.  
 Probă 37.  
 Procuror 21, 30-33.  
 Prohibițiune 4.  
 Pronume 6, 10, 11, 23.  
 Radiere 1, 28, 29.  
 Reclamație de stare civilă 19, 20.  
 Rectificare 1 urm.  
 Redactare 15, 16, 38.  
 Registre de stare civilă 1, 14-17, 19, 28, 38, 39 bis.  
 Român tribunal 40.  
 Români 39 bis., 40, 41.  
 România 41.  
 Schimbare de nume 13, 18.  
 Sex 2.  
 Ștergere 1, 28, 29.  
 Străinătate 39 bis., 40, 42.  
 Străini 41, 42.  
 Suprimare 4.  
 Taxe de timbru 34.  
 Termin 14.  
 Terț 28, 29.  
 Tribunal civil 33.  
 Tribunal român 40, 41, 42.  
 Transcriere 14, 15, 16, 19.  
 Tutor ad-hoc 25.  
 Volantă foae 15, 16, 19.  
 Ziua 12.

## Doctrină

1. Nici o adăugire sau ștergerea vreunei mențiuni nu se poate face în registrele de stare civilă de cât în urma unei hotărâri de rectificare. (Laurent, II, No. 29; Planiol, ed. 6-a, I, No. 529; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 448; Matei Cantacuzino, p. 185).

2. Se poate cere rectificarea unui act de stare civilă, când s-a omis a se trece în el toate mențiunile cerute de lege, cum ar fi de exemplu sexul copilului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 310; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 419; Beudant, I, No. 128; Huc, I, No. 359; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 139; Planiol, ed. 6-a, I, No. 526; Planiol et Ripert, I, No. 219; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 412, 413; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 448).

3. Se poate cere rectificarea unui act de stare civilă chiar atunci când s-a omis a se trece în act mențiunile nesubstanțiale, însă care sîrvesc pentru a stabili identitatea persoanelor din act. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 243;

Suppl., Noblesse, No. 46; Comp.: Planiol, et Ripert, I, No. 219).

4. Când într'un act de stare civilă s-au trecut mențiuni prohibite de lege, se poate cere pe cale de rectificare, suprimarea lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 310; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 420; Suppl., Acte de l'état civil, No. 105; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 481; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 941; Planiol, ed. 6-a, I, No. 526; Planiol et Ripert, I, No. 219; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 412, 413; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 449).

5. Când un act de stare civilă are un înțeles obscur și indoelnic, se poate cere rectificarea lui. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 419).

6. Se poate cere rectificarea unui act de stare civilă, când o persoană a fost trecută în act sub alt nume și pronume. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 310; Comp.: Aubry et Rau., ed. 5-a, I, § 63, p. 315; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 939; Planiol et Ripert, I, No. 222).

7. Se poate cere certificarea unui act de stare civilă când numele de familie al unei persoane care figurează în acest act, a fost alterat, fie în mod voluntar, fie accidental. (Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 465; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 310; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 417; Suppl., Acte de l'état civil, No. 101; Planiol, ed. 6-a, I, No. 526).

8. Se poate cere rectificarea unui act de stare civilă, chiar atunci când alterația ar purta asupra ortografiei numelui. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 419, 509; Nom, No. 47; Suppl., Acte de l'état civil, No. 101; Planiol, ed. 6-a, I, No. 526; Planiol et Ripert, I, No. 219; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 413).

9. Deasemenea se poate cere rectificarea unui act de stare civilă când se constată în act o eroare oarecare, chiar când ea ar privi ortografia numelui. (Démolombe, I, No. 332; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, notele 15, 16 p. 319; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 419; Nom, No. 47; Suppl., Acte de l'état civil, No. 101, 102; Huc, I, No. 359; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 930, 940; Planiol, ed. 6-a, I, No. 326, 327; Planiol et Ripert, I, No. 219; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 413).

10. Se poate cere rectificarea unui act de stare civilă în care pronumele unei persoane a fost alterat prin ignoranța unui ofițer de stare civilă. (Dalloz, Rép., Suppl., Nom, No. 120; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 413).

11. În afară de cazul arătat mai sus nu se poate cere rectificarea unui pronume care este dat prin actul de naștere



potrivit dispozițiilor art. 57 din codul civil francez (43 c. civ. rom.) și care nu mai poate fi schimbat. (Daloz, Rép., Nom, No. 36; Suppl., Nom, No. 120).

**12.** Când într'un act de naștere s'a omis a se trece ziua nașterii și numele părinților legitimi, se poate cere rectificarea acestor acte. (Mersier, *Traité théorique et pratique*, No. 465; Planiol et Ripert, I, No. 219; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 448).

**13.** Se poate cere rectificarea unui act de stare civilă, dacă în urma redactării lui, partea care figurează în act, și-a schimbat numele. (Paniol et Ripert, I, No. 219).

**14.** Când un act de stare civilă nu a fost înscris în registrele de stare civilă în termenul prevăzut de lege, înscrierea lui se face pe cale de rectificare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, p. 315; Daloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 57, 58, 467; Suppl., *Acte de l'état civil*, No. 62; Huc, I, No. 359; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 942; Mersier, *Traité théorique et pratique*, ed. 2-a, No. 398; Planiol, ed. 6-a, I, No. 526; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 414; Nacu, I, p. 201; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 448).

**15.** Se poate cere rectificarea unui act de stare civilă când nu a fost trecut în registrul de stare civilă ci pe o foaie volantă sau chiar pe loc. (Demolombe, I, No. 332; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 942; Planiol, ed. 6-a, I, No. 526; Nacu, I, p. 201; Comp.: *Loché, Legislation civile, commerciale et criminale de la France*, III, p. 215; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, p. 315; Planiol et Ripert, I, No. 220).

**16.** După o altă părere însă, în cazul când actul de stare civilă nu a fost de loc redactat sau a fost scris pe o foaie volantă, nu se poate cere rectificarea actului, de oarece nu există act, ci în acest caz se va face acțiune penală contra ofiterului de stare civilă, potrivit art. 161, c. pen. rom. și sentința obținută, se va trece în registrele de stare civilă și va ține loc de act. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 396, 408, 409, 449, 450; Comp.: Laurent, II, No. 24).

**17.** Se poate cere rectificarea unui act de stare civilă când a fost trecut numai pe un singur registru. (Paniol et Ripert, I, No. 219).

**18.** Nu se poate admite rectificarea unui act de stare civilă când se cere schimbarea unui nume, sau adaugirea unei porecle. (Daloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 416; Suppl., *Nom-prénom*, No. 98).

**19.** Nu se poate admite rectificarea unui act de stare civilă, când un copil a fost părăsit de la nașterea sa și actul de naștere a fost scris pe o foaie volantă și copilul cere transcrierea acestui act pe registrele de naștere de oarece trebuie să se judece mai întâi chestiunea de stare civilă; rectificarea însă ar putea fi cerută de către părinții săi în cazul când copilul are o posesiune de stat. (Duranton, I,

No. 341; Daloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 432).

**20.** Când se va constata că prin o cerere de rectificare a unui act de stare civilă se deghizează o cerere de constatarea unei stări civile, ea nu va fi primită de carece partea este obligată în acest caz a face acțiunea și a produce dovezile cerute de codul civil de la materia filiațiunii. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 414; Planiol, ed. 6-a, I, No. 564; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 449, nota 2; Matei Cantacuzino, p. 185).

**21.** Ofițerii de stare civilă nu pot face rectificarea unui act de stare civilă din oficiu; deasemenea nu pot ordona această rectificare nici Ministerul Public, nici autoritățile administrative. (Coin-Delisle, *Actes de l'état civil*, Art. 53, No. 2; Demolombe, I, No. 287; Murlon, ed. 7-a, I, No. 311; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, text și notele 1. 2, p. 315; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 943; Mersier, *Traité théorique et pratique*, ed. 2-a, No. 67, 355; Planiol, ed. 6-a, I, No. 529; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 390, 412; Nacu, I, p. 202; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 450).

**22.** Rectificarea actelor de stare civilă trebuie cerute, în principiu, de către părțile interesate. (Murlon, ed. 7-a, I, No. 311; Laurent, II, No. 30; Daloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 427; Suppl., *Acte de l'état civil*, No. 107; Planiol, ed. 6-a, I, No. 531; Planiol et Ripert, I, No. 224; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 415; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 450; Matei Cantacuzino, p. 185).

**23.** Interesul unei părți pentru a fi admisă să se ceară rectificarea unui act de stare civilă, poate fi atât de ordin material cât și moral. (Daloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 425 urm.; Suppl., *Acte de l'état civil*, No. 108; Laurent, II, No. 30; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 947; Planiol, ed. 6-a, I, No. 531; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 415).

**24.** Interesul pentru a putea cere rectificarea unui act de stare civilă, trebuie să fie actual și înăscut iar nu eventual sau o simplă intenție nerealizată. (Daloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 433, 434; Laurent, II, No. 30; Planiol, ed. 6-a, I, No. 531; Comp.: Demolombe, I, No. 333; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, p. 317; Huc, I, No. 360; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 947; Planiol et Ripert, I, No. 224).

**25.** Un minor reprezentat printr'un tutor adhoc poate cere rectificarea actului său de naștere. (Daloz, Rép., *Acte de l'état civil*, No. 420, 424).

**26.** Copilul natural legitimat poate cere pe cale de rectificare, trecerea mențiunii de legitimare pe marginea actului său de naștere. (Daloz, Rép., Suppl., *Acte de l'état civil*, No. 107).

**27.** Părintele poate cere rectificarea actelor de naștere ale fiilor săi, când în ele s-ar fi strecurat o eroare, provenită chiar din cauza unei false declarații făcute de către el. (Daloz, Rép., *Acte de l'état*

civil, No. 429 urm. 460; Huc. I, No. 360; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 947).

**28.** Un terț al cărui nume și pronume au fost date unui copil natural poate cere ca pe cale de rectificare să se radieze din registre aceste nume și pronume. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 92; Paternité et filiation, No. 601).

**29.** Un terț care nu a luat parte la act, poate cere pe cale de rectificare radieră numelui său dintr'un act de naștere în care a fost trecut ca fiind părintele copilului, fără consimțământul său. (Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 423)

**30.** În ceea ce privește dreptul Ministerului Public de a cere din oficiu, rectificarea actelor de stare civilă, după o părere, el are dreptul să lucreze din oficiu în toate cazurile de materie civilă când este interesată ordinea publică, cum este în cazul de rectificare de acte de stare civilă, însă numai atunci când ordinea publică este interesată în mod principal și evident. (Taulier, I, p. 181; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 99; No. 5; Beudant, I, No. 129; Duranton, I, No. 339; Demolombe, I, No. 333; Marcadé, Art. 99, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, p. 317; Daloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 110 urm.; Laurent, II, No. 32; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 948, 949; Mersier, Traité Théorique et pratique, No. 475; Planiol et Ripert, I, No. 224; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 415).

**31.** După o altă părere însă, Ministerul Public nu are dreptul să lucreze din oficiu, în materie civilă, de cât atunci când o dispoziție specială îi permite aceasta, ceea ce nu este cazul în materie de rectificare de acte de stare civilă. (Delvincourt, I, p. 3, nota 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 311; Huc. I, No. 360; Planiol, ed. 6-a, I, No. 532; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 450, 451; Matei Cantacuzino, p. 185).

**32.** În dreptul civil român, în urma legii din 29 Octombrie 1877, procurorul nu mai are dreptul a lua cuvântul în materie de rectificare de acte de stare civilă, afară de cauzele privitoare la minori, interziși și cei puși sub consiliul judiciar. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 450, 451; Matei Cantacuzino, p. 185).

**33.** Cererea de rectificare a unui act de stare civilă trebuiește îndreptată numai la tribunalele civile de județ ea nu ar putea fi adresată ofițerului de stare civilă sau procurorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, p. 315; Daloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 439 urm., 452; Suppl., Acte de l'état civil, No. 113; Baudry et Houques-Fourcade I, No. 943; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 451).

**34.** Cererea de rectificare se va face ca orice acțiune pe timbru legal, reclamantul având facultatea de a introduce sau nu în cauză părțile interesate. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 451).

**35.** Dacă reclamantul nu a chemat pe

nimeni în judecată, în acțiunea sa de rectificare, tribunalul are dreptul să ordone chemarea părților din oficiu. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 451; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 534)

**36.** Dacă în cererea de rectificare nu s-a chemat pe nimeni, judecata are loc în camera de consiliu pe cale grațioasă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 452).

**37.** Cel care cere rectificarea unui act de stare civilă este ținut să dovedească că în act s-a strecurat o eroare sau omisiune. (Daloz, Rép., Acte de notoriété, No. 16).

**38.** Cererile de rectificarea actelor de stare civilă, pe cale principală, trebuiește adresate în principiu, tribunalului în circumscripția căruia s-a redactat actul și la grefa căruia s-au depus registrele. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 99, No. 15; Delvincourt, Art. 99; Toulhier, I, No. 341; Duranton, I, No. 342; Marcadé, Art. 99, No. 3; Demolombe, I, No. 334; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 79, p. 109; Aubry et Rau, ed. 4-a, I, § 63, p. 213; Huc. I, No. 361; Planiol, ed. 6-a, I, No. 530; Planiol et Ripert, I, No. 225; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 415; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 451; Matei Cantacuzino, p. 185).

**39.** În cazul când cererea de rectificare, se face în mod incidental, în cursul unui proces, tribunalul este competent a statua asupra acestei rectificări de și nu ar fi competent a judeca cererea pe cale principală. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 78, text și nota 10, p. 109; Duranton, I, No. 342; Demolombe, I, No. 334; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, text și nota 6, p. 316; text și nota 20, p. 321; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 945; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, p. 600; Planiol, ed. 6-a, I, No. 530; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 415; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 451; Matei Cantacuzino, p. 185; Contra: Marcadé, Art. 99, No. 3).

**33.bis.** Când un act de stare civilă a fost omis a se trece în registre, cererea de rectificare trebuiește adresată tribunalului locului unde actul trebuia înscris. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 944).

**40.** Tribunalele române sunt competente să rectifice actele de stare civilă ale românilor făcute în străinătate fie de agenții noștri diplomatici, fie de ofițerii de stare civilă străini. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 452).

**41.** Tribunalele române sunt competente să judece cererile de rectificare ale actelor făcute în România și privitoare fie la români, fie la străini. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 452; Comp.: Baudry et Fourcade, I, No. 945).

**42.** Rectificarea actelor de stare civilă ale străinilor, făcute în străinătate, nu intră în competența tribunalelor române. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 452).



**Art. 85.** — Hotărîrea asupra rectificării nu va putea niciodată fi opusă părților interesate, cari n'au făcut cerere, sau cari n'au fost chemate la judecată. (Civ. 40, 1201; Reg. act. st. civ. 71; L. asupra numelui din 18 Mart. 1895, Art. 24; Civ. Fr. 100).

*Text. fr. Art. 100.* — Le jugement de rectification ne pourra, dans aucun temps, être opposé aux parties intéressées qui ne l'auraient point requis, ou qui n'y auraient pas été appelées.

*Text. fr. Art. 100. (Modificat prin legea din 20 Noembrie 1919).* — Les ordonnances, jugements et arrêts portant rectification ne pourront, dans aucun temps, être opposés aux parties intéressées qui ne les auraient point requis ou qui n'y auraient pas été appelées.

### Doctrină

**1.** Hotărîrea asupra rectificării actelor de stare civilă, are un efect relativ și nu este opozabilă terțelor persoane. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 315; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 481; Suppl., Acte de l'état civil, No. 123; Planiol, ed. 6-a, I, No. 534; Planiol et Ripert, I, No. 30, 33, 39, 41, 221, 227; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 290, 342, 416; Nacu I, p. 202, 373; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 451, 453; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 185).

**2.** Hotărîrea de rectificare nu poate fi opozabilă nici copiilor, nici familiei celui ce a obținut-o, în cazul când aceștia nu au făcut cerere sau nu au fost chemați la judecată. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 484; Chose jugée, No. 271; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 315; Planiol, ed. 6-a, I, No. 534; Planiol et Ripert, I, No. 32).

**3.** După o părere hotărîrea de rectificare pronunțată față cu un contradictor, care în momentul pronunțării hotărîrii avea singur calitate de parte interesată în sensul prevăzut de lege, are efect față cu persoanele cari mai târziu ar avea interes ca acea hotărîre să nu se fi pronunțat. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 100, No. 2; Toullier, X, I, No. 219 urm.; Duranton, I, No. 346; Marcadé, Art. 100, No. 4; Contra: Demolombe, II, No. 338; Laurent, I, No. 33; Planiol et Ripert, I, No. 32).

**4.** Hotărîrea de rectificare are aceiași putere probatoare ca și mențiunile pe cari le îndreptează. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 479; Suppl., Acte de l'état civil, No. 123; Matei Cantacuzino, p. 185).

**5.** Hotărîrea de rectificare are efecte generale și absolute pentru toate actele din viața civilă a celui ce a obținut-o. (Dalloz, Rép., Suppl., Acte de l'état civil, No. 123).

**6.** Prin terțe persoane, în înțelesul prevăzut de art. 100 c. civ. fr. (85 c. civ. rom.) se înțeleg părțile interesate, cari nu au făcut cerere sau cari nu au fost chemate la judecată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 315; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, p. 323; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 481; Suppl., Acte de l'état civil, No. 123; Planiol, ed. 6-a, I, No. 534; Planiol et Ripert, I, No. 227; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 416; Nacu, I, p. 202, 373; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 415, 453; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 185).

**7.** Prin părți interesate în înțelesul prevăzut de art. 100 c. civ. fr. (85 c. civ. rom.) se înțeleg acele persoane cari au un interes direct și personal într'un act de stare civilă și fără participarea cărora hotărîrea obținută nu poate fi definitivă; nu intră în această expresiune: debitorii, creditorii, locatarii sau alte terțe persoane cari nu au astfel de interes. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 482).

**8.** Părțile interesate care nu au făcut cerere de rectificare sau nu au fost chemate în judecată, nu au nevoie să atace hotărîrea de rectificare ci în cazul când li s-ar opune hotărîrea de rectificare obținută fără participarea lor, au dreptul să ceară respingerea aplicării ei față de dânsle. (Demolombe, I, No. 336, 337; Toullier, I, No. 334; Marcadé, Art. 100, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 129 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 63, p. 323; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 466; Laurent, II, No. 33; Huc, I, No. 362, 363; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 956; Nacu, I, p. 202).

**9.** Părțile interesate ar putea, dacă vor, să ceară reformarea hotărîrii de rectificare, obținută fără participarea lor, pe calea unei acțiuni de rectificare propriu zisă. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 956; Planiol et Ripert, I, No. 30, 227).

**Art. 86.** — Hotărîrile asupra rectificării se vor trece în registre de către funcționarul stărei civile, îndată ce i se vor fi comunicat, și totdeodată se va face mențiune despre aceasta pe marginea

actului reformat. (Civ. 35, 36, 48, 83; Regul. act. st. civ. 9, 67, 68, 83, 97, 148; L. p. constat. morții celor dispăruți în război (Mon. of. 204/923), Art. 5; Legea asupra numelui din 18 Mart. 1895, Art. 15, 21, 23, 24; Civ. Fr. 101).

*Text. fr. Art. 101.* — Les jugements de rectification seront inscrits sur les registres par l'officier de l'état civil, aussitôt qu'ils lui auront été remis; et mention en sera faite en marge de l'acte réformé.

*Text. fr. Art. 101. (Modificat prin legea din 20 Noembrie 1919).* — Les ordonnances, jugements et arrêts portant rectification seront transmis immédiatement par le procureur de la République à l'officier de l'état civil du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé. Leur dispositif sera transcrit sur les registres, et mention en sera faite en marge de l'acte réformé.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune de stare civilă 7.	Numărul 5.
Cale incidentală 7.	Nume 13.
Cale principală 7.	Ofițer de stare civilă 1-4, 8-10, 12.
Competență 1.	Pagina 5.
Considerentele hotărîr. 2.	Principală cale 7.
Data 3, 5.	Proces de stare civilă 7.
Dispozitivul hotărîrei 2, 3.	Publicare 13.
Extract 12.	Radier 8.
Grefa Tribunalului 9, 10.	Rectificare 1 urm.
Hotărîre de rectificare 1 urm.	Reformare 8.
Incidentală cale 7.	Registre de stare civilă 1-12.
Lege asupra numelui 13.	Stare civilă 7.
Liberare 12.	Ștergere 8.
Marturi 11.	Transcriere 1-12.
Mențiuni 1, 3, 5, 6, 9, 12.	Ziare 13.
Monitorul oficial 13.	

Doctrină

**1.** Hotărîrea de rectificarea unui act de stare civilă se va transcrie de ofițerul de stare civilă a locului unde a fost primit actul, în registre și se va face mențiune despre aceasta pe marginea actului reformat; ofițerul de stare civilă nu poate opera rectificarea chiar în actul de stare civilă. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 101, p. 91; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 316; Dalloz, Acte de l'état civil, No. 473; Planiol, ed. 6-a, I, No. 533; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 416; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 454).

**2.** Este suficient dacă ofițerul de stare civilă transcrie în registre numai considerentele și dispozitivul hotărîrei de rectificare. (Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 485; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 316).

**3.** După o altă părere, este suficient a se transcrie în registre de către ofițerul de stare civilă, la data sa, numai dispozitivul hotărîrei de rectificare și a se face mențiune despre aceasta pe marginea actului de stare civilă reformat. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 416).

**4.** În fine după o ultimă părere, hotărîrea de rectificare a unui act de stare civilă, va trebui transcrisă de către ofițerul de stare civilă în registrele de stare civilă din cuvânt în cuvânt, pentru ca cei ce ar cere copie de pe act să nu

fie induși în eroare. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 453).

**5.** Mențiunea pe marginea actului despre hotărîrea de rectificare va cuprinde: numărul și data hotărîrei, cuprinderea ei pe scurt, registrul de stare civilă și pagina unde a fost transcrisă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 454).

**6.** Dacă s-au pronunțat mai multe hotărîri de rectificare, chiar contradictorii, se vor transcrie toate în ambele registre și se va face mențiune de ele pe marea actului, (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 454).

**7.** Vor trebui să fie transcrie în registrele de stare civilă, hotărîrile de rectificare, atât cele pronunțate pe cale principală, cât și cele pronunțate în mod incidental cu ocazia judecării unui alt proces și în special într'un proces de stare civilă. (Planiol et Ripert, I, No. 187).

**8.** Dacă o hotărîre de rectificare, după ce a fost transcrisă în registre, va fi reformată, ofițerul de stare civilă, nu va șterge prima rectificare, ci o va menține transcriind cea de a doua hotărîre. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 478).

**9.** În cazul când unul dintre registre a fost depus la grefa, ofițerul de stare civilă, după ce va transcrie hotărîrea de rectificare și va face mențiunea pe act, va cere grefierului tribunalului unde este depus celalt registru să facă transcrierea și mențiunea. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 453).

**10.** Hotărîrea de rectificare, va fi reținută de ofițerul de stare civilă și va fi depusă de către el odată cu registrele la grefa tribunalului. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 475).

**11.** La transcrierea hotărîrei de rectificare a unui act de stare civilă în registre nu este necesară prezența marturilor. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 475).

**12.** După ce hotărîrea de rectificare a fost transcrisă în registre, ofițerul de stare civilă este obligat, când liberează un extract de pe actul rectificat să facă mențiune expresă sub formă de extract complet al hotărîrei, la finele actului despre rectificările ordonate. (Delvincourt,



I, p. 61; Duranton, I, No. 340, 348; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 316; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 476, 477; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 958; Planiol, ed. 6-a, I, No. 533; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 416; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 454).

13. Potrivit dispozițiilor art. 23 din legea asupra numelui din 18 Martie 1895, hotărîrea de rectificare, după ce a rămas definitivă, trebuie publicată în Monitorul Oficial și în trei ziare cele mai răspândite din capitală. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 453, 454).

### TITLUL III.

#### Despre domiciliu.

**Art. 87.** — Domiciliul fiecărui Român, încât privește exercitarea drepturilor sale civile, este acolo unde își are principală sa așezare. (Civ. 8 urm., 52, 60, 101, 102, 151 urm., 318, 1104, 1115, 1121, 1659; Pr. civ. 10, 58, 60, 63, 137, 497, 649, 710; Pr. p. 84, 93; C. p. 151; L. jud. oc. 63; Civ. Fr. 102).

*Text. fr. Art. 102.* — Le domicile de tout Français, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Aprecieră suverană 39, 48, 55.  
 Arestare 46.  
 Așezare, a se vedea cuvântul: „Reședință” și 2-4, 6, 21, 27, 41, 43, 49, 55, 57.  
 Asociație 20, 21, 25, 27.  
 Bună credință 23.  
 Căsătorie 5.  
 Chestiune de drept 39, 55.  
 Chestiune de fapt 39, 55.  
 Circumscripție 53.  
 Codul civil 7, 15.  
 Comerț 49, 51.  
 Comerț ambulant 51.  
 Contestare 59.  
 Contribuțiuni 49, 50.  
 Copil 31-36, 43.  
 Copil găsit 35.  
 Copil legitim 31.  
 Copil natural 34.  
 Deces 29, 33.  
 Definiție 1, 2, 3.  
 Dependență 37.  
 Determinare 39, 41, 42, 47-50, 53, 55.  
 Domiciliul 1 urm.  
 Domiciliul ales 9, 12, 14, 18, 43, 47.  
 Domiciliul aparent 23.  
 Domiciliul accesoriu 37.  
 Domiciliul câștigat 10, 11, 12.  
 Domiciliul civil 7, 8, 9, 15, 16.  
 Domiciliul comun 15.  
 Domiciliul de dependență 12, 13, 37.  
 Domiciliul de drept 12, 13, 30, 32, 37, 38, 40, 47.  
 Domiciliul de fapt 13.  
 Domiciliul de origină 10, 12, 14, 28-36, 52.  
 Domiciliul general 9, 10, 15, 24, 25, 26, 54.  
 Domiciliul legal 14, 37, 39, 41-45, 55.  
 Domiciliul necunoscut 19, 22.  
 Domiciliul nesigur 22.  
 Domiciliul ordinar 14, 15.  
 Domiciliul real 9, 10, 14, 15, 23-26, 54.  
 Domiciliul special 9, 16, 17, 18.  
 Dovadă 49, 59.  
 Drepturi politice 49.

Emancipare 43.  
 Eroare 23.  
 Exercițarea drepturilor politice 49.  
 Familie 6.  
 Francez 56, 57.  
 Franța 58.  
 Funcțiune 6, 37.  
 Impozite 49, 50.  
 Incetare din viață 29, 33.  
 Închisoare 46.  
 Intenție 52.  
 Interes 6.  
 Legi de procedură 21.  
 Locuință 4, 5, 53.  
 Majoritate 43.  
 Militar 52.  
 Minoritate 31, 32, 33, 35 bis, 43.  
 Moarte 29, 33.  
 Morală persoană 20, 21, 25, 27, 55.  
 Naștere 29, 32, 35 bis, 36, 57.  
 Ocupațiune 37.  
 Părinți 31-35 bis, 36, 57.  
 Persoană morală 20, 21, 25, 27, 55.  
 Prezumțiune 44, 45, 49, 50.  
 Probă 49, 59.  
 Procedură 21.  
 Profesiune 37.  
 Proprietate 6.  
 Recunoașterea unui copil 34.  
 Renunțare 33.  
 Re prezentant 27.  
 Reședință, a se vedea cuvântul: „Așezare” și 4, 17, 22, 44, 48.  
 Român 56, 57.  
 România 58.  
 Schimbarea domiciliului 29, 32, 35 bis, 43-46, 52, 54, 57, 58.  
 Sediul, a se vedea cuvintele: „Așezare”, „Reședință”.  
 Societate 20, 21, 25, 27, 55.  
 Străini 58.  
 Străinătate 56, 57.  
 Sucursală 27.  
 Țară străină 56, 57.  
 Terț 23.  
 Tutelă 31, 33, 34, 35 bis.  
 Tutor 31, 33, 34, 35 bis.  
 Unitate de domiciliu 24.

#### Doctrină

1. Cuvântul domiciliu vine din „domus”, casă și din „colere”, a locui. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 317; Planiol, ed. 6-a, I, No. 567; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 454).

2. Prin cuvântul domiciliu, se înțelege sediul legal și juridic al unei persoane. (Beudant, I, No. 149; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile No. 1; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 959; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, p. 881; Pothier, Introduction à la coutume d'Orléans, No. 8; Planiol, ed. 6-a, I, No. 555; Planiol et Ripert, I, No. 137; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 454; Plastara, I, p. 185).

3. Domiciliul este o relație legală și pur intelectuală între o persoană și locul unde ea are principală sa așezare. (Vallette sur Proudhon, I, p. 236; Duranton, I, No. 351; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 318; Nacu, I, p. 215; Matei Cantacuzino, p. 59).

4. Nu trebuie confundat domiciliul cu reședința și locuința; locuința este sediul accidental al unei persoane. (Beudant, I, No. 150; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 321; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile No. 1; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 960, 961; Planiol, ed. 6-a, I, No. 556, 608; Planiol et Ripert, I, No. 138; Nacu, I, p. 215; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 455; Plastara, I, p. 185).

5. Domiciliul este independent de locuință; domiciliul poate exista într'un loc unde persoana nu a locuit nici odată și pe care nu-l cunoaște, cum ar fi cazul unei femei care se căsătorește cu un bărbat care are alt domiciliu decât al său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 321; Planiol, ed. 6-a, I, No. 556, 591; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 424; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 455, 466).

6. Cuvântul „așezare” din art. 102 c. civ. fr. (87 c. civ. rom.), consistă din interesul, de orice natură ar fi el, interes de familie, de proprietate, de funcțiuni,

care alipește o persoană într'un anumit loc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 319; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 422).

**7.** Legea face distincțiune între diferite domiciliu: Domiciliul civil este acel unde o persoană își exercită drepturile și își îndeplinește obligațiile decurgând din dispozițiile codului civil. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 320; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, p. 882; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 963).

**8.** Prin cuvântul domiciliu, se înțelege în general, domiciliul civil general. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, p. 886).

**9.** Domiciliul civil este de două feluri: domiciliul general sau real și domiciliul special sau ales. (Beudant, I, No. 152; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 323, 351; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, p. 885; Dalloz, Rép., Domicile, No. 1; Suppl., Domicile, No. 2; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 968; Colin et Capitant, ed. 2-a, I, p. 427; Plastara, I, p. 187).

**10.** Domiciliul real sau general se împarte în două: domiciliul de origină și domiciliul câștigat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 323; Nacu, I, p. 217).

**11.** Domiciliul câștigat se împarte în două: domiciliul câștigat în mod voluntar și domiciliul stabilit de lege. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 323).

**12.** După o parte dintre autori, în ceea ce privește determinarea domiciliului, se disting trei feluri de domiciliu: 1) Domiciliu de origină; 2) Domiciliu câștigat sau ales; 3) Domiciliu de drept sau de dependență. (Beudant, I, No. 156; Laurent, II, No. 73 urm.).

**13.** O altă parte dintre autori, disting două feluri de domiciliu, după cum el este atribuit de lege sau ales de persoane: 1) Domiciliu de drept sau de dependență; 2) Domiciliu de fapt. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, p. 886; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 969; Planiol, ed. 6-a, I, No. 565).

**14.** Alți autori disting următoarele feluri de domiciliu: 1) Domiciliu de origină; 2) Domiciliu real sau ordinar; 3) Domiciliu legal și 4) Domiciliul ales. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 456).

**15.** Domiciliul civil general, denumit și domiciliul real, domiciliul ordinar sau domiciliul comun este acel unde o persoană își exercită în general toate drepturile și își îndeplinește obligațiile decurgând din codul civil. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, p. 885; Comp.: Beudant, I, No. 153; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 968).

**16.** Domiciliile civile speciale sunt acele unde o persoană își exercită anumite drepturi sau își îndeplinește anumite obligațiuni, privitoare la anumite acte speciale. (Beudant, I, No. 164; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, p. 886; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 968; Planiol, ed. 6-a, I, No. 599 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 142).

**17.** Ca domiciliu speciale putem cita: domiciliul pe care îl fixează legea pentru

un anumit act determinat, asimilând în acest caz reședința cu domiciliul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, p. 886; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1031).

**18.** Deasemenea se poate cita, domiciliul pe care îl aleg părțile pentru exercitarea unor anumite drepturi sau pentru îndeplinirea și executarea unor anumite obligațiuni, în care caz acest domiciliu se numește: domiciliul ales. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, p. 886; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 2; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 968; Planiol, ed. 6-a, I, No. 599).

**19.** Orice persoană trebuie să aibă un domiciliu, cu toate că acest domiciliu se poate să nu fie cunoscut. (Proudhon, I, No. 243; Toullier, I, No. 371; Duranton, I, No. 360; Beudant, I, No. 162; Marcadé, Art. 102, 103; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 339, 340, 340 bis; Dalloz, Rép., Domicile, No. 16; Suppl., Domicile, No. 18; Laurent, II, No. 66, 75, 76; Huc, I, No. 373; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1010; Planiol, ed. 6-a, I, No. 596; Planiol et Ripert, I, No. 139 bis, 149; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 427; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 462; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, p. 884; Demolombe, I, No. 348; Nacu, I, p. 219; Plastara, I, p. 186).

**20.** În ceea ce privește domiciliul persoanelor morale, după o părere, dispozițiile art. 102 c. civ. fr. (87 c. civ. rom.) trebuie aplicate și societăților sau asociațiilor. (Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 11; Sociétés, No. 157).

**21.** După o altă părere însă, persoanele morale nu au propriu zis un domiciliu, dar în ceea ce privește legile de procedură sediul lor înlocuiește domiciliul. (Laurent, II, No. 70; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 460).

**22.** Când domiciliul unei persoane este necunoscut sau nesigur, atunci reședința sa echivalează în principiu cu domiciliul său. (Demolombe, I, No. 348; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, nota 7, p. 884; Dalloz, Rép., Domicile, No. 17; Suppl., Domicile, No. 19; Laurent, II, No. 76; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1011; Planiol, ed. 6-a, I, No. 610; Planiol et Ripert, I, No. 139; Nacu, I, p. 219; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 456).

**23.** Pentru un terț de bună credință care a putut fi indus în eroare asupra adevăratului domiciliu al unei persoane, domiciliul său aparent trebuie asimilat cu domiciliul său real. (Demolombe, I, No. 353; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 18, p. 897; Dalloz, Rép., Domicile, No. 9, 136; Suppl., Domicile, No. 15; Laurent, II, No. 82, 101; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1028; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 463).

**24.** O persoană nu poate avea de cât un singur domiciliu general sau real. (Duranton, I, No. 359; Merlin, Répertoire, Déclinatoire, § 1; Toullier, I, No. 367; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 88, nota 1 p. 120; Demolombe, I, No. 347; Marcadé,



Art. 102, 103, No. 8; Beudant, I, No. 162; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 341; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, nota 1 bis, p. 886; Dalloz, Rép., Domicile, No. 8; Suppl., Domicile, No. 14; Laurent, II, No. 69; Huc, I, No. 371; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1013 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 597; Planiol et Ripert, I, No. 141; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 425, 670; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 460, 462, 463; Comp.: Nacu, I, p. 219; Plastara, I, p. 186).

**25.** Acest principiu se aplică atât persoanelor fizice cât și celor morale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, nota 1 bis, p. 886; Laurent, II, No. 70; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1015; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 426; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 143, 144, 145; Plastara, I, p. 186).

**26.** Această interdicțiune de a putea avea mai multe domiciliu, se aplică numai atunci când este vorba de domiciliu de aceeași natură, însă o persoană poate avea mai multe domiciliu înșă de caracter deosebit. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 20; Planiol, ed. 6-a, I, No. 598).

**27.** Societățile pot avea în afară de sediul lor social, atâtea domiciliu câte sucursale au sau câți reprezentanți au și cari pot contracta în numele lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, nota 1, p. 881, § 142, text și nota 1 bis, p. 886; Huc, I, No. 371; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1013; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 144, 145; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 426, 670; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 460).

**28.** Domiciliul de origină este acel domiciliu pe care o persoană îl are în ziua când dobândește dreptul de a avea un domiciliu al său propriu. (Beudant, I, No. 159; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1010; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 324; Laurent, II, No. 73, 74; Planiol, ed. 6-a, I, No. 595; Nacu, I, p. 217; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 461).

**29.** Domiciliul de origină, adică acel dobândit prin naștere de către o persoană, se păstrează până la încetarea ei din viață, dacă acea persoană nu și l-a schimbat. (Delvincourt, I, p. 41, nota 3; Merlin, Répertoire, Domicile, § 2; Duranton, I, No. 356; Proudhon, I, p. 249; Toullier, I, No. 371; Demolombe, I, No. 348; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 129; Massé et Vergé sur Zachariae, § 90, nota 2, p. 124; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 895; Laurent, II, No. 66; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 462; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 595, 596; Nacu, I, p. 222).

**30.** De obicei domiciliul de origină este un domiciliu de drept. (Beudant, I, No. 159; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 893; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 18).

**31.** Copilul legitim are domiciliul său de origină la părinții săi sau la tutorul său. (Beudant, I, No. 159; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 324; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 893; Daloz, Rép., Suppl., Domicile,

No. 18; Planiol, ed. 6-a, I, No. 572; Planiol et Ripert, I, No. 150; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 423; Nacu, I, p. 221, 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 461, 470, 471).

**32.** Domiciliul de origină nu este totdeauna primul domiciliu ce l-a avut un copil atunci când s'a născut, de oarece domiciliul de drept al unui copil minor se poate schimba odată cu cel al părinților săi. (Beudant, I, No. 159; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 6, p. 893, 894; Laurent, II, No. 73; Planiol, ed. 6-a, I, No. 595; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 471).

**33.** În cazul când unul dintre părinți încetează din viață și părintele rămas în viață nu este tutor, copilul minor își are domiciliul la tutorul său. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 572; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 423).

**34.** Copilul natural își are domiciliul de origină la părintele care l-a recunoscut; dacă el nu a fost recunoscut își are domiciliul la tutorul său. (Beudant, I, No. 159; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 324; Planiol, ed. 6-a, I, No. 573; Planiol et Ripert, I, No. 151; Comp.: Nacu, I, p. 222).

**35.** Copilul găsit își are domiciliul de origină la persoana care l-a luat în îngrijire. (Beudant, I, No. 159; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Huc, I, No. 388; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 989; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 461; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 573).

**35. bis.** În cazul când copilul minor nu are părinți, domiciliul său de origină este determinat de locul deschiderii tutelei, chiar atunci când tutorul său și-ar fi schimbat domiciliul. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 893, 894).

**36.** Domiciliul de origină nu este determinat totdeauna de locul nașterii, de oarece se poate întâmpla ca un copil să se nască în afară de domiciliul părinților săi. (Beudant, I, No. 159; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 321; Laurent, II, No. 73).

**37.** Domiciliul de drept sau de dependență, denumit și domiciliu accesoriu sau legal, este acel fixat de lege unei persoane fie din cauza unei ocupațiuni pe care o exercită, fie din cauza situației de dependență în care se găsește. (Beudant, I, No. 157).

**38.** O persoană nu poate renunța sau perde domiciliul de drept, cât timp se găsește în situațiunea care îi impune acest domiciliu. (Demolombe, I, No. 364; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 17, p. 892; Laurent, II, No. 83; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 970, 993).

**39.** Chestiunea determinării domiciliului legal, nu este o chestiune de fapt ci de drept. (Laurent, II, No. 83)

**40.** Domiciliul de drept este numai acel care este fixat de lege în mod expres. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 891; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1007).

**41.** În cazul când o persoană poate fi în situațiunea de a avea mai multe do-

micilii legale, domiciliul său va fi acel pe care i-l determină situația sa cea mai stabilă și mai generală. (Beudant, I, No. 158; Comp.: Laurent, II, No. 99; Planiol et Ripert, I, No. 158).

**42.** Domiciliul legal încetează atunci când dispăre cauza care îl determinase. (Demolombe, I, No. 370; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 892; Dalloz, Rép., Domicile, No. 120; Laurent, II, No. 98; Huc, I, No. 389; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1008; Planiol et Ripert, I, No. 160).

**43.** Domiciliul legal al minorului încetează în momentul majorității, sau emancipării sale și este înlocuit prin domiciliul de alegere care poate fi acelaș ca și cel legal, în cazul când nu l-a schimbat. (Demolombe, I, No. 370; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 892; Dalloz, Rép., Domicile, No. 120; Suppl., Domicile, No. 74; Laurent, II, No. 98; Huc, I, No. 389; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1008; Planiol, ed. 6-a, I, No. 574; Planiol et Ripert, I, No. 160).

**44.** Persoana, care după încetarea domiciliului legal, și-a fixat reședința la fostul său domiciliu dinaintea celui legal, este presupusă că și-a reluat vechiul său domiciliu. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 894).

**45.** Persoana, care după încetarea domiciliului legal, a părăsit acest domiciliu, fără a-l relua pe cel anterior și fără a dobândi un altul nou, este presupusă că și-a păstrat domiciliul legal. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 894; Planiol et Ripert, I, No. 160).

**46.** O persoană deținută în închisoare, nu-și are domiciliul său în închisoare ci își păstrează domiciliul ce-l avea înainte de a fi arestată. (Merlin, Rép., Domicile, § 3, No. 4; Duranton, I, No. 373; Massé et Vergé sur Zachariae I, § 87, nota 1, p. 119; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 10, p. 895; Huc, I, No. 375; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1007).

**47.** Persoanele cărora legea nu le-a determinat un domiciliu de drept, au dreptul a-și alege un domiciliu. (Beudant, I, No. 160; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 1, p. 892; Dalloz, Rép., Domicile, No. 24; Suppl., Domicile, No. 28; Laurent, II, No. 87; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1009).

**48.** Regula pusă în art. 102 c. civ. fr. (87 c. civ. rom.) stabilește principiul că dacă o persoană are mai multe reședinți sau așezări, domiciliul său va fi determinat de principala sa așezare, care este stabilită de tribunale după împrejurările cauzei. (Beudant, I, No. 156; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 893; Dalloz, Rép., Domicile 10 urm.; Suppl., Domicile, 16; Huc, I, No. 373; Baudry et Fourcade, I, No. 1018; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 457).

**49.** Ca probă a principalei așezări și deci ca determinare a domiciliului unei persoane sunt: plata contribuțiilor personale și mobiliare într-o comună, exer-

cițiul drepturilor politice, executarea unui comerț, etc. (Duranton, I, No. 354; Toullier, I, No. 377; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 896; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1026; Planiol, ed. 6-a, I, No. 568; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 422).

**50.** Cu toate acestea plata contribuțiilor personale și mobiliare într-o comună nu determină în mod necesar domiciliul unei persoane, când din alte împrejurări se stabilește că domiciliul său este în altă parte. (Duranton, I, No. 354; Toullier, I, No. 377).

**51.** Un comerciant ambulant, pentru tot ce privește comerțul său, este presupus că-și transportă domiciliul său în toate localitățile unde își exercită comerțul său. (Demolombe, I, No. 348; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 87, nota 2, p. 119).

**52.** Un militar își conservă domiciliul său de origină, dacă nu și-a manifestat o intenție contrară. (Proudhon, I, p. 249; Duranton, I, No. 360; Demolombe, I, No. 354; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, nota 8; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 976).

**53.** Când locuința unei persoane este situată la întretăierea a două circumscripții de tribunale deosebite, domiciliul este determinat de locul unde se găsește principala ușă de intrare a imobilului. (Toullier, I, p. 378; Merlin, Répertoire, Domicile, § 14; Demolombe, I, No. 346; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 458).

**54.** Domiciliul real sau general stabilit într-o comună nu poate fi schimbat decât prin mutarea în altă comună. (Huc, I, No. 373, 374; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1022).

**55.** Pentru a se putea determina care este domiciliul unei persoane sau a unei societăți, în afară de domiciliul legal, trebuie să se cerceteze unde este principala sa așezare. Aceasta determinare este o chestiune de fapt de atributul instanțelor de fond. (Duranton, I, No. 354; Demolombe, I, No. 345; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 893, 896; Dalloz, Rép., Domicile No. 6, 7, 53; Suppl., Domicile, No. 12; Laurent, II, No. 65, 69; Huc, I, No. 373; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1018; Planiol, ed. 6-a, I, No. 565, 569; Planiol et Ripert, I, No. 159; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 423; Nacu, I, p. 215).

**56.** Un francez (român) poate să-și aibă domiciliul într-o țară străină. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 80, nota 4, p. 124; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, nota 4, p. 882; Dalloz, Rép., Domicile, No. 39; Suppl., Domicile, No. 21; Laurent, II, No. 67; Huc, I, No. 370; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1019; Weiss, Traité élémentaire, p. 128, nota 1; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 158; Plastara, I, p. 186; Contra: Demolombe, I, No. 349).

**57.** După o părere, un francez (român) își poate avea domiciliul său în țară străină numai atunci când este născut în țară străină din părinți care își aveau



domiciliul acolo sau când el și-a stabilit în mod voluntar și efectiv principala sa așezare în țară străină. (Daloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 22).

58. Un străin poate să-și fixeze domiciliul său în Franța (România). (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, nota 5, p. 883; Laurent, II, No. 68; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1020; Planiol et Ripert, I, No. 140; Nacu, I, p. 216; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 458; Plastara, I, p. 185; Comp.: Demolombe, I, No. 268).

59. Cel ce contestă că domiciliul indicat într-un act, nu este cel adevărat, este obligat să facă dovada contrară. (Daloz, Rép., Domicile, No. 142).

**Art. 88.** — Schimbarea de domiciliu se operează prin locuința în fapt într'un alt loc, unită cu intențiunea de a-și statornici acolo principala așezare. (Civ. 89, 92, 93; Pr. civ. 69; Civ. Fr. 103).

*Text. fr. Art. 103.* — Le changement de domicile s'opérera par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Cas. fr. 1 Aprilie 1920, Jurispr. Gen. 1924, No. 2117.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Aprecieri suverană 8.	Intențiune 2, 3, 4, 6, 7.
Așezare 2, 4.	Locuință 2, 3, 4, 6, 7, 8.
Capacitate 9.	Schimbare de domiciliu
Domiciliu 1 urm.	1 urm.
Domiciliu de origină 1.	Suverană apreciere 8.
Drepturi câștigate 10.	Termin 6.
Durată 6.	Terți 10.

#### Doctrină

1. Domiciliul de origină stabilit într'un anumit loc, rămâne până atunci când nu s-a câștigat un alt domiciliu. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, text și nota 9 p. 889; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Daloz, Rép., Domicile, No. 23, 47; Huc, I, No. 384; Planiol, ed. 6-a, I, No. 595; Planiol et Ripert, I, No. 150, 159; Alexandresco ed. 2-a, I, p. 462, 463).

2. Pentru a se opera schimbarea de domiciliu, se cer două condițiuni indispensabile: 1) Locuința de fapt într'un alt loc; 2) intențiunea de a-și statornici acolo principala așezare. (Toullier, I, No. 372; Duranton, I, No. 357; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325, 326, 327; Beudant, I, No. 160; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, text și nota 1 bis, p. 891; Daloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 28; Laurent, II, No. 78; Huc, I, No. 374; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1023; Planiol, ed. 6-a, I, No. 592; Planiol et Ripert, I, No. 160; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 424, 425; Nacu, I, p. 218; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 464; Plastara, I, p. 186).

3. Intențiunea de a-și schimba cineva

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Chestiunea de fapt a principalei așezări a chiriașului în localitatea unde deține imobilul se rezolvă, exclusiv, potrivit art. 5 din legea chiriilor, iar nu după prescripțiunile art. 93 c. civ. — relative la domiciliu — cari se referă la chestiunea de pur drept și cari nu sunt aplicabile în această materie. (Cas. I. Comp. lect. chirii 63 din 14 Ianuarie 1925 Pand. Săpt. 3/1925).

domiciliul, chiar dovedită potrivit dispozițiilor art. 104 c. civ. fr. (89 c. civ. rom.) neunită cu locuința de fapt în acel loc, nu operează schimbarea domiciliului. (Demolombe, I, No. 352; Beudant, I, No. 160; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 91, nota 11, p. 126; Marcadé, Art. 104, 105; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 894, 895; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 327; Daloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 30; Laurent, II, No. 78; Huc, I, No. 374; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1023; Planiol, ed. 6-a, I, No. 592; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 464).

4. Faptul locuinței într'un alt loc, fără a se constata și intențiunea de a-și statornici acolo principala așezare, nu operează schimbarea domiciliului. (Beudant, I, No. 160; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 134; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 895; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 327; Daloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 29; Laurent, II, No. 78; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1023; Planiol, ed. 6-a, I, No. 592; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 464).

5. Schimbarea de domiciliu se operează imediat ce se găsesc îndeplinite condițiunile cerute de lege; din acest moment toate consecințele legale ce decurgeau din faptul posesării vechiului domiciliu, trec la noul domiciliu. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1029; Planiol, ed. 6-a, I, No. 594).

6. Pentru a se opera schimbarea de domiciliu, este suficientă intențiunea și o locuință de fapt într'un alt loc, indiferent de dovada, locuirei. (Duranton, I, No. 357;

Toullier, I, No. 372; Demolombe, I, No. 353, 355; Laurent, II, No. 79; Huc, I, No. 374; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1023, 1029).

7. Dacă o persoană nu și-a părăsit complet vechiul domiciliu și nici nu și-a manifestat intenția în mod lămurit de a dobândi alt domiciliu, trebuie să se considere că și-a păstrat vechiul său domiciliu. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 895; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 35; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1032).

8. Faptul schimbării locuinței într-un alt loc, pentru a opera schimbarea de domiciliu, este supus aprecierii suverane a

instanțelor de fond. (Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 32; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1023; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 465).

9. Orice persoană stăpână pe drepturile sale poate să-și schimbe domiciliul. (Demolombe, I, No. 351; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 424; Nacu, I, p. 218).

10. Schimbarea domiciliului nu poate aduce nici o atingere drepturilor câștigate de către terți față de vechiul domiciliu. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 894; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1030; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 465, 466).

**Art. 89.** — Dovada intențiunii rezultă dinadins declarațiune, făcută atât la autoritatea comunală a locului ce se părăsește, cât și la aceea a locului unde și-a strămutat domiciliul. (Civ. 88, 90; Civ. Fr. 104).

*Text. fr. Art. 104.* — La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse, faite tant à la municipalité du lieu qu'on quittera, qu'à celle du lieu où on aura transféré son domicile.

#### Doctrină.

1. Declarațiunea expresă prevăzută de art. 104 c. civ. fr. (89 c. civ. rom.), care însă nu este întrebuițată în practică, pentru a fi operantă, trebuie să fie făcută atât la autoritatea comunală a locului ce se părăsește, cât și la aceea a locului unde s'a strămutat domiciliul; una singură dintre declarații nu face dovada completă a schimbării domiciliului. (Demolombe, I, No. 352; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 135 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 11, p. 895; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Dalloz, Rép., Domicile, No. 32, 41; Suppl., Domicile, No. 33; Laurent, II, No. 80; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1025; Planiol, ed. 6-a, I, No. 593; Planiol et Ripert, I, No. 161; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 425; Nacu, I, p. 218, 219; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 464, 465).

2. Declarația făcută la grefa tribunalului domiciliului unei persoane, nu poate înlocui declarația ce trebuie făcută la autoritatea comunală. (Baudry et Houques-Fourcade, I, N. 1025; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 464, nota 4).

3. Schimbarea domiciliului politic dintr-o comună și înscrierea pe listele electorale ale altei comune, nu înlocuiește declarațiile cerute de art. 104 c. civ. fr. (89 c. civ. rom.) de oarece domiciliul

politic este distinct de domiciliul civil. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1026).

4. Declarațiile insuficiente sau neregulate pot fi luate în considerație pentru a face dovada intențiunii prevăzută de art. 105 c. civ. fr. (90 c. civ. rom.) (Demolombe, I, No. 352; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 11, p. 895; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 33; Laurent, II, No. 80; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1025; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 425, nota 1).

5. Instanțele de fond apreciază în mod suveran sinceritatea declarației de schimbare de domiciliu. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 11, p. 895; Dalloz, Rép., Domicile, No. 32, 36; Huc, I, No. 374; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1024; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 465).

6. Dacă se dovedește că declarația de schimbare de domiciliu, a fost făcută în scopul de a fraudă legea sau drepturile unui terț, ea poate fi atacată de partea interesată pentru fraudă, dol sau simulație și tribunalele pot hotărî că ea nu are nici un efect. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 11, p. 895; Dalloz, Rép., Domicile, No. 36, 43; Suppl., Domicile, No. 34; Huc, I, No. 374; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1027; Planiol et Ripert, I, No. 161; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 465, nota 3; Matei Cantacuzino, p. 59).

**Art. 90.** — In lipsă de declarațiune expresă, dovada intențiunii va depinde de împrejurări. (Civ. 89; Civ. Fr. 105).

*Text. fr. Art. 105.* — A défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances.



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Act 11.	Impozite 6.
Advocat 7.	Industria 5.
Aprecieri suverană 14.	Intențiune 1 urm.
Artist dramatic 9.	Intreprinzător de lucrări publice 9.
Așezare, a se vedea cu-vântul: „Reședință“.	Prezumțiune 13.
Boală 10.	Probă 1 urm.
Casație 14.	Profesiune 9.
Căsătorie 4.	Recurs 14.
Comerț 5.	Reședință 2, 3, 4, 10, 11.
Comunală funcțiune 8.	Sănătate 10.
Contribuțiuni 6.	Schimbarea domiciliului 1 urm.
Declarație 1, 2, 14.	Ședere, a se vedea cu-vântul: „Reședință“.
Director de teatru 9.	Stabilire 4.
Domiciliu 1 urm.	Străinătate 3.
Dovadă 1 urm.	Suverană apreciere 14.
Drepturi electorale 8.	Teatru 9.
Electorale drepturi 8.	Universitate 12.
Funcțiune comunală 8.	
Gospodărie 4.	

## Doctrină

**1.** După dispozițiile art. 105 c. civ. fr. (90 c. civ. rom.), în lipsă de declarație expresă, dovada intențiunii schimbării domiciliului, va depinde de împrejurări. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Dalloz, Rép., Domicile, No. 46; Suppl., Domicile, No. 37; Planiol, ed. 6-a, I, No. 593; Planiol et Ripert, I, No. 162; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 425; Nacu, I, p. 218; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 465).

**2.** În lipsă de declarațiune expresă de schimbare de domiciliu, dovada intențiunii poate rezulta din diferite împrejurări care nu pot fi enumerate. Între aceste împrejurări, reședința obișnuită a unei persoane într-o localitate poate fi considerată ca un fapt de natură a dovedi intențiunea schimbării domiciliului. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 52, 53, 122; Suppl., Domicile, No. 38; Comp.: Demolombe, I, No. 254; Marcadé, art. 105, No. 318; Laurent, II, No. 81; Planiol, ed. 6-a, I, No. 593).

**3.** Dovada intențiunii schimbării domiciliului mai poate rezulta din faptul unei șederi prelungite în străinătate. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 20; Contra: Dalloz, Rép., Domicile, No. 46, 47).

**4.** Deasemenea dovada intențiunii de a schimba domiciliul, poate rezulta din faptul stabilirii gospodăriei unei persoane, mai cu seamă îndată după căsătorie, într-o anumită localitate. (Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 38, 52; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 162).

**5.** O altă împrejurare care poate face dovada intențiunii unei persoane de a-și schimba domiciliul, este faptul înființării unui stabiliment comercial sau industrial într-o localitate. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 27, 29, 46, 51, 52; Suppl., Domicile, No. 38; Colin et Capitant ed. 4-a, I, p. 425).

**6.** Dovada intențiunii de a schimba domiciliul mai poate rezulta și din faptul achitării contribuțiilor, în special a contribuțiunii personale, într-o locali-

tate. (Merlin, Répertoire, Domicile, § 7; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Dalloz, Rép., Domicile, No. 14, 52; Planiol, ed. 6-a, I, No. 593; Planiol et Ripert, I, No. 162; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 425; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 465).

**7.** S'a decis că dovada intenției de a schimba domiciliul nu rezultă din faptul că o persoană a fost înscrisă în tabloul de avocați al unui alt oraș. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 326; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 39; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 476; Comp.: Demolombe, I, No. 354).

**8.** Deasemenea din faptul că o persoană și-a exercitat drepturile electorale sau funcțiunile comunale în o altă localitate. (Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 39; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 425, nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 162; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 465).

**9.** Sau din exercitarea unei profesii temporare, cum ar fi cea de întreprinzător de lucrări publice, artist dramatic sau director de teatru în altă comună. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 35; Suppl., Domicile, No. 39; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 162).

**10.** Sau din schimbarea reședinței unei persoane în afară de domiciliul său, pentru cauză de sănătate. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 47; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 593; Planiol et Ripert, I, No. 162, 163).

**11.** Sau din faptul indicării unui nou domiciliu în actele sale. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 11, 17, 47, 175; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 593; Planiol et Ripert, I, No. 162; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 425).

**12.** Sau din faptul schimbării reședinței unei persoane în afară de domiciliul său pentru a urma cursurile unei facultăți. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 50).

**13.** Intențiunea schimbării domiciliului nu se prezumă și în caz de îndoielă asupra intențiunii, se va hotărî că o persoană și-a păstrat vechiul domiciliu. (Duranton, I, No. 358; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 17, p. 896, 897; Dalloz, Rép., Domicile, No. 40; Suppl., Domicile, No. 35; Laurent, II, No. 81; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1028; Planiol et Ripert, I, No. 162).

**14.** Împrejurările din cari rezultă dovada intențiunii de schimbare de domiciliu în lipsă de declarație expresă, sunt lăsate la aprecierea suverană a instanțelor de fond și nu sunt supuse censurii instanței de recurs. (Duranton, I, No. 364; Demolombe, I, No. 353, 354; Baudant, I, No. 160; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, nota 16, p. 896; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Dalloz, Rép., Domicile, No. 51, 55; Suppl., Domicile, No. 40; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1027; Planiol, ed. 6-a, I, No. 593; Planiol et Ripert, I, No. 162; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p.

425; Nacu, I, p. 218, 219; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 465).

15. Cel ce pretinde că s'a schimbat do-

miciul, trebuie să facă dovada. (Proudhon, I, p. 249; Planiol et Ripert, I, No. 162; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 466).

**Art. 91.** — Cetățeanul chemat într'o funcțiune publică temporară sau revocabilă, își va păstra domiciliul de mai înainte, de n'a manifestat o altă intențiune. (Civ. 88; L. p. statutul funcționarilor publici; Civ. Fr. 106).

*Text. fr. Art. 106.* — Le citoyen appelé à une fonction publique temporaire ou révoquée, conservera le domicile qu'il avait auparavant s'il n'a pas manifesté d'intention contraire.

### Doctrină

1. Funcțiunile pot fi: temporare, adică pe un timp limitat, cum este funcțiunea de deputat; perpetui, adică fără termen; revocabile, adică cele cari pot fi supuse destituirii din partea guvernului; irevocabile sau inamovibile, adică acele cari nu pot fi retrase celor ce le ocupă decât prin o lege posterioară sau prin o hotărâre judecătorească.

O funcțiune poate fi în acelaș timp: temporară și irevocabilă, perpetuă și revocabilă, sau perpetuă și irevocabilă, numită și funcțiune pe viață. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 329; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 589; Nacu, I, p. 217, 218).

2. Primirea unei funcțiuni publice temporare sau revocabile, nu aduce de drept schimbarea domiciliului; ei pot să-și schimbe domiciliul în localitatea unde au primit funcțiunea, prin facerea unei declarațiuni exprese iar în lipsă de declarațiune expresă, dovada intențiunii lor va depinde de împrejurări conform art. 105 c. civ. fr. (90 c. civ. rom.). (Duranton, I, No. 362, 363; Demolombe, I, No. 366; Beudant, I, No. 157; Marcadé, Art. 107; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 330; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 62, 67, 68; Laurent, II, No. 93; Hue, I, No. 381; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 976; Planiol, ed. 6-a, I, No. 589; Nacu, I, p. 218; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 475; Plastara, I, p. 186, 187; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 424).

3. După o altă părere, se decide că dacă o persoană a primit într'o localitate o funcțiune publică temporară sau revocabilă, de și domiciliul său nu se schimbă de drept, totuși faptul primirii funcțiunii constituie o prezumpțiune că locul unde o exercită este principala sa așezare, afară dacă nu rezultă dovada contrarie

din alte împrejurări. (Dalloz, Rép., Exploit, No. 754; Contra: Laurent, II, No. 93; Comp.: Demolombe, I, No. 366.)

4. Cetățeanul chemat într'o funcțiune publică temporară sau revocabilă, își poate schimba domiciliul în localitatea unde își exercită atribuțiunile și schimbarea domiciliului și manifestația de voință se va face potrivit dispozițiilor art. 103, 104 și 105 c. civ. fr. (88, 89 și 90 c. civ. rom.). (Demolombe, I, No. 366; Dalloz, Rép., Domicile, No. 109; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 976).

5. Militarii intră în categoria funcționarilor prevăzuți de art. 106 c. civ. fr. (91 c. civ. rom.) și nu au domiciliu de drept în localitatea unde își au garnizoana, însă pot dobândi în această localitate un domiciliu de fapt. (Demolombe, I, No. 354, 356; Marcadé, art. 108, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, nota 8, p. 885; Dalloz, Rép., Domicile, No. 48, 115; Suppl., Domicile, No. 36; Laurent, II, No. 94; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 976; Nacu, I, p. 223; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 475, 476; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 589).

6. După o altă părere, militarii nu au în localitatea unde își au garnizoana decât o simplă reședință. (Demolombe, I, No. 354; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 589).

7. Imprejurările din cari rezultă intențiunea unei persoane chemată într'o funcțiune publică temporară sau revocabilă, de a-și schimba domiciliul în localitatea unde își exercită funcțiunea sau a-și păstra vechiul domiciliu, sunt supuse aprecierii suverane a instanțelor de fond și scapă de sub censura instanței de recurs. (Demolombe, I, No. 345, 366; Aubry et Rau, I, § 144; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 69; Marcadé, Art. 106, No. 2).

**Art. 92.** — Primirea unei funcțiuni pe viață va trage după sine strămutarea nemijlocită a domiciliului funcționarului în locul unde este chemat a exercită acea funcțiune. (Civ. 88; L. organ. judecătorești; L. p. statutul funcționarilor publici; Civ. Fr. 107).



*Text. fr. Art. 107.* -- L'acceptation de fonctions conférées à vie emportera translation immédiate du domicile du fonctionnaire dans le lieu où il doit exercer ces fonctions.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină).

Acceptare 4, 5, 7.	Jurământ 4.
Așezare, a se vedea cuvântul: „Stabilire” și 3.	Motiv 3.
Declarație 7.	Mutare, a se vedea cuvântul: „Strămutare”.
Deputat 10.	Reședință, a se vedea cuvintele: „Așezare”, „Stabilire”.
Domiciliu 3 urm.	Revocare 2.
Funcționar 1 urm.	Schimbare de domiciliu, a se vedea cuvântul: „Strămutare”.
Funcțiune nerevocabilă 1, 2, 10.	Stabilire 5, 8.
Funcțiune pe viață 1 urm.	Strămutare 3, 4, 5, 6, 7.
Funcțiune temporară 10.	Transferare, 2.
Inamovibil, a se vedea cuvintele: „Funcțiune pe viață”.	

## Doctrină.

1. Prin funcționari numiți pe viață se înțeleg acei funcționari publici cari au primit o funcțiune pe viață, adică până la ajungerea vârstei de retragere, și nerevocabilă. (Demolombe, I, No. 364; Beudant, I, No. 157; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 136; Marcadé, Art. 106-107, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 2, p. 887; Dalloz, Rép., Domicile, No. 98; Suppl., Domicile, No. 62; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 329; Laurent, II, No. 90, 91; Huc, I, No. 381; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 972; Planiol et Ripert, I, No. 157; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 424; Nacu, I, p. 218; Alexandresco, ed. 2, I, p. 473).

2. Prin funcțiuni nerevocabile se înțeleg acele funcțiuni inamovibile și a căror titulari nu pot fi nici revocați, nici transferați, decât în condițiunile prevăzute de legea lor organică. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 329; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 63; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 972; Planiol et Ripert, I, No. 157).

3. Motivul care a determinat pe legiuitor să prevadă în art. 107 c. civ. fr. (92 c. civ. rom.), că primirea unei funcțiuni pe viață va atrage strămutarea domiciliului funcționarului în locul unde este chemat a exercita acea funcțiune, este că acel funcționar este considerat că are principala sa așezare în locul unde își exercită funcțiunea și el nu ar putea să-și îndeplinească funcțiunea sa dacă nu și-ar avea acolo domiciliul. (Duranton, I, No. 361; Toullier, I, No. 375; Demolombe, I, No. 364; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 17, p. 892; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 330; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 136; Beudant, I, No. 157; Laurent, II, No. 90; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 971; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 474).

4. Momentul de când funcționarul inamovibil este considerat că-și are do-

miciul în localitatea unde își exercită funcțiunea, este dela depunerea jurământului care însemnează primirea funcțiunei, atunci când se cere jurământul. (Delvincourt, I, p. 42, nota 3; Duranton, I, No. 361; Demolombe, I, No. 364; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 131; Marcadé, Art. 106. 107; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 887; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 331; Dalloz, Rép., Domicile, No. 66; Laurent, II, No. 92; Huc, I, No. 381; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 974, 975; Planiol, ed. 6-a, I, No. 591; Planiol et Ripert, I, No. 157; Nacu, I, p. 218; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 474).

5. Chiar dacă funcționarul inamovibil nu ar veni să se stabilească imediat în localitatea unde urmează să-și exercite funcțiunea, schimbarea domiciliului se operează de drept prin simplul fapt al primirii funcțiunei. (Duranton, I, No. 361; Demolombe, I, No. 364; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 331; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 887; Dalloz, Rép., Domicile, No. 105; Laurent, II, No. 92; Huc, I, No. 381; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 974; Planiol, ed. 6-a, I, No. 591; Planiol et Ripert, I, No. 157; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 424; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 474).

6. După o altă părere însă, strămutarea domiciliului nu are loc decât atunci când funcționarul s'a prezentat la post pentru a-și exercita atribuțiunile sale (Toullier, I, No. 375).

7. Persoana care a primit o funcțiune pe viață, nu mai trebuie să facă vreo declarație de schimbare de domiciliu, care se operează prin simplul fapt al acceptării funcțiunei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 331; Dalloz, Rép., Domicile, No. 104).

8. Cu toate că sunt unii funcționari inamovibili care nu sunt obligați să locuiască în localitatea unde își exercită funcțiunea, totuși, li se aplică și lor dispozițiile art. 107 c. civ. fr. (92 c. civ. rom.). (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 973; Planiol et Ripert, I, No. 157).

9. După o altă părere însă, se spune că dacă funcțiunea inamovibilă nu obligă pe titularul ei să stea în localitatea unde o exercită, dispozițiile art. 107 c. civ. fr. (92 c. civ. rom.) nu-și mai găsesc aplicațiunea. (Demolombe, I, No. 365; Dalloz, Rép., Domicile, No. 102; Suppl., Domicile, No. 64; Laurent, II, No. 91).

10. Deputații își conservă domiciliul lor, de oarece de și au o funcțiune irevocabilă, însă funcțiunea lor este temporară. (Duranton, I, No. 362; Demo-

lombe, I, No. 365; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 329, 330; Laurent, II, No. 91; Huc, I, No. 381; Baudry et Houques-Fourcade,

I, No. 972; Planiol, ed. 6-a, I, No. 589; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 473, nota 3, infine).

**Art. 93.** — Femeea măritată nu are alt domiciliu decât acela al bărbatului său. Minorele neemancipat va avea domiciliul la părinții sau tutorele său; majorele interzis va avea pe al său la curatorele său. (Civ. 124, 196, 201, 250, 326, 328, 390, 450, 452, 454, 950, 1265; Pr. civ. 624; C. p. 13; Civ. Fr. 108).

*Text. fr. Art. 108.* — La femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari. Le mineur non émancipé aura son domicile chez ses père et mère ou tuteur: le majeur interdit aura le sien chez son tuteur.

*Text fr. Art. 108. (Modificat prin legea din 6 Februarie 1893).* — La femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari. Le mineur non émancipé aura son domicile chez ses père et mère ou tuteur: le majeur interdit aura la sien chez son tuteur.

La femme séparée de corps cessa d'avoir pour domicile légal le domicile de son mari.

Néanmoins, toute signification faite à la femme séparée en matière de questions d'état, devra également être adressée au mari, à peine de nullité.

### Bibliografie (continuare)

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipotecă*, p. 123, 124.

#### Doctrină

##### Impărțirea materiei

- I. Principii generale (No. 1—2).
- II. Domiciliul femeii măritate (No. 3—23).
- III. Domiciliul minorului neemancipat, (No. 24—42).
- IV. Domiciliul minorului emancipat, (No. 43).
- V. Domiciliul interzisului, (No. 44—46).
- VI. Domiciliul persoanelor puse sub consiliu judiciar, (No. 47).

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Absență 23, 32.  
Administrație legală 25.  
Adopțiune 40, 41.  
Alegere de domiciliu, a se vedea cuvintele: „Schimbare de domiciliu”.  
Anularea căsătoriei 7.  
Așezare 38.  
Bărbat 3—23.  
Capacitate 1.  
Căsătorie 3, 4, 7, 13, 24, 27.  
Celebrarea căsătoriei 4.  
Comerț 11, 12.  
Consiliu judiciar 47.  
Copil adoptat 40, 41.  
Copil găsit 36.  
Copil legitim 24-35, 41, 43.  
Copil natural 36-39, 41, 43.  
Deces 13, 30.  
Desfacerea căsătoriei 13, 27, 28, 29.  
Divorț 10, 13, 27, 28, 29.  
Domiciliu 1 urm.  
Domiciliu conjugal 10, 16.  
Domiciliu legal 1 urm.  
Domiciliu special 11.

Emancipare, a se vedea cuvintele: „Minor emancipat”.  
Femea măritată 3—23.  
Franța 9.  
Hotărâre 25.  
Încetare din viață 13, 30.  
Încetarea domiciliului legal 13.  
Interzis 14—22, 44, 45, 46.  
Locuință 3, 8, 31, 34, 33.  
Majoritate 35.  
Mamă 26, 28—34, 41.  
Minor emancipat 43, 45.  
Minor neemancipat 24-42, 45.  
Moarte 13, 30.  
Naționalitate, pierderea ei 9.  
Ordine publică 4, 5, 9, 12.  
Ospiciu 36.  
Părăsirea domiciliului conjugal 10.  
Părinți, a se vedea cuvintele: „Mamă”, „Tată” și 24, 30, 31, 33, 34, 36—41, 43.

Perdere naționalității 9.  
Putere maritală 3, 19, 20, 22, 23.  
Putere părintească 26.  
Recunoașterea unui copil natural 37, 38, 39.  
România 9.  
Schimbare de domiciliu 2, 13, 35, 41, 42, 47.  
Separație de fapt 5.  
Separație de bunuri 6.  
Servitor 8, 33.

Soț, a se vedea cuvântul: „Bărbat”.  
Student 34.  
Suspensare 19, 23.  
Tată 24—27, 29—35, 37, 41.  
Terți 10, 28, 29.  
Tutela, a se vedea cuvântul: „Tutor”.  
Tutor 14—21, 25, 30, 31, 34, 35, 36, 44, 45.  
Universitate 34.

#### I. Principii generale.

**1.** Dreptul unei persoane de a-și alege un domiciliu, aparține numai celor care au libera dispoziție a persoanei lor, așa încât acei care nu-și pot exercita drepturile lor decât cu autorizația sau prin intermediul unei alte persoane, au de drept domiciliul la acea persoană. (Lochré, II, p. 189, No. 9; Laurent, II, No. 87; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 590).

**2.** Când va înceta cauza care a atribuit unei persoane un domiciliu legal, acea persoană nu-și va recăpăta vechiul domiciliu, ci îl va păstra pe cel avut până când va adopta un altul. (Demolombe, I, No. 370; Aubry et Rau, I, § 143; Laurent, II, No. 98; Comp.: Planiol, ed. 7-a, I, No. 574; Nacu, I, p. 222, 223, 224; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 472).

#### II. Domiciliul femeii măritate.

**3.** Fixarea domiciliului legal al femeii măritate la domiciliul soțului său, este o consecință a obligațiilor rezul-



tând din căsătorie, adică a puterii maritale, care obligă pe soție să locuiască cu soțul său. (Demolombe, I, No. 357; Beudant, I, No. 157; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 332; Laurent II, No. 84; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 977; Planiol, ed. 6-a, I, No. 575; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 423, 424; Nacu, I, p. 220; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 467).

**4.** Fixarea domiciliului femeii măritate la domiciliul soțului său, se produce de plin drept din momentul celebrării căsătoriei, de oarece dispozițiile art. 108 c. civ. fr. (93 c. civ. rom.) sunt generale, imperative și de ordine publică. (Demolombe, I, No. 357; Marcadé, Art. 108, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 332; Dalloz, Rép., Domicile, No. 58, 59; Suppl., Domicile, No. 41; Laurent, II, No. 84; Huc, I, No. 382; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 978; Planiol, ed. 6-a, I, No. 591; Planiol et Ripert, I, No. 154; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 424; Nacu, I, p. 220; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 467).

**5.** Chiar dacă femeia măritată ar trăi separată de fapt de soțul său, potrivit convenției soților, ea își are domiciliul tot la soțul său, deoarece dispoziția art. 108 c. civ. fr. (93 c. civ. rom.) este de ordine publică. (Demolombe, I, No. 357; Beudant, I, No. 157; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 4, p. 888; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 332; Dalloz, Rép., Domicile, No. 38; Suppl., Domicile, No. 41; Laurent, II, No. 84; Huc, I, No. 382; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 978; Planiol, ed. 6-a, I, No. 575; Planiol et Ripert, I, No. 154; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 467).

**6.** Femeia măritată separată de bunuri, își are domiciliul tot la soțul său. (Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 43, 58; Laurent, II, No. 84; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 981; Planiol et Ripert, I, No. 154; Nacu, I, p. 220; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 467).

**7.** Femeia măritată care a introdus acțiune de anulare a căsătoriei, până la pronunțarea anulării își are domiciliul la soțul său. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 65).

**8.** Femeia căsătorită, chiar majoră, care este servitoare și nu locuiește cu soțul său, are totuși domiciliul acestuia. (Merlin, Répertoire, Domicile, § 5; Toulhier, I, No. 375; Duranton, I, No. 374; Demolombe, I, No. 368; Marcadé, Art. 109; Beudant, I, No. 157; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 13, p. 891; Dalloz, Rép., Domicile, No. 73; Laurent, II, No. 98; Huc, I, No. 390; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1002).

**9.** Domiciliul legal al soției este la soțul său, chiar dacă bărbatul și-ar perde naționalitatea sa, de oarece această dispozițiune este de ordine publică și se aplică tuturor celor ce-și au domiciliul în Franța (România). (Huc, I, No. 382;

Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 982; Nacu, I, p. 220; Alexandresco, ed. 2-a, I, I, p. 467, nota 3; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 889).

**10.** Femeia măritată autorizată a părăsi domiciliul conjugal în timpul instanței de divorț, are domiciliul legal la soțul său, în ceea ce privește raporturile cu terții. (Demolombe, I, No. 358; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 6, p. 888; Marcadé, Art. 108, No. 1; Dalloz, Rép., Domicile, No. 78; Suppl., Domicile, No. 51; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 980; Nacu, I, p. 220; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 468; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 154).

**11.** Femeia măritată, autorizată să facă comerț, poate avea, numai pentru tot ce privește comerțul său, un domiciliu special distinct de al soțului său. (Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, ed. 2-a, I, No. 256; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 4, p. 888; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 47; Huc, I, No. 382; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 983, 984; Planiol, ed. 6-a, I, No. 579; Planiol et Ripert, I, No. 168; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 427; Nacu, I, p. 220; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 468; Plastara, I, p. 188).

**12.** După o altă părere însă, de oarece disp. art. 108 c. civ. fr. (93 c. civ. rom.) sunt de ordine publică, femeia măritată nu poate avea alt domiciliu decât acel al soțului său, chiar atunci când ar fi autorizată să exercite un comerț în altă localitate. (Beudant, I, No. 157).

**13.** Incetarea domiciliului legal al femeii măritate la domiciliul soțului său, are loc prin desfacerea căsătoriei prin divorț, sau prin decesul soțului; femeia însă își păstrează acest domiciliu până dobândește un altul. (Demolombe, I, No. 370; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 888; Laurent, II, No. 98; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1008; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 467, 470).

**14.** Femeia măritată interzisă, are domiciliul la soțul său, care, potrivit dispozițiilor art. 506 c. civ. fr. (451 c. civ. rom.), este tutorul său de drept. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 131 bis, V; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 335; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 59; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 999; Planiol et Ripert, I, No. 158; Nacu, I, p. 224; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 470).

**15.** În cazul când dintr-o cauză oarecare, soțul unei femei interzise, nu ar fi tutorul său, domiciliul interzisei va fi la tutorul său. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 131 bis, V; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 335; Beudant, I, No. 158; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 59; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 999; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 158; Nacu, I, p. 224; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 470).

**16.** In cazul când soțul este interzis și femeea este tutoarea lui, domiciliul conjugal va fi ales de către soție și bărbatul său va avea același domiciliu. (Duranton, I, No. 366; Demolombe, I, No. 363; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 137 bis, V; Beudant, I, No. 157; Massé et Vergé, sur Zachariae, I, § 89, nota 7, p. 123; Marcadé, Art. 108, No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 7, p. 889; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 336; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 45; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 997; Planiol, ed. 7-a, I, No. 581; Planiol et Ripert, I, No. 158; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 469; Comp.: Nacu, I, p. 220, 221; Plastara, I, p. 188).

**17.** După o altă părere însă, în cazul când soția este tutoarea soțului său interzis, domiciliul stabilit prin căsătorie trebuie să prevaleze pe cel rezultat din tutelă. (Laurent, II, No. 99).

**18.** In cazul când soția nu este tutoarea soțului său interzis, după o părere dominantă, se decide că femeea are domiciliul legal la tutorul soțului său. (Duranton, I, No. 731; Demolombe, I, No. 363; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 137 bis, V; Beudant, I, No. 157; Marcadé, Art. 108, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 336; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 998; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 469).

**19.** După o altă părere, se spune că în acest caz, femeea interzisului, are dreptul să-și aleagă un domiciliu, de oarece puterea maritală este suspendată și nu a trecut asupra tutorului soțului său interzis. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 7, p. 889; Laurent, II, No. 99; Huc, I, No. 386; Planiol, ed. 6-a, I, No. 581; Planiol et Ripert, I, No. 158).

**20.** După o a treia părere, femeea interzisului conservă domiciliul cel-avea soțul său în momentul interdicțiunii, de oarece în timpul interdicțiunii, puterea maritală subsistă, însă este împedecată exercițiului ei, așa încât domiciliul interzisului soț, trebuie să prevaleze domiciliul tutorului. (Laurent, II, No. 99).

**21.** In cazul când ambii soți sunt interziși, fiecare dintre ei își va avea domiciliul la tutorul său. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 131 bis, V; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1000; Planiol et Ripert, I, No. 158; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 470; Comp.: Nacu, I, p. 224).

**22.** In caz de interdicție legală a soțului, soția sa are dreptul să-și aleagă un domiciliu, de oarece în acest caz încetează puterea maritală și deci și obligația soției de a coabita cu soțul său. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 985; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 469).

**23.** Când bărbatul este absent, femeea are dreptul a-și alege un domiciliu de oarece puterea maritală este suspendată și obligația soției de a coabita cu

soțul său încetează. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 985; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 469; Comp.: Nacu, I, p. 220, 221; Plastara, I, p. 188).

### III. Domiciliul minorului neemancipat.

**24.** Domiciliul minorului, copil legitim, ai cărui părinți sunt căsătoriți și sunt în viață, este la domiciliul acestora, adică al tatălui. (Beudant, I, No. 157; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 890; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 324; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 52; Laurent, I, No. 86; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 987; Planiol, ed. 6-a, I, No. 572; Planiol et Ripert, I, No. 150; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 423; Nacu, I, p. 221; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 470, 471).

**25.** In cazul când printr-o hotărâre judecătorească s'a ridicat dreptul tatălui de administrație legală și s'a încredințat unui tutor provizor, copilul minor își va avea domiciliul la domiciliul tutorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 890; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 52; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 987).

**26.** In cazul când tatăl nu are puterea părintească care a fost încredințată mamei, domiciliul copilului minor este la mama sa. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 10 bis, p. 890; Planiol et Ripert, I, No. 150).

**27.** In cazul când căsătoria părinților a fost desfăcută prin divorț și copiii minori au fost încredințați tatălui, domiciliul minorilor este la tatăl lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 53; Divorce, No. 620; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 987; Planiol et Ripert, I, No. 150; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 471).

**28.** In cazul când prin sentința de divorț, copiii au fost încredințați mamei sau unei a treia persoane, după o părere, domiciliul copiilor minori va fi la aceste persoane cari au paza lor și administrația averii lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 53; Divorce, No. 620; Planiol et Ripert, I, No. 150; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 471).

**29.** După o altă părere însă, și în acest caz domiciliul copiilor minori rămâne mai departe la tatăl lor. (Huc, I, No. 387; Vraye et Gode, Le divorce et la séparation de corps, ed. 2-a, No. 780; Nacu, I, p. 221; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 471).

**30.** In cazul când unul sau ambii părinți au încetat din viață și au rămas copii minori, se deschide tutela și domiciliul copiilor va fi la tutorul lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 334; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 54; Planiol, ed. 6-a, I, No. 572; Planiol et Ripert, I, No. 150; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 423; Nacu, I, p. 221, 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 471).

**31.** Dacă soțul rămas în viață nu este



Însărcinat cu tutela copiilor săi minori dintr'un motiv oarecare, domiciliul minorilor este la tutorul lor, chiar dacă ei ar locui la părințele lor. (Duranton, I, No. 367; Demolombe, I, No. 359; Beudant, I, No. 157; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 9, p. 890; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 334; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 54; Laurent, II, No. 86; Huc, I, No. 384, 385; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 998; Planiol, ed. 6-a, I, No. 572; Planiol et Ripert, I, No. 150; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 423; Nacu, I, p. 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 471).

**32.** Când bărbatul va fi absent, domiciliul copiilor va fi la mama lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 471).

**33.** Copilul minor care este în serviciu la altă persoană, își are domiciliul la părinții sau tutorul său. (Duranton, I, No. 374).

**34.** Studentul minor, cu toate că locuiește în localitatea unde își urmează studiile, își conservă domiciliul său la domiciliul părinților sau tutorului său. (Merlin, Rép., Domicile, § 4; Duranton, I, No. 370; Demolombe, I, No. 354; Aubry et Rau, I, § 141, nota 8; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1023).

**35.** Copilul minor care în timpul minorității își are domiciliul la tatăl sau tutorul său, conservă acest domiciliu și după ajungerea sa la majoritate în cazul când nu și-a ales alt domiciliu. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, text și nota 9, p. 889; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Dalloz, Rép., Domicile, No. 23, 47; Huc, I, No. 384; Planiol, ed. 6-a, I, No. 595; Planiol et Ripert, I, No. 150, 159, 160).

**36.** Copilul natural minor al cărui părinte sunt necunoscuți și copilul găsit, au domiciliul la tutorul lor; când sunt puși într'un ospiciu, domiciliul lor este în acest ospiciu sau la persoana care i-a luat în îngrijire. (Delvincourt, I, p. 39; Duranton, I, No. 368; Demolombe, I, No. 361; Beudant, I, No. 157; Marcadé, Art. 108, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 324; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 10, p. 890; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 56; Laurent, II, No. 88; Huc, I, No. 388; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 989; Planiol, ed. 6-a, I, No. 573; Planiol et Ripert, I, No. 151; Nacu, I, p. 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 472).

**37.** Copilul natural minor, recunoscut de ambii săi părinți, are domiciliul la tatăl său. (Duranton, I, No. 367; Demolombe, I, No. 360, 361; Marcadé, art. 108, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 10, p. 890; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 324; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 56; Laurent, II, No. 88; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 991).

**38.** După o altă părere însă, el își are domiciliul la acel dintre părinți la care locuiește și unde își are principala sa așezare. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 132 bis. III; Planiol,

ed. 6-a, I, No. 573; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 151).

**39.** Copilul natural minor, care a fost recunoscut numai de către unul dintre părinții săi, va avea domiciliul său la părintele ce l-a recunoscut. (Duranton, I, No. 367; Demolombe, I, No. 360, 361; Marcadé, Art. 108, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 10, p. 890; Beudant, I, No. 157; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 324; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 56; Laurent, II, No. 88; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 989; Planiol et Ripert, I, No. 151; Comp.: Nacu, I, p. 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 472).

**40.** Copilul minor adoptat, își are domiciliul legal la adoptant, cu toate că el își conservă drepturile sale în familia sa naturală. (Planiol et Ripert, I, No. 152).

**41.** După o altă părere însă, copilul minor adoptat își va avea domiciliul la tatăl său legitim sau la mama sa naturală, de oarece în efectele adopțiunii nu se vede o schimbare de domiciliu al adoptatului. (Nacu, I, p. 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 472).

**42.** În cazul când persoana la care copilul minor neemancipat își are domiciliul de drept, își schimbă domiciliul, se va schimba tot odată și domiciliul minorului. (Demolombe, I, No. 360; Beudant, I, No. 157; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325; Dalloz, Rép., Domicile, No. 86, Suppl., Domicile, No. 55; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 992; Planiol, ed. 6-a, I, No. 595; Contra: Merlin, Répertoire, Domicile, § 5, No. 4).

#### IV. Domiciliul minorului emancipat.

**43.** Minorul emancipat are dreptul a-și alege un domiciliu distinct de al părinților săi. (Demolombe, I, No. 362; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 137 bis. II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 325, 334; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 57; Laurent, II, No. 87; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 994; Planiol, ed. 7-a, I, No. 574; Planiol et Ripert, I, No. 153; Nacu, I, p. 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 472).

#### V. Domiciliul interzisului.

**44.** Regulele prevăzute de dispozițiile art. 108 c. civ. fr. (93 c. civ. rom.) aplicabile minorilor neemancipați, sunt aplicabile și interzișilor, fiind analogie între situațiile lor, deci ei își au domiciliul la tutorul lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 335; Dalloz, Rép., Domicile, No. 91; Suppl., Domicile, No. 58; Planiol, ed. 6-a, I, No. 580; Planiol et Ripert, I, No. 153; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 423; Nacu, I, p. 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 472, 473).

**45.** Dispozițiile art. 108 din codul civil fr. (93 c. civ. rom.) se aplică atât minorilor interziși cât și majorilor interziși.

(Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 890; Laurent, II, No. 89; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 472, 473).

**46.** Dispozițiile art. 108 din codul civil fr. (93 c. civ. rom.) se aplică atât persoanelor în stare de interdicție legală cât și celor în stare de interdicție judiciară. (Duranton, I, No. 372; Demolombe, I, No. 362; Beudant, I, No. 157; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, p. 890; Dalloz, Rép., Domicile, No. 94; Suppl., Domicile, No. 60; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 996; Planiol, ed. 6-a, I, No. 580; Planiol et Ripert, I, No. 153; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 473).

#### VI. Domiciliul persoanelor puse sub consiliu judiciar.

**47.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul a-și alege domiciliul său. (Demolombe, I, No. 362; Dalloz, Rép., Domicile, No. 93; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 996; Planiol, ed. 6-a, I, No. 582; Planiol et Ripert, I, No. 153; Nacu, I, p. 223; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 473).

**Art. 94.** — Majorii cari servă sau lucrează obicinuît la altul, vor avea acelaș domiciliu ca persoana pe care o servă sau la care lucrează, când vor locui în acelaș loc. (Civ. 93, 196, 341, 390, 450, 1470; Pr. civ. 74; Civ. Fr. 109).

*Text. fr. Art. 109.* — Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, auront le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent lorsqu'ils demeureront avec elle dans la même maison.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Arendaș 14.	Morală persoană 15.
Așezare 1.	Motiv 1.
Bărbat 11.	Păcinti 9.
Bibliotecar 6.	Persoană morală 15.
Copil, a se vedea cu-	Portar 5.
vintele; „Minor emanci-	Preceptor 6.
pătat”, „Minor neemanc-	Presumpțiune 1.
pătat”.	Proprietar 14.
Domiciliu 1 urm.	Rațiune 1.
Emancipat 8.	Regisor 7.
Femea măritată 11.	Serviciu accidental 3.
Intendent 7.	Serviciu obicinuît 3, 4.
Interzis 10.	Serviciu temporar 2.
Invățător 6.	Servitor 1 urm.
Locuință 3, 12, 13.	Stăpân 1 urm.
Minor emancipat 8.	Termin 4.
Minor neemancipat 9.	Tutor 9, 10.

#### Doctrină

**1.** Motivul care a determinat pe legiuitor să prevadă în codul civil dispozițiile art. 109 civ. fr. (94 c. civ. rom.) este bazat pe presumpțiunea că persoanele ce lucrează în mod obicinuît la alții, își au principala așezare la domiciliul stăpânilor lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 337; Laurent, II, No. 96; Huc, I, No. 390; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1001; Planiol et Ripert, I, No. 156; Nacu, I, p. 223).

#### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Art. 5 al. 1 și 2 din legea chirilor acordă chiriașului beneficiul prelungirii contractului de închiriere cu condiția ca să aibă principala sa așezare în localitate și să se folosească personal de imobilul ce-l ocupă în mod efectiv.

Legea chirilor a avut în vedere deci o situațiune de fapt: principala așezare a chiriașului, iar nu una de drept: domiciliul legal, situație de fapt care este lăsată la suverana apreciere a instanței de fond, ce scapă controlului Curței. — și deci nu se pot aplica dispozițiunile codului civil cu privire la domiciliu. (Cas. I, 2429 din 28 Noembrie 1924, Currierul Judiciar, 23 din 1925).

**2.** Domiciliul legal al soției e la domiciliul soțului. Atunci însă când se constată că soția nu mai domiciliază în mod real la imobilul închiriat, poate fi evacuată. (Cas. I, 3027 din 11 Iunie 1926, Pand. Săpt., 31 din 1926).

**2.** Dispozițiile art. 109 c. civ. fr. (94 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar atunci când persoanele cari lucrează la alții au un serviciu temporar. (Laurent, II, No. 96; Huc, I, No. 390; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1001; Planiol et Ripert, I, No. 156; Contra: Planiol, ed. 6-a, I, No. 584).

**3.** Dispozițiile art. 109 c. civ. fr. (94 c. civ. rom.), nu se aplică acelora care lucrează numai în mod accidental la altul, iar nu în mod obicinuît, chiar dacă ei ar locui cu stăpânul lor. (Beudant, I, No. 157; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 337; Dalloz, Rép., Domicile, No. 71; Laurent II, No. 96; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1003; Planiol, ed. 6-a, I, No. 584; Planiol et Ripert, I, No. 156; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 476, nota 4).

**4.** Dispozițiile art. 109 c. civ. fr. (94 c. civ. rom.) se aplică nu numai servitorilor, ci și altor persoane cari lucrează în mod obicinuît la alții, care închiriindu-și serviciile lor pe un timp determinat, depind de cei ce-i întrebuințează. Așa se aplică: secretarilor și ampoiaților de biuro sau de comerț. (Merlin, Répertoire, Domicile, § 4, No. 2; Duranton, I, No. 374; Demolombe, I, No. 369; Dalloz, Rép., Do-



micile, No. 117; Suppl., Domicile, No. 71; Laurent, II, No. 97; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1003; Planiol, ed. 6-a, I, No. 585; Planiol et Ripert, I, No. 156; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 478).

**5.** Deasemenea se aplică portarilor. (Demolombe, I, No. 396; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 71; Laurent, II, No. 97; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1003).

**6.** Deasemenea se aplică: învățătorilor cari dau lectii (précepteurs) și bibliotecarilor. (Duranton, I, No. 374; Demolombe, I, No. 369; Dalloz, Rép., Domicile, No. 117; Suppl., Domicile, No. 71; Laurent, II, No. 97; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1003; Planiol, ed. 6-a, I, No. 585; Planiol et Ripert, I, No. 156; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 478).

**7.** Deasemenea se aplică: regisorilor și intendentilor. (Merlin, Répertoire, Domicile, § 4, No. 2; Duranton, I, No. 374; Demolombe, I, No. 369; Dalloz, Rép., Domicile, No. 107; Suppl., Domicile, No. 71; Laurent, II, No. 97; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1003; Planiol, ed. 6-a, I, No. 585; Planiol et Ripert, I, No. 156; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 478).

**8.** Dispozițiile art. 109 c. civ. fr. (94 c. civ. rom.) se aplică și minorilor emancipați. (Duranton, I, No. 374; Demolombe, I, No. 368; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 138; Marcadé, Art. 109; Beudant, I, No. 157; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 11, p. 891; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 337; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 71; Laurent, II, No. 97; Huc, I, No. 390; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1002; Planiol, ed. 6-a, I, No. 587; Alexandresco, ed. 2, I, p. 477).

**9.** Dispozițiile art. 109 c. civ. fr. (94 c. civ. rom.), nu se aplică minorilor neemancipați, cari își păstrează domiciliul la părinții sau tutorii lor. (Toullier, I, No. 375; Demolombe, I, No. 368; Beudant, I, No. 157; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 13, p. 891; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 73; Laurent, II, No. 97, 99; Huc, I, No. 390; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1092; Planiol, ed. 6-a, I, No. 587; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 477).

**10.** Deasemenea nu se aplică interzișilor, cari își păstrează domiciliul la tutorii lor. (Demolombe, II, No. 368; Beudant,

I, No. 157; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 89, p. 123; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 337; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 13, p. 891; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 73; Laurent, II, No. 99; Huc, I, No. 390; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1002; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 478).

**11.** Deasemenea nu se aplică femeilor măritate, cari își păstrează domiciliul la bărbatii lor. (Merlin, Répertoire, Domicile, § 5; Toullier, I, No. 375; Demolombe, I, No. 368, 374; Beudant, I, No. 157; Marcadé, Art. 109; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 13, p. 891; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 337; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 73; Laurent, II, No. 99; Huc, I, No. 390; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1002; Planiol, ed. 6-a, I, No. 587; Planiol et Ripert, I, No. 158; Nacu, I, p. 224; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 470, 477, 478).

**12.** In cazul când persoanele cari lucrează la alții, nu locuiesc in același loc cu ei, ci și-au păstrat o locuință separată, își vor păstra domiciliul lor particular. (Duranton, I, No. 374; Demolombe, I, No. 396; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 143, nota 12, p. 891; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 337; Dalloz, Rép., Domicile, No. 71; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1004; Planiol, ed. 6-a, I, No. 584; Planiol et Ripert, I, No. 156; Matei Cantacuzino, p. 60).

**13.** Dacă servitorii locuiesc tot anul o casă dela țară, unde stăpânul vine și locuiește numai o parte din timpul anului, servitorii vor avea aici domiciliul iar nu acolo unde stăpânul lor își are domiciliul. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 586; Comp.: Demolombe, I, No. 369; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1004; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 478).

**14.** Dispozițiile art. 109 c. civ. fr. (94 c. civ. rom.), nu se aplică arendașilor de moșii, de oarece ei nu lucrează pe soțoteala proprietarilor, ci pe a lor proprie. (Demolombe, I, No. 369; Laurent, II, No. 97; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1004; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 478, nota 3; Contra: Proudhon, I, p. 248).

**15.** Dispozițiile art. 109 c. civ. fr. (94 c. civ. rom.), nu se aplică servitorilor persoanelor morale. (Planiol et Ripert, I, No. 156).

**Art. 95.** — Domiciliul unei succesiuni este domiciliul cel din urmă al defunctului. (Civ. 651, 695, 704, 724, 725, 733; Pr. civ. 63, 702, 703; Civ. Fr. 110).

*Text. fr. Art. 110.* — Le lieu où la succession s'ouvrira, sera déterminé par le domicile.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testamente*, p. 153; *Despre succesiuni*, p. 13 urm.

## Doctrină

1. Domiciliul unei persoane determină locul deschiderii succesiunii, oriunde ar fi avut loc încetarea sa din viață. Acesta este unul dintre cele mai importante efecte ale domiciliului. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 123 bis I, No. 139; Beudant, I, No. 154; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 145, p. 898; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 317; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 87; Laurent, II, No. 102; Huc, I, No. 368, 391; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 965; Nacu, I, p. 223; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 461; Matei Cantacuzino, p. 59; Plastara, I, p. 188).

2. Locul deschiderii unei succesiuni a unei femei măritate, va fi la domiciliul bărbatului său. (Demolombe, I, No. 357; Dalloz, Rép., Domicile, No. 59, 109; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 978).

3. Succesiunea unui interzis se des-

chide la domiciliul tutorului său. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 19).

4. Tribunalul ultimului domiciliu al defunctului este competent a judeca toate cererile și pretențiile ce moștenitorii ar avea unii contra altora, cererile creditorilor defunctului până la împărțea, precum și acțiunile privitoare la executarea sau anularea testamentului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 461; Comp.: Duranton, I, No. 375).

5. Când o persoană încetează din viață și nu i se cunoaște ultimul domiciliu, dacă a lăsat un singur moștenitor, acțiunile îndreptate în contra succesiunii se vor introduce la domiciliul acestui moștenitor; iar dacă a lăsat mai mulți moștenitori, reclamantul are alegerea la domiciliul unui dintre moștenitori. (Dalloz, Rép., Domicile, No. 18).

6. După o altă părere, în acest caz, acțiunile personale mobiliare se vor exercita la locul ultimei sale reședințe. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 461).

**Art. 96.** — Domiciliul unei persoane juridice este acolo unde acea persoană juridică își are centrul administrațiunii sale <sup>1)</sup>. (Civ. 87; Pr. Civ. 75).

## Doctrină

1. După o părere, dispozițiile art. 102 din codul civil fr. (87 din codul civ. rom.), trebuie aplicate și societăților sau asociațiilor, în ceea ce privește domiciliul lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 11; Sociétés, No. 157; Plastara, I, p. 188).

2. După o altă părere însă, persoanele morale nu au propriu zis un domiciliu dar în ceea ce privește legile de procedură, sediul lor înlocuiește domiciliul. (Laurent, II, No. 70; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 460).

3. Principiul, după care o persoană nu poate avea decât un domiciliu, se aplică atât persoanelor fizice cât și celor morale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, nota 1 bis, p. 886; Laurent, II, No. 70; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1015; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 426; Comp.: Planiol, et Ripert, I, No. 143, 144, 145).

4. Societățile pot avea, în afară de sediul lor social, atâtea domiciliu, câte

sucursale au sau câți reprezentanți au și cari pot contracta în numele lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, nota 1, p. 881, § 142, text și nota 1 bis, p. 886; Huc, I, No. 371; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1013; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 144, 145; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 426, 670; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 460).

5. Pentru a se putea determina care este domiciliul unei persoane sau al unei societăți în afară de domiciliul legal, trebuie de cercetat unde este principală sa așezare. Această determinare este o chestiune de fapt, de atributul instanțelor de fond. (Duranton, I, No. 354; Demolombe, I, No. 345; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 144, p. 893, 896; Dalloz, Rép., Domicile, No. 6, 7, 53; Suppl., Domicile, No. 12; Laurent, II, No. 65, 69; Huc, I, No. 373; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1018; Planiol, ed. 6-a, I, No. 563, 569; Planiol et Ripert, I, No. 159; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 423; Nacu, I, p. 215).

**Art. 97.** — Când părțile sau una din ele își va alege, pentru executarea unui act, domiciliul în altă parte decât unde este domiciliul real, citațiunile, cererile și urmăriile relative la acel act se vor putea face la domiciliul prevăzut prin zisul act și înaintea judecătorului acestui domiciliu. (Civ. 157, 969, 977, 1104, 1115 § 6,

1) Acest articol nu are corespunzător în Codul civil francez, însă dispozițiile sale sunt admise fără dificultate în doctrina și jurisprudența franceză.



1121, 1781, 1804; Pr. civ. 51, 64, 74, 659-2<sup>o</sup>; Com. 773, 889, 907, 897-4<sup>o</sup>, 917, 924; Pr. pen. 64, 65, 137, 179, 524; L. asupra dr. propr. 4, 23; Civ. Fr. 111).

*Text. fr. Art. 111.* — Lorsqu'un acte contiendra, de la part des parties ou de l'une d'elles, élection de domicile pour l'exécution de ce même acte dans un autre lieu que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte, pourront être faites au domicile convenu, et devant le juge de ce domicile.

## Doctrină

### Impărțirea materiei.

- I. Principii generale, (No. 1—3).
- II. Cine poate face alegere de domiciliu, (No. 4—12).
- III. Formele, modalitățile și interpretarea convențiilor de alegere de domiciliu, (No. 13—30).
- IV. Efectele alegerii de domiciliu și încetarea acestor efecte, (No. 31—63).

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

- |  |   |
|--|---|
| Acceptare 51, 52, 53, 60.                        | Frânză 4.   |
| Act de procedură 35, 36, 37.                     | Hotărâre 34.  |
| Act scris 13.                                    | Încetare 54, 54 bis, 55, 59, 61, 62.                  |
| Act unilateral 48.                               | Încetare din viață 42, 43, 55, 57, 61.                |
| A acțiune mobilă 10, 11.                         | Inscris 13.   |
| A acțiune oblică 44.                             | Interes 41, 48, 49, 56, 61, 63.                       |
| A acțiune pauliană 45.                           | Interpretare 6, 22, 23, 24.                           |
| A alegere de domiciliu 1 urm.                    | Intervenție 49.                                       |
| Alimente 24.                                     | Intreținere 24.                                       |
| Anulare 30, 33.                                  | Judecare 26.  |
| Aprecieri suverană 23.                           | Litigiu 1, 26, 33, 43.                                |
| Artiști dramatici 24.                            | Loc de plată 25—28.                                   |
| Asistență 12.                                    | Locuință 58, 63.                                      |
| Autorizație 9, 10, 11.                           | Mandatar 5, 6, 19, 35, 50—55, 57, 58, 60—63.          |
| Barbat 9.  | Militar 24.   |
| Capacitate 7.                                    | Minor emancipat 11.                                   |
| Cesiune de creanță 7.                            | Moarte 42, 43, 55, 57, 61.                            |
| Circumscripție 21.                               | Mobiliare acțiuni 10, 11.                             |
| Citație 35, 36, 37.                              | Moștenitori 43.                                       |
| Civilă obligație 26.                             | Notificare 31, 34—38, 40, 41, 49—53, 62, 63.          |
| Comercială obligație 26.                         | Nulitate 30, 33.                                      |
| Competență 1, 26, 32, 33, 41, 43.                | Obiect 31, 32, 49.                                    |
| Comunicare, a se vedea cuvântul: „Notificare“.   | Obligație 2, 7, 26, 28, 32.                           |
| Consiliu de familie 10, 11.                      | Obligație civilă 26.                                  |
| Consiliu judiciar 12.                            | Obligație comercială 26.                              |
| Consimțământ 13—17, 56, 63.                      | Ofertă reală de plată 28.                             |
| Creditori 44, 45.                                | Ofițer public 57.                                     |
| Datorie 25.                                      | Personă anumită 19, 21, 35, 36, 50—55, 57, 58, 60—63. |
| Daune 52.  | Personă oficială 19, 57.                              |
| Deces 42, 43, 55, 57, 61.                        | Plată 25, 26, 27, 28.                                 |
| Depozit 53.                                      | Prezumpție 19.  |
| Derogare 22.                                     | Procedură act 35, 36, 37.                             |
| Domiciliu ales 1 urm.                            | Proces 1, 26, 33, 43.                                 |
| Domiciliu forțat 29, 30.                         | Procură specială 5.                                   |
| Domiciliu general 3, 8, 18, 36, 37, 38, 40, 41.  | Reclamant 37.   |
| Domiciliu special 2.                             | Renunțare 54, 61.                                     |
| Drepturi 2.                                      | Responsabilitate 52.                                  |
| Efecte 8, 40, 42, 59, 60, 61.                    | Revocare 54 bis, 56.                                  |
| Emancipat 11.                                    | Rezoluțiune 33.                                       |
| Executare 17, 24, 27, 32, 34, 38—41, 43, 49, 59. | România 4.  |
| Executare voluntară 39.                          | Schimbare de domiciliu 18, 57, 58, 62, 63.            |
| Exercitarea drepturilor 2.                       | Scop 1.   |
| Expirarea termenului 59.                         | Stare civilă 42.                                      |
| Expres consimțământ 15.                          | Stipulație pentru altul 47.                           |
| Faliment 42.                                     | Străin 4.   |
| Femece măritată 9.                               |   |

Student 24.  
 Succesori 43.  
 Suverană apreciere 23.  
 Tacit consimțământ 15, 16, 51.  
 Termin 59.

Terti 46, 47.  
 Tutor 10.  
 Unilateral act 48.  
 Urmărire, a se vedea cuvântul: „Executare“.  
 Verbal 13.

### I. Principii generale.

1. Domiciliul ales nu este propriu zis un domiciliu, ci alegerea de domiciliu are de scop să modifice competența tribunalelor chemate a rezolva un eventual litigiu dintre părți. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 429).

2. Domiciliul prevăzut de art. 111 din codul civil fr. (97 c. civ. rom.) este un domiciliu special stabilit prin voința persoanelor cari îl aleg pentru exercitarea unor anumite drepturi sau pentru îndeplinirea unor anumite obligațiuni. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 142, p. 886; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 342; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile. No. 2; Baudry et Houques-Fourcade, I. No. 938; Planiol, ed. 6-a, I, No. 600; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 427, 428; Nacu, I, p. 224, 225; Matei Cantacuzino, p. 60.)

3. Principiul după care o persoană nu poate avea mai multe domiciliu civile generale, nu se aplică la domiciliul ales. (Beudant, I, No. 171; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479).

### II. Cine poate face alegere de domiciliu.

4. Străinii au dreptul ca și naționali de a-și alege un domiciliu în Franța (România). (Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2. No. 3; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 92, nota 1, p. 127; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 1 bis, p. 899; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 33; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1035; Planiol et Ripert, I, No. 166; Alexandresco, ed. 2-, I, p. 479).

5. Alegerea de domiciliu poate fi făcută și printr'un mandatar, însă cu procură specială. (Demolombe, I, No. 374; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 5, p. 900; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 17; Laurent, II, No. 106; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1041; Planiol et Ripert, I, No. 166).

6. Puterea dată unui mandatar de a face alegere de domiciliu la domiciliul său

pentru mandant, nu poate fi interpretată că mandantul a făcut alegere de domiciliu la mandatar, cât timp mandatarul nu a făcut uz de această putere. (Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 5; Delvincourt, I, p. 82; Demolombe, I, No. 374; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 5, p. 900; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 18, 124, 127; Laurent, II, No. 106; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1041; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 481).

**7.** Pentru ca o persoană să-și poată alege un domiciliu, trebuie să aibă capacitatea de a se putea obliga. (Dalloz, Rép., Suppl., Domicile élu, No. 4, 105, 106; Planiol et Ripert, I, No. 166; Nacu, I, p. 225; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479, nota 1).

**8.** Alegerea de domiciliu poate fi făcută un domiciliu general, de oarece acută chiar de acei cărora legea le impune alegerea de domiciliu are efect numai între părțile contractante. (Planiol et Ripert, I, No. 166).

**9.** Femeea măritată, pentru a putea face alegere de domiciliu, are nevoie de autorizația soțului său. (Planiol et Ripert, I, No. 166; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479, nota 1).

**10.** Tutorul poate face alegere de domiciliu fără autorizația consiliului de familie, pentru toate acțiunile mobiliare. (Planiol et Ripert, I, No. 166; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479, nota 1).

**11.** Minorul emancipat poate face alegere de domiciliu, fără autorizația consiliului de familie, pentru toate acțiunile mobiliare. (Planiol et Ripert, I, No. 166; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479, nota 1).

**12.** O persoană pusă sub consiliu judiciar poate face alegere de domiciliu, fără asistența consiliului, de oarece acest act nu-i este interzis nici expres, nici implicit. (Demolombe, VIII, No. 775; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 872; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile élu, No. 4; Laurent, V, No. 358; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479, nota 1; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 166).

### III. Formele, modalitățile și interpretarea convențiilor de alegere de domiciliu.

**13.** Alegerea de domiciliu trebuie să fie consimțită de părțile contractante și consimțământul poate rezulta dintr-o convenție formală a părților sau din declarația unilaterală a uneia dintre ele. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, p. 899; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile élu, No. 6; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1032).

**14.** Alegerea de domiciliu poate fi făcută în scris sau verbal. (Beudant, I, No. 171; Baudry et Houques-Fourcade, I, 1038; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 607; Planiol et Ripert, I, No. 167; Nacu, I, p. 225).

**15.** Alegerea de domiciliu trebuie să rezulte dintr-o convenție sau declarație expresă; ea nu poate fi tacită. (Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 4; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 14, 56; Laurent, II, No. 104; Huc, I, No. 393; Nacu, I, p. 225; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 480).

**16.** După o altă părere dominantă, alegerea de domiciliu poate fi tacită, cu condiția de a nu lăsa nici o îndoielă asupra existenței ei, iar în caz de îndoielă ea nu poate fi prezumată. (Demolombe, I, No. 374; Beudant, I, No. 171; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, notele 2 bis și 2 ter, p. 899; Murlon, ed. 7-a, I, No. 343; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1039; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 607; Planiol et Ripert, I, No. 167).

**17.** Alegerea de domiciliu pentru executarea unor convențiuni, poate avea loc atât la încheierea ei și prin actul care o constată, cât și mai târziu printr-un act separat. (Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 6; Demolombe, I, No. 373; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 2, p. 899; Murlon, ed. 7-a, I, No. 343; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 35 urm.; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1037; Planiol, ed. 6-a, I, No. 605; Planiol et Ripert, I, No. 167; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 480).

**18.** Alegerea de domiciliu poate fi făcută chiar la domiciliul real al părților, și interesul este că orice schimbare ulterioară a domiciliului părților nu poate avea vre-o influență asupra convențiunii lor, acest domiciliu continuând a subsista. (Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 7; Duranton, I, No. 381; Demolombe, I, No. 375; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140; Beudant, I, No. 172; Marcadé, art. 111, No. 4; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, p. 900; Murlon, ed. 7-a, I, No. 344; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 51; Suppl., Domicile élu, No. 23; Laurent, II, No. 108; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1036; Planiol, ed. 6-a, I, No. 606; Planiol et Ripert, I, No. 166; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479).

**19.** De obicei, alegerea de domiciliu se face la o persoană anumită, fie ea o persoană oficială, fie un particular. (Beudant, I, No. 172; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, p. 900; Murlon, ed. 7-a, I, No. 345; Huc, I, No. 393; Planiol, ed. 6-a, I, No. 599; Planiol et Ripert, I, No. 172; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 482).

**20.** Alegerea de domiciliu poate fi făcută la un imobil determinat, fără altă indicațiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, p. 900; Murlon, ed. 7-a, I, No. 345; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 428, 429).

**21.** Alegerea de domiciliu poate fi făcută în circumscripția unui anumit tribunal, fără altă indicațiune de loc, imobil sau persoană. (Beudant, I, No. 172; Murlon, ed. 7-a, I, No. 345; Dalloz, Rép.,



Domicile élu, No. 32; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1054; Planiol, ed. 6-a, I, No. 599; Planiol et Ripert, I, No. 172; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 428; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 482).

**22.** Convenția de alegere de domiciliu trebuie limitată la obiectul pentru care a avut loc și trebuie interpretată într'un sens restrictiv, de oarece alegerea de domiciliu este o derogare dela dreptul comun. (Demolombe, I, No. 375; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 347; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 3, 6, 26; Laurent, II, No. 110; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1054; Planiol, ed. 6-a, I, No. 603; Planiol et Ripert, I, No. 171; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 429).

**23.** Interpretarea întinderii convenției de alegere de domiciliu este de atributul instanțelor de fond și se face potrivit dispozițiilor art. 1156 c. civ. fr. (977 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 26; Suppl., Domicile élu, No. 26; Planiol et Ripert, I, No. 169; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 482; Matei Cantacuzino, p. 60).

**24.** S'a decis că studenții militariei, artiștii dramatici, etc., sunt considerați că și-au ales domiciliul în locul unde stau, pentru executarea obligațiilor contractate, cu privire la întreținerea lor. (Beudant, I, No. 171; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 145, nota 4, p. 898; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1039; Planiol et Ripert, I, No. 168; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 426).

**25.** Faptul că cineva și-a ales un domiciliu pentru a face plata unei datorii, nu însemnează că acest domiciliu este ales pentru orice alte împrejurări străine acestei plăți. (Demolombe, I, No. 374; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, notele 3, 4, p. 899; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 347; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile élu, No. 22; Laurent, II, No. 105; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1040; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 484).

**26.** Faptul alegerii unui loc de plată în actul constatator al unei obligațiuni de natură civilă, nu însemnează că părțile au înțeles ca judecarea diferendelor rezultate din această obligație să aibă loc la tribunalul situațiunei acestui domiciliu; dacă însă obligația este de natură comercială, arătarea locului de plată determină competența tribunalului. (Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 4; Duranton, I, No. 378; Valette sur Proudhon, I, p. 240; Demolombe, I, No. 374; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, notele 3, 4, p. 899; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 343, 347; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile élu, No. 22; Laurent, II, No. 105; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1040; Planiol et Ripert, I, No. 167; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 480, 481).

**27.** Alegerea de domiciliu nu echivalează cu indicarea unui loc de plată. a-

fară de convenție contrară; ea indică unde are a se face executarea forțată. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 602; Planiol et Ripert, I, No. 171; Demolombe, I, No. 378; Duranton, I, No. 377; Mourlon, I, No. 347; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, p. 903; Laurent, II, No. 111; Huc, I, No. 393; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 484, 485, ed. I, VI, p. 523).

**28.** Arătarea unui loc de plată în actul constatator al unei obligații, indică debitorului că poate să facă în acest loc oferta reală de plată. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, notele 3, 4, p. 899; Planiol et Ripert, I, No. 171; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 485, nota 1).

**29.** Legea fixează în numeroase cazuri domiciliul obligator pentru facerea unor anumite acte; această alegere de domiciliu se numește legală sau forțată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 342; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 6; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1033, 1034; Planiol, ed. 6-a, I, No. 561 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 142, 165; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 428; Nacu, I, p. 225; Platiara, I, p. 187).

**30.** Alegerea de domiciliu nu este prescrisă de lege sub pedeapsă de nulitate de oarece scopul ei este de a ușura apărarea contra unui act de executare. (Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 20; Suppl., Domicile élu, No. 8).

#### IV. Efectele alegerii de domiciliu și încetarea acestor efecte.

**31.** Nu se poate notifica la domiciliul ales, decât actele cari sunt privitoare la obiectul pentru care s'a făcut alegerea de domiciliu. (Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 58, 59; Suppl., Domicile élu, No. 3, 6; Laurent, II, No. 110; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 429).

**32.** Pentru tot ce privește executarea obligației care a făcut obiectul alegerii de domiciliu, tribunalul competent va fi cel al domiciliului ales. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 10 bis, p. 902; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 345; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 32; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1046; Planiol, ed. 6-a, I, No. 601; Planiol et Ripert, I, No. 170; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 428).

**33.** S'a admis că tribunalul domiciliului ales este competent să judece chestiunile privitoare la anularea parțială sau la rezoluția convenției pentru neexecutare, însă nu poate judeca chestiunea de anulare totală a acestei convențiuni. (Demolombe, I, No. 379; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, notele 11 urm. p. 902; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 86; Suppl., Domicile élu, No. 24; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1045, 1046; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 484; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 170).

**34.** Hotărârile de condamnarea uneia dintre părți, nu pot fi executate la domiciliul ales pentru executarea convenției. (Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 10; Duranton, I, No. 379, 393; Contra: Delvincourt, I, p. 43, nota 2; Valette sur Proudhon, I, p. 241, No. IV; Demolombe, I, No. 380; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 346; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, p. 901; Beudant, I, No. 173; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1043; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 483).

**35.** Când în convenția de alegere de domiciliu, se indică o persoană cu un anumit domiciliu care este însărcinată de a reprezenta pe o parte în acest loc, notificările și toate actele de procedură se vor adresa acestei persoane. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 601; Planiol et Ripert, I, No. 171; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 483).

**36.** Când însă în convenția de alegere de domiciliu, nu s'a indicat o persoană însărcinată de a reprezenta pe o parte în acest loc, notificările și toate actele de procedură se vor adresa la domiciliul real al părții. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 601; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 428; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 482, 483).

**37.** Când domiciliul a fost ales la însuși reclamantul, citațiile și notificările se vor adresa la domiciliul real al părții. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 483, nota 3).

**38.** Notificarea privitoare la cesiunea creanței în care se constată alegerea de domiciliu, se va comunica la domiciliul real al debitorului, de oarece cesiunea creanței nu privește executarea obligației. (Duranton, I, No. 380; Aubry et Rau, I, § 146, p. 903; Huc, I, No. 393; Guillouard, Vente, II, 774; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1044; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 488, ed. 1-a, V, p. 180, 181; Contra: Demolombe, I, No. 381).

**39.** Executarea voluntară a convenției pentru executarea căreia s'a ales un domiciliu, este supusă dreptului comun, de oarece alegerea de domiciliu privește numai executarea silită a convenției. (Larombière, Théorie des obligations, III, Art. 1239, No. 10; Toullier, VII, No. 22; Duranton, I, No. 377; Demolombe, I, No. 378; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, p. 902; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 85; Laurent, II, No. 111; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1047; Planiol, ed. 6-a, I, No. 602; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 429).

**40.** Alegerea de domiciliu, nu face ca domiciliul general să-și piardă vre unul dintre efectele sale, de oarece această alegere este facultativă, așa încât notificările și urmărirea pot fi făcute atât la domiciliul ales pentru executarea convenției, cât și la domiciliul general. (Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 12, 13; Toullier, I, p. 195; Valette sur Proudhon, I, p. 241; Toullier, I, No. 369; Duran-

ton, I, No. 382; Demolombe, I, No. 376; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140 bis, I; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 88, p. 121; Marcadé, Art. 111; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 18, p. 903, nota 23, p. 904; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 348; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile élu, No. 24; Laurent, II, No. 112; Huc, I, No. 391; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1048; Planiol, ed. 6-a, I, No. 601; Planiol et Ripert, I, No. 170, 171; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 428; Nacu, I, p. 225; Plastara, I, p. 187; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 482, 483).

**41.** Când însă alegerea de domiciliu a fost stipulată numai în interesul părții dela care emană sau în interesul ambelor părți, partea urmărirea este obligată a face notificările și urmărirea numai la domiciliul ales, de oarece numai tribunalul acestui domiciliu este competent. (Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 12, 13; Taulier, I, p. 195; Valette sur Proudhon, I, p. 241; Toullier, I, No. 369; Duranton, I, No. 382; Demolombe, I, No. 376; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140 bis, I; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 88, p. 121; Marcadé, Art. 111; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 18, p. 903, nota 23, p. 904; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 348; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 24; Laurent, II, No. 112; Huc, I, No. 391; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1048; Planiol et Ripert, I, No. 170; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 428; Plastara, I, p. 187; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 482, 483).

**42.** Alegerea de domiciliu, continuă a-și produce efectele sale chiar după încetarea din viață, falimentul sau schimbarea stării civile a uneia dintre părți. (Toullier, I, No. 368; Duranton, I, No. 381; Demolombe, I, No. 375; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, notele 19 urm., p. 903; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 350; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 54, 55, 73, 74; Laurent, II, No. 109; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1050).

**43.** Alegerea de domiciliu prin care se fixează jurisdicțiunea competentă a rezolva diferendele rezultate din executarea unei convențiuni, își produce efectele sale și după încetarea din viață a părților contractante, și este obligatorie pentru moștenitorii lor pur și simpli sau beneficiari. (Delvincourt, I, p. 253, nota 1; Proudhon, I, p. 240; Toullier, I, No. 368; Duranton, I, No. 381; Merlin, Répertoire, Domicile élu, § 2, No. 8; Demolombe, I, No. 373, 375; Massé et Vergé sur Zachariae, p. 128; Aubry et Rau, I, § 146, p. 903, 904; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 350, 351; Laurent, II, No. 109; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1050; Planiol, ed. 6-a, I, No. 604, 606; Planiol et Ripert, I, No. 173; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p.



429; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479, 481, 482).

**44.** Creditorii cari exercită drepturile debitorului lor potrivit dispozițiilor art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.), se pot bucura de alegerea de domiciliu făcută de debitorul lor. (Merlin, Répertoire Domicile élu, § 2, No. 8; Toullier, I, No. 368; Duranton, I, No. 381; Demolombe, I, No. 375; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140 bis, II; Aubry et Rau ed. 5-a, I, § 146, notele 19 urm., p. 903; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 51, 54, 53, 66; Laurent, II, No. 109; Huc, I No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1050).

**45.** Când însă creditorii lucrează în numele lor propriu, potrivit dispozițiilor art. 1167 c. civ. fr. (975 c. civ. rom.), nu se pot folosi de alegerea de domiciliu făcută de debitorul lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 22, p. 904; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 36).

**46.** Terțele persoane care nu au luat parte la convenția în care s'a făcut alegerea de domiciliu, nu se pot folosi de această alegere, care nu le poate nici folosi, nici strica. (Demolombe, I, No. 375; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 61, 62; Suppl., Domicile élu, No. 6; Planiol et Ripert, I, No. 169; Alexandresco, I, p. 482).

**47.** Alegerea de domiciliu făcută în interesul unui terț, are valoarea unei stipulațiuni pentru altul. (Paniol et Ripert, I, No. 169).

**48.** Alegerea de domiciliu făcută prin act unilateral, profită tuturor persoanelor interesate. (Paniol et Ripert, I, No. 169).

**49.** Persoana care are interes să intervie în actul de executare, poate notifica intervenița sa la domiciliul ales, când alegerea de domiciliu s'a făcut în vederea obiectului actului iar nu a persoanelor. (Merlin, Répertoire, Domicile élu, p. 21; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 15).

**50.** Când alegerea de domiciliu are loc la o anumită persoană, cel ce face alegerea de domiciliu, constituie un fel de mandat acestei persoane de a primi în locul și pentru el, toate notificările ce vor fi adresate la domiciliul său. (Valette sur Proudhon, I, p. 241; Demolombe, I, No. 372; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140 bis, II; Beudant, I, No. 172, 173; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 345; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 25, p. 904; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile élu, No. 3, 31; Laurent, II, No. 113; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1042 urm., 1051, 1054; Paniol et Ripert, I, No. 172; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 428; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 483, 485).

**51.** Persoana la care s'a făcut alegerea de domiciliu, trebuie să accepte acest mandat, fie expres fie tacit și s'a admis că faptul de a fi primit fără a face obiecțiune notificările adresate la domiciliul său, face dovada unei acceptări tacite. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, p. 904;

Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1051; Paniol et Ripert, I, No. 172).

**52.** Persoana la care s'a făcut alegerea de domiciliu și care a primit mandatul, este obligată să transmită mandatului său toate notificările primite pentru el, în cazul contrar este responsabil de daune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, p. 904; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 131; Suppl., Domicile élu, No. 32; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1051; Paniol, et Ripert, I, No. 172).

**53.** Dacă persoana la care s'a făcut alegerea de domiciliu, nu a primit mandatul, ea nu este obligată nici a primi, nici a transmite actele notificate. Dacă însă le-a primit, ea este considerată ca un depozitar, obligat a le conserva la dispoziția părților interesate. (Paniol et Ripert, I, No. 172).

**54.** Mandatul primit de persoana la care s'a făcut alegerea de domiciliu, încetează prin renunțarea mandatarului. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1052).

**54 bis.** Deasemenea încetează prin revocarea mandatului dat. (Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 78; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1052).

**55.** Deasemenea încetează prin încetarea din viață a mandatarului sau mandatarului. (Demolombe, I, No. 372; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1052).

**56.** Atunci când alegerea de domiciliu este făcută în interesul ambelor părți, ea nu poate fi revocată decât prin consimțământul ambelor părți. (Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 54, 76, 82; Suppl., Domicile élu, No. 6; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1052; Paniol, ed. 6-a, I, No. 604; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479, 481).

**57.** În cazul când alegerea de domiciliu a fost făcută la un ofițer public sau ministerial și dacă acesta încetează din viață sau a cedat oficiul său, mandatul nu încetează în cazul când a fost dat nu în vederea persoanei, ci a funcțiunii ce o exercită. (Demolombe, I, No. 372; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 13; Huc, I, No. 393; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1052; Paniol et Ripert, I, No. 173).

**58.** Când alegerea de domiciliu s'a făcut la o persoană care nu are caracter public, și dacă ea își schimbă domiciliul, alegerea rămâne la noua locuință de oarece în acest caz mandatul a avut în vedere persoana mandatarului iar nu locuința sa. (Delvincourt, I, p. 254; Aubry et Rau, I, § 146; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 350; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile élu, No. 31; Comp.; Nacu, I, p. 225; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 485).

**59.** Alegerea de domiciliu încetează de a-și produce efectele, deplin drept, la expirarea termenului fixat sau atunci când actul a fost complet executat în cazul când nu s'a fixat un termen. (Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 83; Paniol, ed.

6-a, I, No. 604; Planiol et Ripert, I, No. 173; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 429).

**60.** Alegerea de domiciliu își produce efectele sale, chiar atunci când persoana la care s'a făcut alegerea, nu acceptă mandatul. (Demolombe, I, No. 372; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 26, p. 905; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 81; Huc, I, No. 393).

**61.** În caz de încetarea mandatului, în special prin încetarea din viață a mandatarului sau renunțarea lui, alegerea de domiciliu își produce efectele sale față de persoana în interesul căreia a fost făcută alegerea. (Delvincourt, I, p. 254; Demolombe, I, No. 372; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 26, p. 905; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 13, 53, 80; Huc, I, No. 393; Planiol et Ripert, I, No. 173; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 485).

**62.** În caz de încetarea mandatului, mandantul poate notifica persoanei în folosul căreia s'a făcut alegerea de domiciliu, că face altă alegere la altă persoană iar dacă nu i-a făcut cunoscut acesteia, toate notificările făcute de către persoana în folosul căreia s'a făcut alegerea, la vechiul domiciliu ales, sunt valabile. (Demolombe, I, No. 372; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 140 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 146, nota 26, p. 905; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 80, 82, 130; Huc, I, No. 393).

**63.** Deși în principiu, una dintre părți nu poate să schimbe domiciliul ales, fără consimțământul celeilalte părți, totuși când alegerea de domiciliu s'a făcut numai de una dintre ele, această parte poate să schimbe domiciliul ales la o altă persoană, cu condițiunea ca să locuiască în aceeași localitate ca și cealaltă la care a fost ales primul domiciliu, și să notifice schimbarea. (Duranton, I, No. 381; Demolombe, I, No. 372; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 349; Dalloz, Rép., Domicile élu, No. 78; Laurent, II, No. 113; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1049; Planiol, ed. 6-a, I, No. 604; Planiol et Ripert, I, No. 173; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 479, 486).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Domiciliul ales prin convențiunea părților pentru îndeplinirea tuturor formalităților de judecată și urmărire este obligator în tot cursul pricinii și nu se poate schimba decât cu consimțământul ambelor părți.

Prin urmare când o parte revine asupra domiciliului ales de comun acord și prin opozițiunea ce face contra unei hotărâri își alege alt domiciliu, citațiunea sa la vechiul domiciliu fixat prin convențiune, este valabilă. (Cas. II, 106, din 27 Februarie 1925, Pand. Săpt., 4 din 1925).

## TITLUL IV.

### Despre absenți, adică cei cari lipsesc dela locul lor.

#### CAPITOLUL I

##### Despre absența prezumată

**Art. 98.** — De va fi trebuință a îngriji de administrațiunea totală sau a unei părți a averii lăsate de către o persoană care se presupune a fi absentă, și care n'are un împuternicit, tribunalul de prima instanță va lua dispozițiunile convenite, după cererea părților interesate. (Civ. 100, 101, 107, 108, 1719; Pr. civ. 621 urm.; L. Propr. lit. (Mon. Of. 68/923) Art. 7; L. p. constat. morții celor dispăruți în război (Mon. Of. 204/923) Art. 1; Lege relativă la administrarea patrimoniului sătenilor mobilizați (Mon. Of. 221/916) Art. 1 urm.; Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război cu privire la familia și averea celor mobilizați (Mon. Of. 221/916); Civ. Fr. 112).

*Text. fr. Art. 112.* — S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne présumée absente, et qui n'a point de procureur fondé il y sera statué par le tribunal de première instance sur la demande des parties intéressées.



INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Absență 1 urm.  
 Absență declarată 2, 15, 61.  
 Absență prezumată 2, 3, 10 urm.  
 Accident 4.  
 Achiesare 42.  
 Act de conservare, a se vedea cuvântul: „Conservare”.  
 Acte 54.  
 Acțiune imobiliară 42.  
 Acțiune posesorie 45.  
 Administrație, a se vedea cuvântul: „Conservare”, și 10, 11, 13, 14, 18, 19, 32, 33, 34, 35, 36, 40, 44, 45, 46, 48, 52, 53, 58, 59.  
 Administrator, a se vedea cuvântul: „Curator”.  
 Afectiune 31.  
 Alimente 25, 27.  
 Amici 13, 31.  
 Anulare 50.  
 Aprecie suverană 17, 32, 33.  
 Ascendenți 25.  
 Asociație 21.  
 Autorizație 42.  
 Catastrofă 4.  
 Cercetări 34, 54.  
 Cheltuieli 52.  
 Competență 55-59.  
 Compromis 43.  
 Compturi 53.  
 Conservare 7, 8, 9, 18, 24, 23, 32-36, 38, 39, 40, 44, 48, 62.  
 Contestație 46, 47.  
 Creditori 19.  
 Curator 1, 3, 14, 35-53.  
 Debitor 23.  
 Deces 4, 61.  
 Declarație de absență 2, 15, 61.  
 Definiție 1.  
 Descendenți 25.  
 Dispariție 4, 15, 16.  
 Domiciliu 3, 55, 56, 57, 59.  
 Dovadă 61.  
 Drept real 22.  
 Executare 59.  
 Existență 61.  
 Existență nesigură 1, 3.  
 Franța 60.  
 Fraudă 50.  
 Gestiuie 53.  
 Hotărîre 49.  
 Imobile 56-59.  
 Imobiliară acțiune 42.  
 Incețare din viață 4, 61.  
 Întrăinare 41.  
 Interes, a se vedea cuvintele: „Parte interesată”.  
 Interpretare 5.  
 Judecător delegat 54.  
 Legatar 29.  
 Mandat 10-14, 35, 39, 62.  
 Măsuri de conservare, a se vedea c u v â n t u l :

„Conservare”.  
 Ministerul Public 9, 30, 34.  
 Moarte 4, 61.  
 Moștenitor prezumptiv 15, 27, 31, 61.  
 Necesitate 32, 33, 36.  
 Neprezenți 2, 3, 6, 7.  
 Nudă proprietate 22.  
 Nulitate, a se vedea cuvântul: „Anulare”.  
 Oficiu 18.  
 Onorâr 51.  
 Opozabilitate 36, 48, 49, 50.  
 Parchet 9, 30, 34.  
 Parte interesată 8, 18-31, 54.  
 Pensiune alimentară 25, 27.  
 Perioadele absenței 15, 16, 61.  
 Piață 23.  
 Posesiune 20.  
 Posesiune definitivă 15.  
 Posesiune provizorie 15.  
 Posesorie acțiune 45.  
 Prezență, a se vedea cuvântul: „Neprezenți”.  
 Prezumptiune de absență, a se vedea cuvântul: „Absență prezumată”.  
 Prietin 13.  
 Probă 61.  
 Procură, a se vedea cuvântul: „Mandat”.  
 Procuror 9, 30, 34.  
 Proprietate 22.  
 Real drept 22.  
 Reîntoarcere 48, 49, 50, 61.  
 Reședință 1, 3, 55, 56, 57, 59.  
 Retroactivitate 17.  
 România 60.  
 Rudă 13, 31.  
 Salariu 51.  
 Societate 21.  
 Socoteli 53.  
 Soț 24, 44.  
 Statul 23.  
 Știri 1, 15, 16.  
 Străini 60.  
 Succesiune, a se vedea cuvintele: „Legatar”, „Moștenitor prezumptiv”.  
 Suverană apreciere 17, 32, 33.  
 Tatăl 44.  
 Terminologie 2.  
 Terțe persoane 46, 47.  
 Tranzacție 43.  
 Trimester în posesiune definitivă 15.  
 Trimester în posesiune provizorie 15.  
 Urgență 59.  
 Uzufruct 22.  
 Vânzare, a se vedea cuvântul: „Intrăinare”.  
 Venituri 24.  
 Vești, a se vedea cuvântul: „Știri”.

## Doctrină

**1.** Absența în înțelesul juridic pe care îl prevede legiuitorul în codul civil, este situațiunea acelor persoane cari plecate de la reședința lor obișnuită, nu au mai dat știri despre ele de un timp mai mult sau mai puțin îndelungat, și a căror existență este nesigură. (Merlin, Répertoire. Absent, No. 4; Toullier, I, No. 382; Demolombe, II, No. 14; Demante et Colmet de

Santerre, ed. 3-a, I, No. 141; Beudant, I, No. 174; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 354, 356; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 147, p. 907; Dalloz, Rép., Absence, No. 1; Laurent, II, No. 116; Huc, I, No. 394; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1055; Planiol, ed. 6-a, I, No. 611; Planiol et Ripert, I, No. 47; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 430; Nacu, I, p. 227; Alexandresco, I, p. 488; Mafei Cantacuzino, p. 309; Plastara, I, p. 189, 190; V. G. Tataru, Prezidentul Tribunalului, p. 44).

**2.** În drept se disting următoarele terminologii: 1) Cei cari nu sunt prezenți; 2) Cei presupuși absenți; 3) Cei declarați absenți. (Demolombe, II, No. 14; Beudant, I, No. 174; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 352; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 147, p. 907; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1055; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 612; Planiol et Ripert, I, No. 47 urm.).

**3.** O persoană neprezentă este aceea care nu se găsește la domiciliul sau reședința sa, a cărei domiciliu sau reședință nu se cunosc, însă asupra existenței căreia nu există nici o îndoială. (Toullier, I, No. 382; Locré, Législation civile, commerciale et criminelle, IV, p. 33; Demolombe, II, No. 14; Beudant, I, No. 174; Dalloz, Rép., Absence, No. 32; Suppl., Absence, No. 4; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 487, 488; Plastara, I, p. 190; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 353; Planiol, ed. 6-a, I, No. 611, 612; Planiol et Ripert, I, No. 47, 48; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 430; Nacu, I, p. 227).

**4.** Dispărutul este persoana care nu a mai fost văzută dela întâmplarea unui accident sau catastrofă, în care de sigur că și-a găsit moartea. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 611, 612; Planiol et Ripert, I, No. 47, 49).

**5.** Legiuitorul confundă adeseori situațiunile de mai sus și rămâne ca judecătorul să decidă despre care dintre aceste situațiuni se tratează. (Demolombe, II, No. 14, 17; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 353; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 147, p. 907, § 149, nota 1, p. 909; Laurent II, No. 134; Huc, I, No. 398; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1055, 1065; Nacu, I, p. 227).

**6.** Dispozițiile din codul civil privitoare la materia absenței, nu-și găsesc aplicațiunea persoanelor cari nu sunt prezente. (Toullier, I, No. 386; Duranton, I, No. 388; Demolombe, II, No. 18; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 93, nota 7; Beudant, I, No. 174; Dalloz, Rép., Absence, No. 33; Suppl., Absence, No. 4; Laurent, II, No. 118; Huc, I, No. 404; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1081; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 491; Plastara, I, p. 193).

**7.** După o altă părere însă, de și se spune că dispozițiile din codul civil privitoare la materia absenței nu-și găsesc aplicațiunea persoanelor cari nu sunt prezente, totuși tribunalele pot lua mă-

suri pentru conservarea averii lor. (Proudhon, I, p. 252, 253; Demolombe, II, No. 18; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 136 bis, II, 141 bis III; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 363; Aubry et Rau, ed. 5-a, § 147, text și nota 4, p. 906; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 4; Laurent, II, No. 118; Planiol et Ripert, I, No. 48; Plastara, I, p. 193, nota 1; Contra: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1081).

**8.** Aceste măsuri de conservare se pot cere de orice persoană interesată ca și la absența prezumată. (Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 4; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 48).

**9.** După o altă părere însă, aceste măsuri de conservare se pot cere numai de către Ministerul Public. (Demolombe, II, No. 18; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 48).

**10.** Dacă cel presupus absent a lăsat un mandatar, justiția nu poate interveni, în principiu, în administrarea averii lui. (Demolombe, II, No. 32; Marcadé, art. 112, No. 1; Beudant, I, No. 185; Dalloz, Rép., Absence, No. 87; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1066; Nacu, I, p. 229; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 310; V. G. Tataru, Prezidentul Tribunalului, p. 44).

**11.** În cazul când cel presupus absent a lăsat un mandatar, acesta se va ocupa cu administrarea averii lui. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, p. 909; Dalloz, Rép., Absence, No. 55, 87).

**12.** Cuprinsul procurii va determina puterile acordate mandatarului de către cel presupus absent. (Dalloz, Rép., Absence, No. 88).

**13.** Dacă cel presupus absent nu a lăsat un mandatar, însă o rudă sau un prieten al său s'a însărcinat singur cu administrarea averii sale, nu este cazul ca justiția să numească un curator pentru administrarea acestei averi. (Marcadé, art. 112, No. 2; Dalloz, Rép., Absence, No. 55).

**14.** În cazul când mandatul dat de către cel presupus absent încetează din o cauză oarecare, este insuficient sau mandatarul este împedecat de a-și exercita puterile sale, tribunalul va interveni pentru a numi un curator care să administreze averea sa. (Duranton, I, No. 392; Demolombe, II, No. 33; Beudant, I, p. 274, nota 3; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, nota 1 bis, p. 909; Dalloz, Rép., Absence, No. 55; Huc, I, No. 398; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1067; Planiol et Ripert, I, No. 55; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490, nota 2; Matei Cantacuzino, p. 310; Plastara, I, p. 191; Comp.: Laurent, II, No. 140; Huc, I, No. 398).

**15.** Legea împarte durata absenței în trei perioade și anume: 1) Prima perioadă, aceea a prezumțiunii de absență, care începe în momentul dispariției sau ultimei știri primite dela absent, și du-

rează cinci sau unsprezece ani, după cazuri; 2) A doua perioadă, care începe la cinci ani sau unsprezece ani după dispariția sau ultimele știri primite dela absent, prin declararea absenței și trimiterea în posesiune provizorie a moștenitorilor prezumptivi asupra bunurilor absentului; 3) A treia perioadă, aceea a trimiterei în posesie definitivă. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 432, 433; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 488, 489; Matei Cantacuzino, p. 309, 310).

**16.** Absența prezumată este prima perioadă a absenței; ea începe odată cu dispariția persoanei sau cu încetarea de a mai avea știri dela ea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 357, 358; Dalloz, Rép., Absence, No. 31; Planiol, ed. 6-a, I, No. 616 urm.; Nacu, I, p. 228; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 489; Plastara, I, p. 191).

**17.** Determinarea în mod retroactiv a termenului după care o persoană trebuie prezumată absentă, aparține instanțelor judecătorești. (Demolombe, II, No. 12, 17; Beudant, I, No. 181; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 362; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, p. 911; Dalloz, Rép., Absence, No. 53, 56; Huc, I, No. 398; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1062; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 489, 490; Plastara, I, p. 191).

**18.** Tribunalul nu poate să ia din oficiu măsurile necesare în caz de absență prezumată; aceste măsuri se iau numai după cererea părților interesate. (Demolombe, II, No. 22; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 367; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, p. 911; Dalloz, Rép., Absence, No. 54, 56; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1073; Planiol et Ripert, I, No. 55, 56; Nacu, I, p. 228; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490; Matei Cantacuzino, p. 310; Plastara, I, p. 192; V. G. Tataru, p. 44, 45).

**19.** Prin părți interesate, în sensul prevăzut de dispozițiile art. 112 c. civ. fr. (98 c. civ. rom.) se înțeleg toate persoanele cari au un interes material născut și actual ca averea absentului să fie administrată. Așa sunt părți interesate: creditorii absentului, mai ales aceia a căror creanță este ajunsă la scadență. (Toullier, I, p. 394 urm.; Duranton, I, No. 401 urm.; Demolombe, II, No. 25; Marcadé, Art. 112, No. 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 367, 368; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, text și nota 4, p. 910; Dalloz, Rép., Absence, No. 65, 66; Planiol, ed. 6-a, I, No. 622; Planiol et Ripert, I, No. 55; Nacu, I, p. 228; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490; Plastara, I, p. 192; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 310; V. G. Tataru, Prezidentul Tribunalului, p. 44, 45).

**20.** Prin părți interesate se înțeleg acei cari posedă în comun cu absentul vre-un bun. (Demolombe, II, No. 24; Dalloz, Rép., Absence, No. 65; Huc, I, No. 399; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1075; Nacu, I, p. 228; Alexandresco, ed.



2-a, I, p. 490; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 310).

**21.** Deasemenea asociații absentului sunt părți interesate. (Toullier, I, No. 294; Demolombe, II, No. 24; Dalloz, Rép., Absence, No. 65; Huc, I, No. 399; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1075; Planiol, ed. 6-a, I, No. 622; Planiol et Ripert, I, No. 55; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 310).

**22.** Deasemenea acele persoane cari au împreună cu absentul, asupra aceluiaș bun, un drept real, cum ar fi proprietarul nudei proprietăți a unui bun, a cărui uzufruct ar aparține absentului. (Huc, I, No. 399; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1075).

**23.** Deasemenea debitorii absentului, cari vor să se libereze de datoria lor. (Demolombe, II, No. 24; Huc, I, No. 399; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1075; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490; Com.: Matei Cantacuzino, p. 310).

**24.** Deasemenea soțul persoanei presupusă absentă, care este interesată la conservarea patrimoniului comun ale cărui venituri asigură întreținerea familiei. (Demolombe, II, No. 28; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 369; Dalloz, Rép., Absence, No. 67; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1075; Planiol, ed. 6-a, I, No. 622; Planiol et Ripert, I, No. 55; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490; Plastara, I, p. 193; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 45; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 310).

**25.** Deasemenea ascendenții și descendenții absentului prezumat care au drept a cere dela el o pensiuă alimentară. (Demolombe, I, No. 28, 271; Dalloz, Rép., Absence, No. 67; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1075; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 310).

**26.** Părțile interesate al căror interes eventual, pot cere luarea măsurilor prevăzute de art. 112 c. civ. fr. (98 c. civ. rom.); chestiunea de altfel este controversată. (Valette, sur Proudhon, I, p. 257, 269; Demolombe, II, No. 26; Beudant, I, No. 184; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, p. 910; Dalloz, Rép., Absence, No. 68; Supl., Absence, No. 7; Laurent, II, No. 137; Huc, I, No. 399; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1074; Plastara, I, p. 192; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 45).

**27.** Prin părți interesate se înțeleg deasemenea și moștenitorii prezumptivi ai absentului, chiar dacă nu ar avea în contra lui creanța alimentară. (Rolland de Villargue, Répertoire, Absent, No. 37; Demolombe, II, No. 26; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 370; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, text și nota 4, p. 910; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 7; Laurent, II, No. 137; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1074; Planiol, ed. 6-a, I, No. 622; Planiol et Ripert, I, No. 55; Nacu, I, p. 228; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490; Plastara, I, p.

193; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 45; Contra: Delvincourt, I, p. 256; Proudhon, I, p. 257; Toullier, I, No. 394; Duranton, I, No. 402; Marcadé, Art. 112, No. 3).

**28.** Prin părți interesate se înțeleg și Statul, care are interes la conservarea bunurilor absentului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 371).

**29.** Deasemenea prin părți interesate se înțeleg și legatarii. (Dalloz, Rép., Absence, No. 68; Suppl., Absence, No. 7; Laurent, II, No. 137; Huc, I, No. 399; Planiol, ed. 6-a, I, No. 622; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, I, No. 95, nota 6, p. 136; Nacu, I, p. 228; Comp.: Demolombe, II, No. 27).

**30.** Ministerul Public care este special însărcinat prin lege ca să vegheze asupra intereselor persoanelor presupuse absente, are dreptul a sesiza tribunalul. (Demolombe, II, No. 29; Beudant, I, No. 184; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 371; Laurent, II, No. 138; Huc, I, No. 399, 403; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1076; Planiol, ed. 6-a, I, No. 622; Planiol et Ripert, I, No. 55; Nacu, I, p. 231; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490; Matei Cantacuzino, p. 310; Contra: Plastara, I, p. 192).

**31.** Prietenii și rudele cari nu ar avea dreptul la succesiunea persoanei presupusă absentă, nu pot fi considerați ca părți interesate, de oarece un interes de afecțiune nu este suficient. (Toullier, I, No. 394; Duranton, I, No. 402; Demolombe, II, No. 23; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 367; Dalloz, Rép., Absence, No. 69; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1073; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490, nota 3).

**32.** Dispozițiunile convenite care trebuiesc luate în privința averii persoanelor presupuse absente, sunt lăsate la aprecierea tribunalelor, care însă nu le va lua decât dacă va fi nevoie. (Demolombe, II, No. 34; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 362; Dalloz, Rép., Absence, No. 56, 84; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1068; Planiol, ed. 6-a, I, No. 623; Planiol et Ripert, I, No. 52, 56; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 432; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490; Plastara, I, p. 192).

**33.** Tribunalele apreciază dacă este necesitate a se lua măsuri în privința întregii averi a unei persoane presupuse absente, sau numai asupra unei părți din ea. (Loché, Legislation civile, IV, p. 57, 129, 167; Demolombe, II, No. 34; Beudant, I, No. 185; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 362; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, p. 911; Dalloz, Rép., Absence, No. 83; Laurent, II, No. 141; Planiol, ed. 6-a, I, No. 623; Nacu, I, p. 229; Comp.: Toullier, I, No. 389, 391; Duranton, I, No. 393; Dalloz, Rép., Absence, No. 84, 85; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1068; Planiol et Ripert, I, No. 55).

**34.** Pentru ca tribunalul să poată lua măsurile necesare pentru administrarea

averei absentului, trebuie ca în prealabil procurorul tribunalului să facă ce călăriile prevăzute de art. 621 din pr. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495, nota 1).

**35.** Printre măsurile cerute de art. 112 c. civ. fr. (98 c. civ. rom.), a se lua de către tribunale, este și numirea unui curator sau administrator, pentru a reprezenta pe absentul prezumat, atunci când el nu a lăsat un procurator. (Toulier, I, No. 391; Duranton, I, No. 400; Demolombe, II, No. 36; Marcadé, Art. 112, No. 7; Beudant, I, No. 185; Moulon, ed. 7-a, I, No. 362; Dalloz, Rép., Absence, No. 92, 94; Suppl., Absence, No. 9; Laurent, II, No. 141; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1069; Planiol, ed. 6-a, I, No. 623; Planiol et Ripert, I, No. 56; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 432; Nacu, I, p. 229; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490, 491; Matei Cantacuzino, p. 310; Plastara, I, p. 192).

**36.** Tribunalele vor numi un curator numai în caz de absolută necesitate, de oarece dispozițiile luate de curator sunt obligatorii pentru cel presupus absent. (Demolombe, II, No. 34 urm.; Demant et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 146 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, text și nota 9, p. 911; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 9; Huc, I, No. 402; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1069; Planiol et Ripert, I, No. 56).

**37.** Curatorul sau administratorul numit de către tribunal nu este obligat a primi sarcina dată. (Demolombe, II, No. 37; Dalloz, Rép., Absence, No. 94).

**38.** Puterile date curatorului sau administratorului numit, vor fi determinate în mod cât se poate mai amănunțit de către tribunalul ce l-a numit. (Demolombe, II, No. 36; Dalloz, Rép., Absence, No. 97; Laurent, II, No. 141; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1069; Planiol, ed. 6-a, I, No. 623; Planiol et Ripert, I, No. 56; Nacu, I, p. 229; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 491; Matei Cantacuzino, p. 310).

**39.** Dacă nu s-au determinat de către tribunal puterile curatorului, el are toate puterile unui mandatar obicinuit. (Dalloz, Rép., Absence, No. 106; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 56; Nacu, I, p. 229).

**40.** În principiu, puterile curatorului se mărginesc la acte de administrație sau de conservare. (Demolombe, II, No. 38; Dalloz, Rép., Absence, No. 56; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1069; Planiol et Ripert, I, No. 56).

**41.** Curatorul nu poate face nici un act de înstrăinare. (Dalloz, Rép., Absence, No. 96; Planiol et Ripert, I, No. 56).

**42.** Curatorul nu poate, fără autorizație specială, să introducă o acțiune imobiliară în numele absentului, nici să achieseze la o asemenea acțiune. (Dalloz, Rép., Absence, No. 96).

**43.** Curatorul nu poate încheia o tranzație sau un compromis. (Dalloz, Rép., Absence, No. 96).

**44.** Curatorul nu poate să exercite în numele persoanei presupuse absente, drepturile sale atașate de persoana sa, cum ar fi cele de tată sau de soț. (Dalloz, Rép., Absence, No. 96).

**45.** Curatorul poate să introducă acțiune posesorie, care este privită ca un simplu act de administrație. (Dalloz, Rép., Absence, No. 102).

**46.** Numirea unui curator făcută de către tribunal, în conformitate cu legea, și care i-a fixat atribuțiunile, nu poate fi contestată de terțele persoane. (Merlin, Répertoire, Absence, ch. I, No. 2; Demolombe, II, No. 38, 39; Dalloz, Rép., Absence, No. 98 urm.).

**47.** În cazul când numirea sa nu ar fi făcută în mod regulat sau dacă el ar lucra în afară de limitele puterilor sale, acestea vor putea fi contestate de către terți. (Demolombe, II, No. 39; Dalloz, Rép., Absence, No. 103).

**48.** Actele făcute de către curator în limita puterilor ce i-au fost conferite, sunt opozabile absentului la reînțoarcerea sa. (Demolombe, II, No. 38, 39; Dalloz, Rép., Absence, No. 110; Huc, I, No. 402; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1069; Planiol et Ripert, I, No. 56).

**49.** Hotărârile obținute contra curatorului sunt opozabile persoanei presupuse absente, la reînțoarcerea sa. (Demolombe, II, No. 38, 39; Dalloz, Rép., Absence, No. 110; Huc, I, No. 402; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1069; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 503, nota 1).

**50.** În cazul când a existat fraudă între curator și partea cu care a contractat sau cu care s'a judecat, absentul, la reînțoarcerea sa, poate ataca în nulitate actul sau hotărârea obținută. (Demolombe, II, No. 38, 39; Huc, I, No. 402; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1069; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 503, nota 1).

**51.** Curatorul are dreptul să ceară un onorar pentru munca depusă de el. (Demolombe, II, No. 37; Dalloz, Rép., Absence, No. 112).

**52.** Cheltuelile făcute cu administrația averii unei persoane presupuse absente, vor fi suportate de către aceasta. (Demolombe, II, No. 46; Moulon, ed. 7-a, I, No. 416; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1080; Planiol et Ripert, I, No. 57).

**53.** Curatorul este obligat a da socoteală de gestiunea sa la sfârșitul ei. (Dalloz, Rép., Absence, No. 114; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 505, 506).

**54.** Dacă va fi nevoie a se căuta în actele absentului, tribunalul va delega un judecător care va merge la domiciliul absentului împreună cu părțile interesate. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 491).

**55.** Tribunalul competent ca să ia dispozițiile prevăzute de art. 112 c. civ. fr. (98 c. civ. rom.), este tribunalul de primă instanță al domiciliului sau ultimei reședinți a persoanei presupusă absentă.



Delvincourt, I, p. 44, nota 6; Toullier, I, No. 390; Duranton, I, No. 404; Demolombe, II, No. 20; Beudant, I, No. 183; Marcadé, art. 112; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 365; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1078; Planiol, ed. 6-a, I, No. 621; Planiol et Ripert, I, No. 57; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 491; Matei Cantacuzino, p. 310; Plastara, I, p. 193; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 45).

**56.** Chiar în cazul când bunurile sunt situate în circumscripția altui tribunal decât cel al domiciliului sau ultimei reședinți a absentului, după părerea dominantă, tribunalul competent va fi acel al domiciliului sau ultimei reședinți a absentului. (Valette sur Proudhon, I, No. 258; Duranton, I, No. 404; Demolombe, II, No. 20; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 366; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, p. 909; Dalloz, Rép., Absence, No. 57; Suppl. Absence, No. 6; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1078; Planiol, ed. 6-a, I, No. 621; Planiol et Ripert, I, No. 57; Plastara, I, p. 193; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 45).

**57.** După o altă părere, în acest caz, vor fi deopotrivă competente atât tribunalul domiciliului sau ultimei reședințe, cât și acel al situației bunurilor. (Laurent, II, No. 136; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 6).

**58.** După o a treia părere, tribunalul competent, va fi numai cel al situației bunurilor, care este mai în măsură să ia dispozițiuni privitoare la administrarea bunurilor. (Toullier, I, No. 390; Valette sur Proudhon, I, p. 258; Marcadé, Art. 112, No. 5).

**59.** Tribunalul situației bunurilor absentului, de și nu este cel al domiciliului sau ultimei sale reședinți, poate statua asupra administrației acestor bunuri în caz de urgență sau când ar fi vorba de executarea măsurilor prescrise de tribunalul domiciliului absentului. (Valette sur Proudhon, I, p. 258; Demo-

lombe, II, No. 20; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 366; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, text și nota 3, p. 910; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 6; Huc, I, No. 401; Contra: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1078).

**60.** Dispozițiile din codul civil privitoare la absența prezumată sunt aplicabile și străinilor aflați în Franța (România). (Weis, Traité élémentaire, p. 589; Demolombe, II, No. 14 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 5; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 51).

**61.** Perioada absentei prezumate se sfârșește: 1) Când se dovedește încetarea din viață a absentului, moștenirea deschizându-se în favoarea moștenitorilor existenți în momentul deschiderii; 2) Prin facerea și admiterea cererii de declarare a absentei; 3) Prin reîntoarcerea absentului sau dovedirea existenței sale. (Beudant, I, No. 186; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 379; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, p. 909; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1083; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 193).

**62.** A se vedea și notele de sub art. 99 c. civil.

În privința felului mandatului care dispensează de a se lua măsuri conservatorii asupra bunurilor absentului, a se vedea notele de sub art. 101 c. civ.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Art. 98 și urm. din codul civil, dau în competența tribunalului tot ce privește materia absentei și măsurile ce trebuiesc luate pentru ocrotirea averii celui dispărut.

Așa fiind, numai tribunalul are căderea de a ordona și lua măsurile necesare pentru înființarea curatei dispărutului și de a o administra, indiferent de quantumul averii rămasă pe urma lui. (Cas. 11, 554, din 14 Nov. 1925. Jur. Rom., 5, din 1926).

**Art. 99.** — Tribunalul, după cererea părții celei mai stăruitoare, va însărcina un curatore spre a reprezenta pe cei presupuși absenți, la inventare, socoteli, împărțeli și desfaceri la cari s'ar află interesați. (Civ. 120, 121, 730, 747, 749, 1530; Pr. civ. 623, 668; L. p. constat. morții celor dispăruți în război (Mon. Of. 204/923) Art. 10; Legea pentru încurajarea construcțiilor de clădiri (Mon. Of. 87/921) Art. 5; Civ. Fr. 113).

*Text. fr. Art. 113.* — Le tribunal, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les présumés absents, dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquels ils seront intéressés.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 188.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Absență prezumată 1 urm.	Interese opuse 2.
Acte de conservare 7.	Mandat 1, 2.
Acte de dispoziție 7.	Negotiorum gestor 10.
Aprecieri 3.	Părât 4.
Atribuțiuni 5, 6, 10.	Partaj 4.
Autorizație specială 7.	Președintele Tribunalului 8.
Conservare 7.	Prezumpție de absență 1 urm.
Curator 2 urm.	Procură 1, 2.
Eroare 9.	Reclamant 4.
Gestiune de afaceri 10.	Reponsabilitate 9.
Greșală 9.	Succesiune 1, 3, 6.
Hotărâre 5.	
Instrăinare 7.	

## Doctrină

1. In cazul când cel presupus absent a lăsat un procurator, acesta va reprezenta pe absent în actele prevăzute de art. 113 c. civ. fr. (99 c. civ. rom.). (Merlin, Répertoire, Absent, art. 113, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 147; Demolombe, II, No. 41; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 377; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, text și nota 10, p. 912; Dalloz. Rép., Absence, No. 121; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1083).

2. In cazul când mandatarul ar avea interese opuse cu cel presupus absent, tribunalul va numi un curator averii absentului. (Demolombe, II, No. 33; Dalloz. Rép., Absence, No. 122).

3. Tribunalul, apreciind împrejurările, poate numi un curator care să provoace în numele absentului presupus, operațiunile arătate în art. 113 c. civ. fr. (99 c. civ. rom.). (Demolombe, II, No. 43; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 375; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, text și nota 12, p. 912; Dalloz. Rép., Absence, No. 132; Suppl., Absence, No. 10; Laurent, II, No. 142; Huc, I, No. 402; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1071).

4. După o altă părere însă, curatorul numit va avea dreptul a sta ca părât într-o acțiune de împărțeață, însă el nu are calitatea de a introduce o asemenea acțiune. (Merlin, Répertoire, Absent, Art. 113, No. 4; Proudhon, I, p. 343; Duranton, I, No. 395; Toullier, I, No. 392; Dalloz, Rép., Absence, No. 129, 131; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 623).

5. Hotărârea de numire a curatorului va determina puterile conferite de către tribunal. (Demolombe, II, No. 43; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 373 urm.; Dalloz, Rép., Absence, No. 126; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1071).

6. Dispozițiile art. 113 c. civ. fr. (99 c. civ. rom.) nu sunt limitative la actele arătate, ci curatorul numit va avea dreptul a face și alte acte cari nu privesc succesiunea cuvenită presupusului absent. (Demolombe, II, No. 40; Marcadé, art. 113, No. 4; Beudant, I, No. 185; Dalloz, Rép., Absence, No. 123; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1070; Nacu, I, p. 229; Contra: Toullier, I, No. 392).

7. In cazul când nu i s'a dat o au-

torizație specială, curatorul nu poate face acte de dispoziție, ci numai acte de conservare. (Dalloz. Rép., Absence, No. 128; Suppl., Absence, No. 10).

8. Numirea curatorului se va face de către tribunal, iar nu de către președinte. (Demolombe, II, No. 42; Marcadé, art. 113, No. 1; Dalloz, Rép., Absence, No. 124; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1072; Planiol, ed. 6-a, I, No. 623; Planiol et Ripert, I, No. 56; Plastara, I, p. 192; Comp.: Huc, I, No. 402).

9. Curatorul numit este răspunzător de greșelile sau erorile grave ce ar comite în paguba absentului presupus. (Dalloz, Rép., Absence, No. 128).

10. In cazul când curatorul lucrează peste puterile ce i s'au acordat de către tribunal, el lucrează în calitate de negotiorum gestor. (Demolombe, II, No. 45; Dalloz. Rép., Absence, No. 127).

11. A se vedea și notele de sub art. 99 c. civil.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Față de frecvența cazurilor de absență, constatate în Basarabia, și pentru conservarea și buna administrare a averilor lăsate de acești absenți, în urma împrejurărilor excepționale isvorâte de pe urma războiului mondial și a revoluției ruse, legiuitorul român a socotit util să introducă și în această provincie, dispozițiile prevăzute în titlul IV c. c. rom., privitoare la absenți, adică la cei care lipsesc dela locul lor.

Art. 99 c. civ. rom., vorbește de „persoanele interesate” care se pot adresa tribunalului pentru numirea unui curator asupra averii unui prezumat absent. Primăria orașului Chișinău, socotind că are această calitate, a adresat sus menționata petiție către trib. Chișinău, cerând numirea sa ca administratorare provizorie a averii. Art. 1172-7 c. civ. rus, arată că, averea nemișcătoare, din hotarele unui oraș, rămasă vacantă după stăpânii ei, care n'au făcut parte din nobilii ereditari, se dau în folosul orașului în toate cazurile, afară de cele exceptate de legea comună.

Prin urmare, speța conținută de art. de mai sus, se referă numai la averile rămase vacante, — însuși articolul este pus sub secția VI intitulată „despre modul de succesiune la averile vacante”, — situațiune juridică ce nu rezultă din lucrările dosarului. Deci, câtă a se face o pronunțată distincție între dispozițiile cod. civ. rom., privitoare la absență art. 98-126 inclusiv), și cele privitoare la averile vacante, cuprinse în art. 1162 și urm. cod. civ. rus, aplicabile încă în Basarabia. Intențiunea de căpetenie a legiuitorului român a fost aceea, ca, averea unui presu-



pus absent să nu rămână fără măsuri de conservare, cu privire la eventualele drepturi ale rudelor rămase pe urma presupusului absent, instituind, în acest

scop, un curatore, spre a reprezenta pe cel prezumat absent. (Trib. Chișinău, S. I. 5124 din 6 Iunie 1923, Jur. Gen. din 1925, No. 561).

**Art. 100.** — Ministerul public este special însărcinat de a priveghea asupra intereselor persoanelor presupuse absente, și va lua cuvântul în toate cererile privitoare la dănsle. (Civ. 98, 102 urm., 111; Pr. civ. 80, 621; Leg. 29 Octomv. 77; Civ. Fr. 114).

*Text. fr. Art. 114.* — Le ministère public est spécialement chargé de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes; et il sera entendu sur toutes les demandes qui les concernent.

### Doctrină.

1. Puterile Ministerului Public în ceea ce privește interesul persoanelor presupuse absente, sunt determinate de art. 112 c. civ. fr. (98 c. civ. rom.), de oarece există o strânsă legătură între dispozițiile acestui articol și cele ale art. 114 c. civ. fr. (100 c. civ. rom.). (Demolombe, II, No. 30; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 148 bis I, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, text și nota 6, p. 911; Dalloz, Rép., Absence, No. 70; Laurent, II, No. 139; Huc, I No. 403; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1077).

2. Ministerul public are dreptul a lucra din oficiu, pe cale de acțiune, pentru a cere luarea măsurilor prevăzute de art. 112 c. civ. fr. (98 c. civ. rom.). (Toullier, I, No. 395; Proudhon, I, p. 257; Merlin, Répertoire, Absent, Art. 114; Duranton, I, No. 397; Demolombe, II, No. 29, 30; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 371; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, text și nota 5, p. 911; Dalloz, Rép., Absence, No. 75, 80; Laurent, II, No. 138; Huc, I, No. 399, 403; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1076; Planiol, ed. 6-a, I, No. 622; Alexandresco, I, p. 490).

3. În cazul când presupusul absent a lăsat un mandatar, însă puterile sale sunt limitate la anumite bunuri sau mandatul încetează din o cauză oarecare, Mi-

nisterul Public are dreptul a cere luarea măsurilor prevăzute de art. 112 c. civ. fr. (98 c. civ. rom.) (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 377; Dalloz, Rép., Absence, No. 82)).

4. Ministerul Public este obligat a pune concluziuni în toate afacerile privitoare pe absenții prezumați. (Demolombe, II, No. 29; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, p. 911; Dalloz, Rép., Absence, No. 70; Planiol et Ripert, I, No. 47).

5. În dreptul civil român, chiar în urma legii din 29 Octombrie 1877, concluziunile Ministerului Public, în afaceri privitoare la măsurile luate pentru apărarea intereselor absenților, sunt necesare. (Nacu, I, p. 229; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490, 491).

6. Ministerul public nu are dreptul a lucra direct în justiție în numele persoanei presupuse absente, fie răspunzând la o acțiune, fie introducând acțiune contra terților; el nu are dreptul decât a cere luarea măsurilor de conservare prevăzute de art. 112 urm. c. civ. fr. (98 urm. c. civ. rom.). (Duranton, I, No. 398; Demolombe, II, No. 30; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 148 bis I, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 149, p. 911; Dalloz, Rép., Absence, No. 81; Suppl., Absence, No. 8; Laurent, II, No. 139; Huc, I, No. 403; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1077; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 490, 491; Comp.: Toullier, I, No. 395).

## CAPITOLUL II

### Despre declarațiunea absenței

**Art. 101.** — Când o persoană nu se va mai arăta la locul domiciliului său, sau al reședinței sale, și nici a lăsat procură pentru administrațiunea averii sale<sup>1)</sup>, și dacă în curs de 4 ani nu va avea nimeni știință despre dânsa, părțile interesate se vor putea adresa cu cerere la tribunalul de prima instanță spre a o declara absentă.

<sup>1)</sup> În art. 115 francez, corespunzător, lipsesc cuvintele: „și nici a lăsat procură pentru administrațiunea averii sale”. De asemenea lipsește și întreg aliniatul 2, al cărui cuprins însă-l găsim în art. 121 francez, corespunzător cu art. 107 codul civil român.

Iar, dacă va fi existând o procură pentru administrațiunea averei sale, părțile interesate nu vor putea cere a se declară absența decât după 10 ani deplini de când a dispărut persoana sau dela primirea celor din urmă științe dela ea. (Civ. 87 urm., 98, 106, 107, 108, Pr. civ. 621 urm.; Leg. timbr. 20 al. 25; Civ. Fr. 115).

*Text. fr. Art. 115.* — Lorsqu'une personne aura cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence, et que depuis quatre ans on n'en aura point eu de nouvelles, les parties intéressées pourront se pourvoir devant le tribunal de première instance, afin que l'absence soit déclarée.

### Bibliografie (continuare)

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 187 urm.;

STĂNESCU I., *Notă sub Cas. II, 451 din 27 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 495.*

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

- |  |   |
|--|---|
| <p>Absență declarată 2 urm.<br/>Absență prezumată 7.<br/>Act de dispoziție 8.<br/>Acțiune 10.<br/>Administrațiune 3.<br/>Apreciere suverană 4.<br/>Cheltuieli 36.<br/>Competență 34, 37, 38.<br/>Contract de căsătorie 22, 23.<br/>Creditori 17, 28, 29.<br/>Debitor 30.<br/>Deces 16, 24, 29.<br/>Declarare de absență 2 urm.<br/>Dispariție 2—6, 11, 13, 20.<br/>Domiciliu 34.<br/>Donațiune 23, 24.<br/>Dotă 22, 23.<br/>Existență incertă 7, 12.<br/>Hotărâre 33.<br/>Incetare din viață 16, 24, 29.<br/>Instrăinare 8.<br/>Interes, a se vedea cuvintele: „Părți interesate”.<br/>Interpretare 1.<br/>Legatari 27.<br/>Legi personale 38.<br/>Mandat, a se vedea cuvântul: „Procură”.<br/>Ministerul Public 31, 35.<br/>Minor 6.<br/>Moarte 16, 24, 29.<br/>Moștenitor presumpțiv 9, 18—21, 26, 32, 33.<br/>Neglijență 21, 32, 33.<br/>Notificare 33.</p> | <p>Nud proprietar 25.<br/>Parchet 31, 35.<br/>Parte interesată 16—20, 22—33.<br/>Presumpțiune de absență 7, 8.<br/>Primirea ultimelor știri 2—6, 11—15, 20.<br/>Posesiune provizorie 16, 32, 36.<br/>Procură 2, 3, 4, 5.<br/>Procură generală 2, 3.<br/>Procură specială 5.<br/>Procuror 31, 35.<br/>Punere în întârziere 33.<br/>Refuz 32, 33.<br/>Reședință 34.<br/>Somație 33.<br/>Soț 18, 22.<br/>Statul 26.<br/>Statut personal 38.<br/>Știri 2—6, 11—15, 20.<br/>Străini 37, 38.<br/>Succesiune, a se vedea cuvintele: „Legatar”, „Moștenitor presumpțiv”.<br/>Suverană apreciere 4.<br/>Termin de patru ani 13, 14, 15.<br/>Termin de zece ani 2—6, 13, 14, 15.<br/>Trimetere în posesiune provizorie 16, 32, 36.<br/>Tutor 6.<br/>Uzuafruct 25.<br/>Validare 10.<br/>Vești, a se vedea cuvântul: „Știri”.</p> |
|--|---|

### Doctrină

1. Cuvântul *sau* din art. 115 c. civ. fr. (101 c. civ. rom.) trebuie înlocuit prin cuvântul *și* iar textul urmează a fi citit în cuprinsul următor: când o persoană nu se va mai arăta la locul domiciliului și al reședinței sale. (Loché, *Législation civile*, II, p. 338; Toullier, I, No. 397, nota 1; Dalloz, *Rép.*, Absence, No. 155).

2. Pentru a se declara absența după zece ani dela dispariția unei persoane sau dela primirea ultimelor știri dela ea, nu e necesară o procură generală dată

de absent. (Toullier, I, No. 424; Dalloz, *Rép.*, Absence, No. 165; Huc, I, No. 411).

3. După o altă părere însă, ar fi necesară o procură generală, de oarece art. 120 c. civ. fr. (101 și 106 c. civ. rom.) vorbește de o procură pentru administrarea bunurilor absentului (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, text și nota 3, p. 914; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1088; Planiol, ed. 6-a, I, No. 625; Planiol et Ripert, I, No. 58; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 493; Matei Cantacuzino, p. 310; Plastara, I, p. 191, 194).

4. După o a treia părere, chestiunea timpului când trebuie declarată absența în cazul când absentul a lăsat o procură, trebuie lăsată la aprecierea tribunalelor. (Valette sur Proudhon, I, p. 273; Duranton, I, No. 412; Demolombe, II, No. 54; Laurent, II, No. 155; Nacu, I, p. 232; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 493, 494; Plastara, I, p. 194).

5. O procură privitoare la o afacere cu totul specială a absentului, nu poate fi considerată ca o procură care să facă a se declara absența după zece ani dela dispariția absentului sau dela primirea ultimelor știri dela el. (Demolombe, II, No. 54; Marcadé, Art. 122, No. 2; Dalloz, *Rép.*, Absence, No. 165; Planiol, ed. 6-a, I, No. 625; Planiol et Ripert, I, No. 58; Plastara, I, p. 191, 194).

6. În ceea ce privește declararea de absență a unui minor dispărut, ea se va face tot după zece ani dela dispariția sa sau dela primirea ultimelor știri dela el, de și mandatul tutorului nu emană dela minor. (Demolombe, II, No. 51; Dalloz, *Rép.*, Absence, No. 166; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1088).

7. Absența propriu zisă începe dela pronunțarea hotărârii tribunalului care o declară spre deosebire de absența prezumată care există din momentul ce este nesiguranță asupra existenței unei persoane, indiferent de orice constatare ju-



decătorească. (Marcadé, art. 115, No. 5; Plastara, I, p. 194).

**8.** Înainte de declararea absenței nu se poate face nici un act de dispozițiune cu privire la bunurile absentului. (Demolombe, II, No. 48; Dalloz, Rép., Absence, No. 143).

**9.** O persoană care s'ar pretinde moștenitorul unui absent, înainte de a lucra în această calitate, trebuie în prealabil să ceară declararea absenței. (Dalloz, Rép., Absence, No. 143).

**10.** Dacă un pretins moștenitor al unei persoane absente, a introdus o acțiune în această calitate, fără să se fi declarat în prealabil absența, obținerea hotărârii de declarare posterior acestei acțiuni, nu o mai poate valida. (Dalloz, Rép., Absence, No. 146).

**11.** Chiar dacă sunt cunoscute cauzele dispariției unei persoane, se aplică dispozițiile din codul civil privitoare la absență, de oarece este de ajuns că nimeni nu mai are vreo știință dela dânsa. (Demolombe, II, No. 53).

**12.** Nu se mai poate declara absența unei persoane, când cineva are știință sigură despre existența sa, indiferent de modul cum a dobândit-o, de oarece în acest caz nu mai este nesiguranță asupra existenței sale. (Dalloz, Rép., Absence, No. 156).

**13.** Termenul de patru sau zece ani, pentru a se putea introduce cerere de declarare a absenței, începe a curge dela data dispariției, sau din ziua celor din urmă știri dela absent. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 390; Dalloz, Rép., Absence, No. 167; Planiol, ed. 6-a, I, No. 626; Planiol et Ripert, I, No. 58; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 494; Plastara, I, p. 194).

**14.** Dacă s'au primit știri dela o persoană absentă, termenul de patru sau zece ani curge, după o părere, dela data primirii știrilor, iar nu dela data lor, de oarece textul este formal în această privință. (Delvincourt, Art. 115; Duranton, I, No. 414; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, text și nota 4, p. 914; Nacu, I, p. 230, 231; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 494; Plastara, I, p. 194).

**15.** După o altă părere dominantă însă, acest termen va curge dela data știrilor, iar nu dela data când ele au fost primite. (Valette sur Proudhon, I, p. 271; Demolombe, II, No. 57; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 150 bis, III; Marcadé, art. 115, No. 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 390; Dalloz, Rép., Absence, No. 167; Suppl., Absence, No. 12; Laurent, II, No. 156; Huc, I, No. 409; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1092; Planiol, ed. 6-a, I, No. 626).

**16.** În privința înțelesului cuvintelor de părți interesate din art. 115 c. civ. fr. (101 c. civ. rom.), după părerea dominantă, ele cuprind numai acele persoane cari au asupra patrimoniului absentului, drepturi condiționate de decesul său și

cari au dreptul a cere și obține trimeterea în posesie provizorie asupra averii absentului. (Merlin, Répertoire, Absent, art. 115, No. 2; Valette, sur Proudhon, I, p. 269; Delvincourt, I, Art. 115; Toullier, I, No. 399; Duranton, I, No. 415 urm.; Demolombe, II, No. 59 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 150 bis I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 383; Beudant, I, No. 187; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, text și nota 7, p. 915; Dalloz, Rép., Absence, No. 171; Laurent, II, No. 157, 158; Huc, I, No. 412; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1093; Planiol, ed. 6-a, I, No. 627; Nacu, I, p. 231; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 494; Plastara, I, p. 195; V. G. Tataru, p. 46; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 60).

**17.** După o altă părere, prin părți interesate se înțeleg aceleași persoane ca și cele prevăzute în art. 112 c. civ. fr. (98 c. civ. rom.), deci, și creditorii absentului. (Dalloz, Rép., Absence, No. 179; Contra: Plastara, I, p. 195).

**18.** După a o treia părere, prin părți interesate se înțeleg numai moștenitorii prezumptivi și soțul absentului. (Dalloz, Rép., Absence, No. 171; Suppl., Absence, No. 13).

**19.** Se decide că sunt părți interesate în sensul prevăzut de art. 115 c. civ. fr. (101 c. civ. rom.), moștenitorii prezumptivi ai absentului. (Merlin, Répertoire, Absent, Art. 115, No. 2; Demolombe, II, No. 59; Beudant, I, No. 187; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, text și nota 7, p. 915; Dalloz, Rép., Absence, No. 169; Planiol, ed. 6-a, I, No. 627; Planiol et Ripert, I, No. 60; Nacu, I, p. 231).

**20.** Ca părți interesate sunt considerate numai moștenitorii prezumptivi existenți în ziua dispariției absentului sau a ultimelor știri dela el iar nu cei cari ar exista în momentul cererii de declarare de absență. (Marcadé, Art. 115, No. 2; Dalloz, Rép., Absence, No. 172).

**21.** Moștenitorii prezumptivi de grad mai îndepărtat ai absentului, pot cere declararea absenței sale, atunci când moștenitorii prezumptivi în grad mai apropiat, neglijează a o face. (Toullier, I, No. 399; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, text și nota 7, p. 915).

**22.** Prin părți interesate se înțeleg de asemenea soțul absentului care are interes a exercita oarecare drepturi în virtutea contractului de căsătorie. (Dalloz, Rép., Absence, No. 170; Planiol, ed. 6-a, I, No. 627; Planiol et Ripert, I, No. 160).

**23.** Deasemenea donatarul prin contract de căsătorie de bunuri ce donatorul absent va lăsa la decesul său (Demolombe, II, No. 59; Dalloz, Rép., Absence, No. 172; Planiol, ed. 6-a, I, No. 627; Planiol et Ripert, I, No. 60).

**24.** Deasemenea donatorul cu stipulație de reîntoarcerea bunurilor în caz de deces al donatorului. (Demolombe, II, No. 59; Dalloz, Rép., Absence, No. 172; Pla-

niol, ed. 6-a, I, No. 627; Planiol et Ripert, I, No. 60).

**25.** Deasemenea nudul proprietar al unui bun al cărui uzufruct aparține absentului. (Demolombe, II, No. 59; Beudant, I, No. 187; Dalloz, Rép., Absence, No. 172; Planiol, ed. 6-a, I, No. 627; Planiol et Ripert, I, No. 60).

**26.** Deasemenea statul în cazul când nu există moștenitori. (Dalloz, Rép., Absence, No. 172).

**27.** Deasemenea, după unii autori, moștenitorii legatari ai absentului. (Mérlin. Repertoire, Absent, Art. 115. No. 2; Demolombe, II, No. 60; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 150 bis, II; Beudant, I, No. 187; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, text și nota 7, p. 915; Dalloz, Rép., Absence, No. 172; Suppl., Absence, No. 13; Planiol, ed. 6-a, I, No. 627; Planiol et Ripert, I, No. 60).

**28.** Prin părți interesate în sensul art. 115 c. civ. fr. (101 c. civ. rom.), nu pot fi înțeleși creditorii absentului, cărora declararea de absență nu le este folositoare ci le strică. (Toullier, I, No. 399; Demolombe, II, No. 59; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 150 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 382; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, p. 916; Dalloz, Rép., Absence, No. 179; Suppl., Absence, No. 15; Laurent, II, No. 158; Huc, I, No. 413; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1094; Nacu, I, p. 231; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 494; Plastara, I, p. 195; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 60).

**29.** Creditorul însă, al cărui drept se deschide la decesul debitorului absent, are dreptul a cere declararea absenței. (Dalloz, Rép., Absence, No. 172).

**30.** Prin persoane interesate nu pot fi înțeleși debitorii absentului. (Dalloz, Rép., Absence, No. 180).

**31.** Ministerul Public nu are dreptul a cere declararea de absență, de oarece el trebuie să apere interesele absentului și să se opue la declararea. (Duranton, I, No. 420 bis; Demolombe, II, No. 62; Beudant, I, No. 187; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 381; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, p. 916; Dalloz, Rép., Absence, No. 182; Suppl., Absence, No. 16; Laurent, II, No. 158; Huc, I, No. 414; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1094; Planiol et Ripert, I, No. 60, nota 3, p. 60, 61; Nacu, I, p. 231; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 494).

**32.** Părțile interesate au dreptul să ceară declararea de absență, de și moștenitorii prezumptivi refuză a cere declararea de absență și trimeterea în posesie. (Toullier, I, No. 399; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, p. 915; Dalloz, Rép., Absence, No. 172).

**33.** Când moștenitorii prezumptivi refuză a cere declararea de absență, părțile interesate, înainte de a cere declararea de absență, îi vor pune în întârziere printr-o notificare și dacă și după această notificare, nu vor introduce cerere de

declarare, ele se vor adresa direct la tribunal, chemând în cauză și pe moștenitori pentru a obține hotărârea de declarare de absență contradictor cu ei. (Dalloz, Rép., Absence, No. 173; Suppl., Absence, No. 13).

**34.** Cererea de declarare de absență se va adresa tribunalului ultimului domiciliu al absentului, iar în cazul când acest domiciliu nu este cunoscut, la tribunalul ultimei sale reședințe. (Proudhon, I, p. 272; Demolombe, II, No. 58; Marcadé, art. 115, No. 4; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 392; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, p. 914; Dalloz, Rép., Absence, No. 183; Suppl., Absence, No. 17; Laurent, II, No. 159; Huc, I, No. 409, 414; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1085; Planiol, ed. 6-a, I, No. 628; Planiol et Ripert, I, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495; Plastara, I, p. 194).

**35.** Cu ocazia cererii de declarare de absență nu se cheamă nici o persoană potrivnică, de oarece nu există un adversar. Ministerul Public va pune concluziuni de oarece el reprezintă pe absent. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 628; Planiol et Ripert, I, No. 59; Nacu, I, p. 231).

**36.** Cheltuielile făcute cu judecarea cererii de absență, cad în sarcina celui care o cere, de oarece, ea tinde la trimiterea în posesiune a celor în drept, deci nu se face în interesul absentului. (Paniol et Ripert, I, No. 60, nota 1, p. 59, 60).

**37.** Tribunalele franceze (române) sunt competente să declare absența unui străin. (Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 202; Weiss, Traité élémentaire, p. 589; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 5; Laurent, II, No. 159; Huc, I, No. 407, 415; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 493).

**38.** După o altă părere însă, tribunalele franceze (române) nu sunt competente să declare absența unui străin, de oarece dispozițiile din codul civil privitoare la absență, au caracterul unui statut personal și străinii sunt supuși în această privință, legilor lor personale. (Demolombe, II, No. 14 bis; Dalloz, Rép., Absence, No. 5; Planiol et Ripert, I, No. 51; Comp.: V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 46, 47).

**39.** A se vedea și notele de sub art. 106, 107 și 108 c. civil.

## Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Simpla calitate de rudă cu absentul nu dă dreptul unei persoane să seziseze tribunalul printr-o cerere de declarare de absență, dacă dânsa nu justifică un interes pecuniar, fie eventual asupra cererii absentului.

În speță, întrucât cererea de declarare de absență contestată de recurent a fost făcută de intimată în singura ei calitate



de vară cu absentă fără să justifice vre-un drept chiar eventual asupra averii absentului, sau vre-un drept pecuniar asupra acestei averi, și intrucât recurentul a invocat la Curtea de fond neregulata introducerea a acestei cereri și a cerut respingerea ei ca fiind făcută de o persoană fără calitate, Curtea de Apel era datoare să examineze aceste susțineri

cari erau de natură să schimbe soluțiunea procesului.

Ne procedând astfel și omițând să se pronunțe asupra susținerilor recurentului făcute în acest sens. Curtea de Apel a săvârșit o omisiune esențială și a pronunțat o decizie casabilă. (Cas. II, dec. civ. No. 451 din 27 Octombrie 1924. Jur. Gen. din 1925, No. 495).

**Art. 102.** — Spre a se constată absentă, tribunalul, după înscrisuri și dovezi produse, va ordona a se face o cercetare în ființa procurorului în ocolul domiciliului și acel al reședinței, de vor fi osebite. (Civ. 87, 100; Pr. civ. 185, 621; Civ. Fr. 116).

*Text. fr. Art. 116.* — Pour constater l'absence, le tribunal, d'après les pièces et documents produits ordonnera qu'une enquête soit faite contradictoirement avec le procureur du Roi, dans l'arrondissement du domicile, et dans celui de la résidence, s'ils sont distincts l'un de l'autre.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acte 2, 7.	Nulitate 6.
Cercetări 4 urm.	Parchet 1.
Comisiune rogatorie 5.	Primirea ultimelor știri 2, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Competență 4, 5.	Procedură 1, 2, 3.
Data 9.	Procuror 1.
Declarație de absentă 4, 6, 12, 13.	Reședință 4, 5.
Dispariție 9.	Rogatorie comisiune 5.
Domiciliu 4, 5.	Scrisori 2.
Existență 3, 12, 13.	Știri 2, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Judecător delegat 1.	Termin de un an 13.
Martori 3.	Vești, a se vedea cuvântul „Știri”.
Ministerul Public 1.	

**Doctrină**

**1.** Cercetarea prevăzută de art. 116 c. civ. fr. (102 c. civ. rom.), se face în forma cercetărilor obicinuite, de către un judecător delegat de tribunal, în asistența Ministerului Public. (Mérin. Répertoire, Absent, Art. 116; Toullier, I, No. 404; Duranton, I, No. 423; Demolombe, II, No. 65; Dalloz, Rép., Absence, No. 189; Huc, I, No. 416; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1097; Planiol, ed. 6-a, I, No. 628; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495).

**2.** La cercetare se pot consulta scrisori, acte, etc., pentru a se putea stabili lipsa de știri dela absent. (Toullier, I, No. 404; Comp.: V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 44).

**3.** La cercetarea prevăzută de art. 116 c. civ. fr. (102 c. civ. rom.) se pot audia martori chiar cei ce sunt opriți de procedura civilă, de oarece în această materie tocmai acești martori sunt cei mai folositori și pot avea cunoștință despre existența absentului. (Valette sur Proudhon, I, p. 275, nota 6; Toullier, I, No. 402; Duranton, I, No. 423; Demolombe, II, No. 66; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, text și nota 11, p. 916; Dalloz, Rép., Absence, No. 191; Huc, I, No. 416; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1097; Planiol et Ripert, I, No. 59; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 628).

**4.** Cercetarea prevăzută de art. 116 c. civ. fr. (102 c. civ. rom.), trebuie ordonată de către tribunalul competent să judece cererea de declarare de absentă, adică de tribunalul ultimului domiciliu al absentului, sau dacă acesta nu e cunoscut, de tribunalul ultimei sale reședințe. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 392; Dalloz, Rép., Absence, No. 183; Planiol, ed. 6-a, I, No. 628; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495).

**5.** Dacă absentul avea un domiciliu și o reședință distincte unul de altă sau mai multe reședințe distincte situate în circumscripția mai multor tribunale, se vor ordona a se face prin comisiune rogatorie cercetări în circumscripția fiecărui tribunal. (Toullier, I, No. 401; Marcadé, Art. 116, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 392; Aubry et Rau, ed. 5-a, I § 151, text și nota 11, p. 916; Dalloz, Rép., Absence, No. 187; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1097; Planiol, ed. 6-a, I, No. 628; Planiol et Ripert, I, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495).

**6.** Pentru a se admite cererea de declarare de absentă, este neapărată trebuință, sub pedeapsă de nulitate, a se face în prealabil cercetarea prevăzută de art. 116 c. civ. fr. (102 c. civ. rom.). (Duranton, I, No. 422; Demolombe, II, No. 63; Marcadé, Art. 116, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 392; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, text și nota 11, p. 916; Dalloz, Rép., Absence, No. 186, 188; Laurent, II, No. 160; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1096; Planiol, ed. 6-a, I, No. 628; Planiol et Ripert, I, No. 59).

**7.** Chiar în cazul când d'n actele produse în cauză s'ar stabili că în intervalul cerut de lege nu s'a produs vre-o știre dela absent, tribunalul, pentru a admite cererea, nu se poate dispensa de facerea cercetărilor cerute de art. 116 c. civ. fr. (102 c. civ. rom.). (Demolombe, II, No. 63; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 151 bis I; Marcadé, art. 116.

No. 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, nota 11, p. 916; Dalloz, Rép., Absence, No. 188; Laurent, II, No. 160; Planiol, ed. 6-a, I, No. 628).

**8.** Cercetările prevăzute de art. 116 c. civ. fr. (102 c. civ. rom.), vor purta asupra faptului dacă există sau nu vre-o știre dela absent. (Duranton, I, No. 422; Demolombe, II, No. 63; Dalloz, Rép., Absence, No. 95; Planiol, ed. 6-a, I, No. 628; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, nota 11, p. 916).

**9.** Deasemenea cercetarea va folosi de a se fixa data știrilor, în cazul când s'au primit, sau data dispariției absentului. (Dalloz, Rép., Absence, No. 195).

**10.** Dacă din cercetarea efectuată se stabilește că nu s'a primit nici o știre dela absent în termenul prevăzut de lege, se va admite cererea de declarare de ab-

sență. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, nota 11, p. 916).

**11.** Dacă posterior facerei acestei cercetări, se bănuiește că s'au primit știri dela absent, se poate ordona și efectuarea nouă cercetare. (Demolombe, II, No. 68; Dalloz, Rép., Absence, No. 196).

**12.** Tribunalul nu este obligat a admite cererea de declarare de absență, dacă și-a făcut convingerea că absența nu este sigură, cu toate că din cercetarea efectuată se constată lipsa de știri dela absent. (Toullier, I, No. 403; Dalloz, Rép., Absence, No. 198).

**13.** Dacă din cercetarea adevărată și efectuată se stabilește existența absentului, cererea de declarare de absență va fi respinsă chiar fără termenul de un an. (Dalloz, Rép., Absence, No. 197; Planiol, ed. 6-a, I, No. 629).

**Art. 103.** — Tribunalul, statuind asupra cererii va avea în vedere motivele absenței și cauzele cari au putut să împiedice de a avea știință despre persoana presupusă absentă. (Civ. Fr. 117).

*Text. fr. Art. 117.* — Le tribunal, en statuant sur la demande, aura d'ailleurs égard aux motifs de l'absence, et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de l'individu présumé absent.

#### Doctrină

**1.** Tribunalul care judecă cererea de declarare de absență, apreciază în mod suveran faptele și probele aduse în cauză și poate respinge cererea sau să prelungească termenul prevăzut de art. 115 c. civ. fr. (101 c. civ. rom.), atunci când lipsa de știri din partea absentului pare susceptibilă de a fi explicată. (Toullier, I, No. 403; Demolombe, II, No. 52; Mour-

lon, ed. 7-a, I, No. 391; Dalloz, Rép., Absence, No. 186; Laurent, II, No. 160; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1098).

**2.** Tribunalul poate să respingă cererea chiar fără a se mai face cercetări, numai pe baza actelor și documentelor produse, luând în considerație motivele absenței sau cauzele cari au împiedecat să se aibă știri dela presupusul absent. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 392; Planiol, ed. 6-a, I, No. 629; Planiol et Ripert, I, No. 59).

**Art. 104.** — Indată ce se va da o hotărîre, fie prăgătitoare, fie definitivă, procurorul va trimite copie după dânsa Ministerului Justiției spre a se publică prin «Monitorul oficial». (Civ. 100, 105; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 118).

*Text. fr. Art. 118.* — Le procureur du Roi enverra, aussitôt qu'ils seront rendus, les jugements tant préparatoires que définitifs, au Ministre de la justice, qui les rendra publics.

#### Doctrină

**1.** Tribunalul, pentru a declara absența, trebuie să pronunțe două hotărîri succesive: una care ordonă cercetarea și care se numește hotărîre prăgătitoare și alta care declară absența și care se numește hotărîre definitivă. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 628; Planiol et Ripert, I, No. 59).

**2.** Procurorul este obligat a trimite o copie de pe hotărîrea prăgătitoare care

ordonă facerea cercetării, Ministerului de Justiție pentru a fi publicată în Monitorul oficial. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 393; Dalloz, Rép., Absence, No. 200; Planiol, ed. 6-a, I, No. 630; Planiol et Ripert, I, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495).

**3.** Hotărîrea de declararea absenței nu poate fi pronunțată, sub pedeapsă de nulitate, decât după ce s'a publicat copie de pe hotărîrea prăgătitoare; această formalitate este substanțială. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, nota 13, p. 917; Dal-



loz. Rép., Suppl., Absence, No. 18; Huc. I, No. 416; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1100; Planiol et Ripert, I, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495, nota 3).

4. Scopul publicării este de a aduce la cunoștința absentului dacă există, cererea de declarare și să se reîntoarcă la domiciliul său. (Toullier, I, No. 403; Beudant, I, No. 187; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 391, 393; Dalloz, Rép., Absence, No. 200; Suppl., Absence, No. 18; Planiol, ed. 6-a, I, No. 630; Planiol et Ripert, I, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495).

5. Publicarea mai are de scop de a chema la cercetarea ordonată toate persoanele ce au vre-o cunoștință despre absent. (Dalloz, Rép., Absence, No. 200; Suppl., Absence, No. 18).

6. Art. 119 c. civ. fr. (105 c. civ. rom.) prevede că hotărîrea de declarare de absență nu se va putea pronunța decât

după un an dela pronunțarea hotărîrii care ordonă cercetarea și aceasta în scopul ca publicarea acestei hotărîri să-și poată produce efectul pentru care a fost prevăzută. (Toullier, I, No. 403; Beudant, I, No. 187; Dalloz, Rép., Absence, No. 200; Suppl., Absence, No. 18; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1100).

7. Hotărîrea definitivă de declarare de absență trebuie de asemenea publicată. (Demolombe, II, No. 67; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 393; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, p. 917; Dalloz, Rép., Absence, No. 201; Planiol, ed. 6-a, I, No. 630; Planiol et Ripert, I, No. 59).

8. Procedura publicării hotărîrii definitive de declarare de absență, trebuie făcută în acelaș chip ca și a celei pregătitoare de ordonarea cercetărilor. (Dalloz, Rép., Absence, No. 201).

**Art. 105.** — Hotărîrea declarațiunii de absență nu se va da decât un an după hotărîrea care a ordonat cercetarea. (Civ. 102, 104; Civ. Fr. 119).

*Text. fr. Art. 119.* — Le jugement de déclaration d'absence ne sera rendu qu'un an après le jugement qui aura ordonné l'enquête.

### Doctrină

1. Dacă în timp de un an dela data hotărîrii care a ordonat a se face cercetarea, absentul nu a dat nici o știre despre el, tribunalul va pronunța hotărîre definitivă de declarare de absență. (Dalloz, Rép., Absence, No. 201; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495).

2. După trecerea unui an dela pronunțarea hotărîrii care a ordonat a se face cercetări, tribunalul nu este obligat să pronunțe declararea absenței, ci el are putere suverană de apreciere și poate ordona a se face o nouă cercetare, dacă o găsește necesară. (Demolombe, II, No. 68; Comp.: Dalloz, Rép., Absence, No. 201).

3. Hotărîrea de declarare de absență trebuie trimisă de procuror Ministerului de Justiție, pentru a fi publicată în Monitorul Oficial. (Demolombe, II, No. 67; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 393; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, p. 917; Dalloz, Rép.,

Absence, No. 201; Planiol ed. 6-a, I, No. 630; Planiol et Ripert, I, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495).

4. Motivul care a determinat pe legiuitor ca hotărîrea de declarare de absență să se pronunțe după un an dela facerea cercetărilor, a fost mai întâi, pentru ca în acest interval să se facă cercetări pentru aflarea absentului, și în al doilea rând, pentru ca absentul să dea știri despre existența sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 391, 393; Planiol, ed. 6-a, I, No. 629; Planiol et Ripert, I, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 495, nota 2).

5. Hotărîrile de declarare de absență date fără a se respecta termenul de un an dela data hotărîrii care a ordonat cercetările, este lovită de nulitate. (Planiol et Ripert, I, No. 59).

6. Absența declarată, ia sfârșit prin decesul absentului sau prin reîntoarcerea sa. (Marcadé, Art. 119; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 636).

## CAPITOLUL III

### Despre efectele absenței.

Secțiunea I. — *Despre efectele absenței în privința averii ce absentul posedă în ziua dispărerii sale (lipsirii sale).*

**Art. 106.** — Dacă absentul nu va fi lăsat procură pentru administrarea averii sale, atunci acei cari ar fi moștenitorii săi, în ziua când el a dispărut (s'a făcut nevăzut) sau când s'a primit cele din urmă științe dela dânsul, moștenitorii presumpțivi, vor putea cere,

în virtutea hotărârii judecătorești definitive, prin care se va fi declarat absența, punerea lor în posesiune provizorie pe averea ce absentul are în ziua pornirii sale, sau a primirii celor din urmă științe dela dânsul, cu îndatorire însă, pentru aceștia, de a da cauciune despre buna lor administrare. (Civ. 107, 109 urm., 120 urm., 652 urm., 1271, 1535 urm., 1652 urm., 1675 urm.; Pr. civ. 392, 621; Civ. Fr. 120).

*Text. fr. Art. 120.* — Dans les cas où l'absent n'aurait point laissé de procuration pour l'administration de ses biens, ses héritiers présomptifs, au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles, pourront, en vertu du jugement définitif qui aura déclaré l'absence, se faire envoyer en possession provisoire des biens qui appartenaient à l'absent au jour de son départ ou de ses dernières nouvelles, à la charge de donner caution pour la sûreté de leur administration.

### Bibliografie (continuare).

VERNESCU FLORICA, *Notă sub Trib. Ilfov s. I, c. cor., 1218 din 14 Dec. 1923, Pand. Rom. 1925, II, 186.*

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

- |   |  |
|---|--|
| Absență prezumată 33, 39.                                   | Mandat 1, 2, 31.   |
| Acțiune de rescumpărare 37.                                 | Ministerul Public 45, 46.  |
| Acțiune de resciziune 37.                                   | Moștenitori neregulați 16, 17, 18, 48.                               |
| Administrație 1, 35, 40.                                    | Moștenitori prezumptivi 1, 3, 4, 6—11, 13, 14, 23—30, 35, 37, 40.    |
| Amanet 42.  | Naștere 9.   |
| Apreciere suverană 12, 30, 41.                              | Nudă proprietate 22.   |
| Capital 39.   | Parchet 45, 46.  |
| Cauțiune 40—48.   | Parte interesată 23, 24, 25, 33, 39, 40, 47.                         |
| Cercetări 12, 30.   | Posesiune provizorie 1 urm.  |
| Cheltuieli 31, 32, 33.                                      | Prescripție 14, 15, 37.  |
| Competență 29.  | Prezumpțiune de absență 33, 39.                                      |
| Condițional drept 5, 20, 25.                                | Primirea ultimelor știri 7, 8, 9, 12, 26, 30, 34—37.                 |
| Conservare 36.  | Probe, a se vedea cuvântul „Dovezi”.                                 |
| Copii 9.  | Procură 1, 2, 31.  |
| Creditori 23, 24, 25.                                       | Procuror 45, 46.   |
| Curator 38, 39.   | Proprietate nudă 22.   |
| Declarare de absență 1, 2, 3, 5, 7, 12, 13, 27—33.          | Restituire 39.   |
| Deschiderea succesiunii 4.                                  | Soț 17.  |
| Dispariție 7, 9, 26, 34—37.                                 | Soție 9.   |
| Donațiune 20, 21.   | Siatul 18, 48.   |
| Dovezi 12.  | Știri 7, 8, 9, 12, 26, 30, 34—37.                                    |
| Drept condițional 5, 21, 25.                                | Succesiune, a se vedea cuvintele: „Legatar”, „Moștenitor”, și 4, 26. |
| Existență 2, 34, 35.  | Suverană apreciere 12, 30, 41.                                       |
| Fructe 38, 39.  | Testament 19, 20.  |
| Gaj 42.   | Trimetere în posesiune provizorie 1 urm.                             |
| Garanție, a se vedea cuvântul: „Cauțiune”.                  | Uzofruct 22, 44.   |
| Hotărâre 14, 27, 28, 29.                                    | Vești, a se vedea cuvântul: „Știri”.                                 |
| Inadvertență 1.   |  |
| Instruire 24.   |  |
| Interes 31, 32, 33.   |  |
| Interesate părți, a se vedea cuvintele: „Părți interesate”. |  |
| Ipotecă 42.   |  |
| Legatar 19, 20.   |  |

#### Doctrină.

1. Cuvintele: *Dacă absentul nu va fi lăsat procură pentru administrarea averii sale*, trebuiesc considerate ca nescrise și figurează în textul art. 120 c. civ. fr. (106 c. civ. rom.) din cauza unei inadver-

tențe a legiuitorului, de oarece fie că absentul a lăsat un mandatar, fie că nu a lăsat, trimeterea în posesiune a moștenitorilor prezumptivi, trebuiesc făcută imediat, ca o consecință a declarării absenței. (Marcadé, Art. 120, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, 398, nota 1; Dalloz, Rép. Absence, No. 159, 207; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1103).

2. Din dispozițiile art. 120 și 121 c. civ. fr. (106 și 107 c. civ. rom.), rezultă că mandatarii absentului, vor putea până la declararea de absență a mandantului lor, să continue a reprezenta pe mandant, fără ca să fie obligați să dovedească existența lui. (Planiol, et Ripert, I, No. 53).

3. Trimeterea moștenitorilor prezumptivi în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, este o consecință a declarației de absență. (Demolombe, II, No. 59; Dalloz, Rép., Absence, No. 205; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1101; Planiol, ed. 6-a, I, No. 631; III, No. 2469; Planiol et Ripert, I, No. 59, 61; Nacu, I, p. 234; Plastara, I, p. 195).

4. Trimeterea în posesie provizorie a moștenitorilor prezumptivi, constituie un fel de deschidere provizorie a succesiunii absentului, cu ordinea succesorală prevăzută de Codul civil la titlul „Despre Succesiuni”. (Demolombe, II, No. 71; Beudant, I, No. 188; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 396; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 917; Dalloz, Rép., Absence, No. 203, 214; Contra: Plastara, I, p. 196; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1101; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2463; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 497, 498, 500).

5. Trimeterea în posesie provizorie asupra bunurilor absentului poate fi cerută de acei cari au dreptul să ceară declararea de absență, adică de acei cari



au asupra bunurilor absentului un drept condiționat de încetarea sa din viață. (Demolombe, II, No. 71; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 396, 397; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 920; Dalloz, Rép., Absence, No. 238; Suppl., Absence, No. 22; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1105; Planiol, ed. 6-a, I, No. 631, III, No. 2463, 2464; Planiol et Ripert, I, No. 60; Nacu, I, p. 234, 235, 237, 238; Plastara, I, p. 195, 196).

**6.** Trimeterea în posesie provizorie asupra averii absentului poate fi cerută de către moștenitorii săi prezumptivi. (Demolombe II, No. 77; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 398; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 917; Dalloz, Rép., Absence, No. 208; Suppl., Absence, No. 19; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2466; Nacu, I, p. 235, 237, 238; Matei Cantacuzino, p. 310; Plastara, I, p. 196).

**7.** Moștenitorii prezumptivi cari au dreptul să fie trimeși în posesie provizorie asupra bunurilor absentului, sunt acei moștenitori cari aveau vocațiune eventuală la moștenire în momentul dispariției sau ultimelor știri despre absent, iar nu acei din momentul declarării absenței. (Toullier, I, No. 422; Demolombe, II, No. 82; Beudant, I, No. 188; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 398 urm.; Dalloz, Rép., Absence, No. 209; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2464; Nacu, I, p. 235, 237, 238; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 498).

**8.** Momentul când trebuie să privit dreptul moștenitorilor prezumptivi este acel al ultimelor știri iar nu acel al primirii acestor știri. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 162, nota 2, p. 917; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1106).

**9.** Copiii născuți de soția absentului după 300 zile dela dispariția sau ultimele știri dela absent, vor putea fi îndepărtați dela trimeterea în posesie de către ceilalți moștenitori prezumptivi. (Duranton, I, No. 439; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 156 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, nota 5, p. 918; Dalloz, Rép., Absence, No. 211; Laurent, II, No. 162; Huc, I, No. 418; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 498, nota 3; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1106).

**10.** În cazul când moștenitorii prezumptivi mai apropiați nu cer trimeterea în posesie provizorie asupra bunurilor absentului, moștenitorii mai îndepărtați ar putea să ceară ei trimeterea în posesiune. (Demolombe, II, No. 77; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 918; Dalloz, Rép., Absence, No. 216; Suppl., Absence, No. 20; Laurent, II, No. 162; Huc, I, No. 418; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1107 urm.; Comp.: Nacu, I, p. 235; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 498).

**11.** Dacă sunt mai mulți moștenitori în același grad și dacă parte din ei nu cer trimeterea în posesiune provizorie, ceilalți moștenitori pot cere trimeterea în posesiune asupra întregului patrimoniu al absentului. (Nacu, I, p. 235).

**12.** Dacă mai multe persoane cer trimeterea în posesie provizorie asupra bunurilor absentului, după declararea absenței, și este necesar a se determina epoca ultimelor știri dela absent, tribunalul este suveran apreciator a dovezilor adunate, nefiind obligat a ordona o nouă cercetare, care de alt fel nici nu-i este interzisă. (Demolombe, II, No. 84; Dalloz, Rép., Absence, No. 220 urm.).

**13.** Cu toate că declarația de absență și trimeterea în posesie provizorie au fost obținute de către un moștenitor prezumptiv, un alt moștenitor care ar dovedi că este în grad mai apropiat decât cel trimis în posesie, poate cere și obține trimeterea sa în posesie chiar cu excluderea celui trimis în posesie mai înainte. (Merlin, Répertoire, Absent, Art. 120, nota 4; Locré, Législation civile, Art. 119; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 919; Dalloz, Rép., Absence, No. 215, 217).

**14.** Dacă însă au trecut trei zeci ani dela data trimeterei în posesie, dreptul acestor moștenitori de a cere trimeterea în posesie, s'a prescris. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 919; Dalloz, Rép., Absence, No. 217).

**15.** Dreptul de a cere trimeterea în posesiune provizorie asupra averii absentului se prescrie prin trecere de trei zeci ani. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 499).

**16.** Moștenitorii neregulați ai absentului au dreptul să ceară trimeterea în posesiune provizorie asupra bunurilor sale. (Demolombe, II, No. 71; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 183, 183 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, nota 3 bis, p. 918; Dalloz, Rép., Absence, No. 228, 229; Suppl., Absence, No. 21 Laurent, II, No. 163; Huc, I, No. 412, 418; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1106).

**17.** Soțul absentului, care este un moștenitor neregulat al său, are dreptul să ceară trimeterea în posesiune provizorie asupra bunurilor sale. (Demolombe, II, No. 71; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, nota 3 bis, p. 918; Dalloz, Rép., Absence, No. 228; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2466; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 498, 527).

**18.** Deasemenea și statul, care este un moștenitor neregulat al absentului, poate cere trimeterea în posesie provizorie asupra bunurilor acestuia. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, nota 3 bis, p. 918; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 498).

**19.** Legatarii, fie universali, fie cu titlu universal, fie particulari, au dreptul să ceară trimeterea în posesiune asupra bunurilor lăsate lor prin testamentul absentului. (Nacu, I, p. 235; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 498; Matei Cantacuzino, p. 310).

**20.** Acei cari au asupra bunurilor absentului un drept condiționat de decesul său, cum ar fi legatarii, donatarii de bunuri viitoare, au dreptul să ceară trimeterea în posesie provizorie asupra bunurilor sale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 403).

urm.; Dalloz, Rép., Absence, No. 238; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2464; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 498; Matei Cantacuzino, p. 311).

**21.** Donatorul cu drept de reîntoarcere în caz de predeces al donatarului absent, au dreptul să ceară trimeterea în posesiune provizorie asupra bunurilor donate. (Nacu, I, p. 235, 237, 238).

**22.** Nudul proprietar al unor bunuri asupra cărora absentul avea un drept de uzufruct, are dreptul a cere punerea în posesie provizorie asupra acestor bunuri. (Nacu, I, p. 235, 237, 238).

**23.** În ceea ce privește creditorii moștenitorilor prezumptivi și ai celorlalte persoane interesate, după o părere, ei au dreptul în virtutea dispozițiilor art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.), să ceară în numele debitorilor lor, trimeterea în posesie provizorie asupra bunurilor absentului. (Duranton, I, No. 439; Demolombe, II, No. 61, 78; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 312, text și nota 44, p. 127; Baudry et Houques-Fourcade I, No. 1110; Planiol et Ripert, I, No. 60; Nacu, I, p. 235; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 499).

**24.** După o altă părere, acești creditori nu au dreptul să ceară trimeterea în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, de oarece aceste bunuri neputând fi înstrăinate, nu pot constitui gașul creditorilor. (Larombière, Obligations, I, Art. 1166. No. 8; Dalloz, Rép., Absence, No. 175; Laurent, II, No. 187).

**25.** După o a treia părere, creditorii moștenitorilor prezumptivi nu pot cere trimeterea lor în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, însă creditorii părților interesate cari au asupra acestor bunuri un drept condiționat de decesul absentului, o pot cere. (Huc, I, No. 413).

**26.** Dreptul moștenitorilor prezumptivi de a cere trimeterea în posesie provizorie asupra bunurilor absentului, drept care exista la data dispariției sale sau a ultimelor știri primite dela el, se transmite moștenitorilor lor. (Duranton, I, No. 439; Demolombe, II, No. 78, 83; Marcadé art. 120, No. 4; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 398 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 918; Dalloz, Rép., Absence, No. 230 urm.; Laurent, II, No. 163; Huc, I, No. 418; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2468; Nacu, I, p. 235; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 498, 499).

**27.** În regulă generală, trimeterea în posesiune provizorie a moștenitorilor prezumptivi, asupra averii absentului se pronunță prin o hotărîre, distinctă de cea prin care se declară absența ei în baza acestei hotărîri. (Proudhon, Cours de droit, I, pag. 284; Loaré Législation civile, IV, art. 120, pag. 67; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 411; Dalloz, Rép., Absence, No. 260; Toullier, I, pag. 218; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2429; Planiol et Ripert, I, 61; Alexandresco, ed. 2-a I, pag. 499).

**28.** Tribunalul poate după cererea

părților interesate prin aceeași hotărîre prin care declară absența, să pronunțe și trimeterea în posesiune provizorie a moștenitorilor prezumptivi asupra bunurilor absentului, de oarece ceea ce cere legea este ca trimeterea în posesiune provizorie să nu poată avea loc fără a se fi declarat absența. (Toullier, I, No. 426; Duranton, I, No. 441; Demolombe, II, No. 79; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 156 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 411; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 919; Dalloz, Rép., Absence, No. 260; Huc, I, No. 417; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1103; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2469; Planiol et Ripert, I, No. 61; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 499).

**29.** În cazul când se face o cerere separată de trimetere în posesiune provizorie după ce s-a obținut hotărîrea de declarare de absență, această cerere trebuie să fie îndreptată la tribunalul care a pronunțat hotărîrea de declarare de absență. (Toullier, I, No. 426; Dalloz, Rép., Absence, No. 257; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1103; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 499).

**30.** Dacă dela data pronunțării hotărîrii de declarare de absență a trecut un oarecare timp, tribunalul, care urmează să soluționeze cererea de trimetere provizorie a moștenitorilor prezumptivi asupra bunurilor absentului, poate să ordone a se face o nouă cercetare pentru a se convinge dacă nu s'au primit știri dela absent. (Demolombe, II, No. 258; Dalloz, Rép., Absence, No. 259; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1104; Comp.: Duranton, I, No. 427, 444).

**31.** Cheltuielile ocazionate de declararea de absență și de trimeterea în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, după părerea dominantă, trebuiesc suportate de către absent, de oarece se fac în interesul său și cei trimiși în posesie provizorie nu sunt decât niște mandatarii ai săi. (Duranton, I, No. 476; Demolombe, II, No. 99; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, p. 934; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 416; Dalloz, Rép., Absence, No. 264; Suppl., Absence, No. 23; Laurent, II, No. 174; Huc, I, No. 421, 433; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1120).

**32.** După o altă părere, aceste cheltuieli trebuiesc suportate de către absent și cei trimiși în posesiune provizorie, de oarece ele sunt făcute în interesul lor comun. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 151; Dalloz, Rép., Absence, No. 264).

**33.** După o a treia părere, aceste cheltuieli cad în sarcina celor trimiși în posesiune provizorie, de oarece sunt făcute în interesul lor exclusiv. (Merlin, Répertoire, Absent, Art. 131; Planiol et Ripert, I, No. 60, nota 3, p. 60, 61).

**34.** Bunurile absentului asupra cărora se poate cere trimeterea în posesiune de către părțile interesate, sunt numai cele



cari existau în momentul dispariției sau a ultimelor știri primite dela el, iar nu și acele pe cari le-ar fi dobândit posterior acestei date, dacă s-ar fi dovedit existența sa. (Toullier, I, No. 425; Demolombe, II, No. 85; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 156 bis IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 409; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, nota 3, p. 917; Dalloz, Rép., Absence, No. 252; Laurent, II, No. 166, 167; Huc, I, No. 419; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1111; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 499, 500; Comp.: Merlin, Répertoire, Absent, No. 120; Marcadé, art. 120, No. 3; Dalloz, Rép., Absence, No. 253, 254).

**35.** Bunurile pe care absentul le-ar fi putut dobândi posterior dispariției sale sau ultimelor știri primite dela el, dacă s'ar fi dovedit existența sa în momentul deschiderii drepturilor asupra lor, se vor administra conform art. 98 din codul civil. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 500).

**36.** Moștenitorii prezumtivi ai absentului vor avea dreptul să exercite toate drepturile câștigate de absent până în momentul dispariției sale sau a ultimelor știri primite dela el și cari bine înțeles au fost conservate. (Duranton, I, No. 448; Dalloz, Rép., Absence, No. 254).

**37.** Moștenitorii prezumtivi ai absentului pot exercita acțiunile de rescumpărare și de resciziune ce aparțineau absentului în momentul dispariției sale sau a ultimelor știri primite dela el și bine înțeles, dacă nu s'au prescriș. (Dalloz, Rép., Absence, No. 254).

**38.** Curatorul averii absentului va fi obligat a preda părților interesate trimese în posesiunea provizorie asupra averii absentului, toate fructele produse de bunurile sale în timpul perioadei de absență prezumată. (Demolombe, II, No. 86; Marcadé, art. 123, No. 4; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 140; Dalloz, Rép., Absence, No. 255; Laurent, II, No. 167; Huc, I, No. 419; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1112).

**39.** Părțile interesate cari au fost trimese în posesiune provizorie asupra averii absentului și cari au primit dela curatorul acestei averi, fructele produse în perioada de absență prezumată, primesc aceste fructe cu titlul de capital, fiind obligate a le restitui absentului la prezentarea sa. (Demolombe, II, No. 87; Marcadé, art. 123, No. 4; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 410; Dalloz, Rép., Absence, No. 255).

**40.** Moștenitorii prezumtivi și în sfârșit toți cei trimiși în posesiune provizorie asupra averii absentului, sunt obligați ca mai înainte de a intra în posesiune, să depue o cautiune ca o garanție a administrației lor. (Toullier, I, No. 426; Demolombe, II, No. 90; Marcadé, art. 120 No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 413; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 919; Dalloz, Rép., Absence, No. 268 urm.; Suppl., Absence, No. 24; Laurent, II, No.

170; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1114; Planiol, ed. 6-a, III, No. 247); Nacu, I, pag. 236; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 500, 501).

**41.** Cauțiunea trebuiește apreciată după cuantumul valorii bunurilor absentului. (Demolombe, II, No. 92; Dalloz, Rép., Absence, No. 272; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 413; Planiol ed. 6-a, III, No. 2470; Nacu, I, pag. 236; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 501).

**42.** Persoana care cere trimeterea în posesie provizorie, poate să dea în loc de cautiune, un gaj sau o ipotecă. (Demolombe, II, No. 93; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 156 bis VII; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 413; Dalloz, Rép., Absence, No. 277; Suppl., No. 25; Laurent II, No. 171; Huc, I, No. 431; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1114; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2470; Nacu, I, pag. 236 Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 501).

**43.** Persoana care cere trimeterea în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, este neaparat obligată să dea cautiune; fără această cautiune ea nu poate obține trimeterea în posesiune, chiar dacă s'ar găsi în imposibilitate de a o face. (Merlin, Répertoire, Absent, art. 120, No. 5; Dalloz, Rép., Absence, No. 278; Suppl. No. 26; Laurent, II, No. 171; Huc, I, No. 431; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1115).

**44.** După o altă părere, în cazul când cel care cere trimeterea în posesie provizorie asupra bunurilor absentului nu poate da cautiune, se vor aplica, prin analogie dispozițiile din codul civil privitoare la uzufuct, de oarece obligația de a da cautiune este considerată ca o sarcină iar nu ca o condițiune indispensabilă a trimeterei în posesiune provizorie. (Delvincourt, I, p. 89; Demolombe, II, No. 93; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 156 bis VII; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 413; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, pag. 919; Dalloz, Rép., Absence, No. 278; Suppl., Absence, No. 25; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2470; Nacu, I, pag. 236; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 501).

**45.** Cauțiunea trebuiește supusă și concluziunilor Ministerului Public. (Demolombe, II, No. 92; Marcadé, art. 120, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 413; Dalloz, Rép., Absence, No. 272).

**46.** Cauțiunea odată admisă de către tribunal, cu concluziunile Ministerului Public, nu mai poate fi discutată de către nimeni. (Demolombe, II, No. 92; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, nota 7, pag. 919; Dalloz, Rép., Absence, No. 275; Huc, I, No. 413; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1114).

**47.** Cauțiunea va fi dată de părțile interesate numai atunci când vor cere efectiv punerea în posesiune provizorie

asupra bunurilor absentului, iar nu și atunci când vor cere numai a se constata drepturile lor pentru a se proceda la oarecare operațiuni premergătoare. (Demolombe, II, No. 91; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, nota 7, p. 919; Dalloz, Rép., Absence, No. 271; Suppl., Absence, No. 24, 54).

**48.** Statul când cere trimeterea în posesiune provizorie asupra averii absentului, ca moștenitor neregulat, în lipsă de moștenitori legitimi, este dispensat de a da cauțiune. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1114; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2470).

**49.** A se vedea și notele de sub art. 101, 107, 108 și 109 c. civil.

**Art. 107.** — Dacă absentul va fi lăsat procură, atunci moștenitorii săi presumptivi nu vor putea cere dela tribunale punerea lor în posesiune provizorie decât după 10 ani deplini de când el a dispărut, sau dela primirea celor din urmă științe dela el. (Civ. 101, 108; Civ. Fr. 121).

*Text. fr. Art. 121.* — Si l'absent avait laissé une procuration, ses héritiers présomptifs ne pourront poursuivre la déclaration d'absence et l'envoi en possession provisoire, qu'après dix années révolues depuis sa disparition ou depuis ses dernières nouvelles.

### Doctrină

**1.** Cu toate că art. 107 cod. civ. rom. modifică puțin dispozițiile art. 121 cod. civ. fr. de unde a fost imprumutat, trimeterea în posesiune provizorie, în cazul când absentul a lăsat procurator, va avea loc tot după unsprezece ani. (Nacu, I, pag. 234).

**2.** Dacă mandatul lăsat de absent ar fi pe un termen mai mare de zece ani, trimeterea în posesiune nu poate întârzia peste termenul de zece ani dela dispariția absentului sau dela primirea ultimelor științe dela el. (Locré, Législation civile, IV, pag. 70; Valette sur Proudhon, I, No. 273; Toullier, I, No. 425; Duranton, I, No. 413; Demolombe, II, No. 56; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 389; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 151, pag. 915; Dalloz, Rép., Absence, No. 162;

Laurent, II, No. 155; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1091; Nacu, I, pag. 233).

**3.** După o părere pentru a se face aplicațiunea dispozițiilor art. 121 c. civ. fr. (107 c. civ. rom.) nu este necesară o procură generală, ci este suficientă și o procură a absentului pentru un obiect special. (Toullier, I, No. 424; Duranton, I, No. 412; Marcadé, Art. 121; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 386, 387).

**4.** După o altă părere însă este lăsat la aprecierea tribunalului de a decide dacă o procură asupra unui obiect special, este suficientă pentru a se face aplicațiunea dispozițiilor art. 121 cod. civ. fr. (107 cod. civ. rom.). (Valette sur Proudhon, I, pag. 273; Duranton, I, No. 412; Demolombe, I, No. 54; Mourlon, ed. 7-a I, No. 387; Laurent, II, No. 155).

**5.** A se vedea și notele de sub art. 101, 106 și 107 cod. civil.

**Art. 108.** — Tot astfel se va urma și când termenul procurii ar expiră, și, în asemenea caz, se va procedea la administrarea averii absentului potrivit regulilor statornicite prin capitolul I din acest titlu. (Civ. 98 urm., 107; Civ. Fr. 122).

*Text. fr. Art. 122.* — Il en sera de même si la procuration vient à cesser; et, dans ce cas, il sera pourvu à l'administration des biens de l'absent, comme il est dit au chapitre I du présent titre.



## Doctrină

1. Se va face aplicațiunea dispozițiilor art. 122 cod. civ. fr. (108 cod. civ. rom.) în cazul când încetarea procurii are loc din cauza expirării termenului fixat chiar de către absent. (Duranton, I, No. 411; Comp.: Delvincourt, I, pag. 48; Demolombe, II, No. 54, 55; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 388; Nacu, I, pag. 232).

2. Trebuiește echivalat cu expirarea procurii și cazul când mandatul înce-

tează prin alt mod independent de voia absentului cum ar fi prin decesul mandatarului. (Toullier, I, No. 398; Marcadé, art. 122, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 385; Aubry et Rau ed. 5-a, I, § 151, pag. 915; Dalloz, Rép., Absence, No. 161; Suppl., Absence No. 11; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1089; Planiol, et Ripert, I, No. 58; Matei Cantacuzino, pag. 310; Plastara, I, pag. 191, 194).

3. A se vedeă și notele de sub art. 101, 106, și 107 cod. civil.

**Art. 109.** — După ce moștenitorii presumptivi vor fi fost puși în stăpânirea provizorie, testamentul, dacă va exista, se va deschide după cererea părților interesate, sau a procurorului tribunalului, și legatarii, donatarii, precum și toți aceia, cari aveau asupra averii absentului, drepturi subordonate morții absentului, le vor putea exercita provizoriu cu îndatorire din parte-le de a da cauțiune. (Civ. 100, 106, 119, 557, 565, 801, 825, 889, 895, 899, 1485, 1523, 1552, 1652, 1659, 1660, 1675 urm.; Pr. civ. 392 urm.; Civ. Fr. 123).

*Text. fr. Art. 123.* — Lorsque les héritiers présomptifs auront obtenu l'envoi en possession provisoire, le testament, s'il en existe un, sera ouvert à la réquisition des parties intéressées, ou du procureur du Roi près le tribunal; et les légataires, les donataires, ainsi que tous ceux qui avaient sur les biens de l'absent, des droits subordonnés à la condition de son décès, pourront les exercer provisoirement, à la charge de donner caution.

## Bibliografie (continuare).

VERNESCU FLORICA, *Notă* sub Trib. Ilfov, S. I c. c., 1218 din 14 Dec. 1923, *Pand. Rom.* 1925, II, 186.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Ascendent 2.	Moștenitori prezump. 5-9.
Cauțiune 11.	Neglijență 6-9.
Condițional drept 1-6, 11.	Notificare 7-9.
Curator 8.	Nuda proprietate 4.
Deces 1 urm.	Părți interesate 7-9.
Declarare de absență 6.	Poseziune provizorie 5, 6.
Deschiderea succesiunii 10.	Proprietate nuda 4.
Donațiune 1, 2, 3, 11.	Punere în întârziere 7-9.
Drept condițional 1-6, 11.	Refuz 6-9.
Drept de reînțoarcere 2.	Reînțoarcere drept 2.
Incetare din viață 1 urm.	Somație 7-9.
Întârziere 7, 8, 9.	Succesiune 10.
Interesate părți 7, 8, 9.	Testament 10.
Legatar 11.	Trimetere în posesiune provizorie 5, 6.
Moarte 1 urm.	Uzucruț 4.

## Doctrină

1. Prin persoane cari au asupra averii absentului, drepturi subordonate morții sale, se înțeleg, între altele, și donatorul cu drept de reînțoarcere în caz de deces al absentului donatar. (Marcadé, Art. 123, No. 1; Beudant, I, No. 188; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 407; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 920; Dalloz, Rép., Absence, No. 238).

2. Deasemenea ascendentul donator,

șiși va putea exercita dreptul de reînțoarcere legală. (Marcadé, Art. 123, No. 1; Dalloz, Rép., Absence, No. 240).

3. Deasemenea acel căruia absentul i-a donat un bun pe care trebuia să-l primească la decesul donatorului. (Marcadé, art. 123, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 406; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 920; Dalloz, Rép., Absence, No. 238).

4. Deasemenea nuda proprietar al unui bun, al căruia uzufruct aparținea absentului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 408; Dalloz, Rép., Absence, No. 238).

5. Toți acei cari aveau asupra averii absentului drepturi subordonate morții absentului, vor face cererile lor contra moștenitorilor prezumptivi ai absentului șiși vor putea exercita provizoriu drepturile lor. (Demolombe, II, No. 74; Beudant, I, No. 188; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 920; Dalloz, Rép., Absence, No. 238, 244; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1109; Planiol et Ripert, I, No. 61; Comp.: Marcadé, Art. 123, No. 1; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2467).

6. Cu toate că art. 123 c. civ. fr. (109 c. civ. rom.) arată că acei cari aveau asupra averii absentului, drepturi subordo-

nate morții lui, își vor putea exercita provizoriu aceste drepturi, după ce se vor pune în posesie provizorie asupra averii absentului, moștenitorii săi prezumptivi, aceste persoane își vor putea cere a-și exercita provizoriu drepturile lor după declararea absenței, chiar dacă moștenitorii prezumptivi vor neglija sau vor refuza a cere trimeterea în posesie. (Valette sur Proudhon, I, p. 298; Duranton, I, No. 420; Demolombe, II, No. 75; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 157 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 918; Dalloz, Rép., Absence, No. 247; Suppl., Absence, No. 22; Laurent, II, No. 165; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1109; Planiol ed. 6-a, III, No. 2467; Planiol et Ripert, I, No. 61; Nacu, I, p. 237, 238; Contra: Proudhon, I, p. 297; Marcadé, Art. 123, No. 3).

7. În cazul când moștenitorii prezumptivi neglijează sau refuză trimeterea în posesie provizorie, părțile interesate îi vor pune în întârziere prin somațiune și se vor adresa justiției pentru a-și putea exercita în mod provizoriu drepturile lor, chemând în cauză și pe moștenitorii prezumptivi pentru a se discuta contradictor drepturile lor. (Valette sur Proudhon, I, p. 298; Duranton, I, No. 420; Demolombe, II, No. 75; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 157 bis I, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 404; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 920; Dalloz, Rép., Absence, No. 249; Laurent, II, No. 165; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1109; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2467).

8. După o părere, aceste persoane, ar putea, în cazul arătat mai sus, cere ca să se numească un curator al averii absentului, față de care ei să-și poată valorifica în justiție, drepturile lor. (Demolombe, II, No. 75; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 404; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, p. 920; Dalloz, Rép., Absence, No. 250; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1109).

9. După o altă părere, aceste persoane ar putea să se adreseze direct la tribunalul competent pentru a cere să-și poată exercita provizoriu drepturile lor, fără a fi obligate să pună în întârziere pe moștenitorii prezumptivi sau să-i cheme în judecată. (Huc, I, No. 420, 421; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 405).

10. Ca și la deschiderea unei succesiuni, când se va deschide testamentul unui absent, se vor discuta toate chestiunile privitoare la pretențiunile dintre părțile interesate și la valoarea testamentului. (Demolombe, II, No. 76).

11. În ceea ce privește cautiunea pe care sunt obligați să o dea legatarii, donatarii și toți cei cari aveau asupra bunurilor absentului un drept subordonat decesului său, a se vedea notele asupra acestei chestiuni, sub art. 106.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: Art. 106, nota 1.

**Art. 110.** — Posesiunea provizorie nu va fi considerată decât ca un depozit, care va da celor ce au dobândit-o dreptul de a administra averea absentului, cu îndatorire din parte-le de a da seamă absentului, când s'ar arăta, sau se va proba existența sa. (Civ. 106, 109, 111 urm., 1599 urm. 1853; Civ. Fr. 125).

*Text. fr. Art. 125.* — La possession provisoire ne sera qu'un dépôt, qui donnera à ceux qui l'obtiendront, l'administration des biens de l'absent, et qui les rendra comptables envers lui, en cas qu'il reparaisse ou qu'on ait de ses nouvelles.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de dispoziție 13.  
Acțiune 33, 34.  
Acțiune în petițiune de ereditate 28.  
Administrație 3, 4, 6-9, 13, 14, 22-25, 27, 29, 30, 31.  
Administrator 30.  
Aprecieri suverană 15, 25.  
Arendare, a se vedea cuvântul: „Locațiune”.  
Autorizație 8.  
Capital 17.  
Chitanță 17.  
Creditori 34.  
Datorii 34.  
Debitor 16, 18.  
Depozit 1, 2, 3, 4, 24.

Drept de administrație, a se vedea cuvântul: „Administrație”.  
Drept de folosință, a se vedea cuvântul: „Folosință”.  
Efecte 4 urm.  
Executare 16, 33.  
Folosință 6, 8.  
Fructe 4, 10, 11.  
Gestiune de afaceri 3.  
Greșală 22-25.  
Hotărîre 33.  
Imobile 4, 10-15.  
Împărțea 26, 27.  
Închiriere, a se vedea cuvântul: „Locație”.  
Insolvabilitate 16.  
Intrebuintarea banilor 19.

Locațiune 12-15.  
Mandat 3, 5, 23, 33.  
Moștenitori 26, 27, 32.  
Moștenitori prezumptivi 1 urm.  
Neglijență 16.  
Opozabilitate 9, 13, 17.  
Partaj 26, 27.  
Petiție de ereditate 28.  
Plată 17, 18.  
Posesiune precară 2.  
Posesiune provizorie 1 urm.  
Prescripție 20, 21.  
Raport cu absentul 1 urm.  
Raport cu terțele persoane 31 urm.

Raport între cei trimesi în posesiune provizorie 26 urm.  
Reparații de întreținere 10.  
Reparații mari 11.  
Responsabilitate 16, 22-25.  
Succesiune, a se vedea cuvântul: „Moștenitori”.  
Suverană apreciere 15, 25.  
Terțe persoane 31, 32, 33.  
Trimetere în posesiune provizorie 1 urm.  
Urmărire 16, 33.  
Venituri 4, 10, 11.

### Doctrină

1. În privința raporturilor cu absentul, de și cei trimesi în posesiune provizo-



rie, după dispozițiunile art. 125 c. civ. fr. (110 c. civ. rom.), dețin bunurile absentului ca depozitari, toți expresiunea de depozit nu trebuie luată în înțelesul său riguros juridic. (Demolombe, II, No. 101; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 417; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, text și nota 1, p. 921; Dalloz, Rép., Absence, No. 267, 292; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1123; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2481; Planiol et Ripert, I, No. 61; Nacu, I, p. 236; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 500; Plastara, I, p. 196).

**2.** Scopul legiuitorului când a arătat în art. 125 c. civ. fr. (110 c. civ. rom.) că posesiunea provizorie a bunurilor absentului va fi considerată ca un depozit, a fost ca să arate că această posesiune față de absent, e o simplă posesiune precară. (Demolombe, II, No. 101; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 159; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, text și nota 1, p. 921; Dalloz, Rép., Absence, No. 315; Laurent, II, No. 168; Huc, I, No. 434; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1123; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2481; Planiol et Ripert, I, No. 61; Nacu, I, pag. 236; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 500; Plastara, I, pag. 196).

**3.** Legea nu a prevăzut care sunt puterile de administrație ale celor trimeși în mod provizoriu asupra bunurilor absentului, așa în cât se vor aplica în această privință regulile dela depozit, mandat și gestiune de afaceri. (Demolombe, II, No. 100; Beudant, I, No. 189; Dalloz, Rép., Absence, No. 267, 315; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1122 urm.; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 417; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, p. 921 urm.).

**4.** Posesiunea provizorie a averii absentului, nu este un depozit propriu zis și însăși legea derogă dela regulile depozitului, dând celui trimis în posesiune provizorie alte drepturi decât unui depozitar; așa: el are administrarea bunurilor, cari pot fi și imobiliare, are dreptul la fructe, etc. (Demolombe, II, No. 101; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 417; Dalloz, Rép., Absence, No. 292, 293, 296, 302, 303, 315; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1123; Planiol et Ripert, I, No. 61; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 500).

**5.** Posesiunea provizorie asupra bunurilor absentului, cuprinde și o parte din elementele contractului de mandat. (Demolombe, II, No. 100; Beudant, I, No. 189; Dalloz, Rép., Absence, No. 315; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1139; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 417).

**6.** Trimeterea în posesiune provizorie are de efect a da persoanelor care o obțin, dreptul de administrație și de folosință. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 631; Nacu, I, p. 237; Matei Cantacuzino, p. 311; Plastara, I, p. 196).

**7.** Drepturile celor trimeși în pose-

siune provizorie asupra bunurilor absentului sunt de a administră aceste bunuri; acesta este chiar scopul legiuitorului. (Demolombe, II, No. 103; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 921; Dalloz, Rép., Absence, No. 293; Suppl., Absence, No. 29; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1124; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2482; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 502; Matei Cantacuzino, pag. 311; Plastara, I, pag. 196).

**8.** Cei trimeși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, pot face singuri, fără nici o autorizație, toate actele de administrație și de folosință. (Demolombe, II, No. 103; Dalloz, Rép., Absence, No. 293; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1124; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2482; Alexandresco, ed. 2-a, I, 502).

**9.** Actele făcute de cei trimeși în posesiune provizorie, în calitate de administratori și în limitele fixate de lege, sunt opozabile absentului, dacă se reîntoarce sau celor cari îl reprezintă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 417, 418; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2482; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 504).

**10.** Reparațiunile mari ale imobilelor absentului, cad în sarcina celui trimis în posesiune provizorie când el încasează veniturile sau proporțional cu încasările. (Demolombe, II, No. 104, 127; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 420; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, pag. 934; Dalloz, Rép., Absence, No. 293, 313; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1149).

**11.** Reparațiunile mari ale imobilelor absentului cad în sarcina absentului, de oarece nu sunt o sarcină a veniturilor. (Demolombe, II, No. 104, 127; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 420; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, pag. 934; Dalloz, Rép., Absence, No. 314; Laurent, II, No. 193; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1149; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 507).

**12.** Cei trimeși în posesiune provizorie au dreptul a închiria toate imobilele absentului. (Demolombe, II, No. 105; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 924; Dalloz, Rép., Absence, No. 295; Suppl., Absence, No. 29; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1126).

**13.** La închirierea imobilelor absentului, după o părere, cei trimeși în posesiune, vor trebui să se conformeze în privința termenului locațiunii, regulilor prevăzute de art. 1429, și 1430 cod. civ. fr. (1268 și 1269 cod. civ. rom.) cari se aplică și în această materie, de oarece închirierea pe un termen mai lung decât cel arătat în aceste articole este considerată ca un act ce depășește dreptul de administrație și nu sunt obligatorii pentru absent. (Duranton, I, No. 490; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 163 bis, V; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 421; Dalloz, Rép., Absence, No. 295; Suppl.,

Absence, No. 29; Laurent, II, No. 176; Huc, I, No. 434; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1126; Planiol, ed. 6-a III, No. 2482; Nacu, I, pag. 237; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 502).

**14.** După o altă părere însă, cei trimiși în posesiune provizorie, având un drept absolut de administrație, pot încheia contracte de locație și pe un termen mai lung de oarece nici un text de lege nu face aplicațiunea în această materie a dispozițiilor art. 1429 și 140 cod. civ. fr. (1268 și 1269 cod. civ. rom.). (Daloz, Rép., Absence, No. 295; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, § 153, pag. 924).

**15.** După o a treia părere, rămâne ca tribunalele să aprecieze dacă închirierea pe un termen mai lung a fost justificată de motive legitime. (Proudhon, de l'usufruit, I, No. 52; Demolombe, II, No. 105).

**16.** Cei trimiși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului trebuie să urmărească pe debitorii absentului, sub pedeapsa ca în caz de neglijență, să fie făcuți răspunzători de insolabilitatea debitorilor. (Demolombe, II, No. 106; Plastara, I, pag. 197).

**17.** Cei trimiși în posesiune provizorie, pot primi orice capitaluri s'ar cuveni absentului și să dea chitanțe valabile de descărcare. (Demolombe, II, No. 106; Daloz, Rép., Absence, No. 294; Laurent, II, No. 175; Huc, I, No. 434; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1127; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 502).

**18.** Dacă cei trimiși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, sunt debitori cu datorii exigibile către absent, sunt obligați a depune suma datorită pe comptul absentului. (Demolombe, II, No. 107; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1127).

**19.** Cei trimiși în posesie provizorie, sunt obligați să întrebuițeze sumele încasate pentru absent. (Demolombe, II, No. 109; Daloz, Rép., Absence, No. 316; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1128; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 502).

**20.** Cei trimiși în posesiune provizorie asupra bunului absentului, nu vor putea prescrie contra absentului. (Demolombe, II, No. 117; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 430; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, text și nota 1, pag. 921; Daloz, Rép., Absence, No. 318; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2481; Alexandresco, ed. 2-a I, pag. 500; Plastara, I, pag. 196).

**21.** Prescripția nu curge în folosul absentului ori în contra celui trimis în posesiune asupra averii sale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 430).

**22.** Cei trimiși în posesiune, asupra bunurilor absentului sunt răspunzători de greșelile ce ar comite în administrația acestor bunuri. (Demolombe, II, No. 102; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag.

921; Daloz Rép., Absence, No. 316; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1139).

**23.** În cece privește greșala, după părerea dominantă, se aplică aci regulile dela mandat și cei trimiși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, trebuie să administreze aceste bunuri ca un bun părinte de familie, fiind răspunzători de greșelile grele și de cele ușoare. (Duranton, I, No. 489 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 921; Daloz, Rép., Absence, No. 316 urm.; Laurent, II, No. 168, 175 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1139; Alexandresco, ed. 2-a I, pag. 502).

**24.** După o altă părere însă, se vor aplica aci regulile de la depozit și cei trimiși în posesie provizorie, vor trebui să aducă în administrarea bunurilor absentului, aceeași grijă ca și la administrarea bunurilor lor proprii. (Demolombe, II, No. 102; Comp.: Matei Cantacuzino, pag. 311).

**25.** În orice caz, tribunalele vor aprecia responsabilitatea celor trimiși în posesie provizorie asupra bunurilor absentului, în cece privește administrațiunea lor, după împrejurările cauzei. (Demolombe, II, No. 102; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, nota 5, pag. 921; Daloz, Rép., Absence, No. 316; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1138).

**26.** În cece privește efectele trimeterei în posesie provizorie, în raporturile respective dintre cei trimiși în posesie, după o părere trebuie considerati ca niște adevărați moștenitori și deci moștenitorii prezumptivi ar putea să facă o împărțeală provizorie a patrimoniului absentului potrivit regulilor partajului de moșteniri. (Duranton, I, No. 503; Demolombe, II, No. 128 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 169 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, text și nota 18, pag. 927; Daloz, Rép., Absence, No. 321 urm.; Suppl., Absence, No. 35; Comp.: Planiol, ed. 6-a, III, No. 2477, 2479, 2480; Nacu, I, pag. 238; Alexandresco, ed. II-a, I, pag. 507).

**27.** După o altă părere, cei trimiși în posesie provizorie nefiind decât niște administratori ai averii absentului nu pot fi priviți ca niște comoștenitori în raporturile lor respective, putând însă împărți între ei administrația averii absentului. (Laurent, II, No. 128, 195, 196, 226; Huc, I, No. 437; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1151 urm.; Nacu, I, pag. 238).

**28.** Un moștenitor prezumptiv care a stat în inacțiune poate cere și obține înlăturarea celui trimis în posesie provizorie asupra bunurilor absentului, și trimeterea sa în posesiune provizorie dacă dovedește că este moștenitor prezumptiv mai apropiat cu drepturi care le exclud pe ale celui trimis în posesie.



siune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, pag. 919, 920; Dalloz, Rép., Absence, No. 324).

**29.** Când numai unui dintre moștenitorii prezumptivi au cerut și obținut trimeterea în posesiune provizorie asupra averii absentului, ceilalți moștenitori prezumptivi ce au stat în inactivitate, pot să-i cheme în judecată pentru a fi și ei admiși la administrarea averii absentului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, pag. 919, 920; Dalloz, Rép., Absence, No. 324).

**30.** În cazul când cei trimeși în posesie provizorie nu se înțeleg în privința administrației patrimoniului absentului, tribunalul poate numi un administrator general care să gereze averea absentului în numele lor. (Dalloz, Rép., Absence, No. 75).

**31.** În ceea ce privește efectele trimeterei în posesie provizorie a moștenitorilor prezumptivi asupra averii absentului în raporturile celor trimeși în posesie cu terțile persoane, după o părere, acești moștenitori trebuie considerați ca simpli administratori. (Laurent, II, No. 124 urm., 195, 197; Huc, I, No. 438; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1159; Nacu, I, pag. 237, 238).

**32.** După o altă părere, cei trimeși în posesie, în raporturile cu terții trebuie considerați că au cules în mod provizoriu moștenirea absentului, deci ca fiind moștenitori. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 928; Dalloz, Rép., Absence, No. 334; Suppl. Absence, No. 38; Comp.: Demolombe, II, No. 135; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 417, 418; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2478; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 508).

**33.** După trimeterea în posesie provizorie, toate acțiunile terților care prind că au vre-un drept în contra absentului, vor fi îndreptate în contra celor trimeși în posesiune cari sunt mandatarii absentului; hotărârile se vor pronunța de asemenea în contra lor și tot în contra lor se va face executarea acestor hotărâri. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 426).

**34.** Când sunt mai mulți trimeși în posesiune, fiecare dintre ei nu poate fi acționat de către creditorii decât proporțional cu partea sa activă ce a primit-o, de oarece bunurile și datorii absentului se împart între ei și numai în limita aceasta ei reprezintă pe absent. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 427).

**Art. 111.** — Cei ce vor fi dobândit punerea în posesiune provizorie <sup>1)</sup> vor fi datori a stăruii pentru facerea inventarului averii mișcătoare și a înscrisurilor absentului în ființa procurorului tribunalului de prima instanță.

Tribunalul va ordonă, în caz de trebuință, vânzarea averii întregi mișcătoare sau a unei părți dintr'înșa. În caz de vânzare, atât prețul ei cât și veniturile se vor capitaliza în bani sau în pământ.

Cei ce vor fi dobândit punerea în posesiune provizorie, vor putea, pentru propria lor siguranță, cere dela tribunal orânduirea unui expert care să revizuiască averea nemișcătoare și să descrie starea ei printr'un proces-verbal, care se va aproba de tribunal în prezența procurorului <sup>2)</sup>; cheltuelile acestei lucrări vor fi în sarcina averii absentului. (Civ. 100, 106, 110, 1432; Pr. civ. 211 urm., 668 urm., 674 urm.; Civ. Fr. 126).

*Text. fr. Art. 126.* — Ceux qui auront obtenu l'envoi provisoire, ou l'époux qui aura opté pour la continuation de la communauté, devront faire procéder à l'inventaire du mobilier et des titres de l'absent, en présence du procureur du Roi près le tribunal de première instance, ou d'un juge de paix requis par ledit procureur du Roi.

<sup>1)</sup> Art. 126 c. civ. francez, corespunzător, adaugă imediat: „ou l'époux qui aura opté pour la continuation de la communauté”, aceasta în legătură cu suprimarea de către legiuitorul român a art. 124 francez, relativ la *comunitatea legală* care n'a fost admisă de redactorii codului nostru civil.

<sup>2)</sup> Prin art. 4 al Legii din 29 Octomvrie 1877, asupra atribuțiilor ministerului public, se desființează asistența procurorului în asemenea operațiuni, concluziunile sale ne mai fiind necesare. A se vedea și art. 81 din noua procedură civilă.

Le tribunal ordonnera, s'il y a lieu, de vendre tout ou partie du mobilier. Dans le cas de vente, il sera fait emploi du prix, ainsi que des fruits échus.

Ceux qui auront obtenu l'envoi provisoire, pourront requérir, pour leur sûreté qu'il soit procédé, par un expert nommé par le tribunal, à la visite des immeubles, à l'effet d'en constater l'état. Son rapport sera homologué en présence du procureur du Roi; les frais en seront pris sur les biens de l'absent.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acte 1.	Licitație publică 5.
Aprecieri suverană 4, 6, 10.	Locațiune 13, 14.
Aprobare 12.	Mandat 9.
Arendare 13, 14.	Ministerul Public 12.
Bani 7, 8, 9, 10.	Mobile 1-10.
Bunuri imobile 11-14.	Parchet 12.
Bunuri mobile 1-10.	Plată 7.
Cheltueli 2.	Poseșiune proviz. 1 urm.
Dovadă 3, 13 bis, 14.	Prezumțiune 13.
Expertiză 11-14.	Probe 3, 14.
Imobile 11-14.	Proces-verbal 11.
Inchiriere 13, 14.	Procuror 12.
Inscrisuri 1.	Revizuirea averei nemis- cătoare 11-14.
Instrăinare 4-10.	Termin 9, 10.
Interes 2, 3, 4, 11.	Trimiterea în posesiune provizorie 1 urm.
Intrebuințarea banilor 7-10.	Vânzare 4-10.
Inventar 1, 2, 3, 11.	

Doctrină.

1. Cei cari vor fi dobândit punerea în posesiune provizorie vor fi datorii să stăruiască pentru facerea inventarului averii mișcătoare și a înscrisurilor absentului. (Demolombe, II. No. 75; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 413; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 922; Dalloz, Rép., Absence, No. 142, 280; Baudry et Houques-Fourcade, I. No. 1116; Planiol, ed. 6-a, III. No. 2471; Nacu, I, pag. 236; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 501; Matei Cantacuzino, pag. 3.1; Plastara, I, p. 196).

2. Cheltuelile făcute cu facerea inventarului averii mișcătoare, vor fi suportate de averea absentului de oarece acest inventar este făcut în interesul absentului. (Duranton, I. No. 476; Demolombe, II. No. 99; Mourlon, ed. 7-a I. No. 416; Dalloz, Rép., Absence, No. 282; Laurent, II, No. 174; Huc, I. No. 421, 423; Baudry et Houques-Fourcade, I. No. 1120).

3. În cazul când nu s'ar face inventarul averii mobile înainte de folosința efectivă a celor trimiși în posesie provizorie de aceste bunuri, ele vor putea fi dovedite de cei interesați prin orice mijloc de probă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 922, 923; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1116).

4. Tribunalul va aprecia, după interesele absentului, după împrejurări, natura mobilelor și calitatea celor trimiși în posesiune, care dintre bunurile mișcătoare ale absentului trebuiesc vândute și care dintre ele trebuiesc păstrate în natură. (Demolombe, II. No. 95; Demante et Colmet de Santerre, ed. 7-a, I, No.

160 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 413; Dalloz, Rép., Absence, No. 296; Laurent, II, No. 177; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1117; Planiol, ed. 6-a, III. No. 2472; Nacu, I, pag. 236, 237; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 501; Matei Cantacuzino, pag. 3.1; Plastara, I, pag. 196).

5. Vânzarea averii mobiliare a absentului, după o părere trebuiesc făcută în formele prescrite pentru vânzarea bunurilor mobile aparținând minorilor. (Delvincourt, I, pag. 274 nota 10).

6. După o altă părere însă, se spune că de oarece textul nu prevede nimic, vânzarea bunurilor mobile ale absentului, va putea fi făcută, după cum va aprecia tribunalul care va putea fixa forma în care să fie făcută luându-se în considerație importanța și natura averii mobile și calitatea celor trimiși în posesie provizorie. (Toullier, I, No. 427; Duranton, I, No. 478; Demolombe, II, No. 96; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 160 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 414; Dalloz, Rép., Absence, No. 299; Huc, I, No. 432; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1117; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2472; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 501, nota 2).

7. Cu toate că legea nu o spune, însă, banii cari s'ar găsi că aparțin absentului, sau care s'ar încasa ulterior în compusul său, în afară de cei rezultați din vânzarea bunurilor sale mobile, se vor întrebuința ca și ceilalți rezultați din vânzare. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 160 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a I, § 153, p. 923; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 32; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1118).

8. Modul întrebuințării banilor rezultați din vânzarea lucrurilor mișcătoare ale absentului rămâne la aprecierea celui trimis în posesiune provizorie. (Demolombe, II, No. 97; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 923; Dalloz, Rép., Absence, No. 301; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1118; Comp.: Planiol, ed. 6-a, No. 2473; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 501).

9. Termenul în care cel trimis în posesiune provizorie, trebuiesc să facă întrebuințarea banilor nefiind fixat de lege, după o părere, în această privință, trebuiesc să ne conducem de regulile dela mandat. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 160 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 923; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 32; Laurent, II, No. 180; Huc, I, No.



433; Baudry et Houques-Fourcade, I. No. 1118).

10. După o altă părere însă, de oarece legea păstrează tăcere în această privință, tribunalul va fixa termene și modul de întrebuintare a banilor rezultați din vânzarea lucrurilor mișcătoare ale absentului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 415; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1118; Comp.: Planiol, ed. 6-a, III, No. 2473).

11. Revizuirea averii nemișcătoare a absentului și descrierea stărei sale într-un proces verbal se face în interesul celor trimiși în posesiune provizorie, așa încât este la facultatea lor dacă s'o ceară sau nu. (Demolombe, II, No. 98; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 416; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 922; Dalloz, Rép., Absence, No. 281; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1119; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2474; Nacu, I, pag. 236; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 501; Matei Cantacuzino, pag. 311).

12. Raportul expertului de revizuirea averii nemișcătoare a absentului trebuie este aprobat de către tribunal, după concluziile procurorului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 416; Nacu, I, pag. 236).

13. În cazul când cei trimiși în posesiune provizorie, nu au cerut revizuirea averii nemișcătoare a absentului după

o părere, se vor aplica dispozițiile art. 1731 cod. civ. fr. (1432 cod. civ. rom.) dela materia locațiunii, fiind considerați că au primit bunurile imobile în bună stare. (Toullier, I, No. 430; Duranton, I, No. 474; Demolombe, II, No. 98; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 160; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 416; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 922; Dalloz, Rép., Absence, No. 281; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 501).

13 bis. Ei însă vor putea dovedi starea în care au primit averea imobiliară. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 416; Dalloz, Rép., Absence, No. 281).

14. După o altă părere, de oarece legea nu prevede nimic, nu se pot aplica regulile dela locațiune, căci cei trimiși în posesiune trebuie să ia bunurile imobile în starea în care se găesc, iar nu ca la locație unde locatarul trebuie să ia imobilul în bună stare pentru a se putea folosi de el, așa încât dacă nu s'a făcut revizuirea bunurilor imobile ale absentului, starea lor se va dovedi conform dreptului comun. (Laurent, II, No. 173; Huc, I, No. 433; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1119; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2474; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 501, 502, nota 4).

**Art. 112.** — Cei cari, în puterea punerii lor în posesiune provizorie sau a administrațiunii legale, se vor fi folosit de averea absentului, nu vor fi datori a întoarce absentului decât a cincea parte din venit, dacă existența lui va fi dovedită înainte de 15 ani deplini din ziua când el a dispărut, și a zecea parte când existența lui se va dovedi după 15 ani deplini.

Veniturile vor fi în întregime ale moștenitorilor presumpțivi, când au trecut 30 ani deplini dela ziua declarațiunii absenței, sau 100 ani dela ziua nașterii absentului<sup>1)</sup>. (Civ. 101 urm., 106, 114, 115, 123, 545, 548, urm., 552, 553; L. p. constat. morții celor dispăruți în război (Mon. Of. 204/923) Art. 10; Civ. Fr. 127).

*Text. fr. Art. 127.* — Ceux qui, par suite de l'envoi provisoire, ou de l'administration légale, auront joui des biens de l'absent, ne seront tenus de lui rendre que le cinquième des revenus, s'il reparait avant quinze ans révolus depuis le jour de sa disparition et le dixième, s'il ne reparait qu'après les quinze ans.

Après trente ans d'absence, la totalité des revenus leur appartiendra.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Administrație 3, 9.  
Administrator 3.  
Analogie 7.  
Buna credință 4.  
Calcularea venitului 9.

Capital 8.  
Cheltuieli 9, 12.  
Condițional drept 2.  
Contribuțiuni 9.  
Declarație de absență 1.

Disparație 1.  
Donațiune 2.  
Drept condițional 2.  
Fructe 1 urm.  
Gestiune 3.  
Identitate 7.  
Impozite 9.  
Incasarea venit. 11, 13.

Interpretare 7.  
Legatari 2.  
Moștenitori presumpțivi 2, 4, 5, 6.  
Naștere 1.  
Perioadele absenței 1.  
Posesiune provizorie 2.  
4-8, 11, 12, 13.

1) În art. 127 francez, corespunzător, lipsesc cuvintele: „sau 100 ani dela ziua nașterii absentului” cuvinte, pe care, de altfel, le găsim și în textul art. 114 român.

Raport cu absentul 5.  
Raport între cei trimeși  
în posesiune 6.  
Reîntoarcere 6.  
Reparații mari 10.  
Restituire de venituri 1  
urm.  
Termin de 15 ani 1.

Termin după 15 ani 1.  
Termin de 30 ani 1.  
Termin de 100 ani 1.  
Trimitere în posesiune  
provizorie 2, 4-8, 11, 12,  
13.  
Venituri 1 urm.

### Doctrină.

1. Art. 127 cod civ. fr. (112 cod. civ. rom.) fixează trei perioade: I) Dacă absentul se reîntoarce înainte de 15 ani deplini din ziua când a dispărut, cei trimeși în posesie provizorie vor fi datori a-i restitui a cincea parte din venituri; II) Dacă absentul se va reîntoarce după 15 ani deplini, cei trimeși în posesiune vor fi datori a-i restitui a zecea parte din venituri și III) După trecerea de treizeci ani dela declararea de absentă sau dacă va trece 100 ani dela nașterea sa, cei trimeși în posesiune provizorie nu vor mai fi obligați a da nici o parte din venituri. (Demolombe, II, No. 124; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 432; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154 pag. 934; Dalloz, Rép., Absence, No. 303, 308, 310; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1143 urm.; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2489, 2490; Nacu, I, pag. 240, 241; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 505, 506; Matei Cantacuzino, pag. 311).

2. De dispozițiile art. 127 cod. civ. fr. (112 cod. civ. rom.) se vor folosi atât moștenitorii prezumptivi (cari au fost trimeși în posesiune provizorie cât și cei a căror drepturi erau subordonate decesului absentului, deci și donatarii, legatarii, etc. (Demolombe, II, No. 123; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, p. 923; Dalloz, Rép., Absence, No. 303).

3. Administratorul numit de justiție pentru a gera bunurile absentului, nu poate beneficia de dispozițiile art. 127 cod. civ. fr. (112 cod. civ. rom.) (Duranton, I, No. 496; Demolombe, II, No. 123; Dalloz, Rép., Absence, No. 304; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1069).

4. În cazul când, în afară de aplicațiunea dispozițiilor art. 127 cod. civ. fr. (112 cod. civ. rom.), un alt moștenitor care ar fi avut dreptul, fie asupra totalității folosinței bunurilor absentului, fie numai a unei părți din ea, nu a cerut și el trimiterea în posesie și o face mai târziu, după o părere, în privința restituirei veniturilor se va face aplicațiunea dreptului comun, după cum cel trimes întâi în posesiune a fost sau nu de bună credință. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, text și nota 32, pag. 931; Dalloz, Rép., Absence, No. 329, 330; Suppl., Absence, No. 36).

5. După o a doua părere, dispozițiile art. 127 c. civ. fr. (112 c. civil român) își găsesc aplicațiunea numai în privința restituirei de venituri ce au loc în-

tre cei trimeși în posesie și absent, așa în ceea ce privește moștenitorul prezumptiv care nu a fost la timp diligent el are dreptul la restituirea tuturor fructelor sau a unei părți din ele după cum îl înfățișă cu totul pe cel trimes anterior în posesiune provizorie sau vine cu el în concurență la folosința averii absentului. (Loché, II, art. 127, pag. 467; Toullier, I, No. 433; Dalloz, Rép., Absence, No. 326, 327).

6. După o a treia părere, dispozițiile art. 127 cod. civ. fr. (112 cod. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea în privința restituirei veniturilor, nu numai în raporturile celor trimeși în posesiune provizorie și absent ci și în raporturile dintre cei trimeși în posesiune și un comostenitor prezumptiv sau un moștenitor care i-ar înlăura dela folosința averii absentului, și în acest caz cei din urmă vor trebui să restituie acestora din urmă porțiunea din veniturile ce ar fi fost obligați a restitui absentului dacă s'ar fi reîntors. (Merlin, Rép., Absent, art. 127; Delvincourt, I, pag. 276; Rolland de Villargues, Absence, No. 141; Duranton, I, No. 497; Demolombe, II, No. 187, 188; Dalloz, Rép., Absence, No. 328; Suppl., Absence, No. 36; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1142, 1255; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 503).

7. Trebuiește asimilat cu cazul reîntoarcerii absentului, orice alt caz când cei trimeși în posesiune provizorie vor fi datori a restitui bunurile asupra cărora au fost trimeși în posesiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154 pag. 933; Dalloz, Rép., Absence, No. 307; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1142, 1172, 1174; Nacu, I, pag. 240).

8. Veniturile cărora li se face aplicațiunea dispozițiilor art. 127 cod. civ. fr. (112 cod. civ. rom.) sunt numai cele cu începere dela data punerii în posesiune provizorie; cele încasate anterior acestei date sunt considerate ca un capital. (Duranton, I, No. 496; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 432; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, text și nota 1 bis, p. 933; Dalloz, Rép., Absence, No. 310; Laurent, II, No. 192; Huc, I, No. 440; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1148; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2490; Nacu, I, pag. 237).

9. Pentru a se calcula veniturile se vor deduce întâi cheltuielile de administrație, impozite, etc. (Duranton, I, No. 475; Demolombe, II, No. 127; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 435; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, pag. 934; Dalloz, Rép., Absence, No. 313; Laurent, II, No. 193; Huc, I, No. 440; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1149; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2490; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 504, 505, 506).

10. Reparațiunile mari sunt în sarcina absentului. (Demolombe, II, No. 104, 127;



Mourlon, ed. 7-a, I, No. 420; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, pag. 934; Dalloz, Rép., Absence, No. 314; Laurent, II No. 193; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1149; Alexandresco, ed. 2-a I, pag. 507).

**11.** Cei trimeși în posesiune provizorie asupra averii absentului, nu pot conserva decât porțiunea din venituri pe care le-au încasat efectiv, de oarece art. 127 cod. civ. fr. (112 cod. civ. rom.) vorbește de restituire ceea ce înseamnă că trebuie să fie o încasare a veniturilor în mod efectiv, de unde se deduce că veniturile fie naturale fie civile, neincasate încă aparțin absentului sau adevăraților săi moștenitori în cazul când s'ar prezenta situațiunea prevăzută de acest articol. (Toullier, I, No. 450; De-

molombe, II, No. 121, 122; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 161 bis, I; Mourlon, ed. 7-a I, No. 435; Dalloz, Rép., Absence, No. 312; Huc, I, No. 440; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1150).

**12.** Cheltuielile făcute pentru dobândirea acestor fructe, vor fi însă restituite. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 435; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1150).

**13.** După o altă părere însă, chiar pentru veniturile neincasate, se va face proporția prevăzută de art. 127 cod. civ. fr. (112 cod. civ. rom.) și se vor atribui celor trimeși în posesia provizorie partea lor, restul luându-l absentul și adevărații moștenitori. (Duranton, I, No. 498, 507; Dalloz, Rép., Absence, No. 312.)

**Art. 113.** — Cei care se folosesc de averea absentului numai în virtutea punerii în posesiune provizorie, nu vor putea înstrăina nici ipotecă averea lui cea nemișcătoare. (Civ. 110, 117, 401, 427, 1004, 1171, 1268, 1769, 1771; Civ. Fr. 128).

*Text. fr. Art. 128.* — Tous ceux qui ne jouiront qu'en vertu de l'envoi provisoire, ne pourront aliéner ni hypothéquer les immeubles de l'absent.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acceptarea succesiunii 12.  
Administrație 5, 6, 8, 16, 20.  
Anulare 14-18.  
Apreciere suverană 2, 5, 8.  
Autorizația justiției 2-9, 12, 14-19.  
Avantaj 2, 5.  
Buna credință 19.  
Bunuri imobile, „a se vedea cuvântul: „Imobile”.  
Bunuri mobile: „a se vedea cuvântul: „Mobile”.  
Calitate 24, 25, 26.  
Cheltuieli de conservare 9.  
Datorii 9.  
Dispariție 13.  
Dobânzi 9.  
Dol 17.  
Drept de administrație, a se vedea cuvântul: „Administrație”.  
Existență 17.  
Fraudă 17.  
Garanție 15, 16.  
Imobile 1, 8-11, 14-27.  
Instrăinare 1-7, 12, 14-19.  
Ipotecă 8-11, 14, 15, 16.  
Ipotecă legală 10.  
Mobile 4-7.

Moștenitor 26.  
Necesitate 2, 8.  
Nulitate 14-18.  
Opozabilitate 6.  
Pata datorțiilor 9, 11.  
Posesiune proviz. 1 urm.  
Prescripție 6, 19-27.  
Primirea ultimelor știri 13.  
Proprietate 10.  
Radierea ipotecei 11.  
Rea credință 19.  
Reîntoarcerea absentului 27.  
Renunțare la succesiune 13.  
Reparații 9.  
Stingerea datoriei, a se vedea cuvântul: „Plată”.  
Știri 13.  
Succesiune 12, 13.  
Suspendarea prescripției 23-26.  
Suverană apreciere 2, 5, 8.  
Terțe persoane 17, 18, 19, 23, 24, 26, 27.  
Trimetere în posesiune provizorie 1 urm.  
Utilitate 2, 5.  
Vești 13.  
Vânzare, a se vedea cuvântul: „Instrăinare”.

2-a, I, pag. 503; Matei Cantacuzino, pag. 311; Plastara, I, pag. 197).

**2.** În caz de necesitate sau de avantaj pentru absent, tribunalele apreciază și pot autoriza instrăinarea imobilelor absentului. (Duranton, I, No. 484; Demolombe, II, No. 111; Mourlon, ed. 7-a, I, I, No. 418, 422; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 925; Dalloz, Rép., Absence, No. 286; Suppl., Absence, No. 27; Laurent, II, No. 181; Huc, I, No. 436; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1140; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2483; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 503).

**3.** Cel trimis în posesiune provizorie poate să instrăineze dreptul său asupra imobilelor absentului, fără autorizația justiției. (Demolombe, II, No. 137; Marcadé, art. 128, No. 2, 3; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 28; Contra: Laurent, II, No. 183 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, 499, nota 2).

**4.** În ceea ce privește bunurile mobile corporale sau incorporale, după o părere, se admite că deoarece art. 128 cod. civ. fr. (113 cod. civ. rom.) nu oprește decât instrăinarea bunurilor mobiliare, cei trimeși în posesie provizorie pot să instrăineze bunurile mobile corporale sau incorporale, fără nici o autorizație. (Merlin, Rép., Absent, art. 126; Demante et Colmet de Santerre, ed. 7-a, I, No. 162 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, nota 5, pag. 922, texte și notele 7, 8, 9, pag. 923; Dalloz, Rép., Absence, No. 297, 298; Suppl., Absence, No. 30;

#### Doctrină.

**1.** Cei trimeși în posesiune provizorie asupra averii absentului, nu pot instrăina sub nici o formă, imobilele absentului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 417, 418, 422; Dalloz, Rép., Absence, No. 283; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1133; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2483; Nacu, I, pag. 237, 239; Alexandresco, ed.

Huc, I, No. 435; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 425; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2483).

**5.** După o altă părere însă, deoarece cei trimiși în posesiune provizorie, nu au decât un drept de administrație asupra averii absentului, ei nu vor putea înstrăina în timpul administrației lor bunurile mobile corporale sau incorporeale ale absentului decât cu autorizația tribunalului care urmează să aprecieze utilitatea acestei înstrăinări. (Duranton, I, No. 485; Demolombe, II, No. 112, 113; Dalloz, Rép., Absence, No. 296; Suppl., Absence, No. 30; Laurent, II, No. 178, 179; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1134; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 504; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 425).

**6.** În sistemul celor cari admit că cei trimiși în posesiune provizorie asupra averii absentului, nu pot înstrăina bunurile mișcătoare ale absentului, fără autorizația tribunalului, dacă totuși ei le înstrăinează, această înstrăinare va fi opozabilă absentului, dacă dobânditorii vor putea invoca în favoarea lor dispozițiile art. 2279 cod. civ. fr. (1909 cod. civ. rom.). (Demolombe, II, No. 112; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 425; Dalloz, Rép., Absence, No. 296; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1134).

**7.** Cu toate acestea înstrăinarea unor lucruri mobile de mică importanță, putând fi considerată ca un act de administrație, poate fi făcută de către cei trimiși în posesie, fără autorizația justiției. (Demolombe, II, No. 112; Dalloz, Rép., Absence, No. 296; Baudry et Houques-Fourcade, I, 1134).

**8.** Cei trimiși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, pot constitui o ipotecă convențională asupra imobilelor absentului, însă numai cu autorizația tribunalului care urmează să aprecieze necesitatea sau utilitatea evidentă pentru absent. (Demolombe, II, No. 111; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 418, 422, 424; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 925; Dalloz, Rép., Absence, No. 285; Suppl., Absence, No. 27; Laurent, II, No. 181; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2483; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 503).

**9.** Tribunalul poate autoriza ipotecarea imobilelor absentului pentru a se putea plăti o datorie a cărei dobânzi sunt oneroase pentru absent sau pentru a face cheltuielile necesare conservării averii absentului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 422; Dalloz, Rép., Absence, No. 285; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1140; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2483; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 503).

**10.** Ipotecile legale sau judiciare cari grevează bunurile mobile ale celui trimis în posesie, se întind și asupra bunurilor absentului posedate de către el, și rămân valabile, dacă el rămâne proprietarul lor definitiv. (Demolombe, II, No. 138; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a,

I, No. 162 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 930; Dalloz, Rép., Absence, No. 361; Suppl., Absence, No. 43; Contra: Laurent, II, No. 192).

**11.** Cei trimiși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului nu pot consimți la radierea unei ipoteci înscrisă asupra imobilelor absentului decât în caz de stingerea datoriei. (Dalloz Rép., Privilèges et hypothèques, No. 2684).

**12.** Cei trimiși în posesiune provizorie asupra averii absentului, nu vor putea accepta o succesiune în numele absentului, fără autorizația tribunalului, deoarece ar putea constitui o înstrăinare indirectă a bunurilor absentului, ceea ce nu o pot face singuri. (Demolombe, II, No. 115; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 163 bis, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, texte și nota 17, pag. 925; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 31; Huc, I, No. 436; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1137, 1140; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 504; Plastara, I, pag. 197).

**13.** Cei trimiși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, nu vor putea, fără autorizația tribunalului, să renunțe la o succesiune deschisă în favoarea absentului, înaintea dispariției sale sau ultimelor știri primite dela el. (Demolombe, II, No. 115; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 163 bis, V; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 924; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 31; Huc, I, No. 436; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1137, 1140; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 504; Plastara, I, pag. 197).

**14.** Nulitatea înstrăinărilor sau ipotecilor consimțite de către cei trimiși în posesiune provizorie, fără autorizația justiției, poate fi cerută de către absent la reînțoararea sa sau de către cei ce dețin drepturile dela el. (Loché, Législation civile, art. 128; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 925; Dalloz, Rép., Absence, No. 287; Suppl., Absence, No. 27; Nacu, I, pag. 239; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 417, 418, 422).

**15.** Cei trimiși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului și cari au înstrăinat sau ipotecat, bunurile imobile ale absentului, fără autorizația tribunalului, nu pot cere nulitatea acestor acte de oarece sunt datori a garanta actele lor. (Loché, Législation civile, Art. 128; Duranton, I, No. 486; Demolombe, II, No. 137; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 930; Dalloz, Rép., Absence, No. 287, 288; Suppl., Absence, No. 27; Nacu, I, pag. 239; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 417, 418, 423).

**16.** După o altă părere, ei lucrând în numele absentului și ca administratori ai averii sale, nu pot fi ținuți de garanție și pot cere nulitatea înstrăinării sau ipotecării bunurilor imobiliare ale absentului, făcute fără autorizația tribunalului. (Laurent, II, No. 182; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1164).



17. In cecace privește terțul câștigător al unui imobil al absentului, înstrăinat fără autorizația tribunalului, în afară de cazul când s'a întrebuințat dol, nu poate cere nulitatea înstrăinării de oarece nu poate dovedi existența absentului, pentru a opune vânzarea lucrului altuia. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 423; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, text și nota 30, pag. 930; Dalloz, Rép., Absence, No. 358; Suppl., Absence, No. 42; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1165).

18. După o altă părere însă, când terțul cumpărător a cunoscut calitatea vânzătorului, nu poate cere nulitatea înstrăinării, unui imobil al absentului, făcută fără autorizația tribunalului, însă poate face acest lucru când nu a cunoscut-o. (Demolombe, II, No. 137; Dalloz, Rép., Absence, No. 358; Suppl., Absence, No. 42; Laurent, II, No. 182; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 423).

19. Terțul cumpărător poate dobândi prin prescripție de 10—20 ani și 30 ani, bunul dobândit fără autorizația tribunalului după cum a fost de bună sau de rea credință. (Valette sur Proudhon, I, pag. 346; Demolombe, II, No. 137; Dalloz, Rép., Absence, No. 358).

20. Cei trimeși în posesie provizorie asupra bunurilor absentului, nu pot dobândi prin prescripție bunurile absentului pe cari le administrează. (Toullier, I, No. 429; Demolombe, II, No. 117; Mourlon, ed. 7-a I, No. 430; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, text și nota 1, p. 921; Dalloz, Rép., Absence, No. 318; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1123).

21. Prescripția nu curge în profitul absentului în contra celui trimis în posesiune provizorie asupra bunurilor sale. (Duranton, I, No. 494; Demolombe, II, No. 118; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 430; Dalloz, Rép., Absence, No. 320)

22. Dacă însă prescripția a fost împlinită în momentul trimeterei în posesie provizorie, ea își produce efectele sale, fie în contra, fie în profitul absentului. (Demolombe, II, No. 119; Dalloz, Rép., Absence, No. 320).

23. Absența nu suspendă cursul prescripției drepturilor absentului în favoarea terților. (Demolombe, II, No. 139; Mo-

urlon, ed. 7-a, I, No. 431; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, texte și notele 27, 28, pag. 929; Dalloz, Rép., Absence, No. 352; Suppl., Absence, No. 41; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1166; Planiol et Ripert, I, No. 62).

24. Prescripțiunea terților contra bunurilor absentului, până în momentul trimeterei în posesiune provizorie a moștenitorilor prezumptivi se regulează după calitatea absentului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 431; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, pag. 929; Dalloz, Rép., Absence, No. 354).

25. După trimeterea în posesiune provizorie, după o părere, prescripția va trebui să se reguleze în privința suspendării sale tot după calitatea absentului deoarece acesta este adevăratul adversar al terților. (Duranton, I, No. 495; Dalloz, Rép., Absence, No. 353; Suppl., Absence, No. 41; Laurent, II, No. 189; Huc, I, No. 438; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1166; Planiol et Ripert, I, No. 62).

26. După o altă părere, de oarece cel trimis în posesiune provizorie, este considerat față de terți ca un moștenitor cu începere dela trimeterea în posesiune provizorie, prescripția operează în contra sa, așa, încât ea se regulează, în privința suspendării sale, după calitatea sa iar nu cea a absentului. (Merlin, Rép., Absent, art. 134, No. 2; Valette sur Proudhon, I, pag. 289; Demolombe, II, No. 139; Marcadé, art. 134, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 431; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, text și nota 28, pag. 929; Dalloz Rép., Absence, No. 353; Suppl., Absence, No. 41; Nacu, I, pag. 239, 240).

27. Dacă însă absentul s'ar reîntoarce, calcularea prescripției trebuie făcută ca și cum ar fi curs numai în contra sa, așa încât în sistemul acesta al doilea, cei trimeși în posesiune sau terții sunt admiși a face totdeauna rezerve în vederea acestei eventualități, cu ocazia judecării prescripțiunii. (Demolombe, II, No. 139; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, nota 28, pag. 929; Dalloz, Rép., Absence No. 355; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 431; Nacu, I, pag. 239, 240).

**Art. 114.** — Dacă absența se va prelungi 30 ani, din ziua punerii în posesiune provizorie, sau dacă se vor fi împlinit 100 de ani deplini dela nașterea absentului, cauțiunile date se vor ridica, toți cei îndrituiți vor putea cere dela tribunalul de I-a instanță împărțeala averii absentului și punerea în posesiune definitivă. (Civ. 106, 109, 112, 115, urm., 728, urm.; Pr. civ. 691 urm.; Civ. Fr. 129).

*Text. fr. Art. 129.* — Si l'absence a continué pendant trente ans depuis l'envoi provisoire, ou depuis l'époque à laquelle l'époux commun aura pris

l'administration des biens de l'absent, ou s'il s'est écoulé cent ans révolus depuis la naissance de l'absent, les cautions seront déchargées; tous les ayants-droit pourront demander le partage des biens de l'absent et faire prononcer l'envoi en possession définitif par le tribunal de première instance.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act de dispoziție 19.	Posesiune definit. 1 urm'
Acțiune 20.	Posesiune provizorie 1-4,
Acțiune în reducere 20,	8, 10, 11, 13, 24, 29.
21, 22.	Prescripție 11.
Apreciere suverană 15.	Primirea ultimelor știri 9,
Calitate 9.	13, 24.
Cauțiune 6, 7, 22.	Procuror 16.
Cercetări 14, 15.	Proprietate 17, 18.
Competență 13.	Raport cu absentul 28.
Condițional drept 8.	Raport cu terțele persoane
Datorii 23.	17-23.
Deces 1, 8, 20.	Raport între cei trimiși
Declarație de absență 3,	în posesiune definitivă
4, 5, 13, 14.	24.
Dispariție 9, 18, 24.	Reducțiunea donațiilor
Donațiune 19, 21, 22.	21, 22.
Drept condițional 8.	Reducțiunea legatelor 20.
Efectele trimiterii în po-	Reînțoarcerea absentului
sesiune definit. 17 urm.	1, 22, 28.
Fructe 29.	Restituire 28.
Hotărâre 3, 4, 5, 7.	Știri 9, 18, 24.
Împărțeață 25, 26, 27.	Successiune, a se vedea
Încetare din viață 1, 8, 20.	cuvântul: „Moștenitor”
Încetarea posesiunii pro-	și 23, 24.
vizorii 1, 24.	Suverană apreciere 15.
Instrăinare 19.	Termin de 30 ani 2, 3.
Interesate părți 8.	Termin de 100 ani 4, 5.
Legat 20.	Terțe persoane, a se ve-
Mandat 28.	dea cuvintele: „Raport
Ministerul Public 16.	cu terțele persoane”.
Moarte 1, 3, 20.	Testament 19.
Moștenitori 17, 18, 21.	Trimetere în posesiune
Moștenitori prezumptivi	definitivă 1 urm.
10, 11.	Trimetere în posesiune
Naștere 4, 5.	provizorie 1-4, 8, 10, 11,
Parchet 16.	13, 24, 29.
Părți interesate 8.	Venituri 29.
Partaj 25, 26, 27.	Vești 9, 13, 24.
Plata datoriilor 23.	

Doctrină.

1. Trimiterea în posesiune provizorie încetează: 1) Prin reînțoarcerea absentului; 2) Prin primirea știrilor dela el; 3) Prin dovedirea încetării din viață a absentului; 4) Prin trimeterea în posesiune definitivă asupra bunurilor absentului, (Mourlon, ed. 7-a. I. No. 437; Alexandresco, ed. 2-a. I, p. 509 urm.; Plastara, I, p. 197).

2. În ceea ce privește momentul de când începe a curge termenul de 30 ani prevăzut de art. 129 c. civ. fr. (114 c. civ. rom.), după o părere, el curge din momentul trimiterii în posesiune provizorie, de oarece astfel se exprimă textul acestui articol. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, II, No. 193; Dalloz, Rép., Absence, No. 432; Suppl., Absence, No. 56; Laurent, II, No. 222; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1216; Nacu, I, p. 241; Matei Canacuzino, p. 311; Plastara, I, p. 197).

3. După o altă părere, acest termen va curge dela data declarării de absență iar nu din momentul trimiterii în posesiune provizorie, care poate să nu aibă loc. (Demolombe, II, No. 148; Marcadé.

Art. 129, No. 4; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 461; Dalloz, Rép., Absence, No. 432, 433; Suppl., Absence, No. 56; Planiol, ed. 6-a, I, No. 633; III, No. 2491; Planiol et Ripert, I, No. 63; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 512).

4. Pentru a se face aplicațiunea dispozițiilor art. 129 c. civ. fr. (114 c. civ. rom.), în cazul când au trecut 100 ani dela nașterea absentului, nu e necesar ca în prealabil să se fi făcut trimeterea în posesiune provizorie, însă este necesară declararea de absență. (Demolombe, II, No. 147; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 462; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 156, p. 941; Dalloz, Rép., Absence, No. 426, 434; Suppl., Absence, No. 56; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1217; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2491; Alexandresco, ed. 2-a. I, p. 512).

5. De altfel chiar dacă nu s'a făcut declarația de absență în prealabil, în cazul când au trecut 100 ani dela naștere absentului, trimeterea definitivă în posesie se poate face imediat după declararea de absență sau chiar prin una și aceeași hotărâre se poate pronunța atât declararea de absență cât și trimeterea definitivă în posesie asupra averii absentului. (Demolombe, II, No. 148; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 462; Dalloz, Rép., Absence, No. 434; Huc, I, No. 442; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1217; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2491; Alexandresco, ed. 2-a. I, p. 512).

6. Din momentul sosirii epocii când se poate cere trimeterea în posesiune definitivă asupra averii absentului, cauțiunea nu mai are rațiune să subsiste și este descărcată de drept chiar pentru trecut și chiar dacă nu se cere trimeterea în posesiune definitivă. (Toullier, I, No. 441; Duranton, I, No. 501, 502; Demolombe, II, No. 160, 161; Beudant, I, No. 194; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 466; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 156, text și nota 4, p. 942; Dalloz, Rép., Absence, No. 454; Suppl., Absence, No. 63; Huc, I, No. 443; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1220, 1221; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2493; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 513; Comp.: Valette sur Proudhon, I, p. 326; Laurent, II, No. 229).

7. După o altă părere însă, descărcarea cauțiunii se face numai din momentul pronunțării hotărârei de trimetere în posesiune definitivă. (Valette sur Proudhon, I, p. 326).

8. Punerea în posesiune definitivă asupra averii absentului poate fi cerută de către toți acei cari aveau dreptul a cere punerea în posesiune provizorie sau cari



aveau dreptul a cere exercitarea în mod provizoriu a drepturilor subordonate decesului absentului. (Demolombe, II, No. 150; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 463; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 156, nota 1 bis, p. 941; Dalloz, Rép., Absence, No. 428; Laurent, II, No. 223; Huc., I, No. 442; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1218; Nacu, I, p. 242; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 513).

9. Calitatea celor ce cer trimeterea în posesiune definitivă asupra averii absentului, trebuie cercetată cu privire la epoca dispariției absentului sau a ultimelor știri primite dela el. (Mourlon, ed. 7-a. I, No. 463; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 156, nota 1 bis, p. 941, nota 3, p. 943; Dalloz, Rép., Absence, No. 429, 430).

10. Dacă trimeterea în posesiune provizorie ar fi fost cerută și obținută de persoane cari nu aveau dreptul, trimeterea în posesiune definitivă poate fi acordată adevăraților beneficiari. (Demolombe, II, No. 150; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 463; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, p. 942; Dalloz, Rép., Absence, No. 431; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1218).

11. În cazul când adevărații beneficiari au lăsat să treacă timp de treizeci ani neîntrerupți dela data trimete-rei în posesiune provizorie, dreptul lor s'a prescris și nu mai pot cere trimete-rea în posesiune definitivă. (Demolombe, II, No. 150; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 463; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 156, p. 942; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1218).

12. Trimeterea în posesiune definitivă asupra averii absentului, trebuie cerută și pronunțată de către tribunal, ea nu are loc de drept la expirarea termelor arătate în art. 129 c. civ. fr. (114 c. civ. rom.). (Demolombe, II, No. 149; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 464; Dalloz, Rép., Absence, No. 438; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1219; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2492; Plastara, I, p. 197).

13. Cererea de trimetere în posesie definitivă asupra averii absentului, în competența tribunalului de primă instanță, care a declarat absența și trimeterea în posesiune provizorie. (Beudant, I, No. 193; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 464; Dalloz, Rép., Absence, No. 436; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1219; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2492; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 513).

14. Cu ocazia judecării cererei de trimetere în posesie definitivă, tribunalul va constata continuarea absenței și aceasta se va face, după o părere, din o cercetare ordonată ca și la judecarea cererei de declarare de absență. (Duranton, I, No. 501; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 156, p. 942; Dalloz, Rép., Absence, No. 437, 438; Suppl., Absence, No. 57; Huc, I, No. 443).

15. După o altă părere însă, tribuna-

lul, cu ocazia judecării cererei de trimetere în posesie definitivă asupra bunurilor absentului, nu este obligat să ordone o nouă cercetare, ci rămâne la aprecierea sa această procedură, după împrejurări. (Proudhon, I, p. 326, 327; Demolombe, II, No. 149; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 164 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 464; Dalloz, Rép., Absence, No. 438; Suppl., Absence, No. 57; Laurent, II, No. 224; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1219; Planiol, ed. 6-a, III, No. 590; Nacu, I, p. 242; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 513).

16. La judecata cererei de trimetere în posesiune definitivă, Ministerul Public va fi obligat a pune concluziuni. (Dalloz, Rép., Absence, No. 437; Nacu, I, No. 242).

17. Cei trimeși în posesie definitivă asupra bunurilor absentului, sunt considerați în raporturile lor cu terții ca moștenitori ai absentului și deci ca proprietari ai bunurilor sale. (Delvincourt, I, p. 50; Toullier, I, No. 447; Duranton, I, No. 510; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 468 bis urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 943; Dalloz, Rép., Absence, No. 446; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1224; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2494; Nacu, I, p. 242; Comp.: Plastara, I, p. 197).

18. Cei trimeși în posesie definitivă asupra bunurilor absentului, sunt considerați în raporturile lor cu terții ca moștenitori ai absentului și deci proprietari a bunurilor sale, din momentul dispariției sale sau ultimelor știri primite dela el. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, text și nota 3, p. 943).

19. Cei trimeși în posesiune definitivă asupra bunurilor absentului, pot face asupra acestor bunuri, fără nici o condiție sau formalitate, orice act de dispoziție cu titlu oneros sau gratuit. (Duranton, I, No. 505; Demolombe, II, No. 155, 156; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 170; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 468 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 943; Dalloz, Rép., Absence, No. 447; Laurent, II, No. 227; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1228; Planiol, ed. 6-a, I, No. 633; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 433; Nacu, I, p. 242; Plastara, I, p. 198).

20. Cei trimeși în posesiune definitivă asupra averii absentului, vor putea introduce în numele lor propriu, orice acțiune în contra terților, cari ar rezulta din decesul dovedit al absentului, cum ar fi cererea de reducere a legatelor, etc. (Demolombe, II, No. 158; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, text și nota 19, p. 949; Dalloz, Rép., Absence, No. 449; Suppl., Absence, No. 60; Laurent, II, No. 226; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1224; Nacu, I, p. 242; Comp.: Planiol, ed. 6-a, III, No. 2494).

21. Cei trimeși în posesie definitivă

asupra averii absentului, dacă sunt moștenitori rezervatari, pot cere reducerea donațiilor făcute de către absent, în cazul când ar atinge rezerva. (Demolombe, II, No. 158; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, text și nota 19, p. 949; Dalloz, Rép., Absence, No. 449; Suppl., Absence, No. 60; Laurent II, No. 226; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1225; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2494).

**22.** Donatarul, în contra căruia s'ar introduce o acțiune de reducere a donațiunii care ar atinge rezerva, poate cere dela cel ce intență acțiunea, o cautiune pentru restituirea eventuală a bunului redus, de oarece trimiterea în posesiune definitivă este supusă revocațiunii în caz de reîntoarcere a absentului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 949).

**23.** Cu toată trimiterea în posesiune definitivă asupra averii absentului, succesiunea lui nu s'a deschis în realitate și nu se face confuziune între patrimoniul celor trimeși în posesiune definitivă și între patrimoniul absentului, așa încât cei trimeși în posesiune definitivă nu sunt obligați a plăti datoriile absentului cu patrimoniul lor. (Demolombe, II, No. 154; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 170 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 428; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, text și nota 5, p. 944; Dalloz, Rép., Absence, No. 61; Laurent, II, No. 226; Huc, I, No. 443; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1227; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2494; Nacu, I, p. 239, 242, 243; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 515).

**24.** Efectul trimeterei în posesiune definitivă asupra bunurilor absentului, între mai mulți trimeși în posesie, este ca și cum succesiunea s'ar fi deschis în momentul dispariției absentului sau ultimelor stiri primite dela el și trimiterea în posesiune provizorie încetează. (Demolombe, II, No. 153; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 465; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, nota 1, p. 942; Dalloz, Rép., Absence, No. 442; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1223; Nacu, I, p. 242; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 515; Comp.: Planiol, ed. 6-a, III, No. 2493, 2494; Plastara, I, p. 197).

**25.** După trimeterea în posesiune definitivă, părțile în drept pot cere împărțea definitivă a întregului patrimoniu al absentului. (Demolombe, II, No. 153; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 465; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 944; Dalloz, Rép., Absence, No. 443; Laurent, II, No. 226; Huc, I, No. 443; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1223; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2493; Nacu, I, p. 242; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 515; Matei Cantacuzino, p. 312).

**26.** Dacă după trimeterea în posesiune provizorie, cei trimeși în posesiune au făcut între ei un partaj al averii absentului, acest partaj fiind provizoriu, după trimeterea în posesiune definitivă, moștenitorii au dreptul a reveni asupra acelei împărțeli și să ceară o nouă împărțea. (Demolombe, II, No. 153; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 944; Dalloz, Rép., Absence, No. 144; Suppl., Absence, No. 59; Laurent, II, No. 226; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 465).

**27.** Când însă în intenția celor trimeși în posesiune provizorie, partajul făcut înaintea trimeterei în posesiune definitivă, a fost ca să rămăie definitiv, nu se mai poate proceda la o nouă împărțea. (Demolombe, II, No. 153; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 944; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 59; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 465).

**28.** Cei trimeși în posesiune definitivă asupra bunurilor absentului, sunt considerați ca mandatarii ai acestuia cu puteri nelimitate, și sunt obligați a-i restitui bunurile aflate în ființă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 468 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 943; Dalloz, Rép., Absence, No. 450 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1222, 1229; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 513, 514; Plastara, I, p. 198).

**29.** După trimeterea în posesiune definitivă, fructele percepute de către cei trimeși în posesiune provizorie, le aparțin în totalitate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 466; Planiol, ed. 6-a, I, No. 633; Planiol et Ripert, I, No. 63; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 514).

**Art. 115.** — Moștenirea absentului va fi deschisă din ziua morții lui dovedită, în folosul moștenitorilor celor mai apropiați în ziua morții, și cei cari se vor fi folosit de averea absentului vor fi datori a o restitui acestora cu rezerva veniturilor ce li se cuvine lor, în virtutea art. 112. (Civ. 33, 95, 106, 112, 120, urm., 123, 651 urm., 1169, 1876, 1890; L. p. constat. morții celor dispăruți în război (Mon. Of. 204/923), Art. 6; Civ. Fr. 130).

*Text. fr. Art. 130.* — La succession de l'absent sera ouverte du jour de son décès prouvé, au profit des héritiers les plus proches à cette époque; et ceux qui auraient joui des biens de l'absent, seront tenus de les restituer, sous la réserve des fruits par eux acquis en vertu de l'article 127.



## Doctrină.

1. Absența încetează prin decesul probat al absentului. În acest caz drepturile celor interesați se regulează ca și cum absentul ar fi fost prezent până la decesul său. (Planiol, ed. 6-a, I. No. 636; Planiol et Ripert, I, No. 68; Plastara, I, p. 199).

2. Dacă cei trimeși în posesiune provizorie, sunt tocmai moștenitorii absentului din momentul decesului său dovedit, bunurile rămân în mâinile lor definitiv, irevocabil. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 437; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 510).

3. Moștenitorii cei mai apropiați ai absentului, din ziua morții sale dovedită, au dreptul să ceară restituirea bunurilor absentului, chiar dacă asupra lor s'a făcut trimeterea în posesiune definitivă a unei alte persoane. (Toullier, I, No. 455; Duranton, I, No. 530; Demolombe, II, No. 192; Beudant, I, No. 195; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 437, 473 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, text și nota 15, p. 947; Dalloz. Rép., Absence, No. 574; Suppl., Absence, No. 95; Laurent, II, No. 242, 243; Huc, I, No. 465; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1174, 1246; Planiol et Ripert, I, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 510, 516).

4. Moștenitorii cei mai apropiați ai

absentului din ziua morții sale dovedite, vor lua, ca și absentul însăși dacă s'ar reîntoarce, bunurile absentului, în starea în care se găesc. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 949; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1245; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 516).

5. Moștenitorii absentului din ziua morții sale dovedite, vor putea cere restituirea bunurilor absentului cât timp dreptul lor nu s'a prescris, ceea ce are loc prin trecere de trei zeci ani din momentul decesului absentului. (Duranton, I, No. 531; Demolombe, II, No. 193; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 176 bis, II, III, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 948; Dalloz. Rép., Absence, No. 576; Suppl., Absence, No. 96; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1247; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 510, 511).

6. Dacă dela data trimeterei în posesiune definitivă au trecut trei zeci ani, cei trimeși în posesiune nu mai pot fi acționați prin petițiune de ereditate de către alți moștenitori, cu toate că dela data încetării din viață a absentului nu ar fi curs trei zeci ani. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 948; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 96; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1248).

Art. 116. — Dacă absentul revine, sau dacă se dovedește existența lui în timpul punerii în posesiune provizorie, efectele hotărârii prin care s'a declarat absența vor încetă, însă fără prejudiciul, dacă va fi trebuință, a măsurilor conservatorii prescrise de capitolul I din acest titlu, pentru administrarea averei. (Civ. 98—100, 110, 112, 115, 117, urm.; Civ. Fr. 131).

*Text. fr. Art. 131.* — Si l'absent reparait, ou si son existence est prouvée pendant l'envoi provisoire, les effets du jugement qui aura déclaré l'absence cesseront, sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prescrites au chapitre 1-er du présent titre, pour l'administration de ses biens.

## Doctrină.

1. Efectele declarării de absență și a trimeterei în posesiune provizorie, încetează deplin drept, în cazul când absentul se reîntoarce sau se primesc știri dela el, în timpul punerii în posesie provizorie. (Demolombe, II, No. 190; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 173, 173 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 437; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, p. 933; Dalloz. Rép., Absence, No. 579; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1172; Planiol, ed. 6-a, I, No. 636; Planiol et Ripert, I, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 509; Plastara, I, p. 199).

2. Efectele declarării de absență încetează chiar în timpul trimeterei în posesie definitivă dacă se dovedește exis-

tența absentului sau se reîntoarce. (Dalloz. Rép., Absence, No. 578, 582).

3. Dacă absentul se reîntoarce sau dacă se dovedește existența sa în timpul punerii în posesiune provizorie, cei trimeși în posesiune provizorie sau cei cari au exercitat drepturile subordonate decesului absentului, vor trebui să dea socoteală de administrația lor, absentului sau reprezentantului său și să restituie întreaga avere astfel cum a fost lăsată de către absent. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 437; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, p. 933; Dalloz. Rép., Absence, No. 583; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1172; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 509; Matei Cantacuzino, p. 311).

4. În ceea ce privește restituirea fructelor, în cazul când absentul se reîn-

toarce sau se dovedește existența sa în timpul punerii în posesiune provizorie, se va face aplicațiunea dispozițiilor art. 127 c. civ. fr. (112 c. civ. rom.). (Demolombe, I, No. 124; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 437; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 154, p. 933; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 509; Matei Cantacuzino, p. 311).

5. Efectele hotărârii de declarare de absentă vor înceta în cazul când se vor primi știri dela absent, indiferent de data acestor știri și chiar când data lor îndepărtată ar permite a se cere imediat o nouă declarare de absentă. (Demolombe, II, No. 190; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 171 bis; Dalloz, Rép., Absence, No. 581; Contr: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1173).

6. Hotărârea de declarare de absentă își vă păstra efectele în cazul când știrile primite dela absent vor fi de o data anterioară unor alte știri cunoscute în momentul pronunțării declarării de absentă. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1173).

7. Dacă însă după primirea știrilor dela absent, el nu se va reîntoarce, de și hotărârea de declarare de absentă a căzut, tribunalul va putea lua măsurile de conservare prevăzute de lege în perioada de absentă prezumată. (Demolombe, II, No. 190; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 437; Dalloz, Rép., Absence, No. 579; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1172; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 509).

**Art. 117.** — Dacă absentul se ivește, sau dacă existența lui este dovedită, chiar și după punerea în stăpânirea definitivă, el își va primi averea în starea în care s'ar găsi, precum și prețul lucrurilor înstrăinate din ea, sau cele cumpărate cu prețul averei celei vândute, fără a putea urmări acea avere, dacă va fi trecut la o a treia persoană<sup>1)</sup>. (Civ. 114, 118, 1770; L. p. constat. morții celor dispăruți în război (Mon. Of. 204/923), Art. 7; Lege p. regularea și consolidarea drept. de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 32; Civ. Fr. 132).

*Text. fr. Art. 132.* — Si l'absent reparait, ou si son existence et prouvée, même après l'envoi définitif, il recouvrera ses biens dans l'état où ils se trouveront, le prix de ceux qui auraient été aliénés, ou les biens provenant de l'emploi qui aurait été fait du prix de ses bien vendus.

### Bibliografie (continuare)

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă* sub C. Apel Galați S. I, 230 din 18 Dec. 1924, Pand. Rom. 1926, II, 23; *Despre testamente*, p. 50; *Despre succesiuni*, p. 134 urm.; *Despre ipotecă*, p. 210 urm., 215 urm.;
- IONAȘCU R. TRAIAN, *Notă* sub Trib. Tecuci, 56 din 23 Martie 1923, Pand. Rom. 1925, II, 199; *Notă* sub Cas. I, 105 bis din 10 Iunie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 226; *Notă* sub C. Apel Galați S. I, 52 din 17 Martie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 5; *Notă* sub C. Apel Iași S. I, 46 din 29 Maiu 1922, Pand. Rom. 1926, II, 33;
- PASALEGA DEM., *Concluzii* sub Judec. Ocol Urban Craiova, 25 Nov. 1925, Justiția Olteniei 3—5 din 1926;
- SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Ocol Herța-Dorohoi, 301 din 1926, Jur. Gen. 1926 No. 1188;
- SIMIONESCU G., *Notă* sub C. Apel Galați S. I, 52 din 30 Martie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 41;
- STĂNESCU P. ION, *Notă* sub Jud. Ocol VI Urban București, 973/1924, Cuvier Jud. 20/1925.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Accesiune 13.  
Act de administrație 4.  
Act de dispoziție 4, 5.  
Acțiuni 21.  
Acțiune în nulitate 21.  
Acțiune în plată 21.  
Acțiune în rezoluțiune 21.  
Administrație 4, 12.  
Ameliorări 13.

Anulare, a se vedea cu-vântul: „Nulitate”.  
Aprecieri suverană 37.  
Buna credință 35.  
Capital 20.  
Cheltueli 14, 15, 16.  
Compensație 16.  
Constituiri de drepturi reale 11.

Contra-valoare 13.  
Copil 23.  
Daune 6, 9, 12.  
Definiție 29.  
Degradări 12, 16.  
Deteriorări 12.  
Donațiune 25-28, 33.  
Dotă 23.  
Dovedirea existenței ab-sentului 1.  
Drepturi reale 11.  
Drept succesoral 31.

Efecte 1 urm.  
Erede aparent 29 urm.  
Eroare 35, 37.  
Error communis facit jus 35, 37.  
Existența absentului 1, 7.  
Fraudă 6.  
Fructe 15.  
Greșeală 19.  
Imbogățire pe nedrept 8, 12, 14.  
Imbunătățiri 13.

1) In art. 132 francez corespunzător, lipsesc ultimele cuvinte: „fără a putea urmări acea avere, dacă ea fi trecut la o a treia persoană”.



Imobile 17, 35, 36.  
 Instrăinare 4, 5, 17, 18, 22-26, 30, 32-35, 37.  
 Instrăinare cu titlu gratuit; a se vedea cuvântul: „Donațiune”.  
 Ipotecă, a se vedea cuvintele: „Act de dispoziție”, „Instrăinare”.  
 Legatar universal 35.  
 Moștenitor aparent 29 urm.  
 Nulitate 21, 30, 31, 34, 36.  
 Opozabilitate 1, 2, 4, 5, 10, 11, 17, 25, 32, 34, 36, 37, 38.  
 Plata capitalurilor 20.  
 Posesiune definitivă 1 urm.  
 Posesiune provizorie 5.  
 Prescripție 3.  
 Preț 18, 19, 20, 23.  
 Profit 12, 14, 19, 26, 27.  
 Proprietar 29.  
 Rea credință 6, 7, 30.  
 Reale drepturi 11.  
 Reîntoarcerea absentului 1 urm.

Reîntrubuirea prețului 18, 22, 23.  
 Renunțare la succes 34.  
 Repetițiune 25, 26.  
 Responsabilitate 6.  
 Restituire 1 urm.  
 Revocarea dreptului de proprietate 1 urm.  
 Rezoluțiune 21.  
 Sarcină 15, 27.  
 Schimb 24.  
 Servitute 11.  
 Succesor aparent 29 urm.  
 Succesoral drept 31.  
 Suverană apreciere 37.  
 Terțe persoane 30.  
 Testament 35.  
 Trimeter în posesiune definitivă 1 urm.  
 Trimeter în posesiune provizorie 5.  
 Valabilitate, a se vedea cuvintele: „Nulitate”, „Opozabilitate”.  
 Vânzare, a se vedea cuvântul: „Instrăinare” și 22, 23, 32, 34, 35, 36.  
 Venituri 15.

### Doctrină.

1. Efectele revocării dreptului de proprietate a celor trimiși în posesie definitivă asupra aversei absentului, este de zădărnicierea sale sau dovedirea existenței sale, se produc numai în viitor, nu și pentru trecut. (Mourlon, ed. 7-a. I, No. 468 bis, urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 944; Dalloz, Rép., Absence, No. 584; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1229; Comp.: Matei Cantacuzino, pag. 312).

2. Absentul va relua dela cei trimiși în posesiune definitivă bunurile sale în starea în care se găesc. (Demolombe, II, No. 164; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 468 bis, 469, 470; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 944; Dalloz, Rép., Absence, No. 585; Laurent, II, No. 232; Huc, I, No. 444; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1229; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2495; Nacu, I, pag. 243; Alexandresco, ed. 2-a. I, pag. 514, 516).

3. Oricând după trimeterea în posesiune definitivă, se va reîntoarce absentul, el va avea dreptul a-și reclama bunurile sale neputându-i-se opune de către cei trimiși în posesiune prescripțiunea. (Demolombe, II, No. 179; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 477; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 944; Dalloz, Rép., Absence, No. 584; Laurent, II, No. 232; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1229)

4. Absentul dacă se reîntoarce după trimeterea în posesiune definitivă, este obligat să respecte actele de administrație și de dispoziție, făcute de către cei trimiși în posesiune definitivă. (Mourlon, ed. 7-a. I, No. 468 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a. I, § 157, pag. 944, 945; Dalloz, Rép., Absence, No. 586 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1229; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2495; Matei Cantacuzino, pag. 312; Plastara, I, 198).

5. Dacă absentul se reîntoarce după

trimeterea în posesiune definitivă, trebuie să respecte chiar actele de dispoziție făcute de cei trimiși în posesiune definitivă, chiar în timpul trimeterei în posesiune provizorie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, § 157, pag. 944, 945; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1231; Alexandresco, ed. 2-a. I, pag. 516; Comp.: Laurent, II, No. 234).

6. Dacă cei trimiși în posesiune definitivă, au lucrat cu rea credință, care s'ar dovedi, ei vor fi răspunzători către absent de daunele cauzate prin fraudă lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I § 157, pag. 945; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1232).

7. Se consideră cei trimiși în posesie definitivă, de rea credință, atunci când cunoscând existența absentului sau chiar dacă o bănuiesc, micșorează patrimoniul absentului de teama reîntoarcerii sale. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1232).

8. Dispozițiile art. 132 cod. civ. fr. (117 cod. civ. rom.) au de scop a face ca cei trimiși în posesiune definitivă să nu încerce nici o pierdere, însă nici să se îmbogățească în detrimentul absentului reîntors. (Demolombe, II, No. 164; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1229; Dalloz; Rép., Absence, No. 592).

9. Cel trimis în posesiune definitivă nu poate cere nici o indemnitate dela absentul reîntors, dacă prin restituirea bunurilor absentului, a încercat o micșorare a aversei sale. (Demolombe, II, No. 176; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1242).

10. Dacă absentul se reîntoarce după trimeterea în posesie definitivă, va relua din mâinile celor trimiși în posesie definitivă, bunurile neinstrăinate de către ei și în starea în care se vor găsi. (Demolombe, II, No. 165; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 470; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 944; Dalloz, Rép., Absence, No. 585; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1230; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2495; Nacu, I, pag. 243; Alexandresco, ed. 2-a. I, pag. 516; Matei Cantacuzino, pag. 312).

11. Drepturile reale constituite de către cei trimiși în posesie definitivă, asupra bunurilor absentului, cum sunt servitutiile, etc., vor fi respectate și opozabile absentului. (Demolombe, II, No. 165; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 944; Dalloz, Rép., Absence, No. 585; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1230; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2495; Nacu, I, pag. 243; Alexandresco, ed. 2-a I, pag. 514, nota 3).

12. Absentul reîntors, nu va avea dreptul să ceară dela cei trimiși în posesiune definitivă, vre-o indemnitate p'ntru faptul că ar fi administrat rău, vor fi deteriorat sau degradat bunurile absentului, afară de cazul când prin această deteriorare ei au profitat. (Demolombe, II, No. 165; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 470; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 945;

Daloz, Rép., Absence, No. 586; Huc, I, No. 444; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1230; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2495; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 514).

**13.** Absentul reîntors se va bucura de toate îmbunătățirile și accesiunile dobândite de bunurile sale, fie în mod natural, fie datorite celor trimiși în posesiune definitivă, (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 470; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 945; Daloz, Rép., Absence, No. 587; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1233; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2495; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 515).

**14.** Absentul reîntors, trebuiește să restituie conform dreptului comun, celor trimiși în posesie definitivă, toate cheltuielile necesare sau utile făcute bunurilor. (Merlin, Rép., Absent, art. 138, No. 2; Demolombe, II, No. 166; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 470; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 946; Daloz, Rép., Absence, No. 587; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1233; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2495; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 515).

**15.** Absentul reîntors, nu este obligat a restitui cheltuielile făcute de către cei trimiși în posesie definitivă, cu lucrări cari sunt considerate ca o sarcină a fructelor. (Demolombe, II, No. 166; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 470; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 946; Daloz, Rép., Absence, No. 587; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1233; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 515).

**16.** Cel trimis în posesie definitivă, are dreptul la cheltuielile făcute, în cazul când va restitui absentului reîntors bunurile sale, chiar atunci când ar fi comis asupra acestor bunuri degradațiuni de oarece nu poate exista în specie o compensație în parte sau în total a cheltuielilor făcute, cu daunele rezultate din degradațiuni. (Demolombe, II, No. 167; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 470; Daloz, Rép., Absence, No. 588; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1234).

**17.** Instrăinările mobilelor absentului, făcute de către cel trimis în posesiune definitivă, posterior trimiterii sale în posesiune definitivă, sunt opozabile absentului reîntors. (Duranton, I, No. 505; Demolombe, II, No. 155; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 471; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 944; Daloz, Rép., Absence, No. 591; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1229, 1235; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2495; Planiol et Ripert, I, No. 63; Nacu, I, pag. 243; Alexandresco, ed. 2-a I, pag. 514, 516).

**18.** Pentru instrăinările făcute de către cei trimiși în posesie definitivă, cu titlul oneros, absentul reîntors are dreptul la contra-valoarea dobândită de cei trimiși în posesie, în starea în care se găsește, adică fie însăși prețul, fie bunurile dobândite prin reîntrebuințarea prețului. (Demolombe, II, No. 168; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 471; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 945; Daloz, Rép., Absence, No. 592; Baudry et Houques-Fourcade, I, No.

1235; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2495; Nacu, I, pag. 243; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 514; Matei Cantacuzino, pag. 312).

**19.** Cei trimiși în posesiune definitivă, vor fi obligați a restitui, absentului reîntors, prețul bunurilor vândute, numai în cazul când există sau când cheltuiindu-l le-a profitat, chiar dacă pierderea prețului s'ar fi făcut din greșeala lor. (Duranton, I, No. 509; Demolombe, II, No. 170, 171; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 471; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 945; Daloz, Rép., Absence, No. 596, 597; Suppl., Absence, No. 97; Laurent, II, No. 235; Huc, I, No. 444; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1236; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 514; Contra: Valette sur Proudhon, I, pag. 329).

**20.** Dacă cei trimiși în posesiune definitivă au încasat capitaluri datorite absentului, și au întrebuințat prețul la cumpărarea unor bunuri, în acest caz se vor aplica aceleiași reguli ca și la restituirea prețului bunurilor vândute. (Demolombe, II, No. 173; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1240).

**21.** Absentul reîntors are dreptul la toate acțiunile în plată, în nulitate, în rezoluțiune, etc. pentru bunurile vândute de către cei trimiși în posesie definitivă, acțiuni cari aparțineau celor trimiși în posesie și care acum trec asupra absentului. (Demolombe, II, No. 155; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 471; Daloz, Rép., Absence, No. 595; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1239; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 514).

**22.** În cazul când cei trimiși în posesiune definitivă, au vândut bunurile absentului, întrebuințând prețul la cumpărare de alte bunuri, și dacă absentul se reîntoarce, el va avea dreptul, după o părere, totdeauna numai la bunurile cumpărate cu prețul bunurilor sale vândute. (Daloz, Rép., Absence, No. 97; Laurent, II, No. 236; Huc, I, No. 444; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1238).

**23.** După altă părere, cel trimis în posesie definitivă, are în acest caz, dreptul a restitui, după alegerea sa, absentului, fie prețul rezultat, fie bunul cumpărat cu prețul rezultat. (Duranton, I, No. 509; Demolombe, II, No. 174, 175; Daloz, Rép., Absence, No. 598; Suppl., Absence, No. 97).

**24.** În caz de schimb, absentul reîntors va avea dreptul a lua bunul dat în schimbul celui instrăinat de către cel trimis în posesie definitivă. (Demolombe, II, No. 174; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 174 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 470; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 945; Daloz, Rép., Absence, No. 593; Suppl., Absence, No. 97; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1237).

**25.** Absentul reîntors este obligat să respecte instrăinările cu titlul gratuit făcute de către cei trimiși în posesie definitivă asupra bunurilor absentului și



în principiu nu are drept de repetițiune în privința acestor înstrăinări, în contra celor trimiși în posesie. (Demolombe, II, No. 157; Moulon, ed., 7-a, I, No. 472; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 945; Dalloz, Rép., Absence No. 600; Suppl., Absence, No. 97; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1241; Nacu, I, pag. 244; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 514, 515; Plastara, I, pag. 198).

**26.** În cazul când cel trimis în posesie, a tras un profit din înstrăinarea cu titlul gratuit el este dator la restituțiunii față de absentul reintors. (Duranton, I, No. 506; Demolombe, II, No. 157; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 945; Dalloz, Rép., Absence, No. 600; Suppl., Absence, No. 97; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1241; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 515; Plastara, I, pag. 198).

**27.** În cazul când într-o înstrăinare gratuită s'a impus vre-o sarcină în interesul personal al celui trimis în posesie definitivă, această sarcină va profita absentului reintors. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1241).

**28.** În cazul de constituire de dotă în favoarea unui copil al celui trimis în posesie definitivă, el este obligat a plăti o indemnitate absentului reintors, limitată la suma pe care cel trimis în posesie ar fi dat-o din bunurile sale dacă ar fi fost obligat să o facă. (Duranton, I, No. 506; Demolombe, II, No. 157; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 472; Valette sur Proudhon, I, pag. 330; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 945; Dalloz, Rép., Absence, No. 600; Suppl., Absence, No. 97; Laurent, II, No. 237; Huc, I, No. 444; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1241; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 515).

**29.** Se numește moștenitor aparent „persoana care este în posesiunea unei succesiuni și care trece în ochii tuturor ca un adevărat stăpân”. (Planiol, ed. 6-a, III, No. 2054; Comp.: Nacu, I, p. 248; Alexandresco, ed. 2-a, VI, p. 470).

**30.** Actele de înstrăinare a unui bun făcute de eredele aparent către un tert sunt nule dacă acel tert este de rea credință, adică dacă el cunoștea existența adevăratului moștenitor. (Planiol ed. 6-a, III, No. 2056).

**31.** Cumpărările de drepturi succesoriale dela un erede aparent pot fi atacate de adevăratul moștenitor de oarece cumpărătorul a luat locul moștenitorului aparent. (Planiol, ed. 6-a, III, No. 2056).

**32.** Când adevăratul moștenitor este absent, în sensul juridic al cuvântului, vânzarea unui bun făcută de către cel ce culege succesiunea în locul său este valabilă, pe baza dispozițiilor art. 136 cod. civ. fr. (121 cod. civ. rom.). (Planiol, ed. 6-a, III, No. 2057).

**33.** Dacă înstrăinarea s'a făcut cu titlul gratuit, ea nu este valabilă și va putea

fi atacată de adevăratul moștenitor. (Planiol, ed. 6-a, III, No. 2057).

**34.** În cazul când un moștenitor renunță la o succesiune și această succesiune este culeasă de un alt moștenitor care înstrăinează un bun din succesiune, vânzarea este valabilă dacă posterior înstrăinării, primul moștenitor cere și obține anularea renunțării sale. (Planiol, ed. 6-a, II, No. 2058).

**35.** În cazul când adevăratul moștenitor nu culege moștenirea dintr'un motiv oarecare, cum ar fi ignorarea ei, sau când o succesiune este posedată de un legatar universal în virtutea unui testament, nul sau revocat etc., vânzarea unui bun imobiliar din succesiune făcută de către moștenitorul aparent, este valabilă pe baza unui principiu de echitate; buna credință a cumpărătorului, eroarea invincibilă în care a căzut și care trebuie să-l protejeze contra oricărei acțiuni, „error communis facit jus”. (Demolombe, II, No. 249; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2060; D gré, Scrieri Juridice, IV, „Diversae causarum figurae”, pag. 231, 232; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 523, 524; III, partea II-a, ed. 2-a, pag. 920 urm.; VI, pag. 475 urm.; VII, pag. 554, 555, nota 3; X, pag. 577, 578, nota 2).

**36.** După o altă părere însă, vânzările imobiliare făcute de eredele aparent, trebuie considerate ca nevalabile, pe baza principiului că nimeni nu poate conferi altuia mai multe drepturi decât el însuși are, principiu care este strict juridic, adică în conformitate cu principiile stabilite de textele din codul civil. (Huc, I, No. 452; Alexandresco, III, partea II-a, pag. 920 urm.; VI, p. 475 urm.; VII, pag. 554, 555, nota 3; X, pag. 577, 578, nota 2; M. A. Dumitrescu, II, No. 97; Comp.: Nacu, I, pag. 248).

**37.** Pentru a se declara valabilă o înstrăinare, făcută de un erede aparent trebuie să se aștepte ca acesta să posedă un titlu serios și ca eroarea tertilor care au tratat cu el să fie complet justificată, chestiuni cari urmează a fi apreciate de instanțele de judecată. (Planiol, ed. 6-a, III, No. 2060; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 523, 524; III, partea II, ed. 2-a, pag. 920 urm.; VI, pag. 477, 478).

**38.** Asupra validității actelor încheiate de către moștenitorul aparent, se vor trece pe larg discuțiunile intervenite în doctrină, în articolele următoare din codul civil la materiile respective.

#### INDEX ALFABETIC (la jurisprudență)

Absență 4.	Aprecieri suverană 9.
Act de dispoziție, a se vedea cuvântul: „înstrăinare”.	Bună credință 1 urm.
Acte 9.	Circulația bunurilor 4, 5, 8.
Adevărat proprietar 1, 2, 4, 5, 8.	Comoștenitor 2, 7.
Administrație 7, 8, 10.	Coproprietar 2, 7.
Anulare 4, 6, 7, 11.	Cotitate disponibilă 4.
	Denaturare 9.
	Diligentă 9.

Dovadă 1, 9.  
 Echitate 1, 4, 5, 8.  
 Economie socială 4, 5, 8.  
 Erede aparent 1 urm.  
 Eroare 1, 4, 5, 8, 9, 10.  
 Error communis facit jus 1, 4, 5, 8, 9, 10.  
 Exces de putere 9.  
 Inchiriere 2, 7.  
 Inscrisuri 9.  
 Instrăinare 1, 3-6, 8-11.  
 Interes public 4, 5, 8.  
 Just titlu, a se vedea cuvântul: „Titlu”.  
 Locațiune 2, 7.  
 Mandat tacit 7.  
 Marturi 9.  
 Moștenitor aparent 1 urm.  
 Neglijență 10.  
 Nemotivare 9.  
 Nulitate, a se vedea cuvântul: „Anulare”.  
 Omisیune esențială 9.  
 Opozabilitate 1 urm.  
 Parte disponibilă 4.  
 Posesiune 3, 4.

Precaritate 1.  
 Prescripție 5.  
 Probă 1, 9.  
 Proprietar adevărat 1, 2, 4, 5, 8.  
 Proprietar aparent 10.  
 Proprietate 5.  
 Prudență 10.  
 Rea credință 1.  
 Recurs 9.  
 Revocare 4.  
 Succesor aparent 1 urm.  
 Succesiune 1 urm.  
 Suverană apreciere 9.  
 Teoria eredelui aparent 1 urm.  
 Terț 1-6, 8, 9.  
 Testament 4, 11.  
 Titlu 1, 2, 3.  
 Utilitate socială 4, 5, 8.  
 Valabilitate, a se vedea cuvântul: „Opozabilitate”.  
 Vânzare, a se vedea cuvântul: „Instrăinare”.  
 Vicii de formă 11.

de cel de al treilea. (C. Apel Galați, s. I, 230 din 18 Dec. 1924, Pand. Rom. 1926, II, 23).

4. Dacă în codul nostru civil nu se pomeneste nimic despre valabilitatea instrăinărilor imobiliare făcute de un moștenitor aparent, în schimb majoritatea doctrinei și aproape unanimitatea jurisprudenței străine și române au consacrat teoria eredelui aparent, confirmând valabilitatea acestor instrăinări cu singura condiție ca terțiul dobânditor să fi fost de bună credință, iar pe alocuirea cerându-se și buna credință a moștenitorului aparent.

Existența teoriei eredelui aparent, prin care se declară valabile instrăinările imobiliare făcute de acesta unui terț de bună credință își are justificarea: 1) pe un argument de analogie tras din art. 117 cod. civ. care declară obligatoriu pentru proprietarul absent, instrăinările făcute de cel ce se găsește în posesiunea aversei sale; 2) pe un argument de echitate pentru că terțiul achizitor fiind de bună credință, eră în imposibilitate să se convingă că ceea ce cumpără nu provine dela un adevărat proprietar, și intrucât a căzut într-o eroare comună pe care nu a putut s'o cunoască, urmează să se aplice maxima *error communis facit jus* și să se prevaleze astfel de dreptul terțiului achizitor de bună credință; 3) pe o considerațiune de interes public și utilitate socială, care face să rămână în picioare marele principiu al alienabilității bunurilor, principiu foarte favorabil prosperității economice a unei națiuni; ori interesul creditului și al siguranței circulației bunurilor imobiliare impune ca instrăinările făcute de un erede aparent unui terț de bună credință să fie neapărat considerate ca valabile.

Prin urmare, în speța, obiecțiunea reclamantei că nu s'ar putea aplica teoria eredelui aparent pentru că terțiul dobânditor ar fi cumpărat nu întreaga moștenire, ci numai o parte din ea și anume partea de cotitate disponibilă — pe care testatorul a legat-o prin testamentul din 27 Mai 1917 fiicei sale, eredele aparent, testament care mai târziu a fost revocat prin altul olograf dela 24 Iulie 1916, este neîntemeiată deci și acțiunea în anularea vânzării este neîntemeiată. (Trib. Buzău s. I, sent., civ. No. 43 din 26 Ian. 1925, Dreptul 37/1925).

5. Proprietatea nu se transmite decât în condițiunile și întinderea ce predecesorul ar fi avut asupra ei, conform principiiului: „*nemo plus juris*”.

Prin excepție dela acest principiu, pentru salvagardarea dreptului de proprietate și liniștei sociale, legea a consacrat prescripțiunea iar doctrina și jurisprudența, pentru motive de echitate și asigurarea circulației bunurilor, validează în general actele emenate dela un erede a, a-

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Potrivit maximei „*error communis facit jus*”, se impune respectarea instrăinărilor făcute de un erede aparent față de terțiul achizitor și de aceea e necesar ca achizitorul să arate și un titlu serios pentru eredele aparent și o eroare invincibilă de natură a justifica buna sa credință.

Dar pentru a fi posibilă aplicațiunea principiului de echitate al erorii comune, buna credință nu se poate presupune, ci trebuie dovedită. Iar sarcina acestei dovezii incumbă terțiului achizitor care se prevalează de eroarea invincibilă de a nu fi cunoscut pe adevăratul moștenitor, și aceeași dovadă din partea dobânditorului trebuie făcută în mod abstract și cu elemente obiective, indiferent de situația sa personală, rămânând reclamantului sarcina de a dovedi, în contra erorii comune, reaua credință a terțiului dedusă din circumstanțe personale acestuia, cum ar fi cunoștința despre precaritatea dreptului autorului său — eredele aparent. (Trib. Tecuci. 56 din 23 Martie 1922, Pand. Rom. 1925, I, 199).

2. Inchirierea făcută de un erede aparent este perfect valabilă, mai ales când se constată perfect buna credință a locatarului, astfel că un astfel de contract este opozabil adevăratului proprietar al imobilului, mai ales că în speța, eredele aparent are și calitatea de proprietar pe o parte din imobil — care îi dădea un just titlu să se creadă erede aparent și pentru restul imobilului. (Jud. oc. 6 Urban Buc. 973-924, Curier Jud., 20/1925).

3. Teoria eredelui aparent consistând în identificarea apariției serioase a unui drept de moștenire cu dreptul însuși, pentru ca această identificare să fie posibilă se cere nu numai o posesie publică și pașnică a succesiunii din partea presupusului erede universal, dar încă ca viciul titlului său să nu poată fi cunoscut



rent, pe baza regulii „error comunis facit jus”, cu condițiune ca terțiul achizitor să fi fost de bună credință și eroarea comună să fi fost, după unii omenească, iar după alții atât de generală și invincibilă, încât, cu toată diligența sa, terțiul n'ar fi putut să nu cadă victima aparenței de legalitate, pe care vânzătorul său o avea și care-l făcea să treacă, față de toată lumea, ca adevăratul proprietar al imobilului vândut. (C. Apel Galați, s. I, 52 din 30 Martie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 5, Pand. Rom. 1926, II, 41).

6. Terții achizitori de bună credință a unui bun, rămân definitiv proprietari pe imobilele cumpărate, indiferent dacă titlul vânzătorului prim este anulat. (Jud. Herța, 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1188).

7. Când un moștenitor a administrat un imobil timp îndelungat, închiriindu-l totdeauna sub titlul de proprietar, însemnează că a fost împuternicit în mod tacit de ceilalți comostenitori să-l administreze și ca atare chiriașul de bună credință, cu care a contractat închirierea, nu poate fi silit să părăsească imobilul înainte de termen sub cuvânt că contractul său, fiind făcut fără participarea și a celorlalți comostenitori, este nul avându-se în favoarea sa pentru validitatea contractului, nu numai teoria mandatului tacit, dar și teoria eredului aparent. (Trib. R.-Sărat, No. 487 din 5 August 1925, Curier Judiciar, 2/926).

8. Moștenitor aparent poate fi pentru toți nu numai orice persoană care ar avea vocațiune la moștenire, ci chiar și un străin de succesiune, destul numai ca această persoană să se comporte public în raporturile cu terții cu privire la patrimoniul succesoral astfel ca oricine să-l creadă ca fiind singurul și exclusivul moștenitor.

Această teorie a eredului aparent nefiind tratată în codul civil, criteriul după care acest conflict de drepturi între dobânditorul de bună credință și adevăratul succesor trebuie a fi soluționat după echitate și consecințele ce ar putea avea asemenea acte asupra economiei sociale. Ori din punct de vedere al echității, dreptul dobânditorului de bună credință trebuie să prevaleze „l'équité veut, en effet que celui qui a cédé à une erreur invincible, ne devienne pas victime de sa bonne foi et qui, si une perte est à supporter, elle soit plutôt par l'héritier négligent que par un acquereur qui n'a aucune faute à se reprocher”. Pe de altă parte spre a protege creditul și stabili circulația bunurilor imobiliare încă dreptul achizitorului de bună credință va prevala.

Acesta fiind fundamentul teoriei, aplicarea ei se face dela caz la caz, instanța trebuind să examineze în ce constă comportarea moștenitorului aparent față de succesiune, în raporturile cu terții din ce anume fapte atribuite acestuia s'ar putea

deduce calitatea lui de singur și exclusiv moștenitor al deunctului. În această ordine de idei, nu este absolut necesar ca persoana care se îmbracă cu dreptul moștenitorului real să aibă posesiunea bunurilor succesoriale un timp precis, că aceasta să fie de așa natură încât să se tragă imperios concluzia că cel ce dispune astfel este moștenitor. De asemenea nu se poate susține că moștenitorul aparent, trebuie ca să se poată stabili această calitate a sa, să facă acte de dispoziție, iar nu de administrație, fiindcă și din acestea din urmă se poate deduce de un terț care tratează cu succesorul aparent, calitatea de succesor exclusiv, făcându-l să cadă în eroarea comună și invincibilă de a-l crede moștenitor.

Prin urmare, în speță, rezultând din fapte incontestabile că părătul s'a crezut erede aparent, fiindcă știa că reclamantul era născut din legături ilicite și ținut de parte de mama sa; că după moartea mamei sale el a stat în neactivitate peste cinci ani; că după șapte luni dela moartea mamei sale frații lui ipotechează imobilul fără ca reclamantul să se miște, etc., acțiunea reclamantului este nefondată. (Trib. Buzău, s. II, sent. civ. 401 din 26 Noembrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1030).

9. În genere este admis în drept că achizițiunile pe care terții le fac de bună credință dela un erede aparent, sunt valabile dacă terții achizitori, deși au depus o diligență obișnuită pentru actele ce au încheiat s'au găsit totuș într'o eroare neînlăturabilă;

Este de atributul suveran al instanțelor de fond, ca fiind vorba de o chestiune de fapt, să stabilească în fiecare caz în parte, dacă, față de dovezile administrate, terțiul achizitor a dovedit diligența cerută pentru justificarea erorii neînlăturabile, necesare aplicării teoriei eredului aparent;

În special, întrucât Curtea de apel, din anumite probe — acte și martori — pe care nu le denaturează și care au putut servi scopului urmărit, și-a făcut convingerea suverană, că recurența n'a depus diligența pentru cunoașterea situațiunii reale că în afară de cei doi moștenitori vânzătorii mai există un al treilea, și deci, că n'a dovedit eroarea invincibilă care să dea loc la aplicarea teoriei enunțate, urmează că prin aceasta Curtea de Apel s'a pronunțat implicit și asupra dovezilor enumerate găsind că aceste dovezi nu sunt de natură să schimbe convingerea ce și-a făcut-o; așa că, deși nu examinează separat aceste dovezi, totuși în această privință, nu poate fi vorba de omisiune esențială, exces de putere, sau nemotivare. (Cas. I, dec. 2443 din 5 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1206).

10. a) Validitatea actelor de dispoziție și administrație, făcute de un erede aparent, nu se poate aplica și la actele făcute de un proprietar aparent, adică o

persoană care invoacă un titlu de moștenitor universal și pe acela de achizitor cu titlu particular. b) Teoria eredității aparent se bazează pe maxima „error communis facit jus”; pentru aplicarea acestui principiu, trebuie ca eroarea să fie generală și să nu fie efectul simplei neglijenței ori lipsei de prudență. (Jud. Ocol. Urb. Craiova, 25 Noembrie 1925, Justiția Olteniei 3—5, 1926).

**Art. 118.** — Copiii și descendenții în linie dreaptă ai absentului pot asemenea, în termen de 30 ani dela punerea în definitivă stăpânire, a cere restituirea averii absentului, după cum s'a zis în art. precedent. (Civ. 106, 114, 116, 117, 1876; Civ. Fr. 133).

*Text. fr. Art. 133.* — Les enfants et descendants directs de l'absent pourront également, dans les trente ans, à compter de l'envoi définitif, demander la restitution de ses biens, comme il est dit en l'article précédent.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune în petiție de ereditate 10.	Opozabilitate 13.
Calcularea termenului 6.	Perioadele absentei 2.
Copiii absentului 1 urm.	Petițiune de ereditate 10.
Deces 4, 6, 7, 10, 11, 12.	Posesiune definitivă 2, 5, 6, 11, 12, 13.
Descendenții absentului 1 urm.	Posesiune provizorie 12.
Donațiune 13.	Prescripție 5—12.
Drept succesoral 3.	Sarcine 13.
Filiațiune 4.	Succesori colaterali 12.
Incetare din viață 4, 6, 7, 10, 11, 12.	Succesoral drept 3.
Instrăinare 13.	Suspendarea prescripției 8, 9.
Instrăinare cu titlu grațuit 13.	Termin 6.
Înterupere de prescripție 8, 9.	Trimetere în posesiune definitivă 2, 5, 6, 11, 12, 13.
Ipotecă 13.	Trimetere în posesiune provizorie 12.
Moarte 4, 6, 7, 10, 11, 12.	Vânzare, a se vedea cuvântul: „Instrăinare”.
Moștenitori colaterali 12.	

**Doctrină.**

**1.** Ipoteza prevăzută de art. 118 cod. civ. rom. se prezintă rar în practică, de oarece este greu de admis ca descendenții absentului să nu știe de absența ascendentului lor și să reușească a se pune în posesiunea averii acestuia rude mai depărtate, afară doar de cazul când și acești descendenți ar fi absenți. (Alexandresco, ed. 2-a I, pag. 517).

**2.** Copiii și descendenții direcți ai absentului, cari în perioadele absentei erau necunoscuți, pot cere dela cei trimiși în posesiune definitivă asupra averii absentului, bunurile cari au aparținut acestuia. (Demolombe, II, No. 178 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 474 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 946; Dalloz, Rép., Absence, No. 602; Suppl., Absence, No. 98; Aubry et Houques-Fourcade, I, No. 1252; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 517).

**3.** Copiii și descendenții direcți ai absentului pentru a putea reclama bunurile acestuia se cere să aibă drept la succesiunea sa. (Demolombe, II, No. 183; Dalloz, Rép., Absence, No. 604).

**11.** Achiziții succesive ai unor bunuri transmise de un succesor testamentar, al cărui titlu este anulabil pentru vicii de formă, rămân definitiv stăpâni pe bunurile cumpărate, neputându-i atinge o eventuală anulare a testamentului. (Jud. ocol. Herța-Dorohoi, 22 Mai, 1926, Drep-tul 30/926).

**12.** A se vedea: art. 1533, nota 2.

**4.** Copiii și descendenții absentului, pentru a putea reclama bunurile acestuia, trebuiesc să-și dovedească filiațiunea; nu e nevoie să stabilească decesul absentului. (Demolombe, II, No. 182; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 946; Dalloz, Rép., Absence, No. 604).

**5.** Dreptul copiilor și descendenților direcți ai absentului, de a cere bunurile ce au aparținut acestuia, se prescrie prin trecere de treizeci ani dela punerea în posesiune definitivă, spre deosebire de dreptul absentului care este imprescriptibil. (Demolombe, II, No. 182; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, text și nota 12 pag. 946; Dalloz, Rép., Absence, No. 605; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1252; Nacu, I, pag. 244; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 517; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 63).

**6.** Dacă se dovedește că absentul a încetat din viață înainte de trimeterea în posesiune definitivă asupra averii absentului, termenul acțiunii de restituire a copiilor și descendenților direcți ai absentului, se va calcula, după o părere, tot din momentul punerii în posesiune definitivă de oarece textul art. 133 cod. civ. fr. (118 cod. civ. rom.) nu face nici o distincțiune. (Duranton, I, No. 512; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, text și nota 13, pag. 946; Dalloz, Rép., Absence, No. 608, Suppl., Absence, No. 98; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 478 urm.).

**7.** După o altă părere însă, se spune că acțiunea copiilor și descendenților în linie dreaptă ai absentului, pentru a reclama bunurile acestuia, se prescrie prin trecere de treizeci ani cu începerea dela încetarea din viață a absentului. (Demolombe, II, No. 194; Marcadé, art. 133 No. 2; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1179; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 478 urm.).

**8.** Prescripția prevăzută de art. 133 cod. civ. fr. (118 cod. civ. rom.), după o



păreră, este o prescripție propriu zisă și este supusă întreruperilor și suspendărilor după dreptul comun. (Merlin, Rép., Absent, art. 133; Toullier, I, No. 453; Valette sur Proudhon, I, pag. 335; Demolombe, II, No. 185; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 480; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, text și nota 12, pag. 946; Dalloz, Rép., Absence, No. 610; Suppl., Absence, No. 98; Huc, I, No. 445; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1253; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 517).

9. După o altă păreră acest termen de treizeci ani este invariabil și nu este supus întreruperilor și suspendărilor prevăzute de dreptul comun cum ar fi minoritatea sau interdicțiunea copiilor și descendenților în linie dreaptă ai absentului, de oarece art. 133 cod. civ. fr. (118 cod. civ. rom.) constituie o decădere de drepturi iar nu o adevărată prescripție. (Delvincourt, I, pag. 104; Taulier, I, pag. 224; Proudhon, I, pag. 334, 335; Duranton, I, No. 513; Marcadé, art. 133; No. 4, 6; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 176 bis, IV; Nacu, I, pag. 244).

10. Acțiunea în petițiune de ereditate care aparține moștenitorilor mai apropiați ai absentului, se prescrie prin trecere de trei zeci ani dela data decesului absentului. (Duranton, II, No. 531; Demolombe, II, No. 193; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 176 bis II, III, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 948; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 478; Dalloz, Rép., Absence, No. 576; Suppl. Absence, No. 96; Laurent, II, No. 244; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1247).

11. Chiar dacă nu au trecut trei zeci ani dela decesul absentului, însă dacă au trecut treizeci ani dela trimeterea în posesiune definitivă asupra averii sale,

cei trimeși în posesie definitivă au câștigat dreptul asupra acestei averi prin prescripție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, p. 948; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 96; Baudry et Houques-Fourcade I, No. 1248; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 478, 479).

12. Dispozițiile art. 133 c. civ. fr. (118 c. civ. rom.), după care copiii și descendenții direcți ai absentului vor putea reclama bunurile sale în termen de trei zeci ani cu începere dela punerea în posesiune definitivă, se aplică numai acestora iar nu și celorlalți moștenitori colaterali ai absentului, așa în cât aceștia, dacă nu se dovedește decesul absentului, vor putea reclama drepturile lor numai în termen de trei zeci ani care curge dela data trimeterei în posesiune provizorie. (Merlin, Répertoire, Absent, Art. 120, No. 4; Toullier, I, No. 454; Duranton, I, No. 511; Valette sur Proudhon, I, p. 333; Demolombe, II, No. 182; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 478, 479; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 152, nota 10, p. 919, 920, § 153, p. 929; Dalloz, Rép., Absence, No. 609; Laurent, II, No. 238, 240; Huc, I, No. 445 Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1251; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 517; Comp.: Nacu, I, p. 244, 245).

13. Copiii și descendenții direcți ai absentului, vor lua bunurile absentului în starea în care se găesc, fiind obligați a respecta toate înstrăinările cu titlu gratuit sau oneros și sarcinile constituite de către cei trimeși în posesiune definitivă asupra acestor bunuri, după cum trebuiau să fie respectate și de către absent dacă s'ar fi reintors. (Demolombe, II, No. 186; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 157, pag. 949; Dalloz, Rép., Absence, No. 603; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 517).

**Art. 119.** — După darea hotărârii prin care s'a declarat absența, vericine ar avea drepturi contra absentului, nu le va putea exercita decât în contra celor ce vor fi fost puși în posesiunea averii lui, sau în contra celor ce vor fi având administrațiunea legală. (Civ. 106, 114; Civ. Fr. 134).

*Text. fr. Art. 134.* — Après le jugement de déclaration d'absence, toute personne qui aurait des droits à exercer contre l'absent, ne pourra les poursuivre que contre ceux qui auront été envoyés en possession des biens, ou qui en auront l'administration légale.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune de împărțeală 4.	Imobile 9.
Acțiune imobiliară 3, 4, 5.	Imobiliară acțiune 3, 4, 5.
Acțiune mobilă 1, 5.	Imobiliare drepturi 7.
Acțiune posesorie 2.	Împărțeală 4.
Autorizația justiției 1—5, 7—9.	Instrăinare 9.
Compromis 7, 8, 9.	Mobilă acțiune 1, 5.
Drepturi imobiliare 7.	Mobiliare drepturi 8.
Drepturi mobiliare 8.	Opozabilitatea 6.
Hotărâre 6.	Părât 5.
	Partaj 4.

Poseiune provizorie 1		Tranzacție 7, 89.
urm.		Trimetere în posesiune
Reintorcerea absentului 6.		provizorie 1 urm.
		Vânzare 9.

**Doctrină.**

1. Cei trimeși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, pot introduce, fără nici o autorizație, acțiunile

mobiliare privitoare la averea absentului. (Demolombe, II, No. 114; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 429; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, p. 926; Dalloz, Rép., Absence, No. 349; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1130; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2484; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 502).

2. Cei trimeși în posesiune provizorie, pot introduce acțiunile posesorii privitoare la imobilele absentului, fără autorizația tribunalului. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1130; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2484; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 502, 503).

3. Deasemenea, după o părere, pot introduce acțiunile imobiliare petitorii, fără nici o autorizație. (Merlin, Répertoire, Absent, Art. 134, No. 1; Proudhon, Cours, I, p. 289; Toullier, I, p. 434; Demolombe, II, No. 114; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 163 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 429; Dalloz, Rép., Absence, No. 349; Suppl., Absence, No. 39; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1130; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2484).

4. După o altă părere însă, pentru a intenta acțiunile imobiliare, cei trimeși în posesiune provizorie, trebuiesc să fie autorizați în prealabil de tribunal; numai acțiunile de împărțeală le pot introduce fără această autorizație. (Duranton, I, No. 492; Valette sur Proudhon, I, p. 336; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153 text și nota 16, p. 926; Dalloz, Rép., Absence, No. 349; Suppl., Absence, No. 39; Laurent, II, No. 188; Huc, I, No. 434; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 503, nota 1).

5. Cei trimeși în posesiune provizorie asupra aversei absentului, nu au nevoie de nici o autorizație pentru a se apăra în acțiuni mobiliare sau imobiliare intentate cu privire la această avere. (Demolombe, II, No. 110, 114; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 429; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, §

153, text și nota 15, p. 926; Dalloz, Rép., Absence, No. 344; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1130; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2484; Comp.: Nacu, I, p. 239; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 502, 503).

6. Hotărârile pronunțate pentru sau contra celor trimeși în posesiune provizorie asupra aversei absentului, sunt opozabile absentului, în caz de reîntoarcerea sa, de oarece a fost legal reprezentat. (Huc, I, No. 434; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2484; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 503; VII, ed. I-a, p. 553, nota 2).

7. Cei trimeși în posesiune provizorie asupra aversei absentului, nu pot face tranzacțiuni sau compromisuri asupra drepturilor imobiliare aparținând absentului, decât cu autorizația justiției. (Demolombe, II, No. 115; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, p. 925; Dalloz, Rép., Absence, No. 351; Suppl., Absence, No. 40; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1136; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2485).

8. În cece privește drepturile mobiliare, există controversă: după o părere cei trimeși în posesiune provizorie, pot face tranzacție sau compromis asupra acestor drepturi fără nici o autorizație. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, text și nota 9, pag. 924; Dalloz, Rép., Absence, No. 351; Suppl., Absence, No. 40; Huc, I, No. 435; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1136; Comp.: Planiol, ed. 6-a, III, No. 2485).

9. După o altă părere însă, se spune că deoarece cei trimeși în posesiune provizorie, nu pot să înstrăineze bunurile imobile aparținând absentului, fără autorizație, nu pot nici să facă tranzacțiuni sau compromisuri cu privire la aceste bunuri, fără autorizația justiției. (Demolombe, II, No. 115; Dalloz, Rép., Absence, No. 351; Suppl., Absence, No. 40; Comp.: Planiol, ed. 6-a, III, No. 2485).

Secțiunea II. — *Despre efectele absenței în privirea drepturilor eventuale care se pot cuveni absentului.*

**Art. 120.** — Vericine va reclama un drept deschis unei persoane, a cărei existență nu va fi recunoscută, este dator a dovedi, că acea persoană există în timpul când dreptul s'a deschis pentru dânsa<sup>1)</sup>. (Civ. 98, urm., 114, 121 urm., 654, 668, 808, 924, 1169, 1651; Civ. Fr. 135).

*Text. fr. Art. 135.* — Quiconque réclamera un droit échu à un individu dont l'existence ne sera pas reconnue, devra prouver que ledit individu existait quand le droit a été ouvert: jusqu'à cette preuve, il sera déclaré non recevable dans sa demande.

<sup>1)</sup> În art. 135 francez, corespunzător, se continuă articolul cu următorul adaus: „jusqu'à cette preuve, il sera déclaré non recevable dans sa demande”.



## Doctrină.

1. Reprezentanții unei persoane a cărei existență nu este recunoscută, vor putea exercita drepturile acestei persoane după dispariția sa sau după ultimele știri primite dela ea, însă sunt datori a dovedi că acea persoană există în timpul când dreptul reclamat s'a deschis pentru dânsa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 484; Dalloz, Rép., Suppl. Absence, No. 77; Planiol, ed. 6-a, I, No. 619; III, No. 1720; Planiol et Ripert, I, No. 53. 54; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 518. 520; Plastara, I, p. 198; Comp.: Nacu, I, p. 246).

2. Dispozițiile art. 135 și 136 c. civ. fr. (120 și 121 c. civ. rom.) se aplică tuturor persoanelor a căror existență nu este cunoscută, fără a se face deosebire dacă absența este prezumată sau declarată. (Merlin, Répertoire, Absent, Art. 136 No. 2, 3; Toullier, I, No. 477, 478; Duranton, I, No. 535; Demolombe, II, No. 203 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 179 bis, I, II, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 486; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, text și nota 1 bis, p. 950; Dalloz, Rép., Absence, No. 477 urm.; Suppl., Absence, No. 78; Laurent, II, No. 253; Huc, I, No. 447; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1258; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1720; Planiol et Ripert, I, No. 54; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 519).

3. Se decide însă că pentru ca să fie loc la aplicarea dispozițiilor art. 135 și 136 c. civ. fr. (120 și 121 c. civ. rom.) se cere ca să existe îndoială serioasă asupra existenței absentului, căci simpla sa lipsă sau mai bine zis neprezență, dela domiciliu, nu ar aduce aplicarea acestor articole. (Toullier, I, No. 479; Duranton, I, No. 536; Demolombe, II, No. 205; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a; I, No. 179 bis, III; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 486; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, text și nota 2, p. 950; Dalloz, Rép., Absence, No. 482; Laurent, II, No. 253; Huc, I, No. 449; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1259; Planiol, ed. 6-a, III, No.

1722; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 519, nota 1).

4. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă lipsa unei persoane dela locuința sa este datorită unei simple neprezențe, ori dacă este prezumpțiune de absență. (Toullier, I, No. 279; Duranton, I, No. 536; Demolombe, II, No. 205; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, text și nota 2, p. 950; Laurent, II, No. 253; Huc, I, No. 449; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1259; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1722; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 519, nota 1).

5. Prin drepturile eventuale despre care tratează art. 135 și 136 c. civ. fr. (120 și 121 c. civ. rom.), se înțelege acele drepturi cari nu pot fi dobândite de către absent, decât dacă el există în momentul când ele s'au deschis pentru el. (Demolombe, II, No. 200; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 484; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1257, 1260).

6. Nu se poate reclama dreptul de succesiune deschis pentru absent după dispariția sa, dacă nu se stabilește că el există în momentul deschiderii succesiunii. (Demolombe, II, No. 200; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 484; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, p. 952; Dalloz, Rép., Absence, No. 500; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1260).

7. Și aceasta atât pentru succesiunile testamentare cât și pentru cele ab intestat. (Demolombe, II, No. 209; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 483, 484; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, p. 952, 954; Dalloz, Rép., Absence, No. 490; Suppl., Absence No. 79; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1260).

8. O femeie măritată nu poate cere anularea unui act încheiat de către ea în timpul absenței soțului său și deci fără autorizația sa, decât dacă dovedește existența soțului său în momentul încheierii actului. (Demolombe, II, No. 267; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 159, p. 959; Huc, I, No. 447; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 518, nota 3).

9. A se vedea și notele de sub art. 121 c. civil.

**Art. 121.** — Dacă se va deschide o moștenire, care s'ar cuveni unui individ, a cărui existență nu este cunoscută, ea se va da numai acelorora cu cari individul s'ar fi găsit în drept de a concură, sau acelorora ce aveau drept de a o dobândi în lipsă-i. (Civ. 98, 99, 120, 122 urm., 654, 664—668; Civ Fr. 136).

*Text. fr. Art. 136.* — S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle sera dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut.

## Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteci*, p. 218 urm.;  
SIMIONESCU G., *Notă sub C. Apel Galați S. I, 52 din 30 Martie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 41.*

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act de dispoziție 15.	cuvântul: „S u c c e s i u n e”.
Administrație 5.	Partaj 5, 9.
Administrator 9.	Parte disponibilă 4.
Aprecieri suverană 6.	Părți interesate 1 urm.
Cauțiune 13.	Poseziune definitivă 1.
Conservare 6.	Poseziune provizorie 1, 12.
Cotitate disponibilă 4.	Reintoarcerea absentului 13.
Culegerea succesiunii 1 urm.	Rendită viageră 7.
Declaraire de absență 3.	Renunțare 8, 9, 10.
Dispariția absentului 1.	Reprezentare 3, 11.
Executor testamentar 5.	Retractare 10.
Existență necunoscută 1 urm.	Rezervă 4.
Existență sigură 6, 8.	Succesiune 1 urm.
Formele declarării de absență 3.	Suverană apreciere 6.
Garanție 13.	Termin 12.
Împărțeață 5, 9.	Testament 5, 7.
Instrăinare 15.	Trimeretere în posesiune definitivă 1.
Interes 8.	Trimeretere în posesiune provizorie 1, 12.
Interesate părți 1 urm.	Uzfruct 7.
Inventar 9, 14.	Vânzare 15.
Măsuri de conservare 6.	
Moștenire, a se vedea	

## Doctrină.

1. Moștenirea deschisă în favoarea absentului, înaintea dispariției sale, va fi luată de către cei puși în posesiune provizorie sau definitivă asupra bunurilor sale. (Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 519, 520).

2. Moștenirea deschisă și cuvenită unui individ a cărui existență nu este cunoscută, se va lua de către cei ce veneau în concurență cu el sau de aceia care veneau la succesiune în lipsa sa, de oarece el se consideră ca și cum ar fi încetat din viață. (Demolombe, II, No. 208; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 485; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, pag. 952; Dalloz, Rép., Absence, No. 503; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1261, 1262; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1721; Planiol et Ripert, I, No. 53; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, pag. 432; Nacu, I, pag. 247; Alexandresco, ed. 2-a I, pag. 519, 520; Matei Cantacuzino, pag. 312; Plastara, I, pag. 198, 199).

3. În cazul când se va deschide un drept de succesiune unei persoane a cărei existență este necunoscută, cei care prin efectul reprezentăției intră în locul și drepturile sale, vor culege succesiunea de drept, imediat, fără cercetare sau publicațiuni. (Merlin, Rép., Absent, art. 136, No. 6; Duranton, I, No. 547; Valette sur Proudhon, I, p. 353 urm.; Demolombe, II, No. 209; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 179 bis, V; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 485, 489; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, nota 3, pag. 952; Dalloz, Rép., Absence, No. 509 urm.; Suppl., Absence No. 81; Laurent, II, No. 255; Huc, I, No. 448; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1262; Nacu, I, pag. 247; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 520; Contra: Loaré, Législation civile, II, art. 135; Proudhon, I, pag. 347; Comp.: Planiol, ed. 6-a I, No. 619; III, No. 1721).

4. Cotitatea disponibilă și rezerva se vor

calcula ca și cum absentul nu ar exista. (Demolombe, II, No. 202; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, pag. 954; Dalloz, Rép., Absence, No. 493; Suppl., Absence, No. 80; Laurent, II, No. 254; Huc, I, No. 447; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1265; Nacu, I, pag. 247; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 518; 519, nota 3).

5. Dacă defunctul în testamentul său, institue un executor testamentar care să administreze partea cuvenită absentului, acesta nu poate împiedeca pe ceilalți moștenitori prezenți ca să împartă întreaga succesiune între ei, chiar și partea absentului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, pag. 953; Dalloz, Rép., Absence, No. 492; Suppl., Absence, No. 79; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1263).

6. În cazul când existența unei persoane care lipsește dela domiciliul său, nu a devenit nesigură, tribunalele pot refuza să predea succesiunea celor chemați a veni la ea, în lipsa sa și poate ordona măsuri de conservare a intereselor persoanei absente. (Demolombe, II, No. 213; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, nota 5, p. 952; Dalloz, Rép., Suppl., Absence, No. 82; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1267; Comp.: Planiol, ed. 6-a, III, No. 1722).

7. Un drept de uzufruct sau o rentă viageră constituite prin testament absentului se consideră ca și cum nu ar fi luat nici odată naștere. (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1261; Planiol et Ripert, I, No. 53; Nacu, I, pag. 246, 247).

8. Părțile în drept pot să renunțe la contestarea existenței, nesigure a absentului, de oarece dispozițiile art. 135 și 136 cod. civ. fr. (120 și 121 cod. civ. rom.) sunt prevăzute în interesul lor. (Demolombe, II, No. 206; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 487; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, pag. 953; Dalloz, Rép., Absence, No. 484; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1264).

9. Când existența unei persoane nu este contestată se va numi un administrator pentru a-l reprezenta la inventar și împărțeață. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 486; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, pag. 953; Dalloz, Rép., Absence, No. 484).

10. Părțile cari au recunoscut existența absentului, au dreptul să retracteze recunoașterea lor și să ceară aplicațiunea dispozițiilor art. 135 și 136 cod. civ. fr. (120 și 121 cod. civ. rom.) de oarece recunoașterea lor a fost provizorie. (Duranton, I, No. 536; Demolombe, II, No. 206; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 179, bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 487; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, pag. 953; Dalloz, Rép., Absence, No. 486; Huc, I, No. 449; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1264).

11. Părțile interesate cari vin la succesiune în virtutea art. 136 cod. civ. fr. (121 cod. civ. rom.), cu exlcuziunea absentului, nu-l reprezintă pe acesta, ci



vin în numele lor propriu la succesiune. (Demolombe, II, No. 210; Dalloz, Rép., Absence, No. 514; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1266; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1721; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 521).

**12.** Din momentul ce existența absentului nu este cunoscută, ceilalți moștenitori au dreptul a reclama succesiunea, spre deosebire de cei trimeși în posesiune provizorie asupra bunurilor absentului, cari deținând bunurile acestuia, trebuiesc să ceară posesiunea după trecerea unui anumit termen (Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1266; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 179 bis, I, 180; Mourlon, ed. 7-a I, No. 489; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 521).

**13.** Persoanele cari culeg succesiunea, în lipsa absentului, prin aplicațiunea dispozițiilor art. 136 c. civ. fr. (121 c. civ. rom.), nu sunt obligate a da vreo garanție pentru cazul când absentul s'ar întoarce pentru a-și exercita drepturile sale. (Demolombe, II, No. 213; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 490; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, p. 952, 953; Dalloz Rép., Absence, No. 518; Suppl., Absence, No. 82; Laurent, II, No. 256; Huc, I, No. 448; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1267; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1721; Planiol et Ripert I, No. 53; Nacu, I, p. 247; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 521).

**14.** Persoanele cari culeg succesiunea, în lipsa absentului, potrivit dispozițiilor art. 136 c. civ. fr. (121 c. civ. rom.) nu sunt obligate să facă inventarul averii ce o culeg, de oarece legea nu le obligă la această formalitate. (Merlin, Rép., Absent, art. 136, No. 4; Toullier, I, No. 480;

Demolombe, II, No. 213; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 490; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, pag. 953; Dalloz, Rép., Absence, No. 521 urm., Suppl., Absence, No. 82; Laurent, II, No. 256; Huc, I, No. 448, 449; Baudry et Houques-Fourcade I, No. 1267; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1721; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 521; Contra: Duranton, I, No. 394).

**15.** Persoanele cari culeg succesiunea, în lipsa absentului, prin aplicațiunea dispozițiilor art. 136 cod. civ. fr. (121 cod. civ. rom.), au dreptul a dispune de bunurile moștenite. (Demolombe, II, No. 212; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, text și nota 5, pag. 952; Dalloz, Rép., Absence, No. 517; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1268; Alexandresco, ed. 2-a, I, pag. 523; Contra: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 493 urm.)

**16.** A se vedea și notele de sub art. 120 cod. civil. Asupra chestiunilor privitoare la eredele aparent, a se vedea notele de sub art. 117 cod. civil.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Potrivit art. 121 c. civ., dacă o moștenire se deschide în favoarea unei persoane, a cărei existență nu e cunoscută, moștenirea se cuvine aceluia care cu această persoană ar fi fost în drept de a concura, dar pentru aceasta se cere ca ceilalți moștenitori să fi declarat că ei înțeleg să culegă succesiunea în numele absentului, ca reprezentanți ai lui legali. (C. Apel Galați, 52 din 30 Martie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 5, Pand. Rom. 1926, II, 41).

**Art. 122.** — Dispozițiile cuprinse în precedentele două articole își vor avea puterea lor, fără prejudiciul acțiunilor, prin care se cere o moștenire sau alte drepturi ce se vor cuveni absentului ori reprezentanților săi, și nu se vor pierde decât după trecerea termenului statornicit pentru prescripțiune (Civ. 115, 117, 118, 120 urm., 683, 701, 974, 996, 1097, 1554, 1557 urm., 1607, 1803, 1886, 1890 urm., 1895 urm., 1909; Civ. Fr. 137).

*Text. fr. Art. 137.* — Les dispositions des deux articles précédents auront lieu sans préjudice des actions en pétition d'hérédité et d'autres droits, lesquels compéteront à l'absent ou à ses représentants ou ayant-cause, et ne s'éteindront que par le laps de temps établi pour la prescription.

### Doctrină.

**1.** Absentul dacă se întoarce și reprezentanții săi dacă dovedesc existența sa, în momentul deschiderii succesiunii, au dreptul a reclama succesiunea și celelalte drepturi ce le aparțin, cu toate că s'au aplicat asupra acestei succesiuni dispozițiile art. 135 și 136 c. civ. fr. (120

și 121 c. civ. rom.). (Demolombe, II, No. 214; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, p. 954; Dalloz, Rép., Absence, No. 611 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1269; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1721; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 521, 522; Matei Cantacuzino, p. 312; Comp.: Toullier, IV, No. 289; VII, No. 31; Duranton, I, No. 578; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 490).

2. Acțiunea în petițiune de ereditate pe care o poate intenta absentul la reînțoarcerea sa, sau reprezentanții săi, se prescrie prin trecere de trei zeci ani cu începere dela deschiderea succesiunii. (Demolombe, II, No. 114; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 180 bis; Mourlon, ed. 7-a I, No. 491; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, p. 954; Dalloz, Rép., Absence, No. 614; Huc, I, No. 451; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1269; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1721; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 522; Comp.: Nacu, I, p. 247; Matei Cantacuzino, p. 312).

3. Cererea de liberare sau restituire a

unui legat, din partea absentului sau reprezentanților săi, va putea fi făcută timp de trei zeci ani dela data deschiderii succesiunii. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 158, p. 954; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1269).

4. Dacă unul dintre moștenitorii cari au cules succesiunea în lipsa absentului, a devenit insolvabil, pierderea o va suporta absentul care s'a reîntors și care reclamă succesiunea iar nu ceilalți moștenitori cari au cules succesiunea. (Demolombe, II, No. 230; Marcadé, art. 137, No. 6; Dalloz, Rép., Absence, No. 617; Contra: Duranton, I, No. 579).

**Art. 123.** — Pe cât timp absentul nu se va arăta, sau acțiunile nu se vor exercita în numele său, cei ce vor fi primit moștenirea, vor dobândi în deplină proprietate veniturile luate de dânsii cu bună credință. (Civ. 485, 486, 487, 994, 1898; Civ. Fr. 138).

*Text. fr. Art. 138.* — Tant que l'absent ne se représentera pas, ou que les actions ne seront point exercées de son chef, ceux qui auront recueilli la succession, gagneront les fruits par eux perçus de bonne foi.

### Doctrină.

Spre deosebire de cei trimeși în posesiune provizorie, care atunci când sunt obligați să restituie bunurile absentului administrate de către ei, trebuiesc să restituie și fructele în anumite condițiuni, cei cari au cules succesiunea în lipsa absentului, sau oricare alt drept care s'a deschis în timpul absenței sale în profitul său, va conserva toate fructele percepute cu bună credință. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 492; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1721; Nacu, I, p. 247; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 521, 522).

2. Deși art. 138 c. civ. fr. (123 c. civ. rom.), vorbește numai de succesiunea cvenită unui absent și care a fost culeasă de alte persoane, totuși, dispozițiile sale se aplică și la alte drepturi cari s'ar fi cuvenit absentului. (Demolombe, II, No. 215 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 492; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 150, p. 955; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1270).

3. Dispozițiile art. 138 c. civ. fr. (123 c. civ. rom.) se aplică la toate fructele luate de cei cari au primit succesiunea în lipsa absentului, indiferent dacă ele au fost consumate sau există în momentul reînțoarcerii absentului. (Demolombe, II, No. 222; Dalloz, Rép., Absence, No. 620).

4. Numai moștenitorul care are dreptul să primească succesiunea în lipsa absentului, are dreptul a păstra fructele de oarece ceilalți moștenitori cari ar fi cules succesiunea, în urma rămânerei în

națiune a unui moștenitor mai apropiat, trebuiesc considerați ca simpli administratori ai succesiunii și deci obligați a restitui fructele percepute. (Demolombe, II, No. 228; Dalloz, Rép., Absence, No. 620).

5. Cel ce a perceput fructele succesiunii în lipsa absentului și le reține pentru el, nu va putea reclama contra absentului sau reprezentanților săi cari cer moștenirea, ca să i se ramburseze cheltuielile făcute de el pentru conservarea sau îmbunătățirile făcute. (Merlin, Répertoire, Absent, No. 138, No. 2; Dalloz, Rép., Absence, No. 621).

6. Cel care a cules succesiunea în lipsa absentului și a perceput fructele, nu le poate reține dacă a fost de rea credință când a perceput fructele de și cunoștea existența absentului. (Toullier, III, No. 76; Duranton, I, No. 585; Demolombe, II, No. 229; Dalloz, Rép., Absence, No. 622; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1270).

7. Când cel care a cules succesiunea a fost de rea credință, el este obligat a restitui fructele, chiar cele percepute și consumate, ceea ce se va face în bani după ce se vor deduce cheltuielile făcute cu producerea lor. (Dalloz, Rép., Absence, No. 624).

8. Buna credință este totdeauna presupusă și reaua credință trebuiește dovedită de cel ce pretinde că ea a existat. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 523).



CAPITOLUL IV<sup>1)</sup>

## Despre privegherea copiilor minori ai tatălui care a dispărut.

**Art. 124.** — Dacă tatăl dispărut a lăsat copii minori, făcuți cu soția sa înaintea plecării sale, mama va avea privegherea asupra lor și va exercită toate drepturile bărbatului, în privința educației și a administrației averii lor. (Civ. 132, 325, 327, 330 urm., 335, 338, 343; C. com. 10-13; Civ. Fr. 141).

*Text. fr. Art. 141.* — Si le père a disparu laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance, et elle exercera tous les droits du mari, quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Absență declarată 11, 12.	Mamă 1 urm.
Absență prezumată 6, 7.	Mandatar 6.
Act de dispoziție 10.	Ministerul Public 15.
Administrație 1-4, 10-13.	Minori 1 urm.
Anulare 15.	Moarte 14, 16.
Autorizație 10.	Nulitate 15.
Bigamie 16.	Omologarea tribunalului 10.
Căsătorie 14, 15, 16.	Ordine publică 16.
Competență 13.	Parchet 15.
Consiliu de familie 10.	Personală lege 13, 16.
Copii minori 1 urm.	Prezumțiune de absență 6, 7.
Corecțiune 5.	Procuror 15.
Deces 14, 16.	Putere părintească 1, 2, 3, 6, 13.
Declarare de absență 11, 12.	România 13, 16.
Dispariție 1 urm.	Statut personal 13, 16.
Divorț 14.	Străini 13, 16.
Drept de corecțiune 5.	Supraveghere 1, 2, 3, 7, 12, 13.
Educație 1, 2, 3, 7, 12, 13.	Tatăl 1 urm.
Emancipare 3, 9.	Tutelă 2, 11, 13.
Existența absentului 15.	Uzuctul legal 6, 7.
Excitare din viață 14, 16.	Văduvă 5.
Injurie gravă 14.	
Instrăinare 10.	
Interes 15.	
Legi personale 13, 16.	

## Doctrină

**1.** În cazul când tatăl a dispărut, lăsând copii minori și mama lor este prezentă, drepturile de putere părintească, de educație a copiilor și de administrare a bunurilor lor, trec asupra mamei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 508; Dalloz, Rép., Absence, No. 547; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1760; Planiol et Ripert, I, No. 312; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 432, 459; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 529; Comp.: Nacu, I, p. 249).

**2.** Drepturile mamei asupra copiilor minori, prevăzute de art. 141 c. civ. fr. (124 c. civ. rom.), nu constituiesc o tutelă proprie zisă a copiilor săi minori. (Toullier, I, No. 458; Duranton, I, No. 518; Valette sur Proudhon, I, p. 306; Demolombe, II, No. 312; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 186, 186 bis I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 505; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 160, p. 962; Dalloz, Rép., Absence, No. 548; Suppl., Absence, No. 89; Laurent, II, No. 415; Huc, I, No. 459; Baudry et

Houques-Fourcade, I, No. 1290; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1760; Planiol et Ripert, I, No. 475; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. p. 432; Contra: Proudhon, Cours, I, p. 306).

**3.** Mama nu are nevoie să îndeplinească nici o formalitate, de oarece drepturile prevăzute de art. 141 c. civ. fr. (124 c. civ. rom.), trec asupra sa de drept, din momentul dispariției soțului său și tatăl copiilor săi minori. (Demolombe, II, No. 311, 319; Dalloz, Rép., Absence, No. 547; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1290).

**4.** Dreptul de administrație al mamei asupra averii copiilor săi minori, când tatăl este dispărut, are în principiu aceeași întindere pe care o avea tatăl. (Duranton, I, No. 520; Valette sur Proudhon, I, p. 310; Demolombe, II, No. 317; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 186 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a I, § 160; p. 962; Dalloz, Rép., Absence, No. 551; Suppl., Absence, No. 89; Laurent, II, No. 146; Huc, I, No. 461; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1292; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 529).

**5.** În caz de dispariție a tatălui, dreptul de corecțiune asupra copiilor minori, trece asupra mamei, care îl exercită în aceleași condițiuni în care l-ar exercita dacă ar fi văduvă. (Delvincourt, I, p. 48, No. 1; Duranton, I, No. 375; Demolombe, II, No. 313; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 186 bis, III; Marcadé, Art. 141, No. 4; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 508; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 160, p. 962; Dalloz, Rép., Absence, No. 553; Laurent, II, No. 147; Huc, I, No. 460; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1291; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 529).

**6.** În ceea ce privește uzuctul legal asupra averii copiilor minori, în timpul perioadei de absență prezumată a tatălui, după o părere, acest drept aparține încă tatălui, de oarece în acest timp mama exercită puterea părintească în calitate de mandatară a soțului său dispărut. (Demolombe, II, No. 318; Demante

<sup>1)</sup> În textul francez înaintea cap. IV, se află cap. III, secțiunea III cuprinzând art. 139-140 sub titlul, „Efectele absenței relative la căsătorie”, care a fost suprimat de legiuitorul român.

et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 186 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 509; Aubry et Rau, ed. 4-a, I, § 550 bis, p. 83; Dalloz, Rép., Absence, No. 555; Huc, I, No. 461).

7. După o altă părere însă, ma na are uzufructul legal al averii copiilor săi minori, de oarece ea are administrația averii lor și sarcina de a-i educa. (Delvincourt, I, p. 48, No. 1; Duranton, I, No. 521; Marcadé, Art. 141, No. 2; Beudant, II, No. 755; Dalloz, Rép., Absence, No. 555; Suppl., Absence, No. 108; Laurent, IV, No. 325; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1293; Planiol et Ripert, I, No. 312; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 459; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 529).

8. După părerea dominantă, mama al cărei soț este dispărut, are dreptul să emancipeze pe copiii comuni, în timpul perioadei absenței prezumate. (Demolombe, II, No. 316; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 160, text și nota 3, p. 962; Dalloz, Rép., Absence, No. 554; Suppl., Absence, No. 89; Laurent, II, No. 147; Huc, III, No. 470; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1291; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 529, nota 1).

9. După o altă părere însă, ea nu are acest drept de emancipare al copilului comun. (Toullier, II, No. 1287; Duranton, III, No. 655; Valette sur Proudhon, II, p. 306).

10. Actele pe care voește să le facă mama copiilor minori, al căror tată este dispărut, și cari întrec actele de administrație, trebuiesc autorizate de consiliul de familie și omologate de către tribunal. (Demolombe, II, No. 317; Dalloz, Rép. Absence, No. 552).

11. Dispozițiile din codul civil nu arată cum trebuie să se procedeze în privința copiilor minori, după declararea de absență a soțului dispărut și s'a decis că declarația de absență a soțului dispărut face să înceteze administrația legală sau tutela provizorie și urmează a se organiza tutela copiilor minori după regulile prevăzute de codul civil la materia tutelei. (Delvincourt, I, p. 85; Valette sur Proudhon, I, p. 311; Demolombe, II, No. 335; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 184 bis; Beudant, II, No. 775; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 506; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 160, text și nota 8, p. 963; Dalloz, Rép., Absence, No. 570; Suppl., Absence, No. 92; Huc, I, No. 459; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1305, 1306; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 527, 528, 532).

12. După o altă părere însă, se spune

că dacă soțul absentului există și are su-pravegherea copiilor minori, precum și administrarea averii lor, el va conserva și mai departe administrarea cu puterile cu care era investit, și după declararea de absență. (Toullier, I, No. 458; Duranton, I, No. 517, 518; Marcadé, art. 143, No. 5; Dalloz, Rép., Absence, No. 92; Laurent, II, No. 219 urm.; Plastara, I, p. 199).

13. Pentru minorii străini aflați în România a căror tată sau mamă ar fi dispărut, tribunalele române vor lua măsurile necesare pentru administrarea averii lor și privigherea educației lor însă puterea părintească și tutela se vor regula după legea lor națională. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 528).

14. Pentru ca soțul prezent să se poată căsători a doua oară când nu s'a dovedit decesul absentului, trebuie să obțină desfacerea căsătoriei prin divorț și faptul dispariției este un motiv de divorț căci este o injurie gravă părăsirea soțului. (Nacu, I, p. 249; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 524, 525; Matei Cantacuzino, p. 312).

15. Dacă în timpul absenței unui soț, celălalt soț se căsătorește a doua oară, cât timp nu se dovedește că la epoca celei de a doua căsătorii absentul exista, ea nu poate fi anulată; dacă însă se dovedește existența sa, căsătoria este lovită de nulitate absolută, care poate fi invocată de orice persoană interesată, chiar de către soții căsătorii a doua oară și de către Ministerul Public. (Demolombe, II, No. 264; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 499; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1283; Planiol, ed. 6-a, I, No. 379; Nacu, I, p. 249; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 526; Contra: Laurent, II, No. 250; Huc, I, No. 456; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 498 urm.; Beudant, I, No. 364; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 159, p. 957 urm.; Plastara, I, p. 199).

16. Chiar dacă legea personală a unui soț străin i-ar permite să se căsătorească din nou, în cazul absenței celuilalt soț, căsătoria nu ar putea fi celebrată în România până nu s'ar dovedi decesul soțului absent, de oarece în legea noastră bigamia este de ordine publică și se aplică și streinilor. (Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 255; Weiss, Traité élémentaire, ed. 2-a, p. 401; Huc, I, No. 457; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1325; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 526, 527; Comp.: Demolombe, I, No. 101; Laurent, Droit civil international, IV, No. 300).

**Art. 125.** — Dacă mama va fi încetat din viață în timpul de șase luni din ziua când tatăl a dispărut, sau dacă ea ar muri mai înainte de a se declară absența la tribunal, privegherea copilului se va încredința de către consiliul de familie la ascedenții cei mai



apropiați, și în lipsa lor unui tutore provizoriu. (Civ. 98, 126, 344, 352, 355, urm.; Civ. Fr. 142).

*Text. fr. Art. 142.* — Six mois après la disparition du père, si la mère était décédée lors de cette disparition, ou si elle vient à décéder avant que l'absence du père ait été déclarée, la surveillance des enfants sera déferée, par le conseil de famille, aux ascendants les plus proches, et, à leur défaut, à un tuteur provisoire.

### Doctrină.

1. Art. 142 din codul civil fr. (125 din c. civ. rom.), trebuiește completat cu cuvintele: „dela ultimele știri primite dela tată”. (Marcadé, Art. 142, No. 5; Dalloz, Rép., Absence, No. 558).

2. Administrația persoanelor asupra averii copiilor minori în cazul prevăzut de art. 142 c. civ. fr. (125 c. civ. rom.), constituie o adevărată tutelă. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 187, 187 bis; Marcadé, Art. 142, No. 3; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 160, text și nota 7, p. 962; Dalloz, Rép., Absence, No. 559; Suppl., Absence, No. 90; Laurent, II, No. 148; Huc, I, No. 462; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1295; Nacu, I, p. 250; Comp: Demolombe, II, No. 321, 322; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 511; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1760; Planiol et Ripert, I, No. 475; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 530, 531).

3. Cu toate că art. 402 și 403 c. civ. fr. (352 și 353 c. civ. rom.) arată cine va fi tutorul copiilor minori, în cazul când ambii săi părinți au încetat din viață, în cazul prevăzut în art. 142 c. civ. fr. (125 c. civ. rom.), se vor aplica dispozițiile acestui articol, de oarece el nu a fost modificat sau abrogat prin sus arătatele articole dela materia tutelei. (Valette sur Proudhon, I, p. 307; Demolombe, II, No. 321; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 187 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 511; Dalloz, Rép., Absence, No. 561; Laurent, II, No. 148; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1296; Nacu, I, p. 250; Contra: Marcadé, Art. 142, No. 4; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1760; Planiol et Ripert, I, No. 475).

4. După o părere, consiliul de familie ar avea dreptul să determine puterile tutorului în educația și administrarea averii copiilor minori, în cazul prevăzut de art. 142 c. civ. fr. (125 c. civ. rom.). (Valette sur Proudhon, I, p. 307; Demolombe, II, No. 323; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 187 bis II; Dalloz, Rép., Absence, No. 561).

5. După o altă părere însă, consiliul de familie nu ar avea, în această privință, decât drepturile prevăzute de codul civil dela materia tutelei în general. (Marcadé, Art. 142, No. 3; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 160, nota 7, p. 962, 963; Dalloz, Rép., Absence, No. 561; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1295).

6. Mama nu are dreptul să numească prin testament, un tutor copiilor săi minori eșiți din căsătoria cu soțul său absent. (Demolombe, II, No. 325; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1297; Planiol et Ripert, I, No. 469).

7. În cazul de dispariție simultană sau succesivă a tatălui și mamei, se va face aplicațiunea dispozițiilor art. 142 c. civ. fr. (125 c. civ. rom.) în ceea ce privește persoana și averea copiilor minori eșiți din căsătoria părinților dispăruți. (Demolombe, II, No. 329; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 191; Dalloz, Rép., Absence, No. 564; Huc, I, No. 462; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1298; Comp: Marcadé, Art. 142, No. 7).

8. În cazul de dispariție a mamei, tatăl va avea și mai departe dreptul de educație și de administrație asupra copiilor lor minori și a averii lor, după cum o avea și în timpul prezenței mamei. (Duranton, I, No. 515; Demolombe, II, No. 310; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 509; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 160, nota 2, p. 961; Dalloz, Rép., Absence, No. 556; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1299; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1760; Nacu, I, p. 250; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 527, 531).

9. Dacă mama a dispărut și apoi a încetat din viață tatăl, se va face aplicația dispozițiilor art. 142 c. civ. fr. (125 c. civ. rom.) cu privire la îngrijirea copiilor lor minori și a averii lor. (Demolombe, II, No. 327, 328; Marcadé, Art. 143, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 189, 190; Dalloz, Rép., Absence, No. 567, 568; Huc, I, No. 462; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1299, 1300; Planiol et Ripert, I, No. 475; Nacu, I, p. 250; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 531).

**Art. 126.** — Tot astfel se va urmà și în cazul când unul din soți dispărând, ar fi lăsat copii minori din altă căsătorie. (Civ. 125, 344, 347, 348; Civ. Fr. 143).

*Text. fr. Art. 143.* — Il en sera de même dans le cas où l'un des époux qui aura disparu, laissera des enfants mineurs issus d'un mariage précédent.

## Doctrină.

1. Dispozițiile art. 143 c. civ. fr. (126 c. civ. rom.) se aplică atât în cazul de dispariție a tatălui, cât și în cazul de dispariție a mamei. (Demolombe, II, No. 326; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 513; Dalloz, Rép., Absence, No. 565; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 531).
2. În cazul prevăzut de art. 143 c. civ. fr. (126 c. civ. rom.), consiliul de familie

va încredința supravegherea copiilor soțului dispărut, ascendentului lor cel mai apropiat sau în lipsă, unui tutor provizoriu. (Demolombe, II, No. 326; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 188; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 513; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 160, p. 963; Dalloz Rép., Absence, No. 565, 567; Huc, I, No. 462; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1301; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 531).

## TITLUL V

## Despre căsătorie.

## CAPITOLUL I

Despre însușirile și condițiunile necesarii spre a se putea săvârși căsătoria.

**Art. 127.** — Nu este iertat bărbatului înainte de 18 ani și femeii înainte de 15 ani să se căsătorească <sup>1)</sup>. (Civ. 128, 166 urm., 948; Reg. act. st. civ. 125; Civ. Fr. 144).

*Text. fr. Art. 144.* — L'homme avant dix-huit ans révolus, la femme avant quinze ans révolus, ne peuvent contracter mariage.

## Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 17.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Anulare, a se vedea cuvântul: „Validitate” și 1, 9—13.	Impedecări dirimante relative 1.
Bărbat 2, 3, 4, 5, 9.	Impedecări prohibitive 1.
Călugări 8.	Impotență 10, 11.
Canoane 8.	Incetare din viață 6.
Capacitate 7.	Moarte 6.
Căsătorie 1 urm.	Mutilare 10.
Căsătorie în extremis 6.	Nulitate, a se vedea cuvântul: „Validitate” și 1, 9—13.
Copii 11.	Organe sexuale 10, 11, 12, 13.
Deces 6.	Pedeci a se vedea cuvântul: „Impedecări”.
Diferență de sex 9.	Preoți 8.
Disproporție de vârstă 5.	Procreare 11.
Excepțiune 7.	Sex 9, 12, 13.
Extremis 6.	Sexuale organe 10, 11, 12, 13.
Femei 2, 3, 4, 5, 9.	Validitate, a se vedea cuvântul: „Nulitate” și 2—5, 6, 8, 9.
Formalități 6.	
Hermafrodit 12, 13.	
Hirotonie 8.	
Impedecări 1 urm.	
Impedecări dirimante 1.	
Impedecări dirimante absolute 1.	

fost contractată în disprețul lor; aceste impedecări se împart la rândul lor în două: a) Impedecări dirimante relative, cari opresc pe o persoană să se căsătorească cu anumită persoană și b) Impedecări dirimante absolute, cari opresc căsătoria între orice persoane. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 200; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 517; Planiol, ed. 6-a, I, No. 715; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 159; Nacu, I, p. 266, 267; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 540, 541; Plastara, I, p. 230, 231).

**2.** În art. 144 c. civ. fr. se arată că pentru a se putea căsători, bărbatul trebuie să aibă 18 ani împliniți iar femeia 15 ani împliniți; în codul nostru civil, neprevăzându-se cuvântul „împliniți”, bărbatul și femeia se pot căsători când au ajuns în al 18 și 15-lea an al vârstei lor. (Nacu, I, p. 267, 268; Matei Cantacuzino, p. 681).

**3.** După o altă părere însă, deși art. 127 c. civil român nu prevede cuvintele „împliniți”, totuși, bărbatul și femeia nu se pot căsători dacă nu au vârsta de 18 și 15 ani deplin. (Degre, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 69, 70, „Vârsta cerută pentru căsătorie”; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 547, 548; Plastara, I, p. 223).

**4.** La vârstă oricât de înaintată, bărbatul și femeia se pot căsători, de oarece nu există în această privință limită de

## Doctrină.

**1.** Impedecările la căsătorie sunt de două feluri: 1) Impedecările prohibitive care opresc contractarea căsătoriei; dacă însă ea se săvârșește, trecându-se peste această prohibițiune, căsătoria nu poate fi anulată; 2) Impedecările dirimante, cari constituiesc o oprire a căsătoriei și duc la anularea ei în cazul când ea a

1) În art. corespunzător francez 144, după cuvântul „ani” vine imediat vorba „împliniți” (révolus).



vârsta. (Demolombe, III, No. 17; Dalloz, Rép., Mariage, No. 48; Nacu, I, p. 268; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 548; Matei Cantacuzino, p. 618).

5. Disproporția prea mare dintre vârsta viitorilor soți, nu constituie o împedecare la căsătoria lor. (Demolombe, III, No. 18; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1440).

6. Căsătoriile „in extremis” sunt valabile cu condiținea ca să îndeplinească cerințele prevăzute de lege pentru validitatea căsătoriei. (Toullier, I, No. 639; Proudhon, I, No. 220; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 114; Demolombe, III, No. 17; Dalloz, Rép., Mariage, No. 383; Laurent, II, No. 284; Huc, II, No. 92; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1594; Planiol, ed. 6-a, I, No. 740; Nacu, I, p. 268; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 548; Matei Cantacuzino, p. 681; Plastara, I, p. 223).

Regula generală este că orice persoană este capabilă să se căsătorească afară de cazul când un text expres o oprește de a face acest act; incapacitatea de se căsători este o excepțiune. (Demolombe, II, No. 10).

8. Deși potrivit canoanelor, călugării și preoții în urma hirotoneiei nu se pot căsători, totuși dacă ei se căsătoresc, căsătoria este valabilă din punct de vedere al dreptului civil care nu oprește căsătoria lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 543, 544; Matei Cantacuzino, p. 686).

9. Deși legea nu a prevăzut ca o condițiune a validității căsătoriei, diferența de sex între cele două persoane ce se căsătoresc, totuși această diferență de sex este o condițiune esențială a validității căsătoriei și o căsătorie contractată între două persoane de acelaș sex este lovită de nulitate absolută. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 650, 651; Aubry et Rau, ed. 4-a, V,

§ 451, nota 3, p. 8; Dalloz, Rép., Mariage, No. 78, 572; Laurent, II, No. 276; Huc, II, No. 14; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1432; Planiol, ed. 6-a, I, No. 713; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 125, 126, 183; Nacu, I, p. 265, 266; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 534 text și nota 3, p. 545, 546; Plastara, I, p. 219).

10. Impotența chiar manifestă, și rezultată din o mutilare a organelor sexuale sau din o conformare vicioasă a lor, nu poate duce la nulitatea căsătoriei. (Duranton, II, No. 67 urm.; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 90; Demolombe, III, No. 12; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 451, nota 4, p. 8; Dalloz, Rép., Mariage, No. 75; Suppl., Mariage, No. 43; Laurent, II, No. 208; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1432; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 563; Planiol, ed. 6-a, I, No. 711, 712; Plastara, I, p. 219).

11. După o altă părere însă, atunci când starea fizică și conformația organelor sexuale ale unuia dintre soți s-ar opune la procrearea copiilor și când această stare exista înainte de căsătorie și nu se poate vindeca, căsătoria este nulă. (Huc, II, No. 79; Comp.: Pothier, Contrat de Mariage, No. 96; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 563; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 534, 535, nota 3; Plastara, I, p. 219).

12. Absența completă a organelor care determină sexul unei persoane, după o părere, nu este o cauză de nulitate a căsătoriei. (Huc, II, No. 14).

13. După o altă părere însă, absența completă a organelor care determină sexul unei persoane, aduce nulitatea căsătoriei. (Beudant, I, No. 214, 215; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 29; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 183; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 534, nota 3; Plastara, I, p. 219).

Art. 128. — Numai Domnul<sup>1)</sup> poate da dispense de vârstă pentru motive grave. (Civ. 31, 127, 150; Leg. 15 Mart. 81; Reg. act. st. civ. 125; Civ. Fr. 145).

*Text. fr. Art. 145.* — Néanmoins il est loisible au Roi d'accorder des dispenses d'âge pour des motifs graves.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 17.

### Doctrină

1. Motivele de dispensă de vârstă sunt lăsate de lege la puterea discreționară de apreciere a Șefului Statului. (Demolombe, III, No. 16; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 520; Dalloz, Rép., Mariage, No. 47; Suppl., Mariage, No. 31; Planiol, ed. 6-a, I, No. 707).

2. Printre cauzele grave cari pot de-

termina pe șeful statului să acorde dispensă de vârstă, este și cazul când femeea a rămas însărcinată. (Demolombe, III, No. 16; Planiol, ed. 6-a, I, No. 707; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 126; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 549; Matei Cantacuzino, p. 681; Plastara, I, p. 223; Comp.: Nacu, I, p. 268, 269).

3. Pentru a se putea obține dispensă

<sup>1)</sup> A se cetti: *Regele*. Prin legea din 15 Martie 1881, titlul de *Domn* al capului statului este schimbat în acela de *Rege*.

de vârstă sunt necesare următoarele acte: 1) Petiția adresată șefului statului; 2) actul de naștere al viitorului soț; 3) Actul de naștere al viitoarei soții; 4) Un certificat al medicului, când viitoarea soție este însărcinată; 5) Autorizația șefului statului respectiv în cazul când unul dintre viitorii soți este străin sau dovada că în țara sa nu este oprită căsătoria la vârsta ce el o are. (Daloz, Rép., Suppl. Mariage, No. 31).

4. Petiția și actele depuse se vor înainta Procurorului tribunalului care va face cercetări. (Daloz, Rép., Suppl. Mariage, No. 31).

5. Nulitatea căsătoriei contractată fără vârstă legiuită nu poate fi acoperită prin dispensa obținută posterior săvârșirii ei. (Toullier, I, No. 638; Demolombe, III, No. 333).

**Art. 129.** — Nu este căsătorie când nu este consimțământ. (Civ. 127, 162, 163, 178, 183, 184, 286, 448, 942, 948, 952, 953 urm.; C. p. 280—283; Civ. Fr. 146).

*Text. fr. Art. 146.* — Il n'y pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement.

### Bibliografie (continuare)

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 17 urm.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Alienație mintală 5—9, 11	Interdicțiune legală 16, 17, 18.
Anulare, a se vedea cuvântul: „Valabilitate” și 4, 5, 7—11, 13, 17, 18, 20.	Interes 4.
Autorizație 11, 12.	Interval lucid 6, 7, 9, 10.
Beție 13.	Logodnă 20, 21.
Capacitate 13.	Lucide intervale 6, 7, 9, 10.
Căsătorie 1 urm.	Minori 3.
Căsătorie religioasă 19.	Mut 14.
Cauză ilicită 20.	Nebunie 5, 9, 11.
Colaterali 4.	Nulitate, a se vedea „cuvântul: „Valabilitate” și 4, 5, 7—11, 13, 17, 18, 20.
Condiție 1.	Oțter de stare civilă 19.
Condițiune esențială 1.	Orb 15.
Consiliu de familie 11.	Ordine publică 20.
Consiliu judiciar 12.	Pedeapsă 16, 17, 18.
Consimțământ 1 urm.	Prejudiciu 21.
Contract 1.	Promisiune de căsătorie 20, 21.
Daune 21.	Religioasă căsătorie 19.
Demență 5—9, 11.	Rude colaterale 4.
Ebrietate 13.	Seris 14.
Eroare 18.	Semne 14.
Imbecilitate 10.	Surdo-mut 14.
Impedecare 1 urm.	Termin 1.
Impedecare dirimantă 18.	Tutor 11.
Impedecare prohibitivă 18.	Valabilitate, a se vedea cuvântul: „Nulitate” și 4, 5, 7, 12—16, 18 19.
Inchisoare 16, 17, 18.	
Inexistență 13.	
Interdicțiune judiciară 5-9, 11, 17.	

### Doctrină.

1. Pentru validitatea căsătoriei, ca și la orice contract, este necesar consimțământul ambilor soți, care este o condiție esențială. (Demolombe, III, No. 19; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 532; Daloz, Rép., Mariage, No. 53; Planiol, ed. 6-a, I, No. 708; Planiol et Ripert, II, No. 97; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 126, 127, 183; Nacu, I, p. 269; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 549, 550; Matei Cantacuzino, p. 679; Plastara, I, p. 220).

2. Consimțământul la căsătorie trebuie să fie dat liber, nesilit, în cunoș-

tință de cauză, fără termen sau condiții. (Demolombe, III, No. 19; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 532; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 451 bis, p. 12, 13; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1447; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 550; Plastara, I, p. 220).

3. Când căsătoria are loc între persoane minore, este nevoie de consimțământul lor personal, cu toate că pentru celelalte acte ale vieții lor civile, consimțământul este dat de cei cari le reprezintă. (Demolombe, III, No. 19; Daloz, Rép., Mariage, No. 53).

4. Nulitatea căsătoriei pentru lipsă de consimțământ poate fi invocată de orice persoană interesată și în special de rudele colaterale ale soților. (Demolombe, III, No. 129, 246; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 451 bis, p. 10; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 532; Daloz, Rép., Mariage, No. 469; Laurent, II, No. 272, 288, 432, 443; Huc, II, No. 16; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1444 urm., 1683).

5. O căsătorie contractată de o persoană în stare de demență, fără să fie interzisă, nu este valabilă, din cauza lipsei de consimțământ. (Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 102; Comp.: Planiol, et Ripert, II, No. 97; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 550; Matei Cantacuzino, p. 679).

6. Dacă însă căsătoria a fost contractată în intervale lucide și se dovedește că consimțământul a fost dat liber și nesilit, ea este valabilă. (Pothier, Contrat de mariage, No. 92; Demolombe, III, No. 127 urm.; Aubry et Rau, V, § 464, p. 91; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 532, 533; Daloz, Rép., Mariage, No. 207; Planiol, ed. 6-a, I, No. 709).

7. O căsătorie contractată de o persoană pusă sub interdicțiune este valabilă, după o părere, dacă se dovedește că



- a fost contractată în intervalele lucide ale interzisului, de oarece nulitatea este prevăzută numai pentru celelalte acte ale vieții sale civile. (Pothier, *Contrat du Mariage*, No. 92; Demolombe, III, No. 127; Troplong, *Du contrat de mariage*, I, No. 289, 294; Beudant, I, No. 243; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 224 bis I; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 464, p. 90, 91; Dalloz, *Rép.*, Suppl., *Interdiction*, No. 153; *Mariage*, No. 103; Laurent, II, No. 285 urm.; Huc, II, No. 17; Baudry et Bonnacarrère, *Des personnes*, V, No. 910 urm.; Nacu, I, p. 273; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 551; Matei Cantacuzino, p. 679).
- 8.** După o altă părere însă, după punerea sub interdicțiune, toate actele încheiate de către interzis, chiar și căsătoria, sunt nule de drept. (Merlin, *Répertoire*, *Mariage*, § 12; Delvincourt, I, p. 55; Toullier, I, No. 502; Duranton, II, No. 27 urm.; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 88; Valette sur Proudhon, I, p. 375, 438; II, p. 531; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 170; Marcadé, *Art. 146*, No. 1; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 207; Planiol, ed. 6-a, I, No. 710; Planiol et Ripert, II, No. 97; Plastara, I, p. 221, 222).
- 9.** După o ultimă părere, o persoană pusă sub interdicție nu se poate căsători, chiar în intervalele lucide, însă căsătoria sa nu este nulă de drept, ci anulabilă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 533, 534).
- 10.** Acel care este în stare de imbecilitate notorie, nu poate avea intervale lucide, așa încât căsătoria contractată de el, trebuie anulată pentru lipsă de consimțământ. (Huc, II, No. 16).
- 11.** Nulitatea căsătoriei contractată de un interzis în stare de demență, după o părere, poate fi cerută de către tuturul său, autorizat de consiliul de familie. (Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 239; Demolombe, III, No. 129).
- 12.** Persoana pusă sub consiliu judiciar poate contracta valabil o căsătorie, fără asistență. (Delvincourt, I, p. 55, nota 1; Duranton, II, No. 35; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 90; Demolombe, III, No. 22; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 212; Baudry et Bonnacarrère, V, No. 1006; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 551).
- 13.** Pentru validitatea căsătoriei, trebuie ca părțile cari se unesc să fie capabile de a-și da consimțământul; o căsătorie contractată când unul dintre soți este în stare de ebrietate, este inexistentă. (Demolombe, III, No. 268; Beudant, I, No. 224; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 169; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 467; Planiol et Ripert, I, No. 98; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 550; Comp.: Nacu, I, p. 269).
- 14.** Persoanele surde și mute, pot să contracteze valabil o căsătorie, când își pot exprima consimțământul prin scris sau prin semne. (Pothier, *Contrat du mariage*, No. 93; Merlin, *Répertoire*, *Sourd-muet*, No. 2; Toullier, I, No. 503; Rolland de Villargues, *Rép.*, *Sourd-muet*, No. 11; Duranton, II, No. 39; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 91, 92; Demolombe, III, No. 24; Beudant, I, No. 222; Marcadé, *Art. 146*, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 532; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 451 bis, nota 1, p. 9; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 213; Suppl., *Mariage*, No. 105; Laurent, II, No. 272; Huc, II, No. 18; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1446; Nacu, I, p. 270; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 552; Matei Cantacuzino, p. 679).
- 15.** Un orb se poate căsători dacă este în stare să-și manifeste voința sa. (Toullier, I, No. 503; Duranton, II, No. 39; Demolombe, III, No. 24; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 552).
- 16.** În ceea ce privește interzisul legal, după o părere, el se poate căsători în timpul cât durează pedeapsa sa. (Demolombe, III, No. 129, 130; Dalloz, *Rép.*, Suppl., *Droits civils*, No. 380, 381; Nacu, I, p. 273, 274; Comp.: Beudant, I, No. 244).
- 17.** După o altă părere însă, el trebuie este asemănat interzisului judiciar și de oarece este condamnat la interdicția drepturilor civile, în timpul cât durează pedeapsa sa, nu e capabil să se căsătorească. (Duranton, II, No. 36, 37; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 87; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 464, p. 92; Dalloz, *Rép.*, *Droits civils*, No. 769; Suppl., *Droits civils*, No. 380 urm.).
- 18.** În părerea celor cari admit că un interzis legal nu se poate căsători în timpul cât durează pedeapsa sa, se decide că această împedecare este numai prohibitivă iar nu dirimantă, așa că dacă printr-o eroare involuntară offerul de stare civilă celebrează căsătoria, ea nu poate fi anulată. (Valette sur Proudhon, II, p. 555; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 87; Demolombe, I, No. 192; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 464, p. 92).
- 19.** În codul civil român, căsătoria religioasă este facultativă și căsătoria celebrată numai înaintea ofițerului de stare civilă, neurmată de căsătoria religioasă, este valabilă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 536, 537; Plastara, I, p. 214).
- 20.** Promisiunea de căsătorie este un contract nul, de oarece este întemeiată pe o cauză ilicită, contrară ordinii publice. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 535; Huc, II, No. 28; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 554; Comp.: Plastara, I, p. 216, 220).
- 21.** Nerespectarea unei promisiuni de căsătorie, fără un motiv legitim, poate da loc la o acțiune în daune, întemeiată pe art. 998 c. civil, pentru repararea prejudiciului moral și material suferit. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 555, 556; Plastara, I, p. 216, 217).

**Art. 130.** — Nu este ertat a trece în a doua căsătorie fără ca cea dintâi să fie desfăcută. (Civ. 152, 153, 166, 169, 170, 172, 183, 184, 209, 210; C. p. 271; L. p. constat. morții celor dispăruți în război (Mon. Of. 204/923) art. 8, 9; Civ. Fr. 147).

*Text. fr. Art. 147.* — On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier.

### Doctrină.

1. Logodna unuia dintre viitorii soți nu poate constitui o pedecă la căsătoria sa. (Colin, et Capitant, ed. 4-a, I. p. 128; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 580).

2. Dovada încetării din viață a unuia dintre soți, pentru a se putea contracta de către soțul în viață o nouă căsătorie, nu se poate face decât prin actul de deces. (Toullier, I, No. 358; Dalloz, Rép., Acte de l'état civil. No. 319).

3. Dispozițiile art. 147 c. civ. fr. (130 c. civ. rom.) sunt de ordine publică și formează o pedecă dirimantă la o nouă căsătorie, dacă cea dintâi nu a fost desfăcută. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 56; Planiol, ed. 6-a, I. No. 719; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 579; Plastara, I. p. 224).

4. Dacă prima căsătorie este anulabilă, cât timp ea nu a fost anulată, formează o pedecă prohibitivă pentru contractarea unei a doua căsătorii. (Demolombe, III, No. 84; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 56).

5. O a doua căsătorie poate fi anu-

lată în cazul când prima căsătorie ar fi fost desfăcută prin divorț pronunțat în mod nelegal. (Merlin, Répertoire, Mariage, art. 184, sect. 4, § 2, question 2; Vazeille, Traité du Mariage, I, No. 224; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 56).

6. Dacă se va obține anularea primei căsătorii, căsătoria cea de a doua contractată înainte de anularea celei dintâi, este valabilă. (Demolombe, III, No. 94; Laurent, II, No. 362; Planiol et Ripert, II, No. 107; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 580).

7. Nulitatea unei a doua căsătorii contractată înainte de a se fi desfăcut cea dintâi, este absolută și poate fi invocată de către soțul care o contractează. (Merlin, Répertoire, Mariage, art. 147; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 221; Duranton, II, No. 325; Planiol et Ripert, II, No. 266; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 580; Matei Cantacuzino, p. 683).

8. Rudele colaterale ale soțului nu pot cere anularea celei de a doua căsătorii, decât atunci când interesul lor este născut și actual, adică după moartea soțului. (Duranton, II, No. 327; Comp: Matei Cantacuzino, p. 683).

**Art. 131.** (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>). Băiatul, precum și fata, cari nu au vârsta încă de 21 ani împliniți, nu se pot căsători fără consimțământul tatălui și al mamei.

La caz de desbinare între tată și mamă consimțământul tatălui este de ajuns. (Civ. 59, 62, 132 urm., 139, 141, 142, 152, 164, 165, 168, 179, 254, 257, 434; C. p. 162; Civ. Fr. 148).

*Text. fr. Art. 148.* — Le fils qui n'a pas atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, la fille qui n'a pas atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère: en cas de dissentiment, le consentement du père suffit.

*Text. fr. Art. 148 (Modificat prin legile din 21 Iunie 1907 și din 10 Martie 1913).* — Le fils et la fille qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans accomplis ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère; en cas de dissentiment, le consentement du père suffit.

Le dissentiment visé par le présent article et les articles 150, 152 et 158 ci-après est constaté soit dans la forme de la notification prévue par l'article 154, soit par lettre adressée à l'officier de l'état civil et dont la signature est légalisée, par procès-verbal dressé par l'officier de l'état civil, par l'acte de célébration du mariage.

<sup>1</sup> **Textul vechiu al art. 131.** Băiatul care nu are vârsta de 25 ani deplini, precum și fata care n'are vârsta încă de 21 ani deplini, nu se poate căsători fără consimțământul tatălui și al mamei. La caz de dezbinare între tată și mamă, consimțământul tatălui este de ajuns.



Les actes qui constatent le dissentiment dans les cas spécifiés au présent article et aux articles 150, 152 et 158, ainsi que les actes de procédure et de jugement dans l'instance prévue au deuxième paragraphe de l'article 152, sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

## Bibliografie (continuare)

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 19;  
 PAXIMADE-GHELMEGEANU MARGARETA, *Nota sub Trib. Dorohoi*, 212 din 19 Aprilie 1924,  
 Pand. Rom. 1926, II, 241.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act autentic 2, 3, 4, 15, 16.  
 Act de căsătorie 1.  
 Acțiune 19.  
 Adopțiune 11, 12.  
 Anulare, a se vedea cuvântul: „Valabilitate“ și 4, 20.  
 Ascendenți 12, 16—19.  
 Consimțământ 1 urm.  
 Consimțământ autentic 2, 3, 4, 15, 16.  
 Consimțământ special 3.  
 Consimțământ verbal 1.  
 Copil adoptat 11, 12.  
 Deces 12, 16, 17, 18.  
 Denunțare 9.  
 Desbinare 5, 8.  
 Descendenți 19.  
 Divorț 10.  
 Francezi 20.  
 Incetare din viață 12, 16, 17, 18.  
 Lege personală 20.  
 Mamă 1, 2, 3, 5-12, 14, 16, 17, 19.  
 Moarte 12, 16, 17, 18.  
 Nulitate, a se vedea cuvântul: „Valabilitate“ și 4, 20.  
 Ofițer de stare civilă 1, 6, 7, 9, 17.  
 Opoziție la căsătorie 8, 9, 15, 17.  
 Părinți, a se vedea cuvintele: „Ascendenți“, „Mamă“, „Tată“.  
 Pedepsă 7.  
 Recăsătorie 10.  
 Refuz 7.  
 Retragerea consimțământului 13, 14, 15.  
 Români 20.  
 Statut personal 20.  
 Străinătate 20.  
 Tată 1, 2, 3, 5, 8, 9, 11-19.  
 Valabilitate 17, 18.  
 Verbal 1.

## Doctrină.

1. Consimțământul tatălui și mamei se dă verbal când ei sunt prezenți la căsătoria copiilor lor; acest consimțământ este consemnat în actul de căsătorie încheiat de ofițerul de stare civilă. (Demolombe, III, No. 55; Marcadé, art. 73; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 74; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 551; Dalloz, Rép., Mariage, No. 109; Suppl., Mariage, No. 61; Laurent, II, No. 319; Planiol, ed. 6-a, I, No. 766; Planiol et Ripert, II, No. 140; Nacu, I, p. 282; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 570).
2. În cazul când tatăl și mama nu sunt prezenți la căsătoria copiilor lor, consimțământul trebuie dat prin act autentic. (Demolombe, III, No. 55; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 74; Marcadé, Art. 73; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 551; Dalloz, Rép., Mariage, No. 109; Suppl., Mariage, No. 61; Laurent, II, No. 319; Huc, II, No. 39; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1487; Planiol, ed. 6-a, I, No. 767; Planiol et Ripert, II, No. 140; Nacu, I, p. 282; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 570).
3. Consimțământul părinților la căsătoria copiilor lor trebuie să fie special și să determine persoana cu care are loc. (Delvincourt, I, p. 70; Duranton, II, No. 91, 92; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 116, 117; Demolombe, III, No. 53; Marcadé, Art. 73, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 552; Laurent, II, No. 320; Huc, II, No. 39; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1493; Planiol, ed. 6-a, I, No. 768; Planiol et Ripert, II, No. 140; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 141; Nacu, I, p. 282; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 570; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 466, nota 6, p. 107).
4. Căsătoria celebrată fără consimțământul tatălui și mamei dat în mod autentic este nulă. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 61; Contra: Laurent, II, No. 319, 320).
5. În caz de desbinare între tată și mamă, consimțământul tatălui care este șeful familiei, este de ajuns. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 96).
6. Ofițerul de stare civilă nu poate să celebreze căsătoria dacă nu se face dovada că s'a cerut consimțământul mamei. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, No. 4; Demolombe, III, No. 38, 39; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 26, p. 72; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 54; Laurent, II, No. 312; Huc, II, No. 34, 109; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 133; Nacu, I, p. 277, 278; Contra: Duranton, II, No. 77).
7. Ofițerul de stare civilă care ar celebra o căsătorie fără a se aduce dovada consimțământului mamei, sau dovada refuzului său, se va pedepsi conform art. 156 c. civ. fr. (139 c. civ. rom). (Demolombe, III, No. 38, 39; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 26, p. 72; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 54; Laurent, II, No. 312).
8. Cu toate că art. 148 c. civ. fr. (131 c. civ. rom.) arată că în caz de desbinare între tată și mamă consimțământul tatălui este suficient, totuși atunci când copilul a dobândit consimțământul tatălui trebuie să ceară și consimțământul mamei sale și în cazul când nu-l cere, ea are dreptul, după o părere să facă opoziție la căsătorie. (Delvincourt, I, p. 115; Duranton, II, No. 77; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 119; Marcadé, Art. 148, No. 2; Dalloz, Rép., Mariage, No. 97; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1457; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 539; Huc, II, No. 34; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 133; Nacu, I, p. 277, 278; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 567; Matei Cantacuzino, p. 684).

9. După o altă părere însă, în cazul când mama nu a fost consultată asupra consimțământului său la căsătoria copilului său, ea nu poate face opoziție la căsătorie ci poate numai să anunțe pe ofițerul de stare civilă de lipsa consimțământului său. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, No. 4; Demolombe, III, No. 39; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 26, p. 72; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 54; Laurent, II, No. 312, 378; Huc, II, No. 34, 109).

10. Mama trebuie consultată la căsătoria copilului său minor, chiar dacă este divorțată și chiar necăsătorită. (Huc, II, No. 34; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1457; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 567).

11. La căsătoria unui copil adoptat trebuie să-și dea consimțământul părinții săi firești iar nu cei adoptivi. (Merlin, Questions, Adoption, § 3; Proudhon, II, p. 114; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 578).

12. În cazul când copilul adoptat va fi pierdut pe părinții săi, își vor da consimțământul ascendenții săi, iar în lipsa lor se vor aplica dispozițiile art. 141 I, No. 770; Planiol et Ripert, II, No. 140; și 142 din codul civil. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 578).

13. Până în momentul celebrării căsătoriei, tatăl are dreptul să-și retragă consimțământul dat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 551; Dalloz, Rép., Mariage, No. 112; Suppl., Mariage, No. 62; Planiol, ed. 6-a, Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 141; Nacu, I, p. 282, 283, Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 571).

14. Consimțământul dat de către părinții la căsătoria copiilor lor este revocabil până în momentul celebrării, așa în cât pentru a se stabili dacă a existat consimțământul lor trebuie să se cerceteze dacă el a existat în momentul celebrării căsătoriei. (Duranton, II, No. 94; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 121; Demolombe, II, No. 56; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 551; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 74; Laurent, II, No. 321; Planiol, ed. 6-a, I, No. 765, 770; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 141; Nacu, I, p. 282, 283; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 571).

15. Tatăl poate să-și retragă consimțământul prin faptul că-și retrage actul autentic prin care și-a dat consimțământul, sau introduce opoziție la căsătoria copilului său. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 112; Planiol, ed. 6-a, I, No. 770).

16. Dacă înainte de celebrarea căsătoriei, tatăl după ce și-a dat consimțământul prin act autentic, încetează din viață,

nu se va putea celebra căsătoria până ce nu-și va da consimțământul mama copilului, sau în lipsa sa cei chemați a-și da consimțământul în lipsa de tată și mamă. (Duranton, II, No. 94; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 119 urm.; Demolombe, III, No. 56 urm.; Marcadé, Art. 149, No. 5; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 551; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 75; Dalloz, Rép., Mariage, No. 113; Laurent, II, No. 321; Planiol, ed. 6-a, I, No. 771; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 141; Nacu, I, p. 283, 284; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 571; Contra: Delvincourt, I, p. 55, nota 4).

17. În cazul când, înainte de celebrarea căsătoriei, tatăl a încetat din viață după ce-și dase consimțământul și ofițerul de stare civilă care nu a avut cunoștință de această împrejurare a celebrat căsătoria fără ca și ascendentul chemat a-și da consimțământul să fi făcut nici o opoziție, căsătoria este valabilă de oare ce lipsa de opoziție a ascendentului trebuie interpretată ca o aprobare a căsătoriei. (Duranton, II, No. 94, 95; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 121; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 209 nota 21; Marcadé, Art. 149, No. 5; Dalloz, Rép., Mariage, No. 114; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 571, nota 1; Contra: Demolombe, III, No. 58; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 42, p. 75).

18. Dacă viitorii soți nu au cunoscut decesul ascendentului în momentul celebrării căsătoriei, ea este valabilă. (Demolombe, III, No. 58; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 551).

19. Descendenții nu pot recurge la tribunal nici acționa pe ascendenții lor pentru motivul că au refuzat să-și dea consimțământul la căsătoria lor. (Toullier, I, No. 546; Laurent, II, No. 322; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1483; Planiol, ed. 6-a, I, No. 769; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 141; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. I, No. 765, 770; Colin et Capitant, ed. 4-a, 570, 574).

20. Dispozițiile art. 148 c. civ. fr. (131 c. civ. rom.) se aplică francezilor (românilor) cari se căsătoresc în străinătate; așa în cât căsătoriei lor contractată fără consimțământul părinților este nulă. (Weiss, Précis, ed. 2-a, p. 446; Demolombe, III, No. 217, 222; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 114, text și nota 15, p. 184; Aubry et Rau, V, § 468, text și nota 21, p. 124; Huc, II, No. 96).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 1231 nota 1.

**Art. 132.** — (Mod. L. 15<sup>o</sup> Martie 1906 <sup>1</sup>). Dacă tatăl sau mama a murit, sau dacă unul din ei se găsește în neputință de a manifesta

<sup>1</sup> Textul vechiu al art. 132. Dacă tatăl sau mama au murit, sau dacă unul din ei se găsește în neputință de a manifesta voința sa, consimțământul celuilalt este de ajuns pentru săvârșirea căsătoriei.



voința sa, sau dacă reședința sa este necunoscută, consimțământul celuilalt este de ajuns pentru săvârșirea căsătoriei. (Civ. 98 urm., 124, 133, 138 urm., 141, 142, 152, 164 urm., 448, 456; C. p. 162; Civ. Fr. 149).

*Text. fr. Art. 149.* — Si l'un des deux est mort, ou s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté le consentement de l'autre suffit.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 19 urm.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Absență 3, 4.	Interdicțiune judiciară 7, 8, 9, 11.
Act de deces 1.	Interdicțiune legală 14, 15.
Alienație mentală 3-12.	Internare 10, 11, 12.
Autorizație 6.	Interval lucid 7, 9-12.
Casă de sănătate 10, 11, 12.	Lucid interval 7, 9-12.
Certificat 10.	Mamă recăsătorită 2.
Condamnare 14, 15.	Moarte 1.
Consimțământ 2.	Muncă silnică 14.
Contumacie 15.	Nebunie 8-12.
Decădere 13.	Părinți 1 urm.
Deces 1.	Pondere părintească 13.
Demență 8-12.	Recăsătorire 2.
Existență cunoscută 5.	Recluziune 14.
Extract de pe act de deces 1.	Reședință 6.
Hotărâre 4, 8, 12.	Străinătate 5, 6.
Încetare din viață 1.	Tutor 2.
Inchisoare 14.	

#### Doctrină.

1. Moartea unuia dintre părinți se dovedește în genere prin extractul de pe actul de deces. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 567, nota 4).
2. Chiar dacă soțul rămas în viață s'a recăsătorit și chiar dacă mama recăsătorită nu a fost numită tutoarea copilului său, ea are dreptul a-și da consimțământul la căsătoria copilului. (Loché, Législation civile, IV, p. 328; Duranton, II, No. 90; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 120; Demolombe, III, No. 45; Marcadé, Art. 149, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 28, p. 72; Dalloz, Rép., Mariage, No. 108; Suppl., Mariage, No. 60; Laurent, II, No. 315; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1459; Planiol, ed. 6-a, I, No. 748; Planiol et Ripert, II, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 568; Contra: Delvincourt, I, p. 115).
3. În cazul de prezumpțiune de absență a unuia dintre părinți și dacă ea este constatată de către instanțele judecătorești, consimțământul părintelui prezent este suficient pentru celebrarea căsătoriei. (Duranton, II, No. 86 urm.; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 123; Demolombe, III, No. 41; Marcadé, Art. 149, No. 2; Dalloz, Rép., Mariage, No. 102; Suppl., Mariage, No. 56; Laurent, II, No. 313; Huc, II, No. 36; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1461; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 567, 568; Comp.: Mourlon, ed. 7-a,

I, No. 540; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 29, p. 72; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 140).

4. Când unul dintre părinți este declarat absent, există imposibilitate din partea sa de a-și manifesta voința și ofiterul de stare civilă, va proceda la celebrarea căsătoriei dacă i se va aduce hotărârea de declarare de absență și consimțământul părintelui prezent. (Toullier, I, No. 443; Duranton, II, No. 86; Vazeille, Traité du Mariage, I, No. 123; Dalloz, Rép., Mariage, No. 101; Suppl., Mariage, No. 56; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 567, 568; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 748; Planiol et Ripert, I, No. 126; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 133, 140).

5. În cazul când tatăl sau mama se găsesc plecați în străinătate, și existența lor este cunoscută, este necesar consimțământul ambilor părinți la căsătoria copilului lor. (Pothier, Contrat de mariage, No. 238; Merlin, Répertoire, Empêchement, au mariage, § 5, p. 560; Demolombe, III, No. 42; Dalloz, Rép., Mariage, No. 103; Suppl., Mariage, No. 57; Laurent, II, No. 313; Huc, II, No. 36; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1462; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 568).

6. În cazul când unul dintre părinți se află în străinătate și cu toate că reședința sa este cunoscută însă nu există posibilitate de a se cere consimțământul său din o cauză oare care, magistrații vor aprecia cauzele imposibilității, durata și necesitatea de a se celebra de urgență căsătoria și vor putea autoriza celebrarea căsătoriei numai cu consimțământul părintelui prezent. (Demolombe, III, No. 42; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 540; Dalloz, Rép., Mariage, No. 104; Suppl., Mariage, No. 57; Planiol et Ripert, II, No. 126; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 133; Contra: Laurent, II, No. 313).

7. În caz de interdicțiune judiciară a unuia dintre părinți, după o părere, el poate consimți în intervalele lucide la căsătoria copilului său. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 58; Laurent, II, No. 314; Huc, II, No. 37; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1463; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 568).

8. După o altă părere, în caz de inter-

dicțiune judiciară a unuia dintre părinți, căsătoria copilului va fi consimțită numai de către celălalt părinte după ce se va depune la ofițerul de stare civilă copie de pe hotărârea de declarare a interdicțiunii. (Demante et Colmet de Sarterre, I, No. 213 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 540; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 73; Dalloz, Rép., Mariage, No. 165; Suppl., Mariage, No. 58; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 748; Planiol et Ripert, II, No. 126; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 133).

9. Când unul dintre părinți este nebun însă nu a fost interzis, el poate să-și dea consimțământul la căsătoria copilului său, în intervalele lucide. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 59; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 568; Comp.: Laurent, II, No. 314; Huc, III, No. 37; Planiol et Ripert, II, No. 126; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1463, 1464).

10. În cazul când unul dintre părinți este nebun, nu are intervale lucide și este internat în o casă de sănătate, se va produce înaintea ofițerului de stare civilă certificatul constatând internarea sa și în acest caz va fi suficient consimțământul celuilalt părinte. (Demolombe, III, No. 43; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 31, p. 73; Dalloz, Rép., Mariage, No. 105; Suppl., Mariage, No. 59; Laurent, II, No. 314; Huc, II, No. 37; Baudry et Houques-Fourcade, III, No. 1463, 1464).

11. Dacă unul dintre părinți este nebun, nu are intervale lucide și nu este nici interzis nici internat în o casă de sănătate, pentru ca celălalt părinte să fie autorizat singur a consimți la căsătoria copilului lor, va trebui după o părere, în prealabil, părintele nebun sau să fie interzis sau să fie internat în o casă de sănătate. (Delvincourt, I, p. 59, nota 1; Toullier, I, No. 543; Duranton, II, No. 85; Dalloz, Rép., Mariage, No. 105).

12. După o altă părere însă, în acest caz, se va recurge la instanțele judecătorești cari vor pronunța o hotărâre de constatare a nebuniei mintale a părintelui bolnav, urmând ca celălalt părinte să-și dea singur în mod valabil consimțământul la căsătoria copilului. (Demolombe, III, No. 43; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 31, p. 73; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 59; Laurent, II, No. 314; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1464).

13. În cazul când unul dintre părinți a fost declarat decăzut din puterea părintească, căsătoria copilului va fi consimțită de către celălalt părinte. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 70; Planiol et Ripert, II, No. 127; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 133).

14. Când unul dintre părinți este condamnat la munca silnică pe timp mărginit sau pe viață, sau la recluziune, în timpul duratei pedersei sale, el fiind în stare de interdicțiune legală nu poate să-și dea consimțământul în mod valabil la căsătoria copilului său. (Duranton, II, No. 80; Toullier, I, No. 543; Demolombe, III, No. 44; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 540; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 30, p. 73; Dalloz, Rép., Mariage, No. 106; Contra: Laurent, II, No. 314; Huc, II, No. 38; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1465; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 568).

15. Când unul dintre părinți este condamnat în contumacie, există imposibilitate de a-și manifesta voința și căsătoria copilului va fi consimțită în mod valabil numai de către celălalt părinte. (Duranton, II, No. 81; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 125; Demolombe, III, No. 44; Dalloz, Rép., Mariage, No. 106).

16. A se vedea și notele de sub art. 131 cod. civil.

**Art. 133.** — (Mod. L. 15 Martie 1906 <sup>1</sup>). Dacă tata și mama sunt morți sau dacă se găsesc în neputință de a manifesta voința lor, atunci bunul și buna despre tată și în lipsa lor, bunul și buna despre mamă țin locul acestora.

Dacă este desbinare, aceasta va fi considerată ca consimțământ.

În lipsă și de buni, minorii nu se pot căsători decât cu consimțământul tutorelui. (Civ. 58, 59, 97 urm., 125, 126, 152, 164, 165, 257, 342 urm., 448; C. p. 162; Civ. Fr. 150, 160).

*Text. fr. Art. 150.* — Si le père et la mère sont morts, ou s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les aïeux et aïeules les remplace: s'il y a

<sup>1</sup> Textul vechiu al art. 133. Dacă tatăl și mama sunt morți, sau dacă se găsesc în neputință de a manifesta voința lor, atunci bunul și buna despre tată și, în lipsa acestora, bunul și buna despre mamă, țin locul acestora.

Dacă este desbinare, aceasta va fi considerată ca consimțământ.



dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne, il suffit du consentement de l'aïeul.

S'il y a dissentiment entre les deux lignes, ce partage emportera consentement.

*Text. fr. Art. 160.* — S'il n'y a ni père ni mère, ni aïeuls ni aïeules, ou s'ils se trouvent tous dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles mineurs de vingt et un ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille.

*Text. fr. Art. 160. (Modificat prin legea din 10 Martie 1913).* — Le mineur de vingt et un ans, qui ignorerait le lieu du décès ou du domicile de ceux de ses ascendants dont le consentement est requis pour son mariage, prêterea serment que le lieu du décès ou celui du dernier domicile de ses ascendants lui sont inconnus.

Si le mineur est l'enfant légitime, ce serment sera prêté devant le juge de paix, en présence des membres du conseil de famille réunis pour statuer sur la demande d'autorisation au mariage.

Si le mineur est enfant naturel, il prêterea le serment devant le juge de paix de sa résidence, assisté de son greffier, dans son cabinet; le juge de paix donnera acte du serment et le notifiera au tribunal de première instance désigné à l'article 389, paragraphe 13, du présent Code, lequel statuera sur la demande d'autorisation à mariage dans la même forme que pour les enfants naturels non reconnus.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 19. urm.

### Doctrină.

1. Când tatăl și mama au fost declarați decăzuți din puterea părintească, este locul a se face aplicațiunea dispozițiilor art. 151 c. civ. fr. (133 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 70).

2. Deși minorul are un tutor care nu este ascendent, el nu trebuie să ceară consimțământul acestuia la căsătoria sa ci acel al ascendenților. (Laurent, II, No. 315; Planiol, ed. 6-a. I, No. 1654; Planiol et Ripert, II, No. 128).

3. Deși art. 133 c. civil român, arată că în caz de desbinare între consimțământul bunului și bunei, aceasta va fi considerată ca consimțământ, totuși este

necesar totdeauna a se cere consimțământul ambilor buni. (Nacu, I, p. 278).

4. În cazul când nu există buni nici de partea tatălui, nici de partea mamei, consimțământul la căsătoria copiilor se va da de către străbuni, cu preferință cei din partea tatălui, de oarece prin cuvântul: „buni“, art. 133 c. civil român a voit să înțeleagă toți ascendenții. (Planiol et Ripert, II, No. 128; Alexandresco, ed. 2-a. I, p. 569).

5. În cazul când tutorul refuză a-și da consimțământul la căsătoria minorului, nu este admisibil nici un recurs la tribunal. (Alexandresco, ed. 2-a. I, p. 574).

6. A se vedea și notele sub art. 131 cod. civil.

### Art. 134 — (Abrogat L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>).

*Text. fr. Art. 151.* — Les enfants de famille ayant atteint la majorité fixée par l'article 148, sont tenus, avant de contracter mariage, de demander, par un acte respectueux et formel le conseil de leur père et de leur mère, ou celui de leurs aïeul et aïeule, lorsque leur père et leur mère sont décédés, ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté.

### Art. 135. — (Abrogat L. 15 Martie 1906<sup>2</sup>).

<sup>1</sup>) Textul vechiu al art. 134. Copiii legiuți cari vor fi ajuns în vârsta prescrisă de art. 131 sunt datorți înainte de a se căsători, a cere printr'un act respectuos și formal consiliul tatălui și al mamei ori a 136, 140, 164, 329, 448; Civ. Fr. 151).

<sup>2</sup>) Textul vechiu al art. 135. Neprimindu-se nici un răspuns sau un răspuns negativ, după o lună, cerere; la expirarea unei a treia căsătoria se poate face, oricare ar fi rezultatul cererii respectoase fie și târziu. (Civ. 60, 134, 136, 140 urm., 164; Civ. Fr. 152).

*Text. fr. Art. 152.* — Depuis la majorité fixé par l'article 148 jusqu'à l'âge de trente ans accomplis pour les fils, et jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis pour les filles, l'acte respectueux prescrit par l'article précédent, et sans lequel il n'y aurait pas de consentement au mariage, sera renouvelé deux autres fois, de mois en mois; et un mois après le troisième acte, il pourra être passé outre à la célébration du mariage.

**Art. 136.** — (Abrogat L. 15 Martie 1906 <sup>1</sup>).

*Text. fr. Art. 153.* — Après l'âge de trente ans, il pourra être, à défaut de consentement sur un acte respectueux, passé outre, un mois après, à la célébration du mariage.

**Art. 137.** (Abrogat L. 15 Martie 1906 <sup>2</sup>).

*Text. fr. Art. 154.* — L'acte respectueux sera notifié à celui ou ceux des ascendants désignés en l'article 151, par deux notaires ou par un notaire et deux témoins; et, dans le procès-verbal qui doit en être dressé, il sera fait mention de la réponse.

**Art. 138.** (Abrogat L. 15. Martie 1906 <sup>3</sup>).

*Text. fr. Art. 155.* — En cas d'absence de l'ascendant auquel eût dû être fait l'acte respectueux, il sera passé outre à la célébration du mariage, en représentant le jugement qui aurait été rendu pour déclarer l'absence, ou, à défaut de ce jugement, celui qui aurait ordonné l'enquête, ou, s'il n'y a point encore eu de jugement, un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu où l'ascendant a eu son dernier domicile connu. Cet acte contiendra la déclaration de quatre témoins appelés d'office par ce juge de paix.

**Art. 139.** — Ofițerul stărei civile care va fi celebrat căsătoria băeților sau a fetelor neajunși încă în vârsta prescrisă la art. 131, fără consimțământul persoanelor indrituite a-l da după art. 131, 132, și 133, va fi pedepsit după cererea persoanelor interesate sau a ministerului public, conform art. 162, din codicele penale. (Civ. 59, 62, 131, urm., 140, 164; C. p. 162; Pr. p. 60, 187; Reg. act. st. civ. 58, 127; Civ. Fr. 156).

*Text. fr. Art. 156.* — Les officiers de l'état civil qui auraient procédé à la célébration des mariages contractés par des fils n'ayant pas atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, ou par des filles n'ayant pas atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, sans que le consentement des pères et mères, celui des aïeux et aïeules, et celui de la famille, dans le cas où ils sont requis, soient énoncés dans l'acte de mariage, seront, à la diligence des parties intéressées et du procureur du Roi près le tribunal de première instance du lieu où le mariage aura été célébré, condamnés à l'amende portée par l'article 192, et, en outre à un emprisonnement dont la durée ne pourra être moindre de six mois.

1) Textul vechiu al art. 136. După împlinirea vârstei de 30 ani căsătoria se va putea face la o lună după trimiterea actului respectuos. (Civ. 135; Civ. Fr. 153).

2) Textul vechiu al art. 137. Actul respectuos se va comunica prin organul primarului comunei, persoanelor convenite sau în lipsa lor la domiciliu; și primarul va da chitanță formală celor ce au făcut actul respectuos, spre a le servi de dovadă, că s'au conformat legii. (Civ. 89, 134; Civ. Fr. 154).

3) Textul vechiu al art. 138. Când arela, cărui s'ar fi convenit a se face actul respectuos, va fi absent, căsătoria se va face și fără un asemenea act, dacă viitorii soți vor înfățișa hotărârea tribunalului de prima instanță prin care s'a declarat absența, sau cel puțin copie după ordinul tribunalului pentru a se face cercetare despre absență. (Civ. 56-59, 87, 102, 105, 124, 125, 140; Civ. Fr. 155).



*Text. fr. Art. 156. (Modificat prin legea din 21 Iunie 1907).* — Les officiers de l'état civil qui auraient procédé à la célébration des mariages contractés par des fils ou filles n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans accomplis sans que le consentement des pères et mères, celui des aïeux et aïeules et celui du conseil de famille, dans le cas où il est requis, soit énoncé dans l'acte de mariage, seront, à la diligence des parties intéressées ou du procureur de la République près le tribunal civil de première instance de l'arrondissement où le mariage aura été célébré, condamnés à l'amende portée en l'article 192 du Code civil.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

#### Doctrină.

1. In cazul prevăzut de art. 156 c. civ. fr. (139 c. civ. rom.). Ministerul Public poate cere din oficiu trimiterea în jude-

cată a ofiterului de stare civilă, fără concursul părților interesate. (Demolombe, III, No. 91; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462; p. 79; Dalloz, Rép., Mariage, No. 196; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 571, 572).

### Art. 140. — (Abrogat L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>).

*Text. fr. Art. 157.* — Lorsqu'il n'y aura pas eu d'actes respectueux, dans les cas où ils sont prescrits, l'officier de l'état civil qui aurait célébré le mariage, sera condamné à la même amende, et à un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un mois.

**Art. 141.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>2</sup>). Copilul natural care va fi pierdut pe mama sa, sau a căruia mamă se va afla în neputință de a manifesta dorința sa, nu se va putea căsători înainte de vârsta de 21 ani împliniți, fără consimțământul tutorelui său. (Civ. 48, 98 urm., 131, 142, 152, 155, 156, 175, 176, 304 urm., 355 urm., 448; C. p. 162; Civ. Fr. 159).

*Text. fr. Art. 159.* — L'enfant naturel qui n'a point été reconnu, et celui qui, après l'avoir été, a perdu ses père et mère, ou dont les père et mère ne peuvent manifester leur volonté, ne pourra, avant l'âge de vingt-un ans révolus, se marier qu'après avoir obtenu le consentement d'un tuteur *ad hoc* qui lui sera nommé.

*Text. fr. Art. 159. (Modificat prin legea din 10 Martie 1913).* — S'il n'y a ni père, ni mère, ni aïeux, ni aïeules, ou s'ils se trouvent tous dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les mineurs de vingt et un ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille.

L'enfant naturel qui n'a point été reconnu, et celui qui, après l'avoiret, a perdu ses père et mère ou dont les père et mère ne peuvent manifester leur volonté, ne pourront, avant l'âge de vingt et un ans révolus, se marier qu'après avoir obtenu le consentement du conseil de famille prévu à l'article 389, paragraphe 13, du Code civil.

#### Doctrină.

1. Tutorul prevăzut de art. 159 c. civ. fr. (141 c. civ. rom.), va fi ales de către

consiliul de familie ca orice tutor în genere. (Duranton, II, No. 116; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 131; Demolombe, III, No. 89; Aubry et Rau, ed. 4-a,

<sup>1</sup>) **Textul vechiu al art. 140.** Oficerul stării civile care va fi celebrat cununia fără să existe dovadă că s'a făcut actul respectos, când acesta este cerut de lege, va fi pedepsit cu închisoarea dela o lună până la 3, și cu amendă dela 100 până la 300 lei. (Civ. 59, 134-138; C. p. 162; Civ. Fr. 157).

<sup>2</sup>) **Textul vechiu al art. 141.** Copilul natural care va fi pierdut pe mama sa, sau a căruia mamă se va afla în neputință de a manifesta dorința sa, nu se va putea căsători înainte de vârsta de 25 ani, fără consimțământul tutorelui său.

V, § 462, p. 80; Dalloz, Rép. Mariage. No. 122; Suppl., Mariage. No. 67; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 577; Comp.: Laurent II, No. 342; Huc. II, No. 56; Plastara, I, p. 225).

2. Căsătoria săvârșită de către oițe-

rul de stare civilă, fără autorizația tuturului, atrage pedepsirea sa conform art. 163 c. penal, însă căsătoria nu se anulează de oarece împiedecarea este pur prohibitivă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 577).

### Art. 142. — (Abrogat L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>).

*Text. fr. Art. 160.* — S'il n'y a ni père ni mère, ni aïeuls ni aïeules, ou s'ils, se trouvent tous dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles mineurs de vingt-un ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille.

**Art. 143.** — În linie directă este oprită căsătoria cu desăvârșire între ascendenți și descendenți și între afinii (cuscrii) de aceeași linie, fără deosebirea înrudirei de legiuită sau nelegiuită însoțire. (Civ. 152, 166—169, 172, 183, 184, 313, 660 urm.; Civ. Fr. 161).

*Text. fr. Art. 161.* — En ligne directe, le mariage est prohibé entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels, et les alliés dans la même ligne.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 20 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Adopțiune 2.  
Afinitate 3, 4, 5, 10-15.  
Anulare 9, 17.  
Apreciere suverană 8.  
Ascendenți 5.  
Căsătorie legitimă 10.  
Cod Calimach 6.  
Colaterali 4.  
Concubinaj 10, 11.  
Copil adoptat 2.  
Copil legitim 2.  
Copil natural 2.  
Cuscrie 3, 4, 5, 10-15.  
Deces 12, 13.  
Definiție 1, 2, 3.  
Descendenți 2, 5.  
Desfăcerea căsătoriei 12, 13, 14.  
Divorț 14.  
Impărțirea rudeniei 2, 4.  
Împedecare 7 urm.  
Împedecare dirimantă 17.

Încetare din viață 12, 13.  
Linie ascendentă 5.  
Linie colaterală 4.  
Linie descendentă 5.  
Linie directă 4, 5.  
Moarte 12, 13.  
Morală 11.  
Nulitate 9, 17.  
Onestitate publică 11.  
Prohibițiuni 7 urm.  
Recunoașterea copiilor 7, 9.  
Rudenie 1 urm.  
Rudenie mixtă 2.  
Rudenie naturală și civilă 2.  
Rudenie pur civilă 2.  
Rudenie pur naturală 2, 7, 8.  
Suverană apreciere 8.  
Valabilitate 9, 17.

#### Doctrină.

1. „Rudenie este o legătură care unește două persoane prin raporturi derivând din natură sau din lege”. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 219; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 522; Planiol, ed. 6-a, I, No. 643 urm.; Nacu, I, p. 286; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 581; Plastara I, p. 205 urm., 226).

2. Rudenia este de trei feluri: 1) ru-

denie pur naturală care unește pe copiii naturali și descendenții lor de părinții lor și de descendenții acestora; 2) rudenie naturală și civilă sau mixtă care unește pe copiii legitimi, pe părinții lor și pe toate rudele acestora; 3) rudenie pur civilă, care rezultă din adopțiune și care unește pe adoptator de adoptat și de descendenții săi sau între aceștia și copiii legitimi sau adoptivi ai adoptatorului; între adoptat și între ascendenții sau colaterali adoptatorului nu există nici o legătură de înrudire. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 219; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 522; Planiol, ed. 6-a, I, 643 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 582).

3. Afinitatea sau cuscria este legătura care unește pe unul dintre soți de rudele celuilalt sot. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 582; Plastara, I, p. 226; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 522; Planiol, ed. 6-a, I, No. 652 urm.; Nacu, I, p. 286).

4. Rudenia și afinitatea se împart în două: 1) în linie directă și 2) linie colaterală. (Nacu, I, p. 286; Plastara, I, p. 226; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 581).

5. Rudenia și afinitatea în linie directă se împart în două: 1) linie descendentă și 2) linie ascendentă. (Nacu, I, p.

<sup>1</sup>) Textul vechiu al art. 142. Când tatăl, mama, bunii și bunele sunt morți, sau în neputință de a manifesta voința lor, atunci băieții, dacă n'au ajuns încă vârsta de 25 ani, și fetele la cea de 21 ani, nu se pot căsători fără a cere consimțământul consiliului de familie. (Civ. 152, 156, 355, urm., 448; Pr. Civ. 638; Civ. Fr. 160).



286; Plastara, I, p. 226; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 581).

6. Partea finală a art. 143 c. civ. rom. este luată din art. 92 din Codul Calimach. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 587).

7. Pentru ca înrudirea naturală să poată constitui o prohibițiune la căsătorie, trebuiește după o părere, ca ea să fie stabilită în mod legal prin o recunoaștere voluntară sau forțată. (Delvincourt, I, p. 63, nota 8; Duranton, II, No. 166; Valette sur Proudhon, II, p. 78; Baudant, I, No. 232; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 526; Dalloz, Rép., Mariage, No. 241; Suppl., Mariage, No. 120; Laurent, II, No. 350; Huc, II, No. 61; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1543; Planiol, ed. 6-a, I, No. 727; Planiol et Ripert, II, No. 111; Comp.: Nacu, I, p. 292 urm.).

8. După o altă părere însă, se spune că tribunalele au o putere suverană și discreționară să aprecieze după caz, dacă există sau nu o înrudire naturală care să impedeze căsătoria. (Merlin, Répertoire, Empêchement au mariage, § 4, art. 4; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 107; Demolombe, III, No. 107; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 126, nota 8, p. 202; Marcadé, art. 161; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 120; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 146; Matei Cantacuzino, p. 684; Comp.: Nacu, I, p. 292 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 587).

9. Impedecarea trebuiește să existe în momentul căsătoriei; astfel recunoașterea făcută de către părintele legitim al unuia dintre soți, a celuialt soț, posterior celebrării căsătoriei, nu poate aduce nulitatea acestei căsătorii. (Duranton, II, No. 167; Demolombe, III, No. 108; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 56; Dalloz, Rép., Mariage, No. 242).

10. Afinitatea naturală rezultată dintr'un concubinaj nu este o pedecă la căsătorie, ci numai cea rezultată din o căsătorie legitimă. (Merlin, Répertoire, Empêchement au mariage, § 4, art. 3; Potier, Contrat de mariage, No. 162; Duranton, II, No. 157, 158; Vazeille, Traité du mariage, I, p. 402, 403; Demolombe, III, No. 112; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 529, 530; Dalloz, Rép., Mariage, No. 229; Suppl., Mariage, No. 117; Laurent, II, No. 351; Huc, II, No. 62; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1546; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 586, 589, 590; Matei Cantacuzino, p. 683, 684).

11. După o altă părere însă, chiar afinitatea naturală rezultată dintr'un concubinaj este o pedecă la căsătorie pentru motive de morală și onestitate publică. (Delvincourt, I, p. 63, nota 6; Taulier, I,

p. 277, 280; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 126, p. 203, nota 10; Marcadé, art. 161, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 222 bis I; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, nota 13, p. 58; Dalloz, Rép., Mariage, No. 229; Suppl., Mariage, No. 117).

12. După decesul unuia dintre soți, afinitatea subsistă între soțul rămas în viață și rudele soțului încetat din viață. (Taulier, I, p. 274; Demolombe, III, No. 117; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 67, nota 11, p. 226; V, ed. 4-a, § 461, nota 9, p. 56; Dalloz, Rép., Mariage, No. 237; Parenté-alliance, No. 16; Suppl., Mariage, No. 119; Parenté-alliance, No. 5, 6; Laurent, II, No. 352; Huc, II, No. 62; Planiol, ed. 6-a, I, No. 728; Planiol et Ripert, II, No. 19; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 583).

13. După decesul unuia dintre soți, afinitatea subsistă între soțul rămas în viață și rudele soțului încetat din viață, chiar în cazul când nu sunt copii din căsătorie. (Taulier, I, p. 274; Demolombe, III, 117; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 56; Dalloz, Rép., Mariage, No. 237; Suppl., Mariage, No. 119; Laurent, II, No. 352; Planiol, ed. 6-a, I, No. 728; Matei Cantacuzino, p. 683).

14. În caz de desfacerea căsătoriei prin divorț, pedecela la căsătorie, ce reține pe soți, Huc, II, No. 201, 202; Vraye et Gode, Le divorce et la séparation de corps, ed. 2-a, II, No. 614; Planiol, ed. 6-a, I, No. 728; Planiol et Ripert, II, No. 631; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 583; Matei Cantacuzino, p. 683).

15. În cazul când o căsătorie se anulează, după o părere, afinitatea subsistă între unul dintre soți și rudele celuialt soț. (Duranton, II, No. 159; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 203, nota 11; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, nota 12, p. 57; Dalloz, Rép., Mariage, No. 231; Suppl., Mariage, No. 118; Comp.: Nacu, I, p. 293, 294).

16. După o altă părere însă, în cazul de anularea unei căsătorii, afinitatea nu mai subsistă între unul dintre foștii soți și rudele celuialt fost soț. (Demolombe, III, No. 112; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 529, 530; Laurent, II, No. 353; Huc, II, No. 62; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1545; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 590).

17. Impedecarea la căsătorie care rezultă din înrudire sau afinitate este dirimantă și anulează căsătoria. (Demolombe, II, No. 108; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, text și nota 6, p. 56; Planiol, ed. 6-a, I, No. 722).

**Art. 144.** — În linie colaterală, căsătoria este oprită până la a patra spiță inclusiv, fără osebirea înrudirii de legiuită sau nelegiuită însoțire, și între afinii (cuscrii) de aceeași spiță (Civ. 150,

152, 165, 166, 169, 172, 183, 184, 313, 660 urm.; Reg. act. st. civ. 126; Civ. Fr. 162, 163).

*Text. fr. Art. 162.* — En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la soeur naturels, et les alliés au même degré.

*Text. fr. Art. 162. (Modificat prin legea din 1 Iulie 1914).* — En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la soeur légitimes ou naturels. Il est prohibé entre les alliés au même degré lorsque le mariage qui produisait l'alliance a été dissous par le divorce.

*Text. fr. Art. 163.* — Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 20 urm.

#### Doctrină.

1. Cuvintele din art. 144 c. civ. rom.: „fără osebirea înrudirei de legiuită sau nelegiuită însoțire“, nu se referă la afinității sau cuscrici, ci la rudele colaterale. (Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 590; Matei Cantacuzino, p. 684).

2. Căsătoria este oprită în linie colaterală, indiferent dacă frații și surorile sunt consanguini sau uterini. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 225; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 589).

3. Afinitatea sau cuscria poate fi naturală; astfel cineva nu poate lua în căsătorie pe văduva fratelui său natural sau pe sora naturală a soției sale. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 590).

4. Afinitatea și incapacitatea sau prohibițiunile cari rezultă din ea, nu încețază prin decesul soțului care era cauza afinității, chiar dacă din căsătorie nu au rezultat copii. (Taulier, I, p. 274; Demolombe, III, No. 117; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 56; Laurent, II, No. 352; Huc, II, No. 62; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1544; Alexandresco, ed. 2-a,

I, p. 590; Contra: Delvincourt I, p. 106; Duranton, II, No. 458).

5. Afinitatea și incapacitatea sau prohibițiunile cari rezultă din ea, nu încețază prin divorțul soților chiar dacă din căsătorie au rezultat sau nu copii. (Huc, II, No. 202; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 590).

6. Nu există afinitate sau cuscrie între rudele ambilor soți, așa încât doi frați pot lua în căsătorie două surori. (Planioł et Ripert, II, No. 112; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 582).

7. Prohibițiunea din art. 162 c. civ. fr. (144 c. civ. rom.) urmărește pe francezii (români) în orice țară ar voi să se căsătorească de oarece această regulă este de statut personal. (Duranton, II, No. 163; Dalloz, Rép., Mariage, No. 238, 239).

8. Căsătoria săvârșită în disprețul dispozițiilor art. 144 c. civ. rom. este lovită de o nulitate absolută. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 592; Contra: Matei Cantacuzino, p. 684).

9. A se vedea și notele de sub art. 143 c. civil.

**Art. 145.** — La rudenă din Sf. Botez se oprește căsătoria între naș și fină precum și între nașă și fin <sup>1)</sup>. (C. Calimach, 49, 94).

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 23.

#### Doctrină.

1. Art. 145 c. civ. român este luat din art. 49 și 94 din Codul Calimach. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 593; Matei Cantacuzino, p. 686).

2. Fiul nașului se poate căsători cu fiica finei. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 593).

3. Căsătoria săvârșită în disprețul

dispozițiilor art. 145 din codul civil român, este numai anulabilă și ofițerul de stare civilă care a celebrat-o, de și cunoștea împedecarea, nu se pedepsește. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 541, 594).

4. Căsătoria săvârșită în disprețul art. 145 din codul civil, nu poate fi anulată pentru acest motiv, de oarece impedimentul la căsătorie e pur prohibitiv. (Matei Cantacuzino, p. 686).

<sup>1)</sup> Acest art. este inspirat din codul Calimach, Art. 49 și 94.



**Art. 146.** — Tatăl adoptiv nu poate să se căsătorească cu adoptata sa, nici cu fiica aceștia, nici cu femeia fiului său adoptiv<sup>1)</sup>. (Civ. 147, 309 urm., 313; C. Calimach 95; Civ. Fr. 348).

*Text. fr. Art. 348.* — L'adopté restera dans sa famille naturelle, et y conservera tous ses droits: néanmoins le mariage est prohibé:

- Entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants;
- Entre les enfants adoptifs du même individu;
- Entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant;
- Entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.

#### Bibliografie (continuare).

VELESCU AL., *Notă sub Cas. II, 359 din 23 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 40.*

#### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 146-148 c. civ. rom. sunt luate din art. 95-97 Codul Calimach. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 595).

2. De și este deosebire de redacțiune între art. 146, 147 și 148 c. civ. rom. de o parte și art. 313 c. civ. rom. de altă parte, trebuie să ne referim la articolele cele dintâi din materia căsătoriei de oarece pe lângă că e sediul materiei, dar ele sunt luate din codul Calimach iar nu din codul civil francez. (Nacu, I, p. 295, 296).

3. Sistemul cel mai bun de conciliere

al articolelor de mai sus, de oarece există în lege și trebuiesc aplicate, este ca să se aplice toate dispozițiunile lor și în altul de oarece art. 313 c. civil român nu a abrogat dispozițiile art. 146-148 din același cod. (Nacu, I, p. 296; Alexandresco, ed. 2-a I, p. 596).

4. Impediciunile la căsătorie prevăzute de art. 146-148 din codul civil român sunt pur prohibitive și nu duc la nulitatea căsătoriei. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 541, 596; Matei Cantacuzino, p. 686).

5. A se vedea notele de sub art. 313 c. civil.

**Art. 147.** — Adoptatul fiu nu se poate căsători cu aceea ce<sup>a</sup> fost femeia înfiitorului tată, nici cu fiica lui, nici cu mama lui, nici cu sora mamei lui sau a tatălui său<sup>2)</sup>. (Civ. 146, 309 urm.; C. Calimach, 96; Civ. Fr. 348).

*Text. fr. Art. 348.* — L'adopté restera dans sa famille naturelle, et y conservera tous ses droits: néanmoins le mariage sera prohibé:

- Entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants;
- Entre les enfants adoptifs du même individu;
- Entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant;
- Entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.

#### Bibliografie (continuare).

VELESCU AL., *Notă sub Cas. II, 359 din 23 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 40.*

#### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 146-148 din codul civil român, sunt luate din art. 95-97 Codul Calimach. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 595).

2. Căsătoria între fiul adoptat și fosta femeie a adoptatorului este interzisă, fără distincțiune dacă fosta femeie era căsătorită cu adoptatorul în momentul adop-

țiunii. înainte sau după adopțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 595).

3. Impediciunile la căsătorie prevăzute de art. 146-148 din codul civil român sunt pur prohibitive și nu duc la nulitatea căsătoriei celebrată în disprețul lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 541, 596; Matei Cantacuzino, p. 686).

4. A se vedea notele sub art. 146 și 313 c. civil.

1) A se vedea § 95 codul Calimach, care a dat naștere acestui articol.

2) A se vedea § 96 codul Calimach, care a dat naștere acestui articol.

**Art. 148.** — Nu este slobod a se căsători cineva cu adoptata soră a tatălui său, a mamei, a bunului sau a bunei sale <sup>1)</sup>. (Civ. 146, 147, 309 urm., 313; C. Calimach, 97).

#### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 146-148 din codul civil român sunt luate din art. 95-97 Codul Calimach. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 595).

2. O persoană nu se poate căsători cu fiica adoptivă a părinților săi, adopțiune care a avut loc înainte de nașterea ace-

stei persoane. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 595).

3. Impedecările la căsătorie prevăzute de art. 146-148 din Codul civil român sunt pur prohibitive și nu duc la nulitatea căsătoriei celebrată în disprețul lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 541, 596; Matei Cantacuzino, p. 686).

4. A se vedea notele de sub art. 146 și 313 c. civil.

**Art. 149.** — Tutorele sau curatoarele nu se poate căsători cu nevârstnica ce se află sub tutela sa.

Asemenea nici tatăl tutorelui, nici fratele acestuia care încă se află sub părintească putere, nici fiul tutorelui nu poate lua în căsătorie pe pupilă, fără de primirea și înscrisa adeverință a tribunalului cuprinzătoare că acest tutore a dat pentru toate socoteală lămurită, și că însoțirea minoarei cu el, sau cu altul din numitele persoane, va fi spre folosul ei <sup>2)</sup>. (Civ. 349 urm., 355 urm., 390, 415, urm., 419; C. Calimach, 98, 99).

#### Doctrină.

1. Prohibițiunea la căsătorie rezultând din tutelă era prevăzută și în legiurile noastre vechi: în Codul Caragea art. 5 din P. III, C. XVI. (Nacu, I, p. 297; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 574).

2. O persoană nu se poate căsători cu zută în art. 149 c. civ. rom., nu se poate înlătura prin nici un fel de dispensă. (Nacu, I, p. 296).

3. Celelalte rude ale tutorului neară-

tate în art. 149 c. civ. rom., se pot căsători cu minorii aflați sub tutelă, fără autorizația tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 575).

4. Căsătoria celebrată de către oțiteurul de stare civilă în disprețul art. 149 din codul civil român, va atrage pedepsirea sa conform art. 162 din codul penal, însă ea nu va fi anulată, de oarece împedecarea este pur prohibitivă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 576; Matei Cantacuzino, p. 686).

**Art. 150.** — Cu toate acestea, Domnul <sup>3)</sup>, pentru motive grave, va putea acordă dispensă din prohibițiunile cuprinse în art. 144 din acest cod <sup>4)</sup> „adică pentru căsătoriile dintre cumnați și cumnate și pentru acele dintre veri și vere“. (Civ. 128, 144; Reg. act. st. civ. 126; Civ. Fr. 164).

*Text. fr. Art. 164. (Modificat prin legea din 16 Aprilie 1832).* — Néanmoins, il est loisible au Roi de lever, pour des causes graves, les prohibitions portées par l'article 162 aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, et par l'article 163, aux mariages entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

1) A se vedea § 97 din codul Calimach, care a dat naștere acestui articol.

2) A se vedea § 98 al Codului Calimach, care a inspirat pe legiuitor în alcătuirea acestui articol.

3) A se ceta „Regele“. A se vedea nota de sub art. 123 Cod. Civ.

4) Cuvintele: „adică pentru căsătoriile dintre cumnați și cumnate și pentru acele dintre veri și vere, nu figurează în textul art. 150, publicat în „Monitorul Oficial“, cu No. 271 din 4 Decembrie 1864; acolo art. 150 se termină cu cuvântul „cod“; însă acest adaos al art. 150 îl găsim în edițiunea oficială a codicelui civil, publicat în broșuri la 1865.



## Doctrină.

1. Ca motive grave pentru acordarea dispensei de către șeful statului, la căsătoria între cumnați și cumnate, se poate invoca: existența copiilor din prima căsătorie. (Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 122).

2. Deasemenea ca motive grave se pot invoca: interesul unei exploatare industriale, comerciale sau agricole, starea unei indiviziuni folositoare viitorilor soți, partaje, evitarea unui proces, etc. (Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 121).

3. Nu poate fi considerat ca un motiv grav pentru obținerea dispensei, faptul relațiilor nepermise care există între viitorii soți. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 531; Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 122).

4. Dispensa care trebuie acordată de șeful statului este supusă aprecierii sale suverane. (Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 121; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 590).

5. Actele necesare pentru obținerea dispensei sunt: o petițiune semnată de către viitorii soți, actele lor de naștere, actul de deces al soțului celui ce voește

a se căsători — în cazul de căsătorie între cumnați și cumnate — actele de stare civilă din care rezultă gradul lor de rudenie. (Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 121, 122).

6. Pentru căsătoria între rudele din spița a doua și a treia, Regele nu poate acorda dispensă, de oarece legiutorul român s'a depărtat dela codul civil francez. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 591).

Pentru căsătoria dintre afinii din spița a treia și a patra, Regele poate acorda dispensă, de oarece de și codul civil român nu prevede această dispensă, însă ar fi absurd a se permite dispensa între rudele din spița a patra și să nu se permită afinilor din aceeași spiță. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 591, 592).

8. Căsătoriile contractate în disprețul dispozițiilor art. 161, 162 și 163 c. civ. fr. (144 c. civ. rom.) sunt nule, chiar dacă dispensa ar fi acordată posterior contractării. (Toullier, I, No. 638; Demolombe, III, No. 333, 334; Daloz, Rép., Mariage, No. 203, 549; Nacu, I, p. 292; Matei Cantacuzino, p. 684).

## CAPITOLUL II

## Despre formalitățile relative la celebrarea căsătoriei.

**Art. 151.** — Căsătoria se va declara în public înaintea ofițerului stărei civile al domiciliului uneia din părțile care se însoțesc. (Civ. 49, 51, 60, 61, 87 urm., 152, 173—175; Const. 22; C. p. 166, Civ. Fr. 165).

*Text. fr. Art. 165.* — Le mariage sera célébré publiquement, devant l'officier civil du domicile de l'une des deux parties.

*Text. fr. Art. 165. (Modificat prin legea din 21 Iunie 1907).* — Le mariage sera célébré publiquement devant l'officier de l'état civil de la commune où l'un des époux aura son domicile ou sa résidence à la date de la publication prévue par l'article 63, et, en cas de dispense de publication, à la date de la dispense prévue à l'article 169 ci-après.

## Doctrină.

1. Căsătoria trebuie celebrată, în principiu, în localul primăriei comunei competente. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 580; Daloz, Rép., Mariage, No. 368; Suppl., Mariage, No. 188; Planiol et Ripert, II, No. 197; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 597; Matei Cantacuzino, p. 687).

2. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă o căsătorie a fost celebrată în public. (Demolombe, III, No. 294; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, p. 111; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1844, 1845; Planiol et Ripert, II, No. 277; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 598; Matei Cantacuzino, p. 687).

3. Căsătoria trebuie celebrată de ofițerul de stare civilă care este primarul

comunei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 580; Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 185; Nacu, I, p. 266; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 597; Matei Cantacuzino, p. 686, 687).

4. Căsătoria celebrată de către un funcționar public care nu este ofițer de stare civilă, este fără ființă. (Demolombe, III, No. 205, 242; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 657; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452, p. 14; Daloz, Rép., Mariage, No. 367; Nacu, I, p. 266; Laurent, II, No. 444; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1694; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 597; Comp: Planiol, et Ripert, II, No. 275).

5. Căsătoria săvârșită de un ofițer de stare civilă incompetent și dacă nu s'a întrebuintat fraudă, nu este nulă. (Merlin, Répertoire, Mariage, sect. 4, art. 1, No. 3; Coin-Delisle, Actes de l'état civil,

p. 64, No. 12. Toullier, I, No. 644; Vazeille, *Traité du Mariage*, I, No. 251; Demolombe, III, No. 298; Marcadé, art. 165; Beudant, I, No. 260; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, p. 114; Laurent, II, No. 484; Iluc, II, No. 155; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1851 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 598; Contra: Proudhon, I, p.

220; Duranton, II, No. 338 urm.; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 585 urm.; Planiol ed. 6-a, I, No. 1025, 1026; Planiol et Ripert, II, No. 277; Matei Cantacuzino, p. 687).

6. A se vedea notele sub art. 60 și 61 c. civil.

**Art. 152.** — Căsătoria săvârșită în țară străină, între Români sau între Români și străini, va fi puternică și în țară, dacă se va fi celebrat după formele uzitate în acea țară, și dacă Românul nu va fi contravenit dispozițiilor cuprinse în capitolul precedent. (Civ. 2, 34, 35, 127—150, 162, 165, 174, 176, 178, 885; Reg. act. st. civ. 114 urm.; L. din 13 Februarie 1894 p. reorganizarea Ministerului afacerilor streine, Art. 23, 24; Regulamentul și tariful consular din 12 Iunie 1880, Art. 25; Civ. Fr. 170).

*Text. fr. Art. 170.* — Le mariage contracté en pays étranger entre Français, et entre Français et étrangers, sera valable, s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par l'article 63, au titre des *Actes de l'état civil*, et que le Français n'ait point contrevenu aux dispositions contenues au chapitre précédent.

*Text. fr. Art. 170. (Complectat prin legea din 29 Noembrie 1901 și modificat prin legea din 21 Iunie 1907).* — Le mariage contracté en pays étranger entre Français et entre Français et étranger, sera valable, s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé de la publication prescrite par l'article 63, au titre des *Actes de l'état civil*, et que le Français n'ait contrevenu aux dispositions contenues au chapitre précédent.

Il en sera de même du mariage contracté en pays étranger entre un Français et une étrangère, s'il a été célébré par les agents diplomatiques ou par les consuls de France, conformément aux lois françaises.

Toutefois les agents diplomatiques ou les consuls ne pourront procéder à la célébration du mariage entre un Français et une étrangère que dans les pays qui seront désignés par décrets du Président de la République.

### Bibliografie (continuare).

DECUSARĂ C. E., *Notă sub C. Apel Paris s. I, 9 Iulie 1924, Jurispr. Gen. 1925, No. 619;*  
 DOGAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 43 urm.;  
 LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoints survivant*, p. 189.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act scris 3, 9.	Proba căsătoriei 3.
Agenți diplomatici 5, 6, 9.	Publicitate 11.
Căsătorie pe mare 11.	Registru de stare civilă 12.
Capacitate 4.	Religios contract 7.
Coabitare 3.	Reputație 3.
Cod civil francez 12.	Reședință 2.
Cod civil român 12.	Români 1, 2, 5, 6, 7, 9, 10, 12.
Contract religios 7.	România 8, 9, 10.
Dovada căsătoriei 3.	Statut personal 4, 9, 10.
Formalitățile căsătoriei 1, 2, 3, 4.	Statut real 1, 2, 3, 4, 8.
Francezi 1, 2.	Străinătate 1-7, 12.
Franța 8.	Străini 1, 2, 6, 8, 9, 10.
Legă personală 4, 9, 10.	Țară străină 1-7, 12.
Locus regit actum 1.	Transcriere 12.
New-York 3.	Valabilitate 4 urm.
Ofițer de stare civilă 9.	Vas 11.
Preot 7, 10.	

### Doctrină.

1. Căsătoriile contractate în țară străină între francezi (români) și străini, sunt valabile dacă au fost celebrate după formele uzitate în acea țară; această dispoziție este aplicarea regulii: „locus regit actum”. (Demolombe, III, No. 217; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 595; Dalloz, Rép. Mariage, No. 386 urm.; Suppl. Mariage, No. 194; Planiol, ed. 6-a, I, No. 863; Planiol et Ripert, II, No. 155; Nacu, I, p. 311; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 194; Matei Cantacuzino, p. 690).

2. Cu toate că legea franceză (română) cere pentru celebrarea căsătoriei ca una



din părți să-și aibă o reședință de șase luni în localitatea unde are loc această celebrare, căsătoria contractată în străinătate între francezi (români) sau între francezi (români) și străini, este valabilă, deși una dintre părți nu avea o reședință în localitatea unde are loc celebrarea de cel puțin șase luni, dacă legea acelei țări nu cere această condițiune. (Loché. Législation civile, IV, p. 541; Demolombe, III, No. 219; Marcadé, Art. 170, No. 2; Dalloz, Rép., Mariage, No. 290).

3. Dispozițiile art. 170 c. civ. fr. (153 c. civ. rom.) sunt aplicabile chiar atunci când într-o țară străină legea nu cere un act scris pentru a dovedi căsătoria, cum ar fi în statul New-York, unde căsătoria este valabil contractată numai prin coabitare și reputație. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 468, p. 122; Laurent, III No. 20; Droit civil international, IV, No. 229; Baudry et Houques-Fourcade, III, No. 1604; Planol, ed. 6-a, I, No. 863; Nacu, I, p. 311; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 195; Despagnet, Précis, p. 492; Weiss, Traité élémentaire, p. 468; Traité theorique et pratique, III, p. 458 urm.; Surville et Arthuys, Cours élémentaire, No. 281).

4. Numai formalitățile privitoare la celebrarea căsătoriei se vor îndeplini după formele uzitate în țară străină, însă condițiunile și capacitatea părților pentru a contracta o căsătorie valabilă, trebuiesc guvernate de legea franceză (română). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 597, 598; Dalloz, Rép., Mariage, No. 386; Suppl., Lois, No. 287; Mariage, No. 195; Planiol et Ripert, II, No. 155; Nacu, I, p. 311; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 196; Matei Cantacuzino, p. 690).

5. Agenții diplomatici români în străinătate pot celebra căsătoria între doi români. (Nacu, I, p. 311, 312; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 190 urm.; Matei Cantacuzino, p. 690).

6. Agenții diplomatici români în străi-

nătate nu pot celebra o căsătorie între un român și un străin. (Nacu, I, p. 312; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 190, 191).

7. Românii nu se pot căsători într-o țară străină, unde căsătoria este un contract religios, decât înaintea unui ministru al cultului lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 195).

8. Căsătoriile contractate în Franța (România) de către străini, trebuiesc celebrate după formele prevăzute de legea franceze (române). (Demolombe, III No. 216; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 468, p. 121; Planiol, ed. 6-a, I, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 199, urm.; Comp.: Nacu, I, p. 312, 313).

9. Străinii se pot căsători valabil în România înaintea agentului diplomatic al țării lor, dacă după dreptul lor național, acești agenți sunt ofițeri de stare civilă. (Nacu, I, p. 312; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 190 urm.).

10. Căsătoria săvârșită în România între străini, solo consensu sau înaintea ministrului cultului lor, nu e valabilă în România, însă va fi valabilă în țara lor, dacă cerințele legilor acelei țări au fost satisfăcute. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 203).

11. Căsătoriile nu pot fi celebrate pe un vas în timpul unei călătorii pe mare, de oarece legea tace asupra acestui punct și publicațiile necesare nu ar putea fi făcute. (Dalloz, Rép., Acte de l'état civil, No. 333).

12. Codul civil român, spre deosebire de cod. civ. francez, nu cere pentru valabilitatea căsătoriei între români, contractată în străinătate, ca actul de căsătorie să fie transcris în registrele de stare civilă română, la reîntoarcerea lor în țară. (Nacu, I, p. 312, 313; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 197).

13. A se vedea și notele sub art. 2 c. civil.

### CAPITOLUL III

#### Despre opozițiuni la căsătorie.

**Art. 153.** — Dreptul de a forma opozițiune la celebrarea căsătoriei, îl are persoana legată prin căsătorie cu una din părțile contractante. (Civ. 52 urm., 130, 157—161, 170; Reg. act. st. civ. 119; Civ. Fr. 172).

*Text. fr. Art. 172.* — Le droit de former opposition à la célébration du mariage, appartient à la personne engagée par mariage avec l'une des deux parties contractantes.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de căsătorie 3, 4.  
Acțiune principală 5.  
Afini 9.  
Anulare 1, 5, 11, 15.

Aviz 13, 15.  
Caracter limitativ 8.  
Celebrare 1.  
Codul civil român 14.

Contestarea existenței  
primei căsătorii 5.  
Copii 8.  
Denunțare 13, 15.  
Descendenți 8.  
Divorț 7.  
Dovada căsătoriei 3.

Impedecare 11, 13.  
Impedecare dirimantă 11.  
Înștiințare 13, 15.  
Logodnă 6.  
Ministerul Public 10-14.  
Nulitate 1, 5, 11, 15.  
Ofițer de stare civ. 13, 15.

Opoziție la căsăt. 1 urm.	Promisiune de căsăt. 6.
Parchet 10-14.	Rea credință 15.
Poseziunii de stat 4.	Regulamentul actelor de
Proba primei căsătorii 3.	stare civilă 14.
Procuror 10-14.	Soț 1, 2, 3, 7.
Prohibițiuni 11, 13.	Termin 1.

### Doctrină.

1. De oarece legea nu arată în ce termen trebuiesc făcute opozițiile la căsătorie, rezultă că ele pot fi făcute până în momentul celebrării. (Demolombe, III. No. 162; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 455, p. 36; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 614. nota 1).

2. Persoana legată prin căsătorie cu una dintre părțile contractante, are, în primul loc dreptul să formeze opozițiune la celebrarea căsătoriei, după cum are drept să ceară și anularea căsătoriei celebrată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 319; Dalloz, Rép., Mariage, No. 258; Suppl., Mariage, No. 129; Planiol, ed. 6-a, I, No. 803; Planiol et Ripert, II, No. 169; Nacu, I, p. 314; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 616).

3. Pentru ca persoana legată prin căsătorie cu una dintre părțile contractante, să aibă dreptul a forma opoziție la căsătorie, va trebui să facă dovada existenței unei prime căsătorii. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 259; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 616).

4. Simpla posesiune de stat nu este suficientă pentru a îndritui pe o persoană să formeze opoziție la căsătorie, ci este necesar un act de căsătorie. (Laurent, II, No. 376; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 616).

5. Dacă se contestă existența unei prime căsătorii această contestație trebuie judecată pe cale de acțiune principală iar nu cu ocazia judecării anulării opoziției. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 616).

6. O simplă promisiune de căsătorie nu poate da dreptul unei persoane să facă opoziție la căsătorie. (Duranton, II, No. 187; Demolombe, III, No. 139; Dalloz, Rép., Mariage, No. 258; Laurent, II, No. 376; Colin et Capitant, ed. 6-a, I, p. 128).

7. Soțul divorțat de una din părțile contractante, nu are dreptul a face opoziție la căsătorie. (Demolombe, III, No. 139; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 129; Laurent, II, No. 376; Huc, II, No. 108, 402; Baudry et Houques-Foucade, II, No. 1630; Planiol, ed. 6-a, I, No. 803; Planiol et Ripert, II, No. 169; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 616. nota 1).

8. Copiii și descendenții părților care voiesc a se însoți, nu au dreptul să formeze opoziție la căsătorie, de oarece art. 172 și urm. c. civ. fr. (153 urm. c. civ. rom.), au un caracter limitativ și dreptul de a forma opoziție la căsătorie nu poate fi întins la alte persoane decât cele strict arătate în aceste articole. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, Art. 174; Delvincourt, I, p. 296; Toullier, I, No. 585; Demolombe, III No. 144; Aubry et Rau,

ed. 4-a, V, § 454, p. 30; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 629; Dalloz, Rép., Mariage, No. 285 urm.; Suppl., Mariage, No. 143; Laurent, II, No. 383; Huc, II, No. 115; Planiol, ed. 6-a, I, No. 809; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 164; Nacu, I, p. 315; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 618).

9. Afinii nu au dreptul să formeze opoziție la căsătorie. (Demolombe, III, No. 150; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 629; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 618).

10. Ministerul Public, după o părere, nu poate nici într'un caz să formeze opozițiune la căsătorie, de oarece legea nu-i dă acest drept. (Merlin, Opposition à mariage, Art. 174, No. 3; Toullier, I, No. 591; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 165; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 192. nota 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 629; Dalloz, Rép., Mariage, No. 288; Suppl., Mariage, No. 144; Laurent, II, No. 387; Huc, II, No. 116; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 808, 815; Planiol et Ripert, II, No. 174; Nacu, I, p. 515).

11. După a doua părere, Ministerul Public, are dreptul a face opozițiune la căsătorie, dar numai în cazurile când există împedecări dirimante cari îl autoriză a cere anularea căsătoriei contractată. (Delvincourt, I, p. 120; Proudhon, I, p. 420; Duranton, II, No. 201, 202, 315; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454. nota 27, p. 34; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 144; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 164, 165; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 808, 815; Planiol et Ripert, II, No. 174; Nacu, I, p. 315).

12. După o a treia părere, Ministerul Public are dreptul să formeze opozițiune la căsătorie numai în cazurile prevăzute de art. 184 și 191 c. civ. fr. (166 și 173 c. civ. rom.). (Valette sur Proudhon, I, p. 420; Demolombe, III, No. 151; Marcadé, art. 175, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 249, 249 bis I; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454 nota 27, p. 34; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 144; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1647, 1648; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 808, 815; Planiol et Ripert, II, No. 174; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 164, 165; Nacu, I, p. 315).

13. În orice caz, Ministerul Public are dreptul a comunica ofițerului de stare civilă împedecările ce se opun la celebrarea căsătoriei. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 288; Planiol et Ripert, II, No. 174).

14. În dreptul civil român, Ministerul Public, conform dispozițiilor art. 39 din regulamentul actelor de stare civilă, nu are dreptul să facă opoziție la căsătorie. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 621).

15. Trebuie să se deosebă opoziția regulată de simplul avis. Opoziția odată făcută, oprește pe ofițerul de stare civilă să celebreze căsătoria până nu este anulat. Avizul este o înștiințare trimisă sub orice formă, de către oricine, ofițeru-



lui de stare civilă, că la căsătoria proec-tată există o împedecare; avizul nu leagă pe ofițerul de stare civilă și are de efect a considera pe ofițerul de stare civilă de

rea credință dacă celebrează căsătoria. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 801; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 174; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 614).

**Art. 154.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>). Tatăl și în lipsa ta-tălui mama, iar în lipsa și a tatălui și a mamei, bunul și buna, pot forma opozițiune la căsătoria copiilor și descendenților lor dacă aceștia nu vor avea vârsta de 25 ani împliniți. (Civ. 52 urm., 131 urm., 135 urm., 153, 157, 161, 357 urm.; Reg. act. st. civ. 119; Civ. Fr. 173).

*Text. fr. Art. 173.* — Le père et à défaut du père la mère, et à défaut de père et mère les aïeuls et aïeules, peuvent former opposition au mariage de leurs enfants et descendants, encore que ceux-ci aient vingt-cinq ans accomplis.

*Text. fr. Art. 173. (Modificat prin legile din 21 Iunie 1907 și din 9 August 1919).* — Le père, la mère, et, à défaut de père et mère, les aïeuls et aïeules peuvent former opposition au mariage de leurs enfants et descendants, même majeurs.

Après mainlevée judiciaire d'une opposition au mariage formée par un ascendant, aucune nouvelle opposition formée par un ascendant n'est recevable, ni ne peut retarder la célébration.

### Doctrină.

1. Părinții și ascendenții au dreptul a face opozițiune la căsătoria copiilor și descendenților lor în ordinea în care au dreptul să consimtă la căsătoria lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 620; Dalloz Rép. Suppl., Mariage, No. 130; Planiol, ed. 6-a, I, No. 804, 805; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 617; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 162, 163; Nacu, I, p. 314).

2. Mama, chiar dacă nu ar fi fost consultată la căsătoria copilului său pentru a-și da consimțământul, nu poate să formeze opozițiune la căsătorie; dacă tatăl și-a dat consimțământul la această căsătorie, ea poate numai denunța cazul ofițerului de stare civilă. (Demolombe, III, No. 39, 140; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, nota 5, p. 29; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 130; Laurent, II, No. 378; Huc, II, 109; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 631; Planiol, ed. 6-a, I, No. 804; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 617).

3. După o altă părere însă, în cazul când mama nu a fost întrebată pentru a-și da consimțământul la căsătoria copilului său, cu toate că tatăl copilului și-a dat consimțământul, are dreptul a forma opoziție la căsătorie. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, No. 4; Delvincourt, I, p. 58, nota 4; Duranton, II, No. 77; Vazeille, Traité du mariage, I,

No. 119; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 804).

4. Când există din aceeași linie bun și bună, dreptul de a forma opoziție la căsătorie aparține numai bunului. (Delvincourt, I, p. 119; Demolombe, III, No. 140; Marcadé, Art. 173, No. 1; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 119, nota 4, p. 192; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, nota 5, p. 29; Dalloz, Rép., Mariage, No. 261; Suppl., Mariage, No. 131; Laurent, II, No. 379; Huc, II, No. 109; Planiol, ed. 6-a, I, No. 805; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 621; Nacu, I, p. 314).

5. Când există din o linie un bun și din altă linie o bună, dreptul de a forma opoziție la căsătorie le aparține la amândoi de o potrivă. (Demolombe, III, No. 140; Dalloz, Rép., Mariage, No. 261; Planiol ed. 6-a, I, No. 805; Nacu, I, p. 314; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 621; Laurent, II, No. 379; Huc, II, No. 110).

6. De și art. 154 c. civ. vorbește numai de buni, sunt admiși a face opoziție la căsătoria descendenților, și străbunii lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 617).

7. Dreptul de opozițiune al ascendenților la căsătoria descendenților lor, le aparține în concurență cu soțul descendentului ce voește a se căsători. (Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1631; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 617).

<sup>1</sup> Textul vechiu al art. 154. Tatăl și în lipsa tatălui mama, iar în lipsa și a tatălui și a mamei, bunul și buna pot forma opozițiune la căsătoria copiilor și descendenților lor, chiar de vor avea vârsta de 25 ani împliniți, sau de 21 ani împliniți pentru fete.

**Art. 155.** — În lipsă de ascendenți, fratele sau sora, unchiul sau mătușa, vărul sau vara primară, fiind în legiuită vârstă, pot forma opozițiune, însă numai în cazurile următoare:

1. Când consimțământul consiliului de familie, cerut de art. 142, nu s'a dobândit;

2. Când opozițiunea este bazată pe starea de smintire a viitorului soț; această opozițiune a cărei anulare o poate pronunța tribunalul fără nici o instrucțiune sau formalitate, nu se va primi decât numai cu îndatorire pentru oponent de a cere interdicțiunea și de a dobândi, în privirea ei, hotărîre formală în termenul ce i se va da de tribunal. (Civ. 130, 142, 157—161, 435 urm.; Pr. Civ. 643; Reg. act. st. civ. 119; Civ. Fr. 174).

*Text. fr. Art. 174.* — A défaut d'aucun ascendant, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germains, majeurs, ne peuvent former aucune opposition que dans les deux cas suivants:

1° Lorsque le consentement du conseil de famille, requis par l'article 160, n'a pas été obtenu;

2° Lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux: cette opposition, dont le tribunal pourra prononcer main-levée pure et simple, ne sera jamais reçue qu'à la charge, par l'opposant, de provoquer l'interdiction, et d'y faire statuer dans le délai qui sera fixé par le jugement.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Alienație mentală 9, 11, 12.	Minor emancipat 6.
Anulare 10, 11, 12.	Nebunie 9, 11, 12.
Aprecieri suverană 11, 12.	Nulitate, a se vedeă cu-
Ascendenți 1, 12.	vântul „Anulare“.
Caracter imitativ 2, 8.	Opozițiune la căsătorie
Citare 11.	1 urm.
Demență 9, 11, 12.	Ordine 5
Emancipat 6.	Rude colaterale 1—3, 10,
Fucie 9, 11, 12.	11, 13.
Imbecilitate 9, 11, 12.	Slăbiciunea facultăților
Interdicțiune judiciară 10,	intelectuale 9, 11, 12.
13.	Smintire 9, 11, 12.
Majori 3.	Suverană apreciere 11, 12.
Minorii 3, 4.	Tutor 3, 4.

Doctrină.

1. Rudele colaterale nu au dreptul să formeze opozițiune la căsătorie decât în lipsă de ascendenți. (Duranton, II, No. 195; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 154, p. 30; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 624; Dalloz, Rép., Mariage, No. 268; Suppl., Mariage, No. 143; Planiol et Ripert, II, No. 170; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 618).

2. Numai rudele colaterale arătate în mod limitativ de art. 174 c. civ. fr. (155 c. civ. rom.), au dreptul să formeze opozițiune la căsătorie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, p. 34; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 624; Dalloz, Rép., Mariage, No. 267, 275, 276, 277, 285; Suppl., Mariage, No. 143; Laurent, II, No. 383, 384; Planiol, ed. 6-a, I, No. 809; Planiol et Ripert, II, No. 170; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 164; Nacu, I, p. 314; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 618).

3. Numai rudele colaterale majore pot

forma opozițiune la căsătorie. cele minore nu au acest drept, nici personal, nici prin tutorii lor. (Demolombe, III, No. 143; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 624; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, nota 9, p. 30; Dalloz, Rép., Mariage, No. 269; Laurent, II, No. 381; Huc, II, No. 112; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1683; Planiol, ed. 6-a, I, No. 806; Planiol et Ripert, II, No. 170; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 618).

4. După Merlin, rudele colaterale minore pot forma opoziție la căsătorie prin tutorii lor. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, Art. 174, No. 4).

5. Rudele colaterale arătate în art. 174 c. civ. fr. (155 c. civ. rom.), pot face în acelaș timp opoziție la căsătorie fie individual, fie colectiv, legea neprevăzând nici o ordine specială. (Demolombe, III, No. 142; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, p. 34; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 626; Dalloz, Rép., Mariage, No. 268; Suppl., Mariage, No. 139; Laurent, II, No. 380; Huc, II, No. 112; Planiol, ed. 6-a, I, No. 806; Planiol et Ripert, II, No. 170; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 163; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 618).

6. Un minor emancipat, rudă colaterală cu unul dintre viitorii soți, nu poate face opozițiune la căsătorie. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, Art. 174, 175; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 618, nota 5).

7. Rudele colaterale nu pot forma opoziție la căsătorie decât în ceea ce privește motivele privitoare pe ruda lor iar nu pe celalt viitor soț. (Demolombe, III, No.



150; Marcadé, Art. 174, No. 3; Dalloz, Rép., Mariage, No. 279).

8. Rudele colaterale pot forma opoziție numai în cazurile arătate de art. 174 c. civ. fr. (155 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Mariage, No. 268; Suppl., Mariage, No. 139; Planiol et Ripert, II, No. 171; Nacu, I, p. 314, 315; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 619; Matei Cantacuzino, p. 677).

9. Prin cuvântul smintire întrebuințat în art. 174 c. civ. fr. (155 c. civ. rom.), se înțelege nu numai nebulnia propriu zisă, ci și starea de imbecilitate, furia și slăbiciunea facultăților intelectuale. (Delvincourt, I, p. 120; Demolombe, III, No. 146; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, nota 11, p. 31; Huc, II, No. 113; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1640; Planiol et Ripert, II, No. 171; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 619).

10. Nu este necesar ca odată cu formarea opoziției, rudele colaterale să ceară punerea sub interdicțiune a rudei lor, viitorul soț; aceasta se va face numai atunci când viitorul soț va cere anularea opoziției. (Duranton, II, No. 196; Demolombe, III, No. 146; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 625; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, nota 13, p. 31; Dalloz, Rép., Mariage, No. 270; Suppl., Mariage, No. 140; Laurent, II, No. 382; Nacu, I, p. 315; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 619; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 171).

11. Dacă rudele colaterale au format opoziție la căsătorie bazată pe smintirea

de minte a viitorului soț, tribunalul poate chema înaintea sa pe presupusul dement, să-l examineze și să pronunțe anularea opoziției în cazul când o găsește nefondată; anularea opoziției se poate pronunța chiar și fără citarea viitorului soț, dacă tribunalul găsește de cuviință. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 272; Comp.: Demolombe, III, No. 141; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, p. 31; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 625; Nacu, I, p. 315; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 619).

12. Chiar în cazul când opoziția pentru motivul de smintire a viitorului soț, ar fi formată de un ascendent, tribunalul poate pronunța anularea ei fără nici o instrucțiune sau formalitate. (Demolombe, III, No. 141; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 119, nota 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, nota 15; Dalloz, Rép., Mariage, No. 273; Huc, II, No. 113; Laurent, II, No. 401; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1637; Contra: Merlin, Répertoire. Opposition à mariage, Art. 174, No. 6).

13. Dacă interdicțiunea unuia dintre viitorii soți a fost deja pronunțată, rudele colaterale arătate în art. 174 c. civ. fr. (155 c. civ. rom.), au dreptul cu atât mai mult să formeze opozițiune la căsătorie. (Merlin, Répertoire. Mariage, sect. 11, § 2; Demolombe, III, No. 148; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, nota 12, p. 31; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 141; Laurent, II, No. 386).

**Art. 156.** — În cele 2 cazuri, prevăzute în articolul precedent, tutorele sau curatorul nu va putea în cursul tutelei sau curatelei forma opozițiune fără a fi fost autorizat de către un consiliu de familie, pe care îl va convoca. (Civ. 141, 155, 164, 355, urm., 390, 414; Pr. civ. 638; Reg. act. st. civ. 119; Civ. Fr. 175).

*Text. fr. Art. 175.* — Dans les deux cas prévus par le précédent article, le tuteur ou curateur ne pourra, pendant la durée de la tutelle ou curatelle, former opposition qu'autant qu'il y aura été autorisé par un conseil de famille, qu'il pourra convoquer.

### Doctrină.

1. Art. 175 c. civ. fr. (156 c. civ. rom.) vorbește de tutorul viitorului soț iar nu a celui care formează opoziția. (Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1643; Planiol, ed. 6-a, I, No. 807; Planiol et Ripert, II, No. 172; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 164; Nacu, I, p. 315; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 619, nota 4).

2. Tutorul unui major interzis are dreptul a forma opoziție la căsătoria interzisului, cu autorizația consiliului de familie. (Demolombe, III, No. 148; Marcadé, Art. 175, No. 2; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 142; Laurent, II, No. 386; Baudry et Houques-Fourcade, II, No.

1644; Comp.: Duranton, II, No. 199; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, p. 32; Huc, II, No. 114; Planiol et Ripert, II, No. 172; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 620).

3. Tutorul unui major interzis nu poate nici într'un caz să formeze opoziție la căsătoria interzisului, fără autorizația consiliului de familie. (Demolombe, III, No. 148; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, nota 21, p. 32; Dalloz, Rép., Mariage, No. 283; Suppl., Mariage, No. 142; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 172).

4. Numai în cazul când există colaterali din cei arătați de art. 174 c. civ. fr. (156 c. civ. rom.), consiliul de familie are dreptul să autorizeze pe tutor sau curator să formeze opoziție la căsătorie. (De-

molombe, III, No. 147; Dalloz, Rép., Mariage, N. 281; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 627 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 173; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 164; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 620).

5. Consiliul de familie poate fi convo-

cat nu numai după cererea tutorului sau curatorului, ci și din propria sa inițiativă. (Proudhon, I, p. 422; Demolombe, III, No. 147; Dalloz, Rép., Mariage, No. 280; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 620).

**Art. 157.** — Verice act de opozițiune va arătă însușirea, care dă opozantului drept de a o forma, alegerea de domiciliu <sup>1)</sup>, locul unde căsătoria urmează a se celebra, precum și motivele opozițiunii, afară numai dacă va fi fost cerută de către un ascendent. Toate acestea sub pedeapsă de nulitate a actelor și sub interdicțiune pentru ofițerul de stare civilă, care ar fi vizat actul ce cuprinde opozițiunea conform art. 52. (Civ. 52-55, 97, 160, 161; Pr. civ. 735; Reg. act. st. civ. 120; Civ. Fr. 176).

*Text. fr. Art. 176.* — Tout acte d'opposition énoncera la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former; il contiendra élection de domicile dans le lieu où le mariage devra être célébré; il devra également, à moins qu'il nesoit fait à la requête d'un ascendant, contenir les motifs de l'opposition: le tout à peine de nullité, et de l'interdiction de l'officier ministériel qui aurait signé l'acte contenant opposition.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act extra-judiciar 9.	Motive de fond 12, 13.
Acțiune 2.	Nebunie 4.
Alegere de domiciliu 5.	Notificare 8, 9.
Anulare 6, 7, 10, 11.	Nulitate 6, 7, 10, 11.
Ascendent 3.	Ofițer de stare civilă 8.
Autoritate de lucru judecat 10-15.	Opoziție la căsătorie 1 urm.
Calitate 1, 14.	Pedici la căsătorie, a se vedea cuvântul: „Impedecare“.
Cauză 12, 13.	Portărei 9.
Colaterali 4.	Probă 4.
Comunicare 8, 9.	Prohibițiuni 3.
Condițiuni de formă 2.	Prohibițiuni la căsătorie 8
Curator 1.	Respingerea opoziției la căsătorie 10-15.
Demență 4.	Rude colaterale 4.
Domiciliu 5.	Rudenie 1.
Dovadă 4.	Semnătură 6, 7.
Formalități 2.	Tutor 1.
Grad de rudenie 1.	Valabilitate 7.
Impedecare dirimantă 3.	Vicii de formă 10, 11.
Impedecare prohibitivă 3.	
Lucru judecat 10-15.	
Marturi 4.	
Motivare 3, 4.	

## Doctrină.

1. Actul de opozițiune va trebui să cuprindă calitatea opozantului, adică linia și gradul de rudenie ce există între opozant și viitorul soț, sau calitatea sa de tutor sau curator. (Merlin, Répertoire. Opposition à mariage, Art. 176; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 631; Dalloz, Rép., Mariage, No. 290; Planiol, ed. 6-a, I, No. 816; Planiol et Ripert, II, No. 177; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 161; Nacu, I, p. 316; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 622).

2. Opozițiunea la căsătorie, în afară

de condițiunile cerute de art. 176 c. civ. fr. (157 c. civ. rom.) va trebui să conțină condițiunile de formă cerute de procedura civilă ca pentru orice acțiune. (Demolombe, III, No. 153; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 630; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 456, p. 36; Laurent, II, No. 388; Planiol, ed. 6-a, I, No. 816; Planiol et Ripert, II, No. 177; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 161; Nacu, I, p. 316; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 623).

3. Opozițiunea ascendenților deși nu trebuie motivată, trebuie însă ca înaintea tribunalului să se bazeze pe o piedică prohibitivă sau dirimantă. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, Art. 173, No. 4; Duranton, II, No. 191, 192; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 159, 160; Valette sur Proudhon, I, p. 421; Demolombe, III, No. 140; Marcadé, Art. 173, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, p. 30, Nota 8; Dalloz, Rép., Mariage, No. 292; Suppl. Mariage, No. 134; Huc, II, No. 111; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 617, 618, 622; Comp.: Delvincourt, I, p. 59 nota 4, p. 297; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 614 urm., 631, 643; Laurent, II, No. 390; Huc, II, No. 111; Planiol, ed. 6-a, I, No. 810, 811, 827).

4. Rudele colaterale cari sunt admise face opozițiune la căsătorie numai în cazurile prevăzute de art. 174 c. civ. fr. (155 c. civ. rom.), vor trebui să arate în actul de opozițiune, faptele de demență ale viitorului soț, ruda lor, indicând și martorii cu care urmează a le proba. (Duranton, II, No. 196; Dalloz, Rép., Ma-

1) După cuvântul „domiciliu“ ar fi trebuit să urmeze prepoziția „în“ astfel cum este și în textul art. 76 francez corespunzător. Înțelesul frazei chiar cere aceasta. Probabil din eroare de tipar sau de copiere, la ediția oficială lipsește acest cuvânt.



riage. No. 270; Laurent, II. No. 382; Planiol, ed. 6-a, I, No. 813).

5. In actul de opozițiune, opozantul trebuie să facă alegere de domiciliu în comuna unde urmează a se celebra căsătoria. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 632; Dalloz, Rép., Mariage, No. 291; Suppl., Mariage, No. 148; Nacu, I, p. 316; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 622; Comp.: Delvincourt, I, No. 59, nota 3; Proudhon, I, p. 425; Duranton, II, No. 208; Demolombe, III, No. 156, 157; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 455, p. 37; Laurent, II, No. 39; Huc, II, No. 118; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1654; Planiol, ed. 6-a, I, No. 818; Planiol et Ripert, II, No. 177, 178; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 161).

6. După o părere o opozițiune la căsătorie nesemnată de către persoana care a format-o când ea știe să scrie este nulă. (Demolombe, III, No. 154; Marcadé, Art. 176, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 630, 634; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, p. 36; Planiol, ed. 6-a, I, No. 816, 819; Planiol et Ripert, II, No. 177; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1651).

7. După o altă părere opozițiunea la căsătorie, nesemnată de persoana care a format-o, nu este nulă. (Coin-Delisle, Actes de l'état civil, Art. 66, No. 2; Taulier, I, p. 295; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 171; Laurent, II, No. 393; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 623).

8. Opozițiunea la căsătorie trebuie comunicată oricărui din ofițerii de stare civilă ai locului unde s'au făcut publicațiile. (Paniol et Ripert, II, No. 179, 182; Nacu, I, p. 316; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 623, 624).

9. Opoziția la căsătorie este un act extra-judiciar și trebuie comunicată părților în drept prin portărei. (Paniol et Ripert, II, No. 179; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 263).

10. Un act de opozițiune anulat pentru vicii de formă, după o părere, nu încheie dreptul de a se forma o nouă opozițiune. (Delvincourt, I, p. 62, nota 8; Duranton, II, No. 206; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 177; Demolombe, III, No. 176; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 197, nota 9; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, §

457, nota 12, p. 41; Dalloz, Rép., Mariage, No. 161; Laurent, II, No. 406; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1675; Planiol, ed. 6-a, I, No. 830; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 629; Comp.: Proudhon, I, p. 426).

11. După o altă părere, de oarece opozițiile la căsătorie trebuie repede rezolvate, rezultă în mod virtual că nu se poate forma o nouă opozițiune la căsătorie, după anularea celei dintâi pentru vicii de formă. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, Art. 176, No. 4, question 2; Dalloz, Rép., Mariage, No. 326; Planiol et Ripert, II, No. 190).

12. In cazul când opoziția a fost respinsă pentru motive de fond, după o părere se poate introduce o nouă opozițiune însă pentru alte cauze. (Demolombe, III, No. 176; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 197; Dalloz, Rép., Mariage, No. 328; Suppl., Mariage, No. 163; Laurent, II, No. 406).

13. După o altă părere însă, dacă opozițiunea la căsătorie a fost judecată și respinsă pentru motive de fond, nu se poate forma o nouă opozițiune, chiar pentru alte cauze care nu au format obiectul primei opozițiuni. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457 nota 15, p. 42; Dalloz, Rép., Mariage, No. 328; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1678; Planiol, ed. 6-a, I, No. 830; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 629, text și nota 3; Planiol et Ripert, II, No. 190).

14. In cazul când opoziția a fost respinsă pentru lipsă de calitate a opozantului, nu se mai poate forma o nouă opozițiune la căsătorie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457, p. 41; Dalloz, Rép., Mariage, No. 327; Suppl., Mariage, No. 162; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1676, 1677; Planiol, ed. 6-a, I, No. 830; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 629; Planiol et Ripert, II, No. 190).

15. Dacă opoziția la căsătorie formată de către o persoană a fost judecată și respinsă, o altă persoană poate forma opozițiune la aceea căsătorie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457, p. 41; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 163).

16. A se vedea notele sub art. 52, 53 și 54 c. civil.

**Art. 158.** — Tribunalul de prima instanță va hotărî până în 10 zile asupra cererii de anularea opozițiunii (Civ. 54, 159; Civ. Fr. 177).

*Text. fr. Art. 177.* Le tribunal de première instance prononcera dans les dix jours sur la demande en main-levée.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Admiterea cererii de anulare a opoziției 12.  
Admiterea opoziției la căsătorie 7, 8.

Alegere de domiciliu 5, 6.  
Amânarea judecării cererii de anulare 9.  
Anularea opoz. 1-6, 9-12.

Ascendenți 3.  
Asistență 4.  
Celebrarea căsătoriei 5, 10, 11, 12.  
Competență 5, 6.  
Consiliu judiciar 4.  
Copie de pe hotărîre 12.

Domiciliu 5, 6.  
Efect 11.  
Hotărîre 9, 12.  
Impedecare dirimantă 7, 10.  
Impedecare morală 8.  
Impedecare prohib. 7, 13.

Interes 6.  
Mențiune 12.  
Minor 3.  
Nulitate, a se vedea cu-  
vântul: „Anulare și 10,  
11.  
Ofițer de stare civilă 10,  
11, 12.  
Opoziție la căsătorie 1  
urm.  
Pedeci la căsătorie 7, 8,  
10, 13.

Prohibițiuni 7, 8, 10, 13.  
Pronunțarea hotărârii 9.  
Publicații la căsătorie 12.  
Respingerea cererei de  
anulare 10, 11.  
Retragerea opoziției 1  
Soț viitor 2.  
Soție 3.  
Tată 3.  
Termin 9.  
Viitor soț 2.

### Doctrină.

1. In cazul când cel care a format opozițiunea la căsătorie nu și-o retrage, viitorul soț contra căruia este formată opoziția, trebuie să ceară de la tribunal anularea ei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 642; Dalloz, Rép., Mariage, No. 304; Planiol, ed. 6-a, I, No. 825 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 186, 187; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 625).

2. Numai viitorul soț în contra căruia este formată opozițiunea la căsătorie are dreptul să ceară anularea acestei opozițiuni. (Delvincourt, I, p. 209, nota 6; Duranton, II, No. 209; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 171; Demolombe, III, No. 165; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457, p. 39; Dalloz, Rép., Mariage, No. 304; Huc, II, No. 120; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 827; Planiol et Ripert, II, No. 187).

3. Tatăl poate cere anularea opoziției formulată de soția sa la căsătoria copilului lor minor. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 304).

4. Cu toate că cel pus sub consiliu judiciar se poate căsători fără asistența consiliului, el însă nu poate fără această asistență să ceară anularea unei opozițiuni la căsătorie sa; când el refuză a-l asista, îl va chema în cauză și dacă el refuză a-l asista, va pleda singur. (Demolombe, III, No. 22).

5. Tribunalul competent ca să judece cererea de anulare a opoziției la căsătorie, este în principiu acel al domiciliului ales prin actul de opoziție adică acel al locului unde urmează să fie celebrată căsătoria. (Loché, Législation civile, IV, p. 454, No. 13; Esprit du code civil, II, No. 173; Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, art. 177, No. 1, question 1; Duranton, II, No. 212; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 174; Demolombe, III, No. 156, 157; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457, nota 3, p. 39; Dalloz, Rép., Mariage, No. 305; Laurent, II, No. 398; Huc, II, No. 120; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1654; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 623).

6. După o altă părere însă se spune că de oarece alegerea de domiciliu în actul de opozițiune este făcută în interesul celui ce urmează să ceară anularea ei,

cererea de anulare poate fi introdusă fie la tribunalul domiciliului ales în actul de opoziție, fie la tribunalul domiciliului real al opozantului. (Duranton, II, No. 212; Demolombe, III, No. 165; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 642; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457, p. 39; Dalloz, Rép., Mariage, No. 306; Suppl. Mariage, No. 154; Laurent, II, No. 398; Huc, II, No. 120; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1667; Planiol, ed. 6-a, I, No. 828; Planiol et Ripert, II, No. 188; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 623 nota 1).

7. Opoziția la căsătorie va fi admisă numai atunci când se va constata o împedecare prohibitivă sau dirimantă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 628; Comp.: Planiol, et Ripert, II, No. 189).

8. Chiar în cazul când opoziția la căsătorie este făcută de ascendenți, o pedecă morală, neprevăzută de lege, nu poate duce la admiterea opoziției. (Demolombe, III, No. 140; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 454, text și nota 8, p. 30; Laurent, II, No. 399; Huc, II, No. 111; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 628).

9. In cazul când hotărârea asupra anulării opoziției nu se poate pronunța în timpul fixat de lege, din cauza că ea nu poate fi judecată în acest termen scurt, cauza poate fi amânată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 642; Planiol, ed. 6-a, I, No. 828; Planiol et Ripert, II, No. 188).

10. Dacă se respinge cererea de anulare a opoziției la căsătorie și totuși ofițerul de stare civilă procedează la celebrarea căsătoriei, ea nu este nulă decât atunci când opoziția ar fi fost bazată pe o împedecare dirimantă. (Demolombe, III, No. 172; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 195; Dalloz, Rép., Mariage, No. 325; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 615, 626; Matei Cantacuzino, p. 678).

11. După o altă părere dacă s'a respins cererea de anulare a opoziției la căsătorie și totuși căsătoria s'a celebrat de către ofițerul de stare civilă ea trebuie considerată nulă și neavenită neputând produce nici un efect civil. (Marcadé, Art. 178, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 451, text și nota 10, p. 40).

12. Dacă cererea de anulare a opoziției la căsătorie a fost admisă, opoziția formată cade și ofițerul de stare civilă va proceda la celebrarea căsătoriei după ce i se va aduce o copie de pe hotărârea de anulare a opoziției, pe care o va menționa în marginea publicațiilor. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 325; Huc, II, No. 122).

13. Opoziția la căsătorie este o pedecă pur prohibitivă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 626).

14. A se vedea notele sub art. 53, 54 c. civil și nota 1 sub art. 159).

**Art. 159.** — Dacă urmează apel, citațiunile se vor face până în 3 zile, dela primirea apelului, iar hotărârea se va da cel mai



târziu până în 10 zile dela data citațiunei. (Pr. civ. 316 urm.; Civ. Fr. 178).

*Text. fr. Art. 178.* — S'il y a appel, il y sera statué dans les dix jours de la citation.

### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 177 și 178 c. civ. fr. (158 și 159 c. civ. rom.), cari fixează termenul de judecată, sunt edictate în favoarea viitorului soț contra căruia se declară opozițiunea la căsătorie, așa încât ele nu pot fi invocate decât de el iar nu și de către persoanele cari au făcut opoziția la căsătorie. (Toullier, I, No. 589; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 175; Demolombe, III, No. 167; Dalloz, Rép., Mariage, No. 312; Suppl., Mariage, No. 156; Laurent, II, No. 403; Budry et Hou-

ques-Fourcade, II, No. 1668; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 626).

2. Executarea hotărârii obținută asupra unei opozițiuni la căsătorie, nu se poate face mai înainte de expirarea termenelor de apel, art. 178 c. civ. fr. (159 c. civ. rom.) făcând de altfel aplicațiunea principiilor generale de procedură civilă. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 315; Huc, II, No. 122; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1670; Planiol, ed. 6-a, I, No. 829; Planiol et Ripert, II, No. 192; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 627, nota 1).

**Art. 160.** — Dacă urmează recurs în casațiune pricina se va trata de urgență, și se va da hotărâre cel mult până în termen de 1 lună dela data primirei recursului <sup>1)</sup>.

### Doctrină.

1. Deciziunea Curții de Apel asupra opozițiunei la căsătorie, poate fi atacată cu recurs înaintea Curții de Casație, potrivit principiilor generale de drept. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 318; Planiol et Ripert, II, No. 192).

2. Recursul înaintea Curții de Casație în contra deciziunei care a anulat opoziția la căsătorie, după o părere, nu este suspensiv de executare. (Merlin, Répertoire, Opposition à mariage, Art. 178, No. 4, question 3; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 177; Demolombe, III, No. 169; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 122, p. 197, nota 6; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 253 bis, II; Marcadé, Art. 178, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457, p. 40; Dalloz, Rép., Mariage, No. 318; Suppl., Mariage, No. 159; Laurent, II, No. 404, 405; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1670; Planiol, ed. 6-a, I, No. 829; Planiol et Ripert, II, No. 192; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 627).

3. După o altă părere însă, recursul

înaintea Curții de Casație în contra deciziunei care a anulat opozițiunea la căsătorie, este suspensiv de executare. (Delvincourt, I, p. 123, 299; Duranton, II, No. 158, 215).

4. După părerea dominantă, dacă s'a făcut recurs în Casație, deciziunea care a pronunțat anularea opoziției, și dacă această deciziune a fost casată, și în interval s'a celebrat căsătoria, ea nu este nulă dacă nu există o cauză particulară de nulitate și ofițerul de stare civilă nu poate fi condamnat potrivit dispozițiilor art. 68 c. civ. fr. (54 c. civ. rom.). (Demolombe, III, No. 170; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 122, p. 197, nota 6; Dalloz, Rép., Mariage, No. 319; Suppl., Mariage, No. 160; Laurent, II, No. 405; Huc, II, No. 122; Planiol, ed. 6-a, I, No. 829; Planiol et Ripert, II, No. 192; Nacu, I, p. 320; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 627; Contra: Marcadé, Art. 178, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 457, p. 40, nota 10; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1671).

**Art. 161.** — Respingându-se opozițiunea, opozanții, dacă nu vor fi ascendenți, se pot osândi la despăgubire. (Civ. 154, 157, 998, 999; Pr. civ. 143, 144; Civ. Fr. 179).

*Text. fr. Art. 179.* — Si l'opposition est rejetée, les opposants, autres néanmoins que les ascendants, pourront être condamnés à des dommages-intérêts.

*Text. fr. Art. 179.* (Completat prin legea din 20 Iunie 1896). — Si

<sup>1)</sup> Art. 160 nu există în Codul Francez, ci este adăugat de legiuitorul Român.

l'opposition est rejetée, les opposants, autres néanmoins que les ascendants, pourront être condamnés à des dommages-intérêts.

Les jugements et arrêts par défaut rejetant les oppositions à mariage ne sont pas susceptibles d'opposition.

### Doctrină.

1. In art. 179 c. civ. fr. astfel cum a fost complectat prin legea din 20 Iunie 1896, se suprimă dreptul de opoziție în contra sentințelor și deciziunilor care resping opozițiile la căsătorie; sub legea veche, se decidea în Franța că dreptul de opozițiune în contra hotărârilor care anulau opozițiile la căsătorie, era admisibil potrivit principiilor dreptului comun. (Demolombe, III, No. 168; Dalloz, Rép., Mariage, No. 316; Planiol, ed. 6-a, I. No. 828).

2. Dreptul de opoziție există la hotărârile de anulare a opoziției la căsătorie. (Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 626).

3. Despăgubirile prevăzute de art. 179 c. civ. fr. (161 c. civ. rom.), pot fi acordate nu numai viitorului soț în contra căruia a fost pornită opoziția la căsătorie, ci și celuilalt viitor soț în contra căruia nu s'a format opoziția. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 165; Contra: Huc, II, No. 123; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1672).

4. Motivul care a determinat pe legiuitor ca să prevadă în art. 179 c. civ. fr. (161 c. civ. rom.) că cei cari au declarat opoziție la căsătorie, în afară de as-

cedenți, vor fi condamnați la despăgubiri în cazul de respingere a opoziției, a fost ca să previe abuzul dreptului de opoziție. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 164; Planiol et Ripert, II, No. 191)

5. Dacă art. 179 c. civ. fr. (161 c. civ. rom.) arată că în caz de anulare a opozițiunei, ascendenții nu vor fi condamnați la despăgubiri, aceasta nu înseamnă că ei nu pot fi condamnați la cheltuelile procesului. (Duranton, II, No. 217; Demolombe, III, No. 175; Laurent, II, No. 407; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1673; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 629; Matei Cantacuzino, p. 678; Contra: Marcadé, art. 179; Planiol, ed. 6-a, I, No. 83; No. 832; Colin et Capitant, ed. 4-a, I p. 162; Planiol et Ripert, II, 191).

6. Motivul care a determinat pe legiuitor de a scuti pe ascendenții care declară opoziție la căsătorie, în cazul când această opoziție a fost respinsă, a fost că ei nu pot fi bănuiti de rea credință și dragostea lor către descendenții lor scuzează greșala de a fi făcut o opoziție nefondată. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 330; Suppl., Mariage, No. 164; Comp.: Marcadé, art. 179; Planiol, ed. 6-a, I, No. 83; Planiol et Ripert, II, No. 191).

## CAPITOLUL IV

### Despre cereri de nulitate a căsătoriei.

Art. 162. — Căsătoria care se va fi făcut fără consimțământul ambilor soți, sau a unuia din ei, se poate atacă numai de către soți, sau de către acela din ei, al cărui consimțământ nu a fost liber.

Dacă a urmat eroare asupra persoanei fizice, căsătoria se poate atacă numai de către acela din soți, care a fost amăgit. (Civ. 129, 152, 163, 181—184, 953—960; C. p. 280—282; Civ. Fr. 180).

*Text. fr. Art. 180.* — Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux époux, ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les époux, ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre.

Lorsqu'il y a eu erreur dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par celui des époux qui a été induit en erreur.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.;

UDREA H., *Notă sub Trib. Bordeaux*, 9 Iunie 1924, *Jurispr. Gen.* 1925, No. 737.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiune de anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.

Alienație 13, 14, 44, 45.  
Amenințare 25, 26, 27.  
Anulare, a se vedea cu-

vântul: „Nulitate”.  
Aprecieri suverană 21, 31, 33.  
Ascendenți 2, 24, 33.  
Bigamie 2.  
Calitățile persoanei 33, 34.

Căsătorie inexistentă 1.  
Căsătorie nulă absolută 1.  
Căsătorie nulă relativă 1.  
Celebrarea căsătoriei 15.  
Competență 2, 15, 50.  
Condiț. violenței 20, 21.



Consiliu de familie 48.  
 Consimțământ, a se vedea cuvintele: „Eroare”, „Violență” și 2, 11, 12, 26—29, 34, 37—43.  
 Creditorii 33, 43.  
 Curator 39.  
 Deces 41.  
 Dementă 13, 14, 44, 45.  
 Dol 19.  
 Domiciliu 50.  
 Dovadă 30.  
 Efectele anulării căsătoriei 16.  
 Emancipare 39.  
 Eroare, a se vedea cuvântul: „Consimțământ”, și 18, 19, 32—35, 40, 41, 42.  
 Excepțiune 8.  
 Hotărâre de anulare 16.  
 Impotență 35, 36.  
 Impubertate, a se vedea cuvântul: „Pubertate” și 2.  
 Incest 2.  
 Incetare din viață 41.  
 Incompetență, a se vedea cuvântul: „Competență”.  
 Inexistența căsătoriei 1, 4, 8, 10—13, 15, 45.  
 Interdicțiune 14, 46—49.  
 Interes 5, 7, 45.  
 Ministerul Public 5, 33.  
 Minorii 26, 27, 39.

Moarte 41.  
 Moștenitori 40, 41, 42.  
 Nebunie 13, 14, 44, 45.  
 Nulitate 9, 12, 14, 18—22, 24—29, 32, 35—50.  
 Nulitate absolută 1—6.  
 Nulitate relativă 1, 2, 3, 7, 12, 14, 17.  
 Oâter de stare civilă 2, 15.  
 Parchet 5, 33.  
 Parte interesată 5, 7, 45.  
 Persoană fizică 19, 32, 41.  
 Persoană morală 33, 34.  
 Prescripție 8.  
 Probă 30.  
 Procuror 5, 33.  
 Pubertate 2.  
 Publicitatea căsătoriei 2.  
 Răpire 26, 27, 29.  
 Ratificare 5, 7, 8.  
 Rude 7, 33, 44, 45, 48.  
 Seducțiune 28.  
 Sex 10.  
 Soți 2, 11, 37, 38.  
 Succesori 40, 41, 42.  
 Suverană apreciere 21, 31, 33.  
 Temere reverențioasă 24.  
 Tutor 48, 49.  
 Vârsta 2.  
 Viol 26, 27.  
 Violență, a se vedea cuvântul: „Consimțământ” și 18, 20—23, 25—31, 40.

165; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 635, 636; Plastara, I. p. 237, 238).

6. Căsătoria, chiar lovită de nulitate absolută, nu este nulă de drept în virtutea legii; nulitatea chiar absolută trebuie pronunțată de justiție. (Laurent, II, No. 435, 436; Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 185; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 633, nota 1, 661; Plastara, I. p. 237).

7. Nulitatea relativă a unei căsătorii este stabilită în interesul părților contractante; poate fi ratificată și poate fi invocată numai de ele sau de unele din rudele lor. (Demolombe, III, No. 241, 243; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 232; Laurent, II, No. 434, 445; Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 165; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 634, 635; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I. No. 648).

8. Căsătoria inexistentă este aceea a cărei nulitate nu este nevoie să fie pronunțată de justiție, nu poate fi nici ratificată, nici prescrisă, și a cărei nulitate poate fi opusă chiar pe cale de excepțiune. (Demolombe, III, No. 241; Dalloz, Rép., Mariage, No. 442; Suppl., Mariage, No. 226; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I. No. 645 urm.; Laurent, II, No. 269 urm., 441; Planiol, ed. 6-a, I. No. 1004; Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 183, 184; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 551, 632 urm.; Plastara, I. p. 237, 238).

9. Căsătoria nulă este aceea a cărei nulitate trebuie pronunțată de justiție, iar până la anulare își produce toate efectele. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 442; Suppl., Mariage, No. 226; Laurent, II, No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 661; Plastara, I. p. 237, 238; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I. No. 645; Planiol, ed. 6-a, I. No. 1045 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 165 urm., 184, 185).

10. Căsătoria contractată între persoane de acelaș sex este inexistentă. (Demolombe, III, No. 239; Massé et Vergé sur Zachariae, I. p. 169; Mourlon, ed. 7-a, I. No. 651; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 450, text și nota 5, p. 6; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 227; Laurent, II, No. 270 urm., 440 urm.; Huc, II, No. 12 urm., 124, 158; Planiol, ed. 6-a, I. No. 1004 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 183; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 634; Plastara, I. p. 237).

11. Căsătoria contractată fără consimțământul soților, este inexistentă. (Mourlon, ed. 7-a, I. No. 651; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 450, p. 5, 6; Laurent, II, No. 270 urm.; Planiol, ed. 6-a, I. No. 1009; Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 183; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 634; Plastara, I. p. 237; Contra: Planiol et Ripert, II, No. 290, 291).

12. Cu toate că art. 162 c. civ. român vorbește de căsătoria contractată „fără consimțământ”, prin aceste cuvinte se înțelege căsătoria contractată „fără consimțământ liber” spre deosebire de art. 129 c. civ. rom., în care se vorbește de că-

### Doctrină.

1. Se disting trei feluri de căsătorii vicioase: 1) Căsătorii inexistente; 2) Căsătorii nule de nulitate absolută; 3) Căsătorii nule sau de nulitate relativă. (Plastara, I. p. 237).

2. Nulitățile la căsătorie prevăzute de codul civil sunt în număr de șase: două sunt nulități relative și patru absolute și anume: I) Nulități relative: 1) Viciu de consimțământ al soților. 2) Lipsa de consimțământ din partea ascendenților; II) Nulități absolute: 1) Impubertate; 2) Bigamie; 3) Incest; 4) Lipsa de publicitate și de competență a ofiterului de stare civilă. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 167; Comp.: Plastara, I. p. 239 urm.).

3. Nulitatea căsătoriei poate fi de două feluri: nulitate absolută și nulitate relativă. (Demolombe, III, No. 241, 243; Dalloz, Rép., Mariage, No. 444; Suppl., Mariage, No. 232; Laurent, II, No. 434, 435; Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 165, 184; Nacu, I. p. 326; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I. p. 645 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 630 urm.; G. Plastara, I. p. 237, 238).

4. Cuvintele: „inexistentă” și „nulitate absolută”, în materie de căsătorie, sunt sinonime. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 187; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 630 urm.; Plastara, I. p. 237, 238).

5. Nulitatea absolută a unei căsătorii este stabilită în interesul social; nu poate fi ratificată și poate fi invocată de orice persoană interesată și de către Ministerul public. (Demolombe, III, No. 241, 243; Mourlon, ed. 7-a, I. No. 648; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 232; Laurent, II, No. 434, 445; Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p.

sătoria unde nu există de loc consimțământ. În primul caz, căsătoria este anulabilă iar în cel de al doilea caz, ea nu are ființă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 557).

**13.** Căsătoria contractată de către o persoană în stare de demență, este, după o părere, inexistentă. (Valette sur Proudhon, I, p. 391; Demolombe, III, No. 19, 129, 242, 246; Marcadé, art. 180; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 267 bis I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 651; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 451 bis, nota 3, p. 10; Dalloz, Rép., Mariage, No. 442, 467; Suppl. Mariage, No. 231; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 183; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 550).

**14.** După o altă părere însă, adoptată de jurisprudență, căsătoria contractată de către o persoană în stare de demență, interzisă sau nu, este anulabilă. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 231; Planiol et Ripert, II, No. 290).

**15.** Căsătoria celebrată de o persoană care nu este ofițer de stare civilă este inexistentă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 450, p. 6; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 228; Laurent, II, No. 270 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1007; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 183; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 634; Plastara, I, p. 237).

**16.** Hotărârile de anularea căsătoriei nu au efect decât între părțile cari au luat parte la judecată sau cari au fost reprezentate. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 447; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1085 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 663; Plastara, I, p. 254, 255).

**17.** Nulitatea prevăzută de art. 180 c. civ. fr. (162 c. civ. rom.), este o nulitate relativă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 670 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1056, 1066; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 167; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 557, 638; Nacu, I, p. 326; Matei Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 239).

**18.** Căsătoria nu poate fi anulată decât pentru violență și eroare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 672; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 33; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1056, 1057; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 167, 168; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 557; Nacu, I, p. 326; Matei Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 241 urm.).

**19.** Căsătoria nu poate fi anulată pentru motivul de dol decât atunci când produce o eroare asupra persoanei fizice. (Demolombe, III, No. 255; Dalloz, Rép., Mariage, No. 471, 571; Suppl. Mariage, No. 33; Laurent, II, No. 289; Huc, II, No. 67; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1057; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 167, 168; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1710; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 557, 558; Nacu, I, p. 326; Matei Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 239, 240).

**20.** Pentru ca violența să aducă nuli-

tatea căsătoriei, trebuie, după o părere, ca ea să se producă în condițiunile prevăzute de art. 1111 urm. c. civ. fr. (955 c. civ. rom.). (Demolombe, III, No. 248; Dalloz, Rép., Mariage, No. 58, 59; Suppl., Mariage, No. 35; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1058; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 168; Nacu, I, p. 328, 329; Comp.: Plastara, I, p. 243, 244).

**21.** După o altă părere însă, în materie de nulitatea căsătoriei pentru violență, nu se aplică dispozițiile art. 1111 c. civ. fr. (955 c. civ. rom.), ci judecătorii au o putere suverană de apreciere dacă motivul de violență invocat, este fundat sau nu. (Duranton, II, No. 49; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, r. 65; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 35; Laurent, II, No. 303; Huc, II, No. 68).

**22.** Violența este un motiv de nulitatea căsătoriei chiar dacă nu este exercitată de celalt soț. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 61; Matei Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 243).

**23.** Violența poate fi fizică sau morală. (Loché Legislation, IV, p. 360 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 65; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1058; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 559; Matei Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 242).

**24.** Simpla temere reverențioasă față de părinți sau ascendenți, nu este o cauză de nulitatea căsătoriei. (Duranton, II, No. 47; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1058; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 168; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 559, 560; Nacu, I, p. 329; Plastara, I, p. 242, 243).

**25.** Căsătoria contractată de către un bărbat, surprins cu o femeie pe care a dezonorat-o, sub puterea unei amenințări sau violență, este nulă; dacă însă căsătoria a fost contractată de teama unui scandal sau a unui duel, ea este valabilă. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 65).

**26.** Consimțământul dat în urma unei amenințări de a se face reclamațiune pentru viol sau răpire de minori, este valabil și căsătoria contractată sub această amenințare nu poate fi anulată. (Pothier, Traité du contrat de mariage, No. 316; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 82; Dalloz, Rép., Mariage, N. 64).

**27.** În cazul când amenințările de a se face reclamațiune pentru viol sau răpire de minori au fost întovărășite de violență sau amenințări particulare, consimțământul dat nu este valabil și căsătoria contractată este nulă. (Toullier, I, No. 509; Duranton, II, No. 51; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 82; Dalloz, Rép., Mariage, No. 66).

**28.** Seducțiunea nu poate influența consimțământul soțului care are vârsta necesară de a-și da consimțământul singur la căsătorie. (Demolombe, III, No. 250; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 2; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1060; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 168; Nacu, I, p.



329; Matei Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 244; Contra: Marcadé, Art. 180; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 673, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 557, 558).

**29.** In caz de răpire, căsătoria nu poate fi anulată de cât în cazul când persoana răpită face dovada că cel care a răpit-o a obținut consimțământul său la căsătoria contractată, prin violență. (Huc, II, No. 68; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1716; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1059, Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 168; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 559; Matei Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 244; Comp.: Nacu, I, p. 332).

**30.** Cel ce alegă violența trebuie să o dovedească prin orice mijloace. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 559).

**31.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă există sau nu violență la contractarea unei căsătorii. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 559).

**32.** Eroarea nu poate duce la nulitatea căsătoriei contractată de cât atunci când există asupra persoanei fizice a unuia dintre soți. (Pothier, Traité du mariage, No. 308; Delvincourt, I, p. 73, nota 3; Dalloz, Rép., Mariage, No. 68, 69; Suppl., Mariage, No. 38; Laurent, II, No. 293 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 560, 561; Nacu, I, p. 326, 327; Matei Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 241; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 675 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1062 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 168, 169).

**33.** Eroarea asupra persoanei și calităților morale ale unuia dintre soți poate fi foarte gravă și esențială și în acest caz tribunalele, după aprecierea lor suverană, pot să considere această eroare ca o eroare asupra persoanei. (Toullier, I, No. 511; Valette sur Proudhon, I, p. 395; Demolombe, III, No. 253; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 674 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1061 urm.).

**34.** In dreptul nostru, eroarea asupra calităților morale și fizice ale unuia dintre soți nu viciază consimțământul. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 561; Matei Cantacuzino, p. 680).

**35.** In ceea ce privește impotența unuia dintre soți, după o părere, când ea este exterioară și manifestă, poate duce la nulitatea căsătoriei pentru cauză de eroare asupra persoanei. (Merlin, Répertoire, Impuissance; Demolombe, III, No. 254; Marcadé, Art. 180, No. 7; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 93; Demante et Colmet de Sarterre, ed. 3-a, I, No. 230 bis, IV, 267 bis, III; Dalloz, Rép., Mariage, No. 75; Suppl., Mariage, No. 44).

**36.** După o altă părere însă impotența chiar când rezultă din o conformație vicioasă sau o mutilare a organelor sexuale, nu poate duce la nulitatea căsătoriei contractată. (Toullier, I, No. 525; Delvincourt, I, p. 361; Duranton, II, No. 68; Toullier, I, p. 251; Aubry et Rau, ed. 4-a, V,

§ 464, p. 101, 102; Dalloz, Rép., Mariage, No. 75; Suppl., Mariage, No. 43; Laurent, II, No. 298; Huc, II, No. 79; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1433, 1742; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 563; Plastara, I, p. 241, 242).

**37.** Căsătoria contractată fără consimțământul ambilor soți se poate ataca numai de către soți sau dacă se va fi contractat fără consimțământul unuia dintre ei, numai de către acel soț al cărui consimțământ nu a fost liber. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 240; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1066; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 170; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 636; Nacu, I, p. 332; Matei Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 241, 242, 244).

**38.** Căsătoria contractată fără consimțământul soților nu poate fi atacată nici de către ascendent, nici de către rudele colaterale, nici de către ministerul public, nici de către creditori, nici de către soțul care și-a dat liber consimțământul. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 455; Suppl., Mariage, No. 240; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1066; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 170).

**39.** Minorul, emancipat prin căsătorie, pentru a putea să ceară nulitatea căsătoriei contractată fără consimțământul său, va trebui să fie asistat de către curatorul său. (Demolombe, III, No. 260; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, text și notă 18, p. 70; Dalloz, Rép., Mariage, No. 457, 458; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1746; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 636).

**40.** Cererea de anulare a căsătoriei pentru eroare sau violență este personală și nu trece la moștenitorii soțului al cărui consimțământ a fost viciat. (Toullier, I, No. 611; Duranton, II, No. 270; Valette sur Proudhon, I, p. 433; Demolombe, III, No. 258; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 16, p. 69; Marcadé, Art. 180, No. 7; Dalloz, Rép., Mariage, No. 459; Suppl., Mariage, No. 241; Laurent, II, No. 449; Huc, II, No. 134; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1748; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1066; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 170; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 636, 637; Nacu, I, p. 333; Plastara, I, p. 244).

**41.** Chiar când acțiunea în anularea căsătoriei pentru cauza de eroare în persoană a fost introdusă de către soțul a cărui consimțământ a fost viciat, dacă el încetează din viață, după o părere, ea nu poate fi continuată de către moștenitorii săi. (Marcadé, Art. 180, No. 6; Dalloz, Rép., Mariage, No. 460; Laurent, II, No. 450; Huc, II, No. 134 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1749; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 637).

**42.** După o altă părere însă, dacă acțiunea în anulare pentru eroare a fost introdusă de soțul al cărui consimțământ nu a fost liber, ea trece la moștenitorii săi. (Duranton, II, No. 271; Demolombe,

III, No. 259; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 258; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 206, nota 5; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 262 bis, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 17, p. 69; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Mariage*, No. 242; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1067; Nacu, I, p. 333).

43. Creditorii soțului al cărui consimțământ nu a fost liber, nu pot să exercite acțiunea în nulitate a căsătoriei, de oare ce această acțiune este exclusiv personală soțului. (Demolombe, III, No. 257; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 69; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1747; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 637).

44. Căsătoria contractată de către o persoană, în stare de demență, după o părere, nu poate fi atacată de către rudele colaterale ale soțului dement. (Duranton, II, No. 30, 34; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Mariage*, No. 231).

45. După o altă părere însă, de oarece căsătoria contractată de către o persoană în stare de demență este inexistentă, ea poate fi atacată de orice persoană interesată, deci și de către rudele colaterale ale dementului. (Demolombe, III, No. 19, 129, 242, 246; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 451 bis, nota 3, p. 10; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Mariage*, No. 231; Laurent, II, No. 228, 432, 443; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 637, 638).

46. Căsătoria contractată de către o persoană pusă sub interdicțiune în tim-

pul intervalelor lucide, după părerea celor cari admit nulitatea ei, ea poate fi atacată de către însuși interzisul. (Duranton, II, No. 28; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 208).

47. Soțul căsătorit cu o persoană pusă sub interdicțiune nu poate cere nulitatea căsătoriei de oarece persoanele capabile de a se obliga nu pot opune incapacitatea celor cu cari au contractat. (Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 208).

48. Tutorul unui interzis, după o părere, nu poate cere anularea căsătoriei contractată de către interzis de oarece trebuie să ceară autorizația consiliului de familie din care fac parte rudele colaterale și aceștia nu pot cere nulitatea căsătoriei în timpul vieții soților. (Duranton, II, No. 30; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 209).

49. După o altă părere însă, tutorul unui interzis, poate cere anularea căsătoriei contractată de către interzis. (Merlin, *Questions de droit, Mariage*, § 12; Demolombe, III, No. 129; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 239; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 209; *Suppl.*, *Mariage* No. 234; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 638).

50. Acțiunea în anularea căsătoriei se introduce înaintea tribunalului civil al domiciliului soților, adică al bărbatului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 641).

51. A se vedea și notele sub art. 129, 183, 184 cod. civil.

**Art. 163.** — În cazul prevăzut la articolul precedent cererea de anulare nu se mai poate primi, dacă a urmat împreună o viațuire în timp de 6 luni, care se vor socoti de când soțul a dobândit deplina sa libertate, sau de când a recunoscut eroarea. (Civ. 129, 152, 162, 167, 180, 959, 1167, 1190; Civ. Fr. 181).

*Text. fr. Art. 181.* — Dans le cas de l'article précédent, la demande en nullité n'est plus recevable, toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté ou que l'erreur a été par lui reconnue.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Anulare 7, 11—14.  
Apreciere suverană 3.  
Aprobare, a se vedea cuvântul: „Ratificare”.  
Coabitare 1, 2, 3.  
Concepțiune 7.  
Condițiunile ratificării exprese 9.  
Confirmare, a se vedea cuvântul: „Ratificare”.  
Consimțământ, a se vedea

deă cuvintele: „Eroare”, „Violență” și 1, 10, 11, 12, 13, 14.  
Dovadă 11.  
Eroare 1, 5, 6, 7, 9, 12, 13, 14.  
Femea însărcinată 5, 6.  
Însărcinată femeie 5, 6.  
Înterupere 3.  
Minor 10.  
Naștere 7.

Nulitate 7, 10, 11, 12, 13.  
Părât 11.  
Prescripție 12, 13, 14.  
Probă 11.  
Ratificare expresă 8, 9, 10, 11.

Ratificare tacită 1—7, 10  
Reclamant 11.  
Suverană apreciere 3.  
Termin 1, 2, 3, 5, 6, 7, 11, 12, 13.  
Violență 5, 6, 7, 9—14.

#### Doctrină.

1. Numai o coabitare între soți continuă timp de șase luni presupune o ra-



tificare din partea soțului al cărui consimțământ nu a fost liber sau a fost indus în eroare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 679; Dalloz, Rép., Mariage, No. 461; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1068; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 170; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 638; Nacu, I, p. 334; Matei Cantacuzino, p. 680; Planiol et Ripert, II, No. 293).

2. Dacă nu a fost o coabitare continuă de șase luni, ratificarea nu a putut să aibă loc, chiar dacă diferitele coabitări ar face împreună termenul de șase luni. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 679; Dalloz, Rép., Mariage, No. 462; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1068; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 293)

3. O întrerupere a coabitării de câteva zile, justificată de împrejurări, nu trebuie luată în considerațiune; în orice caz tribunalele apreciază în mod suveran dacă a fost o coabitare continuă. (Demolombe, III, No. 261; Dalloz, Rép., Mariage, No. 462; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1753; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 638, nota 3).

4. Nu pot exista alte moduri de confirmare tacită de cât cele limitativ arătate de art. 181 c. civ. fr. (163 c. civ. rom.). (Toullier, I, No. 610; Valette sur Proudhon, I, p. 433; Duranton, II, No. 275, 276; Demolombe, III, No. 263; Marcadé, Art. 181, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 681; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 20, p. 70; Laurent, II, No. 453; Huc, II, No. 127; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1070; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1759; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 639; M. Cantacuzino, p. 680; Plastara, I, p. 245, nota 1; Planiol et Ripert, II, No. 295; Comp.: Nacu, I, p. 333, 334).

5. Dacă femeea a rămas însărcinată în cele șase luni de la încetarea violenței sau erorii, după o părere, acest fapt trebuie considerat ca o aprobare tacită a căsătoriei. (Duranton, II, No. 279).

6. După părerea dominantă însă faptul că femeea a rămas însărcinată în cele șase luni de la încetarea violenței sau erorii, nu este de natură a fi considerat ca o aprobare tacită a căsătoriei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 681; Laurent, II, No. 453; Huc, II, No. 127; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1759; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 639; Matei Cantacuzino, p. 680).

7. Faptul nașterii unui copil în cele șase luni de la încetarea violenței sau descoperirii eroarei, nu poate constitui o excepțiune la cererea de anulare a căsătoriei deoarece concepțiunea copilului a avut loc într-o epocă la care nu putea fi ratificată. (Toullier, I, No. 610; Duranton, II, No. 280, 281).

8. Ratificarea poate fi dată și în mod expres. (Toullier, I, No. 610; Duranton, II, No. 282, 283; Valette sur Proudhon, I, p. 431; Demolombe, III, No. 264; Marcadé, Art. 181, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 70; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 682;

Dalloz, Rép., Mariage, No. 464; Laurent, II, No. 453; Huc, II, No. 128; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1760; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 170; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 639, 640; Nacu, I, p. 333; Plastara, I, p. 245; Planiol et Ripert, II, No. 295; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1069).

9. Nu este nevoie ca ratificarea expresă să cuprindă condițiile cerute de art. 1338 c. civ. fr. (1190 c. civ. rom.) ci numai ca ea să fie făcută la epoca în care a încetat violența sau eroarea. (Duranton, II, No. 283; Demolombe, III, No. 266; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1760; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 640).

10. Copilul minor căsătorit poate confirma expres sau tacit căsătoria contractată fără consimțământ de oarece el având capacitatea să se căsătorească, poate să confirme nulitatea rezultată din viciu de consimțământ. (Duranton, II, No. 284; Demolombe, III, No. 267; Laurent, II, No. 453; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1760; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 640).

11. Cel care trebuie să facă dovada coabitării continue de șase luni, sau a confirmării, este părătul în acțiunea de anulare a căsătoriei, reclamantul trebuind să dovedească numai viciul de consimțământ. (Duranton, II, No. 277; Demolombe, III, No. 262; Dalloz, Rép., Mariage, No. 463; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 640; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 293).

12. Dreptul de a cere anularea căsătoriei contractată fără consimțământ sau prin eroare, se prescrie, după o părere prin trecere de treizeci ani cu începere de la încetarea violenței sau eroarei. (Marcadé, Art. 181, No. 25; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 207, nota 7; Aubry et Rau, ed. 4-a, 5, § 462, nota 22, p. 71; Dalloz, Rép., Mariage, No. 466; Suppl., Mariage, No. 245; Laurent, II, No. 454; Huc, II, No. 129; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1761; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1069; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 170, 171; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 639; Planiol et Ripert, II, No. 294; Comp.: Nacu, I, p. 334).

13. După o altă părere însă, termenul prescripției acțiunii în anulare a căsătoriei contractată fără consimțământ sau prin eroare, este de zece ani, potrivit dispozițiilor art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.). (Duranton, II, No. 278; Duvergier sur Toullier, I, No. 610; Demolombe, III, No. 268; Dalloz, Rép., Mariage, No. 466; Comp.: Nacu, I, p. 334).

14. După o a treia părere, acțiunea de anulare a căsătoriei contractată fără consimțământ sau prin eroare, este imprescriptibilă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 680; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 263 bis II; M. Cantacuzino, p. 680, 681; Plastara, I, p. 245; Comp.: Nacu, I, p. 334).

**Art. 164.** — Căsătoria contractată fără consimțământul tatălui sau al mamei, al ascendenților sau al consiliului de familie, în cazurile în care acest consimțământ este necesar, se poate ataca numai de către acei al căror consimțământ este cerut. (Civ. 131—133, 141, 142, 152, 165, 183, 184; C. p. 161, 162, 282; Civ. Fr. 182).

*Text. fr. Art. 182.* — Le mariage contracté sans le consentement des père et mère, des ascendants, ou du conseil de famille, dans les cas où ce consentement était nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux dont le consentement était requis, ou par celui des deux époux qui avait besoin de ce consentement.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Anulare, a se vedea cu-vântul: „Nulitate”.	Mamă 2-7, 10-13, 15.
Ascendenți 10-13, 15.	Moarte 4, 5, 10, 11, 12.
Autorizație 7.	Moștenitori 9, 10.
Consimțământ 2-15.	Nulitate 1-15.
Creditori 9.	Nulitate relativă 1.
Deces 4, 5, 10, 11, 12.	Opoziție 14.
Drept civil român 15.	Părinți, a se vedea cu-
Imposibilitate 5, 6, 7.	vîntele: „Ascendenți”,
Incapabil 4, 5.	„Mamă”, „Tată”.
Incetare din viață 4, 5,	Rude colaterale 14.
10, 11, 12	Tată 2-7, 10-13, 15.
	Tutor 8, 14, 15.

#### Doctrină.

**1.** Nulitatea prevăzută de art. 164 c. civ. român, este o nulitate relativă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 641; Comp.: Planiol, et Ripert. II, No. 296).

**2.** Dacă mama, nu și-a dat consimțământul la căsătoria copilului său, ci numai tatăl și chiar dacă nu a fost consultată înainte de celebrarea căsătoriei, căsătoria nu poate fi atacată în nulitate de oarece în caz de desbinare între părinți consimțământul tatălui este suficient. (Demolombe, III, No. 272; Marcadé, Art. 182, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 686; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 26, p. 72; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 61, 250; Laurent, II, No. 457; Huc, II, No. 130; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 171, 172; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 643).

**3.** În cazul când copilul s'a căsătorit fără consimțământul tatălui și mamei, în timpul cât trăește tatăl numai el are dreptul a cere anularea căsătoriei de oarece la căsătoria copilului este suficient consimțământul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 685; Dalloz, Rép., Mariage, No. 474; Suppl., Mariage, No. 251; Laurent, II, No. 457; Huc, II, No. 130; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1768; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1073; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 171, 172; Planiol et Ripert, II, No. 299; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 643).

**4.** După încetarea din viață a tatălui sau dacă se află incapabil de a-și manifesta voința sa, după o părere mama nu

mai are dreptul a cere anularea căsătoriei contractată fără consimțământul tatălui și mamei de oarece această acțiune aparține numai tatălui. (Toullier, I, No. 613; Marcadé, Art. 182, No. 2; Dalloz, Rép., Mariage, No. 474; Laurent, II, No. 457; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1768; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 172).

**5.** După o altă părere însă în acest caz, mama va putea cere anularea căsătoriei contractată fără consimțământul tatălui și mamei. (Duranton, II, No. 286, 287; Demolombe, III, No. 272; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 266; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 210, nota 22; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 685; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 46, p. 76; Dalloz, Rép., Mariage, No. 474; Suppl., Mariage, No. 251; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1073; Planiol et Ripert, II, No. 299).

**6.** În cazul când tatăl se găsește în imposibilitate de a-și da consimțământul la căsătoria copilului și acesta se căsătorește fără consimțământul mamei, după o părere cererea de anulare a căsătoriei nu poate fi făcută decât de către tatăl atunci când își recapătă capacitatea sa. (Duranton, II, No. 288; Demolombe, III, No. 273; Dalloz, Rép., Mariage, No. 475).

**7.** După o altă părere în acest caz, anularea căsătoriei nu poate fi cerută de cât de către mamă, chiar atunci când tatăl și-ar recăpăta capacitatea sa; mama însă nu va putea introduce cererea de anulare a căsătoriei de cât cu autorizația soțului său sau a justiției. (Toullier, I, No. 613; Dalloz, Rép., Mariage, No. 475).

**8.** Căsătoria contractată fără consimțământul tutorului, poate fi anulată după cererea tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 641, 643, 644; Comp.: Nacu, I, p. 337).

**9.** Acțiunea în anulare prevăzută de art. 182 c. civ. fr. (164 c. civ. rom.) este personală, și nu trece la moștenitorii persoanelor care au dreptul s'o introducă și nu poate fi exercitată de către creditorii lor. (Demolombe, III, No. 279; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 684; Aubry et Rau, ed. 4-a,



V, § 462, p. 69; Dalloz, Rép., Mariage, No. 483; Suppl., Mariage, No. 255; Laurent, II, No. 458; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1774; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 642).

10. In cazul când ascendentul care a introdus acțiunea în anulare a căsătoriei descendentului său, încetează din viață, această acțiune nu poate fi continuată de către moștenitorii ascendentului. (Toullier, I, No. 630; Demolombe, III, No. 279; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 267; Marcadé, Art. 182, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 684, 687; Dalloz, Rép., Mariage, No. 485; Suppl., Mariage, No. 255; Laurent, II, No. 458; Huc, II, No. 130; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1775; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 642; Contra: Duranton, II, No. 290; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 69).

11. In cazul când căsătoria a fost contractată fără consimțământul tatălui și mamei și dacă aceștia încetează din viață, dreptul la acțiunea în anulare a căsătoriei pentru lipsă de consimțământ, nu se transmite ascendenților din gradul superior. (Toullier, I, No. 631; Duvergier sur Toullier, I, No. 613; Duranton, II, No. 289, 290; Demolombe, III, No. 280; Marcadé, Art. 182, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 76; Dalloz, Rép., Mariage, No. 484; Laurent, II, No. 457; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 642; Planiol et Ripert, II, No. 300; Contra: Vazeille, Traité

du mariage, I, No. 268; Comp.: Nacu, I, p. 338, 339).

12. Chiar dacă acțiunea ar fi fost intentată de către părinți și ei ar deceda, dreptul de a continua această acțiune nu trece la ascendenții de gradul superior. (Toullier, I, No. 613; Duranton, II, No. 290; Demolombe, III, No. 280; Marcadé, Art. 182, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 685, 687; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 77; Laurent, II, No. 458; Huc, II, No. 130; Baudry et Houques-Fourcade, III, No. 1776; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1076; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 642; Contra: Vazeille, Traité du mariage, I, No. 268).

13. Numai persoanele arătate în mod limfativ, în art. 182 c. civ. fr. (164 c. civ. rom.) au dreptul să ceară anularea căsătoriei contractată fără consimțământul părinților sau ascendenților. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 683 urm.; Dalloz, Rép., Mariage, 490; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 641).

14. Rudele colaterale nu pot cere anularea căsătoriei contractată fără consimțământul persoanelor arătate în art. 164 c. civ., român, și a tutorului, chiar când ar avea dreptul a se împotrivi la căsătorie. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 641).

15. In dreptul civil român, soțul care s'a căsătorit fără autorizația ascendenților sau tutorului, nu are dreptul a cere anularea căsătoriei. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 641, 642).

**Art. 165.** — Cererea de nulitate nu mai poate fi pornită de către ascendenții al căror consimțământ erà cerut, dacă căsătoria va fi aprobată anume sau prin făcere de către acei al căror consimțământ erà necesar, sau dacă a trecut un an de când au cunoscut căsătoria fără reclamațiune din parte-le <sup>1)</sup>. (Civ. 131—133, 154, 168, 959, 1190; Civ. Fr. 183).

*Text. fr. Art. 183.* — L'action en nullité ne peut plus être intentée ni par les époux, ni par les parents dont le consentement était requis, toutes les fois que le mariage a été approuvé expressément ou tacitement par ceux dont le consentement était nécessaire, ou lorsqu'il s'est écoulé une année sans réclamation de leur part, depuis qu'ils ont eu connaissance du mariage. Elle ne peut être intentée non plus par l'époux, lorsqu'il s'est écoulé une année sans réclamation de sa part, depuis qu'il a atteint l'âge compétent pour consentir par lui-même au mariage.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

### Doctrină.

1. Acțiunea în nulitate a căsătoriei nu mai poate fi introdusă de către ascendenții al căror consimțământ era cerut.

în cazul când căsătoria a fost aprobată în mod expres sau în mod tacit de către ei. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 259; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1078; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 172; Alexandresco,

<sup>1)</sup> Art. 183 francez corespunzător, continuă cu următoarea frază: „Elle ne peut être intentée non plus par l'époux lorsqu'il s'est écoulé une année sans réclamation de sa part, depuis qu'il a atteint l'âge compétent pour consentir par lui-même au mariage“.

ed. 2-a, I, p. 644, 645; Nacu, I, p. 339; Plastara, I, p. 247, 248; Planiol et Ripert, II, No. 303).

2. Ascendenții pot aproba căsătoria în mod expres printr'un act autentic, printr'un act sub semnătură privată sau chiar printr'o scrisoare. (Demolombe, III, No. 281; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 690; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, nota 53, p. 77; Dalloz, Rép., Mariage, No. 491; Laurent, II, No. 461; Huc, II, No. 132; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1780; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 644; Planiol et Ripert, II, No. 303; Comp.: Nacu, I, p. 339).

3. Dacă a trecut un an de la data de când ascendenții, al căror consimțământ era cerut, au cunoscut căsătoria fără a fi cerut anularea ei, această anulare nu mai poate fi cerută de către dânsii. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 690; Dalloz, Rép., Mariage, No. 493; Suppl., Mariage, No. 261; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1077; Planiol et Ripert, II, No. 302; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 172; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 644, 645; Nacu, I, p. 339; Plastara, I, p. 247, 248).

4. Chiar în cazul când soțul, care s'a căsătorit fără consimțământul ascendenților, ajunge în vârsta la care nu mai are nevoie de acest consimțământ pentru a se căsători sau încetează din viață, ascendenții, a căror consimțământ era cerut, păstrează dreptul de a ataca în nulitate căsătoria contractată fără consimțământul lor. (Delvincourt, I, p. 153; Toullier, I, No. 618; Duranton, II, No. 298; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 264; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 462, p. 77, 78; Dalloz, Rép., Mariage, No. 480; Suppl., Mariage, No. 254; Laurent, II, No. 467; Huc, II, No. 132; Baudry et Houques-Fo-

urcade, II, No. 1789; Nacu, I, p. 336, 337; Contra.: Demolombe, III, No. 282, 291; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 645, 646).

5. În cazul când tuturul trebuia să consimtă la căsătoria copilului minor, el poate ratifica expres sau tacit căsătoria și după trecere de un an dela data când a cunoscut căsătoria fără a cere anularea, el nu o mai poate cere. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 645).

6. Ca exemplu de ratificare tacită ar fi cazul când părintele primește în casa sa cu atențiune pe soțul copilului său, botezul unui copil rezultat din căsătorie, etc. (Demolombe, III, No. 281; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 690; Laurent, II, No. 261; Huc, II, No. 131; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1781; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1078; Planiol et Ripert, II, No. 303; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 172; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 645; Nacu, I, p. 339).

7. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă ascendenții au aprobat în mod tacit căsătoria descendentului lor. (Demolombe, III, No. 281; Dalloz, Rép., Mariage, No. 492; Suppl., Mariage, No. 259; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 645, nota 1).

8. Ratificarea făcută de acei al căror consimțământ era necesar la căsătorie, produce un efect general și absolut. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 693).

9. Dacă acțiunea în nulitate a fost intentată de ascendenții care avea dreptul s'o ceară, și el încetează din viață, dreptul de a continua acțiunea nu trece la moștenitorii săi sau la ascendenții din gradul superior. (Duranton, II, No. 290; Demolombe, III, No. 280; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 267; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 690; Plastara, I, p. 248).

**Art. 166.** — Orice căsătorie contractată în contra dispozițiilor cuprinse la art. 127, 130, 143, și 144, poate fi atacată atât de către însuși soții, cât și de către toți aceia care au vreun interes la aceasta, precum și de către ministerul public. (Civ. 127, 130, 143, 144, 167 urm., 169 urm., 172, 183, 184; C. p. 280—283; Civ. Fr. 184).

*Text. fr. Art. 184.* — Tout mariage contracté en contravention aux dispositions contenues aux articles 144, 147, 161, 162 et 163 peut être attaqué soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui y ont intérêt, soit par le ministère public.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 15.  
Adopțiune 5.  
Alienație 24.  
Anulare, a se vedea cu-  
vântul: „Nulitate”.

Apel 32, 33.  
Ascendenți 9, 16, 17,  
19—23.  
Bigamie 1, 6, 7, 9, 13, 15,  
21.

Confirmare 8.  
Consimțământ 3, 21, 22,  
23.  
Copii 25.  
Corecțional tribunal 7.  
Creditori 23.  
Demență 24.  
Divorț 14.

Dovada primei căsătorii  
6, 7.  
Hotărâre de anulare 32,  
33.  
Impedecări dirimante 4, 5.  
Impedecări prohibi. 4, 5.  
Impubertate 1, 8, 11, 12,  
19, 20.



Incest 1, 21.  
 Incompetență 2.  
 Inexistența căsătoriei 3.  
 Interes 9, 10, 14—18, 26, 27, 28.  
 Ipotecă legală 28.  
 Mamă 16, 17, 19—23.  
 Ministerul Public 9, 29—33.  
 Nebunie 24.  
 Nulitate 1 urm.  
 Nulitate absolută 1, 8, 22, 23.  
 Ofițer de stare civilă 2.  
 Opoziție la căsătorie 23.  
 Parchet 9, 29—33.  
 Părinți, a se vedea cuvintele: „M a m ă”, „Tată”.

Părți interesate 9, 10, 15.  
 Prescripție 8, 9.  
 Procuror 9, 29—33.  
 Pubertate, a se vedea cuvântul: „Impubertate”.  
 Publicitate 2.  
 Putere părintească 23.  
 Ratificare 8.  
 Rude colaterale 9, 24, 27.  
 Rudenie adoptivă 5.  
 Soț 9, 11—15.  
 Tată 16, 17, 19—23.  
 Tribunal corecțional 7.  
 Tutor 18.  
 Vârsta, a se vedea cuvântul: „Impubertate”.

afară de aceea care rezultă din lipsa vârstei necesare pentru a se putea căsători, nu se pot acoperi și sunt imprescriptibile. (Daloz, Rép., Mariage, No. 525; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 647; Comp.: Plastara, I, p. 249, 250, 251).

9. Chiar în cazul când acțiunea penală pentru bigamie s'ar fi prescris, cea de a doua căsătorie poate fi atacată în nulitate de către soți, de către ascendenți, de către colaterali, de către persoanele interesate și de către ministerul public. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 652; Daloz, Rép., Mariage, No. 524; Suppl., Mariage, No. 289; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 648; Nacu, I, p. 347, 348; Plastara, I, p. 251, 252; Comp.: Demolombe, III, No. 313; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, text și nota 37, p. 64; Laurent, II, No. 472; Huc, II, No. 142; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1837; Planiol et Ripert, II, No. 266).

10. Acțiunea în nulitatea căsătoriei în cazurile prevăzute de art. 184 c. civ., fr. (166 c. civ. rom.) poate fi introdusă de orice persoană care are interes să se anuleze căsătoria. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 658, 667, 694; Daloz, Rép., Mariage, No. 505; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 175, 179; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 647; Nacu, I, p. 340; Matei Cantacuzino, p. 682; Plastara, II, p. 249; Planiol et Ripert, II, No. 260).

11. În cazul când unul dintre soți s'a căsătorit fără a avea vârsta legiuită, nulitatea acestei căsătorii, după o părere, poate fi cerută de către amândoi soții. (Toullier, I, No. 623, 632; Duranton, II, No. 315, 316; Demolombe, III, No. 300; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 203; Marcadé, Art. 184; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 694; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 59; Daloz, Rép., Mariage, No. 505; Laurent, II, No. 407; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1799; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 655, 656; Matei Cantacuzino, p. 682; Planiol et Ripert, II, No. 260).

12. După o altă părere însă nulitatea căsătoriei contractată fără ca unul dintre soți să aibă vârsta legiuită, nu poate fi cerută decât de către soțul care nu avea vârsta cerută de lege pentru a se putea căsători. (Delvincourt, I, p. 148; Comp.: Nacu, I, p. 340).

13. Nulitatea căsătoriei contractată fără ca prima să fi fost desfăcută, poate fi cerută de către ambii soți cari au contractat cea de a doua căsătorie. (Loché, Législation civile, IV, p. 365, No. 43; Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 2, question 4, Art. 184; Toullier, I, No. 632; Duranton, II, No. 324, 325; Demolombe, III, No. 300; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 659, 660; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 59; Daloz, Rép., Mariage, No. 505, 507; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 176; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 655, 656; Planiol et Ripert, II, No. 260).

14. Soțul divorțat poate avea un in-

### Doctrină.

1. Cauzele de nulitate absolută ale căsătoriei prevăzute de art. 184 c. civ. fr. (166 c. civ. rom.) sunt: 1) impubertatea soților; 2) bigamia și 3) incestul. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 173; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 647, 648; Plastara, I, p. 248 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 265, 266).

2. Enumerarea prevăzută de art. 184 c. civ. fr. (166 c. civ. rom.) nu este completă de oarece din dispozițiile art. 191 c. civ. fr. (173 c. civ. rom.) rezultă un al patrulea caz de nulitate, acel al lipsei de publicitate și al incompetenței ofițerului de stare civilă. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 173; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 647, 648; Planiol et Ripert, II, No. 269).

3. La cazurile de nulitate prevăzute de art. 166 c. civil român, trebuiesc adăugate și cazurile când căsătoria este inexistentă cum e cazul prevăzut de art. 129 c. civil român, cazuri în care părțile interesate pot cere a se constata că ea nu a avut ființă niciodată. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 550, 655).

4. Legea arată în mod limitativ cazurile de nulitate a căsătoriei, așa în cât căsătoria nu poate fi anulată când ea a fost contractată în contra dispozițiilor art. 145—149, 210, 277—279 c. civil român, de oarece împiedecările prevăzute de aceste articole nu sunt dirimante, ci pur prohibitive. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 541, 549, 655).

5. Împiedecarea rezultată din rudenia adoptivă nu este dirimantă și nu poate duce la anularea căsătoriei. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 173).

6. Cel care cere anularea unei căsătorii pentru motive de bigamie, trebuie să dovedească existența primei căsătorii. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 648).

7. Dacă cu ocazia judecării cererii de anularea unei căsătorii pentru motive de bigamie, se opune nulitatea primei căsătorii, tribunalele corecționale care judecă delictul de bigamie, vor fi competente a rezolva și chestiunea aceasta prealabilă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 648, 649; Contra: Nacu, I, p. 348).

8. Nulitățile absolute ale căsătoriei, în

teres pecuniar care să justifice cererea sa de anularea căsătoriei ulterioare a fostului său soț. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 180; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1817; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 655, nota 4).

**15.** Soțul absent dacă se reîntoarce poate cere anularea căsătoriei contractată de către soțul prezent. După reîntorcerea sa ori ce persoană interesată poate cere nulitatea celei de a doua căsătorii contractată. Planiol et Ripert, II, No. 267; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 180, 181; Plastara, I, p. 252, 253, text și nota 1).

**16.** În cazurile prevăzute de art. 184 c. civ. fr. (166 c. civ. rom.), părinții și ascendenții pot cere nulitatea căsătoriei, fără să fie obligați să dovedească existența vre-unui interes pecuniar din partea lor, singura lor calitate de ascendenți fiind suficientă. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 2, No. 2, Art. 187; Delvincourt, I, p. 324; Proudhon, I, p. 430; Demolombe, III, No. 301; Vazeille Traité du mariage, I, No. 218, 246; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 283, nota 14; Marcadé, Art. 184; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 694; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, nota 20, p. 59; Dalloz, Rép., Mariage, No. 510; Suppl., Mariage, No. 267; Laurent, II, No. 489; Huc, II, No. 136; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1801; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1033; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 176, 177; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 657, 658; Nacu, I, p. 341, urm.; Matei Cantacuzino, p. 682, 684; Plastara, I, p. 249; Planiol et Ripert, II, No. 282).

**17.** După o altă părere însă părinții și ascendenții cari cer anularea căsătoriei în cazurile prevăzute de art. 184 c. civ. fr. (166 c. civ. rom.) trebuie să dovedească interesul lor pecuniar. (Toullier, I, No. 626, 633; Duranton, II, No. 328).

**18.** Tutorul poate cere anularea căsătoriei fără a fi obligat să dovedească un interes material, interesul moral fiind suficient. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 656, 657, 658).

**19.** În cazul când numai unul dintre soți s'a căsătorit fără a avea vârsta legiuită, nulitatea căsătoriei, după o părere, poate fi cerută atât de către ascendenții soțului imuber cât și de către ascendenții soțului puber. (Demolombe, III, No. 303; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 246; Marcadé, Art. 184; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, nota 18, p. 59; Dalloz, Rép., Mariage, No. 511).

**20.** După o altă părere în cazul când căsătoria a fost contractată fără ca unul dintre soți să aibă vârsta legiuită, nulitatea acestei căsătorii poate fi cerută numai de către ascendenții soțului care nu avea vârsta legiuită. (Toullier, I, No. 626).

**21.** Nulitatea unei căsătorii incestuoase sau a unei căsătorii contractată fără ca prima căsătorie să fi fost desfă-

cută, poate fi cerută de către ascendenții chiar atunci când ei și-au dat consimțământul la căsătorie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 661, 695; Dalloz, Rép., Mariage, No. 549).

**22.** Nulitățile absolute ale căsătoriilor, după o părere, pot fi cerute de către ascendenții în concurs unii cu alții, iar nu în ordinea în care sunt chemați a consimți la căsătorie; prin urmare, chiar dacă părinții ar exista, ceilalți ascendenți pot cere anularea căsătoriei în cazul când nu o cer părinții, sau mama poate cere anularea căsătoriei de și tatăl există. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, nota 19, p. 59; Dalloz, Rép., Mariage, No. 512; Suppl., Mariage, No. 267; Laurent, II, No. 490; Huc, II, No. 136; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1802; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 176; Plastara, I, p. 249; Comp.: Nacu, I, p. 344).

**23.** După o altă părere însă, nulitățile absolute ale căsătoriilor pot fi cerute numai de către ascendenții cari au puterea părintească și în lipsa unora dintre ei, numai în ordinea în care au dreptul a consimți la căsătorie și a face opoziție la căsătorie. (Toullier, I, No. 633; Duranton, II, No. 317; Demolombe, III, No. 303; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 275 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 662; Dalloz, Rép., Mariage, No. 512; Suppl., Mariage, No. 267; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 657).

**24.** Rudele colaterale nu pot cere anularea căsătoriei de cât în cazurile prevăzute de art. 184 și 187 c. civ. fr. (166 și 169 c. civ. rom.); prin urmare ele nu pot cere anularea căsătoriei pentru cauză de demență. (Duranton, III, No. 33; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 240; Comp.: Nacu, I, p. 341).

**25.** Copiii eșiți din căsătoria pătată de nulitate, au dreptul câte odată să conteste validitatea căsătoriei. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 179).

**26.** Interesul prevăzut de art. 184 c. civ. fr. (166 c. civ. rom.), trebuie să fie pecuniar născut și actual, un interes moral sau eventual nefiind suficient. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 658; Dalloz, Rép., Mariage, No. 514; Suppl., Mariage, No. 269; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1040; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 176, 177; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 658; Planiol et Ripert, II, No. 280).

**27.** Persoanele cari au un interes actual și născut ca să ceară anularea căsătoriei în cazurile prevăzute de art. 184 c. civ. fr. (166 c. civ. rom.) pot fi atât rude de ale soților cât și străine de familia lor. (Valette sur Proudhon, I, p. 428; Demolombe, III, No. 305; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 60; Dalloz, Rép., Mariage, No. 514; Suppl., Mariage, No. 269; Laurent, II, No. 494; Huc, II, No. 137; Nacu, I, p. 341).

**28.** Creditorii soțului pot cere anula-



rea căsătoriei, în scopul de a îndepărta ipoteca legală care este asupra imobilului debitorului lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 667; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1808; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1042; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 179; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 659; Nacu, I, p. 341.

**29.** Acțiunea ministerului public în materie de nulitatea căsătoriei, nu are loc de cât în timpul duratei căsătoriei, de oare ce scopul ei este de a face să înceteze o situațiune nelegală. (Matei Cantacuzino, p. 682).

**30.** Prin legea din 29 Octombrie 1877, nu au fost atinse atribuțiunile ministerului public, în cazurile în care el este parte principală. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 660, nota 1).

**31.** După o părere, Ministerul public are dreptul a se opune pe cale de acțiune principală la anularea unei căsătorii invocând motivul că a fost valabil contractată. (Toullier, I, No. 648; Valette sur Proudhon, I, p. 444; Demante et Colmet

de Santerre, I, No. 272 bis; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 458, text și nota 6, p. 43; Huc, II, No. 150; Baudry et Houques-Fourcade, III, No. 1816; Nacu, I, p. 344).

**32.** Ministerul Public, după o părere, nu poate face apel contra unei hotărâri care a anulat o căsătorie, de oarece el are dreptul să ceară nulitatea unei căsătorii iar nu validitatea ei. (Duranton, II, No. 344; Duvergier, IV, § 458, p. 40; Demolombe, III, No. 312; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 255; Laurent, II, No. 497; Alexandresco, ed. 2-a, p. 661; Nacu, I, p. 344).

**33.** După o altă părere însă el are dreptul să facă apel în contra hotărârei prin care s'a anulat o căsătorie, când el are convingerea că această căsătorie este valabilă. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 3, No. 3; Delvincourt, I, p. 76; Valette sur Proudhon, I, p. 444; Toullier, I, No. 648).

**34.** A se vedea și notele sub art. 169, 170, 172 și 173 c. civil.

**Art. 167.** — Cu toate acestea căsătoria contractată de consoții care n'aveau încă vârsta cerută pentru a putea contracta căsătoria sau din care unul numai nu ajunsese în această vârstă, nu se mai poate ataca:

1. Dacă au trecut 6 luni de când acești consoți sau unul din ei au ajuns la vârsta competentă.

2. Dacă femeea care nu avea încă această vârstă, a devenit grea înaintea expirării acelor 6 luni. (Civ. 127, 166, 168, 172; Civ. Fr. 185).

*Text. fr. Art. 185.* — Néanmoins le mariage contracté par des époux qui n'avaient point encore l'âge requis ou dont l'un des deux n'avait point atteint cet âge, ne peut plus être attaqué: 1° lorsqu'il s'est écoulé six mois depuis que cet époux ou les époux ont atteint l'âge compétent; 2° lorsque la femme qui n'avait point cet âge, a conçu avant l'échéance de six mois.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Adulter 10.	Nulitate 3-8, 10.
Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.	Parchet 6.
Coabitare 3, 4.	Parte interesată 5, 6.
Confirmare, a se vedea cuvântul: „Ratificare”.	Prescripție 1, 3, 4, 5, 6.
Dispensă 7.	Procuror 6.
Doctor 9.	Ratificare 1, 4, 5, 6.
Expertiză 9.	Sarcina femeii 8, 9, 10.
Femea gravidă 8, 9, 10.	Stingere, a se vedea cuvântul: „Prescripție” și 7, 8.
Impubertate, a se vedea cuvântul: „Vârstă”.	Termir 1, 3, 4, 5, 6.
Medic 9.	Validare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.
Ministerul Public 6.	Vârstă 2, 4-9.
Moasă 9.	

### Doctrină.

**1.** Termenul de șase luni prevăzut de art. 167 c. civil român, este o prescripție specială iar nu o confirmare. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 653).

**2.** Vârsta competentă prevăzută de art. 185 c. civ. fr. (167 c. civ. rom.) este aceea prevăzută de art. 144 c. civ. fr. (127 c. civ. rom.) adică 18 ani pentru bărbat și 15 ani pentru femeie, iar nu vârsta prevăzută de art. 148 c. civ. fr. (131 c. civ. rom.). (Merlin, Répertoire, Mariage,

section 6, § 2; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 247; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 204; nota 20; Aubry et Rau, V, § 461, p. 62; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 697; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 531; Laurent, II, No. 469; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1823; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1052; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 181; Alexandresco, ed. 2-a, p. 653; Nacu, I, p. 345; Matei Cantacuzino, p. 682; Contra: Toullier, I, No. 622; Demolombe, III, No. 318).

3. Pentru ca nulitatea căsătoriei să se stingă prin trecere de șase luni după cum arată art. 185 c. civ. fr. (167 c. civ. rom.) nu este necesar ca soții să fi coabitat în acest interval. (Merlin, *Répertoire*, *Mariage*, section 6, § 2, p. 691; Valette sur Proudhon, I, p. 439; Demolombe, III, No. 318; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 247; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 62; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 533; *Suppl.*, *Mariage*, No. 285; Laurent, II, No. 468; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1824; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 181; Contra: Proudhon, I, p. 439).

4. Pentru ca nulitatea căsătoriei să se stingă în cazul prevăzut de art. 185 c. civ. fr. (167 c. civ. rom.) trebuie să treacă un termen de șase luni de la data când soții au ajuns în vârsta competentă, o coabitare continuată între soți după ajungerea vârstei competente, fără să fi trecut termenul de șase luni nu poate fi considerată ca o ratificare făcută a nulității. (Demolombe, III, No. 318; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 247; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 204, nota 20; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 352; Laurent, II, No. 469; Huc, II, No. 140; Baudry et Houques-Fourcade, I, No. 1829; Planiol et Ripert, II, No. 263; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 654; Contra: Toullier, I, No. 622).

5. Ratificarea expresă a nulității din cauza lipsei de vârstă, făcută de către soțul impuber înainte trecerii termenului de șase luni însă după ajungerea sa în vârsta competentă, după o părere, nu stinge nulitatea care poate fi cerută atât de către soțul care a contractat căsătoria când nu avea vârsta cerută de lege, cât și de către celelalte persoane arătate în art. 184 c. civ. fr. (166 c. civ. rom.).

**Art. 168.** — Tatăl, mama, ascendenții și familia care au consimțit la căsătoria contractată, în cazul prevăzut prin articolul precedent, nu au dreptul de a cere nulitatea ei. (Civ. 131, 133; Civ. Fr. 186).

*Text. fr. Art. 186.* — Le père, la mère, les ascendants et la famille qui ont consenti au mariage contracté dans le cas de l'article précédent, ne sont point recevables à en demander la nullité.

#### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

(Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 247; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 204, nota 20; Mourlon, I, No. 697; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 62; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 286; Laurent, II, No. 469; Huc, II, No. 140; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1825; Planiol et Ripert, II, No. 263; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 654).

6. După o altă părere însă, ratificarea expresă, validează căsătoria și în acest caz, nici soțul care a ratificat, nici celelalte persoane interesate, nici Ministerul Public nu mai pot cere anularea căsătoriei. (Toullier, I, No. 622; Demolombe, III, No. 318; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 532).

7. Nulitatea unei căsătorii pentru că a fost contractată de persoane fără vârsta legiuită, nu poate fi acoperită prin dispensa acordată posterior săvârșirii căsătoriei. (Demolombe, III, No. 334; Vazeille, *Traité du mariage*, I, No. 228; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 63; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 539; Laurent, II, No. 474; Huc, II, No. 147; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1841; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1048; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 650).

8. Dacă în timpul judecării acțiunii de anulare a căsătoriei femeia devine grea, acțiunea în anulare se stinge. (Demolombe, III, No. 320; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 204, nota 21; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 697; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 63; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 535; *Suppl.*, *Mariage*, No. 287; Huc, II, No. 140; Planiol et Ripert, II, No. 262; Contra: Duranton, II, No. 320).

9. Pentru a se stabili sarcina femeii, se poate recurge la examinarea ei de către experți, doctori sau moașe. (Demolombe, III, No. 381; Comp: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 654).

10. Dacă bărbatul nu a ajuns la vârsta competentă, căsătoria ce a contractat-o va putea fi anulată cu toate că femeia ar avea vârsta cerută de lege și chiar dacă ar rămâne însărcinată de oarece sarcina poate fi datorită unor relațiuni adultere. (Demolombe, III, No. 319; Laurent, II, No. 470; Huc, II, No. 140; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1829; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 654; Nacu, I, p. 346, 347; Plastara I, p. 250; 251; Planiol et Ripert, II, No. 262).



## Doctrină.

1. Dispozițiile art. 186 c. civ. fr. (168 c. civ. rom.) nu sunt aplicabile decât în cazul unei căsătorii contractată fără ca soții să aibă vârsta cerută de lege; ele nu se aplică în cazul când se cere anularea ei pentru că nu ar fi fost celebrată înaintea ofițerului de stare civilă. (Toullier, I, p. 311; Demolombe, III. No. 325; Marcadé, Art. 184, No. 2).

2. Finele de neprimire prevăzute de art. 186 c. civ. fr. (168 c. civ. rom.) nu este opozabil ascendenților cari nefiind desemnați de lege să consimtă la căsătorie o aprobase totuși. (Duvergier sur Toullier, I, No. 627; Valette sur Proudhon, I, p. 438; Demolombe, III. No. 322; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 62; Dalloz,

Rép., Mariage, No. 288; Laurent, II, No. 471; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1832; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 655; Nacu, I, p. 347; Contra: Toullier, I, No. 627; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 244; Marcadé, art. 186; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 264; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 182).

3. Consimțământul prevăzut de art. 186 c. civ. fr. (168 c. civ. rom.) trebuie dat în cunoștință de cauză, astfel dacă cei ce și-au dat consimțământul la căsătorie au fost înșelați asupra vârstei adevărate a copilului, nulitatea nu este acoperită (Valette sur Proudhon, I, p. 438; Demolombe, III. No. 323; Dalloz, Rép., Mariage, No. 543; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1834; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 654).

**Art. 169.** — Persoanele care intentează acțiune de nulitate contra unei căsătorii numai într'un interes pecuniar, nu o pot intenta decât când acel interes este un interes actual. (Civ. 166, 168, 173; Civ. Fr. 187).

*Text. fr. Art. 187.* — Dans tous les cas où, conformément à l'article 184, l'action en nullité peut être intentée par tous ceux qui y ont un intérêt, elle ne peut l'être par les parents collatéraux, ou par les enfants nés d'un autre mariage, du vivant des deux époux, mais seulement lorsqu'ils y ont un intérêt né et actuel.

## Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

## Doctrină.

1. Dreptul de a propune nulitățile absolute aparține oricărei persoane care are un interes actual adică acelor persoane ale căror drepturi născute și actuale ar fi nimicite sau compromise dacă le-ar fi opozabilă căsătoria a cărei anulare o cer. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 658, 864 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 284; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 176, 177; Matei Cantacuzino, p. 882).

2. Acțiunea rudelor colaterale se bazează totdeauna pe un interes pecuniar iar nu pe un interes moral. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1040; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 176, 177; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 658, 659; Nacu, I, p. 341; Matei Cantacuzino, p. 682; Plastara, I, p. 249; Planiol et Ripert, II, No. 284).

3. Interesul trebuie să fie născut și actual, adică deja deschis. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1040; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 176, 177; Planiol et Ripert, II, No. 284; Matei Cantacuzino, p. 682).

4. Când colateralii critică validitatea unei căsătorii, în scopul de a contesta legitimitatea unui copil rezultat din această căsătorie, nu este nevoie ca ei să justifice un interes născut și actual, fiind suficient în acest caz un interes moral.

(Planiol et Ripert, II, No. 284; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 178).

5. Prin faptul că legiutorul nostru a suprîmat cuvintele din art. 187 c. civ. fr.: „în timpul vieții ambilor soți”, rezultă că la noi copiii și colateralii pot cere anularea căsătoriei chiar în timpul vieții ambilor soți, nemai existând controversa din dreptul francez. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 659; Comp.: Nacu, I, p. 343).

6. Copiii născuți din o căsătorie anterioară au dreptul a cere anularea căsătoriei celei de a doua contractată când au un interes pecuniar. (Laurent II, No. 492, 493; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 659; Comp.: Nacu, I, p. 343; Matei Cantacuzino, p. 682).

7. Creditorii pot cere anularea căsătoriei când au un interes bănesc, de exemplu în cazul când au contractat cu o femeie fără autorizația bărbatului. (Valette sur Proudhon, I, p. 428; Demolombe, III, No. 305; Mourlon, I, No. 667; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 60; Laurent, II, No. 494; Huc, II, No. 137; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1808; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 659; Matei Cantacuzino, p. 682; Planiol et Ripert, II, No. 287).

8. A se vedea notele sub art. 166 c. civil.

**Art. 170.** — Soțul, în prejudiciul căruia s'a contractat o a doua căsătorie, poate cere nulitatea acestei din nou căsătorii <sup>1)</sup>. (Civ. 130, 153, 166, 169, 171 urm., 183, 184; C. p. 271; Civ. Fr. 188).

*Text. fr. Art. 188.* — L'époux au préjudice duquel a été contracté un second mariage, peut en demander la nullité, du vivant même de l'époux qui était engagé avec lui.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

#### Doctrină.

1. Pentru ca soțul în prejudiciul căruia s'a contractat o a doua căsătorie, să poată cere anularea ei, trebuie să facă dovada legală a existenței celei dintâi căsătorii. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 66); Dalloz, Rép., Mariage, No. 545).

2. Chiar în cazul când acțiunea penală pentru bigamie s'ar fi prescris, cea de a doua căsătorie poate fi atacată în nulitate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 652; Dalloz, Rép., Mariage, No. 524; Suppl. Mariage, No. 289; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 648; Nacu, I, p. 347, 348; Plastara, I, p. 251, 252; Comp.: Demolombe, III, No. 313; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, text și nota 37, p. 64; Laurent, II, No. 472; Huc, II, No. 142; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1837; Planiol et Ripert, II, No. 266).

3. Nulitatea celei de a doua căsătorii nu poate fi acoperită nici prin prescripție, nici prin desfacerea primei căsătorii. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 652; Dalloz, Rép., Mariage, No. 524; Suppl. Mariage, No. 289; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1048; Plastara, I, p. 251; Comp.: Laurent, II, No. 472).

4. Soțul în prejudiciul căruia s'a contractat o a doua căsătorie, înaintea desfacerei celei dintâi, poate cere anularea acestei căsătorii chiar după încetarea din viață a soțului bigam, de oarece poate avea un interes bănesc, cum ar fi îndepărtarea de la moștenirea soțului bigam a copiilor născuți din a doua căsătorie. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 656; Nacu, I, p. 347).

5. A se vedea notele sub art. 166. c. civil.

**Art. 171.** — Dacă acei din urmă căsătorii opun nulitatea căsătoriei celei dintâi, se va judeca prealabil validitatea sau nulitatea acelei căsătorii. (Civ. 170, 172, 299, 300; C. p. 271; Pr. p. 8; Civ. Fr. 189).

*Text. fr. Art. 189.* — Si les nouveaux époux opposent la nullité du premier mariage, la validité ou la nullité de ce mariage doit être jugée préalablement.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

#### Doctrină.

1. Cel care cere anularea unei căsătorii pentru motiv de bigamie, trebuie să dovedească existența primei căsătorii. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 648).

2. Soții ce s'au căsătorit a doua oară pot opune cu ocazia judecării anulării acestei căsătorii, că prima căsătorie a fost deslăcută prin divorț. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 291).

3. Dacă însă nulitatea căsătoriei celei dintâi este relativă, ea nu poate fi in-

vocată de orice persoană interesată ci numai de aceea căreia îi dă dreptul legea. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 547; Contra: Demolombe, III, No. 331).

4. Nulitatea primei căsătorii poate fi invocată nu numai de soți după cum se arată în art. 189 c. civ. fr. (171 c. civ. rom.) ci de către toți acei cari au interes să rămână validă cea de a doua căsătorie. (Demolombe, III, No. 330; Dalloz, Rép., Mariage, No. 557).

5. Dacă cu ocazia judecării cererii de anulare a unei căsătorii pentru motiv de

<sup>1)</sup> Art. 188 francez, corespunzător adaugă: „...du vivant même de l'époux qui était engagé avec lui”.



bigamie, se opune nulitatea primei căsătorii, tribunalele corecționale, care judecă delictul de bigamie, vor fi compe-

tente a rezolva și chestiunea aceasta prealabilă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 648 649; Contra: Nacu, I, p. 348).

**Art. 172.** — Procurorul, în toate cazurile, cărora s'a aplicat art. 166, însă cu modificațiunile prescrise la art. 167, poate și e dator să ceară nulitatea căsătoriei în timpul vieții ambilor soți și condamnarea lor la despărțire. (Civ. 166, 167, 173, 181 urm.; C. p. 271; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 190).

*Text. fr. Art. 190.* — Le procureur du Roi, dans tous les cas auxquels s'applique l'article 184, et sous les modifications portées en l'article 185, peut et doit demander la nullité du mariage, du vivant des deux époux, et les faire condamner à se séparer.

### Doctrină.

1. Acțiunea în nulitate din partea Ministerului public poate fi exercitată numai în timpul vieții ambilor soți. (Demolombe, III, No. 309; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 668; Aubry et Rau, ed. 4-a, I, § 461, p. 69; Dalloz, Rép. Mariage, No. 519; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1809; Planiol et Ripert, II, No. 288; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 661; Nacu I, p. 344, 352).

2. În caz de bigamie, dacă primul sot încetează din viață însă ambii soți din a doua căsătorie sunt în viață, după o părere Ministerul Public nu ar mai putea să ceară anularea celei de a doua căsătorii. (Duranton, II, No. 330; Demolombe, III, No. 310; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 60; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 274, 290; Planiol et Ripert, II, No. 288).

3. După o altă părere însă, ministerul public are dreptul chiar în acest caz să ceară anularea celei de a doua căsătorii contractată înainte de desfacerea primei căsătorii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, p. 60, 61; Dalloz, Rép., Mariage, No. 520; Laurent, II, No. 496; Huc, II, No. 148; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1810).

4. Ministerul public nu are facultatea numai să ceară anularea unei căsătorii în cazurile prevăzute de art. 184 și 185 c. civ. fr. (166 și 167 c. civ. rom.), ci este obligat la această acțiune, după cum rezultă din termenii art. 190 c. civ. fr. (172 c. civ. rom.). (Toullier, I, No. 628; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 249; Mo-

urlon, ed. 7-a, I, No. 668; Dalloz, Rép., Mariage, No. 518; Suppl., Mariage, No. 273; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 660; Nacu, I, p. 343).

5. După o altă părere însă, dominantă, Ministerul Public are facultatea de a cere sau nu anularea căsătoriei, el nefiind obligat la această acțiune. (Demolombe, III, No. 311; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 461, nota 23, p. 61; Dalloz, Rép., Mariage, No. 518; Suppl., Mariage, No. 273; Laurent, II, No. 495; Huc, II, No. 148; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1812 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 288; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 178).

6. Ministerul public având dreptul în cazurile prevăzute de lege să ceară anularea unei căsătorii, are, după părerea dominantă, dreptul să ceară din oficiu menținerea unei căsătorii, contractată în mod valabil. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 3, No. 3; Valette sur Proudhon, I, p. 444; Demolombe, I, No. 312; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 255; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 79; Marcadé, art. 175, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 277 bis, II; Dalloz, Rép., Mariage, No. 521).

7. După o altă părere însă, el nu ar putea să ceară din oficiu menținerea unei căsătorii, ci numai să ceară anularea căsătoriilor contractate în mod nevalabil în cazurile prevăzute de lege. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 531; Laurent, II, No. 497 urm.; Huc, II, No. 149; Planiol et Ripert, II, No. 288).

8. A se vedea notele sub art. 166 și 167 c. civil.

**Art. 173.** — Orice căsătorie, care s'ar fi făcut în taină și nu s'a celebrat înaintea oficerului competente al stărei civile, se poate ataca de către însuși soțul, de către tatăl și de către toți aceia cari au la aceasta un interes actual<sup>1)</sup>, precum și de către mi-

1) Textul francez (art. 191) se exprimă astfel în partea finală: „un intérêt né et actuel”.

nisterul public. (Civ. 49 urm., 61, 62, 65, 151, 154, 166, 174, 175, 178; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 191).

*Text. fr. Art. 191.* — Tout mariage qui n'a point été contracté publiquement et qui n'a point été célébré devant l'officier public compétent, peut être attaqué par les époux eux-mêmes, par les père et mère, par les ascendants, et par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel, ainsi que par le ministère public.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Agent diplomatic 16.	Parchet 23, 24.
Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.	Pedeapsă 4.
Apreciere suverană 9, 13, 24.	Poseziune de stat 18, 20, 21.
Ascunderea căsătoriei 8.	Prescripție 19, 20, 21.
Celebrarea căsătoriei 5, 6, 7, 10, 11-17, 19, 20.	Primărie 6.
Clandestinitate 1, 2, 3, 8-13, 17, 18, 23, 24.	Procuror 23, 24.
Competență, a se vedea cuvântul: „Incompetență”.	Publicații la căsătorie 3, 4.
Confirmare, a se vedea cuvântul: „Ratificare”.	Publicitate, a se vedea cuvântul: „Clandestinitate”.
Domiciliu 6, 14.	Ratificare 18, 19, 20, 21.
Franța 16.	Redactare 12.
Incompetență 1, 10-15, 19, 20, 21, 24.	Registre de stare civilă 12.
Marturi 5.	România 16.
Ministerul public 23, 24.	Sanctiune 4.
Noapte 7.	Statut real 17.
Nulitate 1 urm.	Străini 16.
Nulitate absolută 2, 18, 20, 21.	Străinătate 17.
Ofițer de stare civilă 4, 7, 10-15, 19, 20, 21, 24.	Suverană apreciere 9, 13, 24.
	Taină, a se vedea cuvântul: „Clandestinitate”.
	Țară străină 17.
	Termin 4.

#### Doctrină.

1. Clandestinitatea și incompetența ofițerului de stare civilă, prevăzute de art. 191 c. civ. fr. (173 c. civ. rom.) sunt două cauze deosebite de anularea căsătoriei. (Demolombe, III. No. 298; Mourlon, ed. 7-a, I. No. 656; Aubry et Rau, ed. 4-a, V. § 467, nota 1, p. 111; Laurent, II. No. 481; Planiol, ed. 6-a, I. No. 1026; Planiol et Ripert, II. No. 276; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 652, text și nota 2; Plastara, I. p. 253; Contra: Marcadé, Art. 191, No. 1).

2. Lipsa totală de publicitate sau clandestinitatea este o cauză de nulitate absolută a căsătoriei. (Planiol et Ripert, II. No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 650).

3. Lipsa publicațiilor la primăria domiciliului unuia dintre soți, nu constituie o celebrare în taină a căsătoriei și nu poate aduce prin ea însăși anularea căsătoriei. (Huc, II. No. 151; Planiol, ed. 6-a, I. No. 1020; Planiol et Ripert, II. No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 651; Plastara, I. p. 253).

4. Faptul că nu s'a respectat termenul

prevăzut de lege între publicațiile la căsătorie, nu poate duce la anularea căsătoriei, singura sancțiune fiind pedeapsa prevăzută de art. 192 c. civ. fr. (174 c. civ. rom.) pentru ofițerul de stare civilă și pentru părți. (Daloz, Rép., Mariage, No. 553; Suppl., Mariage, No. 295).

5. Faptul că numărul martorilor ceruți de lege la celebrarea căsătoriei nu este complet sau că acești martori nu ar fi îndeplinit condițiunile cerute de lege, nu poate duce la anularea căsătoriei. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 4, § 3, section, 5 § 2, No. 6; Toullier, I. No. 643; Demolombe, III. No. 294 Aubry et Rau, ed. 4-a, V. § 467, p. 113; Daloz, Répertoire, Mariage, No. 557; Matei Cantacuzino, p. 687).

6. Faptul că celebrarea căsătoriei nu a avut loc în localul oficiului de stare civilă ci la domiciliul unuia dintre părți, nu poate prin el singur, să constituie o cauză de nulitate a căsătoriei. (Merlin, Répertoire, Mariage, X, p. 585 urm.; Toullier, I. No. 642; Duranton, II. No. 335; Vazeille, Traité du mariage, I. No. 395 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, V. § 467, p. 112 urm.; Daloz, Rép., Mariage, No. 556; Suppl., Mariage, No. 296; Laurent, II. No. 479; Matei Cantacuzino, p. 687).

7. Faptul că celebrarea căsătoriei a avut loc, înaintea ofițerului de stare civilă, în timpul nopții, nu poate duce la anularea căsătoriei. (Daloz, Rép., Mariage, No. 552).

8. Cu toate că soții ascund căsătoria lor, care a fost contractată în mod valabil, ea își produce toate efectele civile între ei. (Loché, Législation, IV. p. 503. No. 38, p. 556, No. 12; Merlin, Répertoire, Mariage, section 9, No. 2; Toullier, I. No. 549; Demolombe, III. No. 297; Aubry et Rau, ed. 4-a, V. § 467, p. 114; Daloz, Rép., Mariage, No. 385; Laurent, II. No. 475; Huc, II. No. 154; Planiol, ed. 6-a, I. No. 1024; Planiol et Ripert, II. No. 270; Baudry et Houques-Fourcade, II. No. 1847; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 650, nota 2).

9. Tribunalele au o putere suverană de apreciere pentru a decide dacă neîndeplinirea unuia sau mai multor elemente de publicitate la căsătorie cerute



de lege, este de natură a aduce anularea acestei căsătorii. (Toullier, I, No. 643; Duranton, II, No. 336; Demolombe, III, No. 294; Valette sur Proudhon, I, p. 410; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 250; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 656; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, nota 12, p. 113; Dalloz, Rép., Mariage, No. 551; Suppl., Mariage, No. 294, 295; Laurent, II, No. 476 urm.; Huc, II, No. 154; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1021 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 271; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 174; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1844; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 651; Nacu, I, p. 349, 350; Matei Cantacuzino, p. 676, 687).

**10.** Incompetența ofițerului de stare civilă, poate fi o cauză de anularea căsătoriei celebrate, de oarece săvârșirea căsătoriei de către ofițerul de stare civilă competent pe lângă că este unul din elementele publicității dar apoi este și o condiție de existența căsătoriei, independent de orice publicitate. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 278 bis. I; Mourlon, ed. 7-a, I, 656; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, nota 1, p. 111; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 297; Laurent, II, No. 481; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 652; Contra: Marcadé, Art. 191, No. 1; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1025; Planiol et Ripert, II, No. 274; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 174, 175, 388; Nacu, I, p. 350; Matei Cantacuzino, p. 687).

**11.** Faptul că ofițerul de stare civilă celebrează o căsătorie în afară de comuna unde își exercită atribuțiunile sale, nu poate duce în mod necesar la anularea căsătoriei. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 2, question 2, Art. 191; Toullier, I, No. 644; Valette sur Proudhon, I, p. 410, observația 1; Demolombe, III, No. 298; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 251; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 178; Marcadé, Art. 191, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, p. 114 urm.; Dalloz, Rép., Mariage, No. 561; Suppl., Mariage, No. 299; Nacu, I, p. 351; Contra: Proudhon, I, p. 442; Duranton, II, No. 341, 342; Laurent, II, No. 482; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1025; Planiol et Ripert, II, No. 274; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 174, 175).

**12.** Pentru ca o căsătorie celebrată de un ofițer de stare civilă în afară de comuna unde își exercită atribuțiunile sale, să fie valabilă, trebuie ca el să fi redactat actul de căsătorie pe registrele sale ce le-a adus cu el iar nu pe registrele de stare civilă ale comunei unde celebrează căsătoria. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 561; Suppl., Mariage, No. 299; Nacu, I, p. 351, 352).

**13.** În materie de incompetență teritorială a ofițerului de stare civilă la celebrarea căsătoriilor, tribunalele au o putere suverană de apreciere, ca și în materie de lipsă de publicitate a căsătoriilor.

(Demolombe, III, No. 298; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 113, nota 3, p. 178; Mourlon, I, No. 656; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, p. 115; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 299; Laurent, II, No. 483; Huc, II, No. 155; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1851; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1026; Planiol et Ripert, II, No. 277; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 652; Nacu, I, p. 350, 351; Matei Cantacuzino, p. 687; Contra: Duranton, II, No. 239; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 175).

**14.** Căsătoria celebrată de ofițerul de stare civilă al unei comune în care unul dintre soți nu avea domiciliul cerut de lege în materie de celebrarea căsătoriei, nu este nulă de drept. (Toullier, I, No. 644; Valette sur Proudhon, I, p. 410; Demolombe, III, No. 298; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 251; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 178; Marcadé, Art. 191, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, p. 114 urm.; Dalloz, Rép., Mariage, No. 562; Suppl., Mariage, No. 299; Nacu, I, p. 350, 351; Matei Cantacuzino, p. 687; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 274; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 174, 175).

**15.** Căsătoria săvârșită de un funcționar care nu are calitatea de ofițer de stare civilă este nulă ca și cum ar fi săvârșită de un simplu particular. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 657; Dalloz, Rép., Mariage, No. 300, 526; Suppl., Mariage, No. 565; Nacu, I, p. 350, 352; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 275; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 183).

**16.** Căsătoria celebrată în Franța (România) între doi străini înaintea agentului lor diplomatic este valabilă. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 196).

**17.** Pentru căsătoriile celebrate în străinătate, publicitatea se va lua în considerație potrivit legilor țării unde a avut loc căsătoria de oarece publicitatea face parte din formalitățile căsătoriei. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 651).

**18.** Lipsa de publicitate a unei căsătorii fiind o cauză de nulitate absolută, nu poate fi acoperită prin publicitatea dată căsătoriei posterior săvârșirii ei și prin posesiunea de stat. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 2, Question 2, Art. 196; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 655; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 468, p. 119; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 279, 301; Laurent, II, No. 480; Huc, II, No. 157; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 651; Contra: Marcadé, Art. 191, No. 3).

**19.** Nu se poate nici confirma, nici prescrie nulitatea rezultând din lipsa de publicitate a căsătoriei sau din celebrarea sa de către un ofițer de stare civilă incompetent. (Demolombe, III, No. 315; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 651, 652).

**20.** Nulitatea căsătoriei celebrate de un alt ofițer al stării civile de cât cel competent, fiind absolută, nu poate fi

confirmată expres sau tacit, nici prescrisă, nici acoperită prin posesiunea de stat. (Demante et Colmet de Santerre, I, No. 278 bis. III; Laurent, III, No. 6; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1855; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 652).

21. După o altă părere, această nulitate nu poate fi acoperită prin confirmare expresă sau tacită, nici prescrisă, însă poate fi acoperită prin posesiune de stat. (Valette sur Proudhon, I, p. 448; Demolombe, III, No. 328; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, text și nota 30, p. 118).

22. Cu toate că art. 173 c. civil român, arată că nulitatea căsătoriei poate fi cerută „de către însuși soțul”, deci ar părea că nu poate fi cerută de către ambii soți, totuși aceasta trebuie considerată ca o greșală de redacțiune de oarece art.

166 c. civil român, vorbește de ambii soți. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 656).

23. Când nulitatea unei căsătorii este fundată pe clandestinitatea ei, ministerul public are dreptul să ceară anularea acestei căsătorii, dar nu este obligat la aceasta. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 668; Colin et Capitand, ed. 4-a, I, p. 178).

24. Acțiunea ministerului public este facultativă în caz de lipsă de publicitate și de incompetența ofițerului de stare civilă, de oarece în acest caz tribunalele au o putere suverană de apreciere a cauzelor de nulitate. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 660).

25. A se vedea și notele sub art. 49 urm., 60, 61, 151, 166, 172, 173, 174, 175 c. civil.

**Art. 174.** — Dacă căsătoria n'a fost precedată de cele două publicațiuni prescise de lege, sau dacă intervalul timpului prescise pentru publicațiuni și celebrare nu s'a observat, procurorul va provoca în contra ofițerului stărei civile o amendă bănească, care nu va putea trece peste 300 lei, și în contra părților contractante sau în contra acelor, sub puterea căror ele au făcut această contravențiune, o globire proporționată cu averea lor. (Civ. 49 urm., 61, 62, 175, 182; Reg. act. st. civ. 58; Civ. Fr. 192).

*Text. fr. Art. 192.* — Si le mariage n'a point été précédé des deux publications requises, ou s'il n'a pas été obtenu des dispenses permises par la loi, ou si les intervalles prescrites dans les publications et célébrations n'ont point été observés, le procureur du Roi fera prononcer contre l'officier public une amende qui ne pourra excéder trois cents francs; et contre les parties contractantes, ou ceux sous la puissance desquels elles ont agi, une amende proportionnée à leur fortune.

*Text. fr. Art. 192. (Modificat prin legea din 21 Iunie 1907).* — Si le mariage n'a point été précédé de la publication requise ou s'il n'a pas été obtenu les dispenses permises par la loi ou si les intervalles prescrites entre les publications et célébrations n'ont point été observés, le procureur de la République fera prononcer contre l'officier public une amende qui ne pourra excéder trois cents francs (300 fr.) et contre les parties contractantes ou ceux sous la puissance desquelles elles ont agi, une amende proportionnée à leur fortune.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

### Doctrină.

1. Pedepșa prevăzută de art. 192 și 193 c. civ. fr. (174 și 175 c. civ. rom.) se aplică ofițerului de stare civilă când va celebra căsătoria la domiciliul unuia dintre soți, sau în locuința sa, fără necesitate absolută, de oarece acest fapt constituie o infracțiune la prescripțiunile privitoare la publicitatea căsătoriei. (Duran-

ton, II, No. 336; Marcadé, Art. 191, No. 2; Laurent, II, No. 479).

2. Lipsa publicațiilor nu este o cauză de anularea căsătoriei, singura sancțiune este aceea prevăzută de art. 192 c. civ. fr. (174 c. civ. rom.). (Valette sur Proudhon, I, p. 409; Demolombe, III, No. 295; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, text și nota 2, p. 111, 112; Laurent, II, No. 478; Huc, II, No. 151; Baudry et Houques-Fourcade, II,



No. 1846; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1020; Planiol et Ripert, II, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 604; Matei Cantacuzino, p. 676).

3. Amenda prevăzută de art. 192 c. civ. fr. (174 c. civ. rom.) se pronunță de către tribunalele corecționale iar nu de tribunalele civile. (Demolombe, III, No. 91).

**Art. 175.** — La pedepsele pronunțate prin articolul precedent, se vor supune persoanele însemnate în el, pentru orice contravențiune la regulile prescrise în art. 151, chiar de nu s'ar considera acele contravențiuni îndestulătoare pentru a se pronunța nulitatea căsătoriei. (Civ. 60, 61, 151; Civ. Fr. 193).

*Text. fr. Art. 193.* — Les peines prononcées par l'article précédent seront encourues par les personnes qui y sont désignées, pour toute contravention aux règles prescrites par l'article 165, lors même que ces contraventions ne seraient pas jugées suffisantes pour faire prononcer la nullité du mariage.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 27 urm.

#### Doctrină.

1. Tribunalele vor aprecia în mod sincer dacă neregularitățile săvârșite cu ocazia celebrării căsătoriei sunt de natură a duce la nulitatea căsătoriei; această putere de apreciere a tribunalelor rezultă din dispozițiile art. 193 c. civ. fr. (175 c. civ. rom.) cari arată că ofițerul de stare civilă va fi pedepsit chiar dacă neregularitățile nu ar fi îndestulătoare pentru a se pronunța nulitatea căsătoriei. (Paniol et Ripert, II, No. 273; Colin

et Capitant, ed. 4-a, I, p. 174; Matei Cantacuzino, p. 687).

2. Pedepsa prevăzută de art. 174 c. civ. rom., se va aplica ofițerului stării civile când se vor fi violat regulile de publicitate ale căsătoriei, de ex. atunci când fără motiv legal se va fi celebrat căsătoria, în afară de localul primăriei, sau fără martori, sau cu ușile închise etc. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 605).

3. A se vedea și notele sub art. 151, 174 c. civil.

**Art. 176.** — Nimenea nu poate reclama titlul de soț și efectele civile ale căsătoriei, dacă nu prezintă un act de celebrațiune a căsătoriei, înscris în registrul stării civile, afară de cazurile prevăzute de art. 33 sub titlul „Actele stării civile”. (Civ. 27 urm., 32, 33, 38, 61, 62, 177—180, 292 urm; Civ. Fr. 194).

*Text. fr. Art. 194.* — Nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage, s'il ne représente un acte de célébration inscrit sur le registre de l'état civil; sauf les cas prévus par l'article 46, au titre *des Actes de l'état civil*.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 98.

#### Doctrină.

1. Proba căsătoriei se face în principiu, prin actul de căsătorie înscris în registrele de stare civilă. (Merlin. Répertoire, Mariage, section 5, § 2, No. 9 urm; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 706; Dalloz. Rép., Mariage, No. 410; Suppl., Mariage, No. 211; Planiol, ed. 6-a, I, No. 868; Planiol et Ripert, II, No. 216; Colin et Capitant, ed.

4-a, I, p. 154, 409; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 674, 675; Nacu, I, p. 362, 363; Matei Cantacuzino, p. 688; Plastara, I, p. 280).

2. Celebrarea căsătoriei nu poate fi dovedită cu martori, chiar când există un început de dovadă scrisă, în afară de cazurile prevăzute de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.). (Toullier, I, No. 353; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 1, p. 15; Laurent, II, No. 5; Baudry et Hou-

ques-Fourcade, II, No. 1942; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 675; Nacu, I, p. 364; Plastara, I, p. 281; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 868; Planiol et Ripert, I, No. 233).

3. Căsătoria nu poate fi dovedită prin mărturisire și jurământ, de oarece aceste mijloace de probație nu sunt admisibile în materiile cari interesează ordinea publică. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 1, p. 15; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1942; Planiol et Ripert, II, No. 219; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 675; Plastara, I, p. 281).

4. Actul de căsătorie înscris în registrele de stare civilă, face probă despre îndeplinirea formalităților ce cuprinde, până la înscrierea în fals, de oarece este un act autentic. (Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 211).

5. Pentru căsătoriile contractate în

străinătate proba lor va fi făcută după formele prescise de legea țării unde au fost contractate. (Daloz, Rép., Mariage, No. 338; Suppl., Mariage, No. 212; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 676, nota 2; Plastara, I, p. 280, 281).

6. Dispozițiile art. 194 c. civ. fr. (176 c. civ. rom.) sunt aplicabile nu numai soților ci și copiilor rezultați din căsătorie și altor părți interesate când ei vor să se folosească de efectele civile ale căsătoriei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 707; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 16; Laurent, III, No. 2; Demolombe, III, No. 388; Planiol, ed. 6-a, I, No. 868; Planiol et Ripert, II, No. 218; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 154; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 676; Nacu, I, p. 363).

7. A se vedea și notele sub art. 2, 33 și 152 c. civil.

**Art. 177.** — Posesiunea de stat nu va putea dispensa pe acei ce se pretind căsătoriți și o invoacă, de a înfățișa actul de celebrarea căsătoriei înaintea ofițerului stărei civile. (Civ. 27 urm., 32, 33, 61, 62, 176, 178—179, 194, 292, 293, 294; Civ. Fr. 195).

*Text. fr. Art. 195.* — La possession d'état ne pourra dispenser les prétendus époux qui l'invoqueront respectivement, de représenter l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état civil.

### Doctrină.

1. Posesiunea de stat există când două persoane trăesc mult timp în public ca bărbat și femeie, când se tratează reciproc ca soți și când familia lor sau celelalte persoane străine îi tratează ca atare. (Planiol et Ripert, II, No. 219; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 675; Comp.: Nacu, I, p. 365).

2. Dispozițiunile art. 195 c. civ. fr.

(177 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea nu numai în relațiile dintre soți ci și față de terțele persoane. (Loché, IV, p. 420, 516, 517; Merlin, Répertoire, Mariage, section 5, § 2, No. 9; Demolombe, III, No. 327; Mourlon, d. 7-a, I, No. 711, nota 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 5, p. 16; Planiol, ed. 6-a, I, No. 869; Planiol et Ripert, II, No. 219; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 677).

**Art. 178.** — Când este posesiunea de stat, și când se înfățișează actul de celebrarea căsătoriei înaintea ofițerului stărei civile, soții nu pot fi primiți a contesta validitatea acestui act. (Civ. 62, 173, 176 urm., 293, 294; Civ. Fr. 196).

*Text. fr. Art. 196.* — Lorsqu'il y a possession d'état, et que l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état civil est représenté, les époux sont respectivement non recevables à demander la nullité de cet acte.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de căsătorie 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 13.	Foae volantă 8, 9, 10.
Anulare, a se vedea cuvântul „Nulitate”.	Formalități 2.
Aplicațiune 1.	Inceput de dovadă scrisă 10.
Bigamie 7.	Incompetență 11, 12.
Celebrarea căsăt. 11-14.	Inexistență 14.
Clandestinitate 5.	Marturi 10.
Competență 11, 12.	Neregularități de formă 2, 3, 4, 8, 9, 10, 13.
Dovadă 10.	

Nulitate 1 urm.
Nulități de fond 4, 5, 6, 7, 11, 12.
Nulități de formă, a se vedea cuvintele: „Neregularități de formă”.
Ofițer de stare civilă 11, 12, 13, 14.
Omisțiuni, a se vedea cuvintele: „Neregularități de formă”.
Părți interesate 1.

Posesiune de stat 1 urm.
Prezumpțiuni 10.
Probă 10.
Publicitate 5.
Registre de stare civilă 8, 9, 10.
Semnătură 13.
Soți 1, 8.
Terțe persoane 1, 2.
Validitate, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.
Volantă foae 8, 9, 10.



## Doctrină.

1. Dispozițiile art. 196 c. civ. fr. (178 c. civ. rom.) sunt aplicabile numai în raporturile dintre soți iar nu și altor persoane care au dreptul să ceară anularea căsătoriei. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 2, Art. 196; Toullier, I, No. 646; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, p. 118; Marcadé, Art. 196, No. 2; Demolombe, III, No. 327; Dalloz, Rép., Mariage, No. 529; Suppl., Mariage, No. 282; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1952, 1953; Planiol, ed. 6 a, I, No. 1055; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 183; Contra: Huc, II, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 679; Nacu, I, p. 366; Planiol et Ripert, II, No. 220, 272).
2. Când o terță persoană cere anularea căsătoriei pentru neregularități de formă, posesiunea de stat a soților, poate face a se respinge cererea de anulare. (Demolombe, III, No. 327; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 185; Dalloz, Rép., Mariage, No. 529; Suppl. Mariage, No. 282; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 183).
3. Prohibițiunea prevăzută de art. 196 c. civ. fr. (178 c. civ. rom.) este privitoare numai la nulitățile ce rezultă din actul de celebrarea căsătoriei adică la neregularitățile comise în actul de căsătorie care sunt de natură a duce la nulitatea lui. (Duranton, II, No. 250; Taulier, I, No. 323, 324; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 17; Dalloz, Rép., Mariage, No. 283; Laurent, III, No. 6 urm., Huc, II, No. 174; Baudry et Fourcade, II, No. 1950; Planiol, ed. 6-a, I, No. 870, 1054; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 182; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 678, 679; Nacu, I, p. 366; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 220, 272).
4. Art. 196 c. civ. fr. (178 c. civ. rom.), vorbește despre nulitatea și validitatea actului de căsătorie; nulitățile cari sunt acoperite, conform dispozițiilor acestui articol, prin posesiunea de stat sunt acele cari rezultă din neregularitățile sau omisiunile cari viciază actul de celebrarea căsătoriei. Nulitățile de fond ale căsătoriei nu sunt acoperite prin posesiunea de stat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 708 urm.).
5. In ceea ce privește neregularitățile săvârșite la celebrarea însăși a căsătoriei cum ar fi lipsa de publicitate, etc., după o părere posesiunea de stat a soților ar acoperi aceste neregularități. (Valette sur Proudhon, I, p. 443 urm.; Demolombe, III, No. 328; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, nota 27, p. 117; Planiol et Ripert, II, No. 220, 272, 339; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 182, 183; Matei Cantacuzino, I, p. 687; Plastara, I, p. 253).
6. După o altă părere însă nulitatea căsătoriei rezultată din aceste neregularități, nu ar putea fi acoperită prin posesiunea de stat a soților. (Delvincourt, I, p. 139; Duranton, II, No. 252; Beudant, L'état et la capacité des personnes, II, No. 356; Marcadé, Art. 196, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 283 bis, III; Laurent, III, No. 6 urm.; Huc, II, No. 175; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1950; Planiol, ed. 6-a, I, No. 872, 1054; Alexandresco, ed. 2-a, p. 678).
7. Cu toate că art. 196 c. civ. fr. (178 c. civ. rom.) prevede că atunci când este posesiune de stat și când se înfățișează actul de celebrarea căsătoriei înaintea ofițerului de stare civilă, soții nu pot fi primiți a contesta validitatea acestui act, totuși dispozițiile acestui articol nu-și găsește aplicarea când căsătoria este nulă pentru cauză de bigamie, caz în care soții pot cere anularea ei. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 526; Laurent, II, No. 500).
8. Dacă un act de căsătorie este înscris pe o foaie voluntă în loc să fie înscris în registru și soții au posesiunea de stat, după o părere, această nulitate este acoperită în raporturile soților între ei. (Toullier, I, No. 598; Dalloz, Rép., Mariage, No. 411, 528; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1949; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 220).
9. După o a doua părere, posesiunea de stat a soților nu ar putea acoperi nulitatea rezultând din faptul că actul de căsătorie a fost înscris pe o foaie voluntă. (Duranton, II, No. 251; Demolombe, III, No. 329; Marcadé, Art. 196, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 11; Dalloz, Rép., Mariage, No. 411; Laurent, III, No. 5; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 871).
10. După o a treia părere, posesiunea de stat a soților, face ca actul de căsătorie înscris pe o foaie voluntă să poată fi considerat ca un început de probă și care poate fi completat prin dovezile prevăzute de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.), (Vazeille, Traité du mariage, I, No. 202; Dalloz, Rép., Mariage, No. 411).
11. In cazul când căsătoria a fost celebrată de un ofițer de stare civilă incompetent, după o părere, posesiunea de stat a soților acoperă nulitatea actului de căsătorie rezultată din această incompetență. (Valette sur Proudhon, I, p. 443 urm.; Demolombe, III, No. 328; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 467, nota 30, p. 118; Dalloz, Rép., Mariage, No. 526; Suppl., Mariage, No. 284; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 182, 183; Matei Cantacuzino, p. 687; Plastara, I, p. 253; Comp.: Marcadé, Art. 196, No. 1; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1055; Planiol et Ripert, II, No. 220, 278).
12. După o altă părere însă, posesiunea de stat a soților nu acoperă nulitatea actului de căsătorie rezultată din incompetența ofițerului de stare civilă care a celebrat căsătoria. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 2, questions

2, 3, Art. 196; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 185; Laurent, III, No. 6; Huc, II, No. 175; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1950, 1951; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 678).

13. Dispozițiile art. 196 c. civ. fr. (178 c. civ. fr.) își găsesc aplicațiunea când actul de celebrarea căsătoriei nu este semnat de ofițerul de stare civilă care l-a redactat. (Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1949; Comp.: Planiol, ed. 6-a

I, No. 871; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 679).

14. În cazul când căsătoria a fost săvârșită de o persoană care nu este ofițer de stare civilă, inexistența actului nu poate fi acoperită prin posesiunea de stat a soților. (Demolombe, II, No. 328; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 215, nota 29; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 679).

15. A se vedea și notele de sub art. 173 c. civil.

**Art. 179.** — Cu toate acestea, dacă în cazurile prevăzute la art. 176 și 177, există copii făcuți de două persoane, cari au viețuit împreună în public ca bărbat și femei, și care amândoi au încetat din viață, legitimitatea copiilor nu se poate contesta sub singurul cuvânt că nu se prezintă actul de căsătorie, oricând legitimitatea se dovedește prin o posesiune de stat necontrazisă prin actul de naștere. (Civ. 176, 177, 180, 200 urm., 292—295; Civ. Fr. 197).

*Text. fr. Art. 197.* — Si néanmoins, dans le cas des articles 194 et 195, il existe des enfants issus de deux individus qui ont vécu publiquement comme mari et femme, et qui soient tous deux décédés, la légitimité des enfants ne peut être contestée sous le seul prétexte du défaut de représentation de l'acte de célébration, toutes les fois que cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par l'acte de naissance.

### Bibliografie (continuare)

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 98 urm., 116.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 11, 12, 13.  
Act de căsătorie 1, 8, 9, 12, 14, 27, 28, 29.  
Act de naștere 7, 19, 21-25.  
Act public 5.  
Act sub semnătură privată 5.  
Alienație mintală 11, 12.  
Aprecieră suverană 4, 14, 20.  
Bărbat, a se vedea cuvântul: „Soți” și 5, 7.  
Bună credință 29, 30.  
Calitate de soț 5.  
Căsătorie, a se vedea cuvintele: „Act de căsătorie”,  
Coabitare 5, 6, 7.  
Concepțiune 28.  
Contestație de legitimitate 9, 10, 15, 17.  
Contrazicere 1, 21-25.  
Convenire 5, 6, 7.  
Copii 1, 2, 7-10, 15-29.  
Copii legitimi 1, 7-10, 15-29.  
Copii naturali 25.  
Deces 1, 8-14, 16, 27.  
Demență 11, 12.  
Descendenți 16.  
Dovadă 3-7, 15, 19, 23, 27, 28, 30.  
Femei 5, 7.  
Francezi 31.

Încetare din viață 1, 8-14, 16, 22.  
Interes 15, 17.  
Legitimitate, a se vedea cuvintele: „Copii legitimi”.  
Mamă, a se vedea cuvântul: „Părinți”.  
Moarte 1, 8-14, 16, 22.  
Moștenitori 16.  
Nebune 11.  
Nume 5, 12.  
Părinți 1-8, 22, 24, 29, 29.  
Părți interesate 15, 17.  
Posesiune de stat 1-6, 16, 18-25.  
Prezumpțiune 26, 27, 28, 30.  
Probă 3-7, 12, 19, 23, 27, 23, 30.  
Rea credință 30.  
Recurs 4.  
Români 31.  
Soți 1-6, 14, 16, 17.  
Statut personal 31.  
Succesori 16.  
Suverană apreciere 4, 11, 20.  
Tată, a se vedea cuvântul: „Părinți”.  
Terți, a se vedea cuvintele: „Părți interesate”.

să fi încetat din viață; 3) Ca să existe pentru copii posesiunea de stat de copii legitimi; 4) Ca posesiunea de stat a copiilor să nu fie contrazisă de actele lor de naștere. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 725 urm.; Demolombe, III, No. 398; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 23, p. 19; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 279; Dalloz, Rép., Mariage, No. 108; Suppl. Mariage, No. 214; Huc, II, No. 179; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1958 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 874, 875; Planiol et Ripert, II, No. 222; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 156 urm., 410; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 680, 681; Nacu, I, p. 367 urm.; Matei Cantacuzino, p. 689; Plastara, I, p. 282).

2. Pentru aplicarea dispozițiilor art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) copilul trebuie să dovedească în principal, posesiunea de stat de soți a părinților săi. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 725; Dalloz, Rép., Mariage, No. 423; Suppl., Mariage, No. 218; Paternité et filiation, No. 141; Planiol, ed. 6-a, I, No. 875; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 157; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 682; Matei Cantacuzino, p. 688, 689; Planiol et Ripert, II, No. 221).

3. Faptele din cari rezultă posesiunea de stat de soți a părinților pot fi dovedite prin toate mijloacele de probă. (Demolombe, III, No. 399; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 20; Dalloz, Rép., Ma-

#### Doctrină.

1. Pentru a se putea invoca dispozițiunile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) trebuie îndeplinite patru condițiuni: 1) Ca părinții să fi avut posesiunea de stat de soți legitimi; 2) Ca ambii părinți



riage, No. 425; Laurent, III, No. 14; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1964; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 682).

4. Tribunalele apreciază în mod suveran, fără a putea fi cenzurate de instanțele de recurs, faptele din cari rezultă posesiunea de stat de soți a părinților. (Daloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 142; Laurent, III, No. 11, 14; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 682).

5. Intre faptele din cari rezultă posesiunea de stat de soți a părinților, cităm: viețuirea părinților împreună în public ca bărbat și femeie, ca femeia să fi purtat numele bărbatului, ca în actele publice sau private ale lor să-și fi luat calitatea de soți, etc. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 317).

6. Simpla coabitare a părinților nu ar putea fi considerată ca un fapt de natură să dovedească posesiunea de stat de soți. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 317; Comp.: Merlin, Répertoire, Légitimité, section 1, § 2, question 5).

7. Actul de naștere al copilului în care se arată că este copil legitim, nu este o dovadă a faptului că părinții săi au viețuit împreună în public ca bărbat și femeie. (Demolombe, III, No. 401; Daloz, Rép., Mariage, No. 426; Paternité et filiation, No. 319; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 222).

8. Numai în cazul când ambii părinți sunt încetați din viață, copilul poate invoca dispozițiile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.); dacă unul dintre dânsii trăește, chiar dacă ar avea posesiunea de stat de copil legitim, el trebuie să prezinte actul de căsătorie al părinților pentru a-și stabili legitimitatea sa. (Merlin, Répertoire, Légitimité, section 1, § 3; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 211 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 728; Daloz, Rép., Mariage, No. 419; Paternité et filiation, No. 311; Suppl., Paternité et filiation, No. 135; Laurent, III, No. 9; Planiol, ed. 6-a, I, No. 873; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 156; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 681; Nacu, I, p. 367; Matei Cantacuzino, p. 689; Planiol et Ripert, II, No. 222).

9. În cazul când numai unul dintre părinți trăește și el contestă copilului legitimitatea sa, după o părere, nu se pot aplica dispozițiile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) de oarece copilul nu se găsește în imposibilitate absolută de a putea cunoaște locul unde s'a celebrat căsătoria lor. (Valette sur Proudhon, II, No. 73; Demolombe, III, No. 397; Beudant, I, No. 357; Marcadé, Art. 197, No. 2; Daloz, Rép., Mariage, No. 422; Suppl., Mariage, No. 216; Paternité et filiation, No. 138; Laurent, III, No. 9; Huc, II, No. 179; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 157; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 681; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 730; Planiol et Ripert, II, No. 222; Nacu, I, p. 368).

10. După o altă părere însă se arată

că în acest caz, prin analogie, se vor aplica dispozițiile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.). (Duranton, II, No. 254; Daloz, Rép., Mariage, No. 422; Suppl., Mariage, No. 216; Paternité et filiation, No. 138; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 730; Nacu, I, p. 368).

11. Dispozițiile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) sunt de strictă aplicațiune și numai în cazul când ambii părinți sunt decedați, prin urmare în cazul când părinții sunt absenți sau în stare de demență, ele nu-și pot găsi aplicațiunea. (Merlin, Répertoire, Légitimité, section 1, § 2, question 2, 3, art. 197; Taulier, I, p. 325 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 21, p. 19; Daloz, Rép., Mariage, No. 421; Paternité et filiation, No. 316; Suppl., Mariage, No. 215; Paternité et filiation, No. 136, 137; Huc, II, No. 179; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 681; Comp.: Nacu, I, p. 367, 368).

12. După o altă părere însă dispozițiile art. 197 c. civ. fr., (179 c. civ. rom.) trebuie să-și găsească aplicațiunea și în alte cazuri cari echivalează cu decesul părinților cum ar fi în cazul de absența sau demența lor, deoarece și în aceste cazuri copiii se găsesc în imposibilitate de a putea cunoaște locul unde s'a celebrat căsătoria lor. (Toullier, II, No. 877; Duranton, II, No. 255; Valette sur Proudhon, II, p. 73; Demolombe, III, No. 396; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 214; Beudant, I, No. 358; Bonnier, Traité des preuves, No. 198; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 729; Marcadé, Art. 197, No. 2; Daloz, Rép., Mariage, No. 421; Suppl., Mariage, No. 215; Laurent, III, No. 10; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1959; Planiol, ed. 6-a, I, No. 873; Planiol et Ripert, II, No. 212; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 156; Comp.: Nacu, I, p. 368).

13. După o a treia părere, în cazul când absența părinților a durat trei zeci ani sau au trecut de la nașterea părinților una sută ani, aceste cazuri trebuie asimilate cu acel al decesului și dispozițiile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 315; Suppl., Paternité et filiation, No. 136; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 681).

14. Tribunalele apreciază în mod suveran motivele pentru care nu se poate aduce actul de căsătorie al soților decedați. (Daloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 140).

15. Pentru admisibilitatea contestațiunei de legitimitate, partea care face contestațiunea trebuie să dovedească un interes născut și actual. (Merlin, Répertoire, Légitimité, question No. 14).

16. Numai copiii soților decedați și cari au avut posesiunea de stat pot invoca dispozițiile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ.); după încetarea lor din viață, dreptul de a invoca dispozițiile acestui articol trece



asupra descendenților lor și a moștenitorilor lor chiar colaterali. (Demolombe, III, No. 392, 406 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 18, p. 19; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 149; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1957; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 680; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 222).

**17.** Dispozițiunile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) se pot invoca numai de copilul a cărui legitimitate este contestată; ele nu pot fi invocate de terții cari au interes să se prevaleze de o căsătorie după încetarea din viață a soților. (Baudry et Houques-Fourcade, III, No. 1957; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 222; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 154, 157).

**18.** Copilul trebuie să-și dovedească în principal posesiunea de stat de copil legitim. (Merlin, Répertoire, Légimité, section, I, § 2, question 6; Demolombe, III, No. 398; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 23, p. 19; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 141, 145; Laurent, III, No. 11; Planiol, ed. 6-a, I, No. 874; Planiol et Ripert, II, No. 222; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 157; Matei Cantacuzino, p. 689).

**19.** Dovada posesiunii de stat a copilului nu poate fi făcută numai prin actul său de naștere. (Toullier, II, No. 877; Valette sur Proudhon, II, p. 72; Demolombe, III, No. 400; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 210, 211; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 27, p. 20; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 329; Suppl., Paternité et filiation, No. 145).

**20.** Tribunalele apreciază în mod suveran, faptele din cari rezultă posesiunea de stat a copilului. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 142; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 682).

**21.** Ultima condițiune în aplicațiunea dispozițiilor art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) este, ca posesiunea de stat a copilului să nu fie contrazisă prin actul său de naștere. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 418; Suppl., Mariage, No. 220; Planiol, ed. 6-a, I, No. 874; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 157; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 682; Planiol et Ripert, II, No. 222).

**22.** Cu toate că art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) arată în partea finală ca posesiunea de stat a copilului să nu fie contrazisă de actul său de naștere, totuși copilul nu este obligat să aducă actul de naștere de oarece părinții săi fiind încetați din viață el se găsește în imposibilitate de a putea cunoaște locul unde s'a născut. (Loché, Législation, IV, p. 432; Duranton, II, No. 255; Demolombe, III, No. 401; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 187, nota 12; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 25, p. 20; Dalloz, Rép., Mariage, No. 427; Paternité et filiation, No. 330; Suppl., Mariage, No. 220; Paternité et filiation, No. 145; Laurent, III, No. 13;

Planiol, ed. 6-a, I, No. 874; Planiol et Ripert, II, No. 222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 683).

**23.** Cel care pretinde că posesiunea de stat a copilului este contrazisă prin actul său de naștere, este obligat a aduce acest act. (Taulier, I, p. 325; Demolombe, III, No. 401; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 220; Laurent, III, No. 12, 13; Planiol, ed. 6-a, I, No. 874; Planiol et Ripert, II, No. 222).

**24.** Nu este necesar ca în actul de naștere al copilului să se arate că este legitim ci este de ajuns ca să nu fie contrar posesiunii sale de stat; dacă de exemplu în acest act se arată că copilul este născut din părinți necunoscuți această mențiune nu contrazice posesiunea sa de stat de copil legitim. (Merlin, Répertoire, Mariage légitime, Art. 197, No. 6; Duranton, II, No. 253; Taulier, I, p. 325; Valette sur Proudhon, II, p. 72; Demolombe, III, No. 401; Aubry et Rau, ed. V, § 452 bis, p. 20; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 330; Suppl., Mariage, No. 220; Laurent, III, No. 13; Planiol, ed. 6-a, I, No. 874; Planiol et Ripert, II, No. 222; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 157; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 683).

**25.** Dacă în actul de naștere al copilului se face mențiunea că el este copil natural, această mențiune contrazice posesiunea de stat de copil legitim. (Demolombe, III, No. 401; Dalloz, Rép., Mariage, No. 427; Suppl., Mariage, No. 220; Laurent, III, No. 13; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1965; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 683; Comp.: Duvergier sur Toullier, I, No. 877).

**26.** Dacă toate condițiunile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) sunt îndeplinite, prezumpțiunea de legitimitate rezultată din îndeplinirea acestor condițiuni nu poate fi răsturnată prin simple prezumpțiuni contrare. (Merlin, Répertoire, Légimité, section I, § 2, No. 9; Demolombe, III, No. 402, 405, 408; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 321 urm.; Contra: Toullier, II, No. 878; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 21; Laurent, III, No. 14; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 683; Planiol et Ripert, II, No. 223).

**27.** Prezumpțiunea de legitimitate rezultată prin aplicațiunea dispozițiilor art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) poate fi răsturnată prin proba contrarie și anume că nu a avut loc căsătoria părinților săi sau că ea nu a putut să fie contractată în mod valabil. (Toullier, II, No. 880; Demolombe, III, No. 403, 404; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 212; Marcadé, Art. 197, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 21; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 324; Suppl., Paternité et filiation, No. 143; Huc, II, No. 181; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1966; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 682).



683; Matei Cantacuzino, p. 689; Planiol et Ripert, II, No. 223).

**28.** Presumpțiunea de legitimitate creată prin art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) poate fi răsturnată prin proba rezultată dintr'un act de căsătorie din care rezultă că în momentul concepțiunii copilului, mama sa era căsătorită cu un alt bărbat de cât cel arătat în actul de naștere al copilului ca tatăl său. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 324; Suppl., Paternité et filiation, No. 143).

**29.** Cu toate acestea chiar dacă a existat o primă căsătorie, dacă ambii părinți ai copilului sau unul dintre ei s'au căsătorit a doua oară de bună credință, căsătoria își produce efectul față de copiii născuți din această căsătorie. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 324; Suppl., Paternité et filiation, No. 144).

**30.** Buna credință este presupusă și cel care pretinde contrariul trebuie să dovedească reaua credință. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 324; Suppl., Paternité et filiation, No. 144).

**31.** Dispozițiile art. 197 c. civ. fr. (179 c. civ. rom.) urmăresc pe Francezi (Români) în orice țară s'ar duce, de oarece sunt dispozițiuni de statut personal. (Daloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 148).

**32.** A se vedea notele sub art. 394 c. civil.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Din combinația art. 179, 293 și 295 c. civ. rezultă că, o contestațiune în legitimitate poate fi invocată de toți cei cari au un interes moral sau patrimonial. Această contestație poate fi invocată ori-când dacă actul de căsătorie al părinților, celui trecut în actul său de naștere ca fiu legitim, nu se prezintă și numai în cazul când posesiunea de stat concordă cu actul de naștere, contestațiunea nu poate fi primită.

În speță, din examinarea probelor invocate de recurentă în dovedirea posesiunii sale de stat, dovadă ce dânsa era obligată a o face în lipsa actului de căsătorie al părinților săi, tribunalul stabilind în fapt deci în mod suveran că dânsa nu a făcut această dovadă, soluția instanței de fond că recurenta nu este fiică legitimă, are o bază legală. (Cas. I, dec. 2597 din 17 Mai 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1259).

**2.** A se vedea: art. 295, nota 1.

**Art. 180.** — Când dovada celebrării legale a căsătoriei se află dobândită prin rezultatul vreunei proceduri criminale, înscrierea sentinței în registrele stărei civile asigură căsătoriei, din ziua celebrării sale, toate efectele civile, atât în privirea consoților, cât și în privirea copiilor născuți din acea căsătorie. (Civ. 27 urm., 38 urm., 84 urm., 181, 182, 299, 300; C. p. 123—125, 140, 203—205; Civ. Fr. 198).

*Text. fr. Art. 198.* — Lorsque la preuve d'une célébration légale du mariage se trouve acquise par le résultat d'une procédure criminelle, l'inscription du jugement sur les registres de l'état civil assure au mariage, à compter du jour de sa célébration tous les effets civils, tant à l'égard des époux, qu'à l'égard des enfants issus de ce mariage.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de căsătorie 1, 3, 6, 7.  
Acțiune civilă 5, 8, 9.  
Acțiune publică 5, 7, 9.  
Autorul infracțiunii 2.  
Celebrare 6.  
Civile instanțe 2.  
Crime 1, 4.  
Delicte 1, 2, 4.  
Dovadă 6, 7.  
Efecte 7, 8, 9.  
Fapt penal 3.  
Foae volante 1.  
Forță probantă 7, 8, 9.  
Hotărâre 6, 7, 8, 9.  
Infracțiune, a se vedea cuvintele: „Crime”, „Delicte”.  
Înscriere 6, 7, 8, 9.  
Instanțe civile 2.  
Instanțe penale 2.  
Ministerul Public 7.

Ofițer de stare civilă 1, 3, 4.  
Omisiune 3.  
Parchet 7.  
Parte civilă, a se vedea cuvintele: „Acțiune civilă”.  
Pedeapsă 3.  
Penal fapt 3.  
Penale instanțe 2.  
Prescripție 5.  
Probă 6, 7.  
Procuror 7.  
Redactare 3.  
Registre de stare civilă 1, 69.  
Reprezentare 8.  
Terțe persoane 4.  
Transcriere 6-9.  
Valabilitate 6.  
Volantă foaie 1.

### Doctrină.

**1.** Dispozițiile art. 198 c. civ. fr. (180 c. civ. rom.) trebuiesc interpretate în sens larg și se aplică chiar în cazul când se judecă înaintea instanțelor judecătorești un simplu delict cum ar fi în cazul când offerul de stare civilă este trimis în judecată pentru că a înscris actul de căsătorie pe o simplă foaie volantă iar nu în registrele de stare civilă. (Toullier, I, No. 600; Duranton, II, No. 261; Demolombe, III, No. 409; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 202; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 713; Beudant, I, No. 351; Aubry et Rau, ed. 4-a. V, § 452 bis, nota 31, p. 21, 22; Daloz, Rép., Mariage, No. 430, 431; Suppl., Mariage, No. 221; Laurent, III.

No. 16; Huc, II, No. 182; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1971; Planiol, ed. 6-a, I, No. 879; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 156; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 683, nota 5; Nacu, I, p. 369; Matei Cantacuzino, p. 689; Planiol et Ripert, II, No. 225).

2. In timpul cât autorul crimei sau delictului prevăzut de art. 198 și 200 c. civ. fr. (180 și 182 c. civ. rom.) trăește, acțiunea prevăzută de aceste articole nu poate fi intentată înaintea instanțelor civile ci numai înaintea instanțelor penale. (Valette sur Proudhon, II, p. 104; Demolombe, III, No. 415; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452, p. 22; Contra: Vazeille, Traité du mariage, I, No. 204; Marcadé, Art. 199, No. 4; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 233).

3. Dispozițiile art. 198 c. civ. fr. (180 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când faptul nu este pedepsit de lege, cum ar fi în cazul când ofițerul de stare civilă ar fi omis să redacteze actul de căsătorie. (Duranton, II, No. 259; Demolombe, III, No. 409; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 187; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452, p. 26; Dalloz, Rép., Mariage, No. 430; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1975; Contra: Toullier, I, No. 600).

4. Dispozițiile art. 198 c. civ. fr. (180 c. civ. rom.) se aplică indiferent dacă infracțiunea a fost comisă de către ofițerul de stare civilă sau de către o altă persoană. (Duranton, II, No. 262; Demolombe, III, No. 410; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 208; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452, nota 37 p. 23; Dalloz, Rép., Mariage, No. 432; Suppl., Mariage, No. 221; Laurent, III, No. 16; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1973; Planiol, ed. 6-a, I, No. 879; Planiol et Ripert, II, No. 225; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 684, nota 3).

5. In cazul când acțiunea publică este prescrisă, este stinsă și acțiunea civilă și nu se mai pot aplica în acest caz dispozițiile art. 198—200 c. civ. fr. (180—182 c. civ. rom.) ci părțile în drept trebuiesc să se adreseze pe calea prevăzută de art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.); tot astfel se va urma când culpabilul este necunoscut.

(Paniol, ed. 6-a, I, No. 884; Paniol et Ripert, II, No. 230).

6. Hotărârea obținută în condițiunile art. 198 c. civ. fr. (180 c. civ. rom.) și înscrisă în registrul de stare civilă, ține locul actului de căsătorie și face dovada celebrării ei, însă nu și a valabilității ei. (Demolombe, III, No. 418; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 206; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 713; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 39, p. 24; Dalloz, Rép., Mariage, No. 439; Suppl., Mariage, No. 225; Laurent, III, No. 19; Huc, II, No. 186; Planiol, ed. 6-a, I, No. 886; Planiol et Ripert, II, No. 213; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 685).

7. In ceea ce privește forța probantă a hotărârei înscrisă în registrele de stare civilă, după o părere, ea face probă față de ori ce persoană, ca și actul de celebrarea căsătoriei și chiar în cazul când acțiunea penală ar fi fost introdusă de către ministerul public în timpul vieții ambilor soți. (Marcadé, Art. 198; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 713; Aubry et Rau, ed. 4, V, § 452 bis, text și nota 40, p. 24; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 225; Baudry et Houques-Fourcade, III, No. 1988 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 887; Planiol et Ripert, I, No. 34; II, No. 232; Nacu, I, p. 373; Matei Cantacuzino, p. 690; Comp.: Valette sur Proudhon, II, p. 106; Huc, II, No. 186; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 685, 686; Plastara, I, p. 255, 283).

8. După o a doua părere hotărârea înscrisă în registrele sării civile, nu poate avea efect de cât față de părțile cari s'au constituit parte civilă în instanță sau care au fost reprezentate. (Demolombe, III, No. 419; Marcadé, Art. 198, No. 1; art. 199, No. 4; Dalloz, Rép., Mariage, No. 440; Suppl., Mariage, No. 225; Laurent, III, No. 19).

9. După o ultimă părere, trebuie să se face o distincțiune: în cazul când hotărârea a fost pronunțată în civil, ea nu are efect de cât între părțile cari au luat parte la judecată iar în cazul când a fost pronunțată în penal ea are efect față de orice persoană. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 225; Plastara, I, p. 283).

**Art. 181.** — Dacă soții sau unul din ei a încetat din viață, fără a fi intentat vre-o acțiune, acțiunea civilă poate fi intentată de către reprezentanții lor, sau singuri pentru sine, sau totdeodată cu acțiunea publică intentată de către procuror. (Civ. 172, 174, 182, 299, 300; Pr. p. 4, 12; Civ. Fr. 199).

*Text. fr. Art. 199.* — Si les époux ou l'un d'eux sont décédés sans avoir découvert la fraude, l'action criminelle peut être intentée par tous ceux qui ont intérêt de faire déclarer le mariage valable, et par le procureur du Roi.



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune civilă 3.	Minister public 2, 3.
Acțiune publică 2, 3.	Moarte 2, 3, 4, 6.
Aplicație practică 10.	Moștenire 4.
Civile instanțe 7.	Moștenitori 9.
Codul civil francez 1, 6, 7.	Parchet 2, 3.
Codul civil român 1, 6.	Părinți 4.
Copii 4.	Părți interesate 5, 6, 7, 8.
Creditori 9.	Penale instanțe 7, 8.
Deces 2, 3, 4, 6.	Procuror 2, 3.
Fraudă 3.	Redacțiune 1.
Încetare din viață 2, 3, 4, 6.	Reprezentatie 6, 9.
Instanțe civile 7.	Soți 2, 3, 5, 7, 8, 9.
Instanțe penale 7, 8.	Succesiune 4.
Interes 4.	Succesori 9.

## Doctrină.

1. Art. 199 c. civ. fr. are o altă redacțiune de cât art. 181 c. civ. rom. Redacțiunea articolului român s'a făcut în urma observațiunii lui Marcadé, care critica redacțiunea vicioasă a articolului francez. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 684. nota 2, 686; Comp.: Nacu, I, p. 370; Plastara, I, p. 283).

2. Acțiunea publică poate fi pusă în mișcare de către ministerul public atât în timpul vieții soților cât și după încetarea lor din viață. (Demolombe, III, No. 411; Aubry et Rau. ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 23; Laurent, III, No. 17; Huc, II, No. 183; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1980; Planiol et Ripert, II, No. 227; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 686; Comp.: Nacu, I, p. 370).

3. Art. 199 c. civ. fr. (181 c. civ. rom.) arată că acțiunea prevăzută de acest articol, trebuie să fie intentată după moartea ambilor soți sau a unuia dintre ei, totuși dacă fraudă se descopere în timpul vieții ambilor soți, ea poate fi intentată de către soți sau de ministerul public. (Valette sur Proudhon, II, p. 106; Demolombe, III, No. 411; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 207; Marcadé, Art. 199, No. 2, 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 23; Dalloz, Rép., Mariage, No. 434; Laurent, III, No. 183; Huc, II, No. 183; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1980; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 716; Planiol, ed. 6-a, I, No. 881; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 227).

4. De asemenea de către copiii rezultați din căsătorie în cazul când ei au un interes născut și actual, cum ar fi de a

culege o succesiune în locul părinților lor. (Demolombe, III, No. 412, 413; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 716; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 22 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 222; Laurent, III, No. 18; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1980).

5. Deasemenea de către părțile interesate în cazul când soții în viață nu voesc să lucreze. (Demolombe, III, No. 412; Dalloz, Rép., Mariage, No. 435; Suppl., Mariage, No. 222; Laurent, III, No. 18; Huc, II, No. 183; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1980; Contra: Delvincourt, I, p. 65; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 207; Marcadé, Art. 199, No. 3; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 687; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 881).

6. În timpul cât soții trăesc, reprezentanții lor nu pot introduce acțiunea prevăzută de art. 181 c. civ. rom, de oare ce spre deosebire de codul civil francez unde se vorbește de părți interesate, în codul nostru se vorbește de reprezentanți și cineva nu poate fi reprezentat de cât în urma încetării sale de viață. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 687 text și nota 1).

7. În dreptul civil francez, după o părere, soții sau celelalte părți interesate, în loc să se adreseze instanțelor penale cu acțiunea lor civilă, ar putea să se adreseze instanțelor civile. (Proudhon, II, No. 103, 104; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 204; Marcadé, Art. 199, No. 4; Laurent, III, No. 18; Huc, II, No. 184; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1982; Planiol, ed. 6-a, I, No. 883).

8. După o altă părere însă, soții și părțile interesate nu se pot adresa cu acțiunea lor civilă de cât înaintea instanțelor penale pentru ca ambele acțiuni cea penală și cea civilă să fie judecate în același timp. (Valette sur Proudhon, II, p. 104; Demolombe, III, No. 415; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, nota 32, p. 22).

9. Prin reprezentanții soților trebuie să înțelegi moștenitorii și creditorii lor. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 686, nota 3).

10. Dispozițiile art. 199 și 200 c. civ. fr. (181 și 182 c. civ. rom.) sunt fără nici o aplicație practică. (Huc, II, No. 186; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 684. nota 3).

**Art. 182.** — Dacă funcționarul stărei civile, sau oricare alt autor al fraudei a încetat din viață când s'a intentat acțiunea în contra sa, moștenitorii lui vor fi urmăriți înaintea tribunalului civil, pentru despăgubire, de către procuror în ființa părților interesate, și după denunțarea făcută din parte-le. (Civ. 33, 37, 653, 998; Pr. p. 12; Civ. Fr. 200).

*Text. fr. Art. 200.* — Si l'officier public est décédé lors de la découverte de la fraude, l'action sera dirigée au civil contre ses héritiers, par le procureur du Roi, en présence des parties intéressés, et sur leur dénonciation.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune 2, 3, 5, 8, 9.	Instanțe civile 10.
Acțiune publică 8, 9.	Lucru judecat 10.
Alienație mintală 6.	Minister public 2, 3, 10.
Aplicațiune practică 11.	Moarte 2, 4.
Autoritate de lucru judecat 10.	Moștenitor 2, 8.
Autorul fraudei 1, 2, 4-9.	Nebunie 6.
Civile instanțe 10.	Ofițer de stare civilă 1, 2, 4, 7.
Codul civil francez 1.	Parchet 2, 3, 10.
Codul civil român 1.	Părți interesate 2, 3, 9.
Deces 2, 4.	Prescripție 8, 9.
Demență 6.	Probă 9.
Distrugere 9.	Procuror 2, 3, 10.
Dovadă 9.	Redacțiune 1.
Fraudă 1.	Régistre de stare civilă 9.
Hotărâre 10.	Succesori 2, 8.
Incetare din viață 2, 4.	Terțe persoane 1, 7.

## Doctrină.

1. Articolul 200 c. civil francez are altă redacțiune de cât art. 182 c. civ. român; redacțiunea articolului român s'a făcut în urma observațiilor lui Marcadé, care critica redacțiunea vicioasă a articolului francez în care se prevedea numai ofițerul de stare civilă care comitea o fraudă, când această fraudă putea fi comisă și de o altă persoană. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 684, nota 3; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 225, 228; Nacu, I, p. 372, 373; Plastara, I, p. 283).

2. Când funcționarul stării civile sau ori care alt autor al fraudei a încetat din viață, părțile interesate nu au dreptul a face singure reclamațiune înaintea tribunalelor civile în contra moștenitorilor autorului fraudei ci acest drept aparține procurorului care exercită acțiunea numai după cererea părților interesate. (Toullier, I, No. 600; Duranton, II, No. 262; Taulier, I, p. 326, 327; Demolombe, III, No. 414; Marcadé, Art. 200, No. 1; Aubry et Rau, ed. V, § 452 bis, nota 38, p. 24; Dalloz, Rép., Mariage, No. 438; Suppl., Mariage, No. 223; Planiol, ed. 6-a, I, No. 882; Alexandresco, ed. 2-a, p. 687; Nacu, I, p. 371, 372; Matei Cantacuzino, p. 690; Planiol et Ripert, II, No. 228; Contra: Vazeille, Traité du mariage, I, No. 208).

3. Când părțile interesate denunță faptul Ministerului Public, acesta este obligat să intenteze acțiunea. (Toullier, I, No. 600; Duranton, II, No. 262; Taulier, I, p. 326; Demolombe, III, No. 414; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 22, 24; Dalloz, Rép., Mariage, No. 438).

Art. 183. — Căsătoria care s'a declarat nulă, totuși produce efectele sale civile, atât în privirea soților cât și în privirea copiilor, dacă ea s'a contractat cu bună credință. (Civ. 127, 130, 143, 144, 162, 164, 166, 173, 184, 486, 487, 1898; Civ. Fr. 201).

*Text. fr. Art. 201.* — Le mariage qui a été déclaré nul, produit néanmoins les effets civils, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi.

4. După o părere dispozițiile art. 200 c. civ. fr. (182 c. civ. rom.) sunt de strictă interpretare și se aplică numai în cazul când ofițerul de stare civilă sau orice alt autor al fraudei a încetat din viață. (Demolombe, III, No. 416; Marcadé, Art. 200, No. 2; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1986).

5. După o altă părere însă, dispozițiile art. 200 c. civ. fr. (182 c. civ. rom.) se aplică în orice caz când acțiunea penală nu poate fi exercitată în contra autorului fraudei însă acțiunea civilă poate fi intentată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 722, 723; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, p. 25; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 224; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 687, 688).

6. Cum ar fi de exemplu în cazul când autorul fraudei este în stare de demență. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 722; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 224; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 687, 688).

7. Chiar în cazul când autorul fraudei ar fi nu un ofițer de stare civilă, ci o terță persoană, dispozițiile art. 200 c. civ. fr. (182 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 882; Planiol et Ripert, II, No. 225, 227).

8. Dacă acțiunea publică a fost prescrisă, s'a prescris și acțiunea civilă și ea nu mai poate fi exercitată în contra moștenitorilor autorului fraudei. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 688).

9. În cazul când acțiunea publică este prescrisă, părțile interesate vor putea să dovedească potrivit dispozițiilor art. 46 c. civ. fr. (33 c. civ. rom.) distrugerea registrelor, ca și în cazul când autorul fraudei este necunoscut. (Demolombe, III, No. 416, 417; Beudant, I, No. 352; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 723; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 688; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 452 bis, text și nota 41, p. 25; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1985; Nacu, I, p. 373).

10. Hotărârile obținute înaintea tribunalelor civile nu au autoritate de lucru judecat de cât atunci când au fost obținute după cererea Ministerului public conform art. 200 c. civ. fr. (182 c. civ. rom.). (Planiol, ed. 6-a, I, No. 888; Planiol et Ripert, II, No. 232).

11. Dispozițiile art. 199 și 200 c. civ. fr. (181 și 182 c. civ. rom.) sunt fără nici o aplicațiune practică. (Huc, II, No. 186; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 684, nota 3).



## Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 36 urm.;

LAZĂRESCU EM. AL., *Regula de drept și jurisprudența actuală*, p. 6, „Despre eroarea de drept”.

## Doctrină.

1. A se vedea notele sub art. 184 din codul civil.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. a) Potrivit art. 183 și 184 din c. civ., căsătoria chiar dacă a fost anulată pentru delictul de bigamie, ea continuă să-și mențină efectele în trecut și până la data introducerii acțiunii, atât în privința

soțului care a contractat-o de bună credință, cât și în privința copiilor născuți sau concepuți până atunci, chiar când unul dintre ei a fost de rea credință.

b) Hotărârile cari pronunță validitatea unei căsătorii sau care pronunțând anularea ei, constată în același timp și buna credință a unuia dintre soți cari au contractat-o, are ca toate hotărârile cari rezolvă un litigiu având de obiect stabilirea statului unei persoane un efect „erga omnes”, absolut. (Trib. Ilfov s. I c. c., 1135 din 14 Octombrie 1925, Drep-tul 38/925).

**Art. 184.** — Dacă buna credință există numai din partea unuia din ambii soți, căsătoria produce efectele sale civile numai în favoarea soțului celui cu bună credință și a copiilor născuți din acea căsătorie. (Civ. 183; L. p. constat. morții celor dispăruți în război (Mon. Of. 204/923), Art. 8; Civ. Fr. 202).

*Text. fr. Art. 202.* — Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des deux époux, le mariage ne produit les effets civils qu'en faveur de cet époux et des enfants issus du mariage.

## Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 36 urm.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune 39.  
Alimente 20.  
Apreciere 3, 4.  
Autorizație maritală 35.  
Bună credință 1-12, 17, 18, 21-31, 34-34.  
Căsătorie anulabilă 24.  
Căsătorie inexistentă 24.  
Căsătorie putativă 1 urm.  
Celebrarea căsătoriei 28.  
Coabitare 9, 28.  
Consiliu comunal 28.  
Copii 14, 21, 22, 23, 25-29.  
Copii emancipați 32.  
Copii incestuși 14.  
Copii legitimi 26, 31.  
Copii naturali 14, 31.  
Cultură 3.  
Definiție 1, 2.  
Delegație 28.  
Donațiune 36, 37, 38.  
Dotă 36.  
Dovadă 10, 11, 12.  
Efecte 13, 17, 18, 19, 22, 23, 33.  
Efecte retroactive 13, 17, 18, 19.  
Emancipare 32.  
Eroare de drept 5, 6, 7, 8, 12.  
Eroare de fapt 5, 6, 8.  
Eroare scuzabilă 8, 12.  
Fraudă 10.

Grad de cultură 3.  
Grad de inteligență 3.  
Hotărâre 13.  
Impietecare dirimantă 16.  
Inexistența căsătoriei 24.  
Inteligență 3.  
Ipotecă legală 31.  
Legitimarea copilului 31.  
Minor emancipat 32.  
Moștenire 19, 21, 25, 27, 29.  
Naștere de copii 37, 33.  
Necunoașterea legilor 7.  
Nulitate 1 urm.  
Ofițer de stare civilă 28.  
Ordine publică 7.  
Pensiune alimentară 20.  
Poziție socială 3.  
Probă 10, 11, 12.  
Procedare 31.  
Putere părintească 30.  
Rea credință, a se vedea cuvintele: „Bună credință”.  
Recăsătorie 15, 16.  
Revocarea donațiunii 37, 38.  
Ride 29.  
Successiune 19, 21, 25, 27, 29.  
Suverană apreciere, a se vedea cuvântul „Apreciere”.  
Terțe persoane 33, 36.

## Doctrină.

1. Când unul dintre soți sau ambii au fost de bună credință, căsătoria contractată și care s'a declarat nulă se numește căsătorie putativă. (Mourlon, ed. 7-a. I. No. 698; Dalloz, Rép., Mariage, No. 582; Laurent, II, No. 502; Planiol, ed. 6-a. I. No. 1093; Colin et Capitant, ed. 4-a. I. p. 188; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 664; Matei Cantacuzino, p. 695; Plastara. I. p. 255, 268, Planiol et Ripert, II, No. 315).

2. Buna credință este părerea soților că ceea ce s'a făcut era în drept să se facă sau necunoașterea viciului care atinge actul ce s'a făcut. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 584; Suppl., Mariage, No. 318; Planiol, ed. 6-a. I, No. 1096; Colin et Capitant, ed. 4-a. I, p. 188; Alexandresco, ed. 2-a. I, p. 665; Plastara, I, p. 256, 258, 259; Planiol et Ripert, II, No. 316, 317).

3. Pentru aprecierea bunei credințe trebuie luat în considerațiune: gradul de inteligență și cultură a soților, poziția lor socială și împrejurările în cari s'a contractat căsătoria. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 584 urm.; Suppl., Mariage, No.

318 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 316, 317; Plastara, I, p. 262).

4. Buna credință trebuiește apreciată de către tribunal după împrejurări, apreciere care îi aparține în mod suveran. (Toullier, I, No. 654 urm.; Demolombe, III, No. 358; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 460, p. 49; Laurent, II, No. 504; Huc, II, No. 160; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1899; Planiol et Ripert, II, No. 316; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 667; Plastara, I, p. 262).

5. După părerea dominantă buna credință poate exista atât în cazul când există eroare de drept cât și în cazul când există eroare de fapt la contractarea unei căsătorii. (Duvergier sur Toullier, I, No. 658, nota a; Demolombe, III, No. 357; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 200, nota 2; Marcadé, Art. 201; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 704; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 460, nota 7, p. 49; Dalloz, Rép., Mariage, No. 590; Supl., Mariage, No. 321; Laurent, II, No. 504; Huc, II, No. 160; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1899, 1900; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1096; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 188; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 666, 667; Nacu, I, p. 361; Matei Cantacuzino, p. 695; Plastara, I, p. 259, urm.; Planiol et Ripert, II, No. 318).

6. După o altă părere însă, buna credință nu poate exista decât în cazul de eroare de fapt iar nu și în cazul de eroare de drept. (Toullier, I, No. 658; II, No. 879; Delvincourt, I, p. 71, nota 3; Duranton, II, No. 351; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 272).

7. Buna credință întemeiată pe necunoașterea legilor nu poate valida o căsătorie în cazul când este în joc ordinea publică. (Duvergier sur Toullier, I, p. 377; Demolombe, III, No. 354; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 460, text și nota 2, p. 2; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 666; Nacu, I, p. 361; Plastara, I, p. 262; Contra: Laurent, II, No. 504).

8. Nu este nevoie ca eroarea în care au căzut soții să fie scuzabilă pentru ca ei să fie considerați de bună credință, este suficient ca ei să nu fi cunoscut cauza care împedea celebrarea căsătoriei lor. (Demolombe, III, No. 358; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 460, nota 5, p. 48; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 322; Laurent, II, No. 503; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1095, 1101; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 667; Matei Cantacuzino, p. 695; Plastara, I, p. 256, 262; Planiol et Ripert, II, No. 318; Contra: Delvincourt, I, p. 75, nota 2; Toullier, I, No. 654 urm.; Duranton, II, No. 348; urm.; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 272; Dalloz, Rép., Mariage, No. 592).

9. După părerea dominantă nu este necesar ca buna credință să existe în tot timpul coabitării soților, ci este de ajuns ca ea să fi existat în momen-

tul contractării căsătoriei. (Duranton, II, No. 363; Demolombe, III, No. 360; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 283; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 200; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 705; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 460, nota 6, p. 48; Dalloz, Rép., Mariage, No. 594; Suppl., Mariage, No. 324; Laurent, II, No. 505; Huc, II, No. 160; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1903; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1098; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 665; Nacu, I, p. 359; Matei Cantacuzino, p. 695; Plastara, I, p. 264, 265; Planiol et Ripert, II, No. 319; Contra: Toullier, I, No. 656; Delvincourt, I, p. 71, nota 5).

10. Cine trebuiește să dovedească buna credință? În această privință sunt trei păreri: După prima părere, prin aplicațiunea dispozițiilor art. 2268 c. civ. fr. (1899 c. civ. rom.), fraudă nu se presupune și soții trebuiește considerați că au fost de bună credință în momentul contractării căsătoriei și cel ce pretinde contrariul trebuiește să facă dovada faptului alegat. (Merlin, Répertoire, Légitimité, section 1, § 1, q. 8; Dalloz, Rép., Mariage, No. 593; Suppl., Mariage, No. 323; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1099; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 189; Comp.: Demolombe, III, No. 359; Planiol et Ripert, II, No. 320).

11. După o a doua părere de oarece dispozițiile art. 201 și 202 c. civ. fr. (183 și 184 cod. civ. rom.) constituiesc o favoare, cei ce vor să beneficieze de ea sunt obligați să dovedească că se găsesc în condițiunile cerute de lege, așa încât ei trebuiește să dovedească existența bunei credințe. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 323; Laurent, II, No. 506; Huc, II, No. 160; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1901, 1902; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 668; Plastara, I, p. 256, 262, urm.).

12. După a treia părere, trebuiește de făcut o distincțiune: în cazul când buna credință rezultă dintr'o eroare de drept, soții trebuiește să facă dovada bunei credințe de oarece toți sunt presupuși că cunosc legea; în cazul când buna credință rezultă dintr'o eroare de fapt, cei ce alegă că soții au fost de rea credință trebuiește să dovedească. (Marcadé, Art. 201, 202; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 460, p. 49; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 328).

13. Hotărârea de anularea căsătoriei putative, are efect retroactiv din momentul contractării căsătoriei. (Demolombe, III, No. 344; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 459, p. 45; Dalloz, Rép., Mariage, No. 580; Suppl., Mariage, No. 314; Laurent, II, No. 437; Huc, II, No. 159; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1878; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1091; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 661, 662; Matei Cantacuzino, 695; Plastara, I, p. 254; Planiol et Ripert, II, No. 324).

14. Copiii născuți după celebrarea căsătoriei și până la anularea ei nu sunt



legitimi, ci naturali sau incestuoși. (Demolombe, III, No. 345; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 459, p. 45; Dalloz, Rép., Mariage, No. 580; Suppl., Mariage, No. 314; Laurent, II, No. 438; Huc, II, No. 159; Plastara, I, p. 254).

**15.** In caz de anularea căsătoriei, femeea nu se va putea recăsători înainte de zece luni dela anulare. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 580; Suppl., Mariage, No. 111; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1092; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 188; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 662; Plastara, I, p. 270).

**16.** Persoanele a căror căsătorie a fost anulată, se pot recăsători între ele când dispăre împedecarea dirimantă care a fost cauza anulării căsătoriei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 459, p. 46; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 317; Comp.: Demolombe, III, No. 286; Laurent, II, No. 439; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 663).

**17.** In cazul când ambii soți sunt de bună credință, anularea căsătoriei produce între soți aceleași efecte ca și în cazul desfacerei unei căsătorii contractată în mod valabil. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 699; Dalloz, Rép., Mariage, No. 596; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1108; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 664; Plastara, I, p. 257 urm., 268 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 328).

**18.** In cazul când numai unul dintre soți a fost de bună credință, căsătoria anulată produce efectele civile numai față de acest soț. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 699 urm., 703; Dalloz, Rép., Mariage, No. 599; Suppl., Mariage, No. 327; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1112; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 671; Plastara, I, p. 272 urm.).

**19.** După anularea căsătoriei putative, foștii soți nu se moștenesc unul pe altul de oarece anularea nu mai produce efecte în viitor ci numai pe trecut. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 700; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1922; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1110 bis.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 670, nota 3; Plastara, I, p. 271, 272; Planiol et Ripert, II, No. 330).

**20.** După anularea unei căsătorii putative, foștii soți deși nu mai au titlul de soți, totuși, soțul de bună credință are dreptul a cere dela celalt o pensiuine alimentară. (Laurent, II, No. 510; Huc, II, No. 166; Contra: Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 326; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1923; Plastara, I, p. 271, 274, 275; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1111; Planiol et Ripert, II, No. 330).

**21.** In cazul de anularea unei căsătorii, când ambii soți au fost de bună credință, ei au dreptul a veni la succesiunea copiilor eșiți din căsătoria anulată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 700; Dalloz, Rép., Mariage, No. 598; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 668; Plastara, I, p. 275).

**22.** In privința copiilor rezultați din

căsătoria anulată, această căsătorie își produce efectele civile atât în cazul când ambii soți au fost de bună credință, cât și în cazul când numai unul dintre ei a fost de bună credință. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 703; Dalloz, Rép., Mariage, No. 605; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1112; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 668; Matei Cantacuzino, p. 695; Plastara, I, p. 275 urm.).

**23.** In cazul de anularea căsătoriei când ambii soți au fost de bună credință, ea își produce efecte față de ambii soți, iar în caz când numai unul dintre ei a fost de bună credință, efectele căsătoriei se produc numai în privința acestuia; în privința copiilor eșiți din căsătorie, efectele se produc în ambele cazuri. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 699 urm., 703; Dalloz, Rép., Mariage, No. 582; Suppl., Mariage, No. 318; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 670 urm.; Nacu, I, p. 358; Matei Cantacuzino, p. 695; Plastara, I, p. 256, 257, 275).

**24.** In cazul când există bună credință din partea ambilor soți sau numai a unuia dintre ei, efectele căsătoriei se produc atât în cazul anulării căsătoriilor inexistente cât și în cazul anulării căsătoriilor anulabile, cu condiție ca ele să fi existat în aparență și faptul care a motivat anularea căsătoriei să nu excludă buna credință. (Demolombe, III, No. 354; Marcadé, Art. 201, 202, No. 1, 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 704; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 460, nota 1, p. 46; Dalloz, Rép., Mariage, No. 585; Suppl., Mariage, No. 319, 320; Laurent, II, No. 515; Huc, II, No. 161; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 188, 189; Nacu, I, p. 359 urm.; Matei Cantacuzino, p. 695; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1105 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 664, 665; Plastara, I, p. 265 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 322).

**25.** În cazul de anularea unei căsătorii, când numai unul dintre soți a fost de bună credință, succesiunea copiilor rezultați din căsătoria anulată, va fi culeasă numai de soțul de bună credință; copiii rezultați din căsătoria anulată, vor veni însă la succesiunea soțului de rea credință. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 703; Dalloz, Rép., Mariage, No. 600; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1113; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 663, 671; Plastara, I, p. 175; Planiol et Ripert, II, No. 335).

**26.** Copiii eșiți dintr-o căsătorie putativă se nasc legitimi și sunt membrii ai familiei celor doi soți. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 701; Nacu, I, p. 359; Matei Cantacuzino, p. 695; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 325; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 189, 190).

**27.** Copii rezultați din căsătoria anulată, când ambii soți sau unul dintre ei au fost de bună credință, vin la succesiune

nea ambilor soți. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 703; Dalloz, Rép., Mariage, No. 605; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1113; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 668; Plastara, I, p. 275; Planiol et Ripert, II, No. 335).

**28.** Căsătoria celebrată de un consilier comunal fără a avea delegație dată în mod regulat de către primar, chiar dacă ar fi nulă, soții fiind de bună credință, această căsătorie produce efecte civile atât între soți cât și față de copiii rezultați din căsătoria lor. (Huc, II, No. 166; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 704; Planiol et Ripert, II, No. 322; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 175).

**29.** Cu toate că soțul de rea credință nu vine la succesiunea copiilor rezultați din căsătoria anulată, totuși, de oarece copii rezultați din această căsătorie vin la succesiunea rudelor soțului de rea credință, și aceste rude vor veni la succesiunea copiilor rezultați din căsătoria care a fost anulată. (Demolombe, III, No. 372; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 703; Dalloz, Rép., Mariage, No. 600; Laurent, II, No. 508; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1113; Planiol et Ripert, II, No. 335; Comp.: Plastara, I, p. 275).

**30.** Puterea părintească aparține numai soțului care a fost de bună credință. (Demolombe, III, No. 372; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 703; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1115; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 190; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 671; Plastara, I, p. 275; Planiol et Ripert, II, No. 329, 332).

**31.** Căsătoria, de și anulată, și când ambii soți sau unul dintre ei a fost de bună credință, legitimează copiii naturali pe care soția i-ar fi avut înainte de căsătorie. (Duranton, II, No. 356; Valette sur Proudhon, II, p. 171; Demolombe, III, No. 360 urm.; Marcadé, Art. 201, 202, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 283 bis, VII; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 460, nota 12, p. 50; Dalloz, Rép., Mariage, No. 606; Suppl., Mariage, No. 330; Laurent, II, No. 509; Huc, II, No. 167; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1914; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 189; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 669; Nacu, I, p. 359; Matei Cantacuzino, p. 196; Plastara, I, p. 257; Contra: Merlin, Répertoire, Légitimation, section 2, § 2, No. 4; Toullier, I, No. 657; Proudhon, II, p. 109; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 275; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 702; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1109; Planiol et Ripert, II, No. 326).

**32.** După anularea unei căsătorii putative, soțul minor emancipat prin căsătorie, și care a fost de bună credință, își păstrează această calitate. (Planiol et Ripert, II, No. 329; Plastara, I, p. 271).

**33.** Căsătoria anulată și când ambii soți sau unul dintre ei au fost de bună credință, își produce efectele civile și în

raporturile lor cu terțile persoane. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 603; Plastara, I, p. 276 urm.).

**34.** În cazul unei căsătorii putative, când soția a fost de bună credință, ipoteca legală a femeii asupra bunurilor bărbatului își produce efectele. (Valette sur Proudhon, II, p. 3; Demolombe, III, No. 379; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 201; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 700; Dalloz, Rép., Mariage, No. 603; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1117; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 671; Plastara, I, p. 257).

**35.** Când în timpul unei căsătorii putative, femeea care a fost de bună credință a contractat fără autorizația soțului, ea poate cere anularea acestei contractări chiar după anularea căsătoriei; soțul nu va putea cere anularea decât în cazul când va fi fost de bună credință. (Demolombe, III, No. 380; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 700; Dalloz, Rép., Mariage, No. 603; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1116; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1933; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 671; Plastara, I, p. 276).

**36.** În cazul unei căsătorii putative, donațiunea făcută de către un terț soțului de bună credință la căsătoria sa, își păstrează efectele. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 700; Dalloz, Rép., Mariage, No. 604; Laurent, II, No. 541; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1114; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 672; Comp.: Plastara, I, p. 276; Planiol et Ripert, II, No. 329, 334).

**37.** Dacă unul dintre soți a făcut o donațiune înainte de căsătoria putativă și el a fost de bună credință, acea donațiune este revocată prin naștere de copii din căsătorie. (Demolombe, XX, No. 745; Mourlon, II, No. 762; Dalloz, Rép., Mariage, No. 604; Huc, II, No. 168; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 673; Plastara, I, p. 277).

**38.** Dacă însă soțul donator a fost de rea credință, donațiunea nu este revocată. (Toullier, V, No. No. 302; Demolombe, III, No. 382; Mourlon, II, No. 762; Dalloz, Rép., Mariage, No. 604; Huc, II, No. 168; Baudry et Colin, Donations, I, No. 1688; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 672; Plastara, I, p. 278; Planiol et Ripert, II, No. 334; Contra: Delvincourt, II, p. 77, nota 4; Duranton, VIII, No. 586).

**39.** Atribuirea calității de căsătorie putativă, trebuie cerută, în principiu, odată cu anularea căsătoriei. (Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1911; Plastara, I, p. 278 urm.).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 183 nota 1.



## CAPITOLUL V.

## Despre obligațiunile ce isvorăsc din căsătorie.

**Art. 185.** — Căsătorii contractează împreună, prin singurul fapt al căsătoriei, îndatorirea de a alimenta, a întreține și a-și educa copiii. (Civ. 189, 190 urm., 283, 284, 285, 292 urm., 314, 332, 338, 339, 758, 759, 974, 1092, 1253, 1265, 1266, 1284, 1547, 1548; C. p. 277; Civ. Fr. 203).

*Text. fr. Art. 203.* — Les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants.

## Bibliografie (continuare).

HAGI-GHEORGHE AL., *Notă* sub Trib. Dolj s. II, 60 din Ianuarie 1926, Justiția Olteniei 6-7/1926;  
PUȘCARU EMIL, *Notă* sub Trib. Vâlcea s. II, 191 din 3 Sept. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2091.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune în repetițiune 20, 32.  
Alimentare, a se vedea cuvintele: „Educație”, „Întreținere” și l urm.  
Bărbat 1, 2, 3, 6-12, 14-20, 22-32.  
Capital 13.  
Căsătorie 19.  
Cheltuieli utile 29, 32.  
Contract de căsătorie a se vedea cuvântul: „Dotă”  
Convenție 3.  
Copil natural 21.  
Creștere, a se vedea cuvintele: „Alimentare”, „Educație” și „Întreținere”.  
Cultură 17.  
Decădere 7.  
Deces 8, 24, 27.  
Divizibilitate 25, 26.  
Divort 9.  
Donație 29, 30, 31.  
Dotă 4, 5.  
Educație, a se vedea cuvântul: „Alimentare” și 1-5, 7, 8, 10-15, 17, 18, 22, 23, 27, 29-32.  
Facultăți morale și intelectuale 17.  
Femeie 1-12, 14-32.  
Folosință legală, a se vedea cuvintele: „Uzucruft legal”.  
Gestiune de afaceri 29.

Imposibilitate 2.  
Încetare din viață 8, 24, 27.  
Indivizibilitate 25, 26.  
Insolvabilitate 6, 30, 31.  
Întreținere, a se vedea cuvântul: „Alimentare” și 1-5, 7, 8, 10-13, 15, 16, 17, 22, 29-32.  
Liberalitate 29, 30, 31.  
Majoritate 28.  
Mamă naturală 21.  
Mandat 29, 30.  
Moarte 8, 24, 27.  
Parafernă 4.  
Părinți, a se vedea cuvintele: „Bărbat”, „Femeie”.  
Putea-părintească 7.  
Recunoașterea copiilor naturali 21.  
Repetițiune 20, 32.  
Sarcinile căsătoriei, a se vedea cuvintele: „Alimentare”, „Educație”, „Întreținere”.  
Separație de bunuri 6.  
Solidaritate 6, 30, 31.  
Soții, a se vedea cuvintele: „Bărbat”, „Femeie”.  
Stare socială 16.  
Terțe persoane 29, 30, 31, 32.  
Tutor ad hoc 24.  
Uzucruft legal 10, 11, 12, 15, 23.  
Venituri 4, 5, 12, 13.

în sarcina celui alt soț. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 547, text și nota 2, p. 73; Dalloz, Rép., Mariage, No. 608; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 693).

3. Soții au dreptul a determina prin convențiune în ce măsură trebuie să contribuie la sarcinile de a alimenta, întreține și educa pe copii lor. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 290 bis III; Laurent, III, No. 150).

4. Potrivit dispozițiilor art. 1284 c. civ. rom., dacă toată averea femeii este parafernală și dacă în contractul de căsătorie nu se determină partea cu care femeia trebuie să contribuie la sarcinile căsătoriei, partea sa contributivă va fi de o treime a veniturilor sale. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 691).

5. Din art. 1233 și 1242 c. civ. rom. rezultă că dacă soții au adoptat regimul dotal, femeia va contribui la sarcinile căsătoriei, numai cu venitul dotei sale. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 691).

6. Femeia separată de bunuri, trebuie să dea alimente copiilor ei, în cazul când soțul ei și tatăl copiilor este insolubil. (Demolombe, IV, No. 4; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 224 nota 21. (Demante et Colmet de Santerre, I, No. 285 bis III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 547, p. 73; Laurent, III, No. 43; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 691).

7. Chiar în cazul când unul dintre soți ar fi declarat decăzut din puterea părintească, obligația de a alimenta, întreține și educa pe copiii săi, subsistă. (Demolombe, IV, No. 15; Marcadé, Art. 203, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 547, p. 73; Dalloz, Rép., Mariage, No. 616; Suppl., Mariage, No. 336; Laurent, III, No. 42; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1685; Planiol et Ripert, I, No. 339; Matei Cantacuzino, p. 200).

8. Când unul dintre soți încetează din viață, îndatoririle prevăzute de art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.) trec în între-

## Doctrină.

1. Prin art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.), obligația de a alimenta, întreține și educa copiii există de o potrivă pentru bărbat și femeie. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 547, p. 73; Dalloz, Rép., Mariage No. 608; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1681; Planiol et Ripert, I, No. 339; Nacu, I, p. 375; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 691; Plastara, I, p. 425; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2000).

2. În cazul când unul dintre soți se găsește în imposibilitate de a-și îndeplini îndatoririle prevăzute de art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.), aceste îndatoriri cad

gime asupra soțului rămas în viață. (Mourlon, ed. 7-a. I, No. 739; Dalloz, Rép., Mariage, No. 610; Planiol et Ripert, I, No. 339; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 693; Plastara, I, p. 425).

**9.** Chiar după desfacerea căsătoriei prin divorț, părinții sunt obligați să dea alimente copiilor rezultați din căsătoria lor care a fost desfăcută. (Matei Cantacuzino, p. 200).

**10.** Când copiii minori au avere personală și părinții lor au uzufructul legal ei sunt obligați ca o sarcină a uzufructului să alimenteze, să întrețină și să dea educație copiilor lor în proporțiune cu averea acestora. (Demolombe, IV, No. 12; Valette sur Proudhon, II, p. 254; Dalloz, Rép., Mariage, No. 613; Planiol et Ripert, I, No. 364; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 457; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 692; Matei Cantacuzino, p. 201).

**11.** Când copiii au avere personală și părinții lor nu au uzufructul legal, ei nu sunt obligați să cheltuiască din banii lor proprii la alimentarea, întreținerea și educația copiilor, ci din banii acestora. (Duranton, II, No. 414; Demolombe, IV, No. 12 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 547, p. 72; Dalloz, Rép., Mariage, No. 613; Suppl. Mariage, No. 375; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2006; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1684; Planiol et Ripert, I, No. 339; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 692; Matei Cantacuzino, p. 201; Contra: Laurent, XXII, No. 188; Huc, IX, No. 256; Guillouard, Contrat de mariage, III, No. 1050; Baudry et Le Courtois et Surville, II, No. 887; Comp.: Nacu, I, p. 376, 377).

**12.** În ambele aceste cazuri, dacă veniturile copiilor minori nu acoperă cheltuielile necesitate de întreținerea și educarea lor, părinții sunt obligați a contribui cu veniturile aversei lor personale pentru restul de cheltuieli. (Demolombe, IV, No. 13; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 547, nota 3, p. 72; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2008; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1684; Planiol et Ripert, I, No. 339; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 457; Nacu, I, p. 376, 377).

**13.** Dacă veniturile copiilor minori nu acoperă cheltuielile necesitate de întreținerea și educarea lor, se va lua din capitalul copiilor numai în cazul de absolută necesitate. (Dalloz, Rép., Suppl. Mariage, No. 335; Comp.: Demolombe, IV, No. 14; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1684; Planiol et Ripert, I, No. 339; Nacu, I, p. 376, 377).

**14.** În cazul când copiii nu au avere părinții pot să le dea creșterea și educația ce ar crede de cuviință. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 693).

**15.** Când copiii au averea lor personală, părinții lor sunt obligați de art. 339 din codul civil român, ca să-i crească în proporție cu averea copiilor de oarece, în acest caz, creșterea copiilor este

o sarcină a folosinței legale. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 693).

**16.** Părinții sunt obligați să dea educație copiilor lor în raport cu starea socială și cu averea lor. (Demolombe, IV, 3 urm.; Dalloz, Rép., Mariage, No. 612; Huc, II, No. 188; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1994; Nacu, I, p. 376, 377; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 692, 693).

**17.** Obligația părinților față de copiii lor, prevăzută de art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.) este de a satisface necesitățile acestora pur materiale, precum și pe cele morale, adică de a le da cultură și a le desvolta facultățile lor morale și intelectuale. (Demolombe, IV, No. 9; Marcadé, Art. 203, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 733; Laurent, III, No. 43; Huc, II, No. 188 urm.; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2009 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1680; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 368, 373; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 689, 690; Matei Cantacuzino, p. 200).

**18.** Când copiii își pot găsi suficiente mijloace de trai din educația și munca lor, părinții nu pot fi obligați a le da alimente. (Duranton, II, No. 412; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 486).

**19.** Chiar dacă copiii s'ar fi căsătorit fără voia părinților lor, ei au dreptul a cere dela dânsii alimente. (Merlin, Répertoire, Aliments, § 1, art. 3, p. 59; Toullier, II, No. 714; Duranton, II, No. 384; Demolombe, IV, No. 49; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, p. 107; Laurent, II, No. 70; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2073; Planiol, ed. 6-a, I, No. 678; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 713).

**20.** Dacă părinții au dat alimente copiilor lor și aceștia dobândesc avere posterior prestației alimentelor, părinții nu au în contra lor acțiune în repetițiune. (Duranton, II, No. 417).

**21.** Copiii naturali, ca și cei legitimi, au dreptul a cere alimente dela mama lor naturală când i-a recunoscut. (Merlin, Répertoire, Aliments, § 1, No. 6; Delvincourt, I, p. 377; Proudhon, II, p. 106; Toullier, II, No. 976, 977; Taulier, I, p. 331; Demolombe, IV, No. 16; Marcadé, Art. 203, No. 3; Beudant, I, No. 298; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 571, p. 215; Dalloz, Rép., Mariage, No. 623; Paternité et filiation, No. 665; Suppl., Mariage, No. 340; Huc, II, No. 187; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1995, 2028; Planiol, ed. 6-a, I, No. 664; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 369; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 697; Plastara, I, p. 426; Comp.: Laurent, III, No. 60; IV, No. 126).

**22.** În cazul când unul dintre părinți refuză a-și îndeplini obligațiunile civile prevăzute de art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.), el poate fi acționat în justiție de către celălalt părinte; dacă tatăl refuză a-și îndeplini obligația, mama îl va acționa în numele său personal, pentru a-l obliga să-i remită sumele necesare pentru între-



ținerea și educația copilului. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1686; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 376, 377; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 694, 695; Matei Cantacuzino, p. 200).

**23.** In cazul când părinții nu-și îndeplinesc obligațiile prevăzute în art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.), tribunalele le pot ridica dreptul de folosință legală și de educațiune. (Laurent, III, No. 40 urm.; Comp.: Demolombe, IV, No. 11 urm.; Nacu, I, p. 377; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 694, 695; Plastara, I, p. 425).

**24.** In cazul când unul dintre soți este încetat din viață și celalt soț refuză a da alimente copilului său, se va numi copilului un tutor adhoc care va acționa pe părintele copilului pentru alimente. (Plastara, I, p. 425).

**25.** După părerea dominantă, obligația soților prevăzută de art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.), este divizibilă și nu este solidară. (Duvier sur Proudhon, II, No. 613; Valette sur Proudhon, I, p. 447, 448; Demolombe, IV, No. 4; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 489; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 18, p. 104 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 751; Laurent, III, No. 43, 66; Huc, II, No. 190; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2000; Planiol et Ripert, I, No. 339; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 691; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 331; Planiol, ed. 6-a, I, No. 685).

**26.** După o altă părere, care nu se mai susține astăzi, această obligație este solidară și indivizibilă. (Delvincourt, I, p. 378; Toullier, II, No. 613; Duranton, II, No. 424, 425; Proudhon, I, p. 447; Dalloz, Rép., Mariage, No. 608).

**27.** In cazul când ambii soți încetează din viață, ascendenții sunt obligați numai la alimentarea copiilor, și bine înțeles dacă ei sunt în lipsă însă nu sunt obligați a le da educațiune. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 611; Comp.: Nacu, I, p. 380; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 693).

**28.** Obligația prevăzută de art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.) încetează la majoratul copiilor; după majorat numai dacă copiii sunt în lipsă, părinții lor sunt obligați a le da alimente. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1682; Planiol et Ripert, I, No. 339).

**29.** Terțele persoane care au dat alimente, întreținere și educație copiilor minori, fără intenția de a face o liberalitate și fără să fi avut mandat din partea părinților lor, au dreptul a cere rambursarea cheltuelilor utile de la tată prin acțiunea de gestiune de afaceri. (Demolombe, IV, No. 74, urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 547, p. 73; Planiol et Ripert, I, No. 339; Comp.: Huc, II, No. 190; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2003; Laurent, III, No. 79 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 692, nota 2).

**30.** După unii autori această acțiune

nu poate fi intentată de cât în contra tatălui copiilor minori iar nu și în contra mamei lor, afară de cazul când tatăl ar fi insolubil, (Demolombe, III, No. 4; Laurent, III, No. 43).

**31.** După o altă părere însă, această acțiune poate fi intentată în contra ambilor părinți deopotrivă, chiar dacă tatăl ar fi solvabil. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 658).

**32.** In cazul când terțele persoane nu au fost îndestulate de către părinții copiilor minori, pentru cheltuelile utile ce le-au făcut cu întreținerea și educarea lor, ei au dreptul a se întoarce cu acțiune în repetițiune în contra copiilor. (Demolombe, IV, No. 76; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 547, p. 73; Dalloz, Rép., Mariage, No. 736; Suppl., Mariage, No. 401; Laurent, III, No. 81; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2004; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 692, nota 2).

**33.** A se vedea: art. 189, 283 cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927).

**1.** Din art. 185 care dispune că cei „căsătorii contractează prin simplul fapt al căsătoriei îndatorirea de a alimenta, întreține și a-și educa copii”, rezultă că fiecare dintre soți are o acțiune personală și directă contra celuilalt soț pentru a-l constrânge la obligațiunea contractată prin căsătorie de a-și educa și întreține copiii.

Acțiunea mamei pentru constrângerea fostului ei soț de a contribui la sarcina întreținerii copilei rezultată din căsătorie, fiind o acțiune personală, urmează că, în cazul când soția are un venit mai mare de 600 lei anual, și deși minora nu are nici o avere, totuși instanța de fond este datoare să cerceteze, față de apărarea în acest sens a recurentului — întimat în apel, dacă reclamanta putea sau nu să se folosească, după legea timbrului, de act de paupertate în acțiunea de majorare a pensiei alimentare, pe care o intentase, iar nu să se ocupe de situațiunea materială.

Neprocedând astfel și respingând incidentul ridicat de recurent pe motiv că copila este lipsită de avere. Curtea de fond a dat o greșită interpretare principiilor de drept în această materie și cu exces de putere a pronunțat o decizie casabilă. (Cas. II dec. civ. 549 din 10 Dec. 1924. Jur. Rom. 6/925).

**2.** Potrivit art. 187, 189 c. civ., datoria alimentară e reciprocă între copil și părinții lui, iar potrivit art. 190 și 191 c. civ. alimentele se dau în proporțiune cu trebuința celui ce le reclamă și cu starea celui ce e dator să le întâmpine, având un caracter provizoriu ca unele ce sunt

bazate pe nevoile creditorului și mijloacele debitorului. Dovedindu-se că fiul este în lipsă și în imposibilitate fizică a-și exercita profesia de avocat, tatăl, care se dovedește că are avere ce îi produce un venit de 2 milioane lei anual, poate fi obligat să servească o pensiuine alimentară lunară fiului său. (Trib. Ilfov, s. I, c. c., 341 din 24 Martie 1926. Pand. Săpt. 27/926).

3. Adagiul: „les aliments n'arrèragent pas”, pentru cei care-l invoacă, se sprijină pe o întreită rațiune: 1) o prezumpție de renunțare din partea creditorului alimentar, prin faptul că n'a mai cerut ratele pensiuinei alimentare; 2) o prezumpție că creditorul n'a mai avut nevoie de pensiuinea alimentară și 3) dacă s'ar admite că se pot cere ratele cumulate, situația pentru debitor ar fi sdorbitoare.

Adagiul arătat s'a combătut, opunându-se art. 1907 cod. civ., care arată că ratele alimentare se prescriu prin cinci ani, astfel că numai în acest fel se liberează debitorul alimentar, iar nu prin cumularea ratelor. Apoi în ceea ce privește rațiunile invocate, de o renunțare

nu poate fi vorba, fiindcă renunțările nu se presupun, iarăși, de o prezumpție, că creditorul n'a mai avut nevoie de pensia alimentară nu s'ar putea vorbi, fiindcă acesta prin faptul că are o hotărâre de pensie alimentară și-a dovedit necesitatea la această pensiuine, astfel că îi rămâne debitorului să dovedească lipsa de necesitate. În fine situația grea a debitorului, ca în orice obligație, și la pensia alimentară, nu poate să fie un motiv ca debitorul să fie scutit de obligația ce a avut-o;

Dacă însă adagiul arătat nu poate să aibă valoarea unui principiu de drept, se admite într'o părere că el poate să aibă valoarea unei prezumpții de fapt. Într'ădevăr într'o materie unde sunt admise prezumpțiile, inacțiunea creditorului mai mult timp, poate să fie prezumată în anumite împrejurări, în sensul că acest creditor n'a mai acționat, fiindcă n'a mai avut nevoie de pensia alimentară. (Trib. Dâmbovița, s. I, 82 din 28 Aprilie 1926. Pand. Săpt. 20/926).

4. A se vedea: art. 190, nota 1; art. 283, notele 3 și 4.

**Art. 186.** — Copilul nu poate cere dela tată sau mamă vreo parte din averea lor spre a se căsători, sau a-și crea vre-un stabiliment. (Civ. 292 urm., 325, 456, 758, 1250; Civ. Fr. 204).

*Text. fr. Art. 204.* — L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement.

### Doctrină.

1. Deși datoria părinților de a da copiilor lor o parte din averea lor pentru a se căsători sau a-și crea un stabiliment nu este o obligație legală însă ea constituie o obligație naturală sau morală. (Toullier, XII, No. 325; Troplong, II, No. 1208, 1210; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 736; IV, No. 3067; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 500, p. 222; Dalloz, Rép., Mariage, No. 617; Suppl., Mariage, No. 337; Contrat de mariage, No. 430; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1727; III, No. 853; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 373; Nacu, I, p. 378; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 697; Matei Cantacuzino, p. 201, 719; Comp.: Huc, II, No. 196).

2. Obligația ce și-au luat-o părinții chiar printr'un act sub semnătură privată, de a constitui copiilor lor o dotă a-

numită, este valabilă de oarece constituie o obligație naturală. (Demolombe, XXIV, No. 361; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 500, p. 222, 223; Dalloz, Rép., Suppl., Contrat de mariage, No. 430; Guillouard, Contrat de mariage, I, No. 140; Planiol, ed. 6-a, III, No. 853; Matei Cantacuzino, p. 719).

3. După o altă părere, obligația părinților de a dota pe copiii lor este valabilă numai în cazul când ea a fost constituită sub forma unei donațiuni autentice sau în cazul când obligația a fost executată în fapt prin plata efectivă. (Dalloz, Rép., Suppl., Contrat de mariage, No. 430; Laurent, XXI, No. 159; Comp.: Toullier, XIV, No. 69, 70; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 697, nota 3).

4. A se vedea: art. 189 cu notele respective.

**Art. 187.** — Copiii sunt datorii a da alimente tatălui și mamei lor, și celorlalți ascendenți care se vor afla în lipsă. (Civ. 185, 189, urm., 314, 338, 475, 831, 974, 1041, 1058, 1065, 1147, 1253, 1310; Pr. civ. 407, 408, 409; L. Timbr., 21, § 1 — b; Civ. Fr. 205).

*Text. fr. Art. 205.* — Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin.



*Text. fr. Art. 205. (Complectat prin legea din 9 Martie 1891, art. 2).* — Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère ou autres ascendants qui sont dans le besoin. La succession de l'époux prédécédé en doit, dans le même cas, à l'époux survivant. Le délai pour les réclamer est d'un an à partir du décès et se prolonge, en cas de partage, jusqu'à son achèvement.

La pension alimentaire est prélevée sur l'héritété. Elle est supportée par tous les héritiers et, en cas d'insuffisance, par tous les légataires particuliers, proportionnellement à leur émoulement.

Toutefois, si le défunt a expressément déclaré que tel legs sera acquitté de préférence aux autres, il sera fait application de l'article 927 du code civil.

### Bibliografie (continuare).

- HAGI-GHEORGHE AL., *Notă sub Trib. Dolj s. II, 60 din Ianuarie 1926, Justiția Olteniei* 6-7/1926;  
LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 193, 194.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Adoptator 10, 11, 12.	Incetare din viață 24, 25, 26, 27.
Adopțiune 10, 11, 12.	Legatar universal 25.
Afni 29.	Locuință 19.
Alimente 1 urm.	Mamă 13.
Apreiere 4, 20.	Mamă naturală, a se vedea a cuvântul: „Părinți” și 6, 8, 9.
Ascendenți 2, 3, 4, 7, 8, 9, 12, 14, 15.	Moarte 24, 25, 26, 27.
Avere, a se vedea cuvântul: „Capital”.	Mostenire 18, 24, 25, 26, 27.
Boală 19.	Naturală obligație 1.
Buni, a se vedea cuvântul: „Ascendenți”.	Nedemnitare 18.
Capital 2, 3, 4.	Nepți, a se vedea cuvintele: „Ascendenți”, „Descendenți”.
Căsătorie 13.	Obligație naturală 1.
Copii adoptați 10, 11, 12.	Părinți, a se vedea cuvintele: „Mamă”, „Tată” și 5, 14, 15.
Copii legitimi 5, 7, 13-17.	Părinți adoptivi 10, 11, 12.
Copii naturali 6, 7, 8, 9.	Personal drept 23, 24.
Creditori 23.	Plata datorilor 21, 22.
Datorii 21, 22.	Porție socială 20.
Debitori 23.	Rude 29.
Decădere 18.	Sex 20.
Drept 24, 25, 26, 27.	Succesiune 18, 24, 25, 26, 27.
Definiție 19, 21, 22.	Surori 23.
Descendenți, a se vedea cuvântul: „Copii” și 2, 3, 4, 10, 11, 14, 15.	Tată, a se vedea cuvântul: „Părinți” și 16, 17.
Dotă 5.	Tată adoptiv 10, 11, 12.
Drept personal 23, 24.	Vârsta 20.
Educație 20.	Venituri 2, 3, 4.
Frați 28.	
Hrană 19.	
Îmbrăcăminte 19.	

### Doctrină.

1. Art. 205 din codul civil francez (187 c. civ. rom.) dă putere legală unei obligațiuni naturale. (Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 620; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 376).

2. Ascendenții au dreptul ca să ceară alimente de la descendenții lor în cazul când veniturile averii lor nu le sunt suficiente pentru a putea trăi; ei nu sunt obligați a consuma mai întâi capitalul lor. (Duvergier sur Toullier, II, No. 613, nota 2; Proudhon, I, p. 257; Duranton, II, No. 399; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 513; Marcadé, Art. 204—207; No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 21, p. 106; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Mariage*, No. 361).

3. După o altă părere, ascendenții nu pot cere alimente de la descendenții lor, chiar dacă veniturile averii lor nu le sunt suficiente pentru a putea trăi, ci ei trebuie să consume mai întâi capitalul lor. (Pothier, *Mariage*, No. 390; Toullier, II, No. 613; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Mariage*, No. 361; Laurent, III, No. 71; Huc, II, No. 205).

4. După a treia părere, tribunalele vor aprecia și vor soluționa cererea de alimente a ascendenților după împrejurările cauzei. (Demolombe, IV, No. 44, 45. Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2069 urm.).

5. Chiar dacă părinții nu au dotat de cât pe unul dintre copii, ei au dreptul a cere alimente și de la copiii nedotați. (Pothier, *Mariage*, No. 391; Duranton, II, No. 397; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 491; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 663).

6. Copiii naturali sunt obligați a da alimente mamei lor naturale. (Merlin, *Répertoire*, *Aliments*, § 1, art. 2, No. 11; Duranton, II, No. 396; Demolombe, IV, No. 18; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 571, text și nota 19, p. 214; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 624; *Suppl.*, *Mariage*, No. 342; Laurent, III, No. 60; Huc, II, No. 214; Planiol, ed. 6-a, I, No. 662, 664; Planiol et Ripert, II, No. 25; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 702; Contra: Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2029 urm.).

7. Copiii legitimi ai copiilor naturali sunt obligați a da alimente ascendenților lui naturali. (Demolombe, IV, No. 21; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 627; *Suppl.*, *Mariage*, No. 343; Planiol, ed. 6-a, I, No. 662, 665; Planiol et Ripert, II, No. 26; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 703; Contra: Laurent, III, No. 62, 63).

8. După o părere, obligația alimentară nu există între copii naturali și ascendenții mamei lor naturale. (Duranton, II, No. 379; Demolombe, IV, No. 20; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 626; Laurent, III, No. 62; Planiol et Ripert, II, No. 26).

9. După o altă părere obligația ali-

mentară există între copiii naturali și ascendenții mamei lor naturale. (Merlin Répertoire, Puissance paternelle; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 703; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 369).

**10.** După o părere copilul adoptat și descendenții săi sunt obligați a da alimente adoptatorului. (Daloz, Rép., Mariage, No. 628; Suppl., Adontion, No. 47; Mariage, No. 344; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 369; Planiol et Ripert, II, No. 24).

**11.** După o altă părere această obligațiune alimentară nu există de cât între adoptator și adoptat. (Demolombe, VI, No. 134, 137; Murlon, ed. 7-a, I, No. 1010, 1011; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, nota 4, p. 134; Huc, III, No. 124; Baudry et Chéneaux, IV, No. 95; Planiol, ed. 6-a, I, No. 663, 1603; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 709; Plastara, I, p. 425, 426).

**12.** Copilul adoptat nu este obligat a da alimente ascendenților adoptatorului. (Demolombe, VI, No. 134, 147; Murlon, ed. 7-a, I, No. 1010, 1011; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p. 134; Daloz, Rép., Mariage, No. 628; Huc, III, No. 124; Baudry et Chéneaux, IV, No. 95; Planiol, ed. 6-a, I, No. 663; Planiol et Ripert, II, No. 24; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 709).

**13.** Mama prin recăsătoria sa nu pierde dreptul de a cere alimente de la copiii săi din prima căsătorie. (Duranton, II, No. 421; Demolombe, IV, No. 31; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 6, p. 99; Daloz, Rép., Mariage, No. 634; Laurent, III, No. 76; Huc, II, No. 200; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2035; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 704, nota 2).

**14.** Nepoții nu pot fi obligați să dea alimente bunilor lor, în cazul când copiii acestora trăesc, de cât numai atunci când ei nu sunt în situațiunea de a satisface această obligație. (Pothier, Mariage, No. 393; Toullier, II, No. 613; Duranton, II, No. 393; Demolombe, IV, No. 35; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, p. 103; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 37).

**15.** După o altă părere însă, nepoții, chiar când părinții lor trăesc, sunt obligați să dea alimente bunilor lor. (Laurent, III, No. 65; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2044 urm.).

**16.** Când cel care are nevoie de alimente, are pe tatăl și pe copilul său, el va trebui să ceară alimente, de preferință, copilului său. (Proudhon, II, No. 256; Duranton, II, No. 395; Demolombe, IV, No. 35; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 37).

**17.** După o altă părere însă, în acest caz tatăl și copilul vor trebui să contribuie ambii la plata alimentelor. (Vazeille, Traité du mariage, II, No. 492; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2044 urm.).

**18.** Deși cel care cere alimente s'ar fi făcut nedemn ca să moștenească pe cel ce este obligat a le plăti, totuși el are

dreptul a cere alimentele, de oarece nici un text de lege nu prevede această decădere din dreptul de a cere alimente. (Demolombe, IV, No. 51; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 222, nota 14; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2074; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 713, 714; Contra: Toullier, II, No. 614; Duranton, II, No. 385, 418; Rolland de Villargues, Répertoire, Aliments, No. 3; Marcadé, Art. 211; Murlon, ed. 7-a, I, No. 748, nota 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, p. 107; Planiol, ed. 6-a, I, No. 678; Planiol et Ripert, II, No. 33; Comp.: Daloz, Rép., Mariage, No. 666).

**19.** Prin „alimente“, se înțelege tot ce este necesar pentru a putea trăi, adică: hrană, locuință, îmbrăcăminte, cheltuieli pentru boală. (Daloz, Rép., Mariage, No. 672; Suppl., Mariage, No. 372; Planiol, ed. 6-a, I, No. 681; Planiol et Ripert, II, No. 20, 39; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 365, 373; Nacu, I, p. 379; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 700).

**20.** Lipsa celui care cere alimentele se apreciază de tribunale în mod suveran, după sexul, vârsta, educația și poziția sa socială. (Demolombe, IV, No. 62; Planiol et Ripert, II, No. 33, 39; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 700, nota 4, p. 713).

**21.** Prin „alimente“, nu se înțelege plata datoriiilor contractate de cel care cere executarea obligațiunei de alimente. (Pothier, Contrat de mariage, VI, No. 392; Demolombe, IV, No. 53; Aubry et Rau, ed. 4-a, § 553, p. 108; Daloz, Rép., Mariage, No. 678; Planiol et Ripert, II, No. 46; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 701).

**22.** Dacă însă datoriiile au fost contractate pentru satisfacerea necesității de alimente, ele trebuiesc plătite de cei ce au obligația alimentară. (Daloz, Rép., Mariage, No. 680; Planiol et Ripert, II, No. 46; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 701).

**23.** Creditorii nu au dreptul a cere alimente în numele debitorului lor de oare ce dreptul de a cere alimente este personal celui ce-l invoacă. (Daloz, Rép., Mariage, No. 649; Suppl., Mariage, No. 352; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 719; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 46, 52).

**24.** Obligația de a da alimente este personală celui care o datorește și nu poate trece la moștenitori, dacă ei nu sunt obligați personal. (Daloz, Rép., Mariage, No. 652; Suppl., Mariage, No. 353; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 380, 381; Matei Cantacuzino, p. 212; Plastara, I, p. 438; Comp.: Demolombe, IV, No. 40 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 222, nota 10; Murlon, ed. 7-a, I, No. 752; Laurent, III, No. 48; Huc, II, No. 220, 221; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2061 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 686; Planiol et Ripert, I, No. 339; II, No. 49; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 717, 718).

**25.** După o altă părere obligația de alimente trece la moștenitori și la lega-



tarul universal și chiar în cazul când cel care cere alimentele s'ar găsi în lipsă, cu începere de la decesul celui obligat de a da alimente. (Delvincourt, I, p. 87, nota 5; Duranton, II, No. 407; Dalloz, Rép., Mariage, No. 652).

**26.** După o a treia părere, obligația de a da alimente trece la moștenitori numai în cazul când ea era născută în timpul vieții celui obligat a da alimente; dacă însă cel care cere alimentele s'ar găsi în lipsă după moartea debitorului, obligația la alimente se stinge. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 652; Comp.: Marcadé, Art. 207, No. 6, 7; Vazeille, II, No. 525, 526; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 10, p. 100; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 752; Planiol, ed. 6-a, I, No. 686).

**27.** Dacă ruda obligată a da alimente a încetat din viață, ratele de alimente datorite până în momentul morții sale, sunt o sarcină a succesiunii și trebuiesc plătite de moștenitori. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 752; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 354; Huc, II, No. 221; Planiol, ed. 6-a, I, No. 686; Planiol et Ripert, II, No. 50; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 381; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 717, 718).

**28.** Legea nu obligă pe frați și surori a-și da unii altora alimente. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 737; Dalloz, Rép., Mariage, No. 641; Planiol, ed. 6-a, I, No. 661; Pla-

niol et Ripert, II, No. 23; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 372; Nacu, I, p. 381; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 702; Matei Cantacuzino, p. 211; Plastara, I, p. 425).

**29.** De asemenea nici pe celelalte rude sau afini colaterali. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 737; Planiol, ed. 6-a, I, No. 661; Planiol et Ripert, II, No. 23; Nacu, I, p. 381; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 702; Matei Cantacuzino, p. 211; Plastara, I, p. 425).

**30.** A se vedea: art. 2, 189, 190 cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Când sunt mai mulți debitori în același grad pentru o pensie alimentară, creditorul are facultatea de a cere alimente de la oricare dintre acești debitori, pentru cota parte proporționată cu mijloacele de care dispune fiecare și a cere condamnarea aceluia debitor în această limită, fără ca cel condamnat să mai poată avea vre-un drept de recurs în contra celorlalți debitori și a-i mai putea pune în cauză. (Trib. Tecuci, 924 din 10 Dec. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 2181).

**2.** A se vedea: art. 190, nota 1; art. 343, nota 1; art. 1201, nota 22.

**Art. 188.** — Ginerii și nurorile sunt datori asemenea, și în aceleași împrejurări, a da alimente socrului și soacrei. Această îndatorire încetează însă:

1. Când soacra se căsătorește a doua oară;

2. Când acela din soți care producea afinitatea (cuscria) și copiii născuți din căsătoria sa cu celalt soț, au murit. (Civ. 187, 189, urm., 1253; Pr. civ. 407, 408, 409; L. timbr. 21, § 1—b; Civ. Fr. 206).

*Text. fr. Art. 206.* — Les gendres et belles filles doivent également, et dans les mêmes circonstances, des aliments à leurs beau père et belle-mère; mais cette obligation cesse: 1° lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces, 2° lorsque celui des époux qui produisait l'affinité, et les enfants issus de son union avec l'autre époux, sont décédés.

*Text. fr. Art. 206 (Modificat prin legea din 9 August 1919).* — Les gendres et belles-filles doivent également, et dans les mêmes circonstances, des aliments à leur beau-père et belle-mère, mais cette obligation cesse lorsque celui des époux qui produisait l'affinité et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés.

### Doctrină.

**1.** După o părere, ginerii și nurorile sunt datori a da alimente nu numai socrului și soacrei ci și ascendenților acestora. (Delvincourt, I, p. 87, nota 7; Duranton, II, No. 406; Valette sur Proudhon, I, p. 446; Demolombe, IV, No. 25;

Vazeille, Traité du mariage, II, No. 495; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 293 bis, I; Marcadé, Art. 206, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 742; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553—1°, nota 5, p. 99; Dalloz, Rép., Mariage, No. 630; Suppl., Mariage, No. 345).

**2.** După o altă părere însă, obligația

de alimente este limitată la primul grad de afinitate în linie directă, așa în cât ginerii și nurorile nu sunt obligați a da alimente ascendenților socrului și soacrei. (Toullier, II, No. 612; Proudhon, I, p. 446; Taulier, I, p. 333; Dalloz, Rép. Supl., Mariage, No. 345; Laurent, III, No. 59; Huc, II, No. 199; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2033; Planiol, ed. 6-a, I, No. 667, 668; Planiol et Ripert, II, No. 28; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 372; Nacu, I, p. 380; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 704).

3. Soțul copilului natural este obligat la alimente în conformitate cu dispozițiile art. 206 c. civ. fr. (188 c. civ. rom.). (Demolombe, IV, No. 21; Dalloz, Rép. Mariage, No. 631; Planiol et Ripert, II, No. 29).

4. Cel de al doilea bărbat al mamei sau cea de a doua soție a tatălui nu au dreptul la alimente din partea copiilor vitregi. (Merlin, Répertoire. Aliments, § 2, No. 3; Locré, Législation civile IV, p. 388; Toullier, II, No. 612; Duranton, II, No. 402; Demolombe, IV, No. 24; Murlon, ed. 7-a, I, No. 741; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 4, p. 99; Dalloz, Rép., Mariage, No. 629; Laurent, III, No. 59; Huc, II, No. 199; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2032; Planiol, ed. 6-a, I, No. 667; Planiol et Ripert, II, No. 28; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 371; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 703).

5. Când soacra se căsătorește a doua oară pierde dreptul la alimente din partea ginerului sau nurorii sale. În cazul când cea de a doua căsătorie a soacrei se desface, obligația alimentară nu mai renaște. (Duranton, II, No. 421; Demolombe, IV, No. 30; Dalloz, Rép., Mariage,

No. 636; Laurent, III, No. 76; Huc, II, No. 200; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2034; Nacu, I, p. 381; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 705; Plastara, I, p. 427).

6. Dacă socrul se căsătorește a doua oară el nu pierde dreptul la alimente din partea ginerului și nurorii sale. (Murlon, ed. 7-a, I, No. 743; Laurent, III, No. 76; Huc, II, No. 200; Planiol, ed. 6-a, I, No. 670; Nacu, I, p. 380; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 704; Matei Cantacuzino, p. 212).

7. S'a decis că dacă soții se divorțează, obligația lor de a da alimente socrilor lor, încetează odată cu desfacerea căsătoriei. (Beudant, I, No. 301; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 371, 372; Nacu, I, p. 381; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 706).

8. Dacă însă din căsătoria desfăcută prin divorț au rămas copii, obligația alimentară subsistă între socri și foștii lor gineri și nurori. (Huc, II, No. 202; Baudry et Chauveau, Du divorce, No. 266; Vraye et Gode, Divorce, II, No. 613; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 706; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 670; Planiol et Ripert, II, No. 30, 31; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 372; Plastara, I, p. 426).

9. Ginerii și nurorile sunt obligați la alimente către socrii lor în mod egal cu copiii acestora iar nu numai în mod subsidiar. (Laurent, III, No. 64, 65; Huc, II, No. 224; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2044 urm.; Contra: Duranton, II, No. 403; Demolombe, IV, No. 35; Marcadé, Art. 206, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 15; Dalloz, Rép., Mariage, No. 642; Comp.: Murlon, ed. 7-a, I, No. 747; Planiol et Ripert, II, No. 37).

10. A se vedea: art. 189 cu notele respective.

**Art. 189.** — Obligațiunile ce rezultă din aceste dispozițiuni sunt reciproce. (Civ. 187, urm.; L. timbr. 21, § 1—b; Civ. Fr. 207).

*Text. fr. Art. 207.* — Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques.

### Bibliografie (continuare).

HAGI-GHEORGHE AL, *Notă* sub Trib. Dolj s. II, 60 din Ianuarie 1926, Justiția Olteniei 6-7 din 1926.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Afinitate 2.  
Alimente 4 urm.  
Aprecieri 11.  
Ascendenți 1, 7, 13, 14.  
Bărbat 9, 27.  
Buni, a se vedea cuvântul: „Ascendenți”.  
Căsătorie 3, 4, 5, 6.  
Cesiune 20, 21, 22, 31.  
Compensație 28, 29, 30.  
Coobligați 11, 12, 15, 16, 17, 18.  
Copii 2, 9, 10, 13, 14, 19.  
Copil adoptat 7.

Copil natural 8.  
Copil vitreg 27.  
Creditori 23, 29.  
Decădere 6.  
Deces 2, 9, 14, 26.  
Descendenți 1, 7, 8, 13.  
Divizibilitate, a se vedea cuvântul: „Indivizibilitate”.  
Donație 20.  
Femeie 9, 10, 27.  
Ginere 2, 3, 4.  
Gradație 11.  
Imposibilitate 15.

Incetare din viață 2, 9, 14, 26.  
Indivizibilitate 15.  
Insolvabilitate 19.  
Mamă, a se vedea cuvântul: „Părinți” și 14, 19, 27.  
Mamă naturală 8.  
Mamă vitregă 27.  
Moarte 2, 9, 14, 26.  
Naștere 10.  
Nepoți, a se vedea cuvântul: „Descendenți”.  
Nora 2-6.  
Ordine publică 31.  
Părinți, a se vedea cuvintele: „Mamă”, „Tată” și 13.

Părinte adoptiv 7.  
Pensiune aliment. 20, 23.  
Poprire 23.  
Reciprocitate 1, 3, 4.  
Renunțare 31.  
Restituire 10.  
Sechestrare 23.  
Soacră 2-6, 9, 10.  
Socru 2, 5, 6, 9, 10.  
Solidaritate 15, 16, 17.  
Tată, a se vedea cuvântul: „Părinte” și 14, 27.  
Tată vitreg 27.  
Testament 20.  
Tranzacție 24, 25.  
Urmărire 23.



## Doctrină.

1. Din combinația art. 205 și 207 c. civ. fr. (187 și 189 c. civ. rom.) rezultă că bunii sunt obligați a da alimente descendenților lor cari s'ar afla în lipsă. (Duranton, II, No. 387, 388; Demolombe, IV, No. 23; Marcadé, Art. 207, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 738; Dalloz, Rép., Mariage, No. 622; Planiol, ed. 6-a, I, No. 662; Planiol et Ripert, II, No. 22; Nacu, I, p. 380).
2. Socrul și soacra nu mai datoresc alimente ginerelei și nurorei în cazul când soțul care producea afinitatea a încetat din viață fără să lase copii din căsătoria sa cu celălalt soț. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 746; Dalloz, Rép., Mariage, No. 632; Suppl. Mariage, No. 346).
3. Cu toate că soacra care s'a căsătorit a doua oară pierde dreptul a cere alimente de la ginerele sau nora sa, totuși aceștia din urmă au dreptul a cere alimente de la dânsa în cazul când soacra s'ar recăsători, de oare ce în acest caz nu există reciprocitate, legea decăzând pe soacră din beneficiul dreptului de a cere alimente. (Duvergier sur Toullier, II, No. 614; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 744, 745; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553—1<sup>o</sup>, nota 6, p. 99; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 347; Laurent, III, No. 76, 77; Huc, II, No. 200; Planiol, ed. 6-a, I, No. 671; Plastara, I, p. 427).
4. După o altă părere însă, de oarece art. 207 c. civ. fr. (189 c. civ. rom.) prevede dreptul de reciprocitate, soacra care s'a recăsătorit, nu mai datorește alimente ginerelei și nurorei sale. (Delvincourt, I, p. 87, nota 10; Duranton, II, No. 421; Demolombe, IV, No. 28, 29; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 221, nota 5; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 7, p. 100; Dalloz, Rép., Mariage, No. 633; Suppl., Mariage, No. 347; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2036; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 705).
5. După o părere dacă nora se căsătorește a doua oară pierde dreptul la alimente din partea socrilor săi. (Duranton, II, No. 421; Demolombe, IV, No. 28; Marcadé, Art. 207, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553—1<sup>o</sup>, nota 7, p. 100; Dalloz, Rép., Mariage, No. 635; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 704, 705).
6. După o altă părere însă, nora care se căsătorește a doua oară nu pierde dreptul la alimente din partea socrilor săi, de oarece pe lângă că nu este analogie între situațiunea soacrei și a norei, dar stingerea unui drept nu se poate face fără un text de lege. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 745; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 348; Laurent, III, No. 77; Huc, II, No. 200; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2037).
7. Părintele adoptiv este obligat a da alimente copiilor adoptați, și descendenților lor, însă această obligație nu se întinde și la ascendenții părintelui adoptiv. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 628; Suppl., Mariage, No. 344; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 369; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 708, 709).
8. Mama naturală este obligată a da alimente copiilor copilului său natural. (Demolombe, IV, No. 21; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 501; Planiol, ed. 6-a, I, No. 664; Planiol et Ripert, II, No. 25; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 567, nota 7; Laurent, III, No. 63).
9. Dacă bărbatul a încetat din viață fără a lăsa copii, soția sa care a rămas grea, ar putea cere alimente de la socrii săi. (Demolombe, IV, No. 26 bis; Laurent, III, No. 78; Huc, II, No. 201; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2039; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 706).
10. Dacă însă după ce a primit alimentele de la socrii săi, femeea nu naște sau copilul se naște mort, ea va trebui să restituie alimentele percepute. (Demolombe, IV, No. 26 bis; Laurent, III, No. 78; Huc, II, No. 201; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2039; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 706).
11. Dacă sunt mai multe persoane care datoresc alimente, ele sunt obligate la plata lor în mod egal, de oarece legea nu impune vre-o gradatie între diferitele clase de persoane obligate la alimente; tribunalele vor aprecia în ce măsură trebuiesc obligate aceste persoane la plata alimentelor. (Vazeille, Traité du mariage, II, No. 492; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 351; Laurent, III, No. 64 urm.; Huc, II, No. 198, 199, 224; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 751; Planiol, ed. 6-a, I, No. 673; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2046 urm.; Plastara, I, p. 434, 435).
12. După o altă părere, persoanele obligate a da alimente vor fi tinute la plata lor în ordinea prevăzută de art. 203 urm., c. civ. fr. (185 urm., c. civ. rom.). (Delvincourt, I, p. 378; Proudhon, I, p. 256; Duranton, II, No. 395; Pothier, Contrat de mariage, VI, No. 387; Demolombe, IV, No. 33 urm.; Marcadé, Art. 207, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, p. 101 urm.; Beudant, I, No. 373; Dalloz, Rép., Mariage, No. 642 urm.; Suppl., Mariage, No. 351; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 721, 722; Matei Cantacuzino, p. 212; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 747; Planiol, ed. 6-a, I, No. 672; Planiol et Ripert, II, No. 37; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 379; Plastara, I, p. 434, 435).
13. Dacă însă părinții copiilor trăesc însă sunt în imposibilitate să dea alimente copiilor lor, bunul este obligat a da alimente nepoților săi. (Locré, III, p. 443; Duranton, II, No. 389; Demolombe, IV, No. 23; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 488; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 3; Planiol, ed. 6-a, I, No. 672; Planiol et Ripert, II, No. 37, 38; Colin et

Capitant, ed. 4-a, I, p. 379; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 723; Comp.: Toullier, II, No. 612).

**14.** Dacă un copil, căruia i-a murit mama, are încă pe tatăl său și pe bunul său despre mamă, obligația de a da alimente se va împărți între tatăl său și bunul despre mamă. (Demolombe, IV, No. 37; Marcadé, Art. 207, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, p. 103; Dalloz, Rép., Mariage, No. 645; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 723, nota).

**15.** După părerea dominantă, obligația de a da alimente se împarte între cei obligați la plata lor, luându-se în considerație starea sau facultățile lor; ea nu este nici solidară, nici indivizibilă. (Vallette sur Proudhon, I, p. 448; Duvergier sur Toullier, II, No. 613; Rolland de Vilargues, Aliments, No. 58; Demolombe, IV, No. 63; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 223, nota 20; Marcadé, art. 207, No. 4; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 493; Larombière, Traité des obligations II, Art. 1221, No. 36; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 18, p. 104; Dalloz, Rép. Mariage, No. 697; Suppl., Mariage, No. 378; Laurent, III, No. 66 urm.; Huc, II, No. 190, 225, 226; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2054 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 685; Planiol et Ripert, II, No. 55; Nacu, I, p. 383; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 715, 716; Plastara, I, p. 435, 436; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 297 bis. II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 751; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 379, 380; Matei Cantacuzino, p. 212).

**16.** După o altă părere, obligația de a da alimente este solidară între cei obligați la plata lor. (Pothier, Contrat de mariage, VI, No. 391; Delvincourt, I, p. 87, nota 5; Toullier, II, No. 613; Proudhon, I, p. 449; Dalloz, Rép., Mariage, No. 697 urm.).

**17.** După o a treia părere, obligația de a da alimente este solidară și indivizibilă. (Toullier, I, No. 613; Dalloz, Rép., Mariage, No. 700).

**18.** După o a patra părere, obligația de a da alimente este numai indivizibilă. (Duranton, II, No. 424, 425; Dalloz, Rép., Mariage, No. 697).

**19.** Dacă o mamă are doi copii din cari unul este insolubil, ea va cere alimentele necesare traiului său de la celălalt copil, în totalitate. (Planiol et Ripert, II, No. 57; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 380).

**20.** Pensunile alimentare donate sau testate pot fi cesionate chiar în cazul când cel ce le-a constituit le-a declarat nezezisabile, afară de cazul când le-a declarat necesibile. (Larombière, I, art. 1128, No. 10; Troplong, De la vente, I, No. 227; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 390; Laurent, XXIV, No. 469; Huc, Traité théorique, et pratique de la cession et de la transmission des créances, I, No. 184;

Gouillouard, Traité du contrat de mariage, I, No. 390; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 359, nota 18, p. 423; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 688, 689; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 720).

**21.** De oarece dreptul la alimente prevăzut de codul civil, este alipit calității de rudă sau afin, se decide că alimentele datorite în virtutea acestei obligațiuni, nu pot fi cesionate. (Duranton, XVI, No. 165; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 391; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2110; Planiol, ed. 6-a, I, No. 689; Planiol et Ripert, II, No. 48, 58, 61; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 378; Matei Cantacuzino, p. 212; Plastara, I, p. 439, 440).

**22.** După o altă părere însă, chiar aceste alimente pot fi cesionate. (Huc, II, No. 185; Comp.: Demolombe, IV, No. 78; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553—5<sup>o</sup>, text și nota 48, p. 112; Dalloz, Rép., Mariage, No. 392; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 720).

**23.** Pensunile alimentare, nu pot fi urmărite de către creditorii celui ce primește pensiunea, afară de cazul când creanța lor este pentru furnituri de alimente. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 688; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 378; Nacu, I, p. 379; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 719; Matei Cantacuzino, p. 212; Plastara, I, p. 439; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 48, 59).

**24.** Nu se poate face tranzacție asupra unei datorii alimentare. (Duranton, XVIII, No. 403; Demolombe, IV, No. 67; Troplong, Transaction, No. 95; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 420, p. 663; Guillaouard, Transaction, No. 79; Baudry et Wahl, Transaction, No. 1272; Contra: Merlin, Répertoire, Aliments, § 8, No. 2; Transaction, § 2, No. 4).

**25.** Se poate face tranzacție asupra ratelor de pensiune alimentară exigibile. (Duranton, XVIII, No. 403; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 420, p. 663; Baudry et Wahl, Transaction, No. 1272).

**26.** Cel care a dat alimente unei persoane, care ar fi avut dreptul a cere alimente de la rudele sale, nu mai poate cere plata alimentelor, după încetarea din viață a celui căruia i-a dat alimentele. (Merlin, Répertoire, Aliments, § 1, art. 1, No. 6; § 2, No. 4; Contra: Demolombe, IV, No. 75).

**27.** Cel de al doilea bărbat al mamei și cea din urmă soție a tatălui nu au dreptul să ceară alimente de la copilul lor vitreg. (Merlin, Répertoire, Aliments, § 2, No. 3; Locré, Legislation civile, IV, p. 388; Toullier, II, No. 612; Duranton, II, No. 402; Demolombe, IV, No. 24; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 741; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 4; Dalloz, Rép., Mariage, No. 629; Laurent, III, No. 59; Huc, II, No. 199; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2032; Planiol, ed. 6-a, I, No. 667;



Colin et Capitant, ed. 4-a, p. 371; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 703).

**28.** Pensiunea alimentară nu poate face obiectul unei compensații legale. (Vallette sur Proudhon, I, p. 450; Demolombe, IV, No. 78; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, p. 112; Laurent, XVIII, No. 448; Huc, II, No. 223; Planiol et Ripert, II, No. 60; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 378; Nacu, I, p. 379; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 720; Matei Cantacuzino, p. 212; Plastara, I, p. 439).

**29.** Compensația legală ar putea avea loc numai atunci când creanța creditorului de pensie alimentară, ar fi privitoare tot la alimente. (Planiol et Ripert, II, No. 60; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 720; Plastara, I, p. 439).

**Art. 190.** — Alimentele se dau în proporțiune cu trebuința aceluia care le reclamă, și cu starea aceluia care e dator să le întâmpine. (Civ. 187, 191, urm., 1041; Civ. Fr. 208).

*Text. fr. Art. 208.* — Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit.

### Bibliografie (continuare).

CERBAN AL., *Notă sub C. de Apel Galați s. I*, 221 din 3 Dec. 1924, Curier Jud. 35/1925.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune 15, 16.	Părât 11, 12.
Alimente 1 urm.	Pensiune alimentară, a se vedea cuvântul: „Alimente”.
Aprecieare suverană 3, 4, 5, 7, 9.	Plată 13, 14.
Bani 13.	Poziție socială 3.
Căștigarea existenței 8, 9.	Probă 11, 12.
Contra-dovadă 11.	Reclamant 11, 12.
Culpă 10.	Sex 3.
Dovadă 11, 12.	Stare 1, 4.
Educație 3, 9.	Stare socială 3, 9.
Greșeală 10.	Suverană apreciere 3, 4, 5, 7, 9.
Industrie 8, 9.	Termin 14-17.
Lipsă, a se vedea cuvântul: „Trebuință”.	Trebuință 1 urm.
Muncă 8, 9.	Vănzare 5, 6.
Nevoie, a se vedea cuvântul: „Trebuință”.	Vârsta 3.

#### Doctrină.

**1.** Alimentele se dau nu numai în proporțiune cu trebuința aceluia care le reclamă ci și cu starea aceluia care este dator să le întâmpine. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 749; Dalloz, Rép., Mariage, No. 673; Suppl., Mariage, No. 372; Planiol, ed. 6-a, I, No. 674, 681; Planiol et Ripert, II, No. 33; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 374; Nacu, I, p. 381, 382; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 712; Matei Cantacuzino, p. 211; Plastara, I, p. 433, 434).

**2.** Pentru a se putea acorda alimentele trebuie ca cel care le cere să fie în lipsă, fie din cauză că averea sa, fie din cauză că munca sa, nu-i dau posibilitatea de a-și putea satisface necesitățile sale de trai. (Pothier, Traité du mariage, No. 390; Toullier, II, No. 613; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 748; Dalloz, Rép., Mariage, No. 653; Suppl., Mariage, No. 361;

**30.** Compensația facultativă este admisă numai de acei cari admit că pensiunea alimentară poate fi cesionată. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 720; Comp.: Plastara, I, p. 439).

**31.** Nu se poate renunța de mai înainte la cererea unei pensii alimentare de oarece ea fiind impusă de legiitor pentru motive de umanitate, ea este de ordine publică. (Laurent, III, No. 50; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2101; Planiol et Ripert, II, No. 62; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 715).

**32.** A se vedea: art. 2, 187 cu notele respective.

#### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** A se vedea: art. 190, nota 1.

Laurent, III, No. 71; Huc, II, No. 205; Planiol, ed. 6-a, I, No. 674; Planiol et Ripert, II, No. 33; Plastara, I, p. 433).

**3.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă cel care cere alimentele este în lipsă, după sex, vârstă, poziție socială, educație, etc. (Demolombe, IV, No. 43 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 784; Dalloz, Rép., Mariage, No. 673; Suppl., Mariage, No. 372; Laurent, III, No. 69; Planiol, ed. 6-a, I, No. 674; Planiol et Ripert, II, No. 33; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 374; Alexandresco, ed. 2-a, p. 713; Plastara, I, p. 433).

**4.** Tribunalele apreciază în mod suveran, starea aceluia care este obligat la alimente. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 372; Huc, II, No. 206; Planiol, ed. 6-a, I, No. 674; Planiol et Ripert, II, No. 33; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 374; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 712, text și nota 3; Plastara, I, p. 433, 434).

**5.** Chiar dacă cel care cere alimentele are oare care bunuri, tribunalele pot aprecia, după împrejurări, și să admită cererea sa, fără să fie obligat să vândă bunurile sale pentru a-și procura mijloace de trai. (Duvergier sur Toullier, II, No. 613, nota 2; Proudhon, I, No. 257; Duranton, II, No. 399; Demolombe, IV, No. 44; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 224, nota 23; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 513; Marcadé, Art. 204—207; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 21, p. 106; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 361; Planiol et Ripert, II, No. 33; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 374).

**6.** După o altă părere, însă, în cazul

când cel care cere alimentele posedă oarecare bunuri, cererea sa nu poate fi admisă, el fiind obligat a vinde mai întâi bunurile sale pentru a-și procura mijloacele de trai. (Pothier, Mariage, No. 390; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 361; Laurent, III, No. 71; Huc, II, No. 205; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 714)

**7.** După a treia părere, tribunalele vor aprecia și vor soluționa cererea de alimentare a ascendenților după împrejurările cauzei. (Demolombe, IV, No. 44, 45; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2069 urm.; Comp.: Plastara, I, p. 433, 434).

**8.** În principiu nu se pot acorda alimente aceluia care poate să-și câștige existența prin munca sau industria sa. (Demolombe, IV, No. 46; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553—3<sup>o</sup>, p. 106; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 748; Dalloz, Rép., Mariage, No. 657; Suppl., Mariage, No. 362; Laurent, III, No. 71; Huc, II, No. 205; Planiol et Ripert, II, No. 33; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 714; Matei Cantacuzino, p. 212).

**9.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă cel care cere alimentele este în stare să-și procure mijloacele de existență prin munca sau industria sa, luându-se în considerație starea sa socială și educația sa. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553—3<sup>o</sup>, nota 22, p. 106; Dalloz, Rép., Mariage, No. 658; Suppl., Mariage, No. 362; Laurent, III, No. 71; Huc, II, No. 205; Planiol, ed. 6-a, I, No. 674; Planiol et Ripert, II, No. 33; Matei Cantacuzino, p. 212).

**10.** Chiar în cazul când cel care cere alimentele a ajuns în această situație de sărăcie din cauza greșelilor sale, tribunalele pot să-i acorde alimente însă numai în măsura în care îi sunt necesare pentru a trăi modest. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 748; Dalloz, Rép., Mariage, No. 661; Planiol, ed. 6-a, I, No. 678; Planiol et Ripert, II, No. 33; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 374; Comp.: Laurent, III, No. 71; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 713, 714; Matei Cantacuzino, p. 212; Plastara, I, p. 434).

**11.** După părerea dominantă, cel care cere alimente trebuie să facă dovada că este în lipsă prin orice mijloace de probă; pârătul are dreptul a face dovada contrară că nu este în lipsă. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 363; Laurent, III, No. 72; Huc, II, No. 206; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2066).

**12.** După o altă părere, reclamantul în cererea de alimente nu are de făcut nici o dovadă, de oarece afirmă un fapt negativ, ci pârătul trebuie să dovedească că reclamantul are suficiente mijloace de trai. (Delvincourt, I, p. 379; Merlin, Répertoire. Aliments, p. 81; Duranton, II, No. 410; Demolombe, IV, No. 47; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 224;

Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, p. 107; Dalloz, Rép., Mariage, No. 660; Suppl., Mariage, No. 363; Planiol, ed. 6-a, I, p. 676; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 714, 715; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 34).

**13.** Alimentele se dau în bani, afară de cazurile prevăzute de art. 210 și 211 c. civ. fr. (192 și 193 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 739, 750; Dalloz, Rép., Mariage, No. 682; Suppl., Mariage, No. 373; Planiol, ed. 6-a, I, No. 679; Planiol et Ripert, II, No. 43; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 375; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 723; Matei Cantacuzino, p. 212, 213).

**14.** Plata alimentelor se face de obicei la începutul perioadei de timp. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 693; Planiol, ed. 6-a, I, No. 680; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2089; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 723).

**15.** Pensiunea alimentară începe a curge de la data cererii în judecată. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 692; Matei Cantacuzino, p. 212).

**16.** Nu se poate cere o pensie alimentară pentru trecut ci numai pentru prezent și viitor. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 671; Suppl., Mariage, No. 369; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 378; Matei Cantacuzino, p. 212).

**17.** Dacă cel care a obținut o pensie alimentară, nu a cerut la termen alimentele, el nu le mai poate cere pentru trecut chiar dacă nu ar fi trecut cinci ani. (Demolombe, IV, No. 71; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 554, text, nota 46; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 369; Contra: Huc, II, No. 209; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 378; Plastara, I, p. 437).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Potrivit art. 187 și 189 c. civ., datoria alimentară este reciprocă între copil și părintele lui. De altă parte potrivit dispozițiilor art. 190 și 191 c. civ., alimentele se dau în proporție cu trebuința aceluia care le reclamă și cu starea aceluia ce este dat să le întâmpine având un caracter provizoriu ca unele ce sunt bazate pe nevoile creditorului și mijloacele debitorului. Dovedindu-se că un fiu, avocat, duce lipsă, fiind de altfel în imposibilitate fizică de a-și exercita profesiunea sa, de altă parte fiind dovedit că tatăl are un venit anual de lei două milioane jumătate, plata pensiei alimentare către fiu este admisibilă. (Trib. Ilfov, s. I c. c., sentința din 24 Martie 1926, Pand. Săpt. 27/926. Pand. Rom. 1926, III, 152).

**2.** A se vedea: art. 187, nota 1; art. 191, nota 1.



**Art. 191.** — Când acela care dă, sau acela care primește alimentele ajunge într'o stare astfel, că unul nu le mai poate da sau celalt nu mai are nevoie de ele în total sau în parte, se poate cere a fi apărat, sau a se face reducere din cece dă. (Civ. 192; Civ. Fr. 209).

*Text. fr. Art 209* — Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des aliments est remplacé dans un état tel, que l'un ne puisse plus en donner, ou que l'autre n'en ait plus besoin en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune „de in rem verso” 13.	Liberalitate 3, 7, 9, 10.
Acțiune în repetițiune 3, 9, 10.	Lucru judecat 1.
Apreciere suverană 10.	Majorarea pensiei ali-
Autoritate de lucru judecat 1.	mentare 1, 7.
Conținut proastă 6.	Mandat 11, 12, 13.
Convenție 7, 11, 12.	Moarte 4, 5.
Copil 13.	Măstentitori, a se vedea
Creditori 2, 3.	cuvântul: „Succesori”.
Quasi-contract 12.	Negotiorum gestor 12.
Debitor 2, 3.	Reducerea pensiei ali-
Deces 4, 5.	mentare 1, 2, 3, 6, 7.
Dol 2.	Repetițiune 3, 9, 10.
Donațiune 3, 7, 9, 10.	Succesori 4, 5.
Fraudă 2.	Suverană apreciere 10.
Gestiune de afaceri 12.	Terțe persoane 11, 12, 13.
Imbogățire pe nedrept 13.	Testament 7.
Incetare din viață 4, 5.	

Doctrină.

**1.** Pensiuena alimentară fixată de tribunale nu este definitivă ci provizorie și ea poate fi mărită sau redusă după nevoia celui care a obținut-o sau după posibilitatea celui ce a fost obligat a o plăti. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 749; Dalloz, Rép., Mariage, No. 714; Planiol, ed. 6-a, I, No. 682; Planiol et Ripert, II, No. 40; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 375; Nacu, I, p. 382; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 713, text și nota 1; Matei Cantacuzino, p. 211; Plastara, I, p. 434; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 395; Huc, II, No. 208).

**2.** După o părere dreptul de a cere reducerea pensiei alimentare este personală și nu poate fi exercitată de cât de către debitor; ea nu poate fi exercitată de către creditorii debitorului, exceptându-se cazurile de dol sau fraudă. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 717; Supl., Mariage, No. 394; Comp.: Alexandresco, d. 2-a, I, p. 719, nota 4).

**3.** După o altă părere, în cazul când cel care primește pensiuena alimentară nu se mai află în lipsă, creditorii debitorului pensiei alimentare, pot cere reducerea sau incetarea ei, de oarece în acest caz pensiuena alimentară trebuie considerată nu ca o obligațiune, ci ca o liberalitate. (Demolombe, IV, No. 68; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 394; Laurent, III, No. 75; Huc, II, No. 208; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 719).

**4.** Când creditorul pensiei alimentare incetează din viață, obligațiunea de alimente incetează deasemenea; ea nu trece la moștenitorii săi chiar dacă ei s'ar afla în lipsă. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 651; Planiol, ed. 6-a, I, p. 686; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 380, 381; Matei Cantacuzino, p. 212; Plastara, I, p. 440; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 752).

**5.** Ratele întârziate și neincasate de creditorul pensiei alimentare se pot cere de moștenitorii săi de oarece constituiesc un bun în patrimoniul defunctului. (Plastara, I, p. 440).

**6.** În cazul când creditorul pensiei alimentare are o conduită proastă față de debitorul acestei pensii, tribunalele au facultatea să reducă cuantumul pensiei. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 397).

**7.** Dacă pensiuena alimentară a fost convenită de către părți cu intențiunea de a se face o donațiune sau ca urmare a unei convențiuni, căreia îi formează una dintre condițiuni, sau prin testament, nu se poate face aplicațiunea dispozițiilor art. 208 și 209 c. civ. fr. (190 și 191 c. civ. rom.) ci se vor aplica clauzele convenției sau testamentului. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 724; Planiol, ed. 6-a, I, No. 683; Planiol et Ripert, II, No. 41).

**8.** Dacă cel care a obținut pensiuena alimentară, dobândește o avere proprie, cel care a plătit pensiuena nu are acțiune în repetițiune în contra sa de oarece el și-a îndeplinit o obligațiune legală iar nu un împrumut sau un avans. (Demolombe, IV, No. 72; Dalloz, Rép., Mariage, No. 725; Suppl., Mariage, No. 399; Laurent, III, No. 79; Huc, II, No. 209; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2103; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 716).

**9.** Cel care a plătit alimentele, fără să aibă o obligațiune legală și fără să fi înțeles a face o liberalitate, are dreptul de repetițiune în contra celui ce a primit-o. (Demolombe, IV, No. 74; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, §. 553, p. 108; Dalloz, Rép., Mariage, No. 728; Suppl., Mariage, No. 400; Laurent, III, No. 80; Huc, II, No. 227; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2082; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 717).

**10.** Dacă însă a înțeles să facă o liberalitate, nu poate exercita acțiunea în re-

petițiune; intenția de liberalitate se apreciază în mod suveran de instanțele de fond. (Demolombe, IV, 72; Laurent, III, No. 79; Huc, II, No. 209; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2103; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 716).

11. Cel care a plătit o pensie alimentară în baza unei convențiuni prin care a fost însărcinat să facă această plată de către cel obligat legal la alimente, are dreptul a acționa pe cel ce l-a însărcinat în virtutea convențiunii încheiate. (Daloz, Rép., Mariage, No. 730; Suppl., Mariage, No. 400; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 717).

12. Dacă însă el nu a fost însărcinat de către debitorul legal să plătească alimentele, el are o acțiune în contra acestuia, rezultată din cuasi-contractul de gestiune de afaceri, urmând a se face în cauză aplicațiunea dispozițiilor privitoare la acest cuasi-contract. (Daloz, Rép., Mariage, No. 732; Suppl., Mariage, No. 400; Comp.: Merlin, Répertoire, Puissance paternelle, section 3, § 3, No. 1—3; Duranton, II, No. 391, 423; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 507, 511; Demolombe, IV, No. 74; Daloz, Rép., Mariage, No. 733 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 46; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 717).

13. Când o terță persoană a dat alimente unui copil, fără să aibă mandat din partea tatălui, această persoană are acțiunea „de in rem verso” contra copilului, în măsura în care copilul a profitat; dacă însă terță persoană a avut mandat din partea tatălui, ea nu are acțiune de cât în contra tatălui care este mandantul. (Merlin, Répertoire, Aliments, § 1, art. 1, No. 6; Daloz, Rép., Mariage, No. 736; Suppl., Mariage, No. 402; Laurent, III, No. 81; Planiol et Ripert, II, No. 46).

14. A se vedea: art. 188, 189 cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. În principiu tranzacțiunile având de scop terminarea unui proces, pendent sau iminent printr-o convențiune, ele echivalează cu o hotărâre judecătorească, dând astfel loc și la o excepțiune analoagă cu aceea a lucrului judecat.

Hotărârile care dau pensii alimentare, tocmai ca și acele care în tim-

pul divorțului au de obiect ținerea provizorie a copiilor, ca și acele prin care se pronunță interdicțiunea sau ridicarea ei, precum și orânduirea unui consiliu judiciar, prin excepție de la sentințele relative la celelalte materii, nu au un caracter irevocabil ci sunt provizorii și deci pot fi modificate, depinzând de împrejurările de fapt, care le-au justificat, pensie alimentară dându-se în proporție cu trebuințele aceluia ce o reclamă și cu starea aceluia ce este dator să o acorde și care totdeauna pot varia de la un timp la altul, astfel că asemenea sentințe pot fi invocate ca autoritate de lucru judecat numai în cazul când împrejurările aceste de fapt ce le-au motivat nu s'au schimbat de loc.

Având în vedere că tranzacțiunea intervenită între (părți) soți, fiind ulterioară deciziunii Curței de Apel ce fixează pensie alimentară și îndeplinind toate condițiunile de capacitate, consimțământ și obiect, ea înlocuește conform convențiunii părților, această deciziune în totul. Că însă deși tranzacțiunea echivalează cu o sentință judecătorească, dând astfel loc la o excepțiune analoagă cu aceea a lucrului judecat, totuși atunci când e vorba de o sentință ce fixează o pensie alimentară și care are un caracter vremelnic și provizor, sentința care este înlocuită printr-o tranzacție, este evident că tot așa cum sentințele de alimente pot fi modificate ulterior, vor putea fi modificate și tranzacțiunile ce le înlocuiesc, atunci când împrejurările de fapt ce le-au motivat s'au schimbat în favoarea unuia sau celuilalt soț.

Având în vedere că prin tranzacția intervenită între părți se prevede că s'a achitat integral datoria alimentară înlocuită prin decizia Curței de Apel Iași s. I, nr. 45/924 și toate alimentele datorite până la desfacerea căsătoriei, care prin voința liberă a părților a înlocuit în totul zisa decizie a Curței de apel, care a devenit astfel inexistentă partea nu mai poate cere așa cum face, de a majora pensie alimentară acordată prin această deciziune, ci numai de a se modifica tranzacțiunea intervenită între părți având un caracter provizor este susceptibilă a fi modificată. (Trib. Iași I, sentința civilă No. 184 din 19 Iulie 1926, Jurisp. Gen. 1926, No. 1418).

2. A se vedea: art. 190, nota 1.

**Art. 192.** — Dacă persoana care e datoare a îlesni trebuințele viețuirii, va justifică că nu mai poate plăti pensie alimentară de întreținere, tribunalul poate, după ce va cercetă și se va încredința de adevăr, să ordone ca să primească în locuința sa, să alimenteze și să întrețină pe acela căruia e dator a da această pensie. (Civ. 193, 1075; Civ. Fr. 210).



*Text. fr. Art. 210.* — Si la personne qui doit fournir les aliments justifie qu'elle ne peut payer la pension alimentaire, le tribunal pourra, en connaissance de cause, ordonner qu'elle recevra dans sa demeure, qu'elle nourrira et entretiendra celui auquel elle devra des aliments.

### Doctrină.

1. A se vedea notele sub art. 193 c. civil.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. In regulă generală, pensia alimentară se plătește în bani nefiind admis a se

da alimente în natură, leguitorul temându-se că persoana care se află în nevoie să nu fie tratată ca un nenorocit, alimentele fiind un drept iar nu o pomană. La această regulă există numai excepțiunile prevăzute de art. 192 și 193 din codul civil. (Trib. Tecuci, 924 din 10 Decembrie 1923, Jur. Gen. 1924, No. 2181).

**Art. 193.** — Tribunalul va hotărî asemenea dacă tatăl sau mama, care va oferi a primi să alimenteze și să întrețină în casa sa pe copilul, căruia este dator a-i da mijloace de viațuire, va putea fi scutit de plata pensiunii în bani. (Civ. 185, 192; Civ. Fr. 211).

*Text. fr. Art. 211.* — Le tribunal prononcera également si le père ou la mère qui offrira de recevoir, nourrir et entretenir dans sa demeure, l'enfant à qui il devra des aliments, devra dans ce cas être dispensé de payer la pension alimentaire.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Trib. Le Havre, 27 Ian. 1921, Jurisp. Gen. 1925 No. 553.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Alimente, a se vedea cuvântul: „Hrană” și 1 urm.	Dovezi 2.
Aprecieri suverană 2, 4, 9.	Hrană 1, 3 urm.
Ascendenți 10, 11.	Imposibilitate 1, 3, 4, 5.
Bani 3, 5, 7, 8, 9.	Locuință 1, 3-8, 10, 11.
Copii 3-7, 10.	Mamă naturală 6.
Copil natural 6.	Părinți 3, 4, 5, 7, 10, 11.
Descendenți, a se vedea cuvântul: „Copii” și 10, 11.	Pensiune alimentară 1 urm.
	Probe 2.
	Rude 10.
	Suverană apreciere 2, 4, 9.

### Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 210 c. civ. fr. (192 c. civ. rom.), debitorul unei pensiuni alimentare către o persoană care nu este copilul său, nu poate fi admis a da locuință și alimente în casa sa, decât în cazul când va dovedi că este în imposibilitate să plătească o pensiuine. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 750; Dalloz, Rép., Mariage, No. 684; Planiol, ed. 6-a, I, No. 684; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 375, 376; Nacu, I, p. 382, 383; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 723, 724; Matei Cantacuzino, p. 213; Planiol et Ripert, II, No. 45).

2. Tribunalele vor aprecia, după dovezile adunate, dacă cererea debitorului pensiunii poate fi admisă fără inconveniente. (Toullier, II, No. 613; Duranton,

II, No. 414; Demolombe, IV, No. 59; Vazeille, Traité du mariage, No. 515; Dalloz, Rép., Mariage, No. 683; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 375, 376; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 724; Planiol et Ripert, II, No. 45).

3. Potrivit dispozițiilor art. 211 c. civ. fr. (193 c. civ. rom.), când copiii cer alimente de la părinții lor, ei nu sunt obligați a dovedi imposibilitatea în care se găsesc de a plăti o pensiuine în bani și copiii sunt obligați a primi oferta de locuință și hrană făcută de părinții lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 750; Dalloz, Rép., Mariage, No. 684; Planiol, ed. 6-a, I, No. 684; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 376; Nacu, I, p. 383; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 724; Matei Cantacuzino, p. 213; Plaștara, I, p. 436; Planiol et Ripert, II, No. 45).

4. Tribunalele apreciază totuși dacă părinții trebuiesc să procure alimente și locuință copiilor în casa lor, sau să fie obligați a le plăti o pensiuine. (Demolombe, IV, No. 59; Marcadé, Art. 211; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, p. 109; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 750; Dalloz, Rép., Mariage, No. 683; Suppl., Mariage, No. 373; Laurent, III, No. 74; Planiol, ed. 6-a, I, No. 684; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 376; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2096; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 724; Matei Cantacuzino, p. 213; Planiol et Ri-

pert, II. No. 45; Comp.: Duranton, II, No. 415).

5. Când părinții sunt în imposibilitate de a da copiilor lor o pensiuă în bani, tribunalele pot să-i oblige a primi pe copii în casa lor, chiar dacă părinții s'ar opune. (Proudhon, I, p. 451, 452; Demolombe, IV, No. 61; Dalloz, Rép. Mariage, No. 688; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 724, 725; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 39; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2094 urm.).

6. Dispozițiile art. 211 c. civ. fr. (193 c. civ. rom.) sunt aplicabile și mamei naturale. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 373).

7. Copilul nu poate cere ca părinții săi să fie obligați a primi locuință și alimente în casa copilului, sub pretext că acesta nu poate plăti pensiuă alimentară în bani. (Toullier, II, No. 613; Comp.: Duranton, II, No. 414; Demolombe, IV, No. 59, 65; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 517).

8. În principiu datoria alimentară se plătește prin o pensiuă în bani de oare ce debitorul nu este obligat a primi în casa sa și a hrăni pe cel cărui îi datorește alimentele. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 750; Dalloz, Rép., Mariage, No. 682; Suppl., Mariage, No. 373; Planiol, ed. 6-a, I, No. 679; Planiol et Ripert, II, No. 43; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 375; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 723).

9. În cazul când debitorul nu poate plăti pensiuă alimentară, și dacă nici viața în comun cu creditorul nu este posibilă, tribunalele pot aprecia și să hotărască ca debitorul să presteze alimentele în natură la domiciliul creditorului. (Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2095; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 724).

10. După o părere, dispozițiile art. 211 c. civ. fr. (193 c. civ. rom.), sunt aplicabile numai părinților iar nu și ascendenților copiilor, cari cer pensiuă alimentară sau altor rude. (Marcadé, Art. 211, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553-4<sup>o</sup>, nota 37, p. 109; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 374; Laurent, III, No. 74; Huc, II, No. 218; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2097; Planiol, ed. 6-a, I, No. 684; Planiol et Ripert, II, No. 45; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 724).

11. După o altă părere însă, dispozițiile art. 211 c. civ. fr. (193 c. civ. rom.), sunt aplicabile și ascendenților copiilor cari cer pensiuă alimentară, iar nu numai părinților lor. (Demolombe, IV, No. 60; Vazeille, Traité du mariage, II, N. 516; Dalloz, Rép., Mariage, No. 689).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 192, nota 1.

## CAPITOLUL VI.

### Despre drepturile și datoriile respective ale soților.

**Art. 194.** — Soții își datoresc unul altuia credință, sprijin și ajutor (Civ. 61, 185, 195 urm., 211 urm., 241, 250, 1224, 1225, 1253; C. pen. 269, 270; Civ. Fr. 212).

*Text. fr. Art. 212.* — Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat* p. 39 urm.;  
LĂZĂRESCU EM. AL. *Des droits du conjoint survivant*, p. 193.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiune 6.  
Adulter 1.  
Ajutor 3, 4.  
Alienație mintală 9.  
Alimente, a se vedea cuvintele; Pensiuă alimentară și 3, 5, 10, 13.  
Asistență 4.  
Bărbat 6, 9, 10, 11, 12.  
Boală 4, 9.  
Boală mintală 9.  
Casă de sănătate 12.  
Contract de căsătorie 5.  
Credință 1, 2.  
Culpă 7.  
Demență 9.  
Divort 1, 2, 13.  
Domiciliu conjugal 9, 10.  
Dotă 5.  
Femece 6, 9, 10, 11, 12.

Infirmitate 4.  
Interdicție 11, 12.  
Internare 12.  
Lipsă 3.  
Nebunie 9.  
Părăsirea domiciliului conjugal 9, 10.  
Pensiuă alimentară, a se vedea cuvântul; Alimente și 5, 7-12.  
Poziție socială 6.  
Rele tratamente 10.  
Sarcinile căsătoriei 5.  
Separație de fapt 7, 8.  
Soți 1 urm.  
Sprijin 3.  
Stare socială 6.  
Transcriere 2.  
Tutor 11.

### Doctrină.

1. Soții își datoresc unul altuia credință; această obligațiune este atât de natură morală cât și civilă și este sancționată de lege prin dreptul soțului nevinovat de a cere desfacerea căsătoriei prin divorț și a acționa pe celălalt soț înaintea tribunalelor penale pentru delictul de adulter. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 753; Dalloz, Rép., Mariage, No. 743; Suppl., Mariage, No. 405; Planiol, ed. 6-a, I, No. 898 urm.; Nacu, I, p. 386; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 728; Matei Cantacuzino, p. 691; Plastara, I, p. 286; Planiol et Ripert, II, No. 343, 344).

2. Datoria de credință a soților sub-



sistă până la transcrierea sentinței de divorț, de oarece până în acel moment există căsătoria. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 729).

3. Art. 212 c. civ. fr. (194 c. civ. rom.) arată că soții își datoresc unul altuia, sprijin și ajutor; această îndatorire se traduce în drept prin obligația soțului care are mijloace de a procura alimente celuilalt soț care este în lipsă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 754; Dalloz, Rép., Mariage, No. 638; Suppl., Mariage, No. 349; Planiol, ed. 6-a, I, No. 904; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 365; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 729; Planiol et Ripert, II, No. 349, 350; Comp.: Nacu, I, p. 386; Matei Cantacuzino, p. 691; Plastara, I, p. 287).

4. Asistența (ajutorul) consistă în îngrijirea personală pe care trebuie să o dea un soț celuilalt care este bolnav sau infirm. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 917; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 729; Comp.: Nacu, I, p. 386; Matei Cantacuzino, p. 691; Plastara, I, p. 287; Planiol et Ripert, II, No. 360).

5. Când soții trăesc împreună, alimentele nu pot fi cerute, în principiu, de către un soț celuilalt, sub formă de pensiuine alimentară ci soții sunt obligați a contribui la susținerea sarcinilor căsătoriei, după dispozițiile contractului lor de căsătorie sau în lipsa unor asemenea dispozițiuni, potrivit dispozițiilor legii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 470, text și nota 3, p. 132; Dalloz, Rép., Mariage, No. 668; Suppl., Mariage, No. 365; Laurent, III, No. 52; Huc, II, No. 231; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2129; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 365; Matei Cantacuzino, p. 691; Plastara, I, p. 287).

6. Dacă bărbatul nu dă cele necesare pentru trai soției sale, după starea și poziția sa socială, femeea poate chema în judecată pe soțul său pentru a fi obligat la aceasta. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 669; Suppl., Mariage, No. 365; Laurent, III, No. 72).

7. Dacă soții sunt separați de fapt, cel din a cărui culpă sau voință s'a produs separația, nu are dreptul a cere de la celălalt o pensiuine alimentară. (Duranton, II, No. 434; Demolombe, IV, No.

110; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 470, p. 132, 133; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 366; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2134; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 365; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 707; Matei Cantacuzino, p. 691; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 352).

8. Soțul din culpa sau voința căruia s'a produs separația de fapt, poate fi obligat a plăti celuilalt soț o pensiuine alimentară. (Dalloz, Rép., Suppl., Contrat de mariage, No. 336; Mariage, No. 367; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2134; Planiol, ed. 6-a, I, No. 895; Nacu, I, p. 390; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 707, 730; Planiol et Ripert, II, No. 352).

9. Dacă femeea este obligată să părăsească domiciliul conjugal din o cauză oarecare, cum ar fi cazul unei boli mintale, bărbatul trebuie să plătească pensiuine alimentară soției sale. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 365; Huc, II, No. 232).

10. Când femeea a fost nevoită să părăsească domiciliul conjugal din cauza rețelilor tratamente ale soțului său, acesta este obligat a-i da alimente, chiar în afară de domiciliul conjugal. (Laurent, III, No. 87; Huc, II, No. 232; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2136; Matei Cantacuzino, p. 692; Contra: Demolombe, IV, No. 97; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 470, p. 133).

11. Dacă bărbatul este interzis și femeea sa nu este tutricea sa, ea are dreptul a-i cere o pensiuine alimentară chiar când locuiesc împreună. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 365; Laurent, III, No. 57; Contra: Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2129 bis).

12. Dacă bărbatul, fără a fi interzis, este internat în o casă de sănătate, femeea poate cere de la el o pensiuine alimentară. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 365; Laurent, III, No. 57).

13. După desfacerea căsătoriei prin divorț obligația alimentară prevăzută de art. 212 c. civ. fr. (194 c. civ. rom.) încetează, sub rezerva aplicării în acest caz a dispozițiilor art. 301 c. civ. fr. (281 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Mariage, No. 349; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 366).

**Art. 195.** — Bărbatul e dator protecțiune femeii, femeea ascultare bărbatului. (Civ. 950, 1224, 1225; Civ. Fr. 213).

*Text. fr. Art. 213.* — Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari.

### Bibliografie (continuare).

DOGAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 39 urm.

#### Doctrină.

I. Puterea maritală despre care vorbește art. 213 c. civ. fr. (195 c. civ. rom.)

este: datoria bărbatului de a proteja pe soția sa și starea de subordonare a acesteia față de soțul său. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 919; Planiol et Ripert, II, No. 381;

Comp.: Nacu, I, p. 386; Matei-Cantacuzino, p. 691; Plastara, I, p. 287).

2. S'a decis de către instanțele judecătorești că bărbatul are dreptul să controleze corespondența femeii sale. (Demolombe, IV, No. 87 bis; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 625, 626; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 282; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 739, nota 4).

3. Dacă femeea reclamă, tribunalele au dreptul să controleze modul cum bărbatul își exercită dreptul său de putere maritală. (Loché, Législation civile, IV, p. 393, art. 2, p. 395, 396, No. 32; Toul-

lier, II, No. 616; Delvincourt, I, p. 156; Duranton, II, No. 435; Proudhon, I, p. 452; Demolombe, IV, No. 90; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 290; Marcadé, Art. 214, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 471, p. 134; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 407; Huc, II, No. 233; Planiol et Ripert, II, No. 282).

4. Soții nu pot prin contractul de căsătorie să înlăture sau să limiteze aplicațiunea dispozițiilor art. 213 c. civ. fr. (195 c. civ. rom.) de oarece principiul autorității maritale este de ordine publică. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 744).

**Art. 196.** — Femeea este datoare să locuiască împreună cu bărbatul său și să-l urmeze ori în ce loc va găsi el de cuviință să-și stabilească locuința sa; bărbatul este dator a o primi și a-i înlăsa tot pentru viețuirea ei, după starea și puterea sa. (Civ. 93, 185, 194, 195, 250, 263, 277, 1075—1077, 1083, 1224, 1225, 1226; Civ. Fr. 214).

*Text. fr. Art. 214.* — La femme est obligée d'habiter avec le mari, et de le suivre partout où il juge à propos de résider: le mari est obligé de la recevoir, et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 39 urm.;  
VERMEULEN H. JEAN, *Observație* sub. Trib. Ilfov s. I c. c., 531 din 3 Martie 1924, Pand. Rom. 1926, III 113.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Alimente 9, 23.  
Barbat 2 urm.  
Călătorie 4.  
Competență 29.  
Concubină 20.  
Constrângere, a se vedea cuvântul: „Sanțiune”.  
Contract de căsătorie 8.  
Convenție 1.  
Daune cominatorii 13, 14, 25.  
Daune-interese 13, 14, 25.  
Dezădere 8.  
Divorț 23, 24.  
Domiciliu, a se vedea cuvântul: „Reședință”.  
Dotă 8, 9.  
Existență imposibilă 20.  
Existență nedemnă 20.  
Expropriere 3.  
Faliment 7.  
Femea 2 urm.  
Forță publică 15, 16, 26, 27.  
Ilicit 1.

Îmbrăcăminte 10.  
Iniuriu grave 24.  
Legi politice 3.  
Locuință 1 urm.  
Ordine publică 1.  
Pensiune alimentară 9, 23.  
Politice legi 3.  
Putere maritală 11.  
Refuz 8-16, 13, 20-26.  
Reședință 2-6.  
Sănătate 5, 6.  
Sanțiune 9-16, 22, 23, 25.  
Sărac 19.  
Sechestrare 11, 12.  
Separație 1.  
Soți 1 urm.  
Stare 18.  
Străinătate 2, 3.  
Țară străină 2, 3.  
Trai 17.  
Urmărire 11, 12.  
Uzfruct 9.  
Venituri 11, 12.

dresco, ed. 2-a, I, p. 236, 730; V, ed. I, p. 136; Planiol et Ripert, II, No. 364).

2. Când bărbatul voeste să plece în țară străină, unde își fixează reședința, femeea este obligată să-l urmeze acolo. (Loché, Législation civile, IV, p. 393 urm.; Toullier, II, No. 616; Delvincourt, I, p. 79, nota 5; Duranton, II, No. 435; Demolombe, IV, No. 90; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 128; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 290; Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 313; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 757; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 471, p. 134; Dalloz, Rép., Mariage, No. 745; Laurent, III, No. 86; Huc, II, No. 235; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2163, 2164; Planiol, ed. 6-a, I, No. 893, nota 1; Planiol et Ripert, I, No. 154; II, 380; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 623; Nacu, I, p. 387; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 729).

3. Dacă însă legile politice opresc emigrarea, femeea nu este obligată să urmeze pe soțul său care voeste a pleca în străinătate. (Proudhon, I, p. 453; Demolombe, IV, No. 91; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 290; Marcadé, Art. 214, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 759; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 471, nota 2, p. 134; Dalloz, Rép., Mariage, No. 745; Huc, II, No.

### Doctrină.

1. Soții nu pot conveni ca să trăiască separați unul de altul, convenția fiind ilicită de oare ce dispozițiunile art. 214 c. civ. fr. (196 c. civ. rom.) sunt de ordine publică. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 408, 409; Nacu, I, p. 388; Alexan-



235; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2163, 2164; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 623).

4. Femeea nu este obligată a urma pe bărbatul său în călătoriile sale, când el nu voește să-și fixeze o reședință. (Demolombe, IV, No. 95; Marcadé, Art. 214, No. 2; Aubry et Rau, V, § 471 text și nota 2, p. 134; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 759; Laurent, III, No. 86; Huc, II, No. 235; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2164; Planiol, ed. 6-a, I, No. 920; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 623; Nacu, I, p. 387; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 734; Planiol et Ripert II, No. 380).

5. Dacă femeea dovedește că localitatea unde stă soțul dăunează sănătății sale, ea poate fi autorizată să nu-l urmeze pe soțul său acolo. (Demolombe, IV, No. 93; Dalloz, Rép., Mariage, No. 745; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 735).

6. După o altă părere însă, motivele de sănătate, invocate de femeea nu o pot dispensa de a urma pe soțul său acolo unde voește a-și stabili domiciliul conjugal. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 745; Suppl., Mariage, No. 408).

7. Falimentul bărbatului nu poate fi un motiv de dispensă a femeii de a locui cu bărbatul său. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 747).

8. Refuzul femeii de a locui cu bărbatul său, nu poate aduce decăderea sa din beneficiile acordate prin contractul de căsătorie. (Duranton, II, No. 437; Demolombe, IV, No. 101; Dalloz, Rép., Mariage, No. 755).

9. Dacă femeea refuză a locui cu bărbatul său, acesta nu poate fi obligat a-i da alimente chiar în cazul când ar fi uzufructuar al unei averi dotale. (Taulier, I, p. 342; Demolombe, IV, No. 104; Aubry et Rau, V, § 471, p. 134, 135; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 415; Laurent, III, No. 90; Beudant, I, No. 313; Huc, II, No. 237; Planiol, ed. 6-a, I, No. 895; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 708, 713; Planiol et Ripert, II, No. 369; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 692).

10. Dacă femeea refuză a locui cu bărbatul său, acesta poate fi autorizat a reține lucrurile de îmbrăcăminte ale femeii sale. (Demolombe, IV, No. 104; Dalloz, Rép., Mariage, No. 757).

11. Dacă femeea refuză a locui cu bărbatul său, după o părere, acesta ar putea fi autorizat să urmărească și să sechestreze veniturile averii soției și cari se incasau de către ea. (Delvincourt, I, p. 79, nota 4; Demolombe, IV, No. 105; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 229, nota 4; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 291; Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 313; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 297 bis, III, Mourlon, ed. 7-a, I, No. 758, nota 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 471, p. 135; Dalloz, Rép., Mariage, No. 758; Suppl., Mariage, No. 416;

Planiol, ed. 6-a, I, No. 895; Planiol et Ripert, II, No. 370).

12. După o altă părere însă, urmărirea și sechestrarea acestor venituri, nu se poate face în acest caz, de oare ce nu există nici o creanță. (Duranton, II, No. 438, 439; Marcadé, Art. 214, No. 2; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 416; Laurent, III, No. 91; Huc, II, No. 237; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2169; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 625; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 733; Matei Cantacuzino, p. 692).

13. În cazul când femeea refuză să locuească cu bărbatul său, după o părere, ea poate fi constrânsă de către tribunale prin condamnarea sa la daune-interese și daune cominatorii. (Duranton, II, No. 439; Demolombe, IV, No. 106; Taulier, I, p. 342; Beudant, I, No. 313; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 417; Planiol, ed. 6-a, I, No. 895; Planiol et Ripert, II, No. 368, 371; Plastara, I, p. 288).

14. După o altă părere însă, această constrângere prin ajutorul unei condamnări la daune-interese, nu poate avea loc, de oarece datoria soției decurgând din dreptul de putere maritală nu poate fi apreciată în bani. (Mourlon, I, No. 758; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 471, nota 5, p. 135; Dalloz, Rép., Mariage, No. 759; Suppl., Mariage, No. 417; Laurent, III, No. 92; Huc, II, No. 237; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2171; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 625; Nacu, I, p. 389; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 732; Matei Cantacuzino, p. 692).

15. Dacă femeea refuză a locui cu bărbatul său, după o părere, ea ar putea fi obligată la aceasta prin ajutorul forței publice. (Toullier, XIII, No. 109; Coin-Delisle, Art. 2063, No. 4; Valette sur Proudhon, I, p. 453; Demolombe, IV, No. 107; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 229; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 293; Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 313; Marcadé, Art. 214, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 302 bis, III; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 758; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 471, p. 135 urm., Dalloz, Rép., Mariage, No. 762; Suppl., Mariage, No. 418; Planiol, ed. 6-a, I, No. 894; Nacu, I, p. 389; Plastara, I, p. 288; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 372).

16. După o altă părere însă, femeea care refuză să intre în domiciliul conjugal, nu poate fi constrânsă la aceasta prin ajutorul forței publice. (Delvincourt, I, p. 74, nota 4; Duranton, II, No. 440; Rolland de Villargues, Rép., Abandon d'époux, No. 3; Duvergier sur Toullier, II, No. 616, nota 4; Dalloz, Rép., Mariage, No. 761; Suppl., Mariage, No. 418; Laurent, III, No. 89 urm.; Huc, II, No. 238; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2166 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I,

p. 624, 625; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 731, 734; Matei Cantacuzino, p. 692).

**17.** Pentru ca femeea să fie obligată să locuiască cu soțul său, trebuie ca aceasta să o primească și să-i dea toate cele necesare pentru viața ei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 757; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 412; Planiol, ed. 6-a, I, No. 897; Planiol et Ripert, II, No. 365; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 624; Matei Cantacuzino, p. 692).

**18.** Bărbatul care nu are o locuință fixă sau care are o locuință neconvenabilă și nepotrivită cu starea sa, nu poate cere ca femeea să locuiască cu el. (Merlin, Répertoire, Aliments, § 3, No. 5; Duranton, II, No. 437; Demolombe, IV, No. 95; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 471, p. 136; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 759; Dalloz, Rép., Mariage, No. 749; Laurent, III, No. 87; Huc, II, No. 236; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2165; Planiol, ed. 6-a, I, No. 897; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 623; Nacu, I, p. 388; Matei Cantacuzino, p. 692; Plastara, I, p. 287, 288).

**19.** Femeea nu poate fi dispensată de a locui cu bărbatul său când acesta a devenit sărac și din această cauză nu mai poate avea o locuință convenabilă. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 753; Comp., Vazeille, Traité du mariage, II, No. 250).

**20.** Dacă bărbatul întreține o concubină în casa sa, femeea sa poate refuza să locuiască cu soțul său; deasemenea când el îi face în casa sa o existență insuportabilă și nedemnă. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 751; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2136; Planiol, ed. 6-a, I, No. 897; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 624; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 707, 708, 734, 735; Plastara, I, p. 288; Planiol et Ripert, II, No. 365; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 692).

**21.** Potrivit dispozițiilor art. 214 c. civ. fr. (196 c. civ. rom.), bărbatul nu poate refuza să primească pe soția sa în locuința ce și-a ales-o. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 748; Planiol, ed. 6-a, I, No. 894, 895; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 372).

**22.** Tribunalele pot constrânge pe bărbat ca să primească în locuința sa pe soție. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 422; Planiol, ed. 6-a, I, No. 894).

**23.** Bărbatul care refuză a primi pe soția sa în casă, poate fi condamnat a-i plăti o pensie alimentară, chiar dacă

soția nu cere divorțul. (Demolombe, IV, No. 110; Beudant, I, No. 309; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 470, p. 133; Laurent, III, No. 54, 94; Huc, II, No. 239; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2135, 2173; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 707, 730, 738).

**24.** Când bărbatul refuză a primi pe soția sa în casă sau femeea refuză a locui cu bărbatul său, există un motiv de divorț, acest fapt constituind o injurie gravă. (Laurent, III, No. 94; Huc, II, No. 239; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 730, 731; Matei Cantacuzino, p. 692; Plastara, I, p. 288).

**25.** În cazul când bărbatul refuză a primi în locuința sa pe soție, tribunalele pot să-l condamne a-i plăti daune interese și daune cominatorii. (Duranton, II, No. 434; Demolombe, IV, No. 110; Dalloz, Rép., Mariage, No. 768; Suppl., Mariage, No. 422; Planiol, ed. 6-a, I, No. 895; Planiol et Ripert, II, No. 371; Contra: Laurent, III, No. 94).

**26.** Tribunalele pot întrebuița forța publică pentru a se deschide locuința soțului și a instala acolo pe soție, în cazul când bărbatul refuză a o primi. (Toullier, XIII, No. 110; Demolombe, IV, No. 110; Beudant, I, No. 312; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 471, p. 137; Dalloz, Rép., Mariage, No. 768; Suppl., Mariage, No. 422; Planiol, ed. 6-a, I, No. 894; Contra: Laurent, III, No. 94; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2173; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 624, 625; Nacu, I, p. 389, 390; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 734; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 372).

**27.** Tribunalele nu pot întrebuița forța publică pentru a aduce pe bărbat în casa soției sau în propria sa locuință. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 471, p. 137; Dalloz, Rép., Mariage, No. 768; Suppl., Mariage, No. 422; Laurent, III, No. 94; Huc, II, No. 238; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2173).

**28.** Cererea bărbatului de a fi obligată femeea să locuiască cu el, trebuie adresată tribunalului unde este situat domiciliul conjugal. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 421).

**29.** A se vedea: art. 194 cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 212, nota 5.

**Art. 197.** — Femeea nu poate porni judecată, fără autorizațiunea bărbatului ei, chiar și în cazul când e comerciantă publică. (Civ. 198 urm., 200, 202, 203, 205, 1224, 1225, 1242, 1265, 1285, 1806; Pr. civ. 624 urm.; C. com. 15, 16—18; L. propr. lit. (Mon. Of. 68/923) Art. 62; Lege relativă la administrarea patrimoniului sătenilor mobilizați (Mon. Of. 221/916) Art. 1; Civ. Fr. 215).



*Text. fr. Art. 215.* — La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari, quand même elle serait marchande publique, ou non commune, ou séparée de biens.

## Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Trib. Alais, Gand, 1923, Jur. Gen. 1925 No. 1880; *Observație* sub Trib. cor. Montauban (Tarn-et-Garonne) 16 April. 1920, Pand. Rom. 1925, III, 105;  
 DOGAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 41 urm.;  
 PĂRVULESCU M. N., *Notă* sub Trib. Dolj s. I, 588 din 1 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925, II, 82;  
 PETIT EUGÈN, *Nota*, sub Cass. fr. req., 1 Aug. 1923, Jur. Gen. 1925, No. 1239;  
 STOENESCU D. DEM., *Notă* sub Judec. ocol Ocnele-Mari (Vâlcea), 413 din 14 Octombrie 1924, Justiția (Craiova) 15/1924;  
 STRELICESCU AL., *Notă*, sub Trib. Ilfov s. I c. c., 854 din 8 Oct. 1926, Pand. Rom. 1926, II, 273;  
 VERMEULEN H. JEAN, *Notă* sub C. Apel Gand 25 Iunie, 1925, Jur. Gen. 1926 No. 276.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

- |  |  |
|--|--|
| Achicșare 23, 29.                          | Hotărâre 18, 19, 55, 56.                   |
| Acțiune 1 urm.                             | Incapacitate 1 urm.                        |
| Acțiune mobilă 9.                          | Inexistența căsătoriei 22.                 |
| Acțiunea soției contra soțului 20, 21, 25. | Interdicție 23, 47.                        |
| Anularea căsătoriei 21, 22.                | Interogator 34.                            |
| Apel 1, 19, 36-41, 51, 52, 53, 56, 57.     | Inițiat 53, 57.                            |
| Autorizația bărbatului 1 urm.              | Jurământ deciziv 31, 32.                   |
| Autorizație expresă 11.                    | Jurământ supletor 33.                      |
| Autorizația justiției 20, 21, 24, 54.      | Mărturisire 34.                            |
| Autorizație tacită 11, 12, 43, 49, 50, 54. | Minoritate 8, 9, 10.                       |
| Căsătorie 17, 18, 19.                      | Mobilă acțiune 9.                          |
| Citare 10, 19.                             | Nulitate 56, 57.                           |
| Codul civil român 4.                       | Nulitatea căsătoriei 21, 22.               |
| Comerciant 15.                             | Opoziție 43.                               |
| Comerț 15.                                 | Ordine publică 6.                          |
| Compromis 30.                              | Ordonanțe prezidențiale 14.                |
| Consimțământ 11.                           | Părât 4, 13, 53, 54.                       |
| Contestație 46.                            | Perimare 35.                               |
| Contract matrimonial 5, 6.                 | Pornire de judecată 4.                     |
| Creditor 45.                               | Președintele tribun. 24.                   |
| Cu-ator 8.                                 | Protecțiune 3.                             |
| Desfacerea căsător. 7, 25.                 | Puere maritală 1, 2.                       |
| Divorț 25.                                 | Reclamant 4, 13, 51, 52, 54                |
| Dotă 5, 6.                                 | Recurs 10, 41, 51, 52, 53, 57              |
| Emancipare prin căsătorie 9.               | Răfără 14.                                 |
| Experiență 3.                              | Revizuire 42.                              |
| Expresă autorizație 11.                    | Separăție de bunuri 16, 24.                |
| Expropriere silită 45.                     | Sex 3.                                     |
| Familie 2.                                 | Slăbiciune 3.                              |
|  | Tacită autorizație 11, 12, 43, 49, 50, 54. |
|  | Tranzacție 26.                             |
|  | Urmărire imobiliară 14, 45, 46             |

## Doctrină.

1. După părerea dominantă, fundamentul incapacității femeii este puterea maritală a cărei consecință este. (Merlin, Questions de droit, Puissance maritală, § 4; Delvincourt, I, p. 79, nota 1; Toullier, II, No. 655; Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 321; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 762; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 5, p. 138; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 423; Laurent, III, No. 95; Huc, II, No. 240; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 614 urm., 628).

2. După o altă părere, autorizațiunea soțului se cere nu numai în interesul puterii maritale ci și în interesul familiei al cărei șef este bărbatul. (Demolombe, IV, No. 117; Massé et Vergé sur Zacha-

riae, I, p. 251; Dalloz, Rép., Mariage, No. 772; Planiol, ed. 6-a, I, No. 927 urm.; Nacu, I, p. 392 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 737; Matei Cantacuzino, p. 708; Plastara, I, p. 290; V. Gh. Tătaru, p. 49, 50; Planiol et Ripert, II, No. 405).

3. După o a treia părere, astăzi părăsită, autorizațiunea bărbatului este necesară pentru a proteja femeia contra slăbiciunii și lipsei de experiență inerentă sexului său. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 772; Comp.: Pothier, Puissance du mari No. 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 762).

4. Legiuitorul român a tradus greșit cuvântul „ester“ din art. 215 c. civ. fr. prin cuvântul „porni“, de oare ce este necesară autorizația soțului nu numai pentru ca femeia măritată să poată fi reclamantă într-un proces ci și ca părătă (Nacu, I, p. 403; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 743, 744; Matei Cantacuzino, p. 708, 709).

5. Femeia are nevoie de autorizația bărbatului ori care ar fi regimul matrimonial ce a adoptat cu ocazia căsătoriei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 771; Beudant, I, No. 326; Dalloz, Rép., Mariage, No. 774; Suppl., Mariage, No. 425; Huc, II, No. 242; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2183; Planiol, ed. 6-a, I, No. 936; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 628; Matei Cantacuzino, p. 708; Planiol et Ripert, II, No. 408).

6. Soții nu pot prin contractul de căsătorie să deroge de la dispozițiunile art. 215 c. civ. fr. (197 c. civ. rom.) de oarece incapacitatea femeii măritată este de ordine publică. (Dalloz, Rép., Suppl., Contrat de mariage, No. 13 urm.; Mariage, No. 424; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 774).

7. În principiu incapacitatea femeii măritată încetează numai la desfacerea căsătoriei. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 774; Suppl., Mariage, No. 425; Planiol, ed. 6-a, I, No. 931; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 746; Matei Cantacuzino, p. 703).

8. Când femeia este minoră și bărba-

tul este major, el va da autorizațiune soției sale de oare ce este de drept curatorul ei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 779, nota 2; Dalloz, Rép., Mariage, No. 876; Contra: Planiol, ed. 6-a, I, No. 984; Comp.: Nacu, I, p. 411, 412; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 782, 783).

9. Când bărbatul este minor și deci este emancipat prin căsătorie, el va putea autoriza pe femeea sa numai în actele pe care el însuși are dreptul a le face, cum ar fi de exemplu pentru a sta într'un proces de natură mobilă. (Toullier, I, No. 653; Demolombe, IV, No. 221; Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 333; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 43, p. 148; Dalloz, Rép., Mariage, No. 875; Suppl., Mariage, No. 492; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 782).

10. Când bărbatul este minor, pentru actele pe care el nu le poate face, soția sa va trebui să ceară autorizația justiției, citându-se cu această ocazie și soțul său. (Toullier, II, No. 653; Demolombe, IV, No. 253; Beudant, I, No. 333; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 348; Carré, Lois de la procédure civile, III, Question 2925; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 44, p. 463; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 492).

11. Bărbatul poate să-și dea autorizațiunea sa, fie în mod expres, fie în mod tacit, aplicându-se regulile generale de la validitatea consimțământului. (Toullier, II, No. 663; Proudhon, II, p. 466; Demolombe, IV, No. 192; Beudant, I, No. 328; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 804; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 150; Dalloz, Rép., Mariage, No. 832; Suppl., Mariage, No. 467; Laurent, III, No. 111, 117, 125; Huc, II, No. 250; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2229; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 640; Planiol, ed. 6-a, I, No. 952; Nacu, I, p. 415; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 760, 764; Matei Cantacuzino, p. 709; Tataru, Președintele Tribunalului, p. 47; Planiol et Ripert, II, No. 450).

12. Autorizarea soțului ca femeea sa să stea în judecată poate rezulta din ori ce împrejurări cari ar face neîndoelnică voința sa de a o autoriza. (Laurent, III, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 764; Comp.: Demolombe, IV, No. 191; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2242; Matei Cantacuzino, p. 709).

13. Femeea măritată are nevoie de autorizația soțului în acțiuni de ori ce natură, fie că este reclamantă, fie că este pârâtă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 771; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 427; Huc, II, No. 242; Planiol, ed. 6-a, I, No. 936; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 628; Nacu, I, p. 403; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 743; Matei Cantacuzino, p. 708; Planiol et Ripert, II, No. 412).

14. Femeea măritată poate face cerere de référé, fără autorizația soțului său. (Demolombe, IV, No. 131; Dalloz, Rép.,

Suppl., Mariage, No. 447; Référés, No. 15; Bilhard, Traité des référés en France, p. 288 urm.; Bioche, Dictionnaire de procédure civile et commerciale, V, Référés, No. 218, 219; Carré, VI, vol. I, No. 2754, quater; Garsonnet, VIII, Référés, No. 2994; Planiol et Ripert, I, No. 273; II, No. 412; Contra: Glasson, Colmet Daage et Tissier, ed. 2-a, I, Référés, No. 453).

15. Când femeea măritată este comerciantă publică, cu toate că a fost autorizată de soțul său pentru a face comerț, are totuși nevoie de autorizația soțului în acțiunile în justiție atât civile cât și comerciale, privitoare la comerțul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 771; Dalloz, Rép., Commerce, No. 216; Mariage, No. 775; Suppl., Commerce, No. 426; Mariage, No. 521; Planiol, ed. 6-a, I, No. 936; Planiol et Ripert, II, No. 412; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 628; Contra: Nacu, I, p. 406; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 758; Matei Cantacuzino, p. 709; Ioan I. Ionescu, Nota sub raportul instrăinării, p. 44).

16. Femeea separată de bunuri, are nevoie de autorizația soțului pentru a sta în judecată. (Planiol et Ripert, II, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 745, 746).

17. Dacă femeea se căsătorește în cursul instanței, ea nu va putea continua procesul fără autorizația soțului său. (Toullier, II, No. 620; Demolombe, IV, No. 139; Vazeille, II, No. 302; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 773; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 140; Dalloz, Rép., Mariage, No. 786; Suppl., Mariage, No. 436; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2194; Nacu, I, p. 404; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 746).

18. Dacă s'a dat deja o hotărâre în prima instanță și femeea s'a căsătorit, apelul trebuiește făcut de femeea cu autorizația soțului său. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 789).

19. Dacă femeea se căsătorește după ce ea a dobândit o hotărâre în primă instanță, terțul care face apel, trebuiește să citeze și pe soț pentru a-i da autorizarea. (Duranton, II, No. 458).

20. Când femeea măritată introduce o acțiune contra soțului său, ea trebuiește să aibă autorizația soțului sau a justiției. (Demolombe, IV, No. 138; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 771; Beudant, I, No. 334; Dalloz, Rép., Mariage, No. 776; Suppl., Mariage, No. 428; Laurent, III, No. 105; Huc, II, No. 243; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2186; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 628; Nacu, I, p. 404; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 744, 763; Planiol et Ripert, II, No. 412).

21. Când femeea măritată introduce o acțiune în anularea căsătoriei sale, trebuiește să aibă autorizația soțului sau a justiției. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 2; Demolombe, IV, No. 127; Beudant, I, No. 326; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 139; Dalloz, Rép., Suppl.,



Mariage, No. 429; Laurent, II, No. 436; III, No. 104; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2187; Nacu, I, p. 404; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 744).

**22.** Dacă femeea măritată cere nulitatea căsătoriei pentru motivul de inexistența ei, ea nu are nevoie de autorizație. (Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 429; Laurent, II, No. 436; III, No. 104; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2187; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 744, 745, nota 6).

**23.** Când femeea măritată cere interdicția soțului său, ea trebuie să fie autorizată. (Demolombe, IV, No. 126; Beudant, I, No. 326; Laurent, III, No. 108; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2190; Nacu, I, p. 404; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 744; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 141).

**24.** Când femeea cere separația de patrimonii, ea nu are nevoie de autorizația soțului ci numai de aceea a președintelui tribunalului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 771; Nacu, I, p. 406; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 747; Matei Cantacuzino, p. 710).

**25.** Femeea măritată nu are nevoie de autorizația soțului său pentru a intenta în contra acestuia o acțiune de divorț. (Beudant, II, No. 402; Laurent, III, No. 107; Huc, II, No. 244, 304; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2196; Nacu, I, p. 406; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 747; Matei Cantacuzino, p. 710).

**26.** Femeea măritată, care a obținut autorizația de a sta în justiție, nu are dreptul să facă o tranzacție asupra obiectului procesului. (Demolombe, IV, No. 280; Vazeille, II, No. 304; Daloz, Rép., Mariage, No. 781; Planiol, ed. 6-a, I, No. 983; Nacu, I, p. 415; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 771; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2313).

**27.** Femeea măritată, care a obținut autorizația de a intenta o acțiune, nu are dreptul a se dezista de la această acțiune fără o nouă autorizație. (Demolombe, IV, No. 281; Vazeille, II, No. 304; Daloz, Rép., Désistement, No. 22; Mariage, No. 792; Suppl., Désistement No. 8; Mariage, No. 437; Laurent, III, No. 147; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2313, 2314; Nacu, I, p. 415).

**28.** Femeea măritată, care a obținut autorizația de a sta în justiție ca pârâtă, nu are dreptul să achieseze la acțiunea intentată. (Demolombe, IV, No. 281; Vazeille, II, No. 305; Daloz, Rép., Acquiescement, No. 108; Mariage, No. 792; Suppl., Mariage, No. 437; Laurent, III, No. 147; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2315; Nacu, I, p. 415).

**29.** După o altă părere însă, femeea măritată care a fost autorizată a sta ca pârâtă într-o acțiune, are dreptul să achieseze, fără o nouă autorizație. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 157; Daloz,

Rép., Suppl., Mariage, No. 437; Planiol, ed. 6-a, I, No. 983).

**30.** Femeea măritată nu poate face un compromis fără autorizațiunea soțului. (Nacu, I, p. 415; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 771).

**31.** Femeea măritată, autorizată de a sta într'un proces, nu poate deferi sau referi jurământ decizoriu, fără o nouă autorizație. (Demolombe, IV, No. 282; Daloz, Rép., Mariage, No. 918; Obligation, No. 5224; Laurent, III, No. 148; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2316; Planiol et Ripert, I, No. 265; Nacu, I, p. 414; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 771).

**32.** Deasemenea nu poate accepta deferea unui jurământ decizoriu fără o nouă autorizație. (Demolombe, IV, No. 283; Daloz, Rép., Mariage, No. 918; Obligation, No. 5235; Suppl., Mariage, No. 518; Laurent, III, No. 148; Nacu, I, p. 414; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 771).

**33.** Femeea măritată care a fost autorizată să stea în proces, poate presta jurământul supletoriu, deferit din oficiu de tribunal, fără o nouă autorizație. (Demolombe, IV, No. 283; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 771, nota 3).

**34.** Femeea măritată, autorizată a sta într'un proces, are dreptul fără o nouă autorizație să răspundă la un interogator formulat de către partea adversă sau la întrebările puse de judecător; ea nu are putea face însă, fără o autorizație nouă, mărturisiri spontane. (Larombière, Traité des obligations, V, Art. 1356, No. 10; Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 751, p. 170; Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 519; Laurent, III, No. 148; Comp.: Demolombe, IV, No. 284; Daloz, Rép., Mariage, No. 919; Obligation, No. 5083; Planiol et Ripert, I, No. 265; Nacu, I, p. 414, 415; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 771).

**35.** Femeea măritată, autorizată de a sta ca pârâtă într'un proces, are dreptul să ceară perimarea instanței, fără o nouă autorizație. (Daloz, Rép., Péremption, No. 45).

**36.** Dacă bărbatul a autorizat pe femeea sa să stea într'un proces, ea nu poate declara apel contra hotărârei pronunțate, fără o nouă autorizație. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 775; Daloz, Rép., Mariage, No. 782; Suppl., Mariage, No. 431; Huc, II, No. 243; Planiol, ed. 6-a, I, No. 978; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 265; II, No. 412; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 628; Nacu, I, p. 413; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 745, 769, 771).

**37.** Bărbatul poate în același timp să autorizeze pe femeea sa să stea în proces la prima instanță și în apel. (Demolombe, IV, No. 285; Mourlon, ed. 7-a, No. 775; Daloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 431; Huc, II, No. 243; Planiol, ed. 6-a, I, No. 978; Matei Cantacuzino, p. 709; Contra: Taulier, I, p. 345; Laurent, III, No. 149;

Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2323; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 770).

**38.** Dacă bărbatul a dat autorizație soției sale să intenteze o acțiune, ea va avea nevoie de o nouă autorizație pentru a se apăra în apelul ce ar introduce partea adversă în contra hotărârei pronunțate. (Duranton, II, No. 460; Taulier, I, p. 345; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 775; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 157 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 432; Laurent, III, No. 149; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2323 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 978; Planiol et Ripert, II, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 770, 771).

**39.** După o altă părere însă, dacă bărbatul a autorizat pe soția sa să introducă o acțiune, ea nu mai are nevoie de o nouă autorizație pentru a se apăra în apelul introdus de partea adversă contra hotărârei pronunțate. (Demolombe, IV, No. 287; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 432; Planiol et Ripert, I, No. 265; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 628; Nacu, I, p. 413).

**40.** Deși femeea măritată a fost autorizată de soțul său ca să stea în instanța de apel, ea are nevoie de o nouă autorizație pentru a face recurs în casajie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 775; Dalloz, Rép., Mariage, No. 782; Suppl., Mariage, No. 435; Planiol, ed. 6-a, I, No. 978; Planiol et Ripert, I, No. 265; II, No. 412; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 628; Nacu, I, p. 413, 414; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 745, 769).

**41.** O nouă autorizație îi este necesară chiar pentru a se apăra într'un recurs introdus de partea adversă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 775; Dalloz, Rép., Mariage, No. 782; Suppl., Mariage, No. 435; Planiol, ed. 6-a, I, No. 978; Planiol et Ripert, II, No. 412; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 628).

**42.** Femeea măritată are nevoie de autorizație pentru a cere revizuirea unei hotărâri. (Nacu, I, p. 414; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 745).

**43.** Femeea măritată care a fost autorizată să stea într'un proces, are dreptul a face opoziție la hotărârea obținută în lipsa sa, fără o nouă autorizație. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 157; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2321; Nacu, I, p. 413; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 770, nota 1).

**44.** Pentru ca femeea măritată să poată face o urmărire imobiliară, ea are nevoie de o autorizație specială din partea bărbatului său. (Dalloz, Rép., Vente publique d'immeubles, No. 151).

**45.** Femeea măritată are nevoie de autorizația soțului său pentru a se apăra în o expropriere silită făcută de către creditorii săi. (Demolombe, IV, No. 134; Laurent, III, No. 106; Huc, II, No. 243; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2192; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 745).

**46.** Femeea măritată are nevoie de autorizație pentru a face contestație la o urmărire silită. (Nacu, I, p. 414; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 745).

**47.** Femeea măritată are nevoie de autorizație când se provoacă interdicția ei. (Duranton, II, No. 456; Demolombe, IV, No. 125; Aubry et Rau, ed. 4-a, § 472, p. 141; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 744).

**48.** Dacă bărbatul introduce o acțiune în contra soției sale, se consideră că el o autoriză în mod tacit de a sta în justiție. (Demolombe, IV, No. 138, 196; Dalloz, Rép., Mariage, No. 776; Suppl., Mariage, No. 428, 471; Laurent, III, No. 105, 125; Huc, II, No. 243; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2337; Planiol et Ripert, II, No. 412; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 640; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 744; Plastara, I, p. 296).

**49.** Faptul că femeea măritată se judecă alături de soțul său în contra unei terțe persoane, se consideră ca o autorizație tacită. (Merlin, Répertoire, Autorisation maritale, section 6, § 1; Duranton, II, No. 467; Demolombe, IV, No. 196; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 152; Dalloz, Rép., Mariage, No. 834; Suppl., Mariage, No. 470; Laurent, III, No. 125; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 640; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 763; Matei Cantacuzino, p. 709).

**50.** Faptul că în o acțiune introdusă de către soție în contra soțului său, aceasta se prezintă și se apără, se consideră ca o autorizație tacită. (Huc, II, No. 243; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2186, 2237; Planiol et Ripert, II, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 744 nota 2; Contra: Laurent, III, No. 125).

**51.** Autorizația bărbatului trebuie cerută de către femeea măritată în cazul când ea este reclamantă, apelantă 804; Dalloz, Rép., Mariage, No. 777; Planiol et Ripert, II, No. 412).

**52.** În cazul când femeea măritată a introdus o acțiune, apel sau recurs fără autorizația soțului, partea adversă are dreptul sau de a chema pe soț în instanță sau de a cere amânarea pricinii până ce femeea va obține autorizația bărbatului său. (Demolombe, IV, No. 351; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 164, 165; Dalloz, Rép., Mariage, No. 949; Suppl., Mariage, No. 535; Laurent, III, No. 156; Planiol ed. 6-a, I, No. 950; Nacu, I, p. 418; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 770, 789).

**53.** Dacă femeea măritată este pârâtă sau intimată, partea adversă este obligată a chema în cauză și pe soțul său pentru a-i da autorizație. (Demolombe, IV, No. 267; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 804; Dalloz, Rép., Mariage, No. 777, 828, 906; Suppl., Mariage, No. 510; Planiol, ed. 6-a, I, No. 974; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 640; Nacu, I, p. 407, 408; Matei Cantacuzino, p. 709).



54. Dacă soțul nu se prezintă pentru a autoriza pe soția sa, reclamantul va cere tribunalului s'o autorizeze pentru a sta în proces ca pârâtă. Autorizația tribunalului poate fi chiar tacită prin faptul că tribunalul o condamnă în profitul reclamantului. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 643; Nacu, I, p. 407, 408).

55. Autorizația bărbatului poate interveni și în cursul instanței; nu este nevoie ca ea să fie dată la începutul instanței ci numai ca ea să intervie înainte de pronunțarea hotărârei definitive. (Démolombe, IV, No. 351; Dalloz, Rép., Mariage, No. 859; Suppl., Mariage, No. 435, 482; Laurent, III, No. 156; Planiol, ed. 6-a, I, No. 950; Nacu, I, p. 418; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 770, 789).

56. Astfel apelul introdus de o femeie măritată, fără autorizația soțului nu este nul dacă posterior introducerii lui, ea a dobândit autorizația. (Aubry et Rau, ed. 4-a, I, § 472, p. 165; Dalloz, Rép., Mariage, No. 860; Laurent, III, No. 103; Planiol, ed. 6-a, I, No. 950; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 770; Comp.: Huc, II, No. 243).

57. S'a decis că dacă femeia măritată este intimată în apel sau în recurs, apelantul trebuie să cheme în instanță pe bărbat înainte de expirarea termenului de apel, în caz contrar apelul este nul și o chemare în instanță a bărbatului posterior expirării termenului de apel nu ar mai putea acoperi nulitatea. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 860; Suppl., Mariage, No. 482; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 709).

58. Când bărbatul figurează în o instanță numai ca soț, pentru autorizare, hotărârea se va pronunța numai în contra femeii, de oare ce soțul nu se obligă personal. (Vazeille, Traité du mariage, II, No. 375; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 810; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 522; Planiol, ed. 6-a, I, No. 986; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 647; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 772).

59. A se vedea: art. 199, 205, 207, 1224, 1265 și 1285 cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Soția nu poate porni judecată fără autorizația soțului ei; acesta este un principiu prevăzut de codul civil, care se aplică și la ordonanțele prezidențiale. Acest principiu general se aplică și în cazul separării de patrimoniu când soția pornește o acțiune contra soțului; se exceptează numai cazul de divorț și acțiunile criminale și polițienesti. (Trib. Dolj, s. I, 588 din 1 Octombrie 1924, Pand. Rom. 1925, II, 82, Justiția (Craiova) 15/924).

2. a) Autorizația maritală este necesară femeii măritate, fie ca reclamantă, fie ca pârâtă, chiar și atunci când reclamă

în contra soțului ei. Prin urmare o acțiune formulată de femeie și intentată contra soțului ei, fără autorizația acestuia sau a justiției nu este valabilă.

b) Efectele lipsei de autorizare este nulitatea relativă a acțiunii, ce poate fi invocată de femeie, de bărbat sau de moștenitorii lor și în orice stare s'ar afla procesul. (Judec. ocol Ocnele-Mari (Vâlcea) 413 din 14 Octombrie 1924, Justiția (Craiova) 15/1924).

3. Cu toate că art. 197, 200, 203 și 207 din codul civil, prin cuvintele „porni judecată”, ar lăsa să se deducă intenția legiuitorului român de a modifica sistemul codului Napoleon, cerând autorizația soțului numai când femeia este reclamantă, totuși expresiunile „sta în judecată”, din art. 204 și 205 cod. civil, înlătură orice discuțiune, pe lângă împrejurarea că nu ar fi nici o rațiune de a distinge după sistemul literal al textelor, pentru a deduce în anume cazuri că este nevoie de autorizația soțului, de altele când nu ar fi nevoie de ea. (Trib. Ilfov s. I, c. c., 851 din 8 Octombrie 1926, Dreptul 35/1926, Pand. Rom. 1926, II, 273).

4. Analizând dispozițiunile art. 197 c. civ., rezultă norma generală că femeia măritată nu poate porni, adică nu poate sta în judecată decât numai cu autorizațiunea bărbatului, atât în materie represivă, civilă sau comercială, fie că are calitate de reclamantă sau de pârâtă; totuși prin art. 198 cod. civ., se aduce o singură excepție dela această normă edictată mai sus atunci când femeia măritată este urmărită în calitate de pârâtă în materie represivă și când nu i se cere autorizațiunea maritală care nu mai are rost, căci în materie represivă pe baza principiului suprem al apărării ea are totdeauna interes să se apere.

După dispozițiunile acestor texte de lege, rezultă clar că în caz când femeia urmărește, adică are calitatea de reclamantă în materie penală, autorizațiunea soțului este necesară, fără de care contractul judiciar încheiat cu persoana cu care se judecă nu are nici o tărie.

Lipsa autorizațiunei bărbatului mai ales în materie penală fiind o chestiune de ordine publică, întrucât deși această normă aparține dreptului privat dar ea privește în mod direct organizarea noastră socială, din punct de vedere al capacității persoanelor, subiective active și pasive de drepturi, ca atare ea poate fi invocată din oficiu, căci hotărârea dată cu lipsa autorizațiunei este isbită de nulitate.

Astfel fiind s'a amânat judecarea cauzei citându-se și soțul reclamantei — Alecu Groza — spre a-și da autorizațiunea sa maritală în proces. (Jud. oc. rural Grivița, jud. Tutova, Încheierea din 21 Octombrie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1877).

**Art. 198.** — Autorizațiunea bărbatului nu se cere când femeea va fi urmărită înaintea judecăței în pricini criminale sau polițienști. (Civ. 197, 200; C. p. 7 urm.; Civ. Fr. 216).

*Text. fr. Art. 216.* — L'autorisation du mari n'est pas nécessaire lorsque la femme est poursuivie en matière criminelle, ou de police.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. cor. Montauban (Tarn-et-Garonne) 16 Aprilie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 105;

PETIT EUGEN, *Notă* sub Cas. fr. req. 1 Aug. 1923, Jur. Gen. 1925, No. 1239.

### Doctrină.

**1.** Femeea măritată nu are nevoie de autorizația bărbatului său, pentru a se apăra în acțiunea publică în pricini criminale, corecționale sau polițienști. (Demolombe, IV, No. 141; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 772; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 13, p. 140; Dalloz, Rép., Mariage, No. 794; Suppl., Mariage, No. 439; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2198; Planiol, ed. 6-a, I, No. 942; Planiol et Ripert, I, No. 283; II, No. 413; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 629; Nacu, I, p. 405; Alexandresco ed. 2-a, I, p. 784 nota 2; Matei Cantacuzino, p. 709).

**2.** În cazul când odată cu judecarea acțiunii publice se judecă și cererea de despăgubiri a părții civile, femeea măritată nu are nevoie de autorizația bărbatului său. (Demolombe, IV, No. 143; Marcadé, Art. 216, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 14; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 772, nota 1; Dalloz, Rép., Mariage, No. 795; Suppl., Mariage, No. 440; Laurent, III, No. 110; Huc, II, No. 244; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2201 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 942; Planiol et Ripert, II, No. 414; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 629; Nacu, I, p. 405; Alexan-

dresco, ed. 2-a, I, p. 749; Matei Cantacuzino, p. 709).

**3.** Când însă acțiunea civilă rezultată din o infracțiune penală se judecă separat de acțiunea publică, după părerea dominantă, femeea trebuie să fie autorizată de soțul său. (Marcadé, Art. 216, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 772, nota 1; Beudant, I, No. 326; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 14, p. 140; Dalloz, Rép., Mariage, No. 795; Suppl., Mariage, No. 440; Laurent, III, No. 110; Huc, II, No. 244; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2200 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 942; Planiol et Ripert, II, No. 414; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 629; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 749; Comp.: Demolombe, IV, No. 142, 143).

**4.** Dacă femeea măritată este reclamantă într-o acțiune penală și se constituie parte civilă, ea trebuie să fie autorizată de soțul său de oare ce excepțiunea prevăzută de art. 216 cod. civ. fr. (198 c. civ. rom.) este de strictă interpretare. (Merlin, Répertoire, Autorisation maritale, section 7, No. 18; Demolombe, IV, No. 140; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 12; Dalloz, Rép., Mariage, No. 794; Laurent, III, No. 109; Huc, II, No. 244; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2198; Planiol et Ripert, II, No. 414; Nacu, I, p. 405; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 748).

**Art. 199.** — Femeea având chiar parafernă <sup>1)</sup> nu o poate da, înstrăină, ipotecă, nu poate dobândi avere cu titlu oneros sau gratuit, fără concursul bărbatului la facerea actului sau prin deosebit consimțământ înscris. (Civ. 106, 200, 201, 202 urm., 208, 310, 687, 914, 950 § 3, 952, 1164, 1176, 1224, 1242, 1248 urm., 1265, 1285, 1538, 1718, 1769, 1900; C. com. 15, 16; L. propr. liter. (Mon. Of. 68/923) Art. 62; Lege relativă la administrarea patrimoniului sătenilor mobilizați (Mon. Of. 221/916) Art. 1; Civ. Fr. 217).

*Text. fr. Art. 217.* — La femme, même non commune ou séparée de biens, ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir, à titre gratuit ou onéreux, sans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit.

1) „Parafernă”, adică averea nedotală a femeii și a cărei administrațiune o are ea personal, se numea în codul Calimach și Caragea: „exoprică”.



## Bibliografie (continuare).

- CERBAN ALEX., *Notă* sub Trib. Mehedinți S. I, 718 din 17 Decembrie 1925, Curier Jud. 36/1926;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipotecă*, p. 231 urm.;
- DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 41 urm.;
- PETIT EUGEN, *Notă* sub Cas. fr. req. 1 Aug. 1923, Jur. Gen. 1925, No. 1239;
- RAICULESCU ION, *Notă* sub Judec. ocol Corabia, 27 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 277;
- VOGEL I. D., *Notă* sub Trib. Buzău 2/1925, Jur. Gen. 1925, No. 531.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

- |   |  |
|---|--|
| Acceptarea donațiunii 25.               | Imbogățire pe nedrept 33   |
| Acceptarea succesiunii 12.              | Imbrăcăminte 28.   |
| Acte autentice 36.                      | Inceput de dov. scrisă 38.                                       |
| Acte de conservare 29, 31, 32.          | Inchiriere 19.   |
| Acte extra-judiciare 29.                | Inscripție ipotecară 30.   |
| Acte interesând viață casnică 28.       | Instrăinare 4.   |
| Acte sub semnătură privată 36.          | Ipotecă 11, 30.  |
| Administrație 17, 18, 20                | Jurământ 39.   |
| Alimente 23.                            | Legat 12.  |
| Amanet 6.                               | Limitativă enumerare 1, 47, 48.                                  |
| Angajament teatral 7.                   | Locație 19.  |
| Angajare de servitori 28.               | Mandat 22, 28.   |
| Apreciere suverană 46, 47.              | Mărturi 38.  |
| Autorizația bărbatului 1 urm.           | Mărturisire 39.  |
| Autorizație concomitentă 50.            | Naționalitate străină 2.   |
| Autorizație expr. 35-38, 44.            | Nutitate 6, 7, 51, 52.   |
| Autorizația justiției 3, 9, 10, 13, 21. | Obligație 5, 9, 31, 33, 41, 44.                                  |
| Autorizație posterioară 51, 52.         | Parafernă 20.  |
| Autorizație tacită 35, 41-49.           | Plată 8.   |
| Autorizație verbală 38, 39, 40.         | Poliță 45.   |
| Cambie 45.                              | Poprire 16.  |
| Căsătorie 24.                           | Probă 38.  |
| Cetățenie 2.                            | Profesiune 15.   |
| Comert 49.                              | Quasi-delicț 33.   |
| Concursul bărbat. 41-48.                | Rectificare 53.  |
| Conservare act 29, 31, 32.              | Recunoașterea unui copil natural 26.                             |
| Contract 5, 9, 50.                      | Renunțare la succes. 12.   |
| Contract de căsătorie 18.               | Responsabilitate 53.   |
| Convenție între soți 9, 10, 42.         | Revocare 21, 22, 23, 55, 56, 57.                                 |
| Copil 24.                               | Scrisoare 36.  |
| Cuasi-delicț 33.                        | Separatie de bunuri 17-20.                                       |
| Cumpărături p. casă 28.                 | Servitori 28.  |
| Delicț 33.                              | Solidaritate 41.   |
| Donațiune 3, 14, 23, 25.                | Succesiune 12.   |
| Dotă 18, 45, 54.                        | Suverană apreciere 46, 47.                                       |
| Dovadă 38.                              | Tacită autorizație 35, 41-49.                                    |
| Emancipare 27.                          | Teatru 7.  |
| Enumerare enunciativă 1, 47, 48.        | Testament 12, 21.  |
| Gaj 6.                                  | Terțe persoane 32, 53, 57.                                       |
| Haine 28.                               | Toleranță 49.  |
| Imprumut 34.                            | Transcripție 30.   |
|   | Trată 45.  |
|   | Uzfruct 54.  |
|   | Validare de poprire 16.  |
|   | Vindere-cumpărare, a se vedea cuvântul: „Instrăinare“ și 13, 14. |

## Doctrină.

1. Emunerarea actelor, pe care femeea măritată nu le poate face fără autorizația soțului său, prevăzută în art. 217 c. civ. fr. (199 c. civ. rom.) nu este limitativă. (Demolombe, IV, No. 179; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 765; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 18, p. 142; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 449; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2203; Planiol, ed. 6-a, I, No. 933; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 627; Nacu, I, p. 396; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 750; Matei Cantacuzino, p. 709; Comp.: Plastara, I, p. 291, 292).

2. Femeea măritată nu poate dobândi o naționalitate străină, fără autorizația bărbatului. (Weiss, Traité de droit international privé, p. 439 urm.).

3. Femeea măritată nu poate face o donațiune fără autorizația soțului său sau a justiției. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 763; Dalloz, Rép., Disposit. entre vifs et testam., No. 293; Suppl., Disposit. entre vifs et testam., No. 97; Planiol, ed. 6-a, I, No. 934; Planiol et Ripert, I, No. 277; II, No. 410; Nacu, I, p. 395; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 750).

4. Femeea măritată nu poate face nici un act de instrăinare asupra averii sale parafernale fără autorizația soțului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 763; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 472; Planiol, ed. 6-a, I, No. 934; Planiol et Ripert, I, No. 276; II, No. 410; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 627; Nacu, I, p. 395; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 750; Plastara, I, p. 292; Ioan I. Ionescu, *Nota* sub raportul instrăinării, p. 180).

5. Femeea măritată nu poate face nici un contract prin care se obligă către o terță persoană și ori cine ar fi cauza obligației, fără autorizația soțului său. (Demolombe, IV, No. 145 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 765, 766; Beudant, I, No. 326; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 450; Laurent, III, No. 97; Huc, II, No. 246; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2203; Planiol, ed. 6-a, I, No. 933; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 627; Nacu, I, p. 396; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 751; Matei Cantacuzino, p. 709; Plastara, I, p. 293).

6. Femeea măritată nu poate face un contract de amanet fără autorizația soțului său; contractul de amanet făcut fără autorizație este nul. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 451; Planiol et Ripert, II, No. 410).

7. Contractul de angajament teatral făcut de o femeie măritată, fără autorizația soțului său este nul. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 817; Suppl., Théâtre No. 64; Planiol, ed. 6-a, I, No. 930; Nacu, I, p. 400; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 752; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 627, 643).

8. Femeea măritată nu poate primi o plată, fără autorizația soțului său. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 452; Planiol, ed. 6-a, I, No. 935; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 627; Matei Cantacuzino, p. 709).

- 9.** Când femeea contractează o obligație în interesul soțului său către o terță persoană, este de ajuns autorizația soțului și nu este necesară autorizația justiției. (Delvincourt, I, p. 79, nota 11; Demolombe, IV, No. 232 urm.; Marcadé, Art. 224; Beudant, I, No. 334; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 149; Dalloz, Rép., Mariage, No. 812; Laurent, III, No. 134; Huc, II, No. 273; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2293; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 645; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 775).
- 10.** După părerea dominantă, când femeea măritată contractează cu soțul său, este de ajuns autorizația soțului. (Merlin, Questions de droit, Autorisation maritale, § 1; Demolombe, IV, No. 232 urm.; Marcadé, Art. 224, No. 2; Beudant, I, No. 334; Aubry et Rau, ed. 4-a, § 472, p. 148 urm.; Dalloz, Rép., Mariage, No. 812; Suppl., Mariage, No. 455; Laurent, III, No. 134; Huc, II, No. 273; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2293; Planiol et Ripert, I, No. 270; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 645; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 752, 775; Plastara, I, p. 297; Contra: Duranton, II, No. 471).
- 11.** Femeea măritată, nu poate constitui o ipotecă asupra bunurilor sale imobile, fără autorizația soțului său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 763; Beudant, I, No. 326; Dalloz, Rép., Privilèges et hypothèques, No. 1216; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2205; Planiol, ed. 6-a, I, No. 934; Planiol et Ripert, II, No. 410; Nacu, I, p. 395; Plastara, I, p. 292).
- 12.** Femeea măritată are nevoie de autorizația soțului său pentru a accepta un legat universal sau particular sau pentru a renunța la o succesiune. (Dalloz, Rép., Disposit. entre vifs et testam., No. 409; Planiol, ed. 6-a, I, No. 933; Planiol et Ripert, II, No. 409, 410; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 627; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 751; Matei Cantacuzino, p. 709).
- 13.** Femeea măritată nu poate dobândi cu titlu oneros, fără autorizația soțului său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 763, 764; Planiol, ed. 6-a, I, No. 935; Planiol et Ripert, II, No. 411; Nacu, I, p. 395; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 750; Plastara, I, p. 292).
- 14.** Femeea măritată nu poate dobândi cu titlu gratuit fără autorizația soțului său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 763, 764; Planiol, ed. 6-a, I, No. 935; Planiol et Ripert, II, No. 411; Nacu, I, p. 395, 396; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 750, 751; Plastara, I, p. 292).
- 15.** Femeea măritată nu poate exercita o profesiune fără autorizația soțului său. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 930).
- 16.** Femeea măritată nu poate cere validarea unei popriri, fără autorizația soțului său. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 799).
- 17.** Femeea separată de bunuri, poate face orice acte în limita dreptului său de liberă administrație, fără autorizația soțului său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 766
- urm.; Dalloz, Rép., Mariage, No. 818; Suppl., Mariage, No. 457; Planiol, ed. 6-a, I, No. 944; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 633; Nacu, I, p. 402; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 756; Matei Cantacuzino, p. 710; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 274, 275; Plastara, I, p. 292).
- 18.** Când femeea și-a rezervat prin contractul de căsătorie dreptul de a administra averea sa, ea are dreptul să facă actele de administrație privitoare la această avere, fără autorizația soțului sau a justiției. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 786; Matei Cantacuzino, p. 710).
- 19.** Femeea separată de bunuri, poate închiria bunurile sale fără autorizația soțului. (Dalloz, Rép., Louage, No. 56; Planiol, ed. 6-a, I, No. 936, 944; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 274, 275).
- 20.** Când femeea separată de bunuri, s'a obligat valabil în limita actelor de administrație, fără autorizația soțului său, cei față de care s'a obligat, au acțiune asupra întregii sale averi parafernale. (Duranton, II, No. 492; Demolombe, IV, No. 161; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 766, 767; Huc, IX, No. 281; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 756; Comp.: Marcadé, Art. 1449, No. 3).
- 21.** Femeea măritată poate face anumite acte fără autorizația soțului său sau a justiției; astfel ea poate fără autorizația soțului sau a justiției să facă un testament sau să-l revoace. (Demolombe, IV, No. 185; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 787; Dalloz, Rép., Mariage, No. 23; Suppl., Mariage, No. 459; Huc, II, No. 281; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2219; Planiol, ed. 6-a, I, No. 938; Planiol et Ripert, II, No. 418; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 630; Nacu, I, p. 401, 402; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 753, 754; Matei Cantacuzino, p. 710; Plastara, I, p. 294).
- 22.** Deasemenea să revoace mandatul ce a dat soțului său. (Demolombe, IV, No. 186; Dalloz, Rép., Mariage, No. 826; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2222; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 754).
- 23.** Deasemenea să revoace o donațiune ce a făcut-o soțului său în timpul căsătoriei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 788; Dalloz, Rép., Mariage, No. 23; Suppl., Mariage, No. 459; Planiol et Ripert, II, No. 419; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 630; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 747, 754; Matei Cantacuzino, p. 710).
- 24.** Deasemenea să consimtă la căsătoria copiilor săi. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 788; Dalloz, Rép., Mariage, No. 23; Planiol ed. 6-a, I, No. 937; Planiol et Ripert, II, No. 416; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 755; Plastara, I, p. 294; Comp.: Nacu, I, p. 402; Matei Cantacuzino, p. 710).
- 25.** Deasemenea să accepte o donațiune făcută copilului său minor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 788; Dalloz, Rép., Mariage, No. 23; Planiol ed. 6-a, I, No. 937; Planiol et Ripert, II, No. 416; Colin et Capitant,



ed. 4-a, I, p. 630; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 754).

**26.** Deasemenea să recunoască un copil natural. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 23; Planiol, ed. 6-a, I, No. 937; Planiol et Ripert, II, No. 417; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 630; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 753; Matei Cantacuzino, p. 710).

**27.** Deasemenea să emancipeze pe copiii din prima căsătorie. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 937; Planiol et Ripert, II, No. 416; Nacu, I, p. 402; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 755; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 710).

**28.** Actele interesând viața casnică a soților, făcute de femeia fără autorizația soțului sunt valabile. Astfel de acte putem cita: cumpărarea de alimente, de haine, angajare de servitori, etc. (Paniol et Ripert, II, No. 409, 438; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 637 urm.; Plastara I, p. 294, 295).

**29.** Femeia măritată poate să facă fără autorizația soțului sau a justiției orice act extra-judiciar, care nu constituie o obligație, precum și orice act de conservare. (Duranton, II, No. 469; Demolombe, IV, No. 131; Aubry et Rau, V, § 472, p. 143; Marcadé, Art. 215, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 789; Beudant, I, No. 324; Laurent, III, No. 98; Huc, II, No. 281; Dalloz, Rép., Mariage, No. 798; Suppl., Mariage, No. 445; Planiol, ed. 6-a, I, No. 939; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2215; Planiol et Ripert, I, No. 272, 273; II, No. 420; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 631; Nacu, I, p. 402; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 747, 755; Plastara, I, p. 295).

**30.** Femeia măritată poate, fără nici o autorizație, să ia o inscripție ipotecară sau să ceară o transcripție. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 788; Dalloz, Rép., Mariage, No. 798; Planiol, ed. 6-a, I, No. 939; Planiol et Ripert, I, No. 273; II, No. 420; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 631; Nacu, I, p. 402; Plastara, I, p. 295).

**31.** Când actul de conservare pe care voește să-l facă femeia măritată, împreună o acțiune în justiție sau o obligație pentru ea, este necesară autorizația soțului. (Demolombe, IV, No. 132; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 789; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 143; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 755, nota 2).

**32.** S'a decis că terțele persoane pot face acte de conservare în contra unei femei măritate, fără ca ea să fie autorizată de soțul său. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 799; Suppl., Mariage, No. 448; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 755, nota 2).

**33.** Necesitatea autorizației bărbatului sau a justiției nu este necesară la obligațiile de care este ținută femeia măritată în virtutea legii, independent de voința sa, cum ar fi de a nu se îmbogăți pe nedrept din averea altuia, la delict și quasi-delict, etc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 790; Planiol, ed. 6-a, I, No. 940, 941; Co-

lin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 631; Nacu, I, p. 402; Plastara, I, p. 293, 294; Planiol et Ripert, II, No. 421 urm., 439 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 752, text și nota 5, 755, 756; Matei Cantacuzino, p. 710).

**34.** Femeia măritată care a obținut autorizația pentru un act, nu poate face un alt act pentru care nu a fost autorizată. Așa autorizația de a vinde nu dă dreptul femeii de a face un împrumut, de oare ce capacitatea femeii de a face un act se găsește limitată de autorizația ce i s'a acordat. (Demolombe, IV, No. 277; Dalloz, Rép., Mariage, No. 914; Planiol, ed. 6-a, No. 983).

**35.** Autorizația maritală poate fi expresă sau tacită și nu este supusă unei forme speciale și nici nu trebuie dată în termeni sacramentali. Autorizația expresă este atunci când consimțământul soțului este dat în scris iar tacită este atunci când soțul ia parte la actul făcut de soție. (Demolombe, IV, No. 192; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 794, 796; Beudant, I, No. 328; Dalloz, Rép., Mariage, No. 831, 832; Suppl., Mariage, No. 467; Laurent, III, No. 117, 125; Huc, II, No. 250, urm.; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2229; Planiol, ed. 6-a, I, No. 952, 953; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 640; Nacu, I, p. 415, 416; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 760; Matei Cantacuzino, p. 710; Plastara, I, p. 295, 296; Tataru, Președintele Tribunalului, p. 47; Planiol et Ripert, II, No. 443, urm.).

**36.** Soțul poate autoriza pe soția sa în mod expres, prin act autentic, prin act sub semnătură privată și chiar prin scrisoare, chiar atunci când actul autorizat trebuie făcut în formă autentică. (Duranton, II, No. 446; Demolombe, IV, No. 194; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 54, p. 151; Beudant, I, No. 328; Dalloz, Rép., Mariage, No. 838; Suppl., Mariage, No. 468; Laurent, III, No. 119; Huc, II, No. 250; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2230; Planiol, ed. 6-a, I, No. 953; Planiol et Ripert, II, No. 446; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 760, 761).

**37.** Actul făcut de femeia măritată nu trebuie numai decât să cuprindă mențiunea de autorizația expresă dată de către bărbat ci este de ajuns ca autorizația să existe în momentul facerii actului. (Demolombe, IV, No. 195; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472; nota 64; Dalloz, Rép., Mariage, No. 838; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2234; Contra: Pothier, Puissance maritale, No. 74; Toullier, II, No. 647).

**38.** Autorizația maritală expresă poate fi dată și în mod verbal; dar de oarece art. 217 c. civ. fr. (199 c. civ. rom.) cere ca autorizația maritală să fie dată în scris, nu se poate dovedi această autorizație prin martori chiar atunci când actul făcut ar avea o valoare mai mică de 150 fr. (150 lei) și chiar atunci când ar



- exista un început de dovadă scrisă a acestei autorizații. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 797, 798; Dalloz, Rép., Mariage, No. 839; Suppl., Mariage, No. 469; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 641; Contra: Demolombe, IV, No. 193; Beudant, I, No. 328; Laurent, III, No. 118; Huc, II, No. 250; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2229, 2231, 2232; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, text și nota 52, p. 150; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 761; Nacu, I, p. 416; Matei Cantacuzino, p. 710).
- 39.** Existența autorizației verbale poate fi dovedită prin mărturisirea făcută de bărbat sau prin jurământul bărbatului sau a femeii. (Demolombe, IV, No. 193; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 797, 798; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 53, p. 151; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 469; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2231, 2232; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 641; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 761, 762; Matei Cantacuzino, p. 710; Contra: Laurent, III, No. 118; Huc, II, No. 250).
- 40.** După o altă părere, autorizația bărbatului nu poate fi dată în mod verbal, de oarece manifestarea pur verbală a voinței nu este o formă de autorizație permisă de lege. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 953; Plastara, I, p. 296).
- 41.** Concursul bărbatului la facerea actului, după cum cere art. 217 c. civ. fr. (199 c. civ. rom.), există în cazul când bărbatul se obligă în mod solidar cu femeia sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 794; Dalloz, Rép., Mariage, No. 832; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 645; Planiol et Ripert, II, No. 448; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 763, nota 5).
- 42.** Concursul bărbatului la facerea actului, există deasemenea atunci când bărbatul contractează cu soția sa, și autorizația soțului este suficientă în acest caz. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 794; Dalloz, Rép., Mariage, No. 815; Planiol, ed. 6-a, I, No. 959; Planiol et Ripert, I, No. 270; II, No. 448; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 645; Nacu, I, p. 416).
- 43.** Pentru ca concursul bărbatului la facerea actului și care nu figurează ca parte, să aibă valoarea unei autorizații, trebuie ca el să implice în mod necesar cunoașterea actului făcut de femeie. (Demolombe, IV, No. 196; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 794; Aubry et Rau, ed. 5-a, V, § 472, p. 151; Dalloz, Rép., Mariage, No. 840; Suppl., Mariage, No. 472; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2235 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 954; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 641).
- 44.** După o altă părere, concursul bărbatului la facerea actului, numai atunci are valoarea unei autorizații când bărbatul însăși este parte în act, adică se obligă el însuși; în cazul când el nu se obligă personal, autorizația trebuie să fie expresă. (Laurent, III, No. 121; Huc, II, No. 251, 252; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 762, 763; Matei Cantacuzino, p. 710; Plastara, I, p. 295).
- 45.** Femeea dacă acceptă o trată trasă asupra ei, este îndeajuns autorizată când trăgătorul este însuși bărbatul ei. (Merlin, Répertoire, Autorisation maritale, section 6, § 3; Demolombe, IV, No. 196; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 152; Laurent, III, No. 120; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2237; Nacu, I, p. 416; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 763).
- 46.** Aparține judecătorului de fond, aprecierea după împrejurări, dacă concursul bărbatului la facerea actului are valoarea unei autorizații. (Demolombe, IV, No. 196; Dalloz, Rép., Mariage, No. 840; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 762, nota 4; Plastara, I, p. 295).
- 47.** După o părere, autorizația tacită a bărbatului poate rezulta și din alte fapte, supuse aprecierii suverane a judecătorului de fond, în afară de concursul bărbatului, de oare ce dispozițiile art. 217 c. civ. fr. (199 c. civ. rom.) nu au caracter restrictiv. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 58, p. 152; Dalloz, Rép., Mariage, No. 843; Suppl., Mariage, No. 454, 473).
- 48.** După o altă părere, dispozițiile art. 217 c. civ. fr. (199 c. civ. rom.) au un caracter restrictiv și autorizația tacită a bărbatului nu poate rezulta decât din concursul său la facerea actului. (Demolombe, IV, No. 197; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 795; Beudant, I, No. 323; Dalloz, Rép., Mariage, No. 843; Suppl., Mariage, No. 473; Laurent, III, No. 121 urm.; Huc, II, No. 251; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2241; Planiol, ed. 6-a, I, No. 955; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 640, 641; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 763, 764; Matei Cantacuzino, p. 710).
- 49.** În materie de autorizarea bărbatului pentru ca femeia sa să exercite un comerț, simpla sa toleranță echivalează cu un consimțământ tacit. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 956; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 641, 642; Nacu, I, p. 397).
- 50.** Bărbatul poate să autorizeze pe soția sa înainte de facerea actului sau chiar odată cu facerea actului, adică prin însăși actul. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 792 urm.; Dalloz, Rép., Mariage, No. 857; Planiol, ed. 6-a, I, No. 950; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 773).
- 51.** După o părere autorizația maritală dată posterior facerei actului nu este valabilă și nu poate lipsi pe femeie de dreptul de a cere nulitatea actului. (Merlin, Répertoire, Autorisation maritale, section 6, § 3, No. 2; Toullier, I, No. 648; Duranton, II, No. 518; Valette sur Proudhon, I, p. 467, nota 6; Demolombe, IV, No. 211; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 762, 792, 793; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 481; Huc, II, No. 253; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2369; Planiol, ed. 6-a, I, No. 950, 992; Planiol et Ripert, I, No. 267; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p.



650; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 773, 797; VII, p. 31).

**52.** După o altă părere, autorizația maritală dată posterior facerii actului este valabilă, dacă are loc în timpul căsătoriei și înainte de a se fi cerut de către femeie anularea actului, (Pothier, Puissance maritale, No. 74; Delvincourt, I, p. 79, nota 11; Proudhon, I, p. 466; Duvergier sur Toullier, II, No. 648, nota 1; Taulier, I, p. 350; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 381; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 289; Marcadé, Art. 225, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 305 bis, VIII; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 118, p. 165; Dalloz, Rép., Mariage, No. 857; Suppl., Mariage, No. 481; Laurent, III, No. 157; Comp.: Nacu, I, p. 416; Plastara, I, p. 297, 298).

**53.** Bărbatul nu are nici o răspundere față de terți când autoriză pe femeia sa. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 159; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 810; Dalloz, Rép., Mariage, No. 929; Laurent, III, No. 151; Huc, II, No. 274; Baudry et Fourcade, II, No. 2328; Planiol, ed. 6-a, I, No. 986; Planiol et Ripert, I, No. 271; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 647; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 772; Plastara, I, p. 300).

**54.** Când bunurile cari fac obiectul actului autorizat de bărbat, sunt dotale și deci bărbatul are folosința lor, el va trebui să sufere lipsa de folosință asupra acestor bunuri. (Demolombe, IV, No. 311; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 810; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 160; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 524; Planiol, ed. 6-a, I, No. 986; Planiol et Ripert, I, No. 271; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 647, 648).

**55.** Bărbatul are dreptul să revoace autorizația ce a dat-o. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 935; Suppl., Mariage, No. 526; Planiol, ed. 6-a, I, No. 960; Planiol et Ripert, I, No. 266; Nacu, I, p. 416; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 773).

**56.** Dacă însă actul pentru care bărbatul și-a dat autorizația a fost încheiat, revocarea autorizației nu mai poate avea nici un efect pentru trecut ci numai pentru viitor. (Demolombe, IV, No. 326; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 159; Dalloz, Rép., Mariage, No. 934; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2342; Planiol, ed. 6-a, I, No. 960; Planiol et Ripert, I, No. 266; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 774).

**57.** Revocarea autorizației trebuie să fie adusă la cunoștința terților și a femeii. (Dalloz Rép., Mariage, No. 934; Suppl., Mariage, No. 527; Planiol, ed. 6-a, I, No. 960; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 774).

**58.** Femeia devenită liberă pe drepturile sale, poate ratifica actul făcut în timpul căsătoriei fără autorizație, (Pothier, Puissance maritale, No. 4, 5, 68, 74; Merlin, Répertoire, Autorisation maritale, section 6, § 3; Loaré, Art. 223, 225; Laurent, III, No. 165).

**59.** A se vedea: art. 197, 205, 207, 950, 1224, 1265 și 1285 cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1. a)** Potrivit art. 199 c. civ., autorizarea femeii măritate poate fi dată sau în mod expres, prin deosebit act scris din partea bărbatului, sau tacit, prin concursul soțului la facerea actului.

Simplul fapt al conlocuirii soțului cu soția în imobilul închiriat, tot timpul locațiunii nu poate echivala cu o autorizațiune tacită din partea soțului.

**b)** Nulitatea rezultând din lipsa de autorizație a soțului, este relativă și ca atare ea poate fi acoperită printr'o confirmare tacită din partea sa.

Această confirmare poate fi făcută în mod valabil și fără concursul femeii. (Trib. Ilfov, III, jurn. 23767/924, Curier Judiciar 8/1925).

**2.** Potrivit disp. art. 199 c. civ., femeia măritată având chiar parafernă nu o poate înstrăina sau ipoteca fără concursul bărbatului la facerea actului, sau prin deosebit consimțământ în scris.

Din termenii acestui text de lege rezultă că, în ce privește proba autorizațiunii ce un soț dă soției sale de a contracta, legea ținând seama de respectul cuvenit autorității maritale și de interesele de asociațiune conjugale, a derogat de la regulile generale ale probelor, după cari dovada consimțământului unei părți poate rezulta fie dintr'un act expres, fie în mod tacit din anumite împrejurări cari ar implica ideia consimțământului; în această privință legea declară, că singurul mod de stabilire al consimțământului tacit al soțului este numai participarea lui la facerea înscrisului, care constată actul juridic al înstrăinării.

Prin urmare nu se poate invoca în această privință consimțământul tacit al soților dedus din fapte ulterioare facerii actului.

Prin disp. art. 23 din legea învoielor agricole, după care prin derogare dela dreptul comun soții vor putea fără îndeplinirea altor formalități, vinde, în numele soților lor, locuri de pe moșiile dotale ale acestora, pentru constituire de izlaz, nu s'a derogat decât la dispozițiunile legii relative la regimul dotal al soților, nu și la cele relative la averea lor parafernală, despre care prin acest text de lege nu se pomenește nimic.

Astfel fiind și în lipsa unor dispozițiuni expres înscrise în legea învoielor agricole, cu privire la vânzarea bunurilor parafernale pentru constituire de izlaz, urmează că dispozițiunea excepțională a zisului art. 23, care constituind o derogare dela dreptul comun, se referă în mod limitativ numai la bunurile do-

tale, nu poate fi extinsă prin analogie și bunurilor parafernale ce s'ar înstrăina în scopul sus-arătat, deci, înstrăinarea acestor din urmă bunuri urmează a fi supusă regulilor de drept comun și, ca atare, potrivit art. 199 c. civ., ea nu poate fi făcută decât cu autorizația soțului dată fie tacit numai prin participarea lui la facerea actului, fie prin deosebit act scris.

Prin urmare, Tribunalul, constatând în specie că partea indiviză parafernala a întimatei a fost înstrăinată fără autorizația soțului ei, ceva mai mult, din examinarea situației de fapt nu rezultă nici măcar că soțul ei ar fi aprobat această vânzare, fie și ulterior facerii ei, cu drept cuvânt a declarat-o nulă. (Cas. I, dec. 2224 din 5 Decembrie 1924, Jur. Gen. 1925, No. 809).

3. a) Nulitatea actelor făcute de femeia măritată fără autorizația soțului, are caracterul unei nulități relative și o poate invoca și cumpărătorul ca ayant-cause al femeii.

b) Soțul nu poate confirma o vânzare anterioară făcută de femeie fără autorizațiunea lui, când s'a desăvârșit o a doua cu autorizațiunea lui, căci ar însemna ca o vânzare, care îndeplinește toate forțele legale, să rămână în picioare sau nu, după simpla voință a părților. (Trib. Mehedinți, s. I, 718 din 17 Decembrie 1925, Curier Jud. 36/926).

4. Femeia căsătorită sub regimul separațiunii de bunuri, are libera administrație a bunurilor sale, ea putând să facă singură fără autorizațiunea bărbatului toate actele de administrațiune cu privire la averea sa, iar pentru acele cari ies din sfera actelor de administrațiune femeia are nevoie de autorizația soțului său, aceasta reeșind din dispozițiile generale ale art. 199 cod. civil care prevede că femeia chiar ne comună sau separată de bunuri, nu poate să dea, să înstrăineze, să hipoteceze, să câștige cu titlu oneros sau gratuit fără autorizația soțului.

Art. 199 codul civil nu trebuie interpretat limitativ și aceasta se poate vedea din apropierea acestui articol de articolele 203 și 204 cod. civ., concepute în termeni cu desăvârșire generali și de unde rezultă că ceace femeia nu poate face fără autorizația soțului este „de a contracta”, așa că femeia are nevoie de autorizați-

une nu numai pentru toate actele de înstrăinare sau de dispozițiune expres vizate de art. 199 dar încă pentru obligațiuni, orice obligațiune conținând de altminteri o înstrăinare eventuală; într'un cuvânt are nevoie de autorizație pentru toate actele privind patrimoniul.

Întreaga doctrină socotește că contractele de închiriere pe care femeia le face asupra imobilelor sale, pe o perioadă de timp care nu excede cinci ani, sunt acte de administrațiune și deci pe care le poate face fără autorizațiune, aceasta fiind de altminteri și logic neconcepându-se posibilitatea de administrare a unui imobil fără a da femeii și dreptul de a închiria imobilul său; că cu totul altfel este situația când femeia nu închiriaza un imobil al său ci ia cu chirie un imobil, acesta ne mai fiind un act de administrație, ci un act prin care femeia își ia un angajament prin care se obligă față de o terță persoană și își angajează patrimoniul său, act care intră în categoria celor interzise femeii fără autorizația soțului. (Trib. Ilfov, s. IV civ. cor. Sent. civ. din 1926, Jur. Gen. 1926 No. 497).

5. În principiu incapacitatea femeii măritate de a încheia raporturi de obligațiuni în genere, și în special de a face — cum e cazul în speță — acte de înstrăinări, nu poate fi remediată decât prin expresă autorizare înscrisă a soțului ei.

Dacă, însă prin art. 199 codul civil, legiuitorul a mai prevăzut ca mijloc de remediere a incapacității faptului că actul s'a făcut cu concursul soțului, acest concurs, pentru ca actul să fie valabil, trebuie să fie constatat prin însuși actul scris ce s'ar fi încheiat cu ocaziunea înstrăinării, în care să se prevadă participarea soțului:

În consecință, în speță, Tribunalul a făcut o greșită aplicație a art. 199 codul civ., și a principiilor atunci când a privit ca valabilă o înstrăinare făcută de o femeie măritată, fără a fi constatat existența unei autorizări înscrise a soțului sau a unui act înscris al înstrăinării în care să fie arătat că a participat și soțul. (Cas. I, dec. 1709 din 26 Februarie 1926, Pand. Săpt. 27/1926).

6. A se vedea: art. 206, nota 1; art. 207, notele 3 și 4; art. 1248, nota 1.

**Art. 200.** — Dacă bărbatul se opune a da femeii autorizațiunea de a porni judecată, tribunalul îi poate da această autorizațiune. (Civ. 197, 198, 201, 1285; Pr. civ. 624 urm.; L. Jud. oc. 43; Leg. timbr. art. 20, § 9; C. com. 15, § 4; L. propr. liter. (Mon. Of. 68/923) Art. 62; Civ. Fr. 218).

*Text. fr. Art. 218.* — Si le mari refuse d'autoriser sa femme à ester en jugement, le juge peut donner l'autorisation.



## Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipotecă*, p. 232;  
 JIȚIANU C. CONST., *Notă* sub Trib. Buzău s. II, 9769 din 17 Nov. 1924, Curier Jud. 7/1926;  
 PETIT EUGEN, *Notă* sub Cas. fr. req. 1 Aug. 1923, Jur. Gen. 1925, No. 1239;  
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Herța-Dorohoi, 163/1925, Jur. Gen. 1925, No. 978;  
 STRELICESCU AL., *Notă* sub Trib. Ilfov s. I. c. c., 854 din 8 Oct. 1926, Pand. Rom. 1926, II, 273.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abus 1.	Opoziție 8.
Apel 7, 14.	Părât 3, 12.
Aprecieri 2, 11.	Portărei 11.
Autorizație expresă 5.	Prejudiciu 9.
Autorizația just. 1 urm.	Procedură 10, 11, 12.
Autorizație tacită 5, 6.	Pronunțare 13.
Camera de consiliu 11, 13.	Publicitate 13.
Competență 11.	Putere maritală 1.
Condițiuni 4.	Reclamant 3, 11, 12.
Domiciliu 11.	Recurs 7.
Drept comun 14.	Refuz 3.
Incheiere 13, 14.	Somație 11.
Judecător de ocol 11,	Terțe persoane 12.
Jurnal 13, 14.	

## Doctrină.

1. În cazul când bărbatul abuzează de autoritatea sa maritală și refuză de a da autorizațiunea femeii, ea are dreptul să ceară autorizația de la tribunal. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 777; Dalloz, Rép., Mariage, No. 863; Planiol, ed. 6-a, I, No. 962; Planiol et Ripert, II, No. 470 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 643).
2. Tribunalul va aprecia dacă cererea femeii este justă și nu este obligat a-i acorda autorizația de a intenta o acțiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, §. 472, p. 145; Dalloz, Rép., Mariage, No. 895; Laurent, III, No. 139; Huc, II, No. 243; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2307; Planiol, ed. 6-a, I, No. 962; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 785, text și nota 2).
3. Tribunalul va putea refuza să acorde autorizația femeii măritate, chiar atunci când este pârâtă, în cazul când va constata că ea nu are un just motiv a se opune pretențiunilor reclamantului și în acest caz ea va fi judecată în lipsă; de obicei însă tribunalul în cazul când femeea măritată este pârâtă îi acordă autorizația. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 909; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 785).
4. Când tribunalul acordă autorizația unei femei măritate de a face o acțiune, el are dreptul a pune anumite condițiuni. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 897; Suppl., Mariage, No. 500).
5. Tribunalul trebuie să-și dea autorizația în mod expres iar nu tacit. (Duranton, II, No. 466; Demolombe, IV, No. 268; Dalloz, Rép., Mariage, No. 907; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2306; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 643; Nacu, I, p. 415; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 786, 787).
6. După o altă părere autorizația justiției poate fi și tacită. (Laurent, III, No. 139).
7. Autorizația dată de către tribunal unei femei măritate de a introduce o acțiune, nu-i dă dreptul de a face apel sau recurs. (Beudant, I, No. 329; Dalloz, Rép., Mariage, No. 901; Suppl., Mariage, No. 901; Laurent, III, No. 150; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2323; Contra: Demolombe, IV, No. 285 urm., 290).
8. Femeea măritată, care după ce a fost autorizată de tribunal, a fost judecată în lipsă are dreptul să facă opoziție, fără să mai obțină o nouă autorizație. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 785; Suppl., Mariage, No. 434; Huc, II, No. 243, 261).
9. Autorizația dată de tribunal în locul soțului care a refuzat să o dea, nu poate în principiu să dăuneze bărbatului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 813; Dalloz, Rép., Mariage, No. 932; Suppl., Mariage, No. 525; Planiol, ed. 6-a, I, No. 986; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 647).
10. Pentru ca femeea măritată să poată dobândi autorizația tribunalului, în caz de refuz din partea bărbatului său, ea va trebui să procedeze potrivit dispozițiilor art. 624 urm., pr. civ. (Nacu, I, p. 406, 407).
11. Când femeea măritată este reclamantă și bărbatul său refuză a o autoriza să stea în judecată, femeea va face bărbatului său o somație prin portărei și dacă bărbatul refuză și în acest caz a-i da autorizația sau nu răspunde, ea se va adresa tribunalului domiciliului comun, adică al bărbatului sau judecătoriei de ocol, pentru procesele de competența judecătorilor de ocoale, care după ce va chema pe bărbat în camera de consiliu, va admite sau va respinge cererea femeii după cum va aprecia. Această procedură este prevăzută de art. 624 și 625 pr. civ. română. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 784, 785; Comp.: Plastara, I, p. 296; V. Gh. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 47, 48, 49).
12. Când femeea măritată este pârâtă și bărbatul său refuză a o autoriza să stea în judecată, procedura de urmat este aceeași ca și în cazul când ea este reclamantă, totuși s'a adoptat uzul ca terțul să cheme în judecată alături de femeie pe bărbat și în cazul când el nu se prezintă sau se opune a o autoriza, autorizația se dă de către justiție. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 785).
13. Incheierea prin care tribunalul autoriză pe o femeie măritată, trebuie pronunțată în public, și numai ascultarea bărbatului se face în camera de consiliu. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 786; Contra:

Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, Question, 2923).

14. Incheierea tribunalului este supusă apelului conform dreptului comun, atât din partea femeii cât și din partea bărbatului. (Demolombe, IV, No. 260; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 145; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2298, 2308; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 786).

15. A se vedea: art. 197, 201, 205 și 206 cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

#### 1. Incapacitatea juridică a femeii

**Art. 201.** — Dacă bărbatul se opune de a autoriza pe femei ca să facă vreun act, femeia poate să cheme d'a dreptul pe bărbat înaintea tribunalului de întâia instanță din districtul (județul) domiciliului comunei<sup>1)</sup>, care poate să dea sau nu autorizațiunea sa, după ce va ascultă arătările bărbatului în camera de consiliu sau va fi dovadă despre chemarea sa. (Civ. 93, 199, 203 urm.; Pr. civ. 624; L. jud. oc. 43; Leg. timbr., art. 20, § 9; C. com. 15, 16, 18; L. propr. liter. (Mon. Of. 62/923), Art. 62; Civ. Fr. 219).

*Text. fr. Art. 219.* — Si le mari refuse d'autoriser sa femme à passer un acte, la femme peut faire citer son mari directement devant le tribunal de première instance de l'arrondissement du domicile commun, qui peut donner ou refuser son autorisation, après que le mari aura été entendu ou dûment appelé en la chambre du conseil.

### Bibliografie (continuare).

SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Herța-Dorohoi, 163/1925, Jur. Gen 1925, No. 978.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 17.	Incapacitate 17.
Angajament teatral 10.	Incheiere 16.
Anulare 13, 14.	Jurnal 16.
Apel 16.	Jurisconsult 3.
Aprecieră 1.	Nulitate 13, 14.
Autorizație anterioară 11.	Prejudiciu 19.
Autorizația justiției 1 urm.	Procedură 20, 21.
Autorizație poster. 13, 14.	Profesiune 5, 6.
Autorizație specială 2.	Ratificare 12, 13.
Capacitate 17.	Refuz 1.
Căpătuirea copiilor 9.	Retractare 15, 18.
Comerț 7.	Revocare 15, 17.
Compromis 3.	Ridicarea autoriz. 15, 18
Condițiuni 3.	Separație de bunuri 4.
Efecte 18.	Somație 21.
Executor testamentar 4.	Teatral angajament 10.
Exercițiul unei profesii 5, 6.	Testament 4.
Împrumut 3.	Tranzacție 3.

### Doctrină.

1. Tribunalul are dreptul să aprecieze și să acorde sau să refuze autorizația cerută de o femeie măritată, după ce s'a cercetat serioșitatea cererei și a motive-

măritate e un omagiu adus puterii maritale și o garanție a unității conducerii intereselor familiei.

Autorizarea femeii măritate de a face acte juridice aparține bărbatului; numai în mod excepțional se acordă de justiție, când soțul e incapabil, nevârșnic, închis sau refuză.

Adversitatea de interese în proces nu constituie o derogare de la dreptul soțului de a da autorizarea maritală în mod suficient fără amestecul justiției; această autorizare rezultă implicit din intentarea acțiunii. (Trib. Buzău, s. II, Jurnal 9769 din 17 Noembrie 1924, Curier Jud. 7/926).

lor de refuz din partea bărbatului. (Daloz, Rép., Mariage, No. 895; Planiol, ed. 6-a, I, No. 963; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 787).

2. Autorizația tribunalului trebuie să fie apreciată ca și aceea a bărbatului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 769, 785, 787).

3. Când acordă autorizația, tribunalul are dreptul să pue anumite condițiuni așa: poate fixa dobânda unui împrumut, poate să ceară părerea unui jurisconsult pentru o tranzacție, etc. (Demolombe, IV, No. 258; Dalloz, Rép., Mariage, No. 897).

4. Tribunalul nu poate autoriza pe femeia măritată dacă bărbatul său refuză, pentru a putea primi sarcina de executor testamentar de cât în cazul când femeia este separată de bunuri. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 784; Dalloz, Rép., Mariage, No. 880; Suppl., Mariage, No. 494; Planiol, ed. 6-a, I, No. 968; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 646; Nacu, I, p. 401).

5. Deasemenea după o părere, nu o

1) Din eroare se zice „comunei” în loc de „comun”. De altfel, în textul francez corespunzător, se zice „commun”.



poate autoriza să exercite o profesiune. (Demolombe, IV, No. 248 ter.; Dalloz, Rép., Mariage, No. 495; Laurent, III, No. 135; Huc, II, No. 263; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 969; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 647).

**6.** După o altă părere însă, tribunalul poate să autorize pe femeea măritată să exercite o profesiune oare care în cazul când bărbatul său refuză a o autoriza. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, I, No. 332; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 144).

**7.** Deasemenea nu o poate autoriza să facă comerț. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 969; Nacu, I, p. 401; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 752, 758; Contra: Plastara, I, p. 300; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 646, 647).

**8.** Deasemenea nu o poate autoriza să facă un compromis. (Dalloz, Rép., Arbitrage, No. 228; Mariage, No. 881; Suppl., Mariage, No. 494; Planiol, ed. 6-a, I, No. 968; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 646; Nacu, I, p. 401).

**9.** Deasemenea tribunalul nu poate autoriza pe femei, când bărbatul refuză a da consimțământul pentru căpătuirea copiilor comuni, potrivit dispozițiilor art. 1555 și 1556 c. civ. fr. (1250 și 1251 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 782; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 646).

**10.** Tribunalul poate autoriza pe o femeie măritată să contracteze un angajament teatral. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 144; Beudant, I, No. 332; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2295; Nacu, I, p. 401; Plastara, I, p. 300; Contra: Demolombe, IV, No. 248 bis; Laurent, III, No. 135; Huc, II, No. 265; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 752; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 969).

**11.** Autorizația tribunalului trebuie în principiu, să fie obținută înainte de facerea actului. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 912; Suppl., Mariage, No. 509; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 773; Plastara, I, p. 297).

**12.** În cazul când femeea măritată voeste a ratifica un act pe care l-a făcut fără autorizația soțului și acesta refuză a ratifica actul făcut, tribunalul poate să înlocuiască autorizația bărbatului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 817; Dalloz, Rép., Mariage, No. 912; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 797; Plastara, I, p. 297, 298).

**13.** În cazul când tribunalul înlocuește autorizația soțului pentru ratificarea unui act făcut de femeie fără autorizație, după părerea dominantă, această autorizație posterioară nu ridică dreptul soțului ca să ceară anularea aceluși act făcut fără autorizația sa. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 244, nota 70; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 817; Beudant, I, No. 338; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 121, p. 167; Dalloz, Rép., Mariage, No. 912; Suppl., Mariage, No. 509; Baudry et Ho-

uques-Fourcade, II, No. 2368, 2375; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 649; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 797).

**14.** După o altă părere, însă, autorizația posterioară dată de către tribunal și care înlocuește autorizația soțului, ridică dreptul bărbatului de a mai putea cere anularea actului făcut fără autorizația sa. (Demolombe, IV, No. 272, 273; Comp.: Plastara, I, p. 297, 298).

**15.** Autorizația dată de către tribunal unei femei măritate pentru a face un act nu poate fi revocată de către bărbat, însă acesta are dreptul a cere tribunalului ridicarea autorizației. (Demolombe, IV, No. 325; Dalloz, Rép., Mariage, No. 934; Suppl., Mariage, No. 528).

**16.** După o altă părere, în acest caz, bărbatul are dreptul a face apel la Curte în contra încheerii tribunalului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, text și nota 89, p. 159; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2339; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 773).

**17.** Bărbatul poate revoca autorizația dată de justiție femeii sale, când ea a fost dată în timpul absenței sau incapacității sale, și atunci când aceste cauze au încetat. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 158, 159; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 773).

**18.** Dacă tribunalul, în urma cererii soțului ridică femeii măritate autorizația ce a acordat-o, această retractare nu are efect de cât pentru viitor și toate actele făcute de femeie în baza acestei autorizații rămân valabile. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 934).

**19.** Autorizația justiției nu poate aduce prejudiciu bărbatului care a refuzat autorizația. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 813, 814; Planiol, ed. 6-a, I, No. 986; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 647; Nacu, I, p. 416).

**20.** Pentru ca femeea măritată să poată dobândi autorizația tribunalului, în caz de refuz din partea soțului de a-i da autorizația, ea va trebui să procedeze potrivit dispozițiilor art. 624 urm. pr. civ. (Nacu, I, p. 406, 407).

**21.** Art. 201 din codul civil român este complectat și modificat prin dispozițiile art. 624 din pr. civ., unde se prevede că femeea măritată trebuie să facă o somație bărbatului său în cazul când voeste a dobândi autorizarea tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 787; V. Gh. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 48).

**22.** A se vedea: art. 200, 205 și 206 cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Conform art. 43 leg. jud. oc., judecătorul de ocol pentru afaceri ce nu trec de competența lui este singurul în drept de a da femeii măritate autorizația de a

sta în judecată, atunci când soțul refuză aceasta, întrucât legea nu face nici o distincție dacă acea autorizație se dă numai pentru afacerile în cari femeia s'ar judeca cu alte persoane de cât soțul, sau că autorizația se poate da numai pentru afacerile cari sunt de competența judecătorului de ocol în primă sau ultimă instanță, autorizația dată este perfect valabilă și reclamanta este investită cu autorizația de a sta în judecată până la terminarea procesului, deci și în apel.

În cazul prevăzut de art. 43 l. j. oc., care este ulterior procedurii civile, nu mai este nevoie de a se da femeii o nouă autorizare conform art. 624 și urm. pr. civ. (Trib. Putna, s. I. sent. civ. 109 din 31 Martie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 977).

2. Art. 43 l. j. oc., a suprimat formalitatea somației cerută de art. 624 pr. civ., deci înaintea judecătorului de ocol, ea

nu mai constituie una din condițiile legale care se cer pentru admiterea autorizației date de instanță. (Jud. oc. Herța. Carte de judec. No. 163/925. Jur. Gen. 1925, No. 978, Justiția Olteniei 7—8/925).

3. Petiționara M. I. din Corabia, în lipsa soțului său, care nu se știe unde se găsește, — lipsă dovedită cu certificatul poliției respective, — cere să fie autorizată să ridice dela o bancă din localitate suma de 10.000 lei depusă, drept a treia rată din prețul de vânzare, de cumpărătorul unui imobil vândut de petiționară, în anul 1924, cu autorizarea soțului său.

Afacerea fiind de competența judecătoreiei, s'a dat autorizația cerută, pe baza art. 43 din legea judec. de ocol. (Jud. ocol. Corabia, încheierea din 27 Ianuarie, 1926, Jur. Gen. 1926, No. 277).

**Art. 202.** — Când femeia căsătorită care va avea parafernă, va face comerț conform art. 5 din codicele de comerț, ea se va putea obliga, fără autorizațiunea bărbatului, pentru tot ce privește negoțul său.

Iar când femeia măritată, neavând parafernă, va face comerț, se va urmări după art. 6 din codicele de comerț<sup>1)</sup>. (Civ. 197, 199; C. Com. 15—18; Civ. Fr. 220).

*Text. fr. Art. 220.* — La femme, si elle est marchande publique, peut sans l'autorisation de son mari, s'obliger pour ce qui concerne son négoce; et, audit cas, elle oblige aussi son mari, s'il y a communauté entre eux.

Elle n'est pas réputée marchande publique, si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari mais seulement quand elle fait un commerce séparé.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acceptare 5.	Inchiriere 5.
Acte civile 7, 8, 13.	Instrăinare 4.
Acțiune 7.	Ipotecă 4.
Anulare 8.	Locație 5.
Autorizație tacită 2.	Magazin 5.
Autorizația tribunalului 3.	Nulitate 8.
Avere parafernă 4, 5.	Parafernă 4, 5.
Bună credință 11.	Polița 5.
Cambie 5.	Prezumpțiuni 8—11.
Capacitate 5, 14.	Probă 9, 10.
Civile acte 7, 8, 13.	Refuz 3.
Comerciant 1, 5—11, 13.	Retractare 14.
Comerț 1 urm.	Revocare 14.
Datorie 13.	Societate 12.
Dată 4.	Terțe persoane 11, 13, 14.
Dovadă 9, 10.	Toleranță 2.
Garanție 13.	Trate 5.
Imprumut 5.	Vindere-cumpărare 4, 5.
Incapacitate, a se vedea cuvântul: „Capacitate”.	

#### Doctrină.

1. Femeia nu este comerciantă când ajută pe soțul său în exercitarea comer-

țului acestuia. (Planiol, ed. 6-a. I, No. 946; Planiol et Ripert, II, No. 428; Nacu, I, p. 398; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 758; M. A. Dumitrescu, I, No. 573 urm.).

2. În materie de autorizarea bărbatului pentru ca soția sa să exercite un comerț, simpla sa toleranță echivalează cu un consimțământ tacit. (Planiol, ed. 6-a. I, No. 956; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 641, 642; Nacu, I, p. 416; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 758; M. A. Dumitrescu, I, No. 566).

3. Dacă bărbatul refuză a autoriza pe soția sa să facă comerț, tribunalul nu poate să-i acorde autorizație. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 969; Nacu, I, p. 401; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 752, nota 2. 758; M. A. Dumitrescu, I, No. 571, 572).

4. Femeia măritată poate fi autorizată de bărbatul său să facă comerț, chiar când nu posedă avere parafernă; însă averea dotală nu poate fi ipotecată

1) A se vedea art. 15, 16 și 18 din Codul de comerț, cari schimbă cu totul dispozițiunile art. 202 c. civ. în adevăr, conform acestor articole femeia măritată, chiar dacă nu are parafernă, poate face comerț conformându-se celorlalte condiții cerute de codul comercial. În loc de art. 5 și 6 Codul de comerț, a se ceti art. 15, 16 și urm. din actualul cod de comerț.



sau înstrăinată de cât în conformitate cu dispozițiile codului civil. (Nacu. I. p. 397, 398; Comp.: Planiol et Ripert. II, No. 429; Alexandresco, ed. 2-a, I. p. 757; Ioan I. Ionescu, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 44; M. A. Dumitrescu, I, No. 596 urm.).

**5.** Femeea comerciantă are o capacitate aproape întreagă în ceea ce privește averea sa parafernala: ea poate, pentru tot ce privește comerțul său, să se oblige, să ia cu chirie un magazin, să vândă, să împrumute, să accepte trate, etc. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 946; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 642, 643; Nacu, I, l. 402; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 758; Planiol et Ripert. II, No. 429; Ioan I. Ionescu, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 44).

**6.** Femeea comerciantă, pentru toate actele străine comerțului său, trebuie să aibă autorizația soțului său. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 946; Planiol et Ripert, II, No. 427 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 758, 759; M. A. Dumitrescu, I, No. 594).

**7.** Când femeea măritată este comerciantă publică, cu toate că a fost autorizată de către soțul său pentru a face comerț, are totuși nevoie de autorizația soțului său în acțiunile în justiție, privitoare la comerțul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 771; Dalloz, Rép., Commerce, No. 216; Mariage, No. 775; Suppl. Commerce, No. 426; Mariage, No. 521; Planiol, ed. 6-a, I, No. 936; Contra: Nacu, I p. 406; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 758; Matei Cantacuzino, p. 709; Planiol et Ripert, II, No. 429; Ioan I. Ionescu, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 44; M. A. Dumitrescu, I, No. 593 urm.).

**8.** Actele făcute de femeea măritată comerciantă sunt presupuse a fi făcute în vederea comerțului său, afară dacă ele nu sunt de natură civilă sau dacă nu rezultă contrariul din cuprinsul actului. Deci dacă se cere anularea unui act făcut de ea, cei ce cer anularea, vor trebui să facă dovada că actul nu a fost făcut în vederea comerțului femeii. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 759).

**9.** Presumpția de comercialitate poate fi răsturnată prin ori ce mijloc de dovadă. (Demolombe, IV, No. 302; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2277; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 759, nota 1).

**10.** După o altă părere însă presumpția de comercialitate este juris et jure. (M. A. Dumitrescu, I, p. 189, No. 343).

**11.** De oarece toate actele făcute de femeea măritată comerciantă sunt presupuse a fi făcute pentru comerțul cel exercitat, chiar dacă s'ar dovedi că actul făcut de femeie fără autorizația soțului său, nu a fost în vederea comerțului său, actul va rămâne valabil, în cazul când terțele persoane au fost de bună credință și au putut crede că el a fost făcut în vederea comerțului exercitat de femeie. (Demolombe, IV, No. 301, 302; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 73, p. 156; Huc, II, No. 266; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2276; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 759).

**12.** Potrivit dispozițiilor art. 15 din codul comercial, femeea măritată chiar dacă este autorizată să facă comerț, nu poate intra în o societate în nume colectiv sau într'o societate în comandită în care să fie comanditară; poate însă să fie acționară într'o societate anonimă pe acțiuni sau comanditară într'o societate în comandită. (Nacu, I, p. 399, 400; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 759, 760; M. A. Dumitrescu, I, p. 337, No. 588; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 429).

**13.** Femeea măritată care este comerciantă, nu poate să garanteze o datorie comercială sau civilă a unui tert, fără o autorizație specială. (Demolombe, IV, No. 298; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 760; Contra: Duranton, II, No. 479; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2272).

**14.** Bărbatul care a dat soției sale autorizația ca să facă comerț, poate oricând să-și retragă autorizația ce a dat, îndeplinind formalitățile cerute de art. 10 c. com., pentru ca terțele persoane să poată cunoaște incapacitatea ei. (Huc, II, No. 267; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2336; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 757, 758, nota 4).

**Art. 203.** — Când bărbatul este căzut sub o condamnățiune criminală, chiar la caz când deciziunea este dată în lipsă (contumace), femeea chiar în vârstă legiuită, nu poate în timpul cât ține osânda să pornească judecată, nici să contracteze decât după autorizațiunea tribunalului care poate în acest caz să dea autorizațiunea sa, fără ca să fi chemat sau ascultat pe bărbat. (Civ. 197, 199, 204; Pr. civ. 624 urm.; C. p. 7, 22; Pr. p. 470 urm., 481, 483; L. jud. ocoale, 43; Civ. Fr. 221).

*Text. jr. Art. 221.* — Lorsque le mari est frappé d'une condamnation emportant peine afflictive ou infamante, encore qu'elle n'ait été prononcée que

par contumace, la femme, même majeure, ne peut, pendant la durée de la peine, ester en jugement, ni contracter, qu'après s'être fait autoriser par le juge, qui peut, en ce cas, donner l'autorisation, sans que le mari ait été entendu ou appelé.

### Bibliografie (continuare).

STRELICESCU AL. *Notă* sub Trib. Ilfov s. I. c. c., 854 din 8 Octombrie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 273.

### Doctrină.

1. Numai condamnarea la o pedeapsă criminală împiedecă pe bărbat să autorize pe femeea sa; o condamnare la o pedeapsă corecțională sau polițienească nu-i ridică autoritatea sa. (Beudant, I, No. 333; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 777).

2. În timpul duratei pedepsei bărbatului, soția sa nu poate să stea în judecată sau să contracteze fără autorizația tribunalului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 781; Dalloz, Rép., Mariage, No. 865; Suppl., Mariage, No. 484; Planiol, ed. 6-a, I, No. 967; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 645; Nacu, I, p. 408, 409; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 776; Planiol et Ripert, II, No. 474).

3. Dacă după facerea pedepsei, bărbatul este lovit de degradare civică, el are dreptul, după o părere, în timpul degradingației civice, să autorizeze pe soția sa. (Duranton, II, No. 507; Valette sur Proudhon, I, p. 470; Demolombe, IV, No. 216; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 347; Marcadé, Art. 221; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 781; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 42, p. 147; Dalloz, Rép., Mariage, No. 866; Suppl., Mariage, No. 485; Laurent, III, No. 133; Huc, II, No. 268; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2289, 2290).

4. După o altă părere însă, chiar în timpul cât durează degradarea civică, bărbatul nu are dreptul să autorizeze pe soția sa ca să stea în instanță sau să

contracteze, ci în acest caz autorizația trebuie acordată de tribunal. (Delvincourt, I, p. 164; Beudant, *L'état et la capacité des personnes*, I, No. 333; Nacu, I, p. 409).

5. În tot timpul contumaciei bărbatului, femeea, trebuie autorizată de justiție. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 867; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 645; Nacu, I, p. 409).

6. Numai după prescripția pedepsei contumacelui, el are dreptul să dea autorizație soției sale pentru a sta în judecată sau să contracteze. (Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 485).

7. Falimentul bărbatului, nu-i ridică acestuia dreptul de a autoriza pe soția sa. (Demolombe, IV, No. 230; Beudant, I, No. 333; Huc, II, No. 271; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2292; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit comercial*, VII, No. 208 quater; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 777).

8. Bărbatul care potrivit dispozițiilor art. 1122 și urm. c. civ. rom. a făcut cesiunea tuturor bunurilor sale, are dreptul a autoriza pe soția sa. (Demolombe, IV, No. 230; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2292; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 777).

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 199, nota 4.

**Art. 204.** — Dacă bărbatul se află sub interdicțiune, sau absent, tribunalul poate, după aprecierea împrejurărilor, a autoriza pe femeie sau ca să stea la judecată, sau ca să contracteze. (Civ. 106 urm., 197, 199, 200, 205, 435 urm., 448; Pr. civ. 626, 643 urm.; L. Jud. oc. 43; L. Timbr. 20 § 9; Civ. Fr. 222).

*Text. fr. Art. 222.* — Si le mari est interdit ou absent, le juge peut, en connaissance de cause, autoriser le femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

### Bibliografie (continuare).

STRELICESCU AL. *Notă* sub Trib. Ilfov s. I. c. c., 854 din 8 Octombrie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 273.



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Absență 9, 15-19.  
 Absență prezumată 16.  
 Acțiune 1, 3, 4, 15, 16, 17.  
 Administrație 2, 3, 6, 11.  
 Alienație mintală, a se vedea cuvântul: „Interdicție” și 5-10.  
 Anulare 19.  
 Apreciere suverană 7, 10.  
 Asistență 21, 22.  
 Autorizația bărbatului 5, 10, 13, 14, 20-23.  
 Autorizația just. 1 urm.  
 Bărbat interzis, a se vedea cuvintele: „Interdicția bărbatului”.  
 Casă de sănătate 8, 9.  
 Consiliu de familie 6, 14.  
 Consiliu judiciar 20-23.  
 Contractare 1, 3, 15-18.  
 Contract de căsătorie, a se vedea cuvântul: „Dotă”.  
 Dementă, a se vedea cuvintele: „Alienație mintală”, „Interdicție”.  
 Domiciliu 17, 18.  
 Dotă 2, 3.  
 Existență 19.  
 Femea interzisă 11-14.  
 Folosință 2, 3.

Interdicția bărb. 1-10.  
 Interdicția femeii 11-14.  
 Internare 8, 9, 10.  
 Interval lucid 5.  
 Judecată, a se vedea cuvântul: „Acțiune”.  
 Lucide intervale 5.  
 Mobile bunuri 4.  
 Nebunie, a se vedea cuvintele: „Alienație mintală”, „Interdicție”.  
 Ne reprezentarea bărbatului 17, 18.  
 Nulitate 19.  
 Omologarea tribunal. 6.  
 Parafernă 1, 3.  
 Prezență 17, 18.  
 Presump. de absență 16.  
 Proces, a se vedea cuvântul: „Acțiune”.  
 Putere maritală 13.  
 Smintire, a se vedea cuvintele: „Alienație mintală”, „Interdicție”.  
 Stare în judecată, a se vedea cuv.: „Acțiune”.  
 Tutor 11-14.  
 Tutoare 1, 2, 4, 6.  
 Urgență 18.  
 Uzufruct 2, 3.

## Doctrină.

1. Când bărbatul este interzis și chiar dacă femeea sa este tutrice, ea trebuie să dobândească autorizația justiției pentru a sta în judecată sau a contracta și chiar pentru bunurile sale proprii. (Demolombe, IV, No. 227; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 780; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 489; Laurent, III, No. 131; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2286; Planiol, ed. 6-a, I, No. 965; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 644; Nacu, I, p. 409, 410; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 778; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 473).

2. Când bărbatul este interzis și prin contractul de căsătorie el avea administrația și uzufructul bunurilor femeii și dacă femeea sa este tutrice, ea va juca rolul unui tutor obicinuit și va avea administrația și folosința acestor bunuri lucrând în numele bărbatului său interzis. (Demolombe, IV, No. 227; Dalloz, Rép., Mariage, No. 871; Laurent, III, No. 131; V. No. 302; Huc, II, No. 270; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2286; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 780).

3. Când bărbatul este interzis și dacă în contractul de căsătorie se arată că femeea are administrarea și folosința bunurilor sale proprii, ea va avea în acest caz administrația și folosința acestor bunuri fără nici o autorizație care va fi necesară numai pentru a sta în judecată și pentru toate actele cari exced dreptul de administrație. (Demolombe, IV, No. 227; Dalloz, Rép., Mariage, No. 871; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 780).

4. După o altă părere însă, dacă bărbatul este interzis și femeea sa este tutrice, ea nu are nevoie de autorizație, pentru a sta în judecată cu privire la inte-

resele sale mobiliare. (Duranton, III, No. 754; Dalloz, Rép., Mariage, No. 871).

5. Autorizarea dată de un bărbat smintit, însă neinterzis, este validă, dacă este dată în intervale lucide. (Laurent, III, No. 130; Huc, II, No. 270; Planiol et Ripert, II, No. 472; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 779).

6. Când bărbatul este interzis și femeea este tutoare, pentru tot ce privește bunurile bărbatului, se vor aplica regulile tutelii, femeea tutrice putând face unele acte singură iar celelalte cu autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 871).

7. Dacă bărbatul este în stare de demență, fără a fi interzis, femeea va trebui să dobândească autorizația tribunalului care va aprecia în mod suveran după împrejurări, starea soțului de imposibilitate de a-și exprima voința sa. (Demolombe, IV, No. 223; Dalloz, Rép., Mariage, No. 873; Planiol et Ripert, II, No. 472; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 644).

8. Când bărbatul este internat într-o casă de nebuni, fără a fi interzis, după o părere, acest caz trebuie asimilat cu cel de interdicție și femeea trebuie să dobândească autorizația tribunalului. (Duvergier sur Toullier, II, No. 654; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 231, nota a; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 780; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 40, p. 147; Dalloz, Rép., Mariage, No. 873; Suppl., Mariage, No. 490; Planiol, ed. 6-a, I, No. 965; Planiol et Ripert, II, No. 472; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 644; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 778).

9. După o altă părere în acest caz femeea nu poate cere de la tribunal autorizația, de oare ce tribunalul are competența să autorizeze pe femeea măritată numai în caz de interdicție sau de absență a bărbatului. (Demolombe, IV, No. 225; Dalloz, Rép., Suppl., Mariage, No. 490; Laurent, III, No. 130; Huc, II, No. 270; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2284).

10. După o a treia părere, tribunalele vor aprecia starea mintală a soțului și va putea acorda autorizația femeii dacă va găsi că bărbatul său nu poate să-și exprime voința sa. (Demolombe, IV, No. 223).

11. Când femeea măritată este interzisă și bărbatul său este tutor, el va administra averea femeii potrivit regulilor prescise în materie de tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 780).

12. Când femeea măritată este interzisă și bărbatul său nu este tutor, actele pe care femeea le putea face singură, vor fi făcute de către tutor singur. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 780).

13. Când femeea măritată este interzisă și bărbatul său nu este tutor, actele pe care femeea le putea face numai cu

autorizația bărbatului, după o părere, vor fi făcute de către tutor cu autorizația bărbatului, de oarece interdicția femeii nu poate aduce atingere puterii maritale. (Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2288).

**14.** După o altă părere însă, în acest caz se vor aplica regulile prescrise la materia tutelei, tutorul putând face actele și acțiunile mobiliare singur iar pentru cele imobiliare trebuind să obție autorizația consiliului de familie. (Demolombe, IV, No. 228; Mourlon, I, No. 780; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 781).

**15.** Când bărbatul este declarat absent, femeea măritată va trebui să dobândească autorizația tribunalului pentru a sta în judecată sau pentru a contracta. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 778; Dalloz, Rép., Mariage, No. 870; Suppl., Mariage, No. 486; Planiol, ed. 6-a, I, No. 963; Planiol et Ripert, II, No. 472; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 644; Nacu, I, p. 408; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 777; Matei Cantacuzino, p. 711).

**16.** În caz de absența prezumată a bărbatului, femeea măritată va trebui să dobândească autorizația tribunalului pentru a contracta sau a sta în judecată. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 870; Suppl., Mariage, No. 486; Planiol, ed. 6-a, I, No. 963; Planiol et Ripert, II, No. 472; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 644; Nacu, I, p. 408; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 777; Matei Cantacuzino, p. 711).

**17.** Când bărbatul nu este prezent la domiciliul său, însă nu este absent, după o părere, femeea sa nu poate, în principiu, dobândi autorizația tribunalului. (Marcadé, Art. 222; Aubry et Rau, ed. 4-a V, § 472, nota 39, p. 146; Dalloz, Rép., Mariage, No. 870; Suppl., Mariage, No. 487; Laurent, III, No. 127; Huc, II, No. 269; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2281; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, Question, 2925 bis).

**18.** După o altă părere însă, în cazul când bărbatul deși nu e absent, însă nu e prezent la domiciliul său și este în deparțare de la domiciliu și este urgentă, tribunalul poate autoriza pe femeea măritată ca să contracteze sau să stea în judecată. (Pothier, Puissance du mari, No. 12; Toullier, II, No. 651; Duranton, II, No. 506; Beudant, I, No. 333; Demolombe, IV, No. 214; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 778; Dalloz, Rép., Mariage, No. 870; Planiol, ed. 6-a, I, No. 963; Planiol et Ripert, II, No. 472; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 644; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 778).

**19.** Femeea poate cere anularea actelor făcute de ea în timpul absenței bărbatului, fără autorizarea justiției, însă ea trebuie să dovedească că în momentul facerii actului ea era căsătorită, deci să probeze existența bărbatului său. (Planiol et Ripert, I, No. 53).

**20.** Când bărbatul este pus sub consiliu judiciar, după părerea dominantă, el nu poate să autorizeze pe femeea sa, ci autorizația va fi dată numai de către tribunal. (Demolombe, IV, No. 226; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 45, p. 148; Dalloz, Rép., Mariage, No. 874; Suppl., Mariage, No. 491).

**21.** După o a doua părere, bărbatul pus sub consiliu judiciar va putea da autorizație soției sale însă pentru actele pe care el nu le poate face fără asistența consiliului judiciar, el va trebui să aibă asistența acestuia când va da autorizație soției sale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 780; Dalloz, Rép., Mariage, No. 874; Planiol, ed. 6-a, I, No. 966; Comp.: Laurent, III, No. 132; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2287).

**22.** După o a treia părere, bărbatul pus sub consiliu judiciar va putea autoriza pe soția sa, chiar pentru actele pe care el nu le poate face fără asistența consiliului judiciar. (Duranton, II, No. 506; Dalloz, Rép., Mariage, No. 874; Suppl., Mariage, No. 491).

**23.** După o a patra părere, bărbatul pus sub consiliu judiciar va putea să autorizeze pe soția sa pentru actele pe care le poate face singur fără autorizația consiliului său, însă pentru celelalte acte, autorizația va fi dată de tribunal. (Planiol et Ripert, II, No. 473; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 644; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 779, text și nota 2; Matei Cantacuzino, p. 711; Comp.: Nacu, I, p. 411).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Autorizarea soțului pentru femeea măritată este cerută atât pentru a sta în judecată cât și pentru a face orice act extra-judiciar, oricare ar fi regimul sub care s'au căsătorit soții.

Deși art. 197, 200, 203 și 207 cod. civ., prin cuvintele „porni judecată” ar lăsa să se deducă intenția legiuitorului român de a modifica sistemul codului Napoleon, cerând autorizarea soțului numai când femeea este reclamantă, totuși expresiunile „sta în judecată” din art. 204 și 205 cod. civ., înlătură orice discuțiune, pe lângă împrejurarea că nu ar fi nici o rațiune de a distinge după sensul literal al textelor pentru a deduce în anume cazuri că este nevoie de autorizarea soțului, când nu ar fi nevoie de ea.

În favoarea acestei interpretări este și dispoziția art. 1285 cod. civ., după care femeea măritată nu poate sta în judecată pentru averea parafernala fără autorizarea soțului, așa în cât în regulă generală autorizarea soțului este necesară și numai prin excepție (art. 198 cod. civ.) femeia poate sta în judecată ca defendendo fără a fi autorizată de soț. (Trib. Ilfov s. I c. c., sentința 851 din 8 Octombrie 1926, Drep-tul 35/1926, Pand. Rom. 1926, II, 273).

**2.** A se vedea: art. 199, nota 4).



**Art. 205.** — Dacă bărbatul este minore, femeea trebuie să aibă autorizațiunea tribunalului sau ca să stea la judecată, sau ca să poată contracta. (Civ. 197, 199 urm., 342, 408, 421, 427 urm.; Pr. civ. 624, 626 urm.; L. Jud. oc. 43; Civ. Fr. 224).

*Text. fr. Art. 224.* — Si le mari est mineur, l'autorisation du juge est nécessaire à la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

### Bibliografie (continuare)

STRELICESCU AL., *Notă sub Trib. Ilfov s. I. c. c., 854 din 8 Octombrie 1926, Pand. Rom.* 1926, II, 273.

### Doctrină.

1. Cu toate că art. 224 c. civ. fr. (205 c. civ. rom.) arată că dacă bărbatul este minor, femeea trebuie să aibă autorizațiunea tribunalului ca să poată contracta sau să stea în judecată, totuși minorul poate să autorize pe femeea sa în actele pe care le poate face el singur, în calitate de minor emancipat, fără asistența curatorului său; pentru toate celelalte acte pe care el nu le poate face singur, femeea va trebui să fie autorizată de către tribunal. (Toullier, II, No. 653; Duranton, II, No. 505; Demolombe, IV, No. 221; Marcadé. Art. 224, No. 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 779; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 43, p. 148; Dalloz, Rép., Mariage, No. 875; Suppl., Mariage, No. 492; Laurent, III, No. 128; Huc, II, No. 272; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 644, 645; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 782; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 251; II, No. 473; Nacu, I, p. 410-411).
2. Când bărbatul este minor, pentru toate actele pe care el nu le poate face singur, femeea sa va trebui să dobândească autorizațiunea tribunalului care poate chema în camera de consiliu pe bărbat pentru lămuriri. (Toullier, II, No. 653; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 348; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 44, p. 148; Dalloz, Rép., Mariage, No. 875, 889; Suppl., Mariage, No. 492; Planiol et Ripert, I, No. 251; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 782; V. Gh. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 48, 49).
3. Când bărbatul este surdo-mut, el poate autoriza pe femeea sa dacă poate să-și exprime voința sa într'un mod oarecare. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 877).
4. Dacă bărbatul este major și femeea

sa este minoră, femeea va putea face cu autorizațiunea soțului său actele pe cari minorul emancipat le poate face singur, cum ar fi actele de administrație. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 782; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 473).

5. Dacă bărbatul este major și femeea sa este minoră, pentru actele pe care minorul emancipat nu le poate face singur, femeea va trebui să dobândească autorizațiunea bărbatului ca bărbat și curator, a consiliului de familie și omologarea tribunalului, când este cerută de lege. (Demolombe, IV, No. 229; Beudant, I, No. 333; Laurent, III, No. 129; Huc, II, No. 272; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2283; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 783; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 457, 473).

6. Dacă bărbatul este major și femeea sa este minoră, pentru ca aceasta să stea în judecată, va fi suficientă autorizațiunea bărbatului. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 783; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 473).

7. Când bărbatul este major și femeea sa este minoră, însă bărbatul nu-și poate exercita puterea sa maritală, femeea va trebui să dobândească autorizarea justiției. (Demolombe, IV, No. 229; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2283; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 783).

8. Când și bărbatul și femeea sunt minori, bărbatul va putea autoriza pe femeea sa numai pentru actele pe cari le poate face singur, cum ar fi actele de administrație, pentru celelalte acte și pentru a sta în judecată, femeea va trebui să dobândească autorizațiunea justiției. (Laurent, III, No. 129; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 783; Comp.: Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2283; Planiol et Ripert, II, No. 473; Plastara, I, p. 300).

9. A se vedea art. 197 cu notele respective.

**Art. 206.** — Orice autorizațiune generală, chiar când este stipulată prin contractul de căsătorie, nu este valabilă decât pentru administrațiunea bunurilor care sunt parafernale. (Civ. 200, 1224, 1225, 1242, 1535 urm.; Civ. Fr. 223).

*Text. fr. Art. 223. — Toute autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant à l'administration des biens de la femme.*

## Bibliografie (continuare).

VOGEL I. D., *Notă sub Trib. Buzău* 2/1925, *Jur. Gen.* 1925, No. 531.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune 3, 5.	Mandat 1.
Administrație 1, 2.	Mandat general 9, 10, 12.
Anulare 3.	Nulitate 3.
Autorizație generală 1-4,	Obiect 6.
9, 11, 12.	Ordine publică 11.
Autorizație specială 3-8,	Preț 6, 8.
10, 11.	Proces, a se vedea cu-
Condițiuni 7, 8.	vântul: „Acțiune”.
Contract 4-7, 10.	Putere maritală 9.
Contract de căsăt. 1, 2, 3.	Redacțiune 1.
Contractare 3.	Stare în judecată, a se
Dotă 1.	vedea cuvântul: „Ac-
Imprumut 12.	țiune”.
Instrăinare 12.	Terțe persoane 9, 10.
Ipotecă 12.	Vindere-cumpărare 8, 12.

## Doctrină.

1. Art. 223 c. civ. fr. (206 c. civ. rom.) nu este bine redactat de oare ce dacă bărbatul are prin contractul de căsătorie administrarea bunurilor femeii, în caz când bărbatul îi dă autorizație generală de administrare, această autorizare este un mandat din partea soțului către femeie de a administra bunurile în numele său. (Demolombe, IV, No. 205; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 800; Dalloz, Rép., Mariage, No. 848; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 979; Planiol et Ripert, II, No. 456; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 765, nota 2).

2. Iar în cazul când prin contractul de căsătorie, administrarea bunurilor femeii îi aparține, ea nu are nevoie de autorizație generală de administrare de oare ce administrarea acestor bunuri îi aparține fără a avea nevoie de autorizația soțului. (Demolombe, IV, No. 205; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 800; Dalloz, Rép., Mariage, No. 848; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 979; Planiol et Ripert, II, No. 456; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 765, nota 2).

3. Orice autorizație generală dată de bărbat soției sale, atât prin contractul de căsătorie cât și în timpul căsătoriei, pentru a sta în judecată sau a contracta este nulă; autorizația pentru aceste acte trebuind să fie specială. (Pothier, Puissance du mari. No. 63; Proudhon, I, p. 267; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 799; Dalloz, Rép., Mariage, No. 846; Suppl., Mariage, No. 476; Planiol, ed. 6-a I, No. 975; Planiol et Ripert, II, No. 451 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 642; Nacu, I, p. 412, 413).

4. Tribunalul nu poate să dea femeii măritate o autorizație generală ci specială pentru fie care act. (Demolombe, IV, No. 271; Beudant, I, No. 331; Dalloz, Rép., Mariage, No. 911; Suppl., Mariage, No. 476, 508; Laurent, III, No. 141; Huc,

II, No. 261; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2309; Planiol, ed. 6-a, I, No. 975; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 642; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 765, 766; Plastara, I, p. 297).

5. Prin autorizație specială se înțelege autorizația care este dată pentru un anumit proces sau pentru un anumit contract ce voește să-l încheie femeia. (Proudhon, I, p. 465, 466; Duranton, II, No. 449; Demolombe, IV, No. 207; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 799; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 153; Dalloz, Rép., Mariage, No. 846, 911; Suppl., Mariage, No. 476; Laurent, III, No. 113; Huc, II, No. 261; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2245 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 977; Planiol et Ripert, II, No. 451 urm.; Nacu, I, p. 413; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 766, 767).

6. S'a decis că autorizația de a face anumite contracte fără să se arate obiectul și suma nu este autorizație specială. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, text și nota 66, p. 153; Planiol, ed. 6-a, I, No. 977; Planiol et Ripert, II, No. 452, 453, 454; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 642; Nacu, I, p. 413; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 767).

7. S'a mai decis că dacă autorizația nu a arătat epoca când trebuie făcut contractul și principalele condițiuni, ea nu este specială. (Demolombe, IV, No. 207; Planiol, ed. 6-a, I, No. 977; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 155).

8. Autorizația dată de bărbat soției sale de a vinde un anumit imobil, chiar fără să arate prețul și celelalte condițiuni ale vânzării este o autorizație specială în sensul legii. (Duranton, II, No. 449; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 66; Contra: Demolombe, IV, No. 207; Planiol, ed. 6-a, No. 977; Nacu, I, p. 413; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 453; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 642; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 767).

9. Bărbatul nu poate da unei terțe persoane un mandat general și nedeterminat ca să autorizeze pe soția sa ca să contracteze, de oarece el nu poate trece altei persoane dreptul de putere maritală. (Demolombe, IV, No. 209; Dalloz, Rép., Mariage, No. 856; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2248; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 642; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 768).

10. Bărbatul poate însă da unei terțe persoane un mandat pentru a autoriza pe femeie să contracteze o afacere specială, fixând condițiunile principale. (De-



molombe, IV, No. 209; Dalloz, Rép., Mariage No. 856; Suppl., Mariage No. 480; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 642; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 768).

11. Autorizarea specială a femeii măritate este de ordine publică și bărbatul nu poate deci a o autoriza de mai înainte de a face orice acte va crede de cuviință. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 766).

12. Femeia măritată nu poate da bărbatului său un mandat general de a înstrăina, ipoteca și de a se împrumuta pentru ea și în numele său. (Demolombe, IV, No. 210; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, text și nota 67, p. 154; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 766; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 454).

13. Bărbatul poate da soției sale o autorizație generală de a vinde sau ipoteca bunurile sale personale, adică ale bărbatului, de oare ce aceasta nu e o autorizație în sensul dispozițiilor art. 223 c. civ. fr. (206 c. civ. rom) ci un mandat. (Demolombe, IV, No. 204; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 800; Dalloz, Rép., Mariage No. 847; Suppl., Mariage, No. 479; Baudry et Houques-Pourcade, II, No. 2252; Planiol, ed. 6-a, I, No. 976; Planiol et Ripert, II, No. 456; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 766).

autorizație valabilă din partea soțului. Admitere.

In drept: Procura dată de soț în termenii generali nu poate fi valabilă decât pentru acte de administrație (art. 206 cod. civ.), pentru vânzare e necesară o procură specială determinând obiectul, prețul, cumpărătorul și orice alte elemente esențiale sau privite ca esențiale: altminteri nu poate fi vorba de autorizare maritală în sensul art. 199 cod. civ. Vânzarea efectuată în lipsa unei atari autorizări valabile este nulă. (Trib. Buzău, s. 2, sent. civ. din 19 Ianuarie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 531).

2. Față cu dispozițiunea art. 206 din codul civil, care prevede că autorizațiunea generală, chiar când este stipulată prin contractul de căsătorie, nu este valabilă decât pentru administrarea bunurilor cari sunt parafernale, rezultă implicit că pentru celelalte acte juridice, între cari și vânzarea, este necesară o autorizațiune specială.

Prin autorizațiune specială trebuie înțeles specificarea condițiilor în care actul trebuie făcut, rațiunea pentru care legiuitorul cere o asemenea autorizație justificând necesitatea ca soțul să examineze actul ce soția sa voeste să facă, să studieze condițiunile și efectele, să nu dea deci, autorizațiunea decât în completă cunoștință de cauză.

Prin urmare, în speță autorizația dată reclamantei de soțul ei, neavând caracterul unei autorizațiuni speciale pentru a vinde imobilul său, căci nu se precizează nici condițiunile, nici prețul, sub care trebuie făcută, vânzarea este nulă, și deci nu se pot aplica dispozițiunile art. 1298 codul civil. (C. A. București, s. III, decizia civ. 180 din 27 Mai 1925. Jur. Gen. 1925 No. 1539).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. In fact: In actul dotal se prevede alienabilitatea imobilului dotal cu consimțământul înzestrătorului. Soțul dotal dă înzestrătorului procură de a vinde imobilul fără a indica numele cumpărătorului, nici prețul.

Acțiune în anulare intentată după patru ani de soții dotali pentru lipsă de

Art. 207. — Numai femeia, bărbatul sau moștenitorii lor pot cere anularea tocmelelor sau a pornirilor de judecată făcute fără autorizațiune. (Civ. 197, 199, 820, 951, 952, 1164, 1167, 1190, 1251, 1265, 1900; Civ. Fr. 225).

Text. fr. Art. 225. — La nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari, ou par leurs héritiers.

### Bibliografie (continuare).

- CERBAN ALEX., Notă sub Trib. Mehedintzi s. I. 718 din 17 Dec. 1925, Curier. Jud. 36/1926;  
STRELICESCU AL., Notă sub Trib. Ilfov s. I. c. c., 854 din 8 Octombrie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 273;  
VRĂBIESCU G. N., Notă sub Trib. Ilfov s. III, 741 din 12 Decembrie 1919, Pand. Rom. 1926, II, 276.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 43.  
Acceptarea donațiunei 47.  
Act fals 24.  
Acțiunea bărbatului 5, 22,  
28, 31, 44.  
Acțiunea femeii 1, 2, 4,  
22, 23, 28, 43.

Acțiune indirectă 12.  
Acțiunea moștenitorilor,  
a se vedea cuvântul:  
„Moștenitori”.  
Acțiunea pauliană 12,  
41.  
Anulare 1 urm.

Apel 29, 31, 37.  
Autoritate de lucru judecat 2.  
Autorizație anterioară 35.  
Autorizație concomitentă 35.  
Autorizația justiției 43.  
Autorizație posterioară 33, 34.  
Avantaj 18.

Ayant-cause 13.  
Bărbat, a se vedea cuvintele: „Acțiunea bărbatului”.  
Beneficiu 17.  
Citare 28.  
Confirmare, a se vedea cuvântul: „Ratificare”.  
Contestație 30.  
Contractare 36, 37.

Creditori 11, 12, 14, 15, 19, 40, 42.  
Daune-interese 25.  
Debitor 11, 12, 15.  
Desfacerea căsătoriei 4, 5, 45, 46.  
Donațiune 47.  
Dovadă 22, 43.  
Eroare 23, 25, 27.  
Executare 30.  
Existență, a se vedea cuvântul: „Absentă”.  
Fals 24.  
Femece, a se vedea cuvintele: „Acțiunea femeiei”.  
Fraudă 20, 22-27, 41.  
Garanție 16.  
Hotărâre 28, 29, 30.  
Imbogățire pe nedrept 17.  
Înșelare 20, 21.  
Interes 5, 7, 8, 15, 19, 47.  
Invocare din oficiu 28.  
Lucru judecat 29.  
Manopere frauduloase 23-27.  
Moștenitori 6, 7, 8, 17, 19, 22, 28.

Nulitate 1 urm.  
Nulitate absolută 47.  
Nulitate relativă 1, 3, 9, 23, 40.  
Nume fals 24.  
Obligație 36, 37.  
Oficiu 28.  
Opoziție 29.  
Prescripție 44, 46.  
Preț 10.  
Probă 22, 43.  
Procedură 23.  
Profit 17.  
Putere maritală 14.  
Ratificare 33-42, 45.  
Recurs 29, 32, 37.  
Reparația prejudiciului 2.  
Secret 26.  
Succesori, se vedea cuvântul: „Moștenitori”.  
Terțe persoane 9, 20, 21, 23, 25, 26.  
Urmărire 30.  
Văduvă 20, 21.  
Valabilitate 20, 27, 34.  
Vindere-cumpărare 10, 13.

### Doctrină.

1. Actele făcute de femeia măritată, fără autorizația bărbatului său, când legea cere această autorizație, sunt anulabile. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 816 urm.; Dalloz, Rép., Mariage, No. 935; Suppl., Mariage, No. 529; Planiol, ed. 6-a, I, No. 987; Planiol et Ripert, I, No. 289; II, No. 463; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 648; Nacu, I, p. 417; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 788; Matei Cantacuzino, p. 711; Plastara, I, p. 300; Ioan I. Ionescu, Dota sub raportul înstrăinării, p. 151, 152).

2. Când femeia cere și obține anularea unui act făcut fără autorizația soțului său, ea nu este obligată la vreo reparație de oarece uzează de un drept al său. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 945).

3. Nulitatea unui act făcut de o femeie măritată fără autorizație este relativă și nu poate fi cerută decât de anumite persoane. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 818 urm.; Dalloz, Rép., Mariage, No. 935; Suppl., Mariage, No. 529; Planiol, ed. 6-a, I, No. 987 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 289, 292; II, No. 463, 464; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 648 urm. Nacu, I, p. 417; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 788; Plastara, I, p. 300, 301).

4. Nulitatea poate fi cerută în primul rând de femeie, fie în timpul căsătoriei, fie după desfacerea căsătoriei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 818; Dalloz, Rép., Mariage, No. 936; Laurent, III, No. 157, 159; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2361; Planiol, ed. 6-a, I, No. 988; Planiol et Ripert, I, No. 289, 292; II, No. 464; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 648; Nacu, I, p. 417; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 788, 790; Plastara, I, p. 301).

5. Nulitatea poate fi cerută și de către bărbat, însă numai în timpul căsătoriei, pentru orice fel de interes; după desfacerea căsătoriei, numai un interes material îi dă dreptul a cere nulitatea. (Demolombe, IV, No. 341; Dalloz, Rép., Mariage, No. 936; Suppl., Mariage, No.

529; Huc, II, No. 277; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2345, 2346; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 648; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 819; Planiol, ed. 6-a, I, No. 988; Planiol et Ripert, I, No. 289, 292; II, No. 464; Nacu, I, p. 417; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 790, 792; Plastara, I, p. 301).

6. Moștenitorii femeii măritate au dreptul să ceară anularea actului făcut de femeie fără autorizație. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 820; Dalloz, Rép., Mariage, No. 915, 937; Planiol, ed. 6-a, I, No. 988; Planiol et Ripert, II, No. 464; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 649; Nacu, I, p. 417; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 792; Plastara, I, p. 302).

7. Moștenitorii bărbatului au dreptul a cere anularea actului făcut de femeie fără autorizație, însă numai dacă au un interes material. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 937, 939; Suppl., Mariage, No. 529; Planiol, ed. 6-a, I, No. 988; Planiol et Ripert, II, No. 464; Nacu, I, p. 418; Plastara, I, p. 302; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 649; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 792).

8. După o altă părere, moștenitorii bărbatului nu au dreptul să ceară anularea actelor făcute de femeie fără autorizația bărbatului, de oarece ei nu au nici odată un interes material și numai din eroare textul art. 225 c. civ. fr. (207 c. civ. rom.) i-a trecut printre persoanele cari pot cere anularea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 820; Huc, II, No. 279; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 792).

9. Terțele persoane, cari au contractat cu femeia măritată, nu au dreptul a cere anularea actelor făcute de femeia măritată fără autorizația bărbatului. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 948; Planiol, ed. 6-a, I, No. 989; Planiol et Ripert, I, No. 292; II, No. 463; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 649; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 788).

10. Când o femeie măritată vinde un imobil, fără să fie autorizată și dacă ea cere prețul dela cumpărător, acesta poate refuza plata prețului până când femeia va dobândi autorizația ca să-l primească, sau până când va garanta restituirea prețului, în cazul când ulterior s'ar anula vânzarea. (Dalloz, Rép., Mariage, No. 944; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 649; Nacu, I, p. 419).

11. Creditorii femeii, după o părere, nu au dreptul să ceară anularea actelor făcute de debitorii lor fără autorizație. (Toullier, VII, No. 766; Dalloz, Rép., Mariage, No. 939; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 292; II, No. 464).

12. După o altă părere, creditorii femeii ar putea, în virtutea dispozițiilor art. 1166 și 1167 c. civ. fr. (974, 975, 976 c. civ. rom.), să ceară anularea actelor făcute de debitorii lor fără autorizație. (Merlin, Questions de droit, Hypothèque, § 4, No. 4, 5; Duranton, II, No. 512; X.



No. 561; XII, No. 569; Demolombe, IV, No. 342; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 383, 384; Mourlon, I, No. 820; Marcadé, Art. 225, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 162; Beudant, I, No. 337; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 939; *Obligation*, No. 930; Laurent, III, No. 163; Huc, II, No. 278; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2348; Planiol et Ripert, II, No. 464; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 649; Nacu, I, p. 418; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 793; Plastara, I, p. 301, 302).

**13.** Un *ayant-cause*, al femeii, cum ar fi un cumpărător al imobilului, poate cere anularea actului. (Nacu, I, p. 417, 418).

**14.** Creditorii bărbatului, după o părere, nu au dreptul să ceară anularea actelor făcute de femeie fără autorizație, de oarece dreptul de anulare este exclusiv personal bărbatului, fiind bazat pe puterea maritală. (Demolombe, IV, No. 342; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 939; Huc, II, No. 278; Planiol et Ripert, II, No. 464; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 793).

**15.** După o altă părere, în cazul când interesul soțului este pecuniar, creditorii săi pot cere anularea actelor făcute de femeia debitorului lor fără autorizație. (Merlin, *Questions de droit Hypothèque*, § 4, No. 5; Duranton, II, No. 512; Marcadé, art. 225, No. 4; Vazeille, *Traité de mariage*, II, No. 384; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 162; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Mariage*, No. 530; Laurent, III, No. 158; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2349; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 649; Nacu, I, p. 418; *Comp.*: Planiol et Ripert, II, No. 464).

**16.** Acel care a garantat o obligație contractată de o femeie măritată fără autorizația soțului, nu poate cere anularea ei. (Demolombe, IV, No. 343; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 163; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 793).

**17.** Când se anulează un act făcut de femeie, fără autorizația soțului său, și dacă acel act a profitat femeii, ea sau moștenitorii săi, trebuiesc să întoarcă celelalte părți contractante, beneficiul realizat. (Demolombe, IV, No. 336; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472 text și nota 101, p. 162; Mourlon, I, No. 821; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 942; *Suppl.*, *Mariage*, No. 532; Laurent, III, No. 162; Huc, II, No. 276; Planiol et Ripert, II, No. 469; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 631; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 792; Matei Cantacuzino, p. 711).

**18.** Nu este necesar a se cerceta dacă actul făcut de femeia măritată fără autorizația soțului său, este sau nu avantajos pentru femeie, pentru a-l declara nul, este de ajuns că el nu a fost contractat cu autorizația soțului. (Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 941; Planiol, ed. 6-a, I, No. 987; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 790).

**19.** Creditorii moștenitorilor femeii au dreptul să ceară anularea actului

făcut de femeia măritată fără autorizația bărbatului, când au un interes bănesc. (Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2350; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 792, nota 4).

**20.** Când femeia măritată a înșelat pe terții cu care a contractat, dându-se drept văduvă sau necăsătorită, în scopul de a se sustrage dela autorizația soțului după o părere, actul este valabil. (Marcadé, art. 225, No. 2, 3).

**21.** După o altă părere însă, dominantă, în acest caz, actul este atins de nulitate, de oarece terții cari au contractat, aveau obligația să cerceteze dacă femeia este sau nu căsătorită. (Pothier, *Puissance du mari*, No. 53, 54; Merlin, *Repertoire*, *Autorisation maritale*, section 6, p. 94; Toullier, II, No. 622; Duranton, II, No. 462, 495; Demolombe, IV, No. 327; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 312; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 818; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 168; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 959; *Suppl.*, *Mariage*, No. 543; Laurent, III, No. 160; Huc, II, No. 276; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2380; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 632; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 790, 791; Plastara, I, p. 294).

**22.** Când femeia, bărbatul sau moștenitorii lor cer anularea unui act făcut fără autorizație, ei nu sunt obligați să facă nici o dovadă, ci rămâne ca cealaltă parte contractantă să dovedească că femeia a fost autorizată sau că avea dreptul să facă acel act fără autorizație. (Toullier, II, No. 646; Demolombe, IV, No. 336; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 134, nota 63, p. 243; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 101, p. 162; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 938; *Suppl.*, *Mariage*, No. 531; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2360; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 764, 793, 794).

**23.** Femeia măritată, după părerea generalmente admisă, nu poate cere anularea actelor făcute fără autorizația soțului său, în cazul când a întrebuințat manopere frauduloase pentru a induce în eroare pe terți. (Pothier, *Puissance du mari*, No. 28, 54; Duvergier sur Toullier, II, No. 624; Duranton, II, No. 462, 494, 495; Demolombe, IV, No. 328; Mourlon, d. 7-a, I, No. 818; Aubry et Rau, ed. 4-a, § 472, p. 169; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 960; *Suppl.*, *Mariage*, No. 544; Laurent, III, No. 161; Huc, II, No. 276; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2379; Planiol et Ripert, I, No. 296; II, No. 469; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 631; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 791; Plastara, I, p. 294).

**24.** Ca manopere frauduloase se pot cita: cazul când femeia și-a dat un nume fals sau a întrebuințat un act fals. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 818; Dalloz, *Rép.*, *Mariage*, No. 960; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 791).



**25.** După o altă părere, femeea poate cere anularea actelor făcute de către ea fără autorizația soțului său, chiar atunci când ar fi întrebuițat manopere frauduloase pentru a induce în eroare pe terți; în acest caz însă, terțul ar putea să ceară daune interese rezultate din manoperele frauduloase întrebuițate de femeie. (Toullier, II, No. 624; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 314; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 960; *Suppl., Mariage*, No. 544).

**26.** Când căsătoria unei femei a fost ținută secretă, actele făcute de ea fără autorizația bărbatului nu pot fi atacate în nulitate. (Toullier, II, No. 623; Duranton, II, No. 463; Demolombe, IV, No. 330; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 818; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 168; Laurent, III, No. 161; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2378, 2381; *Comp.: Planiol et Ripert*, II, No. 469).

**27.** Când femeea măritată a trecut în ochii tuturor ca nemăritată și când prin actele și faptele sale a contribuit a se acredita eroarea comună, chiar fără să fi întrebuițat manopere frauduloase, actul făcut de ea fără autorizația bărbatului său, rămâne valabil. (Mourlon, I, No. 818; Laurent, III, No. 161; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2381; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 791; *Comp.: Demolombe*, IV, No. 332; *Planiol et Ripert*, II, No. 469).

**28.** Tribunalele nu pot ridica din oficiu nulitatea procedurii, prin necitarea soțului său în instanță pentru autorizare, de oarece nulitatea unei hotărâri pentru lipsă de autorizare a bărbatului este relativă și nu poate fi invocată decât de către femeie, soț, sau moștenitorii lor. (Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2365; *Planiol et Ripert*, II, No. 462; *Contra: Alexandresco*, ed. 2-a, I, p. 746).

**29.** Hotărârile pronunțate în contra unei femei, fără autorizația soțului, dobândesc autoritate de lucru judecat și pot fi atacate numai pe căile ordinare; opoziție, apel și recurs, iar nu și pe cale principală de acțiune în nulitate. (Merlin, *Répertoire. Appel*, section 1, § 5; Nulité, § 7, No. 4; Demolombe, IV, No. 354; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 954; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2364; *Planiol et Ripert*, ed. 6-a, I, No. 993; *Planiol et Ripert*, II, No. 461; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 651; Nacu, I, p. 418, 419; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 794, 795; Matei Cantacuzino, p. 711; *Contra: Delvincourt*, I, p. 79, nota 8; Duranton, II, No. 468).

**30.** Bărbatul care nu a fost chemat în judecată pentru a da autorizație soției sale, poate face contestație la executarea hotărârii în cazul când i se aduce atingere unui drept al său. (*Planiol et Ripert*, II, No. 461; Nacu, I, p. 419; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 796).

**31.** Nulitatea rezultând din lipsă de autorizație a femeii măritate de a sta în judecată, poate fi propusă pentru prima oară în apel, chiar după apărarea în fond. (Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 955; *Suppl., Mariage*, No. 539; *Planiol et Ripert*, II, No. 465; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 651; Nacu, I, p. 418; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 746, 774).

**32.** Această nulitate poate fi propusă chiar pentru prima oară înaintea instanței de recurs. (Demolombe, IV, No. 354; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 110; Chauveau, *Lois de la procédure. Suppl.*, p. 785; Dalloz, *Rép. Mariage*, No. 955; *Suppl., Mariage*, No. 539; Huc, II, No. 243; *Planiol et Ripert*, ed. 6-a, I, No. 993; *Planiol et Ripert*, II, No. 465; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 651; Nacu, I, p. 418; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 746; *Contra: Baudry et Houques-Fourcade*, II, No. 2365; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 774).

**33.** Autorizația maritală, dată posterior facerii actului, după o părere, nu este valabilă și nu poate împlăca pe femeie de a cere anularea actului. (Merlin, *Répertoire. Autorisation maritale*, section 6, § 3, No. 2; Toullier, I, No. 648; Duranton, II, No. 518; Valette sur Proudhon, I, p. 467; Demolombe, IV, No. 211; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 762, 817; Dalloz, *Rép., Suppl., Mariage*, No. 481; Huc, II, No. 253; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2369; *Planiol et Ripert*, ed. 6-a, I, No. 950, 992; *Planiol et Ripert*, I, No. 267; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 650; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 772, 797; VII, p. 31; *Plastara*, I, p. 303).

**34.** După o altă părere însă, autorizația maritală dată posterior facerii actului, este valabilă, dacă are loc în timpul căsătoriei și înainte de a se fi cerut de către femeie anularea actului. (Delvincourt, V, p. 79, nota 11; Proudhon, I, p. 466; Duvergier sur Toullier, II, No. 648, nota 1; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 381; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 289; Marcadé, Art. 225, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 305 bis, VIII; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 118, p. 165; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 857; *Suppl., Mariage*, No. 481; Laurent, III, No. 157; *Comp.: Nacu*, I, p. 416; *Plastara*, I, p. 297, 298).

**35.** Bărbatul poate să autorizeze pe soția sa înainte de facerea actului sau chiar odată cu facerea lui adică prin însăși actul. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 792 urm.; Dalloz, *Rép., Mariage*, No. 857; *Planiol et Ripert*, ed. 6-a, I, No. 950).

**36.** Nulitatea unei obligații consimțită de o femeie măritată, fără autorizația soțului său, nu poate fi invocată pentru prima oară înaintea instanței de recurs. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 108, p. 163; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2362; *Planiol et Ripert*, II, No. 465; Chauveau, *Lois de la procédure. Supplé-*



ment p. 785; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 753, p. 774, nota 4).

**37.** Această nulitate însă, poate fi invocată pentru prima oară în apel, de oarece este un mijloc de fond. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 108, p. 163; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2362; Planiol et Ripert, II, No. 465; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 753, 774; nota 4).

**38.** Actul făcut fără autorizație, poate fi ratificat de femeie împreună cu bărbatul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 817; Planiol et Ripert, I, No. 292; II, No. 467; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 649; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 796, 797).

**39.** Nulitatea unui act făcut de o femeie măritată, fără autorizația soțului său poate fi confirmată atât de bărbat cât și de femeie. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 796; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 467).

**40.** Confirmarea actului anulabil de către soți sau de către soție cu autorizația soțului său, face ca acest act să nu mai poată fi anulat nici de către soți nici de către creditorii lor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 167; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2368; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 796; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 467).

**41.** În cazul când actul a fost confirmat în fraudă creditorilor, ei pot să atace confirmarea prin acțiunea pauliană. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 167; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2368; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 796, nota 4).

**42.** În cazul când creditorii femeii au cerut anularea actului făcut de către ea, fără autorizația soțului său, soții nu mai pot confirma acel act. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 167; Laurent, III, No. 165; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2368; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 796, 797, nota 4).

**43.** Femeia poate cere anularea actelor făcute de ea în timpul absenței bărbatului, fără autorizația justiției, însă ea trebuie să dovedească că în momentul facerii actului ea era căsătorită, deci să probeze existența bărbatului său. (Plandiol et Ripert, I, No. 53; II, No. 462).

**44.** Acțiunea bărbatului pentru a cere anularea actului făcut de soția sa fără consimțământul său se prescrie prin trecere de zece ani din momentul când a cunoscut actul, (Huc, VIII, No. 195; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 651; Buffnoir, Propriété et contrat, p. 721 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 798, 799; VII, p. 92, 93; Contra: Baudry et Barde, Obligations, III, No. 2042; Planiol et Ripert, II, No. 466).

**45.** Când femeia își reia liberul exercițiu al capacității sale, adică după desfacerea căsătoriei, ea poate ratifica un act făcut de către ea în timpul căsătoriei fără autorizația soțului, (Colin et Capi-

tant, ed. 4-a, I, p. 650; Matei Cantacuzino, p. 711; Ioan I. Ionescu, Dota sub raportul înstrăinării, p. 152).

**46.** Acțiunea în nulitate prevăzută de art. 225 c. civ. fr. (207 c. civ. rom.) se prescrie prin trecere de zece ani dela desfacerea căsătoriei. (Plandiol, ed. 6-a, I, No. 990; Planiol et Ripert, I, No. 292; II, No. 466; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 650, 651; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 798; VII, p. 92; Matei Cantacuzino, p. 711; Plastara, I, p. 302).

**47.** Când o femeie a acceptat o donațiune, fără autorizația soțului său, nulitatea acceptării este absolută și poate fi cerută de orice persoană interesată, chiar de donator. (Aubry et Rau, VII, § 652, text și nota 12, p. 60, 61; Troplong, Donations, II, No. 1118, 1126; Laurent, XII, No. 259; Huc, VI, No. 195; VII, No. 62; Planiol et Ripert, II, No. 463; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 651; Contra: Valette sur Proudhon, II, p. 479; Larombière Obligations, I, Art. 1125, No. 5; Demolombe, IV, No. 348; XX, No. 219; Mourlon, II, No. 673; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 788; V, p. 34).

**48.** A se vedea: art. 197, 199, 201, 952 cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Efectele lipsei de autorizare a femeii măritate este nulitatea relativă a acțiunii, ce poate fi invocată de femeie, de bărbat sau de moștenitorii lor și în ori ce stare s'ar afla procesul. (Judecătoria ocol Ocnele-Mari (Vâlcea), 413 din 14 Octombrie 1924, Justiția (Craiova) 15/1924).

**2.** Femeia este în drept a cere anularea unei vânzări consimțită de dânsa, fără autorizația soțului, chiar dacă nu a suferit vreo leziune. (Trib. Tecuci, 194 din 8 Mai 1925, Dreptul 28/1925).

**3. a)** Soțul poate cere anularea actului făcut de soția sa, fără să fi avut autorizația lui și justiția trebuie să pronunțe această anulare, fără a mai obliga pe soțul reclamant la altă dovadă decât la aceea că actul a cărui anulare se cere, a avut loc în timpul căsătoriei și că nu este desfăcută căsătoria și fără a fi nevoe ca soțul să facă dovada existenței vreunui prejudiciu pentru el sau pentru soția sa.

**b)** Dispozițiunile art. 199 din codul civil, potrivit cărui a femeiea măritată, nu poate nici înstrăina nici dobândi cu titlu gratuit sau oneros o avere a sa, fără consimțământul bărbatului, având ca substrat autoritatea maritală, urmează că actul făcut de soție, fără acest consimțământ, este anulabil și soțul, potrivit art. 207 c. civil, poate cere de la justiție anularea lui, chiar dacă prin actul fă-

cut soția și-a îmbunătățit situația, mă-rindu-și patrimoniul. (Trib. Buzău, s. II, 186 din 9 Mai 1925, Dreptul 26/1925).

4. *In fapt:* Apelanta vinde fără autorizația soțului ei 5 ha. pământ intima-ților; iar mai târziu vinde acelaș pământ cu autorizația soțului altora. Primul cumpărător chiamă în judecată pe vân-zător să recunoască dreptul la jumătate din lucrurile vândute celui de al doilea cumpărător. Judecătoria admite acțiunea pe baza lipsei la interogator a părăți-lor. Părății fac apel.

*In drept:* 1. În dreptul modern nulita-tea actelor femeii măritate făcute fără consimțământul și autorizațiunea soțului său, este o nulitate relativă, și potrivit art. 207 cod. civ., o poate invoca numai femeia, bărbatul sau moștenitorii lor.

Dacă termenii în care se exprimă acest articol sunt restrictivi, aceasta nu însem-nează că legiuitorul a vrut să deroge dela vechiul drept, care consideră nulitatea rezultând din lipsa de autorizație a soțului ca o nulitate absolută, de interes general, și în consecință permitea oricărei persoane interesate să o opue.

În speță, cumpărătorul de al doilea, care cumpără dela femeia autorizată acelaș imobil, pe care femeia fără autori-zație îl vânduse anterior altei persoane, în ce privește imobilul cumpărat nu este decât un reprezentant al femeii — un ayant — cauze al ei, și deci are toate drepturile pe care dânsa le avea asupra acelui imobil, implicit și dreptul de a opune nulitatea contractului de vânzare al imobilului fără autorizațiunea bărba-tului.

Femeia autorizată de soțul său tratând cu terții să le vândă imobilul pe care îl vânduse anterior fără autorizațiune al-tor persoane, atât femeia cât și soțul își iau de data aceasta sarcina de a face să cadă contractul anterior, care este anu-labil și dacă ei nu se țin de cuvânt, cumpărătorul poate foarte bine să opună nulitatea în numele femeii.

2. Autorizațiunea fiind dată pentru a doua vânzare, care s'a și desăvârșit, el putea să și-o retragă, dar numai până în

momentul desăvârșirii vânzării fiindcă odată vânzarea desăvârșită, acest con-simțământ nu mai poate fi retras și deci nu mai poate confirma vânzarea ante-rioară.

În speță, atât femeia, cât și bărbatul pot deci cere nulitatea primului contract, făcut fără autorizația soțului, dar nu pot confirma acel contract, din moment ce au făcut a doua vânzare îndeplinind toate formele legale, pentru că ar urma ca o vânzare pentru care s'au îndeplinit toate formele să rămână sau nu în pi-cioare, după simpla voință a părților. (Trib. Mehedinți s. I, sentința civilă 718 din 17 Decembrie 1925, Curier Jud. 36/926).

5. Dacă art. 207 cod. civ., acordă femeiei măritate, precum și moștenitorilor săi, dreptul de a anula convențiunile sau acțiunile în judecată făcute fără autori-zarea soțului, atunci când aceștia justi-fică un interes pecuniar, dreptul soțului de a cere anularea în virtutea dispozi-țiunilor menționatului text de lege — atunci când el, ca în speță, nu decurge din calitatea de moștenitor ab intestat sau testamentar — se naște din interesul moral ca în timpul căsătoriei, pute-rea maritală să nu fie atinsă prin faptul femeiei de a lucra fără autorizarea so-țului, în calitate de șef al familiei;

Pentru conservarea acestui principiu, soțul având mandat dela lege de a cere anularea actelor făcute de soție fără au-torizare, în caz când bărbatul ar găsi ne-cesar aceasta în interesul menținerii pu-terei maritale, este evident că acest man-dat legal încetează după desfacerea că-sătoriei prin moarte sau divorț.

Deci în speță, soția reclamantului de-cedând în cursul procesului, prin acest fapt mandatul deținut dela lege de re-clamant de a cere anularea vânzării în discuțiune făcută de soția sa, a încetat deplin drept, făcând prin aceasta inad-misibilă acțiunea intentată ca nemai având cauză. (Trib. Vâlcea, s. I-a sent. No. 19/1926, Jur. Gen. 1926, No. 1122).

6. A se vedea: art. 430, nota 2; art. 786, nota 5; art. 1162, notele 1 și 2.

**Art. 208.** — Femeia poate face testament, fără autorizațiunea soțului său. (Civ. 800, 802, 807, 815, 858 urm., 937, 1265, 1538; Civ. Fr. 226).

*Text. fr. Art. 226.* — La femme peut tester sans l'autorisation de son mari.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N. *Despre testamente*, p. 62.

### Doctrină.

1. Femeia măritată poate face un tes-tament fără autorizația soțului său de oarece testamentul este opera voinței per-

sonale a testatorului și apoi testamentul nu aduce atingere puterii maritale, de oarece efectele sale se produc după des-facerea căsătoriei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 787; Dalloz, Rép., Mariage. No. 23;



Suppl., Mariage, No. 459; Planiol, ed. 6-a, I, No. 938; Planiol et Ripert, II, No. 418; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 630; Nacu, I, p. 401; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 753, 754; Matei Cantacuzino, p. 710; Plastara, I, p. 294).

2. Femeia măritată poate să revoace testamentul său, fără autorizația soțului. (Demolombe, IV, No. 185; Dalloz,

Rép., Mariage, No. 23; Suppl., Mariage, No. 459; Huc, II, No. 281; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2219; Planiol, ed. 6-a, I, No. 938; Planiol et Ripert, II, No. 418; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 630; Nacu, I, p. 402; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 754; Matei Cantacuzino, p. 710; Plastara, I, p. 294).

## CAPITOLUL VII

### Despre desfacerea căsătoriei.

Art. 209. — Căsătoria se desface:

1. Prin moartea unuia din soți.
2. Prin despărțenia legal pronunțată<sup>1)</sup>. (Civ. 211 urm.; Civ. Fr. 227).

*Text. fr. Art. 227.* — Le mariage se dissout:

- 1<sup>o</sup> Par la mort de l'un des époux;
- 2<sup>o</sup> Par le divorce légalement prononcé;
- 3<sup>o</sup> Par la condamnation devenue définitive de l'un des époux, à une peine emportant mort civile.

#### Doctrină.

1. Art. 209 c. civ. rom., nu este bine redactat, de oarece ar fi trebuit a se pune la alineatul 2 că o căsătorie se consideră desfăcută din ziua transcrierii hotărârei de divorț în termenul prevăzut de lege, de oare ce până la transcrierea hotărârei de divorț, căsătoria subsistă

de și justiția a pronunțat desfacerea ei. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 799, text și nota 2).

2. Absența ori cât de îndelungată ar fi, nu este o cauză de desfacerea căsătoriei; așa în cât soțul unei persoane absente nu poate trece în o a doua căsătorie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 496, 822; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1120).

## CAPITOLUL VIII

### Despre a doua căsătorie.

Art. 210<sup>2)</sup>. — (Mod. L. 15 Martie 1906). Văduva și femeia a cărei căsătorie a fost declarată nulă, nu pot trece în a doua căsătorie decât după 10 luni dela desfacerea prin moarte, sau anularea căsătoriei precedente, afară dacă a născut în acest interval. (Civ. 162 urm., 170, 176, 209, 278 urm., 289, 340; C. p. 271; Civ. Fr. 228).

*Text. fr. Art. 228.* — La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent.

*Text. fr. Art. 228. (Modificat prin legea din 9 August 1919).* — La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après trois cents jours révolus depuis la dissolution du mariage précédent.

1) Art. francez corespunzător, 227, mai prevede și un al treilea motiv: „Par la condamnation devenue définitive de l'un des époux, à une peine emportant mort civile”.

A se vedea și textul art. 213 Cod Civil român.

2) Textul vechiu al art. 210. Femeia nu poate trece în a doua căsătorie decât după 10 luni depline dela desfacerea celei dintâu căsătorii.

## Doctrină.

1. Motivul care a determinat pe legiuitor ca să fixeze termenul prevăzut de art. 228 c. civ. fr. (210 c. civ. rom.), pentru ca femeia să poată trece în a doua căsătorie, a fost pentru a împedea nesiguranta în privința paternității copilului în cazul când a doua căsătorie ar fi contractată imediat după desfacerea căsătoriei precedente. (Mourlon, ed. 7-a, I. No. 823; Dalloz, Rép., Mariage, No. 955; Planiol, ed. 6-a, I. No. 1125, 1129; Planiol et Ripert, II, No. 114; Colin et Capitant, ed. 4-a, I. p. 142; Nacu, I. p. 298, 420; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 802; Matei Cantacuzino, p. 686).

2. Căsătoria contractată în disprețul dispozițiilor art. 228 c. civ. fr. (210 c. civ. rom.) nu este nulă, de oarece legea nu o declară ca atare, împedecarea fiind numai prohibitivă, ci prevede numai o pedeapsă pentru ofițerul de stare civilă care a celebrat-o. (Merlin, Répertoire, Noces (secondes), § 2, No. 1; Locré, II, p. 379; Toullier, II, No. 651, 664; Duranton, II, No. 176; Valette sur Proudhon, I, p. 404; Demolombe, III, No. 337; Beudant, I, No. 241; Marcadé, Art. 228, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I. No. 562, 824;

Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 463, nota 5, p. 82; Dalloz, Rép., Mariage, No. 966, 969; Suppl., Mariage, No. 112; Laurent, II, No. 484; III, No. 290; Huc, II, No. 284, 399; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1861; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1128; Planiol et Ripert, II, No. 250, 308; Contra: Delvincourt, I, p. 65, nota 4; Proudhon, I, p. 404; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 804 (care arată că în dreptul român, ofițerul de stare civilă care celebrează o căsătorie în disprețul dispozițiilor art. 210 c. civ., nu este pedepsit de oarece legiuitorul nostru a suprimat art. 194 c. pen. fr.).

3. După desfacerea căsătoriei, bărbatul se poate căsători când voeste, legea nefixându-i vre-un termen. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 823; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1129; Nacu, I, p. 299).

4. Dispozițiile art. 228 c. civ. fr. (210 c. civ. rom.) au un caracter privat și prevăd o chestiune de capacitate guvernată de legea personală a femeii. (Laurent, Droit civil international, V, No. 131; Huc, II, No. 399; Vraye et Gode, ed. 2-a, Divorce, II, No. 621; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 805 urm.).

5. A se vedea: art. 278 și 289 cu notele respective.

TITLUL VI<sup>1)</sup>Despre despărțenie<sup>2)</sup>

## CAPITOLUL I.

## Despre cauzele despărțenii.

Art. 211. — Bărbatul sau femeia poate cere despărțenia pentru cauză de adulter. (Civ. 194; C. p. 269, 270; Civ. Fr. 229, 230).

*Text. fr. Art. 229.* — Le mari pourra demander le divorce pour cause d'adultère de sa femme.

*Text. fr. Art. 230 (Text nou rezultând din legea din 27 Iulie 1884, art. 1).* — La femme pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari.

## Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, Notă sub Trib. Seine, s. IV, 1 Aprilie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 664.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Adulter 2-40.  
Aprecieri 5.  
Bărbat 5, 6, 7.  
Căsătorie 2.  
Cauze de divorț 1, 5.  
Concert fraudulos 8.

Condițiuni 2.  
Conduită proastă 10.  
Consumământ 2, 6.  
Constatare „de visu” 3.  
Culpabilitate 2.  
Domiciliu conjugal 6.

Dovadă 3.  
Enumerare limitativă 1.  
Eroare 4.  
Familiarități culpabile 10.  
Femei 5, 6, 7.  
Fraudă 8.  
Injurii grave 10.  
Inscris 3.  
Limitativă enumerare 1.  
Marturi 3.

Motive de divorț 1, 5.  
Probă 3.  
Provocare 9.  
Reciprocitate 7.  
Respingere 8, 9.  
Sex 2.  
Toleranță 9.  
Viol 2, 6.  
Voință 2, 6.

1) În edițiunea oficială, din eroare acest titlu poartă No. IV în loc de VI.

2) Înaintea codului civil (1865) divorțurile se pronunțau de tribunalele bisericești, conform părții a II, cap. IV a „Pravilei bisericești” din 1851. Codul Caragea, în partea a III, cap. 16, prevede și el divorțul pentru anumite cauze, specificate anume. Deasemenea și codul Calimach în § 421 al. 3.

La Francezi, divorțul s'a admis la început prin legea din 31 Martie 1803. Prin legea din 8 Mai 1846, el a fost desființat și în fine reînființat prin legea din 27 Iulie 1884. Legiuitorul român, pe lângă dispozițiile legii franceze, a imprumutat o parte și din vechile noastre legiuri: Codul Calimach și Caragea, după cum de ex. este dispoziția din art. 215 Cod. civ. A se vedea și art. 3, § 5, cap. 16 din codul Caragea.



## Doctrină.

1. Cauzele de divorț stabilite de art. 229—232 cod. civ. fr. (211—213 cod. civ. rom.) sunt limitative. (Duranton, II, No. 531; Demolombe, IV, No. 400; Aubry et Rau, V, § 491, p. 179; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 32; Carpentier, Traité théorique et pratique du divorce, I, No. 5; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1157, 1158; Alexandresco, ed. II, p. 56; Comp.: Plastara, I, p. 322, 323).
2. Pentru existența delictului de adulter se cer trei condițiuni: 1) împreunarea sexelor; 2) Existența căsătoriei uneia dintre părți; 3) Voința culpabilă de a comite adulterul. (Dalloz, Rép., Adultère, No. 10 urm.; Suppl., Adultère, No. 5; Divorce et séparation de corps, No. 37; Huc, II, No. 289; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 6 urm., nota 3; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 508).
3. Faptul de adulter poate rezulta din înscrisuri, martori și din diferite împrejurări din care să reiasă neîndoios comiterea lui; nu este necesară constatarea lui de visu. (Demolombe, IV, No. 478; Huc, II, No. 289; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1162; Planiol et Ripert, II, No. 509, 574; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 206; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 8, nota, p. 12).
4. Nu poate exista adulter, când există viol sau eroare. (Beudant, II, No. 394; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 40; Baudry et Chauveau, III, No. 16, 22; Planiol et Ripert, II, No. 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 9 nota).
5. Adulterul bărbatului ca și acel al femeii este o cauză peremptorie de divorț și judecătorii nu au dreptul să aprecieze, din moment ce se constată că adulterul a fost comis. (Demolombe, IV, No. 71; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 43; Beudant, II, No. 393; Huc, II, No. 288; Carpentier, Traité théorique et pratique du divorce, I, No. 9; Divorce et séparation de corps, I, No. 160 urm.; Bau-
- dry et Chauveau, III, No. 21; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1167; Planiol et Ripert, II No. 507; Cohn et Capitant, ed. 4-a, I, p. 206; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 12, 13; Plastara, I, p. 323; Contra: Vraye et Gode, Le divorce et la séparation de corps, ed. 2-a, I, No. 37).
6. Chiar în cazul când adulterul femeii ar fi fost determinat de lipsa îndelungată a soțului său sau de faptul că soțul a introdus un bărbat străin în domiciliul conjugal, divorțul trebuie pronunțat, dacă se constată că adulterul a fost consumat cu consimțământul femeii. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 40; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 542).
7. Reciprocitatea adulterului soților nu împiedică acțiunile de divorț ale ambilor soți. (Paniol et Ripert, II, No. 539; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 13).
8. Când soții printr'un concert fraudulos, convin ca unul dintre ei să comită un adulter pentru a avea un motiv de divorț, cererea de despărțenie trebuie respinsă, de oarece cauzele de divorț trebuie să fie reale. (Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 17).
9. Dacă unul dintre soți provoacă, favorizează sau tolerează adulterul celuilalt soț, divorțul nu poate fi pronunțat. (Demolombe, IV, No. 415; Planiol et Ripert, II, No. 542; Contra: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 206, 207; Plastara, I, p. 323).
10. Conduita proastă și ușoară și familiaritățile culpabile ale unuia dintre soți, nu pot fi echivalente cu adulterul pentru a constitui o cauză de divorț, însă pot constitui injurii grave de natură a duce la desfacerea căsătoriei prin divorț. (Demolombe, IV, No. 379; Beudant, II, No. 394; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 37; Huc, II, No. 289; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 8, nota).
11. A se vedea: art. 212, 227 din codul civil cu notele respective.

**Art. 212.** — Căsătoria pot, fiecare în parte, cere desfacerea căsătoriei pentru excese, cruzimi sau insulte grave ce-și va fi făcut unul altuia. (Civ. 194—196, 215, 241, 242, 831; C. p. 238, urm., 299, 300; Civ. Fr. 231).

*Text. fr. Art. 231.* — Les époux pourront réciproquement demander le divorce pour excès, sévices ou injures graves, de l'un d'eux envers l'autre.

## Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Trib. Gaillac, 8 Nov. 1922, Jur. Gen. 1925, No. 2042; *Observație* sub Trib. Gray (Haute-Saône) 8 August 1920, Pand. Rom. 1926, III, 107;  
 TOMESCU A. I., *Notă* sub Cas. fr. req. 30 Nov. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 395;  
 VERMEULEN H. JEAN, *Notă* sub Cas. belg. s. I, 4 Iunie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 24; *Notă* sub Cas. belg. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 109.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Absență 41.  
 Act scris 4, 19, 23-31.  
 Acțiune 25.  
 Acuzatie infamantă 24.  
 Adulter 25, 42.  
 Agravare 22, 23.  
 Ajutor 35.  
 Alienatie mintală 5, 8, 53.  
 Antipatie 32.  
 Anularea căsătoriei 44.  
 Apreiere 8, 17, 18, 71.  
 Ascultare 36, 37.  
 Ascundere 66.  
 Atenate 2.  
 Atitudine 43, 46.  
 Autoritate de lucru judecat 74.  
 Avere 57.  
 Beție 6, 7, 9, 56.  
 Boală 13, 52, 53, 54, 55.  
 Botez 50.  
 Brutalitate 46.  
 Calomnia 25, 26, 28, 29.  
 Caracter 23.  
 Căsătoria a doua 45.  
 Căsătorie, cerere de anulare 43.  
 Căsătorie religioasă 49.  
 Cauze de divorț 1, 5, 6, 7 urm.  
 Circumstanțe agravante 37, 40, 55.  
 Concert fraudulos 70.  
 Condemnare corecțională 62, 63.  
 Condemnare infamantă 66, 67.  
 Condemnare polițienească 65.  
 Condițiuni 11.  
 Conduită 27, 43, 66, 67.  
 Copii 46, 68.  
 Copil natural 68.  
 Cruzimi 3-17, 55.  
 Deces 72.  
 Definiție 2, 3, 4.  
 Delict 9.  
 Dementă 5, 8, 53.  
 Denegare de paternitate 26, 27.  
 Dispreț 32.  
 Domiciliu conjugal 38, 39, 40.  
 Dovadă 69.  
 Drepturi conjugale 13.  
 Drepturi legitime 14.  
 Ebrietate 6, 7, 9, 56.  
 Educație 18, 50.  
 Enumerare limitativă 1.  
 Excese 2, 4-11, 14, 15, 17, 55.  
 Familiarități 43.  
 Fapte anterioare căsătoriei 66, 67.  
 Forță 13.  
 Fraudă 70.  
 Gelozie 47.  
 Gravitate 16, 20, 23.  
 Impotentă 61.  
 Impuțatiuni injurioase 28-31.  
 Inacțiune 21.  
 Incetare din viață 72.  
 Injurii grave 4-11, 14-26, 28, 30-40, 42-51 bis, 54-56, 62-64, 66, 67.  
 Injurii verbale 23.  
 Însărcinare 33, 66, 67.  
 Înscriș 4, 19, 28-31.  
 Instigare 15.  
 Intențiune 5, 31.  
 Interzicere 48.  
 Joc de cărți 60, 60 bis.  
 Lenevie 59.  
 Limitativă enumerare 1.  
 Lucru judecat 74.  
 Mamă 49.  
 Mărturisire 69.  
 Moarte 72.  
 Motive de divorț 1, 5-7, 9-11, 14, 15, 18, 20, 23-26, 28, 30, 31.  
 Nebunie 5, 8, 53.  
 Nulțateea căsătoriei 43.  
 Obicei 18, 23.  
 Onanism 34.  
 Onoare 20, 21, 63.  
 Parăsirea domiciliului conjugal 38, 39, 40.  
 Părinte 46.  
 Paternitate 26, 27.  
 Pedepși corecționale 62, 63.  
 Pedepși disciplinară 64.  
 P. deapși polițien. 65.  
 Pederastie 34.  
 Pierdere averi 57, 58.  
 Poziție socială 18, 23.  
 Prescripție 73.  
 Prezervativ 33.  
 Probă 69.  
 Protecție 35.  
 Publicitate 18, 22, 23.  
 Purtare 27, 43, 66, 67.  
 Putere părintească 50.  
 Raporturi intime 13, 32, 33.  
 Reciprocitate 71.  
 Reclamație 25.  
 Recunoașterea copilului natural 68.  
 Refuz 32, 35-39, 48, 49, 50.  
 Religie 49, 50, 50 bis, 51.  
 Repetare 10, 23, 30.  
 Respingere 29, 70.  
 Ristoirea averi 58.  
 Rude 15, 46.  
 Sărăcie 57, 58.  
 Sarcină 33, 66, 67.  
 Scrișoare 4, 19, 28-31.  
 Sechestrare 12.  
 Sifilis, a se vedea cuvântul: „Boală”.  
 Simulație 70.  
 Spontaneitate 23.  
 Sprijin 35.  
 Stângerea acțiunii de divorț 72.  
 Străini 75.  
 Tagadă de patern. 26, 27.  
 Tentativă de adulter 42.  
 Terț 31.  
 Tolerantă 15.  
 Trândăvie 59.

## Doctrină.

1. Cauzele de divorț stabile de art. 229-232 cod. civ. fr. (211-213 cod. civ. rom.) sunt limitative. (Duranton, II, No. 531; Demolombe, IV, No. 400; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, p. 179; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 32; Carpentier, Traité théorique et pratique du divorce, I, No. 5; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1157, 1158; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 56; Comp.: Plastara, I, p. 322, 323).  
 2. Prin „excese” se înțeleg violențele

sau atentatele unui soț cari pun în pericol viața celuilalt soț; în cazul când se constată în sarcina unui soț aceste fapte, divorțul trebuiește pronunțat. (Loché, Législation civile, V, p. 103, No. 7, art. 2; p. 261, 262; Toullier, II, No. 672; Duranton, II, No. 550; Demolombe, IV, No. 383, 384; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 843; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 18, p. 177; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 56; Laurent, III, No. 186, 187; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 46; Baudry et Chauveau, III, No. 35; Nacu, I, p. 428; Matei Cantacuzino, p. 698; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1163; Planiol et Ripert, II, No. 521; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 16; Plastara, I, p. 323).

3. Prin „cruzimi” se înțeleg, actele de cruzimi, de brutalitate și de răutate, cari chiar dacă nu pun în pericol viața soțului cari le suferă totuși îi fac viața în comun insuportabilă. (Toullier, II, No. 672; Demolombe, IV, No. 383; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 843; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 23; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 55, urm.; Laurent, III, No. 186, 187; Vraye et Gode, I, No. 47; Carpentier, Traité, I, No. 24; Baudry et Chauveau, III, No. 35; Nacu, I, p. 428; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 17; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1163; Planiol et Ripert, II, No. 521; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208; Matei Cantacuzino, p. 698; Plastara, I, p. 323).

4. Prin cuvintele: „injurii grave” se înțeleg actele sau scrisorile prin cari unul dintre soți aduce atingere onoarei și considerației celuilalt soț. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 843; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1166, 1168; Plastara, I, p. 323, 324; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 523; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 209; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 18).

5. Pentru ca excesele, cruzimile și injuriile grave să poată constitui motive de divorț, trebuiesc ca ele să fie făcute cu intențiune și să emane de la o persoană răspunzătoare în mod moral de actele sale iar nu de la o persoană ale cărei facultăți mintale sunt alterate. (Demolombe, IV, No. 401; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 47; Séparation de corps, No. 13; Laurent, III, No. 189, 190; Carpentier, Traité, théorique et pratique, I, No. 28; Vraye et Gode, I, No. 65; Planiol et Ripert, II, No. 517; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 204; Nacu, I, p. 429; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 14, 17).

6. Excesele, cruzimile și injuriile grave comise de un soț asupra celuilalt soț, în stare de ebrietate voluntară, constituiesc motive de divorț. (Dalloz, Rép., Suppl., Séparation de corps, No. 13; Comp.: Laurent, III, No. 189; Carpentier, Traité, I, No. 28; Planiol et Ripert, II, No. 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 14, nota 4).

7. Dacă însă excesele, cruzimile și in-



juriile grave au fost comise în stare de ebrietate involuntară sau accidentală, ele nu constituie motive de divorț. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 81; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 14, nota 4).

**8.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă starea mintală a soțului care a comis faptele de excese, cruzimi sau injurii grave, face să-i fie imputabile aceste fapte pentru a duce la desfacerea căsătoriei prin divorț. (Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 65; Carpentier, I, No. 28)

**9.** Chiar dacă excesele, cruzimile și injuriile grave nu constituiesc fapte delictuoase, ele pot fi motive de divorț. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 49; Baudry et Chauveau, III, No. 41; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 15).

**10.** Nu este necesar ca excesele, cruzimile și injuriile grave să fie repetate, ci un singur fapt poate după împrejurări constitui un motiv de divorț. (Demolombe, IV, No. 393; Daloz, Rép. Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 53; Séparation de corps, No. 16; Laurent, III, No. 187, 193; Huc, II, No. 293; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 17; Comp.: Vraye et Gode, Le divorce et la séparation de corps, ed. 2-a, I, No. 63; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1165; Planiol et Ripert, II, No. 515; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208, 209).

**11.** Pentru ca excesele și cruzimile unuia dintre soți să poată duce la desfacerea căsătoriei prin divorț ele trebuiesc să fie îndreptate în contra persoanei celuilalt soț. (Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 23; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 14).

**12.** Sechestrarea unui soț de către celalt soț constituie un fapt de cruzime. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 58; Carpentier, I, No. 48; Divorce et séparation de corps, I, No. 371; Planiol et Ripert, II, No. 521; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 16).

**13.** Faptul soțului de a întrebuița forța, pentru a-și exercita drepturile sale conjugale de a avea raporturi intime cu soția sa, excesive și de natură a dăuna sănătății sale, constituie o cruzime. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208; Planiol et Ripert, II, No. 521, 526).

**14.** Pentru ca excesele, cruzimile și injuriile să constituie un motiv de divorț, trebuie ca ele să nu fie exercitarea unui drept legitim al soțului. (Huc, II, No. 298; Carpentier, Traité théorique et pratique, I, No. 31; Planiol et Ripert, II, No. 526; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 15).

**15.** Pentru ca excesele, cruzimile și injuriile să poată constitui motive de divorț trebuiesc să emane de la unul dintre soți iar nu dela rudele sale; dacă însă unul dintre soți instighează sau tolerează aceste fapte din partea rudelor sale, ele constituiesc un motiv de divorț. (Carpentier, Traité théorique et pratique, I, No. 29; Baudry et Chauveau, III, No. 37; Planiol et Ripert, II, No. 516; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 13, 14).

**16.** Cuvântul „grave“ din art. 231 c. civ. fr. (212 c. civ. rom.) se referă nu numai la insulte ci și la cruzimi. (Baudry et Chauveau, III, No. 35; Planiol et Ripert, II, No. 513; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 17).

**17.** Faptele cari constituiesc excese, cruzimi sau injurii grave pentru a duce la desfacerea căsătoriei prin divorț, sunt apreciate în mod suveran de tribunale (Merlin, Séparation de corps, § 1, No. 3; Duranton, II, No. 552, 553; Taulier, I, p. 364; Demolombe, IV, No. 385; Aubry et Rau, V, § 491, p. 177; Mourlon, I, No. 843; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 50; Huc, II, No. 293; Laurent, III, No. 187, 193; Planiol et Ripert, II, No. 513, 519, 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 15, 16; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208, 209; Nacu, I, p. 428).

**18.** Tribunalele vor aprecia faptele cari motivează cererea de divorț și în special injuriile grave, luându-se în considerație educația, poziția socială, genul de viață și obiceiurile soților și gradul de publicitate a faptelor (Pothier, Contrat de mariage, No. 509; Merlin, Séparation de corps, § 1, No. 3; Taulier, I, p. 364; Duranton, II, No. 552, 553; Demolombe, IV, No. 385; Vazeille, II, No. 541; Marcadé, Art. 306, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 21, p. 177. Mourlon, ed. 7-a, I, No. 843; Beudant, II, No. 395; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps No. 51; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 541; Huc, II, No. 296; Vraye et Gode ed. 2-a, I, No. 68; Carpentier, Traité, I, No. 34; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 209; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 16; Contra: Laurent, III, No. 188, 194. Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1167, 1168; Planiol et Ripert, II, No. 514, 522; Nacu, I, p. 429; Matei Cantacuzino, p. 698; Plastara, I, p. 323).

**19.** Injuriile grave pot fi făcute prin viu grai sau prin scris. (Demolombe, IV, No. 383; Aubry et Rau, V, § 491, p. 175, 176; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 843; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 60; Huc, II, No. 292; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 209; Baudry et Chauveau, III, No. 35; Vraye et Gode, I, No. 53; Planiol et Ripert, II, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 18).

**20.** Pentru ca injuriile să constituie o cauză de divorț, trebuiesc să fie grave și să aducă atingere onoarei soțului în contra căruia sunt îndreptate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 843; Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 23; Huc, II, No. 292; Nacu, I, p. 429; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 14, 15, 18).

**21.** Injuriile grave pot fi făcute prin acte materiale sau prin inacțiune și care ar aduce atingere onoarei soțului în con-



tra căruia sunt îndreptate. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 60; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 209).

**22.** Nu este necesar ca injuriile grave să fie făcute în public; publicitatea constituie numai o agravare a injuriilor. (Merlin, Répertoire, Séparation de corps, § 1, No. 4; Toullier, II, No. 672; Duranton, II, No. 554; Demolombe, IV, No. 384; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491; notele 23 urm., p. 177; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 549; Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 28; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 61; Laurent, III, No. 204; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 54; Carpentier, I, No. 37; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 18; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 522).

**23.** Tribunalele vor aprecia dacă injuriile verbale sunt o cauză de divorț, după natura, gravitatea, repetarea, publicitatea și spontaneitatea lor. luându-se în considerație, caracterul și obiceiul soților și mijlocul social în care ei trăesc. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 63; Comp.: Merlin, Répertoire, Séparation de corps, § 1, No. 4; Toullier, II, No. 672; Duranton, II, No. 554; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 843; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1166 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 522; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 19, 20).

**24.** Dacă unul dintre soți adresează celuilalt soț o acuzație infamantă sau capitală, această acuzație constituie o injurie gravă de natură a duce la desfacerea căsătoriei. (Merlin, Répertoire, Séparation de corps, § 1, No. 4; Duranton, II, No. 511, nota 1; Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 29; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 30).

**25.** Reclamația ce un soț ar face contra celuilalt pentru adulter, sau o cerere de divorț pentru motive de adulter, constituiesc motive de divorț când se bazează pe fapte presupuse și au un caracter calomnios. (Merlin, Répertoire, Séparation de corps, § 1, No. 4; Duranton, II, No. 554; Demolombe, IV, No. 387; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, text și notele 11, 12, p. 175, 176; Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 30; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 65; Laurent, III, No. 193; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 51; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1162; Planiol et Ripert, II, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 30, 31; Comp.: Vazeille, Traité du mariage II, No. 550; Baudry et Chauveau, III, No. 39, 40).

**26.** Denegarea de paternitate făcută de bărbat, poate constitui o injurie gravă în cazul când se constată că este făcută fără dovezi și cu caracter calomnios. (Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 31; Planiol et Ripert, II, No. 523).

**27.** Când însă conduita femeii era susceptibilă de a autoriza bănuiala soțului, acțiunea în denegare de paternitate, care a fost respinsă, nu poate con-

stitui un motiv de divorț. (Duranton, II, No. 541; Demolombe, IV, No. 387; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, p. 175, 176; Baudry et Chauveau, III, No. 36; Planiol et Ripert, II, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 31).

**28.** Imputațiunile injurioase și calomnioase adresate de către un soț celuilalt soț prin o scrisoare ce i-o adresează, pot constitui o cauză de divorț. (Merlin, Répertoire, Lettre missive, § 1, art. 4; Duranton, II, No. 554; Demolombe, IV, No. 393; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 34, p. 180; Daloz, Rép., Lettre, missive, No. 22; Séparation de corps, No. 38; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 69; Vraye et Gode, I, No. 53; Planiol et Ripert, II, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 18, nota 1, 21 urm.).

**29.** Dacă însă se stabilește că o scrisoare a fost adresată de un soț celuilalt, pentru a-i da un mijloc să poată obține mai ușor divorțul, cererea trebuie respinsă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, p. 180; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 69; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 23).

**30.** Nu este necesar ca unul dintre soți să adreseze celuilalt mai multe scrisori injurioase, ci una singură poate constitui o cauză de divorț. (Demolombe, IV, No. 393; Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 41).

**31.** Chiar dacă o scrisoare, care ar conține imputațiuni injurioase la adresa unuia dintre soți, a fost adresată de către celălalt soț unui terț, ea poate constitui un motiv de divorț, când intenția celui ce a scris-o a fost ca această scrisoare să fie comunicată celuilalt soț sau să i se repete imputațiunile injurioase ce ea le conținea. (Demolombe, IV, No. 393, urm.; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 70; Comp.: Vraye et Gode, I, No. 53; Planiol et Ripert, II, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 18, nota 1, 21 urm.).

**32.** Faptul că unul dintre soți refuză în mod persistent de a avea relațiuni intime cu celălalt soț, din cauza disprețului sau antipatiei ce o are față de el, constituie o injurie gravă de natură a duce la desfacerea căsătoriei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, p. 176; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 77; Laurent, III, No. 185; Huc, II, No. 295; Baudry et Chauveau, III, No. 48; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 49; Carpentier, Traité théorique et pratique du divorce, I, No. 41; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1169; Planiol et Ripert, II, No. 525; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 209; Nacu, I, p. 430; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 24, 25; Plastara, I, p. 324).

**33.** Faptul unui bărbat de a se fi servit în relațiunile intime cu soția sa de prezervative contra sarcinei, constituie o injurie gravă. (Baudry et Chauveau, III, No. 49; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 31).



- 34.** Faptul bărbatului de a practicaonanismul și pederastia constituie o injurie gravă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 31, 32).
- 35.** Dacă unul dintre soți refuză celui-lalt soț sprijinul, ajutorul și protecția prevăzute de codul civil, acest fapt constituie o injurie gravă de natură a duce la desfacerea căsătoriei. (Duranton, II, No. 551; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 548; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 75; Planiol et Ripert, II, No. 528; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 27; Matei Cantacuzino, p. 698).
- 36.** Dacă femeea refuză a da bărbatului său ascultare, acest fapt ar putea constitui o injurie gravă. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 76; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 529).
- 37.** După o altă părere, refuzul femeii de a da ascultare bărbatului numai atunci ar putea constitui o injurie gravă când ar fi întovărășit de o circumstanță agravantă. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 76; Carpentier, I, No. 45).
- 38.** Dacă bărbatul refuză în mod persistent să primească în casa sa pe soția sa, acest fapt constituie o injurie gravă de natură a duce la desfacerea căsătoriei. (Duranton, II, No. 555; Demolombe, IV, No. 388; Vazeille, II, No. 545, 547; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 758; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 14, p. 176; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 71; Laurent, III, No. 195; Huc, II, No. 295; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 50; Carpentier, I, No. 42; Baudry et Chauveau, III, No. 44 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1169; Planiol et Ripert, II, No. 503; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 209; Nacu, I, p. 429; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 26).
- 39.** Dacă femeea refuză în mod persistent și fără just motiv, să revie în domiciliul conjugal, acest fapt poate constitui o injurie gravă care să motiveze cererea de divorț a bărbatului. (Duranton, II, No. 555; Demolombe, IV, No. 388; Vazeille, II, No. 545, 547; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, p. 176, 177; Laurent, III, No. 193; Huc, II, No. 312; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 50; Carpentier, I, No. 42; Baudry et Chauveau, III, No. 44 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 503; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 209; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 26).
- 40.** Părăsirea domiciliului conjugal sau părăsirea unui soț de către celalt, poate constitui injurii grave de natură să ducă la admiterea cererei de divorț, chiar dacă aceste fapte nu sunt întovărășite de circumstanțe agravante. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 74; Carpentier, I, No. 48; Comp.: Baudry et Chauveau, III, No. 44 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1169; Planiol et Ripert, II, No. 503; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 209; Nacu, I, p. 429; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 26, 27).
- 41.** Absența unuia dintre soți nu poate constitui o cauză de divorț. (Carpentier, I, No. 13; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 27, nota 3, p. 56; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 503).
- 42.** Tentativa de adulter constituie o injurie gravă care poate motiveza admiterea cererei de divorț. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 80; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1169; Planiol et Ripert, II, No. 527; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 210; Comp.: Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 56).
- 43.** Atitudinea și conduita proastă a unuia dintre soți cum ar fi familiaritățile femeii față de un terț poate constitui o injurie gravă care să motiveze admiterea cererei de divorț. (Demolombe, IV, No. 379; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 82; Planiol et Ripert, II, No. 527, 530; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 210; Nacu, I, p. 429; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 37).
- 44.** Cererea de anularea căsătoriei, făcută de unul dintre soți și bazată pe un motiv injurios, poate constitui o injurie gravă. (Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 57; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 84; Contra: Merlin, Répertoire, Séparation de corps, § 1, No. 5; Duranton, II, No. 557; Demolombe, IV, No. 391; Huc, II, No. 299; Carpentier, I, No. 48; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 31).
- 45.** Dacă unul dintre soți contractează o nouă căsătorie înainte de desfacerea celei dintâi, acest fapt constituie o injurie gravă. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 86).
- 46.** Atitudinea și brutalitatea unuia dintre soți față de rudele celui-lalt soț cum ar fi părinții și copiii săi din prima căsătorie, pot constitui, după împrejurări, injurii grave. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 83; Baudry et Chauveau, III, No. 37; Nacu, I, p. 428; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 14; Comp.: Carpentier, I, No. 48; Contra: Planiol et Ripert, II, No. 516).
- 47.** Gelozia excesivă a unuia dintre soți, mai cu seamă când nu este justificată, poate fi considerată ca o injurie gravă. (Baudry et Chauveau, III, No. 55; Planiol et Ripert, II, No. 527; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 31).
- 48.** Faptul soțului de a interzice soției sale să comunice cu mama sa poate constitui un motiv de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 31; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 529).
- 49.** Dacă unul dintre soți, după căsătoria civilă, refuză să consimtă la celebrarea căsătoriei religioase, acest fapt poate constitui o injurie gravă. (Demolombe, IV, No. 390; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 16, p. 176; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 87; Séparation de corps, No. 24; Vraye



et Gode, ed. 2-a, I, No. 57; Carpentier, *Traité théorique et pratique du divorce*, I, No. 48; *Divorce et séparation de corps*, I, No. 655 urm.; Baudry et Chauveau, III, No. 56; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1169; Planiol et Ripert, II, No. 524; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 210; Nacu, I, p. 430; *Contra*: Beudant, I, No. 207; Laurent, III, No. 196; Huc, II, No. 299; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 28).

**50.** Dacă tatăl refuză a se boteza copii săi, acest fapt nu poate constitui o injurie gravă de oarece puterea părintească îi dă dreptul a dirija educația religioasă a copiilor, (Demolombe, IV, No. 390; Dalloz, *Rép.*, *Séparation de corps*, No. 60; Huc, II, No. 298; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 58; Baudry et Chauveau, III, No. 56; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 28, 29; *Contra*: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1169; *Comp.*: Nacu, I, p. 430, 431; Planiol et Ripert, II, No. 529).

**50 bis.** Faptul unui bărbat de a împedea pe femeea sa de a-și îndeplini datoriile religioase, poate constitui o injurie gravă. (Demolombe, IV, No. 390; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Divorce et séparation de corps*, No. 88).

**51.** Faptul unuia dintre soți de a-și schimba religia în timpul căsătoriei, nu poate constitui o injurie gravă. (Duranton, II, No. 532; Demolombe, IV, No. 390; Dalloz, *Rép.*, *Séparation de corps*, No. 59; *Suppl.*, *Divorce et séparation de corps*, No. 89; Baudry et Chauveau, III, No. 56; Carpentier, *Traité*, I, No. 48; Huc, II, No. 298; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 28).

**52.** Faptul că unul dintre soți suferă de o boală, chiar contagioasă, nu este un motiv de divorț. (Duranton, II, No. 531; Demolombe, IV, No. 400; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, p. 179; Nacu, I, p. 430; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 29, 30, nota 3).

**53.** Alterarea facultăților mintale ale unuia dintre soți nu este un motiv de divorț, chiar dacă viața comună între soți a devenit imposibilă. (Merlin, *Rép.*, *Sép. de corps*, No. 10; Duranton, II, No. 533; Demolombe, IV, No. 401; Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Divorce et séparation de corps*, No. 47; Vazeille, II, No. 544; Laurent III, No. 189 urm.; Carpentier, *Traité théorique et pratique du divorce*, I, No. 28; Planiol et Ripert, II, No. 503; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 211; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 17).

**54.** După o părere, faptul că unul dintre soți comunică celuilalt o boală venerică, constituie o injurie gravă de natură a duce la desfacerea căsătoriei. (Carpentier, *Traité théorique et pratique du divorce*, I, No. 15; *Divorce et séparation de corps*, I, No. 587 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 521, 526; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 210; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 29).

**55.** După o altă părere însă, faptul că unul dintre soți comunică celuilalt o boală venerică nu poate constitui prin el însăși un motiv de divorț; acest fapt nu

mai atunci ar constitui o cauză de divorț când ar fi întovărășit de împrejurări accesorii cari i-ar imprima caracterul de excese, cruzimi sau injurii grave, cum ar fi cazul când soțul a comunicat, cu știință celuilalt soț, boala. (Merlin, *Repertoire*, *Séparation de corps*, § 1, No. 9; Toullier, II, No. 757; Duranton, II, No. 534; Demolombe, IV, No. 389; Marcadé, Art. 306, No. 3; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 552; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 17, p. 176; Dalloz, *Rép.*, *Séparation de corps*, No. 51; *Suppl.*, *Divorce et séparation de corps*, No. 59, 78; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 59; Baudry et Chauveau, III, No. 51; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1169; *Comp.*: Planiol et Ripert, II, No. 526).

**56.** Beția obicinuită a unuia dintre soți, constituie prin ea însăși o injurie gravă. (Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 66; Carpentier, II, No. 19; Planiol et Ripert, II, No. 530; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 209; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 54, nota).

**57.** Faptul că un soț, a pierdut averea sa, nu poate constitui o cauză de divorț. (Nacu, I, p. 430).

**58.** Faptul bărbatului de a fi risipit averea femeii sale, nu este un motiv de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 15, nota 1).

**59.** Trândăvia bărbatului nu este un motiv de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 15, nota 1, p. 56).

**60.** Obiceiul de a juca cărțile, nu este un motiv de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 56).

**60 bis.** Când însă din obiceiul soțului de a juca la noroc, rezultă pentru celalt soț o umilire, acest fapt poate constitui o injurie gravă. (Paniol et Ripert, II, No. 530).

**61.** Impotența naturală nu poate constitui un motiv de divorț. (Merlin, *Repertoire*, *Séparation de corps*, § 1, No. 8, 10; Carpentier, *Traité*, I, No. 5; *Comp.*: Planiol et Ripert, II, No. 525, 531; Colin et Capitant, ed. 4-a, p. 210; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 34 urm.).

**62.** După o părere condamnarea corecțională a unuia dintre soți, poate constitui prin ea însăși o cauză de divorț. (Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Divorce et séparation de corps*, No. 94; *Séparation de corps*, No. 27; Huc, II, No. 297; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 61; Carpentier, *Traité théorique et pratique du divorce*, I, No. 48; Baudry et Chauveau, III, No. 58).

**63.** După o altă părere, însă, condamnarea corecțională a unui soț numai atunci ar putea constitui o cauză de divorț când faptul comis ar atinge în mod direct onoarea sau drepturile de soț ale celuilalt soț, caz în care însuși faptul comis constituie o injurie gravă. (Dalloz, *Rép.*, *Suppl.*, *Divorce et séparation de corps*, No. 93; *Séparation de corps*, No. 27; *Comp.*: Demolombe, IV, No. 396; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 25, p. 178; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1174; Planiol et Ri-



pert, II, No. 511, 518; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 207; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 44).

**64.** O simplă pedeapsă disciplinară ar putea fi considerată câte odată ca o injurie gravă; și în acest caz injuria gravă o constituie nu atât pedeapsa cât faptul dezonorant care a motivat aplicarea pedepsei. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 207).

**65.** Condamnarea unui soț la o simplă pedeapsă polițienească, nu poate constitui un motiv de divorț. (Baudry et Chauveau, III, No. 64; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 44).

**66.** Faptele anterioare căsătoriei și cari ar fi fost ascunse celui alt soț, cum ar fi însărcinarea femeii, reaua conduită a femeii, o condamnare infamantă etc., pot constitui motive de divorț. (Demolombe, IV, No. 392; Beudant, I, No. 395; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 61; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 91; Séparation de corps, No. 25; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 62, 85 urm.; Carpentier, Traité, I, No. 38; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1170; Planiol et Ripert, II, No. 518, 527, 531; Nacu, I, p. 432; Alexandresco, ed. 2-a, p. 34; Matei Cantacuzino, p. 698).

**67.** După o altă părere însă, aceste fapte petrecute înainte de căsătorie nu pot constitui injurii grave; numai în cazul când ele ar avea loc posterior căsătoriei pot constitui un motiv de divorț. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 374 bis, IV; II, No. 7 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 26, p. 178; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 91; Séparation de corps, No. 25; Laurent, III, No. 192; Huc, II, No. 294; Baudry et Chauveau, III, No. 61; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 527).

**68.** Recunoașterea unui copil natural făcută de unul dintre soți înainte de căsătorie și chiar în timpul căsătoriei, fără voia celui alt soț nu constituie prin ea însăși un motiv de divorț. (Huc, II, No. 298; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 34).

**69.** Proba faptelor cari constituiesc o cauză de divorț, nu poate rezulta numai din mărturisirile soțului căruia aceste fapte îi sunt imputate. (Vraye et Gode, I, No. 173).

**70.** Dacă soții printr'un concert fraudulos, au simulat pretinse cauze de divorț, cererea de despărțenie trebuie respinsă, deoarece cauzele de divorț trebuie să fie reale. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 35).

**71.** Reciprocitatea motivelor de divorț, rămâne la aprecierea judecătorilor. (Plastara, I, p. 325; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 546, 591).

**72.** Decesul unuia dintre soți în cursul instanței, stinge acțiunea de divorț. (Paniol et Ripert, II, No. 545; Matei Cantacuzino, p. 699; Plastara, I, p. 325).

**73.** Prescripțiunea nu este aplicabilă în materie de divorț. (Demolombe, IV, No.

409; Plastara, I, p. 325; Contra: Beudant, II, No. 400; Laurent, III, No. 215; Baudry et Chauveau, IV, No. 239; Planiol et Ripert, II, No. 532, 533).

**74.** Dacă unul dintre soți a introdus o acțiune de divorț pentru un motiv oarecare și acțiunea a fost respinsă, el poate introduce o nouă acțiune de divorț pentru un alt motiv, de oarece cauzele de divorț, nu se exclud unele pe altele. (Nacu, I, p. 431; Plastara, I, p. 325, 326; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 532).

**75.** Pentru străinii domiciliați în Franța (România), nu se pot admite alte cauze de divorț decât cele stabilite de codul civil francez (român), chiar dacă legea lor națională ar prevede alte cauze. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 32, 148).

**76.** A se vedea: art. 211, 215, 227, 241 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Legea nedefinind injuriile sau insultele grave cari pot să determine divorțul și lăsând la aprecierea suverană a judecătorilor fondului cauzele cari pot să constituie o insultă sau injurie gravă, aceștia sunt datorii a se pronunța asupra tuturor faptelor invocate de soțul reclamant. (Cas. II, 139 din 17 Martie 1925. Pand. Săpt. 10/1925).

**2.** Instanța de fond apreciază suveran dacă o cerere de divorț e suficient sau nu motivată.

Când după împăcarea soților urmează noi injurii cari duc la divorț, soții se pot servi și de insultele proferate înainte de împăcare.

Injuriile grave, în sensul art. 212 cod. civ., nu trebuie să fie publice. (Cas. II, 378 din 3 Iulie 1925. Pand. Săpt. 4/1926).

**3.** În fapt: Soțul a intentat acțiune în divorț pentru insulte grave aduse de soție, și în urma probelor administrate de soț, s'a admis acțiunea în favoarea acestuia. Soția intimată face cerere reconvențională prin care cere pe deoparte respingerea acțiunii soțului, iar pe de altă parte să se admită desfacerea căsătoriei în favoarea sa.

În drept: O atare cerere, astfel formulată nu poate fi considerată ca un simplu mijloc de apărare, de opunere la pretențiunile reclamantului, ci prezintă caracterul unei adevărate acțiuni de divorț. Dacă conf. art. 327 pr. civ. cererile cari servesc ca mijloc de apărare la acțiunea principală se pot face pentru prima oară în apel, în speță, citatul text nu-și poate găsi aplicațiunea. (C. A. București, s. III, deciz. civ. 40 din 7 Oct. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 169).

**4.** În principiu în materie de divorț pentru cauze determinate de lege, astfel cum prevede art. 212 codul civil, interogatorul nu este admisibil.

Dacă o atare probă ar fi admisibilă în materie de divorț, soții prin acest mijloc ar putea să transigă asupra divorțului, ceea ce legea nu o permite.

Din dispozițiile cod. civ. care tratează despre formalitățile despărțeniei pentru cauze determinate de lege, rezultă că divorțul are a fi stabilit numai prin dovezi obiective, iar nu și prin proba interogatorului, care ar constitui un mijloc de înțelegere între soți.

Dacă s-ar admite interogatorul ca probă în materie de divorț pentru cauză determinată s'ar transforma acest divorț într'unul prin consimțământ mutual eludându-se astfel procedura anevoioasă edictată de lege pentru acest din urmă fel de divorț.

Prin urmare, se respinge, în sretă, interogatorul ca inadmisibil (C. A. Buc. III, jurnalul No. 28 din 9 Ian. 1926, Jur. Gen. 1926, No. 394).

5. Art. 196 codul civil dispune că femeia este datoare să locuiască împreună cu bărbatul său și să-l urmeze în orice loc va găsi el de cuviință să-și stabilească locuința iar bărbatul este dator a o primi și a-i înlesni tot pentru viețuirea ei, după starea și puterea sa.

Tribunalul respingând acțiunea de divorț a soțului pe motivul că nu se poate imputa soției faptul părăsirii domiciliului conjugal, pentru că fiind instituționale și având catedră în altă parte decât domiciliul soțului, nu se poate lipsi de avantajele profesiei sale, urmând pe soț în domiciliul acestuia, ori unde ar fi transferat, a pronunțat o sentință care nu se bazează pe nici un text de lege, fiindcă din moment ce se stabilește că soția n'a urmat pe soț la domiciliul său, acest fapt constituie o părăsire a domiciliului conjugal și deci o insultă gravă pentru soț, în sensul art. 213 cod. civ. (C. A. București III, decis. 12 din 8 Mai 1926, Curier Jud. 25/1926).

6. Doi soți italieni separați de corp, nu pot obține divorțul în țară, chiar dacă unul dintre ei ar fi devenit cetățean român, pentru că legea italiană nu admite divorțul, iar art. 1 și 8 din Convenția dela Haga cere ca divorțul să fie admis atât de legea națională comună a soților cât și de aceea a locului unde se face cererea. (C. Apel Brașov, s. I, 1224 din 6 Octombrie 1926, Dreptul 38 din 1926).

**Art. 213.** — Desființarea căsătoriei se poate cere și dobândi când unul din soți va fi osândit la muncă silnică sau reclusiune. (Civ. 243; C. p. 7; Civ. Fr. 232).

*Text. fr. Art. 232.* — La condamnation de l'un des époux à une peine infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce.

*Text. fr. Art. 232. (Modificat prin legea din 27 Iulie 1884).* — La condamnation de l'un de époux à une peine afflictive et infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce.

### Bibliografie (continuare).

VERMEULEN H. JEAN, *Notă sub Cas. belg. s. I, 4 Iunie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 24.*

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Ammistie 11.	Hotărîrea unei țări străine 6.
Arestare 16.	Incarcare de împăcare 23.
Ascundere 18, 19, 20.	Inchisoare 16.
Calificarea fapt. penal 1.	Injuria grave 6, 18, 20.
Certificatul greșei 5.	Instanțe militare 2.
Circumst. atenuante 1.	Ispășirea pedepsei 14.
Citare 23.	Jurisdict. excepțională 2.
Comutare de pedeapsă 12.	Jurisdicțiune militară 2.
Conciliere 23.	Militară jurisdicțiune 2.
Condemnare anterioară căsătoriei 17-20.	Motiv peremptoriu 3.
Condemnare la pedeapsă corecțională 1.	Muncă silnică 1-14, 17-23.
Consiliu de război 2.	Pedeapsă corecțională 1.
Contumacie 7, 8.	Peremptoriu motiv 3.
Copie 5.	Prescripție 13.
Crimă 1.	Probă 5, 21.
Dovadă 5, 21.	Procedură 23.
Excepțională jurisdicțiune 2.	Război consiliu 2.
Executarea pedepsei 14.	Reabilitare 11.
Executare, suspendare 4, 10.	Reciprocitate 22.
Grațiere 12.	Reclusiune 1-14, 17-23.
Hotărîre 2, 4-10, 15.	Revizuire 9, 10.
Hotărîre definitivă 4-10, 15.	Străinătate 6.
	Suspend. executării 4, 10.
	Termin 7, 23.
	Țară străină o.

#### Doctrină.

1. Dispozițiunile art. 232 cod. civ. fr. (213 cod. civ. rom.) își găsesc aplicațiune numai când unul dintre soți este condamnat la muncă silnică sau reclusiune, indiferent de calificarea ce s'a dat faptului judecat; prin urmare, dacă unul dintre soți prin aplicarea circumstanțelor atenuante, este condamnat la o pedeapsă corecțională pentru un fapt calificat crimă, această condamnare nu poate intra în cadrul de aplicațiune a acestui articol. (Duranton, II, No. 559; Demolombe, V, No. 396; Aubry et Rau ed. 4-a, V, § 591, nota 25, p. 178; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 81; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 97; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 76; Carpentier. Traité théorique et pratique du divorce, I, No. 51; Baudry et Chauveau, III, No. 64; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I,



No. 1174; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 207).

2. Chiar dacă hotărîrea de condamnare ar emană dela o jurisdicțiune excepțională, cum este Consiliul de război, această condamnare constituie un motiv de divorț. (Huc, II, No. 300; Carpentier, *Traité théorique et pratique*, I, No. 53; Baudry et Chauveau, III, No. 62; Vraye et Gode, I, No. 88; Planiol et Ripert, II, No. 512; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 45).

3. Tribunalele sunt obligate să pronunțe divorțul când se face dovada că unul dintre soți a fost condamnat la munca silnică sau recluziune; condamnarea fiind o cauză peremptorie de divorț. (Daloz, *Rép.*, Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 96; Planiol et Ripert, II, No. 511; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 207).

4. Pentru ca dispozițiile art. 232 cod. civ. fr. (213 cod. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea, trebuie ca hotărîrea condamnatorie să fie definitivă, adică să nu fie susceptibilă de a fi atacată pe o cale de recurs care suspendă executarea ei. (Duranton, II, No. 560; Toullier, II, No. 373; Demolombe IV, No. 397; Vazeille, II, No. 554; Aubry et Rau, V, § 491, p. 178; Mourlon ed. 7-a, I, No. 844; Huc, II, No. 300; Daloz, *Rép.*, Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 99; Vraye et Gode, ed. 3-a, I, No. 77; Carpentier, *Traité théorique et pratique du divorce*, I, No. 54; II, No. 79; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1173; Planiol et Ripert, II, No. 512; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 45).

5. Pentru a se dovedi că hotărîrea de condamnare a unuia dintre soți a rămas definitivă, celalt soț va alătură la acțiunea sa de divorț, copie de pe decizia de condamnare și un certificat dela grefă constatator că decizia a rămas definitivă. (Daloz, *Rép.*, Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 45, 46; Comp.: Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 90).

6. Condamnarea unuia dintre soți de către o instanță a unei țări străine, numai atunci poate fi un motiv de divorț când ar constitui o injurie gravă. (Vraye et Gode, I, No. 78; II, No. 918; Planiol et Ripert, I, No. 512).

7. După părerea dominantă, soția unui condamnat în contumacie, nu va putea cere și obține divorțul pentru motivul condamnării soțului său, decât după douăzeci ani dela condamnare, de oarece atunci rămâne definitivă hotărîrea de condamnare prin expirarea termenului acordat condamnatului de a se prezenta. (Proudhon, I, p. 291; Duranton, II, No. 560; Demolombe, IV, No. 397; Valette sur Proudhon, I, p. 368; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 554; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 27, p. 178; Daloz, *Rép.*, *Séparation de corps*, No. 82; Suppl., *Divorce et séparation de corps*,

No. 100; Huc, II, No. 300; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 78; Carpentier, *Traité théorique et pratique du divorce*, I, No. 54; Baudry et Chauveau, III, No. 65; Planiol et Ripert, II, No. 512, nota 2; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 45).

8. După o altă părere, condamnarea unuia dintre soți în contumacie, constituie o cauză imediată de divorț. (Toullier, II, No. 261).

9. Faptul că hotărîrea de condamnare este susceptibilă de revizuire, nu este o piedică la pronunțarea divorțului. (Demolombe, IV, No. 397; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 251, nota 16; Aubry et Rau, V, § 491, nota 28, p. 178; Daloz, *Rép.*, *Séparation de corps*, No. 83; Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 101; Vraye et Gode, I, No. 80; Planiol et Ripert, II, No. 512, nota 2; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 47, nota 2).

10. Dacă însă s'a introdus cerere de revizuire și s'a suspendat executarea hotărîrii de condamnare, conform art. 444 cod. instr. crim. fr. (446 pr. pen. rom.), această cerere este o piedică la pronunțarea divorțului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 28, p. 178; Daloz, *Rép.*, Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 101; Planiol et Ripert, II, No. 512, nota 2; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 47, nota 2).

11. Condamnarea la muncă silnică sau recluziune încetează să mai fie o cauză de divorț în caz de amnistie (sau reabilitare în dreptul francez). (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 30, p. 179; Daloz, *Rép.*, Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 105; Huc, II, No. 300; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 83; Carpentier *Traité théorique et pratique du divorce*, I, No. 52; Baudry et Chauveau, III, No. 66; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1173; Planiol et Ripert, II, No. 512; Colin et Capitant, ed. 4-a; I, p. 208; Garraud, *Précis*, No. 257; *Traité*, II, No. 556; *Blanche, Etudes*, I, No. 153 urm.; Nacu, I, p. 431; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 48).

12. În cazul când condamnatul a fost grațiat sau i s'a admis o comutare de pedeapsă, condamnarea sa continuă a fi o cauză de divorț. (Duranton, II, No. 559; Demolombe, IV, No. 396; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 521, nota 16; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 557; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 844; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 29, p. 179; Daloz, *Rép.*, *Séparation de corps*, No. 84; Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 102; Huc, II, No. 300; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 81; Carpentier, *Traité théorique et pratique du divorce*, I, No. 52; Baudry et Chauveau, III, No. 66; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1173; Planiol et Ripert, II, No. 512; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208; Nacu, I, p. 431; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 47).

13. Prescripția pedepsei nu este un obstacol la cererea și admiterea divor-

țului, (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 191, p. 179; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 98; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 103; Huc, II, No. 300; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 81 bis; Carpentier, Traité théorique et pratique du divorce, I, No. 52; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 47, nota 2).

**14.** Când unul dintre soți a fost condamnat la muncă silnică sau recluziune și chiar dacă el și-a ispășit pedeapsa, celalt soț poate cere divorțul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 45, 47 nota 2).

**15.** Chiar dacă infracțiunea a fost comisă în timpul căsătoriei, ea nu poate fi un motiv de divorț dacă nu se pronunță în timpul căsătoriei o condamnare. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1173; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208).

**16.** Simpla arestare a unui soț nu este o cauză de divorț. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1174).

**17.** Condamnarea unuia dintre soți la munca silnică sau la recluziune înainte de celebrarea căsătoriei și dacă ea a fost cunoscută de celalt soț înainte de celebrare, nu este o cauză de divorț. (Demolombe, IV, No. 392; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 26, p. 178; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 107; Planiol et Ripert, II, No. 512; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 46).

**18.** În cazul când celalt soț nu a cunoscut înainte de celebrarea căsătoriei, condamnarea, după o părere, această condamnare nu poate constitui prin ea însăși un motiv de divorț, ci o injurie gravă de oarece soțul condamnat a ascuns celuilalt soț condamnarea. (Toullier, II, No. 261; Demolombe, IV, No. 392; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 250, nota 15; Marcadé, art. 306, No. 4; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 560; Beudant, II, No. 399; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, nota 26, p. 178; Dalloz, Rép., Sépara-

tion de corps, No. 86; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 107; Vraye et Gode, I, No. 86 urm.; Baudry et Chauveau, III, No. 67; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1173; Planiol et Ripert, II, No. 512; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 208; Nacu, I, p. 432; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 46, 47).

**19.** După o altă părere, însă, condamnarea unuia dintre soți chiar anterioară căsătoriei constituie un motiv de divorț când ea a fost ascunsă celuilalt soț. (Delvincourt, I, p. 347; Duranton, II, No. 562; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 86; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 107; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 87; Carpentier, Traité théorique et pratique du divorce, I, No. 52).

**20.** În orice caz, ascunderea condamnării, constituie o injurie gravă. (Delvincourt, I, p. 78, nota 7; Demolombe, IV, No. 392; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 86; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1173).

**21.** Soțul care cere divorțul trebuie să dovedească că nu a cunoscut condamnarea celuilalt soț. (Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 86).

**22.** Când ambii soți sunt condamnați la muncă silnică sau recluziune fiecare dintre ei nu are dreptul a cere divorțul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 48, 49).

**23.** În cazul când se cere divorțul pentru motivul că unul dintre soți a fost condamnat la muncă silnică sau recluziune, încercările de împăcare prevăzute de art. 221 cod. civ. rom., nu mai au loc ci un singur termen, cu citarea soțului condamnat, este deajuns pentru dobândirea desfacerii căsătoriei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 46; Tataru, Prezidentul Tribunalului, p. 54; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 158).

**24.** A se vedea: art. 212, 243 din cod, civ., cu notele respective.

**Art. 214.** — Consimțământul mutual și stăruitor al soților, exprimat în chipul prescris de lege, în condițiunile și după cercările determinate de lege, va servi de dovadă îndestulă, că viața în comun le este nesuferită și că, în privința lor, este o cauză preempatorie de despărțenie<sup>1)</sup>. (Civ. 254—277; Civ. Fr. 233).

*Text. fr. Art. 233.* — Le consentement mutuel et persévèrent des époux, exprimé de la manière prescrite par la loi, sous les conditions et après les épreuves qu'elle détermine, prouvera suffisamment que la vie commune leur est insupportable, et qu'il existe, par rapport à eux, une cause péremptoire de divorce.

### Doctrină.

**1.** A se vedea: art. 254 și urm. din codul civil, cu notele respective.

<sup>1)</sup> Legea Franceză din 27 Iulie 1884, care reînființează divorțul, nu admite cu toate acestea divorțul prin consimțământ mutual. Astăzi deci, art. 214 c. civ. român, nu mai are echivalentul său în c. civ. francez.



**Art. 215.** — Despărțenia se poate pronunța:

În contra soțului care a vrăjmășit viața celuilalt soț, sau știind că alții o vrăjmășesc nu i-a făcut arătare îndată <sup>1)</sup>. (Civ. 194, 217, 831; C. Carag. art. 6, p. 3, cap. 16; C. Calimach, Art. 121, 122).

### Doctrină.

1. Articolul 215 din codul civil român este luat din vechile legiuri române. (Nacu, I, p. 431; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 49 urm.; Plastara, I, p. 323).

2. Prin cuvântul: „vrăjmășie” întrebuințat de către legiuitor în art. 215 de codul civil, se înțeleg orice fapte, amenințări, vorbe de ură sau dușmănie, orice atentat care pun în pericol viața unuia dintre soți. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 49).

3. Art. 215 codul civil român, este de prisos de oarece prin cuvântul „vrăjmășie” se înțeleg „excesele” din art. 212 din acelaș cod; iar faptul de a nu fi arătat soțului vrăjmășia vieții sale de către o terță persoană, constituie o injurie care este prevăzută de art. 212 din codul civil român. (Alexandresco, ed. 2-a, p. 51, 52; Plastara, I, p. 323).

4. A se vedea: art. 212 din codul civ. rom. cu notele respective.

## CAPITOLUL II

### Despre despărțenie pentru cauză determinată.

Secțiunea I. — *Despre formalitățile despărțeniei pentru cauză determinată.*

**Art. 216.** — Oricare ar fi natura faptelor sau a delictelor, care ar provoca cererea de despărțenie pentru cauză determinată, o asemenea cerere nu se poate face decât numai la tribunalul civil al districtului, în care soții își au domiciliul. (Civ. 87, 93, 196, 260, 299; Pr. civ. 58, 340; L. Timbr. 20 § 16; Legea din 10 Martie 1904 (Mon. Of. 49 din 3 Iunie 1904); Civ. Fr. 234).

*Text. fr. Art. 234.* — Quelle que soit la nature des faits ou des délits qui donneront lieu à la demande en divorce pour cause déterminée, cette demande ne pourra être formée qu'au tribunal de l'arrondissement dans lequel les époux auront leur domicile.

*Text. fr. Art. 234. (Modificat prin legea din 27 Iulie 1884).* — La demande en divorce ne pourra être formée qu'au tribunal de l'arrondissement dans lequel les époux auront leur domicile.

*Text. fr. Art. 234. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — L'époux qui veut former une demande en divorce présente, en personne, sa requête au président du tribunal ou au juge qui en fait fonction.

En cas d'empêchement dûment constaté, le magistrat se transporte, assisté de son greffier, au domicile de l'époux demandeur.

En cas d'interdiction légale résultant d'une condamnation, la requête à fin de divorce ne peut être présentée par le tuteur que sur la requisition ou avec l'autorisation de l'interdit.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. Amiens, Sommes, 11 Mai 1921, Pand. Rom. 1925, III, 154; *Observație* sub Trib. Paris, 15 Februarie 1922, Pand. Rom. 1926, III, 108; JITIANU C. CONSTANTIN, *Notă* sub Trib. Buzău s. I, 1738 din 26 Februarie 1926, Curier Jud. 35/1926; VERMEULEN H. J., *Observație* sub Cas. belg. 19 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, III, 159; VIDRAȘCU AUREL, *Observație* sub Trib. Caliacra, 22 din 30 Octombrie 1923, Pand. Rom. 1925, III, 131; *Notă* sub Trib. Buzău, s. I, 1738 din 26 Februarie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 1597.

<sup>1)</sup> Acest articol nu are echivalent în Codul Francez.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

- Absență 40, 11, 30.  
Act de conservare 21.  
Acțiune personală 1, 9.  
Acțiune reconvențională 33, 34, 35.  
Adulter 44.  
Alienație, a se vedea cuvintele: „Intercțiune judiciară”.  
Anexiune 43  
Apel 20, 21, 35.  
Autorizație 5-9.  
Bărbat 6-9, 25-28, 30.  
Canoane bisericești 44.  
Capacitate 36.  
Caterisire 44.  
Cerere reconvențională 33, 34, 35.  
Civil tribunal 25, 31.  
Competență 25—31.  
Conservator act 21.  
Consiliu judiciar 18-22.  
Consimțământ mutual 44.  
Convenția dela Haga 37.  
Copii minori, a se vedea cuvântul: „Minor”.  
Creditori 2.  
Crimă 31.  
Cult 42, 43.  
Curator 7, 8, 9.  
Curator „ad hoc” 8.  
Deces 3, 4.  
Delict 31.  
Demență, a se vedea cuvintele: „Intercțiune judiciară”.  
Dispariție 30.  
Dobrogea 43.  
Domiciliu 25-29.  
Drept personal 1, 9.  
Emancipare 7, 8, 9.  
Evrei 42.  
Falit 23.  
Femea 5-9, 25-28, 30.  
Haga (convenție) 37.  
Încetare din viață 3, 4.
- Insultă gravă 11.  
Intercțiune jud. 12-16.  
Intercțiune legală 17.  
Interes material 4.  
Internare 15.  
Interval lucid 13, 15.  
Legi personale 36-41.  
Minister Public 24  
Minor 7, 8, 9, 24.  
Moarte 3, 4.  
Moștenitori 3, 4.  
Motive de divorț 39, 44.  
Musulmani 43.  
Nebunie, a se vedea cuvintele: „Intercțiune judiciară”.  
Ordine publică 39, 41.  
Părât 7, 8, 9, 11, 14, 15, 19, 22, 26, 29, 33, 34, 35.  
Patron 26.  
Penal tribunal 31.  
Personal drept 1, 9.  
Personal statut 36-41.  
Preoți 44.  
Procedură 32.  
Ratificare 21.  
Reclamant 7-10, 12, 13, 15, 17, 18, 22, 23, 25, 27, 28, 30, 31, 39.  
Reconvențională cerere 33, 34, 35.  
Refuz 22.  
Reședință 28, 30.  
România, a se vedea cuvântul: „Străini”.  
Separație de corp 41.  
Servitor 26.  
Stare civilă 36.  
Statut personal 36-41.  
Străini 36-43.  
Succesori 3, 4.  
Tribunal civil 25, 31.  
Tribunal penal 31.  
Turci 43.  
Tutor 12, 13, 14

## Doctrină.

1. Dreptul de a cere divorțul este personal soților și nu poate fi exercitat decât de către ei. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 111; Huc, II, No. 304; Carpentier, Traité I, No. 64; Vraye et Gode, I, No. 120; Planiol, et Ripert, II, No. 544; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1180; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 59).

2. Creditorii soților nu au dreptul să întenteze o acțiune de divorț în numele soților. (Demolombe, IV, No. 427; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 182; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 112; Laurent, III, No. 216; Huc, II, No. 304; Carpentier, Traité, I, No. 72; Vraye et Gode, I, No. 102; Baudry et Chauveau, III, No. 70; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1180; Planiol et Ripert, II, No. 544; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 59, 60).

3. Moștenitorii soțului decedat, nu au dreptul să întenteze o acțiune de divorț în locul soțului decedat, nici să continue o acțiune de divorț intentată de către el. (Demolombe, IV, No. 429 urm.; Aubry et Rau, V, § 492, p. 182; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 113; Vraye et Gode, I, No. 152; Lau-

rent, III, No. 217; Carpentier, Traité, I, No. 73; Baudry et Chauveau, III, No. 70; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1180; Planiol et Ripert, II, No. 545).

4. După o altă părere, o acțiune de divorț începută de unul dintre soți, ar putea fi continuată de moștenitorii săi, după încetarea sa din viață, sub motiv că odată cu divorțul se regulează și interesele materiale ale soților. (Duranton, II, No. 580; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, IV, partea II, Question 2985 bis).

5. Femeea nu are nevoie de autorizație pentru a întenta acțiune de divorț în contra soțului său. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 114; Huc, II, No. 304; Baudry et Chauveau, III, No. 110; Vraye et Gode, I, No. 117; Carpentier, Traité, No. 68; Planiol et Ripert, II, No. 547; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 214; Plastara, I, p. 326).

6. Când acțiunea de divorț este introdusă de către bărbat, soția sa nu are nevoie de autorizație, deoarece prin intențarea acțiunii în contra sa, ea este autorizată în mod tacit. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 126; Huc, II, No. 304; Planiol et Ripert, II, No. 547).

7. Femeea sau bărbatul minor care voește să întenteze acțiune de divorț, sau să se apere în o asemenea acțiune, trebuie, după o părere, să obție asistența curatorului său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, nota 17, p. 850; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 115, 127; Baudry et Chauveau, III, No. 100).

8. Iar dacă soțul este curator, soția minoră, va trebui să ceară numirea unui curator „ad hoc”. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, p. 850; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 115; Contra: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1184; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 60, nota 5, in fine).

9. După o altă părere însă, soțul minor nu are nevoie de asistența curatorului său pentru a întenta sau a se apăra în o acțiune de divorț, de oarece această acțiune este privitoare mai mult la persoana minorului decât la bunurile sale și apoi nu este prevăzută de art. 482 cod. civ. fr. (428 cod. civ. rom.) printre acțiunile pe cari minorul emancipat nu le poate susține decât cu asistența curatorului său; afară de acestea autorizația președintelui tribunalului este suficientă. (Merlin, Répertoire, Séparation de corps, § 3, No. 8; Toullier, II, No. 767 urm.; Duranton, II, No. 585; Demolombe, IV, No. 445; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 329 bis, I; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 115; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, p. 729, question 2964; Carré, Chauveau et Dutruc, Suppl., Séparation de corps, No. 3; Garsonnet, Traité, théori-



que et pratique, VI, No. 1362; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 118; Carpentier, *Traité théorique et pratique du divorce*, I, No. 68; *Divorce et séparation de corps*, I, No. 788; Laurent, III, No. 107; Huc, II, No. 244, 304; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1181, 1184; Planiol et Ripert, I, No. 637; II, No. 548; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 214, 215; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 60).

**10.** Dacă unul dintre soți este absent, nimeni nu are dreptul să introducă o acțiune de divorț în numele său. (Carpentier, *Traité*, I, No. 67; Baudry et Chauveau, III, No. 101; Planiol et Ripert II, No. 552; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 60, nota 4; Plastara, I, p. 327).

**11.** Dacă unul dintre soți este absent, soțul prezent poate cere divorțul în contra absentului, considerându-se absența sa ca o insultă gravă; însă soțul absent nu poate fi reprezentat prin cei trimeși în posesie, ci acțiunea se îndreptează în contra absentului. (Daloz, *Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps*, No. 131; Baudry et Chauveau, III, No. 101; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 57, 60 nota 4; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 552).

**12.** Tutorul unei persoane puse sub interdicțiune, nu are dreptul să intenteze în numele interzisului o acțiune de divorț. (Daloz, *Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps*, No. 118; Laurent, III, No. 216; Huc, II, No. 305; Baudry et Chauveau, III, No. 97; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1180; Planiol et Ripert, I, No. 260, 704; II, No. 549; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 215, 591; Nacu, I, p. 441; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 61; Plastara, I, p. 326, 327; Contra: Demolombe, IV, No. 428; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 183; Vraye et Gode, I, No. 109).

**13.** Persoana pusă sub interdicțiune, poate să intenteze o acțiune de divorț, cu asistența tutorului său, în intervale lucide. (Laurent, III, No. 216; Huc, II, No. 305; Baudry et Chauveau, III, No. 97; Nacu, I, p. 441; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 61; Contra: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1182; Planiol et Ripert, II, No. 549; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 591, 592; Carpentier, *Traité*, I, No. 70).

**14.** Dacă soțul unei persoane interzisă introduce o acțiune de divorț, persoana interzisă va fi reprezentată de către tutorul său, în această acțiune. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1180; Planiol et Ripert, II, No. 549; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 215).

**15.** Un dement internat, însă neinterzis, poate stă în o acțiune de divorț în intervale lucide. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 216; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 62; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 549).

**16.** Cele ce s'au spus în privința unui interzis judiciar, în materie de divorț, sunt aplicabile și unui dement, fără a fi

declarat interzis. (Huc, II, No. 306; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1180; Baudry et Chauveau, III, No. 98; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 549; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 315; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 62).

**17.** Soțul care se află sub interdicțiune legală poate introduce acțiune de divorț în contra celuilalt soț. (Planiol et Ripert, II, No. 551; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 62).

**18.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, are nevoie de asistența consiliului sau pentru a intenta o acțiune de divorț. (Demolombe, VIII, No. 723; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 873; Daloz, *Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps*, No. 116; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 119; Baudry et Chauveau, III, No. 99; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1185; Planiol et Ripert, I, No. 763; II, No. 550; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 215; Contra: Carpentier, *Traité*, I, No. 69; Laurent, V, No. 361; Huc, II, No. 307; Nacu, I, p. 442; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 62).

**19.** Deasemenea persoana pusă sub consiliu judiciar, are nevoie de asistența consiliului sau pentru a se apăra într-o acțiune de divorț. (Daloz, *Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps*, No. 116, 128; Vraye et Gode, I, No. 119; Baudry et Chauveau, III, No. 99; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1185; Planiol et Ripert, II, No. 550; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 215; Contra: Carpentier, *Traité*, I, No. 69; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 62).

**20.** Deasemenea este necesară asistența consiliului pentru ca risipitorul să declare apel în contra unei hotărâri de divorț. (Daloz, *Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps*, No. 116).

**21.** Dacă însă persoana pusă sub consiliu judiciar a declarat apel, fără asistența consiliului său, acest apel este valabil dacă este ratificat de către consiliul judiciar, de oarece risipitorul poate face acte de conservare valabile, fără asistența consiliului. (Daloz, *Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps*, No. 116).

**22.** În cazul când consiliul judiciar al unui prodig, refuză în mod nedrept de a asista pe acesta în o acțiune de divorț incapabilul poate cere numirea unui consiliu judiciar „ad-hoc”. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1185; Planiol et Ripert, II, No. 550; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 215).

**23.** Falitul are dreptul să introducă o acțiune de divorț în contra soției sale. (Baudry et Chauveau, III, No. 101; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, VII, No. 230; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 62).

**24.** Ministerul public nu ia parte la judecarea unei acțiuni de divorț, potrivit legii din 29 Octombrie 1877, decât numai atunci când soții ce se divorțează au copii minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 62, 63).

**25.** Oricare ar fi soțul care ar intenta acțiune de divorț, ea trebuie să se intenteze la tribunalul civil al județului unde este domiciliul bărbatului, de oarece femeia are domiciliul legal la domiciliul soțului său. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 132, 134; Huc, II, No. 310; Carpentier, Traité, II, No. 33; Vraye et Gode, I, No. 157; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 65, 66, 67; Matei Cantacuzino, p. 700; Plastara, I, p. 327; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 554; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1188; Planiol et Ripert, II, No. 554; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 216).

**26.** După o altă părere în cazul când femeia pârâtă are alt domiciliu decât al celui a soțului, cum ar fi în cazul când locuiește la patronul la care lucrează, cererea de divorț trebuie îndreptată la tribunalul acestui domiciliu. (Nacu, I, p. 441).

**27.** În cazul când domiciliul actual al bărbatului este necunoscut, femeia trebuie să intenteze acțiune de divorț la tribunalul ultimului domiciliu al bărbatului. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 135; Huc, II, No. 310; Carpentier, Traité, II, 34; Planiol, ed. 6, I, No. 1190; Planiol et Ripert, II, No. 554; Matei Cantacuzino, p. 700; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 67; V. G. Tataru, Prezid. Trib., p. 55).

**28.** Dacă domiciliul bărbatului nu este cunoscut, acțiunea de divorț se va intenta la reședința sa conf. art. 58 proc. civ. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 67; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 54).

**29.** Dacă pârâtul își schimbă domiciliul după ce reclamantul a prezentat, președintelui tribunalului cererea sa de divorț, tribunalul regulat sesizat cu această cerere, rămâne competent de a judeca mai departe acțiunea. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1189; Planiol et Ripert, II, No. 554; Baudry et Chauveau, III, No. 82, 84; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 68; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 216).

**30.** S'a mai decis că dacă bărbatul a dispărut și femeia sa intentează o acțiune de divorț, tribunalul competent să judece acțiunea este acela al reședinței actuale a femeii. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1190; Planiol et Ripert, II, No. 554).

**31.** Numai tribunalele civile pot judeca acțiunile de divorț; o acțiune de divorț nu poate fi dusă pe cale de acțiune civilă înaintea unui tribunal penal chiar dacă motivul de divorț ar fi o crimă sau un delict comis de soțul pârât. (Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 95; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 151; Laurent, III, No. 218; Huc, II, No. 310, 313; Vraye et Gode, I, No. 159; Carpentier, Traité, II, No. 31; Baudry et Chauveau, III, No. 75; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1186; Planiol et Ripert, II, No.

553; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 216; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 66, nota 1, p. 75; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 699).

**32.** În materie de divorț, procedura de urmat, este aceea prevăzută de Codul civil și numai în cazul când Codul civil nu prevede vre-o procedură se va urma conform codului de procedură civilă. (Nacu, I, p. 433; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 76, 77; Matei Cantacuzino, p. 699).

**33.** Cererea reconvențională a părții prin care tinde ca divorțul să se pronunțe în favoarea sa, este admisibilă în materie de divorț ca și în orice materie. (Planiol et Ripert, II, No. 546, 591, 586 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 63 urm.; Plastara, I, p. 328).

**34.** Cererea reconvențională, în materie de divorț, este admisibilă, chiar dacă faptele pe care s'ar sprijini această cerere, ar fi avut loc posterior acțiunii principale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 63).

**35.** Cererea reconvențională, în materie de divorț, este admisibilă numai cât timp cererea principală se găsește înaintea primei instanțe, iar nu și când ea se găsește în apel. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 63 urm.; Plastara, I, p. 328; Comp.: Aubry et Rau, V, § 492, text și nota 30, p. 188; Laurent, III, No. 271; Vraye et Gode, I, No. 391).

**36.** Legile privitoare la divorț fac parte din statutul personal de oarece sunt relative la starea civilă și la capacitatea persoanelor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 68).

**37.** Dacă legea țării soților nu admite divorțul, acești soți nu pot divorța în România, în baza principiilor de drept și a convenției dela Haga la care a aderat și România prin legea din 10 Martie 1904, publicată în „Monitorul Oficial” No. 49 din 3 Iunie 1904. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 69).

**38.** Când soții nu au nici o naționalitate, se va aplica în privința dreptului de a divorța, legea române. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 69).

**39.** Dacă legea personală a soților admite divorțul, ei se vor putea despărți în țară, însă motivele de divorț vor fi acele prevăzute de legea personală a soțului reclamant, afară de cazul când aceste motive ar fi contrare ordinii publice din România. (Vraye et Gode, II, No. 928; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 70, nota 5).

**40.** Tribunalele române numai atunci vor pronunța divorțul între doi străini când statutul personal al ambilor soți îl admit. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 71, nota 2; Contra: Laurent, Droit civil international, V, No. 167).

**41.** Tribunalele române nu pot pronunța separația de corp între doi străini, conform statutului lor personal de oarece acest statut este contrar ordinii



publice și bunelor moravuri din România. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 70.)

42. Codul civil român nu face nici o deosebire între diferitele culte, în ce privește divorțul; prin urmare Evreii cari locuiesc în România se vor divorța potrivit codului civil român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 72, 73).

43. Musulmanii din Dobrogea, vor divorța la tribunalele mahometane, conform prescripțiilor lor religioase, după cum prevede art. 40 din legea din 10 Mai 1886; ei însă se vor putea adresa și tribunalelor române, de oarece sunt români prin anexiune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 73).

44. Deși canoanele bisericesti opresc pe preoți de a se despărți pentru alte cauze afară de cele pentru adulter, totuși de oarece sunt cetățeni români, li se aplică dispozițiile codului civil, în privința divorțului lor și prin urmare ei se vor putea despărți și pentru alte cauze decât cele de adulter și chiar prin consimțământul mutual; autoritățile bisericesti însă pot să caterisească pe preoți în acest caz. (G. Tocilescu, Curs de procedură civilă, vol. III, p. 241, nota; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 73, 74).

45. A se vedea: notele sub art. 226 din codul civil.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Apelul fiind devolutiv de instanță, soțul poate să invoace pentru prima oară în instanța de apel excepțiunea de necompetință neridicată la prima instanță unde a lipsit, iar, pe de altă parte, hotărîrea Tribunalului prin care s'a declarat admisibilă în principiu acțiunea de divorț nefiind susceptibilă de a fi atacată cu

apel separat de apelul contra hotărîrei de fond, soțul nu avea deschisă altă cale pentru a invoca excepțiunea de necompetință de cât pe aceea a apelului contra hotărîrei de fond;

Numai dacă hotărîrea de admitere în principiu ar fi supusă apelului imediat și separat de apelul contra hotărîrei de fond, excepțiunea de necompetință n'ar fi putut fi invocată pentru prima oară în apel. (Cas. II, decizia civilă 460 din 5 Octombrie 1925, Jur. Rom. 4/1926).

2. Potrivit dispozițiunilor art. 216 cod. civ. acțiunea de divorț nu se poate intenta decât la Tribunalul civil al districtului în care soții au domiciliu.

Excepțiunea de necompetință, conform art. 111 pr., civ., trebuie însă, propusă în *limine litis*.

Prin urmare, în speță, deși se constată că atunci când s'a pornit procesul de divorț soții își aveau domiciliul în Odobesti totuși au intentat procesul la Trib. Buzău, iar acțiunea a ajuns în faza ascultării martorilor deci s'a intrat în fondul procesului, retragerea acțiunii de reclamant nu se mai poate face fiindcă această excepțiune de necompetință trebuia propusă înainte de a se intra în fondul procesului, adică în *limine litis*.

Deși în materie de divorț, codul civil prevede o procedură specială însă această procedură este privitoare la fazele prin care trebuie să treacă acțiunea de divorț, iar nu la modul de chemare a părților și diferitele incidente, cari urmează a fi soluționate după dreptul comun, în privința acestora urmând a se aplica procedura civilă, care reglementează modul și timpul în care incidentele pot fi ridicate în ședință. (Trib. Buzău, s. I, Proces-verbal 1738 din 26 Februarie-1926, Curier Jud. 35/1926).

Art. 217. — Dacă vreuna din faptele imputate de soțul care cere desfacerea căsătoriei va fi de natură a da loc urmării criminale din partea ministerului public, acțiunea despărțeniei se va suspenda până ce se va da hotărîrea curței cu jurați; atunci se va putea reîncepe judecata fără a fi permis a deduce din acea hotărîre vreo respingere sau excepțiune prejudiciabilă în contra soțului care a făcut cererea. (Civ. 211 urm., 215; Pr. pen. 8, 212 urm., 226; Civ. Fr. 235).

*Text. fr. Art. 235.* — Si quelques-uns des faits allégués par l'époux demandeur donnent lieu à une poursuite criminelle de la part du ministère public, l'action en divorce restera suspendue jusqu'après l'arrêt de la cour d'assises; alors elle pourra être reprise, sans qu'il soit permis d'inférer de l'arrêt aucune fin de non-recevoir ou exception prejudicielle contre l'époux demandeur.

*Text. fr. Art. 235. (Modificat prin legea din 27 Iulie 1884).* — Si quelques uns de faits allégués par l'époux demandeur donnent lieu à une poursuite criminelle de la part du ministère public, l'action en divorce restera suspendue

jusqu'après la décision de la juridiction répressive; alors elle pourra être reprise sans qu'il soit permis d'inférer de cette décision aucune fin de non-recevoir ou exception préjudicielle contre l'époux demandeur.

### Doctrină.

1. Cuvântul: „criminal“ din art. 217 din codul civil român, este luat în sensul de „penal“. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 74, nota 4).

2. Cuvintele: „Curței cu jurați“, din art. 217 de codul civil român, trebuiesc înlocuite cu cuvintele: „instanței repressive“. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 74, nota 5).

3. Numai tribunalele civile pot judeca cererile de divorț; o acțiune de divorț, nu poate fi dusă pe cale de acțiune civilă înaintea unui tribunal penal, chiar dacă motivul de divorț ar fi o crimă sau un delict comis de soțul pârât. (Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 95; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 151; Laurent, III, No. 218; Huc, II, 310, 313; Vraye et Gode, I, No. 159; Carpentier, Traité, II, No. 31; Baudry et Chauveau, III, No. 75; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1186; Planiol et Ripert, II, No. 553; Colin et Capitant, ed. 2-a, II, p. 66, nota 1, p. 75; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 699).

4. Dacă ministerul public a început urmăriri contra soțului pârât în acțiunea de divorț, acțiunea de divorț se va suspenda până ce se va pronunța o hotărâre în acțiunea publică. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 152; Planiol et Ripert, II, No. 553; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 75; Matei Cantacuzino, p. 700; Comp.: Plastara, I, p. 329, 330).

5. Dacă faptele judecate în penal și pentru care unul dintre soți a fost condamnat, formează un motiv de divorț din partea celui alt soț, tribunalul civil, înaintea căruia se debate procesul de divorț, trebuiește să ia în considerație hotărârea penală de condamnare care are autoritate în materie civilă, rămânând numai să hotărască dacă acele fapte constituiesc un motiv de divorț. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1187; Paniol et Ripert, II, No. 509; Matei Cantacuzino, p. 700; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 58, 75, 76).

6. Dacă soțul în contra căruia se cere divorțul a fost achitat, tribunalul civil trebuiește să examineze dacă acele fapte apreciate din punct de vedere civil nu constituiesc motive de divorț. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1187; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 75; Matei Cantacuzino, p. 700; Comp.: Nacu, I, p. 439).

7. Dacă soțul în contra căruia se cere divorțul a fost absolvit, tribunalul trebuiește să examineze dacă faptele imputate constituiesc motive de divorț, de oarece în caz de absolvire, instanța penală hotărâște că inculpatul este culpabil de comiterea faptului, însă acest fapt nu cade sub prevederea legii penale. (Laurent, III, No. 220; Huc, II, No. 313; Baudry et Chauveau, III, No. 76; Paniol, ed. 6-a, I, No. 1187; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 75; Matei Cantacuzino, p. 700).

**Art. 218.** — Orice cerere de despărțenie va arăta cu amănuntul faptele; cererea se va da dimpreună cu dovezile, de vor fi, președintelui tribunalului, sau judecătorului ce-i va ține locul, de către soțul ce cere desfacerea căsătoriei în persoană, afară numai dacă va fi împiedecat de boală, în care caz, după cererea sa și eliberarea unui certificat de boală a vreunui medic; magistratul se va duce la domiciliul reclamantului ca să primească acolo cererea sa. (Civ. 209, 211 urm., 219 urm., 224, 225; Legea timb. art. 20, § 17, 24, § 17; Civ. Fr. 234, 236).

*Text. fr. Art. 234. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — L'époux qui veut former une demande en divorce présente, en personne, sa requête au président du tribunal ou au juge qui en fait fonction.

En cas d'empêchement dûment constaté, le magistrat se transporte, assisté de son greffier, au domicile de l'époux demandeur.

En cas d'interdiction légale résultant d'une condamnation, la requête à fin de divorce ne peut être présentée par le tuteur que sur la requisition ou avec l'autorisation de l'interdit.

*Text. fr. Art. 236.* — Toute demande en divorce détaillera les faits: elle sera remise, avec les pièces à l'appui, s'il y en a, au président du tribunal ou



au juge qui en fera les fonctions, par l'époux demandeur en personne, à moins qu'il n'en soit empêché par maladie; auquel cas, sur sa réquisition et le certificat de deux docteurs en médecine ou en chirurgie, ou de deux officiers de santé, le magistrat se transportera au domicile du demandeur, pour y recevoir sa demande.

*Text. fr. Art. 236. (Text nou rezultând din legea din 18 Aprilie 1886). —* Le juge peut, par l'ordonnance permettant de citer, autoriser l'époux demandeur à résider séparément en indiquant, s'il s'agit de la femme, le lieu de la résidence provisoire.

### Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă sub Cas. II, 339/1925, Jur. Gen. 1925, No. 1929.*

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Accesorii 19.	Fapte noi 19, 20, 21, 23.
Acțiune 14-23.	Grefier 13.
Adulter 16.	Impedecare 1, 2, 10, 11, 12.
Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate“.	Insulte grave 16.
Apel 23.	Judecător 1, 2, 3.
Apreciere suverană 18.	Loc 17.
Autorizație 8.	Minor emancipat 8.
Boală 10, 11, 12, 13.	Motivare 14-23.
Cauză 21, 23.	Nulitate 2, 4, 7.
Circumscripție 11, 12.	Ora 17.
Comisiune rogatorie 11, 12.	Președintele Tribunalului 1-3, 10-13, 19, 22.
Competență 9, 11, 12.	Probe 15.
Consiliu judiciar 8.	Procedură 2.
Curator 8.	Reședință 9.
Curte de Apel 23.	Reșpingere 16.
Delegație 3.	Sfătuitor 5, 6, 7.
Domiciliu 9, 13.	Tribunal 4, 22.
Dovezi 15.	Ziua 17.
Emancipare 8.	

#### Doctrină.

**1.** Reclamantul trebuie să prezinte cererea sa președintelui; un judecător nu poate înlocui pe președinte decât în cazul când acesta și judecătorii mai vechi decât el sunt împiedecați să primească această cerere. (Daloz, Rép., Suppl., Organisation judiciaire, No. 127; Séparation de corps, No. 41; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 189; Carpentier, Traité, No. 100).

**2.** În cazul când cererea a fost primită de un judecător și se stabilește că președintele nu era împiedecat în momentul primirii cererii, procedura este nulă. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 175; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 189; Carpentier, Traité, I, No. 100; II, No. 46; Divorce et séparation de corps, I, No. 854).

**3.** Președintele tribunalului nu poate da o delegație specială și permanentă unui anumit judecător ca să primească toate cererile de divorț. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 175).

**4.** Cu toate că art. 234 cod. civ. fr. (218 cod. civ. rom.) arată că cererea de divorț trebuie adresată președintelui tribunalului, această cerere nu este nulă dacă este adresată tribunalului întreg. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et sépara-

tion de corps, No. 166; Carpentier, Traité, II, No. 41; Comp.: Laurent, III, No. 224; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 186).

**5.** Reclamantul în acțiunea de divorț poate prezenta președintelui tribunalului cererea de divorț, fiind întovărășit de un sfătuitor. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 167; Contra: Vraye et Gode, I, No. 188; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 54).

**6.** Președintele tribunalului însă, poate ordona ca reclamantul să se prezinte singur. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 167; Comp.: Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 188; Carpentier, Traité, I, No. 99).

**7.** Cu toate acestea dacă reclamantul, în acțiunea de divorț, se prezintă asistat de sfătuitori, nu este un motiv de nulitate. (Laurent, III, No. 228; Vraye et Gode, I, No. 188; Baudry et Chauveau, III, No. 102; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78, nota 2).

**8.** Persoana pusă sub consiliul judiciar și minorul emancipat, reclamânți în acțiunea de divorț se pot prezenta singuri înaintea Președintelui Tribunalului, fără asistența consiliului sau curatorului, fiind deajuns ca aceste persoane să figureze în acțiunea de divorț, ca autorizând această cerere. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 174; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 199; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78, nota 3; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 54).

**9.** Prin cuvântul „domiciliu“ din art. 234 cod. civ. fr. (218 cod. civ. rom.) se înțelege locul unde se găsește reclamantul, fie că acesta este domiciliul său, fie că este numai reședința. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 170).

**10.** Legea română nu admite alt motiv de neînfațurare înaintea președintelui tribunalului, decât cazul de boală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78, nota 4).

**11.** În cazul când reclamantul se află în afară de circumscripția tribunalului competent să judece acțiunea de divorț

și el nu se poate prezenta înaintea președintelui tribunalului ca să prezinte cererea, după o părere, președintele tribunalului competent va adresa o comisiune rogatorie președintelui tribunalului locului unde se află reclamantul pentru a se transporta acolo ca să primească cererea sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 171; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 195; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1193; Planiol et Ripert, II No. 559; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78, nota 5).

**12.** După o altă părere, în cazul când reclamantul nu se găsește în circumscripția tribunalului competent ca să judece cererea sa de divorț, și el nu se poate transporta la tribunal, el nu poate introduce acțiune de divorț, de oarece nu se admite în această materie comisiune rogatorie. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 171; Huc, II, No. 314; Carpentier, Traité, II, No. 45; Baudry et Chauveau, III, No. 94).

**13.** Când reclamantul în acțiunea de divorț este bolnav și președintele tribunalului se transportă la domiciliul său pentru a-i primi declarația, nu este nevoie să fie întovărășit de greșier. (V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, pag. 51, 52).

**14.** Cererea de divorț trebuie să cuprindă o expunere sumară a faptelor cari constituiesc motivele de divorț. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 160; Huc, II, No. 312; Carpentier, Traité, II, No. 42; Baudry et Chauveau, III, No. 93; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 217; Comp.: Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 182, 183; Planiol ed. 6-a, I, No. 1192; Planiol et Ripert, II, No. 558; Nacu, I, p. 434; Matei Cantacuzino, p. 700).

**15.** Cererea de divorț va trebui să cuprindă cu deamănuntul faptele și probele care motivează divorțul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78, 79).

**16.** O cerere de divorț în care s'ar arăta ca motive de divorț faptul de adulter sau insulte grave, fără a se arăta împrejurările în care s'a comis adulterul sau cuvintele și faptele cari constituiesc insultele grave, ar putea fi respinsă ca neregulat introdusă. (Laurent, III, No. 226, 227; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 79).

**17.** Nu este necesar ca reclamantul să arate în petiția de divorț; ziua, locul și ora când au avut loc faptele cari constituiesc motivele de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 79, nota 3).

**18.** Apartine judecătorilor de fond dreptul de a aprecia în mod suveran, dacă acțiunea de divorț a fost sau nu suficient motivată. (Laurent, III, No. 226, 227; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 79, nota 3).

**19.** După prezentarea cererii de divorț președintelui tribunalului, reclamantul nu mai poate articula fapte noi cari nu ar fi accesoriile și confirmarea celor deja

enunțate. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 162; Laurent, III, No. 227; Huc, II, No. 312; Carpentier, Traité, II, No. 43; Baudry et Chauveau, III, No. 93; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78, nota 1, 80; Contra: Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 184; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 558; Matei Cantacuzino, p. 700).

**20.** S'a decis că reclamantul poate în cursul instanței de divorț, să articuleze fapte cari nu au fost enunțate în acțiune, atunci când aceste fapte completează și coroborează pe cele deja enunțate. (Laurent, III, No. 227; Carpentier, Traité, I, No. 101; Baudry et Chauveau, III, No. 93; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1192; Planiol et Ripert, II, No. 558; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78, nota 1, 80).

**21.** Reclamantul ar putea să articuleze chiar fapte posterioare intentării acțiunii de divorț cu condițiune ca ele să fie privitoare la cauza de divorț care a făcut obiectul acțiunii iar nu la o cauză nouă. (Laurent, III, No. 227; Carpentier, Traité, I, No. 101; Baudry et Chauveau, III, No. 93; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 80; Comp.: Vraye et Gode, I, No. 184).

**22.** După o părere, reclamantul ar putea completa motivarea cererii de divorț chiar după înfățișarea sa înaintea președintelui tribunalului, însă înainte de a fi ajuns procesul de divorț înaintea tribunalului. (Laurent, III, No. 226; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 79).

**23.** Soțul reclamant ar putea să invoace și alte fapte pe lângă cele arătate la tribunal, chiar înaintea Curții de Apel, cu condiție ca ele să fie privitoare la cauzele arătate în petiția de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 80).

**24.** A se vedea: art. 221 și 225 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Art. 218 cod. civil, dispune „că orice cerere de despărțenie va arăta cu amănuntul faptele”; de unde consecința că, o cerere de divorț care nu ar fi făcută în conformitate cu descripțiunea acestui text de lege ar urmă să fie respinsă ca neregulat introdusă.

Apartine instanței de fond dreptul de a aprecia în mod suveran dacă acțiunea de divorț este sau nu destul de detaliată;

În speță, deciziunea supusă recursului constată că acțiunea de despărțenie intențată de soț este pe deplin motivată de oarece el arată că cere divorțul pentru că soția i-a adresat injurii grave, constând în cuvinte și expresiuni ocărătoare, și a părăsit, domiciliul conjugal;

Intrucât instanța de fond constată că acțiunea de divorț satisface cerințele art. 218 cod. civil, motivul de casare bazat pe



violarea acestui text este nefondat; (Cas. II, 339 din 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1929; Cas. II, 378 din 3 Iulie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1979).

2. Art. 218 din codul civil dispune că orice cerere de despărțenie va arăta cu amănuntul faptele; de unde consecința, că o cerere de divorț care nu ar fi făcută în conformitate cu acest text de lege ar urmă să fie respinsă ca neregulat introdusă;

În materie de despărțenie însă, legiuitorul a creat o procedură specială; după art. 229 cod. civil, la ziua fixată de tribunal pentru înfățișarea soților în ședință publică, tribunalul mai întâiu se pronunță asupra admiterii sau neadmiterii în principiu a acțiunii de divorț și dacă pârâtul a propus o fine de neprimire, tribunalul poate respinge acțiunea, iar dacă nu s'a propus nici o cauză sau dacă cele propuse nu sunt întemeiate, tribunalul admite acțiunea în principiu; de unde rezultă că soțul pârât care socotește că în acțiunea de divorț ce i-a fost intentată nu se

arată faptele cu amănunt, el este dator, atunci când se prezintă la înfățișarea de admiterea în principiu a cererii de despărțenie să ridice excepțiunea de neregulată formulare a acțiunii, căci altfel dacă nu face nici o obiecțiune în această privință el este implicit presupus că consideră acțiunea ca satisfăcând cerințele art. 218 cod. civil și nu mai poate ulterior să invoace această regularitate a acțiunii nici la celelalte înfățișări înaintea tribunalului, și nici în apel.

Prin urmare, în speță fiind constatat că în ședința în care a fost admisă în principiu acțiunea de divorț a soțului său, recurenta care era prezintă nu a făcut nici o obiecțiune cu privire la modul în care au fost arătate faptele, ea nu mai era în drept să invoace ca mijloc de apel neregularitatea acțiunii de divorț din punctul de vedere al dispozițiunii art. 218 cod. civil. (Cas. II, decizia civilă 473 din 12 Octombrie 1925, Jur. Rom. 2/1926).

3. A se vedea: art. 212, nota 2.

**Art. 219.** — Judecătorul, după ce va fi ascultat pe reclamant, și îi va face observațiunile ce va socoti de trebuință, va parafă cererea și dovezile alăturate, și va încheia proces-verbal pentru primirea lor.

Acest proces-verbal se va subscrie de judecător și de reclamant, afară numai dacă nu va ști a scrie, pentru care se va face mențiune în procesul-verbal. (Civ. 218, 220 urm.; Civ. Fr. 235, 237).

*Text. fr. Art. 235. (Text nou rezultând din legea din 18 Aprilie 1886).* — Le juge, après avoir entendu le demandeur et lui avoir fait les observations qu'il croit convenables, ordonne au bas de la requête que les parties comparaitront devant lui au jour et à l'heure qu'il indique, et commet un huissier pour notifier la citation.

*Text. fr. Art. 237.* — Le juge, après avoir entendu le demandeur, et lui avoir fait les observations qu'il croira convenables, paraphera la demande et les pièces, et dressera procès-verbal de la remise du tout en ses mains. Ce procès-verbal sera signé par le juge et par le demandeur, à moins que celui-ci ne sache ou ne puisse signer; auquel cas il en sera fait mention.

*Text. fr. Art. 237. (Text nou rezultând din legea din 18 Aprilie 1886).* — La requête et l'ordonnance sont signifiées, en tête de la citation donnée à l'époux défendeur trois jours au moins avant le jour fixé pour la comparution, outre les délais de distance, le tout à peine de nullité.

Cette citation est délivrée par huissier commis et sous pli fermé.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune reconvențională 5.  
Anulare 3, 4, 6.  
Cerere reconvențională 5.  
Condemnare 10.  
Facultativ 7.  
Grefier 7.  
Impăcare 1-5, 7-10.  
Interdicțiune 8, 9.

Intervale lucide 9.  
Mandatar 6.  
Muncă silnică 10.  
Nullitate 3, 4, 6.  
Observații, a se vedea cuvântul: „Impăcare”, și 2, 3, 7.  
Ordine publică 4.  
Ordonanță de citare 3.

Persoană 6.  
Președintele tribunalului 1 urm.  
Prezentare în persoană 6.  
Procedură preliminară 1.  
Proces verbal 3, 6.

Recluziune 10.  
Reconvențională cerere 5.  
Stângere, a se vedea cuvântul: „Impăcare”.  
Tutor 8.

#### Doctrină.

1. Procedura preliminară de împăcare în materie de divorț cuprinde două faze:

1) Se prezintă numai reclamantul; 2) Când ambele părți sunt citate. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 178).

2. Președintele tribunalului trebuie să asculte explicațiile reclamantului și să-i facă observațiile convenite, cercând a stinge procesul de divorț. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 178; Planiol et Ripert, II, No. 559; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 52).

3. Chiar dacă în procesul-verbal încheiat de președintele tribunalului, nu se face mențiune de observațiile ce le-a făcut soțului reclamant, ordonanța de citare a ambilor soți înaintea sa nu este nulă. (Vraye et Gode, I, No. 203; Baudry et Chauveau, III, No. 109; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 79, nota 1).

4. Incercarea de împăcare înaintea președintelui tribunalului este de ordine publică și este prevăzută sub pedeapsă de nulitate. (Demolombe, IV, No. 434; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 493, p. 190; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 156; Huc, II, No. 316; Carpentier, Traité, I, No. 110; II, No. 51; Baudry et Chauveau, III, No. 105; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 82; Matei Cantacuzino, p. 699).

5. Incercările de împăcare trebuiesc să aibe loc chiar și în cererile reconvenționale introduse de soțul pârât, în acțiunile de divorț. (Laurent, III, No. 271, 343; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 82, 83; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 54; Contra: Demolombe, IV, No. 436; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 493, p. 190).

6. Procesul-verbal încheiat de președintele tribunalului, trebuie să arate, sub pedeapsă de nulitate, prezentarea în persoană a soțului reclamant. (Baudry et Chauveau, III, No. 109; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 79, nota 1).

7. Deși legea nu prevede prezența gre-

fierului când președintele tribunalului primește cererea de divorț și face observații soțului reclamant, totuși prezența sa este necesară iar nu facultativă. (Huc, II, No. 316; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 200; Carpentier, Traité, I, No. 103, 104; II, No. 51; Comp.: V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 51, 52; Contra: Planiol et Ripert, II, No. 559).

8. Pentru cei cari admit că tutorul unui interzis poate introduce în numele acestuia acțiune de divorț, încercarea de împăcare nu poate avea loc, de oarece nu se poate sfătui pe interzis să renunțe la o acțiune pe care nu a introdus-o el. (Demolombe, IV, No. 438; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 157; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 82).

9. Pentru cei cari admit că interzisul poate introduce acțiune de divorț, în intervalele lucide, încercările de împăcare vor putea avea loc în aceste intervale lucide. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 82, nota 6).

10. În cazul când se cere divorțul pentru motivul că unul dintre soți a fost condamnat la muncă silnică sau reclusiune, încercările de împăcare prevăzute de art. 22 cod. civ. rom., nu mai au loc, ci un singur termen, cu citarea soțului condamnat, este deajuns pentru dobândirea desfacerei căsătoriei. (Duranton, II, No. 586; Valette sur Proudhon, I, p. 536; Demolombe, IV, No. 435; Carpentier, Traité, I, No. 111; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 46, 82; Tataru, Președintele Tribunalului, pag. 54; Comp.: Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 158).

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 240, nota 1.

**Art. 220.** — Judecătorul va ordona prin procesul-verbal ca părțile să se înfățișeze înaintea sa la ziua și ora ce va determina. Spre acest sfârșit se va trimite copie după ordonanța sa persoanei în contra căreia se cere desfacerea căsătoriei. (Civ. 221, 224 urm., 239; Pr. civ. 99; Civ. Fr. 235, 237, 238).

*Text. fr. Art. 235. (Text nou rezultând din legea din 16 Aprilie 1886).* — Le juge, après avoir entendu le demandeur et lui avoir fait les observations qu'il croit convenables, ordonne au bas de la requête que les parties comparaitront devant lui au jour et à l'heure qu'il indique, et commet un huissier pour notifier la citation.

*Text fr. Art. 237. (Text nou rezultând din legea din 18 Aprilie 1886).* — La requête et l'ordonnance son signifiées, en tête de la citation donné à l'époux défendeur, trois jours au moins avant le jour fixé pour la comparution, outre les délais de distance, le tout à peine de nullité.

Cette citation est délivrée par huissier commis et sous pli fermé.



*Text. fr. Art. 238.* — Le juge ordonnera, au bas de son procès-verbal, que les parties comparaitront en personne devant lui, au jour et à l'heure qu'il indiquera; et qu'à cet effet, copie de son ordonnance sera par lui adressée à la partie contre laquelle le divorce est demandé.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub C. Apel Constanța, 2 din 4 Februarie 1924, Curier Jud. 23 din 1925.

### Doctrină.

1. In cazul când soțul reclamant persistă în cererea sa de divorț, președintele tribunalului dă o ordonanță (proces-verbal) prin care permite ca părțile să fie citate înaintea sa pentru a se încerca împăcarea lor. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 179; Planiol et Ripert, II, No. 561; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 81).

2. In ordonanță trebuie neaparat trecută ziua și ora când vor fi citate părțile înaintea președintelui tribunalului. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 179; Vraye et Gode, I. No. 205; Planiol et Ripert, II, No. 561).

3. Ordonanța de citare a ambilor soți nu poate fi atacată cu apel. (Huc, II, No.

317; Carpentier. *Traité*, I, No. 117; Planiol et Ripert, II, No. 561; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 81, nota 1).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Procesul-verbal, prin care președintele sau judecătorul care-l înlocuiește, refuză, ca ocazia preliminarilor de împăcare ale soților, de a referi cazul tribunalului, spre mai departe lucrare, nefiind o hotărîre judecătorească, nu poate fi atacată cu apel înaintea Curții, ci numai cu recurs în Casație. (C. Ap. Constanța 2 din 4 Febr. 1924, Curier Judiciar 23/1925).

2. A se vedea: art. 240, nota 1.

**Art. 221.** — In ziua hotărîită judecătorul va da ambilor soți, de se vor înfățișa, sau reclamantului, dacă numai singur se va înfățișa, consiliurile ce va găsi cu cale spre a săvârși împăciuirea. De nu va putea izbuti va încheia proces-verbal și va ordona a se comunica cererea și dovezile ministerului public<sup>1)</sup> și va referi despre toate tribunalului. (Civ. 222 urm., 229 urm., 261; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 238, 239).

*Text. fr. Art. 238. (Text nou rezultând din legea din 18 Aprilie 1886).* — Au jour indiqué, le juge entend les parties en personne; si l'une d'elles se trouve dans l'impossibilité de se rendre auprès du juge, ce magistrat détermine le lieu où sera tentée la conciliation, ou donne commission pour entendre le défendeur; en cas de non-conciliation ou de défaut, il rend une ordonnance qui constate la non-conciliation ou le défaut, et autorise le demandeur à assigner devant le tribunal.

Le juge statue à nouveau, s'il y a lieu, sur la résidence de l'époux demandeur, sur la garde provisoire des enfants, sur la remise des effets personnels, et il a la faculté de statuer également, s'il y a lieu, sur la demande d'aliments.

Cette ordonnance est exécutoire par provision; elle est susceptible d'appel dans les délais fixés par l'article 809 du Code de procédure civile.

Par le fait de cette ordonnance, la femme est autorisée à faire toutes procédures pour la conservation de ses droits, et à ester en justice jusqu'à la fin de l'instance et des opérations qui en sont les suites.

Lorsque le tribunal est saisi, les mesures provisoires prescrites par le juge peuvent être modifiées ou complétées au cours de l'instance, par jugement

<sup>1)</sup> Această comunicare de acte este desființată prin art. 3 al legii din 29 Octomvrie 1877 asupra atribuțiilor ministerului public, precum și prin art. 81 din Proc. civ.

du tribunal, sans préjudice du droit qu'a toujours le juge de statuer, en tout état de cause, en référé, sur la résidence de la femme.

Le juge, suivant les circonstances, avant d'autoriser le demandeur à citer, peut ajourner les parties à un délai qui n'excède pas vingt jours, sauf à ordonner les mesures provisoires nécessaires.

L'époux demandeur en divorce devra user de la permission de citer qui lui a été accordée, par l'ordonnance du président, dans un délai de vingt jours à partir de cette ordonnance.

Faute par l'époux demandeur d'avoir usé de cette permission dans ledit délai, les mesures provisoires ordonnées à son profit cesseront de plein droit.

*Text. fr. Art. 239.* — Au jour indiqué, le juge fera aux deux époux, s'ils se présentent, ou au demandeur, s'il est seul comparant, les représentations qu'il croira propres à opérer un rapprochement: s'il ne peut y parvenir, il en dressera procès-verbal, et ordonnera la communication de la demande et des pièces au ministère public, et le référé du tout au tribunal.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Anulare 1, 4, 11, 12, 13.	Nulitate 1, 4, 11, 12, 13.
Autorizație 5.	Observații 8.
Citare 1.	Ordine publică 1.
Consiliu judiciar 5.	Ordonanță 6, 9.
Curator 5.	Președintele tribunalului
Decădere 11, 12.	1 urm.
Dezistare 6, 7.	Proces-verbal 9, 10.
Emancipat minor 5.	Procurator 2.
Împăcare 1 urm.	Prodig 5.
Lipsă 6, 7.	Raport 13.
Împedecare 6, 7.	Renunțare 6, 7.
Mandatar 2.	Sfaturi 8.
Minor emancipat 5.	Sfătuitori 3, 4.
Neregularități 11, 12.	

## Doctrină.

1. Citarea soților și în special a soțului pârât înaintea Președintelui tribunalului pentru a doua încercare de împăcare, este de ordine publică și sub pedeapsă de nulitate. (Demolombe, IV, No. 434; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 493, p. 190; Carpentier, Traité, I, No. 110; II, No. 63; Baudry et Chauveau, III, No. 105; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 82; Matei Cantacuzino, p. 699).

2. Părțile nu se pot prezenta înaintea președintelui tribunalului, prin mandatar în preliminările de conciliațiune. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 196; Laurent, III, No. 238; Huc, II, No. 321; Vraye et Gode, I, No. 222; Carpentier, Traité, I, No. 105; II, No. 58; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1193, 1196; Planiol et Ripert, II, No. 561; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 217, 218; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78, 81; Matei Cantacuzino, p. 700; Plastara, I, p. 327; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 54).

3. În perioada preliminărilor de împăcare părțile nu se pot prezenta înaintea președintelui tribunalului întovărășite de sfătuitori. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 196; Laurent, III, No. 238; Huc, II, No. 321; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 222; Carpentier, Traité, I, No. 105; II, No. 58; Divorce et séparation de corps, I, No.

1009 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 218; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 82).

4. Totuși dacă părțile se prezintă asistate de sfătuitori, nu se poate face un motiv de nulitate din această cauză. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 196; Laurent, III, No. 228; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 82; Comp.: Baudry et Chauveau, III, No. 102).

5. Minorul emancipat și prodigul trebuie să se prezinte înaintea Președintelui tribunalului singuri și neasistați de curator sau consiliu judiciar. (Laurent, III, No. 238; Huc, II, No. 321; Vraye et Gode, I, No. 222; Carpentier, Traité, I, No. 105; II, No. 58; Baudry et Chauveau, III, No. 102).

6. Când reclamantul, fără a arăta motivul de împedecare, nu se prezintă la tribunal pentru încercarea de împăcare, după o părere, lipsa sa trebuie considerată ca o părăsire a cererii sale și în acest caz președintele tribunalului nu trebuie să dea o ordonanță. (Demolombe, IV, No. 439; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 206; Huc, II, No. 322; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 234, 235; Baudry et Chauveau, III, No. 104; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 81, 82; Matei Cantacuzino, p. 700).

7. După o altă părere însă în cazul când reclamantul nu se prezintă la înfățișarea de conciliațiune, președintele tribunalului poate amâna înfățișarea la un termen ulterior. (Carpentier, Traité, I, No. 106; II, No. 60; Nacu, I, p. 444 urm.; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 53).

8. Președintele tribunalului trebuie să facă soților observațiile ce va crede de cuviință și să le dea sfaturi pentru împăcare. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 198; Planiol et Ripert, II, No. 561; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 81; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 52).

9. Dacă părțile se împacă, președintele tribunalului nu mai dă ordonanță



și nu drează nici un proces-verbal pentru a nu rămâne nimic din neînțelegera lor. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 207; Huc, III, No. 324; Carpentier, Traité, I, No. 108; II, No. 62; Planiol et Ripert, II, No. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 81).

10. In cazul când președintele tribunalului nu reușește să împace pe soți, el va încheia un proces-verbal în care va face mențiune că nu s'a putut reuși la împăcarea soților, fără a se arăta cele ce s'au spus înaintea sa. (Carpentier, Traité, I, No. 109; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 81; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 52; Contra: Vraye et Gode, I, No. 228).

11. Toate neregularitățile săvârșite până la înfățișarea părților pentru conciliere, vor fi rezolvate de președintele tribunalului. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 217).

12. Dacă pârătul nu opune înaintea președintelui tribunalului neregularitățile comise, el este decăzut din dreptul de a le mai opune mai târziu înaintea tribunalului, el fiind considerat că a renunțat la acest drept. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 217).

13. Facerea raportului președintelui tribunalului către tribunal, prevăzut de art. 221 din codul civil român, nu este prevăzut sub pedeapsă de nulitate. (Laurent, III, No. 228, 242; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 81, nota 2; Contra: Carpentier, Traité, I, No. 116).

14. A se vedea: art. 216 și 226 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. In fapt: Președintele trib. chemând pe ambii soți la a doua conciliere potrivit art. 220 c. civ., reclamantul refuzând să expue motivele cari l'au îndemnat să intențeze divorțul, președintele a dresat un proces-verbal care dispune că numai este cazul a se referi procesul complectului trib., conform art. 221 c. civ. Apel. Inadmisibilitate.

In drept: In speță nefiind vorba de o hotărîre ori o încheiere a Trib., ci de o lucrare a președintelui, nu poate fi atacată cu apel, ci singura cale deschisă în contra actelor sau rezoluțiunilor judecătorești date de un president este recursul direct în Casație (art. 31 leg. C. Casație).

Un drept de apel nu se poate concepe de cât numai în condițiunile de a avea un efect devolutiv, instanța de apel putând face aceea ce prima instanță a omis să facă;

Ori în speță, Curtea de apel nu ar putea interveni să reconcilieze părțile în di-

vorț, această însărcinare fiind dată prin lege, în mod exclusiv numai președintelui tribunalului.

Dacă Curtea de apel ar putea anula lucrarea președintelui, ar fi datoare să evoace fondul, iar nu să trimeată înapoi lucrurile cu obligațiunea pentru president de a le reface, un atare drept nefiind-i conferit prin nici un text de lege.

In afară de aceasta, președintele Trib. nu este legat prin măsura luată, el putând reveni asupra ei, fiind vorba de o măsură preliminară și antemergătoare procesului propriu zis de divorț înaintea completului Trib.

Insfârșit, chiar dacă reclamantul ar porni o nouă acțiune în divorț întemeindu-se pe aceleași motive, nu i s'ar putea opune excepțiunea autorității lucrului judecat, nefiind vorba de o hotărîre judecătorească pronunțată pe calea contencioasă, de o instanță de fond. (C. A. Constanța, dec. civ. No. 2 din 4 Febr. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1050).

2. Acțiunile de divorț își au procedura lor specială, prevăzută de art. 219, 220 și 221 c. civ., procedură creată de legiuitor în scopul de a nu se hotărî desfacerea căsătoriei decât atunci când toate formalitățile de conciliere au fost îndeplinite și ca atare discuțiunea acțiunii de divorț în ședință este necesară spre a se pronunța hotărîrea.

Prin urmare, în speță, acțiunea de divorț a soției fiind intentată, după ce faza preliminară din camera de consiliu a acțiunii soțului a fost desăvârșită, și nu-i mai rămăsese soțului decât să pronunțe despărțirea, acțiunea soției nu se mai poate conexa, la ziua fixată pentru judecată, cu aceea a soțului; căci a se admite conexarea ar însemna să se subordoneze soluțiunea acțiunii soțului și desfacerea căsătoriei, voinței soției, care are tot interesul să tergiverseze judecarea divorțului și să tragă cât mai mult timp folos de pensiunea alimentară ce soțul e obligat să-i servească.

Deci Tribunalul, ca instanță de judecată, nefiind legat în mod legal cu acțiunea introdusă de soție, conf. art. 110 al. ult. pr. civ. și art. 61 pr. civ., conexarea ei cu aceea a soțului, aflată în fața trib. la pronunțarea hotărîrii, nu este admisibilă.

Chiar dacă acțiunea soției ar fi considerată ca o cerere reconvențională, care poate să fie introdusă în orice stadiu al procesului, ea nu poate fi conexată cu acțiunea soțului, în speță, fiindcă nu i-a fost comunicată, (Cas. I, dec. din 6 Noembr. 1876, Bult. pag. 432), formalitate care nu s'a îndeplinit, (Trib. Tecuciu, sent. civ. No. 62 din 27 Iunie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1001).

3. A se vedea: art. 240, nota 1.

**Art. 222.** — După 3 zile tribunalul, după referatul președintelui sau al judecătorului ce îi ține locul și după concluziunile ministerului public<sup>1)</sup> va acorda sau va suspenda permisiunea de a se face citațiuni părților; suspendarea nu poate trece peste 20 zile. (Civ. 221, 223; Leg. timbr. art. 21 § 16; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 238, 240).

*Text. fr. Art. 238, al. 6 și 7. (Text nou rezultând din legea din 18 Aprilie 1886).* — Le juge, suivant les circonstances, avant d'autoriser le demandeur à citer, peut ajourner les parties à un délai qui n'excède pas vingt jours, sauf à ordonner les mesures provisoires nécessaires.

L'époux demandeur en divorce devra user de la permission de citer qui lui a été accordée, par l'ordonnance du président, dans un délai de vingt jours à partir de cette ordonnance.

*Text. fr. Art. 240.* — Dans les trois jours qui suivront, le tribunal, sur le rapport du président ou du juge qui en aura fait les fonctions, et sur les conclusions du ministère public, accordera ou suspendra la permission de citer. La suspension ne pourra excéder le terme de vingt jours.

### Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă* sub Cas. II, 339 din 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1929.

#### Doctrină.

1. Tribunalul apreciază în mod suveran dacă este locul a se suspenda sau nu facerea citațiilor. (Daloz, Rép., Suppl. Divorce et séparation de corps, No. 213).

2. Chiar în cazul când cauza de divorț este peremptorie, cum ar fi adulterul, se poate suspenda permisiunea de a se cita părțile. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 209; Baudry et Chauveau, III. No. 104; Comp.: Carpentier, Traité, I, No. 61).

3. Termenul de suspendare prevăzut de art. 222 din codul civil român, începe a curge din ziua ordonanței tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 83).

4. De la data ordonanței tribunalului va curge termenul de perimare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 83).

5. După expirarea termenului de suspendare, tribunalul nu poate refuza facerea citațiilor. (Vraye et Gode, I, No. 249; Carpentier, Traité, I, No. 115; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 83, 84).

6. După expirarea termenului de suspendare, tribunalul nu poate ordona o nouă suspendare. (Carpentier, Traité, I, No. 115; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 83, 84).

7. Incheierea dată de tribunal pentru permiterea scoaterii citațiilor sau suspendarea lor, nu este apelabilă. (Vraye et Gode, I, No. 25; Carpentier, Traité, I, No. 117; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 84).

#### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Art. 222 cod. civil dispune că după trei zile, tribunalul după referatul Președintelui sau judecătorului ce-i ține locul, și după concluziunile Ministerului Public, va acorda sau va suspenda permisiunea de a se face citațiuni părților, iar art. 227 din acelaș cod prescrie că procesul verbal de constatare a spuseilor, observațiilor și mărturisirilor făcute de părți la înfățișarea lor înaintea Tribunalului va fi subscriș de persoanele prezente.

Dispozițiunile acestor texte nu sunt prescrise sub pedeapsă de nulitate;

În deciziunea atacată cu recurs, instanța de fond constată că cerințele art. 222 cod. civil sunt satisfăcute, iar că la înfățișarea înaintea Tribunalului nu s'a prezentat decât reclamantul;

Chiar dacă susținerile recurenței, că dispozițiunile art. 222 și 227 cod. civil nu au fost respectate, ar fi întemeiate, încă aceasta nu poate atrage casarea hotărârii de divorț întrucât prescripțiunile din menționatele texte de lege nu sunt sancționate cu pedeapsa nulității și întrucât înaintea Curții de Apel recurența nici măcar nu a ales că din singura neindeplinire a acestor formalități i s'ar fi adus vre-o vătămare;

Că, dar, motivele de casare nefiind fondate, recursul urmează a se respinge. (Cas. s. II, Dec. civ. No. 339 din 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1929).

1) Prin art. 2 al legii din 29 Octombrie 1877 asupra atribuțiilor ministerului public, concluziunile Procurorului, în această materie, au fost desființate. Deasemenea prin art. 81 din noua procedură civilă din 1900, Ministerul public, nu este obligat a pune concluziunile ca parte alăturată, decât numai în procesele în cari sunt puse în joc interesele minorilor, interzișiilor și a celor puși sub consiliul judiciar.



**Art. 223.** — Reclamantul va cere dela tribunal a se cită, după formele obicinuite, pârâtu, ca să se înfățișeze în persoană în ședință secretă și în termenul prescris de lege; se va trimite împreună cu citațiunea părții pârâte copie după cererea de despărțenie și după actele doveditoare. (Civ. 218, 224 urm.; Pr. civ. 85, 70, 72, 74, 76, 78, 99; Leg. timbr. art. 18 § 17; Civ. Fr. 239, 241).

*Text. fr. Art. 239. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 241.* — Le demandeur, en vertu de la permission du tribunal, fera citer le défendeur, dans la forme ordinaire, à comparaître en personne à l'audience, à huis clos, dans le délai de la loi; il fera donner copie en tête de la citation, de la demande en divorce et des pièces produites à l'appui.

### Doctrină.

**1.** Termenul pentru primele citațiuni înaintea tribunalului, în materie de divorț, este acel prevăzut de art. 74 din procedura civilă română, adică de 30 zile de la predarea citației. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 89).

**2.** Potrivit dispozițiilor art. 223 din codul civil român și 99 din codul de procedură civilă română și contrar dispozițiilor art. 239 al. 4 din codul civil francez, ședințele în materie de divorț sunt obligatoriu secrete iar nu facultative. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 87, 88; Comp.: Plastara, I, p. 328).

**Art. 224.** — La expirarea termenului, dacă partea pârâtă, se va înfățișa sau nu, reclamantul în persoană, azistat de un sfătuitor, de va găsi de trebuință, va expune sau va face a se expune motivele cererii sale, va înfățișa dovezile și va spune numele martorilor ce va fi având. (Civ. 225, 231 urm., 234 urm.; 237 urm.; Pr. civ. 185 urm.; Civ. Fr. 239, 242).

*Text. fr. Art. 239. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 242.* — À l'échéance du délai, soit que le défendeur compareisse ou non, le demandeur en personne, assisté d'un conseil, s'il le juge à propos, exposera ou fera exposer les motifs de sa demande; il représentera les pièces qui l'appuient, et nommera les témoins qu'il se propose de faire entendre.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act autentic 3, 4, 5, 6.	Hotărâre 1, 12.
Act scris 3, 4, 5, 6.	Inscris 3-6.
Anulare 8.	Juncțiune 1.
Apel 12.	Jurământ 10, 11.
Aprecieri 4.	Lipsă 12, 13.
Boală 13.	Marturi 7, 8.
Certificat medical 13.	Nulitate 8.
Citații 8.	Părât 2, 6.
Codul de procedură civilă 8.	Plata citațiilor 8.
Coluziune 4.	Prezumpțiuni 4, 9.
Conexitate 1.	Probe 3, 4, 6-11.
Curte de Apel 12.	Procedură civilă 8.
Decădere 8.	Reclamant 2, 5, 12, 13.
Dezistare 12.	Renunțare 12.
Dovezi 3, 4, 6-11.	Respingere 12, 13.
Fraudă 4.	Sfătuitoari 2.

## Doctrină.

**1.** Când tribunalul este sesizat de două cereri reciproce de divorț, aceste cereri trebuie juncționate din cauza conexității ce există între ele, pentru a fi ambele soluționate prin una și aceeași sentință. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 241; Nacu, I, p. 447; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 65; Matei Cantacuzino, p. 701; Plastara, I, p. 328).

**2.** Deși art. 224 vorbește de un singur sfătuitor, părțile (reclamantul și pârâtul) pot să fie însoțite de trei sfătuitoari după cum arată art. 236 din codul civil român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 87, 90, 91, 94, 96).

**3.** În materie de divorț, ca și în orice altă materie, faptele cari constituiesc un motiv de divorț, pot fi dovedite prin acte scrise și în special prin acte autentice. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 413; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1211; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 224; Nacu, I, No. 443, 444; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 57; Matei Cantacuzino, p. 701).

**4.** Tribunalele cari judecă cererile de divorț vor aprecia dacă actele scrise prezentate de către părți, nu au fost redactate pentru trebuința cauzei și dacă sunt coroborate de dovezi accesorii sau de prezumpțiuni. (Demolombe, IV, No. 473; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 413; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 174; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 57, nota 2; Matei Cantacuzino, p. 701).

**5.** După ce reclamantul a depus actele de care se servește în cauză, în prima ședință înaintea tribunalului, el nu mai are dreptul a depune acte noi afară de acele pe cari le-ar fi dobândit în urmă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 89).

**6.** De oarece art. 224 din codul civil român, vorbește numai de reclamant, rezultă că pârâtul va putea în orice stare a procesului să producă mijloace sau acte noi. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 89, 90).

**7.** Faptele cari constituiesc un motiv de divorț, pot fi dovedite prin proba cu

martori. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, text și nota 33, p. 179; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 420; Laurent, III, No. 205; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 177; Carpentier, Traité, I, No. 14; Planiol et Ripert, II, No. 572; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 57; Plastara, I, p. 327).

**8.** Contrar dispozițiilor art. 186 din codul de procedură civilă română, în materie de divorț, numele martorilor necesari dovedirii motivelor de divorț, se arată în ședință și decăderea rezultată din faptul că nu s'a depus lista de martori și nu s'au plătit citațiile în termen de cinci zile, nu poate avea loc în aceasta materie specială. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 89, nota 2).

**9.** Faptele cari constituiesc motive de divorț, pot fi dovedite prin ajutorul prezumpțiunilor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, text și nota 33, p. 179; Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 288; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 436; Laurent, III, No. 205; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 177; Carpentier, Traité, I, No. 14; Curré et Chauveau, Lois, Question 975; Planiol et Ripert, II, No. 572; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 57).

**10.** În materie de divorț, faptele cari îi constituiesc motivele, nu pot fi dovedite prin jurământul pe care un șor l'ar deferi celui alt. (Merlin, Répertoire, Serment, § 2, art. 2, No. 6; Toullier, X, No. 378; Duranton, XIII, No. 574; Demolombe, IV, No. 475; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, p. 182; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 439; Laurent, III, No. 207; Huc, II, No. 291; Vraye et Gode, I, No. 175; Carpentier, Traité, I, No. 20; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1214; Planiol et Ripert, II, No. 576; Baudry et Chauveau, III, No. 118; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 58; VII, p. 365; Plastara, I, p. 327).

**11.** Deasemenea în materie de divorț, tribunalul nu poate deferi din oficiu jurământul supletoriu. (Merlin, Répertoire, Serment, § 2, art. 2, No. 6; Demolombe, IV, No. 475; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, p. 182; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 439; Laurent, III, No. 207; Huc, II, No. 291; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 175; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 58, 59; Contra: Carpentier, Traité, I, No. 20; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1214; Planiol et Ripert, II, No. 576; Baudry et Chauveau, III, No. 118).

**12.** Reclamantul care nu se prezintă, fără just motiv, înaintea tribunalului, în procesul său de divorț, se consideră că a renunțat la acțiunea sa și va trebui să reînceapă procesul de la început; el nu are dreptul să facă apel la Curtea de Apel, de cât atunci când ar fi lipsit la termenul fixat pentru pronunțarea hotărârei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 90, 91, 105, 106).



13. Dacă reclamantul nu se prezintă înaintea tribunalului din cauză de boală, care trebuie constatată, conform art. 218 din codul civil român, prin certificat medical, procesul de divorț se va amâna la un alt termen, când oricare ar fi mo-

tivul lipsei reclamantului, această lipsă aduce respingerea acțiunii sale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 91).

14. A se vedea: art. 212, 213 și 227 din codul civil, cu notele respective.

**Art. 225.** — În materie de despărțire de căsătorie părțile nu vor putea să se înfățișeze prin procuratori cari să pledeze<sup>1)</sup>. (Civ. 218, 220, 224, 231, 236, 237, 260, 276; Pr. civ. 94).

### Doctrină

1. Părțile nu se pot prezenta prin mandatar, în preluările de conciliațiune ce au loc înaintea președintelui tribunalului. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 196; Laurent, III, No. 238; Huc, II, No. 321; Vraye et Gode, I, No. 222; Carpentier, Traité, I, No. 105; II, No. 58; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1193, 1196; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 217, 218; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 78, 81, 85; Matei Cantacuzino, p. 700; Plastara, I, p. 327; V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 54).

2. Din articolele 218, 221, 225 cât și din întregul sistem al legii, rezultă că soții trebuie să se prezinte în persoană înaintea tribunalului, în materie de divorț.

(Nacu, I, p. 441; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 85, 86, 91; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 700).

3. Înaintea tribunalului, în materie de divorț, părțile se pot înfățișa însoțite de unul sau trei sfătuitori, cari pot fi avocați. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 86, 91, 94, 96; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 700).

4. În apel, părțile se pot prezenta prin mandatar, de oarece părțile trebuie să se prezinte în persoană numai înaintea primei instanțe. (Laurent, III, No. 247; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 106, nota 4).

5. Înaintea Curții de Casație, în materie de divorț, părțile se pot prezenta prin mandatar. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 85, 86, 112).

**Art. 226.** — Dacă pârîtul se va înfățișa în persoană, va putea propune observările sale atât asupra motivelor cererii cât și asupra actelor ce vor fi produse de reclamant și asupra martorilor numiți de reclamant. Pârîtul va numi pe martorii ce-și propune a înfățișa și asupra cărora reclamantul va face și el observațiunile sale. (Civ. 232 urm., 237 urm., 239; Pr. civ. 186; Civ. Fr. 239, 243).

*Text. fr. Art. 239.*<sup>2)</sup> (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886). — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 243.* — Si le défendeur comparait en personne ou par un fondé de pouvoir, il pourra proposer ou faire proposer ses observations, tant sur les motifs de la demande que sur les pièces produites par le demandeur et sur les témoins par lui nommés. Le défendeur nommera, de son côté, les témoins qu'il se propose de faire entendre, et sur lesquels le demandeur fera réciproquement ses observations.

1) Acest articol nu are echivalent în codul civil francez, el fiind adăugat de legiuitorul român.

## Doctrină.

1. Excepțiunea de incompetență a tribunalului civil de a judeca cererea de divorț, este relativă și trebuie pusă „în limine litis”. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 139; Vraye et Gode, I, No. 158; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1191; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 216, 217; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 67; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 555; Nacu, I, p. 440, 441).

2. După o părere, incompetența relativă a altui tribunal civil decât acel al domiciliului soților, trebuie ridicată înaintea președintelui tribunalului când este citat pârâtul. (Demolombe, IV, No. 447; Daloz, Rép., Suppl., Séparation de corps, No. 31, 32; Laurent, III, No. 219; Huc, II, No. 324; Vraye et Gode, I, No. 170; Carpentier, Traité, I, No. 112; II, No. 37; Baudry et Chauveau, III, No. 85, 86; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1191; Planiol et Ripert, II, No. 555; Colin et Capitant, ed.

4-a, I, p. 216, 217; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 67, 68).

3. S'a decis însă că dacă pârâtul face rezervă în privința competenței, înaintea președintelui tribunalului, el poate propune declinatorul de competență la începutul procedurii ce are loc înaintea tribunalului. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 139).

4. Deasemenea s'a decis că, dacă pârâtul nu s'a prezentat înaintea președintelui tribunalului el nu este decăzut din dreptul de a opune incompetența relativă. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 139; Carpentier, Traité, II, No. 37).

5. După o altă părere, chiar dacă se opune excepțiunea de incompetență relativă înaintea președintelui tribunalului, acesta nu poate statua asupra excepțiunii ci trimete pe părți înaintea tribunalului care urmează să o rezolve. (Daloz, Rép., Suppl., Séparation de corps, No. 33).

6. A se vedea: art. 224 din codul civil, cu notele respective.

**Art. 227.** — La a lor înfățișare se va întocmi proces-verbal despre spusele și observațiunile părților, precum asemenea și mărturisirile ce unul sau altul poate face.

Se va da cetire procesului-verbal persoanelor înfățișate, cari se vor îndatoră a-l subscrie, și se va face într'adins mențiune despre semnătura lor sau declarațiunea că n'au putut sau n'au voit să subscrie. (Civ. 238; Civ. Fr. 239, 244).

*Text. fr. Art. 239. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 244.* — Il sera dressé procès-verbal des comparutions, dires, et observations des parties, ainsi que des aveux que l'une ou l'autre pourra faire. Lecture de ce procès-verbal sera donnée aux dites parties, qui seront requises de le signer; et il sera fait mention expresse de leur signature, ou de leur déclaration de ne pouvoir ou ne vouloir signer.

## Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă* sub Cas. II, 339/1925, Jur. Gen. 1925, No. 1929.

## Doctrină.

1. Proba faptelor cari constituiesc o cauză de divorț, nu poate rezulta numai din mărturisirile soțului căruia aceste fapte îi sunt imputate. (Demolombe, IV,

No. 474; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 491, p. 181; Chauveau sur Carré, VI, Question 2981; Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 260; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 437; Laurent, III, No. 206; Huc, II, No. 289; Vraye et Gode, I, No. 176;



Carpentier, *Traité*, I, No. 17; II, No. 6; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1213; Planiol et Ripert, II, No. 575; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 224; Baudry et Chauveau, III, No. 116; Nacu, I, p. 443; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 57, 58, 90; Matei Cantacuzino, p. 701).

2. Când faptele alegate de unul dintre soți și cari constituiesc motivele divorțului, sunt pertinente, tribunalul poate ordona luarea unui interogator celui alt soț. (Demolombe, IV, No. 476; Dalloz, *Rép.*, Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 438; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 176; Carpentier, *Traité*, I, No. 21; Contra: Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure*, III, Question 1226; Bioche, *Dictionnaire de procédure*, Interrogatoire sur faits et articles, No. 3).

3. A se vedea: art. 224 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Art. 222 cod. civil dispune că după trei zile, tribunalul după referatul Președintelui sau judecătorului ce-i ține locul, și după concluziunile Ministerului Public,

va acorda sau va suspenda permisiunea de a se face citațiuni părților, iar art. 227 din acelaș cod prescrie că procesul verbal de constatare a spuselor, observațiilor și mărturisirilor făcute de părți la înfățișarea lor înaintea Tribunalului va fi scris de persoanele prezente;

Dispozițiunile acestor texte nu sunt prescise sub pedeapsă de nulitate;

În deciziunea atacată cu recurs, instanța de fond constată că cerințele art. 222 cod. civil sunt satisfăcute, iar că la înfățișarea înaintea Tribunalului nu s'a prezentat decât reclamantul;

Chiar dacă susținerile recurente, că dispozițiunile art. 222 și 227 c. civ. nu au fost respectate, ar fi întemeiate, încă aceasta nu poate atrage casarea hotărârei de divorț, întrucât prescripțiunile din menționatele texte de lege nu sunt sancționate cu pedeapsa nulității și întrucât înaintea Curții de Apel recurenta nici măcar nu a ales că din singura neîndeplinire a acestor formalități i s'ar fi adus vre-o vătămare;

Că, dar, motivele de casare nefiind fondate, recursul urmează a se respinge. (Cas. S. II, Dec. civ. No. 339 din 925, Jur. Gen. 1925 No. 1929).

**Art. 228.** — Tribunalul va soroci părțile pentru audiență publică a cărei zi și oră o va fixa; va ordona a se comunica lucrările ministerului public <sup>1)</sup> și va numi un raportor. (Civ. 220, 229, 230, 231; Pr. civ. 78, 81, 86, 96, 99; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 239, 245).

*Text. fr. Art. 239. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 245.* — Le tribunal renverra les parties à l'audience publique, dont il fixera le jour et l'heure; il ordonnera la communication de la procédure au ministère public, et commettra un rapporteur. Dans le cas où le défendeur n'aurait pas comparu, le demandeur sera tenu de lui faire signifier l'ordonnance du tribunal, dans le délai qu'elle aura déterminé.

### Doctrină.

1. Articolul 228 din codul civil român, diferă de articolul corespunzător din codul civil francez, de oarece nu se cere

ca în caz de lipsa părâtului să i se comunice acestuia copia de pe ordonanța tribunalului prin care s'a dispus chemarea părților. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 92).

**Art. 229.** — La ziua și ora hotărâtă, asupra raportului judecătorului raportor, după ce se va asculta ministerul public <sup>2)</sup>, tri-

1, 2) A se vedea nota de sub textul art. 221 Cod. civ.

bunalul va hotărî mai întâiu asupra neadmiterii cererii de despărțenie, de va fi fost propusă.

Când motivele neadmiterii se vor găsi temeinice, cererea de despărțenie se va respinge; în cazul contrariu, sau de nu se va fi făcut propunerea de neadmitere, cererea de despărțenie se va admite. (Civ. 221, 230 urm.; Pr. civ. 99; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 239, 246).

*Text. fr. Art. 239. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886). — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.*

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 246. — Au jour et à l'heure indiqués sur le rapport du juge commis, le ministère public entendu, le tribunal statuera d'abord sur les fins de non-recevoir, s'il en a été proposé. En cas qu'elles soient trouvées concluantes, la demande en divorce sera rejetée: dans le cas contraire, ou s'il n'a pas été proposé de fins de non-recevoir, la demande en divorce sera admise.*

### Bibliografie (continuare).

SION FLORIN, *Notă sub Cas. II, 434 din 9 Oct. 1923, Pand. Rom. 1925, I, 73.*

#### Doctrină.

1. Termenul prevăzut de art. 228 și 229 din codul civil român, nu mai trebuie să fie de 30 zile ca cel prevăzut de art. 223 din acelaș cod. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 93).

2. Admiterea în principiu sau respingerea acțiunii de divorț, are loc în ședință publică. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 93).

3. Admiterea în principiu a acțiunii de divorț este apelabilă conform art. 244 din codul civil român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 93, 103; Matei Cantacuzino, p. 701).

4. Motivele de neadmitere a acțiunii de divorț, cum ar fi împăcarea soților, lipsa unei cauze legale de divorț, etc., prevăzute de art. 229 din codul civil ro-

mân, afară de incompetența tribunalului, pot fi propuse în orice stare s'ar găsi procesul și chiar pentru prima oară în apel. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 93; Contra: Laurent, III, No. 231).

5. Nu poate constitui un motiv de casare, violarea dispozițiilor art. 228 și 229 din codul civil român, dacă nu s'a făcut în această privință nici o obiecțiune înaintea instanței de fond. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 93, nota 2).

6. A se vedea: art. 224 și 226 din codul civil, cu notele respective.

#### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 218, notele 1 și 2.

**Art. 230.** — Indată după admiterea cererii de despărțenie, asupra raportului judecătorului raportor, ascultându-se și ministerul public <sup>1)</sup>, tribunalul va hotărî asupra fondului, dacă va găsi cauza în stare de a fi judecată; la din contră, va admite pe reclamant a dovedi faptele, pe care 'și fondează arătările și pe pârît a dovedi contrariul. (Civ. 211 urm., 229, 231 urm.; Pr. civ. 91, 99; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 239, 247).

1) A se vedea nota de sub textul art. 221 Cod. civ.



*Text. fr. Art. 239 (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 247.* — Immédiatement après l'admission de la demande en divorce, sur le rapport du juge commis, le ministère public entendu, le tribunal statuera au fond. Il fera droit à la demande, si elle lui paraît en état d'être jugée; sinon, il admettra le demandeur à la preuve des faits pertinents par lui allégués, et le défendeur à la preuve contraire.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă sub Trib. civil Tarascon 9 Maiu 1921, Jur. Gen. 1925, No. 85.*

### Doctrină.

1. După admiterea în principiu a acțiunii de divorț și dacă tribunalul va găsi cauza în stare de a fi judecată, va hotărî asupra fondului, în aceeași ședință, admitând sau respingând acțiunea; în caz contrar va amâna cauza pentru ca reclamantul să-și dovedească acțiunea, în ședință secretă, iar pârâtul să combată dovezile reclamantului. (Alexan-

dresco. ed. 2-a, II, p. 93, 94; Matei Cantacuzino, p. 701).

2. A se vedea: art. 224 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 212, nota 4.

**Art. 231.** — Asupra fiecărui act al pricinei, părțile după raportul judecătorului, și mai înainte de a vorbi ministerul public <sup>1)</sup>, pot propune contestațiunile lor, mai întâi asupra motivelor de admitere și apoi asupra fondului, dar în nici un caz azistentul reclamantului nu va fi admis, dacă reclamantul însuși nu se va înfățișa în persoană. (Civ. 225, 229, 232 urm. ; Civ. Fr. 239, 248).

*Text. fr. Art. 239 (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 248.* — A chaque acte de la cause, les parties pourront, après le rapport du juge, et avant que le ministère public ait pris la parole, proposer ou faire proposer leurs moyens respectifs, d'abord sur les fins de non-recevoir, et ensuite sur le fond; mais en aucun cas le conseil du demandeur ne sera admis, si le demandeur n'est pas comparant en personne.

1) A se vedea nota de sub textul art. 221 Cod. civ.

**Doctrină.**

1. Potrivit dispozițiilor art. 231 din codul civil român, dacă părțile lipsesc, sfătuitoarii lor nu pot face nici o propu-

nere în acțiunea de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 94).

2. A se vedea: art. 224 din codul civil cu notele respective.

**Art. 232.** — Îndată ce se va pronunța hotărîrea care va ordona a se face cercetări, grefierul tribunalului va ceti partea procesului-verbal care conține numele martorilor propuși, și pe cari părțile au cerut a fi ascultați.

Părțile vor fi vestite de către președinte că mai pot propune și alți martori; însă, că după aceasta nu vor mai putea fi primite a mai face și alte propuneri. (Civ. 221, 224, 226 urm., 233, 234, 235 urm., 239; Civ. Fr. 239, 249).

*Text. fr. Art. 239. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, et tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs, édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 249.* — Aussitôt après la prononciation du jugement qui ordonnera les enquêtes, le greffier du tribunal donnera lecture de la partie du procès-verbal qui contient la nomination déjà faite des témoins que les parties se proposent de faire entendre. Elles seront averties par le président, qu'elles peuvent encore en désigner d'autres, mais qu'après ce moment elles n'y seront plus reçues.

**Doctrină.**

1. Articolul 232 din codul civil român, dispune ca președintele ședinței să vestească pe părți că au dreptul a propune pentru ultima oară și alți martori. (Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 94; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 701).

**Jurisprudență**

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Nici un text de lege nu oprește, ca atunci când s'a admis în principiu proba cu martori, dacă unul dintre martori a murit înainte de a fi ascultat, pentru ca să nu se mai poată propune un altul. (Trib. Botoșani, Jurnal 8336 din 21 Octombrie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2166).

**Art. 233.** — Părțile vor face propunerile lor îndată în contra acelor marturi ce vor voi a se depărta. Tribunalul va hotărî asupra acestor propuneri, după ce va ascultă pe ministerul public <sup>1)</sup>. (Civ. 226, 232, 234 urm.; Leg. 29 Octomv. 77; Civ. Fr. 239, 250).

*Text. fr. Art. 239. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

1) A se vedea nota de sub textul art. 221 Cod. civ.



Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 250.* — Les parties proposeront de suite leurs reproches respectifs contre les témoins qu'elles voudront écarter. Le tribunal statuera sur ces reproches, après avoir entendu le ministère public.

### Doctrină

1. Cu toate că art. 233 din codul civil român, arată că părțile sunt obligate să facă propunerile lor de îndată în contra martorilor ce vor voi a se îndepărta, chiar dacă nu au făcut aceste propuneri

atunci, depunerile acestor martori pot fi discutate mai târziu și chiar în apel pentru prima oară, dacă părțile dovedesc că nu au cunoscut motivele de îndepărtare atunci când ele erau obligate să facă opunerile lor. (Laurent, III, No. 235; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 95).

**Art. 234.** — Rudele părților, afară de copii și descendenți, nu pot fi respinși ca martori, sub cuvânt de rudenie, precum asemenea nici slugile căsătoriților, sub cuvânt că sunt slugi; dar tribunalul va judecă și va aprecia după împrejurări depunerile rudelor și ale slugilor. (Civ. 224, 232 urm.; Pr. civ. 191, 192; Civ. Fr. 245, 251).

*Text. fr. Art. 245. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — Lorsqu'il y a lieu à enquête, elle est faite conformément aux dispositions des articles 252 et suivants du Code de procédure civile.

Les parents, à l'exception des descendants, et les domestiques des époux peuvent être entendus comme témoins.

*Text. fr. Art. 251.* — Les parents des parties, à l'exception de leurs enfants et descendants, ne sont pas reprochables du chef de la parenté, non plus que les domestiques des époux, en raison de cette qualité; mais le tribunal aura tel égard que de raison aux dépositions des parents et des domestiques.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Adopțiune 3, 4.	Incapacitate 9.
Afini 5, 7.	Marturi 1 urm.
Apreciere suverană 10.	Minori 8.
Căsătorie anterioară 2.	Noră 6.
Copii 1, 2, 3, 6.	Ordine publică 9.
Copii adoptivi 3, 4.	Rude 1, 5, 7.
Copii minori 8.	Servitori 1.
Copii naturali 3.	Soți 5, 6.
Descendenți 1, 2, 3, 5, 9.	Suverană apreciere 10.
Genere 6.	Tată 4.

### Doctrină.

1. Spree deosebire de materiile de drept comun, în materie de divorț, toate rudele, cu excepțiunea copiilor și descendenților, pot fi audiate ca martori; de asemenea pot fi audiați și servitorii părților. (Demolombe, IV, No. 480; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 422, 429; Laurent, III, No. 235; Huc, II, No. 374; Carpentier, Traité, I, No. 154; II, No. 116; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1212; Planiol et Ripert, II, No. 573; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 224; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 99; Matei Cantacuzino, p. 701; Plastara, I, p. 327).

2. Dispoziția care oprește pe copii și descendenți de a fi audiați ca martori în materie de divorț, este aplicabilă nu nu-

mai copiilor și descendenților comuni și copiilor și descendenților din o căsătorie anterioară. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 424; Laurent, III, No. 234; Huc, II, No. 375; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 276; Carpentier, Traité, I, No. 154; Baudry et Chauveau, III, No. 130; Nacu, I, p. 443; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 100; Contra: Demolombe, IV, No. 480 bis).

3. Dispoziția care oprește pe copii și descendenți de a fi ascultați ca martori în materie de divorț, este aplicabilă și copiilor naturali recunoscuți, copiilor adoptivi și descendenților lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 425; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 277 urm.; Laurent, III, No. 234; Huc, II, No. 375; Carpentier, Traité, I, No. 154; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 573; Nacu, I, p. 443; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 100).

4. Copiul adoptiv poate fi ascultat ca martor într'un proces de divorț în care este parte, tatăl părintelui adoptiv al martorului. (Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 246; Huc, II, No. 375; Vraye et Gode, I, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 100).

5. Rudele, afinii și soții descendenților

nu pot fi ascultați ca martori în acțiunile de divorț. (Daloz, Rép., Suppl., No. 426; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 279; Baudry et Chauveau, III, No. 130; Contra: Planiol et Ripert, II, No. 573).

**6.** Soții copiilor celor cari se judecă în o acțiune de divorț, nu pot fi audiați ca martori. (Daloz, Rép., Suppl., No. 426; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 279; Baudry et Chauveau, III, No. 130; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 224; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 99; Contra: Planiol et Ripert, II, No. 573).

**7.** Intru'cât în materie de divorț, rudele unuia dintre soți sunt admise a fi audiate ca martori, cu atât mai mult sunt admiși afinii lor. (Laurent, III, No. 234; Huc, II, No. 375; Carpentier, Traité, I, No. 154; Vraye et Gode, I, No. 285 urm.; Baudry et Chauveau, III, No. 130; Ale-

xandresco, ed. 2-a, II, p. 99; Plastara, I, p. 327).

**8.** Copiii minori sunt admiși ca martori în acțiunile de divorț. (Plastara, I, p. 327).

**9.** Descendenții părților sunt incapabili de a fi ascultați ca martori în materie de divorț, prin urmare tribunalul trebuie să înlăture din oficiu mărturisirile lor. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 430; Huc, II, No. 374; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 286; Carpentier, Traité, II, No. 116; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1212; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 101).

**10.** Tribunalele apreciază în mod suveran valoarea depunerilor martorilor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VIII, § 761, p. 297; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 98, 99, 100).

**11.** A se vedea: art. 224 din codul civil cu notele respective.

**Art. 235.** — Orice hotărîre care ar admite vre-o dovadă testimonială va denumi pe martorii ce urmează a fi ascultați, și va hotărî ziua și ora în cari părțile sunt datoare a-i aduce la tribunal. (Civ. 224, 226, 232, 234, 236 urm.; Pr. civ. 186, 187; Civ. Fr. 245, 252).

*Text. fr. Art. 245. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — Lorsqu'il y a lieu à enquête, elle est faite conformément aux dispositions des articles 252 et suivants du Code de procédure civile.

Les parents, à l'exception des descendants, et les domestiques des époux peuvent être entendus comme témoins.

*Text. fr. Art. 252.* — Tout jugement qui admettra une preuve testimoniale, dénommera les témoins qui seront entendus, et déterminera le jour et l'heure auxquels les parties devront les présenter.

### Doctrină.

**1.** Deși art. 235 din codul civil român arată că părțile sunt datoare a aduce martorii la tribunal, însă în această materie dispozițiile art. 188 și 189 din codul de procedură civilă română își găsesc aplicațiunea așa în cât dacă martorii lipsesc, ei vor fi amendați și aduși prin

mandate de aducere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 95).

**2.** După ce tribunalul a admis ca să se dovedească prin martori, faptele cari constituiesc motive de divorț, partea care a propus această dovadă, poate renunța la ea. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 434).

**Art. 236.** — Depunerile martorilor se vor primi la tribunal în ședință secretă de față cu ministerul public <sup>1)</sup>, cu părțile, sfatuitorii sau amicii lor, până la numărul de 3 din fiecare parte. (Civ. 224, 237; Pr. civ. 100, 194 urm.; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 239, 253, 254).

*Text. fr. Art. 239, al 1, 4. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu. (alineatul 1).

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos. (alineatul 4).

*Text. fr. Art. 253.* — Les dépositions des témoins seront reçues par le tribunal séant à huis clos, en présence du ministère public, des parties, et de leurs conseils ou amis, jusqu'au nombre de trois de chaque côté.

<sup>1)</sup> Conform art. 2 al legii din 29 Octomvrie 1877 asupra atribuțiunilor ministerului public, prezența sa la ședință, în această materie, nu mai este necesară. A se vedea și art. 31. Proc. civilă.



*Text. fr. Art. 254. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — Lorsqu'il y a lieu à enquête, elle est faite conformément aux dispositions des articles 252 et suivants du Code de procédure civile.

Les parents, à l'exception des descendants, et les domestiques des époux peuvent être entendus comme témoins.

### Doctrină.

1. Depunerile martorilor, în materie de divorț, trebuiesc făcute în ședință secretă și jurnalul tribunalului sau curții trebuie să conție mențiunea că aceste depuneri au avut loc în ședință secretă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 96, text și nota 1).

2. Când martorii au reședința îndepărtată de tribunal, ei pot fi ascuțați prin comisiune rogatorie. (Laurent, III,

No. 236; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 97).

3. Deși art. 224 vorbește de un singur sfătuitor, părțile (reclamantul și pârâtul) pot să fie însoțite de trei sfătuitori după cum arată art. 236 din codul civil român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 87, 90, 91, 94, 96).

4. Dacă reclamantul lipsește, martorii nu se vor mai asculta și acțiunea de divorț se va respinge. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 96).

**Art. 237.** — Părțile, prin sine sau prin organul sfătuitorilor, pot face martorilor observațiunile și interpelațiunile ce vor găsi de cuviință, fără însă ca să-i întrerupă în cursul depunerilor ce au a face. (Civ. 226, 228 urm., 233, 238 urm.; Pr. civ. 199; Civ. Fr. 245, 254).

*Text. fr. Art. 245. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — Lorsqu'il y a lieu à enquête elle est faite conformément aux dispositions des articles 252 et suivants du Code de procédure civile.

Les parents, à l'exception des descendants, et les domestiques des époux peuvent être entendus comme témoins.

*Text. fr. Art. 254.* — Les parties, par elles ou par leurs conseils, pourront faire aux témoins telles observations et interpellations qu'elles jugeront à propos, sans pouvoir néanmoins les interrompre dans le cours de leurs dépositions.

### Doctrină.

1. Părțile pot întreba pe martori asupra împrejurărilor caracteristice în care s'au comis faptele imputate unuia dintre soți, pentru ca tribunalul să poată deduce din aceste fapte, consecințele juridice. (Daloz, Rép., Suppl., Séparation de corps, No. 94; Comp.: Carpentier,

Traité, I, No. 145; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 94).

2. Martorii ceruți și admiși ca probă și contra probă, vor fi ascuțați numai asupra faptelor cari au fost recunoscute de tribunal ca pertinente și cari au fost admise de tribunal ca constituind motive de divorț. (Huc, II, No. 374; Carpentier, Traité, I, No. 145).

**Art. 238.** — Fiecare depunere se va face înscris, precum asemenea și toate zisele și observațiunile ce se vor face asupra acelor depuneri.

Procesul-verbal al cercetărei se va citi atât martorilor cât și părților; și unii și alții vor fi datori a-l subscrie. Se va face mențiune despre subscrierea lor, sau despre a lor declarare că nu pot sau nu voesc a subscrie. (Civ. 227, 236, 237; Pr. civ. 198 urm.; Civ. Fr. 245, 255).

*Text. fr. Art. 245. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — Lorsqu'il y a lieu à enquête, elle est faite conformément aux dispositions des articles 252 et suivants du Code de procédure civile.

Les parents, à l'exception des descendants, et les domestiques des époux peuvent être entendus comme témoins.

*Text. fr. Art. 255.* — Chaque déposition sera rédigée par écrit ainsi que les dires et observations auxquels elle aura donné lieu. Le procès-verbal d'enquête sera lu tant aux témoins qu'aux parties: les uns et les autres seront requis de le signer; et il sera fait mention de leur signature ou de leur déclaration qu'ils ne peuvent ou ne veulent signer.

### Doctrină.

1. Martorii, înainte de a-și face depozitiile, vor presta jurământul cerut de art. 196 pr. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 97).

2. Contrar dispozițiilor art. 200 din

codul de procedură civilă română, cetirea depozitiei în auzul martorilor cât și subscrierea acestor depuneri de către ei, nu sunt prevăzute sub pedeapsă de nulitate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 96, 97).

**Art. 239.** — După săvârșirea celor două cercetări sau a celei cerute de reclamant, dacă pârîtul nu a adus martori, tribunalul va soroci părțile pentru ședința publică a cărei zi și oră o va determina. Va ordona a se comunica lucrările ministerului public<sup>1)</sup> și va numi un raportor.

Ordonanța de sorocire se va notifica pârîtului în termenul ce se va hotărî prin acea ordonanță. (Civ. 220 urm., 223 urm., 228 urm., 240; Pr. civ. 81; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 239, 256).

*Text. fr. Art. 239. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 256.* — Après la clôture des deux enquêtes ou de celle du demandeur, si le défendeur n'a pas produit de témoins, le tribunal renverra les parties à l'audience publique, dont il indiquera le jour et l'heure; il ordonnera la communication de la procédure au ministère public, et commettra un rapporteur. Cette ordonnance sera signifiée au défendeur, à la requête du demandeur dans le délai quelle aura déterminé.

### Doctrină.

1. După dispozițiile art. 239 din codul civil român, martorii vor fi ascultați într'un singur termen sau în două termene. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 101; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 701).

2. Nefacerea raportului prevăzut de art. 239 și 240 din codul civil român, nu atrage vre-o nulitate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 102).

3. Chiar dacă soțul pârât a fost prezent la înfățișare, trebuie să se comunice copia de pe ordonanță. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 102).

4. Este valabilă comunicarea ordonanței prevăzută de art. 239 din codul civil român, chiar și peste termenul prevăzut într'însa, de oarece nu se prescrie vre-o nulitate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 102, nota 1).

**Art. 240.** — La ziua hotărîită pentru judecata definitivă se va da cetire raportului de către judecătorul însărcinat cu el. Părțile

1) A se vedea nota de sub textul art. 221 Cod. civ.



vor putea mai la urmă face prin ele înșile toate observațiunile ce vor socoti folositoare pricinii lor. După aceasta ministerul public va lua concluziunile sale<sup>1)</sup>.

Hotărîrea definitivă se va pronunța în ședință publică. (Civ. 238, 239; Pr. civ. 118; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 239, 257, 258).

*Text. fr. Art. 239. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886). — La cause est instruite et jugée dans la forme ordinaire, le ministère public entendu.*

Le demandeur peut, en tout état de cause, transformer sa demande en divorce en demande en séparation de corps.

Les demandes reconventionnelles en divorce peuvent être introduites par un simple acte de conclusions.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos.

La reproduction des débats par la voie de la presse, dans les instances en divorce, est interdite, sous peine de l'amende de 100 à 2000 francs édictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

*Text. fr. Art. 257. — Au jour fixé pour le jugement définitif, le rapport sera fait par le juge commis: les parties pourront ensuite faire, par elles-mêmes ou par l'organe de leurs conseil, telles observations qu'elles jugeront utiles à leur cause; après quoi le ministère public donnera ses conclusions.*

*Text. fr. Art. 258. — Le jugement définitif sera prononcé publiquement: lorsqu'il admettra le divorce, le demandeur sera autorisé à se retirer devant l'officier de l'état civil pour le faire prononcer.*

### Doctrină.

1. La judecarea procesului în fond și la pronunțarea hotărârii de divorț, ca și la celelalte termene înaintea tribunalului, părțile se pot prezenta însoțite de sfătuitoari. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 101, nota 3, 102).
2. Observațiile părinților și ale sfătuitoarilor lor se fac în ședință secretă și numai pronunțarea sentinței are loc în ședință publică. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 102).
3. Cheltuelile procesului de divorț trebuie să puse în sarcina părții care pierde procesul, însă tribunalul poate compensa cheltuelile în totul sau în parte, luând în considerație că procesul se debate între soți. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 461).
4. Execuțiunea provizorie a hotărârilor, este inadmisibilă în materie de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 104).
5. Prin aplicațiunea principiilor generale de procedură civilă, hotărârea de divorț trebuie să fie motivată. (Daloz, Rép., Suppl., Séparation de corps, No. 100).
6. După o părere, hotărârile tribuna-

lului date în lipsa uneia dintre părți se pronunță cu dreptul de opoziție pentru partea care a lipsit. (Nacu, I, p. 444).

7. După o altă părere, sentințele tribunalelor pronunțate în materie de divorț, în lipsa unuia dintre soți, nu sunt supuse opozițiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 43, 109; Matei Cantacuzino, p. 701; Comp.: Laurent, III, No. 229, 245; Carpentier, Traité, I, No. 21; Baudry et Chauveau, III, No. 158).

8. A se vedea: art. 224 urm., din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Acțiunile de divorț își au procedura lor specială, încât este inadmisibilă conexarea acțiunii soției, care este încă în faza conciliațiunii, la Președintele Tribunalului în camera de consiliu, cu acțiunea soțului, care este pendinte în ședință publică, urmând a se pronunța despărțenia. (T. Tecuciu 62 din 27 Iunie 1924, Curier jud. 41/1925, Justiția (Craiova) 4/1925).

**Art. 241.** — Când cererea de despărțenie se va fi făcut pentru motiv de violență, asprime sau înjurii grave, chiar după ce toate vor fi bine constatate, judecătorii au facultatea de a nu admite îndată despărțenia. În acest caz mai înainte de a hotărî, vor au-

<sup>1)</sup> A se vedea nota de sub textul art. 22; Cod. civ.

toriză pe femei a părăsi locuința bărbatului său, fără a fi datoare să-l primească la dânsa, dacă ea nu va voi; și vor condamna pe bărbat a-i plăti o pensiu de întreținere în proporțiune cu mijloacele sale, dacă femeia însăși nu va avea venituri îndestulătoare pentru susținerea trebuințelor sale. (Civ. 93, 190, 196, 212, 242, 250; Pr. civ. 408, 409; Civ. Fr. 246, 259).

*Text. fr. Art. 246. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — Lorsque la demande en divorce a été formée pour toute autre cause que celle qui est prévue par l'article 232, le tribunal, encore que cette demande soit bien établie, peut ne pas prononcer immédiatement le divorce.

Dans ce cas, il maintient ou prescrit l'habitation séparée et les mesures provisoires, pendant un délai qui ne peut excéder six mois.

Après le délai fixé par le tribunal, si les époux ne se sont pas réconciliés, chacun d'eux peut faire citer l'autre à comparaître devant le tribunal, dans le délai de la loi, pour entendre prononcer le jugement de divorce.

*Text. fr. Art. 259.* — Lorsque la demande en divorce aura été formée pour cause d'excès, de sévices ou d'injures graves, encore qu'elle soit bien établie, les juges pourront ne pas admettre immédiatement le divorce. Dans ce cas, avant de faire droit, ils autoriseront la femme à quitter la compagnie de son mari, sans être tenue de le recevoir, si elle ne le juge à propos; et ils condamneront le mari à lui payer une pension alimentaire proportionnée à ses facultés, si la femme n'a pas elle-même des revenus suffisants pour fournir à ses besoins.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune dovedită 3.	Excese 2.
Acțiune reconvențională 10 bis.	Femei 5, 6.
Adulter 1.	Hotărâre 3, 8, 8 bis, 9, 10.
An de încercare 1 urm.	Impăcare 3.
Apel 9-12	Lipsa părâtului 7, 8.
Aprecieri suverană 4.	Motive de divorț 1.
Asprime 2.	Muncă silnică 1.
Autorizație 6.	Notificare 8 bis.
Bărbat 5.	Opoziție 8.
Cerere reconvențională 10 bis.	Părăsirea domic. conjugal 6.
Comunicare 8 bis.	Părât 7, 8.
Condemnare 1.	Recluziune 1.
Cruzime 2.	Reconvențională acțiune 10 bis.
Curgerea termin. 8 bis.	Suverană apreciere 4.
Curte de Apel 11, 12.	Tribunal 11, 12.
Domiciliu conjugal 6.	Violență 2.
Dovedită acțiune 3.	Vrăjmașie 1.

## Doctrină.

1. Termenul de încercare nu poate fi pronunțat de către tribunal de cât atunci când divorțul a fost cerut pentru motivele arătate în art. 246 c. civ. fr. (241 c. civ. rom.) iar nu și în cazul când divorțul a fost cerut pentru motivul că unul dintre soți a fost condamnat la munca silnică sau recluziune, iar în dreptul român și pentru cazul de adulter sau vrăjmașia vieții. (Duranton, II, No. 610; Demolombe. IV, No. 486; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 443; Laurent, III, No. 243; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 225; Nacu, I, p. 438; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 38, 41; Comp.: Plastara, I. p. 331, nota 1).

2. Articolul 241 din codul civil român, întrebuințează cuvintele: violență și asprime cari sunt sinonime cuvintelor: excese și cruzimi, prevăzute în art. 212 c. civ. român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 38).

3. Termenul de încercare nu poate fi pronunțat de cât atunci când faptele cari constituiesc motive de divorț, sunt bine constatate și tribunalul trebuia să admită cererea; cererea de despărțenie trebuind să fie neapărat admisă la expirarea termenului, în cazul când soții nu s'ar împăca. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 443; Vraye et Gode, I, No. 296; Huc, II, No. 378; Carpentier, Traité, II, No. 117; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 225; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 38; Matei Cantacuzino, p. 701).

4. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă este cazul să ordone anul de încercare. (Alexandresco, ed. 2-a, p. 38).

5. Dispozițiile art. 241 și 242 c. civ., român sun aplicabile atât în cazul când femeia cere despărțenia cât și în cazul când bărbatul o cere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 40).

6. Art. 241 din codul civil român este în contradicție cu art. 250 din același cod în ceea ce privește părăsirea domiciliului conjugal de către femei, de oarece în primul articol se arată că tribunalul autorizează pe femei să părăsească domiciliul conjugal pe când art. 250 permite femeii să părăsească acest domiciliu



fără nici o autorizație. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 39, 40).

7. Termenul de încercare poate fi dat de către tribunal, chiar în lipsa pârâtului. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 447; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 294).

8. Hotărârea care acordă anul de încercare nu este supusă opoziției când se pronunță în absența soțului pârât. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 42, 43; Contra: Huc, II, No. 378).

8 bis. Hotărârea care acordă anul de încercare, nu trebuie comunicată. Termenul curge de la pronunțare. (Planiol et Ripert, II, No. 568).

9. Hotărârea care ordonă termenul de încercare, în materie de divorț, nu poate fi apelată. (Carpentier, Traité, I, No. 124; Baudry et Chauveau, III, No. 147; Planiol et Ripert, II, No. 568; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 225; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 42; Matei Cantacuzino, p. 702).

10. După o altă părere, hotărârea care pronunță termenul de încercare este susceptibilă de apel. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 452; Laurent, III, No. 246; Huc, II, No. 378; Vraye et Gode, I, No. 302; Nacu, I, p. 448).

10 bis. În timpul anului de încercare, nu se poate introduce o cerere reconvențională de divorț. (Planiol et Ripert, II, No. 568).

11. Dreptul de a da un termen de încercare, aparține numai tribunalului iar nu și Curții de Apel. (Carpentier, Traité, I, No. 181; Baudry et Chauveau, III, No. 147; Planiol et Ripert, II, No. 568; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 225).

12. După o altă părere acest drept aparține și Curții de Apel însă cu condițiunea că tribunalul să nu fi uzat de acest drept. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 451; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 301; Huc, II, No. 301; Huc, II, No. 378; Nacu, I, p. 448).

**Art. 242.** — După un an de cercare, dacă părțile nu vor reveni la împreună viață, soțul reclamant poate face a se cită celălalt soț înaintea tribunalului în termenul prescris de lege, pentru a ascultă definitivă hotărâre, care atunci va admite despărțenia. (Civ. 241; Pr. civ. 74, 75, 78; Civ. Fr. 246, 260).

*Text. fr. Art. 246. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — Lorsque la demande en divorce a été formée pour toute autre cause que celle qui est prévue par l'article 232, le tribunal, encore que cette demande soit bien établie, peut ne pas prononcer immédiatement le divorce.

Dans ce cas, il maintient ou prescrit l'habitation séparée et les mesures provisoires, pendant un délai qui ne peut excéder six mois.

Après le délai fixé par le tribunal, si les époux ne se sont pas réconciliés, chacun d'eux peut faire citer l'autre à comparaître devant le tribunal, dans le délai de la loi, pour entendre prononcer le jugement de divorce.

*Text. fr. Art. 260.* — Après une année d'épreuve, si les parties ne se sont pas réunies, l'époux demandeur pourra faire citer l'autre époux à comparaître au tribunal, dans les délais de la loi, y entendre prononcer le jugement définitif, qui pour lors admettra le divorce.

### Doctrină.

1. Procedura divorțului nu poate începe cât timp nu a expirat termenul de încercare pronunțat de către tribunal. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 450).

2. După expirarea termenului de încercare, dacă soții nu s'au împăcat, soțul reclamant, poate cere fixarea unui termen pentru ca tribunalul să pronunțe în mod obligator sentința de divorț, fără a se mai desbata procesul. (Beudant, II, No. 409; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 454, 455; Lau-

rent, III, No. 243; Huc, II, No. 378; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 296; Carpentier, Traité, II, No. 117; Baudry et Chauveau, III, No. 145; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 225; Nacu, I, p. 439; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 40; Matei Cantacuzino, p. 701; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 567).

3. Soțul pârât are dreptul să opue, după expirarea termenului și citarea sa, împăcarea ce a urmat între el și soțul reclamant în timpul termenului de încercare. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 455).

4. Dacă după expirarea termenului de încercare, nu se cere fixarea unui termen

instanța de divorț se poate perima. (Dal-loz. Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 450).

5. Deși art. 242 din codul civil român, vorbește de: „hotărâre definitivă”, acea-

stă hotărâre, care se pronunță de tribu-nal după trecerea anului de încercare, fără ca soții să se fi împăcat, este supusă apelului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 40, 41).

**Art. 243.** — Când despărțenia se va cere pentru cuvântul că unul din soți se află condamnat la osânda muncii silnice sau a reclusiunii, singurele formalități de observat constă: a înfățișa tribunalului de prima instanță o copie legalizată după hotărîrea prin care s'a condamnat, cu un certificat dela curtea cu jurați, care să constate că acea hotărîre nu mai poate fi atacată prin nici o cale legală. (Civ. 213, 217; C. p. 7; Pr. pen. 226, 396, 450 urm.; Civ. Fr. 261).

*Text. fr. Art. 261.* — Lorsque le divorce sera demandé par la raison qu'un des époux est condamné à une peine infamante, les seules formalités à observer consisteront à présenter au tribunal de première instance une expédition en bonne forme du jugement de condamnation, avec un certificat de la cour d'assises, portant que ce même jugement n'est plus susceptible d'être réformé par aucune voie légale.

#### Bibliografie (continuare).

VERMEULEN H. JEAN, *Notă sub Cas. belg. s. I, 4 Iunie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 24.*

#### Doctrină.

1. A se vedea: art. 213 și 217 din codul civil cu notele respective.

**Art. 244.** — În caz de a se face apel în contra sentinței de admisiune, sau a judecăței definitive date de tribunalul de prima instanță în materie de despărțenie, cauza se va cercetă și se va judecă de urgență de către curtea apelativă. (Civ. 229, 240, 245 urm.; Pr. civ. 78, 316, 326; Civ. Fr. 248, 262).

*Text. fr. Art. 248. (Modificat prin legile din 18 Aprilie 1886 și din 6 Februarie 1893).* — L'appel est recevable pour les jugements contradictoires, dans les délais fixés par les articles 443 et suivants du Code de procédure civile.

S'il s'agit d'un jugement par défaut, le délai ne commence à courir qu'à partir du jour où l'opposition n'est plus recevable.

En cas d'appel, la cause s'instruit à l'audience ordinaire comme affaire urgente.

Les demandes reconventionnelles peuvent se produire en appel, sans être considérées comme demandes nouvelles.

Le délai pour se pourvoir en cassation court du jour de la signification à partie, pour les arrêts contradictoires, et, pour les arrêts par défaut du jour où l'opposition n'est plus recevable.

Le pourvoi est suspensif en matière de divorce et en matière de séparation de corps.

*Text. fr. Art. 262.* — En cas d'appel du jugement d'admission ou du jugement définitif, rendu par le tribunal de première instance en matière de divorce, la cause sera instruite et jugée par la cour royale comme affaire urgente.



## Bibliografie (continuare).

- BENIȘACHE C. REMUS, *Notă* sub C. Apel Constanța, Jurnal 122 din 10 Iulie 1919, Pand. Rom. 1925, II, 37;  
 SION FLORIN, *Notă* sub Cas. II, 434 din 9 Oct. 1923, Pand. Rom. 1925, I, 73.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Admitere în principiu 2.	Ordine publică 11.
Apel 1 urm.	Părat 8.
Cauză 9.	Probe 7.
Cod de procedură civilă 5.	Procedură civilă 5.
Dezistare, a se vedea cu- vântul: „Renunțare” și 1, 11, 12.	Procedură excepțională 4.
Dovezi 7.	Procurator 6.
Expertiză 7.	Reclamant 1, 9.
Fapte noi 9.	Renunțare, a se vedea cu- vântul: „Dezistare” și 1, 10, 11.
Forma apelului 5.	Revizuire 13.
Hotărâre 1, 2.	Stare civilă 11.
Lipsa reclamantului 1.	Tranzacție 11.
Mandatar 6.	Urgență 3, 4.
Marturi 7, 8.	Vacanță judiciară 3.

## Doctrină.

1. Reclamantul care, fără just motiv, nu se prezintă, înaintea tribunalului, în procesul său de divorț, se consideră că a renunțat la acțiunea sa și va trebui să reînceapă procesul de la început; el nu are dreptul să facă apel la curtea de apel de cât atunci când ar fi lipsit la termenul fixat pentru judecarea procesului în fond și pronunțarea hotărârei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 90, 91, 105, 106).
2. Se poate face apel în contra sentinței de admiterea sau respingerea divorțului în principiu. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 93, 103, 104; Matei Cantacuzino, p. 701).
3. De oarece codul civil arată că în apel cauza de divorț se va judeca de urgență, Curțile de apel trebuie să judece divorțurile în timpul vacanțelor judiciare. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 494).
4. După o altă părere, prin urgență, legiuitorul a voit să înțeleagă numai că în apel nu se va mai urma procedura excepțională din prima instanță, ci ea urmează să se judece ca o afacere ordinară, Curtea trebuind să ia în considerație caracterul particular de urgență a afacerii. (Laurent, III, No. 247; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 106; Matei Cantacuzino, p. 702; Comp.: Huc, II, No. 381; Carpentier, Traité, I, No. 181; II, No. 137).
5. Apelul se face în forma prevăzută de codul de procedură civilă. (Huc, II, No. 383).
6. În apel, părțile se pot prezenta prin mandatar, de oare ce părțile trebuiesc să se prezinte în persoană numai înaintea primei instanțe. (Laurent, III, No. 247; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 106, nota 4).
7. În apel se pot admite noi măsuri de instrucțiune, cum ar fi dovada cu martori, expertiză sau orice altă operațiune preparatoare. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 495; Laurent, III, No. 247; Huc, II, No. 381, 382; Carpentier, Traité, I, No. 181; Vraye et Gode, I, No. 336; Nacu, I, p. 447; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 106).
8. În cazul când pârâtul nu a cerut dovada cu martori înaintea primei instanțe, el nu o mai poate face pentru prima oară în apel. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 90).
9. Soțul reclamant ar putea să invoace și alte fapte pe lângă cele arătate la tribunal, chiar înaintea Curții de apel, cu condiție ca ele să fie privitoare la cauzele arătate în cererea de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 80; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 579).
10. Asupra chestiunii dacă se poate renunța la dreptul de apel în materie de divorț, după o părere renunțarea este admisibilă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 493, text în nota 15, p. 192; Laurent III, No. 248; Carpentier, Traité, I, No. 186; Nacu, I, p. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 107; Matei Cantacuzino, p. 702).
11. După o altă părere, părțile nu pot renunța la dreptul de apel în materie de divorț, materie care fiind privitoare la starea civilă a persoanelor, deci de ordine publică, nu poate face obiectul unei tranzacții. (Duranton, II, No. 608; Demolombe, IV, No. 488; Planiol et Ripert, II, No. 578; Plastara, I, p. 329).
12. Apelantul se poate dezista de la apelul ce l'a introdus în contra unei sentințe de divorț. (Laurent, III, No. 248; Nacu, I, p. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 107, 108; Contra: Planiol et Ripert, II, No. 578).
13. Este admisibilă revizuirea în materie de divorț. (Planiol et Ripert, II, No. 585; Nacu, I, p. 448; Contra: Laurent, III, No. 249; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 114; Matei Cantacuzino, p. 702).
14. A se vedea: art. 222, 225 și 245 cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Neprezentarea soțului reclamant la unul din termenile procesului de divorț la tribunal, nu poate fi socotită ca o dezistare, care să atragă decăderea lui din dreptul de a face apel la Curte. Este prin urmare admisibil, în principiu, apelul făcut în asemenea condițiuni de către reclamant la Curtea de Apel, unde procedura divorțului urmează să fie reluată din punctul în care a fost lăsată la tribunal. (C. Apel Constanța, Jurnal 122 din 10 Iulie 1919, Pand. Rom. 1925, II, 37).
2. Din cuprinsul art. 244 cod. civ. re-

zută în mod categoric că se admite dreptul de apel numai în contra hotărârii prin care se admite sau se respinge în fond acțiunea de divorț, dar și contra hotărârii prin care se admite sau respinge în principiu acțiunea de divorț.

Această soluțiune rezultă nu numai din modul de redactare al art. 244 cod. civil, care prin întrebuițarea disjunctivului „sau” și prin virgula ce o pune imediat înainte de acest disjunctiv, admite precis

și categoric, fără posibilitate de controversă, dreptul de apel în ambele hotărâri, dar această soluțiune se sprijină încă și pe împrejurările că chiar lucrările pregătitoare a codului civil francez (art. 262) arată că în această materie de divorț apelul este prevăzut limitativ contra hotărârilor de admitere în principiu și a celor definitive. (Trib. Iași, S. I, Jurnal din 20 Octombrie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1825).

**Art. 245.** — Apelul nu se va primi decât dacă va fi fost dat în cele 2 luni socotite din ziua din care s'a comunicat apelantului hotărârea dată în ființa ambelor părți, sau în lipsă; termenul spre a face recurs de casațiune în contra unei hotărâri definitive, va fi de 3 luni din ziua comunicațiunei hotărârii.

Recursul în casațiune va suspenda executarea hotărârii. (Civ. 244, 246, 248, 270 urm.; Pr. civ., 137, 318, 337; Civ. Fr. 248, 263).

*Text fr. Art. 248. (Modificat prin legile din 18 Aprilie 1886 și din 6 Februarie 1893).* — L'appel est recevable pour les jugements contradictoires, dans les délais fixés par les articles 443 et suivants du Code de procédure civile.

S'il s'agit d'un jugement par défaut, le délai ne commence à courir qu'à partir du jour où l'opposition n'est plus recevable.

En cas d'appel, la cause s'instruit à l'audience ordinaire comme affaire urgente.

Les demandes reconventionnelles peuvent se produire en appel, sans être considérées comme demandes nouvelles.

Le délai pour se pourvoir en cassation court du jour de la signification à partie, pour les arrêts contradictoires, et, pour les arrêts par défaut, du jour où l'opposition n'est plus recevable.

Le pourvoi est suspensif en matière de divorce et en matière de séparation de corps.

*Text. fr. Art. 263.* — L'appel ne sera recevable qu'autant qu'il aura été interjeté dans les trois mois à compter du jour de la signification du jugement rendu contradictoirement ou par défaut. Le délai pour se pourvoir à la cour de cassation contre un jugement en dernier ressort, sera aussi de trois mois à compter de la signification. Le pourvoi sera suspensif.

### Bibliografie (continuare).

BENIȘACHE C. REMUS, *Notă* sub C. Apel Constanța, Jurnal 122 din 10 Iulie 1919, Pand. Rom. 1925, II, 37.

### Doctrină.

**1.** În materie de divorț, termenul de apel este suspensiv de executare. (Dalloz. Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 492; Laurent, III, No. 245; Carpentier, Traité, II, No. 139; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1218; Planiol et Ripert, II, No. 579; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 228; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 104; Plastara, I, p. 329).

**2.** Termenul de opoziție asupra deciziilor pronunțate de Curte în materie de divorț, este suspensiv de executare. (Pla-

niol, ed. 6-a, I, No. 1222; Planiol et Ripert, II, No. 582; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 228).

**3.** În recurs, în materie de divorț, se vor aplica regulile de procedură ca și în ori ce altă materie. (Huc, II, No. 384).

**4.** Înaintea Curții de Casație, în materie de divorț, părțile se pot prezenta prin mandatar. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 85, 86, 112).

**5.** Termenul de recurs este suspensiv de executare. (Laurent, III, No. 249; Huc, II, No. 384; Carpentier, Traité, I, No. 193; Aubry et Rau, V, § 493, p. 193; Planiol,



ed. 6-a, I, No. 1219, 1220; Planiol et Ripert, II, No. 583, 584; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 228; Matei Cantacuzino, p. 702; Plastara, I, p. 329).

6. Părțile pot renunța la dreptul de recurs în cașație, în materie de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 113).

7. După o părere, hotărârile tribunalelor date în lipsa unuia dintre soți, se pronunță cu dreptul de opoziție pentru soțul care a lipsit. (Nacu, I, p. 444).

8. După o altă părere sentințele tribunalelor pronunțate în materie de divorț nu sunt supuse opoziției. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 43, 109; Matei Cantacuzino, p. 701; Comp.: Laurent, III, No. 229, 245; Carpentier, Traité, I, No. 21, 179; Baudry et Chauveau, III, No. 158).

9. A se vedea: art. 244 și 247 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Codul civil nu s'a referit la codul de procedură civilă în ce privește procedura de urmat în materie de despărțenie, ci a reglementat-o el însuși în mod special, aducând unele derogări la principiile de drept comun, așa că dispozițiunile procedurale din codul civil în materie de divorț prezintă un caracter de excepțiune și constituiesc în totalitatea lor o lege specială în înțelesul al. II al art. 33 din legea Curții de Casație; și dar dispozițiunea art. 245 codul civil, conform căreia termenul de recurs în materie de divorț este de trei luni de la comunicare, trebuie respectată și sub noua lege a Curții de Casație.

Dispozițiunea art. 245 din codul civil, nu a fost abrogată nici prin art. 52 din legea accelerării judecăților. (Cas. II, 110 din 5 Mai 1926, Pand. Săpt. 32/1926, Jurispr. Rom. 16/1926. Dreptul 42/1926).

2. În materie de divorț, în codul civil, nu se prevede nici o dispoziție specială cu privire la motivarea apelului; așa că urmează a se aplica dispozițiunile art. 35 din legea accelerării, după care motivele trebuiesc depuse în termen de 15 zile de la comunicare. (C. Apel București, s. IV, 32 din 8 Octombrie 1926, Bul. C. Apel 18/1926, Dreptul 42/1926).

1. Codul civil nu s'a referit la codul de procedură civilă în ce privește procedura de urmat în materie de despărțenie.

**Art. 246.** — În virtutea oricărei hotărâri dată în ultima instanță, sau care a dobândit putere de lucru judecat, și care va fi autorizat despărțenia, soțul ce a dobândit-o va fi dator a înfățișa ofițerului stărei civile, în termen de 2 luni, copie legalizată după acea hotărâre spre a se înscrie în registrul stărei civile, în care s'a înscris și actul de căsătorie. (Civ. 27, 35, 151, 247 urm., 248, 276, 1200, 1201; Pr. civ. 373 urm.; Reg. act. st. civ. 8, 132 urm.; Civ. Fr. 251, 252, 264).

*Text. fr. Art. 251. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — Le dispositif du jugement ou de l'arrêt est transcrit sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré.

Mention est faite de ce jugement ou arrêt en marge de l'acte de mariage, conformément à l'article 49 du Code civil. Si le mariage a été célébré à l'étranger, la transcription est faite sur les registres de l'état civil du lieu où les époux avaient leur dernier domicile, et mention est faite en marge de l'acte de mariage s'il a été transcrit en France.

*Text. fr. Art. 252. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La transcription est faite à la diligence de la partie qui a obtenu le divorce; à cet effet, la décision est signifiée, dans un délai de deux mois, à partir du jour où elle est devenue définitive, à l'officier de l'état civil compétent, pour être transcrite sur les registres. A cette signification doivent être joints les certificats énoncés en l'article 548 du Code de procédure civile, et en outre, s'il y a eu arrêt, un certificat de non pourvoi.

Cette transcription est faite par les soins de l'officier de l'état civil, le cinquième jour de la réquisition, non compris les jours fériés, sous les peines édictées par l'article 50 du Code civil.

A défaut, par la partie qui a obtenu le divorce, de faire la signification dans le premier mois, l'autre partie a le droit, concurremment avec elle, de faire cette signification dans le mois suivant.

A défaut par les parties d'avoir requis la transcription dans le délai de deux mois, le divorce est considéré comme nul et non avenue.

Le jugement dûment transcrit remonte, quant à ses effets entre époux au jour de la demande

*Text. fr. Art. 252. (Modificat prin legea din 26 Iunie 1919).* — La transcription est faite au nom de la partie qui a obtenu le divorce et à la diligence de son avoué, sous peine d'une amende de cent francs (100 fr.) à la charge de ce dernier.

A cet effet, la décision est signifiée dans le délai de quinze jours, à compter de la date où elle est devenue définitive, à l'officier de l'état civil compétent, pour être transcrit sur ses registres. A cette signification doivent être joints les certificats énoncés en l'article 548 du Code de procédure civile et, en outre, s'il y a eu arrêt, un certificat de non pourvoi.

En cas de rejet d'un pourvoi formé contre un arrêt prononçant le divorce, le greffier de la Cour de cassation doit, dans le mois du prononcé de l'arrêt, adresser un extrait dudit arrêt à l'avoué de la partie qui a obtenu la décision définitive prononçant le divorce. Le délai prévu par la réquisition de la transcription ne courra, dans ce cas, qu'à partir de la réception par l'avoué de l'extrait de l'arrêt de rejet.

La transcription est faite par les soins de l'officier de l'état civil, dans un délai de cinq jours à compter de la réquisition, non compris les jours fériés, sous les peines édictées par l'article 50 du Code civil.

A défaut par l'avoué de la partie qui a obtenu le divorce de faire la signification, dans le délai de quinze jours, l'autre partie a le droit de faire cette signification et de requérir la transcription.

Le jugement ou l'arrêt devenu définitif remontera, quant à ses effets entre époux, en ce qui touche leurs biens, au jour de la demande. Mais il ne produira effet au regard du tiers que du jour de la transcription.

*Text. fr. Art. 264.* — En vertu de tout jugement rendu en dernier ressort ou passé en force de chose jugée, qui autorisera le divorce, l'époux qui l'aura obtenu, sera obligé de se présenter, dans le délai de deux mois, devant l'officier de l'état civil, l'autre partie dûment appelée, pour faire prononcer le divorce.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiuni reciproce 1.	Lucru judecat 13, 16.
Anulare 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22.	Mandatar 4.
Autoritate de lucru judecat 13, 16.	Mențiune 11, 12.
Boală 5.	Ministerul Public 12, 22.
Capacit. persoanelor 13.	Nulitate 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22.
Celebrarea căsătoriei 6, 7, 8, 11.	Ofițer de stare civilă 1 urm.
Cerere 2.	Părat 3, 19.
Certificat medical 5.	Paroh 12, 22.
Competență 6, 7, 8, 14, 18, 19.	Persoană 4.
Domiciliu 5, 7, 19.	Petițiune 2.
Eroare 15.	Procedură 16.
Extract 9.	Proces-verbal 5.
Formulă executorie 8.	Procuror 12, 22.
Fraudă 15.	Reciproce acțiuni 1.
Greșă tribunalului 12.	Reclamant 14.
Hotărâre 1 urm.	Registre de stare civ. 10.
Impăcare 17.	Regulamentul actelor de stare civilă 10, 11, 12.
Incompetență 14.	Stare civilă 13.
Inscriere 1 urm.	Străinătate 7, 8.
Interes 13, 21.	Țară străină 7, 8.
Investire cu formulă executorie 8.	Transcriere 1 urm.

#### Doctrină.

1. Dacă au fost acțiuni reciproce de divorț și ambele au fost admise, ambii soți au dreptul a cere înscrierea hotărârei de divorț. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 533; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 120, nota 2).

2. Pentru înscrierea hotărârei de divorț, partea trebuie să adreseze o petițiune ofițerului de stare civilă. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 527).

3. Soțul în contra căruia s'a pronunțat divorțul, nu poate cere înscrierea hotărârei de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 120; Plastara, I, p. 331).

4. Soțul care a obținut hotărârea de divorț, trebuie să se prezinte în persoană înaintea ofițerului de stare civilă iar nu prin mandatar. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 115, 120, 121; Contra: Matei Cantacuzino, p. 702).

5. Dacă el este bolnav, ofițerul de stare civilă, în urma unui certificat medical, se va transporta la domiciliul soțului pentru a-i lua declarația, încheind un proces verbal pe care îl va înscrie odată cu hotărârea de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 121).

6. Ofițerul de stare civilă competent ca să facă înscrierea hotărârei de divorț



este acei al locului unde s'a celebrat căsătoria. (Alexandresco, ed. 2-a; II, p. 117; Matei Cantacuzino, p. 702).

7. Dacă celebrarea căsătoriei a avut loc în străinătate, transcrierea hotărârei de divorț se face la ofițerul de stare civilă al domiciliului bărbatului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 118).

8. Dacă celebrarea căsătoriei a avut loc în țară însă divorțul s'a pronunțat în străinătate, înscrierea hotărârei de divorț, după ce va fi investită cu formula executorie de tribunalele române, va avea loc la ofițerul de stare civilă unde s'a celebrat căsătoria. (Weiss, Traité, III, p. 596; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 118, nota).

9. Înscrierea hotărârei de divorț se va face în extract, legea necerând să fie trecută în întregime. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 119 text și nota 3).

10. Înscrierea hotărârei de divorț trebuie făcută în registrul anului curent pentru căsătorii, după cum prevede și art. 52 din Regulamentul pentru actele de stare civilă din 1886. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 118, 119; Comp.: Plastara, I, p. 329).

11. Este bine ca să se facă mențiune pe marginea registrului unde a fost trecut actul de căsătorie, despre desfacerea ei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 119).

12. După înscrierea hotărârei de divorț în registrele de stare civilă, ofițerul de stare civilă va trebui să anunțe Ministerul Public ca să stăruiască pentru a se face mențiune de divorț pe marginea registrului, păstrat la Grefa tribunalului, unde a fost trecut actul de căsătorie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 119).

13. Hotărârile de divorț, au autoritatea de lucru judecat față de toate persoanele interesate, de oarece modifică starea și capacitatea persoanelor. (Baudry et Chauveau, III, No. 354 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 208).

14. Se poate cere anularea transcrierii unei sentințe de divorț în cazul când sentința nu a fost transcrisă după cererea reclamantului; dacă a fost transcrisă după termenul legal; dacă a fost transcrisă de un ofițer de stare civilă incompetent; dacă s'a transcris o sentință care nu era încă definitivă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 204, 205).

15. Se poate anula pe calea unei acțiuni principale o hotărâre de divorț smulșă prin manopere frauduloase și prin inducerea în eroare a justiției. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 206, 207).

16. Nu se poate cere anulara sentinței de divorț pentru o lipsă de procedură a divorțului, de oare ce hotărârea care a dobândit autoritatea de lucru judecat, a acoperit toate nulitățile de procedură. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 206).

17. Nu se poate cere anularea transcrierii sentinței de divorț, pe motivul că soții s'au împăcat în intervalul acordat de lege pentru transcriere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 206).

18. Cererea de anulare se va adresa la tribunalul care a pronunțat divorțul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 205).

19. După o altă părere, cererea de anulare se va adresa tribunalului domiciliului pârâtului. (Carpentier, Traité, I, No. 200).

20. Cererea de anulare poate fi făcută de către ambii soți. (Huc, II, No. 391; Baudry et Chauveau, III, No. 180; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 207).

21. Cererea de anulare poate fi făcută de ori cine are interes legal de a se anula sentința. (Baudry et Chauveau, III, No. 180; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 207).

22. Ministerul Public nu are dreptul să ceară anularea unei hotărâri de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 207, 208).

**Art. 247.** — Aceste 2 luni se vor socoti, în privința judecății dela prima instanță, după expirarea termenului de apel; în privința hotărârilor date de curtea de apel în lipsa pârâtului, după expirarea termenului de opozițiune; și în privința judecății contradictorie în cea din urmă instanță după expirarea termenului pentru recursul în casațiune. (Civ. 240, 244-248, 318, 376, 377; Pr. civ. 154; Civ. Fr. 252, 265).

*Text. fr. Art. 252. al. 1. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — La transcription est faite à la diligence de la partie qui a obtenu le divorce; à cet effet, la décision est signifiée, dans un délai de deux mois, à partir du jour où elle est devenue définitive, à l'officier de l'état civil compétent, pour être transcrites sur les registres. A cette signification doivent être joints les certificats énoncés en l'article 548 du Code de procédure civile, et en outre, s'il y a eu arrêt, un certificat de non pourvoi.

*Text. fr. Art. 252. (Modificat prin legea din 26 Iunie 1919).* — La trans-

cripțion este făcută în numele părții care a obținut divorțul, și cu diligență de la avocatul său, sub pedeapsă de o amendă de o sută franci (100 fr.) la sarcina de cel din urmă.

Acest efect, decizia este înștiințată în termen de cinci zile, începând de la data în care ea este devenită definitivă, la oficialul de stare civilă competent, pentru a fi înscrisă în registrele. La această înștiințare trebuie să fie prezentate certificatele emise în art. 548 din Codul de procedură civilă și în plus, să se prezinte și un proces-verbal de neînvoială.

În caz de respingere a unei cereri de divorț pronunțată de către instanța de apel, judecătorul de dreptul civil trebuie să adreseze un extras din proces-verbalul de respingere părții care a obținut decizia definitivă pronunțată de instanța de apel. Termenul prevăzut de art. 548 din Codul de procedură civilă nu va fi aplicabil în acest caz, începând de la recepția cererii de divorț la instanța de apel.

Transcripția este făcută de către oficialul de stare civilă, în termen de cinci zile începând de la cererea de transcripție, neinclusiv zilele sărbătorilor și zilele de sărbătoare.

În caz de neînvoială a părții care a obținut divorțul de a face înștiințarea, în termen de cinci zile, partea din urmă are dreptul să facă înștiințarea și să ceară transcripția.

Judecătura sau proces-verbalul devenit definitiv revine, în ceea ce privește bunurile, la ziua cererii. Dar ea nu va avea efect asupra bunurilor decât de la ziua transcripției.

*Text. fr. Art. 265.* — Aceste două luni nu vor începe să curgă la expirarea termenului de apel; în ceea ce privește proces-verbalul devenit definitiv în cauza de apel, după expirarea termenului de opoziție; și în ceea ce privește proces-verbalul contradictoriu în ultima instanță, după expirarea termenului de apel în cassation.

### Doctrină.

1. Termenul în care hotărârea de divorț trebuie înscrisă în registrele de stare civilă, începe să curgă din momentul când hotărârea a rămas definitivă. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 526; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 228, 229; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 115; Matei Cantacuzino, p. 702; Plastara, I, p. 329).

2. Termenul de înscriere a hotărârei de divorț dată de tribunal începe să curgă de la expirarea termenului de apel iar pentru deciziile pronunțate de Curțile de apel de la expirarea termenului de opoziție sau recurs. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 526; Huc, II, No. 390; Carpentier, Traité, II, No. 153; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 115, 116).

3. Dacă s'a declarat recurs în casație, care a fost respins, termenul de înscriere

începe să curgă din ziua pronunțării. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 526; Huc, II, No. 390; Carpentier, Traité, II, No. 153; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 115).

4. O înscriere a unei hotărâri de divorț mai înainte ca această hotărâre să fi rămas definitivă, nu are nici o valoare, însă trebuie anulată pe cale judecătorească după cererea părților interesate. (Nacu, I, p. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 113, 116).

5. Dacă s'a declarat recurs în casație și înainte de judecarea recursului s'a înscris decizia Curții de apel în registrele de stare civilă, și apoi s'a respins recursul, decizia Curții de Casație nu va putea fi înscrisă decât după anularea primei înscrieri, pe cale judecătorească. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 116, nota 2).

6. A se vedea: art. 245 din Codul civil cu notele respective.

**Art. 248.** — Soțul reclamant, care va fi lăsat să treacă cele 2 luni determinate mai sus fără a împlini formalitatea prescrisă la art. 246, va pierde beneficiul judecății ce câștigase, și nu va mai putea reîncepe acțiunea sa pentru despărțenie, decât numai pentru o altă cauză nouă, în care caz poate să se întemeieze înaintea judecății și pe cauzele cele vechi (Civ. 246, 247; Civ. Fr. 252, 266).



*Text. fr. Art. 252 al 4. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — A défaut par les parties d'avoir requis la transcription dans le délai de deux mois, le divorce est considéré comme nul et non avenue.

*Text. fr. Art. 252 al. 4. (Modificat prin legea din 26 Iunie 1919).* — A défaut par l'avoué de la partie qui a obtenu le divorce de faire la signification, dans le délai de quinze jours, l'autre partie a le droit de faire cette signification et de requérir la transcription.

*Text. fr. Art. 266.* — L'époux demandeur qui aura laissé passer le délai de deux mois ci-dessus déterminé, sans appeler l'autre époux devant l'officier de l'état civil, sera déchu du bénéfice du jugement qu'il avait obtenu, et ne pourra reprendre son action en divorce, sinon pour cause nouvelle, auquel cas il pourra néanmoins faire valoir les anciennes causes.

### Doctrină.

1. Dacă hotărârea de divorț nu este înscrisă în termenul prevăzut de lege, ea se consideră ca neavenită. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 534; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1234; Nacu, I, p. 440; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 116; Matei Cantacuzino, p. 702; Plastara, I, p. 329).

2. Decăderea prevăzută de art. 252 c. civ. fr. (248 c. civ. rom.) se aplică numai în cazul când partea în drept nu a prezentat în termen, ofițerului de stare civilă hotărârea de divorț pentru a fi înscrisă iar nu și în cazul când ea a satisfăcut această obligațiune însă ofițerul de stare civilă a omis a face înscrierea sau a făcut-o mai târziu. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 536; Huc, II, No. 390; Carpentier, Traité, II, No. 157; Baudry et Chauveau, III, No. 177; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1234, 1236; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 121, 122).

3. În acest caz însă pentru ca efectele divorțului să poată avea loc, partea în drept trebuie să procedeze ca și în cazul când s'a omis a se trece în registre un act de stare civilă, adică se obține hotărârea a tribunalului. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 536; Baudry et Chauveau, III, No. 178; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1236).

4. Dacă soțul ca a dobândit hotărârea de divorț, nu înscrie în termen această hotărâre la ofițerul de stare civilă din o cauză de forță majoră, el nu poate fi decăzut din dreptul de a putea transcrie hotărârea și după termenul prevăzut de lege. (Huc, II, No. 391; Carpentier, Traité, II, 157; Baudry et Chauveau, III, No. 175; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1235).

5. Efectele divorțului încep a curge de la transcrierea hotărârei în registrul de stare civilă iar nu de la rămânerea ei definitivă. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 231, 232; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 116).

6. Dacă de la rămânerea hotărârei de divorț, definitivă și până la transcriere, unul dintre soți încetează din viață, căsătoria este desfăcută, nu prin divorț, ci prin deces. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 231, 232; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 61, 121).

7. Dacă soțul care a dobândit divorțul nu face să se înscrie hotărârea de divorț în termenul de două luni de la rămânerea ei definitivă, el va putea intenta o nouă acțiune de divorț însă pentru cauze posterioare expirării celor două luni, iar nu posterior pronunțării hotărârei. (Laurent, III, No. 250; Vraye et Gode, I, No. 378; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 117; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, I. § 146, p. 268).

Secțiunea II. — *Despre măsurile provizorii ce se pot lua în urma cererii de despărțenie pentru cauză determinată.*

**Art. 249.** — Ținerea provizorie a copiilor va rămâne a bărbatului <sup>1)</sup>, în procesul de despărțenie, afară numai dacă se va hotărî în altfel de către tribunal, după cererea mamei, sau a familiei, sau a ministerului public, spre folosul copiilor. (Civ. 93, 185, 282, 326, 327; Legea din 29 Oct. 1877; Civ. Fr. 238, 240, 267).

*Text. fr. Art. 238. (Text nou rezultând din legea din 18 Aprilie 1886).* — Au jours indiqué, le juge entend les parties en personne; si l'une d'elles se trouve dans

<sup>1)</sup> Inceputul art. francez corespunzător, 267, este astfel reînscris: „L'administration provisoire des enfants restera au mari demandeur ou défendeur...”, după cum în articolul imediat următor, 268 (250 român) se exprimă: „La femme demanderesse ou défenderesse...”

l'imposibilitate de se rendre auprès du juge, ce magistrat détermine le lieu où sera tentée la conciliation, ou donne commission pour entendre le défendeur; en cas de non-conciliation ou de défaut, il rend une ordonnance qui constate la non-conciliation ou le défaut, et autorise le demandeur à assigner devant le tribunal.

Le juge statue à nouveau, s'il y a lieu, sur la résidence de l'époux demandeur, sur la garde provisoire des enfants, sur la remise des effets personnels, et il a la faculté de statuer également, s'il y a lieu, sur la demande d'aliments.

Cette ordonnance est exécutoire par provision; elle est susceptible d'appel dans les délais fixés par l'article 809 du code de procédure civile.

Par le fait de cette ordonnance, la femme est autorisée à faire toutes procédures pour la conservation de ses droits, et à ester en justice jusqu'à la fin de l'instance et des opérations qui en sont les suites.

Lorsque le tribunal est saisi, les mesures provisoires prescrites par le juge peuvent être modifiées ou complétées au cours de l'instance, par jugement du tribunal, sans préjudice du droit qu'a toujours le juge de statuer, en tout état de cause, en référé, sur la résidence de la femme.

Le juge, suivant les circonstances, avant d'autoriser le demandeur à citer, peut ajourner les parties à un délai qui n'excède pas vingt jours, sauf à ordonner les mesures provisoires nécessaires.

L'époux demandeur en divorce devra user de la permission de citer qui lui a été accordée, par l'ordonnance du président, dans un délai de vingt jours à partir de cette ordonnance.

Faute par l'époux demandeur d'avoir usé de cette permission dans ledit délai, les mesures provisoires ordonnées à son profit cesseront de plein droit.

*Text. fr. Art. 240. — (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* Le tribunal peut, soit sur la demande de l'une des parties intéressées, soit sur celle de l'un des membres de la famille, soit sur les réquisitions du ministère public, soit même d'office, ordonner toutes les mesures provisoires qui lui paraissent nécessaires dans l'intérêt des enfants.

Il statue aussi sur les demandes relatives aux aliments pour la durée de l'instance, sur les provisions et sur toutes les autres mesures urgentes.

*Text. fr. Art. 267. —* L'administration provisoire des enfants restera au mari demandeur ou défendeur en divorce, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le tribunal, sur la demande soit de la mère, soit de la famille, ou du ministère public, pour le plus grand avantage des enfants.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Apel 12.	Motive 6.
Apreciere suverană 3, 5.	Oficiu 7.
Bărbat 6.	Opoziție 12.
Brutalitate 6.	Ordonanțe prezidențiale 1.
Calc de atac 12.	Parchet 10.
Cauze 6.	Părinți 16.
Civil tribunal 2.	Paza copiilor 1 urm.
Competență 1, 2.	Pericol de întârziere 11.
Condiție proastă 8.	Președintele trib. 1.
Consilii de familie 9.	Procuror 10.
Convenție 15.	Recurs 12.
Copii 1 urm.	Răfără 1.
Correspondență 16.	Reformare 12.
Definiție 8, 9.	Retractare 12.
Executare 13.	Rude 4.
Execuțiune provizorie 11.	Soți 3, 6, 14, 15.
Familie 8, 9.	Suverană apreciere 3, 5.
Forță publică 13.	Terțe persoane 4, 14.
Hotărâre 11-15.	Ținerea provizorie a copiii 1 urm.
Hotărâre provizorie 14, 15.	Tribunal 1, 2.
Încredințarea copiilor 1 urm.	Tribunal civil 2.
Mamă 6.	Urgență 1, 12.
Minister public 10.	Vârșă fragedă 6.
Minori 10.	Violențe 6.

#### Doctrină.

1. Tribunalul hotărăște cui trebuie să i se acorde încredințarea copiilor, însă în caz de urgență această competență aparține și Președintelui tribunalului, potrivit art. 806 pr. civ. fr. (66 bis pr. civ. rom.). (Demolombe, IV, No. 452; Aubry et Rau, V, § 494, p. 198; Laurent, III, No. 254).

2. Numai tribunalele civile sunt competente să ordone măsurile provizorii prevăzute de art. 249 și 250 c. civ. român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 133).

3. Tribunalul apreciază în mod suveran căruia dintre soți trebuie să i se încredințeze ținerea provizorie a copiilor. (Duranton, II, No. 616; Demolombe, IV, No. 451; Aubry et Rau, V, § 493, p. 194; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 220; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 124 text și nota 1).



4. Tribunalul poate să acrediteze, în mod provizoriu, copiii, unei rude și chiar unei terțe persoane. (Laurent, III, No. 255; Huc, II, No. 351; Baudry et Chauveau, III, No. 197; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1250; Planiol et Ripert, II, No. 610; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 123, 124; Matei Cantacuzino, p. 703).

5. Desemnarea persoanei care trebuie să aibă paza copiilor, aparține în mod suveran tribunalului. (Huc, II, No. 351; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 515; Carpentier, Traité, II, No. 90; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 124).

6. Ca motive, care să determine tribunalul ca să ia din paza tatălui copiii, sunt: vârsta fragedă a copiilor care cere îngrijirea mamei, brutalitatea sau conduita proastă a bărbatului, etc. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1250; Planiol et Ripert, II, No. 610; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 220; Nacu, I, p. 449).

7. Tribunalele nu pot lua, din oficiu, măsuri pentru paza copiilor în timpul divorțului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 124).

8. Prin cuvântul: „familie“ din art. 267 c. civ. fr. (249 c. civ. rom.) trebuie să se înțeleagă ori ce membru din familie. (Vraye et Gode, II, No. 743; Planiol et Ripert, II, No. 610; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 124, text și nota 3; Matei Cantacuzino, p. 703).

9. După o altă părere prin cuvântul: „familie“ trebuie să se înțeleagă membrii familiei întruniți în consiliu. (Laurent, III, No. 293).

10. La judecarea cererilor privitoare la paza copiilor în timpul instanței de divorț, instanța trebuie constituită cu ministerul public, de oarece sunt în cauză interese de minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 93 nota 1, p. 124, nota 2, p. 125).

11. Hotărârile cari statuează asupra soartei copiilor, în materie de divorț, pot fi date cu execuție provizorie, de oarece există urgență și pericol de întârziere. (Demolombe, IV, No. 453; Carpentier, Traité, I, No. 213; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 125).

12. Hotărârile tribunalelor prin care

se statuează asupra pazei copiilor, în timpul instanței de divorț, sunt supuse căilor de reformare și de retractare conform dreptului comun. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 125).

13. Hotărârile cari statuează asupra soartei copiilor, în materie de divorț, pot fi aduse la îndeplinire prin ajutorul forței publice. (Laurent, III, No. 256; Huc, II, No. 352; Baudry et Chauveau, III, No. 197, 270; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 125; Comp.: Carpentier, Traité, I, No. 214; Planiol et Ripert, II, No. 611).

14. Hotărârea tribunalului prin care se acreditează paza copiilor unuia dintre soți sau unei terțe persoane, nu este definitivă și judecătorii pot reveni asupra ei. (Demolombe, IV, No. 453; Laurent, III, No. 255; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1242; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 126).

15. Dacă între soți a intervenit un aranjament cu privire la ținerea copiilor, acest aranjament nu este definitiv și tribunalul poate reveni asupra lui. (Demolombe, IV, No. 453; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1250).

16. Oricărei persoane îi vor fi încredințați copiii, în timpul instanței de divorț, părinții lor au dreptul să corespundă cu dânsii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 124, 125).

17. A se vedea: art. 282 și 283 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Deși art. 249 din codul civil, în prima sa parte prevede că ținerea provizorie a copiilor va rămâne bărbatului în procesul de despărțenie, totuși acelaș articol prevede în partea sa finală că tribunalul (sau președintele, dacă a ales ca în specie calea referenței) va putea hotărî spre folosul copiilor, după cererea mamei, că ținerea provizorie să-i fie încredințată ei, dacă probele aduse înderează acest folos. (Trib. Prahova, s. I, 143 din 1 Martie 1923, Sentința (Ploesti) 5/1925).

2. A se vedea: art. 250, nota 4.

**Art. 250.** — Femeea în procesul de despărțenie va putea părăsi domiciliul bărbatului, în timpul cât va ține procesul și cere o pensiu de întreținere, în proporțiune cu mijloacele bărbatului. Tribunalul, dacă va încuviința această cerere, va hotărî totodată și suma de bani ce bărbatul va fi dator a da femeii sale pentru întreținere. (Civ. 93, 190, 196, 241, 259, 263, 281; Pr. civ., 408, 409; Leg. timbr. art. 21 § 17; Civ. Fr. 236, 238, 240, 241, 268).

*Text. fr. Art. 236. (Text nou rezultând din legea din 18 Aprilie 1886).* — Le juge peut, par l'ordonnance permettant de citer, autoriser l'époux demandeur à résider séparément, en indiquant, s'il s'agit de la femme, le lieu de la résidence provisoire.

*Text. fr. Art. 238. (Text nou rezultând din legea din 18 Aprilie 1886).* —

Au jour indiqué, le juge entend les parties en personnes; si l'une d'elles se trouve dans l'impossibilité de se rendre auprès du juge, ce magistrat détermine le lieu ou sera tentée la conciliation, ou donne commission pour entendre le défendeur; en cas de non-conciliation ou de défaut, il rend une ordonnance qui constate la non-conciliation ou le défaut, et autorise le demandeur à assigner devant le tribunal.

Le juge statue à nouveau, s'il y a lieu, sur la résidence de l'époux demandeur, sur la garde provisoire des enfants, sur la remise des effets personnels, et il a la faculté de statuer également, s'il y a lieu, sur la demande d'aliments.

Cette ordonnance est exécutoire par provision; elle est susceptible d'appel dans les délais fixés par l'article 809 du Code de procédure civile.

Par le fait de cette ordonnance, la femme est autorisée à faire toutes les procédures pour la conservation de ses droits, et à ester en justice jusqu'à la fin de l'instance et des opérations qui en sont les suites.

Lorsque le tribunal est saisi, les mesures provisoires prescrites par le juge peuvent être modifiées ou complétées au cours de l'instance, par jugement du tribunal, sans préjudice du droit qu'a toujours le juge de statuer, en tout état de cause, en référé, sur la résidence de la femme.

Le juge, suivant les circonstances, avant d'autoriser le demandeur à citer, peut ajourner les parties à un délai qui n'excède pas vingt jours, sauf à ordonner les mesures provisoires nécessaires.

L'époux demandeur en divorce devra user de la permission de citer qui lui a été accordée, par l'ordonnance du président, dans un délai de vingt jours à partir de cette ordonnance.

Faute par l'époux demandeur d'avoir usé de cette permission dans ledit délai, les mesures provisoires ordonnées à son profit cesseront de plein droit.

*Text. fr. Art. 240. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886).* — Le tribunal peut soit sur la demande de l'une des parties intéressées, soit sur celle de l'un des membres de la famille, soit sur les réquisitions du ministère public, soit même d'office, ordonner toutes les mesures provisoires qui lui paraissent nécessaires dans l'intérêt de enfants.

Il statue aussi sur les demandes relatives aux aliments pour la durée de l'instance, sur les provisions et sur toutes les autres mesures urgentes.

*Text. fr. Art. 241. (Modificat prin legea din 18 Aprilie 1886. — Art. 269, vechiul text).* — La femme est tenue de justifier de sa résidence dans la maison indiquée, toutes les fois qu'elle en est requise; à défaut de cette justification, le mari peut refuser la provision alimentaire, et, si la femme est demanderesse en divorce, la faire déclarer non recevable à continuer ses poursuites.

*Text. fr. Art. 268.* — La femme demanderesse ou défenderesse en divorce pourra quitter le domicile du mari pendant la poursuite, et demander une pension alimentaire proportionnée aux facultés du mari. Le tribunal indiquera la maison dans laquelle la femme sera tenue de résider, et fixera, s'il y a lieu, la provision alimentaire que le mari sera obligé de lui payer.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Observație* sub Trib. civil Versailles, 16 August 1921, Pand. Rom. 1926, III, 103;  
 CERBAN AL., *Notă* sub C. Apel Galați s. I, 221 din 3 Dec. 1924, Curier Jud. 35/1925;  
 HAGI-GHEORGHE AL., *Notă* sub Trib. Dolj s. II, 60 din Ianuarie 1926, Justiția Olteniei 6-7/1926;  
 IONESCU D. AGRICOLA, *Notă* sub Trib. Fălticeni, Jurnal 9109 din 1925, Jur. Gen. 1926, No. 76.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Accesoriiu 10.  
Acțiune 10.

Acțiune de divorț 10, 18-21.  
Acțiune personală 10.

Alimente, a se vedea cu-  
vintele: „Pensiune ali-  
mentară”.  
Apel 13.  
Aprecieri 9.

Autorizație 7, 8  
Avere 9, 16, 17.  
Bărbat 3-6, 16, 21, 22.  
Cale de atac 13.  
Cheltuieli de judecată. 11.



Cheltueli necesare 11.  
Civil tribunal 1.  
Competență 1.  
Convențune 17.  
Creditori 10.  
Debitori 15.  
Deces 18.  
Domiciliu conjugal 1-8, 22.  
Drept civil român 7.  
Executare 14, 15.  
Execuțiune provizorie 12.  
Expulzare 3, 4, 5, 22.  
Femea 2-8, 22.  
Haine 21.  
Hotărâre 11, 12, 13, 16,  
17, 20.  
Hotărâre provizorie 16, 17.  
Incetare din viață 18.  
Inscriere 20.  
Isgonire 3, 4, 5, 22.  
Moarte 18.  
Moștenitori 18.

Obicei 9.  
Opoziție 13.  
Părăsirea domic. conjugal 1-8, 22.  
Pensune alimentară 1.  
9-20, 22.  
Personală acțiune 10.  
Poprire 15.  
Reclamant 3.  
Recurs 13.  
Reducere 16.  
Reformare 13.  
Respingere 19.  
Restituire 21.  
Retractare 13.  
Rufe 21.  
Sechestrul 14.  
Situatie socială 9.  
Succesori 18.  
Transcriere 20.  
Tribunal civil 1.  
Urgență 2.

### Doctrină.

1. Numai tribunalele civile sunt competente să ordone măsurile provizorii prevăzute de art. 249 și 250 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 133).
2. Cea mai urgentă dintre măsurile provizorii necesare de luat în timpul divorțului, este aceea a părăsirii domiciliului conjugal de către femea. (Daloz. Rép., Séparation de corps, No. 132; Suppl. Divorce et séparation de corps, No. 275; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 219).
3. Femea care este reclamantă, ar putea în unele împrejurări să fie autorizată să ocupe singură domiciliul conjugal, în timpul instanței, din care să expulzeze pe soțul său. (Demolombe, IV, No. 457; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 879, nota 8; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 493, nota 24, p. 194; Beudant, II, No. 412; Laurent, III, No. 257, 258; Huc, II, No. 317; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 547; Carpentier, Traité, I, No. 218; Baudry et Chauveau, III, No. 183; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1246; Planiol et Ripert, II, No. 599; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 219).
4. Această procedură este aplicabilă mai ales atunci când domiciliul conjugal este stabilit într'un imobil care aparține femeii sau copiilor săi din prima căsătorie. (Demolombe, IV, No. 457; Laurent, III, No. 257; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1246; Planiol et Ripert, II, No. 599; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 219).
5. După o altă părere însă, bărbatul nu poate fi obligat să părăsească domiciliul conjugal în timpul instanței de divorț, de oare ce el nu poate fi isgonit din propriul său domiciliu. (Nacu, I, p. 451, 452; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 129, 130; Matei Cantacuzino, p. 703).
6. Femea poate fi autorizată să locuiască o parte din domiciliul comun separat de soțul său. (Vraye et Gode, II, No. 546).
7. În dreptul civil român, în privința dreptului femeii de a părăsi domiciliul conjugal, există controversă: după o părere femea este obligată să ceară de la tribunal autorizația ca să părăsească do-

miciul conjugal. (Nacu, I, p. 450, 451; Comp.: Plastara, I, p. 330).

8. După o altă părere, femea are dreptul să părăsească domiciliul conjugal în timpul divorțului, fără să fie obligată să ceară autorizația justiției. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 126, urm.; Matei Cantacuzino, p. 703).

9. Pentru fixarea cuantumului pensiei alimentare, tribunalele vor lua în considerație împrejurările de fapt cum sunt: averea soților, obiceiurile lor și situația lor socială. (Demolombe, IV, No. 458; Huc, II, No. 353; Carpentier, Traité, I, No. 233; Planiol et Ripert, II, No. 604; Nacu, I, p. 450; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 131).

10. Acțiunea de pensie alimentară este un accesoriu al acțiunii de divorț, este personală soțului care o introduce și nu poate fi exercitată de către creditorii săi. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 132, nota 3).

11. Pensie alimentară fixată de către tribunal va trebui să cuprindă, pe lângă cheltuelile necesare existenței femeii și cheltuelile necesare pentru procesul de divorț. (Planiol et Ripert, II, No. 603; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 132; Plastara, I, p. 330).

12. Hotărârile tribunalelor prin care se fixează cuantumul pensiunilor alimentare pot fi date cu execuțiune provizorie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 132).

13. Hotărârile tribunalelor privitoare la pensie alimentară a femeii, în timpul instanței de divorț, sunt supuse căilor de reformare și de retractare conform dreptului comun. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 111, 125).

14. Soția care a obținut pensie alimentară, poate să-și realizeze creanța sa prin ajutorul sechestrării averii soțului debitor. (Huc, II, No. 353; Vraye et Gode, II, No. 579; Baudry et Chauveau, III, No. 204).

15. Deasemenea poate popri în mâinile debitorilor soțului sumele ce ei ar datora acestuia. (Huc, II, No. 353; Vraye et Gode, II, No. 579; Baudry et Chauveau, III, No. 204).

16. Când bărbatul este în imposibilitate de a plăti pensie alimentară fixată de tribunal din cauza unei schimbări survenită în averea sa, tribunalul poate reduce cuantumul pensiei fixate. (Huc, II, No. 353; Carpentier, Traité, I, No. 237; Vraye et Gode, II, No. 577; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 133; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1242; Planiol et Ripert, II, No. 594).

17. Chiar în cazul când soții de comun acord au fixat pensie alimentară, tribunalele au dreptul a reveni asupra acestei convențiuni, în cazul când starea pecuniară a soților a suferit modificări. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 133).

18. Dacă în timpul acțiunii de divorț, soțul condamnat a plăti o pensie ali-

mentară, încetează din viață, încetează și dreptul la pensiunea alimentară de oarece obligația nu trece la moștenitori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 132).

**19.** Dreptul la pensiunea alimentară încetează în caz de respingerea cererii de divorț. (Baudry et Chauveau, III, No. 200; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 132, 133).

**20.** Dreptul la pensiunea alimentară acordat prin art. 268 c. civ. fr. (250 c. civ. rom.) încetează din momentul transcrierii hotărârei de admitere a cererii de divorț. (Baudry et Chauveau, III, No. 200; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 132, 133).

**21.** Tribunalul poate, în timpul instanței de divorț, să oblige pe bărbat să restitue femeii sale, rufe și hainele de care ea ar avea neapărată necesitate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 133; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 600).

**22.** Cu toate că art. 268 c. civ. fr. (250 c. civ. rom.) vorbește numai despre cererea femeii, totuși măsurile provizorii prevăzute de acest articol pot fi cerute și de către bărbat, de oarece tăcerea textului nu exclude dreptul bărbatului; așa bărbatul poate cere isgonirea femeii din domiciliul conjugal, etc. (Demolombe, IV, No. 467; Laurent, III, No. 319; Comp.: Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 451; Carpentier, Traité, I, No. 247; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1246, 1248; Planiol et Ripert, II, No. 602, 605; Colin et Capitant ed. 4-a, I, p. 219; Nacu, I, p. 452; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 130, 132; Matei Cantacuzino, p. 703; Plastara, I, p. 330, nota 2).

**23.** A se vedea: art. 281 din codul civil cu notele respective.

#### INDEX ALFABETIC (la jurisprudență)

Accesorii 9.	Isgonire 8.
Act autentici 2.	Minoritate 2.
Acțiune de divorț 1, 4, 7, 11.	Nulitate 2, 7.
Alimente, a se vedea cuvintele: „Pensiune alimentară”.	Ordine publică 2, 7, 9.
Aprecieri suverană 6.	Ordonanțe prezidențiale 4.
Autorizația justiției 1, 4, 8, 11.	Părăsirea domic. conjugal 1, 4, 8, 11.
Chirie 10.	Pensiune alimentară 1-7, 9-11.
Consimțământ 2.	Poprire 10.
Copii 2, 4.	Prescripție 7.
Declarație 2.	Prezidentul trib. 4.
Desfăcerea căsătoriei, a se vedea cuvântul: „Hotărâre”.	Référé 4.
Dol 2.	Renunțare 2, 7, 9.
Domiciliu conjugal 1, 4, 8, 11.	Rudenie 2.
Eroare 2.	Salar 10.
Evacuare 8.	Suverană apreciere 6.
Hotărâre 3, 5, 6, 8.	Transcriere 3, 5.
Impăcare 9.	Transacție 2, 7, 9.
	Urmărire 10.
	Validare 10.
	Venituri 6.
	Violență 2.

#### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Dreptul la pensiunea alimentară al femeii care a părăsit domiciliul conjugal fără autorizația justiției nu curge dela

data întentării acțiunii de divorț, ci dela data formulării cererii de pensiune alimentară, căci dela această dată se presupune că are nevoie de ea. (C. Ap. Galați, s. I, 221 din 3 Decembrie 1924, C. Jud. 35/1925).

**2.** În fapt: Reclamanta prin declarațiune autentică a renunțat la orice pensiune alimentară în timpul divorțului. Totuși a intentat acțiune ca să i se servească pensiune alimentară. Dacă această renunțare este valabilă și operează între părți.

În drept: În ce privește nevalabilitatea declarațiunii reclamantei nu s'a arătat prin nici o probă că i s'a viciat consimțământul sau i-a fost smulsă prin violență, eroare sau dol.

Laurent (III, No. 50 pag. 75), arată că numai atunci pensiunea alimentară înterează ordinea publică, când se referă la persoanele prin rudenie de sânge sau de alianță, iar nu și când este cerută de soție în favoarea sa.

Nici un text din cod. civ., care guvernează materia pensiunii alimentare, nu prevede că pensiunea alimentară înterează ordinea publică. Legiuitorul prin art. 194 și 250 c. civ., prevede obligațiunea de pensiune alimentară datorită între rudele de sânge sau prin alianță. Dacă copii nu pot renunța la pensiunea alimentară se datorește numai faptului că nu sunt capabili de a face o atare renunțare în timpul minorității, iar nu că este de ordine publică.

Nici un text de lege nu operează deci pe un părinte sau o soție capabilă de a contracta să renunțe la pensiunea alimentară, fiindcă ea nu înterează ordinea publică. Toți comentatorii codului civil, afară de Laurent, nu atribuie pensiunii alimentare caracterul de ordine publică.

Prin urmare, în speță, pensiunea alimentară neînteresând ordinea publică, renunțarea reclamantei este valabilă, întru cât nu s'a dovedit că i-a fost viciat consimțământul și operează între părți. (Trib. Gorj, s. I, sent. civ. No. 64 din 24 Febr. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1478).

**3.** Soțul care în toată durata procesului de divorț și până la transcrierea sentinței nu și-a reclamat pensia alimentară, ce era în drept s'o facă, nu o mai poate face după această dată. (C. Apel Constanța, 110 din 10 Martie 1925, Justiția Dobrogei, 6-7/1925).

**4.** Soția care a intentat acțiune de divorț, poate cere nu numai „tribunalului conf. art. 250 c. civil. posterior acțiunii, să o autorizeze — prin sentința ce o va da asupra cererii ei pentru pensiunea alimentară — de a părăsi domiciliul conjugal spre a se stabili în altă parte, dar poate face asemenea cerere și „prezidentului” tribunalului ca să o autorize în mod provizoriu în acest scop printr'o ordonanță prezidențială — în chiar momentul întentării acțiunii de divorț,



și fără a fi intentat vreo acțiune pentru pensiuinea alimentară. Ea poate cere tot atunci să fie autorizată în mod provizoriu a-și lua cu dânsa și lucrurile sale personale — și, deasemenea, în cazul eventual, a-și lua tot în mod provizoriu și copilul în vârstă fragedă, care este sigur că va avea încă absolută nevoie de îngrijirile mamei lui. (Trib. Caliacra 15 Aprilie 1925, Buletinul. Trib. Caliacra, 4-1925, Pand. Rom. 1926, III, 87).

**5.** O cerere de pensie alimentară, făcută posterior desfacerii căsătoriei și transcrierii sentinței, pentru timpul cât a durat divorțul, trebuie a fi respinsă ca tardivă deoarece după desfacerea căsătoriei orice obligație între soți dispăre (Cas. II, 358 din 23 Iunie 1925, Pand. Sept. 6/1926).

**6.** Când este vorba de pensie alimentară datorită până la desfacerea căsătoriei, fixarea ei e la aprecierea instanțelor de fond și poate depăși o treime din venitul soțului, spre deosebire de pensia datorată după desfacerea căsătoriei. (Cas. II, 26 Iunie 1925, Pand. Sept. 5/1926).

**7.** Analog principiului că nu se pot prescrie acțiunile care încă nu sunt născute, de asemeni nu se poate renunța la un drept care încă nu este născut; din acest punct de vedere urmează că orice renunțare care privește un drept eventual — dar încă nenăscut nu are ființă juridică este nulă, lipsindu-i obiectul. La data de una Mai 1925 nefiind deschis dreptul reclamantei de a cere alimente, — de oarece nu era intentată acțiunea de divorț — declarația sa privia un drept care la acea dată era inexistent, astfel că efectele sale sunt nule deoarece conține stipulațiuni inexistente.

Instituția obligativității sarcinilor alimentare fiind prevăzută de lege dintr'un înalt sentiment de umanitate și fiind proteguită prin caracterul de ordine publică care i se acordă, — din acest îndoit caracter rezultă că drepturile la alimente sunt scoase din domeniul liberei tranzacțiuni, — astfel că — după cum nu se poate crea pentru viitor un drept de alimente, — de asemeni nu se poate renunța transige asupra dreptului de a cere alimente și deci — cu atât mai mult — asupra alimentelor, care — în cazul când sunt admisibile — constituiesc singurul mijloc de existență „officio iudicis ideò alimenta decernuntur ut quis vivat nec fame pereat”. (Trib. Fălticeni — jurnal No. 9109 din 1925, Jur. Gen. 1926 No. 76).

**8.** Soțul nu poate obține evacuarea soției din imobilul conjugal mai înainte de desfacerea căsătoriei, căci, chiar în timpul divorțului soția e obligată să locuiască împreună cu soțul, afară de cazul când obține autorizarea justiției de a părăsi domiciliul conjugal.

Soțul poate cere justiției să fixeze soției

un alt domiciliu în timpul divorțului. (Trib. Brăila s. II, 1 Mai 1926, Pand. Săpt. 28/1926).

**9.** Pensiuinea alimentară putând fi cerută potrivit art. 250 cod. civ. în timpul divorțului, rezultă că în caz de împăcarea soților ea încetează fiind un accesoriu al divorțului.

Nici un text de lege nu oprește pe soție să renunțe la o pensie alimentară acordată pe timpul divorțului, deoarece această chestiune nu interesează ordinea publică. (Trib. Ilfov, s. I, civ. cor. sent. 623 din 21 Iunie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 1652).

**10.** În fapt: Intimata Elisabeta Urziceanu făcând poprire în mâinile ministerului de războiu pe salariul funcționarului C. G. Urziceanu, apelantul, prin sentința Trib. Nariatat Ilfov No. 223 din 1925, s'a validat pe jumătate din salariul său împreună cu sporurile și chiria acordată, pentru despăgubirea intimătei de pensiuinea alimentară de câte 2000 lei lunar acordată ei prin sent. Trib. Ilfov s. II, civ. cor. No. 506 din 925. Apel. Admitere.

În drept: Art. 409 alin. 3 pr. civ. prevede că indemnizațiile de chirie ce se acordă funcționarilor sunt neurmăribile și neaccessibile în mod absolut; ele se pot urmări și ceda numai pentru chiria datorită pe semestrul la care sunt aferente.

De asemenea, art. 2 din decretul No. 3683 din 925 declară că indemnitatea de scumpirea traiului, acordată funcționarilor publici în condițiunile art. 1 nu este supusă urmării creditorilor.

Ambele aceste două texte declarând neurmăribile, în mod absolut pentru orice datorie, indemnizațiile de chirie și scumpete, cu excepție pentru chirie cum se specifică mai sus, urmează că nu se poate face vre-o excepție în această privință pentru creanțele alimentare, deoarece legiuitorul nu a prevăzut-o.

Din împrejurarea că indemnitatea de scumpete este acordată în aceeași măsură și celibatarilor, deci nu numai celor căsătoriți și în interesul familiei, cât și din aceea că această indemnitate este acordată numai în vederea scumpetei traiului ca o alocație de hrană având un caracter cu totul personal și provizoriu, nu poate fi considerată ca un salariu fix în sensul legii.

În asemenea condițiuni, apelul de față devine fondat și Curtea urmează a valida poprirea intimătei numai pe jumătate din salariul fix de bază și indemnitate de activitate care este considerată că face parte din salariul fix, în sensul legii, ce apelantul primește dela Ministerul de război. (C. A. Buc. s. IV. Dec. No. 217 din 23 Iulie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1651).

**11.** În principiu femeia este obligată de a urmă pe soțul său oriunde și de a locui împreună cu dânsul, neputând legalmente să aibă alt domiciliu decât acela al bărbatului.

Atunci însă, când bărbatul refuză de a-și primi femeia în domiciliul conjugal sau când o maltratează în așa mod încât o pune în imposibilitate de a mai locui cu dânsul, femeia are drept la alimente din partea bărbatului, chiar când nu ar fi o cerere de divorț, el fiind obligat conform art. 196 c. civ. de a o primi și a-i înlesni totul pentru conviețuire după starea lor materială.

În cursul procesului de divorț, fie ca reclamantă, fie ca pârâtă, femeia are dreptul să părăsească domiciliul conjugal, fără să fie silită a cere autorizarea justiției, de oarece art. 250 c. civ. nu obligă pe femeie a cere asemenea autorizare, atunci când se dovedește că au avut motive serioase să-l părăsească, — în speță femeia a fost maltrată și alungată din casă de soțul său — și din moment

ce dânsa din culpa bărbatului, părăsește domiciliul conjugal, chiar fără autorizarea justiției, consecința logică și naturală este, ca bărbatul să-i servească potrivit disp. art. 250 c. civ. o pensiuine alimentară în proporție cu mijloacele lor de viațuire pe tot timpul divorțului.

Această pensiuine alimentară, luând naștere odată cu intentarea acțiunii de divorț, ea trebuie acordată, conform cu disp. art. 250 c. civ., care nu face nici o distincțiune, din ziua deschiderii procesului de divorț și nu dela data când pensiuinea alimentară a fost cerută. (Trib. Fălticeni, sentința civilă No. 243 din 1 Noembrie, 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1886).

12. A se vedea: art. 191, nota 1; art. 281, nota 2; art. 283, nota 2.

### Secțiunea III. — Despre cauzele de respingere a cererii de despărțenie pentru cauză determinată.

**Art. 251.** — Cererea de despărțenie se va stinge prin împăcarea soților urmată după întâmplarea faptelor, cari ar fi putut sprijini acea cerere, sau după pornirea cererii de despărțenie. (Civ. 211 urm., 216 urm., 229, 242, 248, 252 urm.; Civ. Fr. 244, 272).

*Text. fr. Art. 244. (Modificat prin legile din 18 Aprilie 1886 și 26 Iunie 1919).* — L'action en divorce s'éteint par la réconciliation des époux survenue soit depuis les faits allégués dans la demande, soit depuis cette demande.

Dans l'un et l'autre cas, le demandeur est déclaré non recevable dans son action; il peut néanmoins en intenter une nouvelle pour cause survenue ou découverte depuis la réconciliation, et se prévaloir des anciennes causes à l'appui de sa nouvelle demande.

L'action en divorce s'éteint également par le décès de l'un des époux, survenu avant que le jugement ou l'arrêt prononçant le divorce soit devenu définitif.

*Text. fr. Art. 272.* — L'action en divorce sera éteinte par la réconciliation des époux, survenue soit depuis les faits qui auraient pu autoriser cette action, soit depuis la demande en divorce.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acceptare 10.	Expresă împăcare 3.	Prezumpțiune 6, 8.	Renunțare 6.
Acțiune de divorț 1, 2, 4, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 19, 21-33.	Femeie însărcinată 9.	Probă 12.	Respingere 29.
Adulter 9.	Gravidă femeie 9.	Procedură civilă 32.	Retractare 10.
Apel 16.	Hotărâre definitivă 1.	Provocare 30.	Sarcina femeii 9.
Aprecieri suverană 5.	Împăcare 1-19.	Raporturi intime 8.	Simulație 11.
Autoritate de lucru judecat 31.	Împăcare expresă 3.	Reciprocitate 26, 27, 28, 30.	Stare civilă 23.
Cauze de divorț 12, 14, 22-27, 29, 30, 31.	Împăcare tacită 3.	Reclamant 29, 33.	Suverană apreciere 5.
Coabitare 6, 7.	Încetare din viață 20.	Recluziune 2, 21, 28.	Tacită împăcare 3.
Codul de procedură civilă 32.	Interpretare 4.	Recurs 18.	Termin 13.
Condemnare 2, 21, 28.	Invocare 15-18.	Reluarea vieții în comun 6, 7.	Viața comună 6, 7.
Condițiune 10.	Lucru judecat 31.		
Conviețuire 6, 7.	Moarte 20.		
Curte de Casație 18.	Motive de divorț 12, 14, 22-27, 29, 30, 31.		
Deces 20.	Muncă silnică 2, 21, 28.		
Delict 25.	Oficiu 17.		
Dezistare 19.	Ordine publică 15.		
Dovadă 12.	Părăsirea domiciliului conjugal 6, 7.		
Durată 13.	Pedeapsă 21.		
	Perimare 32, 33.		
	Prescripție 21, 22, 23, 24, 25.		

#### Doctrină.

1. Împăcarea urmată după ce hotărârea de divorț a rămas definitivă, nu face să cadă această hotărâre de oarece art. 244 c. civ. fr. (251 c. civ. rom.) arată că împăcarea stinge numai acțiunea de divorț. (Duranton, II, No. 572, 573; Demolombe, IV, No. 404; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, nota 8, p. 184; Dalloz, Rép.,



Suppl., Divorce et séparation de corps. No. 377; Carpentier, Traité, I, No. 270; II, No. 104; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 137; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 699).

**2.** După unii autori, împăcarea soților nu face să se stingă acțiunea de divorț intentată de către un soț pentru motivul că celălalt soț a fost condamnat la munca silnică sau recluziune, de oarece împăcarea nu face să se șteargă infamia unei asemenea condamnățiuni. (Locré, Législation civile, Art. 272; Delvincourt, I, No. 193; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 132; Contra Duranton, II, No. 572, 573; Demolombe, IV, No. 404; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 347 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 845; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 184; Carpentier, Traité, I, No. 270; Baudry et Chauveau, III, No. 232; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1209; Planiol et Ripert, II, No. 536; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 135).

**3.** Împăcarea soților poate fi expresă sau tacită. (Huc, II, No. 363; Carpentier, Traité, I, No. 277; Planiol et Ripert, II, No. 534; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 135, 136).

**4.** Pentru ca să existe împăcare, se cere concursul ambilor soți; renunțarea soțului la dreptul de a intenta acțiunea de divorț, nu poate fi interpretată ca împăcare. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 364; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 136; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 534, 535).

**5.** Faptele din cari rezultă împăcarea soților, sunt luate la aprecierea suverană a tribunalului care judecă acțiunea de divorț. (Toullier, II, No. 761; Duranton, II, No. 570; Demolombe, IV, No. 405; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 139, nota 4; Marcadé, Art. 307, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 184; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 371; Laurent, III, No. 209; Huc, II, No. 362, 363; Vraye et Gode, I, No. 126; Carpentier, Traité, I, No. 273; II, No. 105; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1208; Planiol et Ripert, II, No. 535; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 212; Nacu, I, p. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 134, 136; Plastara, I, p. 324).

**6.** Faptul că soții au reluat viața în comun, este un indiciu iar nu o prezumpțiune de împăcare a lor. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 265; Comp.: Demolombe, IV, No. 410, 411; Duranton, II, No. 571 urm.; Marcadé, Art. 307, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 184, 185; Laurent, III, No. 211; Huc, II, No. 264; Vraye et Gode, I, No. 126; Carpentier, Traité, I, No. 278; Baudry et Chauveau, III, No. 229; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1208; Planiol et Ripert, II, No. 535; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 212; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 134, nota 2).

**7.** Faptul că soția, după ce a părăsit pe soțul său, revine să coabiteze cu dâ-

șul, constituie o împăcare din partea ei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 185; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 134, nota 2).

**8.** Faptul că în timpul acțiunii de divorț, soții au avut, în mod accidental, raporturi intime, nu este de natură a prezuma împăcarea dacă nu este coroborat și de alte fapte cari să dovedească în mod neîndoios că împăcarea între soți a avut loc. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 364; Huc, II, No. 364; Vraye et Gode, I, No. 126; Carpentier, II, No. 107; Planiol et Ripert, II, No. 535; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 134, 135, nota 2).

**9.** Împăcarea poate rezulta din faptul că femeia rămâne însărcinată, în cazul când sarcina nu este rezultatul unui adulter. (Demolombe, IV, No. 411; Vraye et Gode, I, No. 126; Carpentier, Traité, I, No. 281; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 134, nota 2; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 535; Plastara, I, p. 324).

**10.** Pentru ca împăcarea soților să poată stinge acțiunea de divorț, trebuiește ca ea să fie definitivă iar nu subordonată unei condițiuni, caz în care până la acceptarea și îndeplinirea ei, soțul reclamant poate să o retracteze. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 367; Baudry et Chauveau, III, No. 228; Comp.: Laurent, III, No. 209; Planiol et Ripert, II, No. 534; Nacu, I, p. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 136).

**11.** Pentru ca împăcarea soților să poată stinge acțiunea de divorț, trebuiește ca să fie reală iar nu simulată. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 367; Carpentier, Traité, I, No. 276; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 136).

**12.** Pentru ca împăcarea soților să poată stinge acțiunea de divorț, trebuiește ca să se dovedească că soțul, căruia i se opune împăcarea, cunoștea faptul care constituia motivul de divorț. (Demolombe, IV, No. 404, 405; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 184; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 369; Laurent, III, No. 209; Huc, II, No. 361; Carpentier, Traité, I, No. 272; II, No. 103; Baudry et Chauveau, III, No. 227; Planiol et Ripert, II, No. 534; Nacu, I, p. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 135).

**13.** Împăcarea, oricât de scurtă ar fi fost durata ei, stinge acțiunea de divorț. (Demolombe, IV, No. 406; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, nota 12, p. 185; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 368; Laurent, III, No. 209; Carpentier, Traité, I, No. 274; Baudry et Chauveau, III, No. 228).

**14.** Pentru ca împăcarea soților să poată stinge acțiunea de divorț, se cere ca faptele cari constituiesc motivele de divorț, să fie anterioare împăcării, indiferent dacă împăcarea are loc înainte sau după intentarea acțiunii de divorț. (Demolombe, IV, No. 406, 407; Aubry et Rau,

ed. 4-a, V, § 492, p. 185; Dalloz, Rép., Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 370; Carpentier, *Traité*, I, No. 272; Planiol et Ripert, II, No. 534; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 134).

**15.** Excepțiunea de stingerea acțiunii de divorț rezultată din împăcarea soților este de ordine publică și poate fi invocată în orice stare a pricinii. (Demolombe, IV, No. 404; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 185; Dalloz, Rép., Suppl., *Séparation de corps*, No. 82; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 128; Baudry et Chauveau, III, No. 231; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1209; Planiol et Ripert, II, No. 536; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 133; Matei Cantacuzino, p. 699).

**16.** Această excepțiune poate fi invocată pentru prima oară în apel. (Demolombe, IV, No. 404, 421; Aubry et Rau, ed. 4. V, § 492, p. 185; Dalloz, Rép., Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 375; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 128; Baudry et Chauveau, III, No. 231; Planiol et Ripert, II, No. 536; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 137; Contra: Carpentier, *Traité* I, No. 291; Laurent, III, No. 231).

**17.** Această excepțiune poate fi invocată de tribunal din oficiu, când părțile nu o opun. (Dalloz, Rép., Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 375; *Séparation de corps*, No. 82; Huc, II, No. 366; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 130 bis; Carpentier, II, No. 106; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1209; Planiol et Ripert, II, No. 536; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 137; Contra: Baudry et Chauveau, III, No. 231).

**18.** Împăcarea soților nu poate fi propusă pentru prima oară înaintea Curții de Casație. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 137, nota 1).

**19.** Nu trebuie să se confunde împăcarea cu dezistarea soțului reclamant, de la acțiunea de divorț, și care permite reclamantului să introducă o nouă acțiune. (Dalloz, Rép., Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 378, 477; *Séparation de corps*, No. 83; Comp.: Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 350; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 144).

**20.** Acțiunea de divorț se stinge prin decesul unuia dintre soți. (Paniol et Ripert, II, No. 545; Matei Cantacuzino, p. 699; Plastara, I, p. 325).

**21.** Acțiunea de divorț întemeiată pe motivul că unul dintre soți a fost condamnat la munca silnică sau recluziune, nu se stinge prin prescripția pedepsei. (Dalloz, Rép., Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 389).

**22.** Acțiunea de divorț întemeiată pe fapte petrecute cu treizeci ani înainte de intentarea acțiunii, după o părere, este prescrisă. (Merlin, *Questions de droits. Adultère*, § 9, No. 2, p. 177, nota 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 187; Dalloz, Rép., Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 390; Laurent, III, No. 215; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 503 urm.;

Baudry et Chauveau, III, No. 239; Baudry et Tissier, *Prescription*, No. 595; Planiol et Ripert, II, No. 532, 533; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 145).

**23.** După o altă părere, acțiunea de divorț este imprescriptibilă, de oarece este o acțiune privitoare la starea persoanelor. (Demolombe, IV, No. 409; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 846; Dalloz, Rép., *Séparation de corps*, No. 181; Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 390; Huc, II, No. 369; Guillouard, *Prescription*, II, No. 608; Carpentier, *Traité*, II, No. 135; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 212, 213; Nacu, I, p. 455; Plastara, I, p. 325).

**24.** După o a treia părere, acțiunea de divorț se prescrie prin trecerea unui an de la comiterea faptelor cari constituiesc motivele de divorț. (Toullier, I, No. 762).

**25.** După a patra părere, când faptele cari constituiesc motive de divorț, sunt delict, acțiunea de divorț se prescrie prin trecere de cinci ani care curge de la comiterea delictelor. (Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 145).

**26.** Reciprocitatea faptelor cari constituiesc motive de divorț, nu este o piedecă la admiterea unei cereri de divorț. (Merlin, *Questions de droit. Adultère*, § 8, No. 2, § 10, No. 2; Toullier, II, No. 764; Demolombe, IV, No. 415, 416; Taulier, I, p. 362; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 847; Marcadé, *Art.* 307, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 187 urm.; Dalloz, Rép., *Séparation de corps*, No. 194; Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 399; Laurent, III, No. 213, 214; Huc, II, No. 373; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 39; Baudry et Chauveau, III, No. 235; Planiol et Ripert, II, No. 539; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 213; Nacu, I, p. 457; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 140; Plastara, I, p. 325).

**27.** După o altă părere, astăzi parasită, reciprocitatea faptelor cari constituiesc motive de divorț, face ca unul dintre soți să nu poată introduce contra celuilalt soț, o acțiune de divorț. (Duranton, II, No. 574; Valette sur Proudhon, I, p. 532; Vazeille, *Traité du mariage*, II, No. 536; Dalloz, Rép., *Séparation de corps*, No. 196; Carpentier, *Traité*, I, No. 57 urm.).

**28.** Chiar în cazul când ambii soți ar fi fost condamnați la munca silnică sau recluziune, ei pot intenta unul contra altuia acțiune de divorț. (Dalloz, Rép., Suppl., *Divorce et séparation de corps*, No. 400; *Séparation de corps*, No. 88; Huc, II, No. 373; Carpentier, *Traité*, I, No. 61; Baudry et Chauveau, IV, No. 235; Contra: Demolombe IV, No. 415; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 848; Planiol et Ripert, II, No. 539; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 213).

**29.** Când soțul reclamant a fost cauza faptelor pe cari le invoacă, în acțiunea de divorț, ca motive, acțiunea urmează a fi respinsă. (Demolombe, IV, No. 414; 415;



Vazeille, Traité du mariage, II, No. 584; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 187; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 402; Séparation de corps, No. 89; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 34; Planiol et Ripert, II, No. 541; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 143).

**30.** Provocarea unuia dintre soți sau reciprocitatea faptelor pot face ca tribunalul să micșoreze gravitatea faptelor cari constituiesc motivele de divorț. (Laurent, III, No. 214; Huc, II, No. 373; Planiol et Ripert, II, No. 541; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 141).

**31.** Excepțiunea lucrului judecat poate fi opusă în materie de divorț cu condițiune ca acțiunea ulterioară să fie întemeiată pe fapte cari să fi constituit mo-

tive de divorț în acțiunea anterioară. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 393; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 139; Plastara, I, p. 325, 326).

**32.** Acțiunea de divorț, ca orice acțiune se poate perima conform procedurii civile. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 391; Vraye et Gode, I, No. 507; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 146).

**33.** După perimarea unei acțiuni de divorț reclamantul poate intenta o nouă acțiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 391; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 507; Carpentier, Traité, II, No. 100).

**34.** A se vedea: art. 253 din codul civil, cu notele respective.

**Art. 252.** — În ambele aceste cazuri, cel ce cere despărțenia va fi respins; el va putea însă porni o nouă cerere de despărțenie pentru cauze provenite după împăcare, și în asemenea caz el se va putea servi întru sprijinirea cererei sale și de cauzele cele vechi. (Civ. 248, 251, 253; Civ. Fr. 244, 273).

*Text. fr. Art. 244. (Modificat prin legile din 18 Aprilie 1886 și 26 Iunie 1919).* — L'action en divorce s'éteint par la réconciliation des époux survenue soit depuis les faits allégués dans la demande, soit depuis cette demande.

Dans l'un et l'autre cas, le demandeur est déclaré non recevable dans son action; il peut néanmoins en tenter une nouvelle pour cause survenue ou découverte depuis la réconciliation, et se prévaloir des anciennes causes à l'appui de sa nouvelle demande.

L'action en divorce s'éteint également par le décès de l'un des époux, survenu avant que le jugement ou l'arrêt prononçant le divorce soit devenu définitif.

*Text. fr. Art. 273.* — Dans l'un et l'autre cas, le demandeur sera déclaré non recevable dans son action; il pourra néanmoins en tenter une nouvelle pour cause survenue depuis la réconciliation, et alors faire usage des anciennes causes pour appuyer sa nouvelle demande.

### Doctrină.

**1.** Reclamantul poate intenta o acțiune de divorț, pentru cauze provenite după împăcare și în asemenea caz el se va putea folosi pentru sprijinirea noii sale cereri și de cauzele cele vechi. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 379; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1210; Planiol et Ripert, II, No. 538; Nacu, I, p. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 138; Matei Cantacuzino, p. 699; Plastara, I, p. 324).

**2.** Reclamantul poate să se folosească în noua sa acțiune de divorț, de faptele anterioare împăcării, chiar dacă aceste fapte nu au fost produse în justiție cu ocazia primei acțiuni. (Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 220; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 139; Comp.: Duranton, II, No. 566; Demolombe, IV, No. 425; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 186; Laurent, III, No. 209, 212; Huc, II, No. 371; Vraye et Gode, I, No. 137).

**3.** Chiar dacă faptele noi urmate după împăcare, nu ar fi îndeajuns de grave pentru a motiva prin ele înșile acțiunea de divorț, ele fac să renască faptele vechi cari constituiau un motiv de divorț. (Duranton, II, No. 566; Demolombe, IV, No. 423; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 252, nota 8; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 577; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 186; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 845; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 380; Séparation de corps, No. 84; Laurent, III, No. 212; Huc, II, No. 367; Vraye et Gode, I, No. 135; Baudry et Chauveau, III, No. 233, 234; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1210; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 212; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 138; Contra: Carpentier, Traité, I, No. 286, 287).

**4.** Faptele noi nu trebuiesc să fie de aceeași natură cu faptele vechi, pentru a le putea reinvia. (Duranton, II, No. 566; Demolombe, IV, No. 423; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 252; Vazeille, Traité

du mariage, II, No. 577; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 186; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 219; Laurent, III, No. 212; Huc, II, No. 367; Vraye et Gode, I, No. 135; Baudry et Chauveau, III, No. 233, 234).

5. Dispozițiile art. 273 c. civ. fr. (252 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea chiar în cazul când faptele urmate de împăcare nu ar fi dat loc la intentarea unei acțiuni de divorț. (Demolombe, IV, No. 422; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 186; Laurent, III, No. 212).

6. Chiar dacă faptele vechi ar fi fost considerate de tribunal fără gravitate sau ar fi fost înlăturate de tribunal ca nedovedite, ele pot fi invocate din nou într-o acțiune de divorț intentată după împăcare, și întemeiată pe fapte posteroare împăcării. (Duranton, II, No. 568; Demolombe, IV, No. 425; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 187; Laurent, III, No. 212; Baudry et Chauveau, III, No. 234; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 138).

7. Tribunalele apreciază, în mod suveran gravitatea faptelor noi, pentru a putea reinvia pe cele vechi. (Dalloz,

Rép., Séparation de corps, No. 217; Suppl. Divorce et séparation de corps, No. 380; Huc, II, No. 367; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1210; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 138).

8. A se vedea; art. 251 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Nu există lucru judecat când, după împăcarea părților în acțiunea de divorț, se introduce o nouă acțiune pentru fapte petrecute posterior împăcării. (Cas. II, 110 din 5 Mai 1926, Pand. Săpt. 32/1926).

2. Instanța de fond apreciază suveran dacă o cerere de divorț e suficient sau nu motivată.

Când după împăcarea soților urmează noi injurii cari duc la divorț, soții se pot servi și de insultele proferate înainte de împăcare.

Injurii grave, în sensul art. 212 c. civ., nu trebuiesc să fie publice. (Cas. II, 378 din 3 Iulie 1925, Pand. Săpt. 4,926).

**Art. 253.** — Dacă cel ce cere despărțenia tăgăduiește, că ar fi urmat împăcare, celălalt soț poate dovedi că a urmat, atât prin înscris, cât și prin martori, după forma prescrisă prin precedentul<sup>1)</sup> capitol. (Civ. 216 urm., 251, 252, 1169, 1191 urm., 1705; Pr. civ. 185 urm.; Civ. Fr. 274).

*Text. fr. Art. 274.* — Si le demandeur en divorce nie qu'il y ait eu réconciliation, le défendeur en fera preuve, soit par écrit, soit par témoins, dans la forme prescrite en la première section du présent chapitre.

## Doctrină.

1. Instanța competentă ca să decidă dacă între soți a urmat împăcarea, este aceea înaintea căreia este pendentă acțiunea de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 139).

2. Când soțul pârât invoacă excepțiunea de împăcare, tribunalul nu este obligat să statueze în prealabil asupra acestei excepțiuni, ci el poate să ordone să se audieze martori atât asupra faptelor cari constituiesc motivele de divorț cât și asupra împăcării, dacă găsește că nu poate să aprecieze faptele din cari se deduce împăcarea de cât după ce se va fi făcut instruirea complectă a cauzei. (Dalloz, Rép., Suppl., Séparation de corps, No. 81; Huc, II, No. 365; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 536).

3. Dovada împăcării, trebuiește făcută de către soțul care o invoacă. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 372; Planiol et Ripert, II, No.

537; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1217; Nacu, I, p. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 139).

4. Faptele din cari rezultă împăcarea soților, sunt lăsate la aprecierea suverană a tribunalului, care judecă acțiunea de divorț. (Toullier, II, No. 761; Duranton, II, No. 570; Demolombe, IV, No. 405; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 139, nota 4; Marcadé, Art. 307, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, p. 184; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 371; Laurent, III, No. 209; Huc, II, No. 362, 363; Vraye et Gode, I, No. 126; Carpentier, Traité, I, No. 273; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1208; Planiol et Ripert, II, No. 535; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 212; Nacu, I, p. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 134, 136).

5. Faptele din cari rezultă împăcarea soților, pot fi dovedite prin acte scrise cum ar fi scrisori sau prin martori și prezumțiuni. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 372; Planiol et Ripert, II, No. 534; Alexan-

1) Din greșeală se trimite aci la „precedentul capitol” care tratează despre cauzele despărțeniei, în loc de „prin prezentul capitol”, cum este și în textul francez.



dresco, ed. 2-a, II, p. 139; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 699).

6. Pentru dovedirea împăcării, soțul care o invoacă se poate folosi de mărturisirea celui alt soț. (Demolombe, IV, No. 420; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, nota 14, p. 185; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 373; Huc, II, No. 363; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 141; Carpentier, Traité, I, No. 290; Baudry et Chauveau, III, No. 230; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1217; Planiol et Ripert, II, No. 537, 575; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 139; Contra: Laurent, III, No. 210).

7. După o părere, jurământul decizoriu este admisibil pentru a se dovedi împăcarea. (Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 492, nota 15, p. 185; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 374; Huc, II, No. 363; Vraye et Gode, ed. 2-a, I, No. 142; Carpentier, Traité, I, No. 290;

II, No. 110; Divorce et séparation de corps, I, No. 2048 urm.; Baudry et Chauveau, III, No. 230; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1217; Planiol et Ripert, II, No. 537, 576).

8. După o altă părere, însă, jurământul decizoriu nu este admisibil pentru a se dovedi împăcarea. (Demolombe, IV, No. 420; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 263; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 374; Laurent, III, No. 210; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 139, 140).

9. Jurământul supletoriu este admisibil pentru a se dovedi împăcarea. (Vraye et Gode, I, No. 143; Carpentier, Traité, I, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 140, nota 1; Contra: Demolombe, IV, No. 420; Laurent, III, No. 210).

10. A se vedea: art. 251 din codul civil cu notele respective.

### CAPITOLUL III

#### Despre despărțenia prin consimțământul mutual <sup>1)</sup>

**Art. 254.** — Consimțământul mutual al soților, nu va fi primit, dacă bărbatul are mai puțin de 25 ani, sau femeia mai puțin de 21 ani. (Civ. 131, 214; Civ. Fr. 275).

*Text. fr. Art. 275.* — I.e. consentement mutuel des époux ne sera point admis, si le mari a moins de vingt-cinq ans, ou si la femme est mineure de vingt-un ans.

#### Doctrină.

1. Minimum de vârstă cerut de art. 254 din codul civil, trebuie constatată în

momentul când se face cererea de divorț prin consimțământul mutual. (Nacu, I, p. 461).

**Art. 255.** — Consimțământul mutual nu va fi primit decât după trecerea de 2 ani dela săvârșirea căsătoriei. (Civ. 214, 254, 257 urm.; Civ. Fr. 276).

*Text. fr. Art. 276.* — Le consentement mutuel ne sera admis qu'après deux ans de mariage.

#### Doctrină.

1. Termenul de doi ani de existența căsătoriei cerut de art. 255 din codul ci-

vil român, trebuie constatată în momentul când se face cererea de divorț prin consimțământ mutual. (Nacu, I, p. 461).

**Art. 256.** — Consimțământul mutual nu se va mai primi după 20 ani de căsătorie, nici după ce femeia va fi împlinit vârsta de 45 ani. (Civ. 214; Civ. Fr. 277).

*Text. fr. Art. 277.* — Il ne pourra plus l'être après vingt ans de mariage, ni lorsque la femme aura quarante-cinq ans.

<sup>1)</sup> După cum am arătat și în nota de sub textul art. 214, legiuitorul francez prin legea din 27 Iulie 1884 nu mai admite divorțul prin consimțământ mutual. A se vedea și notele de sub textul art. 214 și urm. cod. civ.

**Doctrină.**

1. Bărbatul poate cere divorțul prin consimțământ mutual, la orice vârstă cât de înaintată, de oarece art. 256 din codul civil român, fixează limita de vârstă numai pentru femei. (Nacu, I, p. 460).

2. Termenul de 20 ani de existența căsătoriei și limita de vârstă de 45 ani a femeii, trebuiesc constatate la epoca pronunțării hotărârii de divorț prin consimțământ mutual. (Nacu, I, p. 461).

**Art. 257.** — În nici un caz consimțământul mutual al soților nu va fi îndestulător, dacă acel consimțământ nu va fi autorizat de către tată sau mamă sau de către ceilalți ascendenți în viață fiind, potrivit regulilor prescrise la articolii 131, 132 și 133 din titlul al V-lea pentru căsătorie. (Civ. 131, 132, 133, 214, 258 urm., 262, 264; Civ. Fr. 278).

*Text. fr. Art. 278.* — Dans aucun cas le consentement mutuel des époux ne suffira s'il n'est autorisé par leurs pères et mères, ou par leurs autres ascendants, suivant les règles prescrites par l'article 150, au titre du *Mariage*.

**Doctrină.**

1. În privința consimțământului ascendenților la desfacerea căsătoriei prin consimțământ mutual, trebuiesc de urmat aceleași norme ca și la consimțământul ascendenților pentru căsătorie. (Nacu, I, p. 461, 462; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 150; Matei Cantacuzino, p. 706).

2. Pentru despărțenia prin consimțământ mutual, când ambii părinți ai soților sunt în viață, este necesar consimțământul amândorura, iar în caz de divergență voința tatălui nu poate predomina. (Nacu, I, p. 462).

3. După o altă părere, când ambii părinți ai soților sunt în viață, se cere consimțământul amândorura la desfacerea căsătoriei prin consimțământ mutual, iar în caz de desbinare între tată și mamă, consimțământul tatălui va fi de ajuns. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 150).

4. Consimțământul părinților sau al celorlalți ascendenți, trebuie dat în scris, printr-o declarație autentică; o declarație verbală nu este de ajuns. (Laurent, III, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 150, 157; Contra: Matei Cantacuzino, p. 706).

**Art. 258.** — Soții hotărâți a se despărți prin consimțământul mutual, vor fi datori a face mai întâi inventariu și prețuire a întregii lor averi mișcătoare și nemișcătoare și a regulă drepturile lor respective, în privirea cărora sunt liberi de a face învoială. (Civ. 194, 214, 259 urm., 285, 1224; Civ. Fr. 279).

*Text. fr. Art. 279.* — Les époux déterminés à opérer le divorce par consentement mutuel, seront tenus de faire préalablement inventaire et estimation de tous leurs biens meubles et immeubles, et de régler leurs droits respectifs, sur lesquels il leur sera néanmoins libre de transiger.

**Doctrină.**

1. Convenția soților trebuie făcută în scris, însă nu este necesar ca ea să fie autentică. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 151).

2. Cu toate că dispozițiile art. 258 din codul civil român, sunt prevăzute în lege și în interesul copiilor soților ce voesc a se despărți prin consimțământ mutual, totuși ei nu pot interveni pentru a supraveghea îndeplinirea formalităților, nici ei în persoană, dacă sunt majori, nici prin un tutor ad hoc, dacă sunt

minori. (Laurent, III, No. 279; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 151).

3. Femea nu are nevoie de autorizația justiției pentru a face convenția de regularizarea drepturilor sale, cu bărbatul său de oare ce se consideră că este autorizată în mod tacit de acesta. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 152).

4. Divorțul prin consimțământ mutual nu poate avea loc, dacă soții nu se învoiesc în privința drepturilor lor respective cari trebuiesc regulate înainte de înfățișarea lor înaintea tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 152).



5. În urmă desfacerii căsătoriei prin consimțământ mutual, uzufructul legal asupra averii copiilor minori va aparține tatălui, de oarece nu se poate ști care dintre soți este vinovat. (Laurent, IV, No. 337; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 152).

6. Puterea părintească, după divorțul prin consimțământul mutual, aparține tatălui, chiar dacă copiii se vor încredința mamei; tatăl nu poate renunța la acest drept. (Laurent, III, No. 297; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 152).

**Art. 259.** — Ei vor fi asemenea datori a face între dânșii înscrisă tocmeală asupra următoarelor puncte:

1. Cui urmează a fi încredințați copiii ce vor fi avut din căsătoria lor, atât pentru timpul cercărei, cât și după pronunțarea despărțeniei.

2. Ce sumă va fi dator bărbatul a da femeii sale, în intervalul acela de timp, dacă ea nu va avea venituri îndeștulate spre a întâmpina trebuințele ei<sup>1</sup>). (Civ. 249, 250, 257, 258, 260, urm., 282; Civ. Fr. 280).

*Text. fr. Art. 280.* — Ils seront pareillement tenus de constater par écrit leur convention sur les trois points qui suivent:

- 1<sup>o</sup> À qui les enfants nés de leur union seront confiés, soit pendant le temps des épreuves, soit après le divorce prononcé;
- 2<sup>o</sup> Dans quelle maison la femme devra se retirer et résider pendant le temps des épreuves;
- 3<sup>o</sup> Quelle somme le mari devra payer à sa femme pendant le même temps, si elle n'a pas des revenus suffisants pour fournir à ses besoins.

#### Doctrină.

1. Convenția soților prevăzută de art. 259 din codul civil român, trebuie să fie făcută prin act scris, însă nu este ne-

cesar să fie autentică. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 153).

2. Divorțul prin consimțământ mutual nu poate avea loc dacă soții nu se înțeleg asupra tuturor chestiunilor arătate de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 153).

**Art. 260.** — Soții se vor prezenta împreună și în persoană înaintea președintelui tribunalului civil al districtului unde 'și au domiciliul, sau la judecătorul care ține locul președintelui și își vor declara voința lor de a se despărți, în prezența a doi martori aduși de ei. (Civ. 24, 93, 196, 214, 215, 225, 261 urm., 277 urm.; Civ. Fr. 281).

*Text. fr. Art. 281.* — Les époux se présenteront ensemble, et en personne, devant le président du tribunal civil de leur arrondissement, ou devant le juge qui en fera les fonctions, et lui feront la déclaration de leur volonté, en présence de deux notaires amenés par eux.

#### Doctrină.

1. Fiecare dintre soți trebuie să se prezinte înaintea președintelui tribunalului asistat de doi martori. (Nacu, I, p. 463).

2. Martorii prevăzuți de art. 260 din

codul civil român, pot fi de sex feminin. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 155).

3. În caz de boală a unuia dintre soți, președintele tribunalului se va putea transporta la domiciliul soților, în baza unui certificat medical. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 155, nota 2).

<sup>1</sup> În art. francez 280 corespunzător, astăzi abrogat, figurează ca al 2-lea punct următorul, care a fost suprimat în art. 259 cod. civil român: „Dans quelle maison la femme devra se retirer et résider pendant le temps des épreuves”.

**Art. 261.** — Judecătorul va face atât ambilor soți întruniți cât și fiecăruia din ei în parte, în prezența celor doi martori, sfaturile și îndemnările ce el va găsi de cuviință; le va citi Capitolul IV din acest titlu care regulează efectele despărțeniei, și va arăta toate consecințele faptei lor. (Civ. 221, 277—285; Civ. Fr. 282).

*Text. fr. Art. 282.* — Le juge fera aux deux époux réunis, et à chacun d'eux en particulier, en présence des deux notaires, telles représentations et exhortations qu'il croira convenables; il leur donnera lecture du chapitre IV du présent titre, qui règle les effets du Divorce, et leur développera toutes les conséquences de leur démarche.

#### Doctrină.

1. Președintele tribunalului va căuta să împace pe soți și le va citi art. 277—

285 din codul civil român privitoare la efectele divorțului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 155; V. G. Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 55; Comp.: Nacu, I, p. 464).

**Art. 262.** — Dacă soții și după aceasta vor stăruî în hotărîrea de ei luată, li se va da act de către judecător după cererea lor de despărțenie prin consimțământ mutual, și vor fi datori de a prezenta și a depune îndată în tribunal pe lângă actele prescrise la art. 258 și 259 și următoarele:

1. Actul de naștere și acel de căsătorie;

2. Actele de naștere și de încetare din viață a copiilor născuți din căsătoria lor;

3. Declarațiunea autentică din partea părinților lor și<sup>1)</sup> a altor ascendenți în viață fiind, care să rostească că, pentru cauzele lor cunoscute, autorizează pe fiul sau pe fiica lor, pe nepotul de fiu sau pe nepoata de fiică căsătorit sau căsătorită cu cutare, de a cere despărțenie prin consimțământ mutual și de a consimți la el.

Tații, mamele<sup>2)</sup>, bunele soților vor fi presumați ca în viață până se vor înfățișa acte constatatoare, încetării lor din viață. (Civ. 41 urm., 49 urm., 64 urm., 257, 1171, 1202; Civ. Fr. 283).

*Text. fr. Art. 283.* — Si les époux persistent dans leur résolution, il leur sera donné acte, par le juge, de ce qu'ils demandent le divorce, et y consentent mutuellement; et ils seront tenus de produire et déposer à l'instant, entre les mains des notaires, outre les actes mentionnés aux articles 279 et 280:

1<sup>o</sup> Les actes de leur naissance et celui de leur mariage;

2<sup>o</sup> Les actes de naissance et de décès de tous les enfants nés de leur union;

3<sup>o</sup> La déclaration authentique de leurs père et mère ou autres ascendants vivants, portant que, pour, les causes à eux connues, ils autorisent tel ou telle, leur fils ou fille, petit-fils ou petite-fille, marié ou mariée à tel ou telle à demander le divorce et à y consentir. Les pères, mères, aïeux et aïeules des époux, seront présumés vivants jusqu'à la représentation des actes constatant leur décès.

#### Doctrină.

1. Dacă părțile se găsesc în imposibilitate de a depune actele de starea civilă

prevăzute de art. 262 din codul civil român, ele vor fi înlocuite prin dovezile prevăzute de art. 33 din codul civil român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 155, 156).

1) Din greșeală, în „Monitorul Oficial”, figurează aici cuvântul „și” în loc de „sau”.

2) Din eroare credem că lipsesc la noi cuvintele „bunii și”, cari se găsesc în art. 283 francez.



2. Consimțământul părinților sau al celorlalți ascendenți, trebuie dat în scris, printr-o declarație autentică; o declarație verbală nu este de ajuns. (Laurent, III, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 150, 157; Comp. Nacu, I, p. 465; Contra: Matei Cantacuzino, p. 706).

3. Când ascendenții se găsesc în imposibilitate de a-și da consimțământul cum ar fi în cazul când ei sunt interziși sau absenți, soții vor trebui să aducă dovadă despre această imposibilitate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 157).

4. Deși art. 262 din codul civil român, în partea sa finală nu vorbește de bunici numai de bune, trebuie însă să se înțeleagă că și bunicii sunt presupuși în

viață până la dovada contrară. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 156).

5. Străbuni nu mai sunt presupuși în viață și soții cari vor dovedi moartea părinților și a bunilor nu mai au nevoie să dovedească moartea străbunilor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 156).

6. Actul despre care vorbește art. 262 din codul civil român că trebuie dat de către prezidentul tribunalului soților cari voesc să divorțeze prin consimțământ mutual este un certificat constatator că soții au cerut divorțul prin consimțământ mutual. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 155; V. G. Tataru, Prezidentul Tribunalului, p. 55).

**Art. 263.** — Tribunalul va încheia proces-verbal de tot ce se va fi rostit și făcut în virtutea articolelor precedente; actele aduse de soți vor rămâne în tribunal.

În procesul-verbal se va face mențiune despre autorizarea ce va trebui a se da de judecător femeii, pentru a se retrage din casa conjugală. (Civ. 93, 196, 250; Civ. Fr. 284).

*Text. fr. Art. 284.* — Les notaires dresseront procès-verbal détaillé de tout ce qui aura été dit et fait en exécution des articles précédents; la minute en restera au plus âgé des deux notaires, ainsi que les pièces produites, qui demeureront annexées au procès-verbal, dans lequel il sera fait mention de l'avertissement qui sera donné à la femme de se retirer, dans les vingt quatre heures, dans la maison convenue entre elle et son mari, et d'y résider jusqu'au divorce prononcé.

### Doctrină.

1. Procesul-verbal încheiat conform art. 263 din codul civil român, nu trebuie semnat de părți, după cum cere art. 266 din acelaș cod. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 157).

2. Cu toate că art. 263 din codul civil român, arată că procesul-verbal se încheie de către tribunal, el se va încheia însă, de către prezidentul tribunalului înaintea căruia trebuie îndeplinite formalitățile, textul articolului coprizând o greșală de

redacțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 157; V. G. Tataru, Prezidentul Tribunalului, p. 55).

3. Cu toate că art. 263 cod. civ. rom., arată în aliniatul al doilea că judecătorul autoriză pe femei ca să părăsească domiciliul conjugal, totuși femeia are dreptul singură fără nici o autorizație să se tragă din casa conjugală, textul articolului fiind greșit redactat. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 168; V. G. Tataru, Prezidentul Tribunalului, p. 55, 56; Comp.: Nacu, I, p. 465).

**Art. 264.** — Declarațiunea de despărțenie a soților va trebui a fi repetată la a patra, la a șaptea și la a zecea lună, observându-se aceleași formalități; la fiecare repetare soții vor fi datori a constata formal că tata și mama sau alți ascendenți în viață fiind, persistă în cea dintâia a lor hotărîre<sup>1)</sup>. (Civ. 257, 260—263; Civ. Fr. 285).

*Text. fr. Art. 285.* — La déclaration ainsi faite sera renouvelée dans la première quinzaine de chacun des quatrième, septième et dixième mois qui sui-

<sup>1)</sup> Art. frances 285, corespunzător, astăzi abrogat adaugă: „...mais elles ne seront tenues a répéter la production d'aucun autre acte”.

vront, en observant les mêmes formalités. Les parties seront obligées à rapporter chaque fois la preuve, par acte public, que leurs pères, mères, ou autres ascendants vivants, persistent dans leur première détermination; mais elles ne seront tenues à répéter la production d'aucun autre acte.

#### Doctrină.

1. Termenele fixate de art. 264 din codul civil român nu sunt fixe, ci soții se pot prezenta în tot cursul celei de a patra, a șaptea și a zecea lună. (Nacu, I, p. 466).
2. Dacă după una din declarațiile anterioare, ascendenții, cari au consimțit la

despărțenia prin consimțământul mutual încetează din viață, sau se găsesc în imposibilitate a-și da consimțământul, soții vor trebui să facă dovada decesului lor sau a imposibilității de a-și da consimțământul, fără a fi obligați să aducă consimțământul ascendenților de gradul superior. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 159).

**Art. 265.** — În 15 zile după expirarea unui an dela întâia declarațiune, soții azistați fiecare de două persoane notabile din comună, și în vârstă de 40 ani cel puțin, se vor prezenta împreună și în persoană, înaintea președintelui sau a judecătorului care-i ține locul, îi vor da còpii adevărite după cele 4 procese-verbale cari cuprind consimțământul mutual împreună cu toate actele anexate la ele, și vor cere de la judecător, fiecare în parte, însă în prezența unul altuia și a notabililor de mai sus, admiterea despărțeniei. (Civ. 260, 266; Civ. Fr. 286).

*Text. fr. Art. 286.* — Dans la quinzaine du jour où sera révolue l'année, à compter de la première déclaration, les époux, assistés chacun de deux amis, personnes notables dans l'arrondissement âgées de cinquante ans au moins, se présenteront ensemble et en personne devant le président du tribunal ou le juge qui en fera les fonctions; ils lui remettront les expéditions en bonne forme des quatre procès-verbaux contenant leur consentement mutuel, et de tous les actes qui y auront été annexés, et requerront du magistrat, chacun séparément, en présence néanmoins l'un de l'autre et des quatre notables, l'admission du divorce.

#### Doctrină.

1. Prin „persoane notabile“ din art.

265 codul civil român, se înțeleg persoane cunoscute prin probitatea și onestitatea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 159).

**Art. 266.** — După ce judecătorul și azistenții vor fi făcut observațiunile lor soților, dacă aceștia vor stărui în hotărîrea lor, greșierul va încheia proces-verbal care se va subscrie atât de către părți cât și de către persoanele azistente, sau se va face mențiune, dacă nu au voit sau nu au putut a subscrie. (Civ. 261, 264, 265; Civ. Fr. 287).

*Text. fr. Art. 287.* — Après que le juge et les assistants auront fait leurs observations aux époux, s'ils persévèrent, il leur sera donné acte de leur réquisition et de la remise par eux faite des pièces à l'appui: le greffier du tribunal dressera procès-verbal, qui sera signé tant par les parties (à moins qu'elles ne déclarent ne savoir ou ne pouvoir signer, auquel cas il en sera fait mention), que par les quatre assistants, le juge et le greffier.

#### Doctrină.

1. Numai procesul verbal încheiat conform art. 266 din codul civil român, trebuie încheiat de către greșier, care asistă pe președinte, iar nu și cele pre-

văzute de articolele anterioare care se încheie numai de către președinte, fără asistența greșierului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 160; Comp.: V. G. Tataru, Președintele Tribunalului, p. 55. 56).



**Art. 267.** — Judecătorul va referi tribunalului despre toate împrejurările, pe lângă care referat se vor comunica și concluziunile ministerului public înscris<sup>1)</sup>. (Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 288).

*Text. fr. Art. 288.* — Le juge mettra de suite, au bas de ce procès-verbal, son ordonnance, portant que, dans les trois jours, il sera par lui référé du tout au tribunal en la chambre du conseil, sur les conclusions par écrit du ministère public, auquel les pièces seront, à cet effet, communiquées par le greffier.

#### Doctrină.

1. Referatul judecătorului va cuprinde

tot ce s'a petrecut și va enumera toate actele prezentate de către părți. (Nacu, I, p. 467).

**Art. 268.** — Dacă ministerul public găsește în această<sup>2)</sup> dovadă că ambii soți erau în etate, bărbatul de 25 ani și femeea de 21 ani, când au făcut întâia lor declarare, că la această epocă erau căsătoriți de 2 ani și că căsătoria nu e făcută de mai mult de 20 ani, că femeea aveà mai puțin de 45 ani, că consimțământul mutual a fost exprimat de 4 ori în scurgerea anului, după toate formalitățile cerute de capitolul de față, și mai ales cu autorizațiunea tatălui sau a mamei soților, sau cu autorizațiunea celorlalți ascendenți, va face concluziunile sale în termenii următori: «*legea permite*» iar la caz contrariu «*legea oprește*»<sup>3)</sup>. (Civ. 254—267; Legea 29 Oct. 77; Civ. Fr. 289).

*Text. fr. Art. 289.* — Si le ministère public trouve dans les pièces la preuve que les deux époux étaient âgés, le mari de vingt-cinq ans, la femme de vingt-un ans, lorsqu'ils ont fait leur première déclaration; qu'à cette époque ils étaient mariés depuis deux ans, que le mariage ne remontait pas à plus de vingt, que la femme avait moins de quarante-cinq ans, que le consentement mutuel a été exprimé quatre fois dans le cours de l'année, après les préalables ci-dessus prescrits et avec toutes les formalités requises par le présent chapitre, notamment avec l'autorisation des pères et mères des époux, ou avec celle de leurs autres ascendants vivants, en cas de prédécès des pères et mères, il donnera ses conclusions en ces termes, *la loi permet*; dans le cas contraire, ses conclusions seront en ces termes, *la loi empêche*.

**Art. 269.** — Tribunalul asupra referatului nu va putea face alte verificări decât cele arătate la articolul precedent. Dacă tribunalul va crede că părțile au satisfăcut condițiunile, și au îndeplinit formalitățile prescrise de lege, va admite divorțul<sup>4)</sup>. La caz contrariu, tribunalul va declarà că despărțenia nu se poate admite, arătând motivele sale. (Civ. 267, 268; Pr. civ. 118; Civ. Fr. 290).

*Text. fr. Art. 290.* — Le tribunal, sur le référé, ne pourra faire d'autres vérifications que celles indiquées par l'article précédent. S'il en résulte que, dans l'opinion du tribunal, les parties ont satisfait et rempli les formalités déter-

1) Această comunicare de acte este desființată prin art. 3 al legii din 29 Octomvrie 1877 asupra atribuțiilor ministerului public.

2) Din eroare se zice „*acastă*” în loc de „*acte*” după cum este în textul francez.

3) Articolele: 268, 271, și 272, Cod. civ. sunt abrogate în mod implicit prin legea din 29 Octombrie 1877, asupra atribuțiilor ministerului public.

4) Art. francez 290, corespunzător, adaugă: „...*et renverra les parties devant l'officier de l'état civil pour le faire prononcer*”.

minées par la loi, il admettra le divorce, et renverra les parties devant l'officier de l'état civil, pour le faire prononcer: dans le cas contraire, le tribunal déclarera qu'il n'y a pas lieu à admettre le divorce, et déduira les motifs de la décision.

### Doctrină.

1. In cazul când tribunalul admite divorțul prin consimțământ mutual, hotărârea nu trebuie motivată; numai în cazul când el respinge cererea de divorț trebuie să-și motiveze hotărârea. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 160; Comp.: Nacu, I, p. 467).

2. Toate formalitățile cerute de lege în materie de divorț prin consimțământ mutual sunt prescise sub pedeapsă de nulitate, după cum rezultă aceasta din dispozițiile art. 269 din codul civil român. (Laurent, III, No. 284; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 160).

3. Toată procedura divorțului prin consimțământ mutual are loc în camera

de consiliu, numai hotărârea se pronunță în ședință publică. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 160).

4. Dacă cererea de divorț prin consimțământ mutual a fost respinsă, soții pot introduce o nouă cerere, îndeplinind toate formalitățile prevăzute de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 160).

5. Nu există dreptul de opoziție în materie de divorț prin consimțământ mutual, de oare lipsa unuia dintre soți, trebuie interpretată ca o nevointă de a consimți la divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 162).

6. Nu există dreptul de revizuire în materie de divorț prin consimțământ mutual. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 162, nota 3).

**Art. 270.** — Apelațiunea în contra hotărârei tribunalului prin care se va fi refuzat despărțenia, nu va mai fi primită dacă ea nu va fi fost dată de către ambele părți prin act separat, și în termen de 20 zile dela data la care li s'a comunicat hotărârea tribunalului. (Civ. 244, 245; Pr. civ. 137, 316 urm., 326 urm.; Civ. Fr. 291).

*Text. fr. Art. 291.* — L'appel du jugement qui aurait déclaré ne pas y avoir lieu à admettre le divorce, ne sera recevable qu'autant qu'il sera interjeté par les deux parties, et néanmoins par actes séparés, dans les dix jours au plus tôt, et au plus tard dans les vingt jours de la date du jugement de première instance.

### Doctrină.

1. In contra sentinței tribunalului prin care s'a respins divorțul prin consimțământ mutual, se poate face apel însă apelul nu este valabil de cât dacă este făcut de ambii soți însă de fiecare soț în parte. (Nacu, I, p. 467, 468, 469, 470; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 161).

2. In contra sentinței tribunalului

prin care se admite divorțul prin consimțământ mutual, se poate face apel; însă nefacerea apelului nu influențează valabilitatea hotărârei pronunțate. (Nacu, I, p. 470).

3. După o altă părere însă, în cazul când tribunalul a admis divorțul prin consimțământ mutual, soții nu au dreptul să facă apel. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 161, 162).

**Art. 271.** — Apelul se va comunica și ministerului public de lângă întâia instanță<sup>1</sup>). (Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 292).

*Text. fr. Art. 292.* — Les actes d'appel seront réciproquement signifiés, tant à l'autre époux qu'au ministère public près le tribunal de première instance.

**Art. 272.** — In cele 10 zile dela comunicarea apelațiunei, ministerului<sup>2</sup>) public de lângă tribunal va supune concluziunile sale procurorului general dela curtea de apel<sup>3</sup>). (Civ. 271, 273; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 293).

1) Acest articol este abrogat prin legea din 29 Octombrie 1877, asupra atribuțiilor ministerului public.

2) Din eroare se zice „Ministerului” în loc de „ministerul”.

3) Această comunicare de acte este desființată prin art. 3 al legii din 29 Oct. 1877, asupra atribuțiilor ministerului public.



*Text. fr. Art. 293.* — Dans les dix jours, à compter de la signification qui lui aura été faite du second acte d'appel, le ministère public près le tribunal de première instance fera passer au procureur général près la cour royale, l'expédition du jugement, et les pièces sur lesquelles il est intervenu. Le procureur général près la cour royale donnera ses conclusions par écrit, dans les dix jours qui suivront la réception des pièces: le président ou le juge qui le suppléera, fera son rapport à la cour royale, en la chambre du conseil, et il sera statué définitivement dans les dix jours qui suivront la remise des conclusions du procureur général.

**Art. 273.** — Procurorul curței de apel va fi dator a-și da și el concluziunile sale înscris, în urma căroră prezidentul curței de apel, sau judecătorul ce-i va țineà locul, va face raportul său curței, până în 5 zile, și curtea va hotărî definitiv asupra apelațiunii, cel mai târziu până în 10 zile dela primirea referatului. (Civ. 272, 274; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 293).

*Text. fr. Art. 293.* — Dans les dix jours, à compter de la signification qui lui aura été faite du second acte d'appel, le ministère public près le tribunal de première instance fera passer au procureur général près la cour royale l'expédition du jugement, et les pièces sur lesquelles il est intervenu. Le procureur général près la cour royale donnera ses conclusions par écrit, dans les dix jours qui suivront la réception des pièces: le président ou le juge qui le suppléera, fera son rapport à la cour royale, en la chambre du conseil, et il sera statué définitivement dans les dix jours qui suivront la remise des conclusions du procureur général.

#### Doctrină.

1. Cu toate că art. 273 din codul civil român, prevede că Curtea de Apel se va pronunța asupra apelului în contra hotărîrii prin care s'a respins divorțul prin consimțământ mutual, în termen de cel mult de zece zile dela primirea referatului, totuși neobservarea acestui termen nu aduce nici o nulitate, de oarece părțile nu pot suferi consecințele neglijenței magistratilor. (Alexandresco. ed. 2-a, p. 162).

2. Deși art. 273 din codul civil român, nu prevede ca în articolele anterioare, ca părțile să se prezinte în persoană, totuși

dispozițiile din această privință înaintea primei instanțe trebuie observate și înaintea instanței de apel. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 162).

3. Nu există dreptul de opoziție atât înaintea tribunalului cât și înaintea Curții în materie de divorț prin consimțământ mutual, de oarece lipsa unuia dintre soți trebuie interpretată ca o nevointă de a consimți la divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 162).

4. Nu există dreptul de revizuire în materie de divorț, prin consimțământ mutual. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 163, nota 3).

**Art. 274.** — Dacă curtea de apel prin hotărîrea sa nu va admite despărțenia, recursul în casațiune nu va fi primit, dacă nu va fi fost dat de către ambele părți și în termen de 1 lună dela notificarea<sup>1)</sup> hotărîrii părților<sup>2)</sup>. (Civ. 245, 270, 275).

#### Doctrină.

1. În contra deciziei Curții de apel prin care se respinge divorțul prin consimțământ mutual, se poate face recurs, însă de ambele părți, cari îl pot face prin un singur act. (Nacu, I, p. 470).

2. După o altă părere, recursul trebuie făcut de ambele părți, însă prin act separat. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 163).

3. Înaintea Curții de Casație, părțile trebuie să se prezinte în persoană. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 163).

1) În textul oficial din greșală se zice „modificarea” în loc de „notificarea”.

2) Art. 274 și 275 nu au echivalent în Codul Francez.

**Art. 275.** — În caz când curtea va fi primit divorțul, fiecare din soți poate face separat recurs<sup>1)</sup>. (Civ. 245, 274, 276).

### Doctrină.

1. În contra deciziei Curții de apel prin care se admite divorțul prin consimțământ mutual, se poate face recurs, însă nefacerea recursului nu influențează asupra valabilității divorțului pronunțat. (Nacu, I, p. 470).

2. Art. 275 din cod. civ. rom., nu are nici un sens, căci dacă se admite divorțul prin consimțământ mutual, părțile

nu au interes să facă recurs și dacă după admiterea divorțului, una dintre părți regretă că s'a divorțat nu are decât să nu transcrie hotărîrea de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 163).

3. După o altă părere, în cazul când după hotărîrea de admitere a divorțului, consimțământul mutual al soților a încetat, soțul nemulțumit are dreptul să declare recurs. (Matei Cantacuzino, p. 707).

**Art. 276.** — Indată ce se va pronunța hotărîrea definitivă care admite despărțenia, și după expirarea termenului de recurs în casațiune<sup>2)</sup>, părțile vor fi datoare a prezenta împreună și în persoană, până în termen de 2 luni, copie legalizată după aceea hotărîre ofițerului stărei civile, spre a o înscrie în registrul stărei civile, în care s'a înscris și actul de căsătorie. Neîndeplinirea acestei formalități va trage după sine nulitatea hotărîrei. (Civ. 35, 60, 225, 246—248, 274, 275; Reg. act. st. civ. 132 urm.; Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război cu privire la familia și averea celor mobilizați. (Mon. of. 221/916), Art. 17; Civ. Fr. 294).

*Text. fr. Art. 294.* — En vertu de l'arrêt qui admettra le divorce, et dans les vingt jours de sa date, les parties se présenteront ensemble et en personne devant l'officier de l'état civil, pour faire prononcer le divorce. Ce délai passé, le jugement demeurera comme non avenu.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de căsătorie 9.	Ofițer de stare civilă 4, 8-11.
Admiterea divorțului 4, 6, 10, 11.	Procură 8.
Apel 1, 2, 4, 5, 6, 7.	Pronunțarea hotărîrei 5, 6, 7.
Căsătorie 9, 10, 11.	Recurs 3, 5, 6, 7.
Competență 9, 10, 11.	Registru de stare civilă 9.
Executare 2, 3.	Respingera divorțului 5, 6, 7.
Formulă executorie 10.	Străinătate 10, 11.
Hotărîre definitivă 1.	Suspendarea executării 2.
Inscriere 4-9.	Termin 2-7.
Interes 6.	Transcriere 4-9.
Investire cu formulă executorie 10.	Tribunal român 10, 11.
Mandat 8.	

### Doctrină.

1. Prin terminii: „hotărîre definitivă” din art. 276 din codul civil român, se înțelege și sentința tribunalului care a rămas definitivă prin neapelare. (Nacu, I, p. 471).

2. Termenul de apel suspendă executarea sentinței tribunalului. (Nacu, I, p. 470, 471. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 164).

3. Termenul de recurs este suspensiv de executare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 164; Nacu, I, p. 470, 471).

4. Când sentința tribunalului prin care s'a pronunțat divorțul prin consimțământ mutual nu a fost apelată, termenul de două luni pentru înscrierea hotărîrei la ofițerul stărei civile, va începe să curgă dela expirarea termenului de apel. (Nacu, I, p. 471).

5. După o altă părere când tribunalul a admis divorțul prin consimțământ mutual, părțile neputând face apel sau recurs, termenul de transcriere va curge dela pronunțarea hotărîrei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 165, 166).

6. În cazul când tribunalul a respins divorțul prin consimțământ mutual și părțile declară apel la Curtea de apel care admite divorțul, ele nu au interes să declare recurs în casație, așa încât termenul de transcriere va curge dela data pronunțării deciziei Curții de apel. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 166).

1) Art. 274 și 275 din codul civil român, n'au echivalentul lor în codul civil francez.

2) Art. 294 francez nu cuprinde dispoziția: „după expirarea termenului de recurs în casație”.



7. În cazul când Curtea de apel respinge apelul și prin urmare și divorțul prin consimțământ mutual și părțile declară recurs în Casație, care casează, termenul de transcriere va curge dela data pronunțării deciziei de către Curtea de Apel de trimetere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 166, 167).

8. Înaintea ofițerului de stare civilă pentru înscriere, ambii soți trebuiesc să se prezinte în persoană. (Nacu, I, p. 471, 472; Matei Cantacuzino, p. 707).

9. Ofițerul de stare civilă competent ca să facă transcrierea hotărârii de divorț prin consimțământ mutual este acel al locului în care s'a înscris actul de căsătorie și înscrierea se va face în regi-

strul de căsătorii pe anul curent. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 165).

10. În cazul când căsătoria a fost celebrată în România și ea a fost desfăcută în străinătate, hotărârea de divorț prin consimțământ mutual, după ce va fi investită cu formula executorie de către tribunalele române, se va înscrie la ofițerul stărei civile român, unde a fost celebrată căsătoria. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 165).

11. În cazul când căsătoria a fost celebrată în străinătate, hotărârea de divorț prin consimțământ mutual pronunțată de către tribunalele române, va fi înscrisă la ofițerul de stare civilă al domiciliului bărbatului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 165).

#### CAPITOLUL IV.

##### Despre efectele despărțenii.

Art. 277. — Soții cari se vor despărți nu vor mai putea să se căsătorească împreună. (L. asupra numelui, art. 7; Civ. Fr. 295).

*Text. fr. Art. 295. — Les époux qui divorceront pour quelque cause que ce soit ne pourront plus se réunir.*

*Text. fr. Art. 295. (Modificat prin legea din 27 Iulie 1884). — Les époux divorcés ne pourront plus se réunir, si l'un ou l'autre a, postérieurement au divorce, contracté un nouveau mariage suivi d'un second divorce. Au cas de réunion des époux, une nouvelle célébration du mariage sera nécessaire.*

Les époux ne pourront adopter un régime matrimonial autre que celui qui réglait originairement leur union.

Après la réunion des époux, il ne sera reçu de leur part aucune nouvelle demande de divorce, pour quelque cause que ce soit, autre que celle d'une condamnation à une peine afflictive et infamante prononcée contre l'un d'eux depuis leur réunion<sup>1)</sup>.

##### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 277 cod. civ. rom. își găsesc aplicațiunea atât în caz de divorț prin consimțământ mutual, cât și în caz de divorț pentru cauze determinate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 167, nota 2).

2. Efectele divorțului încep a curge din momentul transcrierii hotărârii în registrele de stare civilă. (Beudant, II, p. 59, 81; Huc, II, No. 398; Baudry et Chauveau, III, No. 245; Nacu, I, p. 472 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 168).

3. După transcrierea hotărârii de divorț datorile reciproce de fidelitate dintre soți, încetează. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 543; Huc, II, No. 395; Carpentier, Traité, I, No. 327 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1255; Planiol et Ripert, II, No. 630; Colin et

Capitant, ed. 4-a, I, p. 236; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 168).

4. De asemenea încetează obligațiunea reciprocă de sprijin și ajutor, cu restricțiunea, prevăzută de art. 301 cod. civ. fr. (281 c. civ. rom.). (Daloz, Rép. Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 543, 544; Huc, II, No. 395; Planiol ed. 6-a, I, No. 1255; Planiol et Ripert, II, No. 630; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 236; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 168).

5. Deasemenea dreptul bărbatului de putere maritală asupra femeii, încetează. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 543; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1255; Planiol et Ripert, II, No. 630).

6. Ca efect principal al divorțului este și acela: că soții divorțați pot să contracteze o nouă căsătorie cu terțe persoane. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce

<sup>1)</sup> Prin legea din 5 Aprilie 1919, alineatul al treilea al acestui articol, a fost suprimat.

et séparation de corps, No. 543; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1255; Planiol et Ripert, II, No. 632; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 235; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 170).

7. Divorțul nu șterge afinitatea dintre cumnați. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 169, Comp.: Planiol, et Ripert, II, No. 631).

8. Potrivit dispozițiilor art. 7 din legea asupra numelui din 18 Martie 1895, prin divorț, femeia pierde dreptul de a mai purta numele bărbatului. (Nacu, I, p. 474; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 168; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 630).

9. Pedeca la căsătorie prevăzută de acest articol constituie o pedecă prohibitivă iar nu dirimantă. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 548; Laurent, III, No. 390; Huc, II, No. 396; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 641; Baudry et Chauveau, III, No. 260; Nacu, I, p. 473; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 170, nota 1).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. În fapt: Soții recăsătorii cer autorizarea contractării unui împrumut ipotecar asupra fondului dotal constituit prin înțaiia căsătoriei, desfăcută prin divorț, — iar prin al doilea contract de căsătorie nu au adoptat nici un regim total.

În drept: Datorită faptului că o căsătorie — chiar nelegal contractată — produce efecte care nu se pot șterge și care nu este util a fi declarate nule decât în cazuri excepțional de grave. — și cum societatea este direct interesată ca instituția căsătoriei să fie pusă sub supravegherea ei atât la contractare cât și la desfacere, rezultă că în materie de căsătorie nu există nulități virtuale, — astfel că neîndeplinirea vre-unei condițiuni de formă sau de fond nu constituie un impediment având de sancțiune nu-

litatea căsătoriei de cât în cazurile când nulitatea căsătoriei e explicit prescrisă printr'un text expres de lege, — pe când, neobservarea celorlalte condițiuni așa zise prohibitive sau preventive — impune mai mult oficerului de stare civilă pentru a nu celebra căsătoria — nu pot avea de efect anularea ei; — de unde urmează că deși în conformitate cu dispozițiunile art. 277 cod. civ. soții care s'au despărțit prin divorț nu se mai pot căsători, totuși întrucât această măsură a legiuitorului este numai de natură prohibitivă, căsătoria urmată în cauză se bucură de toate efectele acordate de lege oricărei alte căsătorii valabile.

Convențiunile matrimoniale neluând ființă decât din momentul celebrării căsătoriei, prin aceasta condiționându-se existența convenției matrimoniale de a aceea a căsătoriei, întrucât face parte integrantă din aceasta, și cum este supusă — prin consecință — acelorași condițiuni de validate și acelorași efecte, — urmează că după cum în mod definitiv și irevocabil prin divorț încetează contractul de căsătorie, de asemeni și convenția matrimonială încetează împreună cu căsătoria care o validează — fără posibilitate de a mai fi continuată, sau de a mai fi producătoare de efecte juridice.

În sistemul codului civil francez unde deși este încuviințată recăsătoria soților divorțați, se cere totuși o nouă celebrare a căsătoriei celei de a doua, — iar soților li se impune declararea convenției lor matrimoniale — indiferent de faptul dacă în prima căsătorie au avut sau nu regim matrimonial — admitându-se de asemeni fără restricții și divorțul acestei noi căsătorii; — toate aceste condițiuni dovedesc că noua căsătorie nu are nici un raport de cauzalitate sau efecte cu prima, fiecare constituind instituțiuni autonome între ele. (Trib. Iași, secția tutelară Jurnal No. 3571 din 926, Jur. Gen. 1926 No. 1635).

**Art. 278.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1)</sup>). Femeia despărțită nu va putea trece în altă căsătorie decât după 10 luni dela despărțirea ei sau dacă a făcut cerere de părăsire a domiciliului conjugal, după 10 luni dela data hotărârii, care i-a admis această cerere, afară de cazul când femeia a născut în acest interval. (Civ. 210, 289; Civ. Fr. 296).

*Text. fr. Art. 296.* — Dans le cas de divorce prononcé pour cause déterminée la femme divorcée ne pourra se remarier que dix mois après le divorce prononcé.

*Text. fr. Art. 296. (Modificat prin legea din 27 Iulie 1884).* — La femme divorcée ne pourra se remarier que dix mois après que le divorce sera devenu définitif.

<sup>1)</sup> **Textul vechiu al art. 278.** Femeia despărțită nu va putea trece în altă căsătorie decât după 10 luni dela despărțirea ei.



*Text. fr. Art. 296. (Text nou rezultând din legile din 13 Iulie 1907 și din 9 August 1919).* — La femme divorcée pourra se remarier aussitôt après la transcription du jugement ou de l'arrêt ayant prononcé le divorce, si toutefois il s'est déjà écoulé trois cents jours depuis qu'est intervenue, dans l'instance qui aura abouti au divorce, l'ordonnance qui a autorisé l'époux demandeur à avoir une résidence séparée.

Toutefois, lorsque l'ordonnance sera muette sur la question de résidence séparée, le délai de trois cents jours devra être compté à partir du premier jugement préparatoire, ou au fond, rendu dans la cause.

## Doctrină.

1. Dispozițiile art. 278 din codul civil român, sunt aplicabile atât divorțului prin consimțământ mutual, cât și divorțului pentru cauze determinate. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 803; II, p. 173).

2. Termenul de zece luni în care femeia nu se poate recăsători începe a curge dela data transcrierii hotărârii definitive de divorț. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 554 urm.; Huc, II, No. 394; Baudry et Chauveau, III, p. 247; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 803; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 632).

3. În cazul când femeia nu ar fi părăsit domiciliul conjugal, sau l'ar fi părăsit fără autorizația tribunalului, termenul de zece luni va curge dela data transcrierii hotărârii de divorț. (Alexan-

dresco, ed. 2-a, I, p. 804; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 632).

4. Pedeca la căsătoria prevăzută de acest articol, constituie o pedecă prohibitivă iar nu dirimantă. (Duranton, II, No. 174 758; Demolombe, III, No. 337; Beudant, I, No. 421; Aubry et Rau, V, § 463, nota 5, p. 82; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 558; Laurent, II, No. 484; III, No. 290; Huc, II, No. 399; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 619; Carpentier, Traité, I, No. 320; Baudry et Chauveau, III, No. 257; Nacu, I, p. 473; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 541, 804; II, p. 173).

5. Ofițerul de stare civilă care va fi celebrat o căsătorie în disprețul dispozițiilor art. 278 din codul civil român, nu se expune la o pedeapsă. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 804, 805).

6. A se vedea: art. 210 din codul civil, cu notele respective.

Art. 279. — (Abrog. L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>).

*Text. fr. Art. 298.* — Dans le cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice. La femme adultère sera condamnée par le même jugement, et sur la réquisition du ministère public, à la réclusion dans une maison de correction pour un temps déterminé, qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder deux années.

Art. 280. — Pentru orice motiv se va fi pronunțat despărțenia, afară de cazul consimțământului mutual, soțul în contra căruia s'a pronunțat despărțenia va pierde toate avantagiurile stipulate în favoarea sa de către celalt soț, fie prin contract de căsătorie, fie după săvârșirea căsătoriei.

Partea în favoarea căreia s'a pronunțat despărțenia, va conserva toate acele avantagiuri chiar și dacă ele se vor fi stipulat cu clauza expresă de reciprocitate, fără ca acea reciprocitate să aibă loc. (Civ. 254 urm., 281, 340, 679, 936, 937, 1224 urm.; L. asupra numelui art. 7; Civ. Fr. 299, 300).

*Text. fr. Art. 299.* — Pour quelque cause que le divorce ait lieu, hors le cas du consentement mutuel, l'époux contre lequel le divorce aura été admis,

<sup>1</sup>) Textul vechiu al art. 279. În caz de despărțenie pentru cauză de adulteriu, soțul vinovat de adulteriu nu se va putea niciodată căsători cu complicele său. (Civ. 211, 216 urm.; C. p. 269, 270; Civ. Fr. 293).

perdra tous les avantages que l'autre époux lui avait faits, soit par leur contrat de mariage, soit depuis le mariage contracté.

*Text. fr. Art. 299. (Modificat și complectat prin legile din 27 Iulie 1884 și din 6 Februarie 1893).* — L'époux contre lequel le divorce aura été prononcé perdra tous les avantages que l'autre époux lui avait faits, soit par contrat de mariage, soit depuis le mariage.

Par l'effet du divorce, chacun des époux reprend l'usage de son nom.

*Text. fr. Art. 300.* — L'époux qui aura obtenu le divorce, conservera les avantages à lui faits par l'autre époux, encore qu'ils aient été stipulés réciproques et que la réciprocité n'ait pas lieu.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre ipoteți*, p. 183.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Anulare 11.	Inscriere 11, 12.
Avantaj 1 urm.	Instrăinare 11, 13.
Avere 1, 17.	Legea numelui 8.
Bunuri 1, 17.	Lege personală 17.
Cadouri de nuntă 5.	Moarte 12.
Căsătorie 5, 7.	Mobile 17.
Consimțământ mutual 16.	Nulitate 11.
Constituire de drepturi reale 11, 13.	Nume 8.
Contract dotal 2, 3, 5, 6, 7, 15.	Perderele avantajilor 1 urm.
Deces 12.	Personal statut 17.
Definiție 3, 4.	Prejudiciu 13.
Derogare 2, 15.	Prezenturi de nuntă 5.
Divorț 1 urm.	Proprietate 11.
Divorț prin consimțământ mutual 16.	Reale drepturi 11, 13.
Donațiuni 3, 5, 6, 7, 11, 13, 14.	Reciprocitate 9.
Dotă 2.	Revocare 5, 14.
Drepturi reale 11, 13.	Rude 6.
Efectele divorțului 1 urm.	Statut personal 17.
Hotărâre 10, 11, 12.	Străini 17.
Imobile 17.	Terțe persoane 11, 13.
Incetare din viață 12.	Testament 4.
	Transcriere 11, 12.
	Vindere-cumpărare 11, 13.

#### Doctrină.

1. Efectele divorțului cu privire la bunurile soților sunt acele ale desfacerei căsătoriei, (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 567; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 237).

2. Soții nu pot, prin contractul lor de căsătorie, să deroge dela dispozițiile art. 299 cod. civ. fr. (280 al. I, cod. civ. rom.) (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 571; Laurent, III, No. 305; Huc, II, No. 410; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 669; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 178).

3. Prin cuvântul: „avantaje“ din art. 299 cod. civ. fr. (280 cod. civ. rom.) se înțeleg: toate donațiunile directe sau deghizate de bunuri mobiliare sau imobiliare, prezente sau viitoare, făcute de către un soț celuilalt, fie prin contractul de căsătorie, fie în timpul căsătoriei, (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 572; Huc, II, No. 404; Baudry et Chauveau, III, No. 282; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1268 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 645, 646; Colin et Ca-

pitant, ed. 4-a, I, p. 239; Nacu, I, p. 476; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 176, 177; Mattei Cantacuzino, p. 704).

4. Prin cuvântul: „avantaje“ se înțeleg și liberalitățile testamentare cu dată anterioară divorțului, (Demolombe, IV, No. 527 bis; Marcadé, art. 311, No. 2; Beudant, II, No. 426; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 724, nota 7, p. 509; Troplong; Donations et testaments, IV, No. 2198; Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 377; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 572; Laurent, III, No. 304; Huc, II, No. 404; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 685; Carpentier, Traité, I, No. 350; Baudry et Chauveau, II, No. 282; Planiol et Ripert, II, No. 645; Nacu, I, p. 476, 477; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 176, 177).

5. Cadourile de nuntă făcute de către un soț celuilalt, înainte de celebrarea căsătoriei, nu sunt revocate atunci când nu sunt trecute în contractul de căsătorie, (Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 383; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 575; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 672; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 177).

6. Soțul în contra căruia s'a pronunțat divorțul, nu pierde avantajele ce i s'au stipulat în favoarea sa în vederea căsătoriei de către rudele celuilalt soț sau de către străini, (Demolombe, IV, No. 529; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 576; Laurent, III, No. 304; Huc, II, No. 404; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 683; Carpentier, Traité, I, No. 346; Baudry et Chauveau, III, No. 283; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 239; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 177).

7. Soțul în contra căruia se va fi pronunțat divorțul va pierde și avantajele donațiunilor ce i s'au făcut de către celalt soț în intervalul dela facerea contractului de căsătorie și până la celebrarea căsătoriei, (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 574; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 671).

8. Potrivit dispozițiilor art. 7 din legea asupra numelui din 18 Martie 1895, prin divorț, femeia pierde dreptul de a mai



purta numele bărbatului (Nacu, I, p. 474).

9. In caz când divorțul se pronunță în contra ambilor soți, fiecare dintre ei va pierde toate avantajele stipulate reciproc de către soți. (Demolombe, IV, No. 416, 530 bis; Beudant, II, No. 428; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 585; Huc, II, No. 404; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 682; Baudry et Chauveau, III, No. 286; Carpentier, Traité, I, No. 351; Planiol ed. 6-a, I, No. 1266; Planiol et Ripert, II, No. 644; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 176; Matei Cantacuzino, p. 704).

10. Pierderea avantajilor, prevăzută de art. 299 cod. civ. fr. (280 cod. civ. rom.) are loc de plin drept, din ziua când hotărîrea de divorț a rămas definitivă, nefiind nevoie ca ea să fie pronunțată prin hotărîrea de divorț. (Demolombe, IV, No. 528; Beudant, II, No. 426; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 378; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 577; Laurent, III, No. 305; Huc, II, No. 405; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 684; Carpentier, I, No. 354; Baudry et Chauveau III, No. 284; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1270, 1274; Planiol et Ripert, II, No. 648; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 238; Nacu, I, p. 476; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 178; Matei Cantacuzino, p. 703, 704).

11. Prin urmare înstrăinările și constituțiunile de drepturi reale consimțite de soțul în contra căruia s'a pronunțat divorțul, după transcrierea hotărîrii de divorț, sunt nule de oarece sunt făcute de o persoană care nu mai eră proprietar. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1274).

12. Pierderea avantajilor prevăzute de acest articol are loc numai după ce hotărîrea de divorț a fost transcrisă; dacă înainte de transcriere unul dintre soți încetează din viață, efectele divorțului nu se mai pot produce, căsătoria nefiind desfăcută prin divorț ci prin moarte. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 578; Laurent, III, No. 302; Huc, II, No. 411; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 673; Carpentier, Traité, I, No. 352; Baudry et Chauveau, III, No. 278, 284; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1273; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 179).

13. Pierderea avantajilor prevăzute de art. 299 cod. civ. fr. (280 cod. civ. rom.), nu poate prejudicia terților de bună credință cari au obținut dela soțul vinovat, drepturi asupra bunurilor donate. (Demolombe, IV, No. 527 ter.; Beudant, II, No. 429; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 494, nota 33, p. 209; Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 376; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 582; Laurent, III, No. 306; Huc, II, No. 408; Carpentier, Traité, I, No. 355; Baudry et Chauveau, III, No. 285; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1271; Planiol et Ripert, II, No. 647; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 238; Nacu, I, p.

477; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 179, 180. Contra: Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 688).

14. Partea în favoarea căreia se pronunță divorțul, va conserva toate avantajele ce i s'au stipulat de soțul său cu caracterele și sub condițiunile sub care au fost stipulate. Prin urmare donațiunile făcute de soțul vinovat celui alt soț, în timpul căsătoriei, vor putea fi revocate, chiar după desfacerea căsătoriei prin divorț. (Duranton, II, No. 631; Demolombe, IV, No. 530; Beudant, II, No. 427; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 584; Laurent, III, No. 307; Huc, II, No. 409; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 680; Carpentier, Traité, I, No. 359; Divorce et séparation de corps, II, No. 3793; Baudry et Chauveau, III, No. 287; Colin et Capitant, ed. 4-a, p. 239; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 180; Contra: Toullier, II, No. 743; Comp., Planiol et Ripert, II, No. 645).

15. Soții pot derogă prin contractul de căsătorie, la dispozițiile art. 300 cod. civ. fr. (280 al. 2 cod. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 571).

16. Dispozițiile art. 280 din codul civil român își găsesc aplicațiunea numai în cazul de divorț prin consimțământ mutual, caz în care nu se poate ști care dintre soți este vinovat. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 181).

17. Dispozițiile art. 280 din codul civil român, nu-și găsesc aplicațiunea străinilor în România, decât în cazul când ele există și în legea lor personală, indiferent dacă averea lor este mobilă sau imobilă. (Vraye et Gode, II, No. 933; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 181).

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. După art. 280 c. civ., liberalitățile făcute prin contractul de căsătorie sau în timpul căsătoriei, se pierd în cazul unui divorț, de către soțul în defavoarea căruia s'a pronunțat divorțul. Pentru donațiunile anterioare căsătoriei, legea nu prevede că se vor pierde. Totuși se admite că atunci, când ele sunt mari, se pierd și aceste liberalități. Pentru a fi pierdute însă, trebuie să fie un divorț pronunțat. Până la pronunțarea divorțului acțiunea intentată pentru a reclama valoarea acestor liberalități este prematură. În consecință, în speța de față, acțiunea prin care se reclamă valoarea obiectelor date de reclamant pârâtei înainte de nuntă, s'a respins ca prematură. (Trib. Telorman I, sent. civ. 320 din 1924, Jur. Gen. 1925 No. 222).

2. In baza dispozițiilor art. 280 din codul civil și când divorțul se pronunță în favoarea soției, darul manual, similar

donatiunilor, nu mai poate fi înapoiat soțului, făcând parte din avantajile stipulate în favoarea soției înainte de căsătorie. (Judecătoria ocol rural Segarcea-

Dolj, 24 din 16 Februarie 1925, Justiția Olteniei 11 — 13/1926).

3. A se vedea: art. 285, nota 6.

**Art. 281.** — Dacă soții nu-și dedeseră nici un avantajiu unul altuia, sau dacă acele avantagiuri nu vor fi îndestulătoare spre a asigura subsistența soțului care a dobândit despărțenia, tribunalul va putea ordona și lua măsuri<sup>1)</sup> pentru a se da acestuia o pensie de întreținere din averea celuilalt soț, care nu va putea trece peste o a treia parte din suma veniturilor; această pensie se va putea revoca când ea nu va mai fi necesară. (Civ. 190 urm., 250, 259; § 2, 280, 1284; Pr. civ. 408, 409; Civ. Fr. 301).

*Text. fr. Art. 301.* — Si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissaient pas suffisants pour assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce, le tribunal pourra lui accorder, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire, qui ne pourra excéder le tiers des revenus de cet autre époux. Cette pension sera révocable dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire.

### Bibliografie (continuare).

IONESCU D. AGRICOLA, *Notă sub Trib. Fălțiceni, Jurnal 9109 din 1925, Jur. Gen. 1926, No. 76;*

PAȘALEGA DEM., „Câte-va observații asupra art. 281 c. civ.“, *Justiția Olteniei 1-2/1926.*

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Alimente 1 urm.  
Apel 16.  
Aprecieri 7, 8, 9, 19.  
Autoritate de lucru judecat 18.  
Avantaj 3.  
Avere 3, 7.  
Bunuri 3, 7.  
Căsătorie 19.  
Competență 17.  
Creanță alimentară 15.  
Dată 9, 10.  
Deces 12, 13.  
Efect retroactiv 10.  
Funcționar 15.  
Garanție specială 11.  
Hotărâre 1, 10, 18.  
Hotărâre de divorț 1.  
Încetare din viață 12, 13.  
Înscriere 1.  
Ipotecă 11.

Lipsă 5, 6.  
Lucru judecat 18.  
Moarte 12, 13.  
Modificare 18.  
Obligație personală 12, 13.  
Pensiune alim. 1 urm.  
Personală obligație 12, 13.  
Privilegiu 11.  
Recăsătorie 19.  
Reciprocitate 14.  
Renunțare 2.  
Retroactiv efect 10.  
Revocare 19.  
Rude 4.  
Sărăcie 5, 6.  
Situaiune socială 7, 9.  
Successiune 12, 13.  
Transcriere 1.  
Urmărire 15.  
Venituri 3, 8.

2-a, II, p. 184; Contra: Laurent, III, No. 308).

2. Unul dintre soți nu poate renunța la dreptul său de pensie alimentară. (Vraye et Gode, II, No. 713; Contra: Planiol et Ripert, II, No. 642; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 183, 184).

3. În cazul când soțul în favoarea căruia s'a pronunțat divorțul, are venituri personale cari îi satisfac necesitățile vieții sale, el nu are dreptul a reclama delat celalt soț o pensie alimentară, chiar dacă nu ar fi obținut vre-un avantaj dela acesta. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 588; Nacu, I, p. 478; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 636, 637).

4. Chiar dacă soțul, care a obținut divorțul în favoarea sa, ar avea rude cari sunt obligate după lege a-i plăti o pensie alimentară și ar fi în măsură să o facă, totuși el are dreptul a cere dela celalt soț o pensie alimentară. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 589; Laurent, III, No. 309; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 698; Carpentier, Traité, I, No. 365; Baudry et Chauveau, III, No. 290).

5. După o părere pensiunea alimentară prevăzută de art. 301 cod. civ. fr. (281 cod. civ. rom.), nu poate fi acordată decât atunci când soțul în favoarea că-

### Doctrină.

1. Cererea de pensie alimentară prevăzută de dispozițiile art. 301 cod. civ. fr. (281 cod. civ. rom.) poate fi făcută chiar după ce hotărârea de divorț a rămas definitivă prin transcrierea ei iar nu numai odată cu pronunțarea divorțului. (Huc, II, No. 417; Vraye et Gode, II, No. 708; Carpentier, Traité, I, No. 363; Baudry et Chauveau, III, No. 290, 291; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1260; Planiol et Ripert, II, No. 639; Alexandresco, ed.

1) În art. francez 301, corespunzător, lipsesc cuvintele: „și lua măsuri“.



ruia s'a pronunțat divorțul, era sărac înainte de desfacerea căsătoriei. (Huc, II, No. 418; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 703; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1260; Planiol et Ripert, II, No. 639; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 367; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 184).

6. După o altă părere, soțul în favoarea căruia s'a pronunțat divorțul, are dreptul să cere o pensiuine alimentară chiar în cazul când el a devenit sărac posterior desfacerei căsătoriei. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 591; Carpentier, Traité, I, No. 370; Baudry et Chauveau, III, No. 291).

7. Tribunalele fixează conform regulilor generale, cuantumul pensiuinei alimentare, luând în considerație: averea și situațiunea socială a soților. (Toullier, II, No. 780; Duranton, II, No. 633; Marcadé, art. 311, No. 3; Laurent, III, No. 309; Huc, II, No. 419; Comp.: Planiol, et Ripert, II, No. 636, 638).

8. Tribunalele nu au dreptul să acorde o pensiuine alimentară mai mare decât o treime din totalitatea veniturilor soțului în contra căruia s'a pronunțat divorțul, chiar dacă acest cuantum nu ar fi îndestulător pentru satisfacerea necesităților de trai ale soțului în favoarea căruia s'a pronunțat divorțul. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 592; Huc, II, No. 419; Vraye et Gode, II, No. 700; Carpentier, Traité, I, No. 368; Baudry et Chauveau, III, No. 290; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1261; Nacu, I, p. 478; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 182; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 636, 637, 638; Contra: Laurent, III, No. 309).

9. Tribunalele apreciază în mod suveran data dela care urmează să plătească soțul vinovat pensiuinea alimentară, luându-se în considerație poziția respectivă a soților. (Daloz, Rép., Suppl., Séparation de corps, No. 397; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 183).

10. În caz când tribunalul nu fixează data de când urmează să se plătească pensiuinea alimentară, ea urmează să se plătească dela data intentării acțiunii potrivit principiului efectului retroactiv al hotărârilor judecătorești. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 593; Huc, II, No. 416; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 711).

11. Soțul care datorește pensiuinea alimentară, nu poate fi obligat de tribunal să ofere garanții speciale pentru plata pensiuinei. (Demolombe, VI, No. 68 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 553, nota 35, p. 109; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 595; Carpentier, Traité, I, No. 371; Divorce et séparation de corps; II, No. 3586 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 638; Nacu, I, p. 478).

12. Datoria alimentară prevăzută de art. 301 cod. civ. fr. (281 cod. civ. rom.) este personală soțului care este obligat să plătească și încetează la decesul său. (Beudant, II, p. 105; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 597; Laurent, III, No. 311; Carpentier, Traité, I, No. 372; Divorce et séparation de corps; II, No. 3594 urm.; Baudry et Chauveau, III, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 182, 183; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 636, 642).

13. După o altă părere, în caz de deces al soțului care era obligat să plătească pensiuinea alimentară, această obligație trece asupra succesiunii sale. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 597; Séparation de corps, No. 150; Huc, II, No. 421; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 710; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1261; Planiol et Ripert, II, No. 642; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 368).

14. Când divorțul a fost pronunțat în contra ambilor soți, unul dintre ei, nu are dreptul să cere dela celalt o pensiuine alimentară. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 587; Carpentier, Traité, II, No. 170; Baudry et Chauveau, III, No. 288; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1258; Planiol et Ripert, II, No. 636, 638; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 366; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 184).

15. În cazul când soțul, debitor al pensiuinei de întreținere, este funcționar, salariul său poate fi urmărit în proporțiunea admisă de lege pentru creanțele alimentare, de oarece această pensiuine are caracterul alimentar. (Boitard, Leçons de procédure civile, ed. 15-a, II, p. 251; Chauveau sur Carré, Lois de la procédure, IV, question 1990 ter.; Garsonnet, Traité, III, No. 550; Daloz, Rép., Saisie-arrêt, No. 164).

16. Pensiuinea alimentară prevăzută de art. 281 din codul civil român, nu poate fi cerută pentru prima oară în apel, dacă nu a fost cerută înaintea primei instanțe. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 185).

17. Tribunalul competent să judece cererea de pensiuine alimentară, posterior desfacerei căsătoriei prin divorț este tribunalul care a pronunțat divorțul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 185; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 640).

18. Pensiuinea de întreținere acordată de tribunal poate fi modificată, mărită sau micșorată, după trebuințele celui ce a obținut-o și după averea celui obligat să plătească. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 594; Laurent, III, No. 310; Carpentier, Traité, I, No. 370; Baudry et Chauveau, III, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 182; Comp.: Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 703 urm.; Huc, II, No. 420; Planiol et Ripert, II, No. 636, 637, 640; Nacu, I, p. 478; Matei Cantacuzino, p. 704).

19. In cazul când soțul care primea pensiuena de întreținere se recăsătorește, tribunalele au dreptul să aprecieze, după împrejurări, dacă această pensiuene trebuie menținută sau revocată. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 159; Huc, II, No. 420; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 699; Carpentier, Traité, I, No. 374; Baudry et Chauveau, III, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 185; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 636, 637, 640, 641).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Legea dispunând ca pensiuena alimentară se va putea acorda soțului, care a dobândit despărțirea, urmărește asigurarea soțului inocent o existență echivalentă cu situațiunea sa anterioară divorțului și aceasta cu mijloacele soțului vinovat, deci în mod complet eronat s'ar interpreta o dispozițiune atât de categorică tocmai în sensul contrar, inechitabil, nejuridic și amoral, adică de a se permite și soțului declarat vinovat de către justiție de a cere alimente celui inocent. (Trib. Tecuciu, 9 Sept. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1129).

2. Apartința instanței de fond să aprecieze în mod suveran, fără control la Casație, quantumul sumei datorate ca pensiuena alimentară de soț soției sale cu care se găsește în proces de divorț.

Dacă art. 281 c. civil prescrie că atunci când soții nu și-au dat nici un avantaj unul altuia, sau dacă avantajile nu sunt îndestulătoare spre a asigura subsistența soțului care a dobândit despărțirea, tribunalul va putea lua măsuri și ordona să se dea acestuia o pensiuene de întreținere din averea celuilalt soț, care nu va putea trece peste o a treia

parte din suma veniturilor. — aceste prescripțiuni însă, după cum rezultă din însăși cuprinsul textului, își au aplicațiunea în alt caz, decât cel avut în vedere de legiuitor prin art. 250 c. civil — și anume în cazul când este vorba de stabilirea quantumului pensiuenei alimentare, ce s'ar reclama după pronunțarea divorțului.

Atunci dar, când pensiuena se cere pentru timpul cât ține procesul de divorț se aplică dispozițiunile art. 250 c. civil și stabilirea quantumului pensiuenei alimentare se face în raport cu mijloacele de viațuire ale soților și este lăsat la suverana apreciere a judecătorilor de fond, cari pot chiar depăși, în aprecierea lor, a treia parte din suma veniturilor soțului condamnat să plătească pensiuena. (Cas. II Dec. civ. 529 din 1 Decembrie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 239).

3. Din art. 281 codul civil rezultă că o pensiuene de întreținere poate fi acordată soțului în favoarea căruia s'a pronunțat despărțenia, atunci când aceasta nu are mijloace suficiente pentru existență.

Prin urmare, întrucât în speță instanța de fond constată că soția recurentă nu a dovedit că este lipsită de mijloace de traiu, și că soțul nu are altă avere decât solda sa, care îi este strict necesară pentru existență și plata pensiuenei pentru întreținerea copilei rezultată din căsătorie, instanța de fond eră îndrituită a respinge cererea soției cu privire la acordarea unei pensiuene. (Cas. II, decizia 610 din 25 Noembrie 1925, Jur. Gen. 1926 No. 371).

4. Litigiile relative la alimente, pot fi curmate ca și oricare alte litigii prin tranzacțiuni, având însă același efect relativ ca și hotărârile judecătorești definitive în această materie. (C. Apel Iași, s. II, 20 Aprilie 1926, Dreptul 20/1926).

5. A se vedea: art. 250, notele 6 și 7.

**Art. 282.** — Copiii se vor încredința soțului care a dobândit despărțenia afară numai când tribunalul, după cererea familiei sau a ministerului public, va regulă spre binele copiilor ca cu toți sau în parte, să fie încredințați soțului, în contra căruia s'a pronunțat despărțenia sau unei a treia persoane. (Civ. 249, 259 § 1, 283 urm., 326; Civ. Fr. 302).

*Text. fr. Art. 302.* — Les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande de la famille, ou du ministère public, n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'eux seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne.

### Bibliografie (continuare).

RACOVICANU GR., *Notă* sub Trib. Putna s. II, 137 din 4 Iunie 1925, Curier Jud. 15/1926.



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Afinitate 7.  
 Apel 11.  
 Aprecieri suverană 1.  
 Autoritate de lucru judecat 16.  
 Căsătorie 18.  
 Competență 10, 17.  
 Consiliu de familie 8.  
 Copii, paza lor 1 urm.  
 Daune cominatorii 15.  
 Decădere 18.  
 Definiție 7, 8.  
 Domiciliu 10, 12, 13, 17.  
 Executare 14, 15.  
 Familie 6, 7, 8.  
 Forță publică 14.  
 Hotărâre 4, 14, 15, 16, 17.  
 Hotărâre motivată 4.

Interes 1, 16.  
 Lucru judecat 16.  
 Ministerul Public 9.  
 Modificare 16, 17.  
 Motivarea hotărârilor 4.  
 Oficiu 2.  
 Parchet 9.  
 Paza copiilor 1 urm.  
 Procuror 9.  
 Recăsătorie 18.  
 Reciprocitate 3.  
 Reclamație 2, 3, 5.  
 Revocare 16.  
 Rudenie 7.  
 Statuare din oficiu 2.  
 Suverană apreciere 1.  
 Terță persoană 14.

## Doctrină.

1. Tribunalele apreciază și decid în mod suveran cui trebuie să încredințată paza copiilor, luându-se în considerație interesul acestora. (Marcadé, art. 311, No. 3; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 605; Séparation de corps, No. 151; Carpentier, Traité, I, No. 380; II, No. 177; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1276; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 240, 241, 461; Nacu, I, p. 479; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 186, 187, 189, 190; Matei Cantacuzino, p. 703, 704).
2. Dacă nimeni nu cere a se lua măsuri în privința copiilor, ei rămân de drept în paza soțului care a obținut divorțul, de oarece tribunalele nu pot statua în această materie din oficiu. (Huc, II, No. 423; Carpentier, Traité, I, No. 377; Vraye et Gode, II, No. 741; Baudry et Chauveau, III, No. 270; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 187).
3. Când divorțul s'a pronunțat în contra ambilor soți și nimeni nu a cerut a se lua măsuri în privința copiilor, ei vor rămâne de drept în paza tatălui. (Huc, II, No. 423).
4. Tribunalul trebuie să-și motiveze hotărârea sa, de câte ori nu va încredința copilul soțului care a obținut divorțul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 187).
5. Oricare dintre soți are dreptul să ceară dela tribunal, luarea de măsuri în privința pazei copiilor. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 603; Huc, II, No. 424; Vraye et Gode, II, No. 744, 745; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1277; Matei Cantacuzino, p. 703, 704).
6. Același drept aparține și familiei. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 603; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1277; Matei Cantacuzino, p. 703, 704).
7. Prin cuvântul: „familie”, se înțelege, după o părere, orice persoană care are cu copiii o legătură de rudenie sau de afinitate. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 603; Huc, II, No. 424; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, p. 743; Baudry et Chauveau, III, No. 270; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1277; Nacu, I, p. 479; Matei Cantacuzino, p. 703; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 187).
8. După o altă părere, prin cuvântul: „familie” se înțelege consiliul de familie. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 603; Laurent, III, No. 293; Carpentier, Traité, I, No. 379).
9. Deasemenea și ministerul public are dreptul să ceară dela tribunal luarea de măsuri în privința pazei copiilor. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 603; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1277; Nacu, I, p. 479; Matei Cantacuzino, p. 703, 704).
10. Tribunalul competent ca să hotărască asupra soartei copilului este acel care a pronunțat divorțul, chiar dacă foștii soți și-au schimbat domiciliul lor. (Huc, II, No. 424; Carpentier, Traité, I, No. 383; Baudry et Chauveau, III, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 188).
11. Cererea privitoare la paza copiilor poate fi făcută pentru prima oară în apel, de oarece nu constituie o cerere nouă. (Dalloz, Rép., Séparation de corps, No. 296).
12. Domiciliul minorului va fi la persoana căreia a fost el încredințat. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 620; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 186, 187).
13. După o altă părere, oricărei persoane ar fi încredințat copilul minor, domiciliul său este și rămâne la tatăl său. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 620; Huc, I, No. 387; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 760).
14. Hotărârea tribunalului prin care se dispune încredințarea copiilor unuia dintre soți sau unei terțe persoane, se poate executa în contra soțului care reține copii, prin ajutorul forței publice. (Laurent, III, No. 256; Huc, II, No. 352; Vraye et Gode, II, No. 528; Baudry et Chauveau, III, No. 198, 270; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 188).
15. Deasemenea soțul care refuză a executa hotărârea prin care s'a dispus în paza cui se încredințează copiii, poate fi constrâns la aceasta prin ajutorul daunelor cominatorii. (Vraye et Gode, II, No. 528; Contra: Laurent, III, No. 256; Baudry et Chauveau, III, No. 198; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 188).
16. Hotărârile privitoare la paza copiilor sunt provizorii și revocabile, luându-se în considerație interesul copiilor. (Démolombe, IV, No. 511; Aubry et Rau, V, § 494, p. 202; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 609; Huc, II, No. 429; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1278, 1279; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 241, 462; Nacu, I, p. 479; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 188).
17. Tribunalul competent de a modifica măsurile privitoare la paza copiilor, este acel care a pronunțat prima hotărâre.



rire, chiar dacă soții și-ar fi schimbat domiciliul. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1278).

18. Faptul că unul dintre soți se recăsătorește, nu-l decade din dreptul de a avea mai departe paza copiilor încredințați (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 614).

19. A se vedea: art. 283 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Dacă este adevărat că soții nu pot să stipuleze mai dinainte căruia dintre ei au să fie încredințați în caz de divorț copii rezultați din căsătorie, căci o asemenea clauză ar fi nulă, deoarece la căsătorie părțile nu pot stipula în vederea divorțului, nu este mai puțin adevărat, însă, că soțul căruia i s'a încredințat copilul prin sentința de divorț, poate renunța la efectele acestei sentințe, întrucât această renunțare nu este cu nimica contrarie ordinii publice și intereselor copiilor, ci dimpotrivă poate fi folositoare acestora, soții fiind cei mai în măsură să cunoască cine dintre dânsii este mai capabil să dea o educație și o îngrijire mai bună copiilor. (Cas. II, dec. civ. 448 din 24 Oct. 1924, Jurispr. Rom. 2/1925).

2. Căminul familial fiind distrus prin divorț, preponderanța tatălui nu se mai impune și atâta timp cât nu a intervenit o hotărâre judecătorească, care să restorne starea de fapt existentă, cererea tatălui de a readuce copilul minor pentru îngrijire și educație în căminul său, apare nefundată. (Trib. Vâlcea, s. II, Ordonanța

prezidențială, No. 115 din 29 Noembrie 1924. Justiția (Craiova) 16—18/1924).

3. Când se dovedește în fapt că nu există culpă gravă din partea mamei în creșterea copiilor, iar din cuprinsul sentinței de divorț nerezultând destinația ca un copil să fie crescut și educat de tatăl său, pentru a se remedia lipsa de afecțiune pe care mama vroaște s-o inspire copilului, trebuie să se pună soției obligațiunea de a permite fostului soț a-și vedea copiii cel puțin odată pe lună. (C. Apel București s. IV, 197 din 16 Mai 1925, Bul. C. Apel 16/1925).

4. După art. 81 proc. civilă, Ministerul public, va lua concluziuni ca parte alăturată înaintea deosebitelor instanțe, fie în ședință publică, fie în Camera de chibzuire, ori de câteori sunt interesați în cauză nevărstnici, interziși sau cei puși sub consiliul judiciar.

Din acest text rezultă că în procesele dintre soți, Ministerul public trebuie să asiste la judecare ori de câte ori urmează să se hotărăască căruia dintre soți, trebuie să se încredințeze îngrijirea copiilor minori:

Asistența procurorului, ca parte alăturată fiind necesară în afacerile ce privesc pe minori, această dispozițiune relativă la constituirea instanțelor judecătorești, este de ordine publică și neobservarea ei poate fi invocată deadreptul înaintea Inaltei Curți de casație de către partea interesată.

Prin urmare, în speță, asupra apelului în materie de încredințare a copiilor minori tribunalul fiind constituit fără asistența Ministerului public, sentința astfel pronunțată este izbită de nulitate. (Cas. II, decizia civilă 534 din 30 Octombrie 1925, Jur. Gen. 1926 No. 273).

**Art. 283.** — Oricărei persoane se vor încredința copiii, tatăl și mama lor vor avea fiecare dreptul de a priveghea asupra lor și îndatorirea de a-i întreține și de a le da creștere, în proporțiune cu mijloacele lor. (Civ. 185, 259, 282, 284 urm., 326 urm.; Civ. Fr. 303).

*Text. fr. Art. 303.* — Quelle que soit la personne à laquelle les enfants seront confiés, les père et mère conserveront respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfants, et seront tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés.

### Bibliografie (continuare).

- FRIEDMAN HUGO, *Notă* sub C. Apel București s. IV, Jurnal 1424 din 12 Martie 1926, Pand. Rom. 1926, III, 85;  
 HAGI-GHEORGHE AL., *Notă* sub Trib. Dolj s. II, 60 din Ianuarie 1926, Justiția Olteniei 6-7/1926;  
 PUȘCARIU EMIL, *Notă* sub Trib. Vâlcea s. II, 191 din 3 Sept. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2091;  
 RACOVICIANU GR., *Notă* sub Trib. Putna s. II, 137 din 4 Iunie 1925, Curier Jud. 15/1926.



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Administrație 15, 16, 17.	Interes 2.
Adopțiune 5.	Intreținere 4.
Anulare 5.	Modificare 18.
Aprecieri suverană 1, 4.	Nulitate 5.
Căsătorie 5.	Opoziție la căsătorie 5.
Consiliu de familie 4 bis.	Paza copiilor 1 urm.
Consimțământ 5.	Prejudiciu 2.
Convenție 2.	Putere părintească 6, 7, 8.
Copii, paza lor 1 urm.	Revocare 18.
Corecțiune 9-14.	Supraveghere 3.
Decădere 15, 16, 17.	Suverană apreciere 1, 4.
Drept de corecțiune 9-14.	Tutelă 4 bis.
Educație 2, 3, 4.	Uzufruct legal 15, 16, 17.
Familie 4 bis.	

## Doctrină.

1. Tribunalele decid în mod suveran modul după care paza copiilor trebuie exercitată, de către persoana însărcinată cu această pază. (Daloz, Rép., Suppl., Séparation de corps, No. 151; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 187; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 652).

2. În cazul când ambii soți sunt de acord asupra pazei copiilor și modului de educație a lor, tribunalele nu au dreptul a prescrie un alt mod de educație, mai cu seamă dacă nu se constată posibilitatea unui prejudiciu pentru copii. (Demolombe, IV, No. 453, 511 bis; Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 608; Séparation de corps, No. 151; Huc, II, No. 429; Vraye et Gode, II, No. 751; Planiol et Ripert, II, No. 652; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 188).

3. În cazul când copiii sunt încredințați unuia dintre soți sau unei persoane străine, celalt soț sau ambii soți au dreptul a-i vedea, căci numai astfel pot să supravegheze creșterea și educația lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 190. Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 653, 654).

4. Tribunalele vor hotărî suma cu care trebuie să contribuie fiecare părinte la întreținerea și educația copiilor în proporție cu mijloacele lor. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 622; Planiol et Ripert, II, No. 657).

4 bis. Prin cuvântul: „familie“ din art. 302 cod. civ. fr. (282 cod. civ. rom.) se înțelege nu consiliul de familie, deoarece nu s'a deschis tutela, ci membrii familiei, rude sau afini. (Planiol, et Ripert, II, No. 655).

5. După divorț dreptul fiecărui părinte de a consimți la căsătoria copiilor, a face opoziție la căsătoria lor, a cere nulitatea căsătoriei lor și de a consimți la adopțiunea lor, subsistă. (Nacu, I, p. 480; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 187, nota 3. Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 653).

6. Cu toate că se poate întâmpla ca tribunalele să încredințeze paza copiilor mamei, după o părere, tatăl își păstrează

mai departe puterea părintească asupra copiilor. (Demolombe, IV, No. 511, 512; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 282; Marcadé, art. 311, No. 3; Beudant, II, No. 753, 754; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, I, No. 372; Aubry et Rau; ed. 4-a, V, § 494, p. 202; Daloz, Rép., Séparation de corps, No. 334; Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 616; Carpentier, Traité, I, No. 391; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 190. Comp.: Huc, II, No. 422 urm. Planiol, ed. 6-a, I, No. 1282; Planiol et Ripert, II, No. 650, 653; Nacu, I, p. 480, 481).

7. După o altă părere, dreptul de putere părintească aparține deopotrivă ambilor părinți, în afară de paza copiilor care aparține părintelui sau persoanei căreia i-a încredințat-o tribunalul. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 616; Laurent, III, No. 294; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 760 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 240; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 170).

8. După o a treia părere, dreptul de putere părintească aparține numai soțului căruia i s'au încredințat copiii. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 616; Huc, II, No. 426 urm.; Baudry et Chauveau, III, No. 273; Matei Cantacuzino, p. 704).

9. Când copiii au fost încredințați tatălui, el are dreptul de corecțiune asupra lor. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 617; Planiol et Ripert, II, No. 653).

10. Când copiii au fost încredințați mamei, după o părere, ambii soți au dreptul de corecțiune asupra lor, deoarece dreptul de corecțiune este complimentul dreptului de educație. (Daloz, Rép., Suppl., Séparation de corps, No. 153; Huc, II, No. 431).

11. După o altă părere, în cazul când copiii au fost încredințați mamei, numai ea are dreptul de corecțiune asupra copiilor. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 617; Laurent, III, No. 294; Baudry et Chauveau, III, No. 273; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 462; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 653).

12. După o a treia părere, chiar dacă copiii au fost încredințați mamei, divorțul pronunțându-se în favoarea sa, tot tatăl are dreptul de corecțiune asupra copiilor. (Laurent, III, No. 294; Huc, II, No. 431; Vraye et Gode, II, No. 752; Carpentier, Traité, I, No. 391; Nacu, I, p. 480, 481; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 191).

13. Când copiii au fost încredințați unei terțe persoane, după o părere, numai tatăl, are dreptul de corecțiune asupra lor. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et Séparation de corps, No. 617; Vraye et Gode, ed. 2-a, II, No. 752).

14. După o altă părere în acest caz, dreptul de corecțiune aparține de o potrivă tatălui și mamei, iar nu terței persoane. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et sé-



paration de corps, No. 617; Séparation de corps, No. 153; Laurent, III, No. 294; Huc, II, No. 431; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a. I, p. 402).

15. In cazul când divorțul a fost pronunțat în contra tatălui, care potrivit dispozițiunile art. 386 cod. civ. fr. (340 cod. civ. rom.) este decăzut din dreptul de uzufruct legal asupra averii copiilor, după o părere, el conservă dreptul de administrare asupra acestei averi. (Demolombe, IV, No. 512; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 156, p. 282; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 621; Laurent, III, No. 352; Vraye et Gode, ed. 2-a. II, No. 755; Carpentier, Traité, I, No. 391; Planiol, ed. 6-a. I, No. 1282; Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 191; Comp., Planiol et Ripert, II, No. 652; Colin et Capitant, ed. 4-a. I, p. 463; Nacu, I, p. 480, 481).

16. După o altă părere, în cazul când divorțul se pronunță în contra tatălui și copiii au fost încredințați mamei, numai aceasta are dreptul de administrație asupra averii copiilor, ea având și dreptul de uzufruct legal asupra acestei averi. (Aubry et Rau, ed. 5-a. I, § 123, text și nota 47 p. 787; Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 621; Huc, II, No. 426; Baudry et Chauveau, III, No. 273).

17. In cazul când divorțul a fost pronunțat în contra ambilor soți, deci ambii sunt decăzuți din dreptul de uzufruct legal, administrația bunurilor minorilor va fi încredințată persoanei care are paza copiilor, afară de cazul când tribunalul va hotări altfel. (Dalloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 621).

18. Măsurile luate sunt totdeauna revocabile și pot fi modificate după împrejurări la cererea persoanelor arătate în art. 302 cod. civ. fr. (282 cod. civ. rom.). (Planiol et Ripert, II, No. 655).

19. A se vedea: art. 282 și 340 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Obligațiunea formulată prin art. 185 c. c. este satisfăcută când soții despărțiți au convenit de a lua fiecare în a sa îngrijire câte un număr din copiii rezultați din conviețuirea lor legiuită, renunțând tot odată și la orice pretențiuni de alimente în viitor.

Pentru ca ulterior o atare cerere formulată de către un soț în numele minorilor din a sa îngrijire să apară ca o pretențiune dreaptă și întemeiată, se impune ca în prealabil să se facă dovada, fie că situațiunea materială a celui ce reclamă s'a înrăit atât de mult încât este în imposibilitate de a-și mai alimenta minorii luați

în a sa îngrijire, fie că situațiunea celuilalt soț s'a îmbunătățit atât de simțitor încât echilibrul stabilit în momentul despărțirii să se fi sdrunceinat complex.

Prin urmare, stabilindu-se în fapt că, raportul veniturilor și sarcinilor soților este același, cererea este nejustificată. (Trib. Tecuci, 9 Sept. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1129).

2 După art. 185 c. civil, căsătoriții contractează împreună prin simplul fapt al căsătoriei îndatorirea de a alimenta și a-și educa copii; după art. 283 c. civil, oricărei persoane i se vor încredința copii în caz de divorț, tatăl și mama lor va avea fiecare, pe lângă dreptul de a priveghia asupra lor, și îndatorirea de a-i întreține și a le da creștere, în proporțiune cu mijloacele lor, iar după art. 250 și 281 c. civil, privitoare la materia pensiunii alimentare în caz de despărțenie, tribunalul este instanța chemată să statueze asupra cererilor de pensiuine de întreținere ce urmează a se da soției și copiilor.

Dacă, odată cu cererea de pensiuine alimentară pentru viitor, soția cere ca soțul să fie obligat să-i plătească tot pentru copii, și pe trecut o sumă globală de 7000 lei pe care acesta se obligă să i-o plătească, prin această competența de primă instanță a tribunalului nu a fost modificată deoarece în acest caz nu era vorba de plata unei simple creanțe pentru a se regula competența după dreptul comun, ci tot de plata unei pensiuni de întreținere care se judecă astfel de tribunal. (Cas. II, dec. civ. 448 din 24 Oct. 1924, Jurispr. Rom. 2/1925).

3. Isvorul generator al dreptului copiilor minori rezultați dintr'o căsătorie desfăcută și dați sub îngrijirea unuia dintre părinți, sau chiar a unei terțe, persoane, de a obține de la părinți mijloacele de întreținere și de educațiune, este statornicit de legiuitor în art. 185 și 283 c. civ., care impune părinților obligațiunea creșterii copiilor lor:

In specie, unul din părinți, părătul neîndeplinindu-și obligațiunea legală de a procura copiilor săi minori mijloacele de existență și de educațiune necesare acestora; este evident că celălalt părinte, reclamanta, în calitate de co-obligată la menționatele îndatoriri și de persoană însărcinată cu privegherea și creșterea copiilor prin hotărârea de divorț pronunțată în favoarea sa, este în drept să pretindă că părătul pe cale judecătorească să fie obligat la prestarea îndatoririlor sale legale în măsura în care Tribunalul va stabili partea sa contributivă;

In adevăr, potrivit art. 386 c. civ., dreptul de folosință legală, atributul puterii părintești ce interesează în cauză, este ridicat soțului contra căruia s'a pronunțat divorțul și drept consecință trece celuilalt soț, astfel că reclamanta având folosința legală, are în mod implicit și



dreptul de administrație legală a averii minorilor, care e corolarul necesar al dreptului de folosință

Deci copiii minori în discuție având a-și valorifica în justiție, potrivit art. 283 c. civ., creanța în virtutea căreia păratul tatăl lor le datorește mijloacele de întreținere și educație, este învederat că numai reclamanta, mama minorilor, în calitate de administrator legal și deci de reprezentantă a lor, avea dreptul de a intenta pentru copiii săi, acțiunea în discuție;

Independent de aceasta, reclamanta și păratul contractând prin faptul căsătoriei lor, obligațiunea de a-și întreține și a educa copiii, reclamanta, din moment ce face în fapt dovada că copiii minori locuiesc împreună cu dânsa, fiind sub îngrijirea sa și că și-a îndeplinit deci obligațiunile sale, este personal în drept să pretindă în virtutea art. 185 c. civ., ca și păratul să fie obligat judecătorește la îndeplinirea îndatoririlor sale, rezultând din menționata convenție și consacrate de citata lege. (Trib. Vâlcea, s. II-a, sent. nr. 191 din 3 Sept. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2091).

4. Este admis atât de doctrină, cât și de jurisprudență că, chiar după desfacerea căsătoriei, părinții au deopotrivă asupra copiilor rezultați din căsătorie dreptul de priveghere și îndatorirea de a contribui în raport cu mijloacele fiecăruia la cheltuielile de întreținere și de creștere, conform art. 185 și 283 c. civ.; prin urmare soțul căruia s'au încredințat copiii are dreptul a acționa pe celalt în judecată, spre a fi obligat să contribuie în proporțiune cu mijloacele sale la cheltuielile arătate, lucru ce trebuie să se facă avându-se în vedere cheltuielile, ce ne-

cesită întreținerea și creșterea copiilor și mijloacele fiecăruia din părinți.

Soțul acționat nu se poate apăra, cerând să i se încredințeze lui copiii, pentru motivul că deși măsurile luate de justiție în privința copiilor dușă desfacerea căsătoriei nu au caracter definitiv și pot fi modificate după cererea părinților, a rudelor sau a Ministerului public, aceasta însă nu se poate face decât atunci când interesul copiilor o dictează și pe cale de acțiune principală, când instanța are a cerceta dacă au intervenit împrejurări noi de natură a face ca dispozițiunile anterioare să fie schimbate. (Trib. Argeș s. I, Sentința civ. No. 136 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 678).

5. Motivul invocat de soția divorțată, într'o acțiune de pensie alimentară pentru îngrijirea copiilor cari prin sentința de divorț au fost atribuiți soțului, că mama este aceea care-i întreține, nu este suficient pentru a justifica cererea de alimente atâta timp cât în prim rând nu se dovedește că sentința de divorț, prin care s'au încredințat copiii spre creștere și educare soțului, a fost reformată și în al doilea rând că dânsul refuză îngrijirea lor. (C. Apel București, s. IV, Jurnal 1424 din 12 Martie 1926, Pand. Rom. 1926, III, 85).

6. Din moment ce nici chiar după desfacerea căsătoriei prin divorț, tutela copiilor născuți din această căsătorie nu se deschide, urmează ca convenția încheiată între tată și mamă, fie după divorț, fie în timpul instanței de divorț, cu privire la averea și persoana copiilor, pentru timpul cât ambii părinți vor fi în viață, este perfect valabilă. (C. Apel Iași, s. II, 29 Aprilie 1926, Dreptul, No. 20 din 1926).

7. A se vedea art. 282, nota 3.

**Art. 284.** — Desfacerea căsătoriei prin despărțenie, nu va lipsi pe copiii născuți din acea căsătorie, de nici unul din foloasele cari le-au avut asigurate de legi, sau de tocmelile căsătoriei încheiate între tată și mamă, dar drepturile copiilor nu se vor deschide decât în modul și condițiunile în care ele s'ar fi deschis dacă nu urmă despărțenia. (Civ. 282 urm., 285, 651; Civ. Fr. 304).

*Text. fr. Art. 304.* — La dissolution du mariage par le divorce admis en justice ne privera les enfants nés de ce mariage, d'aucun des avantages qui leur étaient assurés par les lois, ou par les conventions matrimoniales de leurs père et mère; mais il n'y aura d'ouverture aux droits des enfants que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils se seraient ouverts s'il n'y avait pas eu de divorce.

### Doctrină.

1. Divorțul părinților nu modifică dreptul de succesiune al copiilor la averea părinților, drept rezultat din lege sau din contractul de căsătorie. (Daloz, Rép., Suppl., divorce et séparation de corps, No.

624; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1257; Planiol et Ripert, II, No. 650; Alexandresco, ed. 2-a, II, r. 170, 193; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 477).

2. Părinții nu sunt decăzuți din dreptul lor de succesiune la averea copiilor lor, prin faptul că au divorțat. (Daloz,



Rép. Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 624; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1257; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 170, 193).

tre părinți, prin contractul lor de căsătorie, în favoarea copiilor lor, subsistă și după divorțul părinților. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 193).

3. Toate libertățile stipulate de că-

**Art. 285.** — (Mod. L. 15 Martie 1906 <sup>1</sup>). — În cazul de despărțenie prin consimțământul mutual, jumătate din averea bărbatului și jumătate parte din averea femeii va fi considerată ca deplină proprietate a copiilor născuți din căsătorie chiar din ziua celei dintâi declarațiuni de despărțenie. Tatăl și mama, însă, vor avea drept la venitul acelei părți din avere până la ajungerea copiilor în vârsta legiuită, cu îndatorire însă pentru ei de a întreține și a crește pe copii după mijloacele și după pozițiunea lor socială; toate aceste vor urma fără prejudiciul celor alte foloase ce ar fi fost asigurate zișilor copii prin tocmelele căsătoriei urmate între tatăl și mama lor.

În caz de divorț pentru cauză determinată, când prin cererea introductivă de instanță se arată că soții au copii, grefierul va fi dator a lipi în sala ședințelor un extract după cererea de divorț.

Acest extract va cuprinde:

1) Data cererii;

2) Numele, pronumele, profesia și locuința soților;

Cine cere divorțul și dacă sunt copii din căsătorie.

3) Mențiune despre estimațiunea averii soțului pârît, pe care trebuie să o facă în mod amănunțit, soțul reclamant în cererea de divorț.

Acest extract se va afișa la ușa tribunalului, la primăria domiciliului soților și la Camera de comerț. El se va publica cu cheltuiala soțului reclamant în *Monitorul Oficial* și în unul din jurnalele din București, ce se va hotărî de președinte.

În referatul, ce judecătorul va face conform art. 221, va constata că măsurile prescrise de paragraful precedent au fost îndeplinite.

O treime din averea soțului declarat vinovat prin hotărîrea de despărțenie pentru cauză determinată se cuvine copiilor eșiți din această căsătorie.

În cazul când prin sentința de divorț s'ar recunoaște drepturi în favoarea copiilor, președintele tribunalului, după îngrijirea copiilor, dacă sunt majori, a soțului reclamant, a tutorului sau a rudelor, va face ca un extract după hotărîrea de despărțenie să se afișeze din trei în trei luni în timp de un an în sala ședințelor tribunalului, care a pronunțat sentința, la Camera de comerț, precum și în sala primăriei comunei unde bărbatul își are domiciliul, publicându-se cel puțin odată în *Monitorul Oficial*.

Averea trece în proprietatea copiilor din momentul transcrierii sentinței de divorț, în ce privește averea mobilă și din momentul transcrierii în registrele de mutațiuni în ce privește imobilele, cu



rezerva dreptului de anulare înstrăinărilor făcute în fraudă copiilor în intervalul dela intentarea acțiunii până la transcrierea hotărârii. Transcrierea se va face din oficiu de către greșă situațiunii imobilului, după cererea procurorului depe lângă tribunalul care a pronunțat desfacerea căsătoriei. Procurorul are dreptul să întindă cererea de transcriere și asupra imobilelor cari ar fi fost omise în cererea de divorț.

Soțul vinovat își păstrează pentru toată viața uzufructul asupra averii trecute în patrimoniul copiilor, în baza dispozițiilor de mai sus.

Soțul condamnat va avea dreptul să ceară dela tribunal răscumpărarea porțiunii convenită copiilor în nudă proprietate oferind de 10 ori venitul acelei porțiuni. Acest capital se va depune la casa de depuneri sau se va păstra de soț, luându-se pentru garantare o inscripțiune ipotecară.

Creditorii soțului condamnat, anteriori desfacerii căsătoriei, pot ataca mutațiunile de proprietate operate prin sentința de despărțenie în favoarea copiilor, până în termen de două luni dela ultima publicațiune a sentinței de despărțenie făcută potrivit arățărilor de mai sus, dacă aceste mutațiuni de proprietate prejudiciază acestor creditori și numai în măsura prejudiciului lor. Ei însă, nu vor putea proceda la executări asupra treimeii copiilor, decât după ce vor discuta averea debitorului lor. Acțiunea ca și urmărirea, se vor îndrepta față de copii, cari, dacă sunt minori, vor fi reprezentați printr'un tutore *ad-hoc*. (Civ. 221, 246 urm., 254 urm., 258, 260, 284, 338—340, 343, 416, 645, 728 urm., 975, 1162 urm.; Pr. civ. 721 urm.; L. timbr. 45, 46; L. impoz. pe moșteniri (Mon. Of. 91/921), art. 2; Civ. Fr. 305).

*Text. fr. Art. 305.* — Dans le cas de divorce par consentement mutuel, la propriété de la moitié des biens de chacun des époux sera acquise de plein droit, du jour de leur première déclaration, aux enfants nés de leur mariage: les père et mère conserveront néanmoins la jouissance de cette moitié jusqu'à la majorité de leurs enfants, à la charge de pourvoir à leur nourriture, entretien et éducation, conformément à leur fortune et à leur état: le tout sans préjudice des autres avantages qui pourraient avoir été assurés auxdits enfants par les conventions matrimoniales de leurs père et mère.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Notă sub Cas. I, 2318 din 16 Dec. 1924, Jurispr. Gen. 1925, No. 632;*  
 CERBAN AL., *Notă sub Cas. I, 1562 din 12 Iunie 1925, Curier Jud. 34/1925; Notă sub Cas. I, 1562 din 12 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 226;*  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni, p. 157;*  
 PAȘALEGA DEM., *Notă sub Trib. Dolj s. II, 13815 din 11 Nov. 1925, Justiția Olteniei 14—16/1925;*

1) **Textul vechiu al art. 285.** — În caz de despărțenie prin consimțământ mutual, jumătate din averea bărbatului și jumătate parte din averea femeii va fi considerată ca deplină proprietate a copiilor născuți din căsătorie chiar din ziua celei dintâi declarațiuni de despărțenie. Tatăl și mama însă vor avea dreptul pe venitul acelor părți din avere, până la ajungerea copiilor în vârsta legiuată cu îndatorire însă pentru ei de a întreține și a crește pe copii, după mijloacele și după poziția lor socială; toate aceste vor urma fără prejudeciul celorlalte foloase, ce ar fi fost asigurate zișilor copii, prin tocmelele căsătoriei urmate între tatăl și mama lor.

RACOVICEANU GR., *Notă* sub Trib. Putna s. II, 137 din 4 Iunie 1925, Curier Jud. 15/1926;  
RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate*  
p. 9 urm.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune de divorț 10.	Moarte 7.
Anulare 17—20.	Nulitate 17—20.
Căsătorie 8.	Opozabilitate 1, 2.
Cerere de divorț 10.	Personal statut 21.
Codul de procedură ci- vilă 2.	Prejudiciu 20.
Copii 1 urm.	Prezumpțiuni 19.
Cotitate disponibilă 4, 11, 12.	Probe 19, 20.
Creditori 20.	Procedură civilă 2.
Deces 7.	Proprietate 1, 3.
Declarație de divorț 1.	Publicații 10.
Divorț pentru cauze de- terminate 8—21.	Raport 4, 11, 12.
Divorț prin consimțământ mutual 1—7, 21.	Reciprocitate 9.
Donație 1, 3, 16—20.	Reducțiune 4, 11, 12.
Dovadă 19, 20.	Registre de mutațiuni 2.
Emancipare 7.	Renunțare 14.
Fraudă 15.	Rezervă 4, 11, 12.
Hotărâre 2.	Sarcine 5.
Incetare din viață 7.	Simulație 19.
Inscriere 17.	Statut personal 21.
Inscripție ipotecară 13, 14.	Străini 21.
Instrăinare 1, 16—20.	Sucesiune 4, 11, 12.
Ipotecă 13, 14.	Terțe persoane 19.
Lege personală 21.	Titlu universal 5.
Majoritate 6, 13, 14, 15, 17.	Transcriere 2, 17.
Marturi 19.	Tutor ad-hoc 13.
Minoritate 13, 18.	Universal titlu 5.
	Uzfruct 6, 7.
	Vârsta 7.
	Venituri 6, 7.
	Vindere-cumpărare 1, 15—20.

### Doctrină.

1. In caz de divorț prin consimțământ mutual, copiii sunt proprietari pe jumătate din averea soților, din momentul facerii primei declarațiuni; prin urmare orice instrăinare făcută în timpul divorțului nu poate fi opozabilă copiilor în privința porțiunii lor. (Nacu, I, p. 482, 483; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 202, 203).
2. După art. 722 § 7 din codul de procedură română, dreptul copiilor nu mai este opozabil terților, decât după transcrierea hotărârii de divorț în registrele de mutațiuni ale tribunalului situațiunii imobilelor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 203).
3. Proprietatea copiilor asupra jumătății averii părinților lor este dată prin lege și nu poate fi considerată ca o donațiune cu toate efectele ei. (Nacu, I, p. 484).
4. Jumătatea din averea părinților ce se cuvine copiilor în caz de divorț prin consimțământ mutual, nu este raportabilă și nici nu se poate calcula pentru a se determina cotitatea disponibilă de oarece ea nu este reducibilă. (Duranton, VII, No. 352; Laurent, III, No. 298; Nacu, I, p. 484; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 203, 204; Contra: Matei Cantacuzino, p. 706).
5. Jumătatea din averea părinților se dobândește de către copii, cu titlu universal, prin urmare ei sunt obligați a plăti pe jumătate sarcinile patrimoniului părinților. (Nacu, I, p. 484; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 201).
6. Venitul jumătății convenite copiilor

aparține părinților până la majoratul copiilor. (Nacu, I, p. 483; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 200, nota 2, 201).

7. În cazul când părintele uzufructuar se însoară înainte de majoratul copiilor, uzufructul special se stinge și se deschide pentru soțul rămas în viață uzufructul general, care însă va avea loc numai până la vârsta de 20 ani sau emanciparea copiilor. (Laurent, III, No. 300; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 202).

8. Numai copiii eșiți din căsătoria desfăcută prin divorțul pentru cauze determinate au dreptul la  $\frac{1}{4}$  din averea soților, nu și cei din o căsătorie anterioară sau posteroară divorțului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 196).

9. In cazul când divorțul se pronunță în contra ambilor soți, ambii vor pierde câte a treia parte din averea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 196).

10. Dreptul copiilor la a treia parte din averea părintelui recunoscut vinovat prin hotărârea de divorț, există, chiar dacă reclamantul nu a arătat prin cererea să dacă celălalt soț are avere și chiar dacă nu s'au făcut publicațiunile. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 198).

11. Treimea prevăzută de art. 285 din codul civil român, nu este raportabilă nici reducibilă în cazul când va întrece cotitatea disponibilă, (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 196).

12. După o altă părere această treime este supusă raportului și reducțiunii între descendenți, deși legea nu o spune. (Matei Cantacuzino, p. 705).

13. Inscripția ipotecară prevăzută de art. 285 din codul civil român se va lua de însuși copilul, dacă este major, sau de însuși părintele dacă copilul este minor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 197).

14. Copilul major nu poate renunța la luarea inscripției ipotecare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 197).

15. Copilul nu ar putea la majoritate să-și vândă dreptul seu de a treia parte, părintelui său prin bună înțelegere, de oarece aceasta ar putea da loc la fraude. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 197).

16. Instrăinările făcute de către soți înainte de intentarea acțiunii de divorț, sunt respectate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 198).

17. Instrăinările făcute de către soți posterior introducerii acțiunii de divorț și până la transcrierea hotărârii, vor putea fi anulate după cererea copiilor, dacă sunt majori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 198).

18. In cazul când copiii sunt minori, cererea de anulare va fi făcută de către un tutor ad-hoc numit de către tribunal. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 198).



19. In cazul când instrăinarea este simulată, copiii sau reprezentanții lor, vor putea să dovedească simulația prin martori și prezumpțiuni, ei fiind terțe persoane. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 199).

20. Creditorii părintelui, recunoscut vinovat prin hotărîrea de divorț, cari vor putea face dovadă că instrăinarea treimei în folosul copiilor le aduce un prejudiciu real, nu vor putea ataca această treime de cât după ce vor dovedi că averea rămasă părintelui nu ajunge la plata creanțelor lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 199; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 705).

21. Dispozițiile art. 285 din codul civil rămân nu-și găsesc aplicațiunea străinilor din România, decât în cazul când ele există și în legea lor personală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 181. 199).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927).

1. Potrivit art. 285 cod. civ., o treime din averea mobilă și imobilă a soțului declarat vinovat prin hotărîrea de despărțenie trece asupra copiilor născuți din căsătoria desfăcută și fiind vorba de proprietatea pe care o dobândesc dela lege copiii soțului contra căruia a fost pronunțat divorțul, această transmisiune se produce, în ceea ce privește averea mobilă din momentul transcrierii sentinței de divorț în registrele stării civile, — fie că este vorba de bunuri mobiliare, corporale, fie incorporale. (creanțe), iar, în ce privește averea imobilă, din momentul transcrierii acelei sentințe în registrele de mutațiuni imobiliare ale tribunalului respectiv. (Cas. I, 1562 din 12 Iunie 1925. Curier Jud. 34/1925, Pand. Rom. 1925, III, 145, Pand. Rom. 1926, I, 226).

2. Pe temeiul modificării din Martie 1906, adusă art. 285 cod. civ. român o treime din averea soțului, împotriva căruia s'a pronunțat despărțenia, trece în puterea hotărîrii de divorț și dela data transcrierii ei în registrele de stare civilă în ce privește averea mobilă, iar dela data transcrierii în registrele de mutațiuni în ce privește averea imobilă în proprietatea copiilor născuți din căsătorie, cu rezerva uzufructului pe toată viața în favoarea părintelui condamnat. În doctrină și jurisprudență se decide că acest drept este o adevărată transmitere forțată de proprietate cu titlul de pedeapsă, un fel de expropriere silită „sui generis“ în favoarea copiilor, atenuată întrucâtva în consecințe prin dreptul soțului vinovat de defacerea căsătoriei ca să răscumpere porțiunea atribuită copiilor. În acest corectiv al răscumpărării coroborat cu dreptul de uzufruct pe toată viața al soțului vinovat câtă să găsim rezolvarea chestiunii dacă copiii, din timpul vieții părintelui condamnat, pot

cere individualizarea treimeii atribuite lor în nudă proprietate, printr'o acțiune de eșire din indiviziune. este știut că dreptul de uzufruct, pe tot timpul vieții, aparținând soțului vinovat asupra treimeii atribuite copiilor născuți dintr'o căsătorie desfăcută pentru cauză determinată, este o importantă derogare la principiul că dreptul de folosință aparține părintelui numai pe timpul minorității copiilor, ori în intenția legiuitorului dela 15 Martie 1906 a fost ca părintele ce pierde treimea cu corectivul răscumpărării să poată oricând să-și exercite acest drept, ceiace n'ar fi fost posibil dacă copilul la majoritate i-ar fi revenit uzufructul treimeii reprezentate printr'un imobil, căci în atare caz copilul major l'ar fi putut instrăina și atunci facultatea de răscumpărare a părintelui ar fi devenit iluzorie. Consecința la care duce aliniatul penultim al art. 285 cod. civ. este foarte gravă, fiindcă copilul nu poate dobândi această treime decât la moartea părintelui declarat vinovat prin hotărîrea de divorț, astfel că durata stărei de indiviziune este în funcțiune de durata pe toată viața a uzufructului părintelui vinovat și orice încercare din partea copilului de a curma această stare se lovește de impedimentul unui text formal de lege (Trib. Soroca, sent. civ. 367 din 25 Iunie 1926. Jurispr. Gen. 1926, No. 1363).

3. Art. 285 cod. civ., în caz de divorț pentru cauză determinată, atribuie copiilor rezultați din căsătorie proprietatea unei treimi din averea soțului recunoscut vinovat, dar acesta își conservă dreptul de uzufruct toată viața, prin urmare atât în timpul minorității cât și în timpul majorității copiilor soțul are dela lege folosința acestei treimi, astfel că treimea cuvenită copiilor în plină proprietate este un drept, de care ei nu se pot folosi până la moartea părintelui lor. La obiecțiunea intimată că uzufructul prevăzut de art. 285 cod. civ. în favoarea apelantului fiind un atribut al puterii părintești implică și o sarcină de a subveni la întreținerea minorei Daria și că pe această considerație a introdus acțiunea la prima instanță, s'a răspuns că îndatorirea tatălui de a întreține pe copiii săi, ca o sarcină impusă de dreptul de folosință asupra aversei copiilor, se grefează pe dispozițiile art. 338 și 339 codul civil și un atare drept al copiilor, în caz de neîndeplinirea sarcinii din partea tatălui, câtă a fi valorificat printr'o acțiune de pensie alimentară, dar nu printr'o acțiune tinzând la despuierea tatălui de întregul uzufruct al unei treimi de propria sa avere ca în speță. De altfel în materia excepțională din art. 285 cod. civ., unde legea trebuie interpretată restrictiv, nu se poate argumenta uzând de principiile din art. 338 codul civil, care se referă la uzufruc-



tul averii aparținând copiilor din timpul căsătoriei și de care uzufruct tatăl sau mama, în contra cărora se va fi pronunțat despărțenia, nici nu se pot folosi potrivit art. 340 cod. civ. (Trib. Soroca, sent. civ. 368 din 25 Iunie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1316).

4. a) Prin art. 285 c. civ. se dispune că în cazul unei despărțeni pentru cauze determinate, o treime din averea soțului declarat vinovat, trece de drept în proprietatea copiilor cari au rezultat din acea căsătorie, din momentul mențiunii făcute în registrul de stare civilă, în privința mobilelor, și din momentul transcrierii în registrul de transcripțiuni a drepturilor reale, în privința averii imobile.

Această dispoziție luată de legiuitor, în principalul scop de protecțiune al minorilor, are caracterul unei transferări de proprietate și ca efect, produce o situație de indiviziune între minori și părintele expropriat de lege — căci, deși uzufructul treimii, care de drept a trecut în proprietatea minorilor, este păstrat de părinte pentru toată viața — totuși, în ceea ce privește dreptul de proprietate în sine — nuda proprietate — aceasta aparține în mod indivizibil, atât minorilor, cât și părintelui lor, urmând ca numai la caz de realizare, de ieșire din indiviziune, fiecare proprietar să-și valorifice dreptul în mod proporțional.

b) În ceea ce privește dreptul de răscumpărare acordat părintelui, legiuitorul nu dispune nimic relativ la condițiunile în care poate fi exercitat și nici asupra termenului până când poate fi exercitat; din aceasta rezultă: în primul rând, că soțul expropriat are facultatea de a-și exercita această prerogativă, toată viața, pentru motivul că atât timp cât are uzufructul, are și posibilitatea de a-l consolida cu nuda proprietate; în al doilea rând, nuda proprietate poate fi răscumpărată de soț, atât dela minorii săi copii, cât și dela terții cari au dobândit-o prin cumpărare sau cesiune, aceasta atât pentru motivul că dreptul de răscumpărare este acordat soțului pentru consolidarea proprietății, asigurând echivalentul în patrimoniul minorilor — pentru că legea nu distinge și nu pune o limită — cât și pentru că spiritul acestui articol a fost numai pentru asigurarea materială a minorilor și nu de a creă desmembrăminte ale dreptului de proprietate, aceasta cu atât mai mult că drepturile terților nu pot fi lezate. (Trib. Fălticeni, 251 din 22 Oct. 1925, Pand. Rom. 1925, III, 150).

5. Dacă soțul găsit vinovat într-o acțiune de divorț, înstrăinează treimea cuvenită copiilor săi, nu mai poate beneficia de dreptul de răscumpărare prevăzut de art. 285 din codul civil. (Trib. Dolj, s. II, proces-verbal No. 13815 din

11 Noembrie 1925, Just. Olteniei 14—16 din 1925).

6 a) Treimea copiilor prevăzută de art. 285 din codul civil, este o adevărată transmisiune de nudă proprietate, iar nu o simplă indisponibilitate a porțiunei în chestiune.

Prin urmare, când copiii din prima căsătorie desfăcută prin divorț, vin în concurență cu copiii dintr'ă doua căsătorie la succesiunea soțului declarat culpabil prin sentința de divorț, treimea cuvenită copiilor din prima căsătorie, fiind afectată în mod definitiv și irevocabil în folosul lor exclusiv, nu poate fi supusă raportului sau reducțiunei.

b) În cazul când divorțul se pronunță în favoarea ambilor soți și deci și în contra lor, este inutil a se examina în patrimoniul căruia dintre soți se găsește imobilul asupra căruia copiii au o treime, imobil care fusese constituit dotă soției de către soț și care donațiune se desființează prin aplicarea art. 280 cod. civ. în urma pronunțării divorțului în contra soțului donatar. (C. Apel București, s. IV, 451 din 21 Decembrie 1925, Bul. C. Apel. 4/926).

7. Tatăl, care în virtutea art. 327 din codul civil, are exercițiul puterii părintești asupra și pentru interesele copiilor minori și legitimi, păstrează acest drept și după desfacerea căsătoriei; astfel că, în afară de creditori, parchet și terții interesați, numai el poate să exercite pentru copiii săi minori acțiunile derivând din art. 285 cod. civil, iar nu și mama care nu are această calitate. (C. Apel Buc., s. II, 72 din 8 Martie 1926, Dreptul 34/1926, Bul. C. Apel. 9/1926).

8. În fapt: După pronunțarea sentinței de divorț, însă înainte ca ea să rămâie definitivă, soțul vinovat a vândut în indiviziune la doi inși imobilul său, în privința căruia se făcuseră publicațiunile prevăzute de art. 285 codul civil.

S'a cerut posterior anularea acestei vânzări, în măsura în care atinge dreptul de o treime recunoscut copiilor prin art. 285 codul civil. Curtea de fond constatând că înstrăinarea a avut loc anterior transcrierii dreptului de proprietate al copiilor în registrele de mutațiuni și că, numai unul din cumpărători a fost de rea credință, anulează vânzarea numai pentru o șesime. Recurs din partea copiilor cari cer anularea pentru o treime. Respingere.

În drept: Art. 285 codul civil, prevede categoric în ce privește averea imobilă a soțului vinovat că, transmisiunea proprietății porțiunei recunoscută prin lege copiilor, trece în proprietatea acestora din momentul transcrierii în registrele de mutațiuni; pentru înstrăinările făcute dela intentarea acțiunei de divorț și până la transcrierea hotărârii, li se rezervă



dreptul în anularea celor făcute în fraudă lor.

Intimatul vânzând prin acelaș act, și în porțiuni egale la doi cumpărători, în comun, imobilul asupra căruia se găsea în indiviziune cu copiii săi pentru treimea acordată lor de lege, și declarată indisponibilă, urmează că fiecare dintre cumpărători a devenit coproprietar indiviz în proporție egală de câte  $\frac{1}{2}$  pe acel imobil și totodată asupra fiecărei jumătăți indivize coproprietari cu copiii pentru o șesime, substituindu-se astfel în măsura în care au cumpărat, drepturilor vânzătorului a cărui proprietate era afectată de indisponibilitate pentru treimea atribuită de lege copiilor;

Consecința logică a acestei situațiuni juridice este că fiecare cumpărător nu poate fi atins în dreptul de proprietate ce a dobândit în condițiunile arătate

decât în măsura în care acel drept este atins de indisponibilitate în interesul copiilor, adică pentru o șesime indiviză corespunzând cu jumătate din treimea lovită de indisponibilitate și nu este deci admisibil ca să se urmărească numai în persoana unuia dintre cumpărători realizarea întregii treimi indivize, deși indisponibilitatea ei afectează întreg imobilul vândut, indiferent dacă urmărirea este sau nu posibilă față de ambii cumpărători din cauza bunei credințe a unuia dintre ei; deci, C. Apel admitând acțiunea în anulare față de intimat ca părtași la fraudă și limitând apoi numai la șesime dreptul de proprietate al copiilor în proporțiunea din imobilul cumpărat de acesta, a făcut o justă aplicațiune a art. 285 cod. civ. și a principiilor de drept. (Cas. I, 3342 din 20 Septembrie 1926, Jürispr. Gen. 1926. No. 1596).

## TITLUL VII

### Despre paternitate și despre filiațiune.

#### CAPITOLUL I

Despre filiațiunea copiilor legitimi născuți sau concepuți în căsătorie.

**Art. 286.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1)</sup>. Bărbatul este tatăl copilului conceput (zămislit) în timpul căsătoriei.

Bărbatul însă va putea să nu recunoască de al său pe copil dacă dovedește că în cursul timpului cuprins între a 300-a zi și între acea a 180-a, mai înaintea nașterii copilului, a fost în imposibilitate fizică de a coabita cu soția sa fie din cauză de depărtare, fie din orice alt accident.

În caz când s'a făcut cererea de divorț, bărbatul va putea să nu recunoască de al său pe copilul născut după 300 zile dela intentarea acțiunii de divorț, sau mai înainte de 180 zile dela revenirea soției la domiciliul conjugal sau împăcarea soților.

Acțiunea nu este admisă dacă în fapt a existat coabitare între soți. (Civ. 43, 211 urm., 287 urm., 290 urm., 298 urm., 306, 654, 808; L. asupra numelui din 18 Martie 1895, Art. 4; Civ. Fr. 312, 313).

*Text. fr. Art. 312.* — L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.

Néanmoins celui-ci pourra désavouer l'enfant, s'il prouve que, pendant le temps qui a couru depuis le trois-centième jusqu'au cent-quatre-vingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit par cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

<sup>1)</sup> Textul vechiu al art. 286. Bărbatul este tatăl copilului conceput (zămislit) în timpul căsătoriei. Bărbatul însă va putea să nu recunoască de al său pe copil, dacă dovedește că în cursul timpului cuprins între a 300 zi și între acea a 180-a, mai înaintea nașterii copilului, a fost în imposibilitate fizică de a coabita cu soția sa, fie din cauză de depărtare, fie din orice alt accident.

*Text. fr. Art. 313 al. 2 și 3. (Modificat prin legile din 6 Decembrie 1850, din 27 Iulie 1884, din 18 Aprilie 1886 și din 30 Decembrie 1915).* — En cas de jugement ou même de demande soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé, et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation. La présomption de paternité établie par l'article précédent ne s'applique pas à cet enfant, même en l'absence de désaveu, s'il a été légitimé par un nouveau mariage de sa mère, conformément aux dispositions de l'article 331.

L'action en désaveu n'est pas admise, s'il y a eu réunion de fait entre les époux.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 215 urm;  
 LEVY EDOUARD, *Notă sub C. Apel Paris s. I.* 30 Ian. 1924, Jur. Gen. 1926, No. 840;  
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă sub Judec. Ocol Herța-Dorohoi*, 219 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 839.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

### Doctrină.

Absență 15.  
 Accident 34—38.  
 Act de naștere 16.  
 Acțiune în contestație de legitimitate 3, 5.  
 Acțiune în contestație de stat 2, 3, 6.  
 Acțiune în reclamație de stat 1.  
 Acțiune în tagadă de paternitate 3, 4, 17, 25—50.  
 Alienație mentală 33.  
 Aprecieri suverană 28, 36, 47.  
 Boală 34, 35.  
 Calcularea termenului 19—24.  
 Casă de sănătate 33.  
 Căsătorie 4, 5, 11, 14, 15, 37, 38.  
 Coabitare, a se vedea cuvintele: „Imposibilitate fizică de coabitare” și 27, 43—47, 50.  
 Concepțiune, a se vedea cuvântul: „Gestațiune” și 4, 5, 11, 14, 15, 18, 27, 30—36, 44, 48.  
 Contestație de legitimitate 3, 5.  
 Contestație de stat 2, 3, 6.  
 Creditori 10.  
 Debitori 10.  
 Deces 26.  
 Definiție 4, 5, 6.  
 Demență 33.  
 Depărțare 28—33.  
 Dezavuare 3, 4, 17, 25—50.  
 Distanță 28.  
 Divorț 41, 42—49.  
 Domiciliu conjugal 41.  
 Dovadă 13, 14, 15, 17, 39, 40, 43, 46.  
 Excepțiune peremptorie 44.  
 Existență 15.  
 Gestațiune, a se vedea cuvântul: „Concepțiune” și: 18—24, 27.  
 Hotărîre 49.  
 Identitate 6, 13.  
 Împăcare 48, 49.  
 Imposibilitate fizică de coabitare 27—40, 48.  
 Imposibilitate morală de coabitare 48.  
 Impotență 34—38.  
 Incetare din viață 26.  
 Inchisoare 31, 32.  
 Îndepărtare 28—33.  
 Îndoială 29.  
 Înscriere 48.  
 Interes pecuniar 9, 10.  
 Internare 33.  
 Interpretare 29.  
 Intrunire de fapt, a se vedea cuvântul: „Coabitare”.  
 Legitimite, a se vedea cuvintele: „Acțiune în contestație de legitimitate”, „Acțiune în tagadă de paternitate”, „Prezumpțiune”, și 11, 16, 17, 29, 49.  
 Maternitate 12, 13.  
 Moarte 26.  
 Mutilare 34, 35.  
 Naștere 4, 5, 6, 13, 16, 25, 26.  
 Nebunie 33.  
 Operație chirurgicală 34, 35.  
 Organe genitale 34, 35.  
 Ore 19, 20.  
 Părăsirea domiciliului conjugal 41.  
 Paternitate, a se vedea cuvântul: „Prezumpțiune”.  
 Prescripție 7, 9.  
 Prezumpțiune 4, 11—17.  
 Probă, a se vedea cuvântul: „Dovadă”.  
 Rănire 34, 35.  
 Reclamație de stat 1.  
 Stare civilă, a se vedea cuvântul: „Acțiune” și 7, 8, 9, 10.  
 Suverană apreciere 28, 36, 47.  
 Tăgăduire de paternitate 3, 4, 17, 25—50.  
 Termen 18—24, 27, 41, 42, 48.  
 Transcriere 48.  
 Tranzacție 8, 9.  
 Viabilitate 25, 26.  
 Zile 19—24.

1. Acțiunea în reclamație de stare civilă este aceea ce o exercită o persoană, pretinzând că are în drept o stare civilă pe care nu o are în fapt. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 215; Matei Cantacuzino, p. 190; Plastara, I, p. 394).

2. Orice acțiune prin care se contestă unei persoane starea civilă pe care o are sau pe care pretinde s'o aibă, este o acțiune în contestație de stare civilă. (Mourlin, ed. 7-a, I, No. 867; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 322; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 214, 215; Matei Cantacuzino, p. 189, 190; Plastara, I, p. 394).

3. Acțiunile în contestare de stare civilă se împart în: acțiuni de tagadă de paternitate, acțiuni în contestație de legitimitate și acțiuni în contestație de stare civilă propriu zisă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 867; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 737; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 322; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 215).

4. Acțiunea în tăgăduirea paternității sau în desavuare, (în nerecunoaștere), este acțiunea prin care se susține că prezumpțiunea: „pater is est...”, invocată de un copil născut sau conceput în timpul căsătoriei, este, în privința lui, contrară adevărului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 867; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1420; Planiol et Ripert II, No. 737, 780; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 267, 272, 273, 322; Nacu I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 215, 247, 248; Matei Cantacuzino, p. 190; Plastara, I, p. 365).

5. Acțiunea în contestație de legitimitate, este acțiunea prin care se susține că copilul nu este legitim, pentru că nașterea și concepțiunea sa nu au avut loc în timpul căsătoriei mamei sale, sau pentru că mama sa nu este căsătorită. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 867; Planiol, ed. 6-a, I,



- No. 1380; Planiol et Ripert II, No. 737; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 322; Nacu, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 247, 248; Matei Cantacuzino, p. 190).
- 6.** Acțiunea în contestație de stare civilă propriu zisă, este acțiunea prin care se contestă, fie nașterea mamei, fie identitatea copilului, (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 687; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 737).
- 7.** Starea persoanelor este în principiu împrescriptibilă. (Paniol et Ripert, II, No. 763; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 214; Plastara, I, p. 395).
- 8.** Chestiunile privitoare la starea persoanelor nu pot face obiectul unei tranzacțiuni. (Paniol et Ripert, II, No. 763; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 214; Plastara, I, p. 395; Comp.: Laurent, III, No. 427).
- 9.** De câte ori consecințele cari decurg din starea civilă a persoanelor, au un caracter bănesc ele se pot pierde prin prescripție și pot face obiectul unei tranzacții. (Laurent, III, No. 428; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 215).
- 10.** Când consecințele cari decurg din starea civilă a persoanelor, au un caracter bănesc, drepturile ce decurg pot fi exercitate de către creditorii în numele debitorului lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 215).
- 11.** Art. 312 din codul civil francez (286 c. civ. rom.), stabilește o prezumpțiune legală de legitimitate pentru copilul conceput în timpul căsătoriei, hotărând că bărbatul este tatăl său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 861; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 23; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1365, 1411; Paniol et Ripert, I, No. 11; II, No. 732, 735, 769 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 95, 96, 265 urm.; Nacu, I, p. 490, 492; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 211; Matei Cantacuzino, p. 188; Plastara, I, p. 347, 348, 358 urm.; Degré, Scrieri juridice, „Datoria alimentară a tatălui natural”, p. 81).
- 12.** Pentru a se putea invoca maxima: „pater is est...”, trebuie ca să fie bine stabilită paternitatea. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 22; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1364, 1413; Paniol et Ripert, II, No. 713, 735, 774; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 255; Nacu, I, p. 490; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 211; Plastara, I, p. 349).
- 13.** Maternitatea, adică filiațiunea copilului față de mamă se stabilește prin două fapte: 1) faptul nașterii și data ei și 2) identitatea copilului. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1364, 1384; Paniol et Ripert, II, No. 714; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 257 urm.; Nacu, I, p. 490; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 211; Matei Cantacuzino, p. 188, 189; Plastara, I, p. 349, 358).
- 14.** Pentru stabilirea filiațiunei legitime, pe lângă stabilirea maternității, se mai cer a se stabili două puncte: 1) Căsătoria tatălui și a mamei; 2) Concepțiunea copilului în timpul căsătoriei. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1365; Paniol et Ripert, II, No. 735; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 265 urm.; Nacu, I, p. 490; Alexandresco,
- ed. 2-a, II, p. 211; Matei Cantacuzino, p. 188, 189; Plastara, I, p. 349, 358).
- 15.** Cel care invoacă prezumpțiunea stabilită de art. 312 cod. civ. fr. (286 cod. civ. rom.), trebuie să facă dovada căsătoriei în momentul concepțiunei; deci, copilul născut din o femeie al cărei bărbat este absent de mai mulți ani, trebuie să dovedească existența bărbatului în momentul concepțiunei sale. (Merlin, Questions de droit, Legitimé § 8; Duranton, I, No. 439; Demolombe, II, No. 268; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 159 nota 7, p. 959; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 1286; Paniol, I, No. 1383, 1419; Paniol et Ripert, II, No. 736, 773; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 267, 268; Comp.: Plastara, I, p. 363, 364).
- 16.** Chiar dacă în actul de naștere copilul este trecut ca fiind născut din tată necunoscut, el se bucură de prezumpțiunea de legitimitate adică aceea că are de tată pe bărbat. (Toullier, II, No. 868; Valette sur Proudhon, II, p. 81; Taullier, I, p. 390; Duranton, III, No. 114 urm.; Demolombe, V, No. 197; Marcadé, art. 319 No. 2; Aubry et Rau, VI, § 544, text și nota 12, p. 10; Laurent, III, No. 398; Paniol, ed. 6-a, I, No. 1413, nota; Paniol et Ripert, II, No. 774; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 267).
- 17.** Prezumpțiunea de legitimitate a copilului stabilită de art. 312 c. civ. fr. (286 c. civ. rom.), nu poate fi combătută prin dovadă contrară; bărbatul poate combate această prezumpțiune numai prin acțiunea de desavuare. (Toullier, II, No. 895, 896; Valette sur Proudhon, II, p. 77; Demolombe, V, No. 325; Aubry et Rau, VI, § 545, p. 42; Paniol et Ripert, II, No. 770).
- 18.** Art. 312 din codul civil francez (286 c. civ. rom.), a stabilit limitele gestațiunei celei mai lungi de 300 zile și ale gestațiunei celei mai scurte la 180 zile dela nașterea copilului pentru a se putea determina epoca concepțiunei sale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 862; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, p. 28; Laurent, III, No. 361; Huc., III, No. 6; Paniol, ed. 6-a, I, No. 1376; Paniol et Ripert, I, No. 11; II, No. 732; Colin et Capitant ed. 4-a, I, p. 95, 265, 266; Nacu, I, p. 490, 492; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 211, 212; Matei Cantacuzino, p. 188; Plastara, I, p. 360, 367, nota 1).
- 19.** Termenele de maximum și minimum, trebuiesc calculate, după o părere, pe zile, dela miezul nopții la miezul nopții, iar nu pe ore. (Merlin, Répertoire, Acte, No. 2; Jour, No. 1; Duranton, III, No. 44; Demolombe, V, No. 18; Marcadé, Art. 312, No. 2; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 294, nota 4; r. 300, nota 31; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 863 bis; Beudant, II, No. 500; Aubry et Rau, VI, § 545, text și nota 5, p. 28; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 27; Suppl., Paternité et filiation, No. 11, 12; Paniol, ed. 6-a, I, No. 1378; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 212; Matei Cantacuzino, p. 188; Comp.: Valette sur Proud-



hon. II, f. 26; Planioi et Ripert, II, No. 734; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 266; Nacu, I, p. 503; Plastara, I, p. 360, nota 1).

**20.** După o altă părere, termenul de maximum și minimum, trebuiesc calculate pe ore, din moment în moment, iar nu pe zile. (Toullier, II, No. 792, 828; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 12; Laurent, III, No. 391; Huc, III, No. 6, 14; Baudry et Chéneaux, Personnes, III, No. 440 urm.).

**21.** În ceea ce privește cuprinderea „dies a quo“, în calculul termenului, părerile sunt împărțite: După o părere, „dies a quo“, trebuie cuprinsă atât în termenul maximum cât și în cel minimum. (Delvincourt, I, p. 88, nota 9; Toullier, II, No. 792).

**22.** După o a doua părere, „dies a quo“ trebuie cuprinsă în termenul minimum de 180 zile, însă trebuie exclusă în cel maximum de 300 zile. (Duranton III, No. 32; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 161, nota 4 urm.; Marcadé, Art. 312, No. 12; Comp.: Baudry et Chéneaux, III, No. 542; Matei Cantacuzino, p. 188).

**23.** După a treia părere „dies a quo“ trebuie cuprinsă în ambele termene (Duvergier sur Toullier, II, No. 792; Vallette sur Proudhon, II, p. 27; Demolombe, V, No. 19; Demante et Colmet le Santerre, ed. 3-a, II, No. 38 bis, II; Beudant, II, No. 501; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 6, p. 28; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 28; Suppl., Paternité et filiation, No. 12; Comp.: Mourlon ed. 7-a, I, No. 862 urm.; Planioi, ed. 6-a, I, No. 1377; Planioi et Ripert, II, No. 734; Nacu, I, p. 503; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 213).

**24.** În ceea ce privește „dies ad quem“, ea este cuprinsă în termenul maximum, însă este exclusă în termenul minimum. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 7, p. 29 nota 36, p. 38; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 862 urm.; Planioi et Ripert, II, No. 734; Nacu, I, p. 503).

**25.** Pentru ca acțiunea în tăgadă de paternitate să poată fi admisă, trebuie ca copilul să se fi născut viabil, în caz contrar, acțiunea, este lipsită de obiect. (Duranton, III, No. 34; Demolombe, V, No. 39; Marcadé art. 315, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 888; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, p. 48; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 38; Suppl., Paternité et filiation, No. 19; Laurent, III, No. 378; Huc III, No. 13; Planioi, ed. 6-a, I, No. 1426; Plastara, I, p. 367; Contra: Delvincourt, I, p. 84, nota 5; Toullier, II, No. 822; Proudhon, II, p. 33 urm.).

**26.** În dreptul nostru român condiția viabilității nu este necesară, deoarece copilul născut neviabil nu este asemănat copilului născut mort, ci este o ființă capabilă dacă se naște viu; prin urmare tăgăduirea paternității sale este admisibilă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 245, 246; Contra: Plastara, I, p. 367).

**27.** Imposibilitatea fizică de coabitare, trebuie să fi existat în tot intervalul cuprins între durata gestațiunii celei mai lungi și între durata gestațiunii celei mai mici (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 875; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 26; Laurent, III, No. 364; Huc, III, No. 10; Baudry et Chéneaux, III, No. 479; Planioi, ed. 6-a, I, No. 1430, 1431; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 216; Plastara I, p. 366, nota 1).

**28.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă îndepărtarea bărbatului de femeia sa, în ceea ce privește distanța și împrejurările, au făcut imposibilă coabitarea între soți. (Toullier, II, No. 808; Duranton, III, No. 40; Taulier, I, p. 380; Demolombe, V, No. 29; Marcadé, Art. 312, No. 2; Aubry et Rau, VI, § 545, nota 47; Mourlon, I, No. 872; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 30; Suppl., Paternité et filiation, No. 15, 16; Laurent, III, No. 365; Huc, III, No. 9; Baudry et Chéneaux, III, No. 480; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 273, 274; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 217; Comp.: Planioi et Ripert, II, No. 800).

**29.** Indoiala se interpretează în favoarea legitimității copilului. (Demolombe, V, No. 30; Alexandresco ed. 2-a, II, p. 217).

**30.** Depărtarea bărbatului de femeia sa, trebuie să fie bine stabilită și să existe în tot timpul cât durează concepțiunea copilului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 47, p. 42; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 16; Laurent, III, No. 365; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 216; Comp.: Huc, III, No. 9; Plastara, I, p. 369).

**31.** Trebuie asimilat cu faptul depărtării bărbatului și deci o imposibilitate fizică de coabitare și cazul când bărbatul se află în închisoare și nu poate avea legături cu soția sa. (Merlin, Répertoire Legitimité, section 2, § 2, No. 2; Duvergier sur Toullier, II, No. 809; Duranton, III, No. 41; Demolombe, V, No. 30; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 299, nota 28; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 872; Beudant, II, No. 525; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, p. 42; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 33; Suppl., Paternité et filiation No. 17; Laurent, III, No. 366; Huc, III, No. 9; Baudry et Chéneaux, III, No. 481; Planioi, ed. 6-a, I, No. 1432; Planioi et Ripert, II, No. 800; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 274; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 217; Plastara, I, p. 369).

**32.** Deasemenea aflarea la închisoare a femeii în timpul concepțiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 17; Planioi, ed. 6-a, I, No. 1432; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 274).

**33.** Deasemenea aflarea bărbatului internat într-o casă de sănătate, dacă apropierea între soți a fost imposibilă. (Huc, III, No. 9; Baudry et Chéneaux, III, No. 481; Planioi et Ripert, II, No. 800; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 274; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 217).



**34.** Prin expresiunea: „accident“ din art. 312 c. civ. fr. (286 c. civ. rom.), se înțeleg atât bolile interne, cât și rănile, mutilările și operațiile chirurgicale cari ating organele genitale și cari pun pe bărbat în imposibilitate fizică de a coabita cu soția sa. (Toullier, II, No. 810; Proudhon, II, p. 28; Demolombe, V, No. 32; Beudant, II, No. 525; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 873; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 36; Suppl., Paternité et filiation, No. 18; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1433; Planiol et Ripert, II, No. 801; Nacu, I, p. 490; Comp.: Plastara, I, p. 367).

**35.** După o altă părere, prin expresiunea „accident“, trebuie să se înțeleagă numai faptele exterioare cari ating organele genitale și produc o impotență evidentă, iar nu și bolile interne. (Duranton, III, No. 42; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 299, nota 29; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 48, p. 43; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 36; Suppl., Paternité et filiation, No. 18; Laurent, III, No. 368; Huc, III, No. 9; Baudry et Chéneaux, III, No. 482; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 274; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 218; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 801).

**36.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă faptele alegate constituiesc un accident, care a pus pe bărbat în situațiunea de a nu putea coabita cu soția sa în epoca concepțiunii copilului. (Demolombe, V, No. 32, 36; Aubry et Rau, VI, § 545, nota 48, p. 43; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 18; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 874).

**37.** Pentru ca accidentul bărbatului să poată da loc la acțiunea de tăgădă de paternitate, trebuie ca el să se fi produs după celebrarea căsătoriei. (Delvincourt, I, p. 84, nota 6; Duranton, III, No. 47; Beudant, II, No. 525; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 49, p. 43; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 40; Suppl., Paternité et filiation, No. 18; Laurent III, No. 369; Baudry et Chéneaux, III, No. 483; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 218; Comp.: Plastara, I, p. 367).

**38.** După o altă părere, accidentul bărbatului care produce impotența accidentală, dă loc la acțiunea în tăgăduirea paternității, chiar dacă ea s'a produs înainte de căsătorie. (Demolombe, V, No. 35; Beudant, II, No. 525; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 874, nota 2; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 41; Huc, III, No. 9; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1433; Planiol et Ripert, II, No. 801; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 274).

**39.** Cel care trebuie să facă dovada imposibilității fizice de coabitare, este bărbatul. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 22; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1429).

**40.** Dovada imposibilității fizice de coabitare, se poate face prin orice mijloace

de probă. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 22).

**41.** Alineatul al III-lea al art. 286 c. civ. rom., a fost introdus de către legiuitor în 1906 și este necomplet și insuficient, deoarece pentru a-și găsi aplicațiunea, trebuie ca femeea să fi părăsit domiciliul conjugal și pentru ca bărbatul să poată tăgădui paternitatea, trebuie ca copilul să se fi născut cel puțin după 300 zile dela părăsirea domiciliului conjugal din partea femeii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 222 urm.).

**42.** Deși textul art. 286 c. civ. rom. nu o spune, bărbatul va putea tăgădui paternitatea copilului care se va naște mai înainte de 180 zile dela respingerea definitivă a divorțului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 224).

**43.** În cazul prevăzut de art. 313 al. 2 c. civ. fr., astfel cum a fost modificat, (286 al. 3 c. civ. rom.), bărbatul când introduce acțiune în tăgăduirea paternității copilului, nu are de făcut nici o dovadă, iar femeea, pentru a dovedi paternitatea bărbatului, trebuie să dovedească că între soți a existat în fapt coabitare. (Demolombe, V, No. 55; Aubry et Rau, VI, § 545, p. 47, 48; Huc, III, No. 13; Baudry et Chéneaux, III, No. 499; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1429, 1444; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 809).

**44.** Când la epoca probabilă a concepțiunii a existat întrunirea în fapt între soți, tribunalele nu pot admite acțiunea de dezavuare, deoarece excepțiunea de coabitare este peremptorie și odată dovedită, ea nu poate fi respinsă. (Demolombe, V, No. 55 bis; Demante et Colmet de Santerre, II No. 40 bis. III; Baudry et Chéneaux, III, No. 501; Nacu, I, p. 495; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 225; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 810).

**45.** Coabitarea de care vorbește art. 286 al. ultim din codul civil român, poate fi temporară sau accidentală. (Planiol ed. 6-a, I, No. 1444; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 224; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 810).

**46.** Coabitarea poate fi dovedită de către părât prin orice mijloace de probă. (Baudry et Chéneaux, III, No. 501; Planiol et Ripert, II, No. 810; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 224).

**47.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă între soți a existat sau nu întrunire. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 40 bis III; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 225, nota 1).

**48.** Dacă acțiunea de divorț a fost admisă și dacă soțul câștigător nu a transcris hotărârea de divorț, soții fiind presuși că s'au împăcat, imposibilitatea morală de coabitare va înceta din ziua expirării termenului de transcriere; însă bărbatul va putea tăgădui paternitatea copiilor concepuți înainte de expirarea acestui termen. (Huc, III, No. 13; Baudry et



Chéneau, III, No. 498; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 225).

49. Dacă acțiunea bărbatului în tăgăduirea paternității a fost admisă, împăcarea soților ulterioară admiterii acțiunii, nu poate face ca copilul să devie legitim. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 225).

50. Partea finală a art. 287 din codul civil român, în privința întrunirii dintre soți, trebuia să fie eliminată de legiuitorul român, deoarece depozitiile sale au fost puse la finele art. 286 din același cod. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 211, nota 1, p. 222, nota 1; Contra: Matei Cantacuzino, p. 194).

51. A se vedea art. 287 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Actul de naștere nu face decât proba evenimentului nașterii, iar nu și identitatea persoanelor care au dat naștere copilului.

Astfel fiind, paternitatea care rezultă din actul de căsătorie, întrucât ea nu e dărâmată printr-o acțiune de desavuare, nu poate fi contrazisă sau înlăturată pe temeiul unor constatări contrarii ale actului de naștere, prezumpțiunea legală fiind, că acela este tatăl copilului pe care îl arată căsătoria contractată în regulă și nedefăcută în momentul nașterii. (Cas. I, 14 Noembrie 1924, Pand. Săpt. No. 17 din 1925).

2. Acțiunea în tăgăduirea paternității unui copil, conceput și născut în timpul căsătoriei, este întemeiată oricâte ori se face dovada că în intervalul dintre cele 300 până la 180 zile înainte de nașterea copilului, din cauza depărtării și din considerațiuni de ordin moral, coabitarea între soți a fost imposibilă, iar soția s'a făcut în acest interval vinovată de adulter și a tăinuit faptul sarcinei și al nașterii copilului față de soțul ei.

Desigur, simplul fapt al dovedirii adulterului nu este o probă suficientă de nepaternitate, dar din moment ce acestei infidelități i se alătură împrejurarea dovedită că soția a tăinuit soțului faptul sarcinei și al nașterii, aceasta fiind ca o adevărată mărturisire din partea femeii, lipsa paternității legitime, are a fi privită ca deplin dovedită.

**Art. 287.** — Bărbatului nu-i va fi ertat să nu recunoască de al său pe copil, sub cuvânt de neputință trupească; nu va putea a nu-l recunoaște nici chiar pentru cauză de adulteriu (prea-curvie), afară numai când nașterea i se va fi tăinuit, la care caz va fi admis a propune toate faptele proprii a justifica că el nu este tatăl copilului.

Nerecunoașterea nu va putea fi primită când a existat în faptă întrunirea între soți. (Civ. 211, 286, 290; C. p. 270; Civ. Fr. 313).

Tăinuirea sarcinei și a nașterii nu este în funcțiune de știința pe care soțul ar fi avut-o, sau nu că soția sa e în stare de graviditate ci ea decurge din atitudinea soției, care se preface că nu este însărcinată și care își ia toate măsurile pentru a ascunde sarcina și nașterea. Puțin importă însă dacă soția a reușit sau nu în această simulațiune.

Dovada adulterului și a tăinuirii sarcinei, fiind vorba de o fraudă, se poate face cu orice mijloace de probațiune: martori, presupțiuni, etc.

În speță reclamantul a fost internat din 1916 până la armistițiul general în tabăra supușilor străini, evacuată în Moldova; în intervalul acesta, soția rămasă în teritoriul ocupat conviețuiește cu d. W. D. actualul ei soț, cu care are un copil în 1918. La întoarcerea reclamantului, soția ascunde acestuia faptul nașterii, despre care nu capătă cunoștință decât abia în 1924 când copilul a fost recunoscut de noul soț al păratei prin căsătoria subsecventă.

Din complexul împrejurărilor de fapt rezultând existența adulterului și imposibilitatea de coabitare în epoca concepțiunii copilului precum și ascunderea nașterii, urmează că acțiunea este dovedită în fapt și temeinică în drept și deci cată a fi admisă. (Trib. Ilfov s. I c. cor., sentința civilă No. 718 din 13 Iunie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1320).

3. Prezumpția stabilită de art. 286 din codul civil, potrivit căreia copilul al cărui act de naștere constată că a fost conceput sau cel puțin născut în timpul căsătoriei, este presupus că are de tată legitim pe soțul mamei sale, nu poate fi dărâmată de bărbat sau de moștenitorii săi decât în cazurile permise de lege și în termenile prevăzute de art. 290 și 291 cod. civ. (Trib. Ilfov. s. I c. c., 651 din 14 Iunie 1926, Dreptul 34/926).

4. Copilul născut a doua zi după celebrarea căsătoriei este legitim pe baza prezumpției pater is est. bărbatul fiind singura persoană care-i poate contesta legitimitatea, acțiunea netrecând la moștenitor decât în cazul prevăzut de art. 291 cod. civ. (Jud. oc. Herța, Carte de jud. nr. 219 din 1926, Jur. Gen., 1926, No. 839).

5. A se vedea: art. 295, nota 1; art. 298, nota 4.



*Text. fr. Art. 313.* — Le mari ne pourra, en alléguant son impuissance naturelle, désavouer l'enfant: il ne pourra le désavouer même pour cause d'adultère, à moins que la naissance ne lui ait été cachée, auquel cas il sera admis à proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le père.

*Addition.* L. du 6 Décembre 1850. — En cas de séparation de corps prononcée, ou même demandée, le mari pourra désavouer l'enfant qui sera né trois cents jours après l'ordonnance du président, rendue aux termes de l'article 878 du Code de procédure civile, et moins de cent quatre-vingts jour depuis le rejet définitif de la demande, ou depuis la réconciliation. L'action en désaveu ne sera pas admise s'il y a eu réunion de fait entre les époux.

*Text. fr. Art. 313. (Modificat prin legile din 6 Decembrie 1850, din 27 Iulie 1884, din 18 Aprilie 1886 și din 30 Decembrie 1915).* Le mari ne pourra, en alleguant son impuissance naturelle, désavouer l'enfant: il ne pourra le désavouer même pour cause d'adultère, à moins que la naissance ne lui ait été cachée, auquel cas il sera admis à proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le père.

En cas de jugement ou même de demande soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé, et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation. La présomption de paternité établie par l'article précédent ne s'applique pas à cet enfant, même en l'absence de désaveu, s'il a été légitimé par un nouveau mariage de sa mère, conformément aux dispositions de l'article 331.

L'action en désaveu n'est pas admise, s'il y a eu réunion de fait entre les époux.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 215 urm.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de naștere 17.	Mărturisire 12.
A acțiune în tagadă de paternitate 1 urm.	Mutilare 5.
A acțiune penală 9.	Naștere, a se vedea cuvintele: „Tăinuirea năsterei”.
A adulter 6—12, 14, 20, 21, 22.	Neînțelegeri 24.
A apreciere suverană 16, 23, 25.	Nepaternitate, a se vedea cuvântul: „Paternitate”.
A ascundere, a se vedea cuvintele: „Tăinuirea năsterei”, „Tăinuirea sarcinei”.	Paternitate 8, 20—24.
A boală 5, 24.	Penală acțiune 9.
A căsătorie 2.	Prezumțiuni 8.
A coabitare 20, 21, 26.	Probe 11, 12, 13, 15, 17, 20, 22, 24, 25.
A concepțiune 10.	Sarcină, a se vedea cuvintele: „Tăinuirea sarcinei”.
A dezavuare 1 urm.	Suverană apreciere 16, 23, 25.
A dovadă 11, 12, 13, 15, 17, 20, 22, 24, 25.	Tăgădă de paternitate 1 urm.
A imposibilitate morală de coabitare 20, 21.	Tăinuirea nașterii 4, 7, 8, 9, 13—22.
A impotență accidentală 5.	Tăinuirea sarcinei 16, 18, 19.
A impotență naturală 1, 2, 3, 4.	Tată necunoscut 17.
A interpretare 18.	Vârsta 24.
A intrunire între soți 20, 21, 26.	Vicii de conformație 3.
A limitative cazuri 27.	

#### Doctrină.

1. Bărbatul nu poate să tăgăduiască paternitatea copilului sub cuvânt de impotență naturală. (Merlin, Répertoire, Légitimité, section 2, § 2, No. 4; Duranton, III, No. 47; Demolombe, V, No. 33; Massé et

Vergé sur Zachariae, I, p. 299, nota. 27 Marcadé Art. 312, No. 3; Mourlon, ed. 7-a I, No. 873; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 39; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1431; Planiol et Ripert, II, No. 799; Colin et Capitant, ed. 4-a, I p. 274; Nacu, I, p. 492, 493; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 219; Matei Cantacuzino, p. 193; Plastara, I, p. 367).

2. Nu se poate tăgădăui paternitatea copilului, p motivul de impotență anterioară căsătoriei și devenită cronică. (Demolombe, V, No. 33, 35; Marcadé, Art. 312, No. 3; Aubry et Rau, VI, § 545, nota. 49, p. 43, nota 67, p. 49; Laurent, III, No. 368).

3. Chiar în cazul când impotența naturală este manifestă și rezultă din un viciu de conformație, bărbatul nu are dreptul a tăgădăui paternitatea copilului. (Marcadé Art. 312, No. 3; Aubry et Rau, VI, § 545 p. 48, 59).

4. Bărbatul nu este admis să tăgăduiască paternitatea copilului sub cuvânt de impotență naturală, chiar dacă nu i se va fi tăinuît nașterea copilului. (Loché, Législation civile, VI, p. 156, 170; Duranton, III, No. 47; Taulier, I, p. 381; Demolombe V, No. 34; Aubry et Rau, VI, § 545, p. 48; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 44; Laurent, III, No. 367).

5. Impotența accidentală chiar când este rezultatul unei boli interne iar nu a unei



mutilări, dă dreptul la acțiunea în tăgadă de paternitate. (Toullier, II, No. 810; Proudhon, II, p. 27; Demolombe, V, No. 32; Planiol, I, No. 1433; Contra: Duranton, III, No. 42; Aubry et Rau, VI, § 545, p. 48, 49; Laurent, III, No. 368; Huc, III, No. 9; Baudry et Chéneaux, III, No. 482; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 274).

**6.** Bărbatul nu poate, să tăgăduiască paternitatea copilului, pentru cauza de adulter, deoarece adulterul nu este incompatibil cu paternitatea bărbatului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 861, 875; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 42; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1438; Planiol et Ripert, II, No. 805; Nacu, I, p. 493; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 219; Plastara, I, p. 367).

**7.** Pentru ca adulterul să constituie o cauză de dezavuare trebuie ca să i se fi tănuit bărbatului nașterea copilului. (Toullier, II, 812; Duranton, III, No. 55; Demolombe, V, No. 48; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 42; Nacu, I, p. 493; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 219, 220; Plastara, I, p. 368; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 803, 805).

**8.** Adulterul și tănuirea nașterii copilului nu constituiesc prin ele înși-le o cauză de dezavuare ci numai o prezumțiune gravă, cari permit bărbatului să propue toate faptele proprii a justifica că el nu este tatăl copilului născut. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 875; Dalloz, Rép., Paternité et filiation No. 42; Suppl., Paternité et filiation, No. 25; Nacu, I, p. 494; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 220; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 805; Colin et Capitant, ed. 4-a I, p. 275).

**9.** In cazul când bărbatul tăgăduiește paternitatea copilului pentru motivul de adulter și a tănuirii nașterii copilului, după părerea dominantă, nu este necesar ca adulterul să fie constat în prealabil pe calea unei acțiuni penale. (Duvergier sur Toullier, II, No. 815; Valette sur Proudhon, II, p. 30; Duranton, III, No. 51; Roland de Villargues, Légitimité, No. 29; Demolombe, V, No. 42, 49; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 303, nota 50; Marcadé, Art. 313, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 876, 877; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, p. 45, 46; Dalloz, Rép., Paternité et filiation No. 45; Suppl., Paternité et filiation, No. 26; Huc, III, No. 12; Baudry et Chéneaux, III, No. 493; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1435; Planiol et Ripert, II, No. 805; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 275, 276; Nacu, I, p. 494; Contra: Loqué, Esprit du Code civil, V, p. 35 urm.; Toullier, II, No. 815).

**10.** Bărbatul trebuie să dovedească că adulterul a avut loc în epoca probabilă a concepțiunii copilului. (Marcadé, Art. 313, No. 2; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 47; Suppl., Paternité et filiation, No. 27; Baudry et Chéneaux III, No. 489; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 220; Plastara, I, p. 367, nota 2; Comp.: Demolombe, V, No. 47; Laurent, III, No. 374; Nacu, I, p. 494).

**11.** Adulterul poate fi dovedit prin toate mijloacele de probă. (Dalloz, Rép., Suppl.,

Paternité et filiation, No. 26; Planiol et Ripert, II, No. 805; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 221).

**12.** Mărturisirea mamei că copilul s-a născut din relațiunile cu un alt bărbat, nu este admisă ca o dovadă a adulterului (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 42; Suppl., Paternité et filiation, No. 28; Planiol ed. 6-a, I, No. 1436, nota; Planiol et Ripert, II, No. 805; Baudry et Chéneaux, III, No. 489; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 219, nota 5).

**13.** Bărbatul care tăgăduiește paternitatea copilului, trebuie să facă dovadă tănuirii nașterii acestuia. (Duranton, III, No. 50; Demolombe, III, No. 41; Marcadé, Art. 313, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 55, p. 44; Planiol ed. 6-a, I, No. 1436; Nacu, I, p. 494; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 220).

**14.** Tănuirea nașterii copilului, nu constituie prin ea însăși un motiv de dezavuare a copilului, dacă nu este unită cu adulterul femeii. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 875; Nacu, I, p. 494; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1430, 1437; Planiol et Ripert, II, No. 805).

**15.** Nu este de ajuns ca bărbatul să dovedească că nu a cunoscut nașterea copilului, ci să dovedească că i s-a tănuit nașterea. (Demolombe, V, No. 41, 48; Marcadé, Art. 313, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 55, p. 44; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 52; Suppl., Paternité et filiation, No. 30; Laurent, III, No. 372).

**16.** Tribunalele apreciază în mod suveran faptele și împrejurările din cari rezultă tănuirea sarcinei și a nașterii. (Toullier, II, No. 817; Aubry et Rau, VI, § 545, p. 47; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 53; Suppl., Paternité et filiation, No. 31; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 220, nota 3; Comp.: Demolombe, V, No. 50, 51; Planiol et Ripert, II, No. 803, 804).

**17.** Faptul că copilul a fost prezentat la ofițerul de stare civilă ca născut din tată necunoscut, este considerat ca o tănuire a nașterii copilului. (Demolombe, V, No. 50; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1436; Planiol et Ripert, II, No. 893; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 220; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 193).

**18.** După o părere, se spune că deși art. 313 c. civ. fr. (287 c. civ. rom.) vorbește numai de tănuirea nașterii și tănuirea sarcinei femeii poate fi un motiv de tăgadă de paternitate. (Demolombe, V, No. 48; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 300; Aubry et Rau, VI § 545 p. 44; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 32; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1436; Planiol et Ripert, II, No. 803; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 275; Comp.: Plastara, I, p. 368, 369).

**19.** După o altă părere, de oarece art. 313 c. civ. fr. (287 c. civ. rom.), nu vorbește decât de tănuirea nașterii, tănuirea sarcinei femeii nu poate constitui o cauză de dezavuare. (Beudant, II, No. 543; Marcadé, art. 313, No. 3; Laurent, III, No. 372; Huc, III, No. 11; Baudry et Chéneaux



III, No. 490; Nacu, I, p. 494; Alexandresco; ed. 2-a, II, p. 220, nota 1).

**20.** Cea de a treia dovadă pentru admisibilitatea dezavuării copilului, adică a nepaternității bărbatului, trebuie făcută deosebit de acele a adulterului femeii și a tănuirei nașterii. (Daloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 33; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1437; Nacu, I, p. 494, 495; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 220; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 805).

**21.** Prin imposibilitate morală de coabitare, se înțeleg împrejurările care unite cu adulterul femeii și ascunderea nașterii copilului duc la dezavuarea copilului. (Mourlon ed. 7-a, I, No. 870, 875; Aubry et Rau, VI, § 545, nota 60; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1437; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 275; Nacu, I, p. 494; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 220; Plastara, I, p. 367).

**22.** Când însă faptul nepaternității bărbatului, rezultă în mod necesar și natural din admiterea probelor adulterului și a tănuirei nașterii, nu mai este necesar a se face alte probe. (Toullier, II, No. 816; Demolombe, V, No. 44, 51; Daloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 25; Laurent, III, No. 373 urm.; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 805).

**23.** Tribunalele apreciază în mod suveran faptele din care rezultă nepaternitatea bărbatului. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 58; Suppl., Paternité et filiation, No. 33; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1437; Planiol et Ripert, II, No. 803; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 275; Nacu, I, p. 495).

**24.** Ca împrejurări cari să facă convingerea tribunalelor asupra nepaternității

tăței bărbatului, se pot cita: vârsta înaintată a bărbatului, starea sa bolnăvicioasă, neînțelegerile între soți etc. (Beudant, II, No. 543; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1437; Planiol et Ripert, II, No. 804; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 275; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 220; Comp.: Plastara, I, p. 369).

**25.** Bărbatul poate dovedi faptele arătate de art. 313 c. civ. fr. (287 c. civ. rom.) prin toate mijloacele de probă, cari sunt apreciate în mod suveran de tribunale. (Daloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 26, 30, 33; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 221; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 803, 804).

**26.** Partea finală a art. 287 din codul civil român, în privința întrunirii între soți, trebuia să fie eliminată de legiuitorul român, de oarece dispozițiile sale au fost puse la finele art. 286 din acelaș cod. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 211, nota 1, p. 222, nota 1; Contra: Matei Cantacuzino, p. 194).

**27.** Cazurile de dezavuare prevăzute de art. 312 și 313 c. civ. fr. (286 și 287 c. civ. rom.) sunt limitative, și tribunalele nu pot admite altele. (Beudant, II, No. 551; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 61; Nacu, I, p. 495; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 222, 225; Matei Cantacuzino, p. 193).

**28.** A se vedea: art. 286 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 286, nota 2.

**Art. 288.** — Bărbatul nu va putea tăgădui paternitatea copilului născut mai înainte de 180 zile dela data căsătoriei în următoarele cazuri:

1. Dacă a știut mai înainte de căsătorie că femeia e însărcinată.

2. Dacă a asistat când s'a făcut actul de naștere și dacă acest act este scris de el, sau conține declarațiunea sa că nu știe subscrie<sup>1)</sup>. (Civ. 26 urm., 41 urm., 286, 287, 290, 304, 654, 808; Civ. Fr. 314).

*Text. fr. Art. 314.* — L'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du mariage ne pourra être désavoué par le mari, dans les cas suivants: 1<sup>o</sup> s'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage; 2<sup>o</sup> s'il a assisté à l'acte de naissance, et si cet acte est signé de lui, ou contient sa déclaration qu'il ne sait signer; 3<sup>o</sup> si l'enfant n'est pas déclaré viable.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 215 urm.

<sup>1)</sup> Art. Francez 314, corespunzător, cuprinde și un al 3-lea caz: „si l'enfant n'est pas déclaré viable”, care lipsește la noi.



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

- Absență 19.  
Act de naștere 12, 13, 14, 19.  
Act scris 16, 17.  
Acțiune în contestațiune de stare civilă 1.  
Acțiune în tăgadă de paternitate 1, 3, 4, 6—24.  
Aprecieri suverană 9, 11.  
Asistență 12, 13, 14, 19.  
Botez 19.  
Căsătorie 2—11, 16, 24.  
Cazuri limitative 15.  
Coabitare 10.  
Concepțiune 2, 5, 23, 24.  
Contestație de stare civilă 1.  
Copil legitim 3, 4, 5.  
Copil natural 24.  
Cunoștința sarcinei 7—11.  
Declarant 12.  
Dezavuare 1, 3, 4, 6—24.  
Dol 21.  
Dovadă 6—11, 22, 23.  
Eroare 21.  
Excepțiune 7, 12, 13, 20, 22.  
Familie 19.  
Fine de neprimire, a se vedea cuvântul: „Excepțiune”.  
Frecvențare 10.  
Inscris 16.  
Intențiune 15.
- Interes 1.  
Interpretare 10.  
Legitim copil 3, 4, 5.  
Legitimare 3.  
Limitative cazuri 15.  
Marturi 12.  
Moștenitori 17—20.  
Naștere 2, 3, 4, 6, 12, 13, 14, 16, 19.  
Natural copil 24.  
Paternitate 22, 23.  
Persoane interesate 1.  
Prezumțiuni 2, 11, 13.  
Prietini 19.  
Probe 6—11, 22, 23.  
Răpire 23.  
Raporturi intime 10, 11.  
Recunoaștere 15, 16, 19, 21.  
Redactare 12, 14, 19.  
Renunțare 17—21.  
Retroactivitate 5.  
Rezerve 14.  
Sarcină 7—11.  
Scrisoare 16, 17.  
Subscriere 12.  
Successori 17—20.  
Suverană apreciere 9.  
Tăgadă de paternitate 1, 3, 4, 6—24.  
Tată necunoscut 13, 14.  
Termin 2, 3, 4, 6.  
Violență 21.

## Doctrină.

1. De și art. 314 c. civ. fr. (288 c. civ. rom.) vorbește de dezavuare, în realitate în acest articol este vorba de o acțiune în contestațiune de stare civilă, care va putea fi introdusă chiar de orice persoană interesată. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 270, 333).

2. Copilul născut mai înainte de 180 zile de la căsătorie este considerat ca fiind conceput înainte de căsătorie și deci ca nefiind al bărbatului, conform art. 312 c. civ. fr. (286 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 67; Suppl., Paternité et filiation, No. 39; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1417, 1418, 1440; Planiol et Ripert, II, No. 771; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 269, 277; Nacu, I, p. 497).

3. Copilul născut mai înainte de 180 zile de la căsătorie nu este considerat ca nelegitim, deoarece căsătoria subsequentă prezumă pe copil că are de tată pe bărbat, însă legea îi permite bărbatului să-l dezavueze, (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 67, 68; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 269, 277; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 242, 243; Comp.: Demolombe, V, No. 57 urm.; Murlon, ed. 7-a, I, No. 865, 880 urm.; Beudant, II, No. 534 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 9, p. 30, 31; Laurent, III, No. 361; Baudry et Chéneaux, III, No. 519 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1366, 1417, 1418, 1440, 1559; Planiol et Ripert, II, No. 771, 778, 779; Nacu, I, p. 497, 498; Matei Cantacuzino, p. 189; Plastara, I, p. 361, 362).

4. Copilul născut în a 180-a zi dela căsătorie, dies a quo nesocotindu-se în termen este legitim și nu-i poate fi tăgăduită pa-

ternitatea de cât potrivit dispozițiilor art. 286 și 287 din codul civil român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 242).

5. Drepturile copilului conceput înainte de căsătorie, deși legitim, iau naștere din ziua căsătoriei iar nu retroactiv din ziua concepțiunii sale. (Merlin, Répertoire, Succession, section, 1, § 2, art. 5, No. 1; Valette sur Proudhon, II, p. 23; Demolombe, V, No. 64; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 294, nota 6; Marcadé, Art. 314; Murlon, ed. 7-a, I, No. 889; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, notele 10, 11, p. 32; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 81; Suppl., Paternité et filiation, No. 47; Huc, III, No. 16; Baudry et Chéneaux, III, No. 521; Nacu, I, p. 499; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 243).

6. Pentru admiterea acțiunii de tăgadă de paternitate, bărbatul trebuie să dovedească numai că copilul s'a născut înainte de 180 zile de la căsătorie. (Duranton, III, No. 29; Demolombe, II, No. 36; Murlon, ed. 7-a, I, No. 885, 889; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 71; Suppl., Paternité et filiation, No. 39; Baudry et Chéneaux, III, No. 510; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1429; Planiol et Ripert, II, No. 798, 806; Nacu, I, p. 499; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 243, 246).

7 La acțiunea de tăgadă de paternitate a bărbatului se poate opune finele de neprimire al cunoștinței bărbatului, înainte de căsătorie, că femeia era însărcinată. Acest fine de neprimire este absolut și bărbatul nu poate fi admis a dovedi excepțiunile sau distincțiunile prevăzute în art. 312 și 313 c. civ. fr. (286 și 287 c. civ. rom.). (Toullier, II, No. 823; Duranton, III, No. 28; Demolombe, V, No. 80, 80 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, p. 36; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 70; Suppl., Paternité et filiation, No. 40; Laurent, III, No. 383; Baudry et Chéneaux, III, No. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 244, 246, 247; Contra: Beudant, II, No. 328; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 41 bis, IV; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 807; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 277, 278; Nacu, I, p. 499, 500).

8. Dovada cunoașterii sarcinei femeii înainte de căsătorie, poate fi făcută prin orice mijloace. (Merlin, Répertoire, Légitimité, section 2, § 1, No. 6; Valette sur Proudhon, II, p. 20; Toullier, II, No. 286; Demolombe, V, No. 66; Aubry et Rau, VI, § 545, p. 36; Murlon, I, No. 886; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 72; Suppl., Paternité et filiation, No. 39; Laurent, III, No. 382; Baudry et Chéneaux, III, No. 510; Nacu, I, p. 500; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 244, 246).

9. Tribunalele apreciază în mod suveran faptele din cari rezultă cunoștința bărbatului înainte de căsătorie că femeia sa era însărcinată. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 72; Suppl., Paternité et filiation, No. 39).

10. Faptul că viitorul bărbat frecvențează în mod intens pe mamă sau chiar



coabitează cu ea înainte de căsătorie, este de natură a face convingerea judecătorilor că el cunoștea înainte de căsătorie că femeea era însărcinată. (Toullier, II, No. 286; Contra: Proudhon, II, p. 20; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 73; Nacu, I, p. 500).

**11.** Se decide ca în orice caz, legăturile intime și dese ale viitorului bărbat cu mama înainte de căsătorie, chiar dacă prin ele înși-le nu pot face o dovadă completă că el cunoștea însărcinarea femeii, totuși tribunalele le poate considera ca o prezumțiune care unită cu alte împrejurări de fapt să ducă la convingerea că bărbatul avea cunoștință că femeea era însărcinată. (Duranton, III, No. 30; Valette sur Proudhon, II, p. 20; Demolombe, V, No. 67; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 295, nota 9; Beudant, II, No. 528; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 25, p. 36; Dalloz, Rép., Paternité, et filiation, No. 73; Suppl., Paternité et filiation, No. 41; Laurent, III, No. 382; Baudry et Chéneaux III, No. 510).

**12.** Pentru ca asistența bărbatului la facerea actului de naștere al copilului să fie o piedică la admiterea acțiunii de tăgadă a paternității, trebuie ca bărbatul să fi participat la acest act ca declarant sau ca martor, subscriind actul sau declarând că nu știe să scrie; simpla sa prezență la redactarea actului neconstituind o piedică la admiterea acțiunii de dezavuare. (Demolombe, V, No. 69; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 295, nota 12; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 75; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 244, 245; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 807).

**13.** Deasemenea pentru ca asistența bărbatului să constituie un fine de neprimire la acțiunea de dezavuare, trebuie ca actul să nu cuprindă enunțări contrare prezumțiunii legale de legitimitate, cum ar fi enunțarea că copilul este născut din tată necunoscut sau desemnarea mamei sub numele său de față. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 41 bis, V; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 886; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 75; Comp.: Nacu, I, p. 501).

**14.** Chiar dacă actul de naștere la facerea căruia a asistat bărbatul, nu ar conține numele său ca tată al copilului, ci numai numele mamei, el nu va putea dezavua pe copil, de oarece la facerea actului la care a asistat, trebuia să facă rezerve și să ceară înscrierea copilului ca născut din tată necunoscut. (Demolombe V, No. 70, 71; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 19, p. 34; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 42; Nacu, I, p. 501; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 886; Baudry et Chéneaux, III, No. 511; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1441; Planiol et Ripert, II, No. 807; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 245).

**15.** Cazurile arătate de art. 314 c. civ. fr. (228 c. civ. rom.), când bărbatul nu poate tăgădui paternitatea copilului, nu sunt limitative și în afară de acestea sunt

admise orice fapte și împrejurări din care să rezulte în mod expres sau implicit intențiunea bărbatului de a considera pe copil că este al seu. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 78; Suppl., Paternité et filiation, No. 44; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1441; Planiol et Ripert, II, No. 807; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 277; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 245).

**16.** Bărbatul nu poate tăgădui paternitatea copilului dacă a recunoscut că este al seu, printr'un act scris chiar privat cum ar fi o scrisoare, înaintea căsătoriei sau după nașterea copilului. (Toullier II, No. 824; Duranton, III, No. 32; Marcadé, art. 315, No. 2; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 76; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 277; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 245; Comp.: Demolombe, V, No. 74; Planiol ed. 6-a, I, No. 1441; Planiol et Ripert, II, No. 807).

**17.** Bărbatul sau moștenitorii sei, pot renunța la acțiunea în tăgadă de paternitate în mod expres, chiar printr'un act sub semnătura privată, cum ar fi o scrisoare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 887; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 78; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 245).

**18.** Ei pot renunța la acțiunea în tăgadă de paternitate și în mod tacit. (Demolombe, V, No. 76; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 41 bis II; Mourlon, I, No. 887; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 78; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 245; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 545, p. 35; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1441; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 296, nota 13; Laurent III, No. 381).

**19.** Ca fapte din care rezultă renunțarea tacită este acel când bărbatul fiind absent la nașterea copilului și la redactarea actului de naștere, a asistat la botezul copilului și i-a prezentat familiei și prietenilor săi ca fiind copilul său. (Demolombe, IV, No. 76; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 887; Aubry et Rau, VI, § 545, nota 19, p. 35; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 78; Huc, III, No. 15; Baudry et Chéneaux, III, No. 512; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1441; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 277; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 245).

**20.** Renunțarea tacită sau expresă la acțiunea de dezavuare, constituie un fine de neprimire la acțiunea ce ar face bărbatul sau moștenitorii săi posterior renunțării. (Delvincourt, I, p. 34, nota 4; Toullier, II, No. 824; Duranton, III, No. 32; Valette sur Proudhon, II, p. 16 urm.; Demolombe, V, No. 76; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 296, nota 13; Marcadé, Art. 314 No. 2; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 78; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1441).

**21.** Bărbatul va putea dovedi că recunoașterea expresă sau tacită a paternității, a fost făcută din eroare, dol sau violență și dovedind aceasta, recunoașterea sa nu va mai putea produce nici un efect. (Laurent, III, No. 383; Baudry et Chéneaux, III, No. 515; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 246).



22. Acțiunea în tăgadă de paternitate poate fi combătută deasemenea prin dovedirea că bărbatul este tatăl copilului. (Proudhon, II, p. 21; Demolombe, V, No. 79; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 296, nota 17; Aubry et Rau, ed. 4-a VI, § 545, p. 37; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 79; Laurent, III, No. 384).

23. Ca dovadă a paternității copilului este faptul că bărbatul a răpit pe mamă, răpire care corespunde cu epoca concepțiunii copilului. (Proudhon, II, p. 21; Demolombe, V, No. 78, 79; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 41 bis, III; Aubry et Rau, VI, § 545, p. 37; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 79; Laurent, III, No. 384; Baudry et Chéneaux, III, No. 517, Nacu, I, p. 500; Alexandresco, ed.

2-a, II, p. 247; Comp.: Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 296).

24. Dar în cazul prevăzut de art. 314 c. civ. fr. (288 c. civ. rom), acțiunea în dezavuare este admisă, copilul va fi natural, deoarece la epoca concepțiunii sale, mama sa nu era căsătorită. (Planiole, ed. 6-a, I, No. 1427; Planiole et Ripert, II, No. 781; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 239).

25. A se vedea: art. 286 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 286, nota 3; art. 298, nota 1.

**Art. 289.** — Legitimitatea copilului născut după 300 zile dela desfacerea căsătoriei, va putea fi contestată. (Civ. 209, 211 urm. 286, 290 urm., 654; Civ. Fr. 315).

*Text. fr. Art. 315.* — La légitimité de l'enfant né trois cents jours après la dissolution du mariage pourra être contestée.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 215. urm.;  
LEVY EDOUARD, *Notă* sub C. Apel Paris S. I. 30 Ian. 1924, Jur. Gen. 1926 No. 840;  
SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Ocol Herța-Dorohoi, 219 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 839.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune în contestație de legitimitate 1, 2, 11—22.	Incetare din viață, a se vedea cuvântul: „Deces”.
Acțiune în tăgadă de paternitate 1, 4, 14.	Inscriere 20.
Apreciere suverană 9, 12.	Interes 10, 14, 15, 19, 22.
Autoritate de lucru judecat 22.	Legatar 15.
Căsătorie 2, 6—13.	Legitim copil 3, 11, 12.
Chestiune de stat 19.	Legitimitate 1, 2, 11—22.
Coabitare 4.	Lucru judecat 22.
Contestație de legitimitate 1, 2, 11—22.	Moarte 2, 5—12.
Copil legitim 3, 11, 12.	Moștenitori 5, 15.
Copil nelegitim 5.	Naștere 3—13.
Creditori 16.	Nulitate 8.
Debitori 16.	Paternitate 5—10.
Deces 2, 5—13.	Persoane interesate, a se vedea cuvântul: „Interes”.
Desfacerea căsătoriei, a se vedea cuvintele: „Deces” și „Divorț”.	Prescripție 17, 19.
Dezavuare 1, 4, 14.	Recunoaștere 18.
Divorț 2, 7—13, 20.	Renunțare 17, 18.
Efecte 22.	Stare civilă 19.
Excepțiune peremptorie 13.	Succesori 5.
Hotărâre 20, 22.	Suverană apreciere 9, 12.
Imposibilitate fizică de coabitare 4.	Tăgadă de paternitate 1, 4, 14.
	Termin 3—13, 20.
	Transcriere 20, 21.
	Zile 21.

### Doctrină.

1. Acțiunea prevăzută de art. 315 c. civ. fr. (289 c. civ. rom.) este calificată acțiune în contestație de legitimitate iar nu dezavuare. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 333; Nacu, I, p. 496; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 247).

2. Dispozițiile art. 315 din codul civil fr. (289 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în cazul când căsătoria a fost desfăcută prin decesul bărbatului, cât și în cazul când ea a fost desfăcută prin divorț. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 49; Baudry et Chéneaux, III, No. 525; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 247, nota 2).

3. Copilul născut înăuntrul a 300 zile de la desfacerea căsătoriei este legitim. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 87; Nacu, I, p. 496; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 250; Matei Cantacuzino, p. 188).

4. Copilul născut înăuntrul a 300 zile de la desfacerea căsătoriei, poate totuși să fie dezavuat dacă bărbatul dovedește că în timpul căsătoriei a fost în imposibilitate fizică de a coabita cu femeea sa un timp care unit cu timpul scurs până la nașterea copilului ar atinge maximum de 300 zile. (Duranton, III, No. 43; Demolombe, V, No. 38; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, p. 43; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 88; Nacu I, p. 496; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 250; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 297, nota 21).

5. În cazul când îndată după decesul soțului, femeea naște și înainte de a fi expirat 300 zile de la decesul soțului ea va naște din nou, dispozițiunile art. 315 c. civ. fr. (289 c. civ. rom.) nu-și mai găsesc aplicațiunea și tribunalele sunt obligate să declare pe copil nelegitim, la ce



reera moștenitorilor bărbatului. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 90; Planiol et Ripert, II, No. 733; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 271; Nacu, I, p. 496; Matei Cantacuzino, p. 188; Plastara, I, p. 363).

**6.** In cazul când femeia va naște îndată după decesul soțului seu, și apoi se recăsătorește și înainte de expirarea a 300 zile de la decesul primului soț, va naște un copil, acest copil este al celui deal doilea bărbat. (Demolombe, V, No. 92; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 93; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 271).

**7.** In cazul când înainte de expirarea unui an de la desfacerea căsătoriei, femeia se recăsătorește și naște înainte de expirarea a 300 zile de la desfacerea căsătoriei și după 180 zile de la cea de a doua căsătorie, după o părere, copilul este a celui de al doilea bărbat. (Toullier, II, No. 669; Demolombe, V, No. 93, 94; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 91; Comp.: Baudry et Chéneaux, III, No. 446 urm.).

**8.** După o a doua părere, copilul este al celui dintâi bărbat, de oare ce se spune că cea de a doua căsătorie este nulă, fiind contractată înainte de expirarea a 300 zile de la desfacerea celei dintâi căsătorii. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 92).

**9.** După a treia părere, dominantă, tribunalele vor aprecia după împrejurările de fapt, care dintre cei doi bărbați este adevăratul părinte al copilului. (Delvincourt, I, p. 127; Valette sur Proudhon, II, p. 51; Duvergier sur Toullier, II, No. 666; Duranton, III, No. 63; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 214, nota 9, p. 297, nota 21; Marcadé, art. 228, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 545 p. 51; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 92; Planiol ed. 6-a, I, No. 1414; Planiol et Ripert, II, No. 776; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 271, 272; Nacu, I, p. 496, 497; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 251, 252; Matei Cantacuzino, p. 189; Plastara, I, p. 364, 365; Comp.: Beudant, II, p. 149, nota 6).

**10.** După a patra părere, copilul va alege, după interesul seu, paternitatea unuia dintre cei doi bărbați. (Laurent, III, No. 388; Baudry et Chéneaux, III, No. 446).

**11.** Copilul născut după 300 zile de la desfacerea căsătoriei își conservă legitimitatea sa atât timp cât nu este contestată. (Duvergier sur Toullier, II, No. 828; Duranton, III, No. 58; Valette sur Proudhon, II, p. 39; Demolombe, V, No. 83 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 296, 297, notele 19 urm.; Mourlon, ed. 7-a I, No. 866, 890 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, p. 38 urm.; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 85; Suppl., Paternité et filiation, No. 50; Baudry et Chéneaux, III, No. 523; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1382; Planiol et Ripert, II, No. 733, 771; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 270; Nacu, I, p. 501, 502; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 214, 250, 251; Plastara, I, p. 362; Contra: Toullier, II, No. 828).

**12.** După o altă părere, tribunalele vor

aprecia după împrejurări, dacă copilul trebuie să fie considerat legitim sau nu. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 86; Suppl., Paternité et filiation, No. 51; Comp.: Merlin Répertoire, Legitimé, section II, § 3, No. 5; Demante et Colmet de Sarterre, II, No. 42 bis, I, II; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 270, 271).

**13.** Contestația de legitimitate a unui copil născut după 300 zile de la desfacerea căsătoriei, este peremptorie și judecătorii sunt obligați s-o admită de îndată ce se constată că nașterea copilului a avut loc după 300 zile de la desfacerea căsătoriei. (Duvergier sur Toullier, I, No. 329, Duranton, III, No. 56 urm.; Valette sur Proudhon, II, p. 38 urm.; Demolombe, V, No. 86; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 293, nota 24; Marcadé art. 315, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 890 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, p. 39; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 86; Suppl., Paternité et filiation, No. 51; Planiol et Ripert, II, No. 798).

**14.** Contestația de legitimitate, spre deosebire de acțiunea în tăgăduirea paternității, care poate fi făcută numai de tată poate fi introdusă de orice persoană care are interes să o facă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 868, 892, 893; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 120; Suppl., Paternité et filiation, No. 62; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1381; Planiol et Ripert, II, No. 738, 767, 771, 785; Nacu, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 248).

**15.** Ca persoane interesate se pot cita: bărbatul, moștenitorii săi, legatarii săi universali, cu titlu universal și particulari, copilul însăși, mama sa, moștenitorii mamei etc. (Duranton, III, No. 75, 83; Beudant, II, No. 530; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 868, 893; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 62; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 120; Suppl., Paternité et filiation, No. 62; Laurent, III, No. 460; Huc, III, No. 18; Baudry et Chéneaux, III, No. 571; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1381; Nacu, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 248; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 733, 738).

**16.** Creditorii bărbatului au dreptul să introducă acțiune în contestare de legitimitate în numele debitorului lor. (Nacu, I, p. 510).

**17.** Contestațiunea de legitimitate este imprescriptibilă și nu se poate renunța la ea. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 868, 898; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 183; Comp.: Toullier, II, No. 837; Planiol et Ripert, II, No. 738, 763; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 338, 339; Nacu, I, p. 510).

**18.** După o altă părere, contestațiunea de legitimitate nu mai poate fi admisă, dacă cel care introduce contestația, recunoscut anterior legitimitatea copilului. (Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 183, 386, 388).

**19.** După o altă părere, acțiunea în contestarea legitimității se prescrie în cece privește interesele bănești prin trecere de trei zeci ani; numai chestiunea de

stat în sine este imprescriptibilă. (Baudry, et Chéneaux, III, No. 572; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 248; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 62, 63; Laurent, III, No. 461; Huc, III, No. 18).

20. În caz de divorț termenul de 300 zile va curge de la data transcrierii hotărârei de divorț. (Alexandresco, ed. 2-a, p. 250, nota 1).

21. Termenul de 300 zile prevăzut de art. 289 de codul civil român este socotit

pe 300 zile împlinite; deci nu se socoate nici dies a quo, nici dies ad quem. (Nacu, I, p. 503).

22. Hotărârea obținută în acțiunea în contestație de legitimitate, nu are efect decât între persoanele cari au figurat în instanță, deoarece acțiunea putând fi introdusă de orice persoană interesată, contestatorul reprezintă numai interesul său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 249; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 784)

**Art. 290.** — În deosebitele cazuri, în care bărbatul este autorizat a reclama, el trebuie să-și facă reclamațiunea în termen de 1 lună, de se află acolo unde s'a născut copilul; în termen de 2 luni dela întoarcerea sa, dacă la epoca nașterii eră absent; în termen de 2 luni, după ce a descoperit fraudă, de i se va fi ascuns nașterea copilului. (Civ. 286 urm., 291 urm.; Civ. Fr. 316).

*Text. fr. Art. 316.* — Dans les divers cas où le mari est autorisé à réclamer, il devra le faire, dans le mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant;

Dans les deux mois après son retour, si, à la même époque, il est absent;

Dans les deux mois après la découverte de la fraude, si on lui avait caché la naissance de l'enfant.

### Bibliografie (continuare).

- DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 235 urm.;  
 SCRIBAN R. TRAIAN *Notă sub Judec. Ocol Herța-Dorohoi*, 219 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 839;  
 STRELICESCU I., *Nota sub C. Apel Craiova s. II*, 172 din 21 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 148.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 18 21.  
 Act de naștere 26, 27, 28, 39.  
 Acțiune în contestație de legitimitate 1, 2, 38, 44.  
 Acțiune în reclamație de stat 27, 28.  
 Acțiune în tăgădă de paternitate 1-24, 26-37, 39-43, 45-47.  
 Acțiune personală 9.  
 Adulter 35.  
 Alienație mintală 32.  
 Apel 33.  
 Apreciere suverană 19, 21, 25.  
 Ascunderea nașterii 22-28.  
 Asistență 8.  
 Autoritate de lucru judecat 37, 38.  
 Bănuială 22.  
 Bărbat 3-9, 15-37, 39, 46.  
 Calcularea termenului, a se vedea cuvântul: „Termin”.  
 Căsătorie 2, 36.  
 Competență 45, 46, 47.  
 Concepțiune 2, 36.  
 Consiliu de familie 42.  
 Consiliu judiciar 8.  
 Contestație de legitimitate 1, 2, 38, 44.  
 Copil 12, 13.

Copil adulterin 35.  
 Copil natural 36.  
 Creditori 9, 13.  
 Curator 7.  
 Debitor 9, 13.  
 Decădere 33.  
 Deces 16, 17.  
 Dementă 32.  
 Domiciliu 45, 46, 47.  
 Domiciliu conjugal 20, 21.  
 Dovadă 15, 23, 24, 26.  
 Drept personal 9.  
 Emancipare 7.  
 Excepțiune 27, 28, 39.  
 Fals 26, 27, 28.  
 Fraudă 22, 23, 25.  
 Hotărâre 37.  
 Incetare din viață 16, 17.  
 Interdicție judiciară 4, 5, 34, 41, 45.  
 Interdicție legală 6.  
 Interes 16, 17, 38.  
 Intervenție 13.  
 Luciditate 32.  
 Lucru judecat 37, 38.  
 Majoritate 40, 45.  
 Mamă 10, 11.  
 Mamă necunoscută 26, 27, 28.  
 Marturi 24.  
 Maternitate 26.  
 Minoritate 7, 34, 41-44, 46, 47.  
 Moarte 16, 17.  
 Moștenitori 11.

Naștere 2, 14, 15, 20-28, 32.  
 Nebunie 32.  
 Neprezență 18.  
 Nume fals 26, 27, 28.  
 Personală acțiune 9.  
 Prescripție 34.  
 Prezență 18.  
 Presumpție 24.  
 Probă 15, 23, 24, 26.  
 Reclamație de stat 27, 28.  
 Rectificare 39.  
 Succesori 11.

Suspendare 34.  
 Suverană apreciere 19, 21, 25.  
 Tăgădă de paternitate 1-24, 26-37, 39-43, 45-47.  
 Tănuirea nașterii 22-28.  
 Tată necunoscut 26, 27, 28.  
 Termin 2, 15, 18-34.  
 Tutor 4, 5, 6, 44, 45.  
 Tutor ad hoc 41-44, 47.  
 Zile 29, 30, 31.

### Doctrină.

1. Art. 316 și 317 cod. civ. fr. (290 și 291 cod. civ. rom.) se ocupă de acțiunea în tăgăduirea paternității ca și art. 212-214 cod. civ. fr. (286-288 din cod. civ. rom.) deși art. 317 cod. civ. fr. (291 din cod. civ. rom.) vorbește de acțiunea în contestație de legitimitate, de care se ocupă art. 315 cod. civ. fr. (289 cod. civ. rom.). (Mourlon, I, No. 898, nota, 1; Beudant, II, No. 558; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 226, nota 2, 227; Comp.: Aubry et Rau, VI, § 543, nota 3, p. 3; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1425; Nacu, I, p. 506).

2. Acțiunea în tăgăduirea paternității diferă de contestația de legitimitate, de



oarece prima privește copiii concepuți în timpul căsătoriei pe când cea de a doua privește copiii născuți după trei sute zile dela desfacerea căsătoriei. (Daloz, Rép., Paternité et filiation No. 97; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 867, 893; Nacu, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 247, 248).

3. În timpul cât trăește bărbatul, acțiunea în tăgăduirea paternității aparține numai lui. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 868, 893; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 100; Suppl., Paternité et filiation, No. 53; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1422; Planiol et Ripert, II, No. 785; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 331; Nacu, I, p. 505; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 227).

4. Când bărbatul este interzis, tuturul acestuia poate intenta în numele său, acțiune în tăgăduire de paternitate. (Merlin, Questions de droit, Legitimité, § 8; Demolombe, V, No. 118; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 161, p. 303, nota 43; Beudant, II, No. 557; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1423).

5. După o altă părere tuturul unui interzis nu are dreptul să introducă acțiune în tăgăduire de paternitate în numele interzisului. (Proudhon, II, p. 43; Duranton, III, No. 68; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 6. p. 53; Daloz, Rép., Paternité et filiation No. 115; Suppl., Paternité et filiation, No. 53; Laurent, III, No. 436; Huc, III, No. 20; Planiol et Ripert, II, No. 786; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 332; Nacu, I, p. 505; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 227).

6. Când bărbatul este în stare de interdicțiune legală, tuturul său nu poate introduce acțiune în tăgăduirea paternității, în numele interzisului. (Paniol et Ripert, II, No. 786; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 332).

7. Dacă bărbatul este minor emancipat, el poate fără asistența curatorului său, să introducă acțiune în tăgăduirea paternității. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 332).

8. Dacă bărbatul este pus sub consiliu judiciar, deoarece nu poate pleda fără asistența consiliului, el nu poate fără această asistență să introducă acțiune în tăgăduirea paternității; în cazul când consiliul său refuză a-l asista, el se va adresa tribunalului care îi va numi un consiliu judiciar ad-hoc, care îl va asista. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 332).

9. Creditorii bărbatului nu au dreptul să exercite acțiunea în tăgăduire de paternitate în numele debitorului lor, de oarece această acțiune este personală bărbatului. (Demolombe, V, No. 114; Marcadé, art. 317, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 895; Beudant, II, No. 557; Aubry et Rau, VI, § 545 bis, p. 53; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 118; Suppl., Paternité et filiation, No. 53; Laurent, III,

No. 436; Huc, III, No. 20; Baudry et Chéneaux, III, No. 541; Planiol et Ripert, II, No. 785; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 337; Nacu, I, p. 505, 509; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 227).

10. Mama nu are dreptul să exercite acțiunea în tăgăduire de paternitate contra copilului său. (Demolombe, V, No. 134; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 868, 897; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 102; Laurent, III, No. 442; Planiol et Ripert, II, No. 785; Nacu, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 227; Comp.: Baudry et Chéneaux, III, No. 548).

11. Moștenitorii mamei nu au dreptul să exercite acțiunea în tăgăduirea paternității copilului. (Demolombe, V, No. 135; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 897; Baudry et Chéneaux, III, No. 547; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 227).

12. Copilul nu are dreptul să exercite acțiunea de tăgăduire a paternității sale. (Demolombe, V, No. 126; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 868, 897; Beudant, II, No. 560; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 104; Planiol et Ripert, II, No. 785; Baudry et Chéneaux, III, No. 547; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 228; Plastara, I, p. 369).

13. Creditorii copilului nu au dreptul să facă intervenție în acțiunea de tăgăduire de paternitate îndreptată în contra debitorului lor. (Demolombe, V, No. 138; Daloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation No. 119).

14. Acțiunea în tăgăduire de paternitate nu poate fi intentată înainte de nașterea copilului. (Demolombe, V, No. 161; Aubry et Rau, V, § 545 bis, p. 59; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 131; Suppl., Paternité et filiation, No. 73; Laurent, III, No. 446, 447; Baudry et Chéneaux, III, No. 551; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1426, 1452; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 303; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 229, nota 1, p. 232).

15. Bărbatul trebuie să intenteze acțiunea în tăgăduirea paternității în termen de una lună dela nașterea copilului; dacă el introduce acțiunea mai târziu, este obligat să facă dovadă că se găsește în unul din cele două cazuri excepționale prevăzute de art. 316 cod. civ. fr. (290 cod. civ. rom.). (Duranton, III, No. 86; Demolombe, V, No. 143; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § bis § 545 p. 56; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 127; Suppl., Paternité et filiation, No. 65; Contra: Laurent, III, No. 445; Comp.: Planiol, et Ripert, II, No. 792 urm.).

16. Bărbatul poate intenta acțiune în tăgăduire de paternitate după moartea copilului său, când are interes la aceasta. (Demolombe, V, No. 73, 111; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, nota 21, pag. 35; Daloz, Rép., Paternité et filiation, No. 150; Laurent, III, No. 380; Baudry et Chéneaux, III, No. 552; Planiol et Ri-



pert. II, No. 790; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 338).

**17.** Interesul poate fi și moral. (Baudry et Chéneaux, III, No. 552; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 895; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 336, 338).

**18.** Prin cuvântul: „absent“, din art. 316 cod. civ. fr. (290 cod. civ. rom.) se înțelege nu numai bărbatul care este în stare de absență prezumată sau declarată ci și atunci când este plecat dela locul unde a avut loc nașterea. (Toullier, II, No. 838; Demolombe, V, No. 141; Aubry et Rau, VI, § 545 bis, nota 16, p. 56; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 123; Suppl., Paternité et filiation, No. 64; Laurent, III, No. 444; Huc, III, No. 21; Baudry et Chéneaux, III, No. 555; Planiol et Ripert, II, No. 793; Nacu, I, p. 504; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 226, nota 1, p. 232).

**19.** Tribunalele apreciază dacă depărtarea bărbatului de locul unde a avut loc nașterea, îi dă dreptul să beneficieze de termenul de două luni prevăzut de art. 316 cod. civ. fr. (cod. 290 cod. civ. rom.) pentru intentarea acțiunii de tăgadă de paternitate. (Toullier, II, No. 839; Demolombe, V, No. 142; Aubry et Rau, VI, § 545 bis nota 16, p. 56; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 124; Suppl., Paternité et filiation, No. 164; Laurent, III, No. 444; Huc, III, No. 21; Baudry et Chéneaux, III, No. 555; Planiol et Ripert, II, No. 793, p. 667, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, p. 232).

**20.** Termenul de două luni, în caz de absență a bărbatului, începe a curge dela data când el s'a reîntors la locul unde a avut loc nașterea copilului sau la domiciliul conjugal, chiar dacă ar fi fost mai dinainte înștiințat despre naștere. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 17, p. 56; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 233; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 792, 793).

**21.** Tribunalele vor aprecia momentul de când va începe a curge termenul de două luni pentru intentarea acțiunii în tăgadă de paternitate, în caz de absență a bărbatului; astfel faptul că bărbatul s'a oprit în o localitate vecină celeia unde se află locul nașterii sau domiciliul conjugal, în scopul de a prelungi termenul, va fi considerat ca punct de plecare pentru calcularea termenului de două luni. (Duranton, III, No. 85; Demolombe, V, No. 142; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 125).

**22.** În cazul când nașterea a fost ascunsă bărbatului, prin fraudă, termenul de două luni în care acesta trebuie să exercite acțiunea în tăgăduirea paternității, începe a curge din momentul când a avut cunoștință sigură și completă

despre nașterea copilului și data acestei nașteri, iar nu din momentul când a putut să o bănuiască. (Demolombe, V, No. 142; Aubry et Rau, VI, § 545 bis, nota 18 p. 56; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 126; Suppl., Paternité et filiation, No. 66; Laurent, III, No. 444; Huc, III, No. 21; Baudry et Chéneaux, III, No. 555; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1452; Planiol et Ripert, II, No. 793; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 233).

**23.** Când bărbatul a introdus acțiunea în tăgăduirea paternității și a făcut dovada că nașterea a fost ascunsă, el nu este obligat să facă dovadă că a introdus această acțiune în termenul cerut de lege ci părătul trebuie să dovedească data când bărbatul a descoperit fraudă, în cazul când pretinde că acțiunea a fost introdusă peste termen. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 128; Suppl., Paternité et filiation, No. 67; Laurent, III, No. 445; Huc, III, No. 22; Baudry et Chéneaux, III, No. 559; Planiol et Ripert, II, No. 793).

**24.** După o altă părere însă, bărbatul trebuie să dovedească prin orice mijloace de probă ca martori și prezumpțiuni, că acțiunea în tăgăduirea paternității este introdusă în termenul acordat de lege. (Duranton, III, No. 86; Demolombe, V, No. 143 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 303; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 43 bis, XI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 19, p. 56; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 128; Suppl., Paternité et filiation, No. 67; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 233, text și nota 1).

**25.** Tribunalele apreciază și fixează în mod suveran, data când bărbatul a descoperit fraudă ascunderii nașterii copilului. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 68; Planiol et Ripert, II, No. 793).

**26.** În cazul când copilul a cărui naștere a fost ascunsă, a fost înscris în actul de stare civilă sub nume mincinos, sau ca născut din tată și mamă necunoscuți, după o părere, și în acest caz tatăl este obligat a intenta acțiune în tăgăduirea paternității, dovedind în prealabil maternitatea soției sale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545, p. 50; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 132, 135, 136; Suppl., Paternité et filiation, No. 72; Nacu, I, p. 505, 506).

**27.** După o altă părere în acest caz, bărbatul nu are dreptul să introducă acțiune în tăgăduirea paternității ci numai în cazul când copilul își reclamă filiațiunea potrivit dispozițiilor art. 323 urm. c. civ. fr. (298 c. civ. rom.). (Demolombe, bărbatul va uza de dispozițiile art. 325 c. civ. fr. (298 c. civ. rom.). (Demolombe, V, No. 145 bis; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 288; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 132; Suppl., Paternité et filia-



tion, No. 72; Laurent, III, No. 433, 434; Huc, III, No. 28, 29).

**28.** Admițând părerea întâi că bărbatul este obligat sub pedeapsa de decădere să introducă în termenul prevăzut de lege acțiunea în tăgăduirea paternității, el chiar dacă nu a introdus această acțiune, are dreptul a opune copilului care ar introduce mai târziu o acțiune în reclamație de stat, toate mijloacele de apărare prevăzute de art. 325 c. civ. fr. (298 c. civ. rom.). (Demolombe, V, No. 146; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 137; Suppl., Paternité et filiation, No. 72; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1421; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 278, 279).

**29.** Termenele prevăzute de art. 316 c. civ. fr. (290 c. civ. rom.) se socotesc dela data cutare a lunii, la aceeași dată a lunii următoare, iar nu pe luna de 30 zile. (Demolombe, V, No. 152; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 58; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 70; Baudry et Chéneaux, III, No. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 231, 235).

**30.** „Dies a quo“, nu se cuprinde în calculul termenului de acțiune în desavuare. (Demolombe, V, No. 152; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 58; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 70; Baudry et Chéneaux, III, No. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 231, 235).

**31.** „Dies ad quem“, este cuprinsă în termen, ca ultima zi în care poate fi introdusă acțiunea în tăgăduirea paternității. (Demolombe, V, No. 152; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 58; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 70; Baudry et Chéneaux, III, No. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 231, 235).

**32.** Dacă bărbatul este în stare de alienație mintală, termenul va începe a curge din momentul când își va recăpăta luciditatea și deci va putea să ia cunoștință de nașterea copilului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 29, p. 58; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 75; Nacu I, p. 505; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 232; Comp.: Baudry et Chéneaux, III, No. 557; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1452; Planiol et Ripert, II, No. 794; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 332, 333).

**33.** Decăderea rezultată din faptul introducerii acțiunii după expirarea termenului, poate fi opusă în orice stare a cauzei, chiar pentru prima oară în apel. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 136, 154; Suppl., Paternité et filiation, No. 71).

**34.** Dispozițiile art. 2252 c. civ. fr. (1876 c. civ. rom.), cari suspendă prescripțiunea în contra minorilor și interzișilor, nu-și găsesec aplicațiunea în materie de tăgadă de paternitate, când bărbatul este interzis, deoarece în cazul prevăzut de art. 316 c. civ. fr. (290 c. civ. rom.), este vorba de o adevărată decădere, iar nu de prescripție. (Duranton, III, No. 89; Demolombe, V, No. 159; Marcadé, Art. 317,

No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 28, p. 58; Troplong, Prescription, I, No. 27; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité, et filiation, No. 75; Huc, III, No. 22; Baudry et Chéneaux, III, No. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 231; Comp.: Laurent, III, 450; Planiol et Ripert, II, No. 795; Matei Cantacuzino, p. 505).

**35.** Dacă acțiunea în desavuare este admisă, copilul va fi considerat adulterin, de oarece este copilul unei femei măritate, făcut cu un alt bărbat decât soțul său. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1427; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 239).

**36.** Dacă în cazul prevăzut de art. 314 c. civ. fr. (288 c. civ. rom.), se admite acțiunea în desavuare, copilul va fi considerat natural, deoarece la epoca concepțiunei sale, mama sa nu era căsătorită. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1427; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 239).

**37.** Hotărîrea obținută în acțiunea de desavuare introdusă de către bărbat, are putere de lucru judecat față de toată lumea. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1428; Planiol et Ripert, II, No. 784; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 343, 344; Nacu, I, p. 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 239; VII, p. 557 urm., Matei Cantacuzino, p. 194, 195; Comp.: Plastara, I, p. 396 urm.).

**38.** Hotărîrea obținută în acțiunea de contestație de legitimitate, nu are efect decât între persoanele cari au figurat în instanță, deoarece acțiunea putând fi introdusă de orice persoană interesată, contestatorul reprezintă numai interesul său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 249; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 784).

**39.** De obicei tăgăduirea paternității se face pe cale de acțiune principală, dar ea poate fi făcută și pe cale de excepțiune, cum ar fi cazul când copilul cere rectificarea actului său de naștere. (Baudry et Chéneaux, III, No. 563; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 236).

**40.** Când copilul este major, acțiunea în tăgăduirea paternității sale, se va îndrepta în contra sa, deoarece este capabil a se apăra singur. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 236).

**41.** Când copilul este minor sau interzis, legea noastră tace, deoarece dispozițiile art. 318 din codul civil francez au fost eliminate de către legiuitorul nostru; în acest caz, acțiunea în tăgăduirea paternității va fi îndreptată în contra copilului reprezentat printr'un tutor ad hoc, iar nu prin mama sa. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 238).

**42.** Tutorul ad hoc este numit de către tribunal, în urma avizului consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 238).

**43.** Chiar în cazul când copilul minor ar avea un tutor, mama sa sau o altă persoană, în cazul unei acțiuni de tăgăduire a paternității sale, trebuiește a se numi un tutor ad hoc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 238).



44. Când acțiunea în contestarea legitimității se exercită în contra unui copil minor, nu este nevoie ca la acțiunea în tăgăduirea paternității sale, să se numească un tutor ad hoc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 248, nota 1).

45. Acțiunea în tăgăduirea paternității va fi introdusă la tribunalul civil al copilului, în cazul când acesta este major, sau la tribunalul domiciliului tutorului în cazul când este interzis. (Beudant, II, No. 562; Baudry et Chéneaux, III, No. 564; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 239; Plastara, I, p. 395).

46. În cazul când copilul este minor, acțiunea în tăgăduirea paternității sale, va fi introdusă la tribunalul domiciliului tatălui reclamant, de oarece până la admiterea acțiunii, el este tatăl copilului și deci domiciliul copilului este la el. (Demolombe, V, No. 172 bis; Beudant, II, No. 562; Laurent, III, No. 443; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1455; Planiol et Ripert, II, No. 791; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 239).

47. După o altă părere, acțiunea în

tăgăduirea paternității, când copilul este minor, va fi introdusă la domiciliul tutorului ad hoc. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 60).

48. A se vedea: art. 286 și 291 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Potrivit art. 290 c. civ., contestarea legitimității, fie că este făcută de bărbat, fie că este făcută de moștenitorii săi, nu e nevoie a fi introdusă pe calea unei acțiuni principale, legea cerând numai o acțiune în justiție; căci fie că bărbatul are un interes moral fie că moștenitorii săi au numai interes bănesc, tăgădarea legitimității se produce în mod regulat și sub formă de apărare. (C. Apel Craiova s. II, 172 din 21 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 148).

2. A se vedea: art. 286, nota 3; art. 298, nota 1.

Art. 291. — Dacă bărbatul a murit mai înainte de a reclama, dară în timpul pe când eră încă primit a o face, moștenitorii vor avea 2 luni spre a contesta legitimitatea copilului, socotite din ziua când acel copil ar fi intrat în posesiunea averii bărbatului, sau din epoca când ar fi atacat posesiunea moștenitorilor asupra acelei averi. (Civ. 286, 290, 295, 302, 303, 308, 653, 889, 893, 896, 897; Civ. Fr. 317).

*Text fr. Art. 317.* — Si le mari est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers auront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant se serait mis en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers seraient troublés par l'enfant dans cette possession.

## Bibliografie (continuare).

DEUSARĂ C. E., *Notă* sub C. Apel Alger, s. I. 21 Iunie 1923, Jur. Gen. 1926, No. 770;  
 DOGAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 237 urm.;  
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Ocol Herța-Dorohoi, 219 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 839;  
 STRELICESCU I., *Notă* sub C. Apel Craiova S. II, 172 din 21 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, II 148.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 8, 9, 10, 26.	Continuarea acțiunii 15, 22.	Intrerupere 27.	Posesiune de stat 19, 20.
Act de naștere 19, 20.	Creditori 12.	Legatari 5, 6, 7.	Prescripție 27.
Act extra-judiciar 24.	Debitori 12.	Lucru judecat 30, 31, 32.	Punere în posesiune 23, 26.
Acțiune 24, 25.	Decădere 27, 28, 30.	Minoritate 27.	Renunțare 3.
Acțiune în contestație de legitimitate 1, 29, 32.	Deces 15, 18, 22.	Moarte 15, 18, 22.	Somațiune 24, 25.
Acțiune în tăgădă de paternitate 1 urm.	Dezavuare 1 urm.	Moștenitorii bărbatului 1 urm.	Succesori 1 urm.
Adulter 16.	Donațiune 5, 6, 7.	Moștenitori cu titlu universal 2.	Suspendare 26.
Apel 28.	Hotărâre 30, 31, 32.	Moștenitorii femeii 13.	Tăgădă de paternitate 1 urm.
Ascunderea nașterii 16.	Incetare din viață 15, 18, 22.	Moștenitori neregulați 4.	Tănuirea nașterii 16.
Autoritate de lucru judecat 30, 31, 32.	Interdicție 11, 27.	Moștenitori prezumptivi 8, 9, 10.	Termin 1, 14, 21, 22, 23, 26—29.
Cerere 24, 25.	Interes moral 17.	Moștenitori rezervatari 6.	Testament 5, 6.
Concepțiune 18.	Interes pecuniar 11, 17, 32.	Moștenitori testamentari 5, 6.	Trimețere în posesiune 8, 9, 10.
Contestație de legitimitate 1, 29, 32.	Interpretare 1.	Naștere 18.	Tulburarea folosinței 19, 20, 23, 24, 25, 26.
		Notificare 24, 25.	Tutor 11, 27.
		Perimare 22.	



## Doctrină.

1. Cu toate că art. 317 c. civ. fr. (291 c. civ. rom.) arată că moștenitorii bărbatului vor avea un termen de două luni spre a contesta legitimitatea copilului, textul acestui articol trebuiește înțeles că termenul este acordat pentru a desavua pe copil, redacțiunea fiind greșită. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 898, nota 1; Beudant, II, No. 558; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 226, nota 2, 227; Comp.: Aubry et Rau, VI, § 543, nota 3, p. 3; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1425; Nacu, I, p. 506).

2. Moștenitorii cari au dreptul să conteste legitimitatea copilului, după cum prevede art. 317 c. civ. fr. (291 c. civ. rom.), sunt acei cari reprezintă pe bărbat cu titlu universal, adică acei cari continuă persoana sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 896; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 105; Suppl. Paternité et filiation, No. 54; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 338; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 230).

3. Pentru ca moștenitorii bărbatului să poată introduce acțiune în desavuare, trebuiește ca ei să nu fi renunțat la succesiunea bărbatului. (Proudhon, II, p. 57; Toullier, II, No. 835; Duranton, III, No. 72; Demolombe, V, No. 131, 133; Marcadé, Art. 317, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 897; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 110; Laurent, III, No. 438; Baudry et Chéneaux, III, No. 548; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 230; Contra: Delvincourt, I, p. 209).

4. Acțiunea în desavuare aparține și moștenitorilor neregulați ai bărbatului. (Toullier, II, No. 835; Duranton, III, No. 70; Valette sur Proudhon, II, p. 66; Demolombe, V, No. 127, 128; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 896, 897; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 107; Suppl. Paternité et filiation, No. 54; Laurent, III, No. 438; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 230).

5. Dacă bărbatul a lăsat moștenitori testamentari sau a donat toate bunurile sale, acțiunea de desavuare aparține legatarilor și donatarilor universali și cu titlu universal, cari, sunt investiți cu drepturile și acțiunile defunctului. (Duranton, III, No. 70; Proudhon, II, p. 62; Demolombe, V, No. 125 urm.; Toullier, II, No. 835; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 896, 897; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 105; Suppl. Paternité et filiation, No. 54; Laurent, III, No. 438; Huc, III, No. 23; Baudry et Chéneaux, III, No. 545; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 338; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 230).

6. Dacă pe lângă moștenitorii testamentari, există și moștenitori rezervațari, în acest caz, toți acești moștenitori au dreptul să exercite acțiunea de desavuare. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 54).

7. Legatarii și donatarii cu titlu particular, nu pot exercita acțiunea în desavuare, deoarece nu succed la dreptu-

rile și acțiunile bărbatului și deci nu-l reprezintă. (Toullier, II, No. 834; Valette sur Proudhon, II, p. 65, 66; Duranton, III, No. 82; Demolombe, V, No. 125 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 302, nota 37; Marcadé, art. 317, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 897; Beudant, II, No. 559; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 1, p. 52; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 108; Suppl., Paternité et filiation, No. 55; Laurent, III, No. 438; Huc, III, No. 23; Baudry et Chéneaux, III, No. 548; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 230; Contra: Toullier, I, p. 388; Delvincourt, I, p. 209).

8. În cazul de absență al bărbatului, după o părere, moștenitorii săi prezumptivi, nu pot introduce acțiunea în desavuare, chiar după trimiterea în posesiune definitivă. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 116; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1424; Planiol et Ripert, II, No. 788; Comp.: Nacu, I, p. 507).

9. După o altă părere, moștenitorii prezumptivi pot introduce acțiune în desavuare, în caz de absență bărbatului, însă numai după trimiterea lor în posesiune definitivă. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 116; Suppl., Paternité et filiation, No. 57; Baudry et Chéneaux, III, No. 543; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 228).

10. După o a treia părere, în caz de absență a bărbatului, moștenitorii săi prezumptivi au dreptul să introducă acțiune în desavuare atât după trimiterea lor în posesiune provizorie cât și după trimiterea lor în posesiune definitivă, însă dacă absentul se reîntoarce, hotărîrea de desavuare cade de drept. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 10, p. 54; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 57).

11. Tutorii moștenitorilor interziși pot introduce acțiunea în desavuare, deoarece această acțiune, pentru moștenitori, are un caracter pecuniar. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 8, p. 53; loz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 56; Laurent, III, No. 437; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 230).

12. Creditorii moștenitorilor au dreptul să exercite acțiunea în desavuare în numele debitorilor lor. (Demolombe, V, No. 137; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 302, nota 37; Marcadé, art. 317, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 895; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 8, p. 53; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 118; Suppl., Paternité et filiation, No. 56; Laurent, III, No. 437; Baudry et Chéneaux, III, No. 544; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1425; Planiol et Ripert, II, No. 787; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 337; Nacu, I, p. 508, 510; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 230; Matei Cantacuzino, p. 194).

13. Moștenitorii femeii nu au dreptul să exercite acțiunea în desavuare. (Loché, Législation civile, VI, p. 47 urm.; Toullier, II, No. 835; Duranton, III, No.



77; Demolombe, V, No. 135; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 897; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 52; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 109; Baudry et Chéneaux, III, No. 548; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 227; Contra: Merlin, Répertoire, Legitimé, section 4, § 1, No. 1; Delvincourt, I, p. 210).

**14.** Pentru ca moștenitorii sau ceilalți succesori ai bărbatului, să poată fi admisi a exercita acțiunea de desavuare, trebuiește ca bărbatul în momentul morții sale, să fi fost încă în dreptul de a intenta această acțiune. (Mourlon, I, No. 893; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 54; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 103; Suppl.; Paternité et filiation, No. 54; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1425; Nacu, I, p. 506; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 234, 288; Matei Cantacuzino, p. 194).

**15.** Dacă bărbatul intentase, înainte de a muri, acțiunea de dezavuare, ea va fi continuată de către moștenitorii săi. (Demolombe, V, No. 120; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 893; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 11, p. 54; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 147; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1425; Planiol et Ripert, II, No. 787; Nacu, I, p. 506; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 228, 234; Matei Cantacuzino, p. 194).

**16.** Moștenitorii bărbatului pot exercita acțiunea de desavuare în aceleași condițiuni în care o putea exercita însuși bărbatul; așa ei vor putea exercita acțiunea de desavuare pentru cauză de adulter și ascunderea nașterii copilului. (Toullier, II, No. 841; Valette sur Proudhon, II, p. 56; Duranton, III, No. 75; Demolombe, V, No. 120, urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 302, nota 37; Marcadé, Art. 317, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 894; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, 545 bis, nota 13, p. 55; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 111; Suppl., Paternité et filiation, No. 60; Laurent, III, No. 441; Baudry et Chéneaux, III, No. 546; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 229; Contra: Proudhon, II, p. 55, 56).

**17.** Pentru ca moștenitorii bărbatului să poată intenta acțiunea în desavuare, trebuiește să aibă un interes pecuniar, un interes moral nu ar fi îndeajuns: (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 895; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1425; Planiol et Ripert, I, No. 16; II, No. 796; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 336, 337; Nacu, I, p. 506, 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 229; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 194).

**18.** Moștenitorii au dreptul să exercite acțiunea de dezavuare bazându-se, fie pe art. 312 cod. civ. fr. (286 cod. civ. rom.), fie pe art. 314 cod. civ. fr. (288 cod. civ. rom.), în cazul când bărbatul a încetat din viață înainte de nașterea copilului, însă după concepțiunea sa. (Beudant, II, No. 558; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 14, p. 55; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 59; Baudry et Chéneaux, III, No. 546; Alexandresco, ed.

2-a, II, p. 229; Contra: Demolombe, V, No. 161).

**19.** Moștenitorii bărbatului au dreptul să exercite acțiunea de dezavuare fără a aștepta ca copilul să-i tulbure în folosința drepturilor lor de oarece tulburarea există prin simplul fapt că copilul are un act de naștere sau o posesiune de stat care îl arată ca fiind copilul bărbatului defunct. (Demolombe, V, No. 160; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 303; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 899; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 43 bis, XIII; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 57; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 148; Suppl., Paternité et filiation, No. 61; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 235; Contra: Duranton, III, No. 91; Laurent, III, No. 439; Huc, III, No. 24; Baudry et Chéneaux, III, No. 561; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1458; Planiol et Ripert, II, No. 797; Comp.: Nacu, I, p. 507).

**20.** Când copilul nu are nici act de naștere, nici posesiune de stat, moștenitorii nu pot exercita vre-o acțiune, până nu există o tulburare din partea copilului. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 149; Suppl., Paternité et filiation, No. 61, 78; Contra: Aubry et Rau, VI, § 545, nota 73).

**21.** Indiferent de timpul ce mai rămănea bărbatului pentru a putea intenta acțiunea de dezavuare, termenul în care moștenitorii săi pot exercita această acțiune este de două luni. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 141; Suppl., Paternité et filiation, No. 77; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1457; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 234).

**22.** În cazul când bărbatul intentase acțiunea de dezavuare și încetează din viață înainte de a se fi judecat acțiunea, moștenitorii săi vor putea continua acțiunea începută, atâta timp cât ea nu va fi fost perimată, fără a se putea aplica termenul de două luni, prevăzut de art. 317 cod. civ. fr. (291 cod. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 25, p. 58).

**23.** Termenul de două luni în care moștenitorii bărbatului trebuie să exercite acțiunea de dezavuare, începe a curge din ziua când copilul s'a pus în posesiunea averii bărbatului sau din epoca în care moștenitorii au fost tulburați în posesiunea averii. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 143; Suppl., Paternité et filiation, No. 77; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1457; Planiol et Ripert, II, No. 797; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 234; Matei Cantacuzino, p. 193).

**24.** Prin „tulburare“, se înțelege orice cerere sau orice act extrajudiciar notificat de copil, prin care arată moștenitorilor bărbatului pretențiunile sale la legitimitate. (Duranton, III, No. 88; Valette sur Proudhon, II, p. 61; Demolombe, V, No. 149; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 899; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, p. 58; Dal-



loz, Rép., Paternité et filiation, No. 144; Laurent, III, No. 440; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 797; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 234, nota 2, 235).

**25.** Textul art. 291 cod. civ. rom. diferă de textul, art. 317, cod. civ. fr. corespunzător; de aceea în dreptul nostru nu este de ajuns o simplă somațiune din partea copilului pentru a constitui o atacare a posesiunii moștenitorilor și deci obligația pentru moștenitori de a introduce acțiunea în tăgăduirea paternității, ci pentru a putea curge termenul acestei acțiuni este necesară o acțiune din partea copilului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 235).

**26.** Dispozițiile art. 316 cod. civ. fr. (290 cod. civ.) privitoare la suspendarea acțiunii de dezavuare, în caz de absența bărbatului, nu sunt aplicabile în caz de absență a moștenitorilor în momentul când sunt tulburați în posesiune sau când copilul s'a pus în posesiunea averii defunctului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 899; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 146).

**27.** Termenul prevăzut de art. 317 cod. civ. fr. (291 cod. civ. rom.) diferind de prescripția ordinară, nu este întrerupt prin minoritatea sau interdicția moștenitorilor, tutorul lor putând introduce în numele acestora acțiunea de dezavuare. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 146; Suppl., Paternité et filiation, No. 80; Baudry et Chéneaux, III, No. 562; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1457; Planiol et Ripert, II, No. 797; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 235; Matei Cantacuzino, p. 505).

**28.** Decăderea rezultată din faptul introducerii acțiunii după expirarea termenului, poate fi opusă în orice stare a cauzei, chiar pentru prima oară în apel. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 80).

**29.** Dispozițiile art. 317 cod. civ. fr. (291 cod. civ. rom.) în cece privește termenul introducerii acțiunii nu sunt aplicabile la contestația de legitimitate introdusă de moștenitori în contra unui copil născut după 300 zile de la desfacerea căsătoriei. (Toullier, II, No. 834; Duranton, III, No. 91; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis, nota 45, p. 63; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 153; Laurent, III, No. 461; Huc, III, No. 18; Baudry et Chéneaux, III, No. 574).

**30.** Dreptul de a tăgădui paternitatea copilului, aparține fiecărui moștenitor în parte; prin urmare dacă unul dintre ei nu lucrează în timp util, față de acestia copilul va fi considerat ca legitim, lucrul judecat având puterea numai față de moștenitorii cari au făcut acțiunea. (Demolombe, V, No. 174; Aubry et Rau, VI, § 545 bis, p. 61; Baudry et Chéneaux, III, No. 567 urm., Planiol, ed. 6-a, I, No. 1425, 1428; Nacu, I, p. 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 230, 234, 240; VII, p. 564; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 784, 787; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 341 urm.; Laurent, III, No. 458; Huc, III, No. 32, 60; Beudant, II, No. 642; Matei Cantacuzino, p. 194, 195).

**31.** Hotărârile pronunțate în acțiunile de nerecunoașterea unui copil, intervenite între acesta și toți moștenitorii bărbatului, au puterea lucrului judecat față de toată lumea. (Planiol et Ripert, II, No. 784; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 239, 249; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 194, 195).

**32.** Hotărîrea obținută în acțiunea în contestație de legitimitate, nu are efect decât între persoanele cari au figurat în instanță, de oarece acțiunea putând fi exercitată de orice persoană interesată, contestatorul reprezintă numai interesul său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 249; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 784, 787).

**33.** A se vedea: art. 290 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Termenul în care are a fi formulată contestațiunea legitimității de către moștenitorii bărbatului fiind de două luni dela data punerii în posesie a copilului sau dela data când ar fi atacată posesia moștenitorilor asupra averii tatălui, este tardivă contestațiunea de stat. făcută, în speță după trecerea acestor două luni dela data când partea a luat cunoștință de existența unei acțiuni de împărțeală. (C. Apel Craiova, S. II, 172 din 21 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, II, 148).

**2.** A se vedea: art. 286 notele 3 și 4; art. 298, nota 1.

## CAPITOLUL II

Despre dovedirea filiațiunii copiilor legitimi.

**Art. 292.** — Filiațiunea copiilor legitimi se dovedește prin actele de naștere trecute în registrele stărei civile. (Civ. 27 urm., 32, 33, 43, 86, 179, 286, 294, 295, 1173; C. pen. 123-125, 275; Civ. Fr. 319).



*Text. fr. Art. 319.* — La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur le registre de l'état civil.

## Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni* p. 71, 97 urm.;

DECUSARĂ C. E., *Notă* sub C. Apel Alger, S. I. 21 Iunie 1923, Jur. Gen. 1926, No. 770.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de naștere 1 urm.	Inscriere în fals 15.
Afini 13.	Legitimitate 1 urm.
Asistare 2, 3.	Mamă 2, 7, 14, 15, 16.
Bărbat 4, 5, 7, 14.	Marturi 11, 12, 13.
Căsătorie 14.	Mențiune 3.
Contestație 9.	Naștere 2, 3, 8.
Declarant 2, 3.	Naturală filiațiune 17.
Declarare 2, 3.	Petițiune de ereditate 17.
Dovadă 2, 3, 8-12, 14-18.	Poseziune de stat 3, 10, 11.
Dovadă contrară 16.	Prezumțiuni 3-7, 12.
Fals 15.	Probă contrară 16.
Femece 2, 14.	Probă, a se vedea cu vântul: „Dovadă”.
Filiațiune legitimă 1 urm.	Rude 13, 17.
Filiațiune naturală 17.	Scrivorii 13.
Forma actelor 18.	Străinătate 18.
Forță probantă 18.	Succesiune 17.
Identitate 9, 10, 11, 13.	Tară străină 18.
Inceput de dovadă scrisă 2, 12.	Tată 4, 5, 6, 14.

## Doctrină.

1. Pentru ca actul de naștere să poată dovedi filiațiunea legitimă a unui copil, trebuie ca el să fie făcut în conformitate cu legea. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 210; Suppl., Paternité et filiation, No. 103; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 397, 398; Nacu, I, p. 203, 511; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 258).

2. Declarantul într-un act de naștere trebuie să fie o persoană care a asistat la naștere; în cazul când actul de naștere se redactează după declarația unei persoane care nu a asistat la naștere, după o părere nu face nici o dovadă, nici un început de dovadă în contra femeii, arătată în act ca mama copilului, nici în contra tatălui. (Toullier, II, No. 863; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, p. 7, 8; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 24; Laurent, III, No. 396; Baudry et Chéneaux, III, No. 453; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 259).

3. După o altă părere, legea nu cere ca să se facă mențiune în actul de naștere că declarantul a asistat la naștere; în cazul când, de și nu cere legea, se face mențiune în actul de naștere că declarantul nu a asistat la nașterea copilului, actul de naștere ar putea să nu facă dovada filiațiunii în cazul când copilul nu ar avea posesiunea de stat. (Duranton, III, No. 119 urm.; Demolombe, V, No. 191; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 24; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 905, 906; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 259).

4. Chiar dacă în actul de naștere nu este trecut numele tatălui după cum cere art. 57 c. civ. fr. (43 c. civ. rom.), totuși, potrivit prezumpțiunii legale stabilită de

art. 312 c. civ. fr. (286 c. civ. rom.), bărbatul este tatăl copilului. (Demolombe, V, No. 195 urm.; Beudant, II, No. 504; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 906; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, p. 9 urm.; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 215; Suppl., Paternité et filiation, No. 106; Laurent, III, No. 360 urm.; Baudry et Chéneaux, III, No. 455; Planiol et Ripert, II, No. 741; Nacu, I, p. 512; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 259).

5. Chiar dacă în actul de naștere ar fi trecut ca tată o altă persoană în afară de bărbat, totuși prezumpțiunea stabilită de art. 312 c. civ. fr. (286 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea. (Merlin, Répertoire, Légitimité, section 2, § 2, No. 7; Toullier, II, No. 861; Duranton, III, No. 118 urm.; Demolombe, V, No. 197. Marcadé, art. 319, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 906; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 218; Suppl., Paternité et filiation, No. 106; Planiol et Ripert, II, No. 741; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 259; Contra: Delvincourt, I, p. 85, nota 6).

6. Aceiași prezumpțiune își găsește aplicațiunea și atunci când în actul de naștere este trecut copilul ca născut din tată necunoscut. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 906; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 217; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 259).

7. Pentru ca prezumpțiunea din art. 312 c. civ. fr. (286 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea, trebuie ca în actul de naștere să fie trecut ca mamă, soția bărbatului, sub numele său adevărat. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 107; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 906; Planiol et Ripert, II, No. 741; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 259; Plastara, I, p. 350, 351).

8. Cu toate că art. 319 c. civ. fr. (292 c. civ. rom.) prevede că filiațiunea copiilor legitimi se dovedește prin actele de naștere înscrise în registrele stării civile, totuși actul de naștere nu probează prin el însuși filiațiunea ci nu probează decât faptul nașterii femeii. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 904; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1386; Planiol et Ripert, II, No. 740 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 256; Comp.: Nacu, I, p. 512; G. Plastara, I, p. 350).

9. Copilul când voeste a-și dovedi filiațiunea care este contestată, trebuie să probeze identitatea sa cu copilul arătat în actul de naștere. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 902, 904, 907; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 226; Suppl., Paternité et filiation, No. 108; Planiol, ed. 6-a,



I, No. 1386; Planiol et Ripert, II, No. 742; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 256, 258; G. Plastara, I, p. 350).

**10.** Dovada identității copilului cu copilul arătat în actul de naștere se face prin posesiunea de stat. (Valette sur Proudhon, II, No. 79; Demolombe, V, No. 201; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 908, 909; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 226, 227; Suppl., Paternité et filiation, No. 108; Laurent, III, No. 399; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1386; Planiol et Ripert, II, No. 742; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 258).

**11.** Dovada identității copilului poate fi făcută și prin martori, când nu există posesiunea de stat. (Merlin, Répertoire, Légitimité, Section 3, No 3; Toullier, II, No. 883; Duranton, III, No. 123; Demolombe, V, No. 203; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 308; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 46 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 907; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, nota 7, p. 8; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 228; Suppl., Paternité et filiation, No. 108; Laurent, III, No. 400; Baudry et Chéneaux, III, No. 457; Huc, III, No. 34; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1386; Planiol et Ripert, II, No. 742; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 258; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 258; G. Plastara, I, p. 350).

**12.** Proba cu martori este admisibilă, chiar dacă nu există un început de dovadă scrisă sau prezumpțiuni puternice. (Merlin, Répertoire, Légitimité, section 3, No. 3; Toullier, II, No. 883; Duranton, III, No. 123; Taulier, I, p. 391; Demolombe, V, No. 203; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 308; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 46 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, nota 7, p. 8; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 231; Laurent, III, No. 400; Huc, III, No. 34, 38; Baudry et Chéneaux, III, No. 457; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1386; Planiol et Ripert, II, No. 742; Colin et Capitant,

ed. 4-a, I, p. 258; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 258; Comp.: Colin et Capitant, I, p. 258).

**13.** Ca martori pentru stabilirea identității copilului cu copilul din actul de naștere, pot servi toate rudele și afinii precum și servitorii părților. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 235; Suppl., Paternité et filiation, No. 112).

**14.** Pentru stabilirea legitimității copilului, trebuie să se dovedească căsătoria părinților. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 902; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 310; Suppl., Paternité et filiation, No. 135; Laurent, III, No. 395; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1388; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 257).

**15.** După o părere, actul de naștere face dovada filiației copilului față de mama sa până la înscrierea în fals. (Merlin, Répertoire, Maternité, No. 6; Faux, § 2; Toullier, V, No. 854, 860).

**16.** După o altă părere, actul de naștere face dovada filiației copilului față de mama sa, până la proba contrară. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 913; Laurent, III, No. 394; Baudry et Chéneaux, III, No. 456; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 259, 261; G. Plastara, I, p. 350).

**17.** Dispozițiile art. 292 și urm. din codul civil român, se aplică numai filiației legitime, iar nu și filiației naturale; de asemenea nu se aplică petiției de ereditate, nici dovedirii gradului de rudenie în materie de succesiune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 253).

**18.** Actul de naștere făcut în țară străină are aceeași forță probantă ca și cel redactat în țară, în cazul când este făcut după formele cerute în acea țară. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 101).

**19.** A se vedea: art. 2, 21, 27 urm., 32, 33, 34, 41, 43, 179 din codul civil cu notele respective.

**Art. 293.** — În lipsă de un asemenea titlu este îndestulătoare posesiunea constantă a statului de copil legitim. (Civ. 33, 177 urm., 291, 294 urm.; Civ. Fr. 320).

*Text. fr. Art. 320.* — A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 97 urm., 116;  
 DECUSARĂ C. E., *Notă sub C. Apel Alger S. I.* 21 Iulie 1923, Jur. Gen. 1926. No. 770.

### Doctrină.

**1.** Faptul că o persoană are posesiunea de stat, adică are în familie situația de fiu și că a fost considerat totdeauna ca atare de membrii familiei sau de străini, face să se creadă că ea are

într-adevăr această calitate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 908; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 236; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1387; Planiol et Ripert, I, No. 18; II, No. 743; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 259).

**2.** Când copilul se găsește în impo-



sibilitate din o cauză oarecare să producă actul său de naștere, el poate invoca posesiunea sa de stat de copil legitim, (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 913; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 242; Suppl., Paternité et filiation, No. 114; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1391; Planiol et Ripert, II, No. 746; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 258; Nacu, I, p. 514; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 261).

3. Când copilul invoacă posesiunea de stat ca probă a filiației sale legitime, nu este necesar ca el să facă dovada cauzelor care îl împedecă de a produce actul de naștere. (Locré, art. 320; Toullier, II, No. 871, 872, 880; Duranton, III, No. 127; Demolombe, V, No. 206; Marcadé, Art. 320, 321, No. 1; Aubry et Rau, VI, § 544, nota 13; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 114; Laurent, III, No. 407; Baudry et Chéneaux, III, No. 462; Nacu, I, p. 514; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 261; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 748).

4. Când copilul invoacă posesiunea sa de stat de copil legitim pentru a-și stabili filiațiunea, nu este nevoie să facă dovada nașterii mamei și a identității sale cu copilul născut, de oarece proba posesiunii de stat cuprinde în mod implicit și aceste două fapte. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 908, 909; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 243; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 260; G. Plastara, I, p. 352; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 747).

5. Prin cuvintele: „posesiune constantă” din art. 320 c. civ. fr. (293 c. civ. rom.), legiuitorul a înțeles o posesiune continuă și neîntreruptă, începând de la nașterea copilului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 910; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 261, 262, 263; Comp.: Demolombe, V, No. 209; Laurent, III, No. 405; Baudry et Chéneaux, III, No. 464; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1389; Planiol et Ripert, II, No. 744; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 260; Nacu, I, p. 512; Plastara, I, p. 351).

6. Posesiunea de stat stabilește în mod absolut și direct atât filiațiunea față de mamă cât și filiațiunea față de tată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 909; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 118; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 263; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1390; Planiol et Ripert, I, No. 18; II, No. 747).

7. Posesiunea de stat stabilită de către copil, poate fi combătută de partea

adversă prin orice mijloace de dovadă. (Demolombe, V, No. 214 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 913; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 243; Laurent, III, No. 408 urm.; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 260, 261; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 263).

8. Pentru stabilirea legitimității copilului, nu este suficientă dovada posesiunea de stat, care stabilește numai filiațiunea, ci trebuie să se facă dovada și a existenței căsătoriei între părinți. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 909; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 118; Laurent, III, No. 395; Baudry et Chéneaux, III, No. 461; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1388; Planiol et Ripert, II, No. 747; Nacu, I, p. 515; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 264).

9. Numai în cazul când ambii părinți sunt încetați din viață, posesiunea de stat stabilește căsătoria părinților și deci legitimitatea copiilor, potrivit dispozițiilor art. 179 din codul civil român și sub condițiunea de a se dovedi posesiunea de stat a copiilor și ca ea să nu fie contrazisă de actele lor de naștere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 264, 266, nota 2).

10. A se vedea: art. 294 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Din comb. art. 179, 293 și 295 c. c. rezultă că o contestațiune în legitimitate poate fi invocată de toți cei cari au un interes moral sau patrimonial. Această contestație poate fi invocată oricând dacă actul de căsătorie al părinților, celui trecut în actul său de naștere ca fiu legitim, nu se prezintă și numai în cazul când posesiunea de stat concordă cu actul de naștere, contestațiunea nu poate fi primită.

În speță, din examinarea probelor invocate de recurentă în dovedirea posesiunii sale de stat, dovadă ce dânsa era obligată a o face în lipsa actului de căsătorie al părinților săi, Tribunalul stabilind în fapt deci în mod suveran că dânsa nu a făcut această dovadă, soluția instanței de fond că recurenta nu este fiică legitimă, are o bază legală. (Cas. I, dec. 2597 din 17 Mai 1926. Jur. Gen. 1926, No. 1259).

**Art. 294.** — Posesiunea de stat se statornicește prin întru-nirea de fapte îndestulătoare, ce arată legământul de filiațiune și rudenie între un individ și familia din care pretinde a face parte.

Cele mai de căpetenie din aceste fapte sunt: că acel individ a purtat în totdeauna numele părintelui al cărui fiu se pretinde a fi; că tatăl l-a tratat ca pe fiul său și a îngrijit, în această calitate, de creșterea, de întreținerea și de stabilirea sa.



Că a fost recunoscut în această calitate întotdeauna în societate.

Că a fost recunoscut în această calitate de către familie. (Civ. 179, 185, 293; Civ. Fr. 321).

*Text. fr. Art. 321.* — La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont,

Que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir;

Que le père l'a traité comme son enfant, et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société;

Qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

### Bibliografie (continuare).

DECUSARĂ C. E., *Notă* sub C. Apel Alger, S. I. 21 Iulie 1923, Jur. Gen. 1926, No. 770.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acte 12.	Interesate părți 14.
Act de naștere 4.	Legitimitate 13.
Aprecieri 5.	Limitativă enunțare 1.
Condițiile posesiunii de stat 6, 7.	Mamă 6, 7, 8.
Constantă posesiune de stat 2, 3, 4.	Marturi 9, 10, 11.
Deces 8, 14.	Moare 8, 14.
Dovadă, 1, 4, 7, 9-14.	Naștere 2, 8, 14.
Dovadă contrară 13, 14.	Nomen 1.
Enumerare enunțativă 1.	Parte interesată 14.
Enumerare limitativă 1.	Posesiune de stat 1 urm.
Fama 1.	Posesiune de stat constantă 2, 3, 4.
Filiațiune legitimă 1.	Prezumțiuni 9, 10, 11.
Inceput de dovadă scrisă 10.	Proba contrară 13, 14.
Incetare din viață 8, 14.	Tată 6, 7, 8.
	Titluri 12.
	Tractatus 1.

#### Doctrină.

1. Posesiunea de stat nu se stabilește numai prin faptele enunțate în art. 321 c. civ. fr. (294 c. civ. rom.) de oarece această enunțare este numai indicativă, iar nu limitativă și arată faptele care caracterizează de obicei posesiunea de stat: tractatus, nomen, fama; de asemenea nu e nevoie ca toate faptele arătate de acest articol să fie întrunite pentru stabilirea posesiunii de stat. (Duranton, III, No. 132; Demolombe, V, No. 208; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 908; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, p. 12; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 113; Laurent, III, No. 403; Baudry et Chéneaux, III, No. 463; Planiol et Ripert, I, No. 743; Nacu, I, p. 513; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 262, 263; Comp.: G. Plastara, I, p. 351).

2. Posesiunea de stat trebuie să fie constantă și să înceapă de la nașterea copilului și să dureze. (Demolombe, V, No. 209; Beudant, II, No. 506; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 910; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 244, 245; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 260; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 744; Plastara, I, p. 351).

3. În orice caz tribunalele vor aprecia împrejurările care stabilesc posesiunea de stat constantă. (Demolombe, V, No. 210; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, p. 12; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 246; Suppl., Paternité et filiation, No. 115; Planiol et Ripert, II, No. 744).

4. S'a decis că dacă copilul a încetat relațiunile cu familia sa în care avea o posesiune de stat de copil legitim și apoi ar avea o altă posesiune de stat contrară celeilalte, el ne mai având o posesiune constantă de stat, nu ar mai putea să-și stabilească filiațiunea de cât prin actul de naștere. (Demolombe, V, No. 210; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 246; Laurent, III, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 262, nota 1; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 910; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 260).

5. Tribunalele vor aprecia în mod suveran faptele de natură să stabilească posesiunea de stat. (Demolombe, V, No. 208; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 908; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, p. 12; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 240; Laurent, III, No. 403; Baudry et Chéneaux, III, No. 463 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 743; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 259, 260; Nacu, I, p. 513; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 263; Comp.: Toullier, II, No. 869, 870; Duranton, III, No. 132).

6. Pentru ca posesiunea de stat să poată fi folosită în stabilirea filiațiunii se cere ca ea să existe față de amândoi părinții, după cum rezultă din dispozițiile art. 321 c. civ. fr. (294 c. civ. rom.). (Demolombe, V, No. 211; Beudant, II, No. 506; Marcadé, Art. 320, 321, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 911; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, notele 14, 15, p. 11 urm.; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 249; Suppl., Paternité et filiation, No. 116; Laurent, III, No. 404; Huc, III, No. 35, 38; Baudry et Chéneaux, III, No. 464; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1387; Pla-

niol et Ripert, II, No. 745; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 260, 278; Nacu, I, p. 513; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 262; G. Plastara, I, p. 351).

7. După o altă părere, în cazul când copilul are posesiunea de stat numai față de unul dintre părinți, această împrejurare face dovada filiației numai față de acest părinte. (Bonnier, *Traité des preuves*, No. 128, 141; Dalloz, *Rép. Paternité et filiation*, No. 247).

8. În părerea întâi care cere ca posesiunea de stat să existe față de amândoi părinții, se admite că posesiunea de stat poate să existe numai față de unul dintre părinți în două cazuri: când copilul s'a născut după moartea tatălui său sau când mama a încetat din viață la nașterea copilului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 262; Comp.: Huc, III, No. 35).

9. Dovada posesiunii de stat poate fi făcută prin orice mijloace chiar cu martori și prezumțiuni (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 912; Dalloz, *Rép., Paternité et filiation*, No. 250; Suppl., *Paternité et filiation*, No. 117; Planiol et Ripert, II, No. 743; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 260; Nacu, I, p. 513; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 263).

10. Pentru admisibilitatea dovezii cu martori și prezumțiuni în stabilirea posesiunii de stat, nu este nevoie de un început de dovadă scrisă. (Demolombe, V, No. 212; Marcadé, Art. 322, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, p. 12; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 912; Dalloz, *Rép. Paternité et filiation*, No. 250; Suppl., *Paternité et filiation*, No. 117; Laurent, III, No. 405; Baudry et Chéneaux, III, No. 465; Planiol et Ripert, II, No. 743;

Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 260; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 263).

11. Deasemenea pentru admisibilitatea dovezilor cu martori și prezumțiuni, nu este necesar a se stabili în prealabil prezumțiuni și indicii grave, după cum cere art. 323 c. civ. fr. (296 c. civ. rom.) care își găsește aplicațiunea numai în cazul când nu există posesiune de stat. (Duranton, III, No. 130; Demolombe, V, No. 212; Marcadé, Art. 322, No. 2; Bonnier, *Traité de preuves*, No. 133; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, p. 12; Dalloz, *Rép., Paternité et filiation*, No. 250; Planiol et Ripert, II, No. 743).

12. Posesiunea de stat poate fi stabilită prin titluri. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 912; Dalloz, *Rép., Paternité et filiation*, No. 253).

13. Proba filiației legitime care rezultă din dovezile administrate pentru stabilirea posesiunii de stat, poate fi combătută prin proba contrară. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 913; Dalloz, *Rép., Paternité et filiation*, No. 255; Suppl., *Paternité et filiation*, No. 117; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 260, 261; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 263).

14. Ca dovadă contrară poate fi aceea ce pot s'o facă părțile interesate că soții nu au avut nici odată copil sau că copilul care s'a născut a încetat din viață. (Proudhon, II, p. 84, 85; Demolombe, V, No. 216; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 913; Dalloz, *Rép., Paternité et filiation*, No. 255; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 261).

15. A se vedea: art. 293 din codul civil cu notele respective.

**Art. 295.** — Nimeni nu poate reclama o stare civilă contrarie aceleia ce-i dă titlul său de naștere, și posesiunea de stat, conform <sup>1)</sup> acestui titlu.

Și vice-versa, nimeni nu poate contesta starea civilă aceluia ce are o posesiune de stat, conform <sup>2)</sup> titlului său de naștere. (Civ. 178, 179, 292, 294; Civ. Fr. 322).

*Text. fr. Art. 322.* — Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre;

Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

### Bibliografie (continuare).

- DOGAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 215 urm.;  
LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Regula de drept și jurisprudența actuală*, p. 77 urm., „O deviere în materie de contestație și posesiune de stat”;  
LEVY EDOUARD, *Notă sub C. Apel Paris S. I*, 30 Ian. 1924, *Jur. Gen.* 1926, No. 840.

1, 2) În loc de „conform” ar trebui citit „conformă” fără virgulă înainte, după cum este și în textul francez corespunzător.



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de naștere 1-4, 6-9, 14-18, 20, 21.	inscriere în fals, 8, 9, 17.
Acțiune în contestație de legitimitate 5.	Interes 10, 11, 12, 19.
Acțiune în contestație de stat 5-15, 17, 19, 20, 21.	Interesate părți 10, 11, 12, 19.
Acțiune în petiție de ereditate 13.	Legitimare 21.
Acțiune în reclamație de stat 1-4, 14, 19, 20, 21.	Legitimare 5, 8, 17-21.
Căsătorie 18, 19, 21.	Mincinos nume 17.
Contestație de legitimitate 5.	Naștere 3, 5.
Contestație de stat 5-15, 17, 19, 20, 21.	Naturală filiațiune 19.
Copil legitim, a se vedea cuvântul: „Legitimitate”.	Nume mincinos 17.
Copil legitimat 21.	Părinți 3, 18, 19.
Copil natural 19, 20.	Părinți necunoscuți 3.
Definiție 5.	Parte interesată 10, 11, 12, 19.
Dovadă 15, 16, 17.	Petițiune de ereditate 13.
Excepțiune 13.	Poseziune de stat 1, 2, 4, 6, 7, 8, 14, 16-21.
Fals 8, 9, 17.	Prezumpțiune 8.
Familie 12.	Probă, a se vedea cuvântul: „Dovadă”.
Filiațiune legitimă, a se vedea cuvântul: „Legitimitate”.	Reclamație de stare civilă 1-4, 14, 19, 20, 21.
Filiațiune naturală 19, 20.	Redactare 9, 15, 16.
Identitate 5, 11, 16.	Rude 12.
	Substituire de persoană 15, 16.
	Succesiune 12.
	Titlu, a se vedea cuvintele: „Act de naștere”.

## Doctrină.

1. Copilul nu poate reclama o stare civilă contrarie aceleia ce rezultă din actul său de naștere și posesiunea sa de stat conformă acestui titlu. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 913; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 256; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1391, 1392; Planiol et Ripert, II, No. 749; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 261; Nacu, I, p. 514, 515; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 265).

2. Copilul poate face acțiune în reclamație de stat când nu are nici titlu, nici posesiunea de stat pe care pretinde s'o aibă. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 341; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1400; Planiol et Ripert, II, No. 752).

3. Deasemenea poate face acțiune în reclamațiune de stat când în titlul său este trecut ca născut din părinți necunoscuți. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 341).

4. Când copilul nu are titlu însă are posesiunea de stat pe care pretinde s'o aibă, el nu poate face acțiune în reclamație de stat. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 342; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 752; G. Plastara, I, p. 353; Contra: Merlin, Questions de droit, Question d'état, § 1).

5. Contestația de stat, care nu trebuie confundată cu contestația de legitimitate, este acțiunea prin care se contestă că cineva ar fi copilul unei persoane, negându-se fie nașterea mamei, fie identitatea cu copilul născut. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 913, 914; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 97, 98; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1400; Planiol et Ripert, II, No. 753; Comp.: Nacu, I, p. 519; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 265; G. Plastara, I, p. 352, 394).

6. Acțiunea în contestațiune de stat este totdeauna admisibilă afară de cazul când copilul are posesiune de stat conformă actului său de naștere. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 913, 914; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 256, 382; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 265; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1391, 1392; Planiol et Ripert, II, No. 749; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 261; Nacu, I, p. 514, 515; Plastara, I, p. 353).

7. Pentru ca acțiunea în contestație de stat să fie admisibilă se cere ca copilul să aibă sau numai posesiunea de stat, sau un titlu, fără ca posesiunea sa de stat să fie conformă acestui titlu. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 913, 914; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 167; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1391, 1392; Planiol et Ripert, II, No. 751; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 261; Nacu, I, p. 514, 515; Plastara, I, p. 353).

8. Când copilul are titlu și posesiunea constantă de copil legitim, există o prezumpțiune legală a filiațiunii care nu poate fi atacată; prin urmare nu se poate ataca, în acest caz, în fals titlul copilului, pentru ca apoi să se poată combate posesiunea de stat. (Duranton, III, No. 133 bis; Demolombe, V, No. 226; Baudry et Chéneaux, III, No. 466; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 262; Comp.: G. Plastara, I, p. 353).

9. Când însă se pretinde că după redactarea actului de naștere, el a fost falsificat, se poate ataca în fals acest act. (Demolombe, V, No. 225; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 914; Baudry et Chéneaux, IV, No. 466).

10. Acțiunea în contestație de stat poate fi exercitată de orice persoană interesată. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 381; Suppl., Paternité et filiation, No. 168; Laurent, III, No. 483; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1394).

11. Interesul, pentru a se putea exercita acțiunea în contestație de stat, poate fi atât de ordin material cât și de ordin moral. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, bis, p. 20; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 381; Suppl., Paternité et filiation, No. 168; Laurent, III, No. 483).

12. Orice membru din familie poate face acțiune în contestație de stat, chiar dacă nu este vorba de culegerea unei succesiuni, ci numai în scopul pentru ca o persoană să nu poarte numele familiei. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 381).

13. Contestația de stat poate fi făcută nu numai pe cale de acțiune principală, ci și pe cale de excepțiune, de exemplu cu ocazia judecării unei acțiuni în petiție de ereditate intentată de către copil. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 168).

14. În cazul când identitatea persoanei care are posesiunea de stat cu identitatea celui trecut în actul de naștere nu este stabilită, dispozițiile art. 322 cod.



civ. fr. (295 cod. civ. rom.) nu-și mai găsec aplicațiunea și trebuiește luat în considerație actul de naștere. (Demolombe, V, No. 206; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 915; Aubry et Rau, VI, § 544, nota 13, p. 11; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 257; Suppl., Paternité et filiation, No. 119; Laurent, III, No. 407; Baudry et Chéneaux III, No. 462; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1391; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 262; Nacu, I, p. 514-515; Alexandresco, ed. 2-a II, p. 261, 262, nota 2, 265).

15. Când se contestă identitatea copilului pe motivul că s'a operat o substituțiune de persoană, după o părere, dovada acestei substituțiuni nu este admisibilă, fie că se pretinde că substituțiunea a avut loc înainte de redactarea actului de naștere, fie că se pretinde că substituțiunea a avut loc posterior redactării actului. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation No. 120; Laurent, III, No. 412; Planiol et Ripert, II, No. 750).

16. După o altă părere, se face o distincțiune: în cazul când se pretinde că substituțiunea a avut loc posterior redactării actului, dovada este admisibilă de oarece voește a se stabili că posesiunea de stat nu este conformă actului de naștere; în cazul însă când se pretinde că substituțiunea a avut loc anterior redactării actului, dovada nu este admisibilă de oarece posesiunea de stat este conformă actului de naștere. (Toullier, II, No. 881; Vallete sur Proudhon, II, p. 85; Demolombe, V, No. 223 urm.; Beudant, II, No. 514; Bonnier, Traité des preuves, I, No. 206; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 48 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, text și note 19, 20, p. 21, 22; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 257; Suppl., Paternité et filiation No. 120; Baudry et Chéneaux, III, No. 466; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 266; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 914; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 262; Nacu, I, p. 515).

17. Dovada filiațiunei care rezultă din actul de naștere și din posesiunea de stat conformă acestui titlu nu poate fi combătută nici prin înscrierea în fals nici prin dovada că copilul ar fi fost înscris sub un nume mincinos. (Duranton, III, No. 153 bis; Demolombe, V, No. 226; Massé et Vergé sur Zachariae I, p. 307, nota 15; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, p. 22; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 258; Comp.: Beudant, II, No. 513; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 48 bis, III).

18. Prin actul de naștere și posesiunea de stat conformă acestui titlu, se stabilește numai filiațiunea copilului și pentru a se stabili și legitimitatea lui trebuiește să se dovedească existența căsătoriei între părinții săi. (Merlin, Répertoire, Légitimité, section 1 § 2 question 4; Toullier, II, No. 88; Demolombe, V, No. 229; Demante et Colmet de Santerre, II No. 48

bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 545 bis; nota 22; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 336; Suppl., Paternité et filiation, No. 121; Laurent, III, No. 413; Huc, III, No. 38; Nacu, I, p. 515; Baudry et Chéneaux, III, No. 467, 468; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 266).

19. Pentru ca dispozițiunile art. 322 cod. civ. fr. (395 cod. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea, trebuiește a se stabili, căsătoria părinților. Persoanele interesate pot contesta căsătoria părinților și în cazul când reușesc a dovedi că nu există căsătorie, proba filiațiunei cade de la sine de oarece dispozițiunile acestui articol se aplică numai filiațiunei legitime iar nu și celei naturale. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 262).

20. Dispozițiunile art. 322 cod. civ. fr. (295 din codul civ. rom.) nu sunt aplicabile copiilor naturali, ci numai celor legitimi. (Demolombe, V, No. 481; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 67 bis, III, IV; Aubry et Rau, VI § 568 ter., nota 33, p. 180; Laurent, IV, No. 18; Baudry et Chéneaux, III, No. 707; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 267).

21. Deasemenea dispozițiunile art. 322 cod. civ. fr. (295 cod. civ. rom.) nu sunt aplicabile copiilor legitimați prin căsătorie subsequentă. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, nota 22, p. 70; Planiol, I, No. 1568; Baudry et Chéneaux III, No. 743; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 267).

22. A se vedea: art. 302 și 303 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. Când ambii părinți sunt decedați și nu se poate prezenta actul lor de căsătorie, legea prin art. 179 cod. civ. permite copilului născut din ei să-și dovedească legitimitatea, completând posesiunea de stat de soți căsătoriți a părinților cu posesiunea sa de stat de copil, legitim, dacă această posesiune nu e contrazisă prin actul său de naștere; iar conf. art. 295 al. 2 cod. civ., nimeni nu poate contesta starea civilă aceluia ce are o posesiune de stat conformă titlului său de naștere *sub singurul cuvânt* că nu se prezintă actul de căsătorie al părinților (art. 179 comb. cu 295 cod. civ.).

De unde rezultă că atunci când există probe directe și decisive că această posesiune de stat e mincinoasă, cum ar fi de exemplu dovada că părinții erau legați prin căsătorii anterioare și nedesfăcute cu alte persoane, în asemenea caz dovada posesiunei de stat urmează a fi respinsă ca inutilă, întrucât chiar dacă s'ar face pe această cale dovada existenței celei de a doua căsătorii, însă, fiind în calea ei un impediment dirimant de fond ca bigamia, ea nu ar putea produce nici un efect.



Arătarea făcută de ofițerul stărei civile în actul de naștere că cel născut are un tată legitim când în realitate e adulterin, se consideră legal ca inexistentă, iar potrivit art. 286 cod. civ. tatăl legitim

al copilului se consideră a fi bărbatul pe care-l arată actul de căsătorie al mamei. (Trib. Ialomița, s. II-a, Journ. din 24 Sept 1926 Jurispr. Gen. 1926 No. 1503).

2. A se vedea: art. 179, nota 1.

**Art. 296.** — În lipsă de titlu și de posesiune de stat statornică, ori dacă copilul a fost înscris, sau sub nume mincinoase, sau ca născut din tată și mamă necunoscuți, dovada filiației se poate face prin martori.

Cu toate acestea dovada nu poate fi primită decât atunci când există un început de dovadă înscris, oricând presumpțiunile sau indiciurile ce rezultă din fapte constatate sunt de o astfel de gravitate, încât să se poată primi admiterea dovezii prin martori. (Civ. 33, 38, 196, 292 urm., 297 urm., 308, 1191, 1197, 1199, 1203; Pr. civ. 162, 185 urm., 201 urm.; Civ. Fr. 323).

*Text. fr. Art. 323.* — A défaut de titre et de possession constante ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de filiation peut se faire par témoins.

Néanmoins cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

### Bibliografie (continuare).

DECUSARĂ C. E., *Notă sub C. Apel Alger*, S. I, 21 Iulie 1923, Jur. Gen. 1926, No. 770;  
GRIGORIAN CORNELIU, „*Recunoașterea forțată sau judiciară a copilului natural*“, Pand. Rom. 1925, IV, 74.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de naștere 1, 2, 3, 4, 10-13.	Martori 2, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 13.
Act scris 9.	Mărturisire 5.
Acțiune în reclamație de stat 1 urm.	Mincinoase nume 2, 3, 4.
Anulare 3, 4.	Naștere 2, 12.
Aprecieri 6, 7.	Nulitate 3, 4.
Constante fapte 5, 6, 7.	Nume mincinoase 2, 3, 4.
Documente 9.	Ofițer de stare civilă 3.
Dovadă 2, 4, 5, 6, 10-13.	Părinți necunoscuți 2, 3, 4.
Fals 3, 4.	Posesiune de stat 1, 2, 6, 9.
Fapte constante 5, 6, 7.	Prezumpțiuni 5, 6, 7, 11, 13.
Filiațiune 2, 4, 6, 9, 10, 11, 13.	Probă, a se vedea cuvântul: „Dovadă”.
Început de dovadă 9, 11, 13.	Reclamație de stat 1 urm.
Indiciu 5, 6, 7, 11, 13.	Registre de stare civilă 10, 11.
Inscriere în fals 3, 4.	Tată necunoscut 2, 3, 4.
Inscrieris 9.	Titlu, a se vedea cuvântul: „Act de naștere”.
Legitimitate, a se vedea cuvântul: „Filiațiune”.	
Mamă necunoscută 2, 3, 4.	

### Doctrină.

1. Copilul care are o posesiune de stat fără titlu sau un titlu fără posesiune de stat, poate reclama, conform art. 323 cod. civ. fr. (296 cod. civ. rom.) o altă stare ci-

vilă, decât aceea ce i-o dă titlul sau posesiunea sa de stat; (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 916, 917; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544; nota 23, p. 14; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 124; Laurent, III, No. 416; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1393; Planiol et Ripert, II, No. 752; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 262, 263; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 268; G. Plastara, I, p. 353).

2. Dovada filiației cu martori, după art. 323 cod. civ. fr. (296 cod. civ. rom.) este admisibilă: 1) În lipsă de titlu și de posesiune de stat statornică; 2) Când copilul a fost înscris în actul de naștere sub nume mincinoase sau ca născut din tată și mamă necunoscuți. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 916, 917; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 265; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1393; Planiol et Ripert, II, No. 752; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 262; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 260, 263, 268, 269; Comp.: G. Plastara, I, p. 353).

3. În cazul când în actul de naștere copilul a fost înscris sub nume mincinoase ca născut din tată și mamă necunoscuți, după părerea dominantă, copi-



lul nu trebuie să se înscrie în prealabil în fals pentru a cere anularea actului de naștere de oarece actul de naștere nu are credința până la înscrierea în fals decât pentru faptele constatate personal de ofițerul de stare civilă. (Toullier, II, No. 905; Valette sur Proudhon, II, p. 89; Demolombe, V, No. 239; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, nota 24, p. 14; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 267; Suppl., Paternité et filiation, No. 126; Laurent, III, No. 415).

4. După o altă părere, înainte de a se admite martori pentru stabilirea filiațiunii, în cazul când copilul a fost înscris în actul de naștere sub nume mincinoase sau ca născut din tată și mamă necunoscuți, acest act trebuie anulat pe calea înscrierii în fals. (Merlin, Répertoire, Maternité, No. 6; Proudhon, II, p. 88; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 267).

5. Pentru admisibilitatea dovezii cu martori în cazul când există presupțiuni sau indicii să rezulte din fapte constatate adică din fapte sau mărturisite de partea adversă sau stabilite în mod legal. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 920; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 277; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 759, 761; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 264; Nacu, I, p. 516, 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 268, 269; Plastara, I, p. 355).

6. Copilul ar putea fi admis a dovedi cu martori oarecare fapte de posesiune de stat, pe care le invoacă cu titlul de presupțiuni și indicii, după care odată stabilite aceste fapte și apreciate de judecată ca constituind presupțiuni și indicii, să fie admis a-și dovedi filiațiunea prin martori. (Valette sur Proudhon, II, p. 91; Demolombe, V, No. 262; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 919; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 277; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1397; Planiol et Ripert, II, No. 761; Baudry et Chéneaux, III, No. 471; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 268; Comp.: Nacu, I, p. 517).

7. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă faptele sunt constatate și dacă presupțiunile și indiciile cari rezultă din aceste fapte sunt îndeajuns de grave pentru a fi admisibilă dovada cu martori. (Bonnier, Traité des preuves, No. 140; Aubry et Rau, VI, § 544, p. 14; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 278; Suppl., Paternité et filiation, No. 130; Laurent, III, No. 418; Baudry et Chéneaux, III, No. 473; Planiol et Ripert, II, No. 759, 761; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 264; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 268, 269).

8. Pentru stabilirea filiațiunii prin martori se vor dovedi două fapte: nașterea mamei și identitatea reclamantului cu copilul născut. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 287; Suppl., Paternité et filiation, No. 131; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1395).

9. Dacă nu există un început de do-

vadă scrisă, posesiunea de stat de copil legitim poate fi stabilită prin fapte și documente din cari rezultă că posesiunea de stat a fost continuă, pașnică, publică și neechivocă. (Huc, III, No. 40).

10. Aplicațiunea art. 232 cod. civ. fr. (296 cod. civ. rom.) și art. 46 cod. civ. fr. (33 cod. civ. rom.) a dat loc la dificultăți: După părerea dominantă, când nu au existat registre de stare civilă sau s'a pierdut proba filiațiunii se va face prin martori conform art. 46 cod. civ. fr. (33 cod. civ. rom.); iar în cazul când există registre însă în ele nu se găsește trecut actul de naștere al copilului, proba filiațiunii se va face conform art. 323 cod. civ. fr. (296 cod. civ. rom.). (Valette sur Proudhon, II, p. 102; Duvergier sur Toullier, II, No. 887; Demolombe, V, No. 233, 234; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 308, 309, nota 20; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 924; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, nota 22, p. 13; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 266; Suppl., Paternité et filiation, No. 122; Laurent, III, No. 425; Huc, III, No. 43; Baudry et Chéneaux, III, No. 467; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1399; Planiol et Ripert, II, No. 758; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 264, 265; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 271; Comp.: Nacu, I, p. 516; G. Plastara, I, p. 356, 357).

11. După o a doua părere, se spune că art. 323 cod. civ. fr. (296 cod. civ. rom.), a modificat dispozițiile art. 46 c. civ. fr. (33 cod. civ. rom.) și proba cu martori nu ar putea fi admisă decât în cazul când s'ar face dovada că nu au existat registre sau s-au pierdut și cu condițiunea ca să existe un început de dovadă scrisă sau presupțiuni sau indicii grave. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 266).

12. După a treia părere, se spune că art. 46 cod. civ. fr. (33 cod. civ. rom.) privește numai proba nașterii pe când art. 323 cod. civ. fr. (296 cod. civ. rom.) privește proba filiațiunii, fapte cu totul diferite unul de altul. (Delvincourt, I, p. 35, nota 3; Duranton, III, No. 141; Marcadé, art. 323; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 266).

13. După a patra și ultima părere, articolul 323 cod. civ. fr. (296 cod. civ. rom.) a înlocuit art. 46 cod. civ. fr. (33 cod. civ. rom.); așa încât în toate cazurile când nu se poate produce actul de naștere, filiațiunea va putea fi dovedită prin martori cu condițiunea ca să existe un început de dovadă scrisă sau presupțiuni sau indicii grave. (Toullier, II, No. 885; Coin-Delisle, Actes de l'état civil, p. 28, No. 13; Dalloz, Rép. Paternité et filiation, No. 266).

14. A se vedea: art. 295, 297 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Simplul fapt că un copil care nu are nici un titlu, nici posesiune de stat.



a fost declarat pe nume mincinos, face ca filiațiunea lui să devie suspectă și lasă o puternică prezumpțiune că el nu este născut din căsătorie. (Trib. Ilfov, s. I, c. c., 651 din 14 Iunie 1926, Dreptul 34/1926).

2. Bărbatul nu este ținut să intente acțiunea în tăgadă de paternitate pe care i-o dă legea cu regulile restrictive și îngrădită în anume termen, decât atunci când copilul își sprijină filiațiunea pe actul seu de naștere, fiindcă numai în acest caz prezumpția stabilită de art. 286 codul civil își păstrează toată puterea sa; când însă copilul lipsit de act de naștere și posesie de stat sau înscris pe nume mincinos, isbutește, prin o acțiune în justiție intentată în virtutea art. 296 cod. civil, cu martori și prezumpțiuni să facă dovada filiațiunii sale față de mamă, bărbatul sau moștenitorii lui, potrivit art. 298 cod. civil, pot să facă dovada con-

trară prin orice probe și ori și când, fiindcă acțiunea acordată de acest text de lege nu mai este supusă termenelor din art. 290 și 291 cod. civil și nici decăderii prevăzută de art. 288 din acelaș cod. (Trib. Ilfov, s. I c. c., 651 din 14 Iunie 1926, Dreptul 34/1926).

3. Pentru ca moștenitorii bărbatului să poată face dovada contrară împotriva celui ce și-a stabilit filiațiunea maternă în conformitate cu art. 296 din cod. civil nu este nevoie ca ei să se întemeieze pe probe cari să emane chiar de la sot, de oarece legea nu cere nicăeri aceasta, ci din contra art. 298 cod. civil, dispunând că proba contrarie se poate face prin toate mijloacele, face admisibile orice prezumpții și cu atât mai mult, acele cari ar reeși din chiar scrisorile mamei. (Trib. Ilfov, s. I c. c., 651 din 14 Iunie 1926, Dreptul 34/1926).

**Art. 297.** — Inceputul de dovadă înscris rezultă din titluri de familie, registre și hârtii casnice ale tatălui sau ale mamei, din acte publice sau chiar private, emanate dela una din părțile ce figurează în contestațiune, sau care ar avea vreun interes în chestiune dacă ar fi în viață. (Civ. 33, 296, 308, 1197; Civ. Fr. 324).

*Text. fr. Art. 324.* — Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

### Bibliografie (continuare).

GRIGORIAN CORNELIU, „Recunoașterea forțată sau judiciară a copilului natural“, Pand. Rom. 1925, IV, 74.

### Doctrină.

1. Scrisorile intră în cadrul articolului 324 cod. civ. fr. (297 cod. civ. rom.) de oarece sunt acte private. (Demolombe, V, No. 246; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 309, nota 21; Beudant, II, p. 163; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 918; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, nota 28, p. 15; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 271; Suppl., Paternité et filiation, No. 127; Laurent, III, No. 417; Huc, III, No. 40; Baudry et Chéneaux, III, No. 471; Planiol et Ripert, II, No. 760; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 269; Comp.: Marcadé, art. 323 și 324, No. 2).

2. Scrisorile însă nu pot fi produse înaintea justiției decât cu permisiunea destinatarului. (Laurent, III, No. 417; Baudry et Chéneaux, III, No. 471; Planiol et Ripert, II, No. 760; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 269).

3. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă actele prezentate de părți și intrând în cadrul dispozițiilor art. 324 cod. civ. fr. (297 cod. civ. rom.), pot fi considerate ca un început de dovadă

scrisă. (Demolombe, V, No. 249; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, p. 14; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 275; Suppl., Paternité et filiation, No. 129; Laurent, III, No. 417, 418; Planiol et Ripert, II, No. 760).

4. Prin persoană „care ar avea interes dacă ar fi în viață“ din art. 324 cod. civ. fr. (297 cod. civ. rom.), se înțelege persoana care ar avea în instanță un interes contra interesului reclamantului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 918; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 273; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1396; Planiol et Ripert, II, No. 760; Nacu, I, p. 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 269; Comp.: Plastara, I, p. 354, 355).

5. Persoanele de la cari trebuiesc să emane înscrisurile, și chiar înscrisurile arătate de art. 324 cod. civ. fr. (297 cod. civ. rom.) sunt arătate în mod limitativ. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 270; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1396; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 269; G. Plastara, I, p. 355, 356).

6. A se vedea: art. 296 din codul civil cu notele respective.

**Art. 298.** — Dovada contrarie se va putea face prin toate mijloacele proprii de a statornici, că reclamantul nu e copilul mamei ce pretinde că are, sau, chiar fiind maternitatea dovedită, că nu e copilul bărbatului mamei. (Civ. 286, 290, 291, 296; Pr. civ. 205; Civ. Fr. 325).

*Text. fr. Art. 325.* — La preuve contraire pourra se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant du mari de la mère.

### Bibliografie (continuare).

DECUSARĂ C. E., *Notă sub C. Apel Alger*, S. I, 21 Iulie 1923, Jur. Gen. 1926, No. 770;  
DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 234.

### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 325 c. civ. fr. (298 c. civ. rom.) se referă la cazurile prevăzute de cele două articole precedente, adică atunci când copilul nu are nici titlu nici posesiune de stat și când ar fi fost înscris sub nume mincinoase. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 300 301; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 814; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 272, 273).

2. Dacă i s'a admis copilului dovada cu martori, proba rezultată din depunerile lor poate fi combătută de partea adversă tot prin proba cu martori, fără să fie necesar să existe un început de dovadă scrisă sau prezumpțiuni sau indicii rezultând din fapte constatate. (Delvincourt, I, p. 90, nota 4; Demolombe, V, No. 255; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 310, nota 26; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 921; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, nota 32, p. 15; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 288, 289; Suppl., Paternité et filiation, No. 132; Laurent, III, No. 420; Huc, III, No. 49; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1459; Planiol et Ripert, II, No. 762, 814).

3. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă mijloacele de probă prevăzute de art. 325 c. civ. fr. (298 c. civ. rom.) trebuiesc admise sau nu. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 134; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 272).

4. Orice parte interesată în instanță, are dreptul a cere proba contrară prevăzută de art. 325 c. civ. fr. (298 c. civ. rom.). (Merlin, Questions de droit, Légitimité, § 2; Demolombe, V, No. 145 urm., 260; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, p. 17; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 133; Laurent, III, No. 421; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 272, 273; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 814).

5. Mama are dreptul ca în arătarea sa să propună mijloacele de probă prevăzute de art. 325 c. civ. fr. (298 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 922 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 132; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 272).

6. În cazul când copilul a chemat în judecată odată cu mama sa și pe băr-

bat, acesta din urmă are dreptul să combată probele făcute de către copil prin contra-dovadă de oarece odată dovedită maternitatea, paternitatea sa rezultă de la sine în virtutea prezumpțiunii legale că bărbatul este tatăl copilului conceput în timpul căsătoriei; dacă el nu reușește să combată maternitatea mamei, el are dreptul să dovedească prin orice mijloace că nu este tatăl reclamantului, fără să uzeze de acțiunea în dezavuare. (Merlin, Répertoire, Légitimité, section 2, 4 § 4, No. 7; Toullier, II, No. 895; Valette sur Proudhon, II, p. 75, 77; Duranton, III, No. 137; Demolombe, V, No. 259 urm.; Marcadé, Art. 325, No. 1; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 310, notele 27, 28; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 923; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544, nota 32, p. 15; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 293 urm., 711; Suppl., Paternité et filiation, No. 132; Laurent, III, No. 425; Huc, III, No. 50; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 815, 816; Nacu, I, p. 518; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 271, 272, 274).

7. După o altă părere, în acest caz, bărbatul trebuie să recurgă la calea tăgăduirii de paternitate pe care însă o va face sub formă de excepțiune. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 278, 279, 334, 354; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 815, 816).

8. În cazul când copilul a chemat în cauză numai pe mama sa și dacă prin hotărâre s'a decis că mama l'a născut la o epocă în care ea era căsătorită, copilul nu și-a dovedit în același timp și legitimitatea față de bărbatul mamei sale, de oarece el nu a luat parte la judecarea acțiunii și hotărârea obținută nu-i poate fi opozabilă. (Proudhon, II, No. 74; Demolombe, V, No. 258; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 922; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 298; Laurent, III, No. 422; Huc, III, No. 49; Baudry et Chéneaux, III, No. 475; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 272, 273, 274).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Bărbatul nu este ținut să intenteze acțiunea în tăgadă de paternitate pe



care i-o dă legea cu regulile restrictive și îngrădită în anume termen, decât atunci când copilul își sprijină filiațiunea pe actul său de naștere, fiindcă numai în acest caz prezumpția stabilită de art. 286 codul civil își păstrează toată puterea sa; când însă copilul lipsit de act de naștere și posesie de stat sau înscris pe nume mincinos, isbutește, prin o acțiune în justiție intentată în virtutea art. 296 cod. civil, cu martori și prezumpțiuni să facă dovada filiațiunii sale față de mamă, bărbatul sau moștenitorii lui, potrivit art. 298 cod. civil, pot să facă dovada contrară prin orice probe și ori și când, fiindcă acțiunea acordată de acest text de lege nu mai este supusă termenelor din art. 290 și

291 cod. civil și nici decăderii prevăzută de art. 288 din acelaș cod. (Trib. Ilfov s. I c. c., 651 din 14 Iunie 1926, Dreptul 34/1926).

2. Pentru ca moștenitorii bărbatului să poată face dovada contrară împotriva celui ce și-a stabilit filiațiunea maternă în conformitate cu art. 296 din codul civil, nu este nevoie ca ei să se întemeze pe probe care să emane chiar de la soț, de oarece legea nu cere nicăeri aceasta, ci din contra art. 298 cod. civil, dispunând că proba contrarie se poate face prin toate mijloacele, face admisibilă orice prezumpție și cu atât mai mult, acele cari ar reeși din chiar scrisorile mamei. (Trib. Ilfov s. I c. c., 651 din 14 Iunie 1926, Dreptul 34/1926).

**Art. 299.** — Tribunalele civile vor fi singure competente a hotărâri asupra reclamațiilor privitoare la starea civilă. (Civ. 84 urm., 180 urm., 182, 216, 300 urm.; C. com. 884; Pr. Civ. 80, 340; Civ. Fr. 326).

*Text. fr. Art. 326.* — Les tribunaux civils seront seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat* p. 244 urm.;  
HAMANGIU C., *Observație sub Cas. crim. fr. 18 Ian. 1920, Pand. Rom. 1925, III, 26; Observație sub Trib. Bourg (Ain) 9 Martie 1921, Pand. Rom. 1925, III, 26.*

### Doctrină.

1. Acțiunea în reclamație de stat nu poate fi dusă decât înaintea tribunalelor civile de județ. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 926; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1403; Planiol et Ripert, II, No. 754; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 323; Nacu, I, p. 524; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 274, 275).

2. Dispozițiile art. 326 și 327 c. civ. fr. (299 și 300 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea atât în reclamațiunile de stat, cât și în contestațiunile de stat în materie de filiațiune. (Demolombe, V, No. 327; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, p. 22; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 373; Suppl., Paternité et filiation, No. 171; Laurent, III, No. 486; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 323; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 274, nota 2).

3. Dispozițiile art. 326 și 327 c. civ. fr. (299 și 300 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea numai la reclamațiunile de

stat în materie de filiațiune iar nu și la alte materii. (Demolombe, V, No. 276 bis; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 373, 374; Baudry et Chéneaux, III, No. 598; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1405; Planiol et Ripert, II, No. 757; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 325; Nacu, I, p. 523, 524; Contra: Blanche, V, No. 187).

4. Dispozițiile art. 326 și 327 c. civ. fr. (299 și 300 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la filiațiunea legitimă cât și la filiațiunea naturală. (Demolombe, V, No. 530 urm.; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 70 bis, IV; Laurent, IV, No. 25; Baudry et Chéneaux, III, No. 701; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1507; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 280).

5. Dispozițiile art. 299 și 300 c. civ. român, nu se aplică chestiunilor de stat privitoare la adopțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 280).

6. A se vedea: art. 300 din codul civil cu notele respective.

**Art. 300.** — Acțiunea criminală în contra unui delict pentru suprimarea stărei civile, nu va putea începe decât după ce s'a dat hotărârea definitivă asupra chestiunii stărei civile. (Civ. 38, 39, 180, 181, 299, 302; C. p. 275; Pr. pen. 8, 21; Civ. Fr. 327).



*Text. fr. Art. 327.* — L'action criminelle contre un délit de suppression d'état, ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune civilă 1, 12, 13, 14, 15.	Legitimitate 5, 7, 8, 10, 11.
Acțiune în contestație de stat 4, 6.	Lucru judecat 11.
Acțiune în reclamație de stat 3, 4, 6, 7.	Maxima „La criminel tient le civil en état” 4, 8, 12, 13, 14.
Acțiune publică 1, 10-15.	Minister Public 12, 13, 14, 15.
Adopțiune 6.	Moarte 3, 15.
Atentat 9.	Mortentori 15.
Autoritate de lucru judecat 11.	Parchet 12-15.
Chestiune prejudicială 8, 12, 13, 14.	Parte civilă 12-15.
Civil tribunal 1.	Penal tribunal 1.
Civilă acțiune 1, 12, 13, 14, 15.	Prejudecare 8.
Contestație de stat 4, 6.	Prejudicială chestiune 8, 12, 13, 14.
Copil legitim, a se vedea cuvintele: „Filiațiune legitimă”.	Procuror 12-15.
Copil natural, a se vedea cuvintele: „Filiațiune naturală”.	Publică acțiune 1, 10-15.
Crime 1, 2, 10.	Răpire 9.
Deces 3, 15.	Reclamație de stat 3, 4, 6, 7.
Delicte 2, 8, 10, 12, 14, 15.	Renunțare 15.
Filiațiune legitimă 5, 7, 8, 10, 11.	Stare civilă 2, 6, 8.
Filiațiune naturală 5.	Stingere 15.
Incetare din viață 3, 15.	Succesori 15.
Incident 10.	Suprimare de stare civilă 12-15.
	Suspendare 1, 12.
	Tănuire 9.
	Tribunal civil 1, 12, 13, 14.
	Tribunal penal 1, 10-14.

Doctrină.

1. Art. 327 c. civ. fr. (300 c. civ. rom.) constituie o derogare de la regulă că „le criminel tient le civil en état” și dispune că chestiunea de stat trebuiește mai întâi judecată de tribunalele civile. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 364; Suppl., Paternité et filiation, No. 162; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1406; Planiol et Ripert, II, No. 756; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 323, 324; Nacu, I, p. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 275; Plastara, I, p. 394, 395).

2. Regula pusă în art. 327 c. civ. fr. (300 c. civ. rom.) își găsește aplicațiunea la toate crimele și delictele prin care s'a luat adevărata stare civilă a unui copil sau i s'a dat o alta care nu era a să. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, nota 24, p. 23; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 365; Suppl., Paternité et filiation, No. 163; Laurent, III, No. 476; Planiol et Ripert, II, No. 757; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 323; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 274, nota 3).

3. Dispozițiile art. 327 c. civ. fr. (300 c. civ. rom.) își găseesc aplicațiunea chiar după încetarea din viață a copilului, cât timp poate fi încă intentată acțiunea în reclamație de stat. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 372).

4. Dispozițiile art. 326 și 327 c. civ. fr. (299 și 300 c. civ. rom.) își găseesc aplicațiunea atât în reclamațiunile de stat cât și în contestațiile de stat. (Demolombe, V, No. 327; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, p. 22; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 373; Suppl., Paternité et filiation, No. 171; Laurent, III, No. 486).

5. Dispozițiile art. 327 c. civ. fr. (300 c. civ. rom.) își găseesc aplicațiunea atât la filiațiunea legitimă cât și la filiațiunea naturală. (Demolombe, V, No. 530 urm.; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 70 bis, IV; Laurent, IV, No. 25; Baudry et Chéneaux, III, No. 701; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1507; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 280).

6. Dispozițiile art. 299 și 300 c. civ. rom., nu se aplică chestiunilor de stat, românești, la adopțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 280).

7. Dispozițiile art. 326 și 327 c. civ. fr. (299 și 300 c. civ. rom.) își găseesc aplicațiunea numai la reclamațiunile de stat în materie de filiațiune, iar nu și la alte materii. (Demolombe, V, No. 276 bis; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 53 bis, VI; Beudant, II, No. 629; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 373, 374; Huc, III, No. 56; Baudry et Chéneaux, III, No. 598; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 325; Nacu, I, p. 524, 525; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 279, 280).

8. Când hotărârea ce trebuiește dobândită în judecarea unei acțiuni publice, nu prejudecă chestiunea de stare civilă, deși delictul ar putea influența asupra ei, dispozițiile art. 327 c. civ. fr. (300 c. civ. rom.), nu-și găseesc aplicațiune. (Demolombe, V, No. 275; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 370; Suppl., Paternité et filiation, No. 164; Questions préjudicielles, No. 27; Garraud, Précis, No. 439; Comp.: Nacu, I, p. 524).

9. Dispozițiile art. 327 c. civ. fr. (300 c. civ. rom.), nu-și găseesc aplicațiunea în atentatele contra persoanei copilului, cum ar fi: răpirea, ascunderea unui copil furat, etc. (Demolombe, V, No. 273 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 292, nota 34; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 544 bis, nota 24, p. 23; Dalloz, Rép., Suppl., Questions préjudicielles, No. 27; Garraud, Précis, No. 439; Le Sellyer, Traité, II, No. 657 urm.; Laurent, III, No. 477; Huc, III, No. 55; Baudry et Chéneaux, III, No. 596; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 277, 278; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 757; Nacu, I, p. 524).

10. Tribunalele penale pot statua asupra chestiunilor de filiațiune ce se prezintă în mod incidental cu ocazia judecării unei crime sau delict. (Demolombe, V, No. 276 ter.; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 375, 376; Suppl., Questions préjudicielles, No. 33; Le Sellyer, Traité, II, No. 663; IV, No. 1511; Garraud, Précis, No. 439; Bonnier, Traité des preuves, No. 200; Baudry et Chéneaux, III, No. 599; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1405; Colin et Capitant, ed. 4-a, I,



p. 325, 326; Nacu, I. p. 524, 525; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 278, 279; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 757).

11. Rezolvirea chestiunii de filiațiune de către tribunalele penale, are efect numai cu privire la acțiunea judecată de către ele, de oarece ele nu pot hotărî în mod definitiv și general chestiunea de filiațiune. (Demolombe, V, No. 276 ter.; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 375, 376; Bonnier, Traité des preuves, No. 200; Le Sellyer, IV, No. 1511; Baudry et Chéneaux, III, No. 599; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1405; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 326; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 279).

12. După părerea dominantă, chiar dacă partea civilă nu introduce acțiunea înaintea instanțelor civile, ministerul public nu are dreptul a urmări înaintea instanțelor penale acțiunea publică în contra unui delict pentru suprimare de stare civilă. (Toullier, II, No. 902, 903; Duranton, III, No. 165; Demolombe, V, No. 270; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 291, 292, notele 23 urm.; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 53 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 925, 928, 929; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, nota 25, p. 23. Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 368; Suppl., Paternité et filiation, No. 164; Questions préjudicielles, No. 30; Le Sellyer, II, No. 651; Faustin-Hélie, Traité de l'instruction criminelle, II, No. 837 urm.; Blanche, Etudes pratiques sur le code pénal, V, No. 260; Garraud, Précis, No. 439; Laurent, III, No. 473; Huc, III, No. 53, 54. Baudry et Chéneaux, III, No. 595; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1406; Planiol et Ripert, II, No. 756, 757; Colin et

Capitant, ed. 4-a, I, p. 323; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 275 urm.).

13. Potrivit dispozițiilor art. 327 c. civ. fr. (300 c. civ. rom.) chestiunea prevăzută de acest articol este prejudiciabilă chiar de acțiune iar nu numai de judecată: cât timp chestiunea de filiațiune nu a fost soluționată de către instanța civilă, acțiunea publică nu poate fi pusă în mișcare. (Demolombe, V, No. 270; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 929; Le Sellyer, II, No. 655; Huc, III, No. 53; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1406; Planiol et Ripert, II, No. 756, 757; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 325; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 275, 276).

14. După o altă părere în cazul când partea civilă se abține de la introducerea unei acțiuni înaintea tribunalelor civile, ministerul public poate să urmărească înaintea tribunalelor represive, acțiunea publică în contra unui delict pentru suprimarea stării civile. (Merlin, Questions de droit, Questions d'état, § 2; Marcadé, Art. 327, No. 2; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 368; Suppl., Questions préjudicielles, No. 30; Laurent, III, No. 473).

15. Când însă acțiunea civilă ar fi stinsă, cum ar fi în cazul când copilul ar fi murit fără moștenitori sau ar fi renunțat la acțiunea sa, ministerul public, are dreptul a pune în mișcare acțiunea publică pentru delictul de suprimarea stării civile, înainte de a se judeca acțiunea civilă. (Demolombe, V, No. 276; Laurent, III, No. 477; Nacu, I, p. 525; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 277).

16. A se vedea: art. 307 din codul civil cu notele respective.

**Art. 301. — Acțiunea pentru reclamarea stărei civile este neprescriptibilă în privirea copilului. (Civ. 302 urm., 963, 1844, 1890; Civ. Fr. 328).**

*Text. fr. Art. 328. — L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.*

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Achiesare 10.	Jurământ 8.
Acțiune în contestație de stat 2, 3, 5, 16.	Lege personală 17.
Acțiune în reclamație de stat 1, 3-9, 11-17.	Mărturisire 7.
Acțiune indirectă 12, 13.	Naturală filiațiune 15.
Acțiune personală 12, 13.	Nulitate 14.
Anulare 14.	Opoziție 11.
Apel 11.	Pecuniare drepturi 3, 4, 12, 13, 14.
Contestație de stat 2, 3, 5, 16.	Prescripție 1, 2, 3, 16, 17.
Convențiune 4.	Reclamație de stat 1, 3-9, 11-17.
Copil 1 urm.	Recurs 11.
Copil natural 15.	Renunțare 6, 7, 14.
Creditori 12, 13, 14.	Reprezentanți de drepturi 2.
Dezistare 9, 10.	Statut personal 17.
Drept pecuniar 3, 4, 12, 13, 14.	Străini 17.
Drept personal 12, 13.	Tranzacție 4, 5.

Filiațiune, a se vedea cuvintele. „Acțiune în contestație de stat”, „Acțiune în reclamație de stat”.

Filiațiune naturală 15.  
Hotărîre 11.  
Interes materiale 3, 4, 12, 13, 14.

#### Doctrină.

1. Cât timp trăește copilul, el are dreptul să facă acțiune pentru reclamarea stării civile, de oarece acțiunea în reclamația stării civile este imprescriptibilă în privința sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 931; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 348; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1401; Planiol et Ripert, I, No. 17; II, No. 763; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 339;



Nacu, I, p. 519; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 281, 283, 286, 287 nota 3; Plastara, I, p. 395).

**2.** Acțiunea în contestație de stat este imprescriptibilă atât față de copil cât și față de cei cari reprezintă drepturile sale. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, p. 24; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1401; Planiol et Ripert, II, No. 763; Nacu, I, p. 519; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286, 287, nota 3).

**3.** Drepturile pecuniare cari rezultă din acțiunile în reclamațiune de stat și în contestație de stat sunt însă prescriptibile. (Duranton, III, No. 143 urm.; Demolombe, V, No. 330; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 932; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, nota 13, p. 20; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 349, 385; Suppl., Paternité et filiation, No. 170; Laurent, III, No. 485; Baudry et Chéneaux, III, No. 590; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1401; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 282; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 20; Nacu, I, p. 519).

**4.** Acțiunea în reclamațiune de stat nu poate face obiectul unei convențiuni deci nici a unei tranzacțiuni. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 931; Beudant, II, No. 635; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 345; Suppl., Paternité et filiation, No. 169; Laurent, III, No. 427; Huc, III, No. 326; Baudry et Chéneaux, III, No. 581; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1402; Planiol et Ripert, I, No. 16; II, No. 763; Nacu, I, p. 519; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 281, 286, nota 3; Plastara, I, p. 395).

**5.** Copilul nu poate face tranzacție asupra stării civile însăși, însă poate face tranzacție asupra drepturilor pecuniare cari derivă din filiațiune. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1402; Planiol et Ripert, I, No. 20; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, II, p. 338, 339).

**6.** Copilul nu poate renunța expres sau tacit la acțiunea în reclamațiune de stat. (Toullier, II, No. 914; Duranton, III, No. 144; Demolombe, V, No. 802; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, p. 21; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 931; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 347; Laurent, III, No. 427; Huc, III, No. 326; Baudry et Chéneaux, III, No. 581; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1402; Planiol et Ripert, I, No. 16, 26; Nacu, I, p. 519; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286, nota 3).

**7.** Copilul neputând renunța la acțiunea sa în reclamațiune de stat, mărturisirea ce ar face-o în privința nelegitimității sale, nu-i poate fi opozabilă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 931; Laurent, III, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 281, 286, 287 nota 3).

**8.** Deasemenea nu se poate deferi jurământul decizor în materie de reclamație de stat. (Laurent, III, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286, 287, nota 3).

**9.** Copilul nu se poate dezista de la acțiunea în reclamațiune de stat și chiar dacă se dezistă, el poate introduce o nouă acțiune în reclamațiune de stat.

(Duranton, III, No. 144; Valette sur Proudhon, II, p. 117; Demolombe, V, No. 280; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 347; Laurent, III, No. 427; Baudry et Chéneaux, III, No. 581; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1402; Planiol et Ripert, I, No. 26; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286, 287, nota 3).

**10.** După o altă părere, copilul se poate dezista de la acțiunea în reclamație de stat. (Delvincourt, I, p. 90, nota 11).

**11.** Copilul nu poate achiesca la hotărârea pronunțată în contra sa și chiar dacă a achiesat are dreptul să uzeze de căile de reformare admise de lege. (Duranton, III, No. 144; Demolombe, V, No. 280; Beudant, II, No. 635; Dalloz, Rép., Acquiescement, No. 178, 179; Paternité et filiation, No. 347; Laurent, III, No. 427; Baudry et Chéneaux, III, No. 581; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286, 287, nota 3).

**12.** Creditorii copilului nu au dreptul, ca în virtutea dispozițiilor art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.), să exercite acțiunea în reclamație de stat în numele copilului chiar când din această stare ar decurge interese bănești, de oarece acest drept este personal al copilului. (Duranton, III, No. 160; Demolombe, V, No. 282 urm.; Huc, III, No. 57; Baudry et Chéneaux, III, No. 581; Planiol et Ripert, II, No. 764; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 282, nota 4, p. 286, nota 2).

**13.** După o altă părere, în cazul când interesul ar fi bănesc și actual, creditorii copilului au dreptul să introducă în numele debitorului lor, acțiune în reclamație de stat. (Valette sur Proudhon, II, p. 122; Beudant, II, No. 508; Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 312, nota 30, p. 125; VI, § 544 bis, p. 20; Laurent, III, No. 470; Planiol, ed. 6-a, I, No. 437).

**14.** În cazul când copilul renunță la un drept pecuniar care rezultă din filiațiunea sa, creditorii săi au dreptul să atace renunțarea în virtutea dispozițiilor art. 1167 c. civ. fr. (975 c. civ. rom.). (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 282, nota 4, în fine).

**15.** Dispozițiile art. 328 c. civ. fr. (301 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și la filiațiunea naturală iar nu numai la filiațiunea legitimă. (Demolombe, V, No. 514 urm.; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 632 urm.; Laurent, IV, No. 24; Baudry et Chéneaux, III, No. 702; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 280, 282).

**16.** Dispozițiile art. 328 c. c. fr. (301 c. c. rom.) se aplică atât reclamației de stare civilă cât și contestațiilor de stat. (Demolombe, V, No. 328; Laurent, III, No. 485; Huc, III, No. 57; Planiol ed. 6-a, I, No. 1401; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 280, nota 4).

**17.** În privința străinilor, pentru a se ști dacă acțiunea în reclamație de stat este sau nu prescriptibilă, trebuie să cercetăm legea lor națională, care le este aplicabilă. (Huc, III, No. 57; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 281).

**18.** A se vedea: art. 302 din codul civil cu notele respective.



**Art. 302.** — Acțiunea pentru reclamarea stărei civile nu se va putea porni de către moștenitorii copilului, care n'au reclamat decât când acesta ar fi murit minor, sau în termen de 5 ani după împlinirea etății majore. (Civ. 291 urm., 301, 303, 315, 342, 434, 653; Civ. Fr. 329).

*Text. fr. Art. 329.* — L'action ne peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclaté, qu'autant qu'il est décédé mineur, ou dans les cinq années après sa majorité.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune de rectificarea unui act de stare civilă 15.	Hotărîre 17.
Acțiune în contestație de stat 17.	Incetare din viață 1, 2, 5.
Acțiune în reclamație de stat 1-17.	Interes material 3, 4, 11, 13.
Acțiune indirectă 13.	Interes moral 11.
Autoritate de lucru judecat 17.	Legatar 7, 14.
Compromis 4.	Lucru judecat 17.
Contestație de stat 17.	Majoritate 1, 2.
Continuarea acțiunii 6.	Mandat 17.
Copil, a se vedea cuvântul: „Moștenitor” și 1, 2, 10, 11, 14.	Minoritate 1.
Creditori 13, 14.	Moarte 1, 2, 5.
Cura torul unei succesiuni 9.	Moștenitori 1, 3-8, 10-14, 17.
Deces 1, 2, 5.	Moștenitori neregulați 8.
Descendenți 10, 11.	Moștenire 12, 13.
Dezistare 4.	Naturală filiațiune 16.
Donatar 7.	Pecuniar drept 3, 4, 11, 13.
Dovada contrară 2.	Prescripție 5, 10, 11.
Drept pecuniar 3, 4, 11, 13.	Prezumpțiune 2.
Eroare materială 15.	Proba contrară 2.
Excepțiune 2.	Reclamație de stat 1-17.
Filiațiune legitimă 16.	Rectificare 15.
Filiațiune naturală 16.	Recunoaștere 2.
Fine de neprimire 2.	Renunțare 4, 12.
	Succesiune 12, 13.
	Succesiune vacantă 9.
	Succesori, a se vedea cuvântul: „Moștenitori”.
	Termen de cinci ani 1, 2.
	Testament 7, 14.
	Tranzacție 4.

## Doctrină.

1. Moștenitorii copilului au dreptul la acțiunea în reclamațiune de stare civilă, dacă copilul a încetat din viață fiind minor, sau înainte de expirarea termenului de cinci ani de la majoratul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 933, 934; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 353; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1408; Planiol et Ripert, II, No. 765; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 331; Nacu, I, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 283).

2. Faptul că copilul după ajungerea sa la majorat nu a introdus acțiune în reclamațiune de stat timp de cinci ani și apoi încetează din viață, constituie o prezumpțiune juris et de jure că el a recunoscut că nu are nici un drept la acțiune și finele de neprimire prevăzute de art. 329 c. civ. fr. (302 c. civ. rom.) este absolut și peremptoriu și nu permite admiterea probei contrare. (Toullier, II, No. 910; Duranton, III, No. 151; Demolombe, V, No. 294; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, nota 5, p. 18; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 353; Laurent, III, No. 465; Baudry et Chéneaux, III, No. 585; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 283,

284; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 933; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1408; Planiol et Ripert, II, No. 765).

3. Acțiunea în reclamație de stat pentru moștenitorii copilului, are un caracter pecuniar. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 932; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 354; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1410; Planiol et Ripert, I, No. 16; II, No. 766; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 336; Nacu, I, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 281, nota 2. 286).

4. De oarece acțiunea în reclamație de stat trece la moștenitori cu un caracter pur pecuniar, ea poate face, din partea lor, obiectul unei tranzacții, compromis, renunțare sau dezistare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 932; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 359; Laurent, III, No. 469; Baudry et Chéneaux, III, No. 588; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1410; Planiol et Ripert, I, No. 16; II, No. 766; Nacu, I, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286).

5. Acțiunea moștenitorilor în reclamațiune de stat se prescrie prin trecere de treizeci ani de la decesul autorului lor. (Toullier, II, No. 910; Proudhon, II, p. 121; Duranton, III, No. 151; Demolombe, V, No. 299; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 55 bis, III; Aubry et Rau, VI, § 544 bis, nota 14, p. 20; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 360; Laurent, III, No. 469; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 932; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1410; Baudry et Chéneaux, III, No. 591; Planiol et Ripert, II, No. 766; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 339; Nacu, I, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 281, nota 2).

6. Moștenitorii cari au dreptul a intenta acțiunea în reclamație de stat sau a continua acțiunea introdusă de către copil sunt toți acei cari în virtutea legii sau prin voința copilului sunt chemați a culege întreagă sau o parte din succesiunea sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 934; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 358; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1407; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286).

7. Legatarii și donatarii universali sau cu titlu universal, au dreptul să introducă acțiunea în reclamațiune de stat. (Toullier, II, No. 914; Proudhon, II, p. 119; Duranton, III, No. 158, 159; Demolombe, V, No. 297; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 289, nota 9; Marcadé, Art.



330, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 934; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 358; Laurent, III, No. 468; Baudry et Chéneaux, III, No. 582; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1407; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286).

8. Deasemenea și moștenitorii neregulați. (Toullier, II, No. 914; Proudhon, II, p. 119; Duranton, III, No. 158, 159; Demolombe, V, No. 297; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 289, nota 9; Marcadé, Art. 330, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 934; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 358; Laurent, III, No. 468; Baudry et Chéneaux, III, No. 582).

9. Deasemenea și curatorul unei succesiuni vacante. (Demolombe, V, No. 297; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 358; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286).

10. Descendenții direcți ai copilului sunt asimilați moștenitorilor și intră în categoria moștenitorilor despre care vorbesc art. 329 și 330 c. civ. fr. (302 și 303 c. rom.). (Toullier, II, No. 910; Proudhon, II, p. 121; Duranton, III, No. 151; Demolombe, V, No. 303 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 290, nota 17, p. 291, nota 21; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 55 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 544 bis, nota 10, p. 19, nota 14, p. 20; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 362; Suppl., Paternité et filiation, No. 155; Laurent, III, No. 468; Huc, III, No. 59; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1407; Nacu, I, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 287; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 936).

11. După o altă părere, descendenții copilului nu intră în categoria moștenitorilor prevăzuți de art. 329 și 330 c. civ. francez (302 și 303 codul civil român), de oare ce ei își reclamă dreptul lor propriu și nu lucrează numai într'un interes pecuniar, ci și unul moral așa în cât acțiunea lor nu se poate prescrie. (Marcadé, Art. 329, 330, No. 3; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 362; Baudry et Chéneaux, III, No. 583; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 935).

12. Pentru ca moștenitorii să aibă dreptul la acțiunea în reclamație de stat, trebuie ca ei să nu fi renunțat la succesiunea copilului. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 357).

13. Creditorii succesiunii și ai moștenitorilor au dreptul ca să introducă ac-

țiune în reclamație de stat, când lucrează într'un interes pur pecuniar și potrivit dispozițiilor art. 1166 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.). (Toullier, VI, No. 372; Valette sur Proudhon, II, p. 122; Demolombe, V, No. 282 urm., 301; Marcadé, Art. 1166, No. 2; Beudant, II, No. 508; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 361; Suppl., Paternité et filiation, No. 154; Laurent, III, No. 468; Baudry et Chéneaux, III, No. 582, 588; Nacu, I, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286, text și nota 1; Contra: Duranton, III, No. 160).

14. Legatarii particulari ai copiilor, fiind considerați ca creditorii ai moștenitorilor, au dreptul să facă acțiune în reclamație de stat. (Valette sur Proudhon, II, p. 122; Demolombe, V, No. 297; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 934; Beudant, II, No. 508; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, p. 18; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 361; Laurent, III, No. 468; Huc, III, No. 58; Baudry et Chéneaux, III, No. 582; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 286; Contra: Duranton, III, No. 160; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 160, p. 289).

15. Dispozițiile art. 329 și 330 c. civ. fr. (302 și 303 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în materie de rectificare de acte de stare civilă, de oarece în această materie nu se aduce atingere stării civile a copilului, ci se repară numai o eroare materială. (Toullier, II, No. 912; Duranton, III, No. 152; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 159; Comp.: Demolombe, I, No. 334; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 355).

16. Dispozițiile art. 302 și 303 c. civil român își găsesc aplicațiunea numai la filiațiunea legitimă iar nu și la filiațiunea naturală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 288).

17. De oarece acțiunile în reclamație de stat sau în contestație de stat trec la moștenitori, ele pot prin urmare aparține la mai multe persoane. Hotărârea obținută față de una dintre persoanele cari au dreptul la aceste acțiuni nu poate fi opozabilă celorlalte persoane de oarece una dintre ele nu are mandat legal să reprezinte pe celelalte. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 934, p. 474, nota 1).

18. A se vedea, art. 303 din codul civil cu notele respective.

**Art. 303.** — Moștenitorii pot urmări acțiunea deschisă de către copil, afară numai dacă acesta se va fi lepădat formal, sau ar fi lăsat să treacă 3 ani fără a o mai urmări însuși, socotindu-se de la cel din urmă act de procedură. (Civ. 291, urm., 301 urm., 653; Pr. civ. 253 urm., 316 urm., 343, 345; Civ. Fr. 330).

*Text. fr. Art. 330.* — Les héritiers peuvent suivre cette action lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en fût désisté formellement,



ou qu'il n'eût laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de la procédure.

### Doctrină.

1. Moștenitorii copilului pot continua acțiunea în reclamațiune de stat începută de către copil afară de cazul când el s'a dezistat de la acțiunea sa sau au trecut trei ani de la cel din urmă act de procedură, fără să fi urmărit această acțiune. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 933, 934; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 354; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1409; Planiol et Ripert, II, No. 765; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 331, 338, 339; Nacu, I, p. 520, 521; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 284).
2. Chiar dacă copilul în momentul decelului său nu ajunsesse la vârsta de 26 ani, adică nu trecuseră cinci ani de la majoratul său, dezistarea sau părăsirea acțiunii în timp de trei ani, stinge dreptul moștenitorilor de a intenta acțiunea în reclamație de stat, de oarece dezistarea sau inacțiunea timp de trei ani stinge nu numai procedura ci și acțiunea în reclamație de stat față de moștenitori. (Delvincourt, I, p. 90, nota 17; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 356; Suppl., Paternité et filiation, No. 161; Laurent, III, No. 466; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 285).
3. După o altă părere în cazul când copilul a încetat din viață înainte de vârsta de 26 ani, dezistarea sau părăsirea acțiunii în reclamație de stat timp de trei ani, stinge numai procedura iar nu și acțiunea față de moștenitori, așa în cât aceștia au dreptul a intenta acțiunea. (Duranton, III, No. 156; Demolombe, V, 291, 292; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 289; Marcadé, Art. 329, 330, No. 5; Demante et Colmet de Sarterre, II, No. 55 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, nota 9, p. 19; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 356; Suppl., Paternité et filiation, No. 161; Baudry et Chéneaux, III, No. 586; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1409; Planiol et Ripert, II, No. 765).
4. Deși renunțarea copilului la acțiunea în reclamație de stat nu-l poate lega

în ceea ce privește dreptul său moral, totuși renunțarea sa formală la această acțiune este opozabilă moștenitorilor de oarece renunțarea are valoare în ceea ce privește interesele pecuniare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 933; Laurent, III, No. 467; Huc, III, No. 58; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 339; Baudry et Chéneaux, III, No. 585; Nacu, I, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 281, 283, 284).

5. Chiar dacă dezistarea copilului la acțiunea în reclamație de stat nu fusese acceptată și perimarea acțiunii, prin trecere de trei ani de la cel din urmă act de procedură, nu fusese cerută de partea adversă, aceste două împrejurări închid de plin drept moștenitorilor dreptul de a continua acțiunea introdusă de copil, de oarece ele presupun intenția copilului de a nu mai da curs acțiunii sale. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 356; Suppl., Paternité et filiation, No. 160; Laurent, III, No. 465, 466; Huc, III, No. 58; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 284; Contra: Duranton, III, No. 156; Demolombe, V, No. 392; Marcadé, Art. 329, 330, No. 5; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 544 bis, nota 8, p. 18; Baudry et Chéneaux, III, No. 586; Planiol et Ripert, II, No. 765, nota 1, p. 647; Nacu, I, p. 521).
6. Deși procedura noastră civilă prevede un termen de doi ani pentru perimarea acțiunilor, în cazul prevăzut de art. 303 c. civil român, se va aplica termenul de perimare de trei ani prevăzut de acest articol iar nu termenul de doi ani prevăzut de procedura civilă, de oarece este vorba de un caz special pentru care legea prevede un termen mai lung de perimare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 285; Contra: Nacu, I, p. 521).
7. Dispozițiile art. 302 și 303 c. civ. român, își găsesc aplicațiunea numai la filiațiunea legitimă iar nu și la filiațiunea naturală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 288).
8. A se vedea: art. 302 din codul civil cu notele respective.

## CAPITOLUL III

### Despre copiii naturali.

#### Secțiunea I. — Despre legitimarea copiilor naturali<sup>1)</sup>.

**Art. 304.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>2)</sup>) Copiii născuți sau concepuți afară din căsătorie vor fi legitimați prin căsătoria făcută după naștere între tatăl și mama lor, când aceștia îi vor fi recunoscut

<sup>1)</sup> În codul civil francez, există și o a doua secțiune, intitulată: „Despre recunoașterea copiilor naturali”, secțiune ce a fost suprimată de legiuitorul român. A se vedea și nota sub art. 43, cod. civ.

<sup>2)</sup> Text vechiu al art. 304. — Copiii născuți sau concepuți afară din căsătorie, se vor putea legitima prin căsătoria, făcută după naștere între tatăl și mama lor, când aceștia îi vor fi recunoscut, chiar prin actul lor de căsătorie.

fie prin actul de naștere, fie prin act autentic anterior căsătoriei fie prin actul chiar de căsătorie.

Această regulă se aplică cu putere interpretativă a legii actuale.

Copie după actul autentic de recunoaștere va fi trimisă de grefierul tribunalului, unde a fost autentificat, la ofițerul stărei civile, care a înscris nașterea copilului spre a se face mențiune pe marginea actului.

Grefierul și ofițerul stărei civile, cari vor neglija îndeplinirea acestor forme vor fi pedepsiți cu amendă până la 100 lei. (Civ. 48, 62, 183, 184, 288, 307, 308, 652, 677 urm., 836; Reg. act. st. civ. 97, 129, 130; Legea asupra numelui din 18 Martie 1895, Art. 4; Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război cu privire la familia și averea celor mobilizați (Mon. Of. 22/1916), Art. 9; Decret-lege No. 1117 din 14 Mai 1918 (Mon. Of. 40/1918), Art. I; Civ. Fr. 331).

*Text. fr. Art. 331.* — Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

*Text. fr. Art. 331 (Modificat prin legea din 17 August 1897).* — Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

Il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

*Text. fr. Art. 331 (Modificat prin legile din 7 Noembrie 1907 și din 30 Decembrie 1915).* — Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce adultérin, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les ont légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaissent au moment de sa célébration. Dans ce dernier cas, l'officier de l'état civil qui procède au mariage constate la reconnaissance et la légitimation dans un acte séparé.

Lorsqu'un enfant naturel aura été reconnu par ses père et mère, ou par l'un d'eux postérieurement à leur mariage, cette reconnaissance n'emportera légitimation qu'en vertu d'un jugement rendu en audience publique après enquête et débat en chambre du conseil, lequel jugement devra constater que l'enfant a eu, depuis la célébration du mariage, la possession d'état d'enfant commun.

Les enfants adultérins sont légitimés, dans les cas suivants, par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les reconnaissent au moment de la célébration du mariage dans les formes déterminées par le premier paragraphe du présent article:

1<sup>o</sup> Les enfants nés du commerce adultérin de la mère lorsqu'ils sont désavoués par le mari ou ses héritiers;

2<sup>o</sup> Les enfants nés du commerce adultérin du père ou de la mère lorsqu'ils sont réputés conçus à une époque où le père ou la mère avait un domicile distinct en vertu de l'ordonnance rendue conformément à l'article 878 du Code de procédure civile et antérieurement à un désistement de l'instance, au rejet de la demande ou à une réconciliation judiciairement constatée.



Toutefois, la reconnaissance et la légitimation pourront être annulées si l'enfant a la possession d'état d'enfant légitime;

3° Les enfants nés du commerce adultérin du mari, dans tous les autres cas, s'il n'existe pas, au moment du mariage subséquent d'enfants ou de descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu.

Toute légitimation sera mentionnée en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

Cette mention sera faite à la diligence de l'officier de l'état civil qui aura procédé au mariage, s'il a connaissance de l'existence des enfants, sinon, à la diligence de tout intéressé.

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 106 urm.;  
 DOGAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat* p. 296;  
 GRIGORIAN I. CORNELIU, „*Recunoaşterea voluntară a copilului natural*”, Pand. Rom. 1925, IV, 53;  
 JUVARA ALFRED., *Notă sub Cas. I, 2053 din 19 Noembrie 1924*, Curier Jud. 37/1925;  
 PETIT EUGEN, *Observaţie sub C. Apel Limoges, 10 Nov. 1925*, Pand. Rom. 1926 III, 73.

### Doctrină.

#### Impărţirea materiei.

- I. Legitimarea copiilor naturali. Generalităţi, (No. 1—10).
- II. Condiţiunile legitimării, (No. 11—20).
- III. Contestaţia legitimării, (No. 21—34).
- IV. Recunoaşterea copiilor naturali. Generalităţi. Formele şi condiţiunile recunoaşterei, (No. 35—63).
- V. Contestaţia recunoaşterei copiilor naturali, (No. 64—84).
- VI. Convenţiuni. Prescripţie, (No. 85—91).
- VII. Procedură, (No. 92—95).
- VIII. Efectele recunoaşterei, (No. 96—102).
- IX. Drept internaţional, (No. 103—105).

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Absenţă 53.  
 Acceptare 54.  
 Act autentic 37-40, 42, 56, 61, 62, 63.  
 Act de căsătorie 7, 8, 11, 13-16, 18, 20, 47.  
 Act de naştere 22, 25, 61, 62.  
 Act de recunoaştere, a se vedea cuvântul: „Recunoaştere”.  
 Act sub semnătură privată 37.  
 Adulter 5.  
 Alienat 43, 44, 59.  
 Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.  
 Aprecieri suverană 46, 82.  
 Autoritate de lucru judecat 94.  
 Beţie 59.  
 Calitate 41.  
 Căsătorie, a se vedea cuvântul: „Legitimare” şi 1-24, 26, 36, 45, 49.  
 Căsătorie putativă 2.  
 Cercetarea maternităţii 17.  
 Cercetarea paternităţii 17.  
 Cod Calimah 10.  
 Cod Caragea 10.  
 Competenţă 63, 92.  
 Concepţiune 3, 6, 7, 46, 48, 51, 98.

Condemnare 50.  
 Confirmare 91.  
 Consiliu judiciar 48.  
 Consimţământ 40, 58, 59.  
 Constaţie 7, 21-31, 54, 64-81, 100, 101.  
 Constaţie de legitimitate 7.  
 Copil adulterin 5.  
 Copil incestuos 5.  
 Copil legitim 9.  
 Copil natural, a se vedea cuvintele: „Legitimare”, „Recunoaştere”.  
 Deces 52.  
 Dement 43, 44, 59.  
 Dezavuare 7.  
 Dol 58, 74-77, 83, 88.  
 Domiciliu 92.  
 Donaţiune 29.  
 D o v a d ă 34, 82, 83, 95, 100, 101.  
 Drept civil francez 5.  
 Drept civil român 5, 35, 36, 102.  
 Ebrietate 59.  
 Efecte 2, 52, 94, 97-100, 102.  
 Eroare 58, 74-77, 83, 88.  
 Falsă recunoaştere 67, 79, 82, 83, 89, 90, 92-95.  
 Familie 72, 73.  
 Femei fran- eză 105.  
 Femei măritată 49.

Femei româncă 105.  
 Formalităţi 8, 55, 73, 87.  
 Francez drept civil 5.  
 Greşier 61, 62.  
 Hotărâre 94.  
 I d e n t i t a t e 14, 15, 57, 100, 101.  
 Impedecare 3, 4.  
 Inadvertenţă 6.  
 Incepţuri de dovadă scrisă 101.  
 Incest 5.  
 Incetare din viaţă 52.  
 Incompetenţă 42.  
 Inexistenţa actului 59.  
 Inscriere 61, 62.  
 Intenţie 18, 19, 56.  
 Interes 30, 31, 33, 64-81, 84, 86, 90, 96.  
 Interzis 43, 44, 50.  
 Judecătorii de ocoale 63.  
 Lege personală 103, 104, 105.  
 Legitimare 1-34, 61, 62, 64, 65, 66, 102, 103, 105.  
 Legitimitate 7.  
 Lucru judecat 94.  
 Mandatar 38.  
 Marturi 95, 101.  
 Maternitate 97.  
 Menţiune 61, 62.  
 Mincinoasă recunoaştere 60, 79, 80, 82, 83, 89, 90, 92-95.  
 Minor 44-47, 93.  
 Moarte 52.  
 Moştenitori 7, 71, 74.  
 Muncă silnică 50.  
 Naştere 6, 7, 51, 61, 98.  
 Nebun 43, 44, 59.  
 Nulitate 24, 25, 30, 37, 41, 42, 43, 55, 58, 59, 60, 67, 74-81, 85-89, 91-95.  
 Ofiţer de stare civilă 61, 62.  
 Pedecă 3, 4.  
 Pedecă la căsătorie 3.

Persoană interesată, a se vedea cuvântul: „Interes”.  
 Personal statut 103, 104, 105.  
 Posesiune de stat 13, 16, 22, 25.  
 Prescripţie 85-91.  
 Presumpţiuni 95, 101.  
 Probă 31, 82, 83, 95, 100, 101.  
 Procurator 38.  
 Pubertate 46.  
 Putativă căsătorie 2.  
 Ratificare 94.  
 Real statut 103.  
 Recluziune 50.  
 Recunoaştere 8, 11-20, 24, 31, 35-105.  
 Recunoaştere falsă 60, 79, 80, 82, 83, 89-95.  
 Recunoaştere silită 17.  
 Refuz 20.  
 Revocare 29, 40.  
 Risipitor 48.  
 Român drept civil 5, 35, 36, 102.  
 Rude 30, 72, 73.  
 Sacramentali termini 56.  
 Stare civilă 84.  
 Statut personal 103, 104, 105.  
 Statut real 103.  
 Străini 103, 104.  
 Succesori 7, 71, 74.  
 Suverană apreciere 46, 82.  
 Tăgădă de paternitate 7.  
 Termini sacramentali 56.  
 Terţe persoane 99, 100, 101.  
 Tranzacţie 84.  
 Tribunalul 63.  
 Tutor 93.  
 Tutor ad hoc 32, 33.  
 Valabilitate 1, 2, 44, 45.  
 Vârsta 46.  
 Violenţă 58, 74-77, 83, 88.  
 Voiaţă 48-21, 46.

### Doctrină.

#### I. Legitimarea copiilor naturali. Generalităţi.

1. Numai o căsătorie regulată şi valabilă poate opera legitimarea copiilor naturali. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 941; Dalloz. Rép., Paternité et filiation, No.



463; Suppl., Paternité et filiation, No. 188; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1556; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 308, 309; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 301).

2. Căsătoria putativă are în privința legitimării copiilor naturali, aceleași efecte ca și o căsătorie contractată în mod valabil. (Pothier, Successions, I, section I, § 5, No. 1; Demolombe, V, No. 350, 359; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 941; Beudant, I, No. 291; Aubry et Rau, VI, § 546, p. 64, 65; Huc, III, No. 67; Baudry et Chéneaux, III, No. 736; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1556; Planiol et Ripert, II, No. 940; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 309; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 301; Matei Cantacuzino, p. 196).

3. Chiar dacă la epoca concepțiunii copilului ar fi existat o piedică la căsătoria părinților lui, legitimarea prin căsătorie subsequentă poate avea loc. (Merlin, Répertoire, Légitimation, section 2, § 2, No. 8; Demolombe, V, No. 345; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 57 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 942; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, nota 20, p. 69; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 452; Suppl., Paternité et filiation, No. 182; Laurent, IV, No. 179; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1561; Plastara, I, p. 403, 404; Contra: Delvincourt, I, p. 91, nota 3; Duranton, III, No. 170).

4. O căsătorie intermediară contractată de unul dintre părinți, nu constituie o piedică la legitimarea copiilor naturali. (Pothier, Contrat de mariage, VI, No. 421; Huc, III, No. 67; Baudry et Chéneaux, III, No. 737; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 300).

5. În dreptul civil român, spre deosebire de dreptul civil francez, copiii adulterini și incestueși pot fi legitimați prin căsătorie subsequentă. (Nacu, I, p. 528, 529; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 293, 294, nota 2, 300; Matei Cantacuzino, p. 196; Plastara, I, p. 403).

6. Textul art. 304 c. civ. rom., când arată că se pot legitima prin căsătorie, copiii concepți în afară de căsătorie, conține o inadvertență, de oarece același text arată mai apoi că copiii naturali se pot legitima prin căsătoria părinților făcută după nașterea lor, după cum se arată și în art. 306 din codul civil român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 293, nota 2; Comp.: Nacu, I, p. 529).

7. Copilul conceput înainte de căsătorie și născut în timpul căsătoriei, poate fi legitimat dacă părinții îl declară în actul de căsătorie; în acest caz legitimitatea copilului nu mai poate fi tăgăduită nici de bărbat, nici de moștenitorii săi. (Matei Cantacuzino, p. 196; Comp.: Plastara, I, p. 404).

8. Formele legitimării copiilor naturali prin căsătoria subsequentă a părinților lor, constă în aceea că în actul de căsătorie se face mențiune despre existența copiilor și despre recunoașterea lor

de către părinți prin însăși actul de căsătorie. (Nacu, I, p. 530).

9. Dispozițiile art. 322 c. civ. fr. (295 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la situațiunea copiilor legitimați ci numai la situațiunea copiilor legitimi. (Duranton, III, No. 133; Demolombe, V, No. 366; Aubry et Rau, VI, § 568 ter., nota 33, p. 688; Laurent, IV, No. 182; Baudry et Chéneaux, III, No. 741; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1568).

10. Legitimarea prin căsătorie subsequentă era necunoscută sub codul Caragea însă era cunoscută sub Codul Calimach. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 295 urm., 314, nota 2; Plastara, I, p. 402).

## II. Condițiunile legitimării.

11. Pentru ca o căsătorie să poată opera legitimarea copiilor naturali, se cere ca aceștia să fi fost recunoscuți fie înainte de căsătorie, fie chiar prin actul de căsătorie. (Duranton, III, No. 178; Demolombe, V, No. 361; Marcadé, Art. 331, No. 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, p. 65; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 941; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 466; Suppl., Paternité et filiation, No. 189; Laurent, IV, No. 170; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1557; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 308; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 302; Matei Cantacuzino, p. 195, 196; Plastara, I, p. 404, 405).

12. O recunoaștere a copiilor naturali, făcută posterior căsătoriei, nu poate opera legitimarea lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 941; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, p. 65; Mersier, Traité théorique et pratique, ed. 2-a, No. 357; Beudant, II, No. 649; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 442, 466; Suppl., Paternité et filiation, No. 189; Laurent, IV, No. 170; Huc, III, No. 68; Baudry et Chéneaux, III, No. 734; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1557; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 308; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 304; Matei Cantacuzino, p. 196; Plastara, I, p. 404, 405).

13. Pentru ca legitimarea copiilor naturali să poată avea loc prin căsătoria subsequentă, se cere ca ei să fie recunoscuți înainte de căsătorie sau prin însăși actul de căsătorie; posesiunea de stat de copil natural nu ar putea înlocui recunoașterea. (Duranton, III, No. 178; Aubry et Rau, VI, § 546, p. 66; Laurent, IV, No. 171; Baudry et Chéneaux, III, No. 734; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 302, nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 941, 944).

14. Legea cere ca copilul să fie recunoscut de ambii părinți; în cazul când copilul a fost recunoscut înainte de căsătorie sau prin actul de căsătorie numai de către tatăl său și dacă mai târziu după celebrarea căsătoriei copilul dovedește că soția tatălui său este mama sa, după o părere, el nu poate fi considerat ca legitimat. (Demolombe, V, No. 363; Aubry et Rau, VI, § 546, nota 14, p. 66; Laurent, IV, No. 172; Huc, III, No.



67; Baudry et Chéneaux, III, No. 735; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 305).

15. După o altă părere. În acest caz, legitimarea își va produce efectele sale. (Duranton, III, No. 180; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 57 bis, VII).

16. Art. 331 c. civ. fr. (304 c. civ. rom.) cere, pentru ca copilul să poată fi legitimat prin căsătoria subsequentă a părinților, ca el să fi fost recunoscut de către ambii săi părinți. Declarația expresă de recunoaștere din partea mamei poate fi înlocuită prin faptul că ea a tratat pe copil ca al său și din faptul că în actul de căsătorie tatăl a arătat că ea este mama copilului, iar dânsa nu a făcut nici o obiecțiune. (Aubry et Rau, VI, § 546, text și nota 12, p. 66; Baudry et Chéneaux, III, No. 735; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 302).

17. Cu toate că art. 331 c. civ. fr. (304 c. civ. rom.) vorbește numai de recunoașterea voluntară, totuși și o recunoaștere silită făcută pe calea cercetării paternității, în cazul când ea este admisă, și pe calea cercetării maternității, aduce legitimarea copiilor în cazul când hotărârea a fost dobândită înainte de celebrarea căsătoriei părinților. (Demolombe, V, No. 362, 363; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, p. 66; Laurent, IV, No. 171; Huc, III, No. 67; Baudry et Chéneaux, III, No. 735; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1560; Planiol et Ripert, II, No. 941; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 304, 305).

18. Legitimarea copiilor naturali prin căsătoria subsequentă a părinților, în cazul când ei au fost recunoscuți înainte de căsătorie, operează de drept, fără ca intenția părinților de legitimare să fi fost declarată în actul de căsătorie. (Valette sur Proudhon, II, p. 167; Duranton, III, No. 179, 189; Demolombe, V, No. 365; Marcadé, Art. 331, No. 1; Beudant, II, No. 655; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 941; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, nota 7, p. 65; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 472; Suppl., Paternité et filiation, No. 192; Laurent, IV, No. 165; Baudry et Chéneaux, III, No. 738; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1562; Planiol et Ripert, II, No. 945; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 303, 304; Plastara, I, p. 405).

19. Chiar dacă în actul de recunoașterea copiilor naturali, părinții ar fi declarat că nu vor recunoaște copiii, totuși dacă ulterior are loc căsătoria lor, legitimarea operează de drept. (Valette sur Proudhon, II, p. 167; Duranton, III, No. 179; Demolombe, V, No. 365; Beudant, II, No. 655; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, p. 65; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 472; Laurent, IV, No. 165; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1562).

20. Căsătoria părinților operează de drept legitimarea copiilor recunoscuți înainte de căsătorie sau chiar prin actul de căsătorie, independent de voința copiilor; prin urmare copii nu ar putea refuza beneficiile legitimării. (Delvin-

court, I, p. 218; Toullier, II, No. 964; Duranton, III, No. 179; Demolombe, V, No. 365; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, p. 65; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 472; Laurent, IV, No. 165; Huc, III, No. 67; Baudry et Chéneaux, III, No. 739; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1563; Planiol et Ripert, II, No. 945; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 304, nota 1).

### III. Contestația legitimării.

21. Cu toate că legitimarea copiilor naturali prin căsătoria subsequentă a părinților lor, operează de drept însă, ea poate fi contestată. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 193; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1563; Planiol et Ripert, II, No. 959; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 308).

22. Dispozițiile art. 322 al. 2 c. civ. fr. (295 al. 2 c. civ. rom.) cari arată că nimeni nu poate contesta starea civilă aceluia care are o posesiune de stat conformă titlului său de naștere, nu-și găsește aplicațiunea la copiii naturali legitimați prin căsătoria părinților lor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, nota 21, p. 70; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 473; Laurent, IV, No. 182; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1568).

23. Contestația legitimării poate fi făcută în mod direct când se pretinde că cu ocazia legitimării nu s'au observat prescripțiunile legii, sau se atacă căsătoria. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 193; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1568; Planiol et Ripert, II, No. 959; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 179; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 308).

24. Contestația legitimării poate fi făcută și în mod indirect când se atacă recunoașterea copiilor naturali făcută înainte de celebrarea căsătoriei, sub motivul că este nulă în formă sau în fond; anularea recunoașterii aduce și anularea legitimării. (Demolombe, V, No. 366; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, p. 70; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 473; Suppl., Paternité et filiation, No. 193; Laurent, IV, No. 180; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1568; Planiol et Ripert, II, No. 959; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 308).

25. Copilul poate ataca legitimarea când ea îi dă o stare civilă contrară actului său de naștere și posesiunii de stat ce o avea înainte de legitimare. (Toullier, II, No. 964; Duranton, III, No. 189; Laurent, IV, No. 180; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1568; Planiol et Ripert, II, No. 959; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 309).

26. Copilul natural legitimat prin căsătoria subsequentă a părinților săi, are dreptul să conteste legitimarea. (Demolombe, V, No. 366; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 195; Laurent, III, No. 182; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1568; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 309).

27. Legitimarea poate fi contestată de însăși autorii săi. (Dalloz, Rép., Suppl.,



Paternité et filiation, No. 195; Laurent, IV, No. 182; Baudry et Chéneaux, III, No. 741; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 309).

**28.** Legitimarea copilului natural poate fi contestată de o persoană care se pretinde adevăratul tată al copilului. (Laurent, IV, No. 183; Baudry et Chéneaux, III, No. 741; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 309).

**29.** Legitimarea copilului natural poate fi contestată de un donator, pentru a nu se revoca donațiunea ce i-a făcut autorul legitimării înainte de legitimare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 309).

**30.** Legitimarea copiilor naturali poate fi contestată de rudele colaterale cari au un interes la anulare, chiar moral. (Baudry et Chéneaux, III, No. 741; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 309).

**31.** Când persoanele interesate au recunoscut în mod expres sau tacit filiațiunea unui copil natural legitimat prin căsătorie, ele nu mai au dreptul să conteste legitimarea. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, p. 70; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 196; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 310).

**32.** În acțiunea îndreptată în contra copilului legitimat, el va fi apărat de reprezentantul său legal care este tatăl său sau în lipsa acestuia mama sa; nu este necesar a i se numi un tutor ad-hoc. (Laurent, IV, No. 186; Baudry et Chéneaux, III, No. 742; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 309).

**33.** În cazul însă când interesele copilului legitimat sunt contrare celor ale reprezentantului său legal, i se va numi copilului un tutor ad-hoc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 309).

**34.** Cel ce contestă legitimarea unui copil natural este obligat să-și dovedească acțiunea sa potrivit principiilor de drept puse în art. 1169 c. civ. român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 309).

#### IV. Recunoașterea copiilor naturali. Generalități. Formele și condițiunile recunoașterii.

**35.** Din cuprinsul art. 48, 304 și 337 din codul civil român, rezultă că în dreptul civil român, există recunoașterea unui copil natural din partea mamei sale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 315 urm.; Plastara, I, p. 381, 382, 402).

**36.** Deasemenea din cuprinsul art. 48 și 304 din codul civil român, rezultă că în dreptul civil român, există recunoașterea copiilor naturali din partea tatălui lor; și dacă nu are loc căsătoria părinților, copilul va fi natural dar recunoscut. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 314 urm., 319 urm.; Plastara, I, p. 401, 402; Comp.: Degrea, Scrieri juridice, I, p. 76).

**37.** Recunoașterea copiilor naturali, trebuie făcută prin act autentic; când ea este făcută printr'un act sub semnătură privată, este nulă de plin drept. (Duranton, III, No. 226; Demolombe, V, No.

419, 420; Marcadé, Art. 334, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 949; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 563; Laurent, IV, No. 44, 49; Planiol ed. 6-a, I, No. 1470; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 288, 289; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 319, text și nota 2; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 834; Contra: Toullier, II, No. 951; Comp.: Degrea, Studii juridice, I, p. 74 urm.).

**38.** Recunoașterea poate fi făcută prin procurator, însă procura trebuie să fie autentică și specială. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 953; Laurent, IV, No. 51; Baudry et Chéneaux, III, No. 627; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1476, 1479; Planiol et Ripert, II, No. 832; Degrea, Scrieri Juridice, I, p. 87).

**39.** Tatăl și mama pot recunoaște copilul prin unul și același act. (Planiol et Ripert, II, No. 831; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 321).

**40.** Recunoașterea unui copil natural făcută printr'un act autentic, de persoana care are dreptul s'o facă și cu liberul său consimțământ, este în principiu irevocabilă din partea sa. (Duranton, III, No. 219; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 952, nota 1; Demolombe, V, No. 454; Aubry et Rau, VI, § 568 quater, p. 182; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 597; Suppl., Paternité et filiation, No. 248; Laurent, IV, No. 85; Huc, III, No. 78; Baudry et Chéneaux, III, No. 656; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1490, 1494; Planiol et Ripert, II, No. 849; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 286, 287; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 331).

**41.** Când recunoașterea este făcută de către o persoană care nu are calitatea s'o facă, ea este nulă de plin drept. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 560; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 324).

**42.** Deasemenea când actul autentic de recunoaștere a fost primit de un funcționar incompetent, recunoașterea este nulă de drept. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 325).

**43.** Deasemenea este nulă de drept recunoașterea unui copil natural când este făcută de o persoană interzisă sau în stare de demență. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 561).

**44.** După o altă părere, de oarece interzisul este asimilat cu minorul, el poate recunoaște ca și un demont neinterzis, în mod valabil un copil natural, dacă se constată că recunoașterea a avut loc în momente lucide. (Demolombe, V, No. 388; Aubry et Rau, VI, § 568, nota 6, p. 159; Laurent, IV, No. 36; Huc, III, No. 77; Baudry et Chéneaux, III, No. 648; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1478; Planiol et Ripert, II, No. 830; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 285; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 322).

**45.** Minorul chiar neemancipat, poate recunoaște în mod valabil pe copilul seu natural înainte de căsătorie. (Merlin, Questions de droit, Paternité, § 2; Toullier, II, No. 962; Duranton, III, No. 258; Demolombe, V, No. 388; Mourlon, ed. 7-a,



I, No. 953; Aubry et Rau, VI, § 568, nota 5 p. 157; Huc, III, No. 73; Baudry et Chéneaux, III, No. 651; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1478; Planiol et Ripert, II, No. 830; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 285; Plastara, I, p. 383; Contra: Laurent, IV, No. 36 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 323).

**46.** În ceea ce privește vârsta la care un minor poate recunoaște în mod valabil un copil natural, tribunalele au o putere suverană pentru a decide dacă minorul era sau nu puber la epoca concepțiunii copilului și dacă în momentul recunoașterii copilului voința sa a fost liberă. (Demolombe, V, No. 434; Aubry et Rau, VI, § 568, nota 16; Baudry et Chéneaux, III, No. 651).

**47.** Minorul poate recunoaște în mod valabil un copil natural prin actul său de căsătorie, de oarece este asistat de părinții sau tutorul său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 324).

**48.** Risipitorul pus sub consiliu judiciar, poate recunoaște în mod valabil un copil natural, fără asistența consiliului său. (Demolombe, V, No. 388; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 249, p. 488; Marcadé, art. 513, No. 1; Aubry et Rau, VI, § 568, nota 9; Laurent, IV, No. 37; Huc, III, No. 73; Baudry et Chéneaux, III, No. 649; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1478; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 285; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 323).

**49.** O femeie măritată, poate recunoaște în mod valabil, fără autorizație, un copil natural conceput înaintea căsătoriei sale. (Demolombe, V, No. 388; Huc, III, No. 77; Baudry et Chéneaux, III, No. 650; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1478; Planiol et Ripert, II, No. 830; Contra: Laurent, IV, No. 33; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 323).

**50.** O persoană condamnată la munca silnică sau recluziune, desi în stare de interdicție legală, poate recunoaște în mod valabil un copil natural. (Demolombe, V, No. 388; Aubry et Rau, VI, § 568, nota 9).

**51.** Copilul natural poate fi recunoscut în mod valabil chiar înainte de naștere, însă după concepțiunea sa. (Loché, IV, p. 179; Chabot, Questions transitoires, Enfant naturel, I, p. 452; Toullier, II, No. 955; Duranton, III, No. 211; Demolombe, V, No. 414; Beudant, II, No. 568; Marcadé, art. 334, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 957; Mersier, Traité théorique et pratique, No. 112; Aubry et Rau, VI, § 568, p. 163; Laurent, IV, No. 42; Huc, III, No. 76; Baudry et Chéneaux, III, No. 637; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1480; Planiol et Ripert, II, No. 825; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 293, nota 2, 321, 322; Contra: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 284).

**52.** Un copil natural poate fi recunoscut chiar după încetarea sa din viață, cu efectele normale cari trebuiesc să rezulte din această recunoaștere. (Planiol et Ripert, II, No. 826, 948; Colin et Ca-

pitant, ed. 4-a, I, p. 285; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 321; Comp.: Demolombe, V, No. 416; Laurent, IV, No. 43).

**53.** Un copil declarat sau presupus absent poate fi recunoscut. (Demolombe, V, No. 417; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 568, nota 30, p. 163; Baudry et Chéneaux, III, No. 638; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 322).

**54.** Recunoașterea unui copil natural nu trebuie acceptată de către copil; ea poate fi făcută chiar fără voia lui, sub rezerva de a fi contestată de către el. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 285; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 840).

**55.** Când actul de recunoaștere este atins de un viciu de formă, nulitatea este relativă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 325; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 844).

**56.** Pentru recunoașterea unui copil natural, prin act autentic, nu este nevoie să se întrebuițeze termeni sacramentali ci este de ajuns să se poată constata în mod neîndoios intenția tatălui de a recunoaște pe copil. (Demolombe, I, No. 409, 410; Marcadé, art. 334, No. 1; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 167, p. 324, 325; Aubry et Rau, VI, § 568 bis, p. 170, 171; Huc, III, No. 74; Baudry et Chéneaux, III, No. 625, 626; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1473; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 319, nota 1; Comp.: Laurent, IV, No. 55; Planiol et Ripert, II, No. 838).

**57.** În actul de recunoaștere trebuie să se arate în mod precis persoana recunoscută pentru a se putea stabili individualitatea sa. (Laurent, IV, No. 56).

**58.** Când consimțământul autorului recunoașterii unui copil natural a fost dat din eroare, sau obținut prin dol sau violență, actul de recunoaștere este atins de o nulitate relativă. (Demolombe, V, No. 431; Dalloz, Rép. Paternité et filiation, No. 565 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 325; Plastara, I, p. 382, 383; Comp.: Laurent, IV, No. 65; Baudry et Chéneaux, III, No. 659; Planiol et Ripert, II, No. 843).

**59.** Când autorul recunoașterii nu are consimțământul liber, fie pentru că nu se bucura de întregimea minții sale, fie că era în completă stare de ebrietate, actul de recunoaștere este inexistent. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 323, nota 1, 324, 325).

**60.** Când recunoașterea este minciunoasă, ea nu este nulă de drept ci numai anulabilă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 326; Comp.: Planiol, et Ripert, II, No. 843).

**61.** Prin art. 48 din codul civil român se arată că grefierul este obligat să trimită ofițerului de stare civilă al locului unde s'a înscris nașterea copilului, copie de pe actul autentic de recunoaștere spre a face mențiune de această recunoaștere pe marginea actului de naștere; prin urmare părinții trebuiesc să arate în actul de recunoaștere locul unde s'a născut copilul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 303).



**62.** Chiar dacă grefierul nu a trimis copie de pe actul autentic de recunoaștere ofiterului de stare civilă al locului unde s'a născut copilul, după cum cere art. 48 din codul civil român și chiar dacă trimițându-i-se copia, ofiterul de stare civilă nu face mențiune pe marginea actului de naștere despre actul de recunoaștere, căsătoria subsequentă a părinților săi operează legitimarea care nu depinde de facerea mențiunei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 303).

**63.** Numai tribunalele de județ au competența să autentifice actele de recunoaștere ale copiilor naturali iar nu și judecătorii de ocoale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 303, nota 2, 319, nota 2).

#### V. Contestația recunoașterii copiilor naturali.

**64.** Legitimarea copiilor naturali prin căsătoria subsequentă a părinților lor precum și recunoașterea copiilor pot fi contestate de orice persoană interesată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 960; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, nota 21; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 473; Suppl., Paternité et filiation, No. 193; Laurent, IV, No. 182; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1490; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 287; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 308, 322).

**65.** Interesul poate fi atât de ordin moral cât și de ordin material, însă trebuie să fie legitim. (Beudant, II, No. 574; Marcadé, art. 339, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 67 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 568 ter, p. 179 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 238; Laurent, IV, No. 182; Huc, III, No. 71; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1490; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 287; Comp.: Baudry et Chéneaux, III, No. 660, 741).

**66.** Interesul trebuie să fie născut și actual; un interes eventual nu ar fi de ajuns. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 238.)

**67.** Autorul recunoașterii copiilor naturali, are dreptul să conteste recunoașterea din cauza interesului moral ce-l are pentru a obține anularea recunoașterii. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 577 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1490; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 287; Contra: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 963).

**68.** Tatăl care a recunoscut copilul are dreptul să conteste recunoașterea făcută de mamă; de asemenea mama care a recunoscut copilul are dreptul să conteste recunoașterea făcută de pretinsul tată. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 67 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 954, 961; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 582; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 845).

**69.** Deasemenea au dreptul să conteste recunoașterea, părinții autorului recu-

noașterii. (Demolombe, V, No. 439; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 577; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 287; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 845).

**70.** Copilul natural are dreptul să conteste recunoașterea, sub motivul că starea civilă obținută prin recunoașterea urmată de căsătorie, nu este a sa. (Toullier, III, No. 964; Duranton, III, No. 260; Demolombe, V, No. 438; Aubry et Rau, VI, § 568 ter, p. 179; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 961; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 582; Suppl., Paternité et filiation, No. 195; Laurent, IV, No. 76; Baudry et Chéneaux, III, No. 960; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1490, 1563, 1568; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 287; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 304, nota 1, 327, nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 845).

**71.** Moștenitorii părinților sau al copiilor au dreptul să conteste recunoașterea copiilor naturali din cauza interesului material ce-l au de a îndepărta pe copii dela o succesiune deschisă. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 582; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 964; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1490; Planiol et Ripert, II, No. 843; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 287.)

**72.** După o părere, membrii unei familii, în afară de copilul recunoscut, autorul recunoașterii sau părinții săi, pentru a avea dreptul să conteste recunoașterea, nu au nevoie să justifice existența unui interes material, ci un interes moral este suficient. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 191, 238; Baudry et Chéneaux, III, No. 660; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 845).

**73.** După o altă părere, membrii familiei trebuie să justifice existența unui interes material. (Proudhon, II, No. 154; Demolombe, V, No. 435).

**74.** Nullitatea recunoașterii copiilor naturali pentru cauză de eroare, dol sau violență, poate fi propusă de către autorul recunoașterii și de către moștenitorii săi universali. (Beudant, II, No. 574; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 960; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 568, ter, p. 178; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 577; Suppl., Paternité et filiation, No. 239; Laurent, IV, No. 67, 68; Baudry et Chéneaux, III, No. 659 bis; Planiol et Ripert, II, No. 843; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 325; Comp.: Planiol et Capitant, ed. 4-a, I, p. 288).

**75.** Celelalte părți interesate, după o părere, nu pot cere anularea recunoașterii pentru cauză de eroare, dol sau violență încercate de către autorul recunoașterii. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 568 ter, nota 23, p. 178; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 577; Suppl., Paternité et filiation, No. 239; Laurent, IV, No. 67; Baudry et Chéneaux, III, No. 659 bis; Contra: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 288).



**76.** După o altă părere, deși în materie de contracte celelalte părți interesate nu au dreptul să ceară anularea actelor pentru cauza de dol, eroare sau violență, în materie de recunoașterea copiilor naturali, ele pot cere anularea acestor recunoașteri. (Demolombe, V, No. 439; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 577; Suppl., Paternité et filiation, No. 239).

**77.** După această din urmă părere, copilul natural recunoscut are dreptul să ceară anularea recunoașterii pentru cauze de eroare, dol sau violență, încercate de către autorul recunoașterii. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 577).

**78.** Nulitatea unei recunoașteri pentru vicii de formă ale actului, poate fi cerută de orice persoană interesată. (Demolombe, V, No. 439; Beudant, II, No. 573; Aubry et Rau, VI, § 568 ter, p. 179; Laurent, IV, No. 69; Baudry et Chéneaux, III, No. 659; Planiol et Ripert, II, No. 844; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 326).

**79.** Orice persoană interesată poate să ceară anularea unei recunoașteri a unui copil natural, când ea este mincinoasă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 960; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 581; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 287; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 326, 327; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 845).

**80.** Nulitatea unei recunoașteri mincinoase, poate fi cerută chiar de către autorul ei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 568 ter, nota 31, p. 179; Dalloz, Rép. Paternité et filiation, No. 581; Suppl., Paternité et filiation, No. 241; Laurent, IV, No. 78; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1490; Planiol et Ripert, II, No. 843, 845; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 287; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 327, nota 1).

**81.** După o altă părere nulitatea unei recunoașteri mincinoase, nu poate fi cerută de către autorul acestei recunoașteri. (Demolombe, V, No. 437; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 67 bis, I; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 581).

**82.** Tribunalele apreciază în mod suveran dovezile administrate pentru a stabili falsitatea recunoașterii copiilor naturali. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 242; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 846).

**83.** Proba eroarei, violenței, dolului și a falsității recunoașterea copiilor naturali, poate fi făcută prin orice mijloc de dovadă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 960; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 578; Suppl., Paternité et filiation, No. 242; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 846).

**84.** Copilul natural nu poate face tranzacție asupra stărei sale civile, însă poate transige asupra intereselor pecuniare ce decurg din filiațiunea sa naturală. (Demolombe, V, No. 333 urm.; Laurent, IV, No. 189; Baudry et Chéneaux,

III, No. 744; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 307).

## VI. Convențiuni. Prescripție.

**85.** Nu se poate prescrie nulitatea deplin drept a unei recunoașteri de copil natural. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 960; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 593; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1492; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 325).

**86.** Interesul pecuniar însă, decurgând din recunoașterea nulă, se prescrie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 325).

**87.** Nulitatea unei recunoașteri pentru vicii de formă, este prescriptibilă. (Demolombe, V, No. 451; Beudant, II, No. 573; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 246; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 568 ter, p. 181; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 844; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 326).

**88.** Deasemenea este prescriptibilă nulitatea unei recunoașteri pentru cauză de eroare, dol sau violență. (Demolombe, V, No. 451; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 960; Beudant, II, No. 573; Aubry et Rau, VI, § 568 ter, p. 178; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 593; Suppl., Paternité et filiation, No. 246; Laurent, IV, No. 70; Baudry et Chéneaux, III, No. 659; Planiol et Ripert, II, No. 843; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 326; Contra: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 288).

**89.** Nulitatea unei recunoașteri mincinoase, este imprescriptibilă. (Demolombe, V, No. 452; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 960; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 568 ter, nota 35 urm., p. 181 urm.; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 593; Suppl., Paternité et filiation, No. 246; Huc, III, No. 104; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 327).

**90.** Drepturile pecuniare însă, rezultate din recunoașterea mincinoasă sunt prescriptibile. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 327).

**91.** Se poate ratifica tacit sau expres nulitatea unei recunoașteri, când ea se poate prescrie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 960; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 568 ter, p. 182; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 594; Suppl., Paternité et filiation, No. 247; Laurent, IV, No. 71; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 843).

## VII. Procedură.

**92.** Acțiunea în anularea recunoașterii pe motivul că este mincinoasă, se va introduce în contra copilului recunoscut, la tribunalul civil al domiciliului său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 327, 328).

**93.** În cazul când copilul este minor, va fi chemat în cauză reprezentantul său legal. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 328; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 846).

**94.** Hotărârea obținută în cazul unei cereri de anulare a unei recunoașteri pe motivul că este mincinoasă, va avea efect numai între părțile cari au luat parte



la proces. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 328).

**95.** Dovada că recunoașterea este mincinoasă, se va face prin orice mijloace de probă, chiar martori și prezumțiuni. (Demolombe, V, No. 434, 441; Beudant, II, No. 574; Aubry et Rau, VI, § 568 ter, p. 181; Laurent, IV, No. 70, 71, 74; Huc, III, No. 102 urm.; Baudry et Chéneaux, III, No. 660; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 327, 328; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 846).

### VIII. Efectele recunoașterii.

**96.** În cazul când un copil a fost recunoscut de mai mulți bărbați sau de mai multe femei, tribunalele vor aprecia care dintre recunoașteri este cea care trebuie considerată adevărată, luând în considerație interesele copilului. (Demolombe, V, No. 444; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 962; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 585; Suppl., Paternité et filiation, No. 243; Laurent, IV, No. 77; Baudry et Chéneaux, III, No. 660; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 328, nota 3; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 827, 846, 942).

**97.** Recunoașterea mamei făcută conform art. 48 sau 304 din codul civil român, are acelaș efect ca și recunoașterea silită, dovedind maternitatea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 328, 329; Plastara, I, p. 381, 382).

**98.** Recunoașterea mamei are efect retroactiv până la nașterea copilului și chiar până la data concepțiunii sale. (Demolombe, V, No. 456 urm.; Beudant, II, No. 579; Laurent, IV, No. 84; Baudry et Chéneaux, III, No. 654; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1486; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 330; Plastara, I, p. 406; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 824, 851).

**99.** Recunoașterea își produce efectele față de orice persoană, nu numai față de copil și părinte cari l-au recunoscut. (Planiol et Ripert, II, No. 824, 852; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 331, 332).

**100.** Cu toate că recunoașterea are efect față de terțele persoane, totuși în cazul de contestație, copilul va trebui să dovedească identitatea sa ca copilul recunoscut. (Planiol et Ripert, II, No. 853; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 332).

**101.** Dovada identității se va face prin orice mijloc de probă, chiar martori și prezumțiuni fără să fie nevoie de un început de probă scrisă. (Demolombe, V, No. 484; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 70 bis, II; Laurent, IV, No. 86; Baudry et Chéneaux, III, No. 655; Planiol et Ripert, II, No. 853; Alexandresco, e. 2-a, II, p. 332).

**102.** În dreptul civil român, recunoașterea tatălui făcută înainte de căsătorie nu are nici un efect, numai în cazul când el se căsătorește cu mama copilului, copilul este legitimat; în cazul când copilul a fost recunoscut de mamă, el este

asimilat cu un copil legitim. (Matei Cantacuzino, p. 197).

### IX. Drept internațional.

**103.** Legitimarea copiilor naturali prin căsătorie subsequentă, este guvernată de legea personală a părinților, chiar dacă legea locului unde are loc căsătoria lor, nu permite legitimarea copiilor prin căsătorie subsequentă. (Laurent, IV, No. 168; Droit civil international, V, No. 279 urm.; Huc, III, No. 73; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 310; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 961 urm.).

**104.** Recunoașterea copiilor naturali este guvernată de legea personală a celor ce o fac. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 324, 333; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 867 urm., 961 urm.).

**105.** Copilul natural care se naște dintr'un străin și din o franceză (româncă) nu poate fi legitimat prin căsătoria părinților care ar avea loc în țară străină, în cazul când statutul personal al tatălui nu permite legitimarea. (Laurent, IV, No. 169; Huc, III, No. 72).

**106.** A se vedea: art. 48 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1. a)** Codul civil prin art. 304—308 se ocupă de copii naturali numai în ce privește legitimitatea lor și nu vorbește nimic de efectele civile ce le produce această recunoaștere, dacă n'a fost urmată de căsătorie.

b) În lipsa unui text precis urmează că, recunoașterea voluntară a copilului natural nu produce nici un efect cu privire la averea și familia tatălui care l-a recunoscut, astfel că, acest copil nu intră nici în familia tatălui său și nu are nici un drept de succesiune, sau alimente asupra tatălui său.

c) Recunoașterea tatălui înălțurând însă orice îndoială asupra paternității și art. 10 c. c. dispunând că, tot copilul născut din român, fie în țară, fie în străinătate, are naționalitatea tatălui, este a rămâne în litera și spiritul legii când se hotărăște că, copilul natural, recunoscut de un tată român, are naționalitatea tatălui său, deși mama sa este străină. (Cas. I, 2053 din 19 Noembrie 1924. Curierul Judiciar 37/1925. Pand. Rom. 1925, I, 257).

**2. a)** Numai recunoașterea solemnă făcută de ambii părinți prin chiar actul de căsătorie sau pe cale judecătorească potrivit art. 308 c. civ., sunt singurele mijloace de dovadă a filiațiunii copilului natural, admise de legea română. Recunoașterea voluntară a mamei nefiind admisă de legea română, interogatoriul mamei și proba cu martori, fără un început de dovadă scrisă, sunt inadmisibile.



b) O legitimare nu poate fi atacată decât prin unul din mijloacele prevăzute de art. 953 c. civ., astfel că nesinceritatea recunoaşterii din partea tatălui nu constituie o cauză de anulare pentru vi-

cierea consimţământului său, căci a fost făcută cu formele legale. (Trib. Brăila II, 750 din 29 Aprilie 1922. Curier Judiciar, 1/1925).

**Art. 305.** — Legitimarea se poate face chiar în folosul copiilor încetaţi din viaţă, cari au lăsat după dânşii descendenţi şi atunci aceştia se bucură de efectele ei. (Civ. 304, 306, 664 urm.; Civ. Fr. 332).

*Text. fr. Art. 332.* — La légitimation peut avoir lieu, même en faveur des enfants décédés qui ont laissé des descendants; et, dans ce cas, elle profite à ces descendants.

### Doctrină.

1. Legitimarea se poate face în folosul copiilor încetaţi din viaţă, în cazul când aceştia au lăsat descendenţi. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 940, 957; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 462; Suppl. Paternité et filiation, No. 187; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1481, 1554; Planiol et Ripert, II, No. 946; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 308; Nacu, I, p. 530; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 301; Matei Cantacuzino, p. 195, 196; Plastara, I, p. 382, 404).

2. Pentru ca legitimarea să aibă loc în folosul descendenţilor unui copil natural decedat, trebuie ca aceşti descendenţi să fie legitimi sau legitimaţi. (Demolombe, V, No. 356; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, text şi notele 25, 26, p. 71; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 187; Laurent, IV, No. 173; Huc, III, 169; Baudry et Chéneau, III, No. 732; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 294, nota 1, 301; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1554).

3. În cazul când copilul natural a în-

catat din viaţă fără descendenţi, pretinşii săi părinţi nu-l pot legitima prin căsătoria lor, de oarece legitimarea nu ar prezenta nici o utilitate. (Duranton, III, No. 165; Baudry et Chéneau, III, No. 732; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1481, 1554; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 308; Contra: Valette sur Proudhon, II, p. 150; Demolombe, V, No. 416; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 957 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 946).

4. Copiii naturali şi cei adoptivi pe cari copilul, ce trebuie legitimat, i-ar lăsa în urma morţii sale, nu pot fi legitimaţi. (Demolombe, V, No. 356; Mourlon, I, No. 940; Aubry et Rau, VI, § 546, text şi nota 25, p. 71; Laurent, IV, No. 173; Huc, III, No. 69; Baudry et Chéneau, III, No. 732; Planiol, I, No. 1554; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 294, nota 1, 301).

### Jurisprudenţă

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 10, nota 1.

**Art. 306.** — Copiii legitimaţi prin căsătoria urmată după naşterea lor, vor avea aceleaşi drepturi ca şi cum ar fi fost născuţi din această căsătorie. (Civ. 623, 659 urm., 836 urm., 841 urm.; Civ. Fr. 333).

*Text. fr. Art. 333.* — Les enfants légitimés par le mariage subséquent auront les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage.

### Bibliografie (continuare).

LEVY EDOUARD, *Nota* sub C. Apel Paris S. I, 30 Ian. 1924, Jur. Gen. 1926, No. 840.

### Doctrină.

1. Copiii legitimaţi prin căsătoria subséquentă, au aceleaşi drepturi ca şi un copil legitim nu numai faţă cu părinţii săi cari l-au legitimat ci şi faţă cu toţi membrii familiei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 943; Dalloz, Rép., Paternité et filiation,

No. 478; Suppl., Paternité et filiation, No. 198; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1566; Planiol et Ripert, II, No. 955; Nacu, I, p. 530; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 306; Matei Cantacuzino, p. 196, 282; Plastara, I, p. 405).

2. Efectele legitimării copiilor naturali prin căsătoria subséquentă în privinţa tatălui lor, încep dela celebrarea

căsătoriei iar nu de la nașterea sau concepțiunea lor. (Pothier, Contrat de mariage, VI, No. 425; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 937, 942, 943; Beudant, II, No. 656; Aubry et Rau, VI, § 546, p. 71; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 478; Suppl. Paternité et filiation, No. 198; Laurent, IV, No. 187; Huc, III, No. 70; Baudry et Chéneaux, III, No. 76; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1567; Planiol et Ripert, II, No. 956; Nacu, I, p. 530; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 306, 330, nota 1; Matei Cantacuzino, p. 196; Plastara, I, p. 405).

3. Prin urmare copiii legitimați nu pot avea dreptul la succesiunile rudelor tatălui lor, deschise înainte de căsătorie. (Pothier, Contrat de mariage, VI, No. 425; Merlin, Répertoire, Succession, Section. I, § 2, art. 5; Légitimation, section 2, § 3, No. 2; Toullier, II, No. 929, 930; Duranton, III, No. 183; Demolombe, V, No. 369; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 943; Beudant, II, No. 656; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 546, p. 71; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 478; Suppl., Paternité et filiation, No. 198; Laurent, IV, No. 187 urm.; Huc, III, No. 70; Baudry et Chéneaux, III, No. 746; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1567; Planiol et

Ripert, II, No. 956; Nacu, I, p. 530; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 306, 307; Matei Cantacuzino, p. 196).

4. Un alt efect al legitimației este că părinții copiilor legitimați, au puterea părintească și au uzufructul legal asupra averii lor, în cazul când ei sunt minori. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 484; Suppl., Paternité et filiation, No. 201; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 306).

5. Un alt efect al legitimației este că copiii legitimați vor purta numele tatălui și vor avea dreptul la succesiunea părinților lui și a rudelor lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 306).

6. În dreptul civil român, potrivit dispozițiilor art. 836 c. civ. rom., legitimarea unui copil natural, aduce revocarea donațiunii făcută de tată dacă în acel moment el nu avea copii și chiar dacă copilul legitimat era născut înainte de donațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 307).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 10, nota 1.

**Art. 307.** — Cercetarea paternității este oprită. La caz de răpire, când epoca răpirei va corespunde cu aceea a zămislirii copilului, răpitorul va putea fi declarat, după cererea părților interesate, de părinte al copilului. (Civ. 48, 272—274, 280—283, 286, 299, 308; Pr. p. 8; C. p. 272 urm., 281, 282; Civ. Fr. 340).

*Text. fr. Art. 340.* — La recherche de la paternité est interdite. Dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant.

*Text. fr. Art. 340. (Modificat prin legea din 16 Noembrie 1912).* — La paternité hors mariage est judiciairement déclarée:

1° Dans le cas d'enlèvement ou de viol, lorsque l'époque de l'enlèvement ou du viol se rapportera à celle de la conception;

2° Dans le cas de séduction accomplie à l'aide de manoeuvres dolosives, abus d'autorité, promesse de mariage ou fiançailles, et s'il existe un commencement de preuve par écrit, dans les termes de l'article 1347;

3° Dans le cas où il existe des lettres ou quelque autre écrit privé émanant du père prétendu, et desquels il résulte un aveu non équivoque de paternité;

4° Dans le cas où le père prétendu et la mère ont vécu en état de concubinage notoire pendant la période légale de la conception;

5° Dans le cas où le père prétendu a pourvu ou participé à l'entretien et à l'éducation de l'enfant en qualité de père.

L'action en reconnaissance de paternité ne sera pas recevable:

1° S'il est établi que, pendant la période, légale de la conception, la mère était d'une inconduite notoire ou a eu commerce avec un autre individu;

2° Si le père prétendu était, pendant la même période, soit par suite d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique d'être le père de l'enfant.



L'acțiune n'appartient qu'à l'enfant. Pendant la minorité de l'enfant, la mère, même mineure, a seule qualité pour l'intenter.

Elle devra, à peine de déchéance, être intentée dans les deux années qui suivront l'accouchement.

Toutefois, dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 5 ci-dessus, l'acțiune pourra être intentée jusqu'à l'expiration des deux années qui suivront la cessation, soit du concubinage, soit de la participation du prétendu père à l'entretien et à l'éducation de l'enfant.

A défaut de reconnaissance par la mère, ou si elle est décédée, interdite ou absente, l'acțiune sera intentée conformément aux dispositions de l'article 389.

Si l'acțiune n'a pas été intentée pendant la minorité de l'enfant, celui-ci pourra l'intenter pendant toute l'année qui suivra sa majorité.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Observație* sub C. Apel Paris, 20 Dec. 1920 și C. Apel Lyon, 30 Dec. 1920, Pand. Rom. 1925, III, 43; *Notă* sub Trib. Nizza, 18 Iulie 1922, Jur. Gen. 1925, No. 330; *Notă* sub Judec. ocol Brabova, Dolj, 22 Nov. 1923, Jur. Gen. 1925, No. 1208;
- BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;
- DIACONESCU AL., *Notă* sub Trib. Fălticeni, 110 din 5 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1422;
- GRIGORIAN I. CORNELIU, „*Recunoașterea voluntară a copilului natural*“, Pand. Rom. 1925, IV, 53; „*Recunoașterea forțată sau judiciară a copilului natural*“, Pand. Rom. 1925, IV, 74;
- JUVARA ALFRED, *Notă* sub Cas. I, 2053 din 19 Noembrie 1924, Curier Jud., 37/1925;
- PAXIMADE-GHELMEGEANU MARGARETA, *Notă* sub. Judec. Brașov 4561/1922, Jur. Gen. 1925, No. 1860;
- PETIT EUGEN, *Observație* sub C. Apel Limoges, 10 Nov. 1925, Pand. Rom. 1926, III, 73;
- POP GH., *Notă* sub Jud. Brașov, 4561 din 1922, Jur. Gen. 1926, No. 1247;
- SESCIOREANU M. G., *Notă* sub C. Apel Craiova S. I, 100 din 6 Aprilie 1925, Pand. Rom. 1926, II, 19;
- VERBULEN H. JEAN, *Notă* sub C. Apel Bruxelles, 27 Ian. 1926, Jur. Gen. 1926, No. 977.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiune penală 24.  
 Acțiune principală 2.  
 Alimente 2, 29.  
 Apreciere 19.  
 Bărbat 3, 5, 6.  
 Cercetarea paternității 1 urm.  
 Competență 23.  
 Concepțiune 7, 16, 17, 19, 27, 28, 29.  
 Condamnare penală 10.  
 Continuarea acțiunii 22.  
 Convențiune 6, 25, 26.  
 Creștere 29.  
 Daune-interese 3, 5, 6.  
 Deces 22.  
 Delict civil 6.  
 Dovadă 18.  
 Educație 29.  
 Efecte 27, 28, 29.  
 Excepție 1.  
 Executare 32.  
 Femeie 2, 5, 6, 9.  
 Franța 30, 32.  
 Fraudă 5, 13.  
 Hotărâre 32.  
 Inceput de dovadă scrisă 18.  
 Incetare din viață 22.  
 Însărcinată femeie 5.  
 Interes 20, 21, 26.  
 Intreținere 29.  
 Legi personale 31.  
 Majoritate 9, 13.  
 Mamă 2, 5, 9, 12, 13, 17, 20, 21, 29.  
 Marturi 18.  
 Minoritate 9, 13.  
 Moarte 22.

Moștenire 28.  
 Naștere 6, 17.  
 Obligație 6.  
 Ordine publică 30.  
 Părți interesate, a se vedea cuvântul: „Interes“.  
 Paternitate 1 urm.  
 Penală condamnăre 10.  
 Penală urmărire 10.  
 Pensiune alimentară 2.  
 Personal statut 30, 31.  
 Prejuciu 6.  
 Prescripție 25, 26.  
 Presumpțiuni 16, 18.  
 Probă 18.  
 Prohibire 1 urm.  
 Promisiune de căsătorie 5.  
 Răpire 1, 7-14, 16-29.  
 Reciprocitate 4.  
 Român 31.  
 România 30, 32.  
 Sarcină 5.  
 Sechestrare 8, 12, 13.  
 Seducțiune 5, 6, 11, 12, 13.  
 Statut personal 30, 31.  
 Străinătate 31, 32.  
 Străini 30.  
 Succesiune 28.  
 Suspendare 24.  
 Țară străină 31, 32.  
 Tată 4, 18, 19, 28, 29.  
 Tranzacție 25, 26.  
 Tribunale civile 23, 24.  
 Tribunale penale 24.  
 Urmărire penală 10.  
 Valabilitate 6.  
 Viol 14, 15.  
 Violență 8, 11, 14.

### Doctrină.

1. Cercetarea paternității este oprită în mod absolut cu singura excepție în cazul de răpirea mamei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 965, 966; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 598; Suppl., Paternité et filiation, No. 250; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1532; Nacu, I, p. 532; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 359; Matei Cantacuzino, p. 197; Plastara, I, p. 383; Comp.: Colin et Capitand, ed. 4-a, I, p. 297).
2. Cercetarea paternității este oprită nu numai pe cale de acțiune principală, ci pe orice cale cum ar fi aceea a unei acțiuni de pensii alimentare. (Démolombe, V, No. 485 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 569, p. 191; Laurent, IV, No. 91; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 357).
3. Cercetarea paternității este oprită și în cazul când mama copilului face acțiune în contra unui bărbat pentru a-i cere daune interese. (Aubry et Rau, ed. 4-a, § 569, p. 191; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1529; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 357).
4. Cercetarea paternității este oprită nu numai în contra tatălui ci și în contra copilului. (Merlin, Questions de droit, Paternité, § 1; Valette sur Proudhon, II, p. 136; Toullier, II, No. 939; Duranton, III, No. 233; Démolombe, V, No. 485 bis; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 330, nota 3;



Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 569, nota 6, p. 190; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 599; Suppl., Paternité et filiation, No. 250; Laurent, IV, No. 89, 154; Baudry et Chéneaux, III, No. 676; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1535; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 335, 336; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 350, 357; Contra: Delvincourt, I, p. 93, nota 6).

5. In cazul când o femeie cere daune-interese unui bărbat, pentru motivul că a sedus-o, din care cauză a rămas însărcinată, tribunalele pot admite acțiunea, mai ales când seducțiunea a fost comisă prin întrebuintarea de fraudă, cum ar fi o promisiune de căsătorie, care nu a mai avut loc, etc. (Demolombe, XXXI, No. 514; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 569, p. 191; Laurent, IV, No. 90; Baudry et Chéneaux, III, No. 679; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1529; Planiol et Ripert, II, No. 887; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 357, 358; Plastara, I, p. 390, 392).

6. In cazul când un bărbat și-a luat obligația față de o femeie, prin o scrisoare de a subveni la cheltueile ocazionale de naștere, cu toate că cercetarea paternității este oprită, obligația sa este valabilă întrucât constituie repararea unui prejudiciu cauzat printr'un delict civil de seducțiune. (Duranton, III, No. 229, 230; Laurent, IV, No. 93; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1530; Planiol et Ripert, II, No. 887; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 357; Comp.: Plastara, I, p. 387, 388, 392, 393; Degrea, Scrieri juridice, I, p. 73 urm.; Contra: Demolombe, V, No. 426; Baudry et Chéneaux, III, No. 680).

7. Pentru ca cercetarea paternității să fie permisă în caz de răpire a mamei, trebuie ca epoca răpirei mamei să corespundă cu epoca concepțiunii copilului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 966; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 598 urm.; Suppl., Paternité et filiation, No. 255; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1532, 1534; Planiol et Ripert, II, No. 894; Nacu, I, p. 532; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 359, 361; Matei Cantacuzino, No. 197).

8. Pentru ca să existe răpire se cere ca să existe din partea răpitorului violență și sechestrarea mamei. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 603; Suppl., Paternité et filiation, No. 251; Nacu, I, p. 533; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 892; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 359, 360; Matei Cantacuzino, p. 197).

9. Pentru ca cercetarea paternității, în caz de răpire, să fie permisă nu se cere ca mama să fie minoră, ci ea poate fi și majoră, de oarece textul art. 340 c. civ. fr. (307 c. civ. rom.) nu face nici o distincțiune. (Demolombe, V, No. 489; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 569, nota 11, p. 192; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 69 bis, IV; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 613; Suppl., Paternité et filiation, No. 254; Laurent, IV, No. 97; Huc, III, No. 88; Baudry et Chéneaux, III, No. 684; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1533; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 359).

10. Pentru ca cercetarea paternității să fie permisă, în caz de răpire, nu este necesar ca să existe o urmărire sau o condamnare a răpitorului în instanță penală. (Duvergier sur Toullier, II, No. 941; Demolombe, V, No. 492; Aubry et Rau, VI, § 569, nota 14; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 606; Suppl., Paternité et filiation, No. 253; Laurent, IV, No. 95; Baudry et Chéneaux, III, No. 684; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1537; Planiol et Ripert, II, No. 893; Contra: Toullier, II, No. 941; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 359, 360).

11. Cercetarea paternității în caz de răpire trebuie admisă nu numai în cazul când răpirea a avut loc prin violență, ci și în cazul când răpirea a avut loc prin seducțiune. (Valette sur Proudhon, II, p. 137; Duvergier sur Toullier, II, No. 940; Marcadé, Art. 340, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 69 bis, V; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 603; Suppl., Paternité et filiation, No. 251; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1533; Planiol et Ripert, II, No. 892; Contra: Nacu, I, p. 533).

12. După o părere în caz de răpire prin seducțiune, cercetarea paternității este permisă numai atunci când după răpire, ar fi urmat sechestrarea mamei. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 569, nota 15, p. 194; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 251; Laurent, IV, No. 96; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1533; Planiol et Ripert, II, No. 892; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 360; Comp.: Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 130; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 297; Plastara, I, p. 389, 390).

13. După o altă părere, în caz de răpire prin seducțiune, cercetarea paternității este permisă numai în cazul când mama era minoră; în cazul când mama era majoră, cercetarea paternității este permisă numai în cazul când seducțiunea ar fi fost efectuată în împrejurări speciale de fraudă. (Demolombe, V, No. 490; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 69 bis, V; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 604; Comp.: Huc, III, No. 88).

14. După o părere, în caz de viol, cercetarea paternității este primită, de oarece din acest punct de vedere violul trebuie asimilat cu răpirea prin violență. (Loché, Art. 340; Delvincourt, I, p. 95, nota 7; Toullier, II, No. 941; Valette sur Proudhon, II, p. 139; Demolombe, V, No. 491; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 330 text și nota 6; Marcadé, Art. 340, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 69 bis, III; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 605; Suppl., Paternité et filiation, No. 252; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 892; Nacu, I, p. 533; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 360).

15. După o altă părere în caz de viol, nu este permisă cercetarea paternității. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 569, nota 16, p. 194; Huc, III, No. 88; Baudry et Chéneaux, III, No. 683; Planiol, ed. 6-a,



I, No. 1533; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 297; Nacu, I, p. 533; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 360, 361; Plastara, I, p. 388).

**16.** Pentru ca răpitorul să fie declarat părintele copilului, în caz de răpire, trebuie ca epoca răpirei să corespundă cu epoca concepției copilului. Pentru a se cerceta dacă epoca răpirei corespunde cu epoca concepției copilului, trebuie să se recurgă la prezumpțiile stabilite de art. 312, 314 și 315 c. civ. fr. (286, 288 și 289 c. civ. rom.). (Demolombe, V, No. 493; Marcadé, Art. 340, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 569, nota 13, p. 193; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 607; Baudry et Chéneaux, III, No. 685; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 361; Contra: Laurent, IV, No. 98; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1534; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 69 bis, VIII; Huc, III, No. 88; Planiol et Ripert, II, No. 894).

**17.** Cercetarea paternității trebuie făcută după nașterea mamei, căci numai atunci se poate verifica dacă epoca răpirei corespunde cu epoca concepției copilului. (Demolombe, V, No. 493; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 609; Baudry et Chéneaux, III, No. 686; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 361).

**18.** Proba răpirei și a tuturor împrejurărilor din care tribunalele să-și facă convingerea că răpitorul este tatăl copilului, se poate face prin orice mijloc de dovadă, chiar prin martori și prezumpțiuni, fără să fie necesară existența unui început de probă scrisă. (Demolombe, V, No. 495; Demante et Colmet de Santerre, ed. 7-a, II, No. 69 bis, VII; Bonnier, Traité des preuves, ed. 5-a, No. 221; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 966; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 610; Baudry et Chéneaux, III, No. 685; Planiol, ed. 6-a, I, 2-a, II, p. 359).

**19.** Tribunalele nu sunt obligate să declare ca părinte al copilului pe răpitor, chiar în cazul când epoca răpirei ar corespunde cu epoca concepției, ci ele vor aprecia după împrejurările de fapt de oarece se poate întâmpla ca femeia să fi avut relații și cu alți bărbați. (Delvincourt, I, p. 93, notele 8, 9; Toullier, II, No. 941; Demolombe, V, No. 493; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 330, nota 5; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 966; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 607; Baudry et Chéneaux, III, No. 685; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1536; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 361).

**20.** Prin cuvintele: „părți interesate” din art. 340 c. civ. fr. (307 c. civ. rom.) se înțeleg numai copilul și mama în folosul copilului. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 256; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1535; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 335; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 916 urm.).

**21.** După o altă părere acțiunea de cercetarea paternității poate fi exercitată nu numai de mamă și de copil ci de orice persoană care are interes s'o exercite. (Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filia-

tion, No. 256; Laurent, IV, No. 99; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 361, 362).

**22.** După moartea copilului, acțiunea în cercetarea paternității, în cazul când este permisă, nu poate fi nici intentată nici continuată de nimeni. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 335; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 916 urm.; Matei Cantacuzino, p. 199).

**23.** Cercetarea paternității în caz de răpire se va adresa numai tribunalelor civile, cari sunt singure competente să judece chestiunile de stat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 969; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 642; Planiol et Ripert, II, No. 924; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 362; Matei Cantacuzino, p. 199).

**24.** În cazul când tribunalele criminale sunt sezise cu o acțiune penală de răpire, ele nu sunt obligate să suspende judecata până ce tribunalele civile vor fi judecat chestiunea paternității, de oarece dispozițiile art. 327 c. civ. fr. (300 c. civ. rom.) nu sunt aplicabile în această materie. (Demolombe, V, No. 532; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 642; Laurent, IV, No. 100; Baudry et Chéneaux, III, No. 701; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 362; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 69 bis, VI; Contra: Marcadé, Art. 342, No. 4; Planiol, I, No. 1507; Matei Cantacuzino, p. 199).

**25.** Acțiunea în cercetarea paternității în caz de răpire, este imprescriptibilă și nu poate face obiectul unei convențiuni. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 969; Planiol et Ripert, I, No. 17; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 362; Matei Cantacuzino, p. 198).

**26.** Drepturile pecuniare rezultate din cercetarea paternității se prescriu și pot face obiectul unei convențiuni. (Demolombe, V, No. 513, 514; Laurent, IV, No. 23, 24; Baudry et Chéneaux, III, No. 702; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 362).

**27.** Cu toate că articolul 307 din codul civil român arată că cercetarea paternității este permisă în caz de răpire, când epoca răpirei corespunde cu epoca concepției copilului, totuși legea nu arată cari sunt efectele stabilirii acestei paternități. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 293, 362, 363).

**28.** Se decide că în acest caz, copilul nu va moșteni pe tatăl său, de oarece legea nu prevede acest drept succesoral. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 362).

**29.** Mama copilului va putea însă acționa în judecată pe tată pentru a contribui la creșterea și întreținerea copilului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 362, 363).

**30.** În Franța (România) este oprită cercetarea paternității chiar pentru străinii al căror statut personal permite această cercetare, de oare cercetarea paternității este contrară ordinii publice internaționale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, nota 33, p. 150; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 262; Huc, III, No. 106; Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 27; Despagnet, Précis,



ed. 3-a, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 363; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 934).

31. Chiar dacă în o țară ar fi permisă cercetarea paternității, un român care s'ar afla în acea țară nu ar putea face acolo acțiune în cercetarea paternității, de oarece se opune legea sa personală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 363; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 935).

32. Dacă însă cercetarea paternității a avut loc în o țară străină în care ea era permisă, hotărârea obținută acolo poate fi executată în Franța (România). (Huc, III, No. 106; Weiss, *Traité élémentaire*, p. 556; Despagnet, *Précis*, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 364, 365).

33. A se vedea: art. 308 și 998 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. a) Dacă străinul nu poate cerceta paternitatea naturală în România hotărârea străină produce efectele sale, pentru că legea civilă română nu a oprit decât procesele cari ar turbura ordinea publică locală. Și dacă procesul s'a judecat în afara teritoriului român, ordinea publică nu e intru nimic jicnită prin invocarea paternității, dovedită pe teritoriul străin.

b) Copilul născut în Ardeal, din mamă ardeleancă sub protecțiunea legii austriace, dobândește prin naștere dreptul la întreținere de către tatăl său natural. Acest drept câștigat prin naștere nu-l poate pierde prin faptul că tatăl său ar avea domiciliul în vechiul regat, unde legea nu prevede cercetarea paternității. (Jud. Brașov, cartea de judecată No. 4561 din 1922, Jur. Gen. 1925, No. 1860, Jur. Gen. 1926, No. 1247).

2. Prin acordarea unei despăgubiri sub formă de pensie alimentară pentru întreținerea copilului rezultat dintr'o seducțiune, nu se calcă dispozițiile art. 307 c. civ., neturburându-se cu nimic liniștea familiilor, scop pe care l-a avut în vedere legiuitorul, ci se urmărește repararea unei pagube provocată prin o culpă. (C. Apel Craiova, S. I, 100 din 6 Aprilie 1925, Pand. Săpt. 21/925; Pand. Rom. 1925, III, 130, *Justiția Olteniei* 9—10/925, Pand. Rom. 1926, II, 19).

3. În codul nostru civil este interzisă cercetarea paternității, pentru a nu turbura liniștea socială. Când însă se dovedește care este tatăl unui copil natural, acesta este dator să contribuie la repararea prejudiciului cauzat femeii cu care a avut relațiuni. (Trib. Mehedinți, s. I, 515 din 13 Octombrie 1925, Pand. Săpt. 26/925, Pand. Rom. 1926, III, 37).

4. Numai simpla rupere a unei făgăduințe de căsătorie fără nici un motiv serios, care să justifice ruperea făgăduinței date și când viitorul soț părăsit este vic-

tima capriciului, ușurinței sau răutății celeilalte părți, poate da loc la daune-interese în baza art. 998 și 999 codul civ., când se constată că acest fapt are ca urmare împrejurări, cari fac ca viitorul soț părăsit să suferă din această cauză o pagubă materială sau morală. Jurisprudența e constantă sub acest raport dela celebra decizie a Curței de casatie fr. din 30 Mai 1838 și până astăzi.

Cu atât mai mult e răspunzător de daune cel care, întrebuițând diferite manopere și promisiuni, seduce o fată, făcând-o să-și piardă reputațiunea și să-i atingă onoarea ce a avut-o în societate și a conviețuit cu seducătorul timp îndelungat, cum este în speță.

Manoperile întrebuițate de pârât și care au fost de așa natură, încât i-a sugerat reclamantei o încredere nemărginită în îndeplinirea unor acte favorabile situației sale viitoare, au fost cauza determinantă a seducțiunii și a conviețuirii îndelungate ce a avut-o cu pârâtul și acceptându-le, nu se poate considera că a consimțit la acele consecințe, de care numai pârâtul este răspunzător.

Pârâtul izgonind-o pe motivul nesperios că nu-i mai place și nejustificând cu nimic purtarea sa necorectă, că aceasta în tot timpul conviețuirii și absentei viitorului soț de acasă a avut purtări bune, reese că s'a cauzat reclamantei prejudicii atât materiale cât și morale, căci din această conviețuire s'a născut și o copilă.

Art. 998 și 999 codul civil se exprimă în termeni generali și nu face nicio distincțiune între dauna materială și cea morală, această din urmă fiind lăsată la suverana apreciere a judecătorului, proporționând-o cu gravitatea prejudiciului moral.

Dacă în populațiunea rurală este un obiceiul destul de înrădăcinat că tineri, cari convin să se căsătorească, până la procurarea mijloacelor pentru facerea nunței, până la înjghebararea unui cămin, să conviețuiască sub același acoperământ cu fata, chiar cu asentimentul părinților, nu poate rămâne nesancționat abuzul ce s'ar face cu părăsirea fără nici un motiv a viitoarei lui soții.

Codul penal rus prevede în acest caz și o sancțiune penală.

La noi însă, legiuitorul a prevăzut o sancțiune civilă, considerând, faptul ca un quasi-delicț. (art. 998 și 999 codul civ.).

Obiecțiunea ridicată de pârât că, potrivit art. 307 codul civil este oprită cercetarea paternității, nu este întemeiată, fiindcă în fapt pârâtul a și recunoscut că copilul este născut din conviețuirea lor, și fiindcă acest articol este inaplicabil în speță, unde este chestiunea de repararea unui prejudiciu cauzat victimei. Că acest prejudiciu ori care ar fi faptul care l'a cauzat, el trebuie reparat, că ar fi absurd, barbar și contra moralei să se refuze reclamantei dădăunarea cuvenită pentru sarcina grea ce i s'a impus pentru în-



treaga viață, prin nașterea copilei. (Jud. Oc. Cerna-Tulcea, Cart. de judecată civ. No. 7 din 27 Martie 1925. Justiția Dobrogei, 6—7 din 1925).

5. Conform art. 998 c. civ. orice faptă a omului care cauzează altuia un prejudiciu, obligă pe acela din a cărui greșală s'a ocazionat, a-l repara.

Astfel faptul că prin ademeniri mincinoase, prin făgăduinți de căsătorie un bărbat abuzează de neexperiența unei fete determinând-o să-și părăsească locuința părinților, să-și uite de datoriile sale și să aibă relațiuni intime cu el, din care a rezultat nașterea unui copil, constituie o culpă din partea bărbatului, care făcându-se vinovat de acest fapt ilicit — seducțiunea — este obligat a repara prejudiciul atât moral cât și material pe care femeia l'a încercat.

Acțiunea în daune pentru seducțiune din care a rezultat nașterea unui copil, nu poate fi respinsă sub motiv, că ar implica o cercetare a paternității.

Căci art. 307 codul civil interzice formal cercetarea paternității și împiedică crearea unor legături de familie între părintele natural și copil, în cazul când acesta nu ar fi recunoscut de tată, însă nu oprește ca femeia care se pretinde vic-

tima unei seducțiuni să ceară în fața justiției repararea prejudiciului cauzat de faptul că a avut cu seducătorul său relațiuni intime, al căror rezultat a fost nașterea unui copil.

Cercetarea paternității nu poate fi pusă la cale decât printr'o reclamațiune de stat, care se exercită de copil sau reprezentantul său legal pentru a i se constitui o stare civilă determinată pe când acțiunea în seducțiune se exercită de femeia sedusă și nu tinde decât la repararea prejudiciului cauzat de faptul seducțiunii.

În speță, este constatată că Vasile Pasăre prin ademeniri mincinoase și făgăduinți că o va lua în căsătorie a abuzat de inexperiența și vârsta fragedă a fetei Paraschiva V. Crăciun de 17 ani, pe care a determinat-o să părăsească casa părinților săi și să aibă relațiuni intime, continuând a trăi împreună vreme de 5 luni. Că în urma acestor relațiuni Paraschiva V. Crăciun a dat naștere unui copil, după care a fost alungată de către V. Pasăre. Culpă pârâtului fiind stabilită aceasta a fost condamnat la plata sumei de 25.000 lei cu titlu de daune. (Trib. Fălticeni, 110 din 5 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1422).

6. A se vedea: art. 10 nota 1.

### Art. 308. — Cercetarea maternității este primită.

Copilul ce își va reclama pe mama sa, va fi dator a dovedi că el este acelaș copil pe care ea l-a născut.

Nu va fi primit a dovedi aceasta prin martori, decât numai atunci când va fi un început de dovadă înscris. (Civ. 292—303, 677, 1169, 1197; Pr. civ. 185 urm.; Civ. Fr. 341).

*Text. fr. Art. 341. — La recherche de la maternité est admise.*

L'enfant qui réclamera sa mère, sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins, que lorsqu'il aura déjà un commencement de preuve par écrit.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni* p. 111;  
GRIGORIAN CORNELIU, „*Recunoașterea forțată sau judiciară a copilului natural*“, Pand. Rom. 1925, IV, 74.

#### INDEX ALFABETIC (ia doctrină)

Act de naștere 23-27, 51, 52.	Civil drept român 4.	Identitate 11-14, 23, 50.	Maternitate 1 urm.
Act de recunoaștere 29.	Competență 45.	Început de dovadă scrisă 6, 7, 8, 10, 12, 14, 16-24, 26-30, 50.	Moarte 3, 34-37.
Act scris 5, 6, 15, 22.	Contestație 27, 51.	Încetare din viață 3, 34-37.	Moștenitori 34-37.
Act sub semnătură privată 29.	Convențiune 33, 41.	Indicii grave 7.	Naștere 11-17, 24-27, 50, 53.
Acțiune oblică 32, 33.	Copil 1, 2, 3, 11, 20, 23-26, 31, 32, 33, 35-42.	Inscris 5, 6, 15, 22.	Nume 22.
Acțiune penală 46.	Copil adulterin 4.	Interes 31-37, 41, 43, 44.	Parte interesată, a se vedea cuvântul: „Interes”.
Acțiune personală 31, 32, 34.	Copil incestuos 4.	Interrogator 28.	Paternitate 47, 48, 49.
Adulter 4.	Creditori 32, 33.	Jurământ 10.	Penală acțiune 46.
Aprecieri suverană 30.	Deces 3, 34-37.	Legitimă filiațiune 7.	Personală acțiune 31, 32, 34.
Cercetarea maternității 1 urm.	Declaranți 25.	Lingerie 22.	Poseziune de stat 47-53.
Cercetarea paternității 47, 48, 49.	Destinatar 21.	Mamă 3, 9, 10.	Prescripție 42, 43, 44.
	Dovadă 5-29.	Mandat 27.	Prezumpțiuni 7, 8.
	Drept civil român 4.	Marturi 6, 7, 8, 12, 13, 14, 16, 17.	Probă 5-29.
	Filiațiune legitimă 7, 19, 52.	Mărturisire 9, 28.	Reciprocitate 1, 2, 3.
			Recunoaștere 29.
			Redactare 24, 25.
			Renunțare 40.



Român drept civil 4.  
Rufe 22.  
Scrisori 20, 21.  
Succesiune 3.  
Succesori 34-37.

Suspendare 46.  
Suverană apreciere 30.  
Terțe persoane 21.  
Tranzacție 39.  
Tribunale civile 45.

### Doctrină.

1. Cu toate că copilul are dreptul să introducă acțiunea în cercetarea maternității pentru folosul său, reciproca nu este admisă și se decide că nimeni nu are dreptul să stabilească maternitatea în contra copilului și fără voia sa. (Duranton, III, No. 242; Demolombe, V, No. 527; Marcadé, Art. 341, No. 8; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 639; Suppl., Paternité et filiation, No. 282; Huc, III, No. 90; Planiol, I, No. 1517; Planiol et Ripert, II, No. 871, 872; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 335, 336).

2. După o altă părere, cercetarea maternității ar putea fi făcută în contra copilului. (Merlin, Répertoire, Maternité, No. 5; Valette sur Proudhon, II, p. 140; Taulier, I, p. 434 urm.; Beudant, II, No. 598; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 73 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, p. 198 urm.; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 639; Laurent, IV, No. 107; Baudry et Chéneaux, III, No. 697; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 336).

3. Mama copilului natural are dreptul să dovedească maternitatea în contra copilului și chiar după încetarea acestuia din viață, pentru a culege succesiunea lui. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 337).

4. În dreptul civil român chiar copiii naturali adulterini sau incestuoși, au dreptul să-și cerceteze maternitatea. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 335).

5. Maternitatea naturală poate fi dovedită prin acte scrise. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 618; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 879).

6. În cazul când nu există un act scris, maternitatea naturală va putea fi dovedită prin martori cu condițiunea ca să existe un început de dovadă scrisă. (Demolombe, V, No. 500; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 618; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1509; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 295 urm.; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 875 urm., 880).

7. Cu toate că art. 323 c. civ. fr. (296 c. civ. rom.) arată că prezumpțiunile sau indiciile grave înlocuiesc începutul de dovadă scrisă și autoriză admiterea dovezii cu martori, aceste dispozițiuni nu-și găsesc aplicațiunea la cercetarea maternității naturale ci numai la cercetarea maternității legitime. (Merlin, Répertoire, Légitimation, section 3, No. 3; Questions de droit, Maternité; Toullier, II, No. 944, 945; Demolombe, V, No. 502; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 332, nota 2; Beudant, II, No. 590; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 967; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, nota 17, p. 204; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 618; Suppl., Paternité et filiation, No. 264; Laurent, IV, No. 109; Huc, III, No.

89; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1515; Planiol et Ripert, II, No. 877; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 296; Nacu, I, p. 537, 538; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 339, 340; Matei Cantacuzino, p. 198, 199; Plastara, I, p. 379).

8. În cazul când există un început de dovadă scrisă, maternitatea naturală poate fi dovedită nu numai prin martori, ci și prin prezumpțiuni grave, precise și concordante. (Valette sur Proudhon, II, p. 140; Demolombe, V, No. 505; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 623; Laurent, IV, No. 120; Planiol et Ripert, II, No. 880; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 338, text și nota 5).

9. Mărturisirea mamei, făcută înaintea tribunalului, poate servi ca dovadă a maternității naturale. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 623; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 879).

10. După o părere, pentru dovedirea maternității naturale se poate deferi mamei jurământul decizoriu, chiar când nu există un început de dovadă scrisă. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 631; Suppl., Paternité et filiation, No. 271; Contra: Demolombe, V, No. 512; Laurent, IV, No. 108; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 349; Degrea, Scrieri Juridice, I, p. 87).

11. Pentru ca un copil să poată stabili maternitatea naturală a unei femei, trebuie să dovedească: nașterea femeii și identitatea sa cu copilul născut. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 967; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 615; Suppl., Paternité et filiation, No. 263; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 295, 296; Nacu, I, p. 536; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 338; Matei Cantacuzino, p. 198; Plastara, I, p. 374, 379; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 875).

12. Proba nașterii femeii și identitatea copilului natural cu cel născut, după părerea dominantă, trebuie făcută potrivit dispozițiilor art. 341 c. civ. fr. (308 c. civ. rom.), adică cu martori numai când ar exista un început de dovadă scrisă. (Merlin, Répertoire, Maternité, No. 3, 4; Duvergier sur Toullier, II, No. 942; Duranton, III, No. 240; Demolombe, V, No. 500; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 331, nota 2; Marcadé, Art. 341, No. 3; Bonnier, Traité des preuves, ed. 5-a, No. 220; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 70 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, nota 11, p. 202; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 615; Suppl., Paternité et filiation, No. 263; Laurent, IV, No. 112; Huc, III, No. 89; Baudry et Chéneaux, III, No. 667; Nacu, I, p. 536, 537; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 338, 339; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, III, No. 70 bis; Matei Cantacuzino, p. 198).

13. După o altă părere, art. 341 c. civ. fr. (308 c. civ. rom.) se ocupă numai de dovada identității copilului și presupune că dovada nașterii mamei este stabilită. (Merlin, Questions de droit, Maternité; Delvincourt, I, p. 93; Toullier, II, No. 942; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1512; Planiol et Ripert, II, No. 875, 876; Colin et Capitant,



ed. 4-a, I, p. 296; Comp.: Plastara, I, p. 379).

14. După această din urmă părere, identitatea celui ce-și caută maternitatea, cu copilul născut se va putea face prin martori când există un început de dovadă scrisă (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1512; Planiol et Ripert, II, No. 875; Comp.: Plastara, I, p. 376, 377, 379).

15. In această ultimă părere, dovada prealabilă a nașterii femeii, după o părere, se face numai prin act scris. (Toullier, II, No. 942).

16. După o altă părere, dovada nașterii femeii se poate face și prin martori, când există un început de dovadă scrisă. (Merlin, Répertoire, Maternité, No. 3; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 615).

17. După a treia părere, dovada nașterii femeii se poate face prin martori, fără să fie nevoie de un început de dovadă scrisă. (Delvincourt, I, p. 93, No. 10; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 615; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1511; Planiol et Ripert, II, No. 876; Plastara, I, p. 379).

18. In ceea ce privește înțelesul expresiunii de: „început de dovadă scrisă” părerile sunt împărțite în doctrină; după o părere, de oarece art. 341 c. civ. fr. (308 c. civ. rom.) nu a arătat ce înseamnă început de dovadă scrisă ș'a înțeles a se referi la începutul de dovadă scrisă prevăzut de art. 1347 c. civ. fr. (1197 c. civ. rom.) iar nu la cel prevăzut de art. 324 c. civ. fr. (297 c. civ. rom.). (Demolombe, V, No. 503; Bonnier, Traité des preuves, No. 145; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 170, p. 332; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, notele 18, 19, p. 204 urm.; Beudant, II, No. 590; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 619; Laurent, IV, No. 111; Nacu, I, p. 537; Matei Cantacuzino, p. 198, 199).

19. După o altă părere, de oarece art. 341 c. civ. fr. (308 c. civ. rom.) nu a arătat ce înseamnă început de dovadă scrisă, a înțeles să aplice aceleași reguli ca și la dovedirea filiației legitime, deci se vor aplica și la dovedirea maternității naturale, dispozițiile art. 324 c. civ. fr. (297 c. civ. rom.) iar nu dispozițiile art. 1347 c. civ. fr. (1197 c. civ. rom.). (Marcadé, Art. 341, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 70 bis, III; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 967, nota 2; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 619; Huc, III, No. 89; Baudry et Chéneaux, III, No. 666; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1513; Planiol et Ripert, II, No. 878; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 296; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 341; Plastara, I, p. 381; Degrea, Scrieri Juridice, I, p. 88).

20. Scrisorile pretinsei mame adresate copilului sau unei terțe persoane, pot servi ca început de dovadă scrisă. (Laurent, IV, No. 114; Baudry et Chéneaux, III, No. 668; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 342; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 879).

21. Pentru ca scrisorile mamei adre-

sate unei terțe persoane să poată servi ca început de dovadă scrisă, trebuie ca aceste scrisori să fie produse cu învoirea destinatarului. (Laurent, IV, No. 114; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 342, nota 2).

22. Ca început de dovadă scrisă, poate fi invocată și o hârtie pusă în rufăria copilului, și pe care se află scris de către pretinsa mamă, numele ce trebuie dat copilului. (Demolombe, V, No. 510; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 879).

23. Actul de naștere al unui copil natural, în care se arată mama care l-a născut, după părerea dominantă, de oare ce nu probează identitatea copilului, nu poate servi ca un început de dovadă scrisă pentru stabilirea identității în cercetarea maternității. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 626; Suppl., Paternité et filiation, No. 269; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1514; Planiol et Ripert, II, No. 879; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 296; Nacu, I, p. 534).

24. Actul de naștere al unui copil, în care se arată mama care l-a născut, fără ca ea să fi luat parte la redactarea actului, după părerea dominantă, nu constituie nici o probă nici un început de probă scrisă, pentru a dovedi nașterea mamei. (Duvier sur Toullier, II, No. 946; Duranton, III, No. 237; Demolombe, V, No. 383, 504 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 332; Demante et Colmet de Santerre, I, No. 101 bis II; Beudant, II, No. 563, 587; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, notele 21, 22, p. 205; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 625; Suppl., Paternité et filiation, No. 270; Laurent, IV, No. 117, 118; Huc, III, No. 89; Baudry et Chéneaux, III, No. 669; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1465, 1514; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 345; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 198).

25. După o altă părere, actul de naștere al unui copil, în care se arată mama care l-a născut, de către persoanele chemate de lege a face declarația de naștere, chiar dacă mama nu a luat parte la redactarea actului, face probă completă a nașterii mamei. (Merlin, Questions de droit, Maternité; Proudhon, II, p. 143; Toullier, II, No. 865; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 625; Suppl., Paternité et filiation, No. 270; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 292, 293, 294, 295; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1510; Planiol et Ripert, II, No. 820, 876; Plastara, I, p. 374, 375, 381; Degrea, Scrieri Juridice, I, p. 88, 89).

26. După o a treia părere, actul de naștere, are valoarea unui început de dovadă scrisă în privința nașterii mamei. (Delvincourt, I, p. 93, nota 10; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 625).

27. Dacă însă declarația de naștere consemnată în actul de naștere ar fi făcută de mamă sau de un mandatar al ei, care ar fi semnat actul, sau de persoana care ia parte la judecarea contestației, în aceste cazuri actul de naștere



constitue un început de dovadă scrisă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 345; Comp.: Plastara, I, p. 374, 375).

**28.** Tribunalele pot scoate un început de dovadă scrisă din mărturisirile mamei făcute în justiție în urma unui interogator ce i s'a luat, consemnându-se răspunsurile sale. (Planiol et Ripert, II, No. 879; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 342).

**29.** Un act de recunoaștere făcut de către mamă, sub semnătură privată, poate servi ca un început de dovadă scrisă. (Demolombe, V, No. 506 urm.; Laurent, IV, No. 113; Baudry et Chéneaux, III, No. 668; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 343; Comp.: Plastara, I, p. 381, 382; Degrea, Scrieri Juridice, I, p. 84).

**30.** Tribunalele apreciază în mod suveran, dacă actele invocate de către reclamant constituiesc sau nu un început de dovadă scrisă. (Baudry et Chéneaux, III, No. 669; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 341).

**31.** În timpul vieții sale, numai copilul are dreptul să introducă acțiunea în cercetarea maternității sale, de oarece această acțiune este personală. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 632; Suppl. Paternité et filiation, No. 275; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 969; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1516, 1517; Planiol et Ripert, II, No. 870; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 335).

**32.** Creditorii copilului nu au dreptul să introducă acțiune în cercetarea maternității în timpul vieții copilului și în numele său, acțiunea fiind personală acestuia. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 638; Suppl. Paternité et filiation, No. 281; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 870; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 336).

**33.** După o altă părere, de oarece de acțiunea în cercetarea maternității se leagă și drepturi materiale, creditorii copilului pot introduce această acțiune în numele copilului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, nota 1, p. 196; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 281; Laurent, IV, No. 102).

**34.** După moartea copilului natural, după o părere, moștenitorii săi nu au dreptul să introducă acțiunea în cercetarea maternității, de oarece această acțiune este admisă numai în interesul copilului și constituie un drept alăturat în mod exclusiv persoanei sale. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 636; Suppl. Paternité et filiation, No. 277; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 969; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1516; Planiol et Ripert, II, No. 873; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 335).

**35.** După o altă părere, acțiunea în cercetarea maternității, după moartea copilului natural, trece la moștenitorii săi, când ei au interes material. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, notele 2 urm., p. 196 urm.; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 636; Suppl., Paternité et filiation, No. 277; Laurent, IV, No. 101 urm.;

Huc, III, No. 91; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 335; Comp.: Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 333, nota 5; Beudant, II, No. 598; Matei Cantacuzino, p. 199).

**36.** După o a treia părere, moștenitorii copilului natural au dreptul să introducă acțiunea în cercetarea maternității dar numai în condițiunile prevăzute de art. 329 și 330 c. civ. fr. (302 și 303 c. civ. rom.) pentru copiii legitimi. (Demolombe, V, No. 524; Marcadé, Art. 342, No. 4; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 636; Suppl., Paternité et filiation, No. 278; Baudry et Chéneaux, III, No. 695, 696; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 70 bis, IV; Huc, III, No. 91; Matei Cantacuzino, p. 199; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, p. 196; Laurent, IV, No. 103; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 336).

**37.** După o a patra părere, moștenitorii copilului natural au dreptul să facă acțiune în cercetarea maternității, chiar când au numai un interes moral. (Plastara, I, p. 381).

**38.** Acțiunea în cercetarea maternității, ca orice chestiune de stat, nu poate face obiectul unei convențiuni. (Demolombe, V, No. 514; Troplong, Du mandat, du cautionnement et des transactions, No. 67; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, nota 29, p. 209; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 632; Suppl., Paternité et filiation, No. 276; Planiol et Ripert, II, No. 882).

**39.** Copilul natural nu poate încheia o tranzacție asupra acțiunii sale de cercetarea maternității. (Demolombe, V, No. 514; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 633; Laurent, IV, No. 24; Baudry et Chéneaux, III, No. 702; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 349; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 882).

**40.** Copilul natural nu are dreptul să renunțe la acțiunea în cercetarea maternității sale. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 632; Suppl., Paternité et filiation, No. 275; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 882).

**41.** Copilul natural poate face convențiuni asupra intereselor pecuniare, cari rezultă din cercetarea maternității sale. (Demolombe, V, No. 514; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 634; Laurent, IV, No. 24; Baudry et Chéneaux, III, No. 702; Planiol et Ripert, II, No. 882; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 349).

**42.** Acțiunea în cercetarea maternității ca ori ce chestiune de stat, este imprescriptibilă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 969; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 633; Suppl., Paternité et filiation, No. 276; Planiol et Ripert, II, No. 882; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 336, 349; Matei Cantacuzino, p. 199).

**43.** Interesele pecuniare care rezultă din calitatea de copil natural, se pot prescrie. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 634; Suppl., Paternité et filiation, No.



276; Planiol et Ripert, II, No. 882; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 349).

44. Acțiunea celorlalte părți interesate, rezultată din cercetarea maternității se prescrie conf. dreptului comun. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 336).

45. Acțiunea în cercetarea maternității trebuie adresată numai tribunalelor civile. (Demolombe, V, No. 530; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 969; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 70 bis, IV; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 641; Laurent, IV, No. 25; Baudry et Chéneaux, III, No. 701; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1507; Planiol et Ripert, II, No. 881; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 349; Matei Cantacuzino, p. 199).

46. Dispozițiile art. 327 c. civ. fr. (300 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la cercetarea maternității. (Merlin, Répertoire, Parricide, No. 3; Delvincourt, I, p. 93, nota 10; Demolombe, V, No. 531; Marcadé, Art. 341, No. 4; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 70 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 969; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 641; Matei Cantacuzino, p. 199).

47. După o părere, posesiunea de stat de copil natural nu poate fi invocată față de tată din cauză că cercetarea paternității este oprită, însă poate fi invocată față de mamă. (Proudhon, II, p. 143, 144; Duranton, III, No. 238; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 67 bis, V; Bonnier, Traité de preuves, No. 144; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 647; Paternité et filiation, No. 284; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 294, 295; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 972).

48. După o altă părere, posesiunea de stat poate fi invocată și în materie de filiațiune naturală atât față de mamă cât și față de tată. (Valette sur Proudhon, II, p. 150; Demolombe, V, No. 477 urm.; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 645; Suppl., Paternité et filiation, No. 284; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 973; Degrea, Scrieri Juridice, I, p. 89, 90).

49. După o a treia părere, posesiunea de stat nu poate fi invocată în materie de filiațiune naturală nici față de mamă, nici față de tată, de oarece acest mod de probațiune nu este prevăzut în materie de filiațiune naturală ci numai în materie de filiațiune legitimă. (Toullier, II, No. 970, 971; Beudant, II, No. 563; Marcadé, Art. 342, No. 6; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 569, nota 2, p. 188, § 570, nota 9, p. 200; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 645; Suppl., Paternité et filiation, No. 284; Laurent, IV, No. 18 urm.; Huc, III, No. 83 urm.; Baudry et Chéneaux, III, No. 707; Nacu, I, p. 535, 536; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 346 urm.; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 974; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1542 urm.; Planiol et Ripert, II, No. 821; Matei Cantacuzino, p. 198; Plastara, I, p. 377 urm., 393).

50. Dacă posesiunea de stat nu poate stabili filiațiunea naturală a copilului, ea însă va putea completa dovada identi-

tății sale cu cel născut de mamă în cazul când există un început de dovadă scrisă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 348).

51. Dispozițiile art. 322 c. civ. fr. (295 c. civ. rom.), după o părere, nu-și găsesc aplicațiunea în materie de filiațiune naturală; prin urmare se poate contesta starea de copil natural a unui copil care are o posesiune de stat conformă titlului său de naștere. (Demolombe, V, No. 481; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 67 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 570, nota 10, p. 201; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 653; Suppl., Paternité et filiation, No. 285; Laurent, IV, No. 18).

52. După o altă părere, dispozițiile art. 322 c. civ. fr. (295 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât în materie de filiațiune legitimă cât și în materie de filiațiune naturală. (Proudhon, II, p. 143; Toullier, II, No. 899; Duranton, III, No. 239; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 652; Suppl., Paternité et filiation, No. 285).

53. Faptul nașterii mamei însă, nu poate fi stabilit prin posesiunea de stat a copilului natural. (Laurent, IV, No. 13; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 348).

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. a) Numai recunoașterea solemnă făcută de ambii părinți prin chiar actul de căsătorie sau pe calea judecătorească potrivit art. 308 c. civ., sunt singurele mijloace de dovadă a filiațiunii copilului natural, admise de legea română. Recunoașterea voluntară a mamei nefiind admisă de legea română, interogatorul mamei și proba cu martori, fără un început de dovadă scrisă, sunt inadmisibile.

b) O legitimare nu poate fi atacată decât prin unul din mijloacele prevăzute de art. 953 c. civ., astfel că nesinceritatea recunoașterii din partea tatălui nu constituie o cauză de anulare pentru vicierea consimțământului său, căci a fost făcută cu formele legale. (Trib. Brăila II, 750 din 29 Aprilie 1922, Curier Judiciar 1 din 1925).

2. Art. 308 cod. civ. nu interzice unei persoane născute sub imperiul codului Caragea să beneficieze de dispozițiunile legale ale acestui cod, cu privire la dovedirea filiațiunii legitime sau naturale.

Atunci când este vorba a se dovedi calitatea de fiu natural sau legitim al cuiva, când nașterea celui ce pretinde această calitate a avut loc sub imperiul codului Caragea, cum este în speță, reclamantul fiind născut la 1860, pentru admisibilitatea acestei probe cu martori nu se cere, ca și Regulamentul organic, nici un început de probă scrisă sau alt indiciu, pentru ca să se admită de instanță la cererea celui interesat proba testimonială.

A admite o soluție contrară într-o ast-



fel de situație este a se lovi în principiul neretroactivității legilor civile.

Prin urmare, în speță, este inutil a se mai examina dacă actul de naștere al reclamantului, astfel cum se prezintă el și cu mențiunile ce poartă, poate constitui un început de probă scrisă, care, în treacănt fie zis, sub codul civil nu ar pu-

tea fi considerat ca atare. Ori din administrarea probei rezultând că reclamantul și-a stabilit în proces calitatea de frate uterin cu vânzătorii, el are calitatea de moștenitor al defunctei sale mame. (Trib. Buzău, S. II, 401 din 26 Nov. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 1030).

3. A se vedea: art. 10, nota 1.

## TITLUL VIII

### Despre adopțiune <sup>1)</sup>

#### CAPITOLUL I

##### Secțiunea I. Adopțiunea și efectele sale.

**Art. 309.** — Nu pot adopta decât persoanele de ambele sexe, și care la epoca adopțiunii nu vor avea nici copii nici descendenți legitimi; pe lângă aceasta trebuie să fie cel puțin 18 ani mai mare decât acela pe care își propun a adopta. (Civ. 11, 310 urm., 319; Civ. Fr. 343).

*Text. fr. Art. 343.* — L'adoption n'est permise qu'aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, âgées de plus de cinquante ans, qui n'auront, à l'époque de l'adoption, ni enfants, ni descendants légitimes, et qui auront au moins quinze ans de plus que les individus qu'elles se proposent d'adopter.

#### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO, *Observație* sub C. Apel Riom, 14 Aprilie 1922, Pand. Rom. 1926, III, 30.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 17.  
Act de adopțiune 26.  
Act de naștere 38.  
Act de notorietate 38.  
Act sub semnătură privată 48.  
Adopțiune 1 urm.  
Adopțiune ordinară 2.  
Agent diplomatic 42.  
Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.  
Aprecieri suverană 20, 23.  
Bărbat 32.  
Bună reputație 13.  
Călugăr 9.  
Căsătorie 4, 8, 21-25, 27, 28, 38.  
Castrai 5.  
Competență 42.  
Concepțiune 18, 19, 21-26.  
Consiliu judiciar 14.  
Contract 15, 34.  
Contact solemn 46, 47.  
Copil adoptat 30.  
Copil conceput 18-26.  
Copil legitim 16-20, 27, 29, 31, 32.  
Copil legitimat 27, 28, 32.  
Copil natural 27, 28, 32, 33.  
Deces 31.  
Descendent legitim 16-20.  
Dezavuare 21.  
Drept civil român 1, 2, 3.  
Efect 28, 43, 44.  
Efect retroactiv 28.  
Ermafrodit 5.  
Executorie formulă 47.  
Femeie 3, 33.  
Formulă executorie 47.

Grațioasă jurisdicție 47.  
Hotărâre 47.  
Impotență 5.  
Incetare din viață 31.  
Interdicție judiciară 10, 11.  
Interdicție legală 12, 13.  
Investire cu formulă executorie 47.  
Jurisdicție grațioasă 47.  
Legalizare 38.  
Lege personală 39-44.  
Legitimare 27, 28, 32.  
Legitimitate 19, 21.  
Minor 15, 34, 35.  
Moarte 31.  
Motivele adopțiunii 1.  
Născut mort 24.  
Naștere 21-25, 29.  
Naționalitate 40, 41, 44, 45.  
Necăsătorit 4.  
Nulitate 16, 18, 22, 25, 27, 29, 31, 32, 33, 36, 37.  
Ordine publică 43.  
Paternitate 21.  
Patrimoniu 12, 35.  
Primar 38.  
Preot catolic 6, 7.  
Preot ortodox 8.  
Recunoaștere 32.  
Reputație bună 13.  
Retroactiv efect 28.  
România 39, 42, 43, 47, 48.  
Român 45-48.  
Român drept civil 1, 2, 8.  
Solemn contract 46, 47.  
Stare civilă 40.  
Statut personal 39-44.

Statut real 39.  
Străini 39, 42, 43, 45.  
Străinătate 42, 46, 47, 48.  
Suverană apreciere 20.  
Tagadă de paternitate 21.  
Țară străină 42, 46, 48.  
Tutelă 34, 35.

Tutor 34, 35.  
Valabilitate, a se vedea cuvântul: „Nulitate” și 21, 24, 28, 30, 44.  
Vârsta 37, 38.  
Viabilitate 24, 25.

#### Doctrină.

1. În dreptul civil român, adopțiunea este o instituțiune de moștenitori și o instituțiune de binefacere pentru copiii orfani sau pentru copiii ai căror părinți nu au mijloace să-i crească. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 369; Comp.: Degrea, *Scrieri juridice*, I, p. 116).

2. În dreptul civil român, contrar ca în dreptul civil francez, nu există decât un singur fel de adopțiune: adopțiunea ordinară. (Nacu, I, p. 545; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 373; Plastara, I, p. 416; Comp.: Degrea, *Scrieri juridice*, I, p. 101).

3. Femeile au dreptul să adopteze dacă îndeplinesc condițiile cerute de lege. (Dalloz, *Rép., Adoption*, No. 76; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1572; Planiol et Ripert, II, No. 1011; Alexandresco, ed. 2-a, p. 375).

4. Persoanele necăsătorite au dreptul să adopteze. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 985; Dalloz, *Rép., Adoption*, No. 78; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1573; Planiol et Ripert, II, No. 1011).

1) A se vedea: partea 4-a cap. 5 din codul Caragea unde se tratează chestia „*totiesi*”, nume sub care era cunoscută „adopțiunea”.  
La francezi în afară de cele 2 secțiuni introduse în codul nostru civil, mai există și o *treia secțiune*: „despre tutela oficioasă” care a fost suprimată de legiuitorul român.



5. Castrații, impotenții, ermafrodiții, au dreptul să adopteze. (Daloz, Rép., Adoption, No. 101; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 384, 385).
6. După o părere, preoții catolici au dreptul să adopteze. (Valette sur Proudhon, II, p. 224; Demolombe, VI, No. 54; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 80 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, nota 9, p. 117, 118; Daloz, Rép., Adoption, No. 99; Suppl., Adoption, No. 17; Laurent, IV, No. 202; Baudry et Chéneaux, IV, No. 33; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1574; Planiol et Ripert, II, No. 1011).
7. După o altă părere, preoții catolici nu au dreptul să adopteze. (Duranton, III, No. 286; Marcadé, Art. 343—346, No. 3).
8. În dreptul civil român, preoții de mir pot adopta de oarece ei se pot căsători înainte de hirotonia lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 383).
9. Călugării pot adopta. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 384).
10. O persoană pusă sub interdicțiune judiciară, după o părere, nu are dreptul să adopteze. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 80, 80 bis, I).
11. După o altă părere, o persoană pusă sub interdicțiune judiciară, are dreptul să adopteze în intervale lucide. (Daloz, Rép., Adoption, No. 99; Suppl., Adoption, No. 13; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 386; Comp.: Huc, III, No. 112; Planiol et Ripert, II, No. 1012).
12. O persoană sub interdicțiune legală are dreptul să adopteze, de oarece ea nu are dreptul să încheie numai acele contracte privitoare la patrimoniul său. (Demolombe, VI, No. 49; Daloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 13; Huc, III, No. 112; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 385, 386; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 691).
13. În părerea celor cari admit că o persoană sub interdicțiune legală, are dreptul să adopteze, se spune că tribunalul ar putea să refuze adopțiunea sub cuvântul că adoptatorul nu se bucură de o bună reputație. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 386).
14. O persoană pusă sub consiliu judiciar, are dreptul să adopteze, fără asistența consiliului, de oarece adopțiunea nu este trecută între actele pe care nu le poate face singură și în afară de aceasta, adopțiunea având loc înaintea tribunalului, intervenția acestuia înlocuiește asistența consiliului. (Demolombe, III, No. 21; VIII, No. 718; Daloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 13; Baudry et Chéneaux, IV, No. 13; Planiol et Ripert, I, No. 763; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 386).
15. Un minor nu poate adopta de oarece adopțiunea este un contract și minorul este incapabil de a contracta; nici reprezentantul său nu poate adopta în numele minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 376; Matei Cantacuzino, p. 208).
16. O persoană nu are dreptul să adopteze, dacă în momentul adopțiunii are un copil legitim sau un descendent legitim; adopțiunea făcută în disprețul acestei prohibițiuni este nulă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 986; Daloz, Rép., Adoption, No. 79; Suppl., Adoption, No. 8; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1575, 1577; Planiol et Ripert, II, No. 1017; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 316, 317; Nacu, I, p. 542, 543; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 377, 442; Matei Cantacuzino, p. 208; Plastara, I, p. 412, 413, 416; Degre, Scrieri juridice, I, p. 99, 101, 114).
17. O persoană nu poate adopta, chiar dacă copilul sau descendentul legitim, în momentul adopțiunii ar fi prezumat sau declarat absent. (Demolombe, VI, No. 21, 22; Daloz, Rép., Adoption, No. 85; Suppl., Adoption, No. 11; Huc, III, No. 113; Baudry et Chéneaux, IV, No. 17, nota 1. p. 15; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 378).
18. Nu este valabilă adopțiunea, dacă în momentul adopțiunii există un copil sau descendent legitim, chiar conceput. (Duranton, III, No. 278; Toullier, II, No. 986; Demolombe, VI, No. 16; Marcadé, Art. 343—346, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 76 bis, III; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 987; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, p. 116; Daloz, Rép., Adoption, No. 81; Suppl., Adoption, No. 9; Laurent, IV, No. 198; Huc, III, No. 113; Baudry et Chéneaux, IV, No. 18; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1577; Planiol et Ripert, II, No. 1017; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Nacu, I, p. 543; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 379; Matei Cantacuzino, p. 208; Degre, Scrieri juridice, I, p. 102; Contra: Valette sur Proudhon, II, p. 192).
19. Pentru determinarea epocii concepțiunii copilului, după o părere, se vor aplica prezumpțiunile prevăzute de art. 312 și 315 c. civ. fr. (286 și 289 c. civ. rom.) în materie de legitimitate. (Duranton, III, No. 278; Daloz, Rép., Adoption, No. 82; Suppl., Adoption, No. 10; Planiol et Ripert, II, No. 1017; Matei Cantacuzino, p. 208).
20. După o altă părere, în această materie nu-și găsesc aplicațiunea dispozițiile art. 312 și 315 c. civ. fr. (286 și 289 c. civ. rom.) de oarece prezumpțiunile legale sunt de drept strict; tribunalele vor rezolva chestiunea după cum vor aprecia chestiunea fiind pură de fapt. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 987; Laurent, IV, No. 198; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 380; Comp.: Demolombe, VI, No. 17; Aubry et Rau, VI, § 556, p. 116, 117; Baudry et Chéneaux, IV, No. 18; Planiol et Ripert, II, No. 1017).
21. În cazul când o persoană adoptează a altă persoană și apoi se căsătorește și înainte de 180 zile de la celebrarea căsătoriei soția sa naște un copil, adopțiunea este valabilă chiar dacă adoptatorul nu tăgăduiește paternitatea copilului născut. (Daloz, Rép., Adoption, No. 83).
22. În cazul când o persoană adoptează o altă persoană și apoi se căsătorește și soția sa naște un copil în inter-



valul de 180—300 zile de la celebrarea căsătoriei, după o părere, adopțiunea nu este valabilă. (Delvincourt, I, p. 255, 256; Duranton, III, No. 278).

**23.** După o altă părere, în acest caz, tribunalele vor aprecia după împrejurări, epoca probabilă a concepțiunii copilului. (Demolombe, VI, No. 17; Marcadé, Art. 343—346, No. 4; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 76 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, nota 4, p. 115, 116; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 10; Baudry et Chéneaux, IV, No. 18; Planiol et Ripert, II, No. 1017).

**24.** În cazul când copilul conceput în timpul căsătoriei se naște mort sau neviabil, adopțiunea făcută în timpul concepțiunii rămâne valabilă, de oarece acest copil se consideră că nu a existat niciodată. (Dalloz, Rép., Adoption, No. 84; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 379, 380).

**25.** În cazul când copilul conceput în timpul căsătoriei s'a născut viu însă nu era viabil, adopțiunea făcută în timpul concepțiunii va fi anulată. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 380; Matei Cantacuzino, p. 208).

**26.** Pentru a se calcula data concepțiunii copilului trebuie să se ia în considerare ziua când părțile s'au înfățișat înaintea tribunalului și au prezentat actul de adopțiune. (Toullier, II, No. 1004; Duranton, III, No. 278).

**27.** Copiii naturali legitimați prin căsătoria părinților săi fiind asimilați copiilor legitimi, o persoană care are un copil legitimat, nu poate adopta. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1576; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 377, 378, nota 3; Matei Cantacuzino, p. 208; Contra: Plastara, I, p. 416).

**28.** Dacă după adopțiune, adoptatorul legitimează prin căsătoria sa, un copil natural, adopțiunea rămâne valabilă, chiar în cazul când copilul natural s'ar fi născut înainte de adopțiune, de oarece legitimarea nu are efect retroactiv. (Duranton, III, No. 278; Demolombe, VI, No. 18, 19; Marcadé, Art. 343, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, p. 117; Laurent, IV, No. 197; Huc, III, No. 113; Dalloz, Rép., Adoption, No. 80; Baudry et Chéneaux, IV, No. 21; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1577; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 378, nota 3).

**29.** Nașterea de copii legitimi ai adoptatorului, după adopțiune nu aduce anularea adopțiunii. (Planiol et Ripert, II, No. 1017; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 378; Matei Cantacuzino, p. 208).

**30.** Existența unui copil adoptat nu constituie un obstacol la adoptarea unei alte persoane, de oarece o persoană poate adopta mai mulți copii, fie prin același act, fie succesiv prin acte deosebite. (Merlin, Questions de droit, Adoption, § 9; Locré, Art. 344; Duranton, III, No. 291; Toullier, II, No. 986; Demolombe, VI, No. 18; Beudant, II, No. 668; Marcadé, Art.

346, No. 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 986; Aubry et Rau, VI, § 556, p. 117; Dalloz, Rép., Adoption, No. 86, 107; Laurent, IV, No. 197; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1576; Planiol et Ripert, II, No. 1015, 1017; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Nacu, I, p. 543, 544; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 379; Matei Cantacuzino, p. 208; Plastara, I, p. 413).

**31.** Incetarea din viață a copiilor legitimi ai adoptatorului, existenți în momentul adopțiunii nu validează adopțiunea. (Beudant, II, No. 668; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 76 bis, II; Baudry et Chéneaux, IV, No. 17; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1577; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 378).

**32.** Bărbatul care ar avea copii naturali, chiar recunoscuți, poate adopta un copil, de oarece potrivit dispozițiilor codului civil, numai existența copiilor legitimi sau legitimați constituie o piedecă la adopțiunea altor copii. (Demolombe, VI, No. 18; Beudant, II, No. 668; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 986; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, p. 116; Laurent, IV, No. 197; Huc, III, No. 113; Baudry et Chéneaux, IV, No. 20; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1576; Planiol et Ripert, II, No. 1017; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 378; Plastara, I, p. 413, 416).

**33.** Femeea care are un copil natural nu mai poate adopta un copil. (Nacu, I, p. 544; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 378).

**34.** Tutorul nu poate adopta pe minorul care se află sub tutela sa de oarece art. 419 c. civ. român, oprește orice convenție săvârșită între tutor și minor, înainte de expirarea unei luni de la desfacerea definitivă a tutelei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 386, 387).

**35.** După o altă părere, tutorele poate adopta pe pupilul său, de oarece dispozițiile art. 419 c. civ. român, nu sunt aplicabile în această materie, ci numai la raporturile patrimoniale. (Planiol et Ripert, II, No. 1013; Matei Cantacuzino, p. 209).

**36.** Dacă după ce o persoană a fost adoptată, ea este adoptată de o altă persoană care nu este soțul primului adoptator, adopțiunea cea de a doua este lovită de nulitate. (Plastara, I, p. 413).

**37.** Diferența de vârstă dintre adoptator și adoptat, cerută de lege, este indispensabilă și absolută. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 988; Dalloz, Rép., Adoption, No. 76; Plastara, I, p. 413, 416; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1018; Degre, Scrieri Juridice, I, p. 99, 100).

**38.** Diferența de vârstă de 18 ani între adoptator și adoptat poate să rezulte din actul de naștere al copilului adoptat și dintr'un act de notorietate legalizat de primar menit a servi la căsătoria adoptatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 389, nota 3).

**39.** În România străinii al căror statut personal permite adopțiunea, pot adopta și pot fi adoptați, de oarece potrivit dis-



pozițiilor art. 11 din codul civil român, străinii se bucură de toate drepturile civile ca și Români; adopțiunea se va face însă potrivit legilor române. (Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 347; II, p. 383, 448; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1055; Degre, Scrieri juridice, I, p. 115).

**40.** Ca orice chestiune privitoare la starea civilă a persoanelor, adopțiunea ține de statutul personal al părților, când ambele au aceeași naționalitate. (Huc, III, No. 157; Despagnet, Précis, ed. 3-a, No. 282; Laurent, Droit civil international, VI, No. 36; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 446, 450; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1055 urm.).

**41.** În cazul când părțile sunt de naționalități deosebite, se va aplica statutul personal al adoptatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 447, 450; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1056; Plastara, I, p. 416, 417).

**42.** Străinii ar putea adopta sau să fie adoptați în România dacă legea lor personală o permite, la agenții lor diplomați în cazul când ei au competența după legea lor personală să incuviințeze asemenea acte. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 448).

**43.** Adopțiunea străinilor săvârșită în țară străină potrivit legii lor personale, are efect în România, dacă efectul ei nu

este contrar ordinii publice în România. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 448, 449).

**44.** Efectele adopțiunii și condițiunile de validitate ale ei sunt guvernate de legea personală a adoptatorului, chiar dacă adoptatul ar fi avut altă naționalitate ca adoptatorul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 449, 450; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1057).

**45.** Un străin adoptat de un român, nu dobândește naționalitatea română, de oarece adopțiunea nu conferă adoptatului naționalitatea adoptatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 383, 399; Plastara, I, p. 417; Degre, Scrieri juridice, I, p. 115; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1041).

**46.** Românii pot săvârși o adopțiune în o țară străină dacă în acea țară adopțiunea este un contract solemn. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 447, 448).

**47.** Hotărârea de adopțiune dată în străinătate pentru români, după formele solemne ale acelei țări, are efect în România fără a fi declarată executorie de către judecătorii români, de oarece este un act de jurisdicție grațioasă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 448).

**48.** Românii nu pot săvârși o adopțiune în o țară străină unde adopțiunea se face printr'un act sub semnătură privată. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 447).

**49.** A se vedea: art. 323 din codul civil, cu notele respective.

**Art. 310.** — Nimeni nu poate fi adoptat de mai multe persoane, afară numai de doi consorți.

Un soț nu poate adopta fără consimțământul celuilalt soț. (Civ. 127 urm., 318; Civ. Fr. 344).

*Text. fr. Art. 344.* — Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par deux époux.

Hors le cas de l'article 366, nul époux ne peut adopter qu'avec le consentement de l'autre conjoint.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act autentic 16.	Drept civil român 11.
Act de adopțiune 18.	Femece 9.
Act sub semnătură privată 17.	Frate 10.
Adoptat 5, 8, 10.	Incest 11.
Adoptator 5, 8, 10, 20, 21.	Incetare din viață 8.
Adopțiune 1 urm.	Invocare 20.
Adulter 11.	Mamă naturală 11, 13.
Anulare, a se vedea cu vântul: „Nulitate”.	Moarte 8.
Ascendenți 13.	Moștenitori 20, 21.
Autorizația justiției 15.	Nepot 10.
Căsătorie 1, 2, 3, 4, 6, 12.	Nulitate 6, 7, 8, 19, 20, 21.
Civil drept român 11.	Părinți 11, 12.
Confirmare 19.	Primar 13.
Consimțământ 13-21.	Ratificare 19.
Copil adoptiv 4.	Refuz 15.
Copil adulterin 11.	Român drept civil 11.
Copil incestuos 11.	Rude 10.
Copil natural 11, 12, 13.	Sex 9.
Deces 8.	Simultaneitate 3, 4, 18.
Domiciliu 13.	Soți 1-7, 12, 14-21.
	Succesivitate 3, 4.
	Succesori 20, 21.

#### Doctrină.

**1.** Cineva nu poate fi adoptat de mai multe persoane de cât de două persoane care sunt căsătorite. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 993; Dalloz, Rép., Adoption, No. 106, 107; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1580; Planiol et Ripert, II, No. 1015; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Nacu, I, p. 545; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 388; Matei Cantacuzino, p. 208; Plastara, I, p. 413).

**2.** Doi soți pot adopta pe una și aceeași persoană. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 993; Dalloz, Rép., Adoption, No. 106; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1580; Planiol et Ripert, II, No. 1015; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Nacu, I, p. 545; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 388; Matei Cantacuzino, p. 208; Plastara, I, p. 413).



3. Doi soți pot adopta în mod succesiv, prin act separat, pe una și aceeași persoană; nu este necesar ca adopțiunea ce o fac să aibă loc simultan prin unul și același act. (Demolombe, VI, No. 39; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, p. 118; Dalloz, Rép., Adoption, No. 106; Planiol et Ripert, II, No. 1015; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 388; Matei Cantacuzino, p. 208).

4. O persoană poate să adopte doi soți simultan sau succesiv, deși căsătoria este oprită între copiii adoptivi ai aceleiași persoane. (Demolombe, VI, No. 56; Marcadé, Art. 348 No. 1; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 83 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, nota 16, p. 119; Dalloz, Rép., Adoption, No. 108; Suppl., Adoption, No. 18; Huc, III, No. 119; Baudry et Chéneaux, IV, No. 28; Planiol et Ripert, II, No. 1015; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 394, 395; Matei Cantacuzino, p. 208; Contra: Duranton, III, No. 291).

5. Soțul adoptatorului poate adopta pe soțul adoptatului. (Dalloz, Rép., Adoption, No. 109).

6. Un soț nu poate adopta pe celălalt soț. (Paniol et Ripert, II, No. 1013; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 395).

7. Dacă după adopțiunea unei persoane, această persoană este din nou adoptată de o altă persoană care nu este soțul primului adoptator, cea de a doua adopțiune este lovită de nulitate. (Plastara, I, p. 413).

8. În urma morții adoptatorului, adoptatul nu poate fi adoptat de o altă persoană. (Demolombe, VI, No. 41; Huc, III, No. 114; Baudry et Chéneaux, IV, No. 27; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 387, 388; Comp.: Plastara, I, p. 413).

9. Femeile pot fi adoptate, de oarece legea nu face în această privință vre-o diferență de sex. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1578; Matei Cantacuzino, p. 208; Comp.: Paniol et Ripert, II, No. 1011).

10. Un copil chiar rudă cu persoana care voește să-l adopteze, cum ar fi un frate sau nepot, poate fi adoptat de oare ce legea nu cere ca între adoptat și adoptator să nu existe rudenie. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1581; Paniol et Ripert, II, No. 1013; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 375, nota 3).

11. În dreptul civil român, copilul natural, chiar adulterin sau incestuos, și chiar recunoscut poate fi adoptat de părinții săi; însă adopțiunea unui copil natural din partea mamei nu are nici un interes. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 395 urm.; Matei Cantacuzino, p. 209; Degre, Scrieri juridice, I, p. 103, 104; Comp.: Paniol et Ripert, II, No. 1014).

12. Copilul natural însă, nu poate fi adoptat de ambii săi părinți, decât dacă ei ar fi căsătoriți. (Beudant, II, No. 668; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 398).

13. Pentru copilul natural care urmează a fi adoptat, va consimți mama

sa dacă este cunoscută, în lipsa acesteia ascendenții copilului după mamă iar în cazul când mama nu e cunoscută și în lipsa ascendenților, va consimți primul domiciliului adoptatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 398).

14. Un soț nu poate adopta fără consimțământul celuilalt soț pentru a nu se provoca dezunire între soți. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 989; Dalloz, Rép., Adoption, No. 87; Paniol, ed. 6-a, I, No. 1586; Paniol et Ripert, II, No. 1015, 1021; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Nacu, I, p. 545; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 381, 388; Matei Cantacuzino, p. 208; Plastara, I, p. 416).

15. În cazul când unul dintre soți refuză a-și da consimțământul la adopțiunea ce voește s'o facă celalt soț, consimțământul soțului care refuză nu poate fi înlocuit prin autorizația justiției, de oare ce legea cere consimțământul personal și absolut al celuilalt soț. (Demolombe, VI, No. 26; Dalloz, Rép., Adoption, No. 87; Huc, III, No. 114; Baudry et Chéneaux, IV, No. 24; Paniol, ed. 6-a, I, No. 1586; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 381; Contra: Duranton, III, No. 292; Marcadé, Art. 343—346).

16. În cazul când unul dintre soți voește să adopteze o persoană și celălalt soț nu se prezintă în persoană înaintea tribunalului, consimțământul acestui soț trebuie dat sub forma autentică. (Demolombe, VI, No. 27).

17. După o altă părere, de oarece legea nu prevede ca consimțământul celuilalt soț să fie constatat prin act autentic, autentificarea actului care conține consimțământul celuilalt soț nu este necesară, consimțământul putând fi dat și printr'un act sub semnătură privată. (Beudant, II, No. 668; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, p. 117; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 12; Laurent, IV, No. 230; Huc, III, No. 114; Baudry et Chéneaux, IV, No. 24; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 382).

18. Consimțământul celuilalt soț poate fi dat și mai târziu până când adopțiunea va deveni perfectă, de oarece legea nu arată ca el să fie dat chiar prin actul de adopțiune. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 24; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 382).

19. Adopțiunea făcută fără consimțământul celuilalt soț nu poate fi confirmată de soțul al cărui consimțământ a lipsit. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 382).

20. Nulitatea adopțiunii rezultată din lipsă de consimțământ a soțului adoptatorului, după o părere, este absolută și poate fi invocată de însăși adoptatorul sau de moștenitorii săi. (Demolombe, VI, No. 207, 210; Marcadé, Art. 360; Demante et Colmet de Santerre, ed. 4-a, II, No. 80 bis, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, nota 11, p. 128; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 12; Laurent, IV, No. 233;



Baudry et Chéneaux, IV, No. 84; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 382, 441, 442).

21. După o altă părere, nulitatea adopțiunii rezultată din lipsa de consimțământ a soțului adoptatorului este relativă și nu poate fi invocată de cât de către soțul al cărui consimțământ era

cerut sau de moștenitorii săi. (Daloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 12; Huc, III, No. 140; Planiol et Ripert, II, No. 1048; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 441, 442; Matei Cantacuzino, p. 209).

22. A se vedea: art. 311, 323 din codul civil, cu notele respective.

**Art. 311.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>). Când părintele și mama adoptatului sau numai unul din ei este în viață, și dacă adoptatul nu a împlinit 21 ani, el este dator a aduce consimțământul dat la adopțiune de părinții săi, sau de acela din ei care trăește.

In cazul când adoptatul n'are ascendenți se va cere consimțământul primarului domiciliului adoptatorului.

In ambele cazuri adoptatorul are dreptul să ceară desființarea adopțiunii în timp de un an dela ajungerea la majoritate. (Civ. 131 urm., 141, 142, 310, 342; Civ. Fr. 346).

*Text. fr. Art. 346.* — L'adoption ne pourra, en aucun cas, avoir lieu avant la majorité de l'adopté. Si l'adopté, ayant encore ses père, ou l'un des deux, n'a point accompli sa vingt-cinquième année, il sera tenu de rapporter le consentement donné à l'adoption par ses père et mère, ou par le survivant, et s'il est majeur de vingt-cinq ans, de requérir leur conseil.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO, *Observație* sub C. Apel Riom, 14 Aprilie 1922, Pand. Rom. 1926, III, 30; SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Noua-Sulița (Hotin), 25 Mai 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1434.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 2.  
Act de adopțiune 23.  
Adopțiune 1 urm.  
Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.  
Apel 22.  
Ascendenți 3.  
Autorizația justiției 11.  
Autorizația soțului 11.  
Bărbat 10, 11, 13.  
Buni 3, 4, 16.  
Căsătorie 1.  
Competență 18, 19.  
Concluziuni 9, 14.  
Consimțământ 1-5, 7, 10-13, 16.  
Copil minor 1-7, 9, 14-24.  
Copil natural 5, 8.  
Deces 2, 3, 18.  
Desființare, a se vedea cuvântul: „Revocare”.  
Dezbinare 1.  
Domiciliu 4, 5, 16, 18.  
Donație 21.  
Efect retroactiv 20.  
Excepțiune 15.  
Femeie 10, 11, 13.  
Hotărâre 22, 23.  
Imposibilitate 2, 3.  
Incetare din viață 2, 3, 18.

Inscriere 23.  
Instrăinare 21.  
Interdicțiune 2.  
Invocare 12, 14, 17.  
Irevocabilitate 15.  
Majoritate 15-24.  
Mamă 1-5, 7, 8, 12, 16.  
Mamă naturală 5, 8.  
Mențiune 23.  
Minister Public 9, 14.  
Minoritate, a se vedea cuvintele: „Copil minor”.  
Moarte 2, 3, 18.  
Moștenitori 18.  
Nulitate 12, 13, 14, 21.  
Opozabilitate 23.  
Parchet 9, 14.  
Părinți 1-4, 7, 12, 16.  
Primar 4, 5, 16.  
Procuror 9, 14.  
Recurs 22.  
Refuz 11.  
Registre de stare civilă 23.  
Retroactivitate 20.  
Revocare 15-24.  
Soți 10, 11, 13.  
Sucesori 18.  
Tată 1-4, 7, 12, 16.  
Terțe persoane 23.  
Vânzare 21.

### Doctrină.

1. Pentru adopțiunea unui copil minor, trebuiește neapărat consimțământul ambilor săi părinți, când ei sunt în viață; în caz de desbinare între ei, consimțământul tatălui nu este deajuns, ca în materie de căsătorie. (Delvincourt, I, p. 96; Toullier, II, No. 987; Duranton, III, No. 289; Demolombe, VI, No. 33; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, nota 10, p. 118; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 994; Beudant, II, No. 668; Daloz, Rép., Adoption, No. 105; Laurent, IV, No. 204; Huc, III, No. 117; Baudry et Chéneaux, IV, No. 30; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1587; Planiol et Ripert, I, No. 310; II, No. 1023; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 389, nota 4; Contra: Marcadé, Art. 343-346, No. 6; Comp.: Plastara, I, p. 415).

2 In cazul când unul dintre părinți este încetat din viață sau se găsește în imposibilitate ca să-și manifesteze consimțământul, cum ar fi în cazul când

1) Textul vechiu al art. 311. — Când părintele și mama adoptatului sau numai unul din ei este în viață, și dacă adoptantul n'a împlinit 25 ani, el este dator a aduce consimțământul dat la adopțiune de părinții săi sau de acela din ei care trăește.  
In caz când adoptantul n'are părinți, se va cere consimțământul tutorelui.



este pus sub interdicțiune sau este declarat absent, consimțământul celui alt sot este indestulător. (Toullier, II, No. 987; Duranton, III, No. 289; Demolombe, VI, No. 33; Marcadé, Art. 343—346, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, nota 10, p. 118; Dalloz, Rép., Adoption, No. 105; Suppl., Adoption, No. 20; Comp.: Plastara, I, p. 415).

3. In cazul când părinții minorului care urmează a fi adoptat sunt încetați din viață sau se găsesc în imposibilitate de a-și manifesta voința lor, consimțământul la adopțiune se va da de bunii minorului sau de acela dintre buni care se află în viață de oarece prin cuvântul „ascendent” din art. 311 al. 2 din codul civil român, trebuie să se înțeleagă atât părinții cât și bunii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 390, 434; Matei Cantacuzino, p. 207).

4. In cazul când copilul minor ce urmează a fi adoptat nu are părinți, nici buni, consimțământul la adopțiunea sa se va da de către primarul comunei domiciliului adoptatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 376, 390, 391, 434; Matei Cantacuzino, p. 207; Comp.: Plastara, I, p. 415).

5. Pentru adoptarea unui copil natural minor, va fi necesar consimțământul mamei sale, când este cunoscută, iar când nu este cunoscută, se va cere consimțământul primarului domiciliului adoptatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 398, 434).

6. Copilul minor care urmează a fi adoptat trebuie să se prezinte personal înaintea tribunalului. (Degre, Scrieri juridice, I, p. 125, 127 urm.).

7. Potrivit dispozițiilor art. 311 și 318 din codul civil român, părinții copilului minor care urmează a fi adoptat, nu încuviințează adopțiunea ci vor trebui să consimtă în locul și în numele minorilor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 390).

8. Mama naturală nu poate adopta pe copilul său natural. (Degre, Scrieri juridice, I, p. 103).

9. In cazul când persoana ce urmează a fi adoptată este minoră, ministerul public este obligat a pune concluzuni. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435, nota 1).

10. Bărbatul nu are nevoie de consimțământul soției sale pentru a fi adoptat. (Duranton, III, No. 292; Demolombe, VI, No. 38; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 556, p. 119; Dalloz, Rép., Adoption, No. 110; Huc, III, No. 119; Baudry et Chéneaux, IV, No. 34; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 394; Contra: Delvincourt, I, p. 257; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1021).

11. Femeea măritată pentru a putea fi adoptată are nevoie de autorizația bărbatului său; și când bărbatul refuză a da soției sale autorizația ca să fie adoptată, autorizația justiției este indestulătoare. (Duranton, III, No. 292; Demolombe, VI, No. 38; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 80; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, §

556, p. 119; Dalloz, Rép., Adoption, No. 110; Huc, III, No. 119; Baudry et Chéneaux, IV, No. 34; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 317; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 394; Matei Cantacuzino, p. 208; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1021).

12. Nulitatea adopțiunii rezultând din lipsa consimțământului părinților adoptatului, este relativă și nu poate fi invocată de cât de către părinți și de către adoptat. (Demolombe, VI, No. 201, 204 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 62; Huc, III, No. 140; Planiol et Ripert, II, No. 1048; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 391; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, p. 128; Laurent, IV, No. 233; Baudry et Chéneaux, IV, No. 84).

13. Nulitatea adopțiunii unei femei măritate fără consimțământul soțului său este relativă. (Huc, III, No. 140; Planiol et Ripert, II, No. 1048; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 442).

14. Nulitatea adopțiunii unui copil minor în cazul când ministerul public nu a pus concluziuni, este relativă și nu poate fi invocată de cât de minor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435, nota 1, 442; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1047).

15. Adopțiunea este irevocabilă afară de excepțiunea prevăzută de art. 311 din codul civ. român în urma cererei adoptatului, făcută în timp de un an de la ajungerea sa la majoritate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 367, 392; Comp.: Plastara, I, p. 415, 416; Contra: Degre, Scrieri juridice, I, p. 113, 120).

16. In cazul când copilul adoptat a fost minor în momentul adopțiunii, și consimțământul în locul și în numele său a fost dat de părinții săi, de bunii săi sau de primarul domiciliului adoptatorului el are dreptul să ceară desființarea adopțiunii în timp de un an de la ajungerea sa la majoritate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 392; Matei Cantacuzino, p. 207; Plastara, I, p. 415, 416).

17. Când minorul adoptat, cere desființarea adopțiunii, la ajungerea sa la majoritate, el are dreptul să facă aceasta fără să invoace vre-un motiv, după cum cer alte legi străine. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 392).

18. Acțiunea de revocare a adopțiunii din partea minorului adoptat, ajuns la majoritate va fi introdusă conform dreptului comun la domiciliul adoptatorului sau a moștenitorilor săi în cazul când el este decedat. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 392, 393; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1051).

19. După o altă părere, acțiunea de revocare a adopțiunii din partea minorului adoptat ajuns la majoritate, trebuie introdusă la instanța care a încuviințat adopțiunea. (Matei Cantacuzino, p. 207).

20. Revocarea adopțiunii în cazul prevăzut de art. 311 al. ultim din codul civil român, are efect retroactiv și adopțiunea va fi considerată că nu a avut niciodată



loc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 393; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1052).

21. In urma revocării adopțiunei, toate actele făcute de către adoptat asupra averii moștenită de el de la adoptator vor rămâne nule; deci vor rămâne nule și înstrăinările ce a consimțit asupra acestei averi. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 393; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1052).

22. Hotărârea de revocarea adopțiunei, pronunțată după cererea minorului, ajuns la majoritate, nu e supusă nici unei căi de atac. (Matei Cantacuzino, p. 207; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1051).

23. Pentru ca hotărârea de revocarea adopțiunei, pronunțată după cererea minorului ajuns la majoritate, să fie opozabilă terțelor persoane, trebuie înscrisă în registrele de stare civilă, prin facerea unei mențiuni pe marginea actului de adopțiune. (Matei Cantacuzino, p. 207, 208; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1052).

24. Alineatul al treilea al art. 311 din

codul civil român a fost introdus prin legea din 15 Martie 1906; așa în cât minorul adoptat ajuns la majoritate, va putea cere desființarea adopțiunei numai în cazul când adopțiunea sa a fost săvârșită posterior datei de 15 Martie 1906 iar nu și înainte de această dată sub imperiul textului vechiu al acestui articol, care nu cuprindea această dispoziție. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 392, nota 1).

25. A se vedea: art. 310, 318 și 323 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Acțiunea în anularea unei adopțiuni, ca și cererea de revocare, o judecă instanța care a încuviințat-o, deci judecătoria de ocol sau tribunalul, ambele fiind deopotrivă competente să desființeze actul căruia i-au dat puterea legalității. (Judec. ocol. Noua-Suliță (Hotin), 25 Mai 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1434).

**Art. 312.** — Adopțiunea va da celui adoptat numele (de familie) adoptatorului, pe care îl va adăuga la adevăratul său nume, puțând însă pune numele de familie, al adoptatorului, și înainte de adevăratul său nume de familie, dacă astfel va urmă tocmeala. (Civ. 313 urm.; L. asupra numelui, Art. 5; Civ. Fr. 347).

*Legea asupra numelui din 18 Martie 1895, Art. 5.* — Copilul adoptat va adăuga la numele lui patronimic numele adoptatorului conform dispozițiilor art. 312 din codul civil.

*Text. fr. Art. 347.* — L'adoption conférer le nom de l'adoptant à l'adopté, en l'ajoutant au nom propre de ce dernier.

*Text. fr. Art. 347. (Complectat prin legea din 13 Februarie 1909).* — L'adoption conférer le nom de l'adoptant à l'adopté en l'ajoutant au nom propre de ce dernier.

Toutefois, si l'adopté est un enfant naturel non reconnu, le nom de l'adoptant pourra, par l'acte même de l'adoption, et du consentement des parties, lui être conféré purement et simplement, sans être ajouté à son propre nom.

### Bibliografie (continuare).

IONESCU D. AGRICOLA, *Notă* sub Trib. Iași, s. tutele, 55/1926, Jur. Gen. 1926, No. 566;  
VELESCU AL., *Nota* sub Cas. II, 359 din 23 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 40.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Adopțiune 1 urm.	Inlocuirea numelui 3, 4.
Anulare, a se vedea cu-vântul: „Nulitate”.	Naștere 9, 10, 11, 12.
Bărbat 5, 6, 7, 8.	Nulitate 2, 3.
Concepțiune 12, 13.	Nume 1 urm.
Convenție 2.	Recunoaștere 4.
Copiii adoptatului 9-13.	Soți 6, 7, 8.
Copil conceput 12, 13.	Substituirea numelui 3, 4.
Copil găsit 4.	Tată 12.
Copil natural 4.	Transmiterea numelui 1 urm.
Femei 5, 6, 7, 8.	Văduvă 8.
Femei văduvă 8.	

### Doctrină.

1. Prin adopțiune, transmiterea numelui adoptatorului la adoptat se face de plin drept. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p. 137; Dalloz, Rép., Adoption, No. 170; Nom. No. 39; Suppl., Adoption, No. 41; Nom. No. 29; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 399 urm.).

2. Părțile nu pot conveni ca după adopțiune, adoptatul să poarte alt nume

de cât cel prevăzut de art. 347 c. civ. fr. (312 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Adoption, No. 172; Suppl., Nom. No. 29, 41; Baudry et Chéneaux, IV, No. 90; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 400, 401).

3. Potrivit dispozițiilor art. 347 c. civ. fr. (312 c. civ. rom.) adoptatul trebuie să adauge la numele său pe acel al adoptatorului; el nu ar putea să poarte numai numele adoptatorului și să părăsească numele său. (Demolombe, VI, No. 145 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, nota 10, p. 137; Daloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 41; Nom. No. 32; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1601; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 401, nota 1).

4. Copilul adoptat poate să substituie numelui său, numele adoptatorului când numele său a fost primit ca copil găsit sau ca copil natural nerecunoscut. (Planiol et Ripert, I, No. 108; II, No. 1042; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 356).

5. Dispozițiile art. 347 c. civ. fr. (312 c. civ. rom.) se aplică atât femeilor adoptate, cât și bărbaților adoptați. (Daloz, Rép., Adoption, No. 171).

6. În cazul când adopțiunea este făcută de către doi soți, adoptatul va lua numele bărbatului adoptator. (Daloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 41; Baudry et Chéneaux, IV, No. 90; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 400, nota 1).

7. După o altă părere, copilul adoptat în acest caz va putea purta numele ambilor soți. (Beudant, II, No. 675).

8. În cazul când adoptatorul este o femeie măritată sau văduvă, ea va da adoptatului numele său de familie iar nu numele bărbatului său. (Demolombe, VI, No. 145; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1013; Beudant, II, No. 674; Aubry et Rau, ed.

4-a, VI, § 560, nota 10, p. 137; Daloz, Rép., Adoption, No. 171; Suppl., Adoption, No. 41; Nom. No. 31; Huc, III, No. 120; Baudry et Chéneaux, IV, No. 90; Planiol, ed. 6-a, I, No. 391, 1601; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 356; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 399, nota 2).

9. Copiii adoptatului născuți înainte de adopțiune, după o părere, nu au dreptul să poarte numele adoptatorului. (Merlin, Questions de droit, Adoption, § 7; Demolombe, VI, No. 141; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 82 bis; Daloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 42).

10. După o altă părere, chiar copiii adoptatului, născuți înainte de adopțiune, au dreptul să poarte numele adoptatorului. (Daloz, Rép., Adoption, No. 187; Planiol et Ripert, II, No. 1042; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 400).

11. Copiii adoptatului născuți posterior adopțiunii, vor purta numele adoptatului care cuprinde și numele adoptatorului. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 82 bis; Daloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 42; Baudry et Chéneaux, IV, No. 91; Planiol et Ripert, II, No. 1042; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 400).

12. După o părere copilul adoptatului conceput în momentul adopțiunii are dreptul să poarte numele adoptatorului, de oarece în momentul nașterii sale el ia numele tatălui său. (Daloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 42).

13. După o altă părere, copilul adoptatului conceput în momentul adopțiunii, va purta numai numele adoptatului iar nu și pe cel al adoptatorului. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 82 bis).

**Art. 313.** — Cel adoptat va rămâne în familia sa firească, în care își va păstra și toate drepturile sale; cu toate acestea căsătoria este poprită:

Între adoptatori și cel adoptat și descendenții acestuia.

Între copiii adoptivi ai aceluiași individ.

Între cel adoptat și copiii ce ar putea avea mai în urmă adoptatorul.

Între cel adoptat și soțul adoptatorului, precum și între adoptatori și soțul celui adoptat. (Civ. 143 urm., 166, 309 urm.; Civ. Fr. 348).

*Text. fr. Art. 348.* — L'adopté restera dans sa famille naturelle, et y conservera tous ses droits: néanmoins le mariage est prohibé:

Entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants;

Entre les enfants adoptifs du même individu;

Entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant;

Entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.



## Bibliografie (continuare).

- GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Tutela. Puterea părintească. Uzul fructul părinților asupra averii copiilor lor minori”, p. 197, 198;  
 IONESCU D. AGRICOLA, *Notă* sub Trib. Iași s. tutele, 55/1926, Jur. Gen. 1926, No. 566;  
 TOPCIU C., *Nota* sub Judec. ocol rural Posești-Prahova, Jur. Gen. 1926, No. 1138;  
 VELESCU AL., *Nota* sub Cas. II, 359 din 23 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 40.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Adopțiune 1 urm.	Mamă, a se vedeă cu-vântul: „Părinți”.
Afinitate 11.	Minoritate 2—6.
Alianță 11.	Moarte 4, 6, 7, 8.
Ascendenți 4.	Moștenire 9, 10.
Căsătorie 4.	Părinți adoptivi 3, 6, 7, 8.
Consiliu de familie 7.	Părinți firești 2, 4, 5, 6,
Consimțământ 4.	7, 9, 10.
Copil adoptat 1 urm.	Prohibițiuni la căsătorie
Copil minor 2—6.	12.
Creștere 5.	Putere părintească 2, 3, 5.
Deces 4, 6, 7, 8.	Rude 4, 9, 10, 11.
Drept civil francez 3.	Sucesiune 9, 10.
Educație 5.	Tată, a se vedeă cuvântul: „Părinți”.
Efectele adopțiunii 1.	Tutelă 7, 8.
Familie 4, 11.	Tutor 7, 8.
Franța 3.	Uzulfuct legal 6.
Incetare din viață 4, 6,	
7, 8.	
Limitare 1.	

pilului adoptat, ei sunt obligați mai de parte să îngrijească de creșterea și educația lui. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 414; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 209; Degre, *Scrieri juridice*, I, p. 111).

6. Uzulfuctul legal asupra averii copiilor minori adoptați, aparține părinților săi firești iar nu părinților lor adoptivi; chiar când părinții firești ai copilului adoptat sunt decedați, tatăl adoptiv nu dobândește uzulfuctul legal al averii lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 414; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 209; Contra: Degre, *Scrieri juridice*, I, p. 109 urm.).

7. De oare ce adoptatul rămâne în familia sa firească, el va rămâne sub tutela părinților săi de sânge; tatăl adoptiv nu poate fi tutorul legal al copilului adoptiv. În cazul când ambii părinți ai adoptatului încetează din viață, consiliul de familie poate alege ca tutor pe tatăl adoptiv al adoptatului; însă el va fi tutor dativ iar nu tutor legal. (Nacu, I, p. 642; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 414, 553; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 209; Plastara, I, p. 451).

8. În caz de deces al adoptatorului după o părere, mama adoptivă are tutela legală. (Plastara, I, p. 414, 415, 451).

9. Copilul adoptat va moșteni pe rudele sale firești. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1012; Dalloz, *Rép.*, Adoption, No. 199; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1599; Planiol et Ripert, II, No. 1039; Nacu, II, p. 70; Matei Cantacuzino, p. 209).

10. Deasemenea succesiunea copilului adoptat, va fi culeasă de rudele sale firești iar nu de adoptator. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1010, 1012, 1016; Laurent, IV, No. 249; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1599; Planiol et Ripert, II, No. 1044; Nacu, I, p. 549; II, p. 75; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 410, nota 1, 415, 416; Matei Cantacuzino, p. 209).

11. Adopțiunea crează între adoptat și adoptator și familiile lor, o afinitate civilă iar nu o rudenie sau alianță. (Demolombe, VI, No. 137; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 83; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, nota 8, p. 136; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Adoption, No. 44; Laurent, IV, No. 253; Huc, III, No. 122; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 401, 404; Plastara, I, p. 419; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1009; Matei Cantacuzino, p. 209).

12. În afară de prohibițiunile la căsătorie arătate în art. 313 c. civ. rom., în dreptul civil român mai există prohibițiunile prevăzute de art. 146—148 c. civ.

## Doctrină.

1. Efectele adopțiunii trebuiesc limitate în marginele arătate de lege, de oare ce adopțiunea este o creațiune de drept civil. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 81; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p. 136, 137; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Adoption, No. 40; Laurent, IV, No. 248; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1598; Planiol et Ripert, II, No. 1039; Colin et Capitand, ed. 4-a, I, p. 348; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 398, 404, nota 2, 414; Plastara, I, p. 412, 414; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 209).

2. Puterea părintească asupra copiilor minori adoptați aparține părinților săi firești iar nu adoptatorilor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1009, 1012; Dalloz, *Rép.*, Adoption, No. 180; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 412, 413, 414; Comp.: Degre, *Scrieri juridice*, I, p. 98, 106 urm.).

3. În Franța prin legea din 19 Iunie 1923 care permite adoptarea copiilor minori, contrar ca în legea veche, puterea părintească asupra copiilor minori adoptați trece la adoptator. (Paniol et Ripert, I, No. 314 urm.; II, No. 1043).

4. Potrivit dispozițiilor art. 348 c. civ. fr. (313 c. civ. rom.) copilul adoptat rămânând în familia sa firească, la căsătorie sa el va trebui să ceară consimțământul părinților săi firești sau ascendenților săi firești, în cazul când părinții săi sunt incetați din viață. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1012; Dalloz, *Rép.*, Adoption, No. 180; Huc, III, No. 124; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 413; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 209; Degre, *Scrieri Juridice*, I, p. 107, 109).

5. De oarece părinții firești ai copilului minor adoptat, păstrează și după adopțiune puterea părintească asupra co-



cari trebuiesc aplicate de asemenea. (Nacu, I, p. 295, 296; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 595, 596; II, p. 401; Matei Cantacuzino, p. 209).

13. Prohibițiunile la căsătorie prevăzute de art. 348 c. civ. fr. (313, 146—148 c. civ. rom.) nu pot fi întinse și la alte cazuri. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1014; Dalloz, Rép., Mariage, No. 235; Suppl. Adoption, No. 43; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1602; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, 146).

14. Impedecările la căsătorie prevăzute de art. 348 c. civ. fr. (313 c. civ. rom.), după o părere, constituiesc impedecări prohibitive la căsătorie. (Demolombe, III, No. 337, 338; VI, No. 136; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1014; Marcadé, Art. 348, No. 1; Beudant, I, No. 231; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 463, nota 3, p. 82; VI § 560, p. 137; Laurent, II, No. 484; Huc, II, No. 24; III, No. 121; Baudry et Fourcade, II, No. 1860; Baudry et Chéneau, IV, No. 93; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1014; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 541, 596; II, p. 395, 402; Matei Cantacuzino, p. 209).

15. După o altă părere, aceste prohibițiuni constituiesc impedecări dirimante la căsătorie. (Merlin, Répertoire, Empêchements de mariage, § 4, No. 2; Demante et Colmet de Sarterre, I, No. 260 bis, II; No. 83 bis; Dalloz, Rép., Mariage, No. 575; Suppl., Mariage, No. 309).

16. A se vedea: art. 146, 147, 148, 314, 315 din codul civil, cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Adopția nu schimbă ordinea naturală de filiație și nu scoate pe adoptat din familia sa. Când moare adoptatorul averea adoptatului nu poate fi pusă sub tutela soției adoptatorului, ci trebuie a fi administrată de tatăl adoptatului, cum se administrează orice avere de minor. (Trib. Teleorman, s. I, 263 din 10 Sept. 1925, Pand. Săpt. 27/1925; Trib. Ilfov, s. III c. c., 18 Oct. 1925. Jur. Gen. 1926, No. 424).

2. Adopțiunea nu are efectul de a dizolva legăturile dintre adoptat și familia sa legitimă sau naturală, — ci numai pe acela — ca în mod alăturat și concomitent cu acestea să creeze o altă legătură de natură pur civilă; — legătură care — în ultima analiză — se reduce la consecințele că: adoptatul nu iese din familia sa naturală, — nu intră în familia adoptatorului, — nu se nasc raporturi juridice decât între adoptat și adoptator, — și că, în nici un caz, o obligație sau un drept aferent filiațiunei legitime nu poate fi invocat pe cale de analogie

pentru filiațiunea fictivă a adopțiunei decât în cazurile limitativ și expres acordate de lege.

Atât din dispozițiunile codului civil privitor la materia de ordine publică a minorității și a tutelei — materie unde dispozițiunile legale trebuiesc strict interpretate — cât și din aceia care tratează asupra adopțiunei, nu rezultă că este prevăzut cazul când tutela poate fi deferită părintelui adoptiv în această calitate.

Această măsură a legiuitorului are o îndoită justificare căci: în cazul când minorului i-au decedat câte un părinte adoptiv și legitim, ar trebui să se înființeze două tutele asupra aceleiași persoane și aceluiași patrimoniu; — și în al doilea rând — în cazul când soțului adoptiv supraviețuitor i-ar reveni de drept tutela legală asupra minorului adoptat, ar urma ca părinții adoptivi să fi avut din momentul adopțiunei și puterea părintească asupra adoptatorului — drept și calitate care nu trec nici într'un caz dela părinții legitimi decât tutorului și consiliului de familie, însă — sub nici un motiv — nu poate trece, ei fiind însă în viață, la adoptatori, — căci astfel ar urma ca atât minorul cât și patrimoniul său să fie supus — la o dualitate de prerogative care rezultă din puterea părintească.

Prin decesul părintelui adoptiv se deschide dreptul de succesiune acordat de lege adoptatului și — în cazul când fi trăese părinții legitimi sau numai unul din ei — aceștia, în calitate de reprezentanți legali ai copilului lor, vor valida și executa creanța succesorală, iar bunurile obținute vor intra de drept sub administrațiunea lor legală; — însă — în ceea ce privește pe soțul adoptiv supraviețuitor, față de toată această situație și operațiune, este socotit de lege drept un tert, — rămânându-i bineînțeles legăturile acordate prin contractul de adopțiune față de copilul adoptat — în cazul când și dânsul a dat consimțământul la adopție, căci — dacă a consimțit numai la adopțiunea făcută de celălalt soț atunci nu a avut dela început nici o legătură directă cu adoptatul. (Trib. Iași secția tutelară, Journ. No. 55 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 566).

3. Dacă adoptatul este minor și părinții săi legitimi au încetat din viață, părintele adoptator nu este tutorul legal al adoptatului minor, ci poate fi numit tutor dativ, fiind obligat a da socoteli anuale, de oarece el nu are uzufructul legal. (Trib. Fălțiceni, Jurnal 1422 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1185; Jud. ocol rural Posești-Prahova, 1926, Jur. Gen. 1926 No. 1138).

**Art. 314.** — Indatorirea naturală ce va continua a exista între cel adoptat și tatăl și mama sa, de a-și da unul altuia alimente,



în cazurile hotărâte de lege, va avea aceeași urmare între adoptator și cel adoptat <sup>1)</sup> unul către altul. (Civ. 185—187; 190—193; Civ. Fr. 349).

*Text. fr. Art. 349.* — L'obligation naturelle qui continuera d'exister entre l'adopté et ses père et mère, de se fournir des aliments dans les cas déterminés par la loi, sera considérée comme commune à l'adoptant et à l'adopté, l'un envers l'autre.

### Doctrină.

1. Adoptatul continuă a avea, după adopțiune, obligațiunea de a da alimente tatălui, mamei, ascendenților și afinilor săi firești, în cazurile prevăzute de lege. (Demolombe, VI, No. 147; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1011; Dalloz, Rép., Adoption, No. 177; Baudry et Chéneau, IV, No. 95; Planiol et Ripert, II, No. 1039; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 369; Nacu, I, p. 550; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 708; Matei Cantacuzino, p. 209; Plastara, I, p. 451).
2. Adoptatul are dreptul să ceară alimente de la părinții săi firești în cazul când adoptatorul nu are mijloace. (Nacu, I, p. 550; Matei Cantacuzino, p. 209; Plastara, I, p. 451).
3. Dispozițiile art. 371 din codul civil francez (325 c. civ. rom.) care obligă pe copil să respecte și să onoreze pe tatăl și pe mama sa se aplică și în relațiunile dintre adoptat și adoptator. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p. 137; Huc, III, No. 123; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 405, nota; Contra: Dalloz, Rép., Adoption, No. 179; Comp.: Laurent, IV, No. 248; Matei Cantacuzino, p. 209).
4. Adoptatul este obligat a da alimente părintelui său adoptiv. (Dalloz, Rép., Adoption, No. 177; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1603; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 369; Nacu, I, p. 549, 550; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 708; Matei Cantacuzino, p. 210; Plastara, I, p. 412, 451; Degre, Scrieri juridice, I, p. 112).
5. Dacă adoptatorul se află în nevoie, adoptatul este obligat a da alimente adoptatorului, în concurs cu copiii legitimi ai acestuia și înainte de ascendenții acestuia. (Demolombe, VI, No. 148; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p. 137; Huc, III, No. 124; Baudry et Chéneau, IV, No. 95; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1607; Nacu, I, p. 549, 550; Alexandresco, ed. 2-a, II, p.

709, text și nota 1; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 210; Plastara, I, p. 412, 451; Degre, Scrieri juridice, I, p. 112).

6. Adoptatorul este obligat a da alimente adoptatului, după copiii acestuia și în concurs cu ascendenții acestuia. (Demolombe, VI, No. 148; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p. 137; Huc, III, No. 124; Baudry et Chéneau, IV, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 709, text și nota 1; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 210; Plastara, I, p. 451; Degre, Scrieri juridice, I, p. 112).

7. Adoptatorul este obligat a da alimente descendenților adoptatului și aceștia sunt obligați a da alimente adoptatorului. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 354, nota 15; Vazeille, Traité du mariage, No. 498; Dalloz, Rép., Adoption, No. 177; Suppl., Adoption, No. 47; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 369; Degre, Scrieri juridice, I, p. 112; Contra: Merlin, Questions de droit, Adoption, No. 7; Demolombe, VI, No. 147; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1011; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p. 134; Laurent, IV, No. 250; Huc, III, No. 124; Baudry et Chéneau, IV, No. 95; Planiol, ed. 6-a, I, No. 663, 1603; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 709; II, p. 401, 405).

8. Adoptatul nu este obligat a da alimente ascendenților adoptatorului și nici el nu are dreptul să ceară alimente de la aceștia. (Demolombe, VI, No. 147; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1010; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p. 134; Dalloz, Rép., Adoption, No. 177; Huc, III, No. 124; Baudry et Chéneau, IV, No. 95; Planiol, ed. 6-a, I, No. 663, 1603; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 709; II, p. 401, 405).

9. Adopțiunea nu poate fi revocată pentru că adoptatul nu ar voi să dea alimente adoptatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 403).

10. A se vedea: art. 185 urm. din codul civil, cu notele respective.

**Art. 315.** — Cel adoptat nu va dobândi nici un drept de moștenire asupra bunurilor rudelor adoptatorului, dar va avea asupra moștenirii adoptatorului aceleași drepturi ca și copiii născuți din căsătorie, chiar dacă în urma adopțiunii s'ar naște asemenea copii din căsătorie. (Civ. 316 urm., 318, 659 urm., 669, urm., 699, 836, 841 urm.; C. p. 197, 229, 243, 307; Civ. Fr. 350).

<sup>1)</sup> În „Monitorul Oficial” din eroare se zice aci: „între cel adoptator unul către altul”.



*Text. fr. Art. 350.* — L'adopté n'acquerra aucun droit de successibilité sur les biens des parents de l'adoptant; mais il aura sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage, même quand il y aurait d'autres enfants de cette dernière qualité nés depuis l'adoption.

## Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO, *Observație* sub C. Apel Riom, 14 Aprilie 1922, Pand. Rom. 1926, III, 30;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 78 urm.;  
 IONESCU D. AGRICOLA, *Notă* sub Trib. Iași s. tutele, 55/1926, Jur. Gen. 1926, No. 566;  
 STĂNESCU P. ION, *Notă* sub Cas. II, 359 din 23 Iunie 1924, Jur. Gen. 1925, No. 1853;  
 VELESOU AL., *Notă* sub Cas. II, 359 din 23 Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, I, 40.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act de adopțiune 12.	Ordine publică 12. <del>7-10</del>
Adopțiune 1 urm.	Părinți adoptivi 4-7, 10,
Ascendenți 3.	11, 12, 17.
Autorizația justiției 7.	Parte disponibilă, a se
Căsătorie 8, 9.	vedea cuvintele: „Reducțiune”, „Rezervă”.
Convenție 12, 13.	Poseziune 7.
Copil adoptat 1 urm.	Reciprocitate 17.
Copil legitim 4, 5, 7, 10,	Reducțiune 5, 6, 8, 9.
11, 13.	Reintoarcere convențională 13.
Cotitate disponibilă, a se	Reintoarcere legală 17.
vedea cuvintele: „Reducțiune”, „Rezervă”.	Reprezentare 3, 15.
Descendent 14, 15, 16.	Revocarea donațiunii 10,
Deces 5, 13, 19.	11.
Donațiune, a se vedea	Rezervă 5, 6.
cuvântul: „Liberalitate”.	Rudele adoptatorului 2,
Încetare din viață 5, 13,	3, 18.
19.	Rude de sânge 1, 19.
Liberalitate 5, 6, 8, 9, 10,	Sezină 7.
11, 13.	Succesiune 1 urm.
Moarte 5, 13, 19.	Testament, a se vedea
Moștenire 1 urm.	cuvântul: „Liberalitate”.
Naștere 4, 10, 16.	

## Doctrină.

1. Prin adopțiune, copilul adoptat nu pierde dreptul de a veni la succesiunea rudelor sale de sânge. (Mourlon, ed. 7-a. I. No. 1012; Dalloz, Rép., Adoption, No. 199; Planiol, ed. 6-a. I, No. 1599; Planiol et Ripert, II, No. 1039; Nacu, II, p. 70).

2. Adoptatul nu vine la succesiunea rudelor adoptatorului, de oarece legea nu creează o legătură de rudenie între aceste persoane. (Mourlon, ed. 7-a. I, No. 1010; Dalloz, Rép., Adoption, No. 183; Huc, III, No. 125; Baudry et Chéneaux, IV, No. 101; Nacu, I, p. 549; II, p. 70; Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 401, 405, 415, nota 1; Matei Cantacuzino, p. 209, 210; Plastara, I, p. 452; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1040).

3. Adoptatul nu poate veni prin reprezentare la succesiunea ascendenților adoptatorului. (Demolombe, VI, No. 133; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 1010; Aubry et Rau, ed. 4-a. VI, § 560, p. 134; Beudant, II, No. 677; Dalloz, Rép., Adoption, No. 184; Huc, III, No. 125; Baudry et Chéneaux, IV, No. 101; Nacu, II, p. 70; Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 405, nota 1).

4. Adoptatul are asupra moștenirii adoptatorului aceleași drepturi ca și copiii legitimi ce s'ar naște posterior adopțiunii. (Mourlon, ed. 7-a. I, No. 1015; Dal-

loz, Rép., Adoption, No. 183, 189; Suppl. Adoption, No. 45; Planiol, ed. 6-a. I, No. 1600, nota 1; II, No. 1809; Planiol et Ripert, II, No. 1044; Nacu, I, p. 549; II, p. 70; Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 406; Matei Cantacuzino, p. 210, 282; Plastara, I, p. 452; Degre, Scrieri juridice, I, p. 116).

5. Deoarece adoptatul are asupra succesiunii adoptatorului aceleași drepturi ca și copilul legitim, el are dreptul și la rezervă; prin urmare adoptatul are dreptul ca după încetarea din viață a adoptatorului să ceară reducerea liberalităților făcute după adopțiune și cari ar atinge rezerva sa. (Toullier, II, No. 1011; Duranton, III, No. 318; Demolombe, VI, No. 160 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a. VI, § 560, p. 138; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 1015; Beudant, II, No. 674; Dalloz, Rép., Adoption, No. 192, 193; Suppl., Adoption, No. 49; Laurent, XII, No. 18; Huc, III, No. 126; Baudry et Chéneaux, IV, No. 97; Planiol, ed. 6-a. I, No. 1586; Planiol et Ripert, II, No. 1044; Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 406; Matei Cantacuzino, p. 282; Degre, Scrieri juridice, I, p. 116; Contra: Delvincourt, I, p. 257).

6. După o părere, adoptatul ar avea dreptul să ceară reducerea liberalităților făcute de către adoptator, chiar înainte de adopțiune, în cazul când ele ar trece peste cotitatea disponibilă. (Merlin, Questions de droit, Adoption, § 6, No. 3; Valette sur Proudhon, II, p. 222; Duranton, III, No. 317, 318; Demolombe, VI, No. 160 urm.; Marcadé, Art. 350, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a. II, No. 85 bis. I; Beudant, II, No. 674; Aubry et Rau, ed. 4-a. VI, § 560, nota 18, p. 138; Dalloz, Rép., Adoption, No. 194; Suppl., Adoption, No. 49; Laurent, XII, No. 18; Huc, III, No. 126; Baudry et Chéneaux, IV, No. 97; Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 406; Contra: Delvincourt, I, p. 257; Toullier, II, No. 1011).

7. Copilul adoptat fiind asimilat cu un copil legitim în ceea ce privește succesiunea părintelui său adoptiv, el are de drept sezina acestei succesiuni, putând intra în posesiunea ei fără autorizația justiției și fără a fi obligat să introducă vre-o acțiune. (Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 407).

8. În ceea ce privește liberalitățile fă-



cute de către adoptator soțului său, când căsătoria a avut loc posterior adopțiunii, după o părere ele nu pot fi reduse, de oare ce dispozițiile art. 1098 din codul civil francez (939 c. civ. rom.) vorbesc de copiii din o altă căsătorie, a căror părinți contractează o a doua căsătorie, ceea ce nu este cazul în privința copiilor adoptivi. (Troplong, *Traité des donations*, IV, No. 2701; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, nota 21, p. 140; Huc, III, No. 126; Baudry et Colin, *Des donations et testaments*, II, No. 4080).

9. După o altă părere, dispozițiile art. 1098 c. civ. fr. (939 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și în cazul când adoptantul s'a căsătorit posterior adopțiunii și a făcut liberalități soțului său, caz în care liberalitățile vor fi reduse dacă întrec cotitatea disponibilă. (Delvincourt, I, p. 259; Demolombe, VI, No. 163; Dalloz, *Rép. Adoption*, No. 197; Baudry et Chéneaux, IV, No. 98; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 406, 407).

10. Dispozițiile art. 960 c. civ. fr. (836 c. civ. rom.) nu sunt aplicabile la adopțiune; prin urmare, adopțiunea unui copil nu aduce de drept revocarea donațiunilor făcute de adoptator, ca în cazul când s'ar naște un copil legitim posterior donațiunii. (Toullier, V, No. 303; Duranton, III, No. 315; Demolombe, VI, No. 164; Troplong, *Traité des donations*, III, No. 1373; Marcadé, Art. 350, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 85 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1015, nota 1; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, text și nota 20, p. 139, 140; Dalloz, *Rép. Adoption*, No. 191; Suppl., *Adoption*, No. 48; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2669).

11. În cazul când adoptatorul a dobândit un copil legitim, posterior facerei liberalității, revocarea liberalității producându-se de drept, copilul adoptiv va putea profita de această revocare, când ar veni la succesiunea adoptatorului. (Duranton, III, No. 316; Demolombe, VI, No. 165; Dalloz, *Rép. Adoption*, No. 198; Suppl., *Adoption*, No. 48).

12. Prin contractul de adopțiune se pot modifica drepturile ereditare ale copiilor adoptivi în succesiunea adoptatorului, de oarece legea care acordă copiilor adoptivi drepturi ereditare este o lege dispozitivă. (Degre, *Scrieri juridice*, I, p. 116 urm.).

13. Dispozițiile art. 951 c. civ. fr. (825 c. civ. rom.) cari prevăd reînțoarcerea convențională a bunurilor dăruite în cazul când donatarul încetează din viață fără copii legitimi sau legitimați, nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când donatarul ar înceta din viață lăsând numai copii adoptivi afară de convenție contrară rezultată din actul de donațiune. (Demolombe, VI, 169; Beudant, II, No. 674; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 93 bis, V; Mourlon, ed. 7-a, II, No. 714; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p.

140, 141; Laurent, XII, No. 456; Huc, VI, No. 230; Baudry et Colin, *Donations et testaments*, I, No. 1501; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 407).

14. După o părere, copiii și descendenții adoptatului născuți înainte sau după adopțiune, au dreptul la succesiunea adoptatorului, de oarece copiii adoptatului au către adoptator aceleași drepturi și obligațiuni ca și adoptatul însăși. (Proudhon, II, No. 140; Valette sur Proudhon, II, p. 221, 222; Coin-Delisle, Art. 914, No. 14; Toullier, II, No. 1015; Duranton, III, No. 314, 327; Marcadé, Art. 350, No. 4; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 180, nota 15, p. 354; Dalloz, *Rép. Adoption*, No. 185, 187; Suppl., *Adoption*, No. 46; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 369; Matei Cantacuzino, p. 210; Degre, *Scrieri juridice*, I, p. 112; Comp.: *Plastara*, I, p. 419).

15. După o altă părere, copiii și descendenții adoptatului, nu au dreptul a veni la succesiunea adoptatorului, fie în virtutea dreptului lor propriu, fie prin reprezentare. (Demolombe, VI, No. 139 urm.; Beudant, II, No. 675; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1011; II, No. 105; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, nota 6, p. 135; Dalloz, *Rép. Adoption*, No. 185; Suppl., *Adoption*, No. 46; Laurent, IV, No. 250; IX, No. 82, 83; Huc, III, No. 127; Baudry et Chéneaux, IV, No. 100; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1810; Nacu, II, p. 71; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 402, nota 2, fine, 408, urm.).

16. După o a treia părere, copiii adoptatului născuți posterior adopțiunii, au dreptul la succesiunea adoptatorului, cei născuți anterior adopțiunii nu au acest drept. (Merlin, *Questions de droit, Adoption*, § 7; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 82 bis, 85 bis, III).

17. Dacă potrivit dispozițiilor art. 350 c. civ. fr. (315 c. civ. rom.) adoptatul are dreptul de succesiune în averea adoptatorului, reciproca nu este admisă, afară de cazul prevăzut de art. 351 c. civ. fr. (316 c. civ. rom.), când adoptatorul are dreptul de reînțoarcere. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1016; Dalloz, *Rép. Adoption*, No. 200; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1600, nota 1; III, No. 1809; Planiol et Ripert, II, No. 1040, 1044; Nacu, I, p. 549; II, p. 75; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 410, nota 1. 416; *Plastara*, I, p. 452).

18. Rudele adoptatorului nu au nici un drept asupra succesiunii adoptatului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1010, 1016; Baudry et Chéneaux, IV, No. 102; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 401, 405, 415 nota 1).

19. După încetarea din viață a adoptatului, bunurile sale sunt moștenite de moștenitorii săi din familia sa firească iar nu de adoptator. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 86; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1016; Dalloz, *Rép. Adoption*, No. 200; Huc, III, No. 128; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1600, nota 1; III, No. 1809; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 415).



## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Copiii adoptatului fiind considerați atât după codul civil cât și după codul Calimah, care nu conține dispoziții con-

trare în această privință, ca făcând parte din familia legitimă a adoptatorului, succed la succesiunea acestuia. (Cas. II, 359 din 23 Iunie 1925, Pand. Săpt. 7/1926; Pand. Rom. 1926, I, 40, Jur. Rom. 16/1925, Curier Jud. 24/1926, Dreptul 42/1925).

**Art. 316.** — Murind adoptatul, fără descendenți legitimi, lucrurile date lui de către adoptatorul prin dar sau prin moștenire, ce se vor găsi în natură în vremea morții adoptatului, se vor întoarce la adoptatorul, sau la descendenții săi, cu îndatorirea de a contribui la datorii, și fără prejudiciul drepturilor unor a treia persoane.

Prisosul bunurilor adoptatului va fi al părinților<sup>1)</sup> săi firești și aceștia vor exclude totdeauna, pentru obiectele specificate în acest articol, pe toți moștenitorii adoptatorului afară de descendenții săi. (Civ. 317, 651, 659, 825; Civ. Fr. 351).

*Text. fr. Art. 351.* — Si l'adopté meurt sans descendants légitimes, les choses données par l'adoptant, ou recueillies dans sa succession, et qui existeront en nature lors du décès de l'adopté, retourneront à l'adoptant ou à ses descendants, à la charge de contribuer aux dettes, et sans préjudice des droits des tiers.

Le surplus des biens de l'adopté appartiendra à ses propres parents; et ceux-ci excluront toujours, pour les objets même spécifiés au présent article, tous héritiers de l'adoptant autres que ses descendants.

## Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 80. urm.;  
 IONESCU D. AGRICOLA, *Notă sub Trib. Iași s. lutele 55/1926*, Jur. Gen. 1926, No. 566;  
 LAZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 94;  
 VELESCU AL., *Notă sub Cas. II, 359 din 23 Iunie 1925*, Pand. Rom. 1926, I, 40.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

- |  |  |  |  |
|--|--|--|--|
| Acceptarea succesiunii 30, 34.                           | Femei 10, 11.                                  | Reintoarcere legală 1 urm.                         | Succesiune 1 urm.                        |
| Acțiune de rescumpărare 17.                              | Fraudă 14.                                     | Renunțare la succesiune 6, 12, 13, 14, 32, 34, 35. | Succesiune abintestat 15                 |
| Acțiune pauliană 14.                                     | Fruite 29.                                     | Reprezentatie 12, 13.                              | Succesiune neregulată 1, 32, 33, 34, 35. |
| Adopțiune 1 urm.   | Imbunătățiri 26, 27.                           | Restituire 23, 26, 27.                             | Succesiune ordinară 32-35.               |
| Anulare 17.  | Imobile 16.                                    | Rude 7.  | Testament 15, 19, 29, 31.                |
| Bani 20, 21.   | Incertare din viață 1 urm.                     | Schimb 24, 25.                                     | Uz 23.                                   |
| Beneficiu de inventar 30.                                | Ipotecă 23.                                    | Servitute 23.                                      | Uzufruct 23.                             |
| Bunuri corporale 16.                                     | Legat, a se vedea cu-vântul: „Testament“.      | Sezină 36.   | Vindere-cumpărare 17, 18, 22.            |
| Bunuri incorporale 16.                                   | Legitimare 5.                                  | Specie 21.   |  |
| Bunuri în natură 15-18, 20-22, 24, 36.                   | Liberalitate 15, 20, 21, 22, 24.               | Subrogațiune 25.                                   |  |
| Calitate 21.   | Lucruri în natură 15-18, 20-22, 24, 36.        |  |  |
| Cheltuieli 26, 27, 28.                                   | Moarte 1 urm.                                  |  |  |
| Copil adoptat 3, 4, 8, 9.                                | Mobile 16.                                     |  |  |
| Copil legitim 3, 4, 5.                                   | Moștenire, a se vedea cu-vântul: „Succesiune“. |  |  |
| Copil legitimat 5.                                       | Nedemnită 2, 6.                                |  |  |
| Copil natural 10, 11.                                    | Nullitate 17.                                  |  |  |
| Creditori 14.  | Obiecte în natură 14-18, 20-22, 24, 36.        |  |  |
| Debitor 20.  | Partaj 35.                                     |  |  |
| De es 1 urm.   | Plata datoriilor 30.                           |  |  |
| Depreciere 26.   | Poseziune 36.                                  |  |  |
| Descendenți legitimi 3, 4, 6-13, 17, 23, 29, 30, 31, 36. | Preț 17-18.                                    |  |  |
| Dobândă 20.  | Produce 21.                                    |  |  |
| Donațiune 15, 20, 21, 22, 24.                            | Reale drepturi 23.                             |  |  |
| Drepturi reale 23.                                       | Recunoaștere 10.                               |  |  |

## Doctrină.

1. Reintoarcerea legală prevăzută de art. 351 c. civ. fr. (316 c. civ. rom.) este un drept succesoral neregulat. (Daloz, Rép., Adoption, No. 204; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1897, 1917; Planiol et Ripert, II, No. 1040; Nacu, II, p. 75; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 423, 424; Matei Cantacuzino, p. 226).

2. Dispozițiile din codul civil privitoare la nedemnitățile de a moșteni sunt aplicabile dreptului de reintoarcere legală. (Daloz, Rép., Adoption, No. 204;

1) Legiuitorul român, a tradus aici impropriu cuvântul francez „parents“ prin vorba „părinți“ care ar însemna părinții propriu ziși adică tatăl și mama. Legiuitorul francez a vrut să înțeleagă pe „rudele“ de orice fel.



Planiol, ed. 6-a, III, No. 1919; Nacu, I, p. 75; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 424; Matei Cantacuzino, p. 226).

**3.** Prin descendenți legitimi ai adoptatului cari fac ca reînțoarcerea legală să nu aibă loc, se înțeleg după o părere, nu numai copiii legitimi ci și cei adoptivi ai adoptatului. (Duranton, VI, No. 220; Demolombe, VI, No. 167, 168; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 85 bis, II; Mourlon, II, No. 121; Dalloz, Rép., Adoption, No. 205; Suppl., Adoption, No. 51; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1902).

**4.** După o altă părere prin descendenți legitimi se înțeleg numai copiii legitimi eșiți din căsătoria adoptatului iar nu și copiii săi adoptivi. (Taulier, I, p. 455; Marcadé, Art. 351, 352, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 608, nota 10, p. 344; Laurent, IX, No. 179; Huc, III, No. 128; Nacu, I, p. 76; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 418).

**5.** Copiii legitimați sunt considerați ca copii legitimi în ceea ce privește dreptul de reînțoarcere legală. (Planiol, ed. 6-a, III, No. 1902; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 416, 418).

**6.** Dacă descendenții adoptatului sunt excluși de la succesiunea acestuia ca nedomni sau dacă ei renunță la succesiunea adoptatului, ei se consideră că nu există și dreptul de reînțoarcere legală al adoptatorului va putea fi exercitat. (Planiol, ed. 6-a, III, No. 1903).

**7.** Dreptul de reînțoarcere legală prevăzut de art. 351 c. civ. fr. (316 c. civ. rom.) există atât în favoarea adoptatorului cât și a descendenților săi iar nu în favoarea celorlalte rude ale adoptatorului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1016; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 608, nota 4, p. 343; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 54; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1897, 1898; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 416, 417).

**8.** Prin descendenții adoptatorului cari au dreptul la reînțoarcerea legală, se înțeleg, după o părere, nu numai descendenții săi eșiți din căsătorie, ci și ceilalți copii ai săi adoptivi. (Demolombe, VI, No. 174; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 54).

**9.** După o altă părere, prin descendenții adoptatorului cari au dreptul la reînțoarcere legală, se înțeleg numai descendenții săi eșiți din căsătorie iar nu și ceilalți copii adoptivi ai adoptatorului. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 608, nota 16, p. 346; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 54; Laurent, IX, No. 170; Huc, III, No. 128; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 416, nota 3; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 104).

**10.** Când adoptatul este o femeie care a recunoscut un copil natural, existența acestui copil împiedecă exercitarea dreptului de reînțoarcere legală din partea adoptatorului sau descendenților ei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 418).

**11.** Printre descendenții cari au dreptul de reînțoarcere legală, se înțeleg și copiii naturali ai adoptatoarei de oarece față de ea acești copii sunt descendenți legitimi. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 416, nota 3, fine).

**12.** În cazul când adoptatorul renunță la moștenire, descendenții legitimi ai adoptatorului au dreptul de reînțoarcere legală, de oarece ei exercită acest drept în numele lor propriu iar nu ca reprezentanți ai adoptatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 417).

**13.** Chiar dacă descendenții adoptatorului ar fi renunțat la moștenirea părintelui lor, ei pot totuși să exercite dreptul de reînțoarcere legală, de oarece își exercită un drept al lor propriu iar nu al părintelui lor. (Demolombe, VI, No. 173; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 608, nota 16, p. 346; Huc, III, No. 128; Baudry et Chéneaux, IV, No. 104; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 417).

**14.** Când adoptatorul renunță la dreptul său de reînțoarcere legală, creditorii săi pot ataca cu acțiune pauliană renunțarea făcută în fraudă lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 443, 444).

**15.** Dreptul de reînțoarcere legală prevăzut de art. 351 c. civ. fr. (316 c. civ. rom.), nu se exercită asupra obiectelor de care a dispus adoptatul, fie prin acte între vii fie prin testament; el se exercită numai asupra lucrurilor găsite în natură în succesiunea sa ab intestat. (Duranton, III, No. 323; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1017; Demolombe, VI, No. 179; Marcadé, Art. 351, 352, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 86 bis, I; Beudant, II, No. 675; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 608, nota 31; Dalloz, Rép., Adoption, No. 204, 212; Laurent, IX, No. 188; Huc, III, No. 129; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1909; Nacu, I, p. 76; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 416, 419; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 226, 227).

**16.** Bunurile mobile sau imobile, corporale sau incorporale permise de adoptat de la adoptator înaintea adopțiunii, sunt supuse reînțoarcerei legale, în cazul când s'ar găsi în natură. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 416; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 226, 227).

**17.** Dacă la moartea adoptatului bunurile donate nu se mai găsesc în natură, adoptatorul sau descendenții săi au dreptul să ceară prețul încă datorit al bunurilor înstrăinate de copilul adoptat și să exercite toate acțiunile ce aparțin neapărat acestuia, cum ar fi acțiunile de răscumpărare și de nulitate, de oarece adoptatorul și descendenții săi au în dreptul de reînțoarcere legală un adevărat drept de succesiune. (Valette sur Proudhon, II, p. 215; Demolombe, VI, No. 181; Marcadé, Art. 351, 352, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 86 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 608, nota 49; Dalloz, Rép., Adoption, No. 209, 210; Suppl.,



Adoption, No. 56; Laurent, IX, No. 186; Huc, III, No. 129; Baudry et Chéneaux, IV, No. 106; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1912 urm.).

**18.** După o altă părere, adoptatorul nu poate să-și exercite dreptul de reînțoarcere legală asupra prețului lucrului vândut și care era încă datorit adoptatului la moartea sa, de oarece bunul dăruit nu se găsește în natură. (Toullier, II, No. 1013; Duranton, III, No. 324; Taulier, I, p. 455; Nacu, I, p. 75, 76; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 421, 422).

**19.** În cazul când adoptatul a testat bunurile donate sau moștenite de la adoptator, dreptul de reînțoarcere legală nu se poate exercita asupra acestor bunuri. (Demolombe, XIII, No. 521, 555; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1017; Dalloz, Rép., Adoption, No. 212; Huc, III, No. 129; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1909; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 419, 427).

**20.** În ceea ce privește banii ce adoptatorul ar fi dăruit adoptatului, dreptul de reînțoarcere legală asupra lor se va exercita numai dacă la decesul adoptatului se vor găsi identici aceiași bani, cum ar fi în cazul când adoptatul a dat banii cu dobândă și ei sunt încă datoriti de debitor. (Duranton, VI, No. 239; Demolombe, XIII, No. 544, 545; Laurent, IX, No. 193; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 420, 421).

**21.** După o altă părere, banii sau produsele dăruite vor fi considerați că se găesc în natură la moartea adoptatului, atunci când în succesiunea acestuia se găesc obiecte de aceeași specie și calitate. (Toullier, II, No. 245).

**22.** Dacă adoptatul înstrăinează prin donațiune bunul dăruit și apoi îl cumpără și la decesul său bunul se găsește în natură, dreptul de reînțoarcere legală nu poate fi exercitat asupra acestui bun. (Demolombe, XIII, No. 536; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, III, No. 58 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, II, No. 127; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 608, nota 46, p. 359; Laurent, IX, No. 189; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 422; Contra: Toullier, II, No. 233; Duranton, VI, No. 232).

**23.** Drepturile reale, cum ar fi drepturile de uzufruct, de uz, de ipotecă și de servitute, constituite de către adoptat, trebuiesc respectate de către adoptator și descendenții săi, în caz de reînțoarcere legală, însă ei vor avea dreptul, în caz de ipotecă, să ceară de la moștenitorii adoptatului, restituirea sumei de bani plătită peste partea sa. (Duranton, III, No. 322; Demolombe, XIII, No. 519, 554; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1018; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 640 bis, p. 720, 724, 725; Laurent, IX, No. 203; Baurdy et Wahl, Successions, I, No. 693; Dalloz, Rép., Adoption, No. 211; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1909; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 418, 427; Nacu, II, p. 77; Comp.: Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 291, nota 12).

**24.** Dreptul de reînțoarcere legală nu poate fi exercitat de către adoptator, asupra lucrurilor primite în schimb de adoptat în locul celor dăruite, de oarece în acest caz acestea din urmă nu se găesc în natură. (Demolombe, XIII, No. 541; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 58 bis, I; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 374, nota 11, p. 290; Mourlon, ed. 7-a, II, No. 134, quater; Laurent, IX, No. 187, 192; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 420).

**25.** După o altă părere, dreptul de reînțoarcere legală poate fi exercitat asupra bunurilor date în schimb, în virtutea principiului subrogațiunii. (Toullier, II, No. 245; Duranton, VI, No. 233 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 608, nota 35, p. 353).

**26.** Prin efectul reînțoarcerii legale adoptatorul va lua bunurile ce le-a dăruit adoptatului în starea în care se găesc la moartea adoptatului, cu toate îmbunătățirile și deprecierele suferite, fără a fi obligat să suporte vre-o cheltuială pentru îmbunătățiri. (Demolombe, XIII, No. 559; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 57 bis, III; Mourlon, ed. 7-a, II, No. 125; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1921).

**27.** După o altă părere, în cazul când la moartea adoptatului lucrurile în natură se găesc în o stare mai bună din cauza creșterii valorii lor naturale sau accidentale, adoptatorul nu datorește nici o sumă de bani, în cazul însă când creșterea valorii lor se datorește îmbunătățirilor aduse de adoptat, el este dator să restituie moștenitorilor adoptatului cheltuelile utile și necesare. (Duranton, VI, No. 246; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 374 nota 6, p. 289; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 640 bis, nota 10, p. 720; Laurent, IX, No. 199; Huc, V, No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 419).

**28.** Cheltuelile voluptuoase ce ar fi făcut adoptatul la bunurile dăruite de adoptator, nu pot fi restituite de adoptator, însă moștenitorii adoptatului pot ridica lucrurile ce formează obiectul acestor cheltueli, dacă e posibil a se face fără stricăciuni, cu obligația de a restabili situațiunea din momentul facerei donațiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 419, nota 4).

**29.** Adoptatorul și descendenții săi au dreptul la fructele bunurilor asupra cărora își exercită dreptul de reînțoarcere legală, din momentul morții adoptatului iar nu din ziua cererii ca la legate. (Laurent, IX, No. 198; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 425).

**30.** Adoptatorul și descendenții săi, vor plăti datoriile succesiunii ultra vires bonorum, dacă nu au acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar, în care caz vor plăti datoriile intra vires bonorum. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 425, 426; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 226).

**31.** Adoptatorul și descendenții săi vor fi obligați să contribuie la plata legatelor



in proporție cu bunurile ce primesc înapoi. (Demolombe, XIII, No. 555; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 427; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 226).

**32.** Când moare un copil adoptat care a primit daruri sau o succesiune de la adoptator, vor exista două succesiuni distincte: succesiunea anomală a bunurilor câștigate de la adoptator și succesiunea ordinară a bunurilor sale. (Planiol, ed. 6-a, III, No. 1920; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 424).

**33.** Dacă adoptatorul este chemat numai la succesiunea anomală a adoptatului, el poate renunța la această succesiune și în acest caz bunurile cari o formează se vor uni la succesiunea ordinară a adoptatului. (Duranton, VI, No. 208; Demolombe, XIII, No. 485; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, III, No. 56 bis, III; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 640 bis, p. 721; Laurent, IX, No. 205; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1920; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 425).

**34.** În cazul când adoptatul moare și adoptatorul este chemat la ambele succesiuni ale adoptatului, el poate primi succesiunea anomală și să renunțe la succesiunea ordinară. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 640 bis, p. 719; Planiol, ed. 6-a, III, No. 1920; Huc, V, No. 89; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 424).

**35.** În cazul când adoptatul moare și adoptatorul este chemat la ambele suc-

cesiuni ale adoptatului, dacă el renunță la succesiunea anomală, această renunțare va avea de efect că bunurile cari formează succesiunea anomală se vor uni la succesiunea ordinară a adoptatului care se va împărți între el și ceilalți moștenitori ai adoptatului, dacă există. (Planiol, ed. 6-a, III, No. 1920; Comp.: Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 640 bis, p. 719; Huc, V, No. 89; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 424).

**36.** În cazul când la moartea adoptatului bunurile dăruite se găsesc în natură, adoptatorul și descendenții săi nu vor avea asupra acestor bunuri sezina legală, ci vor cere posesiunea lor de la moștenitori sau de la justiție. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 425).

**37.** A se vedea: art. 317 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** În cazul când copilul adoptat, mort fără descendenți a dispus fie gratuit, fie oneros, de averea primită de la adoptator, prin donațiune, sau succesiune, bunurile primite în dar, sau moștenite de la adoptator, nu se mai întorc la acesta, sau descendenții adoptatorului. (Cas. I, 2053/1924, Curier Judiciar, 37/1925).

**Art. 317.** — Dacă trăind adoptatorul, și după moartea adoptatului, copiii sau descendenții lăsați de acești<sup>1)</sup> din urmă, vor muri și ei fără posteritate, adoptatorul va moșteni lucrurile date de dânsul, după cum s'a zis în art. precedent, dară acest drept se va mărgini numai la persoana adoptatorului și nu se va transmite și la moștenitorii săi, chiar de ar fi descendenți direcți. (Civ. 316; Civ. Fr. 352).

*Text. fr. Art. 352.* — Si, du vivant de l'adoptant, et après le décès de l'adopté, les enfants ou descendants laissés par celui-ci mouraient eux-mêmes sans postérité, l'adoptant succéderait aux choses par lui données, comme il est dit en l'article précédent; mais ce droit sera inhérent à la personne de l'adoptant, et non transmissible à ses héritiers, même en ligne descendante.

### Bibliografie (continuare).

- IONESCU D. AGRICOLA, *Notă sub Trib. Iași, s. tutele*, 55/1926, Jur. Gen. 1926, No. 566;  
LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 94;  
VELESCU AL., *Notă sub Cas. II, 359 din 23 Iunie 19-5*, Pand. Rom. 1926, I, 40.

### Doctrină.

**1.** Numai adoptatorul are dreptul de reîntoarcere legală prevăzut de art. 352 c. civ. fr. (317 c. civ. rom.) iar nu și des-

endenții săi. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1017; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 55; Planiol et Ripert, II, No. 1044; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 428; Matei Cantacuzino, p. 227).

<sup>1)</sup> Ar trebui citit „acesta” în loc de „acești” după cum este și în textul francez, fiind vorba de copiii sau descendenții lăsați de adoptat.

2. Părintele adoptator va avea dreptul de reîntoarcere legală atât în cazul când obiectul dăruit se găsește în succesiunea unui copil legitim cât și în cazul când el se găsește în succesiunea unui copil adoptat al adoptatului care este și el un descendent. (Nacu, II, p. 77).

3. În cazul când adoptatul a lăsat mai mulți copii, dreptul de reîntoarcere legală al adoptatorului se va putea exercita numai atunci când va muri ultimul copil fără descendenți și numai asupra bunurilor găsite în natură în succesiunea acestuia. (Delvincourt, I, p. 261; Demolombe, VI, No. 176; Marcadé, Art. 351.

352, No. 3; Murlon, ed. 7-a, I, No. 1016, 1017; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 608, nota 12, p. 345; Dalloz, Rép., Adoption, No. 213; Suppl., Adoption, No. 55; Laurent, IX, No. 168; Baudry et Chéneaux, IV, No. 106; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 428).

4. În cazul când descendenții adoptatului renunță la succesiunea acestuia, donatorul poate să-și exercite dreptul de reîntoarcere legală. (Marcadé, Art. 352, No. 2; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 55).

5. A se vedea: art. 316 din codul civil cu notele respective.

**Art. 318.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>). Persoana ce își va propune de a adopta și aceea ce va voi a fi adoptată se vor infățișa, în orașele reședințe de județ, la tribunal, iar în celelalte localități, la judecătoria adoptatorului, spre a face declarațiune că aceasta este cu consimțământul amândurora.

În cazul când adoptatul va fi minor, se vor prezintă pe lângă aceasta și persoanele al căror consimțământ se cere și vor declara în numele minorului că consimt la adopțiune<sup>2</sup>).

Această declarațiune de consimțământ se poate face și prin act autentificat de judecătoria de ocol sau de judecătoria comunală<sup>3</sup>). (Civ. 23, 87, 309 urm., 319, 320, 323; L. jud. ocoale, 50; L. Timbr. 19 § 4; Civ. Fr. 353).

*Text. fr. Art. 353.* — La personne qui se proposera d'adopter, et celle qui voudra être adoptée, se présenteront devant le juge de paix du domicile de l'adoptant, pour y passer acte de leurs consentements respectifs.

*Text. fr. Art. 353.* (Complectat prin legea din 17 Mai 1900). — La personne qui se proposera d'adopter, et celle qui voudra être adoptée, se présenteront devant le juge de paix du domicile de l'adoptant, pour y passer acte de leurs consentements respectifs.

Dans les cas prévus par l'article 93, l'acte sera dressé par un fonctionnaire de l'intendance ou par un officier du commissariat.

### Bibliografie (continuare)

- BER CONST., Anotare sub Trib. Botoșani, Jurnalul 9024 din 1924, Botoșanii Juridic 3/1924;  
 DRAGOMIRESCU A., Notă sub Judecătoria Ocol Broșteni-Mehedinți, 6 Iunie 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1387;  
 IONESCU D. AGRICOLA, Notă sub Trib. Iași s. tutele, 55/1926, Jur. Gen. 1926, No. 566.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act autentic 4, 9.  
 Act de adopțiune 1, 2.  
 Adopțiune 1 urm.

Agent diplomatic 16.  
 Alienație mintală 5.  
 Anulare 11, 15.

Camera de consiliu 12.  
 Capacitate 5, 6.  
 Competență 14, 15.  
 Consimțământ 3, 5, 7, 9,  
 12.  
 Consuli onorifici 16.

Contract solemn 1.  
 Copil minor 2, 10.  
 Deces 8.  
 Demență 5.  
 Domiciliu 14.  
 Eroare 15.

1) Textul vechiu al art. 318. Persoana ce își va propune de a adopta și acia ce va voi a fi adoptată se vor infățișa la tribunalul domiciliului adoptatorului spre a face înscris declarațiune că acesta este consimțământul amândurora.

2) Conform art. 50 din legea jud. de ocoale (1907) aceste judecătorii sunt competente de a pronunța adopțiunea locuitorilor din comunele rurale.  
 Iată de altfel cuprinsul acestui articol: „Judecătorii de ocoale rurale sunt competenți a se pronunța asupra actelor de adopțiune ale locuitorilor din ocoalele respective, conformându-se art. 319, 320 și 323 din codul civil”.

3) Noua Lege a judecătorilor de ocoale din 1907 desființând judecătoriile comunale, aceste declarațiuni de consimțământ nu se mai pot face decât numai la judecătoriile de ocol.



Fraudă 15.  
 Incapacitate 5.  
 Incetare din viață 8.  
 Invocare 11.  
 Mandat 4.  
 Ministerul public 10, 11.  
 Minoritate 2, 10.  
 Moarte 8.  
 Nebunie 5.  
 Nulitate 11, 15.

Procură 4.  
 Promisiune de adopțiune 13.  
 Respingerea cererii de adopțiune 6, 8.  
 Solemn act 1.  
 Străinătate 16.  
 Țară străină 6.  
 Valabilitate 13.

### Doctrină.

1. Adopțiunea este un contract solemn. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1592; Planiol et Ripert, II, No. 1028; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 67; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 367, 430; Matei Cantacuzino, p. 206; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1008; Plastara, I, p. 417).
2. Actul scris de adopțiune, care se prezintă tribunalului, se încheie între adoptator și adoptat sau reprezentanții acestora când el este minor. (Nacu, I, p. 546).
3. Pentru ca adopțiunea să fie valabilă, trebuie ca părțile să-și dea consimțământul și instanța care primește declarațiile trebuie să constate existența consimțământului părților. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 999; Dalloz, Rép., Adoption, No. 134, 135; Suppl., Adoption, No. 26; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 433, 434, 435; Matei Cantacuzino, p. 206; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113).
4. Părțile se pot prezenta pentru adopțiune și prin mandatar, însă ei trebuie să aibă o procură autentică și specială. (Duranton, III, No. 297; Demolombe, VI, No. 88; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 557, nota 1, p. 122; Dalloz, Rép., Adoption, No. 136; Suppl., Adoption, No. 23; Laurent, IV, No. 216; Huc, III, No. 130; Baudry et Chéneaux, IV, No. 51; Planiol et Ripert, II, No. 1029; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1593; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 318; Nacu, I, p. 546; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 434; Comp.: Degre, Scrieri juridice, I, p. 123, 124; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 176, nota 1, p. 347).
5. În cazul când instanța care primește actul de adopțiune, constată că una dintre părți este incapabilă de a consimți, fie pentru că este în stare de demență, fie pentru orice altă cauză, ea este datoare să refuze adopțiunea. (Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 26).
6. Capacitatea părților pentru adopțiune trebuie constatată în momentul când instanța primește actul de adopțiune, moment în care trebuie să cerceteze dacă sunt îndeplinite condițiile legii. (Valette sur Proudhon, II, p. 207, 213; Toullier, II, No. 1004; Duranton, III, No. 278; Demolombe, VI, No. 113 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1000; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 559, notele 2, 3, p. 131; Dalloz, Rép., Adoption, No. 82, 134, 139; Suppl., Adoption, No. 25, 26; Comp.: Proudhon, II, p. 212; Marcadé, Art. 359, 360.
- No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 95 bis, I; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 25; Laurent, IV, No. 213; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 318).
7. Indată ce părțile s-au prezentat înaintea instanței care a primit actul de adopțiune și declarațiile lor de consimțământ, ele sunt legate de aceste declarații (Demolombe, VI, No. 85; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 999, 1001; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 559, nota 1, p. 131; Dalloz, Rép., Adoption, No. 142; Suppl., Adoption, No. 25; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 318; Comp.: Toullier, II, No. 1011; Laurent, IV, No. 214; Huc, III, No. 130; Planiol et Ripert, II, No. 1030; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113, 120).
8. După modificarea art. 318 și urm. din codul civil român și abrogarea art. 324 din același cod prin legea din 15 Martie 1906, în cazul când adoptatorul încetează din viață după depunerea actului de adopțiune la tribunal, adopțiunea nu mai poate avea loc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 431, nota 1).
9. Consimțământul părților la adopțiune poate fi dat și prin act autentificat de judecătorul de ocol sau de tribunal. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 433, 434; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1029; Matei Cantacuzino, p. 207; Degre, Scrieri juridice, I, p. 123, 124).
10. În cazul când persoana ce urmează să fie adoptată este minoră, ministerul public este obligat a pune concluziuni. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435, nota 1).
11. Nulitatea adopțiunii unui copil minor în cazul când ministerul public nu a pus concluziuni, este relativă și nu poate fi invocată de cât de minor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435, nota 1, 442; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1047).
12. Consimțământul părților la adopțiune, este luat de către tribunal în camera de consiliu. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435).
13. Promisiunea de adopțiune nu are valoarea unei adopțiuni. (Dalloz, Rép., Adoption, No. 135).
14. Instanța competentă să primească actul de adopțiune este aceea a domiciliului adoptatorului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 999, 1002; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 24; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1593; Planiol et Ripert, II, No. 1028; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 318, 421; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 433; Matei Cantacuzino, p. 206).
15. În cazul când actul de adopțiune a fost primit de o instanță incompetentă, adopțiunea nu este nulă dacă nu există fraudă, ci numai o eroare involuntară a părților. (Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 24; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 321; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1047; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 440, 441; Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).

16. Adopțiunea poate fi incuviințată în străinătate, de agenții noștri diplomați și de consuli onorifici. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 433, 447 nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1028).

17. A se vedea: art. 309, 311, 319 și 323 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. După dispozițiile art. 318 din codul civil (modif. la 1906), locuitorii din cuprinsul ocoalelor rurale se vor înfățișa la judecătoriile respective spre a face declarațiunile convenite în materie de adopțiune, tribunalul de județ neavând competență de cât pentru adopțiunile celor din orașul de reședință de județ. (Trib. Botoșani, Jurnalul 9024 din 1924. Botoșanii Juridic 3/1924).

2. Persoana ce-și propune a adopta și aceea ce ar voi să fie adoptată se înfățișează, conform art. 318 codul civil, în orașele reședințe de județ, tribunalului domiciliului adoptatorului, iar în com. rurale și cele urbane, nereședințe de județ, judecătoriei aceluși domiciliu, spre a face declarațiune despre consimțământul amândurora.

Legea din 15 Martie 1906 a primit acest sistem în scopul simplificării formalităților adopțiunei și aceasta rezultă atât din expunerea de motive a legii cât și din faptul că ea a suprimat art. 321 din codul civil, potrivit căruia, sentințele tribunalului date în materie de adopțiune erau supuse apelului la Curtea de apel.

În asemenea condițiuni, este inadmisibil apelul ce s'ar face la Curtea de apel contra unei sentințe de adopțiune a unui tribunal, apelul fiind desființat în materie de adopțiune. (C. A. Constanța, dec. No. 112 din 5 Martie 1925, Justiția Dobrogei 6—7/1920).

3. Deși actele de adopțiune au trăsături comune cu actele de notariat, însă se deosebesc de acestea din urmă prin formele pe cari le-a instituit legiuitorul pentru efectuarea lor.

Acestea, investind pe judecător cu puteri proprii, îi dau sarcina de a verifica pretențiunile părților printr'o procedură de incuviințare, care ia sfârșit printr'o hotărâre nemotivată. Această hotărâre nu are nimic comun cu autentificarea.

În consecință, legea autentificării actelor, nu-și poate avea aplicația în materie de adopție. Aceasta reese chiar din art. 50 legea jud. de ocoale, care deși plasează adopția sub titlul care se ocupă despre competență în materie de notariat, trimite în ceace privește modalitățile de efectuare, la dispozițiunile art. 318 și urm. cod. civ., cari reglementează formele speciale ale adopției. Or, art. 318 codul civil neprecizând forma în care trebuie făcută declarația de adopție și reeșind din aceasta că poate fi și verbală, nu poate fi nulă o astfel de declarație, atunci când, fiind făcută prin act scris, însă nesemnată de toate părțile contractante, a fost confirmată printr'o nouă declarație verbală, făcută în fața magistratului. (Jud. oc. Broșteni-Mehedinți 6 Iulie 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1387).

**Art. 319.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>). Tribunalul sau judecătorul, după ce vor lua științele trebuincioase, vor verifica în camera de consiliu:

- 1) De sunt îndeplinite toate condițiile cerute de lege;
- 2) Dacă persoana care voește a adopta se bucură de o bună reputațiune. (Civ. 309 urm., 318, 320, 323; L. jud. oc. 50; Civ. Fr. 355).

*Text. fr. Art. 355.* — Le tribunal réuni en la chambre, du conseil, et après s'être procuré les renseignements convenables vérifiera, 1<sup>o</sup> si toutes les conditions de la loi son remplies; 2<sup>o</sup> si la personne qui se propose d'adopter jouit d'une bonne réputation.

### Bibliografie (continuare).

IONESCU D. AGRICOLA, *Notă sub Trib. Iași s. tutele*, 55/1926, Jur. Gen. 1926, No. 566.

1) **Textul vechiu al art. 319.** Tribunalul după ce va lua științele trebuincioase, se va trage în camera de consiliu și va verifica:

1. De sunt îndeplinite toate condițiunile cerute de legi.
2. Dacă persoana care voește a adopta se bucură de o bună reputațiune.



## Doctrină.

1. Pentru adopțiune părțile sunt obligate să producă următoarele acte: Actele de naștere ale persoanei ce voește să adopteze și acelei ce urmează să fie adoptată; actul de căsătorie al adoptatorului, în cazul când el este căsătorit; actele de deces ale părinților și bunilor persoanei ce urmează a fi adoptată, în cazul când este minoră; consimțământul autentic al acestor persoane în cazul când nu se prezintă în persoană; consimțământul autentic al soțului persoanei ce urmează a fi adoptată în cazul când este căsătorită; etc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435, nota 2).

2. Consimțământul părților la adopțiune, este luat de către tribunal în camera de consiliu. (Planiol et Ripert, II, No. 1032; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435).

3. Pentru a se dovedi că adoptatorul se bucură de bună reputațiune, se poate produce un act de notorietate. (Daloz, Rép., Acte de notoriété, No. 18).

4. În părărea celor cari admit ca o persoană sub interdicțiune legală are dreptul să adopteze, se spune că tribunalul ar putea să refuze adopțiunea sub cuvântul că adoptatorul nu se bucură de

o bună reputațiune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 386).

5. Condițiunea bunei reputațiuni a adoptatorului se apreciază în mod suveran de judecători. (Demolombe, VI, No. 198; Laurent, IV, No. 229; Huc, III, No. 138; Baudry et Chéneaux, IV, No. 83; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 380, 440; Degre, Scrieri juridice, I, p. 114; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 206, 207, 208, 209; Plastara, I, p. 418).

6. Nu este necesar a se face mențiune în hotărârea de adopțiune că s'au îndeplinit toate formalitățile și condițiunile cerute de lege, de oarece art. 355 c. civ. fr. (319 c. civ. rom.) nu prevede facerea acestei mențiuni. (Demolombe, VI, No. 93, 95; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 557, nota 5, p. 123; Daloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 30; Laurent, IV, No. 217).

7. Nu se poate admite cererea de anulare a unei adopțiuni pentru motivul că tribunalul a fost indus în eroare în privința reputațiunei adoptatorului. (Demolombe, VI, No. 198; Laurent, IV, No. 229; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435, nota 3, 440; Matei Cantacuzino, p. 209).

8. A se vedea: art. 318, 320 și 323 din codul civil cu notele respective.

**Art. 320.** — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>1)</sup>). Hotărârea se va da printr'un proces-verbal nemotivat, în acești termeni:

«Se încuviințează sau nu se încuviințează adopțiunea». (Civ. 318, 319; Pr. civ. 80, 118, 119; L. jud. oc. 50; Civ. Fr. 356).

*Text. fr. Art. 356.* — Après avoir entendu le procureur du Roi, et sans aucune autre forme de procédure, le tribunal prononcera, sans énoncer de motifs en ces termes: *Il y a lieu ou Il n'y a pas lieu à l'adoption.*

## Doctrină.

1. Dacă după depunerea actului de adopțiune la tribunal și înainte de încuviințarea ei, una dintre părți încetează din viață, atunci adopțiunea nu mai poate avea loc. (Planiol et Ripert, II, No. 1033; Plastara, I, p. 420).

2. Hotărârea de adopțiune nu este supusă publicității ședințelor ci se pronunță în camera de consiliu. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1003; Daloz, Rép., Adoption, No. 143; Huc, III, No. 131; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1594).

3. După o altă părere, hotărârea de admitere a adopțiunei trebuie cetită în ședință publică conform principiului general prevăzut de art. 119 din codul de procedură civilă română. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435; Comp.: Degre, Scrieri juridice, I, p. 114; Planiol et Ripert, II, No. 1034).

4. Hotărârea de respingerea cererei de

adopțiune este nulă dacă a fost pronunțată în ședință publică, însă hotărârea de admitere a cererei de adopțiune trebuie pronunțată în ședință publică. (Toullier, II, No. 999; Duranton, III, No. 299; Taulier, I, p. 462; Demolombe, VI, No. 92; Marcadé, Art. 358, No. 1; Aubry et Rau, VI, § 557, nota 9, p. 124; Laurent, IV, No. 218; Baudry et Chéneaux, IV, No. 56; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1594; Comp.: Huc, III, No. 131).

5. În dreptul civil român actual, hotărârea de adopțiune nu mai poate fi apelată nici atacată cu recurs. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 432, 433, text și nota 1; Matei Cantacuzino, p. 207).

6. Hotărârea tribunalului prin care se declară că nu se încuviințează adopțiunea nu are autoritate de lucru judecat asupra unei alte cereri de adopțiune. (Duranton, III, No. 303; Demolombe, VI, No. 122; Beudant, II, No. 681; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, nota 22, p. 130;

<sup>1)</sup> Textul vechiu al art. 320. După ce procurorul își va da concluziunile, tribunalul, printr'un proces-verbal nemotivat va hotărî în acești termeni: se încuviințează, sau nu se încuviințează adopțiunea.

Laurent, IV, No. 220; Huc, III, No. 132; Baudry et Chéneaux, IV, No. 60; Planiol et Ripert, II, No. 1038; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 321; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 436, 445; VII, p. 481, 482).

7. Hotărârea de adopțiune este constitutivă de stare civilă și are autoritate față de orice persoană de oarece creează o stare nouă unei persoane, însă poate fi atacată în nulitate în cazurile când legea o permite. (Planiol et Ripert, I, No. 30; II, No. 1038, 1047; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 321).

8. A se vedea: art. 319 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Persoana ce-și propune a adopta și aceea ce ar voi să fie adoptată se înfăți-

șează, conform art. 318 codul civil, în orașele reședințe de județ, tribunalului domiciliului adoptatorului, iar în com. rurale și cele urbane, nereședințe de județ, judecătoriei aceluși domiciliu, spre a face declarațiune despre consimțământul amândurora.

Legea din 15 Martie 1906 a primit acest sistem în scopul simplificării formalităților adopțiunii și aceasta rezultă atât din expunerea de motive a legii cât și din faptul că ea a suprimat art. 321 din codul civil, potrivit căruia, sentințele tribunalului date în materie de adopțiune erau supuse apelului la Curtea de apel.

În asemenea condițiuni, este inadmisibil apelul ce s'ar face la Curtea de apel contra unei sentințe de adopțiune a unui tribunal, apelul fiind desființat în materie de adopțiune. (C. A. Constanța, dec. No. 112 din 5 Martie 1925, Justiția Dobrogei 6—7/1920).

### Art. 321. (Abrog. L. 15 Martie 1906<sup>1</sup>).

*Text. fr. Art. 357.* — Dans le mois qui suivra le jugement du tribunal de première instance, ce jugement sera, sur les poursuites de la partie la plus diligente, soumis à la cour royale, qui instruira dans les mêmes formes que le tribunal de première instance, et prononcera, sans énoncer de motifs; *Le jugement est confirmé ou Le jugement est réformé: en conséquence, il y a lieu, ou il n'y a pas lieu à l'adoption.*

### Art. 322. (Abrogat L. 15 Martie 1906<sup>2</sup>).

*Text. fr. Art. 358.* — Tout arrêt de la cour royale qui admettra une adoption, sera prononcé à l'audience, et affiché en tels lieux et en tel nombre d'exemplaires que le tribunal jugera convenable.

Art. 323. — (Mod. L. 15 Martie 1906<sup>3</sup>). Hotărîrea de adopțiune cum și aceia de revocarea ei se vor înscrie în registrul actelor civile ale locului unde își va avea domiciliul adoptatorul.

În acest scop grefierii tribunalului și al judecătoriei respective sunt obligați de a trimite în termen de 10 zile un extract după procesul-verbal de adopțiune ofițerului stărei civile competent.

Grefierii cari vor contraveni obligațiunii de mai sus, precum și ofițerii stărei civile care vor fi omis de a înscrie de îndată adopțiunea în registrele actelor civile, se vor pedepsi cu amendă până la 100 de lei.

Inscrierea se va putea face după cererea uneia sau alteia

1) Textul vechiu al art. 321. În termen de 1 lună dela data hotărârei tribunalului, această hotărîre va fi supusă, după cererea părții cele mai stăruitoare, curței de apel, care va urma în același timp ca și tribunalul de prima instanță, și va pronunța printr'un proces-verbal nemotivat:

Hotărîrea e confirmată, sau hotărîrea e reformată. Prin urmare se încuviințează sau nu se încuviințează adopțiunea. (Civ. 319 urm., 322; Civ. Fr. 357).

2) Textul vechiu al art. 322. Orice hotărîre a curței apelative, care va încuviința o adopțiune se va citi în ședința publică, și se va afișa la locurile unde curtea va găsi de cuviință. (Civ. 321; Civ. Fr. 358).

3) Textul vechiu al art. 323. În cele trei luni după darea hotărârei, adopțiunea se va înscrie, după cererea uneia sau alteia din părți, în registrul actelor civile al locului unde își va avea domiciliul adoptatorul. Această înscriere se va face după o copie legalizată a hotărîrei curței apelative; și adopțiunea va rămâne fără efect, de n'a fost înregistrată în arătatul termen.



din părți, care va prezenta și o copie legalizată după hotărârea de adopțiune. (Civ. 27, 87; L. jud. oc. 50; Reg. act. st. civ. 97; Civ. Fr. 359).

*Text. fr. Art. 359.* — Dans les trois mois qui suivront ce jugement l'adoption sera inscrite, à la requisition de l'une ou de l'autre des parties, sur le registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié.

Cette inscription n'aura lieu que sur le vu d'une expedition, en forme du jugement de la cour royale; et l'adoption restera sans effet si elle n'a été inscrite dans ce délai.

*Text. fr. Art. 359. (Complectat prin legea din 13 Februarie 1909).* — Dans les trois mois qui suivront ce jugement, l'adoption sera inscrite, à la réquisition de l'une ou de l'autre des parties, sur le registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié.

Cette inscription n'aura lieu que sur le vu d'une expédition en forme du jugement de la cour royale (cour d'appel); et l'adoption restera sans effet si elle n'a été inscrite dans ce délai.

Il sera fait mention de l'adoption ainsi inscrite en marge de l'acte de naissance de l'adopté.

### Bibliografie (continuare).

- DRAGOMIRESCU A., *Notă sub Judecătoria Ocol Broșteni-Mehedinți*, 6 Iulie 1925, Jurispr. Gen. 1926, No. 1387;  
SORIBAN R. TRAIAN, *Notă sub Judec. Noua-Sulița (Hotin)*, 25 Mai 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1434.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de naștere 3.  
Acte false 14.  
Acțiune în petițiune de ereditate 47.  
Acțiune principală 11, 29.  
Acțiune reconvențională 43.  
Agenți diplomatici 9.  
Alienație mintală 13.  
Amendă 7.  
Anulare, a se vedeă cuvântul: „Nulitate”.  
Apel 44.  
Aprecieri 20.  
Betie 15.  
Bună reputațiune 20.  
Cerere reconvențională 43.  
Competență 24, 42.  
Condamnare 7.  
Confirmare 31.  
Consimțământ 12, 15, 16, 18, 19, 21, 25, 29, 33.  
Consuli 9.  
Contract 41.  
Copii 27.  
Creditori 35, 36.  
Deces 6, 30, 33.  
Demență 13.  
Desființare, a se vedeă cuvântul: „Revocare”.  
Diferență de vârstă 28.  
Dol 21, 33.  
Domiciliu 1 urm.  
Drept civil român 7, 8, 10, 50.  
Ehrietate 15.  
Efect 39.  
Eroare 21, 33.  
Excepțiuni 29, 43.  
Executorie formulă 2.  
False acte 14.  
Formele adopțiunii 23.  
Formulă executorie 2.

Grefier 7.  
Hotărâre 1-10, 26, 41, 44.  
Incertarea din viață 6, 30, 33.  
Inexistența adopțiunii, a se vedeă cuvântul: „Nulitate” și 11, 15, 16, 18, 29.  
Ingratitudine 49.  
Inscriere 1-10.  
Interes 29, 31-35.  
Interesată parte 29, 31, 32.  
Investire cu formulă executorie 2.  
Invocare, a se vedeă cuvântul: „Nulitate”.  
Majoritate 10, 50.  
Mențiuni 3, 10.  
Ministerul public 37.  
Minoritate 10, 16-19, 50.  
Moarte 6, 30, 33.  
Mostenitori 30, 33, 35, 33, 47.  
Motivarea hotărârii 26.  
Nebunie 13.  
Nulitate 11-47.  
Nulitate absolută 11-13, 15, 16, 18, 27-29, 31.  
Nulitate relativă 11, 17, 19, 21-26, 33, 47.  
Nume 34.  
Ofițer de stare civilă 7.  
Opozabilitate 8, 10.  
Părat 42.  
Persoană interesată 29, 31, 32.  
Petiție de ereditate 47.  
Prescripție 23, 31, 45, 46, 47.  
Ratificare 31.  
Reconvențională acțiune 43.  
Recurs 44.  
Registre de stare civilă 1-5, 7-10.

Reputație bună 20.  
Retroactivitate 3.  
Revocare 10, 48, 49, 50.  
Român drept civil 7, 8, 10, 50.  
Rude colaterale 34.  
Sanctiune 7.  
Soți 25.  
Stare civilă 40.

Străinătate 9.  
Succesori 30, 33, 35, 38, 47.  
Tară străină 9.  
Terțe persoane 8, 10.  
Transcriere, a se vedeă cuvântul: „Inscriere”.  
Valabilitate 6.  
Vârstă 28.  
Violență 21, 33.

### Doctrină.

1. Hotărârea de adopțiune trebuie înscrisă în registrul actelor de naștere al comunei unde își are domiciliul adoptatorul. (Daloz, Rép., Adoption. No. 163; Huc, III. No. 133; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1595; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 319; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 438).

2. Pentru ca hotărârea de adopțiune să fie înscrisă în registrele de stare civilă, nu este nevoie ca ea să fie investită cu formula executorie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 438).

3. Hotărârea de adopțiune trebuie menționată pe marginea actului de naștere al adoptatului. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 395; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 437, 438).

4. Potrivit dispozițiilor art. 359 c. civ. fr. (323 c. civ. rom.) inscrierea hotărârei de adopțiune poate fi cerută fie de adoptator, fie de adoptat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1005; Daloz, Rép., Adoption. No. 165, 166).

5. Inscrierea adopțiunii în registrul de stare civilă se poate face și după ce-



reerea verbală a părților. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 438).

6. În cazul când după pronunțarea adopțiunii, și înainte de înscrierea hotărârei, moare adoptatorul, adopțiunea este valabilă, de oarece ea poate fi înscrisă și după decesul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1001; Dalloz, Rép., Adoption, No. 166; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 318; Plastara, I, p. 420).

7. În dreptul civil român actual, formalitatea înscrierii adopțiunii în registrele de stare civilă nu mai este substanțială, și singura sancțiune este condamnarea la amendă a greșierului și a ofiterului de stare civilă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 431, 432, nota 2, 437, 440; Matei Cantacuzino, p. 207).

8. În dreptul civil român, formalitatea înscrierii, adopțiunii în registrele de stare civilă este prevăzută pentru ca adopțiunea să fie opozabilă terțelor persoane. (Matei Cantacuzino, p. 207).

9. Când adopțiunea a fost încuviințată de agenții noștri diplomați din străinătate sau de consuli, hotărârea de adopțiune trebuie înscrisă și în acest caz în registrele actelor de stare civilă ale domiciliului adoptatorului din țară. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 433).

10. Pentru ca hotărârea de revocarea adopțiunii, pronunțată după cererea minorului ajuns la majoritate, potrivit dispozițiilor art. 311 al. ultim cod. civil român, să fie opozabilă terțelor persoane, trebuie înscrisă în registrele de stare civilă, prin facerea unei mențiuni pe marginea actului de adopțiune. (Matei Cantacuzino, p. 207, 208).

11. Adopțiunea poate fi atinsă de o nulitate absolută, când este inexistentă, sau de o nulitate relativă, când este anulabilă; anularea se cere pe cale de acțiune principală. (Dalloz, Rép., Suppl. Adoption, No. 60; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 439, 441, 445, 446; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 207, 209; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113 urm.).

12. Când părțile cari au figurat în adopțiune nu și-au dat consimțământul, adopțiunea este atinsă de o nulitate absolută. (Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 60; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 439; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1047, 1048).

13. Când adoptatorul era în stare de demență în momentul adopțiunii, această adopțiune este atinsă de o nulitate absolută. (Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 60; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 439; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113).

14. Adopțiunea poate fi anulată dovedindu-se că tribunalul a fost indus în eroare prin producerea de acte false, sau prin ascunderea oareș căror fapte sau dovedindu-se că la adopțiune a lipsit una din condițiunile prescrise de lege pentru validitatea ei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1006; Alexandresco, ed. 2-a, II, p.

440; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1047, 1048).

15. Când consimțământul la adopțiune a fost dat de o persoană în stare completă de beție, ea este inexistentă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 439; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113).

16. Când consimțământul la adopțiune a fost dat de un minor, iar nu de reprezentanții săi ea este inexistentă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 439; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1048).

17. După o altă părere, în acest caz, nulitatea este relativă. (Degre, Scrieri juridice, I, p. 125, 128 urm.).

18. Când la adopțiunea unui minor, nu au consimțit în numele acestuia, persoanele prevăzute de lege, adopțiunea este inexistentă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 439).

19. După o altă părere, când la adopțiunea unui minor nu au consimțit în numele acestuia persoanele autorizate de lege, nulitatea este relativă. (Degre, Scrieri juridice, I, p. 114, 121 urm., 128 urm.; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1048).

20. Nu se poate cere anularea unei adopțiuni sub cuvântul că adoptatorul nu se bucura de o bună reputație în momentul adopțiunii, de oarece această condițiune este lăsată la aprecierea tribunalului. (Demolombe, VI, No. 198; Laurent, IV, No. 229; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 435, nota 3, 440; Matei Cantacuzino, p. 209; Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).

21. Adopțiunea este anulabilă când consimțământul uneia dintre părți a fost vitiat prin eroare dol sau violență. (Demolombe, VI, No. 186; Beudant, II, No. 681; Laurent, IV, No. 227; Planiol et Ripert, II, No. 1048; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 440, 441; Comp.: Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).

22. Adopțiunea este anulabilă când a fost admisă fără a se ține seamă de condițiunile prevăzute de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 440; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1047, 1048).

23. Deasemenea când nu s'au ținut în seamă regulile de formă cerute de lege pentru validitatea ei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 440; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1047; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113, 114).

24. Deasemenea când nu s'au ținut în seamă regulile de competență cerute de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 440, 441; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 24; Planiol et Ripert, II, No. 1047; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 321; Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).

25. Adopțiunea poate fi anulată când soțul adoptatorului nu și-a dat consimțământul la adopțiune. (Huc, III, No. 140; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 441, 442; Matei Cantacuzino, p. 209; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1048; Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).



- 26.** Adopțiunea poate fi anulată dacă hotărârea care o încuviințează este motivată. (Planiol et Ripert, II, No. 1047; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 441).
- 27.** Deasemenea dacă adoptatorul avea copii în momentul adopțiunii; în acest caz nulitatea este absolută. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 441, 442; Degre, Scrieri juridice, I, p. 114; Comp.: Demolombe, VI, No. 208, 209; Beudant, II, No. 682; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 80 bis, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 561, p. 142; Laurent, IV, No. 233; Huc, III, No. 138; Baudry et Chéneaux, IV, No. 84).
- 28.** Deasemenea dacă diferența de vârstă între adoptat și adoptator era mai mică de 18 ani; în acest caz nulitatea este absolută. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 441, 442; Degre, Scrieri juridice, I, p. 114; Plastara, I, p. 413; Comp.: Demolombe, VI, No. 208, 209; Beudant, II, No. 682; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 80 bis, V; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 561, p. 142; Laurent, IV, No. 233; Huc, III, No. 138; Baudry et Chéneaux, IV, No. 84).
- 29.** Adopțiunea este inexistentă când lipsește consimțământul adoptatului sau adoptatorului; inexistența adopțiunii poate fi invocată pe cale de acțiune principală sau pe cale de excepțiune în orice timp și de orice persoană interesată. (Demolombe, VI, No. 207; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, p. 126; Laurent, IV, No. 224; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1047; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 439; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113, 114).
- 30.** Moștenitorii adoptatorului au dreptul să ceară anularea adopțiunii pentru neîndeplinirea condițiilor prevăzute de lege. (Merlin, Questions de droit, Adoption, § 10; Duranton, III, No. 329; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, notele 6 urm.; Laurent, IV, No. 234; Huc, III, No. 138).
- 31.** Nulitățile absolute ale adopțiunii nu pot fi confirmate expres sau tacit și pot fi invocate ori când de toate părțile interesate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 443; Comp.: Demolombe, VI, No. 212; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 177, nota 1, p. 350; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113, 114).
- 32.** Pentru adoptator și adoptat interesul moral este suficient pentru a cere anularea adopțiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 443; Comp.: Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).
- 33.** Moștenitorii adoptatorului și adoptatului, la moartea acestora au dreptul să ceară anularea adopțiunii, când au interes material născut și actual. (Demolombe, VI, No. 210 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 177, nota 1, p. 350; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, p. 128; Laurent, IV, No. 234; Huc, III, No. 139; Baudry et Chéneaux, IV, No. 85; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 443; Comp.: Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).
- 34.** Rudele colaterale ale adoptatorului nu au dreptul să ceară anularea adopțiunii, pentru interesul moral ce-l au ca adoptatul să nu poarte numele adoptatorului. (Huc, III, No. 139; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 443; Comp.: Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).
- 35.** Creditorii adoptatorului nu au dreptul să ceară anularea adopțiunii, de oarece adoptatul moștenind pe adoptator va fi obligat să plătească datoriile acestuia. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 443).
- 36.** Creditorii adoptatului nu pot cere anularea adopțiunii de oarece nu au nici un interes. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 444).
- 37.** Ministerul Public nu are dreptul să ceară anularea adopțiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 444).
- 38.** Când consimțământul uneia dintre părți a fost dat din eroare sau smuls prin dol sau violență, adopțiunea este atinsă de o nulitate relativă, care poate fi propusă numai de partea al cărei consimțământ a fost viciat sau de moștenitorii săi cu titlu universal. (Demolombe, VI, No. 202; Beudant, II, No. 682; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, p. 128; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 62; Laurent, IV, No. 228, 233; Huc, III, No. 140, 143; Baudry et Chéneaux, IV, No. 84, 85; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 321; Comp.: Planiol et Ripert, II, No. 1048; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 440, 441; Matei Cantacuzino, p. 209; Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).
- 39.** Anularea adopțiunii are efect retroactiv până în momentul când ea a avut loc. (Huc, III, No. 144; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 446).
- 40.** După anularea adopțiunii, părțile pot face o nouă adopțiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, nota 22, p. 130; Baudry et Chéneaux, IV, No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 446, nota 4).
- 41.** Când se cere anularea unei adopțiuni, nu se atacă o hotărâre ci un contact care deși verificat în justiție și aprobat de ea, își conservă caracterul său primitiv. (Duvergier sur Toullier, II, No. 1019; Duranton, III, No. 329, 330; Demolombe, VI, No. 187 urm.; Marcadé, Art. 360; Mourlon, ed. 7-a, I No. 1007; Plastara, I, p. 420; Comp.: Nacu, I, p. 548).
- 42.** Cererea de anularea adopțiunii se va adresa tribunalului de prima instanță, competent conform dreptului comun, adică tribunalul domiciliului pârâtului. (Demolombe, VI, No. 187 urm.; Marcadé, Art. 360, No. 3; Duranton, III, No. 331; Demolombe, VI, No. 189 urm.; Beudant, II, No. 681; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1007; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, p. 129; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 177, nota 1, p. 350; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 59; Laurent, IV, No. 236; Huc, III, No. 144, 155; Baudry et Chéneaux, IV, No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 446).
- 43.** Cererea de anularea adopțiunii



poate fi făcută pe cale de excepțiune sau pe calea unei acțiuni reconvenționale. (Demolombe, VI, No. 187; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, p. 129; Dalloz, Rép. Suppl., Adoption, No. 59; Huc, III, No. 144; Baudry et Chéneaux, IV, No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 446).

44. Hotărârile pronunțate asupra unei cereri de anularea unei adopțiuni, sunt susceptibile de apel și de recurs. (Dalloz, Rép., Adoption, No. 155, 158; Huc, III, No. 144).

45. Acțiunea în nulitatea unei adopțiuni, după o părere, se prescrie prin trecere de trei zeci ani. (Beudant, II, No. 682; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 558, nota 17, p. 129; Dalloz, Rép. Suppl., Adoption, No. 64; Huc, III, No. 139; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 444, 445; Matei Cantacuzino, p. 209; Degre, Scrieri juridice, I, p. 114).

46. După o a doua părere, adopțiunea fiind privitoare la starea persoanelor, nulitatea unei adopțiuni este imprescriptibilă. (Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 64; Laurent, IV, No. 235; Comp.: Degre, Scrieri juridice, I, p. 113, 114).

47. După o a treia părere, nulitatea unei adopțiuni pentru adoptator și adoptat este imprescriptibilă; pentru moștenitorii adoptatorului nulitatea unei adopțiuni se prescrie prin trecere de zece ani în ceea ce privește nulitățile relative și prin trecere de trei zeci ani în ceea ce privește acțiunea în petiție de ereditate. (Demolombe, VI, No. 205, 206, 212, 213; Dalloz, Rép., Suppl., Adoption, No. 64; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 86; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113, 114).

48. Adopțiunea odată admisă de tribunal, prin îndeplinirea tuturor formalităților cerute de lege, nu mai poate fi revocată de părți chiar de comun acord. (Merlin, Répertoire, Adoption, § 3, No. 3; Duranton, III, No. 326; Valette sur Proudhon, II, p. 212; Demolombe, VI, No. 128; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 178 text și nota 2, p. 351; Marcadé, Art. 360, No. 3; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560, p. 132; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 367, text și nota 3, 432, nota 2; Matei Cantacuzino, p. 207; Contra: Toullier, II, No. 1018; Degre, Scrieri juridice, I, p. 113, 120; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 318).

49. Adopțiunea nu poate fi revocată pentru cauză de ingratitude din partea adoptatului. (Duranton, III, No. 328; Demolombe, VI, No. 127; Beudant, II, No. 674; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 559, p. 133; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 367, nota 3 în fine, 403; Plastara, I, p. 420, 421).

50. În dreptul civil român, potrivit dispozițiilor art. 311 din codul civil, adopțiunea poate fi desființată în urma cererei adoptatului făcută în timp de un an de la ajungerea sa la majoritate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 367; Matei Cantacuzino, p. 207).

51. A se vedea: art. 309, 310, 311, 318, 319, 320 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927).

1. A se vedea: art. 318, nota 2.

### Art. 324. (Abrog. L. 15 Martie 1906<sup>1)</sup>).

*Text. fr. Art. 360.* — Si l'adoptant venait à mourir après que l'acte constatant la volonté de former le contrat d'adoption a été reçu par le juge de paix et porté devant les tribunaux, et avant que ceux-ci eussent définitivement prononcé, l'instruction sera continuée et l'adoption admise, s'il y a lieu.

Les héritiers de l'adoptant pourront, s'ils croient l'adoption inadmissible, remettre au procureur du Roi tous mémoires et observations à ce sujet.

## TITLUL XI

### Despre puterea părintească.

**Art. 325.** — La orice vârstă copilul este dator să onoreze și să respecte pe tatăl și pe mama sa. (Civ. 131—136, 1224, 1225; C. p. 229, 232, 243, 252; Civ. Fr. 371).

*Text. fr. Art. 371.* — L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère.

1) Textul vechiu al art. 324. Dacă adoptatorul ar muri, după ce s'a depus la tribunal actul care constată voința sa de a adopta și mai înainte de a se da hotărârea de către tribunal se va urma cu procedura înainte și adopțiunea se va primi, de se va găsi cu cale. Moștenitorii adoptatorului, vor putea, de vor crede că adopțiunea nu poate fi primită, a da procurorului orice memorii și observațiuni atingătoare de această adopțiune. (Civ. 318 urm., 653; Leg. 29 Oct. 1877; Civ. Fr. 360).



## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune în justiție 7, 8.	Minor 1 urm.
Adopțiune 5.	Morală 10.
Ascendenți 6.	Onoare 1 urm.
Avere, a se vedea cu- vântul: „Bunuri- Bunurile copilului 1.	Ordine publică 9.
Convențiune 9.	Părinți 1 urm.
Copil adoptat 5.	Părinte adoptiv 5.
Copil minor 1 urm.	Persoana copilului 1.
Copil natural 4.	Putere părintească 1 urm.
Majoritate 2, 3.	Regulă morală 10.
Mamă 1, 4, 5, 7-10.	Renunțare 9.
Mamă adoptivă 5.	Respectare 1 urm.
Mamă naturală 4.	Sanctiune 10.
	Tata 1, 5, 7-10.
	Tată adoptiv 5.

## Doctrină.

1. „Puterea părintească este totalitatea drepturilor și puterilor ce le acordă legea tatălui și mamei asupra persoanei și asupra bunurilor copiilor lor minori pentru a le da putința să-și îndeplinească datoriile lor de părinți”. (Planiol ed. 6-a, I, No. 1636; Planiol et Ripert, II, No. 299; Colin et Capitant, ed 2-a, I, p. 441; Comp.: Nacu, I, p. 553, 554).

2. După o părere, puterea părintească, în sens larg, continuă și după majoritatea copilului, ceea ce rezultă din dispozițiile art. 371 c. civ. fr. (325 c. civ. rom.), (Demolombe, VI, No. 268; Mourlon, ed. 7-a, I No. 1028, 1031; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 549, p. 76; Planiol et Ripert, I, No. 306).

3. După o altă părere, prin majoritatea copilului, puterea părintească încetează. (Laurent, IV, No. 267).

4. Copilul natural trebuie să onoreze și să respecte pe mama sa naturală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 454, nota 1, 479, 480).

5. Copiii adoptați au obligațiunea de a onora și respecta pe părinții lor adoptivi. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 560 p. 136, 137; Huc, III, No. 123; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 405, nota, p. 454, nota 1).

6. Descendenții sunt datori să onoreze și să respecte, la orice vârstă, nu nu-

mai pe tatăl și pe mama lor, ci pe toți ascendenții lor. (Demolombe, VI, No. 273 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 113 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 552, text și nota 2, p. 96; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 19; Baudry et Chéneaux, IV, No. 132; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1653; Planiol et Ripert, I, No. 321; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 454; Contra: Laurent, IV, No. 267).

7. După o părere, din dispozițiile art. 371 c. civ. fr. (325 c. civ. rom.) rezultă că copiii nu au dreptul să introducă în contra părinților lor acțiuni dezonorante. (Proudhon, II, p. 238; Duranton, III, No. 350; Comp.: Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 22).

8. După o altă părere, dispozițiile art. 371 c. civ. fr. (325 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în acțiunile privitoare la raporturile juridice între copii și părinții lor, însă în acțiunile și concluziile copiilor față de părinții lor ei trebuie să întrebuițeze termeni și atitudine corecte. (Taulier, I, p. 475; Demolombe, VI, No. 275 urm., Valette sur Proudhon, II, p. 298, nota 1; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 113 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1032; Laurent, IV, No. 270; Huc, III, No. 164; Baudry et Chéneaux, IV, No. 132; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 454; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 306; Matei Cantacuzino, p. 201).

9. Puterea părintească fiind o chestiune de ordine publică, ea nu poate face obiectul unei convențiuni sau renunțări. (Demolombe, VI, No. 294 urm.; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 23; Suppl., Puissance paternelle, No. 9; Laurent, IV, No. 268, 293; Huc, III, No. 167; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1646; Planiol et Ripert, I, No. 308, 340; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 458).

10. Dispozițiile art. 325 c. civ. rom. constituiesc o regulă morală fără nici o sanctiune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 453; Matei Cantacuzino, p. 201).

11. A se vedea: art. 326 din codul civil cu notele respective.

**Art. 326.** — Copilul rămâne sub a lor autoritate până la majoritate sau emancipare<sup>1)</sup>. (Civ. 131 urm., 143, 249, 282, 283, 311, 327 urm., 337, 421, 434, 1000, 1224, 1225; C. p. 267, 268; Civ. Fr. 372).

*Text. fr. Art. 372.* — Il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

## Bibliografie (continuare).

RACOVICIANU GR., Notă sub Trib. Putna s. II, 137 din 4 Iunie 1925, Curier Jud. 15/1926.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Anulare 13.	Condițiune 13.	Copii minori 1 urm.	Emancipare 2.
Ascendenți 1.	Conduită 5.	Correspondență 6, 7.	H-tărire 15.
Atenat la podoare 14, 15.	Control 9, 10, 11.	Cult religios 4.	Începerea puterii părin- tești 2.
Condemnare 14, 15.	Convențiune 12.	Decădere 15, 16.	Institut de instrucțiune 7.
		Director 7.	Interes 9, 10, 11.
		Donațiune 13.	Lege personală 17, 18, 19.
		Educațiune 3, 4.	

<sup>1)</sup> În Codul Caragea partea I, Cap. 3, emanciparea este denumită: „sertarea de vârstă”. Tot astfel și în Codul Calimach în art. 230, 231 și 333.



Liberalitate 13.  
Limitare 9, 10.  
Lovire 16.  
Majoritate 2.  
Maltratare 16.  
Minori 1 urm.  
Naționalitate 17, 18.  
Nullitate 13.  
Ordine publică 12, 19.  
Părinți 1 urm.  
Paza copiilor 8, 11.  
Personal statut 17, 18, 19.

Pudoare 14, 15.  
Purtare 5.  
Putere părintească 1 urm.  
Scrisori 6, 7.  
Starea persoanelor 17, 18,  
19.  
Statut personal 17, 18, 19.  
Străini 17, 18, 19.  
Terțe persoane 11, 13.  
Testament 13.  
Tribunal 9, 10, 11.

### Doctrină.

1. Puterea părintească aparține numai părinților iar nu și ascendenților. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 441).
2. Puterea părintească a părinților asupra copiilor lor încetează la majoritatea copiilor sau la emanciparea lor expresă sau tacită. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 481).
3. Ca principal atribut al puterii părintești este dreptul părinților de a hotărî modul de viață și a conduce educația copiilor lor. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 23; Suppl., Puissance paternelle, No. 10; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1653, 1657, 1663; Planiol et Ripert, I, No. 300, 334; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 446; Plastara, I, p. 442).
4. În virtutea dreptului părinților de a conduce educația copiilor lor, ei au dreptul de a hotărî cultul religios în care ei urmează să fie crescuți. (Demolombe, VI, No. 295; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 78; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 10; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1657; Planiol et Ripert, I, No. 334; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 446).
5. Deasemenea părinții au dreptul să cerceteze și să conducă purtarea copiilor lor în societate și relațiile lor. (Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 10; Planiol et Ripert, I, No. 300, 337; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 446).
6. Părinții au dreptul să cerceteze corespondența adresată copiilor lor minori și să înlăture acele scrisori cari le-ar fi dăunătoare. (Demolombe, VI, No. 301 bis; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 78; Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 10; Puissance paternelle, No. 10; Baudry et Chéneaux, IV, No. 134; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1663; Planiol et Ripert, I, No. 300, 337; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 446; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 460, nota 3; Plastara, I, p. 442).
7. Când copilul este dat într'un institut de instrucțiune, directorul institutului are, prin delegațiune, acelaș drept ca și părinții săi, să cerceteze corespondența copilului. (Dalloz, Rép., Suppl., Lettre missive, No. 10).
8. Un alt atribut al puterii părintești este dreptul părintelui de a păzi pe copiii săi și de a alege persoanele cărora va fi încredințată paza lor. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 24; Suppl., Puissance paternelle, No. 11; Planiol et Ripert, I,

No. 300, 330; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 445, 446; Comp.: Plastara, I, p. 442).

9. După o părere, tribunalele au dreptul să limiteze exercițiul dreptului de putere părintească când ar cere-o interesul material și moral al copilului. (Demolombe, VI, No. 365 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 455; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1029; Planiol et Ripert, I, No. 302).

10. După o altă părere, tribunalele nu au dreptul să restrângă exercițiul puterii părintești. (Laurent, IV, No. 265, 291 urm.).

11. Tribunalul va putea să controleze modul cum părintele își exercită dreptul de putere părintească și să încredințeze paza copilului minor unei alte persoane, afară de tată. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 455, 456; Contra: Laurent, IV, No. 291 urm.).

12. Dispozițiile privitoare la puterea părintească sunt de ordine publică și nu pot fi modificate prin convențiuni particulare. (Demolombe, VI, No. 294 urm.; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 23; Suppl., Puissance paternelle, No. 9; Laurent, IV, No. 268, 293; Huc, III, No. 167; Planiol, ed. 6-a I, No. 1646; Planiol et Ripert, I, No. 308, 340; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 458; Matei Cantacuzino, p. 202).

13. Tertii cari ar face o liberalitate părinților sau copiilor, nu pot pune o condițiune care ar aduce atingere puterii părintești și această condițiune se consideră nulă și nescrisă. (Demolombe, XVIII, No. 238; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 9; Laurent, XI, No. 586).

14. Când părinții au fost condamnați pentru delictul de atentat la pudoare, conform dispozițiilor art. 334 și 335 c. pen. fr. (267 și 268 c. pen. rom.), ei pierd dreptul de putere părintească numai asupra copiilor cari au fost victimele delictului. (Demolombe, VI, No. 361; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 551, p. 93; Laurent, IV, No. 290; Huc, III, No. 205; Baudry et Chéneaux, IV, No. 228; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 481, urm.; Contra Taullier, p. 392; Duranton, III, No. 384).

15. Nu este necesar ca prin hotărârea de condamnare a părinților potrivit dispozițiilor art. 334 și 335 c. pen. fr. (267 și 268 c. pen. rom.) să se pronunțe decăderea lor din dreptul de putere părintească asupra persoanei copiilor lor, de oarece această decădere are loc de drept. (Demolombe, VI, No. 360; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 551, nota 1, p. 93; Alexandresco ed. 2-a, II, p. 482, nota 2).

16. În afară de cazul prevăzut de art. 335 c. pen. fr. (268 c. pen. rom.), părinții nu pierd dreptul de putere părintească asupra persoanei copiilor lor; astfel ei nu pierd acest drept în cazul când maltratează pe copii, de oarece decăderile sunt de strictă interpretare. (Laurent, IV, No. 291, 292; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 483; Contra: Demolombe, VI, No. 365 urm.).



17. Puterea părintească fiind o chestiune privitoare la starea persoanelor, aparține statutului personal al părinților. (Demolombe, I, No. 88; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 31, p. 133 urm.; Laurent, I, No. 9; Huc, III, No. 224; Planiol et Ripert, I, No. 303; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 485, 486).

18. In cazul când tatăl și copilul minor au naționalități deosebite, se va

aplica legea personală a copilului. (Huc, III, No. 252; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 487).

19. In cazul când legea personală a părinților în privința puterii părintești aduce atingere ordinii publice ea nu poate fi aplicată. (Planiol et Ripert, I, No. 303).

20. A se vedea: art. 235, 282, 283, 327 urm. din codul civil cu notele respective.

**Art. 327.** — In timpul căsătoriei tatăl singur exercită această autoritate. (Civ. 124, 451, 452, 1244; C. p. 268; Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război cu privire la familia și averea celor mobilizați (Mon. of. 221/916) Art. 4; Civ. Fr. 373).

*Text. fr. Art. 373.* — Le père seul exerce cette autorité durant le mariage.

### Bibliografie (continuare).

RACOVICIANU GR., *Notă* sub Trib. Putna s. II, 137 din 4 Iunie 1925, Curier Jud. 15/1926.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 14, 15.	Interdicție judiciară 14, 15, 16.
Abus de autoritate 13.	Interdicție legală 17.
Alimente 27, 28.	Interes 24.
Ascendenți 8, 9, 10, 30.	Întreținere 27, 28.
Ascultare 1.	Justiție, a se vedea cuvântul: „Tribunal“.
Autorizație 26.	Mamă 1, 6, 12—16, 21—31.
Bărbat 1, 26.	Moarte 5, 11, 12.
Bătrânețe 10.	Moarte 14, 15, 16.
Buna credință 29.	Părinți 1 urm.
Buni 8, 9, 10.	Părinte supraveguitor, a se vedea cuvântul: „Tutelă“.
Căsătorie 1—5, 7, 22—26, 29.	Paza copiilor 6.
Căsătorie putativă 29.	Pedeapsă 17.
Cheltueli 2.	Protecțiune 1.
Conduită proastă 20.	Purtare proastă 20.
Copii minori 1 urm.	Putativă căsătorie 29.
Correspondență 21.	Putere părintească 1 urm.
Credință bună 29.	Recăsătorie 22—26.
Cult religios 4.	Relațiuni 8, 9, 10, 21.
Deces 5, 11, 12.	Sanctiune 27.
Degradațiune civică 18.	Suoraveghere 20, 25, 28.
Delegațiune 14.	Suspendare 17.
Destituire 19, 20.	Tată 1—10, 12—18, 22, 27, 28, 30, 31.
Divorț 6.	Terțe persoane 6.
Educație 2, 3, 13, 20, 21, 25, 27, 28, 31.	Tribunal 13, 15, 24, 28.
Excludere din tutelă 19.	Tutelă 18—21, 23, 24, 25, 31.
Femeie 1.	Tutor 18—21, 23, 24, 25, 31.
Folosință legală 6.	Uzfruct legal 6.
Imposibilitate 14, 15.	
Înțetare din viață 5, 11, 12.	
Înfirmitate 10.	
Înmormântare 5.	

1645; Planiol et Ripert, I, No. 309; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 441, 459; Nacu, I, p. 554; Matei Cantacuzino, p. 202).

2. Numai tatăl are dreptul să fixeze cheltuelile necesare educației copiilor comuni, chiar dacă bunurile sale personale nu sunt suficiente pentru plata lor. (Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 17).

3. In timpul căsătoriei, numai tatăl are dreptul să dirijeze educația copiilor minori. (Demolombe, VI, No. 295; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 458, 459).

4. In timpul căsătoriei, numai tatăl are dreptul să hotărască cultul religios în care va fi crescut copilul. (Demolombe, VI, No. 295; Guillaud, Contrat de mariage, I, No. 113; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 459; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1646; Planiol et Ripert, I, No. 334, 340).

5. Numai tatăl are dreptul să decidă în privința înmormântării copiilor săi minori încetați din viață. (Planiol et Ripert, I, No. 330).

6. In caz de divorț, chiar dacă divorțul a fost pronunțat în contra tatălui și chiar dacă copiii au fost incredințați mamei sau unei terțe persoane, tatăl pierde numai dreptul de folosință legală asupra averii copiilor săi minori iar nu și puterea părintească asupra lor. (Demolombe, IV, No. 511, 512; Beudant, II, No. 753, 754; Nacu, I, p. 480, 481; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 190, 458; Matei Cantacuzino, p. 202; Comp.: Laurent, III, No. 294; Huc, II, No. 430; Baudry et Chauveau, III, No. 273).

7. Din dispozițiile art. 372 și 375 c. civ. fr. (326 și 327 c. civ. rom.) rezultă că în timpul căsătoriei numai tatăl are dreptul de putere părintească asupra copiilor săi minori fără amestecul altor persoane. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 54; Suppl., Puissance pater-

### Doctrină.

1. In timpul căsătoriei numai tatăl are dreptul să exercite puterea părintească iar nu și mama; această dispozițiune este o consecință a regulii prevăzută de art. 213 c. civ. fr. (195 c. civ. rom.) care prevede că bărbatul este dator protecțiune femeii iar aceasta ascultare bărbatului. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 51; Suppl., Puissance paternelle, No. 15; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 455, 456; Comp.: Beudant, II, No. 686; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1026; Planiol, ed. 6-a, I, No.



nelle, No. 17, 18; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1653; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 459, 460).

8. Cu toate că tatăl are dreptul de putere părintească asupra copiilor săi minori, el nu poate fără motiv legitim, să interzică bunilor și bunelor de a avea relațiuni cu nepoții lor. (Demolombe, VI, No. 270 urm. 395; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 113 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 82; § 552 text și nota 2, p. 96; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 19; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1653; 1663; Planiol et Ripert, I, No. 302, 321, 337; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 441; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 460; Contra: Laurent, IV, No. 267, urm.).

9. Deși tatăl are puterea părintească asupra copiilor săi minori, el nu poate pretinde ca vizitele pe cari le fac bunii, nepoțiilor lor să aibă loc în prezența sa sau a unui reprezentant al său. (Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 20).

10. Inșă dacă tatăl este obligat a permite bunilor și bunelor să aibă relațiuni cu nepoții lor, el nu este obligat a conduce pe copii la bunii lor. în cazul când aceștia din cauza bătrâneții sau a unei infirmități nu se pot transporta în locul unde se găesc copii. (Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 20).

11. La moartea unuia dintre soți, puterea părintească, trece asupra soțului supraviețuitor. (Demolombe VI, No. 384, 385; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, nota 1, p. 77; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1026; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 72; Laurent, IV, No. 263; Planiol et Ripert, I, No. 301; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 457; Matei Cantacuzino, p. 202).

12. Mama, are dreptul de putere părintească, în regulă generală, numai după moartea tatălui. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1026; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 15; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1647; Planiol et Ripert, I, No. 312; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 441, 460; Matei Cantacuzino, p. 202).

13. În cazul când tatăl nu-și îndeplinește obligațiile sale cu privire la educația copiilor, sau abuzează de autoritatea sa, mama are dreptul să ceară intervenția justiției. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1029; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 52; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 302, 309, 310; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 459).

14. În cazurile când tatăl se găsește în imposibilitate de drept sau de fapt — cum ar fi interdicțiunea sau absența — ca să-și exercite dreptul de putere părintească, după părerea generală, mama are de drept puterea părintească prin delegațiune. (Valette sur Proudhon, II, p. 245; Demolombe, VI, No. 295 urm.; Marcadé, Art. 373, No. 1; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 405; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1026; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550.

text și nota 5, p. 77; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 52; Suppl., Puissance paternelle, No. 15; Laurent, IV, No. 262; Huc, III, No. 166; Baudry et Chéneaux, IV, No. 223; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1647; Planiol et Ripert, I, No. 312; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 459; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 456, 485; Matei Cantacuzino, p. 202).

15. După o altă părere, în cazul când tatăl se găsește în imposibilitate de a-și exercita dreptul de putere părintească, tribunalele vor aprecia dacă acest drept urmează să fie încredințat sau nu mamei și anume în ce măsură. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 115 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 15).

16. Chiar dacă tatăl nu este pus sub interdicție însă este nebun, mama va exercita dreptul de putere părintească asupra copiilor lor minori. (Laurent, IV, No. 262; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1647; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 456, nota 2, 485; Comp.: Demolombe, VI, No. 297, 298).

17. Interdicția legală a tatălui, suspendă dreptul acestuia de putere părintească asupra copiilor săi pe timpul cât durează pedeapsa. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 77; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 71; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 456, 457, 485; Matei Cantacuzino, p. 202).

18. Degradația civică a tatălui, deși îi ridică acestuia dreptul de tutelă asupra copiilor săi minori, nu-i ridică și dreptul de putere părintească. (Demolombe, VI, No. 363; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 551, p. 94; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 70; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 456).

19. Chiar dacă părintele supraviețuitor nu este tutorul copiilor săi minori, fiind exclus sau destituit din tutelă, el își păstrează puterea părintească asupra copiilor săi minori. (Demolombe, VI, No. 379 urm.; VII, No. 532; Beudant, II, No. 831; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1163; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 551 p. 95; Marcadé, Art. 373; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 66, 73; Laurent, IV, No. 263 urm.; V, No. 3; Baudry et Chéneaux, IV, No. 224, 460; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1884; Planiol et Ripert, I, No. 301; Alexandresco ed. 2-a, II, p. 457; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 243 bis, II).

20. Dacă părintele copilului minor este destituit din tutelă pentru rea conduită, i se poate lua dreptul de a supraveghia și educa pe copil, de oarece acest drept nu depinde în mod necesar de puterea părintească. (Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 23).

21. Chiar dacă i s'a luat mamei tutela și dreptul de educație asupra copilului său minor, ea are dreptul să corespundă cu copilul său, să-l vadă acolo unde este plasat și să-l primească la



dânsa. (Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 23).

**22.** Tatăl și mama copilului, chiar dacă se recăsătoresc nu pierd puterea părintească. (Demolombe, VI, No. 384, 385; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 74; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 457; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1030).

**23.** Mama recăsătorită, chiar dacă nu este menținută în tutela copiilor săi minori, nu pierde dreptul de putere părintească asupra lor. (Demolombe, VI, No. 384 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 551, text și nota 13, p. 95; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 74; Suppl., Puissance paternelle, No. 23; Laurent, IV, No. 265; Planiol et Ripert, I, No. 301).

**24.** Dacă mama recăsătorită și nemenținută în tutela copiilor săi minori, nu pierde dreptul de putere părintească asupra copiilor săi, însă tribunalele au dreptul, să ia măsurile necesare pentru asigurarea intereselor materiale și morale ale copiilor. (Valette sur Prouchon, II, p. 354; Demolombe, VI, No. 389, 390; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 551, nota 14, p. 95; Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 23; Alexandresco ed. 2-a, II, p. 458; Comp.: Laurent, IV, No. 265).

**25.** În cazul când mama recăsătorită este menținută în tutela copiilor săi minori, ea își păstrează dreptul de supraveghere și de educație asupra copiilor, care nu-i poate fi ridicat sub nici un cuvânt. (Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 24).

**26.** Mama recăsătorită își exercită dreptul de putere părintească asupra copiilor săi minori, fără să fie necesară autorizația soțului său. (Demolombe, VIII, No. 203; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, nota 27, p. 144; Contra: Laurent, V, No. 202).

**27.** Art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.) obligă pe soți ca să alimenteze, să întrețină și să dea educație copiilor lor. După o părere, în cazul când ei nu-și îndeplinesc această obligațiune, nu există nici o sancțiune în contra lor. (Laurent IV, No. 291, 292; V, No. 19; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 339).

**28.** După o altă părere, tribunalele au dreptul să intervievă și să supravegheze modul cum părinții își exercită dreptul de putere părintească. (Demolombe, VI, No. 398 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1029; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 547, p. 72, § 550 nota 24, p. 82, § 551, notele 5, 6, 14, p. 94, 95; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 455, 459; Comp.: Laurent, IV, No. 291 urm.).

**29.** În cazul unei căsătorii putative, când buna credință este numai din partea mamei, numai aceasta are dreptul de putere părintească asupra copiilor minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 457).

**30.** Numai tatăl și în lipsa sa mama exercită puterea părintească asupra copiilor lor minori; ceilalți ascendenții ai copiilor nu au nici odată acest drept.

(Laurent, IV, No. 267 urm.; Huc, III, No. 162; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 460; Comp.: Demolombe, VI, No. 270, 279 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1654).

**31.** Tutorul copilului minor, în afară de tată sau mamă, nu are propriu zis un drept de putere părintească asupra copilului său, ci numai dreptul de educațiune și de direcțiune asupra lui. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 461).

**32.** A se vedea: art. 282, 283, 326, 328 urm. din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Potrivit principiilor de drept, scoase din dispozițiile codului civil ale art. 342 și urm., privitoare la materia minorității și tutelei, în această materie, consiliul de familie nu se poate forma și convoca decât atunci când este cazul a se înființa tutela asupra averii și persoanei copiilor minori; iar potrivit aceluiași principii, tutela nu se poate deschide decât atunci când unul sau ambii părinți ai minorilor au încetat din viață.

În cazul când ambii părinți ai minorilor sunt în viață, dreptul de putere părintească — chiar atunci când căsătoria dintre părinți a fost desfăcută prin divorț și când potrivit art. 282 și 283 c. civ., copiii ar fi fost dați în îngrijirea mamei — aparține în virtutea dispozițiilor art. 327 c. civ. numai tatălui, care singur are dreptul să intenteze orice acțiuni cari aparțin minorilor săi fii sau a susține acțiunile ce s'ar îndreptă contra lor.

Dacă între copiii minori și tatăl lor ar exista interese contrare, cum ar fi în cazul când ar trebui să se intenteze o acțiune de către minori în contra tatălui lor pentru obținerea unei pensii alimentare, deși codul civil și celelalte legiuri păstrează tăcerea asupra acestui caz, totuși în asemenea împrejurare, trebuie să ne conducem prin analogie după dispozițiile art. 285 c. civil partea finală, privitoare la acțiunile și urmăriile îndreptate de către creditorii soților declarați vinovați în materie de despărțenie și să se numească de către tribunal un administrator „ad-hoc”, care să susție interesele minorilor, întindând acțiune sau răspunzând la o acțiune ce s'ar îndreptă contra lor de către părintele minorilor. (Trib. Prahova s. II, Jurnal din 16 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 967).

**2.** Potrivit principiilor de drept, scoase din dispozițiile codului civil privitoare la materia tutelei și minorității, în afacerile privitoare pe minori, consiliul de familie nu se poate forma și convoca decât atunci când este cazul a se înființa tutela asupra averii și persoanei copiilor minori, iar tutela nu se poate deschide de cât atunci când unul sau ambii părinți ai minorilor au încetat din viață.



În cazul când ambii părinți ai minorilor sunt în viață, dreptul de putere părintească chiar atunci când căsătoria între părinți ar fi desfăcută prin divorț și chiar când copiii ar fi incredințați în îngrijirea mamei, aparține în virtutea art. 327 din codul civil, numai tatălui, care singur este în drept să intenteze orice acțiune ar aparține minorilor săi fii sau a răspunde la o acțiune ce s'ar îndrepta în contra lor.

Când între copiii minori și tatăl lor ar exista interese contrare, cum ar fi cazul când ar trebui să se intenteze de către minori în contra tatălui lor, sau a sta într'un proces început în care interesele lor ar fi contrare, cum ar fi acțiunea în specie de partaj, deși codul civil și celelalte legi păstrează tăcerea asupra acestui caz, totuși în asemenea împrejurare trebuie să ne conducem prin analogie, după disp. art. 285 din codul civil partea finală, privitoare la acțiunile și urmări-

rile îndreptate de către creditori în contra soților declarați vinovați, în materie de despărțenie și ale art. 747 al. ultim din acelaș cod, în materie de împărțeală, când între mai mulți copii minori sunt interese contrare la împărțeală și să se numească de către Tribunal un mandatar ad-hoc special, care să susție interesele minorului, întotdeauna acțiune sau răspunzând la o acțiune ce ar avea loc între el și părintele său. (Trib. Ilfov s. III c. c. Jurnal din 19 Fevr. 1925, Jur. Gen. 1926 No. 423).

3. Acțiunea intentată în contra soțului, pentru recunoașterea drepturilor copiilor rezultați din căsătoria dizolvată prin divorț, nu poate fi intentată de către mama copiilor, de oarece ea nu are calitatea de a reprezenta interesele minorilor în justiție, ci numai tatăl. (C. Apel București, S. IV, 72 din 8 Martie 1926, Bul. C. Apel 9/1926).

4. A se vedea: art. 285, nota 7.

**Art. 328.** — Copilul nu poate părăsi casa părintească fără voia tatălui său<sup>1)</sup>. (Civ. 93, 249, 282; C. p. 280 urm.; Civ. Fr. 374).

*Text. fr. Art. 374.* — L'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père, si ce n'est pour enrôlement volontaire, après l'âge de dix-huit ans révolus.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Armata 12.  
Autorizație 12, 13.  
Carieră 3.  
Civil drept francez 12.  
Civil drept italian 12.  
Civil drept român 12, 13.  
Consiliu de familie 12.  
Consimțământ 12.  
Copil minor 1 urm.  
Daune-cominatorii 11.  
Daune-interese 10.  
Deces 12.  
Director 5.  
Domiciliu 1, 2, 4, 6—14.  
Domiciliu legal 14.  
Drept civil francez 12.  
Drept civil italian 12.  
Drept civil român 12, 13.  
Educație 5.  
Forța publică 4, 6, 7, 8, 9.  
Francez drept civil 12.  
Hotărâre 6.  
Hrană 5.  
Încetare din viață 12.  
Înrolare în armată 12.  
Institut 3, 5.  
Întreținere 3, 5.  
Invățătură 5.  
Italian drept civil 12.  
Legea pentru recrutarea armatei 12.

Lovire 13.  
Maltratate 13.  
Mama 12, 13.  
Militar serviciu 12.  
Minister public 9.  
Moarte 12.  
Ordonanțe prezidențiale 7, 8.  
Părăsirea casei părintești 1, 4, 6—12, 14.  
Parohet 9.  
Părinți 1 urm.  
Paza copiilor 1 urm.  
Plata prețului întreținerii 7.  
Procuror 9.  
Profesiune 3.  
Putere părintească 1.  
Recrutarea armatei 12.  
Răfăc 7, 8.  
Regulamentul pentru recrutarea armatei 12.  
Reședință 2.  
Român drept civil 12, 13.  
Școală de ucenicie 3.  
Serviciu militar 12.  
Tată 1, 3, 4, 7, 8, 10, 12.  
Terțe persoane 8, 10, 11.  
Tribunal 6, 11, 13.  
Tutela 12.  
Tutor 12.

**Doctrină.**

1. În virtutea dreptului de putere părintească, tatăl are dreptul să interzică copilului său minor să părăsească casa

părintească fără voia sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1034; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 11; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1660; Planiol et Ripert, I, No. 300, 330; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 445; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 461; Matei Cantacuzino, p. 202; Comp.: Plastara, I, p. 442).

2. Copilul minor nu are dreptul să-și stabilească fără voia părinților săi o reședință în afară de domiciliul acestora. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1034; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 26; Planiol ed. 6-a, I, No. 1660).

3. În cazul când copilul minor este dat într'un institut sau în o școală de ucenicie, el nu are dreptul să le părăsească sau să îmbrățișeze o carieră oare care fără învoirea tatălui său. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 24; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 458, 461).

4. În cazul când copilul minor a părăsit casa părintească, tatăl său are dreptul să-l readucă cu ajutorul forței publice. (Loché, Législation civile, VII, p. 20; Valette sur Proudhon, II, p. 241; Demolombe, VI, No. 307 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1034; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 78; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 11; Laurent, IV, No. 272; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1660; Planiol et

1) Art. francez 374, corespunzător, continuă: „...si ce n'est pour enrôlement volontaire, après l'âge de dix-huit ans”.



Ripert, I, No. 331; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 446; Nacu, I, p. 555; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 461; Matei Cantacuzino, p. 202; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 60).

5. Când copilul minor este dat într'un institut, directorul institutului nu poate reține copilul sub motiv că nu i s'a plătit prețul învățătorei și a hranei sale. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 134; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 462, nota 1).

6. Pentru ca părintele să poată utiliza forța publică să readucă pe copilul minor în casa părintească, după o părere, el trebuie să obție o hotărâre a tribunalului, (Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 11; Laurent, IV, No. 272; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1661; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 60).

7. După o altă părere pentru readucerea copilului minor în casa tatălui, este suficientă o ordonanță a Președintelui tribunalului. (Demolombe, VI, No. 308; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1034; Beudant, II, No. 763; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 78; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 28; Suppl., Puissance paternelle, No. 11; Baudry et Chéneaux, IV, No. 134; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1661; Planiol et Ripert, I, No. 331; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 461; Matei Cantacuzino, p. 202; Comp.: Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 60).

8. În cazul când copilul minor este reținut de o terță persoană, tatăl său are dreptul ca să ceară obligarea acelei persoane, pe cale de référé, să lase pe copil să reintre în casa tatălui său. (Demolombe, VI, No. 306, 307; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, text și nota 12, p. 78; Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 13; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1661; Planiol et Ripert, I, No. 331; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 462; Matei Cantacuzino, p. 203; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 60, 61).

9. Parchetul nu poate ordona unui copil minor ca să reintre în domiciliul părinților săi. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 26).

10. Tatăl are dreptul să ceară daune-interese persoanei care a reținut pe copilul său minor. (Paniol et Ripert, I, No. 331; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 462, nota 1).

11. Tribunalele pot condamna la daune cominatorii persoana care reține pe copilul minor. (Paniol et Ripert, I, No. 331).

12. În dreptul civil român, potrivit legii și regulamentului pentru recrutarea armatei, contrar ca în dreptul civil francez și italian, copilul dacă are mai puțin de 21 ani, nu se poate înrola voluntar în armată, fără consimțământul tatălui sau mamei sau dacă ei sunt încetați din viață, fără consimțământul tutorului, autorizat de consiliul de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 462, 463; Matei Cantacuzino, p. 202).

13. Dacă tatăl sau mama maltratează pe copilul lor minor, tribunalele vor putea autoriza pe copil ca să părăsească casa părintească și să se stabilească în altă parte. (Laurent, IV, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 462; Comp.: Demolombe, VI, No. 369 urm.; Matei Cantacuzino, p. 203).

14. În virtutea obligației copilului minor de a locui și de a nu părăsi domiciliul părintesc, legea hotărăște că acest domiciliu este domiciliul legal al copilului minor. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1660; Planiol et Ripert, I, No. 300, 330; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 461).

15. A se vedea: art. 282 și 283 din codul civil cu notele respective.

**Art. 329.** — Tatăl care va avea motive de nemulțumire foarte grave asupra purtării copilului său va avea următoarele mijloace de îndreptare. (Civ. 330 urm., 414; Regul. gen. al Casei Centr. de corecțiune p. minori, 14 Mai 1874; Civ. Fr. 375).

*Text. fr. Art. 375.* — Le père qui aura des sujets de mécontentement très-graves sur la conduite d'un enfant, aura les moyens de correction suivants.

### Doctrină.

1. Dreptul de corecțiune asupra copiilor minori constituie un accesoriu al dreptului de pază a copiilor; prin urmare părintele care nu are paza copiilor minori nu-i poate aresta. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1668; Planiol et Ripert, I, 343).

2. După părerea dominantă părinții au dreptul să supue pe copiii lor minori la pedepse corporale moderate, în scopul de a-i îndrepta. (Demolombe, VI, No. 309; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 78; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 29; Suppl., Puissance paternelle, No. 14; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1664; Planiol et Ripert, I, No. 342; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 203; Contra: Laurent, IV, No. 275; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 463).

3. Dreptul de corecțiune al părinților asupra copiilor lor le aparține până la majoratul sau emanciparea copiilor. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1677).

4. Străinii, după o părere, au dreptul în Franța (România), să aresteze pe copiii lor minori, chiar dacă legea lor



personală nu ar prevedea această măsură de corecțiune. (Demolombe, VI, No. 357).

5. După o altă părere, în cazul când legea personală a străinilor nu prevede măsura arestării copiilor minori de către

părinții lor, ei nu pot aresta pe copii în Franța (România). (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 50; Suppl. Lois, No. 336; Huc, III, No. 224; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 303).

**Art. 330.** — Dacă copilul are mai puțin de 16 ani, tatăl îl va putea pune în o casă de arest pentru 1 lună cel mult, drept care președintele tribunalului de district, după cererea tatălui, va trebui a liberă ordinul de arestare. (Civ. 332, urm., 414; Civ. Fr. 376).

*Text. fr. Art. 376.* — Si l'enfant est âgé de moins de seize ans commencés, le père pourra le faire détenir pendant un temps qui ne pourra excéder un mois; et, à cet effet, le président du tribunal d'arrondissement devra, sur sa demande, délivrer l'ordre d'arrestation.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Apel 7, 8.  
Aprecieri suverană 4, 5.  
Arestare 1 urm.  
Autoritate, cale de 1, 3.  
Caracter penal 10.  
Civil drept francez 3.  
Civil drept român 3.  
Competență 9.  
Conduită 4, 5.  
Conștiință juridică 10.  
Copil minor 1 urm.  
Curte de Apel 8.  
Domiciliu 9.  
Drept civil francez 3.  
Drept civil român 3.  
Francez drept civil 3.  
Hotărâre 8.  
Motive de nemulțumire 4, 5.

Nemulțumire 4, 5.  
Ordin de arestare 1 urm.  
Penal caracter 10.  
Președintele tribunalului 1, 2, 4, 5, 6, 8, 9.  
Purtare 4, 5.  
Putere părintească 1 urm.  
Recurs 7.  
Rechizițiune, cale de 1.  
Refuz 2, 5, 8.  
Român drept civil 3.  
Scurtarea termenului 6.  
Tată 1 urm.  
Termin 6.  
Tribunal 8, 9.  
Tutor ad hoc 8.  
Vârsta 1 urm.  
Vârsta fragedă 2.

Doctrină.

1. Dreptul tatălui de a aresta pe copilul său minor, se exercită pe două căi: pe cale de autoritate și pe cale de rechizițiune, adică prin cerere adresată tribunalului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1038; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 30; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1669; Planiol et Ripert, I, No. 343; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 448; Matei Cantacuzino, p. 203; Tataru, Președintele tribunalului, p. 58).

2. Cu toate că art. 376 c. civ. fr. (330 c. civ. rom.) nu prevede minimumul vârstei copilului când tatăl are dreptul să aresteze pe copilul său minor, totuși un copil în vârstă prea fragedă, nu ar putea fi pus în casă de arest de către tatăl său și președintele tribunalului ar putea în acest caz să refuze ordinul de arestare. (Demolombe, VI, No. 314; Contra: Laurent, IV, No. 276; Baudry et Chéneaux, IV, No. 136; Tataru, Președintele tribunalului, p. 59; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 466, nota 3).

3. Contrar că în dreptul civil francez, unde după articolul 376 c. civ. fr. pentru ca tatăl să poată aresta pe cale de autoritate pe copilul său minor, trebuie ca

acesta să nu aibă încă împliniți 15 ani, în dreptul civil român, dispozițiile art. 330 c. civ. rom. își găsesc aplicațiunea numai dacă copilul nu a împlinit 16 ani. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 465, nota 3; Comp.: Demolombe, VI No. 315; Beudant, II, No. 728; Huc, III, No. 176; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1670).

4. Potrivit dispozițiilor art. 376 c. civ. fr. (330 c. civ. rom.) tatăl care are motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării copilului său mai mic de 16 ani, are dreptul, să ceară președintelui tribunalului ordinul de arestare, care, după o părere, nu are dreptul să cerceteze dacă motivele sunt fondate sau nu, în cazul când nu-și găsească aplicația dispozițiile art. 380 și 382 c. civ. fr. (334 și 336 c. civ. rom.). (Toullier, II, No. 1051; Demolombe, VI, No. 313; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1038; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 79; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 30; Laurent, IV, No. 276; Huc, III, No. 176; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1669; Planiol et Ripert, I, No. 344; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 448; Nacu, I, p. 557; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 466, 467; Matei Cantacuzino, p. 203; Tataru, Președintele Tribunalului, p. 58).

5. După o altă părere, președintele tribunalului are dreptul să cerceteze gravitatea motivelor de nemulțumire ale tatălui asupra purtării copilului său și să refuze ordinul de arestare în cazul când ele nu sunt fondate. (Marcadé, Art. 375 — 382, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 121 bis; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1669; Planiol et Ripert, I, No. 344; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 448).

6. Președintele tribunalului la care se adresează tatăl copilului mai mic de 16 ani, nu are dreptul să scurteze termenul de 1 lună de arestare pe care îl cere tatăl. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1044; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 466).

7. Contra arestării cerută de tatăl în contra copilului său minor mai mic de



16 ani, acesta nu are nici o cale de recurs. (Laurent, IV, No. 288; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 470; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 60).

8. În cazul când președintele tribunalului refuză pe nedrept ordinul de arestare, tatăl are dreptul a se adresa completului tribunalului chemând în judecată pe copilul minor care va fi reprezentat de un tutor ad hoc. Hotărârea tribunalului va putea fi atacată cu apel la Curte conform dreptului comun. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 471. nota 1;

Comp.: Demolombe, VI, No. 333; Baudry et Chéneau, IV, No. 146).

9. Președintele tribunalului competent să emită ordinul de arestare, este acel al tribunalului civil al domiciliului tatălui. (Huc, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 466).

10. Arestarea prevăzută de art. 330 și urm, c. civ. român, nu are caracter penal, nici consecințe juridice (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 466; Comp.: Plastara, I, p. 445).

11. A se vedea: art. 331 și 333 din codul civil cu notele respective.

**Art. 331.** — Dela vârsta de 16 ani până la majoritate, sau emancipațiune, tatăl va putea numai să ceară arestarea copilului său pe timp cel mult de 6 luni, adresându-se pentru aceasta la președintele tribunalului, care, după ce se va înțelege cu procurorul va liberă sau va refuză ordinul de arestare, și liberând ordinul de arestare, va putea scurtă termenul arestării cerut de tatăl. (Civ. 332 urm., 414; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 377).

*Text. fr. Art. 377.* — Depuis l'âge de seize ans commencés jusqu'à la majorité ou l'émancipation, le père pourra seulement requérir la détention de son enfant pendant six mois au plus; il adressera au président dudit tribunal, qui, après en avoir conféré avec le procureur du Roi, délivrera l'ordre d'arrestation ou le refusera, et pourra, dans le premier cas, abréger le temps de la détention requis par le père.

#### Doctrină.

1. Tatăl are dreptul să ceară arestarea copilului său minor mai mare de 16 ani, pentru a-l corecta, în cazul când are motive foarte grave de nemulțumire asupra purtării sale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1040; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 14; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1669; Planiol et Ripert, I, No. 345; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 467; Matei Cantacuzino, p. 203; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 58, 59).

2. Potrivit dispozițiilor art. 377 c. civ. fr. (331 c. civ. rom.), când copilul are mai mult de 16 ani sau chiar fiind mai mic de 16 ani, își găsesc aplicațiunea dispozițiile art. 380 și 382 c. civ. fr. (334 și 336 c. civ. rom.), tatăl care ar avea motive foarte grave asupra conduitei copilului său, trebuie să ceară totdeauna arestarea copilului la președintele tribunalului care, după ce va lua înțelegere cu procurorul tribunalului, va cerceta motivele de nemulțumire, putând admite sau respinge cererea, iar în cazul când o va admite va putea scurta termenul de arestare cerut de tatăl. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1042, 1044; Dalloz, Rép., Puissance pater-

nelle, No. 30 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1669; Planiol et Ripert, I, No. 345; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 467; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 58, 59).

3. Președintele tribunalului n'are dreptul să majoreze termenul de arestare cerut de tatăl. (Demolombe, VI, No. 318; Baudry et Chéneau, IV, No. 138; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 467; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 58, 59).

4. Concluziile ministerului public sunt neapărat necesare pentru ca președintele tribunalului să poată emite mandatul de arestare, de oarece este vorba de copii minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 467, nota 2).

5. În contra ordonanței președintelui tribunalului dată potrivit dispozițiilor art. 377 c. civ. fr. (331 c. civ. rom.), prin care acesta refuză arestarea sau o acordă pentru un termen mai scurt decât s'a cerut, tatăl nu are deschisă nici o cale de atac. (Demolombe, VI, No. 332; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 37; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 470, 471; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 60).

6. A se vedea: art. 330 și 336 din codul civil cu notele respective.

**Art. 332.** — În ambele aceste cazuri nu se va face nici o procedură înscris și nici o formalitate judecătorească, afară numai întru cât privește ordinul de arestare, care nu va cuprinde moti-



vele pentru care el s'a dat; tatăl va fi numai dator de a subscrie îndatorirea de a plăti toate cheltuelile și de a da arestatului alimentele cuviincioase. (Civ. 185, 330, 331, 333 urm.; Pr. p. 580—582; Reg. 14 Mai 1874; Civ. Fr. 378).

*Text. fr. Art. 378.* — Il n' aura, dans l'un et l'autre ca aucune écriture ni formalité judiciaire, si ce n'est l'ordre même d'arrestation, dans lequel les motifs n'en seront pas énoncés.

Le père sera seulement tenu de souscrire une soumission de payer tous les frais, et de fournir les aliments convenables.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acompt 10, 11.  
Act de naștere 3.  
Alimente 10, 11.  
Arestare, a se vedea cuvintele: „Ordin de arestare”.  
Avans 10, 11.  
Bani 10.  
Casa centralului de corecțiune pentru minori 7.  
Cerere scrisă 1.  
Cerere verbală 1.  
Cheltueli 10, 11.  
Competență 12.  
Concluzii 6.  
Copil minor 1 urm.  
Corecțiune 7.  
Domiciliu 12.  
Executare 5.  
Formalități 5.  
Inchisoare 4, 8.  
Îndatorire 11.  
Întreținere 10, 11.  
Mamă, a se vedea cuvântul: „Părinți”.  
Mandat de arestare, a se vedea cuvintele: „Ordin de arestare”.  
Mandatar 2.

Mențiune 8, 9.  
Minister public 6.  
Motivale arestării 6, 8.  
Numele copilului 6, 8, 9.  
Numele părintelui 6.  
Obligație scrisă 10, 11.  
Ordin de arestare 1 urm.  
Părinți 1, 3, 4, 6, 10, 11, 12.  
Plată 10, 11.  
Portărei 5.  
Președintele tribunalului 1—5, 12.  
Procedură scrisă 5.  
Proces verbal 5.  
Procurator 2.  
Registre 8, 9.  
Regulamentul casei centrale de corecțiune pentru minori 7.  
Scrisă cerere 1.  
Scrisă obligație 10, 11.  
Scrisă procedură 5, 6.  
Subscriere 11.  
Sumă de bani 10.  
Tată 1, 3, 4, 6, 10, 11, 12.  
Vârsta 6.  
Verbală cerere 1.

Doctrină.

1. Pentru ca președintele tribunalului să libereze ordinul de arestare a copilului minor, nu este necesară o cerere scrisă din partea tatălui, ci o cerere verbală este suficientă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1050; Laurent, IV, No. 286; Huc, III, No. 178; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1674; Planiol et Ripert, I, No. 347; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 471; Tataru, Președintele tribunalului, p. 58).

2. Pentru arestarea copilului minor, părintele nu se poate adresa președintelui tribunalului prin mandatar. (Tataru, Președintele tribunalului, p. 58).

3. Pentru admiterea cererii părintelui de a se libera ordinul de arestare a copilului său minor, părintele este obligat a prezenta președintelui tribunalului; actul de naștere al copilului a cărui arestare se cere. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 31).

4. În cazul când președintele tribunalului liberează ordinul de arestare, conducerea copilului la închisoare poate fi făcută de însăși tatăl său. (Laurent, IV, No. 286; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 471).

5. Dacă se recurge la oficiul portă-

reilor pentru a se executa ordinul de arestare a copilului liberat de președintele tribunalului, cu toate că art. 378 c. civ. fr. (332 c. civ. rom.) dispune că nu trebuie să se face nici o procedură în scris și nici o formalitate judecătorească, totuși portărele va fi obligat a încheia un proces verbal de executarea ordinului de arestare. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 40; Contra: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1051; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 471).

6. Numai mandatul de arestare se face în scris; el nu trebuie să cuprindă motivele arestării ci numai numele copilului, vârsta sa, numele părintelui care a cerut arestarea și mențiune de concluziile ministerului public (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 471).

7. Arestarea copilului trebuie făcută, conform regulamentului general al casei centrale de corecțiune pentru minori din 14 Mai 1874, la casa centrală de corecțiune pentru minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 471; Tataru, Președintele tribunalului, p. 58; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 203).

8. După o părere, în registrele închisorii în care este încarcerat copilul minor, nu trebuie să se facă nici o mențiune despre numele copilului închis, nici despre motivele arestării. (Demolombe, VI, No. 335; Marcadé, Art. 375—382, No. 4 Huc, III, No. 178; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1674; Planiol et Ripert, I, No. 347).

9. După o altă părere în registrele închisorii în care este încarcerat copilul, trebuie să se face mențiune numai despre numele copilului însă nu între numele celorlalți închiși după dreptul comun. (Valette sur Proudhon, II, p. 251; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1051; Laurent, IV, No. 286; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 471).

10. În ceea ce privește obligația părintelui de a da copilului arestat alimentele cuviincioase, după o părere, nu este suficient de a-și lua această obligație în scris, ci trebuie chiar să plătească o sumă de bani ca avans în comptul cheltuelilor ce se vor face cu întreținerea copilului. (Marcadé, Art. 375—382, No. 4; Comp.: Nacu, I, p. 558).

11. După o altă părere, tatăl este obligat numai de a subscrie îndatorirea de



a plăti toate cheltuelile ce se vor face și toate alimentele ce se vor da copilului arestat iar nu de a plăti vre-un avans în comptul cheltuelilor ce se vor face cu alimentarea copilului. (Demolombe, VI, No. 337; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 187, nota 14; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 123 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1052; Huc, III, No.

178; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 472, text și nota 1).

12. Instanța competentă ca să ordone arestarea copilului minor. este președintele tribunalului civil al județului în care se găsește domiciliul părintelui copilului minor. (Huc, III, No. 178; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 466).

**Art. 333.** — Tatăl poate scurta ori când va voi termenul arestării de el reclamat în cazurile prevăzute de precedentele trei articole. Dacă după eșirea copilului din arest el va face din nou alte necuviințe, arestarea lui se va putea ordona din nou, cu modul prevăzut în articolele precedente. (Civ. 330 urm.; Civ. Fr. 379).

*Text. fr. Art. 379.* — Le père est toujours maître d'abrèger la durée de la détention par lui ordonnée ou requise. Si, après sa sortie, l'enfant tombe dans de nouveaux écarts, la détention pourra être de nouveau ordonnée de la manière prescrite aux articles précédents.

#### Doctrină.

1. Textul articolului 333 din codul civil român cuprinde o eroare de redacțiune de oarece el trebuie să facă trimeterea la cele două articole precedente, iar nu la cele trei articole precedente. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 464, nota 1).

2. Chiar în cazul când președintele tribunalului a liberat ordinul de arestare al copilului minor, tatăl are dreptul să nu ceară executarea acestui ordin de arestare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1053; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 41; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 472).

3. Arestarea încetează înainte de expirarea termenului de arestare în cazurile de emancipare a copilului minor și de împlinirea vârstei de 21 ani. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 472).

4. După ce copilul a eșit din arest. tatăl poate din nou să ceară președintelui tribunalului liberarea unui alt ordin de arestare și în cazul când copilul este mai mic de 16 ani, tatăl poate cere arestarea

fără să dovedească noi motive de nemulțumiri asupra purtării copilului său. (Demolombe, VI, No. 342, 343; Dalloz, Rép., Puissance paternelle No. 42; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 472; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1054; Laurent, IV, No. 281; Nacu, I, p. 558).

5. Deși art. 379 c. civ. fr. (333 c. civ. rom.) prevede numai că tatăl are dreptul să scurteze termenul de arestare al copilului său minor și nu vorbește nimic despre mamă, totuși când mama are puterea părintească, ea poate să scurteze termenul de arestare al copilului său. (Demolombe, VI, No. 354 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, nota 23, p. 82; Beudant, II, No. 729; Huc, III, No. 179; Baudry et Chéneaux, IV, No. 143; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1675; Planiol et Ripert, I, No. 346; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 474; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 59; Contra: Proudhon, II, p. 247; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1053).

6. A se vedea: art. 335 din codul civil cu notele respective.

**Art. 334.** — Dacă tatăl se va căsători din nou, nu va putea aresta pe copilul său din precedentă căsătorie, chiar de ar avea mai puțin de 16 ani, decât conformându-se celor prescrite de art. 331. (Civ. 331; Civ. Fr. 380).

*Text. fr. Art. 380.* — Si le père est remarié, il sera tenu, pour faire détenir son enfant du premier lit, lors même qu'il serait âgé de moins de seize ans, de se conformer à l'article 377.

#### Doctrină.

1. Cu toate că art. 380 c. civ. fr. (334 c. civ. rom.) dispune că tatăl recăsătorit. pentru a putea aresta pe copilul său

minor din prima căsătorie, trebuie să se conformeze dispozițiilor art. 377 c. civ. fr. (331 c. civ. rom.), totuși trimiterea la acest articol este privitoare numai la forma cererei, adică tatăl nu va putea



acționa în acest caz pe cale de autoritate și numai pe cale de cerere adresată președintelui tribunalului, care va avea dreptul să examineze gravitatea motivelor de nemulțumire ale tatălui asupra purtării copilului său iar nu și la durata arestării care în cazul când copilul este mai mic de 16 ani nu poate depăși termenul de o lună. (Demolombe, VI, No. 329; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 187, p. 367; Marcadé, Art. 375 — 382, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, text și nota 21, p. 80; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 35; Laurent, IV, No. 280; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 468, 469).

2. În cazul când tatăl necăsătorit, redevine văduv prin desfacerea căsătoriei, fie prin decesul celei de a doua soție, fie prin divorț după o părere, el nu

recapătă dreptul de a aresta pe cale de autoritate pe copilul său din prima căsătorie, mai mic de 16 ani. (Demolombe, VI, No. 322 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 367, nota 16; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1043; Huc, III, No. 180; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 468).

3. După o altă părere însă, în acest caz, tatăl redobândește dreptul de a aresta pe cale de autoritate, pe copilul său, din prima căsătorie, mai mic de 16 ani. (Proudhon, II, p. 246; Toullier, II, No. 1058; Duranton, III, No. 355; Toullier, I, p. 484; Marcadé, Art. 375 — 382, No. 2, 3; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 425; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 80; Laurent, IV, No. 277; Baudry et Chéneau, IV, No. 137; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1670).

**Art. 335.** — Mama văduvă, care nu se va fi măritat din nou, nu va putea aresta pe fiul ei, decât cu concursul a două din cele mai aproape rude despre tată, și numai prin cerere adresată tribunalului conform art. 331. (Civ. 331, 340, 660 urm.; Civ. Fr. 381).

*Text. fr. Art. 381.* — La mère survivante et non remariée ne pourra faire détenir un enfant qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels, et par voie de réquisition, conformément à l'article 377.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 2.  
Afini 10.  
Aprecieri 11.  
Arestare 1 urm.  
Autoritate, cale de 6.  
Aviz 13.  
Cale de autoritate 6.  
Cale de rechizițiune 6.  
Căsătorie 3, 4, 5.  
Cerere de arestare 1, 6.  
Concurs 7—13.  
Conduță 6.  
Consiliu de familie 10.  
Consimțământ 12, 13.  
Copil minor 1 urm.  
Corecțiune 2.  
Desfacerea căsătoriei 4.  
Distanță 9.  
Drept de corecțiune 2.  
Formalități 6.  
Greșală 1.  
Interdicție 2.

Mamă 2—3, 11, 12.  
Mamă supraviețuitoare 6.  
Motive de nemulțumire 6, 11.  
Părinți 1 urm.  
Președintele tribunalului 1, 6, 11.  
Prietini 10.  
Procedură 3, 4, 5, 6.  
Purtare 6.  
Putere părintească 2.  
Recăsătorie 3, 4, 5.  
Rechizițiune, cale de 6.  
Redactare 1.  
Rude 7—13.  
Scurtarea termenului 7, 8.  
Tată 1, 7—10, 12, 13.  
Termin de arestare 6, 7, 8.  
Tribunal 1, 9.  
Tutea 3.  
Tutoare 3.  
Văduvă 4, 5.

nota 15, p. 79; Laurent, IV, No. 262; Planiol et Ripert, I, No. 343, 345; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 335).

3. Mama recăsătorită nu are dreptul să aresteze pe copilul său minor din prima căsătorie, de cât atunci când este tutoare și în conformitate cu dispozițiile art. 468 c. civ. fr. (414 c. civ. rom.). (Demolombe, VI, No. 346; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1049; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, nota 18, p. 80; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 43; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 449; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1671; Planiol et Ripert, I No. 345; Nacu, I, p. 558; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 475, 476).

4. În cazul când mama recăsătorită, redevine văduvă prin desfacerea celei de a doua căsătorie, după o părere ea recapătă dreptul să aresteze pe copilul său minor din prima căsătorie în condițiile art. 381 c. civ. fr. (335 c. civ. rom.). (Proudhon, II, No. 246; Toullier, II, No. 1058; Marcadé, Art. 375—382, No. 2; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 425; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 80; Baudry et Chéneau, IV, No. 139; Tataru, Președintele Tribunalului, p. 59).

5. După o altă părere, mama recăsătorită, redevinită văduvă, nu mai recapătă dreptul să aresteze pe copilul său minor din prima căsătorie, prevăzut de art. 381 c. civ. fr. (335 c. civ. rom.). (Demolombe, VI, No. 322 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 367, nota 16; Huc, III, No. 181; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 475).

#### Doctrină.

1. Redacțiunea art. 335 din codul civil român este greșită deoarece cererea de arestare se adresează președintelui tribunalului, iar nu tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 472, nota 2).

2. În cazul când tatăl este absent sau interzis și mama are puterea părintească, ea are dreptul de corecțiune asupra copiilor minori comuni, prevăzut de art. 381 c. civ. fr. (335 c. civ. rom.). (Valette sur Proudhon, II, p. 245; Duranton, III, No. 358; Demolombe, VI, No. 348; Marcadé, Art. 375 — 382, No. 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1047; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550.



**6.** Cu toate că art. 381 c. civ. fr. (335 c. civ. rom.) prevede că mama supraviețuitoare și necăsătorită pentru a putea să aresteze pe copilul său minor, trebuie să se conformeze dispozițiilor art. 377 c. civ. fr. (331 c. civ. rom.), totuși trimiterea la acest articol este privitoare numai la forma cererei, adică mama nu va putea acționa pe cale de autoritate ci numai pe cale de cerere adresată președintelui tribunalului, care va avea dreptul să examineze gravitatea motivelor de nemulțumire ale mamei asupra purtării copilului său iar nu și la durata arestării, care în cazul când copilul este mai mic de 16 ani, nu poate depăși termenul de o lună. (Demolombe, VI, No. 329; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 187, p. 367; Marcadé, Art. 375—382, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, text și nota 21, p. 80; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 35; Laurent, IV, No. 280).

**7.** Cu toate că art. 379 c. civ. fr. (333 c. civ. rom.) prevede că tatăl va putea oricând să scurteze termenul arestării ce a reclamat, după o părere, dispozițiile acestui articol nu sunt aplicabile și mamei, care nu va putea cere singură scurtaarea termenului arestării ci trebuie să ceară concursul a două rude mai apropiate despre tată. (Taulier, I, p. 483; Marcadé, Art. 375—382, No. 3; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 46; Laurent, IV, No. 283).

**8.** După o altă părere, dispozițiile art. 379 c. civ. fr. (333 c. civ. rom.) sunt aplicabile și mamei care va avea oricând dreptul să ceară singură, fără concursul a două rude mai apropiate despre tată, scurtaarea termenului arestării copilului său minor. (Valette sur Proudhon, II, p. 247; Demolombe, VI, No. 353, 356; Beudant, II, No. 729; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 126 bis, I; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, nota 23; Baudry et Chéneaux, IV, No. 143; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 449; Alexandresco ed. 2-a, II, p. 474; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 59; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1053).

**9.** În cazul când rudele mai apropiate

ale tatălui, locuiesc la o mare distanță, se poate cere concursul a două rude mai îndepărtate ale tatălui, însă cari locuiesc mai aproape de tribunalul unde se cere de către mamă arestarea copilului său minor. Demolombe, VI, No. 351, 352; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 44; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 473, nota 1).

**10.** În cazul când nu ar exista rude despre tată, concursul la arestarea copilului minor, se poate da de doi membrii în consiliul de familie sau de doi prieteni sau afini de ai tatălui. (Valette sur Proudhon, II, p. 247; Toullier, II, No. 1057; Demolombe, VI, No. 353; Beudant, II, No. 729; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 368; Marcadé, Art. 375—382, No. 3; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1048; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, p. 79; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 448; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 473, nota 1).

**11.** După o altă părere, în cazul când nu există rude despre tată, mama singură va cere arestarea copiilor minori, rămânând ca președintele tribunalului să aprecieze motivele cererei. (Laurent, IV, No. 282; Huc, III, No. 181; Baudry et Chéneaux, IV, No. 139; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 59; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 474, nota).

**12.** În cazul când cele două rude mai aproape despre tată nu consimt la arestarea copilului minor, mama nu poate obtine arestarea lui. (Demolombe, VI, No. 350; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 187, p. 368; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, nota 16; Huc, III, No. 181; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 473).

**13.** Concursul celor două rude mai aproape despre tată, pe care îl cere art. 381 c. civ. fr. (335 c. civ. rom.), nu este un simplu aviz, ci un adevărat consimțământ la arestarea copilului minor. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 43; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1671; Planiol et Ripert, I, No. 345; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 473; Tataru, Prezidentul tribunalului, p. 59).

**14.** A se vedea: art. 333 și 337 din codul civil cu notele respective.

**Art. 336.** — Când copilul va avea avere proprie a lui, sau când el va exercită vre-o profesiune sau meserie, nu va putea fi arestat, chiar de va avea mai puțin de șese-spre-zece ani, decât prin cerere adresată tribunalului conform art. 331. Copilul arestat va putea adresa un memoriu procurorului general de pe lângă Curtea de Apel. Acesta va ordona procurorului de pe lângă tribunalul de prima instanță ca să cerceteze împrejurările, și va face apoi el însuși raport președintelui curții apelative, care după ce va înștiința pe părinte, și după ce va fi adunat toate științele putincioase, va putea revoca sau modifica ordinul de arestare liberat de președintele tribunalului de prima instanță. (Civ. 330—334; Civ. Fr. 382).



*Text. fr. Art. 382.* — Lorsque l'enfant aura de biens personnels ou lorsqu'il exercera un état, sa détention ne pourra, même au-dessous de seize ans, avoir lieu que par voie de réquisition, en la forme prescrite par l'article 377.

L'enfant détenu pourra adresser un mémoire au procureur-général près la cour royale. Celui-ci fera rendre compte par le procureur du Roi près le tribunal de première instance, et fera son rapport au président de la cour royale, qui, après en avoir donné avis au père, et après avoir recueilli tous les renseignements, pourra révoquer ou modifier l'ordre délivré par le président du tribunal de première instance.

### Doctrină.

1. Cu toate că articolul 336 din codul civil român arată că cererea va fi adresată tribunalului, aceasta trebuie considerată ca o eroare de redacțiune, deoarece și în acest caz cererea va trebui să fie adresată președintelui tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a. II. p. 464, nota 2. 469).

2. Cu toate că art. 382 c. civ. fr. (336 c. civ. rom.), prevede că atunci când copilul va avea avere proprie sau când el va exercita vre-o profesiune sau meserie, tatăl pentru a putea să aresteze pe copilul său minor, trebuie să se conformeze dispozițiilor art. 377 c. civ. fr. (331 c. civ. rom.), totuși trimiterea la acest articol este privitoare numai la forma cererii, adică tatăl nu va putea acționa pe cale de autoritate ci numai pe cale de cerere adresată președintelui tribunalului, care va avea dreptul să examineze gravitatea motivelor de nemulțumire ale tatălui asupra purtării copilului său iar nu și la durata arestării, care în cazul când copilul este mai mic de 16 ani, nu va putea depăși termenul de o lună. (Demolombe, VI, No. 329; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 187, p. 367; Marcadé, Art. 375—382, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, text și nota 21, p. 80; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 35; Laurent, IV, No. 280).

3. Cererea pe care copilul minor arestat o poate adresa procurorului general al Curții de apel, nu este un adevărat

apel și nu suspendă executarea ordonanței de arestare. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 36; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1676; Planiol et Ripert, I, No. 347; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 469, 470; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1045 urm.).

4. După o părere, în toate cazurile când arestarea se face nu pe cale de autoritate ci în urma cererii părinților, iar nu numai în cazul prevăzut de art. 382 c. civ. fr. (336 c. civ. rom.), copilul minor are dreptul să adreseze un memoriu Procurorului general al Curții de apel, care va lua măsurile prevăzute de lege. (Proudhon, I, p. 251; Toullier, II, No. 1056; Demolombe, VI, No. 331; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 187, p. 366, 368; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550, nota 22, p. 81; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 36; Baudry et Chéneau, IV, No. 146; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1676; Planiol et Ripert, I, No. 347; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 470, 475; Matei Cantacuzino, p. 204).

5. După o altă părere, dispozițiile art. 382 c. civ. fr. (336 c. civ. rom.) sunt aplicabile numai la cazurile prevăzute de acest articol. (Duranton, III, No. 355; Marcadé, Art. 375—382, No. 4; Laurent, IV, No. 288; Huc, III, No. 182, 183; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1046; Tataru, Președintele tribunalului, p. 60).

6. Contra arestării cerută de tată în contra copilului său mai mic de 16 ani, acesta nu are nici o cale de recurs. (Laurent, IV, No. 288; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 470).

**Art. 337.** — Mama are drepturi de corecțiune asupra copiilor săi naturali, legalmente recunoscuți. (Civ. 48, 308, 325, 330—333; Civ. Fr. 383).

*Text. fr. Art. 383.* — Les articles 376, 377, 378, et 379, seront communs aux pères et mères des enfants naturels légalement reconnus.

*Text. fr. Art. 383.* (Modificat prin legea din 2 Iulie 1907). — La puissance paternelle sur les enfants naturels légalement reconnus est exercée par celui de leurs père et mère qui les aura reconnus le premier; en cas de reconnaissance simultanée par le père et la mère, le père seul exerce l'autorité attachée à la puissance paternelle; en cas de précèdent de celui des parents auquel appartient la puissance paternelle le survivant en est investi de plein droit.

Le tribunal peut toutefois, si l'intérêt de l'enfant l'exige, confier la puissance paternelle à celui des parents qui n'en est pas investi par la loi.



Sous ces réserves, et sauf ce qui sera dit à l'article 389 de l'administration des biens, la puissance paternelle sur les enfants naturels est régie comme celle relative aux enfants légitimes.

## Bibliografie (continuare).

- GRIGORIAN I. CORNELIU, „Recunoaşterea voluntară a copilului natural”, Pand. Rom. 1925, IV, 53;  
POLICHRON DEM., Nota sub Cas. II, 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, I, 155.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Arestare 1 urm.	Preşedintele tribunalului 4.
Căsătorie 9.	Putere părintească 2, 6, 10.
Civil drept român 1, 6, 7.	Răpire 7, 8.
Concurs 5, 7.	Recunoaşterea copilului natural, a se vedea cuvintele: „Copil natural”, „Mamă naturală”, „Tată natural”.
Copil minor 1 urm.	Respectare 3.
Copil natural 1 urm.	Român drept civil 1, 6, 7.
Corecţiune 1 urm.	Rude 5, 7.
Drept civil român 1, 6, 7.	Tată 5-9.
Educaţie 2.	Tată natural 6-9.
Legitimare 9.	Vârsta 3.
Mamă 1 urm.	
Mamă legitimă 1, 4.	
Mamă naturală 1 urm.	
Onorare 3.	
Părinţi 1 urm.	
Paternitate 7, 8.	

## Doctrină.

1. In dreptul civil român, potrivit dispoziţiilor art. 337 c. civ. rom., nu există nici o deosebire între mama naturală şi cea legitimă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 479, text şi nota 1).
2. Mama are paza copiilor săi naturali recunoscuţi şi dreptul de educaţia lor. (Demolombe, IV, No. 16; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1069; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 571, nota 7; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 184; Suppl., Puissance paternelle, No. 130; Laurent, IV, No. 354; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 479, 480; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 204).
3. Copilul natural recunoscut la orice vârstă este dator să onoreze şi să respecte pe mama sa. (Rolland de Villargues, *Enfant naturel*, No. 295; Toullier, II, No. 1075; Duranton, III, No. 360; Demolombe, VI, No. 608; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 571, p. 210; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 183, 193; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 479, 480).
4. Mama naturală va cere totdeauna intervenirea preşedintelui tribunalului pentru a aresta pe copilul său natural minor, de oarece mama naturală nu poate avea drepturi mai multe decât mama legitimă. (Nacu, I, p. 558).
5. Mama naturală, pentru a aresta pe copilul său minor, nu poate cere concursul a două rude despre tată de oarece copilul său natural nu are tată. (Nacu,

I, p. 558; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 479).

6. In dreptul civil român în cazul când copilul natural a fost recunoscut atât de tată cât şi de mamă, puterea părintească aparţine numai mamei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 479, nota 1).

7. In cazul însă când paternitatea este stabilită conform art. 48 şi 307 din codul civil român, mama trebuie să ceară concursul a două rude despre tată pentru a aresta pe copilul său natural minor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 479).

8. Tatăl natural are dreptul de corecţiune în cazul când copilul a fost recunoscut, fie în cazul când paternitatea a fost stabilită potrivit dispoziţiilor art. 307 c. civ. rom., fie în cazul când tatăl a recunoscut copilul de bună voe. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 479).

9. Potrivit dispoziţiilor art. 335 c. civ. rom., mama naturală căsătorită, pierde dreptul de corecţiune asupra copiilor săi naturali; în cazul când copilul natural este legitimat prin căsătoria mamei sale cu tatăl natural al copilului, dreptul de corecţiune trece asupra bărbatului său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 479).

10. Mama nu are dreptul de putere părintească asupra copiilor naturali nerecunoscuţi. (Demolombe, V, No. 597; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 130; Laurent, IV, No. 418; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 479; Comp.: Beudant, II, No. 689).

11. A se vedea: art. 329 urm., din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudenţă

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Nici un text din codul civil nu dispune că copilul natural se găseşte dela naştere sub tutela mamei sale. Mama exercită asupra acestui copil puterea părintească în care intră şi dreptul de a administra averea. (Cas. II, 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Sept. 16/1926, Pand. Rom. 1926, I, 155, Jurispr. Rom. 8/1926, Dreptul 33/1926).

Art. 338. — Tatăl în timpul căsătoriei, şi după desfacerea căsătoriei, acelu din doi soţi rămas în viaţă, conservă dreptul de folosinţă asupra averii copiilor lor până la vârsta de douăzeci ani deplină,

sau până la emanciparea lor, dacă se va face înainte de această etate. (Civ. 209, 285, 339 urm., 343, 397, 416, 421 urm., 431, 517, 521, 541 urm., 560, 572, 658, 1225; C. p. 268; Civ. Fr. 384).

*Text. fr. Art. 384.* — Le père, durant le mariage, et après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère, auront la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis, ou jusqu'à l'émancipation qui pourrait avoir lieu avant l'âge de dix-huit ans.

(*Completat prin legea din 2 Iulie 1907.*) — Celui des père et mère qui exerce la puissance paternelle aura la jouissance légale des biens de son enfant légalement reconnu, dans les mêmes conditions que les père et mère légitimes, sauf ce qui sera dit à l'article 389.

### Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Tutelă”, p. 196 urm.;  
 MANOLESCU EMANOIL RADU, „Considerațiuni asupra folosinței legale a mamei și controlul instanței tutelare”, *Curier Jud.* 39/1925;  
 RACOVICEANU GR., *Nota* sub Trib. Pulna s. II, 137 din 4 Iunie 1925, *Curier Jud.* 15/1926.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 2.  
 Adopțiune 6.  
 Alimente 9, 12.  
 Aprecieri suverană 31.  
 Ascendenți 7.  
 Beneficii 22.  
 Bunuri imobile 17, 25.  
 Bunuri mobile 17, 23.  
 Căsătorie 1 urm.  
 Câștiguri 21.  
 Cheltuieli 27.  
 Codul Calimach 16.  
 Codul Caragea 16.  
 Comoară 24.  
 Compensatie 27.  
 Contract dotal 14.  
 Convenție 25, 26.  
 Copil adoptat 6.  
 Copil minor 1 urm.  
 Copil natural 8, 9.  
 Creditori 31.  
 Deces 3, 4, 5.  
 Delegație 2.  
 Donațiune, a se vedea cuvântul: „Instrăinare”.  
 Dotă 14.  
 Educație 12, 28, 31.  
 Emancipare 33, 34, 35.  
 Excedent 31.  
 Executare 31.  
 Folosință legală 1 urm.  
 Fructe 18, 26, 31.  
 Imobile 17, 25.  
 Imposibilitate 2.  
 Inalienabilitate 28, 29, 31.  
 Incetare din viață 3, 4, 5.  
 Incetarea folosinței legale 19, 32, 33, 34, 35  
 Industrie 21.  
 Instrăinare 28, 29.  
 Interdicțiune 2, 4.  
 Intretinere 12, 28, 31.  
 Ipotecă 30.  
 Joc de noroc 21.  
 Lege personală 10.  
 Lingerie 23.  
 Loterie 21.

Majoritate 12.  
 Mamă 2-10, 12, 14-16, 19-31.  
 Mamă adoptivă 6.  
 Mamă naturală 8, 9.  
 Mandatar 2.  
 Moarte 3, 4, 5.  
 Mobile bunuri 17, 23.  
 Modalități 10.  
 Muncă 21.  
 Naștere 15.  
 Opozabilitate 25.  
 Părinți 1 urm.  
 Personală lege 10.  
 Prinsoare 21.  
 Procurator 2.  
 Putere părintească 2, 7, 27.  
 Real statut 11.  
 Reciprocitate 12.  
 Recunoaștere 8, 9,  
 Renașterea folosinței legale 34, 35.  
 Rentă viageră 20.  
 Renunțare 14, 15.  
 Restituire 19.  
 Revocare 34, 35.  
 Rude colaterale 7.  
 Rufe 23.  
 Societate comercială 22.  
 Statut personal 10.  
 Statut real 11.  
 Stângere, a se vedea cuvintele: „Incetarea folosinței legale”.  
 Stricăciuni 23.  
 Tată 1 urm.  
 Tată adoptiv 6.  
 Terțe persoane 24, 25.  
 Transcripție 25.  
 Tribunal 31.  
 Tutor 5.  
 Urmărire 31.  
 Uzufuct legal 1 urm.  
 Uzufuct ordinar 10, 13, 19, 23, 28.  
 Vânzare 28, 29.  
 Venituri 18, 26, 31.

paternelle, No. 79; Suppl., Puissance paternelle, No. 108; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1690; Planiol et Ripert, I, No. 352; Nacu, I, p. 560; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 510; Matei Cantacuzino, p. 204).

2. Dacă tatăl se găsește în imposibilitate de a exercita dreptul de putere părintească, din cauză că este pus sub interdicție sau este absent, el continuă a avea uzufuctul legal asupra averii copiilor săi minori însă acest drept se exercită de către mamă ca delegată sau mandatară a soțului său. (Toullier, II, No. 1064; Demolombe, VI, No. 482 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 509, 1057; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 91; Suppl., Puissance paternelle, No. 108; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, p. 93; Huc, III, 387; Comp.: Beudant, II, No. 755; Laurent, IV, No. 325; Baudry et Fourcade, I, No. 1293; Baudry et Chéneaux, IV, No. 223; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1690; Planiol et Ripert, I, No. 352; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 459, 460; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 511; Matei Cantacuzino, p. 204).

3. După moartea tatălui, dreptul de uzufuct legal aparține mamei copiilor minori. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1057; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 91; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1691; Planiol et Ripert, I, No. 352; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 460; Nacu, I, p. 560; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 510; Matei Cantacuzino, p. 204).

4. După moartea tatălui, dreptul de uzufuct legal asupra averii copiilor minori aparține mamei, chiar dacă aceasta ar fi pusă sub interdicție. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 95).

5. Chiar dacă după moartea unuia dintre soți, celalalt soț nu este tutoretul copiilor săi minori, dreptul de uzufuct legal asupra averii acestora, aparține soțului supraviețuitor, de oarece acest drept este independent și distinct de tutelă.

### Doctrină.

1. Numai tatăl are dreptul de uzufuct legal în timpul căsătoriei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1057; Dalloz, Rép., Puissance



(Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 92, 98; Planiol et Ripert, I, No. 301, 354; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 510).

**6.** Părintele adoptiv nu are dreptul de folosință legală asupra bunurilor copiilor minori adoptați. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 414, 459, nota 4, 510; Contra: Degre, Scrieri juridice, I, p. 111).

**7.** În virtutea puterii părintești, dreptul de uzufruct legal aparține numai părinților minorilor iar nu și celorlalți ascendenți sau rude colaterale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1057; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 91; Baudry et Chéneaux, IV, No. 173; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1691; Alexandresco ed. 2-a, II, p. 510).

**8.** Mama naturală nu are uzufructul legal asupra bunurilor copiilor săi naturali recunoscuți. (Delvincourt, I, p. 93, nota 2; Proudhon, Traité de l'usufruit, I, No. 124; Valette sur Proudhon, II, p. 252; Toullier, II, No. 973, 1075; Taulier, I, p. 504; Duranton, III, No. 360, 364; Demolombe, VI, No. 649; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 171, p. 335; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 477; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1057, 1068; Beudant, II, No. 740; Marcadé, Art. 384, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 571, text și nota 18, p. 214; Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 135; Laurent, IV, No. 360; Huc, III, No. 184; Degre, Scrieri juridice, I, p. 93 urm.; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I No. 1648, 1689; Contra: Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 196; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 536, 537).

**9.** Mama naturală are dreptul să ceară alimente de la copilul său natural recunoscut, în cazul când se găsește în lipsă, precum și copilul natural recunoscut are dreptul să ceară alimente de la mama sa naturală. (Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 135).

**10.** Dreptul de uzufruct legal al părinților asupra bunurilor copiilor lor minori, depinde de statutul personal care determină și modalitățile acestui drept care îl deosebește de uzufructul ordinar. (Paniol et Ripert, I, No. 356; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 537, 538).

**11.** De oarece dreptul de folosință legală este un uzufruct, el va fi supus legilor țării unde el se exercită și unde sunt situate bunurile copiilor. (Paniol et Ripert, I, No. 356; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 537).

**12.** Nu trebuie să se confunde obligația părinților de a alimenta, întreține și educa pe copiii lor minori cu obligația așa denumită alimentară. Prima încetează la majoratul copiilor pe când cea de a doua durează toată viața, este reciprocă și numai când părțile sunt în lipsă. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1682, 1701; Paniol et Ripert, I, No. 339).

**13.** Uzufructul legal este guvernat, în principiu, de aceleași reguli prevăzute în codul civil pentru uzufructul ordinar. (Daloz, Rép., Suppl., Puissance pater-

nelle, No. 106; Comp.: Paniol et Ripert, I, No. 361 urm.; Nacu, I, p. 561; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 516 urm.).

**14.** Viitorii soți nu pot renunța la folosința legală asupra aversei copiilor lor, minori, prin contractul lor de căsătorie. (Toullier, XII, No. 15; Demolombe, VI, No. 490, 491; Marcadé, Art. 1389, No. 7; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 504, text și nota 1, p. 265; Huc, III, No. 200; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 514, text și nota 1, 532; Contra: Laurent, V, No. 339; Baudry et Surville, Contrat de mariage, I, No. 30).

**15.** După nașterea copiilor, soții pot renunța la folosința legală asupra bunurilor copiilor lor. (Proudhon, Usufruit, I, No. 216, 217; Duranton, III, No. 403; Demolombe, VI, No. 488; Marcadé, Art. 387, No. 5; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, nota 38; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 149; Suppl., Puissance paternelle, No. 125; Laurent, IV, No. 339; Huc, III, No. 199; Baudry et Chéneaux, IV, No. 175; Paniol et Ripert, I, No. 366, 367; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 514, text și nota 1; Matei Cantacuzino, p. 204, 205).

**16.** După codul Caragea și codul Calimach, părinții nu aveau dreptul de folosință legală asupra bunurilor copiilor lor minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 508, text și nota 1).

**17.** Toate bunurile mobile și imobile ale copiilor minori sunt supuse uzufructului legal, afară de cele exceptate de lege în mod expres. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1058; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 102; Suppl., Puissance paternelle, No. 111; Paniol, ed. 6-a, I, No. 1693; Paniol et Ripert, I, No. 357; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 512).

**18.** Dreptul de uzufruct legal se întinde asupra tuturor fructelor produse de bunurile copiilor minori: fructe naturale, industriale sau civile. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 102; Comp.: Paniol, ed. 6-a, I, No. 1697; Paniol et Ripert, I, No. 357, 361).

**19.** În cazul când în timpul minorității unui copil, i se constituie acestuia un uzufruct ordinar, dreptul de uzufruct legal al părinților copilului se întinde și asupra acestui uzufruct ordinar, fără ca la încetarea uzufructului legal, părinții să fie obligați la vreo restituire. (Proudhon, Usufruit, I, No. 154; Demolombe, VI, No. 511; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 449; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 102, 109; Paniol et Ripert, I, No. 357).

**20.** Dreptul de uzufruct legal al părinților se întinde și asupra unei rente viagere ce s'ar constitui copilului lor minor. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 102, 109; Paniol et Ripert, I, No. 357).

**21.** Dreptul de folosință al părinților se întinde și asupra câștigurilor copiilor minori rezultate din joc, loterie sau prinsoare, de oarece nu este vorba de muncă



sau industrie la aceste câştiguri. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 513).

**22.** Dreptul de folosință legală al părinților se întinde și asupra beneficiilor realizate de copiii săi minori într-o societate comercială. (Laurent, VI, No. 402; Huc, III, No. 195; Baudry et Chéneaux, IV, No. 150; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 513).

**23.** Dispozițiile art. 588 c. civ. fr. (528 c. civ. rom.) de la uzufructul ordinar, în privința rufelor și mobilelor supuse stricăciunii se aplică și la dreptul de folosință legală. (Duranton, III, No. 543; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 211 bis, III; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1178; Laurent, IV, No. 329; Huc, III, No. 191; Baudry et Chéneaux, IV, No. 486; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 518, 519; Contra: Demolombe, VI, No. 524; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, p. 85).

**24.** Dreptul de uzufruct legal al părinților se întinde și asupra unei comoare găsită de copilul lor minor sau asupra jumătății de comoară găsită de un tert în pământul minorului. (Proudhon. Usufruit, I, No. 150; Duranton, III, No. 373; Demolombe, VI, No. 503, 504; Vazeille. Traité du mariage, II, No. 445; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI § 550 bis, nota 7, p. 85; Huc, III, No. 195; Baudry et Chéneaux, IV, No. 150; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 513).

**25.** Uzufructul legal asupra imobilelor copiilor minori, se exercită de părintele lor și este opozabil terților fără să fie nevoie de transcripție, de oarece constituie o achiziție în virtutea legeri iar nu a unei convențiuni. (Laurent, IV, No. 348; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 519).

**26.** Dreptul de uzufruct legal al părinților asupra averii copiilor lor minori, le dă dreptul părinților să încheie ori ce convenție asupra fructelor bunurilor supuse uzufructului legal. (Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 107).

**27.** Motivul care a determinat pe legiuitor a acorda părinților copiilor minori uzufructul legal, este pentru a se compensa cheltuielile ce părinții fac cu copiii lor în baza obligațiilor cari rezultă din exercitarea dreptului de putere părintească. (Demolombe, VI, No. 459, 480; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 129 bis I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1055; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, p. 84; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 88; Suppl., Puissance paternelle, No. 103; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1687; Planiol et Ripert, I, No. 351; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 454; Matei Cantacuzino, p. 204; Plastara, I, p. 446).

**28.** De oarece dreptul de uzufruct legal al părinților asupra averii copiilor lor minori trebuie să servească pentru educația și întreținerea copiilor, după o părere, el nu poate fi înstrăinat, cum poate fi înstrăinat dreptul de uzufruct ordinar. (Valette sur Proudhon, II, p. 267; Duran-

ton, IV, No. 486 bis; Demolombe, VI, No. 527; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 129 bis, II; Beudant, II, No. 746; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1056; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, text și nota 5, p. 84; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 101; Suppl., Puissance paternelle, No. 104; Baudry et Chéneaux, IV, No. 156; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1698, 1699; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 516).

**29.** După o altă părere și acest drept de uzufruct legal poate fi înstrăinat. (Proudhon, Traité de l'usufruit, I, No. 125, 221; Duvergier, Vente, I, No. 213; Laurent, IV, No. 328; Huc, III, No. 189; Nacu, I, p. 560; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 362; Colin et Capitant, d. 4-a, I, p. 456, 457).

**30.** Dreptul de uzufruct legal nu poate fi ipotecat. (Demolombe, VI, No. 527; Duranton, IV, No. 486; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1056; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 101; Suppl., Puissance paternelle, No. 104; Guillaud. Privilèges et hypothèques, II, No. 667; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 921; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1699; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 517; Contra: Proudhon Usufruit, I, No. 125, 221; Laurent, XXX, No. 209 bis, 210; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 362; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 456).

**31.** De oarece veniturile bunurilor copiilor minori, cari sunt supuse uzufructului legal, trebuie să servească la educația și întreținerea copiilor, se decide că numai excedentul acestor sarcini determinat de tribunal în mod suveran, poate fi urmărit de către creditorii personali ai uzufructuarului legal, de oarece uzufructul legal este inalienabil și nu poate fi urmărit numai în limita cât el servește la susținerea sarcinilor de educație și întreținere a copiilor. (Rolland de Villargues, Rép., Usufruit légal, No. 64; Proudhon, Usufruit, I, No. 219, 220; Demolombe, VI, No. 528 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 189, p. 372; Marcadé, Art. 385, No. 1, 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 129 bis, II; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, text și nota 6, p. 84; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 164, 166; Suppl., Puissance paternelle, No. 119; Laurent, IV, No. 328; Baudry et Chéneaux, IV, No. 156; Huc, III, No. 192; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1699, nota 1; Planiol et Ripert, I, No. 362; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 456, 457; Nacu, I, p. 560; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 517, 518; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 205).

**32.** Dreptul de folosință legală încetează la ajungerea copilului în vârsta de 20 ani impliniți. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 525; Matei Cantacuzino, p. 204; Plastara, I, p. 447).

**33.** Uzufructul legal se stinge prin emanciparea copiilor minori, expresă sau tacită. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1065; Dal-



loz, Rép., Puissance paternelle, No. 133; Suppl., Puissance paternelle, No. 117; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1703; Planiol et Ripert, I, No. 368; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 458; Nacu, I, p. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 525; Plastara, I, p. 448).

34. După o părere, uzufructul legal renaște dacă emanciparea copilului minor este revocată potrivit dispozițiilor art. 485 și 486 c. civ. fr. (431 și 432 c. civ. rom.). (Valette sur Proudhon, II, p. 445; Taulier, II, No. 96; Demolombe, VI, No. 555; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 189, p. 373; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, text și nota 29, p. 91; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 133; Suppl., Puissance paternelle, No. 117; Laurent, IV, No. 336; Huc, III, No. 197, 198; Baudry et

Chéneaux, IV, No. 166; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 525, nota 1; Comp.: Plastara, I, p. 448, nota 1).

35. După o altă părere, uzufructul legal nu mai renaște după revocarea emancipării copilului. (Toullier, II, No. 1303; Duranton, III, No. 396; Beudant, II, No. 749; Marcadé, Art. 387, No. 7; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 129 bis, VIII).

36. A se vedea: art. 339 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 337, nota 1; art. 343, nota 1; art. 344, nota 1; art. 413, nota 1.

**Art. 339.** — Dreptul acesta de folosință impune următoarele sarcini:

1. Sarcinile cari privesc pe uzufructuari;
2. Alimentele, întreținerea și creșterea copiilor în proporțiune cu averea lor;
3. Plata rentelor sau a dobânzilor capitalurilor ce datoresc copiii;
4. Cheltuelile îngropării și acele ale boalei din urmă. (Civ. 185, 474, 540—556, 1587, 1639 urm., 1729 § 2 și 3; Civ. Fr. 385).

*Text. fr. Art. 385.* — Les charges de cette jouissance seront :

1. Celles auxquelles sont tenus les usufruitiers;
2. La nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants, selon leur fortune;
3. Le paiement des arrérages ou intérêts des capitaux;
4. Les frais funéraires et ceux de dernière maladie.

### Bibliografie (continuare).

GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Tutelă”, p. 196 urm.;

MANOLESCU EMANOIL RADU, „Considerațiuni asupra folosinței legale a mamei și controlul instanței tutelare”, *Curier Jud.* 39/1925.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

- |                              |                             |                            |                           |
|------------------------------|-----------------------------|----------------------------|---------------------------|
| Absență 27.                  | Debitori 12, 13.            | Industrie 3.               | Regule 16.                |
| Abus de folosință 17.        | Decădere, a se vedea cu-    | Ingratitudine 25.          | Renașterea folosinței le- |
| Acțiune 12, 13.              | vintele: „Incetarea folo-   | Ingropare 8, 9, 11.        | gale 31, 32.              |
| Administrație 13, 24.        | sinței legale” și 21,       | Intrebuințare 15.          | Rente 5, 6.               |
| Alimente 1, 4.               | 22, 26.                     | Intreținere 1.             | Renunțare 18, 19.         |
| Anulare 19.                  | Deces, a se vedea cuvân-    | Locațiune 7.               | Repetițiune 2.            |
| Arenzi 7.                    | tul: „Ingropare” și 20,     | Mamă 2, 3, 4.              | Revocare 31, 32.          |
| Atentat la bunele mora-      | 33.                         | Medic 10.                  | Sarcine 12, 13, 21, 22.   |
| vuri 23, 24.                 | Destituire 28.              | Medicamente 10.            | Scutire 15.               |
| Boală 8, 9, 10.              | Dobânzi 5, 6.               | Moarte, a se vedea cu-     | Stângere, a se vedea cu-  |
| Calitate 12.                 | Doliu 11.                   | vântul: „Ingropare” și     | vintele: „Incetarea uzu-  |
| Capitaluri 5, 6, 15.         | Donațiune 3.                | 20, 23.                    | fructului”.               |
| Cauțiune 4 bis, 15, 26,      | Emancipare 30, 31, 32.      | Mod de întrebuințare 15.   | Succesiune, a se vedea    |
| Cheltueli 2, 3, 4, 8, 9, 10, | Falment 26.                 | Moștenire, a se vedea cu-  | cuvântul: „Testament”     |
| 11.                          | Folosință legală 1 urm.     | vintele: „Succesiune”,     | și 8, 11, 25.             |
| Chemare în garanție 14.      | Garanție 14, 22.            | „Testament”.               | Supraveghere 22.          |
| Chirii 7.                    | Gestiune 13.                | Muncă 3.                   | Tată 1, 2, 3, 4.          |
| Concurență 13.               | Incetare din viață, a se    | Nulitate 19.               | Testament 3.              |
| Condamnare 23, 24.           | vedea cuvântul: „In-        | Părinți 1 urm.             | Tribunal 15, 22, 29.      |
| Conduită 28, 29.             | gropare” și 20, 23.         | Pericol 29.                | Tutelă 28.                |
| Copii minori 1 urm.          | Incetarea folosinței legale | Plata sarcinilor 12.       | Uzufruct legal 1 urm.     |
| Creditori 12, 13, 19.        | 16, 17, 18, 20, 26, 27, 28, | Poziție socială 1.         | Uzufruct ordinar 4 bis,   |
| Creștere 1, 2, 3, 4.         | 30, 33.                     | Prejudiciu 19.             | 16, 17, 19, 29.           |
| Datorii 5, 6, 7.             | Inchiriere 7.               | Procente 5, 6.             | Văduv 11.                 |
|                              |                             | Purtare 28, 29.            | Venituri 2, 3, 4.         |
|                              |                             | Putere părintească 23, 24. |                           |



## Doctrină.

1. Alimentele, întreținerea și creșterea copiilor se vor calcula în raport cu averea copiilor iar nu cu poziția socială a tatălui. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1059, 1060; Dalloz. Rép., Puissance paternelle, No. 123; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 457; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 521; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1684, 1687, 1701; Planiol et Ripert, I, No. 339, 364).

2. În cazul când veniturile aversei copiilor nu sunt suficiente pentru acoperirea cheltuelilor ce trebuiesc făcute cu creșterea copiilor, părinții sunt datori să dea din veniturile lor surplusul cheltuelilor fără a avea dreptul de repetițiune în contra copiilor pentru acest surplus. (Demolombe, VI, No. 540; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1061; Beudant, II, No. 746; Dalloz. Rép., Puissance paternelle, No. 124; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1684; Planiol et Ripert, I, No. 339, 364; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 521).

3. În cazul când veniturile aversei copiilor, supusă uzufructului legal nu ajung pentru acoperirea cheltuelilor ce trebuiesc făcute cu creșterea copiilor și dacă în afară de această avere, copiii posedă bunuri câștigate prin munca sau industria lor sau prin donațiune sau testament exceptate de la uzufructul legal, părinții nu sunt obligați să dea din veniturile lor surplusul de cheltueli. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 125; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 521, text și nota 4).

4. Când tatăl are uzufructul legal asupra bunurilor copiilor săi minori și când veniturile copiilor ajung pentru a acoperi cheltuelile făcute cu creșterea lor, dispozițiile art. 203 c. civ. fr. (185 c. civ. rom.) nu-și mai găsesc aplicațiunea și mama copiilor nu este obligată să contribuie la cheltuelile făcute. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1062; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1684, 1701; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 522; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 457).

4 bis. Părinții uzufructuarii legali sunt dispensați de a da cautiunea la care sunt supuși uzufructuarii ordinari. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 456; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 520).

5. Uzufructuarul legal este obligat după o părere, să plătească nu numai rentele sau dobânzile capitalurilor ce dătoresc copiii posterior începerii uzufructului legal ci și cele datorite anterior deschiderii acestui uzufruct. (Proudhon, Usufruit, I, No. 206; Valette sur Proudhon, II, p. 256; Demolombe, VI, No. 543, 544; Marcadé, Art. 385, No. 3; Beudant, II, No. 746; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 438; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 130 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1063; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, text și nota 20, p. 88; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 128; Suppl., Puissance paternelle, No. 114;

Laurent, IV, No. 332; Huc, III, No. 193; Baudry et Chéneau, IV, No. 161; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1701; Planiol et Ripert, I, No. 365; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 457; Nacu, I, p. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 522).

6. După o altă părere, uzufructuarul legal este obligat să plătească numai rentele sau dobânzile capitalurilor ce dătoresc copiii, după începerea uzufructului legal iar nu și cele anterioare începerii acestui uzufruct. (Rolland de Villargues, Répertoire, Usufruit, No. 55; Toullier, II, No. 1069; Duranton, III, No. 401; Taulier, I, p. 502; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 128).

7. Dispozițiile art. 385 al. 3 c. civ. fr. (339 al. 3 c. civ. rom.) nu se aplică chiriilor sau arenzilor datorite de minori în momentul începerii folosinței legale. (Demolombe, VI, No. 546; Huc, III, No. 193; Baudry et Chéneau, IV, No. 161; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 523, nota).

8. Prin cheltuelile îngropării și acele ale boalei din urmă, prevăzute de art. 385, § 4 din codul civil francez (339, § 4 c. civ. rom.) se înțeleg, după o părere, cheltuelile ocazionale de boală și îngroparea persoanelor a căror succesiune o culege minorul, iar nu cheltuelile ocazionale de boala și îngroparea minorului. (Proudhon, Usufruit, I, No. 211; Valette sur Proudhon, II, p. 259; Toullier, II, No. 1069; Duranton, III, No. 402; Demolombe, VI, No. 547; Vazeille, Traité du mariage, VI, No. 441; Marcadé, Art. 385, No. 4; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 130 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1064; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, notele 21, 22, p. 88, 89; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 129; Suppl., Puissance paternelle, No. 115; Laurent, IV, No. 333; Huc, III, No. 194; Baudry et Chéneau, IV, No. 162; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1701; Planiol et Ripert, I, No. 365; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 457, 458; Nacu, I, p. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 523; Plastara, I, p. 447).

9. După o altă părere, prin aceste cheltueli se înțeleg acele cheltueli făcute de uzufructuarul legal cu boala cea din urmă și îngroparea minorului, la averea căruia are uzufructul. (Delvincourt, I, p. 93, nota 4; Taulier, I, p. 503).

10. Prin cheltuelile ultimei boale se înțeleg cheltuelile făcute cu plata medicilor, medicamentelor, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 523, nota 1).

11. Prin cheltueli de îngropare se înțeleg și cheltuelile de doliu ale văduvei celui îngropat, care a lăsat averea sa copilului minor. (Proudhon, Usufruit, I, No. 212; Rolland de Villargues, Rép., Usufruit légal, No. 71; Demolombe, VI, No. 548; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 189, p. 373; Vazeille, II, No. 442; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, text și nota 22, p. 89; Baudry et Chéneau, IV, No. 162; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 523).



- 12.** Pentru toate sarcinile prevăzute de art. 385 c. civ. fr. (339 c. civ. rom.) creditorii pot acționa direct pe uzufructuarul legal; însă acesta nu este ținut la plata sarcinilor de cât în calitate de uzufructuar de oarece adevăratul debitor este copilul minor. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 164; Comp: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 521, nota 2).
- 13.** Pentru gestiunea sa, uzufructuarul legal nu este obligat de cât până la concurența uzufructului său. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 174 urm.; Laurent, IV, No. 334; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 524; Contra: Demolombe, VI, No. 590, 591).
- 14.** Pentru sarcinile prevăzute în art. 385 al. 1 și 3 c. civ. fr. (339 al. 1 și 3 c. civ. rom.) creditorii pot acționa direct pe copil de oarece debitorul este tot copilul; copilul însă va putea să acționeze pe părintele său uzufructuar pentru neexecutarea sarcinilor. (Demolombe, VI, No. 549, 550; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, p. 90; Baudry et Chéneaux, IV, No. 163; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 524).
- 15.** De oarece părintele care are folosința legală asupra averii copiilor săi minori este scutit de a da cautiune, tribunalul nu poate să determine modul de întreținere a capitalurilor minorilor asupra cărora el are dreptul de folosință. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 520).
- 16.** De oarece regulile de la uzufructul ordinar se aplică în principiu și uzufructului legal, acest uzufruct încetează prin cauzele cari produc încetarea uzufructului ordinar. (Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 156; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1702; Planiol et Ripert, I, No. 367; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 456).
- 17.** Stingerea prin abuzul de folosință prevăzută de art. 618 c. civ. fr. (558 c. civ. rom.) la materia uzufructului ordinar, este aplicabilă și materiei uzufructului legal. (Proudhon, IV, No. 2425; Demolombe, VI, No. 596 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 311, p. 148; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 132 bis, VII; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1067; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, p. 92; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 156; Suppl., Puissance paternelle, No. 126; Laurent, IV, No. 344; Huc, III, No. 198; Baudry et Chéneaux, IV, No. 178; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1702; Planiol et Ripert, I, No. 367; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 456; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 534).
- 18.** Uzufructul legal se stinge prin renunțarea părinților la dreptul de folosință legală, fie în folosul tuturor copiilor fie în folosul a o parte dintre ei. (Proudhon, Usufruit, I, No. 216, 217; Duranton, III, No. 403; Demolombe, VI, No. 588; Marcadé, Art. 387, No. 5; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, nota 38; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1067; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 149; Suppl., Puissance paternelle, No. 125; Laurent, IV, No. 339; Huc, III, No. 199; Baudry et Chéneaux, IV, No. 175; Planiol et Ripert, I, No. 366, 367; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 531, 532; Matei Cantacuzino, p. 205; Plastara, I, p. 448).
- 19.** În virtutea art. 622 c. civ. fr. (562 c. civ. rom.) aplicabil și la uzufructul legal, creditorii uzufructuarului legal, pot să ceară anularea renunțării făcută în paguba lor. (Merlin, Usufruit paternel, § 1; Demolombe, VI, No. 593; Marcadé, Art. 387, No. 5; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, nota 36, p. 92; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 170; Laurent, III, No. 339; Huc, III, No. 199; Baudry et Chéneaux, IV, No. 176; Planiol et Ripert, I, No. 367; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 533; Contra: Proudhon, IV, No. 2339; Toullier, VI, No. 368).
- 20.** Dacă părintele supraviețuitor încetează din viață, uzufructul legal se stinge. (Demolombe, VI, No. 586; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1065; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 146; Baudry et Chéneaux, IV, No. 173; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1702; Planiol et Ripert, I, No. 367; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 456; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 531).
- 21.** Când uzufructuarul legal, nu-și exercită sarcinile prevăzute de art. 385 c. civ. fr. (339 c. civ. rom.), după o părere, uzufructuarul legal trebuie declarat decăzut din dreptul său de folosință legală. (Proudhon, De l'usufruit, I, No. 190; IV, No. 2426; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 132 bis, VII; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 157; Suppl., Puissance paternelle, No. 126; Laurent, IV, No. 344).
- 22.** După o altă părere, când uzufructuarul legal, nu-și execută sarcinile prevăzute de art. 385 c. civ. fr. (339 c. civ. rom.), acest fapt nu aduce decăderea lui din dreptul de folosință legală, însă tribunalele vor putea să ordone măsuri de garanție și supraveghere pentru ca copiii să nu suferă. (Demolombe, VI, No. 599, 600; Marcadé, Art. 387, No. 4; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, nota 37, p. 92; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 157; Suppl., Puissance paternelle, No. 126; Baudry et Chéneaux, IV, No. 179; Planiol et Ripert, I, No. 367; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 521, 534).
- 23.** Părintele condamnat pentru delictul prevăzut de art. 268 c. pen. român, pierde puterea părintească și folosința legală. (Nacu, I, p. 563).
- 24.** După o altă părere, părintele condamnat pentru atentat la bunele moravuri ale copilului său minor, pierde numai dreptul de putere părintească asupra persoanei acestui copil, însă păstrează administrația și folosința legală asupra bunurilor acestui copil. (Alexandresco, ed. 2-a II, p. 482, 510 nota 2, 531).
- 25.** Folosința legală a părinților nu



poate avea loc pentru moștenirea cuvenită copilului, de la care părintele a fost îndepărtat pentru cauză de ingraturdine. (Nacu, I, p. 563).

**26.** Falimentul uzufructuarului legal nu aduce decăderea acestuia din dreptul de folosință legală asupra bunurilor copiilor săi minori, de oarece el nu este obligat a da cautiune. (Demolombe, VI, No. 604; Laurent, IV, No. 345; Baudry et Chéneaux, IV, No. 171; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1705; Planiol et Ripert, I, No. 367, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 535).

**27.** Absența părintelui uzufructuar nu aduce stingerea uzufructului legal. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1705).

**28.** Părintele destituit din tutelă pentru proasta conduită, nu pierde dreptul de folosință legală asupra averii copiilor săi minori. (Rolland de Villargues, Rép. Usufruit légal, No. 13; Toullier, II, No. 1062; Duranton, III, No. 388; Demolombe, VI, No. 565; Taulier, I, p. 497; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 189, p. 374; Marcadé, Art. 387, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 131 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, nota 39, p. 93; Dalloz, Rép., Minorité, No. 357; Suppl., Puissance paternelle, No. 127; Laurent, IV, No. 344 bis; Baudry et Chéneaux, IV, No. 171; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1705; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 530, 535; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 354, 368).

**29.** Dacă proasta conduită a părintelui uzufructuar legal pune în pericol averea copilului minor, tribunalele pot lua măsurile prevăzute de art. 618 al. ultim. c. civ. fr. (558 al. ultim. c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 160).

**30.** Uzufructul legal se stinge prin emanciparea expresă sau tacită a copiilor minori. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1065; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 133; Suppl., Puissance paternelle, No. 117; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1703; Planiol et Ripert, I, No. 368; Colin et Capitant, ed.

4-a, I, p. 458; Nacu, I, p. 562; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 525; Plastara, I, p. 448).

**31.** După o părere, uzufructul legal renaște dacă emanciparea copilului minor este revocată potrivit dispozițiilor art. 485 și 486 c. civ. fr. (431 și 432 c. civ. rom.). (Valette sur Proudhon, II, p. 445; Taulier, II, p. 96; Demolombe, VI, No. 555; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 189, p. 373; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, text și nota 29, p. 91; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 133; Suppl., Puissance paternelle, No. 117; Laurent, IV, No. 336; Huc, III, No. 197, 198; Baudry et Chéneaux, IV, No. 166; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 525, nota 1; Comp.: Plastara, I, p. 448, nota 1).

**32.** După o altă părere, uzufructul legal nu mai renaște după revocarea emancipării copilului. (Toullier, II, No. 1303; Duranton, III, No. 396; Beudant, II, No. 749; Marcadé, Art. 387, No. 7; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 129 bs, VIII).

**33.** Uzufructul legal se stinge prin moartea copiilor minori, de oarece devine fără obiect. (Proudhon, I, No. 126; Toullier, II, No. 1072; Duranton, III, No. 392; Marcadé, Art. 385, No. 7; Demolombe, VI, No. 556; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1065; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 147; Laurent, IV, No. 343; Baudry et Chéneaux, IV, No. 173; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1703; Planiol et Ripert, I, No. 305, 368; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 456; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 529, 530; Plastara, I, p. 448).

**34.** A se vedea: art. 185, 338, 340, 540—556 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. A se vedea: art. 343, nota 1.

**Art. 340.** — Acest drept de folosință nu va avea loc pentru tatăl sau mama, în contra căruia se va fi pronunțat despărțenia. Mama care va trece în altă căsătorie nu va mai avea acest drept de folosință. (Civ. 211 urm., 280, 335, 338, 341, 658; C. p. 267, 268; Civ. Fr. 386).

*Text. fr. Art. 386.* — Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel le divorce aurait été prononcé; et elle cessera à l'égard de la mère dans le cas d'un second mariage.

*Text. fr. Art. 386. (Modificat prin legea din 21 Februarie 1906).* — Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel le divorce aurait été prononcé.

### Bibliografie (continuare).

MANOLESCU EMANOIL RADU, „Considerațiuni asupra folosinței legale a mamei și controlul instanței tutelare”, Curier Jud. 39/1925.



INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Administrație 1, 13.	Lege personală 8.
Administrație legală 1.	Limitativă aplicațiune 14.
Anulare 11, 12.	Mamă 1-4, 9-14.
Aplicațiune limitativă 14.	Noapte 3.
Capitalizare 5.	Nulitate 11, 12.
Că-ătorie 9, 10, 11, 12, 15, 16.	Personală lege 8.
Cheltueli 5, 13.	Purtare 14.
Conduită 14.	Recăsătorie 9, 10, 11, 12, 15, 16.
Copii minori 1 urm.	Renașterea folosinței legale 9, 10, 11, 12.
Creștere, a se vedeă cuvântul: „Întreținere“.	Soți 1 urm.
Decădere 1 urm.	Stângere, a se vedeă cuvintele: „Încetarea folosinței legale“ și 3, 4, 12.
Destituire 14.	Statut personal 8.
Divorț 1 urm.	Străini 8.
Divorț prin consimțământ mutual 6, 7.	Tată 1, 2, 3, 4, 16.
Excedent 5, 13.	Tutelă 13, 14.
Folosință legală 1 urm.	Tutor 13.
Încetare d.n viață 3.	Uzfructul legal 1 urm.
Încetarea folosinței legale 1 urm.	Venituri 5.
Întreținere 5, 13.	Violență.

## Doctrină.

1. In cazul când divorțul se pronunță în contra mamei, dreptul de uzufruct legal asupra averii copiilor comuni se cuvine tatălui, iar la decesul său acest drept se stinge. (Daloz, Rép., Suppl., Divorce et séparation de corps, No. 598; Puissance paternelle, No. 118; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1704; Planiol et Ripert, I, No. 352, 369; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 526).
2. In cazul când divorțul se pronunță în contra tatălui, după o părere, uzufructul legal, trece asupra mamei. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 131 bis, I; Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 118; Laurent, III, No. 396; IV, No. 346; Vraye et Gode, Divorce et séparation de corps, II, No. 717; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1704; Planiol et Ripert, I, No. 352).
3. După o altă părere, în cazul când divorțul se pronunță în contra tatălui, uzufructul legal se stinge în profitul copiilor comuni, iar după decesul tatălui, el trece asupra mamei. (Proudhon, I, p. 178; Demolombe, IV, No. 510; VI, No. 482 urm.; Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 118; Huc, III, No. 401; Carpentier, Traité théorique et pratique du divorce, II, No. 393; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 526).
4. Când divorțul se pronunță în contra ambilor soți, ambii sunt lipsiți de folosință legală asupra bunurilor copiilor lor minori. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1704; Planiol et Ripert, I, No. 352, 369; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 458; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 526).
5. Cu toate că soțul în contra căruia se pronunță divorțul pierde dreptul de folosință legală asupra bunurilor copiilor săi minori rezultați din căsătoria care a fost desfăcută, totuși el păstrează dreptul de administrație legală asupra acestor bunuri, însă el trebuie să capitalizeze pentru copii excedentul veniturilor după ce s'au scăzut cheltuelile cu întreținerea copiilor. (Paniol et Ripert, I, No. 369).
6. Folosința legală nu încetează în caz de divorț prin consimțământ mutual, de oarece în acest caz nu poate fi vorba de soți vinovați. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 149, nota 1, p. 273; Laurent, IV, No. 337; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 526).
7. După o altă părere, în caz de divorț prin consimțământ mutual, dreptul de folosință legală asupra averii copiilor minori comuni se pierde pentru amândoi soții de oarece amândoi sunt vinovați. (Proudhon, Usufruit, I, No. 140).
8. Dispozițiile art. 340 c. civ. rom., privitoare la decăderea soților în caz de divorț, nu se aplică străinilor divorțați în România, dacă legea lor națională nu o prevede. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 538).
9. Mama recăsătorită pierde pentru totdeauna dreptul de uzufruct legal asupra averii copiilor minori rezultați din căsătoria anterioară; acest drept de uzufruct nu mai renaște chiar dacă s'ar desface cea de a doua căsătorie. (Proudhon, Usufruit, I, No. 144; Duranton, III, No. 386; Demolombe, VI, No. 562; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 189, p. 374, nota 19; Vazeille, II, No. 470; Marcadé, Art. 386, 387, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 131 bis, VI; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1066; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, nota 32, p. 92; Daloz, Rép., Puissance paternelle, No. 136, 137; Suppl., Puissance paternelle, No. 120; Baudry et Chéneaux, IV, No. 169; Huc, III, No. 202; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 527, 528; Matei Cantacuzino, p. 204).
10. După o altă părere, dacă cea de a doua căsătorie se desface, mama redobândește dreptul de uzufruct legal asupra averii copiilor săi minori din prima căsătorie. (Taulier, I, p. 496, 497; Laurent, IV, No. 338; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 528, 529).
11. In cazul când cea de a doua căsătorie se anulează pentru orice cauză, după o părere, dreptul de uzufruct legal al mamei asupra averii copiilor săi minori din prima căsătorie, renaște. (Delvincourt, I, p. 93; Duranton, III, No. 386, 387; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 470; Daloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 121; Laurent, IV, No. 338; Huc, III, No. 201; Baudry et Chéneaux, IV, No. 170; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 529).
12. După o altă părere, în cazul când cea de a doua căsătorie se anulează pentru orice cauză, afară de cea pentru violență, dreptul de uzufruct al mamei asupra averii copiilor săi minori din prima căsătorie nu mai renaște, ci rămâne stins. (Proudhon, Usufruit, I, No. 144; Demolombe, VI, No. 562 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 189, p. 374, nota 19; Marcadé, Art. 386, 387, No. 6; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 131 bis, VI; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550



bis, nota 32, p. 92; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 138; Suppl., Puissance paternelle, No. 121; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1066).

13. Când mama nu a primit să fie tutorea copiilor săi minori, tutorul ales în locul său va administra averea minorilor și după ce se vor scade toate cheltuielile ocazionate de creșterea copiilor, surplusul îl va da mamei, care conservă dreptul de uzufruct legal. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 159).

14. Mama destituită din tutelă pentru proastă conduită, nu pierde uzufructul legal asupra bunurilor copiilor săi minori, de oarece dispozițiile art. 386 c. civ. fr. (340 c. civ. rom.) au o aplicațiune limitativă. (Rolland de Villargues, Usufruit légal, No. 13; Toullier, II, No. 1062; Taulier, I, p. 497; Duranton, III, No. 388; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 189, p. 374; Demolombe, VI, No. 565, 601; Mar-

cadé, Art. 386, No. 6; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, nota 31, p. 91; Laurent, IV, No. 344 bis; Baudry et Chéneaux, IV, No. 171; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1705; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 530; Contra: Proudhon, I, No. 146; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 431).

15. Bunurile ce copiii minori ar fi dobândit în urma defacerei celei de a doua căsătorie a mamei nu sunt supuse uzufructului legal. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 169; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 529).

16. Tatăl care se recăsătorește nu pierde dreptul de uzufruct legal asupra averii copiilor săi minori. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1065; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 459; Nacu, I, p. 562, 563; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 526, 527; Matei Cantacuzino, p. 204).

17. A se vedea: art. 227 și 339 cu notele respective.

**Art. 341.** — Dreptul de folosință nu se va întinde asupra averii ce copiii ar putea câștiga prin deosebita lor muncă și industrie, precum nici asupra averii, ce s'ar fi dat prin donațiune sau legat copiilor, cu condițiunea expresă ca tatăl și mama să nu se folosească de ea. (Civ. 343, 658, 801, 802, 969; C. com. 13; Civ. Fr. 387).

*Text. fr. Art. 387.* — Elle ne s'étendra pas aux biens que les enfants pourront acquérir par un travail et une industrie séparés, ni à ceux qui leur seront donnés ou légués sous la condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas.

### Bibliografie (continuare).

MANOLESCU EMANOIL RADU, „Considerațiuni asupra folosinței legale a mamei și controlul instanței tutelare”, Curier Jud. 39/1925.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Administrație legală 4, 11.	Muncă 1, 2, 3, 11.
Anulare 8.	Nedemnită 10.
Condițiune 4, 5, 6, 7.	Nulitate 8.
Copii minori 1 urm.	Părinți 1 urm.
Domiciliul părinților 1.	Prinsoare 3.
Donațiune 4-9.	Rezervă succesorală 8.
Excludere 1 urm.	Sacramentali termeni 5.
Folosință legală 1 urm.	Successiune, a se vedea
Industria 1, 3, 11.	cuvântul: „Testament”
Indoială 7.	și 8, 9, 10.
Joc de noroc 3.	Tată 4.
Legat, a se vedea cuvântul: „Testament”.	Termeni sacramentali 5.
Locuință 1.	Testament 4-9.
Loterie 3.	Uzufruct legal 1 urm.
Majoritate 4.	Valabilitate 4, 9.
	Venituri 4.

#### Doctrină.

1. Averea câștigată de copiii minori prin deosebita lor muncă și industrie nu este supusă folosinței legale a părinților lor; pentru a avea loc această excludere de la folosința legală, nu este necesar ca copiii să locuiască în afară de locuința

părinților săi ci numai ca munca sau industria să fie executată de copii în mod deosebit de părinții lor iar nu pe comptul acestora. (Proudhon, Usufruit, I, No. 149; Demolombe, VI, No. 499; Laurent, IV, No. 326; Baudry et Chéneaux, IV, p. 174, nota 1; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1694; Planiol et Ripert, I, No. 359; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 512, 513).

2. În cazul când copilul minor lucrează la părinții săi și în comptul lor, aplicațiunea dispozițiilor art. 387 c. civ. fr. (341 c. civ. rom.) nu mai are loc. (Proudhon, Usufruit, I, No. 149; Demolombe, VI, No. 500, 501; Laurent, IV, No. 326; Baudry et Chéneaux, IV, No. 150; Planiol et Ripert, I, No. 359; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 512).

3. Dreptul de folosință legală al părinților se întinde și asupra câștigurilor copiilor rezultate din joc, loterie sau prinsoare, de oarece ele nu sunt provenite din munca sau industria copiilor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 513).



4. Este valabilă condițiunea dintr'un testament prin care se lasă unui copil minor o sumă de bani, iar veniturile sumei legate să nu se cuvină tatălui administrator legal ci să se depună pentru a fi încasate de minor la majoratul său. (Huc, III, No. 196; Comp.: Murlon, ed. 7-a, I, No. 1058; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1695; Planiol et Ripert, I, No. 360; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 513).

5. Pentru ca părinții să fie excluși în mod expres de la folosința bunurilor donate sau testate copiilor lor minori, nu este necesară întrebuițarea de termeni sacramentali, ci este de ajuns ca din conținutul dispozițiilor liberalității să rezulte în mod virtual această excludere. (Proudhon, Usufruit, I, No. 153; Demolombe, VI, No. 508, 509; Vazeille, II, No. 448; Marcadé, Art. 387, No. 2; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 106; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 513; Comp.: Laurent, IV, No. 326; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, text și nota 10, p. 85; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1695; Planiol et Ripert, I, No. 360).

6. Faptul că o persoană lasă toată averea sa prin testament unui părinte și copilului acestuia nu poate fi considerat ca o condițiune de excludere a părintelui de la dreptul de folosință legală asupra părții de succesiune ce se cuvine copilului său minor. (Proudhon, I, No. 151; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 107, 108).

7. În caz de îndoială, dacă excluderea de la uzufruct este sau nu prevăzută, uzufructul legal va avea loc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 513, nota 5; Comp.: Laurent, IV, No. 326).

8. În cazul când condițiunea de excludere a părinților de la dreptul de folosință legală, ar fi privitoare la bunuri

la care minorul are dreptul de rezervă succesorală, după o părere ea trebuie considerată ca nescrisă. (Proudhon, Usufruit, I, No. 152; Delvincourt, I, p. 93, nota 6; Toullier, II, No. 1067; Duranton, III, No. 376; Demolombe, VI, No. 513; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 189, p. 371, nota 9; Marcadé, Art. 387, No. 2; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 447; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 550 bis, text și nota 12, p. 86; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 113; Suppl., Puissance paternelle, No. 113; Laurent, IV, No. 327; Huc, III, No. 196; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 514, 515).

9. După o altă părere, chiar în acest caz, condițiunea de excludere a părinților de la dreptul de folosință legală își produce efectul. (Valette sur Proudhon, II, p. 264, 268; Duvergier sur Toullier, II, No. 1067; Beudant, II, No. 748; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 133 bis, II; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 113; Suppl., Puissance paternelle, No. 113; Baudry et Chéneaux, IV, No. 152; Planiol et Ripert, I, No. 360; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 455).

10. Dreptul de folosință legală al părinților nu se întinde asupra bunurilor venite prin moștenire copiilor lor minori, de la care părinții au fost îndepărtați ca nedemni. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 515).

11. Cu toate că părinții nu au dreptul de uzufruct legal asupra averii câștigate de copiii săi minori prin munca și industria lor, totuși ei au administrația acestei averi. (Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 104; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 516).

12. A se vedea: art. 338 și 658 din codul civil cu notele respective.

## TITLUL X<sup>1)</sup>

### Despre minoritate, despre tutelă și despre emancipațiune.

#### CAPITOLUL I.

##### Despre minoritate.

Art. 342. — Minor este acela care nu are încă etatea de 21 ani împliniți, fie parte bărbătească sau femească. (Civ. 24, 43, 93, 127, 131 urm., 205, 311, 326, 383, 434, 454, 806, 807, 820, 950, 951, 1157 urm., 1162, 1166, 1657, 1876, 1900, 1901; Pr. civ. 81, 197; Com. 10 urm.; C. p. 61 urm.; Pr. pen. 76; Civ. Fr. 388).

*Text. fr. Art. 388.* — Le mineur est l'individu de l'un et de l'autre sexe qui n'a point encore l'âge de vingt-un ans accomplis

<sup>1)</sup> Din eroare în textul oficial, acest titlu poartă No. V.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Bisextil an 7.  
Calcularea termenului majorității 3-7.  
Capacitate 10.  
Codul penal 9.  
Constituție 2.  
Copil minor 1 urm.  
Domiciliu 11.  
Dovadă 5.  
Excepție 2.  
Incapacitate 10.  
Lege personală 10, 11.  
Majoritate 1-7, 9, 10.  
Morturi 5.  
Minor 1 urm.

Moment 3.  
Naștere 4-7.  
Naționalitate 10-11.  
Ora 3-7.  
Orbi 8.  
Penal cod 9.  
Personal statut 10, 11.  
Probă 5.  
Rege 2.  
Registre de familie 5.  
Statut personal 10, 11.  
Străini 10, 11.  
Surd-mut 3.  
Vârsta 1, 3.  
Zile 6.

## Doctrină.

1. In conformitate cu dispozițiile art. 342 din codul civil român, minorul este acela care nu are încă vârsta de 21 ani, iar majorul este acela care a împlinit această vârstă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 540, 541).
2. Regele, potrivit Constituției, și prin excepție de la dreptul comun, este major la 18 ani. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 541).
3. Cei douăzeci și unu ani când o persoană devine majoră, trebuiesc socotiți după o părere, pe ore și chiar din moment în moment. (Valette sur Proudhon, II, p. 446; Demolombe, VIII, No. 407; Beudant, II, No. 500; Marcadé, Art. 388, No. 3; Mourlon, I, No. 1269; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 30; Laurent, IV, No. 362; Huc, III, No. 231; Baudry et Chéneaux, IV, No. 757; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1615; Planiol et Ripert, II, No. 255; Nacu, I, p. 568; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 542; VI, p. 115, nota 1; Plastara, I, p. 462).
4. In cazul când nu este cunoscută ora când s'a născut o persoană, majoritatea sa începe atunci când se sfârșește ziua corespunzătoare celeia în care s'a născut. (Marcadé, Art. 388, No. 3; Dalloz,

Rép., Minor-tutelle, No. 30; Suppl., Minor-tutelle, No. 30).

5. După o a doua părere, în cazul când nu este cunoscută ora nașterii unei persoane, ea va fi dovedită prin registrele familiei și chiar prin martori. (Demolombe, VIII, No. 407, 408; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 30 Laurent, IV, No. 362).

6. După o altă părere, ora nașterii nu este necesară pentru a se calcula majoritatea unei persoane, care va începe din momentul expirării ultimei zile a celor 21 ani trecuți de la nașterea sa; prin urmare calculul majorității se face pe zile iar nu pe ore. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 86, nota 5, p. 579).

7. Copilul născut la 29 Februarie a unui an bisextil, va deveni major la 21 ani după expirarea zilei de 28 Februarie la orele 12 noaptea. (Planiol et Ripert, I, No. 255, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 543; Comp.: Demolombe, VIII, No. 409; Huc, III, No. 231; Baudry et Chéneaux, IV, No. 757).

8. Regulele privitoare la minori, prevăzute în codul civil, se aplică și minorilor cari sunt orbi sau surdo-muți. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 40).

9. Potrivit dispozițiilor art. 62 și 63 din codul penal român, majoritatea penală începe la 16 ani. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 541).

10. Legile privitoare la majoritate și minoritate depind de statutul personal de oarece sunt relative la capacitatea și incapacitatea persoanelor. (Beudant, I, No. 161; Laurent, I, No. 97; Huc, I, No. 151; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 142; II, p. 543).

11. Dacă străinul nu are nici o naționalitate, capacitatea sa va fi determinată de legea domiciliului său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 544, nota).

12. A se vedea: art. 2, 434 din codul civil cu notele respective.

## CAPITOLUL II

## Despre tutelă.

## Secțiunea I. — Tutela tatălui și a mamei.

**Art. 343.** — Tatăl, în timpul căsătoriei, administrează averea personală a copiilor săi minori, dă seama despre fondul și veniturile averei, asupra căreia n'are dreptul de folosință. Dă seama numai despre fondul averei asupra căreia legea îi dă dreptul de folosință. (Civ. 124—126, 315 urm., 338—341, 343, 390, 416, 427, 658, 1080, 1224, 1225, 1324, 1539 urm.; C. p. 268; Pr. civ. 189; Civ. Fr. 389).

*Text. fr. Art. 389.* — Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs.  
Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il



n'a pas la jouissance; et, quant à la propriété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

*Text. fr. Art. 389. (Modificat și complectat prin legile din 2 Iulie 1907 și din 6 Aprilie 1910).* — Le père est, du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs non émancipés, à l'exception de ce qui leur aurait été donné ou légué sous la condition expresse d'être administré par un tiers.

Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en son lieu et place avec les mêmes pouvoirs que lui, sans avoir besoin de son autorisation maritale.

En cas de divorce ou de séparation de corps, l'administration appartient à celui des deux époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il n'en est autrement ordonné.

S'il y a opposition d'intérêts entre l'administrateur et le mineur, il est nommé à ce dernier un administrateur ad hoc par le tribunal statuant sur requête en chambre du conseil, le ministère public entendu. Il est procédé de même si le père et la mère, tous deux vivants, sont déchus de l'administration légale, sauf application des dispositions de la loi du 24 juillet 1889 aux cas où les deux époux seraient déchus de la puissance paternelle.

L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes de droit commun.

Il accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille et, avec l'autorisation du tribunal, statuant comme il vient d'être dit, les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation.

Il est tenu toutefois de faire, en bon administrateur, emploi des capitaux appartenant à l'enfant lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1500 francs et de convertir en titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières lui appartenant, à moins que, par leur nature ou en raison de conventions, les titres ne soient pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à surveiller cet emploi ou cette conversion.

Sont applicables à l'administration légale, avec les modalités résultant de ce qu'elle ne comporte ni conseil de famille, ni tutelle et subrogée tutelle, les articles 457, 458, 460, 461 in fine, 462, 466, 467, dernier alinéa, du Code Civil, 953 et suivants, livre II, titre VI, du Code de procédure civile, 2, 3, 10 et 11 de la loi du 27 février 1880.

L'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne interdite, pourvue d'un conseil judiciaire, en état d'absence ou déchue de la puissance paternelle; elle peut être retirée, pour cause grave, par le tribunal statuant comme il est dit au paragraphe 4, à la requête de celui des pères et mère qui n'en est pas investi, d'un parent ou allié de l'enfant, ou du ministère public.

L'administrateur est comptable quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

Les articles 469, 471, 472, 473, 474 et 475 du Code civil sont applicables au compte qu'il a à rendre.

Celui des parents naturels qui exercera la puissance paternelle n'administrera toutefois les biens de son enfant mineur qu'en qualité de tuteur légal et sous le contrôle d'un subrogé tuteur qu'il devra faire nommer dans les trois mois de son entrée en fonctions ou qui sera nommé d'office, conformément aux dispositions du paragraphe suivant; il n'aura droit à la jouissance légale qu'à partir de la nomination du subrogé tuteur, si elle n'a pas eu lieu dans le délai ci-dessus fixé.

Les fonctions dévolues au conseil de famille des enfants légitimes sont remplies à l'égard des enfants naturels par le tribunal de première instance du

lieu du domicile légal du parent investi de la tutelle, au moment où il a reconnu son enfant, et du tribunal du lieu de la résidence de l'enfant, s'il n'est reconnu; le tribunal statue en chambre du conseil, après avoir entendu ou appelé le père et la mère de l'enfant, s'il a été reconnu, soit à la requête de l'un d'eux, soit à la requête du ministère public, soit d'office, sur toutes les questions relatives à l'organisation ou à la surveillance de la tutelle desdits mineurs.

Sous ces réserves et à l'exception des articles 394 et 402 à 416, toutes les dispositions du présent titre son applicables à la tutelle des enfants naturels mineurs.

Sont applicables aux actes et jugements nécessaires pour l'organisation et la surveillance de la tutelle des enfants naturels, les dispositions et dispenses de droits déterminées en ce qui concerne la tutelle des enfants légitimes et interdits, par l'article 12, paragraphe 2, de la loi de finances du 26 janvier 1892.

### Bibliografie (continuare).

- BOŢEZ AL., *Notă* sub Cas. I, 2241 din 9 Decembrie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 166;  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Tutela”, p. 196 urm.;  
 POLICHRON DEM, *Notă* sub Cas. II, 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, I, 155;  
 RACOVICIANU GR., *Notă* sub Trib. Putna s. II, 137 din 4 Iunie 1925, Curier Jud. 15/1926;  
 VELESCU AL., *Notă* sub Trib. Ilfov, s. Tut., 1831 din 20 Aprilie 1926, Curier Jud. 26/1926.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 52.  
 Abus de încredere 39.  
 Acceptarea succesiunii 25.  
 Achiesare 18.  
 Act de conservare 23.  
 Act de dispoziție 17.  
 Acțiune 40.  
 Acțiune posesorie 21.  
 Administrație legală 1 urm.  
 Administrator ad hoc 35, 37, 42, 44, 45.  
 Anulare 13, 60.  
 Arendare 12, 35.  
 Asistență 55.  
 Atentat la bunurile moravuri 56.  
 Autorizare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”, „Tribunal”.  
 Beneficiu de inventar 25.  
 Bun proprietar 47 bis.  
 Bunuri mobile 9, 10, 24, 29.  
 Cameră de consiliu 44.  
 Capitaluri 11, 19.  
 Căsătorie 1 urm.  
 Căuțiune 19, 38, 46.  
 Cevine 14.  
 Cheltuieli 20.  
 Compromis 27.  
 Comptri 48.  
 Condamnare 56.  
 Condiții 59-65.  
 Consemnație 19.  
 Conservare 9, 23.  
 Consiliu de familie 5, 15, 16, 17, 21-26, 30, 31, 33, 45.  
 Consiliu judiciar 55.  
 Contract de căsătorie 58.  
 Contract de locațiune 12.  
 Control 5, 20.  
 Convențiune 13.  
 Copil minor 1 urm.  
 Creanță 8, 14, 22.  
 Credință rea 39.  
 Creditor 8, 14.  
 Creșterea copiilor 20.  
 Cumpărare 30, 36, 37.  
 Daune-interese 10.

Debitor 8, 14.  
 Deces 4, 62, 66.  
 Declarația creanței 8.  
 Definiție 2.  
 Depunerea capitalurilor minorilor 19.  
 Desfacerea tutelei 13.  
 Dispensă 50, 51.  
 Divorț 57.  
 Dobândă 11.  
 Donațiune 29, 59-65.  
 Dotă 58.  
 Drept de administrație legală 1 urm.  
 Drept de folosință legală 1, 3, 19, 41, 56, 57.  
 Educație 20.  
 Efecte de bursă 29.  
 Emancipare 66.  
 Expirare 3.  
 Folosință legală 1, 3, 19, 41, 56, 57.  
 Garanție 38, 46, 63.  
 Gestiune 1 urm.  
 Hotăriri 18.  
 Imobile 12, 17, 18, 21, 35.  
 Împărțea 34.  
 Imposibilitate 52.  
 Incasare 22.  
 Incetarea administrației legale 48, 66.  
 Incetare din viață 4, 62, 66.  
 Închiriere 12, 25.  
 Incorporare bunuri 29.  
 Înstrăinare 17, 33.  
 Interdicțiune 53, 54.  
 Interese opuse 42-45.  
 Inventar 6, 7.  
 Ipotecă 17, 63.  
 Ipotecă legală 38, 46.  
 Justiție, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.  
 Legat, a se vedea cuvântul: „Testament”.  
 Lege personală 67, 68.  
 Licitație publică 10.  
 Locațiune 12, 35.  
 Lucruri mobile 9, 10, 24, 29.  
 Majoritate 10, 13, 66.

Mamă 4, 5, 52, 53, 54, 65, 69.  
 Mamă naturală 69.  
 Mandatar legal 3.  
 Minor 1 urm.  
 Moarte 4, 62, 66.  
 Mobile lucruri 9, 10, 24, 29.  
 Moștenire 25, 33.  
 Naționalitate 67, 68.  
 Nulitate 13, 60.  
 Omologarea tribunalului 15, 16, 26.  
 Opuse interese 42-45.  
 Părinte de familie 47 bis.  
 Partaj 34.  
 Personal statut 67, 68.  
 Posesorie acțiune 21.  
 Prejudiciu 10, 39.  
 Prescripție 40.  
 Procenie 11.  
 Proprietar bun 47 bis.  
 Putere părintească 1, 4, 5, 53, 59, 60.  
 Rea credință 39.  
 Recolte 24.  
 Recunoașterea copiilor naturali 69.  
 Rente 29.

Renunțare 33, 58.  
 Renunțare la succesiune 33.  
 Responsabilitate 47, 47 bis.  
 Socoteli 48.  
 Statut personal 67, 68.  
 Străini 67, 68.  
 Succesiune 25, 33.  
 Tată 1 urm.  
 Terte persoane 59.  
 Testament 59-65.  
 Tranzacție 32, 32 bis.  
 Tribunal 15, 16, 17, 21-26, 30, 31, 32 bis, 33, 44, 61, 64.  
 Tutelă 2, 4, 5, 8, 10, 11, 13-17, 26, 32, 36, 40, 46, 47, 50, 51, 52, 66.  
 Tutor 2, 8, 10, 13-17, 26, 32, 38.  
 Tutor ad hoc 43.  
 Uzfruct legal 1, 3, 19, 41, 56, 57.  
 Valabilitate 59.  
 Vânzare 9, 10, 17, 24, 29, 30, 36, 37.  
 Venituri 22, 48.

### Doctrină.

1. Din puterea părintească decurg două feluri de drepturi ale părinților asupra averii copiilor lor minori legitimi: 1) dreptul de administrație, denumită și administrația legală; 2) dreptul de folosință legală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 487).

2. Administrația legală este dreptul care este acordat de lege tatălui de a administra bunurile copiilor săi minori cu puteri mai mari de cât acele ale unui tutor. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1706; Planiol et Ripert, I, No. 370; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 71; Plastara, I, p. 454, 455).

3. Tatăl administrează bunurile copiilor săi minori în calitate de manda-



tar legal și în calitate de uzufructuar. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1074; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 76; Plan'ol, ed. 6-a, I, No. 1708; Comp.: Nacu, I, p. 569).

4. Administrația legală prevăzută de art. 389 c. civ. fr. (343 c. civ. rom.), este rezultată din dreptul tatălui de putere părintească asupra copiilor săi minori, iar nu din tutelă, de oarece tutela se deschide numai la decesul mamei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1074; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 87; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1711; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 453, 531; Nacu, I, p. 568, 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 488).

5. De oarece administrația legală prevăzută de art. 389 c. civ. fr. (343 c. civ. rom.) este o consecință a puterii părintești iar nu a tutellei, consiliul de familie nu poate fi format pentru a controla modul său de administrare a averii minorilor, ci controlul va fi exercitat de mamă. (Demolombe, VI, No. 413 urm., 423; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și nota 1 urm., p. 774 urm.; Laurent, IV, No. 301, 307, 310; Huc, III, No. 234; Baudry et Chéneaux, IV, No. 184; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1711; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 532; Nacu, I, p. 570, 571; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 494; Plastara, I, p. 456; Comp.: Degre, Scrieri juridice, I, p. 133 urm.).

6. După părerea dominantă, tatăl, administrator legal asupra averii copilului său minor, este obligat să facă inventarul său prevăzut de art. 451 c. civ. fr. (395 c. civ. rom.), de oarece această formalitate este obligatorie pentru orice administrator al averii altuia. (Demolombe, VI, No. 433; Beudant, II, No. 735; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 137 bis, II, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și nota 24, p. 781; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 93; Baudry et Chéneaux, IV, No. 185; Comp.: Nacu, I, p. 571).

7. După o altă părere, de oarece legea nu obligă pe tatăl, administrator legal să facă inventar, el nu poate fi supus la această formalitate. (Laurent, IV, No. 307; Huc, III, No. 239; Comp.: Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 81; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 503).

8. Declarația impusă tutorului de art. 451 al. 2 c. civ. fr. (395 al. 2 c. civ. rom.) privitoare la creanța sa în contra minorului, nu este impusă și tatălui, administrator legal. (Demolombe, VI, No. 433, 434; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 137 bis, III; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 93; Baudry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, nota 25, p. 781; Huc, III, No. 239; Baudry et Chéneaux, IV, No. 185; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 504; Comp.: Nacu, I, p. 571).

9. Tatăl administrator legal, poate vinde singur sau conserva lucrurile mobile aparținând minorului său fiu, după cum va crede de cuviință. (Demolombe, VI, No. 436, 437; Aubry et Rau, ed. 5-a,

I, § 123, p. 780, 785; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 207, nota 12, p. 406; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 81; Suppl., Puissance paternelle, No. 93; Huc, III, No. 244; Baudry et Chéneaux, IV, No. 186; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 532, 533; Contra: Laurent, II, No. 179; IV, No. 311; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497).

10. Tatăl, administrator legal, nu este obligat a vinde lucrurile mobile ale copilului său minor, prin licitație publică, după cum este obligat tutorul prin art. 452 c. civ. fr. (396 c. civ. rom.); minorul însă la majoratul său poate cere daune de la tatăl său dacă a avut un prejudiciu. (Demolombe, VI, No. 436; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 81).

11. Nu se aplică tatălui, administrator legal, dispozițiile de la tutelă prevăzute de art. 455, 456 și 474 c. civ. fr. (399, 400 și 420 c. civ. rom.) privitoare la obligația tutorului de a plăti dobândă la capitalurile minorilor. (Demolombe, VI, No. 438, 456; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 137 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și nota 22, p. 780, text și nota 50, p. 788; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 81; Suppl., Puissance paternelle, No. 93; Laurent, IV, No. 319; Huc, III, No. 251; Baudry et Chéneaux, IV, No. 188, 192; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 504).

12. Contractele de locațiune asupra bunurilor imobile ale minorilor, încheiate de tatăl administrator legal, sunt supuse dispozițiilor art. 1429 1430 și 1718 c. civ. fr. (1268, 1269 și 1419 c. civ. rom.). (Demolombe, VI, No. 439; Laurent, IV, No. 311; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497).

13. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.), care declară fără tărie, ori ce convențiune săvârșită între tutore și între pupilul ajuns la majoritate, dacă va fi fost făcută înaintea expirării unei luni de la desfacerea definitivă a tutorului, nu sunt aplicabile și tatălui, administrator legal. (Demolombe, VI, No. 455, 456; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 137 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și nota 49, p. 787; Laurent, IV, No. 318; V, No. 153; Huc, III, No. 251; Baudry et Chéneaux, IV, No. 190, 643; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1980; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 504).

14. Dispozițiunile art. 450 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.) care prevăd că tutorul nu poate primi cesiunea vre-unui drept de creanță în contra minorului, nu sunt aplicabile tatălui administrator legal al bunurilor copiilor minori, în timpul cât durează căsătoria. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, p. 785; Laurent, IV, No. 316; Huc, III, No. 246; Baudry et Chéneaux, IV, No. 189; Planiol et Ripert, I, No. 375; Contra: Demolombe, VI, No. 441 bis; Baudry et Saignat, Vente, No. 236; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 502).

15. După o părere, actele pe care tu-



torul le poate face numai cu autorizarea consiliului de familie și omologarea tribunalului, pot fi făcute de tatăl administrator legal singur. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 207, p. 406; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 81; Suppl., Puissance paternelle, No. 94, 97; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 532, 533; Nacu, I, p. 570, 571; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497, 498, 499; Matei Cantacuzino, p. 71; Plastara, I, p. 456, 457).

**16.** După o a doua părere, pentru aceste acte, tatăl administrator legal, trebuie să dobândească autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Merlin, Répertoire, Puissance paternelle, section 4, No. 11, 14; Questions de droit, VI, Usufruit paternel, § 1; Valette sur Proudhon, II, p. 283; Taulier, II, p. 9; Duranton, III, No. 415; Demolombe, VI, No. 446; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și notele 28 urm., p. 782 urm.; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 82; Suppl., Puissance paternelle, No. 95; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1074, p. 540, nota 1; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1712, 1713; Nacu, I, p. 571).

**17.** După a treia părere, deși dispozițiile de la materia tutelei nu pot fi întinse la materia administrației legale a tatălui asupra bunurilor copiilor săi, și deși tatăl, administrator legal are puteri întinse pentru actele de administrație, totuși pentru actele de dispoziție, cum sunt înstrăinările sau ipotecarea bunurilor imobile ale minorilor, el trebuie să dobândească autorizația justiției care înlocuiește autorizația consiliului de familie. (Beudant, II, No. 736; Marcadé, Appendice art. 371—383, No. 4; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 82; Suppl., Puissance paternelle, No. 96, 98; Degre, Scrieri juridice, I, p. 134 urm.; Comp.: Laurent, IV, No. 363 urm.; Huc, III, No. 240 urm.; Baudry et Chéneaux, IV, No. 196 urm., 206, 208; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 532, 533; Nacu, I, p. 571; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 498, 499; Matei Cantacuzino, p. 71; Plastara, I, p. 456, 457).

**18.** Tatăl, administrator legal poate achiesa la hotărârea care a respins ca nefundată acțiunea sa făcută în numele minorilor, chiar dacă ar fi privitoare la bunuri imobiliare ale minorilor. (Marcadé, Art. 389, Appendice, No. 4).

**19.** Tatăl, administrator legal, nu este obligat a depune banii minorilor la casa de consemnării, nici nu poate fi împiedecat a ridica banii depuși, de oarece el are folosința legală și nu este obligat a da cauțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 496).

**20.** Tatăl, administrator legal, face cheltuielile de administrație și cele ocazionale de creșterea copiilor minori, fără controlul nimănui și după aprecierea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497, nota 1).

**21.** Tatăl, administrator legal, poate exercita acțiunile posesorii privitoare la

imobilele copiilor săi minori, fără nici o autorizație. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497).

**22.** Deasemenea poate fără nici o autorizare să încaseze veniturile și creanțele copiilor minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497).

**23.** Deasemenea poate face fără nici o autorizație orice act de conservare cu privire la drepturile copiilor minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497).

**24.** Tatăl administrator legal poate vinde singur recoltele și mobilele supuse stricăciunei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497).

**25.** Tatăl, administrator legal, poate singur accepta o succesiune în numele copilului său minor, de oarece acceptarea se face sub beneficiu de inventar și nu poate dăuna minorului. (Laurent, IV, No. 312; Huc, III, No. 249; Baudry et Chéneaux, IV, No. 203; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 498; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, p. 783, 784).

**26.** Tatăl, administrator legal, nu poate face actele pe care nu le poate face nici tutorul chiar cu autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 83; Suppl., Paternité et filiation, No. 98; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 501).

**27.** Tatăl administrator legal, nu poate face un compromis asupra bunurilor minorului. (Valette sur Proudhon, II, p. 283; Demolombe, VI, No. 440; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, p. 783; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 83; Suppl., Paternité et filiation, No. 98; Laurent, IV, No. 316; Huc, III, No. 248; Baudry et Chéneaux, IV, No. 211; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 501).

**28.** Deasemenea, tatăl, administrator legal, nu poate dărui bunurile aparținând minorului. (Valette sur Proudhon, II, p. 283; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, p. 783; Dalloz, Rép., Paternité et filiation, No. 83; Suppl., Paternité et filiation, No. 98; Baudry et Chéneaux, IV, No. 211; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 501).

**29.** Tatăl, administrator legal, poate vinde fără nici o formalitate, bunurile mobile încorporate ale minorilor, cum sunt rentele efectele de bursă, etc. (Demolombe, VI, No. 436, 437; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 137 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, nota 40 bis, p. 785; Dalloz, Rép., Suppl., Paternité et filiation, No. 99; Huc, III, No. 242; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 532, 533).

**30.** Tatăl, administrator legal, nu poate cumpăra un imobil în comptul minorului fără autorizație. (Demolombe, I, No. 677; Contra: Beudant, II, No. 737; Huc, III, No. 241; Baudry et Chéneaux, IV, No. 201; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497).

**31.** Tatăl, administrator legal, poate face singur toate actele de administrație



fără amestecul altor persoane. (Demolombe, VI, No. 445, 446; Laurent, IV, No. 314; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1712; Nacu, I, p. 570; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 497; Mattei Cantacuzino, p. 71).

**32.** Tatăl administrator legal, nu poate face tranzacție asupra intereselor civile ale minorilor, fără a îndeplini formalitățile impuse tutorului de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.), pentru a face tranzacție în numele pupilului său. (Merlin, Répertoire, Transaction, § 1, No. 7; Valette sur Proudhon, II, p. 383, nota a; Duranton, III, No. 415; Demolombe, VI, No. 446; Marcadé, Art. 389, Appendice; Aubry et Rau, I, § 1:3, nota 38, p. 784; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 209).

**32 bis.** După o altă părere, tatăl, poate face tranzacție în numele minorului cu autorizația numai a justiției. (Laurent, IV, No. 314; Baudry et Chéneaux, IV, No. 209; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 500).

**33.** Tatăl, administrator legal, nu poate renunța singur la o succesiune deschisă în favoarea copilului minor, de oarece în acest caz renunțarea echivalează cu o înstrăinare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, p. 784; Laurent, IV, No. 312; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 498; Contra: Baudry et Chéneaux, IV, No. 203).

**34.** Tatăl, administrator legal, poate porni singur și a răspunde la o acțiune de împărțeață în numele minorului. (Laurent, IV, No. 312; Baudry et Chéneaux, IV, No. 205; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1714; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 498).

**35.** Tatăl, administrator legal, poate lua cu chirie bunurile minorului său fiu, însă la contractare, copilul minor trebuie reprezentat printr-un administrator ad-hoc. (Demolombe, VI, No. 442; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, nota 43, p. 786; Huc, III, No. 246; Baudry et Chéneaux, IV, No. 189; Planiol et Ripert, I, No. 375; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 502).

**36.** Tatăl, administrator legal, nu poate cumpăra bunurile minorului său fiu, de oarece dispozițiile art. 450 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.) aplicabile la tutelă se aplică prin analogie și tatălui administrator legal. (Demolombe, VI, No. 440, 441; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 63; Baudry et Saignat, Vente, No. 236; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 501, 502).

**37.** După o altă părere, tatăl administrator legal, poate cumpăra bunurile minorului, însă la încheierea convenției trebuie ca minorul să fie reprezentat printr-un administrator ad hoc. (Aubry et Rau, I, § 123, nota 42, p. 785; Laurent, IV, No. 316; Huc, III, No. 246; Baudry et Chéneaux, IV, No. 189; Planiol et Ripert, I, No. 375).

**38.** Tatăl, administrator legal nu este obligat să dea garanție pentru administrarea bunurilor copiilor săi minori, de oarece nici chiar atunci când este tutor

legal nu este obligat la nici o ipotecă legală. (Nacu, I, p. 572; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 495).

**39.** Tatăl, administrator legal, nu poate fi urmărit pentru abuz de încredere, potrivit dispozițiilor art. 330 din codul penal pentru că ar fi lucrat cu rea credință în detrimentul copiilor săi minori a căror avere o administrează. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 494).

**40.** Acțiunile copilului în contra tatălui, administrator legal, se vor prescrie prin trecere de 30 ani, conform dreptului comun de oarece dispozițiile art. 475 c. civ. fr. (1901 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea de cât în materie de tutelă. (Valette sur Proudhon, II, p. 282; Demolombe, VI, No. 457; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 137 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și nota 51, p. 788; Laurent, IV, No. 319; Huc, III, No. 251; Baudry et Chéneaux, IV, No. 191; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1724; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 505).

**41.** Puterile tatălui ca uzufructuar legal asupra bunurilor copiilor săi minori sunt mai întinse de cât puterile ce le are el ca administrator legal al aceorași bunuri. (Laurent, IV, No. 306; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 502).

**42.** În cazul când între tată și copilul său sunt interese opuse, se va numi acestuia din urmă un reprezentant special, numit administrator ad-hoc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1074; Dalloz, Rép., Suppl. Puissance paternelle, No. 88; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 494; Comp.: Toullier, II, No. 1090; Beudant, II, No. 735; Marcadé, Art. 383, Appendice, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1074, p. 541, nota 1; Huc, III, No. 236; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1717; Planiol et Ripert, I, No. 372; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 532; Baudry et Chéneaux, IV, No. 183).

**43.** După o altă părere, acest administrator special este un tutor ad-hoc. (Proudhon, II, p. 282; Taulier, II, p. 9; Duranton, III, No. 415; Demolombe, VI, No. 421, 422; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 137 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și nota 7, p. 776; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 719; Puissance paternelle, No. 88; Laurent, IV, No. 310).

**44.** Numirea administratorului special al minorului pentru a reprezenta interesele acestuia într'un conflict de drepturi cu tatăl său, se face de tribunal în camera de consiliu. (Dalloz, Rép., Suppl. Puissance paternelle, No. 88; Laurent, IV, No. 310; Huc, III, No. 236; Baudry et Chéneaux, IV, No. 183; Planiol et Ripert, I, No. 372; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 494, 495).

**45.** După o altă părere, numirea tutorului ad-hoc se va face de către consiliul de familie iar nu de tribunal. (Demolombe, VI, No. 422 bis; Aubry et Rau, I, § 123, nota 6 bis, p. 776; Massé et Vergé



sur Zachariae, I, § 207, nota 9; Comp.: Planiol ed. 6-a, I, No. 1720).

**46.** Toate dispozițiile din materia tutelii privitoare la administrația generală în sine, în afară de cele privitoare la garanțiile speciale acordate minorului în contra tutorului, se vor aplica în principiu și administrației legale a părintelui asupra averii copilului său minor. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 137 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, p. 780, 781; Dalloz, Rép., Suppl., Puissance paternelle, No. 93; Laurent, IV, No. 303; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1074, p. 540; nota 1; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1711; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 532, 533; Nacu, I, p. 570, 571).

**47.** Tatăl, administrator legal, va fi responsabil în gestiunea bunurilor copilului său minor, conform dreptului comun iar nu potrivit regulilor prevăzute în materie de tutelă. (Demolombe, VI, No. 455, 456; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 137 bis, II; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, nota 49, p. 787; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 81; Suppl., Puissance paternelle, No. 93; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 533; Nacu, I, p. 571; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 503).

**47 bis.** Tatăl, administrator legal, trebuie să administreze bunurile copiilor săi minori ca un bun proprietar și ca un bun părinte de familie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, nota 19, p. 780; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 503).

**48.** Tatăl, administrator legal, va fi obligat ca la încetarea administrației sale să dea socoteală copilului de gestiunea, sa, dând seamă și de fond și de venituri. (Demolombe, VI, No. 428; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 503; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 376; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 533; Nacu, I, p. 571).

**49.** Dispozițiile art. 444 c. civ. fr. (385 c. civ. rom.) privitoare la excluderea sau destituirea din tutelă, sunt aplicabile și tatălui, administrator legal cari pot fi lipsiți de administrarea bunurilor copiilor lor minori pentru purtarea rea în deobște cunoscută, pentru rea credință sau incapacitate în administrația acestor bunuri. (Valette sur Proudhon, II, p. 283; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 407; Marcadé, Art. 389, Appendice, No. 5; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 77, 78; Suppl., Puissance paternelle, No. 90; Nacu, I, p. 569; Comp.: Demolombe, VI, No. 430; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 137 bis, III; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1074, p. 540, nota 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, p. 777; Baudry et Chéneaux, IV, No. 180, 181; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1711, 1722; Contra: Laurent, IV, No. 301, 321, 345; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 533; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 493, 494, 505).

**50.** După o părere, nu sunt aplicabile tatălui, administrator legal, cauzele de

dispensă prevăzute de codul civil în materie de tutelă. (Demolombe, VI, No. 430; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și nota 16, p. 779; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 92; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 493).

**51.** După o altă părere, cauzele de dispensă prevăzute pentru tutelă sunt aplicabile și administrația legală a tatălui asupra bunurilor copiilor. (Valette sur Proudhon, II, No. 283; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 137 bis, III; Nacu, I, p. 569; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1074, p. 540, nota 1).

**52.** În timpul căsătoriei tatăl are administrația legală asupra bunurilor copiilor minori; în cazul când tatăl este în imposibilitate de a exercita acest drept, cum ar fi în caz de absență administrația legală trece asupra mamei, fără a se deschide tutelă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 87, nota 4, p. 586; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 27; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1760, 1761; Nacu, I, p. 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 489; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1075; Planiol et Ripert, I, No. 370, 371; Matei Cantacuzino, p. 71).

**53.** Când tatăl este pus sub interdicțiune judiciară, administrația legală a bunurilor copiilor minori trece la mamă, care are în acest caz și puterea părintească asupra lor. (Demolombe, VI, No. 449; Beudant, II, No. 755; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1075; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 87, p. 586; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 68; Laurent, IV, No. 296; Huc, III, No. 235; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1761; Nacu, I, p. 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 489; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 370, 371; Matei Cantacuzino, p. 71).

**54.** Când tatăl este în stare de interdicțiune legală, dreptul de administrație legală a bunurilor copiilor minori se exercită de mamă. (Demolombe, VI, No. 449; Beudant, II, No. 755; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1075; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 87, p. 586; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 68; Laurent, IV, No. 296; Huc, III, No. 235; Nacu, I, p. 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 489).

**55.** Când tatăl este pus sub consiliu judiciar, el păstrează administrația legală, însă nu poate face singur actele pe care nu le poate face pentru averea lui, fără asistența consiliului. (Huc, III, No. 234; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 489).

**56.** Tatăl, administrator legal, condamnat pentru delictul prevăzut de art. 268 din codul penal român, adică pentru atentat la bunele moravuri ale copilului său minor, păstrează administrația legală și chiar uzufructul legal asupra bunurilor acestui copil. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 482, 505).

**57.** După desfacerea căsătoriei prin divorț, după o părere, administrația legală asupra bunurilor minorilor aparține tot tatălui chiar dacă divorțul a fost pronunțat în contra sa și el a pierdut



dreptul de folosință legală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 490, 505; Comp.: Beudant, II, No. 730; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, p. 786, 787; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1721).

**58.** Tatăl nu poate renunța la administrațiunea legală, prin contractul de căsătorie. (Guillouard, Contrat de mariage, I, No. 114; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 492, nota).

**59.** Clauza dintr'un testament sau act de donațiune prin care se lasă sau se dă unui copil minor un bun cu condiția ca administrația acestui bun să nu o aibă tatăl minorului ci o terță persoană, este valabilă de oarece prin această clauză nu se aduce atingere puterii părintești. (Rolland de Villargues, Répertoire, Puissance paternelle, No. 30; Valette sur Proudhon, II, p. 283; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și nota 15, p. 778; Duranton, III, No. 375, nota; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 456, 458; Donations, Art. 900, No. 24; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1709; Planiol et Ripert, I, No. 372; Plastara, I, p. 454, 456; Comp.: Proudhon, De l'usufruit, I, No. 240 urm.; Duvergier sur Toullier, I, No. 1068, nota a; Demolombe, VI, No. 458; Huc, III, No. 237; Baudry et Chéneaux, IV, No. 212).

**60.** După o altă părere, clauza prin care într'un testament sau act de donațiune, se ia din administrația tatălui, bunul legat sau donat minorului, este nulă și se consideră nescrisă de oarece aduce atingere puterii părintești. (Merlin, Répertoire, Puissance paternelle, section 5; Toullier, II, No. 1068; V, No. 268; Taulier, I, p. 499; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 133 bis, III; Beudant, II, No. 738; Marcadé, Art. 389, No. 6; Laurent, IV, No. 297 urm.; Nacu, I, p. 572; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 490, urm.).

**61.** În cazul când testatorul a lăsat unui copil minor un legat cu condițiunea ca bunul legat să nu fie administrat de părinții săi, fără însă să desemneze persoana ce va administra bunul, administratorul se va numi de tribunal. (Planiol et Ripert, I, No. 372).

**62.** În cazul când persoana desemnată ca să administreze bunul legat încetează din viață, tribunalul va numi un administrator în locul celui încetat din viață. (Planiol et Ripert, I, No. 372).

**63.** De oarece o persoană poate dărui sau testa unui copil minor un bun cu condițiunea ca administrația acestui bun să nu fie exercitată de părinții săi, acea persoană poate lăsa administrația bunului dăruiat sau legat, părinților, însă restrângându-i puterile sau obligându-l la garanții cum ar fi constituirea unei ipoteeci. (Aubry et Rau, ed. 4-a, III, § 264 bis, nota 4, p. 355; Planiol et Ripert, I, No. 372; Contra: Laurent, IV, No. 309; Baudry et Chéneaux, IV, No. 182; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 495, nota 3, 496, nota 2).

**64.** După o altă părere, în acest caz tribunalul va încredința administrația bunurilor copiilor minori celui dintre părinți care va prezenta mai multă garanție pentru copii. (Laurent, IV, No. 363).

**65.** După a treia părere, în acest caz administrația legală asupra bunurilor minorului partine mamei. (Plastara, I, p. 455, 456).

**66.** Administrația legală a tatălui încetează: prin majoratul copilului, prin emanciparea sa, prin moartea sa și prin deschiderea tutelei care are loc la încetarea din viață a unuia dintre părinți. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1721; Planiol et Ripert, I, No. 377; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 505).

**67.** Dreptul de administrație legală al tatălui depinde de statutul personal al părinților și copilului. (Huc, I, No. 149; III, No. 252; Planiol et Ripert, I, No. 373; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 506).

**68.** În cazul când tatăl și copilul sunt de naționalitate deosebită, administrația legală va fi cărmuită de legea națională a copilului. (Huc, I, No. 149; III, No. 252; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 506; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 303).

**69.** Mama naturală are dreptul de administrație legală asupra bunurilor copilului său natural minor recunoscut. (Laurent, IV, No. 359; Huc, III, No. 238; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 506, 507, 591, 592).

**70.** A se vedea: art. 344, 815 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Dreptul tatălui de a cere alimente de la copiii săi, trebuie cercetat de justiție pe calea unei acțiuni de pensiune alimentară, tatăl tutore neputând cu de la sine putere să excedă, în administrațiunea tutelei minorilor, în aii, uzufructul averii și pentru cheltuelile necesare lui, să facă împrumuturi cari să mineze averea minorilor. (C. Apel București, s. IV, 95 din 19 Martie 1926, Bul. C. Apel 11/1926, Dreptul 31/1926).

**2.** În privința actelor de dispoziție, tatăl administrator legal al averii minorilor săi copii, este supus în totul dispozițiilor din materia tutelei.

Ca atare este locul a se convoca consiliul de familie, spre a se delibera asupra unui proiect de tranzacție cu privire la averea minorului, ai cărui părinți sunt ambii în viață. (Trib. Ilfov s. tutelelor, Jurnal 1831 din 20 Aprilie 1926, Curier Jud. 26/1926).

**3.** Tatăl, are în virtutea art. 327 din codul civil, exercițiul puterii părintești asupra și pentru interesele copiilor minori și legitimi, și păstrează acest drept și după desfacerea căsătoriei; astfel că, în afară de creditorii, parchet și terții interesați, numai el poate să exercite pentru copiii



săi minori acțiunile derivând din art. 285-cod. Civil, iar nu și mama care nu are această calitate. (C. Apel București, s. II, 72 din 8 Martie 1926, Dreptul 34/1926, Bul. C. Apel 9/19-26).

4. Adopția nu schimbă ordinea naturală de filiație și nu scoate pe adoptat din familia sa. Când moare adoptatorul ave-rea adoptatului nu poate fi pusă sub tutela soției adoptatorului, ci trebuie a fi administrată de tatăl adoptatului, cum se administrează orice avere de minor. (Trib.

Teleorman, s. I, 263 din 10 Sept. 1925, Pand. Săpt. 27/1925; Trib. Ilfov, s. III, c. c. 18 Oct. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 424).

5. Nici un text din codul civil nu dispune că copilul natural se găsește dela naștere sub tutela mamei sale.

Mama exercită asupra acestui copil puterea părintească în care intră și dreptul de a administra averea. (Cas. II, 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Săpt. 16/1926, Pand. Rom. 1926, I, 155, Jurispr. Rom. 8/1926, Dreptul 33/1926).

**Art. 344.** — După moartea unuia din soți, tutela asupra minorilor copii revine de drept soțului rămas în viață. (Civ. 124—126, 345—348, 355 urm., 383, 385, 421, 1225; Pr. civ. 254; C. p. 22, 268; Civ. Fr. 390).

*Text. fr. Art. 390.* — Après la dissolution du mariage arrivée par la mort naturelle ou civile de l'un des époux, la tutelle des enfants mineurs et non émancipés appartient de plein droit au survivant des père et mère.

### Bibliografie (continuare).

- BOTFZ AL., *Notă* sub Cas. I, 2241 din 9 Decembrie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 166;  
 GEORGEAN N., *Studii Juridice*, vol. I, „Tutela”, p. 197, 198;  
 PO. ICHRON DEM., *Notă* sub Cas. II, 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, I, 155;  
 SEGALL CAROL, *Notă* sub Jud. Ocol Dorohoi, 3 Sept. 1925, Jurispr. Gen. 1925, No. 2103;  
 SPINEANU AL., *Notă* sub Cas. II, 405 din 6 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925, I, 177.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 10, 11.  
 Administrație 1, 7, 12, 13, 16, 27, 31, 36.  
 Adopțiune 25.  
 Anulare 14.  
 Asce deși 6, 37.  
 Asistență 19.  
 Bună redință 14.  
 Capacitate 1.  
 Căsătorie 1 urm.  
 Căsătorie anterioară 24.  
 Civil re-apt român 28, 36.  
 Codul Calimach 28.  
 Codul de familie 5, 6, 23, 26, 37, 38, 39.  
 Consiliu judiciar 20.  
 Contrarietate de interese 21, 22.  
 Copil adoptat 25.  
 Copil minor 1 urm.  
 Copil natural 21, 31—39.  
 Credință bună 14.  
 Cur tor 19.  
 Curator ventris 28.  
 Decădere 12, 13.  
 Dece- 7, 8, 17, 30, 33, 37.  
 Definiție 1.  
 Degradare civică 12.  
 Demisiune 26.  
 Destituire 26.  
 Divort 9, 17.  
 Domiciliul tutelei 29, 30.  
 Drept civil român 28, 36.  
 Drept de folosință legală 12.  
 Drept privat 2.  
 Folosință legală 12.  
 Funcțiune 1.  
 Gratuitate 3.  
 Imposibilitate 11, 15, 16.  
 Incetare din viață 7, 8, 17, 30, 33, 37.  
 Interese contrare 21, 22.

Tutela ascendenților 6.  
 Tutela dativă 6, 34, 37, 33, 39.  
 Tutela legală 6—9, 17, 18, 19, 24, 25, 26, 34, 35.  
 Tutela testamentară 6, 37.

Tutor 1 urm.  
 Tutor ad hoc 21, 22, 23.  
 Tutor minor 18, 19.  
 Tutor subrogat 28.  
 Uzufruct legal 12.

### Doctrină.

1. Tutela este o funcțiune juridică încredințată unei persoane capabile și care consistă în a lua grijă de persoana unui incapabil a-l reprezenta și a administra bunurile sale. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1750; Planiol et Ripert, I, No. 414; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 475, 478; Nacu, I, p. 573; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 546, 547; Plastara, I, p. 460).

2. Tutela este astăzi o instituțiune de pur drept privat, care poate fi încredințată unui străin. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1750; Planiol et Ripert, I, No. 414; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480; Comp.: Nacu, I, p. 573; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 546, nota 1; Matei Cantacuzino, p. 71; Plastara, I, p. 460).

3. Tutela este o sarcină gratuită și tutorul nu ar putea primi un salariu pentru îndeplinirea îndatoririlor sale; numai mandatarii tutorului pot fi salariați. (Demolombe, VII, No. 610; Beudant, II, No. 828; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 754; Laurent, V, No. 25; Huc, III, No. 411; Baudry et Chéneaux, IV, No. 470; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1857; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 546, nota 2; Matei Cantacuzino, p. 72).



4. Regulele după care se conduce persoana și averea copiilor minori puși sub tutelă sunt până la un punct de ordine publică și nu se poate deroga de la ele prin dispozițiuni particulare. (Demolombe, VII, No. 143 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 89, p. 589; Laurent, IV, No. 366; Huc, III, No. 255; Baudry et Chéneaux, IV, No. 307; Nacu, I, p. 575; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 546, nota 1, 553; Matei Cantacuzino, p. 71).

5. Organele tutelare sunt: 1) Consiliul de familie, care deliberează asupra actelor tutelei; 2) Tutorul care lucrează în numele minorului; 3) Tribunalul sau judecătorul de ocol care controlează deciziile consiliului de familie; 4) Procurorul tribunalului. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1754; Planiol et Ripert, I, No. 416; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 475; Nacu, I, p. 574, 575; Plastara, I, p. 463, 464; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 75).

6. Tutela copiilor minori poate fi de patru feluri: 1) Tutela tatălui sau a mamei, numită tutelă legală; 2) Tutela aleasă de cel din urmă dintre părinți, numită tutelă testamentară; 3) Tutela legitimă a ascendenților; 4) Tutela aleasă de consiliul de familie, numită tutela dativă. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 65; Suppl., Minor-tutelle, No. 59; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1802; Matei Cantacuzino, p. 72; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 460; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 476; Nacu, I, p. 577; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 551; Plastara, I, p. 465).

7. Numai după moartea unuia dintre soți se deschide tutela copiilor minori legitimi comuni, de oarece, în timpul vieții ambilor părinți, asupra averii copiilor există administrația legală prevăzută de art. 389 c. civ. fr. (343 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1077; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 67; Suppl., Minor-tutelle, No. 25; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1755; Planiol et Ripert, I, No. 417; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 476; Nacu, I, p. 568, 569, 577; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 552, 553, 554; Plastara, I, p. 463, 466).

8. Tutela legală a tatălui sau a mamei, nu se deschide decât prin moartea unuia dintre dâșii. (Mourlon ed. 7-a, I, No. 1077; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 68; Suppl., Minor-tutelle, No. 60; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1803; Planiol et Ripert, I, No. 417, 460; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 476, 480; Nacu, I, p. 578; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 552, 553, 554; Matei Cantacuzino, p. 71, 72; Plastara, I, p. 463, 466).

9. După desfacerea căsătoriei prin divorț, nu este locul a se deschide tutela copiilor minori. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutele, No. 28; Laurent, IV, No. 363; Baudry et Chéneaux, IV, No. 311; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1759; Planiol et Ripert, I, No. 417; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 490, 552; Plastara, I, p. 456; Contra: Toulhier, II, No. 1094; Mourlon, ed. 7-a, I, No.

1077; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 138 bis).

10. Absența declarată a unuia dintre părinți sau a amândurora, dă loc la deschiderea tutelei copiilor minori. (Demolombe, II, No. 335; Beudant, II, No. 775; Huc, I, No. 459; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 552, nota 1; Matei Cantacuzino, p. 71; Comp.: Plastara, I, p. 463).

11. În timpul căsătoriei, tatăl are administrația legală a bunurilor copiilor minori; în cazul când tatăl este în imposibilitate de a exercita acest drept, cum ar fi în cazul de absență prezumată, administrația legală trece asupra mamei, fără a se deschide tutela. (Demolombe, VI, No. 451; VII, No. 27; Beudant, II, No. 775; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 87, nota 4, p. 586; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 27; Laurent, IV, No. 363; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1760, 1761; Planiol et Ripert, I, No. 417; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 489, 552, nota 1; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1075, 1077).

12. Tatăl chiar decăzut din dreptul de folosință legală asupra bunurilor copiilor săi minori, păstrează dreptul de administrație legală asupra acestor bunuri. (Locré, Art. 389; Vazeille, Traite du mariage, II, No. 457; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 207, p. 407, 408).

13. Degradatția civică a tatălui nu aduce pentru el pierderea administrației legale asupra bunurilor copiilor săi minori. (Demolombe, VI, No. 430; Contra: Valette sur Proudhon, II, p. 283, nota a).

14. Prin anularea căsătoriei contractată de bună credință, nu se deschide tutela copiilor minori rezultată din această căsătorie. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 312; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 552).

15. În cazul când în timpul căsătoriei, ambii părinți sunt în imposibilitate fizică, morală sau legală de a exercita dreptul lor de putere părintească, după o părere, se va deschide provizoriu tutela copiilor minori pe timpul cât durează această imposibilitate. (Demolombe, VI, No. 451; VII, No. 27; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 138 bis; Beudant, II, No. 775; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 87, nota 4, p. 586; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 26; Laurent, IV, No. 363; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 552, nota 1; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1075, 1077).

16. După o altă părere, când ambii părinți sunt în imposibilitate de a exercita dreptul lor de putere părintească, nu este locul a se deschide chiar provizoriu tutela, însă tribunalele vor încredința paza copiilor minori și administrația bunurilor lor unei terțe persoane rudă sau prieten cu părinții. (Demolombe, VI, No. 451; VII, No. 27; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1075; Massé et Vergé, I, § 195, nota 5, p. 384; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 26; Laurent, IV, No. 363; Huc, III, No. 235; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 490, 552, nota 1).



**17.** Chiar dacă divorțul s'a pronunțat în contra părintelui supraviețuitor și chiar dacă paza copiilor minori i-a fost luată, după decesul celui alt soț, tutela îi revine de drept. (Beudant, II, No. 786; Baudry et Chéneaux, IV, No. 318, 319; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1803; Planiol et Ripert, I, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 553).

**18.** Chiar dacă părintele supraviețuitor este minor, el este de drept tutor legal al copiilor săi minori. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1077; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1803, 1853; Planiol et Ripert, I, No. 461; Nacu, I, p. 577; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 553; Matei Cantacuzino, p. 72).

**19.** În cazul când tutorele legal este minor, actele privitoare la bunurile sale pe care el nu le poate face singur fără asistența curatorului în virtutea incapacității sale, vor fi făcute tot cu asistența curatorului când vor fi privitoare la bunurile copiilor minori. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1853; Nacu, I, p. 577; Matei Cantacuzino, p. 72).

**20.** Prodigul pus sub consiliul judiciar este capabil să fie tutor. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480).

**21.** Când tutorele este împiedecat a reprezenta pe minor din cauza contrarietății de interese între ei, minorul va fi reprezentat printr'un tutor ad-hoc. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 488; Nacu, I, p. 574; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 550; Matei Cantacuzino, p. 74, 75).

**22.** Când între mai mulți copii minori puși sub aceeași tutelă există interese contrarii, se va numi fiecăruia câte un tutor ad-hoc. (Nacu, I, p. 574; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 550).

**23.** Tutorul ad-hoc se numește de către tribunal iar nu de către consiliul de familie, după cum rezultă din art. 693 pr. civ. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 550; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 75).

**24.** Soțul rămas în viață își exercită dreptul de tutor legal numai asupra tutelei copiilor comuni iar nu și asupra tutelei copiilor din căsătoria anterioară a soțului încetat din viață. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 553, nota 1).

**25.** Părintele adoptiv nu are tutela legală a copilului minor adoptat; această tutelă se cuvine părintelui legitim al minorului de oarece acesta în urma adopțiunii rămâne în familia sa firească. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 414, 553).

**26.** Tutorul legal nu poate demisiona din funcțiunile sale care sunt obligatorii pentru el chiar dacă această demisiune ar fi acceptată de consiliul de familie; în cazul însă când s'a cerut înaintea consiliului de familie destituirea sa, el poate demisiona în mod valabil. (Huc, III, No. 356; Comp.: Demolombe, VII No. 488; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480; Nacu, I, p. 578; Matei Cantacuzino, p. 74; Plastara, I, p. 466).

**27.** În cazul când părintele rămas în

viață nu este tutorul copiilor săi minori, el va avea puterea părintească asupra copiilor și administrația bunurilor o va avea tutorul. (Demolombe, VI, No. 380; VII, No. 532; Beudant, II, No. 831; Mourlon, I, No. 1163; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 117 bis, I, 203 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 111, text și nota 7, p. 674; Laurent, IV, No. 263; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1884; Baudry et Chéneaux, IV, No. 224, 460; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 457, 553).

**28.** În dreptul nostru civil nu există tutorul subrogat (sinepitropul din codul Calimach), nici curator ad ventrem. (Nacu, I, p. 574; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 561, 562; Matei Cantacuzino, p. 72; Plastara, I, p. 464).

**29.** Tutela se deschide la domiciliul legal al minorului în momentul când se produce evenimentul care îl pune sub tutelă, adică domiciliul tatălui său. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1768, 1769; Planiol et Ripert, I, No. 418; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 604; Comp.: Plastara, I, p. 464).

**30.** Când copilul este natural și a fost recunoscut de mama sa, care încetează din viață, domiciliul tutelei va fi acela al mamei sale decedată. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1769; Planiol et Ripert, I, No. 418).

**31.** Tutela copiilor naturali minori se deschide din momentul nașterii lor și ține până la majoratul lor, de oarece aplicația administrației legale nu poate avea loc de cât pentru copiii legitimi. (Taulier, I, p. 504; Beudant, II, No. 795; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 87, p. 584; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 697; Matei Cantacuzino, p. 71; Comp.: Demolombe, VIII, No. 381; Marcadé, Art. 389, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1077, nota 2; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1762 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 417).

**32.** Când copilul natural minor a fost recunoscut de mamă și deci este sub puterea sa părintească, se va organiza tutela numai atunci când copilul va avea bunuri de administrat sau vor fi exercitate oare cari drepturi în numele său. (Demolombe, VIII, No. 381; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1077, nota 2; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 697; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1763; Comp.: Laurent, IV, No. 413 urm.).

**33.** Copilului natural minor nerecunoscut ca și cel recunoscut însă a căruia mamă a încetat din viață, i se va institui tutelă. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 688 urm.; Suppl., Minor-tutelle, No. 642; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 592).

**34.** Dispozițiile art. 390 c. civ. fr. (344 c. civ. rom.), după o părere, nu sunt aplicabile copiilor naturali recunoscuți, așa în cât mama naturală a copilului minor nu va avea tutela legală a acestui copil, ci i se va institui tutelă dativă. (Merlin, Questions de droit, Tuteur, § 4; Valette sur Proudhon, II, p. 290. No. 8; Duvergier sur Toullier, II, No. 1093; Duranton, III, No.



431; Demolombe, VIII, No. 382 urm.; Marcadé, Art. 390, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1077, nota 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 138 bis; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 687; Suppl., Minor-tutelle, No. 638; Laurent, IV, No. 41 urm.; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1816).

**35.** După o altă părere dispozițiile art. 390 c. civ. fr. (344 c. civ. rom.), se aplică nu numai copiilor minori legitimi ci și celor naturali recunoscuți. (Delvincourt, I, p. 269; Taulier, II, p. 22; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 478; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 571, text și notele 13, 14, p. 213; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 686; Suppl., Minor-tutelle, No. 638; Puissance paternelle, No. 134; Huc, III, No. 238).

**36.** În dreptul nostru civil, mama naturală care a recunoscut copilul, având aceleași drepturi și îndatoriri ca și mama legitimă, ea va avea administrația legală asupra bunurilor copilului recunoscut, așa încât nu este locul a se institui tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 591, 592).

**37.** În cazul când mama naturală care a recunoscut un copil natural, va înceta din viață, fără să fi numit un tutor testamentar și în lipsă de ascendenți de ai minorului, este locul ca să se aleagă de către consiliul de familie un tutor dativ minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 592).

**38.** Copilului natural nerecunoscut, i se va numi un tutor dativ de către tribunal sau judecătorul de ocol, de oare ce în acest caz nu se poate forma consiliul de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 592; Comp.: Laurent, IV, No. 417).

**39.** După o altă părere, în acest caz numirea tutorului se va face tot de către un consiliu de familie compus din persoane onorabile, iar nu de către tribunal. (Demolombe, VIII, No. 377).

**40.** Regulele tutelei sunt, în principiu, cărmuite de statutul personal al minorului. (Planiol et Ripert, I, No. 437, 438; Tataru, Prezentul Tribunalului, p. 64).

**41.** Când statutul personal al minorului privitor la regulele de tutelă este contrar ordinii publice franceze (române), el nu se va aplica. (Planiol et Ripert, I, No. 439; V. G. Tataru, Prezentul Tribunalului, p. 64).

**42.** A se vedea: art. 124, 125, 126, 343, 356 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Mama naturală este aceea care administrează averea personală a copiilor săi minori. Ea n'are nevoie de consiliu de familie decât în caz când vrea să ia măsuri de dispoziție. Altminteri, e tutoare legală și nu poate fi destituită. (Cas. II, 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Săpt. 22/926, Pand. Rom. 1926, I, 155, Jurispr. Rom. 8/1926)

**2.** Adopția nu schimbă ordinea naturală de filiație și nu scoate pe adoptat din familia sa. Când moare adoptatorul averea adoptatului nu poate fi pusă sub tutela soției adoptatorului, ci trebuie a fi administrată de tatăl adoptatului, cum se administrează orice avere de minor. (Trib. Teleorman, S. I, 263 din 10 Sept. 1925, Pand. Săpt. 27/1925; Trib. Ilfov, s. III c. c., 18 Oct. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 424).

**3.** Adopțiunea nu are efectul de a dizolva legăturile dintre adoptat și familia sa legitimă sau naturală, — ci numai pe acela — ca în mod alăturat și concomitent cu acestea să creieze o altă legătură de natură pur civilă; — legătură care — în ultima analiză — se reduce la consecințele că: adoptatul nu iese din familia sa naturală, — nu intră în familia adoptatorului, — nu se nasc raporturi juridice decât între adoptat și adoptator, — și că, în nici un caz, o obligație sau un drept aferent filiațiunii legitime nu poate fi invocat pe cale de analogie pentru filiațiunea fictivă a adopțiunii decât în cazurile limitativ și expres acordate de lege.

Atât din dispozițiunile codului civil privitoare la materia de ordine publică a minorității și a tutelei — materie unde dispozițiunile legale trebuiesc strict interpretate — cât și din acele care tratează asupra adopțiunii, nu rezultă că este prevăzut cazul când tutela poate fi deferită părintelui adoptiv în această calitate.

Această măsură a legiuitorului are o îndoită justificare căci: în cazul când minorului i-au decedat câte un părinte adoptiv și legitim, ar trebui să se înființeze două tutele asupra aceleiași persoane și aceleiași patrimoniu; — și în al doilea rând — în cazul când soțului adoptiv supraviețuitor i-ar reveni de drept tutela legală asupra minorului adoptat, ar urma ca părintii adoptivi să fi avut din momentul adopțiunii și puterea părintească asupra adoptatorului — drept și calitate care nu trec nici într'un caz dela părintii legitimi decât tutorului și consiliului de familie, însă — sub nici un motiv — nu poate trece, ei fiind însă în viață, la adoptatori, — căci astfel ar urma ca atât minorul cât și patrimoniul său să fie supus — la o dualitate de prerogative care rezultă din puterea părintească.

Prin decesul părintelui adoptiv se deschide dreptul de succesiune acordat de lege adoptatului și — în cazul când fi trăiesc părintii legitimi sau numai unul din ei — aceștia în calitate de reprezentanți legali ai copilului lor, vor valida și executa creanța succesorală, iar bunurile obținute vor intra de drept sub administrațiunea lor legală; — însă — în ceea ce privește pe soțul adoptiv supraviețuitor, față de toată această situație și



operațiune, este socotit de lege drept un tert, — rămânându-i bineînțeles legăturile acordate prin contractul de adopțiune față de copilul adoptat — în cazul când și dânsul și-a dat consimțământul la adopție, căci — dacă a consimțit numai la adopțiunea făcută de celălalt sot atunci nu a avut dela început nici o legătură directă cu adoptatul. (Trib. Iași secția tutelară, Journ. No. 55 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 566).

4. Dacă adoptatul este minor și părinții săi legitimi au încetat din viață, părintele adoptator nu este tutorul legal al adoptatului minor, ci poate fi numit tutor dativ, fiind obligat a da socoteli anuale, de oarece el nu are uzufructul legal. (Trib. Fălțiceni, Jurnal 1422 din 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1185; Jud. ocol rural Posesti-Prahova, 1926, Jur. Gen. 1926 No. 1138).

**Art. 345.** — Tatăl poate să orânduiască un consiliu îngrijitor pe lângă rămasa în viață mamă a copiilor, în care caz ea nu va putea face nici un act atingător de tutelă, fără știrea și învoirea consilierului. (L. pentru epitropii din 1840, Art. 3; Civ. Fr. 391, 392).

*Text. fr. Art. 391.* — Pourra néanmoins le père nommer à la mère survivante et tutrice un conseil spécial, sans l'avis duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle.

Si le père spécifie les actes pour lesquels le conseil sera nommé, la tutrice sera habile à faire les autres sans son assistance.

*Text. fr. Art. 392.* — Cette nomination de conseil ne pourra être faite que de l'une des manières suivantes:

1° Par acte de dernière volonté;

2° Par une déclaration faite ou devant le juge de paix, assisté de son greffier, ou devant notaires.

### Bibliografie (continuare).

BOTEZ A. AL., *Notă sub Cas. I, 2241 din 9 Decembrie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 166.*

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

- |   |                                      |  |                                  |
|---|--------------------------------------|--|----------------------------------|
| Acceptare, a se vedea cuvântul: „Refuz”.                | Curator ventris 51, 52.              | Omisivune 40.  | Semnătură 11, 24.                |
| Act autentic 10.  | Datorii 24.                          | Ordine publică 52.   | Statut personal 52.              |
| Act de tutelă 1, 18—22, 26, 32—43.                      | Daune-interese 37.                   | Părinți 1 urm.   | Statut real 52.                  |
| Act scri- 23.   | Debitor 24.                          | Personal statut 32.  | Străini 52.                      |
| Act sub semnătură privată 10.                           | Deres 6, 7, 45, 46, 51.              | Plată 24.  | Tacit 23.                        |
| Acțiune 31.   | Dispensă 45.                         | Pluralitate de consilieri îngrijitori 5, 6.                        | Tată 1 urm.                      |
| Aministrație 12—15, 51.                                 | Divergență 32—35, 40.                | Prejudeciu 37, 43.   | Termin 47.                       |
| Anulare 11, 36.   | Dol 41, 43.                          | Putere părintească 13.   | Terte persoane 36, 37, 38.       |
| Aprobare 22.  | Drept civil român 9, 10, 51.         | Real statut 52.  | Testament 8—11, 30.              |
| Arendare 23, 33.  | Femeie 3.                            | Recăsătorie 49.  | Tribunal 31, 33, 34, 35, 46, 50. |
| Ascendent 3.  | Femeie însărcinată 51.               | Refuz, a se vedea cuvântul: „Divergență” și 6, 34, 40, 44, 45, 46. | Tutelă 1 urm.                    |
| Asistentă 1, 15, 18—25, 36—43.                          | Folosință legală 25.                 | Responsabilitate 33—43.  | Uzufruct legal 25.               |
| Atribuțiunile consiliului îngrijitor 12, 15—26, 47, 49. | Fraudă 41, 43.                       | Resituire 51.  | Vanzare 29.                      |
| Autorizație 31, 33, 34, 35.                             | Funcționar public 4.                 | Revocare 7, 50.  | Verbală autorizație 23.          |
| Avis 1, 15, 18—25, 36—43.                               | Garant 17.                           | Român drept civil 9, 10, 51.                                       |                                  |
| Bună credință 38.                                       | Gestațiune 51.                       |  |                                  |
| Calitate 4.   | Greșală 41.                          |  |                                  |
| Camără de consiliu 33, 35.                              | Incapacitate 28, 50.                 |  |                                  |
| Capacitate 3.   | Încetare din viață 6, 7, 45, 46, 51. |  |                                  |
| Căsătorie 49.   | Încetarea tutellei 48.               |  |                                  |
| Chitanțe descărcătoare 24.                              | Închiriere 28, 33.                   |  |                                  |
| Civil drept român 9, 10, 51.                            | Întârziere 43.                       |  |                                  |
| Cod civil român 9, 10, 51.                              | Interes 36.                          |  |                                  |
| Condițiune 47.  | Ipotecă legală 27.                   |  |                                  |
| Consiliu de familie 31, 33, 34, 46, 49, 50.             | Judecător 4.                         |  |                                  |
| Consiliu îngrijitor 1 urm.                              | Lege personală 52.                   |  |                                  |
| Consimțământ 15, 23.                                    | Limitare 2.                          |  |                                  |
| Credință bună 38.                                       | Locațiune 28, 33.                    |  |                                  |
| Cumpărare 29.   | Magistrat 4.                         |  |                                  |
|   | Mamă 1 urm.                          |  |                                  |
|   | Mandatar 16-21, 41.                  |  |                                  |
|   | Moarte 6, 7, 45, 46, 51.             |  |                                  |
|   | Nedemnitare 6, 46, 50.               |  |                                  |
|   | Neglijență 41, 43.                   |  |                                  |
|   | Notorietate publică 38.              |  |                                  |
|   | Nulitate 11, 36.                     |  |                                  |

### Doctrină.

1. Tatăl are dreptul să orânduiască un consiliu îngrijitor, pe lângă mama copiilor rămasă în viață, fără avizul căruia nu va putea face nici un act atingător de tutelă sau anumite acte determinate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1078; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 81; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804, 1854; Planiol et Ripert, I, No. 256, 462, 463; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 481; Nacu, I, No. p. 578, 579; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 554, 555, 556; Matei Cantacuzino, p. 72; Plastara, I, p. 467).



**2.** Mama nu are dreptul să limiteze drepturile tatălui, prevăzute la materia tutelei, prin urmare ea nu poate numi un consiliu îngrijitor tatălui. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1078; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 81; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 554, nota 2).

**3.** Tatăl poate rândui orice persoană consiliu îngrijitor, și care e capabilă să fie tutor; așa poate alege chiar pe o femeie ascendentă a minorului. (Demolombe, VII, No. 88; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 85; Comp.: Aubry et Rau, I, § 99 bis, p. 633; Huc, III, No. 263; Baudry et Chéneaux, IV, No. 326; Laurent, IV, No. 378; Planiol et Ripert, I, No. 463; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 557, nota 2).

**4.** Tatăl poate numi consiliu îngrijitor, un funcționar public, cum ar fi un magistrat, un judecător de pace, etc.; însă aceste persoane nu vor putea lucra în calitate de funcționari lor în afacerile privitoare la minori, în a căror tutelă sunt consiliu îngrijitor. (Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil de tutelle, No. 14; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 85).

**5.** Tatăl nu poate numi mai multe persoane, consiliu îngrijitor, ci numai pe una singură. (Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil de tutelle, No. 16; Duranton, III, p. 250; Demolombe, VII, No. 89; Aubry et Rau, I, § 99 bis, p. 631; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 85; Suppl., Minor-tutelle, No. 66; Huc, III, No. 263; Baudry et Chéneaux, IV, No. 325; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 560; Contra: Marcadé, Art. 391; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804).

**6.** Tatăl ar putea să numească încă un consiliu îngrijitor în cazul când cel dintâi consiliu ar refuza tutela, ar deveni nedern sau ar înceta din viață înainte de sfârșitul tutellei. (Demolombe, VII, No. 88, 106; Planiol et Ripert, I, No. 463; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 558, nota 3; Contra: Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 88).

**7.** Până la încetarea din viață a tatălui, care a numit un consiliu îngrijitor pe lângă mama copiilor săi minori, el are dreptul să revoace acest consiliu. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 324; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 559, 560).

**8.** Actul de ultimă voință prin care tatăl orânduiește un consiliu îngrijitor pe lângă rămasa în viață mamă a copiilor minori, nu trebuie ca pe lângă această orânduire să cuprindă și vre-o dispoziție de bunuri, ci este de ajuns ca acest act să fie făcut sub forma unui testament olograf, autentic sau mistic. (Demolombe, VII, No. 80, 83; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 247, nota 2; Laurent, IV, No. 377; Huc, III, No. 261; Baudry et Chéneaux, IV, No. 323; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1084).

**9.** De oarece în legea română nu se arată în ce formă trebuie făcută numirea consiliului îngrijitor, după cum se

arată în codul civil francez prin art. 392, se admite că această numire nu se poate face decât prin testament. (Nacu, I, p. 579; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 72).

**10.** După o altă părere, numirea consiliului îngrijitor în dreptul nostru, și prin analogie cu dispozițiile art. 349 din codul civil român, poate fi făcută prin testament, act autentic și chiar prin act sub semnătură privată. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 559, 578).

**11.** Când testamentul prin care se numește consiliu îngrijitor ar fi anulat pentru alte cauze de cât pentru lipsa semnăturii testatorului, numirea rămâne validă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 559).

**12.** Atribuțiunile consiliului îngrijitor sunt privitoare numai la administrațiunea bunurilor minorilor iar nu și la persoana lor. (Valette sur Proudhon, II, p. 287; Toullier, II, No. 1097; Demolombe, VII, No. 90; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1079; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 89; Suppl., Minor-tutelle, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 556; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Planiol et Ripert, I, No. 312, 463; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 481).

**13.** Prin orânduirea consiliului îngrijitor, tatăl nu poate aduce atingere drepturilor de administrație ale mamei cari decurg din puterea părintească. (Demolombe, VII, No. 91; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 89; Suppl., Minor-tutelle, No. 68; Laurent, IV, No. 379; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Planiol et Ripert, I, No. 312, 463; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 481; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 554, 556).

**14.** Prin orânduirea consiliului îngrijitor, tatăl nu poate lua din mâna mamei administrația bunurilor minorilor și s'o dea consiliului, nici nu poate dispune ca anumite acte de administrație să fie făcute numai de către consiliu. (Toullier, II, No. 1097; Demolombe, VII, No. 91; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, p. 633, 634; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 89; Suppl., Minor-tutelle, No. 68; Laurent, IV, No. 379; Huc, III, No. 265; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1080; Planiol et Ripert, I, No. 463; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 481; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 554, 555, 556).

**15.** Atribuțiunile consiliului îngrijitor sunt nu de a face acte de administrație, ci de a asista pe mamă, adică de a-și da consimțământul la facerea actelor, pentru a o împedea să facă acte dăunătoare bunurilor minorilor. (Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil de tutelle, No. 16; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 90; Suppl., Minor-tutelle, No. 69; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1079, 1080; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804, 1854; Planiol et Ripert, I, No. 463; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 481; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 555, 556; Matei Cantacuzino, p. 72; Plastara, I, p. 467).

**16.** Atribuțiunile consiliului îngrijitor



sunt acele ale unui adevărat mandatar. (Valette sur Proudhon, II, p. 288; Taulier, II, p. 12; Demolombe, VII, No. 86, 102; Laurent, IV, No. 378; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 557, 558).

**17.** După o altă părere, consiliul îngrijitor este un gerant al tutelei. (Aubry et Rau, I, § 99 bis, nota 16, p. 635; Huc, III, No. 262; Baudry et Chéneaux, IV, No. 326).

**18.** După o părere, avizul consiliului îngrijitor este necesar numai la actele pe cari le face mama din propria sa inițiativă iar nu și la cele cari sunt făcute în contra minorului. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 71; Huc, III, No. 265).

**19.** După o altă părere, avizul consiliului îngrijitor este necesar la orice acte atingătoare de tutelă, fie făcute de mamă, fie îndreptate de alte persoane în contra minorului. (Laurent, IV, No. 381; Planiol et Ripert, I, No. 463).

**20.** La facerea actelor privitoare la tutelă, se va face mențiune de prezența consiliului îngrijitor și de avizul său. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 90; Suppl., Minor-tutelle, No. 69).

**21.** Când consiliul îngrijitor nu este prezent la facerea actului, el poate da mandat, cuprinzător de avizul său, mandat ce va rămâne anexat la act. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 90).

**22.** Pentru actele la cari este necesară asistența consiliului îngrijitor, mama nu poate să ceară numai avizul său, ci trebuie aprobarea sa pentru a putea lucra în mod valabil. (Valette sur Proudhon, II, p. 287; Demolombe, VII, No. 92, 93; Laurent, IV, No. 380, 381; Planiol et Ripert, I, No. 1854; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 481; Alexandresco, ed. 2-a, II p. 556).

**23.** Autorizația consiliului îngrijitor necesară pentru ca mama să poată face un act de tutelă, nu este nevoie să fie dată în scris ci poate fi și verbală sau chiar tacită. (Huc, III, No. 265; Planiol et Ripert, I, No. 463; Alexandresco ed. 2-a, II, p. 556, nota 1).

**24.** Datoriile către minor vor trebui plătite mamei asistată de consiliul îngrijitor și chitanțele descărcătoare vor trebui semnate și de consiliu. (Demolombe, VII, No. 92, 94; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 92; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 463).

**25.** Mama care este uzufructuara legală asupra bunurilor copiilor săi minori, poate încasa veniturile acestei averi fără asistența consiliului îngrijitor, de oarece atribuțiunile acestuia sunt privitoare numai la actele de tutelă. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 327; Planiol et Ripert, I, No. 463; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 556).

**26.** Consiliul îngrijitor nu poate lucra în numele mamei și nici nu are dreptul să provoace pe mamă ca să facă vre-un act de tutelă pe care el l'ar crede necesar. (Demolombe, VII, No. 91; Baudry et

Chéneaux, IV, No. 327; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 558).

**27.** Consiliul îngrijitor nu este supus ipotecii legale cum sunt supuși tutorii. (Beudant, II, No. 815; Laurent, IV, No. 378; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 559).

**28.** Consiliul îngrijitor nu este supus incapacităților la cari sunt supuși tutorii, astfel el poate lua cu chirie bunurile minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 559).

**29.** Consiliul îngrijitor poate cumpăra bunurile minorilor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 559).

**30.** Minorul poate face testament în favoarea consiliului îngrijitor al mamei sale. (Laurent, IV, No. 378; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 559).

**31.** În cazul când mama va voi să introducă o acțiune în contra consiliului îngrijitor, ea trebuie să ceară autorizație, fie consiliului de familie, fie tribunalului. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 72; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 463, p. 508, nota 4).

**32.** În cazul când asupra unui act, este divergență de părere între mamă și consiliul îngrijitor, mama nu poate face acel act. (Marcadé, Art. 391, No. 1; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 93; Suppl., Minor-tutelle, No. 70; Laurent, IV, No. 380; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 557, 558; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1082; Huc, III, No. 265; Baudry et Chéneaux, IV, No. 329; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1854; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 481).

**33.** Dacă actul, asupra căruia este divergență de păreri, între mamă și consiliul îngrijitor, trebuie neapărat făcut, cum ar fi o închiriere etc., după o părere, în acest caz, mama se va adresa, fie consiliului de familie, fie tribunalului în camera de consiliu. (Demolombe, VII, No. 95, 96; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 140 bis, II; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 93; Suppl., Minor-tutelle, No. 70; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1082; Beudant, II, No. 816).

**34.** După o a doua părere, în acest caz mama se va adresa tribunalului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1082; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 19, p. 636; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 70; Comp.: Laurent, IV, No. 380; Planiol et Ripert, I, No. 463; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 481).

**35.** După a treia părere, în acest caz, mama se va adresa direct tribunalului, în camera de consiliu. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 93; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1854; Plastara, I, p. 467).

**36.** Actul făcut de tutoare singură, fără avizul consiliului îngrijitor, în cazul când acest aviz este cerut de lege, este, după o părere, nul față de terți și anulabil în interesul minorului. (Demolombe, VII, No. 98, 99; Beudant, II, No. 816; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1081; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 91; Suppl., Minor-tutelle, No. 73; Laurent, IV, No. 382; Huc,



III, No. 266; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1854; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 555, 556; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 328; Planiol et Ripert, I, No. 463; Nacu, I, p. 579, 580; Plastara, I, p. 467).

**37.** După o a doua părere, actul făcut de tutoare singură, fără avizul consiliului îngrijitor, în cazul când acest aviz este necesar, rămâne valabil față de terți însă mama datorește daune-interese minorilor, când actul le cauzează vre-un prejudiciu. (Delvincourt, I, p. 103; Valette sur Proudhon, II, p. 288; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 91; Comp.: Taulier, II, p. 12).

**38.** După a treia părere, intermediară, actul va fi valabil față de terți numai atunci când terții nu aveau cunoștință de existența consiliului îngrijitor și când această existență nu era de notorietate publică. (Merlin, Questions de droit, Tuteur, § 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 18, p. 636; Dalloz, Rép., Suppl. Minor-tutelle, No. 73).

**39.** Pentru actele de tutelă făcute de mamă, chiar cu avizul consiliului îngrijitor, ea rămâne responsabilă conform regulilor generale de la materia tutelei. (Demolombe, VII, No. 96; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 247, nota 6, p. 486; Aubry et Rau, I, § 99 bis, p. 635; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 95; Suppl., Minor-tutelle, No. 74; Huc, III, No. 267; Baudry et Chéneaux, IV, No. 330; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 557).

**40.** În cazul când mama a omis să facă un act necesar privitor la tutelă, din cauză că consiliul îngrijitor a refuzat avizul său, ea nu este responsabilă. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 74; Huc, III, No. 267).

**41.** În ceea ce privește reponsabilitatea consiliului îngrijitor, părerile sunt împărțite: După o părere, consiliul îngrijitor este responsabil de actele la care și-a dat avizul potrivit regulilor generale de la materia mandatului; deci va fi responsabil nu numai de dolul sau greșala sa gravă ci și de greșala ușoară și de simpla neglijență. (Valette sur Proudhon, II, p. 388; Taulier, II, p. 12; Demolombe, VII, No. 102; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 96; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1083; Huc, III, No. 363; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 557).

**42.** După o a doua părere, consiliul îngrijitor nu are nici o răspundere pentru actele privitoare la tutelă și la care și-a dat avizul său. (Marcadé, Art. 391; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 96).

**43.** După a treia părere intermediară, consiliul îngrijitor nu este în principiu răspunzător de actele de tutelă la care și-a dat avizul; însă este răspunzător când s'a cauzat o daună minorului, prin neglijența sau întârzierea sa de a-și da avizul sau când există din partea sa dol sau fraudă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 16, p. 635; Dalloz, Rép., Mi-

nor-tutelle, No. 96; Suppl., Minor-tutelle, No. 74; Laurent, IV, No. 383; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 330; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 557).

**44.** Consiliul îngrijitor nu este obligat să primească funcțiunea în care a fost orânduit. (Valette sur Proudhon, II, p. 289, No. 4; Duranton, III, No. 421; Demolombe, VII, No. 86; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 8, p. 633; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 86; Suppl., Minor-tutelle, No. 67; Laurent, IV, No. 378; Huc, III, No. 262; Planiol et Ripert, I, No. 463; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 558; Matei Cantacuzino, p. 72).

**45.** În cazul, când după încetarea din viață a tatălui, consiliul îngrijitor a primit funcțiunea ce i s'a incredintat, el nu mai poate refuza sarcina de cât pentru cauze grave, cari sunt prevăzute de lege la dispensarea de tutelă. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 86; Suppl., Minor-tutelle, No. 67; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 463, p. 507, nota 2).

**46.** Când consiliul îngrijitor nu primește însărcinarea ce i s'a dat, devine nedemn sau încetează din viață, tribunalul sau consiliul de familie nu au dreptul să numească un alt consiliu; în acest caz, mama va exercita singură atribuțiunile tutelei. (Duranton, III, No. 421; Demolombe, VII, No. 86, 105; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 247, nota 9, p. 486; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, p. 637; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 87; Suppl., Minor-tutelle, No. 67; Laurent, IV, No. 378; Huc, III, No. 264; Baudry et Chéneaux, IV, No. 326; Planiol et Ripert, I, No. 463; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 558; Matei Cantacuzino, p. 72).

**47.** Consiliul îngrijitor își păstrează atribuțiunile sale până la data fixată de tată, care poate fi la îndeplinirea unei condițiuni determinate. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 88).

**48.** În cazul când tutela mamei încetează din orice cauză, încetează și atribuțiunile consiliului îngrijitor. (Rolland de Villargues, Répertoire, Tutelle, No. 27; Duranton, III, No. 421; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 97; Planiol et Ripert, I, No. 463; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 559).

**49.** În cazul când mama se recăsătorește și consiliul de familie o menține în tutelă, atribuțiunile consiliului îngrijitor nu încetează. (Demolombe, VII, No. 103; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 94; Suppl., Minor-tutelle, No. 75; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 559).

**50.** Când consiliul îngrijitor este nedemn sau incapabil, mama sau consiliul de familie poate cere tribunalului revocarea lui. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 85; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 463).

**51.** În dreptul civil român, prin suprimarea dispozițiilor art. 393 din c. civil francez, nu există instituțiunea denumită: „curator ventris”, așa în cât în



dreptul nostru, femeea însărcinată, după moartea soțului său, va administra în timpul gestațiunei sale, bunurile soțului și dacă copilul se va naște viu, va fi tutoarea lui legală. iar dacă se va naște mort ea va fi obligată să restituie bunurile rudelor soțului său. (Alexandresco. ed. 2-a, II, p. 561, 562; Comp.: Nacu, I, p. 574; Matei Cantacuzino, p. 72).

**Art. 346.** — Mama nu este îndatorată a fi neapărat tutrice. La întâmplare când nu va primi tutela, este datoare a face această declarațiune la tribunal în 40 zile<sup>1)</sup> după moartea soțului și a îndeplini datoriile tutelei, până când se va orânduî un tutore după formele prescrise de lege. (Civ. 344, 350, 355 urm., 369, 380; L. pentru epitropii din 1840, Art. 4; Civ. Fr. 394).

*Text. fr. Art. 394.* — La mère n'est point tenue d'accepter la tutelle; néanmoins, et en cas qu'elle la refuse, elle devra en remplir les devoirs jusqu'à ce qu'elle ait fait nommer un tuteur.

### Bibliografie (continuare).

BOTEZ A. AL., *Notă* sub Cas. I, 2241 din 9 Decembrie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 166;  
SEGALL CAROL, *Notă* sub Judec. Ocol Dorohoi, 3 Sept. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2103.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acceptare 1-40, 15.	Incetarea tutelei 12.
Acceptare expresă 5, 6.	Inventar 6.
Acceptare tacită 5, 7-10.	Mamă urm.
Act 6-9, 14.	Mandatar 14.
Administrație 11, 13, 11.	Minoritate 1 urm.
Aprecie suverană 9.	Morțe 1 urm.
Ascendenți 15, 16.	Putere părintească 11.
Calitate 6.	Refuz 2, 3, 4, 10-16.
Condițiune suspensivă 1.	Retroactivitate 14.
Consiliu de familie 4, 12, 15.	Scuze a tutelei 2, 11, 16.
Copii minori 1 urm.	Suverană apreciere 9.
Deces 1 urm.	Tacit. acceptare 5, 7-10.
Demisiune, a se vedea cuvântul: „Refuz”.	Termin de gândire 10.
Expirarea termenului de gândire 10.	Tribunal 9.
Expresă acceptare 5, 6.	Tutelă 1 urm.
Facultate 4.	Tutelă dativă 11, 12, 15, 16.
Femeie ascendentă 15, 16.	Tutelă testamentară 16.
Incetare din viață 1 urm.	Tutor dativ 11, 12, 15, 16.
	Tutor testamentar 16.

### Doctrină.

**1.** In caz de incetare din viață a tatălui, mama este de drept tutoarea legală a copilului său minor, independent de orice acceptare din partea sa, însă sub condițiunea suspensivă a acceptării sale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1085; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 76; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480; Nacu, I, p. 578; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 562; Matei Cantacuzino, p. 72, 74; Plastara, I, p. 466).

**2.** In cazul când mama a acceptat sarcina de tutore, după o părere, ea nu

**52.** Străinul în România nu ar putea numi un curator ventris soției sale, chiar dacă legea națională o permite, de oarece această numire este contrară ordinii publice internaționale din țara noastră și în acest caz trebuie aplicat statutul teritorial. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 562).

mai are dreptul să o refuze de cât dacă se găsește în unul din cazurile de scuză admise de lege. (Valette sur Proudhon, II, p. 289, No. 5; Duranton, III, No. 423; Taulier, II, p. 13; Demolombe, VII, No. 111, 112; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 207, p. 410, nota 23; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 143 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1085; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 2, p. 631; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 73; Suppl., Minor-tutelle, No. 61; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 563).

**3.** După o altă părere, chiar în cazul când mama a acceptat tutela copiilor săi minori, ea are dreptul s'o refuze. (Beudant, II, No. 787; Laurent, IV, No. 396; Huc, III, No. 273; Baudry et Chéneaux, IV, No. 335; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480).

**4.** După a treia părere, consiliul de familie are facultatea să admită sau să refuze demisiunea mamei din tutela acceptată de către ea. (Marcadé, Art. 394).

**5.** Acceptarea tutelei din partea mamei poate fi expresă sau tacită. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1085; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 79; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 563; Comp.: Demolombe, VII, No. 113, 114; Aubry et Rau, I, § 99 bis, text și nota 1, p. 631; Baudry et Chéneaux, IV, No. 335).

**6.** Acceptarea poate fi expresă când de exemplu, mama și-a luat calitatea de tutore într'un act oare care cum ar fi de

<sup>1)</sup> După cum vedem din cuprinsul acestui articol, spre diferență de textul art. francez 394 corespunzător, legiuitorul român fixează termenul de 40 zile pentru ca mama să declare că nu primește tutela, dispoziție care lipsește în textul francez.



exemplu în inventarul averii minorilor. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 79; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 563).

7. Acceptarea poate fi tacită, când mama a făcut un act oare care, care arată în mod neîndoios voința sa de a accepta tutela. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1085; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 79).

8. Faptul că mama, imediat după decesul soțului său, face oare care acte de tutelă, nu poate fi considerat în mod neîndoios ca un act de acceptarea tutelei. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 1, p. 631).

9. Apartine în mod suveran tribunalelor să aprecieze dacă actele mamei pot fi considerate ca o acceptare tacită a tutelei copiilor săi minori. (Demolombe, VII, No. 113, 114; Aubry et Rau, I, § 99 bis, text și nota 1, p. 631; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 79; Baudry et Chéneaux, IV, No. 335; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 563, nota 2).

10. După expirarea termenului de 40 zile prevăzut de art. 346 din codul civil român, fără ca mama să fi refuzat tutela copiilor săi minori, ea nu o mai poate face, ci este considerată tutoare legală în baza acceptației tacite și nu ar mai putea scăpa de tutelă de cât în cazul când ar putea invoca existența unei scuze admise de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 563, 564).

11. Când mama nu primește tutela, se va numi copiilor minori un tutor dativ care se va ocupa de administrarea bunurilor lor; puterea părintească asupra copiilor minori aparține mai departe mamei. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 564, nota 2).

12. În cazul când mama a refuzat tutela legală și a fost numit un tutor dativ, ea nu mai poate reclama tutela; dacă însă funcțiunile acestui tutor au încetat, consiliul de familie îi poate încredința sarcina de tutoare dativă. (Demolombe, VII, No. 115; Massé et Vergé sur Zacha-

riae, I, § 207, nota 25; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 74; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 564).

13. Dacă mama refuză tutela copiilor săi minori, până la refuz, administrația sa asupra averii copiilor, nu este considerată ca o tutelă ci ca o administrație provizorie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 563; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 72).

14. Art. 394 c. civ. fr. (346 c. civ. rom.) îi dă dreptul mamei să refuze tutela copiilor săi minori și când uzează de acest drept, ea este considerată cu efect retroactiv, că nu a fost nici odată tutoare și toate actele făcute de ea până la declarația sa sunt considerate ca făcute de un simplu administrator sau mandatar. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1085; Daloz Rép., Minor-tutelle, No. 76; Comp.: Demolombe, VII, No. 108; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 563).

15. Dispozițiile art. 394 c. civ. fr. (346 c. civ. rom.) se aplică și femeii ascendentă a copiilor minori care este numită tutoare de către consiliul de familie. (Duranton, III, No. 504; Demolombe, VII, No. 443; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 107, text și nota 13, p. 662; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 249; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 564; Matei Cantacuzino, p. 74).

16. Femeea ascendentă cari ar fi numită tutoare testamentară sau dativă, are dreptul să refuze tutela fără a fi necesar să invoace vre-o scuză legală. (Duranton, I, No. 504; Demolombe, VII, No. 443; Aubry et Rau, I, § 107, text și nota 13, p. 662; Baudry et Chéneaux, IV, No. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 564; Matei Cantacuzino, p. 74).

17. Dacă mama copiilor minori încează din viață, tutela legală revine de drept tatălui care nu o poate refuza, după cum o poate refuza mama, de cât invocând o scuză legală. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1085; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 71; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 562).

**Art. 347.** — Dacă mama tutrice va voi a trece în a două căsătorie, este datoare, mai înainte de a se căsători, a cere dela judecătoria competentă adunarea consiliului de familie, ca acesta să hotărască de se cuvine a se lăsa tot asupra ei tutela sau nu; în lipsa acestei formalități ea va pierde de drept tutela și noul ei soț dimpreună cu dânsa vor fi răspunzători solidari pentru toate urmările tutelei ce ea a ținut în contra legii. (Civ. 344, 348, 355 urm., 998, 999, 1003, 1039 urm.; L. p. epitropii din 1840, Art. 5; Civ. Fr. 395).

*Text. fr. Art. 395.* — Si la mère tutrice veut se remarier, elle devra, avant l'acte de mariage, convoquer le conseil de famille, qui décidera si la tutelle doit lui être conservée.

A défaut de cette convocation, elle perdra la tutelle de plein droit; et



son nouveau mari sera solidairement responsable de toutes les suites de la tutelle qu'elle aura indûment conservée.

*Text. fr. Art. 395. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — Si la mère tutrice veut se remarier, elle devra, avant l'acte de mariage, convoquer le conseil de famille, qui décidera si la tutelle doit lui être conservée.

A défaut de cette convocation, elle perdra la tutelle de plein droit, et son mari sera responsable des suites de la tutelle indûment conservée.

La même obligation est imposée, sous les mêmes sanctions, à la tutrice, autre que la mère, si ladite tutrice se marie ou se remarie.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Cas. II, 405 din 6 Oct. 1924, *Curier Jud.* 10/1925;  
BOEZ AL., *Notă* sub Cas. I, 2241 din 9 Decembrie 1924, *Pand. Rom.* 1925, I, 166;  
MANOLESCU EMANOIL RADU, „*Considerațiuni asupra fotosinței lega e a mamei și controlul instanței tutelare*”: *Curier Jud.* 39/1925;  
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* s b Cas. I, 2241 din 9 Dec. 1924, *Pand. Rom.* 1926, I, 44;  
SPINEANU AL., *Notă* sub Cas. II, 405 din 6 Oct. 1924, *Pand. Rom.* 1925, I, 177.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

- |   |  |
|---|--|
| Act 10, 11, 12, 13.   | Insolvabilitate 19.                    |
| Acte de conservare 13.                                      | Interes 2.                             |
| Acțiune posesorie 14.                                       | Mamă 1 urm.                            |
| Ad. instrație 6.  | Mamă naturală 7.                       |
| Administrație legală 15.                                    | Minoritate 1 urm.                      |
| Anulare 10, 11, 12, 16.                                     | Muarțe 5, 25.                          |
| Aprecieri suverană 3.                                       | Necetroactivitate 16.                  |
| Ascendenți 8, 20.   | Nulitate 10, 11, 12, 16.               |
| Avis, a se vedea cuvântul: „Convocare”.                     | Ordine publică 25.                     |
| Bărbat 17, 18, 19, 24, 25.                                  | Perdere tutelei 9, 11—13, 20—24.       |
| Bună credință 12.   | Posesorii acțiunii 14.                 |
| Căsătorie 1 urm.  | Putere părintească 21.                 |
| Cazuri grave 2.   | Recăsătorie 1 urm.                     |
| Confirmare 1 urm.   | Recurs 3.                              |
| Conservatorii acte 13.                                      | Refuz 2, 3.                            |
| Consiliu de familie 1 urm.                                  | Reprezentarea minorului 10.            |
| Convocare 4, 5, 9—13, 17—24.                                | Responsabilitate 17, 13, 19.           |
| Copil minor 1 urm.  | Răstrângerea atribuțiilor de tutelă 6. |
| Copil natural 7.  | Retroactivitate 15.                    |
| Cuțutor 24.   | Rezultatul d. liberării 4.             |
| Credință bună 12.   | Suverană apreciere 3.                  |
| Deces 3, 25.  | Tată 1.                                |
| Deliberare 1 urm.   | Tată natural 7.                        |
| Derogare 26.  | Terțe persoane 10, 11, 12.             |
| Descendenți 8.  | Tribunal 3.                            |
| Educație 22.  | Tutelă 1 urm.                          |
| Efecte 16.  | Tutela ascendenților 20.               |
| Executare 15.   | Tut-lă dativă 16, 20, 23, 24, 25.      |
| Femeie ascendentă 8.  | Tutelă legală 25.                      |
| Formalități 3.  | Urgentă 14.                            |
| Gestiune 17, 18, 19.  | Urmărire 15.                           |
| Incetarea tutelei, a se vedea cuvintele: „Perdere tutelei”. | Valabilitate 13, 44.                   |
| Incetare din viață 5, 25.                                   |  |

### Doctrină.

1. Tatăl care voește să treacă în a doua căsătorie nu are nevoie de confirmarea în tutelă din partea consiliului de familie, de oarece această obligațiune este impusă numai mamei copiilor minori. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1086; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 98, 117; Colin et Capitiant, ed. 4-a, I, p. 482; Nacu, I, p. 580; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 576).

2. Dacă mama voește a trece în a doua căsătorie, consiliul de familie nu-i poate lua tutela copiilor săi minori, de cât în

cazuri grave și când interesele copiilor minori cer luarea acestei măsuri. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 76; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1086; Laurent, IV, No. 384, 385; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 571, 573, 574).

3. Deliberarea consiliului de familie prin care se refuză a se lăsa mamei care trece în a doua căsătorie tutela copiilor săi minori și când s'au păzit toate formele cerute de lege, nu poate fi atacată pe nici o cale înaintea tribunalului de oarece aprecierea sa este suverană. (Duranton, III, No. 437; Demolombe, VII, No. 140; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1086; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 23, p. 637; Planiol et Ripert, I, No. 491; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 571, nota 2, 573, 574; Contra: Laurent, IV, No. 470; Huc, III, No. 318, 321, 379; Comp.: Beudant, II, No. 787; Baudry et Chéneaux, IV, No. 339, 432; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1797).

4. Când mama voește să treacă în a doua căsătorie, ea nu este obligată să aștepte rezultatul deliberării consiliului de familie pentru a se recăsători, ci este de ajuns că ea l'a convocat pentru a decide dacă o menține sau nu în tutelă. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 77).

5. Mama va cere convocarea consiliului de familie și în cazul când la deschiderea tutelei ea se va găsi deja măritată a doua oară. (Nacu, I, p. 581; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 576).

6. Când consiliul de familie a lăsat tutela asupra mamei care s'a recăsătorit, consiliul de familie nu poate restrânge drepturile mamei în ceea ce privește administrațiunea bunurilor copiilor. (Laurent, IV, No. 386; Contra: Baudry et Chéneaux, IV, No. 341; Comp.: Demolombe, VII, No. 142, 146; Aubry et Rau, I, § 99 bis, nota 36).

7. Mama naturală care are tutela copiilor săi naturali, dacă voește să se căsătorească cu o altă persoană afară de ta-



tăl natural al copiilor, trebuie să ceară de la consiliul de familie menținerea sa în tutelă. (Demolombe, VIII, No. 387; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 571, p. 214; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 695; Suppl., Minor-tutelle, No. 639; Contra: Taulier, II, p. 22, 23; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 576).

**8.** Femeea ascendentă văduvă, care este numită tutricea descendenților săi minori, nu are nevoie ca să ceară înainte de a se recăsători de la consiliul de familie menținerea sa în tutelă. (Laurent, IV, No. 516; Contra: Demolombe, VII, No. 472).

**9.** Mama care va trece în a doua căsătorie, fără să ceară convocarea consiliului de familie pentru a delibera menținerea sa în tutela copiilor săi minori, pierde de drept tutela. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1089; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 117; Suppl., Minor-tutelle, No. 86; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Planiol et Ripert, I, No. 491; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 483; Nacu, I, p. 580 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 565; Dégré, Scrieri juridice, I, p. 137; Comp.: Plastara, I, p. 467).

**10.** Dacă mama trece în a doua căsătorie fără să fi convocat consiliul de familie pentru a delibera asupra menținerei sale în tutelă, ea nu mai poate, după recăsătorie să reprezinte pe minor și toate actele făcute cu terțele persoane după căsătorie nu au nici o valoare, fiind atinse de o nulitate relativă. (Demolombe, VII, No. 120; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1091; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 106; Suppl., Minor-tutelle, No. 85; Laurent, IV, No. 395; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 570).

**11.** Nulitatea actelor făcute de mama recăsătorită, fără să fi cerut de la consiliul de familie menținerea sa în tutelă, este relativă și nu poate fi cerută de cât de minor. (Duranton, II, No. 462; Demolombe, VII, No. 122; Marcadé Art. 395, No. 1, nota; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1091; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, p. 639; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 106; Suppl., Minor-tutelle, No. 85; Laurent, IV, No. 391; Baudry et Chéneaux, IV, No. 344; Planiol et Ripert, I, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 570).

**12.** Terțele persoane care au contractat cu mama copiilor minori care a pierdut de drept tutela prin faptul că nu a cerut avizul consiliului de familie înainte de a se fi recăsătorit, nu pot invoca bunilor credință potrivit dispozițiilor art. 1240 c. civ. fr. (1097 c. civ. rom.), de oare ce actele mamei constituiesc o gestiune de afaceri ilegală și ei trebuiau să se intereseze de situațiunea mamei. (Demolombe, VII, No. 120 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 28, p. 639; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 85; Laurent, IV, No. 391; Baudry et Chéneaux, IV, No. 344; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 570, 571;

Contra: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 144 bis, I; Comp.: Duranton, III, No. 426, nota; Marcadé, Art. 411; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1090, 1091; Planiol et Ripert, I, No. 504; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 484; Dégré, Scrieri juridice, I, p. 140, text și nota 4).

**13.** În cazul când mama a trecut în a doua căsătorie, fără să fi cerut avizul consiliului de familie pentru menținerea sa în tutelă, ea pierde de drept tutela, însă o păstrează de fapt și toate actele conservatorii făcute de ea după căsătorie sunt valabile. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 107; Comp.: Demolombe, VII, No. 119, 123, 128; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1091, 1092; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis text și nota 24, p. 638; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1825; Planiol et Ripert, I, No. 504; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 567, text și nota 1).

**14.** Mama, chiar dacă a pierdut de drept tutela copiilor săi minori, însă păstrează tutela de fapt, poate și este dator să întenteze o acțiune posesorie, dacă există urgența. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 590).

**15.** Urmăririle îndreptate în contra mamei care a pierdut de drept tutela copiilor săi minori, însă păstrează tutela de fapt, sunt valabile, mai cu seamă dacă sunt privitoare la acțiuni introduse în timpul administrației legale a mamei. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 120).

**16.** În cazul când după pierderea de drept a tutellei, mama este numită de către consiliul de familie, tutore dativă a copiilor săi minori, efectele funcțiunii sale vor avea loc de la data numirii ca tutore așa în cât actele nule ce le-a făcut de la data căsătoriei de a doua și până la data când a fost numită tutore vor rămâne mai departe nule. (Rolland de Villargues, Répertoire, Tutelle, No. 42; Delvincourt, I, p. 171).

**17.** În cazul când mama a pierdut tutela copiilor săi minori, prin faptul că s'a recăsătorit fără să fi cerut în prealabil convocarea consiliului de familie, cel de al doilea bărbat al ei este răspunzător, după o părere, nu numai de gestiunea mamei posteroară căsătoriei de a doua ci și de gestiunea sa anterioară acestei căsătorii. (Valette sur Proudhon, II, p. 290; Duvergier sur Toullier, II, No. 1098, nota 6; Duranton, III, No. 426; Beudant, II, No. 787; Marcadé, Art. 395, No. 2; Troplong, Des hypothèques, II, No. 426; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, text și nota 26, p. 638; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 109; Suppl., Minor-tutelle, No. 87; Huc, III, No. 275; Baudry et Chéneaux, IV, No. 345; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1092; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1826; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 483, 484; Dégré, Scrieri juridice, I, p. 138, nota 4).

**18.** După o altă părere, în acest caz, cel de al doilea bărbat este răspunzător



numai de gestiunea mamei, care a avut loc posterior celei de a doua căsătorie. (Demolombe, VII, No. 126 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 229, p. 457, nota 3; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 109; Laurent, IV, No. 389; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 483; Nacu, I, p. 580, 581; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 567 text și nota 2; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1092; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, III, No. 144 bis, IV; Planiol et Ripert, I, No. 505; Matei Cantacuzino, p. 73).

**19.** Soțul cel de al doilea poate fi făcut răspunzător, în cazul de mai sus și pentru acțele anterioare căsătoriei în cazul când, după căsătorie, mama devine insolubilă. (Matei Cantacuzino, p. 73).

**20.** Dacă mama a pierdut de drept tutela copiilor săi minori prin faptul că s'a recăsătorit fără să fi cerut în prealabil convocarea consiliului de familie, tutela nu trece asupra ascendenților, ci se va institui o tutelă dativă aleasă de către consiliul de familie. (Merlin, Répertoire, Tutelle, section 2, § 2, art. 1. No. 3; Toullier, II, No. 1103; Duranton, III, No. 446; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 89; Laurent, IV, No. 392; Huc, III, No. 276; Baudry et Chéneaux, IV, No. 346; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1089; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 483; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 566, nota 2).

**21.** Mama care a pierdut de drept tutela copiilor săi minori prin faptul că a trecut în a doua căsătorie fără să fi cerut în prealabil convocarea consiliului de familie, păstrează dreptul de putere părintească asupra copiilor săi minori, cu toate consecințele ce decurg din acest drept. (Merlin, Répertoire, Education, § 1, No. 4; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 91; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 482; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 566).

**22.** Mama care a pierdut tutela copiilor săi minori prin faptul că a trecut în a doua căsătorie, fără să fi convocat consiliul de familie, nu a pierdut dreptul de a fi însărcinată cu educația copiilor săi minori. (Merlin, Répertoire, Education, § 1, No. 4; Demolombe, VI, No. 385 urm.; Laurent, IV, No. 265).

**23.** În cazul când mama a pierdut de drept tutela prin faptul că s'a recăsătorit, fără să fi convocat în prealabil consiliul de familie, ea nu este incapabilă ca să fie numită de către consiliu tutoare dativă. (Duranton, III, No. 427, 511; Demolombe, VII, No. 130; Beudant, II, No. 787; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 150 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 33, p. 640; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1089; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 89; Laurent, IV, No. 392; Huc, III, No. 276, 277; Baudry et Ché-

neaux, IV, No. 346; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 483; Nacu, I, p. 582, 583; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 566).

**24.** Și în acest caz consiliul de familie trebuie să numească pe cel de al doilea bărbat cotutore de oare ce dispozițiile art. 396 c. civ. fr. (348 c. civ. rom.) sunt aplicabile și în acest caz. (Demolombe, VII, No. 131; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1089; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, p. 640; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 89; Laurent, IV, No. 392; Baudry et Chéneaux, IV, No. 346; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 566).

**25.** După moartea celui de al doilea soț, mama nu redobândește tutela legală care a fost pierdută. (Demolombe, VII, No. 141; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 566, nota 1).

**26.** Nu se poate deroga de la dispozițiile art. 395 c. civ. fr. (347 c. civ. rom.), cari sunt de ordine publică. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 76; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 565, nota 3; Comp.: Nacu, I, p. 575).

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Deși este exact că mama remăritându-se și neîndeplinind formalitățile art. 347 c. civ., pierde calitatea de tutore legală, totuși dânsa, împreună cu soțul ei din a doua căsătorie păstrează, până la numirea legiuitului tutore, o tutelă de fapt asupra averii minorilor, interesele acestora neputând fi lăsate în părăsire. (Cas. I, 2241 din 9 Decembrie 1924, Pand. Săpt. 1/1925, Pand. Rom. 1925, I, 166, Pand. Rom. 1926, I, 44, Jur. Rom. 9/1925, Dreptul 19/1925).

**2.** Din cuprinsul art. 347 codul civil mai ales din partea lui finală, care face răspunzător solidar pe mama nemăritată și pe noul ei soț pentru toate urmările tutellei ce au ținut în contra legii, rezultă în mod implicit că deși mama recăsătorită a pierdut calitatea de tutrice legală, dacă nu a îndeplinit formalitățile cerute de lege, totuși până la numirea unui tutore, interesele minorilor nu pot fi lăsate în părăsire, și mama a cărei tutelă a încetat astfel de drept, păstrează o tutelă de fapt sau mai bine zis de *negotiorum gestor*, care o autoriză a lucra în numele minorilor și a le apăra interesele, minorul având facultatea la majorat să anuleze actele ce i-ar aduce vreun prejudiciu, rămânând valide numai acele, care i-ar fi fost folositoare. (Jud. oc. II urban Iași. Jurnal din Iunie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1587).

**Art. 348.** — Când consiliul de familie, adunat după lege, va lăsa tutela asupra mamei, ce voește a trece în a doua căsătorie,



el atunci va trebui să numească ca tutore<sup>1)</sup> pe cel de al doilea bărbat, care împreună cu soția sa, vor fi răspunzători solidari despre administrarea acelei tutele; iar când bărbatul de al doilea nu va voi să fie cotutore, atunci nici femeea nu va putea fi tutrice și consiliul familiei va alege alt tutore<sup>2)</sup>. (Civ. 347, 356 urm., 390 urm., 998, 999, 1003, 1039 urm., 1753; Pr. civ. 638 urm.; L. pentru epitropii din 1840, Art. 6; Civ. Fr. 396).

*Text. fr. Art 396.* — Lorsque le conseil de famille, dûment convoqué conservera la tutelle à la mère, il lui donnera nécessairement pour cotuteur le second mari, qui deviendra solidairement responsable, avec sa femme, de la gestion postérieure au mariage.

*Text. fr. Art. 396. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — Lorsque le conseil de famille, dûment convoqué, conservera la tutelle à la mère ou à la tutrice autre que la mère, il lui donnera nécessairement pour cotuteur le mari, qui deviendra solidairement responsable, avec sa femme, de la gestion postérieure au mariage.

En cas de décès, d'interdiction ou d'internement du mari, de divorce ou de séparation de corps, la tutrice conservera sa fonction; la cotutelle prendra fin.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Cas. II, 405 din 6 Oct. 1924. Curier Jud. 10/1925;  
 BOTEZ A. AL., *Notă* sub Cas. I, 2241 din 9 Decembrie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 166;  
 MANOLESCU EMANOIL RADU, *Notă* sub Judec. Ocol rural Mihăilești-Buzău, Jurnal 11 Mai 1924, Jur. Gen. 1925, No. 1429;  
 SPINEANU AL., *Notă* sub Cas. II, 405 din 6 Oct. 1924, Pand. Rom. 1925, I, 177.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de tutelă, a se vedea cuvintele: „Administrație”, „Gestiune” și 5, 9.  
 Adesiune 8.  
 Administrație, a se vedea cuvintele: „Act de tutelă”, „Gestiune” și 8.  
 Alienat e mintală 20.  
 Ascendenți 24.  
 Atribuțiunile tutelei 11.  
 Azil de nebuni 20.  
 Bărbat 1-10, 15, 16 18-24.  
 Casă de sănătate 20.  
 Căsătorie 1 urm.  
 Compturi de gestiune 17 bis.  
 Comunitate de bunuri 7.  
 Concurs 5, 6, 8.  
 Consiliu de familie 1 urm.  
 Consiliu judiciar 20.  
 Contract matrimonial 5, 6, 7.  
 Copil minor 1 urm.  
 Cotutore 1-10, 15, 16, 17 bis 18-24.  
 Deces 21.  
 Dementă 20.  
 Dețență 20.  
 Destituire 18, 19.  
 Divort 22.  
 Dotă 5, 6, 7.  
 Excludere din tutelă 18.  
 Femea ascendentă 24.  
 Gestiune, a se vedea cuvintele: „Act de tutelă”, „Administrație” și 5, 6, 7, 10, 17 bis.

Incapacitate 19.  
 Incetarea tutelei, a se vedea cuvintele: „Perdere a tutelei” și 18-22.  
 Incetare din viață 20.  
 Indivizibilitate 19.  
 Interdicțiune 20.  
 Ipotecă legală 16, 17.  
 Mamă 1 urm.  
 Mamă naturală 23.  
 Mandat tacit 8.  
 Minoritate 1 urm.  
 Moarte 20.  
 Nebunic 20.  
 Obiecțiune 8.  
 Omitiune 2.  
 Ospiciu de nebuni 20.  
 Pierdere a tutelei, a se vedea cuvintele: „Incetarea tutelei” și 3.  
 Recăsătorie 1 urm.  
 Refuz 9.  
 Regim dotal 5, 6, 7.  
 Responsabilitate 10.  
 Restriângerea atribuțiunilor de tutelă 11.  
 Scuzare din tutelă 19.  
 Separație de bunuri 7.  
 Societăți de tutelă 17 bis.  
 Tacit mandat 8.  
 Tribunal 9.  
 Tutelă 1 urm.  
 Tutela ascendenților 24.  
 Tutelă dativă 3, 15.  
 Tutelă legală 13, 14.  
 Tutor dativ 3, 15.  
 Valabilitate 8.

### Doctrină.

1. Când consiliul de familie, convocat după lege, va lăsa tutela copiilor minori asupra mamei, care voește a trece în a doua căsătorie, el este obligat a numi cotutore pe cel de al doilea bărbat al mamei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1086; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 101; Laurent, IV, No. 387; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804, 1822, 1823; Planiol et Ripert, I, No. 477; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 482, 487; Nacu, I, p. 580, 581; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 571; Matei Cantacuzino, p. 72, 73; Plastara, I, p. 467).

2. Chiar dacă consiliul de familie, care a lăsat tutela asupra mamei recăsătorită, a omis a numi cotutore pe cel de al doilea soț, el este de drept cotutore în virtutea legii. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 340; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 571, nota 4).

3. În cazul când mama, care a pierdut tutela de drept prin faptul că înainte de a trece în a doua căsătorie nu a cerut convocarea consiliului de familie, este numită de către consiliul de familie tutoare dativă a copiilor săi minori, acesta va trebui să numească cotutore pe cel de al doilea bărbat. (Demolombe, VII, No. 131; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, p.

1) Din eroare se zice „ca tutore”, în loc de „cotutore”, după cum este și în textul francez.  
 2) Din art. francez 396, corespunzător, lipsește ultima frază care începe în textul român cu cuvintele: „iar când bărbatul de al doilea...” Din art. francez, nu sunt traduse cuvintele finale: „postérieure au mariage”. După textul român, bărbatul poate refuza a fi tutor, cecace nu se poate după art. fr.



640; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle. No. 89; Baudry et Chéneaux, IV, No. 346; Nacu, I, p. 583; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 566, nota 3).

4. Cel de al doilea bărbat al mamei este un adevărat tutor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1087; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 102; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804, 1822, 1828).

5. Gestiunea tutelei trebuie făcută, după o părere, de ambii soți împreună, sub orice regim matrimonial ar fi ei căsătorii. Orice act al tutelei cere concursul ambilor soți. (Demolombe, VII, No. 136; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 145 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 39, p. 642; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 102; Suppl., Minor-tutelle, No. 80; Laurent, IV, No. 388; 477; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. Huc, III, No. 278, 483; Baudry et Chéneaux, IV, No. 340; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804, 1828; Planiol et Ripert, I, No. 571, 572).

6. După o a doua părere, numai cel de al doilea bărbat va administra bunurile minorilor, fără concursul mamei. (Rolland de Villargues, Répertoire, Tutelle, No. 46; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 102).

7. După o a treia părere, dacă regimul matrimonial sub care s'au căsătorit soții este comunitatea de bunuri, bărbatul va avea dreptul să facă actele de pură administrație, dacă însă regimul matrimonial va fi acel al separației de bunuri, mama va face actele de administrației ale tutelei. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 102).

8. În cazul când unul dintre cotutori face un act de administrație și celalt cotutore nu face nici o obiecțiune, actul este valabil de și nu este făcut de amândoi cotutorii de oarece lipsa de opunere trebuie considerată ca un mandat tacit sau o adesiune la actul făcut. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, nota 29 bis, p. 642; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, 80; Contra: Laurent, IV, No. 388; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 477; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 572; Matei Cantacuzino, p. 73).

9. Dacă unul dintre cotutori refuză să conclucze cu celalt cotutore la facerea unui act de tutelă, acesta din urmă se poate adresa consiliului de familie și tribunalului pentru a fi autorizat să facă singur acel act. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, text și nota 40, p. 643; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1828).

10. În cazul când consiliul de familie lasă tot asupra mamei tutela copiilor săi minori, cotutorul nu poate fi făcut răspunzător de gestiunea mamei care a avut loc înainte de cea de a doua căsătorie ci numai de gestiunea posteroară căsătoriei. (Demolombe, VII, No. 135 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1086, 1092; Beudant, II, No. 787; Dalloz, Rép., Suppl.,

Minor-tutelle, No. 82; Baudry et Chéneaux, IV, No. 340; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1826; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 482, 483; Nacu, I, p. 581; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 572).

11. În cazul când consiliul de familie lasă mai departe tutela mamei care se recăsătorește, el nu poate să restrângă atribuțiunile mamei de tutoare cari îi sunt conferite de lege. (Demolombe, VII, No. 146; Aubry et Rau, I, § 99 bis, p. 641; Laurent, IV, No. 386; Baudry et Chéneaux, IV, No. 341; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 574).

12. Tutela mamei recăsătorite menținută de către consiliul de familie, nu este legală, ci dativă de oarece ea deține tutela de la consiliul de familie iar nu dela lege. (Aubry et Rau, I, § 99 bis, p. 640; Laurent, IV, No. 386; Huc, III, No. 276; Plastara, I, p. 467).

13. După o altă părere, de oarece legea arată că se lasă tutela asupra mamei, înseamnă că tutela rămâne mai departe legală. (Demolombe, VII, No. 133, 146; Nacu, I, p. 581, 582).

14. După a treia părere, în acest caz tutela mamei este și legală și dativă și se vor aplica regulile de la tutela dativă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 575; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 341).

15. Bărbatul cotutor este tutor dativ. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 575).

16. Când mama se recăsătorește și este numită tutoarea copiilor săi minori din prima căsătorie și soțul său cotutor, copiii minori vor avea ipotecă legală asupra bunurilor bărbatului cotutor. (Demolombe, VII, No. 135; Aubry et Rau, ed. 4-a, III, § 264 bis, p. 358; Guillouard, Privilèges et hypothèques, II, No. 707; Laurent, XXX, No. 264; Baudry et Loynes, Privil. et hypoth. II, No. 1186; Planiol et Ripert, I, No. 477; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 575).

17. Mama însă nu e supusă ipotecei legale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 575).

17 bis. Pentru administrarea tutelei, nu se vor depune compturi de gestiune de fiecare cotutor în parte ci un singur compt comun. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, nota 1, p. 752; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1828; Planiol et Ripert, I, No. 477, 597; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 572).

18. Cotutela bărbatului încetează de drept când încetează tutela mamei, cum ar fi în cazul excluderii sau destituirii sale din tutelă. (Demolombe, VII, No. 138; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1088; Laurent, V, No. 114; Huc, III, No. 278; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1824; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 573; Matei Cantacuzino, p. 73).

19. În cazul când cotutorele este incapabil și a fost destituit sau scuzat de tutelă, mama nu mai poate rămâne tutoare, de oarece tutela mamei și cotutela celui de al doilea bărbat al ei sunt indivizibile. (Demolombe, VII, No. 138 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1088; Aubry et



Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, p. 643; Dalloz, Rép., Supl., Minor-tutelle, No. 83; Laurent, IV, No. 387; Huc, III, No. 278; Baudry et Chéneaux, IV, No. 342; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1823; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 573).

**20.** În cazul însă când mama nu se mai găsește sub dependența celui de al doilea bărbat din cauză că acesta a încetat din viață, este pus sub interdicțiune sau sub consiliu judiciar sau este internat în o casă de sănătate, după o părere, ea își păstrează funcțiunea de tutoare. (Demolombe, VII, No. 138 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1088; Dalloz, Rép., Supl., Minor-tutelle, No. 83; Baudry et Chéneaux, IV, No. 342 Planiol, ed. 6-a, I, No. 1823; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 573, nota 1; Contra: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 145 bis, IV; Huc, III, No. 278).

**21.** După o altă părere, în toate cazurile când cotutela celui de al doilea bărbat nu mai poate avea loc, deși el este în viață, încetează și tutela mamei. (Dalloz, Rép., Supl., Minor-tutelle, No. 83; Huc, III, No. 278; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1088).

**22.** În cazul când mama divortează de cel de al doilea bărbat cotutela încetează, însă ea rămâne mai departe tutoarea copiilor săi minori. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99, p. 643; Dalloz, Rép., Supl., Minor-tutelle, No. 84; Contra: Huc, III, No. 278;

Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1088; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 573, nota 3).

**23.** Mama naturală care se răcășătorește, are cotutor pe bărbatul său. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1822).

**24.** Când o femeie ascendentă căsătorită este numită tutoarea descendenților săi, soțul său va trebui să fie numit cotutor de oarece dispozițiunile art. 396 c. civ. fr. (348 c. civ. rom.) își găsesc și aici aplicațiunea. (Demolombe, VII, No. 472; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 145 bis, II; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 571, nota 3; Contra: Laurent, IV, No. 316).

**25.** A se vedea: art. 347 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Cauzele cari apără de tutelă fiind limitativ determinate de lege, faptul invocat de un cotutore, că de patru ani nu mai trăește cu soția sa, nu poate duce la dispensarea sa de obligațiile tutelare, ce decurg din situația sa de soț legitim al tutearei și urmează a fi ținut mai departe solidar răspunzător de gestiunea tutelei pe care a acceptat-o alături de soția sa, când aceasta a trecut în a doua căsătorie cu dânsul. (Jud. ocol rural Mihăilești-Buzău, Jurnal din 11 Mai 1924, Jur. Gen. 1925, No. 1429).

### Secțiunea II. — Despre tutela numită de tatăl sau mamă.

**Art. 349.** — Dreptul personal de a alege prin testament sau prin act autentic, un tutore, rudenie sau străin, nu-l are decât cel din urmă dintre părinți, care încetează din viață. (Civ. 344, 350 urm., 856 urm., 1171; Lege p. aut. actelor din 1886; L. pentru epitropii din 1840, Art. 7; Civ. Fr. 397, 398; Civ. Ital. 242).

*Text. fr. Art. 397.* — Le droit individuel de choisir un tuteur parent, ou même étranger, n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère.

*Text. fr. Art. 397.* — (Modificat prin legea din 20 Martie 1917). — Le droit individuel de choisir un tuteur ou une tutrice, parent ou parente, étranger ou étrangère, n'appartient qu'au dernier survivant des père et mère.

*Text. fr. Art. 398.* — Ce droit ne peut être exercé que dans les formes prescrites par l'article 392 et sous les exceptions et modifications ci-après.

*Text. Ital. Art. 242.* — Il diritto di nominare un tutore parente od anche estraneo, spetta a quello dei genitori che rimane superstite.

La nomina deve essere fatta per atto notarile o per testamento.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 28, 29.  
Acceptare 36, 37.  
Act autentic 1, 3, 6.  
Act sub semnătură privată 3.  
Administrație 18, 23, 24, 27.  
Adopțiune 26.  
Anulare 4, 5.  
Ascendenți 31.

Atenat la buneie moravuri 9.  
Autorizație 20.  
Căsătorie 25.  
Civil cod francez 1, 5.  
Civil cod italian 1.  
Civil cod român 1, 5, 35.  
Cod civil francez 1, 5.  
Cod civil italian 1.

Cod civil român 1, 5, 35.  
Competență 37.  
Condemnare 9, 10.  
Condițiune 16, 17.  
Confirmare 32.  
Consiliu de familie 15, 25, 32, 36, 37.  
Consiliu îngrijitor 20.  
Copil adoptat 26.  
Copil emancipat 39.  
Copil minor 1 urm.  
Copil natural 34, 35.

Deces 7, 8, 14, 16, 17, 19  
Destituire 11, 33.  
Educație 23, 24.  
Emancipare 30.  
Excludere din tutelă 14, 21.  
Femeie ascendentă 31.  
Francez cod civil 1, 5.  
Incapacitate 8, 21.  
Încetare din viață 7, 8, 14, 16, 17, 19.  
Înlăturare din tutelă 7.



Interdicțiune 8.  
 Italian cod civil 1.  
 Mamă 7, 9, 10, 12, 13, 14,  
 20, 25.  
 Mamă naturală 34, 35.  
 Mandatar 18.  
 Minor părinte 22.  
 Minoritate 1 urm.  
 Moarte 7, 8, 14, 16, 17, 19.  
 Nulitate 4, 5.  
 Părinte 1 urm.  
 Părinte adoptiv 26.  
 Părinte minor 22.  
 Pedep. psă 10.  
 Pluralitate de titori tes-  
 tamentari 19, 23, 24.  
 Putere părintească 9, 13,  
 22, 26.  
 Recăsătorie 25.

Recunoașterea copiilor  
 naturali 31, 35.  
 Refuz 12, 13, 14, 18, 37  
 Responsabilitate 18.  
 Revocare 33.  
 Român cod civil 1, 5, 35.  
 Rude 27.  
 Scuzare din tutelă 12,  
 13, 14, 36.  
 Tată 7, 9, 10, 12, 13, 14.  
 Termin 16, 17.  
 Testament 2 urm.  
 Tribunal 37.  
 Tutelă testamentară 1 urm.  
 Tutelă dative 15, 37.  
 Tutor legal 15, 31.  
 Tutor testamentar 1 urm.  
 Vacanță tutelă 14.  
 Valabilitate 6.

la tutela legală asupra copiilor minori. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1099; Dalloz. Rép., Minor-tutelle. No. 135; Suppl., Minor-tutelle, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 579; Plastara, I, p. 466).

**8.** Chiar în cazul când cel din urmă dintre părinți care încetează din viață, ar fi incapabil să exercite tutela, cum ar fi de exemplu în caz de interdicție a sa, celalt soț nu poate desemna prin testament un tutor copiilor minori comuni. (Valette sur Proudhon, II, No. 293; Duranton, III, No. 435; Demolombe, VII, No. 156; Marcadé, Art. 397, No. 1; 416, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1099; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 100, p. 644; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 137; Suppl., Minor-tutelle, No. 95; Laurent, IV, No. 396; Baudry et Chéneaux, IV, No. 351; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 579; Contra: Delvincourt, I, p. 273).

**9.** Tatăl sau mama cari au pierdut puterea părintească potrivit dispozițiilor art. 335 c. pen. fr. (268 c. pen. rom.), nu are dreptul a alege un tutor copiilor săi minori, prin testament. (Valette sur Proudhon, II, p. 293; Duranton, III, No. 436; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1100; Demolombe, VII, No. 163; Beudant, II, No. 789; Aubry et Rau, I, § 100, nota 6, p. 645; Dalloz. Rép., Minor-tutelle, No. 136; Suppl., Minor-tutelle, No. 95; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1805; Laurent, IV, No. 397; Huc, III, No. 280; Baudry et Chéneaux, IV, No. 353; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 580; Matei Cantacuzino, p. 73).

**10.** Tatăl sau mama cari au fost condamnați la o pedeapsă afflictivă sau infamantă, nu au dreptul a alege prin testament un tutor copiilor lor. (Duranton, III, No. 436; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 136).

**11.** Părintele care a fost exclus sau destituit din tutela copiilor săi minori, nu are dreptul a alege prin testament un tutor copiilor săi minori. (Valette sur Proudhon, II, p. 293; Duranton, III, No. 436; Demolombe, VII, No. 158, 163; Beudant, II, No. 789; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 146 bis, II; Marcadé, Art. 397, No. 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1100; Aubry et Rau, I, § 100, nota 6; p. 645; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 136; Suppl., Minor-tutelle, No. 95; Laurent, IV, No. 397; Huc, III, No. 280; Baudry et Chéneaux, IV, No. 353; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1805; Planiol et Ripert, I, No. 301; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 485; Nacu, I, p. 583, 584; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 580; Matei Cantacuzino, p. 73; Comp.: Plastara, I, p. 468).

**12.** Tatăl care a fost apărut de tutelă potrivit dispozițiilor art. 427 și urm., c. civ. fr. (370 urm. c. civ. rom.) și mama care a refuzat tutela potrivit dispozițiilor art. 394 c. civ. fr. (346 c. civ. rom.), după o părere, nu au dreptul a numi un tutor copiilor lor minori, prin testament. (Valette sur Proudhon, II, p. 293; Demo-

### Doctrină.

**1.** Cuvintele: „sau prin act autentic“ din art. 349 c. civ. român nu există în textul articolului 397 c. civ. francez corespunzător ci sunt luate din art. 242 c. civil italian. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 576, nota 3).

**2.** Tutela prevăzută de art. 397 c. civ. fr. (349 c. civ. rom.) se numește tutelă testamentară. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1098; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1807; Planiol et Ripert, I, No. 301; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 484, 485; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 577, 578; Comp.: Plastara, I, p. 465).

**3.** Tutorul testamentar poate fi numit prin testament autentic, olograf sau mistic și prin act autentic; prin urmare el nu poate fi numit printr'un act sub semnătură privată. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 578; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 73).

**4.** Dacă testamentul prin care s'a numit tutorul testamentar se anulează, rămâne nulă și numirea tutorului testamentar. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 578, nota 2).

**5.** Testamentul prin care se numește tutorul testamentar, trebuie să cuprindă și dispozițiuni asupra bunurilor, altfel este nulă numirea, de oarece textul nostru arată că numirea tutorului trebuie să se facă prin testament, spre deosebire de textul art. 392 și 398 c. civ. fr. în care se arată că numirea acestui tutor trebuie să se facă printr'un act de ultimă voință. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 578, nota 2; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 73).

**6.** Testamentul autenticat, chiar dacă nu ar cuprinde o dispozițiune de bunuri ci numai numirea tutorului testamentar, este valabil de oarece art. 349 c. civ. rom. arată că numirea tutorului poate fi făcută și prin act autentic. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 578, nota 2; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 73).

**7.** De oare ce textul art. 397 c. civ. fr. (349 c. civ. rom.) arată că dreptul de a alege un tutor prin testament, aparține celui din urmă dintre părinți care încetează din viață, tatăl sau mama nu pot înlătura pe călalt soț supraviețuitor de



lombé, VII, No. 161 urm.; Marcadé, Art. 397, No. 1; Beudant, II, No. 789; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1101; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 100, nota 6, p. 645; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 135; Suppl., Minor-tutelle, No. 95; Laurent, IV, No. 396, 397; Huc, III, No. 280 urm.; Baudry et Chéneaux, IV, No. 353; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1805; Planiol et Ripert, I, No. 301; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 485; Nacu, I, p. 583, 584; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 580; Matei Cantacuzino, p. 73; Comp.: Plastara, I, p. 468).

**13.** După a doua părere, de oarece în aceste cazuri, tatăl și mama păstrează puterea părintească, ei au dreptul a alege un tutor copiilor lor minori, de oarece acest drept este un atribut al puterii părintești. (Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil de tutelle, No. 55; Duranton, III, No. 438; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 146 bis, II; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 135).

**14.** După a treia părere, tatăl și mama în aceste cazuri, au dreptul a numi prin testament un tutor copiilor lor minori, numai atunci când tutela este vacantă în momentul decesului lor. (Taulier, II, p. 20; Massé et Vergé, I, § 208, nota 8, p. 411; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 135; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 100, text și nota 6, p. 645; Planiol et Ripert, I, No. 301, p. 354, nota 2).

**15.** În cazul când cel din urmă dintre părinți, nu este tutorul legal al copiilor săi minori, ci tutor dativ, el nu are dreptul să aleagă prin testament un tutor copiilor săi minori, de oarece el nu este de cât delegatul consiliului de familie și nu poate transmite tutela altora. (Marcadé, Art. 400, No. 1; Laurent, IV, No. 398; Huc, III, No. 280; Comp.: Nacu, I, p. 583; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 581; Contra: Demolombe, VII, No. 164; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 208, nota 8, p. 208; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 96; Baudry et Chéneaux, IV, No. 355).

**16.** Părintele cel din urmă care încetează din viață, după o părere, poate numi prin testament un tutor copiilor săi minori, sub o condițiune rezolutorie sau pentru un anumit termen. (Toullier, II, No. 1105; Duranton, III, No. 439; Aubry et Rau, I, § 89, nota 6 p. 590; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 138; Suppl., Minor-tutelle, No. 97; Huc, III, No. 282, 284; Planiol et Ripert, I, No. 470; Comp.: Demolombe, VII, No. 266 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 89, nota 6, p. 590).

**17.** După o altă părere, părintele supraviețuitor nu poate numi prin testament un tutor, sub condițiune rezolutorie sau pe un anumit termen, ci pe toată durata tutellei și fără condițiune. (Demolombe, VII, No. 227; Laurent, IV, No. 370; Baudry et Chéneaux, IV, No. 357; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 579, nota 1).

**18.** Deasemenea cel din urmă dintre

părinți în viață, care refuză tutela, nu are dreptul ca în timpul vieții sale să numească un tutor copiilor săi minori, pentru a-l putea înlocui; el ar putea numai să numească un mandatar care să administreze averea copiilor minori sub răspunderea sa. (Valette sur Proudhon, II, p. 289; Delvincourt, I, p. 109; Duranton, III, No. 434; Demolombe, VII, No. 158, urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 208, p. 410, nota 5; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1098; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 100, p. 645, nota 5; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 138; Laurent, IV, No. 396; Huc, III, No. 280; Baudry et Chéneaux, IV, No. 352; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 580; Comp.: Toullier, II, No. 1102).

**19.** Cel din urmă părinte rămas în viață are dreptul să numească un alt tutor testamentar pentru cazul când cel dintâi numit ar înceta din viață înainte de deschiderea tutellei. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 100, nota 1 bis, p. 644; Baudry et Chéneaux, IV, No. 357; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 579, nota 2).

**20.** Mama supraviețuitoare căreia tatăl i-a desemnat un consiliu îngrijitor, nu are nevoie de asistența acestui consiliu pentru a alege un tutor prin testament. (Demolombe, VII, No. 152; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 100, p. 644; Huc, III, No. 280; Baudry et Chéneaux, IV, No. 355; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 583).

**21.** Părintele cel din urmă care încetează din viață nu poate numi prin testament, ca tutor, pe o persoană incapabilă sau care ar fi exclusă de lege de la sarcina de tutore. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 140; Comp.: Huc, III, No. 283; Baudry et Chéneaux, IV, p. 450, nota 4).

**22.** Chiar în cazul când părintele cel din urmă care încetează din viață, este minor, el are dreptul să aleagă un tutor copiilor săi minori, de oarece acest drept este un atribut al puterii părintești. (Demolombe, VII, No. 152; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 208, text și nota 12, p. 412; Aubry et Rau, I, § 100, p. 644; Huc, III, No. 280; Baudry et Chéneaux, IV, No. 355; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 577).

**23.** După o părere deși dispozițiile art. 397 c. civ. fr. (349 c. civ. rom.) nu vorbește de cât de un singur tutor pe care îl alege părintele cel din urmă care încetează din viață, totuși acesta poate desemna doi tutori: unul care se va ocupa de persoana minorilor și un al doilea care să se ocupe de administrația bunurilor minorilor. (Merlin, Répertoire, Tutelle, section 2, art. 4. No. 2; Duranton, III, No. 444; Taulier, II, p. 21; Demolombe, VII, No. 224; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 89, p. 591; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1821; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 487; Comp.: Huc, III, No. 282, 283).

**24.** După o altă părere, părintele cel din urmă care încetează din viață, nu poate alege copiilor săi minori de cât un singur tutor care să se ocupe atât de



persoana lor cât și de bunurile lor. (Toullier, II, No. 1123; Laurent, IV, No. 369; Baudry et Chéneaux, IV, No. 377; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 549, nota 1. 579, nota 1 și 2).

**25.** Mama care se recăsătorește și căreia consiliul de familie nu i-a lăsat tutela, nu poate numi un tutor testamentar copiilor săi minori. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 483).

**26.** Părintele adoptiv nu are drept să numească copiii săi adoptivi un tutor testamentar, de oarece el nu exercită puterea părintească asupra lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 577, nota 4).

**27.** Tutorul testamentar poate fi rudă cu minorii sau străin de dânșii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 577. 579).

**28.** Când unul dintre soți este prezumat sau declarat absent, celalt soț nu are dreptul să numească un tutor testamentar copiilor minori comuni. (Demolombe, II, No. 325; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 208, nota 6, p. 411; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 580).

**29.** După o altă părere în cazul când unul dintre soți este declarat absent, celălalt soț are dreptul a numi un tutor testamentar copiilor minori comuni. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 351).

**30.** Numai copiilor minori neemancipați li se poate numi de către cel din urmă părinte în viață un tutor testamentar, iar nu și celor emancipați. (Alexandresco, ed. 2-a, V, p. 577, 580).

**31.** Femeile ascendente deși nu sunt tutoare legale de drept, pot fi numite tutoare testamentare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 586; Matei Cantacuzino, p. 73).

**32.** Alegerea tutorului de către părintele cel din urmă care încetează din viață în afară de cazul prevăzut de art. 400 c. civ. fr. (351 c. civ. rom.) nu trebuie confirmată de consiliul de familie. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 139; Suppl., Minor-tutelle, No. 96; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 583).

**33.** Alegerea tutorului făcută de către părintele cel din urmă care încetează din viață, este supusă revocării prevăzută de art. 1035 c. civ. fr. (920 c. civ. rom.) de oarece este o dispoziție de ultimă voință. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 208, nota 15, p. 412; Aubry et Rau, I,

§ 100, p. 646; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 144; Planiol, ed. 6-a, No. 1807; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 485; Baudry et Chéneaux, IV, No. 358; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 578; Plastara, I, p. 468).

**34.** Mama naturală are dreptul să numească prin testament un tutor, copilului său natural minor pe care l-a recunoscut. (Taulier, II, p. 23; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 571, p. 214; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 693; Suppl., Minor-tutelle, No. 640; Laurent, IV, No. 416; Baudry et Chéneaux, IV, No. 658; Matei Cantacuzino, p. 73, 74; Contra: Demolombe, VIII, No. 385, 386; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1077, p. 542, nota; Planiol, ed. 6-a, No. 1817).

**35.** În dreptul civil român de oarece mama naturală care a recunoscut pe copiii săi are aceleași drepturi ca și mama legitimă, poate numi un tutor testamentar copiilor săi minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 577, nota 4).

**36.** Potrivit dispozițiilor art. 401 din codul civil francez (care nu are echivalent în codul civil român, dar ale căruia dispozițiuni sunt aplicabile, și în dreptul civil român) tutorul numit de părintele cel din urmă care încetează din viață, este obligat să accepte tutela, afară de cazul când poate invoca una din scuzele prevăzute de lege în profitul tutorului numit de consiliul de familie. (Demolombe, VII, No. 173; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 143; Suppl., Minor-tutelle, No. 98; Laurent, IV, No. 399; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 579; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1104; Matei Cantacuzino, p. 74).

**37.** Tutorul numit de părintele cel din urmă care încetează din viață, și care nu primește tutela, nu este obligat să administreze tutela până la numirea unui tutor de către consiliul de familie, însă trebuie să facă cunoscut de îndată tribunalului unde s'a deschis tutela că nu acceptă sarcina de tutore. (Demolombe, VII, No. 174; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 143).

**38.** Dispozițiile din codul civil privitoare la destituirea din tutelă sunt aplicabile și tutorilor testamentari. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 208, nota 15, p. 412).

**Art. 350.** — Mamă căsătorită din nou căreia nu i s'a lăsat tutela fiilor din însoțirea dintâi, nu poate să rânduiască tutore asupra lor. (Civ. 346, 347, 349; L. pentru epitropii din 1840, Art. 8; Civ. Fr. 399).

*Text. fr. Art. 399.* — La mère remariée et non maintenue dans la tutelle des enfants de son premier mariage, ne peut leur choisir un tuteur.

*Text. fr. Art. 399. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — La mère remariée, et non maintenue dans la tutelle des enfants de son premier mariage, ne peut leur choisir ni un tuteur, ni une tutrice.



## Doctrină.

1. Tatăl recăsătorit, are dreptul singur să aleagă prin testament un tutor copiilor sei minori din prima căsătorie, deoarece are tutela lor legală și legea nu face nici o restricțiune în privința sa. (Demolombe, VII, No. 165; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1102; Dalloz, Rép. Minor-tutelle, No. 141; Baudry et Chéneaux, IV, No. 355; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 581. nota 3).

2. Mama recăsătorită și nementinută în tutela copiilor săi minori din prima căsătorie, după o părere, nu mai recapătă dreptul de a alege prin testament un tutore acestor copii, chiar dacă redevine văduvă și chiar dacă din aceea de a doua căsătorie nu au rezultat copii. (Duranton, III, No. 436; Demolombe, VII, No. 170. 171; Dalloz, Rép. Minor-tutelle, No. 142; Baudry et Chéneaux, IV, No. 354; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 582).

3. După o altă părere, în acest caz, mama are dreptul a alege prin testament

un tutor copiilor săi minori din prima căsătorie. (Taulier, II, p. 22).

4. Mama care a refuzat tutela sau a fost dispensată de tutelă și apoi se recăsătorește, are dreptul să numească prin testament un tutor copiilor minori din prima căsătorie. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 148 bis, I; Contra: Duranton, III, No. 435; Demolombe, VII, No. 170, 171).

5. Mama recăsătorită și nementinută în tutelă nu poate alege prin testament un tutor copiilor sei minori de oarece în acest caz ascendenții sunt tutori de plin drept. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1104).

6. În cazul când mama recăsătorită a fost mentinută în tutela copiilor sei minori și ea alege prin testament un tutor, chiar în cazul când consiliul de familie nu confirmă acest tutor nu se deschide tutela ascendenților, ci se va alege un tutor dativ. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1104; Contra: Plastara, I, p. 468; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1303).

7. A se vedea: art. 349 din codul civil cu notele respective.

**Art. 351.** — Când mama cea din nou căsătorită, căreia i s'a lăsat tutela, ar orându-i prin testament, un tutore pentru copiii din căsătoria de mai înainte, acea orânduire nu se va ține în seamă decât numai când va fi întărită de către consiliul de familie (Civ. 347, 349, 356 urm.; L. pentru epitropii din 1840, Art. 9; Civ. Fr. 400).

■ ■

*Text. fr. Art. 400.* — Lorsque la mère remariée, et maintenue dans la tutelle, aura fait choix d'un tuteur aux enfants de son premier mariage, ce choix ne sera valable qu'autant qu'il sera confirmé par le conseil de famille.

*Text. fr. Art. 400. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — Lorsque la mère remariée, et maintenue dans la tutelle, aura fait choix d'un tuteur ou d'une tutrice aux enfants de son premier mariage, ce choix ne sera valable qu'autant qu'il sera confirmé par le conseil de famille.

## Doctrină.

1. La textul art. 351 c. civ. rom. după cuvintele: „ar orându-i prin testament” — trebuie adăugate cuvintele: „sau printr'un act autentic”, după cum se prevede în art. 349 c. civ. rom. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 577. nota 1).

2. Mama recăsătorită căreia i s'a lăsat tutela poate numi ca tutor testamentar pentru copiii din prima căsătorie, sub rezerva confirmării consiliului de familie, chiar pe cel de al doilea soț al ei. (Demolombe, VII, No. 168; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 581).

3. Chiar în cazul când mama recăsătorită a redevinit văduvă, alegerea tutorului prin testament trebuie supusă confirmării consiliului de familie. (Duranton, III, No. 436; Demolombe, VII, No. 166, 170; Demante et Colmet de Santerre,

ed. 3-a, II, No. 148 bis, III; Dalloz, Rép. Minor-tutelle, No. 142; Baudry et Chéneaux, IV, No. 582; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 582; Contra: Taulier, II, p. 22; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 485, 486).

4. Mama recăsătorită după ce a fost dispensată sau a refuzat tutela, are dreptul să numească prin testament, un tutor copiilor sei minori din prima căsătorie; însă această alegere de tutore trebuie supusă confirmării consiliului de familie. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 148 bis I).

5. Consiliul familiei are o putere suverană de apreciere în ceea ce privește atribuțiunile sale în materie de confirmare de tutor ales de mamă. Tutorul numit de mamă și neconfirmat de către consiliul de familie nu are deschisă nici o cale de recurs contra refuzului de a-l confirma. (Demolombe, VII, No. 167; Au-

bry et Rau, ed. 5-a, I, § 100, nota 3, p. 644; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 141; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 581, nota 4).

6. Pentru copiii din a doua căsătorie, mama are dreptul să li numească un

tutor testamentar, când are tutela legală, fără confirmarea consiliului de familie, afară de cazul când s'ar fi căsătorit a treia oară. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 581, nota 2).

Secțiunea III. — *Despre tutela ascendenților.*

**Art. 352.** — Când cel din urmă dintre părinți, care va înceta din viață, n'a ales tutore asupra minorilor săi copii, tutela revine d'a dreptul bunului după tată, iar în lipsa acestuia bunului său după mamă, și așa suindu-se după spițe, astfel că ascendenții după tată să fie totdeauna preferiți ascendenților în aceeași linie după mamă. (Civ. 125, 349, 660 urm., 809; L. pentru epitropii din 1840, Art. 11; Civ. Fr. 402).

*Text. fr. Art. 402.* — Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le dernier mourant de ses père et mère, la tutelle appartient de droit à son aïeul maternel; à défaut de celui-ci, à son aïeul maternel, et ainsi en remontant, de manière que l'ascendant paternel soit toujours préféré à l'ascendant maternel du même degré.

*Text. fr. Art. 402. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur ou une tutrice par le dernier mourant des père et mère, la tutelle appartient à celui des aïeux ou à celle des aïeules qui sont au degré le plus rapproché.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acceptare, a se vedea  
cuvântul: „Refuz”.  
Ascendenți 1 urm.  
Bunic 12, 13, 15.  
Căsătorie 6.  
Consiliu de familie 3, 6,  
22.  
Copil minor 1 urm.  
Copil natural 4.  
Deces 3, 10-14, 16, 17, 18,  
24.  
Destituire 7, 11, 16, 17, 18.  
Drept roman 23.  
Eroare de redacțiune 1.  
Excludere din tutelă 8,  
9, 16, 17, 18.  
Femeie ascendentă 21, 22.  
Franța 20.  
Franța 20.  
Încetare din viață 3, 10-14,  
16, 17, 18, 24.  
Încetarea tutelci 8, 9, 16,  
17, 18.  
Legitimă tutelă 2.  
Linie de rudenie 1.  
Mamă 4, 6, 13, 14, 15, 21.  
Mamă naturală 24.  
Minoritate 1 urm.  
Moarte 3, 10-14, 16, 17, 18,  
24.  
Moștenire 23.

Părinți 3.  
Proximitate de rudenie 15.  
Recăsătorie 6.  
Recunoașterea copiilor  
naturali 24.  
Redacțiune 1.  
Refuz 4, 8, 9, 11, 19.  
Roman drept 23.  
România 20.  
România 20.  
Scuzare din tutelă 5, 8, 9,  
11, 16-19.  
Spiță 1.  
Străbunic 12, 14, 15.  
Străbuni 21.  
Successiune 23.  
Tată 5, 11, 14, 15.  
Tutelă 1 urm.  
Tutela ascendenților 1  
urm.  
Tutelă dativă 3, 6, 7, 11,  
16, 22.  
Tutelă legală 7, 11, 21.  
Tutelă legitimă 2.  
Tutelă testamentară 8-11,  
24.  
Tutor dativ 3, 6, 7, 11,  
16, 22.  
Tutor legal 7, 11, 21.  
Tutor testamentar 8-11, 24.

2. Tutela ascendenților poartă denumirea de tutelă legitimă și se deferă deplin drept în virtutea legii. (Plastara, I, p. 468).

3. Pentru a se putea deschide tutela ascendenților, trebuie ca ambii părinți ai minorilor să fi încetat din viață; în timpul vieții lor și dacă ei nu sunt tutori, consiliul de familie numește un tutor dativ. (Duranton, III, No. 446; Demolombe, VII, No. 178; Beudant, II, No. 790; Massé et Vergé sur Zachariae, I, §, 209, nota 1, p. 413; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 150 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1105; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 101, nota 1, p. 646; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 149; Suppl., Minor-tutelle, No. 99; Laurent, IV, No. 401; Huc, III, No. 285; Baudry et Chéneaux, IV, No. 361; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1803; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 486; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 585; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 465; Mattei Cantacuzino, p. 73).

4. Când mama supraviețuitoare a copiilor minori refuză tutela, nu se deschide tutela ascendenților. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1105; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 149; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1808; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 486; a se vedea și trimeterile la autorii din nota precedentă).

5. Când tatăl supraviețuitor este scutit de tutelă, nu se deschide tutela ascendenților. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1105; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No.

Doctrină.

1. Textul art. 352 din c. civil român cuprinde o eroare de redacțiune căci vorbește de ascendenți din aceeași linie în loc de ascendenți din aceeași spiță după cum este și în articolul 402 c. civ. francez corespunzător. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 583, nota 2).



99; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1808; Comp.: Toullier, II, No. 1107; Duranton, III, No. 422, 451; Marcadé, art. 394; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 486; a se vedea și autorii de la nota precedentă).

**6.** Când mama recăsătorită nu este menținută de către consiliul de familie, tutoarea copiilor săi minori, nu se deschide tutela ascendenților, ci se va institui o tutelă dativă. (Merlin, Répertoire, Tutelle, Section 2, § 2, art. 1 No. 3; Toullier, II, No. 1103; Duranton, III, No. 446; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1105; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 99; Laurent, IV, No. 392; Nacu, I, p. 580; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 486; a se vedea și autorii de la nota precedentă).

**7.** Când tutorul legal este destituit din tutela copiilor minori, nu se deschide tutela ascendenților ci consiliul de familie va alege un tutor dativ. (Toullier, II, No. 1107; Duranton, III, No. 451; Demolombe, VII, No. 178; Aubry et Rau, I, § 101, nota 1; Mourlon, ed. 7-a, I, 1105; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 99; Laurent, IV, No. 401; Baudry et Chéneaux, IV, No. 360; Comp.: Marcadé, art. 402, No. 2; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 486; a se vedea și autorii de la nota precedentă).

**8.** Când părintele supraviețuitor a ales copiilor săi minori un tutor testamentar, chiar dacă acest tutor, ar refuza, ar fi exclus sau scuzat din tutelă sau chiar dacă funcțiunile sale ar înceta din o cauză oarecare, după o părere, nu se deschide tutela ascendenților. (Valette sur Proudhon, II, p. 294, 295; Toullier, II, No. 1107; Demolombe, VII, No. 179 urm.; Beudant, II, No. 790; Marcadé, art. 402, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 159 bis, I; Aubry et Rau, I, § 101 p. 646; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 149; Suppl., Minor.-tutelle, No. 100; Laurent, IV, No. 402; Huc, III, No. 285; Baudry et Chéneaux, IV, No. 360, 361; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1803; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 581, 582, 585; Matei Cantacuzino, p. 73; Comp.: Duranton, III, No. 441, 451; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1103, 1105; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 486).

**9.** După o altă părere, în aceste cazuri, se deschide tutela ascendenților. (Delvincourt, I, No. 272, nota 8).

**10.** Dacă tutorul testamentar începează din viață înainte de părintele supraviețuitor, nu se deschide tutela ascendenților. (Duranton, III, No. 441; Massé et Vergé, I, § 209, nota 1, p. 413; Aubry et Rau, I, § 101, nota 2, p. 647; Marcadé, art. 402, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1105; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 100; Laurent, IV, No. 402; Contra: Demolombe, VII, No. 180; Huc, III, No. 285; Baudry et Chéneaux, IV, No. 360; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 585, nota 2; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 73).

**11.** Pentru a se deschide tutela ascendenților la moartea părintelui supra-

viețuitor, care nu a ales un tutor testamentar, trebuiește ca acesta să nu fi refuzat tutela sau să fi fost apărât sau destituit din tutelă ci, să fi continuat a fi tutor legal până la decesul său și la această dată să nu existe un tutor dativ. (Demolombe, VII, No. 182; Beudant, II, No. 790; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 150 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1105; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 101, p. 647; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 99; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1808; Planiol et Ripert, I, No. 465; Colin et Capitant, ed. 4-a I, p. 486; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 585; Comp.: Merlin, Répertoire, Tutelle, Section 2, § 2, art. 1, No. 3; Toullier, II, No. 1107; Duranton, III, No. 422, 446, 451; Marcadé, art. 394; Huc, III, No. 276; Baudry et Chéneaux, IV, No. 360, 361).

**12.** Când la decesul părintelui supraviețuitor se vor găsi un bunic și un străbunic ai minorilor, ambii despre aceiași linie, va fi preferat bunicul ca tutor al minorilor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1106; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 148; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1810; Planiol et Ripert, I, No. 465; Nacu, I, p. 584; Matei Cantacuzino, p. 73; Plastara, I, p. 468, 469).

**13.** Dacă la decesul părintelui supraviețuitor, se găsește bunicul despre tată și bunicul despre mamă, va fi preferat bunicul despre tată al minorilor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1106; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 148; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1810; Planiol et Ripert, I, No. 465; Nacu, I, p. 584; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 586; Matei Cantacuzino, p. 73; Plastara, I, p. 469).

**14.** Dacă la decesul părintelui supraviețuitor, se găsesc numai unul dintre străbunicii minorilor despre tată și unul sau amândoi străbunicii despre mamă ai minorilor, tot de același grad, va fi preferat străbunicul despre tată. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1106; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 148; Planiol, ed. 6-a, No. 1810; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 586; Matei Cantacuzino, p. 73).

**15.** Bunicul de pe mamă va fi preferat străbunicului de pe tată de oarece se preferă ascendentul mai apropiat. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 586; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 73).

**16.** În cazul când ascendentul chemat de lege a fi tutorul descendenților lui, este exclus sau este scuzat din tutelă sau tutela sa ia sfârșit din o cauză oarecare cum ar fi decesul sau disituirea sa, după părerea dominantă, nu va veni la tutelă ascendentul care în ordinea prevăzută de lege este chemat la tutelă, ci tutela va fi dativă. (Toullier, II, No. 1107; Duranton, III, No. 447; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 101, nota 3, p. 648; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 152; Suppl., Minor.-tutelle, No. 101; Huc, III, No. 285, 286; Baudry et Chéneaux, IV, No. 363; Matei Cantacuzino, p. 73; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1811;



Planiol et Ripert, I, No. 465; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 486; Nacu, I, p. 586; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 533, nota 3, 587).

17. După o a doua părere, în acest caz, tutela se va cuveni ascendentului chemat, după dânsul, în ordinea prevăzută de lege, (Duranton, III, No. 447; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 152; Suppl., Minor-tutelle, No. 101).

18. După a treia părere, numai în cazul când ascendentul chemat la tutela, încetează din viață, după intrarea sa în tutelă, va veni la tutela ascendentului chemat după dânsul în ordinea prevăzută de lege, în celelalte cazuri tutela va fi dativă. (Valette sur Proudhon, II, p. 296; Demolombe, VII, No. 187; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 209, nota 2, p. 414; Marcadé, art. 402, No. 1; Beudant, II, No. 793; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 150 bis, V; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 152; Laurent, IV, No. 405; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 587).

19. Ascendentul chemat la tutela descendenților sei, nu poate refuza tutela decât în cazul când are o scuză legală. (Demolombe, VII, No. 188; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 153; Suppl., Minor-tutelle, No. 103; Laurent, IV, No. 404; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 587; Matei Cantacuzino, p. 74; Contra: Loaré, Législation civile, VII, p. 236, No. 9).

20. Ascendentul străin poate fi tutore legal în Franța (România), al nepoților săi francezi (români). (Huc, III, No. 351).

21. Femeele ascendente, afară de mamă, nu au tutela legală a descendenților lor minori. (Demolombe, VII, No. 183; Beudant, II, No. 791; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 209, nota 4, p. 414; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1106; Aubry et Rau, I, § 101, p. 648; Marcadé, art. 402, No. 1; Laurent, IV, No. 400; Baudry et Chéneaux, IV, No. 360, 361, 362, 455; Planiol, ed. 6-a I, No. 1809; Nacu, I, p. 586; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 586; Matei Cantacuzino, p. 73, 74).

22. Deși femeile ascendente nu au de drept tutela descendenților lor, însă consiliul de familie poate să le numească tutoare dativă, în cazul când găsește că sunt în stare să administreze tutela. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1809; Nacu, I, p. 586; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 586; Matei Cantacuzino, p. 73).

23. În dreptul actual spre deosebire de dreptul roman, ascendenții vin la tutela descendenților lor minori, chiar dacă ar fi îndepărtați de la moștenirea acestora prin alte rude. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 584).

24. Murind mama naturală fără a desemna un tutor prin testament copiilor sei minori naturali recunoscut, este locul la tutela ascendenților, de oarece legea recunoaște raporturi de familie între copilul natural recunoscut și ascendenții mamei sale. (Matei Cantacuzino, p. 73, 74).

25. A se vedea: art. 350 din codul civil cu notele respective.

**Art. 353.** — Dacă, în lipsa bunului după tată și a bunului după mamă a minorilor, s'ar afla doi ascendenți de un grad mai sus, cărora se cuvine tutela și care amândoi ar fi din linia despre tată a minorului, atunci tutela revine de drept aceluia care s'ar găsi a fi bunul după tată al tatălui minorului. (Civ. 352, 354; L. pentru epitropii din 1840, art. 12; Civ. Fr. 403).

*Text. fr. Art. 403.* — Si, à défaut de l'aïeul paternel et de l'aïeul maternel du mineur, la concurrence se trouvait établie entre deux ascendants du degré supérieur qui appartinssent tous deux à la ligne paternelle du mineur, la tutelle passera de droit à celui des deux qui se trouvera être l'aïeul paternel du père du mineur.

*Text. fr. Art. 403. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — En cas de concurrence entre des aïeux ou des aïeules du même degré, le conseil de famille désignera le tuteur ou la tutrice, sans tenir compte de la branche à laquelle ils appartiennent.

### Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, *Notă sub Cas. fr. Jur. Gen.* 1925, No. 2102.

### Doctrină.

1. Aplicațiunea dispozițiunilor art 353 din codul civil român are loc numai în cazul când bunul despre tată sau după mamă nu se află în viață; în cazul când

ei sunt în viață însă sunt excluși, destituiți sau depărtați din tutelă, consiliul de familie potrivit dispozițiilor art. 355 c. civ. român, va alege un tutor dativ. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 583 no'a 3).

2. Dacă la decesul părințelui supravie-



țitor, se găsesc ambii străbunici ai minorilor, despre tată, va fi preferat ca tutor străbunicul care este tatăl tatălui, tatălui minorilor și care va înălătura de la tutelă pe celalt străbunic care este tatăl, mamei, tatălui minorilor. (Dalloz.

Rép., Minor.-tutelle, No. 148; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1810; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 586).

3. A se vedea: art. 352 din codul civil cu notele respective.

**Art. 354.** — Dacă o asemenea concurență s'ar găsi între doi buni al doilea din linia despre mamă, numirea se va face de către consiliul de familie, care va fi însă dator a alege pe unul din acei ascendenți. (Civ. 353, 355 urm.; L. pentru epitropii din 1840, Art. 13; Civ. Fr. 404).

*Text. fr. Art. 404.* — Si la même concurrence a lieu entre deux bis-aïeux de la ligne maternelle la nomination sera faite par le conseil de famille, qui ne pourra néanmoins que choisir l'un de ces deux ascendants.

### Doctrină.

1. Dacă la decesul părintelui supraviețuitor se găsesc numai buni de al doilea dinspre mamă, consiliul de familie va alege tutorul, dar numai dintre ei pe unul dintr'înșii. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1106; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 148; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1810; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 586, 587; Plastara, I, p. 468).

2. Chiar în cazul când consiliul de fa-

milie alege tutorul dintre bunii de al doilea dinspre mamă, tutela va fi tot legală iar nu dativă. (Demolombe, VII, No. 113; Marcadé, Art. 402—404; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 148; Huc, III, No. 286).

3. După o altă părere în acest caz tutela este mixtă, adică legală și dativă. (Beudant, II, No. 791).

4. A se vedea: art. 352 din codul civil cu notele respective.

### Secțiunea IV. — Despre tutela aleasă de către consiliul de familie.

**Art. 355.** — Când un copil minor și neemancipat ar rămâne fără tată și mamă, fără tutore ales de către tatăl sau mama sa, și fără ascendenți de sex bărbătesc, precum și la întâmplare când tutorele fiind unul din cei pomeniți mai sus, s'ar găsi sau în starea excluziunii de care se va vorbi mai jos, sau după lege apărât de tutelă, atunci consiliul de familie va îngriji pentru numirea unui alt tutore. (Civ. 344 urm., 346, 349 urm., 352 urm., 356 urm., 370 urm., 383 urm.; Pr. civ. 254, 638 urm.; C. p. 13, 16, 22, 268; L. pentru epitropii din 1840, Art. 16; Decret-lege privitor la dispozițiunile luate pentru înlesnirea ocrotirii orfanilor de război (Mon. of. 19/918) Art. III, V, VI; Civ. Fr. 405).

*Text. fr. Art. 405.* — Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera, sans père, ni mère, ni tuteur élu par ses père et mère, ni ascendants mâles. comme, aussi lorsque le tuteur de l'un des qualités ci-dessus exprimées se trouvera ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement excusé, il sera pourvu, par un conseil de famille, à la nomination d'un tuteur.

*Text. fr. Art. 405. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur ou tutrice élu par ses père et mère, ni ascendants, comme aussi lorsque le tuteur ou la tutrice se trouvera dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après, il sera pourvu, par le conseil de famille, à la nomination d'un tuteur ou d'une tutrice.

La femme mariée devra obtenir l'autorisation de son mari. Celui-ci sera nécessairement cotuteur.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune 18, 19.	Mandat 21.
Anulare 16, 18, 19.	Minor 1 urm.
Ascendenți 1, 6, 8.	Moarte 5, 6, 8.
Căsătorie 4, 13.	Nunțate 16, 18, 19.
Căduțune 15, 16.	Omoagare 17, 18.
Consiliu de familie 1-10, 13-21.	Părinți, a se vedea cuvintele: „Mamă”, „Tată”.
Contestație 18, 19.	Perdere a tutelui 4.
Contrarietate de interese 11, 12.	Pluralitate de tutori 13.
Copil minor 1 urm.	Putere părintească 3.
Copil natural 8, 9.	Recăsătorie 4, 13.
Cotutor 13.	Recunoașterea copiilor naturali 8, 9.
Decădere 3.	Refuz 2.
Deces 5, 6, 8.	Responsabilitate 20, 21.
Demisiune 3, 7.	Rușenie 14.
Destituire 3, 5, 6, 7.	Scuzare din tutelă 2, 6, 7.
Emancipare 15.	Sex masculin 1.
Excludere 3, 5, 6, 7.	Tată 1, 2, 3, 5.
Încercare din viață 5, 6, 8.	Termin 15, 16.
Interese contrare 11, 12.	Tribunal 9, 10, 17, 18, 19.
Ipotecă legală 12.	Tutelă 1 urm.
Judecător de ocol 9.	Tutelă dativă 1 urm.
Mamă 1-5, 8, 13.	Tutor ad hoc 11, 12.
Mamă naturală 8.	Tutor testamentar 1, 5, 8.

## Doctrină.

**1.** Consiliul de familie alege un tutor copiilor minori neemancipați când aceștia rămân fără tată și mamă, fără ca cel din urmă dintre părinții lor să le fi numit un tutor testamentar și fără ascendenți de sex bărbătesc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1107; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 105; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1813; Planiol et Ripert, I, No. 444, 471; Colin et Capitant, ed. 4-a, I p. 487; Nacu, I, p. 586, 587; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 588; Matei Cantacuzino, p. 73; Plastara, I, p. 469).

**2.** Deasemenea consiliul de familie va alege un tutore când tatăl supraviețuitor este scuzat din tutelă sau când mama supraviețuitoare refuză tutela. (Duranton, III, No. 446; Demolombe, VII, No. 178; Beudant, II, No. 790; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 209, nota 1, p. 413; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1105, 1107; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 150 bis, IV, Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 101, nota 1, p. 646; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 105; Laurent, IV, No. 401; Huc, III, No. 285; Baudry et Chéneaux, IV, No. 361; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1804, 1813; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 487; Nacu, I, p. 587; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 564, nota 2, 585, 588; Matei Cantacuzino, p. 73; Plastara, I, p. 469; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 471).

**3.** Deasemenea când părintele supraviețuitor, tată sau mamă demisionează din tutelă, este exclus sau destituit sau este decăzut din puterea părintească. (Toullier, II, No. 1107; Duranton, III, No. 451; Demolombe, VII, No. 178; Aubry et Rau, I, § 101, nota 1; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1105; 1107; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 105; Laurent, IV, No. 401; Baudry et Chéneaux, IV, No. 360; Nacu, I, p. 587; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 588; Matei Cantacuzino, p. 73; Plastara, I, p. 469; Comp.: Marcadé, Art. 402, No. 2; Co-

lin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 486, 487; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1813; Planiol et Ripert, I, No. 471).

**4.** Deasemenea când mama supraviețuitoarea a pierdut de drept tutela prin faptul că se recăsătorește fără să fi convocat în prealabil consiliul de familie și în cazul când l-a convocat, acesta nu o menține în tutelă. (Merlin, Répertoire, Tutelle, section 2, § 2, art. 1, No. 3; Toullier, II, No. 1103; Duranton, III, No. 446; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1105, 1107; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 89, 105; Laurent, IV, No. 392; Huc, III, No. 276; Baudry et Chéneaux, IV, No. 346; Matei Cantacuzino, p. 73; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1089; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1813; Planiol et Ripert, I, No. 471; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 483, 486, 487; Nacu, I, p. 587, 588; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 566, nota 2, 588; Plastara, I, p. 469).

**5.** Deasemenea când tutorul testamentar ales de către cel din urmă dintre părinți, este scuzat, exclus sau destituit sau încetează din viață în timpul funcțiunii sale (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1107; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 105; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1813; Planiol et Ripert, I, No. 471; Nacu, I, p. 587, 588; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 588; Matei Cantacuzino, p. 73; Plastara, I, p. 469).

**6.** Deasemenea când ascendentul tutor este scuzat, exclus sau destituit sau când încetează din viață în timpul funcțiunii sale. (Toullier, II, No. 1107; Duranton, III, No. 447; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1107; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 101, nota 3, p. 648; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 152; Suppl., Minor-tutelle, No. 101, 105; Huc, III, No. 285, 286; Baudry et Chéneaux, IV, No. 363; Matei Cantacuzino, p. 73; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1811, 1813; Planiol et Ripert, I, No. 465, 471; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 486, 487; Nacu, I, p. 586, 587; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 583, nota 3, 587, 588; Plastara, I, p. 469).

**7.** Deasemenea când tutorul dativ ales de către consiliul de familie trebuie să fie înlocuit din o cauză oarecare. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 105; Nacu, I, p. 588).

**8.** Deasemenea pentru copiii naturali recunoscuți când mama lor naturală a încetat din viață fără să fi ales tutor testamentar și fără ascendenți. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 688 urm.; Suppl., Minor-tutelle, No. 642; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 592; Comp.: Laurent, IV, No. 417).

**9.** Tutela copiilor naturali nerecunoscuți va fi aleasă de tribunal sau de judecătorul de ocol de oare ce nu se poate compune consiliul de familie ca să numească un tutor dativ. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 592, text și nota 4; Contra: Demolombe, VIII, No. 377; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 688 urm., Suppl., Mi-



nor-tutelle, No. 642; Comp.: Laurent, IV, No. 417; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1801 bis, 1817).

**10.** Când consiliul de familie este convocat pentru a alege un tutor și el nu se întrunește, tribunalul va putea potrivit dispozițiilor art. 367 din codul civil român să aleagă un tutor dativ. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 589, nota 2).

**11.** Când există contrarietate de interese între tutor și minor, se va numi minorului de către tribunal un tutor ad hoc. (Planiol et Ripert, I, No. 261, 479; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 488; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 589, nota 2; Plastara, I, p. 464, 470).

**12.** Tutorul ad hoc nu este supus ipotecei legale ca tutorii ordinari. (Planiol et Ripert, I, No. 479).

**13.** Consiliul de familie nu poate numi decât un singur tutor afară de cazul când mama se recăsătorește și consiliul de familie lasă asupra sa tutela și soțul său de al doilea este cotutor. (Toullier, II, No. 1123; Taulier, II, p. 21; Laurent, IV, No. 369; Baudry et Chéneaux, IV, No. 372; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 549, 589, nota 3; Contra: Duranton, III, No. 444; Huc, III, No. 283, 284; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1821; Planiol et Ripert, I, No. 476; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 487, 488; Comp.: Demolombe, VII, No. 221, 222; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 89, text și nota 7, p. 590).

**14.** Tutorul dativ ales de consiliul de familie nu trebuie să facă parte din acest consiliu ci poate fi și o persoană străină de consiliu rudă cu minorul sau străin. (Delvincourt, I, p. 114, nota 1; Toullier, II, No. 1122; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 157; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1815; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 487).

**15.** Tutorul dativ trebuie numit pentru toată durata minorității copiilor sau până la emanciparea lor; consiliul de familie nu are dreptul să-l numească pe un termen fix sau sub o condițiune oarecare. (Toullier, II, No. 1105; Duranton, III, No. 439; Demolombe, VII, No. 226; Massé et Vergé sur Zachariae, II, p. 186; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 89, p. 590; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 159; Laurent, IV, No. 370; Huc, III, No. 284; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 551, 589, nota 3).

**16.** În cazul când consiliul de familie a ales un tutor dativ pe un termen fix sau sub o condițiune oarecare, această numire este atinsă de nulitate. (Demolombe, VII, No. 230; Massé et Vergé sur Zachariae, I, nota 1, p. 386; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 160).

**17.** Numirea tutorului dativ se face de către consiliul de familie fără omologarea tribunalului. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 106; Nacu, I, p. 586; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 583, 589; Comp.: Aubry et Rau, I, § 102, p. 650; Baudry et Chéneaux, IV, No. 366).

**18.** Deliberarea consiliului de familie

prin care se numește un tutor dativ copiilor minori, de și nu este supusă omologării tribunalului poate fi atacată pe cale directă înaintea tribunalului. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutele, No. 106; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1797; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 589).

**19.** În cazul când deliberarea consiliului de familie de numire a unui tutor dativ, a fost atacată pe cale directă și tribunalul anulează numirea, acesta nu poate numi direct un tutor dativ ci acest drept aparține numai consiliului de familie care va fi convocat pentru a alege un alt tutor (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 102, p. 650; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 106; Laurent, IV, No. 407; Huc, III, No. 287; Baudry et Chéneaux, IV, No. 366; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 589; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1797).

**20.** După o părere consiliul de familie care numește un tutor dativ, nu are nici o răspundere de alegerea ce a făcut-o în persoana acestui tutor. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 737).

**21.** După o altă părere consiliul de familie trebuie să-și îndeplinească atribuțiunile prevăzute de lege ca un bun părinte de familie de oarece are un mandat de la lege. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 669; Laurent, V, No. 181).

**22.** A se vedea: art. 344—354 din codul civil cu notele respective privitoare la tutela dativă.

## Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Potrivit art. 638 și urm. pr. civ. în toate cazurile când hotărârea consiliului de familie nu este dată cu înțelegerea tuturor, ori cari din membrii consiliului de familie, precum și tutorul, are dreptul de a ataca această hotărâre înaintea trib., care se va pronunța de urgență, hotărârea sa fiind supusă apelului.

Prin urmare, în speță hotărârea consiliului de familie asupra căreia s'a dat jurnalul apelat, a fost luată fără înțelegerea tuturor membrilor și că parte din membri, au atacat-o înaintea trib., deși hotărârea consiliului se familie prin care se alege un tutore, nu este supusă, în principiu, aprobării trib., însă jurnalul fiind dat asupra acestei întâmpinări, apelul este admisibil în principiu. (C. Apel Galați, S. I, 234 din 19 Decembrie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 317).

**2.** În fapt: Locuitorul St. I. fiind văduv și având copii minori, a fost internat în ospiciul Socola în baza legii alienaților din anul 1894.

În drept: Prin faptul constatării medicale și internării în ospiciu, bolnavul — în calitate de subiect de drept — continuă a rămâne deținătorul drepturilor sale, atât patrimoniale, cât și



acelea care îi sunt exclusiv personale, — numai că exercițiul acestor drepturi îi este suspendat pe timpul cât va dura situațiunea sa de internat, — exercițiu care se conferă unui administrator provizoriu și unui consiliu de familie după aceleași norme prevăzute pentru minorii neemancipați.

Între aceste drepturi ale bolnavului figurând și acela de tutore al copiilor săi minori, prin efectul internării, exercițiul acestui drept îi este de asemeni suspendat; — cum însă, minorii nu pot rămâne un interval ori cât de mic fără reprezentant executiv al drepturilor și intereselor, cum — în asemeni cazuri codul civil nu a prevăzut ipoteza unui tutore legal suspendat din exercițiul îndatoririlor sale, suspendare care poate ține mai puțin decât timpul până când minorii ar deveni emancipați sau majori, întrucât art. 67 al. final. pr. civ. prevede cazul când încă nu este înființată tutela, iar art. 747 codul civil soluționează numai situația când minorul este angajat într-o acțiune de eșire din indivi-

ziune, — și cum nici legea alienațiilor nu a prevăzut cazul, urmează că — în speță — în baza principiului de ordine publică al protecțiunii minorilor să fie convocat consiliul de familie al minorilor pentru a fi delegat un administrator special care să exercite sub controlul permanent al consiliului de familie și al instanței judecătorești — în calitatea analoagă a unui tutore dativ — toate drepturile tutorului legal.

De asemeni, în baza ideii de unitate a tutelei, este util să fie întrunite într-o aceeași persoană calitatea de administrator provizoriu al tatălui internat și de administrator special al minorilor, — întrucât — în caz contrar — dreptul de administrație al averii minorilor revenind administratorului provizoriu — administratorului special nu i-ar rămâne decât regularea conturilor și plata excedentului din această administrație care va constitui obiectul folosinței legale a tatălui. (Trib. Iași, s. tutelară, 1114 din 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1601).

**Art. 356.** — Consiliul familiei se va adună, sau prin cererea și stăruința oricăreia din rudeniile minorului sau a creditorilor lui, sau a altor părți interesate, sau ex officio, prin îngrijirea judecătoreiei competente.

E liber oricare a da de știre tribunalului, despre cauzele ce reclamă numirea unui tutore. (Civ. 93, 95, 346 urm., 361, 387, 424; Pr. civ. 638 urm.; C. p. 13, 16, 22, 268; L. jud. oc. 39; L. p. epitropii din 1840, Art. 17; Civ. Fr. 406).

*Text. fr. Art. 406.* — Ce conseil sera convoqué soit sur la requisition et à la diligence des parents du mineur, de ses créanciers ou d'autres parties intéressées, soit même d'office et à la poursuite du juge de paix du domicile du mineur. Toute personne pourra dénoncer à ce juge de paix le fait qui donnera lieu à la nomination d'un tuteur.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Abilitare 6, 7.	Facultate 11, 16.
Acțiune recursorie civilă 12, 15.	Incetare din viață 18.
Afini 1, 3, 4, 11, 12.	Incheiere 14, 15.
Anulare 13, 25, 26.	Incompetență 26.
Apel 14.	Interes 26, 27.
Asociații 5.	Interesate părți 1, 5, 6, 11, 12.
Autorizație 6, 7.	Judecător de ocol 10, 12, 14, 15, 16.
Avis 6, 7.	Legatar 5.
Chiriaș 5.	Locatar 5.
Competență 26.	Mamă naturală 18.
Concluzii 13.	Minister public 9, 13.
Consiliu de familie 1 urm.	Minor 1 urm.
Contract 6.	Moarte 18.
Convocare 1 urm.	Moștenire 2.
Copil minor 1 urm.	Nulitate 13, 25, 26.
Copil natural 18.	Obligație 11, 12, 16.
Creditori 1, 11, 12.	Oficiu 9, 10.
Deces 18.	Omissioni 3.
Denunțare 9, 16.	Parchet 9, 13.
Deschiderea tutelei 17-24, 26, 27.	Persoane interesate 1, 5, 6, 11, 12.
Divorț 19.	Procuror 9, 13.
Domiciliul tutelei 17-24, 26, 27.	

Recunoașterea copiilor naturali 18.  
Refuz 12, 14, 15, 16.  
Rude de sânge 1-4, 11, 12.  
Societate 5.  
Succesiune 2.  
Tată 17, 19.

Testament 5.  
Tribunal 10, 12, 14, 15, 16.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă dativă 1 urm.  
Tutelă legală 19, 23, 24.  
Tutor 1, 6, 7.  
Uzufructuar 5.

Doctrină.

1. Dreptul de a cere convocarea consiliului de familie aparține: rudelor de sânge sau afinilor copilului minor, creditorilor sau altor părți interesate și tutorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, p. 606; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 202; Suppl., Minor-tutelle, No. 135; Planiol et Ripert, I, No. 454; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 607; Matei Cantacuzino, p. 76; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1787; Nacu, I, p. 592).

2. Prin rudele despre care vorbește art.



406 c. civ. fr. (356 c. civ. rom.) se înțeleg rudele în gradul admis de lege pentru a veni la succesiunea minorului. (Demolombe VII, No. 179; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 202; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1119; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, p. 606; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 135).

3. Deși art. 406 c. civ. fr. (356 c. civ. rom.) nu prevede între persoanele cari au dreptul să provoace convocarea consiliului de familie și pe afini, totuși ei au acest drept de oarec rudele și afini sunt puși pe aceeași linie și netrecerea lor în acest articol trebuie socotită ca o scăpare din vedere. (Demolombe, VII, No. 195; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 153 bis, II; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 202; Suppl., Minor-tutelle, No. 135; Laurent, IV, No. 452; Baudry et Chéneaux, IV, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 607, nota 4; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, p. 606; Planiol et Ripert, I, No. 454).

4. Chiar dacă rudele sau afini nu fac parte din consiliul de familie, ei au dreptul să ceară convocarea consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 607; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1119).

5. Prin părți interesate despre care vorbește art. 406 c. civ. fr. (356 c. civ. rom.) trebuie înțelese părțile cari au un interes pecuniar cum ar fi locatarul, uzufructuarul, asociații, legatarii defunctului, etc. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 135; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 607; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, p. 606; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1119; Matei Cantacuzino, p. 76).

6. Când părțile interesate voesc să facă un act cu tutorul care lucrează în numele minorului, act pentru care el trebuie abilitat, convocarea consiliului de familie se va face de către tutor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, p. 607; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608, 609; Comp.: Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 204; Suppl., Minor-tutelle, No. 136; Planiol et Ripert, I, No. 454).

7. Tutorul are dreptul să convoace consiliul de familie, când voeste să obție autorizația sau avizul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1120; Planiol et Ripert, I, No. 454; Matei Cantacuzino, p. 76).

8. Minorul are dreptul să ceară să se convoace consiliul de familie. (Planiol et Ripert, I, No. 454).

9. Ministerul Public nu are dreptul să ceară din oficiu convocarea consiliului de familie ci el poate, ca orice altă persoană, să denunțe tribunalului că este locul a se convoca consiliul de familie pentru alegerea unui tutore dativ. (Demolombe, VII, No. 287; Aubry et Rau, I, § 94, p. 607; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 205; Suppl., Minor-tutelle, No. 138; Laurent, IV, No. 453; Baudry et Chéneaux, IV, No. 406, 412; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1787; Planiol et Ripert, I, No. 454; Alexandresco, ed. 2-a, II,

p. 608, nota 2; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 76).

10. Tribunalele și judecătorile de ocoale au dreptul să convoace consiliul de familie din oficiu ori când vor socoti că interesele minorului cer deliberarea lui. (Demolombe, VII, No. 280; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1119; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, text și nota 1 bis, p. 607; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 204; Suppl., Minor-tutelle, No. 136; Laurent, IV, No. 452; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1786, 1814; Planiol et Ripert, I, No. 453; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608; Matei Cantacuzino, p. 76).

11. Toate persoanele arătate în art. 356 c. civ. rom. (406 c. civ. fr.) nu sunt obligate să provoace convocarea consiliului de familie ci au numai facultatea de a o cere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608).

12. Tribunalele și judecătorile de ocoale sunt obligate să convoace consiliul de familie la cererea uneia dintre persoanele în drept a o cere, prevăzute de lege, sub pedeapsă de urmărire în contra lor cu acțiune recursorie civilă. (Demolombe, VII, No. 281; Mourlon, I, No. 1120; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 139; Laurent, IV, No. 454; Huc, III, No. 297; Planiol et Ripert, I, No. 454; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608, text și nota 3).

13. Pentru admiterea convocării consiliului de familie, nu sunt necesare concluziile Ministerului Public și deliberarea ordonată prin hotărâre în urma concluziilor Ministerului Public este lovită de nulitate. (Demolombe, VII, No. 287; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 396, nota 7; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, p. 607; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 138; Laurent, IV, No. 452).

14. În contra încheierilor prin care tribunalul sau judecătorul de ocol refuză a convoca consiliul de familie, după o părere, există deschisă calea apelului la instanță superioară. (Demolombe, VII, No. 281; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1120; Laurent, IV, No. 454; Huc, III, No. 297; Planiol et Ripert, I, No. 454; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608, nota 3).

15. După o altă părere în contra încheierii de respingere a cererii de convocare a consiliului de familie partea în drept are drept să ceară numai urmărirea pentru răspunderea judecătorilor către prigonitoarele părți (prise à partie). (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 396, nota 6).

16. Tribunalele și judecătorile de ocoale nu sunt obligate să ia în considerație denunțarea făcută de orice persoană prin care arată că este locul a se numi un tutore, ci este lăsat la facultatea lor de a convoca sau nu consiliul de familie în acest caz. (Mourlon, I, No. 1120; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 204; Laurent, IV, No. 454; Huc, III, No. 297; Baudry et Chéneaux, IV, No. 411; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608).

17. Domiciliul tutelei este acolo unde



s'a deschis adică acolo unde minorul își are domiciliul legal care este la domiciliul tatălui său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1117; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1768, 1769; Planiol et Ripert, I, No. 418, 451; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 495; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 603, 604; Comp.: Plastara, I, p. 464; Matei Cantacuzino, p. 76).

**18.** Când copilul este natural și a fost recunoscut de mama sa, când aceasta încetează din viață, domiciliul tutelei va fi acel al mamei decedate. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1769; Planiol et Ripert, I, No. 418).

**19.** Dacă părinții sunt divorțați, tutela se deschide la domiciliul soților care are administrația legală de oarece acest soț dă domiciliul său minorului. (Planiol et Ripert, I, No. 451).

**20.** Consiliul de familie trebuie în principiu constituit la locul unde s'a deschis tutela. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 604 urm.; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 451, 452; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 495; Matei Cantacuzino, p. 76).

**21.** După o părere, locul unde s'a deschis tutela dativă, rămâne sediul tutelei și a consiliului de familie, indiferent de schimbările ce a putut suferi domiciliul tutorului dativ. (Valette sur Proudhon, II, p. 313; Toullier, II, No. 1114; Duranton, III, No. 453; Demolombe, VII, No. 248 urm.; Beudant, II, No. 777 urm.; Marcadé, Art. 410, No. 3; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 158 bis, I, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1118, nota 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92 bis, nota 1, p. 599; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 209; Suppl., Minor-tutelle, No. 149; Baudry et Chéneaux, IV, No. 400 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1774; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 452; Matei Cantacuzino, p. 76; Plastara, I, p. 464).

**22.** După o altă părere, consiliul de familie poate fi convocat și în altă parte unde tutorul dativ și-a schimbat domiciliul, de oarece sediul tutelei este variabil. (Laurent, IV, No. 447 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 606; Comp.: Huc, III, No. 299 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 452; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 496).

**23.** În ceea ce privește tutela legală, după o părere, ca și la tutela dativă, consiliul de familie trebuie convocat la locul unde s'a deschis tutela care este domiciliul tutelei și nu poate fi schimbat de oarece dacă s'ar admite soluția contrară, tutorul ar putea să compue consiliul de familie după cum ar voi el și copilul nu ar mai fi garantat. (Valette sur Proudhon, II, p. 313, 314; Demolombe, VII, No. 249; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92 bis,

nota 2, p. 600; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 211; Suppl., Minor-tutelle, No. 150; Huc, III, No. 301; Planiol et Ripert, I, No. 451, 452).

**24.** După o altă părere, consiliul de familie trebuie convocat totdeauna la domiciliul tutorului legal care se confundă cu domiciliul tutelei și care deci poate fi schimbat acolo unde tutorul legal și-a strămutat domiciliul. (Delvincourt, I, p. 275, 284; Toullier, II, No. 1114; Duranton, III, No. 453; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1118, nota 2; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 210; Suppl., Minor-tutelle, No. 150; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 158 bis; Marcadé, Art. 410, No. 3; Planiol et Ripert, I, No. 447, p. 491, nota 1, 451, 452; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 496; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 606; Matei Cantacuzino, p. 76; Plastara, I, p. 464).

**25.** Deliberarea membrilor consiliului de familie în lipsa unora dintre ei și cari nu au fost convocați în mod valabil, este atinsă de nulitate. (Duranton, III, No. 465, nota; Demolombe, VII, No. 290; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 396; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, p. 609; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 224; Comp.: Laurent, IV, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 621).

**26.** Deliberările unui consiliu de familie incompetent sunt atinse de nulitate radicală și judecătorii nu au dreptul să admită sau nu nulitatea deliberărilor după cum cer interesele minorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 153; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92 bis, p. 601; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1777).

**27.** Când consiliul de familie a fost întrunit în alt loc de cât la domiciliul minorului, tribunalul va menține sau va anula deliberarea după cum va constata în fapt că interesele minorilor au fost sau nu au fost destul de garantate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 622; Comp.: Aubry et Rau, I, § 96, p. 621, 622; Laurent, IV, No. 477 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1777).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Atunci când este vorba a se cere înlocuirea unor membri din consiliul de familie, tribunalul are să procedeze conform regulilor stabilite pentru destituirea tutorului, nefiind necesar să se facă aplicarea art. 151 pr. civ. (Trib. Ilfov, s. IV c. c., Jurnal 6165 din 28 Martie 1925, Pand. Săpt. 5/1925).

**Art. 357.** — Consiliul de familie se va compune cel puțin din cinci rude, din care trei vor fi despre partea tatălui, și două despre partea mamei, iar când despre partea unuia din părinți nu ar fi rudenii, ca să se poată îndeplini acest număr, lipsa să se îndeplinească



cu rude de partea celui alt părinte <sup>1)</sup>, păzindu-se rânduiala de a se preferi totdeauna cele mai de aproape rudeniile despre fiecare linie. Rudenia se va preferi înaintea afinului (cuscrui) de acelaș grad și între rudeniile de asemenea grad, cel mai în vârstă se va preferi. (Civ. 95, 358 urm., 365, 370 urm., 383 urm., 386, 660 urm.; C. p. 22, 268; L. jud. oc. 39, 40; L. pentru epitropii din 1840, Art. 18; Civ. Fr. 407).

*Text. fr. Art. 407.* — Le conseil de famille sera composé, non compris le juge de paix, de six parents ou alliés, pris tant dans la commune où la tutelle sera ouverte que dans la distance de deux myriamètres, moitié du côté paternel, moitié du côté maternel, et en suivant l'ordre de proximité dans chaque ligne.

Le parent sera préféré à l'allié du même degré; et, parmi les parents de même degré, le plus âgé à celui qui le sera le moins.

*Text. fr. Art. 407. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — Le conseil de famille sera composé, non compris le juge de paix, de six parents ou alliés de l'un ou de l'autre sexe, pris tant dans la commune où la tutelle sera ouverte que dans la distance de deux myriamètres, moitié du côté paternel, moitié du côté maternel, suivant l'ordre de proximité dans chaque ligne.

Le mari et la femme ne pourront faire partie ensemble du même conseil de famille. La préférence sera donnée à celui des deux dont le degré de parenté est le plus rapproché. A égalité de degré, le plus âgé sera préféré.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub C. Bordeaux, Jur. Gen. din 1925, No. 115 și 116;  
BOTEZ A. AL., *Notă* sub Cas. I, 2241 din 9 Dec. 1924, Pand. Rom. 1925, I, 165;  
CONSTANTINESCU ST. AL., *Notă* sub Judec. Ocol Ferbinți (Ilfov), 23 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 519.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Adopțiune 8.	Incetare din viață 3.
Afiniație 3, 4, 9, 10, 11, 19.	Incheiere 34.
Amici 4.	Interes 20, 29, 30.
Anulare 20-30, 32, 33.	Județ 9, 10.
Apel 34.	Legea pentru epitropii 2.
Aprecieri suverană 30.	Majoritate 7.
Ascendenți 5.	Mamă 5, 6, 16.
Asistare 12.	Mamă naturală 16.
Capacitate 24.	Mandat 25.
Citare 26.	Minimum 1.
Codul civil francez 1, 2.	Minor 1 urm.
Codul civil român 1, 2.	Moarte 3.
Condițiune esențială 22.	Modificare 19, 20.
Consiliu de familie 1 urm.	Moștenire 14, 15.
Copil minor 1 urm.	Nulitate 20-30, 32, 33.
Copil natural 16, 17, 18.	Numărul membrilor din consiliul de familie 1, 23, 27, 28.
Deces 3.	Preferință 11.
Deliberare 12, 20-30, 33.	Prejudiciu 20, 29, 30.
Deschiderea tutelei 9, 10.	Prietini 4.
District 9, 10.	Procură 25.
Dol 20, 21, 29, 30.	Recunoașterea copiilor naturali 16, 17, 18.
Domiciliu 9.	Reședință 9.
Drept civil francez 1, 2.	Român drept civil 1, 2.
Drept civil român 1, 2.	Rude 2, 4, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 19, 27, 28, 31, 32, 33.
Epitropii lege 2.	Scrișoare 26.
Experiență 5, 6.	Străini 13.
Femece 5.	Successiune 14, 15.
Fisc 15.	Suverană apreciere 30.
Francez drept civil 1, 2.	Tată 6, 16.
Frați adoptivi 8.	
Fraudă 20, 21, 29, 30.	
Grad de rudenie 11, 19.	
Incapacitate 24.	

Taxe de timbru 15.  
Tribunal 32, 33.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă dativă 1 urm.  
Tutor 12, 13.

Valabilitate 23.  
Variabilă compunere 19, 20.  
Verbală citare 26.

### Doctrină.

1. In dreptul civil român, contrar ca în dreptul civil francez, numărul membrilor din consiliul de familie nu este limitat, legea prevăzând numai minimum de cinci membri și dacă sunt mai mulți trebuie să fie totdeauna fără soț. (Alexandrescu, ed. 2-a, II, p. 597, nota 1).

2. Cuvintele: „iar când despre partea unuia din părinți nu ar fi rudenii ca să se poată îndeplini acest număr, lipsa să se îndeplinească cu rude din partea celui alt părinte”, din art. 357 c. civ. român nu există în textul art. 407 c. civ. fr. corespunzător, ci sunt luate de legiuitorul nostru din art. 18 din legea pentru epitropii din 26 Aprilie 1840. (Alexandrescu, ed. 2-a, II, p. 597, nota 2).

3. Afinitatea în sensul prevăzut de art. 407 c. civ. fr. (357 c. civ. rom.) subsistă chiar în cazul când soțul care o producea

<sup>1)</sup> Din art. francez 407, corespunzător, lipsește fraza intermediară: „...iar când despre partea unuia din părinți nu ar fi rudeniile ca să se poată îndeplini acest număr, lipsa să se îndeplinească cu rude de partea celui alt părinte...”.

a încetat din viață fără să fi lăsat copii, de oarece nici un text de lege nu arată că în acest caz afinitatea se pierde. (Vallette sur Proudhon, II, p. 315; Demolombe, VII, No. 255; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1113; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 93, nota 4, p. 602; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 189; Suppl., Minor-tutelle, No. 121; Planiol et Ripert, I, No. 447; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 601, 602; Contra: Duranton, III, No. 459; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 154 bis; Laurent, IV, No. 436; Comp.: Nacu, I, p. 590).

4. Nu este necesar ca rudele și afinii cari urmează să compună consiliul de familie, să fi avut relațiuni strânse de prietenie cu părinții copilului minor. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 132; Planiol et Ripert, I, No. 447).

5. Potrivit dispozițiilor art. 383 § 3 din codul civil român, femeele, afară de mamă și de celelalte ascendente, nu au dreptul a forma consiliul de familie de oarece legea le presupune că nu au experiența necesară pentru a lua parte la deliberări. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 599; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1114).

6. Deasemenea potrivit dispozițiilor art. 383 din codul civil român, minorii, afară de tată și de mamă, când nu au tutela, nu pot face parte din consiliul de familie, de oarece nu au experiență. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 599; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 448).

7. Copilul minor chiar aproape de majorat sau nu are dreptul să facă parte din consiliul de familie care guvernează tutela sa. (Planiol et Ripert, I, No. 446).

8. Frații adoptivi ai minorului pot face parte din consiliul de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 602, nota 2).

9. Rudele sau afinii pentru compunerea consiliului de familie vor fi luați din cuprinsul districtului unde s'a deschis tutela, indiferent dacă în acest district își au domiciliul sau numai reședința. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1780; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 602).

10. Rudele sau afinii cari se găsesc în trecere în cuprinsul districtului unde s'a deschis tutela, nu pot compune consiliul de familie. (Demolombe, VII, No. 277; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 602, nota 5).

11. Afinii sunt preferiți rudelor de sânge în formarea consiliului de familie când sunt într'un grad mai apropiat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1113; Planiol et Ripert, I, No. 448; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 493).

12. Tutorul nu poate face parte din consiliul de familie dându-și votul său; el poate numai asista la deliberările consiliului de familie. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 493, 494).

13. Străinii pot face parte dintr'un consiliu de familie, de oarece pot fi și tutori. (Planiol et Ripert, I, No. 448, 487; Matei Cantacuzino, p. 77).

14. Pentru compunerea consiliului de

familie, se va ține seamă de înrudirea prevăzută de art. 755 c. civ. fr. (676 din codul civil român) din materia succesiunilor. (Planiol et Ripert, I, No. 447; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 599, nota 1).

15. Regula pusă mai sus este aplicabilă în materie de compunerea consiliului de familie chiar și sub imperiul aplicațiunii legii care a limitat rudenția succesibilă la un grad mai mic, pentru un interes fiscal și care nu a înțeles să modifice compunerea consiliilor de familie. (Planiol et Ripert, I, No. 447).

16. În ceea ce privește tutela copiilor naturali minori recunoscuți de mama lor, consiliul de familie nu poate fi compus, potrivit dispozițiilor art. 407 c. civ. fr. (357 c. civ. rom.) din rude despre partea tatălui și din rude despre partea mamei și aceasta chiar atunci când copilul minor ar fi fost recunoscut de tatăl său. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 567, p. 153; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 689; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 592, 599, nota 2).

17. Pentru copiii naturali nerecunoscuți, consiliul de familie nu se poate compune de oarece nu i se cunosc părinții săi. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 592 text și nota 4).

18. După o altă părere, consiliul de familie pentru copiii naturali nerecunoscuți, se va compune din persoane onorabile și milostive. (Demolombe, VIII, No. 377).

19. Consiliul de familie are o compunere variabilă și poate fi modificat când se găsesc rude mai apropiate sau afini ce trebuiesc să ia parte la compunerea lui. (Beudant, II, No. 808; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 91, nota 6, p. 595; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 167; Suppl., Minor-tutelle, No. 114; Laurent, IV, No. 451; Huc, III, No. 298; Baudry et Chéneaux, IV, No. 399; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1773; Planiol et Ripert, I, No. 442, 447; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 494; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 598; Matei Cantacuzino, p. 76).

20. Consiliul de familie trebuiește modificat, când există cazul, cu multă rezervă și tribunalul când i se cere anularea unei deliberări, trebuiește să cerceteze dacă nu cumva modificarea s'a făcut în scopul de a frauda interesele minorului. (Demolombe, VII, No. 277, 278; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 158; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 91, nota 6, p. 595; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 114; Laurent, IV, No. 451; Huc, III, No. 298).

21. Cu toate că legea nu prevede în mod formal nulitatea deliberărilor consiliului de familie care nu a fost compus în conformitate cu cerințele legii, totuși când neregularitatea comisă este rezultatul dolului sau a fraudei, deliberările trebuiesc anulate. (Demolombe, VIII, No. 330; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 176, 177; Suppl., Minor-tutelle, No. 109; Laurent, IV, No. 478; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1777, 1796; Planiol et Ripert, I, No. 450; Colin



et Capitant, ed. 4-a, I, p. 495; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 621, nota 2; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 76, 78).

**22.** Deasemenea trebuiesc anulate deliberările consiliului de familie când neregularitatea comisă este substanțială și lipsește una din condițiunile esențiale ale existenței juridice a consiliului de familie. (Demolombe, VII, No. 328; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, text și nota 14, p. 619; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 109; Laurent, IV, No. 471 urm., 477 urm.; Huc, III, No. 321 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1777, 1796; Planiol et Ripert, I, No. 450; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 620, 621; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 495; Matei Cantacuzino, p. 78).

**23.** Astfel deliberarea consiliului de familie trebuiește anulată când au fost convocați mai puțini membri de cât cei prevăzuți de lege, de oarece în acest caz consiliul de familie nu a fost compus potrivit dispozițiilor legii. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, p. 619; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 117; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1777, 1796; Planiol et Ripert, I, No. 450; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 621; Matei Cantacuzino, p. 78).

**24.** Deasemenea este nulă deliberarea când unii dintre membrii consiliului de familie cari au luat parte la deliberare, erau incapabili să facă parte din consiliu. (Duranton, III, No. 465, nota; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, p. 620; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 117; Laurent, IV, No. 473; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1777; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 621; Matei Cantacuzino, p. 78; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 450, 458).

**25.** Deasemenea deliberarea este nulă când unul dintre membrii consiliului de familie a fost reprezentat în mod neregulat printr'un mandatar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, p. 619; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 117; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 621; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 450).

**26.** Deasemenea deliberarea este nulă când unul dintre membrii consiliului de familie a fost chemat la deliberare în mod verbal sau prin scrisoare și nu s'a prezentat. (Duranton, III, No. 465, nota; Demolombe, VII, No. 290; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, p. 620; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 169).

**27.** Deasemenea, după o părere, deliberarea este nulă când consiliul de familie nu a fost compus din numărul de rude din partea tatălui sau din partea mamei după cum prevede legea, ci din un număr mai mare despre partea unuia dintre părinți deși erau rude suficiente de partea celuialt părinte. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 171).

**28.** După o altă părere, în acest caz deliberarea consiliului de familie astfel format este valabilă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, p. 622; Comp.: Planiol et Ri-

pert, I, No. 450; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 600, 621; Matei Cantacuzino, p. 76).

**29.** În toate celelalte cazuri în afară de cazul de fraudă sau de dol, după o părere dominantă în doctrină și jurisprudență, de oarece legea nu prevede vreo nulitate pentru cazul când nu s'au observat prescripțiunile sale, deliberările consiliului de familie trebuiesc anulate numai în cazurile când neregularitatea comisă a putut să aducă un prejudiciu intereselor minorului. (Valette sur Prudhon, II, p. 328; Toullier, II, No. 1119; Duranton, III, No. 479; Demolombe, VII, No. 328 urm.; Marcadé, Art. 410, No. 4; Beudant, II, No. 808; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, text și nota 21, p. 620; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 166, 175; Suppl., Minor-tutelle, No. 109, 130; Laurent, IV, No. 477, 482; Huc, III, No. 306, 323; Baudry et Chéneau, IV, No. 427; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1777, 1796; Planiol et Ripert, I, No. 450; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 495; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 600, 621, text și nota 2; Nacu, I, p. 591; Matei Cantacuzino, p. 78).

**30.** În toate aceste cazuri aparține în mod suveran tribunalelor să aprecieze gravitatea caracterului de dol și fraudă sau a prejudiciului adus minorului și dacă prin urmare deliberările consiliului trebuiesc sau nu anulate. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 166; Suppl., Minor-tutelle, No. 109; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 450).

**31.** În cazul când compunerea consiliului de familie a fost făcută în mod neregulat, după o părere, ruda omisă are dreptul să se adreseze chiar consiliului de familie însuși. (Laurent, IV, No. 473).

**32.** După o altă părere, compunerea neregulată a consiliului de familie trebuiește atacată înaintea tribunalului. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 143; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 600, 601; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 450).

**33.** Însă în acest caz, după o părere, numai după ce consiliul de familie compus în mod neregulat a deliberat, se poate ataca în nulitate compunerea sa, odată cu deliberarea. (Demolombe, VII, No. 276; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 143; Laurent, IV, No. 446, 543; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 600, 601).

**34.** După o altă părere, încheierea prin care se constituie consiliul de familie poate fi atacată cu apel, de oarece această cale de atac este de drept comun și nici un text de lege nu o interzice. (Dalloz, Rép., Minorité-tutelle, No. 169; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 601; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 450; Nacu, I, p. 591).

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Art. 357 c. civ. rom., de sub titlul al X-lea, aplicabil în întregime și în Ba-



sarabia, prevede că, sfatul de familie se va compune din cel puțin cinci rude, iar art. 383 p. 3, acelaș cod, arată că femeile — afară de mamă și de femeile ascendente — nu pot fi tutori, nici membri în consiliul de familie. Pentru înlesnirea ocrotirii orfanilor din război, s'a promulgat un Decret-Lege sub No. 917 („Mon. Ofic.“ No. 19 din 22 Aprilie 1918) privitor la dispozițiile luate cu privire la această ocrotire și în art. IV se arată, clar și categoric, că prin derogare dela art. 383 c. civ., femeile pot face parte din consiliile de familie ale orfanilor de război, și implini sarcina de tutrice în toate tu-

telele de compet. jud. de oc. (Vezi: D. Legi, decrete, regulamente, public. de Min. just., vol. II, pag. 74). (Trib. Chișinău, s. II, Jurnal 9868 din 22 Nov. 1924, Jur. Gen. 1926, No. 97).

2. Membrii din consiliul de familie fiind în ceea ce privește obligațiunile ce isvorăsc din această funcțiune, asemănați cu tutorii, rezultă că nu pot fi îndepărtați din tutelă sau demisiona, de cât pentru aceleași motive, pentru care se permit sau se admit și la tutori. (Judec. ocol. Fierbinți-Ilfov, 23 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 519).

**Art. 358.** — Frații buni (adică frați de un tată și mamă) ai minorului și bărbații surorilor bune sunt de drept membri ai consiliului de familie, fără a fi mărginit numărul lor; de vor fi însă mai puțini la număr decât cinci, alte rudenii vor fi chemate spre complectarea consiliului. (Civ. 352, 357, 383; L. jud. oc. 40; L. pentru episcopii din 1840, Art. 19; Civ Fr. 408).

*Text. fr. Art. 408.* — Les frères germains du mineur et les maris des soeurs germaines sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée en l'article précédent.

S'ils sont six, ou au delà, ils seront tous membres du conseil de famille, qu'ils composeront seuls, avec les veuves d'ascendants et les ascendants valablement excusés, s'il y en a.

S'ils sont en nombre inférieur, les autres parents ne seront appelés que pour compléter le conseil.

*Text. fr. Art. 408. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — Les frères ou soeurs germains du mineur sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée en l'article précédent; s'ils sont six ou au delà, ils seront tous membres du conseil de famille, qu'ils composeront seuls avec les ascendantes veuves, et les ascendants valablement excusés, s'il y en a.

S'ils sont en nombre inférieur, les autres parents ne seront appelés que pour compléter le conseil.

### Bibliografie (continuare).

BOTEZ A. AL., *Notă* sub Cas. I, 2241 din 9 Dec. 1924, Pand. Rom. 1925, I, 165.

### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 408 c. civ. fr. (358 c. civ. rom.) în ceea ce privește pe frații buni ai minorului nu aduc nici o derogare regulei prevăzută de art. 407 c. civ. fr. (357 c. civ. rom.) după care consiliul de familie se compune din rude despre tată și despre mamă de oarece frații buni fac parte din amândouă liniile. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 184; Suppl., Minor-tutelle, No. 118; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 447; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 602; Nacu, I, p. 589).

2. Dacă frații buni și cumnații sunt în număr de cinci cel puțin sau mai mulți, vor compune singuri consiliul de familie afară de cazul când sunt cu soț în care

caz se va chema încă o rudă pentru formarea consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 602; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 446; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 493; Nacu, I, p. 589).

3. Bărbatul unei surori a minorului, care a încetat din viață fără să lase copii, face de drept parte din consiliul de familie. (Nacu, I, p. 590).

4. Fostul bărbat al unei surori a minorului, de care a divorțat, fără ca din căsătoria lor să fi rezultat copii, nu face parte din consiliul de familie. (Nacu, I, p. 590).

5. Frații adoptivi ai minorului pot face parte din consiliul de familie al tutelei acestuia. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 602, nota 2).



6. Deși legea noastră nu o spune în mod formal, ascendenții bărbați sau femei ai minorului sunt de drept membri în consiliul de familie. (Matei Cantacuzino, p. 76).

7. După părerea dominantă, compunerea consiliului de familie cu membri de drept cari sunt frații buni și bărbații surorilor bune ai minorului, nu este de ordine publică și deliberările consiliului de familie compus în mod neregulat din acest punct de vedere vor fi supuse aprecierii tribunalelor care le vor anula sau nu după împrejurări și după interesele minorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, §

96, p. 621; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 122, 127; Laurent, IV, No. 483; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 622; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 78).

8. După o altă părere, astăzi părăsită, dispozițiile art. 408 c. civ. fr. (358 c. civ. rom.) cari prevăd că fac de drept parte din consiliul de familie frații buni și bărbații surorilor bune ai minorului, sunt de ordine publică și deliberările consiliului de familie compus în mod neregulat din acest punct de vedere sunt atinse de nulitate. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 183).

**Art. 359.** — Când în districtul unde s'a deschis tutela nu se vor găsi rudeni de aproape în număr îndestulător spre complectarea consiliului, atunci tribunalul districtului va chema pe rudele cele mai de aproape ale mortului din cuprinsul țarei; iar la caz de necomplectarea consiliului cu rudele cele mai de aproape ale mortului, atunci se vor chema alte persoane dintre cetățenii din aceeași comună, cunoscuți că au avut legătură de amiciție neîntreruptă cu tatăl sau mama minorilor. (Civ. 357, 360; L. jud. oc. 40; L. pentru epitropii din 1840, Art. 20; Civ. Fr. 409).

*Text. fr. Art. 409.* — Lorsque les parents ou alliés de l'autre ligne se trouveront en nombre insuffisant sur les lieux, ou dans la distance désignée par l'article 407, le juge de paix appellera, soit des parents ou alliés domiciliés à de plus grandes distances, soit, dans la commune même, des citoyens connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub C. Bordeaux, Jur. Gen. 1925, No. 116;  
BOTEZ A. AL., *Notă* sub Cas. I, 2241 din 9 Decembrie 1925, Pand. Rom. 1925, I, 165.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Amici 3, 4, 8, 10.	Judecătorii de ocoale 1.
Anulare 5—0.	Locuință 8.
Apreciere 8, 9.	Mamă naturală 4.
Cetățean 3, 8.	Minor 1 urm.
Competență 1.	Moarte 2, 4.
Comuna 8, 10.	Nulitate 5—10.
Consiliu de familie 1 urm.	Ordine de preferință 8, 9.
Copil minor 1 urm.	Părinți 2, 3.
Copil natural 4.	Preferință 8, 9.
Deces 1, 4.	Prejudiciu 7, 8, 9.
Deliberare 5—8.	Prietini 3, 4, 8, 10.
Deschiderea tutelei 2, 10.	Rude 2, 4, 7.
Dol 7.	Sanctiune 6.
Domiciliu 8.	Tribunal 1.
Fraudă 7.	Tutelă 1 urm.
Incetare din viață 2, 4.	Tutelă dativă 1 urm.
Interes 7, 8, 9.	Valabilitate 8, 9.

### Doctrină.

1. Cu toate că art. 359 și alte articole din codul civil român arată că formarea consiliului de familie trebuie făcută de tribunalul județului, totuși potrivit legii judecătorilor de ocoale, și aceste

instanțe, au competența de a compune consiliile de familie și a le convoca, pentru tutelele cu un patrimoniu până la o anumită valoare, (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 597, nota 3, 398, nota 1).

2. Expresiunea: „rudele mortului” din art. 359 c. civ. român, nu este exactă și trebuie înlocuită cu expresiunea: „rudele minorului”, de oarece tutela dativă nu se deschide numai prin decesul celui din urmă dintre părinți rămas în viață. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 597, nota 4).

3. Pentru ca un cetățean, care nu este rudă cu minorul, să poate fi chemat să completeze consiliul de familie, se cere ca el să fi avut legături de prietenie neîntreruptă cu tatăl sau mama minorului și să locuiască în comună. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 201; Suppl., Minor-tutelle, No. 131; Nacu, I, p. 590, 591).

4. Pentru tutela copiilor naturali recunoscuți, când mama lor a încetat din viață și nu există rude despre partea ei, consiliul de familie se va compune din

prietenii ei. (Aubry et Rau, I, § 93, p. 606; Baudry et Chéneau, IV, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 599, nota 2).

5. Neobservarea regulilor prevăzute de art. 409 c. civ. fr. (359 c. civ. rom.) în privința compunerii consiliului de familie, după o părere, aduce nulitatea deliberărilor consiliului. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 196).

6. După o altă părere neobservarea regulilor prevăzute de art. 409 c. civ. fr. (359 c. civ. rom.) în privința compunerii consiliului de familie nu aduce nulitatea deliberărilor consiliului, de oarece legea nu prevede nici o sancțiune. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 197).

7. După a treia părere, neobservarea regulilor prevăzute de art. 409 c. civ. fr. (359 c. civ. rom.) în privința compunerii consiliului de familie, numai atunci aduce nulitatea deliberărilor consiliului, când excluderea rudelor prevăzute de acest articol a avut loc prin fraudă sau când din această neobservare s'a cauzat vre-un prejudiciu intereselor minorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, notele 22 urm., p. 621; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 130; Laurent, IV, No. 485; Huc, III, No. 306; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 621, 622).

8. Dacă nu s'au observat dispozițiile art. 409 c. civ. fr. (359 c. civ. fr.) în privința compunerii consiliului de familie adică dacă nu s'a observat ordinea de

preferință prevăzută de lege sau dacă străinul convocat nu locuiește în comună sau nu a avut legături de prietenie neîntreruptă cu părinții minorului, după o părere deliberările consiliului de familie astfel compus ar putea fi valabile, în cazul când judecătorii apreciind, ar găsi că interesele minorului nu au fost prejudiciate. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 131; Comp.: Laurent, IV, No. 486; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 600, 622).

9. După altă părere, în cazul când unul dintre membrii consiliului de familie nu îndeplinește condițiunile cerute de art. 409 c. civ. fr. (359 c. civ. rom.), deliberarea trebuie anulată; însă atunci când în compunerea consiliului de familie, nu s'a observat ordinea de preferință prevăzută de lege, judecătorii vor aprecia anulând sau validând, deliberările după cum interesele minorului au fost sau nu compromise. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 201).

10. Cu toate că articolul 409 c. civ. fr. (359 c. civ. rom.) arată că prietenii defunctului cari urmează a compune consiliul de familie trebuie luați din comuna unde s'a deschis tutela, totuși nu există nulitate dacă se iau și prieteni din alte comune. (Laurent, IV, No. 443; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 603, nota 1).

11. A se vedea: art. 357 din codul civil cu notele respective.

**Art. 360.** — Tribunalul va putea, chiar în cazul când se găsește în cuprinsul districtului un număr îndestulător de rudeni sau afini (cuscri) pentru a forma consiliul de familie, să cheme pe alte rudeni mai apropiate în grad sau tot de acelaș grad ca și rudeniile și afinii prezenți, domiciliate în alte districte, pentru a forma sau a completa consiliul familiei. (Civ. 357—359, 361; L. jud. oc. 40; L. pentru epitropii din 1840, Art. 21; Civ. Fr. 410).

*Text. fr. Art. 410.* — Le juge de paix pourra, lors même qu'il y aurait sur les lieux un nombre suffisant de parents ou alliés, permettre de citer, à quelque distance qu'ils soient domiciliés, des parents ou alliés plus proches en degrés ou de mêmes degrés que les parents ou alliés présents; de manière toutefois que cela s'opère en retranchant quelques-uns de ces derniers, et sans excéder le nombre réglé par les précédents articles.

### Bibliografie (continuare).

BOTEZ A. AL., *Notă* sub Cas. I, 2231 din 9 Decembrie 1924, Pand. Rom. 1925, I, 165.

### Doctrină.

1. Prin districtul despre care vorbește art. 360 c. civ. rom., se înțelege județul în care s'a deschis tutela. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 598, nota 2).

2. Pentru a se putea forma consiliul

de familie cu rude din alte districte, când există rude în districtul în care s'a deschis tutela, trebuie ca rudele din celelalte districte să fie mai apropiate în grad sau cel puțin egale în grad cu cele din districtul unde s'a deschis tutela. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1116; Planiol et



Ripert, I, No. 447; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 603).

3. Frații buni și cumnații minorilor cari sunt de drept membri în consiliul de familie, nu pot fi înlocuiți cu rude sau

afini din alte districte. (Demolombe, VII, No. 271, 272; Aubry et Rau, I, § 93, nota 14, p. 605; Baudry et Chéneaux, IV, No. 409; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 603).

**Art. 361.** — Termenul pentru întrunire se va regulă de către tribunal în zi anume hotărîtă, potrivit cu apropierea sau depărta-rea locuinței persoanelor ce au a fi chemate. (Civ. 356; Pr. civ. 729 urm.; L. jud. oc. 40; L. pentru epitropii din 1840, Art. 22; Civ. Fr. 411).

*Text. fr. Art. 411.* — Le délai pour comparaître sera réglé par le juge de paix à jour fixe, mais de manière qu'il y ait toujours, entre la citation notifiée et le jour indiqué pour la réunion du conseil, un intervalle de trois jours au moins, quand toutes les parties citées résideront dans la commune, ou dans la distance de deux myriamètres.

Toutes les fois que, parmi les parties citées, il s'en trouvera de domiciliées au-delà de cette distance, le délai sera augmenté d'un jour par trois myriamètres.

### Doctrină.

1. Tribunalul va fixa termenul de convocare a membrilor consiliului de familie chiar cât de urgent, luând în considerație timpul necesar de a se preda citațiile și a putea veni membrii la locul întrunirii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608).

2. Citațiile se vor face prin corpul de portărei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608; Comp.: Murlon, ed. 7-a, I, No. 1121; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1788; Planiol et Ripert, I, No. 455).

3. Citarea membrilor din consiliul de familie se poate face și printr'un avertisment sau circulară comunicată printr'un aprod sau prin poliție. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608; Comp.: Murlon, ed. 7-a, I, No. 1121; Planiol et Ripert, I, No. 455; Matei Cantacuzino, p. 77).

4. Citația membrilor din consiliul de familie poate fi comunicată și în mod verbal, însă deliberarea nu este valabilă de cât dacă iau parte toți membri. (Demolombe, VII, No. 290; Laurent, IV, No. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 608, 609; Comp.: Murlon, ed. 7-a, I, No. 1121; Matei Cantacuzino, p. 77).

5. Când convocarea membrilor din consiliul de familie a avut loc în mod verbal, membrii cari au lipsit la convocare

nu pot fi condamnați la amendă. (Murlon, ed. 7-a, I, No. 1121; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 609; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1789; Planiol et Ripert, I, No. 455).

6. În citațiile prin care sunt convocați membrii consiliului de familie nu este necesar ca să se arate obiectul deliberării, ci numai ziua, ora și localul întrunirii. (Demolombe, VII, No. 288; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 146; Laurent, IV, No. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 609).

7. Când toți membrii din consiliul de familie nu au fost valabil convocați, deliberarea trebuie anulată de oare ce neobservarea termenului prevăzut de art. 411 c. civ. fr. (361 c. civ. rom.) aduce nulitatea deliberării. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, p. 620; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 145; Laurent, IV, No. 455, 473; Huc, III, No. 322; Baudry et Chéneaux, IV, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 609, nota 1, 621).

8. În cazul însă când deși nu s'au observat dispozițiile art. 411 c. civ. fr. (361 c. civ. rom.), se prezintă și iau parte toți membrii consiliului de familie la convocare, deliberarea lor este valabilă. (Marcadé, Art. 411; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 222; Suppl., Minor-tutelle, No. 145).

**Art. 362.** — Rudeniile, afinii sau amicii adunați astfel, vor fi datori a merge în persoană, sau a fi înfățișați fiecare de procuratori anume și înadins rânduiți pentru aceasta. Un procurator nu poate înfățișa mai mult decât o singură persoană. (Civ. 363 urm., 1532 urm., 1535; L. pentru epitropii din 1840, Art. 23; Civ. Fr. 412).

*Text. fr. Art. 412.* — Les parents, alliés ou amis, ainsi convoqués, seront

tenus de se rendre en personne, ou de se faire représenter par un mandataire spécial.

Le fondé de pouvoir ne peut représenter plus d'une personne.

*Text. fr. Art. 412. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — Les parents, alliés ou amis, ainsi convoqués, seront tenus de se rendre en personne, ou de se faire représenter par un mandataire spécial. Le fondé de pouvoir ne peut représenter plus d'une personne.

Le mari pourra représenter sa femme, ou réciproquement. Le mandataire devra présenter une procuration écrite et sans frais.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Justiția de pace din Darnetal, Seine-Inférieure, 9 Februarie 1921, Jur. Gen. 1925, No. 118.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Anulare 8, 15.  
Autentificare 13.  
Capacitate 2.  
Consiliu de familie 1 urm.  
Copil minor 1 urm.  
Deliberare 1 urm.  
District 1.  
Domiciliu 1.  
Emancipare 3.  
Femea 3.  
Grefier 4.  
Încheiere 15.  
Inexistență 15.  
Judecător de ocol 4.  
Județ 1.  
Legalizare 13.  
Mandat 1 urm.  
Mandat autentic 13.

Mandat general 9.  
Mandat legalizat 13.  
Mandat special 6, 7, 8, 9.  
Mandat sub semnătură privată 12.  
Minor 1 urm.  
Minor emancipat 3.  
Nulitate 8, 15.  
Opioiune 7, 8.  
Procură 1 urm.  
Reprezentare 1 urm.  
Reținerea mandatului la dosar 14.  
Semnătură privată 12.  
Special mandat 6, 7, 8, 9.  
Substituție 10, 11.  
Tutelă 1 urm.

#### Doctrină.

1. Orice membru din consiliul de familie are dreptul a fi reprezentat la convocare printr'un mandatar, chiar dacă domiciliază în districtul unde are loc convocarea sau în altă parte. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 161; Planiol et Ripert, I, No. 449).

2. Pentru ca un membru din consiliul de familie să poată fi valabil reprezentat printr'un mandatar, se cere ca acest mandatar să fie capabil a face parte dintr'un consiliu de familie. (Demolombe, VII, No. 296; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, nota 9, p. 610; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 165; Suppl., Minor-tutelle, No. 113; Laurent, IV, No. 457; Huc, III, No. 308; Planiol et Ripert, I, No. 449, nota 5; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 610).

3. Deși minorii emancipați și femeile pot fi aleși mandatari ei nu pot reprezenta pe un membru din consiliu de familie, de oarece ei nu sunt capabili să facă parte dintr'un consiliu de familie. (Demolombe, VII, No. 296; Aubry et Rau, I, § 94, text și nota 9, p. 610; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 113; Laurent, IV, No. 457; Huc, III, No. 308; Baudry et Chéneaux, IV, No. 420; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 610).

4. Grefierul care asistă pe judecătorul de ocol la convocare, nu poate fi ales de

către unul dintre membrii consiliului de familie ca mandatarul său pentru a lua parte la deliberare. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 112).

5. De oarece un mandatar nu poate reprezenta la convocare decât pe un singur membru din consiliul de familie, prin analogie, un membru din consiliul de familie nu poate reprezenta la deliberare pe un alt membru absent. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 161; Suppl., Minor-tutelle, No. 112; Laurent, IV, No. 457; Huc, III, No. 308; Baudry et Chéneaux, IV, No. 420; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1789; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 610, nota 3).

6. În mandat se va arăta că mandatarul are dreptul să deliberaze și să voteze asupra chestiunilor special indicate ce fac obiectul deliberării și asupra obiectului special determinat. (Demolombe, VII, No. 292; Aubry et Rau, I, § 94, p. 609, 610; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 110; Baudry et Chéneaux, IV, No. 420; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 609, nota 3; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1789; Planiol et Ripert, I, No. 449, nota 5; Nacu, I, p. 593).

7. Nu se poate arăta în mandat părerea ce mandatarul trebuie să și-o dea, de oarece numai după deliberare fiecare membru din consiliu de familie trebuie să și dea votul său care este determinat de rezultatul deliberării și tribunalul trebuie să considere absent pe acel membru din consiliu de familie care ar fi reprezentat de un mandatar în a cărui procură s'ar arăta părerea ce trebuie să și-o dea. (Proudhon, II, No. 305; Duranton, III, No. 456; Demolombe, VII, No. 295; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 396, nota 10; Bioche, Dictionnaire de procédure, Conseil de famille, No. 12; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 160 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, nota 8, p. 609; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 163; Suppl., Minor-tutelle, No. 110; Laurent, IV, No. 457; Huc, III, No. 308; Baudry et Chéneaux, IV, No. 420; Planiol et Ripert, I, No. 449; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 610).

8. Este atinsă de nulitate deliberarea



la care ar fi luat parte un mandatar căruia mandantul său, membru în consiliul de familie, i-ar fi arătat în mod imperativ opiniunea ce trebuie să și-o dea. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 111; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 449; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 610).

9. Mandatul dat de un membru din consiliu unei terțe persoane, nu ar putea fi dat pentru toate delibărările ce vor avea loc, adică pentru a înlocui în permanență pe membrul absent, de oarece acest mandat nu ar fi special ci ar fi un mandat general. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 609, nota 3; Comp.: Nacu, I, p. 593).

10. Mandatarul ales de către un membru din consiliul de familie, pentru a lua parte la deliberare în locul său, nu ar avea dreptul să-și substituie în locul său o altă persoană pentru a lua parte la convocarea consiliului, de oarece mandatul este personal în această materie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 610, 611).

11. Când însă în mandatul pe care membrul din consiliul de familie îl dă unei persoane pentru a se prezenta în locul său la deliberare, se prevede în mod formal permisiunea substituției, arătându-se și persoana ce urmează să fie substituțită, mandatarul are dreptul de sub-

stituție. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 611, nota 1).

12. Procura prin care un membru în consiliul de familie însărcinează o persoană să se prezinte în locul său la convocare pentru a lua parte la deliberare, poate fi dată și sub semnătură privată. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 164; Suppl., Minor-tutelle, No. 112; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1789).

13. Procura prin care se autoriză o terță persoană ca să ia parte la deliberare în locul unui membru din consiliul de familie, trebuie să fie numai legalizată, nu e nevoie să fie autentică de oarece legea nu prescrie această formalitate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 609; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1789).

14. Mandatul pentru a lua parte la convocare, trebuie să fie reținut la dosarul deliberărilor. (Demolombe, VII, No. 292; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 164; Suppl., Minor-tutelle, No. 112).

15. Incheierea consiliului de familie la care ar fi luat parte un mandatar care nu a reprezentat în mod regulat un membru absent, este inexistentă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 621; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 96, p. 619; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 117).

**Art. 363.** — De va urmă legiuită apărare din partea chemaților, și de se va găsi de cuviință ori a se așteptă membrii ce lipsesc, ori a se îndeplini cu alte persoane, la un asemenea caz, precum și la ori care altul când interesul minorei ar cere, tribunalul va putea hotărî adunarea pentru o altă zi. (Civ. 362, 364 urm.; L. pentru episcopii din 1840, Art. 24; Civ. Fr. 414).

*Text. fr. Art. 414.* — S'il y a excuse suffisante, et qu'il convienne, soit d'attendre le membre absent, soit de le remplacer; en ce cas, comme en tout autre où l'intérêt du mineur semblera l'exiger, le juge de paix pourra ajourner l'assemblée ou la proroger.

### Doctrină.

1. Art. 363 din codul civil român, trebuie să vie în urma art. 364 din același cod, de oarece este în legătură cu el, după cum este și în codul civil francez. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 607, nota 1).

2. Tribunalul apreciază dacă trebuie să se aștepte membrul din consiliul de familie care lipsește sau să se înlocuiască prin altă persoană, iar nu consiliul de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1123; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 147).

3. Tribunalul are dreptul să înlocuiască membrul din consiliul de familie printr'un altul, nu numai în cazul când acesta s'a scuzat de lipsa sa ci și atunci când lipsește fără a urma din partea lui

legiuită apărare, pentru a nu se paraliza interesele minorului. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 134; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 611).

4. Chiar în cazul când ar fi prezenți toți membrii din consiliul de familie și ei o cer, tribunalul poate amâna deliberarea pentru o altă zi, când această amânare este în interesul minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 612; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1123; Planiol et Ripert, I, No. 456).

5. Dacă tribunalul hotărăște convocarea pentru o altă zi, convocarea pentru acest termen se va face potrivit dispozițiilor art. 411 c. civ. fr. (361 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1123; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 147).

**Art. 364.** Orice rudă cuscru sau amic, convocat, și care, fără scuză legitimă, nu va veni la adunare, se va supune la o amendă

care nu va trece peste 200 lei, și se va pronunța de către tribunal fără apel. (Civ. 361—363; L. jud. oc. 41; Civ. Fr. 413).

*Text. fr. Art. 413.* — Tout parent, allié ou ami, convoqué, et qui, sans excuse légitime, ne comparaitra point, encourra une amende qui ne pourra excéder cinquante francs, et sera prononcée sans appel par le juge de paix.

### Doctrină.

1. Convocarea membrilor din consiliul de familie poate fi făcută și în mod verbal însă în acest caz membrii cari lipsesc nu pot fi condamnați la amendă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 609, 611, nota 2; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1789; Planiol et Ripert, I, No. 455).

2. Nu poate fi condamnat la amendă un membru care se prezintă însă refuză de a lua parte la deliberare sau se retrage înainte de terminarea deliberării, de oare ce pedeapsa prevăzută de acest articol este de strictă aplicațiune ca orice pedeapsă de altfel. (Laurent, IV, No. 456; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 611).

3. Scuzele ce le-ar putea invoca un membru din consiliul de familie convocat și care lipsește, ar fi un caz de boală sau altă scuză; nu ar putea fi considerate

ca scuze, în sensul acestui articol scuzele prevăzute de art. 370 și urm. c. civ., în favoarea tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 611, text și nota 3).

4. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă scuza invocată de membrul consiliului de familie care lipsește este sau nu legitimă. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 147; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 611).

5. De oarece art. 413 c. civ. fr. (364 c. civ. rom.) arată că pronunțarea amendei în contra membrului din consiliul de familie care lipsește fără scuză legitimă, se face fără drept de apel și nu interzice calea opozițiunii, această cale de atac este admisibilă în această materie. (Demolombe, VII, No. 298; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 397, nota 14; Marcadé, art. 413; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 221).

**Art. 365.** — Consiliul de familie, format după lege, se va adună la tribunalul<sup>1)</sup> județului, sau aiurea, unde va decide președintele tribunalului; aflarea de față a cinci membri cel puțin este obligatorie spre a putea pași în lucrare. (Civ. 357, 358, 366; Leg. jud. oc. art. 39; L. pentru epitropii din 1840, Art. 25; Civ. Fr. 415).

*Text. fr. Art. 415.* — Cette assemblée se tiendra de plein droit chez le juge de paix, à moins qu'il ne désigne lui-même un autre local. La présence des trois quarts au moins de ses membres convoqués sera nécessaire pour qu'elle délibère.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act 9.	Interpretare 8.
Anulare 7.	Judecător de ocol 1.
Autorizație 9.	Locuința mortului 1, 2.
Camera de consiliu 10.	Minor 1 urm.
Casa mortului 1, 2.	Modificare 9.
Complectă procedură 5.	Nulitate 7.
Consiliu de familie 1 urm.	Număr de membri 4, 5, 6, 7.
Contract 9.	Președintele tribunalului 2.
Convocare 1 urm.	Prezentă 3, 4.
Copii de pe deliberări 11.	Procedură complectă 5.
Conil minor 1 urm.	Retractare 9.
Deliberare 1 urm.	Scuză 3.
Divulgarea secretelor de familie 10.	Secrete de familie 10.
Domiciliu 1.	Sedință publică 10.
Dublul înțeles 8.	Terțe persoane 11.
Grefier 11.	Tribunal 1, 2.
Greșeală 8.	Tutelă 1 urm.
Incheiere 7.	Tutor 11.
Inexactitate 8.	Valabilitate 5, 6.
Inexistență 7.	

### Doctrină.

1. De obicei deliberările consiliului de familie au loc la tribunalul sau la judecătoria de ocol, însă ele pot avea loc și în altă parte cum ar fi la casa mortului sau chiar la locuința unuia dintre membrii consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 612; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1790; Planiol et Ripert, I, No. 456; Nacu, I, p. 592; V. G. Tataru, Președintele tribunalului, p. 62, 63).

2. Președintele tribunalului iar nu tribunalul în complect decide locul unde să se întrunească membrii consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 612; V. G. Tataru, Președintele tribunalului, p. 62).

1) Prin art. 39 al legii judecătorilor de ocoale din 1907 regularea tutelelor, până la suma de 10,000 lei este dată în competența judecătorilor de ocoale. Prin legea din 23 Iulie 1921 (Mon. of., 4 Aug. 1921) competența judecătorilor de ocoale a fost mărită până la 40,000 lei.



3. Dacă un membru din consiliu de familie se prezintă la convocare și aduce o scuză legitimă care este admisă de tribunal, el nu trebuie socotit între membri prezenți. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 231; Supl., Minor-tutelle, No. 157).

4. Nu este necesar ca toți membrii din consiliu prezenți să ia parte la deliberare, de oarece art. 415 c. civ. fr. (365 c. civ. rom.) cere numai prezența numărului de membri anume arătat și este suficient când acest număr de membri se prezintă, fără ca toți să ia parte la deliberare. (Demolombe, VII, No. 305; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 230; Supl., Minor-tutelle, No. 157; Laurent, IV, No. 460; Huc, III, No. 310; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 612, nota 1).

5. Când consiliul de familie este compus din mai mulți membrii, deliberarea este valabilă când s'au întrunit cinci membri, cu condițiunea însă ca procedura să fie completă pentru toți membrii din consiliul de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 612, nota 1).

6. Când consiliul de familie este compus numai din cinci membri, pentru ca deliberarea să fie valabilă se cere ca toți să ia parte la convocare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 612, nota 1).

7. Incheierile consiliului de familie care nu ar fi fost luate cu cinci membrii cel puțin, sunt inexistente. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 621).

8. Când deliberările consiliului de fa-

mille sunt neînțelese, cu dublu sens, neexacte sau greșite, consiliul de familie are dreptul să le interpreteze. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 166; Planiol et Ripert, I, No. 457).

9. Consiliul de familie are dreptul să modifice o deliberare anterioară și să retracteze o autorizație dată tutorului, când actul autorizat nu a avut încă loc. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 167; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 457).

10. Deliberarea consiliului de familie nu are loc în ședință publică pentru a nu se divulga secretele de familie. (Duranton, III, No. 454; Demolombe, VII, No. 301; Aubry et Rau, I, § 94, p. 610; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 245; Suppl., Minor-tutelle, No. 165; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1790; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 613).

11. Prin urmare grefierii nu sunt obligați să libereze copii de pe deliberările consiliului de familie de cât tutorului și membrilor consiliului de familie iar nu și terțelor persoane. (Demolombe, VII, No. 302; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 202, nota 18, p. 397; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 95, nota 6, p. 613; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 165; Laurent, IV, No. 459; Huc, III, No. 310; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1790; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 613, nota 2; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 457).

12. A se vedea: art. 356 din codul civil cu notele respective.

**Art. 366.** — Consiliul se va prezida de către cel mai în vârstă din membrii prezenți. Chibzuirile se vor încheia după majoritatea voturilor, adică cel puțin cu un glas mai mult peste jumătatea glasurilor persoanelor aflate de față, înțelegându-se că numărul persoanelor de față să fie totdeauna fără soț. (Civ. 365; Pr. civ. 115 urm., 638 urm.; L. jud. oc. 40; L. Timbr. 39 § 8; L. pentru epitropii din 1840, Art. 26; Civ. Fr. 416).

*Text. fr. Art. 416.* — Le conseil de famille sera présidé par le juge de paix, qui y aura voix délibérative, et prépondérante en cas de partage.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Anulare 1, 13.  
Aprecieri 13.  
Atenuare 10.  
Avis 9, 10, 14.  
Camera de consiliu 7, 12.  
Capacitate 16.  
Consiliu de familie 1 urm.  
Convocare 4.  
Copii de pe deliberări 8.  
Copil minor 1 urm.  
Deliberare 1 urm.  
Destituire 6.  
Divergență 2, 3, 4, 5.  
Divulgarea secretelor de familie 7, 8.  
Dol 16.  
Efecte 14, 15.  
Eliminare 3, 4.  
Execuție încheiere 15.

Excludere 6.  
Fraudă 16.  
Gestiune 9.  
Grefier 8.  
Greșală 16.  
Hotărâre 1, 14.  
Incapacitate 16.  
Insolvabilitate 16.  
Interese 12, 13.  
Ipotecă legală 6.  
Judecător de ocol 4, 5.  
Majoritate absolută 1-5.  
Majoritate relativă 1.  
Minor 1 urm.  
Minoritate în păreri 2, 3, 4, 5.  
Modificare 11.  
Motivare 6.

Nulitate 1, 13.  
Număr cu soț 13.  
Numărul membrilor 13.  
Obligațiune 9, 10.  
Oficiu 5.  
Omologare 11, 12, 15.  
Opiniune diferită 2, 3, 4, 5.  
Păreri diferite 2, 3, 4, 5.  
Prejudiciu 12, 13.

Responsabilitate 10, 16.  
Secrete de familie 7, 8.  
Ședință publică 7, 8.  
Substituire 11.  
Terțe persoane 8.  
Tribunal 4, 5, 11, 12, 13, 15.  
Tutelă 1 urm.  
Tutor 8, 9, 10.  
Valabilitate 13.

## Doctrină.

1. Deliberările consiliului de familie, ca și hotărârile tribunalelor, trebuiesc să fie luate, sub pedeapsă de nulitate, cu majoritate absolută adică jumătate din glasurile membrilor prezenți plus unul, iar nu cu majoritate relativă. (Valette sur



Proudhon, II, p. 323, nota a; Delvincourt, I, p. 278; Duvergier sur Toullier, II, No. 1121; Duranton, III, No. 466; Demolombe, VII, No. 311 urm.; Marcadé, Art. 316; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, text și nota 14, p. 610; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 228; Suppl., Minor-tutelle, No. 158; Laurent, IV, No. 461; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1791; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 496; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 613, text și nota 3, 621; Contra: Proudhon, II, p. 323; Toullier, II, No. 1121; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1126, 1127; Planiol et Ripert, I, No. 458; Matei Cantacuzino, p. 77).

**2.** Când cu ocazia deliberării consiliului de familie, se formează mai mult de două păreri, pentru a se putea forma majoritatea absolută a glasurilor, trebuie ca părerile minorităților cele mai slabe să se unească cu una din cele două păreri cari au mai multe glasuri. (Valette sur Proudhon, II, p. 323, nota a; Duranton, III, No. 466; Demolombe, VII, No. 314; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1128; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, nota 15, p. 611; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 159; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 614; Contra: Laurent, IV, No. 462; Huc, III, No. 312; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1792).

**3.** În cazul când membrii din consiliul de familie care formează minoritățile cele mai slabe nu voesc să se ralieze la una din cele două păreri cari au mai multe glasuri, trebuie a se forma un alt consiliu de familie, eliminându-se membrii recalcitranți. (Demolombe, VII, No. 317; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1128; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, nota 16, p. 611, 612; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 160; Laurent, IV, No. 462; Huc, III, No. 312; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 422; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1792).

**4.** Și în acest caz, convocarea unui nou consiliu de familie se va face de autoritatea judecătorească care este însărcinată cu supravegherea tutelei. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 94, nota 16, p. 612; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 160; Laurent, IV, No. 462; Huc, III, No. 312; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 614).

**5.** În dreptul nostru în cazul când minoritatea nu voeste a se uni cu una din păreri în număr mai mare, tribunalul sau judecătorul de ocol în baza art. 367 c. civ. rom., poate înlocui consiliul de familie, deliberând în locul său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 614).

**6.** Deliberările consiliului de familie nu trebuiesc motivate, afară de cele privitoare la excluderea sau destituirea tutorului, atunci când trebuie a se hotărî suma pentru care trebuie să se ia inscripție ipotecară, etc. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 237 urm.; Suppl., Minor-tutelle, No. 162; Laurent, IV, No. 463; Alexandresco, ed. 2-a, p. 613, text și nota 4; Matei Cantacuzino, p. 77).

**7.** Deliberările consiliului de familie nu au loc în ședință publică pentru a nu

se divulga secretele de familie. (Duranton, III, No. 454; Demolombe, VII, No. 301; Aubry et Rau, I, § 94, p. 610; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 245; Suppl., Minor-tutelle, No. 165; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 613).

**8.** Prin urmare grefierii nu sunt obligați să libereze persoanelor străine, copii de pe deliberările consiliului de familie ci numai tutorilor și membrilor consiliului de familie. (Demolombe, VII, No. 302; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 202, nota 18, p. 397; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 95, nota 6, p. 613; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 165; Laurent, IV, No. 459; Huc, III, No. 310; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1790; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 613, nota 2; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 457).

**9.** În afară de cazurile unde avizul consiliului de familie este obligator, tutorul poate cere și în alte cazuri privitoare la gestiunea sa avizul consiliului de familie însă consiliul poate refuza să-și dea avizul și în cazul când și-l dă, tutorul nu este obligat să-l urmeze. (Demolombe, VII, No. 322; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 95, p. 613; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 155; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1793; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 457; Matei Cantacuzino, p. 77).

**10.** În cazurile când avizul consiliului de familie nu este obligatoriu pentru tutor, însă consiliul de familie își dă avizul și tutorul îl urmează, el nu este descărcat de răspundere, însă răspunderea sa va putea fi atenuată. (Demolombe, VII, No. 322; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 95, p. 613; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 155).

**11.** Tribunalul cu ocazia omologării trebuie să acorde sau să refuze aprobarea sa; el nu poate să modifice deciziunea consiliului de familie, de oarece nu se poate substitui consiliului. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1794; Matei Cantacuzino, p. 77, 78).

**12.** Omologarea tribunalului are loc în camera de consiliu pentru a nu se compromite interesele minorului. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1795).

**13.** Când numărul membrilor cari au luat parte la deliberare era legal însă cu soț, tribunalul va putea după împrejurări să menție sau să anuleze deliberarea după cum va aprecia dacă interesele minorului au fost sau nu au fost destul de garantate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 622; Comp.: Aubry et Rau, I, § 96, p. 621, 622; Laurent, IV, No. 477 urm.).

**14.** Avizul consiliului de familie deși nu are puterea unor hotărâri judecătorești însă își produce efectele sale când legea îi dă această putere. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 95, p. 594; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 225; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1793; Planiol et Ripert, I, No. 457).

**15.** În principiu deliberările consiliu-



lui de familie își produc efectele și sunt executorii prin ele înșile însă câte odată legea cere și omologarea tribunalului pentru a-și produce efectele. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 225, 263; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1794; Matei Cantacuzino, p. 77).

**16.** Membrii consiliului de familie pot fi făcuți responsabili față de minor în cazurile când în exercitarea funcțiunii lor, s'au făcut culpabili de dol sau greșală gravă, cum ar fi în cazul când au numit un tutor dativ pe care îl știa toată lumea că este incapabil sau insolubil. (Merlin, Répertoire, Avis de parents; Prudhon, II, p. 326 urm.; Duranton, III, No. 473; Demolombe, VII, No. 352; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 669; Laurent, V, No. 181; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1801; Planiol, et Ripert, I, No. 459; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 617, nota 3, 618).

**Art. 367.** — Spre a nu se compromite interesele minorilor prin întârziere, când consiliul de familie, convocat după lege, nu se va adună în termenul prescris, afară de cazul arătat de art. 373<sup>1)</sup>, tribunalul districtului va păși cu lucrarea ex officio, și va îndeplini datoria ce are consiliul de familie după lege, arătând aceasta anume în jurnalul ce va încheia. După o asemenea lucrare, orice propunere s'ar face din partea consiliului de familie nu va fi primită<sup>2)</sup>. (Civ. 361, 363, 368, 391; L. jud. oc. 40; L. Timbr. 39 § 8; L. pentru epitropii din 1840, Art. 27).

### Doctrină.

**1.** Dispozițiile art. 367 din codul civil român lipsesc în codul civil francez și sunt luate de legiuitorul român din art. 27 din legea pentru epitropii din 26 Aprilie 1840. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 615).

**2.** În cazul când consiliul de familie deși legiuit chemat nu se întrunește în număr pentru a putea delibera asupra unei chestiuni urgente, și când întârzierea ar fi dăunătoare intereselor minorului, cum ar fi numirea unui tutor dativ, autorizarea acceptării sau renunțării la o succesiune, etc., tribunalul sau judecătorul de ocol au nu numai dreptul ci și obligația de a lucra în locul consiliului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 615, 616; Comp.: Nacu, I, p. 595; Matei Cantacuzino, p. 79).

**3.** În cazul când membrii din consiliul de familie convocați pentru a delibera nu sunt toți de aceeași părere și se formează mai multe păreri, iar membrii în număr mai mic nu voesc să se unească cu părerile membrilor în număr mai

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Formalitatea ca membrii consiliului de familie convocați la deliberare să fie în număr nesot, nu este substanțială și nu poate atrage anularea avizului; formalitatea însă ca avizul să fie dat cu majoritate absolută este substanțială și neîndeplinirea ei face ca avizul să fie inexistent.

Prin urmare, jurnalul tribunalului, în care nu se arată că se substituie, conform art. 367 din codul civil, consiliului de familie, urmează a fi înțeles în sensul că hotărârea s'a luat ținându-se seama de un avis al consiliului de familie inexistent. (C. Apel București s. II, 18 din 27 Ianuarie 1926, Bul. C. Apel, 9/1926, Drep-tul 33/1926).

mare, după art. 367 c. civ. rom., tribunalul sau judecătorul de ocol poate înlocui consiliul de familie și să delibereze în locul său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 614, 615, nota 2; Comp.: Nacu, I, p. 595).

**4.** Tribunalul înlocuește consiliul de familie și în cazul când nu este posibilitate de a se putea forma un consiliu, cum ar fi atunci când trebuie să se numească un tutor unui copil minor natural fără mamă cunoscută. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 592, text și nota 4, 615 nota 2 fine).

**5.** Tribunalul când pășește la lucrare în locul consiliului de familie care nu s'a putut convoca, va fi dator să arate motivele pentru care a lucrat în locul consiliului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 616).

**6.** De oarece încheierea pe care o face tribunalul substituindu-se consiliului de familie, are aceeași valoare juridică ca și cea făcută de consiliul de familie, această încheiere poate fi atacată cu contestație înaintea tribunalului. (Matei Cantacuzino, p. 79).

1) Din eroare se trimite la art. 373 în loc de 363.

2) Articolul 367 nu are echivalentul său în Codul civil francez. El este o inovațiune a legiuitorului român, fără urme în legislațiile anterioare: Caragea sau Calmach și este luat din legea pentru epitropii din 1840, art. 27.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Când membrii consiliului de familie declară că nu voesc să aprobe conturile depuse de tutore, pe motiv că sunt exagerate, fără să aducă date sau cifre precise, asupra celor afirmate, acest fapt nu conduce la neaprobarea conturilor, când judecătorul constată din actele depuse de tutore, că administrarea s'a făcut întocmai ca un adevărat părinte de familie.

Art. 40 legea judecătorilor de ocăale fiind socotit ca o cheazășie față de inte-

resele micilor orfani, în virtutea căruia Judecătorul prin însuși dreptul ce îl are de a convoca și prezida consiliul de familie, poate ca atunci când își face convingerea din prețul curent al pieței, cât și mai ales din actele depuse să dea deslegare tutorelui din oficiu de conturile depuse altfel s'ar ajunge la situațiunea bizară că, deși judecătorul își face convingerea de verosimilitatea și seriozitatea conturilor depuse, totuși față de opunerea neîntemeiată a membrilor să nu poată reacționa în interesul minorilor. (Jud. oc. Fierbinți-Ilfov, încheierea din 23 Mai 1925, Jur. Gen. 1926. No. 519).

2. A se vedea: art. 366 nota 1.

Art. 368. — La toate întâmplările mai sus arătate, tribunalele de județ sunt datoare, sub a lor răspundere, a se îngriji despre îndeplinirea la vreme a legiuitelor formalități, spre a nu se vătămă interesele orfanilor, rămâind ele răspunzătoare pentru orice încuviințare a nelegalelor măsuri propuse de consiliul familiei, și membrii consiliului vor fi răspunzători pentru frauduloasele lucrări din parte-le, prin care s'ar cauză pagubă pupilului<sup>1)</sup>. (Civ. 356, 367, 379, 384, 416 urm., 998, 999, 1230, 1876; Pr. civ. 305, 308; L. pentru epitropii din 1840, Art. 28).

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abus de încredere 4.	Judecători 5, 6, 8, 10.
Afini 21.	Mamă 12, 13, 21.
Anulare 18.	Minister public 22.
Apel 16.	Minor 1 urm.
Aprecieri suverană 18.	Moștenitori 6.
Bună credință 8.	Neglijență 8.
Capacitate 7, 11.	Notorietate publică 7.
Căsătorie 12, 13.	Nulitate 13.
Confirmare 13.	Omologare 2, 3, 14.
Consiliu de familie 2, 3, 4, 6—23.	Parchet 22.
Contestație 2, 11—23.	Persoană interesată 21.
Convocare 4.	Prejudiciu, a se vedea cuvântul: „Responsabilitate“.
Copil minor 1 urm.	Procuror 22.
Credință bună 8.	Rea credință 4.
Credință rea 4.	Recăsătorie 12, 13.
Culpă, a se vedea cuvântul: „Responsabilitate“.	Recurs, a se vedea cuvântul: „Contestație“.
Daune, a se vedea cuvântul: „Responsabilitate“.	Reformare 2, 11—23.
Deliberare, a se vedea cuvântul: „Încheiere“ și 15.	Refuz 3.
Despăgubire, a se vedea cuvântul: „Responsabilitate“.	Responsabilitate 2—9, 13.
Dol 7.	Rude 21.
Eroare 20.	Ședință publică 16.
Excludere 11.	Sigilii 4.
Fraudă 7.	Socoteli de gestiune 4.
Gestiune 4.	Solidaritate 5, 9.
Greșeală 7.	Subrogat tutor 1.
Hotărâre 16, 17.	Substituire 17.
Illegalitate 3.	Succesori 6.
Incapacitate 7, 11.	Supraveghere 1.
Încheiere 2, 3, 11—23.	Suverană apreciere 18.
Insolvabilitate 7.	Terțe persoane 10.
Interes 18, 20, 21.	Tribunal 1—6, 8, 10—23.
Inventar 4.	Tutelă 1 urm.
	Tutor 4, 6, 7, 11, 19.
	Tutor subrogat 1.
	Tutor testamentar 13.
	Unanimitatea voturilor 14.

## Doctrină.

1. În dreptul civil român nu există instituțiunea tutorului subrogat ca în dreptul francez unde acest tutor are rolul de a supraveghea pe tutor. În dreptul nostru, supravegherea tutorului se face de tribunal. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 616, 617).

2. Tribunalele nu pot fi făcute răspunzătoare pentru daunele cauzate minorului prin încheierile consiliului de familie cari nu sunt supuse omologării tribunalului și nici nu au fost aduse în discuția tribunalului pe cale de contestație potrivit dispozițiilor art. 638 pr. civ. română. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 617, nota 3).

3. De oarece tribunalele sunt răspunzătoare pentru încheierile consiliului de familie cari sunt supuse omologării lor, ele sunt în drept să refuze omologarea de câte ori ele sunt ilegale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 617, nota 3; Comp.: Nacu, I. p. 596).

4. Pentru a scăpa de orice responsabilitate tribunalele sunt obligate: a compune consiliul de familie conform legii, a-l convoca la timp, a cere tutorului să depună socotelile de gestiune, a lua măsuri pentru punerea sigiliilor și facerei inventariului, a da în judecată pe tutorii de rea credință conform art. 330 c. pen..

1) Articolul 363 nu are echivalentul său în Codul civil francez. El este o inovație a legiuitorului român fără urme în legislațiile anterioare: Caragea sau Calimach, și este luat din legea pentru epitropii din 1840. Art. 28.



etc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 617; Comp.: Nacu, I, p. 596).

**5.** Fiecare judecător va răspunde pentru parte, de oarece legea nu prevede solidaritatea în această materie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 617, 618).

**6.** Judecătorii vor fi răspunzători numai atunci când minorul nu se va putea despăgubi de la tutor, de la moștenitorii săi și chiar de la membrii consiliului de familie, când ei sunt în culpă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 618).

**7.** Membrii consiliului de familie pot fi făcuți răspunzători față de minor în cazurile când în exercitarea funcțiunii lor, s'au făcut culpabili de dol sau greșală gravă, cum ar fi în cazul când au numit un tutor dativ a cărui incapacitate sau insolvabilitate erau de notorietate publică. (Merlin, Répertoire, Avis de parents; Proudhon, II, p. 326 urm.; Duranton, III, No. 473; Demolombe, VII, No. 352; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 669; Laurent, V, No. 181; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1801; Planiol et Ripert, I, No. 459; Matei Cantacuzino, p. 80; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 617, nota 3, 618; Nacu, I, p. 596).

**8.** Membrii consiliului de familie nu sunt răspunzători pentru simpla lor neglijență, când au fost de bună credință, după cum răspund judecătorii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 619; Comp.: Demolombe, VII, No. 852; Aubry et Rau, I, § 97, p. 627; Laurent, V, No. 181; Baudry et Chéneaux, IV, No. 437; Planiol et Ripert, I, No. 459; Nacu, I, p. 596; Matei Cantacuzino, p. 80).

**9.** Toți membrii consiliului de familie cari au comis dolul sau greșeală gravă răspund solidar de prejudiciul cauzat. (Paniol et Ripert, I, No. 459).

**10.** Răspunderea judecătorilor și a membrilor consiliului de familie are loc numai față de minor iar nu și față de terțele persoane. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 619; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 459).

**11.** Incheierile consiliului de familie prin care se numește un tutor dativ, afară de cazul când persoana numită se găsește într'un caz de incapacitate sau de excludere, nu sunt supuse reformării tribunalelor. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1797; Planiol et Ripert, I, No. 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 620; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 497).

**12.** Incheierile consiliului de familie prin care se retrage sau se păstrează mamei recăsătorite tutela copiilor săi minori, nu pot fi reformate de tribunale. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1797; Planiol et Ripert, I, No. 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 620; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 497).

**13.** Incheierile consiliului de familie prin care se validează sau se invalidează tutorul testamentar numit de mama recăsătorită, nu poate fi reformată de tri-

bunal. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1797; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 620).

**14.** Incheierile consiliului de familie, date chiar cu unanimitatea glasurilor membrilor, sunt supuse în principiu în ceea ce privește fondul lor, recursului înaintea justiției, indiferent dacă sunt sau nu supuse omologării tribunalului. (Aubry et Rau, I, § 96, nota 8 p. 617; Laurent, IV, No. 469; Baudry et Chéneaux, IV, No. 430; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1797, 1798; Planiol et Ripert, I, No. 517, 518; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 497; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 619; Nacu, I, p. 594; Matei Cantacuzino, p. 78; Comp.: Plastara, I, p. 470).

**15.** Incheierile consiliului de familie pot fi atacate pentru lipsă de forme, cum ar fi în cazul când nu s'au păstrat regulile privitoare la compunerea consiliului sau nu s-au păstrat regulile prevăzute de lege în privința modului de deliberare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 620, 621, Comp.: Matei Cantacuzino, p. 79).

**16.** Recursul înaintea tribunalului în contra incheierilor consiliului de familie nu este un apel, se judecă în ședință publică și hotărârea pronunțată se poate apela. (Paniol et Ripert, I, No. 518; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 498; Nacu, I, p. 595; Matei Cantacuzino, p. 78).

**17.** Tribunalul când judecă un recurs, în contra unei deliberări a consiliului de familie, statuează în fond și substituie hotărârea sa deliberării consiliului de familie. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 497).

**18.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă o incheiere a consiliului de familie dăunează sau nu interesele minorului, putând s-o anuleze sau s-o menție. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 619).

**19.** Incheierile consiliului de familie pot fi atacate de către tutorul copiilor minori. (Paniol, ed. 6-a, I, No. 1793; Planiol et Ripert, I, No. 518; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 497; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 622; Matei Cantacuzino, p. 78).

**20.** Membrii consiliului de familie, chiar cei cari nu au luat parte la deliberare și chiar cei cari luând parte la deliberare, au votat rezoluția adoptată, au dreptul să atace incheierea consiliului de familie, căci au putut să recunoască eroarea lor și trebuiesc să aibă mijlocul s'o îndrepte pentru a salva interesele minorului. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 204, nota 4, p. 401; Aubry et Rau, I, § 96, p. 615, 616; Laurent, IV, No. 466; Huc, III, No. 319; Baudry et Chéneaux, IV, No. 434; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1798, 1799; Planiol et Ripert, I, No. 518; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 497; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 622; Matei Cantacuzino, p. 78; Comp.: Demolombe, VII, No. 337 urm.).

**21.** Deasemenea are dreptul să atace incheierea consiliului de familie, orice persoană care are un interes moral la



reformarea încheierii cum ar fi rudele sau afinii minorului cari nu fac parte din consiliul de familie, mama care nu este tutoare, etc. (Laurent, IV, No. 467; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 622; Contra: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1799; Planiol et Ripert, I, No. 518).

**22.** Ministerul public, care nu are nici o acțiune în materie civilă, nu are dreptul să atace încheierile consiliului de familie. (Demolombe, VII, No. 337; Aubry et Rau, I, § 96, p. 616; Laurent, IV, No. 467;

Huc, III, No. 319; Baudry et Chéneaux, IV, No. 434; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 622).

**23.** Minorul nu are dreptul ca direct și personal să atace încheierile consiliului de familie. (Demolombe, VII, No. 340; Baudry et Chéneaux, IV, No. 434; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 622, nota 5 fine; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 497; Contra: Delvincourt, I, p. 279, nota 7).

**24.** A se vedea: art. 390 din codul civil cu notele respective.

**Art. 369.** — Tutela este o însărcinare personală care nu poate trece la moștenitorii tutorelui. Aceștia vor fi numai răspunzători despre administrațiunea acelei tutele și dacă vor fi majori, vor fi datori a continua cu tutela până se va numi alta. (Civ. 434, 650 urm., 917, 987, 1539, 1552, 1559; Civ. Fr. 419).

*Text. fr. Art. 419.* — La tutelle est une charge personnelle qui ne passe point aux héritiers du tuteur. Ceux-ci seront seulement responsables de la gestion de leur auteur; s'ils sont majeurs, il seront tenus de la continuer jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Absență 2.  
Acceptarea succesiunii 1, 6.  
Acte de administrație 9, 10, 11.  
Acte de conservare 9.  
Acțiuni 9.  
Administrator provizor 7, 8, 11.  
Beneficiu de inventar 6.  
Conservator act 9.  
Continuarea tutelei 1-6, 9-12.  
Copil minor 1 urm.  
Deces 1 urm.  
Departare 3.  
Gestiune 7, 8, 9.  
Incetare din viață 1 urm.  
Inscripție ipotecară 9.  
Intârziere 9.  
Interdicție 2.  
Interes 7, 8, 9.

Inventar 5.  
Ipotecă legală 12.  
Major 1, 3-6, 9-12.  
Mandat 10.  
Minor 1 urm.  
Moarte 1 urm.  
Moștenitor 1 urm.  
Oficiu 7, 8.  
Prejudiciu 9.  
Proces 9.  
Renunțare la succesiune 4, 5.  
Reparațiuni urgente 9.  
Responsabilitate 8, 11.  
Sex 1.  
Succesori 1 urm.  
Termin de gândire 5.  
Tribunal 7, 8.  
Tutelă 1 urm.  
Tutor 1 urm.  
Urgență 9.  
Valabilitate 10.

## Doctrină.

**1.** Oricare ar fi sexul moștenitorului major, el este obligat să continue tutela autorului decedat, până la numirea unui alt tutor, în cazul când a acceptat succesiunea. (Demolombe, VIII, No. 12; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1130; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 118, p. 743; Dalloz, Rép., Minor-tutele, No. 586; Baudry et Chéneaux, IV, No. 618; Alexandresco, 2-a, II, p. 783).

**2.** Moștenitorul absent sau interzis este asimilat cu moștenitorul minor și nu este obligat a continua tutela autorului său decedat până la numirea unui alt tutor. (Demolombe, VIII, No. 11; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1130; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 586; Planiol et Ripert, I, No. 482, p. 522, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 784).

**3.** Moștenitorul major care din cauza îndepărtării sale sau din altă cauză, nu a cunoscut existența tutelei autorului său decedat, sau nu a cunoscut încetarea din viață a autorului său, nu este obligat a continua tutela până la numirea unui alt tutor. (Demolombe, VIII, No. 11; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 586; Comp: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 784).

**4.** În cazul când moștenitorii majori au renunțat la succesiunea tutorului, autorul lor, ei nu sunt obligați a continua tutela până la numirea unui alt tutor. (Duranton, III, No. 612; Demolombe, VIII, No. 9; Aubry et Rau, ed. 5-a, I §, 118, p. 743; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 585).

**5.** În cazul când moștenitorii majori înainte de a renunța la succesiunea tutorului, autorul lor, se folosesc de termenul acordat de lege pentru facerea inventarului și deliberare, ei sunt obligați să continue tutela până la numirea unui alt tutor. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 585).

**6.** Moștenitorul major care a acceptat succesiunea sub beneficiu de inventar este obligat să continue tutela până la numirea unui alt tutor, de oarece moștenitorul beneficiar este un adevărat moștenitor. (Demolombe, VIII, No. 10; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 784, nota 2).

**7.** Când interesele minorilor o cer, tribunalul fie după cererea moștenitorilor, fie din oficiu poate numi un administrator provizor care să gereze tutela până la numirea unui alt tutor. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 587).

**8.** Chiar în cazul când tribunalul, după decesul tutorului, numește un administrator provizoriu care să gereze tu-



tela până la numirea unui alt tutor, moștenitorii tutorului decedat rămân răspunzători de gestiunea autorului lor. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 587).

9. După încetarea din viață a tutorului, moștenitorii sei majori, obligați ca să gereze tutela până la numirea unui alt tutor, sunt datori să facă numai toate actele de conservare, să facă reparațiunile urgente, să continue procesele începute, să reînnoiască inscripțiunile; într'un cuvânt să facă numai toate actele de natură urgentă care dacă ar întârzia ar prejudicia interesele minorului. (Mourlon, I, No. 1130; Aubry et Rau, I, § 118, p. 743; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 585; Planiol et Ripert, I, No. 482; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 784; Comp.: Demolombe, VIII, Ni. 19; Laurent, V, No. 120; Huc, III, No. 328).

10. Dacă sunt mai mulți moștenitori majori ai tutorului, actele de administrație vor fi valabile numai dacă sunt făcute de toți împreună, afară de cazul când unii dintre ei dau celorlalți mandat expres sau tacit. (Planiol, et Ripert, I, No. 482).

11. După încetarea din viață a tutore-

lui, moștenitorii săi, continuă administrația tutelii nu în calitate de tutori ci în calitate de administratori provizorii; prin urmare lor nu li sunt aplicabile dispozițiile de la tutela în ceea ce privește responsabilitatea lor. (Toulier, II, No. 1126; Duranton, III, No. 613; Demolombe, VIII, No. 26; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 118, p. 480; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 585; Suppl., Minor-tutelle, No. 572; Laurent, V, No. 120; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 784).

12. Moștenitorii majori ai tutorului, obligați a continua tutela autorului lor, nu sunt supuși ipotecei legale de oarece nu administrează tutela în calitate de tutori și deci nu li pot fi aplicabile regulile dela tutela ordinară. (Duranton, III, No. 613; Demolombe, VIII, No. 29; Aubry et Rau, I, § 118, p. 743; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1130; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 585; Suppl.; Minor-tutelle, No. 572; Laurent, V, No. 120; XXX, No. 270; Huc, III, No. 328; Baudry et Chéneaux, IV, No. 618; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 1180; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 682, nota 2. 784).

#### Secțiunea V. — Despre cauzele cari apără de tutelă.

Art. 370. — Pot să se apere de tutelă: persoanele cari fac parte din cler; cei ce se află în serviciu public, și cei cari au o cârmuire superioară în ramurile ce le sunt încredințate, precum:

- a) Miniștrii;
- b) Membrii Curții de Casațiune;
- c) Membrii consiliului de Stat<sup>1)</sup>;
- d) Președinții tribunalelor și curților;
- e) Prefecții;
- f) Sub-Prefecții;
- g) Directorii ministerelor;
- h) Directorii prefecturilor;
- i) Grefierii;
- l) Militarii în serviciu;
- m) Directorii de diferite servicii publice;
- n) Cei trimiși în misiune în țară străină, și toți cei cari au o funcțiune publică în alt district decât acela unde se deschide tutela. (Civ. 370—372, 379 urm.; L. pentru episcopii din 1840, Art. 29; Civ. fr. 427, 428, 429).

Text. fr. Art. 427. — Sont dispensés de la tutelle:

Les personnes désignées dans les titres III, V, VI, VIII, IX, X et XI de l'acte du 18 mai 1804;

Les présidents et conseillers à la cour de cassation, le procureur-général et les avocats-généraux en la même cour;

Les préfets;

1) Consiliul de Stat a fost desființat prin legea din 12 Iulie 1866 și prin art. 131 din Constituțiune.

Tous citoyens exerçant une fonction publique dans un département autre que celui où la tutelle s'établit.

*Text. fr. Art. 428.* — Sont également dispensés de la tutelle:

Les militaires en activité de service, et tous autres citoyens qui remplissent, hors du territoire du Royaume, une mission du Roi.

*Text. fr. Art. 428.* — (Modificat prin legea din 20 Martie 1917). — Sont également dispensés de la tutelle:

Les militaires en activité de service, et tous autres citoyens qui remplissent hors du territoire du Royaume (de la République) une mission du Roi (du président de la République);

Les femmes qui ne veulent l'accepter.

*Text. fr. Art. 429.* — Si la mission est non authentique, et contestée, la dispense ne sera prononcée qu'après la représentation, faite par le réclamant, du certificat du ministre dans le département duquel se placera la mission articulée comme excuse.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Administrare 23.  
Agenți diplomatici 12.  
Ambasadori 12.  
Aprecie suverană 14.  
Călugări 7.  
Casa de depuneri și consemnații 9.  
Cauze legale de scuză 2, 21.  
Cauze voluntare de scuză 2.  
Cler 7.  
Codul civil român 4.  
Consiliu de familie 16, 17, 21, 22, 24.  
Consuli 12.  
Copii minori 1 urm.  
Curtea de Casație 8.  
Daune-interese 23.  
Definiție 1.  
Demisiune 22.  
Deosebire 5.  
Deschiderea tutelei 6.  
Director 9.  
Dispensă de tutelă 1 urm.  
Drept civil român 4.  
Dușmănie 20.  
Enumerare limitativă 6, 16-21.  
Episcopi 7.  
Excludere din tutelă 5.  
Facultate 1, 2, 17.  
Funcționari 6.  
Gestiune 23.  
Grefier 10.  
Ignoranță 19.  
Incapacitate 5.  
Incultură 19.  
Indigență 18.

Inimiciție 20.  
Interes 5, 17.  
Județ 6.  
Limitativă enumerare 6, 16-21.  
Militar 11.  
Minoritate 1 urm.  
Misiune în țară străină 12, 13, 14.  
Motive, a se vedea cu-vântul: „Cauze”.  
Penitenciar 9.  
Perpetui scuze 3, 4.  
Poștă și telegraf 9.  
Preoți de mir 7.  
Președinte la Curtea de Casație 8.  
Redactare 6.  
Reformare 21.  
Responsabilitate 23.  
Român cod civil 4.  
Sărăcie 18.  
Scuze din tutelă 1 urm.  
Scuze legale 2, 21.  
Scuze perpetui 3, 4.  
Scuze temporale 3.  
Scuze voluntare 2.  
Scutire de tutelă 1 urm.  
Suverană apreciere 14.  
Telegraf și poștă 9.  
Temporale scuze 3.  
Termin 13.  
Tribunal 14, 16, 17, 21.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă dativă 15, 22.  
Tutelă legală 15.  
Tutelă testamentară 15.  
Umanitate 17.

319; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 625, 626).

**3.** Scuzele din tutelă pot fi perpetui sau temporare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1140, 1144).

**4.** În codul civil român, scuzele sunt numai vecinice sau perpetui. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 631).

**5.** Scuzele se deosebesc de incapacități: scuzele apără de tutelă pe cei cari ar putea să fie tutori dacă consimt, ele fiind statornicite în interesul lor; incapacitățile înlătură de la tutelă chiar pe cei ce ar voi să primească tutela, de oarece ele sunt statornicite de lege în interesul minorilor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1154; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 625, 646).

**6.** Numai funcționarii arătați în mod limitativ de art. 370 c. civ. rom., pot fi scutiți din tutelă, iar nu orice funcționar public, cum ar părea la începutul articolului, care este rău redactat; ceilalți funcționari nearătați în acest articol, vor fi scutiți din tutelă numai când își exercită funcțiunea lor în alt județ de cât în acel în care s'a deschis tutela. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 627, nota 2, 628, 629).

**7.** Prin persoanele cari fac parte din cler, se înțelege: preoții de mir, călugării, episcopii, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 628, text și nota 1; Comp.: Nacu, I, p. 597).

**8.** Dacă membrii Curții de Casație sunt scutiți de tutelă, sunt scutiți și Președinții Curții de Casație. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 629).

**9.** Sunt scutiți de tutelă directorii diferitelor servicii publice cum sunt: directorii de penitenciar, directorul poștelor și telegrafelor, directorul casei de depuneri și consemnații, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 629, 630).

**10.** Sunt scutiți de tutelă grefierii ori cărei autorități publice, de oarece legea nu face distincțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, p. 629).

**11.** Militarii reformați, cei în retragere sau în rezervă nu sunt scutiți de tutelă de oarece legea scutește numai militarii

#### Doctrină.

**1.** Scuza este o facultate lăsată de lege tutorului pentru a putea fi apărat de sarcina tutellei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 625; 646; Comp.: Tataru, Președintele Tribunalului, p. 64).

**2.** Motivele de scuză sau de dispensă din tutelă sunt de două feluri: Motive legale, adică acele care sunt determinate de lege și motive voluntare sau facultative, adică acele cari pot sau nu fi invocate după voința celui care are dreptul să le invoace. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1138, 1139; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No.



în serviciu adică în activitate. (Demolombe, VII, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 629).

12. Prin persoane trimise în misiune în țară străină se înțelege: ambasadorii, agenții diplomatici, consulii, etc., și chiar cei trimiși în misiune secretă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 630).

13. Pentru ca cei trimiși în misiune în țară străină să poată invoca această însărcinare ca o scuză sau dispensă din tutelă, se cere ca misiunea să aibă o durată mai lungă. (Demolombe, VII, No. 410; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 107, nota 6, p. 661; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 325; Suppl., Minor-tutelle, No. 237; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 630, nota 2).

14. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă durata misiunii în țară străină constituie sau nu o scuză sau dispensă din tutelă. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 325).

15. Motivele de scuză sau de dispensă prevăzute de codul civil pot fi invocate de orice fel de tutor, chiar și de tutorul legal sau testamentar iar nu numai de cel dativ. (Demolombe, VII, No. 397, 409; Aubry et Rau, I, § 106, p. 659; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 323, 347; Suppl., Minor-tutelle, No. 233; Laurent, IV, No. 495; Huc, III, No. 341; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 627, 628).

16. Consiliile de familie și tribunalele, după o părere, nu au dreptul să admită alte motive de scuză sau de dispensă din tutelă de cât pe acele cari sunt anume arătate de codul civil în mod limitativ. (Demolombe, VII, No. 446 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 106, nota 5, p. 659; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 320; Suppl., Minor-tutelle, No. 231; Laurent, IV, No. 508, 509; Huc, III, No. 348, 355; Baudry et Chéneaux, IV, No. 449; Planiol et Ripert, I, No. 484; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 478; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 626; Matei Cantacuzino, p. 74).

17. După o altă părere, motivele de scuză sau de dispensă prevăzute de art. 427 și urm. c. civ. fr. (370 și urm. c. civ. rom.) nu sunt singurele de oarece aceste texte nu fac o enumerare limitativă de motive și tutorul este în drept să invoace și alte motive în afară de acele prevăzute de lege și consiliul de familie și tribunalul pot, fără a fi obligate să le admită dacă le găsește utile în interesul mino-

rului sau sunt cerute de regulile de umanitate. (Valette sur Proudhon, II, p. 340; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 214, nota 5, p. 420; Marcadé, Art. 440, 441; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 186 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1151; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 320; Suppl., Minor-tutelle, No. 231; Nacu, I, p. 597; Plastara, I, p. 471).

18. În părerea acelor cari admit că motivele de scuze arătate de lege sunt prevăzute în mod limitativ, nu se pot admite alte motive de scuze cum ar fi sărăcia tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 626).

19. Deasemenea nu se poate admite ca motiv de scuză din tutelă ignoranța tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 626).

20. Deasemenea nu se poate admite ca motiv de scuză dușmănia. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 626).

21. În părerea celor cari admit că tutorul are dreptul să invoace și alte scuze în afară de cele prevăzute de lege, se spune că deciziunea prin care consiliul de familie respinge cauza de scuză invocată de tutor și care nu este prevăzută de lege, nu poate fi reformată de tribunalul de întâia instanță de oare ce în afară de scuzele legale, nu există de cât datoria pentru orice persoană de a primi tutela care îi este deferită. (Marcadé, Art. 440, 441; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1151).

22. Tutorul dativ poate demisiona din tutelă cu permisiunea consiliului de familie, de oarece el își deține puterile de la consiliul de familie. (Planiol et Ripert, I, No. 483, nota 3).

23. Până la numirea unui alt tutor, tutorul care a invocat scuză este obligat să gereze tutela, fiind responsabil de toate daunele aduse minorului dacă nu o administrează. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 631).

24. Cauzele de scuzare din tutelă prevăzute de art. 427 și urm. c. civ. fr. (370 și urm. c. civ. rom.) nu pot fi propuse pentru a se obține scuzarea din calitatea de membru în consiliul de familie de oarece chiar rubrica sub care se găsesc articolele acestea este intitulată: „despre cauzele care apără de tutelă”. (Demolombe, VII, No. 511; Laurent, IV, No. 537; Baudry et Chéneaux, IV, No. 458; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 665).

**Art. 371.** — Cu toate acestea, cei ce au primit tutela, aflându-se în serviciile mai sus arătate, nu vor fi în urmă îngăduiți a se lepăda de dânsa din cauza acelor servicii. (Civ. 370 urm., 372, 379; L. pentru epitropii din 1840, Art. 30; Civ. Fr. 430).

*Text. fr. Art. 430.* — Les citoyens de la qualité exprimée aux articles précédents, qui ont accepté la tutelle postérieurement aux fonctions, services ou missions qui en dispensent, ne seront plus admis à s'en faire décharger pour cette cause.



## Doctrină.

1. Oricare ar fi natura scuzei din tutelă, tutorul are dreptul să renunțe la invocarea ei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1139; Planiol et Ripert, I, No. 485; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 625, 630, 646;

Tataru, Prezidentul Tribunalului, pag. 64).

2. Renunțarea la invocarea scuzei din partea tutorului nu este supusă nici unei condițiuni de formă; ea poate fi expresă sau tacită. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1139; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 625, 630; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 485).

Art. 372. — Iar la din contra, acei cari ar fi intrat în unul din serviciile mai sus arătate, în urma primirei unei tutele, vor putea, dacă nu voesc a ține acea tutelă, să ceară în termen de o lună adunarea consiliului de familie, spre a alege un alt tutore în locu-le. (Civ. 356 urm., 371; L. pentru epitropii din 1840, Art. 31; Civ. Fr. 431).

*Text. fr. Art. 431.* — Ceux, au contraire, à qui lesdites fonction, services ou missions, auront été conférés postérieurement à l'acceptation et gestion d'une tutelle, pourront, s'ils ne veulent la conserver, faire convoquer, dans le mois, un conseil de famille, pour y être procédé à leur remplacement.

Si, à l'expiration de ces fonctions, services ou missions, le nouveau tuteur réclame sa décharge, ou que l'ancien redemande la tutelle, elle pourra lui être rendue par le conseil de famille.

## Doctrină.

1. Se va propune în termen de o lună numai scuza rezultată din primirea unei funcțiuni, celelalte cauze de scuză, cari au luat naștere în cursul tutelei, vor putea fi propuse ori când potrivit dreptului comun. (Aubry et Rau, I, § 108, p. 667; Laurent, IV, No. 511; Baudry et Chéneaux, IV, No. 452; Planiol et Ripert, I, No. 485; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 631, nota 1. 643; Tataru, Prezidentul Trib., p. 64).

2. După o altă părere, toate scuzele din tutelă ivite în cursul tutelei și ori care ar fi natura tutelei, trebuiesc propuse în termenul de o lună prevăzut de art. 431 c. civ. fr. (372 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1153).

3. Dacă funcțiunea publică a tutorului care a fost scuzat încetează, consiliul de familie după aprecierea sa suverană, poate să-l numească iarăși tutor dacă el cere tutela sau dacă tutorul care se găsește în funcțiune cere desărcinarea sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1144).

4. În dreptul civil român, de oarece în art. 372 c. civ. rom., lipsește alineatul al doilea care există în art. 431 c. civ. fr., tutorul numit în locul celui scutit din cauza funcțiunei sale, rămâne în această calitate până la sfârșit, vechiul tutor neavând dreptul să ceară tutela de care a fost scutit în cazul când nu ar mai ocupa funcțiunea. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 631).

Art. 373. — Tot acel ce nu este nici rudă, nici afin (cuscru) cu pupilul, nu poate fi silit a primi tutela fără voința sa, afară de cazul când în tot cuprinsul districtului unde este domiciliat minorele nu se află nici o rudă sau afin în stare de a-i administra tutela. (Civ. 93, 379 urm., 453, 677; L. pentru epitropii din 1840, Art. 32; Civ. Fr. 432).

*Text. fr. Art. 432.* — Tout citoyen non parent ni allié ne peut être forcé d'accepter la tutelle, que dans le cas où il n'existerait pas, dans la distance de quatre myriamètres, des parents ou alliés en état de gérer la tutelle.

## Doctrină.

1. După o părere, consiliul de familie poate preferi ca să aleagă un tutor dativ străin în loc de o rudă sau afin al mi-

norului care nu se găsește în stare fie fizică, fie intelectuală de a administra tutela, de oarece dispozițiile art. 432 c. civ. fr. (373 c. civ. rom.) se aplică atât în cazul când ruda sau afinul se găsește în in-



capacitate de fapt cât și în cazul când ruda sau afinul se găsește în incapacitate de drept. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 250; Laurent, IV, No. 500; Huc, III, No. 342; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 632).

2. După o altă părere, tutorul străin de familia minorului are dreptul să invoce scuza sa din tutelă în cazul când în județul în care este domiciliat minorul se găsește o rudă sau un afin, care nu poate invoca o cauză de incapacitate sau de excludere din cele prevăzute de lege, de oarece dispozițiile art. 432 c. civ. fr. (373 c. civ. rom.) privesc numai incapacitatea de drept. (Demolombe, VII, No. 417; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 250).

3. În cazul când străinul de familia minorului a intrat în funcțiunea de tutore și dacă în timpul tutelii vine în județul în care domiciliază minorul, o rudă sau afini de ai minorului, el nu poate cere să fie descărcat de sarcina de tutore. (Demolombe, VII, No. 419; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 339; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1839; Planiol et Ripert, I, No. 484).

4. Dacă în momentul numirii unui străin ca tutore, se găsea în județul în care era domiciliat minorul o rudă, și străinul a primit tutela el nu se mai poate lepăda de dânsa. (Demolombe, VII, No. 419; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 179; Marcadé, Art. 432; Huc, III, No.

342; Baudry et Chéneaux, IV, No. 443; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1839; Planiol et Ripert, I, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 632).

5. Rudele sau afinii minorului nu se pot folosi de dispozițiile art. 432 c. civ. fr. (373 c. civ. rom.) cerând scuzarea lor din tutelă sub motivul că domiciliul lor este îndepărtat de domiciliul minorului sau că în districtul în care domiciliază minorul s'ar găsi rude sau afini de un grad mai apropiat cu minorul. (Demolombe, VII, No. 418; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 106, p. 659; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 157, 319, 340; Laurent, IV, No. 499, 501; Baudry et Chéneaux, IV, No. 443; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 633).

6. În cazul când în consiliul de familie se găsesc rude mai apropiate cu minorul de cât ruda pe care consiliul de familie a desemnat-o ca tutore și când se constată că membrii consiliului de familie au ales acest tutore printr'un concert fraudulos în scopul ca să nu ia ei tutela, tutorele ales are dreptul să ceară anularea deliberării prin care a fost desemnat tutore. (Duranton, III, No. 488; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 106, nota 3, p. 659; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 341; Laurent, IV, No. 501; Baudry et Chéneaux, IV, No. 443; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 633).

7. Dispozițiile articolului 373 c. civ. rom., se aplică atât la tutela dativă cât și la tutela testamentară. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 632).

**Art. 374.** — Persoanele în vârstă de 65 ani, pot a se apăra de primirea tutelii; iar acela ce ar fi fost numit tutore, mai înainte de această vârstă va putea, la 70 ani, să ceară lepădarea sa din tutelă. (Civ. 379 urm.; L. pentru episcopii din 1840, Art. 33; Civ. Fr. 433).

*Text. fr. Art. 433.* — Tout individu âgé de soixante-cinq ans accomplis peut refuser d'être tuteur. Celui qui aura été nommé avant cet âge, pourra, a soixante-dix ans, se faire décharger de la tutelle.

### Doctrină.

1. Vârsta de 65 ani pentru apărare de tutelă trebuie să fie împlinită; în codul civil francez se prevede în mod expres în art. 433 că cei 65 ani să fie împliniți. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 633, text și nota 3).

2. După o părere, potrivit dispozițiilor art. 433 c. civ. fr. (374 c. civ. rom.) pentru ca tutorul care a împlinit vârsta de 70 ani să poată cere dispensarea sa din tutelă, trebuie ca el să fi primit tutela înainte de vârsta de 65 ani; acel care a acceptat tutela când avea vârsta de 65 ani nu mai are dreptul a cere dispensarea sa când împlinește vârsta de 70 ani. (Valette sur Proudhon, II, p. 335; Delvincourt, I, p. 113, nota 6; Demolombe, VII, No. 423;

Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 180 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 107, nota 14, p. 662; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 329; Suppl., Minor-tutelle, No. 242; Baudry et Chéneaux, IV, No. 444).

3. După o altă părere, de îndată ce tutorul împlinește vârsta de 70 ani, el are dreptul să ceară dispensarea sa din tutelă indiferent de vârsta când a acceptat tutela, de oarece textul art. 433 c. civ. fr. (374 c. civ. rom.) este explicativ iar nu restrictiv. (Duranton, III, No. 489; Marcadé, Art. 433, 434, No. 2; Laurent, IV, No. 503; Huc, No. 343; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 635).

4. Acel care primește tutela când avea mai mult de 70 ani, va putea oricând să ceară desărcinarea sa de oarece se poate

să se fi înșelat asupra puterilor sale în momentul când a primit tutela crezând că o va putea administra. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 635).

5. Dacă tutorul este înaintat în vârstă, și el cere din această cauză dispensarea sa din tutelă, consiliul de familie apreciind împrejurările cari îl împedecă pe tutore să continue funcțiunea sa, poate să-l dispenseze de sarcina de tutore. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 180 bis, I; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 329; Suppl., Minor-tutelle, No. 242).

6. Scuzele întemeiate pe vârsta înaintată și pe o infirmitate gravă, pot fi invocate ori când de oarece legea nu prevede un termen după cum se prevede în art. 372 c. civil rom., în privința scuzei

intemeiate pe primirea unei funcțiuni publice. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 636).

7. Nu numai tutorii dativi ci și tutorii legali și cei testamentari au dreptul să se folosească de scuză vârstei prevăzută de art. 433 c. civ. fr. (374 c. civ. rom.). (Demolombe, VII, No. 424; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 215, nota 12, p. 421; Marcadé, Art. 433, 434, No. 2; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 330; Suppl., Minor-tutelle, No. 243; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 634).

8. Scuzele prevăzute de art. 374 și 375 din codul civil român sunt stabilite atât în interesul tutorului cât și în interesul minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 636).

**Art. 375.** — Persoanele supuse unei infirmități grave, legalmente dovedită, sunt apărate de tutelă; dacă acea infirmitate li s'a întâmplat în urma primirii vreunei tutele, ele pot cere desărcinarea lor. (Civ. 379 urm., 1169; L. pentru epitropii din 1840, Art. 34; Civ. Fr. 434).

*Text. fr. Art. 434.* — Tout individu atteint d'une infirmité grave et dûment justifiée, est dispensé de la tutelle.

Il pourra même s'en faire décharger, si cette infirmité est survenue depuis sa nomination.

### Doctrină.

1. Pentru ca infirmitatea să fie o cauză de scuzare din tutelă trebuie ca ea să nu fie accidentală și trecătoare, ci permanentă cum ar fi o paralizie, o orbire, etc. (Demolombe, VII, No. 425; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 331; Huc, III, No. 344; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1839; Planiol et Ripert, I, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 635).

2. Aprecierea infirmității și a gravității sale aparține consiliului de familie în prim rând și apoi tribunalelor. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 331; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 635; Nacu, I, p. 598).

3. Nu poate fi considerată ca o infirmitate de natură a duce la dispensarea tutorului, o simplă rană sau o boală oarecare afară de cazul când boala este de natură periodică. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 331).

4. Un astm umed și nervos este o infirmitate gravă care constituie un motiv de scuză din tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 635, nota 3).

5. Gravitatea infirmității sau a boalei se poate dovedi prin certificate medicale

sau prin alte mijloace. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 635).

6. În cazul când la primirea tutelei, tutorul deși era atins de o infirmitate, nu a cerut dispensarea sa înainte de acceptarea tutelei, în regulă generală, el nu mai poate propune această scuză; însă atunci când infirmitatea este mai gravă de cât o credea tutorul sau se agravează în timpul tutelei, tutorul are dreptul să ceară desărcinarea sa din tutelă. (Valette sur Proudhon, II, p. 337; Delvincourt, I, p. 113, nota 5; Demolombe, VII, No. 426; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1147; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 332; Laurent, IV, No. 504; Baudry et Chéneaux, IV, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 636).

7. Scuzele întemeiate pe vârsta înaintată și pe o infirmitate gravă pot fi invocate oricând de oarece legea nu prevede un termen după cum se prevede în art. 372 c. civ. rom. în privința scuzei întemeiate pe primirea unei funcțiuni publice. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 636).

8. Scuzele prevăzute în art. 374 și 375 din codul civil român sunt stabilite și în interesul tutorului și în interesul minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 636).

**Art. 376.** — O tutelă primită este pentru aceeași persoană o egiuită apărare de a nu primi și o a doua tutelă. (Civ. 378 urm., 451; Pr. civ. 638; L. pentru epitropii din 1840, Art. 35; Civ. Fr. 435).



*Text. fr. Art. 435.* — Deux tutelles sont, pour toutes personnes, une juste dispense d'en accepter une troisième.

Celui qui, époux ou père, sera déjà chargé, d'une tutelle, ne pourra être tenu d'en accepter une seconde, excepté celle de ses enfants.

### Doctrină.

1. Tatăl însărcinat cu tutela copiilor săi minori nu poate fi obligat să primească o tutelă străină, deși din art. 377 c. civ. rom. ar părea să rezulte contrarul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 637, 638).

2. Tatăl însărcinat cu o tutelă străină nu poate cere să fie scutit de tutela copiilor săi legitimi sau legitimați minori, deși legea noastră nu face nici o distincțiune, de oarece prin deschiderea tutellei copiilor săi, el continuă gestiunea din timpul căsătoriei ce o are în calitate sa de părinte. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 637; Comp.: Demolombe, VII, No. 434; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 182 bis, III; Aubry et Rau, I, § 107, text și nota

18, p. 663; Laurent, IV, No. 506; Contra; Duranton, III, p. 478, nota 1).

3. După o altă părere, tatăl însărcinat cu o tutelă străină va fi obligat să primească tutela copiilor săi minori, rămânând ca apoi să ceară desărcinarea sa din cealaltă tutelă. (Marcadé, Art. 435).

4. Tutela mai multor minori, când bunurile lor sunt indivize și se găesc sub aceeași administrație trebuie considerată ca o singură tutelă. (Duranton, III, p. 478, nota 1; Demolombe, VII, No. 428; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1148; Laurent, IV, No. 505; Huc, III, No. 345; Baudry et Chéneaux, IV, No. 446; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1839; Planiol et Ripert, I, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 637, nota 1).

**Art. 377.** — Cei ce au cinci copii legiuți sunt apărați de ori care altă tutelă străină. Copiii morți nu vor fi numărați, decât numai atunci când și aceștia vor fi lăsat copii vii. (Civ. 183, 184, 306, 378 urm., 664; Pr. civ. 638; L. pentru epitropii din 1840, Art. 36; Civ. Fr. 436).

*Text. fr. Art. 436.* — Ceux qui ont cinq enfants légitimes, sont dispensés de toute tutelle autre que celle desdits enfants.

Les enfants morts en activité de service dans les armées du Roi seront toujours comptés pour opérer cette dispense.

Les autres enfants morts ne seront comptés qu'autant qu'ils auront eux-mêmes laissé des enfants actuellement existants.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 2.	Insărcinată femeie 8, 9.
Adopțiune 4, 7.	Incetare din viață 5.
Asren enți 10.	Interes 8.
Bunică 10.	Legitimarea copiilor naturali 1.
Căsătorie putativă 3.	Majoritate 1.
Copil adoptiv 4, 7.	Mamă naturală 6, 10.
Copil conceput 8, 9.	Moarte 5.
Copil emancipat 1.	Natural copil 6, 10.
Copil legitim 1, 5, 6.	Nepot 10.
Copil legitimat 1.	Număr de copii 1 urm.
Copil major 1.	Recunoașterea copiilor naturali 6, 10.
Copil minor 1 urm.	Scuze din tutelă 1 urm.
Copil natural 6, 10.	Tutelă 1 urm.
Deces 5.	Tutelă testamentară 10.
Dispensă de tutelă 1 urm.	
Emancipare 1.	

### Doctrină.

1. În numărul celor cinci copii legitimi pentru apărare de tutelă sunt socotiți și copiii legitimați și chiar cei emancipați sau majori. (Delvincourt, I, p. 113. No. 8; Demolombe, VII, No. 438; Marcadé, Art. 435, No. 2; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 334, 336; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I,

No. 1149; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 638, 639).

2. Deasemenea și copiii prezumați sau declarați absenți, cel puțin până la trimețerea în posesiune definitivă asupra averii lor. (Demolombe, VII, No. 439; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 337; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 638, nota 3).

3. Copiii născuți dintr-o căsătorie putativă intră în calculul prevăzut de lege. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 638).

4. Copiii în viață chiar dați în adopțiune intră în calculul prevăzut de lege. (Demolombe, VII, No. 436; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 639).

5. Copilul mort va fi numărat în calculul numărului de copii legitimi care duce la dispensa din tutelă numai în cazul când el va fi lăsat copii în viață; ori care ar fi numărul copiilor lăsați de copilul mort, ei nu vor fi socotiți în calcul de cât ca un singur copil. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1149; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 337; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 639; Nacu, I, p. 599).

6. Copiii naturali deși recunoscuți nu intră în calculul numărului de copii legitimi care duc la dispensa din tutelă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1149; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 334, 336; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1839; Planiol et Ripert, I, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 638, nota 3).

7. Deasemeni nici copiii adoptivi de oarece ei numără în familia lor firească. (Demolombe, VII, No. 431, 438; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1149; Aubry et Rau, I, § 107, p. 664; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 334; Planiol et Ripert, I, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 638, nota 3).

8. Când soții au patru copii legitimi și soția este însărcinată cu al cincilea copil, după o părere, bărbatul nu poate fi dispensat de a primi o tutelă străină de oare ce copilul conceput nu este considerat ca născut de cât în cazul când este în discuție interesul său iar nu al altor persoane cum este în cazul acesta. (Toullier,

II, No. 1154; Duranton, III, No. 493; Demolombe, VII, No. 436; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 107, nota 22, p. 664; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1149; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 336; Laurent, IV, No. 507; Huc, III, No. 346; Baudry et Chéneaux, IV, No. 447; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1839; Planiol et Ripert, I, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 639).

9. După o altă părere, când soții au patru copii legitimi și soția este însărcinată cu al cincilea copil, bărbatul poate fi dispensat de a primi o tutelă străină. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 336; Suppl., Minor-tutelle, No. 248).

10. Bunica naturală care ar fi numită tutrice testamentară a nepoților săi de către mama firească a acestor copii, va putea cere scutirea din această tutelă dacă ar avea cinci copii naturali recunoscuți în viață. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 638, nota 3).

**Art. 378.** — Copiii născuți în cursul duratei tutelei nu pot fi o cauză spre a se cere desărcinarea din tutelă. (Civ. 377; L. pentru epitropii din 1840, Art. 37; Civ. Fr. 437).

*Text. fr. Art. 437.* — La survenance d'enfants pendant la tutelle ne pourra autoriser à l'abdiquer.

#### Doctrină.

1. Când numărul de cinci copii s'a complectat după primirea tutelei nu se poate cere desărcinarea din tutelă. (Mourlon,

ed. 7-a, I, No. 1149; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 639, 640).

2. A se vedea: art. 377 din codul civil cu notele respective.

**Art. 379.** — Dacă tutorele ales este față la deliberarea consiliului de familie, care pune asupra lui sarcina tutelei, el este dator îndată să propue, spre apărarea sa, ori care din împrejurările mai sus arătate; iar nefiind față, va fi îndatorat în cinci-spre-zece zile cel mult, după ce i se va face cunoscută numirea sa, să împărtășească tribunalului cuvintele apărării sale; iar nepăzind aceste formalități, nu va fi în urmă primit a mai face propuneri de apărare. (Civ. 370 urm., 380—382; L. pentru epitropii din 1840, Art. 38; Civ. Fr. 438, 439).

*Text. fr. Art. 438.* — Si le tuteur nommé est présent à la délibération qui lui défère la tutelle, il devra sur-le-champ, et sous peine d'être déclaré non recevable dans toute réclamation ultérieure, proposer ses excuses, sur lesquelles le conseil de famille délibérera.

*Text. fr. Art. 439.* — Si le tuteur nommé n'a pas assisté à la délibération qui lui a déferé la tutelle, il pourra faire convoquer le conseil de famille pour délibérer sur ses excuses.

Ses diligences à ce sujet devront avoir lieu dans le délai de trois jours, à partir de la notification qui lui aura été faite de sa nomination; lequel délai sera augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance du lieu de son domicile à celui de l'ouverture de la tutelle: passé ce délai, il sera non recevable.



INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Administrație provizorie 6.	Interes 5, 6.
Aplicație 7, 8, 9.	Interpretare 6.
Consiliu de familie 2, 3, 5, 6.	Legea pentru epitropii 1, 5.
Contestație 5, 6.	Mandatar 2, 3.
Convocare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.	Notificare 1, 3, 4.
Cunoștință 4, 8.	Prezență 2, 3, 5.
Decădere 8, 9.	Reformare 5.
Deliberare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.	Renunțare 6, 9.
Deschiderea tutelei 8.	Rude 5.
Dispensă din tutelă 1 urm.	Scuze din tutelă 1 urm.
Domiciliu 4.	Tacită renunțare 6.
Epitropii lege 1, 5.	Termin 4, 6, 8, 10, 11.
Gestiune provizorie 6.	Tribunal 5.
	Tutelă 1 urm.
	Tutelă dativă 7, 8, 9, 11.
	Tutelă legală 7, 8, 9, 11.
	Tutelă testamentară 7, 8, 9, 11.

## Doctrină.

1. Art. 379 din codul civil român este identic cu art. 38 din legea pentru epitropii din 1840, cu deosebirea că în această din urmă legiuire, tutorul trebuia să ceară scutirea de tutelă îndată ce i se notifică numirea. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 641, nota 1).
2. Dispozițiile art. 438 c. civ. fr. (379 c. civ. rom.) nu sunt aplicabile tutorului ales care a fost prezent la convocarea consiliului de familie printr'un mandatar, așa în cât tutorul ales trebuie considerat că nu este prezent la convocare din acest punct de vedere; atunci însă când în mandat, i se vor fi dat puteri mandatarului de a propune scuzele prevăzute de lege în cazul când va fi ales tutor, el trebuie considerat prezent la deliberare. (Duranton, III, No. 494, 496; Demolombe, VII, No. 452; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 216, nota 2, p. 423; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 108, nota 2, p. 665; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 343; Suppl., Minor-tutelle, No. 252; Laurent, IV, No. 495; Baudry et Chéneaux, IV, No. 451; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 641, nota 2).
3. După o altă părere, în cazul când mandatarul tutorului ales, avea puteri ca să propue scuzele prevăzute de lege în numele mandantului său și când aceste scuze nu au fost primite și consiliul de familie îl numește tutor, el nu poate fi considerat prezent și în acest caz trebuie a i se notifica numirea sa ca tutore. (Dalloz, Rép., Frais et dépens, No. 794).
4. În cazul când s'a făcut notificarea la domiciliul tutorului în lipsa sa de acasă, termenul pentru a cere scutirea de tutelă va curge de la data când a luat cunoștință de notificare, de oarece nu poate fi considerat că a primit o tutelă despre care nu avea nici o cunoștință. (Duranton, III, No. 496; Demolombe, VII, No. 453; Aubry et Rau, I, § 108, nota 4, p. 666; Baudry et Chéneaux, IV, No. 451; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 641, nota 3).
5. Tutorul numit care nu a fost prezent la deliberare, trebuie să facă cunoscut tribunalului motivele de scuză, însă tribunalul nu se pronunță de îndată asupra lor ci trebuie să convoace consiliul de familie care urmează să se pronunțe întâi și apoi se pronunță tribunalul în caz de contestație ce s'ar face potrivit dispozițiilor art. 638 pr. civ. română, fie din partea consiliului de familie, fie din partea vechiului sau noului tutor numit în locul celui scutit, fie din partea unei rude, care nu face parte din consiliul de familie însă are un interes moral la reformarea încheierii consiliului de familie; această procedură reiese din art. 372, 379, 381, 387 și 388 din codul civil român, deși textele art. 379 și 380 c. civ. rom. privitoare la această materie nu sunt destul de explicate cum sunt textele franceze corespunzătoare, de la care legiuitorul nostru s'a îndepărtat, luând ca normă legea pentru epitropii din 1840. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 642, text și nota 1; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2841; Planiol et Ripert, I, No. 485).
6. În lege nu se arată în ce termen trebuie să se atace încheierea consiliului de familie privitoare la rezolvarea cererii de scuzare a tutorului, însă tutorul are interes s'o atace cât mai de grabă pentru a scăpa de gestiunea provizorie a tutelei prevăzută de art. 380 al. 2 c. civ. rom. și pentru ca gestiunea sa mai îndelungată să nu fie interpretată ca o renunțare tacită la dreptul de invocare a scuzelor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 642, nota 1, în fine; Comp.: Laurent, IV, No. 512).
7. Dispozițiile art. 438 și 439 c. civ. fr. (379 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la tutela dativă iar nu și la celelalte feluri de tutele. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 108, nota 1, p. 665; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 254).
8. După o părere, dispozițiile art. 439 c. civ. fr. (397 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la tutela legală și la tutela testamentară în sensul că tutorul va fi obligat să propue scuzele sale, sub pedeapsă de decădere, în termenul prevăzut de acest articol, cu începere din momentul când a avut cunoștința efectivă de deschiderea tutelei. (Delvincourt, I, p. 288; Demolombe, VII, No. 454; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1153; Marcadé, Art. 438, 439; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 254; Comp.: Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 216, nota 6, p. 423; Nacu, I, p. 599).
9. După o altă părere, dominantă, dispozițiile art. 439 c. civ. fr. (379 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la tutela legală și la tutela testamentară de oarece decăderile sunt de strictă interpretare și tutorul va putea propune oricând scuzele prevăzute de lege până ce nu se va constata că a renunțat să le mai propue. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 108, nota 5, p. 667; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 185 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 254; Laurent, IV, No. 511; Huc, III, No. 347; Baudry et Chéneaux, IV, No.

451; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1840; Planiol et Ripert, I, No. 485; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 643).

10. Se va propune în termen de o lună numai scuza rezultată din primirea unei funcțiuni, celelalte cauze de scuză, cari au luat naștere în cursul tutelei, vor putea fi propuse oricând potrivit dreptului comun. (Aubry et Rau, I, § 108, p. 667; Laurent, IV, No. 511; Baudry et Chéneaux,

IV, No. 452; Planiol et Ripert, I, No. 485; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 631, nota 1, 643).

11. După o altă părere, toate scuzele din tutelă ivite în cursul tutelei și ori care ar fi natura tutelei, trebuiesc propuse în termenul de o lună prevăzut de art. 431 c. civ. fr. (372 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1153).

**Art. 380.** — Când tribunalul districtului va cunoaște că împrejurările de apărare propuse de alesul tutore nu au ființa lor, îl va îndatoră a primi tutela.

În tot cazul însă, până la deciziunea tribunalului, oricare ar fi acea deciziune, va fi dator a administra provizoriu tutela. (Civ. 346, 378, 379, 382; Pr. civ. 638—642; C. p. 330; L. pentru epitropii din 1840, Art. 39; Civ. Fr. 440).

*Text. fr. Art. 440.* — Si ses excuses sont rejetées, il pourra se pourvoir devant les tribunaux pour les faire admettre; mais il sera, pendant le litige, tenu d'administrer provisoirement.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acceptare 2—6.	Interes 1.
Administrație 4, 5, 6, 10.	Judecător de ocol, a se vedea cuvântul: „Tribunal“.
Apel 8.	Limitativă enumerare 7.
Consiliu de familie 3, 7.	Reformare 7.
Contestație 7, 8.	Renunțare 2—6.
Convocare 3.	Responsabilitate 10.
Daune-interese 10.	Scuze din tutelă 1 urm.
Dispensă din tutelă 1 urm.	Tacită renunțare 2—6.
Enumerare limitativă 7.	Tribunal 7, 8, 10.
Expresă renunțare 2.	Tutelă 1 urm.
Gestiune 4, 5, 6, 10.	
Inscripție ipotecară 3.	

la invocarea scuzelor din tutelă. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 251).

6. Administrația provizorie a tutelei prevăzută de art. 440 c. civ. fr. (380 c. civ. rom.) nu poate fi considerată ca o renunțare tacită la invocarea scuzelor din tutelă. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 254).

7. În părerea celor cari admit că tutorul are dreptul să invoace și alte scuze în afară de cele prevăzute de lege, se spune că deciziunea prin care consiliul de familie respinge cauza de scuză invocată de către tutor și care nu este prevăzută de lege, nu poate fi reformată de tribunalul de întâia instanță, de oarece în afară de scuzele legale nu există de cât datoria pentru orice persoană de a primi tutela care îi este deferită. (Marcadé, Art. 440, 441; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1151).

8. Dacă tribunalul (sau judecătorul de ocol) înaintea căruia a venit cauza pe cale de contestație, găsește neîntemeiate motivele de scuză invocate de tutor, acesta va fi îndatorat a primi tutela, rămânându-i dreptul a face apel la instanța superioară. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 643, 644; Nacu, I, p. 600).

9. Dacă uzându-se de toate căile procedurale prevăzute de lege, tutorul nu reușește să fie scuzat, el este considerat că nu a pierdut nici odată calitatea de tutor; în cazul când el reușește a fi scuzat, el este considerat că nu a fost nici odată tutor. (Demolombe, VII, No. 457; Baudry et Chéneaux, IV, No. 453; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 644, nota 1).

10. Tutorul care va voi să administreze provizor tutela până la deciziunea justiției, va fi răspunzător de toate pa-

#### Doctrină.

1. Cel care trebuie să propue scuzele este tutorul de oarece ele sunt prevăzute în lege numai în interesul său. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 251; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 625, 646).

2. Tutorul are dreptul să renunțe la scuzele prevăzute de lege, fie expres, fie tacit. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 251; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 625, 646).

3. Faptul că tutorul convoacă consiliul de familie pentru a delibera asupra luării inscripției ipotecare, este considerat ca o acceptare a tutelei și deci ca o renunțare la invocarea scuzelor din tutelă. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 251).

4. Administrația prelungită a tutelei este considerată ca o renunțare a tutorului de a mai invoa scuzarea sa din tutelă. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 251; Laurent, IV, No. 512).

5. Un act izolat de administrație nu poate fi considerat ca o renunțare tacită



gubele cauzate minorului; daunele se vor calcula potrivit dispozițiilor art. 1084 c. civ. rom., adică se va calcula pierderea ce a suferit-o minorul în realitate și fo-

losul de care a fost lipsit. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 645, 646).

11. A se vedea: art. 379 din codul civil cu notele respective.

**Art. 381.** — Dacă va isbuti a rămâne apărat de tutelă, acei care se vor fi împotriviți apărării, pot fi condamnați la despăgubiri.

Dacă nu va fi apărat, va fi însuși condamnat la cheltueli. (Civ. 378 urm., 998, 1084; Pr. civ. 140, 143, 144; Pr. pen. 638 642; Civ. Fr. 441).

*Text. fr. Art. 441.* — S'il parvient à se faire exempter de la tutelle, ceux qui auront rejeté l'excuse, pourront être condamnés aux frais de l'instance.

S'il succombe, il sera condamné lui-même.

### Doctrină.

1. Dacă tutorul va isbuti a rămâne apărat de tutelă, tribunalul va aprecia în mod suveran motivele cari au determinat pe membrii din consiliul de familie să se împotrivescă la apărarea sa, putând să-i condamne sau nu la despăgubiri după împrejurări. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1152; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 345; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 644; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 493).

2. În cazul când tribunalul apreciind împrejurările, nu va condamna pe membrii din consiliul de familie ce se vor fi împotriviți cererei tutorului de a fi scuzat din tutelă, de exemplu în cazul când ei au lucrat cu bună credință și în interesul minorului, cheltueile ocazionate vor fi suportate de avera minorului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1152; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 345; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 493).

3. În contra hotărârei tribunalului

dată asupra contestației, există apel la instanța superioară. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1841; Planiol et Ripert, I, No. 485).

4. Dacă tutorul a reușit a fi scuzat din tutelă pe baza unor scuze mincinoase, încheerea consiliului de familie va putea fi atacată cu contestație înaintea tribunalului atât de membrii din consiliul de familie cât și de tutorul numit în locul celui scutit. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 644; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1841).

5. În cazul când tribunalul judecând în contestație a admis cauzele de scuze invocate de tutor, întemeindu-se pe motive false, hotărârea definitivă va putea fi atacată cu revizuire numai atunci când ea ar fi fost pronunțată pe bază de acte care erau declarate false în timpul când se judeca afacerea sau au fost recunoscute și declarate false posterior hotărârei; însă în celelalte cazuri hotărârea de admitere a scuzării de tutelă nu mai poate fi reformată. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 644).

**Art. 382.** — Acei cari, fără a înfățișa legiuite cuvinte de apărare și după formele prescrise de lege, nu vor voi a primi cărmuirea unei tutele ce li s'a oferit după legi, vor fi răspunzători de toate pagubele cauzate, prin refuzul lor, în avera minorelui<sup>1)</sup>. (Civ. 346, 370 urm., 378, 379, 998, 1084; C. p. 330; C. Calimach, 270, 271; L. pentru epitropii din 1840, Art. 40).

### Doctrină.

1. Articolul 382 din codul civil român nu are echivalent în codul civil francez, el este împrumutat din art. 40 al legii pentru epitropii din 1840. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 645, text și nota 2).

2. Toate persoanele chemate la conducerea unei tutele, fie legală, fie dativă, fie testamentară, în afară de mamă și celelalte ascendente, sunt obligate să primească tutela dacă nu au nici o cauză

legală de scuză și vor fi răspunzătoare de toate pagubele cauzate prin refuzul lor, în avera minorului, din momentul când au luat cunoștință de faptul că sunt tutori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 645).

3. Despăgubirile ce se cuvin minorului vor fi calculate potrivit dispozițiilor art. 1084 c. civ. rom., adică se va calcula pierderea ce a suferit-o minorul în realitate, cât și folosul de care a fost lipsit. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 645).

<sup>1)</sup> Art. 382 din Codul civil român, nu are echivalentul său în Codul civil francez. El este o inovațiune a legiuitorului nostru.

Secțiunea VI. — *Despre neapacitatea, escludiunea și destituirea din tutelă.*

**Art. 383.** — Nu pot fi tutori, nici membrii unui consiliu de familie:

1. Minorii, afară de tatăl și mama;
2. Interzișii;
3. Femeele, afară de mamă și de femeele ascendente;
4. Toți acei care înșii, sau ai căror tată și mamă au cu minorul un proces, în care este compromisă starea civilă a acestuia, sau averea lui, sau o parte însemnată din ea. (Civ. 286 urm., 325, 342, 344, 345, 348, 358, 384—386, 434, 441, 445, 452, 458; Decret-lege privitor la dispozițiunile luate pentru înlesnirea ocrotirii orfanilor de război (Mon. Of. 19/918), Art. IV; L. pentru epitropii din 1840, Art. 41; Civ. Fr. 442).

*Text. fr. Art. 442.* — Ne peuvent êtres tuteurs, ni membres des conseils de famille:

- 1<sup>o</sup> Les mineurs, excepté le père ou la mère;
- 2<sup>o</sup> Les interdits;
- 3<sup>o</sup> Les femmes, autres que la mère et les ascendantes;
- 4<sup>o</sup> Tous ceux qui ont ou dont les père ou mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune, ou une partie notable de ses biens, sont compromis.

*Text fr. Art. 442. (Modificat prin legile din 2 Iulie 1907 și din 20 Martie 1917).* — Ne peuvent être tuteurs, ni membres du conseil de famille:

- 1<sup>o</sup> Les mineurs, excepté le père ou la mère;
- 2<sup>o</sup> Les interdits;
- 3<sup>o</sup> Tous ceux qui ont ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune, ou partie notable de ses biens, sont compromis.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU ST. AL., *Notă sub Judec. Ocol Ferbinți-Ilfov*, 23 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 519.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

- |                               |                             |                                 |                                  |
|-------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| Acte de tutelă 8, 9, 10.      | Copil natural 6, 7, 41.     | Franta 48, 49, 50, 51.          | Minor 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 52. |
| Administrație 15.             | Cotutor 19, 52.             | Garanție 39.                    | Minor emancipat 4, 8, 9, 10.     |
| Adopțiune 21, 42.             | Cura 8, 9.                  | Gestiune 15.                    | Moarte 7.                        |
| Alienație mintală 13, 14.     | Decădere din tutelă 17.     | Hotărâre definitivă 23.         | Moralitate 2.                    |
| Anulare 31, 32, 58, 59.       | Deces 7.                    | Imoralitate 2.                  | Nebun 13, 14.                    |
| Aprecieri 33.                 | Demență 13, 14.             | Impărțeală 35.                  | Necinste 2.                      |
| Ascendente 16, 18-21.         | Deosebire 1, 2, 3.          | Incapacitate 1 urm.             | Neorândurală 2.                  |
| Asistență 8-9.                | Destituire, a se vedea cu-  | Incetare din viață 7.           | Nulitate 31, 32, 58, 59.         |
| Autorizație 10.               | vântul: „Excludere” și      | Incompatibilitate 56.           | Onoare 2.                        |
| Avere 23, 27.                 | 2, 3, 47, 53, 55, 57.       | Indigență 39.                   | Parinți, a se vedea cuvîn-       |
| Azil de nebuni 13, 14.        | Dispensă din tutelă         | Infirmitate 14.                 | tele: „Mamă”, „Tată”.            |
| Bărbat 19, 22, 52.            | 1 urm.                      | Inimicizie 40.                  | Partaj 35.                       |
| Cașă de sănătate 13, 14.      | Drept civil român 7.        | Interdicție legală 12.          | Prejudiciu 32.                   |
| Căsătorie 17, 18, 19, 22, 52. | Dr. ptul ginților 48.       | Interes 1, 11, 33-37, 39, 56.   | Proces 23-37.                    |
| Cinste 2.                     | Dușnănie 40.                | Interpretare 24.                | Recăsătorie 17, 52.              |
| Codul civil român 7.          | Emancipare 4, 8, 9, 10.     | Legat 34.                       | Recunoașterea copiilor nat-      |
| Competență 62.                | Enumerare limitativă        | Limitativă enumerare            | urali 41.                        |
| Compromitere 23, 33-37.       | 24-29, 38 urm.              | 24-29, 33.                      | Recuzare 30, 31, 32.             |
| Consiliu de familie 4, 5,     | Excepțiuni 24.              | Mamă 5, 6, 8, 9, 10, 16, 17,    | Revocare 36, 61.                 |
| 6, 10, 11, 13, 16, 17, 18,    | Excludere, a se vedea cu-   | 21, 22, 23, 26, 43, 41, 42, 52. | Român cod civil 7.               |
| 20, 23-27, 29-31, 36, 38, 39, | vântul: „Destituire” și     | Mamă adoptivă 21.               | România 48, 49, 50, 51.          |
| 43, 44, 45, 48-51, 54-62.     | 2, 3, 31, 39, 47, 53, 55.   | Mamă naturală 6, 7, 41.         | Rude 33, 36, 51, 57.             |
| Consiliu judiciar 43-47.      | Experiență 16.              | Mandatar 11.                    | Sărăcie 39.                      |
| Contestație 23, 62.           | Femeie 16-22.               | Membri în consiliu de fa-       | Șruze din tutelă 1.              |
| Copil adoptiv 21, 42.         | Femeie măritată 16, 18, 19. | milie, a se vedea cuvîn-        | Soție 26, 27, 29, 52.            |
| Copil minor, a se vedea       | Femeie nemăritată 16, 20.   | tele: „Consiliu de fa-          | Stare civilă 23, 27, 33.         |
| cuvântul: „Minor”.            | Femeie văduvă 16, 20.       | milie”.                         | Străini 48, 49, 50, 51.          |



Tată 5, 8, 9, 10, 23, 26,  
40, 41, 42, 46, 52.  
Tată adoptiv 42.  
Tată natural 41.  
Testament 34.  
Tribunal 32, 33, 37, 38,  
60, 62.  
Tutelă 1 urm.

Tutelă dativă 39, 53.  
Tutor 1 urm.  
Tutor ad hoc 37.  
Tutor legal 5, 46, 53.  
Tutor dativ 4, 39, 53.  
Tutor testamentar 41, 42,  
53.  
Văduvă 16.

### Doctrină.

1. Scuzele se deosebesc de incapacități: scuzele apără de tutelă pe cei cari ar putea să fie tutori dacă consimt; incapacitățile înlătură de la tutelă chiar pe cei ce ar voi să primească această funcțiune, de oarece ele sunt prevăzute în lege în interesul minorului, (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1154; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 625; 646).
2. Incapacitatea se deosebește de excludere sau destituire de oarece incapacitatea nu aduce atingere onoarei și moralității tutorului pe când excluderea sau destituirea este întemeiată pe cauze de lipsă de onoare, imoralitatea, neorânduiala și lipsă de cinste a tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 646; Nacu, I, p. 600; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1844).
3. Excluderea și destituirea din tutelă sunt întemeiate pe aceleași cauze, însă excluderea împiedecă intrarea în funcțiune a tutorului pe când destituirea se pronunță în timpul gestiunii tutelei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 647; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1863).
4. Minorul chiar emancipat nu poate fi membru în consiliul de familie, nici numit tutor dativ. (Demolombe, VII, No. 463; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 349; Laurent, IV, No. 375; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 647, text și nota 2; Comp.: Mattei Cantacuzino, p. 74).
5. Tatăl și mama deși minori, pot face parte din consiliul de familie și să fie tutorii copiilor lor legitimi. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 349; Suppl., Minor-tutelle, No. 256, 279; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1843; Planiol et Ripert, I, No. 486; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 479; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 647; Nacu, I, p. 601; Plastara, I, p. 471).
6. Mama naturală minoră poate face parte din consiliul de familie și să fie tutoarea copiilor săi naturali. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 392, nota 20; Marcadé, Art. 442; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 367).
7. În dreptul nostru civil, mama naturală nu poate fi niciodată tutoarea copiilor săi minori, de oarece tutela copiilor naturali se deschide numai prin moartea mamei lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 590 urm., 647, nota 3).
8. Tatăl și mama minori emancipați tutori ai copiilor lor, pot face singuri toate actele de tutelă pe cari le pot face singuri fără asistența curatorilor lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 349; Nacu, I, p. 601).
9. Pentru actele pe cari, în principiu minorul emancipat nu le poate face singur fără asistența curatorului său, tatăl și mama minori emancipați, tutori ai copiilor lor, vor avea nevoie de asistența curatorilor lor. (Loché, Législation civile, Art. 442; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 207, nota 21, p. 409; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 190 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 256; Laurent, IV, No. 375, 514; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 648; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155).
10. Pentru actele de tutelă pentru care este necesară autorizația consiliului de familie, această autorizație se va cere de la consiliul de familie al copiilor minori aflați sub tutelă iar nu de la consiliul de familie al tatălui sau mamei, minori emancipați. (Valette sur Proudhon, II, p. 343, observația IV; Duranton, III, No. 502; Demolombe, VII, No. 466; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 207, p. 409, nota 21; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 349; Laurent, IV, No. 375; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 648; Nacu, I, p. 601).
11. Minorii nu pot fi numiți mandatarii de către un membru din consiliul de familie, de oarece în această materie mandatul este dat în interesul minorului iar nu al mandantului. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 279; Laurent, IV, No. 538; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 648).
12. Art. 442 c. civ. fr. (383 c. civ. rom.) vorbește de cei puși sub interdicțiune judiciară iar nu și de cei ce se află în stare de interdicțiune legală despre care se ocupă art. 443 c. civ. fr. (384 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 350; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 650).
13. O persoană care se găsește în stare de alienație mentală însă nu este pusă sub interdicțiune, nu poate fi tutor nici nu poate face parte ca membru în consiliul de familie, chiar dacă nu este internat într'un azil de nebuni. (Duranton, III, No. 503; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 212, nota 4, p. 417; Aubry et Rau, ed. 5-a, § 92, nota 6, p. 596; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 257; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 455; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1843; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 479).
14. După o altă părere, nebunii cari s'ar afla într'un azil de nebuni sau cari ar fi îngrijiți la domiciliul lor însă nu sunt interziși, pot fi tutori de oarece nu poate exista nici o incapacitate fără text expres de lege, însă ei pot fi scutiți pentru infirmitate gravă. (Demolombe, VII, No. 468, 469; Marcadé, Art. 442; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 191 bis, II; Laurent, IV, No. 514, 515; Huc, III, No. 350; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 649, nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 486).
15. Tutorul, tutorului pus sub interdicțiune judiciară, nu are dreptul să administreze tutela minorilor interzisului,



nici chiar în mod provizor până la numirea unui alt tutor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 649, nota 2).

**16.** Femeele, nemăritate, măritate sau văduve, în afară de mamă sau ascendentă, nu pot fi tutoare nici membre în consiliu de familie de oarece le lipsește experiența necesară pentru îndeplinirea sarcinii tutelii. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 351; Suppl., Minor-tutelle, No. 259; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1843; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 650; Nacu, I, p. 601; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 74; Plastara, I, p. 471).

**17.** Mama recăsătorită care nu a fost menținută de către consiliul de familie în tutela copiilor săi minori sau a fost decăzută din tutelă din cauză că înainte de recăsătorie, nu a cerut convocarea consiliului de familie, face de drept parte din consiliul de familie al copiilor săi minori. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 192 bis, I; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 651, nota 1).

**18.** Femeele ascendente măritate nu au dreptul să facă parte din consiliul de familie al descendenților lor minori. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 129 bis, I).

**19.** După o altă părere, femeele ascendente chiar căsătorite pot fi tutoare și chiar fără ca bărbatul lor să fie cotutor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 571, nota 3, 651).

**20.** Femeele ascendente devenite văduve și nerecăsătorite, pot fi chemate să fie tutoare sau să facă parte din consiliul de familie. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 192 bis, I; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 651).

**21.** Mama adoptivă nu poate fi nici odată tutoarea copiilor săi adoptați, de oarece art. 383 paragraful 3 din codul civil român, dispune că femeile în afară de mamă și de ascendente nu pot fi tutoare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 647, nota 3).

**22.** Femeea poate fi tutoarea copiilor săi proprii iar nu și a copiilor minori ai soțului ce acesta i-ar fi avut din o căsătorie anterioară. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 651, nota 1).

**23.** Dispozițiile art. 442 c. civ. fr. (383 c. civ. rom.) care arată că nu pot fi tutori sau membri în consiliul de familie toți acei cari înșiși sau al căror tată și mamă au cu minorul un proces în care este compromisă starea civilă a acestuia sau averea lui sau o parte însemnată din ea, își găsesc aplicațiunea numai în cazul când există o contestațiune înăscută și care există încă nefiind pronunțată o hotărâre definitivă. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 352; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 652; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 492, p. 531, nota 1; Nacu, I, p. 601).

**24.** Incapacitatea de a fi tutor sau membru într'un consiliu de familie, prevăzută de art. 442, punctul 4 din codul civil francez (383 punctul 4 c. civ. rom.), după o părere, trebuie limitată în mod

strict la cazurile prevăzute de lege și în termenii legii de oarece excepțiunile sunt de strictă interpretare. (Demolombe, VII, No. 468, 475, urm.; Marcadé, Art. 442, No. 4; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 193 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 201, nota 23, p. 393; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 353; Suppl., Minor-tutelle, No. 260; Laurent, IV, No. 513 urm.; Huc, III, No. 350; Baudry et Chéneaux, IV, No. 455, 456; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 651, nota 4, 653).

**25.** Prin aplicațiunea acestor principii, incapacitatea prevăzută de art. 442, punctul 4 c. civ. fr. (383 punctul 4 c. civ. rom.) nu-și găsește aplicațiunea când ar exista un proces între minor și soția sau copilul tutorului sau a unui membru în consiliul de familie. (Demolombe, VII, No. 475, 476; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 193 bis, II; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 353; Suppl., Minor-tutelle, No. 260; Laurent, IV, No. 517; Huc, III, No. 350; Baudry et Chéneaux, IV, No. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 651, nota 4).

**26.** Nici la cazul când ar exista un proces între tutor sau membrul din consiliul de familie și tatăl sau mama minorului cari nu ar avea tutela acestui minor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 353; Suppl., Minor-tutelle, No. 260).

**27.** Nici la cazul când minorul ar contesta tutorului sau membrului din consiliul de familie, copilului sau soțului acestora, starea lor civilă sau o parte însemnată din averea lor. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 193 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 353).

**28.** După o altă părere, dispozițiile art. 442, punctul 4 din codul civil francez (383 punctul 4 c. civ. rom.) sunt enunțiative și își găsesc aplicațiunea și la alte cazuri afară de cele strict limitate de termenii legii. (Delvincourt, I, p. 107, nota 2; Duranton, III, No. 505; Taulier, II, p. 50; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92, text și nota 9, p. 597).

**29.** Prin aplicațiunea acestor principii, dispozițiile art. 442, punctul 4 c. civ. fr. (383, punctul 4 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și în cazul când există un proces între minor și copiii sau soțul tutorului sau membrului din consiliul de familie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92, text și nota 9, p. 597).

**30.** Persoanele cari au interes personal într'o chestiune asupra căreia urmează să delibereze consiliul de familie, după o părere, sunt incapabile de a fi tutori sau membri în consiliul de familie, de oarece sunt lovite de o incapacitate care trebuie pusă pe aceeași linie ca acele prevăzute de art. 442, punctul 4 c. civ. fr. (383, punctul 4 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92, text și nota



11, p. 597, 598; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 368).

**31.** După o altă părere, de oarece legea nu declară incapabile pe aceste persoane, ele pot fi recuzate înainte de deliberarea asupra chestiunii ce le interesează; dacă însă recuzarea nu a avut loc, deliberarea la care au luat parte aceste persoane nu este atinsă de nulitate de drept. (Demolombe, VII, No. 516; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 393, nota 25; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 368; Suppl., Minor-tutelle, No. 282; Laurent, IV, No. 539).

**32.** Dacă recuzarea nu a avut loc înainte de deliberare această deliberare va putea fi atacată înaintea tribunalului care o va anula sau o va menține după cum interesele minorului au fost sau nu prejudiciate. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 282; Laurent, IV, No. 539).

**33.** Consiliul de familie în prim rând și apoi justiția vor aprecia dacă procesul ce se desbate între tutor sau rudele sale și minor este de natură a compromite starea civilă și interesele minorului. (Huc, III, No. 350; Planiol et Ripert, I, No. 492; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 652; Nacu, I, p. 601; Matei Cantacuzino, p. 74).

**34.** Cererea de liberare a unui legat universal nu poate fi considerată ca un proces de natură a compromite interesele minorului și care să constituie o incapacitate de a fi tutor. (Huc, III, No. 350; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 652, nota 2).

**35.** Deasemenea acțiunea de împărțeaală introdusă în contra minorului, nu produce incapacitatea tutorului, de oarece nu este un proces de natură a compromite interesele minorului. (Huc, III, No. 350; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 652, nota 2).

**36.** În cazul când în cursul tutelei se naște un proces între tutor sau rudele sale și minor de natură a compromite interesele acestuia, tutorul va fi revocat și consiliul de familie va alege un alt tutor. (Marcadé, Art. 442; Laurent, IV, No. 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 652, 653).

**37.** În cazul când se va stabili că procesul existent între tutor și minor nu este de natură a compromite interesele acestuia, tribunalul (sau judecătorul de ocol) va numi minorului un tutor ad hoc pentru a susține interesele minorului în tot timpul cât ține procesul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 653; Matei Cantacuzino, p. 74, 75).

**38.** Cauzele de incapacitate și de excludere din tutelă și din consiliul de familie, prevăzute de lege sunt limitative, așa în cât nici consiliul de familie, nici tribunalele nu pot să creeze alte cauze neprevăzute. (Toullier, II, No. 1171; Demolombe, VII, No. 468, 469, 475, 476; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 283; Laurent, IV, No. 513, 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 626, nota 1; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92, nota 12, p. 598).

**39.** Sărăcia nu constituie o cauză de excludere din tutelă; însă în materie de tutelă dativă consiliul de familie poate să nu aleagă ca tutor dativ o persoană lipsită de avere de oare ce minorul nu ar fi garantat în interesele sale. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 359; Suppl., Minor-tutelle, No. 273; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 456; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 653).

**40.** Dușmănia dintre tutor și părintii minorului nu poate constitui un motiv de incapacitate de a fi tutor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 653).

**41.** Tatăl natural poate fi numit tutor testamentar de către mama naturală care a recunoscut pe copilul său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 647, nota 3).

**42.** Tatăl adoptiv poate fi numit tutor testamentar de către părinții firești ai copilului adoptiv. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 647, nota 3).

**43.** De oarece nici un text de lege nu prevede printre persoanele incapabile de a fi tutori și membri în consiliul de familie și pe cei puși sub consiliul judiciar, după o părere, aceste persoane pot fi tutori și membri în consiliul de familie. (Demolombe, VII, No. 468; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Marcadé, Art. 442; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 191 bis, II; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 350; Suppl., Minor-tutelle, No. 258 Laurent, IV, No. 514, 515; Huc, III, No. 350; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 649, nota 1, 665; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 455; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1843; Planiol et Ripert, I, No. 486).

**44.** După o altă părere, deși nici un text de lege nu prevede printre persoanele incapabile de a fi tutori și membri în consiliul de familie și pe cei puși sub consiliul judiciar, însă aceste persoane trebuiesc asimilate cu interzișii și declarate incapabile de a ocupa aceste funcțiuni. (Delvincourt, I, p. 114, nota 7; Taulhier, II, p. 50; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92, nota 7, p. 597; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 350; Suppl., Minor-tutelle, No. 258).

**45.** După a treia părere, persoana pusă sub consiliul judiciar pentru cauza de slăbire de minte este incapabilă să fie tutor sau membru în consiliul de familie însă acea pusă sub consiliul judiciar pentru cauză de risipă, poate ocupa aceste funcțiuni. (Duranton, III, No. 503; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 417; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 350; Suppl., Minor-tutelle, No. 258).

**46.** După a patra părere, tatăl pus sub consiliul judiciar, conservă tutela legală însă tot timpul cât se găsește în această stare de incapacitate, se va numi un alt tutor care să exercite tutela. (Rolland de Villargues, Répertoire, Tutelle, No. 29; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 68).

**47.** În părerea celor care admit că persoana pusă sub consiliul judiciar



poate fi tutor, ea poate fi exclusă sau destituită din tutelă pentru cauză de incapacitate. (Demolombe, VII, No. 418, 469; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1155; Marcadé, Art. 442; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 191 bis, II; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 350; Suppl., Minor-tutelle, No. 258; Laurent, IV, No. 514, 515; Huc, III, No. 350; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1843; Planiol et Ripert, I, No. 486; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 649, nota 1).

**48.** Asupra chestiunii dacă străinii în Franța (România) au dreptul să fie tutori sau membri în consiliul de familie, există mai multe păreri: După o părere, dreptul de a fi tutor sau membru în consiliul de familie este un drept privat făcând parte din dreptul ginților și aparține și străinilor de oarece nu există nici un text de lege care să-l interzică. (Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, p. 24; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 231; Laurent, I, No. 455; IV, No. 366; Huc, III, No. 351; Planiol et Ripert, I, No. 487; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 653, text și nota 5, 665; Matei Cantacuzino, p. 77).

**49.** După a doua părere, dreptul de a fi tutor sau membru în consiliul de familie constituind un fel de sarcină publică, străinii nu au dreptul să îndeplinească aceste funcțiuni în Franța (România). (Demolombe, I, No. 245, 267; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 77, nota 5, p. 484, 485, § 79, p. 527).

**50.** După a treia părere, dreptul de a fi tutor sau membru în consiliul de familie, constituie un drept civil, cari în principiu este interzis străinilor în Franța (România) însă pot să-l aibă dacă se găsesc în condițiunile prevăzute de art. 11 și 13 c. civ. fr. (11 c. civ. rom.). (Merlin, Répertoire, Tutelle, section 3, No. 2; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 321; Suppl., Minor-tutelle, No. 234, 278).

**51.** După a patra părere, străinii rude cu minorul francez (român) au dreptul să fie tutori și membri în consiliul de familie în Franța (România) însă străinii cari nu sunt rude cu minorul francez (român) nu au dreptul să îndeplinească aceste funcțiuni. (Beudant, I, No. 82; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 234; Weiss, Traité théorique et pratique II, No. 160 urm.; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480).

**52.** Bărbatul minor al mamei căsătorită a doua oară nu va putea fi cotutorul copiilor minori ai soției sale, de oarece minorii, afară de tată și mamă nu pot fi tutori; în acest caz, nici mama recăsătorită nu va putea fi tutoarea copiilor săi minori din pricina căsătoriei. (Huc, III, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 573, 648; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 212, nota 3, p. 417).

**53.** Dispozițiile din art. 442 și urm. c. civ. fr. (383 și urm. c. civ. rom.) privitoare la incapacitatea, excluderea sau

destituirea din tutelă, își găsesc aplicațiunea la toate felurile de tutelă: legală, dativă și testamentară. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1154; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 347; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 627, nota 1).

**54.** Cauzele de incapacitate sunt comune tutelei și consiliului de familie. (Demolombe, VII, No. 512; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1157; Laurent, IV, No. 538 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 665).

**55.** Cea mai mare parte din cauzele de excludere de la tutelă își găsesc aplicațiune și la excluderea din consiliul de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1157; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 284; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 493; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 665; Matei Cantacuzino, p. 77).

**56.** Tutorul poate face parte din consiliul de familie de oarece legea nu prevede nici o incompatibilitate între aceste două funcțiuni, afară de cazul când în deliberare sunt în joc interesele lor personale. (Demolombe, VII, No. 519; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92, p. 598; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 283; Laurent, IV, No. 540; Comp.: Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 236).

**57.** Ruda minorului care cere destituirea tutorului, are dreptul să facă parte din consiliul de familie și să ia parte la deliberarea ce are loc asupra destituirii (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 283).

**58.** Dacă nu s-au observat cerințele art. 442 c. civ. fr. (383 c. civ. rom.), și s-a format un consiliu de familie din persoane incapabile, deliberările acestui consiliu sunt radicale nule. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 277; Contra: Laurent, IV, No. 543).

**59.** În cazul când deliberarea consiliului de familie a fost anulată, membrii din consiliul de familie cari au luat parte la deliberarea anulată, au dreptul să ia parte la o nouă deliberare asupra obiectului care a fost discutat în deliberarea anulată. (Demolombe, VII, No. 517; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 92, p. 598, 599; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 283).

**60.** În cazul când cea de a doua deliberare a consiliului de familie are acelaș rezultat ca și cea dintâi care a fost anulată, tribunalul sau judecătorul de ocol are dreptul să formeze un nou consiliu de familie înlocuind pe membrii cari sunt recalitrânți. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 283).

**61.** În cazul când incapacitatea s'a ivit în cursul tutelei, tutorul trebuie revocat de către consiliul de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 646).

**62.** Autoritatea competentă a se pronunța asupra incapacităților tutorului este mai întâi consiliul de familie și apoi tribunalul (sau judecătorul de ocol), la caz de contestație din partea celor în drept (art. 638 pr. civ. rom.), cu apel la



instanța superioară. (Demolombe, VII, No. 496, 497; Laurent, IV, No. 518; Huc, III, No. 252; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 646, nota 1).

63. A se vedea: art. 385 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Art. 357 c. civ. rom., de sub titlul al X-lea, aplicabil în întregime și în Basarabia, prevede că, sfatul de familie se va compune din cel puțin cinci rude, iar art. 383 p. 3, acelaș cod, arată că femeile — afară de mamă și de femeile ascendente — nu pot fi tutori, nici membri în consiliul de familie. Pentru înlesnirea ocrotirii orfanilor din război, s'a promulgat un Decret-Lege sub No. 917 („Mon.

Ofic." No. 19 din 22 Aprilie 1918) privitor la dispozițiile luate cu privire la această ocrotire și în art. IV se arată, clar și categoric, că prin derogare dela art. 383 c. civ., femeile pot face parte din consiliile de familie ale orfanilor de război, și împlini sarcina de tutrice în toate tutelele de compet. jud. de oc. (Vezi: D. Legi, decrete, regulamente, public. de Min. just., vol. II, pag. 74). (Trib. Chișinău, s. II, Jurnal 9868 din 22 Nov. 1924, Jur. Gen. 1926, No. 97).

2. Membrii din consiliul de familie fiind în ceea ce privește obligațiunile ce isvorăsc din această funcțiune, asemănați cu tutorii, rezultă că nu pot fi îndepărtați din tutelă sau demisiona, de cât pentru aceleași motive, pentru care se permit sau se admit și la tutori. (Judec. ocol Fierbinți-Ilfov, 23 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 519).

**Art. 384.** — Osânda la o pedeapsă criminală aduce cu sine de drept escluziunea dela tutelă, precum și destituirea din o tutelă primită mai dinainte. (Civ. 383, 385; C. p. 1, 7, 22, 268; L. pentru epitropii din 1840, Art. 41; Civ. Fr. 443).

*Text. fr. Art. 443.* — La condamnation à une peine afflictive ou infamante emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle. Elle emporte de même la destitution, dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement déferée.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Act de tutelă 12.	Facultate 8.
Anulare 12.	Gestiune de afaceri 12.
Bunic 10.	Grațiere 6.
Condemnare 2-12.	Hotărâre definitivă 3.
Consiliu de familie 2, 4, 7-11.	Mamă 9, 11.
Corecțională pedeapsă 7, 8, 11.	Nulitate 12.
Crimă 2-6, 9, 10, 12.	Obligativitate 8.
Degradație civică 7, 8, 11.	Osândire, a se vedea cu vântul: „Condemnare”.
Delict 7, 8.	Pedeapsă corecțională 7, 8, 11.
Deosebire 1.	Pedeapsă criminală 2-6, 9, 10, 12.
Descendenți 10.	Tată 9, 11.
Destituire 1-8.	Termin 3.
Excludere 1-8.	Tutelă 1 urm.
Executarea pedepsei 5, 9, 10.	Tutor 1 urm.

### Doctrină.

1. Excluderea și destituirea din tutelă sunt întemeiate pe aceleași cauze, însă excluderea împiedică intrarea în funcțiune a tutorului, pe când destituirea se pronunță în timpul gestiunei tutelei (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 647; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1863).

2. Osânda la o pedeapsă criminală aduce nu numai excludiunea și destituirea din tutelă, ci și excludiunea și destituirea din consiliul de familie, de plin drept. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1157).

3. Pentru ca osânda la o pedeapsă criminală să aducă excludere și destituirea din tutelă se cere ca hotărârea de con-

damnare să fie definitivă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 654).

4. Excluderea sau destituirea din tutelă în caz de condamnare la o pedeapsă criminală are loc de drept fără intervenția consiliului de familie, care se va întruni numai pentru a alege un alt tutor. (Aubry et Rau I, § 104, p. 655; Huc, III, No. 355; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 655, text și nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, I. No. 492, 493).

5. Incapacitatea prevăzută de art. 443 c. civ. fr. (384 c. civ. rom.) subsistă chiar după executarea pedepsei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1156; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 655).

6. Grațierea condamnatului la o pedeapsă criminală nu împiedică excluderea sau destituirea din tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 655).

7. Excluderea și destituirea din tutelă are loc și pentru acele persoane care au fost condamnate prin o hotărâre corecțională la pierderea dreptului de a fi tutor sau a face parte dintr-un consiliu de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1156; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 261; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1845; Planiol et Ripert, I, No. 492; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480; Nacu, I, p. 602).

8. Osânda la o pedeapsă corecțională nu aduce de drept excluderea sau destituirea din tutelă, însă judecătorii au dreptul în unele cazuri când pronunță pedeapsa să ridice condamnatului, pe un

anumit termen, dreptul de a fi tutor sau membru în consiliul de familie; iar în unele cazuri ridicarea acestor drepturi este obligatorie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 656; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1845; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480).

9. O persoană condamnată la o pedeapsă criminală, după expirarea pedepsei, poate fi însărcinată cu tutela copiilor săi minori, după avizul consiliului de familie de aprobare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1156; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 355; Suppl. Minor-tutelle, No. 261 Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1845; Planiol et Ripert, I, No. 492; Nacu, I, p. 602).

10. Deasemenea și un bunic condamnat la o pedeapsă criminală, după expirarea pedepsei poate fi însărcinată cu tutela descendenților săi minori, după avizul aprobator al consiliului de familie. (Demolombe, VII, No. 483; Dalloz,

Rép., Minor-tutelle, No. 355; Suppl., Minor-tutelle, No. 261).

11. Deasemenea o persoană condamnată prin o hotărâre corecțională la pierderea dreptului de a fi tutor, poate fi menținută prin avizul aprobator al consiliului de familie în tutela copiilor săi minori și aceasta chiar în timpul cât durează pedeapsa sa principală. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 104, text și nota 7, p. 654; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 261; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1845; Planiol et Ripert, I, No. 492; Nacu, I, p. 602).

12. Toate actele de tutelă făcute de tutorele condamnat definitiv la o pedeapsă criminală, după condamnare, nu sunt valabile și nu ar putea rămâne în picioare decât ca făcute de un gerant de afaceri. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 655).

**Art. 385.** — Sunt asemenea opriți de a fi tutori și destituibili:

1. Persoanele cu purtare rea în deobște cunoscută;
2. Persoanele care dau dovezi de rea credință sau incapacitate în îndeplinirea sarcinei de tutore. (Civ. 384, 386, 458; Pr. civ. 145; C. p. 330; L. pentru epitropii din 1840, Art. 42; Civ. Fr. 444).

*Text. fr. Art. 444.* — Sont aussi exclus de la tutelle, et même destituables, s'ils sont en exercice:

1<sup>o</sup> Les gens d'une conduite notoire;

2<sup>o</sup> Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă* sub Trib. Montreuil-Sur-Mer, Pas-de-Calais, 7 Aprilie 1921, Jurispr. Gen. 1925, No. 119;

MANOLESCU EMANOIL RADU, „*Considerațiuni asupra folosinței legale a mamei și controlul instanței tutelare*”, Curier Jud. 39/1925;

POLICHRON DEM., *Notă* sub Cas. II, 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, I, 155.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Abuz de încredere 20.	Desfrânare 6.
Act public 12.	Destituire 1 urm.
Administrație 16, 20, 23, 24, 25.	Dezonorare 5, 18.
Adulter 14.	Dezordine morală 6.
Anchetă 13.	Drept civil român 25.
Aplicațiune 2, 3, 30.	Ebrietate 6.
Aprecieri suverană 7, 28.	Educație 6, 19.
Ascendenți 4.	Enumerare limitativă 26.
Atentat la pudoare 14.	Excludere 1 urm.
Beție 6.	Faliment 27, 28.
Cazuri grave 4.	Fapte anterioare de purtare rea 8.
Cercetare 13.	Hotărâre 14.
Cod civil român 25.	Incapacitate 16, 17, 19, 21-25, 28, 30, 32.
Cod penal 10, 20.	Interese bănești 19.
Competență 32.	Interese morale, a se vedea cuvintele: „Educație”, „Ongare”.
Compromitere 6.	Inventar 21.
Condemnare 14.	Legătură intimă 9.
Conrupție 10.	Limitativă enumerare 26.
Consiliu de familie 7, 13, 26, 28, 30, 31, 32.	Mamă 3, 4, 9.
Credință rea, a se vedea cuvintele: „Rea credință”.	Marturi 12, 15.
Decădere 29.	Neglijență 21.
Decență 18.	Notorietate publică 9, 11, 12, 14, 15, 22.
Definiție 5, 6.	Ongare 5, 18.
Deosebire 1.	

Paza copiilor minori 29.  
Penal cod 10, 20.  
Pericol 16, 30.  
Publicitate 9, 11, 12, 14, 15, 22.  
Purtare rea în deobște cunoscută 3, 5-15, 29, 30, 32.  
Putere părintească 29.  
Rea credință 18-25, 28, 30, 32.  
Repetare 8, 17.

Risipirea averii 5.  
Român drept civil 25.  
Secret 9, 15.  
Sustragere 18.  
Suverană apreciere 7, 28.  
Tată 3, 4, 8, 29.  
Teamă 8.  
Tribunal 7, 26, 28.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă dativă 2.  
Tutelă legală 2, 3, 8, 29.  
Tutelă testamentară 2.

### Doctrină.

1. Excluderea și destituirea din tutelă sunt întemeiate pe aceleași cauze, însă excluderea din tutelă împiedică intrarea în funcțiune a tutorului, pe când destituirea se pronunță în timpul gestiunii tutelii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 643; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1863).

2. Dispozițiunile art. 444 c. civ. fr. (385 c. civ. rom.), privitoare la excluderea sau destituirea din tutelă își găsesc aplicațiunea la toate felurile de tutelă: tutelă le-



- gală, tutelă dativă și tutelă testamentară. (Duranton, III, No. 512; Demolombe, VII, No. 495; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 212, p. 418, nota 11, § 228, nota 4, p. 454; Aubry et Rau, I, § 119, nota 4, p. 744; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 272; Laurent, IV, No. 521; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 658, 659).
- 3.** Așa, dispozițiile acestui articol se aplică și tatălui și mamei tutori legali, când au o purtare rea în deobște cunoscută. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 357; Suppl., Minor-tutelle, No. 265).
- 4.** Dispozițiile art. 444 c. civ. fr. (385 c. civ. rom.) se vor aplica față de tată, mamă și ceilalți ascendenți, tutori cu multă rezervă și în cazuri grave. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 265, 272).
- 5.** Prin purtarea rea în deobște cunoscută se înțelege purtarea acelor care se desonorează prin moravurile lor depravate sau cari risipesc în mod nebnesc averea lor. (Demolombe, VII, No. 484; Moulon, ed. 7-a, I, No. 1156).
- 6.** După o altă părere, prin cuvintele: rele purtări în deobște cunoscute trebuie să se înțelege dezordinele morale de natură a compromite educația copilului minor ca: beția, desfrânarea, etc. (Laurent, IV, No. 523; Baudry et Chéneaux, IV, No. 457; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 656, text și nota 4; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1845; Planiol et Ripert, I, No. 492; Matei Cantacuzino, p. 75).
- 7.** Faptele cari constituiesc o purtare rea sunt apreciate în mod suveran de instanțele de fond adică de către consiliul de familie și tribunal. (Planiol et Ripert, I, No. 492; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 657, nota 1; Matei Cantacuzino, p. 74, 75).
- 8.** Nu poate constitui un fapt de natură a se destitui din tutelă tatăl tutor legal, teama de a nu avea o bună conduită, dedusă din fapte grave săvârșite de el cu mult timp înainte de deschiderea tutelei, și care nu s-au mai repetat. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 265; Huc, III, No. 354; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 657; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 492).
- 9.** O legătură intimă a mamei tutoare cu un bărbat, care este ținută secretă, nu poate constitui o purtare rea în deobște cunoscută care să aducă excluderea sau destituirea sa din tutela copiilor săi minori. (Demolombe, VII, No. 486; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 657, nota 1).
- 10.** Potrivit dispozițiilor art. 268 c. pen. român, acei cari au înlesnit corupțiunea unui minor, pierd dreptul de a fi tutori. (Nacu, I, p. 602).
- 11.** Pentru ca purtarea rea a tutorului să poată constitui un motiv de excludere sau destituire din tutelă, se cere ca ea să fie publică. (Planiol, et Ripert, I, No. 492; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 656; Matei Cantacuzino, p. 75).
- 12.** Persoanele cu purtare rea indeobște cunoscută sunt oprite de a fi tutori și destituibile; notorietatea relei purtări nu trebuie să rezulte numai din acte publice ci poate fi stabilită și prin martori. (Demolombe, VII, No. 486; Marcadé, Art. 444; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 356; Laurent, IV, No. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 657).
- 13.** Consiliul de familie ar avea dreptul să facă o cercetare spre a se convinge de existența faptelor cari constituiesc purtarea rea a tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 657, nota 2; Contra: Aubry et Rau, I, § 104, p. 655; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 492, p. 532, nota 1).
- 14.** Notorietatea publică a relei purtări poate rezulta din o hotărâre de condamnare cum ar fi la o pedeapsă pentru atentat la pudoare, sau pentru adulter. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 656, nota 6; Comp.: Demolombe, VII, No. 485).
- 15.** Se poate dovedi cu martori notorietatea relei purtări a tutorului, însă nu se poate cere și admite a se dovedi cu martori o greșeală secretă sau un caz de purtare rea care nu este de notorietate publică. (Demolombe, VII, No. 486; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 104, nota 10, p. 655; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 357; Suppl., Minor-tutelle, No. 264; Laurent, IV, No. 523).
- 16.** Pentru ca incapacitatea tutorului să poată fi o cauză de destituire a sa din tutelă, trebuie ca el să fi dat dovezi de o proastă și dezordonată administrație cari pune în pericol averea minorilor. (Moulon, ed. 7-a, I, No. 1156; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 363; Suppl., Minor-tutelle, No. 269; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1845; Planiol et Ripert, I, No. 492).
- 17.** Nu poate constitui o cauză de destituire din tutelă, un fapt izolat de incapacitate al tutorului. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 361).
- 18.** Reaua credință a tutorului este atunci când el își însușește din banii copiilor minori și când nu păzește regulile de decență și de onoare privitoare la persoana minorului. (Demolombe, VII, No. 490; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 361; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 492; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 657, nota 4).
- 19.** Incapacitatea și reaua credință a tutorului care aduce excluderea sau destituirea sa din tutelă sunt privitoare atât la interesele bănești ale minorului cât și la educația sa. (Demolombe, VII, No. 490; Laurent, IV, No. 526; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 657, nota 4; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 75).
- 20.** Cei care dau dovezi de rea credință în administrația tutelei, mai pot fi condamnați în baza art. 330 c. pen. rom., pentru abuz de încredere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 657; Plastara, I, p. 471, 472).
- 21.** Tutorul care ar neglija să procedă la facerea inventarului poate să se expue la destituirea sa pentru incapacitate sau rea credință. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 502).



**22.** Pentru ca incapacitatea și reaua credință să aducă destituirea sau excluderea tutorului, nu se cere condițiunea ca ele să fie în deobște cunoscute cum se cere pentru relele purtări. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 657).

**23.** Sunt excluse din tutelă persoanele cari vor fi dat dovadă de incapacitate sau rea credință nu numai în administrația tutelei de la care se exclude ci în orice altă administrație a unui patrimoniu, chiar al său propriu. (Demolombe, VII, No. 491 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 195 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1156; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 362; Suppl., Minor-tutelle, No. 270; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1845; Planiol et Ripert, I, No. 492; Matei Cantacuzino, p. 75).

**24.** După o altă părere, articolul 444 c. civ. fr. (385 c. civ. rom.) prevede excluderea din tutelă numai a acelei persoane cari va fi dat dovadă de incapacitate și rea credință numai în administrația tutelei de la care se cere excluderea sa, iar nu în administrația altor bunuri sau a unei alte tutele. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 362; Comp.: Laurent, IV, No. 525; Huc, III, No. 354).

**25.** În dreptul civil român, pentru ca incapacitatea sau reaua credință să fie o cauză de excludere sau destituire din tutelă, se cere ca faptele tutorului să fi avut loc în administrația tutelei actuale sau a unei tutele anterioare iar nu în administrația oricărui alt patrimoniu cum ar fi al său sau al soției sale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 658).

**26.** Cauzele de excludere și de destituire din tutelă prevăzute de lege sunt limitative și tribunalele sau consiliul de familie nu pot să excludă sau să destitue pe tutor pentru alte motive de cât cele arătate de lege. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 480; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 659).

**27.** Declarația în faliment a tutorului nu aduce în principiu destituirea sau excluderea sa din tutelă. (Demolombe, VII, No. 492; Aubry et Rau, I, § 92, p. 596, § 104, p. 653; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 358; Suppl., Minor-tutelle, No. 271; Laurent, IV, No. 523; Baudry et Chéneaux, IV, No. 456; Lyon-Caen et Renault, Traité, VIII, No. 976; Planiol et Ripert, I, No. 492; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 654, 656, nota 4, 658; Contra: Toullier, II, No. 1164; Duranton, III, No. 509).

**28.** Declarația în faliment a tutorului, însă, coroborată și cu alte împrejurări poate aduce destituirea sa din tutelă după aprecierea consiliului de familie și a tribunalului. (Valette sur Proudhon, II, p. 346, 347; Demolombe, VII, No. 468, 492; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 104, p. 653; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 358; Suppl., Minor-tutelle, No. 271; Planiol et Ripert, I, No. 492).

**29.** Destituirea din tutelă a tatălui minorului, tutor legal, chiar pentru cauze

de purtare rea îndeobște cunoscută, nu aduce decăderea lui din dreptul de a avea paza copilului, drept pe care îl pierde numai în cazul când este decăzut din puterea părintească. (Merlin, Répertoire, Education, § 1, No. 4; Proudhon, II, p. 350, 426; Toullier, II, No. 1062; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 104; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, text și nota 8, p. 832; ed. 4-a, VI, § 551, text și nota 11, p. 95; Dalloz, Rép., Puissance paternelle, No. 66; Laurent, V, No. 200; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 457, 530, 656, 659; Comp.: Delvincourt, I, p. 289).

**30.** Cauzele de excludere din tutelă cari sunt: purtarea rea în deobște cunoscută, incapacitatea și reaua credință, nu sunt aplicabile și membrilor din consiliul de familie, de oarece prezența în consiliul de familie a unei persoane care are aceste defecte nu prezintă un pericol așa de mare ca scandalul ce s'ar provoca în familie prin anchetarea vieții private a unui membru care ar trebui exclus. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1157).

**31.** Tutorul însă exclus sau destituit din tutelă, nu mai poate fi membru într'un consiliu de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1157).

**32.** Excluderea și destituirea din tutelă pentru rele purtări, incapacitate sau rea credință, se pronunță de consiliul de familie. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 457; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 655, nota 1).

**33.** A se vedea: art. 338 și 343 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Membrii din consiliul de familie fiind, în ceea ce privește obligațiunile ce izvorăsc din această funcțiune, asemănați cu tutorii, rezultă că nu pot fi îndepărtați din tutelă sau dimisionați, decât pentru aceleași motive, pentru care se permit sau se admit și la tutori. (Jud. ocol mixt Bazargic, 23 Mai 1924, Pand. Rom. 1926, III, 27).

**2.** Nici un text din codul civil nu dispune că copilul natural se găsește, dela nașterea sa, sub tutela mamei sale, sau că tutela se deschide din momentul ce el a dobândit avere proprie ce trebuie administrată; numai acei copii naturali sunt sub tutela a căror mamă ar fi recunoscută sau ar fi încetat din viață.

Mama naturală are aceleași drepturi și îndatoriri ca și mama legitimă.

Prin urmare ea este investită cu puterea părintească, adică cu dreptul de creștere, de educațiune și de corecțiune precum și cu dreptul de administrațiune a averii propriie a copilului său; pentru a decide altfel ar trebui un text formal, care însă nu există;

Dacă dispozițiunile din art. 385 și urm., din codul civil nu sunt aplicabile tatălui



administrator legal, în timpul căsătoriei, pentru considerațiunea că nu este deschisă tutela, că el nu are calitatea de tutore și că diferitele cauze de excludere și de destituire din tutelă nu pot fi extinse prin analogie ele fiind de strictă interpretare și constituind decăderi de drepturi, tot astfel, pentru identitate de motive, dispozițiunile art. 385 și urm. cod. civil nu se pot aplica nici mamei care exercită dreptul de administrațiune asupra averii personale a copilului său na-

tural. (Cas. II, decizia civilă 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Săpt. 16/1926, Dreptul 33/1926).

3. Mama naturală este aceea care administrează averea personală a copiilor săi minori. Ea n'are nevoie de consiliul de familie decât în caz când vrea să ia măsuri de dispoziție. Altminteri, e tutoare legală și nu poate fi destituită. (Cas. II, 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Săpt. 22/1926, Pand. Rom. 1926, I, 155, Jurispr. Rom. 8/1926).

**Art. 386.** — Vericare va fi esclus sau destituit din o tutelă, nu mai poate fi niciodată membru la vreun consiliu de familie. (Civ. 347, 383 urm.; C. p. 7, 22, 27, 267, 268; L. pentru epitropii, din 1840, Art. 43; Civ. Fr. 445).

*Text. fr. Art. 445.* — Tout individu qui aura été exclu ou destitué d'une tutelle, ne pourra être membre d'un conseil de famille.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Anulare 10.	Nulitate 10.
Ascendenți 9.	Omisioane 1.
Căsătorie 4, 5, 6.	Osândire 9.
Codul penal 9.	Pedeapsă criminală 9.
Condemnare 9.	Pedecă 2.
Consiliu de familie 1 urm.	Penal cod 9.
Credință rea, a se vedea cuvintele: „Rea credință”.	Pericol 3.
Crimă 9.	Prejudiciu 10.
Degradațiune civică 9.	Purtare rea în deobște cunoscută 2, 3.
Deliberare 10.	Rea credință 2, 3.
Demisiune 7, 8.	Recăsătorie 4, 5, 6.
Descendenți 9.	Renunțare 7, 8.
Destituire 1 urm.	Scandal în familie 3.
Excludere 1 urm.	Soț 6.
Incapacitate 2, 3.	Tribunal 10.
Interes 10.	Tutelă 1 urm.
Mamă 4, 5, 6.	Tutelă dativă 5, 9.
	Tutelă legală 9.

**Doctrină.**

1. Deși art. 445 c. civ. fr. (286 c. civ. rom.) arată numai că persoana care a fost exclusă sau destituită din o tutelă nu mai poate fi membru într'un consiliu de familie, fără însă a arăta că nu mai poate fi tutore, totuși excluderea sau destituirea din o tutelă constituie o decădere pentru o persoană de a mai fi numită tutore în o altă tutelă, de oarece legea cere mai multe garanții de la un tutore decât de la un membru în consiliul de familie. (Demolombe, VII, No. 510; Aubry et Rau, I, § 104, nota 8, p. 654; Laurent, IV, No. 535; Huc. III, No. 355; Baudry et Chéneaux, IV, No. 457; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 664; Contra: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 196 bis, IV).

2. Pentru ca o persoană să nu mai poată face parte ca membru în consiliul de familie, trebuie ca în contra ei să fie pronunțată destituirea sau excluderea din o tutelă; astfel chiar dovedite faptele prevăzute de art. 444 c. civ. fr. (385 c. civ. rom.), ele nu pot constitui o piedecă la numirea în consiliul de familie dacă nu

a fost pronunțată destituirea sau excluderea din tutelă. (Demolombe, VII, No. 514; Aubry et Rau, I, § 92, p. 599; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 196 bis, I; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 369; Suppl. Minor-tutelle, No. 285; Laurent, IV, No. 541; Huc, III, No. 355; Baudry et Chéneaux, IV, No. 458; Planiol et Ripert, I, No. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 658, 665).

3. Cauzele de excludere din tutelă cari sunt: purtarea rea în deobște cunoscută, incapacitatea și reaua credință, nu sunt aplicabile și membrilor din consiliul de familie, de oarece prezența în consiliul de familie a unei persoane care are aceste defecte nu prezintă un pericol așa de mare ca scandalul ce s'ar provoca în familie prin anchetarea vieții private a unui membru care ar trebui exclus. Atunci însă când tutorel este exclus sau destituit din tutelă, el nu mai poate face parte într'un consiliu de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1157; Planiol et Ripert, I, No. 448; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 665).

4. Mama care a pierdut de drept tutela prin faptul că s'a recăsătorit fără să fi cerut convocarea, în prealabil, a consiliului de familie pentru a decide dacă i se lasă mai departe tutela copiilor săi minori, face parte din consiliul de familie de oarece nu a fost destituită din tutelă. (Valette sur Proudhon, II, p. 347; Demolombe, VII, No. 515; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 392, nota 24; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 196 bis, II; Aubry et Rau, I, § 92, p. 597; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 367; Suppl. Minor-tutelle, No. 287; Laurent, IV, No. 542; Planiol et Ripert, I, No. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 665, 666).

5. Deasemenea poate fi numită tutore dativă a copiilor săi minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 566, 666).

6. După o altă părere, mama care a pierdut de drept tutela copiilor săi minori prin faptul că s'a recăsătorit fără să fi cerut convocarea consiliului de familie în prealabil, nu poate face parte nici ea, nici soțul său de al doilea, din consiliul de familie, care urmează să numească un alt tutor copiilor săi minori. (Delvincourt, I, p. 277, nota 8).

7. O persoană care a renunțat de buna voie la o tutelă, din orice motive, are dreptul să fie membru într'un consiliu de familie de oarece renunțarea sa nu poate echivala cu o excludere sau distituire din tutelă. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 373; Laurent, IV, No. 542; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 666).

8. Chiar tutorul care a demisionat din tutelă pentru a nu fi destituit, are dreptul să fie membru într'un consiliu de familie. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 286).

9. Osânda la o pedeapsă criminală împiedecă persoana condamnată ca să mai fie tutor și membru în consiliul de familie nu numai în privința copiilor străini ci și în privința copiilor și descendenților săi, de oarece dispozițiile art. 386 c. civ. rom., au abrogat dispozițiile art. 22 § 4 din codul penal român după care cel condamnat la degradație civică poate fi autorizat de consiliul de familie ca să rămână tutor și membru în consiliul de familie al copiilor și descendenților săi minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 655).

10. Deliberarea consiliului de familie, la care ar fi luat parte un membru incapabil sau exclus, nu este nulă, ci tribunalele o vor anula sau o vor menține după cum interesele minorilor au fost sau nu prejudiciate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 666).

**Art. 387.** — Destituirea tutorelui se va face de către consiliul de familie, convocat fiind el de tribunal.

Tribunalul nu va putea refuza convocarea consiliului de familie, când cererea de convocare se va face formal de către unul sau mai multe rude sau afini ai minorului, până la gradul de văr primar, sau mai de aproape spiță. (Civ. 356 urm., 384, 385, 388, 389, 660 urm.; Pr. civ. 305 urm., 642; L. jud. oc. 40; L. pentru epitropii din 1840, Art. 44; Civ. Fr. 446).

*Text. fr. Art. 446.* — Toutes les fois qu'il y aura lieu à une destitution de tuteur, elle sera prononcée par le conseil de famille, convoqué à la diligence du subrogé tuteur, ou d'office par le juge de paix.

Celui-ci ne pourra se dispenser de faire cette convocation, quand elle sera formellement requise par un ou plusieurs parents ou alliés du mineur, au degré de cousin germain ou à des degrés plus proches.

#### Doctrină.

1. Deși art. 387 din codul civil român vorbește de destituirea tutorului, dispozițiile sale sunt aplicabile și la excluderea din tutelă, omisiunea fiind o scăpare din vedere a legiuitorului care în art. 388 și 389 c. civ. rom., vorbește și de excludere iar nu numai de destituire. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 659).

2. Tribunalul poate convoca din oficiu consiliul de familie pentru a delibera asupra excluderei sau destituirii tutorului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1158; Planiol et Ripert, I, No. 493; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 660; Nacu, I, p. 602).

3. Dreptul de a provoca destituirea tutorului aparține potrivit dispozițiilor art. 446 și 449 c. civ. fr. (387 și 389 c. civ. rom.) și rudelor și afinelor minorului până la gradul de văr primar. (Demolombe, VII, No. 281 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1158; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 376; Suppl., Minor-tutelle, No. 288; Alexan-

dresco, ed. 2-a, II, p. 660, 661; Matei Cantacuzino, p. 75, 76; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 493; Nacu, I, p. 602, 603; Plastara, I, p. 471).

4. Tribunalul (sau judecătorul de ocol) care nu ar da curs cererei scrise a unei rude în gradul arătat de lege de a se convoca consiliul de familie pentru a se delibera asupra excluderei sau destituirii tutorului, este supus acțiunii recursorii civile. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 661; Comp.: Nacu, I, p. 602, 603).

5. Cererile rudelor mai îndepărtate de a se convoca consiliul de familie pot sau nu să fie ținute în seamă de tribunale după aprecierea lor, fără să aibă vre-o răspundere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 661; Nacu, I, p. 602, 603).

6. Potrivit dispozițiilor art. 642 c. pr. civ. rom., încheierea tribunalului prin care s'ar revoca convocarea consiliului de familie este supusă apelului la instanța superioară. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 661, nota 2).



7. Ruda care a cerut convocarea consiliului de familie pentru a delibera asupra destituirei tutorului, are dreptul să facă parte din consiliul de familie și să delibereze asupra destituirei tutorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, p. 745; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 283; Suppl., Minor-tutelle, No. 372; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 493).

8. Fiul tutorului și fratele minorului are dreptul să facă parte din consiliul de familie și să delibereze asupra destituirei tutorului, tatăl său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, nota 7, p. 745; Dalloz, Rép., Minor-tutele, No. 371; Suppl., Minor-tutelle, No. 289).

**Art. 388.** — Incheierea consiliului de familie, prin care se va pronunța excluderea sau destituirea tutorelui, va trebui a fi motivată și dată după ce se va fi chemat și ascultat înaintea lui și tutorele. Dacă tutorele nu se va fi conformat chemării, excluderea sau depărtarea se va încheia de consiliu în lipsă. (Civ. 389 urm., 1763; Pr. civ. 72, 118, 638 urm.; L. jud. oc. 40; L. Timbr. 39 § 8; L. pentru epitropii din 1840, Art. 45; Civ. Fr. 447).

*Text. fr. art. 447.* — Toute délibération du conseil de famille qui prononcera l'exclusion ou la destitution du tuteur, sera motivée, et ne pourra être prise qu'après avoir entendu ou appelé le tuteur.

#### Doctrină.

1. Tutorul trebuie chemat la deliberarea consiliului de familie care decide destituirea sau excluderea sa de oarece această deliberare constituie un fel de judecată și tutorul are dreptul să se apere. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1159; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 290; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1846; Planiol et Ripert, I, No. 493; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 661, 662; Nacu, I, p. 603; Plastara, I, p. 471).

2. Incheierea consiliului de familie prin care se pronunță excluderea sau destituirea tutorului trebuie motivată chiar atunci când este dată cu unanimitatea membrilor, pentru ca tribunalul înaintea căruia se va ataca deliberarea sau care va trebui s'o omologe să poată aprecia dacă motivele deciziunii consiliului de familie sunt sau nu fondate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1159; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 290; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1846; Planiol et Ripert, I, No. 493; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 661; Nacu, I, p. 603; Matei Cantacuzino, p. 75).

3. În cazul când tutorul nu a fost chemat la deliberarea consiliului care se pronunță asupra excluderii sau destituirei sale sau încheierea nu este motivată,

această încheiere este nulă de oarece formalitățile prevăzute de art. 447 c. civ. fr. (388 c. civ. rom.) sunt esențiale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, nota 8, p. 745; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 290; Laurent, IV, No. 529; Planiol et Ripert, I, No. 493; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 661, nota 4).

4. Nulitatea încheierii consiliului de familie care se pronunță asupra excluderii sau destituirei tutorului, pe motivul că nu a fost chemat tutorul sau nu a fost motivată, este relativă și nu poate fi invocată de cât de minor de oarece formalitățile prevăzute de art. 447 c. civ. fr. (388 c. civ. rom.), sunt stabilite numai în interesul său. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 299; Laurent, IV, No. 533).

5. În cazul când încheierea consiliului de familie prin care s'a pronunțat excluderea sau destituirea tutorului nu a fost motivată, ea poate fi anulată după cererea tutorului. (Laurent, IV, No. 529; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 661).

6. Deliberarea consiliului de familie prin care se respinge excluderea sau destituirea tutorului este definitivă și nu poate fi atacată de rudele care au provocat-o de oarece consiliul de familie este suveran fără puțință de control din partea justiției. (Matei Cantacuzino, p. 75).

**Art. 389.** — Dacă tutorele se va mulțumi cu excluderea sau depărtarea lui, atunci se va numi alt tutore care va intra îndată în funcțiunea sa.

Dacă va urma plângere din partea tutorelui, asupra excluderii sau destituirei sale, până în cinci zile cel mult, de când i se va fi încunoștiințat excluderea sau destituirea, când ea s'ar fi

încheiat în neființa lui, tribunalul va hotărî de urgență asupra plângerii, rămânând dreptul de apelațiune, în caz de nemulțumire, atât rudelor sau afinilor cari au provocat escluderea sau destituirea, cât și tutorelui.

Din momentul când tribunalul va încuviința escluderea sau destituirea tutorelui, acesta va fi suspendat și se va numi o altă persoană ca tutore provizoriu. (Civ. 379, 388, 1762; Pr. Civ. 58, 69, 129 § 6, 137, 316 urm., 638, 640, 641, 642, 683; L. jud. oc. 40; L. Timbr. 39 § 8; L. pentru epitropii din 1840, Art. 46; Civ. Fr. 448, 449).

*Text. fr. Art. 448.* — Si le tuteur adhère à la délibération, il en sera fait mention, et le nouveau tuteur entrera aussitôt en fonctions.

S'il y a réclamation, le subrogé tuteur poursuivra l'homologation de la délibération devant le tribunal de première instance, qui prononcera sauf l'appel.

Le tuteur exclu ou destitué peut lui-même, en ce cas, assigner le subrogé tuteur pour se faire déclarer maintenu en la tutelle.

*Text. fr. Art. 449.* — Les parents ou alliés qui ouront requis la convocation pourront intervenir dans la cause, qui sera instruite et jugée comme affaire urgente.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acceptare 25.	Inovație 18.
Achiesare 24.	Interes 7.
Adesiune 1, 2, 4.	Interpelare 3.
Administrație 4, 6, 14, 17, 21, 25.	Irevocabilitate 24.
Anulare 19.	Judecător de ocol, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.
Apel 11, 12, 13, 21, 22.	Nulitate 19.
Chemare 9, 10.	Omologare 5-9, 12.
Citare 9, 10.	Pericol 7.
Consemnarea răspunsului 3.	Prevenire 23-27.
Consiliu de familie 1-12, 14-18, 22, 26, 27.	Prezență 2, 3, 15.
Contestație 10-16.	Proces-verbal 3.
Curte de casație 13.	Protestare 2.
Deliberare 1, 2, 3, 5-12, 14, 15, 16.	Răspuns 3.
Demisiune 23-27.	Recurs 13.
Destituire 1 urm.	Reintegrare 20.
Educație 17.	Renunțare 23, 24.
Excludere 1 urm.	Suspendare 17, 18, 19, 21.
Execuțiune provizorie 7.	Tacită adesiune 1, 2.
Gestiune de afaceri 19.	Termin 15, 16.
Hotărîre 11, 13, 14, 17, 18.	Tribunal 5-12, 17, 18.
Hotărîre definitivă 17, 18.	Tutelă 1 urm.
Încheiere, a se vedea cuvântul: „Deliberare”.	Tutor provizor 17, 18, 21, 22.
	Zile libere 16.

#### Doctrină.

**1.** Tutorul poate adera la încheierea consiliului de familie care pronunță excluderea sau destituirea sa și în mod tacit. (Demolombe, VII, No. 506; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, nota 9, p. 745; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 377; Suppl., Minor-tutelle, No. 291; Laurent, IV, No. 528; Huc, III, No. 356; Planiol et Ripert, I, No. 493).

**2.** Când tutorul a fost față la deliberarea consiliului de familie și nu a protestat nici nu a făcut nici o rezervă în privința destituției sale, el trebuie considerat că s'a mulțumit cu destituirea sa.

(Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, nota 9, p. 745; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 292; Planiol et Ripert, I, No. 493).

**3.** Dacă tutorul este prezent la deliberarea consiliului de familie, pentru mai multă garanție este bine ca membrii consiliului de familie să ceară tutorului să răspundă ce are de spus în privința destituției sale și să se consemneze răspunsul său în procesul verbal. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 377).

**4.** Dacă tutorul se mulțumește cu excluderea sau destituirea sa, făcută de consiliul de familie, el nu mai este tutor și din momentul destituției nu mai are dreptul să administreze tutela. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 378).

**5.** Din dispozițiile art. 448 c. civ. fr. (389 c. civ. rom.) rezultă că deliberarea consiliului de familie prin care s'a exclus sau destituit un tutor din tutelă, trebuie supusă omologării tribunalului în cazul când tutorul nu este mulțumit cu excluderea sau destituirea. (Demolombe, VII, No. 507; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1159; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, p. 746; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 292; Laurent, IV, No. 529; Planiol et Ripert, I, No. 493).

**6.** Până la omologarea deliberării consiliului de familie de către tribunal, tutorul destituit continuă a administra tutela. (Demolombe, VII, No. 507; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, p. 745; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 292; Laurent, IV, No. 529; Planiol et Ripert, I, No. 493).

**7.** În cazul când interesele minorului sunt în pericol, consiliul de familie trebuie să ceară de la tribunal omologarea deliberării lor prin care s'a exclus sau s'a destituit tutorul și să ceară exe-



- cutiunea provizorie a hotărârei de omologare. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 201 bis; Dalloz, Rép., Suppl. Minor-tutelle, No. 292; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 493).
- 8.** Orice membru din consiliul de familie are dreptul să ceară de la tribunal omologarea deliberării prin care s'a exclus sau s'a destituit tutorul. (Demolombe, VII, No. 503; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 400; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, nota 10, p. 744; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 380; Suppl., Minor-tutelle, No. 293; Laurent, IV, No. 530; Planiol et Ripert, I, No. 493).
- 9.** Deși legea arată că tutorul trebuie chemat numai la deliberarea consiliului de familie prin care se hotărăște excluderea sau destituirea sa, totuși el trebuie chemat și la tribunal cu ocazia omologării acestei deliberări. (Demolombe, VII, No. 503; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, nota 11, p. 746; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 383; Suppl., Minor-tutelle, No. 295; Laurent, IV, No. 531; Huc, III, No. 356; Planiol et Ripert, I, No. 493).
- 10.** Incheierile consiliului de familie privitoare la excluderea sau destituirea tutorului sunt supuse contestației înaintea tribunalului sau judecătorului de ocol; în contestație se vor cita toți membrii din consiliul de familie și tutorul. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 662; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1846; Planiol et Ripert, I, No. 493; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 497; Nacu, I, p. 603; Matei Cantacuzino, p. 75).
- 11.** Hotărârile tribunalelor (sau judecătorilor de ocol) pronunțate asupra contestațiilor în contra încheierilor consiliului de familie privitoare la excluderea sau destituirea din tutelă sunt supuse apelului la instanța superioară din partea părților în drept. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 662, text și nota 1; Nacu, I p. 604; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1846; Matei Cantacuzino, p. 75).
- 12.** Dacă tutorul nu a făcut contestație la tribunal în contra încheierii consiliului de familie prin care a fost exclus sau destituit din tutelă, el nu are dreptul să facă apel la instanța superioară în contra jurnalului de omologarea încheierii consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 662, nota 1; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 493).
- 13.** În contra deciziei dată în apel, părțile interesate au dreptul să facă recurs la casație. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 662).
- 14.** În cazul când există contestație în contra excluderii sau destituirii tutorului, acesta va continua administrația tutelei până la pronunțarea hotărârei asupra contestației. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 663).
- 15.** Când tutorul a fost față la deliberare, termenul de cinci zile începe a curge din ziua în care consiliul de familie a pronunțat destituirea. (Nacu, I, p. 603).
- 16.** Termenul de cinci zile se socotește pe zile libere. (Nacu, I, p. 603).
- 17.** Indată ce tribunalul (sau judecătorul de ocol) a încuviințat excluderea sau destituirea tutorului, acesta va fi suspendat și se va convoca de urgență consiliul de familie pentru a se numi un alt tutor care va administra provizoriu tutea, ocupându-se și de persoana copilului până când va rămâne definitivă hotărârea de excludere sau destituire. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 663; Nacu, I, p. 604).
- 18.** Dispoziția art. 389 c. civ. rom., de numirea unui tutor provizor până la rămânerea definitivă a hotărârei de excludere sau destituire a tutorului este o inovație a legiuitorului nostru, care lipsește și în codul francez și în legile noastre anterioare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 664).
- 19.** După suspendarea tutorului exclus sau destituit din tutelă toate actele de tutelă făcute de el nu au nici o valoare, putând să rămână în picioare numai ca acte făcute de un gerant de afaceri. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 663, nota 4; Comp.: Demolombe, VII, No. 508).
- 20.** Potrivit dispozițiilor art. 445 c. civ. fr. (386 c. civ. rom.), tutorul care a fost destituit din tutelă nu mai poate fi reintegrat în această tutelă. (Demolombe, VII, No. 510; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 664).
- 21.** Dacă instanța de apel nu a admis excluderea sau destituirea tutorului, funcțiunile tutorului provizor vor înceta și tutorul suspendat va reintra în administrația tutelei, considerându-se că nu a încetat nici odată să fie tutor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 664; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 493).
- 22.** Dacă instanța de apel va admite excluderea sau destituirea tutorului, în acest caz consiliul de familie va numi un tutor definitiv, putând menține în această calitate pe tutorul provizor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 664; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 493).
- 23.** Tutorul are dreptul să previe destituirea sa și să demisioneze din tutelă; această soluțiune se deduce din faptul că el are dreptul să se mulțumească cu excluderea sau destituirea sa din tutelă. (Demolombe, VII, No. 447; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 322; Suppl., Minor-tutelle, No. 235; Huc, III, No. 356; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 493).
- 24.** Demisiunea tutorului din tutelă este irevocabilă de oarece este asimilată cu o achiesare. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 235).
- 25.** Până în momentul când demisiunea tutorului este acceptată sau până la înlocuirea sa el este obligat să continue administrația tutelei. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 322).
- 26.** După o altă părere tutorul nu poate preveni destituirea sa și să demisioneze din tutelă de oarece tutorul des-



tituit nu mai poate fi membru în consiliul de familie și dacă ar fi primită demisiunea, el ar preveni și ar demisiona pentru a păstra calitatea de membru în consiliul de familie. (Laurent, IV, No. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 626, nota 4).

27. După a treia părere, tutorul are dreptul să previe destituirea și să demisioneze din tutelă însă consiliul de familie nu este legat prin această demisiune și poate pronunța destituirea. (Planiol et Ripert, I, No. 493).

Secțiunea VII.—*Despre administrațiunea tutorilor.*

**Art. 390.** — Tutorele va purta grijă de persoana minorului și îl va reprezenta în toate actele civile; el va administra bunurile minorului ca un bun părinte de familie și va fi răspunzător pentru daunele-interese ce s'ar putea întâmpla din reaua lor administrare; el nu poate nici cumpăra bunurile minorului, nici a le lua în arendă, nici a primi cesiunea vreunui drept sau a vreunei creanțe în contra pupilului său. (Civ. 93, 127, 131 urm., 142, 338, 356, 369, 391, 395 urm., 398, 414, 807, 809, 998, 999, 1080, 1084, 1106, 1161, 1231, 1294 urm., 1308, 1376, 1391 urm., 1410, 1419, 1538, 1540, 1753, 1906, 1908; C. Com. 10, 13, 18; Pr. civ. 145, 322, 653; Decret lege privitor la dispozițiunile luate pentru înlesnirea ocrotirii orfanilor de război, (Mon. of. 19/918), Art. IX, X; L. p. regularea și Consol. drept. de a exploata petrol și ozoche-rita, Art. 57; L. pentru epitropii din 1840, Art. 47; Civ. Fr. 450).

*Text. fr. Art. 450.* — Le tuteur prendra soin de la personne du mineur, et le représentera dans tous les actes civils.

Il administrera ses biens en bon père de famille, et répondra des dommages-intérêts qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion.

Il ne peut ni acheter les biens du mineur, ni les prendre à ferme, à moins que le conseil de famille n'ait autorisé le subrogé tuteur à lui en passer bail, ni accepter la cession d'aucun droit ou créance contre son pupille.

**Bibliografie (continuare).**

DONGOROV VINTILĂ, Notă sub Cas. II, 3309 din 10 Nov. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 231.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Abus de încredere 156.  
Acceptare 3, 4, 127, 160, 162.  
Achiesare 118.  
Act de administrație, a se vedea cuvântul: „Administrație”.  
Act de conservare 47, 80, 81, 83, 106, 141.  
Act de dispoziție 47, 123.  
Act sub semnătură privată 97.  
Acțiune 101-105, 108-112, 114, 116-121, 149, 150, 171.  
Acțiune imobiliară 82, 111, 112, 117, 119.  
Acțiune în grănătuire 117.  
Acțiune în resciziune, a se vedea cuvântul: „Resciziune”.  
Acțiune mobilă 109, 112, 118-122.  
Acțiune penală 102, 103, 104, 110, 156.  
Acțiune posesorie 116.

Administrație 1, 2, 4, 5, 7, 11, 19, 36-39, 43-45, 47, 48, 56-58, 79, 116, 124, 143, 144, 151-156.  
Alimente 31.  
Angajament 34.  
Anticipație 100.  
Anulare 76-79, 95, 98, 139, 153, 158-161.  
Apel 114, 121, 122.  
Aprecieri suverană 17, 25, 142, 151, 166.  
Arendare 91, 93-100, 135, 139.  
Ascendenți 23, 85.  
Asigurare 84.  
Autorizație, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.  
Avis, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.  
Beneficiu 161.  
Bun părinte de familie 34, 48.  
Buni 85.

Cadouri 126.  
Capacitate 12.  
Capital 64, 70, 71, 74-79, 88, 145.  
Căsătorie 1, 10, 21, 33, 85.  
Cesiune 136, 157-174.  
Cheltueli 52, 57, 59, 60, 61, 150.  
Chitanță descărcătoare 68.  
Coluziune 77.  
Comerț 140, 141.  
Compromis 128.  
Comunicarea hotărârii 115.  
Concordat 133, 134.  
Conservare 47, 80, 81, 83, 87, 88, 106, 141.  
Consiliu de familie 1, 3, 5, 15-21, 28, 29, 37-41, 45, 50, 57, 59, 60, 61, 64, 70, 72, 74, 75, 78, 79, 82, 92, 96, 100, 111, 117, 123, 125, 127, 128, 140, 167.  
Consiliu judiciar 105.  
Construcțiuni 89.  
Contestație 23, 29.  
Contract de închiriere, a se vedea cuvintele: „Arendare”, „Locație”.

Contract dotal 85.  
Control 11, 15-21, 25-29, 37-41.  
Convenție 21, 34.  
Copil minor 1 urm.  
Copil natural 23.  
Cotutor 1.  
Creanță, a se vedea cuvintele: „Cesiune”, „Datorie”.  
Creștere, a se vedea cuvintele: „Persoana copilului”.  
Cuasi-delicț 42.  
Culpă 71, 142, 143, 144, 149.  
Cult religios, a se vedea cuvântul: „Religie”.  
Cultivarea pământului 90, 91, 92.  
Cumpărare, a se vedea cuvintele: „Vindere-cumpărare”.  
Datorii 49-62, 64-69, 73, 132, 133, 146, 163-167.  
Daune, a se vedea cuvântul: „Responsabilitate”.



- Debitori, a se vedea cuvântul: „Datorii”.  
 Delegație 5, 40.  
 Delicte 42, 103.  
 Depuneri 145.  
 Despăgubiri, a se vedea cuvântul: „Responsabilitate”.  
 Destituire 9, 27, 29.  
 Dezistare 119, 120.  
 Dobânzi 51, 53, 59, 60, 67.  
 Dol 77, 156.  
 Donații 125, 126, 129-133, 172.  
 Dotă 85.  
 Educație, a se vedea cuvintele: „Persoana copilului”.  
 Efecte de valoare 70.  
 Emancipare 34, 94.  
 Executare silită 49, 52, 56, 58, 62, 113, 167.  
 Exigibilitate, a se vedea cuvintele: „Plata datoriilor”.  
 Faliment 133, 134.  
 Familie, a se vedea cuvintele: „Relații familiare”.  
 Fidejusiune, a se vedea cuvântul: „Garanție”.  
 Foc 84.  
 Folos a se vedea cuvântul: „Interes”.  
 Fraudă 77, 156.  
 Garanție 5, 135.  
 Gestiune, a se vedea cuvântul: „Administrație”.  
 Gestiune de afaceri 44, 45.  
 Grănățuire 117.  
 Greșeală, a se vedea cuvântul: „Culpă”.  
 Grijă, a se vedea cuvintele: „Persoana copilului”.  
 Grindină 84.  
 Hotărâre 27, 115.  
 Imbogățire pe nedrept 42.  
 Imobil 70, 72, 74-79, 82, 113, 136, 137, 173.  
 Impărțea 137, 168.  
 Imprumut 69, 70.  
 Inalienabilitate 21.  
 Incasarea capitalurilor, a se vedea cuvântul: „Capital”.  
 Inchiderea tutelei, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă”.  
 Inchiriere, a se vedea cuvintele: „Arendare”, „Locațiune”.  
 Inscrierea ipotecei 83.  
 Instrăinare, a se vedea cuvintele: „Donațiune”, „Vindere-cumpărare”.  
 Inundație 84.  
 Interdicție 39, 105.  
 Interes 2, 13, 17, 23, 62, 73, 79.  
 Interogator, a se vedea cuvântul: „Mărturisire”.  
 Interzis 39, 105.  
 Intrebuintarea banilor 41, 71, 72, 74-76, 78, 79.  
 Intrerupere, a se vedea cuvântul: „Prescripție”.  
 Ipotecă 63, 70, 83, 134, 138.  
 Legat, a se vedea cuvântul: „Succesiune”.  
 Licitatie publică 72, 97, 113, 138.  
 Locație 91, 93, 94, 95, 97-100, 136, 139.  
 Majoritate 34, 76, 94, 99, 148.  
 Mamă, a se vedea cuvântul: „Părinți” și 1, 10, 18, 20, 21, 38.  
 Mandat 43-46, 143.  
 Mărturisire 54, 123, 124.  
 Meserie 33.  
 Minor 1 urm.  
 Moștenire, a se vedea cuvântul: „Succesiune”.  
 Negligență 71, 143.  
 Neprieceperi 71.  
 Notar 145.  
 Nulitate 76-79, 95, 98, 139, 153, 153-161.  
 Obiceiul locului 100.  
 Omologare 37, 45, 78, 96, 100, 127, 123.  
 Opoziție 114.  
 Ordin publică 38, 43.  
 Ospicium 32.  
 Părinte de familie 36, 48.  
 Părinți, a se vedea cuvintele: „Mamă”, „Tată” și 2, 3, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 23, 27, 28, 85.  
 Partaj 137, 168.  
 Parte civilă 103, 104, 110.  
 Pază, a se vedea cuvintele: „Persoana copilului”.  
 Penală acțiune, a se vedea cuvintele: „Acțiune penală”.  
 Persoana copilului 1, 2, 4, 6-35.  
 Plata datoriilor 49-53, 55, 56, 57, 66-69, 73.  
 Plata prin anticipație 100.  
 Pluralitate de tutori 1, 2, 3, 4, 5.  
 Posesorie acțiune 116.  
 Poziție socială 22.  
 Predarea socotelilor de tutelă 58, 60, 62, 174.  
 Prejudiciu, a se vedea cuvântul: „Responsabilitate”.  
 Prescripție 62, 63, 73, 81, 82, 107, 129, 147, 148.  
 Preț 72, 98, 161, 162.  
 Primirea capitalurilor, a se vedea cuvântul: „Capital”.  
 Procedură 115.  
 Procente, a se vedea cuvântul: „Dobânzi”.  
 Proces, a se vedea cuvântul: „Acțiune”.  
 Profesori 126.  
 Putere părintească 9, 20, 21.  
 Quasi-delicte 42.  
 Radiera ipotecei 63.  
 Rambursare 65, 161.  
 Recăsătorie 1, 10, 20, 21, 38.  
 Recurs 114, 121, 122.  
 Reducere 94.  
 Reînnoire 83, 99.  
 Reînnoirea inscripției ipotecare 83.  
 Relații familiare 26, 27, 28, 29.  
 Religie 24, 25.  
 Remiterea datoriei 132, 133.  
 Rentă 65, 70.  
 Renunțare 118, 121, 122, 129, 130, 131.  
 Reparații 86, 87, 88, 89.  
 Reprezentare, a se vedea cuvintele: „Acțiune în justiție”.  
 Resciziune 76.  
 Responsabilitate 35, 36, 42, 44, 50, 71, 142-156.  
 Restricțiuni 21, 37, 38, 40.  
 Rude 31, 126.  
 Scadență, a se vedea cuvintele: „Plata datoriilor”.  
 Școală 32.  
 Șcuze din tutelă 3.  
 Servitori 126.  
 Servitute 173.  
 Socoteli de tutelă 53, 60, 62, 174.  
 Speculație 157.  
 Subrogațiune 163, 164, 165, 166, 167.  
 Succesiune 127, 168, 172.  
 Suverană apreciere 17, 25, 142, 151, 166.  
 Tată, a se vedea cuvântul: „Părinți” și 6.  
 Termin 53, 67, 69, 92, 94, 95, 96, 99.  
 Terțe persoane 42, 66, 76, 153, 154, 155.  
 Testament, a se vedea cuvântul: „Succesiune”.  
 Tranzacție 120, 122.  
 Tribunal 2, 13, 17, 25, 28, 29, 37, 38, 45, 57, 72, 78, 96, 100, 127, 128, 142, 151, 167.  
 Tutelă 1 urm.  
 Tutor dativ 1, 3-13, 20, 27.  
 Tutor legal 18, 19.  
 Tutor testamentar 2, 12, 13.  
 Urmărire silită 48, 52, 56, 58, 62, 113, 167.  
 Vârștă fragedă 23.  
 Vilitatea prețului 98.  
 Vindere-cumpărare 41, 57, 70, 72, 74-79, 113, 136-139, 173.

## Doctrină.

- După o părere, nu se poate numi de cât un singur tutor care trebuie să se ocupe de averea și persoana minorului, afară de cazul când mama se recăsătorește și când consiliul de familie lăsând asupra ei tutela copiilor săi minori, numește pe soțul său cotutor. (Delvincourt, I, No. 273; Toullier, II, No. 1123; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 59, 61; Laurent, IV, No. 369; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 487).
- După o altă părere, se spune că cel din urmă supraviețuitor dintre părinți, poate numi copiii săi minori doi tutori testamentari: unul care să se ocupe de persoana copiilor și celălalt cu administrația bunurilor lor și tribunalele au dreptul ca să menție pe ambii tutori dacă găsește că aceasta este în folosul minorilor. (Duranton, III, No. 444; Demolombe, VII, No. 220 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 89, nota 7, p. 590; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 487; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 58).
- După o a treia părere, cel din urmă supraviețuitor dintre părinți și consiliul de familie au dreptul să numească mai mulți tutori copiilor minori, însă acești tutori nu pot fi obligați să accepte tutela. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 58; Huc, III, No. 284).
- După a patra părere, se pot numi doi tutori dativi: unul care să se ocupe de persoana copiilor minori și celălalt cu administrația averii lor, de oarece nici un text de lege nu oprește aceasta și tutorii sunt obligați să primească tutela. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 58, 304; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 487).
- În părerea care admite că pot fi numiți mai mulți tutori, ei trebuie să se înțeleagă și să delege pe unul dintre ei pentru a administra bunurile copiilor minori; în cazul când nu se pot înțelege, consiliul de familie va desemna care dintre ei va trebui să administreze averea copiilor, obligându-l să dea celorlalți tutori garanție de administrația sa. (Duranton, III, No. 444; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 62).
- Dreptul de a avea grijă de persoana minorului, adică de pază și de educație.



poate aparține unei alte persoane afară de tutor, de oarece acest drept este de natura iar nu de esența puterii tutelare. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, II, No. 831, a; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 203 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1162, 1163; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 393; Suppl., Minor-tutelle, No. 303).

**7.** Când cel din urmă dintre părinți nu este însărcinat cu tutela copiilor săi minori, dreptul de a purta grijă de persoana copiilor minori îi aparține acestuia, tutorul numit ocupându-se numai cu administrația averii minorilor. (Demolombe, VII, No. 532; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1163; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 7, p. 674; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 393; Puissance paternelle, No. 73; Suppl., Minor-tutelle, No. 303; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 715; Nacu, I, p. 606; Plastara, I, p. 472).

**8.** Aceasta se poate întâmpla când cel din urmă dintre părinți în viață, este scuzat din tutelă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1163; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 303).

**9.** Deasemenea când cel din urmă dintre părinți a fost destituit din tutelă însă nu a fost declarat decăzut din puterea părintească sau când tribunalele nu au interzis părintelui de a se ocupa de persoana minorului din cauza motivelor cari au dat loc destituției din tutelă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1163; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 357; Suppl., Minor-tutelle, No. 303).

**10.** Deasemenea când mama copiilor minori trecând în a doua căsătorie nu a fost menținută în tutelă sau a pierdut de drept tutela prin faptul că nu a convocat în prealabil consiliul de familie. (Toullier, II, No. 1183; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 394).

**11.** În cazurile însă când, deși dreptul de a purta grija de persoana minorului, aparține celui din urmă dintre părinți rămași în viață și administrația averii copilului este încredințată tutorului numit, dacă împrejurări grave ar cere ca minorul să nu mai fie lăsat în grija părintelui cum ar fi de exemplu în cazul când în casa acestuia copilul minor nu poate căpăta o educație potrivită rangului său, grija de persoana lui va fi încredințată tutorului, părintele supraviețuitor având dreptul să controleze modul de educație al minorului. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 394; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1162).

**12.** Cel din urmă dintre părinți are dreptul să desemneze printr'un act de ultimă voință, o persoană care să se ocupe de persoana minorului, în afară de tutor, chiar dacă aceasta persoană nu ar avea capacitatea să exercite funcțiunea de tutor. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 304).

**13.** Tribunalele trebuie să respecte această desemnare, afară de cazul când

interesele copilului minor o cer și când pot să ordone predarea minorului în grija tutorului numit și care urmează să se ocupe de educația minorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 304).

**14.** Tutela trebuie să existe chiar pentru copiii minori lipsiți de avere de oarece misiunea principală a tutorului este să se îngrijească de persoana minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 713).

**15.** Consiliul de familie, după o părere, are dreptul să controleze modul cum tutorul își îndeplinește obligația sa de a avea grijă de persoana copilului minor, dându-i instrucțiunile pe cari le găsește necesare. (Valette sur Proudhon, II, p. 356; Duranton, III, No. 528, 529; Demolombe, VII, No. 535 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1162; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 212 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 111, p. 673; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 396; Plastara, I, p. 472).

**16.** După o altă părere, tutorul are deplină libertate cu privire la paza și educația minorului și consiliului de familie nu are dreptul să-i dea directive în această materie. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, II, No. 832; Laurent V, No. 3; Huc, III, No. 371; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 714).

**17.** După a treia părere, consiliul de familie nu are dreptul să controleze modul cum tutorul își exercită atribuțiunile sale de a purta grijă de persoana minorului, însă tribunalele au dreptul să aprecieze în mod suveran și să ia orice măsuri necesare în interesul minorului. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 396).

**18.** După o părere, consiliul de familie are dreptul să controleze chiar pe tutorul legal și mai ales pe mama tutrice legală asupra modului de educație a minorului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1162; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 396).

**19.** După o altă părere, dominantă, tutorul legal are deplină libertate în ceea ce privește modul de educație a minorilor săi copii; consiliul de familie are dreptul numai să controleze modul de gestiune al averii copiilor săi minori. (Demolombe, VI, No. 384, 385; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 111, nota 8, p. 674; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 305; Laurent V, No. 3).

**20.** Consiliul de familie nu are dreptul să controleze modul cum mama, recăsătorită și menținută în tutelă, își exercită atribuțiunile sale privitoare la educația copiilor săi minori; el nu are acest drept chiar în cazul când mama a fost declarată decăzută din tutelă din cauză că nu a convocat consiliul de familie înainte de a se recăsători, însă a fost numită tutore dativă, de oarece ea nu a pierdut dreptul de putere părintească asupra minorilor săi copii și din care putere decurge și dreptul de a purta grijă de persoana acestora. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, p. 641; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 306).



- 21.** Consiliul de familie nu ar putea, pentru a menține pe mama recăsătorită în tutela copiilor săi minori să impună oare care restricțiuni cu privire la modul de educație a minorului și mama nu ar putea să accepte aceste restricțiuni, de oarece drepturile rezultând din puterea părintească sunt inalienabile și nu pot face obiectul unor convențiuni. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No 306).
- 22.** Modul de educație a copilului trebuie să fie determinat de averea și poziția sa socială. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 302; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 713).
- 23.** Tutorul este obligat să continue modul de educație a minorului ales de către părinții săi când erau în viață afară de cazul când la încetarea lor din viață, copilul minor era în vârstă fragedă sau când interesele acestuia cer o schimbare a educației sale. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 307; Laurent, V, No. 1).
- 24.** Tutorul este obligat să crească pe minor în cultul religios în care a fost născut, afară de cazul când cel din urmă dintre părinți rămas în viață nu a hotărât ca minorul să fie crescut într'un alt cult religios. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 111, p. 673; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 308; Comp.: Laurent, V, No. 4; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 714, nota 1).
- 25.** Tribunalele în orice caz vor avea în privința cultului religios al copiilor minori putere de apreciere, de oarece legea nu vorbește nimic asupra acestei materii. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 308).
- 26.** Tutorul are dreptul să reguleze relațiunile între minor și membrii familiei sale, de oarece are paza minorului și dreptul a-i dirija educația sa. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 309; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 714).
- 27.** Tutorul dativ are dreptul să reguleze raporturile între minor și tatăl sau mama sa destituiți din tutelă și cari nu au paza și educația minorului, în cazul când hotărârea de destituire și de scădere din dreptul de educație nu a stabilit și aceste raporturi. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 309).
- 28.** Tutorul unui copil natural minor are dreptul să reguleze raporturile dintre minor și ascendenții mamei sale naturale, cu dreptul pentru ei a se plânge consiliului de familie și tribunalului. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 309).
- 29.** Tatăl sau mama destituiți din tutelă și cari nu au paza și educația minorului, au dreptul să se plângă consiliului de familie în privința hotărârii luate de tutor cu privire la regularea raporturilor între ei și minor și a recurge la tribunal în contra deliberării consiliului de familie. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 309).
- 30.** Deși art. 450 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.) dispune că tutorul va purta grijă de persoana minorului, totuși nu este obligat ca el însuși să-l crească și să-l îngrijească. (Demolombe, VII, No. 533; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 111, p. 673).
- 31.** În cazul când minorul nu are avere proprie și tutorul nu este rudă cu el în gradul prevăzut de lege pentru a fi obligat să-i dea alimente, el nu poate fi îndatorat a-l îngriji din banii săi proprii. (Toullier, II, No. 1212; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 399; Suppl., Minor-tutelle, No. 310; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 713).
- 32.** În acest caz tutorul trebuie să facă toate demersurile necesare pentru a plasa pe minor într'un ospiciu și a-l trimite la școlile publice. (Aubry et Rau, ed. 5-a I, § 111, nota 1, p. 673; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 310; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 714).
- 33.** În cazul când minorul are o meserie din care își poate câștiga existența, tutorul este obligat a face demersurile necesare pentru a-l pune în situație de a-și exercita meseria. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 111, p. 673; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 714).
- 34.** În acest caz tutorul nu poate încheia convențiunea de angajament în numele minorului de cât până la vârsta de 21 ani sau până la emanciparea minorului. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 310).
- 35.** În cazul când tutorul nu se îngrijește de educația minorului, el se poate expune mai târziu la răspundere către minor. (Laurent, V, No. 168; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 714).
- 36.** Tutorul are puterea de administrație asupra averii minorului sub rezerva responsabilității sale în cazul când nu a administrat această avere ca un bun părinte de familie și cu sancțiunile arătate de lege. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 311; Planiol et Ripert, I. No. 545, 548; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 504; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 720, 721; Nacu, I, p. 615).
- 37.** Consiliul de familie și tribunalul nu au dreptul să aducă nici o restricțiune în administrația tutorului asupra averii minorilor aflați în tutelă, în afară de acele prevăzute de lege cum sunt cazurile când pentru anumite acte se cere autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Demolombe, VII, No. 143 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 89, p. 589; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 402; Suppl., Minor-tutelle, No. 402; Laurent, IV, No. 362).
- 38.** Consiliul de familie și tribunalul nu au dreptul să pue vre-o restricțiune în administrația tutelei, în afară de cele prevăzute de lege, nici mamei recăsătorită și menținută în tutela copiilor săi minori. (Demolombe, VII, No. 146; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 79; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 99 bis, p. 641; Laurent, IV, No. 386).
- 39.** După o altă părere, consiliul de



familie are dreptul să limiteze puterile de administrație ale tutorului asupra averii minorilor aflați în tutelă, de oarece tutelele nu ating ordinea publică de cât în ceea ce privește pe minor și pe interzis. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 404).

**40.** Consiliul de familie însă, are dreptul să limiteze puterile de administrație ale tutorului asupra averii minorilor aflați în tutelă aducând restricțiunile cari sunt autorizate de lege în mod explicit sau implicit și cari nu aduc nici o deorganizare în funcțiunea legală a tutelei. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 312).

**41.** Așa de oarece legea prevede că atunci când consiliul de familie autorizează pe tutor să vândă un imobil al minorului, poate să reguleze condițiunile vânzării, el are dreptul să determine modul de întrebuintare a banilor rezultați ca preț al vânzării. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 312).

**42.** Minorul nu răspunde în genere către terț de delictele și quasi-delictele comise de tutorul său în exercițiul funcțiunei sale; terții în acest caz au numai o acțiune pentru îmbogățirea pe nedrept a minorului din actele ilegale ale tutorului, în cazul când minorul a tras din aceasta vre-un folos. (Demolombe, VIII, No. 126, 127; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 115, text și nota 9, p. 728; Laurent, V, No. 102; Baudry et Chéneaux, IV, No. 621; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 716, nota 1).

**43.** Tutorul nu are dreptul să se descarcă de sarcinele tutelei dând unei persoane un mandat general de a administra în numele său toate afacerile tutelei, de oarece tutela este o sarcină personală a tutorului și o autoritate de ordine publică, care nu poate fi transmisă altuia prin delegație. (Demolombe, VII, No. 609; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 445; Suppl., Minor-tutelle, No. 343; Laurent, V, No. 27; Baudry et Chéneaux, IV, No. 469; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 706).

**44.** Mandatarul care ar accepta un mandat general de la tutore și ar administra astfel tutela este responsabil către minor nu în calitate de mandatar ci în calitate de gerant al tutelei în locul tutorului, în calitate de tutor de fapt al tutelei. (Demolombe, VII, No. 198 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 88, p. 588; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 445; Suppl., Minor-tutelle, No. 443).

**45.** Actele pe cari mandatarul acesta general le-ar face cu privire la afacerile tutelei cu terții, nu vor fi opozabile minorului decât atunci când vor fi fost aprobate de consiliul de familie și omologate de tribunal, în cazul când ele trebuiesc supuse după lege acestor aprobări sau când ele ar fi valabile după regulile privitoare la quasi-contractul gestiunei de afaceri. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 88, text și nota 7, p. 588; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 343).

**46.** Actele făcute de acest mandatar al

tutorului investit cu un mandat general cu privire la afacerile tutelei vor fi opozabile tutorului după regulile prevăzute la contractul de mandat. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 343).

**47.** În principiu tutorul are dreptul să facă singur, fără nici o formalitate și pe răspunderea sa toate actele cari sunt folositoare tutelei și de natură să conserve și să mărească patrimoniul minorului, pe cari minorul le-ar putea face, dacă ar fi capabil, indiferent dacă sunt acte de dispoziție sau de administrație, afară de acele acte pentru cari legea cere anume autorizație. (Valette sur Proudhon, II, p. 379, 380; Demolombe, VII, No. 529, 587; 597; Beudant, II, No. 852; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 696 urm.; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 400 urm.; Suppl., Minor-tutelle, No. 344; Huc, III, No. 372; Baudry et Chéneaux, IV, No. 511; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1851 urm.; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 549; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 505, 506).

**48.** După o altă părere, tutorul nu are dreptul să facă de cât acte de administrație de oarece art. 350 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.) dispune că tutorul trebuie să administreze bunurile minorului ca un bun părinte de familie și prin urmare legea a arătat destul de limpede că tutorul nu are dreptul să facă singur de cât acte de administrație. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 344; Laurent, V, No. 40 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 721, 722).

**49.** Tutorul are dreptul și obligația de a plăti datoriile minorului din sumele de bani ce le are disponibile în mâinile sale și nu trebuie să aștepte să se facă urmărirea bunurilor minorului în cazul când datoriile reclamate de creditori sunt datorite în mod legal. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 715; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 446; Suppl., Minor-tutelle, No. 345; Huc, III, No. 383; Planiol, I, No. 1895; Planiol et Ripert, I, No. 554; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 729).

**50.** Pentru ca tutorul să fie descărcat de responsabilitate, el trebuie să ceară avizul consiliului de familie în cazul când nu se poate ști dacă datoriile sunt legal dovedite. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 446).

**51.** În cazul când tutorul nu plătește datoriile minorului la scadență deși are sume de bani disponibile în mâinile sale, dobânzile datoririlor vor fi suportate de către el. (Duranton, III, No. 556; Demolombe, VII, No. 653; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 446).

**52.** Deasemenea când tutorul nu plătește datoriile minorului la scadență deși are sume de bani disponibile în mâinile sale, el va fi obligat să suporte cheltuielile ce se vor fi făcut de către creditori în vederea realizării creanțelor lor. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 446).

**53.** Tutorul nu este obligat să plătea-



scă datorile cu termen și neexigibile, chiar în cazul când la ele ar curge dobânzi, (Demolombe, VII, No. 655; Massé et Vergé sur Zachariae, I, nota 2, p. 434; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 715; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 446; Suppl., Minor-tutelle, No. 346; Comp.: Laurent, V, No. 50; Baudry et Chéneau, IV, No. 518; Planiol, I, No. 1895; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 729).

**54.** Tutorul nu are dreptul să recunoască o datorie pretinsă de la minor, și recunoașterea sa nu este opozabilă minorului de oarece el nu are dreptul ca prin mărturisirea sa să creeze o datorie în prejudiciul minorului, când această datorie nu este justificată printr'un alt titlu. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 348).

**55.** În cazul când minorul este debitorul tutorului și acesta are sumele de bani disponibile în mâinile sale, el are dreptul să-și facă singur plata fără avizul nimănui. (Demolombe, VII, No. 656; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 715; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 487; Suppl., Minor-tutele, No. 347, 378; Laurent, V, No. 54; Planiol et Ripert, I, No. 554; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 729).

**56.** În cazul când minorul este debitorul tutorului și acesta nu are disponibile sume de bani în mâinile sale, el are dreptul să urmărească plata creanței sale când aceasta derivă din cauze străine din administrația tutelei. (Dalloz, Rép., Supl., Minor-tutelle, No. 378; Planiol et Ripert, I, No. 554; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 729).

**57.** În cazul când creanța este isvorâtă din administrația tutelei cum ar fi în cazul când tutorul a cheltuit pentru minor din banii săi mai mult de cât a încasat, după o părere, el are dreptul să ceară consiliului de familie ca să fie autorizat să vândă bunurile minorului pentru a-și acoperi creanța sa și în caz de refuz are dreptul să atace la tribunal încheierea consiliului de familie. (Demolombe, VIII, No. 49; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 378; Laurent, V, No. 56; Baudry et Chéneau, IV, No. 520; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 729).

**58.** După o altă părere, când creanța tutorului este isvorâtă din administrația tutelei, el nu are dreptul să urmărească averea minorului pentru acoperirea creanței sale mai înainte de predarea socotelilor. (Duranton, III, No. 566; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 486; Suppl., Minor-tutelle, No. 378; Planiol et Ripert, I, No. 554).

**59.** În ceea ce privește dobânzile la sumele de bani cheltuite de tutor din banii săi proprii pentru minor, după o părere, el are dreptul să reguleze creanța sa de către consiliul de familie, de la care dată vor începe a curge dobânzi. (Demolombe, VIII, No. 47; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutele, No. 379).

**60.** După o altă părere, tutorul nu are

dreptul să ceară dobânzi din sumele de bani cheltuite din banii săi proprii pentru minor, fără autorizația expresă a consiliului de familie, de cât de la data cererii făcută de el după predarea socotelilor tutelei potrivit dispozițiilor art. 474 c. civ. fr. (420 c. civ. rom.). (Laurent, V, No. 57; Huc, III, No. 383; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 729).

**61.** După a treia părere, tutorul are dreptul la dobânzi cu începere de la fierea dată când a cheltuit din banii săi proprii pentru minor. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 379, 600).

**62.** Prescripția curge în favoarea minorului în contra tutorului, însă minorul va trebui să plătească tutorului creanța sa la finele tutelei cu toate că este prescrisă, de oarece minorul nu are interes a invoca prescripția căci tutorul i-a făcut un act folositor neurmărind creanța în cursul tutelei. (Aubry et Rau, I, § 116, text și nota 13, p. 734; Laurent, V, No. 58; Baudry et Chéneau, IV, No. 521; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 730).

**63.** După o altă părere, prescripția nu curge în favoarea minorului, în contra tutorului, în cursul tutelei. (Duranton, III, No. 604; Demolombe, VIII, No. 48).

**64.** Tutorul are dreptul să primească capitalurile datorite minorului sub orice titlu, fără autorizația consiliului de familie. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 449; Planiol et Ripert, I, No. 552; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 730; Nacu, I, p. 616).

**65.** Când debitorul unei rente către minor; a încetat să plătească ratele timp de doi ani, tutorul are dreptul să-l constrângă la rambursare. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 451).

**66.** Tutorul este obligat să plătească la scadență datorile sale către minor, ca și cum datoria ar fi din partea unui tert, de oarece el nu are obligația să încaseze creanțele minorului. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 490; Planiol et Ripert, I, No. 552; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 731).

**67.** În cazul când tutorul nu plătește la scadență datorile sale către minor, dobânzile la suma datorită de el vor începe a curge, potrivit dispozițiilor art. 455 c. civ. fr. (399 c. civ. rom.) la expirarea termenului de șase luni cu începere de la scadență. (Toullier, II, No. 1216; Duranton, III, No. 565; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 490; Comp.: Valette sur Proudhon, II, p. 362; Demolombe, VII, No. 616; Aubry et Rau, I, § 112, p. 687; Laurent, V, No. 55; Baudry et Chéneau, IV, No. 524; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 731, text și nota 1).

**68.** Tutorul încasând creanțele minorului poate da chitanță descărcătoare și să ceară ridicarea ipotecilor constituite în favoarea minorului. (Demolombe, VII, No. 661; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 221, nota 13, p. 436; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 138 bis, IV; Huc,



XIII, No. 374; Troplong, *Privilèges et hypothèques*, III, No. 738; Guillaouard, *Privilèges et hypothèques*, III, No. 1421; Baudry et Loynes, *Privilèges et hypothèques*, III, No. 1829; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 729, nota 5; Nacu, I, p. 617).

**69.** Tutorul poate acorda un termen de plată debitorului minorului, de oare ce el poate da cu împrumut banii minorului. (Demolombe, VII, No. 667; Huc, III, No. 384; Baudry et Chéneaux, IV, No. 526; Planiol et Ripert, I, No. 553; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 731, nota).

**70.** Tutorul are dreptul să dispue cum va crede de capitalurile minorului fără autorizația consiliului de familie. Așa el poate să întrebuițeze capitalurile minorilor și veniturile capitalizate la cumpărarea de imobile, rente de stat sau alte valori mobiliare și să le dea cu împrumut la particulari cu ipotecă sau fără nici o garanție. (Duranton, III, No. 569; Demolombe, VII, No. 670; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 452; Suppl., Minor-tutelle, No. 351; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 711).

**71.** Tutorul va fi responsabil către minor de întrebuițarea capitalurilor acestuia, când există din partea sa nepriecere, neglijență gravă sau greșeală gravă. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 452).

**72.** În privința pretului imobilelor minorului vândute prin licitație publică, consiliul de familie și tribunalul vor determina modul de întrebuițare a lui. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 351; Comp.: Taulier, II, p. 65; Marcadé, Art. 456, No. 2; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 452).

**73.** În principiu prescripția nu curge în contra minorului cu excepția prescripțiilor celor mici; pentru datoriile pentru care curge prescripția, prescripția va curge în contra minorului pentru datoriile ce le are la el tutorul, însă tutorul nu are interes să invoace prescripția de oarece este răspunzător că nu a încasat la timp creanța minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 731, 732).

**74.** Tutorul are dreptul, după o părere, să întrebuițeze capitalurile minorului la cumpărare de imobile, fără autorizația consiliului de familie. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 459; Suppl., Minor-tutelle, No. 361; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 711).

**75.** După o altă părere, cumpărarea de imobile cu banii minorului, trebuiește autorizată de către consiliul de familie, care urmează să delibereze asupra utilității acestui plasament. (Taulier, II, p. 66; Comp.: Demolombe, VII, No. 677; Baudry et Chéneaux, IV, No. 529).

**76.** Minorul ajuns la majoritate nu are dreptul să ceară în contra terților vânzătorii, anularea sau resciziunea actelor de cumpărare de imobile încheiate de fostul său tutor, nici să lase pe comptul tutorului imobilele cumpărate. (Toullier,

II, No. 1221; Duranton, III, No. 570; Demolombe, VII, No. 673 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 718; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 361; Laurent, V, No. 60).

**77.** În cazul când între fostul tutor și vânzătorii ar fi fost coluziune, minorul are dreptul să ceară anularea vânzării. (Demolombe, VII, No. 652; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 718; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 361).

**78.** În cazul când tutorul nu are bani disponibili, el nu poate cumpăra un imobil pe credit, pentru minor, fără autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului; în cazul contrar cumpărarea făcută nu poate obliga pe minor. (Demolombe, VII, No. 677; Taulier, II, p. 66; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 460; Suppl., Minor-tutelle, No. 361; Laurent, V, No. 60; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 711, nota 1).

**79.** După o altă părere, cumpărarea unui imobil pe credit pentru minor, de către tutor, fără autorizația consiliului de familie va putea fi anulată numai când ea ar constitui un act de proastă administrație, de natură a compromite interesele minorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 65, p. 718; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 361; Comp.: Duranton, III, No. 570; Baudry et Chéneaux, IV, No. 529).

**80.** Tutorul are dreptul să facă în numele minorului orice act de conservare, acte care pot fi făcute chiar și de incapabil. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 376; Baudry et Chéneaux, IV, No. 614; Planiol et Ripert, I, No. 549; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 505, 506, 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 722; Matei Cantacuzino, p. 86).

**81.** De oarece tutorul are dreptul să facă toate actele de conservare, el are dreptul prin urmare să întrerupă prescripția care curgea în contra minorului. (Demolombe, VIII, No. 687; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 376; Laurent, V, No. 43; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1885; Planiol et Ripert, I, No. 549; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 506, 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 722).

**82.** Chiar dacă pentru acțiunea pe care a introdus-o tutorul, el avea nevoie după lege de autorizația consiliului de familie, cum ar fi o acțiune imobiliară și când el nu a cerut în prealabil această autorizație, totuși acțiunea întrerupe prescripția. (Demolombe, VII, No. 687; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 492; Suppl., Minor-tutelle, No. 376; Laurent, V, No. 43; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1885; Planiol et Ripert, I, No. 549; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 722, text și nota 3).

**83.** Tutorul poate să ceară înscrierea sau reînnoirea unei ipoteci, aceasta fiind un act de conservare. (Planiol et Ripert, I, No. 549; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 506, 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 723).

**84.** Tutorul are dreptul să asigure bu-



nurile minorilor contra grindinei, focului, inundațiilor, etc. (Demolombe, VII, No. 687; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 714; Baudry et Chéneaux, IV, No. 515; Planiol et Ripert, I, No. 551; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 723).

**85.** Tutorul, în lipsa părinților și a bunilor minorului, consimte la căsătoria minorului și-l asistă la facerea convenției sale matrimoniale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 732).

**86.** Tutorul are dreptul să facă singur reparațiunile ordinare și de întreținere, fără nici o autorizație. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 484; Suppl., Minor-tutelle, No. 377; Planiol et Ripert, I, No. 550; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 723; Nacu, I, p. 616).

**87.** Tutorul are dreptul să facă singur reparațiunile mari când sunt necesare pentru conservarea bunurilor, fără nici o autorizație și convențiunile încheiate de tutor privitoare la aceste reparații sunt opozabile minorului. (Toullier, II, No. 1209; Duranton, III, No. 550; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 484; Suppl., Minor-tutelle, No. 377; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 1886; Planiol et Ripert, I, No. 550; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 508; Baudry et Chéneaux, IV, No. 514; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 723; Nacu, I, p. 616).

**88.** Tutorul are dreptul să facă singur reparațiunile mari necesare conservării bunurilor minorilor, chiar în cazul când nu ar avea fonduri destule pentru a acoperi cheltuielile făcute cu aceste reparații și trebuie să cheltuiască din capitalurile minorilor. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 434, nota 5; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 50, p. 714; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 376; Laurent, V, No. 44; Baudry et Chéneaux, IV, No. 514; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1886; Planiol et Ripert, I, No. 550; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 508; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 723, text și nota 2; Contra: Demolombe, VII, No. 649, 650; Nacu, I, p. 616).

**89.** Tutorul are dreptul să întrebuițeze banii minorului la facerea îmbunătățirilor imobilelor minorului și la construcțiuni noi. (Toullier, II, No. 124; Duranton, III, No. 570; Demolombe, VII, No. 652; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, notele 64, 65, p. 717, 718; Contra: Laurent, V, No. 62; Comp.: Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 221, nota 5, p. 434; Planiol et Ripert, I, No. 550; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 723, nota 2).

**90.** Tutorul are dreptul, după o părere, să cultive el singur terenurile minorului, de oarece legea nu-l oprește. (Duranton, III, No. 548; Demolombe, VII, No. 644; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 434, nota 4; Laurent, V, No. 45; Planiol et Ripert, I, No. 558; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 723).

**91.** După o altă părere, tutorul nu are

dreptul să cultive singur terenurile minorului, afară de cazul când nu găsește arendaș. (Pothier, Des personnes, partea I, titlul 6, par. 3, art. 4; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 482).

**92.** După a treia părere, tutorul poate cultiva singur terenurile minorului cu autorizarea consiliului de familie. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 374).

**93.** Tutorul poate singur să dea cu arendă și chirie bunurile minorului, însă contractele sunt opozabile minorului pe termen cel mult de cinci ani (în Franța 9 ani). (Demolombe, VII, No. 638; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 716; Laurent, V, No. 46; Baudry et Chéneaux, IV, No. 516; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1887; Planiol et Ripert, I, No. 556; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 723; Nacu, I, p. 615; Plastara, I, p. 477; Comp.: Beudant, II, No. 874, 878).

**94.** Contractul de închiriere sau arendare încheiat pe mai mult de cinci ani (în Franța 9 ani) este valabil însă este reducibil și reducerea lui, după o părere, nu poate fi cerută decât de minorul emancipat sau ajuns la majoritate. (Mourlon, I, No. 1189; Aubry et Rau, I, § 113, p. 716; Laurent, V, No. 47; Planiol et Ripert, I, No. 556; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 724, nota).

**95.** După o altă părere, contractul de închiriere sau arendare, încheiat pe mai mult de cinci ani, este anulabil și anularea poate fi cerută de însuși tutorul în numele minorului. (Valette sur Proudhon, II, p. 371; Demolombe, VII, No. 640; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 221 bis, I).

**96.** Contractul de închiriere sau de arendare, încheiat de tutor pe un period mai lung de cinci ani (în Franța 9 ani) nu va putea sta în picioare pentru toată această perioadă de cât dacă a fost încheiat cu autorizarea consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Beudant, II, No. 874, 878; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 724, nota).

**97.** Tutorul este în drept să arendeze și să închirieze bunurile minorului prin bună învoială, fără a fi necesare licitație, printr'un act sub semnătură privată. (Demolombe, VII, No. 638; Aubry et Rau, I, § 113, p. 716; Laurent, V, No. 46; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 724).

**98.** Minorul nu are dreptul să ceară nulitatea contractului de arendare sau închiriere, încheiat de tutor, pentru că prețul ar fi vil, de cât în cazul când se dovedește că există dol sau fraudă din partea tutorului. (Laurent, V, No. 46; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 724, 725).

**99.** Tutorul are dreptul să reînnoiască contractele de arendare sau închiriere, înainte de expirarea lor, cu doi ani înainte pentru bunurile rurale și cu un an înainte pentru bunurile urbane; deci minorul în urma majorității sale va putea fi



obligat cel mult șapte ani (în Franța 11 ani) în privința bunurilor rurale și cel mult șase ani (în Franța 10 ani), în privința bunurilor urbane. (Valette sur Produnhon, II, p. 372; Demolombe, VII, No. 641; Aubry et Rau, I, § 113, text și nota 61, p. 716; Laurent, V, No. 48; Baudry et Chéneaux, IV, No. 516; Planiol et Ripert, I, No. 556; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 510; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 725; Nacu, I, p. 616).

**100.** Tutorul nu poate stipula în contractul de închiriere, plata câștigului prin anticipație, afară de obiceiul locului, de cât cu autorizarea consiliului de familie și omologarea tribunalului, de oarece ar fi o înstrăinare a dreptului de folosință. (Demolombe, VII, No. 642; Aubry et Rau, I, § 113, text și nota 29, p. 709; Troplong, Louage, I, No. 145; Baudry et Chéneaux, IV, No. 516; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1889; Planiol et Ripert, I, No. 556; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 725; Contra: Laurent, V, No. 49).

**101.** Tutorul reprezintă pe minor în toate procesele civile. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 716).

**102.** În procesele penale, acțiunea publică se exercită direct în contra minorului, fără a se chema în cauză pe tutor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 109, p. 669; Baudry et Chéneaux, IV, No. 607; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 717).

**103.** Chiar în cazul când odată cu acțiunea publică se urmărește și o acțiune civilă, minorul singur inculpat va sta în judecată, fără a se mai chema și tutorul, de oarece despăgubirile civile sunt o consecință neapărată a delictului și este desulă garanție în justiție în materie penală. (Demolombe, VII, No. 804; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 115, text și nota 9, p. 669; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 222, nota 1, p. 442; Baudry et Chéneaux, IV, No. 607; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 717).

**104.** Minorul nu are dreptul a se constitui parte civilă într-o instanță represivă de oarece acțiunile civile se exercită de tutorul său. (Demolombe, VII, No. 805; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 718).

**105.** Cererea de interdicție sau de rânduirea unui consiliu judiciar, trebuiește introdusă atât în contra minorului ca și contra tutorului său. (Demolombe, VII, No. 806; VIII, No. 444; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 115, p. 670; Laurent, V, No. 260; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 718).

**106.** Minorul poate face singur toate actele cari au de obiect conservarea drepturilor sale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 718).

**107.** Astfel minorul poate introduce singur o acțiune care să aibă de efect să întrerupă prescripția. (Demolombe, VII, No. 809; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 109, text și nota 12, p. 679; Troplong, Prescription, II, No. 599; Laurent, V, No. 43).

**108.** Tutorul poate exercita în principiu toate acțiunile minorului și să răs-

pundă în numele minorului la acțiunile îndreptate în contra acestuia, afară de cazurile unde legea dispune altfel. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 725, 726; Nacu, I, p. 617; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 564; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 509).

**109.** Tutorul introduce singur o acțiune mobilă până la orice valoare, în numele minorului. (Beudant, II, No. 869; Huc, III, No. 442; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1951; Planiol et Ripert, I, No. 564; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726; Nacu, I, p. 617).

**110.** Tutorul poate singur fără nici o autorizație, să se constituie parte civilă în numele minorului, într-o instanță represivă, ori care ar fi valoarea pretențiunilor sale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, nota 4, p. 720; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, nota 2).

**111.** Pentru introducerea acțiunilor imobiliare, tutorul are nevoie de autorizația consiliului de familie. (Planiol et Ripert, I, No. 564; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, 750; Nacu, I, p. 617; Plastara, I, p. 478).

**112.** Tutorul nu are nevoie de autorizație pentru a răspunde la o acțiune mobilă și chiar imobiliară. (Demolombe, VII, No. 712; Beudant, II, No. 869; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 720; Laurent, V, No. 60; Huc, III, No. 444; Baudry et Chéneaux, IV, No. 534; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1951; Planiol et Ripert, I, No. 564; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726).

**113.** Tutorul poate singur să urmărească imobilele debitorului minorului și să le cumpere la licitație în numele minorului. (Laurent, V, No. 82; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, nota 4; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 564).

**114.** Tutorul poate face apel, recurs, opoziție, de câte ori a reprezentat în instanță pe minor, indiferent dacă minorul a fost reclamat sau părât. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, 727; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 564).

**115.** Comunicarea unei hotărâri făcută tutorului în numele minorului, este valabilă, chiar dacă în dovada de comunicare nu s'a menționat că el a primit hotărârea în calitate de tutor, dacă se stabilește că el a figurat în instanță ca tutor al minorului și comunicarea i s'a făcut în această calitate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 727, nota 1).

**116.** Tutorul poate exercita singur o acțiune posesorie, de oarece exercițiul acțiunilor posesorii se consideră ca un act de administrație. (Duranton, III, No. 571; Demolombe, VII, No. 688; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 721; Laurent, V, No. 43; Huc, III, No. 442; Baudry et Chéneaux, IV, No. 535; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1951; Planiol et Ripert, I, No. 564; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 727; Nacu, I, p. 617).

**117.** Tutorul nu poate exercita o acțiune în grănăuire în numele minorului.



fără autorizația consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 727, nota 2; Contra: Demolombe, VII, No. 689).

**118.** Tutorul poate să achieseze, adică să renunțe la apărarea minorului, recunoscând de juste pretențiile reclamantului, la o acțiune mobilă, introdusă în contra minorului. (Demolombe, VII, No. 685; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 724; Laurent, V, No. 67; Huc, III, No. 442; Baudry et Chéneaux, IV, No. 540, 556, 557; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1953; Planiol et Ripert, I, No. 565; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 527).

**119.** Tutorul are dreptul să se deziste de la o acțiune mobilă sau imobilă, rezervându-și dreptul de a introduce o altă acțiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, text și nota 22, p. 725; Laurent, V, No. 68, 86; Baudry et Chéneaux, IV, No. 541; Planiol et Ripert, I, No. 565; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 727).

**120.** Tutorul nu se poate dezista dela însăși fondul dreptului chiar într-o acțiune mobilă, de oarece dezistarea în acest caz echivalează cu o tranzacție pe care tutorul nu o poate face de cât cu obligația de a îndeplini anumite formalități. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 725; Baudry et Chéneaux, IV, No. 541; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728, nota; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 565).

**121.** Tutorul poate renunța la un apel sau recurs făcut de el în numele minorului, în acțiuni mobiliare când minorul a fost pârât în instanță. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 565).

**122.** Tutorul nu poate renunța la un apel sau recurs făcut în numele minorului, în acțiuni mobiliare când minorul era reclamant, de cât cu îndeplinirea formelor pentru tranzacție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 725; Laurent, V, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728; Comp.: Demolombe, VII, No. 685; Planiol et Ripert, I, No. 565).

**123.** Tutorul nu poate, nici cu autorizația consiliului de familie, să facă o mărturisire în justiție care să dăuneze pe minor, de oarece mărturisirea este un act de dispoziție. (Demolombe, VII, No. 690; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 724; Laurent, V, No. 54; Planiol et Ripert, I, No. 566; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728; Matei Cantacuzino, p. 86).

**124.** Tutorul însă poate face mărturisiri cu privire la administrația sa tutelară. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 724; Laurent, V, No. 54; Planiol et Ripert, I, No. 566; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728).

**125.** Tutorul nu poate dispune în mod gratuit de bunurile minorului, nici chiar cu autorizația consiliului de familie, fie în mod direct, fie în mod indirect. (Demolombe, VII, No. 775; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1201; Beudant, II, No. 876; Aubry et Rau, I, § 113, p. 712; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 577; Suppl., Minor-tutelle,

No. 566; Laurent, V, No. 98; Huc, III, No. 387; Baudry et Chéneaux, IV, No. 612; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1906; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 738, 739; Matei Cantacuzino, p. 86; Plastara, I, p. 476, 477).

**126.** Tutorul însă are dreptul ca să facă mici cadouri, după obicei, lucrătorilor, servitorilor, rudelor și institutorilor copiilor minori; el însă trebuie să uzeze de această permisiune cu măsură. (Demolombe, VII, No. 776; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1201; Aubry et Rau, I, § 113, p. 712; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 577; Suppl., Minor-tutelle, No. 566; Laurent, V, No. 98; Baudry et Chéneaux, IV, No. 612; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1908; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 739, nota 2).

**127.** Tutorul nu are dreptul să accepte pur și simplu o succesiune în numele minorului, chiar cu autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1200).

**128.** Tutorul nu poate să facă un compromis asupra drepturilor mobiliare sau imobiliare, în numele minorului, chiar cu autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Demolombe, VII, No. 778 urm.; Beudant, II, No. 876; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1200; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 712; Laurent, V, No. 100; Huc, III, No. 387; Baudry et Chéneaux, IV, No. 610; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1956; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 740; Matei Cantacuzino, p. 86; Plastara, I, p. 477).

**129.** Tutorul nu poate renunța în mod gratuit la o prescripție dobândită de minor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 739).

**130.** Tutorul nu are dreptul să renunțe în mod gratuit la o donație făcută minorului. (Demolombe, VII, No. 777; Aubry et Rau, I, § 113, p. 712; Baudry et Chéneaux, IV, No. 612; Planiol, I, No. 1907; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 739).

**131.** Tutorul nu are dreptul să renunțe în mod gratuit la vre-un drept care aparține minorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 712; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 739).

**132.** Tutorul nu poate să remită debitorului minorului datoria sa, de oarece nu poate face o donație în numele minorului. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 525, 612; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1907; Planiol et Ripert, I, No. 553; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 739).

**133.** Tutorul are dreptul să ia parte la încheierea unui concordat falimentar în numele minorului și să consimtă la remiterea unei părți din datoria falitului, când minorul este creditor chirografar al falitului, de oarece această remitere de datorie este impusă de majoritatea creditorilor. (Demolombe, VII, No. 660; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 221, nota 23, p. 440; Baudry et Chéneaux, IV, No. 525; Planiol et Ripert, I, No. 553; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 739, nota 4).



**134.** Când însă minorul este creditor ipotecar al falitului, tutorul nu poate consimți în numele minorului la încheierea concordatului de oarece în acest caz minorul din creditor ipotecar ar deveni creditor chirografar. (Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*. VII No. 578; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 739 nota 4).

**135.** Tutorul nu poate garanta în numele minorului obligația unui terț. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 612; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1929; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 739).

**136.** Tutorul nu poate cumpăra și lua în arendă sau chirie, bunurile minorului, nici a primi cesiunea vre-unui drept sau creanță în contra minorului nici chiar prin persoane interpuse. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 734, 735).

**137.** Tutorul poate cumpăra prin licitație un imobil comun când este în partaj cu minorul. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1202; Beudant, II, No. 876; Huc, III, No. 385; Planiol, I, No. 1958; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 734; Plastara, I, p. 477).

**138.** Tutorul poate cumpăra bunurile minorului când este creditor ipotecar al minorului. (Laurent, XXIV, No. 45; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 733).

**139.** Cumpărarea sau arendarea bunurilor minorului de către tutor este anulabilă și nulitatea relativă nu poate fi propusă de cât de minor, în favoarea căruia este înființată această nulitate. (Duranton, XVI, No. 139; Demolombe, VII, No. 755, 767; Beudant, II, No. 876; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 116, p. 733; Troplong, *Vente*, I, No. 194; Guillouard, *Vente*, I, No. 131; Laurent, XXIV, No. 50; Huc, III, No. 386; Baudry et Chéneaux, IV, No. 626; Baudry et Saignat, *Vente*, No. 250; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1959; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 734).

**140.** Tutorul nu poate fi autorizat de către consiliul de familie ca să întreprindă vre-un comerț în numele minorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 43 bis, p. 712; Planiol et Ripert, I, No. 554, 559).

**141.** În caz când tatăl minorului exploata un stabiliment comercial, la încetarea acestuia din viață, tutorul are dreptul să facă toate actele de conservare privitoare la acest stabiliment comercial în urma încetării din viață a tatălui minorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 712).

**142.** Tribunalele apreciază în mod suveran existența și gravitatea culpei după care va determina întinderea responsabilității tutorului. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 622; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 720).

**143.** Tutorul, deși mandatar legal al minorului, are o răspundere mai mare de cât aceea a unui mandatar nesalariat; el răspunde de culpa levis în abstracto și neglijența pe care ar pune-o în administrația averii sale proprii nu-l apără de responsabilitatea ce ar decurge din negli-

gența ce ar pune-o în administrația averii minorului. (Daloz, *Rép.*, Minor-tutelle, No. 729; Suppl., Minor-tutelle, No. 662; Laurent, V, No. 166 urm.; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 720).

**144.** Tutorul nu este răspunzător de greșelile foarte mici, atunci chiar când o prudență excepțională și aptitudini speciale l-ar face să evite aceste greșeli în administrația averii sale proprii. (Duranton, III, No. 605 urm.; Daloz, *Rép.*, Suppl., Minor-tutelle, No. 662; Laurent, V, No. 166; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 720; Contra: Demolombe, VIII, No. 121; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1859).

**145.** S'a decis că depunerea banilor minorului la un notar (în Franța) de către tutor, notar cu bună reputație de solvabilitate și după obiceiul care era în acel timp de a se face acest fel de depuneri, scapă de responsabilitate pe tutor dacă s'ar pierde banii minorului. (Demolombe, VII, No. 673; Comp.: Toullier, II, No. 1221; Marcadé, Art. 456, No. 2).

**146.** Tutorul are obligația de a cere la scadență datoriile terților către minori, în cazul contrar este responsabil. (Daloz, *Rép.*, Minor-tutelle, No. 449).

**147.** Tutorul este obligat să facă toate diligentele pentru a nu se îndeplini prescripțiile în contra minorului, în cazurile când prescripțiile ar curge și în contra lui, el fiind răspunzător. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 690 § 116, p. 733, 734; Daloz, *Rép.*, Suppl., Minor-tutelle, No. 665; Laurent, V, No. 55; Baudry et Chéneaux, IV, No. 628; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 731, 732).

**148.** Tutorul nu are nici o răspundere în cazul când prescripția s-ar împlini la încetarea tutelei, după ajungerea minorului la majoritate și când el putea să lucreze el însuși pentru a întrerupe prescripția. (Daloz, *Rép.*, Suppl., Minor-tutelle, No. 665; Laurent, V, No. 172).

**149.** Tutorul este răspunzător de greșelile comise de el în procesele angajate cu minorul și în care el l'a reprezentat. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 691).

**150.** Tutorul care susține în numele minorului un proces nedrept, poate fi condamnat la cheltueli în numele său personal. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 691; Daloz, *Rép.*, Suppl., Minor-tutelle, No. 666).

**151.** Tribunalele apreciază în principiu, dacă faptele tutorului în administrația averii minorului aduc sau nu responsabilitatea sa. (Duranton, III, No. 607; Demolombe, VIII, No. 118; Daloz, *Rép.*, Minor-tutelle, No. 731; Baudry et Chéneaux, IV, No. 622; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 720).

**152.** În unele cazuri însă numai minorul are dreptul să recurgă în contra tutorului și să-l tragă la răspundere. (Daloz, *Rép.*, Minor-tutelle, No. 731).

**153.** Minorul are acțiunea în responsabilitate deschisă în contra tutorului său pentru proastă administrație în afară de



acțiunea pe care o poate avea în contra terțelor persoane pentru anularea actelor făcute de tutor. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 664).

**154.** În cazul când în gestiunea sa tutelară, tutorul cauzează terțelor persoane vre-o daună, el este responsabil și obligat a o repara. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 738).

**155.** Regulele privitoare la responsabilitatea tutorului sunt aplicabile și persoanelor străine de tutelă cari administrează de fapt tutela. (Demolombe, VIII, No. 36; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 725).

**156.** Tutorul în afară de responsabilitatea civilă pentru proasta gestiune mai poate fi urmărit și înaintea instanțelor penale pentru faptul de abuz de încredere, când el a lucrat cu intenție frauduloasă. (Daloz, Rép., Suppl., Abus de confiance, No. 91; Minor-tutelle, No. 667; Laurent, V, No. 167; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 721).

**157.** Tutorul nu poate primi cesiunea vreunui drept sau a unei creanțe în contra minorului nici în cazurile prevăzute de art. 1701 c. civ. fr. (1404 c. civ. rom.), când este exclusă orice idee de speculație din partea cesionarului. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 206 bis, V; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 572).

**158.** În cazul când în contra dispozițiilor prohibitive ale art. 450 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.) tutorul a primit cesiunea vre-unui drept sau a unei creanțe în contra minorului, după o părere, cesiunea este nulă și cedentul își conservă toate drepturile sale în contra minorului ca și cum cesiunea nu ar fi avut ființă. (Valette sur Proudhon, II, No. 399; Duranton, III, No. 600, 603; Taulier, II, p. 69; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 246; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 573; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1208; Laurent, XXIV, No. 54).

**159.** După a doua părere în cazul când contrar prohibițiilor din codul civil, cesiunea a avut loc, minorul nu mai poate fi urmărit pentru plata creanței cedate nici de cedent care nu mai este creditorul său, nici de cesionar care nu poate deveni creditorul minorului prin această operațiune. (Delvincourt, I, p. 119, nota 3; Toullier, II, No. 1232; Marcadé, Art. 450, No. 3; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 573; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1207).

**160.** După a treia părere, dominantă, numai minorul are dreptul să se prevalze de dispozițiile prohibitive ale art. 450 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.), fie cerând anularea cesiunii, fie acceptând ca creditor pe tutorul său, cesiunea în acest caz fiind lovită de o nulitate relativă. (Demolombe, VII, No. 767; Beudant, L'état et la capacité des personnes, II, No. 876; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 116, p. 733; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 573; Suppl., Minor-tutelle, No. 562; Huc, III, No. 386; Comp.: Demante et Colmet de Santerre,

ed. 3-a, II, No. 206, bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1209; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 736, 737).

**161.** În cazul când minorul cere anularea cesiunii, cedentul va redeveni creditorul minorului și va rambursa tutorului prețul cesiunii; în cazul când minorul acceptă cesiunea el va fi obligat a rambursa tutorului numai prețul real al cesiunii iar nu și beneficiul ce eventual l-ar putea realiza de carece nu este legal. (Demolombe, VII, No. 768; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1204, 1209; Aubry et Rau, I, § 116, text și nota 10, p. 733; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 573; Suppl., Minor-tutelle, No. 562).

**162.** După altă părere, în cazul când minorul acceptă cesiunea va trebui să plătească tutorului întreaga creanță iar nu prețul real al cesiunii. (Laurent, XXIV, No. 54; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 737).

**163.** Prohibițiunile dela cesiune nu-și găsesc aplicațiunea și la subrogațiunea legală prevăzută de art. 1251 c. civ. fr. (1108 c. civ. rom.); în acest caz tutorul care plătește cu banii săi o datorie a minorului este subrogat de drept în drepturile creditorului. (Toullier, II, No. 1322, 1324; Duranton, III, No. 601, 602; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 206 bis, VII; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1204; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 116, p. 732; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 574; Suppl., Minor-tutelle, No. 563; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 517; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 735, 736; VI, p. 595).

**164.** După o părere prohibițiunile de la cesiune își găsesc aplicațiunea și la subrogațiunea convențională prevăzută de art. 1250 c. civ. fr. (1107 c. civ. rom.) când tutorul plătește o datorie a minorului. (Toullier, II, No. 1322, 1324; Duranton, III, No. 601, 602; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 517; Comp.: Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 447).

**165.** După o altă părere, dominantă, prohibițiunile de la cesiune nu-și găsesc aplicațiune la subrogațiunea convențională și tutorul are dreptul să se subroge în drepturile creditorului, plătind o datorie a minorului. (Valette sur Proudhon, II, p. 400; Demolombe, VII, No. 774; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 206 bis, VII; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1204; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 116 nota 6, p. 732; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 563; Laurent, XXIV, No. 53; Huc, III, No. 386; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 729, notele 2, 5, 736, 737; VI, p. 595).

**166.** În părerea celor cari admit că prohibițiunile dela cesiune nu se aplică subrogațiunii convenționale, se decide totuși că tribunalele ar putea, după împrejurare, să anuleze operațiunea făcută sub forma unei plăți prin subrogație când ar ascunde în realitate o cesiune. (Valette sur Proudhon, II, p. 400; Demolombe, VII, No. 774; Mourlon, I, No. 1205; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 116, nota 6, p. 732; Daloz,



Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 563; Laurent, XXIV, No. 53; Huc, III, No. 386; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 736.

**167.** În cazul când creditorul minorului urmărește în contra acestuia plata creanței sale, tuturul poate să plătească datorita de subrogație în urma autorizării consiliului de familie și a tribunalului, (Duranton, III, No. 602; Dalloz., Rép., Minor-tutelle, No. 447).

**168.** Prohibițiunea prevăzută de art. 450 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.) privitoare la cesiunea creanței în contra minorului, nu-și găsește aplicațiunea la cazul, când într'un partaj în care figurează ca părți tuturul și minorul, i se atribuie tuturului întreaga creanță a succesiunii în contra minorului, (Demolombe, VII, No. 754, 762; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 116, p. 732; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 574 urm.; Suppl., Minor-tutelle, No. 565; Comp.: Duranton, III, No. 600; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1202.

**169.** În cazul când în momentul cesiunii, minorul încetase de a fi debitor și redevine după cesiune debitor, cesiunea de creanță făcută tuturului în aceste împrejurări rămâne valabilă. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 446, nota 3; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 576).

**170.** Cesiunea este valabilă dacă creanța cedată era în contra altei persoane și apoi ar fi trecut la minor (Demolombe, VII, No. 757; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 737, 738.

**171.** Pentru ca cesiunea să fie oprită se cere ca în momentul când ea este făcută, să confere tuturului o acțiune în contra persoanei sau în contra averii minorului. (Laurent, XXIV, No. 52; Baudry et Saignat, Vente, No. 239; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 735, nota 1).

**172.** Prohibițiunea prevăzută de art. 450 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.) nu-și găsește aplicațiunea de cât la cesiunile cu titlu oneros iar nu și la cele cu titlu gratuit; prin urmare tuturul poate primi drepturi sau creanțe în contra minorului prin succesiune, legate sau donațiuni. (Duranton, III, No. 600, nota 2; Beudant, II, No. 876; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1204; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 116, p. 732; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 574 urm.; Suppl., Minor-tutelle, No. 565; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1958; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 735; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 206).

**173.** Prohibițiunea prevăzută de art. 450 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.) este de strictă interpretare și se aplică numai la cesiunea vre-unui drept sau unei creanțe în contra minorului iar nu și la dobândirea altor drepturi cum ar fi la dobândirea unui imobil care are un drept de servitute asupra unui imobil al minorului, de oarece în acest caz servitutea este un accesoriu al imobilului cumpărat. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 116, nota 4, p. 732; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 564).

**174.** La încetarea tutelei, prohibițiunea prevăzută de art. 450 c. civ. fr. (390 c. civ. rom.), în ceea ce privește cesiunea vre-unui drept sau creanță în contra minorului, nu-și mai găsește aplicațiunea. (Demolombe, VII, No. 764; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 572; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 737).

**175.** A se vedea: art. 93, 342, 396, 398, 401 urm., 408 urm., 730, 749, 1308, 1419 și 1840 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență.

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Atribuțiunile consiliului de familie sunt restrânse la cazurile prevăzute de lege, cum este art. 398 c. c. care prevede că consiliul de familie regulează după starea averii, suma cheltuielilor de peste an; deci dreptul acordat de acest text consiliului de familie este mai mult de a cerceta partea bănească din venitul ce trebuie să se sacrifice pentru îngrijirea minorului și dacă din acel drept s'ar zice că ar rezulta necesarmente de a se aprecia odată cu câtimea și scopul și obiectul cheltuielilor, s'ar trece peste îndatoririle tuturului.

În ceea ce privește persoana minorului, rolul consiliului de familie se reduce în a emancipa pe minor, în cazul art. 423 c. c. și a revoca această emancipare, pe când nu poate cere pedepsirea și încarcerarea minorului decât după plângerea tuturului.

Nu tot astfel se poate zice de tutore, căci art. 390 c. c. prevede că el va purta de grijă de persoana minorului și îl va reprezenta în toate actele civile, administrând și bunurile sale ca un bun părinte de familie și prin aceasta îl supune la o responsabilitate personală și la garanții particulare și faptul că legea prevede excludiunea lui atunci când a fost condamnat la o pedeapsă, ne arată sollicitudinea pe care legiuitorul o are față de acel care e menit să îngrijească de persoana minorului.

Prin urmare tutorele fiind acela care determină educația minorului și directiva în viață, ca unul ce crește pe minor și trăește cu el, consiliului de familie nu-i mai este dat să se pronunțe asupra preschimbării numelui său patronimic, care este de atributul tuturului. (C. Ap. Galați, decizia civilă No. 130 din 26 Iunie 1924, Jurispr. Gen. 1926 No. 1283).

**2.** Art. 390 c. civ., oprește pe tutore de a lua în arendă bunurile minorului. Rațiunea acestei interdicțiuni își găsește justificarea în faptul de a evita posibilitatea unui conflict de interese între tutore și pupil.

Prin urmare, în speță, tutorele ținând cu chirie un imobil al pupilei, el nu poate fi ales tutore, așa că apelul este întemeiat. (C. A. Galați, s. I, dec. civ. 234 din 19 Decembrie 1924, Jur. Gen. 1925, No. 317).



3. Dacă tutorul poate, în unele cazuri, să fie ajutat de unul sau mai mulți procuratori salariați, de aci nu urmează că el ar putea să delege altuia puterile sale, căci este vorba de o încredere pe care legea, testatorul sau consiliul de familie a avut-o într-o persoană determinată, precum și de o autoritate de ordine publică, netransmisibilă altora prin delegațiune.

Dacă este adevărat că membrii cari compun un consiliu de familie pot fi înfățișați la deliberări prin procuratori, însă special rânduiți, nu s'ar putea susține că funcțiunile tutorului însuși ar fi valabil exercitate printr'un simplu mandat general. Funcțiunea unui tutor este eminentamente personală, el singur reprezentând entitatea juridică destinată să îngrijească și conserve persoana și patrimoniul minorului. Tutorul nu poate să abdice dela această funcțiune printr'un mandat, care nu este cel puțin special, ci, conceput în termeni generali și exclusiv în numele său, ignorează cu desăvârșire personalitatea distinctă a minorului. În ultima analiză, tutorul însuși lucrând în baza unui mandat, prin esență intuitu personae, nu poate trece însărcinările sale unei alte persoane, străine de voința, fie a testatorului, fie a legii sau a consiliului de familie.

Pe de altă parte, legiuitorul a văzut cu

ochi răi tutela asupra femeii, și totdeauna a protejat tutela bărbatului, cu excluderea femeii din consiliul de familie, ori care ar fi gradul de rudenie cu defunctul. Excluzând pe femei din consiliul de familie, desigur legiuitorul n'a putut-o accepta ca tutoare prin delegațiune, căci în acest chip s'ar eluda toate dispozițiunile restrictive în ceea ce o privește în această materie. (Jud. oc. Berești-Covurului, carte jud. civ. 79 din 20 Martie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1379).

4. Nici un text din procedura penală nu impune minorului în exercițiul acțiunii civile introdusă înaintea instanțelor represive ca accesoriu al acțiunii publice, obligațiunea de a figura prin reprezentantul său legal; minorul găsind garanții suficiente în formele ce codul de procedură penală a stabilit în interesul apărării, prezența protectorului său nu este necesară nici atunci când minorul este părât în acțiune și cu atât mai mult cuvânt nici când este reclamant. (Cas. II. 3309 din 10 Nov. 1925, Jur. Gen. 1926 No. 231).

5. Când un minor e condamnat la daune în instanță penală, n-are nevoie de asistența reprezentantului său legal. (Cas. II. 1553 din 21 Aprilie 1926, Pand. Săpt. 33/1926).

6. A se vedea: art. 408, notele 1 și 3; art. 413, nota 1; art. 786, nota 18.

**Art. 391.** — Consiliul familiei, sau în lipsa acestuia tribunalul ținutului, va regulă facerea catagrafiei averii minorului, spre a o încredința tutorelui numit, fără de care tutorele nu va putea intra în funcțiune <sup>1)</sup>. (Civ. 111, 365, 367, 368, 379 urm., 392 urm., 540, 704 urm., 706, 726, 730 urm., 897; Pr. civ. 654 urm., 657, 668, 671, 674 urm.; L. jud. oc. 39; L. Timbr. 18 § 11, 23; L. pentru epitropii din 1840, Art. 50; Civ. Fr. 418, 451, al. 1).

*Text. fr. Art. 418.* — Le tuteur agira et administrera, en cette qualité, du jour de sa nomination, si elle a lieu en sa présence; sinon, du jour qu'elle lui aura été notifiée.

*Text. fr. Art. 451 al. 1.* — Dans les dix jours qui suivront celui de sa nomination, dûment connue de lui, le tuteur requerra la levée des scellés, s'ils ont été apposés et fera procéder immédiatement à l'inventaire des biens du mineur, en présence du subrogé tuteur.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni* p. 20 urm.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acte de conservare 4.  
Administrație 1.  
Alegerea tutorului 3, 5, 6.  
Codul civil român 2.

Compturi, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă”.  
Conservare 4.

Consiliu de familie 5, 6  
Copil minor 1 urm.  
Credință rea 9.  
Delegat 7.  
Destituire 9.  
Drept civil român 2.  
Garanție 2.

Iachiere 5, 6, 7.  
Interes 10.  
Inventar 1 urm.  
Judecător de ocol, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.  
Mandatar 8.

<sup>1)</sup> Art. 391—394, Codul civil român sunt introduse de legiuitorul nostru în scopul păstrării averii minorilor, până la îndeplinirea tuturor formalităților prevăzute în capitolul „Despre tutelă”. Ele lipsesc în Codul civil francez. Ele trebuiesc puse în legătură cu art. 731—732 din Codul civil și 654 și următorii din Pr. civ.

Ministerul public 7.  
Minoritate 1 urm.  
Numirea tutorului 3, 5, 6.  
Parchet 7.  
Procurator 8.  
Procuror 7.  
Rea credință 9.  
Responsabilitate 10.

Ridicarea sigiliilor 7.  
Român cod civil 2.  
Sigilii 7.  
Socotilele tutelei 1.  
Termin 10.  
Tribunal 6, 7.  
Tutelă 1 urm.  
Urgență 4.

### Doctrină.

1. Tutorul nu trebuie să înceapă administrația tutelei înainte de a fi făcut inventarul averii minorului, de oarece inventarul este baza administrației tutelei și după care se vor încheia socotilele tutelei. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 407; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 502).

2. Tutorul după codul civil român nu intră în funcțiune decât după facerea inventarului și a regulării garanției sale, dacă nu este scutit de această garanție. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 692, 693).

3. Inventarul nu se poate face înainte de numirea tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 693).

4. Înainte de facerea inventarului, tutorul nu poate face în numele minorului, decât actele urgente și care nu sufăr întârziere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 692; Matei Cantacuzino, p. 80).

5. Consiliul de familie poate prin aciaș încheiere prin care a numit tutorul, să reguleze facerea inventarului averii minorului, spre a se încredința tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 689).

6. În cazul când consiliul de familie prin încheierea prin care a numit tutorul, nu a luat nici o măsură în privința inventarului averii minorului, tribunalul sau judecătorul de ocol, va regula facerea inventarului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 689).

7. În practică, tribunalul, prin aceiaș încheiere prin care ordonă ridicarea sigiliilor, dispune facerea inventarului printr'un delegat al său, care în prezența tutorului, și a procurorului, dacă el va voi a asista la operație, va face inventarul averii mobile și imobile a minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 689).

8. La inventarul averii minorului, tutorul poate fi reprezentat printr'un procurator. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 689).

9. Tutorul care va fi primit bunurile minorului, fără a se fi făcut inventar, va putea fi destituit ca suspect și de rea credință. (Demolombe, VII, No. 569; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 676; Laurent, V, No. 11; Huc, III, No. 393; Baudry et Chéneaux, IV, No. 481; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 502; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 692).

10. Nu se prevede nici un termen pentru facerea inventarului, însă tutorul este interesat a se face cât mai degrabă pentru a nu fi făcut răspunzător. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 693).

11. A se vedea: art. 395 din codul civil cu notele respective.

**Art. 392.** — La orice întâmplare care motivează, după legi, numirea unui tutore, tribunalul<sup>1)</sup> districtului unde se institue tutela, va numi îndată un delegat, care, în unire cu procurorul, vor pune îndată sigiliul pe toate lucrurile minorei, și vor încheia jurnal; un exemplar se va depune la tribunal subscris de cei ce au fost față la punerea sigiliilor; în caz de a fi și rudenii de față, să se cheme și dânsese să pună sigiliile lor și în lipsă de rude să se cheme din cetățenii cei mai bine notați ca să fie prezenți la această operațiune<sup>2)</sup>. (Civ. 367, 368, 391, 730—732; Pr. Civ. 654 urm.; Leg. jud. ocol. art. 39 și urm.; L. Timb. 18 § 10—b, 19 § 19—b; L. pentru epitropii din 1840, Art. 53).

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 20 urm.

### Doctrină.

1. Sigiliile se vor pune nu numai atunci când este locul a se numi un tutor dativ ci și atunci când încetează din viață tutorul și deci este locul a se schimba tutorul, când minorul este inte-

resat la succesiunea lui. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 667; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 80).

2. Sigiliile se pun potrivit dispozițiilor art. 657 și 730 pr. civ. rom. la cererea părților, ministerului public și chiar din oficiu de câte ori sunt interesați minori

1) Prin legea Judecătorilor de Ocoale art. 39, regularea tutelelor, până la suma de 40.000 lei, este dată în competența Judecătorilor de Ocoale.

2) A se vedea nota sub textul art. 391.



sau interziși sau moștenitori cari nu sunt la locul deschiderii succesiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 667; Matei Cantacuzino, p. 80).

**3.** Când tutela se deschide prin decesul tatălui sau mamei, soțul supraviețuitor, tutor legal al copilului său minor, poate, dacă este prezent, să ceară punerea sigiliilor asupra bunurilor cari cuprind succesiunea soțului său decedat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1167).

**4.** Judecătorul însărcinat cu operația punerii sigiliilor, încheie un singur proces-verbal care se va semna de el și de

toate persoanele cari au fost față. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 667).

**5.** Potrivit legii din 29 Octombrie 1877 asupra atribuțiilor ministerului public, art. 4., prezența procurorului nu mai este necesară la punerea sigiliilor pe averea minorului ci facultativă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 666, nota 3, 668; Nacu, I, p. 609).

**6.** Sigiliile puse pe averea minorului nu se pot ridica decât după ce a fost convocat consiliul de familie și acesta a ales un tutor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 668).

**Art. 393.** — Ridicarea sigiliilor se va face după aceleași forme ca și punerea lor, prin încheiere de jurnal<sup>1)</sup>. (Civ. 391, 392, 395; Pr. civ. 668 urm.; L. Timbr. 18 § 10—b, 19 § 19—b).

#### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 20 urm.

#### Doctrină.

**1.** Textul art. 393 c. civ. rom. este greșit redactat de oarece legiuitorul a voit să spună că ridicarea sigiliilor se constată prin încheierea unui jurnal. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 688, nota 1).

**2.** După numirea tutorului, tribunalul sau judecătorul de ocol, ordonă ridicarea sigiliilor în cazul când ele au fost puse,

în urma cererii tutorului sau din oficiu. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 689).

**3.** Ridicarea sigiliilor făcute de delegatul tribunalului sau al judecătorului de ocol, se va constata prin încheierea unui proces verbal semnat de acest delegat și de toate persoanele ce au fost față, în care se va arăta starea în care s-au găsit sigiliile. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 689)

**Art. 394.** — Tribunalul districtului, îndată după săvârșirea lucrărilor cuprinse în articolele de mai sus, este dator să convoace consiliul de familie, spre a numi un tutore<sup>2)</sup>. (Civ. 355 urm., 391, 392; Pr. civ. 638 urm., 654 urm.; L. pentru epitropii din 1840, Art. 53).

#### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 24 urm.

#### Doctrină.

**1.** Sigiliile puse pe averea minorului nu se pot ridica de cât după ce a fost convocat consiliul de familie și acesta a ales un tutor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 668).

**2.** Pentru tutelele de competența judecătorului de ocol, convocarea consiliului de familie se va face de judecătorul de ocol. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 667, nota 1).

**Art. 395.** — În urma lucrărilor prescrise la art. 402, 403, și 404<sup>3)</sup> delegatul tribunalului, însoțit de procuror și de tutore, vor catagrafisi averea minorei, și o vor încredința tutorei prin un jurnal care se va subscrie de acesta.

Dacă minorele datorește ceva tutorei acesta va trebui să

1) A se vedea nota sub textul art. 391.

2) A se vedea nota sub textul art. 391.

3) Din eroare se trimite la aceste articole; acele cari trebuiau citate sunt art. 392, 393 și 394.

declare aceasta în inventariu, sub pedeapsă de a pierde creanța sa, și aceasta se va face după rechizițiunea procurorului sau a delegatului tribunalului, menționându-se și în jurnal. (Civ. 392—394, 396, 397 urm., 405, 706, 730, 1204; Pr. civ. 654, 657, 668, 674; Leg. timbr. art. 18 § 14; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 451).

*Text. fr. Art. 451.* — Dans les dix jours qui suivront celui de sa nomination, dûment connue de lui, le tuteur requerra la levée des scellés, s'ils ont été apposés, et fera procéder immédiatement à l'inventaire des biens du mineur, en présence du subrogé tuteur.

S'il lui est dû quelque chose par le mineur, il devra le déclarer dans l'inventaire, à peine de déchéance, et ce sur la réquisition que l'officier public sera tenu de lui en faire, et dont mention sera faite au procès-verbal.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 24 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act autentic 17.  
Act scris 14.  
Administrație 1, 9.  
Cauza garanției 18.  
Cheltuieli de tutelă 9, 31.  
Chitanță 14.  
Competență 9.  
Compturi, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă”.  
Consiliu de familie 6.  
Copil minor 1 urm.  
Creanță, a se vedea cuvintele: „Declarație de creanță”.  
Credință rea 12, 14.  
Datorii 10.  
Decădere, a se vedea cuvântul: „Sanctiune”.  
Declarație de creanță 14-24, 27, 29, 30, 31.  
Destituire 12.  
Dispensă 6, 7.  
Dol, a se vedea cuvântul: „Fraudă”.  
Dotă 23.  
Dovadă 11.  
Eroare 22.  
Evaluare 9, 11.  
Femea văduvă 23.  
Fraudă 14.  
Incapacitate 12.  
Inscripție ipotecară 9.  
Insolvabilitate 26.  
Interpelare 16, 20, 21, 24-27, 29.  
Inventar 1 urm.  
Jurământ 11.  
Legea atribuțiilor ministerului public 13.  
Lichidă creanță 19.  
Mandat 8, 16.

Marturi 11.  
Minister public 13.  
Minoritate 1 urm.  
Moștenire, a se vedea cuvântul: „Succesiune”.  
Necunoștință 27.  
Parchet 13.  
Prejudiciu 26.  
Probă 11.  
Proces-verbal 5, 21.  
Procură 8, 16.  
Procuror 13.  
Răspuns 21.  
Rea credință 12, 14.  
Rechizițiuni, a se vedea cuvântul: „Interpelare”.  
Responsabilitate 25, 26.  
Revocare 22.  
Rezervă 7.  
Sanctiune 20, 23, 27, 28.  
Schimbarea tutorului 3, 29.  
Scutire, a se vedea cuvântul: „Dispensă”.  
Socoteli de tutelă 1, 3, 29, 31.  
Stingerea creanței 26.  
Succesori rezervatari 7.  
Succesiune 3, 4, 6, 7, 10, 30.  
Testament, a se vedea cuvântul: „Succesiune”.  
Testator 6, 7.  
Titluri 11.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă dativă 2, 15.  
Tutelă legală 2, 15, 23.  
Tutelă testamentară 2, 6, 7, 15.  
Văduvă 23.  
Valoare 9, 11, 13.

civ. rom.) sunt aplicabile nu numai tutorilor dativi numiți de consiliu de familie ci și tutorilor legali, tatăl sau mama și celor testamentari. (Locré, *Législation civile*, VII, p. 221; Demolombe, VII, No. 547; Aubry et Rau, ed. 5-a. I, § 112, nota 1, p. 675; Dalloz, *Rép.*, Minor-tutelle, No. 410; Suppl., Minor-tutelle, No. 318; Laurent, V, No. 9; Baudry et Chéneaux, IV, No. 478; Planiol et Ripert, I, No. 534; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 690).

**3.** În cazul când un tutor este înlocuit prin altul, fără să se fi deschis pentru minor, cu această ocaziune, vre-o succesiune, tutorul nu va trebui să facă un nou inventar la intrarea sa în funcțiune, deoarece compturile ce trebuie să le dea fostul tutor noului tutor, țin loc de inventar. (Demolombe, VII, No. 552, 567; Beudant, II, No. 840; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 1184; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 16, p. 678; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Minor-tutelle, No. 318; Laurent, V, No. 9; Huc, III, No. 391; Alexandresco, ed. 2-a. II, p. 690, text și nota 2).

**4.** Inventarul prescris de art. 451 c. civ. fr. (395 c. civ. rom.) trebuie făcut tuturor succesiunilor ce s'ar conveni minorului în tot cursul tutelei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1184; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 678; Dalloz, *Rép.*, Suppl., Minor-tutelle, No. 318; Planiol et Ripert, I, No. 537; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 506; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 690; Mattei Cantacuzino, p. 80).

**5.** În cazul când există puțină avere tot trebuie să se facă inventarul acestei averi iar în cazul când nu există de loc avere, trebuie să se drezeze un proces-verbal despre constatarea acestei împrejurări. (Dalloz, *Rép.*, Minor-tutelle No. 412; Suppl., Minor-tutelle, No. 315).

**6.** Tutorul este obligat să facă inventarul averii minorului și el nu poate fi dispensat de îndeplinirea acestei formalități care este indispensabilă nici de

### Doctrină.

**1.** Tutorul nu trebuie să înceapă administrația tutelei înainte de a se fi făcut inventarul averii minorului de oarece inventarul este baza administrației tutelei și pe baza lui se vor încheia socotelile tutelei. (Dalloz, *Rép.*, Minor-tutelle, No. 407; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 502).

**2.** Dispozițiile art. 451 c. civ. fr. (395 c.



către consiliul de familie, nici de către testator care a lăsat averea sa minorului, chiar în cazul când testatorul ar fi desemnat el pe tutorul testamentar. (Demolombe, VII, No. 548 urm; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 15, p. 678; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 415; Suppl., Minor-tutelle, No. 320; Laurent, V, No. 10, 16; Huc, III, No. 391; Baudry et Chéneaux, IV, No. 479; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 691).

7. După o altă părere, testatorul ar putea să dispenseze pe tutorul, pe care îl numește prin testament, de facerea inventarului în cazul când nu ar exista moștenitori rezervatari. (Delvincourt, I, p. 121, No. 3; Toullier, II, No. 1198, 1199; Duranton, III, No. 538; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 230, p. 458; Marcadé, Art. 451, No. 5; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 415; Suppl., Minor-tutelle, No. 320; Troplong, Donations et testaments, I, No. 262).

8. La inventar, tutorul poate fi reprezentat printr'un mandatar. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 689, 694, nota 3).

9. Averea minorului trebuie este evaluată în mod exact în inventar pentru a se stabili instanța competentă pentru administrația tutellei, pentru a se putea hotărî suma ce urmează a fi afectată cheltuelilor anuale de tutelă și pentru a se putea lua inscripția ipotecară asupra imobilelor tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 689, nota 2).

10. În inventarul averii minorului trebuie să se arate pe cât este posibil, datorile lăsate de defunct. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 690).

11. În cazurile când nu se va fi făcut inventar sau inventarul făcut nu ar cuprinde toate bunurile minorului și ar fi nesincer, minorul va avea dreptul să dovedească cuprinderea și valoarea bunurilor, prin titluri, martori și prin jurământul estimatoriu prevăzut de art. 1369 c. civ. fr. (1222 c. civ. rom.). (Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil de tutelle, No. 132; Toullier, II, No. 1197; Demolombe, VII, No. 569; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 221; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 676; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 408; Suppl., Minor-tutelle, No. 316; Huc, III, No. 393; Baudry et Chéneaux, IV, No. 481; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 502; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 691; Contra: Laurent, V, No. 11; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1169).

12. Tutorul care nu a cerut facerea inventarului averii minorului, poate fi destituit pentru cauză de incapacitate sau rea credință. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1169; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 502).

13. Prezența procurorului la facerea inventarului nu mai este necesară astăzi în urma legii asupra atribuțiilor ministerului public din 29 Octombrie 1871, însă el poate lua parte dacă voește. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 693).

14. Motivul pentru care legiuitorul a cerut ca tutorul să-și declare creanța sa în contra minorului cu ocaziunea facerii inventarului, este pentru a împedea

frauda din partea tutorului de rea credință, care în urma facerii inventarului ar putea să facă să dispară chitanța ce s'ar găsi în hârtiile defunctului și care ar constata liberarea minorului. (Planiol et Ripert, I, No. 534; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 502; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 693; Nacu, I, p. 612, 613; Plastara, I, p. 475).

15. Declarația de creanță la facerea inventarului este obligatorie pentru toate felurile de tutori: legali, dativi sau testamentari. (Demolombe, VII, No. 559; Baudry et Chéneaux, IV, No. 482; Planiol et Ripert, I, No. 534; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 694).

16. În cazul când la facerea inventarului tutorul este reprezentat de un mandatar, tutorul trebuie să dea instrucțiuni mandatarului său să facă declarația de creanță la rechizițiunea ce i se va face. (Demolombe, VII, No. 560; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 694, nota 3).

17. Obligațiunea de declarație a creanței prevăzută de art. 451 al. 2 c. civ. fr. (395 al. 2 c. civ. rom.) este aplicabilă la ori ce fel de creanță chiar atunci când este constatată într'un act autentic. (Toullier, II, No. 1194; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 419; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 693, nota 1).

18. Declarația de creanță va conține arătarea cauzei creanței și quantumul ei. (Demolombe, VII, No. 564; Carré, Lois de la procédure, II, No. 3151; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 420; Suppl., Minor-tutelle, No. 322).

19. Chiar în cazul când creanța tutorului în contra minorului nu este lichidă, ea trebuie declarată de tutor cu ocazia facerii inventarului averii minorului, arătând o cifră aproximativă. (Demolombe, VII, No. 561; Aubry et Rau, I, § 112, nota 11, p. 677; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 322; Laurent, V, No. 13; Huc, III, No. 392; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 693, nota 1).

20. Sancțiunea decăderii prevăzută de art. 451 al. 2 c. civ. fr. (395 al. 2 c. civ. rom.) nu-și găsește aplicațiunea de cât atunci când ofițerul public (procurorul sau delegatul tribunalului în dreptul civil român) a făcut tutorului rechizițiunea prevăzută de lege în această privință. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1170; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 416; Suppl., Minor-tutelle, No. 321; Planiol et Ripert, I, No. 534; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 693, 694; Nacu, I, p. 613; Matei Cantacuzino, p. 81).

21. În procesul verbal de inventar va trebui să se constate atât interpelarea din partea funcționarilor arătați în lege cât și răspunsul tutorului, pentru a se vedea dacă s'au respectat cerințele legii. (Planiol et Ripert, I, No. 534; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 502, 503; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 694; Nacu, I, p. 613; Matei Cantacuzino, p. 81).

22. În cazul când declarația de creanță a tutorului a fost făcută din eroare de



fapt, el poate s'o revoace. (Laurent, V, No. 14; Huc, III, No. 392; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 694, nota 2).

**23.** Sancțiunea decăderii prevăzută de art. 451 al. 2 c. civ. fr. (395 al. 2 c. civ. rom.) în ceea ce privește nedeclararea creanței tutorului în contra minorului cu ocazia facerii inventarului averii minorului, nu este aplicabilă văduvei, tutoare legală a copiilor săi minori în privința dotei sale. (Demolombe, VII, No. 562; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 10, p. 677; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 423; Suppl. Minor-tutelle, No. 324; Baudry et Chéneaux, IV, No. 529; Planiol et Ripert, I, No. 534; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 694, 695).

**24.** Rechizițiunea prevăzută de art. 451 al. 2, c. civ. fr. (395 al. 2 c. civ. rom.) și declarațiunea de creanță a tutorului trebuiesc făcute la începerea facerii inventarului sau cel puțin înainte de cercetarea înscrisurilor defunctului. (Demolombe, VII, No. 557; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1170; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 418).

**25.** În cazul când persoanele obligate prin art. 451 al. 2 c. civ. fr. (395 al. 2 c. civ. rom.) nu fac interpelarea tutorului prevăzută de lege, ele pot fi făcute responsabile. (Demolombe, VII, No. 558; Beudant, II, No. 841; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 12, p. 677; Laurent, V, No. 12; Huc, III, No. 392; Baudry et Chéneaux, IV, No. 482; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 694).

**26.** Pentru ca persoanele obligate prin art. 451 al. 2 c. civ. fr. (395 al. 2 c. civ. rom.) să fie făcute responsabile prin faptul că nu au făcut tutorului interpelarea prevăzută de lege, trebuie ca minorul să fi încercat un prejudiciu prin lipsa acestei interpelări cum ar fi în cazul când creanța tutorului a cărei plată se cere, era stinsă în momentul facerii inventarului și că tutorul este insolubil. (Demolombe, VII, No. 558; Beudant, II, No. 841; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 416; Laurent, V, No. 12; Huc, III, No. 392; Baudry et Chéneaux, IV, No. 482; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 694, nota 1).

**27.** Tutorul nu este decăzut din dreptul de a cere acoperirea creanței sale în contra minorului în cazul când el neștiind că este creditor a răspuns negativ la in-

terpelarea prevăzută de art. 451 al. 2 c. civ. fr. (395 al. 2 c. civ. rom.). (Demolombe, VII, No. 563; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 209 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1171; Beudant, II, No. 841; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 13, p. 677; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 417; Suppl., Minor-tutelle, No. 321; Laurent, V, No. 14; Planiol, ed. 6-a, No. 1936; Planiol et Ripert, I, No. 534; Baudry et Chéneaux, IV, No. 482; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 694, nota 1).

**28.** Tutorul care va fi intrat în funcțiune fără să facă inventar, va putea să fie declarat decăzut din dreptul de a mai reclama creanța sa în contra minorului. (Planiol et Ripert, I, No. 534; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 692).

**29.** În cazul când un tutor înlocuiește pe un altul, de oarece nu se face inventar, tutorul nu este obligat să facă declarație de creanță, de oarece excepțiile sunt de strictă interpretare și în acest caz la socotelile ce se primesc de noul tutor de la fostul tutor, nu există nici unul dintre funcționarii prevăzuți de lege pentru a face interpelarea în privința creanței. (Demolombe, VII, No. 567; Laurent, V, No. 9; Huc, III, No. 391; Baudry et Chéneaux, IV, No. 482; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 695; Nacu, I, p. 613; Comp.: Marcadé, Art. 451).

**30.** În cazul când în cursul tutelei se deschide o moștenire în favoarea minorului, cu ocazia facerii inventarului acestei moșteniri, tutorul nu este obligat să facă declarația de creanță, de oarece legea nu prevede obligația declarației de creanță de cât în cazul când tutorul este creditorul minorului la deschiderea tutelei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 695; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 678).

**31.** Creanțele pe care tutorul le-ar avea în contra minorului pentru cheltuielile ce a făcut cu tutela de la deschiderea ei și până la facerea inventarului, nu trebuiesc declarate cu ocazia facerii inventarului, de oarece ele vor fi trecute în socotelile tutelei. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 12, p. 677; Baudry et Chéneaux, IV, No. 482; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 695).

**32.** A se vedea: art. 391 din codul civil cu notele respective.

**Art. 396.** — În curgere de o lună dela facerea inventarului, tutorele va vinde prin licitațiune, care se va face prin îndeplinirea tuturilor formalităților la tribunal, toate averile mișcătoare, afară de acelea pe care consiliul familiei l-ar fi autorizat a le păstra în natură. (Civ. 397, 465 urm., 472 urm., 707, 1388 urm.; Pr. civ. 431 urm., 437, 440, 444, 677 urm.; C. com. 13; L. pentru epitropii din 1840, Art. 56; Civ. Fr. 452).

*Text. fr. Art. 452.* — Dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire,



le tuteur fera vendre, en présence du subrogé tuteur, aux enchères reçues par un officier public, et après des affiches ou publications dont le procès-verbal de vente fera mention, tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Administrație 2.  
Anulare 17, 18, 26.  
Avere mobilă, a se vedea cuvântul: „Mobile”.  
Beneficiu 12, 13, 19.  
Bună credință 17, 26.  
Caz fortuit 13.  
Compturi, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă”.  
Consiliu de familie 7-13, 23, 25.  
Convenție 6.  
Copil minor 1 urm.  
Creanțe 22-26.  
Credință bună 17, 26.  
Daune-interese 12, 17, 21.  
Destinație 27.  
Dispensă 4.  
Dobânzi 12.  
Efecte publice 22-26.  
Epitropii lege 23.  
Facultate 10.  
Folos, a se vedea cuvântul: „Beneficiu”.  
Folosință legală, a se vedea cuvântul: „Uz fruct”.  
Forță majoră 13.  
Imobile prin destinație 27.  
Incorporale bunuri 22-26.  
Inventar 14.  
Legea pentru epitropii 23.  
Lemne 3.  
Licitație publică 15-18, 24.

Minoritate 1 urm.  
Mobile 1, 2, 4-18, 20-27.  
Mobile incorporale 22-26.  
Moștenire, a se vedea cuvântul: „Succesiune”.  
Nulitate 17, 18, 26.  
Omologare 25.  
Pădure 3.  
Păstrare în natură 7-13.  
Perdere lucrurilor 13.  
Prejudiciu 21.  
Preț 12.  
Procente 12.  
Produse anuale 2.  
Rente de stat 22-26.  
Schimbarea tutorului 14.  
Scutire, a se vedea cuvântul: „Dispensă”.  
Socoteli de tutelă 14, 19.  
Sucesiune 1, 4, 6.  
Termin 14, 20, 21.  
Terțe persoane 17, 26.  
Testament, a se vedea cuvântul: „S u c c e s i u n e”.  
Testator 4.  
Tribunal 16, 25.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă dativă 5.  
Tutelă legitimă a ascendenților 5.  
Tutelă testamentară 5.  
Uzfruct 6, 19.  
Valoare 10, 12, 13.  
Vandere-cumpărare 1-9, 12, 14-18, 20, 22-26.

## Doctrină.

1. Dispozițiile art. 452 c. civ. fr. (396 c. civ. rom.) în privința obligației tutorului de a vinde averea mișcătoare a minorului, sunt aplicabile nu numai mobilelor aflate la intrarea în funcțiune a tutorilor ci și la mobilele dintr-o succesiune deschisă în favoarea minorului în cursul tutelei. (Duranton, III, No. 459; Demolombe, VII, No. 585; Beudant, II, No. 843; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 25, p. 680; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 427; Suppl., Minor-tutelle, No. 328; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 506; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 698; Matei Cantacuzino, p. 81).

2. Dispozițiile art. 452 c. civ. fr. (396 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la vânzarea produselor anuale ale bunurilor minorilor, care se face de tutor fără nici o formalitate în justiție de oarece vânzarea acestor produse constituie un act de administrație. (Demolombe, VII, No. 585; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 220 bis, V; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 427; Baudry et Chéneaux, IV, No. 485; Planiol et Ripert, I, No. 539; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 698).

3. Lemnele rezultate din tăerile obișnuite ale pădurilor minorilor pot fi vândute de către tutor fără nici o formalitate

în justiție. (Dalloz, Rép., Biens, No. 36).

4. Testatorul care ar lăsa minorului o succesiune nu poate dispensa pe tutor de a vinde lucrurile mișcătoare din succesiune. (Demolombe, VII, No. 579; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 26, p. 680; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 425; Suppl., Minor-tutelle, No. 329; Baudry et Chéneaux, IV, No. 489; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 699; Contra: Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 219, nota 23, p. 429; Laurent, V, No. 18; Huc, III, No. 395; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 539).

5. Dispozițiile art. 452 c. civ. fr. (396 c. civ. rom.) sunt aplicabile tutorului dativ, tutorului testamentar și ascendentului tutor legitim. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1177; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 700).

6. Dispozițiile art. 452 c. civ. fr. (396 c. civ. rom.) privitoare la obligația tutorului de a vinde averea mișcătoare a minorului nu-și găsesc aplicațiunea la lucrurile mobile a căror uzufructuar este tutorul în virtutea unei convențiuni sau a unui testament; în această împrejurare nu-și găsesc aplicațiunea nici regulile privitoare la uzufructul legal prevăzute de art. 453 c. civ. fr. (397 c. civ. rom.), ci regulile de drept comun de la materia uzufructului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 681; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 332; Baudry et Chéneaux, IV, No. 488; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 700).

7. După o părere, înainte ca tutorul să procedeze la vânzarea averii mișcătoare a minorului, el este obligat a lua avizul consiliului de familie care urmează să decidă care dintre lucrurile mobile ale minorului trebuiesc păstrate în natură și cari trebuiesc vândute. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 327; Laurent, V, No. 17; Huc, III, No. 394).

8. După altă părere, tutorul poate vinde toată averea mișcătoare a minorului fără să fie obligat să ceară avizul consiliului de familie, numai în cazul când el ar crede necesar pentru interesul minorului să păstreze unele lucruri mobile, el este obligat a consulta consiliul de familie care însă nu ar putea în contra voinței tutorului să-l oblige să păstreze în natură anumite lucruri mobile. (Valette sur Proudhon, II, p. 379; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1174; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 426; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 509; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 699).

9. Mobilele pe care consiliul de familie va fi decis, a fi păstrate în natură, nu vor mai putea fi vândute de tutor de cât dacă consiliul de familie va reveni asupra hotărârii sale. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 220 bis, V; Laurent, V, No.



21; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 699, nota 3; Contra: Valette sur Proudhon, II, p. 379).

**10.** În cazul când tutorul a păstrat în natură unele lucruri mobile ale minorului, fără să fi consultat consiliul de familie, după o părere, la sfârșitul tutelei, minorul are facultatea sau de a primi lucrurile în natură sau de a cere de la tutor valoarea lor. (Demolombe, VII, No. 584; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 333).

**11.** După altă părere, în cazul când tutorul a păstrat în natură unele lucruri mobile ale minorului, fără să fi consultat consiliul de familie, la sfârșitul tutelei, minorul este obligat a le primi în natură și nu are dreptul a le lăsa tutorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 333).

**12.** Minorul are însă dreptul, în orice caz, a cere de la tutor, cu titlu de daune-interese, diferența de valoare între valoarea lucrurilor păstrate în natură, fără să fi consultat consiliul de familie, din momentul când ele trebuiau vândute și momentul când se sfârșește tutela, plus dobânzile la prețul cu care puteau fi vândute atunci lucrurile mobile, ținându-se seamă însă de beneficiul pe care minorul l'ar fi tras din folosința acestor lucruri în cursul tutelei. (Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil de tutelle, No. 135; Duranton, III, No. 453; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 431; Suppl., Minor-tutelle, No. 333; Comp.: Demolombe, VII, No. 584; Laurent, V, No. 20; Baudry et Chéneaux, IV, No. 484; Planiol et Ripert, I, No. 539; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 698).

**13.** Deasemenea tutorul este obligat a plăti minorului valoarea lucrurilor mobile, ce le-ar fi păstrat în natură, fără să fi consultat consiliul de familie și care ar fi pierit din caz fortuit sau prin uzaj, ținându-se seamă de beneficiul pe care minorul l'ar fi tras din folosința acestor lucruri. (Demolombe, VII, No. 584; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 681; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 431; Suppl., Minor-tutelle, No. 333; Laurent, V, No. 20; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 484; Planiol et Ripert, I, No. 539; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 698).

**14.** În cazul când nu se face inventar, de oarece s'a schimbat tutorul, termenul de o lună pentru a se vinde lucrurile mișcătoare ale minorului va curge din ziua când noul tutor a primit socotelile dela fostul tutor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 698, nota).

**15.** Vânzarea averii mișcătoare a minorului se va face prin licitație publică potrivit regulilor din procedura civilă, și tutorul nu poate concura la licitație. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 698).

**16.** Deși art. 396 c. civ. rom., arată că vânzarea averii mișcătoare a minorului se face prin licitație la tribunal, ea însă se poate face și în altă parte căci câte odată este greu a se transporta obiectele la tribunal și în acest caz vânzarea se va

face prin licitație la locul unde se găsească. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 698).

**17.** Dacă tutorul nu a observat formalitățile prescrise pentru licitație publică, el va fi obligat a plăti minorului daunele ce i le-a cauzat din neîndeplinirea cerințelor legii, vânzarea însă nu poate fi anulată față de terții de bună credință. (Demolombe, VII, No. 582; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1911; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 699).

**18.** Anularea vânzării pentru neîndeplinirea formelor de licitație publică cerute de lege, în orice caz, nu poate fi cerută de cât de minor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 699, nota 1).

**19.** Tutorul care nu are uzufructul legal, nu se poate servi de obiectele rămase în natură, ci le va păstra pentru a le preda minorului la predarea socotelilor de tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 699).

**20.** Dacă tutorul nu a vândut lucrurile mobile ale minorului în termenul de o lună prevăzut de art. 452 c. civ. fr. (396 c. civ. rom.) el este obligat a le vinde și după trecerea acestui termen. (Demolombe, VII, No. 583; Aubry et Rau, I, § 112, nota 19, p. 679; Beudant, II, No. 844; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 334; Laurent, V, No. 19; Baudry et Chéneaux, IV, No. 484; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 697, nota 3).

**21.** Minorul nu are dreptul a cere de la tutor daune-interese, prin faptul că a întârziat să vândă averea sa mișcătoare în termenul de o lună prevăzut de art. 452 c. civ. fr. (396 c. civ. rom.) de cât în cazul când va dovedi că din cauza acestei întârzieri a suferit un prejudiciu. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 334; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 697, nota 3).

**22.** Dispozițiile art. 452 c. civ. fr. (396 c. civ. rom.), privitoare la obligația tutorului de a vinde averea mișcătoare a minorului, își găsesc aplicațiunea numai la mobilele corporale ale minorului iar nu și la mobilele incorporeale cum sunt: creanțele, rentele de stat, acțiunile, obligațiunile, fondurile de comerț, etc., de oare ce mobilele corporale nu sunt supuse stricăciunii și sunt producătoare de venit. (Valette sur Proudhon, II, p. 372; Demolombe, VII, No. 572; Beudant, II, No. 844; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 210 bis; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1172; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 23, p. 679; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 326, 428, 454; Suppl., Minor-tutelle, No. 326; Laurent, V, No. 16; Huc, III, No. 394; Baudry et Chéneaux, IV, No. 483; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1913; Planiol et Ripert, I, No. 539; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 503; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 697, nota 1).

**23.** Tutorul poate vinde mobilele incorporeale ale minorului, fără autorizația consiliului de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1175).

**24.** Tutorul poate vinde mobilele incorporeale ale minorului prin bună înțelegere,



fără licitație publică, sub răspunderea sa de oarece vânzarea prin licitație publică este obligatorie numai pentru lucrurile mobile corporale. (Valette sur Proudhon, II, p. 379; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1175; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113).

**25.** După o altă părere în cazul când este necesară vânzarea mobilelor corporale, vânzarea se va face cu autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. Vânzarea se va face după cursul zilei, fără licitație publică. (Laurent, V, No. 63 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 697, nota 1).

**26.** În cazul când vânzarea mobilelor corporale se va face fără nici o forma-

litate, ea va putea fi anulată numai față cu minorul iar nu și cu terții de bună credință. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 697, nota 1; Comp.: Demolombe, VII, No. 582, 587; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1911).

**27.** Vor fi considerate ca mobile corporale și deci supuse vânzării și mobilele care au fost considerate ca imobile prin destinația defunctului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 697).

**28.** Dispozițiile art. 396 c. civ. rom., sunt luate în parte din art. 56 din legea pentru epitropii de la 1840. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 698).

**29.** A se vedea: art. 397 din codul civil cu notele respective.

**Art. 397.** — Tatăl și mama, în cât timp au folosința legală a bunurilor minorelui, sunt scutiți de a vinde averea mișcătoare, dacă ei preferesc a o păstra și a o restitui în natură.

În acest caz ei vor face, cu cheltuețele lor, o estimățiune dreaptă prin un expert, care se va numi de tribunal, după ce va depune jurământ. (Civ. 338 urm., 396, 528, 735, 1102, 1156, 1274; Pr. civ. 211 urm.; Civ. Fr. 453).

*Text. fr. Art. 453.* — Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance propre et légale des biens du mineur, sont dispensés de vendre les meubles, s'ils préfèrent de les garder pour les remettre en nature.

Dans ce cas, ils en feront faire, à leurs frais, une estimation à juste valeur, par un expert qui sera nommé par le subrogé tuteur et prêterea serment devant le juge de paix. Ils rendront la valeur estimative de ceux des meubles qu'ils ne pourraient représenter en nature.

### Doctrină.

**1.** Art. 397 c. civ. român în partea sa finală este rău redactat; el trebuie înțeles că expertul după ce va depune jurământ, va face estimățiunea averii mișcătoare a minorului ce va fi păstrată în natură. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 696, nota 1).

**2.** Legiuitorul român a suprimat dispozițiile al. 2 din textul art. 453 c. civ. fr., de oarece le-a socotit de prisos. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 701).

**3.** Chiar în cazul când în inventarul tutelei lucrurile mobile, pe cari vor să le păstreze în natură tatăl și mama cari au folosința legală, sunt evaluate, ei nu sunt dispensați de obligația de a face estimățiunea acestor lucruri printr'un expert, de oarece valoarea în inventar poate fi numai aproximativă iar nu reală. (Demolombe, VII, No. 577; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1178; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 28, p. 681; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 330; Laurent, V, No. 22; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 503; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 701, nota 2).

**4.** La încetarea uzufructului legal, tatăl și mama tutori, vor fi obligați a vinde lucrurile mobile pe cari consiliul de fa-

milie nu-i vor autoriza să le păstreze în natură, de oarece dispensa de a vinde încetează odată cu cauza care a stabilit-o. (Demolombe, VII, No. 576; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 680; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 429; Suppl., Minor-tutelle, No. 330; Laurent, V, No. 22, 37; Huc, III, No. 395; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1946; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1177; Baudry et Chéneaux, IV, No. 486; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 700).

**5.** Chiar în cazul când părintele supraviețuitor, uzufructuar legal, nu este tuturul copiilor săi minori, el poate păstra în natură mobilele copiilor săi minori cu obligația de a face estimățiunea lor printr'un expert și tuturul numit și consiliul de familie nu pot aduce nici o restricțiune acestei facultăți a uzufructuarului legal. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 31, p. 681; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 331; Huc, III, No. 395; Baudry et Chéneaux, IV, No. 487; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 700).

**6.** La încetarea uzufructului legal, părintele supraviețuitor, uzufructuar legal, va fi obligat să prezinte sau lucrurile în natură în starea în care se găsesc sau să plătească valoarea la care au fost estimate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1178; Dal-

loz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 391; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 701).

7. Dacă la încetarea uzufructului legal, tuturul legal nu poate preda lucrurile mișcătoare ale minorului din cauză că ele au pierit, el nu are nici o răspundere în cazul când ele au pierit prin caz fortuit fără culpa sa, de oarece este debitorul unui corp cert și determinat. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 701).

8. În cazul când nu poate dovedi că lucrurile au pierit prin caz fortuit, el va trebui să restituie valoarea lor după prețului ce a fost făcută la începerea tutellei, de oarece în acest caz se presupune

că lucrurile au pierit sau din culpa sa sau că le-a înstrăinat. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 701).

9. Pentru lucrurile mișcătoare ale minorului care se consumă prin uz, cum sunt: grânele, băuturile, etc., tuturul care are folosința legală va deveni proprietarul lor, fiind obligat ca la încetarea acestei folosințe să predea minorului, lucruri de aceeași calitate și valoare și în aceeași cantitate sau prețul lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 702).

10. A se vedea: art. 396 din codul civil cu notele respective.

**Art. 398.** — La începerea oricărei tutele, afară de aceea a tatălui și a mamei, consiliul de familie va regulă, după starea averei, suma cât s'ar socoti de cuviință pentru cheltuelile minorului cele de peste an, precum și cheltuelile administrațiunii averei; acelaș act va cuprinde anume dacă tutorele este împuternicit ca, în lucrarea sa, să fie ajutat de unul sau de mai mulți administratori și procuratori cu leafă; aceștia vor geră sub răspunderea tutorelui. (Civ. 338 urm., 343, 357 urm., 390, 416, 1542; L. pentru epitropii din 1840, Art. 57; Civ. Fr. 454).

*Text. fr. Art. 454.* — Lors de l'entrée en exercice de toute tutelle, autre que celle des père et mère, le conseil de famille réglerá par aperçu, et selon l'importance des biens régis, la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du mineur, ainsi que celle d'administration de ses biens.

Le même acte spécifierá si le tuteur est autorisé à s'aider, dans sa gestion d'un ou plusieurs administrateurs particuliers, salariés, et gérant sous sa responsabilité.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO D., *Notă sub Cas. II, 405 din 6 Oct. 1924*, Curier Jud. 10/1925;  
SPINCEANU AL., *Notă sub Cas. II, 405 din 6 Octombrie 1924*, Pand. Rom. 1924, I, 177.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Administrație 14, 16, 17, 20, 21.	Judecător de ocol, a se vedea cuvântul: „Tribunal“.
Administratori 17-20, 22, 23, 24.	Justificarea cheltuelilor, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă“.
Aprecieri 16.	Mamă 7-12, 23.
Capital 3.	Mandat 18, 21, 22.
Căsătorie 8.	Minoritate 1 urm.
Cheltueli 2-5, 9-13, 15, 16, 25, 26.	Oficiu 1.
Compturi, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă“.	Omologare 25, 26.
Consiliu de familie 1-6, 8, 9, 10, 12-17, 19-26.	Poziție socială 4.
Contestație 12.	Recăsătorie 8.
Convocare 5.	Responsabilitate 18, 19, 22, 24.
Copil minor 1 urm.	Restituire 13.
Cotutor 8.	Revocare 17.
Folosința legală, a se vedea cuvântul: „Uzufruct“.	Salariu 14, 15, 19, 20, 22, 23, 24.
Gratuitate 14, 22, 24.	Sarcine 2, 3, 6.
Inchierare 25, 26.	Tată 7-12, 23.
Indemnitate de gestiune 15.	Tribunal 1, 12, 25, 26.
Interes material 3.	Tutelă 1 urm.
Interes moral 3.	Tutelă legală 9, 10, 23.
	Uzufruct 7, 9-12.
	Variabilitate 4.
	Venituri 2, 3, 6, 20.

### Doctrină.

1. Consiliul de familie se va convoca după cererea tuturului, sau din oficiu de tribunal sau de judecătorul de ocol. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 702, 703).

2. Consiliul de familie trebuie să fixeze în principiu, cheltuelile cari să nu treacă peste venituri după ce se vor scade sarcinele. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 434; Planiol et Ripert, I. No. 541; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 703).

3. În cazurile însă când veniturile nu ar ajunge pentru acoperirea cheltuelilor, consiliul de familie poate fixa cheltuelile la o sumă mai mare de cât veniturile după ce se vor scade sarcinele, atacându-se capitalul minorilor de oarece interesele materiale nu trebuiesc ținute în seamă când este vorba de viitorul copiilor. (Duranton, III, No. 559; Demolombe, VII, No. 601; Aubry et Rau, I, § 112, nota



34 bis, p. 692; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 435; Suppl., Minor-tutelle, No. 336; Laurent, V, No. 23; Huc, III, No. 410; Baudry et Chéneaux, IV, No. 468; Planiol et Ripert, I, No. 541; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 703).

4. Fixarea cheltuielilor variază în cursul tutelei după starea averei și necesitățile minorului luând în considerație condiția și poziția sa socială. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1179; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 436; Suppl., Minor-tutelle, No. 336; Baudry et Chéneaux, IV, No. 468; Planiol et Ripert, I, No. 541; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 703; Matei Cantacuzino, p. 82).

5. Cu toate că consiliul de familie fixează la începutul fiecărui an cheltuielile de tutelă, însă tuterul poate face cheltuieli utile și necesare în afară de cele fixate de consiliul de familie; în afară de aceasta, el trebuie să justifice cheltuielile care le-a făcut. (Demolombe, VII, No. 602, 603; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 692; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 437; Suppl., Minor-tutelle, No. 336).

6. Consiliul de familie poate să-i dea tuterului toate veniturile minorului sau o sumă fixă, pentru ca acesta să subvie sarcinilor tutelei, indiferent dacă tuterul le cheltuiește sau nu în realitate. (Duranton, III, No. 560; Demolombe, VII, No. 604; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 692; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 337; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 495, 541; Contra: Laurent, V, No. 24; Baudry et Chéneaux, IV, No. 470; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 704, nota 4).

7. Dispozițiile art. 454 c. civ. fr. (398 c. civ. rom.) își găsesc aplicația în prvința tutelei tatălui și mamei, în cazul când ei nu ar avea folosința legală. (Demolombe, VII, No. 628; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 212, bis, IV; Mourlon, I, No. 1183; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 42, p. 694; Laurent, V, No. 37; Huc, III, No. 413; Baudry et Chéneaux, IV, No. 466; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 702, nota 2, 705).

8. Dispozițiile art. 454 c. civ. fr. (398 c. civ. rom.) își găsesc aplicația și mamei căsătorită a doua oară și menținută de către consiliul de familie în tutela copiilor săi minori din prima căsătorie, de asemenea și cotuterului său și tatălui și mamei cari nu ar fi tuteri legali ei ar fi tuteri dativi numiți de către consiliul de familie. (Demolombe, VII, No. 146, 630, 631; Aubry et Rau, I, § 112, p. 695; Baudry et Chéneaux, IV, No. 314, 473; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 703, nota).

9. După o părere, în tutela legală, la încetarea uzufructului legal al tatălui sau al mamei, consiliul de familie este obligat să fixeze suma cheltuielilor minorului și de administrație a tutelei. (Marecadé, Art. 454, No. 1; Comp.: Laurent, V, No. 39).

10. După o altă părere, dominantă, dispoziția din art. 454 c. civ. fr. (398 c.

civ. rom.) care dispensează pe tatăl sau mama tuteri și uzufructuarii legali de a cere consiliului de familie să fixeze suma cheltuielilor anuale ale tutelei, își găsește aplicația pentru toată durata tutelei, chiar și la perioada când încetează folosința legală. (Proudhon, II, p. 360; Duranton, III, No. 561; Demolombe, VII, No. 628; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, text și nota 12, p. 677; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 439).

11. În cazul când părintele minorului nu este tuter însă are folosința legală, el va avea obligația să întrețină și să crească pe minor în proporție cu averea sa, de oarece aceste cheltuieli sunt o sarcină a uzufructului legal. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 705).

12. În cazul când părintele minorului care nu este tuter, nu are folosința legală, consiliul de familie va hotărî suma pe care tuterul va trebui să o dea părintelui pentru a îngriji și crește pe copil; părintele nemulțumit de suma fixată se va adresa la tribunal pentru a cere majorarea ei. (Demolombe, VII, No. 632; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 705).

13. În cazul când tuterul nu a cerut consiliului de familie ca să fixeze suma cheltuielilor anuale, tuterul va avea dreptul a i se restitui cea ce a cheltuit cu minorul, de oarece el nu poate fi obligat a plăti din banii săi pentru minor, însă consiliul de familie în acest caz va fi mult mai exigent la justificarea cheltuielilor făcute de tuter. (Demolombe, VII, No. 603; Laurent, V, No. 23; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 704).

14. Tuterul nu are dreptul la nici un salariu pentru administrația tutelei de oarece tutela este o sarcină gratuită. (Demolombe, VII, No. 610; Beudant, II, No. 828; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 754; Laurent, V, No. 24, 25; Huc, III, No. 411; Baudry et Chéneaux, IV, No. 470; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1857; Planiol et Ripert, I, No. 495; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 546, text și nota 2, 704, nota 4, 706; Nacu, I, p. 618).

15. Cu toate acestea consiliul de familie poate fixa tuterului o sumă anuală cu titlu de indemnitate de gestiune. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 441; Suppl., Minor-tutelle, No. 339; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 495; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 503).

16. Tuterul apreciază singur cheltuielile ce trebuiesc făcute în administrația tutelei în limita sumei fixate de consiliul de familie și acesta nu are dreptul să intervie în toate detaliile administrației și să se amestece în puterea tuterului de apreciere. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 438; Suppl., Minor-tutelle, No. 338; Laurent, V, No. 26; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 705, text și nota 1; Contra: Demolombe, VII, No. 605).

17. În cazul când consiliul de familie a autorizat pe tuter să fie ajutat în administrația tutelei de unul sau mai mulți



administratori, tutorul numește și revocă pe acești administratori, fără intervenția consiliului de familie. (Demolombe, VII. No. 607; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 442, Suppl., Minor-tutelle, No. 340; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 706).

**18.** Responsabilitatea acestor administratori particulari va fi aceea a unor mandatarî. (Huc, III, No. 412; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 705, nota 2).

**19.** Administratorii salariați autorizați de consiliul de familie vor lucra sub răspunderea tutorului de oarece îl reprezintă pe el iar nu pe minor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 705, 706; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 503).

**20.** Consiliul de familie fixează salariul administratorilor cari urmează să ajute pe tutor în administrația tutelei; în cazul când consiliul de familie nu a fixat salariul administratorilor, tutorul va trebui să le plătească un salariu în limita veniturilor. (Rolland de Villargues, Répertoire du notariat, Conseil de tutelle, No. 14, 142; Demolombe, VII, No. 607; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 442; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 706).

**21.** Pentru anume afaceri determinate, tutorul are dreptul să fie reprezentat de mandatarî, fără să fie necesară autorizația consiliului de familie, de oarece acest drept decurge din puterea sa generală de administrație care îi este conferită de lege. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 36 bis, p. 693; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 340; Huc, III, No. 412).

**22.** Tutorul este răspunzător de faptele administratorilor și mandatarilor ce i-a numit, fie că mandatul est salariat sau gratuit și chiar când funcționarea lor a fost autorizată de către consiliul de familie. (Demolombe, VII, No. 668 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 340; Laurent, V, No. 27; Huc, III, No. 412).

**23.** Dispozițiile art. 454 c. civ. fr. (398 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la tutela legală așa în cât tatăl sau mama tutori legali nu au nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a se ajuta în administrația tutelei de unul sau mai mulți administratori salariați. (Demolombe, VII, No. 628; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 212 bis, V; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1183; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 443; Suppl., Minor-tutelle, No. 341; Laurent, V, No. 38; Huc, III, No. 413; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 706).

**24.** Tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a se ajuta de administratori nesalariați sau salariați însă din banii săi proprii și pe răspunderea sa; numai când administratorii sunt salariați din banii minorului, trebuie autorizația consiliului de familie. (Demolombe, VII, No. 608; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1179; Aubry et Rau, I, § 112, nota 36 bis, p. 693; Laurent, V, No. 27; Huc, III, No. 412; Baudry et Chéneaux,

IV, No. 469; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 705, nota 2).

**25.** După o părere, încheierea consiliului de familie privitoare la cheltuielile de tutelă prevăzute de art. 454 c. civ. fr. (398 c. civ. rom.), nu trebuie supusă omologării tribunalului. (Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil de tutelle, No. 140; Toullier, II, No. 1210; Duranton, III, No. 540, 559; Demolombe, VII, No. 601; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 444; Laurent, V, No. 23; Huc, III, No. 410; Baudry et Chéneaux, IV, No. 468; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 704).

**26.** După altă părere, încheierea consiliului de familie luată în conformitate cu dispozițiile art. 454 c. civ. fr. (398 c. civ. rom.) trebuie supusă omologării tribunalului. (Delvincourt, I, p. 118, nota 5).

**27.** A se vedea: art. 390 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Atribuțiunile consiliului de familie sunt restrânse la cazurile prevăzute de lege, cum este art. 398 c. c., care prevede că consiliul de familie regulează după starea averii, suma cheltuielilor de peste an; deci dreptul acordat de acest text consiliului de familie este mai mult de a cerceta partea bănească din venitul ce trebuie să se sacrifice pentru îngrijirea minorului și dacă din acel drept s'ar zice că ar rezulta necesarmente de a se aprecia odată cu cătimea și scopul și obiectul cheltuielilor, s'ar trece peste îndatoririle tutorului.

În ceea ce privește persoana minorului, rolul consiliului de familie se reduce în a emancipa pe minor în cazul art. 423 c. c., și a revoca această emancipare, pe când nu poate cere pedepsirea și încarcerarea minorului decât după plângerea tutorului.

Nu tot astfel se poate zice de tutore, căci art. 390 c. c., prevede că el va purta de grijă de persoana minorului și îl va reprezenta în toate actele civile, administrând și bunurile sale ca un bun părinte de familie și prin aceasta îl supune la o responsabilitate personală și la garanții particulare și faptul că legea prevede excludiunea lui atunci când a fost condamnat la o pedeapsă, ne arată sollicitudinea pe care legiuitorul o are față de acel care e menit să îngrijească de persoana minorului.

Prin urmare tutorele fiind acela care determină educația minorului și directiva în viață, ca unul ce crește pe minor și trăiește cu el, consiliului de familie nu-i mai este dat să se pronunțe asupra preschimbării numelui său patronimic, care este de atributul tutorelui. (C. Ap. Galați, decizia civilă No. 130 din 26 Iunie 1924, Jurispr. Gen. 1926, No. 1283).



**Art. 399.** — Cónsiliul familiei va hotărî suma din excedentele veniturilor asupra cheltuelilor, de la care va începe pentru tutore obligațiunea de a o da cu dobândă; o asemenea întrebuițare urmează a se face prin asigurare cu garanție, potrivit legilor și în soroc de șase luni, după expirarea cărui termen, tutorele va fi obligat a plăti dobândă pentru sumele neîntrebuițate, de nu va dovedi că i-a fost cu neputință a întrebuița acele sume <sup>1)</sup>. (Civ. 400, 1088 urm., 1652 urm., 1685 urm., 1746 urm.; L. pentru epitropii din 1840, Art. 58; Reg. organic al Munteniei, Art. 14; Civ. Fr. 455).

*Text. fr. Art. 455.* — Ce conseil déterminera positivement la somme à laquelle commencera, pour le tuteur, l'obligation d'employer l'excédent des revenus sur la dépense: cet emploi devra être fait dans le délai de six mois, passé lequel le tuteur devra les intérêts à défaut d'emploi.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Act scris 7.  
Amanet 11.  
Anatocism 10.  
Aprecieri 12.  
Beneficiu 11.  
Capital 13, 14, 16, 17.  
Casa de depuneri și consemnării 13.  
Căsătorie 18, 21.  
Cheltueli 1, 2, 6, 7, 15.  
Compturi, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă”.  
Consiliu de familie 1, 11, 12, 14, 13, 21.  
Copil minor 1 urm.  
Cotutor 18.  
Credință rea 14.  
Cumpărare, a se vedea cuvintele: „Vindere-cumpărare”.  
Destituire 14.  
Dobânzi 1, 6-10, 15, 16, 23.  
Dovadă 8 bis.  
Efecte publice 11, 24.  
Excedentul veniturilor 1, 2, 6, 7, 15.  
Folos 8 bis, 11.  
Folosință legală 18, 19, 20.  
Gaj 11.  
Garanție 11.

Imobil 11.  
Incapacitate 14.  
Întârziere 9.  
Întrebuițarea banilor 8, 8 bis, 11, 12, 14, 15.  
Ipotecă 11.  
Limitativă enumerare 11.  
Majoritate 15.  
Mamă 18, 21.  
Mandatar 15.  
Minoritate 1 urm.  
Procente, a se vedea cuvântul: „Dobânzi”.  
Probă 8 bis.  
Punere în întârziere 9.  
Rea credință 14.  
Recăsătorie 18, 21.  
Regulament organic 22.  
Responsabilitate 11.  
Semestrul 4.  
Somație 9.  
Socoteli de tutelă 3, 15.  
Tată 18.  
Termin 3-9, 17, 23, 24.  
Tribunal 12.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă legală 19, 20.  
Uzufruct legal 18, 19, 20.  
Venituri 1, 2, 5, 6, 7, 15.  
Vindere-cumpărare 11.

nor-tutelle, No. 462; Suppl., Minor-tutelle; No. 364; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 707).

**3.** Termenul de șase luni în care trebuie dat cu dobândă excedentul veniturilor, după o părere, începe a curge de la fiecare regulare anuală a compturilor depuse de tutor. (Duranton, III, No. 562; Demolombe, VII, No. 619; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 430; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 463; Suppl., Minor-tutelle, No. 364; Laurent, V, No. 33; Planiol et Ripert, I, No. 542; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 708).

**4.** După o altă părere, termenul de șase luni începe a curge la expirarea fiecărui semestru. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 364).

**5.** După a treia părere, termenul de șase luni începe a curge de la încasarea veniturilor de către tutor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 693; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1179, 1180; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 364).

**6.** În cazul când tutorul nu a dat cu dobândă suma din excedentul veniturilor asupra cheltuelilor, el datorește dobânzile la sumele neplasate cu începere de la expirarea termenului de șase luni, iar nu cu începere din ziua în care a început termenul de șase luni. (Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil de tutelle, No. 187; Demolombe, VII, No. 614; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 218 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, nota 37, p. 693; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 463; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 709; Contra: Toullier, II, No. 1215).

**7.** În cazul când tutorul a dat cu dobândă excedentul veniturilor asupra cheltuelilor, înainte de termenul fixat, dobânzile vor curge în folosul minorului, fiind deajuns ca să fie constatată depunerea cu dobândă, chiar dacă ea nu rezultă dintr'un act scris. (Rolland de Villargues,

Doctrină.

**1.** Consiliu de familie trebuie să hotărască suma din excedentul veniturilor asupra cheltuelilor, de la care începe pentru tutor obligația de a o da cu dobândă, la începerea tutelei; dacă însă la începerea tutelei nu a făcut-o, el o poate fixa și ulterior în cursul tutelei. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 474; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 707).

**2.** Pentru ca dispozițiile art. 455 și 456 c. civ. fr. (399 și 400 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea se cere condițiunea ca să existe un excedent de venituri asupra cheltuelilor făcute cu administrația tutelei, apreciabil pentru a putea fi capitalizat cu ușurință. (Dalloz, Rép., Mi-

<sup>1)</sup> În art. francez 455, corespunzător, lipsesc ultimele cuvinte: „....de nu va dovedi că i-a fost cu neputință a întrebuița acele sume”.

Répertoire, Conseil de tutelle, No. 191; Toullier, II, No. 1215; Duranton, III, No. 563; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 467; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 708, nota 1).

**8.** În cazul când tutorul va întrebuința banii minorului în folosul său propriu, chiar înainte de sfârșitul a șase luni de la încasarea lor, se va face aplicațiunea dispozițiilor art. 1996 c. civ. fr. (1544 c. civ. rom.) și el va datori dobânzi la acești bani cu începere din momentul întrebuințării lor. (Demolombe, VII, No. 613; Mourlon, I, No. 1180; Laurent, V, No. 29; Huc, III, No. 413; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 708, nota 1).

**8 bis.** Minorul trebuie să facă dovadă că tutorul a întrebuințat banii tutelei în folosul său personal. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 367).

**9.** După expirarea termenului de șase luni tutorul va trebui, pentru sumele ne-capitalizate la timp să plătească dobânda legală civilă, fără nici o punere în întârziere. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 709).

**10.** De oarece tutorul este obligat să plătească dobânzile, aceste dobânzi vor produce și ele dobânzi, anaticismul nefiind prohibit în această materie. (Planiol et Ripert, I, No. 542; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 712).

**11.** Cu toate că art. 399 c. civ. rom., arată că întrebuințarea banilor se va face prin asigurare cu garanție, deci cu primă ipotecă, cu amanet, etc., totuși dispozițiile sale sunt enunciative iar nu limitative, și tutorul nu poate fi făcut răspunzător dacă, fără chiar să consulte consiliul de familie, întrebuințează banii minorului în mod sigur și folositor cum ar fi la cumpărarea de imobile, efecte publice la purtător, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 711).

**12.** Tutorul va întrebuința banii minorului în plasamente, după cum va crede de cuviință de oarece nici tribunalele nici consiliul de familie nu sunt în drept a indica modul de plasament. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 711).

**13.** Legea nu obligă pe tutor a depune capitalurile minorului la casa de depuneri și consemnațiuni. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 712).

**14.** În cazul când tutorul întrebuințează rău capitalurile minorului, consiliul de familie poate să-l destitue pentru incapacitate sau rea credință. (Laurent, V, No. 56, 59; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 712).

**15.** Dobânzile sumelor din excedentul veniturilor asupra cheltuielilor, încetează de a mai curge la majoratul minorului aflat în tutelă așa în cât de la această dată tutorul care nu a dat computurile generale fostului minor, va fi obligat numai la dobânzile datorite de orice mandatar care ar fi întrebuințat în folosul său sumele de bani ce i s'au încredințat. (Demolombe, VIII, No. 23 urm.; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 471; Suppl., Minor-tutelle, No. 366; Laurent, V, No. 35,

117; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 712; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 120, p. 750).

**16.** Tutorul este obligat a da cu dobândă nu numai excedentul veniturilor asupra cheltuielilor tutelei ci și capitalurile primite de tutor în numele minorului în orice chip, de oarece dispozițiile art. 455 și 456 c. civ. fr. (399 și 400 c. civ. rom.) sunt aplicabile și în această împrejurare. (Demolombe, VII, No. 619; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 469; Suppl., Minor-tutelle, No. 365; Laurent, V, No. 33; Planiol et Ripert, I, No. 543; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 506, 507; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 708, 712; Matei Cantacuzino, p. 82).

**17.** Capitalurile minorului încasate de tutor vor trebui să fie depuse în termen de șase luni de la încasarea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 708; Comp.: Demolombe, VII, No. 618, 619; Laurent, V, No. 35; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 712).

**18.** Dispozițiile art. 455 c. civ. fr. (399 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și mamei recăsătorită și menținută de către consiliul de familie în tutela copiilor săi minori, din prima căsătorie, deasemenea și cotutorului său și tatălui și mamei cari nu ar fi tutori legali ci ar fi tutori dativi numiți de către consiliul de familie și cari nu au folosința legală. (Beudant, II, No. 842; Laurent, V, No. 39; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 703, nota, 707 text și nota 3; Matei Cantacuzino, p. 82; Contra: Demolombe, VII, No. 146, 628, 629, 630, 631; Aubry et Rau, I, § 112, p. 694, 695; Baudry et Chéneau, IV, No. 314, 473; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1905).

**19.** Dispozițiile art. 455 și 456 c. civ. fr. (399 și 400 c. civ. rom.), sunt aplicabile, după o părere, și administrației tutorului legal în perioada când încetează folosința sa legală. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 213 bis, VII; Marcadé, Art. 454, No. 1; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 473; Suppl., Minor-tutelle, No. 368; Laurent, V, No. 39).

**20.** După altă părere, tutorul legal nu este obligat a se conforma dispozițiilor art. 455 și 456 c. civ. fr. (399 și 400 c. civ. rom.) chiar în perioada când încetează folosința sa legală, de oarece dispozițiile acestor articole își găsesc aplicațiunea numai administrației tutelei dative iar nu și administrației tutelei legale. (Demolombe, VII, No. 628; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, text și nota 42, p. 695; Planiol et Ripert, I, No. 537).

**21.** Dispozițiile art. 455 și 456 c. civ. fr. (399 și 400 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și administrației mamei recăsătorite menținută de către consiliul de familie în tutela copiilor săi minori, de oarece tutela ei are caracterul tutelei dative. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 79; Alexandresco, ed. 2-a, p. 708, nota).

**22.** Fraza din urmă a art. 399 c. civ. rom.: „de nu va dovedi că i-a fost cu neputință a întrebuința acele sume”, lipsește în codul civil francez și în legea



pentru epitropii din 1840 și este luată de legiuitorul nostru din art. 14 al Regulamentului organic al Munteniei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 709).

**23.** In cazul când tutorul va dovedi că în termenul fixat nu a găsit nici un plasament serios pentru excedentul de venituri, el nu va fi obligat la plata de dobânzi. (Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil de tutelle, No. 190; Dalloz, Rép.,

Minor.-tutelle, No. 467; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 709).

**24.** Astăzi tutorul nu mai poate invoca scuza că nu a putut plasa capitalurile minorului de oarece el poate cum-păra efecte publice. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 709, 710).

**25.** A se vedea: art. 390, 400 din codul civil cu notele respective.

**Art. 400.** — Dacă tutorele n'a făcut a se determina de consiliul de familie suma pentru care începe pentru dânsul obligarea de a o întrebuința, el va fi dator, după trecerea termenului expres prin art. precedent, a plăti dobânzile pentru orice sumă neîntrebuințată, ori cât de mică ar fi aceasta. (Civ. 399, 420, 1082, 1088, 1589; Civ. Fr. 456).

*Text. fr. Art. 456.* — Si le tuteur n'a pas fait déterminer par le conseil de famille la somme à laquelle doit commencer l'emploi, il devra, après le délai exprimé dans l'article précédent, les intérêts de toute somme non employée quelque modique qu'elle soit.

#### Doctrină.

**1.** Pentru ca dispozițiile art. 455 și 456 c. civ. fr. (399 și 400 c. civ. rom.) să-și găsească aplicațiunea se cere condițiunea ca să existe un excedent de venituri asupra cheltuelilor făcute cu administrația tutellei. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 364).

**2.** Dispozițiile art. 456 c. civ. fr. (400 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și mamei recăsătorită și menținută de către consiliul de familie în tutela copiilor săi

minori din prima căsătorie, deasemenea și cotutorului său și tatălui și mamei cari nu ar fi tutori legali ci ar fi tutori dativi numiți de către consiliul de familie. (Beudant, II, No. 842; Laurent, V, No. 39; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 703, nota, 707, text și nota 3; Matei Cantacuzino, p. 82; Contra: Demolombe, VII, No. 146, 628, 629, 630, 631; Aubry et Rau, I, § 112, p. 694, 695; Baudry et Chéneaux, IV, No. 314, 473; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1905).

**3.** A se vedea: art. 399 din codul civil cu notele respective.

**Art. 401.** — Tutorele, fie chiar tatăl sau mama, nu poate lua împrumut pentru minore, nici a ipotecă, nici a înstrăina averile lui cele nemișcătoare, mai înainte de a fi împuternicit de către consiliul de familie; o așa împuternicire nu se va putea da decât pentru cauze de mare nevoie, sau de un folos învederat; la întâmplarea dintăi, consiliul de familie nu va da împuternicirea sa decât numai după ce se va constată prin o socoteală în scurt înfățișată de tutore, cum că banii, lucrurile mișcătoare și veniturile minorelui sunt neîndestulătoare; consiliul familiei va însemna în toate cazurile anume averile nemișcătoare, care ar trebui să se vândă mai întâi, precum și condițiunile ce ar socoti mai avantajoase pentru vânzarea lor. (Civ. 402 urm., 416, 429, 430, 454, 462 urm., 951, 952, 1164, 1166, 1308, 1771; Pr. civ. 80, 638 urm., 681 urm.; C. com. 12, 13; L. jud. oc. 42; L. Timbr. 39 § 8; Legea pentru încurajarea construcțiilor de clădiri (Mon. of. 87/921) Art. 5; L. p. regularea și consol. dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 57; L. pentru epitropii din 1840, Art. 59; Civ. Fr. 457).

*Text. fr. Art. 457.* — Le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, sans y être autorisé par un conseil de famille.

Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue, ou d'un avantage évident.

Dans le premier cas, le conseil de famille n'accordera son autorisation qu'après qu'il aura été constaté, par un compte sommaire présenté par le tuteur que les derniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

Le conseil de famille indiquera, dans tous les cas, les immeubles qui devront être vendus de préférence, et toutes les conditions qu'il jugera utiles.

### Bibliografie (continuare).

- DIACONESCU AL, *Observație* sub Trib. Fălticeni, 27 din 8 Ian. 1926, Pand. Rom. 1926, III, 26; *Notă* sub Trib. Fălticeni, 27 din 8 Ian. 1926, Jur. Gen. 1926, No. 461;  
LUNCEANU EMIL, *Notă* sub Judec. Brezoi-Vâlcea, 162 din 10 Nov. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 367;  
VRĂBIESCU G. NICULAE, *Notă* sub C. Apel Craiova s. II, 219/923, Curier Jud. 20/1925.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acceptare 20, 31.  
Act de bună administrație 5.  
Anterioritate 1, 2.  
Antichreză 43.  
Anulare 9, 33, 41.  
Aprecierie suverană 16, 18.  
Arbitri 31.  
Autorizație, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”, „Tribunal”.  
Bani, a se vedea cuvântul: „Capital”.  
Bună credință 13.  
Capital 10, 11, 37, 39.  
Carieră 15, 27.  
Certă datorie 3 quater.  
Cesiune 29, 34.  
Condițiuni 7, 21.  
Conservare 24.  
Consiliu de familie 1—4, 6—9, 11, 13, 14, 16, 18—35, 37—39, 42, 43, 44.  
Control 8, 13.  
Copil minor 1 urm.  
Credință bună 13.  
Credit 4, 5, 6.  
Creditori, a se vedea cuvintele: „Plata datoriilor”.  
Cumpărare, a se vedea cuvântul: „Vindere-cumpărare”.  
Deosebire 1.  
Deschidere de credit 6.  
Dispensă 26.  
Dobândă 7, 15, 17.  
Donațiune 20.  
Embatic 28.  
Epitropii lege 1.  
Executare 3, 10, 32.  
Exigibilitate 3 bis, 3 quater, 15, 17.  
Expropriere 30, 31.  
Folos, a se vedea cuvântul: „Profit”.  
Folosință legală 12.  
Imobil 3 ter, 4, 5, 19, 21—32, 35—36, 38—43.  
Imprumut 3—4, 7—14, 17, 40, 41.  
Inscripție ipotecară 44, 45.  
Instrăinare, a se vedea cuvântul: „Vindere-cumpărare”.  
Insuficiență 10, 12, 37, 39.  
Interes 40.

Intrebuițarea banilor 8 13, 23.  
Ipotecă 3 bis, 3 ter, 38—42, 44, 45.  
Lege pentru epitropii 1.  
Licitație publică 21, 25, 36.  
Mamă 12.  
Mine 27.  
Minoritate 1 urm.  
Mobile lucruri 10, 12, 39.  
Mod de întrebuițare 8, 13, 23.  
Moștenire, a se vedea cuvântul: „Successiune”.  
Necesitate 10, 15, 16, 39.  
Neîndestulare 10, 12, 37, 39.  
Nevoie 10, 15, 16, 39.  
Nulitate 9, 33, 41.  
Ofertă 31.  
Omologare 3—4, 11, 18, 26—31, 33, 34, 35, 38, 39, 42, 44.  
Opozabilitate 5, 35.  
Plata datoriilor 3, 3 bis, 3 quater, 44.  
Pret 21, 22, 31.  
Prezumții 11.  
Proces-verbal 37.  
Profit 3 bis, 9, 17, 18, 39, 40, 41.  
Radiere 44, 45.  
Ratificare 2.  
Redactare 1.  
Renunțare 28.  
Reparații 15.  
Responsabilitate 13.  
Scadență, a se vedea cuvântul: „Exigibilitate”.  
Schimb 35, 36.  
Scutire 26.  
Servitute 28.  
Socoteală scurtă 10, 11, 12, 37, 39.  
Stingere 15.  
Successiune 34.  
Supraveghere, a se vedea cuvintele: „Control”, „Intrebuițarea banilor”.  
Suverană apreciere 16, 18.  
Tată 12, 40.  
Termin 7.  
Transferare 42.  
Tribunal 3—4, 11, 18, 26—31, 33—35, 38, 39, 42, 44.

Tutelă 1 urm.  
Tutelă legală 12, 40.  
Urmărire silită 3, 10, 32.  
Uzufruct 28.  
Uzufruct legal 12.

Valabilitate 5, 35.  
Validare 2.  
Venituri 10, 12, 37, 39.  
Vindere-cumpărare 3 ter, 4, 5, 19—29, 32, 35, 36, 44.

### Doctrină.

**1.** Autorizația consiliului de familie trebuie dată totdeauna înaintea actului de instrăinare. Aceasta rezultă din dispozițiile art. 401 c. civ. rom., care se deosebește în redacția sa de art. 457 correspunzător francez, legiuitorul nostru reproducând dispozițiile art. 59 al legii pentru epitropii din 1840; de asemenea aceasta rezultă și din conținutul art. 405 și 408 c. civ. român. (Alexandresco. ed. 2-a, II, p. 762, nota 2; Matei Cantacuzino, p. 89).

**2.** Se decide însă că consiliul de familie poate să valideze și să ratifice actul făcut de tutore fără autorizația consiliului de familie. (Demolombe, VII, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 741, nota 2, 762, nota 2; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 583).

**3.** Chiar în cazul când tutorul ar contracta un împrumut pentru a plăti pe creditorii minorului cari urmăresc averea acestuia, este necesară autorizarea consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Demolombe, VII, No. 729; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, text și nota 28, p. 709; Laurent, V, No. 94; Baudry et Chéneaux, IV, No. 563; Planiol et Ripert, I, No. 583; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 772, 773 text și nota 1; Comp.: Toullier, II, No. 1223).

**3. bis.** Chiar în cazul când trebuie plătită o datorie ipotecară și exigibilă cu subrogație în profitul împrumutătorului, trebuiesc observate formalitățile prevăzute de art. 457 c. civ. fr. (401 c. civ. rom.). (Daloz, Rep., Minor-tutelle, No. 532; Suppl., Minor-tutelle, No. 519; Contra: Toullier, VII, No. 135).



**3** ter. Incheierea consiliului de familie care autoriză pe tutor să facă un împrumut pentru minor, să ipoteceze sau să vândă averea sa mișcătoare, trebuiește supusă omologării tribunalului. (Merlin, Répertoire, Hypothèque, section 2 § 3, art. 6, No. 2; Questions de droit, Hypothèque, § 4; Demolombe, VII, No. 730; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 437, nota 18; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 23, p. 703; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 531; Suppl., Minor-tutelle, No. 518; Laurent, V, No. 94; Huc, III, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 761, 762, 764, 772; Contra: Loqué, Législation civile, VI, p. 299, 300).

**3** quater. Incheierea consiliului de familie prin care autoriză pe tutor să împrumute în numele minorului pentru a plăti o datorie a acestuia, care este certă și exigibilă, trebuiește supusă omologării tribunalului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 28, p. 709; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 531; Suppl., Minor-tutelle, No. 519; Laurent, V, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 761, 762, 772).

**4**. Tutorul are nevoie de autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului pentru a cumpăra pentru minor un imobil pe credit, de oarece acest contract echivalează cu un împrumut, întrucât vânzătorul rămâne creditor al prețului neplătit. (Taulier, II, p. 66; Laurent, V, No. 60; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 711, nota 1, 773; Comp.: Demolombe, VII, No. 677; Planiol et Ripert, I, No. 585).

**5**. După o a doua părere, cumpărarea unui imobil pe credit în numele minorului, făcută de tutor singur, va fi opozabilă minorului numai în cazul când ea ar constitui un act de bună administrație a patrimoniului lui. (Duranton, III, No. 570; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 65, p. 718; Baudry et Chéneaux, IV, No. 529).

**6**. Chiar pentru deschiderea unui cîmpt la bancă sunt necesare formalitățile cerute de art. 457 c. civ. fr. (401 c. civ. rom.). (Planiol et Ripert, I, No. 583).

**7**. Consiliul de familie are dreptul când autoriză un împrumut în numele minorului să-i fixeze condițiunile cum ar fi: termenul împrumutului, dobânda ce va trebui plătită de minor, etc. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 772; nota 3).

**8**. Consiliul de familie are dreptul să fixeze modul de întrebuintare a banilor împrumutați, putând să însărcineze o anumită persoană cu controlul întrebuintării lor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, text și nota 27 bis, p. 708; Laurent, V, No. 94; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1930; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 772, nota 3).

**9**. Împrumutul contractat fără observarea formalităților prevăzute de art. 457 c. civ. fr. (401 c. civ. rom.) este nuls însă minorul rămâne obligat până la concurența profitului ce a avut din acest împrumut. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 473, nota 18; Marcadé, Art. 457; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 709;

Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 534; Suppl., Minor-tutelle, No. 519; Laurent, V, No. 95; Baudry et Chéneaux, IV, No. 564; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 773; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 583).

**10**. Chiar în cazul când bunurile minorului ar fi urmărite, tutorul este obligat să învedereze necesitatea împrumutului, făcând o socoteală scurtă prin care să arate că banii, lucrurile mișcătoare și veniturile minorului sunt neîndestulătoare. (Demolombe, VII, No. 728; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 437, nota 16; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 709; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 533; Suppl., Minor-tutelle, No. 520; Laurent, V, No. 94; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 764).

**11**. Autorizația consiliului de familie ca tutorul să facă un împrumut în numele minorului, omologată de tribunal, constituie o prezumpțiune că tutorul a prezentat cu această ocaziune socoteala scurtă cerută de art. 457 c. civ. fr. (401 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 520; Laurent, V, No. 94; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 583, nota 1, p. 619).

**12**. Orice tutor, fie el chiar tatăl sau mama și chiar de ar avea folosința legală, este obligat să înfățișeze consiliului de familie socoteala scurtă prin care să arate că banii, lucrurile mișcătoare și veniturile minorului sunt neîndestulătoare. (Demolombe, VII, No. 624; Marcadé, Art. 457; Planiol et Ripert, I, No. 579; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 764, nota 2).

**13**. Împrumutătorul de bună credință nu are nici o responsabilitate de modul de întrebuintare a banilor împrumutați de oare ce el nu este obligat să supravegheze modul de întrebuintare și consiliul de familie nu-i poate impune această obligație. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 521, 522; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 772, nota 3).

**14**. Tutorul nu are dreptul să dea din banii săi proprii avansuri pentru necesitățile minorului, de oarece ar însemna că se împrumută pe sine însuși și art. 457 c. civ. fr. (401 c. civ. rom.) oprește pe tutor să împrumute în numele minorului, fără autorizația consiliului de familie. (Troplong, Du mandat, No. 680; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 584).

**15**. Prin necesitate absolută (mare nevoie din articolul 401 c. civ. rom.) se înțelege de exemplu: pentru a se procura bani de care este nevoie, fie pentru a stinge o datorie cu dobânzi și exigibilă, fie pentru a face reparațiuni urgente, fie pentru a procura o carieră minorului, etc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1197; Comp.: Demolombe, VII, No. 728; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 763, 764).

**16**. Consiliul de familie apreciază în mod suveran cazul de necesitate absolută care îl face pe tutor de a-i cere autorizația. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1197; Planiol et Ripert, I, No. 579).



**17.** Prin folos învederat, se înțelege de exemplu cazul când se găesc cu împrumut bani cu o dobândă mult mai mică de cât datoria care trebuie achitată și care deși nu este la scadență însă creditorul consimte a primi plata înainte de exigibilitatea ei. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1197).

**18.** Consiliul de familie și tribunalul apreciază în mod suveran cazul de folos învederat care îl face pe tutor să ceară autorizația. (Planiol et Ripert, I, No. 579).

**19.** În cazul când vânzarea unui bun nemiscător a fost consimțită de către autorul minorului al cărui moștenitor este el, minorul este obligat să predea imobilul în stăpânirea cumpărătorului, fără să mai îndeplinească formalitățile cerute de art. 457 c. civ. fr. (401 c. civ. rom.) cari sunt cerute numai în cazul când tutorul voește să vândă un imobil al minorului. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 533; Planiol et Ripert, I, No. 580).

**20.** Chiar în cazul când vânzarea unui imobil al minorului se face pentru a aduce la îndeplinire condițiunile unei donațiuni acceptată de tutor în mod legal, trebuiesc făcute formalitățile cerute de art. 457 c. civ. fr. (401 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 533; Laurent, V, No. 90; Planiol et Ripert, I, No. 580).

**21.** Art. 457 partea ultimă din codul civ. fr. (401 partea ultimă c. civ. rom.) nu arată care este natura condițiunilor pe cari consiliul de familie le poate pune cu ocaziunea vânzării bunurilor nemiscătoare ale minorilor. Se decide că una din condițiuni poate fi indicarea imobilului și indicarea aproximativă a prețului imobilului ce urmează să fie vândut și de la care urmează să înceapă licitația. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1197; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 527; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 764, 765; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 579).

**22.** Consiliul de familie are dreptul să fixeze un preț sub care imobilul minorului nu poate fi vândut. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 527; Laurent, V, No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 764).

**23.** Consiliul de familie poate să fixeze modul de întrebuintare a prețului care de cele mai adese ori este determinat de motivul pentru care se vinde imobilul. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 527; Laurent, V, No. 87; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 764).

**24.** Consiliul de familie are dreptul să arate modul de conservare a banilor rezultati din vânzare până la întrebuintarea lor. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 527; Planiol et Ripert, I, No. 579).

**25.** Consiliul de familie nu are dreptul să determine formele în care se va face vânzarea bunurilor imobile ale minorilor, de oarece ele sunt determinate de lege și vânzarea nu se poate face prin

bună înțelegere ci numai prin licitație publică. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1197; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 528).

**26.** Tutorul nu poate fi scutit de făcerea formalităților prevăzute de art. 457—459 c. civ. fr. (401—403 c. civ. rom.). (Demolombe, VII, No. 737 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 704; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 766).

**27.** Ori care ar fi natura bunurilor imobiliare ale minorilor cari urmează a fi vândute, chiar dacă ele ar fi mine sau cariere, este necesară autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Demolombe, VII, No. 735; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 545; Planiol et Ripert, I, No. 580; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 768, nota 3).

**28.** Autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului sunt necesare nu numai pentru vânzarea plinei proprietăți a unui imobil al minorului ci și pentru vânzarea și constituirea oricărui desmembrământ de proprietate cum ar fi: un uzufruct, un embatic, o constituire de servitute asupra unui imobil al minorului, o renunțare la o servitute câștigată în folosul unui imobil al minorului sau la un uzufruct imobiliar aparținând minorului, etc. (Demolombe, VII, No. 735, 742; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 708; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 545; Laurent, V, No. 90; Huc, III, No. 432; Baudry et Chéneaux, IV, No. 569; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1921; Planiol et Ripert, I, No. 580; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 768).

**29.** Deasemenea este necesară autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului, pentru cesiunea de drepturi imobiliare ce aparțin minorului. (Demolombe, VII, No. 735; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 704; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 576; Planiol et Ripert, I, No. 580).

**30.** Autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului nu sunt necesare când este vorba de exproprierea pentru utilitate publică a unui imobil al minorului. (Beudant, II, No. 872; Aubry et Rau, I, § 113, p. 706; Daloz, Rép., Expropriation publique, No. 192 urm.; Suppl., Minor-tutelle, No. 536; Huc, III, No. 433; Baudry et Chéneaux, IV, No. 574; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1920; Planiol et Ripert, I, No. 580; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 770).

**31.** În caz de expropriere a unui imobil al minorului pentru cauză de utilitate publică, tutorul pentru a accepta prețul oferit de administrația expropriantă, are nevoie de autorizația tribunalului; însă pentru a respinge oferta de preț făcută și pentru a merge înaintea arbitrilor pentru a se fixa indemnitatea de expropriere, tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 706; Daloz, Rép., Expropriation publique, No. 502; Suppl., Minor-tutelle, No. 536;



Planiol et Ripert, I, No. 580; Comp.: Laurent, V, No. 92; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 516).

**32.** Când un creditor urmărește un imobil al minorului, nu este nevoie de autorizația consiliului de familie pentru vânzarea acestui imobil. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 546; Suppl., Minor-tutelle, No. 535; Planiol et Ripert, I, No. 580; Nacu, I, p. 627).

**33.** Neobservarea prescripțiilor prevăzute de lege, aduce, în principiu, nulitatea vânzării care trebuie considerată ca neautorizată. (Planiol et Ripert, I, No. 579).

**34.** Pentru cesiunea de drepturi succesoriale cuvenite minorilor, când în aceste drepturi sunt cuprinse și bunuri imobiliare nu se poate face de cât potrivit regulilor prevăzute de art. 457 și urm. c. civ. fr. (401 și urm. c. civ. rom). (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 576; Planiol et Ripert, I, No. 580).

**35.** Pentru valabilitatea unui schimb al unui imobil al unui minor contra unui alt imobil, trebuie, ca și la vânzare, autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Demolombe, VII, No. 737; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 545; Suppl., Minor-tutelle, No. 537; Planiol et Ripert, I, No. 580; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 517, 518; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, p. 768; Matei Cantacuzino, p. 89).

**36.** După altă părere, nu se poate face un schimb cu imobilul minorului de oarece schimbul este o înstrăinare și întrucât înstrăinarea bunurilor minorului nu se poate face de cât prin licitație. Schimbul exclude posibilitatea unei licitații. (Nacu, I, p. 628).

**37.** Consiliul de familie trebuie să ceară de la tutor o socoteală sumară care să probeze că banii și veniturile disponibile ale minorului sunt neîndestulătoare; consiliul de familie trebuie să constate în procesul său verbal de deliberare că tutorul a înfățișat această socoteală. (Planiol et Ripert, I, No. 579).

**38.** Constituirea unei ipoteci convenționale asupra unui imobil al minorului, chiar atunci când datoria ce trebuie garantată a fost contractată mai înainte de către tutor cu autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului, trebuie de asemenea autorizată și omologată. (Duranton, XIX, No. 348; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 707, 708; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 535; Suppl., Minor-tutelle, No. 523; Laurent, V, No. 93; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 771).

**39.** Pentru constituirea unei ipoteci asupra unui imobil al minorului, este necesară autorizația consiliului de familie cu condițiunea ca să se constate cauza de mare nevoie sau folosul învederat și să se constate prin o socoteală scurtă prezentată de tutor, că banii, lucrurile mișcătoare și veniturile minorului sunt ne-

îndestulătoare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1197; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 707, 708; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 771; Comp.: Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 537).

**40.** Constituirea unei ipoteci asupra unui imobil al minorului, nu poate să aibă loc de cât pentru interesul minorului; tatăl, tutor legal, nu ar putea ipoteca un imobil al minorului pentru a garanta un împrumut contractat în interesul său personal. (Huc, III, No. 425; Planiol et Ripert, I, No. 581).

**41.** Chiar în cazul când împrumutul a folosit minorului, ipoteca constituită asupra unui imobil al minorului fără îndeplinirea formalităților cerute de lege este nulă. (Duranton, XIX, No. 348; Demolombe, VII, No. 739; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 536).

**42.** Transferarea unei ipoteci de pe un imobil al minorului pe alt imobil tot al său, nu se poate face fără autorizarea consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 708; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 538; Suppl., Minor-tutelle, No. 525; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 771).

**43.** Autorizația consiliului de familie este necesară pentru ca tutorul să dea în anticheză un imobil al minorului. (Demolombe, VII, No. 742; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 708; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 509; Suppl., Minor-tutelle, No. 525; Planiol et Ripert, I, No. 580; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 768, 771; Nacu, I, p. 631).

**44.** Tutorul are dreptul singur, fără vre-o autorizație să radieze o inscripție ipotecară constituită în favoarea minorului, în cazul când va primi banii dați cu ipotecă. (Demolombe, VII, No. 661; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 221, nota 13, p. 436; Troplong, Privilèges et hypothèques, III, No. 738; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 138 bis, IV; Huc, XIII, No. 374; Guillouard, Privilèges et hypothèques, III, No. 1421; Baudry et Chéneaux, IV, No. 523; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, III, No. 1829; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 730, nota 5, 771, nota 3).

**45.** Tutorul nu poate singur să radieze o inscripție ipotecară constituită în favoarea minorului, în cazul când nu ar primi banii, de oarece în caz contrar ar însemna să aibă voce singur să facă o înstrăinare. (Demolombe, VII, No. 666; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 138 bis, IV; Troplong, Privilèges et hypothèques, III, No. 738 bis; Guillouard, Privilèges et hypothèques, III, No. 1425; Huc, XIII, No. 376; Baudry et Chéneaux, IV, No. 612; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, III, No. 1845; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 771; Contra: Mourlon, ed. 7-a, III, No. 1596).

**46.** A se vedea: art. 402, 403, 404 și 1771 din codul civil cu notele respective.



## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Potrivit articolului 148 din legea agrară tutorul poate înstrăina toate proprietățile rurale ale minorului prin bună învoială, fără îndeplinirea altor formalități decât încuviințarea tribunalului, garantându-se banii proveniți din înstrăinare conform dispozițiilor codului civil. (C. Ap. Craiova II. 219/923, Curier Jud. 20/1925).

2. Derogarea prevăzută de art. 148 al legii agrare, după care vânzările porțiunilor rămase neexpropriate se vor putea face fără formalitățile prevăzute de art. 1252 și 401 c. civ. (adică, de soție sau tutore, numai cu încuviințarea tribunalului) trebuie interpretată în sensul restrictiv prevăzut de art. precedent 147, adică numai în cazul când vânzarea se face Casei Centrale de improprietare, în scopul de a se împărți terenurile cumpărate, sătenilor cu titlu de noui improprietării, acesta fiind unicul scop pentru care s'a prevăzut derogatiunea de mai sus. (Cas. I, 564 din 3 Martie 1925, Pand. Săpt. 3/1925).

3. *In fapt:* Recurentul, în calitate de curator al fiului său absent, a introdus acțiune în anularea actului de vânzarea unei vii aparținând minorului și intervenită între procuratorul minorului și intimat, pe baza unei procuri dată în timpul minorității. Instanța de fond a respins acțiunea pe considerațiunea că, deși procura în discuțiune a fost dată în timpul minorității fără paza formelor legale, vânzarea, pe baza ei este însă valabilă, deoarece a intervenit la o epocă când fostul minor devenise major. Soluția instanței de fond nu a fost primită de Inalta Curte.

*In drept:* Potrivit disp. art. 401 codul civil, un minor nu poate înstrăina un bun din averea sa imobilă, decât cu respectarea formelor prevăzute de lege.

Deci, minorul în timpul minorității sale neputând conferi prin procura dată recurentului imputernicirea ca acesta să vândă via în discuțiune, urmează că convențiunea de vânzare făcută în baza mențiunii procuri, fără paza formelor legale, — adică cu autorizarea consiliului de familie și prin licitație publică, deși încheiată în timpul când proprietarul bunului vândut devenise major, este lovită de nulitate, din moment ce nu se constată de Tribunal că dânsul ar fi declarat după ajungerea sa la majorat, de valabilă procura dată în cauză, sau că ar fi ratificat vânzarea în chestiune.

Această nulitate relativă a vânzării în chestiune a putut-o invoca recurentul, în numele proprietarului absent, în calitatea sa de curator al absentului. (Cas. I, dec. 1131 din 5 Mai, 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1623).

4. Vânzarea unui bun nemișcător a-

parținând unui minor, chiar emancipat, fără săvârșirea formelor speciale prevăzute de art. 401 c. civil, face ca acel act să poată fi dărâmat în folosul minorului pentru lipsă de forme, independent de orice leziune. (Trib. Tecuci, 194 din 8 Mai 1925, Dreptul 28/1925).

5. Formalitățile art. 430, 401 și 403 fiind prescise de legiuitor din cauza importanței vânzărilor bunurilor imobiliare ale minorilor și în scopul de a garanta pe minori de orice prejudiciu, urmează de aci că ele sunt create chiar pentru validitatea actului și ca atare singura neîndeplinire a lor, atrage nulitatea actului conf. art. 1157 comb. cu 1163, în lipsa oricărui prejudiciu, nulitatea a cărei sancțiune rezultă din caracterul prohibitiv al prescripțiilor legii.

Art. 951 relativ la anularea actului făcut de minori în caz de leziune, se referă la acele acte pentru validitatea cărora legea cere numai intervenția tutorului sau asistența curatorului precum sunt obligațiunile personale luate de minor, iar nu și la înstrăinările de bunuri nemișcătoare supuse la formalitățile speciale și a căror neobservare atrage nulitatea actului în afară de orice prejudiciu. (Jud. oc. Brezoiu-Vâlcea. Cart. de judecată civilă No. 162 din 10 Noembrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 367).

6. Vânzarea averii unui minor e bine făcută când consiliul de familie și tribunalul au autorizat-o. (Trib. Buzău, s. II, 499 din 18 Dec. 1925, Pand. Săpt. 9/1926).

7. Din examinarea dispozițiilor art. 430 combinate cu art. 401 și 403 c. civ., rezultă că vânzarea bunurilor imobiliare fie chiar ale minorului emancipat nu se poate face decât cu paza formelor expres prevăzute de zisele articole. Aceste formalități fiind prescise de legiuitor în scop de a garanta pe minor de orice vătămare, concluzia logică este că ele sunt create chiar pentru validitatea actului și deci neîndeplinirea lor atrage nulitatea actului — nulitate a cărei sancțiune rezultă din caracterul prohibitiv al prescripțiilor legii.

Dispozițiunile art. 951 c. civ., după care minorul nu poate ataca angajamentul său, pentru cauză de incapacitate, decât în caz de leziune, se referă la actele pe care minorul indiferent dacă este emancipat sau nu, poate să le facă și pentru care legea n'a cerut decât o simplă intervenție a tutorului sau asistența curatorului și pe care dânsul le-a făcut în lipsa acestora, iar nu și la actele pe care legiuitorul în interesul minorului le-a supus la anumite formalități și a căror neobservare atrage nulitatea. Astfel textul art. 1163 c. civ., arată formal că minorul are această acțiune în anulare și nu este în contradicție cu dispozițiunile mai sus arătate. În speță fiind constatat, că reclamantul Gh. Fotino a vândut imobilul său părâtului Max Hollinger, în timpul când era minor și fără a fi fost indepli-



nite formalitățile prevăzute de lege, tribunalul a admis acțiunea, anulând actul. (Trib. Fălticeni, 27 din 8 Ian. 1926, Pand. Rom. 1926, III, 26).

8. Leziunea este cerută ca o condițiune a rescindabilității contractului încheiat de un minor, numai în acele acte cari intră în puterea de administrație a tutorului, adică acele pe care el le poate face singur, fără autorizație sau alte formalități, astfel că este anulabilă, ca fiind contrac-

tată de o persoană incapabilă, în afară de orice noțiune de leziune, vânzarea care întrecând puterile de administrație ale tutorului, este supusă autorizării consiliului de familie, cu omologarea tribunalului și celelalte condițiuni de formă, ca cele cerute pentru vânzarea prin licitație publică. (C. Apel Iasi, s. II, 9 Februarie 1926, Dreptul 13/1926).

9. A se vedea: art. 1157, notele 3 și 4.

**Art. 402.** — Hotărârile consiliului de familie atingătoare de acest obiect, nu se vor pune în lucrare decât după ce tutorele va fi cerut și dobândit aprobarea tribunalului, care va decide în cameră secretă, ascultând și concluziunile procurorului. (Civ. 368, 395, 401, 404, 454; Pr. civ. 80, 81, 639 urm., 682 urm.; L. jud. oc. 42; Legea din 29 Octombrie 1877; L. Timbr. 39 § 8; L. pentru regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 57; L. pentru epitropii din 1840, Art. 60; Civ. Fr. 458).

*Text. fr. Art. 458.* — Les délibérations du conseil de famille relatives a cet objet, ne seront exécutées qu'après que le tuteur en aura demandé et obtenu l'homologation devant le tribunal de première instance, qui y statuera en la chambre du conseil, et après avoir entendu le procureur du Roi.

### Bibliografie (continuare).

VRĂBIESCU G. NICOLAE, *Notă sub C. Apel Craiova s. II, 219/923, Curier Jud. 20/1925.*

### Doctrină.

1. Incheierea consiliului de familie care autoriză pe tutor să facă un împrumut pentru minor, să ipotecheze sau să vândă averea sa nemișcătoare, trebuie supusă omologării tribunalului. (Merlin, Répertoire, Hypothèque, section 2 § 3, art. 6, No. 2; Questions de droit, Hypothèque, § 4; Demolombe, VII, No. 730; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 437, nota 18; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, text și nota 23, p. 707; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 531; Suppl., Minor-tutelle, No. 518; Laurent, V, No. 94; Huc, III, No. 427; Baudry et Chéneaux, IV, No. 563; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1930; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 771; Contra: Loqué, Legislation civile, VI, p. 299, 300 (după care omologarea justiției se cere numai în cazul de instrăinarea imobilelor).

2. Incheierea consiliului de familie prin care se autoriză pe tutor să împrumute în numele minorilor pentru a plăti o datorie a acestuia, care este certă și exigibilă, trebuie supusă omologării tribunalului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 28, p. 709; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 531; Suppl., Minor-tutelle, No. 519; Laurent, V, No. 95).

3. Ori care ar fi natura bunurilor imobiliare ale minorilor cari trebuie vândute, chiar dacă ele ar fi mine sau ca-

riere, este necesară autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Demolombe, VII, No. 735; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 545).

4. Tribunalul nu are dreptul să modifice încheierea consiliului de familie și să autorizeze altă măsură de cât aceea aprobată de consiliu; tribunalul trebuie să se refuze omologarea și în acest caz vânzarea nu poate avea loc. (Demolombe, VII, No. 749 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 703, 704; Huc, III, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 765; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 579).

5. Tribunalul nu are dreptul, de exemplu, să admită vânzarea altor bunuri de cât cele aprobate de consiliul de familie sau să admită un împrumut în loc de vânzarea imobilului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 703, 704; Huc, III, No. 427; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 765, nota 1; Contra: Laurent, V, No. 88).

6. Omologarea tribunalului are loc în camera de consiliu, iar nu în ședință publică pentru a nu se compromite interesele minorului prin discuțiunea afacerilor acestuia în public. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 764).

7. Concluziile procurorului vor fi date în scris conform art. 693 pr. civilă română, în urma comunicării dosarului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 764, nota 4).

8. Tribunalul competent să omologe

încheierea consiliului de familie este acel al domiciliului minorului iar nu acel al situațiunii bunurilor. (Demolombe, VII, No. 731; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 703; Chauveau sur Carré, Lois de la procédure, V, partea II, Question No. 2501, Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 762).

9. A se vedea: art. 401 și 1771 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Lipsa procurorului în instanța civilă nu poate fi invocată decât de minorii lezați. (Cas. I, 2066 din 21 Septembrie 1925, Pand. Săpt. 6/1926).

2. Comisiile arbitrale fiind instanțe speciale nu-i nevoe de prezența procurorului în caz când sunt și minori. (Cas. I, 3032 din 30 Oct. 1925, Pand. Săpt. 17/1926).

3. Neparticiparea ministerului public în pricinile ce privesc pe minori, nu poate să fie invocată de partea capabilă, ci numai de minori. Pe lângă aceasta, participarea ministerului public este cerută numai în afacerile din ședință publică sau în camera de consiliu, iar nu în lucrările în afară de tribunal, unde art. 83 pr. civ., arată că ele se vor face fără chemarea ministerului public, excepția fiind numai pentru cercetarea locală făcută de complotul tribunalului, care după art. 226 pr. civ., se va face fiind față și ministerul public. (Trib. Dâmbovița, s. II, 345 din 26 Noembrie 1925, Pand. Săpt. 30/1925).

**Art. 403.** — Vânzarea se va face publică prin licitațiune în tribunal, în ființa tutorelui, și după ce se vor face legiuitele publicațiuni.

La caz când vânzarea nu s'ar putea face înaintea tribunalului, atunci el va orându-i pe un judecător supleant sau pe subprefectul respectiv spre a o săvârși la fața locului. (Civ. 395, 396, 401, 402, 454, 1164, 1166, 1308; Pr. civ. 682 urm., 685 urm., 689 urm.; C. p. 330, 351; L. Timbr. 44 § 2, 61—a; L. pentru epitropii din 1840, Art. 61; Civ. Fr. 459).

*Text. fr. Art. 459.* — La vente se fera publiquement, en présence du subrogé tuteur, aux enchères qui seront reçues par un membre du tribunal de première instance, ou par un notaire à ce commis, et à la suite de trois affiches apposées, par trois dimanches consécutifs, aux lieux accoutumés dans le canton.

Chacune de ces affiches sera visée et certifiée par le maire des communes où elles auront été apposées.

### Bibliografie (continuare).

- DIACONESCU ALEX., *Observație* sub Trib. Fălticeni, 27 din 8 Ian. 1926, Pand. Rom. 1926, III, 26; *Notă* sub Trib. Fălticeni 27 din 8 Ianuarie 1926, Jur. Gen. 1926 No. 461; LUNCEANU EMIL, *Notă* sub Judec. Brezoi-Vâlcea, 162 din 10 Nov. 1925, Jur. Gen. 1926, No. 367; VRĂBIESCU G. NICOLAE, *Notă* sub C. Apel Craiova s. II, 219/1923, Curier Jud. 20/1925.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Anulare, a se vedea cu-vântul: „Nulitate”.  
Autorizare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.  
Bună credință 8.  
Comisiune rogatorie 3.  
Confirmare 12.  
Consiliu de familie 1, 3, 4, 5, 7, 8.  
Copil minor 1 urm.  
Credință bună 8.  
Despăgubiri 2, 11.  
Dovadă 9.  
Folos 7, 8.  
Imobile 1-5 bis, 7-14.  
Imprumut 6.  
Interes 2, 6.  
Județ 3.  
Leziune 10.

Licitație publică 1-5.  
Majoritate 9, 11, 12.  
Minoritate 1 urm.  
Necesitate 7, 8.  
Nevoe mare 7, 8.  
Nulitate 2, 6, 7, 9-14.  
Omologare 3, 4, 5.  
Prejudeciu 8.  
Prescripție 13, 14.  
Probă 9.  
Profit 7, 8.  
Ratificare 12.  
Schimb 5, 5 bis.  
Servitute 4.  
Terțe persoane 8.  
Tribunal 3, 4, 5.  
Tutelă 1 urm.  
Valabilitate 8.  
Vânzare 1 urm.

### Doctrină.

1. Consiliul de familie nu are dreptul să determine formele în care urmează să se facă vânzarea bunurilor imobiliare, de oarece ele sunt determinate de lege și vânzarea nu se poate face prin bună înțelegere ci numai prin licitație publică. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1197; Dalloz. Rép. Suppl., Minor-tutelle, No. 528; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 765).

2. Vânzarea prin licitație publică a imobilului minorului trebuie făcută în prezența tutorelui; în cazul când vânzarea prin licitație a avut loc în lipsa tutorelui, deși art. 403 c. civ. român și 682 pr. civ., cere prezența sa, vânzarea va



putea fi anulată după cererea minorului, în afară de despăgubirile pe care minorul le-ar putea cere de la tutorul său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 765).

3. În cazul când imobilul ce urmează a se vinde prin licitație se află în alt județ, tribunalul care a omologat încheierea consiliului de familie, va interveni prin comisiune rogatorie la tribunalul situației bunului pentru a face vânzarea. (Chauveau sur Carré, Lois de la procédure, V, partea II, p. 1447; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 766, nota).

4. Pentru constituirea unei servituți asupra unui imobil proprietatea minorului nu se vor îndeplini formalitățile cerute de art. 459 c. civ. fr. (403 c. civ. rom.) ci este de ajuns autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Demolombe, VII, No. 737; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 545; Planiol et Ripert, I, No. 582; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 768).

5. Pentru efectuarea schimbului unui imobil al minorului contra unui alt imobil, nu se pot îndeplini formalitățile prevăzute de art. 459 c. civ. fr. (403 c. civ. rom.) pentru vânzarea imobilelor minorilor, ci în acest caz este de ajuns autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Valette sur Proudhon, II, p. 384; Demolombe, VII, No. 737; Beudant, II, No. 872; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 221, nota 21; Aubry et Rau, I, § 113, text și nota 18, p. 704; 705; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 545; Suppl., Minor-tutelle, No. 537; Guillouard, Vente, II, No. 920; Baudry et Chéneaux, IV, No. 568; Planiol et Ripert, I, No. 582; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 768, text și nota 4; Nacu, I, p. 628; Matei Cantacuzino, p. 89).

5 bis. După o altă părere, schimbul imobilelor minorului nu este nici odată permis tutorului. (Laurent, V, No. 90).

6. Imprumuturile, vânzările, etc., cari au loc fără îndeplinirea formalităților prevăzute de art. 457 urm. c. civ. fr. (401 urm. c. civ. rom.) sunt atinse de nulitate relativă în interesul minorului. (Demolombe, VII, No. 737 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 704; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 549; Suppl., Minor-tutelle, No. 539; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 766, text și nota 1; Matei Cantacuzino, p. 90).

7. În cazul când consiliul de familie nu ar constata în deliberarea sa existența unei nevoi mari sau un folos învederat pentru minor, vânzarea unui imobil al minorului, făcută în aceste împrejurări este nulă. (Demolombe, VII, No. 737 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 704; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 840; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 579; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 766, text și nota 1; Matei Cantacuzino, p. 90).

8. Dacă în încheierea consiliului de familie se prevede existența unei nevoi mari sau unui folos învederat pentru minor, chiar dacă în realitate ele nu ar

exista, vânzarea imobilului minorului nu poate fi anulată în prejudiciul unui terț cumpărător de bună credință. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 704; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 540; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 767, nota 1; Contra: Laurent, V, No. 92; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 579).

9. Când minorul, devenit major, cere anularea unei vânzări a unui imobil al său care a avut loc în timpul minorității, dovada că vânzarea a avut loc cu respectarea regulilor prevăzute de lege, trebuște s'o facă cumpărătorul, prin excepție de la regulile generale. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 555; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 767).

10. Anularea unei vânzări a unui imobil al minorului pentru neîndeplinirea formalităților cerute de art. 457 urm. c. civ. fr. (401 urm. c. civ. rom.) se poate cere numai de minor independent de orice leziune. (Demolombe, VII, No. 823; XXIX, No. 88; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 704; Laurent, V, No. 101; XVI, No. 35; Huc, III; No. 427; Baudry et Chéneaux, IV, No. 591; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 699, 759, 766, 767; Matei Cantacuzino, p. 90).

11. Minorul ajuns la majoritate va putea cere pe lângă anularea vânzării pe cale de acțiune principală, pentru neîndeplinirea formalităților cerute de lege, și daune în contra tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 679, 680, 766).

12. Minorul ajuns la majoritate, poate ratifica vânzarea unui imobil al său efectuată de tutor în timpul minorității sale, fără îndeplinirea formalităților cerute de lege. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 541; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 767, nota 1).

13. Acțiunea minorului în anularea bunurilor sale, făcută de tutor, fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, se prescrie după o părere prin trecere de treizeci ani potrivit dispozițiilor art. 2262 c. civ. fr. (1890 c. civ. rom.), de oarece dispozițiile art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea de cât la actele făcute de însuși minorul. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 742; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 767).

14. După o altă părere, acțiunea în anularea vânzării bunurilor minorului, făcută de tutor, fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, se prescriu prin trecere de zece ani conform dispozițiilor art. 1304 c. civ. fr. (1900 c. civ. rom.). (Laurent, XIX, No. 20, 21, 44; Huc, VIII, No. 196).

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Dispozițiile art. 403 din codul civil, se referă numai la vânzările voluntare imobiliare făcute de tutor, iar nu și la vânzările silitate ale imobilelor minorului.



(Cas. II, 520 din 16 Noembrie 1923, Dreptul 21/1925).

2. Derogarea prevăzută de art. 148 al legii agrare, după care vânzările porțiunilor rămase neexpropriate se vor putea face fără formalitățile prevăzute de art. 1252 și 401 c. civ. (adică, de soție sau tutore, numai cu încuviințarea tribunalului) trebuie interpretată în sensul restrictiv prevăzut de art. precedent 147, adică numai în cazul când vânzarea se face Casei Centrale de împroprietărire, în scopul de a se împărți terenurile cumpărate, sătenilor cu titlu de noi împroprietăriți, acesta fiind unicul scop pentru care s'a prevăzut derogățiunea de mai sus. (Cas. I, 564 din 3 Martie 1925, Pand. Săpt. 3/1925).

3. Formalitățile art. 430, 401 și 403 fiind prescrise de legiuitor din cauza importanței vânzărilor bunurilor imobiliare ale minorilor și în scopul de a garanta pe minori de orice prejudiciu, urmează de aci că ele sunt create pentru validitatea actului și ca atare singura neîndeplinire a lor, atrage nulitatea actului conf. art. 1157 comb. cu 1163. în lipsa oricărui prejudiciu, nulitate a cărui sancțiune rezultă din caracterul prohibitiv al prescripțiilor legii.

Art. 951 relativ la anularea actului făcut de minori în caz de leziune, se referă la acele acte pentru validitatea cărora legea cere numai intervenția tutorului sau asistența curatorului precum sunt obligațiunile personale luate de minor, iar nu și la înstrăinările de bunuri nemisțătoare supuse la formalități speciale și a căror neobservare atrage nulitatea actului în afară de orice prejudiciu. (Jud. oc. Brezoiu-Vâlcea, Cart. de jude-

cată civilă No. 162 din 10 Noembrie 1925, Jur. Gen. 1926. No. 367).

4. Din examinarea dispozițiilor art. 430 combinate cu art. 401 și 403 c. civ., rezultă că vânzarea bunurilor imobiliare fie chiar ale minorului emancipat nu se poate face decât cu paza formelor expres prevăzute de zisele articole. Aceste formalități fiind prescrise de legiuitor în scop de a garanta pe minor de orice vătămare, concluzia logică este că ele sunt create chiar pentru validitatea actului și deci neîndeplinirea lor atrage nulitatea actului — nulitate a cărei sancțiune rezultă din caracterul prohibitiv al prescripțiilor legii.

Dispozițiunile art. 951 c. civ., după care minorul nu poate ataca angajamentul său, pentru cauză de incapacitate, decât în caz de leziune, se referă la actele pe care minorul indiferent dacă este emancipat sau nu, poate să le facă și pentru care legea n'a cerut decât o simplă intervenție a tutorului sau asistența curatorului și pe care dânsul le-a făcut în lipsa acestora, iar nu și la actele pe care legiuitorul în interesul minorului le-a supus la anumite formalități și a căror neobservare atrage nulitatea. Astfel textul art. 1163 c. civ., arată formal că minorul are această acțiune în anulare și nu este în contradicție cu dispozițiunile mai sus arătate. În speță fiind constatat, că reclamantul Gh. Fotino a vândut imobilul său părâtului Max Hollinger, în timpul când era minor și fără a fi fost îndeplinite formalitățile prevăzute de lege, Tribunalul a admis acțiunea, anulând actul. (Trib. Fălticeni, 27 din 8 Ian. 1926, Pand. Rom. 1926, III. 26).

5. A se vedea: art. 1157, nota 4 din codul civil.

**Art. 404.** — Formele cerute prin art. 401 și 402, pentru înstrăinarea bunurilor minorei, nu se vor aplica nici de cum la cazul când o asemenea vânzare prin licitațiune va fi fost ordonată prin o sentință judecătorească, după cererea unui coproprietar.

Însă, în acest caz, licitațiunea nu se va putea face decât după formele stabilite prin art. precedent; străinii vor fi neapărat admiși la licitațiune. (Civ. 395, 396, 409, 454, 733, 736, 747 urm., 1388 urm., 1389, 1826 urm.; Pr. civ. 682, 949; L. pentru epitropii din 1840, Art. 62; Civ. Fr. 460).

*Text. fr. Art. 460.* — Les formalités exigées par les articles 457 et 458, pour l'aliénation des biens du mineur, ne s'appliquent point au cas où un jugement aurait ordonné la licitation sur la provocation d'un copropriétaire par indivis.

Seulement, et en ce cas, la licitation ne pourra se faire que dans la forme prescrite par l'article précédent: les étrangers y seront nécessairement admis.

### Doctrină.

1. În cazul când licitația bunurilor în care minorul are o parte indiviză este provocată de un coproprietar al minoru-

lui, tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a lua parte la licitație în numele minorului, însă străinii vor trebui admiși la licitație. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1198; Dalloz, Rép., Mi-



nor-tutelle, No. 546; Successions, No. 1591; Suppl., Minor-tutelle, No. 534; Planiol et Ripert, I, No. 580; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 769; Nacu, I, p. 627).

2. In cazul când licitația bunurilor, în care minorul are o parte indiviză, este provocată de către tutorul minorului, el are nevoie de autorizația consiliului de familie. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 546; Suppl., Minor-tutelle, No. 508, 534).

3. Încheierea consiliului de familie prin care se autoriză tutorul să provoace o împărțeală și o licitație a bunurilor indivize în numele minorului, trebuiește supusă omologării tribunalului. (Marcadé, Art. 460; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 20, p. 705; Daloz, Rép., Successions, No. 1792; Suppl., Minor-tutelle, No. 534; Huc, III, No. 435).

4. După o altă părere, încheierea consiliului de familie prin care se autoriză tutorul să provoace o împărțeală și o licitație a bunurilor indivize în numele

minorului, nu are nevoie de omologarea tribunalului. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 534).

5. Înstrăinările forțate ale imobilelor minorilor, făcute după cererea unui creditor care a dobândit o hotărâre judecătorească în contra minorului, nu trebuiesc autorizate de consiliul de familie, de oare ce acesta nu se poate opune la executare. (Beudant, II, No. 872; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1198; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 706; Laurent, V, No. 92; Huc, III, No. 433; Baudry et Chéneaux, IV, No. 573; Planiol et Ripert, I, No. 580; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 769, 770; Nacu, I, p. 627).

6. Prin străini cari trebuiesc admiși la licitație, în sensul art. 404 și 1389 c. civ. român, se înțeleg toți acei cari nu sunt coproprietari ai imobilului care se vinde. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 769; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1198).

7. A se vedea: art. 401 și 409 din codul civil cu notele respective).

**Art. 405.** — Tutorele nu va putea primi, nici refuză o moștenire căzută minorei, fără a avea mai întâiu autorizarea consiliului de familie. Primirea nu se va face decât cu beneficiu de inventariu<sup>1)</sup>. Civ. 357 urm., 406, 687 urm., 695 urm., 704, 713, 751, 752, 841; Pr. civ. 702 urm.; L. jud. oc. 42; L. pentru epitropii din 1840, Art. 62; Civ. Fr. 461).

*Text. fr. Art. 461.* — Ce tuteur ne pourra accepter ni répudier une succession échue au mineur, sans une autorisation préalable du conseil de famille. L'acceptation n'aura lieu que sous bénéfice d'inventaire.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO DEM., *Observație sub Trib. Avignon (Vaucluse)*, 11 Ian. 1921, Pand. Rom. 1925, III, 24;

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 47.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Abandonarea succesiunii 7, 8.	Legat cu titlu universal 2, 7, 8, 12, 14.
Acceptarea succesiunii 1-5, 7-14, 16, 17.	Legat particular 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12.
Anterioritate 12.	Legat universal 2, 12, 14.
Anulare 8, 12, 15.	Minoritate 1 urm.
Autorizare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.	Mobile lucruri 6.
Beneficiu de inventar 1, 7, 8, 11, 14, 16.	Nalitate 8, 12, 15.
Condițiune 2.	Omologare 8, 10.
Confirmare 13.	Oneroasă acceptare 1.
Consiliu de familie 1, 2, 3, 5-10, 12, 13, 15, 16, 17.	Profit 13.
Copil minor 1 urm.	Raport succesoral 1.
Creditori 7, 8.	Ratificare 13.
Deliberare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.	Renunțare la succesiune 2, 3, 9, 10, 12, 13, 15, 17.
Donațiune 5.	Revenire 11.
Folos 13.	Sarcinile legatelor 2, 3.
Imobil 6, 10.	Succesiune, a se vedea cuvântul: „Legat” și 1, 2, 7-17.
Judecător de ocol, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.	Testament, a se vedea cuvântul: „Legat”.
	Tribunal 8, 9, 10, 17.
	Tutelă 1 urm.
	Urgență 17.
	Validare 13.

### Doctrină.

1. Tutorul nu poate accepta o succesiune în numele minorului de cât cu autorizația consiliului de familie și sub beneficiu de inventar; cu toate că acceptarea unei succesiuni în numele minorului se face sub beneficiu de inventar, totuși trebuiește și autorizația consiliului de familie, de oarece succesiunea chiar acceptată în asemenea condițiuni poate fi oneroasă pentru minor cum ar fi în cazul când fiind obligat la raport, sumele primite de minor ar întrece partea ce i se cuvine din succesiune. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1191; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 495; Suppl., Minor-tutelle, No. 495; Planiol et Ripert, I, No. 573; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 742; Nacu, I, p. 619; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 513).

2. Trebuiesc autorizate de consiliul de

<sup>1)</sup> Asupra „beneficiului de inventar” a se vedea dispozițiunile art. 713, Codul civil.

familie nu numai acceptarea și renunțarea la o succesiune ab intestat deschisă minorului în virtutea legii ci și acceptarea și renunțarea unui legat universal sau cu titlu universal, fie ele constituite cu sau fără sarcine sau condițiuni. (Proudhon, Usufruit, I, No. 138; Duranton, III, No. 581; Demolombe, VII, No. 703, 708; Beudant, II, No. 862; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 438; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 699; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 495; Suppl., Minor-tutelle, No. 495; Laurent, V, No. 73, 82; Huc, III, No. 436, 440; Baudry et Chéneaux, IV, No. 548, 554; Planiol, I, No. 1925; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 743; Matei Cantacuzino, p. 87; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 573, 574; Nacu, I, p. 622, 623).

**3.** Trebuiește de asemenea autorizată de consiliul de familie, primirea sau refuzarea legatelor particulare cu sarcine căzute minorului. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 495; Suppl., Minor-tutelle, No. 503; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 574; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 512; Nacu, I, p. 622, 623).

**4.** Legatele particulare fără sarcine făcute minorului, după o părere, sunt acceptate de tutor, fără autorizația consiliului de familie. (Demolombe, VII, No. 703, 708; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 11, p. 699; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 495; Suppl., Minor-tutelle, No. 503; Planiol, I, No. 1925; Planiol et Ripert, I, No. 574).

**5.** După o altă părere, toate legatele particulare făcute minorului trebuiește acceptate de tutor, ca și donațiunile, cu autorizațiunea consiliului de familie. (Beudant, II, No. 862; Laurent, V, No. 73, 82; Huc, III, No. 437, 440; Baudry et Chéneaux, IV, No. 548, 554; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 743, 749; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 574; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 512; Nacu, I, p. 622, 623).

**6.** Predarea unui legat, a unui bun mișcător făcut minorului se va cere de către tutor cu autorizația consiliului de familie. (Duranton, III, No. 582; Demolombe, VII, No. 708; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 11, p. 699; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 504; Suppl., Minor-tutelle, No. 503; Planiol et Ripert, I, No. 574; Comp.: Laurent, V, No. 82; Baudry et Chéneaux, IV, No. 554; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 512; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 743, nota 3).

**7.** Abandonarea tuturilor bunurilor succesiunii, creditorilor și legatarilor, în conformitate cu art. 802 c. civ. fr. (713 c. civ. rom.), după ce succesiunea fusese acceptată sub beneficiu de inventar de către tutor, se face tot cu autorizația consiliului de familie. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 499; Suppl., Minor-tutelle, No. 498; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 573).

**8.** Dacă abandonarea tuturilor bunurilor succesiunii, creditorilor și legatarilor în conformitate cu dispozițiile art. 802 c. civ. fr. (713 c. civ. rom.) după ce succe-

siunea fusese acceptată de către tutor sub beneficiu de inventar, trebuiește făcută cu autorizația consiliului de familie, nu este necesar sub pedeapsă de nulitate ca această autorizație să fie omologată de către tribunal. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 5, p. 698; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 573).

**9.** Autorizația consiliului de familie, în cazurile când este cerută de lege, nu poate fi înlocuită prin autorizația tribunalului. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 496).

**10.** Incheierea consiliului de familie prin care se autorizează un tutor ca să accepte sau să refuze o succesiune sau legat în numele minorului, nu trebuiește supusă omologării tribunalului, chiar când în moștenirea la care se renunță, sunt cuprinse imobile. (Valette sur Proudhon, II, p. 380, 381; Demolombe, VII, No. 696; Beudant, II, No. 858; Aubry et Rau, I, § 113, p. 698; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1190; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 498; Suppl., Minor-tutelle, No. 497; Laurent, V, No. 70; Huc, III, No. 436; Baudry et Chéneaux, IV, No. 546; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1937; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 743).

**11.** Dacă tutorul ar fi acceptat o succesiune pur și simplu în numele minorului, în loc s'o accepte sub beneficiu de inventar după cum cere legea, minorul va putea reveni asupra acceptării. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 698; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 499; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 573).

**12.** Deliberarea consiliului de familie prin care se autoriză tutorul să accepte sau să refuze o succesiune sau legat în numele minorului trebuiește să aibă loc înainte de a accepta sau renunțare; o deliberare ulterioară acceptării sau renunțării făcută de tutor în numele minorului, nu ar avea nici un efect. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 438; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 497; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 573; Matei Cantacuzino, p. 89).

**13.** După o altă părere, consiliul de familie ar putea confirma primirea moștenirii făcută de tutor singur, în cazul când acest act a fost folosit minorului. (Demolombe, VII, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 741, nota 2).

**14.** Legatele universale și cu titlu universal trebuiește acceptate de către tutor în numele minorului, ca și succesiunile, sub beneficiu de inventar. (Demolombe, VII, No. 703; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 698).

**15.** Renunțarea la o succesiune făcută de către tutor în numele minorului, fără să fi cerut autorizația consiliului de familie, este nulă și de nul efect față de minori. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1190).

**16.** Când tutorul este autorizat de consiliul de familie să accepte o succesiune, acceptarea este în toate cazurile și independent de vre-o declarațiune în acest



sens, considerată de plin drept ca făcută sub beneficiu de inventar. (Matei Cantacuzino, p. 87).

17. În legislația noastră, în cazul când consiliul de familie convocat nu se va aduna și va fi un caz urgent, autorizarea consiliului de familie pentru a accepta

sau renunța la o succesiune, poate fi înlocuită cu autorizarea dată de tribunal sau judecătorul de ocol, potrivit dispozițiilor art. 367 c. civ. român. (Alexandresco ed. 2-a, II, p. 743, 744).

18. A se vedea: art. 687, 704 urm. și 815 din codul civil cu notele respective.

**Art. 406.** — La caz când succesiunea refuzată în numele minorelui nu s'a primit de o altă persoană, ea se va putea relua, sau de tutorele autorizat prin o nouă deliberațiune a consiliului de familie, sau de minore ajuns la majoritate, însă în starea în care succesiunea s'ar găsi la reluare, și fără a se putea ataca vânzările sau alte acte, cari s'ar fi făcut legiuit în timpul vacanței. (Civ. 405, 477, 688, 695 urm., 701, 724 urm., 1876, 1882, 1883; L. jud. oc. 42; Civ. Fr. 462).

*Text. fr. Art. 462.* — Dans le cas où la succession répudiée au nom du mineur n'aurait pas été acceptée par un autre, elle pourra être reprise soit par le tuteur, autorisé à cet effet par une nouvelle délibération du conseil de famille, soit par le mineur devenu majeur, mais dans l'état où elle se trouvera lors de la reprise, et sans pouvoir attaquer les ventes et autres actes qui auraient été légalement faits durant la vacance.

#### Doctrină.

1. Când tutorul, îndeplinind toate formalitățile cerute de lege, a acceptat sau a renunțat la o succesiune în numele minorului, acceptarea și renunțarea sunt în principiu irevocabile și minorul nu le poate anula nici chiar pentru cauză de leziune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 744).

2. Însă art. 462 c. civ. fr. (406 c. civ. rom.) dă dreptul tutorului sau minorului ajuns la majoritate ca să revie asupra renunțării sale și să accepte succesiunea în cazul când în urma renunțării, ea nu a fost acceptată de altă persoană. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 744; Nacu, I, p. 620).

3. Când tutorul revine asupra renunțării sale, el nu va putea accepta succesiunea de cât tot sub beneficiu de inventar și cu o nouă autorizație a consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 744; Nacu, I, p. 620).

4. Succesiunea se va relua în starea în care se va găsi la acceptarea ei și cu respectarea vânzărilor, ipotecilor și ori ce altor drepturi constituite în mod legal asupra bunurilor ce compun succesiunea de către curatorul acestei succesiuni în timpul când era vacantă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 744).

5. Potrivit dispozițiilor art. 790 c. civ. fr. (701 c. civ. rom.), dreptul de a reveni asupra renunțării la succesiune aparține ori cărui moștenitor în genere iar nu numai tutorului sau minorului ajuns la ma-

ioritate, cu deosebirea numai, după o părere, că moștenitorul major va fi obligat să sufere drepturile câștigate de terțele persoane prin prescripție însă minorul când va reveni asupra renunțării acceptând succesiunea nu va fi obligat să respecte aceste drepturi de oarece acceptarea sa de succesiune având, potrivit dispozițiilor art. 777 c. civ. fr. (688 c. civ. rom.) efect retroactiv până la ziua deschiderii succesiunii, se consideră că succesiunea a aparținut minorului din momentul deschiderii ei și prin urmare, potrivit dispozițiilor art. 2252 c. civ. fr. (1876 c. civ. rom.), prescripțiunea nu a putut să curgă în contra lui. (Valette sur Proudhon, II, p. 381; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 259; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 111 bis; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 501; Suppl., Minor-tutelle, No. 500; Laurent, IX, No. 455; X, No. 208; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 990; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 744, 745).

6. După o altă părere, minorul va trebui să respecte drepturile câștigate de terțele persoane prin prescripție, de oare ce acceptarea succesiunii după renunțare nu are efect retroactiv până la ziua deschiderii succesiunii. (Duranton, III, No. 379; VI, No. 506; XXI, No. 522; Demolombe, VII, No. 701; XV, No. 68, 69; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 613, nota 20, p. 414).

7. A se vedea: art. 701 din codul civil cu notele respective.

**Art. 407.** — Donațiunea făcută unui minor nu se poate primi decât cu autorizațiunea consiliului de familie.

Ea va avea în privința minorului același efect ca și în privința majorului. (Civ. 357 urm., 801, 815, 819 urm.; L. jud. oc. 42; L. pentru epitropii din 1840, Art. 63; Civ. Fr. 463).

*Text. fr. Art. 463.* — La donation faite au mineur ne pourra être acceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de famille.

Elle aura, à l'égard du mineur, le même effet qu'à l'égard du majeur.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acceptare 1—14, 18.  
Alimente 4.  
Anulare 6, 7.  
Ascendenți 3, 8, 9, 10, 12.  
Autorizare, a se vedea  
cuvintele: „Consiliu de  
familie”.  
Căsătorie 13.  
Consiliu de familie 2—7,  
18.  
Consimțământ 13.  
Contract de căsătorie 13.  
Copil conceput 10.  
Copil minor 1 urm.  
Curator 8, 11.  
Curator ad hoc 11.  
Donațiune 1—5, 7—18.  
Donațiune deghizată 17.  
Donațiune indirectă 16.  
Dotă 13.  
Efecte 18.  
Emancipare 8, 11.  
Franța 15.  
Imobil 5, 15.  
Inexistență 6.  
Instrăinare 5.  
Interpretare 1.

Ipotecă 5.  
Irevocabilitate 18.  
Lege personală 14.  
Major 18.  
Mamă 18.  
Minor 1 urm.  
Minor emancipat 8, 11.  
Morală 2.  
Motiv 2, 3, 4.  
Nulitate 6, 7.  
Omologare 5.  
Onoare 2, 3.  
Părinți 3, 8, 10, 12.  
Responsabilitate 6, 13.  
Revocabilitate 18.  
România 15.  
Sarcine 4, 5, 12.  
Statut personal 14.  
Statut real 15.  
Străini 14 15.  
Tată 3, 8, 10, 12.  
Tribunal 5.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă legală 3, 12.  
Tutor ad hoc 9.  
Vindere-cumpărare 5.

Doctrină.

1. Prin cuvântul: „ea” de la începutul alineatului al doilea al art. 463 c. civ. fr. (407 c. civ. rom.) legiuitorul s'a referit la acceptațiunea donațiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 745).

2. Motivul principal care a determinat pe legiuitor ca tutorul să fie autorizat de consiliul de familie pentru a accepta o donațiune oferită minorului, este că deși în principiu donațiunile nu compromit averea celui ce le primește, ci din contra îi măresc averea, însă adeseori ele aduc atingere onoarei sale. (Beudant, II, No. 861; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1192; Laurent, V, No. 79; Baudry et Chéneaux, IV, No. 553; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1924; Planiol et Ripert, I, No. 574; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 512; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 745, 746; Nacu, I, p. 620).

3. In cazul când tutela este în mâinile părintelui supraviețuitor sau ale unui ascendent al minorului, autorizația consiliului de familie pentru ca aceștia să accepte o donațiune oferită minorului, nu mai este necesară, de oarece legea are deplină încredere în părinții și ascendenții minorului, cari sunt interesați ca să păstreze intactă onoarea familiei. (Coin-Delisle, Art. 935. No. 16; Duranton, VIII, No. 441; Demolombe, VII, No. 705; XX, No. 183; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1192; II, No. 665; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113.

p. 699; Laurent, V, No. 80; Huc, III, No. 440; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1296; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1926; Planiol et Ripert, I, No. 574; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 512; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 748).

4. Alte motive cari au determinat pe legiuitor de a cere ca tutorul care acceptă o donațiune în numele minorului, să fie autorizat de consiliul de familie sunt și obligația prevăzută de art. 955 § 3 din codul civil francez (831 § 3 c. civ. rom.) pentru donatar de a da alimente donatorului, precum și obligația pentru donatar, potrivit dispozițiilor art. 953 și 954 c. civ. fr. (829 și 830 c. civ. rom.) de a executa sarcinile ce-i impune donațiunea. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 512; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 746; Nacu, I, p. 620).

5. In cazul când donațiunea atrage pentru minor instrăinarea sau ipotecarea unui imobil al său, din cauza unei sarcine impusă prin donațiune, pe lângă autorizarea tutorului de către consiliul de familie, pentru a accepta donațiunea se mai cere potrivit dispozițiilor art. 457 și 458 c. civ. fr. (401 și 402 c. civ. rom.) și omologarea justiției. (Beudant, II, p. 499, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 746, nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 574, 580).

6. După o părere, primirea donațiunii în numele minorului, de către tutor, fără autorizația consiliului de familie sau de însuși minorul, este lovită de o nulitate absolută sau mai bine zis este inexistentă și nulitatea poate fi opusă chiar și de donator, cu rezerva pentru minor de a recurge în contra tutorului său. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, IV, No. 73 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113. p. 699; ed. 4-a, VII, § 652, text și nota 12, p. 60. 61; Laurent, XII, No. 258, 259; Huc, VI, No. 195; VII, No. 62; Troplong, Donations et testaments, II, No. 1118, 1126; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 746; IV, partea I, p. 244).

7. După altă părere, primirea unor donațiuni în numele minorului de către tutor, fără autorizarea consiliului de familie este lovită de o nulitate relativă, putând fi opusă numai de minor. (Demolombe, XX, No. 219; Mourlon, ed. 7-a, II, No. 672, 673; Bufnoir, Propriété et contrat, p. 666; Larombière, Obligations, Art. 1125, No. 5; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1307; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 746; IV, partea I, p. 245; Comp.: Mattei Cantacuzino, p. 90).



8. Minorul emancipat primește donațiunea cu asistența curatorului său; însă aceasta nu împiedică pe părinți și ceilalți ascendenți ai săi să primească donațiunea în numele său. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 652, text și nota 11, p. 60; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 746; Nacu, I, p. 621).

9. În cazul când cel care dăruiește minorului este însuși tutorul său, donațiunea se va accepta de un ascendent sau de un tutor ad hoc, de oarece aceiaș persoană, nu poate fi donator și reprezentant al minorului la primirea donației. (Duranton. VIII, No. 443; Demolombe, VII, No. 706; XX, No. 197; Laurent, XII, No. 249; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1293; Planiol, ed. 6-a, III, No. 2934; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 746, 747).

10. Donațiunea făcută unui copil conceput va putea fi acceptată de tatăl sau mama sa sau de un alt ascendent. (Demolombe, XX, No. 200; Laurent, XII, No. 249; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 747, nota 1).

11. În cazul când donatorul e însuși curatorul minorului emancipat, donațiunea făcută acestuia de către curatorul său, va fi acceptată de către minorul emancipat cu asistența unui curator ad hoc. (Demolombe, XX, No. 198; Laurent, XII, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 246, nota 3).

12. Părintele supraviețuitor sau ascendentul tutor, poate primi, fără autorizația consiliului de familie, donațiunea făcută descendentului lor minor, chiar atunci când prin ea s'ar impune minorului o sarcină, de oarece legea nu face nici o excepțiune. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 642, p. 59; Laurent, XII, No. 247; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1297; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 748; Contra: Demolombe, XX, No. 185, 186; Demante et Colmet de Santerre, IV, No. 74 bis, II; Comp.: Nacu, I, p. 622).

13. Dispozițiile art. 463 și 935 c. civ. fr. (407 și 815 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la donațiunile făcute soțului minor prin contractul de căsătorie cari pot fi acceptate de însuși minorul cu consimțământul și asistența persoanelor al căror consimțământ este necesar pentru validitatea căsătoriei. (Beudant, II, No. 864; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 749).

14. Donațiunile făcute minorilor străini vor fi supuse în ceea ce privește capacitatea de a le accepta, legii personale a minorilor donatari. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 749).

15. Dacă donațiunile făcute minorilor străini au de obiect imobile situate în Franța (România) se vor aplica legile franceze (române) în ceea ce privește celelalte formalități cum ar fi transcrierea lor, etc. (Huc, III, No. 441; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 749).

16. Dispozițiile art. 407 c. civ. rom. (463 c. civ. fr.) își găsesc aplicațiunea și la donațiunile indirecte făcute minorului. (Planiol et Ripert, I, No. 574).

17. Dispozițiile art. 407 c. civ. rom. (463 c. civ. fr.) își găsesc aplicațiunea și la donațiunile deghizate făcute minorului. (Planiol et Ripert, I, No. 574).

18. Potrivit dispozițiilor art. 463 c. civ. fr. (407 c. civ. rom.) acceptarea donațiunei făcută de tutor cu îndeplinirea formalităților cerute de lege, va avea în privința minorului acelaș efect cași în privința unui major, adică este în principiu irevocabilă, rămânându-i minorului recurs în contra tutorului și a consiliului de familie. (Demolombe, XX, No. 184; Aubry et Rau, ed. 4-a, VII, § 652, text și nota 11, p. 60; Laurent, V, No. 80; XII, No. 247; Huc, III, No. 440; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 1304; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 747, 748).

19. A se vedea: art. 463, 815 și 820 din codul civil cu notele respective.

**Art. 408.** — Nici un tutore nu va putea intentă acțiune în numele minorelui, având de obiect un drept asupra vreunui imobil, nici a încuviința<sup>1)</sup> la o asemenea cerere făcută în contra minorelui, fără autorizarea consiliului de familie. (Civ. 357 urm., 410, 413, 951, 952; Com. 10, 12, 16; Pr. civ. 59, 60, 291, 297; L. jud. oc. 42; L. Timbr. 39 § 8; Civ. Fr. 464).

*Text. fr. Art 464.* — Aucun tuteur ne pourra introduire en justice une action relative aux droits immobiliers du mineur, ni acquiescer à une demande relative aux mêmes droits, sans l'autorisation du conseil de famille.

#### Bibliografie (continuare)

- HAGI-GHEORGHE AL., *Notă* sub Trib. Dolj s. II, Proces-verbal 13328 din 5 Octombrie 1926, Justiția Olteniei 11—13/1926;  
 PAȘALEGA DEM., „*Observațiuni asupra unei hotărâri și a unei adnotări*“, Justiția Olteniei, 15—18/1926;  
 SEGALL CAROL, *Notă* sub Judec. Ocol Dorohoi, 3 Sept. 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2103.

1) În textul francez: „acquiescer“.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

- Achiesare 36—46.  
Act de administrație 19, 24.  
Act de conservare 19, 24.  
Acțiune 1 urm.  
Acțiune de stare civilă 20, 21, 22.  
Acțiune imobiliară 5, 6, 8—15, 25—29, 31, 32, 36, 37, 39, 42, 43, 47, 48, 51, 52, 53.  
Acțiune mobilă 18, 31, 32, 40—43, 47, 48, 49, 51, 52, 54.  
Acțiune personală 22.  
Acțiune posesorie 19.  
Amânarea judecării procesului 8.  
Anticipată autorizare 28.  
Anulare 10, 11, 12, 14, 35, 36.  
Apel 9, 10, 11, 25—29, 51, 52.  
Autorizație, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.  
Autorizație anticipată 28.  
Autorizație posterioară 8.  
Autorizația tribunalului 2.  
Casație 30, 31, 53, 54.  
Cheltuieli 57.  
Confirmare 8, 9, 10.  
Conservare 19, 24.  
Consiliu de familie 3—16, 21, 27—30, 36, 37, 39, 41, 46, 48, 51, 53.  
Constatație 16.  
Continuarea acțiunii 6, 35.  
Copil minor 1 urm.  
Credința rea 57.  
Definiție 38.  
Deliberare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.  
Deosebire 44, 45.  
Dezistare 45, 47—55.  
Dovezi 32.  
Efect declarativ 4.  
Executare 3, 16, 23.  
Fals 34.  
Hotărâre 3, 4, 11—14, 23, 25—31, 39.  
Hotărâre interlocutorie 39.  
Hotărâre preparatoare 39.  
Implicită autorizație 7.  
Imobil, a se vedea cuvintele: „Acțiune imobiliară”.  
Incapacitate 1, 2.  
Incheiere, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.  
Incuvântare, a se vedea cuvântul: „Achiesare”.  
Inscriere în fals 34.  
Instrăinare 4.  
Interdicție 17.  
Interes 2, 11, 14, 50, 57.  
Interogator 33.  
Lege personală 56.  
Major 35.  
Mărturisire 33.  
Minor 1 urm.  
Nulitate 10, 11, 12, 14, 35, 36.  
Omologare 4, 37.  
Opozabilitate 12.  
Părit 3, 15, 25, 32, 51.  
Prejudiciu 48, 50.  
Probe 32.  
Procedură 8—11, 35.  
Proces, a se vedea cuvântul: „Acțiune”.  
Ratificare 8, 9, 10.  
Rea credință 57.  
Reclamant 3, 26, 27, 28, 32, 43, 52.  
Recurs 11, 30, 31, 53, 54.  
Reînceperea procesului 6, 35.  
Renunțare 38, 43, 45, 50.  
Reprezentare 1 urm.  
Responsabilitate 3.  
Revizuire 13.  
Rude 17.  
Stare civilă 20, 21, 22.  
Statut personal 56.  
Străini 56.  
Suspendarea procesului 1.  
Terțe persoane 14.  
Tranzacție 42, 44, 52, 55.  
Tribunal 2, 4, 37.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă dativă 5.  
Tutelă legală 5.  
Urmărire silită 3, 16, 23.  
Validare 8, 9, 10.  
Vindere-cumpărare 4.  
Virtuală autorizație 7.

## Doctrină.

1. Minorul este totdeauna reprezentat în justiție prin tutorul său de oarece el este incapabil să contracteze. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 742; Planiol et Ripert, I, No. 564; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 725).

2. Chiar în cazul când minorul nu are un tutor numit, tribunalele nu pot să-l autorize să se prezinte singur în justiție pentru a-și apăra interesele sale, de oarece ele nu au dreptul să ridice incapacitatea minorului de care este lovit. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, nota 1. p. 719; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 29; Huc, III, No. 443).

3. Tutorul în principiu reprezintă pe minor în toate actele vieții sale civile; el exercită singur și sub răspunderea sa toate drepturile și acțiunile minorului fie ca reclamant fie ca pârât; el execută hotărârile obținute de minor. Autorizația

consiliului de familie va fi necesară numai în cazurile prevăzute de lege. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1193; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 506; Suppl., Minor-tutelle, No. 381; Alexandresco, ed. 2-a, p. 725, 726; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 564).

4. Incheierile consiliului de familie prin care autoriză pe tutor să introducă o acțiune în numele minorului, în cazurile când s'ar cere această autorizare, nu sunt supuse omologării justiției, de oare ce hotărârile judecătorești sunt declarative iar nu translativ de drepturi și deci ele nu cuprind în ele o instrăinare și declară o stare preexistentă, prin urmare când ele sunt defavorabile minorului, ele declară că el nu avea nici un drept. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 750, 751).

5. Dispozițiile art. 464 c. civ. fr. (408 c. civ. rom.) cari prevăd că tutorul nu va putea să introducă o acțiune în numele minorului, având de obiect un drept asupra vre-unui imobil, fără autorizația consiliului de familie, sunt aplicabile atât tutorului dativ cât și celui legal. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 507; Laurent, V, No. 81; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 750).

6. Tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a putea reîncheie o acțiune imobiliară introdusă în mod regulat înainte de începerea tutellei. (Duranton, III, No. 583; Demolombe, V, No. 712; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 720; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 504; Huc, III, No. 444; Baudry et Chéneaux, IV, No. 534; Planiol et Ripert, I, No. 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 750, nota 3).

7. Câte odată autorizația consiliului de familie, poate fi virtuală sau implicată. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 504; Planiol et Ripert, I, No. 568).

8. În cazul când tutorul a introdus în numele minorului o acțiune imobiliară fără să fi dobândit în prealabil autorizația consiliului de familie, partea adversă are dreptul să ceară amânarea judecării până ce tutorul va dobândi autorizația; de unde rezultă că o autorizație posterioară introducerei acțiunii, șterge neregularitățile procedurii anterioare. (Demolombe, VII, No. 715; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1193; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 722; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 529; Suppl., Minor-tutelle, No. 509; Laurent, V, No. 76, 84; Huc, III, No. 444; Baudry et Chéneaux, IV, No. 555; Planiol et Ripert, I, No. 568; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 751).

9. În cazul când tutorul s'a judecat ca reclamant în numele minorului într'o acțiune imobiliară, înaintea primei instanțe, fără să fi dobândit în prealabil autorizația consiliului de familie, autorizația ce ar dobândi-o în apel, după o părere, acoperă neregularitățile procedurii anterioare. (Demolombe, VII, No. 715; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 722; Laurent, V, No. 76; Huc, III, No. 444; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 751, nota 3;



Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 569, 570, nota 3).

**10.** După o altă părere, autorizația consiliului de familie dobândită de tutor pentru prima oară în apel, într'o acțiune imobiliară introdusă în numele minorului, nu acoperă neregularitatea și viciul primitiv al acțiunei. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 555).

**11.** În cazul când tutorul a introdus o acțiune imobiliară în numele minorului, fără autorizația consiliului de familie, minorul are dreptul să ceară anularea procedurii fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, de oarece autorizația consiliului de familie este prescrisă în interesul său, fie pe cale de apel și recurs, fie pe cale de acțiune principală în anulare dacă hotărârea a rămas definitivă. (Laurent, V, No. 84; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 752; Matei Cantacuzino, p. 92; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 569).

**12.** Până la anularea hotărârei dobândită, ea este opozabilă minorului, de oarece tutorul chiar fără să îndeplinească formalitățile cerute de lege reprezintă pe minor. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 115, p. 728; Laurent, V, No. 103; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 752).

**13.** Minorul nu are dreptul să ceară revizuirea hotărârei pronunțată în urma unei acțiuni mobiliare introdusă de tutor fără autorizarea consiliului de familie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 722; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 752, nota 2; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 92).

**14.** Terțele persoane în contra cărora tutorul a obținut o hotărâre definitivă câștigătoare, în o acțiune imobiliară intentată în numele minorului, fără autorizația consiliului de familie, nu au dreptul să invoace lipsa de autorizație dacă ele nu au opus-o în cursul instanței, de oarece dispozițiile art. 464 c. civ. fr. (408 c. civ. rom.) sunt prevăzute numai în interesul minorului și dispozițiile art. 1125 § 2 c. civ. fr. (952 c. civ. rom.) sunt aplicabile nu numai la contracte ci și la hotărâri. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 225 bis, III; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1193; Aubry et Rau, ed. 4-a, I, § 114, p. 722; Laurent, V, No. 84; Baudry et Chéneaux, IV, No. 555; Planiol et Ripert, I, No. 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 752, text și nota 3).

**15.** Tutorul are dreptul să se apere ca părât, în numele minorului, într'o acțiune imobiliară, fără autorizația consiliului de familie; aceasta rezultă din dispozițiile art. 464 c. civ. fr. (408 c. civ. rom.) cari cer ca tutorul să fie autorizat de consiliul de familie numai când introduce o acțiune imobiliară în numele minorului. (Demolombe, VII, No. 712; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1193; Beudant, II, No. 869; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 720; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 492, 525; Suppl., Minor-tutelle, No. 386; Laurent, V, No. 60; Huc, III, No. 444; Baudry et Chéneaux, IV, No. 534; Planiol, ed. 6-a,

I, No. 1951; Planiol et Ripert, I, No. 564, 569; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 514; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, 750 text și nota 3, 753; Nacu, I, p. 623, 624; Matei Cantacuzino, p. 87).

**16.** Tutorul va avea nevoie de autorizația consiliului de familie când va introduce în numele minorului o contestație la o urmărire imobiliară. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 750).

**17.** Tutorul unui minor are dreptul să ceară în numele acestuia, fără autorizația consiliului de familie, punerea sub interdicție a unei rude a minorului. (Demolombe, VII, No. 694; Laurent, V, No. 254; Baudry et Chéneaux, IV, No. 537; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 751).

**18.** Tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a introduce, în numele minorului, acțiuni mobiliare până la orice valoare. (Beudant, II, No. 869; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1193; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 492; Suppl., Minor-tutelle, No. 382; Huc, III, No. 442; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1951; Planiol et Ripert, I, No. 564; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 514; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, 750; Nacu, I, p. 623; Matei Cantacuzino, p. 87).

**19.** Tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie, pentru a introduce acțiuni posesorii privitoare la imobilele cari aparțin minorului, de oarece aceste acțiuni, deși imobiliare, însă sunt considerate ca acte de conservare și de administrație a averii minorilor, acte pe cari tutorul le poate face fără nici o autorizație. (Toullier, III, No. 181; Duranton, III, No. 571; Demolombe, VII, No. 688; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 721; Dalloz, Rép., Actions possessoires, No. 553; Minor-tutelle, No. 492, 526; Suppl., Minor-tutelle, No. 383; Laurent, V, No. 43; Huc, III, No. 442; Baudry et Chéneaux, IV, No. 535; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1951; Planiol et Ripert, I, No. 564, 569; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 514; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 727; Matei Cantacuzino, p. 87).

**20.** Acțiunile privitoare la starea civilă a minorului, după o părere, pot fi introduse de tutor fără autorizația consiliului de familie de oarece nicăeri legea nu cere această autorizație, cu toată importanța deosebită a acestor acțiuni. (Demolombe, VII, No. 694; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 222 nota 7, p. 442; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 506; Suppl., Minor-tutelle, No. 385; Baudry et Chéneaux, IV, No. 531, 537; Planiol et Ripert, I, No. 564; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 87).

**21.** După o altă părere de oarece acțiunile privitoare la starea civilă a minorilor, au un interes superior acțiunilor imobiliare, tutorul are cu atât mai mult nevoie de autorizația consiliului de familie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, text și nota 7, p. 720; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 385).

**22.** După a treia părere, acțiunile privitoare la starea civilă a minorilor nu pot



fi introduse de tutor, chiar cu autorizația consiliului de familie, aceste acțiuni putând fi introduse numai de minor de oarece sunt nedesluite de persoana lui. (Laurent, V, No. 82; Huc, III, No. 443; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 751).

**23.** Tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a face urmăriri mobiliare sau imobiliare, pe cale de executare silită a hotărârilor dobândite în numele minorului. (Duranton, XXI, No. 33; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 524; Suppl., Minor-tutelle, No. 387; Laurent, V, No. 82; Huc, III, No. 442; Planiol et Ripert, I, No. 564, 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, nota 4).

**24.** Tutorul poate introduce, fără autorizația consiliului de familie, acțiuni cari au caracterul de acte conservatoare sau de administrație deși prin aceste acțiuni se tinde a se valorifica drepturi imobiliare. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 524).

**25.** Tutorul are dreptul, fără autorizația consiliului de familie, să facă apel contra unei hotărâri pronunțată în contra sa ca reprezentant al minorului pârât într-o acțiune imobiliară, de oarece el are dreptul să se apere în acțiunile imobiliare introduse în contra minorului, fără autorizația consiliului de familie și apelul în specie nu este de cât o continuare a apărării în contra acțiunii. (Demolombe, VII, No. 713; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 225 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 722; Dalloz, Rép., Appel civil, No. 482; Suppl., Appel civil, No. 90; Comp.: Laurent, V, No. 583; Baudry et Chéneaux, IV, No. 538; Planiol et Ripert, I, No. 568, p. 602, nota 4, 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, 727).

**26.** În contra hotărârilor pronunțate asupra acțiunilor mobiliare în care minorul a fost reclamat, după o părere, tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie, pentru a declara apel, de oarece autorizația dată pentru introducerea acțiunii, este suficientă și pentru introducerea apelului. (Demolombe, VII, No. 713; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 225 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 722; Dalloz, Rép., Appel civil, No. 482; Minor-tutelle, No. 527; Baudry et Chéneaux, IV, No. 538; Planiol et Ripert, I, No. 568, p. 602, nota 4, 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, 727; Matei Cantacuzino, p. 87).

**27.** După o altă părere, în acest caz tutorul va trebui să obțină o nouă autorizație a consiliului de familie pentru a declara apel. (Taulier, II, p. 72; Dalloz, Rép., Suppl., Appel civil, No. 91).

**28.** S'a decis chiar că, consiliul de familie nu poate da autorizație tutorului cu anticipație, cu ocazia autorizării introducerii unei acțiuni imobiliare în numele minorului, ca să introducă apel în contra hotărârei prin care s'ar respinge pretențiunile minorului. (Taulier, II, p. 72).

**29.** În cazul însă când după pronunțarea hotărârei asupra unei acțiuni imobiliare introdusă de tutor în numele minorului, consiliul de familie se întrunește și interzice în mod expres tutorului să declare apel în contra acestei hotărâri, el nu are dreptul să declare apel. (Demolombe, VII, No. 713; Dalloz, Rép., Suppl., Appel civil, No. 91; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 87).

**30.** Tutorul are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a face recurs în casație, de oarece recursul este o cale excepțională de atac îndreptată în contra unei hotărâri. (Dalloz, Rép., Cassation, No. 275; Suppl., Minor-tutelle, No. 396; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 726, 727).

**31.** După altă părere, pentru a declara recurs în casație, tutorul va avea sau nu nevoie de autorizație după cum acțiunea inițială introdusă de tutor în numele minorului era privitoare la bunuri imobiliare sau mobiliare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, text și nota 25 bis, p. 726; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 569; Matei Cantacuzino, p. 87).

**32.** Tutorul atât într-o acțiune mobilă cât și în o acțiune imobiliară, fie reclamant sau pârât, are dreptul ca în numele minorului să ceară, fără vre-o autorizație specială a consiliului de familie, orice măsuri de instrucțiune și orice probe pe care le crede necesare în interesul minorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 723; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 389; Baudry et Chéneaux, IV, No. 533; Planiol et Ripert, I, No. 564, 569).

**33.** Astfel tutorul, poate, fără o autorizație specială a consiliului de familie, să ceară luarea unui interogator părții adverse. (Demolombe, VII, No. 683; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 723; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 389).

**34.** Deasemenea tutorul are dreptul, ca fără vre-o autorizație specială a consiliului de familie, să se înscrie în fals în contra unui act produs în instanță de partea adversă. (Demolombe, VII, No. 683; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 723; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 389; Baudry et Chéneaux, IV, No. 533; Planiol et Ripert, I, No. 564).

**35.** La majoritatea minorului, procedura trebuie continuată de către el; așa în cât procedura continuată în numele tutorului după ajungerea minorului la majorat este nulă. (Paniol et Ripert, I, No. 564).

**36.** Sub pedeapsă de nulitate care poate fi invocată de minor, tutorul nu poate achiesa la acțiunea privitoare la drepturile imobiliare ale minorului, fără autorizația consiliului de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1193; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 511; Laurent, V, No. 85; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 753; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 570; Matei Cantacuzino, p. 87).



**37.** După o altă părere în materie imobiliară tutorul pentru a achiesă la o acțiune are nevoie pe lângă autorizarea consiliului și de omologarea tribunalului. (Rolland de Villargues, Répertoire, Acquiescement, No. 8; Dalloz, Rép., Acquiescement, No. 140).

**38.** Achiesarea este recunoașterea de juste a pretențiunilor părții adverse și a renunța la apărare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 753, nota 1; Nacu, I, p. 633).

**39.** Tutorul nu poate achiesă într'o acțiune imobiliară, fără autorizația consiliului de familie, chiar la hotărârile preparatoare sau interlocutorii. (Dalloz, Rép., Acquiescement, No. 145; Suppl., Acquiescement, No. 89).

**40.** În acțiunile imobiliare, după o părere, tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a achiesă în numele minorului. (Valette sur Proudhon, II, p. 277; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 225 bis, IV; Marcadé, Art. 464; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1193; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 724; Dalloz, Rép., Suppl., Acquiescement, No. 21; Laurent, V, No. 67; Huc, III, No. 442; Baudry et Chéneaux, IV, No. 540, 556, 557; Planiol, I, No. 1953; Planiol et Ripert, I, No. 565; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 727, 753; Matei Cantacuzino, p. 87; Comp.: Demolombe, VII, No. 685).

**41.** După o altă părere, tutorul pentru a achiesă în numele minorului la o acțiune mobilă, are nevoie de autorizația consiliului de familie cu toate că art. 464 c. civ. fr. (408 c. civ. rom.) nu vorbește de cât de acțiunile imobiliare. (Dalloz, Rép., Acquiescement, No. 143; Suppl., Acquiescement, No. 21).

**42.** După a treia părere, achiesarea atât în materie mobilă cât și în materie imobiliară echivalează cu o tranzacție, așa încât pentru ca tutorul să poată achiesă în numele minorului, la o acțiune el trebuie să îndeplinească formalitățile cerute fie de art. 457 c. civ. fr. (401 c. civ. rom.), fie de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Acquiescement, No. 146).

**43.** După a patra părere, tutorul nu poate achiesă în acțiunile fie mobiliare, fie imobiliare, nici chiar cu autorizarea consiliului de familie în cazul când el este reclamant în numele minorului, de oarece în acest caz achiesarea echivalează cu o renunțare la drepturile minorului, renunțare pe care tutorul nu o poate face și consiliul de familie nu poate să-l autorizeze s'o facă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, nota 21, p. 724; Dalloz, Rép., Suppl., Acquiescement, No. 21; Minor-tutelle, No. 393).

**44.** Achiesarea se deosebește de tranzacție, de oarece tranzacția presupune concesiuni reciproce iar achiesarea presupune că minorul nu are nici un drept. (Demolombe, VII, No. 748; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 225 bis, IV;

Laurent, V, No. 67; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 753, nota 1; Nacu, I, p. 632).

**45.** Achiesarea se deosebește de dezistare, de oarece dezistarea înseamnă renunțarea la un drept iar achiesarea implică că minorul nu are nici un drept. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 753, nota 3; Nacu, I, p. 632, 633).

**46.** Pentru ca achiesarea tutorului să poată fi valabilă, trebuie ca autorizarea consiliului de familie, în principiu, să fie anterioară încuviințării. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 753).

**47.** Tutorul, după o părere, are dreptul să se desiste de la o acțiune introdusă în numele minorului, atât în materie mobilă cât și imobiliară, fără autorizația consiliului de familie de oarece această dezistare stinge numai instanța iar nu și drepturile minorului, tutorul având dreptul să introducă o altă acțiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, text și nota 22, p. 725; Chauveau sur Carré, Lois de la procédure, II, No. 1452; Dalloz, Rép., Désistement, No. 27; Suppl., Minor-tutelle, No. 394; Laurent, V, No. 68, 86; Baudry et Chéneaux, IV, No. 541; Planiol et Ripert, I, No. 565; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 727; Matei Cantacuzino, p. 88).

**48.** După altă părere, tutorul nu are dreptul să se desiste de la o acțiune, atât mobilă cât și imobiliară și chiar care nu ar aduce nici un prejudiciu drepturilor minorului, fără autorizația consiliului de familie. (Dalloz, Rép., Désistement, No. 27; Nacu, I, p. 633).

**49.** După a treia părere, tutorul are dreptul ca fără autorizație, să se deziste numai de la acțiunile mobiliare. (Dalloz, Rép., Désistement, No. 27).

**50.** În cazul când prin desistarea de la acțiune s'ar compromite interesele minorului prin faptul că nu s'ar mai putea introduce o nouă acțiune, tutorul nu se poate dezista chiar cu autorizația consiliului de familie, de oarece o asemenea dezistare, ar echivala cu o renunțare la drepturile minorului. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 394; Planiol et Ripert, I, No. 565; Matei Cantacuzino, p. 88).

**51.** Dezistarea de la un apel în instanța în care minorul figura ca pârât, poate fi făcută de către tutor singur dacă acțiunea era mobilă și cu autorizarea consiliului de familie dacă acțiunea era imobiliară. (Demolombe, VII, No. 684; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 725; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 395; Laurent, V, No. 68, 86; Baudry et Chéneaux, IV, No. 558; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 565, 570; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728, 752, 753; Matei Cantacuzino, p. 87, 88).

**52.** Tutorul nu se poate dezista de la un apel într'o instanță în care minorul figura ca reclamant, nici chiar în materie mobilă și chiar cu autorizația consiliului de familie, fără să îndeplinească formalitățile cerute de lege pentru facearea unei tranzacții. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, nota 24, p. 725; Dalloz, Rép.,



Suppl., Désistement, No. 23; Minor-tutelle, No. 395; Laurent, V, No. 68; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728, 753; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 565).

**53.** Tutorul nu se poate dezista fără autorizația consiliului de familie, de la un recurs în casație, atunci mai ales când acțiunea era privitoare la materii imobiliare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 726; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728, 753).

**54.** În cazul însă când acțiunea era privitoare la drepturi mobiliare ale minorului, tutorul se poate dezista, fără autorizația consiliului de familie de la un recurs în casație. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 726; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728, 753).

**55.** Tutorul nu se poate dezista de la fondul dreptului, în numele minorului, decât îndeplinind formalitățile cerute de lege pentru tranzacție. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 725; Baudry et Chéneaux, IV, No. 541; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 728, nota, 753, nota 1).

**56.** Autorizația necesară de a sta în instanță atârnă de statutul personal al părților litigante. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 755, nota 1).

**57.** Cheltuelile proceselor susținute de tutor în numele minorului vor trebui suportate de minor de oarece sunt presupuse că sunt susținute în interesul său; în cazul însă când procesele au fost făcute de tutor cu rea credință sau cu prea mare ușurință, cheltuelile vor fi suportate de tutor. (Planiol et Ripert, I, No. 567).

**58.** A se vedea: art. 390, 413, 1201, 1206 și 1208 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Acțiunile pentru obținerea execuției provizorii într-o altă hotărâre de evacuare făcută de tutor și câștigată definitiv are caracterul unei acțiuni de administrare și obligațiile supuse prin art. 408 cod. civ., se referă numai la acțiunile petitorii iar nu și la acțiunile posesorii astfel că neobținerea autorizării consiliului de familie nu constituie o violare a acestui articol și motivul de casare invocată este neîntemeiat.

În pricinile supuse recursului nepropunerea împăcării de judecător constituie în principiu un motiv de casare în baza art. 106 l. j. o., ca omisiune esențială întru cât partea căzută în proces nu mai poate uza de nici o cale de retractare a judecății fiind lipsită de mijlocul principal de apărare, căci propunerea împăcării este de esență și în spiritul de organizare al legii jud. ocoale.

Împăcarea presupune concesiuni din ambele părți litigante, rolul judecătorului impus de art. 81 este numai de a lumina părțile și îndatorirea lui suferă excepțiuni și îi micșorează această obligație

când părțile sunt lipsite de capacitate căci împăcarea presupune o desistare dela acțiune sau o recunoaștere, renunțând la judecată ori la un aranjament intermediar pentru stingerea pricinii.

Reclamantul introducând acțiunea în calitate de tutor potrivit disp. art. 408 cod. civ., tutorul nu poate transige fără încuviințarea consiliului etc., astfel că în această calitate judecătorul nu putea propune împăcarea prevăzută de art. 81 neputând-o realiza și nepropunerea împăcării nu constituie o omisiune esențială ca să dea loc la casare. (Trib. R.-Sărat, sent. No. 183 din 4 Martie 1924, Jur. Gen. 1926, No. 136).

**2.** Autorizarea impusă tutorului de art. 408 pentru a porni un proces relativ la un imobil fiind o măsură exclusiv în favoarea minorului și nulitatea rezultând din lipsa autorizării fiind relativă, ea se poate acoperi și prin urmare autorizarea poate fi dată și în cursul instanței, altfel măsura de protecțiune s'ar întoarce în contra minorului, obligându-l să înceapă procedura din nou.

Prin urmare, când tribunalul judecă că autorizarea consiliului de familie se poate da și după introducerea acțiunii, în cursul instanței, departe de a viola art. 408 c. civ., a făcut o bună și justă aplicare a acestui articol. (Cas. I, dec. 865 din 31 Martie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1167).

**3.** Tutricea legală nu are nevoie de recunoașterea justiției și nici de autorizarea consiliului de familie atunci când face acțiune de evacuare întru cât aceasta constituie o măsură de conservare și instanța de judecată poate reveni asupra încheerii prin care s'au cerut îndeplinirea acestor formalități. (Jud. ocol Dorohei, încheiere din 3 Septembrie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2103).

**4.** Art. 408 cod. civil prevăzând că tutorul nu poate să exercite singur o acțiune imobiliară, în numele minorului, fără autorizația consiliului de familie, de aci rezultă că poate să apere pe minor sau pe interzis, fără nici o autorizare, în contra acțiunilor imobiliare introduse în contra lor. (Jud. Ocol Brezoiu-Vâlcea, încheierea din 7 Noembrie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 2155).

**5.** Potrivit art. 408 cod. civ., tutorele are trebuință de autorizarea consiliului de familie numai când intență o acțiune imobiliară sau încheie o transacțiune, nu și în cazul când — ca în speță — este părât și poate să se apere fără autorizarea consiliului de familie. (Trib. Ilfov I, sent. 827 din 2 Oct. 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1606).

**6.** Când tutorul face apel în contra unei ordonanțe prezidențiale, dată conform dispozițiilor art. 66 bis din procedura civilă, privitoare la un imobil, trebuie autorizată consiliului de familie după cum cere formal art. 408 din codul civ. (Trib. Dolj, s. II, Proces-verbal 13328 din 5 Oct. 1926, Just. Olteniei, 11-13/1926).



**Art. 409.** — Asemenea autorizare va fi trebuitoare tutorelui pentru facerea de o împărțeață pornită în contra minorului. (Civ. 404, 408, 410 urm., 728 urm., 747, 749, 1291, 1530; L. jud. oc. 42; L. pentru episcopii din 1840, Art. 64; Civ. Fr. 465).

*Text. fr. Art. 465.* — La même autorisation sera nécessaire au tuteur pour provoquer un partage; mais il pourra, sans cette autorisation, répondre à une demande en partage dirigée contre le mineur.

### Bibliografie (continuare).

LĂZĂRESCU EM. AL., *Des droits du conjoint survivant*, p. 165;  
 PETIT EUGEN, „Art. 409 din codul civil. Tutorul părit în acțiunea de partaj”, Curier Jud. 12/1925.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiune de împărțeață, a se vedea cuv.: „Partaj”.	Interes 2, 10.
Administratori 4.	Interese opuse 10.
Apulare 12.	Lege personală 16.
Ascendenți 13.	Licitație publică 5, 6, 7, 8.
Autorizație, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.	Mandatar 3.
Cheltuieli 2.	Minoritate 1 urm.
Codul civil român 15.	Mobile lucruri 3.
Consiliu de familie 1-4, 6, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16.	Motiv 1, 2.
Copil minor 1 urm.	Nulitate 12.
Coproprietar 5.	Omologare 7.
Deliberare, a se vedea cuvintele: „Consiliul de familie”.	Ordine publică 9, 12.
Drept civil român 15.	Părit 9, 12, 15.
Excepțiune 9.	Partaj 1-4, 7-14.
Executare 13.	Partaj de ascendent 13.
Hotărîre 12.	Procurator 4.
Imobil 3.	Reclamant 15.
Împărțeață, a se vedea cuvântul: „Partaj”.	Român cod civil 15.
Încheiere, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.	Societate 3.
	Statut personal 16.
	Successiune 3.
	Tribunal 7.
	Tutelă 1 urm.
	Tutelă dativă 14.
	Tutelă legală 14.
	Tutelă testamentară 14.
	Tutor ad hoc 10.

### Doctrină.

1. Motivul care a determinat pe legiuitor de a cere autorizația consiliului de familie, când tutorul voește să provoace o împărțeață în numele minorului, este, după o părere, faptul că împărțeața constituie un act de înstrăinare, adică de dispoziție. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 506; Planiol et Ripert, I, No. 571).

2. După altă părere, motivul care a determinat pe legiuitor de a obliga pe tutor să obție autorizația consiliului de familie pentru a introduce o acțiune de împărțeață în numele minorului este că nu a voit să dea voie tutorului ca să decidă dacă interesul minorului este să rămăie în indiviziune, cu toate inconveniențele ce le prezintă această situațiune, sau să ceară îndată împărțeața averii comune care necesită multe formalități și se face cu multe cheltuieli. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1194; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 506; Laurent, V, No. 74; Huc, III, No. 444; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 513; Nacu, I, p. 624).

3. Dispozițiile art. 465 c. civ. fr. (409 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la partaje de bunuri imobiliare cât și la cele de bunuri mobiliare și ori din ce cauză ar proveni indiviziunea, cum sunt: succesiunea, societatea, etc. (Beudant, II, No. 865; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1194; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 515; Succession, No. 1593; Suppl., Minor-tutelle, No. 507; Laurent, V, No. 74; Huc, III, No. 445; Baudry et Chéneaux, IV, No. 559; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1931; Planiol et Ripert, I, No. 571; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 756, text și nota 4).

4. Acțiunea în împărțeață trebuiește introdusă totdeauna în contra tutorului minorului, chiar în cazul când bunurile de împărțit fiind situate la depărtare mare unele de altele, consiliul de familie ar fi împuternicit pe tutor ca să fie ajutat la administrarea acestor bunuri de mai mulți administratori și procuratori. (Daloz, Rép., Successions, No. 1594).

5. În cazul când licitația bunurilor în care minorul are o parte indiviză este provocată de un coproprietar al minorului, tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a lua parte la licitație în numele minorului. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 546; Successions, No. 1591; Suppl., Minor-tutelle, No. 534; Planiol et Ripert, I, No. 580).

6. În cazul când licitația bunurilor în care minorul are o parte indiviză este provocată de către tutorul minorului, el are nevoie de autorizația consiliului de familie. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 546; Suppl., Minor-tutelle, No. 508, 534; Planiol et Ripert, I, No. 580).

7. Încheierea consiliului de familie prin care se autoriză tutorul ca să provoace o împărțeață și o licitație a bunurilor indivize, în numele minorului, trebuiește după o părere, supusă omologării tribunalului. (Marcadé, Art. 460; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 20, p. 705; Daloz, Rép., Successions, No. 1792; Suppl., Minor-tutelle, No. 534; Huc, III, No. 435).

8. După o altă părere, încheierea consiliului de familie prin care se autoriză

tutorul să provoace o împărțeală și o licitație a bunurilor indivize, în numele minorului, nu are nevoie de omologarea tribunalului. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 534; Laurent, V. No. 75; Baudry et Wahl, Successions, II, No. 2229; Planiol et Ripert, I, No. 571; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 756).

9. Dispozițiile art. 465 c. civ. fr. (409 c. civ. rom.) sunt de ordine publică și prin urmare pârătul în instanța de împărțeală poate propune excepțiunea lipsei de calitate a tutorului. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 516; Suppl., Minor-tutelle, No. 509).

10. În cazul când sunt mai mulți minori la împărțeală cari au interese opuse, fie căruia trebuie să i se dea câte un tutor ad hoc. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 513).

11. Autorizația consiliului de familie pentru ca tutorul să ceară o împărțeală în numele minorului, poate fi dată în mod valabil în orice stare a procesului. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 529; Suppl., Minor-tutelle, No. 509; Laurent, V. No. 76; Huc, III, No. 444).

12. În cazul când în tot cursul instanței, până la rămânerea definitivă a hotărârii de împărțeală, pârătul nu opune lipsa de autorizație a tutorului, nulitatea împărțelei este relativă și nu poate fi invocată de cât de către minor, cu toate că este de ordine publică. (Daloz, Rép., Mi-

nor-tutelle, No. 529; Suppl., Minor-tutelle, No. 510; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 571).

13. Nu se cere autorizația consiliului de familie pentru executarea unei împărțelei făcută de ascendenții minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 755, nota 2; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 572).

14. Autorizația consiliului de familie pentru a se face o împărțeală atingătoare de averea minorului, se cere pentru orice tutor fie chiar legal. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 559; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 756).

15. În dreptul civil român, dispozițiile art. 409 din codul civil, prevăd că tutorul are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru facerea unei împărțelei în care este interesat minorul, nu numai atunci când acesta este reclamant ci chiar și atunci când este pârât, deși în acest din urmă caz nu există nici o rațiune a se cere autorizația consiliului de familie de oarece acesta nu ar putea s'o refuze. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 755; Nacu, I, p. 624, 625; Matei Cantacuzino, p. 88).

16. Autorizațiunea necesară de a sta în instanță atarnă de statutul personal al părților litigante. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 755, nota 1).

17. A se vedea: art. 404, 747, 748, 749 din codul civil cu notele respective.

**Art. 410.** — În ambe cazurile art. precedenți, tutorele va fi dator a consulta consiliul de familie în privința mijloacelor de apărare <sup>1)</sup>. (Civ. 357 urm., 408, 409, 411; L. jud. oc. 42).

### Bibliografie (continuare).

PETIT EUGEN, „Art. 409 din codul civil. Tutorul pârît în acțiunea de partaj”, Curier Jud. 12/1925.

### Doctrină.

1. Art. 410 c. civil român trimite la articolele precedente, adică la art. 408 și 409—412 c. civil român, în cazurile de intentarea unei acțiuni imobiliare și de încuviințare la o asemenea acțiune și în cazul unei acțiuni de împărțeală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 760, nota 4).

2. În cazurile arătate de art. 410 c. civ. rom., tutorul este dator să consulte consiliul de familie în privința mijloacelor de apărare de fapt și de drept. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 760).

3. În cazul când tutorul nu consultă consiliul de familie în privința mijloacelor de apărare el va fi obligat către minor să-i plătească daunele cauzate prin neîndeplinirea acestor formalități. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 760).

4. Actele făcute de tutor, fără să fi consultat consiliul de familie în privința mijloacelor de apărare, nu pot fi anulate

din această cauză. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 760).

5. Dispozițiile art. 410 c. civ. rom., nu sunt de nici o utilitate practică, de oare ce consiliul de familie de cele mai multe ori nu va putea să lumineze pe tutor în privința mijloacelor de apărare, întrucât nu este compus din oameni competenți. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 760).

6. Dispozițiile art. 410 c. civ. rom., nu au nici un sens în caz de împărțeală, de oarece în acest caz, fie că minorul este reclamant, fie că este pârât, nu are de propus nici un mijloc de apărare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 760, 761).

7. Deși acțiunile imobiliare introduse în contra minorului, tutorul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a reprezenta pe minor, însă el trebuie să consulte consiliul de familie asupra mijloacelor de apărare. (Nacu, I, p. 623).

1) Acest articol nu are echivalentul său în Cod. civ. francez. El este o inovațiune a legiuitorului român.



**Art. 411.** — O împărțeală atingătoare de averea minorelui, ca să poată avea tărie legiuită, trebuie să se facă prin judecatorie, în urma unei prețuri făcute prin experți numiți de către tribunal și după îndeplinirea tuturor formelor legiuite. (Civ. 95, 409, 412, 730, 734 urm., 743, 747, 749, 952, 1157, 1166, 1190, 1900; Pr. civ. 211 urm., 691 urm., 694 urm., 700; L. pentru epitropii din 1840, Art. 65; Civ. Fr. 466 § 1).

*Text. fr. Art. 466 § 1.* — Pour obtenir à l'égard du mineur tout l'effet qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être fait en justice, et précédé d'une estimation faite par experts nommés par le tribunal de première instance du lieu de l'ouverture de la succession.

### Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;  
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni*, p. 22 urm.,  
 HAGI-GHEORGHE AL., *Notă* sub Trib. Dolj s. I, 353 din 19 Mai 1925, Curier Jud. 35/1926;  
 STOENESCU D. DEM., *Notă* sub Cas. I, 9 Martie 1923, Pand. Rom. 1925, I, 31.

### Doctrină.

**1.** Dispozițiile art. 466 c. civ. fr. (411 și 412 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la împărțeala bunurilor imobile, cât și la împărțeala bunurilor mobile în care sunt interesați minorii. (Beudant, II, No. 865; Murlon, ed. 7-a, I, No. 1194; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 518, 519; Suppl., Minor-tutelle, No. 511; Laurent, V, No. 74; Huc, III, No. 445; Baudry et Chéneau, IV, No. 559; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1931; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 756, text și nota 4).

**2.** Prețuirea bunurilor ce urmează a se împărți se face de unul sau trei experți rânduiți de tribunal. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 756).

**3.** Când tribunalul are elemente suficiente asupra valorii averii de împărțit, el poate face împărțeală fără să ordone a se face prețuirea averii, de oarece procedura prețuirii nu este obligatorie pentru tribunal ci facultativă. (Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 391, nota 4, p. 368; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 758, nota).

**4.** Deși dispozițiile art. 466 § 1 c. civ. fr. (411 c. civ. rom.) după care experții se rânduesc de tribunal se deosebesc de dispozițiile art. 824 c. civ. fr. (734 c. civ. rom.) după care experții sunt aleși de părți și numai când ele nu se înțeleg, experții vor fi numiți din oficiu de tribunal, totuși, după o părere, dispozițiile acestor

două articole își pot găsi aplicațiunea în acelaș timp, urmând ca experții să fie aleși de părți atunci când toate părțile sunt capabile, însă atunci când între ele figurează și un incapabil sau când ele fiind toate capabile nu se înțeleg între ele, experții se vor numi din oficiu de tribunal. (Valette sur Proudhon, II, 389; Demolombe, XV, No. 642; Massé et Vergé sur Zachariae, II, § 391, nota 4, p. 367; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 157 bis; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 757).

**5.** După altă părere, dispozițiile art. 824 c. civ. fr. (734 c. civ. rom.) ar constitui o derogare dela dispozițiile art. 466 § 1 c. civ. fr. (411 c. civ. rom.) și tribunalul nu are dreptul să numească experți din oficiu de cât în cazul când părțile nu se învoesc în privința numirii lor. (Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 624, nota 10, p. 546; Laurent, X, No. 317).

**6.** Tribunalul competent ca să facă împărțeala averii, este acel al deschiderii moștenirii. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 756, text și nota 6).

**7.** În cazul când succesiunea s'a deschis în străinătate, însă bunurile ce urmează a se împărți sunt situate în țară, tribunalul competent să facă împărțeala acestor bunuri va fi acel al situațiunei imobilelor. (Huc, III, No. 445; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 757, nota).

**8.** A se vedea: art. 412, 413, 734, 743, 747, 748 și 749 din codul civil cu notele respective).

**Art. 412.** — Experții, după ce vor depune jurământ înaintea președintelui tribunalului, sau a judecătorului care îi ține locul, că își vor îndeplini cu credință misiunea, vor procede la diviziunea lucrului de împărțeală și formarea loturilor, cari se vor trage la sorți în prezența unui membru al tribunalului. Orice altă împărțeală

se va considera ca nelegală. (Civ. 409, 410, 411, 728, 734, 743, 1166; Pr. civ. 211 urm., 700; Civ. Fr. 466 § 2, 3).

*Text. fr. Art. 466 § 2 și 3.* — Les experts, après avoir prêté, devant le président du même tribunal ou autre juge par lui délégué, le serment de bien et fidèlement remplir leur mission, procéderont à la division des héritages et à la formation des lots, qui seront tirés au sort, et en présence soit d'un membre du tribunal, soit d'un notaire par lui commis, lequel fera la délivrance des lots.

Tout autre partage ne sera considéré que comme provisionnel.

### Bibliografie (continuare).

BUZDUGAN V. GH., *Discurs*, Dreptul 3/1926, Curier Jud. 3/1926;  
CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre succesiuni* p. 215, 220 urm.;  
STOENESCU D. DEM., *Notă* sub Cas. I, 9 Martie 1923, Pand. Rom. 1925, I, 31.

### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 466 c. civ. fr. (411 și 412 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea atât la împărțeala bunurilor imobile, cât și la împărțeala bunurilor mobile în care sunt interesați minorii. (Beudant, II, No. 865; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1194; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 518, 519; Suppl. Minor-tutelle, No. 511; Laurent, V, No. 74; Huc, III, No. 445; Baudry et Chéneaux, IV, No. 559; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1931; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 756, text și nota 4).

2. Expertii după ce vor fi numiți de tribunal, vor depune jurământul înaintea președintelui tribunalului sau a judecătorului care îi ține locul, că-și vor îndeplini cu credință misiunea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 758).

3. Raportul experților prin care se procede la împărțirea averei și la formarea loturilor, trebuie, potrivit dispozițiilor art. 700 pr. civ. română, să fie aprobat mai întâi de tribunal și apoi se vor trage loturile la sorți. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 758).

4. În cazul când imobilele de împărțit nu se pot divide comod în natură, ele se vor vinde prin licitație publică de tribunal și prețul lor se va împărți între copartăși. Când toate părțile sunt capabile de a dispune de drepturile lor vânzarea se va putea face și înaintea unui arbitru numit de ele. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 758).

5. Între dispozițiile art. 466 § 2 c. civ. fr. (412 c. civ. rom.) și dispozițiile art. 824 c. civ. fr. (734 c. civ. rom.) există deosebiri; singura interpretare și concilierea dispozițiilor acestor două articole este următoarea: în cazul când toți moștenitorii sunt capabili, loturile se vor forma de unul dintre ei sau de o altă persoană aleasă de către dânsii, cu consimțământul ei, iar în caz de neînțelegere între dânsii

loturile se vor forma de un expert numit de tribunal potrivit dispozițiilor art. 834 c. civ. fr. (743 c. civ. rom.); în cazul când între moștenitori există și un incapabil, loturile se vor forma numai de experți numiți de tribunal. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 758, 759).

6. Împărțeala făcută cu îndeplinirea tuturor formalităților cerute de lege este definitivă și va fi considerată ca și cum s'ar fi făcut între majori, și minorul nu are dreptul să ceară anularea ei nici chiar pentru leziune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 759 text și nota 1).

7. În cazul când împărțeala în care este interesat un minor nu s'a făcut cu formalitățile cerute de lege, de exemplu: a lipsit autorizația consiliului de familie, nu s'a făcut vânzarea bunurilor prin licitație publică, etc., numai minorul ajuns la majoritate va avea dreptul să ceară anularea împărțelei iar nu și majorii de oarece formalitățile de împărțeală au fost prevăzute în lege în interesul minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 759; Comp.: Nacu, I, p. 625).

8. Minorul ajuns la majoritate are dreptul să ceară anularea împărțelei făcută în timpul minorității sale fără îndeplinirea formalităților cerute de lege, independent de orice leziune, considerându-se că prin neîndeplinirea formalităților legale, el nu a fost apărat. (Alexandresco, 2-a, II, p. 759, 760).

9. Împărțeala făcută fără îndeplinirea formalităților legale, când este atingătoare de averea unui minor, poate fi confirmată expres sau tacit de către minor la ajungerea sa la majoritate de oarece această împărțeală este numai anulabilă în interesul minorului iar nu inexistentă. (Planiol et Ripert, I, No. 572; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 760).

10. A se vedea: art. 411, 413, 734, 736, 743, 747, 748 și 749 din codul civil cu notele respective.

**Art. 413.** — Tutorele nu va putea precurma prin transigere pricini atingătoare de interesul minorelui, decât numai cu autorizarea



consiliului de familie, și după avizul a trei jurisconsulți, arătați de procurorul tribunalului, aprobat de către tribunal, după ce va fi ascultat și concluziunile procurorului. (Civ. 357 urm., 408, 419, 1157, 1164, 1166, 1704—1706, 1906; Pr. civ. 81, 340, 638 urm.; C. com. 10, 12, 16; L. din 29 Octombrie 1877; L. jud. oc. 42; L. Timbr. 18 § 21, 20 § 13, 39 § 8; L. pentru epitropii din 1840, Art. 66; Civ. Fr. 467).

*Text. fr. Art. 467.* — Le tuteur ne pourra transiger au nom du mineur, qu'après y avoir été autorisé par le conseil de famille, et de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le procureur du Roi près le tribunal de première instance.

La transaction ne sera valable qu'autant qu'elle aura été homologuée par le tribunal de première instance, après avoir entendu le procureur du Roi.

### Bibliografie (continuare).

HAGI-GHEORGHE AL., *Notă* sub Trib. Dolj s. I, 353 din 19 Mai 1925, Curier Jud. 35/1926;  
POLICHRON DEM., *Notă* sub Cas. II, 3 din 8 Ianuarie 1926, Pand. Rom. 1926, I, 155;  
STOENESCU D. DEM., *Notă* sub Cas. I, 9 Martie 1923, Pand. Rom. 1925, I, 31.

### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune 13, 14, 15, 30.	Jurisconsulți 1 urm.
Acțiune principală 13, 14.	Leziune 24.
Administrație 30.	Majoritate 5.
Anterioritate 2, 6, 10.	Major 14, 18, 19.
Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate”.	Mamă 20.
Apel 12.	Minister public 21, 22.
Aprecie 22.	Minor 1 urm.
Aprobare 1, 1 bis.	Mobiliară materie 8.
Autorizație, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.	Nulitate 9-15, 18, 19, 23, 24.
Avizul jurisconsulților 1 urm.	Omologare 10-14, 16, 17, 20, 24, 25, 26, 28.
Confirmare 6, 7.	Opoziție 11.
Consiliu de familie 2-20, 24, 26, 28.	Parchet 21, 22.
Consultație 3.	Partaj 16, 17, 19.
Contestație 12.	Prejudiciu 27.
Copartăși 16, 19.	Proces, a se vedea cuvântul: „Acțiune”.
Copil minor 1 urm.	Procuror 21, 22.
Daune 24.	Ratificare 6, 7.
Deliberare, se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.	Recuzare 22.
Efecte 23, 24.	Redactare 1.
Favorabil aviz 3, 4, 5.	Stingerea procesului 15.
Greșeală 1.	Tată 20.
Hotărâre de expedient 15.	Tranzacție 1 urm.
Impăcare 15.	Tranzacție extra-judicială 15.
Impărțeață 16, 17, 19.	Tribunal 1, 1 bis, 10-14, 16, 17, 20, 24, 25, 26, 28.
Imobiliară materie 8.	Tutelă 1 urm.
Indivizibilitate 18, 19.	Tutelă legală 20.
Jurământ 25-30.	Unanimitate 4, 5.
	Validitate 27.
	Validare 6, 7.

### Doctrină.

1. Art. 413 c. civ. rom., are o redactare greșită de oarece nu avizul jurisconsulților trebuie aprobat de către tribunal, ci tranzacția ce se încheie pe baza acestui aviz. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 774, nota 4).

1 bis. După altă părere ceace aprobă tribunalul este avizul jurisconsulților. (Nacu, I, p. 634).

2. Avizul celor trei jurisconsulți cerut de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.) ne-

cesar pentru ca tutorul să poată încheia o tranzacție în numele minorului trebuie să fie dat înainte de deliberarea consiliului de familie, de oarece scopul legii când a impus aceste formalități a fost ca avizul jurisconsulților să lumineze pe membrii consiliului de familie cari nu ar avea cunoștințele necesare. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 551; Laurent, V, No. 96; Huc, III, No. 448; Baudry et Chéneaux, IV, No. 595; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1955; Planiol et Ripert, I, No. 584; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 775; Matei Cantacuzino, p. 89).

3. Consiliul de familie nu poate autoriza pe tutor să încheie o tranzacție în numele minorului de cât în cazul când avizul jurisconsulților este favorabil tranzacției de oarece legiuitorul nu a voit să facă din acest avis o simplă consultație ci o garanție care nu ar putea să existe dacă s'ar face tranzacția contra avizului jurisconsulților. (Demolombe, VII, No. 745; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 31, p. 709; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 556; Suppl., Minor-tutelle, No. 546; Laurent, V, No. 96; Huc, III, No. 448; Planiol et Ripert, I, No. 584; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 775, 776; Nacu, I, p. 634).

4. După o părere, pentru ca consiliul de familie să poată autoriza pe tutor să încheie o tranzacție în numele minorului, trebuie ca avizul favorabil al celor trei jurisconsulți să fie dat în unanimitate. (Demolombe, VII, No. 745; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 31, p. 709; Laurent, V, No. 96; Huc, III, No. 448; Baudry et Chéneaux, IV, No. 595; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1955; Planiol et Ripert, I, No. 584; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 776).

5. După altă părere, consiliul de familie poate autoriza pe tutor să încheie o

tranzacție în numele minorului, chiar dacă avizul favorabil al juriscunștilor nu este dat în unanimitate, fiind deajuns dacă el este dat cu majoritate. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 556; Suppl., Minor-tutelle, No. 546).

**6.** Formalitățile prevăzute de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.), după o părere trebuiesc să aibă loc înainte de încheierea tranzacției; când ele ar avea loc după ce tutorul a încheiat o tranzacție în numele minorului, ele nu mai pot valida tranzacțiunea încheiată. (Laurent, V, No. 95, 96; Planiol et Ripert, I, No. 584; Matei Cantacuzino, p. 89).

**7.** După altă părere, cu toate că formalitățile prevăzute de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.) trebuiesc să aibă loc înainte de încheierea tranzacției, totuși, dacă ele intervin după încheierea ei, o pot valida. (Demolombe, VII, No. 746, 749; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 563; Suppl., Minor-tutelle, No. 551; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 775, nota 3).

**8.** Dispozițiunile art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.) cari cer anumite formalități pentru ca tutorul să poată încheia o tranzacție în numele minorului își găsesc aplicațiunea atât în materie imobiliară cât și în materie mobilă, de oarece textul nu face nici o distincțiune. (Delvincourt, I, Art. 467; Demolombe, VII, No. 747; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 440, nota 13; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 227 bis; Marcadé, Art. 467; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, nota 30, p. 709; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 557; Suppl., Minor-tutelle, No. 547; Laurent, V, No. 96; Huc, III, No. 448; I, No. 1955; Planiol et Ripert, I, No. 584; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 775; Nacu, I, p. 631).

**9.** Când toate formalitățile cerute de lege nu s'au îndeplinit, tranzacția încheiată de tutor în numele minorului, este anulabilă după cererea minorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 710; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 560; Suppl., Minor-tutelle, No. 548; Huc, III, No. 448; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 776; Matei Cantacuzino, p. 89, 90).

**10.** Tranzacția încheiată de tutor în numele minorului, autorizată de consiliul de familie și omologată de tribunal, este nulă dacă în prealabil nu s'a luat și avizul a trei juriscunști. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 560; Suppl., Minor-tutelle, No. 548; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 584).

**11.** Nulitatea tranzacției încheiate de tutor în numele minorului, când nu s'au îndeplinit toate formalitățile cerute de lege, după o părere, trebuiesc cerută sub formă de opoziție înaintea instanței care a omologat-o. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 562).

**12.** După a doua părere, hotărârea tribunalului care omologă tranzacția, chiar în cazul când nu există contestație, trebuiesc atacată pe cale de apel la instanța

superioară. (Carré, Lois de la procédure, Art. 455; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 562).

**13.** După a treia părere, nulitatea tranzacției încheiată de tutor în numele minorului, pe motivul că nu s'au îndeplinit toate formalitățile cerute de lege, trebuiesc cerută pe cale de acțiune principală. (Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 440, nota 27; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 562).

**14.** În cazul când minorul ajuns la majoritate cere anularea tranzacției încheiate de către tutor în numele său, pe motivul că nu s'au îndeplinit toate formalitățile cerute de lege, trebuiesc urmărită pe cale de acțiune principală. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 550).

**15.** Dispozițiunile art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.) cari cer avizul a trei juriscunști și autorizațiunea consiliului de familie pentru ca tutorul să poată încheia în mod valabil o tranzacție în numele minorului, sunt aplicabile nu numai tranzacțiilor extrajudiciare încheiate de tutor ci și tranzacțiilor prin care se stinge un proces în curs de judecată și când instanța pronunță o hotărâre de expedient care constată condițiunile împăcării; în cazul când nu s'au îndeplinit aceste formalități, hotărârea de expedient pronunțată este anulabilă în interesul minorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 710; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 552; Planiol et Ripert, I, No. 584; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 776).

**16.** Dispozițiunile art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiune și în materie de împărțeală; prin urmare tutorul poate, după îndeplinirea tuturor formalităților cerute de lege, să încheie cu copărtașii minorului o tranzacție pentru a pune capăt greutăților la care a dat loc starea de indiviziune. (Demolombe, XV, No. 608; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 221, nota 39, p. 439; II, § 390, nota 2, p. 362; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 113, p. 711; ed. 4-a, VI, § 623, nota 1, p. 536, § 624, nota 37, p. 554; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 553; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 168 bis; Huc, III, No. 446; N. Titulescu, Impărțirea moștenirilor, p. 69; Plastara, I, p. 478).

**17.** După o altă părere, împărțeala atingătoare de averea minorului nu se poate face prin ajutorul unei tranzacții cu îndeplinirea formalităților cerute de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.). (Laurent, X, No. 295; Planiol et Ripert, I, No. 584; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 757).

**18.** În cazul când o parte încheie o tranzacție cu o parte majoră și cu un minor reprezentat prin tutorul său, dacă se anulează tranzacția în privința minorului de oarece nu s'au îndeplinit toate formalitățile cerute de lege, această anulare nu aduce în mod necesar și anularea tranzacției față de partea majoră; în orice caz numai partea adversă majoră are dreptul să invoace indivizibili-



tatea tranzacției care s'a anulat în privința minorului. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 554).

**19.** În cazul când s'ar fi încheiat o tranzacție cu ocazia unei împărțeli în care este interesat un minor și dacă tranzacția se anulează în interesul minorului pe motivul că nu s'au îndeplinit toate formalitățile cerute de lege, anularea tranzacției față de minor aduce anularea ei în mod necesar pe baza principiului indivizibilității împărțelii și în acest caz vor profita și majorii copărtași de această anulare. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 554).

**20.** Tutorul, fie chiar tatăl sau mama, nu poate face o tranzacție în numele minorului, fără îndeplinirea formalităților cerute de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.). (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 775).

**21.** Jurisconsultul cari urmează să-și dea avizul asupra unei tranzacții ce se încheie în numele minorului, trebuiesc numiți de procuror. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 775; Nacu, I, p. 631).

**22.** În privința jurisconsultilor nu poate exista cauze de recuzare, numirea lor fiind lăsată de lege la aprecierea procurorului tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 776, nota 3).

**23.** Până la anulare, tranzacția își produce efectele sale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 776).

**24.** Tranzacția făcută cu toate formalitățile cerute de lege își produce toate efectele sale față de minor și nu poate fi anulată nici chiar pentru leziune, minorul însă, în acest caz, are acțiune în daune contra tutorului. (Laurent, XXVIII, No. 410; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 776).

**25.** Tutorul nu poate deferi jurământ decizor, în numele minorului, de la care ar atârna soarta drepturilor minorului, decât cu îndeplinirea formalităților cerute de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.) de oarece este o tranzacție. (Baudry et Barde, Obligations, III, No. 2734; Planiol et Ripert, I, No. 566; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 776; Matei Cantacuzino, p. 89).

**26.** Autorizația ce s'ar fi dat unui tutor de a primi jurământul nu-i de dreptul a-l deferi sau referi adversarului de oarece autorizația ce se dă în această materie este specială. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 776).

**27.** În cazul însă când tutorul deferă un jurământ fără îndeplinirea formalităților cerute de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.), el este valabil dacă nu s'a cauzat minorului nici un prejudiciu. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 777 nota).

**28.** Formalitățile cerute de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.) trebuiesc îndeplinite și în cazul când se va deferi tutorului jurământ decizor pentru fapte ce nu-i sunt personale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 777).

**29.** La jurământul de credulitate prevăzut de art. 2275 c. civ. fr. (1906 c. civ. rom.) nu trebuiesc îndeplinite formalită-

țile cerute de lege pentru facerea unei tranzacții. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 392; Planiol et Ripert, I, No. 566; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 77).

**30.** În acțiunile privitoare la administrația sa, tutorul poate deferi sau accepta jurământul decizor, fără nici o autorizare. (Demolombe, XXX, No. 590 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 114, p. 723; Planiol et Ripert, I, No. 566; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 777).

**31.** A se vedea: art. 408 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** *In fapt:* Instanța de fond a respins acțiunea în evacuare și plată de chirie, întentată de recurenta tutoare legală, pe considerațiunea că, printr'o tranzacție anterioară, ale cărei clauze chiriașul le-a executat, tutoarea reclamantă a transigat asupra pretențiilor deduse prin acțiunea sa.

Înainte instanței de fond s'a susținut că, de oarece prin tranzacție nu se lichidează numai chiria datorită pe trecut, ci se stabilește și cuantumul chiriei pe viitor și această tranzacție nefiind încheiată cu paza formelor legale, n'ar putea fi obligatorie pentru minori. Respingere.

*In drept:* Intrucât în discuțiune, nu erau de cât veniturile averii minorilor asupra cărora recurenta în calitate de uzufructuară legală avea drept a transige, bine a procedat Curtea de apel, când i-a respins acțiunea în evacuare în urma constatării că intimatul a executat obligațiunile ce-și luase prin transacția valabil încheiată cu numita, așa că deși instanța de apel omite să se pronunțe asupra apărărilor recurente că prin această tranzacție s'ar fi periclitat interesele minorilor și că ea nu s'ar fi făcut cu paza formelor legale, această omisiune nu este esențială, de oarece nu putea schimba soluțiunea litigiului. (Cas. I. Complet chirii dec. 955 din 8 Aprilie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1737).

**2.** Potrivit dispozițiunilor art. 42 din legea judecătorilor de ocoale în toate afacerile care sunt de competența judeului de ocol, privitoare la bunurile celor puși sub tutele pentru care după lege tutorul trebuie să fie abilitat, autorizarea judecătorului de ocol este îndestulătoare, rămâne de văzut dacă această dispozițiune este aplicabilă și transacțiunilor, pentru care după art. 413 c. civ., se mai cere și avizul a trei jurisconsulti.

Din expunerea de motive a legii din 1908, rezultă că competența judeului de ocol s'a întins în materie de tutelă, el fiind mai aproape și mai în măsură să supravegheze administrarea patrimoniilor tutelare, atribuțiunile acestuia s'au complectat în sensul că li s'a dat dreptul de a abilita pe tutore pentru orice fel

de acte, fără amestecul tribunalului, al parchetului și al juriconsulților, aceasta în scop de a dispensa în ce privește interesele minorilor în chestiuni de mică importanță, de formalitatea anevoioasă a consultării juriconsulților, care își au rațiunea în afaceri mari și complicate pentru a lumina sfatul de familie.

Deci, când tuturul va avea nevoie de o autorizare oarecare sau de un sfat al juriconsulților în materie de transacțiuni se va adresa judeului de ocol care este competentă a lua măsurile prescrise de art. 413 c. civ., și a omologa avizul consiliului de familie relativ la toate afacerile locuitorilor săteni de competența judecătoriei, întru cât legiuitorul a înțe-

les să dea art. 42 legea judecătorilor de ocoale o aplicare generală în toate cazurile când tuturul are asemenea nevoie. (Trib. Fălțiceni, Sentința No. 104/926, Jur. Gen. 1926, No. 1186).

3. În privința actelor de dispoziție, tatăl administrator legal al averii minorilor săi copii, este supus în totul dispozițiilor din materia tutelei.

Ca atare este locul a se convoca consiliul de familie, spre a se delibera asupra unui proiect de tranzacție cu privire la averea minorului, ai căror părinți sunt ambii în viață. (Trib. Ilfov s. tutelelor, Jurnal 1831 din 20 Aprilie 1926, Curier Jud. 26/1926).

**Art. 414.** — Tutorele ce ar avea cuvinte de nemulțumire însemnătoare pentru purtările minorei, va putea să arate plângerile sale consiliului de familie, și dacă el va fi autorizat de consiliu, va putea cere punerea la popreală a minorei, conform cu regulile stabilite la titlul IX *Despre puterea părintească*. (Civ. 93, 329—337, 357 urm., 390; Civ. Fr. 468).

*Text. fr. Art. 468.* — Le tuteur qui aura des sujets de mécontentement graves sur la conduite du mineur, pourra porter ses plaintes à un conseil de famille, et, s'il y est autorisé par ce conseil, provoquer la reclusion du mineur conformément à ce qui est statué à ce sujet au titre de la *Puissance paternelle*.

### Doctrină.

1. Minorul este dator să onoreze și să respecte pe tuturul său ca pe un părinte. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 454, nota 1, 476).

2. Tuturul nu poate provoca arestarea copilului, chiar mai mic de 16 ani de cât pe cale de rechiziție și după ce a dobândit autorizația consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 477; Matei Cantacuzino, p. 83).

3. Tuturul, chiar dacă ar fi un ascendent, în afară de tatăl sau mama minorei, nu pot să exercite direct dreptul de corecțiune sau să ceară exercițiul acestui drept, fără autorizația consiliului de familie. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 390).

4. Pentru a scurta arestarea minorei tuturul nu are nevoie de autorizația consiliului de familie (Demolombe, VII, No. 534 bis; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 229, bis, III; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 477).

5. Procedura arestării copilului minor de către tutur este aceea prevăzută de art. 378 c. civ. fr. (332 c. civ. rom.), și tuturul va fi obligat să plătească cheltuielile minorei în timpul arestării sale. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 477).

6. În cazul când tutela aparține tatălui sau mamei văduve nerecăsătorite,

ei vor avea dreptul de corecțiune fără autorizarea consiliului de familie de oarece tutela nu le răpește dreptul de putere părintească. (Laurent, V, No. 5; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 477).

7. În cazul când mama văduvă și recăsătorită este tutoarea copiilor săi minori, ea nu va avea dreptul să ceară arestarea copilului său minor din prima căsătorie, de cât potrivit dispozițiilor art. 468 c. civ. fr. (414 c. civ. rom.) cu autorizația consiliului de familie. (Beudant, II, No. 729; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 476, 477, nota 3).

8. Tuturul nu are dreptul a provoca arestarea copilului minor de cât atunci când ambii părinți ai minorei sunt încetați din viață sau când mama a pierdut dreptul de corecțiune prin a doua căsătorie de oarece soțul rămas în viață păstrează dreptul de putere părintească chiar în cazul când nu este tutur și când nu i-a fost ridicat prin o hotărâre judecătorească. (Demolombe, VI, No. 380; VII, No. 532; Beudant, II, No. 831; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1163; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 117 bis I, 203 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 111, text și nota 7, p. 674; Laurent, IV, No. 263; V, No. 3; Baudry et Chéneaux, IV, No. 224, 460; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1884; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 457, 477, 478).



Secțiunea VIII. — *Despre socotelile tutelei.*

**Art. 415.** — Fiecare tutore este dator a da seamă despre administrațiunea sa. (Civ. 343, 344, 349, 352, 355, 416 urm., 419, 426, 454, 1541, 1753, 1762, 1991; Pr. civ. 653; C. p. 13 § 3; Com. 860; L. jud. oc. 40; L. p. epitropii din 1840, Art. 68; Civ. Fr. 469).

*Text. fr. Art. 469.* — Tout tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Absență 9, 30.  
Acceptare 5, 7.  
Acte justificative 41, 46.  
Acțiune 47.  
Administrație de fapt, a se vedea cuvintele: „Tutela de fapt”.  
Administrație legală 19, 33.  
Alienație mintală 8.  
Anulare 18, 34, 35, 36.  
Aprecieră suverană 46.  
Aprobare, a se vedea cuvântul: „Omologare”.  
Căsătorie 10-15, 45.  
Cheltueli de tutelă 39, 46.  
Codul civil francez 2.  
Codul civil german 2.  
Codul civil italian 2.  
Codul civil român 2, 26, 44.  
Compturi a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă”.  
Condemnare 4.  
Consiliu de familie 5, 7, 10, 47.  
Consiliu judiciar 8.  
Copil minor 1 urm.  
Copil natural 19.  
Cotutor 11-15, 45.  
Culpă 41.  
Deces 4, 12, 14, 17, 30.  
Degradațiune civică 4.  
Demisiune 5, 7, 11, 12.  
Descărcare 40.  
Destituire 4, 6, 11, 12.  
Dispensă de compturi, a se vedea cuvintele: „Scutire de compturi”.  
Dispensă de tutelă, a se vedea cuvântul: „Demisiune”.  
Distincțiune 75.  
Divorț 12, 13.  
Dobânzi 22.  
Donațiune 35.  
Emancipare 17, 18.  
Eroare 40.  
Excludere 4, 6.  
Facultate mintală 8.  
Faliment 16.  
Fals 40.  
Fără majoră 41.  
Francez cod civil 2.  
German cod civil 2.  
Gestiune de afaceri 24.  
Greșeală 41.  
Ilicit 34.  
Incetare din viață 3, 12, 14, 17, 30.  
Incetarea tutelei 3-13, 17, 19 urm.  
Interdicțiune 4, 8, 15.  
Intrebunțarea banilor 22.  
Ipotecă legală 23.  
Italian cod civil 2.  
Judecător de ocol, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.  
Justificative acte 41, 46.  
Legitimarea copiilor naturali 19.  
Majoritate 17, 20-26, 31, 39, 40, 47.  
Mamă, a se vedea cuvântul: „Părinți”, și 10-15, 34, 43, 45.  
Mandat 21, 24, 25.  
Minoritate 1 urm.  
Moarte 3, 12, 14, 17, 30.  
Moștenitori 30, 43, 47.  
Nebunie 8.  
Nulitate 18, 34, 35, 36.  
Omologare 26, 27, 40, 44, 47.  
Ordine publică 34.  
Părinți, a se vedea cuvintele: „Mamă”, „Tată” și 9.  
Posesiune 42.  
Procente, a se vedea cuvântul: „Dobânzi”.  
Putere părintească 19.  
Recăsătorie 10-15, 45.  
Reconstituire 41.  
Rectificare 40.  
Reliquat 27.  
Responsabilitate 39, 42, 43, 44.  
Revocare 18.  
Risipă 42.  
Român cod civil 2, 26, 44.  
Scutire de compturi 34, 35, 41, 42.  
Scuzare de tutelă 5.  
Socoteli de tutelă 1 urm.  
Socoteli de tutelă definitive 1, 2.  
Socoteli de tutelă provizorii 1, 2.  
Socoteli obicinuite 24.  
Succesivi tutori 38, 39, 40, 43, 44.  
Succesori, a se vedea cuvântul: „Moștenitori”.  
Suverană apreciere 46.  
Tată, a se vedea cuvântul: „Părinți” și 19, 33, 34, 43.  
Termin 22.  
Terțe persoane 20.  
Testament 35, 36.  
Tranzacție 40.  
Tribunal 26, 27, 40, 44, 47.  
Tutelă 1 urm.  
Tutelă de fapt 20-26, 29.  
Tutelă dativă 13, 28.  
Tutelă legală 28, 43.  
Tutelă testamentară 23.  
Tutor ad hoc 32.  
Tutor nou 37, 47.  
Tutori succesivi 38, 39, 40, 43, 44.  
Venituri 39.  
Verificare, a se vedea cuvântul: „Omologare”.

## Doctrină.

1. Socotelile pe care sunt obligați tutorii să le dea sunt de două feluri: socoteli provizorii sau parțiale (în codul nostru civil anuale) și socoteli definitive. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 787; Nacu, I, p. 648).

2. Articolul 415 din codul civil român, contrar articolului 469 c. civ. fr., art. 302 c. civ. italian și art. 1890 c. civil german, nu se referă numai la socotelile definitive de tutelă prevăzute de art. 418 c. civ. rom., ci și la cele provizorii sau anuale prevăzute de art. 416 c. civil român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 785, nota 1).

3. Pentru tutor, tutela încetează sau mai bine zis devine vacantă în următoarele cazuri: Prin moartea tutorului. (Mourlon, ed. 2-a, I, No. 1215; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 580; Suppl., Minor-tutelle, No. 569; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 780; Nacu, I, p. 646; Plastara, I, p. 481; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 595).

4. Deasemenea pentru tutor, tutela încetează de plin drept prin: condamnarea tutorului la degradațiune civică, prin excluderea sau destituirea tutorului din o altă tutelă, prin punerea sub interdicțiune a tutorului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, p. 743; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 569; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1966; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 780, text și nota 3; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 595; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518; Nacu, I, p. 518; Nacu, I, p. 646; Plastara, I, p. 481).

5. Deasemenea prin invocarea unei scuze bazată pe o cauză întâmplată în cursul tutellei și acceptată de consiliul de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 569; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 780; Nacu, I, p. 646; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 595; Plastara, I, p. 481).

6. Deasemenea prin excluderea și destituirea tutorului pentru cauzele prevăzute de art. 444 c. civ. fr. (385 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 569; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 780; Nacu, I, p. 646; Comp.:

Planiol et Ripert, I, No. 595; Plastara, I, p. 481).

**7.** Deasemenea prin demisiunea tutorului acceptată de consiliul de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 569; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 595).

**8.** Deasemenea prin slăbirea facultăților mintale ale tutorului, care îl pune în imposibilitate de a-și executa sarcina de tutor deși nu a fost pus sub interdicțiune sau sub consiliul judiciar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 119, p. 743; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 569).

**9.** Deasemenea prin absența declarată, în cazul când tutela este gerată de părintele supraviețuitor în cazurile prevăzute de art. 142 și 143 c. civ. fr. (125 și 126 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 589, Suppl., Minor.-tutelle, No. 569; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 780).

**10.** Deasemenea prin recăsătoria mamei tutoarea legală a copiilor săi minori din căsătoria anterioară și nu a mai fost menținută în tutela sau care recăsătorindu-se nu a convocat în prealabil consiliul de familie, pentru ca acesta să hotărască dacă lasă asupra ei tutela. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 569; Nacu, I, p. 646).

**11.** Tutela mamei recăsătorită încetează prin scutirea sau destituirea bărbatului său de al doilea, cotutor. (Laurent, V, No. 114; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 573, 780).

**12.** Cotutela bărbatului de al doilea încetează prin decesul soției sale care era tutoarea copiilor săi minori din prima căsătorie; deasemenea prin scutirea sau destituirea ei din tutelă și prin pronunțarea divorțului. (Demolombe, VII, No. 138; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1088; Laurent, V, No. 114; Huc, III, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 780).

**13.** Cotutorul pierde tuteia prin divorțul său de mama copiilor din prima căsătorie; însă această împrejurare aduce și pierderea tutelei din partea mamei, însă ea va putea fi numită de către consiliul de familie tutoare dativă. (Huc, III, No. 278; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 573, nota 3).

**14.** Moartea cotutorului nu aduce încetarea tutelei mamei, ci o va face să-și dobândească prima sa neatârnată. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 1823; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 573, nota 3, 780, nota 4).

**15.** Interdicțiunea cotutorului nu aduce încetarea tutelei mamei asupra copiilor săi din prima căsătorie. (Demolombe, VII, No. 138; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1088; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1823; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 573, nota 3, 781, nota; Contra: Huc, III, No. 278).

**16.** Falimentul tutorului nu aduce încetarea tutelei. (Nacu, I, p. 646).

**17.** Tutela ia sfârșit în persoana minorului: prin moartea sa, prin majorita-

tea și prin emanciparea sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 580; Suppl., Minor.-tutelle, No. 569; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 779, 780; Nacu, I, p. 644; Plastara, I, p. 481; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 595).

**18.** Revocarea emancipării tutorului și anularea căsătoriei minorului, fac pe minor să reintre sub tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 780, nota 1).

**19.** Deasemenea tutela ia sfârșit prin legitimarea copilului minor natural de către tatăl său, de oarece în acest caz copilul intră sub puterea părintească a tatălui care are administrația legală a averii lui. (Nacu, I, p. 644, 645).

**20.** La ajungerea minorului la majoritate, după o părere, funcțiunile tutorului încetează de drept, afară de cazul când motivul care a făcut să înceteze tutela nu a fost cunoscut publicului; în acest caz dacă tutorul continuă a administra de fapt tutela, regulile tutelei sunt aplicabile tutorului până la predarea socotelilor de tutelă, minorului. (Demolombe, VIII, No. 22 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 120, text și nota 3, p. 750; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 581; Suppl., Minor.-tutelle, No. 570; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 519; Comp.: Toullier, II, No. 1273; Troplong, Prescription, No. 888; Planiol et Ripert, I, No. 598; Plastara, I, p. 481).

**21.** În cazul când se constată din împrejurările de fapt că tutorul a continuat administrația în calitate de mandatar, calitatea sa de administrator de fapt s'a intervertit în aceea de mandatar și regulile tutelei nu-i vor mai fi aplicabile ci acele de la mandat. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 120, nota 3, p. 750; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 570; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 598; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518, 519).

**22.** După părerea de mai sus, tutorul trebuie să facă întrebuițarea banilor minorului în intervalul de la ajungerea minorului la majoritate și până la predarea socotelilor și în cazul când nu a făcut această întrebuițare în timp de șase luni de la primirea lor, el este obligat ca potrivit dispozițiilor art. 455 și 456 c. civ. fr. (399 și 400 c. civ. rom.) să plătească minorilor dobânzi. (Toullier, II, No. 1273; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 120, text și nota 5, p. 750; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 581; Suppl., Minor.-tutelle, No. 570; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 781; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518).

**23.** Deasemenea după această părere, ipoteca legală continuă a exista de la ajungerea la majoritate a minorului și până la predarea socotelilor de tutelă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 120, nota 6, p. 750; Dalloz, Rép., Tutelle, No. 581; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 781; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518).

**24.** După a doua părere, prin ajungerea minorului la majoritate, tutela ia



sfârșit de plin drept și dacă tutorul continuă a administra de fapt bunurile fostului minor, responsabilitatea sa în această privință va decurge sau din mandat sau din gestiunea de afaceri, fiind obligat a depune compturi obicinuite iar nu de tutelă. (Demolombe, VIII, No. 24, 27; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 582; Suppl., Minor-tutelle, No. 570; Laurent, V, No. 117, 118; Huc, III, No. 24, 27, 451; Planiol et Ripert, I, No. 598; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 623, nota 1; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 518, 519; Plastara, I, p. 481).

**25.** După a treia părere, trebuie de făcut o distincție: tutela ia sfârșit prin ajungerea minorului la majoritate și pentru toate actele făcute de fostul tutor după ajungerea minorului la majoritate, el trebuie considerat ca un simplu mandatar însă pentru actele făcute de tutor înainte de ajungerea minorului la majoritate și ale căror consecințe dăunătoare pentru minor au loc după ajungerea sa la majoritate i se vor aplica regulile tutelii. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 583; Suppl., Minor-tutelle, No. 570; Comp.: Laurent, V, No. 118).

**26.** În codul civil român regulile tutelii sunt aplicabile tutorului care nu a dat socoteli și care ar fi păstrat de fapt tutela, de oarece art. 415 din codul civil român arată că tutorul se consideră desfăcut de tutelă numai în urma predării socotelilor obștești și a încuviințării lor de justiție. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 679, nota 1, 781, 782).

**27.** Se consideră că tutela a luat sfârșit cu toate efectele sale legale, atunci când s'au depus socotelile de tutelă, și ele au fost verificate și aprobate, chiar dacă fostul tutor nu a plătit minorului sumele de bani rezultate din socoteli ca datorite. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 592).

**28.** Orice persoană care a exercitat funcțiunea de tutor, fie legal, fie dativ, fie testamentar este, în principiu, obligat să depue socoteli. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 593; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 519; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 785, 790; Nacu, I, p. 647).

**29.** Deasemenea trebuie să depue socoteli de tutelă orice persoană care a administrat tutela „pro tutore”, fără să fi avut în realitate calitatea de tutor, ci calitatea de tutor de fapt. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 593; Suppl., Minor-tutelle, No. 574; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 785; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 519).

**30.** În cazul când funcțiunile tutorului au încetat prin decesul sau absența sa, socotelile de tutelă trebuiesc depuse de moștenitorii săi sau de persoana care este însărcinată cu administrația patrimoniului absentului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 752; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 574; Planiol et Ripert, I, No.

597; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 519; Nacu, I, p. 648; Matei Cantacuzino, p. 93).

**31.** În cazul când în aceeași tutelă se găsesc mai mulți minori, tutorul este obligat ca la majoritatea fiecărui minor să-i predea socotelile de tutelă. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 575; Planiol et Ripert, I, No. 597).

**32.** Tutorul ad hoc, nu este obligat să depue compturi generale de tutelă de oarece el are o misiune determinată și limitată. (Planiol et Ripert, I, No. 596).

**33.** Tatăl administrator legal al bunurilor copilului său minor, trebuie, în principiu, asimilat cu tutorul din punctul de vedere al depunerii compturilor. (Planiol et Ripert, I, No. 596).

**34.** Tutorul nu poate fi dispensat, nici chiar de tatăl sau mama minorului, să depue socotelile de tutelă; o asemenea dispensă este ilicită și lovită de nulitate de oarece tutela este de ordine publică și nu se poate deroga prin convențiuni particulare de la dispozițiile care determină obligațiile tutorului. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 594; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 786; Nacu, I, p. 647; Comp.: Demolombe, VII, No. 143 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 89, p. 589; Laurent, IV, No. 366; Huc, III, No. 255; Baudry et Chéneaux, IV, No. 307).

**35.** Donatorul sau testatorul nu are dreptul să dispenseze pe tutor de predarea socotelilor cu privire la bunurile donate sau legate minorului; o asemenea dispensă se consideră nulă și neavenită. (Roland de Villargues, Répertoire, Comptes de tutelle, No. 10; Demolombe, VIII, No. 38, 39; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 230, nota 4, p. 458; Demante et Colmet de Sarterre, II, No. 230 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, text și nota 16, p. 757; Laurent, V, No. 124; Huc, III, No. 433; Baudry et Chéneaux, IV, No. 633; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1969; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 786; Nacu, I, p. 647; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 596).

**36.** Testatorul ar putea să dispună în favoarea tutorului de sumele de bani ce ar rămâne în urma dărei socotelilor, însă această dispoziție presupune tocmai dărea socotelilor pentru a se putea calcula ce mai rămâne. (Demolombe, VIII, No. 40; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 787).

**37.** În cazul când tutela ia sfârșit din partea tutorului, el este obligat a da socotelile de tutelă noului tutor care îl înlocuiește. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 597; Planiol et Ripert, I, No. 597; Nacu, I, p. 648; Matei Cantacuzino, p. 93).

**38.** În cazul când într-o tutelă au fost mai mulți tutori succesivi, compturile generale de tutelă vor trebui să cuprindă compturile tuturor tutorilor cari s'au succedat. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 598; Suppl., Minor-tutelle, No. 576; Planiol et Ripert, I, No. 599; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 521).

**39.** În acest caz, minorul devenit major va discuta cu ultimul tutor care predă

socotelile generale și socotelile tutorilor precedenți și tutorul ultim este răspunzător față de fostul minor de scăderile de venituri și adăugirile la cheltuieli făcute de foștii tutori, rămânându-i dreptul a recurge în contra tutorilor anteriori pentru care a fost declarat răspunzător. (Demolombe, VIII, No. 106; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 755; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 578; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 599; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 521; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 791, nota 1).

**40.** Minorul devenit major este legat de descărcarea dată de ultimul tutor, tutorilor anteriori după verificarea compturilor depuse de ei la eșirea lor din tutelă, afară de cazul când legea autoriză rectificarea compturilor pentru eroare materială sau fals sau când tranzacțiile intervenite cu ocazia vechilor socoteli ar putea fi anulate ca nefiind făcute în conformitate cu cerințele art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.). (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, nota 11, p. 755; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 579; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 599).

**41.** Tutorul poate fi dispensat de compturi prin faptul că s'au pierdut piesele justificative; în cazul când aceste piese justificative s'au pierdut din caz fortuit sau din culpa minorului, el trebuie să le reconstitue. (Paniol et Ripert, I, No. 596).

**42.** Tutorul nu poate fi dispensat de darea socotelilor prin faptul că a lăsat pe minor în posesiunea bunurilor sale, de oarece el este răspunzător de risipa ce ar fi făcut-o minorul. (Paniol et Ripert, I, No. 596).

**43.** În cazul când tutorul precedent a fost tatăl sau mama minorului devenit major, tutorul cel din urmă care predă socotelile generale, nu poate fi făcut răspunzător de gestiunea tutorului legal de

oarece, în acest caz, fostul minor, în calitate sa de moștenitor, al acestuia, este obligat să garanteze pe tutorul cel din urmă contra consecințelor rezultate din gestiunea părintelui său. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 578).

**44.** În dreptul civil român, tutorul cel din urmă, în cazul când au existat mai mulți tutori succesivi, nu răspunde de gestiunea tutorilor anteriori, de oarece la eșirea fiecărui tutor din tutelă, tribunalul este obligat potrivit dispozițiilor art. 418 c. civ. rom., să-i ceară depunerea socotelilor și ultimul tutor le primește în starea în cari i s'au dat și cum au fost verificate de tribunal. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 791, nota 1).

**45.** Mama tutoare și soțul său de al doilea cötutor, vor depune un singur compt de tutelă. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 580; Planiol et Ripert, I, No. 597).

**46.** Tutorul este obligat să prezinte odată cu socotelile și acte justificative; numai cheltuielile de prea mică importanță ar putea fi scutite de această justificare, și aprecierea lor este lăsată la facultatea tribunalului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 755; Laurent, V, No. 135; Huc, III, No. 457; Baudry et Chéneaux, IV, No. 636; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1972; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 785, nota 2; Nacu, I, p. 651; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 520, 522).

**47.** După ce consiliul de familie verifică socotelile de tutelă, ele sunt supuse aprobării justiției care dacă le găsește că nu sunt regulate, tutorul va trebui să facă alte socoteli iar în cazul când refuză, va fi acționat în judecată, după împrejurări, de minorul ajuns major, de noul tutor sau de moștenitorii minorului. (Nacu, I, p. 651, 652).

**48.** A se vedea: art. 416 și 418 din codul civil cu notele respective.

**Art. 416.** — Fiecare tutore, afară de tată și mamă, și aceștia numai pe timpul cât au uzufructul legal asupra bunurilor minorei, este dator în cursul tutelei sale a arăta în scris la tribunalul <sup>1)</sup> ținutal, la finele fiecărui an, starea administrațiunii sale; iar tribunalul, la întâmplare când tutorele este ales de către consiliul de familie, va fi dator a împărtăși mai întâiu copie întărită de starea acestei administrațiuni consiliului de familie, care având a face luări aminte asupra împrejurărilor administrațiunii tutelei, le va adresa tribunalului în termen de 15 zile, după primirea copiei; trecând însă acest termen, atunci tribunalul, fără a mai aștepta sus zisele luări aminte, va regulă cele de cuviință în privirea dărei de seamă din partea tutorei. (Civ. 338, 343, 348, 367, 368, 398, 401, 415, 417 urm., 541; L. jud. oc. 40; L. Timbr. 39 § 8;

1) Prin legea Judecătorilor de Ocoale, art. 39, regularea tutelelor, până la suma de 40.000 lei, este dată în competența judecătorilor de Ocoale.



L: pentru epitropii din 1840, Art. 70; C. Calimach, Art. 316; Civ. Fr. 470).

*Text. fr. Art. 470.* — Tout tuteur, autre que le père et la mère, peut être tenu, même durant la tutelle, de remettre au subrogé tuteur des états de situation de sa gestion, aux époques que le conseil de famille aurait jugé à propos de fixer, sans néanmoins que le tuteur puisse être astreint à en fournir plus d'un chaque année.

Ces états de situation seront rédigés et remis, sans frais, sur papier non timbré, et sans aucune formalité de justice.

### Bibliografie (continuare).

- CONSTANTINESCU ST. ALEX., *Observație* sub Jud. Ocol mixt Bazargic, 23 Mai 1924, Pand. Rom. 1926, III, 27; *Notă* sub Judec. Ocol Ferbinți-Ilfov, 23 Mai 1925, Jurispr. Gen. 1926, No. 519;
- MANOLESCU EMANUIL RADU, „*Considerațiuni asupra folosinței legale a mamei și controlul instanței tutelare*”, Curier Jud. 39/1925;
- PETIȚ EUGEN, *Notă* sub Trib. Iași s. I, Jurnal 6767 din 30 Mai 1923, Jur. Gen. 1925, No. 1849.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Administrația tutelei 1 urm.	Inovație 2.
Anulare 7.	Judecător de ocol, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.
Aprecieri 12.	Justificarea cheltuelilor 11.
Aprobare, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.	Legea pentru epitropii 2.
Autoritate de lucru judecat 13.	Lucru judecat 13.
Căsătorie 4.	Mamă 1-5.
Cheltueli 11, 12.	Ministerul public 8.
Codul civil francez 1, 2.	Minoritate 1 urm.
Codul civil român 1, 2, 6.	Nulitate 7.
Competență 9.	Omologare, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.
Compturi, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă”.	Parčet 8.
Consiliu de familie 1, 4, 7, 10.	Procuror 8.
Copil minor 1 urm.	Recăsătorie 4.
Dispensă, a se vedea cuvintele: „Scutire de socoteli”.	Responsabilitate 13.
Dol 13.	Român cod civil 1, 2, 6.
Emancipare 5.	Socoteli de tutelă 1 urm.
Epitropii lege 2.	Scutire de socoteli 2, 3.
Folos 12.	Tată 1, 2, 3, 5.
Folosință legală 2, 3, 5.	Tribunal 6-10, 13.
Francez cod civil 1, 2.	Tutelă 1 urm.
Fraudă 13.	Tutelă legală 10.
	Tutelă testamentară 10.
	Utilitate 12.
	Uzucruct convențional 3.
	Uzucruct legal 2, 3, 5.

### Doctrină.

1. Legiuitorul nostru s'a depărtat de art. 470 c. civ. fr., după care socotelile provizorii nu sunt obligatorii, ci numai la cererea consiliului de familie și cel mult odată pe an, și în art. 416 c. civil, a obligat pe tutori, în afară de tată și mamă, să depune socotelile anuale; legiuitorul nostru a reproduș în această privință vechile noastre legiuri. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 788, text și nota 3; Comp.: Nacu, I, p. 649, 653; Matei Cantacuzino, p. 93).

2. Cuvintele: „și aceștia numai pe timpul cât au uzucructul legal asupra bunurilor minorului”, din art. 416 c. civ. rom., lipsesc în art. 470 c. civ. fr., corespunzător cât și în legea pentru epitropii de la 1840, art. 70; ele sunt o inovație a legiuitorului român. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 787, nota 1).

3. Nu numai tatăl și mama cât timp au folosința legală sunt scutiți de a da socotele anuale de administrația tutelei, ci și orice tutor cât timp ar avea uzucructul convențional al bunurilor minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 789, nota 1).

4. Mama recăsătorită și menținută în tutela copiilor săi minori din prima căsătorie, de către consiliul de familie, nu este scutită de a da compturi anuale de gestiunea sa. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 79; Nacu, I, p. 649).

5. Părintele tutor care nu ar avea folosința legală este obligat a da socoteli anuale de administrația tutelei; aceasta se poate întâmpla în privința averii asupra căreia nu are folosință legală conform art. 341 c. civ. rom., la împlinirea vârstei de 20 ani a minorului precum și la emanciparea minorului înainte de vârsta de 20 ani. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 789, text și nota 2; Nacu, I, p. 649).

6. În sistemul legii române, tutorul trebuie să depune socotelile anuale de tutelă, tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 789; Nacu, I, p. 653).

7. Deși art. 416 c. c. rom., arată că tutorul trebuie să depune socotelile anuale la tribunal (sau judecătorie de ocol), însă nu este nulitate din faptul că tutorul a depus socotelile, consiliului de familie care apoi le-a comunicat tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 789, text și nota 3; Comp.: Nacu, I, p. 649).

8. Socotelile de tutelă înainte de a fi supuse aprobării tribunalului, trebuie examinate și de Ministerul public. (Matei Cantacuzino, p. 93).

9. Socotelile anuale se vor depune de tutor la tribunalul (sau judecătorie de ocol) al județului în care s'a deschis tutela. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 789).

10. Când tutela este legală sau testa-

mentară, socotelile anuale depuse de tutor, se vor cerceta numai de tribunal fără să se comunice și consiliului de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 789, 790, nota 1; Comp.: Nacu, I, p. 649).

11. Tutorul este obligat să justifice cheltuelile ce le-a făcut cu administrația tutelei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 785, nota 2; Nacu, I, p. 649; Matei Cantacuzino, p. 93).

12. Aprecierea utilității cheltuelilor de tutelă făcute de tutor se va face avându-se în vedere momentul când ele au fost făcute. (Huc, III, No. 457; Baudry et Chéneaux, IV, No. 636; Planiol, I, No. 1972; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 790, text și nota 2).

13. Aprobarea compturilor, depuse de tutor, de către justiție, nu are autoritate de lucru judecat și nu poate apăra pe tutor de răspundere în cazul când s'ar dovedi că a întrebuițat dol sau fraudă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 790; Nacu, I, p. 652, 654; Matei Cantacuzino, p. 93).

14. A se vedea: art. 415 și 418 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Când membrii consiliului de familie declară că nu voesc să aprobe conturile depuse de tutore, pe motiv că sunt exagerate, fără să aducă date sau cifre precise, asupra celor afirmate, acest fapt nu conduce la neaprobarea conturilor, când judecătorul constată din actele depuse de tutore, că administrarea s'a făcut întocmai ca un adevărat părinte de familie.

Art. 40 legea judecătorilor de ocoale fiind socotit ca o cheazășie față de intere-

sele micilor orfani, în virtutea căruia Judecătorul prin însuși dreptul ce îl are de a convoca și prezida consiliile de familie, poate ca atunci când își face convingerea din prețul curent al pieței, cât și mai ales din actele depuse să dea deslegare tutorelui din oficiu de conturile depuse, altfel s'ar ajunge la situațiunea bizară că, deși judecătorul își face convingerea de verosimilitatea și seriozitatea conturilor depuse, totuși față de opunerea neîntemeiată a membrilor să nu poată reacționa în interesul minorilor. (Jud. oc. Fierbinți-Ilfov, încheierea din 23 Mai 1925, Jur. Gen. 1926, No. 519).

2. În cazul când membrii consiliului de familie declară că nu voesc să aprobe conturile depuse de tutore, pe motiv că sunt exagerate, fără să aducă date sau cifre precise asupra celor afirmate, acest fapt nu conduce la neaprobarea conturilor, când judecătorul constată din actele depuse de tutore, că administrarea s'a făcut întocmai ca de un adevărat părinte de familie, art. 40 legea judecătorilor de ocoale fiind socotită ca o cheazășie față de interesele micilor orfani, în virtutea căruia judecătorul prin însăși dreptul ce îl are de a convoca și prezida consiliile de familie, poate ca atunci când își face convingerea din prețul curent al pieței, cât și mai ales din actele depuse de tutore, să dea deslegare tutorelui din oficiu de conturile depuse, altfel s'ar ajunge la situațiunea bizară că deși judecătorul își face convingerea de verosimilitatea și seriozitatea conturilor depuse, totuși, față de opunerea neîntemeiată a membrilor să nu poată reacționa în interesul minorilor. (Trib. Fălticeni, 27 din 8 Ian. 1926, Pand. Rom. 1926, III, 26).

**Art. 417.** — Tutorele care nu va depune în tribunal socotelile până în 15 zile după finitul anului, va putea fi executat pentru predarea lor de către tribunal<sup>1)</sup>. (Civ. 368, 416, 418; C. p. 330; C. Calimach 318; L. Jud. oc. 40).

### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 417 c. civ. român nu există în codul civil francez și par a fi luate de legiuitorul nostru din art. 318 din Codul Calimach. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 796, nota 2).

2. În cazul când tutela încetează prin ajungerea minorului la majoritate, justiția nu mai poate constrânge pe tutor ca să depeie socotelile definitive de tutelă ci această constrângere se va exercita de către fostul minor, de către creditorii sau de către moștenitorii săi. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 796).

3. Dispozițiile art. 417 din codul civil român își găsesc aplicațiunea nu numai la socotelile provizorii pe care tutorul este obligat a le depune la sfârșitul fiecărui an, ci și la socotelile definitive pe care tutorul care iese din tutelă este obligat să le dea noului tutor care intră în tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 792, 796).

4. Codul civil nu arată care sunt mijloacele prin care tribunalul poate constrânge pe tutor să depeie socotelile de tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 796; Nacu, I, p. 650).

5. Prin art. 25 din legea asupra constrângerei corporale din 12 Septembrie

<sup>1)</sup> Acest articol nu are echivalent în codul civil francez. Cuprinsul său este inspirat din art. 318 Codul Calimach.



1864 deși se prevede că tutorii, curatorii și toți administratorii de așezăminte pot fi constrânși corporal ca să dea socoteli, totuși dispozițiile acestei legi nu pot fi aplicate de oarece ea a căzut în desuetudine din cauză că nici până acum nu s'a înființat casa de arest prevăzută de art. 74 din această lege. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 797; Nacu, I, p. 650).

6. În cazul când tutorul nu depune socotelile anuale de tutelă, el poate fi destituit când întârzierea sau refuzul de a le da, provine din incapacitatea sau reaua sa credință și noul tutor numit va avea dreptul să acționeze pe fostul tutor pentru depunerea socotelilor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 797; Nacu, I, p. 650).

7. În cazul când tutorul nu depune socoteli din cauza neglijenței sale iar nu a incapacității sau relei sale credințe, se va numi minorului un tutor ad hoc care va acționa pe tutor pentru ca să predea socotelile de tutelă; în acest caz tribunalul va condamna pe tutor să dea socotelile anuale de tutelă, obligație care dacă nu va fi executată se va transforma în daune, de oarece este vorba de o obligație de a face. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 797).

8. În cazul când tutorul nu depune socoteli anuale de tutelă se obișnuiește a se da în judecată penală pe tutor potrivit dispozițiilor art. 330 c. penal român, pentru abuz de încredere, însă această procedură nu este juridică de oarece prin cuvintele: „rea credință“ ce le întrebunțează legiuitorul penal, trebuie înțeles nu refuzul de a depune socotelile ci sustragerea frauduloasă comisă de tutor în dauna minorului; refuzul tutorului de a da socoteli ar putea constitui o prezumpțiune de rea credință însă nu ar putea fi de ajuns pentru a motiva condamnarea tutorului, de oarece dispozițiile legilor penale sunt de strictă interpretare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 797, nota 3).

9. Un alt sistem de constrângere a tutorului pentru a depune socotelile anuale de tutelă este și acel de a se urmări și vinde averea tutorului pentru satisfacerea minorului, în urma ordinului justiției, acest sistem nu este juridic de oarece el nu este prevăzut de nici un text de lege și din dispozițiile art. 417 c. civ. rom., nu reiese că se poate întrebunța în contra tutorului, care nu depune socoteli, această măsură. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 798, 799; Comp.: Nacu, I, p. 650).

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. Conform art. 417 cod. civ., tutorele care nu va depune la Trib. socotelile până în 15 zile dela finitul anului, va putea fi executat de trib. de predarea lor. Inșă atât din cuprinsul textului, cât și din art. urm., nu rezultă mijloacele de constrângere pe care legiuitorul să le arate pen-

tru a le lua în contra tutorului, care nu depune socotelile la termen.

Față de această tăcere a legii, judecătorii nu pot să recurgă decât la principiile generale de drept în materie de tutelă, la doctrină și jurisprudență, iar în lipsa acestora la echitate, care este complimentul dreptului. (Vezi „Curierul Judiciar“ din 1915, No. 8, p. 125 și urm.).

Așa dar, în materie de tutelă găsim art. 385 cod. civ., care dispune excluderea tutorului, care dă dovadă de rea credință sau incapacitate în îndeplinirea sarcinei sale ca tutor; deci tutorul, fără nici o îndolală, poate să fie destituit dacă întârzierea sau refuzul de a da socotelile este însoțit de împrejurări, cari denotă incapacitate sau rea credință în administrarea tutelei, iar noul tutor poate avea contra sa acțiunea *ad reddendas rationes*. (D. Alexandresco, II, p. 796; C. Nacu, I, pag. 650).

Prin urmare, în speță, constatându-se în fapt că tutorele nu a refuzat darea socotelilor, ci a cerut un termen pentru depunerea lor, nu se poate aplica nici dispozițiunile art. 330, al. I, cod. pen., pentru că nu se constată reaua credință în administrația tutelei, — simplul fapt al nedepunerii socotelilor în cele 15 zile după finitul anului, neconstituind o rea credință în administrația tutelei, legiuitorul înțelegând prin rea credință, o sustragere frauduloasă în dauna minorului, ceace nu s'a dovedit în cazul de față.

Pentru a i se putea aplica tutorului sancțiunile art. 330, al. 1 cod. pen., se cer trei condițiuni: 1) să fie vorba de afaceri sau lucruri încredințate cuiva; 2) rea credință, adică intențiunea frauduloasă, care consistă în știința că actele săvârșite de tutore și care i se impută sunt ilegale, și 3) vătămarea, adică cauzarea unui prejudiciu minorului ale cărui afaceri le girează. (Cas. II, dec. 176 din 1884, Bul. pag. 376; Cas. II, 347 din 1893, Bul. 1893 pag. 666, Curierul Judiciar No. 21 din 1898).

Prin urmare, simplul refuz de a da socotelile nu poate atrage sancțiunea din art. 330 al. 1 cod. pen., cu atât mai mult, cu cât în speță, chiar dacă ar fi un refuz, el nu poate servi de bază unei condamnări judecătorești, fiindcă legile penale sunt de ordine publică și de strictă interpretare.

E drept că jurisprudența, a admis în acest caz (Cas. I, dec. din 1875, Bul. 1875 p. 270) ca mijloc de constrângere urmărirea și vinderea averii tutorului spre a desdăuna minorul. Inșă la noi, în lipsa unui text expres, potrivit art. 373 și 376 pr. civ., nu se poate păși la o executare, fără a avea o hotărâre definitivă.

Ori, art. 417 cod. civ., se mărginește numai să enunțe principiul fără să fixeze mijloacele legale de constrângere, deci în lipsa unui text formal, singura cale judiciară nu este decât aceea arătată de art. 385 cod. civ., adică destituirea.

Prin urmare, tutorul fiind trimis în judecată pentru delictul prevăzut de art. 330 al. 1 cod. pen., și el neputându-se face pasibil de acest delict, el urmează a

fi absolvit, fiind vorba de afacere civilă. (Judec. oc. Târgoviște, Cartea de jud. pen. No. 904 din 6 Aprilie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1124).

**Art. 418.** — La eşirea sa din tutelă, tutorele este dator a da socoteli obşteşti pentru toată durata tutelei sale; spre acest sfârşit el este dator a întocmi două deopotrivă exemplare, care trecând prin consiliul de familie, se vor supune tribunalului, cu observaţiunile ce va fi făcut, rămânând tribunalului a le încuviinţa sau nu, după împrejurări. Numai după predarea socotelilor obşteşti şi încuviinţarea lor de către tribunal, se va considera tutorele desfăcut de tutela sa, fără jignirea dreptului rezervat pupilului devenit majore de a cere seamă tutorelui de administrarea tutelei <sup>1)</sup>. (Civ. 342, 415 urm., 426, 434, 450, 1540 urm.; Pr. civ. 254; L. jud. oc. 40; L. Timbr. 39 § 8; L. pentru epitropii din 1840, Art. 71; C. Calimach, Art. 347-350; Civ. Fr. 471).

*Text. fr. Art. 471.* — Le compte définitif de tutelle sera rendu aux dépens du mineur, lorsqu'il aura atteint sa majorité ou obtenu son émancipation. Le tuteur en avancera les frais.

On y allouera au tuteur toutes dépenses suffisamment justifiées, et dont l'objet sera utile.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acceptarea succesiunii 5.	Ipotecă legală 19.
Acte 14.	Justificarea cheltuelilor 7, 11.
Acte justificative, a se vedea cuvintele: „Justificarea cheltuelilor”.	Lucru judecat 21.
Acţiune 7, 17.	Lucruri mobile 14.
Anulare 16.	Majoritate 16, 17.
Aprecie 13.	Ministerul public 15.
Aprobare, a se vedea cuvântul: „Verificare”.	Minoritate 1 urm.
Autoritate de lucru judecat 21.	Moarte 3, 5.
Beneficiu de inventar 5.	Mobile lucruri 14.
Cale graţioasă 20.	Moştenitori 3, 5, 17.
Cheltueli 7, 9, 11, 12, 13, 18.	Neîgănit 4.
Chitanţă descărcătoare 16.	Nulitate 16.
Compturi de tutelă 1 urm.	Oficiu ”.
Confuziune de patrimoniului 5.	Omologare, a se vedea cuvântul: „Verificare”.
Consiliu de familie 17.	Parchet 15.
Convenţie 16.	Păstrare în natură 14.
Copil minor 1 urm.	Procuror 15.
Creditori 4.	Radiere 19.
Culpă 18.	Refuz 7, 17.
Deces 3, 5.	Reliquat 20.
Desfacerea definitivă de tutelă 16, 19.	Responsabilitate 21.
Destituire 18.	Scutire de compturi de tutelă 1 urm.
Dispensă 1 urm.	Socoteli de tutelă 1 urm.
Documente 14.	Succesiune, a se vedea cuvântul: „Moştenitori”.
Dol 21.	Succesorii 3, 5, 17.
Executare 20.	Termin 16.
Expirarea termenului 16.	Tribunal, a se vedea cuvântul: „Verificare”.
Folos 12, 13.	Tutelă 1 urm.
Fraudă 21.	Tutelă de fapt 2.
Gestiune de fapt 2.	Tutelă dativă 1.
Graţioasă cale 24.	Tutelă legală 1.
Hotărâre 20.	Tutelă testamentară 1.
Imbogăţire pe nedrept 12.	Tutor nou 6, 7, 8, 17.
Încetare din viaţă 3, 5.	Urmărire 20.
Încetarea tutelei 1 urm.	Utilitate 12, 13.
Indivizibilitate 10.	Venit 2, 9.
Inventar 6.	Verificare 11, 12, 13, 15, 16, 17, 19, 20, 21.

Doctrină.

**1.** Orice tutor, fie el legitim, dativ sau testamentar, trebuie să dea socoteli definitive de tutelă la încetarea tutelei fie din partea tutorului, fie din partea minorului, neputând să fie scutit sub motiv că a depus compturi anuale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 790, 791; Nacu, I, p. 650; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 519).

**2.** Chiar persoanele cari au gerat de fapt tutela, fără să fi avut calitatea de tutori, sunt datori să dea socoteli de tutelă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1215).

**3** În cazul de încetarea tutelei prin decesul minorului, tutorul este obligat a da socoteli, moştenitorilor minorului. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 519; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 791).

**4.** Creditorii minorului au dreptul ca în virtutea dispoziţiilor art. 1066 c. civ. fr. (974 c. civ. rom.) să ceară de la tutor socotelile de tutelă, chiar în timpul vieţii fostului minor, dacă el neglijează a le cere. (Laurent, V, No. 126; Huc, III, No. 455; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 791).

**5.** În cazul când minorul este singurul moştenitor al tutorului şi primeşte moştenirea acestuia pur şi simplu, fără beneficiu de inventar, el nu mai are dreptul să ceară socoteli de tutelă, de oarece s'a făcut o confuziune de patrimoniului şi fostul minor este ţinut la toate

<sup>1)</sup> Acest art. ca şi acel precedent 417, nu există în Codul civil francez. El este o inovaţiune a legiuitorului român, inspirată de grija unei bune administraţiuni a averii minorilor.



obligațiile defunctului. (Laurent, V, No. 125; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 791).

**6.** In cazul când se schimbă tutorul, fostul tutor care ese din tutelă este obligat să dea celui care intră în tutelă socotelile de tutelă, prin justiție și aceste socoteli vor ține loc de inventar, care nu se va mai face cu această ocaziune de cât în cazul când nu fusese făcut la intrarea în tutelă a fostului tutor. (Demolombe, VIII, No. 552; Beudant, II, No. 840; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 112, p. 678; Laurent, V, No. 9; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 690, text și nota 2, 791, 792; Comp.: Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 519).

**7.** In cazul când se schimbă tutorul, și tutorul care iese din tutelă refuză a prezenta socotelile de tutelă, noul tutor îl va putea acționa în judecată pentru predarea socotelilor și va putea fi condamnat la plata venitului întreg în cazul când nu prezintă justificarea cheltuelilor ce a făcut. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 792).

**8.** Dispozițiile art. 417 c. civ. român, potrivit cărora tutorul poate fi executat din oficiu de tribunal pentru prezentarea socotelilor de tutelă, își găsesc aplicațiunea nu numai la socotelile provizorii pe care tutorul este obligat a le depune la sfârșitul fiecărui an, ci și la socotelile definitive pe care tutorul care iese din tutelă este obligat să le dea noului tutor care intră în tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 792, 796).

**9.** Socotelile de tutelă vor cuprinde două partizi: una a tuturilor veniturilor și banilor primiți în numele minorului și alta a tuturilor cheltuelilor făcute cu ocazia administrației tutelii. (Demolombe, VIII, No. 109, 110, 114; Planiol et Ripert, I, No. 601; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 520; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 792, text și nota 1).

**10.** Compturile de tutelă sunt indivizibile în privința diferitelor elemente ce le compun. (Planiol et Ripert, I, No. 603).

**11.** La verificarea socotelilor de tutelă, nu se vor admite de cât cheltuelile justificate prin acte, afară de cheltueille mărunte pentru care nu se pot prezenta acte justificative. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 755; Laurent, V, No. 135; Huc, III, No. 457; Baudry et Chéneau, IV, No. 636; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1972; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 785, nota 2).

**12.** La predarea socotelilor de tutelă se vor aproba toate cheltuelile neapărate, precum și cele care fără a fi neapărate, ar fi adus un folos minorului de oarece dacă acestea din urmă nu s'ar ține în seamă, minorul s'ar îmbogăți pe nedrept în dauna tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 793, text și nota 1).

**13.** Utilitatea cheltuelilor se va aprecia în raport cu momentul când ele au fost făcute. (Huc, III, No. 457; Baudry et Chéneau, IV, No. 636; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1972; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 790, nota 2).

**14.** La predarea socotelilor tutorul este obligat să predea averea și documentele ce le deține în calitate de tutor, precum și lucrurile mobile pe care a fost autorizat a le păstra în natură. (Planiol et Ripert, I, No. 602; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 793, nota 2).

**15.** Socotelile de tutelă înainte de a fi supuse aprobării tribunalului, vor trebui să fie verificate și de către ministrul public. (Matei Cantacuzino, p. 93).

**16.** Cu toate că art. 418 c. civ. rom., arată că socotelile de tutelă vor trebui date prin justiție, totuși, când tutela s'a sfârșit prin majoritatea minorului, tutorul va putea să dea majorului socotelile de tutelă fără intervenția justiției; dar de oare ce art. 419 c. civ. rom., anulează orice convenție făcută între tutor și minor înaintea expirării unei luni de la desfacerea definitivă a tutorului, minorul are timp de o lună de la predarea socotelilor să se pronunțe asupra lor și nu va putea da chitanță descărcătoare de cât după ce va fi trecut acest termen de o lună. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 793, 794, 803, 804).

**17.** După ce consiliul de familie verifică socotelile de tutelă, ele sunt supuse aprobării justiției, care dacă le găsește că sunt neregulate, va obliga pe tutor să depue aște socotelii regulate iar în cazul când acesta refuză, va fi acționat în judecată, după împrejurări, de minorul ajuns major, de moștenitorii săi sau de noul tutor. (Nacu, I, p. 651, 652).

**18.** Cheltuelile făcute de tutor cu predarea socotelilor de tutelă sunt în sarcina minorului, afară de cazul destituirii tutorului când ele sunt în sarcina sa, de oarece din cauza culpei sale trebuiesc predate înainte de timp. (Planiol et Ripert, I, No. 604; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 520).

**19.** Ipoteca legală se va radia după încuviințarea socotelilor de către justiție de oarece numai atunci se consideră tutorul desfăcut de tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 793).

**20.** Când în urma socotelilor de tutelă aprobate de către tribunal se constată că tutorul a rămas dator minorului vre-o sumă de bani sau că minorul datorește vre-o sumă de bani tutorului, hotărârea tribunalului de aprobare deși dată pe cale grațioasă, poate fi executată asupra averii tutorului sau minorului deși în instanța de aprobare a socotelilor nu a figurat minorul devenit major. (Nacu, I, p. 652).

**21.** Aprobarea compturilor, depuse de tutor, de către justiție, nu are autoritate de lucru judecat și nu poate apăra pe tutor de responsabilitate în cazul când s'ar dovedi că a întrebunțat dol sau fraudă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 790).

**22.** A se vedea: art. 415 și 416 din codul civil cu notele respective.

**Art. 419.** — Orice convențiune săvârșită între tutore și între pupilul ajuns în majoritate, va fi fără tărie, dacă ea va fi fost făcută înaintea expirării unei luni dela desfacerea definitivă a tutorelui. (Civ. 149, 413, 416 urm., 418, 809, 942, 1704, 1705 urm.; Civ. Fr. 472; Civ. Ital. 307 al. 2).

*Text. fr. Art. 472.* — Tout traité qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur, sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé, et de la remise des pièces justificatives; le tout constaté par un récépissé de l'ayant-compte, dix jours au moins avant le traité.

*Text. ital. Art. 307 al. 2.* — Nessuna convenzione tra il tutore ed il minore fatto maggiore può aver luogo prima della definitiva approvazione del conto della tutela.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

- |   |   |
|---|---|
| Administrație legală 3.                               | Intențiune 19.  |
| Adopțiune 24.   | Interpusă persoană 34.  |
| Anulare, a se vedea cuvântul: „Nulitate“.             | Invocare 25, 26, 27, 28.  |
| Aplicațiune 2, 5, 6, 11-15, 17, 23, 24.               | Ipotecă legală 15, 16, 21.  |
| Arendare 18.  | Locațiune 18.   |
| Asistență 11.   | Majoritate 1.   |
| Bună credință 21, 32.                                 | Minoritate 1 urm.   |
| Cesiune 19.   | Moarte 26.  |
| Chitanță descărcătoare 1.                             | Moștenitori 9, 10, 26, 27.  |
| Codul civil francez 23.                               | Nulitate, a se vedea cuvintele: „Aplicațiune“, „Inaplicabilitate“ și 14, 25-37. |
| Codul civil român 23.                                 | Nulitate relativă 25, 26.   |
| Compturi, a se vedea cuvintele: „Socoteli de tutelă“. | Oneros titlu 12.  |
| Confirmare 36, 37.                                    | Partaj 19   |
| Consecințe 30, 31.                                    | Persoană interpusă 34.  |
| Contract de căsătorie 13, 14.                         | Plată, a se vedea cuvântul: „Reliquat“.   |
| Convenție 1 urm.                                      | Prezumțiune 32.   |
| Convenție gratuită 12.                                | Radiere 15, 16.   |
| Convenție oneroasă 12.                                | Ratificare 36, 37.  |
| Copil minor 1 urm.                                    | Reliquat 15, 17.  |
| Cotutor 5.  | Renunțare 14, 15.   |
| Credință bună 21, 32.                                 | Restituire 35.  |
| Creditori 16, 28.                                     | Român cod civil 23.   |
| Curator 11.   | Socoteli de tutelă 1 urm.   |
| Deces 26.   | Solidaritate 21.  |
| Deosebire 23.   | Substituire 21.   |
| Desfacerea definitivă de tutelă 1 urm.                | Succesori 9, 10, 26, 27.  |
| Dol 32, 33.   | Tată 3.   |
| Dotă 13, 14.  | Termin 1 urm.   |
| Emancipare 11.  | Terțe persoane 16, 21, 31.  |
| Eroare 33.  | Titlu gratuit 12.   |
| Expirarea termenului 1 urm.                           | Titlu oneros 12.  |
| Francez cod civil 23.                                 | Tribunal 1.   |
| Fraudă 32, 33, 34.                                    | Tutelă 1 urm.   |
| Gratuit titlu 12.                                     | Tutelă de fapt 6, 7.  |
| Impărțeață 19.  | Tutelă dativă 1.  |
| Inaplicabilitate 3, 4, 7-10, 16-22.                   | Tutelă legală 1.  |
| Încetare din viață 26.                                | Tutelă testamentară 1.  |
| Încetarea tutelei 1 urm.                              | Tutor ad hoc 8.   |
| Închiriere 13.  | Tutor nou 4.  |
| Indivizibilitate 29.                                  | Valabilitate, a se vedea cuvântul: „Inaplicabilitate“.                          |
| Indiviziune 19.                                       | Vindere-cumpărare 16, 19.   |
|   | Violență 33.  |

## Doctrină.

1. Cu toate că art. 418 c. civ. rom., arată că socotelile de tutelă vor trebui date prin justiție, totuși când tutela ia sfârșit prin majoritatea minorului, tutorel va putea să dea majorului socotelile de tutelă, fără intervenția justiției; dar de oarece art. 419 c. civ. rom., anulează

orice convenție făcută între tutor și minor înaintea expirării unei luni de la desfacerea definitivă a tutorului, minorul are timp de o lună de la predarea socotelilor și să se pronunțe asupra lor și nu va putea da chitanță de-cărcătoare valabilă, decât după ce va fi trecut acest termen de o lună. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 793, 794).

2. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la orice fel de tutelă: legală, dativă sau testamentară. (Demolombe, VII, No. 82; Laurent, V, No. 153; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 800, 801).

3. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la tutelă iar nu și la administrația legală a tatălui; prin urmare, convenția încheiată între tată și copilul său devenit major, înainte de expirarea unei luni de la predarea socotelilor este validă. (Demolombe, VI, No. 455; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 123, text și nota 49, p. 787; Laurent, IV, No. 318; V, No. 153; Huc, III, No. 251; Baudry et Chéneaux, IV, No. 190, 643; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1980; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 504, 801; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 607).

4. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la convențiunile încheiate între fostul tutor și noul tutor. (Planiol et Ripert, I, No. 607).

5. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea și la gestiunea cotutorilor. (Demolombe, VII, No. 129; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 144 bis. VI; Beudant, II, No. 893; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 760; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 610; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 570, 801, nota 1; Degre, Scrieri juridice, I, p. 141).

6. După o părere, dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) se aplică și tutorului de fapt care a administrat tutela fără să fi avut calitatea de tutor. (Demolombe, VIII, No. 84, nota 2).

7. După altă părere, dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) se aplică



numai raporturilor între tutor și minor iar nu și raporturilor dintre minor și alte persoane cum ar fi un tutor de fapt. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 760; Laurent, V, No. 153; Huc, III, No. 458; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 801).

8. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la tutorul ad hoc, de oarece el nu are administrația averei minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 801).

9. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la convențiunile încheiate între tutor și moștenitorii minorului, de oarece scopul legii a fost să apere pe minor iar nu pe moștenitorii săi. (Demolombe, VIII, No. 78; Beudant, II, No. 893; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 236 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 760; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 653; Suppl., Minor-tutelle, No. 609; Laurent, V, No. 153; Huc, III, No. 458; Planiol et Ripert, I, No. 607; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 802).

10. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la convențiunile încheiate de minorul devenit major și moștenitorii tutorului. (Beudant, II, No. 893; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 236 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 760; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 609; Laurent, V, No. 153; Huc, III, No. 458; Planiol et Ripert, I, No. 607; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 802; Contra: Demolombe, VIII, No. 86 urm.).

11. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la convențiunile încheiate între tutor și minorul emancipat, chiar în cazul când la încheierea convențiilor minorului emancipat ar fi fost asistat de curatorul său. (Demolombe, VIII, No. 76; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 236 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, nota 24, p. 760; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 610; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 801; Contra: Laurent, V, No. 153; Huc, III, No. 458; Baudry et Chéneaux, IV, No. 643, 691; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1980; Planiol et Ripert, I, No. 607; Comp.: Beudant, II, No. 893, p. 529, nota 1).

12. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea la orice convențiune încheiată între tutor și minorul ajuns la majoritate, având raport direct sau indirect cu socotelile de tutelă și care ar avea de efect de a da descărcare tutorului de obligația sa de a da socoteală de administrația tutelei, fie că este cu titlu oneros, fie că este cu titlu gratuit. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 236 bis, II; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1219; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 644; Suppl., Minor-tutelle, No. 603; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 608; Colin et Capitant, I, p. 522; Nacu, I, p. 654, 655; Plastara, I, p. 482).

13. Chiar în cazul când convențiunile privitoare la socotelile de tutelă ar fi înserate într'un contract de căsătorie, ele sunt nule. (Demolombe, VIII, No. 67; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 758; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 605; Planiol et Ripert, I, No. 608).

14. În cazul când fostul minor odată cu constituirea unei dote pe care o primește de la părintele său, fostul tutor, a renunțat de a cere de la el socotelile de tutelă și dacă mai târziu atacă renunțarea făcută pe motivul că a contravenit dispozițiilor art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.), renunțarea trebuie anulată, însă o dată cu ea trebuie anulată și constituirea de dotă. (Duranton, III, No. 639; XV, No. 343; Demolombe, VIII, No. 97; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121; nota 19, p. 758; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 606; Planiol et Ripert, I, No. 608, p. 641, nota 7; Contra: Merlin, Répertoire, Dot, § 2, No. 7).

15. Prin expresiunea: „orice convențiune“ (tout traité) din art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) trebuie să se înțeleagă toate actele prin care fostul minor a renunțat în favoarea tutorului său la garanțiile care au de scop să asigure plata sumelor de bani datorite de tutor fostului minor din gestiunea tutelară, cum ar fi de exemplu, actul prin care fostul minor a admis ridicarea ipotecei legale asupra bunurilor imobiliare ale fostului tutor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1219; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 759; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 648; Privilegès et hypothèques, No. 1069; Suppl., Minor-tutelle, No. 607; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 608; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 522; Nacu, I, p. 654, 655; Plastara, I, p. 482).

16. În cazul când în exemplul dat mai sus, ridicarea ipotecei legale s'ar fi făcut nu în favoarea fostului tutor ci în interesul tertului cumpărător sau a creditorilor fostului tutor, convențiunea făcută de fostul minor rămâne valabilă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 759; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 607; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 608).

17. Dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la convențiunile încheiate între minorul devenit major și fostul tutor cari sunt în legătură cu tutela și ar avea de efect să sustragă pe tutor de la predarea socotelilor de tutelă în totul sau în parte sau să priveze pe minor de măsurile de siguranță cari au de scop să garanteze plata sumelor de bani datorite de tutor din gestiunea tutelară; ele nu opresc pe tutor și pe fostul minor să încheie convențiuni cari nu ar intra în categoria actelor prevăzute mai sus. (Valette sur Proudhon, II, p. 414; Delvincourt, I, p. 131; Duvergier sur Toullier, II, No. 1249; Duranton, III, No. 638; Demolombe, VIII, No. 71; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 447; Beudant, L'état et la capacité des



personnes, II, No. 893; Marcadé, Art. 472; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1219; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, nota 21, p. 759; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 608; Laurent, V, No. 155; Huc, III, No. 458; Baudry et Chéneaux, IV, No. 639; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1979; Planiol et Ripert, I, No. 608; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 522, 523; Nacu, I, p. 654, 655; Plastara, I, p. 482; Contra: Merlin, Répertoire, Tutelle, § 3; Comp.: Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 645, 652; Matei Cantacuzino, p. 209).

**18.** Prin aplicațiunea acestor principii, se decide că minorul poate lua cu chirie un imobil al tutorului înainte de a se fi predat definitiv socotelile de tutelă. (Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 523; Nacu, I, p. 654, 655).

**19.** Prin aplicațiunea acestor principii, se decide că dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiune la convențiunile cari au de obiect o cesiune sau o vânzare de obiecte din o avere indiviză între tutor și fostul minor în scopul lichidării și împărțirii acestor bunuri. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1219; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, nota 21, p. 759; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 608; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 608).

**20.** Convențiunile încheiate între tutor și minor, sub rezerva în mod integral a efectelor dării compturilor de tutelă în viitor, trebuiesc respectate. (Paniol et Ripert, I, No. 608).

**21.** Deasemenea dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la convențiunea prin care fostul minor ar fi contractat în mod solidar cu fostul său tutor o obligațiune față de un terț de bună credință, chiar dacă ar fi substituit pe terț în drepturile sale de ipotecă legală asupra bunurilor imobile ale tutorului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, nota 23; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 608).

**22.** Deasemenea dispozițiile art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în cazul când tutorul nu se găsește în situațiunea de a da socoteală de tutelă cum ar fi în cazul când nu a existat de loc avere de administrat, de oare ce prohibițiunea din acest articol presupune existența unor socoteli de tutelă cari în specie nu pot fi date din cauza lipsei elementelor necesare pentru stabilirea lor. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 649; Planiol et Ripert, I, No. 608).

**23.** În dreptul nostru, nu numai convențiunile privitoare la socotelile de tutelă sunt oprite înainte de expirarea unei luni de la desfacerea definitivă a tutorului, ci orice convențiune în genere, de oarece textul art. 419 c. civ. rom., diferă de art. 472 c. civ. fr., corespunzător, întru cât în articolul nostru se prevede că este oprită orice „convențiune” pe când în articolul francez se arată că este oprit „tout

traité”. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 799, 800).

**24.** S'a decis că dispozițiile art. 419 c. civ. rom., își găsesc aplicațiunea și la adopțiune; prin urmare tutorul nu ar putea adopta pe minorul devenit major de cât în urma expirării termenului de o lună de la desfacerea definitivă a tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 387, 388, 741; Contra: Matei Cantacuzino, p. 209).

**25.** Nulitatea convențiunilor încheiate în disprețul prohibițiunii prevăzute de art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) este relativă, fiind prevăzută în interesul fostului minor și nu poate fi invocată de cât de dânsul iar nu și de către tutor. (Duranton, III, No. 639; Demolombe, VIII, No. 82, 91 urm.; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 236 bis, IV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1219; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 761; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 662; Suppl., Minor-tutelle, No. 613; Laurent, V, No. 153, 154, 162; Baudry et Chéneaux, IV, No. 641; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1978; Planiol et Ripert, I, No. 610; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 802, 803; Nacu, I, p. 655).

**26.** În cazul însă când minorul devenit major ar fi încheiat o convențiune cu fostul său tutor înainte de predarea socotelilor, și el ar înceta din viață, acțiunea în nulitate trece la moștenitorii săi. (Laurent, V, No. 153; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 802, nota 1).

**27.** Moștenitorii fostului minor au dreptul să invoace nulitatea convențiunilor încheiate de autorul lor cu fostul tutor, în disprețul prohibițiunii prevăzută de art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.). (Demolombe, VIII, No. 91 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, nota 32, p. 761; Laurent, V, No. 153, 154, 162; Baudry et Chéneaux, IV, No. 641; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1978; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 523; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 802, 803).

**28.** Deasemenea au dreptul să invoace nulitatea și creditorii minorului devenit major. (Demolombe, VIII, No. 91 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, nota 32, p. 761; Laurent, V, No. 153, 154, 162; Baudry et Chéneaux, IV, No. 641; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1978; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 802, 803).

**29.** În cazul când convențiunea încheiată între fostul minor și tutor, în disprețul prohibițiunii prevăzute de art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.), are legătură numai în parte cu socotelile de tutelă, convențiunea va fi anulată în întregime dacă în intențiunea părților a format un tot indivizibil. (Huc, III, No. 458; Planiol et Ripert, I, No. 608).

**30.** Nulitatea convențiunilor încheiate de minorul devenit major și fostul său tutor, în disprețul prohibițiunii prevăzută de art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) aduce și nulitatea tuturilor actelor cari sunt



consecința acestor convențiuni. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 659).

**31.** Actele încheiate de tutor cu terțele persoane, pe baza convențiilor încheiate de tutor și minorul devenit major și care se anulează, vor fi și ele anulate pe cale de consecință. (Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 614).

**32.** Nulitatea actelor încheiate între tutor și minor în disprețul prohibiției prevăzută de art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.), fiind întemeiată pe o presumpție de fraudă, tutorul nu ar putea să ceară să dovedească buna sa credință și că minorul a fost încunostiințat despre gestiunea sa înaintea încheierii contractului. (Laurent, V, No. 152; Baudry et Chéneaux, IV, No. 640; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 802, nota 3).

**33.** Convențiunile încheiate de minorul devenit major și tutor, chiar după termenul fixat de lege de la desfacerea definitivă a tutelei, pot fi atacate în nulitate pentru cauză de eroare, dol sau violență potrivit dreptului comun. (Demolombe, VIII, No. 165; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 763; Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 616; Huc, III, No. 459; Planiol et Ripert, I, No. 610).

**34.** Dacă se dovedește că tutorul a încheiat cu minorul, prin persoană interpusă, o convențiune în disprețul dispozițiilor art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.), ea trebuie anulată de oarece fraudează prohibițiunea legală. (Planiol et Ripert, I, No. 607, nota 1).

**35.** În cazul când se anulează convenția încheiată în disprețul dispozițiilor art.

472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.) minorul va fi obligat să restituie tutorului ceea ce a primit de la el și nu poate invoca dispozițiile art. 1312 c. civ. fr. (1164 c. civ. rom.), de oarece nu mai este minor, ci este major. (Demolombe, VIII, No. 97 urm.; Laurent, V, No. 164; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 803).

**36.** Până când nu se îndeplinesc formalitățile prevăzute de art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.), nu se pot ratifica fie expres, fie tacit convențiunile încheiate între tutor și minorul devenit major, în disprețul prohibiției prevăzută de acest articol, de oarece admitându-se contrariul, însuși actul confirmat ar fi atins de același viciu ca și contractul ce se confirmă. (Toullier, VIII, No. 506; Duranton, XII, No. 282; Demolombe, VIII, No. 94; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, text și nota 24, p. 760; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 661; Suppl., Minor-tutelle, No. 617; Laurent, V, No. 165; Huc, III, No. 459; Planiol et Ripert, I, No. 610; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 523).

**37.** După trecere de o lună de la desfacerea definitivă a tutelei, minorul are dreptul să confirme în mod expres sau tacit convențiunea încheiată în contra dispozițiilor art. 472 c. civ. fr. (419 c. civ. rom.). (Demolombe, VIII, No. 94; Aubry et Rau, I, § 121, p. 762; Laurent, V, No. 165; Baudry et Chéneaux, IV, No. 642; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1978; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 803).

**38.** A se vedea: art. 418, 809, 1900 și 1901 din codul civil cu notele respective.

**Art. 420.** — Dacă, după socoteli, tutorele va rămânea dator cu vreo sumă minorelui, acea sumă va purta dobândă din ziua chiar a încheierii socotelilor tutelei.

Dobânzile pentru sumele cu care ar rămânea dator minorele către tutore, nu vor curge decât din ziua după încheierea socotelilor definitive, în care se va fi făcut somațiune de plată. (Civ. 415, 1079, 1081, 1088, 1363, 1544, 1550, 1589, 1753; Pr. civ. 653; L. pentru epitropii din 1840, Art. 74; Civ. Fr. 474).

*Text. fr. Art. 474.* — La somme à laquelle s'élèvera le reliquat dû par le tuteur, portera intérêt sans demande, à compter de la clôture du compte.

Les intérêts de ce qui sera dû au tuteur par le mineur, ne courront que du jour de la sommation de payer qui aura suivi la clôture du compte.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune 3, 4, 5, 6.  
Administrație legală 2.  
Anatocism 11.  
Compturi de tutelă 1 urm.  
Copil minor 1 urm.  
Creanță 6-10.  
Datorii, a se vedea cuvintele: „Creanță”, „Reliquat”.  
Deschiderea tutelei 6.  
Distincțiune 5.  
Dobândă 1 urm.

Dobândă legală 1.  
Exigibilitate 8.  
Gestiune de afaceri 15.  
Inaplicabilitate 2, 7, 8, 9, 12.  
Intentarea acțiunii 3, 5, 6, 14.  
Minoritate 1 urm.  
Moștenitori 16.  
Notificare, a se vedea cuvintele: „Punere în întârziere”.

Omisioane 4, 5, 6.  
Prescripție 12.  
Procente, a se vedea cuvântul: „Dobândă”.  
Punere în întârziere 2, 13, 14.  
Rectificare 4, 5.  
Reliquat 1 urm.

Scadență 8.  
Socoteli de tutelă 1 urm.  
Somație 2, 13, 14.  
Subrogație 15.  
Sucesori 16.  
Tată 2.  
Tutelă 1 urm.

## Doctrină.

**1.** Dobânda despre care vorbește art. 420 c. civ. rom., este dobânda civilă legală. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 804).

2. Dispozițiile art. 474 c. civ. fr. (420 c. civ. rom.) nu se aplică tatălui administrator legal al averii copilului său minor, care va datori procente de la punerea în întârziere conform dreptului comun. (Demolombe, VI, No. 456; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 137, bis, III; Aubry et Rau, I, § 123, text și nota 50, p. 788; Laurent, IV, No. 319; Huc, III, No. 251; Baudry et Chéneaux, IV, No. 192; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 504, 805).

3. Dispozițiile art. 474 c. civ. fr. (420 c. civ. rom.) potrivit cărora dobânzile la sumele datorite de către tutor minorului, după darea socotelilor, vor începe a curge din ziua încheierii socotelilor tutelei, își găsesc aplicațiunea la cazul când tutorul predă de bună-voe socotelile de tutelă; în cazul când el nu predă socotelile de tutelă și minorul îl acționează pentru predarea lor, dobânzile vor curge de la data intentării acțiunii iar nu din ziua încheierii socotelilor de tutelă. (Demolombe, VIII, No. 136; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 460; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 238 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, p. 756; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 628; Suppl., Minor-tutelle, No. 593; Laurent, V, No. 145; Huc, III, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 805).

4. Sumele de bani recunoscute ca datorite de tutor în urma unei acțiuni în rectificarea de compturi de tutelă, introdusă de minor în contra tutorului, vor produce dobânzi nu de la data intentării acțiunii de rectificarea, ci din ziua încheierii socotelilor de tutelă. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 629; Laurent, V, No. 146; Huc, III, No. 461; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 806, nota).

5. După altă părere, trebuiește de făcut o distincțiune: în cazul când omisiunea este voluntară, dobânzile la sumele de bani recunoscute ca datorite de tutor în urma unei acțiuni de rectificarea, vor curge de la data încheierii socotelilor de tutelă iar în cazul când omisiunea este involuntară, dobânzile vor curge de la data intentării acțiunii de rectificarea. (Demolombe, VIII, No. 141 urm.; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 594; Planiol et Ripert, I, No. 602).

6. Când omisiunea este privitoare la o creanță a minorului în contra tutorului care există la deschiderea tutelei dobânzile acestei creanțe vor începe a curge de la data intentării acțiunii. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 596).

7. Dispozițiile art. 474 c. civ. fr. (420 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la sumele de bani datorite de tutor minorului și la care, potrivit dreptului comun dobânzile au curs cu începere de la o dată anterioară încheierii socotelilor de tutelă, de oarece aceste dispozițiuni sunt prevăzute în favoarea minorului și nu pot fi opuse în contra sa. (Demolombe, VIII, No. 465; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 595; Nacu, I, p. 657).

8. Dispozițiile art. 474 c. civ. fr. (420 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la creanțele minorului în contra tutorului care au devenit exigibile după încetarea tutelei, ele aplicându-se numai sumelor de bani datorite de tutor din socotelile de tutelă iar celorlalte creanțe trebuind să li se aplice dreptul comun. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 597; Laurent, V, No. 144; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 806).

9. Deasemeni dispozițiile art. 474 c. civ. fr. (420 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la creanțele minorului în contra tutorului cari au luat naștere posterior încetării tutelei, acestor creanțe trebuind să li se aplice dreptul comun. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 597; Laurent, V, No. 144; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 806).

10. Tutorul va datori procente legale din ziua încheierii socotelilor nu numai la sumele de bani rezultate din gestiunea propriu zis a tutelei ci și la sumele pe care el le-ar datori minorului independent de tutelă precum și la cele datorite de alte persoane de oarece tutorul era obligat să le încaseze și să le întrebuițeze. (Laurent, V, No. 143; Planiol et Ripert, I, No. 602; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 806).

11. Dobânzile sumelor de bani datorite de tutor minorului din socotelile de tutelă nu pot fi capitalizate la sfârșitul fiecărui an pentru ca la rândul lor să producă și ele dobânzi. (Toullier, II, No. 1273; Demolombe, VIII, No. 133; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 121, nota 15, p. 757; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 598; Baudry et Chéneaux, IV, No. 637, nota 1; Planiol et Ripert, I, No. 602; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 805, nota 1).

12. Prescripția de cinci ani nu este aplicabilă dobânzilor cari curg la sumele datorite de tutor minorului, cu începere de la sfârșitul gestiunii tutelei și până la cererea de predarea socotelilor de tutelă. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 599; Huc, III, No. 461; Planiol et Ripert, I, No. 602; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 805, nota 2).

13. În cazul când la predarea socotelilor de tutelă, minorul va rămâne dator tutorului cu vre-o sumă de bani, dobânzile nu vor curge în contra minorului cât timp tutorul nu va fi adresat minorului somația prevăzută de art. 474 c. civ. fr. (420 c. civ. rom.) care este indispensabilă pentru a putea curge dobânzile. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1211; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 638; Planiol et Ripert, I, No. 602; Colin et Capitant, ed. 4-a, I, p. 520; Nacu, I, p. 656, 657; Matei Cantacuzino, p. 94).

14. Dobânda pentru sumele de bani datorite de minor tutorului va curge de la data somațiunii extra-judiciare pe care este obligat s'o facă tutorul minorului iar nu din ziua cererii în judecată. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 805).



15. Pentru sumele de bani datorite de minor tutorului, nu în calitate de tutor ci în calitate de gestionar de afaceri, cum ar fi în cazul când tutorul a plătit o datorie a minorului, dobânzile se vor socoti din ziua când tutorul a făcut plata. (Cohn et Capitant, ed. 4-a, I, p. 520, 521).

16. Dispozițiile art. 474 c. civ. fr. (420

c. civ. rom.) nefiind personale tutorului sau fostului minor, ele își găsesc aplicațiunea și moștenitorilor lor. (Demolombe, VIII, No. 135; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 805).

17. A se vedea: art. 1901 din codul civil cu notele respective.

## CAPITOLUL III

Despre emancipațiune <sup>1)</sup>.

**Art. 421.** — Minorele se emancipează de drept prin căsătorie. (Civ. 127, 425, 431 urm., 1224, 1225, 1231; C. com. 10; Civ. Fr. 476).

*Text. fr. Art. 476.* — Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage.

## Bibliografie (continuare).

PAȘALEGA DEM., *Observație* sub C. Apel Craiova s. I, 20 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 24;

SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Ocol. Herța-Dorohoi, Jurnal din 26 Iulie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1365.

## INDEX ALFABETIC

(ia doctrină)

Adopțiune 14.	Incetare din viață 9.
Angajament teatral 11.	Irevocabilitate 5, 6, 7, 9.
Anulare 6, 7, 8.	Legală emancipare 1 urm.
Armată 12.	Lege personală 15, 16, 18.
Ascendenți 13.	Lege teritorială 15, 17, 18.
Bărbat 16.	Minor emancipat 1 urm.
Căsătorie 1 urm.	Moarte 9.
Căsătorie putativă 7.	Naționalitate 16.
Condițiune 3.	Nulitate 6, 7, 8.
Consimțământ la căsătorie 13.	Ordine publică 2.
Contract de căsătorie 2.	Părinți 13, 14.
Deces 9.	Personal statut 15, 16, 18.
Derogare 2.	Primar 14.
Desfacerea căsătoriei 9.	Putativă căsătorie 7.
Dispensă de vârstă 4, 5.	Putere părintească 10, 11, 12.
Divorț 9.	Real statut 15, 17, 18.
Domiciliu 10.	R-evocabilitate 5, 6, 7, 9.
Dotă 2.	Servicii 11.
Efecte 8.	Statut personal 15, 16, 18.
Emancipare 1 urm.	Statut real 15, 17, 18.
Emancipare expresă sau legală 1 urm.	Străini 15-18.
Emancipare tăcită 1.	Tacită emancipațiune 1 urm.
Expresă emancipare 1.	Teatral angajament 11.
Femeie 16.	Termin 3.
Formalitățile emancipării 17, 18.	Tutelă 10.
	Vârstă 4, 5.

## Doctrină.

1. Emanciparea poate fi expresă și tacită sau legală. (Planiol et Ripert, I, No. 617, 618; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 822; Matei Cantacuzino, p. 100, 101; Plastara, I, p. 499).

2. Nici prin contractul de căsătorie, nici printr-o altă convențiune particulară nu se poate pune vre-o pedecă la emanciparea minorului prin căsătorie care este

o consecință legală a ei, de oarece nu se poate deroga prin convențiune sau dispozițiuni particulare la legile cari interesează ordinea publică. (Demolombe, VIII, No. 184; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1228; Beudant, II, No. 903; Massé et Vergé, I, § 226, p. 451; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 831, 832; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 786; Laurent, V, No. 193; Huc, III, No. 466; Baudry et Chéneaux, IV, No. 656; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1997; Planiol et Ripert, I, No. 618; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 823).

3. Emanciparea nu poate fi conferită nici sub condițiuni, nici pe un termen anumit nici pentru unele acte numai. (Demolombe, VIII, No. 227; Laurent, V, No. 193; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 821; Contra: Toullier, II, No. 1300).

4. Minorul care s'a căsătorit cu dispensă de vârstă, înainte de vârsta cerută de lege pentru a se putea căsători, este emancipat prin căsătoria sa. (Beudant, II, No. 908; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1228; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 787; Suppl., Minor-tutelle, No. 685; Huc, III, No. 466; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1997; Planiol et Ripert, I, No. 618; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 823).

5. Chiar dacă s'a desfăcut căsătoria înainte de vârsta la care minorul poate fi emancipat în mod expres, emanciparea sa este irevocabilă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1228; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 787; Suppl., Minor-tutelle, No. 685; Planiol et Ripert, I, No. 618).

<sup>1)</sup> Emancipațiune în Codul Calimach și în Codul Caragea se numea: „*artare de cărstă*”. A se vedea art. 230, 231, 333 și urm. din Codul Calimach și Partea I, Cap. III din Codul Caragea.

**6.** In cazul când căsătoria unui minor se anulează, odată cu anularea căsătoriei se revoacă și emanciparea minorului. (Demolombe, VIII, No. 187; Beudant, II, No. 903; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 832; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 685; Laurent, V, No. 195; Huc, III, No. 466; Baudry et Chéneaux, IV, No. 657, 658; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1997; Planiol et Ripert, I, No. 618; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 823, nota 4).

**7.** In cazul când căsătoria a fost putativă pentru minor, după anularea căsătoriei, emanciparea minorului subsistă. (Demolombe, VIII, No. 187; Beudant, II, No. 928; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 832; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 685; Laurent, V, No. 195; Huc, III, No. 466; Baudry et Chéneaux, IV, No. 657, 658; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1997; Planiol et Ripert, I, No. 618; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 823, nota 4).

**8.** In timpul judecării acțiunii de anulare a căsătoriei unui minor, emanciparea minorului prin căsătoria sa, își produce efectele. (Merlin, Répertoire, Mariage, section 6, § 1, question 3; Demolombe, VIII, No. 187; Beudant, II, No. 928; Vazeille, Traité du mariage, I, No. 257; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, nota 6, p. 832; Dalloz, Rép., Mariage, No. 457; Minor-tutelle, No. 788; Laurent, V, No. 195; Huc, III, No. 466; Baudry et Chéneaux, IV, No. 657, 658; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1997; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 824, nota).

**9.** Desfacerea căsătoriei prin moarte sau divorț, nu aduce încetarea emancipării copilului minor. (Demolombe, VIII, No. 187; Beudant, II, No. 928; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1229; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 832; Laurent, V, No. 195; Huc, III, No. 466; Baudry et Chéneaux, IV, No. 659; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1998; Planiol et Ripert, I, No. 618; Colin et Capitant, I, p. 547; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 824, nota).

**10.** Minorul emancipat, ne mai fiind sub puterea părintească sau sub tutelă, are dreptul să-și fixeze singur domiciliul unde va voi. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1231; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 800; Planiol et Ripert, I, No. 637; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 841).

**11.** Minorul emancipat are dreptul să-și conducă persoana sa cum va voi; el va putea să-și angajeze serviciile sale, să facă comerț, să contracteze un angajament teatral, etc. (Beudant, II, No. 905, 906; Aubry et Rau, I, § 130, p. 836; Planiol et Ripert, I, No. 637; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 841).

**12.** Minorul emancipat va avea dreptul să intre voluntar în armată, fără consimțământul altei persoane, de oarece el nu mai este sub autoritatea părintească. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 841; Comp.: Demolombe, VIII, No. 265; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 130, text și nota 2, p. 836; Planiol et Ripert, I, No. 637).

**13.** Minorul chiar emancipat nu are dreptul să se căsătorească fără consimțământul ascendenților săi. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1231; Beudant, II, No. 906; Planiol et Ripert, I, No. 637; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 841; Nacu, I, p. 669).

**14.** Minorul emancipat nu poate fi adoptat fără consimțământul părinților, sau în lipsa lor fără consimțământul primarului domiciliului adoptatorului; asistența curatorului nu este admisă în această materie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 841; Nacu, I, p. 669; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 637).

**15.** Regulele privitoare la emancipare, vor fi guvernate de legea personală a minorului, cu rezerva excepțiilor cari rezultă din aplicarea sau neaplicarea legilor personale asupra unui teritoriu străin. (Huc, I, No. 151; III, No. 477; Planiol et Ripert, I, No. 623; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 878).

**16.** Pentru emanciparea tacită prin căsătorie, se va aplica legea personală a bărbatului, de oarece femeea dobândește prin căsătorie naționalitatea acestuia. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 878, 879).

**17.** Formele emancipării sunt guvernate de legea țării unde are loc emanciparea. (Huc, III, No. 477; Planiol et Ripert, I, No. 623; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 879).

**18.** In cazul când legea personală cere forme solemne pentru emancipare, ea nu va putea fi făcută în țară străină prin act sub semnătură privată. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 879, 880; Contra: Huc, III, No. 479).

**19.** A se vedea: art. 282, 283 și 974 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927).

**1.** Fiica emancipată prin căsătorie, nu reintră sub tutelă în caz de desfacerea căsătoriei, ci emanciparea continuă să existe, căci nu există nici un text de lege care să prevadă pierderea beneficiului emancipării acordat de lege. (C. Apel Craiova, s. I, 20 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 24).

**2.** A se vedea: art. 425, nota 2; art. 1157, nota 3).

**Art. 422.** — Minorele chiar necăsătorit, va putea fi emancipat de către tatăl său, sau în lipsa tatălui, de către mama sa, când va fi împlinit 18 ani ai vârstei sale.

Această emancipare se va face prin singura declarațiune a



tatălui sau a mamei, la tribunal, care se va publica. (Civ. 425, 431 urm., 445, 447; Leg. Timbr. art. 21 § 24; Civ. Fr. 477).

*Text. fr. Art. 477.* — Le mineur, même non marié, pourra être émancipé par son père ou, à défaut de père, par sa mère, lorsqu'il aura atteint l'âge de quinze ans révolus.

Cette émancipation s'opérera par la seule déclaration du père ou de la mère, reçue par le juge de paix assisté de son greffier.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Absență 11-15.  
Acceptare 31, 32.  
Act autentic 26.  
Act scris 27.  
Act solemn 26.  
Adopțiune 24.  
Anulare 36, 37.  
Aprecieri suverană 2, 3.  
Ascendenți 9.  
Atentat la pudoare 5.  
Autorizație 15, 20, 21, 22.  
Bărbat 20, 21, 22.  
Căsătorie 17, 18, 20, 21, 22, 25, 39.  
Competență 26, 33-37.  
Consiliu îngrijitor 19.  
Consimțământ 31, 32.  
Control 2, 3, 18.  
Copie 38, 42.  
Copil adoptiv 24.  
Copil natural 23.  
Dată certă 30.  
Deces 8, 9, 12.  
Declarație de emancipare 26-30, 33-43.  
Desfăcerea căsătoriei 6, 7, 8.  
Destituire 4.  
Dispensă 4.  
Divorț 6, 7.  
Domiciliu 25, 35, 37.  
Dovadă 42, 43.  
Efecte 40.  
Emancipare 1 urm.  
Emancipare expresă 25-28.  
Emancipare tacită 25, 39.  
Excludere 4.  
Exclusivitate 2.  
Expresiemancipare 25-28.  
Extract 38.  
Folosință legală 13, 14.  
Fraudă 37.  
Gazetă oficială 38.  
Grefier 34 bis.  
Imposibilitate 11-15.  
Inadvertență 1.  
Încetare din viață 8, 9, 12.  
Interdicțiune 11-16.  
Intervale lucide 16.  
Judecător de ocol 34.  
Justiție, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.  
Mamă 2-5, 7-23.  
Mamă naturală 23.  
Mandat 29, 30.  
Marturi 43.  
Minor emancipat 1 urm.  
Moarte 8, 9, 12.  
Monitorul oficial 38.  
Nulitate 36, 37.  
Părinți, a se vedea cuvintele: „Mamă”, „Tată”.  
Părinți adoptivi 24.  
Perdere 43.  
Prejudiciu 13.  
Prezumțiuni 43.  
Probă 42, 43.  
Procură 29, 30.  
Profesiune 25.  
Publicație 38, 39, 40.  
Putere părintească 4, 5, 6, 8-14, 16, 17, 23, 24.  
Recăsătorie 17, 18, 20, 21, 22.  
Refuz 41.  
Registre de căsătorii 39.  
Registrelle tribunalului 42, 43.  
Renunțare 5, 18.  
Sacramentali termeni 28.  
Scris act 27.  
Solemn act 26.  
Suverana apreciere 2, 3.  
Tacită emancipare 25, 39.  
Tată 2-8, 10-16, 19.  
Termeni sacramentali 28.  
Terțe persoane 40.  
Testament 26.  
Tribunal 3, 15, 18, 20, 21, 22, 26, 33, 34 bis, 35, 36, 37, 41, 42, 43.  
Tutelă 4, 18, 19.  
Uzufruct legal 13, 14.  
Valabilitate 16.

și nici tribunalele nu au dreptul de control asupra acestei aprecieri, de oarece aprecierea lor nu poate fi atacată pe nici o cale. (Demolombe, VIII, No. 215; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 832, 835; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 770; Suppl., Minor-tutelle, No. 678; Laurent, V, No. 199, 203; Baudry et Chéneaux, IV, No. 270; Planiol et Ripert, I, No. 620; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 834).

4. Chiar în cazurile când părinții sunt dispensați, excluși sau destituiți din tutela copiilor lor minori, ei păstrează dreptul de a-i emancipa, drept care decurge din puterea lor părintească. (Loché, Art. 477; Proudhon, II, p. 552; Toullier, II, No. 1287; Duranton, III, No. 656; Demolombe, VIII, No. 202 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 451, nota 11; Marcadé, Art. 477, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1234; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 832; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 771; Suppl., Minor-tutelle, No. 679; Laurent, V, No. 200; Huc, III, No. 468; Baudry et Chéneaux, IV, No. 674; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1986; Planiol et Ripert, I, No. 619; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 826; Contra: Delvincourt, I, p. 469).

5. Părintele care a pierdut puterea părintească prin faptul că a atentat la pudoarea copilului său minor, nu are dreptul să emancipeze pe copilul care a fost victima delictului întru cât nu ar putea prin emancipare, să renunțe la autoritatea pe care nu o mai are. (Valette sur Proudhon, II, p. 351, nota a; Laurent, IV, No. 290; V, No. 199; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 482, 483, 827, nota; Contra: Demolombe, VI, No. 362; Baudry et Chéneaux, IV, No. 228).

6. Tatăl, chiar și după desfăcerea căsătoriei prin divorț și chiar în cazul când copiii nu i s'au încredințat lui, are dreptul după o părere, singur, să emancipeze pe copiii săi de oarece el are dreptul de putere părintească în tot timpul vieții sale. (Demolombe, VIII, No. 200; Aubry Rau, I, § 129, text și nota 9 bis, p. 833; Huc, III, No. 468; Baudry et Chéneaux, IV, No. 673; Carpentier, Traité théorique et pratique, I, No. 391; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 827; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 619).

7. După altă părere, în cazul când căsătoria părinților a fost desfăcută prin divorț, ambii părinți vor avea dreptul să emancipeze pe copiii lor minori. (Laurent, V, No. 199).

Doctrină.

1. Cuvântul: „chiar” din art. 422 c. civ. rom., nu are nici un sens, de oarece emanciparea expresă nu poate avea loc de cât pentru minorul necăsătorit iar minorul căsătorit este emancipat de drept prin căsătorie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 825, nota 1).

2. Dreptul de emancipare aparține în mod exclusiv tatălui și el exercită acest drept în mod suveran, fără concursul mamei, în cazul când este în viață. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1234; Planiol et Ripert, I, No. 619).

3. Dreptul de a emancipa pe copiii minori aparține în mod suveran părinților lor și nimeni nu are dreptul să critice în această privință aprecierea părinților



**8.** După desfacerea căsătoriei prin moarte, dreptul de emancipare a copiilor minori, aparține părintelui rămas în viață de oarece el exercită dreptul de putere părintească. (Demolombe, VIII, No. 201; Planiol et Ripert, I, No. 619; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 828).

**9.** În lipsa și a mamei dreptul de a emancipa pe copiii minori nu trece la ascendenții acestuia, de oarece ei nu exercită puterea părintească. (Huc, III, No. 473; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1987; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 828).

**10.** Când tatăl este lipsit de puterea părintească, deși este în viață, dreptul de a emancipa pe copiii minori comuni, aparține mamei. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 828).

**11.** În cazul când tatăl deși în viață, însă se găsește în imposibilitate de a-și putea exercita puterea părintească, cum ar fi de exemplu, când este interzis sau absent, după o părere, mama are dreptul să emancipeze pe copiii lor minori comuni de oarece cuvintele: „în lipsa tatălui”, trebuiesc înțelese că tatăl este în imposibilitate de a uza de dreptul de emancipare. (Demolombe, VIII, No. 206 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, nota 10, p. 833; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 772; Suppl., Minor-tutelle, No. 679; Laurent, V, No. 205; Huc, III, No. 470; Baudry et Chéneaux, IV, No. 677; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1986; Planiol et Ripert, I, No. 619; Colin et Capitant, I, p. 548; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 828; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1240).

**12.** După a doua părere, în timpul vieții tatălui chiar interzis, sau în caz de absență, dacă nu este constatat decesul său, mama nu are dreptul să emancipeze pe copiii lor minori comuni, de oarece emanciparea ar aduce stingerea dreptului de putere părintească al tatălui și mama nu poate să nimicească acest drept. (Valette sur Proudhon, II, p. 425 urm.; Toullier, II, No. 1287; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 772; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1239).

**13.** După a treia părere, în cazul când tatăl este în imposibilitate de a-și exercita puterea părintească, deși este în viață, mama are dreptul să emancipeze pe copilul minor comun, numai în cazul când el are 18 ani cel puțin în Franța (după codul civil român 20 ani) de oarece în acest caz tatăl nemai având dreptul de folosință legală, emanciparea copilului nu-i cauzează nici un prejudiciu. (Marcadé, Art. 477; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1236).

**14.** După a patra părere, mama are dreptul să emancipeze pe copilul minor comun, în cazul când tatăl se găsește în imposibilitate să-și exercite dreptul de putere părintească, însă în acest caz emanciparea copilului nu aduce stingerea uzufructului legal al tatălui. (Duranton, III, No. 655; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, No. 1237).

**15.** După a cincea părere, mama are dreptul să emancipeze pe copilul minor comun, în cazul când tatăl se găsește în imposibilitate să-și exercite dreptul de putere părintească, însă în acest caz mama va trebui să dobândească autorizația tribunalului. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 243 bis, III; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1240, p. 606, nota 1).

**16.** Declarația de emancipare făcută de părintele supraviețuitor interzis, în interval lucid este valabilă, de oarece el deși interzis, păstrează puterea părintească asupra copiilor săi minori. (Laurent, V, No. 303 bis; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 831, nota 2).

**17.** Mama chiar după recăsătoria sa, păstrează dreptul să emancipeze pe copilul său minor din prima căsătorie, de oarece are dreptul de putere părintească asupra acestui copil. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1234; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 118; Suppl., Minor-tutelle, No. 679).

**18.** În cazul când mama recăsătorită a renunțat la tutela copilului său minor din prima căsătorie, ea are dreptul să emancipeze pe acest copil, însă tribunalele pot controla modul cum ea își exercită acest drept. (Demolombe, VIII, No. 202 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1234; Aubry et Rau, I, § 129, p. 832; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 773; Suppl., Minor-tutelle, No. 679; Laurent, V, No. 200; Huc, III, No. 468; Baudry et Chéneaux, IV, No. 674; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1986; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 826).

**19.** Mama căreia i s'a numit de către soțul ei un consiliu îngrijitor, nu are nevoie de consimțământul acestui consiliu pentru a emancipa pe copiii săi, de oarece atribuțiunile acestui consiliu sunt privitoare numai la actele de tutelă. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 674; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 827).

**20.** Mama recăsătorită, după o părere nu are dreptul singură fără autorizația soțului său sau a justiției să emancipeze pe copiii săi minori din prima căsătorie. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 774; Suppl., Minor-tutelle, No. 680; Laurent, V, No. 202; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 827).

**21.** După a doua părere, mama recăsătorită, are dreptul singură fără autorizația celui de al doilea soț sau a justiției, să emancipeze pe copiii săi minori din prima căsătorie. (Rolland de Villargues, Conseil de tutelle, Emancipation, No. 9; Demolombe, VIII, No. 203; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 144; Huc, III, No. 471; Baudry et Chéneaux, IV, No. 674).

**22.** În părerea aceasta din urmă în cazul când cel de al doilea soț refuză să autorizeze pe soția sa să emancipeze pe copiii săi din prima căsătorie, autorizația se va putea acorda de către tribunal, la care se va adresa soția. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 774).

**23.** Mama naturală are dreptul ca și



cea legitimă, să emancipeze pe copiii săi naturali minori. (Toullier, II, No. 1287; Duranton, III, No. 657; Demolombe, VIII, 373 urm.; Marcadé, Art. 477, No. 2; Aubry et Rau, ed. 4-a, VI, § 571, p. 214; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 698; Suppl., Minor-tutelle, No. 681; Laurent, V, No. 204; Huc, III, No. 475; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 826, nota 1; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 619).

**24.** Părinții adoptivi nu au dreptul să emancipeze pe copiii minori adoptați de oarece ei rămân în familia lor firească și părinții adoptivi nu au dreptul de putere părintească asupra lor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 826, nota 1).

**25.** Emanciparea unui copil minor trebuie să fie expresă, singura emancipare tacită în codul civil este cea făcută prin căsătoria minorului. În alte cazuri ea nu poate avea loc în mod tacit din diferite împrejurări particulare în care s'ar găsi minorul, cum ar fi aceea că ar exercita o profesiune, având o existență independentă sau ar avea un domiciliu deosebit. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 765; Huc, III, No. 477; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 824, nota 1; Comp.: Laurent, V, No. 196; Planiol et Ripert, I, No. 617, 618).

**26.** Pentru valabilitatea unei emancipări, în afară de aceea prin căsătoria minorului, trebuie neapărat ca părintele minorului să facă declarația înaintea justiției iar nu înaintea unei alte autorități de oarece emanciparea este un act solemn; această declarație nu poate fi înlocuită printr'un testament sau printr'un act autentic. (Demolombe, VIII, No. 196; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, nota 11, p. 834; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 769; Laurent, V, No. 197; Huc, III, No. 480; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 830, text și nota 4).

**27.** Declarațiunea de emancipare trebuie să fie expresă și în formă scrisă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 829).

**28.** Declarația de emancipare nu trebuie să fie făcută în termeni sacramentali, fiind de ajuns să rezulte în mod expres că voința părintelui este să emancipeze pe copilul său minor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 830, nota 3).

**29.** Declarațiunea de emancipare a minorului poate fi făcută de către părintele său printr'un mandatar cu procură autentică și specială. (Demolombe, VIII, No. 197; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 785; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 830).

**30.** Declarațiunea de emancipare a minorului poate fi făcută de părintele său și printr'un mandatar cu procură sub semnătură privată însă se cere ca ea să fi dobândit dată certă. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 785).

**31.** Pentru valabilitatea emancipării nu se cere intervenția minorului sau acceptarea sa. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 767).

**32.** Emanciparea are loc fără știința

și fără consultarea copilului minor, care nu se poate opune. (Demolombe, VIII, No. 193; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 830).

**33.** Numai tribunalele de județ, civile au dreptul să primească declarațiile de emancipare ale copiilor minori, iar nu și cele comerciale sau de notariat. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 825, text și nota 2).

**34.** Judecătorii de ocoale nu au dreptul să primească declarațiile de emancipare ale copiilor minori. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 826, nota).

**34 bis.** Declarația de emancipare trebuie primită de completul tribunalului asistat de grefier iar nu numai de un singur judecător al tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 829).

**35.** Instanța competentă ca să primească declarațiunea părintelui de emanciparea copilului său minor, este după o părere, aceea a domiciliului minorului. (Beudant, II, No. 904; Demolombe, VIII, No. 194; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 768; Suppl., Minor-tutelle, No. 677; Huc, III, No. 472; Baudry et Chéneau, IV, No. 472; Planiol et Ripert, I, No. 620).

**36.** După o altă părere, părintele poate face declarația de emancipare a copilului său minor, la orice tribunal în afară de acel al minorului, de oarece nu se poate anula un act juridic fără un text expres de lege. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 677; Laurent, V, No. 197; Planiol et Ripert, I, No. 620; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 829, text și nota 2).

**37.** După a treia părere, deși declarația de emancipare trebuie făcută la tribunalul domiciliului minorului, însă declarația făcută la alt tribunal nu aduce anularea emancipării decât în cazul când ar exista fraudă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, nota 10, p. 834).

**38.** Publicația declarației de emancipare trebuie să aibă loc prin Monitorul Oficial sau în gazeta oficială a Curții respective; ea trebuie publicată în întregime iar nu numai în extract. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 829, text și nota 4).

**39.** Emanciparea tacită prin căsătorie, nu se publică de oarece părțile interesate pot lua cunoștința de ea prin consultarea registrelor de căsătorie care sunt publice. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 830, nota 1).

**40.** Efectele emancipării vor începe să aibă loc numai după publicarea declarațiunei de emancipare, de oarece din acest moment terțele persoane au cunoștința de ea. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 830).

**41.** Tribunalul nu poate refuza să ia act de declarația de emancipare făcută de părintele minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 830).

**42.** Dovada emancipării se va face prin copii de pe registrele tribunalului unde a fost trecută declarația. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 831).

**43.** În cazul când registrele tribunalului unde a fost trecută declarația de e-

mancipare s'au pierdut, dovada emancipării se va face prin martori sau prezumții potrivit dispozițiilor art. 46 și 1348 c. civ. fr. (33 și 1198 c. civ. rom.).

(Laurent, V, No. 198; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 831).

44. A se vedea: art. 421 din codul civil cu notele respective.

**Art. 423.** — Minorele ai cărui tată și mamă au încetat din viață, va putea asemenea fi emancipat, însă numai după ce va fi împlinit vârstă de 20 ani, și dacă consiliul de familie va găsi de cuviință.

În acest caz, emancipațiunea va rezulta din deliberațiunea consiliului de familie și din declarațiunea ce tribunalul dimpreună cu consiliul de familie va fi făcut în acelaș act, că minorele este emancipat.

Incuviiințarea emancipațiunii se va publică<sup>1)</sup>. (Civ. 356 urm., 366, 424, 431 urm.; Pr. civ. 638 urm.; Civ. Fr. 478).

*Text. fr. Art. 478.* — Le mineur resté sans père ni mère pourra aussi, mais seulement à l'âge de dix-huit ans accomplis, être émancipé, si le conseil de famille l'en juge capable.

En ce cas, l'émancipation résultera de la délibération qui l'aura autorisée, et de la déclaration que le juge de paix, comme président du conseil de famille aura faite dans le même acte, que le mineur est émancipé.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 1, 2, 3.  
Anulare 7, 9, 10.  
Apreciere suverană 7.  
Competență 9.  
Condițiune 8.  
Consiliu de familie 1 urm.  
Copie 11.  
Copil emancipat 1 urm.  
Curator 9, 10.  
Decădere 1, 2, 3.  
Deces 1, 2, 3, 6.  
Declarație de emancipare 4, 11.  
Deliberare 7, 9, 10, 11.  
Efecte 11.  
Emancipare 1 urm.  
Încetare din viață 1, 2, 3, 6.

Incompetență 9.  
Interdicțiune 1, 2, 3, 4.  
Intervale lucide 4.  
Minor emancipat 1 urm.  
Moarte 1, 2, 3, 6.  
Monitorul Oficial 11.  
Nulitate 7, 9, 10.  
Părinți 1-5.  
Părinte supraviețuitor 4, 5.  
Proces-verbal 11.  
Publicații 11.  
Putere părintească 1-5.  
Restricțiune 8.  
Suverană apreciere 7.  
Tribunal 7, 9, 12.  
Tutelă 2, 5, 6, 10.  
Valabilitate 4.

#### Doctrină.

1. Nu numai în cazul când ambii părinți ai minorului au încetat din viață, emanciparea lui trebuiește făcută de către consiliul de familie, ci și în cazul când ambii părinți sunt declarați absenți, sau când unul dintre părinți este mort iar celălalt este absent sau în cazul când unul dintre părinți fiind mort sau declarat absent celălalt părinte a fost declarat decăzut din puterea părintească, este interzis sau este prezumat absent. (Demolombe, VIII, No. 223 urm.; Beudant, II, No. 904; Aubry et Rau, I, § 129, p. 834; Marcadé, Art. 479; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 784; Laurent, V, No. 205; Huc,

III, No. 473; Baudry et Chéneaux, IV, No. 681; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1241; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 244 bis).

2. În cazurile când nici unul dintre părinți nu este încetat din viață nici declarat absent, chiar dacă ambii părinți sunt prezumați absenți, sunt puși sub interdicțiune sau sunt decăzuți din puterea părintească, după o părere, consiliul de familie nu are dreptul să emancipeze pe copiii lor minori, de oarece în toate aceste cazuri nu poate exista consiliu de familie de oarece nu există deschisă tutela. (Marcadé, Art. 478; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 784; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1241).

3. După o altă părere și în aceste cazuri, consiliul de familie va hotări asupra emancipării copiilor minori. (Demolombe, VIII, No. 223 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 833; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1241).

4. Declarația de emancipare făcută de părintele supraviețuitor interzis, în intervale lucide, este valabilă, de oarece el deși interzis, păstrează puterea părintească asupra copiilor săi minori. (Laurent, V, No. 303 bis; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 831, nota 2).

5. Părintele supraviețuitor chiar dacă nu este tutor însă are puterea părintească, are dreptul numai el să emancipeze pe copilul său minor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 831).

1) Art. 478 francez, corespunzător, nu cuprinde dispoziția finală a publicității incuviiințării emancipațiunii.



6. Minorul care la încetarea din viață a părinților săi ar avea 18 ani împliniți (în România 20 ani împliniți) poate fi emancipat, chiar înainte de a i se fi numit un tutor. (Demolombe, VIII, No. 212; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 832, nota 1).

7. Consiliul de familie apreciază în mod suveran dacă minorul poate fi emancipat și deliberarea sa nu poate fi atacată pe nici o cale de recurs. (Taulier, II, p. 89; Demolombe, VII, No. 335, 336; VIII, No. 215; Aubry et Rau, I, § 129, p. 836; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 778; Suppl., Minor-tutelle, No. 682; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 834; Matei Cantacuzino, p. 100, 101; Contra: Beudant, II, No. 904; Laurent, V, No. 470).

8. Consiliul de familie când emancipează un minor, nu poate pune restricțiuni la exercitarea drepturilor care rezultă din lege. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 779; Suppl., Minor-tutelle, No. 683; Laurent, V, No. 193; Contra: Toulhier, II, No. 1300).

9. Deliberarea consiliului de familie care numește un curator minorului emancipat, poate fi atacată pentru cauză de incompetență a instanței înaintea căreia a avut loc deliberarea. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 682).

10. În cazul când tuturul atacă în nulitate, deliberarea consiliului de familie, care a declarat din oficiu emancipat pe un minor, trebuie chemați în cauză și minorul emancipat și curatorul său. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 682).

11. Pentru ca emanciparea să-și poată produce efectele sale, trebuie ca să se publice în Monitorul Oficial, copie de pe procesul-verbal de deliberare a consiliului de familie și de pe declarația tribunalului de emancipare a minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 833).

12. A se vedea: art. 422 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Atribuțiunile consiliului de familie sunt restrânse la cazurile prevăzute de lege cum este art. 398 c. c., care prevede că consiliul de familie regulează după starea averei, suma cheltuelilor de peste an; deci dreptul acordat de acest text consiliului de familie este mai mult de a cerea partea bănească din venitul ce trebuie să se sacrifice pentru îngrijirea minorului și dacă din acel drept s'ar zice că ar rezulta necesarmente de a se aprecia odată cu cătimea și scopul și obiectul cheltuelilor, s'ar trece peste îndatoririle tuturului.

În ceea ce privește persoana minorului, rolul consiliului de familie se reduce în a emancipa pe minor, în cazul art. 423 c. civ., și a revoca această emancipare, pe când nu poate cere pedepsirea și încarcerarea minorului decât după plângerea tuturului.

Nu tot astfel se poate zice de tutore căci art. 390 c. civ., prevede că el va purta de grijă de persoana minorului și îl va reprezenta în toate actele civile, administrând și bunurile sale ca un bun părinte de familie și prin aceasta îl supune la o responsabilitate personală și la garanții particulare și faptul că legea prevede excluderea lui atunci când a fost condamnat la o pedeapsă, ne arată soliditatea pe care legiuitorul o are față de acel care e menit să îngrijească de persoana minorului.

Prin urmare tutorele fiind acela care determină educația minorului și directiva în viață, ca unul ce crește pe minor și trăește cu el, Consiliului de familie nu-i mai este dat să se pronunțe asupra preschimbării numelui său patronimic, care este de atributul tutorelui. (C. Ap. Galați, decizia civilă No. 130 din 26 Iunie 1924, Jurispr. Gen. 1926. No. 1283).

Art. 424. — Dacă tutorele nu va fi făcut nici o cerere de emancipațiune a minorelui, de care s'a vorbit în art. precedent, și dacă una sau mai multe rude sau cuscri ai acestui minore în gradul de văr primar, sau în grade mai de aproape, îl vor găsi destoinic, de a fi emancipat, vor putea cere dela tribunal de a convoca consiliul de familie ca să delibereze despre această emancipare. (Civ. 356 urm., 423, 660 urm.; Civ. Fr. 479).

*Text. fr. Art. 479.* — Lorsque le tuteur n'aura fait aucune diligence pour l'émancipation du mineur dont il est parlé dans l'article précédent, et qu'un ou plusieurs parents ou alliés de ce mineur, au degré de cousin germain ou à des degrés plus proches, le jugeront capable d'être émancipé, ils pourront requérir le juge de paix de convoquer le conseil de famille pour délibérer à ce sujet. Le juge de paix devra déférer à cette réquisition.

## Doctrină.

1. Consiliul de familie nu poate fi convocat pentru a delibera asupra emancipării copilului minor, la cererea altor rude în afară de cele prevăzute de art. 479 c. civ. fr. (424 c. civ. rom.). (Demolombe, VIII, No. 218 urm.; Beudant, II, No. 904; Aubry et Rau, I, § 129, text și notele 13 urm., p. 835; Laurent, V, No. 206; Huc, III, No. 474; Baudry et Chéneaux, IV, No. 684; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 833).

2. În cazul când nici tutorul, nici rudele sau afiniile minorului în gradul prevăzut de art. 479 c. civ. fr. (424 c. civ. rom.) nu vor voi să provoace emanciparea minorului, după o părere, acesta nu are dreptul să ceară tribunalului convocarea consiliului de familie pentru a delibera asupra emancipării sale. (Delvincourt, I, p. 469; Duranton, III, No. 662; Beudant, II, No. 904; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 453, nota 21; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1242; Aubry et Rau, I, § 129, p. 835; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 780; Laurent, V, No. 206; Huc, III, No. 474; Baudry et Chéneaux, IV, No. 684; Planiol et Ripert, I, No. 621; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 833; Comp.: Demolombe, VIII, No. 218).

3. După altă părere, în cazul când nici tutorul nici rudele sau afiniile minorului, în gradul prevăzut de lege nu vor voi să provoace emanciparea minorului, acesta are dreptul să ceară tribunalului convocarea consiliului de familie pentru a delibera asupra emancipării sale. (Proudhon, II, No. 428; Toullier, II, No. 1290).

4. Tribunalul nu are dreptul ca, din oficiu, să convoace consiliul de familie pentru a delibera asupra emancipării unui copil minor. (Duranton, III, No. 661; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 453, nota 21; Marcadé, Art. 479, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 834; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 781; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 833; Contra: Demolombe, VIII, No. 219; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 245 bis).

5. Ministerul public nu are deasemenea dreptul să ceară tribunalului convocarea consiliului de familie pentru a delibera asupra emancipării unui copil minor, de oarece el este parte alăturată în această materie. (Duranton, III, No. 661; Demolombe, VIII, No. 218; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 453, nota 21; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 834; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 783; Planiol et Ripert, I, No. 621; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 833).

6. Tribunalul este obligat să convoace consiliul de familie pentru a discuta asupra emancipării copilului minor, când tutorul sau rudele anume arătate de lege, o cer. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1234).

7. Formarea și convocarea consiliului de familie, va avea loc la tribunalul domiciliului minorului care va fi acel al tutorului său. (Laurent, V, No. 207, 210; Planiol et Ripert, I, No. 621; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 834).

8. Emanciparea admisă de către consiliul de familie în urma unei convocări neregulate este valabilă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 129, p. 835; Laurent, V, No. 206; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 834).

**Art. 425.** — Minorele emancipat va avea un curator până la etatea majoră, care se va numi de consiliul de familie. (Civ. 421 urm., 426, 434, 749, 815; C. p. 330; Pr. civ. 277; Civ. Fr. 480).

*Text. fr. Art. 480.* — Le compte de tutelle sera rendu au mineur émancipé, assisté d'un curateur qui lui sera nommé par le conseil de famille.

*Text. fr. Art. 480. (Modificat prin legea din 20 Martie 1917).* — Le compte de tutelle sera rendu au mineur émancipé assisté d'un curateur de l'un ou de l'autre sexe nommé par le conseil de famille.

Si la curatrice est mariée, elle devra obtenir l'autorisation de son mari.

## Bibliografie (continuare).

- DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 157;  
 PAȘALEGA DEM., *Observație sub C. Apel Craiova s. I, 20 Martie 1924*, Pand. Rom. 1925, III, 24;  
 RAICEA I. D., *Notă sub Judec. Bârca-Dolj, 457 din 1924*, Jur. Gen. 1925, No. 2158.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Administrație 24, 26, 31.  
 Apreciere 15, 22.  
 Ascendenți 2, 3, 18.  
 Asistență 8, 9, 24, 30.  
 Bărbat 7, 8, 9, 10, 10 bis,  
 18.

Capital 29.  
 Căsătorie 7, 8, 9, 16, 20,  
 32.  
 Competență 19, 20, 23.  
 Compturi 26, 31.  
 Consiliu de familie 5, 6,

10, 10 bis, 15, 16, 17,  
 19-23, 34.  
 Convocare 19, 20, 21, 23.  
 Copil emancipat 1 urm.  
 Culpă 27, 30.  
 Curatelă 1 urm.  
 Curator 1 urm.  
 Curator ad-hoc 8, 33, 34.  
 Curator dativ 5, 6.

Curator legal 2-5, 7.  
 Curator testamentar 1.  
 Deces 35, 36.  
 Deliberare 23.  
 Deschiderea tutelei 29.  
 Desfacerea căsătoriei 5,  
 20.  
 Destituire 13, 14, 35.  
 Dol 27, 20.



Domiciliu 19, 20.  
 Emancipare 1 urm.  
 Excludere 13, 14, 35.  
 Femea 7, 8, 9, 10, 10 bis,  
 18, 32.  
 Fraudă 27, 30.  
 Greșeală 27, 30.  
 Incapacitate 13, 14.  
 Incetarea curatelei 35, 36.  
 Incetare din viață 35, 36.  
 Incompetență 23.  
 Interese opuse 33, 34.  
 Intrebuintarea capitalului  
 29.  
 Ipootecă legală 31.  
 Majoritate 7, 10 bis, 16, 36.  
 Mamă 3, 5, 6, 18, 20.  
 Mandatar legal 28.  
 Minor emancipat 1 urm.  
 Moarte 35, 36.

Părinți, a se vedea cu-  
 vintele „Mamă”, „Tată”.  
 Plată 25.  
 Pluralitate de curatori 17.  
 Refuz 11.  
 Responsabilitate 27, 28,  
 29, 30.  
 Revocare 36.  
 Sarcină obligatorie 11.  
 Scuză 12, 15, 35.  
 Separație de bunuri 8.  
 Sex 18.  
 Sfat 24.  
 Socoteli 26, 31.  
 Tată 3, 4, 5, 6, 16, 20.  
 Testament 1.  
 Tribunal 19, 20, 23, 24.  
 Tutelă 1, 2, 11-14, 16, 20,  
 22, 23, 32.

### Doctrină.

1. După o părere, regulile privitoare la chemarea la tutelă sunt aplicabile și curatelei, așa în cât după acest sistem, poate exista și curatori numiți prin testament sau prin actul de emancipare. (Delvincourt, I, p. 131, nota a; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 791; Contra: Demolombe, VIII, No. 231, 232; Aubry et Rau, I, § 131, p. 839; Laurent, V, No. 210; Baudry et Chéneaux, IV, No. 694; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2013; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 836, nota 1).

2. Deasemenea după o părere, regulile privitoare la chemarea la tutelă a ascendenților sunt aplicabile și curatelei; prin urmare după acest sistem după cum există tutela legală a părinților și ascendenților există și curatela legală a acestor persoane. (Delvincourt, I, p. 131, nota a).

3. După altă părere, ascendenții nu sunt chemați de drept la curatela descendenților lor, însă tatăl sau mama minorilor emancipați sunt de drept curatorii copiilor lor. (Toulier, Traité raisonné du code civil, II, p. 92, 93; Marcadé, Art. 480; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 791).

4. După a treia părere, curatela copilului minor emancipat aparține de drept numai tatălui iar nu și mamei. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 791).

5. După a patra părere, trebuie de făcut o distincțiune: în cazul când emanciparea a avut loc în timpul căsătoriei, curatela legală aparține de drept părintelui care a emancipat pe minor; în cazul însă când emanciparea a avut loc după desfacerea căsătoriei, chiar de către părintele supraviețuitor, curatorul va fi dativ ales de către consiliul de familie. (Marcadé, Art. 480; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 791).

6. După a cincea părere, dominantă, în toate cazurile curatela este dativă și curatorul trebuie de numit de către consiliul de familie care poate numi și pe părintele minorului emancipat. (Valette sur Proudhon, II, p. 440, observația 1; Duranton, III, No. 678; Demolombe, VIII, No. 242; Beudant, II, No. 910; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No.

248/bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 131, p. 838, 839; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 791; Suppl., Minor-tutelle, No. 686; Laurent, V, No. 208; Huc, III, No. 480; Baudry et Chéneaux, IV, No. 696; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2013; Planiol et Ripert, I, No. 660; Colin et Capitant, I, p. 549; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 836, text și nota 1, 837; Matei Cantacuzino, p. 101; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1246).

7. Femeea minoră emancipată prin căsătorie, după o părere, va avea totdeauna deplin drept curator pe bărbatul său în cazul când el este major. (Merlin, Répertoire, Curateur; Vallette sur Proudhon, II, p. 440; Duranton, III, No. 678; Demolombe, VIII, No. 233; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1245; Beudant, II, No. 910; Marcadé, Art. 480; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 349; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 131, p. 839; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 792; Suppl., Minor-tutelle, No. 667; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2015; Planiol et Ripert, I, No. 627; Colin et Capitant, I, p. 549; Contra: Laurent, V, No. 210; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 836, text și nota, 837, 838).

8. După altă părere, femeea minoră emancipată prin căsătorie nu are curator de cât în cazul când este separată de bunuri și are nevoie să facă un act interzis unui minor, caz în care va trebui să fie asistată de un curator ad hoc; în celelalte cazuri nu este locul a se numi un curator de oarece asistența soțului său este deajuns. (Beudant, L'état et la capacité des personnes, II, No. 910; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 248 bis, III; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 687; Laurent, V, No. 209; Huc, III, No. 480; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1245; Matei Cantacuzino, p. 101).

9. Pentru actele la care femeea măritată minoră are nevoie de asistența curatorului, autorizația bărbatului său major echivalează cu asistența curatorului. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 687).

10. În cazul când și bărbatul este minor, consiliul de familie va numi un curator. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 792; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1245).

10 bis. Femeea majoră nu poate fi numită de către consiliul de familie curatoarea soțului său minor. (Demolombe, VIII, No. 234; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 793; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 838).

11. Curatela, ca și tutela, este o sarcină obligatorie și nu poate fi refuzată. (Demolombe, VIII, No. 247; Beudant, II, No. 912; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 474; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 128, p. 830; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 795; Suppl., Minor-tutelle, No. 691; Laurent, V, No. 211; Huc, III, No. 481; Baudry et Chéneaux, IV, No. 698; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2016; Planiol et Ripert, I, No. 628; Colin et Capitant, I, p. 550; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 839; Matei Cantacuzino, p. 101).



**12.** Motivele de scuză de la tutelă, nu-și găesc aplicațiunea deplin drept la curatelă de oarece sarcina de curator este mai ușoară de cât cea de tutor. (Marcadé, Art. 480; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 128, p. 830; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 596; Suppl., Minor-tutelle, No. 692; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 839; Contra: Demolombe, VIII, No. 250; Beudant, II, No. 912).

**13.** Motivele de incapacitate, de excludere și de destituire, de la tutelă, după o părere, nu sunt aplicabile și la curatelă. (Laurent, V, No. 211).

**14.** După altă părere, cauzele de incapacitate, de excludere și de destituire din tutelă, își găesc aplicațiunea și la curatelă. (Demolombe, VIII, No. 248 urm.; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 128, p. 830; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 692; Baudry et Chéneau, IV, No. 699, 700; Planiol et Ripert, I, No. 628; Colin et Capitant, I, p. 550; Comp.: Marcadé, Art. 480; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 839; Matei Cantacuzino, p. 101).

**15.** În cazul când curatorul are motive de scutire, consiliul de familie va aprecia seriozitatea scuzelor. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 839).

**16.** În cazul când minorul nu este sub tutelă de oarece trăesc părinții săi, curatorul, după emanciparea sa, va fi numit de un consiliu de familie special, convocat după cererea părintelui emancipator, de oarece în timpul cât durează căsătoria părinților nu există consiliu de familie permanent. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 837).

**17.** Consiliul de familie nu poate numi de cât un singur curator. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 837).

**18.** Curatorul, în afară de mamă și de celelalte ascendente, trebuie să fie de sex masculin. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 837, text și nota 4).

**19.** Pentru alegerea curatorului, după o părere, consiliul de familie trebuie să fie convocat la tribunalul domiciliului minorului emancipat, domiciliul pe care acesta are dreptul a și-l alege unde va voi. (Marcadé, Art. 480, No. 3; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 798; Suppl., Minor-tutelle, No. 689; Comp.: Laurent, V, No. 210; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 837).

**20.** După altă părere, pentru alegerea curatorului, consiliul de familie trebuie convocat la tribunalul domiciliului părintelui care a emancipat pe copil în cazul când emanciparea este acordată în timpul căsătoriei părinților minorului; în cazul când emanciparea are loc după desfacerea căsătoriei și chiar când este acordată de părintele supraviețuitor care avea tutela copilului emancipat, convocarea consiliului de familie, pentru alegerea curatorului, va avea loc la tribunalul locului unde s'a deschis tutela. (Demolombe, VIII, No. 244; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 131, nota 2, p. 838, 839; Dalloz,

Rép., Minor-tutelle, No. 798; Suppl., Minor-tutelle, No. 689).

**21.** Locul unde trebuie convocat consiliul de familie, rămâne invariabil în tot cursul curatelei. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 689; Contra: Laurent V, No. 210).

**22.** Consiliul de familie are putere suverană asupra alegerii persoanei curatorului; el ar putea numi curator chiar pe fostul tutor. (Demolombe, VIII, No. 244; Beudant, II, No. 911; Marcadé, Art. 480; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 690; Laurent, V, No. 211; Huc, III, No. 481; Baudry et Chéneau, IV, No. 693; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2014; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 795, 836, 837).

**23.** Deliberarea consiliului de familie care numește un curator minorului emancipat, poate fi atacată pentru cauză de incompetență a instanței, înaintea căreia a avut loc deliberarea. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 682).

**24.** Curatorul sfătuște pe minorul emancipat însă nu administrează averea sa; el asistă pe minor însă nu poate să-i impuie voința sa, nici nu poate lucra singur. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1233; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 790; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 835, 840, 858; Matei Cantacuzino, p. 101).

**25.** Curatorul nu are dreptul să primească o plată în locul minorului fără învoirea acestuia. (Dalloz, Rép., Obligations, No. 1729).

**26.** Curatorul nu trebuie să depue compturi de oarece el nu administrează bunurile minorului. (Beudant, II, No. 910; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 791; Suppl., Minor-tutelle, No. 693; Laurent, V, No. 194; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 835).

**27.** Curatorul, după o părere, este răspunzător de dolul și de greșeala lui gravă după dreptul comun și i se vor aplica, în ceea ce privește responsabilitatea sa, dispozițiile art. 1382, 1383 și 1992 c. civ. fr. (998, 999 și 1540 c. civ. rom.). (Demolombe, VIII, No. 258; Marcadé, Art. 482, No. 1; Contra: Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 693).

**28.** După a doua părere, în lipsă de text expres de lege, în ceea ce privește responsabilitatea curatorului i se vor aplica regulile privitoare la responsabilitatea tutorilor, de oarece curatorul este un mandatar legal. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 252, 252 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 693; Laurent, V, No. 194; Comp.: Beudant, II, No. 910; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2011; Planiol et Ripert, I, No. 631; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 835; Matei Cantacuzino, p. 101).

**29.** După a treia părere, în lipsă de text de lege expres, curatorul nu este niciodată responsabil chiar în cazul când nu s'au întrebuint capitalurile încasate de minor. (Toullier, II, No. 1297; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 693).



**30.** După a patra părere, trebuie de făcut o distincțiune: curatorul nu va răspunde de cât de dolul său și de greșeala gravă asimilată cu dolul, în cazul când asistă numai pe minorul emancipat, ceea ce constituie rolul său obicinuit; el va răspunde din contra potrivit dispozițiilor art. 1382 și 1383 c. civ. fr. (998 și 999 c. civ. rom.) aplicabile la obligațiile cari derivă din lege, în cazul când însărcinat de lege cu o misiune mai specială, asistă pe minorul emancipat. (Aubry et Rau. ed. 5-a, I, § 131, notele 8, 9, p. 840; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle. No. 693).

**31.** Curatorul nu este supus ipotecei legale de oarece el nu administrează averea minorului și nu este obligat să dea socoteli. (Beudant, II, No. 910; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 252 bis; Laurent, V, No. 194; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2012; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 835).

**32.** Curatorul ca și tutorul, nu se poate căsători cu minora emancipată aflată în curatelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 836).

**33.** În cazul când între minorul emancipat și curatorul său sunt interese contrare, într-o afacere, se va numi minorului emancipat un curator ad-hoc pentru a înlocui pe curator numai în această afacere. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 794).

**34.** Curatorul ad-hoc se numește de către consiliul de familie iar nu de către tribunal. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 797).

**35.** Curatela încetează din partea curatorului prin: moartea, scutirea, excluderea sau destituirea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 839).

**36.** Curatela încetează din partea minorului emancipat prin: moartea și majoritatea sa și prin revocarea emancipării. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 839).

**37.** A se vedea: art. 428, 1308 și 1900 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Minora emancipată prin căsătorie este supusă asistenței soțului său și deci nu mai este nevoie a i se numi un curator.

**Art. 426.** — Socoteala tutelei se va da emancipatului minore, în ființa curatorului său. (Civ. 357 urm., 415 urm., 418, 425; Civ. Fr. 480).

*Text. fr. Art. 480.* — Le compte de tutelle sera rendu au mineur émancipé, assisté d'un curateur qui lui sera nommé par le conseil de famille.

### Doctrină.

**1.** Minorul emancipat are nevoie de asistența curatorului său pentru a primi socotelile de la fostul tutor. (Mourlon,

ed. 7-a, I, No. 1252; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 795; Matei Cantacuzino p. 102).

**2.** Curatorul va cerceta împreună cu minorul emancipat socotelile de tutelă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 795).

Chiar dacă nu se admite această teorie, în tot cazul soțul major va fi curator *de plin drept* al minorei emancipate. Aceasta rezultă din art. 451 c. civ. (Judec. ocol Bârca-Dolj, 457 din 1924, Jur. Gen. 1925, No. 2158).

**2.** Codul nostru civil cunoaște 2 feluri de emancipări: una expresă sau explicită, care se dobândește după rânduelile arătate în art. 422 și 423 c. civ., și alta de drept, tacită sau implicită, care rezultă de plin drept în virtutea art. 421 c. civil.

Din distincțiunea făcută de legiuitor prin art. 421, 422 și 423 c. civ., cum și din comparația art. 451 c. civ., cu 197 c. civ., rezultă că, o persoană minoră, în ipoteza când aceasta este femeie, prin căsătorie, se emancipează de drept, trecând în mod tacit și implicit sub curatela legitimă a soțului ei major, prin urmare, fără nici o declarație formală (art. 422 c. civ.) fără avizul consiliului de familie și fără omologarea justiției (art. 423 c. civ.).

Acest raționament este conform și cu principiile ce se degajează din drepturile soțului ca șef al familiei, conveniențele asociației conjugale neîngăduind a se da femeii emancipată prin căsătorie un curator, peste soțul, curatoarele său legitim.

Că în speță, minora Alexandra Stan I. Mihalache, căsătorindu-se cu Ion P. Iamandi, major, precum se constată din actul de căsătorie deus la dosar, de aci rezultă că, este inadmisibil din punct de vedere de drept, numirea unui curatore de către consiliul de familie, emancipatei, legiuitorul nevizând necesitatea acestei instituțiuni juridice, decât la emancipările exprese, și la emancipările prin căsătorie numai când soțul este și el minor.

Că în acest caz judecata nu ar putea de cât să recunoască emancipatei un drept săfințit prin lege.

Depunerea compturilor pentru predarea socotelilor, se dau emancipatului, minore în prezența curatorului său, potrivit art. 426 c. civ., și această procedură se aplică și atunci când tutela se închide, fie ex partis minoris, fie ex partis tutoris. (Jud. oc. Corbi-Mari Vlașca. Incheierea din 5 Februarie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 846).

3. La socotelile de tutelă, nu este necesară intervenția consiliului de familie și a justiției. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 795; Contra: Foullier, II, No. 1250).

4. Consiliul de familie poate să numească un curator ad hoc pentru a primi socotelile de tutelă de la fostul tutor al minorului emancipat și după depunerea socotelilor să numească curator general și permanent pe fostul tutor. (Démolombe, VIII, No. 244, 253; Beudant, II, No. 911; Marcadé, Art. 480; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1247; Laurent, V, No. 211, 352; Huc, III, No. 481; Baudry et Chéneaux, IV, No. 693; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2014; Planiol et Ripert, I, No. 626; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 795, 836, 837).

5. Curatorul ad hoc se va numi de către consiliul de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 795).

6. A se vedea: art. 415 și 418 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. Codul nostru civil cunoaște 2 feluri de emancipări: una expresă sau explicită, care se dobândește după rânduelile arătate în art. 422 și 423 c. civ., și alta de drept, tacită sau implicită, care rezultă deplin drept în virtutea art. 421 c. civ.

Din discuțiunea făcută de legiuitor prin art. 421, 422 și 423 c. civ., cum și din comparația art. 451 c. civ. cu 197 c. civ., rezultă că o persoană minoră, în ipoteza când aceasta este femeie, prin căsătorie,

se emancipează de drept, trecând în mod tacit și implicit sub curatela legitimă a soțului ei major, prin urmare, fără nici o declarație formală (art. 422 c. civ.) fără avizul consiliului de familie și fără omologarea justiției. (art. 423 c. civ.).

Acest raționament este conform și cu principiile ce se degajează din drepturile soțului ca șef al familiei, convențiile asociației conjugale neîngăduind a se da femeii emancipată prin căsătorie un curator, peste soțul, curatoarele său legitim.

Că în speță, minoră Alexandra Stan I, Mihalache, căsătorindu-se cu Ion P. Iamandi, major, precum se constată din actul de căsătorie depus la dosar, de aici rezultă că, este inadmisibil din punct de vedere de drept, numirea unui curator de către consiliul de familie, emancipatei, legiuitorul nevizând necesitatea acestei instituțiuni juridice, decât la emancipările exprese, și la emancipările prin căsătorie numai când soțul este și el minor.

Că în acest caz judecata nu ar putea de cât să recunoască emancipatei un drept consfințit prin lege.

Depunerea compturilor pentru predarea socotelilor, se dau emancipatului, minore în prezența curatorului său, potrivit art. 426 c. civ., și această procedură se aplică și atunci când tutela se închide, fie ex partis minoris, fie ex partis tutoris. (Jud. oc. Corbii Mari-Vlașca. Încheierea din 5 Februarie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 846).

**Art. 427.** — Minorele emancipat nu va putea arenda sau închiria nemișcătoarea sa avere mai mult decât pe cinci ani.

El își va strânge veniturile, va da chitanță de a lor primire, și va face orice act privitor numai la o pură administrare a averei sale, întocmai ca un majore, fără să poată ataca asemenea acte, în toate cazurile în cari, nici majore fiind, nu le-ar putea ataca. (Civ. 93, 326, 338, 344, 355, 426, 430, 1157 urm., 1268 urm., 1419, 1538; Civ. Fr. 481).

*Text. fr. Art. 481.* — Le mineur émancipé passera lex baux dont la durée, n'excédera point neuf ans; il recevra ses revenus, en donnera décharge, et fera tous les actes qui ne sont que de pure administration, sans être restituable contre ces actes dans tous les cas où le majeur ne le serait pas lui-même.

### Bibliografie (continuare).

PAȘALEGA DEM., *Observație* sub C. Apel Craiova s. I, 20 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 24.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Act de administrație, a se vedea cuvântul: „Administrație”.  
Act de conservare 36, 37.  
Act de dispoziție, a se vedea cuvintele: „Vindere-cumpărare”.

Acțiune în resciziune 41, 43.  
Acțiune mobilă 31, 32, 33, 34.  
Acțiune posesorie 36.  
Administrație 8, 19, 23, 25, 26, 28-31, 36, 39, 41, 42.

Anticipație 10.  
Anulare 18, 42.  
Arendare, a se vedea cuvântul: „Locație”.  
Asigurare 23.  
Asistență 3, 5, 6, 10, 17, 18, 22, 34, 35.  
Autorizație 16, 27.  
Cambie 37.

Capital 10, 17, 18, 22, 33, 34, 35.  
Chirie, a se vedea cuvântul: „Locație”.  
Chitanță descărcătoare 9, 13, 33.  
Comandament 35, 37.  
Compromis 29, 30.  
Conservare 36, 37.  
Consiliu de familie 16, 27.



Copil emancipat 1 urm.  
 Credit 16, 17.  
 Creditori 19.  
 Cumpărare, a se vedea cuvintele: „Vindere-cumpărare”.  
 Carator 3, 5, 6, 10, 17, 18, 22, 34, 35.  
 Descărcare, a se vedea cuvintele: „Chitanță descărcătoare”.  
 Dobânzi 9, 10.  
 Dol 42.  
 Domiciliu 2.  
 Emancipare 1 urm.  
 Eroare 42.  
 Executare silită 35, 37, 38.  
 Exigibilitate 9, 10.  
 Folosință 8.  
 Fraudă 42.  
 Fructe, a se vedea cuvântul: „Venituri”.  
 Hotărîre 39.  
 Imbunătățiri 21.  
 Imprumut 16.  
 Inchiriere, a se vedea cuvântul: „Locație”.  
 Inscrierea unei ipotece 37.  
 Instrănare, a se vedea cuvintele: „Vindere-cumpărare”.  
 Intrebunțare 14, 15, 22.  
 Intreruperea prescripției 37.  
 Intreținere 8, 21.  
 Ipotecă 37.  
 Lemne din pădure 12.  
 Leziune 18, 41, 43.  
 Liberatate 1.  
 Locație 3-7, 9, 10, 11, 20.  
 Majoritate 39, 40, 41.  
 Ministerul public 39, 40.  
 Minor emancipat 1 urm.

Mobile corporale 24, 25, 26, 27.  
 Mobilară acțiune 31, 32, 33, 34.  
 Notificare 35, 37.  
 Nulitate 18, 42.  
 Obiceul locului 11.  
 Omologare 16, 27.  
 Pădure 12.  
 Parchet 39, 40.  
 Părinți 1, 2.  
 Plată 9, 10, 11, 13, 33, 34, 35.  
 Posesorie acțiune 36.  
 Prolungire 4.  
 Prescripție 37.  
 Preț 16, 17.  
 Procente 9, 10.  
 Procuror 39, 40.  
 Protest 37.  
 Putere părintească 1.  
 Reductibilitate 6.  
 Reînnoirea inscripției ipotecare 37.  
 Rente 9, 10.  
 Reparațiuni 22.  
 Resciziune, 41, 43.  
 Responsabilitate 19.  
 Revizuire 39.  
 Scadență 9, 10.  
 Semestru 11.  
 Somație 35, 37.  
 Termin 3, 4, 5, 6, 20.  
 Transcriere 37.  
 Tranzacție 27.  
 Tribunal 16, 28.  
 Tutelă 4.  
 Urmărire silită 35, 37, 38.  
 Venituri 12-15, 17, 22, 29, 30, 32, 33.  
 Vindere-cumpărare 12, 13, 15, 16, 17, 18, 24-27.  
 Violență 42.

Minor-tutelle, No. 696; Troplong, Louage, I, No. 146; Laurent, V, No. 205; Huc, III, No. 483; Planiol et Ripert, I, No. 640; Matei Cantacuzino, p. 103; Plastara, I, p. 501).

5. Contractele de închiriere ale imobilelor minorului emancipat pe un termen mai mare de nouă ani, în Franța, (de cinci ani în România) vor putea fi încheiate de minorul emancipat numai cu asistența curatorului său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 843, 860).

6. În cazul când minorul emancipat a închiriat singur imobilele sale, fără asistența curatorului său pe un termen mai mare de nouă ani, în Franța (cinci ani în România) contractul de închiriere nu este nul ci reductibil la acest termen, după cererea lui. (Demolombe, VIII, No. 271; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 843).

7. Minorul emancipat are dreptul singur să închirieze pe orice termen averea sa mișcătoare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 843, nota 2).

8. Minorul emancipat are dreptul să facă singur toate actele de pură administrație; el face singur actele cari privesc folosința și întreținerea patrimoniului său precum și actele cari privesc munca sau industria sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1232, 1250; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 802; Planiol et Ripert, I, No. 638, 639; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 841, 842; Matei Cantacuzino, p. 102, 103; Plastara, I, p. 500).

9. Minorul emancipat are dreptul să primească singur, plata dobânzilor, rentelor, și chiriilor bunurilor sale, la scadență, dând chitanță de primire. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1250; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 695; Planiol et Ripert, I, No. 642; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 842; Matei Cantacuzino, p. 102).

10. Minorul emancipat nu are dreptul să primească, singur, cu anticipație plata dobânzilor, rentelor și chiriilor bunurilor sale, ci numai la scadență de oarece admitându-se contrarul aceste venituri adunate ar constitui un capital și el nu poate încasa capitalurile fără asistența curatorului. (Demolombe, VIII, No. 273; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, nota 1, p. 841; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 695; Troplong, Louage, I, No. 145, Art. 1718, No. 1; Laurent, V, No. 215; Huc, III, No. 483; Baudry et Chéneaux, IV, No. 708; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2002, p. 610 nota 3; Planiol et Ripert, I, No. 642; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 842, nota 2).

11. Minorul emancipat însă va putea primi chiriile și arenzile dela bunurile sale la începutul semestrului, după cum este obiceiul locului. (Huc, III, No. 483; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2002, p. 610, nota 3; Planiol et Ripert, I, No. 642; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 842, nota 2).

12. Lemnele rezultate din tăerile ordinare ale pădurilor minorului emancipat, pot fi instrănate de el singur, de oarece sunt considerate ca fructe. (Toul-

### Doctrină.

1. Puterea părintească ia sfârșit prin emanciparea copilului minor care devine liber în persoana, condita și acțiunile sale ca și un major. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1231; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 800; Planiol et Ripert, I, No. 637; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 841; Matei Cantacuzino, p. 101).

2. Minorul emancipat nu mai are domiciliul legal la părinții săi ci are dreptul a-și alege un domiciliu separat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1231; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 800; Planiol et Ripert, I, No. 637; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 841).

3. Minorul emancipat nu poate închiria imobilele sale pe un termen mai mare de nouă ani în Franța (cinci ani în România) fără asistența curatorului său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1250; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 803, 820; Planiol et Ripert, I, No. 640; Plastara, I, p. 501).

4. Minorul emancipat poate închiria singur fără asistența curatorului său, imobilele sale, aplicându-se în privința duratei și prelungirii contractelor dispozițiile din lege privitoare la închirierea imobilelor minorilor aflați în tutelă. (Demolombe, VIII, No. 272; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 477, nota 7; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 841; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1250; Dalloz, Rép., Louage, No. 56, 59; Minor-tutelle, No. 803; Suppl.,



lier, II, No. 1296; Duranton, III, No. 668; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 802).

**13.** Minorul emancipat nu are dreptul să dea chitanță de primirea veniturilor fără să le fi primit în realitate; o asemenea chitanță nu este valabilă de oarece constituie un act de dispoziție pe care nu are dreptul să-l facă. (Demolombe, VIII, No. 275; Laurent, V, No. 216; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 843, nota 1).

**14.** Minorul emancipat are dreptul să întrebuițeze veniturile sale cum va voi. (Planiol et Ripert, I, No. 642; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 843, 844).

**15.** Minorul emancipat are dreptul să întrebuițeze singur veniturile sale la cumpărare de imobile. (Demolombe, VIII, No. 291 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 248, nota 8, p. 478; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 842; Laurent, V, No. 217; Huc, III, No. 483; Baudry et Chéneaux, IV, No. 709; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 844; Contra: Troplong, Vente, I, No. 167; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2002—10<sup>o</sup>, 2022).

**16.** Minorul emancipat are nevoie de autorizația consiliului de familie și de omologarea tribunalului pentru a putea cumpăra imobile pe credit, de oarece el rămânând dator pentru preț, această operațiune juridică implică din partea sa un împrumut. (Demolombe, VIII, No. 293; Troplong, Vente, I, No. 167; Laurent, V, No. 217; Huc, III, No. 483; Baudry et Chéneaux, IV, No. 710; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 844; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 842).

**17.** În cazul când minorul emancipat cumpără un imobil cu bani, iar nu pe credit, însă o parte din preț îl formează veniturile sale iar restul din preț îl formează capitalul său, el are nevoie de asistența curatorului său de oarece se atinge capitalul. (Demolombe, VIII, No. 293; Laurent, V, No. 217; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 844, 845).

**18.** Cumpărarea unui imobil de către minorul emancipat cu capitalul său, fără asistența curatorului, este anulabilă pentru cauză de leziune potrivit dispozițiilor art. 1305 c. civ. fr. (1157 c. civ. rom.). (Laurent, V, No. 217; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 845, 846).

**19.** Pentru obligațiile sale contractate în limitele dreptului de administrație, minorul emancipat răspunde față de creditorii săi cu toate bunurile sale chiar și cele imobiliare, de oarece acel care obligă persoana sa își obligă și bunurile sale. (Demolombe, VIII, No. 287; Beudant, II, No. 916; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 842 urm.; Laurent, V, No. 219; Baudry et Chéneaux, IV, No. 714, 715; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 847).

**20.** Minorul emancipat are dreptul să ia cu chirie mobile sau imobile, chiar pentru o durată mai mare de nouă ani în Franța (cinci ani în România). (Demolombe, VIII, No. 281; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 843; Dalloz, Rép., Louage, No. 77; Suppl., Minor-tutelle, No.

701; Troplong, Louage, I, No. 147; Guilouard, Louage, I, No. 48; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 844).

**21.** Minorul emancipat are dreptul să încheie convențiuni cu privire la întreținerea și îmbunătățirea bunurilor sale. (Demolombe, VIII, No. 294; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 843; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 702; Planiol et Ripert, I, No. 640; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 846).

**22.** Minorul emancipat are dreptul să întrebuițeze singur veniturile sale la facerea de reparațiuni mari la imobilele sale; dacă însă aceste reparațiuni mari cer întrebuițarea capitalurilor sale, el va trebui să fie asistat de curatorul său. (Demolombe, VIII, No. 279, 294; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 843; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 807; Laurent, V, No. 214; Huc, III, No. 483; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2002; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 846; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 639).

**23.** Minorul emancipat are dreptul să asigure imobilele sale, de oarece asigurarea este un act de administrație. (Dalloz, Rép., Assurance terrestre, No. 43; Suppl., Assurance terrestre, No. 22; Planiol et Ripert, I, No. 639).

**24.** Minorul emancipat, după o părere, poate să înstrăineze cu titlu oneros, singur bunurile sale mobile corporale. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1250; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132 nota 31, p. 841; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 806; Planiol et Ripert, I, No. 639).

**25.** După a doua părere, minorul emancipat va putea singur, fără asistența curatorului său, să înstrăineze bunurile sale mobile corporale, numai atunci când această înstrăinare constituie un act de administrație. (Demolombe, VIII, No. 278; Huc, III, No. 484; Planiol et Ripert, I, No. 640, 649; Colin et Capitant, I, p. 553, 554; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 865).

**26.** Prin aplicațiunea principiilor din această de a doua părere, minorul emancipat nu poate, fără asistența curatorului său, să înstrăineze bunuri mobile de o valoare considerabilă, înstrăinare care nu poate fi considerată ca un act de administrație. (Beudant, II, No. 917; Troplong, Vente, No. 484; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 806; Suppl., Minor-tutelle, No. 698; Huc, III, No. 484; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2002; Planiol et Ripert, I, No. 649; Colin et Capitant, I, p. 553, 554).

**27.** După a treia părere, vânzarea bunurilor mobile corporale ale minorului emancipat nu se poate face de cât cu autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului, ca și pentru minorii emancipați. (Laurent, V, No. 218; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 848, 864, 865).

**28.** Minorul emancipat poate singur, fără asistența curatorului său să facă o tranzacție cu privire la actele de pură administrație, în afară de cele privitoare la imobile. (Duranton, III, No. 668; De-



molombe, VIII, No. 282; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 478; Beudant, II, No. 920; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 842; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 805; Troplong, Transactions, No. 45; Huc, III, No. 482, 492; Baudry et Chéneau, IV, No. 713; Planiol ed. 6-a, I, No. 2002; Planiol et Ripert, I, No. 643; Colin et Capitant, I, p. 555; Contra: Marcadé, Art. 484, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 253 bis; P. Pont, Petits contrats, II, No. 520; Laurent, V, No. 235; XXVIII, No. 338; Guillouard, Transactions, No. 43; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 848).

**29.** In ceea ce privește compromisul, după o părere, minorul emancipat, nu are dreptul să facă un compromis nici chiar cu privire la veniturile sale și la actele de administrație, de oarece el nu are exercițiul liber al drepturilor sale. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 254; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 844; Suppl., Minor.-tutelle, No. 743; Laurent, V, No. 237).

**30.** După altă părere, minorul emancipat, are dreptul să facă singur un compromis cu privire la veniturile și actele de administrație. (Demolombe, VIII, No. 282; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 478, 480; Beudant, II, No. 920; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 842; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 844; Suppl., Minor.-tutelle, No. 743; Boitard et Colmet-Daage, Leçons de procédure civile, II, No. 1177; Carré et Cheauveau, Lois de la procédure, VI, question 3252; Baudry et Chéneau, IV, No. 713, 718; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 848, 849).

**31.** Minorul emancipat are dreptul singur să intenteze și să se apere la acțiunile mobiliare privitoare la obiectele ce le administrează. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1250; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 804; Suppl., Minor.-tutelle, No. 709; Planiol et Ripert, I, No. 643; Colin et Capitant, I, p. 553).

**32.** Minorul emancipat are dreptul singur să intente și să se apere în acțiunile mobiliare privitoare la veniturile sale. (Duranton, III, No. 669; Demolombe, VIII, No. 283; Beudant, II, No. 916; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 251 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 845; Laurent, V, No. 220; Baudry et Chéneau, IV, No. 716; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2002; Planiol et Ripert, I, No. 643; Colin et Capitant, I, p. 553; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 846, 855).

**33.** Minorul emancipat, după o părere, are dreptul singur, fără asistența curatorului să stea într-o instanță privitoare la primirea unui capital mobilier sau a altor obiecte pentru care el nu poate dispune sau să dea descărcare fără asistența curatorului său, cum ar fi intentarea unei acțiuni în contra debitorului pentru plata unui capital. (Taulier, II, p. 91; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 251 bis; Dalloz, Rép., Minor.-tutelle, No. 408; Suppl., Minor.-tutelle, No. 709;

Laurent, V, No. 220; Planiol et Ripert, I, No. 643; Colin et Capitant, I, p. 553; Comp.: Laurent, V, No. 220).

**34.** După altă părere, minorul emancipat nu are dreptul, fără asistența curatorului său să intenteze o acțiune în contra debitorului său pentru plata unui capital de oarece pentru primirea capitalurilor sale are nevoie de asistența curatorului. (Proudhon, II, p. 232; Toullier, II, No. 1296; Marcadé, Art. 481, No. 2; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1250, 1252; Duranton, III, No. 669; Demolombe, VIII, No. 284; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 240, p. 478; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 845, § 133, p. 849; Baudry et Chéneau, IV, No. 716; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 846, 855).

**35.** Minorul emancipat nu are dreptul, ca fără asistența curatorului său, să notifice debitorului său comandamentul prealabil unei urmăriri prin care se ținde la rambursarea unui capital mobilier, întru cât prin această notificare se conferă dreptul agentului însărcinat cu notificarea de a încasa capitalul. (Demolombe, VIII, No. 285; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, nota 6, p. 847; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 715; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 843).

**36.** Minorul emancipat are dreptul să introducă și să răspundă la acțiuni posesorii, de oarece aceste acțiuni sunt considerate ca acte de administrație și de conservare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 845; Laurent, V, No. 220; Huc, III, No. 843; Baudry et Chéneau, IV, No. 717; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2026; Planiol et Ripert, I, No. 643; Colin et Capitant, I, p. 553; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 843, 855).

**37.** Minorul emancipat are dreptul să facă singur orice acte de conservare a averii sale cum sunt: actele întrerupătoare de prescripție, protestele cambiilor, notificări, comandamente, transcrierea de acte, înscrierea sau reînnoirea unei inscripțiuni de ipotecă, etc. (Huc, III, No. 483; Baudry et Chéneau, IV, No. 717; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2026; Planiol et Ripert, I, No. 639; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 843).

**38.** Minorul emancipat are dreptul să facă urmăriri mobiliare și imobiliare cari tind la încasarea veniturilor sale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, nota 17, p. 845; Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 712).

**39.** Cu toate că minorul emancipat este considerat ca major în ceea ce privește actele de pură administrație, totuși el se folosește de toate celelalte avantaje ale minorității; așa în acțiunile în justiție în care ea parte, ministerul public va pune concluziuni și el are dreptul ca la majoritatea sa să ceară revizuirea hotărârilor în care nu a fost apărât de loc sau nu a fost apărât în mod valabil. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor.-tutelle, No. 697; Laurent, V, No. 221; Huc, III, No. 484;

Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, nota 19, p. 846).

**40.** În dreptul civil român, concluziile ministerului public vor fi necesare numai în actele în care minorul emancipat este asimilat cu minorul neemancipat iar nu și în actele în care el este asimilat cu un major. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 849, 850).

**41.** Minorul emancipat nu are dreptul să ceară resciziunea actelor de pură administrație, pentru cauză de leziune, de oarece art. 481 c. civ. fr. (427 c. civ. rom.), arată că minorul emancipat nu are dreptul să atace actele de pură administrație el fiind asimilat unui major în privința acestor acte. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1250, 1251; Aubry et Rau, ed.

5-a, I, § 132, p. 845; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 697; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 850; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 249 bis; Contra: Laurent, V, No. 221).

**42.** Actele făcute de minorul emancipat cu privire la administrația averii sale și în limita capacității sale nu pot fi anulate de cât pentru eroare, dol sau violență. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 849).

**43.** Actele făcute de minorul emancipat care ar întrece capacitatea sa pot fi atacate de către el prin acțiune în resciziune, făcând dovada leziunii ce a suferit-o. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 849).

**44.** A se vedea: art. 421, 428 și 430 din codul civil cu notele respective.

**Art. 428.** — Nu va putea porni nici un proces privitor la vreo avere nemișcătoare, nici chiar de a se apăra, nici a primi, nici a ridică capitaluri, nici a da chitanță pentru ele, fără asistența curatorului său. (Civ. 408, 426 urm., 461 urm. 471, 749, 815, 915 urm., 1157, 1538; Pr. civ. 59, 291; Civ. Fr. 482).

*Text. fr. Art. 482.* — Il ne pourra intenter une action immobilière ni y défendre, même recevoir et donner décharge, d'un capital mobilier, sans l'assistance de son curateur, qui, au dernier cas, surveillera l'emploi du capital reçu.

### Bibliografie (continuare).

- PAȘALEGA DEM., *Observație* sub C. Apel Craiova s. I, 20 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 24; *„Observațiuni asupra unei hotărâri și a unei adnotări”*, Justiția Olteniei 15—18/1926;
- SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub Judec. Ocol Herța-Dorohoi, Jurnal din 26 Iulie 1926, Jur. Gen. 1926, No. 1365.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiune în împărțeață 4-9.  
Acțiune în resciziune 39.  
Acțiune imobiliară 1, 2, 3, 10, 11, 18-22.  
Anulare 12.  
Apel 18, 19, 21, 23.  
Asistență 1, 2, 4-7, 9-13, 15, 17, 19-35, 38.  
Autorizare 3, 6, 15.  
Capital 24-32.  
Căsătorie 12, 15.  
Cesiune 25.  
Chitanță descărcătoare 28, 29.  
Comunicare 18.  
Consiliu de familie 3, 6, 15, 34, 36.  
Copil emancipat 1 urm.  
Creanță 25.  
Curator 1, 2, 4-7, 9-13, 15, 17-36, 38.  
Curator ad hoc 15, 34, 35.  
Daune 11.  
Descărcare 28.  
Destituire 34.  
Dezistare 2, 3.  
Divorț 12.  
Economii 24.  
Emancipare 1 urm.  
Femeie 15.  
Greșală 31, 32.  
Hotărâre 10, 18, 21, 22, 23.

Imobiliară acțiune 1, 2, 3, 10, 11, 18-22.  
Împărțeață 4-9.  
Indiviziune 4-9.  
Inscripție ipotecară 33.  
Interdicțiune 16, 17.  
Intrebuințarea capitalului 29, 30, 31, 32.  
Ipotecă 33.  
Justiție, a se vedea cu-vântul: „Tribunal”.  
Leziune 39.  
Licitație 9.  
Majoritate 38.  
Minister public 37.  
Minor emancipat 1 urm.  
Mobile încorporale 25.  
Mobile lucruri 5.  
Neglijență 31.  
Nulitate 12.  
Omologare 3.  
Părât 1, 4, 5, 20.  
Parchet 37.  
Partaj 4-9.  
Plată 24, 26-32.  
Procuror 37.  
Radiere 33.  
Reclamant 1-5.  
Recurs 18, 19, 21.  
Refuz 29, 31, 35, 36.  
Resciziune 39.

Responsabilitate 11, 29, 30, 31, 32.  
Revizuire 10, 21.  
Risipire 32.  
Semnătură 23, 29.  
Separație de bunuri 13, 14, 15.

Stare civilă 12.  
Termin 18.  
Terțe persoane 32.  
Tribunal 3, 8, 35, 36.  
Tutelă 8.  
Validare 22, 23.  
Venituri 24.

### Doctrină.

**1.** Minorul emancipat are nevoie de asistența curatorului său atât pentru a intenta cât și pentru a se apăra în o acțiune imobiliară. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1252; Planiol et Ripert, I, No. 643, 653; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 854; Mattei Cantacuzino, p. 101).

**2.** Minorul emancipat are nevoie numai de asistența curatorului său pentru a se putea dezista în mod valabil de la o acțiune imobiliară ce a intentat-o. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, nota 19, p. 851; Dalloz, Rép., Suppl., Acquiescement, No. 21 urm.; Désistement, No. 9; Minor-tutelle, No. 725; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 856).

**3.** Dezistarea însă de la fondul dreptului fiind o renunțare la un drept imo-



biliar, sunt necesare autorizarea consiliului de familie și omologarea tribunalului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, text și nota 19, p. 851; Laurent, V, No. 227; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 856).

**4.** Minorul emancipat trebuie să fie asistat de curatorul său pentru a sta într'un proces de partaj fie ca reclamant, fie ca pârât. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1252; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 825; Succession, No. 1598; Suppl., Minor-tutelle, No. 710; Planiol et Ripert, I, No. 643, 653; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 859; Matei Cantacuzino, p. 101).

**5.** Chiar în cazul când partajul este privitor numai la bunuri imobiliare, minorul are nevoie de asistența curatorului său. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 826; Succession, No. 1598; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 859).

**6.** Pe lângă asistența curatorului său, după o părere, minorul emancipat, într'o acțiune de partaj, are nevoie și de autorizarea consiliului de familie. (Delvincourt, II, p. 347; Proudhon, II, No. 434).

**7.** După altă părere, în acțiunile de partaj, minorul emancipat, nu are nevoie de autorizarea consiliului de familie, asistența curatorului său fiind îndestulătoare. (Valette sur Proudhon, II, p. 434; Toullier, IV, No. 407; Duranton, III, No. 691; Demolombe, VIII, No. 304; Vazeille, Traité du mariage, Art. 840, No. 2; Beudant, II, No. 917; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 481, nota 5; Marcadé, Art. 482; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, nota 13, p. 849; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 825; Succession, No. 1599; Suppl., Minor-tutelle, No. 722; Laurent, V, No. 226; Huc, III, No. 485; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2019; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 859, nota 5).

**8.** Împărțeala averii în care este interesat un minor emancipat nu se poate face de cât prin justiție potrivit regulilor de la tutelă. (Demolombe, VIII, No. 306; Beudant, II, No. 920; Baudry et Chéneaux, IV, No. 726; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2019; Planiol et Ripert, I, No. 653; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 860, nota; Nacu, I, p. 671; Matei Cantacuzino, p. 101).

**9.** Pentru a provoca vânzarea unui bun indiviz prin licitație publică, pentru a eși din indiviziune, în cazul când împărțeala este imposibilă, minorul emancipat interesat în licitație, are nevoie de asistența curatorului. (Laurent, V, No. 226; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 860).

**10.** În cazul când curatorul de și chemat în instanța privitoare la un proces în materie imobiliară, nu a fost față, minorul emancipat va avea dreptul să atace cu revizuirea hotărârea rămasă definitivă de oarece în acest caz este asimilat cu un copil minor neemancipat. (Laurent, V, No. 229; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 854, nota 2).

**11.** Minorul emancipat însă are dreptul în acest caz, ca în loc să introducă cererea de revizuire, să facă acțiune în

daune contra curatorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 854, nota 2).

**12.** Minorul emancipat are nevoie de asistența curatorului său pentru a putea exercita acțiunile privitoare la chestiunile de stare civilă, cum ar fi divorțul, tăgada de paternitate, anularea căsătoriei, etc. (Demolombe, VIII, No. 311; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, p. 850; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 723; Laurent, V, No. 227; Huc, III, No. 486; Comp.: Planiol, ed. 6-a, I, No. 2026; Planiol et Ripert, I, No. 637, 649; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 854; Contra: Colin et Capitant, I, p. 553).

**13.** Minorul emancipat, după o părere, are nevoie de asistența curatorului său pentru a putea exercita acțiunea în separație de patrimonii, din cauza elementului moral care există în specie. (Aubry et Rau, ed. 6-a, I, § 133, nota 14, p. 850; Laurent, V, No. 227; Huc, III, No. 486; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 855, nota).

**14.** După altă părere, minorul emancipat are dreptul singur, fără autorizarea curatorului său, să exercite acțiunea în separație de patrimonii. (Beudant, II, No. 907).

**15.** Femea căsătorită minoră, are nevoie de asistența unui curator ad hoc și de autorizarea consiliului de familie pentru a introduce o acțiune de separație de patrimoniu în contra bărbatului său. (Demolombe, VIII, No. 308; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, nota 14, p. 850; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 829; Suppl., Minor-tutelle, No. 724; Laurent, V, No. 227; Huc, III, No. 486; Contra: Vazeille, Traité du mariage, II, No. 350; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 479).

**16.** În acțiunea de interdicțiune introdusă în contra unui minor emancipat, nu este necesară asistența curatorului său. (Demolombe, VIII, No. 444 bis; Beudant, II, p. 546, nota 1; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, p. 850; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 855, nota).

**17.** După altă părere, în cererea de interdicțiune introdusă în contra unui minor emancipat, acesta va trebui să fie asistat de curatorul său. (Laurent, V, No. 227; Planiol et Ripert, I, No. 637).

**18.** În materie de acțiuni imobiliare, termenul de apel și de recurs va curge în privința minorului emancipat din momentul când i se va fi comunicat hotărârea atât minorului emancipat cât și curatorului său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 854, nota 4).

**19.** În acțiunile de natură imobiliară, minorul emancipat nu are dreptul a face apel sau recurs nici a le susține, fără asistența curatorului său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 854).

**20.** În cazul însă când minorul emancipat este pârât într'o acțiune, curatorul trebuie să întrebuițeze toate mijloacele de drept și de procedură necesare pentru apărarea minorului emancipat.

(Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 832; Suppl., Minor-tutelle, No. 727; Contra: Laurent, V, No. 228).

**21.** Hotărârile obținute în contra minorului emancipat, fără să fi fost chemat în instanță și curatorul său pentru a-l asista, pot fi atacate pe căile legale ordinare și pe calea revizuirii. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 846; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 854).

**22.** În cazul când minorul emancipat a introdus o acțiune în justiție, fără asistența curatorului său, introducerea acestuia în instanță în cursul procesului și înainte de pronunțarea hotărârii, validează procedura și cererea introductivă. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 721; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 854).

**23.** În cazul când intervenția curatorului are loc în apel, ea nu poate valida hotărârea obținută înaintea primei instanțe fără participarea sa ci numai a minorului emancipat. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 721; Huc, III, No. 486).

**24.** Minorul emancipat are nevoie de asistența curatorului său pentru a primi plata unui capital, chiar în cazul când acest capital ar fi provenit din economiile sale. (Duranton, III, No. 683; Demolombe, VIII, No. 299; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 241, nota 6, p. 479; Marcadé, Art. 482; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 133, p. 846; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 816; Baudry et Chéneau, IV, No. 738; Planiol et Ripert, I, No. 649; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 857; Contra: Toullier, II, No. 1298; Taulier, II, p. 93).

**25.** Minorul emancipat are nevoie de asistența curatorului său pentru a cesa capitalul său mobil sau un mobil incorporat, cum ar fi o creanță. (Demolombe, VIII, No. 310; Aubry et Rau, I, § 133, p. 847; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 817; Laurent, V, No. 218; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 865, text și nota 4; Matei Cantacuzino, p. 102).

**26.** Minorul emancipat nu poate ridica un capital oricât de mic, fără asistența curatorului său. (Beudant, II, No. 917; Laurent, V, No. 224; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 856).

**27.** După altă părere, prin capitaluri cari nu pot fi ridicate de minorul emancipat, fără asistența curatorului său, trebuie înțelese numai sumele de o însemnătate oare care față de averea minorului emancipat, iar nu și cele neînsemnate. (Demolombe, VIII, No. 298; Huc, III, No. 485).

**28.** Chitanța de primirea capitalului trebuie semnată de minorul emancipat și de curator. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 857).

**29.** De oarece curatorul este răspunzător de întrebuințarea capitalului minorului emancipat, el poate refuza să semneze chitanța de primirea lui, dacă nu

se îndeplinește condiția de a se depune banii la consemnație sau să se întrebuințeze într'un mod anumit. (Demolombe, VIII, No. 302; Laurent, V, No. 224; Huc, III, No. 485; Baudry et Chéneau, IV, No. 738; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 858, 859).

**30.** Când minorul emancipat a primit un capital cu asistența curatorului său, acesta este obligat să supravegheze întrebuințarea capitalului primit. (Demolombe, VIII, No. 726; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, text și nota 9, p. 874; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1252; Laurent, V, No. 368; Huc, III, No. 550; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2130; Planiol et Ripert, I, No. 641, 652; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 844, 845 text și notă, 858; Contra: Nacu, I, p. 671).

**31.** Curatorul este răspunzător de o întrebuințare greșită a capitalului minorului emancipat, când ea este imputabilă neglijenței sale. (Demolombe, VIII, No. 303; Baudry et Chéneau, IV, No. 738; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 859).

**32.** În cazul când capitalul a fost primit de către minorul emancipat cu asistența curatorului său, terțul care a plătit nu are nici o răspundere de întrebuințarea greșită a capitalului sau de risipirea lui. (Demolombe, VIII, No. 303; Laurent, V, No. 224; Baudry et Chéneau, IV, No. 738; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 859).

**33.** Minorul emancipat nu poate consimți la radierea unei inscripțiuni ipotecare, fără asistența curatorului său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 860).

**34.** În cazul când curatorul refuză să asiste pe minorul emancipat la facerea unui act la care se cere asistența sa, după o părere, minorul emancipat se va adresa consiliului de familie care va da ordin curatorului să-l asiste și în cazul de refuz, consiliul de familie îi va numi minorului emancipat un curator ad hoc pentru a-l asista la acest act sau poate să destitue pe curator înlocuindu-l cu un altul. (Demolombe, VIII, No. 314; Beudant, II, No. 918; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 153, p. 851; Daloz, Rép., Minor-tutelle, No. 830; Suppl., Minor-tutelle, No. 726; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2027).

**35.** După altă părere, în cazul când curatorul refuză să asiste pe minorul emancipat la facerea unui act, acesta se va adresa tribunalului iar nu consiliului de familie, care va numi un curator ad hoc pentru a-l asista. (Daloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 726; Laurent, V, No. 228; Huc, III, No. 487; Baudry et Chéneau, IV, No. 742; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 857).

**36.** În cazul când minorul emancipat refuză să facă un act sau să introducă o acțiune, curatorul nu are dreptul să se adreseze nici consiliului de familie, nici tribunalului pentru a constrânge pe minorul emancipat să acționeze. (Demolombe, VIII, No. 315 urm.; Aubry et Rau,



ed. 5-a, I, § 133, p. 852; Dolloz, Rép., Minor-tutelle, No. 831; Suppl., Minor-tutelle, No. 727; Laurent, V, No. 228; Huc, III, No. 487; Baudry et Chéneaux, IV, No. 743; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 858).

**37.** In actele în care minorul emancipat este asimilat cu minorul neemancipat concluziile ministrului public vor fi necesare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 849, 850).

**38.** Actele făcute de minorul emancipat cu asistența curatorului său, în cazul când această asistență este cerută de lege, are aceeași valoare ca și cum ar fi fost făcute de un major. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1253).

**39.** Actele făcute de minorul emancipat singur, fără asistența curatorului său, în cazul când această asistență este cerută de lege, sunt rescindabile, însă numai pentru cauze de leziune. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1253).

**40.** A se vedea: art. 162, 216, 427, 429, 430, 815, 1157 și 1788 din codul civil cu notele respective.

**Art. 429.** — Minorele emancipat nu se va putea împrumuta sub nici un cuvânt, fără deliberațiunea consiliului de familie, adevărită de tribunal, după ce va ascultă pe procuror. (Civ. 357 urm., 401 urm., 950, 1157 urm., 1576 urm.; Pr. civ. 81, 638, 639; C. pen. 322; L. din 29 Octombrie 1877; Civ. Fr. 483).

*Text. fr. Art. 483.* — Le mineur émancipé ne pourra faire d'emprunts, sous aucun prétexte, sans une délibération du conseil de famille, homologuée par le tribunal de première instance après avoir entendu le procureur du Roi.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Administrație 1.  
Anulare 6, 9, 10.  
Aprecieri 7.  
Asistență 7, 10.  
Autorizație 2, 3, 4, 9.  
Bărbat 9.  
Cauțiune 4, 10.  
Consiliu de familie 2, 3, 4, 9.  
Copil emancipat 1 urm.  
Curator 7, 10.  
Deghizare 6.  
Emancipare 1 urm.  
Femea maritată 9.  
Fidejusiune 4, 10.  
Folos 10.  
Folos învederat 2, 3.  
Garanție 4, 10.  
Împrumut 1 urm.

Împrumut deghezizat 6.  
Împrumut indirect 5.  
Judecător de ocol 8.  
Minister public 8.  
Minor emancipat 1 urm.  
Necesitate absolută 2, 3.  
Nevoc mare 2, 3.  
Nulitate 6, 9, 10.  
Omologare 4.  
Parchet 8.  
Procuror 8.  
Profit 2, 3, 10.  
Responsabilitate 10.  
Restituire 10.  
Simulație 6.  
Solidaritate 9.  
Tribunal 4, 7.  
Venituri 1.

**Doctrină.**

**1.** Dispozițiile art. 483 c. civ. fr. (429 c. civ. rom.), în ceea ce privește formalitățile necesare pentru împrumuturile contractate de un minor emancipat, își găsesc aplicațiunea la ori ce fel de împrumuturi contractate de el, chiar pentru cele necesare pentru a susține cheltuieli de administrație și chiar în cazul când cuantumul sumei împrumutate nu

**Jurisprudență**

(continuare dela 1924 până la 1927)

**1.** Minorul emancipat, intentând, fără asistența curatorului, o acțiune din acele pentru cari o asemenea asistență este necesară și cerută de lege, acțiunea nu trebuie respinsă pentru lipsă de capacitate, ci numai judecata amânată, pentru numirea unui curator, dacă nu există unul numit sau pentru punerea în cauză a celui existent. (C. Apel Craiova, s. I, 20 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 24).

**2.** Contestatia făcută la executarea unei ordonanțe de adjudecare, de către o fiică emancipată și apoi divorțată, pe motiv că dânsa ca moștenitoare nu a fost chemată la instanța de urmărire, nu are caracterul unei acțiuni în revendicare, pentru ca asistența curatorului să fie necesară, ci printr-o asemenea contestație minorul tinde la salvagardarea drepturilor sale, fără a pune în discuție însăși fondul dreptului. (C. Apel Craiova, s. I, 20 Martie 1924, Pand. Rom. 1925, III, 24).

ar întrece suma veniturilor anuale ale minorului emancipat. (Demolombe, VIII, No. 319, 320; Beudant, II, No. 920; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 480; Marcadé, Art. 483, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 253 bis, III; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 835; Laurent, V, No. 232; Huc, III, No. 491).

**2.** Pentru ca consiliul de familie să poată autoriza împrumutul contractat de minorul emancipat, după o părere, trebuie să se constate, necesitatea absolută și folosul învederat al împrumutului de oarece potrivit dispozițiile art. 484 c. civ. fr. (429 c. civ. rom.) minorul emancipat este asimilat cu minorul neemancipat în ceea ce privește actele cari nu sunt de pură administrație și la aceste dispozițiuni, art. 483 c. civ. fr. (429 c. civ. rom.) nu a adus nici o derogatiune. (Demolombe, VIII, No. 322; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 134, nota 1, p. 852; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 729; Laurent, V, No. 232; Huc, III, No. 491; Baudry et Chéneaux, IV, No. 722).

**3.** După altă părere, consiliul de familie poate autoriza pe minorul emanci-

pat să facă un împrumut chiar dacă nu se constată nevoia mare și folosul învederat al împrumutului, de oarece dispozițiile art. 457 c. civ. fr. (401 c. civ. rom.) își găsesc aplicațiunea numai la împrumuturile contractate în numele minorului neemancipat iar nu și la cele contractate de minorul emancipat. (Toullier, II, No. 1298; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 834).

4. Pentru ca minorul emancipat să poată garanta în mod valabil o datorie, trebuie să aibă autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului, de oarece această obligație ar atrage înstrăinarea bunurilor sale pentru cauze străine administrației sale. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 843; Suppl., Minor-tutelle, No. 741; Laurent, V, No. 232; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 861; Comp.: Demolombe, VIII, No. 321; Planiol et Ripert, I, No. 658).

5. Minorul emancipat nu poate contracta în mod indirect un împrumut, fără îndeplinirea formalităților cerute de art. 483 c. civ. fr. (429 c. civ. rom.). (Demolombe, VIII, No. 320; Beudant, II, No. 920; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 729; Laurent, V, No. 232; Huc, III, No. 491; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 861).

6. Obligația care cuprinde un împrumut deglizat sau simulat contractat de minorul emancipat fără îndeplinirea formalităților cerute de art. 483 c. civ. fr. (429 c. civ. rom.) este anulabilă. (Demolombe, VIII, No. 337; Laurent, V, No. 232; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 861, nota 1).

7. Tribunalele vor aprecia dacă un act făcut de minorul emancipat numai cu asistența curatorului său nu cuprinde elementele unui contract de împrumut. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 717).

8. În cazul când împrumutul este în-cuviințat de judecătorul de ocol, pentru curatele de competența sa, nu se cer concluziunile ministerului public. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 861).

9. Împrumutul contractat de o femeie măritată minoră, în mod solidar împreună cu bărbatul său, fără autorizația consiliului de familie, este nul. (Demolombe, VIII, No. 321; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 480; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 835).

10. În cazul când minorul emancipat a contractat un împrumut numai cu asistența curatorului său și fără autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului, împrumutul nu este valabil și minorul emancipat nu este obligat la restituire de cât numai în limita profitului ce a tras din împrumut; curatorul care a asistat pe minor la contractarea împrumutului va fi răspunzător numai în cazul când a garantat plata împrumutului. (Duranton, III, No. 696; Demolombe, XXIX, No. 173, 174; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 834; Huc, III, No. 491; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 863).

11. A se vedea: art. 401 și 430 din codul civil cu notele respective.

**Art. 430.** — Nu va putea vinde, nici înstrăina vreun lucru nemișcător, nici a face vreun alt act, decât numai de acele privitoare la o simplă administrațiune, fără îndeplinirea formelor prescise pentru minorii neemancipați.

Obligațiunile de dânsul contractate, prin cumpărare sau prin alt mod, se vor reduce la prețurile convenite când vor fi peste măsură încărcate. Tribunalele, la asemenea împrejurări vor lua în considerațiune averea minorelui, buna sau reaua credință a persoanelor ce vor fi contractat cu dânsul, precum și folosul sau nefolosul acelor cheltueli. (Civ. 401 urm., 427, 431 urm., 806, 1098, 1157 urm., 1162 urm., 1294 urm., 1538; Com. 12; Civ. Fr. 484).

*Text. fr. Art. 484.* — Il ne pourra non plus vendre, ni aliéner ses immeubles, ni faire aucun acte autre que ceux de pure administration, sans observer les formes prescrites au mineur non émancipé.

A l'égard des obligations qu'il aurait contractées par voie d'achats ou autrement, elles seront réductibles en cas d'excès: les tribunaux prendront, à ce sujet, en considération la fortune du mineur, la bonne ou mauvaise foi des personnes qui auront contracté avec lui, l'utilité ou l'inutilité des dépenses.

#### Bibliografie (continuare).

DIACONESCU ALEX., *Observație* sub Trib. Fălticeni, 27 din 8 Ian. 1926, Pand. Rom. 1926, III, 26;



în principiu, un compromis. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 254; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 844; Suppl., Minor-tutelle, No. 743; Laurent, V, No. 237).

**24.** După o părere, minorul emancipat are capacitatea să facă un compromis cu privire la actele de pură administrație și la obiectele de care el poate dispune în mod liber. (Demolombe, VIII, No. 282; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 478, 480, nota 3; Beudant, II, No. 920; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 842; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 844; Suppl., Minor-tutelle, No. 743; Boitard et Colmet-Daage, Leçons de procédure, II, No. 1177; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, question 3252; Baudry et Chéneaux, IV, No. 713, 718; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 848, 849).

**25.** După altă părere, minorul emancipat nu are capacitatea să facă un compromis chiar privitor la actele de pură administrație. (Laurent, V, No. 237).

**26.** Pentru actele pentru care legea prevede autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului, după o părere, la facerea lor minorul emancipat trebuie să fie asistat și de curatorul său. (Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 253 bis, VI; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1254, 1255; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 835; Suppl., Minor-tutelle, No. 728).

**27.** După altă părere, în cazul când minorul emancipat a obținut autorizația consiliului de familie și omologarea tribunalului, el poate face actele pentru care a fost autorizat, singur fără asistența curatorului său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 134, nota 9, p. 854; Laurent, V, No. 230; Planiol et Ripert, I, No. 654; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 862 text și nota 3, 863).

**28.** În cazul când legea cere autorizarea consiliului de familie, ea nu poate fi înlocuită prin autorizația justiției de oarece jurisdicțiunile sunt de ordine publică. (Demolombe, VIII, No. 324; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 134, p. 854; Laurent, V, No. 231; Huc, III, No. 489; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 863, nota 3).

**29.** Actele făcute de minorul emancipat fără îndeplinirea formalităților speciale prevăzute de lege sunt nule și nulitatea lor poate fi cerută independent de orice leziune de oarece leziunea este presupusă când condițiunile cerute de lege nu au fost observate. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 135, p. 855; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 849, 866; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 644; Colin et Capitant, I, p. 569, 570; Plastara, I, p. 501, 502).

**30.** În cazul însă când au fost îndeplinite toate formele legale, actul este valabil și nu poate fi anulat nici chiar când ar fi existat leziune, ci numai pentru cauze de eroare, dol sau violență. (Beudant, II, No. 923, 925; Laurent, V, No. 221, 229; Huc, III, No. 484; Alexandresco, ed.

2-a, II, p. 849, 866; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 644; Colin et Capitant, I, p. 569, 570).

**31.** Actele chiar desavantajoase pentru minorul emancipat. însă cari nu pun pe minor în situațiunea de a fi încercat o cheltuială, nu pot fi reduse; astfel dispozițiile art. 484 al. 2 c. civ. fr. (430 al. 2 c. civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea la cazurile când minorul ar fi închiriat imobilele sale cu un preț mai mic de cât valoarea folosinței, sau ar fi vândut recoltele sau bunurile sale mobile — admitând părerea, că el are dreptul a le înstrăina — cu un preț mai mic de cât valoarea lor. (Demolombe, VIII, No. 336; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1251; Beudant, II, No. 925; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 744; Laurent, V, No. 222; Huc, III, No. 493; Baudry et Chéneaux, IV, No. 745; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2006; Planiol et Ripert, I, No. 644; Colin et Capitant, I, p. 468; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 852; Plastara, I, p. 502).

**32.** Aceste obligații contractate de minor în limitele puterilor sale de a face numai acte de administrație, nu vor putea fi atacate de cât pentru cauză de eroare, dol sau violență iar nu și pentru cauză de leziune. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 852).

**33.** Dispozițiile art. 484 al. 2 c. civ. fr. (430 al. 2 c. civ. rom.) în privința reducerii prețului obligațiilor minorului emancipat, își găsesc aplicațiunea la convențiunile făcute de minorul emancipat prin promisiuni sau obligațiuni, adică cheltuielile pe care le-a făcut minorul încheind convențiuni pe credit, pe cale de cumpărare sau prin alt mod cum ar fi în cazul când a luat cu chirie un imobil prea mare sau prea scump sau ar fi făcut construcțiuni, sau reparațiuni prea luxoase la un imobil al său, etc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1251; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 744; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 255 bis, II; Laurent, V, No. 222; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2008; Planiol et Ripert, I, No. 644; Colin et Capitant, I, p. 468; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 851, 853; Plastara, I, p. 502).

**34.** Numai obligațiunile minorului emancipat privitoare la actele de administrație sunt supuse reducțiunei iar nu și obligațiunile cari întrec capacitatea sa și cari sunt anulabile potrivit dispozițiilor art. 1305 c. civ. fr. (1157 c. civ. rom.). (Beudant, II, No. 925; Laurent, V, No. 222; Baudry et Chéneaux, IV, No. 745; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 850, 851; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 644; Colin et Capitant, I, p. 569, 570).

**35.** După o părere, dispozițiile art. 484 al. 2 c. civ. fr. (430 al. 2 c. civ. rom.) au o aplicațiune întinsă; cuvântul „cumpărare” trebuie aplicat la orice cumpărare de imobile făcute de minorul emancipat, chiar la actele care exced limitele actelor de pură administrație. (Massé et

Vergé sur Zachariae, I, p. 477; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 255 bis, III; Marcadé, Art. 481, No. 2; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, nota 7, p. 842; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 809; Suppl., Minor-tutelle, No. 703, 744; Laurent, V, No. 217; Huc, III, No. 483).

**36.** După altă părere, cuvântul: „cumpărare”, se aplică numai la actele de pură administrație pe care le poate face minorul singur, deci nu-și găsește aplicațiunea la cumpărările de imobile, afară de cazul când aceste cumpărări sunt făcute cu bani proveniți din veniturile minorului. Actele pentru care minorul emancipat are nevoie de asistența curatorului sau de autorizația consiliului de familie și făcute numai de el, sunt nule iar nu reductibile. (Larombière, Théorie et pratique des obligations, Art. 1305, No. 6; Demolombe, VIII, No. 270, 318, 333 urm.; Beudant, II, No. 925; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 809; Suppl., Minor-tutelle, No. 744; Troplong, Vente, I, No. 167; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1251).

**37.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, dacă obligațiunile minorului emancipat sunt încărcate, luând în considerație, averea minorului, buna credință a persoanelor ce vor fi contractat cu dânsul și folosul cheltuelilor. (Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 745; Planiol et Ripert, I, No. 644; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 852, 853; Plastara, I, p. 502; Comp.: Troplong, Vente, I, No. 166).

**38.** Acțiunea în reducere prevăzută de art. 484 al. 2 c. civ. fr. (430 al. 2 c. civ. rom.) poate fi exercitată de către minorul emancipat cu asistența curatorului său. (Beudant, II, No. 925; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 843; Dalloz, Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 746; Laurent, V, No. 241; Huc, III, No. 493, 497; Baudry et Chéneaux, IV, No. 748; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2033; Planiol et Ripert, I, No. 644; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 851).

**39.** Deasemenea acțiunea în reducere aparține reprezentanților minorului emancipat, deci și creditorilor săi. (Beudant, II, No. 925; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, p. 843; Laurent, V, No. 241; Huc, III, No. 493, 497; Baudry et Chéneaux, IV, No. 748; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2033; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 851).

**40.** Persoanele care, potrivit dispozițiilor art. 485 c. civ. fr. (431 c. civ. rom.) au dreptul să revoace emanciparea, adică tatăl, mama și consiliul de familie, după o părere, nu au dreptul să ceară reducerea obligațiunilor contractate de minorul emancipat. (Valette sur Proudhon, II, p. 443; Beudant, II, No. 925; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 132, nota 10, p. 483; Laurent, V, No. 241; Huc, III, No. 493; Baudry et Chéneaux, IV, No. 748; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2033; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 851).

**41.** După altă părere, acțiunea în reducere a obligațiilor minorului emancipat aparține și persoanelor care au dreptul să revoace emanciparea. (Demo-

lombe, VIII, No. 347 urm.; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 811; Suppl., Minor-tutelle, No. 746; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 644, p. 675, nota 3).

**42.** Curatorul minorului emancipat nu are dreptul să ceară reducțiunea obligațiilor contractate de minorul emancipat. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 851, text și nota 5 în fine; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 644; Colin et Capitant, I, p. 569).

**43.** A se vedea: art. 427, 428, 806, 807 și 1231 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Actele făcute de minorele emancipat sunt de mai multe feluri: a) acte cari se pot face de el singur fără asistența curatorului; b) acte la cari este nevoie de această asistență; c) acte cari cer abilitarea consiliului de familie; d) acte cari în plus necesită omologarea tribunalului; e) transacția în formele dela minoritate.

Vânzarea nu se poate face conform art. 430 c. c., de către minorul emancipat de cât potrivit dispozițiilor art. 401, 403 c. c. Din acest punct de vedere legea produce identitate de situațiuni între minorul emancipat și neemancipat.

Autorizația soțului nu poate supleia formalitățile cerute, căci în curatelă soțul nu poate avea mai multe drepturi de cât orice curator în general.

Dealtfel rolul important revine consiliului de familie și Trib., consimțământul soțului nemai fiind necesar. (Judec. ocol Bârca-Dolj, 457 din 1924, Jur. Gen. 1925, No. 2158).

**2.** O vânzare de imobile, săvârșită de o minoră căsătorită, fără a fi asistată sau autorizată, poate fi atacată de aceasta în scopul de a se anula în lipsă de forme, fără a fi ținută a stabili leziunea. (Trib. Tecuci, 194 din 8 Mai 1925, Pand. Săpt. 16/1925).

**3.** Vânzarea unui bun nemișcător aparținând unui minor, chiar emancipat, fără săvârșirea formelor speciale prevăzute de art. 401 c. civil, face ca acel act să poată fi dărâmat în folosul minorului pentru lipsă de forme, independent de orice leziune. (Trib. Tecuci, 194 din 8 Mai 1925, Dreptul 28/1925).

**4.** Formalitățile art. 430, 401 și 403 fiind prescrise de legiuitor din cauza importanței vânzărilor bunurilor imobiliare ale minorilor și în scopul de a garanta pe minori de orice prejudiciu, urmează de aci că ele sunt create chiar pentru validitatea actului și ca atare singura neindeplinire a lor, atrage nulitatea actului conf. art. 1157 comb. cu 1163, în lipsa oricărui prejudiciu, nulitate a cărei sancțiune rezultă din caracterul prohibitiv al prescripțiunilor legii.

Art. 951 relativ la anularea actului făcut de minori în caz de leziune, se referă la acele acte pentru validitatea că-



rora legea cere numai intervenția tutorului sau asistența curatorului precum sunt obligațiunile personale luate de minor, iar nu și la înstrăinările de bunuri nemisțătoare supuse la formalități speciale și a căror neobservare atrage nulitatea actului în afară de orice prejudiciu. (Jud. oc. Brezoiu-Vâlcea, Cart. de judecată civilă No. 162 din 10 Noembrie 1925, Jur. Gen. 1926, No. 367).

5. Din examinarea dispozițiilor art. 430 combinate cu art. 401 și 403 c. civ., rezultă că vânzarea bunurilor imobiliare fie chiar ale minorului emancipat nu se poate face decât cu paza formelor expres prevăzute de zisele articole. Aceste formalități fiind prescrise de legiuitor în scop de a garanta pe minor de orice vătămare, concluzia logică este că ele sunt create chiar pentru validitatea actului și deci neîndeplinirea lor atrage nulitatea actului — nulitate a cărei sancțiune rezultă din caracterul prohibitiv al prescripțiilor legii.

Dispozițiunile art. 951 c. civ., după care

**Art. 431.** — Oricare minore emancipat, ale cărui tocmeți se vor fi scăzut în virtutea art. precedent, va pierde beneficiul emancipațiunei, care i se va ridica cu păzirea aceluiași forme, cu care i s'a și dat. (Civ. 422 urm.,<sup>2</sup> 430, 432; Civ. Fr. 485).

*Text. fr. Art. 485.* — Tout mineur émancipé dont les engagements auraient été réduits en vertu de l'article précédent, pourra être privé du bénéfice de l'émancipation, laquelle lui sera retirée en suivant les mêmes formes que celles qui auront eu lieu pour la lui conférer.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiune în revocarea emancipării 9.  
Admiterea cererii în reducere 1.  
Bună credință 2.  
Căsătorie 5, 6.  
Cerere de revocarea emancipării 9.  
Cheltuieli 13.  
Consiliu de familie 10, 15, 17.  
Conduită rea 3, 4.  
Copil emancipat 1 urm.  
Credință bună 2.  
Creditori 12, 13.  
Deces 6, 7, 8.  
Declarație 15.  
Deliberare 15, 17.  
Desfacerea căsătoriei 6, 7, 8.  
Divorț 8.  
Dol 13.  
Emancipare 1 urm.  
Emancipare prin căsătorie 5, 6, 7, 8.

Excedent de venituri 13.  
Executare silită 13.  
Formalități 8, 14, 15, 17.  
Fraudă 13.  
Gazetă oficială 16.  
Incetare din viață 6, 7, 8.  
Mamă 10, 12, 13, 15.  
Minor emancipat 1 urm.  
Moarte 6, 7, 8.  
Monitorul Oficial 16.  
Obiceiuri dezonorante 3, 4.  
Publicații 16.  
Purtare rea 3, 4.  
Recurs 17.  
Reducțiune 1, 2, 17.  
Respingerea cererii de reducere 2.  
Revocarea emancipării 1 urm.  
Tată 10, 12, 13, 15.  
Terțe persoane 2.  
Urmărire silită 13.  
Văduv 6, 7.  
Venituri 13.

#### Doctrină.

1. După o părere, numai în cazurile când obligațiunile minorului emancipat vor fi fost în mod efectiv reduse de tribunale, se poate revoca emanciparea. (Beudant, II, No. 929; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 845; Supl., Minor-tutelle, No.

minorul nu poate ataca angajamentul său, pentru cauză de incapacitate, decât în caz de leziune, se referă la actele pe care minorul indiferent dacă este emancipat sau nu, poate să le facă și pentru care legea n'a cerut decât o simplă intervenție a tutorului sau asistența curatorului și pe care dânsul le-a făcut în lipsa acestora, iar nu și la actele pe care legiuitorul în interesul minorului le-a supus la anumite formalități și a căror neobservare atrage nulitatea. Astfel textul art. 1163 c. civ., arată formal că minorul are această acțiune în anulare și nu este în contradicție cu dispozițiunile mai sus arătate. În speță fiind constat, că reclamantul Gh. Fotino a vândut imobilul său pârâtului Max Hollinger, în timpul când era minor și fără să fi fost îndeplinite formalitățile prevăzute de lege, Tribunalul a admis acțiunea, anulând actul. (Trib. Fălticeni, 27 din 8 Ian. 1926, Pand. Rom. 1926, III, 26).

6. A se vedea: art. 1157, din codul civil cu notele 3 și 4.

747; Laurent, V, No. 239, 240; Baudry et Chéneaux, IV, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 872).

2. După altă părere, în cazul când tribunalul ar fi respins cererea de reducere a obligațiunilor minorului emancipat din cauză că ar fi constat că a existat din partea terților buna credință, deși obligațiile ar fi fost excesive, revocarea emancipării poate avea loc. (Demolombe, VIII, No. 346; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 243, nota 1, p. 481; Aubry et Rau, I, § 135, text și nota 1, p. 855; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1261; Dalloz Rép., Suppl., Minor-tutelle, No. 747; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 256 bis, II; Huc, III, No. 497; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2033; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 633).

3. Revocarea emancipării, după o părere, nu poate avea loc în cazul când minorul emancipat deși nu contractează obligațiuni excesive, însă are o purtare rea și obiceiuri dezordonate. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 135, p. 855; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 846; Beudant, II, No. 929; Laurent, V, No. 239; Huc, III, No. 493; Baudry et Chéneaux, IV, No. 750; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2036; Planiol et Ripert, I, No. 633; Colin et Capitant, I, p. 551; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 872).

4. După altă părere, în cazul când minorul emancipat are o purtare rea și obiceiuri dezordonate, se poate revoca emanciparea sa. (Delvincourt, I, partea II, p. 516; Demolombe, VIII, No. 357; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 243, nota 2, p. 481; Comp.: Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 846).

5. Emanciparea minorului căsătorit, fie că emanciparea este efectul căsătoriei fie că ea a fost efectuată înainte de căsătorie, nu poate fi revocată, de oarece condițiunea de soț este incompatibilă cu starea unui minor în tutelă. (Toullier, II, No. 1303; Duranton, III, No. 675; Demolombe, VIII, No. 349 urm.; Vazeille, Traité du mariage, II, No. 465; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1259; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 135, p. 856; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 848; Planiol et Ripert, I, No. 633; Colin et Capitant, I, p. 550; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 872).

6. Deasemenea, după o părere, nu poate fi revocată emanciparea minorului căsătorit și devenit văduv chiar fără copii. (Duranton, III, No. 675; Demolombe, VIII, No. 349 urm.; Beudant, II, No. 927; Mourlon, I, No. 1229, 1259; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 135, p. 856; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 848; Laurent, V, No. 238; Huc, III, No. 499; Baudry et Chéneaux, IV, No. 660, 752; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2032; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 873; Nacu, I, p. 680).

7. După altă părere, dacă după emanciparea prin căsătorie, minorul emancipat devine văduv, fără copii, revocarea emancipării poate avea loc. (Taulier, II, p. 95; Marcadé, Art. 485-486, No. 1; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 256 bis, III).

8. Revocarea emancipării nu poate avea loc pentru minorul emancipat prin căsătorie, nici în urma desfacerei căsătoriei prin moarte sau divorț, de oarece cu această ocaziune nu se pot face aceleași formalități cari s'au făcut cu ocazia emancipării. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 873).

9. Cu toate că dispozițiile art. 431 c. civ. rom., diferă de cele ale art. 485 din codul civil francez corespunzător, ele fiind imperative, totuși, și în dreptul nostru revocarea emancipării nu are loc de drept ci după cererea părților interesate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 872, nota 1).

10. Revocarea emancipării va putea fi cerută de persoanele care au dreptul a emancipa, adică, tatăl, mama și consiliul de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 874).

11. Pentru a se putea stabili ce persoane au dreptul să revocare emanciparea, trebuie să se veda cine ar fi avut dreptul să confere emanciparea în momentul

când se cere revocarea. (Duranton, III, No. 675; Demolombe, VIII, No. 358; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 256 bis, IV; Marcadé, Art. 485; Mourlon, I, No. 1262; Aubry et Rau, I, § 135, nota 6, p. 856; Laurent, V, No. 241; Huc, III, No. 498; Baudry et Chéneaux, IV, No. 751; Planiol, I, No. 2034; Planiol et Ripert, I, No. 634; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 874).

12. Creditorii tatălui sau ai mamei care a emancipat pe copilul său minor, nu au dreptul să ceară revocarea emancipării. (Proudhon, Usufruit, No. 2399; Toullier, VI, No. 368; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 855; Contra: Merlin, Questions de droit. Usufruit paternel, § 1).

13. În cazul însă când scopul emancipării copilului minor a fost ca prin fraudă să lipsească pe creditorii părintelui care a emancipat pe copil, de beneficiul urmăririi excedentului veniturilor, bunurilor minorului asupra cheltuelilor, creditorii au dreptul să ceară revocarea emancipării. (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 855; Obligations, No. 956; Puissance paternelle, No. 134, 172; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 620).

14. Prin cuvintele: „cu păzirea aceluiași forme, cu care i s'a și dat“, din art. 485 c. civ. fr. (431 c. civ. rom.) trebuie să se înțeleagă că pentru a se revoca emancipațiunea, trebuie observate formele cari ar trebui făcute dacă ar fi chestiunea să se confere emanciparea în momentul în care ea se revocă. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1262; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 634; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 874).

15. Formele de revocare a emancipării, vor fi după împrejurări, o declarație făcută de tatăl sau de mamă, înaintea tribunalului civil sau o deliberare a consiliului de familie, prin care se va arăta că se retrage emanciparea. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 874).

16. Revocarea emancipării se va publica în Monitorul Oficial sau în Gazeta Oficială a Curții de Apel respective. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 874).

17. Minorul emancipat are dreptul de recurs în contra deliberării consiliului de familie care a decis revocarea emancipării sale, fie pentru motive de formă ale deliberării, fie pentru motive de fond cum ar fi în cazul când ar pretinde că faptele sale care au dat loc la deliberarea prin care s'a revocat emanciparea sa nu intră în prevederile art. 485 c. civ. fr. (431 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 853; Suppl., Minor-tutelle, No. 748; Comp.: Delvincourt, I, partea II, p. 126, nota 10; Demolombe, VIII, No. 359; Laurent, V, No. 242; Baudry et Chéneaux, IV, No. 753; Planiol et Ripert, I, No. 634; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 875).

**Art. 432.** — Din ziua în care se va publică revocarea emancipațiunii minorelui, minorele va intra din nou sub tutelă, și nu



va mai putea eși, până la ajungerea sa la majoritate. (Civ. 421, 431, 434; Civ. Fr. 486).

*Text. fr. Art. 486.* — Dès le jour où l'émancipation aura été révoquée, le mineur rentrera en tutelle, et y restera jusqu'à sa majorité accomplie.

### Doctrină.

**1.** La dispozițiile art. 486 c. civ. fr. (432 c. civ. rom.) care arată că din ziua în care se va publica revocarea emancipării, minorul va intra din nou sub tutelă, trebuiesc adăugate cuvintele: „sau sub puterea părintească“, în cazul când tutela nu ar fi încă deschisă. (Demolombe, VIII, No. 360; Beudant, II, No. 931; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 135, nota 7, p. 856; Laurent, V, No. 243; Huc, III, No. 499; Baudry et Chéneaux, IV, No. 754; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2035; Planiol et Ripert, I, No. 635; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 875, nota 3; Nacu, I, p. 680).

**2.** Din momentul revocării emancipării, tutela care se deschide este o nouă tutelă iar nu continuarea celei ce exista înainte de emancipare; prin urmare fostul tutor nu are dreptul să reintre în funcțiune de drept, în calitate sa de fost tutor. (Duranton, III, No. 676; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1265; Toullier, II, No. 1303; Demolombe, VIII, No. 366; Beudant, II, No. 931; Aubry et Rau, I, § 135, p. 857; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 849; Suppl., Minor-tutelle, No. 749; Laurent, V, No. 243; Huc, III, No. 499; Planiol, I, No. 2035; Planiol et Ripert, I, No. 635; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 876; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 257 bis, II; Contra: Taulier, II, p. 96).

**3.** Dacă în momentul emancipării copilului minor, există o tutelă legitimă a părinților sau ascendenților, tutorul legal va reintra în funcțiune după revocarea emancipării. (Toullier, II, No. 1303; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1263, 1265; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 850; Suppl.,

Minor-tutelle, No. 749; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 257 bis, II).

**4.** După revocarea emancipării copilului minor, puterea părintească a părinților săi cu toate prerogativele sale, va renaște. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1263, 1264; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 851; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 876).

**5.** După revocarea emancipării copilului minor, uzufructul legal al părinților renaște cu rezerva valabilității înstrăinării fructelor făcute de minorul emancipat și care nu a fost revocată. (Valette sur Proudhon, II, p. 445; Demolombe, VIII, No. 362; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 482 nota 5; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1264; Beudant, II, No. 931; Aubry et Rau, I, § 135, nota 7, p. 856; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 854; Suppl., Minor-tutelle, No. 749; Laurent, V, No. 244; Huc, III, No. 499; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 877; Contra: Toullier, II, No. 1302, 1303; Duranton, VII, No. 396, 676; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 129 bis, VIII, 257 bis, I; Marcadé, Art. 486).

**6.** Dacă minorul, a cărui emancipare a fost revocată, se căsătorește înainte de majoritatea sa, el va fi din nou emancipat prin această căsătorie. (Demolombe, VIII, No. 368; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1266; Beudant, II, No. 931; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 257 bis, III; Aubry et Rau, I, § 135, p. 857; Dalloz, Rép., Minor-tutelle, No. 852; Laurent, V, No. 245; Huc, III, No. 499; Planiol, I, No. 2035; Planiol et Ripert, I, No. 635; Colin et Capitant, I, p. 551; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 878).

**Art. 433.** — Minorele emancipat, care va face comerț, se socotește ca major pentru faptele câte privesc la comerțul său. (Civ. 1160, 1826; Com. 10—14; Civ. Fr. 487).

*Text. fr. Art. 487.* — Le mineur émancipé qui fait un commerce, est réputé majeur pour les faits relatifs à ce commerce.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acte necomerciale 11, 12.  
Adopțiune 5.  
Anulare 12.  
Autorizație 3, 4, 5, 13.  
Beneficiu de discuțiune 9.  
Căsătorie 2.  
Comerciant 1 urm.  
Comerț 1 urm.  
Compromis 8.  
Copil adoptiv 5.

Copil emancipat 1 urm.  
Copil natural 4.  
Creditori 9.  
Cumpărare, a se vedea  
cuvintele: „Vindere-  
cumpărare“.  
Discuțiune, beneficii 9.  
Dovadă contrară 10.  
Emancipare 1 urm.

Emancipare prin căsătore-  
rie 2.  
Executare silită 9.  
Formalități 11.  
Imobil 6, 7, 8, 9, 12.  
Imprumut 6, 7.  
Ipotecă 6, 7, 12.  
Majoritate 1, 8.  
Mamă 3, 4.  
Mamă naturală 4.  
Minor emancipat 1 urm.  
Nulitate 12.  
Presumpțiuni 10.

Proba contrară 10.  
Recunoașterea cop-  
piilor naturali 4.  
Societate în nume colec-  
tiv 13.  
Tată 3, 5.  
Tată adoptiv 5.  
Tranzacție 8.  
Tutor 3.  
Urmărire silită 9.  
Vârsta 2.  
Vindere-cumpărare 6, 7,  
12.

## Doctrină.

**1.** Minorul emancipat, comerciant, este considerat major pentru toate actele privitoare la comerțul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1258; Planiol et Ripert, I, No. 646; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 867; Matei Cantacuzino, p. 103).

**2.** Minorul mai mic de 18 ani, nu poate face comerț chiar dacă ar fi emancipat prin căsătorie. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 828, nota 4).

**3.** Tatăl și mama chiar în cazul când nu sunt tutorii copiilor lor minori, pot să-i emancipeze și să-i autorizeze să facă comerț. (Lyon-Caen et Renault, Traité, I, No. 223; Alexandresco, ed. 2-a, p. 868, nota 1; M. A. Dumitrescu, I, No. 486, 487 p. 288).

**4.** Mama naturală care a recunoscut pe copilul său minor poate să-l autorizeze să facă comerț. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 868, nota 2).

**5.** Tatăl adoptiv nu poate autoriza pe minorul adoptat să facă comerț, de oare ce acesta rămâne în familia sa firească. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 868, nota 2).

**6.** Minorul emancipat are dreptul singur să facă împrumuturi pentru necesitățile comerțului său și să ipotecheze în acest scop imobilele sale, deși nu are dreptul să le vândă, prin excepție de la regula generală că numai acei cari pot vinde bunurile lor, pot să le și ipotecheze. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1258; Planiol et Ripert, I, No. 644; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 103).

**7.** În dreptul român potrivit dispozițiilor art. 12 din codul comercial, minorul comerciant pentru tot ce privește comerțul său poate singur să se împrumute, să cumpere, să ipotecheze și să înstrăineze averea sa nemiscătoare. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 868; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 103).

**8.** Minorul emancipat, comerciant, are

dreptul să facă o tranzacție și un compromis chiar cu privire la drepturile sale imobiliare, pentru actele privitoare la comerțul său, fără îndeplinirea vreunei formalități, de oarece în această privință el este asimilat cu un major. (P. Pont, Petits contrats, II, No. 521; Guillaouard, Transactions, No. 43; Planiol et Ripert, I, No. 646; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 849; Comp.: Matei Cantacuzino, p. 103).

**9.** Creditorii minorului comerciant, pentru realizarea creanțelor lor rezultate din comerțul minorului, vor putea să urmărească imobilele sale, fără a fi obligați să discute mai întâi averea sa mobilă. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 869).

**10.** Toate actele făcute de minorul comerciant, vor fi presupuse ca făcute pentru nevoile comerțului său până la dovada contrară care va putea fi făcută prin orice mijloace de probă. (Démolombe, VIII, No. 342; Lyon-Caen et Renault, Traité, I, No. 233; Planiol et Ripert, I, No. 646; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 869, 870; M. A. Dumitrescu, I, No. 524 p. 305).

**11.** Pentru toate actele cari nu ar fi privitoare la comerțul său, minorul comerciant, va trebui să îndeplinească formele cerute de lege pentru minorii emancipați. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 869).

**12.** Ipotecarea și vânzarea imobilelor, făcute de minorul comerciant, pentru cauze străine comerțului său, sunt anulabile numai după cererea minorului. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 869, nota; M. A. Dumitrescu, I, p. 312, No. 541).

**13.** Minorul autorizat să facă comerț, are dreptul fără o nouă autorizație să intre în o societate în nume colectiv. (Plianiol et Ripert, I, No. 646).

**14.** A se vedea: art. 1160 c. civ., cu notele respective. A se vedea și art. 10—14 din codul comercial român.

## TITLUL XI

Despre majoritate, despre interdicțiune și despre consiliul judiciar.

## CAPITOLUL I

## Despre majoritate.

**Art. 434.** — Majori se socotesc atât bărbatul cât și femeia cari au îndeplinit 21 ani<sup>1)</sup>; la această vârstă fiecare este capabil a face toate actele privitoare la viață civilă, afară de restricțiunile prevăzute la titlul căsătoriei. (Civ. 94, 127 urm., 131 urm., 134 urm., 141, 197, 311, 326, 342, 418, 435, 454, 694, 730, 1162, 1165; Pr. civ. 369; Const. 82; Civ. Fr. 488).

1) Conform art. 82 din Constituție, Regele este declarat major la etatea de 18 ani impliniți. Moștenitorul tronului conform art. 72 din Constituție, este de drept senator la 18 ani, dar fără vot deliberativ. În Codul Caragea și Calimach, majoritatea era fixată la 25 ani.



*Text. fr. Art. 488.* — La majorité est fixée à vingt-un ans accomplis; à cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile, sauf la restriction portée au titre du Mariage.

### Doctrină.

1. Potrivit Constituțiunei noastre, Regele este major la 18 ani. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 541).
2. Majoritatea penală, potrivit dispozițiilor art. 62 și 63 c. penal, începe la 16 ani. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 541; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 255).
3. Majorul, în afară de drepturile civile are la împlinirea vârstei de 21 ani și exercițiul drepturilor politice, de oarece majoritatea politică, în principiu, se confundă cu majoritatea civilă. (Beudant, II, No. 940).
4. Majoritatea fixată de art. 488 c. civ. fr. (434 c. civ. rom.) la împlinirea vârstei de 21 ani, trebuiește calculată pe ore din momentul nașterii arătat în actul de naștere iar nu după zile socotite de la miezul nopții la miezul nopții. (Valette sur Proudhon, II, p. 446; Demolombe, VIII, No. 407; Massé et Vergé, I, § 195, nota 2, p. 833; Beudant, L'état et la capacité des personnes, II, No. 500, 885; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1269; Marcadé, Art. 388; Laurent, IV, No. 362; Huc, III, No. 231, 501; Baudry et Chéneau, IV, No. 757; Planiol, ed. 6-a, I, No. 1616; Planiol et Ripert, I, No. 255; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 542; Nacu, I, p. 568).
5. După altă părere, majoritatea se calculează pe zile, fracțiunea de zi în care a avut loc nașterea nu se calculează și ziua începe de la miezul nopții și minoritatea se sfârșește la miezul nopții de când începe majoritatea. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 86, nota 5, p. 579; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1268).
6. În cazul când actul de naștere nu cuprinde ora nașterii, ea se va stabili prin însemnările părinților și prin martori, iar în lipsă de aceste dovezi, majoritatea se va împlini după expirarea zilei corespunzătoare cu aceea a nașterii. (Demolombe, VIII, No. 408; Marcadé, Art. 388; Laurent, IV, No. 362; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 542, 543).
7. Persoanele născute într'un an bisect la 29 Februarie, ele vor fi majore când împlinesc 21 ani la finele luni la 28 Februarie, orele 12 noaptea. (Demolombe, VIII, No. 409; Huc, III, No. 231; Baudry et Chéneau, IV, No. 757; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 543).
8. Legile privitoare la minoritate și majoritate atârnă de statutul personal al indivizilor. (Laurent, I, No. 97; Huc, I, No. 151; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 142; II, p. 543).
9. În cazul când o persoană nu are o naționalitate sigură, capacitatea și starea sa vor fi determinate de legea domiciliului său. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 544, nota).
10. A se vedea: art. 342 din codul civil cu notele respective.

## CAPITOLUL II

### Despre interdicțiune <sup>1)</sup>

**Art. 435.** — Majorele care este în o stare obicinuită de imbecilitate, de sminteală, sau de nebunie cu furie, trebuie a fi interzis, chiar și când are intervale lucide. (Civ. 155, 156, 434, 457, 913, 950 urm.; Pr. civ. 254, 643 urm., 647; C. p. 393 § 2; Civ. Fr. 489).

*Text. fr. Art. 489.* — Le majeur qui est dans un état habituel d'imbecillité, de démence ou de fureur, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO DIM., *Notă* sub Trib. Teleorman, s. II, 159 din 23 Mai 1925, Curier Jud. 13/1925;  
 DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 154 urm., 162 urm.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Accidentală stare 20.  
 Administrator pro-  
 vizor 22.

Alienație mentală, a se  
 vedea cuvântul: „Ne-  
 bunie“.

Apreciere suverană 13,  
 15, 19.  
 Bătrânețe 23.  
 Beție 16.  
 Boală fizică 14.

Boală mentală, a se vedea  
 cuvântul: „Nebunie“.  
 Căsătorie 4.  
 Condemnare 1, 2.  
 Copil emancipat 5.  
 Copil minor 3, 4, 7.

<sup>1)</sup> A se vedea asupra interdicției, Codul Caragea, Partea I, cap. 4 și 5 și Codul Calimach, art. 357—377.

Curator 2.  
 Curiozitate de caracter 13, 18.  
 Definiție 8, 9, 10.  
 Demență, a se vedea cuvântul: „Nebunie”.  
 Ebrietate 16.  
 Emancipare 5.  
 Enumerare enunciativă 11.  
 Enumerare limitativă 11, 12.  
 Femea măritată 6.  
 Facultate mintală, a se vedea cuvântul: „Nebunie”.  
 Hotărâre 24.  
 Idiotism 8.  
 Imbecilitate 8, 20, 21, 24.  
 Infirmitate fizică 14, 15.  
 Instincte rele 17.  
 Interdicțiune 1 urm.  
 Interdicțiune judiciară 1, 3 urm.  
 Interdicțiune legală 1, 2.  
 Intervale lucide 9, 21.  
 Limitativă enumerare 11, 12.

Lucide intervale 9, 21.  
 Manie 13, 18.  
 Minor emancipat 5.  
 Minoritate 3, 4, 7.  
 Motivare 24.  
 Muncă silnică 1, 2.  
 Nebunie 1, 4, 9, 11, 13, 14, 20, 22, 24.  
 Nebunie cu furie 4, 10, 20, 21, 24.  
 Obicinuită stare 20, 21, 22, 24.  
 Opoziție la căsătorie 4.  
 Recluziune 1, 2.  
 Sminteală, a se vedea cuvântul: „Nebunie”.  
 Stare accidentală 20.  
 Stare obicinuită 20, 21, 22, 24.  
 Surdo-mut 15.  
 Suspendare 22.  
 Suverană apreciere 13, 15, 19.  
 Tribunal 13, 15, 19.  
 Tutelă 3, 4, 7.  
 Tutor 2, 7.  
 Vârsta 4.  
 Vițuri 17.

### Doctrină.

**1.** Interdicțiunea este de două feluri: 1) interdicțiune legală, care rezultă din condamnarea unui individ la munca silnică sau recluziune și 2) interdicțiunea judiciară care se stabilește de justiție asupra unei persoane ale cărei facultăți mintale sunt slăbite în totul sau în parte. (Colin et Capitant, I, p. 583; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 1, 2).

**2.** Individul care se află sub stare de interdicțiune legală va avea un curator, ale cărui puteri asupra averii condamnatului sunt ca și ale unui tutor, cu deosebirea că dispozițiile art. 508, 510 și 512 c. civ. fr. (453, 455 și 457 din codul civ. rom.) nu-și găsesc aplicațiunea în materie de interdicție legală. (Demolombe, VIII, No. 624; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 2, nota 1).

**3.** Cu toate că art. 489 c. civ. fr. (435 c. civ. rom.) vorbește numai de punerea sub interdicțiune a majorului, totuși după părerea dominantă, și minorul aflat în tutelă poate și trebuie să fie pus sub interdicțiune. (Merlin. Répertoire, Tutelle, section 2, § 2, No. 8; Delvincourt, I, p. 319, nota; Toullier, II, No. 1314; Duranton, III, No. 716; Demolombe, VIII, No. 440 urm.; Massé et Vergé, I, § 233, text și nota 2, p. 463; Marcadé, Art. 489; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1274; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 262 bis, III; Beudant, II, No. 959; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 124, nota 7, p. 790; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 19; Suppl., Interdiction, No. 18; Laurent, V, No. 252; Huc, III, No. 504; Baudry et Chéneaux, IV, No. 782; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2042; Planiol et Ripert, I, No. 664; Colin et Capitant, I, p. 585; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 10, 11; Nacu, I, p. 687).

**4.** În cazul când minorul aflat în tutelă nu suferă de nebunie furioasă, măsura interdicțiunii nu se va aplica minorului de cât în mod excepțional și la o

vârsta aproape de majoritatea sa în scopul de a-l opri să se căsătorească prin menținerea opoziției făcută la căsătoria sa și de a-l împedează să facă acte dăunătoare intereselor sale, la eșirea sa din tutelă. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 124, nota 7, p. 790; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 18; Comp.: Demolombe, VIII, No. 442; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 11).

**5.** Deasemenea cu toate că art. 489 c. civ. fr. (435 c. civ. rom.) vorbește numai de punerea sub interdicțiune a majorului, totuși și minorul emancipat poate fi pus sub interdicțiune. (Duranton, III, No. 716; Demolombe, VIII, No. 441; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1274; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 20; Suppl., Interdiction, No. 19; Laurent, V, No. 252; Huc, III, No. 504; Baudry et Chéneaux, IV, No. 782; Planiol, ed. I, No. 2042; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 11).

**6.** Femea măritată poate fi pusă sub interdicțiune. (Beudant, II, No. 958; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 21; Suppl., Interdiction, No. 20; Baudry et Chéneaux, IV, No. 784; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 12).

**7.** Interdicțiunea minorului se va urmări în contra reprezentantului său legal. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 11, 12).

**8.** Prin imbecilitate se înțelege absența de idei sau idiotismul, adică slăbirea minții care face pe om abia să înțeleagă ideile cele mai comune care se referă la trebuințele sale fizice. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1272; Planiol et Ripert, I, No. 660; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 4; Nacu, I, p. 686).

**9.** Prin demență (smintire) se înțelege nu o slăbire a minții ci o deranjare în idei care face pe om să nu aibă uzul rațiunii; în această stare bolnavul are de cele mai multe ori intervale lucide. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1272; Planiol et Ripert, I, No. 660; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 5; Nacu, I, p. 686).

**10.** Prin nebunie cu furie (la fureur), se înțelege nebunia exaltată care împinge pe om la fapte periculoase atât pentru el cât și pentru cei ce-l înconjoară. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1272; Planiol et Ripert, I, No. 660; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 5; Nacu, I, p. 686).

**11.** Enumerarea cauzelor care dau loc la punerea sub interdicțiune a unei persoane, prevăzută de art. 489 c. civ. fr. (435 c. civ. rom.), nu este limitativă ci enunciativă; în realitate există o singură cauză de interdicțiune aceea a alienației mintale care consistă din slăbirea facultăților mintale și a lipsei de discernământ a unei persoane și care o pune în imposibilitate să-și conducă persoana sa și afacerile sale. (Demolombe, VIII, No. 419, 420; Beudant, II, No. 945, 946; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 23; Suppl., Interdiction, No. 14; Huc, III, No. 503;



Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 774; Laurent, V, No. 249; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2039; Planiol et Ripert, I, No. 661; Colin et Capitant, I, p. 584; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 4, 5).

**12.** După altă părere, cele trei cauze de interdicțiune enumerate de art. 489 c. civ. fr. (435 c. civ. rom.) sunt limitative și nu pot fi admise altele. (Mourlon, ed. 7-a, II, No. 1272; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 5).

**13.** Tribunalele vor aprecia dacă mania parțială de care suferă o persoană o pune în imposibilitate de a se putea conduce și deci reclamă punerea sa sub interdicțiune. (Demolombe, VIII, No. 422; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 124, p. 789; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 15; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 5).

**14.** Pentru ca o persoană să poată fi pusă sub interdicțiune se cere ca ea să suferă de o boală mintală; o boală sau o infirmitate fizică fără tulburări mintale nu poate constitui o cauză de punere sub interdicțiune. (Demolombe, VIII, No. 436; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 16; Huc, III, No. 505; Baudry et Chéneaux, IV, No. 778; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2040; Planiol et Ripert, I, No. 660; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 5, 6).

**15.** Surdo-muțenia nu constituie prin ea însăși o cauză de interdicțiune însă tribunalele vor aprecia dacă această infirmitate poate fi de natură să aducă punerea sub interdicțiune a persoanei ce este atinsă, prin faptul că este lipsită de uzul rațiunii. (Demolombe, VIII, No. 437; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 124, p. 789; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 26; Suppl., Interdiction No. 16; Laurent, V, No. 249; Huc, III, No. 503; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2040; Planiol et Ripert, I, No. 660; Colin et Capitant, I, p. 585; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 6, text și nota 5).

**16.** Beția chiar în exces nu poate constitui o cauză de punere sub interdicțiune. (Demolombe, VIII, No. 432; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 124, p. 789; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 16; Laurent, V, No. 249; Huc, III, No. 503; Baudry et Chéneaux, IV, No. 778; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2040; Planiol et Ripert, I, No. 660; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 6).

**17.** Vitiurile sau instinctele rele nu sunt cauze de punere sub interdicțiune. (Demolombe, VIII, No. 427; Beudant, II, No. 957; Planiol et Ripert, I, No. 660; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 6).

**18.** Simplele curiozități de caracter, nu constituiesc cauze de punere sub interdicțiune. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 124, p. 789; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 6).

**19.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă starea persoanelor a căror interdicțiune se cere, constituie sau nu o cauză de interdicțiune. (Demolombe, VIII, No. 426; Beudant, II, No. 957; Laurent, V, No. 249; Huc, III, No. 503; Baudry et

Chéneaux, IV, No. 779; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2041; Planiol et Ripert, I, No. 661; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 7, nota 1).

**20.** Imbecilitatea, sminteala și nebunia cu furie, numai atunci constituiesc motive de punere sub interdicțiune când formează starea obicinuită a unei persoane iar nu o stare accidentală. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1272; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 27; Suppl., Interdiction, No. 17; Planiol et Ripert, I, No. 662; Colin et Capitant, I, p. 584; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 7, 8).

**21.** O persoană care se găsește în o stare obicinuită de imbecilitate, sminteală sau nebunie cu furie, chiar dacă are intervale lucide, trebuie pusă sub interdicțiune; mai ales când se află în această stare trebuie pusă sub interdicție, de oarece ar fi greu de stabilit dacă actele ce le-a făcut au fost făcute în stare de nebunie sau în intervale lucide. (Duranton, III, No. 715; Demolombe, VIII, No. 430; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1272, 1273; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 27; Laurent, V, No. 230; Planiol et Ripert, I, No. 662; Colin et Capitant, I, p. 584; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 8).

**22.** În cazul când o persoană se află în o stare obicinuită de nebunie din cauza unei boli care poate fi tratată, se poate suspenda cererea de punere sub interdicție în care timp i se va numi un administrator provizor, și numai în cazul când boala nu se va putea vindeca ea va fi pusă sub interdicțiune. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 28; Comp.: Laurent, V, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 8).

**23.** Bătrânețea cea mai înaintată nu este o cauză de interdicțiune, decât când ar aduce o slăbire a facultăților mintale în sensul art. 489 c. civ. fr. (435 c. civ. rom.) (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 5, 6, nota; Comp.: Demolombe, VIII, No. 433; Baudry et Chéneaux, IV, No. 778; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2040; Planiol et Ripert, I, No. 660; Colin et Capitant, I, p. 585).

**24.** Hotărârea care va decide punerea sub interdicțiune a unei persoane, trebuie să conțină explicit sau implicit, constatarea că acea persoană se află în o stare obicinuită de imbecilitate, sminteală sau nebunie cu furie, condițiune indispensabilă pentru interdicțiunea unei persoane. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 17; Laurent, V, No. 250; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 8, nota 2).

**25.** A se vedea: art. 438, 444 și 451 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Potrivit art. 435 cod. civ., persoanele cari deși majore sunt lipsite în mod obișnuit de uzul rațiunii lor, din cauză de imbecilitate, de sminteală sau de nebunie

cu furie, nu pot conserva exercițiul drepturilor lor, urmând a li se numi un curator, care ca și tutorul la minori, să aibă grijă de persoana lor și să-i reprezinte în actele vieții civile, iar cererea de interdicție poate să fie provocată, conform art. 436 cod. civ., de orice rudă.

În regulă generală bătrânețea nu este prin ea însăși o cauză de interdicție câtă vreme rațiunea persoanei a căreia interdicție se cere nu este alterată cu nimic, putând să-și dea seamă de actele pe care dânsa le face.

În speță însă, atât din actul medico-legal, cât și din interogatoriul și proce-

sul verbal încheiat de judele delegat de tribunal, precum și din opiniunea consiliului de familie, rezultând că nu e vorba de o slăbire fizică datorită bătrâneții ci de alterarea inteligenței și voinței care îl face neapt pentru a se îngriji singur de averea și persoana sa, deci fiind atins de o slăbiciune obșnuită a spiritului, prevăzută de art. 435 cod. civ. — care îl pune în imposibilitate de a rezista sugestiunilor și captațiunii celor din jurul său, este cazul de a fi pus sub interdicție — și a i se numi un tutor. (C. Apel București, s. IV, 27 din 23 Ianuarie 1926, Curier Jud. 11/1926).

**Art. 436.** — Orice rudă este primită a provoca interdicțiunea rudei sale. Asemenea și unul din soți în privința celuilalt. (Civ. 437, 676; Pr. civ. 643 urm.; L. Timbr. 21 § 1; Civ. Fr. 490).

*Text. fr. Art. 490.* — Tout parent est recevable à provoquer l'interdiction de son parent. Il en est de même de l'un des époux à l'égard de l'autre.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO DIM., *Notă* sub Trib. Teleorman, 159 din 23 Mai 1924, Curier Jud. 13/1925;  
DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 164 urm.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 34.  
Achiesare 12.  
Administrație legală 34.  
Adopțiune 19, 20, 21.  
Afini 23, 24.  
Amic 8.  
Asistență 40, 41.  
Autorizație 32-35, 37, 38.  
Autoritate de lucru judecat 46.  
Bărbat, a se vedea cuvântul: „Soți”.  
Căsătorie, a se vedea cuvântul: „Soți” și 26, 27.  
Căsătorie putativă 27.  
Concurență 31.  
Consiliu de familie 37, 38.  
Consiliu judiciar 34, 40.  
Contestație 5, 6.  
Contract dotal 25.  
Convențiune 11.  
Copil 17, 31, 35, 37, 38, 39.  
Copil adoptat 19, 20, 21.  
Copil emancipat 41.  
Copil natural 48.  
Creditori 4, 5, 6.  
Curator 41.  
Cuscri 23, 24.  
Debitori 4, 5, 6.  
Deces 43, 44.  
Descendenți 18, 31.  
Divorț 29, 30.  
Dol 6.  
Donațiune de bunuri viitoare 7.  
Dotă 25.  
Drept personal 43.  
Emancipare 41.  
Enumerare limitativă 2, 39.  
Facultate 42.  
Femea maritată, a se vedea cuvântul: „Soți”.  
Fine de neprimire 3.  
Fraudă 6.  
Hotărâre 5, 6.  
Încetare din viață 43, 44.  
Interdicțiune 1 urm.  
Interval lucid 9, 10.  
Intervențiune 5, 25, 31, 45.  
Justiție, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.  
Limitativă enumerare 2, 3, 9.  
Lucid interval 9, 10.  
Lucru judecat 46.  
Mamă, a se vedea cuvântul: „Părinte” și 35.  
Mamă naturală 18.  
Minister public 1, 46.  
Minor emancipat 41.  
Minoritate 36, 37, 38, 39.  
Moarte 43, 44.  
Moștenire, a se vedea cuvântul: „Succesiune”.  
Moștenitori, a se vedea cuvântul: „Succesiune”  
Oficiu 3, 22.  
Ordine publică 11, 12, 13.  
Parchet 1, 46.  
Părinte adoptiv 19, 20, 21.  
Personal drept 44.  
Preferință 31.  
Prejudiciu 6.  
Prieteni 8.  
Procuror 1, 46.  
Putativă căsătorie 27.  
Rude 1, 7, 14, 15, 16, 18, 21, 24, 25, 30, 31, 33, 34, 36-42, 44, 45, 46.  
Separație de bunuri 28.  
Soți 1, 7, 25-30, 32, 33, 46.  
Succesiune 15, 16, 43.  
Tată, a se vedea cuvântul: „Părinte” și 39.  
Tranzacție 13.  
Tribunal 3, 22, 32, 34.  
Tutor 36, 37, 38.

### Doctrină.

**1.** Persoanele cari au dreptul să ceară punerea sub interdicțiune sunt arătate de art. 490 și 491 c. civ. fr. (436 și 437 c. civ. rom); ele sunt: rudele și soțul persoanei a cărei interdicțiune se cere și ministerul public în cazurile anume arătate. (Mourlon, ed. 7-a, I. No. 1275; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 30; Suppl., Interdiction, No. 22; Colin et Capitant, I. p. 585; Nacu, I. p. 687).

**2.** Persoanele, care potrivit dispozițiilor art. 490 și 491 c. civ. fr. (436 și 437 c. civ. rom.) au dreptul să ceară punerea sub interdicțiune a unei altei persoane, sunt arătate de lege în mod limitativ. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1276; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 22; Planiol et Ripert, I, No. 669; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 13, 16).

**3.** Orice altă persoană afară de cele arătate de lege, nu are dreptul să facă cerere de punere sub interdicțiune și în cazul când interdicțiunea este cerută de o persoană care nu are dreptul s'o facă, cererea sa trebuie respinsă printr'un fine de neprimire și chiar din oficiu de tribunal. (Beudant, II No. 960; Aubry et Rau, ed. 5-a, I. § 125 p. 791; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 22; Laurent, V. No. 253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 13).

**4.** Creditorii unei persoane nu au dreptul să ceară punerea sub interdicțiune a debitorului lor. (Demolombe, VIII, No.



476; Beudant, II, No. 965; Dalloz, Rép., Interdicție, No. 51; Baudry et Chéneaux, IV, No. 801; Planiol et Ripert, I, No. 669; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 16).

**5.** Creditorii persoanei a cărei interdicție se cere, nu au dreptul să intervie în instanța de interdicție sau să facă vre-o contestație. (Laurent, V, No. 278; Baudry et Chéneaux, IV, No. 801; Planiol et Ripert, I, No. 686; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 16, nota 3).

**6.** În cazul când a existat dol sau fraudă între reclamant și pârât în scopul de a prejudicia pe creditorii pârâtului, creditorii au dreptul de contestație contra hotărârei de punere sub interdicție. (Baudry et Chéneaux, IV, p. 735, nota 2; Planiol et Ripert, I, No. 686; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 16, nota 3).

**7.** Donatarul de bunuri viitoare dacă nu este rudă sau soțul pârâtului, nu poate cere punerea sub interdicție. (Demolombe, VIII, No. 475; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 234, nota 2, p. 464; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 16).

**8.** Deasemenea calitatea de prieten a unei persoane, nu-i dau dreptul să introducă o cerere de punere sub interdicție a prietenului său. (Merlin, Répertoire, Interdicție, § 4, No. 5; Demolombe, VIII, No. 477; Beudant, II, No. 965; Dalloz, Rép., Interdicție, No. 51; Planiol et Ripert, I, No. 669; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 16).

**9.** Persoana care se găsește în stare de a fi pusă sub interdicție, după o părere, nu poate cere ea însăși, într'un interval lucid, punerea sa sub interdicție, de oarece legea prevede în mod limitativ persoanele cari au drept să ceară punerea sub interdicție. (Valette sur Proudhon, II, p. 521; Duranton, III, No. 724; Demolombe, VIII, No. 472 urm.; Beudant, L'état et la capacité des personnes, II, No. 965; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1276; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 124, p. 790; Dalloz, Rép., Interdicție, No. 31; Suppl., Interdicție, No. 23; Laurent, V, No. 259; Huc, III, No. 505; Baudry et Chéneaux, IV, No. 799; Planiol et Ripert, I, No. 669; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 4, nota 1, 16).

**10.** După altă părere, persoana care se găsește în stare de a fi pusă sub interdicție, are dreptul ca în intervalele lucide, să ceară punerea sa sub interdicție, de oarece deși legea nu autoriză expres cererea sa dar nici nu o oprește. (Marcadé, Art. 491, No. 2; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 263 bis, II).

**11.** Nu se poate face o convenție prin care o persoană să fie asimilată unui interzis sau să consimtă la punerea sa sub interdicție, asemenea convenției fiind contrară ordinii publice. (Demolombe, VIII, No. 470, 703; Carré et Chauveau, VI, partea II, question, No. 3031 bis; Dalloz, Rép., Interdicție, No. 31; Suppl., Interdicție, No. 23; Laurent, V, No. 248; Baudry et Chéneaux, IV, No. 80; Huc,

III, No. 505; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 3, 4).

**12.** Nu se poate achiesea la o cerere de punere sub interdicție, de oarece o asemenea achiesare din partea pârâtului este contrară ordinii publice. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdicție, No. 23; Laurent, V, No. 248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 3, text și nota 3).

**13.** Nu se poate face transacție asupra chestiunilor privitoare la materia interdicției. (Laurent, V, No. 248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 3).

**14.** Dreptul de a cere punerea sub interdicție a unei persoane, aparține ori cărei rude cât de îndepărtate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1275; Dalloz, Rép., Interdicție, No. 32; Suppl., Interdicție, No. 24; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 13).

**15.** Chiar în cazul când ruda care cere punerea sub interdicție a unei persoane, nu ar veni eventual la succesiunea acesteia, ea are dreptul de a provoca interdicția sa, de oarece dacă nu are această calitate în momentul interdicției poate să o capete mai în urmă. (Duranton, III, No. 717; Demolombe, VIII, No. 448; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1275; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, No. 791; Dalloz, Rép., Interdicție, No. 34; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 13, text și nota 2; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 669; Colin et Capitant, I, p. 585).

**16.** Numai rudele în gradul prevăzut de lege de a veni la succesiunea unei persoane, au dreptul să provoace interdicția sa iar nu și celelalte rude din gradul nesuccesibil. (Dalloz, Rép., Interdicție, No. 33; Laurent, V, No. 526; Huc, III, No. 505; Planiol et Ripert, I, No. 668; Colin et Capitant, I, p. 585; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 13).

**17.** Copiii persoanei care se găsește în starea prevăzută de lege pentru a fi pusă sub interdicție, au dreptul de a provoca interdicția acesteia și nu se poate obiecta că cererea lor ar constitui un act injurios pentru părintele lor. (Toullier, II, No. 1315; Demolombe, VIII, No. 449; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 791; Dalloz, Rép., Interdicție, No. 32; Laurent, V, No. 254; Planiol et Ripert, I, No. 668; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 13, 14).

**18.** Copilul natural recunoscut poate provoca interdicția rudelor despre mama sa; deasemenea și mama naturală în ceea ce privește descendenții copilului natural recunoscut. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 13, text și nota 3).

**19.** Copilul adoptat are dreptul să provoace interdicția părintelui său adoptiv. (Planiol et Ripert, I, No. 668; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 14).

**20.** Părintele adoptiv are dreptul să provoace interdicția copilului adoptat. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 14).

**21.** Copilul adoptiv nu are dreptul să provoace interdicția rudelor adopta-

torului de oarece nu există nici o legătură de rudenie între aceste persoane. (Planiol et Ripert, I, No. 668; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 14).

**22.** Tribunalele nu au dreptul să pronunțe din oficiu punerea sub interdicțiune a unei persoane. (Laurent, V, No. 253; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 16).

**23.** Afinii nu au dreptul să ceară punerea sub interdicțiune a unei persoane de oarece dispozițiile art. 490 c. civ. fr. (436 c. civ. rom.) vorbesc numai de rude iar nu și de afini. (Proudhon, II, p. 520; Toullier, II, No. 1317; Duranton, III, No. 718; Demolombe, VIII, No. 468; Beudant, II, No. 965; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 646; Moulton, ed. 7-a, I, No. 1276; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 791; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 35; Suppl., Interdiction, No. 25; Laurent, V, No. 256; Huc, III, No. 505; Baudry et Chéneaux, IV, No. 796; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2044; Planiol et Ripert, I, No. 668, 669; Colin et Capitant, I, p. 585; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 15, text și nota 1; Comp.: Delvincourt, I, p. 322).

**24.** Afinii au dreptul să provoace interdicțiunea rudei lor prin alianță, în numele copiilor lor minori cari sunt rude cu persoana a cărei stare constituie un motiv de interdicțiune. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 36).

**25.** Bărbatul nu are dreptul să provoace interdicțiunea unei persoane care este rudă cu soția sa și în numele acesteia, chiar în cazul când prin contractul de căsătorie s'ar fi ales regimul comunității de bunuri, însă el are dreptul să introducă cererea de interdicțiune atunci când a primit mandat din partea soției sale sau când se alăturază la cererea făcută de către dânsa. (Duranton, III, No. 718; Demolombe, VIII, No. 469; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 38; Suppl., Interdiction, No. 31; Laurent, V, No. 256; Contra: Toullier, II, No. 1338).

**26.** Unul dintre soți are dreptul să provoace interdicțiunea celuilalt soț, în tot timpul cât durează căsătoria. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 39; Suppl., Interdiction, No. 32; Planiol et Ripert, I, No. 667; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 16, 17).

**27.** Soțul putativ poate cere punerea sub interdicțiune a celuilalt soț. (Huc, III, No. 505; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 17).

**28.** Un soț are dreptul să ceară punerea sub interdicțiune a celuilalt soț, chiar în cazul când între ei s'a pronunțat o hotărâre de separație de bunuri. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 39; Laurent, V, No. 257; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 17).

**29.** Dacă în timpul instanței de interdicțiune, căsătoria se desface prin divorț și hotărârea de divorț a fost transcrisă, acțiunea de interdicțiune introdusă de un

soț contra celuilalt soț nu mai produce nici un efect. (Demolombe, VIII, No. 458; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 792; Laurent, V, No. 257; Baudry et Chéneaux, IV, No. 793; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 17).

**30.** În acest caz însă, rudele soțului a cărui interdicțiune se cere, pot să-și însușească acțiunea cât timp afacerea este înaintea primei instanțe printr'o intervențiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 17, nota 1).

**31.** Legea nu prevede nici o preferință între rudele cari au dreptul să ceară punerea sub interdicțiune a unei persoane așa în cât rudele colaterale au dreptul să ceară punerea sub interdicțiune a unei persoane în concurență cu copiii sau descendenții acesteia. (Moulton, I, No. 1275; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 46; Laurent, V, No. 255; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2043; Planiol et Ripert, I, No. 668; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 14).

**32.** Femeea măritată are nevoie de autorizația justiției pentru a putea provoca interdicțiunea bărbatului său. (Demolombe, IV, No. 126; Beudant, I, No. 326; Laurent, III, No. 108; V, No. 257; Baudry et Houques-Fourcade, II, No. 2190; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2043; Planiol et Ripert, I, No. 667; Alexandresco, ed. 2-a, I, p. 744; III, partea I, p. 17; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 472, p. 141).

**33.** Femeea măritată pentru a putea provoca interdicțiunea unei rude a sa, are nevoie de autorizația bărbatului său. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 41; Suppl., Interdiction, No. 32).

**34.** Femeea măritată are nevoie de autorizația justiției printr'a provoca interdicțiunea unei rude a sa, în cazul când bărbatul său este pus sub consiliu judiciar, este interzis sau este absent. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 32).

**35.** Mama are dreptul să provoace interdicțiunea copilului său, fără autorizațiune. (Huc, III, No. 505).

**36.** Rudele minore sau puse sub interdicțiune au dreptul ca prin tuturul lor, să ceară punerea sub interdicțiune a unei persoane. (Toullier, II, p. 104; Demolombe, VIII, No. 450 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 464; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 791; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 37; Suppl., Interdiction, No. 26; Laurent, V, No. 254; Baudry et Chéneaux, IV, No. 789; Planiol et Ripert, I, No. 668; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 14).

**37.** Tuturul, după o părere nu are nevoie de autorizația consiliului de familie pentru a provoca punerea sub interdicțiune a unei rude a minorului, de oarece legea nu cere această autorizație. (Demolombe, VIII, No. 454; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 791; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 37; Suppl., Interdiction, No. 27; Baudry et Chéneaux, IV, No. 789; Planiol et Ripert, I, No. 668).



**38.** După altă părere pentru ca tuto-  
rul să poată provoca interdicțiunea unei  
rude a minorului, el are nevoie de auto-  
rizația consiliului de familie de oarece  
acțiunea de punere sub interdicție din  
cauza importanței ei trebuie asimilată  
cu acțiunea imobiliară. (Taulier, II, p.  
104; Laurent, V, No. 254).

**39.** Tatăl administrator legal are drep-  
tul, ca în numele copilului său minor, să  
provoace interdicțiunea unei rude a mi-  
norului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125,  
p. 791; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction,  
No. 28).

**40.** Persoana pusă sub consiliu judi-  
ciar are nevoie de asistența consiliului  
pentru a cere punerea sub interdicțiunea  
a unei rude a sa. (Dalloz, Rép., Suppl.,  
Interdiction, No. 30; Planiol et Ripert, I,  
No. 668).

**41.** Minorul emancipat pentru a putea  
provoca punerea sub interdicție are ne-  
voe de asistența curatorului său. (Planiol  
et Ripert, I, No. 668).

**42.** Când o persoană se găsește în unul  
din cazurile prevăzute de lege pentru a  
fi pusă sub interdicție, rudele sale au  
numai dreptul iar nu și obligația de a  
provoca interdicțiunea sa. (Demolombe,  
VIII, No. 446; Dalloz, Rép., Interdiction,  
No. 46; Suppl., Interdiction, No. 33; Lau-  
rent, V, No. 251).

**43.** Dreptul de a cere punerea sub in-  
terdicție este un drept personal al per-  
soanei care îl exercită și nu trece la mo-  
ștenitori. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction,  
No. 35).

**44.** În cazul când reclamantul într-o  
cerere de punere sub interdicție înce-  
tează din viață, celelalte rude ale smin-  
titului vor putea continua instanța în-  
cepută. (Demolombe, VIII, No. 480 bis;  
Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p.  
20, 21).

**45.** Rudele au dreptul să facă in-  
tervențiune într-o acțiune de punere sub in-  
terdicție, fie pentru apărarea intereselor  
reclamantului, fie pentru apărarea in-  
tereselor părâtului. (Demolombe, VIII,  
No. 454, 467; Dalloz, Rép., Suppl., Inter-  
diction, No. 36; Alexandresco, ed. 2-a, III,  
partea I, p. 15, nota).

**46.** Dacă o cerere de interdicție fă-  
cută de o rudă a fost respinsă de tribu-  
nal, hotărîrea pronunțată nu constituie  
autoritate de lucru judecat față de o  
nouă cerere făcută de o altă rudă, de soț  
sau de ministerul public, și aceasta pe  
baza principiului că lucrul judecat nu  
are efect decât între părțile cari au luat  
parte la pronunțarea hotărîrei. (Dalloz,  
Rép., Suppl., Interdiction, No. 35; Lau-  
rent, V, No. 255; Baudry et Chéneaux,  
IV, No. 791; Alexandresco, ed. 2-a, III,  
partea I, p. 14, nota 4; Contra: Demo-  
lombe, VIII, No. 466).

**47.** A se vedea: art. 438 și 444 din co-  
dul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Dispozițiile pe care legea le prevede  
în Cartea I, capit. II, titl. XI, sub rubrica:  
„despre interdicțiune, etc.”, sunt măsurile  
ce au de scop de a apăra atât persoana  
cât și averea acelora cari au căzut în  
stare de obicinuită imbecilitate, smintire  
sau nebunie cu furie, chiar dacă ei ar  
avea intervale lucide.

Iar motivul pentru care legea prevede  
și autoriză luarea măsurilor de apărare,  
rezidă în constatarea că persoana căzută  
într-una din stările de mai sus, nu mai  
este capabilă de a-și da seama de actele  
și faptele sale și poate să-și expue atât  
persoana sa fizică, cât și patrimoniul ei  
la pericole grave.

Persoanele cele mai în măsură să cu-  
noască și să aprecieze faptele și actele  
cari constată că cine-va este căzut în  
stările de mai sus, sunt rudele acelei per-  
soane, care pot fi cândva chemate a cu-  
lege succesiunea acelei persoane și a do-  
bândi, deci, proprietatea și folosința pa-  
trimoniului ei.

De aceea legea prin art. 436 din codul  
civil, dispune că orice rudă este primită  
a provoca interdicția rudei sale, aseme-  
nea și unul dintre soți în privința ce-  
luilalt. (Trib. Teleorman, S. II, 159 din  
23 Mai 1924, Curier Jud. 13/1925).

**2.** Dacă copilul este major, el având  
liberul exercițiu al drepturilor sale, poate  
cere înființarea unui consiliu judiciar pă-  
rintelui său tocmai din cauza rudeniei de  
care vorbește art. 436 c. civ., însă dacă  
copilul este minor, deși pe baza aceleiași  
rudenii poate cere și el un asemenea con-  
siliu, însă neavând liberul exercițiu al  
drepturilor lui, el urmează a fi reprezen-  
tat de o anume persoană, orânduită  
potrivit dispozițiilor legii, și în nici un  
caz o asemenea acțiune nu poate fi ex-  
ercitată de mama copilului fără o preala-  
bilă orânduire legală, de oarece gestul ei  
ar aduce o gravă atingere autorității și  
puterii părintești a tatălui, care are sub  
îngrijirea sa pe minor și care până în  
momentul pronunțării justiției este soco-  
tit capabil.

Deci, mama minorului nu poate, ne-  
având calitatea, să reprezinte pe acesta  
în mod valabil, și să pornească o acțiune  
de înființarea unui consiliu judiciar con-  
tra tatălui divorțat, atâta timp cât nu a  
fost orânduită conform legii să facă a-  
ceastă cerere.

Prin urmare, în speță, acțiunea inten-  
tată de mama minorului cu autorizația  
noului său soț, contra primului său bărbat,  
tatăl minorului, pentru înființarea  
unui consiliu judiciar, est neregulat por-  
nită, mama neavând calitatea de a o face.  
(Trib. Putna, s. II, sent. civ. 137 din 4  
Iunie 1925, Pand. Rom. 1926, III, 58,  
Pand. Rom. 1926, III, 139).

**Art. 437.** — In caz de nebunie cu furie, dacă interdicțiunea nu este provocată nici de soț, nici de rude, ea trebuie să fie provocată de procuror care, în cazuri de imbecilitate sau de smintire, poate asemenea a o cere în contra unei persoane, însă numai când n'are soț, nici soție, nici rude cunoscute. (Civ. 436, 439; Pr. civ. 643 urm.; L. din 29 Oct. 1877 p. atrib. Minist. public; Civ. Fr. 491).

*Text. fr. Art. 491.* — Dans le cas de fureur, si l'interdiction n'est provoquée ni par l'époux, ni par les parents, elle doit l'être par le procureur du Roi, qui dans les cas d'imbécillité ou de démence, peut aussi la provoquer contre un individu qui n'a ni époux, ni épouse, ni parents connus.

### Bibliografie (continuare).

ALEXANDRESCO DIM., *Notă* sub Trib. Teleorman, 159 din 23 Mai 1925, Curier Jud. 13/1925;  
DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 164 urm.

### Doctrină.

**1.** Ministerul public are dreptul și datoria de a provoca interdicțiunea unei persoane care este în stare de nebunie cu furie, atât în cazul când rudele sau soțul nu o provoacă cât și în cazul când acea persoană nu are rude nici soț cunoscut. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1275; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 47; Suppl., Interdiction, No. 34; Planiol et Ripert, I, No. 670; Colin et Capitant, I, p. 585; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 17, 18).

**2.** Ministerul public are deasemenea dreptul iar nu datoria să provoace interdicțiunea unei persoane care se află în stare de imbecilitate sau de sminteală, în cazul când nu are soț nici rude cunoscute. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1275; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 48; Suppl., Interdiction, No. 34).

**3.** În cazul când o persoană este în stare de nebunie cu furie, ministerul public este obligat să provoace interdicțiunea sa dacă soțul sau rudele sale nu o cer; însă în cazul când o persoană se află numai în stare de imbecilitate sau de sminteală și nu are soț sau rude cunoscute, sau se află în imposibilitate de a exercita acțiunea, procurorul nu este obligat să ceară interdicțiunea sa, ci are facultatea s'o provoace sau nu după aprecierea sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1275; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 48; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 17, 18).

**4.** Ministerul public are dreptul să provoace punerea sub interdicțiune a unei persoane străine, chiar în cazul când ea se află numai în stare de imbecilitate sau de sminteală dacă ea nu are soț sau rude cunoscute în Franța (România). (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 34).

**5.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă o persoană se află în stare de nebunie cu furie. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 50).

**6.** Ministerul public are dreptul să facă apel în contra hotărârei prin care s'a respins cererea sa de punere sub interdicțiune. (Dalloz, Rép., Ministère public, No. 196).

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Numai în cazurile de nebunie cu furie și când interdicțiunea nu este provocată nici de soț nici de rude, ea trebuie, după art. 437 din codul civil, să fie provocată de Ministerul Public, care în cazuri de simplă smintire sau imbecilitate, fără a fi obligat a o provoca totuși poate s'o ceară, însă numai atunci când smintitul sau imbecilul nu are nici rude, nici soț. (Trib. Teleorman, s. II, 159, din 23 Mai 1924, Curier Jud. 13/1925).

**Art. 438.** — Orice cerere de interdicțiune se va face către tribunalul de prima instanță. (Civ. 87, 299, 439 urm., 445, 459; Pr. civ. 58, 59 urm., 69, 81, 340, 643—647; Civ. Fr. 492).

*Text. fr. Art. 492.* — Toute demande en interdiction sera portée devant le tribunal de première instance.



## Doctrină.

- 1.** Cererea de interdicțiune trebuie să fie în dreptate în contra persoanei a cărei interdicțiune se cere. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 792; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 35; Suppl., Interdiction, No. 38; Laurent, V, No. 260; Baudry et Chéneaux, IV, No. 802; Planiol et Ripert, I, No. 675; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 19).
- 2.** Chiar în cazul când persoana a cărei interdicțiune se cere este un incapabil, de exemplu un minor, sau când cererea de interdicțiune este îndreptată în contra unei persoane internată într'un azil de nebuni, aceste persoane trebuiesc chemate în judecată. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 38; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2049; Planiol et Ripert, I, No. 675; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 19, nota 5).
- 3.** În cazul când se cere punerea sub interdicțiune a unui minor, va fi chemat în cauză pe lângă acesta și tutorul său. (Demolombe, VII, No. 806; VIII, No. 444; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, nota 10, p. 792, 793; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 54; Suppl., Interdiction, No. 41; Laurent, V, No. 260; Baudry et Chéneaux, IV, No. 802; Planiol et Ripert, I, No. 675; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 19, 20).
- 4.** În cazul când tutorul cere punerea sub interdicțiune a minorului, cererea va fi îndreptată atât în contra minorului cât și a unui tutor ad hoc ce i se va numi minorului pentru această afacere. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 42; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, Supplément, question 3018; Planiol et Ripert, I, No. 675).
- 5.** În cazul când se cere punerea sub interdicțiune a unei persoane pusă sub consiliu judiciar, cererea va fi îndreptată numai în contra acesteia, fără chemarea consiliului. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 40; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 675).
- 6.** Cererea de punere sub interdicțiune a unui minor emancipat va fi îndreptată după o părere, numai în contra sa fără a se pune în cauză și curatorul său. (Demolombe, VIII, No. 444 bis; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 40).
- 7.** După altă părere, cererea de interdicțiune a unui minor emancipat, se va îndrepta atât în contra minorului emancipat cât și în contra curatorului său. (Laurent, V, No. 227; Planiol et Ripert, I, No. 675; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 20).
- 8.** În cazul când bărbatul cere punerea sub interdicțiune a femeii sale, acesta nu are nevoie de autorizație, de oare ce se consideră autorizată a se apăra de către bărbatul său prin simplul fapt al introducerii cererii în contra sa. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 57; Suppl., Interdiction, No. 43).
- 9.** În cazul când se cere punerea sub interdicțiune a unei femei măritate, va trebui pus în cauză și bărbatul său pentru a o autoriza să se apere. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 43; Laurent, V, No. 260; Baudry et Chéneaux, IV, No. 802; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 20).
- 10.** Chiar în cazul când ministerul public cere interdicțiunea unei femei măritate, va trebui să fie pus în cauză și bărbatul său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 20).
- 11.** Numai tribunalele civile de județ sunt competente să judece cererile de punere sub interdicțiune, de oarece interdicțiune, de oarece interdicțiunea este privitoare la schimbarea capacității unei persoane. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 18, text și nota 4).
- 12.** Cererea de punere sub interdicțiune va fi îndreptată la tribunalul domiciliului părâtului iar în cazul când domiciliul său nu este cunoscut, cererea se va îndrepta la tribunalul reședinței sale. (Toullier, II, No. 1319; Duranton, III, No. 673; Demolombe, VIII, No. 482; Marcadé, Art. 493; Beudant, II, No. 967; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1277; Massé et Vergé, I, § 234, text și nota 9, p. 465; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, text și nota 8, p. 792; Carré, Lois de la procédure, III, p. 264; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 60; Suppl., Interdiction, No. 44; Laurent, V, No. 261; Huc, III, No. 507; Baudry et Chéneaux, IV, No. 804; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2046; Planiol et Ripert, I, No. 673; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 18, 19; Nacu, I, p. 688).
- 13.** După introducerea cererii de interdicțiune la tribunalul competent, dacă părâtul își schimbă domiciliul, nu se mai poate declina competența. (Demolombe, VIII, No. 482; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, nota 8, p. 792; Laurent, V, No. 261; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 19).
- 14.** Excepțiunea de incompetență ratione personae, a tribunalului, va trebui să fie propusă, după o părere, în limine litis, prin aplicațiunea dreptului comun și în această materie. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 45; Laurent, V, No. 261; Baudry et Chéneaux, IV, No. 804; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 19).
- 15.** După altă părere, în această materie părâtul nu are dreptul să facă nici o achiesare așa în cât el va propune excepțiunea de incompetență în orice stare a cauzei. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 45; Planiol et Ripert, I, No. 673).
- 16.** După pronunțarea hotărârii de interdicțiune și după ce această hotărâre a dobândit autoritate de lucru judecat, nu se mai poate ataca această hotărâre pe motivul de incompetență a tribunalului care a pronunțat-o. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 45; Laurent, V, No. 261).
- 17.** În cazul când părâtul, într-o acțiune de punere sub interdicțiune, încează din viață înainte de publicarea ho-

tării de punere sub interdicțiune, acțiunea se stinge ca fără interes și pârâtul se consideră că a murit capabil. (Demolombe, VIII, No. 480; Laurent, V, No. 282,

312; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 20, 58, nota 1).

18. A se vedea: art. 444 din codul civil, cu notele respective.

**Art. 439.** — Faptele de imbecilitate, de smintire sau de nebunie cu furie vor fi arătate prin scris; cei ce vor cere interdicțiunea vor înfățișa martori și înscrisuri sprijinoare cererii lor. (Civ. 436 urm., 1169; Pr. civ. 69, 70, 643—647; Civ. Fr. 493).

*Text. fr. Art. 493.* — Les faits d'imbécillité, de démence ou de fureur, seront articulés par écrit. Ceux qui poursuivront l'interdiction, présenteront les témoins et les pièces.

### Doctrină.

1. Reclamantul în cererea de interdicțiune, va fi obligat să arate faptele de imbecilitate, de smintire sau de nebunie cu furie, arătându-se fiecare fapt în parte. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1277; Comp: Alexandresco, ed. 2-a, III, part. I, p. 22).

2. Reclamantul este dator ca pe lângă cererea de interdicțiune să alătore și actele justificative de care înțelege să se folosească, precum și indicarea martorilor ce voește să se asculte, adică numele și adresa lor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1277; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. I, p. 21, nota 2, p. 23).

3. Tribunalele apreciază în mod suveran dacă faptele cari constituiesc motivele de interdicțiune sunt sau nu indevajuns de articulate în cererea introdusă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 22, nota 4).

4. Motivarea acțiunii în sensul prevăzut de art. 493 c. civ. fr. (439 c. civ. rom.), după o părere, nu este prevăzută de lege sub pedeapsă de nulitate și motivele pot fi completate printr-o procedură ulterioară. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, nota 10, p. 793; Laurent, V, No. 263; Huc, III, No. 508; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 22, nota 4, 23, nota 1).

5. După o altă părere, formalitățile prevăzute de art. 493 c. civ. fr. (439 c. civ. rom.), sunt prescrise sub pedeapsa de nulitate. (Demolombe, VIII, No. 486; Boitard et Colmet-Daage, Leçons de procédure civile, II, No. 1120; Baudry et Chéneaux, IV, No. 806).

6. Nulitatea însă, admitându-se părerea aceasta din urmă nu poate fi propusă decât de către pârât. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 23, nota 1).

**Art. 440.** — Tribunalul va ordonă ca consiliul de familie, format după modul determinat la secțiunea IV a capitolului II dela titlul X, «Despre minoritate, despre tutelă și despre emancipațiune», să-și dea părerea asupra stărei în care se află persoana a cărei interdicțiune se cere. (Civ. 357 urm., 441 urm., Pr. civ. 644; Civ. Fr. 494).

*Text. fr. Art. 494.* — Le tribunal ordonnera que le conseil de famille, formé selon le mode déterminé à la section IV du chapitre II du titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation, donne son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acte 1, 2.	Comisiune medicală 14, 15, 16.	Formalități 8, 9, 10.	vintele: „Consiliu de familie”, „Medici”.
Acțiune 1.	Comunicare 1.	Hotărâre 15, 16.	Pertinente fapte 2.
Admitere în principiu 15.	Concluzii 2.	Incapacitate 3.	Prejudiciu 10.
Anulare 7-13, 16.	Consiliu de familie 2-16.	Interes 10.	Președinte 1.
Aviz, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”, „Medici”.	Convocare 4, 11, 15, 16.	Interdicțiune 1 urm.	Procuror 1, 2.
Cale de recurs 7.	Curte de Casatie 12.	Interogator 4, 5, 11.	Protestare 13.
Calitate 2.	Delegație 4.	Intrebări 4, 5, 11.	Recurs 7, 12.
Camera de consiliu 15, 16.	Deliberare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.	Medici 14, 15, 16.	Respingere cererii de punere sub interdicțiune 2.
Cercetări 1, 2.	Fapte pertinente 2.	Minister public 1, 2.	Sedință publică 16.
Cerere de punerea sub interdicțiune 1.		Minoritate 3.	Stare mintală 4, 6, 11, 15.
		Nulitate 7-13, 16.	Tribunal 1, 2, 7, 14, 15.
		Omologare 7.	Tutela copiilor minori 3.
		Ordine publică 12.	Vicii de formă 8, 9, 10.
		Parchet 1, 2.	
		Părere, a se vedea cu-	



## Doctrină.

1. Președintele tribunalului după ce primește cererea de punere sub interdicțiune, dispune a se comunica cererea și actele ministerului public, pentru a face cercetările ce va crede de cuviință. (Mourlon, ed. 7-a. I, No. 1278; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 23).
2. Tribunalul, în urma cercetărilor și concluziunilor procurorului, are dreptul să respingă de plano cererea de punere sub interdicțiune, fără a mai cere avizul consiliului de familie, în cazul când reclamantul nu are calitatea de a o face, când faptele alegate de reclamant nu sunt pertinente și când piesele justificative nu sunt suficiente. (Demolombe, VIII, No. 489, 490; Mourlon, ed. 7-a. I, No. 1278; Beudant, II, No. 967; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 266 bis; Boitard et Colmet-Daage, Leçons, II, No. 1120; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 75; Laurent, V, No. 267; Huc, III, No. 509; Baudry et Chéneaux, IV, No. 807; Planiol, ed. 6-a. I, No. 2050; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 23).
3. Sunt aplicabile la compunerea consiliului de familie în materie de interdicțiune și dispozițiile art. 442 și urm. c. civ. fr. (383 urm. c. civ. rom.), care arată incapacitățile de a putea face parte din consiliul de familie. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 58; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 26; Comp.: Mourlon, ed. 7-a. I, No. 1278; Planiol et Ripert, I, No. 680; Colin et Capitant, I, p. 586).
4. Consiliul de familie convocat pentru a se pronunța asupra stării mintale a persoanei a cărei punere sub interdicțiune se cere, are dreptul pentru a putea delibera în cunoștință de cauză să pufe întrebări pârâtului direct sau printr'unul dintre membrii săi delegat în acest scop. (Demolombe, VIII, No. 497, 498; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 78; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 25, nota 3; Contra: Laurent, V, No. 265).
5. Deasemenea consiliul de familie are dreptul ca înainte de a delibera, să cheme pe reclamant pentru a-i da lămuriri asupra cererii sale de interdicție. (Demolombe, VIII, No. 497, 498; Aubry et Rau, ed. 5-a. I, § 125, p. 795; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 78; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 25, nota 3).
6. Consiliul de familie trebuie să delibereze și să se pronunțe numai asupra stării mintale a pârâtului iar nu asupra chestiunii dacă el trebuie sau nu să fie interzis. (Demolombe, VIII, No. 501; Laurent, V, No. 265; Huc, III, No. 509; Baudry et Chéneaux, IV, No. 814; Planiol, ed. 6-a. I, No. 2050; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 25; Comp.: Mourlon, ed. 7-a. I, No. 1278).
7. Avizul dat în urma unei deliberări a consiliului de familie, nu trebuie pus omologărei tribunalului și nu poate fi atacat în fond pe nici o cale de recurs. (Huc, III, No. 509; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 25).
8. Inșă în cazul judecării cererii de punere sub interdicțiune, se poate ataca avizul cosiliului de familie pentru vici de formă. (Huc, III, No. 509; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 25, 26).
9. Anularea avizului consiliului de familie în cursul judecării cererii de punere sub interdicțiune, nu aduce anulaarea și a întregii proceduri urmate după acest aviz. (Huc, III, No. 509; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, question 3016 bis; Comp.: Laurent, V, No. 266).
10. Chiar dacă deliberarea consiliului de familie ar cuprinde un viciu de formă, ea poate fi menținută în cazul când ocrotește îndeajuns interesele pârâtului. (Laurent, V, No. 266; Huc, III, No. 509; Baudry et Chéneaux, IV, No. 815; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 26).
11. Lipsa convocării consiliului de familie pentru a-și da părerea asupra stării mintale a pârâtului, aduce nulitatea întregii proceduri, chiar și a interogatorului ce se va fi luat pârâtului. (Aubry et Rau, ed. 5-a. I, § 125, p. 796; Baudry et Chéneaux, IV, No. 816; Planiol et Ripert, I, No. 680; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 24).
12. Nulitatea rezultată din lipsa avizului consiliului de familie este de ordine publică și poate fi invocată pentru prima oară înaintea Curții de Casație. (Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 25; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 680).
13. Această nulitate nu poate fi acoperită prin faptul că pârâtul ar fi luat parte, fără să protesteze, la procedurile ulterioare. (Laurent, V, No. 267; Baudry et Chéneaux, IV, No. 816; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 25, nota 1).
14. Tribunalul nu este legat de părerea consiliului de familie nici de aceea a medicilor. (Laurent, V, No. 267; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 25).
15. Hotărîrea prin care tribunalul găsește admisibilă în principiu cererea de punere sub interdicție și ordonă convocarea consiliului de familie și a unei comisii medicale, spre a-și da avizul asupra stării mintale a pârâtului, se dă în camera de consiliu. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 807; Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 24).
16. Chiar dacă hotărîrea prin care se ordonă convocarea consiliului de familie și a unei comisii medicale, s'ar da în ședință publică, nu ar fi o cauză de nulitate. (Alexandresco, ed. 2-a. III, partea I, p. 24, nota 2).
17. A se vedea: art. 356 și 357 din c. civ. cu notele respective.

**Art. 441.** — Acei cari vor fi provocat interdicțiunea, nu vor putea face parte din consiliul de familie; cu toate acestea, soțul sau soția și copiii persoanei, chiar cerând interdicțiunea, vor putea fi admiși în consiliul familiei, fără a lua parte la vot. (Civ. 357, 383, 452; Civ. Fr. 495).

*Text. fr. Art. 495.* — Ceux qui auront provoqué l'interdiction, ne pourront faire partie du conseil de famille; cependant, l'époux ou l'épouse, et les enfants de la personne dont l'interdiction sera provoquée, pourront y être admis, sans y avoir voix délibérative.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Acțiune de punere sub interdicțiune, a se vedea cuvintele „Provocarea interdicțiunii”.	Limitativă enumerare 2.
Anulare 9, 12.	Mandat 11.
Aprecieri suverană 10, 12.	Nulitate 9, 12.
Consiliu de familie 1 urm.	Prejudiciu 12.
Copii 3, 5-10.	Pronunțarea interdicțiunii 13, 14.
Deliberare 1-4, 7, 10, 11, 12.	Provocarea interdicțiunii 1-7, 12.
Enumerare limitativă 2.	Rude 1-5, 12.
Facultate 9.	Soți 3, 6-10.
Femei 14.	Soție 14.
Hotărâre 13, 14.	Suverană apreciere 10, 12.
Interdicțiune 1 urm.	Tribunal 10, 12.
Interes 1, 2, 12.	Tutor 13, 14.
Întrebări 4, 8.	Vot consultativ 6, 8.
Lămuriri 4, 8.	Vot deliberativ 6, 7.

**Doctrină.**

**1.** Dispozițiile art. 495 c. civ. fr. (441 c. civ. rom.), care opresc pe cei ce au provocat interdicțiunea de a face parte din consiliul de familie, nu-și găsesc aplicatiunea decât la acele persoane cari au în rezultatul deliberării consiliului de familie, un interes direct și personal. (Daloz, Rép. Interdiction, No. 72; Suppl. Interdiction, No. 59).

**2.** Cu toate că art. 495 c. civ. fr. (441 c. civ. rom.), arată în mod limitativ, care persoane anume nu pot face parte din consiliul de familie, totuși, prohibițiunea trebuie întinsă și la acele persoane cari au în rezultatul deliberării consiliului de familie un interes direct și personal. (Daloz, Rép. Suppl., Interdiction, No. 63).

**3.** Celelalte rude cari au provocat interdicțiunea, în afară de soțul și de copiii părântului, nu au dreptul să ia parte la deliberarea consiliului de familie, nici măcar cu vot consultativ. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1278).

**4.** Cu toate acestea, consiliul de familie are dreptul a le chema, dacă găsește că este necesar, pentru a le pune întrebări și a da lămuriri, spre a putea delibera în cunoștință de cauză, însă ele nu au dreptul a lua parte apoi la deliberare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1278).

**5.** Copiii reclamantului în cererea de interdicțiune, au dreptul să facă parte din consiliul de familie. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, nota 14, p. 795; Huc, III,

No. 509; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 26).

**6.** Soțul și copiii persoanei a cărei interdicțiune se cere, după o părere, nu au vot deliberativ, ci consultativ, în consiliul de familie numai în cazul când ei sunt reclamantii în cererea de punere sub interdicțiune; în cazul însă când ei nu au cerut punerea sub interdicțiune au voie să facă parte din consiliul de familie cu vot deliberativ iar nu numai consultativ. (Valette sur Proudhon, II, p. 522, 523, nota a; Duranton, III, No. 729; Demolombe, VIII, No. 499, 500; Marcadé, Art. 495; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 257, 267 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, nota 12, p. 794; Daloz, Rép. Suppl., Interdiction, No. 60; Laurent, V, No. 265; Huc, III, No. 509; Baudry et Chénèaux, IV, No. 812; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 27; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1280).

**7.** După altă părere, în cazul când soțul și copiii persoanei a cărei interdicțiune se cere, nu sunt reclamantii, ei au dreptul să fie admiși în consiliul de familie, însă numai cu vot consultativ; însă în cazul când sunt reclamantii, ei nu au dreptul să ia parte la consiliu, nici cu vot consultativ. (Toullier, II, No. 1322; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1279).

**8.** Misiunea sotului și copiilor persoanei a cărei interdicțiune se cere, în consiliul de familie, când ei nu au dreptul să voteze cu vot deliberativ, este de a da lămuriri consiliului de familie când aceasta are nevoie de ele. (Daloz, Rép. Suppl., Interdiction, No. 60).

**9.** Din faptul că art. 495 c. civ. fr. (441 c. civ. rom.), arată că soțul și copiii persoanei a cărei interdicțiune se cere, „vor putea” fi admiși în consiliu, s'a decis că prezența lor în consiliul de familie nu este obligatorie, ci facultativă și lipsa lor din consiliu nu aduce nulitatea deliberării. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 76).

**10.** Cu toate acestea, s'a decis că deși art. 495 c. civ. fr. (441 c. civ. rom.), arată că soțul și copiii persoanei a cărei interdicțiune se cere, „vor putea” fi admiși în consiliu, totuși, tribunelele nu au dreptul să aprecieze dacă prezența lor este sau nu necesară în consiliu, ci trebuie



să-i admită a lua parte la deliberarea consiliului de familie. (Huc, III, No. 509).

**11.** Membrii din consiliul de familie pot fi înlocuiți la deliberare prin mandatar. (Carré et Chauveau, VI, partea II, question 3015; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 27, nota 2).

**12.** Chiar dacă contrar prohibițiunii prevăzută de art. 495 c. civ. fr. (441 c. civ. rom.), reclamantul a luat parte în consiliul de familie, deliberarea nu va fi nulă dacă tribunalul apreciază în mod suveran că interesele părâtului nu au fost compromise. (Laurent, V, No. 265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 26, nota 2; Contra: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 795).

**13.** După pronunțarea interdicției, reclamantul are dreptul să facă parte din consiliul de familie, convocat pentru a alege un tutor interzisului. (Planiol, ed. 6-a, I, No. 2051; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 26, nota 2).

**14.** După pronunțarea hotărârii de admitere a cererii de punere sub interdicție, soția interzisului nu poate face parte din consiliul de familie, ci poate fi numai tutoarea soțului său interzis. (Demolombe, VIII, No. 573; Laurent, V, No. 289; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 27, nota 1).

**15.** A se vedea: art. 383, 440 din codul civil cu notele respective.

**Art. 442.** — După ce va primi părerea consiliului de familie și opiniunea medicilor competenți, tribunalul va face interogatoriu părâtului, și de nu va fi în stare a se înfățișa în camera de chibzuire, se va face la locuință, de unul din judecători, însărcinat cu aceasta, însoțit de grefier. În toate cazurile, procurorul va fi față la interogatoriu. (Civ. 443 urm.; Pr. civ. 80, 81, 211 urm., 227, 235, 638, 645; L. din 29 Oct. 1877 p. atrib. minist. public; Civ. Fr. 496).

*Text. fr. Art. 496.* — Après avoir reçu l'avis du conseil de famille, le tribunal interrogera le défendeur à la chambre du conseil: s'il ne peut s'y présenter, il sera interrogé dans sa demeure, par l'un des juges à ce commis, assisté du greffier. Dans tous les cas, le procureur du Roi sera présent à l'interrogatoire.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 164.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

- |  |  |
|--|--|
| Admiterea cererii de punere sub interdicție 3, 4, 5, 16, 19. | Interrogator 1, 3-21.                                  |
| Anulare 11, 16, 18, 19.                                      | Jignire 7.   |
| Apel 5.  | Judecător 9, 10, 19.                                   |
| Apreciere suverană 12, 20.                                   | Judecător de ocol 10.                                  |
| Asistare 11.   | Locuință 9, 10, 19.                                    |
| Aviz, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”, „Medici”. | Mandatar 11.   |
| Boală 9, 10, 19.   | Marturi 23, 24.  |
| Boli mintale 2.  | Medici 2, 22.  |
| Camera de consiliu 7.  | Notificare 6.  |
| Comisiune medicală 2, 22.                                    | Nulitate 11, 16, 18, 19.                               |
| Comisiune rogatorie 21.                                      | Oficiu 2.  |
| Comunicare 6.  | Ordine publică 18.                                     |
| Consiliu de familie 1, 3, 4, 17.                             | Părere, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.   |
| Consiliu judiciar 16.  | Pertinente fapte 4.                                    |
| Copie 6.   | Privire 14.  |
| Culpă 11.  | Proces-verbal 13, 14.                                  |
| Delegare 9, 10, 17, 19.                                      | Răs 14.  |
| Deliberare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie”.     | Reclamant 11.  |
| Domiciliu 9, 10, 19.   | Respingerea cererii de punere sub interdicție 3, 4, 5. |
| Fapte pertinente 4.  | Rude 24.   |
| Formalități substanțiale 16.                                 | Sănătos 3.   |
| Gesturi 14.  | Stare mintală 2, 8, 14, 15.                            |
| Hotărâre 3, 4, 5, 16, 19.                                    | Străinătate 21.  |
| Incheiere 6.   | Subscriere 13.   |
| Încunoștințare 6.  | Substanțiale formalități 16.                           |
| Imposibilitate 15.   | Suverană apreciere 12, 20.                             |
| Interdicție 1 urm.   | Tară străină 21.                                       |
|  | Tribunal 2, 3, 4, 6-10, 15, 20, 22, 23.                |

### Doctrină.

**1.** Deliberarea consiliului de familie trebuie neapărat să aibă loc înaintea luării interogatorului părâtului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1281; Dalloz, Rép. Suppl., Interdiction, No. 76).

**2.** Tribunalul numește din oficiu pe medicii cari vor examina starea mintală a părâtului; medicii vor fi în număr de unul sau trei, de preferință specialiști în boli mintale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 27, nota 3).

**3.** Tribunalul nu poate să pronunțe punerea sub interdicție a unei persoane fără să fi procedat la luarea interogatorului; însă poate să respingă cererea de punere sub interdicție fără a mai lua interogatorul părâtului, pe baza simplului aviz al consiliului de familie și părerea medicilor, când se convinge că părâtul este sănătos. (Demolombe, VIII, No. 502 urm.; Demante et Colmet de Santterre, II, No. 268; Massé et Vergé, I, § 234, nota 15, p. 466; Dalloz, Rép., Interdiction No. 87, 88; Suppl., Interdiction No. 87; Laurent, V, No. 268; Boitard et Colmet-Daage, Leçons de procédure, II, No. 1120; Baudry et Chéneaux, IV, No.

819; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 31; Comp.: Delvincourt, I, p. 323; Duranton, III, No. 734; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 796; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, question 3014).

4. Tribunalul are dreptul să respingă cererea de punere sub interdicțiune, chiar fără a lua în prealabil avizul consiliului de familie în cazul când faptele aleagate nu sunt pertinente în cauză. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 75).

5. Reclamantul în cererea de punere sub interdicțiune are dreptul să declare apel în contra hotărârii de respingere a cererii, fără a se fi procedat la luarea interogatoriului pârâtului. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 77).

6. Pârâtul trebuie să fie încunoscător ca să se prezinte la tribunal pentru a i se lua interogatorul comunicându-i-se copie de pe încheierea prin care se dispune luarea interogatorului. (Demolombe, VIII, No. 505; Daloz, Rép., Interdiction, No. 90; Huc, III, No. 510; Comp.: Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, question 3018; Laurent, V, No. 269; Baudry et Chéneaux, IV, No. 818; Planiol et Ripert, I, No. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 28).

7. Interogatorul pârâtului trebuie luat de către tribunal în camera de consiliu, pentru a nu jigni prea mult pe pârât. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1282; Daloz, Rép., Interdiction, No. 92; Suppl., Interdiction, No. 78; Planiol et Ripert, I, No. 681; Colin et Capitant, I, p. 586; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 28).

8. Interogatorul pârâtului trebuie luat de către tribunal în complexul lui, pentru ca judecătorii cari îl compun, să se edifice asupra adevăratei stări a pârâtului. (Toullier, II, No. 1326; Demolombe, VIII, No. 509; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1281; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 78; Colin et Capitant, I, p. 586; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 29).

9. Numai în cazul când pârâtul nu se poate prezenta înaintea tribunalului pentru a i se lua interogatorul, acesta va delega un judecător pentru a se îndeplini această formalitate la locuința pârâtului. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1282; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 78; Planiol et Ripert, I, No. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 29).

10. Nu poate fi delegat cu luarea interogatorului pârâtului la locuința sa, decât un judecător al tribunalului, iar nu și judecătorul de ocol. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 78; Huc, III, No. 510; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 29, nota 3).

11. Nu există o cauză de nulitate din faptul că la luarea interogatorului a asistat și reclamantul sau procuratorul său. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 94; Huc, III, No. 510; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 30).

12. Întrebările ce urmează a fi puse pârâtului, sunt lăsate la aprecierea tribunalului. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 96).

13. Procesul verbal de consemnarea răspunsurilor pârâtului se va subscrice și de către el, după ce i se vor fi citit răspunsurile consemnate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 29).

14. În procesul verbal de luarea interogatorului se ve face mențiune de starea pârâtului, adică gesturile sale, privirea, răsul său, etc. (Laurent, V, No. 269; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 29, nota 6).

15. În cazul când pârâtul se prezintă înaintea tribunalului însă nu poate să răspundă la întrebările ce i se pun din cauza stării sale mintale, dispozițiile art. 496 c. civ. fr. (442 c. civ. rom.), sunt satisfăcute. (Demolombe, VIII, No. 510; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 73).

16. Nu se poate admite cererea de punere sub interdicțiune, nici chiar numirea unui consiliu judiciar, fără a se fi chemat pârâtul pentru a-i fi luat interogatorul prevăzut de art. 496 c. civ. fr. (442 c. civ. rom.), deoarece această formalitate este substanțială. (Demolombe, VIII, No. 511; Beudant, II, No. 967; Daloz, Rép., Interdiction, No. 87; Suppl., Interdiction, No. 72; Laurent, V, No. 268; Huc, III, No. 510; Baudry et Chéneaux, IV, No. 819; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2052; Planiol et Ripert, I, No. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 30, 31).

17. Interogatorul prevăzut de art. 496 c. civ. fr. (442 c. civ. rom.), nu poate fi înlocuit printr-o altă formalitate echivalentă cum ar fi interogatorul ce i s'ar fi luat pârâtului de către consiliul de familie sau de un membru al său delegat în acest scop de către întreg consiliul de familie. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 72; Huc, III, No. 510; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, pag. 25, nota 3).

18. Nulitatea rezultată din neluarea interogatorului persoanei a cărei punere sub interdicțiune se cere, este de ordine publică. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 72).

19. În cazul când nu s'a putut lua interogatorul pârâtului din culpa sa, lipsa acestei formalități nu poate fi o cauză de nulitate a punerii sub interdicțiune, deoarece delegarea unui judecător la domiciliul său pentru a i se lua interogatorul, are loc numai când are un motiv de împedecare a se prezenta la tribunal. (Demolombe, VIII, No. 511; Beudant, II, No. 967; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 73; Laurent, V, No. 268; Huc, III, No. 510; Baudry et Chéneaux, IV, No. 820; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 29, nota 2).

20. Din dispozițiile art. 497 c. civ. fr. (443 c. civ. rom.), rezultă că tribunalul are dreptul după aprecierea sa, să ia și alte interogatorii pârâtului dacă găsește



că primul interogator nu este suficient. (Demolombe, VIII, No. 512; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 796; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1283; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 95; Suppl., Interdiction, No. 79; Boitard et Colmet-Daage, Leçons, II, No. 1120; Laurent, V, No. 269; Baudry et Chéneaux, IV, No. 822; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2052; Planiol et Ripert, I, No. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 30; Nacu, I, p. 690).

**21.** Dacă persoana a cărei interdicție se cere, se găsește în străinătate, interogatorul i se va lua prin comisiune rogatorie. (Huc, III, No. 510; Btudy et Ché-

neaux, IV, No. 821; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 29, nota 5).

**22.** Tribunalul are dreptul să ia actul dela mai multe comisiuni medicale, dacă va crede necesar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 30).

**23.** Tribunalul are dreptul să asculte și martori, dacă faptele invocate de reclamant pot fi dovedite cu martori. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 30).

**24.** Rudele părților nu pot fi ascultate ca martori, în această materie aplicându-se dreptul comun. (Laurent, V, No. 276; Huc, III, No. 511; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 30).

**Art. 443.** — După cel dintâiu interogatoriu, tribunalul va orându-i, de va găsi de cuviință, un administrator provizoriu spre a îngriji de persoana și averea pârîtului. (Civ. 67, 320, 322, 442, 450; L. alienațiilor, 32, 33; Civ. Fr. 497).

*Text. fr. Art. 497.* — Après le premier interrogatoire, le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire, pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 165 urm.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acțiune în justiție 32.	Inventar 18.
Administrație 26, 27, 28, 36, 37, 38.	Ipotecă legală 20.
Administrator provizor 2 urm.	Judecător 32.
Alienat 11.	Justiție 32.
Apel 3, 16, 17.	Legea alienațiilor 11.
Aprecieri suverană 1, 12.	Locațiune 29.
Arendare 29.	Mandat 19, 20.
Autorizație 27, 28, 30, 32.	Minoritate 9.
Azil de nebuni 11, 25.	Moarte 38.
Bărbat 10.	Moștenitori 38.
Cameră de consiliu 7.	Nebun 11.
Casă de sănătate 11, 25.	Ociu 5.
Compturi 36, 37.	Opoziție 15.
Conservare 26.	Ordonanță prezidențială 6.
Consiliu de familie 28.	Ospiciu de nebuni 11, 25.
Consiliu judiciar 36.	Persoana interzisului 24.
Deces 38.	Președintele tribunalului 6.
Dement 11.	Procente 21, 22, 23.
Dobândă 21, 22, 23.	Procese 32.
Drepturi civile 31.	Reclamant 4.
Facultate 8.	Référé 6.
Femea măritată 10, 14.	Respingerea cererii de punere sub interdicție 31, 36.
Gestiune 19, 36, 37, 38.	Responsabilitate 19.
Hotărâre 7, 15, 16, 17, 31, 33, 34, 35, 37, 38.	Rude 13.
Încetare din viață 38.	Sedință publică 7.
Încetarea funcției administratorului provizor 33-36.	Socoteli 36, 37.
Inchiriere 29.	Succesori 33.
Instrăinare 27, 28, 30.	Suverană apreciere 1, 12.
Interdicțiune 1 urm.	Tribunal 1, 4-8, 12, 13, 18, 27, 30, 32.
Internare 11, 25.	Tutelă 9, 37.
Interogator 1, 2, 3.	Tutor 9, 14, 20, 21, 35, 36, 37.
Întrebuintarea banilor 21, 22.	Urgență 6, 26.

### Doctrină.

**1.** Din cuprinsul art. 497 c. civ. fr. (443 c. civ. rom.) rezultă că tribunalul are dreptul, după aprecierea sa, să ia și un al doilea sau mai multe interogatorii pâr-

rătului, dacă găsește că primul interogator nu este suficient. (Demolombe, VIII, No. 512; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 796; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1283; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 95; Suppl., Interdiction, No. 79; Boitard et Colmet-Daage, Leçons de procédure, II, No. 1120; Laurent, V, No. 269; Baudry et Chéneaux, IV, No. 822; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2052; Planiol et Ripert, I, No. 681; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 30; Nacu, I, p. 690).

**2.** Numirea administratorului provizoriu nu poate avea loc decât după ce s'a luat pârâtului în acțiunea de interdicțiune, primul interogator. (Demolombe, VIII, No. 514; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1283; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 107; Suppl., Interdiction, No. 87; Laurent, V, No. 270; Planiol et Ripert, I, No. 682; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 32).

**3.** Numirea administratorului provizor poate să se facă oricând în cursul judecării cererii de punere sub interdicție, după luarea primului interogator, chiar și în apel. (Demolombe, VIII, No. 514; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 32).

**4.** Numirea administratorului provizor se poate face de tribunal după cererea reclamantului. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 109; Suppl., Interdiction, No. 88).

**5.** Numirea administratorului provizor se poate face de către tribunal din oficiu, fără cererea părților. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 88).

**6.** Numirea administratorului provi-

zor trebuie făcută de către tribunal; președintele tribunalului nu are dreptul a numi un administrator provizor pe cale de ordonanță prezidențială, chiar în cazul când ar exista urgență. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 87).

**7.** Tribunalul poate numi pe administratorul provizor în camera de consiliu, iar nu în ședință publică, de oarece numai judecata cererei de interdicțiune trebuie să aibă loc în ședință publică. (Demolombe, VIII, No. 517; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 796; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 87; Baudry et Chéneaux, IV, No. 827; Contra: Laurent, V, No. 271; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 32, 33).

**8.** Numirea unui administrator provizor este o facultate pentru tribunal, iar nu o obligație. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 108; Planiol et Ripert, I, No. 682; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 32).

**9.** În cazul când se cere punerea sub interdicțiune a unui minor aflat sub tutelă, nu este necesară numirea unui administrator provizor, de oarece tutorul îngrijește de averea și persoana minorului. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 108).

**10.** Deasemenea când se cere punerea sub interdicțiune a unei femei măritate, nu este necesară numirea unui administrator provizor care poate fi înlocuit prin bărbatul său. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 108).

**11.** Deasemenea când se cere punerea sub interdicțiune a unei persoane internate într'un azil de nebuni, nu este necesară numirea unui administrator provizoriu, în cazul când potrivit legii alienaților din 30 Iunie 1838 (L. alienaților în dreptul civil român), i s'a numit deja un administrator provizor. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 108).

**12.** Alegerea persoanei care urmează a fi numită administrator provizor, este lăsată la aprecierea suverană a tribunalului. (Demolombe, VIII, No. 517; Daloz, Rép., Interdiction No. 112; Suppl., Interdiction, No. 91; Colin et Capitant, I, p. 586).

**13.** Tribunalul nu este obligat să numească administrator provizor o rudă a părâtului. (Daloz, Rép., Interdiction No. 112).

**14.** Femeea părâtului poate fi numită administrator provizor, de oarece, în caz de interdicție, ea este tutoarea sotului său interzis. (Laurent, V, No. 272; Baudry et Chéneaux, IV, No. 829; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 32, nota 2).

**15.** În cazul când părâtul a lipsit la pronunțarea hotărârii prin care s'a numit un administrator provizor, el are dreptul de opoziție în contra acestei hotărâri. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 89).

**16.** Părâtul are dreptul să facă apel în contra hotărârii prin care s'a numit un administrator provizor. (Demolombe,

VIII, No. 518; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 89).

**17.** În dreptul nostru, hotărârea prin care se numește un administrator provizor, nu va putea fi atacată decât odată cu hotărârea prin care se va fi admis cererea de punere sub interdicțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 33).

**18.** Administratorul provizor nu este obligat să facă inventar la intrarea sa în funcțiune, de oarece legea nu prevede această formalitate, însă tribunalul îl poate obliga să facă inventar. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 115).

**19.** Administratorul provizor este răspunzător de gestiunea sa după regulile dela mandat, de oarece el este un mandatar. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 117; Suppl., Interdiction, No. 97; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 33).

**20.** Administratorul provizor nu este supus ipotecei legale la care sunt supuși tutorii; el este un mandatar special. (Demolombe, VIII, No. 516; Mourlon, III, No. 1456; Aubry et Rau, III, § 264 bis; Daloz, Rép., Interdiction, No. 117; Suppl., Interdiction, No. 97; Laurent, V, No. 274; Huc, III, No. 511; Guillouard, Privilèges et hypothèques, II, No. 710; Baudry et Chéneaux, IV, No. 833; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 1176; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 33).

**21.** Administratorul provizor nu este obligat ca tutorii să plătească dobândă la sumele de bani pe care nu le-a întrebuințat. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 97; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 33).

**22.** Administratorul provizor însă dătoarește conform dreptului comun, dobânzi la sumele de bani întrebuințate în profitul său personal, din ziua întrebuințării lor. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 97; Laurent, V, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, partea p. 33, 34).

**23.** Administratorul provizor are dreptul la dobânzi pentru sumele date din banii săi personali, cu începere din ziua când le-a dat. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 97; Laurent, V, No. 274; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 34).

**24.** Funcțiunea administratorului provizor este de a avea grije atât de bunurile părâtului cât și de persoana sa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1283; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 95; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 32; Nacu, I, p. 689).

**25.** Administratorul provizor are dreptul să interneze pe părât într'un azil de nebuni sau să-l scoată dintr'un azil unde a fost internat. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 95; Laurent, V, No. 273).

**26.** Administratorul provizor nu are dreptul, în principiu, să facă decât acte de administrație și de conservare urgente. (Demolombe, VIII, No. 515; Beudant, II, No. 967; Demante et Colmet de



Santerre, II, No. 269 bis; Aubry et Rau, I, § 125, p. 796, 797; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 92; Laurent, V, No. 272; Huc, III, No. 511; Baudry et Chéneaux, IV, No. 830; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2089; Planiol et Ripert, I, No. 682; Colin et Capitant, I, p. 586; Alexandresco, de. 2-a, III, partea I, p. 34; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1283; Nacu, I, p. 689, 690.

**27.** Pentru actele cari întrec limita actelor de administrație, cum ar fi o înstrăinare, chiar de lucruri mobile, administratorul provizor are nevoie de autorizatia tribunalului. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 113; Suppl., Interdiction, No. 92; Laurent, V, No. 272; Huc, III, No. 511; Baudry et Chéneaux, IV, No. 832; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 34; Nacu, I, p. 689, 690).

**28.** Pentru actele care întrec limita actelor de administrație, autorizatia consiliului de familie nu este îndestulătoare. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 113).

**29.** Administratorul provizor nu are dreptul să încheie contracte de locațiune mai mari de 9 ani în Franța (în România 5 ani). (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 113; Baudry et Chéneaux, IV, No. 830; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 34).

**30.** Tribunalul, când numește administratorul provizor, poate să-i fixeze atribuțiunile și poate să-l autorizeze să facă și anumite acte de dispozițiune. (Beudant, II, No. 967; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 796; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 92; Laurent, V, No. 272; Planiol et Ripert, I, No. 682).

**31.** Prin numirea administratorului provizor, pârâtul nu pierde exercițiul drepturilor sale civile, care are loc numai prin pronunțarea hotărârii de interdicțiune. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 114; Suppl., Interdiction, No. 94; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 34).

**32.** Administratorul provizor nu are dreptul să se prezinte în judecată în numele pârâtului, afară de cazul când a fost autorizat de tribunal în acest scop, de oarece pârâtul stă singur în judecată. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 93; Laurent, V, No. 272; Huc, III, No.

511; Baudry et Chéneaux, IV, No. 831; Planiol et Ripert, I, No. 682; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 34).

**33.** Incetarea funcțiunei administratorului provizor are loc după pronunțarea hotărârii definitive asupra cererii de punere sub interdicțiune. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 116; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 34).

**34.** În cazul când cererea de punere sub interdicțiune este respinsă, funcțiunile administratorului provizor încetează în ziua când hotărârea a rămas definitivă. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 96; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 34).

**35.** În cazul când cererea de interdicțiune este admisă, funcțiunile administratorului provizor încetează din ziua când s'a numit interzisului un tutor. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 96).

**36.** La încetarea funcțiunilor administratorului provizor, acesta este obligat să dea socoteală de administrația sa: pârâtului, în cazul când cererea de interdicțiune a fost respinsă, pârâtului asistat de consiliu în cazul când i s'a numit acestuia un consiliu judiciar sau tutorului în cazul când cererea de punere sub interdicțiune a fost admisă. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 116; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 34, 35).

**37.** În cazul când după pronunțarea hotărârii definitive de punere sub interdicție, administratorul provizor va fi numit tutorul interzisului, socotelile se vor da la sfârșitul anului, odată cu socotelile tutelei. (Demolombe, VIII, No. 583; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 35).

**38.** În cazul când în timpul funcțiunei sale, administratorul provizor încetează din viață, moștenitorii săi, dacă sunt majori, vor fi obligați să continue gestiunea până la pronunțarea hotărârii asupra cererii de punere sub interdicțiune sau până la numirea unui alt administrator provizor; această soluțiune se impune prin analogie cu art. 419 c. civ. fr. (369 c. civ. rom.) aplicabil în materiile de tutelă. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 118).

**Art. 444.** — Hotărârea asupra unei cereri de interdicțiune, după ce s'au ascultat părțile, sau se vor fi chemat legal, nu va putea fi dată, decât în ședință publică. (Civ. 240, 460; Pr. civ. 72 urm., 86, 94 urm., 99, 103, 115 urm.; Civ. Fr. 498).

*Text. fr. Art. 498.* — Le jugement sur une demande en interdiction ne pourra être rendu qu'à l'audience publique, les parties entendues ou appelées.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Achiesare 13.  
Acțiune pauliană 16.  
Admiterea cererii 5, 7.

Anulare 6.  
Apel 13.  
Apreciere suverană 11.

Bărbat 17.  
Capacitatea persoanelor 12.  
Cheltueli 7, 8, 9.  
Citare 1, 2, 3, 17.  
Coluziune 16.

Compensație 9.  
Consiliu judiciar 5, 12.  
Contestație 16, 17.  
Creditori 3.  
Daune-interese 10, 11.  
Deces 18, 19.

Dezistare 12, 13.	Pauliană acțiune 16.
Donatari 3.	Prejudiciu 3.
Execuțiune provizorie 14.	Prodigalite 5.
Femece maritată 17.	Reclamant 2, 8, 10, 11, 16.
Fraudă 16.	Respingerea cererei 5, 8, 10.
Hotărîre 6, 13-18.	Risipitor 5.
Încetare din viață 18, 19.	Rude 9.
Intențiune 11.	Sedință publică 6.
Interdicțiune 1 urm.	Slăbire de minte 5.
Interes 3.	Stare civilă 12.
Intervențiune 11.	Stingerea acțiunii 13.
Moarte 18, 19.	Succesori 20.
Moștenitori 20.	Suverană apreciere 11.
Nulitate 6.	Terță opoziție 16, 17.
Opoziție 15.	Terțe persoane 16.
Ordine publică 12.	Tribunal 4, 5, 6, 9, 11.
Părât 2, 7, 16, 18, 19, 20.	

### Doctrină.

**1.** Pentru judecarea în fond a cererei de punere sub interdicțiune, părțile trebuiesc citate petru a fi ascultate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1286; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 121).

**2.** Prin părți cari trebuiesc citate pentru judecarea cererei de punere sub interdicție, se înțelege reclamantul și pârâtul. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 121).

**3.** Nu trebuiesc citați în cauză creditorii, donatarii pârâtului sau orice alte persoane cărora punerea sub interdicție a pârâtului le-ar putea cauza vre-un prejudiciu; aceste persoane pot să facă intervențiune dacă o găesc necesară în interesul lor. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 121).

**4.** Judecata asupra unei cereri de punere sub interdicțiune, trebuie să alba loc înaintea completului tribunalului. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 122).

**5.** Tribunalul poate să pronunțe punerea sub interdicțiune a pârâtului, să respingă cererea pur și simplu, sau respingând cererea de punere sub interdicțiune, să numească pârâtului un consiliu judiciar pentru slăbire de minte sau pentru prodigalitate (risipă). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1284; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 120; Suppl., Interdiction, No. 98; Planiol et Ripert, I, No. 685; Colin et Capitant, I, p. 587; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 35).

**6.** Ori care ar fi soluțiunea la care s'ar fi oprit tribunalul, hotărîrea sa trebuie pronunțată în sedință publică, sub pedeapsă de nulitate. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1286; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 120; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 35).

**7.** În cazul când cererea de interdicțiune este admisă, cheltuelile procesului vor fi suportate de interzis. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 149; Suppl., Interdiction, No. 99; Huc, III, No. 513; Planiol et Ripert, I, No. 685).

**8.** Dacă cererea de interdicțiune este respinsă pur și simplu, reclamantul va fi condamnat la cheltuelile procesului. (Toullier, II, No. 1333; Demolombe, VIII, No. 525; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 149; Suppl., Interdiction, No. 99; Planiol et Ripert, I, No. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 31).

**9.** Tribunalul are dreptul să facă compensația cheltuelilor de proces, luând în considerație că procesul a avut loc între rude apropiate. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 98).

**10.** În cazul când cererea de interdicție a fost respinsă pur și simplu, reclamantul poate fi condamnat să plătească daune-interese pârâtului. (Toullier, II, No. 1333; Duranton, III, No. 745; Demolombe, VIII, No. 525; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 148; Suppl., Interdiction, No. 98; Laurent, V, No. 277; Huc, III, No. 513; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 31).

**11.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran, intențiunea cu care a introdus reclamantul cererea de punere sub interdicțiune, în cazul când va fi pusă în discuțiune pretentiunea de daune-interese. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 148).

**12.** Nu se poate dezista dela instanțele angajate în materie de punere sub interdicțiune și sub consiliu judiciar, de oarece, fiind privitoare la starea și capacitatea persoanelor, interesează ordinea publică. (Aubry et Rau., ed. 5-a, I, § 124, p. 791; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 113; Laurent, V, No. 248; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 3).

**13.** Persoana în contra căreia s'a pronunțat o hotărîre de punere sub interdicțiune, nu are dreptul să achiezeze la această hotărîre sau să se deziste dela apelul ce a introdus în contra hotărîrei. (Huc, III, No. 513; Laurent, V, No. 248; Planiol et Ripert, I, No. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 3).

**14.** Hotărîrea de punere sub interdicțiune nu poate fi dată cu execuțiune provizorie. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 101).

**15.** Hotărîrea de punere sub interdicțiune poate fi atacată cu opozițiune de partea care a lipsit la pronunțarea ei, potrivit dreptului comun. (Duranton, III, No. 739; Bioche, Dictionnaire de procédure civile et commerciale, Interdiction, No. 50; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, question 3030; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 134; Suppl., Interdiction, No. 102; Laurent, V, No. 282; Huc, III, No. 514; Baudry et Chéneaux, IV, No. 837; Planiol et Ripert, I, No. 686; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 35).

**16.** Terțele persoane, în fraudă cărora a fost pronunțată punerea sub interdicțiune, prin coluziunea reclamantului și a pârâtului, au dreptul să facă terță opoziție (contestatie) bazându-se pe dispozițiile art. 1167 c. civ. fr. (975 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 103; Planiol et Ripert, I, No. 686; Contra Laurent, V, No. 278).

**17.** Bărbatul are dreptul să facă terță opoziție (contestatie) la hotărîrea prin care soția sa a fost pusă sub interdicțiune după cererea unei alte părți, fără să fi fost chemat și el în cauză. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 104).



18. Dacă pârătul încetează din viață înainte de pronunțarea hotărârii definitive de interdicțiune, instanța se stinge. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 29; Suppl., Interdiction, No. 100).

19. În cazul când pârătul încetează din viață în cursul instanței de interdicțiune, el este considerat că a murit în plenitudinea capacității sale civile. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 149).

20. Moștenitorul pârâtului are dreptul să se prevaleze de dispozițiile art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), în cazul când el încetează din viață în cursul instanței de interdicțiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 149; Laurent, V, No. 312).

21. A se vedea: art. 442, 445 și 460 din codul civil, cu notele respective.

**Art. 445.** — De va respinge cererea de interdicțiune, tribunalul va putea, după împrejurări, ordona ca pârătul să nu mai fie liber a pleda, a se învoi, a se împrumuta, a primi un capital, nici a da chitanță de primirea lui, a înstrăina, nici a ipotecă averea sa, fără asistența unui consiliu, ce-i va fi orânduit prin acea hotărâre, la care caz se va face publicațiune prin Monitor<sup>1)</sup>. (Civ. 428, 435, 447, 458 urm., 948, 1098, 1704 urm., 1769, 1771; Pr. civ. 647; Civ. Fr. 499).

*Text. fr. Art. 499.* — En rejetant la demande en interdiction, le tribunal pourra néanmoins, si les circonstances l'exigent, ordonner que le défendeur ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, ni en donner décharge, aliéner, ni grever ses biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé par le même jugement.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat* p. 172.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Achiesare 11.	Hotărâre 11.
Acte extravagante 14.	Imbecilitate 2.
Afini 9.	Infirmitate fizică 18.
Alienație mintală, a se vedea cuvintele: „Nebunie”, „Slăbire de minte”.	Interdicțiune 1-6, 12.
Aprecie suverană 13.	Justiție, a se vedea cuvintul: „Tribunal”.
Autorizație 8.	Minister public 2, 7.
Bătrânețe 15.	Minoritate 8, 20.
Beție 16.	Nebunie 1, 2, 12, 13.
Cheltueli 4.	Nebunie cu furie 2.
Consiliu de familie 8.	Ordine publică 11.
Consiliu judiciar 1 urm.	Parchet 2, 7.
Consiliu judiciar legal 3.	Procuror 2, 7.
Consiliu judiciar testamentar 3.	Reclamant 4, 5.
Daune-interese 5.	Regim matrimonial 21.
Demență, a se vedea cuvintele: „Nebunie”, „Slăbire de minte”.	Rude 2, 7.
Desfrânare 19.	Sănătos 18.
Dotă 21.	Slăbire de minte 1, 2, 12, 13, 15, 16.
Ebrietate 16.	Slăbire de voință 14.
Epilepsie 15.	Soț 2, 7.
Extravaganță 14.	Surdo-mut 17.
Femea maritată 21.	Suverană apreciere 13.
	Testament 3.
	Tribunal 1, 3, 4, 5, 13.
	Tutor 8.
	Voință slabă 14.

#### Doctrină.

1. Cu toate că din textul art. 499 c. civ. fr. (445 c. civ. rom.) rezultă că tribunalele nu vor hotărâ numirea unui consiliu judiciar decât atunci când se va fi

făcut o cerere de punere sub interdicțiune, totuși, persoana care are dreptul să ceară punerea sub consiliu judiciar, are dreptul să ceară direct numirea unui consiliu judiciar pentru slăbire de minte în cazul când are convingerea că starea pârâtului nu este de natură să aducă punerea sa sub interdicțiune. (Valette sur Proudhon, II, p. 567; Demolombe, VIII, No. 532; Beudant, II, No. 983; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1285; Aubry et Rau, I, § 138, p. 862; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 271 bis; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 262; Suppl., Interdiction, No. 191; Laurent, V, No. 339; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 929; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2118; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 84).

2. Chiar în cazul când acțiunea de punere sub interdicțiune a fost introdusă de către ministerul public, potrivit dispozițiilor art. 491 c. civ. fr. (437 c. civ. rom.), fie pentru cauză de nebunie cu furie, fie pentru cauză de smintire sau de imbecilitate, în lipsă de vade cunoscute, tribunalul are dreptul să nu admită cererea de punere sub interdicțiune, însă să hotărască numirea unui consiliu judiciar. (Demolombe, VIII, No. 531; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 862; Toulhier, II, No. 1374; Dalloz, Rép., Interdic-

<sup>1)</sup> În art. francez 499, corespunzător, lipsesc ultimele cuvinte: „...în care caz se va face publicațiune prin Monitor”.

tion, No. 265; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 84).

**3.** Consiliul judiciar nu poate fi nici legal nici testamentar, ci el este numit totdeauna de justiție. (Demolombe, VIII, No. 698, 708; Laurent, V, No. 348, 349; Baudry et Chéneaux, IV, No. 945; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 82, nota 2.

**4.** În cazul când tribunalul nu a admis cererea de punere sub interdicțiune, însă a hotărât numirea unui consiliu judiciar, reclamantul nu poate fi condamnat la cheltuielile procesului de oarece nu se poate spune că el a perdut procesul, întrucât cererea de punere sub interdicțiune este considerată că cuprinde și o cerere de numirea unui consiliu judiciar. (Demolombe, VIII, No. 534; Marcadé, Art. 499; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 150; Suppl., Interdiction, No. 99; Laurent, V, No. 338; Planiol et Ripert, I, No. 685; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 84, nota 4).

**5.** Deasemenea în acest caz și pentru aceleași motive, reclamantul nu poate fi condamnat să plătească pârâtului daune interese. (Huc, III, No. 513; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 84, nota 4).

**6.** Dreptul de a cere punerea sub consiliu judiciar aparține tuturor persoanelor cari au dreptul să provoace interdicția. (Demolombe, VIII, No. 703; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 863; Laurent, V, No. 343; Baudry et Chéneaux, IV, No. 940 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85).

**7.** Dreptul de a cere punerea sub consiliu judiciar aparține și ministerului public în cazul când pârâtul nu are nici sot, nici rude cunoscute. (Demolombe, VIII, No. 703; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, text și nota 6, p. 863; Laurent, V, No. 343; Baudry et Chéneaux, IV, No. 940 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85; Contra: Toullier, II, No. 1372; Duranton, III, No. 803).

**8.** Tutorul are dreptul să ceară, în numele minorului, numirea unui consiliu judiciar, fără autorizația consiliului de familie. (Demolombe, VIII, No. 703; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 286 bis. I; Aubry et Rau I, § 138, p. 863; Laurent, V, No. 343; Baudry et Chéneaux, IV, No. 940; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85).

**9.** Afinii nu au dreptul să ceară numirea unui consiliu judiciar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85, nota 2).

**10.** O persoană nu poate să ceară ea însăși punerea sa sub consiliu judiciar. (Valette sur Proudhon, II, p. 521; Demolombe, VIII, No. 474, 701, 703 bis; Aubry et Rau, I, § 138, text și nota 7, p. 864; Laurent, V, No. 344; Baudry et Chéneaux, IV, No. 942; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2116; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85; Contra: Toullier II, No. 1373).

**11.** Nu se poate achiesa la hotărîrea care ar fi numit un consiliu judiciar, de oarece chestiunile privitoare la numirea

unui consiliu judiciar, interesează ordinea publică. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 864; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85, 86).

**12.** Numai persoanele slabe de minte pot fi puse sub consiliu judiciar, slăbiciunea lor nefiind atât de gravă pentru a da loc la interdicție. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 82, nota 2).

**13.** Tribunalele vor aprecia gradul de slăbire de minte care să determine numirea unui consiliu judiciar; în orice caz, din textul art. 499 c. civ. fr. (445 c. civ. rom.), rezultă că pentru numirea unui consiliu judiciar se cere un grad anumit de aberație a inteligenței. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1284; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 192; Comp.: Baudry et Chéneaux, IV, No. 930; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 82).

**14.** Slăbiciunea voinței și înclinarea unei persoane către acte extravagante, pot constitui cauze de punere sub consiliu judiciar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 82, nota 2).

**15.** Epilepsia și bătrânețea când au slăbit facultățile mintale ale unei persoane, pot constitui cauze de punere sub consiliu judiciar. (Demolombe, VIII, No. 528; Laurent, V, No. 339; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2111; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 83, nota).

**16.** Beția, când alterează facultățile intelectuale, pot constitui motive de punere sub consiliu judiciar. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 83, nota).

**17.** Surdo-muțenia poate constitui o cauză de punere sub consiliu judiciar, când lipsa de cultură nu a putut desvolta inteligența. (Demolombe, VIII, No. 529; Laurent, V, No. 339; Baudry et Chéneaux, IV, No. 930; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2111; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 83, nota).

**18.** Persoana atinsă de o infirmitate fizică însă sănătoasă la minte, nu poate fi pusă sub consiliu judiciar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 83, nota).

**19.** Desfrânarea nu poate constitui o cauză de punere sub consiliu judiciar. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 930; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 83, nota).

**20.** Minorul poate fi pus sub consiliu judiciar. (Demolombe, VIII, No. 443, 696; Aubry et Rau, I, § 138, p. 864; Laurent, V, No. 345; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 937; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85 nota 3, p. 88, 89).

**21.** Femeea măritată poate fi pusă sub consiliu judiciar, oricare ar fi regimul său matrimonial, chiar dotal. (Demolombe, VIII, No. 697; Aubry et Rau, I, § 138, p. 865; Laurent, V, No. 346; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 938; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2115; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85, nota 3, 89).

**22.** A se vedea: art. 459 din codul civil cu notele repective.



**Art. 446.** În caz de apelațiune în contra hotărîrii de prima instanță, curtea de apel va putea, de va găsi de cuviință, a supune la un nou interogatoriu persoana în privința căreia s'a cerut interdicțiunea, sau a orîndui un judecător spre a face acel interogatoriu. (Civ. 442; Pr. civ. 316, 332, 647; Civ. Fr. 500).

*Text. fr. Art. 500.* — En cas d'appel du jugement rendu en première instance, la cour royale, pourra, si elle le juge nécessaire, interroger de nouveau ou faire interroger par un commissaire, la personne dont l'interdiction est demandée.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

Admîterea cererei 3, 4, 12.	Interogator 7-11.
Apel 1—10.	Judecător delegat 11.
Consiliu de familie 3.	Minister public 2.
Consiliu judiciar 4, 12.	Ordine publică 5.
Curte de Apel 7, 8, 9, 11, 12.	Parchet 2.
Delegare 11.	Părât 3, 4.
Dezistare 5, 6.	Procuror 2.
Facultate 7, 8.	Reclamant 1, 4, 6.
Hotărîre 1-10.	Renunțare 5, 6.
Interdicțiune 1 urm.	Respingerea cererei 1, 2, 4, 12.

Doctrină.

**1.** Reclamantul are dreptul a face apel în contra hotărîrii prin care s'a respins cererea de punere sub interdicțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 35, 36).

**2.** Când cererea de punere sub interdicțiune a fost introdusă de ministerul public, el are dreptul de apel în contra sentinței prin care s'a respins cererea. (Demolombe, VIII, No. 542; Laurent, V, No. 279; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 36).

**3.** Când cererea de punere sub interdicție a fost admisă, în dreptul nostru, numai pârâtul are dreptul de apel, iar nu și membrii din consiliul de familie, de oarece ei nu sunt părți în proces. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 36).

**4.** Când tribunalul a respins cererea de punere sub interdicție, însă a numit un consiliu judiciar, sentința se poate apela atât de reclamant, cât și de pârât. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 36).

**5.** Persoana interzisă nu are dreptul să renunțe la apel sau să se deziste de apelul ce l-a introdus, de oarece interdicția interesează ordinea publică. (Demolombe, VIII, No. 474; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 124, p. 790; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, question 3031 bis; Laurent, V, No. 248; Baudry et Chéneaux, IV, No. 835; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 3, 4, 36).

**6.** De asemenea nici persoana care a făcut cererea de punere sub interdicțiune nu se poate dezista de apelul ce l-a in-

trodus sau să renunțe la el. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 3, 4, 36).

**7.** În apelul introdus în contra unei hotărîri pronunțată asupra unei cereri de punere sub interdicțiune, interogatorul persoanei a cărei interdicțiune se cere nu mai este obligator ca înaintea primei instanțe, ci este lăsat la facultatea Curții ca să-l ia sau nu, după cum va găsi necesar. (Demolombe, VIII, No. 543; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1287; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 106; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2057; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 37).

**8.** Chiar în cazul când persoana a cărei punere sub interdicție se cere, a refuzat să răspundă la interogatorul ordonat înaintea primei instanțe, Curtea nu este obligată a o supune la un nou interogator, care este lăsat la facultatea sa. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 106; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 37).

**9.** În cazul când prima instanță a omis să supue pe pârât la interogator, Curtea are dreptul să îndeplinească această formalitate, de oarece apelul este devolutiv și Curtea are plenitudinea de jurisdicțiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 107; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 37).

**10.** Interogatorul persoanei a cărei interdicțiune se cere, se va lua în apel în aceleași forme ca și înaintea primei instanțe. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 138; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 37).

**11.** În cazul când Curtea de apel ordonă a se lua un interogator pârâtului, nu este necesar ca judecătorul delegat să fie luat din sânul Curții ci poate fi luat și din tribunal, de oarece depărtarea bolnavului nu ar permite acest lucru totdeauna. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1287; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 37).

**12.** Curtea de apel are dreptul ca și tribunalul, să admită cererea de punere sub interdicțiune, să o respingă, sau respingând-o să numească un consiliu judiciar prin aplicațiunea dispozițiilor art. 499 c. civ. fr. (445 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 140).

**Art. 447.** — Hotărîrea curței de apel sau a tribunalului de prima instanță, care va pronunța interdicțiunea sau numirea unui consiliu, va fi, după stăruința reclamantilor, scoasă afară, comu-

nicată părților și înscrisă în registre. În termen de zece zile va fi afișată în sala audienței, precum și publicată prin Monitor<sup>1)</sup>. (Civ. 445, 458; Pr. civ. 74, 121 urm., 647; Civ. Fr. 501).

*Text. fr. Art. 501.* — Tout arrêt ou jugement portant interdiction, ou nomination d'un conseil, sera, à la diligence des demandeurs, levé, signifié à partie, et inscrit, dans les dix jours, sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement.

*Text. fr. Art. 501. (Completat prin legea din 16 Martie 1893, art. 1).* — Tout arrêt ou jugement portant interdiction, ou nomination d'un conseil, sera, à la diligence des demandeurs, levé, signifié à partie, et inscrit, dans les dix jours, sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement.

Un extrait sommaire du jugement ou arrêt sera en outre transmis, par l'avoué qui l'aura obtenu, au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur, dans le mois du jour où la décision aura acquis l'autorité de la chose jugée. Cet extrait sera mentionné par le greffier, dans un délai de quinze jours, sur un registre spécial dont toute personne pourra prendre communication et se faire délivrer copie. Le greffier, dans un nouveau délai de quinze jours, adressera à l'avoué un certificat constatant l'accomplissement de la formalité.

A l'égard des individus nés à l'étranger, les décisions seront mentionnées, dans les mêmes formes et délais, sur un registre tenu au greffe du tribunal de la Seine; ce registre mentionnera également les décisions relatives aux individus nés dans les colonies françaises, indépendamment du registre qui sera tenu au greffe de leur lieu d'origine.

Toute contravention aux dispositions ci-dessus, commise par les greffiers ou avoués, sera punie d'une amende de 50 fr., sans préjudice de tous dommages-intérêts.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Admiterea cererii 1 urm.	Interes 10.
Afișare 3, 7.	Monitorul oficial 6, 7.
Anulare 11.	Nulitate 11.
Apel 2, 3, 4.	Oficiu 7.
Comunicare 9.	Publicitate 1 urm.
Consiliu judiciar 1 urm.	Registre 3.
Copie 6.	Respingerea cererii 3, 4.
Extract 6.	Sala de audiență 7.
Hotărîre 1 urm.	Stăruință 8.
Incapacitate 10.	Termin 8, 9, 11.
Interdicțiune 1 urm.	

#### Doctrină.

1. Toate hotărârile de interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, trebuiesc supuse publicității prevăzută de art. 501 § 1 c. civ. fr. (447 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1288; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 114).

2. Hotărârile de interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, trebuiesc supuse formalităților de publicitate prevăzute de art. 501 § 1 c. civ. fr. (447 c. civ. rom.), chiar în cazul când ar fi fost apelate. (Demolombe, VIII, No. 551; Marcadé, Art. 501; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1289; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 128; Suppl., Interdiction, No. 117; Laurent, V,

No. 285; Planiol et Ripert, I, No. 687; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 38).

3. În cazul când hotărîrea de admitere a cererii de punere sub interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, a fost reformată de Curte în apel, se va șterge numele apelantului pârât din registre și se va scoate afișul din sala audienței. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 147; Comp.: Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, question 2039; Baudry et Chéneau, IV, No. 842; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 39).

4. În cazul când prima instanță a respins cererea de punere sub interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar și Curtea de apel va fi admis cererea, după pronunțarea deciziunii, se vor îndeplini formalitățile de publicitate prevăzute de art. 501 § 1 c. civ. fr. (447 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 146; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 38, 39).

5. În cazul când Curtea de apel, confirmă sentința tribunalului prin care s'a admis cererea de punere sub interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, deciziunea Curții va fi supusă aceorași formalități de publicitate prevăzute

<sup>1)</sup> În Codul civil francez, art. 501 corespunzător, se prevede că publicarea hotărîrii se face în tabloul din sala de ședință și în registrele notarilor, în loc de a se face prin „Monitor” ca la noi.



de art. 501 § 1 codul civil francez (447 codul civil român). Dalloz, Rép., Interdiction, No. 146).

**6.** Hotărîrea de interdicțiune trebuie publicată în Monitorul Oficial în întregime, iar nu numai în extract. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 38).

**7.** Afișarea hotărîrei în sala de audi-ențe se face din oficiu, iar publicarea în Monitorul Oficial se face la stăruința reclamantului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 38).

**8.** Formalitățile de publicitate a hotărîrilor de interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, prevăzute de art. 501 § 1 c. civ. fr. (447 c. civ. rom.), trebuiesc făcute în termen de zece zile. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 125; Planiol et Ripert, I, No. 687).

**9.** Termenul de zece zile prevăzut de art. 501 § 1 c. civ. fr. (447 c. civ. rom.), începe a curge dela data pronunțării hotărîrii de interdicțiune sau de numire a unui consiliu judiciar, iar nu dela co-

municarea ei. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 125; Suppl., Interdiction, No. 115).

**10.** Formalitățile prevăzute de art. 501 c. civ. fr. (447 c. civ. rom.), au de scop să previe publicul care are interese de aranjat cu interzisul sau cu persoana pusă sub consiliu judiciar, despre incapacitățile ce le-au suferit. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1288; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 125).

**11.** Cu toate că art. 501 § 1 c. civ. fr. (447 c. civ. rom.), prevede un termen de zece zile pentru îndeplinirea formalităților de publicitate a hotărîrilor de interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, acest termen nu este prevăzut sub pedeapsă de nulitate a hotărîrilor pronunțate, și formalitățile de publicitate pot fi îndeplinite și după trecerea acestui termen. (Demolombe, VIII, No. 550; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, p. 798; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 126; Suppl., Interdiction, No. 115, 126; Laurent, V, No. 284; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 37).

**Art. 448.** — Pronunțarea interdicțiunii sau a numirei consiliului, își vor avea efectele lor din ziua de când s'a publicat hotărîrea.

Toate actele făcute în urma publicațiunii de interdicțiune, sau fără asistența consiliului judiciar, vor fi de drept socotite ca fără ființă. (Civ. 445, 447, 459, 948, 950 urm., 1164, 1176, 1190, 1201, 1224, 1225, 1552, 1900; Com. 14; Pr. pen. 262 § 3; Civ. Fr. 502).

*Text. fr. Art. 502.* — L'interdiction ou la nomination d'un conseil aura son effet du jour du jugement. Tous actes passés postérieurement par l'interdit, ou sans l'assistance du conseil, seront nuls de droit.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO, *Observație* sub Trib. civil din Le Mans, Sarthe, 9 Aprilie 1920, Pand. Rom. 1926, III, 142;  
 DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 166 urm.;  
 GHEROVICI EMIL, *Notă* sub C. Apel București S. IV, 219 din 13 August 1926, Jurispr. Gen. 1926 No. 1743.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

- |  |                                      |  |  |
|--|--------------------------------------|--|--|
| Act de conservare 42.  | 7, 8, 9, 11-14, 22, 23, 24, 56, 57.  | Dovadă contrară 32.                                  | Intervale lucide 29, 30, 31, 32, 35.                             |
| Act sub semnătură privată 25, 26, 27, 28.                      | Consiliu judiciar provizor 24.       | Drept electoral 44.                                  | Jurat 45.  |
| Acțiune 6, 23.   | Consimțământ 16, 18.                 | Efecte 1, 7, 8, 11.                                  | Lege personală 56.   |
| Alegător 44.   | Conștința acului 21.                 | Electoral drept 44.                                  | Leziune 33.  |
| Alienație mintală 16-19, 21, 49.                               | Credință bună 3.                     | Eroare de redacțiune 22.                             | Lucide intervale 29-32, 35.                                      |
| Anulare 2, 3, 4, 6, 8, 9, 10, 13, 16, 18-23, 32-35, 52-55, 57. | Credință rea 3, 4, 34.               | Fraudă 25.   | Mandatar 30, 41, 47.   |
| Apel 5, 8-15.  | Cuasi-delict 35-36.                  | Gazetă oficială 1.                                   | Marturi 27, 28.  |
| Aprecieri suverană 17.   | Cunoștință 2, 4, 34.                 | Gestiune de afaceri 38, 40.                          | Material interes 29.   |
| Azil de nebuni 49.   | Curte cu jurați 45.                  | Hotărîre 1-5, 7-15, 23, 25, 26, 33-37, 43-48, 50-55. | Moarte 5, 25, 26, 53, 54, 55.                                    |
| Bună credință 3.   | Curte de Apel 5, 8-15.               | Imbecilitate 16.                                     | Monitorul oficial 1.   |
| Căsătorie 30, 31.  | Data certă a actului 25, 26, 27, 23. | Imbogățire pe nedrept 39.                            | Moral interes 29, 30, 31.  |
| Comerț 43.   | Deces 5, 25, 26, 53, 54, 55.         | Imposibilitate 36.                                   | Moștenitori 25, 26, 53, 54.                                      |
| Confirmare 20, 54.   | Delict 35, 36.                       | Inceput de dovadă scrisă 27, 28.                     | Nebunie 16-19, 21, 49.   |
| Conservare 42.   | Demență 16-19, 21, 49.               | Incetare din viață 5, 25, 26, 53, 54, 55.            | Nebunie cu furie 16.   |
| Consiliu de familie 46.  | Divorț 30, 31.                       | Inexistență 18, 19, 20.                              | Notorietate publică 16.  |
| Consiliu judiciar 1, 2, 3,                                     | Dovadă 16, 21, 25, 26, 27, 32.       | Interdicțiune 1 urm.                                 | Nulitate 2, 3, 4, 6, 8, 9, 10, 13, 16, 18-23, 32-35, 52, 55, 57. |
|  |                                      | Interes 18, 29.                                      | Nulitate relativă 52, 53.  |
|  |                                      | Interes material 29.                                 | Ordine publică 32.   |
|  |                                      | Interes moral 29, 30, 31.                            | Parte interesată, a se vedea cuvântul: „Interes”.                |

Pecuniar interes 29.  
 Personal statut 56.  
 Prejudiciu 35, 36.  
 Prescripție 20, 55.  
 Presumpțiuni 27, 28, 32.  
 Probe 16, 21, 25, 26, 27, 32.  
 Pronunțarea hotărârii 1, 2, 4, 5, 13.  
 Publicare 1-4, 6, 7, 9-15, 23, 25, 26, 33-37, 43-48, 50-55.  
 Quasi-delicț 35, 36.  
 Ratificare 19, 54.  
 Rea credință 3, 4, 31.

R:cunoașterea unui copil natural 30, 31.  
 Responsabilitate 36, 41.  
 Smintire 16-19, 21, 49.  
 Societate 48, 49, 50, 51.  
 Statut personal 56.  
 Străini 56, 57.  
 Succesori 25, 26, 53, 54.  
 Suspendare 8, 10.  
 Suspendarea executării 8.  
 Suverană apreciere 17.  
 Terțe persoane 2, 3, 4, 32, 34, 33, 40.  
 Testament 30.  
 Tutor 30, 37, 46, 53.

### Doctrină.

**1.** Legiuitorul român a curmat controversa care exista în Franța și a dispus că hotărârile de punere sub interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, își produc efectele din ziua publicării lor în Monitorul Oficial sau în gazeta oficială a Curții de apel respective, iar nu dela pronunțarea lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 57).

**2.** Cunoștința tertului care contractează cu incapabilul despre pronunțarea hotărârii de interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, nu poate înlocui, în principiu, publicitatea ei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 38, 57).

**3.** Actele făcute de incapabil cu tertii de rea credință cari voesc să profite de lipsa de publicitate a hotărârii de interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, nu vor fi valabile, de oarece publicarea hotărârii de declarare a incapacității este prescrisă de lege în interesul tertilor de bună credință. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 57; nota 2, p. 58, nota 2).

**4.** Când însă se va dovedi în mod neîndoios că tertul cu care a contractat interzisul a fost de rea credință, având cunoștință despre pronunțarea interdicțiunii sau despre cauzele ei, deși hotărârea nu ar fi fost publicată, actele făcute de interzis vor putea fi anulate. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 58, nota 2).

**5.** Dacă pârâțul a murit înainte de pronunțarea hotărârii de interdicțiune de către tribunal și chiar după pronunțare, însă în timpul când se judeca apelul la Curtea de apel, el a murit capabil. (Laurent, V, No. 282; Baudry et Che-neaux, IV, No. 272; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 58, nota 1).

**6.** Actele făcute de interzis în intervalul dintre cererea de punere sub interdicțiune și publicarea hotărârii de interdicțiune, nu sunt nule de drept. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1292, 1302, 1315; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 208; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 59, 62).

**7.** Interdicțiunea și numirea unui consiliu judiciar, își produc efectele din ziua publicării hotărârii, fie că hotărârea este pronunțată contradictor, fie că este pronunțată în lipsă. (Merlin, Répertoire, Dé-lai; Delvincourt, I, p. 132; Proudhon, II, p. 325; Marcadé, art. 502, No. 1; Dal-

loz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 146; Laurent, V, No. 306; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 695).

**8.** În privința nulității actelor făcute de un interzis sau de o persoană pusă sub consiliu judiciar, termenul de apel sau apelul declarat în contra hotărârii care a pronunțat aceste incapacități, nu este suspensiv de executare, de oarece suspendarea nu-și găsește aplicațiune în ceea ce privește efectele legale ale hotărârii de interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1294; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 197; Suppl., Interdiction, No. 144; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 695; Colin et Capitant, I, p. 594).

**9.** În cazul când sentința tribunalului de punere sub interdicțiune sau sub consiliu judiciar este confirmată de Curtea de apel, actele făcute de persoana declarată incapabilă în intervalul dela publicarea sentinței și până la pronunțarea deciziei Curții de apel, sunt nule de drept. (Demolombe, VIII, No. 630 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1294; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 125, nota 25, p. 799; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 197; Suppl., Interdiction, No. 144; Laurent, V, No. 306; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 60; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 695; Colin et Capitant, I, p. 594; Contra: Bertauld, Questions pratiques et doctrinales, I, No. 205 urm.).

**10.** Nulitatea actelor făcute de interzis în intervalul dela publicarea sentinței de punere sub interdicție și până la pronunțarea deciziei Curții, poate fi cerută imediat, cu toate că apelul este pendent, însă tribunalul poate suspenda judecarea cererei de anulare. (Huc, III, No. 516).

**11.** În cazul când tribunalul a respins cererea de interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, efectele vor începe a curge dela data publicării deciziei Curții, dacă ea a admis cererea. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 147; Huc, III, No. 516; Planiol et Ripert, I, No. 695; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 61).

**12.** În cazul când tribunalul a admis cererea de punere sub interdicțiune sau de numirea unui consiliu judiciar, însă Curtea de apel, a reformat sentința și a respins cererea, actele făcute între publicarea sentinței și pronunțarea deciziei, sunt valabile. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1294; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 198; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 60).

**13.** În cazul când tribunalul a admis cererea de punere sub interdicțiune, însă Curtea de apel a admis în parte apelul și a admis numai numirea unui consiliu judiciar, nulitatea actelor făcute în intervalul dela publicarea sentinței și până la pronunțarea deciziei, va fi restrânsă numai la actele pentru care incapabilul trebuia să fie asistat sau autorizat. (Marcadé, Art. 502, No. 1; Dalloz, Rép., Suppl.,



Interdiction, No. 145; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 61).

14. În cazul când tribunalul a admis numirea unui consiliu judiciar, însă Curtea de apel a admis apelul și a admis cererea de punere sub interdicțiune, incapacitatea parțială va avea loc dela data publicării sentinței tribunalului, iar incapacitatea completă va avea loc dela data publicării deciziei Curții de apel. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 61; Comp.; Planiol et Ripert, I, No. 695).

15. În cazul când hotărîrea tribunalului prin care s'a admis cererea de interdicțiune, nu a fost apelată, incapacitatea interzisului va începe a curge dela publicarea sentinței tribunalului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 61).

16. Legiuitorul român a eliminat dispozițiile art. 503 c. civ. fr. și 336 c. civ. italian, după care actele făcute de un interzis pot fi anulate, fără să se dovedească demența interzisului în momentul contractării, ci dovădindu-se numai că motivele de interdicție, adică starea lui de imbecilitate, de smintire sau de nebunie cu furie, erau de notorietate publică în momentul contractării, așa în cât în dreptul nostru pentru a se putea anula un act făcut de interzis înainte de punerea sa sub interdicție, va trebui să se dovedească de acel care cere anularea actului, potrivit dispozițiilor art. 948 c. civ. rom., prin orice mijloace de probă, că în momentul contractării, interzisul nu avea uzul rațiunii sale, deci nu avea consimțământul, chiar dacă motivele de interdicțiune ar fi fost de notorietate publică. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 58, text și nota 2).

17. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă în momentul contractării, interzisul avea sau nu uzul rațiunii. (Planiol et Ripert, I, No. 697; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 58).

18. Actele făcute de interzis înainte de punerea sa sub interdicțiune, când se dovedește că în momentul contractării ei nu avea uzul rațiunii, sunt inexistente, de oarece nu există consimțământ, și inexistența poate fi invocată de orice persoană interesată. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 59; Comp.: Duranton, III, No. 783; Planiol et Ripert, I, No. 694).

19. Prescripția de zece ani nu se aplică la actele făcute de interzis înainte de punerea sa sub interdicțiune și contractate într'un moment când îi lipsea uzul rațiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 59).

20. De asemenea aceste acte nu pot fi confirmate de oarece neantul nu se poate confirma. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 59).

21. Tribunalele au dreptul să anuleze actul făcut de interzis înainte de punerea sa sub interdicțiune, și în timpul vieții sale, dacă dovada nebuniei rezultă din conținutul însăși al actului. (Planiol et Ripert, I, No. 697).

22. Art. 502 c. civ. fr. (448 c. civ. rom.) conține o eroare de redacțiune, de oarece nu toate actele făcute fără asistența consiliului judiciar sunt anulabile, ci numai acele prevăzute de art. 499 și 513 c. civ. fr. (445 și 458 c. civ. rom.). (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 56, nota 1).

23. Actele făcute de o persoană pusă sub consiliu judiciar, în intervalul dela introducerea cererei de punere sub consiliu judiciar și până la publicarea sentinței de admitere a cererei, sunt valabile. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 308).

24. În timpul judecării cererei de punere sub consiliu judiciar, i se poate numi pârâtului un consiliu judiciar provizor. (Demolombe, VIII, No. 772).

25. Data pusă pe un act sub semnătură privată făcut de interzis, și care nu a dobândit dată certă înainte de publicarea hotărîrii de punere sub interdicțiune, trebuie considerată ca adevărată în cazul când actul a fost recunoscut de acela căruia i se opune și interzisul este obligat să dovedească nesinceritatea ei, de oarece între părți, actul sub semnătură privată face credință de data lui și fraudă nu se presupune, ci trebuie dovedită. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, p. 808; Daloz, Rép., Interdiction, No. 221; Suppl., Interdiction, No. 172, 288; Laurent, V, No. 320 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 696; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 60).

26. Nu este necesar ca interzisul, reprezentantul său sau moștenitorii săi să dovedească că actul sub semnătură privată subscris de interzis, este posterior publicării hotărîrii de punere sub interdicție, ci este de ajuns dacă ei dovedesc că data actului nu este adevărată; în acest caz, prtea care invoacă actul fals datat, are datoria să dovedească că actul a fost făcut în timpul capacității. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 172; Planiol et Ripert, I, No. 696; Comp.: Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 288).

27. Dovada nesincerității actului sub semnătură privată subscris de interzis, după o părere, se poate face prin orice mijloace, chiar prin martori și prezumpțiuni, fără să fie nevoie de un început de dovadă scrisă, de oarece interzisul nu a putut să-și procure o dovadă scrisă despre antdatate. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 173, 288; Laurent, V, No. 320 urm.; XIX, No. 272; Huc, III, No. 557; Baudry et Chéneaux, IV, No. 908; Planiol et Ripert, I, No. 696; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 60).

28. După altă părere, această dovadă nu se poate face prin martori și prezumpțiuni pentru o valoare mai mare de 150 lei, decât în cazul când ar exista un început de dovadă scrisă. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 173).

29. După o părere, incapacitatea interzisului este generală și absolută pentru toate actele juridice atât de interes material cât și de interes moral, chiar

pentru acele făcute de el în intervale lucide. (Delvincourt, I, p. 55, nota 1; Proudhon, I, p. 375; II, p. 531; Toullier, I, No. 502; V, No. 57, nota 2; Duranton, II, 27 urm.; III, No. 759; Marcadé, Art. 146, No. 1; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 150, 152; Grenier, Traité de donations, I, No. 104; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 274 bis. I; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2078, 2079, 2084; Planiol et Ripert, I, No. 691; Colin et Capitant, I, p. 590 urm.; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 61).

**30.** După a doua părere, interzisul este capabil ca în intervalele lucide să facă actele pe care o persoană sănătoasă nu le poate face prin mandatar, deci nici el nu le poate face prin tutorul său, cum ar fi căsătoria, divorțul, recunoașterea unui copil natural, testamentul, etc. (Coin-Delisle, Donations et testaments, Art. 901, No. 4; Demolombe, VIII, No. 633 urm.; Beudant, II, No. 978; Massé et Vergé, III, § 415, text și nota 4, p. 24; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 150, 153).

**31.** După a treia părere, interzisul este capabil ca în intervalele sale lucide să facă numai actele cu caracter pur moral, cari de și au urmări pecuniare, însă nu au o influență directă asupra patrimoniului, cum ar fi căsătoria, divorțul, recunoașterea unui copil natural, etc. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 151; Laurent, V, No. 308 urm.; XI, No. 108; Huc, III, No. 518, 519; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, p. 807, 808; Troplong, Donations et testaments, I, No. 462; Baudry et Chéneaux, IV, No. 875, 894; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 244; Planiol et Ripert, I, No. 691, 692; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 64, 65, 66).

**32.** Orice act făcut în timpul stării de interdiciune, este socotit ca făcut în stare de incapacitate. Terții cari au contractat cu un interzis nu au dreptul să dovedească că actul a fost făcut în timpul când interzisul era în interval lucid, de oarece prezumpțiunea de incapacitate a interzisului este legală și de ordine publică și nu admite dovada contrară. (Beudant, II, No. 976; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 274 bis. I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1273, 1302, 1303, 1315; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, p. 87; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 203; Huc, III, No. 517; Laurent, V, No. 304; Baudry et Chéneaux, IV, No. 875; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2078, 2084; Planiol et Ripert, I, No. 690; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 61, 62).

**33.** Nulitatea actelor făcute de interzis posterior publicării hotărârii de punere sub interdiciune, trebuiește pronunțată fără a se examina dacă el, prin facerea acestor acte, a încercat sau nu vre-o leziune. (Duranton, III, No. 769; Demolombe, VIII, No. 627; Beudant, II, No. 976; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1292; 1302; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, p. 807;

Dalloz, Rép., Interdiction, No. 203; Obligations, No. 380; Suppl., Interdiction, No. 160; Laurent, V, No. 304; Huc, III, No. 517; Baudry et Chéneaux, IV, No. 876; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2082; Planiol et Ripert, I, No. 694; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 62).

**34.** Nulitatea actelor făcute de interzis, după publicarea hotărârii de interdiciune, trebuiește pronunțată, fără a se putea examina dacă părțile cu care a lucrat interzisul, aveau sau nu cunoștință de starea sa de incapacitate și dacă a existat din partea lor rea credință. (Huc, III, No. 517; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 62).

**35.** Numai contractele încheiate de interzis în urma publicării hotărârii de interdiciune, sunt supuse anulării; pentru delictele și quasi-delictele interzisului, el rămâne obligat ca și o persoană capabilă, dacă se dovedește că în momentul comiterii, el avea uzul rațiunii. (Demolombe, XXXI, No. 492; Larombière, Obligations, V, Art. 1382, urm., No. 20; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 274 bis, V; Baudry et Chéneaux, IV, No. 896; Planiol et Ripert, I, No. 693; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 63; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 728).

**36.** Pentru delictele și quasi-delictele comise de interzis posterior publicării hotărârii de interdiciune, răspunde persoana însărcinată cu paza sa în cazul când ea nu face dovada că a fost în imposibilitate să împiedece comiterea faptului care a dat loc prejudiciului. (Paniol et Ripert, I, No. 728; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 64).

**37.** Prin cuvântul: „acte“, prevăzut în art. 502 c. civ. fr. (448 c. civ. rom.) și pe cari interzisul nu le poate face după publicarea hotărârii de punere sub interdiciune, trebuiește să se înțeleagă și hotărârile pronunțate în contra sa personal, fără chemarea tutorului său, după publicarea hotărârii de punere sub interdiciune. (Demolombe, VIII, No. 632; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 199; Suppl., Interdiction, No. 156; Planiol et Ripert, I, No. 691).

**38.** Interzisul este obligat prin faptul unui tert care i-a gerat în mod folositor averea sa. (Demante et Colmet de Santerre, II, No. 274 bis, V; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 64).

**39.** Interzisul este ținut de obligațiunile legale, cum ar fi îmbogățirea fără cauză. (Paniol et Ripert, I, No. 693).

**40.** Interzisul nu poate să se oblige prin faptul că a gerat afacerile unui tert. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 64).

**41.** Interzisul, ca orice incapabil, poate reprezenta pe un altul, însă fără să-și asume vre-o responsabilitate din această reprezentare. (Paniol et Ripert, I, No. 693).

**42.** Interzisul poate face acte conservatorii. (Paniol et Ripert, I, No. 693).

**43.** Potrivit dispozițiilor art. 14 c. com.



român, din ziua publicării hotărârii de punere sub interdicțiune, interzisul nu poate deveni comerciant, nici nu mai poate să continue comerțul început înainte de interdicțiune. (Alexandresco, ed. III, partea I, p. 74).

**44.** Deasemenea, din ziua publicării interdicțiunii, interzisul nu mai poate fi alegător. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 74).

**45.** Deasemenea, interzisul nu mai poate fi, potrivit dispozițiilor art. 264 pr. pen. română, jurat. (Alexandresco, ed. III, partea I, p. 74).

**46.** Deasemenea, potrivit dispozițiilor art. 383 c. civ. rom., interzisul nu mai poate fi nici tutor, nici membru în consiliul de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 74).

**47.** Deasemenea, potrivit dispozițiilor art. 1552 c. civ. rom., interdicțiua mandantului sau a mandatarului, aduce stingerea mandatului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 74).

**48.** Deasemenea potrivit dispozițiilor art. 1523 c. civ. rom., interdicțiua unuia dintre asociați într-o societate civilă, aduce încetarea societății. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 74).

**49.** Prin internarea unuia dintre asociați într'un azil de alienați, nu încetează societatea civilă. (Laurent, XXVI, No. 384; Guillaouard, Société, No. 313; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 74, nota 3).

**50.** Prin interdicțiua unuia dintre asociați în societățile comerciale în nume colectiv sau în comandită, societatea încetează. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 74).

**51.** Societățile anonime nu încetează prin interdicțiua uneia dintre persoanele ce au subscris acțiuni, de oarece, societățile anonime nu constituiesc asociațiuni de persoane, ci de capitaluri. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 917; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 74, nota 4).

**52.** Nulitatea actelor făcute de interzis după publicarea hotărârii de punere sub interdicție, este relativă și potrivit dispozițiilor art. 1125 c. civ. fr. (952 c. civ. rom.), părțile cu care interzisul a contractat, nu au dreptul s'o invoace. (Demolombe, VIII, No. 628; Beudant, II, No. 976; Moulon, ed. 7-a, I, No. 1292, 1302, 1315; Marcadé, Art. 502; Aubry et Rau ed. 5-a, I, § 127, p. 808; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 161; Laurent, V, No. 305, 307; XVIII, No. 352; Huc, III, No. 517; Baudry et Chéneaux, IV, No. 874; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2083, 2084; Planiol et Ripert, I, No. 694; Colin et Capitant, I, p. 593; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 59, 62).

**53.** Nulitatea actelor făcute de interzis după publicarea hotărârii de punere sub interdicțiune, fiind relativă, trebuie cerută și poate fi cerută numai de tuturul interzisului, de însuși interzisul, în urma încetării incapacității sale, sau de moștenitorii săi, după încetarea sa din viață.

(Beudant, II, No. 975; Moulon, ed. 7-a, I, No. 1292; Marcadé, Art. 502; Laurent, V, No. 306 urm.; Baudry et Chéneaux, IV, No. 878; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2083; Planiol et Ripert, I, No. 694; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 62).

**54.** Nulitatea actelor făcute de interzis după publicarea hotărârii de interdicțiune, poate fi confirmată sau ratificată de interzis după ridicarea incapacității sale, sau de către reprezentantului său. (Demolombe, VIII, No. 628; Beudant, II, No. 975; Marcadé, Art. 502; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 161; Laurent, V, No. 306 urm.; Baudry et Chéneaux, IV, No. 878; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2083; Planiol et Ripert, I, No. 694; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 62, 63).

**55.** Nulitatea actelor făcute de interzis, după publicarea hotărârii de interdicțiune, se prescrie prin trecere de zece ani dela încetarea interdicțiunii, prin decesul interzisului sau a ridicării interdicțiunii și publicarea hotărârii ce o pronunță. (Beudant, II, No. 975; Moulon, ed. 7-a, I, No. 1292, 1316; Marcadé, Art. 502; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 161; Laurent, V, No. 306 urm.; Baudry et Chéneaux, IV, No. 878; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2083; Planiol et Ripert, I, No. 694; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 63).

**56.** Chestiunile privitoare la incapacitatea interzisului sau a unei persoane pusă sub consiliu judiciar, atârnă de statutul personal al incapacitului și incapacitatea îl urmărește în orice țară s'ar găsi. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 163).

**57.** Străinul interzis sau pus sub consiliu judiciar în țara sa, care ar fi contractat în Franța (România), poate cere anularea actelor făcute de el cu un francez (român). (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 163).

**58.** A se vedea: Art. 383, 449, 1523 și 1552 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927).

**1.** Legiuitorul român nereproducând art. 503 din codul civil francez, care permite anularea actelor făcute înaintea interdicțiunii, dacă la epoca când se face actul cauza interdicției exista, prin aceasta a înțeles desigur că anularea cerută în condițiunile art. 453 c. civ., să rămână guvernată de dreptul comun, astfel că potrivit art. 948 din codul civil, cerându-se pentru validitatea unei convențiuni, printre alte condițiuni esențiale, și un consimțământ valabil, iar acest consimțământ trebuind să existe în momentul formării convențiunii, dovada smintirii de minte, ca fundament al unei acțiuni de anulare, trebuie făcută precis și deplin pentru acel moment, prin urmare

în afară de prezumpțiunea irefragabilă de nulitate pe care art. 448 din codul civil o atașează tuturor actelor făcute de o persoană în urma publicării hotărârii de interdicțiune, anularea actelor făcute de interzis, rămâne guvernată de dreptul comun, care pretinde ca starea de demență să fi existat în momentul contractării. (C. Apel Craiova, 134 din 6 Iunie 1924, Pand. Rom., 1925, III. 67).

2. În ceea ce privește actele anterioare interdicțiunii, legiuitorul român suprimând art. 503 din codul civil francez, după care asemenea acte pot să fie anulate, dacă cauza interdicției exista notorie în epoca în care au fost făcute, urmează că acestor acte li se aplică regulile de drept comun.

Când dar se cere anularea unui act de vânzare făcut de o persoană, înainte de punerea sa sub interdicție, trebuie a se face dovada că acel interzis era în stare de demență în momentul facerii actului.

Astfel fiind, dacă se dovedește că un interzis, la epoca facerii actului era sănătos la minte în unele momente, altori nu, acest fapt nu este suficient pentru a atrage nulitatea actului, pentru lipsă totală de consimțământ.

Atunci când se constată că înainte și după facerea actului, interzisul se găsea în stare de demență, nu este de natură a implica că dovada stării de luciditate a lui, în momentul vânzării trebuie făcută de reprezentantul interzisului, care cere anularea actului, aceasta ar fi numai în cazul când dispoziția art. 503 codul civil francez ar exista în legiuirea noastră, căci atunci s'ar schimba sistemul probe-

lor. (C. Apel Craiova, S. I, 276 din 4 Decembrie 1924, Bul. C. Apel, No. 4 din 1925).

3. Nulitățile cari ar vicia un act procedural judecătoresc făcut în privința unui interzis, fără ca acesta să fie legalmente citat, sunt guvernate de principiile generale din procedura civilă iar nu de dispozițiile art. 448 din codul civil, care se ocupă de actele voluntare făcute de interzis după publicarea sentinței de interdicție. (Trib. Ilfov s. I. c. c., 536 din 27 Mai 1926, Dreptul, No. 24 din 1926).

4. În fapt: Apelanta A. D. V. pusă sub interdicție, a făcut apel împotriva jurn. 5284 din 1926 al Trib. Ilfov s. II c. c., prin care i se respinge cererea de a i se majora pensia alimentară fixată de consiliul de familie.

În prealabil, tuturor interzisei a ridicat incidentul de inadmisibilitate a apelului, pe considerațiunea că interzisei nu au capacitate de a sta personal în justiție. Incidentul a fost respins.

În drept: Considerând că de și în principiu interzisei și cei puși sub consiliu judiciar sunt asemănați în totul minorilor și nu pot exercita nici un fel de drept asupra bunurilor, totuși, în speță, A. D. V. reclamând în justiție un drept al său personal referitor la asigurarea existenței sale, acest drept al său personal nu intră în cadrul actelor ce-i sunt interzise a face după codul civil. Curtea găsește că apelul împotriva jurn. 5284 din 1926, este admisibil, și urmează a respinge incidentul de inadmisibilitate. (C. Ap. Buc. IV, dec. civ. No. 219 din 19 August 1926, Jurispr. Gen., 1926, No. 1743).

5. A se vedea: art. 449 cu notele respective.

**Art. 449.** — După moartea unei persoane, actele săvârșite de ea nu vor mai putea fi atacate pentru motiv de smintire de minte, decât în cazul când interdicțiunea acelei persoane va fi fost pronunțată sau cerută înaintea morții sale, afară de cazul când dovada smintirei minții rezultă chiar din cuprinderea actului ce se atacă. (Civ. 435, 942, 948, 953, 1900; L. din 15 Dec. 1894, Art. 32 urm.; Civ. Fr. 504).

*Text. fr. Art. 504.* — Après la mort d'un individu, les actes par lui faits ne pourront être attaqués pour cause de démence, qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou provoquée avant sont décès; à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué.

### Bibliografie (continuare).

CONSTANTINESCU JAC. N., *Despre testament*, p. 57 urm.;  
IONESCU M. C., „Dovada stării de demență”, *Justiția* (Craiova) 1/1925.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Acte extra-patrimoniale 1.  
Acte negative 5.  
Acte pozitive 5.  
Adopțiune 2.  
Alienație mentală 1 urm.  
Anulare 7, 11-17.  
Aprecieri suverană 21.  
Aviz 10.

Cinice stipulațiuni 20.  
Citare 10.  
Consiliu de familie 10.  
Consimțământ 12, 13, 14.  
Conținutul actului 18, 19,  
20, 21.  
Contracte 1 bis.  
Contract gratuit 3, 4.  
Contract oneros 3, 4.  
Controversă 22.  
Deces 1 urm.  
Demență 1 urm.  
Derogare 22.  
Dezistare 9.



Donațiune 2, 4.  
 Dovadă 12-21.  
 Extra-patrimonial act 1.  
 Fraudă 11.  
 Gratuit contract 3, 4.  
 Hotărâre 1 bis, 6, 7, 8, 9, 12.  
 Imbecilitate 6 bis, 14.  
 Imposibilă stipulațiune 20.  
 Inacțiune 5.  
 Inceput de dovadă 18, 19.  
 Incetare din viață 1 urm.  
 Inexistență 12, 13, 14.  
 Interdicțiune 1 urm.  
 Interdicțiune pronunțată 6, 7.  
 Interdicțiune provocată 9, 10, 11.  
 Interes 1, 14.  
 Interes moral 1.  
 Intermitență 15.  
 Intervale lucide 15.  
 Lucide intervale 15.  
 Moarte 1 urm.  
 Moștenitori 1 urm.  
 Motive 22.  
 Nebunie 1 urm.  
 Nebunie cu furie 6 bis, 14.

Negative acte 5.  
 Nulitate 7, 11-17.  
 Oneros contract 3, 4.  
 Perimare 9.  
 Persoane interesate 14.  
 Pozitive acte 5.  
 Prescripție 5.  
 Probe 12-21.  
 Pronunțarea interdicțiunei 6, 7.  
 Provocarea interdicțiunei 9, 10, 11.  
 Publicare 7, 8, 12.  
 Rațiune, a se vedea cuvintele: „Uzul rațiunei”.  
 Respingerea cererii de interdicțiune 9.  
 Ridicule stipulațiuni 20.  
 Sănătos la minte 3, 4.  
 Sinucidere 17.  
 Stipulațiuni cinice 20.  
 Stipulațiuni imposibile 20.  
 Stipulațiuni ridicele 20.  
 Succesori 1 urm.  
 Suverană apreciere 21.  
 Testament 3, 4.  
 Uzul rațiunei 12-17.

### Doctrină.

1. Dispozițiile art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și la actele extrapatrimoniale făcute de defunct. (Planiol et Ripert, I, No. 726; Contra: Colin et Capitant, I, p. 583).

1 bis. Dispozițiile art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea numai la contracte, iar nu și la hotărârile judecătorești. (Baudry et Chéneau, IV, No. 916).

2. Dispozițiile art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și la adopțiunea contractată de defunct, de oarece prin adopțiune se crează obligațiuni reciproce între adoptator și adoptat. (Demolombe, VIII, No. 674 bis; Beudant, II, Na. 682; Laurent, IV, No. 224; Huc, III, No. 137; Baudry et Chéneau, IV, No. 916; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 439, nota 1; III, partea I, p. 74; Contra: Aubry et Rau, ed. 4-a, IV, § 558, nota 4, p. 126).

3. Se decide în mod constant în doctrina franceză, că dispozițiile art. 504 c. civ. fr., nu-și găsesc aplicațiunea decât la contractele cu titlu oneros, iar nu și la acele cu titlu gratuit cum sunt donațiunile și testamentele, și aceasta pe baza dispozițiilor art. 901 c. civ. fr., după care, pentru ca cineva să poată dispune de bunurile sale în mod gratuit, trebuie să fie sănătos la minte; prin urmare, la cererile de anularea donațiunilor și testamentelor, făcute de moștenitor, tribunalele vor avea dreptul a cerceta dacă autorul lor era sănătos la minte atunci când le-a făcut, fără să fie nevoe ca să se fi cerut interdicția sa. (Marcadé, Art. 504, Art. 901; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, p. 811; Huc, III, No. 522; VI, No. 68; Baudry et Chéneau, IV, No. 916; Baudry et Colin, Donations et testaments, I, No. 242; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2077; Planiol et Ripert, I, No. 726).

4. În dreptul nostru civil, deși legiuitorul nostru a eliminat art. 901 c. civ. fr., trebuie să se adopte aceeași soluți-

une, de oarece eliminarea acestui articol s'a făcut pentru că era inutil. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 71 urm.; Degre, Scrieri juridice, I, p. 146; Contra: Nacu, II, p. 248).

5. Dispozițiile art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea decât la actele pozitive făcute de persoana, ale cărei acte se atacă, iar nu și la cele negative, cum ar fi cele privitoare la stingerea drepturilor rezultate din prescripție. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 181; Laurent, V, No. 328; Baudry et Chéneau, IV, No. 916; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 73; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 726).

6. Prin cuvintele: „interdicțiune pronunțată”, din art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), trebuie să se înțeleagă că în momentul decedului persoanei ale cărei acte se atacă, ea se găsea sub stare de interdicțiune. (Demolombe, VIII, No. 671; Daloz, Rép., Interdiction, No. 233; Suppl., Interdiction, V, No. 325; Laurent, V, No. 325; Planiol et Ripert, I, No. 726; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 68, 69).

6 bis. Prin expresiunea „smintire de minte” (démence), întrebuințată în art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), se înțelege starea de imbecilitate, de nebunie și nebunie cu furie. (Laurent, V, No. 327; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 56, nota 2).

7. Dispozițiile art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), cari arată că după moartea unei persoane, actele sale nu vor putea fi atacate pentru motivul de smintire de minte decât în cazul când interdicțiunea acelei persoane va fi fost pronunțată, sunt inutile, de oarece dacă actul atacat a fost făcut după publicarea hotărârii de interdicțiune, el este nul de drept, în baza dispozițiilor art. 502 c. civ. fr. (448 c. civ. rom.). (Daloz, Rép., Interdiction, No. 233; Huc, III, No. 522).

8. În cazul când actul a fost făcut de interzis după publicarea hotărârii de interdicțiune, moștenitorii săi vor putea ataca actul, aducând ca singură dovadă, hotărârea de interdicțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 69).

9. Prin cuvintele: „interdicțiune provocată”, din art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), trebuie să se înțeleagă cazul când instanța de interdicțiune este încă pendentă în momentul decedului persoanei ale cărei acte se atacă; în cazul însă când cererea de interdicțiune a fost respinsă, sau instanța de interdicțiune a fost stinsă prin dezistarea reclamantului sau prin perimare, aceste situațiuni echivalează cu acele ca și când nu s'ar fi cerut interdicțiunea. (Toullier, II, No. 1363; Duranton, III, No. 786; Demolombe, VIII, No. 669; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, nota 11, p. 810; Daloz, Rép., Interdiction, No. 232; Suppl., Interdiction, No. 178; Laurent, V, No. 325; Huc, III, No. 522; Baudry et Chéneau, IV, No. 912; Planiol et Ripert, I, text și nota 5, No. 726, p. 758; Alexandresco, ed. 2-a, III,

partea I, p. 69, nota 1; Contra: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 276 bis. I).

**10.** Trebuie considerată ca provocată interdicțiunea, când cererea de interdicțiune a fost introdusă la tribunal, chiar dacă nu fusese încă citat pârătul, sau nu se ceruse avizul consiliului de familie. (Demolombe, VIII, No. 670; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 178; Laurent, V, No. 325; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 69, nota 1).

**11.** Când însă cererea de punere sub interdicțiune, ar fi fost făcută înainte de moartea persoanei, ale cărei acte se atacă, în scopul de a pregăti terenul în vederea cererii de anulare, deci în fraudarea legii, această cerere de interdicțiune, trebuie considerată că nu a avut loc. (Demolombe, VIII, No. 670; Laurent, V, No. 325; Baudry et Chéneaux, IV, No. 912; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 69, nota 1, in fine).

**12.** Pentru actele făcute de interzis înainte de publicarea hotărârii de interdicțiune, moștenitorii săi când le atacă, vor trebui să dovedească potrivit dreptului comun, că în momentul contractării, interzisul a fost lipsit de uzul rațiunii, caz în care actul este inexistent pentru lipsă de consimțământ. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 69).

**13.** Pentru actele făcute de o persoană care a încetat din viață după ce se ceruse interdicțiunea sa, fără însă să fi fost încă pronunțată, moștenitorii săi vor putea cere anularea, dovodind, potrivit dreptului comun, că în momentul contractării, autorul lor era lipsit de uzul rațiunii, caz în care actul este inexistent pentru lipsă de consimțământ. (Laurent, V, No. 326; Baudry et Chéneaux, IV, No. 913; Planiol et Ripert, I, No. 724, 725; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 69, 70).

**14.** Când se face dovada cu orice fel de probe că o persoană a făcut un act într'un moment când era lipsită de uzul rațiunii, în timpul vieții acelei persoane și chiar fără să se fi pronunțat sau măcar să se fi cerut interdicțiunea, actul va putea fi atacat oricând, pentru motive de smintire, imbecilitate sau nebunie cu furie, de însăși acea persoană, și de orice persoană interesată, chiar și de acel care a contractat cu acea persoană, de oarece actul este inexistent pentru lipsă de consimțământ. (Demolombe, VIII, No. 661; Beudant, II, No. 953; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, p. 809; Laurent, V, No. 323; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2074; Planiol et Ripert, I, No. 697, 724, 725; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 67).

**15.** În cazul când o persoană se află în stare de nebunie cu intermitență și face un act, după moartea sa, moștenitorii săi, chiar dacă nu s'a cerut interdicțiunea acelei persoane în timpul vieții sale, vor putea ataca actul, dovodind, potrivit dreptului comun, că în momentul facerii actului, autorul lor era lipsit de uzul rațiunii, de oarece, starea de ne-

bunie nefiind obicinuită, nu se poate cere punerea sa sub interdicțiune. (Proudhon, Etat des personnes, p. 539; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, text și nota 13, p. 811; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 70, nota 1; Contra: Valette sur Prouhon, II, p. 542, observația III; Demolombe, VIII, No. 666; Laurent, V, No. 325).

**16.** Trebuie să se face dovada că în chiar momentul contractării, persoana, al cărei act se cere a fi anulat, era lipsită de uzul rațiunii; astfel faptul că acea persoană nu a avut uzul rațiunii în două momente apropiate, nu face dovada că ea a fost lipsită de uzul rațiunii și în timpul care s'a scurs între aceste două momente. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 70; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 725; Colin et Capitant, I, p. 581; III, p. 635).

**17.** De asemenea, dovada smintirei de minte nu rezultă din faptul că îndată după facerea actului care se atacă în nulitate, persoana care a contractat, s'a sinucis. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 70).

**18.** Potrivit dispozițiilor art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), după moartea unei persoane, actele semnate de ea, vor putea fi atacate pentru motivul de smintire de minte, când dovada smintirei rezultă din chiar cuprinsul actelor care se atacă; după o părere, smintirea de minte trebuie să rezulte în mod complet din cuprinsul actului, nefiind permis a considera conținutul actului ca un început de dovadă și a completa proba demenței cu alte dovezi în afară de însuși conținutul actului. (Demolombe, VIII, No. 667; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 228; Suppl., Interdiction, No. 180; Baudry et Chéneaux, IV, No. 915; Planiol et Ripert, I, No. 726; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 68, nota 1).

**19.** După altă părere, dispozițiile art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea și în cazul când conținutul actului atacat nu face dovada completa a demenței, ci un început de dovada care poate fi completată cu alte dovezi produse în afară de conținutul actului. (Valette sur Proudhon, II, p. 543; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 228).

**20.** Ca exemplu, când dovada smintirei minții rezultă din chiar cuprinsul actului, se citează cazul când actul ar cuprinde stipulațiuni ridicole, imposibile sau cinice. (Demolombe, VIII, No. 668; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 68, nota 1, in fine).

**21.** Tribunalele apreciază în mod suveran dacă dovada smintirei minții rezultă chiar din cuprinsul actului ce se atacă și aprecierea judecătorilor de fond scapă cenzurei instanței de casare. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 180; Laurent, V, No. 325; Baudry et Chéneaux, IV, No. 915; Planiol et Ripert, I, No. 726; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 68, nota 1, 71).

**22.** Asupra motivelor cari au deter-



minat pe legiutor de a înscrie în codul civil dispozițiile art. 504 c. civ. fr. (449 c. civ. rom.), prin care se arată că după moartea unei persoane actele sale nu vor putea fi atacate decât în cazurile anume arătate în acest articol și care constituie o derogare dela dreptul comun, parerile sunt împărțite în doctrină. (Asupra acestei controverse, a se consulta: Valette sur Proudhon, II, p. 541, 542, observația II; Demolombe, VIII, No. 664, 665; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1306; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, nota 12, p. 810, 811; Laurent, V, No. 324; Baudry et Chéneaux, IV, No. 910; Planiol et Ripert, I, No. 726; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 67, text și nota 3).

**23.** A se vedea: art. 448 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Legiutorul prevăzând în art. 449 cod. civ. condițiunile sub cari se pot ataca, pentru motiv de smintire, actele făcute de o persoană încetată din viață, admite această posibilitate numai în două ipoteze și anume: prima, când se pronunță sau se ceruse interdicția a celei persoane înaintea morții sale, și cealaltă, când dovada smintirei rezultă chiar din cuprinsul actului atacat.

De aci rezultă că textul art. 449 cod.

civ., nu se referă numai la acele cazuri de alterare a minții, cari să fi fost susceptibile de punerea sub interdicție, ci, în partea sa finală, — sub o formă generală și fără nici o distincție, — acest text se referă și la cazurile de alterare a minții, — pentru cari nu cere ca ele să fi condus sau să fi fost de natură a conduce la punerea sub interdicție.

În această din urmă situație însă, fie că era sau nu cazul de punere sub interdicție, legiutorul pune condițiunea ca alterarea minții să rezulte din însăși actul atacat, de oarece în interesul stabilității drepturilor a voit să împiedice procesele temerării introduse de moștenitori, la un moment când ruda lor fiind încetată din viață, dovada stărei sale mintale ar fi fost grea, dacă nu imposibil de dovedit.

Prin urmare, în speță, odată ce recurența nu a dovedit — și nici nu a pretins să dovedească — cu însăși termenii actului atacat, demența soțului a cărui moștenitoare se pretinde, ci a cerut proba cu martori pentru a dovedi lipsa uzului rațiunii soțului său în momentul vânzării, Tribunalul, fără a comite exces de putere sau o greșită interpretare, a respins această dovadă întrucât nu privea probarea singurei condițiuni decisive în speță și de aceea era inutilă. (Cas. I, dec. 965 din 30 Mai 1924, Jurispr. Gen., 1925, No. 48).

**2.** A se vedea: art. 448 cod. civ.; cu notele respective.

**Art. 450.** — De nu va fi apel în contra hotărîrei de interdicție, dată de tribunalul de prima instanță, sau dacă curtea de apel va confirma acea hotărîre, se va orânduî un tutore interzisului, potrivit regulilor prescise la titlul despre minoritate, tutelă și emancipațiune; administratorul provizoriu va încetă din funcțiunile sale și va da socoteală tutorelui, de nu va fi chiar el însuși tutore orânduî. (Civ. 355 urm., 416 urm., 443, 446, 447, 451 urm., 454; Pr. civ. 129, 647; Civ. Fr. 505).

*Text. fr. Art. 505.* — S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction rendu en première instance, ou s'il est confirmé sur l'appel, il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé tuteur à l'interdit, suivant les règles prescrites au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation. L'administrateur provisoire cessera ses fonctions, et rendra compte au tuteur, s'il ne l'est pas lui-même.

### Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 168, 169.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Administrator provizoriu 13,  
14, 15  
Apel 11, 12, 13, 14.  
Ascendenți 4.

Asimilare 1.  
Aviz 7.  
Bărbat 3, 8, 9, 10.  
Consiliu de familie 4-12.

Convocare 6, 10, 11.  
Curte de Apel 11, 12, 13,  
14.  
Deliberare 6, 10.  
Expirarea termenului 11.  
Femeie 3, 8, 9, 10.  
Închiderea tutelei 5.

Interdicțiune 1 urm.  
Interese contrare 7.  
Majoritate 5.  
Mamă 4.  
Minoritate 5, 6, 15.  
Observațiuni 10.  
Provocarea interdicț. 7

Rude 4, 7.  
 Scuze 8.  
 Socoloti de tutelă 15.  
 Străină persoană 4.  
 Suspendare 11.  
 Tată 4.  
 Termin de apel 11.

Tutelă 1 urm.  
 Tutelă dativă 3-7, 11, 12,  
 13.  
 Tutelă legală 3, 4, 8.  
 Tutelă testamentară 2.  
 Tutor 1 urm.

### Doctrină.

**1.** De oarece interzisul este asimilat cu minorul în ceea ce privește conducerea persoanei sale și administrarea bunurilor sale, trebuie să a și se numi un tutor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1295, 1317; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 118; Planiol et Ripert, I, No. 698; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 40, 43).

**2.** În materie de interdicțiune nu există tutelă testamentară, întrucât părintele supraviețuitor, nu este nici măcar tutorul legal al interzisului său fiu. (Demolombe, VIII, No. 560 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1301; Beudant, II, No. 972; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, p. 802, 803; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 158; Suppl., Interdiction, No. 120; Laurent, V, No. 287; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2092; Planiol et Ripert, I, No. 699; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 42, 43).

**3.** Din dispozițiile art. 505 și 506 c. civ. fr. (450, 451 și 452 c. civ. rom.), rezultă că în afară de cazul tutelăi legale a bărbatului, (în dreptul civil român și a femeii), tutelă interzisului este, în principiu, dativă. (Demolombe, VIII, No. 560 urm.; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1295, 1296, 1301; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, p. 802, 803; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 159, 160; Suppl., Interdiction, No. 120; Laurent, V, No. 287; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2092; Planiol et Ripert, I, No. 699; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 42, 43, 45).

**4.** În materie de interdicțiune, nu există tutelă legitimă a ascendenților interzisului, consiliul de familie având dreptul să numească ca tutor interzisului fie pe mama, fie pe tatăl, fie pe un descendent, fie de o rudă a interzisului și chiar pe o persoană străină. (Merlin, Répertoire, Tutelle, section 2, § 1; Delvincourt, I, p. 131; Proudhon, II, p. 332; Toullier, II, No. 1336; Duranton, III, No. 751; Demolombe, VIII, No. 560 urm.; Marcadé, Art. 506; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1296, 1301; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, p. 803; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 158, 159; Suppl., Interdiction, No. 120; Laurent, V, No. 287; Huc, III, No. 523; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2092; Planiol et Ripert, I, No. 699; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 42, 43).

**5.** Când minorul este interzis și se află sub tutelă, tutorul va funcționa în calitate sa până la majorarea minorului, când, încetând tutelă, consiliul de familie îi va numi un tutor care poate fi tot fostul său tutor din timpul minorității sale. (Proudhon, Etat des personnes, II, p. 546; Demolombe, VIII, No. 561; Laurent, V, No. 286; Baudry et Chéneaux,

IV, No. 852; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 43).

**6.** Dreptul de a numi tutorul dativ interzisului aparține, potrivit dispozițiilor art. 405 și urm. c. civ. fr. (355 și urm. c. civ. rom.), consiliului de familie, care se va convoca și va lucra potrivit dispozițiilor acestor articole. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1296; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 160; Suppl., Interdiction No. 120; Planiol et Ripert, I, No. 698; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 41, 43).

**7.** Rudele cari au provocat interdicțiunea, pot face parte din consiliul de familie care urmează să numească un tutor interzisului, de oarece dispozițiile art. 495 c. civ. fr. (441 c. civ. rom.), sunt de strictă interpretare și se aplică numai la compunerea consiliului de familie care urmează a-și da avizul asupra punerii sub interdicțiune, iar nu și la cazul de numirea unui tutor interzisului, caz în care nu mai există interese contrare între interzis și aceste rude. (Demolombe, VIII, No. 574; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 325, nota 8, p. 469; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, p. 803; Laurent, V, No. 289; Baudry et Chéneaux, IV, No. 850; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2051; Planiol et Ripert, I, No. 698; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 44).

**8.** Dacă bărbatul este scutit de tutelă femeii sale interzise, el poate face parte din consiliul de familie. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 44).

**9.** Femeea deși este tutoarea bărbatului său interzis, însă nu are dreptul să facă parte din consiliul de familie. (Demolombe, VIII, No. 573; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, p. 803, 804; Laurent, V, No. 289; Baudry et Chéneaux, IV, No. 851; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 44; Contra: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 273 bis, I).

**10.** Femeea, de și nu poate face parte din consiliul de familie care urmează să numească un tutor bărbatului său interzis, însă, poate fi chemată la delibereare, pentru a face observațiile sale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, p. 804; Laurent, V, No. 289; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 44).

**11.** Termenul de apel nu este suspensiv și dacă nu a fost declarat apel, se va proceda la numirea tutorului interzisului, fără a fi nevoie să se aștepte expirarea termenului de apel. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1298; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 154; Huc, III, No. 523; Planiol et Ripert, I, No. 699, p. 728, nota 2; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 45).

**12.** În cazul când s'a declarat apel înainte de adunarea consiliului de familie, nu se poate proceda la numirea tutorului interzisului, decât numai după ce se va fi judecat apelul și se va fi confirmat sentința tribunalului de punere sub interdicțiune. (Demolombe, VIII, No. 555; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1298; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, p. 802; Dalloz,



Rép., Suppl., Interdiction, No. 118; Laurent, V, No. 290; Planiol et Ripert, I, No. 699, p. 728, nota 2; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 45).

13. In cazul când s'a declarat apel după numirea tutorului interzisului, tutorul nu poate să-și exercite funcțiunile până când Curtea de apel nu va fi judecat apelul și va fi confirmat sentința; în acest caz, dacă înaintea primei instanțe fusese numit un administrator provizor, acesta își va relua funcțiunile sale. (Demolombe, VIII, No. 555; Marcadé, art. 505; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1298; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 153; Suppl., Interdiction, No. 119; Laurent, V, No. 290; Huc, III, No. 523; Planiol et Ripert, I, No. 699, p. 728, nota 2; Comp.:

Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 45).

14. Curtea de apel, când judecă un apel în contra hotărârii tribunalului pronunțată asupra unei cereri de punere sub interdicțiune, are dreptul să numească, persoanei a cărei interdicțiune se cere, un administrator provizor. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1298; Dalloz, Rép., Suppl. Interdiction, No. 119).

15. Socotelile pe cari trebuie să le dea administratorul provizor, tutorului interzisului, nu trebuiesc date în forma socotelilor dela tutela minorilor. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 153; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 44).

16. A se vedea: art. 451, 452 și 454 din codul civil cu notele respective.

**Art. 451.** — Bărbatul este de drept tutore al femeii sale, când va fi pusă sub interdicțiune. (Civ. 195 urm., 453; Civ. Fr. 506).

*Text. fr. Art. 506.* — Le mari est, de droit, le tuteur de sa femme interdite.

#### INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Administrație 4, 7, 8, 10.	Interdicțiune 1 urm.
Autoritate maritală 3, 8, 9.	Interese contrare 5.
Autorizație 8.	Maritală autorizație 3, 8.
Avere parafernala 4, 10.	Minoritate 2.
Bărbat 1 urm.	Parafernă 4, 10.
Căsătorie 2.	Restricțiuni 7.
Consiliu de familie 7, 9.	Scuze 8, 9.
Contract de căsătorie 4.	Separare de patrimonii 5, 6.
Destituire 8, 9.	Tutelă 1 urm.
Dotă 4, 8.	Tutelă dativă 1, 8, 9, 10, 11.
Emancipare 2.	Tutelă legală 1 urm.
Excludere 8, 9.	Tutor 1 urm.
Femeie 1 urm.	Tutor ad hoc 5.
Ingrijirea interzisului 9.	

#### Doctrină.

1. De și în principiu tutela interzisului este dativă, totuși, potrivit dispozițiilor art. 506 c. civ. fr. (451 c. civ. rom.), bărbatul este de drept tutor al femeii sale interzise. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1296; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 161; Suppl., Interdiction, No. 121; Planiol et Ripert, I, No. 699, 700; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 42, 43, 45).

2. Chiar în cazul când bărbatul este minor, el fiind emancipat prin căsătorie, este de drept tutor al femeii sale interzise, de oarece legea nu face nici o distincțiune între bărbatul major și bărbatul minor. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 161; Planiol et Ripert, I, No. 700).

3. Bărbatul, tutor al femeii sale interzise, exercită în acest timp și autoritatea maritală și autoritatea tutorului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 46).

4. Bunurile parafernale ale femeii interzise vor fi administrate de bărbatul tutor; tot el va administra și bunurile a căror administrație și-a rezervat-o femeia prin contractul de căsătorie. (Demolombe, VIII, No. 597; Baudry et Ché-

neaux, IV, No. 865; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 46).

5. Dacă este cazul a se cere separația de patrimonii între femeia interzisă și bărbatul său tutor, de oarece există contrarietate de interese între soți, se va numi femeii interzise un tutor ad hoc, care va exercita acțiunea în separație de patrimonii în contra bărbatului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 46, nota 3).

6. Separația de bunuri, nu aduce pentru bărbat pierderea calității de a fi tutor legal al femeii sale interzise. (Paniol et Ripert, I, No. 700).

7. Dispozițiile art. 507 c. civ. fr. (452 c. civ. rom.), care arată că consiliul de familie poate regula forma și condițiunile administrației femeii, tutoare a bărbatului său interzis, nu-și găsesc aplicațiune la administrația bărbatului, așa încât când acesta este tutorul femeii sale interzise, consiliul de familie nu poate să mărginească dreptul său de administrație, care decurge din lege. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 45).

8. In cazul când bărbatul este scuzat, exclus sau destituit din tutela legală a femeii sale interzise, el păstrează toate drepturile sale asupra persoanei și averii femeii sale, cari rezultă din calitatea sa de bărbat al interzisei cum ar fi dreptul de autorizație, dreptul de administrație al averii dotale, etc. (Huc, III, No. 523; Planiol et Ripert, I, No. 700; Comp.: Demolombe, IV, No. 228; Laurent, V, No. 301; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 46, 47).

9. In acest caz însă, autoritatea maritală nu poate fi mărginită prin tutela; astfel, consiliul de familie va avea dreptul ca potrivit dispozițiilor art. 510 c. civ. fr. (455 c. civ. rom.), să hotărască locul unde va fi îngrijită femeia interzisă, cu rezerva dreptului pentru bărbat de a a-

taca încheierea consiliului de familie înaintea tribunalului, când ar fi nemulțumit de măsura luată. (Demolombe, VIII, No. 619; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 136; Laurent, V, No. 301; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 47).

10. Când bărbatul nu este tutor al femeii sale interzise, averea parafernală a femeii, se va administra de tutorul său

dativ. (Laurent, V, No. 301; Baudry et Chéneaux, IV, No. 869; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 47).

11. Când ambii soți sunt puși sub interdicțiune, fiecare dintre ei va avea câte un tutor dativ. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 45).

12. A se vedea: art. 450 și 454 din codul civil cu notele respective.

**Art. 452.** — Femeea va fi tutrice bărbatului său interzis, și în asemenea caz, consiliul de familie va regulă forma și condițiunile administrațiunei, rămânând femeii dreptul de a reclama înaintea tribunalelor, de se va socoti nedreptățită prin regularea consiliului. (Civ 357 urm., 383, 390 urm., 398, 441, 453, 455; Pr. civ. 638 urm.; L. jud. oc. 43; Civ. Fr. 507).

*Text. fr. Art. 507.* — La femme pourra être nommée tutrice de son mari. En ce cas, le conseil de famille réglera la forme et les conditions de l'administration, sauf le recours devant les tribunaux de la part de la femme qui se croirait lésée par l'arrêté de la famille.

#### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Administrație 4, 5, 6, 7.	Imobile 9.
Anulare 11.	Imprumut 9.
Autorizația justiției 9, 10.	Instrăinare 8.
Avere personală 4, 8, 9, 10.	Interdicțiune 1 urm.
Bărbat 1 urm.	Interes 11.
Cheltueli cu menajul 6.	Minoritate 8.
Comunitate de bunuri 4, 8.	Nulitate 11.
Condițiunile administrației 4, 5, 6.	Parafernă, a se vedea cuvințele: „Avere personală“.
Consiliu de familie 4, 5, 6, 11.	Personală avere 4, 8, 9, 10.
Copii 11.	Prejudiciu 11.
Daune 11.	Restricțiunii 4, 5.
Deliberare 11.	Tutelă 1 urm.
Domiciliu conjugal 3.	Tutelă dativă 1, 10, 11.
Dotă 4, 6, 8.	Tutelă legală 1 urm.
Femei 1 urm.	Tutor 1 urm.
	Vindere-cumpărare 8.

#### Doctrină.

1. De și în principiu tutela interzisului este dativă, totuși, potrivit dispozițiilor art. 452 c. civ. rom., femeea este de drept tutoarea bărbatului său interzis contrar ca în dreptul francez, unde femeea poate fi numită tutoare dativă a bărbatului său interzis. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 45, 47, 48).

2. Bunurile femeii, tutoarea bărbatului său interzis, vor fi supuse ipotecei legale. (Demante et Colmet de Santerre. II. No. 279 bis, IV; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 49).

3. Femeea tutoare a bărbatului său interzis, are dreptul să aleagă unde va crede de cuviință domiciliul conjugal. (Beudant, II, No. 974; Dalloz, Rép., Suppl., Domicile, No. 45; Interdiction, No. 137; Laurent, V, No. 302; Baudry et Chéneaux, IV, No. 867; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2094; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 49).

4. În cazul când consiliul de familie

nu va regula forma și condițiunile administrațiunei femeii tutoare a bărbatului său interzis, ea va avea autorizația generală de a administra atât bunurile personale, cele ale comunității, cât și bunurile personale ale bărbatului său interzis. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 179; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 279 bis, IV; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 49).

5. Consiliul de familie nu poate conferi femeii tutoarea bărbatului său interzis, drepturi mai întinse decât acele ale unui tutor obicinuit, de oarece potrivit dispozițiilor art. 507 c. civ. fr. (452 c. civ. rom.), el are numai dreptul a pune oarecari restricțiuni în dreptul de administrație a averii soțului său interzis. (Demolombe, VIII, No. 599; Laurent, V, No. 291; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2094; Planiol et Ripert, I, No. 701; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 49; Contra: Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 279 bis II; Baudry et Chéneaux, IV, No. 866).

6. Ca condițiuni pe cari consiliul de familie le poate impune femeii tutoare a bărbatului său interzis, se citează: regularea drepturilor cari aparțin bărbatului și cele cari aparțin femeii, determinate după condițiunile matrimoniale ale soților, pentru a se stabili în ce cazuri femeea lucrează ca tutoare a bărbatului său și în numele acestuia, și în ce cazuri lucrează în numele său prppriu, stabilirea cheltuelilor pentru menaj, etc. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1297; Comp.: Demolombe, VIII, No. 599; Laurent, V, No. 291; Planiol et Ripert, I, No. 701; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 48, 49).

7. Femeea tutoare a bărbatului său interzis nu are dreptul să facă decât acte de simplă administrație. (Dalloz, Rép.,



Interdiction. No. 179; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 48, 49).

8. Pentru ca femeea, tutoare a bărbatului său interzis să poată instrăina bunurile aparținând acestuia sau comunității, trebuie să aducă la îndeplinire toate formalitățile cerute de art. 457 urm. c. civ. fr. (401 urm. c. civ. rom.). (Delvincourt, I, p. 325; Toullier, II, No. 1344; Duranton, III, No. 754; Demolombe, VIII, No. 599; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 179; Laurent, V, No. 302; Planiol et Ripert, I, No. 701; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 50; Comp.: Colin et Capitant, I, p. 589).

9. Pentru ca femeea, tutoare a bărbatului său interzis, să poată împrumuta în comptul său sau să vândă imobilele sale proprii, trebuie să dobândească autorizația justiției. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 179; Suppl., Interdiction, No. 137; Laurent, V, No. 302).

10. Femeea care nu este tutoarea bărbatului său interzis, are nevoie de autorizația justiției pentru a face actele privitoare la averea sa proprie, pe care nu le poate face singură, fără autorizația bărbatului său. (Beudant, II, No. 974;

Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 138; Laurent, V, No. 302; Baudry et Chéneaux, IV, No. 867; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2094; Planiol et Ripert, I, No. 701; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 49).

11. Femeea care nu este tutoarea bărbatului său interzis are dreptul să atace toate deciziile consiliului de familie pe care le crede dăunătoare intereselor sale și ale copiilor săi. (Delvincourt, I, p. 325; Toullier, II, No. 1348; Duranton, III, No. 753; Demolombe, VIII, No. 600; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1297; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 178; Planiol et Ripert, I, No. 701).

12. A se vedea: art. 93, 450, 451 și 454 din codul civil cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare dela 1924 până la 1927)

1. Femeea, conform art. 452 cod. civ., este de drept tutricea bărbatului său interzis. (C. Apel Buc. IV, dec. civ. 27 din 23 Ian. 1926, Curierul Judiciar, No. 11 din 1926).

**Art. 453.** — Nimeni, afară de soți, de ascendenți și de descendenți, nu va fi dator a ține tutela unui interzis mai mult de cinci ani. După acest termen, tutorele va putea cere a fi înlocuit și cererea sa trebuie a fi primită. (Civ. 370 urm., 415 urm., 661; Civ. Fr. 508).

*Text. fr. Art. 508.* — Nul, à l'exception des époux, des ascendants, et descendants, ne sera tenu de conserver la tutelle d'un interdit au-delà de dix ans. A l'expiration de ce délai, le tuteur pourra demander et devra obtenir son remplacement.

### Doctrină.

1. Contrar ca la tutela minorilor, unde ea nu poate dura decât până la majoritatea sau emanciparea minorilor, tutela interzișilor poate dura până la încetarea lor din viață; din această cauză, legiuitorul a fixat prin art. 508 c. civ. fr. (453 c. civ. rom.), un termen peste care tutorul, în afară de soți, ascendenți sau descendenți, nu poate fi obligat a ține tutela. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1300; Planiol et Ripert, I, No. 706; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 42, 55).

2. Soții, ascendenții și descendenții cari ar fi tutorii interzisului, nu pot fi scutiți de tutelă afară de o cauză legală, ci trebuiesc să o ție până la sfârșit, de oarece tutela este considerată ca îndeplinirea unei datorii din cauza rudeniei ce

există între ei și interzis. (Planiol et Ripert, I, No. 706; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 55).

3. În cazul când minorul este interzis și se află sub tutelă, tutorul va funcționa în această calitate până la majoratul minorului, când, încetând tutela, consiliul de familie îi va numi un tutor, care poate fi tot fostul său tutor din timpul minorității sale. (Proudhon, Etat des personnes, II, p. 546; Demolombe, VIII, No. 561; Laurent, V, No. 286; Baudry et Chéneaux, IV, No. 852; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 43).

4. Dispozițiile art. 508 c. civ. fr. (453 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea numai la interdicțiunea judiciară, iar nu și la interdicțiunea legală. (Demolombe, VIII, No. 624. Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 55).

**Art. 454.** — Interzisul se aseamănă cu minorele întru cece privește persoana și averea sa; legile relative la tutela minorilor se vor aplica și la tutela interzișilor. (Civ. 93, 342 urm., 390 urm.,

413, 415 urm., 455, 1753 § 2, 1762 urm., 1876; Legea pentru încurajarea construcțiilor de clădiri (Mon. of. 87/1921), Art. 5; Civ. Fr. 509).

*Text. fr. Art. 509.* — L'interdit est assimilé au mineur, pour sa personne et pour ses biens: les lois sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits.

### Bibliografie (continuare).

- ALEXANDRESCO DEM., *Observație* sub Trib. Avignon (Vaucluse) 11 Ian. 1921, Pand. Rom. 1925, III, 27;  
 DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 166 urm.;  
 GHEROVICI EMIL, *Notă* sub C. Apel București S. IV, 219 din 13 August 1926, Jurispr. Gen. 1926, No. 1743.

### Doctrină.

1. Cu toate că art. 509 c. civ. fr. (454 c. civ. rom.), arată că interzisul se aseamănă cu minorul în ceea ce privește persoana și averea sa. totuși, asemănarea nu este absolută, de oarece asemănarea este privitoare numai la administrarea și exercitarea tutellei. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 40 urm.; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 698).
2. Interzisul este incapabil să-și exercite drepturile sale civile și va fi reprezentat de un tutor. a cărui bunuri vor fi supuse ipotecii legale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 40).
3. Atribuțiunile diferiților agenți ai tutellei interzisului sunt aceleași ca la tutela minorului; puterile lor sunt aceleași și li se aplică aceleași cauze de scuză, de excludere și destituire din tutelă. (Planiol et Ripert, I, No. 698).
4. Tutorul dativ al unui interzis, în administrația bunurilor acestuia, trebuie să se conformeze regulilor prevăzute de lege la tutela minorilor. (Daloz, Rép., interdiction, No. 183; Suppl., Interdiction, No. 130; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 51).
5. Potrivit dispozițiilor art. 108 c. civ. fr. (93 c. civ. rom.), interzisul își are domiciliul la tutorul său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 40).
6. Bărbatul, tutor al femeii sale interzise, păstrează intacte toate drepturile sale cari decurg din puterea părintească asupra copiilor săi minori, cum sunt dreptul de a dirija educația lor, de a consimți la căsătoria lor, etc. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 187).
7. Când tatăl este interzis, puterea părintească asupra copiilor comuni trece asupra mamei, fie că ea este tutoarea bărbatului său interzis, fie că tutela acestuia a fost incredintată unui străin, consiliul de familie neavând dreptul să mărginească acest drept al său. (Démolombe, VIII, No. 611, 616; Marcadé, Art. 507; Daloz, Rép., Interdiction, No. 188; Suppl., Interdiction, No. 140; Laurent, V, No. 303; Baudry et Chéneaux, IV, No. 868; Planiol et Ripert, I, No. 701; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 51).
8. În cazul când părintele supraviețuitor este interzis, el pierde tutela și puterea părintească asupra copiilor săi minori, care vor fi exercitate de către tutorul copiilor sub controlul consiliului de familie, iar nu de către tutorul părintelui interzis. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 141).
9. A se vedea: art. 448 și 450 din codul civil cu notele respective.

**Art. 455.** — Veniturile unui interzis trebuiesc a fi mai cu osebire întrebuințate spre a-i îmbunătăți soarta și a-i grăbi vindecarea, potrivit cu caracterul boalei și după averea ce va fi având. Consiliul de familie va putea hotărî, de trebuie să fie îngrijit în casa sa, sau de trebuie să fie așezat în vreun stabiliment privat sau în vreun spital. (Civ. 357 urm., 398, 452, 454; C. p. 13, 16; L. pentru alienați din 15 Decembrie 1894; Reg. legii asupra alienaților din 13 Noembrie 1896; Civ. Fr. 510).

*Text. fr. Art. 510.* — Les revenus d'un interdit doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison. Selon les caractères de



sa maladie et l'état de sa fortune, le conseil de famille pourra arrêter qu'il sera traité dans son domicile, ou qu'il sera placé dans une maison de santé, et même dans un hospice.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Aprecieri suverană 9.	Îmbunătățirea soartei interzisului 2, 3.
Autoritate conjugală 10.	Îngrijirea interzisului 2, 3, 7, 8, 9, 11, 12, 13.
Aviz 8.	Interdicțiune 1 urm.
Bărbat 10, 11, 12, 13.	Interdicțiune legală 6.
Capital 3.	Interese 13.
Casă de sănătate 7, 11, 12.	Medici 8.
Căsătorie 4.	Minoritate 1.
Cheltuieli anuale 1, 2, 5.	Muncă silnică 6.
Condamnare 6.	Necesitate imperioasă 5.
Conjugale drepturi 10.	Ospiciu 7, 11, 12, 13.
Consiliu de familie 1, 2, 3, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 13.	Prejudiciu 13.
Consultare 8.	Probe 5.
Copii 4.	Recluziune 6.
Daune 13.	Rele tratamente 11.
Destituire 11.	Spital 7, 11, 12, 13.
Domiciliu 7, 11, 12, 13.	Suverană apreciere 9.
Dovadă 5.	Tratamente rele 11.
Drepturi conjugale 10.	Tutelă 1, 11, 12.
Evenimente neprevăzute 5.	Tutor 5, 7, 11, 12, 13.
Excludere 11.	Venituri 2, 3, 4, 5.
Femei 10, 11, 12, 13.	Vindere 2, 3, 7.

## Doctrină.

1. Potrivit dispozițiilor art. 454 c. civ. fr. (398 c. civ. rom.), dela tutela minorilor, aplicabilă și tutelei interzisilor, conform art. 509 c. civ. fr. (454 c. civ. rom.), consiliul de familie va determina la începutul tutelei suma la care se va ridica cheltuiala anuală a interzisului. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 129; Planiol et Ripert, I, No. 702).

2. Suma fixată de către consiliul de familie pentru cheltuiala anuală a interzisului și care va servi în special pentru îmbunătățirea soartei și a grăbi vinderea interzisului, trebuie luată mai întâi din veniturile sale. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 170; Suppl., Interdiction, No. 129).

3. Când veniturile interzisului nu sunt suficiente și când nici un obstacol nu se opune, consiliul de familie poate decide a se lua din capitalul interzisului pentru îmbunătățirea soartei și pentru grăbirea vinderei sale, cu toate că art. 510 c. civ. fr. (455 c. civ. rom.), vorbește numai de întrebarea veniturilor pentru acest scop. (Demolombe, VIII, No. 581; Daloz, Rép., Interdiction, No. 173; Suppl., Interdiction, No. 129; Huc, III, No. 525; Baudry et Chéneaux, IV, No. 858; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2095; Planiol et Ripert, I, No. 702; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 51).

4. În cazul când interzisul este căsătorit și are copii, veniturile sale nu trebuie întrebuite în întregime pentru el. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 173; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1301).

5. Când consiliul de familie a hotărât că cheltuielile de întreținere ale interzisului vor fi făcute în limita veniturilor sale, tutorul va fi obligat să suporte

cheltuielile făcute peste prevederile consiliului, dacă nu dovedește că ele au fost reclamate de evenimente neprevăzute și necesități imperioase. (Laurent, V, No. 296).

6. Dispozițiile art. 455 c. civ. rom. nu își găsesc aplicațiunea și la interdicțiunea legală a unui condamnat la munca silnică; condamnații la recluziune au dreptul să primească o mică sumă din veniturile lor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 55, nota 2).

7. Determinarea locului unde urmează să fie îngrijit interzisul, aparține consiliului de familie iar nu tutorului; consiliul de familie va decide dacă interzisul trebuie tratat la domiciliul său, într-o casă de sănătate, sau într'un ospiciu. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1299; Daloz, Rép., Interdiction, No. 171; Planiol et Ripert, I, No. 702; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 49, 51).

8. Pentru stabilirea locului unde va fi îngrijit interzisul, consiliul de familie poate consulta medici specialiști. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 51).

9. Consiliul de familie apreciază în mod suveran, locul unde urmează a fi îngrijit interzisul. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 51).

10. Prin interdicțiunea femeii, drepturile conjugale ale bărbatului nu sunt atinse. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 187).

11. În cazul când bărbatul este tutorul femeii sale interzise, după o părere, el singur va determina reședința femeii sale interzise, și va decide dacă ea trebuie îngrijită la domiciliul conjugal sau internată într-o casă de sănătate, cu rezerva dreptului pentru consiliul de familie de a cere retrageră tutelei pentru rele tratamente. (Duranton, III, No. 762; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 235, p. 470, nota 12; Daloz, Rép., Interdiction, No. 176; Suppl., Interdiction, No. 135; Laurent, V, No. 300; Baudry et Chéneaux, IV, No. 859; Planiol et Ripert, I, No. 702; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 46, 51).

12. După o altă părere, consiliul de familie, iar nu bărbatul, tutor legal al femeii sale interzise, va decide dacă aceasta trebuie îngrijită la domiciliul conjugal sau internată într-o casă de sănătate. (Demolombe, VIII, No. 579 bis, 593; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, nota 13, p. 805; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 135).

13. În cazul când bărbatul nu este tutorul femeii sale interzise, tutorul împreună cu consiliul de familie vor stabili modul de tratament al femeii interzise, cu rezerva dreptului pentru bărbat de a cere înaintea tribunalului reformarea deciziilor consiliului de familie în cazul

când s'ar dăuna interesele sale. (Demolombe, VIII, No. 619; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 136; Laurent, V, No. 301; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea 1,

p. 46, 47; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 702).

14. A se vedea: art. 451 și 454 din codul civil cu notele respective.

**Art. 456.** — Când va sosi timpul de a se căsători copilul unui interzis, zestrea și toate celelalte convențiuni privitoare la stabilirea sau căsătoria lui, se vor regulă de către consiliul de familie, după încuviințarea tribunalului, care va ascultă concluziunile procurorului. (Civ. 357 urm., 396 urm., 842, 936 urm., 1223, 1231; Pr. civ. 80, 81, 639; L. din 29 Octombrie 1877 pentru atrib. minist. publ.; Civ. Fr. 511).

*Text. fr. Art. 511.* — Lorsqu'il sera question du mariage de l'enfant d'un interdit, la dot, ou l'avancement d'hoirie, et les autres conventions matrimoniales, seront réglés par un avis du conseil de famille, homologué par le tribunal, sur les conclusions du procureur du Roi.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Autorizația justiției 3, 4, 5.	Avere personală 1, 3, 4, 5.	Bărbat 3, 4, 5.	Căpătuire, a se vedea cuvântul: „Stabilire“.	Cariere 10.	Căsătorie 1 urm.	Concluzii 15.	Condițiune 6.	Consiliu de familie 1, 2, 5-16.	Consimțământ 8.	Contract de căsătorie 6, 8.	Copii 1 urm.	Copil natural 13.	Cotitate disponibilă 7.	Deliberare 15.	Descendenți 15.	Dispensă de raport 7.	Dotale bunuri 5.	Dotare 1-10, 12-16.	Exagerare 16.	Femea 3, 4, 5.	Identitate 12.	Îngrijirea interzisului 16.	Înstrăinare 3.	Interdicțiune 1 urm.	Inzestrare, a se vedea cuvântul: „Dotare“.	Limitare 9.	Lucruri mobile 4.	Mamă naturală 13.	Ministerul public 15.	Mobile lucruri 4.	Moștenitori prezumptivi 12.	Nepoți 12.	Nuda proprietate 5.	Omologare 15, 16.	Parchet 15.	Personală avere 1, 3, 4, 5.	Porțiune disponibilă 7.	Procuror 15.	Proprietate nudă 5.	Raport la succesiune 7.	Recunoașterea copiilor naturali 13.	Regim matrimonial 6.	Separație de patrimonii 1.	Soțul interzisului 2.	Stabilire 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.	Terță persoană 2.	Tribunal 15, 16.	Uzfruct 5.
--------------------------------	-----------------------------	-----------------	--	-------------	------------------	---------------	---------------	---------------------------------	-----------------	-----------------------------	--------------	-------------------	-------------------------	----------------	-----------------	-----------------------	------------------	---------------------	---------------	----------------	----------------	-----------------------------	----------------	----------------------	--	-------------	-------------------	-------------------	-----------------------	-------------------	-----------------------------	------------	---------------------	-------------------	-------------	-----------------------------	-------------------------	--------------	---------------------	-------------------------	-------------------------------------	----------------------	----------------------------	-----------------------	--	-------------------	------------------	------------

justiției, care înlocuește pe aceea a soțului său interzis, ea neputând să înstrăineze singură averea sa. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 54).

4. Femeea interzisului separată de bunuri, va putea înzestra singură, fără nici o autorizație, pe copiii săi cu bunurile sale mișcătoare, de oarece, ea poate dispune liber de aceste bunuri. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 54).

5. Femeea unui interzis va putea să înzestreze, cu autorizația justiției, pe copiii săi, chiar cu bunurile sale dotale, însă de oarece uzufructul acestor bunuri aparține soțului său interzis, va fi necesară și autorizația consiliului de familie al interzisului; în cazul când dotarea cu aceste bunuri se va face numai cu autorizația justiției, și fără autorizația consiliului de familie al soțului său interzis, înzestrarea va fi valabilă numai în privința nudei proprietăți, iar nu și în privința uzufructului bunurilor, care va rămâne mai departe bărbatului interzis. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 54, nota 4).

6. Consiliul de familie când hotărăște dotarea unui copil al interzisului din bunurile acestuia, are dreptul să subordoneze constituirea de dotă, adoptării unui anumit regim matrimonial sau înserării în contractul de căsătorie a unei anumite clauze. (Huc, III, No. 526; Planiol et Ripert, I, No. 703; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1299; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 54).

7. Consiliul de familie, când dotează un copil al unui interzis cu bunurile acestuia, nu poate dispensa de raport pe copilul dotat, de oarece acest drept aparține numai ascendentului care dispune de bunurile sale în limita cotității disponibile. (Duranton, III, No. 763; Demolombe, VIII, No. 589; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, nota 14, p. 806; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 193; Laurent, V, No. 297; Huc, III, No. 526; Planiol et Ripert,

## Doctrină.

1. Dispozițiile art. 511 c. civ. fr. (456 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea numai în cazul când copilul care se căsătorește este adoptat cu bunurile interzisului, iar nu și atunci când copilul se dotează cu bunurile sale. (Demolombe, VIII, No. 590; Marcadé, art. 511; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 189; Laurent, V, No. 297; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 54).

2. Când constituirea de dotă este făcută de o terță persoană, fie chiar soțul interzisului, intervenția consiliului de familie nu poate avea loc. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 189; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 54).

3. Femeea interzisului, pentru a putea dota pe copiii săi din averea sa proprie, va trebui să dobândească autorizația



I, No. 703; Alexandresco, ed. 2a, III, partea I, p. 54).

8. Când consiliul de familie dispune înzestrarea copilului unui interzis, el este partea contractantă la încheierea convențiunii matrimoniale. (Valette sur Proudhon, II, p. 552, nota a; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1299; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 52).

9. Dispozițiile art. 511 c. civ. fr. (456 c. civ. rom.), care permit consiliului de familie instrăinarea averii interzisului pentru căpătuirea copiilor săi, trebuiesc mărginite numai la cazurile prevăzute de acest articol, iar nu și la alte cazuri. (Laurent, V, No. 297; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 52, 53).

10. Dispozițiile art. 511 c. civ. fr. (456 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea nu numai la constituirea de dotă a copilului interzisului, ci și la stabilirea lui în o carieră oarecare. (Valette sur Proudhon, II, p. 552; Duvergier sur Toullier, II, No. 1342, nota a; Demolombe, VIII, No. 588; Marcadé, Art. 511; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 283 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1299; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, p. 806; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 193; Suppl., Interdiction, No. 143; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2096; Planiol et Ripert, I, No. 703; Contra: Laurent, V, No. 299; Huc, III, No. 526; Baudry et Chéneaux, IV, No. 861).

11. În dreptul civil român, modificându-se textul art. 511 c. civ. fr. și adăugându-se în art. 456 c. civ. rom. cuvântul: „stabilire“, controversa care există în Franța, nu-și mai are locul la noi, așa încât consiliul de familie va putea să dispună de o parte din averea interzisului pentru căpătuirea copilului său, chiar fără să se căsătorească. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 53).

12. Dispozițiile art. 511 c. civ. fr. (456 c. civ. rom.), își găsesc aplicațiunea nu numai în cazul când va sosi timpul să

se căsătorească sau să se stabilească copilul unui interzis, ci și atunci când va sosi timpul să se căsătorească sau să se stabilească nepoții săi de fiu și în general toți descendenții săi legitimi cari sunt moștenitorii săi prezumptivi, de oarece există identitate de motive. (Taulier, Théorie raisonnée du Code civil, II, p. 123; Demolombe, VIII, No. 586; Massé et Vergé sur Zachariae, I, p. 470; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, nota 15, p. 806; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 192; Suppl., Interdiction, No. 142; Huc, III, No. 526; Baudry et Chéneaux, IV, No. 862; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2096; Alexandresco, ed. 2a, III, partea I, p. 53; Contra: Duranton, III, No. 766).

13. Dispozițiile art. 456 c. civ. rom., își găsesc aplicațiunea și în cazul copilului natural recunoscut, a cărui mamă ar fi interzisă. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 53).

14. Constituirea de dotă și stabilirea copilului interzisului se regulează de către consiliul de familie al interzisului iar nu de către consiliul de familie al minorului dotat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1299; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 190).

15. Deliberarea consiliului de familie care regulează dotarea sau stabilirea copilului interzisului, trebuie omologată de către tribunal, în urma concluziunilor puse de către ministerul public. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 194; Planiol et Ripert, I, No. 703; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 52).

16. Cu ocaziunea omologării, tribunalul va examina dacă sumele desemnate de consiliul de familie pentru dotarea sau stabilirea copilului interzisului, nu sunt exagerate și deci nu mai lasă posibilitatea de a fi tratat și îngrijit interzisul, având dreptul a le mări sau micșora. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 194; Laurent, V, No. 297; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 52).

**Art. 457.** — Interdicțiunea încetează deodată cu cauzele ce au determinat-o; cu toate acestea, nu se va putea pronunța desființarea ei decât observându-se formalitățile prescrise pentru a ei pronunțare și interzisul nu va putea reintra în exercitarea drepturilor sale, decât după ce se va pronunța și publică <sup>1)</sup> hotărîrea pentru a ei desființare. (Civ. 435, 438 urm., 440 urm., 460; Pr. civ. 254, 644, 647; Civ. Fr. 512).

*Text. fr. Art. 512.* — L'interdiction cesse avec les causes qui l'ont déterminée: néanmoins la main-levée ne sera prononcée qu'en observant les formalités prescrites pour parvenir à l'interdiction, et l'interdit ne pourra reprendre l'exercice de ses droits qu'après le jugement de main-levée.

## INDEX ALFABETIC

(la doctrină)

Acțiune de desființarea interdicțiunii 6, 10-27.	ființarea interdicțiunii 22, 25-29.
Admiterea cererii de des-	Alienație mintală 2.

Ameliorare 4.
Anulare 23.
Apel 22, 25, 26, 27.
Aprecieră suverană 5.
Asistență 12.
Aviz 7.

Cerere de desființarea interdicțiunii 6, 10-27.
Competență 19, 20.
Compturi de tuiele 28, 29.
Comunicare 7.
Consiliu de familie 7, 8.

1) În art. 512 francez, corespunzător, lipsesc cuvintele: „și publică“.

Consiliu judiciar 9.  
 Convocare 7, 8.  
 Curator 28, 30.  
 Deces 21, 22, 23, 29.  
 Demență 2.  
 Desființarea interdicțiunii 1-7, 9-23, 25-30.  
 Domiciliu 19, 20.  
 Dovezi 3.  
 Emancipare 28.  
 Fapte pertinente 8.  
 Formalități 7, 9.  
 Hotărâre 7, 22, 24, 25, 26, 27.  
 Imbecilitate 2.  
 Incapabil 21, 22, 23.  
 Incetare din viață 24, 22, 23, 29.  
 Incetarea interdicțiunii 1-7, 9-23, 25-30.  
 Inșănătoșire 1-5.  
 Interdicțiune judiciară 1 urm.  
 Interdicțiune legală 30.  
 Interogator 7.  
 Intervenție 16.  
 Marturi 7.  
 Ministerul public 7, 15.  
 Minor 28.  
 Moarte 21, 22, 23, 29.  
 Moștenitori 29.  
 Motive 6.

Nebunie 2.  
 Nebunie cu furie 2.  
 Nulitate 23.  
 Oficiu 10.  
 Părât 17.  
 Parchet 7, 15.  
 Pertinente fapte 8.  
 Procuror 7, 15.  
 Pronunțare, a se vedea cuvintele: „Incetarea interdicțiunii”.  
 Publicare 24, 25, 26, 27.  
 Recăpătarea sănătății 1-5.  
 Redactare greșită 1.  
 Respingerea cererii de desființarea interdicției 8, 24, 27.  
 Ridicarea stării de interdicție 1-7, 9-23, 25-30.  
 Sănătate 1-5.  
 Ședință publică 7.  
 Smintire 2.  
 Socratei de tutelă 28, 29.  
 Stingerea instanței, a se vedea cuvânt.: „Deces”.  
 Succesorii 29.  
 Suverană apreciere 5.  
 Tribunal 19-27.  
 Tribunal competent 19, 20.  
 Tutor 12-15, 18, 19, 28.  
 Vindecare 1-5.

### Doctrină.

1. Textul art. 512 c. civ. fr. (457 c. civ. rom.), este greșit redactat de oarece interdicțiunea nu încetează odată cu încetarea cauzelor ce au determinat-o, ci încetarea cauzelor autoriză pe tutor să ceară ridicarea stării de interdicțiune și până la ridicarea ei, interzisul chiar înșănătoșit, rămâne tot incapabil. (Marcadé, Art. 512; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 75, nota 2).

2. În cazul când interzisul își recapătă sănătatea, adică atunci când nu se mai găsește în starea obicinuită de imbecilitate de smintire sau de nebunie cu furie, interdicțiunea nu încetează de drept, ci trebuie desființată prin justiție. (Marcadé, art. 512; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 184; Planiol et Ripert, I, No. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 75).

3. Pentru ca interdicțiunea să fie desființată, trebuie să se producă dovezi evidente și sigure asupra vindecării complete a interzisului. (Demolombe, VIII, No. 676; Laurent, V, No. 529; Planiol et Ripert, I, No. 705).

4. Chiar în cazul când tribunalul ar constata că starea interzisului s'a ameliorat, însă el nu e vindecat complet și starea în care se află în momentul cererii de ridicare a interdicțiunii, nu ar fi atât de gravă ca să motiveze interdicția, totuși, el poate menține interdicțiunea. (Demolombe, VIII, No. 676; Laurent, V, No. 329; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 75, nota 4, în fine).

5. Tribunalul apreciază în mod suveran dacă interzisul s'a vindecat complet și astfel starea sa de interdicțiune trebuie desființată. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 24; Suppl., Interdiction, No. 17; Planiol et Ripert, I, No. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 78).

6. Cererea de desființarea interdicțiunii, trebuie să cuprindă motivele și faptele pe care se întemeiază. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 188).

7. Pentru desființarea interdicțiunii, trebuie îndeplinite aceleași forme ca și la provocarea ei, deci, se va comunica cererea cu actele ministerului public, se va cere avizul consiliului de familie, se va lua interogatoriu interzisului, se vor asculta martorii, dacă tribunalul găsește necesar, și se va judeca apoi în ședința publică, cu concluziunile ministerului public. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 238; Planiol et Ripert, I, No. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 77).

8. În cazul când tribunalul va găsi că faptele arătate în cerere nu sunt pertinente, el poate respinge cererea de desființare a interdicțiunii, de plano, fără a mai convoca măcar consiliul de familie. (Demolombe, VIII, No. 683 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 127, p. 807; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 188; Laurent, V, No. 332; Huc, III, No. 528; Baudry et Chéneaux, IV, No. 921; Planiol et Ripert, I, No. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 76).

9. Tribunalul are dreptul când judecă cererea de desființare a interdicțiunii, să o admită, însă să numească un consiliu judiciar, îndeplinindu-se în acest caz, formalitățile cerute de art. 501 c. civ. fr. (447 c. civ. rom.). (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 247; Suppl., Interdiction, No. 190; Laurent, V, No. 335; Planiol et Ripert, I, No. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 75, nota 4).

10. Tribunalul nu are dreptul să ridice din oficiu starea de interdicțiune a unei persoane, ci numai în urma unei cereri. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 76).

11. Toate persoanele cari au dreptul după lege, să provoace interdicțiunea, au dreptul să ceară tribunalului desființarea ei. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, p. 806; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 239; Suppl., Interdiction, No. 239; Huc, III, No. 527; Planiol et Ripert, I, No. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 77).

12. Interzisul are dreptul el însuși, fără asistența tutorului său, să ceară tribunalului desființarea interdicțiunii. (Merlin, Questions de droit, Interdiction, § 5; Delvincourt, I, p. 133; Valette sur Proudhon, II, p. 553; Toullier, II, No. 1364; Duranton, III, No. 791; Demolombe, VIII, No. 678; Beudant, II, No. 980; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 284 bis, I; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1309; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, question 3037; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 126, nota 17, p. 807; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 239; Suppl., Interdiction, No. 185; Huc, III, No. 527; Planiol et Ripert, I, No. 2098; Planiol et Ripert, I, No. 705; Colin et Capitant, I, p. 590; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 77; Contra: Laurent, V, No. 330).



**13.** În părerea care arată că interzisul are dreptul să ceară el singur, fără asistența tutorului său, desființarea interdicțiunii, se spune că el nu este obligat să cheme în cauză pe tutorul său. (Duranton, III, No. 791; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 240; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 77, nota 1 în fine).

**14.** După altă părere, numai tutorul are dreptul să ceară desființarea stării de interdicțiune. (Laurent, V, No. 330).

**15.** Alții spun că după dreptul strict, numai tutorul și ministerul public au dreptul să ceară desființarea interdicțiunii. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 919).

**16.** În acțiunea de desființare a interdicțiunii, au dreptul să facă intervenție toate persoanele cari pot provoca interdicția. (Planiol et Ripert, I, No. 705).

**17.** În principiu, cererea de desființare a interdicțiunii, nu se îndreaptă contra nimănui. (Demante et Colmet de Sarterre, II, No. 284 bis, II; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 186; Laurent, V, No. 331; Huc, III, No. 528; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 77).

**18.** După altă părere, cererea de desființarea interdicțiunii, trebuie îndreptată contra tutorului. (Demolombe, VIII, No. 679; Beudant, II, No. 980; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2098; Planiol et Ripert, I, No. 705; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 77, nota 3).

**19.** Cererea de desființarea interdicțiunii, trebuie adresată tribunalului domiciliului actual al interzisului, adică al tutorului său. (Carré et Chauveau, Lois de la procédure, VI, partea II, question 3038; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 178; Huc, III, No. 528; Laurent, V, No. 332; Baudry et Chéneaux, IV, No. 921; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. I, p. 76).

**20.** După altă părere, cererea de desființarea interdicțiunii, trebuie adresată tribunalului domiciliului pe care l-a avut interzisul în momentul organizării tutelei. (Demolombe, VIII, No. 682).

**21.** Dacă în timpul judecării cererii de interdicțiune, interzisul moare, instanța se stinge și interzisul a murit incapabil. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 189; Laurent, V, No. 332; Baudry et Chéneaux, IV, No. 924; Planiol et Ripert, I, No. 705; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 78).

**22.** Dacă tribunalul a judecat cererea de desființare a interdicțiunii și a admis cererea, însă s'a declarat apel în contra sentinței tribunalului și dacă în timpul judecării apelului interzisul încetează din viață, instanța se stinge și interzisul a murit incapabil. (Dalloz,

Rép., Suppl., Interdiction, No. 189; Laurent, V, No. 332; Baudry et Chéneaux, IV, No. 924; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 78).

**23.** În cazul când instanța de desființare a interdicțiunii se stinge prin încetarea din viață a interzisului, el este considerat că a murit în stare de interdicțiune și deci toate actele făcute de el înainte de deces, sunt lovite de nulitate. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 189; Laurent, V, No. 332; Baudry et Chéneaux, IV, No. 924; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 78).

**24.** Sentința tribunalului numai atunci nu se va publica, când s'a respins cererea de desființarea interdicțiunii. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 78, 79; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 705).

**25.** Dacă tribunalul a admis cererea de desființare a interdicțiunii și sentința a fost publicată și dacă Curtea de apel, în urma apelului făcut în contra sentinței tribunalului, a respins apelul, menținând desființarea interdicțiunii, decizia Curții nu va mai trebui să fie publicată. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 79).

**26.** Dacă tribunalul a admis cererea de desființare a interdicțiunii și sentința a fost publicată, și dacă Curtea de apel menține această sentință, în urma apelului făcut, actele făcute de interzis în urma sentinței tribunalului, care a fost publicată, sunt valabile. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 78).

**27.** Dacă tribunalul a respins cererea de desființare a interdicțiunii, și făcându-se apel în contra acestei sentințe, Curtea de apel a admis cererea de desființare, deciziunea Curții va trebui să fie publicată, și interzisul este capabil din ziua publicării deciziunii Curții. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 79).

**28.** Funcțiunile tutorului încetează odată cu desființarea interdicțiunii, și el trebuie să dea socoteală interzisului dacă acesta este major, interzisului asistat de curator dacă este emancipat, tribunalului dacă interzisul este minor. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 79).

**29.** Dacă interzisul încetează din viață, tutorul va fi obligat să dea socoteală moștenitorilor săi. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 79).

**30.** Dispozițiile art. 512 c. civ. fr. (457 c. civ. rom.), nu-și găsesc aplicațiunea la interdicțiunea legală, de oarece funcțiunile curatorului încetează de drept prin expirarea pedepsei. (Demolombe, VIII, No. 624; Marcadé, Art. 512; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 55, nota 2).

### CAPITOLUL III

#### Despre consiliile judiciare.

**Art. 458.** — Se pot opri risipitorii de a pleda, de a face tranzațiuni, de a se împrumută, de a primi un capital și de a da chitanță de primire, de a înstrăina și ipoteca averea lor, fără asistența

unui consiliu orânduit de tribunal. O asemenea oprire se va publica<sup>1)</sup>. (Civ. 197, 200, 204, 428, 445, 447, 448, 449, 450, 948, 1098, 1576 urm., 1706, 1769, 1771; Com. 14; Pr. civ. 254; Civ. Fr. 513).

*Text. fr. Art. 513.* — Il peut être défendu aux prodigues de plaider, de transiger, d'emprunter, de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge, d'aliéner, ni de grever leurs biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil qui leur est nommé par le tribunal.

## Bibliografie (continuare).

DOCAN P. GEORGE, *Studii de drept civil comparat*, p. 181 urm.;  
RACOVICEANU GR., *Notă* sub Trib. Putna s. II, 137 din 4 Iunie 1925, Curier Jud. 15/1926;  
VERMEULEN H. JEAN, *Notă* sub Trib. civil Bruxelles s. II, 14 Decembrie 1925, Jurispr. Gen. 1926, No. 1551.

INDEX ALFABETIC  
(la doctrină)

- Achiesare 98.  
Act de asistare 66-72.  
Act solemn, a se vedea cuvintele: „Donațiune”, „Dotă”, „Ipotecă”.  
Acțiune 95-100, 114, 116.  
Acțiune imobiliară 95.  
Acțiune mobilă 95.  
Acțiune penală 118, 119, 120.  
Acțiune personală 108.  
Administrație 27, 49, 53, 56, 89, 90, 125, 126, 141, 150.  
Adopțiune 44.  
Alimente 43.  
Amanet 166.  
Angajament teatral 41.  
Anticipație 133.  
Antichreză 167.  
Anulare 48, 71, 76, 108, 129, 148, 168, 170, 173 bis, 174, 177, 179, 180, 181.  
Apel 75, 97, 107, 111, 112, 116.  
Aprecieri suverană 8, 86, 91, 105.  
Arendare 50, 51, 52, 59.  
Asistență, a se vedea cuvintele: „Act de asistare”, „Consiliu Judiciar”.  
Autorizație 29, 31-34, 65, 103.  
Bărbat 14, 15, 17-21, 27 bis-31, 65.  
Bursă 7.  
Capital 130, 131, 131 bis, 132, 133, 134, 135.  
Căsătorie 16, 40, 101, 102, 103, 108, 158, 159, 162.  
Cesiune 135, 136.  
Cheltuieli 6, 52.  
Chitanță descărcătoare 130.  
Citare 88.  
Comerciant 60, 61.  
Comerț 60-65.  
Compromis 122.  
Compturi, 89, 137, 138.  
Comunicare 117.  
Confirmare, a se vedea cuvântul: „Ratificare”.  
Conservare 110.  
Consiliu de familie 9, 10, 13, 37, 45.  
Consiliu judiciar 1 urm.  
Consiliu judiciar ad hoc 34, 78, 79, 80, 84, 87, 88, 104, 105.  
Copil 27 bis.  
Copil natural 42, 43.  
Cuasi-delicț 184.  
Curator 94.  
Data certă 182.  
Datorii 58.  
Daune 85, 119.  
Decădere 110.  
Delicț 184.  
Destituire 46.  
Dezistare 99.  
Divorț 108.  
Dobânzi 132.  
Dol 92, 93, 99, 168, 175, 180.  
Domiciliu 39, 80.  
Donațiune 145, 146, 148, 153, 160, 176.  
Dotă 3, 158, 159, 160, 161, 176.  
Drepturi cetățenești 26.  
Drepturi civile 26.  
Drepturi politice 26.  
Efecte 35.  
Emancipare 2.  
Enumerare limitativă 35.  
Eroare 168, 175.  
Executare 183, 184.  
Excludere 46.  
Femeie maritată 3, 14-21, 28-34, 65.  
Fraudă, a se vedea cuvântul: „Dol”.  
Fructe 53.  
Gaj 166.  
Gratuitate 77.  
Greșeală 92, 93.  
Hotărâre 75, 93, 188.  
Imobile 139, 163, 167.  
Imprumut 128, 129, 150.  
Incetarea incapacității 106  
Inchiriere, a se vedea cuvântul: „Locațiune”.  
Instrăinare, a se vedea cuvintele: „Donațiune”, „Vindere-cumpărare”.  
Interdicțiune 45, 73, 108.  
Intrebuințarea capitalului 131, 131 bis.  
Interrupere prescripției 82.  
Ipotecă 90, 162, 163, 164, 165, 176.  
Ipotecă legală 90, 162, 165.  
Jurământ 123.  
Justiție, a se vedea cuvântul: „Tribunal”.  
Legat 153.  
Limitativă enumerare 35.  
Locațiune 41, 50, 51, 52, 59.  
Locațiune de servicii 41, 54.  
Majori 1, 81, 137, 138.  
Mandat 56, 57, 92.  
Ministerul Public 118.  
Minorii 1, 2, 127, 137, 138.  
Mobile 140, 141, 142, 143, 166.  
Moștenire, a se vedea cuvântul: „Succesiune”.  
Nulitate, a se vedea cuvântul: „Anulare”.  
Obligațiune naturală 42, 43.  
Operațiune de bursă 7.  
Opoziție 75, 102, 103, 117.  
Opoziție la căsătorie 101.  
Ordine publică 162.  
Ordonanță prezidențială 109.  
Părât 96, 115.  
Parchet 118.  
Părinte 27 bis.  
Partaj 155, 156, 157.  
Parte civilă 119, 120.  
Pensiune alimentară 43.  
Pericol 6.  
Persoana incapabilului 38.  
Plată 58, 74, 130, 131 bis, 133, 134.  
Plata datoriilor 58.  
Pledare, a se vedea cuvintele: „Acțiune”, „Apel”, „Recurs”.  
Pluralitate de consilii judicari 23, 24, 25.  
Politice drepturi 26.  
Prescripție 81, 82, 144, 181.  
Proces, a se vedea cuvântul: „Acțiune”.  
Procuror 118.  
Prudență 22.  
Putere maritală 15, 19, 20, 21, 28, 30.  
Putere părintească 27 bis.  
Quasi-delicț 184.  
Radiere 164.  
Ratificare 2, 171, 172, 173 bis, 176.  
Reclamant 96.  
Recolte 53, 142.  
Recunoașterea unui copil natural 42.  
Recurs 97, 107, 113, 116.  
Reducțiune 51, 173.  
Rêféré 109.  
Refuz 32, 33, 34, 72, 73, 83-88, 93, 103, 115.  
Regim matrimonial 3.  
Rente 52.  
Renunțare 144.  
Reparațiuni 55.  
Responsabilitate 85, 91, 92, 93, 94, 131, 131 bis.  
Restituire 129, 177, 178.  
Revocare 104, 105.  
Ridicarea incapacității 106.  
Risipă 2, 3, 4, 6, 7, 8.  
Scadență 58, 132, 133, 136.  
Schimb 149.  
Servitori 54.  
Servitute 147.  
Stăbire de minte 4, 5, 36.  
Societate anonimă 64.  
Societate comercială 62, 63, 64.  
Socoteli 89, 137, 138.  
Stare civilă 108.  
Statut personal 185, 186, 187, 18, 189, 190.  
Străini 185, 187, 188, 189, 190.  
Succesiune 151, 152, 153, 154.  
Suverană apreciere 8, 86, 91, 105.  
Teatral angajament 41.  
Termin 117.  
Testament 11, 47, 48, 153.  
Tranzacție 121, 124, 125, 126, 127.  
Tribunal 8-12, 17, 18, 19, 22-25, 32, 33, 34, 36, 37, 80, 83, 84, 86, 87, 88, 91, 103, 105.  
Tutor 46, 137, 138.  
Urgență 109.  
Uzfruct 147.  
Uzul rațiunii 148, 179.  
Venituri 6, 52, 55, 58, 100, 124, 132, 133, 136.  
Vindere-cumpărare 53, 139, 140, 141, 142, 143, 150.  
Violență 168, 175.

1) In art. francez 513, corespunzător lipsesc ultimele cuvinte: „O asemenea oprire se va publica..”



## Doctrină.

1. Nu numai majorii pot fi puși sub consiliu judiciar, ci și minorii. (Demolombe, VIII, No. 443, 696; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 864; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 250; Suppl., Interdiction, No. 196; Laurent, V, No. 345; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 937; Planiol et Ripert, I, No. 733; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85, nota 3, p. 88, 89).
2. Necesitatea instituirii consiliului judiciar pentru minorii, există mai ales pentru minorii emancipați și pentru minorii neemancipați, cari sunt aproape de ajungerea lor la majoritate, pentru a fi împedecați să risipească averea lor când vor deveni majori sau să ratifice convențiunile desavantajoase și ruinătoare pentru ei, ce le-au încheiat în timpul minorității lor. (Demolombe, VIII, No. 443, 444, 696; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, nota 9, p. 864; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 196; Laurent, V, No. 345; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 937; Planiol et Ripert, I, No. 733, p. 765, nota 4; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 88, 89).
3. Măsura instituirii unui consiliu judiciar, pentru cauze de risipă, poate fi luată și pentru o femeie măritată, oricare ar fi regimul său matrimonial. (Demolombe, VIII, No. 697; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 865; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 252; Suppl., Interdiction, No. 197; Laurent, V, No. 346; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 938; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2115; Planiol et Ripert, I, No. 733; Colin et Capitant, I, p. 604; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 88, 89).
4. Singurele cauze pentru cari legea permite a se numi un consiliu judiciar sunt: slăbirea de minte și risipa. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1324; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 252; Suppl., Interdiction, No. 191, 194; Planiol et Ripert, I, No. 729 urm.).
5. Numirea unui consiliu judiciar pentru slăbiciune de minte este autorizată de art. 499 c. civ. fr. (445 c. civ. rom.). (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1284, 1285, 1324; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 191; Planiol et Ripert, I, No. 731; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 82 urm.).
6. Pentru ca să existe din partea unei persoane risipa care să motiveze punerea sub consiliu judiciar, trebuie ca cheltuelile ce le face să fie superioare veniturilor sale și să pue în pericol întreaga sa avere de a fi risipită și apoi ca cheltuelile să fie făcute cu risipă nebușească, determinată de capriciul și pasiunile sale. (Demolombe, VIII, No. 692, 693; Beudant, II, No. 983; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1324; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 254; Laurent, V, No. 341; Baudry et Chéneaux, IV, No. 932 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 730; Colin et Capitant, I, p. 604; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 87).
7. Nu poate fi considerat ca risipă și care să motiveze punerea sub consiliu judiciar, faptul unei persoane de a nu reuși în operațiuni, cum ar fi cele de bursă, de exemplu, cari au fost concepute după un plan inteligent. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 254; Planiol et Ripert, I, No. 730, p. 763, nota 5, in fine; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 88, nota 1).
8. Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă faptele unei persoane constituiesc cauze de risipă de natură a motiva punerea sub consiliu judiciar, de oarece risipa nu poate fi definită în mod riguros. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1324; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 257; Suppl., Interdiction, No. 195; Baudry et Chéneaux, IV, No. 933; Planiol et Ripert, I, No. 730; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 87, 88).
9. Consiliul judiciar va fi ales de către tribunal, iar nu de către consiliul de familie. (Demolombe, VIII, No. 698, 708; Beudant, II, No. 981; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 276; Suppl., Interdiction, No. 219; Laurent, V, No. 348; Baudry et Chéneaux, IV, No. 945; Planiol et Ripert, I, No. 737; Colin et Capitant, I, p. 603; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 82 nota 2, p. 89, 90).
10. Consiliul de familie poate să desemneze persoana pe care o crede în stare să asiste pe risipitor în calitate de consiliu judiciar, fără însă ca tribunalul să fie obligat să o numească. (Toullier, II, No. 1375; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 276).
11. De oarece consiliul judiciar este ales de către tribunal, el nu poate fi numit de către părintele supraviețuitor prin testament. (Demolombe, VIII, No. 698, 707, 708; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 276; Laurent, V, No. 348, 349; Baudry et Chéneaux, IV, No. 945; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 82, nota 2, p. 90, nota 1).
12. Deasemenea consiliul judiciar nu poate fi nici legitim. (Demolombe, VIII, No. 707, 708; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 276; Laurent, V, No. 348, 349; Baudry et Chéneaux, IV, No. 945; Planiol et Ripert, I, No. 737; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 82 nota 2, p. 90 nota 1).
13. Deasemenea consiliul judiciar nu poate fi nici dativ, ales de către consiliul de familie. (Demolombe, VIII, No. 707; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 276; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90 nota 1).
14. Femeea măritată, după o părere, poate fi numită consiliu judiciar a bărbatului său risipitor. (Rolland de Villargues, Répertoire du notariat, Conseil judiciaire, No. 19; Comp.: Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 219).
15. După altă părere, femeea nu poate fi numită consiliu judiciar a bărbatului său risipitor, de oarece el păstrând puterea maritală, nu se poate concepe cum

ar putea femeea să asiste pe bărbatul său la facerea actelor prevăzute de lege. (Demolombe, VIII, No. 698 bis; Laurent, V, No. 349; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 945; Planiol et Ripert, I, No. 737; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 48 nota 2, p. 90, 91).

**16.** Dacă o femeie nemăritată pusă sub consiliu judiciar se căsătorește, funcțiunea consiliului judiciar nu încetează de drept. (Laurent, V, No. 377; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 89, nota 3).

**17.** Bărbatul nu este de drept consiliu judiciar al femeii sale risipitoare sau slabă de minte, de oarece consiliul judiciar se numește totdeauna de către tribunal. (Demolombe, VIII, No. 698, 708; Laurent, V, No. 349; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 945; Planiol et Ripert, I, No. 737; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 46 nota 1, p. 89, 90).

**18.** Tribunalul are dreptul, cum va crede de cuviință, să numească consiliu judiciar al unei femei măritate pe bărbatul său, sau pe o persoană străină. (Demolombe, VIII, No. 697; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 865; Laurent, V, No. 346; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 938; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2115; Planiol et Ripert, I, No. 737; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 89).

**19.** Deși tribunalul este liber să aleagă orice persoană pentru a îndeplini funcțiunea de consiliu judiciar, totuși, pentru prestigiul căsătoriei și a puterii maritale, trebuie să numească pe bărbat ca consiliu judiciar al femeii sale risipitoare, cu preferință înaintea unui străin. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 278; Planiol et Ripert, I, No. 737).

**20.** În cazul când tribunalul numește unei femei măritate un consiliu judiciar străin iar nu pe bărbatul său, acesta păstrează puterea maritală în toate atribuțiile ei, consiliul având dreptul a o asista numai la facerea actelor prevăzute de lege. (Laurent, V, No. 356; Planiol et Ripert, I, No. 737; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90).

**21.** În cazul când tribunalul numește unei femei măritate risipitoare pe bărbatul său consiliu judiciar, acesta va exercita în același timp ambele autorități, adică puterea maritală și cea de consiliu judiciar. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90).

**22.** Pentru numirea ca consiliu judiciar se va alege o persoană prudentă și pricepută în afaceri. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 272).

**23.** După o părere, tribunalul nu poate numi unui risipitor mai mulți consilii judiciari; tribunalul ar putea să numească însă un al doilea consiliu judiciar pentru a asista pe risipitor în cazul când ar fi lipsă celalt consiliu judiciar. (Demolombe, VIII, No. 711; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, text și nota 2, p. 868; Daloz, Rép., Interdiction, No.

279; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2119; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 91, nota 1).

**24.** După altă părere, tribunalul are dreptul să numească unui risipitor mai mulți consilii judiciari. (Toullier, II, No. 1377; Taulier, Théorie raisonnée du Code civil, II, p. 132; Daloz, Rép., Interdiction, No. 279; Planiol et Ripert, I, No. 737, p. 768, nota 3).

**25.** După această din urmă părere, dacă tribunalul numește unui risipitor mai mulți consilii judiciari, el nu are dreptul să împartă între ei sarcinile funcțiunii lor. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 279).

**26.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, nu pierde exercițiul drepturilor sale civile, cetățenești și politice. (Demolombe, VIII, No. 718; Daloz, Rép., Interdiction, No. 289; Suppl., Interdiction, No. 227; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90 nota 2, p. 106).

**27.** Persoana pusă sub consiliu judiciar își conservă dreptul de a-și administra patrimoniul său. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1327; Planiol et Ripert, I, No. 729; Daloz, Rép., Interdiction, No. 289).

**27. bis.** Bărbatul pus sub consiliu judiciar păstrează puterea părintească asupra copiilor săi, cu toate atribuțiile sale. (Laurent, V, No. 357; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90 nota 2, p. 105).

**28.** Bărbatul pus sub consiliu judiciar, păstrează puterea maritală asupra femeii sale. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 229; Laurent, V, No. 357; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90 nota 2, p. 105).

**29.** Bărbatul pus sub consiliu judiciar, are dreptul să dea autorizație femeii sale pentru a face actele pe care le poate face el singur fără asistența consiliului său. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 229; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90, nota 2).

**30.** Când femeea măritată este pusă sub consiliu judiciar, bărbatul său păstrează intacte drepturile de putere maritală. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 230).

**31.** Femeea măritată pusă sub consiliu judiciar, are nevoie de autorizația bărbatului său pentru a face actele la care legea cere această autorizație; de asemenea, ea are nevoie și de asistența consiliului său pentru a face actele la care legea cere această asistență. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 230; Planiol et Ripert, I, No. 737; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90).

**32.** În cazul când bărbatul refuză a autoriza pe femeea sa, pusă sub consiliu judiciar, de a face un act, la care legea cere această autorizație, în acest caz ea, cu asistența consiliului, va cere autorizația dela tribunal. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 230; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90).

**33.** În cazul când consiliul judiciar refuză să asiste pe femeea măritată, pusă



sub consiliu judiciar, de a face un act, la care legea cere această asistență, ea cu autorizația bărbatului său, se va adresa tribunalului. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 230; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 90).

**34.** În acest caz, tribunalul sau va înlocui consiliul judiciar prin o altă persoană, sau va numi femeii măritate un consiliu judiciar ad hoc. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 230).

**35.** Efectele punerii sub consiliu judiciar cu privire la actele de gestiune ale risipitorului, trebuiesc limitate în marginile prevăzute de lege și numai pentru aceste acte, de oarece enumerarea făcută de lege este limitativă și nu poate fi întinsă la alte cazuri. (Toullier, II, No. 1378; Duranton, III, No. 799; Demolombe, VIII, No. 720; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 249, nota 7, p. 489; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1326; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 872; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 291; Suppl., Interdiction, No. 225; Laurent, V, No. 358; Huc, III, No. 544; Baudry et Chéneaux, IV, No. 958; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2124; Planiol et Ripert, I, No. 744, 746, 748; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 92, 103, 106).

**36.** Actele arătate de lege ca neputând fi făcute de risipitor fără asistența consiliului judiciar, el nu le poate face singur și tribunalele nu au dreptul să hotărască ca o parte din aceste acte să le poată face singur fără asistența consiliului luându-se în considerare gradul de slăbiciune de minte al risipitorului. (Demolombe, VIII, No. 720; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1326; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 249, nota 7, p. 489; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, text și nota 1 bis, p. 872; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 291; Suppl., Interdiction, No. 225; Huc, III, No. 544; Baudry et Chéneaux, IV, No. 958; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2124; Planiol et Ripert, I, No. 744, 746; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 92; Comp.: Laurent, V, No. 358).

**37.** Tribunalul și consiliul de familie nu pot interveni pentru a complecta capacitatea persoanelor puse sub consiliu judiciar. (Marcadé, art. 513; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, nota 2, p. 872; Laurent, V, No. 358, 371; Baudry et Chéneaux, IV, No. 956; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2141; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 103; Contra: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 285 bis, II).

**38.** Consiliul judiciar se înstitue asupra bunurilor, iar nu asupra persoanei incapacitului; de unde rezultă că acest consiliu nu are nici o autoritate asupra persoanei incapacitului. (Planiol et Ripert, I, No. 729, 763; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 104).

**39.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, își păstrează domiciliul său propriu, având libertatea să-l strămute ori unde va voi. (Beudant, II, No. 986; Laurent, V, No. 369; Planiol et Ripert, I, No. 763; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 104).

**40.** Persoana pusă sub consiliul judiciar are dreptul să se căsătorească fără asistența consiliului său. (Demolombe, III, No. 21; VIII, No. 718; Beudant, II, No. 998; Marcadé, Art. 458; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 877; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1327; Laurent V, No. 369; Huc, III, No. 554; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2140; Planiol et Ripert, I, No. 763; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 104).

**41.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul a-și angaja singur serviciile sale și a face un angajament teatral. (Planiol et Ripert, I, No. 763; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 104).

**42.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul singur să recunoască un copil natural, de oarece recunoașterea unui copil natural, constituie îndeplinirea unei obligațiuni naturale. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 877; Planiol et Ripert, I, No. 763; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 105).

**43.** De asemenea se poate obliga singur, fără asistența consiliului judiciar, la plata unei pensii alimentare față de copilul său natural, de oarece această convenție constituie îndeplinirea unei obligațiuni naturale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 105, nota 3; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 763).

**44.** De asemenea poate singur să adopteze sau să fie adoptat, de oarece legea nu-l declară incapabil de a face asemenea acte. (Demolombe, VIII, No. 718; Huc, III, No. 554; Baudry et Chéneaux, IV, No. 983; Planiol et Ripert, I, No. 763; Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 386; III, partea I, p. 105).

**45.** De asemenea poate face parte ca membru dintr'un consiliu de familie, chiar dacă acest consiliu de familie ar fi convocat pentru a-și da părerea asupra stării mintale a unei persoane ce se cere a fi pusă sub interdicțiune. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 105).

**46.** De asemenea, poate fi tutor, însă în acest caz va putea fi scutit pentru infirmitate gravă sau exclus pentru cauză de incapacitate. (Alexandresco, ed. 2-a, II, p. 649; III, partea I, p. 105, 106).

**47.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul să facă singur, fără asistența consiliului său, testament, de oarece dispozițiile testamentare care sunt revocabile nu constituiesc o înstrăinare actuală. (Toullier, II, No. 1379; Demolombe, VIII, No. 734, 735; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 285 bis, IV; Marcadé, Art. 513; Mourlon, I, No. 1327; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 879; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 298; Suppl., Interdiction, No. 251; Laurent, V, No. 366; XI, No. 111, 112; Planiol et Ripert, I, No. 765; Alexandresco, ed. 2-a, III, part. I, p. 109).

**48.** Dacă însă s'ar stabili că persoana pusă sub consiliu judiciar, în momentul când a făcut testamentul nu avea uzul rațiunii, el se va anula conform dreptului comun. (Laurent, XI, No. 111, 112;

Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 109, nota 2).

**49.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, are dreptul singură, fără asistența consiliului, să facă actele de administrație asupra averii sale. (Beudant, II, No. 986; Marcadé, Art. 513; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 257; Huc, III, No. 549; Baudry et Chéneaux, IV, No. 986; Planiol et Ripert, I, No. 729, 746, 764; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 101 nota, p. 106).

**50.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, poate închiria și arenda singură imobilele sale. (Demolombe, VIII, No. 743; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 300; Louage, No. 76; Suppl., Interdiction, No. 257; Laurent, V, No. 370; Planiol et Ripert, I, No. 764).

**51.** În privința închirierii și arendării imobilelor sale, persoana pusă sub consiliu judiciar, trebuie să se conformeze, cu privire la termenul de locațiune și a reînnoirii contractelor de locațiune, dispozițiilor articolelor 1429, 1430 și 1718 din codul civil francez (1268, 1269 și 1419 c. civ. rom.); închirierea sau arendarea făcută în disprețul acestor articole, nu este nulă, ci numai reductibilă la termenul prevăzut de lege. (Demolombe, VIII, No. 743; Dalloz, Rép., Interdiction No. 300; Louage, No. 59, 76; Suppl., Interdiction, No. 258; Laurent, V, No. 370; Troplong, Louage, I, No. 148; Baudry et Chéneaux, IV, No. 987; Planiol ed. 6-a, I, No. 2136; Planiol et Ripert, I, No. 760, 764; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 101 nota 1, p. 106 text și nota 5).

**52.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul singură, fără asistența consiliului judiciar, să încaseze veniturile, prețul locațiilor, veniturile rentelor, și să le întrebuințeze cum va crede de cuviință. (Demolombe, VIII, No. 743, 743 bis; Beudant, II, No. 986; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 874; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 300; Huc, III, No. 550; Baudry et Chéneaux, IV, No. 991; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 99, 107).

**53.** De asemenea risipitorul are dreptul singur să vândă fructele și recoltele, această vânzare fiind considerată ca un act de administrație. (Demolombe, VIII, No. 729; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 874; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 300; Baudry et Chéneaux, IV, No. 971; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2127; Planiol et Ripert, I, No. 764; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 100, nota 1; Contra: Laurent, V, No. 364).

**54.** De asemenea are dreptul singur să angajeze servitori pentru trebuințele sale. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 300; Louage, No. 77; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 107).

**55.** De asemenea are dreptul singur să facă reparațiuni de întreținere la imobilele sale în limita veniturilor sale, și chiar reparațiuni mari când ar fi necesare, putând să facă și îmbunătățiri la

imobilele sale. (Demolombe, VIII, No. 745, 746; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 300; Huc, III, No. 550; Baudry et Chéneaux, IV, No. 986; Planiol et Ripert, I, No. 764; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 107).

**56.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul pentru actele de administrație să dea mandat unui tert sau consiliului său judiciar, acestuia din urmă putându-i da chiar un mandat general. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 109).

**57.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate primi un mandat dela un tert fără asistența consiliului, din cauza acțiunii ce ar avea tertul în contra sa pentru neindeplinirea mandatului, și care deci ar putea constitui un act de înstrăinare. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 109, nota 4).

**58.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul să facă plata datoriilor ajunse la scadența cu banii ce-i are în mâinile sale, proveniți din venituri sau din capitaluri. (Paniol et Ripert, I, No. 766).

**59.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul singură să ia bunurile altuia cu chirie sau arendă. (Laurent, V, No. 363; Baudry et Chéneaux, IV, No. 990; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 104; Comp.: Demolombe, VIII, No. 749).

**60.** Dacă este admis că o persoană pusă sub consiliu judiciar poate face cu asistența consiliului său acte izolate de comerț, ea însă nu poate, nici chiar cu asistența consiliului său, să exercite în mod obicinuit un comerț, nici să dobândească calitatea de comerciant, nici să continue un comerț început înaintea incapacității sale. (Demolombe, VIII, No. 761; Laurent, V, No. 351; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, I, No. 218; Planiol et Ripert, I, No. 762; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 103).

**61.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, poate contracta în limita capacității sale, obligațiuni comerciale. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 262; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 103, nota 1).

**62.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, nu poate fi asociat într-o societate comercială în nume colectiv. (Demolombe, VIII, No. 761; Baudry et Chéneaux, IV, No. 948; Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 321; Planiol et Ripert, I, No. 762; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 103).

**63.** Persoana pusă sub consiliu judiciar poate fi asociat comanditar într-o societate comercială în comandită, cu condiția însă ca actul de societate să fie făcut cu asistența consiliului său. (Lyon-Caen et Renault, Traité de droit commercial, II, No. 471; Planiol et Ripert, I, No. 762).

**64.** De asemenea poate face parte dintr-o societate anonimă sau pe acțiuni;



(Planiol, et Ripert, I, No. 762; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 103, nota 2).

**65.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, nu poate să autorize pe soția sa să facă un comerț. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 103).

**66.** Consiliul judiciar trebuie să asiste pe risipitor la facerea fiecărui act și în orice afacere, de oarece asistența sa este specială și nu poate fi generală. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1328; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 263, 268; Planiol et Ripert, I, No. 739; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 110, 111).

**67.** Pentru ca asistența consiliului judiciar să fie valabilă, trebuie în principiu ca el să ia parte personal și direct la procedurile și actele ce le face risipitorul; el nu ar putea asista valabil pe risipitor printr'un act separat și sub forma de autorizație. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, p. 870; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 266; Comp.: Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1328; Planiol et Ripert, I, No. 739; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 110, 111).

**68.** Prezența consiliului judiciar este necesară pentru valabilitatea actelor judiciare ale risipitorului. (Demolombe, VIII, No. 753; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1328; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 301; Suppl., Interdiction, No. 266; Planiol et Ripert, I, No. 739).

**69.** Pentru actele extrajudiciare, după o părere, asistența personală a consiliului judiciar este necesară la facerea actelor și ea nu ar putea fi înlocuită printr'un act separat dat de consiliul judiciar. (Delvincourt, I, p. 321, nota; Laurent, V, No. 351; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 110, text și nota 2; Comp.: Demante et Colmet de Santerre, II, No. 285 bis VII; Marcadé, Art. 513; Baudry et Chéneaux, IV, No. 947 urm.).

**70.** După o altă părere, pentru valabilitatea actelor extra-judiciare făcute de risipitor, nu este absolut necesară prezența consiliului judiciar și asistența sa personală poate fi înlocuită printr'un act separat dat de consiliu înainte de facerea actelor sau concomitent și care să fie anexate la aceste acte și în care să se arate clauzele și condițiile principale ale acestor acte. (Toullier, II, No. 1380; Duranton, III, No. 806; Demolombe, VIII, No. 757; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1328; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, text și nota 8, p. 870; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 301; Suppl., Interdiction, No. 267; Planiol et Ripert, I, No. 739).

**71.** Consimțământul consiliului judiciar la facerea actelor de către risipitor, trebuie să aibă loc odată cu facerea actului; dacă el intervine posterior facerii actului, nu are nici o valoare. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1328; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 110).

**72.** Consiliul judiciar nu are dreptul să reprezinte pe risipitor; el nu se poate substitui risipitorului și să-l înlocuiască, în cazul când acesta nu voește să facă

un act, de oarece funcțiunea sa, după lege, este de a asista numai pe risipitor. (Toullier, II, No. 1382; Duranton, III, No. 769; Taulier, II, p. 133; Demolombe, VIII, No. 763; Beudant, II, No. 981; Marcadé, Art. 513; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1328; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, text și nota 4, p. 868; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 302; Suppl., Interdiction, No. 271; Laurent, V, No. 353; Huc, III, No. 544, 547; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2121; Planiol et Ripert, I, No. 739; Colin et Capitant, I, p. 605; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 95, 110, 111, 112).

**73.** Consiliul judiciar nu poate sili pe risipitor să facă un act, chiar dacă ar crede că este folositor acestuia; în cazul când risipitorul refuză să facă anumite acte și prin acest refuz încăpățânat i se aduce fie ruina sa, fie pagube considerabile, se poate cere punerea sa sub interdicțiune. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 304).

**74.** Consiliul judiciar nu are dreptul să primească o plată în numele risipitorului și fără consimțământul său. (Dalloz, Rép., Obligations, No. 1729).

**75.** S'a decis că consiliul judiciar are dreptul să atace cu opoziție și apel hotărârile pronunțate în contra risipitorului și în contra sa în calitate de consiliu judiciar al acestuia. (Demolombe, VIII, No. 764; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, p. 869, 870; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 303; Suppl., Interdiction, No. 272; Contra: Laurent, V, No. 353; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 95 text și nota 5, p. 111).

**76.** De asemenea s'a mai decis că consiliul judiciar are dreptul să atace cu acțiune în anulare, actele anulabile făcute de risipitor fără autorizația sa; în acest caz, consiliul judiciar va chema în cauză și pe risipitor. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 272; Planiol et Ripert, I, No. 768). Contra: Demolombe, VIII, No. 769; Beudant, II, No. 986; Aubry et Rau, I, § 139, nota 4, p. 869; Laurent, V, No. 353; Huc, III, No. 555; Baudry et Chéneaux, IV, No. 996 urm.; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2143; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 112, 115).

**77.** Funcțiunea consiliului judiciar este gratuită. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 91, nota 1).

**78.** Consiliul judiciar nu poate asista pe risipitor într'o afacere în care este personal interesat. (Demolombe, VIII, No. 759 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, p. 870; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 269; Baudry et Chéneaux, IV, No. 949; Planiol et Ripert, I, No. 740; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 91 nota 1, p. 111).

**79.** Când între consiliul judiciar și risipitor există interese contrare, risipitorul sau consiliul judiciar vor cere numirea unui consiliu judiciar ad hoc. (Demolombe, VIII, No. 741, 759 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, p. 870; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 269, 270;

Laurent, V, No. 211, 352; Baudry et Chéneaux, IV, No. 946, 949; Planiol et Ripert, I, No. 740; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 91 nota 1, p. 111).

**80.** Consiliul judiciar ad hoc va fi numit de către tribunalul domiciliului risipitorului. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 248; Planiol et Ripert, I, No. 740).

**81.** Prescripția curge în contra majorilor puși sub consiliu judiciar. (Duranton, XXI, No. 298; Demolombe, VIII, No. 765; Mourlon, III, No. 1896; Aubry et Rau, II, § 214; Troplong, Prescription, II, No. 741; Laurent, XXXIV, No. 53; Guillouard, Prescription, I, No. 154; Baudry et Tissier, Prescription, No. 423; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2702; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 112, text și nota 1).

**82.** Consiliul judiciar nu se poate substitui incapabilului și să întrerupă singur prescripția care ar curge în contra acestuia. (Demolombe, VIII, No. 765; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, p. 869).

**83.** În cazul când consiliul judiciar ar refuza să asiste pe risipitor, această asistență nu poate fi înlocuită prin autorizația tribunalului. (Demolombe, VIII, No. 762; Beudant, II, No. 989; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, p. 871; Daloz, Rép., Interdiction, No. 304; Suppl., Interdiction, No. 273; Laurent, V, No. 354; Hue, III, No. 544; Baudry et Chéneaux, IV, No. 951; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2122; Planiol et Ripert, I, No. 740; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 112; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 740).

**84.** În cazul când consiliul judiciar refuză să asiste pe risipitor, tribunalele vor aprecia dacă acest refuz este justificat și dacă vor găsi că motivele invocate de consiliul judiciar pentru a-și sprijini refuzul său nu sunt întemeiate sau legale, îl va înlocui prin alt consiliu sau va numi risipitorului un consiliu judiciar ad hoc. (Demolombe, VIII, No. 762; Beudant, L'état et la capacité des personnes, II, No. 989; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, nota 12, p. 871; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 273; Baudry et Chéneaux, IV, No. 951; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2122; Planiol et Ripert, I, No. 740; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 112).

**85.** După altă părere, în cazul când consiliul judiciar refuză a asista pe incapabil să facă un act, actul nu se va putea face, rămânând răspunzător consiliul de daunele cauzate, el putând fi acționat pe cale principală. (Laurent, V, No. 354).

**86.** Tribunalele apreciază în mod suveran motivele cari au determinat pe consiliul judiciar să refuze a asista pe incapabil să facă actul. (Baudry et Chéneaux, IV, No. 951; Planiol et Ripert, I, No. 740, p. 772, nota 1; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 112, 113).

**87.** În cazul când risipitorul cere numirea unui consiliu judiciar ad hoc, cererea sa ce o va introduce la tribunal,

nu trebuie să o facă cu asistența consiliului său judiciar. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 273).

**88.** Când risipitorul cere tribunalului numirea unui consiliu judiciar ad hoc, el trebuie să citeze și pe consiliul său judiciar, pentru ca acesta să-și justifice refuzul său de a asista pe risipitor. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 273).

**89.** Consiliul judiciar nu poate fi obligat să depue socoteli, de oarece funcțiunea sa este să asiste pe risipitor iar nu să administreze bunurile acestuia. (Beudant, II, No. 990; Daloz, Rép., Interdiction, No. 319; Suppl., Interdiction, No. 274; Baudry et Chéneaux, IV, No. 954; Planiol et Ripert, I, No. 741; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 113).

**90.** De oarece consiliul judiciar nu administrează bunurile risipitorului, el nu poate fi supus ipotecei legale. (Beudant, II, No. 990; Demante et Colmet de Santerre, IX, No. 82 bis, IV; Daloz, Rép., Interdiction, No. 380; Guillouard, Privilèges et hypothèques, II, No. 709; Baudry et Chéneaux, IV, No. 954; Baudry et Loynes, Privilèges et hypothèques, II, No. 1175; Planiol et Ripert, I, No. 739; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 113).

**91.** În ceea ce privește responsabilitatea consiliului judiciar, părerile sunt împărțite: după o părere, responsabilitatea consiliului judiciar, fiind o chestiune de fapt, ea va fi apreciată de tribunale, după împrejurări. (Demolombe, VIII, No. 779; Daloz, Rép., Interdiction, No. 319).

**92.** După o a doua părere, responsabilitatea consiliului judiciar este aceea a unui mandatar, așa încât el va răspunde de dol și de greșelile ce le va comite în exercitarea funcțiunii sale. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 274; Comp.: Toullier, II, No. 1377; Beudant, II, No. 990; Baudry et Chéneaux, IV, No. 953; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 113).

**93.** După a treia părere, consiliul judiciar va răspunde prin faptul că a asistat sau a refuzat asistența sa risipitorului pentru dol și pentru greșala gravă care este asimilată dolului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, nota 14, p. 871; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 274; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 741).

**94.** După a patra părere, responsabilitatea consiliului judiciar trebuie asimilată cu aceea a curatorului. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 274; Laurent, V, No. 194, 355).

**95.** Prin art. 499 și 513 din codul civ. fr. (445 și 458 c. civ. rom.), orice persoană pusă sub consiliu judiciar este oprită de a sta într'un proces fără asistența consiliului său judiciar; această prohibițiune este generală și absolută și se aplică în orice fel de contestațiuni fie mobiliare, fie imobiliare, fie de natură contencioasă, fie de natură grațioasă. (Demolombe, VIII, No. 723; Daloz, Rép., Interdiction, No. 292; Laurent, V, No. 361, 362;



Huc, III, No. 548; Baudry et Chéneaux, IV, No. 764; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2125; Planiol et Ripert, I, No. 749; Colin et Capitant, I, p. 607; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 93).

**96.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, nu poate sta într'un proces, fără asistența consiliului său judiciar, atât ca reclamant cât și ca pârât. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1326; Aubry et Rau, § 140, p. 873; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 292; Planiol et Ripert, I, No. 749; Colin et Capitant, I, p. 607; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 93).

**97.** Prezența consiliului judiciar într'un proces angajat cu risipitorul trebuie să fie permanentă și el trebuie să asiste pe risipitor în toate fazele procedurii procesului: în prima instanță, în apel sau în recurs. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 239; Planiol et Ripert, I, No. 749; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 93).

**98.** Risipitorul nu are dreptul să acheseze la o acțiune sau la o hotărâre fără asistența consiliului judiciar. (Aubry et Rau, e. 5-a, I, § 140, p. 873, 874; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 235; Laurent, V, No. 362; Baudry et Chéneaux, IV, No. 966; Planiol et Ripert, I, No. 756; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 94).

**99.** Risipitorul nu se poate dezista dela o acțiune fără asistența consiliului său judiciar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 873, 874; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 235; Laurent, V, No. 362; Baudry et Chéneaux, IV, No. 966; Planiol et Ripert, I, No. 756; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 94).

**100.** Chiar în acțiunile privitoare la veniturile sale, risipitorul nu poate pleda fără asistența consiliului său. (Beudant, II, No. 986; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 93).

**101.** Pentru a cere ridicarea unei opozițiuni la căsătoria sa, persoana pusă sub consiliu judiciar are nevoie de asistența consiliului său. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, nota 4, p. 873; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 234; Laurent, V, No. 361; Planiol et Ripert, I, No. 763).

**102.** După altă părere, însă, risipitorul ar putea face o cerere de ridicarea opoziției la căsătorie singur, însă este obligat ca la judecata cererii sale să cheme în instanță și pe consiliul său judiciar. (Demolombe, III, No. 22; VIII, No. 724).

**103.** În cazul când consiliul judiciar ar refuza să asiste pe risipitor la judecarea cererii de ridicarea opoziției la căsătoria sa, asistența consiliului nu poate fi înlocuită prin autorizația tribunalului. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 234).

**104.** Risipitorul nu are nevoie de asistența consiliului său judiciar când cere tribunalului revocarea acestuia sau numirea unui consiliu judiciar ad hoc. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 234; Planiol et Ripert, I, No. 749).

**105.** Tribunalul va aprecia în mod suveran dacă cererea risipitorului de revocarea consiliului său judiciar, sau de numirea unui consiliu judiciar ad hoc, este sau nu fundată. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 234).

**106.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu are nevoie de asistența consiliului judiciar pentru a cere ridicarea stării sale de incapacitate. (Demolombe, VIII, No. 774; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 236; Planiol et Ripert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 94, nota 1).

**107.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul singură fără asistența consiliului, să stea în judecată înaintea Curții de Apel și a Curții de Casație pentru a obține reformarea sentinței și deciziei prin care i s'a numit un consiliu judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 214; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 965; Planiol et Ripert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 94).

**108.** Chiar în acțiunile pur personale de stare civilă cum sunt acțiunile de divorț, acțiunea în anularea căsătoriei, acțiunea în interdicțiune, etc., persoana pusă sub consiliu judiciar, trebuie asistată de consiliul său. (Demolombe, VIII, No. 724, 724 bis; Beudant, II, No. 988; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 873; Laurent, V, No. 361; Baudry et Chéneaux, IV, No. 964, 983; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2125; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 94, 105; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 749, 763; Colin et Capitant, I, p. 607, 608).

**109.** În afacerile urgente, persoana pusă sub consiliul judiciar, poate face cerere de référé, fără asistența consiliului său. (Planiol et Ripert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 93, nota 3).

**110.** Risipitorul are dreptul să facă singur orice act de conservare a patrimoniului său, de natură să previe decăderile ce ar putea suferi. (Demolombe, VIII, No. 751; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 238; Laurent, V, No. 370; Huc, III, No. 550; Planiol et Ripert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 106).

**111.** Risipitorul are dreptul să facă singur apel în contra unei hotărâri pronunțată în contra sa, însă la judecarea apelului trebuie să fie asistat de consiliul său judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 238; Planiol et Ripert, I, No. 749).

**112.** După altă părere, apelul trebuie introdus de risipitor cu asistența consiliului judiciar pentru a putea fi valid. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 872, 873; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 93, nota 3).

**113.** Recursul în casație făcut de un risipitor fără asistența consiliului judiciar nu este valid de oarece recursul nu e un act de conservare. (Planiol et Ri-

pert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 93, nota 3).

**114.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, are nevoie de asistența consiliului său pentru a pleda înaintea oricărei instanțe. (Planiol et Ripert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 93).

**115.** Părâtul, care ar fi chemat în judecată de o persoană pusă sub consiliu judiciar, are dreptul să refuze a se judeca până ce acesta nu va fi asistat de consiliul său judiciar. (Huc, III, No. 546; Planiol et Ripert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 93, nota 4).

**116.** De și orice acțiune, apel sau recurs, trebuesc făcute de risipitor cu asistența consiliului judiciar, totuși, aceste acte făcute numai de risipitor sunt valabile, dacă consiliul intervine în cursul instanței. (Laurent, V, No. 362; Planiol et Ripert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 95, text și nota 4).

**117.** Termenul de opoziție, apel și recurs în contra hotărârilor pronunțate în afacerile în care a fost parte o persoană pusă sub consiliu judiciar, nu începe a curge decât din momentul în care se va fi comunicat hotărârea atât incapacității cât și consiliului judiciar. (Carré et Chauveau, Lois de la procédure, IV, question 1591; Huc, III, No. 546; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 96, nota 5).

**118.** Când o persoană pusă sub consiliu judiciar, este urmărită înaintea tribunalelor de represiune în urma cererii ministerului public, ea nu are nevoie de asistența consiliului judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 237; Baudry et Chéneau, IV, No. 965; Planiol et Ripert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 95).

**119.** Când însă o persoană pusă sub consiliu judiciar este urmărită înaintea tribunalelor de represiune în urma unei plângeri a părții civile, trebuește citat în instanță pe lângă risipitor și consiliul său judiciar, pentru a-l asista în ceea ce privește despăgubirile civile cerute. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 109, nota 9, p. 670; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 237; Chauveau Ad. et Faustin-Hélie, Théorie du Code pénal, I, No. 339; Contra: Demolombe, VIII, No. 802 urm.; Faustin-Hélie, Traité de l'instruction criminelle, VI, No. 2865; Planiol et Ripert, I, No. 749; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 95).

**120.** În cazul când într'o instanță penală, risipitorul se constituie parte civilă, el trebuește să fie asistat de consiliul său judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 237; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 95).

**121.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate face o tranzacție fără asistența consiliului judiciar. (Beudant, II, No. 986; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1326; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 293; Laurent, V, No. 363; Baudry et Chéneau, IV, No. 967; Planiol et Ripert, I, No. 751;

Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 96).

**122.** De asemenea risipitorul nu poate să facă un compromis fără asistența consiliului judiciar. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 873; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 242; Laurent, V, No. 363; Baudry et Chéneau, IV, No. 980; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2133; Planiol et Ripert, I, No. 756; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 96).

**123.** De asemenea risipitorul nu poate să defere sau să accepte un jurământ fără asistența consiliului judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 243; Baudry et Chéneau, IV, No. 821, nota 2; Planiol et Ripert, I, No. 756; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 94, nota 3).

**124.** Persoana pusă sub consiliu judiciar trebuește să aibă autorizația consiliului său, chiar pentru a face tranzacție cu privire la veniturile sale. (Beudant, II, No. 986; Laurent, V, No. 363; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 97).

**125.** De asemenea risipitorul trebuește să aibă autorizația consiliului judiciar pentru a face tranzacție privitoare la actele de administrație. (Baudry et Chéneau, IV, No. 967; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 96).

**126.** După altă părere, persoana pusă sub consiliu judiciar, are dreptul singură, fără asistența consiliului său, să facă tranzacție asupra actelor de pură administrație pe care le poate face singur. (Planiol et Ripert, I, No. 751).

**127.** Persoana minoră pusă sub consiliu judiciar, nu va putea face tranzacție decât îndeplinind formalitățile prevăzute de art. 467 c. civ. fr. (413 c. civ. rom.). (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 96).

**128.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu are dreptul ca fără asistența consiliului judiciar să facă un împrumut direct sau indirect, aparent sau deghizat. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1326; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 294; Suppl., Interdiction, No. 244; Laurent, V, No. 367; Baudry et Chéneau, IV, No. 968; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 97, 108).

**129.** În cazul când se anulează un împrumut contractat de un risipitor, fără asistența consiliului judiciar, el va trebui să restituie ceea ce i-a profitat. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 245; Laurent, V, No. 374; Baudry et Chéneau, IV, No. 968; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2129; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 97, nota).

**130.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate primi un capital și să dea chitanță de primire, fără asistența consiliului judiciar. (Demolombe, VIII, No. 726; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1326; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, text și nota 9, p. 874; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 513; Laurent, V, No. 368; Huc, III, No. 550; Baudry et Chéneau, IV, No. 969; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2130; Planiol et Ri-



pert, I, No. 755; Colin et Capitant, I, p. 607; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 98).

**131.** Consiliul judiciar are dreptul și obligația de a cere risipitorului ca să întrebuițeze capitalul primit în asistența sa, cu toate că legea nu o prevede în mod expres, căci altfel, scopul ei nu ar mai fi atins. (Demolombe, VIII, No. 726; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, nota 9, p. 874; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 295; Suppl., Interdiction, No. 247; Laurent, V, No. 368; Huc, III, No. 550; Baudry et Chéneaux, IV, No. 969; Planiol, ed. 6-a I, No. 2130; Planiol et Ripert, I, No. 739, 755, 759; Colin et Capitant, I, p. 607; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 98; Contra: Rolland de Villargues, Répertoire, Conseil judiciaire, No. 36).

**131 bis.** Terțul care a plătit capitalul în mâinile risipitorului cu asistența consiliului judiciar, nu este responsabil de întrebuițarea lui, de oarece el și-a îndeplinit obligația care îi incumbă după lege. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 98).

**132.** Persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul ca la scadență, să primească și să dispună singur de dobânzile și veniturile capitalului, oricât de însemnate ar fi, de oarece legea prevede asistența consiliului judiciar numai pentru primirea capitalului. (Demolombe, VIII, No. 743, 743 bis; Beudant, II, No. 986; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 874; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 295; Huc, III, No. 550; Baudry et Chéneaux, IV, No. 991; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 99).

**133.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, are nevoie de asistența consiliului său pentru a primi câștigurile prin anticipație, de oarece câștigurile neajunse la scadență, constituiesc un capital. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 99, nota 4).

**134.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, nu poate fără asistența consiliului său să primească chiar capitalurile formate din acumularea economiilor sale cari au fost capitalizate. (Planiol et Ripert, I, No. 755).

**135.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate de asemenea cesiona capitalul său fără asistența consiliului judiciar. (Demolombe, VIII, No. 727; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 285 bis III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 874; Huc, III, No. 550; Baudry et Chéneaux, IV, No. 967; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 98).

**136.** De asemenea risipitorul nu poate cesiona câștigurile sale, în total sau în parte, care nu ar fi ajuns la scadență. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 98).

**137.** Dacă un minor este pus sub consiliu judiciar, la ajungerea sa la majoritate, nu va putea primi singur socotelile tutelei dela fostul tutor, ci numai cu asistența consiliului judiciar. (Laurent, V, No. 370; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 98, 99).

**138.** În cazul când fostul tutor a fost numit consiliu judiciar al risipitorului, socotelile tutelei vor fi primite de el, la majoratul său, în asistența unui consiliu judiciar ad hoc. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 99).

**139.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate să înstrăineze nici direct, nici indirect, imobilele sale, fără asistența consiliului judiciar. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1326; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 296; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 99, 100; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 752; Colin et Capitant, I, p. 607).

**140.** În ceea ce privește bunurile mobiliare, după o părere, risipitorul poate vinde toate bunurile sale mobiliare corporale, fără distincțiune, singur, fără asistența consiliului judiciar, de oarece, prohibițiunea prevăzută de art. 513 c. civ. fr. (458 c. civ. rom.), este privitoare numai la înstrăinarea bunurilor imobiliare. (Marcadé, Art. 513; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 296; Nacu, I, p. 703).

**141.** După a doua părere, înstrăinarea bunurilor mobiliare ale risipitorului, și în special valorile mobiliare, care nu constituiesc un act de pură administrație, trebuiește făcută de risipitor, numai cu asistența consiliului judiciar. (Demolombe, VIII, No. 729; Beudant, II, No. 988; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 285 bis, III; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, nota 10, p. 874; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 249; Huc, III, No. 550; Baudry et Chéneaux, IV, No. 971; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2127; Planiol et Ripert, I, No. 752; Colin et Capitant, I, p. 607; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 100, text și nota 1).

**142.** După a treia părere, înstrăinarea bunurilor mobiliare ale risipitorului, de orice natură ar fi, chiar recoltele și alte mobile corporale, destinate prin natura lor să fie vândute, trebuiește făcută de risipitor numai cu asistența consiliului judiciar. (Laurent, V, No. 364).

**143.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate înstrăina valorile sale mobiliare, fără asistența consiliului judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 249; Aubry et Rau, I, § 140, p. 874; Planiol et Ripert, I, No. 752; Colin et Capitant, I, p. 607; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 100).

**144.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, nu poate renunța la drepturi imobiliare cum ar fi prescripția îndeplinită în favoarea lui, fără asistența consiliului judiciar, de oarece această renunțare echivalează cu o înstrăinare. (Demolombe, VIII, No. 733; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 297; Troplong, Prescription, I, No. 79; Baudry et Chéneaux, IV, No. 976; Planiol et Ripert, I, No. 752; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 102).

**145.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate înstrăina cu titlu gratuit bunurile sale, — donațiune de bunuri prezente sau donațiune de bunuri viitoare — fără asistența consiliului judi-

ciar. (Valette sur Proudhon. II, p. 568; Demolombe, VIII, No. 736, 737; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 285 bis, IV; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 874; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 298; Suppl., Interdiction, No. 251; Laurent, V, No. 366; Huc, III, No. 551; Baudry et Chéneaux, IV, No. 971, 972; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2127; Planiol et Ripert, I, No. 752; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 100).

**146.** După altă părere, persoana pusă sub consiliu judiciar, are nevoie de asistența consiliului numai pentru a face o donațiune de bunuri prezente, însă o donațiune de bunuri viitoare o poate face singură, fără nici o asistență. (Toullier, II, No. 1379; Duranton, III, No. 800; XIV, No. 15).

**147.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, nu poate fără asistența consiliului să constituie un drept real asupra imobilelor sale, cum ar fi un uzufruct, o servitute, etc., cari echivalează cu o înstrăinare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 875; Laurent, V, No. 364; Baudry et Chéneaux, IV, No. 975; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2132; Planiol et Ripert, I, No. 752; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 101, nota).

**148.** Donațiunea făcută de o persoană pusă sub consiliu judiciar cu asistența consiliului său, se va putea anula conform dreptului comun dacă se va stabili că în momentul facerii ei, incapabilul nu avea uzul rațiunei. (Duranton, VIII, No. 170; Laurent, XI, No. 111; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 101).

**149.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, nu poate face un schimb fără asistența consiliului său. (Planiol et Ripert, I, No. 752).

**150.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, poate face fără asistența consiliului judiciar numai acte de administrație. Orice alte acte, cari întrec limitele actelor de administrație, ca și actele de împrumut și înstrăinare, pot fi făcute de risipitor numai cu asistența consiliului judiciar, de oarece orice obligație contractată și care nu este un act de administrație, implică o înstrăinare. (Demolombe, VIII, No. 730; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 875; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 260, 261; Planiol et Ripert, I, No. 760; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 103 urm.; Contra: Laurent, V, No. 371).

**151.** Risipitorul, după o părere, are nevoie de asistența consiliului judiciar pentru a accepta o succesiune și un legat universal sau cu titlu universal. (Dalloz, Rép., Succession, No. 436; Suppl., Interdiction, No. 264; Baudry et Chéneaux, IV, No. 977; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2134; Planiol et Ripert, I, No. 757; Comp.: Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 876; ed. 4-a, VI, § 610, nota 20, p. 378).

**152.** După altă părere, risipitorul dacă este major, are dreptul singur, fără asistența consiliului judiciar să accepte

o succesiune și chiar fără s-o accepte sub beneficiu de inventar. (Laurent, V, No. 370; IX, No. 287; Huc, III, No. 553; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 108).

**153.** Risipitorul are dreptul să accepte singur o donațiune sau un legat particular, în cazul când sarcinile impuse nu sunt de natură a constitui o înstrăinare din partea sa. (Dalloz, Rép., Dispositions entre vifs et test. No. 1490; Baudry et Chéneaux, IV, No. 977; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 109).

**154.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate să renunțe la o succesiune decât cu asistența consiliului judiciar, de oarece renunțarea constituie o înstrăinare. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 876; Laurent, V, No. 370; Huc, III, No. 553; Baudry et Chéneaux, IV, No. 977; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2134; Planiol et Ripert, I, No. 757; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 108, nota 2).

**155.** Risipitorul are nevoie de asistența consiliului judiciar pentru a se judeca într'un proces de partaj. (Dalloz, Rép., Succession, No. 1602; Supplément, Succession, No. 1034; Planiol et Ripert, I, No. 758).

**156.** În ceea ce privește facerea unei împărțeli de bună voe, după părerea dominantă, risipitorul are nevoie de asistența consiliului judiciar. (Duranton, VII, No. 107; Demolombe, VIII, No. 733 bis; XV, No. 562; Demante et Colmet de Santerre, III, No. 144; Carré et Chauveau, Lois de la procédure, V, partea II, question 2507; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, nota 17, p. 876; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 295; Suppl., Interdiction, No. 265; Baudry et Chéneaux, IV, No. 979; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2135; Planiol et Ripert, I, No. 758).

**157.** După altă părere, risipitorul nu are nevoie de asistența consiliului judiciar pentru a face o împărțelă de bună voe, de oarece împărțelă este declarativă de drepturi și nu constituie o înstrăinare. (Rolland de Villargues, Partage de succession, No. 79; Duranton, VII, No. 127; Vazeille, Art. 817, No. 3; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 265; Laurent, V, No. 370; Huc, III, No. 553; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 108).

**158.** După părerea dominantă, persoana pusă sub consiliu judiciar, deși are dreptul să se căsătorească fără asistența consiliului judiciar, totuși, el nu poate încheia un contract de căsătorie, care ar cuprinde o înstrăinare, fără asistența consiliului său judiciar. (Valette sur Proudhon, II, p. 568; Demolombe, VIII, No. 739 urm.; Massé et Vergé sur Zachariae, IV, No. 635, nota 3; Marcadé, Art. 1398, No. 4; Demante et Colmet de Santerre, ed. 3-a, II, No. 285 bis V; VI, No. 15 bis, XIV; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1327; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 875; Laurent, V, No. 366; XXI, No. 40; Guillaud, Traité du contrat de



măriage, I, No. 321; Huc, III, No. 552; Baudry et Chéneaux, IV, No. 972, 973; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2137; Planiol et Ripert, I, No. 752; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 101).

**159.** După altă părere, de oarece persoana pusă sub consiliu judiciar are dreptul să se căsătorească fără asistența consiliului judiciar, are dreptul de asemenea fără asistență să facă și contractul de căsătorie, și cu această ocazie să facă singur orice donațiune viitorului său soț prin contractul de căsătorie. (Troplong, *Traité du contrat de mariage*, I, No. 97).

**160.** Persoana pusă sub consiliu judiciar, nu poate, fără asistența consiliului judiciar, să facă viitorului său soț donațiuni prin contractul de căsătorie, de oarece el nu are dreptul să înstrăineze averea sa fără asistența consiliului judiciar. (Demolombe, VIII, No. 736 urm.; Aubry et Rau, ed. 4-a, V, § 502, nota 12, p. 236; Laurent, V, No. 366; Huc, III, No. 552; Guillaouard, *Traité du contrat de mariage* I, No. 321; Baudry et Chéneaux, IV, No. 972, 973; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2137; Planiol et Ripert, I, No. 752; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 101).

**161.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate să-și înzestreze copiii fără asistența consiliului său. (Demolombe, VIII, No. 738; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 249, nota 15, p. 490; Aubry et Rau ed. 5-a, I, § 140, text și nota 15, p. 875; Laurent, V, No. 366; Huc, III, No. 552; Planiol et Ripert, I, No. 753; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 101, 102).

**162.** De și căsătoria risipitorului se face fără asistența consiliului judiciar, totuși, femeia va avea ipoteca legală asupra bunurilor soțului risipitor, de oarece această ipotecă este independentă de voința bărbatului și este instituită de lege într-un interes de ordine publică. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1327).

**163.** Persoana pusă sub consiliu judiciar poate ipoteca imobilele sale numai cu asistența consiliului judiciar și fără a fi nevoie și de autorizația consiliului de familie. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1326; Dalloz Rép. *Privilèges et hypothèques*, No. 1213; Planiol et Ripert, I, No. 753; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 102, 103).

**164.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate radia o ipotecă înscrisă asupra imobilelor sale fără asistența consiliului judiciar, care este îndestulătoare în acest caz. (Dalloz, Rép. *Privilèges et hypothèques*, No. 2674, 2679).

**165.** Prohibițiunea prevăzută de art. 513 c. civ. fr. (458 c. civ. rom.), în privința ipotecilor este privitoare numai la ipotecile consimțite de risipitor, iar nu și la cele legale sau judiciare, cari însă trebuiesc înscrise. (Mourlon, I, No. 1327; Dalloz, Rép. *Interdiction*, No. 299; Suppl., *Interdiction*, No. 256; Laurent,

V, No. 366; Planiol et Ripert, I, No. 753; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 102, nota 4).

**166.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate amaneta averea mobilă fără asistența consiliului său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 102, 103).

**167.** Persoana pusă sub consiliu judiciar nu poate da în anticheză un imobil al său fără asistența consiliului judiciar, de oarece anticheză cuprinde o înstrăinare a veniturilor imobilului. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 875; Dalloz, Rép. Suppl., *Interdiction*, No. 255; Laurent, V, No. 364; XXVIII, No. 532; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 101, nota).

**168.** Actele făcute de persoana pusă sub consiliu judiciar, în afară de cele prevăzute de art. 499 și 513 c. civ. fr. (445 și 458 c. civ. rom.), singură, fără asistența consiliului său, nu pot fi atacate decât pentru caz de eroare, dol sau violență, de oarece ea având capacitatea să facă aceste acte, în privința lor este asimilată cu un major. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 114).

**169.** Pentru toate actele contractate în limita capacității sale, persoana pusă sub consiliu judiciar, este obligată cu toate bunurile sale mobile și imobile. (Beudant, II, No. 988; Laurent, V, No. 371; Baudry et Chéneaux, IV, No. 993; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 107).

**170.** Actele făcute de o persoană pusă sub consiliu judiciar, fără asistența consiliului său, în cazul când legea prevede această asistență, sunt atinse de nulitate relativă, care potrivit dispozițiilor art. 1125 c. civ. fr. (952 c. civ. rom.), poate fi invocată numai de incapabil sau de moștenitorii sau reprezentanții săi. (Demolombe, VIII, No. 769; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1327; Beudant, II, No. 986; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 140, p. 879; Dalloz, Rép. Suppl., *Interdiction*, No. 281; Laurent, V, No. 374; Huc, III, No. 555; Baudry et Chéneaux, IV, No. 996; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2143; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 115).

**171.** Actele acestea pot fi ratificate de incapabil cu asistența consiliului său judiciar. (Demolombe, VIII, No. 759; Laurent, V, No. 374; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, p. 870; Baudry et Chéneaux, IV, No. 1000; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 97, 116).

**172.** Confirmarea poate avea loc și la desființarea consiliului judiciar, fie în mod expres, fie în mod tacit. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 97).

**173.** Obligațiile contractate de o persoană pusă sub consiliu judiciar, în limita capacității sale, nu sunt reducibile. art. 484 aliniatul 2 c. civ. fr. (430 aliniatul 2 c. civ. rom.), nefiind aplicabil în specie. (Beudant, II, No. 988; Laurent, V, No. 371; Baudry et Chéneaux, IV, No. 993; Planiol et Ripert, I, No. 761, 767;

Colin et Capitant, I, p. 609, 610; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 107; Contra: Huc, III, No. 549;

**173 bis.** Actele de procedură făcute în contra unei persoane pusă sub consiliu judiciar, într-o acțiune fără asistența consiliului său, fiind atinse de o nulitate relativă, această nulitate poate fi acoperită prin o ratificare ulterioară făcută de incapabil cu asistența consiliului său judiciar. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 240; Comp.: Demolombe, VIII, No. 759; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1328; Laurent, V, No. 374; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 97).

**174.** Când se va constata că persoana pusă sub consiliu judiciar, a făcut unul din actele prevăzute de art. 499 și 513 c. civ. fr. (445 și 458 c. civ. rom.), singură, fără asistența consiliului judiciar, în urma publicării hotărârii de punere sub consiliu judiciar, sancțiunea lipsei de asistență este anularea actului. (Beudant, II, No. 986; Laurent, V, No. 373; Baudry et Chéneaux, IV, No. 895; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2143; Planiol et Ripert, I, No. 767; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 115).

**175.** Când persoana pusă sub consiliu judiciar a făcut actele prevăzute de art. 499 și 513 c. civ. fr. (445 și 458 c. civ. rom.), cu asistența consiliului său, ea nu poate ataca aceste acte decât atunci când și un major le poate ataca, adică numai pentru caz de eroare, dol sau violență. (Demolombe, VIII, No. 776, 777; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, p. 871; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 114).

**176.** Actele solemne, cum sunt donațiunea, împărțeala, etc., făcute de o persoană pusă sub consiliu judiciar, fără asistența consiliului său, nu pot fi confirmate, ci trebuiesc refăcute cu formele legale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 117).

**177.** La anularea unui act făcut de către o persoană pusă sub consiliu judiciar fără asistența consiliului, incapabilul va fi obligat a restitui sumele ce i-ar fi folosit, de oarece nu se poate îmbogăți pe nedrept în dauna altuia. (Laurent, V, No. 374; Baudry et Chéneaux, IV, No. 968; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2129; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 117).

**178.** Dovada folosului tras de incapabil va trebui să fie făcută de partea care a contractat cu el. (Demolombe, XXIX, No. 174; Laurent, XIX, No. 70; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 117).

**179.** Actele făcute de o persoană pusă sub consiliu judiciar înainte de publicarea hotărârii de punere sub consiliu judiciar, și chiar în timpul judecării acțiunii, vor fi valide; ele vor putea fi anulate dacă se va dovedi că în momentul contractării, incapabilul era lipsit de uzul rațiunii, în acest caz actele vor fi inexistente pentru lipsă de consimțământ. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 117).

**180.** De asemenea actele vor putea fi anulate dacă se va dovedi că terții cu care a contractat incapabilul, cunoșteau starea sa și acțiunea de punere sub consiliu judiciar ce se intentase și au căutat să profite de slăbiciunea sa pentru a face iluzorii efectele hotărârii ce urma să se pronunțe, de oarece actele făcute în fraudă a legii sunt anulabile. (Toullier, II, No. 1383; Demolombe, VIII, No. 772; Laurent, V, No. 375; Planiol et Ripert, I, No. 745; Colin et Capitant, I, p. 611; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 117; Contra: Pothier, Obligations, II, No. 51; Beudant, II, No. 986; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 141, text și nota 28, p. 880; Huc, III, No. 556; Baudry et Chéneaux, IV, No. 836, nota 2).

**181.** Anularea actelor făcute de persoană pusă sub consiliu judiciar, fără asistența consiliului său, se prescrie prin trecere de zece ani care curge pentru incapabil dela publicarea hotărârii de desființare a incapacității, iar pentru moștenitorii săi, din momentul morții sale. (Demolombe, VIII, No. 766; Laurent, V, No. 374; Huc, III, No. 555; Baudry et Chéneaux, IV, No. 1001; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2143; Planiol et Ripert, I, No. 767; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 116).

**182.** Data actelor făcute de persoană pusă sub consiliu judiciar, înainte de incapacitatea sa, este opozabilă atât incapabilului cât și consiliului său judiciar, fără să fi devenit certă înainte de punerea sub consiliu judiciar. (Planiol et Ripert, I, No. 745).

**183.** Obligațiunile contractate de risipitor fără asistența consiliului judiciar, nu vor putea fi executate nici asupra imobilelor nici asupra capitalurilor sale. (Demolombe, VIII, No. 731; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 102, 116).

**184.** Obligațiunile persoanei pusă sub consiliu judiciar, cari rezultă din delictele și cuasi-delicturile sale, vor putea fi executate asupra întregii sale averi. (Demolombe, VIII, No. 732; Laurent, V, No. 372; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 102, nota 3).

**185.** Legile privitoare la interdicțiune și numirea unui consiliu judiciar, fiind privitoare la capacitatea persoanelor, atârnă de statutul personal. (Huc, III, No. 520; Planiol et Ripert, I, No. 742; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 122).

**186.** Francezul (Românul) interzis sau pus sub consiliu judiciar, va fi incapabil în orice țară s'ar duce și chiar în privința bunurilor sale aflate în străinătate. (Laurent, Droit civil international, VI, No. 72 urm.; Huc, III, No. 520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 122).

**187.** Străinul pus sub interdicțiune sau sub consiliu judiciar în țara sa, va fi incapabil și în Franța (România). (Laurent, Droit civil international, VI, No. 72 urm.; Huc, III, No. 520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 122).



**188.** Hotărârile tribunalelor străine de punere sub interdicție sau sub consiliu judiciar, își vor produce efectele lor, de și nu ar fi fost publicate în Franța (România) și nu ar fi fost investite cu formula executorie în această țară, de oarece investirea cu formula executorie este necesară numai atunci când hotărârea cuprinde o condamnare bănească și trebuie executată asupra bunurilor mobile sau imobile aflătoare în Franța (România). (Huc, III, No. 520; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 122).

**189.** Străinul vă putea fi pus sub interdicție sau sub consiliu judiciar în Franța (România) dacă statutul său personal o permite, de oarece el trebuie să se bucure de aceiași protecție de care se bucură și naționalii, atât în privința persoanei cât și a bunurilor sale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, part. I, p. 123, 124).

**190.** In ceea ce privește cauzele de interdicție sau de punere sub consiliu judiciar, ele vor fi apreciate după legea personală a străinului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 124, nota 1).

**191.** A se vedea: art. 204, 383, 445, 459 și 1523 din cod. civ. cu notele respective.

### Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

1. Pentru ca o cerere de punere sub consiliu judiciar să fie admisă, urmează

**Art. 459.** — Oprirea de a lucra fără asistența unui consiliu, va putea fi provocată de către acei ce au dreptul de a provoca interdicțiunea; cererea lor trebuie a fi cercetată și judecată tot în acelaș chip; această oprire nu se va putea desființa decât observându-se aceleași formalități. (Civ. 436 urm., 457, 458; Pr. civ. 254, 644 urm.; Civ. Fr. 514).

*Text. fr. Art. 514.* — La défense de procéder sans l'assistance d'un conseil peut être provoquée par ceux qui ont droit de demander l'interdiction; leur demande doit être instruite et jugée de la même manière.

Cette défense ne peut être levée qu'en observant les mêmes formalités.

### INDEX ALFABETIC (la doctrină)

Absență 20.	Competență 21, 22, 49, 50, 62.	Efecte 63.	Interrogator 25, 26, 27, 29, 30, 60.
Achiesare 11.	Compromis 11.	Explicații 26.	Ipotecă 36.
Administrator provizor 27, 28, 33.	Comunicare 42.	Facultate 44, 47.	Justiție, a se vedea cuvântul: „Tribunal“
Afni 7, 37, 39, 41.	Consiliu de familie 8, 24, 29, 30, 43, 60.	Femea măritată 3, 4, 19, 20, 58, 59.	Mandat 43, 44.
Aprecieri suverană 34.	Consiliu judiciar 1 urm.	Formalități 21, 60.	Martori 23, 31.
Atribuțiuni 43.	Convocare, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie“.	Gazeta oficială, a se vedea cuvântul: „Publicare“	Medici 32, 33.
Autorizație 3, 4, 8, 19, 20.	Daune 46, 48.	Hotărâre 31, 35, 36, 37, 42, 51, 53, 54, 55, 60, 62, 63.	Minister public 5, 6, 57.
Aviz, a se vedea cuvintele: „Consiliu de familie“.	Debitor 15.	Imprumut 36.	Minor 8, 18.
Bărbat 3, 4, 19, 20, 58.	Deces 12, 52.	Incapacitate 12, 45, 59.	Moarte 12, 52.
Capital 36.	Demisiune 12, 46, 49, 52.	Incetare din viață 12, 52.	Monitor oficial, a se vedea cuvântul: „Publicare“.
Capriciu 48.	Desființarea incapacității a se vedea cuvintele: „Ridicarea incapacității“.	Incetarea incapacității, a se vedea cuvintele: „Ridicarea incapacității“.	Motivare 23.
Căsătorie 59.	Domiciliu 22, 62.	Inlocuirea consiliului judiciar 12—16, 46, 49, 50.	Notificare 42.
Cheltuieli 26, 39, 40, 41.	Donațiune 36.	Instrăinare 36.	Opoziție 37.
Chitanță descărcătoare 36.	Dovezi 23.	Interdicțiune 6, 7, 21, 40, 41, 51.	Ordine publică 11, 45.
Citare 35.			Pără 17, 22, 25—27, 29—36, 38—40, 42, 61, 62.
Comisiune medicală 32, 33.			Parchet 5, 6, 57.
			Plată 36.
			Pledare 36.

Prejudiciu, a se vedea cuvântul: „Daune“.	Rude 1, 5, 6, 8, 13, 19, 20, 55.
Probe 23.	Sarcină obligatorie 41, 45.
Procedură 21.	Scuze 45.
Procuror 5, 6, 57.	Sedință publică 35, 60.
Prodig 26, 30, 33, 53, 54, 56.	Separatie de bunuri 2.
Provocarea punerii sub consiliu judiciar de insuși risipitorul 9, 10, 14.	Slăbire de minte 30, 32, 53, 54, 56.
Publicare 42, 60, 63.	Soți 1, 2, 5, 6, 13, 55.
Refuz 44, 45.	Suverană apreciere 34.
Responsabilitate 46, 48.	Termin 51.
Revocare 50.	Terțe persoane 15, 46.
Ridicarea incapacității	Tranzacție 11, 36.
34, 51—63.	Tribunal 3, 4, 20, 22, 24,— 27, 29—31, 34, 43, 47, 49—51, 62.
Risipitor 26, 30, 33, 53, 54, 56.	Tutor 8, 18, 43, 51.
	Vindere-cumpărare 36.

### Doctrină.

1. Din combinarea art. 514 și 490 c. civ. fr. (459 și 436 c. civ. rom.), rezultă că orice rudă precum și soțul pot cere punerea sub consiliu judiciar a unei persoane. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1325; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 261; Suppl., Interdiction, No. 200; Planiol et Ripert, I, No. 751; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85).

2. Soțul separat de bunuri de celalt sot, are dreptul să ceară punerea sub consiliu judiciar a acestuia. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 39).

3. Pentru ca femeea măritată să poată cere punerea sub consiliu judiciar a bărbatului său, trebuie să dobandească autorizația justiției. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 205).

4. Femeea măritată când cere punerea sub consiliu judiciar a bărbatului său nu are nevoie să ceară o autorizație de la justiție pe cale separată, ci poate face aceasta prin însăși cererea prin care provoacă punerea sub consiliu judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 205).

5. In cazul când o persoană slabă de minte sau risipitoare, nu are nici rude nici sot, după o părere, rezultă din dispozițiile art. 491 și 514 c. civ. fr. (437 și 459 c. civ. rom.), că ministerul public are dreptul să ceară punerea sub consiliu judiciar a acestei persoane. (Delvincourt, Art. 514; Demolombe, VIII, No. 703; Marcadé, Art. 514; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, nota 6, p. 863, 864; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 264; Suppl., Interdiction, No. 200; Laurent, V, No. 343; Baudry et Chéneaux, IV, No. 940 urm.; Planiol et Ripert, I, No. 731; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85).

6. De asemenea o terță persoana blic are dreptul să ceară numai punerea sub interdicțiune a unei persoane, iar nu și punerea sa sub consiliu judiciar. (Toullier, II, No. 1372, 1373; Duranton, III, No. 803).

7. Afinii nu au dreptul să ceară punerea sub consiliu judiciar a unei persoane, afinul lor, de oarece ei nu au dreptul să ceară nici punerea sa sub interdicțiune. (Dalloz, Rép., Suppl., Inter-

diction, No. 202; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85, nota 2).

8. Reprezentantul legal al unui minor, are dreptul să ceară în numele acestuia punerea sub consiliu judiciar a unei rude a minorului, fără autorizația consiliului de familie. (Demolombe, VIII, No. 703; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 286 bis, I; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 863; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 263; Suppl., Interdiction, No. 203; Laurent, V, No. 343; Baudry et Chéneaux, IV, No. 940; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85).

9. O persoană, după părerea dominantă, nu poate să ceară ea însăși punerea sa sub consiliu judiciar. (Valette sur Proudhon, II, p. 521; Duranton, III, No. 804; Demolombe, VIII, No. 474, 701, 702, 703 bis; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, nota 7, p. 864; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 266, 318; Suppl., Interdiction, No. 206; Laurent, V, No. 344; Baudry et Chéneaux, IV, No. 942; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2116; Planiol et Ripert, I, No. 731; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85).

10. După altă părere, o persoană are dreptul să ceară ea însăși punerea sa sub consiliu judiciar. (Toullier, II, No. 1373).

11. In materie de punere sub consiliu judiciar, nu sunt admisibile nici tranzacția, nici compromisul, nici achiesarea; orice convenție contrară este de nul efect, de oarece atinge ordinea publică. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 864; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 144, 145; Suppl., Interdiction, No. 112, 113; Laurent, V, No. 336; Planiol et Ripert, I, No. 734; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 85, 86).

12. In cazul când consiliul judiciar încetează din viață, demisionează sau devine incapabil de a-și îndeplini funcțiunea sa, el trebuie înlocuit. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 294; Planiol et Ripert, I, No. 747; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a III, partea I, p. 113, 114).

13. Orice persoană care are dreptul să ceară punerea sub consiliu judiciar, poate cere și înlocuirea consiliului judiciar. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 317; Suppl., Interdiction, No. 294).

14. De asemenea însăși persoana pusă sub consiliu judiciar, are dreptul să ceară înlocuirea consiliului judiciar. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 318; Suppl., Interdiction, No. 224, 294; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 114, nota 2).

15. De asemenea o terță persoană care ar voi să trateze cu risipitorul, cum ar fi un debitor care voește să se libereze, are dreptul să ceară înlocuirea consiliului judiciar. (Demolombe, VIII, No. 776; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, text și nota 19, p. 871; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 294; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 737).



**16.** De asemenea însăși consiliul judiciar care a demisionat, are dreptul a cere înlocuirea sa. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 224).

**17.** Cererea de punere sub consiliu judiciar trebuiește îndreptată în contra persoanei a cărei stare reclamă numirea unui consiliu judiciar. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 268; Suppl., Interdiction, No. 207).

**18.** În cazul când se cere punerea sub consiliu judiciar a unui minor, fi pus în cauză pe lângă acesta, și reprezentantul său legal. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 268; Suppl., Interdiction, No. 207).

**19.** În cazul când se cere punerea sub consiliu judiciar a unei femei măritate, de către o rudă a sa, va fi pus în cauză pe lângă aceasta, și bărbatul său, pentru a o autoriza să stea în instanță. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 269; Suppl., Interdiction, No. 208).

**20.** În cazul când se cere punerea sub consiliu judiciar a unei femei măritate de către o rudă a sa, și bărbatul său este absent, se va cere autorizația dela tribunal. (Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 208).

**21.** Din dispozițiile art. 514 c. civ. fr. (459 c. civ. rom), rezultă că toate regulele de procedură și de competență stabilite de lege pentru punerea sub interdicțiune își găsesc aplicațiunea și la numirea unui consiliu judiciar. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1325; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 209; Planiol et Ripert, I, No. 734; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 119).

**22.** Cererea de numirea unui consiliu judiciar va fi îndreptată la tribunalul civil al domiciliului pârâtului. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 271; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 118).

**23.** În cerere de numirea unui consiliu judiciar, trebuie arătate faptele cari motivează luarea acestei măsurii, precum și dovezile, și martorii. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1325; Daloz, Rép., Interdiction, No. 271; Laurent, V, No. 347; Planiol et Ripert, I, No. 730; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 118).

**24.** După primirea cererii de numirea unui consiliu judiciar, tribunalul va convoca consiliul de familie pentru a-și da părerea, consiliu din care nu pot face parte rudele cari au cerut punerea sub consiliu judiciar. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1325; Daloz, Rép., Interdiction, No. 271; Baudry et Chéneaux, IV, No. 943; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 118).

**25.** Tribunalul trebuie să ia un interogator pârâtului a cărui punere sub consiliu judiciar se cere. (Demolombe, VIII, No. 706; Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1325; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 248, p. 487; Marcadé, art. 514; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 865; Daloz, Rép., Interdiction, No. 271; Laurent, V, No. 347;

Baudry et Chéneaux, IV, No. 943; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 118).

**26.** Chiar în cazul când punerea sub consiliu judiciar se cere contra unui risipitor, el trebuiește a fi interogat pentru a da explicații asupra cheltuielilor sale cari formează motivul de punere sub consiliu judiciar. (Demolombe, VIII, No. 706; Massé et Vergé sur Zachariae, I, § 248, nota 8, p. 487; Marcadé, Art. 514; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, nota 12, p. 865; Laurent, V, No. 347; Baudry et Chéneaux, IV, No. 943; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 118, text și nota 4; Contra: Duvergier, sur Toullier, II, p. 303, nota b).

**27.** Tribunalul are dreptul ca după cel dintâi interogator să numească pârâtului un administrator provizor. (Demolombe, VIII, No. 772; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 865; Daloz, Rép., Interdiction, No. 271; Suppl., Interdiction, No. 213; Baudry et Chéneaux, IV, No. 944; Planiol et Ripert, I, No. 736; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 118).

**28.** Puteile administratorului provizor nu pot fi mai mari decât cele ale unui consiliu judiciar. (Demolombe, VIII, No. 772; Aubry et Rau, ed. 6-a, I, § 138, nota 11 bis, p. 865; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 213; Baudry et Chéneaux, IV, No. 944; Planiol et Ripert, I, No. 736; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 118).

**29.** Tribunalul nu poate hotări numirea unui consiliu judiciar, fără a cere avizul consiliului de familie și fără să fi luat interogatorul pârâtului, de oarece îndeplinirea acestor formalități, este indispensabilă. (Daloz, Rép., Interdiction, No. 273).

**30.** În cazul când avizul consiliului de familie și interogatorul ce s'a luat pârâtului și cari constituiesc formalități substanțiale, au fost privitoare la o cerere de numirea unui consiliu judiciar pentru caz de prodigalitate, tribunalul nu ar putea numi un consiliu judiciar pentru cauză de slăbire de minte. (Aubry et Rau, I, § 138, nota 4; Daloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 211; Planiol et Ripert, I, No. 735).

**31.** Înainte de pronunțarea hotărârii de punere sub consiliu judiciar, tribunalul are dreptul să ordone o cercetare cu martori. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 119).

**32.** În cazul când se cere punerea sub consiliu judiciar pentru cauză de slăbire de minte, va trebui numită o comisiune medicală care să-și dea părerea asupra stării pârâtului. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 119).

**33.** În cazul când se cere punerea sub consiliu judiciar a unui risipitor, nu este necesar avizul comisiunii medicale, de oarece în acest caz, pârâtul are uzul rațiunei sale. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 119).

**34.** Tribunalele vor aprecia în mod suveran dacă împrejurările justifică

sau nu desființarea incapacității persoanei pusă sub consiliu judiciar. (Planiol et Ripert, I, No. 747).

**35.** Hotărîrea de numirea unui consiliu judiciar trebuiește pronunțată în ședință publică, după ce se vor fi ascultat părțile, sau vor fi fost chemate în mod legal. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1325; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 271; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 119).

**36.** Prin hotărîrea de numirea unui consiliu judiciar se va ordona că pe viitor pârâtul nu va mai avea dreptul să pledeze, să facă tranzacțiuni, să se imprumute, să primească un capital și să dea chitanță de primire, să înstrăineze să ipotecheze averea sa fără asistența consiliului judiciar și tot odată se va numi și persoana consiliului judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 212).

**37.** Sentința de numirea unui consiliu judiciar este supusă opoziției și apelului conform dreptului comun. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 214; Comp.: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 120).

**38.** Apelul va fi introdus numai de pârâtul singur, chiar dacă i s'ar fi numit un consiliu judiciar provizor. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 214; Huc, III, No. 542; Baudry et Chéneaux, IV, No. 965; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 94).

**39.** Cheltuelile procesului trebuieșc suportate de către pârât în cazul când cererea a fost admisă. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 217).

**40.** Chiar în cazul când cererea a avut de obiect punerea sub interdicțiune și tribunalul a admis numirea unui consiliu judiciar, cheltuelile procesului trebuieșc suportate de către pârât. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 217).

**41.** În cazul când cererea a avut de obiect punerea sub interdicțiune și tribunalul a admis numirea unui consiliu judiciar și reclamantul declară aperi care se respinge, cheltuelile ocazionate cu judecarea apelului, vor fi suportate de apelant. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 217).

**42.** Din combinarea art. 501 și 515 c. civ. fr. (447 și 459 c. civ. rom.), rezultă că hotărîrea de numirea unui consiliu judiciar, trebuiește notificată în copie pârâtului și publicată în întregime, ca și hotărîrea de interdicțiune. (Mourlon, ed. 7-a, I, No. 1325; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 271; Suppl., Interdiction, No. 220; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 91, 92, 119).

**43.** Atribuțiunile consiliului judiciar sunt acele ale unui adevărat mandatar, de oarece el este numit de către tribunal, iar nu ca tutorii de către consiliul de familie. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 281; Planiol et Ripert, I, No. 737).

**44.** După o părere, consiliul judiciar nu poate fi obligat să primească această sarcină, de oarece legea nu arată că a-

ceastă sarcină este obligatorie și apoi aceeași funcțiune fiind un mandat, nimeni nu poate fi obligat a primi un mandat fără voia sa. (Demolombe, VIII, No. 710; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, text și nota 3, p. 868; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 281; Suppl., Interdiction, No. 221; Huc, III, No. 543; Baudry et Chéneaux, IV, No. 946; Planiol, ed. 6-a, I, No. 2120; Planiol et Ripert, I, No. 738).

**45.** După altă părere, sarcina de consiliu judiciar este obligatorie, de oarece numirea unui consiliu judiciar este o măsură de ordine publică, stabilită în interesul incapacibilului, așa încât persoana însărcinată cu această funcțiune nu o poate refuza; se vor aplica însă cauzele de incapacitate și scuză prevăzute de lege. (Taulier, II, p. 133; Demante et Colmet de Santerre, II, No. 285 bis, II; Laurent, V, No. 350; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 91, 114).

**46.** Consiliul judiciar, după numirea sa în funcțiune, după o părere, nu poate demisiona pur și simplu, așa încât până la primirea demisiei de către justiție și înlocuirea sa printr'un alt consiliu judiciar, el este răspunzător față de terți și de incapabil de daunele cauzate. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 222; Comp.: Planiol et Ripert, I, No. 738).

**47.** După altă părere, de oarece legea nu prevede nici o dispozițiune în această privință, tribunalul nu are dreptul să constrângă pe o persoană care este numită consiliu judiciar, de a păstra această sarcină când voeste să demisioneze. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, text și nota 3, p. 868, 871).

**48.** Dacă însă consiliul judiciar se demite din sarcina sa fără just motiv, numai din pur capriciu și în condițiuni cari cauzează un prejudiciu incapacibilului, el este ținut să răspundă de daunele cauzate. (Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, text și nota 3, p. 868).

**49.** Tribunalul competent să primească demisiunea consiliului judiciar și să-l înlocuiască prin o altă persoană, este acel care l-a numit. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 223; Planiol et Ripert, I, No. 737, 747; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 120, nota 2).

**50.** Tribunalul care a numit consiliul judiciar este competent să-l și revoace din funcțiunile sale. (Demolombe, VIII, No. 762; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 139, text și nota 12, p. 871; Planiol et Ripert, I, No. 737, 747; Comp.: Laurent, V, No. 354; Contra: Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 113).

**51.** Dispozițiile art. 508 c. civ. fr. (453 c. civ. rom.), privitoare la durata obligatorie pentru tutorii interzișilor de a păstra sarcina încredințată, sunt aplicabile și consiliului judiciar. (Dalloz, Rép., Interdiction, No. 282).

**51. bis.** Desființarea consiliului judiciar trebuiește pronunțată numai de tribunal prin hotărîre, ea nu poate avea loc de drept. (Demolombe, VIII, No. 697; Mour-



lon, ed. 7-a, I, No. 1325; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 867; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 316; Suppl., Interdiction, No. 293; Laurent, V, No. 377; Huc, III, No. 558; Baudry et Chéneaux, IV, No. 1003; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 121).

**52.** Decesul sau demisiunea persoanei numită consiliu judiciar, nu are nici o influență asupra incapacității risipitorului, care continuă și nu poate fi desființată din această cauză. (Demolombe, VIII, No. 776; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 316; Suppl., Interdiction, No. 293; Planiol et Ripert, I, No. 747; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 114).

**53.** Risipitorul și cel slab de minte au dreptul să ceară desființarea hotărârii de punere sub consiliu judiciar. (Demolombe, VIII, No. 774; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 312; Suppl., Interdiction, No. 290; Huc, III, No. 558; Baudry et Chéneaux, IV, No. 1003; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 94 nota 1, p. 121).

**54.** Risipitorul și cel slab de minte au dreptul să ceară singuri, fără asistența consiliului judiciar, desființarea hotărârii de punere sub consiliu judiciar. (Demolombe, VIII, No. 774; Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 290; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 94, nota 1, p. 121).

**55.** Orice persoană care are dreptul să ceară numirea unui consiliu judiciar, poate cere desființarea hotărârii prin care s'a luat această măsură. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 290; Planiol et Ripert, I, No. 747; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 121).

**56.** După altă părere, numai risipitorul are dreptul să ceară ridicarea incapacității sale. (Laurent, V, No. 378).

**57.** Ministerul public are dreptul să ceară desființarea consiliului judiciar (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 121).

**58.** O femeie măritată are dreptul să ceară desființarea consiliului judiciar, ce fusese numit bărbatului său. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 121).

**59.** Dacă o femeie pusă sub consiliu judiciar se mărită după pronunțarea incapacității sale, ea rămâne incapabilă până la ridicarea consiliului judiciar și publicarea hotărârii. (Demolombe, VIII, No. 697; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, p. 867; Laurent, V, No. 377; Huc, III, No. 558; Baudry et Chéneaux, IV, No. 1003; Planiol et Ripert, I, No. 730, 747; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 121).

**60.** Pentru desființarea consiliului judiciar se vor îndeplini aceleași formalități ca și la numirea consiliului judi-

ciar, adică: petițiunea, avizul consiliului de familie, interogatorul incapacitatului luat în camera de consiliu, pronunțarea hotărârii în ședință publică, publicarea hotărârii, etc. (Paniol et Ripert, I, No. 747; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 120).

**61.** Când cererea de ridicarea consiliului judiciar este formată de către incapabil, el nu trebuie să cheme nici o persoană în cauză, nici chiar pe consiliul judiciar. (Dalloz, Rép., Suppl., Interdiction, No. 291; Comp. Contra: Planiol et Ripert, I, No. 747)

**62.** Tribunalul competent să judece cererea de ridicarea consiliului judiciar, este acel al domiciliului incapacitatului din momentul cererii, iar nu acel care a pronunțat hotărârea de numirea consiliului judiciar. (Demolombe, VIII, No. 775; Aubry et Rau, ed. 5-a, I, § 138, text și nota 16, p. 867; Dalloz, Rép., Interdiction, No. 315; Suppl., Interdiction, No. 292; Laurent, V, No. 379; Huc, III, No. 558; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 120; Contra: Planiol et Ripert, I, No. 747).

**63.** Efectele hotărârii de desființare a consiliului judiciar vor începe a curge dela publicarea hotărârii în Monitorul Oficial sau prin Gazeta oficială a Curții de apel respective. (Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I, p. 120, text și nota 3).

**64.** A se vedea: art. 436-448 și 458 din codul civil cu notele respective.

## Jurisprudență

(continuare de la 1924 până la 1927)

**1.** Dacă copilul este major, el având liberul exercițiu al drepturilor sale, poate cere înființarea unui consiliu judiciar părintelui său, tocmai din cauza rudeniei de care vorbește art. 436 c. civ. însă dacă copilul este minor, de și pe baza aceleiași rudenii poate cere și el un asemenea consiliu, el neavând liberul exercițiu al drepturilor lui, urmează a fi reprezentat de o anumite persoană, orânduită potrivit dispozițiilor legit. și în nici un caz o asemenea acțiune nu poate fi exercitată de mama copilului fără o prealabilă orânduire legală, de oarece gestul ei ar aduce o gravă atingere autorității și puterii părintești a tatălui, care are sub îngrijirea sa pe minor și care până în momentul pronunțării justiției este socotit capabil. (Trib. Putna s. II. 137 din 4 Iunie 1925. Pand. Rom. 1926, III, 58, Curierul Judiciar No. 15 din 1926).

**Art. 460.** — Nici o hotărâre în materie de interdicțiune sau de numire de consiliu nu va putea fi dată, sau de tribunalul de prima instanță sau de curtea de apel, decât după ce ministerul

public își va pronunța concluziunile sale. (Civ. 435, 445, 457 urm.; Pr. civ. 80, 81, 644 urm.; Leg. 29 Oct. 77; Civ. Fr. 515).

*Text. fr. Art 515.* — Aucun jugement, en matière d'interdiction, ou de nomination de conseil, ne pourra être rendu, soit en première instance, soit en cause d'appel que sur les conclusions du ministère public.

#### Doctrină.

1. Nici o hotărîre nu poate fi pronunțată în materie de interdicțiune sau de consiliu judiciar, fie în primă instanță, fie în apel, decât după ce ministerul pu-

blic își pronunță concluziunile sale. (Mourlon, ed. 7-a, I. No. 1325; Alexandresco, ed. 2-a, III, partea I. p. 119).

2. A se vedea: art. 442 din codul civil cu notele respective.





## APENDICE.

### LEGE

PRIVITOARE LA

### ACTELE STĂRII CIVILE

Din 21 Februarie 1928, publicată în „Monitorul Oficial” No. 44 din 25 Februarie 1928.

#### Dispozițiuni generale.

*Art. 1.* — Starea civilă se dovedește prin actele întocmite în registrele păstrate de ofițerul stării civile. (Civ. Rom. 27 urm.; Civ. Elv. 39).

*Art. 2.* — Actele stării civile ale membrilor Familiei Domnitoare se întocmesc potrivit legilor speciale. (Legea din 4 Ianuarie 1926).

*Art. 3.* — Competința ofițerului stării civile este teritorială.

Ofițerul stării civile va primi declarațiuni de naștere și moarte și le va înscri în registrele stării civile; va primi declarațiunile de căsătorie, va proceda la facerea publicațiunilor și va celebra căsătoriile, înscriindu-le în registrele respective.

El nu va putea instrumenta în actele în cari ar figura ca parte declarant sau martor. (Civ. Rom. 22 urm., 41, 49 urm., 60 urm., 63 urm., 73 urm.).

*Art. 4.* — Registrele de născuți, căsătoriți și morți vor fi ținute anual, în dublu exemplar, și vor fi numerotate, șnuruite, parafate și sigilate de președintele tribunalului; registrele de buletine și de publicațiunile căsătoriilor vor fi ținute într'un singur exemplar. (Civ. Rom. 27, 28).

*Art. 5.* — Inregistrările se vor face de îndată în ambele exemplare ale registrului, în șir și în rubricile anume destinate.

Rubricile în cari nu s'a făcut vreo înregistrare se vor umplea prin linii. Ștersăturile, răsăturile, înscrierile prescurtate, scrierile peste rânduri sau între rubrici sunt oprite.

Indreptările ce ar urma să fie făcute înainte de semnarea actului, se vor trece în rubrica specială.

Mențiunile ulterioare se vor face în rubrica anume destinată. (Civ. Rom. 29, 35, 48, 86, 246, 304, 323; L. Ard. XXXVI/1904, art. 13).

*Art. 6.* — Înscrierile în registre se vor face în limba română și se vor ceti înfățișătorilor, iar în cazul când nu ar cunoaște-o se vor explica în limba ce cunosc. (Civ. Rom. 25, 27; L. Ard. XXXIII/1894, al. 1 final; L. Ard. XXXVI/1904, art. 12).

*Art. 7.* — Actele stării civile vor fi semnate de ofițerul stării civile și de persoanele ce se infățișează. Cauza care a împiedecat pe infățișători să semneze se va menționa. (Civ. Rom. 26).

*Art. 8.* — Actele stării civile cari nu sunt înregistrate pe temeiul unei declarațiuni verbale, vor arăta actul în baza căruia s'a făcut în-



scrierea. (Civ. Rom. 23, 41, 49, 64; L. Ard. XXXVI/1904, art. 12 final.)

*Art. 9.* — Ofițerul stării civile va trece în actele ce întocmește numai ceea ce trebuie declarat. (Civ. Rom. 22).

*Art. 10.* — Orice mențiune făcută pe un act de stare civilă, anterior înscris, va fi datată și semnată de ofițerul stării civile și va indica actul pe temeiul căruia a fost făcută. (Civ. Rom. 35, 48, 86, 246, 304, 323; L. Ard. XXXVI/1904, art. 12 final.)

*Art. 11.* — Orice schimbare în starea civilă, întemeiată pe un act de stare civilă, pe o hotărîre judecătorească, sau pe un alt act admis de lege, se va trece pe actul de naștere al persoanelor la care această schimbare se referă.

Mențiune de moartea unuia din soți se va face și pe actul de naștere al soțului supraviețuitor. (Civ. Rom. 35, 48, 86, 246, 304, 323; Civ. Elv. 47; L. Ard. XXXIII/1894, art. 72).

*Art. 12.* — Ofițerul stării civile, de câte ori persoana nu este născută în circumscripțiunea sa, va trimite o copie legalizată ofițerului stării civile unde se găsește înregistrată nașterea, pentru a face mențiunile prevăzute de articolul precedent. (Civ. Rom. 35; L. Ard. XXXIII/1894, art. 72).

*Art. 13.* — Orice rectificare a unui act de stare civilă se va menționa pe actul rectificat. (Civ. Rom. 35, 86).

*Art. 14.* — Grefierii instanțelor judecătorești sunt obligați ca, în termen de 15 zile de la rămânerea definitivă a unei hotărîri care aduce schimbări în starea civilă sau rectifică un act de stare civilă, să trimită o copie ofițerului stării civile care păstrează registrele în care este trecut actul de naștere al persoanei la care schimbarea se referă, sau unde actul rectificat este înregistrat.

În caz de desfacerea căsătoriei, trimiterea se va face ofițerului stării civile care a celebrat căsătoria. (Civ. Rom. 35, 86, 246; Civ. Fr. 101, mod. L. din 20 Noembrie 1919; L. Ard. XXXIII/1894, art. 67).

*Art. 15.* — Ofițerul stării civile va trimite, în termen de 30 zile, autorității care păstrează cel de al doilea exemplar al registrelor, copii de pe mențiunile făcute posterior pe exemplarul păstrat la starea civilă pentru a se face mențiune identică. (Civ. Rom. 35; L. Ard. XXXIII/1894, art. 15).

*Art. 16.* — Dosarele actelor stării civile vor fi șnuruite și sigilate de ofițerul stării civile și se vor conserva în arhiva oficiului. (Civ. Rom. 31).

*Art. 17.* — Registrele se vor încheia de ofițerul stării civile la sfârșitul fiecărui an.

La aceeaș dată, ofițerul stării civile va alcătui în dublu exemplar liste alfabetice de născuți, căsătoriți și morți. Unul din exemplare se va trimite spre păstrare grefei tribunalului. (Civ. Rom. 30; Fr. Decr. Martie 1910 și 27 Februarie 1913; L. Ard. XXXIII/1894, art. 20, al. ultim).

*Art. 18.* — Actul de stare civilă, înscris în registrele altui an decât acel în care faptul a avut loc, va fi trecut și în listele alfabetice anuale corespunzătoare anului când urmă să fie înscris.

*Art. 19.* — În comunele al căror teritoriu este împărțit între mai mulți ofițeri de stare civilă, aceștia vor trimite oficiului central, la începutul fiecărei luni, tabloul cuprinzând datele din registrul de nașterile, căsătoriile și morții, înscrise în lună precedentă.

*Art. 20.* — Ministerul public și judecătorul judecătoriei respective sau în cazul când sunt mai multe judecătorii, a acelei indicate de președintele tribunalului, vor controla registrele stării civile.

Aceeaș îndătorire o au și pretorii în comunele rurale. (Civ. Rom. 39; L. jud. oc. 56, 58 § 12; L. admin. 364).

*Art. 21.* — Unul din exemplarele registrelor de stare civilă va fi trimis tribunalului, cel mai târziu până la finele lunii Ianuarie, iar celalt exemplar se va păstra în arhiva primăriei. (Civ. Rom. 30, 31, 39).

*Art. 22.* — Actele stării civile trecute în registre sunt crezute până la înscrierea în fals, pentru tot ce ofițerul stării civile încredințează că a avut loc în prezența sa. (Civ. Rom. 22, 32; Civ. Ital. 363).

*Art. 23.* — Înscirierea sau rectificarea actelor de stare civilă, în temeiul unei hotărâri judecătorești, va fi opozabilă și terților; aceștia sunt însă în drept să facă dovada contrarie. (Civ. Rom. 33, 85).

*Art. 24.* — Actele stării civile încheiate de o persoană care exercită în mod public funcțiunea de ofițer al stării civile, dar a cărei calitate s'ar dovedi ulterior viciată, sunt valabile. (Civ. Rom. 41, 49, 63; Civ. Germ. 1319; L. Ard. XXXI/1894, art. 30, 42).

*Art. 25.* — Registrele stării civile sunt publice. Orice persoană va putea cere extracte din registre sau certificate constatând neînscirierea actului cerut.

Extractul va cuprinde cuvânt cu cuvânt textul actului trecut în registru cu toate mențiunile ulterior făcute, va purta în litere data liberării și va fi certificat de ofițerul stării civile.

Extractele fac aceeaș dovadă ca însăși registrele. (Civ. Rom. 32; Civ. Fr. 45, L. 9 August 1919; Civ. Ital. 362).

*Art. 26.* — Extractele nu pot fi liberate decât de ofițerul stării civile.

Dacă însă un act păstrat de acesta este pierdut sau nu se poate citi, atunci, până la refacerea lui, autoritatea la care se găsește al doilea exemplar va liberă extractul din registrele sale. (Civ. Rom. 32; L. Ard. XXXVI/1904, art. 16).

*Art. 27.* — Actele de stare civilă se redactează pe temeiul declarațiunii făcută în termen de cei desemnați de lege.

Ofițerul stării civile va putea înștiința pe cei obligați să facă declarațiuni, să se înfățișeze în termen înaintea lui spre a-și îndeplini îndatorirea legală și le va pune în acelaș timp în vedere sancțiunile legii.

Când părțile interesate nu sunt obligate a se înfățișa în persoană, ele vor putea fi reprezentate prin împuterniciți cu procură specială și autentică. (Civ. Rom. 22, 23; L. Ard. XXXIII/1894, art. 81).

*Art. 28.* Indată după înscrierea unei nașteri, căsătorii sau morți, ofițerul stării civile va înmâna fără altă cerere, declarantului sau părților, un buletin din registrul respectiv.

*Art. 29.* — Ofițerul stării civile are dreptul să se asigure de adevărul faptului declarat. (Civ. Rom. 41, 63; Elv. Ord. 25 Febr. 1910, art. 56).

*Art. 30.* — Dacă nașterea este declarată după termenul legal, sau moartea după înmormântare, sau dacă aceste evenimente nu au fost de loc declarate, ele nu se vor înscrie în registre decât în temeiul unei hotărâri judecătorești.

În aceste cazuri, ofițerul stării civile sau delegatul său va încheia un proces-verbal și îl va înainta Ministerului public, care în urma cercetărilor făcute va trimite lucrările împreună cu concluziunile sale tribunalului. (Civ. Rom. 94; Civ. Fr. 55 al 2, L. din 20 Noembrie 1919; Civ. Ital. 372, 392; L. Ard. XXXIII/1894, art. 18).

*Art. 31.* — Dacă de la data când actul trebuie să fie înscris și până la întocmirea procesului-verbal prevăzut de articolul precedent nu a trecut mai mult de șase luni, tribunalul se va pronunța, fără citarea părților, prin ordonanță prezidențială.

Trecut acest termen, tribunalul va cercetă de urgență cauza în camera de consiliu, cu citarea rudelor cele mai apropiate și direct in-



teresate ale celui neînscris, a celor obligați de lege a face declarațiunea și a ofițerului stării civile, față fiind și Ministerul public.

Citațiile se vor emite din oficiu.

Hotărîrea va indica datele necesare înscrierii. (Civ. Rom. 84; Pr. civ. Rom. 66 bis).

*Art. 32.* — În termen de 15 zile dela pronunțare, copie de pe dispozitiv se va afișa prin îngrijirea grefierului la ușa oficiului stării civile și la ușa tribunalului.

În cazul alineatului II al articolului precedent, prin îngrijirea grefierului, dispozitivul va fi publicat fără plată în „Monitorul Comunal” sau „Județean” și în lipsă în „Monitorul Oficial”.

*Art. 33.* — Oricine are interes va declara apel la tribunal. Termenul de apel în contra ordonanței prezidențiale sau a hotărîrii tribunalului va fi de 15 zile, socotit de la data ultimei afișări ori publicări.

Apelul se va judecă de urgență în camera de consiliu, cu citarea apelanților, a rudelor celor mai apropiate și direct interesate ale celui neînscris a celor obligați de lege să facă declarațiunea și a ofițerului stării civile, față fiind și Ministerul public. Apelul, în cazul primului alineat al articolului 31, se judecă de completul tribunalului, iar în cazul alineatului al doilea al aceluiaș articol, de Curtea de apel. (Civ. Rom. 40, 84; Pr. civ. Rom. 66 bis).

*Art. 34.* — Recursul se declară, la instanța care a hotărît în apel, în termen de 5 zile dela pronunțare și se judecă după aceeaș procedură ca și apelul.

Termenul de recurs suspendă executarea. (Pr. civ. Rom. 66 bis).

*Art. 35.* — Grefierul instanței înaintea căreia hotărîrea de înscriere a rămas definitivă, va trimite în termen de 30 zile o copie de pe hotărîre ofițerului stării civile unde înscrierea urmează a fi făcută. (Civ. Rom. 86).

*Art. 36.* — Ofițerul stării civile care refuză să săvârșească vreun act ce intră în atribuțiunile sale, își va motiva în scris refuzul și la cererea părții va înainta de îndată lucrările judecătorei, care va hotărî de urgență prin ordonanță cu drept de recurs în termen de 5 zile de la pronunțare.

Hotărîrea rămânând definitivă, grefa instanței va restitui de îndată lucrările ofițerului stării civile, alăturând și copia hotărîrii. (Pr. civ. Rom. 66 bis; L. Ard. XXXVI/1904, art. 17).

*Art. 37.* — Dispozițiunile privitoare la actele stării civile sunt teritoriale.

Actul de stare civilă are puterea doveditoare ce îi este recunoscută de legea sub imperiul căreia a fost încheiat. (Civ. Rom. 1, 2, 34, 152)

*Art. 38.* — Actele stării civile referitoare la români, încheiate în străinătate, se vor înscrie și în țară în registrele stării civile; cele de naștere, la oficiul stării civile al ultimului domiciliu al tatălui și în lipsă al mamei; cele de căsătorie, la oficiul stării civile al ultimului domiciliu al soțului; cele de moarte, la oficiul stării civile al ultimului domiciliu în țară al defunctului. Dacă aceste domiciliu sunt necunoscute, sau în străinătate, înscrierea se va face la oficiul stării civile a primului sector din Capitală.

Agenții diplomatici sau consulari, ofițeri ai stării civile, vor trimite oficiilor de stare civilă mai sus arătate extracte de pe actul înscris (Civ. Rom. 2, 34; Civ. Fr. 171; L. Ard. XXXIII/1894, art. 77).

*Art. 39.* — Toate termenele prevăzute în legea de față vor fi socotite pe zile libere (Pr. civ. Rom. 729; L. p. accel. jud. 50).

## Rectificarea actelor stării civile.

*Art. 40.* — Rectificarea sau complectarea actelor stării civile, dacă n'are ca urmare schimbarea statutului civil, va putea fi cerută de oricine are interes, precum și de Ministerul public când ordinea publică este interesată, (Civ. Rom. 62, 84; Civ. Fr. 99, L. din 20 Septembr. 1919).

*Art. 41.* — Cererea de rectificare sau completare se va adresa președintelui tribunalului locului unde actul se găsește trecut în registru și va fi însoțită de extractul actului ce urmează a se rectifica.

În cazul când cererea nu este făcută de Ministerul public, ea va trebui să-i fie comunicată.

Cererea de rectificare se va cerceta în camera de consiliu, de urgență, cu ascultarea părții ce cere rectificarea, a rudelor celor mai apropiate și direct interesate, a ofițerului stării civile, față fiind și Ministerul public.

Copie de pe ordonanța prezidentului se va afișa timp de 10 zile la ușa tribunalului și la oficiul stării civile respectiv.

Apelul se va declara de oricine are interes, la tribunal, în termen de 15 zile de la ultima afișare și se va judeca de urgență, în camera de consiliu, cu chemarea părților ce au figurat la prima instanță.

Recursul se declară în termen de 5 zile de la pronunțare. (Civ. Rom. 40, 84; Pr. civ. Rom. 66 bis; Civ. Fr. 99, L. din 20 Septembr. 1919).

## Reconstituirea registrelor stării civile.

*Art. 42.* — Dacă unul din exemplarele registrului s'a pierdut sau distrus în întregime, sau nu mai poate fi întrebuințat, după cererea Ministerului public, se înlocuește prin o copie de pe celălalt exemplar, certificată conform cu originalul de președintele tribunalului. (Civ. Rom. 32, 33, 1188; L. Ard. XXXIII/1894, art. 27 al 1).

*Art. 43.* — Dacă ambele exemplare ale registrului s'au pierdut sau au ajuns de neîntrebuințat, se vor reconstitui în elementele lor esențiale, după cererea Ministerului public, de către o comisiune alcătuită din doi membri dintre locuitorii comunei, sub președinția unui judecător, desemnați de Ministerul Justiției.

Unul din impiegații instanțelor judecătorești din circumscripția tribunalului, desemnat de președintele tribunalului, va îndeplini funcțiunea de secretar al comisiunii. (Civ. Rom. 33, 84; L. Fr. din 12 Februar 1872 și 15 Decembr. 1923).

*Art. 44.* — Ministerul public va publica în *Monitorul Oficial* și în ziarele ce apar în județ, lista registrelor de reconstituit, cu invitarea că orice autoritate sau particular va găsi, deține sau primi, cu orice titlu, un extract legalizat sau livret de familie, referitor la un act ce urmează a fi reconstituit, să le depună în termen de șase luni de la publicarea în *Monitorul Oficial* sau în o lună de la data când actul a ajuns în mâinile sale, fie la primărie, fie la grefa judecătoriei sau tribunalului reședinței sale, iar în străinătate la cancelaria legațiunilor sau consulatelor. (L. Fr. din 12 Februarie 1872 și 15 Decembrie 1923).

*Art. 45.* — Această depunere se va face în schimbul unei copii certificate pentru conformitate, dată pe hârtie liberă, care va servi drept dovadă de primire și va avea aceeaș putere doveditoare ca actul depus.

Autoritățile mai sus indicate, unde extractele sau actele au fost depuse, sunt datoare a le trimite comisiunii de reconstituirea registrelor, prin scrisoare recomandată. (Civ. Rom. 32, 33, 85, 1188; L. Fr. din 12 Februarie 1872 și 15 Decembrie 1923).



*Art. 46.* — Primarii comunelor ale căror registre urmează a fi reconstituite, vor întocmi și trimite comisiunii lista persoanelor ce locuiau în comună la epoca pentru care urmează a se reconstitui registrele și cari ar fi fost în situațiune de a determina încheerea unui act de stare civilă, arătând și reședința lor actuală, (L. Fr. din 12 Februarie 1872 și 15 Decembrie 1923).

*Art. 47.* — Lista se va publica prin îngrijirea președintelui comisiunii în modul prescris de art. 44, cu invitațiunea ca persoanele trecute în listă să se prezinte, în termen de un an de la publicare, la primăria locului reședinței lor, iar în străinătate la cancelaria legațiunilor sau consulatelor, și să arate cunoștințele ce au privitor la starea lor civilă, sau a membrilor familiei lor.

Cel ce face declarațiune va aduce orice acte justificative și va indica registrele ce ar putea permite controlul celor afirmate.

Declarațiunea va fi transmisă împreună cu actele ce o sprijină, prin scrisoare recomandată, comisiunii de reconstituire. (L. Fr. din 12 Februarie 1872 și 15 Decembrie 1923).

*Art. 48.* — Reconstituirea se va întemeia pe extractele legalizate ale actelor stării civile, pe registrele ținute de reprezentanții diferitelor culte și pe orice acte și registre ce ar putea conține substanța actelor stării civile, pe declarațiile celor interesați, precum și pe mărturiile terțelor persoane, ambele sprijinite pe actele invocate. (Civ. Rom. 1198; L. Fr. din 12 Februarie 1872 și 15 Decembrie 1923).

*Art. 49.* — Comisiunea se va pronunța prin hotărâri colective ce se vor afișa în termen de 3 zile dela pronunțare la oficiul stării civile.

În cazul neînscrierii în registre, partea interesată sau Ministerul public se va adresa tribunalului care va judecă potrivit dispozițiunilor aliniatului II al art. 31 și următoarele. (Pr. civ. Rom. 66 bis; L. Fr. din 12 Februarie 1872 și 15 Decembrie 1923).

*Art. 50.* — Intreaga procedură de reconstituire, precum și cea înaintea instanțelor de drept comun, în cazul articolului precedent, este scutită de timbru și se face din oficiu. (L. Fr. din 12 Februarie 1872 și 15 Decembrie 1923).

*Art. 51.* — Modul întocmirii nouilor registre, în baza datelor adunate de comisiune, se va stabili prin un regulament special. (L. Fr. din 12 Februarie 1872 și 15 Decembrie 1923).

*Art. 52.* — Actele reconstituite au puterea doveditoare ce legea recunoaște actelor stării civile.

Rectificările se vor face potrivit art. 41. (Civ. Rom. 33, 84, 85, 1188; Pr. civ. Rom. 66 bis; L. Fr. din 12 Februarie 1872 și 15 Decembrie 1923).

*Art. 53.* — Când nu vor fi existat registre sau se vor fi pierdut ori distrus în totul sau în parte, când registrele nu sunt regulat ținute sau actul invocat a fost omis, partea interesată dovedind mai întâi, prin orice mijloace, că din aceste împrejurări se găsește în imposibilitate de a produce copie de pe actul ce invoacă, va putea apoi stabili faptele de stare civilă prin mijloacele dreptului comun. (Civ. Rom. 33; Civ. Ital. 364 al. ultim).

*Art. 54.* — În cazurile prevăzute de articolul precedent, tribunalul, după cererea celor interesați sau a procurorului, va constata faptul stării civile și va ordona înscrierea în registre după datele stabilite.

Cererea va fi judecată de urgență *cu citarea rudelor* cele mai apropiate și direct interesate și *a ofițerului* stării civile, față fiind și Ministerul public.

Dispozițiunile art. 32 și următoarele se vor aplica și în acest caz. (Civ. Rom. 33, 35, 86; Pr. civ. Rom. 66 bis; Civ. Ital. 366 al. 1).

*Art. 55.* — Cererea se va judeca de tribunalul în circumscripțiunea căruia se află oficiul stării civile unde înregistrarea urmă să fi fost făcută. (Civ. Rom. 84).

### Despre actele de naștere.

*Art. 56.* — Declarațiunea de nașterea unui copil se va face verbal la ofițerul stării civile al locului în termen de 3 zile de la ușurarea femeii.

Declarantul sau va înfățișa certificatul de verificarea nașterii liberat de medic, moașă sau agent sanitar, sau va prezintă doi martori cari să confirme exactitatea faptului declarat. (Civ. Rom. 41, 42, 43).

*Art. 57.* — Sunt ținuți să declare nașterea tatăl, iar în caz de împiedicare a acestuia moașă, medicul, ori cine a fost de față, persoana în locuința căreia a avut loc nașterea și mama, de-î va fi cu putință. (Civ. Rom. 42; Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 59; L. Ard. XXXIII/1894, art. 35, litera f).

*Art. 58.* — Actul de naștere va cuprinde: data înregistrării, anul, luna, ziua și ora nașterii, sexul copilului, prenumele ce i se va da și confesiunea căreia va aparține; prenumele, numele, vârsta, profesiunea și domiciliul părinților; locul nașterii copilului când este deosebit de locuința părinților; mențiunea de verificarea nașterii. (Civ. Rom. 43; L. Ard. XXXVI/1904, art. 9).

*Art. 59.* — Nu vor putea fi întrebuințate ca prenume, numele de familie precum și cuvintele cari ar constitui o manifestare politică (L. Fr. din 11 Germinal, anul XI, art. 1).

*Art. 60.* — Înregistrarea gemenilor se va face pentru fiecare copil separat în ordinea nașterii. (L. Ard. XXXVI/1904, art. 9, al. ultim).

*Art. 61.* — Copiii născuți morți vor fi declarați în termen de 24 ore. Pe actul de naștere se va face mențiunea „născut mort”. (Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 53 al. 2, 63 al. 2; L. Ard. XXXVI/1904, art. 20).

*Art. 62.* — Numele tatălui unui copil nelegitim va fi înscris în registrul de nașteri, numai dacă declarațiunea a fost făcută de însăși tatăl sau împuternicitul său cu procură specială și autentică.

Numele mamei va fi în totdeauna declarat și *înscris în registre*. (Civ. Rom. 43, 304; Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 59; L. Ard. XXXIII/1894; L. Ard. XXXVI/1904, art. 9, al. penultim).

*Art. 63.* — Cel ce găsește un copil nou născut este dator să-l prezinte de îndată autorităților polițienești locale, cu vestmintele și efectele ce s'ar fi găsit asupra lui și să arate circumstanțele de timp și de loc în care a fost găsit.

Poliția va încheia proces-verbal constatator a circumstanțelor mai sus arătate și va face mențiune de tot ce poate ajuta la stabilirea identității, arătând instituțiunea sau persoana căreia copilul i-a fost încredințat.

În termen de două zile procesul-verbal va fi trimis ofițerului stării civile, care va da nume și prenume copilului, înscriindu-l în registre, iar un extract de pe actul de naștere va fi trimis din oficiu, în termen de trei zile, instituțiunii sau persoanei căreia copilul a fost încredințat.

Dacă ulterior se stabilește că nașterea copilului eră anterior înscrisă, cea de a doua înscriere va fi anulată prin ordonanță prezidențială. (Civ. Rom. 44; Pr. civ. Rom. 66 bis; Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 60, 61; L. Ard. XXXIII/1894, art. 40).

*Art. 64.* — Când nașterea va avea loc într'un spital, casă de sănătate, penitenciar, azil sau alte instituțiuni similare, directorii sau administratorii vor încunoștiința în scris pe ofițerul stării civile, indicând datele necesare înregistrării.



În baza acestei comunicări se va face înscrierea actului de naștere în registre. (Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 54 al. ultim, 55 al. ultim; L. Ard. XXXIII/1894, art. 37).

*Art. 65.* — În caz de naștere în timpul unei călătorii maritime, actul de naștere se va încheia în 24 ore de la ușurarea femeii, pe vasele militare de comandant, iar pe celelalte vase, de căpitan, patron sau cei ce îndeplinesc această funcțiune.

Dacă nașterea are loc în timpul opririi în port și debarcarea este cu neputință, sau portul fiind străin, nu se află agent diplomatic ori consular, actul va fi încheiat în aceleași condițiuni, făcându-se mențiune de circumstanțele mai sus arătate.

Actul va fi înscris la sfârșitul listei echipajului. (Civ. Rom. 45; Civ. Fr. 59, L. din 8 Iunie 1893 și 7 Februarie 1924).

*Art. 66.* — În cel dintâi port unde vasul se oprește, dacă portul este în țară, ofițerul care a instrumentat este dator să depună două copii de pe act căpitaniei portului sau autorității care o înlocuește, iar dacă portul este în străinătate, depunerea se face la consulatul român din cel mai apropiat port.

Unul din exemplarele actului depus va rămâne în arhiva acestor autorități, iar cel de al doilea va fi trimis spre înregistrare ofițerului stării civile al ultimului domiciliu în țară al tatălui, sau al mamei când tatăl nu e cunoscut; iar în lipsa domiciliului lor la oficiul stării civile al primului sector al Capitalei. (Civ. Rom. 46, 47; Civ. Fr. 60, L. din 8 Iunie 1893).

*Art. 67.* — Dacă nașterea are loc pe un vas fluvial, aeronavă sau în tren, declarațiunea nașterii trebuie să fie făcută de persoanele arătate de art. 57 la ofițerul stării civile al locului de debarcare. (Civ. Rom. 42).

### Despre actele de recunoașterea copiilor naturali.

*Art. 68.* — Actul de recunoaștere a copilului natural se va menționa de ofițerul stării civile, în rubrica de adnotări, a actului de naștere înscris în registru. (Civ. Rom. 48; Civ. Fr. 62; L. Ard. XXXIII/1894, art. 41).

*Art. 69.* — În cazul prevăzut de art. 66<sup>1)</sup>, declarațiunea de recunoașterea unui copil va putea fi primită de ofițerii instrumentari arătați în acel articol și cu formele acolo indicate.

Depunerea și transmiterea copiilor se va îndeplini potrivit dispozițiilor art. 66, cu deosebire că trimiterea se va face ofițerului stării civile al locului unde este înscris actul de naștere al celui recunoscut. (Civ. Rom. 45, 46, 47, 48; Civ. Fr. 62; L. din 8 Iunie 1893).

### Despre actele de căsătorie.

*Art. 70.* — Declarațiunea de căsătorie se va face de viitorii soți în persoană sau prin act autentic ori legalizat înaintea ofițerului stării civile al domiciliului sau reședinței unuia din ei. (Civ. Rom. 49; Civ. Fr. 166, L. din 21 Iunie 1907).

*Art. 71.* — Declarațiunea de căsătorie a viitorilor soți va cuprinde: numele, prenumele, vârsta, profesiunea, confesiunea și reședința lor; naționalitatea, locul nașterii, calitatea de necăsătoriți, văduvi sau divorțați; gradul de înrudire; numele, prenumele, profesiunea și domiciliul părinților precum și a persoanelor chemate să dea consimțământul.

Dacă viitorii soți au copii care prin efectul căsătoriei ar deveni

<sup>1)</sup> Legiuitorul a voit să facă trimiterea la art. 65 iar nu 66 cum s-a trecut din eroare; cauza este că în proiectul de lege, actualul articol 65, purta numărul 66, însă prin suprimarea unor articole din proiect cu ocazia discutării sale în Parlament, numerotația articolelor din proiect a suferit modificări.

legitimi, declarațiunea va mai cuprinde numele și prenumele acestora, locul și data nașterii lor; în cazul când o româncă se căsătorește cu un străin și declarațiunea acesteia dacă își păstrează naționalitatea de origină. (Civ. Rom. 49, 304; L. pentru dobândirea și perderea naționalității române, art. 36, 38; L. Ard. XXXIII/1894, art. 54).

*Art. 72.* — Ofițerul stării civile, primind cererea, va dispune facerea publicațiunilor în localitate, dacă viitorii soți locuiesc acolo de cel puțin trei luni, iar în caz contrariu, publicațiunile se vor face și în localitatea unde ei au avut ultimul domiciliu).

Dacă unul din viitorii soți este incapabil, publicațiunea se va face și la domiciliul celor chemați să dea consimțământul. (Civ. Rom. 49, 50, 60, 93, 131, 132, 133; Civ. Fr. 167, 168; L. din 21 Iunie 1907 și 9 August 1919; L. Belg. din 26 Decembrie 1891).

*Art. 73.* — Actul de publicațiunea căsătoriei va cuprinde data afișării, datele menționate în declarație și indicarea ca cei îndreptățiți, cari au cunoștință de lipsa oricărei din condițiunile de fond ale căsătoriei, să facă opoziție în termen de 10 zile de la data afișării.

Actul de publicațiune se afișează și va rămâne afișat la ușa casei comunale timp de 8 zile. (Civ. Rom. 49, 50; L. Ard. XXXIII/1894, art. 54).

*Art. 74.* — Pot face opoziție la căsătorie:

a) tatăl sau mama, bunii sau bunele, frații sau surorile, dacă sunt majori, în ordinea arătată, întemeindu-se pe neîndeplinirea ori căreia din condițiunile de fond ale căsătoriei;

b) autoritățile de protecție ale incapabililor, numai pentru motive de incapacitate;

c) persoana legată prin căsătorie cu unul din viitorii soți, dar numai pentru acest motiv;

d) ministerul public, în toate cazurile în cari ordinea publică este interesată. (Civ. Rom. 5, 127 urm., 153, 154, 155, 156).

*Art. 75.* — Opozițiunea va fi făcută în patru exemplare și prezentată personal sau prin împuternicit ofițerului stării civile care a efectuat publicațiunea; va arăta calitatea oponentului, motivele pe cari se întemeiază, precum și alegerea domiciliului la sediul judecătoriei competente să judece opoziția. (Civ. Rom. 52, 157; Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 78).

*Art. 76.* — După expirarea termenelor prevăzute pentru facerea opozițiilor, ofițerii stării civile cari au făcut afișările vor trimite, ofițerului stării civile care le-a ordonat, procesul-verbal constatator al afișării împreună cu opozițiile ivite și toate actele referitoare. (Civ. Rom. 55; Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 79).

*Art. 77.* — Ofițerul stării civile care a ordonat publicațiunile va înlătura opozițiile făcute peste termen, sau fără calitate.

În celelalte cazuri ofițerul stării civile, păstrând unul din exemplare, va trimite de îndată un exemplar judecătoriei circumscriptiei și fiecărui dintre viitorii soți. (Civ. Rom. 52, 54; Civ. Elv. 108 al. 3, 110 al. 1).

*Art. 78.* — Judecătoria citând părțile va hotărî în camera de consiliu, cu drept de recurs la tribunal în termen de 3 zile de la pronunțare. Recursul se va judeca cu precădere în termen de 5 zile.

Citațiile se vor emite din oficiu, scutite fiind de orice taxe sau timbre.

Dispozitivul hotărîrii rămase definitivă va fi trimis fără întârziere de grefierul instanței, ofițerului stării civile care a ordonat publicarea. (Civ. Rom. 53, 54, 158, 159, 160).

*Art. 79.* — Ofițerul stării civile va încheia un proces-verbal în registrul de publicațiuni care va cuprinde, pe lângă datele menționate



în declarație, data și locul în care s'au făcut publicațiunile, constatarea că termenele legale au fost respectate și mențiune de opozițiunile primite, de înlăturarea, respingerea sau retragerea lor. (Civ. Rom. 49, 53).

*Art. 80.* — Ofițerul stării civile la care s'a făcut declarația de căsătorie sau cel competente, potrivit art. 70, va primi declarațiunile, va procede la celebrarea ei, după expirarea termenului prevăzut pentru facerea opozițiilor,—dacă nu sunt opoziții, sau dacă cele făcute au fost înlăturate, retrase sau respinse.

De nu se va fi celebrat căsătoria în termen de un an de la data declarațiunii prevăzută de art. 70, declarațiunea și toate celelalte acte rămân fără efect. (Civ. Rom. 50, 51, 54, 55, 60, 61, 152; Civ. Elv. 113; Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 85 al. 2).

*Art. 81.* — Pentru motive grave, procurorul tribunalului locului unde se găsește viitorii soți poate se acorde dispense de publicațiuni sau de orice termen.

În străinătate aceste dispense vor fi acordate de agentul diplomatic sau consular ce urmează a celebra căsătoria.

Dispensa este valabilă 15 zile. (Civ. Fr. 169, L. din 21 Iunie 1907; L. Ard. XXXI/1894, art. 36).

*Art. 82.* — Românul se va putea căsători în străinătate, fie înaintea agenților diplomatici sau consulari, și în acest caz forma căsătoriei va fi supusă legii române; fie la ofițerul stării civile al locului, potrivit formelor prevăzute de legea străină. (Civ. Rom. 2, 34, 152; L. pentru reorganizarea Minist. Afacerilor străine din 13 Februarie 1894, art. 23).

*Art. 83.* — Căsătoriile celebrate în străinătate înaintea agenților diplomatici sau consulari vor fi precedate de publicațiuni făcute în conformitate cu art. 72—73 iar afișarea se va face la ușa legației sau consulatului.

Opozițiile vor fi judecate de judecătoria domiciliului soțului căruia i se face opunere la căsătorie, iar dacă domiciliul acestuia este în străinătate, de judecătoria I București. (Civ. Rom. 2, 152).

*Art. 84.* — Căsătoriile celebrate în străinătate înaintea autorităților competente a locului, nu vor avea nevoie de alte publicațiuni decât cele prevăzute de legea străină.

Românul însă va trebui să îndeplinească condițiunile de fond ale căsătoriei prevăzute de legea lui națională. (Civ. Rom. 2, 54, 152; Conv. Haga, 30 Mai 1902, ratificată 3 Iunie 1904, art. 1, 51).

*Art. 85.* — Înaintea ofițerului stării civile care celebrează căsătoria, viitorii soți trebuie să prezinte actele de naștere și de va fi cazul dispensele obținute, actele de deces ale ascendenților, dovada desfacerii căsătoriei prin moarte sau judecată, sau desființarea căsătoriei anterioare, convențiile matrimoniale, precum și orice acte prevăzute de legi speciale.

Când actele arătate mai sus se găsește înregistrate la ofițerul stării civile care urmează a celebra căsătoria, ele vor fi alăturate din oficiu la dosarul căsătoriei. (Civ. Rom. 55, 53, 61; Civ. Elv. 105, al. final; L. Ard. XXXIII/1894, art. 50, al. 2).

*Art. 86.* — Străinul care se căsătorește în România, înaintea autorităților țării, este supus legii române în tot ceea ce privește condițiunile de formă ale căsătoriei.

El va prezenta ofițerului stării civile un certificat liberat de legațiunea sau consulatul său, conținând dispozițiunile legii sale naționale cu privire la condițiunile de fond ale căsătoriei.

Acest certificat va putea fi eliberat și de Ministerul Afacerilor Străine român. (Civ. Rom. 2, 152; Conv. Haga, 30 Mai 1902, ratificată 3 Iunie 1904, art. 4).

*Art. 87.* — Când unul din viitorii soți dovedește imposibilitatea de a-și procura extracte, va putea dovedi data și locul nașterii lui sau decesul ascendenților, prin declarațiunea sub jurământ a doi martori, făcută la judecătorie sau înaintea ofițerului stării civile.

Procesul-verbal constatând aceste declarațiuni va fi semnat de martori sau va arăta cauza pentru care ei nu au semnat și va purta mențiunea că el va servi numai la căsătorie. (Civ. Rom. 56, 57; L. jud. oc. 50 al. 7; Civ. Ital. 80).

*Art. 88.* — Ofițerul stării civile, înaintea căruia viitorii soți vor să se căsătorească, va refuză celebrarea căsătoriei dacă va constata că nu sunt îndeplinite condițiunile de fond sau de formă ale căsătoriei.

În acest caz se va urmă conform art. 36. (Civ. Rom. 54; Civ. Elv. 114; L. Ard. XXXIII/1894, art. 60).

*Art. 89.* — Consimțământul persoanelor chemate să dea autorizarea la căsătorie poate fi verbal sau în scris. În acest din urmă caz el va fi dat în formă autentică sau printr'o declarațiune făcută înaintea ofițerului stării civile care a ordonat publicarea, ori al domiciliului sau reședinței persoanei ce autoriză.

El va cuprinde numele, prenumele, profesiunea și domiciliul viitorilor soți, al celor ce dau consimțământul, precum și calitatea lor.

Consimțământul dat nu mai poate fi retras. (Civ. Rom. 59, 131, 132, 133; Civ. Fr. 73 al. 2, L. din 28 Februarie 1922).

*Art. 90.* — Căsătoria se va celebra în public la casa comunală, față fiind viitorii soți împreună și în persoană și în prezența a doi martori majori.

Când unul din viitorii soți este împiedicat, din cauza unei boli grave, să se transporte la casa comunală, ofițerul stării civile, pe temeiul unui certificat medical, va putea oficia și în altă casă, lăsând însă publicului libertatea de a asista. (Civ. Rom. 61, 151; Civ. Fr. L. din 27 Octombrie 1919; Civ. Elv. 116, al. 1, 2; Civ. Germ. 1317; L. Ard. XXXI/1894, art. 37).

*Art. 91.* — Ofițerul stării civile examinând și găsimd că sunt îndeplinite formele legale, va luă declarațiunea martorilor pentru stabilirea condițiunilor ce nu sunt constatate prin acte, va luă consimțământul persoanelor chemate să autorize căsătoria, dacă el n'a fost dat prin act scris; apoi va întrebă pe rând pe viitorii soți dacă voesc să se căsătorească unul cu celălalt și la răspunsul lor afirmativ, va pronunță în numele legii unirea lor prin căsătorie. (Civ. Rom. 61; Civ. Elv. 117; L. Ard. XXXI/1894, art. 39).

*Art. 92.* — Actul de căsătorie se va redactă de îndată și va cuprinde: locul, anul, luna și ziua căsătoriei; prenumele, numele, vârsta, confesiunea, domiciliul, profesiunea noilor căsătoriți, precum și locul nașterii lor; prenumele și numele părinților; prenumele, numele și domiciliul martorilor; declarațiunile căsătoriților; consimțământul lor la căsătorie, precum și a persoanelor chemate să autorize căsătoria, cum și constatarea că ofițerul stării civile a declarat în numele legii unirea lor prin căsătorie. (Civ. Rom. 61, 62, L. Ard. XXXVI/1904, art. 10).

*Art. 93.* — În registrul de publicațiuni se va face mențiune de celebrarea căsătoriei.

Când căsătoria este celebrată de un alt ofițer al stării civile decât cel care a ordonat publicațiunile, un extract de pe actul de căsătorie va fi trimis în termen de 5 zile ofițerului stării civile unde publicațiunea este trecută spre a face mențiunea prescrisă mai sus.

*Art. 94.* — Binecuvântarea religioasă nu va putea să aibă loc decât



după înfățișarea actului constatator al săvârșirii căsătoriei. (Const. 23; Civ. Elv. 118 al. 2).

*Art. 95.* — Ofițerul stării civile va libera la cererea soțului un livret de familie, în care va înscrie căsătoria efectuată. În acest livret se va face la cererea soțului mențiune de orice schimbare în starea civilă a persoanelor cari alcătuiesc familia sa. (Fr. L. din 5 Aprilie 1884, art. 136).

### Despre actele de moarte.

*Art. 96.* — Incetarea din viață se va declara verbal ofițerului stării civile al locului, în termen de 24 ore de la moarte. (Civ. Rom. 66; L. Ard. XXXIII 1894, art. 68).

*Art. 97.* — Sunt de o potrivă îndatorați a declara moartea, membrii familiei, cei cari au fost față la încetarea din viață și vecinii.

Dispozițiunile art. 64 sunt aplicabile și în acest caz. (Civ. Rom. 64; Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 66; L. Ard. XXXIII/1894, art. 69).

*Art. 98.* — Persoana ce găsește un cadavru e obligată să anunțe de îndată autoritatea polițienească a locului. Când identificarea cadavruului s'a putut face, autoritatea polițienească va încheia proces-verbal, cuprinzând pe cât cu putință, indicațiunile necesare înscrierii și îl va trimite ofițerului stării civile competent, în termen de maximum 24 ore; când identitatea cadavruului nu poate fi stabilită, trimiterea procesului-verbal se va face tot în acelaș termen, urmând ca ofițerul stării civile să înregistreze moartea indicând semnalmentele cadavruului și mențiunile cele mai amănunțite ce i-au fost furnizate de autorități. (Civ. Rom. 67, 68; Elv. Ord. 25 Februarie 1910, art. 69).

*Art. 99.* — Certificatul de moarte încheiat de medic, sau de agentul însărcinat cu verificarea, se va prezenta ofițerului stării civile la declararea decesului. În caz când în comună nu s'ar găsi nici unul din acești funcționari, ofițerul stării civile se va asigura personal de adevărul faptului declarat. (Civ. Rom. 63; L. Ard. XXXIII/1894, art. 70 al 1).

*Art. 100.* — Actul de moarte va cuprinde data înregistrării, data morții (anul, luna, ziua și ora), prenumele, numele, vârsta, confesiunea, profesiunea, locul nașterii și domiciliul decedatului; prenumele și numele părinților decedatului, precum și ale soților, cu mențiune dacă acesta trăiește, a murit sau e divorțat; mențiune de verificarea morții. (Civ. Rom. 65; L. Ard. XXXVI/1904, art. 11).

*Art. 101.* — În caz de deces în timpul unei călătorii maritime și în circumstanțele prevăzute de art. 65, se va întocmi actul în 24 ore de ofițerii instrumentari desemnați în acel articol și după formele acolo arătate.

Depunerea copiilor se va efectua potrivit art. 66.

Actul se va trece în registrul stării civile al ultimului domiciliu al defunctului; iar dacă acest domiciliu este necunoscut sau în străinătate, la oficiul stării civile al primului sector al Capitalei. (Civ. Rom. 71, 72; Civ. Fr., L. 7 Februarie 1924).

*Art. 102.* — Dacă moartea are loc pe o aeronavă, un vas fluvial sau în tren, declarațiunea morții se va face la ofițerul stării civile al locului unde cadavru va fi depus.

*Art. 103.* — În mormântarea sau încinerarea se va putea face numai cu autorizarea ofițerului stării civile și după 36 ore de la încetarea din viață.

Când moartea a fost însă provocată de o boală infecțioasă, autorizarea se va putea da și înainte de expirarea acestui termen, după dispozițiunea sau avizul serviciului sanitar.

Când sunt bănueli asupra cauzelor morții, autorizațiunea de înmormântare sau incinerare nu se va putea da decât cu prealabila încuviințare a parchetului. (Civ. Rom. 63, 67, 68; Pr. p. Rom. 28; L. Ard. XXXIII/1894, art. 73).

### Despre actele stării civile întocmite în caz de mobilizare.

*Art. 104.* — Actele stării civile privind pe militari, marinari, și alte persoane urmând armata, vor fi încheiate în timp de mobilizare potrivit regulilor prescrise mai sus, cu excepțiunile din articolele următoare. (Civ. Rom. 73; Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 105.* — Ofițerii stării civile militari, competenți să instrumenteze în cazul prevăzut de articolul precedent, vor fi determinați prin decret regal. (Civ. Rom. 74; Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 106.* — Prin îngrijirea Ministerului de Răsboi, fiecare formațiune mobilizată va avea registre pentru trecerea actelor de naștere, căsătorie și moarte. Registrul va fi ținut într'un singur exemplar și va fi numerotat, șnuruit, sigilat și parafat de comandantul sau șeful unității ori formațiunii mobilizate pe lângă care funcționează ofițerul stării civile. (Civ. Rom. 75, 76; Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 107.* — În afară de mențiunile prescrise de art. 53, 92 și 100, actele stării civile privitoare la militari vor mai face mențiune de contingentul, numărul matricul și unitatea căreia aparține tatăl noului născut la actele de naștere, al soțului la actele de căsătorie, al defunctului la actele de moarte. (Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 108.* — Declarațiunea nașterii va fi făcută în zece zile de la ușurarea femeii. (Civ. Rom. 77; Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 109.* — În caz de căsătorie, ofițerul stării civile al unității căreia aparține viitorul soț, este competente să primească declarația, care se va aduce la cunoștință prin ordin de zi al unității pe lângă care funcționează ofițerul stării civile.

Căsătoria va putea fi celebrată numai după 25 zile de la trecerea în ordinul de zi.

Dispensa prevăzută de art. 81 va fi dată de comandantul unității imediat superioare celei pe lângă care funcționează ofițerul stării civile. (Civ. Rom. 79; Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 110.* — În caz de moarte într'un spital, ambulanță sau altă formațiune sanitară militară, administratorul sau șeful formațiunii va încheia proces-verbal constatând moartea; iar în caz de moarte în timpul luptei, sau înainte de a fi fost predat unei formațiuni sanitare, comandantul cel mai apropiat al unității, constatând moartea, va încheia proces verbal. În ambele cazuri, procesele-verbale vor cuprinde toate mențiunile necesare înregistrării.

Pe temeiul proceselor-verbale mai sus arătate, ofițerul stării civile militare va face trecerea în registru. (Civ. Rom. 81, 82; Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 111.* — Din cinci în cinci zile, ofițerul stării civile militare va trimite prin postă o copie a tuturor actelor înregistrate:

a) cei de la alte formațiuni decât cele sanitare, părții sedentare;



b) cei de la formațiunile sanitare, părții sedentare ale corpului din care face parte tatăl noului născut, soțul sau defunctul.

În caz când nu se va cunoaște corpul de trupă căruia aparține persoana, trimiterea se face Ministerului de Război, însoțită de toate indicațiunile cari ar putea duce la stabilirea unității căreia aparține. Ministerul stabilind unitatea va trimite copia părții sedentare.

Mențiune de această trimitere se va face pe fiecare act. (Civ. Rom. 78, 80, 81, 82; Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 112.* — În termen de 3 zile de la primirea copiilor, partea sedentară va completa datele rămase necomplete în act, servindu-se de foaia matriclă și va trimite extracte ofițerului stării civile al locului domiciliului tatălui, iar de este necunoscut acest loc, al mamei pentru actele de naștere, al domiciliului soțului pentru actele de căsătorie, al ultimului domiciliu al defunctului pentru actele de moarte.

Când domiciliul este în străinătate, trimiterea se va face oficiului stării civile al primului sector al Capitalei.

Ofițerul stării civile primind extractele, va înregistra actul în registrele sale. (Civ. Rom. 83; Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 113.* — Ofițerii stării civile prevăzuți de art. 105 sunt competenți să instrumenteze și în actele unde ar fi interesate persoane nemilitari, însă numai în cazul când funcționarea autorităților comunale nu ar mai putea fi asigurată, ca urmare a circumstanțelor provenind din starea de război. În acest caz, trecerea atribuțiunilor stării civile asupra ofițerilor stării civile militare, cât și încetarea acestor atribuțiuni, se va face prin deciziune ministerială a Ministerului Justiției, după intervenirea Ministerului de Interne, luându-se și avizul Ministerului de Război.

Partea sedentară, de îndată ce autoritățile comunale și-au reluat funcțiunile, va trimite extracte de pe actele stării civile ofițerului stării civile pe care cel militar l-a înlocuit, spre a se conforma ultimului alineat al articolului precedent. (Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

*Art. 114.* — Data încetării atribuțiunilor de ofițeri ai stării civile militare se va fixa prin deciziune ministerială; în cazul când o atare deciziune nu a intervenit, atribuțiunile lor încetează de drept, în ziua trecerii armatei pe picior de pace.

În ziua încetării atribuțiunilor, registrele vor fi încheiate și după verificare că s'au trimis extracte potrivit dispozițiunilor art. 111 se vor înainta Ministerului de Război pentru păstrare. (Civ. Fr. 93—98, L. din 8 Iunie 1893, 28 Februarie 1922 și 11 Decembrie 1924).

### Dispozițiuni penale.

*Art. 115.* — Abaterile de la dispozițiunile art. 3, alin. III, 4—19 inclusiv, 21, 25, 26, 28, 30, 32, 35, 36, 45, 56, 58, 60, 62, 63, alin. III, 64, 77, 91, 92, 93, 95, 106, ale funcționarilor acolo prevăzuți, vor fi urmărite înaintea judecătoreii și pedepsite cu amendă civilă de la 1000 la 3000 lei. (Civ. Rom. 36, 54; L. jud. oc. 51).

*Art. 116.* — Ofițerul stării civile care va liberă certificatul de efectuarea publicațiunilor înainte de respingerea opozițiunilor făcute, sau va celebra fără dovada efectuării publicațiunilor sau respingerii opozițiunilor sau fără consimțământul celor chemați de lege pentru autorizarea căsătoriei, sau având cunoștință de vreo împiedecare la căsătorie sau de lipsa vreunei condițiuni pentru validitatea ei, se va pedepsi după cere-

rea ministerului public sau persoanelor interesate cu închisoarea corecțională de la 6 luni la 2 ani și cu amendă penală de la 2000 la 5000 lei. (Civ. Rom. 36, 54).

*Art. 117.* — Orice persoană, obligată să facă declarațiunile prescrise de art. 47, 57, 63, 64, 97 și 98, care le va fi omis sau făcut peste termen, se va pedepsi cu amendă penală de la 500 la 1500 lei.

*Art. 118.* — Când declarațiunile referitoare la actele stării civile sunt făcute cu bună știință că nu corespund adevărului, când faptul nu cade sub o învinuire mai grea, se va pedepsi cu amendă penală de la 1000 la 3000 lei.

*Art. 119.* — Orice persoană particulară care cu știință a reținut un extract în contra celor arătate de art. 44 se va pedepsi cu amendă penală de la 1000 lei la 5000 lei.

*Art. 120.* — Oricine va ascunde, tăinuî, sustrage sau distruge vreun act de stare civilă arătat în art. 44, în scopul de a schimba sau suprima starea civilă a unei persoane, va fi pedepsit cu închisoare corecțională de la 1 an la 3 ani și cu amendă penală de la 5000 la 10000 lei.

Dacă actul ascuns, tănuit, sustras sau distrus, fără să modifice sau suprima starea civilă, are de urmare să schimbe ordinea de devoluțiune a unei succesiuni, pedeapsa va fi închisoarea de la 2 luni până la un an și amenda penală de la 1000 la 5000 lei.

Cu aceleași pedepse și după aceleași norme, se vor pedepsi și cei cari în scopul de a modifica sau suprima starea civilă a unei persoane vor fi făcut declarațiuni mincinoase, afară numai dacă legea penală nu prevede o pedeapsă mai mare.

*Art. 121.* — Când în urma unei hotărîri penale, exceptând pe cea pronunțată în materie de fals, va fi necesar a se face o rectificare, sau o înscriere în registrele stării civile, procurorul tribunalului va procedea potrivit dispozițiunilor alin. II al art. 31 și următoarele, art. 41, 53 și următoarele, înaintea instanțelor civile. (Civ. rom. 35).

*Art. 122.* — Preotul sau orice altă persoană îndreptățită la săvârșirea ceremoniei religioase, care va procedea la celebrarea actului religios fără să se fi prezentat buletinul sau extractul de la oficiul stării civile, se va pedepsi cu amendă de la 1000 la 5000 lei.

*Art. 123.* — Persoanele cărora legea de față le-a lăsat în păstrare registrele actelor stării civile anterior încheiate, vor fi pedepsite, în cazul când vor refuza să elibereze extracte după aceste registre, sau face mențiunile prevăzute de art. 11, cu închisoare corecțională de la 2 luni până la un an și cu amendă penală de la 5000 la 10000 lei. (Civ. Rom. 36).

### Dispozițiuni tranzitorii.

*Art. 124.* — Se abrogă art. 21—86 inclusiv, art. 151—161 inclusiv, privitoare la starea civilă, publicațiunea, celebrarea și opozițiunile la căsătorie, din codul civil în vigoare în Vechiul Regat, precum și orice dispozițiuni contrarii.

Prin derogare de la art. 14 al prezentei legi, art. 246 și 276 din codul civil din Vechiul Regat continuă să se aplice hotărîrilor pronunțând desfacerea căsătoriei; transcripțiunea însă prevăzută de acest articol este înlocuită prin mențiune pe actul de căsătorie.

În Basarabia, transcrierea hotărîrilor de desfacerea căsătoriei se va face pentru căsătoriile încheiate anterior intrării în vigoare a acestei legi, în conformitate cu dispozițiunile legii din 12 Noemvrie 1919, iar pentru cele încheiate posterior, potrivit art. 246 și 276 din codul civil aplicabil în Vechiul Regat și alin. precedent. (Civ. Rom. 246, 276).



*Art. 125.* — Se abrogă dispozițiunile legilor XXXIII din anul 1894, afară de art. 41 și XXXVI din anul 1904, privitoare la actele stării civile; art. 28—37 inclusiv, 39, 40, 121—125 inclusiv al legii XXXI din 1894, asupra căsătoriilor, în vigoare în Ardeal, Banat, Crișana și Maramureș, precum și orice legi, ordonanțe și dispozițiuni contrare legii de față.

*Art. 126.* — Se abrogă dispozițiunile art. 69—82 inclusiv, art. 86, 87, 88, 126—131 inclusiv din codul civil general austriac, legea din 25 Mai 1868 F. L. I. No. 47, în privința căsătoriei catolicilor; legea din 9 Aprilie 1870, F. L. I. No. 51, referitoare la actele stării civile ale persoanelor cari nu aparțin unui cult sau bisericilor recunoscute de lege; ordonanța din 29 Mai 1876, F. L. I. No. 77, a Ministerului de Interne, Culte și Justiție, referitoare la căsătoria evreilor, precum și orice alte patente, ordonanțe sau dispozițiuni în vigoare în Bucovina, contrare legii de față, cu privire la actele stării civile, publicarea și celebrarea căsătoriilor.

*Art. 127.* — Se abrogă deasemenea și art. 25—31 inclusiv, 33—36 inclusiv, 61, 65, 66, 67, 72, 72<sup>1</sup>, 73, 74, 74<sup>1</sup>, 76, 78—83 inclusiv, 85, 87, 87<sup>1</sup>, 90, 92, 93, 94, 97 și 98 din codul civil rus (colecția legilor ruse, vol. XI, partea I); dispozițiunile referitoare la naștere și moarte cuprinse în statutul consistoriului duhovnicesc ortodox, cele conținute în adunarea statutelor confesionale creștine și necreștine relativ la aceste acte, precum și art. 1460<sup>49</sup>—1460<sup>61</sup> inclusiv din procedura civilă rusă, ce regulează starea civilă a persoanelor prevăzute în ucazul din 17 Aprilie 1905; art. 24-a, 38—58 inclusiv din înaltul ucaz din 17 Octombrie 1906 (colecția legilor art. 1728); art. 24-a, 35, 37—51 inclusiv din partea II a aceluiaș ucaz de asemeni orice alte dispozițiuni în vigoare în Basarabia, contrare legii de față.

*Art. 128.* — Se abrogă dispozițiunile cuprinse de art. 22 al legii din 9 Martie 1880 și art. 78, alin. ultim din legea pentru organizarea Dobrogei din 1 Aprilie 1914.

*Art. 129.* — Publicațiunile de căsătorie făcute conform legilor anterioare se vor reface dacă au trecut 3 luni de la ultima zi a publicațiunii. (Civ. Rom. 49 urm.).

*Art. 130.* — Ofițerii stării civile confesionali, cari în temeiul legii de față au pierdut această calitate, sunt autorizați și obligați ca în formele întrebuintate și conform legilor atunci în vigoare să elibereze extracte din registrele confesionale.

Ofițerii stării civile laici, cari au avut căderea să instrumenteze sau să păstreze actele stării civile conform legilor anterioare, la încetarea atribuțiunilor vor încheia registrele stării civile și le vor încredința împreună cu întreaga arhivă autorității comunale de reședință.

*Art. 131.* — Registrele ținute înainte de punerea în aplicare a prezentei legi, precum și extractele eliberate din aceste registre, vor purta și pentru viitor valoarea lor probatorie.

*Art. 132.* — Dispozițiunile art. 60 din codul penal al Vechiului Regat se estind în tot cuprinsul țării în ce privește infracțiunile prevăzute în legea de față.

*Art. 133.* — Un regulament de administrație publică va desvoltă dispozițiunile legii, întomind formulare pentru toate registrele și actele stării civile, pentru extracte, etc., precum și pentru orice altă chestiune în legătură cu buna aplicare a legii.

*Art. 134.* — Legea de față va intra în vigoare la 1 Ianuarie 1929.

## EXPUNEREA DE MOTIVE

### a Legii privitoare la actele stării civile

din 21 Februarie 1928, publicată în „Monitorul Oficial“ No. 44 din 25 Februarie 1928.

Evenimentele cele mai de seamă ale omului sunt: nașterea, căsătoria și moartea, cari stabilesc starea civilă a persoanei fizice și îi manifestă existența în sânul societății.

Din momentul nașterii, ființa omenească este investită cu capacitatea de a avea drepturi și îndatoriri, devine un subiect de drept, o personalitate juridică care dispore odată cu viața. Inșă sunt drepturi cari în cursul vieții nu pot fi exercitate decât la anumite epoci, când persoana se consideră că este aptă să îndeplinească anumite operațiuni juridice și să răspundă de faptele săvârșite.

Astfel, la majoritate, potrivit codului civil, oricine poate dispune de persoana și bunurile sale; la pubertate poate să se căsătorească și să-și întemeieze o familie; după dreptul penal, la un anumit interval de timp de la naștere, persoana se consideră ca răspunzătoare de faptele sale; potrivit dreptului public, capătă puțința de a intra în o funcțiune a Statului, sau de a îndeplini serviciul militar. De aci se naște nevoia constatării oficiale a faptelor din cari izvoarele drepturile persoanelor și îndatoririle lor în relațiunile cu familia și societatea.

În timpurile vechi ștarea civilă a persoanelor se stabilea prin notorietate și posesiune. Când era contestată, se recurgea la dovada cu martori și la scriptele de familie (casnice). Dovada cu martori însă dădea loc la nesfârșite fraude, așa că se recomandă judecătorilor, să nu puie mare temei pe mărturiile persoanelor arătate ca martori de împricinați, ci să ție seamă de depunerile rudelor și persoanelor cari prin situațiunea lor erau în stare să cunoască și să certifice nașterea sau botezul. De multe ori deasemenea se recurgea la simple atestațiuni scrise sau la certificate.

Nașterile, căsătoriile și decesele mai puteau fi încă stabilite și prin acte emanate de la autoritatea bisericească, care pe acele vremuri ținea primul loc în Stat.

Orice persoană trebuia să facă parte din o comunitate religioasă creștină; în afară de comunitatea creștină nu era stare civilă. Prin administrarea sfințelor taine credincioșilor creștini, clerul era chemat să fie părtaș la aceste trei evenimente. Administrând botezul, constată nașterea; dând benedicțiunea nupțială viitorilor soți, constată căsătoria; procedând la ceremoniile religioase ale înmormântării, stabilea decesul. Administrarea acestor taine presupunea verificarea prealabilă a condițiunilor spirituale ale celui ce le primea. Înainte de a uni prin căsătorie pe ambii soți, trebuia să se asigure că sunt creștini, de rit catolic, ortodox, etc.; înainte de a înmormânta un cadavru în pământul sfânt, trebuia să se asigure că defunctului i se cuvine această cinste.

Preoții au luat obiceiul să țină registre în care înscriau botezurile, căsătoriile și înmormântările. Inșă acest obicei nu era general, pe de o parte pentru că mulți din membrii clerului parohial erau neștiutori de carte, iar pe de altă



parte din cauză că nu era obligator și preseris sub o pedeapsă eclesiastică oarecare. (*Droit Coutumier Français*, Henri Beaune).

Autoritatea laică a profitat de această situațiune și prin deosebite dispozițiuni, ordonanțe, decrete și legi, a căutat să dea un caracter oficial registrelor parohiale, stabilind în acelaș timp regule pentru întocmirea actelor stării civile, pentru trecerea acestora în anumite registre a căror ținere și păstrare era riguros reglementată. A stabilit totdeodată și puterea doveditoare a actelor de stare civilă cuprinse în registre și a extraselor din aceste registre.

*In Franța.* În secolul XVI și XVII, legea civilă a dat un caracter oficial registrelor parohiale. Prin ordonanța de la Villers-Cotterete din August 1539, ordonanța din Mai 1579, asupra poliției generale a regatului și prin ordonanța din Aprilie 1667, privind reformarea justiției, s'a impus parohiilor catolice obligația de a ține în dublu registre numerotate și parafate în cari să se înscrie botezurile, înmormântările și căsătoriile și cari registre numai singure să stabilească în justiție existența acestor evenimente. La finele fiecărui an, unul din exemplare trebuia să fie depus la grefa tribunalului (*baillage*) și prin declarația din 9 Aprilie 1736 au fost obligate parohiile catolice să înscrie în ambele registre actele de stare civilă de îndată și fără a lăsa locuri libere, acte cari să fie semnate de declaranți.

În ceea ce privește pe protestanți, miniștrii cultului lor, în anul 1598, prin edictul de Nantes, au fost autorizați să întocmească și să păstreze actele de stare civilă, edict revocat prin declarațiile din 16 Decembrie 1685 și din 1724 și apoi prin edictul din 9 Aprilie 1736. Din această cauză membrii clerului nu mai puteau înscrie nașterile; căsătoriile celebrate de pastor nu aveau nici o valoare; iar decesele trebuiau să fie declarate de rudele cele mai apropiate sau de vecinii judecătorului locului, care consemnă declarațiunea într'un registru special ținut de el, sistem generalizat și adoptat mai târziu de legiuitorul francez, înlocuind pe judecătorul locului prin primar sub denumirea de ofițer al stării civile. Prin decretul din 18 Noembrie 1787 s'a dat protestanților plenitudinea stării civile.

Această situațiune nu putea dăinui la nesfârșit. Starea civilă nu trebuie să atârne de deosebitele credinți religioase ale cetățenilor aceluiaș Stat și se impunea ca o singură autoritate cu caracter civil să fie însărcinată cu constatarea, întocmirea și păstrarea actelor stării civile.

Acest principiu a fost consfințit în Franța prin Declarațiunea Adunării constituante din 1791, iar prin legea din 20 Septembrie 1792 s'a pus o regulă în starea civilă a cetățenilor, ale cărei dispozițiuni au fost trecute și în codul civil francez. (Titlul II, art. 34—102 inclusiv, decretat la 11 Martie 1803).

*Muntenia, Moldova și Principatele Unite.* Ca și în celelalte țări, în Muntenia și Moldova starea civilă a persoanelor era stabilită prin notorietate și posesiune și când era contestată se recurgea la dovada cu martori și la scriptele de familie. Însă fiindcă starea civilă a persoanelor atârna de starea lor religioasă și fiindcă o serie de afaceri casnice erau date spre judecare judecătorilor eclesiastici ortodoxi, preoții ortodoxi, mai cu seamă cei de la orașe, țineau registre în cari înscriau botezurile, căsătoriile, înmormântările; iar Mitropoliile în registre speciale înscriau și hotărârile de divorț. (Vezi pravila Matei Basarab Glava CDXII).

Prin Regulamentul organic, pus în aplicare în Muntenia la Iulie 1831 și în Moldova la Ianuarie 1832, cu constatarea stării civile, alcătuirea actelor stării civile și cu ținerea registrelor au fost însărcinați miniștrii și funcționarii diverselor confesiuni religioase (parohii, pastorii, rabinii, etc.). (Regulamentul organic al Munteniei, cap. VIII 3; Regulamentul organic al Moldovei, cap. IV, anexa litera Q; Manualul administrativ al Moldovei, tom. II 855, pag. 430, instrucțiunile departamentului averilor bisericesti; Decretul Domnesc sub No.

783 din 1863; precum și instrucțiunile publicate prin *Monitorul Oficial* No. 13 și 14 din 1864).

După unirea Moldovei cu Muntenia, în 1865, punându-se în aplicare codul civil, ținerea actelor stării civile a fost încredințată comunelor (vezi regulamentul din 2 Iunie 1865, 23 Ianuarie și 3 Decembrie 1866).

*In Dobrogea.* Prin legea de organizare judecătorească a Dobrogei din 30 Martie 1886 s'a lăsat în competența hogilor și cadiilor constatarea și ținerea actelor stării civile ale mahomedanilor cu obligația de a trimite ofițerului stării civile al locului copii de pe actele încheiate spre a le înscrie în registrele lor.

*In Bucovina.* Starea civilă a locuitorilor din această provincie, până la răpirea ei de către Austria la 7 Mai 1775, eră supusă aceluiași norme ca și aceea a locuitorilor din Moldova.

Împărăteasa Maria Theresa prin patenta din 20/II/1784, ca măsură administrativă, impune parohiilor constatarea nașterilor, morților și căsătoriilor și înscrierea acestor evenimente în registre potrivit unor formulare date. Această obligație e impusă și preoților ortodoksi din Bucovina prin § 44 al decretului Aulic 29/IV/1786.

Mai târziu se recunoaște legalitatea registrelor stării civile ținute de comisiunea religioasă armeano-ortodoxă din Suceava de preoții Lipoveni din comunele: Riala Keirnica și Climăuți și de funcționarii civili din comunele Lipoveni, Lucaveți și Mihodra.

Pentru creștinii evanghelici s'a dispus în acelaș mod prin decretul Aulic din 18/VII/1784, cu obligațiunea ca pastorii să trimită parohiilor de rit romano-catolic copii după registrele lor.

Ținerea registrelor stării civile a persoanelor de rit mozaic s'a mai regulat prin publicațiunile administrațiunii țării din 8/IX/1891 F. L. I. No. 18 și din 28/VI/1895 F. L. I. No. 20.

Pentru persoanele cari nu aparțineau unei biserici sau confesiuni religioase recunoscute prin lege, ținerea actelor stării civile s'a încredințat prefecturilor respective, iar localităților cu statut propriu, autorității comunale. (Legea din 9/IV/1870 F. L. I. No. 51; a se vedea și legea asupra căsătoriilor din 25 Mai 1868 F. L. I. No. 47.)

Actele sunt scrise în limba întrebuintată de oficiul parohial sau mitrical respectiv.

Din cauza acestui sistem, întemeiat pe confesiunile părților, în comunele unde se găsește locuitori de deosebite confesiuni, numărul oficiilor matriculare de stare civilă se mărește prea mult, pe când pentru minoritățile profesionale circumscripțiile mitricale se lărgesc simțitor.

*In Transilvania, Banat, Crișana, Sătmăr și Maramureș,* până la 1 Octombrie 1895 eră aproape aceeaș situație ca și în Bucovina, când prin legile XXXIII din 18 Decembrie 1894 și XXXVI din 1904 privitoare la registrele stării civile și prin legea XXXI referitoare la căsătorie, s'a secularizat starea civilă a persoanelor și s'a încredințat constatarea nașterilor, deceselor și celebrarea căsătoriilor unor anumiți funcționari laici, conducători de matricole, creându-se în acest scop și circumscripțiuni teritoriale, numite cercuri de stare civilă.

Registrele profesionale de stare civilă, ținute înainte de 1 Octombrie 1895 de către miniștrii diferitelor confesiuni, s'au lăsat în păstrarea acestora, cu obligația ca la cererea celor interesați, să elibereze extracte din aceste registre, extracte cari vor avea și mai departe valoarea de acte autentice.

*Basarabia* până la 28 Mai 1812, când a fost răpită de Rusia, eră ocărmită de aceleași legi și obiceiuri ca și țara mamă Moldova.

În urmă în ceace privește actele stării civile, s'au aplicat regulile stabilite de soborul din Kiev din anul 1644 și 1667, regulamentul duhovnicesc din



1722, precum și art. 857—926 din colecția codurilor rusești, tomul IX, cartea II, precum și alte dispozițiuni din procedura civilă rusă.

Pentru creștinii ortodoksi, catolici, luterani, precum și pentru mahomedani, evrei și caraimi, înscrierile în registrele stării civile se fac de parohiile respective cari îndeplinesc ceremoniile religioase legate cu nașterea, căsătoria și înmormântarea. În ce privește răscolnicii și bapțiștii, înscrierile se fac în orașe de către organele polițienești, iar la sate de către voloste.

Registrelle de stare civilă se țin în dublu exemplar; pentru catolici și răscolnici se dresează câte un proces-verbal constatând nașterea, moartea sau căsătoria; pentru ceilalți se completează formularele anumite stabilite. Inscricerile se fac în limba oficială: rabinii în limba oficială și ebraică, iar luteranii în limba rusă, numai cu începere de la 3 Iunie 1891.

Extrase din registrele stării civile se eliberează pentru creștinii ortodoksi numai de consistoriu. Particularii pot să ia de la preot certificate de naștere, căsătorie sau moarte, îndată după îndeplinirea slujbei religioase, însă aceste documente nu capătă deplină putere decât dacă sunt confirmate de consistoriu. La celelalte confesiuni creștine, extrasele se liberează de către parohi sau pastori, la evrei de către rabini cu atestarea administrațiilor comunale orășenești pe baza condicelor matricole ce le păstrează, pentru mahomedani de către imami sau mulahi, iar pentru secta răscolnicilor și a bapțiștilor de către autoritatea polițienească sau voloste.

Unindu-se țările surori, Basarabia, Bucovina, Transilvania și celelalte provincii din Vechiul Regat, în urma războiului pentru desrobirea neamului românesc, fiecare din aceste părți au rămas sub imperiul legilor lor speciale. Constituția din 29 Martie 1923 a dispus, pe de o parte, revizuirea tuturor codicelor și legilor existente și unificarea lor, iar pe de altă parte darea actelor stării civile în atribuția legii civile, adică laicizarea acestor acte. (Art. 23 și 137 Const.).

Ca urmare acestor dispozițiuni constituționale, s'a unificat întreaga administrație a României-Mari prin legea din 14 Iunie 1925, împărțind întreg teritoriul în județe și județele în comune rurale, comune urbane, comune urbane reședințe de județ și municipii, prin art. 60 s'a dat primarului și atribuțiunea de ofițer al stării civile, putând să delege această atribuțiune pentru nașteri și decese, în comunele urbane unui membru al delegațiunii permanente comunale, în municipii directorului sau șefului de serviciu respectiv, iar în comunele rurale și notarului, care în orice caz îngrijește ca actele stării civile să se întocmească conform legii și le contrasemnează. (Art. 366). Celebrarea căsătoriei se face însă numai de către primar sau un membru al delegațiunii permanente desemnat de el.

Pentru punerea în aplicare a acestor dispozițiuni eră de neapărată trebuință ca de îndată să se facă și revizuirea tuturor legilor privitoare la starea civilă și să se întocmească proiectul de lege pentru unificarea lor.

La alcătuirea acestui proiect, în afară de dispozițiunile codului civil din Vechiul Regat ce regulează această materie, am ținut seamă și ne-am servit ca normă de dispozițiunile legilor XXXIII/1894, XXXVI/1904 și XXXI/1894, în vigoare în Transilvania, Banat, Crișana, Sătmar și Maramureș, și am adoptat și modul utilizat acolo de înregistrarea actelor stării civile pe rubrici în registrele stării civile, aceasta pentru a ușura lucrarea ofițerului stării civile. De asemeni ne-au folosit și inovațiunile introduse în codul civil francez privitoare la declarațiunea nașterilor, publicarea căsătoriilor, precum și legile speciale pentru reconstituirea registrelor de stare civilă distruse.

Din codul civil svițeran am adoptat dispozițiunea potrivit căreia viitorii soți se pot căsători în orice comună din țară, cu condiție ca publicarea căsătoriei să fi fost făcută la locurile anume determinate prin lege.

Proiectul de lege ce prezintă deliberărilor d-voastre cuprinde dispozițiuni privitoare la competența ofițerului de stare civilă, la modul întocmirii și rectificării actelor de stare civilă și înscrierii lor în registre; la controlul, păstrarea și reconstituirea registrelor; dispozițiuni speciale pentru încheierea actelor de naștere, căsătorie și moarte și cele întocmite în timp de mobilizare.

Legea de unificare a actelor de stare civilă urmărind a se pune în aplicare înainte de a se fi făcut unificarea codului civil și trebuind să cuprindă dispozițiuni ce fac parte din materia stării civile, bunăoară celebrarea căsătoriei, opozițiune la căsătorie, etc., a fost nevoie ca odată cu punerea ei în vigoare să se modifice sau să se abroge o serie de rândueți cuprinse în legile Vechiului Regat și ale ținuturilor unite și să se reguleze predarea registrelor de stare civilă ținute de ofițerii stării civile, cărora legile existente le recunoșteau această calitate.

*Ministrul justiției, STELIAN POPESCU.*

**Raportul care însoțește Legea privitoare la actele stării civile, din 21 Februarie 1928, (Mon. Of. 44/1928), cu ocazia depunerii ei în desbaterea Senatului.**

### *Domnilor Senatori,*

Proiectul de lege relativ la actele stării civile, adus în deliberarea Senatului cu Mesagiul regal No. 3132 dela 1 Noembrie 1927, secțiunile d-voastre, luându-l în cercetare, l-au admis toate, numind delegați:

Secțiunea I pe d. Dim. Th. Arțăreanu;

” II ” ” Ludovic Dauș;

” III ” ” Mihail Mora;

” IV ” ” N. Tănăsescu;

” V ” ” I. U. Soricu;

” VI ” ” Al. Alimănescu, și

” VII ” ” C. Stoianovici, cari, întrunindu-se în ziua de 18

Noembrie 1927, sub președinția d-lui senator Dim. Th. Arțăreanu, luând parte la ședință raportorul comisiei II, care a fost convocat, și, luând din nou în cercetare sus arătatul proiect de lege, precum și raportul comisiei respective, l-a admis pe considerentele următoare:

Insușindu-ne în totul largă expunere de motive a d-lui Ministru de Justiție, care ne-a dat și un amănunțit studiu istoric al chestiunii, vedem că revoluția franceză prin Declarațiunea Adunării constituante din 1791 și apoi prin legea din 20 Septembrie 1792, a stabilit o normă generală pentru actele de stare civilă, prevăzând anume dispoziții, cari au trecut apoi și în Codul civil francez și de aici, imediat după unirea Munteniei cu Moldova, în 1865, în Codul civil român.

Ideea impusă prin revoluția franceză este că „starea civilă nu trebuie să atârne de deosebitele credințe religioase ale cetățenilor ale aceluiaș Stat“, din care cauză trebuie ca „o singură autoritate cu caracter civil să fie însărcinată cu constatarea, întocmirea și păstrarea actelor stării civile“.

Ideea aceasta este călăuzitoare și în proiectul de lege adus astăzi în discuția Senatului. Pentru desăvârșirea ei s'a ținut seama de toate lipsurile constatate în dispozițiunile Codului civil din Vechiul Regat, cari au fost larg primenite, — prezentul proiect de lege folosindu-se de toate inovațiunile introduse în Codurile civil francez și elvețian. El cată să corespundă cât mai mult cerințelor vieții de astăzi, ușurând și precizând formalitățile, stabilind răspunderile, sancțiunile și controlul, hotărînd înregistrarea actelor civile pe rubrica în care



se trec aproape automat toate schimbările de stare civilă. Actul de naștere al fiecăruia devine astfel un act public, complet ferit de fraudă și împiedicând bigamia.

Prin legea de față se pune capăt haosului și lipsei de control care guvernează actele de stare civilă de la noi. Se stabilește o singură procedură, o singură lege. Avem astăzi un regim în Ardeal, un altul în Vechiul Regat, pe când în Basarabia stăruie sistemul învechit și absolut nesigur al actelor de stare civilă ținute de Parohii, iar în Bucovina un complicat sistem bazat pe confesiuni și cu acte redactate în toate limbile vorbite acolo.

Aducând unificarea tuturor actelor de stare civilă într'un sistem cu caracter absolut civil și controlat de Justiție, actualul proiect de lege, pe lângă garanțiile pe cari le prezintă, prevede și însemnate măsuri pentru a feri registrele de stare civilă de distrugere. Se fac tablouri anuale, și la fiecare 10 ani, de toți născuții, căsătorii și morții, iar registrele anuale, făcute în dublu exemplar, trec în grija a două autorități: unul rămânând la Oficiul de stare civilă, iar celălalt înaintându-se spre păstrare tribunalului.

Pe lângă inovațiunea potrivit căreia viitorii soți se pot căsători în orice comună din țară, proiectul de față mai impune reconstituirea registrelor de stare civilă, dacă o forță majoră le-ar distruge.

Pe aceste considerente, d-lor senatori, vă rog să binevoiți a vota prezentul proiect de lege.

*Raportor, LUDOVIC DAUȘ.*

### Raportul care însoțește Legea privitoare la actele stării civile cu ocazia depunerii ei în desbaterea Adunării Deputaților.

#### *Domnilor Deputați,*

Comisiunea de legislațiune civilă, comercială și criminală a Adunării Deputaților întrunindu-se în numărul cerut de regulament în ședințele din 27, 28, 29, 30, 31 Ianuarie și 1 Februarie a. c., sub președinția d-lui N. D. Chirculescu și, în lipsa sa, sub președinția d-lui Cezar Pascu, a luat în deaproape cercetare „Legea privitoare la actele stării civile“, proiect votat de Senat în ziua de 12 Decembrie 1927.

Comisiunea, împărtășind motivele din documentata expunere de motive ale d-lui ministru de justiție, constatând că proiectul răspunde la o necesitate grabnică — ceea ce justifică prezentarea lui ca un capitol separat, ce va face însă parte integrantă din codul civil unificat, ce va urmă — vă roagă să binevoiți a-l vota.

Preocuparea de căpetenie a comisiunii de legislațiune civilă a fost ca legea supusă deliberărilor d-voastre să fie cât mai clară, cu formalități cât mai simple și să marcheze pe cât posibil o continuitate cu vechile legiuri ale diferitelor provincii ale țării.

Din această cauză am fost nevoiți uneori să ne depărtăm de la ultimul stadiu al doctrinei și jurisprudenței și să adoptăm soluțiuni cari însă sunt mai conforme cu obiceiurile și tradițiile noastre.

Tinând seama că proiectul de față reglementează și uniformizează numai formele de constatare a stării persoanelor, ne-am ferit pe cât a fost cu putință ca prin el să aducem vreo indicațiune sau atingere raporturilor de drept ce vor fi determinate și precizate în noul cod civil unificat, ce sperăm a fi supus cât mai curând deliberărilor d-voastre. Astfel, dispozițiunile de formă prevăzute pentru constatarea recunoașterilor copiilor naturali nu însemnează rezolvirea în fond a acestei mari probleme, ce rămâne a fi soluționată — până la

codul unificat — de dispozițiunile actuale în vigoare ce prezintă variațiuni destul de importante în diferitele provincii ale țării.

Modificările mai importante introduse de comisiunea legislativă sunt justificate precum urmează:

Am socotit că nu este nevoie de registre de recunoașteri și legitimări, întrucât recunoașterile vor fi trecute și menționate în registrele de născuți, ca și legitimările ce își capătă valoarea lor juridică prin trecerea actelor de căsătorie în registrele respective.

Am înlăturat ca fără interes practic și pe considerațiunea că ar necesită o muncă zadarnică — ceea ce ar distrage pe funcționarii oficiului stării civile de la multiplele lor îndatoriri — obligațiunea de a alcătui din 10 în 10 ani liste alfabetice de născuți, căsătoriți și morți, mulțumindu-ne cu alcătuirea anuală a acestor fel de liste.

Comisiunea ținând seama că prin art. 20 a indicat organele de control — pentru regulata ținere a registrelor de stare civilă — a părăsit sistemul preconizat în proiect de a trimite la finele anului registrele judecătorei respective spre controlare, sistem ce avea îndoitul desavantaj: a) de a lipsi pentru un interval anumit pe ofițerul stării civile de registrele în cari zi cu zi se pot produce adnotațiuni și rectificări și din cari el singur e îndreptățit a elibera extracte, și b) de a împovora judecătoriile destul de încărcate cu o sarcină ce n'ar fi putut-o îndeplini în mod conștiincios într'un interval așa de scurt, cât reclamă legea și împrejurările, decât cu sacrificarea multor interese. S'a păstrat astfel sistemul actual în vigoare în Vechiul Regat, după care un rând de registre rămân în arhiva primăriei și celălalt în arhiva tribunalului, și ca consecință a acestui lucru s'a suprimat dreptul grefierului judecătorei de a elibera extracte.

Pentru a da mai multă autoritate actelor de stare civilă și pentru a înlătura posibilitatea șicanării în caz de conflicte juridice, am suprimat cu totul alineatul al doilea al art. 24, rămânând bine înțeles dreptul larg al judecătorilor de a se pronunța asupra probelor, în cazul când cineva ar contesta declarațiunile consemnate în vreun act de stare civilă; am menținut cu modul acesta situațiunea stabilită prin jurisprudența constantă a instanțelor judiciare din Vechiul Regat.

Comisiunea a suprimat ultimul alineat al art. 55, pe considerațiunea că faptul dolosiv al unei persoane face să cadă asupra acelei persoane rigorile codului penal, dar nu poate să-i ridice dreptul inerent existenței lui, de a-și stabili statul său civil.

La actele de naștere, Comisiunea a redus termenul declarațiunilor de naștere de la cinci zile la trei, din cauza cerințelor sanitare, cari reclamă inoculări obligatorii preventive la cei născuți, într'un termen foarte scurt.

Deasemenea pe tatăl căruia îi incumbă în prim rând obligațiunea de a face declarațiunea, l'am scutit de aceasta, nu numai când lipsește dar și atunci când e împiedicat de diferite împrejurări de a merge la Ofițerul stării civile.

La căsătorii, Comisiunea, găsind formalitățile publicațiilor prea multiple, le-a simplificat limitând locurile unde trebuiesc afișate.

Deasemenea pentru a înlesni căsătoriile, pe de o parte a ridicat dreptul unehilor și mătușilor viitorilor soți de a face opozițiuni la căsătorie, iar pe de altă parte a introdus reguli de procedură cu termene scurtate, pentru rezolvarea cât mai grabnică a acestor împiedicări, dându-le în competența judecătoriilor respective.

Comisiunea a găsit că inovațiunea din art. 81 prin care părțile ce vor să se căsătorească, vor putea, pe baza unui certificat eliberat de Ofițerul stării civile, unde a făcut declarația, să celebreze căsătoria ori unde în țară, nu e fericită, ci poate fi chiar primejdioasă și ca atare a înlăturat-o menținând principiul actualmente în vigoare că Ofițerul de stare civilă competent a celebră căsătoria



este Ofițerul care a primit declarațiunea sau al domiciliului ori căreia dintre părți. S'a mărit însă termenul de 6 luni la un an pentru valabilitatea declarațiunilor și publicațiunilor fiindcă e posibil ca evenimente neprevăzute (doliu, boale) să treacă peste voința părților și să fie pricina întârzierii celebrării căsătoriei.

Tot pentru a înlesni căsătoriile, comisiunea a găsit necesar să înlătore anumite prohibițiuni, dând posibilitate rudelor celor ce voesc a se căsători, de a figura ca martori, fie la alcătuirea actelor necesare, fie la celebrarea căsătoriei. Tot în acest scop și ca o măsură de siguranță s'a ridicat dreptul de revocare al consimțământului odată dat, consimțământ ce va rămâne valabil dacă căsătoria va avea loc în interval de un an de la data declarațiunii.

În privința actelor de stare civilă întocmite în caz de mobilizare, Comisiunea a suprimat publicațiile la căsătorie, ce nu-și mai aveau rațiunea de a fi, și ținând seamă că între persoanele care urmează armata pot fi și streini, a lărgit competența Ofițerului de stare civilă, care va putea celebra căsătorii, indiferent de naționalitatea viitorilor soți.

Pentru neîndeplinirea îndatoririlor, fie din partea funcționarilor, fie din partea particularilor, proiectul prevede sancțiuni, pe cari Comisiunea le-a caracterizat precis, adăugând în același timp dreptul judecătorilor de a acorda circumstanțe ușurătoare.

Comisiunea ținând seamă că pentru noua situațiune creiată prin această lege, pe de o parte e nevoie de un timp mai lung atât pentru formularea registrelor necesare, cât și pentru pregătirea organelor administrative ce vor aplica legea, iar pe de altă parte că ar fi nepotrivit a se scinda operațiunile de înregistrare ale actelor de stare civilă în mijloc de an, a modificat proiectul de lege în sensul vederilor consiliului legislativ, fixând data intrării lui în vigoare la 1. Ianuarie 1929.

Comisiunea, în conformitate cu art. 92 din regulamentul interior al Adunării Deputaților, a ales pentru cercetarea amendamentelor ce eventual s'ar prezintă în debateri, pe d-nii: Nicolae D. Chirculescu ca președinte, pe d-nii Al. N. Ionescu, Cesar Pascu, Al. A. Donescu și Dr. I. Colbazi ca membri, iar pe subsemnatul ca raportor.

*Raportor, VASILE MICULESCU.*



Sfârșitul volumului al cincilea.

TABLA MATERIILOR



# TABLA MATERIILOR

## CUPRINSE IN VOLUMUL V.

	<u>Pag.</u>
Index bibliografic al operelor consultate și la cari s-au făcut trimeteri . . . . .	V
Prescurtări . . . . .	IX

### TITLU PRELIMINAR.

Despre efectele și aplicarea legilor în genere (art. 1—5) . . . . .	1
Lege privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române din 23 Februarie 1924, publicată în „Monitorul Oficial“, No. 41/1924 (art. 1—70) . . . . .	43

### CARTEA I.

#### Despre persoane

TITLUL I. — Despre drepturile civile și despre naturalizare (art. 6—20) . . . . .	56
<i>Capitolul I.</i> — Despre bucurarea de drepturile civile și despre naturalizațiune (art. 6—16) . . . . .	56
— <i>II.</i> — Despre pierderea drepturilor civile prin pierderea calității de român (art. 17—20) . . . . .	67
TITLUL II. — Despre actele stării civile (art. 21—86) . . . . .	68
<i>Capitolul I.</i> — Dispozițiuni generale (art. 21—40) . . . . .	68
— <i>II.</i> — Despre actele de naștere (art. 41—48) . . . . .	88
— <i>III.</i> — Despre actele de căsătorie (art. 49—62) . . . . .	99
— <i>IV.</i> — Despre actele de încetare din viață (art. 63—72) . . . . .	113
— <i>V.</i> — Despre actele stării civile privitoare la militari ce se găsesc afară de teritoriul român, sau pe teritoriul român, în timp de rebel sau turburări (art. 73—83) . . . . .	121
— <i>VI.</i> — Despre rectificarea actelor stării civile (art. 84—86) . . . . .	126
TITLUL III. — Despre domiciliu (art. 87—97) . . . . .	132
TITLUL IV. — Despre absenți, adică cei cari lipsesc de la locul lor (art. 98—126) . . . . .	153
<i>Capitolul I.</i> — Despre absența prezumată (art. 98—100) . . . . .	153
— <i>II.</i> — Despre declarațiunea absenței (art. 101—105) . . . . .	160
— <i>III.</i> — Despre efectele absenței (art. 106—123) . . . . .	166
<i>Secțiunea I.</i> — Despre efectele absenței în privința averii ce absentul posedă în ziua dispărerii sale (lipsirei sale) (art. 106—119) . . . . .	166
— <i>II.</i> — Despre efectele absenței în privința drepturilor eventuale care se pot conveni absentului (art. 120—123) . . . . .	195
<i>Capitolul IV.</i> — Despre privegherea copiilor minori ai tatălui care a dispărut (art. 124—126) . . . . .	200
TITLUL V. — Despre căsătorie (art. 127—210) . . . . .	203
<i>Capitolul I.</i> — Despre înșușirile și condițiunile necesare spre a se putea săvârși căsătoria (art. 127—150) . . . . .	203
— <i>II.</i> — Despre formalitățile relative la celebrarea căsăt. (art. 151—152) . . . . .	220
— <i>III.</i> — Despre opozițiuni la căsătorie (art. 153—161) . . . . .	222
— <i>IV.</i> — Despre cereri de nulitate a căsătoriei (art. 162—184) . . . . .	231
— <i>V.</i> — Despre obligațiunile ce isvorăsc din căsătorie (art. 185—193) . . . . .	264
— <i>VI.</i> — Despre drepturile și datoriile respective ale soților (art. 194—208) . . . . .	279
— <i>VII.</i> — Despre desfacerea căsătoriei (art. 209) . . . . .	312

TABLA MATERIILOR

	Pag.
<i>Capitolul VIII.</i> — Despre a doua căsătorie (art. 210) . . . . .	312
TITLUL VI. — Despre despărțenie (art. 211—285) . . . . .	313
<i>Capitolul I.</i> — Despre cauzele despărțeniei (art. 211—215) . . . . .	313
— <i>II.</i> — Despre despărțenie pentru cauză determinată (art. 216—253) . . . . .	324
Secțiunea I. — Despre formalitățile despărțeniei pentru cauză determinată (art. 216—248) . . . . .	324
— II. — Despre măsurile provizorii ce se pot lua în urma cererii de despărțenie pentru cauză determinată (art. 249—250) . . . . .	360
— III. — Despre cauzele de respingere a cererii de despărțenie pentru cauză determinată (art. 251—253) . . . . .	367
<i>Capitolul III.</i> — Despre despărțenia prin consimțământ mutual (art. 254—276) . . . . .	372
— <i>IV.</i> — Despre efectele despărțeniei (art. 277—285) . . . . .	382
TITLUL VII. — Despre paternitate și despre filiațiune (art. 286—308) . . . . .	400
<i>Capitolul I.</i> — Despre filiațiunea copiilor legitimi născuți sau concepuți în timpul căsătoriei (art. 286—291) . . . . .	400
— <i>II.</i> — Despre dovedirea filiațiunii copiilor legitimi (art. 292—303) . . . . .	420
— <i>III.</i> — Despre copiii naturali (art. 304—308) . . . . .	438
Secțiunea I. — Despre legitimarea copiilor naturali (art. 304—308) . . . . .	438
TITLUL VIII. — Despre adopțiune (art. 309—324) . . . . .	459
<i>Capitolul I.</i> — Despre adopțiune (art. 309—324) . . . . .	459
Secțiunea I. — Adopțiunea și efectele sale (art. 309—317) . . . . .	459
— II. — Despre formele adopțiunii (art. 318—324) . . . . .	477
TITLUL IX. — Despre puterea părintească (art. 325—341) . . . . .	485
TITLUL X. — Despre minoritate, despre tutelă și despre emancip. (art. 342—433) . . . . .	510
<i>Capitolul I.</i> — Despre minoritate (art. 342) . . . . .	510
— <i>II.</i> — Despre tutelă (art. 343—420) . . . . .	511
Secțiunea I. — Tutela tatălui și a mamei (art. 343—348) . . . . .	511
— II. — Despre tutela numită de tatăl sau mamă (art. 349—351) . . . . .	534
— III. — Despre tutela ascendenților (art. 352—354) . . . . .	539
— IV. — Despre tutela aleasă de către consiliul de familie (art. 355—369) . . . . .	542
— V. — Despre cauzele cari apară de tutelă (art. 370—382) . . . . .	564
— VI. — Despre necapacitatea, excludiunea și destituirea din tutelă (art. 383—389) . . . . .	575
— VII. — Despre administrațiunea tutorilor (art. 390—414) . . . . .	589
— VIII. — Despre socotelile tutelei (art. 415—420) . . . . .	644
<i>Capitolul III.</i> — Despre emancipațiune (art. 421—433) . . . . .	658
TITLUL XI. — Despre majoritate, despre interdicțiune și despre consiliul judiciar (art. 434—460) . . . . .	685
<i>Capitolul I.</i> — Despre majoritate (art. 434) . . . . .	685
— <i>II.</i> — Despre interdicțiune (art. 435—457) . . . . .	686
— <i>III.</i> — Despre consiliile judiciare (art. 458—460) . . . . .	726
APENDICE . . . . .	747
Lege privitoare la actele stării civile (art. 1—134) . . . . .	747
Expunerea de motive a legii privitoare la actele stării civile . . . . .	763
Raportul care însoțește legea privitoare la actele stării civile cu ocazia depunerii ei în desbaterea Senatului . . . . .	767
Raportul care însoțește legea privitoare la actele stării civile cu ocazia depunerii ei în desbaterea Adunării Deputaților . . . . .	768

1987  
VERIFICAT